P
Fr.Lit
R
c.1
ROBARTS

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/revuebleuepoliti62pari

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARIS. — CHAMEROT ET RENOUARD (IMP. DES DEUX REVUES)

19, rue des Saints-Pères, 19

P
Fr. Lit
R

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

QUATRIÈME SÉRIE. — TOME X

35e ANNÉE — 2e SEMESTRE

1er JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1898

197201
9.7.25

PARIS

BUREAU DES REVUES, 19, RUE DES SAINTS-PÈRES

1898

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 1. 4e SÉRIE. — TOME X 2 JUILLET 1898.

UN RUSSE PARMI LES INSURGÉS DE CUBA

(Mai 1896-Mars 1897.)

I

Un journaliste russe, M. P. S...ov, se trouvant à New-York au mois de mai 1896, suivait avec un vif intérêt les événements qui se passaient à Cuba. Déconcerté par les bruits contradictoires qui circulaient sur le mouvement insurrectionnel de l'île, il résolut d'aller sur les lieux pour se renseigner directement. Ce projet aventureux séduisit deux de ses compatriotes, qui se joignirent à lui, et les trois Russes cherchèrent le meilleur moyen de le mettre à exécution. Ils avaient à choisir entre deux voies : s'adresser à l'ambassade espagnole de New-York, ce qui les eût exposés à essuyer un refus ou à se voir intimer l'ordre de rester à la Havane pendant les hostilités, c'est-à-dire à demeurer dans l'ignorance complète de ce qu'ils voulaient savoir. La seconde alternative consistait à demander l'entrée de l'île à la junte patriotique, qui a des délégués dans toutes les villes américaines et passe pour représenter les insurgés : elle a pour président honoraire M. Thomas Estrada Palma.

Au commencement de l'insurrection la junte avait accepté avec empressement les volontaires qui s'offraient, surtout s'ils étaient citoyens des États-Unis, car elle espérait ainsi amener une tension dans les rapports des gouvernements espagnol et américain. Les recrues furent plus souvent une charge et un embarras qu'une aide efficace; les Espagnols ne se faisaient aucun scrupule de fusiller séance tenante les citoyens de la libre Amérique, chaque fois qu'ils pouvaient s'en emparer, et ceux qui échappaient à l'ennemi succombaient pour la plupart aux effets meurtriers du climat ou restaient faibles et incapables de faire leur service.

Pour toutes ces raisons la junte accueillit avec une grande circonspection l'offre des jeunes Russes et leur déclara qu'avant de l'accepter elle exigeait qu'ils fissent un stage dans une famille cubaine afin de mieux les connaître.

C'est pendant cette période d'épreuve que les trois volontaires eurent l'occasion de faire la connaissance de Rolloou, « le ministre de la guerre de la république cubaine », que la presse américaine faisait passer pour un nihiliste russe. En réalité Rolloou avait été amené de Varsovie en Amérique à l'âge de six ans, et la légende de son prétendu nihilisme était née de ce qu'il s'était spécialement occupé des travaux des mines en sa qualité d'ingénieur, et avait contribué par son initiative à faire fonder à New-York une école ouverte aux Cubains désireux d'apprendre le maniement de la dynamite. Enfin, Rolloou, ainsi que le commandant en chef des insurgés, Gomez, avait pris part au percement du canal de Panama.

Le 28 juillet, lorsque la famille cubaine, chez qui les jeunes Russes étaient placés en observation, les jugea dignes de confiance et déclara que les insurgés pouvaient accepter leurs services, la junte leur distribua trois billets pour le vapeur *Seminole* qui levait l'ancre le jour même pour Charleston, dans la Caroline du Sud. A bord, les jeunes Russes trouvèrent une trentaine de Cubains, qu'ils voyaient

pour la première fois. Par malheur, le jour même où ils mouillèrent dans ce port, un vapeur des États-Unis vint jeter l'ancre à côté du *Commodore* qui devait transporter l'expédition à Cuba. De semblables contretemps n'étaient pas rares, entravant la marche du flibustier et coûtant à la junte des milliers de dollars. En attendant le jour où le *Commodore* réussirait à tromper la vigilance de son incommode voisin, les Cubains et les Russes furent débarqués et casés dans différents hôtels par groupes de deux ou trois. En vain toutes les nuits, le *Commodore* faisait-il des tentatives pour prendre le large, aussitôt le croiseur braquait sur lui ses canons et l'obligeait à se tenir coi.

Ainsi passèrent trois semaines, lorsqu'un après-midi on fit avertir tous les membres de l'expédition qu'ils eussent à se tenir prêts. Par surcroît de précaution on les répartit par petits groupes et personne, pas même le commandant en chef de la troupe, ne savait le lieu de destination, ni la route à suivre. Ces mesures eurent pour effet de ralentir les mouvements des différents groupes et celui qui se composait des trois Russes et d'autant de Cubains manqua le train qui devait amener l'expédition à Jacksonville; enfin, lorsqu'ils arrivèrent par le train suivant, ils apprirent que l'expédition était déjà en mer. Bon gré, mal gré, il fallut attendre une nouvelle occasion. Elle se présenta dans la nuit du 3 septembre; les Russes et leurs compagnons montèrent dans trois énormes chariots qui les amenèrent en trois heures sur les bords de la Saint John River, de là un petit bateau les transporta jusqu'à l'embouchure du fleuve où les attendait le petit vapeur *Three Friends*. On leva l'ancre, au cri de : *Viva Cuba libra!*

C'est ainsi que les jeunes Russes partis de New-York le 23 juillet n'arrivèrent à Cuba que le 7 septembre, preuve évidente qu'à cette période de l'insurrection le gouvernement des États-Unis multipliait les obstacles pour paralyser les mouvements des Cubains. Lorsque le *Three Friends* fut loin dans la mer, la petite troupe apprit qu'elle devait opérer sa descente à Pinar-del-Rio, à 750 milles de la partie centrale de l'île, lieu de destination du corps de l'expédition qu'ils n'avaient pu rejoindre.

II

Le *Three Friends* était un petit vapeur fluvial filant 19 nœuds à l'heure et qui surpassait en vitesse tous les steamers espagnols. Il dut à cette supériorité et à l'habileté de son équipage de n'avoir pas été capturé par les Espagnols durant les deux années de l'insurrection, et réussit au contraire à plusieurs reprises, à faire à l'ennemi des avaries sérieuses.

Le second jour de voyage en mer la distribution de fusils et de cartouches eut lieu. Les Russes ne reçurent pour armes que des *macets*, car on savait qu'ils n'allaient pas à Cuba dans l'intention de se battre contre les Espagnols. Le *macet* est l'arme nationale des Cubains, et il n'y a pas longtemps les ouvriers étaient seuls à l'employer dans les plantations. C'est une lame d'acier effilée, longue d'un pied et demi, arme très populaire dans l'île. Les Espagnols la préfèrent au sabre et à l'épée à cause de sa légèreté et de son fourreau de cuir qui la rendent plus commode à porter dans les jungles et au milieu des buissons.

Après avoir louvoyé autour des côtes pendant quatre jours, le 7 septembre, le *Three Friends*, de grand matin, se rapprocha de la rive; dans la brume les passagers virent se dessiner une petite baie en forme de fer à cheval, au milieu s'étendait au loin une plage basse et sablonneuse, et des deux côtés le rivage se relevait en lourdes masses rocheuses. Derrière la plaine de sable s'étendaient des jungles épaisses que dominaient des têtes de palmiers.

A quelques brasses de la rive le vapeur stoppa et un canot débarqua sur le rivage une dizaine d'hommes armés, tous les autres passagers qui restaient à bord les suivaient des yeux dans une anxieuse expectative. Un vieux Cubain ému murmura entre ses dents : *Viva Cuba libra, viva, carajo!* comme s'il demandait pardon pour les larmes qui coulaient malgré lui de ses yeux; mais personne n'y prit garde, car parmi les Cubains et les Russes il n'y avait pas un œil sec, seuls les Américains restaient impassibles et s'occupaient des canons.

Le canot toucha terre.

Aussitôt le capitaine descendit sur la plage et planta dans le sable un aviron auquel était attaché le pavillon cubain. C'était le signal attendu pour décharger le bateau. L'expédition possédait neuf embarcations, deux canots attachés au vapeur et sept radeaux grossièrement faits et emboîtés l'un dans l'autre pour gagner de la place. Comme ils ne pouvaient aborder la rive, à cause du peu de profondeur de la mer, il fallut, pour transporter les ballots, se tenir dans l'eau jusqu'à la ceinture, ce qui ne ralentit en rien le zèle et l'entrain de l'équipage, si bien que deux heures plus tard le *Three Friends* repartit sous le drapeau cubain.

Cependant la besogne n'était pas terminée et plusieurs caisses et colis furent enfouis dans le sable ou dissimulés sous les buissons. Le soleil des tropiques dardait ses rayons à peu près verticaux sur la tête des travailleurs et leur causait une souffrance presque intolérable.

Quelques hommes furent envoyés dans l'intérieur de l'île pour annoncer l'arrivée de l'expédition à Antonio Maceo, alors commandant en chef des insurgés de la province Pinar-del-Rio. Les autres membres du

détachement, y compris les trois Russes, campèrent comme ils purent sous les palmiers et passèrent là neuf jours, manquant de nourriture et d'eau. Le vapeur avait laissé très peu de vivres et les volontaires n'avaient pour se désaltérer que les quelques flaques d'eau restées entre les fentes des rochers et que le soleil n'avait pas encore desséchées.

Dès le lendemain du débarquement, l'expédition fut rejointe par d'autres insurgés, ceux-ci étaient à peine vêtus, demi-nus, car pour la plupart leur costume consistait en quelques chiffons douteux noués autour de la ceinture, et bon nombre par suite des fatigues et des privations étaient atteints de fièvres locales. Aucun d'entre eux n'était armé, car les fusils manquaient, et leur service consistait à s'employer à divers travaux, formant ainsi une sorte de réserve plus nombreuse que l'armée active. Ils amenaient avec eux un troupeau de vaches, l'unique ressource de l'expédition, car le pain et le sel faisaient totalement défaut.

Le plus proche compagnon d'armes de Maceo, le général Dias, un noir, arriva le dernier à la tête d'un petit détachement ; ses hommes se distinguaient des autres uniquement parce qu'ils portaient des armes, mais leur tenue était aussi sommaire et le général était à peine mieux mis que ses subordonnés.

Les Espagnols furent tout de suite informés de la descente opérée et chaque jour une canonnière fut envoyée dans la baie ; mais ce ne fut qu'après le départ de l'expédition, lorsqu'il ne resta plus qu'une dizaine d'insurgés, qu'elle s'avisa de tirer sur la rive ; les Cubains s'amusèrent à riposter dédaigneusement par quelques coups de fusil.

Le 16 septembre l'expédition se mit en route pour rejoindre Maceo, elle avait à parcourir soixante milles sur un terrain de formation volcanique en partie recouvert de broussailles formant un fourré si épais, qu'il était impossible de passer même en bordure sans se piquer aux feuilles acérées ou s'enchevêtrer dans les lianes.

Pour traverser ces jungles il fallut pendant trois jours suivre une sente presque effacée, formée de pierres aiguës ; les Cubains ont caractérisé ces passages, en les appelant *dents de chien*. En effet ces dents de chien en quelques heures avaient si bien mordu les chaussures, que les hommes durent s'envelopper les pieds de peaux de vache fraîches pour reculer un peu le moment où il faudrait avancer pieds nus. Ceux qui étaient chargés du transport des colis étaient encore les plus mal partagés ; en sautant de pierre en pierre ils déchiraient leurs pieds aux cailloux et les caisses énormes qu'ils portaient leur écorchaient le dos. Plusieurs furent pris d'accès de fièvre jaune ; ils tombaient sur les pierres pointues, étouffant leurs gémissements, pendant que leurs compagnons plus ingambes leur passaient sur le corps, allant toujours de l'avant, car tous avaient conscience qu'ils portaient avec eux la libération de leur patrie et que rien ne devait les arrêter.

Bon nombre d'entre eux depuis quatre ou cinq jours n'avaient rien mangé, mais les souffrances intolérables qu'ils enduraient ne leur arrachèrent ni une plainte ni un murmure, si intense était le sentiment patriotique qui les animait. « Involontairement, dit M. P. S...ov, je comparais ces héros obscurs à d'autres non moins ignorés qui mouraient de la fièvre jaune en Crimée ou de froid sur les hauteurs des Balkans ; bien que dans ces deux derniers cas le patriotisme ne fût pas l'unique stimulant de leur héroïsme. »

Vers la fin du défilé la route changea de caractère, le sol devint argileux et le sentier se transforma en ruisseau ou l'on marchait dans l'eau jusqu'aux genoux. Par place le chemin n'était plus qu'un marais et chacun avançait comme il pouvait, les uns buttaient contre des troncs renversés sous l'eau et d'autres tombaient dans des fondrières, ils agitaient désespérément leurs armes pour reprendre leur équilibre, puis tout à coup enfonçaient jusqu'à la tête dans la vase argileuse, éclaboussant de boue leurs camarades.

III

Après cinq jours de marche, l'expédition affamée et en lambeaux rejoignit à Rematassa le camp de Maceo. La physionomie intelligente du général prédisposait d'emblée en sa faveur. On connaît le portrait que le général gouverneur de l'île, Martinez Campos, fit dans son rapport à Madrid du chef des insurgés :

« Malgré toutes les espérances du cabinet et du gouvernement, il est impossible de faire quoi que ce soit dans ce pays hostile où à la tête des insurgés se trouve Antonio Maceo, un ancien muletier actuellement général, possédant une ambition démesurée, un grand courage et, sous son extérieur grossier, un talent inné. »

Voici le portrait qu'en trace M. P. S...ov :

« Le général Maceo était un homme de haute taille à large carrure, avec des traits énergiques et gros et un visage qui semblait devoir son teint brun bien plus au hâle qu'à son origine mulâtre. Malgré ses rides et sa tête poivre et sel, Maceo paraissait plus jeune que son âge, il avait 48 ans. Quand il parlait, tout son visage souriait et respirait la vraie bonhomie cubaine. A l'inverse de bon nombre de ceux de son entourage, il traitait tout le monde en égal et n'élevait jamais la voix. Sa popularité était très grande, et les nègres qui s'étaient soulevés s'enrôlaient de préférence sous ses ordres. S'il avait pu vivre jusqu'au jour où Cuba sera libre, il serait de-

venu sans doute un second Spartacus. Maceo dédaignait tout signe distinctif dans son costume, se contentant de porter la cocarde cubaine, qui avait complètement passé au soleil et à la pluie. » Jamais M. P. S...ov n'a surpris dans les rangs des insurgés un seul mot désobligeant pour Maceo. Au contraire, ses hommes se plaisaient à raconter ses prodiges de courage, son ingéniosité et, en réalité, on avait de la peine à croire, en voyant cet homme robuste, qu'il portait vingt-quatre blessures. Très prudent, il ne communiquait jamais à qui que ce fût ses plans, personne ne connaissait l'heure fixée pour le départ, ni le lieu désigné pour la première étape, les trompettes en sonnant donnaient le signal de la marche ou celui de la halte et mettaient fin à toutes les conjectures. Maceo accueillit avec beaucoup d'affabilité les trois Russes et leur dit qu'il était très heureux de voir au milieu de ses troupes des hommes venant d'un pays si lointain et qui appartenaient à une si grande nation :

— Chaque étranger qui arrive, ajouta-t-il, me donne un nouvel espoir pour la prompte délivrance de ma malheureuse patrie. Il est impossible qu'ayant avec nous les sympathies du monde entier, nous perdions la partie.

Les jeunes Russes lui expliquèrent le motif de leur présence à Cuba, et il promit de les envoyer à la première occasion à l'Est pour leur faire connaître ces provinces. Bien que cette conversation, par son caractère semi-officiel, interdît tout abandon, M. P. S...ov comprit aussitôt l'enthousiasme des insurgés pour ce chef mulâtre plein de bonhomie et d'un abord si simple.

IV

Trois jours plus tard, le général Maceo et ses troupes partirent de Rematassa. Les insurgés marchaient librement et n'ayant à porter que leurs fusils ils avançaient rapidement. Derrière eux, protégées par l'arrière-garde, venaient en une longue file les familles qui fuyaient les Espagnols. La route traversait de petits bois de pins. Au bord des rivières les pins étaient remplacés par une luxuriante végétation tropicale. Des ruines noircies révélaient que ce désert n'avait pas toujours été inhabité.

Vers le soir l'expédition commença l'ascension des montagnes. La nuit était noire avec cette obscurité intense qu'on ne trouve que sous les tropiques ; les frères d'armes ne pouvaient se distinguer entre eux. Enfin, après quinze heures de marche sans arrêt, on donna le signal de faire halte. A ce moment, des coups de fusils retentirent en avant. Les coups isolés devinrent bientôt une fusillade nourrie, et la montagne fut sillonnée de zigzags de feu.

Les Espagnols du fort Mantua tiraient sur les insurgés dont la plupart s'étaient groupés autour de leur unique canon qu'ils se disposaient à essayer. Ils pointèrent au hasard, ayant d'avance déterminé la distance, et une première décharge crépita dans l'air ; un second coup partit, et des deux camps on suspendit pour un instant les hostilités, comme si l'on voulait apprécier les mérites et les défauts du canon.

La pièce des insurgés était en effet une nouveauté parmi les engins destructeurs, elle se distinguait des autres modèles par son mode de décharge, opérée par l'air comprimé et non par la poudre. L'obus ressemble à une torpille et renferme une cartouche de dynamite qui peut emporter les forteresses les plus solides. Le canon a été inventé en Amérique et a coûté aux Cubains quatre mille dollars.

Les insurgés furent très satisfaits de cette première expérience, il n'en fut pas de même des Espagnols, qui comprirent d'emblée qu'avec quelques engins semblables, l'ennemi aurait vite raison de leurs forts de bois à toits de tuiles.

Le matin Maceo changea de position en vue d'une nouvelle rencontre. La ligne des tirailleurs s'allongea sensiblement, bien que la moitié des combattants restât forcément dans l'inactivité à cause de la distance trop grande où ils étaient de l'ennemi. On ne pouvait distinguer les positions des Espagnols qu'à l'aide de jumelles : sur le flanc de la montagne on apercevait quelques tranchées jaunes, toutes fraîches ; au pied de la montagne et à son sommet deux forts se dressaient. Une heure après que Maceo se fut emparé de cette position, le bruit courut que les Espagnols abandonnaient les tranchées, lorsque soudainement l'ennemi commença à lancer des grenades qui tombaient dans les ravins où s'étaient réfugiées les familles cubaines. Les insurgés commencèrent à battre en retraite. Les Espagnols n'avaient abandonné les tranchées que pour commencer l'attaque.

Pendant ce temps, à deux milles de distance en arrière s'était formé un camp d'hommes hors d'état de porter les armes. Hommes, femmes et enfants erraient dans les champs abandonnés depuis longtemps pour y chercher quelques racines, afin de tromper leur faim après deux jours d'abstinence. Une masure restée debout se transforma en ambulance où l'on apporta les blessés. Le médecin Maximo Certucca, qui plus tard devait acquérir la triste renommée d'avoir livré Maceo aux Espagnols, courait à droite et à gauche, laissant les blessés aux soins d'une femme vêtue d'un costume à demi masculin. Bien que la fusillade se rapprochât d'instant en instant, tous ces gens étaient trop absorbés par les tiraillements de la faim pour y porter la moindre attention. Les uns jetaient dans les feux des bivouacs

des tas de fagots; les autres, n'ayant plus la patience d'attendre que les mets fussent cuits, retiraient des casseroles des morceaux de viande à moitié crue et les dévoraient. Tout à coup les balles sifflèrent dans l'air. Quelques hommes tombèrent blessés; la panique s'empara des autres, chacun rassembla en hâte ses hardes et courut sur la route sous les balles de l'ennemi. De nouveaux blessés tombèrent; dans la bousculade, des hommes se virent involontairement renversés et piétinés; naturellement, les blessés et les enfants furent le plus cruellement atteints.

On transportait les blessés dans des hamacs qui pendant la marche s'entre-choquaient sous la pression de la foule égoïste les serrant de toutes parts. Les hurlements et les glapissements des femmes et des enfants, les gémissements des blessés augmentaient la panique, et les soldats avaient toutes les peines du monde à les diriger vers un endroit abrité. Les insurgés chassés de leur position en changèrent et ouvrirent un feu nourri; mais la foule affolée pendant longtemps s'enfuit au hasard, semant derrière elle ses misérables hardes.

Pendant une halte M. P. S...ov fit la connaissance d'une femme qui occupait dans l'armée le rang de capitaine; c'était une dame de bonne famille, âgée de trente ans, au visage très sympathique, éclairé par de grands yeux noirs. Elle ne réclamait aucune des prérogatives que son sexe aurait pu lui assurer, et conduisait vaillamment sa compagnie au feu. Comme les insurgés manquaient de médecin, souvent elle pansait et soignait les blessés. Le journaliste russe s'entretint avec elle pendant une heure et fut très frappé de ses profondes connaissances militaires. Elle était aimée et respectée de tous, mais surtout des enfants pour qui elle se montrait remplie de sollicitude et d'attention. Les journaux américains la surnommèrent la Jeanne d'Arc cubaine, bien qu'elle ne fût pas seule de son sexe dans les rangs des insurgés et qu'en somme elle n'ait pas joué dans le mouvement le rôle providentiel de l'héroïne française.

Tard dans la soirée, les insurgés parvinrent au grand village vers lequel Maceo se dirigeait, lorsque les Espagnols lui avaient barré la route. Cette marche lui coûta quarante-cinq morts ou blessés.

V

Plus les insurgés avançaient vers l'Est, plus le pays paraissait animé et moins atteint par la guerre, mais aussi les forts espagnols se multipliaient. Les insurgés, en passant quelques heures de trop dans une localité, étaient menacés de voir la journée se terminer par un combat. Maceo ne s'arrêtait nulle part plus de vingt-quatre heures et réservait ses forces pour le moment fatal où il serait obligé de se tracer un passage à travers la *trocha*, fossé creusé par le général Weyler pour séparer la Havane de la partie de l'île occupée par les insurgés. La nuit, il choisissait pour faire halte un ravin ou une vallée protégés contre une attaque imprévue par une montagne ou une forêt. Dans les vallées les troupes rencontraient ici et là des huttes ressemblant de loin à des meules de foin à cause de leurs hauts toits faits de palmes royales.

L'intérieur de ces huttes est divisé en deux parties par un couloir, la plus grande est subdivisée en deux et sert d'habitation. Le mobilier consiste en un banc placé près du mur, deux ou trois chaises constituent déjà un luxe rare. Pas de fenêtres, la lumière pénètre suffisamment par les interstices des murs. Près des cloisons est placé un coffre contenant des hardes et un cadre avec une toile tendue qui sert de lit pour les femmes et les enfants.

Depuis le commencement de l'insurrection tout travail a été suspendu dans l'île. Les champs abandonnés sont déjà couverts de buissons, les habitants manquent de tout, de pain, de vêtements et de chaussures. Les enfants sortent tout nus et les adultes usent les derniers lambeaux de leurs vêtements; l'argent a perdu sa valeur, personne n'en possède et l'on ne saurait qu'en faire. Les Indiens ont presque totalement disparu, et la population d'un million et demi de noirs, de blancs et de mulâtres est parfaitement acclimatée et déclare qu'elle a plus de droits sur Cuba que l'Espagne.

L'influence des États-Unis s'y fait partout sentir. Pour le moment les propagateurs de la civilisation américaine dans l'île sont les pharmaciens, les *cigars makers* et les barbiers de Floride et de New-York dont l'action est plutôt regrettable. Ce sont pour la plupart des descendants de Cubains américanisés, qui traitent de haut leurs compatriotes noirs et croient que leur seule présence est un grand honneur pour eux.

On est frappé par l'absence de toute littérature populaire, les Cubains n'ont ni chansons ni instruments de musique nationaux : l'hymne révolutionnaire des insurgés, « la *Marseillaise* cubaine », se distingue par sa prolixité et sa monotonie. Les paroles ont été écrites par une patriote qui habite les États-Unis et l'air emprunté à un opéra espagnol, *Cadix*. Les Cubains ne sont non plus ni très religieux ni fanatiques, en revanche ils aiment à jurer; leur langue sonore est souvent enjolivée par des mots épicés devant lesquels pâlissent les jurons les plus répandus en Europe.

Malgré les conditions désavantageuses sous lesquelles il s'est développé, le peuple cubain est de nature bonne et communicative et dans sa lutte contre les Espagnols a fait preuve de beaucoup de

courage et d'ingéniosité. Du reste, la guerre avec l'Espagne date de 1826, plusieurs générations y ont pris part et ont eu le temps de s'aguerrir.

M. P. S...ov a remarqué dans les rangs des insurgés plusieurs Chinois qui se distinguaient par leur force d'endurance.

VI

Pendant une halte dans le village de Montesuelo, les étrangers qui faisaient partie de l'expédition ressentirent pour la première fois l'influence du climat. Cinq hommes furent atteints de fièvre et de dysenterie et obligés de se retirer des rangs, les autres tenaient encore debout par un effort de volonté. C'est là qu'eut lieu la seconde rencontre avec les Espagnols. L'avant-garde des insurgés partit le matin, et à midi le corps de la troupe se mit en marche. Ils prirent rapidement une position et la fusillade commença ; quelques officiers de l'état-major de Maceo allèrent reconnaître la meilleure position pour y monter leur canon. Il fallait gravir une haute montagne et des troncs d'arbres renversés rendaient la manœuvre si pénible, qu'ils mirent une heure pour atteindre le sommet. Des balles crépitaient sur la tête des artilleurs.

Près de M. P. S...ov se trouvait un gamin noir, de douze ans, qui regardait avec curiosité autour de lui, tout à coup il se mit à sangloter, tomba à genoux, et enfouit sa tête sous l'herbe ! Le journaliste russe lui posa la main sur l'épaule pensant que le jeune garçon avait eu peur du bruit persistant de la fusillade ; mais l'enfant ne craignait plus rien, une balle l'avait traversé, ressortant entre les omoplates. Au même instant, un des trois Russes reçut une balle dans la jambe.

Au crépuscule, le général Maceo survint et donna l'ordre de lâcher la position. D'invisibles tirailleurs continuaient de lancer une grêle de projectiles. Une demi-heure plus tard les insurgés se trouvèrent au fond d'un ravin, protégés par la nuit et se disposant au repos, pendant que l'infatigable Maceo retournait auprès des tirailleurs qui restaient à leurs postes pour défendre le camp contre toute attaque.

Pendant ce temps une pluie torrentielle, comme on n'en voit que dans les montagnes tropicales, déversa une nappe d'eau sur les insurgés et dura jusqu'à minuit. Alors les feux des bivouacs s'allumèrent et tout le monde retira ses guenilles trempées pour les faire sécher. Dans toute cette masse d'hommes on n'entendait ni une chanson ni le bruit d'une conversation animée, rien que les plaintes des blessés et des malades que secouait la fièvre, et en voyant ces braves visages habitués aux privations et qui regardaient la mort en face avec sérénité pour conquérir leur liberté, on ne pouvait s'empêcher de se demander : « Qui sait s'ils obtiendront la liberté, même au prix de tant de souffrances ! »

Tout à coup le canon retentit et une grenade espagnole tomba dans la vallée, annonçant le retour du jour. Aussitôt les feux s'éteignirent dans le camp et les insurgés se remirent en marche. Le sentier qu'ils suivirent rejoignait beaucoup plus loin la route que les Espagnols avaient coupée. Il était essentiel pour Maceo qu'il profitât de ce détour, d'autant plus que l'ennemi se trouvait là, au nombre de 6 000.

Un mois plus tard, M. P. S...ov, se trouvant dans la capitale de Pinar-del-Rio, eut l'occasion d'entrer en conversation avec le colonel espagnol qui commandait un détachement à Montesuelo ; cet officier lui parla de cette escarmouche comme d'une sérieuse victoire des Espagnols. Le journaliste russe trouva imprudent de contredire son interlocuteur, mais il en conclut que les moindres avantages remportés par les Espagnols étaient démesurément exagérés. En effet, dès que les insurgés avaient abandonné une position, leurs adversaires se flattaient d'avoir remporté une victoire, et plus cet abandon s'était promptement effectué, plus le triomphe était grand.

« Les insurgés ont été battus à plate couture et ont fui dans les montagnes », disent les chefs espagnols dans leurs rapports à la Havane. Et aussitôt après ils opèrent leur entrée dans la ville en triomphateurs. Personne ne songea à cette circonstance que les soi-disant vaincus se trouvaient non en arrière, mais en avant des vainqueurs, et pas n'est besoin d'être fort stratégiste pour comprendre l'insignifiance des prétendues victoires espagnoles.

Des pluies continues détrempèrent le sol à tel point que les troupes ne purent avancer que très lentement. La localité était fort montagneuse ; souvent hommes et chevaux roulaient pêle-mêle le long des pentes et formaient dans les ravins une informe masse de boue jaune ; on transportait le canon démonté pièce à pièce, ou on le descendait à l'aide de cordes. Il n'y avait pas à redouter de rencontres avec les Espagnols, car ils ne se risquent jamais dans de pareils chemins.

Vers le soir, l'expédition atteignit la préfecture de Francisco où M. P. S...ov s'aperçut que ses deux compatriotes ne pouvaient plus avancer, l'un était blessé à la jambe et l'autre atteint de fièvre et de dysenterie. Il fut impossible de se procurer des chevaux et le journaliste russe resta près de ses compatriotes pour attendre leur rétablissement.

Avant de se remettre en route, Maceo alla rendre visite aux trois étrangers.

— Là, plus haut, dit-il, nous serons mieux : nous trouverons des provisions et du bétail. Vous viendrez

nous rejoindre avec le premier détachement armé. J'ai chargé le préfet de s'occuper de vous.

M. P. S...ov ne devait plus revoir le général insurgé, qui deux mois plus tard tombait victime de la trahison d'une personne de son entourage immédiat, le Dr Maximo Certucha, qui reçut pour cette mauvaise action 50 000 pesetas. Il est vrai que le général Weyler et Certucha, qui habite actuellement la Havane, nient ces faits. La mort du chef mulâtre fut le signal de grandes réjouissances à Madrid et provoqua des protestations indignées aux États-Unis. A la Havane, les Espagnols se refusèrent à croire à la mort de Maceo et demandèrent à voir le cadavre, satisfaction qui leur fut refusée, car les insurgés avaient déjà réussi à soustraire aux Espagnols le corps de leur chef favori. Le cadavre de Maceo était horriblement mutilé, car les Espagnols l'avaient attaché à la queue d'un cheval. Le commandement des insurgés fut confié à Rius-Rivera de Porto-Rico, qui était venu à Cuba sur le même bateau que les trois Russes. Le nouveau chef ne tarda pas à mécontenter ses troupes et céda sa place à un Cubain.

Il semblait qu'après la mort de Maceo, ce serait une petite affaire que de pacifier l'île, mais pendant que les Espagnols se battaient avec Maceo, un ami du général mulâtre, Gomez, parvint à organiser, dans la province de Santa-Clara, tout un corps d'artillerie et enseigna aux indigènes l'art militaire. Il jura solennellement de venger la mort de son ami et de son fils Francisco, jeune homme de dix-huit ans, compagnon inséparable de Maceo, qui n'avait pas voulu survivre à son général et s'était poignardé sur son cadavre. Le journaliste russe se proposa après ces événements de parvenir jusqu'à Gomez ; mais, comme nous le verrons dans la suite de ce récit, le destin disposa tout autrement de lui.

MICHEL DELINES.

(*A suivre.*)

L'INDIVIDUALISME ET LES INTELLECTUELS

La question qui, depuis six mois, divise si douloureusement le pays, est en train de se transformer : simple question de fait à l'origine, elle s'est peu à peu généralisée. L'intervention récente d'un littérateur connu (1) a beaucoup aidé à ce résultat. Il semble qu'on ait trouvé le moment venu de renouveler par un coup d'éclat une polémique qui s'attardait en redites. C'est pourquoi, au lieu de reprendre à nouveau la discussion des faits, on a voulu, d'un bond, s'élever jusqu'aux principes : c'est à l'état d'esprit des « intellectuels » (1), aux idées fondamentales dont ils se réclament, et non plus au détail de leur argumentation qu'on s'est attaqué. S'ils refusent obstinément « d'incliner leur logique devant la parole d'un général d'armée », c'est évidemment qu'ils s'arrogent le droit de juger par eux-mêmes de la question ; c'est qu'ils mettent leur raison au-dessus de l'autorité, c'est que les droits de l'individu leur paraissent imprescriptibles. C'est donc leur individualisme qui a déterminé leur schisme. Mais alors, a-t-on dit, si l'on veut ramener la paix dans les esprits et prévenir le retour de semblables discordes, c'est cet individualisme qu'il faut prendre corps à corps. Il faut tarir une fois pour toutes cette inépuisable source de divisions intestines. Et une véritable croisade a commencé contre ce fléau public, contre « cette grande maladie du temps présent ».

Nous acceptons volontiers le débat dans ces termes. Nous aussi nous croyons que les controverses d'hier ne faisaient qu'exprimer superficiellement un dissentiment plus profond ; que les esprits se sont départagés beaucoup plus sur une question de principe que sur une question de fait. Laissons donc de côté les arguments de circonstance qui sont échangés de part et d'autre ; oublions l'affaire elle-même et les tristes spectacles dont nous avons été les témoins. Le problème qu'on dresse devant nous dépasse infiniment les incidents actuels et en doit être dégagé.

I

Il est une première équivoque dont il faut se débarrasser avant tout.

Pour faire plus facilement le procès de l'individualisme, on le confond avec l'utilitarisme étroit et l'égoïsme utilitaire de Spencer et des économistes. C'est se faire la partie belle. On a beau jeu, en effet, à dénoncer comme un idéal sans grandeur ce commercialisme mesquin qui réduit la société à n'être qu'un vaste appareil de production et d'échange, et il est trop clair que toute vie commune est impossible s'il n'existe pas d'intérêts supérieurs aux inté-

(1) [illegible]

(1) [illegible] exprimer cette particularité qu'on en est venu tout naturellement [illegible]

rêts individuels. Que de semblables doctrines soient traitées d'anarchiques, rien donc n'est plus mérité et nous y donnons les mains. Mais ce qui est inadmissible, c'est qu'on raisonne comme si cet individualisme était le seul qui existât ou même qui fût possible. Tout au contraire, il devient de plus en plus une rareté et une exception. La philosophie pratique de Spencer est d'une telle misère morale qu'elle ne compte plus guère de partisans. Quant aux économistes, s'ils se sont laissé jadis séduire par le simplisme de cette théorie, depuis longtemps ils ont senti la nécessité de tempérer la rigueur de leur orthodoxie primitive et de s'ouvrir à des sentiments plus généreux. M. de Molinari est à peu près le seul, en France, qui soit resté intraitable et je ne sache pas qu'il ait exercé une grande influence sur les idées de notre époque. En vérité, si l'individualisme n'avait pas d'autres représentants, il serait bien inutile de remuer ainsi ciel et terre pour combattre un ennemi qui est en train de mourir tranquillement de mort naturelle.

Mais il existe un autre individualisme dont il est moins facile de triompher. Il a été professé, depuis un siècle, par la très grande généralité des penseurs : c'est celui de Kant et de Rousseau, celui des spiritualistes, celui que la Déclaration des droits de l'homme a tenté, plus ou moins heureusement, de traduire en formules, celui qu'on enseigne couramment dans nos écoles et qui est devenu la base de notre catéchisme moral. On croit, il est vrai, l'atteindre sous le couvert du premier, mais il en diffère profondément et les critiques qui s'appliquent à l'un ne sauraient convenir à l'autre. Bien loin qu'il fasse de l'intérêt personnel l'objectif de la conduite, il voit dans tout ce qui est mobile personnel la source même du mal. Suivant Kant, je ne suis certain de bien agir que si les motifs qui me déterminent tiennent, non aux circonstances particulières dans lesquelles je suis placé, mais à ma qualité d'homme *in abstracto*. Inversement, mon action est mauvaise, quand elle ne peut se justifier logiquement que par ma situation de fortune ou par ma condition sociale, par mes intérêts de classe ou de caste, par mes passions, etc. C'est pourquoi la conduite immorale se reconnaît à ce signe qu'elle est étroitement liée à l'individualité de l'agent et ne peut être généralisée sans absurdité manifeste. De même, si, suivant Rousseau, la volonté générale, qui est la base du contrat social, est infaillible, si elle est l'expression authentique de la justice parfaite, c'est qu'elle est une résultante de toutes les volontés particulières; par suite, elle constitue une sorte de moyenne impersonnelle d'où toutes les considérations individuelles sont éliminées, parce que, étant divergentes et même antagonistes, elles se neutralisent et s'effacent mutuellement (1). Ainsi, pour l'un et pour l'autre, les seules manières d'agir qui soient morales sont celles qui peuvent convenir à tous les hommes indistinctement, c'est-à-dire qui sont impliquées dans la notion de l'homme en général.

Nous voilà bien loin de cette apothéose du bien-être et de l'intérêt privés, de ce culte égoïste du moi qu'on a pu justement reprocher à l'individualisme utilitaire. Tout au contraire, d'après ces moralistes, le devoir consiste à détourner nos regards de ce qui nous concerne personnellement, de tout ce qui tient à notre individualité empirique, pour rechercher uniquement ce que réclame notre condition d'homme, telle qu'elle nous est commune avec tous nos semblables. Cet idéal dépasse même tellement le niveau des fins utilitaires qu'il apparaît aux consciences qui y aspirent comme tout empreint de religiosité. Cette personne humaine, dont la définition est comme la pierre de touche d'après laquelle le bien se doit distinguer du mal, est considérée comme sacrée, au sens rituel du mot pour ainsi dire. Elle a quelque chose de cette majesté transcendante que les Églises de tous les temps prêtent à leurs Dieux; on la conçoit comme investie de cette propriété mystérieuse qui fait le vide autour des choses saintes, qui les soustrait aux contacts vulgaires et les retire de la circulation commune. Et c'est précisément de là que vient le respect dont elle est l'objet. Quiconque attente à une vie d'homme, à la liberté d'un homme, à l'honneur d'un homme, nous inspire un sentiment d'horreur, de tous points analogue à celui qu'éprouve le croyant qui voit profaner son idole. Une telle morale n'est donc pas simplement une discipline hygiénique ou une sage économie de l'existence; c'est une religion dont l'homme est, à la fois, le fidèle et le Dieu.

Mais cette religion est individualiste, puisqu'elle a l'homme pour objet, et que l'homme est un individu, par définition. Même il n'est pas de système dont l'individualisme soit plus intransigeant. Nulle part, les droits de l'individu ne sont affirmés avec plus d'énergie, puisque l'individu y est mis au rang des choses sacro-saintes; nulle part, il n'est plus jalousement protégé contre les empiétements du dehors, d'où qu'ils viennent. La doctrine de l'utile peut facilement accepter toute sorte de compromissions, sans mentir à son axiome fondamental; elle peut admettre que les libertés individuelles soient suspendues, toutes les fois que l'intérêt du plus grand nombre exige ce sacrifice. Mais il n'y a pas de composition possible avec un principe qui est ainsi mis en dehors et au-dessus de tous les intérêts temporels. Il n'y a pas de raison d'État qui puisse excuser un attentat

(1) V. *Contrat social*, l. II, ch. III.

contre la personne quand les droits de la personne sont au-dessus de l'État. Si donc l'individualisme est, par lui-même, un ferment de dissolution morale, on doit le voir manifester ici son essence anti-sociale. — On conçoit quelle est, cette fois, la gravité de la question. Car ce libéralisme du XVIIIe siècle qui est, au fond, tout l'objet du litige, n'est pas simplement une théorie de cabinet, une construction philosophique; il est passé dans les faits, il a pénétré nos institutions et nos mœurs, il est mêlé à toute notre vie, et si, vraiment, il fallait nous en défaire, c'est toute notre organisation morale qu'il faudrait refondre du même coup.

II

Or, c'est déjà un fait remarquable que tous ces théoriciens de l'individualisme ne sont pas moins sensibles aux droits de la collectivité qu'à ceux de l'individu. Nul n'a plus fortement insisté que Kant sur le caractère supra-individuel de la morale et du droit; il en fait une sorte de consigne à laquelle l'homme doit obéir parce qu'elle est la consigne et sans avoir à la discuter; et si on lui a reproché parfois d'avoir outré l'autonomie de la raison, on a pu dire également, non sans fondement, qu'il a mis à la base de sa morale un acte de foi et de soumission irraisonnées. D'ailleurs, les doctrines se jugent surtout par leurs produits, c'est-à-dire par l'esprit des doctrines qu'elles suscitent : or, du kantisme, sont sorties l'éthique de Fichte, qui est déjà tout imprégnée de socialisme, et la philosophie de Hegel dont Marx fut le disciple. Pour Rousseau, on sait comment son individualisme est doublé d'une conception autoritaire de la société. A sa suite, les hommes de la Révolution, tout en promulguant la fameuse Déclaration des droits, ont fait la France une, indivisible, centralisée, et peut-être même faut-il voir avant tout, dans l'œuvre révolutionnaire, un grand mouvement de concentration nationale. Enfin, la raison capitale pour laquelle les spiritualistes ont toujours combattu la morale utilitaire, c'est qu'elle leur paraissait incompatible avec les nécessités sociales.

Dira-t-on que cet éclectisme ne va pas sans contradiction? Certes, nous ne songeons pas à défendre la manière dont ces différents penseurs s'y sont pris pour fondre ensemble ces deux aspects de leurs systèmes. Si, avec Rousseau, on commence par faire de l'individu une sorte d'absolu qui peut et qui doit se suffire à soi-même, il est évidemment difficile d'expliquer ensuite comment l'état civil a pu se constituer. Mais il s'agit présentement de savoir, non si tel ou tel moraliste a réussi à montrer comment ces deux tendances se réconcilient, mais si, en elles-mêmes, elles sont conciliables ou non. Les raisons qu'on a données pour établir leur unité peuvent être sans valeur, et cette unité être réelle; et déjà le fait qu'elles se sont généralement rencontrées chez les mêmes esprits est tout au moins une présomption qu'elles sont contemporaines; d'où il suit qu'elles doivent dépendre d'un même état social dont elles ne sont vraisemblablement que des aspects différents.

Et, en effet, une fois qu'on a cessé de confondre l'individualisme avec son contraire, c'est-à-dire avec l'utilitarisme, toutes ces prétendues contradictions s'évanouissent comme par enchantement. Cette religion de l'humanité a tout ce qu'il faut pour parler à ses fidèles sur un ton non moins impératif que les religions qu'elle remplace. Bien loin qu'elle se borne à flatter nos instincts, elle nous assigne un idéal qui dépasse infiniment la nature; car nous ne sommes pas naturellement cette sage et pure raison qui, dégagée de tout mobile personnel, légiférerait dans l'abstrait sur sa propre conduite. Sans doute, si la dignité de l'individu lui venait de ses caractères individuels, des particularités qui le distinguent d'autrui, on pourrait craindre qu'elle ne l'enfermât dans une sorte d'égoïsme moral qui rendrait impossible toute solidarité. Mais, en réalité, il la reçoit d'une source plus haute et qui lui est commune avec tous les hommes. S'il a droit à ce respect religieux, c'est qu'il a en lui quelque chose de l'humanité. C'est l'humanité qui est respectable et sacrée; or elle n'est pas toute en lui. Elle est répandue chez tous ses semblables; par suite, il ne peut la prendre pour fin de sa conduite sans être obligé de sortir de soi-même et de se répandre au dehors. Le culte dont il est, à la fois, et l'objet et l'agent, ne s'adresse pas à l'être particulier qu'il est et qui porte son nom, mais à la personne humaine, où qu'elle se rencontre, sous quelque forme qu'elle s'incarne. Impersonnelle et anonyme, une tel fin plane donc bien au-dessus de toutes les consciences particulières et peut ainsi leur servir de centre de ralliement. Le fait qu'elle ne nous est pas étrangère par cela seul qu'elle est humaine n'empêche pas qu'elle ne nous domine. Or, tout ce qu'il faut aux sociétés pour être cohérentes, c'est que leurs membres aient les yeux fixés sur un même but, se rencontrent dans une même foi; mais il n'est nullement nécessaire que l'objet de cette foi commune ne se rattache par aucun lien aux natures individuelles. En définitive, l'individualisme ainsi entendu, c'est la glorification, non du moi, mais de l'individu en général. Il a pour ressort, non l'égoïsme, mais la sympathie pour tout ce qui est homme, une pitié plus large pour toutes les douleurs, pour toutes les misères humaines, un plus ardent besoin de les combattre et de les adoucir, une plus grande soif de justice. N'y a-t-il pas là de quoi faire communier toutes les bonnes volontés. Sans doute, il peut arriver que l'in-

dividualisme soit pratiqué dans un tout autre esprit. Certains l'utilisent pour leurs fins personnelles, l'emploient comme un moyen pour couvrir leur égoïsme et se dérober plus aisément à leurs devoirs envers la société. Mais cette exploitation abusive de l'individualisme ne prouve rien contre lui, de même que les mensonges utilitaires de l'hypocrisie religieuse ne prouvent rien contre la religion.

Mais j'ai hâte d'en venir à la grande objection. Ce culte de l'homme a pour premier dogme l'autonomie de la raison et pour premier rite le libre examen. Or, dit-on, si toutes les opinions sont libres, par quel miracle seraient-elles harmoniques? Si elles se forment sans se connaître et sans avoir à tenir compte les unes des autres, comment ne seraient-elles pas incohérentes? L'anarchie intellectuelle et morale serait donc la suite inévitable du libéralisme. Tel est l'argument, toujours réfuté et toujours renaissant, que les éternels adversaires de la raison reprennent périodiquement, avec une persévérance que rien ne décourage, toutes les fois qu'une lassitude passagère de l'esprit humain le met davantage à leur merci. Oui, il est bien vrai que l'individualisme ne va pas sans un certain intellectualisme; car la liberté de la pensée est la première des libertés. Mais, où a-t-on vu qu'il ait pour conséquence cette absurde infatuation de soi-même qui enfermerait chacun dans son sentiment propre et ferait le vide entre les intelligences? Ce qu'il exige, c'est le droit, pour chaque individu, de connaître des choses dont il peut légitimement connaître; mais il ne consacre nullement je ne sais quel droit à l'incompétence. Sur une question où je ne puis me prononcer en connaissance de cause, il ne coûte rien à mon indépendance intellectuelle de suivre un avis plus compétent. La collaboration des savants n'est même possible que grâce à cette déférence mutuelle; chaque science emprunte sans cesse à ses voisines des propositions qu'elle accepte sans vérification. Seulement, il faut des raisons à ma raison pour qu'elle s'incline devant celle d'autrui. Le respect de l'autorité n'a rien d'incompatible avec le rationalisme pourvu que l'autorité soit fondée rationnellement.

C'est pourquoi, quand on vient sommer certains hommes de se rallier à un sentiment qui n'est pas le leur, il ne suffit pas, pour les convaincre, de leur rappeler ce lieu commun de rhétorique banale que la société n'est pas possible sans sacrifices mutuels et sans un certain esprit de subordination; il faut encore justifier *dans l'espèce* la docilité qu'on leur demande, en leur démontrant leur incompétence. Que si, au contraire, il s'agit d'une de ces questions qui ressortissent, par définition, au jugement commun, une pareille abdication est contraire à toute raison et, par conséquent, au devoir. Or, pour savoir s'il peut être permis à un tribunal de condamner un accusé sans avoir entendu sa défense, il n'est pas besoin de lumières spéciales. C'est un problème de morale pratique pour lequel tout homme de bon sens est compétent et dont nul ne doit se désintéresser. Si donc, dans ces temps derniers, un certain nombre d'artistes, mais surtout de savants, ont cru devoir refuser leur assentiment à un jugement dont la légalité leur paraissait suspecte, ce n'est pas que, en leur qualité de chimistes ou de philologues, de philosophes ou d'historiens, ils s'attribuent je ne sais quels privilèges spéciaux et comme un droit éminent de contrôle sur la chose jugée. Mais c'est que, étant hommes, ils entendent exercer tout leur droit d'hommes et retenir par devers eux une affaire qui relève de la seule raison. Il est vrai qu'ils se sont montrés plus jaloux de ce droit que le reste de la société; mais c'est simplement que, par suite de leurs habitudes professionnelles, il leur tient plus à cœur. Accoutumés par la pratique de la méthode scientifique à réserver leur jugement tant qu'ils ne se sentent pas éclairés, il est naturel qu'ils cèdent moins facilement aux entraînements de la foule et au prestige de l'autorité.

III

Non seulement l'individualisme n'est pas l'anarchie, mais c'est désormais le seul système de croyances qui puisse assurer l'unité morale du pays.

On entend souvent dire aujourd'hui que, seule, une religion peut produire cette harmonie. Cette proposition, que de modernes prophètes croient devoir développer d'un ton mystique, est, au fond, un simple truisme sur lequel tout le monde peut s'accorder. Car on sait aujourd'hui qu'une religion n'implique pas nécessairement des symboles et des rites proprement dits, des temples et des prêtres; tout cet appareil extérieur n'en est que la partie superficielle. Essentiellement, elle n'est autre chose qu'un ensemble de croyances et de pratiques collectives d'une particulière autorité. Dès qu'une fin est poursuivie par tout un peuple, elle acquiert, par suite de cette adhésion unanime, une sorte de suprématie morale qui l'élève bien au-dessus des fins privées et lui donne ainsi un caractère religieux. D'un autre côté, il est évident qu'une société ne peut être cohérente, s'il n'existe entre ses membres une certaine communauté intellectuelle et morale. Seulement, quand on a rappelé une fois de plus cette évidence sociologique, on n'est pas beaucoup plus avancé; car s'il est vrai qu'une religion est, en un sens, indispensable, il est non moins certain que les religions se transforment, que celle d'hier ne saurait être celle de demain. L'important serait donc de nous dire ce que doit être la religion d'aujourd'hui.

Or tout concourt précisément à faire croire que la seule possible est cette religion de l'humanité dont la morale individualiste est l'expression rationnelle. A quoi, en effet, pourrait désormais se prendre la sensibilité collective? A mesure que les sociétés deviennent plus volumineuses, se répandent sur de plus vastes territoires, les traditions et les pratiques, pour pouvoir se plier à la diversité des situations et à la mobilité des circonstances, sont obligées de se tenir dans un état de plasticité et d'inconsistance qui n'offre plus assez de résistance aux variations individuelles. Celles-ci, étant moins bien contenues, se produisent plus librement et se multiplient; c'est-à-dire que chacun suit davantage son sens propre. En même temps, par suite d'une division du travail plus développée, chaque esprit se trouve tourné vers un point différent de l'horizon, reflète un aspect différent du monde et, par conséquent, le contenu des consciences diffère d'un sujet à l'autre. On s'achemine ainsi peu à peu vers un état, qui est presque atteint dès maintenant, et où les membres d'un même groupe social n'auront plus rien de commun entre eux que leur qualité d'homme, que les attributs constitutifs de la personne humaine en général. Cette idée de la personne humaine, nuancée différemment suivant la diversité des tempéraments nationaux, est donc la seule qui se maintienne, immuable et impersonnelle, par-dessus le flot changeant des opinions particulières; et les sentiments qu'elle éveille sont les seuls qui se retrouvent à peu près dans tous les cœurs. La communion des esprits ne peut plus se faire sur des rites et des préjugés définis puisque rites et préjugés sont emportés par le cours des choses; par suite, il ne reste plus rien que les hommes puissent aimer et honorer en commun, si ce n'est l'homme lui-même. Voilà comment l'homme est devenu un dieu pour l'homme et pourquoi il ne peut plus, sans se mentir à soi-même, se faire d'autres dieux. Et comme chacun de nous incarne quelque chose de l'humanité, chaque conscience individuelle a en elle quelque chose de divin, et se trouve ainsi marquée d'un caractère qui la rend sacrée et inviolable aux autres. Tout l'individualisme est là; et c'est là ce qui en fait la doctrine nécessaire. Car, pour en arrêter l'essor, il faudrait empêcher les hommes de se différencier de plus en plus les uns des autres, niveler leurs personnalités, les ramener au vieux conformisme d'autrefois, contenir, par conséquent, la tendance des sociétés à devenir toujours plus étendues et plus centralisées, et mettre un obstacle aux progrès incessants de la division du travail; or une telle entreprise, désirable ou non, dépasse infiniment toutes les forces humaines.

Que nous propose-t-on, d'ailleurs, à la place de cet individualisme décrié? On nous vante les mérites de la morale chrétienne et on nous invite discrètement à nous y rallier. Mais ignore-t-on que l'originalité du christianisme a justement consisté dans un remarquable développement de l'esprit individualiste? Alors que la religion de la cité était tout entière faite de pratiques matérielles d'où l'esprit était absent, le christianisme a montré dans la foi intérieure, dans la conviction personnelle de l'individu la condition essentielle de la piété. Le premier, il a enseigné que la valeur morale des actes doit se mesurer d'après l'intention, chose intime par excellence, qui se dérobe par nature à tous les jugements extérieurs et que l'agent seul peut apprécier avec compétence. Le centre même de la vie morale a été ainsi transporté du dehors au dedans et l'individu érigé en juge souverain de sa propre conduite, sans avoir d'autres comptes à rendre qu'à lui-même et à son Dieu. Enfin, en consommant la séparation définitive du spirituel et du temporel, en abandonnant le monde à la dispute des hommes, le Christ l'a livré du même coup à la science et au libre examen : ainsi s'expliquent les rapides progrès que fit l'esprit scientifique du jour où les sociétés chrétiennes furent constituées. Qu'on ne vienne donc pas dénoncer l'individualisme comme l'ennemi qu'il faut combattre à tout prix! On ne le combat que pour y revenir, tant il est impossible d'y échapper. On ne lui oppose pas autre chose que lui-même ; mais toute la question est de savoir quelle en est la juste mesure et s'il y a quelque avantage à le déguiser sous des symboles. Or s'il est aussi dangereux qu'on dit, on ne voit pas comment il pourrait devenir inoffensif ou bienfaisant, par cela seul qu'on en aura dissimulé la nature véritable à l'aide de métaphores. Et d'un autre côté, si cet individualisme restreint qu'est le christianisme a été nécessaire il y a dix-huit siècles, il y a bien des chances pour qu'un individualisme plus développé soit indispensable aujourd'hui; car les choses ont changé depuis. C'est donc une singulière erreur de présenter la morale individualiste comme l'antagoniste de la morale chrétienne ; tout au contraire, elle en est dérivée. En nous attachant à la première, nous ne renions pas notre passé; nous ne faisons que le continuer.

On est maintenant mieux en état de comprendre pour quelle raison certains esprits croient devoir opposer une résistance opiniâtre à tout ce qui leur paraît menacer la croyance individualiste. Si toute entreprise dirigée contre les droits d'un individu les révolte, ce n'est pas seulement par sympathie pour la victime; ce n'est pas non plus par crainte d'avoir eux-mêmes à souffrir de semblables injustices. Mais c'est que de pareils attentats ne peuvent rester impunis sans compromettre l'existence nationale. En effet, il est impossible qu'ils se produisent en liberté sans

énerver les sentiments qu'ils violent; et comme ces sentiments sont les seuls qui nous soient communs, ils ne peuvent s'affaiblir sans que la cohésion de la société en soit ébranlée. Une religion qui tolère les sacrilèges abdique tout empire sur les consciences. La religion de l'individu ne peut donc se laisser bafouer sans résistance, sous peine de ruiner son crédit; et comme elle est le seul lien qui nous rattache les uns aux autres, une telle faiblesse ne peut pas aller sans un commencement de dissolution sociale. Ainsi l'individualiste, qui défend les droits de l'individu, défend du même coup les intérêts vitaux de la société; car il empêche qu'on n'appauvrisse criminellement cette dernière réserve d'idées et de sentiments collectifs qui sont l'âme même de la nation. Il rend à sa patrie le même service que le vieux Romain rendait jadis à sa cité quand il défendait contre des novateurs téméraires les rites traditionnels. Et s'il est un pays entre tous les autres où la cause individualiste soit vraiment nationale, c'est le nôtre; car il n'en est pas qui ait aussi étroitement solidarisé son sort avec le sort de ces idées. C'est nous qui en avons donné la formule la plus récente, et c'est de nous que les autres peuples l'ont reçue; et c'est pourquoi nous passions jusqu'à présent pour en être les représentants les plus autorisés. Nous ne pouvons donc les renier aujourd'hui, sans nous renier nous-mêmes, sans nous diminuer aux yeux du monde, sans commettre un véritable suicide moral. On s'est demandé naguère s'il ne conviendrait pas peut-être de consentir à une éclipse passagère de ces principes, afin de ne pas troubler le fonctionnement d'une administration publique, que tout le monde, d'ailleurs, reconnaît être indispensable à la sûreté de l'État. Nous ne savons si l'antinomie se pose réellement sous cette forme aiguë; mais, en tout cas, si vraiment un choix est nécessaire entre ces deux maux, ce serait prendre le pire que de sacrifier ainsi ce qui a été jusqu'à ce jour notre raison d'être historique. Un organe de la vie publique, si important qu'il soit, n'est qu'un instrument, un moyen en vue d'une fin. Que sert de conserver avec tant de soin le moyen, si l'on se détache de la fin? Et quel triste calcul que de renoncer pour vivre, à tout ce qui fait le prix et la dignité de la vie,

Et [illegible] vitam, [illegible] le pour le [illegible] causas.

IV

En vérité, nous craignons qu'il n'y ait eu quelque légèreté dans la façon dont a été engagée cette campagne. Une similitude verbale a pu faire croire que l'*individualisme* dérivait nécessairement de sentiments *individuels*, partant égoïstes. En réalité, la religion de l'individu est d'institution sociale, comme toutes les religions connues. C'est la société qui nous assigne cet idéal, comme la seule fin commune qui puisse actuellement rallier les volontés. Nous la retirer, alors qu'on n'a rien d'autre à mettre à la place, c'est donc nous précipiter dans cette anarchie morale qu'on veut précisément combattre (1).

Il s'en faut toutefois que nous considérions comme parfaite et définitive la formule que le XVIIIe siècle a donnée de l'individualisme et que nous avons eu le tort de conserver presque sans changements. Suffisante il y a un siècle, elle a maintenant besoin d'être élargie et complétée. Elle ne présente l'individualisme que par son côté le plus négatif. Nos pères s'étaient exclusivement donné pour tâche d'affranchir l'individu des entraves politiques qui gênaient son développement. La liberté de penser, la liberté d'écrire, la liberté de voter furent donc mises par eux au rang des premiers biens qu'il fallait conquérir, et cette émancipation était certainement la condition nécessaire de tous les progrès ultérieurs. Seulement, emportés par les ardeurs de la lutte, tout entiers au but qu'ils poursuivaient, ils finirent par ne plus rien voir au delà et par ériger en une sorte de fin dernière ce terme prochain de leurs efforts. Or la liberté politique est un moyen, non une fin; elle n'a de prix que par la manière dont elle est mise en usage; Si elle ne sert pas à quelque chose qui la dépasse, elle n'est pas seulement inutile; elle devient dangereuse. Arme de combat, si ceux qui la manient ne savent pas l'employer dans des luttes fécondes, ils ne tardent pas à la tourner contre eux-mêmes.

Et c'est justement pour cette raison qu'elle est aujourd'hui tombée dans un certain discrédit. Les hommes de ma génération se rappellent quel fut notre enthousiasme quand, il y a une vingtaine d'années, nous vîmes enfin tomber les dernières barrières qui contenaient nos impatiences. Mais hélas! le désenchantement vint vite; car il fallut bientôt s'avouer qu'on ne savait pas quoi faire de cette liberté si laborieusement conquise. Ceux à qui nous la devions ne s'en servirent que pour s'entre-déchirer les uns les autres. Et c'est dès ce moment qu'on sentit se lever sur le pays ce vent de tristesse et de découragement, qui devint plus fort de jour en jour et qui devait finir par abattre les courages les moins résistants.

1. Voilà comment on peut, sans contradiction, être individualiste tout en disant que l'individu est un produit de la société, plus qu'il n'en est la cause. C'est que l'individualisme lui-même est un produit social, comme toutes les morales et toutes les religions. L'individu reçoit de la société même les croyances morales qui le divinisent. C'est ce que Kant et Rousseau n'ont pas compris. Ils ont voulu déduire leur morale individualiste, non de la société, mais de la notion de l'individu isolé. L'entreprise était impossible, et de là viennent les contradictions logiques de leurs systèmes.

Ainsi, nous ne pouvons nous en tenir à cet idéal négatif. Il faut dépasser les résultats acquis, ne serait-ce que pour les conserver. Si nous n'apprenons pas enfin à mettre en œuvre les moyens d'action que nous avons entre les mains, il est inévitable qu'ils se déprécient. Usons donc de nos libertés pour chercher ce qu'il faut faire et pour le faire, pour adoucir le fonctionnement de la machine sociale, si rude encore aux individus, pour mettre à leur portée tous les moyens possibles de développer leurs facultés sans obstacles, pour travailler enfin à faire une réalité du fameux précepte : A chacun selon ses œuvres! Reconnaissons même que, d'une manière générale, la liberté est un instrument délicat dont le maniement doit s'apprendre et exerçons-y nos enfants : toute l'éducation morale devrait être orientée dans ce but. On voit que la matière ne risque pas de manquer à notre activité. Seulement, s'il est certain qu'il nous faudra désormais nous proposer des fins nouvelles au delà de celles qui sont atteintes, il serait insensé de renoncer aux secondes pour mieux poursuivre les premières : car les progrès nécessaires ne sont possibles que grâce aux progrès effectués. Il s'agit de compléter, d'étendre, d'organiser l'individualisme, non de le restreindre et de le combattre. Il s'agit d'utiliser la réflexion, non de lui imposer silence. Elle seule peut nous aider à sortir des difficultés présentes ; nous ne voyons pas ce qui peut en tenir lieu. Ce n'est pourtant pas en méditant la *Politique tirée de l'Ecriture sainte* que nous trouverons jamais les moyens d'organiser la vie économique et d'introduire plus de justice dans les relations contractuelles!

Dans ces conditions, le devoir n'apparaît-il pas tout tracé? Tous ceux qui croient à l'utilité, ou même simplement à la nécessité des transformations morales accomplies depuis un siècle, ont le même intérêt : ils doivent oublier les divergences qui les séparent et coaliser leurs efforts pour maintenir les positions acquises. Une fois la crise traversée, il y aura certainement lieu de se rappeler les enseignements de l'expérience, afin de ne pas retomber dans cette inaction stérilisante dont nous portons actuellement la peine; mais cela, c'est l'œuvre de demain. Pour aujourd'hui, la tâche urgente et qui doit passer avant toutes les autres, c'est de sauver notre patrimoine moral; une fois qu'il sera en sûreté nous verrons à le faire prospérer. Que le danger commun nous serve du moins à secouer notre torpeur et à nous faire reprendre goût à l'action! Et déjà, en effet, on voit par le pays des initiatives qui s'éveillent, des bonnes volontés qui se cherchent. Vienne quelqu'un qui les groupe et les mène au combat et peut-être la victoire ne se fera-t-elle pas attendre. Car ce qui doit nous rassurer dans une certaine mesure, c'est que nos adversaires ne sont forts que de notre faiblesse. Ils n'ont ni cette foi profonde ni ces ardeurs généreuses qui entraînent irrésistiblement les peuples aux grandes réactions comme aux grandes révolutions. Non certes que nous songions à contester leur sincérité! Mais comment ne pas sentir tout ce que leur conviction a d'improvisé? Ce ne sont ni des apôtres qui laissent déborder leurs colères ou leur enthousiasme, ni des savants qui nous apportent le produit de leurs recherches et de leurs réflexions; ce sont des lettrés qu'un thème intéressant a séduits. Il paraît donc impossible que ces jeux de dilettantes réussissent à retenir longtemps les masses, si nous savons agir. Mais aussi quelle humiliation si, n'ayant pas affaire à plus forte partie, la raison devait finir par avoir le dessous, ne fût-ce que pour un temps!

ÉMILE DURKHEIM

LE 31 MARS 1814

Ce fameux 1814! Cette époque de si grands changements! Cette Restauration, si ardemment désirée par les royalistes, et qui, contre leurs vœux, a eu pour principal souci de sanctionner l'état de choses créé par vingt années de révolution et de tyrannie! L'avais-je assez désirée? Avec quel bonheur je l'avais acclamée! Quelle n'avait pas été alors mon indignation, en entendant une personne arrivée de Londres me dire, d'un ton compatissant et prophétique : « Bon Dieu! Madame, on ne revient pas d'une exaltation semblable à la vôtre, sans qu'il en coûte beaucoup, et vous ne pouvez pas manquer d'en revenir. Souvenez-vous que les Bourbons ne peuvent rentrer en France que pour la perte du pays. »

Enfin nous voilà donc aux premiers jours de 1814. M. de Semallé était parti à la recherche d'un prince de la maison de Bourbon ; et moi, j'avais promis de ne pas quitter Paris et d'y attendre l'arrivée d'un bijou qui devait nous servir de signal. Tous les royalistes affluaient chez moi. On y venait la nuit comme le jour ; chacun m'amenait un parent, un ami, qui devait, disait-on, se rendre utile au dernier moment.

J'étais inscrite sur les listes de Savary comme la plus implacable adversaire de Napoléon, et comme rassemblant chez moi tous les mécontents : néanmoins, je n'étais pas effrayée pour moi-même. Mon cœur n'était agité que par la pensée des dangers que courait, loin de moi, celui que je savais n'en redouter

aucun pour sa personne; que je savais capable de tout entreprendre pour atteindre le but qu'il s'était proposé. Chose extraordinaire, ce fut par l'entremise d'un des agents de l'ambassade à Châtillon, que je reçus des nouvelles de M. de Semallé. Ce fut aussi après avoir passé par les mains d'un fonctionnaire de l'Empire, que la breloque, destinée à nous servir de signal, fut remise entre des mains royalistes. M. de Mortfontaine, qui l'avait reçue, vint me l'apporter. Mais ne me trouvant pas, il se rendit chez le royaliste qui avait refusé de la recevoir, et qui, plus terrifié encore qu'à l'arrivée du courrier Lavoisier, la prit et la brisa dans un mortier, comme s'il craignait que ce bijou déposât contre lui. J'ai beaucoup regretté cette petite tête de nègre.

Enfin, M. de Semallé arriva, le 17 mars, sans autre passeport français que les pouvoirs de Monsieur. Je le trouvai très changé. La fatigue et l'inquiétude l'avaient rendu malade. Il me raconta qu'il avait vu le comte d'Artois à Vesoul, et était revenu parce qu'il savait qu'il devait y avoir à Paris un agent de ce prince, muni de pleins pouvoirs. — « Que la femme de cet homme est heureuse! » m'écriai-je. — Cet élan l'enchanta; car il avait d'abord craint de m'inquiéter, en m'apprenant la mission dont il s'était chargé. Il me confia alors que j'étais cette heureuse femme, et j'en éprouvai le plus grand plaisir.

Comme la police se doutait de quelque chose, M. de Semallé ne pouvait faire un pas sans être suivi par des agents, ce qui ne l'empêcha pas de préparer, par des moyens de toutes sortes, le mouvement qu'il voulait opérer à Paris avant l'entrée des alliés. Dès le 19, il fit connaître ses pouvoirs à M. de Sèze et à toutes les personnes sur lesquelles il croyait pouvoir compter.

Marie-Louise fit la sottise de quitter Paris avec son fils. Une femme d'un autre caractère, qui se fût rendue au-devant de son père et lui eût demandé sa médiation auprès des souverains, eût, je le crois, bien dérangé nos projets. Mais il était écrit qu'ils devaient s'accomplir.

Le mercredi de la Passion, 30 mars, l'armée alliée, qui avait passé la nuit aux portes de la capitale, l'attaqua de grand matin. Je fus éveillée par le canon. Que de sentiments ce bruit fit naître ou ranima dans mon cœur! M. de Semallé partit pour travailler à l'exécution de son plan; et moi, je courus sur les boulevards, tout remplis de la fumée de la poudre. On attaquait Montmartre; les bombes et les boulets tombaient de tous côtés. Je parcourus une partie de mon quartier, je pourrais dire comme une folle. Je n'avais nulle frayeur. Ou Paris, reconnaissant enfin ses souverains légitimes, allait se faire pardonner ses forfaits; ou Paris, coupable, allait bientôt en porter la peine : telles étaient les premières pensées qui se pressaient dans mon esprit. Cependant, vers dix heures, je réfléchis que ce jour de bataille pourrait être le dernier de ma vie, et que je ferais bien de prendre quelques précautions pour l'autre monde. J'entrai à l'église de l'Assomption, qui était déserte. Je n'y trouvai que le curé, M. de Jerphanion, frère du préfet de Chaumont. Il avait l'air triste et pensif. Le calme qui régnait dans cet édifice, contrastant avec le fracas extérieur du canon qui ébranlait le dôme, me fit une grande et religieuse impression. Je sortis tranquille et heureuse, et je rentrai chez moi pour me munir d'argent. Je voulais en distribuer aux blessés, dont Paris était déjà encombré.

Je descendis la rue Saint-Honoré, et à tous les soldats que je rencontrais, j'offris un secours au nom du roi Louis XVIII. Le plus grand étonnement paraissait sur tous les visages. On me suivait sans rien dire. Parfois quelques voix s'élevaient, en m'entendant parler du roi; mais d'autres ne manquaient pas de répondre : « Le bien n'est-il pas toujours le bien? Peu importe au nom de qui il vienne! » J'arrivai ainsi jusqu'à la place Vendôme, où de nombreux blessés étaient étendus sur le sol. Frappée de l'expression de douceur et de souffrance de l'un d'eux, je l'abordai en lui présentant 20 francs. Il les refusa : « Donnez-les à un autre, répondit-il; il me reste trop peu de temps à vivre. » Je le questionnai; il m'apprit qu'il était du Nivernais, et que, pour la première fois, il avait été au feu le matin. Je lui dis que je voulais le soigner comme un soldat de mon Roi légitime, et que je souhaitais de pouvoir soulager ainsi tous ceux qui souffraient. La surprise des spectateurs redoublait à mes paroles; on me regardait; on restait muet. J'aidai ce jeune homme à se lever, et nous gagnâmes la maison, où, après trois mois de soins, j'ai réussi à le guérir. Plusieurs personnes nous avaient suivis. En refermant ma porte, je leur dis : « A demain, mes amis; nous crierons tous : « Vive le Roi! »

Cependant l'attaque de Paris était poussée avec vigueur. L'empereur Alexandre, voyant le grand nombre de victimes que faisait son artillerie, fit, dit-on, relever le tir, pour épargner les assiégés. Vers trois heures après midi, une capitulation fut signée. Elle laissait aux troupes de ligne le reste de la journée pour évacuer la ville, et autorisait la garde nationale à les remplacer pour maintenir l'ordre.

C'est alors que M. de Semallé et les personnes avec lesquelles il s'était entendu depuis le 18, organisèrent à grands frais ce mouvement « général et spontané », que les alliés avaient demandé et qui devait paraître le vœu de la nation.

Au point du jour, le lendemain 31 mars, il envoya deux émissaires au quartier général des alliés, l'un au baron de Korff, l'autre au comte de Langeron,

pour les engager à favoriser la manifestation. C'est alors que j'arborai à ma fenêtre le premier drapeau blanc. La joie si inespérée de pouvoir dresser cet emblème au milieu de la capitale de l'empire de Napoléon, me causa un tel saisissement, que je tremblais de tous mes membres; que je pouvais à peine articuler le premier cri de : « Vive le Roi! » Il se fit aussitôt un attroupement sous mes fenêtres. Tout le monde s'arrêtait : le sentiment qui dominait était la surprise. Peu après, un corps de l'armée de Marmont étant venu à passer sur le boulevard pour se rendre à Versailles, des soldats virent flotter le drapeau blanc. Il y en eut qui, avec des gestes menaçants, crièrent : « Qui donc a cette audace? — C'est moi, répondis-je; et vive le roi Louis XVIII! » J'entendis : « Il faut brûler cette maison. — Vous n'en aurez pas le temps, répliquai-je vivement; les cosaques sont à la porte Saint-Denis. » Et ils continuèrent à passer.

Je ne rapporterai pas ici tous les détails de cette journée extraordinaire du 31 mars, qui a eu des résultats si immenses. Ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à donner l'élan. Enfin, il éclata, le mouvement royaliste! Les mécontents se cachèrent. Notre parti, qui se sentait soutenu, se montra seul, et demanda à grands cris les Bourbons sur toute la ligne que devaient suivre les alliés. Les autres quartiers de Paris restaient mornes, et on y insultait aux insignes royalistes que l'on essayait d'arborer. Dans certains, la garde nationale témoigna un grand mécontentement.

Cependant, M. de Semallé se tenait sur la place Louis XV, près l'hôtel de Coislin. Il agitait un mouchoir blanc et faisait crier : « Vive le Roi! » Survint un poste de gardes nationaux, dont le chef, en l'arrêtant, lui demanda de quel droit il voulait compromettre la ville de Paris et quels gages il avait à offrir à ses habitants. « Je leur offre pour garant, répondit M. de Semallé, la parole de leur Roi. » Et tirant aussitôt de sa poche les pouvoirs qu'il avait reçus de Monsieur, il les présenta aux spectateurs. On se tut. Un vieillard, chevalier de Saint-Louis, ancien officier dans l'armée de Condé, saisissant le papier, s'écria : « C'est bien l'écriture du frère de notre Roi. Dieu a donc ramené ce bon prince parmi nous! » Puis il rendit les pouvoirs à M. de Semallé, et lui dit : « Transmettez ce titre à vos enfants, Monsieur, c'est celui de l'honneur et de la fidélité. » Alors des acclamations retentirent, et M. de Semallé fut entraîné jusque sous mes fenêtres. Les cris redoublèrent à la vue du drapeau. On le demanda, et je le jetai aussitôt. Il fut reçu à genoux et porté en triomphe au-devant des alliés.

Leur armée ne tarda pas à paraître sur les boulevards. Elle y fut saluée, acclamée par une foule qui donnait les marques de l'allégresse la plus vive. Quel imposant spectacle! Quel effet il produisit sur tous les assistants! On eût dit, à ce moment, que ce n'était pas un état-major étranger, mais un roi, chéri de son peuple, qui rentrait dans sa capitale après une longue et glorieuse absence; qu'il y revenait couvert de lauriers, et ramenant à ses enfants la paix et le bonheur. Les troupes étaient dans la plus belle tenue : généraux, officiers, soldats, tous portaient une branche d'olivier sur leurs casques et un brassard blanc au bras. L'infanterie marchait sur trente hommes de front, la cavalerie sur quinze. La musique jouait, avec leurs airs nationaux, notre chant de : « Vive Henri IV! » Les souverains s'avançaient au milieu de leur état-major, précédant leur garde.

Arrivés sur la place de la Madeleine, ils firent halte. Tant de monde était à mes fenêtres, tant de drapeaux y flottaient, tant de cris en partaient, que tous les regards s'y portèrent. Ivre d'espérance, agenouillée sur mon balcon, à l'ombre d'un grand drapeau blanc, je criai d'une voix forte et assurée ; « Vive Alexandre, s'il nous rend nos Bourbons! » L'empereur de Russie, étonné et attendri, me salua et dit avec vivacité : « Oui, Madame, vous les reverrez. Vive votre roi Louis XVIII! et les jeunes femmes de Paris! » Un grand silence s'était fait pendant ce dialogue. Il fut suivi des plus chaudes acclamations. Les souverains et les généraux saluèrent du côté de nos fenêtres et continuèrent leur marche.

C'est ainsi que furent reçus, sur leur parcours, les vainqueurs de Napoléon. Ils durent croire que tous les Parisiens les regardaient comme des sauveurs et des amis, et qu'ils avaient été appelés par tous les vœux. Il n'en était pourtant pas ainsi. Dans une ville aussi populeuse que Paris, où tant de partis s'agitaient en 1814, celui qu'une force majeure faisait triompher, quelque faible qu'il fût par lui-même, ne paraissait dominant que parce qu'il se mettait seul en évidence, et sans rencontrer d'opposition, tous les royalistes s'étaient rassemblés sur un même point. On avait employé, je le répète, tous les moyens. L'argent avait servi à mettre en mouvement une populace, toujours à la disposition de ceux qui la paient. En recevant l'argent que je distribuais, peu avant l'entrée des alliés, beaucoup de gens me demandaient ce qu'il fallait crier; plusieurs se trompèrent et crièrent : « Vive Louis XVII! » Il y eut de la résistance dans plusieurs quartiers. Je manquai d'être étouffée au coin d'une rue : on me pressait avec une intention malveillante. Je n'échappai au danger qu'en mettant mes mains sur les épaules de deux hommes entre lesquels je me trouvais, et en me soulevant au-dessus d'eux. Ils me portèrent, de cette manière, jusqu'au bout d'une autre rue, par où je pus me retirer.

Après le défilé des alliés, je parcourus Paris dans un boguet, sur le devant duquel était attaché un drapeau blanc. Ce drapeau fut salué avec enthousiasme sur toute la ligne suivie par l'armée alliée. Au milieu de la rue de Richelieu, je fus reconnue par un groupe nombreux. On me couvrit d'applaudissements ; le cheval, la voiture, le conducteur et moi fûmes poussés jusque sur le boulevard. Dans le reste de Paris, on nous insultait partout; du côté de la cité et sur la place du Carrousel.

Je fis chanter, à ma paroisse de l'Assomption, le premier *Domine, salvum fac Regem*, et en souvenir, je donnai mille francs pour les pauvres du curé, M. de Jerphanion. Le 10 avril, jour de Pâques, l'empereur de Russie fit célébrer pontificalement une grand'messe sur un autel élevé au milieu de la place Louis XV. Les chants étaient accompagnés par le canon et par une superbe musique militaire. Assise à une fenêtre de l'hôtel du garde-meuble qui donnait sur la place, j'assistai à cette imposante cérémonie. Ce sacrifice d'expiation, offert sur le lieu même où tant de victimes avaient été immolées, me causa une vive émotion.

Le lendemain, M. de Semallé fut informé de l'arrivée de Monsieur à Meaux et se disposa à l'y rejoindre. Je voulus être du voyage : M. le duc de Lévis, qui se disait « mon chevalier », demanda à nous accompagner. Quel voyage, grand Dieu! la route était encombrée de cadavres d'hommes et de chevaux. Il fallait sans cesse passer dans les champs pour les éviter. Des cosaques étaient campés à droite et à gauche, et, en fait, protégeaient les voyageurs contre des bandes de pillards qu'on disait organisées par un gros manufacturier nommé Richard Lenoir (1). Meaux était dans le plus triste état. La ville avait été plusieurs fois prise, reprise, pillée, et les Français, en l'abandonnant, avaient fait sauter la poudrière et détruit un quartier. Le prince se tenait dans la maison du maire, qui avait pris la fuite. Il avait pour gardes quatre cosaques, deux au bas de l'escalier, deux en haut. Je ne vis dans l'appartement que quelques chaises et une table de cuisine. Lorsque Monsieur fut averti de notre arrivée, il accourut à moi, prit mes mains, les baisa, en disant, d'une voix attendrie : « Je suis heureux que la première personne que je reçois ici soit la femme de mon bon commissaire. »

La vue de ce prince, sa voix, ses manières, ses paroles, me causèrent un tel saisissement, qu'il me fut impossible de prononcer un seul mot. Je chancelais. Monsieur me soutint, me demandant si je souffrais. Revenue un peu à moi, je lui dis que la joie était plus difficile à supporter que la douleur, parce que, dans ce monde, ces sortes d'impressions nous sont bien plus étrangères. Je fis ensuite beaucoup de questions au prince, qui me répondit d'un air satisfait. En parlant de l'empereur d'Autriche, je dis vivement : « Ce vilain empereur. » Monsieur me montra aussitôt un chapeau orné d'une large cocarde blanche, et me dit : « Ne l'appelez plus vilain : voilà ce qu'il m'a envoyé à Vesoul », et il m'assura que ce souverain se dévouait dès lors à la cause des Bourbons.

Nous retournâmes à Paris, et Monsieur se rendit au château de Livry, à quatre lieues de la capitale, afin d'y arriver le lendemain, de bonne heure. Enfin, le mardi 12 avril, il fit son entrée dans Paris. Il me reconnut à Notre-Dame et, à ma grande joie, me tendit la main.

Napoléon quitta Fontainebleau le 20 avril, pour se rendre à l'île d'Elbe. Les Français, qui, tant de fois, l'avaient enivré de leurs louanges et de leurs bruyantes acclamations, se répandirent contre lui en menaces, en reproches et en injures. Plusieurs fois, il faillit perdre la vie. Que les hommes sont donc misérables !

Talleyrand, qui avait déjà reçu Monsieur à la porte de la capitale, se rendit peu après à Saint-Ouen. Il y harangua le Roi, qui y donna sa fameuse déclaration, où il disait que les ventes des biens du clergé et des émigrés seraient irrévocables. Après tous les sacrifices des royalistes, que pouvait-on faire de plus pour consacrer les spoliations de la Révolution? Voilà sous quels auspices revenaient les Bourbons ! Aussi, combien de temps sont-ils restés sur le trône? Talleyrand, au grand scandale du monde, fut nommé ministre de l'intérieur par le philosophe Louis XVIII. Ce fut un beau triomphe pour la philosophie et l'impiété.

D'autre part, les anciens Vendéens, les émigrés, les royalistes qui avaient été particulièrement persécutés, affluaient à Paris. Presque tous avaient vendu leur dernier champ, employé leur dernier sou afin de venir contempler de leurs yeux le maître pour lequel ils avaient fait de si lourds sacrifices. Ils venaient offrir leurs bras et le reste de leur sang. Mais on les repoussait, parce que les Bourbons, rappelés, comme on l'a vu, par le « vœu de la nation », ne pensaient plus avoir besoin de ces fidèles et braves serviteurs. Alors ils venaient trouver les commissaires du comte d'Artois, dont la demeure leur était connue par les journaux. Comme nous les recevions de notre mieux, M. de Semallé et moi ! Comme nous leur donnions de quoi regagner leurs foyers ! Le père de Georges Cadoudal fut un de nos obligés. Nous sûmes aussi que le bon abbé Caron, entre les mains de qui tant d'argent avait passé, était retenu dans

(1) Pourtant, peu après, Louis XVIII devait signer le contrat de mariage de sa fille.

un hôtel garni dont il ne pouvait sortir, faute d'avoir de quoi payer. Il s'y trouvait avec les dames de la charitable maison qu'il avait fondée. M. de Semallé courut lui remettre le nécessaire, puis obtint, pour son établissement, une maison avec une rente de vingt-cinq mille francs.

Quand le Roi reçut les députations des provinces, celle du Maine demanda à avoir à sa tête M. de Semallé, qui refusa et passa le dernier. En entendant son nom, le Roi dit très haut : « Je suis charmé de vous voir, monsieur de Semallé. Je sais les éminents services que vous m'avez rendus. Ils sont gravés dans mon cœur et rien ne pourra les en effacer. » M. de Semallé fut heureux d'entendre ces paroles. Il a bien fait de les garder dans son souvenir, car jamais il n'a reçu d'autre récompense.

NOS LYCÉENS [1]

IV

Quand il s'agit de définir un mal, on ne fouille pas toujours assez profondément pour en découvrir les causes : mais, par contre, lorsqu'on en vient à chercher le remède, on s'égare souvent au delà du possible. Cela est arrivé notamment pour la question qui nous occupe. Des écrivains distingués ont analysé ce qu'ils nommaient : la crise ou le malaise de l'enseignement secondaire; ces seuls mots indiquent qu'ils se croyaient en présence d'une indisposition passagère et non d'une maladie organique. De là, le cadre trop restreint de leur consultation et l'insuffisance de leur diagnostic. Les réformateurs sont tombés dans l'excès contraire : sans plus tenir compte des obstacles matériels que des obstacles moraux, ils ont proposé des moyens de guérison d'un radicalisme superbe. C'est ainsi que les trop rares Français qui s'intéressent à ces choses furent amenés successivement à incriminer la présence du latin dans les programmes et à souhaiter l'exode de tous les lycées vers la pleine campagne. J'espère avoir donné l'impression que ce grand problème de la formation virile chez le lycéen ne se réduisait pas à une question d'enseignement. Je voudrais m'efforcer maintenant de demeurer pratique avant tout et de ne pas oublier que le premier mérite d'une réforme, c'est d'être à portée. L'Université existe : elle est vivante : elle a sa constitution dont on doit tenir compte, son personnel et ses bâtiments dont il faut tirer parti, son budget enfin qui n'offre pas les ressources nécessaires pour de dispendieuses transformations. Faire table rase de ce qui est, ce serait verser dans l'utopie. Les changements désirables doivent rester compatibles avec le respect des titres acquis et le maintien de l'institution établie.

Réformer sans détruire — telle fut précisément, il y a soixante ans, la préoccupation du grand pédagogue en qui les *trustees* de Rugby venaient de placer leur confiance et dont ils avaient fait, sans pressentir encore toute la portée de leur vote, le *headmaster* d'un des premiers collèges d'Angleterre. Malgré la diversité des temps et des milieux, l'œuvre accomplie par Thomas Arnold présente des analogies si frappantes avec celle qui s'impose à nous aujourd'hui, que d'elle-même la pensée s'y arrête. Autant d'ailleurs est maladroite, pour un peuple, l'imitation servile de ce qui existe au delà de ses frontières, autant ce peuple est sage en cherchant à mettre à profit, quand il le peut, l'expérience acquise par ses voisins. Il est difficile de se représenter avec exactitude l'état d'abaissement dans lequel étaient tombés les collèges anglais vers 1825. Parmi les élèves, la loi du plus fort régnait sans conteste, appuyée sur une hiérarchie que l'usage consacrait et que les maîtres acceptaient. Ceux-ci, d'ailleurs, pratiquaient en toute circonstance la non-intervention. A la faveur de ce régime, les pires abus avaient pris racine : une brutalité révoltante chez les grands, de la haine comprimée chez les petits, nulle franchise dans les rapports; au lieu des saines distractions, de honteuses orgies, le goût précoce de l'alcool et des cartes, là en étaient les choses lorsque Arnold parut. Toutes les forces de la routine se liguèrent contre lui avant même qu'il eût agi. On sentait que cet homme jeune, ardent, passionné pour le bien, ne se résignerait jamais à sanctionner la dépravation scolaire que l'Angleterre d'alors jugeait inévitable et même salutaire à la jeunesse. Si libre que soit un *headmaster* anglais, la pratique de son initiative est sans cesse entravée par la désapprobation de ses collègues ou les sévérités de l'opinion. La lutte fut chaude; elle dura quatorze ans. Mais quand Arnold mourut prématurément, le triomphe était certain. L'influence de son génie avait gagné de proche en proche d'un collège à l'autre; tous l'avaient subie. En apparence, rien n'y était changé : les institutions mêmes qui avaient favorisé l'éclosion du mal demeuraient debout. On y vivait pourtant une vie renouvelée. Il en sortait des hommes au vrai sens du mot, énergiques, droits et purs. Ce sont ces hommes-là qui ont accompli sans bruit la formidable révolution morale d'où est issue la puissance anglo-saxonne actuelle... Combien souvent, au crépuscule, seul dans la grande chapelle gothique de Rugby, tenant les yeux fixés sur la dalle funéraire où s'inscrit, sans épitaphe, ce grand nom de Thomas Arnold, j'ai songé que j'avais devant

[1] [illegible]

moi la pierre angulaire de l'Empire Britannique!

On peut donc transformer un système d'éducation au point même de grandir subitement la race, sans pour cela rien briser, sans compromettre ni léser personne, sans sacrifier ce qui existe légalement. Le fait est avéré et réconfortant. Mais pour que de tels résultats s'obtiennent par de si simples méthodes il faut que le point de départ soit un principe large et fécond, qu'il y ait une pensée centrale dont tout s'inspire. Arnold n'a pas formulé une semblable pensée; elle ne s'en dégage pas moins clairement de ses actes et de ses paroles. Il a agi et parlé d'après cette conviction *que l'adolescent bâtit lui-même sa propre virilité avec les matériaux dont il dispose et qu'en aucun cas on ne peut la bâtir pour lui.* Il a cru que l'adolescent était au collège non pour y être discipliné, mais pour y être émancipé graduellement, pour s'y exercer à l'action libre et réfléchie, pour y apprendre à user de son indépendance tout en observant les lois qui font l'individu responsable envers sa conscience et envers la société. Les professeurs, les « assistant masters » avaient eu jusque-là un rôle maussade et effacé. Arnold les groupa autour de lui. « Vous êtes, dit-il, mes collaborateurs : je ne suis que le premier d'entre vous; notre tâche est la même : nous avons une partie d'échecs à jouer; des êtres libres sont devant nous qu'il faut rendre forts. Nous leur constituerons un milieu social approprié à leur âge. Nous prendrons soin que l'obstacle n'y soit pas trop haut, la lutte trop âpre, l'initiative trop ardue, le découragement trop fréquent, l'injustice trop criante. Mais en atténuant ces choses nous les laisserons subsister parce qu'ils doivent les rencontrer dans la vie. Nous-mêmes resterons toujours à portée, prêts à répondre au moindre appel, nous gardant cependant d'apporter du secours avant qu'il n'ait été demandé — ce secours-là affaiblit — et nous souvenant que notre intervention doit être celle de l'ami, plus que du maître. Que notre tendresse les accompagne sans cesse, mais qu'ils la sentent à côté d'eux et non devant eux. Nous ne craindrons pas d'être indulgents, sauf pour le mensonge et pour le vice qui nous trouveront impitoyables; un seul menteur, un seul vicieux peuvent corrompre le collège. *Or, il n'est pas nécessaire qu'il y ait dans le collège* 400, 300 *ou* 200 *élèves, mais il est indispensable que tous soient honnêtes.* »

Nous voilà loin du lycée français et un tel langage nous émeut. Réfléchissons-y pourtant. Est-il vrai, comme on le prétend, que tout cela soit contraire aux instincts de notre race et que nos fils soient par nature rebelles à l'apprentissage de la liberté, tandis que les Anglais possèdent de naissance toutes les qualités propres au *self government?* Je ne crois guère à cette supériorité originelle de nos voisins, ayant maintes fois relevé dans leur histoire des preuves contraires, et je me demande en ce qui nous concerne comment on peut proclamer irrémédiable une infériorité à laquelle on n'a jamais tenté de remédier? En quoi les expériences politiques du XIXe siècle sont-elles probantes? Est-il jamais sorti de nos lycées et de nos collèges un seul élève qui eût reçu la moindre initiation au *self government* et comment s'étonner dès lors que la nation se soit montrée inhabile à se gouverner? Et quant au reste du système, il paraît plus français qu'anglais. Cette amicale collaboration des maîtres entre eux, cette confiance réciproque qui s'établit dans leurs rapports avec les élèves, cette atmosphère de franchise conviennent à une race qui a le cœur chaud, l'imagination vive et des instincts droits. De toutes les besognes accomplies par Napoléon Ier, la pire est sans doute celle qui a consisté à enfermer la jeunesse dans le moule glacé des hiérarchies universitaires. Il a créé, lui, le Corse, l'homme du Midi, cette éducation froide, anguleuse et sans élans qui n'a rien de français, tandis que l'humble clergyman du Nord à conçu une pédagogie tout imprégnée de chaleur vivifiante et qui est avant tout humaine. Les buts furent opposés; ici on prépara une domination; là on chercha une émancipation; la force imposa le premier système; le second s'établit par l'exemple. Et de l'un à l'autre, quel abîme! La préoccupation dominante chez nous, c'est le maintien de l'ordre matériel; on ne parle que de briser, de violenter, d'assouplir, on ne songe qu'à maintenir la hiérarchie, on craint tout ce qui n'est pas réglé d'avance, on réprouve toute manifestation d'indépendance. Là-bas, le premier souci, c'est l'ordre moral; on s'efforce d'effacer les distances, on cherche à fortifier l'individualité naissante, on lui ménage de l'espace... Lequel des deux systèmes est le plus conforme au génie de notre race? Je ne me suis jamais retrouvé dans un milieu scolaire anglais sans éprouver cette impression : comme tout, ici, rappelle la Gaule! Si les Gaulois, nos vrais pères, pouvaient revivre épurés des alliages néfastes, c'est ainsi qu'ils élèveraient leurs fils! Un seul rapprochement surgit au milieu de tant de contrastes: dans les deux cas, l'œuvre est *artificielle ;* c'est un homme qui l'a voulue et accomplie. Ce qu'Arnold a fait, nous pouvons donc le tenter à notre tour.

Non, dira-t-on, car le succès de sa réforme tient à l'organisation toute spéciale et éminemment aristocratique du collège anglais; l'élève demeure chez le professeur; l'un et l'autre, d'ailleurs, appartiennent au même monde et ont les mêmes habitudes luxueuses et raffinées. De tels préjugés sont courants chez nous et, chose étrange, on les retrouve jusque sous la plume d'éminents universitaires. L'un d'eux,

dans un ouvrage considérable sur l'éducation et l'instruction, a laissé voir la confusion établie dans son esprit entre le système *familial* allemand et le système *tutorial* anglais. Le professeur allemand reçoit chez lui quelques élèves qui constituent, comme on l'a dit, sa « famille agrandie ». Or, un collège anglais est une réunion de « maisons » dans chacune desquelles sont groupés de 40 à 80 jeunes gens; la résidence du *tutor* y est annexée sans qu'il vive pour cela avec eux : leur nombre est trop considérable pour permettre une existence commune. Cette organisation est celle de la plupart des grands *public schools*, mais il y a beaucoup d'autres collèges, écoles ou pensions en Angleterre — et il y en a une infinité dans les colonies — qui ne l'ont pas adoptée et se rapprochent encore plus de l'internat tel que nous le concevons. Leurs élèves se recrutent dans des milieux différents : l'esprit pourtant est identique. D'un bout à l'autre du monde anglo-saxon, se trouve réalisée une unité pédagogique sans précédent dans l'histoire [1]. Le phénomène passe inaperçu des Anglais eux-mêmes parce que, précisément, la liberté laissée par eux à l'initiative privée a multiplié le type extérieur du groupement scolaire. Que l'unité ait été obtenue à travers cette diversité, voilà qui donne la clef de la puissance britannique et témoigne en même temps de la force et de l'élasticité des doctrines d'Arnold.

Retournons maintenant à nos lycéens et demandons-nous ceci : Le lycée français est-il susceptible de recevoir une empreinte analogue et que faut-il faire pour cela?

V

La première chose à faire, c'est de mettre fin à la captivité du proviseur. Enchaîné par les règlements, gardé à vue par le recteur et les inspecteurs, condamné aux travaux forcés de la paperasserie, le proviseur est réduit à l'impuissance et malgré cela il est responsable de tout envers tous; on prend son temps, on épuise sa bonne volonté: la dénonciation rôde autour de lui; en haut lieu, on apprécie qu'il fasse preuve de qualités négatives, vive en bonne harmonie avec sa clientèle et surtout ne soit jamais pris à partie par un journal. Si l'administration lui demande son avis sur quelque point touchant à la discipline ou aux études, c'est pour la forme; elle a le sien sur toutes choses et ne s'en écartera pas. La moindre vétille donne lieu à un rapport; qu'il ne vienne pas assez vite ou qu'il ne soit pas assez détaillé, on dépêchera un inspecteur qui complétera l'enquête; enquête, contre-enquête et surenquête, voilà le résumé des relations du proviseur avec ses chefs. Le paye-t-on du moins en considération, puisque le traitement qu'on lui sert est peu élevé? Nullement. Lui qui devrait compter comme une autorité sociale de première grandeur en raison du rôle qu'on lui a dévolu, il occupe parmi les fonctionnaires un rang modeste; il ne prend pas racine du reste, quelque long que soit son séjour : il espère de l'avancement, est anxieux de devenir censeur dans un lycée de Paris, ou à Versailles. Rien ne montre mieux qu'il n'est pas chef au vrai sens de mot, que cet empressement à démentir le mot de César. S'il préfère être le second à Paris, c'est qu'il ne s'est jamais senti le premier ailleurs et, de fait, il ne l'est pas. Le joug est sur lui, partout.

Ses supérieurs, à force d'user d'une suprématie qui leur fut attribuée jadis dans un but politique, en sont venus à la croire inséparable de leur mission; les privilégiés estiment toujours leur privilège nécessaire au maintien du bon ordre. Il reste chez ceux-ci un peu de la satisfaction béate qu'éprouvait l'ex-grand maître de l'Université, lorsque, tirant sa montre, il disait à Napoléon III : « Sire, à cette heure dans les lycées de Votre Majesté, tous les élèves de troisième font un thème latin. » On n'a peut-être plus au même degré la superstition de l'uniformité, on a celle du détail. Recteurs et inspecteurs ne se lassent pas d'être renseignés : si tout ne venait se répercuter et se centraliser dans leur bureau, ils éprouveraient un malaise. Que chaque subordonné ait sa fiche particulière, que chaque affaire constitue un dossier séparé : à cette condition seulement ils se sentent rassurés.

Soumis, à un pareil régime, le proviseur est devenu routinier. Nous avons vu qu'il s'enfermait dans la stricte observance de la « discipline ». C'est sa sauvegarde, le code derrière lequel il abrite ses multiples et étroites responsabilités. Tels sont pourtant l'intérêt qu'il prend à sa tâche et le dévouement qu'il apporte à la remplir, qu'en plus d'un cas son abdication est apparente; il conserve en lui-même une sereine indépendance de jugement : il songe aux réformes désirables et les conçoit alors d'une manière libérale et sensée; mais n'ayant pas confiance en leur réalisation prochaine, il se garde d'exposer ses idées autrement qu'en des entretiens confidentiels. S'il s'en expliquait trop ouvertement, il deviendrait suspect. Parfois, cette crainte ne l'arrête pas : il est jeune : il a de nobles ambitions; on l'encourage alors, on le laisse passer aux actes et tenter de discrètes innovations, mettre un peu de

1. [illegible] pédagogiques de l'Exposition universelle, je profitai des facilités que nous donnait l'administration de l'Exposition pour [illegible] auquel répondirent un très grand nombre de *headmasters*. Les [illegible] unité.

variété dans la monotonie de la vie scolaire, essayer de gagner le cœur des élèves et de s'attacher les professeurs. L'autorité l'approuve bénévolement « sous réserve, bien entendu, que la discipline n'en souffrira pas ». Voilà le piège! Un incident se produit. Des parents grincheux se plaignent; la presse dit son mot; le proviseur est déplacé aux vacances suivantes et le fragile édifice des améliorations réalisées s'écroule avec lui; il a eu sa leçon de choses et on compte qu'il se tiendra pour averti.

Le proviseur dont je parle là est l'exception; mais je l'ai rencontré assez de fois pour être convaincu qu'il deviendra légion. Il faut peu de chose pour cela; il suffit de laisser dormir quelques articles des règlements et de renoncer aux habitudes d'inquisition; le reste se fera tout seul. En peu d'années, la situation du proviseur aura changé; son action aura décuplé, son prestige se sera fondé; on ne verra plus en lui le fonctionnaire de passage pris dans l'engrenage hiérarchique, chargé de surveiller et surveillé lui-même, mais bien le chef respecté d'une maison d'éducation, l'homme auquel on confie la jeunesse parce qu'il est digne de la gouverner. Il va sans dire que tel sera le motif pour lequel on le choisira : s'il devait sa nomination à quelque influence politique, l'initiative qu'on lui laisserait n'aurait guère de bons effets. Mais sous ce rapport, l'Université a su garder l'indépendance qu'ont perdue tant d'autres services publics et malgré que son grand maître soit ordinairement un député ou un sénateur poussé là par le hasard d'une combinaison ministérielle, le favoritisme ne s'y exerce que dans des limites restreintes. La désignation du proviseur pourrait d'ailleurs être entourée de quelques garanties nouvelles.

Le voici à la tête de son lycée : ce n'est pas pour toujours; il ne faut pas non plus que ce soit en passant. L'importance d'un lycée ne se mesure pas au nombre des élèves qu'il contient, encore moins à celui des habitants de la ville où il se trouve. Mais ce serait trop demander que de souhaiter la suppression des « classes » et l'unification des traitements. Le mandarinat est entré dans nos mœurs et il comporte ces distinctions; que du moins l'avancement puisse avoir lieu sur place; que la récompense vienne trouver l'homme plutôt que de forcer l'homme à quitter, pour l'aller chercher, son œuvre à peine ébauchée. Cette œuvre personnelle, le proviseur peut l'entreprendre, dès qu'on lui assure la stabilité et l'indépendance. Le fera-t-il? Il le fera parce que sa situation l'y forcera. L'opinion ne reproche pas son immobilité à celui qui n'est pas libre, mais elle réclame le mouvement de celui qui le devient. Il y aura encore l'émulation qui, sous le régime actuel, ne peut guère exister de lycée à lycée et qui naîtra spontanément du nouvel ordre de choses. Donc le proviseur agira; il apportera sans doute dans l'action plus de prudence que d'audace, plus de lenteur que de hâte : tant mieux. Patience et longueur de temps resteront toujours des garanties de solidité et de durée. En revanche, il y mettra tout le dévouement et toute la science dont il est capable, un dévouement et une science qui n'auront fait que grandir en même temps qne sa fonction et sa personnalité.

Je m'expose, en insistant de la sorte sur une réforme d'apparence secondaire, à ce que l'on condamne à la fois ma discrétion et mon ambition. Est-il raisonnable de demander si peu et d'en attendre tant, d'attribuer une telle importance à une transformation aussi restreinte? Mais cette disproportion entre l'initiative à prendre et le résultat espéré disparaît si l'on tient compte d'un facteur essentiel et puissant, le temps. Nous autres Français, nous avons grand'peine à accepter le progrès en graines : nous voulons toujours l'avoir tout poussé; c'est pourquoi le vent si facilement l'emporte; ses racines sont trop frêles et n'ont pas pu pénétrer le sol. Si, en constituant les universités régionales, on avait tranché les liens qui les font dépendantes de l'Université de France, la logique n'eût été satisfaite qu'aux dépens du succès. L'autonomie mitigée qu'on leur a donnée répond mieux à leurs besoins. On s'est gardé de détruire le présent, ce qui est souvent le meilleur moyen d'assurer l'avenir. On s'est borné à l'orienter différemment. On a mis le cap, si je puis ainsi dire, sur un autre point de l'horizon.

J'ai fait remarquer précédemment (1) comment, dans notre système d'instruction publique, les trois ordres d'enseignement, faussement assimilés et groupés sous un gouvernement commun, demeuraient solidaires et rendaient difficile toute grande transformation. Une triple réforme est néanmoins réalisable qui les mettra à la hauteur de leur mission actuelle. Dans l'enseignement primaire, il faut restituer à l'autorité académique le droit exclusif de choisir l'instituteur et couper court à toute ingérence du préfet dans la question. L'école eût rendu de bien autres services et accompli une bien autre besogne depuis vingt-cinq ans, si elle n'avait pas été mêlée d'une manière scandaleuse à toutes nos querelles politiques. Dans l'enseignement supérieur, l'esprit de corps manque, la science est captive, soumise aux estampillements officiels; la force qui émane du passé, des vieilles gloires locales, demeure inutilisée; mais tout cela va changer peu à peu parce qu'on a placé au bon endroit le germe réformateur qui convenait. Dans l'enseignement secondaire enfin,

1. Voyez la *Revue* du 2[illegible] juin 1898.

j'ai exposé en détail ce qui fait défaut et signalé cette situation étrangement contradictoire : d'une part, l'obligation de faire œuvre d'éducation, en même temps que d'enseigner; de l'autre, l'impossibilité d'y parvenir. Comment faire cesser cette anomalie? Trancher tous les liens, émanciper tout le monde, ce sera le désordre, l'anarchie. Les laisser subsister et faire descendre d'en haut les ordres bienfaisants, la pensée rénovatrice? Ce sera le *statu quo;* il y aura quelques circulaires de plus dans les cartons et voilà tout. Non, il faut couper un lien, un seul et le sang recommencera de circuler dans ce grand corps figé et de porter la vie jusqu'à ses extrémités froides.

Ces réformes d'ailleurs sont indiquées par le bon sens. Car partout et toujours, la politique troublera l'école, l'absence d'esprit de corps paralysera l'Université et la surveillance bureaucratique stérilisera le collège.

PIERRE DE COUBERTIN.

(*A suivre.*

LE JUIF ERRANT [1]

Nouvelle.

Je n'osai aventurer une question : évidemment nous touchions à quelque événement, je le pressentais à la préoccupation lourde qui avait plissé son front, à la fixité tenace de son regard : mais, si grande que fût ma curiosité, je me tus.

L'inconnu montait moins vite maintenant, du pas infléchi des sans-but, menant la billebaude traînarde de ceux qui journoyent à chercher leur vie, — changement de marche qui devait indiquer une évolution de pensées.

Il allait joindre les *Deux-Épées*, il releva un peu la tête et scruta le rassemblement; il vit les buveurs de cidre qui se passaient le gobelet, les voisins, les vendeurs, les voyageurs de la diligence, riant et s'amusant des mines gloutonnes et des déconvenues, et Létuvé au milieu d'eux, Létuvé en maître coq, son bonnet rejeté en arrière, sa veste blanche déboutonnée, la gaine de bois de ses couteaux pendant plus que de raison à la ceinture de son tablier : Létuvé hors de lui dans sa joie, apoplectique, pérorant et hâbleur, ameutant ce public à cette régalade avec de grands éclats de voix et des jovialités de cuistre, mais de gendarmes point; leur visite passée, ils s'en étaient allés.

Malgré cette constatation, nous le vîmes s'écarter, mouvement extraordinaire au milieu de l'afflux et qui devait le distinguer.

— Hé! l'homme, cria Létuvé étonné, tu n'as donc pas le gosier sec?

Il ne sourcilla pas.

— Tu te sauves, malappris!... Regardez-moi ce gueux qui fait fi de mon cidre!

Un rire courut. Voyant le colloque du goût de l'assemblée qui s'était retournée, il persista.

— Holà! sourdaud! c'est donc qu'une jeunesse t'a payé bouteille que tu dédaignes le jus de mes pommes?... Il ne s'arrêtera pas, l'entêté!... Montre-nous ta figure, au moins, on ne voit que ta barbe!

— C'est le Juif errant! clama-t-on.

L'idée lui plut et il continua, encouragé par les ricanements :

— C'est le Juif errant! C'est lui-même!... n'empêche qu'il ne veut pas m'entendre quand je lui offre à boire... C'est trop fort, mais il va m'échapper! Attends un peu : qu'on me passe un verre plein.

Une main lui tendit ce qu'il demandait et il courut à l'inconnu qui, brusquement, s'arrêta à son approche.

L'hôtelier lui mit le verre sous le nez.

— Tiens, bois.

L'invité recula d'un pas, et répondit d'un ton bref :

— Je n'ai pas soif.

— Pas soif, le Juif errant... Vous croyez ça, vous autres? fit-il en s'adressant à ses clients hilares; non, n'est-ce pas!... Que tu n'aies pas soif pour moi, Létuvé, qui suis maître du relais, d'accord! que tu n'aies pas soif pour Clermont, possible! que tu n'aies pas soif pour la Saint-André, je le veux bien!... Mais, je te forcerai bien à avoir soif pour quelqu'un, mon gaillard!

Nous nous étions approchés de très près et il s'était fait un silence.

— Tu vas boire pour le roi, conclut gravement le braillard en se découvrant.

L'homme lui arracha le verre et le brisa sur le pavé.

Il y eut une stupeur, puis un cri :

— A la garde!

Et, en une seconde, l'hôte et toute sa bande furent sur lui, vociférant, criant, hurlant, déchaînant ce scandale inouï dans la foule de la foire qui allait s'émouvoir de proche en proche et grossir l'affaire jusqu'au tumulte.

A cet instant, il passa dans les yeux de l'oncle une lueur fauve, ce feu des résolutions dures d'autrefois alors qu'il chargeait pour enlever un ouvrage ou qu'il s'enfonçait dans les carrés sans autre souci que de frapper : il troua la meute des forcenés et se trouva, en quatre coups de coude, aux côtés du malheureux qui commençait à être fort à l'étroit; moi, je l'avais suivi, bousculant à son exemple.

1. Voyez la *Revue* du 2[illegible] juin 18[illegible].

Ils firent trêve un moment.

— Monsieur Vibert... Monsieur Vibert!...

— Qu'allez-vous faire? tonna-t-il d'une voix de commandement.

Allongeant leurs poings, ils se hâtèrent :

— Le mener au maire!

— Non, là-haut à la prison!

— Oui! oui! à la prison!

— Il faut qu'il voie le juge d'abord, ça fera la promenade plus longue!

A bout de souffle, le patron des *Deux-Épées* épilogua :

— La canaille! il a insulté Sa Majesté!

— Vous êtes tous des sots!... Je vais, moi, le conduire au sous-préfet qui l'interrogera.

Et il prit l'homme par le poignet pour le faire marcher avec lui.

Des murmures éclatèrent : ce n'était pas le compte des *ultras* accourus en hâte et auxquels on ravissait une belle occasion d'afficher leur dévouement au Prince. De ceux-là étaient Dizambourg l'horloger, Poilleux le cafetier, et le suisse de Saint-Maclou et d'autres encore... Alors l'oncle, qui avait recouvré son calme, ajouta froidement, à leur adresse :

— Quel est celui qui doute ici de ma parole?

On se tut.

Noyés dans le rassemblement qui s'épaississait toujours plus, nous fîmes cent pas dans la rue de Condé, pour nous engager sur la droite dans un court et sombre cul-de-sac au fond duquel se dressait le massif appareil d'une porte Louis XIV; un guichet s'ouvrit, se referma, et nous nous trouvâmes dans la cour de l'hôtel de la sous-préfecture, laissant hors la cohue inquiète.

Au bout du damier des pavés herbeux autour duquel s'ordonnaient les deux ailes basses et la façade de la demeure, au haut d'un perron de trois marches, quelqu'un nous attendait, prévenu de tout ce bruit et visiblement impatient : le sous-préfet lui-même.

Il nous fit signe d'approcher, nous introduisit dans son cabinet situé au rez-de-chaussée, et, interpellant le portier qui nous suivait :

— Vous fermerez le vestibule et ne laisserez approcher qui que ce soit, sous aucun prétexte. Si l'on vient de la part de M. le procureur ou du lieutenant de gendarmerie, faites attendre; je n'entends être dérangé et sonnerai si j'ai besoin.

Cela dit, il fit jouer le pêne de la serrure et alla s'asseoir devant un large bureau rehaussé de cuivres dorés, surchargé de papiers, de livres et de cartes.

La vaste pièce où nous étions commençait à s'emplir d'ombre, malgré les deux hautes baies qui donnaient sur les jardins et que voilaient des guipures légères ; on distinguait peu les tableaux et les gravures appendus aux murs : seuls, les coussins vieil or des fauteuils et des chaises se détachaient dans cette indécision où la haute glace de la cheminée jetait un large éclair blafard, lueur glabre dans laquelle se dessinaient vaguement nos silhouettes.

Nous étions restés debout et il dévisageait celui que nous accompagnions. C'était la première fois que je me trouvais avec le maître de l'arrondissement, et je le détaillai à mon aise. La tête était fine, très fine, sous une calotte de cheveux gris précoces et ras, une tête qu'eût coiffée admirablement la perruque poudrée, et partout, sur sa physionomie, se lisaient ces signes de race, aux lèvres, au pli des narines et des paupières; et tout, jusqu'à la coupe de son habit à haut collet et, je ne sais quelles ressouvenances du costume de l'ancienne cour, tout ajoutait à son grand air. Je le savais comte, comte de Tarcy et de très vieille famille ; mais j'ignorais qu'il fût si complètement gentilhomme.

Il se décida, après un dernier regard sur l'inconnu qui se tenait, impénétrable, le bord de son chapeau sur les yeux, semblant, depuis la malencontreuse parole, inconscient de ce qui se passait autour de lui.

— Je vous remercie, monsieur Vibert, du bon office que vous venez de me rendre; je sais déjà l'affaire dans ses moindres détails, et vous me voyez tout à la fois heureux... et étonné. Je ne m'attendais pas à ce zèle de votre part. Serait-il donc vrai qu'on ne meurt pas dans l'impénitence finale?

Le forestier se mordit les lèvres.

— Pardonnez-moi, monsieur le comte, on ne change guère de catéchisme à mon âge!...

— Alors, je ne dois voir en vous, reprit le fonctionnaire piqué, qu'un bourgeois ami de l'ordre et qui, en dehors de toute autre considération, a empêché, par sa présence d'esprit, des cris trop continus et un attroupement trop violent?

— Absolument.

— Je le regrette!... Je ne vous en remercie pas moins, car je sais la balourdise de tous ces gens : ils arrivent vite à ce point où on ne les arrête plus... Mais vous pouvez vous retirer avec votre neveu, j'interrogerai seul ce misérable.

A ce mot, l'homme trembla de tous ses membres.

L'oncle ne bougea pas.

— Je vous demande la faveur de rester, fit-il simplement.

J'écoutais avec une anxiété croissante : cette rencontre, cet intérêt, cette protection là-bas, cette sollicitude ici, je le sentais entraîné vers un but périlleux et fatal, et j'avais sourdement peur, devinant qu'au fond de tout cela gisait une énigme qu'il ne voulait pas qu'on déchiffrât.

— Rester? Et en quelle qualité? reprit le sous-préfet. Est-ce comme défenseur? Attendez au moins que l'instruction soit close.

— Non comme défenseur, mais pour aller jusqu'au bout de la tâche que j'ai assumée il y a un instant. De même j'ai tiré cet homme des mains de la foule imbécile, de même je tiens à vous apprendre qu'il est un aveu essentiel que vous n'obtiendrez pas de lui, que moi seul peux vous faire et qui atténuera la faute qu'il a commise.

— Dites l'attentat, Monsieur... Mais, prenez garde! Vous paraissez prendre à ce vagabond un intérêt très grand; si votre caractère ne m'était pas connu, cette insistance pourrait ressembler fort à de la complicité, étant donné vos sentiments.

— Je n'ai pas peur que vous vous mépreniez.

M. de Tarcy réfléchit un moment, puis répliqua :

— Je vous accorde cette faveur. Parlez.

A l'encontre de sa résolution ordinaire, l'oncle se recueillit un instant ; puis, comme ayant pesé sa déposition, commença :

— Cet homme est un de mes bûcherons, qui a, de naissance, l'esprit troublé. C'est un *simple*, comme on dit dans nos campagnes, travaillant un mois, deux mois, puis me quittant sans raison pour aller, je ne sais où, dépenser son gain. Il revient dans les coupes quand il n'a plus le sou, reprendre la cognée. Vous avez devant vous presque un irresponsable qu'il serait cruel de frapper comme un conscient.

— Et vous l'appelez?

— Jean.

— Ce n'est pas un nom.

— Je ne lui en connais pas d'autre.

— On trouverait sur vos livres trace de ses salaires?

— Je n'en suis pas bien sûr, car je marque, d'ordinaire, sous une seule rubrique, la paye de mes ouvriers.

— Mais ses camarades le connaissent et pourraient certifier votre dire, au besoin?

— A cause de sa faiblesse d'esprit je l'emploie surtout seul, à éclaircir des tailles, par exemple, ou à refendre les culées abandonnées.

— Les gardes l'ont aperçu au moins?

— Il doit y en avoir.

Le sous-préfet se leva, très pâle.

— C'est parfait, monsieur Vibert, et bien imaginé;... mais, votre bûcheron n'a même pas les mains calleuses...

Je regardai l'oncle avec stupeur : il venait de mentir.

Lui, déconcerté se taisait, cherchant une réplique; l'homme semblait toujours étranger à la scène.

— Allons! J'avais raison tout à l'heure de vous avertir! Vous n'avez pas voulu m'entendre; maintenant, quelque pénible qu'il soit, je vais faire mon devoir.

Et il se dirigeait déjà vers la cheminée, pour tirer le cordon de la sonnette, quand une voix impérative le cloua sur place :

— Arrêtez!

Nous sursautâmes : l'inconnu parlait.

— Oui, j'ai assez des mensonges, des ruses, des insultes et des outrages, et je ne veux pas, entendez-vous, je ne veux pas qu'un innocent se compromette pour me sauver!... Revenez à votre place, Monsieur, et prenez des notes pour votre rapport : je vais vous dire qui je suis.

Il y avait une telle autorité dans sa parole, qui tombait martelée comme un ordre, que M. de Tarcy obéit, dominé. L'oncle s'était jeté sur les coussins d'une chaise longue et moi, appuyé au mur, tout à fait oublié, je respirais à peine.

Il n'était jusque-là sorti de son immobilité.

Quand il nous vit ainsi qu'il le désirait, d'un geste brusque il enleva son feutre, détacha la longue barbe qui vola par la pièce, et, d'un mouvement superbe, relevant une tête énergique, pleine d'audace, de fierté et de fièvre, il s'écria :

— Écrivez! Vous avez devant vous Michel-Antoine Lheurin, colonel de cavalerie et baron de l'Empire.

Il faut avoir vécu de tels moments pour se les figurer : le sous-préfet frémit convulsivement, son œil se dilata, fou, hagard de surprise terrifiante : moi, je me croyais le jouet d'une hallucination; pourtant, ce grand corps était là, devant moi et s'était redressé sous ses haillons, en une habituelle et magnifique prestance.

— Ah! vous n'attendiez un tel séditieux, n'est-il pas vrai?... Je sais qu'il est parvenu à la chancellerie des pièces authentiques affirmant que j'ai été tué par une sentinelle sur les glacis du fort de Ham, en tentant de m'échapper la veille de mon exécution, la nuit du 20 novembre 1815... Comment m'a-t-on manqué, pourquoi le commandant du fort m'a-t-il couché mort dans sa lettre au ministre, cela importe peu aujourd'hui : je suis officiellement mort, bien mort et vous ne pouvez me tuer deux fois.

— Peut-être! répliqua M. de Tarcy avec un incroyable effort sur lui-même, tout en saisissant fébrilement, parmi ses papiers, un petit carré imprimé. Écoutez plutôt, — et il lut : « Loi sur la liberté individuelle. Tout individu prévenu de complot ou de machinations contre la personne du Roi, la sécurité de l'État ou les personnes de la famille royale, pourra jusqu'à l'expiration de la présente loi et sans qu'il y ait nécessité de le traduire devant les tribunaux, être arrêté et détenu... » Le conseil du roi statue seul, Monsieur, sur votre cas. Or vous venez de commettre un crime de lèse-majesté au moment

où des menées qu'on croyait à jamais éteintes se ravivent et menacent le pouvoir existant... Après l'affaire des Patriotes, le complot de Bordeaux, la conspiration de l'Épingle Noire, l'assassinat de Mgr le duc de Berry, voilà que nous venons de découvrir une nouvelle conspiration bonapartiste; que venez-vous faire en France sous ces guenilles, vous; le flétri!

— La flétrissure n'existe qu'autant qu'on reconnaît ses juges. Les miens, je les dénie. Je suis toujours, quoique vous en ayez, colonel, baron et commandeur de l'ordre dont vous portez la croix de chevalier.

— Avant que la Cour prévôtale ne vous traduise à la barre, ce sont vos pairs qui vous ont dégradé, rayé des cadres et des contrôles!

Le baron eut un rire terrible.

— Mes pairs!... Mes pairs! Dites des renégats, des infâmes et des parricides! Des consciences s'effritant au premier souffle du malheur, des courages se vendant dans l'ombre, des hommes trafiquant de leur honneur et de leur gloire pour un peu d'or, à l'heure sainte de la défaite, alors que le Maître tombe, les marchandages hideux au milieu des ruines et de l'effondrement! Pourquoi évoquez-vous ces hontes?... Mes pairs, Bellune, Lauriston, Bordesoulle, maréchaux de Friedland, colonels d'Austerlitz, celui-là qui fut chef suprême de la Garde et qui vieillit capitaine de mousquetaires gris!... Reconnaître l'arrêt de ces misérables accolés à la valetaille des intendances et à la pleutrerie des maréchaux de camp, émigrés qui se sont battus contre la France et que la France a battus! Jamais.

Le questionneur lui porta ce coup droit :

— Cependant, vous conspirez.

— Moi!

— Oui. Votre présence ici, sous ce déguisement, ne le prouve que trop.

— Je suis de ceux qui croient qu'une coterie seule serait impuissante à renverser le Bourbon, et je ne conspire pas.

— Je sais, au reste, la contrée tranquille et trop attentionnée à réparer les ruines causées par votre empereur, pour écouter d'une oreille favorable les fauteurs de désordre et les agitateurs... et je vous crois, Monsieur.

— Non, ce n'est pas par le vouloir de quelques-uns, mais bien par le vouloir de tous que l'œuvre s'accomplira; vous-même avancez l'échéance. Dès que l'accalmie semble se faire, qu'on peut croire le monstre enfin repu du sang de la dernière saignée, ce sont de nouvelles proscriptions et de nouvelles mesures. Vous n'énerverez pas en vain et ne terroriserez toujours impunément le peuple, — Louis-Stanislas-Xavier, comte de Lille, reprendra une dernière fois le chemin de Gand, chassé par la Nation entière.

Le sous-préfet laissa passer la bourrasque et revint, tenace, à sa question :

— Alors, pour quelle cause vous trouvez-vous ici, sous cet accoutrement?

Le colonel répondit, après un court silence :

— Pour des affaires complètement étrangères à la politique... et qui ne relèvent pas de vous.

— Elles sont graves, à ce que je vois.

— Très graves, répliqua-t-il avec une intonation basse qui faisait pressentir que, bientôt, il n'allait plus parler.

— Si importantes, insista-t-il, que vous n'avez pas craint de sortir de votre retraite et de risquer votre vie, que vous savez à la merci d'une indiscrétion ou d'une reconnaissance...

— Si importantes que j'ai bravé cela, m'humiliant sous cet habit infâme, allant nu comme un mendiant afin d'éviter les geôles de vos policiers et de faire la route sans être inquiété, me montrant en certaines villes pour me créer des alibis... J'ai été maladroit à Clermont, je l'avoue et je le regrette.

— Et si je vous demandais les raisons supérieures qui vous ont déterminé, me les tairiez-vous?

— Oui, Monsieur.

Alors une conviction vint à celui qui interrogeait.

— Si, réservant l'insulte faite au nom sacré du roi, je consentais à ne pas me souvenir que vous êtes celui que, d'un mot, je peux livrer au peloton d'exécution, je ne respecterais pas davantage l'incognito que la terrible sentence rend presque inviolable; car j'ai devant moi...

Les yeux du baron s'emplirent d'angoisse, une sueur froide lui coula aux tempes; et, oppressé par une crainte affreuse, il murmura :

— Prenez garde, Monsieur, à ce que vous m'allez dire.

Froidement l'autre acheva :

— ... J'ai devant moi l'assassin du marquis d'Angiliers.

— Malheureux!

M. de Tarcy s'était levé; mais l'oncle avait bondi entre les deux hommes, s'écriant :

— M. d'Angiliers a été tué en duel!

— Dans un duel sans témoins...

— Dans un duel loyal, dans un combat que j'ai réglé moi-même et qui s'est passé selon les règles immuables de l'honneur; c'est moi Rémy Vibert qui vous l'affirme!...

Le colonel l'interrompit.

— Ne voyez-vous pas qu'on va vous retenir avec moi?...

— Que m'importe! nous nous sommes conduits en officiers de notre temps, il faut qu'on le sache, je dirai tout... quitte à payer ma franchise le prix qu'on voudra!... Donc, monsieur le comte, je traversais

les futaies de Froidmond, quand je fus accosté par le colonel sous cet habit. Il se fit reconnaître, m'apprit qu'il tenait la forêt depuis plusieurs jours et me pria de le suivre, tout de suite, à quelque distance, me demandant seulement d'accourir à son premier appel. Nous parcourûmes ainsi la route de Boulincourt, le chemin des Plaideurs et la route de Hermes, sur laquelle il rencontra un chasseur. Il causa quelque peu avec lui, puis me héla. Il venait de s'aboucher avec M. d'Angiliers et tous les deux avaient décidé de se battre immédiatement, s'en remettant à moi pour régler la rencontre dans tous ses détails, sous cette condition expresse, formelle et acceptée par les deux parties, que des balles devaient être échangées sans nombre, jusqu'à ce qu'un des adversaires restât sur le terrain... Je choisis le carrefour de la Croix-Grand-Jean dont nous étions proches, poussai vivement une pointe dans chaque chemin, revins charger les pistolets du colonel que le marquis avait acceptés, et, les places ayant été tirées au sort, les combattants m'ayant dit leurs dernières volontés, je donnai le signal. A la première balle, M. d'Angiliers tomba pour ne plus se relever... Voilà, sur ma foi de soldat, la vérité entière.

Il s'arrêta, anxieux.

Il y eut un répit, un de ces répits lourds où se fixent les destinées.

— Le secret que je ne voulais vous dire, prononça le baron avec une mélancolie soudaine, vous l'avez arraché, Monsieur, à l'unique témoin de la rencontre : je vous demande de l'oublier, le repos de celle à qui j'ai donné mon nom en dépend. J'ai écarté d'elle un malheur affreux... elle me sait vivant... je l'ai revue ; elle a cet espoir fou qu'un jour nous pourrons être encore l'un à l'autre, elle m'a laissé repartir, surmontant ses tristesses, confiante en ma parole, sachant que loin d'elle je veille quand même... et elle a accepté de vivre, forte contre l'avenir, attendant un temps heureux où je pourrai rentrer dans ma patrie, le front haut, comme il sied à un bon serviteur...

Il me sembla qu'il allait chanceler : ce fut très court et il se ressaisit.

— Je vous en prie, Monsieur, décidez vite ! et quoi que vous ordonniez, n'oubliez pas que c'est le gueux de tout à l'heure que vous allez livrer, — il le faut qu'elle m'attende toujours !... Mon exil est fini, calvaire des jours sans elle, les froides veilles aux pensées torturantes, ce honnissement des hommes et des choses que je sentais sur moi et que je supportais dans l'espoir de cette aurore, tout cela se brise là, près d'elle, en ce petit Clermont qui vit nos noces...

Et sa superbe s'acheva dans ce sanglot :

— Pourquoi n'ai-je pas voulu du sort de Michel Ney...

Il étouffait. Celui-là qui n'avait pâli dans le culbutis des charges, que le navrement des retraites avait trouvé stoïque et fort, était maintenant prostré sur une chaise, les bras morts, son grand corps écroulé, la poitrine secouée de spasmes brusques, l'œil noyé de larmes qui coulaient entre des mots vagues, balbutiés, qui semblaient s'arracher avec un peu de sa chair.

Le comte s'était approché de la fenêtre et l'avait ouverte lentement.

La nuit était tout à fait venue, une belle nuit étoilée de novembre avec une lune amie et douce, épandant de l'argent sur les branches des arbres, sur les herbes des pelouses, sur les pampres échevelés et meurtris des vignes qui descendaient, coupées de haies, en terrasses lentes jusqu'aux chaumes de Gencourt, tapis au fond de la vallée, dans les brumes.

Alors, allant au colonel, et étendant la main vers cette sérénité et ce silence, M. de Tarcy lui dit :

— Allez, Monsieur, vous êtes libre !... Il y a d'autres lois que celles que font les hommes ; à les suivre, le devoir est plus haut et l'honneur est plus grand.

Et les trois hommes, qui s'étaient rapprochés, s'étreignirent.

Tandis que le proscrit fuyait par les campagnes désertes, nous rejoignions la foule, grossie de la ville entière, qui attendait impatiente, houleuse et très montée, l'épilogue de l'aventure. Au premier rang étaient Létuvé, Dizambourg, et le suisse, et Poilleux, et tous les gros électeurs que contenaient à peine les gendarmes, à bout d'explications et de patience.

Quand on vit le sous-préfet seul avec mon oncle et moi, un frémissement profond courut dans les rangs pressés, et un cri s'échappa en même temps de toutes les poitrines, énorme, impérieux, mauvais :

— Le mendiant !

M. de Tarcy s'avança, se jouant bellement de la horde méchante ; et, avec un grand air que je n'oublierai jamais, ayant aux lèvres un sourire où perçaient son dédain et sa raillerie, il leur lança de sa voix mordante :

— Mes amis, vous aviez raison : c'était le Juif errant !

Ils le crurent.

Virgile Josz.

THÉATRES

Théâtre d'amour (1), de M. Georges de Porto-Riche : *la Chance de Françoise, l'Infidèle, Amoureuse, le Passé.*

J'ai parlé, dans leur temps, de chacune des pièces qui forment le *Théâtre d'amour* de M. Georges de Porto-Riche. Je risque, en vous en reparlant si tôt, de répéter une partie, au moins, de ce que j'ai déjà dit. Mais ne vaut-il pas mieux se répéter que se contredire? Je viens de relire, avec un plaisir extrême, ces comédies pleines de substance savoureuse. Et je voudrais chercher de quoi est faite cette substance, et d'où lui vient sa saveur très particulière.

Ce qui frappe d'abord, dans le théâtre de M. de Porto-Riche, c'est la force invincible et souveraine de l'amour. Pour lui, l'amour est vraiment une maladie, incurable. Il s'abat sur l'humanité, comme la misère sur le pauvre monde, frappant au hasard, s'emparant des plus nobles comme des plus indignes. Il tombe, comme la foudre ; les victimes ne meurent pas sous le premier choc, mais elles restent « possédées » pour la vie. On peut se défendre, lutter, se débattre : on peut le tenter, tout au moins. On n'échappe pas. Il y a des lois sociales, on les brave ; des lois morales, on les néglige. Rien, absolument rien ne vaut contre l'amour. L'indignité même de l'objet n'est pas un obstacle ; Françoise adore Marcel : il est égoïste, veule, vaniteux, léger, incapable de tendresse, d'énergie, de sacrifice et de fidélité ; qu'importe, Françoise l'adore, et l'adorera toujours : « Je ne suis, dit-elle, qu'une petite bête qui aimera le même homme toute sa vie. » Germaine adore Étienne (*Amoureuse*) ; il est las d'elle et de sa tendresse : souvent féroce, il n'a pour elle que des accès de passion physique dont il se venge par des mots abominables ; qu'importe, elle l'adore, et, dans son langage pittoresque : « Te quitter? Oh ! ça, jamais, n'y compte pas, mon ami... Quoi que je fasse, quoi que tu fasses, je resterai là, dans ton existence, dans ta maison, à tes côtés, toujours, quand même, comme un petit crampon »... Enfin, vous vous rappelez quelle femme admirable est Dominique Brienne (*le Passé*) ; fière, loyale, intelligente, elle a souffert tout ce que peut souffrir une âme tendre et généreuse. François Prieur l'a martyrisée dans son cœur et dans sa chair, trompant son amour, profanant ses intimes pudeurs ; qu'importe, elle l'aime ; brutalement lâchée, elle le retrouve, et dès qu'elle l'a vu, elle manque de défaillir ; elle l'attend comme la fiancée du *Cantique des Cantiques* attendait son époux : « Qu'il vienne, qu'il se hâte, puisqu'il doit venir !... Je ne pourrai pas le voir sans l'adorer... Il fera de moi ce qu'il voudra... Je lui appartiens, je suis perdue. »

Un amour de cette sorte ne peut être qu'un amour physique. Les personnages de M. de Porto-Riche sont trop intelligents pour ne pas y ajouter certaines « complications sentimentales ». Mais leurs cœurs et leurs cerveaux leur servent surtout à parer les exigences de leur sensualité. La caresse, le baiser, l'approche même, voilà de quoi faire oublier toutes les perfidies, toutes les infamies. Les lèvres peuvent se salir à proférer des paroles cruelles, le baiser, — et c'est ici qu'il faut donner au mot toute sa force ! — le baiser suffit à les purifier !... Je ne sais qui, pastichant le mot célèbre, définissait l'amour « le contact de deux épidermes et l'échange d'un nombre beaucoup plus considérable de mauvais procédés ». L'amour, dans le théâtre de M. de Porto-Riche, n'est qu'une étreinte passionnée, interrompue, souvent, par des sévices et injures graves. Le plaisir semble en être le souverain unique et absolu. « On se passe plus volontiers de bonheur que de plaisir », dit Françoise. Et un personnage du *Passé* est plus explicite encore : « Le plaisir est le secret de la fidélité. »

Chose à noter, ces possédés, chez M. de Porto-Riche, sont presque uniquement des femmes. J'excepte Françoise si l'on veut ; son amour, aussi invincible que celui des autres, est plus sentimental : elle se résigne à n'aimer que Marcel, à l'aimer toujours et quand même ; mais le mot par où elle se résume est plus touchant que frénétique ; comme son mari la plaint de n'être pas heureuse : « Je ne me suis pas mariée pour être heureuse ; je me suis mariée pour t'avoir. » — Mais vous vous rappelez de quelles flammes brûle Germaine durant les trois actes d'*Amoureuse*. Et, si François Prieur flambe, un moment, à l'égal de Dominique, sa passion, à coup sûr, ne saurait se comparer à celle de son ancienne maîtresse.

Cela est-il vrai, en général? Je l'ignore. Et, s'il faut se garder d'être affirmatif, c'est surtout en ces matières délicates. Il est certain, du moins, qu'une telle passion, s'emparant d'une femme, exerce sur elle une influence et des ravages infiniment plus considérables. Par suite, le contenu tragique du drame, si l'on peut dire, sera infiniment augmenté. Et cela suffit à donner raison à M. de Porto-Riche.

Cette indifférence des hommes, indifférence très relative, se rattache à cette idée de l'amour que j'essayais de résumer en commençant, et qui semble ressortir du théâtre de M. de Porto-Riche. — Je disais que, pour l'auteur d'*Amoureuse*, l'amour est une force invincible, irrésistible, absolue et souveraine ; non pas indépendante de son objet, mais presque impersonnelle par ceci, que les « qualités » de l'être aimé n'y participent guère. Je ne jouerai pas à

1 Chez Paul Ollendorff.

M. de Porto-Riche le mauvais tour de prétendre que nul, avant lui, n'eut pareille conception de l'amour : c'est un peu celle de Spinoza, abstraction faite de l'idée de « l'espèce » ; c'est celle qui a créé le mythe de l'amour aveugle. Mais cette conception, nul assurément ne l'a traduite avec plus de plénitude et de puissance que lui.

Quoi qu'il en soit, cette conception explique fort bien l'indifférence de ces hommes d'amour. Du moment que l'amour ne dépend pas des qualités de l'homme aimé, il faut qu'il ait une autre cause ; et cette autre cause, c'est le mystère, c'est le « don ». Le Grand Chorège a décidé que tel homme plairait aux femmes. Cet homme peut d'ailleurs préférer le travail ou le repos aux bonnes fortunes : il peut au contraire, et comme le don Juan de Musset, poursuivre un idéal à travers mille formes décevantes. Qu'il soit rassasié ou ardent, calme ou passionné, il plaira. Je parlais de la foudre ; le feu du ciel l'a touché ; il plaira jusqu'à la vieillesse, il plaira jusqu'à la mort. Sans doute, et le plus souvent, cet homme sera incliné vers l'amour, parce qu'on aime toujours ce qu'on fait avec succès : parce que ces succès sont les plus flatteurs de tous, étant les plus enviés ; parce qu'enfin, ils sont agréables, en eux-mêmes d'abord, et par l'illusion qu'ils donnent de qualités morales tout à fait indifférentes en l'espèce.

Mais voici où commence le malentendu. De ces hommes qui n'ont que « le don », qui plaisent comme ils respirent, comme le soleil brille et comme les fleurs embaument, de ces hommes, les femmes exigent toutes les vertus qu'elles leur prêtent. De ce qu'ils plaisent, elles concluent qu'ils ont voulu plaire ; et des mérites qu'elles leur attribuent par vanité, elles prétendent faire des devoirs. Elles sont convaincues que seul pourra les séduire un homme accompli. Celui-ci les a séduites ; il faut donc, bon gré mal gré, qu'il soit accompli ; et chaque fois qu'elles constateront l'absence d'une vertu, elles croiront à une trahison.

Les « hommes » de M. de Porto-Riche ne sont ni meilleurs ni pires que la plupart. Écartons pour un instant François Prieur, qui a quelque chose du don Juan inquiet rêvé par Musset (« Enfin je la tiens, cette émotion que j'ai cherchée toute ma vie !... » etc.), Marcel et Étienne ne sont pas précisément méchants ; ils sont surtout... comment dirai-je ?... Ils sont surtout étonnés d'être tant aimés. Leur étonnement se manifeste d'une manière différente, parce que leurs natures ne sont pas pareilles ; Marcel est incertain entre son désir de conquêtes, et son affection pour Françoise : il croit bien qu'il ne l'aime pas autant qu'il en est aimé ; il croit, mais il n'est pas sûr, et il l'avoue avec une ingénuité cruelle ; contant à Françoise ce qu'il éprouve en la retrouvant le soir, il dit : « Est-ce de l'amour, ça ? *Tu dois le savoir, toi qui t'y connais.* » Étienne est plus féroce, ou, pour mieux dire, plus violent. C'est que cet homme « doué » est aussi un travailleur ; il aime la science plus passionnément qu'il n'a jamais aimé les femmes ; il n'est vraiment heureux qu'à sa table, avec ses livres ; ses jours les plus fortunés sont ceux qu'il passa jadis avec Catherine Villiers, la cocotte qui « ne peut vivre que maritalement ». Elle apaisait ses sens et ne troublait pas ses travaux, elle lui faisait une cuisine loyale et surveillait son linge : et tel était l'idéal de ce don Juan. Il est excédé, exaspéré par la passion envahissante de Germaine. Surtout, il ne comprend pas. A travers tout ce qu'il dit à sa femme, cette pensée apparaît : « Que t'ai-je fait, pour que tu m'aimes comme cela ?... » Et François Prieur, lui-même, parlant à la petite Mme Bellangé : « Comment pouvez-vous tenir à un ami si imparfait ? »

Vous le voyez, c'est partout l'étonnement qui domine ; inquiet dans *le Passé*, résigné dans *la Chance de Françoise*, exaspéré dans *Amoureuse*, c'est toujours l'étonnement.

Et peut-être ceci ferait-il juger plus sainement les personnages hommes de M. de Porto-Riche. On leur a reproché leur fatuité. J'admets qu'ils en aient quelque peu. Mais c'est plutôt de la confiance, de l'assurance, si vous voulez. Ils ont cette certitude qu'ils ne cesseront jamais d'être aimés ; mais ils ne l'ont que parce qu'on la leur a donnée (rappelez-vous seulement les deux phrases de Germaine et de Françoise, citées plus haut) ; ils croient à la fidélité, à la constance de leurs femmes, mais ils y croient comme à un fait dont ils ont chaque jour la preuve matérielle. Et, chose digne de remarque, ils n'en tirent aucune vanité ; exaltés, troublés ou résignés, ils n'attribuent pas l'amour qu'ils inspirent à leur beauté, à leur intelligence ou à leur habileté. Ils le constatent, et ils s'en étonnent. Où voit-on là de la fatuité ? Ne serait-elle pas surtout chez ceux qui n'admettent pas qu'un homme soit aimé avec cette plénitude, et qui, développant à l'excès le précepte évangélique, n'aiment pas qu'on fasse aux autres ce qu'on n'a pas fait à eux-mêmes ?... Il faut tout croire, en amour : même et surtout l'invraisemblable.

... Donc l'amour tout-puissant, une femme passionnée à l'infini, vis-à-vis d'un homme las, indifférent, et surtout étonné de la passion qu'il inspire, tel est, à peu près, le thème développé dans le théâtre de M. de Porto-Riche. Dira-t-on que « c'est toujours la même chose » ? Admirons ceux qui veulent du nouveau, n'en fût-il plus au monde. Sans invoquer La Bruyère, qui déclarait il y a plus de deux siècles que tout avait été dit déjà, considérez que ce thème est aussi celui de presque tout le théâtre de Meilhac, et rappelez-vous, on nous l'affirme, que Racine n'a jamais traité qu'un seul sujet.

... Ce que j'ai à dire encore sur le *Théâtre d'amour* dépasserait de beaucoup les limites de cet article. J'ai tenté de vous montrer aujourd'hui ce qu'il contenait. Je tâcherai de vous faire voir la semaine prochaine sa rare valeur.

***

Encore un volume : *Beethoven et Wagner*, par M. T. de Wyzewa. Celui-ci aussi, je me borne à le signaler, bien décidé à vous en reparler ces vacances. Quelle saison que l'été! On peut ne parler que de ce qu'on aime!

JACQUES DU TILLET.

LE « DROIT AU BONHEUR »

POUR LES FEMMES

Qui n'a entendu les femmes du peuple, vouées par l'absence de l'homme dans la famille, son inconduite ou l'insuffisance de son gain, aux besognes mercenaires, parler de l'une des leurs dont le mari pourvoit à tout :

— Celle-là est heureuse! disent-elles. Elle n'a rien à faire que son ménage!

Et la mégère de Shakespeare finit elle-même par le reconnaitre : le bonheur pour la femme, autant qu'il en est en ce monde, est de rester au logis à filer la laine, « tandis qu'un homme prend soin de sa personne et de son entretien ».

Cette opinion passait depuis les siècles des siècles pour une vérité de sens commun inutile à démontrer. Les réformateurs modernes de la condition féminine l'ont remise en question. Ils reconnaissent que la femme trouve auprès du foyer, mieux que partout ailleurs, la sécurité matérielle. Mais sa dignité morale y est sacrifiée. Et l'heure est à la dignité morale. Sans dignité point de bonheur.

On l'a dit aux femmes de toutes les façons dans les livres, au théâtre et jusque dans les chaires enseignantes. Après *Lélia* et avant la *Vassale*, au Collège de France même, un professeur déclarait qu'à toute femme même mariée, même riche, le travail professionnel seul pouvait donner le sentiment de son utilité, de sa liberté, du développement de ses forces dans une activité intelligente, en un mot de sa dignité d'être humain. L'affirmation témoigne d'une sollicitude touchante; il n'est pas bien difficile de prouver qu'elle est, comme on aurait dit autrefois, un « pur zèle » de ses auteurs. Nulle tâche féminine n'est plus hautement utile et libre, ne contient des éléments plus variés et plus intéressants d'activité que celle de mère de famille et de maîtresse de maison.

Certes l'œuvre de la femme au foyer est utile. Demandez à Rousseau. Il n'a point commis la faute du philosophe romain qui délègue aux femmes les soucis domestiques sous prétexte qu'ils sont « vils et abjects » et indignes de l'homme. Jean-Jacques, fidèle à son système de produire le bien par le mal, en appelle à la vanité d'Ève pour obtenir d'elle l'accomplissement de son devoir. Il consacre les soins les plus humbles ou les plus puérils comme un sacerdoce. Souvenez-vous, Madame, en composant le menu du déjeuner, que vous coopérez à l'œuvre divine par l'entretien de la créature; que si, par hasard, la nécessité vous oblige à préparer vous-même les aliments, vous assumez une responsabilité plus directe et plus haute encore; songez, en débarbouillant vos fils, que vous disposez en eux des générations futures; n'oubliez pas, en agrafant les trente-six crochets de votre robe, que l'élégance de l'aspect féminin est un des charmes nécessaires pour maintenir les humains en société civilisée; et ne vous mettez pas en route pour aller voir une amie sans vous dire que vous travaillez activement au bien de cette société. Jean-Jacques, pour assurer l'effet de son procédé, n'exagère point cependant l'importance des devoirs qu'il vante. La femme dans la famille, cela tombe sous le sens, a bien charge de vie et d'âme.

Elle y est aussi plus vraiment libre que dans aucune profession. C'est là, et là seulement, que ce droit illimité, son droit de femme, considéré jadis par une souveraine comme au-dessus de ses prérogatives royales, lui est reconnu sans conteste. La soumission au mari, inscrite au code, est, comme on le sait, de théorie pure. Le *Pont aux ânes*, cette vieille farce du moyen âge, raillait déjà si plaisamment l'embarras d'un époux à qui sa moitié refusait, mais absolument, obéissance. Pour la dissuader de se croiser les bras tout le long du jour et de tirer, le soir, le verrou de sa chambre, l'avocat de la pièce ne découvrait d'autre procédure qu'une volée de coups de bâton. Le moyen, aujourd'hui, conduirait tout droit le ménage au divorce.

La conscience d'une épouse, en réalité, seule l'oblige. Si nulle punition directe ne peut l'atteindre, si elle ne risque comme chez un patron, ni le renvoi, ni l'amende pour une négligence ou pour un retard, elle sait qu'en se désintéressant de sa tâche elle prépare infailliblement la ruine matérielle et morale de la famille. Avoir pour règle unique sa propre responsabilité, c'est l'absolu de la liberté humaine.

Mais la femme, pécuniairement, n'en reste pas moins dans la dépendance de son mari. N'est-ce pas le comble de l'humiliation que de compter, pour vivre, sur l'argent donné par un autre, qui peut à son caprice le refuser? Il n'est pas de mon sujet de

discuter l'organisation économique du mariage. Je constate seulement que, telle quelle, elle prête là à une éventualité commune à toutes les situations où quelqu'un reçoit de quelqu'un qui paye. Une commerçante vit de l'argent de ses clients, et une doctoresse tout de même. Je ne sache pas qu'elles soient tenues de mourir de honte si on les fait revenir dix fois à la charge pour un règlement. Le mari *doit* à l'épouse, son associée dans l'entreprise du mariage comme disent les économistes, les fonds nécessaires au bon fonctionnement de l'œuvre commune, dans laquelle elle a apporté pour sa part la science du métier : et sa subsistance et son entretien à elle-même rentrent dans ce fonctionnement. Si Monsieur, en associé peu honnête, regimbe devant une note raisonnable de couturière, — je choisis l'exemple à dessein, la dépense en ce cas étant toute personnelle à la femme, — celle-ci se trouve envers lui exactement en même position que dans l'exercice d'une profession envers un débiteur « mauvais payeur » avec qui mieux vaudrait douceur que papier timbré.

Si donc il y a déshonneur à n'obtenir que par persuasion ce qu'on devrait pouvoir exiger, la « fière indépendance » de la vaillante qui gagne sa vie et le « dégradant esclavage » de la femme dans la famille sont choses égales. Mais si, d'un autre côté, il est plus noble de remplir volontairement des fonctions librement acceptées, que d'obéir à des ordres payés, tout l'avantage pour la dignité féminine est dans la seconde condition.

Mais les apôtres du bonheur féminin ont contre cette condition un autre grief : ils ne sauraient lui pardonner d'ensevelir la femme dans l'ennui et l'effacement des soucis vulgaires. En la poussant au travail professionnel ils songent surtout à lui fournir un emploi intéressant de son activité physique et intellectuelle, où, si elle réussit, le succès public puisse la récompenser. Mais cela, l'intérêt le plus varié et même, mon Dieu, l'admiration des peuples, les travaux dans la famille le lui donneront s'il lui plaît.

De concessions en concessions le cercle des occupations où les anciens avaient enserré la femme s'est élargi. Et l'épouse, dans la société antique vouée exclusivement aux soins de la maison et isolée au logis entre ses enfants et ses domestiques, dispose depuis longtemps des avantages réservés alors aux hétaïres : la culture de l'esprit et l'accès de la vie extérieure. Une organisation qui combinerait ces éléments dans un parfait équilibre produirait le genre de vie le plus harmonieux et le plus complet. Mais pour l'ordinaire, il n'en est guère de l'existence féminine comme de l'univers, dont l'ordonnance seule révèle une intelligence souveraine. Et, suivant la condition d'une femme ou ses goûts, certaines occupations empiètent sur toutes les autres. Ce qui se produit le plus souvent, c'est que les soucis matériels l'absorbent trop ; ou bien les obligations mondaines et celles de la toilette qui en découlent l'accaparent. Et voilà comment elle tombe dans l'insultante alternative où l'enferme Proudhon : « Ménagère ou courtisane », la vie de fêtes d'une mondaine ne différant pas même de moitié, comme les mots le disent, de celle d'une demi-mondaine.

Pourtant ni la maison, ni le monde n'ont en soi d'aussi impérieuses exigences.

Si dans les soins du ménage les femmes à condition égale s'en tiennent rarement à ce juste milieu dont parle Montaigne « entre ce soin bas et vil plein de sollicitude qu'on veoid à ceux qui s'y plongent du tout, et cette profonde nonchalance qu'on veoid à d'autres », c'est qu'elles entendent mal le commandement. Une maîtresse de maison méticuleuse gagne rapidement ce que les domestiques appellent par ironie la *manie du plumeau* : « Cela est plus court à faire soi-même qu'à commander », dira-t-elle pour son excuse, si vous la surprenez à s'escrimer tandis que sa bonne la regarde. Il est trop vrai que l'art du commandement, déjà difficile lorsqu'on dispose d'un personnel de luxe formé par tradition ou par apprentissage, devient singulièrement ardu et délicat lorsqu'il s'agit — et c'est le cas le plus fréquent dans la bourgeoisie moyenne — du dressage ou du redressage, pire, hélas ! des domestiques. Presque toujours grandis à la campagne ou parmi le peuple, d'habitudes simplistes par conséquent, ils sont de conception réfractaire à la complication des détails d'entretien et de service. Dorine est partout avec son sans-gêne récalcitrant et trop souvent sans ses qualités de dévouement. On en vient à bout pourtant et l'exemple des maîtresses de maison anglaises, plus intransigeantes par esprit de race sur le formalisme hiérarchique, le prouve. Même avec une seule servante qu'elles aident à peine, elles obtiennent des intérieurs admirablement entretenus et un service toujours correct, souvent élégant.

Le travail d'aiguille a le même danger d'exagération absorbante que la cuisine ou le nettoyage. Je crois inutile, à moins que ce ne soit une nécessité absolue de budget, de pousser à la confection chez soi des vêtements toujours mieux faits par les spécialistes. A quoi bon s'acharner aussi à la fabrication soi-disant artistique des mille et un accessoires de la décoration bourgeoise ? Mieux vaudrait encore le froid parloir de nos aïeules que l'excès de chiffons des salons actuels. Est-ce à dire que le travail manuel doive disparaître de la vie d'une femme. A Dieu ne plaise ! Je pense avec George Sand qu'il est un élément sain et reposant d'activité. Le raccommodage a des vertus inappréciables ; et si l'on peut s'offrir une lingère, j'aime à ce qu'on garde au moins au salon la

place du métier à tapisserie des antiques châtelaines ou de la corbeille à broderie d'Agnès, pourvu que la maîtresse du lieu ne cultive l'un et l'autre qu'avec goût et mesure.

Je la supplie encore de se défendre le pomponnage et le dorlotement excessifs des petits. Il faut de bonne heure, pour eux comme pour la liberté de la mère, habituer les enfants à recevoir les soins de n'importe qui, et le plus tôt possible à se servir eux-mêmes. Et l'école, même pour la première instruction, me semble supérieure à l'enseignement maternel, qui ne doit intervenir que comme une aide ou un complément. Ici encore les mamans françaises, volontiers couveuses, ont à apprendre, de leurs émules d'Angleterre, à leur emprunter un peu de leur détachement apparent de leur progéniture; car c'est des enfants qu'il faut dire : y penser toujours, le leur montrer modérément. Si elles parviennent à rester dans la mesure; si pour commander tout ce qui peut sans dommage être fait par d'autres, elles s'appliquent à un effort persévérant d'autorité, si elles s'instruisent surtout de cette science économique indispensable à l'exactitude des ordres, elles éviteront à leur état le reproche injuste d'abrutir ses victimes en des soins inférieurs, exclusifs. Avec Mme Roland qui fut — nul n'en ignore, elle l'a si joliment dit! — une ménagère émérite, on peut compter que dans une condition moyenne quatre heures par jour suffisent à la conduite d'une maison. Ainsi lestement et intelligemment pratiquée, la *ménagerie*, ainsi que l'appelle un ancien, est intéressante, et elle laisse plus de la moitié des journées aux relations sociales et à la culture intellectuelle qui représentent le progrès dans la situation de la femme moderne.

Mais c'est justement ce progrès qui, pour la moitié du moins, est devenu l'autre abus dans lequel versent les femmes manquant de dispositions naturelles pour le pot-au-feu. Elles se font mondaines à outrance. Elles n'ont plus de temps pour rien que pour visiter, recevoir, courir les endroits de rencontre. La plupart adoptent, pour justifier cette sociabilité excessive, le facile prétexte de l'utilité des relations étendues. Mais ces relations ainsi nécessairement superficielles rapporteront-elles jamais ce qu'elles coûtent, et quel attrait peuvent-elles bien avoir? Une société n'est agréable, et, mon Dieu oui, utile, puisqu'il faut faire en tout cette vilaine part de l'intérêt personnel, que dans des conditions au moins relatives de choix et d'intimité.

Les charmants salons d'autrefois, d'une si édifiante solidarité, étaient des espèces de cénacles où ne pénétraient que rafement des étrangers. Combien en sont loin les rencontres accidentelles des fêtes mondaines, et plus loin encore ce simulacre un peu ridicule du salon bourgeois d'après-midi, presque toujours exclusivement féminin, et sur lequel ne passe pendant des heures pas même l'ombre d'une idée. La vraie forme aimable et aisée des relations bourgeoises, qui disparaît à mesure qu'augmente le faux point d'honneur de l'étalage du luxe, c'est la réunion en des repas intimes et simples, qui permettent les fréquentations des maris ailleurs qu'au cercle, économisent aux femmes des moments précieux de la journée, tout en les rassemblant plus cordialement. C'est à maintenir cette coutume compromise qu'elles devraient s'appliquer, en laissant tout respect humain de côté pour le plus ou moins de faste qu'elles y peuvent déployer.

Ce resserrement des relations, ce serait tout naturellement la diminution de l'importance de la toilette, dont la contagion des mœurs américaines a fait dans le monde une nécessité diplomatique, une espèce de cote, suivant qu'elle est plus ou moins luxueuse, de l'état financier d'un ménage. Et quel ravage dans la vie d'une femme qu'une toilette trop exigeante. Mme Roland, un peu bien expéditive cette fois, ne s'occupait de la sienne que dix minutes par jour. Il n'est pas une de ses sœurs qui ne gémisse sur les heures que lui dévore cette terrible fonction sociale : s'habiller. Si elles sont sincères? Comment donc! Essayez d'importer d'outre-Manche chez nous l'idée de quelque ligue morale de réforme contre les caprices de la mode. Vous verrez avec quel ensemble on n'y entrera pas.

Quel avantage aurait pourtant le système oriental des formes fixes. Ainsi que ce vieux consommateur fidèle écrivait au vigneron qui le fournissait depuis cinquante ans : « Père Jean, je n'ai plus de vin. » On écrirait à la couturière : « Je n'ai plus de robe. » Et l'on attendrait tranquillement l'expédition; ce serait bien de la peine et du temps épargnés.

Et puis, — je vais faire mon petit Jean-Jacques, — les femmes gagneraient en élégance, à plus de « modestie ». Je ne peux pas voir qu'on mette quatre toilettes totalement différentes par jour, sans songer à une actrice à transformations. Ce changement effréné d'aspect nuit à l'impression d'harmonie d'une personnalité féminine. Et les hommes sont essentiellement impressionnistes sur ce point. Leur sentiment sur notre mise est d'une subjectivité pleine d'imprévu. Ils s'avisent d'admirer un beau jour la distinction d'une robe portée depuis six mois; et quelle femme ne connaît la petite déception de voir passer totalement inaperçue une toilette neuve dont elle escomptait l'effet. Qu'on se dise cela. Que l'on s'arme en plus d'un peu de courage contre les critiques de Mmes X... ou Y..., et l'on aura évité l'autre écueil de l'état féminin qui se trouvera complètement réhabilité. Car toutes les occupations obligatoires ainsi remises à leur place, il reste du temps

et beaucoup, plusieurs heures par jour pour ce développement intellectuel qu'on y prétend impossible. Les femmes ont tout le loisir de se livrer alors à la réflexion et à l'étude privées ou à la pratique des lettres, des sciences ou des arts, à la fréquentation des lieux d'enseignement. Malheureusement il leur manque trop souvent le feu sacré pour ce genre d'action; c'est le premier qui disparaisse devant le moindre prétexte. Je crains bien que dans l'âme de nos Françaises ait passé un peu de celle de Marie-Antoinette, munie par sa mère d'un règlement de vie lui prescrivant des lectures sérieuses régulières, et qui éludait énergiquement cet article. Il l'ennuyait et elle redoutait « de paraître à quinze ans encore en éducation ». Nos femmes ont abandonné tout à fait l'étude souvent bien avant le mariage et ne sauraient s'y remettre spontanément. Instruites sans beaucoup de conviction par besoin ou par snobisme, elles n'ont point ce merveilleux goût de culture, cette passion d'apprendre pour apprendre des étrangères des races actives du Nord. Et elles ignorent la volupté hautaine du savoir allié aux humbles devoirs.

La faute n'en saurait être, nous l'avons vu, imputée à leur condition. Les exemples y abondent du reste pour prouver que le développement le plus harmonieux de la personnalité féminine y est possible. Combien de mères de famille tout à fait supérieures et qui se trouvent heureuses même dans des situations médiocres, qui font au besoin leur cuisine, s'initient au latin pour faire répéter leurs fils et reçoivent en femmes de salon exquises. Les moyens d'être ainsi sont les mêmes pour toutes.

Et au lieu de provoquer cette aristocratie, la dernière qui nous reste, des femmes « sans profession » à renoncer par dilettantisme à leurs privilèges, à jeter aux orties leur fuseau symbolique pour courir au travail salarié, il serait plus louable de leur enseigner à se trouver à l'aise dans un état qui est l'état naturel de la femme et auquel ne l'arrache que trop la fâcheuse nécessité. Celles mêmes que l'ambition tourmente y trouveront aussi leur compte. Ne nous reste-t-il pas des noms de femmes, célèbres pour quelqu'une des spécialités de leur condition? Nous avons des Cornélie, des Éponine, des Mme de Sévigné, des duchesse de Choiseul, des Mme Geoffrin et des marquises de Fleury. C'est la gloire pour les mères austères ou tendres, pour les épouses héroïques ou fidèles, les maîtresses de maison émérites ou simplement les mondaines pleines de « grâce et d'esprit ».

Quelle place ne prendra pas dans l'admiration de la postérité celle qu'on lui désignera comme réunissant tous ces mérites!

JANE MISME.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

[illegible] jours-ci, célébré dans l'intimité de quelques cénacles, et il faut savoir gré aux disciples des philosophes de 1848, de n'avoir pas [illegible] jet d'être satisfaits, et même un peu fiers du chemin par- [illegible] *nomistes* publiait, il y a quinze jours, des statistiques tout à fait [illegible] optimismes bourgeois comprissent la leçon.

Mais le socialisme n'a pas conquis de sièges qu'au Parlement; il s'est installé dans la littérature, et de ce côté, le mouvement n'est pas moins curieux à suivre. Il l'est même bien [illegible] au moins aucune arrière-pensée d'ambition personnelle, aucun souci de « combinaisons » fructueuses n'en altère [illegible] ranger du côté des mécontents; en littérature et en art, ce n'est jamais une posture avantageuse.

Beaucoup de jeunes gens cependant l'ont courageusement adoptée depuis quinze ans. Je ne veux pas dire que nous soyons beaucoup plus clairement édifiés sur la possibilité de certaines transformations sociales qu'au temps où Benoit Malon nous livrait ses premiers opuscules, et où MM. Jules Guesde et Gabriel Deville nous prédisaient dans l'*Égalité* l'avènement prochain de l'État collectiviste : les ouvrages de pure doctrine n'ont jamais abondé dans un parti qui a plutôt, et pour cause, le goût des affirmations brutales que celui de la discussion. Mais la pure littérature a cet avantage que personne n'attend d'elle les preuves de ce qu'elle affirme : et une génération s'est levée, de romanciers, de critiques, de poètes qu'une foi socialiste ardente animait, et qui ont rempli du bruit de leurs plaintes les feuilles d'avant-garde et les jeunes revues.

Cependant il ne suffit pas de gémir, de montrer le poing au buste de Jean-Baptiste Say, et de jurer que la société est mal faite : il faudrait expliquer avec netteté comment on s'y prendra pour la refaire, et prouver que plus de justice et plus de bonheur seront assurés aux hommes, le jour où tout ce qui est actuellement debout sera par terre. En cela, la jeune école hésite, et ne nous a pas encore, elle non plus, renseignés. Elle se contente d'*écrire*.

Et comme elle a l'écriture « difficile », et qu'à son souci de penser révolutionnairement s'ajoute celui d'exprimer [illegible] « bourgeoise », on peut espérer qu'aucune propagande dangereuse n'est, pour l'instant, à redouter d'elle.

Situation étrange et neuve dans l'histoire, que celle d'un peuple excité à la révolution par une avant-garde d'écrivains dédaigneux de sa langue — et qui devra peut-être une partie de sa sagesse à l'impossibilité où il est de lire sans rire ou sans bâiller, les vers et les « proses » de ceux qui lui reprochent d'être sage...

Annoncés pour ces jours-ci :

De Mme la comtesse de Puliga, — en littérature Brada, — un volume de fantaisie et de souvenirs, *Petits et Grands* où l'auteur raconte, un peu dans la manière de Droz, l'histoire de ses enfants;

De M. Charles Wagner, l'auteur de *Justice* et de la *Vie simple*, un nouveau volume dont le titre : *Auprès du foyer*, résume le sujet et marque l'esprit;

De Léon Ollé-Laprune, une étude sur *Vacherot;*

De M. Georges Pellissier, des *Pages choisies* de Diderot;

De M. Joseph Texte, un volume d'*Études de littérature européenne*.

M. Texte pense justement que les littératures sont solidaires, que c'est là le principe de leur développement, et aussi celui de leur histoire.

Et c'est dans cet esprit qu'il étudie, en son livre, l'influence italienne dans la Renaissance française, l'influence grecque dans la poésie anglaise, celle qu'exercèrent plus près de nous, sur les romantiques, la poésie lakiste et les lettres allemandes, la part d'Élisabeth Browning dans l'évolution des idées contemporaines, etc.

Le nouveau volume de M. François Coppée, *la Bonne Souffrance*, paraîtra le 7 juillet.

Le *Correspondant* publie la préface de ce livre; M. Coppée y raconte à quelle occasion ou sous quelles influences son retour à la Foi s'est accompli. Il écrit :

... Je sors de mon épreuve physiquement diminué et destiné à subir, probablement jusqu'à la fin, l'esclavage d'une infirmité fort pénible. Cependant, parce que j'ai lu et médité l'Évangile, mon cœur est non seulement résigné, mais rempli de calme et de douceur.

Il n'y a pas deux ans, ayant encore quelque santé, mais éprouvant déjà les premières atteintes de l'âge, je voyais arriver avec épouvante la vieillesse, la solitaire vieillesse, avec son cortège de tristesses, de dégoûts et de regrets.

Aujourd'hui qu'elle m'accable prématurément, je l'accueille avec fermeté, que dis-je, presque avec joie, car si je n'appelle pas les douleurs et la mort, du moins je ne les crains plus, ayant appris, dans l'Évangile, l'art de souffrir et de mourir.

M. Coppée avoue qu'au surplus ce recommencement d'éducation ne lui a pas fatigué l'esprit...

Je dois en convenir, je n'ai pas la tête théologique. Modeste ignorant, je n'ai pas même essayé de percer les obscurités du dogme, et j'ai surtout relu l'Évangile, en priant Dieu avec ardeur de me donner la soumission des pauvres en esprit.

Je me suis rendu pareil à ces petits enfants que Notre-Seigneur voulait qu'on laissât venir à lui, et devant lesquels il a dit que le royaume des cieux est pour ceux qui leur ressemblent.

J'ai écouté le Verbe divin avec autant de simplicité que les pêcheurs du lac de Tibériade, à qui Jésus parlait sur les flots, assis à la proue d'une barque. Un impérieux désir me poussait vers Dieu. Je n'ai pas résisté, je me suis laissé guider; en un mot, j'ai obéi, et je goûte aujourd'hui les délices de l'obéissance.

Sous la direction de M. Albert Lacroix, s'inaugure une bibliothèque de vulgarisation littéraire qui mérite d'être signalée.

Ce qui a manqué jusqu'ici à la foule, écrit l'éditeur, pour pouvoir s'initier aux révélations de la science, ce sont les ouvrages rendant cette science claire, aimable même, et, si nous osons le dire, attirante et souriante pour tous.

Les savants, dans leurs traités spéciaux, dans leurs manuels techniques, ne se sont point mis à la portée de l'entendement du plus grand nombre de lecteurs : ou leurs livres sont trop étendus et développés, et alors ils ne s'adressent qu'aux hommes d'étude, aux spécialistes; ou ce sont des résumés condensés qui, voulant trop embrasser d'une même matière, arrivent, par ce resserrement même, à la sécheresse et, fatiguant l'esprit sous une masse indigeste, ne le retiennent plus attentif. Tous nos collaborateurs, au contraire, viseront à le charmer, pour le mieux pénétrer. Le relief de la forme ne fera qu'accentuer la valeur du fond. C'est là notre but, et ce sera notre effort.

L'encyclopédie des *Livres d'or de la science* a déjà publié deux volumes : un très remarquable « aperçu d'Histoire universelle » de M. J. Weber, le *Panorama des siècles*, et une étude de M. Edmond Plauchut sur *les Races jaunes*. Elle s'étendra simultanément à toutes les branches de connaissances, et produira deux volumes par mois, à partir de l'automne prochain.

En attendant les fêtes de Michelet, nous aurons après-demain celle de Chateaubriand.

Pèlerinage à l'hôtel de la rue du Bac, allocution de M. Melchior de Vogüé; visite, dans la journée, à l'ermitage de la Vallée-aux-Loups; le soir, un dîner où M. Sully Prudhomme parlera : tel est le programme; et dans six semaines, ce sera le tour des Malouins d'aller, au Grand-Bey, saluer le tombeau de Chateaubriand.

Cette commémoration ne paraît devoir revêtir à Paris qu'un caractère tout intime. Chateaubriand a gardé à l'Académie et parmi notre jeunesse littéraire quelques dévots... mais cette hautaine figure s'est effacée de la mémoire publique; et si grande que soit l'œuvre, on ne la connaît plus. Un éditeur nous disait : « Il y a de très gros ouvrages, en librairie, qu'on ne cesse pas de demander : par exemple, les *Lundis* de Sainte-Beuve, qui sont de vente courante, et que vous ne trouverez, chez aucun bouquiniste, à acheter « d'occasion » ; il y en a d'autres qu'on ne demande plus : ainsi Chateaubriand... Les éditions anciennes n'ont jamais été réimprimées ; on n'oserait pas. C'est à peine si l'on s'est hasardé, çà et là, à en rééditer les parties les plus célèbres... J'ai fait un *Atala*, il y a quelques années; je n'en ai pas épuisé le premier mille ! »

Y reviendra-t-on, et reverrons-nous Chateaubriand aux mains des étudiants, comme nous y avons revu naguère Lamartine et Vigny ?

En attendant, les Bretons s'agitent, et les *Cinq Hermines*, et la *Pomme*, et la *Crêpe*, et le *Gui* lui tressent pour après-demain des couronnes... Il en méritait pourtant d'autres.

EMILE BERR.

M. Prosper, à Lyon. — L'étude historique de M. Matter, substitut à Versailles, sur la *Dissolution des Assemblées législatives*, paraîtra dans les premiers jours du mois prochain.

Dr Ch..., Paris. — Le volume de *Souvenirs*, de M. Geoffroy de Grandmaison est publié depuis quelques jours.

Paris. — Clermont et Renouard, impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36683 *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 2. 4e SÉRIE. — TOME X 9 JUILLET 1898.

LA CRISE DU PARLEMENTARISME

Mercredi, 6 juillet.

Nous avons vu ce paradoxe d'un homme politique ayant, à quinze jours de distance, la majorité contre lui comme candidat à la présidence de la Chambre et la majorité pour lui comme président du Conseil.

Qu'est-ce que cela prouve sinon que dans cette Chambre, pas plus que dans celle qui l'a précédée, on n'entrevoit jusqu'ici une idée vraiment directrice, un programme qui rallie le plus grand nombre des opinions individuelles ?

La semaine dernière, M. le président du Conseil, représentant de l'opinion radicale, obtenait un vote de confiance : mais on ne peut pas en conclure que l'opinion radicale domine dans le parlement, puisque les réformes annoncées dans la déclaration ministérielle, telles du moins qu'elles apparaissent à première vue, sont de celles que peuvent accepter les modérés, ou, comme on dit aujourd'hui, les progressistes.

Demain, à l'heure où notre *Revue* sera sous presse, on discutera une interpellation sur l'affaire qui depuis six mois divise le pays : si, comme tout le fait supposer, le cabinet obtient encore un vote de confiance, il le devra à la fermeté et à la franchise de M. Cavaignac ; ce sera un succès pour le ministre plus que pour le ministère.

Ce que nous voulons dire, c'est que le jour où la bataille se livrera vraiment sur un point de la politique radicale, — comme, par exemple, sur la revision de la Constitution ou l'impôt progressif, — il est douteux qu'une majorité se trouve dans la Chambre.

Non moins douteux, hâtons-nous de le reconnaître, qu'il se trouve une majorité ferme, compacte, pour soutenir la politique modérée.

Et alors ? Le sort d'un ministère, quel qu'il soit, à la merci d'un accident de séance ; le pouvoir passant tous les six mois des radicaux aux progressistes et des progressistes aux radicaux ; enfin, les quatre années de la législature s'écoulant sans que les réformes les plus utiles, les plus urgentes soient votées : voilà ce qu'il est permis de craindre, voilà ce que nous appelons la crise du parlementarisme.

*

Sans être le moins du monde pessimiste, on peut constater que l'expérience commencée il y a vingt ans n'a que médiocrement réussi et que le régime parlementaire ne fonctionne pas chez nous d'une manière normale : si nous regardons de l'autre côté des Alpes, nous voyons qu'il ne fonctionne guère mieux, et guère mieux non plus de l'autre côté des Pyrénées.

La question se pose de savoir si le régime parlementaire, qui a jeté un si vif éclat dans les pays de suffrage restreint, peut s'acclimater dans les pays de suffrage universel. Question qui n'est pas d'aujourd'hui : nous la discutions nous-mêmes, il y a quelque dix ans, et d'autres plus autorisés l'ont discutée avant nous et après nous.

Il ne s'agit pas de toucher au suffrage universel. C'est un fait, qu'il faut accepter franchement. Pour nous, c'est même plus qu'un fait : si nous ne pensons pas que tout citoyen soit compétent pour directement résoudre les questions politiques, — en quoi nous repoussons le referendum et le plébiscite, —

nous croyons que tout citoyen a le droit de choisir ceux qui le représentent, ceux qui votent l'impôt et font les lois.

Mais, le principe admis, on peut se préoccuper d'organiser le suffrage universel. On a parlé souvent de l'éclairer; il semblait à quelques-uns que les questions politiques se résoudraient toutes seules le jour où tout le monde saurait lire et écrire. Nous sommes aussi persuadés que pouvaient l'être nos aînés que l'instruction est chose excellente et à distribuer le plus libéralement possible ; mais nous ne croyons plus que l'instruction soit une panacée.

Ce n'est pas tout, pour faire un citoyen, que d'avoir passé quelques années sur les bancs. Il faut encore que l'électeur s'intéresse aux affaires de son pays, en commençant par celles de sa commune; il faut qu'il se rapproche de ses concitoyens, qu'il discute avec eux les intérêts qui leur sont communs, qu'il se renseigne auprès des gens d'expérience, qu'il observe, juge, et se rende capable de choisir de deux candidats le plus sérieux et le plus sincère : ce sont choses de bon sens plus que choses de diplôme.

Si donc nous voulons organiser enfin le suffrage universel, sachons regarder plus loin que l'école.

* * *

De quoi souffrons-nous? De ce qu'il n'y a pas de majorité dans le parlement. Et cependant qui oserait dire qu'il n'y a pas une majorité dans le pays, et que, de toutes ces opinions diverses, on ne puisse pas dégager une moyenne, ou, pour parler plus juste, une résultante?

Si la majorité du pays ne se traduit pas par une majorité dans le parlement, la faute évidemment n'est pas au suffrage universel mais à la manière de l'appliquer.

Pour qui doutait encore, il semble que les dernières élections générales aient dû être la preuve qu'avec le scrutin d'arrondissement on ne peut pas espérer ces grands mouvements d'opinion sans lesquels nous n'aurons jamais du régime parlementaire que la façade.

Si l'on souhaite que le parlement soit une image vraie du pays, il n'est que temps de faire une réforme électorale qui se résume en deux mots : représentation proportionnelle, vote obligatoire. De tous les moyens proposés pour organiser le suffrage universel, il semble bien que ce soit le plus simple et le plus sûr.

* * *

Et, une fois le suffrage universel organisé, n'y aurait-il pas quelque chose à faire aussi pour organiser le régime parlementaire? On parle de modifier le règlement de la Chambre: c'est beaucoup sans doute qu'un bon règlement, mais ce n'est pas tout.

Il faudrait, à notre sens, prendre la question de plus haut si l'on veut à la fois régulariser le travail législatif et sauvegarder l'initiative des députés, qui est la condition absolue du régime parlementaire. Pourquoi ne pas décider que tous les projets de loi, avant d'être discutés dans le parlement, devraient être soumis à l'examen du Conseil d'État? Le conseiller rapporteur serait tout désigné pour suivre la discussion, comme commissaire du gouvernement, devant la Chambre et le Sénat. On gagnerait du temps et on aurait quelquefois des lois mieux faites, sans que le droit d'initiative parlementaire fût le moins du monde entamé.

Encore une réforme souvent proposée, et jamais discutée à fond : c'est le renouvellement partiel.

Tout le monde sent que, pour bien gouverner, comme pour bien administrer, quelque tradition est nécessaire. S'il y a dans une Chambre 100 députés nouveaux, parfois même 200, il est inévitable qu'une certaine confusion se produise dans les premiers débats. Les nouveaux venus hésitent au moment de prendre position : sentiment très naturel, très légitime, et qu'un honorable député exprimait l'autre jour à la tribune en fort bons termes. Quand une Chambre a fait son éducation politique, a pris conscience d'elle-même, c'est alors que les députés se séparent : expérience, éducation, tout est à recommencer pour la Chambre nouvelle. Le renouvellement partiel a fait ses preuves : il est appliqué aux élections du Sénat et des conseils généraux; il a réussi partout; il donnerait à la Chambre plus de stabilité, plus de suite dans le travail.

* * *

A l'heure qu'il est, le régime parlementaire est mal vu de bien des gens; d'autres s'en prennent au suffrage universel. A-t-on raison, ici ou là? Nous ne le croyons pas. Le suffrage universel, le droit pour tout citoyen de déposer son bulletin dans l'urne à un jour donné, est le principe de la démocratie; et quant au régime parlementaire, c'est encore ce qu'on a trouvé de mieux comme formule d'un gouvernement libre. Suffrage universel et gouvernement parlementaire, il s'agit de les organiser l'un et l'autre : on le peut si on le veut, et dans tout ce que nous disons à ce propos nous n'avons la prétention d'apporter aucune idée nouvelle.

Mais il faudrait se hâter de faire quelque chose. On sent de tous côtés l'indifférence qui augmente, et la lassitude. Dans un pays divisé comme le nôtre, il y va peut-être de l'avenir de la liberté.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LA COMÉDIE CONTEMPORAINE

La comédie contemporaine... c'est la comédie. Et si quelquefois elle étonne un peu ; si quelquefois elle paraît une chose un peu nouvelle, un peu inaccoutumée et dont on se dit que c'est une habitude à prendre, c'est simplement que de la comédie véritable, telle qu'elle existait depuis des siècles dans les coutumes des hommes, on avait un peu perdu l'habitude.

La comédie d'Émile Augier et de Dumas fils fut une très grande chose, très intéressante et qui restera, parce qu'il s'est trouvé qu'Émile Augier et Dumas fils étaient de grands hommes ; mais c'était bel et bien dans l'histoire de la comédie française et même dans l'histoire de la comédie depuis Plaute, une manière de déviations.

D'abord, parce que la comédie est un genre très compréhensif, parce que, selon l'excellente définition de Fénelon, que je ne me lasserai pas de citer, elle est « la peinture des mœurs des hommes dans une condition privée », la comédie du milieu du XIXe siècle était tellement mêlée de sérieux et même de tragique, de drame en un mot, qu'elle était presque une tragédie bourgeoise. Sauf le « dénoûment heureux », elle était le plus souvent une tragédie bourgeoise pure et simple ; et comme, de temps en temps, le dénouement malheureux s'imposait, elle devenait un pur drame et elle était forcée d'abandonner même son nom de comédie, et de s'intituler tout simplement « pièce de théâtre ». Il eût été assez difficile de donner le nom de comédie à la *Princesse Georges*, à la *Femme de Claude* ou à la *Princesse de Bagdad*.

Mais ce nom même de « pièce », par ce qu'il a de vague et d'indéterminé, indique lui-même que nous voilà dans un genre mixte, hybride, aventureux et qui peut comporter de très grands périls pour celui qui s'y aventure. La comédie du milieu du XIXe siècle est une pièce de théâtre d'un genre tout spécial, très difficilement définissable, où drame, mélodrame, tragédie bourgeoise, comédie romanesque, comédie proprement dite, se trouvent confondus, dont les prétentions sont très hautes et très grandes, dont les ambitions sont aussi vastes que les prétentions, et dont le *ton* cesse très souvent d'être celui de la comédie. « La comédie hausse *quelquefois* la voix », disait Horace. Ce qui caractérise la comédie du XIXe siècle, c'est qu'elle la haussait toujours.

Ce mélange du comique et du tragique, à *l'état constant*, et dans une telle mesure que le tragique l'emportait presque sur le comique, est le premier trait distinctif, très significatif, de la comédie des Augier et des Dumas fils et de leur école.

Il y en a d'autres. La comédie du milieu du XIXe siècle avait presque toujours un caractère philosophique, si je puis dire ; elle tenait presque toujours à prouver quelque chose ; elle était, fort souvent du moins, et en grande partie, une pièce à thèse. En cela, elle ne s'écartait pas très sensiblement de la comédie de Molière, qui fut un combatif et un grand souteneur de thèses devant le public ; mais elle s'écartait encore de la comédie traditionnelle. Le souci de la thèse à soutenir la jetait encore assez souvent hors de ses voies naturelles. Il la forçait, d'abord à être assez longue, ensuite à interrompre assez souvent l'action pour laisser passer le développement avec preuves, objection, réfutation de l'objection, considérations générales et même statistiques. Il la forçait de donner une importance que depuis longtemps il avait perdue au personnage du raisonneur, qui était depuis longtemps personnage de répertoire et redevenait personnage contemporain. Il changeait, à beaucoup d'égards, l'aspect général de la comédie.

Remarquez un signe qui est presque à ne jamais tromper. Ces comédies, quand elles sont imprimées, sont presque toujours accompagnées de préfaces. C'est que l'auteur, parce qu'il a voulu prouver quelque chose dans sa comédie, sent le besoin de le prouver encore ; c'est que l'auteur, parce qu'il a fait des démonstrations, sent le besoin d'en ajouter une. C'est à un livre qui ne contiendrait point de considérations générales qu'il semblerait naturel d'ajouter une préface qui en contiendrait ; mais c'est toujours à un livre tout plein de thèses qu'en guise d'introduction on en ajoute une, et si l'on met une préface en tête d'une comédie, soyez assuré que c'est qu'il y avait déjà beaucoup de préfaces dans la comédie elle-même.

Autre caractère — tout différent — de cette comédie du milieu du XIXe siècle. Elle était extrêmement implexe, pour parler comme Aristide ; elle se soutenait d'une intrigue très développée. Elle tenait cela de Scribe, qui avait fait à cet égard une véritable révolution dans l'art de la comédie, qui, chose absolument inconnue avant lui, avait appliqué à la comédie les procédés du mélodrame, qui avait ainsi créé véritablement un genre nouveau, fort agréable, fort intéressant et très conforme à certaines tendances très fortes de l'esprit français, homme de génie en cela, grand inventeur, mais parfaitement en dehors de la tradition de la comédie française depuis Molière.

Personnellement, ni Augier ni Dumas fils n'auraient, je crois, tenu très fort pour la comédie à intrigue adroite, pour l'art des préparations, pour la « pièce bien faite », pour tout ce qu'on peut appeler la Dramaturgie. Ils n'y auraient pas tenu autrement,

tant parce qu'ils étaient fortement attirés vers la peinture des « caractères », que parce qu'ils étaient fortement attirés vers la peinture des « mœurs », que parce qu'ils étaient très férus d'un certain nombre de « thèses » à faire prévaloir. En général, théâtre de caractères, théâtre de mœurs, théâtre d'idées, sont plutôt opposés à une dramaturgie adroite et exclusifs d'elle. Non, je ne crois point que, personnellement, ni Augier, ni Dumas, eussent tenu très fort à l'intrigue ingénieuse.

Seulement, ils y étaient forcés. On ne saura jamais, ou plutôt on ne dira jamais assez combien fut victorieuse et maîtrisante l'influence de Scribe sur le théâtre français. Il avait appris à nouveau aux Français ce que c'est qu'une pièce bien articulée et qui se tient et qui marche comme un organisme bien lié par la dépendance réciproque de ses parties. Et d'abord, c'est excellent, c'est un art très joli, dont ne médisent que ceux qui en sont incapables et dont se moquer est signe qu'on est un esprit très paresseux ou assez faux; ensuite et surtout, chez les Français et même ailleurs, quand un public est habitué à cette adresse dramaturgique, elle lui devient pour un long temps absolument nécessaire. Elle est pour l'esprit une telle satisfaction, d'ordre inférieur, si l'on veut, mais si vive, qu'il ne peut plus s'en passer, et qu'un art plus simple et plus naïf lui paraît puéril, ce qu'à vrai dire, il est souvent. Après un Scribe, tout dramatiste doit être un peu Scribe. Cela finit par se perdre, au moins par s'atténuer; mais cela dure. Il y a habitude prise.

Mon Dieu, c'est comme l'habitude prise de la poésie lyrique. Après Hugo, nous avons été trente ans, et c'est dire que nous y sommes encore, à trouver que tout ce qui n'était pas poésie lyrique n'était pas de la poésie. C'est une erreur. Il y a une poésie qui n'a absolument rien de lyrique et qui est charmante. Mais le pli est pris, et en voilà pour bien des années. Pour les successeurs de Scribe, tout de même.

Autre raison : l'habitude du théâtre est devenue beaucoup plus générale depuis le milieu du XIXe siècle, les théâtres s'étant extrêmement multipliés. Or, ce que j'appelle la dramaturgie, la technique théâtrale, l'art de la pièce bien faite, devient, quand un public va beaucoup au théâtre, une chose que le public sait lui-même, instinctivement, et sait très bien. A ce public-là, il devient impossible de servir des pièces maladroitement disposées.

Quand je lis le *Commentaire* de Voltaire sur Corneille, je remarque telle observation sur l'invraisemblance ou la maladresse d'une entrée, d'une sortie, d'une rencontre ou d'un propos tenu au moment où il ne devrait pas l'être, dont moi-même (et je puis dire « moi-même » sans ridicule, ayant fréquenté les théâtres assidûment depuis tant d'années), dont moi-même je ne me serais nullement avisé et qui sont très justes. Qu'est-ce à dire? Que Voltaire, à soixante-dix ans, toujours entêté de théâtre, ayant, pendant un demi-siècle, vu jouer mille pièces, ayant un théâtre chez lui, auteur, acteur, metteur en scène, quand il lit une pièce, comme aussi quand il en fait une, la *voit*, la regarde jouée devant lui, la projette sur un théâtre imaginaire, mais d'une parfaite, d'une minutieuse netteté, condition, du reste, sans laquelle on n'est ni un dramatiste, ni un bon critique.

Or, un public très habitué à voir jouer finit par avoir quelque chose de ce sens dramatique, et tout défaut grave de composition le frappe, plus, vraiment, qu'il ne faudrait, dans une pièce qu'il voit jouer, le frappe même avant qu'il ne soit, car il le prévoit, souvent, et sent que l'auteur va y tomber, qu'il est difficile qu'il n'y tombe pas, etc., etc.

Dans ces conditions, après un Scribe, et devant le public de 1850, les Augier et les Dumas étaient forcés d'avoir une habileté dramaturgique très éveillée et très surveillée, dont peut-être, personnellement, ils se seraient passés assez volontiers.

Autre caractère, secondaire celui-là, de la comédie du milieu du XIXe siècle. A cette époque, on dînait tôt, on se couchait assez tard déjà, on passait au théâtre une soirée qui, par conséquent, était assez longue, et l'on voulait, ceci, je ne sais vraiment pourquoi, qu'il n'y eût qu'une seule pièce pour tout le spectacle.

Quand je dis que je ne le sais pas, c'est que je ne le sais guère; mais j'en entrevois une raison. Le public est bien un peu paresseux. Or, il y a une partie du spectacle pendant laquelle il travaille; c'est l'exposition. Pendant l'exposition de la pièce, soit le premier acte pour une longue pièce, les premières scènes pour une pièce courte, il travaille; il a à se rendre compte de la situation, des parentages, des tenants et aboutissants, des noms des personnages, pour les reconnaître, c'est très laborieux, quelquefois pénible. Or, si vous lui donnez trois pièces en une soirée, c'est trois fois ce travail-là que vous lui imposez. Il aime mieux ne le faire qu'une seule fois, au commencement d'une grande pièce, et, le reste du temps, ne se livrer qu'à son plaisir.

Pour toutes ces raisons, le public aimait, vers 1850, passer quatre heures au théâtre face à face avec une seule pièce. Par suite, les comédies de 1850 étaient très longues et extrêmement lentes, avec beaucoup de remplissages, pour leur permettre d'être longues. De là ces tirades, ces développements oratoires, ces « parabases », ou, pour beaucoup mieux dire, ces « chroniques » intercalées dans la trame de la pièce. Il fallait être un bon chroniqueur pour être dramatiste à cette époque, et sachez bien que ces morceaux à effet, qui n'en font plus aucun

sur nous, et que, maintenant, aux reprises, on a bien soin de retrancher, étaient extrêmement goûtés de nos pères et de nous-mêmes en notre jeunesse.

Et tels étaient donc les caractères de la comédie vers 1850 : une pièce très peu gaie, souvent très triste, peignant des caractères ou des mœurs, à prétentions philosophiques ou sociologiques, très savamment charpentée et soutenue d'une intrigue compliquée, ornée ou surchargée de développements oratoires ou de digressions spirituelles.

Il est inutile d'ajouter que ce n'était pas une comédie, dans le sens qu'on a donné à ce mot depuis Plaute, ni, plus particulièrement, dans le sens qu'on a donné à ce mot depuis Corneille. Ni au XVIIe siècle ni au XVIIIe siècle, ni dans la première moitié du XIXe, on n'avait vu de comédie sur ce modèle.

Une génération arriva, vers 1880, qui chercha autre chose, et qui, d'abord, comme c'est le caractère ordinaire des réactions en leurs débuts, chercha le contraire de tout cela.

Elle s'attaqua en premier lieu à ce qu'il y avait de plus solide, de plus heureux, de plus inattaquable, et à certains égards de meilleur, dans la comédie de 1850 : à savoir, à l'intrigue bien faite. C'est ce qui l'horripilait le plus dans le « théâtre d'hier ». Elle ne voulait plus d'intrigue du tout, ni de préparations, ni de composition, ni de logique dans le théâtre; et comme Scribe était le représentant le plus qualifié de tout cela, « Mort à Scribe! » fut le cri de guerre de cette école, et il n'y eut pas d'autre qualité dramatique appréciable que de ne pas ressembler à Scribe, ce qui ne laisse pas d'être trop facile.

Elle crut remarquer que le théâtre est la peinture de la vie, et qu'il n'y a pas de logique dans la vie; et c'était, pour commencer, une erreur colossale; car la vie est pleine de logique, au contraire, et neuf fois sur dix, ce qui est quelque chose, quand deux êtres humains se marient, par exemple, si on connaît leurs caractères, on peut prévoir très juste quelle sera leur vie, c'est-à-dire ce qui résultera de leurs caractères et de l'association de leurs caractères. Le théâtre, comme tout art, ne fait, en ce qu'il a de résumé et de ramassé, que présenter, en une logique plus formelle et plus apparente, la logique un peu cachée et un peu éparse des choses, et c'est cette logique plus accusée et plus symétrique qu'on appelle l'intrigue. Mais ils ne voulaient pas d'intrigue et ils prétendaient présenter aux spectateurs des « tranches de vie », mot qui fit fortune, rien n'étant, en France, plus vivifiant que le ridicule.

Et, tout de même, quoique avec moins d'âpreté, ils s'interdirent les tirades, les développements et les chroniques, sur quoi il n'y a pas lieu d'insister, et de quoi l'on ne dira qu'une chose, c'est qu'il convient de les féliciter.

Et, encore, ils s'interdirent le mélange du comique et du tragique, en ce qu'ils s'interdirent (en général) l'exploitation de la sensibilité. Ils aimaient ne pas attendrir, de peur de rappeler « l'affreux mélo », et simplement présenter froidement des êtres violemment ridicules ou odieux. De là le nom de « comédie méchante » qu'ils aimaient que l'on donnât au genre qu'ils introduisaient, et, en effet, leur comédie n'était souvent qu'un propos du *Méchant* de Gresset mis plus ou moins adroitement en dialogue, plus ou moins vraisemblable.

Et, enfin, ils s'interdirent même la peinture des caractères. En vérité, oui; car, d'une part, ils écartaient toute évolution de caractère, et, d'autre part, tout caractère complexe, et, d'autre part, toute analyse minutieuse de caractère.

Une évolution de caractère, triomphe des grands dramatistes, c'est un caractère qui n'est pas le même au commencement et à la fin de la pièce, et qui nous est présenté de telle sorte que nous nous expliquions parfaitement pourquoi il n'est pas le même à la fin qu'au commencement et par où il a passé pour changer ainsi. Or, les personnages de la comédie de 1880 n'avaient qu'un caractère, toujours le même, s'étaient pris et serrés dans ce caractère comme un terme dans sa gaine. Ils ne se modifiaient aucunement. Ils étaient ultra-classiques : « Et qu'il soit jusqu'au bout tel qu'on l'a vu d'abord », jamais ce précepte d'Horace et de Boileau n'a été observé et appliqué aussi rigoureusement que par l'école du Théâtre-Libre.

De plus, si leurs caractères n'étaient pas évolutifs, encore moins ils étaient complexes. Un caractère, dans la réalité, est la combinaison, et en beaucoup de moments le conflit, par conséquent, de plusieurs tendances très différentes : et le théâtre est bien forcé de simplifier cela, mais il ressemble d'autant plus à la vie qu'il le simplifie moins, et qu'il réussit, avec clarté, à nous présenter un caractère qui n'est pas réduit à une seule et unique passion. Le danger est grand qu'un caractère complexe, au théâtre, soit un caractère vague; mais c'est précisément l'art du dramatiste d'atteindre à cette fin en évitant cet écueil. Les auteurs du Théâtre-Libre ne songeaient même pas à atteindre cet objet ni à se le proposer. Sous l'influence de M. Émile Zola, qui a toujours cru qu'un caractère était une passion unique, ils ne s'attachaient qu'à peindre cette unique passion et en la montrant tout de suite dans toute la force jusqu'où elle pouvait aller. Et leurs caractères étaient simples comme ils étaient immuables; et leur théâtre était élémentaire comme il était immobile.

Et enfin, même en réduisant un caractère à une passion, on peut encore analyser cette passion, en montrer les nuances, en décomposer les éléments, en

rechercher et en découvrir les racines, bref, faire sur cette passion tout le travail de l'anatomiste, et sans doute ce ne sera qu'une œuvre de moraliste; ce ne sera guère vivant; ce ne sera pas du théâtre; mais ce pourra être intéressant. C'est ce que les auteurs du Théâtre-Libre ne faisaient pas ou ne faisaient guère, et les caractères qu'ils prétendaient nous offrir étaient aussi superficiels qu'ils étaient simples et qu'ils étaient immuables.

C'est ce qui me faisait dire que non pas même la peinture des caractères n'était une chose que les dramatistes de 1880 eussent conservée du théâtre de leurs aînés.

Ils n'en avaient donc rien gardé du tout? Alors, qu'était leur théâtre? Il était une satire dialoguée, rien de plus, absolument rien de plus. Il avisait un travers, le représentait en caricature, en charge énorme, et remplissait l'esprit du spectateur du mauvais plaisir de le contempler. Il n'y avait pas autre chose. Le Théâtre-Libre fut la régression la plus étonnante du théâtre comique vers sa forme (supposée) la plus élémentaire et la plus primitive.

Et pourtant il fut utile. Voici en quoi. Il n'avait absolument que des qualités négatives. Mais au début des réactions il faut, le plus souvent, se contenter de négations, et, effectivement, pendant un temps très court, on se contente de négations. On était fatigué du théâtre de 1850, à tort sans doute; mais on était fatigué parce qu'on était fatigué, et cette raison est suffisante. Il faut être fatigué des meilleures choses, pour que ce ne soit pas toujours la même chose. On était las du théâtre de 1850 et l'on savait gré, un peu au moins, au théâtre de 1880, non pas de ce qu'il donnât quelque chose, mais de ce qu'il ne donnât plus le théâtre de 1850. Tous les éloges que l'on accordait au Théâtre-Libre étaient des éloges négatifs, comme il l'était lui-même. On disait : « A la bonne heure! au moins, ce n'est pas du Scribe! A la bonne heure! au moins, ce ne sont pas les lenteurs d'Augier! A la bonne heure! au moins, ce ne sont pas les thèses paradoxales de Dumas! A la bonne heure! au moins, ce n'est pas la prestidigitation de Sardou! » Toutes approbations que je résumais par ce vers :

A la bonne heure! au moins, ce n'est pas du théâtre!

A quoi l'on ne laissait pas de me répondre : « Parfaitement! C'est déjà un bon point que ce ne soit pas du théâtre! »

Au fond, il n'y avait pas seulement de la lassitude et de la satiété dans cet état d'esprit. Augier, Dumas, Sardou mis à part et respectés pour ce qu'ils avaient donné d'excellent au théâtre, on était un peu bien excédé des fournisseurs ordinaires du théâtre, leurs élèves indignes, qui ne savaient mettre dans une pièce uniquement que de l'habileté dramatique et qui ne savaient faire uniquement que des vaudevilles ou des mélodrames, choses différentes par le ton et identiques en leur fond. On sentait bien qu'une révolution qui ferait bien table rase de l'habileté dramatique, d'abord se contenterait de cette destruction, ensuite forcerait les auteurs à mettre dans leur pièce autre chose que cette habileté et à ne plus se contenter du métier.

Ainsi le Théâtre-Libre avait son utilité. Il déshabituait le public de la pièce bien faite, et devait l'amener insensiblement à avoir d'autres exigences et à chercher ailleurs son plaisir. On a rapporté ce dialogue, vrai ou supposé, d'un vieux routier de théâtre avec un débutant qui applaudissait à tout rompre aux premières pièces du Théâtre-Libre : « Tais-toi donc! Ces gens-là nous ôtent le pain de la bouche!

— Pourquoi donc?

— Quand il ne suffira plus de livrer au public une pièce bien faite, je suis perdu et toi aussi!

— Parce que?...

— Parce qu'il faudra y mettre du talent. »

Évidemment. Et c'est ce qui est arrivé. Au bout de dix ans le public est devenu à peu près indifférent à la pièce qui n'est que bien composée et habilement agencée. Il l'écoute sans ennui; mais sans plaisir. Il dit : « Ce n'est pas mal fait » et songe à autre chose. Il lui faut maintenant moins de métier et plus de talent, ou autant de métier, car il s'en accommode très bien, mais plus de talent, de sorte qu'il est beaucoup plus difficile qu'en 1850 et surtout en 1840. Un Scribe passerait aujourd'hui presque inaperçu.

D'autre part, un certain goût de rapidité et de désinvolture est parfaitement sensible dans le public. La principale chose de cela c'est qu'il vient plus tard au théâtre et aime à s'en aller aussitôt qu'autrefois. On ne peut guère le tenir avant neuf heures, ni le retenir après minuit. Après minuit, il est inquiet. Il songe ou à la voiture difficile à trouver ou à l'omnibus qui aura cessé de rouler. Car, le théâtre étant un plaisir assez coûteux, le spectateur ne dédaigne point du tout, en ayant recours au char populaire, de diminuer les frais accessoires, et je vois beaucoup de gens bien mis dans les tramways de minuit à minuit et demi. Et puis l'habitude est prise pour longtemps encore. Minuit est une limite qui a quelque chose de consacré et presque de solennel, et si l'on admet que l'on reste au théâtre pour écouter un dernier acte qui a commencé à minuit moins cinq, on n'admet pas que minuit vous surprenne au milieu d'un entr'acte, et que le rideau menace de ne se relever qu'à minuit et quart. Les théâtres savent tous que dans ce dernier cas il n'y a pas de dernier acte si beau qu'il puisse être écouté avec faveur.

Donc, la durée actuelle d'un spectacle français est de trois heures. On peut, pendant ce laps de temps, représenter une pièce assez longue, mais non pas autant que l'était *Maître Guérin* ou le *Duc Job*. La pièce moderne doit être presque aussi courte que l'était la pièce du XVIIe siècle ou du XVIIIe. Donc, plus de brillants et longs remplissages, plus de dissertations, plus de parabases, plus de chroniques, plus de couplet des « pêches à quinze sous ». La pièce moderne s'est débarrassée des *impedimenta* qui étaient une partie de sa solennité et de son appareil.

Le mélange du comique et du tragique a beaucoup moins complètement passé de mode. Cependant, il est très visible que le public, quoique toujours très accommodant, et avec raison, sur ce point, quoique toujours tombant d'accord que la comédie doit avoir une très grande élasticité, compréhensivité et liberté dans ses allures, revient un peu, sinon à la distinction des genres, dont, après tout, il se moque bien, du moins à l'unité d'impression, qui ne cessera jamais d'être une loi de l'art. Il aime assez que le ton général d'une pièce de théâtre soit le même. Je déteste, personnellement, entendre dire autour de moi : « Ah ! voilà que nous tombons dans le vaudeville !... Ah ! nous tombons en plein mélodrame ! » Je dis : « Pourquoi non ? Il s'agit de savoir si nous y tombons naturellement, et ce n'est pas le cas de dire : « Quand on tombe, on ne tombe jamais bien. » Il s'agit ensuite de savoir, si, tout compte fait, l'auteur nous laissera sur une impression qui ait une certaine unité, et c'est ce que nous ne saurons qu'à la fin de la pièce. » Il n'en est pas moins que ces protestations contre lesquelles je proteste, je les entends souvent et que, dans une certaine mesure, les auteurs feront très bien d'en tenir compte.

J'ai un remords à cet égard. Dans cet admirable *Cyrano de Bergerac*, que, du reste, on ne me reprochera pas d'avoir déprécié, j'ai été choqué du quatrième acte, et, sur le coup de la première impression, j'ai dit le lendemain : « Au quatrième acte, nous tombons dans la pièce de cirque. » Impression immédiate, instantanée, de laquelle, rendant compte de la pièce tout entière, je n'aurais pas dû me souvenir. Qu'une pièce romanesque, et de cape et d'épée, tombe à un moment donné dans la pièce de cirque, c'est son droit, c'est sa destinée, c'est naturel, et il suffit qu'elle n'y reste pas, qu'elle ne fasse que traverser cette région, et qu'elle nous laisse, au baisser du rideau, sur l'impression générale d'une charmante pièce romanesque. J'avais tort. Il n'est pas moins vrai que la dissonance, au moment où elle s'est produite, m'avait choqué, et non pas moi seul. Le public français de notre temps, non seulement veut une unité générale d'impression, en quoi il a évidemment raison, mais il est sensible même aux dissonances passagères, en quoi presque il a tort, mais à quoi les auteurs devront faire encore attention.

La comédie-drame ou le drame-comédie de 1850, très digne d'être défendu, n'est pas, cependant, tout à fait dans les goûts du public actuel.

Et j'en dirais autant, plus encore, sans craindre, malgré les apparences, de me tromper trop fort, de la pièce à thèse. Soyez sûr que le public ne la repousse point précisément ; mais n'y croit plus. J'ai certainement peur de prendre mes théories pour le sentiment du public. Cependant, je crois être assez capable de me détacher de moi-même pour ne pas tomber dans cette sottise. Je crois, personnellement, que le théâtre à idées est une idée fausse et que le théâtre sera toujours le théâtre à passions et non pas autre chose, et que jamais il n'exprimera les idées qu'en tant que devenues passions, et que c'est précisément pour cela qu'il sera toujours le plus mauvais instrument du monde à exprimer des idées. Je crois cela ; mais je crois aussi que le public en a le sentiment vague et l'intuition confuse, mais assez forte. De deux choses l'une, et il y en a sans doute une troisième que mon contradicteur découvrira : mais, à considérer le plus grand nombre des cas, de deux choses l'une : ou la thèse est présentée par un personnage de sang-froid, bon moraliste et bon logicien, Thouvenin, dans *Denise ;* où elle est présentée par un personnage passionné, qui a un intérêt à ce qu'elle soit juste et approuvée. Dans le premier cas, nous sommes en présence d'un rôle de raisonneur, et il est incontestable que le public, qui aimait fort ces rôles autrefois, ne les aime plus guère et a, à leur endroit, comme une manière de défiance. Dans le second cas, nous sommes en présence d'une personne qui est trop intéressée dans la question pour que, comme théoricien, comme professeur d'une doctrine, comme avocat d'une thèse, elle fasse sur nous une grande impression. Dans ce cas-là, il me semble que nous la décomposons (Mme de Ragnais dans la *Loi de l'homme*). Ce qu'elle dit comme femme passionnée, nous l'approuvons pleinement : elle dit ce qu'elle doit dire, ce qu'il est naturel qu'elle dise. Ce qu'elle dit comme thèse, ce qu'elle dit à titre de porte-parole de l'auteur, nous n'en tenons pas grand compte, parce que nous l'attribuons encore en partie à sa passion ; et ainsi l'autorité que l'auteur voudrait qu'eût sa thèse, il la lui a ôtée d'avance en la mettant dans la bouche d'une personne passionnée, et ce qui est passion reste, et ce qui est idée, tombe ou porte peu.

On voit que dans les deux cas supposés, la thèse au théâtre a peu de force. Je crois que le public n'y apporte pas beaucoup d'attention et vient trop au théâtre à dessein d'être ému, pour y venir à dessein de s'instruire. Dans une mesure qu'il n'est pas très fa-

cile de tracer, mais dans une certaine mesure, qui est grande, la pièce à thèse est instinctivement écartée par le public français contemporain.

Une comédie courte et dépouillée; une comédie d'une intrigue très simple, une comédie d'où le mélange du comique et du tragique soit à peu près écarté, une comédie qui ne soit pas — ou qui ne soit que dans une proportion très faible — une pièce à thèse, si c'est là ce que le public désire aujourd'hui, ce qu'il désire, c'est la comédie française classique telle qu'elle a existé depuis Corneille jusqu'à Scribe.

Et il n'est pas douteux pour moi que ce ne soit précisément ce que les auteurs comiques contemporains lui donnent. Une étonnante pléiade de charmants auteurs comiques (et si je dis pléiade, c'est précisément parce que j'en compte sept; seulement, je me garde bien de les énumérer, parce que ma liste en laisserait dehors deux ou trois que je ne veux pas désobliger et qui, si je la laisse anonyme, s'y rangeront tout naturellement), une pléiade vraiment extraordinaire, telle qu'il me semble qu'il n'y en a jamais eu une à aucune époque dramatique, donne en ce moment à la Comédie-Française un regain inattendu de gloire. Or, sauf les différences de forme et de ton, elle fait la comédie exactement comme on la faisait avant Scribe, comme on la faisait au commencement du XIXe siècle, au XVIIIe siècle et au XVIIe siècle, Molière mis à part, pour cause d'incomparable grandeur.

Elle a retrouvé, sans la chercher, la tradition. Elle est éminemment française. Sa comédie n'est pas un drame et n'a point d'analogie, même lointaine et apparente, comme en ont Augier, Dumas fils et Sardou, avec la tragédie bourgeoise de 1750. Sa comédie n'est point une satire, une satire proprement dite et exclusivement une satire. Sa comédie n'est point un vaudeville, et même, à mon gré, s'écarte par trop du vaudeville et ne se donne pas assez la peine d'être ingénieusement disposée; et il y a une distance entre ne savoir que le métier et le mépriser jusqu'à se placer en dehors des conditions nécessaires de l'art dramatique.

Enfin, sa comédie est une comédie.

Cette école, ou plutôt ce groupe, fait très belle figure déjà dans notre histoire littéraire. Il me semble appelé à de très glorieuses destinées. Tout ami des lettres et tout patriote doit s'en réjouir. Je n'ai que très peu de conseils à lui donner : éviter la polémique, qui est très peu à sa place au théâtre; — mépriser moins les habiletés dramatiques qui sont choses auxquelles il est honteux de devoir le succès quand on n'a qu'elles; mais qui sont la solide armature où une pièce, bonne par tout autre chose, s'appuie et par où elle se soutient; — ne pas croire, ce que quelques-uns ont peut-être tendance à penser, qu'il suffise pour écrire une pièce de théâtre d'avoir de l'esprit; mais être persuadé qu'ici comme ailleurs l'esprit sert à tout et ne suffit à rien.

Et dans tous les cas, même telle qu'elle est, la comédie française contemporaine est une chose à quoi l'Europe tout entière serait très embarrassée d'opposer ou de comparer quoi que ce soit venant d'elle. Ceci ne nous doit être qu'une consolation, et bien modeste. Mais encore il y a que c'en est une (1).

ÉMILE FAGUET.

UN RUSSE PARMI LES INSURGÉS DE CUBA

(Mai 1896-Mars 1897.) (2)

VII

Après le départ de Maceo les trois Russes restèrent à Francisco et avec eux un Vénézuelien du nom de Velasco et un vieux capitaine, vétéran des précédentes révoltes. Tous s'installèrent à la préfecture, remplie de blessés, de malades et aussi de gens bien portants qui s'y étaient faufilés pour s'assurer un peu de nourriture.

Certucha, en partant, ne laissa aucun médicament. Les blessés endurèrent patiemment leurs souffrances, mais les malades, ceux surtout qui étaient atteints de la fièvre jaune, gémissaient bruyamment. Par bonheur, les Russes étaient munis d'acide phénique et l'un d'eux se mit à faire les pansements.

Quant aux malades, il fallut se contenter de leur donner platoniquement des conseils d'hygiène. Ils écoutaient attentivement le baragouin espagnol du médecin russe improvisé, branlaient affirmativement la tête et avalaient, au risque de se brûler, l'eau bouillante qu'il leur administrait pendant les accès de fièvre. Il acquit avec ces simples remèdes une réputation médicale bien supérieure à celle du docteur Certucha.

Les blessés guérissaient rapidement, grâce à leur organisme de fer et surtout au nouveau modèle de fusils dont les Espagnols étaient aussi pourvus. La nouvelle balle qui peut traverser sept corps est plus humaine que l'ancienne, elle ne brise pas les os et reste rarement dans les chairs. Étant relativement très menue, elle produit de petites blessures, car le Russe blessé atteint à la jambe ne s'aperçut qu'il était atteint que deux jours après la rencontre de Montesuelo.

Huit jours à dater du départ de Maceo, le bruit se

1 Cette étude servira de préface au 23e volume des *Annales du Théâtre et de la Musique* de M. E. Stoullig.

2 Voyez la *Revue* du 2 juillet 1898.

répandit qu'on avait aperçu un détachement d'Espagnols se dirigeant sur Francisco. Le noir préposé par le préfet au commandement sortit sur une colline et se mit à crier : « Les Espagnols arrivent, cachez-vous dans la forêt! »

Comme il accompagnait cet avertissement de signes appropriés, ce télégraphe primitif atteignit son but. Les hommes rassemblèrent leurs hardes et coururent dans la forêt. Mais déjà la fusillade commençait, et dura une heure.

Vers le soir, le préfet arriva et raconta que 500 Espagnols venaient de passer, et qu'ils portaient des vivres au fort le plus rapproché. Bien que les insurgés fussent au nombre de 18 seulement, le bruit de leurs coups de fusil décida l'ennemi à changer de route, laissant derrière lui quatre mules chargées de ballots et un cheval portant une selle d'officier couverte de sang.

Le préfet, supposant que les Espagnols pourraient revenir par la même route, proposa aux étrangers présents d'aller habiter une cabane isolée dans la forêt, située au haut de la colline et d'où le regard embrassait toute la vallée.

Au pied du mont s'étendait la plaine ; auparavant de riches plantations couvraient cette étendue maintenant envahie par les herbes et les buissons. Par place, on distinguait les ruines noircies d'habitations incendiées ; tout était morne et désolé et semblait se recueillir dans l'attente de temps meilleurs pour refleurir avec une nouvelle force.

Cette plaine était séparée par un ravin d'une rangée de collines vertes qui fermaient l'horizon de leurs ondulations de plus en plus basses, et là, comme une tache grise à peine perceptible, apparaissaient quelques huttes grises groupées autour d'une maison rouge. C'était le fort espagnol, Punto de la Sierra.

Quelques jours plus tard, la petite colonie cosmopolite s'augmenta de trois Américains et d'un Irlandais, venus d'une préfecture voisine.

L'un des Américains était un *teniente-coronel* de l'armée des insurgés. Il était déjà depuis quatre mois à Cuba, et sa solide constitution, défendue par une riche provision de médicaments, avait résisté aux effets du climat. A la rencontre de Montua, il avait reçu une blessure au genou, et à ce moment il était à la recherche du détachement de Maceo. Les deux autres Américains, Konroë et Santi, n'avaient pas réussi à s'acclimater et, comme les Russes, étaient atteints de la dysenterie. M. P. S...ov voyait combien ils souffraient, et dépérissaient, sans rien pouvoir pour alléger leurs maux. Médecins et remèdes manquaient totalement et, ce qui est plus grave, le lait faisait défaut, car les vaches cubaines en donnent très peu et seulement une fois dans les vingt-quatre heures.

Quatre jours plus tard, Santi mourut et, une heure après qu'il eut rendu le dernier soupir, on le coucha dans la terre, pendant que ses deux compagnons malades attendaient le même sort. M. P. S...ov était déprimé par le manque d'activité et l'ennui mortel qui pesait sur lui, sans qu'il pût entrevoir un terme à cette situation.

Tout l'effort et l'ingéniosité de la colonie se concentraient sur un point : réussir à préparer la viande de façon à la rendre mangeable sans sel et sans pain.

Les Russes apprirent aux Cubains à faire des côtelettes russes et ils faisaient des grillades du matin au soir, au moins dix fois par jour, à la grande satisfaction de leurs compagnons. La *malanga* en était l'unique assaisonnement et bientôt ce condiment manqua aussi. Alors le journaliste russe et quelques insurgés allèrent en chercher dans le pays jusqu'à trois et quatre milles à la ronde. Ils dépouillaient les champs qu'ils trouvaient sans s'inquiéter de savoir à qui ils appartenaient; tout le monde recourait à la maraude pour s'approvisionner de légumes. Il était à prévoir que bientôt il ne resterait plus dans ces parages que de l'herbe.

Pendant ces expéditions, le journaliste russe rencontrait souvent des familles entières dont la malanga cuite dans l'eau, sans sel, était l'unique aliment. Le cœur se serrait à la vue des pauvres enfants, avec de gros ventres boursouflés et pendants, tous décimés par la dysenterie. Et pourtant, deux ans auparavant, ces hommes avaient tout à leur disposition, du bétail, des champs de riz, du café, du sucre, des légumes... la guerre leur avait tout pris et menaçait de leur enlever encore la malanga qui, au temps de leur prospérité, servait à engraisser les porcs.

Évidemment, le joug espagnol a pesé bien lourdement sur la population cubaine pour qu'elle se soit résolue à s'exposer à de pareilles souffrances...

VIII

L'arrivée d'un officier de l'arrière-garde de Maceo jeta quelque diversion dans la petite colonie. Il apportait un peu de sel marin que les insurgés se partagèrent fraternellement, à raison d'une cuillerée à soupe par tête. Puis la vie reprit son cours monotone. Tout le monde souffrait d'insomnie. Les deux Américains, l'Irlandais et les deux Russes passaient les nuits à errer à la belle étoile. Tous étaient accablés par la situation et aspiraient à sortir de ce trou pour rejoindre Maceo ou, mieux encore, ils rêvaient de quitter cette île douloureuse.

Les Américains en gens pratiques avaient tout de suite calculé que tant que Cuba ne serait pas pacifiée,

il n'y aurait pas de *business*, et que, longtemps avant la pacification, ils seraient tous morts de privations et des effets du climat.

L'Irlandais, qui avait autrefois perdu le poignet de la main gauche, était sans doute venu à Cuba comme dans un asile, afin de pouvoir vivre sans travailler. Il était de haute stature et possédait un appétit encore plus grand que sa taille; taciturne, il ne parlait presque pas, aussi, lorsqu'un beau jour il se mit à discourir tout seul, ses compagnons comprirent qu'il devenait fou.

Les trois Russes arrivèrent à la conclusion que prolonger leur séjour à Cuba, c'était perdre leur temps et leur santé, alors même qu'ils réussiraient à rejoindre Maceo, car déjà deux d'entre eux ne pouvaient plus être qu'un embarras pour les insurgés, et seraient forcément internés dans une autre préfecture. Les expéditions à la recherche de la malanga décidèrent de leur sort.

Comme il ne restait presque plus de ce tubercule dans la région, les Cubains formèrent un petit détachement dans l'intention de dépouiller les potagers plantés dans les environs du fort espagnol. M. P. S...ov prit un sac, le winchester du Venezuelien, et se joignit à ce détachement. Tard dans la nuit, ils arrivèrent aux jardins qui abondaient en légumes et les sacs furent vite remplis. Les Cubains en chargèrent leurs chevaux, le journaliste russe son dos, et tous se mirent en devoir de porter ce butin à leurs compagnons. Chemin faisant, les Cubains tiraient en l'air pour effrayer les Espagnols.

En effet, tout de suite après, une fusillade irrégulière commença derrière la forêt et ne finit qu'avec le jour. A en juger par le bruit, les coups venaient de loin, mais M. P. S...ov fut content d'apprendre ainsi la direction des forts, et les trois Russes prirent le parti de rejoindre le camp espagnol et de se livrer.

Pour préparer leur évasion, ils habituèrent leurs compagnons à ne pas les voir pendant plusieurs heures, et ils employèrent ce temps à errer dans la forêt. Enfin, un jour, ils disparurent pour ne plus revenir. Exaspérés par cette situation qui ne pouvait avoir pour dénouement que la mort ou la folie, et bien résolus à ne livrer aucun renseignement sur leurs anciens camarades, ils préférèrent la fusillade des Espagnols à cet état d'inaction forcée, qui ne profitait à personne.

Le soir, au crépuscule, ils arrivèrent aux potagers des forts, mais un obstacle imprévu surgit : sur la route qu'ils devaient suivre, ils distinguèrent la fumée d'un bivouac, devant lequel ils ne pouvaient passer sans être découverts. D'après les conjectures de M. P. S... ov, le fort espagnol se trouvait à gauche, derrière la forêt; il fallait donc essayer de l'atteindre par cette voie.

Il faisait tout à fait sombre et les trois Russes avançaient en tâtonnant, se perdant à chaque instant de vue. Les lianes enlaçantes et fortes comme des câbles leur barraient le chemin. Comme ils n'avaient pas de hache pour les couper, ils devaient, à chaque instant, dévier de leur route pour trouver un passage moins encombré. M. P. S...ov marchait en avant, écartant des deux mains les branches cinglantes des arbres.

Après minuit, les trois camarades se trouvèrent au sommet d'une colline non boisée. Des deux côtés opposés on voyait des feux : de l'un, les bivouacs de la préfecture de Francisco, de l'autre ceux de Punto de la Sierra. Les deux feux étaient à distance égale; les Russes étaient donc à mi-chemin du fort. Ils résolurent d'attendre le jour pour bien étudier la place avant de continuer leur route. Tout à coup, ils entendirent des voix. Ils se couchèrent à plat ventre et restèrent immobiles.

Les voix continuèrent à bourdonner. Il était impossible de distinguer les paroles et de savoir si elles appartenaient aux insurgés ou aux guérillas. D'ailleurs la situation dans les deux alternatives était également périlleuse, car les guérillas ne se seraient pas privés de l'intéressant spectacle d'une exécution de Russes et les auraient pendus ou fusillés sans autre forme de procès, comme ils en usaient avec tous les insurgés qui leur tombaient sous la main.

Il s'agissait de réussir avant le jour à se réfugier dans la forêt. Lorsque le soleil se leva, le fort était encore trop loin pour être visible. Le Russe malade était devenu si faible, qu'il commençait à délirer; il il fallut le placer dans un hamac et le porter. Après plusieurs heures de marche au hasard, les fugitifs découvrirent à une faible distance les huttes grises avec la maison rouge au milieu.

Un quart d'heure plus tard, huit Espagnols armés, qui formaient toute la garnison du fort, les arrêtèrent.

Sur ces huit hommes, sept étaient nu-pieds, le chef seul avait des pantoufles. Les Russes lui déclarèrent qui ils étaient et dans quelle intention ils étaient venus à Cuba. L'homme en pantoufles accueillit avec beaucoup de méfiance leurs déclarations, les fouilla et leur posa même cette question naïve :

— N'avez-vous pas de la dynamite sur vous?

Cependant l'état piteux dans lequel les fugitifs se trouvaient le convainquit bientôt de l'inanité de ses craintes, et il envoya un cavalier au camp voisin pour prévenir l'officier.

Lorsque celui-ci arriva, il fouilla de nouveau les trois compagnons. L'homme en pantoufles s'empara de leur fusil, pendant que ses subordonnés se contentaient de s'approprier une paire de lunettes, une

boîte de sel, des fragments de ciseaux et un portefeuille vide, qui fut plus tard restitué.

Après quoi deux des Russes furent mis à cheval et tous les trois envoyés au fort voisin, qui était le quartier général de l'officier. On leur fit subir un nouvel interrogatoire et on les enferma dans une baraque.

La garnison de Punto de la Sierra, comme celle de la plupart des forts, est formée de guérillas. Leur entretien coûte beaucoup moins cher que celui des soldats qui arrivent d'Europe, et ils sont beaucoup plus expérimentés et plus endurants. Ils suivent la tactique des partisans comme les insurgés, dont ils ne se distinguent ni par le costume ni par aucun signe extérieur. Le journaliste russe n'a pas vu de nègres parmi eux. Le gouvernement espagnol se garde bien de gêner les guérillas par une discipline quelconque, car à la première contrariété ils passent à leurs compatriotes, les insurgés.

Le lendemain l'officier reçut du commandant l'ordre de laisser les Russes en liberté en leur enjoignant de se présenter au fort Santo-Carlos, situé à six milles de Punto de la Sierra. Mais, les Russes ne jouirent qu'une demi-heure de la liberté, le guide unique qui les accompagnait d'abord fut peu après remplacé par deux hommes armés, et, de libres étrangers qu'ils étaient, ils devinrent des prisonniers.

Les gens de l'escorte étaient très amusants et tout le long du trajet supplièrent leurs captifs de leur donner leurs montres « en souvenir ». Des cavaliers arrivaient sans cesse pour s'assurer que les prisonniers ne s'étaient point sauvés, puis retournaient à leur poste. Cependant la fuite était matériellement impossible. Les Russes passaient par un défilé étroit long de vingt milles entre les hautes parois verticales des rochers de la Sierra; deux forts, l'un à l'entrée et l'autre à la sortie du défilé, le rendent imprenable.

A mi-chemin de Santo-Carlos, les prisonniers se trouvèrent en présence de l'adjudant du commandant. Il ordonna à l'escorte de se montrer plus sévère *con estos gentes* et de les amener dans la maison de l'officier à deux milles avant le fort.

Arrivés là, les Russes furent enfermés dans un dépôt de tabac et l'officier commença un nouvel interrogatoire; l'air rogue, il débita une tirade interminable qui devait être une perle du bureaucratisme espagnol, à en juger par sa longueur, et à laquelle les Russes ne comprirent rien. L'officier dut s'en tenir au vocabulaire d'usage courant.

— Pourquoi avez-vous combattu contre l'Espagne « les armes à la main » ?

Les Russes répondirent qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de se battre contre l'Espagne, ni avec ni sans armes, et qu'ils étaient froissés de cette supposition.

— Nous n'en voulons pas plus à l'Espagne qu'à la Chine ou aux îles Sandwich. Nous avons profité d'une occasion pour venir étudier sur place l'état des choses dans l'île, et maintenant nous allons demander à notre consul de nous rapatrier.

— N'ayez plus aucun espoir de jamais revoir votre patrie, leur dit-il sentencieusement : Vous êtes des insurgés, je le reconnais à vos têtes... Vos passeports ont été fabriqués par vous. Si l'on ne vous a pas encore tués comme des chiens, maintenant vous pouvez être tranquilles, on va régler votre compte. Je suis sûr que vous êtes des artilleurs de cette canaille de Maceo... Vous êtes nos prisonniers... et jusqu'à ce que j'aie reçu de nouveaux ordres du gouverneur de la province, vous resterez dans cette prison, sous une garde sévère.

Il parlait avec tant de volubilité et faisait des gestes si comiques que les prisonniers ne purent se tenir de rire. Enfin, il les quitta, fit fermer à double tour le dépôt de tabac et à la porte plaça une sentinelle.

Après tant d'aventures, les trois compatriotes eussent été très heureux de rester un peu entre eux, mais cette satisfaction ne leur fut pas accordée. Le bruit de leur arrestation s'était répandu et personne ne voulait perdre l'occasion de voir « trois artilleurs du camp de Maceo ». On affirmait qu'on avait capturé aussi un canon et qu'on allait couper la tête aux prisonniers. Les femmes amenaient leurs enfants pour leur montrer les monstres.

Les sentinelles ouvraient gracieusement les portes du dépôt et détaillaient les exploits de leurs pensionnaires.

Les Russes restèrent ainsi quatre jours sans rassasier l'attention du public ; les curieux ne les laissaient même pas tranquilles la nuit, et avec l'autorisation du maître de la maison, l'officier Lorenzo, ils venaient avec des bougies allumées pour voir quelle mine ces gens avaient en dormant.

Un des Russes, qui était peintre, se mit à dessiner, et Lorenzo l'invita à faire sur un carton à chapeau son portrait, dont il fut du reste enchanté. En retour, il donna l'ordre de bien nourrir ses prisonniers, et quand on les expédia plus loin, il mit à leur disposition deux vieux chevaux; il s'excusa de n'en pas donner une troisième de crainte de leur faciliter l'évasion.

IX

Les trois compagnons partirent pour Pinar-del-Rio escortés de huit soldats à pied et d'autant de cavaliers. Les fantassins étaient des représentants typiques des soldats espagnols sur l'île. Il n'y en

avait pas un âgé de plus de dix-huit ou dix-neuf ans ; chétifs, de petite taille et paraissant sortir du lazaret tant ils avaient l'air malade.

Tout le long de la route, ils se querellaient, injuriaient leurs captifs et souvent les encourageaient à la marche à coups de crosse.

Ils étaient surtout fâchés du mutisme des Russes qui avaient convenu entre eux de montrer le moins possible qu'ils savaient l'espagnol.

Un des cavaliers avait sur lui un fragment d'obus des insurgés qu'il mettait sans cesse sous le nez des Russes, en leur disant que c'était leur ouvrage. Un des fantassins se sentant fatigué, le chef du convoi ordonna au prisonnier malade de lui donner son cheval.

Après avoir passé la nuit à Las-Mulas, les prisonniers furent envoyés plus loin avec un convoi de vivres qui retournait à vide. Ils furent placés sur de grands mulets et entourés de cavaliers ; ces bêtes avaient des bâts formés de deux planches de cuir se joignant à angle aigü, et lorsque les bêtes marchaient, le cavalier dansait sur ce bord aigu qui s'enfonçait dans les chairs. Ce traitement n'était pas encore assez cruel sans doute, au gré des Espagnols, car ils avaient soin de lancer les mulets au grand galop chaque fois que le chemin descendait, et les Russes étouffaient leurs cris de douleur pour ne pas exciter leurs ennemis à inventer de nouveaux supplices.

Il fut décidé que pour faire plus d'effet, les prisonniers seraient conduits en triomphe dans les principales rues de la ville où se pressait une foule nombreuse évidemment avertie longtemps à l'avance. Les patriotes espagnols envoyaient à l'adresse des Russes des jurons et même des écorces d'orange. Devant la maison du gouverneur, les Russes furent descendus des mulets et on les installa dans une véranda où plusieurs officiers les entourèrent et leur offrirent des chaises, en leur posant toutes sortes de questions.

Leurs manières polies frappèrent agréablement les prisonniers après les mauvais traitements que leur avaient fait subir les officiers des forts, mais d'après les interrogations qu'on leur adressa, ils conclurent que les Espagnols étaient mal renseignés sur l'armée et les faits et gestes des insurgés. Il va sans dire qu'ils s'abstinrent soigneusement de donner des informations.

Peu après, ils furent présentés au gouverneur qui les reçut très aimablement et leur dit qu'il allait les envoyer à la Havane pour les mettre à la disposition du général Weyler ; en attendant il les fit enfermer dans deux cellules en leur donnant deux compagnons qui se faisaient passer pour des insurgés captifs.

Les Russes devinèrent les intentions de l'aimable gouverneur et se tinrent sur la réserve.

Le lendemain matin, ils furent expédiés à la Havane par l'unique train, accompagnés seulement d'un officier de gendarmerie et d'un gendarme. Ce dernier, un énorme gars qui louchait, voulut leur lier les bras, mais l'officier s'y opposa.

— Nous les livrerons sains et saufs sans cordes, dit-il.

Les trains entre Pinas-del-Rio et la Havane circulent seulement de jour et encore non sans grand danger. La distance entre les stations est très considérable, et les forts qui ont été élevés de loin en loin ne suffisent pas pour assurer la sécurité de la circulation. Le télégraphe a été coupé par les insurgés, et les trains sont souvent attaqués ; aussi y a-t-il dans chacun d'eux une garde spéciale placée dans un wagon de fer à l'arrière du convoi.

Le chemin de fer passe près d'Artémise la *trocha* de Weyler. Autrefois, on allait de Pinar-del-Rio à la Havane en six heures, actuellement on met deux jours pour faire ce trajet et l'on passe la nuit à Artémise. Il en fut de même pour nos voyageurs, qu'on enferma dans une église. Le lendemain après-midi on se dirigea sur la Havane avec un convoi de soldats malades, victimes du climat. A la fin d'octobre 1896, il y avait 32 000 soldats malades dans l'île de Cuba et ce chiffre ne donne pas la proportion exacte du nombre d'invalides, car, jusqu'à ces derniers temps, chaque semaine on les rapatriait par centaines sur des bateaux spéciaux.

Le wagon dans lequel se trouvaient les Russes était sombre, et tout le temps les sentinelles les tâtaient pour s'assurer de leur présence. Aux stations, le wagon se remplissait de curieux qui examinaient les prisonniers à la lumière d'allumettes en les assaillant de questions. Comme ils ne répondaient pas, on les criblait d'injures et on leur annonçait leur fin prochaine.

Aux approches de la Havane, le train dut passer sur de gros cailloux ; à ce moment, les insurgés tirèrent sur le convoi, et les parois de fer du wagon résonnaient sous les balles. Cette attaque se produisit aux portes mêmes de la Havane au moment où le général Weyler assurait que, dans cette province, il ne se trouvait pas un insurgé, et qu'il en finirait avec l'insurrection de Pinar-del-Rio en deux semaines. Évidemment, comme la plupart des officiers espagnols, il ne connaissait pas l'état véritable des choses. D'ailleurs ses reconnaissances à Cuba se bornèrent à des promenades en mer le long des côtes.

X

Les captifs arrivèrent à la Havane tard dans la nuit. Des gendarmes s'emparèrent aussitôt d'eux, les lièrent l'un à l'autre, leur passèrent les menottes

aux poignets et les firent monter dans une cariole sans fenêtres. Une heure plus tard, ils arrivèrent au quai où ils furent embarqués dans un canot. Pendant ce trajet les soldats s'amusaient à tirer les cordes, en demandant aux captifs si elles n'étaient pas trop serrées. Ils gagnèrent de la sorte la forteresse Morro où on les interna.

L'officier de garde, avant de commencer l'interrogatoire, selon l'habitude espagnole se mit à injurier les prisonniers. Lorsqu'il apprit qu'ils étaient russes, il expliqua aux gendarmes que *russos* voulait dire *allemanos*. Il inscrivit leurs noms, celui de leurs père et mère. Dans la dernière colonne — *posesion social* il nota *pobre;* ensuite les captifs furent fouillés, dépouillés de leurs passe-ports et lettres et enfermés dans une cellule commune où se trouvaient soixante prisonniers endormis dans des hamacs suspendus à des anneaux dans le mur.

Le lendemain matin les Russes furent pressés de questions par leurs nouveaux compagnons, mais ils les prévinrent en français qu'ils ne comprenaient pas l'espagnol. Ceux-ci n'insistèrent pas, et quelques-uns dirent même que les prisonniers avaient raison de n'être pas trop communicatifs. Tous, à l'exception de trois ou de quatre Espagnols, étaient des Cubains, arrêtés comme suspects d'avoir des sympathies pour les insurgés.

Toute la forteresse était remplie de suspects; lorsqu'il y en avait trop, on les déportait aux îles. Les criminels plus compromis sont enfermés dans une autre forteresse *Cabania,* qu'on a surnommée aux États-Unis « l'Abattoir »; Là, on fusille, on pend, on coupe la tête aux insurgés. Cette dernière opération se fait d'une façon très sommaire; un bourreau tient la tête du condamné, et un autre lui scie le cou avec le macet jusqu'à ce que le chef se sépare du tronc.

Beaucoup de prisonniers de Morro ont été arrêtés longtemps avant la dernière insurrection. Un vieux colonel y est interné depuis dix-sept ans. Pendant le séjour des Russes on y a amené le fils de ce colonel, un jeune homme de vingt ans. Les prisonniers ne sortent jamais de la caserne. Un officier ne se montre que lors de la distribution des vivres et pendant le reste du temps les prisonniers sont livrés à eux-mêmes.

A Morro, il n'y a aucun antagonisme entre les insurgés et les Espagnols. Les sentinelles conversent paisiblement avec les prisonniers à travers la grille de la porte et vont volontiers acheter pour eux dans la cantine de la forteresse des petits pains et du vin.

Les trois Russes passèrent plusieurs jours à Morro, puis on vint les chercher pour les ramener à la Havane où ils furent promenés de dépôt en dépôt et de prison en prison. Tantôt on les plaçait avec des voleurs et des escarpes tantôt avec des banqueroutiers, des assassins, ou des prisonniers politiques.

Toutes ces prisons sont dans un état déplorable. Les hommes sont couchés par terre, pêle-mêle, sur le sol nu et humide, l'air est saturé d'exhalaisons pestilentielles qui s'échappent des trous pratiqués dans la terre et qui remplacent les fosses d'aisances.

Après avoir séjourné quelque temps dans cette atmosphère mortelle, le journaliste russe et ses compagnons furent autorisés à passer dans une prison où les détenus paient une pension de 25 cents par jour. C'est un grand bâtiment où les pensionnaires ne sont pas trop malheureux. De la rue déjà, les Russes entendirent de la musique et dans les coins de l'antichambre où un gardien en civil les fouilla de nouveau, ils remarquèrent des décors; évidemment les prisonniers charmaient leurs loisirs en jouant la comédie.

La caserne où on les introduisit ressemblait plutôt à la salle à manger d'un grand hôtel qu'à une prison. Au milieu était une table couverte d'une nappe blanche, très bien servie, et des bouteilles de vins de différents crus. Des garçons d'hôtel servaient avec empressement les pensionnaires. Autour de la table, sur des chaises et dans des fauteuils américains à balançoires se prélassaient des détenus, tous mis avec recherche. Ils avaient déjà appris par les journaux qui étaient les nouveaux venus et s'abstinrent de les questionner. Ils leur témoignèrent beaucoup de sympathie, leur offrirent un dîner copieux et voulurent même faire une collecte en leur faveur, mais ceux-ci déclinèrent cette offre.

Ils ne restèrent pas longtemps dans cette agréable prison, car quelques jours après on les manda chez le directeur, et cinq minutes plus tard ils roulaient en fiacre au consulat russe.

M. P.-Sov ne trouve pas assez d'éloges à l'adresse de ce consul russe qui est, vous le devinez, un Français chargé de représenter la nation amie. Bien qu'il ne sût pas un mot de russe, il prit énergiquement en français fait et cause pour les sujets du tsar, et il est évident que c'est à son intervention que les trois Russes, si étourdiment mêlés aux insurgés de Cuba, doivent de ne pas languir à l'heure qu'il est aux côtés du vieux capitaine cubain, qui compte déjà dix-sept années d'internement. Le consul franco-russe entoura M. P. S.. ov et ses compagnons de toutes les prévenances imaginables, leur remit de l'argent, et dès qu'ils furent en état de partir, les embarqua sur un bateau américain à destination de New-York.

MICHEL DELINES.

UN MAUVAIS QUART D'HEURE

Pour tuer le temps durant le trajet, le banquier avait acheté, à la gare, un « auteur gai », bien que la *gaudriole* ne fût guère dans ses goûts, car il passait pour être d'humeur morose, comme souvent, d'ailleurs, les êtres chétifs et mal portants. Seulement, ce soir-là, ayant à écarter de pénibles soucis, il demandait à un livre ce qu'il n'osait demander à personne, — le distraire pendant la route.

Depuis quelques années, en effet, il était si fortement engagé à la Bourse que les émotions du jeu lui avaient fatigué le cerveau, le rendant nerveux et inquiet. Il ne dormait plus, ne goûtait jamais ni repos, ni quiétude d'esprit, même les jours où il avait réalisé un gros gain. A être toujours ainsi tendus, ses traits avaient fini par se crisper de grimaces soudaines, assez effrayantes pour quiconque n'y était point accoutumé. Aussi, bien que voyager tout seul la nuit lui inspirât d'autant plus de crainte que, depuis quelque temps, on ne parlait que d'agressions nocturnes, le banquier, par sentiment attristé de sa disgrâce physique, se résignait, presque toujours, à rechercher les compartiments vides.

Comme toute la journée il avait fait très lourd, que le temps sentait l'orage, peu de gens s'étaient mis en route, — à raison du préjugé répandu dans l'Ouest que les trains en marche *attirent la foudre*. Le banquier trouva donc aisément un compartiment vacant. Il y monta, installa soigneusement sa sacoche sur les coussins en face de lui, non sans se dire qu'un malfaiteur ferait ce soir une fameuse opération en l'assassinant... Oui, un crime comme celui de l'autre jour, sur la ligne de Lyon... Ce pauvre agent de change de Marseille!.. Et dire que depuis tant d'années qu'on ne cessait, dans les journaux, de faire campagne contre les compagnies afin de les contraindre à installer des sonnettes d'alarme, on n'obtenait rien, rien!

Enfin, après tout, il n'aurait pas, comme la semaine précédente, le désagrément de contempler, deux heures durant, de ces têtes horripilantes d'imbéciles ou de quinteux qui vous énervent encore plus que les trépidations des roues sur les rails. Et puis on pouvait ouvrir les fenêtres sans demander permission à personne; et ce n'était point dommage, car, sapristi, quelle chaleur!

* * *

Un peu avant le pont du Manoir, un éclair illumina le ciel. D'autres lui succédèrent rapidement Le banquier suspendit sa lecture. Le ciel se couvrait rapidement, devenait livide. Tout le fond de l'horizon avait ces tons roux de fumée d'incendie qui promettent une formidable averse. De-ci, de-là, entre deux éclairs, de fins nuages s'accrochaient les uns aux autres, tourbillonnant, se mêlant, puis repartaient, tout déchirés, avec une vitesse folle de chevaux emportés.

Soudain la poussière arriva en rafales, précédant une petite grêle sèche qui hachait tout, faisant rage sur le toit et contre les vitres du wagon. Quelques minutes de plus et c'était un déchaînement universel, un déluge. On n'y voyait plus. Par la portière le vent jetait les feuilles d'arbre à la brassée. C'était un véritable ouragan, une trombe. Le wagon, heurté, dansait sur ses ressorts comme s'il allait être chaviré.

Le banquier fut obligé de fermer son livre. D'ailleurs la lueur du quinquet devenait si faible qu'il n'était plus possible de lire...

Alors, un peu hébété, oppressé par la tension électrique de l'atmosphère, il attendit.

. . . . . .

La rage de la tempête restait toujours la même. A un éclair plus éblouissant qui lui fit mal aux yeux, il crut qu'il n'allait pas retrouver sa respiration. Juste à ce moment le train accéléra sa vitesse, comme si le mécanicien eût eu hâte de se mettre à l'abri sous quelque tunnel. Quelle imprudence, se disait le banquier, car enfin, si l'on se heurtait à des arbres tombés en travers de la voie!...

Cependant, se rendant compte qu'à s'énerver ainsi il n'aboutirait qu'à se rendre inutilement malade, il s'efforça de ne plus penser à rien. Il ferma les yeux, se boucha les oreilles et se blottit dans un coin.

Il essaya d'abord de diriger ses pensées vers certaine opération de minerai dont la liquidation serait très fructueuse; mais déjà il était, malgré lui, ressaisi par la préoccupation des dangers du voyage. Ah! que les gens prudents avaient donc eu raison, ce soir-là, de ne pas se mettre en route! Sa peur croissait démesurément, sans qu'il sût pourquoi. Il restait haletant; maintenant c'était une insupportable angoisse. Ah! qu'il eût donné cher, dans sa détresse, pour entendre une voix humaine, pour sentir quelqu'un à ses côtés... L'idée qu'il était seul, loin de tout secours possible, l'épouvantait. Mais... où était-on?... Tout à l'heure n'avait-on pas franchi un pont?

« Tiens, se dit-il, il y a un ralentissement brusque... C'est étrange... Y aurait-il quelque obstacle sur la voie?... Non, ce n'est qu'un tunnel, car voici qu'on repart et le train siffle. Oh! que c'est odieux ce sifflement des trains qui s'engagent dans un tunnel. C'est comme un sanglot désespéré... On dirait le dernier appel d'un agonisant... Non, je ne veux plus l'entendre! » Et il se boucha les oreilles.

Le sifflet avait cessé, remplacé par l'assourdissant fracas des parois du tunnel quand, rouvrant les yeux, le banquier vit, avec une inexprimable ter-

reur, que quelqu'un venait d'entrer dans son compartiment et refermait la porte... C'était un homme tout mouillé, les vêtements en lambeaux. Quant à ses traits on ne les voyait guère, un foulard lui cachant la moitié de la figure.

L'individu semblait n'avoir pas aperçu le banquier. On eût dit qu'il cherchait à se rendre compte de quelque chose qui l'effarait. Il regardait ses mains, toutes balafrées d'égratignures, pleines de sang. Cet examen, paraît-il, le rendit furieux. Il lança un juron terrible qui fit sursauter le banquier.

En s'apercevant qu'il n'était pas seul, l'homme eut un brusque recul, comme pour se mettre en défense ; puis il souleva le bandeau qu'il avait sur l'œil, montrant une face ravagée, meurtrie, sanglante. Les cheveux étaient tout mêlés, le col de chemise arraché. A coup sûr, c'était un assassin... Le misérable, son crime commis, avait dû ramper le long du marchepied pour chercher un wagon vide et s'y réfugier un instant, afin d'essuyer ses blessures... Il s'était trompé ; quelqu'un venait de le voir et ce quelqu'un le livrerait !... Ah ! quels yeux terribles !... Le banquier comprit qu'il allait mourir. Une terreur glaciale qui tuait tout sentiment lui serra les tempes comme dans un étau.

« Je suis perdu, perdu, se répétait-il. Ce n'est pas à l'argent qu'il en veut, le bandit ; il doit en avoir les poches pleines... C'est à moi... Il lui faut ma vie !... Et pourtant, vais-je me laisser tuer ? »

Rassemblant toute son énergie, il releva la tête ; il cherchait le regard de l'homme. Celui-ci, chose étrange, au lieu d'avancer, s'était rencogné dans un coin, et, ramassé sur lui-même, semblait se préparer moins à attaquer qu'à se défendre.

Alors le banquier eut une lueur d'espoir. Si le bandit n'avait plus d'arme !... s'il avait jeté son couteau ! Ce serait la lutte des poings, des ongles... L'un plus robuste, mais l'autre plus adroit, peut-être... On pouvait essayer de se défendre ! Et puis, qui sait, les nerveux ont le poignet solide... En étreignant l'assassin à la gorge on pourrait... Oui, mais tout l'avantage, en ce cas, serait à l'assaillant, tandis que l'autre serait bloqué. Eh bien, hardi, allons-y !

. . . . . .

Ils étaient nez à nez, faces crispées, haineuses. Tout à coup, voulant terroriser son adversaire, le banquier lui cracha : « A l'échafaud, assassin ! »

L'homme eut un instant de stupeur. Il murmura : « Crebleu, en voilà une histoire ! » puis, semblant faire effort pour comprendre : « Ah çà, dites donc, vous !... pas d'erreur, hein, j'suis Godard ! »

Le banquier recula d'un pas. C'était à son tour d'être stupéfait.

— Oui, Godard !... vous avez bien entendu, Godard, l'aéronaute !... Parti tantôt de l'usine à gaz de la Villette... tombé là dans les bois, tout près de la voie... Mon ballon crevé, mon aide deux côtes enfoncées, — il est chez des charbonniers ; — moi j'ai pris une lanterne, couru le long du chemin de fer... attendu un train montant... fait des signaux... sauté sur le marchepied, cherché un wagon vide et voilà !... descends à Vernon, ramènerai un médecin. Mais, nom d'un bleu, si j'm'attendais dans c'te bagarre-là à tomber sur un réchappé de Charenton !... heureusement qu'votre crise est passée, hein... j'ai cru que vous alliez m'étrangler ! »

Puis changeant de ton et la voix courroucée :

— Maintenant, dites voir un peu qui vous êtes, car enfin... vous ne payez pas de mine !

Assez interloqué, l'autre balbutia :

— Je suis M. N... banquier... à Elbeuf.

— Banquier ?... Vous ?... Eh bien ! vrai, ils en ont des têtes à grimaces, les banquiers de votre pays... Après tout... bien possible !

Puis, éclatant de rire : « Banquier, banquier !... Pour sûr que j'en ai pas vu souvent... Montent pas en ballon, les banquiers ! »

MASSON-FORESTIER.

NOS LYCÉENS [1]

VI

Une fois libéré de cette surveillance et en possession de ses légitimes prérogatives, le proviseur devra chercher et trouver son « point d'appui ». C'est là une des nécessités du gouvernement, qu'il s'agisse d'un lycée ou d'une nation. Actuellement, le point d'appui réside en cette autorité extérieure et anonyme au nom de laquelle parle le proviseur et par qui tous ses actes sont prévus et réglés d'avance. Peut-on croire qu'il sera jamais tenté de se replacer volontairement sous ce pesant contrôle après qu'on l'en aura déchargé ? la chose n'est guère vraisemblable. Mais si la nonchalance ou la timidité l'y poussaient, il constaterait vite le néant de sa tentative ; l'autorité hiérarchique perd son efficacité dès qu'elle cesse de s'exercer sur tous d'une façon égale et indiscutée ; c'est dans l'intérieur du lycée, parmi les élèves et parmi les professeurs que le proviseur trouvera sont point d'appui. Il conquerra les premiers, s'il s'attache à leur créer un intérêt qui jusqu'ici a fait défaut dans leur existence maussade de lycéens, et les seconds s'il sait les rendre solidaires les uns des autres et se les associer dans l'accomplissement de la tâche quotidienne. Son grand auxiliaire pour y parvenir, ce sera l'association.

[1] Voir la Revue des 15 [illegible]

On s'accorde généralement à voir dans l'association une des bases en même temps qu'une des sauvegardes de la démocratie, un élément impulsif de l'activité individuelle, en même temps qu'un correctif des écarts auxquels cette activité peut donner lieu. C'est à l'Association qu'on fait appel pour rétablir çà et là l'équilibre des forces rompu par la civilisation : on lui confie volontiers les difficultés présentes; elle semble capable de résoudre la question sociale elle-même. Il est dès lors étrange qu'elle ne joue aucun rôle dans l'éducation. Nous prêchons ses bienfaits à l'homme après avoir formé l'adolescent à la pratique d'un individualisme farouche, après l'avoir systématiquement détourné de tout ce qui peut lui donner l'idée et l'habitude de l'association, après avoir enlevé à ses maîtres eux-mêmes les moyens d'y recourir. Pourquoi ces précautions? Il serait simple et raisonnable de laisser le futur citoyen s'exercer au maniement d'un outil dont l'usage, de l'aveu même de ceux qui l'écartent de lui, doit lui devenir indispensable. Et dans la vie scolaire, les occasions sont nombreuses. Nous voyons, à l'étranger, là même où l'esprit d'indépendance est le moins encouragé, où les instincts démocratiques sont le plus combattus, des groupements se constituer, entre collégiens, pour la culture des arts, ou pour la pratique des exercices physiques. Les Anglo-Saxons vont plus loin, puisqu'ils permettent la formation des *Debating Societies* où leur jeunesse s'exerce à discuter les grandes questions d'intérêt public et apprécie librement le fait du jour, les tendances du ministère et les actes du parlement; puisqu'ils autorisent aussi la publication de journaux entièrement rédigés, imprimés et administrés par les élèves. Quiconque voit de près le fonctionnement de ces assemblées et de cette presse juvéniles est frappé par le sérieux, le tact, la bonne tenue qui les distinguent. Orateurs et écrivains savent déjà classer leurs idées, les exprimer nettement et sobrement, faire un choix judicieux entre ce qu'il faut dire et ce qu'on doit taire; ils critiquent avec une franchise dénuée d'aigreur et leurs jugements, empreints encore de la gaucherie et de la raideur des débutants, sont exempts de violence. Il semblerait que de telles institutions dussent entraver l'éducation; bien loin de là, elles en sont les utiles auxiliaires. Devant la constatation d'un pareil fait, les objections, si fortes et si logiques soient-elles, tombent d'elles-mêmes. Mais, en France, nous ne sommes pas libres de tenter l'expérience totale. Soumettre nos fils à ce régime de libre discussion, ce serait leur faire toucher du doigt prématurément tout ce qui nous divise et les exposer à subir plus rudement encore le contact de la douloureuse incertitude dont j'ai signalé plus haut l'action déprimante. Depuis longtemps nous avons cessé de nous entendre sur les grandes questions fondamentales de la vie; notre ancienne formule a péri; les bases de la nouvelle sont à peine posées; afin de rester unis quand même, nous convenons de garder un silence officiel et nous nous donnons les uns aux autres un mot d'ordre de neutralité. Ce silence et cette neutralité peut-on les rompre en faveur des lycéens et allons-nous réclamer d'eux une sagesse et une tolérance de langage dont nous sommes, nous-mêmes, incapables?

Mais si la politique irrite et désunit, l'art et le sport unissent et apaisent. Il faut, en vérité, l'extraordinaire routine pédagogique en laquelle nous sommes tombés pour que nous n'ayons jamais songé à utiliser ce terrain-là et pour que l'idée de le faire nous semble audacieuse. Dessiner des nez et des bouches, solfier, faire des gammes sur le piano ou le violon, voilà tout le contact du lycéen avec l'art. Il a des dispositions pourtant en dessin comme en musique; Ces caricatures qu'il fait de ses maîtres en marge de son dictionnaire sont légères et bien enlevées et je l'ai surpris maintes fois, vibrant aux accords imparfaits d'un orchestre de rencontre. Une société chorale devrait exister dans chaque lycée : on trouverait bien aussi les éléments d'un peu de musique d'ensemble et je me demande enfin pourquoi, vers le milieu de l'hiver, une petite exposition ne s'ouvrirait pas à laquelle chacun serait admis à présenter ses œuvres, dessins, aquarelles ou épures. Je voudrais que le jury de cette exposition, que le comité de cette société chorale fussent composés, sous la présidence du maître, d'élèves élus par leurs camarades. J'entends d'ici les protestations! C'est du temps perdu, vont dire les uns; c'est une prime à la vanité, crieront les autres : avons-nous eu besoin de ces raffinements pour devenir des hommes?... Oh! l'imbécile refrain par lequel, chez nous, on condamne en bloc toutes les innovations et que d'orgueil inavoué il exprime! Les Français qui ont atteint l'âge mûr, se divisent en deux grandes catégories : celle des découragés et celle des satisfaits. Regardez-les passer et vous les classerez sans peine; l'échec et le succès les ont également amoindris dans leurs ambitions. On n'en rencontre guère parmi eux qui se sentent les ouvriers passagers d'une transformation indéfinie et qui trouvent tout simple que la génération suivante soit plus avancée que la leur, ait plus de besoins, réclame plus d'efforts. Chez nous, l'homme qui a réussi dans quelque entreprise campe à mi-hauteur, content de lui, peu soucieux de savoir si ses enfants monteront plus haut, leur souhaitant avec une naïve fatuité de faire seulement aussi bien que lui. La race ne peut le préoccuper, tant sa propre personnalité l'écrase. Au lieu d'être la ligne droite que le fils reprendra là où le père a cessé son tra-

vail, son existence est une courbe dont la mort est le point final et à laquelle une autre courbe succédera, souvent totalement différente. Et cet émiettement des forces nationales, cet isolement de l'individu, cette absence de philosophie de la vie proviennent précisément des utopies pédagogiques qui vous font crier au temps perdu, à la vanité mise en jeu. N'est-ce pas plutôt le gavage scientifique qui est du temps perdu, ce gavage que l'on subit en vue des épreuves de nos mandarinats successifs et qui aboutit si souvent à une indigestion intellectuelle? et ce que vous appelez vanité est-ce autre chose que le mobile éternel et normal des actions humaines? Quelle est cette bizarrerie de faire de l'éducation une sorte de crépuscule où tout est faussement uniforme et platement régulier? Quelle est cette folie de vouloir imposer à de jeunes garçons pleins de feu une existence de vieux savants et de moines engourdis? Si depuis cinquante ans, la lumière et la joie avaient pénétré dans le lycée, il y aurait en France aujourd'hui plus d'esprit public et moins de pornographie.

Où vous devenez tout à fait absurdes, c'est lorsqu'il s'agit des jeux. L'enfant de sept ans est maître de ses plaisirs. On le laisse s'entendre à ce sujet avec ses petits camarades; nul n'aurait l'idée saugrenue de lui imposer telle ou telle forme d'amusement. On se borne à le surveiller de loin, de crainte qu'il ne commette quelque imprudence et la surveillance est forcément intermittente. L'adolescent n'a plus aucun de ces privilèges. Les jeux qui conviendraient à ses forces, à son esprit déjà développés sont nécessairement plus compliqués, ont des règles fixes, mettent davantage à contribution les muscles et le cerveau. Leur importance est donc plus grande, leur action plus puissante. Il s'agit d'exercices qui ont passionné jusqu'aux approches de la vieillesse des hommes distingués, illustres même comme Gladstone. Que faut-il pour les organiser? Des loisirs? L'après-midi du jeudi est libre. Des terrains? On en a trouvé gratuitement en maints endroits; ailleurs il suffirait de quelques centaines de francs par an pour s'en procurer. Un matériel? Il n'est ni coûteux ni fragile. Alors, où est l'obstacle? Dans ce seul fait que de pareils jeux supposent une hiérarchie et un entraînement. On ne joue pas à la paume, au tennis ou au foot-ball comme on joue à cache-cache ou aux quatre-coins; il faut s'y préparer; il faut des chefs aussi. Voilà l'intérêt et voilà l'obstacle. Le principe de l'association, du groupement volontaire et libre est posé sans qu'on puisse l'éluder. C'est une brèche dans les murailles uniformes du lycée. Les élèves cessent d'être des numéros; tout l'embryon d'humanité que l'on comprimait en eux se réveille et entre en mouvement. L'esprit d'inégalité va-t-il s'étendre aux maîtres et le régime crouler, tout entier?... Fort heureusement, certains exercices physiques ne comportent pas cette redoutable émancipation; on peut traiter le trapèze comme la version latine, c'est-à-dire l'imposer à toute la classe et s'arranger pour qu'au gymnase les lycéens n'aient qu'à obéir, silencieux et soumis. A la salle d'armes, l'escrimeur débutant se tient sur la planche, face à face avec son professeur, sans indépendance ni initiative. Au manège le cavalier reçoit encore des ordres, s'applique à « faire les angles » ou à bien s'enlever en selle; il n'a point de décisions à prendre; il exécute de son mieux. De là l'enthousiasme un peu forcé de certains universitaires pour ces exercices dont ils n'ont pas peur. A les entendre, ce sont les seuls qui soient favorables à la jeunesse, les seuls qui prépareront de bons soldats! Dans une commission, nous eûmes une fois la surprise d'entendre des civils défendre cette thèse tandis que les généraux présents tenaient pour les jeux. Pour ma part, étant un fervent de l'escrime et ayant fondé, non sans peine, des concours annuels de gymnastique et d'équitation pour les lycéens de Paris, je ne saurais être suspect de tiédeur à l'endroit de ces sports: mais jamais je n'admettrai qu'ils puissent remplacer les jeux. Le jeu est nécessaire à l'être humain depuis le berceau jusqu'à la tombe. L'enfant qui court après son cerceau est tout mouvement; l'homme qui joue aux échecs est tout calcul; l'adolescent qui joue à la paume ou au foot-ball est à la fois calcul et mouvement. Si l'on prive ce dernier de ce qui convient à son âge, on ne lui laisse d'autre alternative que de s'amuser comme un bébé ou de bavarder comme une vieille fille. Tel est le cas pour le lycéen français. Pourquoi fait-on cela?... Un proviseur de province, me parlant de son équipe de foot-ball, me disait une fois : « Ces garçons-là, quand ils ont joué tout un hiver à ces jeux, ne se gouvernent plus par les vieux moyens. Il faut les prendre par la raison et par l'honneur. » Voilà la réponse. *Ils ne se gouvernent plus par les vieux moyens.*

Ce mot résume l'enquête à laquelle nous eûmes recours en 1894 pour fixer l'état de notre œuvre. Cette année-là, au printemps, l'Union des sports athlétiques comptait 70 associations scolaires dont 21 à Paris et 49 en province. Les plus âgées avaient six ans d'existence; leur effectif total était exactement de 3 493 lycéens. L'enquête, conduite sous la présidence du cher et regretté Henri Marion, avec M. Ed. Maneuvrier pour rapporteur, confirma entièrement les résultats d'une première enquête faite deux ans plus tôt. Elle révéla l'intense satisfaction des élèves, la sympathie un peu timide d'un grand nombre de proviseurs, l'étonnement, l'indifférence ou la méfiance de la plupart des professeurs et les préjugés encore enracinés parmi les parents. Elle

nous ouvrit des aperçus suggestifs sur les états d'âme des uns et des autres et surtout mit à néant les critiques de nos adversaires. Il apparut clairement que les associations scolaires n'occasionneraient à leurs adhérents que d'insignifiantes dépenses, qu'elles leur étaient un stimulant à se bien conduire et qu'elles ne nuisaient point aux études; chaque association avait tenu à honneur de joindre à son envoi une liste de ses lauréats; la plupart enregistraient des prix nombreux, des nominations au concours général et d'éloquents succès aux examens. Mais il apparut en même temps qu'on ne pouvait en rester là, que deux principes opposés se trouvaient désormais en présence, rendant instable la situation du lycée. L'œuvre accomplie était le résultat d'un effort des élèves provoqués et encouragés par l'initiative privée. Cet effort, ils le renouvelaient chaque année à la rentrée avec une remarquable ténacité; mais tant que ne venait pas d'en haut la parole émancipatrice, la circulaire ministérielle consacrant l'existence de l'association, celle-ci demeurait dans le lycée autoritaire et discipliné comme une ville libre au milieu d'un empire despotique. La circulaire ne vint point, mais le calcul de ceux qui l'ont arrêtée va se trouver faux. Depuis quatre ans les choses ont changé: l'opinion maintenant est en marche vers un sommet d'où elle apercevra nettement ce qu'elle devine déjà : la nécessité d'un système nouveau d'éducation pour le salut de la race française; elle voudra alors, suivant l'énergique expression d'un jeune normalien, remplacer l'usine à fonctionnaires qu'est le lycée par une « fabrique de volontés pensantes ».

Réjouissons-nous qu'une révolution violente ne soit pas nécessaire pour en arriver là, que tout semble se préparer, au contraire, pour faciliter l'évolution bienfaisante qui nous permettra de « réformer sans détruire ». Nous avons vu ce qu'il suffisait de donner au proviseur et au lycéen afin de les placer, vis-à-vis l'un de l'autre, dans une situation nouvelle, plus normale et moins tendue. Voyons ce que réclame à son tour le professeur pour pouvoir s'associer à ce grand travail de la formation virile.

VII

A voir le professeur dans son lycée, on le prendrait trop souvent pour le petit employé subalterne d'une administration publique, avec cette différence qu'il n'y jouit pas du confort relatif qu'offre le bureau. Dès la porte, l'absence de considération se marque dans le regard dédaigneux et les propos bourrus du concierge. Le professeur n'est pas là chez lui. On a beau remplacer les vieux corridors noircis qu'il a si longtemps parcourus, sa serviette sous le bras, par de belles galeries claires, il n'y est pas chez lui davantage. Il vient faire son cours, accomplir la tâche fixée, dire ce qu'il a à dire et puis s'en va vivre ailleurs. Dès que l'heure sonne, le contact avec ses élèves cesse; avec ses collègues, il ne s'est pas établi. Est-ce bien lui, l'homme auquel est confiée la plus haute mission de l'État, une mission si haute que, dans les autres pays, elle ne perd rien de sa noblesse en devenant lucrative? Et si les charges de nos budgets ne permettent pas d'espérer pour lui autre chose qu'une insignifiante augmentation de traitement, ne serait-il pas juste de lui assurer au moins une situation morale digne de cette mission? Il n'est au pouvoir de personne de supprimer du jour au lendemain un préjugé qui court la ville, mais on peut supprimer la cause qui l'a fait naître.

Si l'Université veut que ses professeurs soient traités partout avec les égards dus à leur rang, c'est à elle à commencer; car elle est en grande partie responsable de leur effacement. Eux le sentent et ils en souffrent. J'ai été surpris de constater à quel point cette souffrance inavouée influait sur leur manière d'être et sur leurs pensées. Elle se traduit chez les plus âgés par une sorte de raideur, de froideur solennelle dont ils ont peine à se dépouiller en dehors même de leurs fonctions et qui leur devient comme une seconde nature; l'expérience des mille tracas auxquels ils sont en butte leur donne en plus une circonspection exagérée qui dégénère facilement en méfiance; leur enseignement se fait alors austère et sec; ils n'ont plus cette indulgente gaieté, cette bonne humeur qui sont indispensables à l'éducateur. Les autres — les jeunes — sont poussés inconsciemment au pessimisme; ils voient le monde en noir et laissent percer, lorsqu'ils en parlent, de l'âpreté ou de l'ironie; sortir de la carrière serait l'ambition secrète de beaucoup d'entre eux: ils n'osent y songer. Quelques-uns y parviennent pourtant et se font un nom dans la littérature, la presse ou la politique; ceux-là atteignent vite au succès ayant derrière eux de précieuses acquisitions et tout un passé de labeur. Que d'efforts il leur a fallu rien que pour parvenir au professorat! Mais le plus souvent, l'occasion manque et aussi cette protection des puissants du jour plus que jamais nécessaire pour féconder le talent; le professeur demeure donc où on l'a nommé et s'attache strictement, étroitement à sa besogne; il ne veut pas voir au delà ni à côté; la science, qui maintes fois a adouci ses déboires, le console à nouveau. Quoi d'étonnant si, dans sa reconnaissance, il lui prête tous les pouvoirs et attend de son simple contact la formation des élèves qu'on lui a confiés! Son pessimisme, d'ailleurs, aussi bien que la raideur chez ses aînés, dissimule

de rares qualités, des vertus dont nous ne savons pas tirer parti. Que de forces perdues dans cette Université qui pourrait être la pierre angulaire du régime moderne et qui se trouve emprisonnée dans un réseau de traditions et de préjugés!

Ici toutefois, le réseau n'est pas bien serré : un simple effort le romprait. Il faudrait peu de chose pour améliorer grandement le lycée aux yeux des professeurs. J'accorde que chacun d'eux n'y peut avoir son bureau, mais trois ou quatre salles ne devraient-elles pas leur être consacrées — non pas des salles de classe — de confortables salons bien meublés avec des journaux, tous les grands périodiques, un billard, des recoins tranquilles pour travailler et la possibilité de recevoir un visiteur ou d'absorber une tasse de thé. Je voudrais qu'il y eût encore un abri pour leurs bicyclettes et quelqu'un pour les nettoyer, un petit laboratoire pour la photographie, des cabinets de toilette avec salles de bains et un local pour l'escrime, bien aménagé et dont l'usage pourrait leur être commun avec les élèves. On m'objectera la dépense... cela ne coûtera pas beaucoup plus cher pour l'ensemble des lycées que la buvette et le papier à lettre des députés ; que le rapporteur place les deux chiffres en regard et la Chambre n'aura pas l'audace de repousser le crédit. On me dira encore qu'il s'agit là de bien petites choses... Ce sont celles-là pourtant dont la vie est pleine. Les hommes, disait une femme d'esprit, se passent encore du nécessaire : c'est de l'accessoire qu'ils ont besoin.

Et puis, tout s'enchaîne ; le moindre progrès se répercute souvent à l'infini et de grandes réformes ont eu d'imperceptibles commencements. Dans ce cadre embelli, les professeurs prendront forcément des habitudes nouvelles ; entre eux des relations fréquentes et cordiales s'établiront et d'elles-mêmes naîtront les institutions désirables : les sociétés d'études littéraires et scientifiques qui ouvriront à leur activité un champ très vaste, qui permettront l'organisation de conférences, peut-être même la publication d'une Revue et mettront les parents en relations intellectuelles avec les maîtres ; les réunions sociales, charitables : toutes les saines distractions enfin, toutes les coopérations utiles qui charment et fortifient.

A côté du professeur, vit un paria que l'Université a créé et à qui elle reproche sans cesse d'exister. C'est le maître d'études. Assurément le problème de son rôle dans le lycée, de son autorité sur les élèves, de ses rapports avec l'administration n'est point aisé à résoudre ; il en est de ce problème-là comme de tous ceux qui n'ont pas de raison d'être, qui ne devraient pas se poser : on ne sait par où les prendre. Le maître d'études est à la fois trop ou trop peu et il y aurait un égal danger à grandir son pouvoir et à le diminuer. S'il n'était si digne d'intérêt, le mieux serait de se passer de lui et on y parviendrait. Mais lui, que deviendrait-il ? Ce n'est pas le moment d'examiner son cas. Je prononce son nom pour indiquer seulement qu'il ne saurait être un obstacle à un changement de régime et que, peut-être, il en bénéficierait des premiers. La surveillance cessant d'être ce continuel espionnage dont on nous dit à tort que l'élève a besoin (je sais des proviseurs qui ont fait en cachette de bien curieuses et probantes expériences à cet égard), le maître d'études se trouverait déchargé, au profit de son travail personnel, d'une partie de sa lourde corvée. D'un autre côté, il a prouvé que le développement des sports ne le laissait pas toujours indifférent et que le jeu pouvait devenir l'occasion d'un rapprochement amical entre le lycéen et lui. Le maître d'études est jeune et il n'est pas tenu compte de sa jeunesse. Comme le soldat, il est en quelque sorte poussé à chercher au dehors des plaisirs malsains, tant son existence professionnelle est rigide et maussade.

Oh ! ne plus voir, en pénétrant dans le lycée, d'attitudes fausses, de regards moroses, d'allures inquiètes ! Ne plus sentir que les règlements ont la fixité, le définitif du tombeau et qu'en même temps les hommes sont instables, dépendants, sans sécurité ! Ne plus trouver dans le proviseur un délégué de la bureaucratie anonyme, routinière et parcheminée ! Perdre l'impression enfin qu'on est sur un beau vaisseau fait pour flotter librement sur la mer et qui, désarmé, impuissant, est là contre le quai sans vapeur dans ses chaudières, sans horizon pour son équipage, sans but et sans espoir !

Un vaisseau, voilà l'idéal ! Celui qui le commande obéit à des chefs ; il est responsable ; on a barre sur lui. Et cependant il est maître à son bord. Il ne reçoit pas à tout propos des ordres impératifs et n'est pas exposé à de perpétuelles dénonciations. Il sait la route à suivre et évitera l'écueil. On a confiance en lui. A son tour il a confiance en ceux qu'on a placés sous ses ordres. La hiérarchie si absolue dans l'armée de terre s'atténue sensiblement entre marins et, pour sévère qu'elle soit dans le service, leur discipline n'a pourtant ni la même rigidité, ni la même continuité que celle du soldat. Le vaisseau peut suivre la côte et, sans la perdre de vue, il est isolé. Les miasmes ne l'atteignent pas.

Isolement relatif, confiance réciproque, autonomie mitigée, voilà bien ce qui convient au lycée. Mais surtout, il faut au lycéen la vie du matelot, les grands souffles purs, l'esprit libre et calme, l'insouciante gaîté et ce gymnase aérien où les muscles se durcissent en même temps que le sang-froid se forme, où l'on apprend à regarder l'espace sans vertige et à

lutter sans défaillance. A quoi donc pensions-nous de vouloir faire des hommes sans la Force et sans la Joie ? C'est l'éternelle recette qu'on ne remplacera jamais.

PIERRE DE COUBERTIN.

PORTRAIT D'UN TRAVAILLEUR

Philippe Tamizey de Larroque.

Philippe Tamizey de Larroque, dont les journaux ont annoncé la mort ces jours-ci, en dehors d'un cercle restreint d'érudits, n'était connu que de nom. Dans *le Crime de Silvestre Bonnard*, de M. Anatole France, deux étudiants causent entre eux au Luxembourg : « As-tu lu l'article de Tamizey de Larroque?... dit l'un. — Oui, c'est plein de choses. » Et cette phrase d'un roman, — qui l'avait amusé et flatté, — a plus fait, à coup sûr, pour donner au public une vague idée de son prodigieux savoir que ses innombrables publications. Au moment où disparaît ce grand travailleur, cet irréprochable érudit, cet homme excellent, je voudrais, non pas écrire la notice détaillée que lui doivent les revues spéciales, mais fixer les traits d'une figure originale et, dans la mesure de mes forces, élargir la trace d'une vie qui fut modeste, utile et bienfaisante.

*
* *

M. Tamizey de Larroque a passé presque toute son existence à Gontaud. Ce bourg de Lot-et-Garonne, situé à l'écart du chemin de fer, en un coin tranquille et charmant, entre Marmande et Agen, était comme le fief de sa famille. Son père, son grand-père, son bisaïeul et son trisaïeul en avaient été maires ; et lui-même il le fut de 1860 à 1870. L'amour de ce qu'il appelait « la petite patrie » et sa « vocation de chercheur » se manifestèrent à la fois dès sa sortie du collège : il se proposa de faire une monographie de Gontaud. Dans ses archives de famille, dans les coffres des paysans, dans le grenier de la mairie, il se mit à en recueillir les matériaux : et tel fut le point de départ de recherches qui allèrent peu à peu en s'élargissant. De l'histoire de Gontaud à celle de l'Agenais ; de l'histoire de sa province à celle du Midi et enfin à celle de la France entière, sa curiosité s'étendit sans cesse. Cette passion croissante l'amena à voyager. Il quitta Gontaud à diverses reprises, moins pour voir des lieux nouveaux que pour explorer des bibliothèques et des archives précieuses.

Parmi les livres et les manuscrits il était parfaitement heureux. Son oncle, le général de Grammont, « s'amusait à dire qu'il était né avec un gros volume à la main ».

A dix-sept ans, raconte-t-il quelque part, étant à Marmande, je vis chez M. de Saint-Géry un exemplaire des *Fœdera* de Rymer (c'était l'édition de La Haye, 1734-1745). Ma curiosité s'alluma et devint aussitôt un feu dévorant. Je demandai la permission d'emporter, sinon le trésor tout entier, du moins les deux premiers volumes, ce qui me fut gracieusenant accordé. « Mais, ajouta le propriétaire, avez-vous une voiture à votre disposition ? »

Je souris d'un air vainqueur, je pris chacun des énormes in-folio sous mon bras, et, joyeux, je franchis, sans presque m'en apercevoir, les 10 kilomètres qui séparent en droite ligne Marmande de Gontaud. Il me semblait en mon ivresse que les deux volumes ne pesaient pas une once, et je leur appliquais le mot de l'écriture sur la légèreté du fardeau que l'on porte avec amour.

Dans les grandes bibliothèques, comme curieux et comme bibliophile, il éprouva des émotions dévotes. Il avoua s'être une fois agenouillé devant un Ronsard *princeps*, relié en vélin blanc, et avoir baisé les arabesques de la couverture. A Izon, près de Libourne, dans la galerie de Jules Delpit, le fondateur des *Archives historiques* et son premier maître, « devant tant de rarissimes bouquins, tant de friands autographes, tant de splendides gravures, tant de précieuses médailles », l'enthousiasme lui faisait dire : « On ne doit guère être mieux dans le paradis ! » A Paris, rue de Richelieu, plus tard à la « Méjanes » d'Aix et à l' « Inguimbertine » de Carpentras, il oubliait les heures, « plongé dans les délices de ses transcriptions ». M. de Wailly, conservateur des manuscrits à la Bibliothèque nationale, passant un jour « devant la table encombrée de registres, où galopait sa bouillante et dévorante plume, lui dit tout bas avec un aimable enjouement : « Laissez-nous donc un peu d'inédit, s'il vous plaît ! »

De ses « campagnes » il rapportait à Gontaud des liasses de documents, copiés de sa nette et fine écriture. En même temps, les livres rares, mais surtout les dictionnaires, les grandes collections historiques, les instruments de travail s'accumulaient dans sa bibliothèque. Il finissait par posséder, en son coin de province, tout l'essentiel des imprimés, un choix unique de manuscrits. — Ses relations s'étaient étendues. Dans ces innombrables revues régionales, où sont entassées, pêle-mêle, tant de richesses et tant de futilités, il se mit à publier ses trouvailles inédites, actes officiels, mémoires, livres de raison, lettres surtout. D'une foule de célébrités locales, qui parfois sont des gloires nationales, il exhuma les correspondances. Ses articles étaient tirés à part, en général à cent ou cent cinquante exemplaires : de là des brochures presque introuvables. S'en plaignait-on, son regret était mêlé d'une joie secrète : il avait créé des raretés de librairie. Collaborateur de toutes les revues critiques et bibliographiques, il y rendait

compte assidûment des ouvrages qui se rapportaient à ses propres recherches. Il y a déjà quelques années, la liste seule de ses travaux divers remplissait un petit registre de sa bibliothèque...

Mais les circonstances l'amenèrent à se délimiter dans l'histoire de France un domaine de prédilection : ce fut le XVIIe siècle, et surtout ce qu'on appelait autrefois « la République des lettres ». Sur la proposition du Comité des travaux historiques, il fut chargé par le Ministère de l'Instruction publique de publier dans la *Collection des Documents inédits de l'Histoire de France* des lettres de Balzac (1873), les lettres de Chapelain (2 vol., 1880-1882), et enfin celles de Peiresc. De cette dernière correspondance ont paru depuis 1888 six gros volumes. « Le tome VII est sous presse, annonçait-il en 1897. J'espère que le tome X et dernier, si Dieu me prête la vie, pourra voir le jour au commencement du XXe siècle. » Ces volumes étaient accompagnés de fascicules consacrés aux correspondants de Peiresc : 21 ont paru; une dizaine étaient préparés. Le tout devait former un total de *cinq à six mille* documents.

Pour faire comprendre l'intérêt de ce qu'il appelait sa « grande entreprise », il faudrait parler de Peiresc, dire le rôle qu'a joué ce curieux de génie, ce « procureur général » de la République des lettres, — comme l'a nommé Bayle, — ce promoteur passionné de la science. Il faudrait présenter une multitude de personnages divers — philosophes, savants, érudits, collectionneurs — qui ont été ses amis, ses correspondants, ses obligés. Il faudrait dépeindre une société qui a été négligée dans l'étude de ce XVIIe siècle, — si complexe malgré les apparences; résumer un chapitre de notre histoire, — qu'on n'a pas écrit. Ce chapitre, M. Tamizey de Larroque l'a préparé : il ne visait pas au delà. Il a publié des textes sans nombre; il les a reproduits avec une exactitude rigoureuse, en en respectant, non seulement le fond, mais l'orthographe et l'accentuation même. Il était plus avide de réunir des documents que pressé d'en tirer l'histoire. Dans le plaisir de trouver de l'inédit, il oubliait un peu la raison d'être de l'inédit. Mais il y avait là, pour une part, résignation et modestie : il laissait à d'autres, plus tard, le soin, comme il disait, de faire le miel.

Cette tâche préliminaire d'éditeur de textes, il la complétait par la bibliographie. Il avait sur ce point, grâce autant à sa mémoire qu'à ses fiches, une précision et une richesse de connaissances surprenante. Son rêve — un de ses rêves — eût été de refondre, de mettre au courant la *Bibliothèque Historique de la France* du P. Lelong, en 12 ou 15 volumes in-4°. Il ne put le réaliser, faute d'un libraire : « c'était trop beau, trop ambitieux, trop icarien ». Il se consolait en prodiguant les notes. C'est dans les notes qu'éclate son érudition : il y a accumulé les renseignements les plus variés. Il s'accusait lui-même — mais avec indulgence — de noyer le texte dans le commentaire. Au fond, le chiffre de cinq cents notes, auquel il était arrivé pour certaine brochure, le rendait fier. C'est un trait du véritable érudit que l'amour pour l'annotation. Un document inédit dans le haut, beaucoup de notes dans le bas — à lire, à manier des pages de ce genre, il éprouve une joie pleine : il touche des trésors de savoir. M. Tamizey de Larroque a raconté cette anecdote : un de ses émules feuilletait, à Gontaud, le premier volume des *Lettres de Jean Chapelain* « dans le magnifique exemplaire sur grand papier qui venait d'être envoyé par l'Imprimerie nationale; tout à coup il s'écria, prenant son air le plus sérieux : « Vous êtes déshonoré! » — Je crus à la découverte de quelque énorme erreur, et, tout anxieux, je demandai : « Pourquoi donc? — Pourquoi? répondit-il en riant de mon effarement, parce que voilà une page sans notes! »

A vrai dire, en tête de ses livres ou de ses brochures, dans les notices ou avertissements, on pourrait glaner quelques fragments d'histoire : il y indique presque toujours l'intérêt des documents qu'il publie, et souvent il résume les caractères d'une correspondance, il ébauche un portrait en termes justes et vifs. Par exception, il réservait l'étude générale sur la correspondance de Peiresc pour le dernier volume, et il est profondément regrettable qu'il ait été interrompu par la mort. Avec certains hommes, il semble que le passé s'évanouisse à nouveau. Sa mémoire enfermait — ce que son œuvre ne donne pas — une image étonnante d'un monde d'autrefois. Si on l'avait transporté par miracle dans l'ancienne France, entre 1550 et 1650 surtout, il aurait été aussi à l'aise au moins que parmi ses contemporains. Il aurait reconnu les grands personnages, les grands et les moindres écrivains : il les aurait édifiés sur leurs généalogies ou sur la liste de leurs œuvres; il leur aurait conté le menu détail de leur vie et des traits de leur caractère. Mais à Beaugencier, dans la maison des champs de Peiresc, ou dans le *cabinet* des frères Dupuy, là vraiment il se serait trouvé chez lui, au milieu d'amis très chers. Car c'est un côté curieux de cette figure : il aimait le monde disparu auquel il s'était consacré. Un personnage de conte, imaginé par Prevost-Paradol, vit deux existences, — celle de la veille et celle du songe, aux antipodes : il menait, lui, une vie réelle et une vie historique. Son « héros », « ce cher » Peiresc lui était présent, lui tenait au cœur comme un des siens. A Carpentras, dans cette bibliothèque « toute remplie, comme d'un suave parfum, du souvenir de Peiresc », où il découvrit « sa belle âme à travers sa

correspondance », où il s'éprit pour lui d'un « si tendre intérêt », il s'était imposé la « mission » de lui faire rendre justice. Dans ses dernières années, il s'employa activement à la restauration de la chapelle funéraire des Fabri (1); et lors de son dernier voyage à Aix, président d'honneur du comité Peirescien, il prononça d'enthousiastes allocutions pour obtenir un monument au grand Provençal.

*
* *

Le plus doux compliment qu'on pût faire à M. Tamizey de Larroque, c'était de le comparer à Peiresc. A la fois pour lui ressembler et par penchant naturel, il était d'une complaisance et d'une libéralité extrêmes. Certains érudits ont l'esprit mesquin, jaloux et dénigrant. A lui, tout travailleur était sympathique, et ses plus vives amitiés ont éclaté soudain dans la communauté des goûts et des recherches. Non seulement il analysait les travaux d'autrui, quoiqu'il prît soin d'en relever les inexactitudes avec une bienveillance presque excessive, mais il les annonçait à l'avance, mais il les facilitait. Il a part dans un grand nombre de livres, dans plusieurs thèses de doctorat. Il a rendu d'importants services : on semblait l'obliger en lui en demandant. Fournir des renseignements ne lui suffisait pas; ses raretés, ses notes étaient à la disposition de ceux qui pouvaient les utiliser; sa maison, avec toutes ses ressources, s'ouvrait pour eux.

J'en puis parler par expérience, et ici des souvenirs personnels me permettront de compléter ce portrait. — Il y a quelques années, je désirais savoir si les bibliothèques du Midi étaient riches en documents sur Gassendi, le confident et le biographe de Peiresc. J'écrivis à M. Tamizey de Larroque, sans le connaître. Courrier par courrier, je recevais sa réponse : il m'offrait son assistance, il s'intéressait à mes projets « comme à une œuvre personnelle », il m'invitait à venir consulter sa collection. J'étais confus. Il insista. Aux vacances, je partais pour Gontaud, vers cet hôte inconnu qui ne savait rien de moi, sinon que je m'occupais de Gassendi. Et il y avait là pour moi, outre le profit que me promettait ce séjour, un attrait de curiosité, comme le piquant d'une aventure...

*
* *

Je trouvai à Gontaud un grand et gros homme, à voix vibrante, à main cordiale : avec sa large carrure, ses cheveux gris et sa moustache noire, ses sourcils drus, il rappelait Honoré de Balzac. Dans une vaste maison à plusieurs ailes, que contournait un balcon de bois, trois grandes salles combles formaient son « cabinet » et son « étude » — comme il disait dans la langue du XVIIe siècle. La dernière salle aboutissait à une terrasse : c'est là que, l'été, dès quatre heures du matin, il travaillait dans la fraîcheur et le calme. Sept ou huit chats, familiers, gâtés, dont certains portaient des noms d'érudits, grimpaient sur son dos, s'installaient sur son pupitre — impunément : Peiresc était ami des chats et a introduit l'angora en France. Pendant cinquante ans, les jours ordinaires, M. Tamizey de Larroque, levé à quatre ou cinq heures, a travaillé jusqu'au soir. Son premier soin, le matin, était de faire sa correspondance. A toute lettre il répondait immédiatement, et le courrier était souvent considérable : comme Peiresc, il entretenait des rapports avec une foule d'amis lointains et dont il n'avait vu qu'un petit nombre — mais à qui il demandait leur photographie pour la coller à la première page d'un de leurs livres (1). Les lettres, les cartes-lettres expédiées, il se mettait à la besogne — toujours prêt d'ailleurs à s'interrompre pour rendre quelque service et faisant alors retentir la maison des éclats de sa bonne voix.

Son seul repos était dans la salle à manger : le soir, pour ménager ses yeux, il se couchait presque au sortir de table. Pendant les plantureux repas, il aimait à causer et plus encore peut-être à écouter. Il y avait là deux femmes d'un esprit supérieur, dont les connaissances et les lectures étaient infiniment variées, et qui parlaient de tout avec une verve étincelante. Il y avait là souvent, aux vacances, un de ses beaux-frères, Henri Delmas de Grammont, qui avait été officier de zouaves, receveur des finances, commandant de mobiles pendant la guerre, qui est mort, dans sa villa de Mustapha, président de la Société de géographie d'Algérie, et qui semait les anecdotes, les traits et les idées. La causerie allait d'un sujet à un autre, toujours précise, toujours piquante, toujours libérale : car, malgré leurs attaches au passé, ils avaient tous trop de culture et de bonté pour être intolérants ou exclusifs.

On ne se faisait pas faute, à l'occasion, de plaisanter M. Tamizey de Larroque sur l'abondance de ses travaux et la minutie de ses recherches. Il souriait. Il admettait fort bien qu'on ne fût pas érudit. Les belles œuvres ne lui semblaient pas faites uniquement pour être annotées : il le sentait. Il lisait des poètes et des romanciers; il était majoral du félibrige d'Aquitaine; il ne manquait pas d'imagination, et il aimait les métaphores. Dans ses propos, dans ses lettres, dans ses notices et ses notes même, il y

1 Son héros s'appelait Nicolas-Claude Fabri de Peiresc.

1 Correspondant de l'Institut depuis 1875, il avait des relations suivies avec beaucoup de ses confrères. Il éprouva pour Paulin Paris autrefois et pour M. Léopold Delisle une sympathie et une admiration particulières. En Provence, son plus grand ami fut M. de Berluc-Perussis.

avait, outre la facilité et une sorte de bonhomie quelque chose parfois de savoureux et de pittoresque. Après les belles bibliothèques, il n'aimait rien tant que la campagne et la nature. Quelle satisfaction il éprouvait, lorsqu'il avait rempli sa journée ou terminé une tâche, à se promener en causant avec quelque compagnon érudit! Parmi ses plus doux souvenirs étaient les promenades qu'il fit au sortir de la petite salle de Carpentras, avec ses amis Ruelens et Magen : les manuscrits de Peiresc qu'ils venaient de déchiffrer, le mont Ventoux qu'ils contemplaient, « si beau en sa majesté solitaire », se mêlaient dans son admiration, et tout son être s'épanouissait.

Conservateur du musée d'Agen, M. Magen venait souvent à Gontaud : il était son plus intime ami. Ils avaient mêmes goûts et formaient un contraste étrange. L'un était aussi mince et fragile que l'autre était gros et robuste. Celui-ci publiait sans relâche : celui-là était lent et sobre. Magen « me comparait, a écrit M. Tamizey de Larroque, au Rhône bouillonnant, dont nous avons si souvent suivi du regard l'impétuosité torrentielle, et je ripostais en le comparant à ces étangs d'Aigues-Mortes, entrevus à notre retour de Provence, dont les eaux calmes, immobiles, étaient argentées par les rayons de la lune, et sur lesquelles semblaient endormies les larges fleurs des nénuphars ». Une fois par an, avant les deuils de 1870, M. Tamizey de Larroque se joignait à je ne sais quelle commission dont son ami était président. On partait de bonne heure. « De Gontaud nous nous rabattions sur ce délicieux pays d'Aiguillon que l'on a si souvent appelé (même en dehors de la Gascogne) un coin du paradis terrestre. Le menu se composait invariablement d'une alose péchée le matin même et d'un homérique gigot de mouton cuit à point. C'était d'habitude au mois de mai. Nous étions tous gais comme les pinsons qui s'ébattaient sous les ombrages du parc de Lafon. Magen était peut-être le plus gai de nous tous... Nous l'accusions de se griser de l'odeur des lilas et de la fraîcheur de la verdure. Ah! qu'elles étaient bonnes ces printanières parties de campagne dans un pays au magique décor, — décor qui a été célébré avec un égal enthousiasme par les étrangers comme le voyageur Golnitz, et par les indigènes comme Théophile de Viau... » L'érudition avait toujours sa part.

*
* *

Il y a une huitaine d'années, M. Tamizey de Larroque se fit construire « à la campagne » — Gontaud n'était pas encore assez calme — un pavillon auquel il donna le nom de Peiresc. « Bâti, m'écrivait-il, au sommet d'un coteau très élevé, mon pavillon domine tout le pays, ce qui me permet de jouir d'un panorama très étendu et vraiment magnifique... Le vent règne presque toujours dans les hautes régions où je plane

Comme un aigle régnant dans un ciel solitaire,

et ce vent souffle parfois si fort que je crains qu'il n'emporte à la fois l'ermite et l'ermitage. » Son pupitre était placé dans l'embrasure d'une fenêtre de ce « cabinet aérien ». De temps à autre le vent lui enlevait un feuillet que lui rapportait quelque berger ou qui s'égarait dans les bois et les vignes. Mais ce n'était rien auprès de la perte qui l'attendait.

Le 9 juillet 1895, un incendie dévora presque toute sa bibliothèque, six mille volumes environ et la plupart de ses manuscrits. Il eut « l'inexprimable douleur de voir disparaître, en quelques minutes, le fruit de près de cinquante années de labeurs non interrompus ». « Je puis dire que ma bibliothèque, complétée par mes innombrables notes, était tout ce qu'on pouvait rêver de mieux au point de vue historique, littéraire, bibliographique. Je ne me consolerai jamais d'un tel désastre », gémissait-il. Dans la notice consacrée à son cher Magen, en 1893, il le plaignait d'avoir vu sa magnifique collection presque détruite par l'inondation de 1875 : « ce désastre sans remède, ajoute-t-il, jeta une ombre sinistre sur le reste de sa vie ». Il devait avoir le même sort : ce que son ami avait perdu par l'eau, « d'exécrables flammes » le lui enlevèrent.

Il atteignait alors soixante-sept ans. Sa vue, depuis longtemps fatiguée, s'affaiblit de plus en plus. Des chagrins de toutes sortes l'éprouvèrent. Il languit pendant trois années, et ses lettres prirent un accent, non d'amertume, mais de tristesse résignée et d'autant plus poignante. « Sans le travail acharné auquel je me livre, surtout sans l'espérance en un monde meilleur, je ne sais pas ce que je deviendrais. Moi qui prêtais tant de livres, je suis obligé d'en emprunter. Moi qui communiquais tant de renseignements et documents, je suis obligé d'en demander. Plaignez le pauvre quêteur qui, après avoir connu les joies de l'abondance, subit les tristesses de la misère. » Cette plainte date d'un an après l'incendie. Quelques mois plus tard, atteint d'une grave maladie d'yeux, il déclarait : « Si elle doit durer, je suis un homme perdu, car pour moi la vie sans travail *mors est*. Mais je ne veux pas vous attrister... » Et en janvier de cette année, dans la dernière lettre qu'il m'ait écrite, — toujours bon et affectueux, mais de plus en plus triste, presque aveugle, — voici ses derniers mots : « Plaignez-moi, vous qui savez combien doit être malheureux le travailleur qui ne peut travailler! Où sont les temps heureux pendant lesquels on commençait la besogne à l'aurore et ne s'arrêtait qu'à la nuit? »

Son plus vif désir était d'achever sa « grande entreprise » : « Il me semble, disait-il, que j'irais avec plus de douceur me reposer sous la pierre où seront inscrits ces quatre mots : *Ci-gît un travailleur.* » Il ne l'a point achevée. Mais il peut reposer paisiblement : il a bien travaillé. A personne, dans notre siècle, ne convient mieux ce mot de travailleur qui, pour lui, était l'éloge suprême. Malgré l'ombre de la fin, il a ressenti dans ce travail des joies profondes; il a éprouvé « cette noble fièvre de l'enthousiasme »; il a connu et enseigné « la puissance de l'effort quotidien »; il a fait une bonne tâche, et il a été utile.

Sans doute, le travail d'analyse érudite n'est qu'un travail d'attente : il pourrait être mieux réglé; et s'y complaire, c'est perdre de vue les fins sublimes de la science. Ici je ne veux pas insister sur ce point. Mais puisque la vérité dernière, puisque les plus hautes vérités des sciences de la nature et de l'homme ne sauraient être établies sans les recherches patientes et les humbles monographies, ceux-là méritent bien de la science dont l'exemple, tandis qu'ils poursuivent le détail exact, maintient la bonne méthode et la conscience. C'est un témoignage émouvant qu'il rendait à un ami par ces lignes qu'on peut lui appliquer : « Il poussait le souci de l'exactitude jusqu'au scrupule et au raffinement. Jamais chercheur n'a moins épargné sa peine. Il était de ceux, en trop petit nombre, pour qui la vérité est si belle qu'on doit braver toute fatigue pour la poursuivre et l'atteindre. »

HENRI BERR.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'Espagne, l'Amérique et l'Europe.

Cette guerre que nous suivons depuis deux mois avec une profonde anxiété, et que certains nouvellistes trouvaient lente et monotone en ses péripéties, aura conduit l'Espagne aux suprêmes catastrophes avec une rapidité vertigineuse.

La plus belle confiance en soi, les sacrifices héroïques, les défis magnanimes à l'adversité n'ont pas suppléé à l'insuffisance des moyens et à la faiblesse de l'organisation. Le moment n'est pas venu de s'expliquer sur les fautes de l'Espagne : à la vérité, il semble que ce moment-là ne vient jamais pour les hommes. Il n'est pas permis de signaler leurs fautes avant la bataille de peur de les décourager, et il n'est pas permis davantage de les signaler après la défaite, d'abord parce que c'est devenu inutile, et puis parce que c'est augmenter le poids du malheur. Ainsi la leçon de l'expérience et de la sagesse ne trouve jamais son moment.

On ne peut exprimer qu'une infinie pitié pour la chute d'un noble peuple et lui proposer les espérances d'un relèvement lointain par le travail et par la paix. Mais il faudra que l'Espagne renouvelle profondément sa politique, son caractère et les mœurs mêmes de sa nation, pour se relever, et ce problème-là est d'autant plus difficile, que l'on voit généralement les hommes et les peuples s'attacher en désespoir de cause aux brillants défauts qui les ont perdus; ils mettent leur gloire et leur vertu même à persévérer avec une invincible constance dans les traditions qui firent leur malheur et ils considèrent que le patriotisme leur fait une loi de maintenir les coutumes et les préjugés sacrés qui ont conduit la patrie sur le penchant de sa ruine.

On ne voit pas comment la guerre en se prolongeant pourrait améliorer la fortune de la malheureuse Espagne. Depuis deux mois et demi bientôt, — la guerre a été commencée officiellement le 21 avril, — on a été chaque jour, d'espérance en espérance vaines, à une situation plus déplorable que celle de la veille. D'abord on ne parvenait pas à s'expliquer pourquoi la flotte de l'amiral Cervera restait si longtemps aux îles du Cap-Vert, puis on annonça son mystérieux départ qui était, disait-on, dirigé par les calculs d'une savante et audacieuse stratégie. Quand on la vit apparaître à l'horizon de Santiago et aller s'engouffrer dans cette profonde rade que l'on a comparée à une « bouteille », on célébra encore la hardiesse et la sûreté de mouvement de l'amiral espagnol.

Nous avons lu un grand nombre d'articles écrits par les hommes les plus compétents qui nous représentaient cette manœuvre comme l'une des plus belles opérations navales dont l'histoire ait jamais fait mention. L'inquiétude a recommencé quand cette flotte ainsi enfermée a paru se condamner à l'inaction, et surtout lorsque les Américains sont venus couler le *Merrimac* à l'entrée du goulot; mais on s'aperçut que « la bouteille n'était pas bouchée », que la flotte Cervera était toujours maîtresse de ses mouvements et d'aller prendre de l'air au large, et de nouveau on attendit un de ces coups d'éclat par lesquels se relève quelquefois la fortune. On ne pouvait pas admettre que l'amiral n'eût pas un de ces plans habiles et hardis qui, dans l'imagination populaire, doivent en un clin d'œil changer la face des choses et transformer comme par un coup de baguette magique les résultats d'une politique séculaire.

Dans les journées des 1er et 2 juillet, l'armée américaine du général Shafter, composée de 17 000 hommes d'infanterie, avec 82 pièces d'artillerie, dont plusieurs de gros calibre, attaqua et occupa, après une bataille

acharnée, les positions extérieures de Santiago. Les troupes de Calixto Garcia, 6 000 hommes environ prêtaient leur concours aux Américains. Des deux côtés on a multiplié les prodiges de valeur, les généraux ont combattu comme des soldats, des milliers d'hommes ont péri; la maladie, utile auxiliaire des armes et propagée par la guerre non moins que par les fatalités de la nature, augmentait singulièrement les pertes, surtout chez les Américains. Ces massacres joints aux ravages de la fièvre, dans un temps qui se vante de sa science et de sa liberté, forment par le contraste un spectacle plus que jamais hideux, et à la honte de l'esprit humain. Cependant la flotte Cervera a passé ces deux jours de bataille dans son inaction accoutumée : le 3 juillet, elle est sortie de la rade, elle a couru tout droit à son désastre.

Les bonnes nouvelles, télégraphiées à la hâte, comme toujours, sont remplacées par les mauvaises avec une rapidité foudroyante. La flotte espagnole était sortie « sans incident », on se félicite déjà de la savoir en pleine mer, disposant de tous ses moyens d'action et de sa puissance de vitesse supérieure à celle des Américains ; mais ceux-ci tombent sur Cervera par une suite de manœuvres et de circonstances qu'on expliquera plus tard : c'est alors la grande catastrophe et une sorte de destruction de l'Espagne elle-même frappée sur ses forteresses flottantes à une si grande distance de la patrie.

Il est certain que cette guerre, qui a pris en deux mois ces vastes proportions, n'a été voulue au fond par personne, excepté par quelques extravagants. Les sénateurs yankees, et principalement ceux du Nord, avaient pendant de longues semaines défendu la cause de la paix. Le président Mac-Kinley résistait avec opiniâtreté à la poussée des choses. Le peuple américain dans son ensemble ne voulait pas courir les risques d'une guerre dispendieuse ; il préférait de beaucoup les travaux profitables de la paix. On a raconté que des légions de « fils de famille » ou de simples ouvriers refusaient de quitter, les uns leurs ateliers, les autres leurs sports pacifiques et leur vie fastueuse. En Espagne, mêmes sentiments. Ce n'est ni la Reine Régente, ni M. Sagasta qui voulaient la guerre; et les femmes d'Andalousie étaient depuis longtemps fatiguées de donner leurs jeunes fils pour la boucherie cubaine et la fièvre jaune.

Si l'Europe avait voulu sérieusement épargner au monde ce fléau, elle devait agir au mois de février. Elle devait faire entendre que les temps de la domination espagnole à Cuba étaient révolus, que la loi évidente de l'histoire et du développement de l'humanité devait s'accomplir. Cette haute fonction politique, ce haut arbitrage de paix et de raison, qui pouvait s'en charger, si ce n'est pas l'Europe?

Elle eût affirmé ainsi sa haute magistrature morale dans l'évolution du genre humain, elle économisait aux nations une guerre, elle sauvait l'amour-propre et la fortune de l'Espagne; elle assurait la liberté de Cuba. L'Europe n'a rien voulu faire, ses politiques lui ont répété sur tous les tons que l'heure n'était pas venue encore de parler raison, — n'ai-je pas dit que l'heure de la raison ne vient jamais? — et cependant toutes les choses prévues s'accomplissent avec une logique implacable, mais elles s'accomplissent à la fois contre l'Europe, contre l'Espagne et contre nous, sans que nous y ayons pris aucune autre part que celle de l'indifférence.

On voit à présent les complications où l'on a conduit par ce système une affaire qui, il y a trois mois, était encore retenue dans des limites relativement simples. Il ne s'agissait que de Cuba et de la liberté de Cuba. Les Américains ont déclaré de la manière la plus formelle, et à la face du monde civilisé, qu'ils ne voulaient pas imposer leur souveraineté à Cuba ; ils demandaient seulement que la grande île fût libre, puisque, après tant d'années de guerre, Cuba toujours vaincue, jamais abattue, s'obstinait à rejeter la souveraineté de l'Espagne et à ne pas déposer ses armes.

M. Sagasta s'efforçait timidement de faire accepter un régime mixte, sous le nom d'autonomie, qui fût pour Cuba la liberté réelle et pour l'Espagne une souveraineté idéalisée. Mais il avait à lutter chaque jour à Madrid contre une opposition intraitable. Première lutte pour rappeler de Cuba le général Weyler qui, à tort ou à raison, avait exaspéré l'opinion de l'Europe et de l'Amérique. Weyler avait juré qu'il dompterait Cuba avant les pluies. Mais déjà on en était au déluge et Weyler n'avait pas dompté Cuba. Tous avaient fait les mêmes serments avant lui et toujours les pluies revenaient et le sang aussi pleuvait.

Ensuite, il ne s'agissait plus d'autonomie; mais d'armistice. Le pape Léon XIII, l'empereur François-Joseph d'Autriche conseillaient un prompt armistice, pendant lequel on pourrait reprendre les négociations avec les insurgés et tenir en suspens l'éventualité menaçante de la guerre avec les États-Unis. Mais les *exaltados* de Madrid s'opposaient à l'armistice encore plus vivement qu'à l'autonomie elle-même. Weyler, revenu enfin, encourageait la résistance par ses discours et ses démarches. Et toujours l'argument funeste de « l'honneur de l'Espagne » qui ne permettait, à ce qu'il paraît, aucune des solutions de la raison! C'est l'honneur qui ne voulait pas le rappel de Weyler, l'honneur qui ne voulait pas l'autonomie, l'honneur qui ne voulait pas l'armistice!

M. Sagasta passa outre, soutenu de la Régente, du Vatican et de la Cour de Vienne. Il accorda cette suspension d'armes si longtemps marchandée. Les

ministres cubains quittent la Havane pour en porter eux-mêmes aux insurgés l'heureuse nouvelle. Ils perdent des journées dans un pays dévasté, à la recherche de ces ennemis, auxquels ils vont offrir la paix, et ils ne trouvent pas leurs destinataires ; ils ont en main cette précieuse déclaration et ils ne parviennent pas à en faire usage. Ils sont obligés de rentrer à la Havane avec leur armistice inutile, leur sacrifice infructueux. Savez-vous rien de plus humain que cette histoire des concessions tardives?

Au 20 avril, toute la question est de savoir si Cuba sera libre, mais comme l'honneur empêche absolument l'Espagne de reconnaître Cuba libre après cinquante ans de guerres atroces, et comme d'une autre part la prise de la Havane présente aux Américains des difficultés excessives, ils opèrent un immense mouvement tournant, ils traversent le Pacifique et, forçant l'entrée de la baie de Manille, ils anéantissent la flotte espagnole des Philippines devant Cavite. Ils sont, par la même occasion, les maîtres des principales positions de l'archipel; aidés par la population insurgée, ils cernent la capitale et la tiennent sous leurs canons, ils attendent pour achever leur victoire les renforts qu'on leur envoie de Washington, et ces renforts, en passant, occupent sans coup férir les îles Mariannes. Ainsi il ne s'agit plus seulement de Cuba, ni seulement des Antilles ; avec les Antilles, ce sont les Philippines et les Mariannes qui sont en question. Et, comme la durée de la guerre augmente les sacrifices en hommes et en argent et remplit le peuple yankee d'une exaltation belliqueuse qu'il ne ressentait pas d'abord, les prétentions des vainqueurs s'accroissent avec chaque succès.

La seconde flotte espagnole, la plus belle, la plus rapide, l'orgueil et l'espérance de l'Espagne, est anéantie à Santiago, comme l'autre à Cavite. Les Américains défoncent, incendient, coulent les vaisseaux de leurs ennemis ; les Espagnols, qui ne paraissent dirigés que par le délire de l'enthousiasme et par l'héroïque bravade de la mort, couvrent l'Océan de leurs corps calcinés et lacérés : les Américains ne font aucune perte, — un homme tué, dit-on, et un blessé. On dirait que les deux adversaires appartiennent à des civilisations différentes, ou plutôt à des âges différents de l'histoire, l'un maître de ses moyens et de lui-même par l'éducation, l'autre n'obéissant qu'aux mouvements impulsifs de la nature héroïque, et la pensée se reporte vers ces combats où les légions anciennes avaient affaire à des armées sans casque et sans bouclier que toute leur vaillance ne pouvait sauver de la destruction.

Si la révolte de l'intraitable honneur doit s'exalter avec chaque défaite, on se demande où s'arrêtera la ruine de l'illustre et malheureuse Espagne. Cette conduite ressemble au suicide d'une nation. Comme il n'y a plus rien à détruire dans les Océans, les Américains vont maintenant se diriger sur l'Espagne. Après les Antilles, après les Mariannes et les Philippines, ils occuperont désormais sans combat les Canaries, les Baléares ; ils viendront lancer leurs obus sur Cadix et sur Carthagène. Les gens bien informés assurent que les côtes d'Espagne et les villes florissantes qui les bordent sont tout à fait à l'abri de l'attaque sauvage des Yankees et que l'Espagne peut encore prolonger la guerre : jusqu'à quel excès du désespoir et du malheur?

Si l'Europe ne se hâte pas d'intervenir par les conseils d'une sagesse tardive et par les moyens pratiques qui lui appartiennent, mais chaque jour plus difficiles à employer, elle va mettre sa propre paix en péril. La « liquidation », comme on dit, a pris des proportions énormes, qui n'étaient pas du tout dans la question à l'origine, et qui vont se développer encore jusqu'à un degré que l'imagination ne peut pas prévoir. Les difficultés intérieures du gouvernement de l'Espagne vont succéder aux difficultés de la guerre, qui, elles, sont finies, puisque l'Espagne n'a plus de vaisseaux. L'histoire, depuis la ruine de Troie, depuis la ruine de Carthage, ne nous a pas offert le spectacle d'un désastre de nation qui soit supérieur à celui-ci pour la grandeur tragique, et l'on éprouve à la fois une douleur sans bornes et une sorte de colère intime en considérant où ce grand peuple que nous aimons du plus profond du cœur se précipite par une obstination vraiment parricide.

L'Europe pourra payer cher elle-même sa criminelle indifférence, d'où les coups les plus retentissants de la fortune ne paraissent pas la tirer. Les États-Unis ont déclaré qu'ils ne poursuivaient pas une guerre de conquête : nous leurs rappelons leurs promesses, dans l'enivrement de leurs victoires, associées aux fêtes de leur indépendance ; mais ne vont-ils pas nous démontrer que la guerre a changé toutes les conditions du problème et de leurs promesses? Ils réclameront la compensation de leurs sacrifices. Bientôt il ne s'agira plus de Cuba, des Antilles et des Philippines, mais de la paix du monde, et chaque peuple pourra se dire qu'il est devenu lui-même un enjeu dans une des aventures les plus extraordinaires dont les annales humaines aient fait mention.

Le roi de Prusse, avant ses victoires de 1870, avait proclamé qu'il ne faisait pas la guerre à la France, mais à l'empereur des Français, et qu'une fois l'Empire par terre, il se retirerait avec ses soldats dans son pays. Ces affirmations royales furent affichées par toute la Lorraine. La violation de la parole du roi de Prusse est depuis vingt-sept ans la cause principale d'un état de trouble profond sur le continent européen. Deux peuples qui pouvaient et devaient

s'entendre pour les œuvres de civilisation universelle, ont été séparés par cet obstacle qui est la méconnaissance du droit et l'oubli de la parole jurée, grief plus fort que les cruautés mêmes de la guerre. Les Américains ont déclaré qu'ils ne faisaient qu'une seule et unique demande à l'Espagne et au monde : la liberté de Cuba! Avons-nous à craindre maintenant qu'ils méconnaîtront leurs promesses, et la grande démocratie américaine, exposant les principes de sa constitution politique et morale à nous ne savons quels dangers prochains, voudra-t-elle faire de sa parole ce que l'on a fait de la parole d'un roi de Prusse?

HECTOR DEPASSE

THÉATRES

Théâtre Lamartine, de M. G. de Porto-Riche. — *Variétés* (représentations musicales) : *Sœur Marthe*, drame lyrique en quatre actes, de MM. Charles Epheyre et Octave Houdaille, musique de M. F. Le Rey.

Je cherchais à dégager, la semaine dernière, les éléments essentiels du théâtre de M. de Porto-Riche. Mon analyse m'avait donné à peu près les résultats suivants : un être (le plus souvent une femme) possédé d'amour, en face d'un autre être dégoûté ou découragé de l'amour; et je vous montrais que cet amour devait être et était surtout physique. — Il semblerait donc que ce théâtre dût nous offrir presque uniquement des portraits de « possédés », ce qui est assez « court » : et des portraits pas très régalants, car le spectacle d'un homme qui « résiste » déplaît aux Gaulois que nous sommes (malgré Racine, Hippolyte nous est antipathique : encore aime-t-il ailleurs). Comment se fait-il que ce théâtre, qui semblait devoir être sommaire et déplaisant, soit au contraire le plus plein et le plus passionnant du monde? C'est ce que je voudrais chercher aujourd'hui.

En premier lieu, — et je me borne à indiquer ce point, sur lequel j'ai longuement insisté à propos du *Passé*, — en premier lieu, la force invincible de l'amour « mis en scène par M. de Porto-Riche » crée en quelque sorte sa légitimité. Il a le droit d'être, par cela seulement qu'il est tout-puissant; il est une force de la nature, contre laquelle il est inutile de lutter, à laquelle on doit se soumettre, et qu'il faut adorer. Quand les femmes exigent de l'homme qui leur plaît toutes les vertus qu'elles veulent lui prêter, elles n'ont pas tout à fait tort; si involontaire que soit le don de plaire, il entraîne après soi des obligations; on est *obligé* par ce qu'on paraît, presque autant que par ce qu'on est; l'axiome *do ut des* n'est pas vrai seulement en diplomatie ; il l'est dans la vie, il l'est en amour; l'être qui s'est donné tout entier, corps et âme, malgré tout et pour toujours, a le droit d'exiger un abandon réciproque, aussi absolu et aussi complet. Car enfin, si le don de plaire est involontaire, il faut quelque volonté pour l'exercer. Un homme qui est aimé d'une femme sait quelles vertus elle lui prête; s'il se laisse aimer, s'il contribue, en quoi que ce soit (et cela arrive toujours), à la naissance ou au développement de cette passion, il doit tenir ce qu'il a promis, même implicitement; il est en quelque sorte le complice de celle qui l'aime; il lui doit ce qu'elle attend de lui.

Cela, assurément, n'a rien à voir avec ce qu'on appelle la morale. Mais, précisément, le théâtre de M. de Porto-Riche est immoral, avec sérénité; il l'est, comme la nature, ni plus ni moins : comme toutes les invincibles forces naturelles.

De là, vient peut-être ce qu'il y a d'incertain, ou, si l'on peut dire, d' « insatisfaisant » dans les dénouements de M. de Porto-Riche. Le paroxysme où vivent ses héros est incompatible avec les nécessités de la vie. Et pourtant il faut vivre, avant tout, ou malgré tout; il faut donc qu'ils « forcent » leur passion jusqu'à la faire entrer dans le cadre d'une existence moyenne. Logiquement, les pièces de M. de Porto-Riche ne comporteraient qu'un seul dénouement : la mort. Il l'a osé dans l'*Infidèle*, où Vanina se fait tuer dès que Renato ne l'aime plus. Mille raisons lui interdisaient de s'en servir dans *Amoureuse* et dans le *Passé*. Mais Germaine et Dominique, telles qu'elles sont, ne peuvent être heureuses, — c'est-à-dire ne peuvent vivre pleinement, — dans l'existence médiocre que, nous, nous supportons à peine. Elles ne peuvent « s'en tirer », comme on dit, que par certaines faiblesses que nous nous étonnons de voir en elles : Germaine en acceptant de donner du plaisir à l'homme qu'elle a trompé, qu'elle adore, et qui la haïra; Dominique en renonçant à l'homme en qui aboutissent toutes les forces de son cœur et de ses sens. La première a appris par expérience que l'amour qu'elle rêvait était l'amour impossible; la seconde a pressenti la vie abominable qui l'attendait, et elle a préféré tout souffrir en une fois.

Je reprends. — Cette frénésie incompatible avec les lois sociales a pu faire dire, en effet, que M. de Porto-Riche prolongeait en quelque sorte le romantisme. Mais remarquez que, par cela, le drame prend une ampleur plus tragique. Ces heurts constants de la passion contre la société, c'est la lutte entre une force naturelle et une force conventionnelle, mais toutes deux égales, toutes deux pareillement invincibles. Et cela, je le veux bien, et avec la passion, c'est le romantisme. Mais du romantisme sublimé

(avec autre chose que je dirai tout à l'heure), sans déclamation et sans « révolte ». Chose digne de remarque, vous ne trouverez pas dans ces pièces si pleines de substance la moindre tentative de généralisation ; ces personnages, si vivants, si vrais et d'une vérité si universelle, ne tentent pas une fois de tirer de leur cas une théorie générale. S'ils nous émeuvent, c'est que M. de Porto-Riche a vu et nous montre leur âme tout entière, jusqu'à ce fonds commun à toutes les âmes. (« Est-ce que la douleur ne nous fait pas toutes pareilles ? » dit Françoise.)

Car les personnages de M. de Porto-Riche, ces frénétiques, ces possédés, sont infiniment intelligents : habiles à se torturer, mais habiles aussi à démêler d'où vient leur mal. Ce n'est point une découverte que la saveur singulière de ces ouvrages vient principalement de ce mélange unique de clairvoyance et de passion. Encore faut-il que la passion et la clairvoyance soient unies avec vraisemblance. Donnez à Antony l'intelligence d'Adolphe, à Adolphe l'ardeur d'Antony, vous n'aurez qu'un personnage hybride et contradictoire. Ceux de M. de Porto-Riche, au contraire (abstraction faite des faiblesses obligées du dénouement), sont singulièrement harmonieux et homogènes, si j'ose me servir de ce vocable insupportable. Passionnés, ils sentent profondément ; intelligents, ils savent exprimer avec plénitude ce qu'ils sentent. Qui donc avait appelé *Amoureuse* un drame racinien ? L'éloge n'est pas mince, et il me semble à peine exagéré. Chez M. de Porto-Riche comme chez le divin Racine, c'est la même justesse et la même acuité d'observation, la même ardeur (différemment exprimée !), la même forme frappante et simple pour traduire les mêmes sentiments profonds. Mais laissons ce parallèle qui me ferait accuser de parti pris. Il reste que les héros de M. de Porto-Riche s'emparent de nous dès l'abord par la sincérité et la flamme de leurs passions. Et l'expression qu'ils donnent à ces passions est précisément celle qui nous pénètre le plus, parce qu'elle rend avec le plus de justesse notre façon particulière de sentir.

En effet, ces héros « romantiques » sont, pareillement, d'une « modernité » singulière. Inquiets, tourmentés, clairvoyants en même temps que passionnés, ils souffrent doublement, — et c'est là, vous le savez, le grand progrès dont l'humanité est redevable à notre génération ; ils souffrent de leur passion, et de la conscience qu'ils ont que cette passion est vaine et décevante. Je ne sais à quel moment Dominique Brienne s'exprime ainsi : « L'expérience n'a jamais démontré qu'une chose, c'est que les mêmes bêtises sont toujours recommencées par les mêmes individus... » Qualifier de *bêtise* la passion qui domine votre vie, et savoir avec certitude qu'elle n'est que cela ; constater cependant qu'elle est plus forte que toute sagesse et que toute raison ; s'y soumettre, parce qu'on ne peut pas faire autrement, céder, fermer les yeux en prévoyant l'horreur du réveil, et guetter ce réveil, l'attendre, observer chacun des signes qui l'annoncent, en souffrir, enfin, dès la première ivresse du cœur... c'est le spectacle que nous donnent les personnages de M. de Porto-Riche. Il n'en est pas de plus tragique. Il n'en est pas qui nous touche plus profondément, parce qu'il n'en est pas qui soit plus « proche » de nous. Et c'est de quoi expliquer, pour une part, la sympathie ardente avec laquelle est attendu chaque nouvel ouvrage de M. de Porto-Riche.

Ce n'est pas tout. Très habilement, — à moins que ce ne soit par un obscur instinct dramatique, car en ces matières on ne sait jamais, — M. de Porto-Riche a placé ses drames dans le mariage. J'insiste sur ce point. Car *Amoureuse* a marqué un tournant de notre art dramatique. Elle a influé d'une façon visible sur le théâtre contemporain.

Entendons-nous. Les « drames du mariage », ou ses comédies, existaient avant *Amoureuse*. Dans notre théâtre national, qui est avant tout un « théâtre d'amour », le mariage joue un rôle important. Mais les aventures qui s'y nouaient étaient en quelque sorte extérieures : et elles devaient à l'indissolubilité de l'union légale une bonne part de leur intensité dramatique. Parlons avec plus de précision encore. Ces drames du mariage étaient presque exclusivement des drames de l'adultère. La trahison du mari ou de la femme en était le ressort principal : c'était le *fait* d'où naissait le drame. L'adultère était le seul danger qui menaçât les époux. Et certes, ce danger, avec toutes les souffrances et les infamies qu'il comporte, avait de quoi créer un drame. Encore faut-il remarquer que les scrupules de religion ou d'éducation, même une chasteté naturelle, ou encore la simple fidélité à la parole donnée, pouvaient empêcher, et empêchaient assez souvent, le dénouement fatal.

Hardiment, M. de Porto-Riche a dépouillé ses drames de tout intérêt accessoire. Il n'y a pas d'adultère dans son théâtre ; la faute même de Germaine, dans *Amoureuse*, n'est qu'une manière un peu grossie de montrer que la vie commune est impossible aux époux : le drame, fini au second acte, serait, pour l'essentiel, aussi poignant qu'il l'est. Il ne s'agit plus d'un fait que mille causes et simplement un peu de volonté peuvent empêcher. Il ne s'agit même pas d'un autre amour, qui est un adultère en pensée, et qui est aussi cruel que l'autre pour l'être qui aime. Il s'agit d'un sentiment sur lequel la religion, l'éducation, la pureté même et aussi la volonté, sont également impuissantes. « Personne ne peut dire : J'aime aujourd'hui, j'aimerai demain », dit Marcel à Françoise. C'est là le drame, le vrai et le seul, plus émou-

vant que l'adultère parce que l'amour-propre n'y joue presque aucun rôle, parce qu'il met seulement en scène de pauvres créatures qui se débattent contre l'inévitable, de pauvres cœurs lamentables et déchirés.

On voit tout ce que, à ceci, le drame gagne d'intensité tragique. M. de Porto-Riche a touché à ce qu'il y a de plus intime et de plus douloureux dans la nature humaine, et, si l'on peut dire, de plus humiliant, et de plus « général » aussi : l'impossibilité où nous sommes d'agir sur nos sentiments. De là cette inquiétude, cette angoisse qui fait tressaillir à chaque minute de leur vie troublée les personnages de M. de Porto-Riche. Ils jouissent de leur bonheur en tremblant, sentant qu'ils le doivent à une fantaisie ou à un oubli de la destinée, s'attachant désespérément à lui parce qu'ils le sentent fragile, et se demandant en même temps si ce bonheur même, qui est leur raison d'exister, n'est pas une illusion : si l'être qu'ils aiment les aime aussi, s'il les aimera demain, si ses caresses sont des mensonges, et si ces mensonges sont volontaires ou non... Dans l'ordre sentimental, il n'est pas de douleur plus déchirante. Et, cette douleur, nul ne l'a jamais exprimée avec une profondeur plus saisissante que M. de Porto-Riche. Il y a dans la *Chance de Françoise* et dans *Amoureuse* des mots que tout être qui a aimé ne peut écouter sans frémir; il y a dans le *Passé* des cris que toute femme « changée », — et qui ne l'est, depuis hier? — ne saurait entendre sans frisson.

Ces possédés d'amour, ces sensuels frénétiques sont infiniment malheureux. Et c'est pourquoi nous les aimons. Ils sont infiniment intelligents, et le drame est d'autant plus terrible, qui fait succomber leur intelligence et leur raison sous les coups de l'invincible amour. Je parlais de « morale », tout à l'heure. Ceux qui souffrent n'ont pas besoin d'autre châtiment que leur douleur. Il suffit de leur douleur pour que nous les plaignions; et nous la faisons nôtre dès qu'ils l'ont exprimée. Les ouvrages de M. de Porto-Riche ont cent raisons de durer. La plus certaine, je crois, c'est ce qu'ils contiennent de douleur. Il y a dans le *Théâtre d'amour* des nuances de douleur qui ne nous avaient pas encore été révélées, il y a des cris de douleur qui n'avaient pas été poussés...

Ai-je pu vous faire comprendre la rare valeur du théâtre de M. de Porto-Riche? Mille choses me reviennent, que je n'ai pas dites, ou sur lesquelles je n'ai pas assez insisté. Ai-je su, du moins, vous « expliquer » l'originalité, la vérité, la richesse de ces ouvrages? Il est possible que j'en aperçoive les défauts. Mais qu'ils disparaissent vite dans le torrent de passion qui entraîne ces pièces! La passion et la douleur je crois bien! C'est, tout le théâtre, et toute l'humanité. Et c'est pour cela qu'il n'est pas de théâtre que j'aime avec une tendresse plus sincère, que j'admire d'une admiration plus convaincue.

* *

La Comédie-Française, pour augmenter le nombre de ses « levers de rideau », a repris le *Tricorne enchanté*, de Théophile Gautier, et *Celle qu'on n'épouse pas*, de M. Paul Alexis. Ces deux piécettes ont été écoutées non sans plaisir, — mais un plaisir assez calme, m'a-t-il semblé.

* *

Enfin, je veux dire un mot de *Sœur Marthe*, le « drame lyrique » que les Variétés ont donné pour l'ouverture de leur saison musicale. Je n'ai pas à rappeler le sujet, tiré d'une nouvelle que notre collaborateur M. Charles Epheyre a publié dans la *Revue des Deux Mondes*. Le drame est bien coupé, varié et intéressant. Comme il arrive presque toujours, il ne vaut pas la nouvelle, dont le succès, si je ne me trompe, avait été très vif. J'ai regretté, pour ma part, la suppression (nécessaire, je le sais bien!) de certains développements psycho-physiologiques qui n'étaient pas inutiles à l'intelligence de l'action. — Je suis un peu embarrassé pour parler de la musique de M. Le Rey. Je reprochais l'autre jour à la critique d'avoir troublé les musiciens par son wagnérisme trop intransigeant. J'ai le plaisir de constater que M. Le Rey, tout au moins, n'a pas été atteint par la maladie courante. Oserai-je même dire qu'il y a un peu trop échappé? Sa partition nous reporte aux beaux jours de l'ancien Opéra-Comique : aucun morceau traditionnel n'y manque; et il faut un petit effort pour se faire à des procédés dont nous étions un peu déshabitués. Certains de ces morceaux sont d'ailleurs écrits avec une grâce facile, et non sans élégance. Le succès, je me plais à le reconnaître, n'a pas été douteux un instant.

JACQUES DU TILLET.

VARIÉTÉS

La « Marseillaise » en vers grecs.

En ce temps où les humanités sont si fort malmenées, où l'étude du grec et du latin reçoit de furieux assauts, où l'enseignement classique devient le bouc émissaire chargé de tous les maux qui accablent la

France, je ne puis m'empêcher de penser à Mazoyer qui eut l'amour, la folie des Humanités.

Mazoyer, professeur de seconde au collège de Saint-Vallier (Drôme), a été tout ensemble le Casaubon, le Budé, le Bembo et l'Érasme du XIXe siècle.

Animé d'un libéralisme ardent sous la Restauration, Jean-Pierre-Vital-Benoît Mazoyer, natif du Puy, travailla, dans la mesure de ses ressources, à préparer la Révolution de Juillet en propageant parmi les élèves de seconde du collège de Saint-Vallier (Drôme) les immortels principes de liberté immanents et épars dans le *Conciones*.

Il fut secondé en dessous par un puissant protecteur, M. Poupar, ancien inspecteur de l'Académie de Lyon, dont un biographe informé n'a pas craint de dire « qu'il serait parfaitement oublié s'il n'eût publié une traduction d'Horace en vers français, dont on lui a contesté vivement la paternité ». C'est mal dit ; car cette traduction n'est pas le seul titre de M. Poupar à l'immortalité. Il a, surtout, lancé Mazoyer.

* * *

Ceux qui n'ont pas assisté aux événements populaires qui ont accompagné en général toutes les délivrances et toutes les tyrannies déchues, ne peuvent concevoir l'effet que produisit la nouvelle de la Révolution de Juillet dans le petit bourg de Saint-Vallier (Drôme), dont toute la jeunesse avait sucé l'amour de l'indépendance dans les commentaires enflammés du *Conciones* par Mazoyer. La joie se traduisit principalement par des exécutions abondantes de la *Marseillaise*.

Une chose pourtant chagrinait Mazoyer.

C'était qu'on chantât la *Marseillaise* en français.

Mazoyer, je vous l'ai dit, était un humaniste dans l'âme.

Il est l'auteur d'un petit livre dont le titre, trop long pour être transcrit en son entier, commence par :

— *Vade-mecum succinct par lequel, avec le secours du nom et du verbe* sum *seul, on peut apprendre, sans maître et en quelques mois, à parler assez bien pour être compris partout, enrichi de...* etc.

Parler latin pour être compris partout ! Cette candeur honore cet homme. Cependant, comme Mazoyer était un esprit avisé, et qu'il étayait ses théories sur des faits positifs, il démontra victorieusement l'utilité, que dis-je ! la nécessité urgente de savoir parler le latin, dans une petite brochure où il raconte simplement, d'une façon touchante, l'histoire de son frère, M. Mazoyer cadet, ou l'*Aristippe de la Bérésina*.

Mazoyer cadet fut fait prisonnier à la Bérésina, et envoyé dans le fond de la Sibérie. Il parlait latin. Les humanités sont endémiques dans la famille Mazoyer. Il disait à ses compagnons d'infortune, les prisonniers français : *Sodales, nihil timentes simus !* Comme il vit qu'ils ne comprenaient pas, il les méprisa et ne leur parla plus. Mais il se fit comprendre des « seigneurs et des curés russes » et obtint d'eux, pour lui et ses compagnons, toutes les choses nécessaires à la vie. Je laisse la place à la parole enflammée de Mazoyer :

Aussi reçut-il de nos braves le beau surnom d'*Aristippe François*, pour son talent heureux de savoir parler assez bien le latin, une des plus riches et des plus belles langues que les hommes aient jamais parlées, et que l'Université de France ainsi que toutes les Académies du monde savant regardent avec raison comme un des objets les plus importants de l'enseignement ; le latin, connu depuis Calcutta et Batavia jusqu'à Saint-Pétersbourg, Kazan, Tobolk et même Pékin. Je termine, ayant l'honneur de saluer la Noble Nation et d'être un de ses Enfants.

Cette vie laborieuse fut ainsi consacrée à la diffusion des langues mortes par tous les moyens : poème en vers latins en l'honneur de Lugdus, fondateur de Lyon ; recueil de 300 narrations *en grec* et en latin de sa composition ; biographie de Gutenberg *en grec*, ou dialogue *en grec* entre *les Trois Immortelles Journées de Juillet !*

Un pareil homme ne pouvait endurer qu'on chantât la *Marseillaise* en français.

Il traduisit tous les couplets du chant national en *vers latins ;* et ce chant latin, ce *carmen* fut exécuté en chœur par les élèves de seconde, auxquels les pères, — « tous ardents libéraux et excellents latinistes », — joignirent « leurs voix mâles ». Et ils chantèrent sur l'air connu :

I

Agitedum, cives patriæ,
Dies emicat gloriæ !
Contra nos diræ tyrannidis
Vexillum stetit cruoris.
Per colles audistisne et montes
Truces istos mugientes.
Vestra ruunt in brachia
Occisum filios, connubia !

Adsint arma, cives ! Struantur agmina !
Cito (bis) *sata fœdus cruor riget arva.*

II

Ista quorsum turba servorum,
Proditorum, tyrannorum,
Turpia quibus hæc vincula
Jamdudum tendunt parata ?
Galli, nobis, o convicium !
Iram nostram excitaturum :
Audent, insani, tentare
Nos eis sicut olim servire !

Adsint arma, cives ! Struantur agmina !
Cito (bis) *sata fœdus cruor riget arva.*

Il y a dix couplets ainsi traduits. Il serait long de les donner tous, et les humanités sont en si mauvaise

passe, qu'ils courraient le risque de n'être point goûtés comme ils le méritent.

D'ailleurs, d'autres merveilles nous sollicitent.

*
* *

Le patriotisme, lui aussi, dévore ses enfants. La commune de Saint-Vallier avait couché sous elle déjà deux *Marseillaises*, la française, et la latine. Lasse et rassasiée, elle attendait.

L'excellent Mazoyer lui donna une troisième pâture, la *Marseillaise* en *vers grecs*. Le triomphe que lui valut cette translation piquante fut « le plus beau jour de sa vie », il l'affirme :

Je traduisis la reine des chansons en vers grecs doriens rimés. Il serait difficile de décrire la satisfaction et la joie qu'en eurent ces respectables guerriers, vieux débris de 80. Ils me remercièrent infiniment, puis se donnant des festins réciproques et somptueux où j'étais convié, ils n'y chantaient d'autre hymne que la *Marseillaise* tantôt en français, tantôt en latin, tantôt en grec, [illegible] que de [illegible] portes à la liberté, au drapeau tricolore, à l'honneur français, au grand homme! J'ose avancer [illegible] que ce sont les plus beaux et les plus heureux jours de ma jeunesse!

O jours à jamais perdus, règne de l'innocence et des mœurs antiques, âmes splendides de 1830, la concentration vers la gauche se manifestait dans la langue sophocléenne! Combien changée!...

Mais livrons aux derniers humanistes le thème en vers grecs d'un professeur de seconde, il y a soixante-huit ans. Voici trois couplets, sur six qui sont traduits.

Se chantant sur le même air que la française :

1er Couplet.

Allons, enfants de la patrie,...

[illegible]

3e Couplet.

Nous entrerons dans la carrière,...

[illegible]

4e Couplet.

Amour sacré de la patrie, ..

[illegible]

Voilà des textes patriotiques de versions grecques pour les classes de début.

Mazoyer était si peu homme à reculer devant les difficultés qu'il les créait, faisant des vers qui sont non seulement doriens, mais qui riment à la mode française, et réalisant ainsi l'accord difficile et parfait de la métrique antique et de la prosodie moderne.

*
* *

C'était trop de *Marseillaises*, et trop de bruit. Malgré l'estime que Louis-Philippe professait pour ce chant de guerre, il trouva Mazoyer trop lyrique, et le petit professeur fut révoqué. L'humanisme est toujours si mal récompensé!

Mazoyer dut se faire ouvrier typographe pour vivre. Il ne renonça pas aux humanités, continua d'écrire dans ses langues familières, et déplora le krach de la librairie, — déjà! — en termes plus conformes à ses habitudes classiques. Il ignora ce vilain mot de *krach*, et il intitula sa brochure :

Dyssergie lugdunoprototechnique.

C'est à savoir : décadence du premier des arts à Lyon, la patrie de Gryphe et des grands imprimeurs.

Comme Aristide, il mourut pauvre.

Certes, les hommages n'ont jamais manqué à l'immortel chant de Rouget de Lisle, dont le savant M. Tiersot nous a raconté la rapide propagation, mais il a oublié notre bon Mazoyer. Ce chant sublime a été honoré souvent, et par l'abbé Pessonneau, encore un professeur, qui composa pour ses élèves le beau couplet : *Nous entrerons dans la carrière ;* mais il ne versifiait qu'en français ; — et par Gossec, qui dramatisa la *Marseillaise* à l'Opéra, avec figuration et pantomime ; et par Gœthe, qui se faisait jouer notre hymne sur le violon pour son plaisir ; et par Schumann, qui le prit pour thème de l'ouverture d'*Hermann et Dorothée*, de ce même Gœthe ravi et consentant ; et par ce même Schumann dans la musique du lied de Henri Heine, *les Deux Grenadiers*, et aussi dans son morceau *le Carnaval de Vienne ;* et, — toujours des Allemands! — par Wagner lui-même, le gallophobe, qui adapta aussi en musique, comme Schumann, *les Deux Grenadiers* de Henri Heine ; et, plus récemment, par Saint-Saëns, dans son *Hymne à*

Victor Hugo; et par d'autres encore. Il lui manquait l'honneur plus rare de sonner dans la langue de Périclès et de Virgile. Il ne lui manque plus rien.

Aux approches du 14 juillet, il convenait de déposer un brin de mousse sur la tombe de ce martyr des Humanités et de la *Marseillaise*, qui fut révoqué pour aimer trop le grec et sa patrie. Et je livre cet argument nouveau aux adversaires de l'Enseignement classique.

LÉO CLARETIE.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Sous une couverture égayée de feuillages clairs et que décore, au centre, une « vue » des arènes nîmoises, M. Jean Carrère publie son premier *Almanach du Midi;* et il nous annonce qu'il en publiera désormais un nouveau chaque année, « au retour du printemps ».

La Provence, le Limousin, le Béarn avaient déjà leurs almanachs littéraires locaux ; M. Jean Carrère a rêvé quelque chose de plus vaste : un organe général, qui embrassât toutes les manifestations de la race, des Alpes aux Pyrénées, et sût intéresser, en même temps que les lettrés, « tout le peuple ».

M. Jean Carrère écrit :

Nous avons parcouru ces terres lumineuses qui vont des monts cantabriques aux monts dauphinois; nous avons séjourné dans des hameaux et des cabanes; nous avons partagé l'aïoli avec les gardiens de Camargue; le *confit* avec les laboureurs de Gascogne; la *garbure* avec les pâtres des Landes, et sur les calanques de la Méditerranée comme sur les grèves de la mer gasconne, sur les flancs des Alpes comme dans les vallons d'Auvergne et les cirques des pays basques, nous avons entendu toutes les lèvres d'hommes libres célébrer l'amour de la terre natale, tandis que leurs yeux francs brillaient à chaque évocation de beauté.

C'est pour ceux-là surtout que nous avons conçu l'idée de cet almanach. C'est pour répondre à tous les désirs confus qui, devant nous, s'éveillaient en leurs âmes, que nous avons voulu, dans le cadre d'une publication populaire, assembler d'une part les aspirations nouvelles dont ils deviennent la grandeur, et, d'autre part, les clairs paysages, les tumultes de fêtes, les splendeurs monumentales, les gaîtés saines et les revendications hautaines par quoi se manifeste leur race d'allégresse et de plein air.

C'est pour la joie et l'exaltation du peuple de Terre d'Oc que nous avons cueilli cette moisson d'idées et ce bouquet de soleil.

L'*Almanach* compte une cinquantaine de signatures, parmi lesquelles celles de Mistral, Xavier de Ricard, Paul Mariéton, Félix Gras, Deluns-Montaud, Pouvillon, etc.; toutes les notoriétés du Félibrige ont apporté leur fleur à la gerbe!

La part de Mistral consiste en deux poèmes inédits et en quelques jolies pages de souvenirs sur Alphonse Daudet.

*

Mais le Midi n'est plus seul à prétendre aux joies de l'émancipation littéraire; un théâtre populaire — à l'exemple de celui de Bussang — ayant ses auteurs à lui, et riche déjà d'un répertoire *local*, s'est fondé en Poitou, et y prospère.

Le théâtre poitevin a donné sa première représentation l'été dernier dans les ruines d'un vieux château féodal, voisin de Niort. C'était la fête d'un poète du cru, très aimé des paysans. Un jeune docteur poitevin, qui s'appelle Pierre Corneille, écrivit à cette occasion une « moralité » légendaire, à l'interprétation de laquelle les paysans eux-mêmes, en costumes traditionnels, prirent part, et dont le succès fut énorme. D'autres légendes, des scènes de mœurs locales, furent composées et jouées de la même façon. Et le *Mercure de France* nous annonce que de nouvelles œuvres, spécialement pour le théâtre poitevin, vont y être bientôt représentées.

Un jeune Père bénédictin se propose de donner la semaine prochaine, à Ligugé, là où fut fondé par saint Martin le premier monastère des Gaules, une représentation des épisodes locaux de la vie de l'apôtre. Un peu plus tard, nous aurons un drame légendaire dont Mélusine, la bonne fée du Poitou, sera le sujet, et qui a pour auteur un professeur du lycée de Poitiers. Enfin, le correspondant du *Mercure* nous informe que « M. Pierre Corneille, voyant son ambition grandir avec le succès, vient d'écrire un drame héroïque en trois actes, avec unité de temps, d'action et de lieu, n'impliquant aucun autre décor que le carrefour d'une forêt réelle, et symbolisant la lutte des Romains et des Gaulois en Poitou, les derniers efforts des Celtes et de leurs druides contre l'envahisseur. C'est un drame à grand spectacle, avec chœur de druides, chants sacrés, processions dans le dédale du bois. La scène se passera en pleine nuit, à la lumière des torches, le deuxième dimanche de septembre, près de la petite ville de la Mothe-Saint-Héraye. »

Je signale l'excursion aux amateurs de théâtre que le temps des vacances laisse inoccupés. La soirée sera curieuse.

Sous le titre *Un autre Monde*, MM. J.-H. Rosny publient mardi prochain un volume de nouvelles.

L'étude de M. Jean Brunhes sur Michelet, à laquelle l'Académie française décerna cette année son prix d'éloquence, paraîtra en librairie le 15 juillet.

Dans le courant du mois :

De M. Driault, professeur de l'Université, *la Question d'Orient*, avec la préface de M. Gabriel Monod que nous avons publiée ici même;

De M. Georges Meunier, pour la *Bibliothèque utile*, une *Histoire de l'Art*.

La *Danseuse de Pompéi* de Jean Bertheroy, dont la *Revue de Paris* vient de terminer la publication, paraîtra en volume le 15 octobre prochain avec des illustrations de Pierre Gusman.

E. B.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36713. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 3. 4e SÉRIE. — TOME X 16 JUILLET 1898.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA

I

La bonne fortune de Stephen l'orfèvre.

Stephen! Stephen! Stephen!

On pouvait entendre ce cri répété avec impatience par toute la rue étroite et sombre, où les façades des maisons curieusement sculptées s'inclinaient l'une vers l'autre, ne laissant passer là-haut pour le plaisir des yeux qu'une mince échappée de ciel.

C'était, disait-on, la plus vieille rue de Strelsau, comme aussi l'enseigne du *Vaisseau d'Argent* était la plus vieille enseigne connue dans la ville. Car, lorsque Aaron Lazare, le juif, était arrivé là, soixante-dix ans auparavant, il était le dixième en ligne ininterrompue qui reprenait les affaires. Le onzième était Stephen Nados, son apprenti et successeur. Le vieux Lazare était devenu fort riche et il avait acheté à beaux deniers comptants la plus grande partie de la rue. Mais comme, à cette époque, les juifs ne pouvaient rien posséder en propre à Strelsau, il avait passé tous les actes au nom de Stephen Nados. Lorsqu'il fut près de mourir, ne pouvant emporter avec lui ses maisons et son argent, célibataire, sans famille et n'ayant d'affection au monde que pour Stephen, il fit de celui-ci son héritier et, après avoir voué une dernière fois tous les chrétiens à la géhenne, — bien que Stephen fût chrétien aussi et même un chrétien fervent, — il embrassa le jeune homme, tourna sa face vers le mur et expira.

Stephen donc, un des plus gros propriétaires de Strelsau, n'aurait eu nul besoin de continuer les affaires; mais jamais cette idée ne lui vint; une bonne moitié des habitants de la rue étaient ses locataires et lui payaient leur loyer lorsqu'il le demandait, c'est-à-dire lorsqu'il s'en souvenait et pouvait s'arracher à ses travaux favoris : la ciselure d'un gobelet ou la sculpture d'un petit saint d'argent. Car Stephen aimait son métier bien plus que ses écus, aussi était-il fort aimé dans le quartier.

— Stephen! Stephen! cria le prince Henry, heurtant impatiemment la porte close du manche de son fouet; le diable soit de l'homme! Est-il mort?

Les ouvriers de la rue, après un regard à la fenêtre, continuèrent leur travail, les commères oisives apparurent sur le seuil des portes, les jeunes filles se rassemblèrent en petits groupes pour chuchoter en épiant le prince. Car bien que Henry ne fût pas aussi beau que ce vaurien de Rudolf, son frère, qui était revenu récemment de voyage, avec une foule d'histoires croustillantes, Henry était un jeune galant d'aspect très agréable, à le voir ainsi sur sa jument baie, les yeux bleus pleins d'impatience et les boucles châtain tombant à flots sur ses épaules. C'est pourquoi les jeunes filles chuchotaient avec tant d'ardeur. Et puis Stephen l'orfèvre devait paraître bientôt et voir Stephen valait bien qu'on attendît un moment, car il restait tout le jour cloîtré dans son atelier d'où aucune agacerie féminine ne le pouvait tirer.

— Et pourtant, dit l'une des jeunes filles, hochant la tête, ce n'est pas la peine de se mettre pour eux en frais d'une œillade, car ni l'un ni l'autre ne rendrait la monnaie de la pièce. Oh! quand Rudolf viendra...

Elle s'interrompit en riant et ses compagnes rirent comme elle. Rudolf payait largement ces dettes-là; pour les autres, il était à la vérité moins exact : Stephen Nados et tous ceux qui lui fournissaient les sommes nécessaires à ses besoins et à ses plaisirs en savaient long à ce sujet.

Enfin Stephen parut : après avoir tiré les verrous sans se presser, il ouvrit la porte et salua le prince Henry avec une politesse cérémonieuse, mais assez froide. Il n'était pas charmé de cette visite, car le nez de Saint-Pierre n'allait pas comme il voulait et il aurait désiré finir le travail sans être interrompu. Pourtant Henry était un prince, un gentilhomme et un ami, et Stephen ne voulait pas se montrer incivil à son égard.

— Vous êtes bien matinal aujourd'hui, Monseigneur, dit-il en caressant le cou de la jument baie.

— J'ai pour cela une excellente raison, répondit Henry; le lion est en fureur aujourd'hui.

Stephen mit sa main en forme de visière au-dessus de ses yeux pour les protéger contre un rayon de soleil qui s'était faufilé dans la rue. Ce rayon illuminait sa chevelure de lin, longue et ondulée, et se jouait dans sa barbe fauve, Et Stephen prit un air très grave. Quand le lion était en fureur, on pouvait s'attendre dans la ville de Strelsau à des choses étrangement tragiques. L'histoire de son dernier accès de colère n'avait pas encore eu le temps de vieillir.

— Et pourquoi le roi est-il courroucé? demanda-t-il, car il savait que le prince parlait du vieux roi Henry, son père, surnommé le Lion, aussi rageur que lorsqu'il avait vingt ans. Est-ce encore à cause de votre frère?

— Non, cette fois c'est à cause de moi, Stephen. Cela vous étonne? Il est plus furieux contre moi qu'il ne l'a jamais été contre Rudolf, même après toutes les folles histoires qui ont suivi son retour au pays.

— Qu'avez-vous donc fait de si terrible, Monseigneur, et en quoi puis-je vous aider?

— Vous le saurez bientôt, répondit le prince. Vous serez appelé au palais dans une heure, Stephen.

— S'il s'agit de l'anneau du roi, il est loin d'être achevé, dit Stephen.

— Il ne s'agit par de l'anneau du roi, mais d'un autre anneau qu'on passera à votre doigt. Car on va vous marier, Stephen. Ce jour même, vous serez marié.

— J'en doute, prince, dit Stephen avec douceur; c'est une chose dont un homme entend parler quelque temps à l'avance, quand elle est vraie.

— Mais le roi n'en doute pas, lui! Stephen, avez-vous remarqué, parmi les dames de ma sœur Osra, une jeune fille aux cheveux noirs... aux yeux noirs? Oh! je ne puis décrire ces yeux...

— Mais vous pouvez me dire son nom, Monseigneur, suggéra Stephen qui était un homme pratique.

— Son nom? oh oui! Son nom est Hilda... Hilda de Lauengram!

— Je connais la comtesse Hilda, j'ai fait pour elle un bracelet.

— C'est la plus belle créature du monde! s'écria le prince Henry, avec une chaleur soudaine, et si haut, — car sa passion lui faisait oublier toute prudence, — si haut que les jeunes filles l'entendirent et se demandèrent de qui il parlait avec tant d'enthousiasme.

— Aux yeux de certaines gens, c'est possible, dit tranquillement Stephen; mais, prince, je ne vois pas encore ce que j'ai à faire en tout ceci.

— Eh! c'est elle que vous allez épouser, dit-il. Ce fut d'abord une folle idée d'Osra, une méchante plaisanterie suggérée par l'esprit caustique de ma sœur; il a plu à mon père d'en faire une réalité.

Alors il se courba sur le cou de sa monture et murmura très bas, très vite, avec une énergie singulière :

— Je l'aime plus que ma vie, Stephen, plus que ma part de paradis! Ma parole et ma foi lui sont engagées. La nuit dernière je devais fuir avec elle — car je ne suis pas assez fou pour affronter la colère du vieux Lion; mais Osra la surprit tandis qu'elle faisait ses préparatifs et tout fut découvert. Alors Osra donna cours à son humeur hautaine, le roi à son courroux et Rudolf à sa verve joviale, et lorsqu'il fut question du châtiment qu'on lui infligerait, Osra fit la mauvaise plaisanterie que vous savez. Cela séduisit le caprice rageur du roi et il jura qu'il en serait ainsi. Comme l'archevêque est absent, il a fait dire à l'évêque de Modenstein de se trouver au palais aujourd'hui à midi, vous y serez appelé aussi et vous l'épouserez! Mais, par le ciel! si le mariage se conclut, votre sang sera le prix de cette infamie!

Après cette explosion de fureur, le prince se tut. Mais aussitôt il tendit la main à l'orfèvre, disant :

— Ce n'est pas votre faute, mon pauvre ami!

— Assurément, répliqua l'orfèvre, car je n'ai nul désir de l'épouser. Il ne serait pas convenable qu'une dame de si haute naissance devint la compagne d'un artisan.

Le prince Henry était sur le point de lui donner raison, quand ses yeux tombèrent sur Stephen. L'orfèvre était un très bel homme, plus beau, disait-on, que le prince Rudolf lui-même, qu'aucune femme ne pouvait regarder sans admiration. Il avait six pieds deux pouces, il était solidement bâti, sautait plus

haut et jetait une pierre plus loin qu'aucun homme à Strelsau. En outre, sa figure était bonne et douce, bien qu'il eût la réputation de se laisser aller parfois à la colère et d'être alors très dangereux. Donc le prince Henry connaissant (ou croyant connaître) les caprices des femmes et sachant qu'elles se laissent séduire parfois par bien peu de chose, conçut à la vue de ce beau gars une crainte soudaine : si la comtesse Hilda allait ne pas mépriser Stephen! Cependant il se garda bien d'exprimer cette crainte. Stephen de son côté demeura soucieux, la main sur le cou de la jument baie.

— En tout cas, c'est impossible, dit-il après un long silence. Je suis lié déjà et pour toujours.

— Une femme? vous avez une femme! s'écria vivement le prince.

— Non, mais mon cœur est lié, répondit l'orfèvre.

— Le roi fera peu de cas de cela. Pourtant, qui est-ce, Stephen? une de ces jeunes filles qui sont là à nous regarder?

— Non, non! répondit Stephen avec son sourire particulier, comme si une pareille idée lui paraissait très drôle.

— Et... êtes-vous engagé envers elle?

— Je le suis envers elle, mais elle ne l'est pas envers moi.

— Vous aime-t-elle?

— C'est peu probable, dit gravement Stephen.

— Le Lion ne fera point du tout de cas de cela, gémit le prince d'un ton désespéré; il vous fera chercher dans une demi-heure; pour l'amour du ciel, épargnez-la, Stephen!

— L'épargner, prince?

— Refusez de l'épouser, quelque pressant que soit l'ordre du roi.

L'orfèvre hocha la tête, toujours souriant. Le prince Henry s'en alla tout pensif sans daigner jeter un regard sur le groupe de jeunes filles qui le regardaient s'éloigner. Stephen rentra dans la maison, ferma la porte, et avec un profond soupir se remit à sculpter le nez de Saint-Pierre.

— Quoi qu'il arrive, se dit-il, le travail me reste, — et longtemps, longtemps après il reprit : — Je n'avais jamais cru devoir le dire, mais, s'il le faut, eh bien, je le dirai.

Or la chose n'était que trop certaine : lorsque l'horloge de la cathédrale marqua midi moins le quart, deux gardes du roi arrivèrent et ordonnèrent à Stephen de les suivre en toute hâte au palais. Et comme l'ordre était urgent, il les suivit tel qu'il était, avec son tablier, sans même se laver les mains et sans brosser la poussière que le travail avait répandu sur ses vêtements. Toutefois il avait fini le nez de Saint-Pierre et même il l'avait bien fini, de sorte qu'il s'en alla l'esprit en repos, résolu à avouer toute la vérité au roi Henry le Lion plutôt que de se laisser contraindre au mariage avec la comtesse Hilda de Lauengram, qu'il n'aimait pas.

Le Lion est assis dans le grand fauteuil qui lui sert de trône; c'est un vieillard très maigre, à la physionomie sauvage et sillonnée de rides; ses yeux profondément enfoncés dans l'orbite étincellent d'un feu inquiétant et ses doigts tirent sa barbe chenue. A sa droite le prince Rudolf se prélasse sur un siège bas, souriant à la comédie qui se prépare; à sa gauche est assise la belle princesse Osra souriant d'un air dédaigneux. Le prince Henry se tient debout devant son père et, à quelques pas plus loin, on voit la comtesse Hilda tout en larmes, soutenue par une de ses compagnes; enfin, comme l'archevêque est parti pour Rome chercher le chapeau écarlate, l'évêque de Modenstein est présent dans tout l'éclat de ses vêtements épiscopaux et prêt à accomplir la cérémonie. Le prince Rudolf a fait signe à l'évêque de s'approcher et il plaisante avec lui à mi-voix. L'évêque rit comme un homme qui sait qu'il ne devrait pas rire, mais qui ne peut pas s'en empêcher; car Rudolf a l'esprit très pétillant, mais, par malheur, très égrillard aussi.

La fureur du roi, après une nuit et une matinée, s'était transformée en une humeur froidement ironique, mais qui ne comportait pas moins de résolution que la fureur de la veille. On vit se dessiner sur son visage un sourire sardonique tandis qu'il s'adressait à l'orfèvre : Stephen, après s'être incliné, se tenait maintenant la tête haute entre la comtesse et le prince Henry.

— La maison d'Elphberg, dit le roi avec une bonté railleuse, a conscience de votre valeur, Stephen, mon ami. Nous sommes votre débiteur...

— De plus de mille couronnes, à ne parler que de votre seul fils Rudolf, Sire, interrompit Stephen en s'inclinant vers le prince héritier.

— De plus d'un service loyal, poursuivit le roi tandis que Rudolf riait de bon cœur. J'ai donc résolu de vous donner en récompense la main d'une dame qui sans doute vous est supérieure par la naissance, mais dont votre mérite vous rend digne. Regardez-la, n'est-elle pas belle? Sur ma parole, je vous envie, forgeron! Elle est belle, jeune, de haute naissance... vous êtes un heureux gaillard, forgeron!... Non, pas de remerciements, ce n'est que ce que vous méritez et ce n'est pas plus qu'elle ne mérite. Prenez-la et soyez heureux!

Il termina sa harangue par un rire gouailleur et cruel en désignant de sa main maigre aux veines saillantes la malheureuse comtesse, et tenant les yeux fixés sur les traits de son fils Henry, pâle comme la mort, mais immobile et muet.

L'évêque de Modenstein leva les mains au ciel en manière de protestation indignée contre l'histoire

que lui contait Rudolf, puis, s'avançant vers le roi, il s'inclina et lui demanda si le moment était venu de remplir les fonctions de son ministère sacré.

— Oui, oui, quand vous voudrez! gronda le Lion sans se soucier des sanglots de la comtesse ni de la supplication qu'il lisait sur le visage de son fils.

La princesse Osra restait immobile, toujours le sourire railleur sur les lèvres; il semblait qu'elle ne pût ressentir aucune pitié pour un frère qui avait songé à déchoir, ni pour une femme qui avait eu des visées trop orgueilleuses.

— Attendez, attendez, s'écria Stephen; on me permettra bien une question d'abord: cette dame m'aime-t-elle?

— Eh! elle vous aime assez pour ce dont il s'agit, forgeron! ne soyez point en peine de ce détail insignifiant.

— Puis-je lui demander si elle m'aime, Sire?

— Mais non, forgeron, la parole de votre roi doit vous suffire.

— Et Votre Majesté prétend qu'elle m'aime!

— Je le prétends et je l'assure, forgeron!

— Alors, dit Stephen, j'en suis bien fâché pour elle, car, aussi vrai qu'il y a un Dieu dans le ciel, moi, Sire, je ne l'aime pas.

Le prince Rudolf se tortilla la moustache, le dédain d'Osra monta encore de quelques degrés, la comtesse cacha son visage dans le sein de sa compagne, et le vieux roi éclata d'un gros rire qui ressemblait à un rugissement.

— Bien, bien, fit-il, cela viendra avec le mariage, forgeron, car avec le mariage l'amour s'en va ou il vient, — n'est-ce pas, Rudolf? — et comme dans le cas présent il ne peut pas s'en aller, il viendra donc : il viendra, Stephen, ou le diable m'emporte!

Et il se rejeta en arrière dans son fauteuil, trouvant extrêmement drôle qu'un artisan, quand on lui offrait la main d'une comtesse, pût hésiter à l'accepter. Il n'avait pas prévu une humiliation aussi raffinée pour la présomptueuse jeune fille.

— Cela pourrait être, Sire, admit Stephen, si par malheur je n'en aimais passionnément une autre.

— Nos passions, dit le roi, sont des bêtes fort capricieuses; elles doivent être tenues en bride, n'est-ce pas, Rudolf?

— Elles devraient l'être, répondit le bon vivant.

Osra dont les yeux avaient scruté le visage de Stephen, se mêla tout à coup à la conversation.

— Êtes-vous lié à celle que vous aimez si passionnément? demanda-t-elle.

— Je n'ai jamais osé lui dire que je l'aimais, Madame, répondit-il en s'inclinant très bas.

— Alors il n'y a pas de mal, dit le prince Rudolf; le mal est dans le dire, mais non dans le martyre, s'il faut en croire la chanson.

— Dites-nous qui elle est, ce qu'elle fait, ordonna la princesse. Et le roi qui goûtait fort la plaisanterie quand elle blessait tout autre que lui, s'écria :

— Oui, dites-nous qui vous préférez à cette dame! Dans quelle boutique travaille-t-elle, forgeron? Vend-elle des légumes au marché? Est-ce une servante d'auberge? Écoutez bien, comtesse, vous allez connaître votre rivale.

Le prince Henry, ne pouvant plus maîtriser sa colère, fit un pas en avant; mais incapable de supporter la joie sauvage qui étincelait dans les yeux du vieillard, il se laissa tomber sur un siège et se cacha le visage dans les mains. Cependant Stephen, regardant le roi avec une bonne humeur placide, se mit à parler de celle qu'il aimait si passionnément, et sa voix était très douce tandis qu'il parlait.

— Elle ne travaille dans aucune boutique, Sire, elle ne vend pas des légumes au marché, elle n'est pas servante d'auberge; bien qu'il m'importerait peu qu'il en fût ainsi. Mais un jour que les nuages couraient très bas au-dessus de nos demeures, elle descendit la rue à cheval, suivie d'une autre jeune fille, toutes deux s'arrêtèrent devant ma porte, je sortis...

— C'est plus d'honneur que vous n'en accordez à moi-même quand je viens vous voir, fit remarquer le prince Rudolf.

Stephen sourit, mais continua son histoire :

— Je sortis et celle que j'aime me donna un bracelet à réparer, et moi, la regardant bien plus que le bracelet, je dis : « Mais il est très beau »; elle n'entendit pas, car lorsqu'elle m'eut donné le bracelet, elle s'en alla aussitôt sans prêter plus d'attention à moi qu'aux mouches qui couraient le long du mur. Ce fut la première fois et la dernière que je lui parlai. Mais elle était si belle qu'aussitôt je fis le serment de n'épouser et même de ne dire un mot d'amour à aucune autre femme avant d'avoir trouvé l'occasion, et d'avoir eu le courage de lui avouer mon amour, et avant de l'avoir vu repoussé trois fois.

— Il me semble, dit le prince Rudolf, qu'il y a quelque sagesse dans ce serment, car si la belle est opiniâtre, ami Stephen, vous pourrez vous adresser autre part, et si elle ne l'est pas... Oui, beaucoup d'amoureux font des serments plus inconsidérés.

— Mais aussi ils ne tiennent pas leurs serments, dit Stephen en jetant au prince un regard ironique.

— Tu ferais mieux de le laisser tranquille, mon garçon, dit le vieux roi; il sait ce que sait tout le pays au sujet de son futur souverain.

— Eh bien, alors, qu'il aille se faire pendre avec tout le pays! dit le prince d'un air maussade.

Cependant la princesse Osra s'inclina légèrement vers Stephen, la comtesse Hilda aussi regarda à la dérobée le bel orfèvre et la princesse demanda :

— Était-elle donc si belle, cette jeune fille?

— Comme un astre au firmament, Madame!

— Aussi belle que ma sœur Osra? demanda négligemment Rudolf, ce perpétuel railleur.

— Précisément aussi belle, prince.

— Donc, dit le vieux Lion, beaucoup plus belle que cette comtesse?

— Cela, il faut le demander à votre fils Henry, Sire, dit Stephen, d'un air discret.

— Peu importe dit le roi, il faudra te contenter de la comtesse. Nous ne pouvons pas avoir en ce monde tout ce que nous désirons, n'est-ce pas, Henry? et il grimaça comme un vieux démon malicieux.

— Non, Sire, pas avant que la dame que j'aime m'ait refusé trois fois, fit observer l'orfèvre.

— Alors, dépêchons, car tous ici présents, et Mgr l'évêque, nous attendons. Envoyez-la chercher, Stephen... par le ciel, je suis curieux de la voir!

— Pardieu, moi aussi, ajouta le prince Rudolf. Ce pauvre Henry pourra être guéri rien que par la vue!

La princesse Osra se tourna de nouveau vers l'orfèvre.

— Dites-nous son nom, murmura-t-elle, et nous l'enverrons chercher; vraiment, moi aussi, je serais curieuse de la voir.

— Mais, si elle refuse, je serai plus malheureux qu'auparavant, et si elle accepte, je devrai tout de même épouser la comtesse, dit l'orfèvre.

— Non, si elle ne refuse pas trois fois vous n'épouserez pas la comtesse, vous serez libre de tenter la fortune auprès de la jeune fille, dit le vieux Lion que les reparties de Stephen avaient mis en belle humeur et qui croyait assister bientôt à une comédie plus bouffonne encore.

— Puisque Votre Majesté l'exige, il faut que je dise son nom, bien que j'eusse préféré n'avouer mon amour qu'à elle seule.

— C'est la manière la plus agréable, dit le prince Rudolf, mais cela peut se faire aussi en présence de témoins.

— Il faut que vous nous disiez son nom pour que nous l'envoyions chercher, dit la princesse dont les regards allaient de la comtesse à l'orfèvre et de l'orfèvre à la jeune fille.

— Eh bien donc, dit hardiment Stephen, la dame qui passa dans ma rue et qui emporta mon cœur avec elle, se nomme Osra et son père, Henry le Lion...

Quelques instants se passèrent avant que l'on comprît bien ce que l'orfèvre venait de dire. Alors le vieux roi éclata d'un rire tellement violent qu'il faillit s'étrangler, le prince Rudolf frappa bruyamment dans ses mains et une vive rougeur monta au visage de la princesse, tandis que la comtesse, sa compagne et le prince Henry semblaient pétrifiés de stupeur. Quant à Stephen, ayant dit ce qu'il avait à dire, il se tut.

Le vieux roi, s'étant remis de son accès de rire et de toux, regarda l'orfèvre d'un air tout à fait jovial, puis, se tournant vers sa fille, il dit :

— Eh bien, Osra, vous avez entendu la déclaration, il ne vous reste qu'à apaiser les scrupules de conscience de notre ami en refusant trois fois, car alors il sera libre d'agir selon notre bon plaisir et de faire le bonheur de la comtesse Hilda.

Le cœur de la femme est, comme chacun sait, une chose bien étrange; la princesse Osra, apprenant que l'orfèvre était tombé éperdument amoureux d'elle à la vue seule de sa beauté, ressentit tout à coup pour lui une tendresse et une admiration qu'elle n'aurait jamais soupçonnées.

Ce simple artisan avait le sentiment très vif de la véritable beauté ; il serait cruel de le lier pour la vie à cette brebis noire ; c'était ainsi que la princesse appelait la dame aimée par son frère ; elle-même, comme la plupart des Helphbergs, était plutôt rousse que noire. Aussi répondit-elle au roi d'un ton assez revêche :

— Va-t-on me forcer à refuser une pareille proposition venant d'un tel homme ; ce serait une offense à ma dignité ! Et elle regarda toute la cour avec un souverain mépris.

— Cependant il le faut à cause du serment, dit le roi.

— Eh bien donc, je refuse ! dit-elle brusquement en détournant les yeux.

— Cela fait une fois, dit Stephen l'orfèvre, d'un ton calme et le regard fixé sur le visage de la princesse.

Elle sentit ce regard, ses yeux furent attirés vers les siens et elle s'écria avec colère :

— Oui, je refuse!

Et de nouveau elle se détourna.

Mais il la regarda avec une attention plus intense encore, attendant le troisième refus.

— Il est aussi facile de dire non trois fois que deux, dit le roi.

— Pour un homme, c'est possible, Sire, murmura le prince Rudolf. Car il était passé maître dans l'art périlleux des caprices féminins et peut-être lisait-il assez clairement dans le cœur d'Osra.

— Sire, continua-t-il, je crois que cet orfèvre est un habile homme car, ce qu'en réalité il désire, c'est d'épouser la comtesse sans désobliger mon frère. C'est pourquoi, il fait parade de cette passion ridicule, sachant bien qu'Osra le rebutera et qu'il aura cette extraordinaire bonne fortune d'épouser la comtesse, tout en se défendant comme un beau diable contre sa chance inespérée. En vérité, vous êtes un rusé compère, maître Stephen.

— Il n'y a point ici de ruse, prince, dit Stephen, mais rien que la pure et simple vérité.

Alors le roi jura comme un païen et s'écria :

— Oui, c'est cela ! Rudolf a mis le doigt dessus ! cependant je ne veux pas le frustrer de sa chance infernale ! Envoie-le se promener, Osra, et rends-le heureux !

Mais la rougeur monta de nouveau au visage de la princesse, car elle se demandait si l'orfèvre l'aimait réellement ou s'il n'avait pour but que de garder les bonnes grâces de son frère Henry. Et il lui fut intolérable de supposer que l'orfèvre désirait la comtesse, qu'il avait menti, et faisait d'elle en quelque sorte son jouet. Cependant il n'était guère tolérable non plus de le céder à la comtesse au cas où il l'aimerait vraiment elle, Osra ; de sorte qu'elle était très troublée et qu'elle mourait d'envie de connaître les vrais sentiments de l'orfèvre. Car, bien que simple artisan, c'était vraiment un très bel homme. Comment donc n'avait-elle jamais fait attention à lui auparavant ? Aussi, hésitait-elle à refuser une troisième fois alors que l'évêque de Modenstein était là, n'attendant qu'un mot d'elle pour le marier à la comtesse. Elle se leva brusquement, se dirigea vers la porte de la salle et au moment de sortir, elle se retourna et dit :

— Je refuserai une troisième fois quelque autre jour ; deux refus d'un coup, c'est assez !

Et elle disparut.

Le roi et Rudolf se tenaient les côtes de rire et disaient : « Une femme est une femme partout et toujours. » Et l'évêque écoutait cela les lèvres pincées.

— Alors le mariage n'aura pas lieu ? s'écria enfin Rudolf.

— Pas aujourd'hui ! dit le roi dont la colère était tombée ; pas aujourd'hui ! La comtesse sera tenue sous bonne garde ; et comme ce jeune fou (il désignait son fils) ne s'en ira pas tant que l'oiseau sera en cage, libre à lui d'aller où il voudra. Aussitôt qu'Osra aura refusé pour la troisième fois, nous enverrons chercher l'évêque.

— Et moi, que dois-je faire, Sire ? demanda Stephen l'orfèvre.

— Pour vous, mon futur beau-fils, dit le roi avec un gloussement jovial, vous pouvez vous en retourner d'où vous venez jusqu'à ce que je vous envoie chercher de nouveau.

Stephen donc, ayant remercié le roi, s'en retourna au logis, et tout en ciselant un hanap, il tomba dans une profonde rêverie. Car il lui semblait que la comtesse était bien durement traitée et que le prince méritait d'être heureux ; et que la princesse était plus belle encore qu'elle ne lui était jamais apparue. Ainsi, au milieu des rêves, des méditations et du labeur, l'après-midi s'écoula rapidement.

La princesse Osra était retirée dans ses appartements. A 8 heures en cette fin d'octobre, il faisait nuit noire. Elle était venue là pour se trouver seule, mais, même dans la solitude, le repos la fuyait encore.

— Cet absurde orfèvre !... cependant il était aussi beau que Rudolf, mais que pouvait-on trouver d'aimable dans cette noiraude d'Hilda ? La princesse aurait plutôt compris qu'on eût du goût pour une négresse ! Quelle pouvait bien être la pensée secrète de cet homme ? Un stratagème sans doute, comme Rudolf le prétendait ? Pourtant, lorsqu'il disait comment il l'avait vue s'arrêter à sa porte, il y avait dans ses yeux un regard qu'il n'aurait pu y mettre, s'il n'avait pas été sincère. Est-ce donc que vraiment ?... Mais non, c'était trop absurde. N'y avait-il point à Strelsau quelque autre jeune fille qui eût fait tout aussi bien l'affaire. Pourquoi s'en prendre précisément à la fille des Helphbergs ? Le drôle méritait d'être bâtonné si c'était une ruse. Mais, si c'était au contraire une vérité... Au nom du ciel, qu'était-ce donc ? Et la princesse mit en pièces la soie délicate de son éventail et d'un geste violent jeta par terre la monture d'ivoire qui se brisa en mille morceaux.

— Je ne pourrai trouver de repos avant de savoir ! s'écria-t-elle en s'arrêtant devant une longue glace enchâssée dans le panneau de la muraille et où elle pouvait se voir de la tête aux pieds. Et tandis qu'elle se regardait, un sourire plissa ses lèvres et elle rejeta la tête en arrière :

— J'irai demander à l'orfèvre ce qu'il voulait dire, fit-elle. Elle sourit de nouveau à sa propre image et ce sourire était triomphant ; car, tandis qu'elle se regardait, elle pensait :

« Je sais bien ce qu'il a voulu dire, mais je veux l'entendre de sa propre bouche. »

Stephen était seul au logis, ses apprentis étaient partis, la besogne du jour terminée ; lui-même ne travaillait plus ; il ne songeait pas même au repas du soir, et restait assis près du foyer, désœuvré et rêveur.

La rue était silencieuse, il pleuvait, et personne ne s'aventurait au dehors. Tout à coup, on frappa à la porte à petits coups légers et timides, si légers que l'orfèvre se demanda tout d'abord s'il avait bien entendu quelque chose ; mais le bruit reprit : alors, il se leva en soupirant et alla vers la porte. A peine l'avait-il entr'ouverte qu'une forme haute et mince se glissait à son côté, un bras le repoussait, la porte se refermait et il se vit alors face à face avec une dame vêtue d'une longue robe et portant un voile si épais qu'on ne pouvait rien voir de son visage.

— Soyez la bienvenue, Madame, dit Stephen ; et avançant une chaise vers la visiteuse, il s'inclina profondément. Il n'avait plus son tablier de cuir, à

présent, mais il portait un costume brun qui lui allait à merveille et des bas de soie faisant valoir sa jambe bien faite. On aurait dit qu'il attendait des visiteurs, tant sa mise était recherchée.

— Savez-vous qui je suis? demanda la dame.

— Depuis l'enfance, Madame, répondit l'orfèvre, j'ai su reconnaître le soleil même quand les nuages voilaient sa face.

Un coin du voile fut soulevé, et l'on vit briller un œil, à la fois craintif et espiègle.

— Personne ne sait que je suis venue, et vous ne savez pas pourquoi je suis venue?

— Est-ce pour me donner la troisième réponse? demanda-t-il en faisant un pas en avant, mais toujours gardant une attitude des plus respectueuses.

— Ce n'est pas pour répondre, mais pour questionner. Et pourtant, au fond, que m'importe ce que vous pensez?

— Je crois qu'en effet il vous importe fort peu, Madame.

— Cependant, certaines gens la trouvent jolie... mon frère Henry entre autres.

— Il faut respecter l'opinion des princes, murmura l'orfèvre.

— Devons-nous la partager? demanda-t-elle, relevant un autre coin du voile.

— Nous ne pouvons rien partager, nous, pauvres gens, avec les princes et les princesses, Madame.

— Pourtant, vous en usez librement avec leur nom, quand de plus humbles eussent fait l'affaire?

— Personne autre au monde n'eût fait l'affaire, Madame.

La princesse se mit à arpenter l'atelier et Stephen la regardait comme si Dieu lui avait fait des yeux uniquement pour cela.

— Plus je songe à la chose, et moins je la comprends, dit-elle, s'arrêtant tout à coup.

— Cela ne vaut pas que vous y songiez un instant, Madame; si vous dites « non » une troisième fois, tout sera parfait.

— Vous épouserez la comtesse?

— Puis-je désobéir au roi, Madame?

— J'en suis bien fâchée pour elle, dit la princesse, une dame de son rang ne devrait pas être forcée d'épouser un orfèvre.

— Ce fut toujours mon avis. C'est pourquoi...

— Vous avez imaginé cette feinte, s'écria-t-elle avec colère.

Stephen resta un moment silencieux, puis il dit avec douceur :

— Si elle aime le prince et que le prince l'aime, pourquoi ne les marie-t-on pas?

— Parce que la naissance du fiancé est trop au-dessus de celle de la fiancée.

— Je suis heureux, moi, de n'avoir pas de naissance du tout, car je puis épouser qui je veux.

— Êtes-vous si heureux et si libre que cela, Stephen? dit la princesse avec un soupir.

Le voile ne servait plus maintenant qu'à encadrer le visage.

— Je serai libre aussitôt que vous aurez refusé pour la troisième fois, Madame, dit l'orfèvre en s'inclinant.

— Ne voulez-vous pas me répondre nettement, loyalement? s'écria la princesse.

— Amenez la comtesse ici, demain à la même heure, dit Stephen, et je répondrai.

— Vous voulez peut-être établir une comparaison entre elle et moi? demanda-t-elle avec hauteur.

— On ne peut me forcer à répondre qu'aux conditions choisies par moi-même, répliqua Stephen; toutefois, si, dès à présent, vous refusez une troisième fois, tout sera fini.

— Je refuserai, s'écria-t-elle, quand cela me plaira.

— Mais vous amènerez la comtesse, Madame?

— Je suis très fâchée de lui avoir fait du tort, Stephen.

— Il est encore temps, Madame, de réparer le dommage causé.

La princesse le regarda longuement, mais il soutint ce regard avec un calme sourire sur les lèvres.

— Il se fait tard, dit-il, et il ne faut pas que vous restiez ici plus longtemps. Vous escorterai-je jusqu'au palais?

— Pour que quelques curieux se demandent avec qui Stephen l'orfèvre se promène à pareille heure? Non, je m'en retournerai comme je suis venue. Vous ne m'avez pas répondu, Stephen?

— Et vous n'avez pas, Madame, prononcé mon arrêt.

— Me répondrez-vous demain, quand je viendrai avec la comtesse?

— Demain, je répondrai.

La princesse s'était approchée de la porte; Stephen ouvrit pour la laisser sortir et tandis qu'elle franchissait le seuil :

— Peut-être alors refuserai-je, dit-elle.

Là-dessus, elle s'élança sous la pluie dans la rue sombre, silencieuse, glissante et, bientôt, elle eut disparu. Stephen, après avoir fermé la porte, passa la main deux fois sur son front, puis, toujours son énigmatique sourire sur les lèvres, il se mit à préparer le repas du soir.

La nuit suivante, comme l'horloge de la cathédrale sonnait 9 heures, tout le palais fut en tumulte et en émoi. Le roi Henry le Lion était dans une rage folle. Personne ne l'avait jamais vu dans une colère pareille; même Rudolf, son fils, n'osait plus lui

rire au nez; les courtisans, les gardes, les domestiques, les laquais couraient çà et là, fous de terreur. Bientôt on vit sortir du palais une forte compagnie de la garde du roi qui, sous le commandement de divers officiers, se dispersa dans toute la ville de Strelsau, tandis que cinq cavaliers couraient à bride abattue vers les cinq portes de la cité avec l'ordre de les fermer et de ne laisser passer personne sans un ordre écrit du maréchal du palais. Le roi jura par le ciel, et par beaucoup d'autres choses, que tous — il entendait ceux dont la disparition causait ce désordre — seraient pendus par les talons, comme des veaux, et qu'on saurait que le Lion était encore terrible dans sa colère. Sur quoi le prince Rudolf prit un air aussi sérieux qu'il lui fut possible — car tout cela l'amusait énormément — et se fit apporter du vin. Qu'était-il donc arrivé? Il était arrivé que la princesse Osra et la comtesse Hilda avaient disparu et que personne n'avait vu Henry, le fils du roi, depuis deux heures au moins. Or, dans les circonstances présentes, c'était bien suffisant pour mettre sens dessus dessous un homme d'humeur aussi explosive que le vieux roi Henry le Lion. Les gardes parcoururent la cité, dérangeant ceux-ci au milieu du repas, réveillant ceux-là en sursaut dans leur premier sommeil.

Lorsqu'on n'ouvrait pas la porte rapidement, les gardes l'enfonçaient sans plus de cérémonie; ils fouillaient jusqu'aux moindres recoins de chaque maison et déployaient tout le zèle imaginable; une vieille femme fut tellement terrifiée par leur brusque irruption chez elle qu'on prétend qu'elle en devint folle; d'autres assurent toutefois qu'elle l'était déjà auparavant.

Ils arrivèrent enfin à la porte de Stephen l'orfèvre. Rat, tat, tat! la poignée du sabre du sergent qui commandait la troupe racla la porte avec un bruit d'enfer.

Pas de réponse. Nulle lumière dans la maison, du moins on n'en voyait briller aucune, car les volets étaient étroitement clos. Le sergent recommença donc son sabbat.

— La peste étouffe cet orfèvre; il est déjà au lit sans doute, s'écria-t-il de fort mauvaise humeur; mais nous avons l'ordre de fouiller toutes les maisons, toutes sans exception. Allons, houst! enfonçons!

Avant d'enfoncer, il examina la porte et vit que c'était une belle et solide porte, en cœur de chêne et toute bardée de fer.

— Voilà une gaillarde qui va nous donner du fil à retordre, dit-il avec un soupir; mais, au nom du diable, pourquoi ne répond-il pas? Stephen, Stephen! holà, Stephen!

A ce moment, l'oreille du sergent et de ses hommes fut frappée par un crépitement de fort mauvais augure; des fenêtres de la maison contiguë à celle de Stephen (elle lui appartenait, mais était occupée par un marchand de fruits), des torrents de fumée faisaient irruption dans la rue et le marchand et sa famille parurent aux fenêtres, appelant à l'aide. Ce que voyant, le sergent siffla de toutes ses forces dans ses doigts, cria : « Au feu! » et ordonna à ses hommes d'aller chercher une échelle.

La porte de la maison de Stephen s'ouvrit et Stephen lui-même, paraissant sur le seuil, demanda de quoi il s'agissait. Quand il vit que la maison voisine était en feu, il fit la grimace — car c'était son bien qui brûlait — et il resta là un moment à surveiller les opérations de sauvetage. Mais le sergent lui dit :

— S'il est resté quelqu'un chez vous, Stephen, il serait prudent de le faire sortir, le feu pourrait gagner votre maison.

— C'est ma foi vrai, dit Stephen, comme frappé de cette idée, je travaillais avec trois apprentis et ils sont encore là. Holà, mes drôles, s'écria-t-il, sortez vivement, vous pourriez être rôtis! Et le sergent se mit de nouveau en devoir d'éteindre le feu.

Alors sortirent de la maison de Stephen trois jeunes garçons dont l'un de très grande taille; ils portaient la culotte de cuir, le tablier et le bonnet d'apprenti descendant fort bas sur les yeux. Pendant un moment ils regardèrent l'incendie de l'échoppe du marchand de fruits. Mais quand ils virent que le feu baissait, ils descendirent la rue, avec Stephen, tournèrent dans la rue voisine et, marchant d'un bon pas, ils arrivèrent bientôt sur la vaste place de la cathédrale.

— Je crains que les portes ne soient fermées, dit le plus grand des apprentis; comment le feu a-t-il pris, Stephen?

— Quelques pièces d'or tombant sur une botte de foin, dit l'orfèvre; essayons-nous la sortie par la porte, prince?

— Oui, oui, essayons, s'écria le prince Henry, saisissant la main de la comtesse. Le troisième apprenti, après avoir marché en silence quelque temps aux côtés de Stephen, murmura :

— Ce n'était donc pas une ruse, Stephen?

— Rien que la pure vérité, Madame!

— Je ne sais pas comment je m'y prendrai pour rentrer au palais dans ce costume, dit-elle.

— Si nous songions d'abord à faire évader votre frère et la comtesse? conseilla l'orfèvre.

Lorsqu'ils arrivèrent à la porte la plus proche, elle était fermée; mais à ce moment arrivait une troupe de cavaliers envoyés par le roi avec mission de parcourir tous les environs au cas où les fugitifs

auraient pu déjà s'échapper de la ville. Le commandant de la compagnie avait un ordre du maréchal du palais pour faire ouvrir la porte. Stephen se mit à lui parler et les trois apprentis se serrèrent contre lui. Le commandant connaissait bien Stephen et il était heureux de bavarder avec lui tandis qu'on ouvrait la porte et que la troupe défilait. Quand la troupe presque tout entière fut passée, Stephen se tourna vers ses apprentis et leur dit quelques mots; sur quoi ils firent un signe de tête affirmatif. Le commandant arrêta son cheval un instant au milieu du passage, il se pencha et serra la main de Stephen en signe d'adieu.

Stephen prit cette main avec une chaleur singulière et sembla ne plus vouloir la lâcher; cependant les apprentis se faufilaient de plus en plus près de la porte.

— Voyons, dit l'officier en riant, ce n'est pas un adieu éternel, Stephen!

— Je l'espère! je l'espère! dit Stephen d'un ton grave et toujours retenant la main.

— Laissez-moi partir, voyez, le portier se dispose à fermer.

— C'est vrai, dit Stephen, au revoir... Holà, holà, arrêtez-les, arrêtez-les! Ah! les scélérats!

Car tandis que Stephen parlait, deux des apprentis s'étaient élancés par la porte entr'ouverte et bientôt ils se perdirent dans les ténèbres de la nuit. Stephen laissa échapper un juron.

— Les petits misérables! s'écria-t-il, ils devaient travailler toute la nuit avec moi pour finir une statuette de Notre-Dame, et maintenant je ne les verrai plus avant demain matin. Mais ils me le payeront cher. — Et le commandant riait.

— Je suis fâché de ne pouvoir les pincer pour vous, ami Stephen, mais j'ai un autre gibier dans la plaine; enfin il faut que jeunesse se passe! Ne soyez pas trop dur pour eux quand ils rentreront.

— Je vous jure qu'ils me le payeront avec les intérêts, dit Stephen.

Le commandant passa, et les portes se fermèrent.

Alors la princesse Osra dit :

— Sont-ils sauvés, Stephen?

— Ils ont de l'argent dans leur bourse, de l'amour dans le cœur et un roi irrité à leurs trousses. Si cela ne leur met pas des ailes aux talons, je n'y comprends rien!

La princesse par la porte grillée regardait au loin dans la campagne.

— Comme ils seront heureux, Stephen! mais moi, que vais-je faire à présent?

Stephen ne répondit pas et ils retournèrent en silence à la maison.

Peut-être se demandaient-ils si le prince Henry et la comtesse parviendraient à s'échapper; peut-être songeaient-ils à tout autre chose.

Lorsqu'ils arrivèrent au logis, la princesse passa dans la chambre du fond afin de reprendre ses habits féminins avant de retourner au palais. Stephen, son grand bâton à la main, se tenait sur le seuil de la maison, la tête touchant presque le linteau de la porte et ses épaules allant presque de l'un à l'autre montant. Alors le même sergent des gardes se rappelant, maintenant que le feu était éteint, qu'il n'avait pas visité la maison de l'orfèvre, revint avec ses quatre hommes et dit à Stephen de s'écarter pour lui permettre d'entrer dans la maison.

— Ceux que vous cherchez ne sont pas ici, dit Stephen.

— Je dois m'en assurer moi-même, répondit le sergent; laissez-moi passer.

Lorsque la princesse entendit les voix au dehors, elle mit la tête à la porte de la chambre et dit, fort alarmée :

— Il ne faut pas qu'ils entrent, Stephen, à aucun prix il ne faut pas qu'ils me voient.

— Ne craignez rien, Madame, ils n'entreront pas.

— J'entends parler quelqu'un dans la maison, s'écria le sergent.

— C'est ce que dans une maison on entend d'ordinaire, dit Stephen et il serra plus fort son grand bâton dans sa robuste poigne.

— Voulez-vous me livrer passage? demanda le sergent; pour la dernière fois.

Les yeux de Stephen s'allumèrent, c'était un homme paisible, mais sa force était grande et parfois il aimait à la mettre en usage. Il répondit donc au sergent, très calme mais les dents serrées :

— Vous passerez sur mon cadavre!

Le sergent tira son sabre, ses hommes croisèrent la hallebarde et tous s'élancèrent en même temps sur Stephen. Mais lui frappa de son grand bâton l'épaule du sergent et le bras du sergent retomba inerte.

Là-dessus, les gardes crièrent comme des sourds et les gens commencèrent à sortir de leurs demeures en entendant qu'on se battait. Stephen parait les coups et les rendait, et bientôt deux gardes furent étendus inanimés sur le sol, car sa taille était si haute et ses bras si longs, qu'il les atteignait avant qu'ils pussent l'approcher et, comme ils manquaient d'armes à feu, malgré leur nombre ils n'avaient pas le beau rôle.

La princesse revint dans la chambre de devant, des larmes remplissaient ses yeux, tandis qu'elle le regardait, et, le sein palpitant d'admiration et d'émotion, tout bas elle murmurait: « Je n'ai pas dit « non » trois fois! » Et elle ne pensait plus à la comtesse, ni à son frère, ni au moyen de retourner au palais sans être aperçue; elle ne voyait plus que Stephen sur le seuil et n'entendait plus que les cris des gardes

qui l'attaquaient. Il lui semblait très beau qu'un tel homme la défendît et sacrifiât sa vie pour sauver son honneur.

Le vieux roi Henry n'était pas la patience incarnée et quand il eut attendu deux heures sans avoir de nouvelles de son fils, de sa fille et de la comtesse, sa colère fut à son comble, et il envoya un homme pour chercher son cheval, un autre pour chercher le cheval de Rudolf et un troisième pour chercher Rudolf lui-même. Il but alors un grand coup de vin et dit à Rudolf de l'accompagner : ensemble, ils iraient voir ce que faisaient les gardes, ces chiens fainéants qui n'étaient pas encore revenus avec leur proie. Le prince Rudolf se mit à rire, bâilla et souhaita son frère à tous les diables ; pourtant il monta à cheval et suivit le roi. Ainsi ils traversèrent la ville, le vieux roi malmenant les officiers et les soldats qu'il rencontrait. Ils arrivèrent aux portes, tous les gardiens assurèrent que personne n'était sorti, un seul avoua que deux apprentis de Stephen l'orfèvre avaient réussi à se glisser au dehors par la porte ouverte, pour donner passage aux troupes. Mais le roi ne prêta aucune attention à ce détail et tournant bride, toujours accompagné de son fils, il monta la rue où demeurait l'orfèvre. Là, ils se trouvèrent tout à coup au milieu d'une foule compacte qui rendait difficile le passage de chevaux au pas. Le roi s'écria d'un ton bourru :

— Que signifie ce tumulte ici ?

Alors, le peuple le reconnut et comme les petits sont toujours désireux de se faire valoir aux yeux des grands, tout le monde entreprit de raconter ce qui était arrivé ; les uns commençaient leur histoire par l'incendie ; les autres passaient directement à la bataille et le roi ne savait plus à quel saint se vouer dans cette cacophonie de voix et d'histoires différentes, et le prince Rudolf avait laissé échapper les rênes pour rire plus à son aise. Mais le roi perdant patience tira son épée et cria d'une voix de tonnerre : « Écartez-vous, canailles ! » et piquant des deux il fit cabrer son cheval et s'élança en avant sans se soucier s'il écrasait un pied ou enfonçait une poitrine ; ainsi il s'ouvrit un passage à travers la cohue et arriva près de la maison de Stephen, suivi par Rudolf, qui s'amusait comme un dieu.

Le spectacle qui frappa alors leur vue fit rentrer le rire dans la gorge du prince, qui se leva sur ses étriers en poussant un cri d'admiration. Quatre gardes de plus étaient accourus au secours de leurs compagnons et ils étaient six à présent qui assiégeaient la porte et trois étaient étendus sur le sol ; mais Stephen était toujours sur le seuil de la porte, le bâton à la main. Bien que le sang coulât sur sa poitrine d'une large blessure à la tête, il brandissait son bâton avec énergie, et ne semblait nullement las, et aucun des gardes ne semblait pressé de se mettre à sa portée.

Or, quand le roi apprit que Stephen l'orfèvre résistait à ses officiers, qu'il ne voulait pas leur permettre de visiter sa maison, qu'il avait étendu trois gardes sur le sol, et qu'il s'apprêtait à démolir aussi les autres, sa rage ne connut plus de bornes. Il apostropha les soldats, les appelant couards et femmelettes et avant que son fils ou quelqu'un des assistants pût l'arrêter, il tira son épée et piqua des deux ; le cheval bondit et renversa un des gardes.

Sans ordonner à Stephen de lui faire place, sans même lui donner le temps de s'écarter, le roi se précipita sur lui l'épée en avant ; et la princesse qui aperçut son visage de vieux lion altéré de sang, tomba à genoux et cacha son visage dans ses mains. Alors Stephen reconnut que c'était le roi en personne qui l'attaquait, et même si le roi l'avait sommé de lui livrer passage, peut-être qu'il n'aurait pas obéi, car c'était un homme très résolu et il avait juré à la princesse Osra que nul ne passerait. Mais le roi fut sur lui en une seconde et Stephen ne put que baisser son bâton et rester sans défense sur le seuil, car il ne voulait ni frapper le roi, ni le laisser passer. Le roi lui porta un coup droit en pleine poitrine, Stephen chancela, tomba sur un genou et son sang coula à flots sur la pierre du seuil. Alors, le roi retint son cheval et demeura immobile, regardant Stephen. Rudolf avait sauté à terre ; il saisit Stephen et le soutint dans ses bras en demandant : « — Que signifie tout cela, ami, que signifie ? »

Stephen, très affaibli par la perte du sang, répondit d'une voix sourde :

— Entrez seuls, vous et le roi.

Le prince Rudolf regarda le roi qui remit l'épée au fourreau et descendit de sa monture. Le prince, soutenant Stephen, entra dans la maison et le roi les suivit, fermant la porte au nez des curieux. Alors le roi Henry vit sa fille agenouillée au milieu de la chambre, le visage caché dans les mains. La colère avait à présent fait place chez lui à l'ébahissement, il ne put que balbutier quelques mots sans suite, tandis que le prince qui avait mis un genou en terre pour soutenir Stephen demandait à sa sœur ce qui l'avait amenée ici. Elle ne répondit rien, leva la tête, regarda Stephen : et lorsqu'elle vit qu'il était blessé et qu'il saignait, elle se mit à sangloter comme un enfant. Elle ne savait pas si elle le souhaitait vivant ou mort, car s'il vivait, il ne pouvait pas être à elle, et s'il mourait, son cœur le regretterait amèrement, pendant quelques jours. Mais Stephen, appuyé sur le bras du prince Rudolf, se sentit alors la force de parler et il raconta au roi comment il avait persuadé à la princesse d'amener la comtesse chez lui ; comment il avait fait en sorte que le prince s'y trouvât

en même temps ; comment il avait su gagner la princesse à la cause des amoureux ; comment ils s'étaient tous déguisés en apprentis et comment à l'arrivée des gardes ils s'étaient sauvés dans la rue ; comment enfin le prince et la comtesse avaient pris la clef des champs. Mais il ne parla pas de l'incendie, il ne dit pas qu'il avait fait mettre le feu par le marchand de fruits lui-même, en gagnant le bonhomme par l'appât d'une bourse pleine d'or, et jamais le roi ne sut cela. Lorsque Stephen eut conté cette histoire, il tomba dans les bras du prince et Rudolf ôta l'écharpe de sa ceinture et essaya d'étancher le sang qui coulait de la blessure de Stephen. Mais le vieux roi, qui était un homme très dur, sourit d'un air de férocité satisfaite.

— Vraiment, dit-il, il nous a tous joués de la belle façon, cet orfèvre ; c'est un gaillard très habile ; mais à moins que tu ne préfères le voir pendre, laisse-le saigner à blanc, Rudolf, car, par tous les diables d'enfer, s'il guérit, il sera pendu !

— Ne craignez rien : rien au monde ne peut me guérir. Vous frappez roide, Sire, bien que vous ayez 70 ans sonnés !

— Assez roide pour tuer un drôle de ton espèce, répliqua le roi. Et il ajouta subitement radouci :

— Etends-le commodément, Rudolf, je ne veux pas qu'il souffre trop.

Et ce fut, dit-on, la seule fois dans toute sa vie que Henry le Lion montra quelque pitié pour une créature humaine.

Stephen était très faible à présent et il jeta un regard vers la princesse et Rudolf suivit ce regard. Or, Rudolf avait de l'affection pour Stephen et il aimait sa sœur, et puis, c'était un homme au cœur tendre, c'est pourquoi il dit doucement à Osra :

— Viens, sœur, aide-moi à le soutenir.

Elle vint, s'assit près de la muraille, plaça la tête de Stephen sur ses genoux et il resta ainsi, la regardant avec une ineffable joie. Rudolf prit son père par le bras et le conduisit un peu à l'écart en disant :

— Qu'importe, Sire ? l'enfant est jeune et l'homme se meurt. Laissons-les un moment ensemble.

Le vieux roi, tout en grommelant, se laissa conduire à l'écart et peut-être même fut-il ému, car il oublia le prince Henry et la comtesse et ne songea pas à envoyer ses cavaliers à leur poursuite, ce qui permit aux fugitifs de prendre une belle avance.

Alors Stephen levant les yeux vers Osra dit :

— Ne pleurez pas, Madame, maintenant ils s'échapperont et ils seront heureux.

— Je ne pleure pas à cause d'eux, dit la princesse.

Après un silence, Stephen reprit :

— Pleurez-vous, Madame, parce que je meurs ?

— Oui.

— Voudriez-vous me voir vivre, Madame ?... En vérité, n'est-ce pas, cela vous importe fort peu ?

— Le croyez-vous, Stephen, murmura-t-elle, le croyez-vous ?

Il essaya de saisir sa main, et elle, voyant ce mouvement, l'aida et tint longtemps la main de son amant d'un jour serrée dans la sienne. Et il murmura très bas, car ses forces baissaient rapidement : « Vous n'avez pas dit « non » trois fois, Madame, » Son regard revint vers le sien et leurs yeux exprimèrent les suprêmes aveux, et pour un moment il sembla que tout devenait possible : la vie, l'amour, le bonheur. Pourtant, comme toutes ces choses ne sont pas possibles à la fois, en ce monde, il valut mieux peut-être qu'aucune ne fût possible.

La princesse se pencha très bas vers l'orfèvre.

— Non, je n'ai pas refusé trois fois, Stephen, murmura-t-elle encore, et je ne le ferai pas.

Il posa sa tête contre le sein d'Osra, comme si c'était un nid d'amour douillet et chaud, et avec un calme sourire sur les lèvres, doucement il expira.

Ainsi mourut Stephen l'orfèvre de Strelsau, heureux dans la mort parce que celle qu'il aimait n'avait pas dit « non » trois fois.

La princesse Osra s'en fut retrouver son père et Rudolf.

— Sire, il est mort, dit-elle.

— C'est bien, dit le roi.

Il dit à Rudolf de faire évacuer les rues et, lorsque tout le monde fut rentré chez soi, la princesse baissa son voile et son frère la plaça devant lui sur son cheval ; ainsi ils retournèrent au palais et personne ne sut jamais qu'elle avait été dans la maison de Stephen, l'orfèvre.

Quelques mois plus tard, le prince Henry, qui avait réussi à s'échapper et avait épousé sa dame, se réconcilia avec son père et revint à Strelsau.

Lorsqu'il apprit comment Stephen était mort, il lui fit élever un magnifique monument où l'on fit graver en lettres d'or son nom, l'année et le jour où il avait péri et au-dessous ces simples mots : « D'un ami à un ami. »

Lorsque ce monument fut achevé, une dame soigneusement voilée vint un soir, qui pria longtemps à genoux devant le tombeau, puis se leva et le regarda très longtemps, comme si ses yeux ne pouvaient se détacher des mots que le prince Henry avait fait graver sur la pierre. Alors elle s'approcha et baisa l'inscription en murmurant : « D'une amante à un amant », et quand elle eut murmuré cela, elle s'en retourna au palais et plus jamais n'alla visiter la tombe par crainte d'être remarquée.

Il se peut qu'il y ait eu un moment dans son cœur une douce folie, et que Stephen l'orfèvre, avant de mourir, ait fait une grande chose, une chose même qui paraît presque impossible, aujourd'hui que la foi aux beaux miracles d'amour va

chaque jour se perdant. Mais, comme disait le prince Rudolf, qu'importe ? L'enfant était jeune, le rêve était doux, l'homme était mort, et dans la mort enfin, nous sommes tous égaux.

ANTONY HOPE.

(Traduit de l'anglais par G. ART.)

(*A suivre.*)

SUBORDONNÉS ET CHEFS

Dans un article qui a paru dans cette Revue, j'ai analysé et mis en lumière les défauts essentiels de certains chefs de service, dans les administrations publiques. Il n'est pas inutile, par moments, de rappeler aux grands qu'ils ont des devoirs envers les petits et de leur dire ce que tant d'autres pensent. Cela peut les mettre en garde contre la tendance qui pousse les hommes à abuser du pouvoir. Mais il n'y a pas que les chefs qui aient des défauts. Il serait injuste de ne signaler que les faiblesses et les fautes des grands et de laisser croire au public que les petits ne sont que des souffre-douleur, doués cependant de toutes les perfections. De nos jours, au contraire, les subordonnés, en général, hésitent moins que les chefs à méconnaître parfois les nécessités de la hiérarchie. Je dis même qu'un fonctionnaire remplit d'ordinaire, avec un soin plus scrupuleux, ses devoirs professionnels comme chef que comme subordonné. Par suite, j'analyserai et je mettrai en évidence, dans cet article, les défauts caractéristiques des subordonnés d'aujourd'hui, en reconnaissant toutefois que, sous ses divers aspects, la hiérarchie devient de jour en jour plus libérale et plus douce. J'utiliserai des notes que j'ai prises moi-même sur le vif, comme chef et comme subordonné, et des documents contrôlés avec soin, qui m'ont été fournis, à différentes époques, par des fonctionnaires appartenant à des administrations de l'État.

Le premier de ces défauts essentiels est une susceptibilité outrée qui dérive, en partie, de l'exagération et de la perversion du sentiment de l'honneur.

A notre époque, l'honneur, pour beaucoup de personnes, n'est pas « la pudeur virile, la conscience exaltée, le respect de soi-même et de la beauté de sa vie poussé jusqu'à la plus pure élévation et jusqu'à la passion la plus ardente » ; il est devenu l'amour de soi mesquin, excessif et parfois violent, sous l'influence des idées contemporaines de liberté et d'émancipation. Ainsi on est moins enclin aujourd'hui à faire ce qu'il faut pour conserver et agrandir le véritable honneur qu'à protester avec véhémence contre tout ce qui offusque l'amour-propre. Par suite, aux déterminations réfléchies et généreuses, se substituent, chez nombre de gens, de brusques mouvements d'âme, des états d'esprit « passionnels ». Leur Moi est étroit et tyrannique.

Les tendances égalitaires ont accru cette susceptibilité ombrageuse. Il est des hommes qui sont froissés par toute inégalité qui les rend inférieurs à autrui ; les moindres différences sociales, qui ne tournent pas à leur avantage, sont, à leurs yeux, des injustices. Ils acceptent volontiers l'inégalité qui les élève au-dessus des autres, même au détriment de l'équité ; mais ils se révoltent contre celle qui paraît les diminuer. Le mérite d'autrui est l'objet de leurs jalousies mesquines, le point de mire de leurs épigrammes. Ces hommes ainsi tourmentés ressemblent au touriste qui, au lieu de jouir de l'aspect des vallées qu'il domine, ne jette ses regards avides que vers les hautes cimes qui s'élèvent au-dessus de lui. Ils ne mettent en ligne de compte ni la valeur de ceux qui ont une situation supérieure, ni les obligations parfois douloureuses imposées aux puissants ; ils ne sont émus que par l'infériorité relative de leur rang et de leur pouvoir. Cette aigreur déforme leur naturel et le rend irritable. Chez l'homme nerveux, cette métamorphose peut être rapide et violente. La passion éclate en lui par sursauts, lorsque son amour-propre est contrarié. On dirait qu'il est, par moments, agité par de mystérieux explosifs. L'homme froid ou peu exubérant, par tempérament, se modifie avec lenteur ; mais ce changement n'en est pas moins progressif et profond. Il s'accomplit d'abord dans le for intérieur ; plus tard, il se manifeste dans la physionomie, dans les attitudes et même dans la parole. Alors on se trouve en présence d'un homme ravagé par le dépit, et qui, à l'occasion de la moindre déconvenue, est tout disposé à être sec, dur et cassant.

***

Ces considérations expliquent certaines difficultés intimes de l'administration contemporaine. Le mal que je viens de signaler jette, par moments, quelque trouble dans la hiérarchie. Aujourd'hui, un chef, qui veut éviter des affaires, c'est-à-dire des difficultés, ne doit pas seulement se préoccuper de donner des ordres utiles, mais encore et surtout de ne pas froisser les subordonnés chargés de les exécuter. Cette tâche paraît très simple ; elle est parfois des plus ingrates. Il est des inférieurs tellement susceptibles qu'ils sont agacés même par les conseils de leurs chefs, malgré les ménagements avec lesquels ceux-ci les leur adressent. Les ordres de service provoquent en eux des révoltes intimes. Tout ce qui fait sentir à ces subordonnés leur infériorité hiérarchique semble réveiller ou exalter leur amour-

propre. Souvent la prudence domine en eux les sursauts de la passion, mais celle-ci n'est jamais entièrement latente. Chez les natures impressionnables, elle se manifeste par des tressaillements rapides : la physionomie se contracte et les attitudes deviennent brusques et plus ou moins incohérentes. Chez les subordonnés d'un tempérament froid, le calme extérieur est parfois plus éloquent : l'altération muette des traits et, par échappées, la « silencieuse insolence » des yeux trahissent de sourdes et de profondes tempêtes.

Quelques subordonnés ne sont susceptibles que parce qu'ils s'en font accroire, parce qu'ils ont la conscience exagérée de leurs qualités. On a dû leur dire, dans leurs familles ou dans un certain milieu, qu'ils étaient vraiment distingués. Prédisposés à se placer très haut, ils ont été sans peine convaincus de leur supériorité. Ce qui les maintient dans cet état d'esprit, c'est qu'ils ne songent pas à se comparer aux autres ; *a priori*, ils se placent au-dessus d'eux. Ils sont aussi naïfs que vaniteux.

Dans ces conditions, ils n'apportent pas toujours, dans les relations avec leurs chefs, le tact et la correction nécessaires. Persuadés que leur rang social est inférieur à leur mérite, ils sont toujours prêts, comme un personnage des *Déracinés*, « à mépriser, au nom de leur supériorité individuelle, un supérieur hiérarchique ». Ils ont l'air de formuler des ordres ou tout au moins des conseils ayant un caractère de haute infaillibilité au chef qui les consulte. L'objection les froisse ou les irrite. La discussion ne devrait être, pour eux, qu'un moyen d'affirmer leur excellence, qu'une sorte de monologue qu'ils débiteraient seuls, et que les autres écouteraient avec un recueillement admiratif. La plus grande maladresse qu'un chef puisse commettre, c'est de les vanter sans discernement, car ils sont toujours disposés à surenchérir sur les louanges les plus flatteuses et les plus déconcertantes. Le chef maladroit qui les célèbre les hisse sur un piédestal du haut duquel ils parleront en maîtres. J'en ai connu qui soulignaient par de légers sourires les observations de leurs supérieurs. Ces subordonnés devaient certainement plaindre le chef qui doutait de leur mérite, d'avoir l'esprit de travers ou l'intelligence émoussée. Chez eux, l'ironie, comme on le voit, s'alliait à une certaine compassion méprisante.

Il ne faut pas confondre ces défauts des inférieurs susceptibles et vaniteux avec la rudesse de langage et d'allures de certains subordonnés intelligents, énergiques et actifs. Ici, la brusquerie et la raideur accompagnent la profondeur d'esprit et des convictions personnelles sûres et fermes. Ces inférieurs ont la notion très juste de leurs devoirs et des droits de leurs chefs. Ils ont même le sentiment très vif des convenances de la hiérarchie, mais ils ont aussi la conscience claire de leur valeur et de leur dignité. Leur obéissance est une adhésion réfléchie et sincère aux principes d'ordre de l'administration. La raison, en eux, domine l'amour-propre. Ils se soumettent à la règle froidement et sans maugréer, mais tout, dans leurs manières un peu raides et dans leur langage ferme et net, décèle aussi le respect qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils n'ont rien de commun avec ces Philintes de la hiérarchie qui ne sont que des flatteurs, des amis intéressés du pouvoir, et qui, pétris de sourires et de petits tours de phrases, font, à tout vent, litière de leur dignité.

Les défauts que j'ai signalés et peut-être aussi le libéralisme trop complaisant de quelques administrateurs ont développé, chez des subordonnés, l'égoïsme étroit. On ne saurait reprocher à un homme d'avoir la préoccupation de ses intérêts, car l'indépendance et la dignité de chacun sont étroitement liées à des avantages matériels. La bonne humeur elle-même dépend, en partie, du degré de prospérité des affaires privées. Aussi bien la négligence des intérêts matériels peut se traduire à la longue par des défaillances dans la tenue, dans les manières et même dans l'accomplissement des devoirs professionnels. L'homme qui n'a cure de ses propres affaires ne peut être, sauf de rares exceptions, qu'insoucieux des affaires publiques. D'autre part, les avantages d'ordre financier sont réduits à la portion congrue dans nombre de fonctions administratives, où l'on est obligé de s'habituer à vivre de peu. Ce n'est que par le souci constant de l'ordre et de l'économie que beaucoup de fonctionnaires peuvent occuper leur emploi avec une certaine dignité extérieure. Mais il n'en est pas moins vrai que l'égoïsme, chez quelques-uns, est devenu un insupportable défaut. Des subordonnés, qui n'ont pas, à un degré suffisant, le sentiment des responsabilités hiérarchiques, ne voient que leurs intérêts dans les affaires de service. Ils se font le centre de tout ; on dirait qu'ils sont roulés en boule. Eux et c'est assez. A leurs chefs, qui sont nommés et payés pour cela, d'accommoder leurs exigences avec les nécessités de l'administration. Ils n'ont d'autre préoccupation que de mettre en lumière ce qui les regarde et ce qu'ils ambitionnent ; tout leur soin ne vise qu'à faire aboutir leurs demandes importunes. Encore s'ils avaient du tact, s'ils faisaient preuve de délicatesse dans leurs façons de procéder, on hésiterait moins à leur donner satisfaction et davantage à leur dire des choses désagréables, mais trop souvent ils sont dépourvus de souplesse, de grâce et d'amabilité ; sous l'influence du désir, ils perdent leurs charmes naturels.

Trop souvent aussi leurs ambitions manquent d'élévation et d'ampleur. En ne songeant qu'à eux, ils se dépriment et deviennent banals. Si ces égoïstes avaient l'esprit large et pénétrant, ne devraient-ils pas s'apercevoir que leur défaut est manifeste, éclatant, et qu'il n'inspire à autrui que la répulsion et le dédain ? Il arrive même que le chef, qu'ils considèrent comme un « gêneur », discerne mieux leurs propres intérêts. Inutile avec ces subordonnés d'examiner les affaires avec une certaine largeur de vues : leur attention ne se porte que sur leurs intérêts du moment. Ils sont comme frappés de myopie administrative. Non seulement ils ont des œillères, mais leur vue est courte, même dans l'examen de ce qui les touche de près. Ils se défient du chef qui veut les éclairer. Sa sincérité n'est, à leurs yeux, qu'apparente : elle cache des intentions perfides. Son amabilité est plus mal interprétée encore. Le chef aimable, qui ne condescend pas à leurs désirs, est taxé non seulement d'hypocrisie mais encore de lâcheté.

Chez quelques-uns de ces subordonnés, le détachement affecté, la lassitude presque dédaigneuse avec lesquels ils s'entretiennent, à certains moments, de leurs affaires, avec un chef qui limite leurs prétentions, n'est qu'un moyen prudent, qu'ils croient subtil, de lui faire sentir leur défiance. Parfois même ils s'ingénient ainsi à lui faire accroire qu'ils ne sont guère émus par son attitude et qu'ils ont pleinement confiance dans l'intervention opportune de protecteurs influents, mais mystérieux et putatifs. Leur aigreur peut se manifester avec plus de violence. C'est le moment où un chef énergique et avisé doit rappeler ces subordonnés au sentiment des convenances, et mettre en œuvre les sanctions rigoureuses dont il dispose. Il serait perdu ou diminué, s'il était alors faible ou indulgent. Ces inférieurs s'imaginent, en effet, que les égards avec lesquels les supérieurs les traitent décèlent, chez ces derniers, un caractère pusillanime ou craintif. Ils cherchent alors à tirer profit de cette apparente faiblesse d'âme. Ils deviennent plus difficiles, plus exigeants et plus brutalement égoïstes jusqu'au jour où ils s'aperçoivent, à leurs dépens, que la bienveillance de leurs chefs n'est nullement exclusive d'une inébranlable fermeté et d'une sévérité inflexible. D'ailleurs, avec ces égoïstes, les procédés énergiques ont un certain succès. Par égoïsme, ces inférieurs s'amendent, afin d'éviter les conséquences d'une lutte pouvant tourner à leur désavantage. Cette amélioration peut n'être qu'apparente, mais un administrateur doit se préoccuper avant tout des manières d'être extérieures et des actes de ses collaborateurs ; il n'est pas strictement obligé, comme l'éducateur, d'amender les consciences.

D'autre part, le chef qui ferait fond sur la gratitude de ces subordonnés serait naïf. Leur reconnaissance est superficielle. Dans la plupart des cas, elle se confond avec la satisfaction égoïste que ces inférieurs éprouvent lorsqu'ils ont obtenu les faveurs convoitées. « Les hommes d'aujourd'hui ne savent pas remercier », a dit Alexandre Dumas ; or, ces inférieurs sont d'autant moins disposés à remercier leurs chefs qu'ils s'imaginent que tout leur est dû. Aussi oublient-ils volontiers les faveurs antérieures pour n'être émus que par un seul refus. Ces oublis sont des injustices qui froissent et indignent les supérieurs hiérarchiques. Il n'est pas étonnant que des grands, qui, dans un vaste domaine, ont pu faire l'expérience douloureuse de l'ingratitude d'autrui, soient devenus, malgré leur générosité naturelle, d'inexorables « mépriseurs d'hommes ».

Le groupement des subordonnés accentue tous ces défauts. Les hommes réunis mettent plus souvent en commun leurs défauts que leurs qualités. La contagion des sentiments, d'autant plus rapide et plus profonde que le groupe est plus nombreux, propage et accroît les émotions de chacun. Un subordonné, très convenable lorsqu'il se trouve seul en présence de son chef, peut devenir, par un changement dont il n'a pas toujours conscience, moins raisonnable et moins déférent, lorsqu'il est, dans les mêmes conditions, entouré de ses collègues. Ces émotions communicatives peuvent, dans certains cas, dériver de l'amour-propre soudainement excité. Des subordonnés sont tentés, en effet, de donner à leurs collègues et à leur chef la plus haute idée possible de leur esprit, de leur fierté, je dirai même de leurs audaces antihiérarchiques. Une sorte d'émulation banale et grotesque met en branle les petites âmes. Quelques inférieurs tirent parfois vanité de leurs attitudes raides ou de leurs réponses tranchantes, après ces réunions ; même ils se consoleraient des désagréments que pourraient leur attirer ces fanfaronnades, s'ils recevaient les félicitations admiratives de leurs collègues. Il faut considérer que chaque subordonné se croit directement appuyé par tous ses amis. C'est donc la confiance qu'inspire le sentiment de la force collective qui accentue, par moments, chez des inférieurs réunis en présence de leur chef, l'esprit d'opposition difficultueux et combatif.

Voilà pourquoi les chefs d'administration, dont les subordonnés sont isolés et dispersés dans une région plus ou moins étendue du pays, n'ont jamais la notion exacte des difficultés les plus énervantes du service. Ils ne peuvent pas se douter de la souplesse, de la patience et de la fermeté atténuée par les formes extérieures, mais au fond inébranlable, qu'exige parfois la direction des affaires, de la part

d'un chef dont les inférieurs sont toujours groupés autour de lui.

* * *

Chez des subordonnés qui ne sont pas en même temps chefs d'un service, l'égoïsme, dont j'ai signalé des causes et des effets, peut s'expliquer, en outre, par d'autres considérations.

Ces fonctionnaires, en effet, n'ont qu'à s'occuper d'eux. Lorsque leur tâche personnelle est remplie, ils n'ont plus de soucis professionnels. Leur responsabilité est ainsi limitée étroitement et avec précision. Par suite, ils sont enclins, par état, à ne songer qu'à leurs intérêts propres. Leur Moi grandit, s'individualise et s'isole. S'ils ne luttent point contre leurs tendances « égotistes », ils perdent bientôt la notion de la solidarité hiérarchique. Avec la meilleure foi du monde, ils s'enferment, indifférents, dans une vraie tour d'ivoire. Ils ne se préoccupent pas de savoir s'ils rendent difficile la tâche de leur chef obligé de maintenir dans les diverses parties du service l'harmonie nécessaire dans un tout bien organisé. Ces subordonnés deviennent même incapables de se substituer, par la pensée, à leurs supérieurs hiérarchiques, pour se rendre compte des difficultés qu'ils lui créent. Inutile alors de leur adresser des conseils; le chef ne doit plus leur donner que des ordres.

Je dis, en outre, qu'un subordonné intelligent et dévoué, — qui n'est que subordonné, — ne peut pas, dans bien des cas, saisir l'utilité et la portée de certaines mesures prises par un chef, dans l'intérêt du service. Certaines exigences administratives ne peuvent être vraiment comprises que par le chef lui-même. Ce n'est pas, si l'on veut, affaire d'intelligence, mais affaire d'optique. Un général placé sur une hauteur et muni d'une lunette distingue mieux les phases de l'action et les opérations nécessaires pour assurer le succès qu'un simple officier, même plus intelligent que lui, qui combat perdu dans la mêlée. Parfois des subordonnés font ainsi à leur supérieur hiérarchique une opposition vraiment naïve, même dans des circonstances où leurs intérêts sont en jeu. Si leurs yeux pouvaient être dessillés, ils seraient honteux, par amour-propre, d'avoir fait preuve d'une étroitesse de vues tout enfantine. D'autre part, ces leaders de l'opposition deviendront souvent des chefs inhabiles, despotes ou vindicatifs.

Lorsque Gambetta eut vaincu ses adversaires, il ne put s'empêcher de dire, avec une pointe de mélancolie, au moment où les républicains furent portés au pouvoir : « L'ère des difficultés commence! » Si des subordonnés étaient pénétrés de la vérité profonde ainsi formulée par Gambetta, au faîte de sa puissance, ils deviendraient tous plus justes envers leurs chefs.

* * *

La recherche avide de l'intérêt personnel a suggéré à des subordonnés certains procédés d'avancement qui sont une violation directe des principes de la hiérarchie. Au lieu de s'adresser exclusivement à leurs chefs, ces inférieurs ont intéressé à leur cause des puissants du jour et surtout des politiciens influents. Trop souvent le succès, parfois éclatant et prestigieux, a couronné leurs démarches. Alors le mal a grandi par voie d'imitation contagieuse. La confiance dans les chefs de service n'est devenue, chez quelques subordonnés, qu'une simple manifestation, d'une prudence étroite et intéressée. En réalité, ces inférieurs ont mis toute leur confiance en leurs protecteurs. Toutefois le mal pourra s'atténuer. Lorsque tous les subordonnés seront protégés, on ne verra plus, dans les antichambres officielles, que la mêlée de leurs chaperons. Il ne suffira plus d'être appuyé pour réussir; il faudra l'être par le protecteur le plus influent et le plus énergique. La lutte découragera ainsi les fonctionnaires eux-mêmes, et peut-être alors penseront-ils qu'il sera tout aussi avantageux de s'adresser à leurs chefs, en ne se réclamant que de leur mérite.

Ils seront encore plus disposés à rentrer dans l'ordre, lorsqu'ils auront constaté que des hommes politiques n'ont déjà pour beaucoup de fonctionnaires qu'une considération dédaigneuse. Les protecteurs sont tous enclins à devenir des maîtres. Des mandataires du peuple, même républicains, font payer trop cher à quelques-uns de leurs obligés les services rendus. Aux uns, ils imposent leurs façons de penser et d'agir, dans les circonstances où leurs intérêts personnels sont en jeu; aux autres, ils font sentir, suivant les cas, leur « bienveillant mépris » ou leur dédain marqué. C'est ainsi que des subordonnés, en quête de faveurs, ont contribué à ressusciter des abus du moyen âge. Il existe, en effet, des hobereaux démocrates, comme il existait jadis des hobereaux féodaux. Les suzerains, ce sont les protecteurs; les vassaux, les protégés. Dans une démocratie, cela est injustifiable et peut devenir très dangereux.

Je citerai un fait personnel, entre tant d'exemples que j'ai notés avec soin, qui prouve la morgue de quelques politiciens, dont le caractère n'est pas congruent à leurs opinions libérales. Invité, il y a quelques années, à une cérémonie importante, dans une localité populeuse, je fus présenté par un de mes chefs au député républicain de l'endroit. Je l'abordai dans une attitude de respect. Celui-ci, superbe, garda le chapeau sur la tête. Il voulut bien me tendre

deux longs doigts que je frôlai timidement de la main, mais il ne cessa pas de savourer un cigare volumineux et de contempler, les yeux à demi fermés, les spires de la fumée délicieuse qui s'en dégageait. Enfin, sans dire un mot, il daigna laisser tomber sur moi un de ces regards qui, d'après Théophile Gautier, « marquent la distance de l'empyrée au néant ». Ce fut tout; mais la leçon m'a servi.

Quelques « arrivistes » peu nombreux brûlent parfois les étapes de leur carrière. Ils s'appuient à la fois sur des protecteurs et sur la réclame. Au XVIIIe siècle déjà, leurs ancêtres, disait Voltaire, « emportaient des postes que d'autres n'osaient même pas regarder ». Cette frénésie de l'avancement date donc de loin. Il s'agit d'abord, pour ces ambitieux, de passer de « l'inaperçu dans le champ de vision de la foule », et de se maintenir au point, en pleine lumière, jusqu'au jour où ils pourront être portés plus haut et par la foule et par leurs protecteurs. Les moyens de conquérir le public sont en général connus de tous. Il faut cependant tenir compte de certains procédés inédits, personnels et en harmonie avec les goûts, avec les aptitudes intimes de ces favoris de la fortune.

En général, trop de science laisserait la foule indifférente; trop de caractère pourrait la froisser. Se montrer partout, dans des réunions, dans des congrès, dans des cérémonies, souriant, dévoué, « ayant toujours l'air de penser profondément... à rien » dans l'intérêt public, faire paraître son nom dans des feuilles périodiques répandues, et ne pas oublier surtout de faire d'alléchantes promesses à la foule qu'on veut séduire, pendant qu'elle gobe tout : voilà, en abrégé, les procédés les plus connus de ce genre de réclame. C'est ainsi qu'on finit par s'imposer à la masse, comme on finit par avaler des toniques et des purgatifs qu'on avait tout d'abord dédaignés, mais dont les noms inscrits dans les journaux, sur les murs, dans les omnibus, etc., se sont accrochés à la conscience, comme de véritables obsessions.

***

Il existe aussi des subordonnés qu'on peut appeler les « découragés » et qui ne sont d'ordinaire, pour leurs chefs, que des auxiliaires souvent inutiles et parfois très désagréables.

Ceux-là paraissent avoir perdu leurs illusions, leur foi, leur énergie. Ils disent que tout est mal dans le domaine de la hiérarchie, que l'injustice triomphe, hypocrite ou scandaleuse. Quelques-uns, après avoir exagéré leurs mécomptes administratifs, finissent par ajouter foi aux récits outrés qu'ils ont faits de leurs déconvenues et se posent en victimes de l'arbitraire, avec la plus entière sincérité. Ils accusent leurs chefs, « ces pelés, ces galeux, d'où leur vient tout le mal »; ils lancent l'anathème contre l'administration, contre la société. Parfois, mus par un désir de vengeance, ils déclarent qu'une perturbation générale, dont ils voient déjà les signes avant-coureurs, est inévitable. Ils ne songent pas à faire leur examen de conscience, à rechercher s'ils n'ont pas été eux-mêmes les premiers auteurs de leurs infortunes, par leur manque de tact, par leur insuffisance ou par leur paresse. Il ne faut pas les confondre avec ceux qui ont vraiment souffert, et qui, chose singulière, n'aiment guère à causer de leurs déboires, à parler à tous de leurs déceptions. Ces hommes silencieux, qui ont du mérite et qui ont été méconnus, sont parfois admirables.

D'autres ne sont découragés que parce qu'ils s'estiment à l'excès. Jaloux des succès d'autrui, ils sont indignés que l'administration ne les comble pas de faveurs. Ils sont présomptueux et simplistes. En se comparant aux autres, ils ne mettent en parallèle que leurs qualités, qu'ils exagèrent, et les défauts de leurs concurrents, qu'ils grossissent. Après des comparaisons sommaires, dont le résultat est toujours prévu, ces subordonnés, qui ne se servent que de documents faussés et incomplets, n'hésitent pas à déclarer que l'administration, qui les juge sainement, est inique et vermoulue, parce qu'elle n'a pas commis, à leur avantage, de révoltantes injustices. Ces fonctionnaires n'inspirent aucune pitié.

Enfin il est des désabusés, dans la hiérarchie, qui sont encore moins dignes d'intérêt. Il en est, en effet, dont le découragement n'est qu'apparent, dont les larmes ne sont pas sincères. Encore si elles étaient « littéraires », comme celles de quelques grands romanciers, on compatirait à leur douleur factice, afin de savourer plus longtemps leurs plaintes distinguées. Mais ces découragés ne sont pas tous des poètes et des penseurs. D'ordinaire, ils n'invoquent les abus qui, d'après eux, déshonorent la hiérarchie, et les malheurs du temps présent, que pour expliquer et justifier, au besoin, leur mollesse et leur incurie. En général, ils n'arguent point de faits saisissants, ils n'étayent point leurs lamentations sur des preuves qui entraînent et forcent l'adhésion; ils se bornent à répéter, sur un ton dolent, les affirmations lamentables d'esthètes méconnus, de romanciers larmoyants ou de politiciens au rebut. Ils font partie de la foule des « moutons » bêlants de cette fin de siècle.

Toutefois, on ne saurait nier l'influence du milieu sur les âmes les mieux trempées. « A force de dire à un enfant qu'il est un sot, a dit Pascal, il finit par le croire »; à force d'entendre dire autour de soi que notre époque est triste, assombrissante, on est tenté, par moments, de croire que l'humanité dégénère et languit. M. Jules Lemaître a dit quelque part que le

paysan du moyen âge était peut-être plus heureux que celui d'aujourd'hui, parce qu'on lui disait moins qu'il était malheureux. A mon avis, l'éminent écrivain a mis en pleine lumière une des grandes causes du mécontentement et de la tristesse de beaucoup de contemporains. Nous devons nous défier des « semeurs » d'inquiétude, dont quelques-uns n'aspirent qu'à profiter du découragement universel. D'ailleurs, en s'ingéniant à faire le faux départ du bien et du mal sociaux, ces hommes funestes ressemblent aux voyageurs qui « des fleuves ne parlent que des chutes ». Il convient de nous ressaisir et de lutter contre ces tentatives criminelles qui n'ont pour objet que de déprimer notre fierté, notre foi en nous-mêmes et dans l'avenir. Il faut à tout prix retrouver, dans l'action virile et féconde, la bonne humeur de notre race. Dans la Préface qu'il a écrite pour les œuvres de Labiche, Émile Augier déclare que notre devoir strict serait de graver en lettres d'or, sur nos monuments, les noms des bienfaiteurs qui entretiennent en nous la gaieté, l'un des privilèges qui distinguent l'homme de la brute. Il est à souhaiter que les fonctionnaires méritent désormais cet honneur et deviennent tous d'entraînants « professeurs d'énergie ».

***

Il m'aurait été infiniment plus agréable, pour beaucoup de motifs, d'analyser les qualités des subordonnés, mais il m'a paru plus utile de mettre en lumière leurs imperfections. D'ailleurs, on ne dévoile à des amis les défauts qui les déparent que pour les amener à devenir encore plus aimables et meilleurs. Si j'ai trop présumé de mon influence, il me restera du moins la satisfaction toute personnelle d'avoir dit, avec d'excellentes intentions, ce que je crois être la vérité.

Avant de terminer cet article, j'ajouterai que des subordonnés sont, en général, ce qu'ils doivent être, lorsque leur chef est non seulement « juste et bon » mais capable et ferme.

L'investiture officielle ne suffit plus à donner aux chefs le prestige et l'autorité nécessaires; le poulet baptisé carpe par le joyeux Gorenflot n'en fut pas moins un poulet. De nos jours, où l'esprit d'analyse et de critique s'est répandu et développé dans toutes les classes, les subordonnés sont devenus des juges, parfois très subtils, du mérite de leurs supérieurs. Donc, si l'on veut que ces derniers exercent, dans leur service, une influence profonde et salutaire, il faut, à tout prix, qu'ils dominent leur situation. Le mérite incontestable, même uni à une certaine rudesse de langage et d'allures, impose le respect aux inférieurs les plus difficiles.

Enfin il est indispensable que les chefs soient très actifs et pleins d'énergie. Dans un établissement d'éducation où ne règne pas une discipline très ferme, quoique libérale, les élèves s'amusent tout d'abord, mais ils ne tardent pas à être atteints de lassitude et d'ennui. Dans l'administration, des inférieurs hiérarchiques, qui savent la faiblesse complaisante de leurs chefs, négligent leur tâche, s'amollissent, prennent le service en dégoût et finissent par mépriser leurs supérieurs. Aussi le maréchal de Castellane disait très justement : « Avec de la sévérité, de la justice, on finit toujours par imposer de la confiance au soldat; avec de la faiblesse, on n'obtient que son mépris et sa pitié. »

V. Magnin.

UNE SÉANCE A LA CHAMBRE DU JAPON

S'il vous prend la fantaisie, un jour, d'aller voir le législateur japonais dans l'exercice de ses fonctions, ne choisissez pas comme moi un après-midi pluvieux pour satisfaire votre désir. Après avoir vainement lutté, les pieds dans la boue, sous une averse torrentielle, pour atteindre la porte du vestiaire qui est si étrangement et si impraticablement disposé dans la cour de la Chambre, vous seriez obligés, en effet, de corrompre quelque aimable gardien à qui confier votre parapluie.

Cette cohue de la porte, pressée, turbulente, on la retrouve dans les galeries réservées au public, car le peuple japonais, grand enfant toujours affamé de plaisirs, n'a pas manqué de se passionner à ce nouveau spectacle. Tandis qu'un huissier galonné d'or m'établit confortablement dans une loge de face, je jette un coup d'œil rapide sur la foule qui m'entoure. Il y a un peu de tout dans ces galeries; beaucoup de peuple, quelques femmes, quatre ou cinq au plus, des officiers d'état-major aux aiguillettes étincelantes, puis des confrères japonais en jaquette et en veston, çà et là au premier rang des loges, car ils n'ont pas encore de tribune réservée.

En somme, sous cette lumière blafarde, dans ces galeries peu éclairées, on n'a pas la sensation d'imprévu et d'étrange que l'on avait rêvée. Il faut bien regarder cette foule tassée, accroupie, vêtue de complets, pour s'apercevoir qu'on est à des milliers de lieues du Palais-Bourbon.

Quelques pieds plus bas, dans la salle des séances, ce sont tout à fait nos « honorables » : redingotes noires, pantalons clairs et gilets blancs; à peine quelques *kimonos* nationaux, aux couleurs sombres, discrètes, s'harmonisant parfaitement avec les costumes occidentaux.

Le président est là devant moi, figure rasée, fine

et grave. M. Brisson porte l'habit et M. Kataoka la redingote, mais, à ce détail près, je suis tout à fait à la Chambre française.

Aux côtés du président, le secrétaire général de la Chambre, puis au-dessous, l'orateur, et plus bas enfin, la table des sténographes.

Il règne dans la salle un silence morne; des *boys* éveillés, alertes, se glissent entre les bancs, portant des lettres, plus utiles et moins encombrants que des huissiers majestueux et solennels. A la tribune, au moment où je m'assieds, un orateur, l'air ennuyé, horriblement enroué, parle déjà; sans gestes, il débite lentement; ses phrases tombent une à une, psalmodiées, avec des intonations bizarres, des chantonnements, des pleurs, puis des sons gutturaux. D'autres orateurs suivent; ils montent vivement à la tribune, leurs notes à la main, et, très démocratiquement, avalent tous dans le même verre une gorgée d'eau claire. Et ce sont toujours de petits discours sans développement, sans envolée, quelque chose d'écrit et de fixé par avance. Quand un orateur a fini, des interpellations s'élèvent de divers côtés de la salle, et la discussion continue ainsi, beaucoup de députés parlant de leur banc. Le président écoute et ne dit mot.

La Chambre aussi est fort tranquille : pas de cris, peu d'interruptions et d'applaudissements; une correction absolue, un manque de pittoresque déconcertant. Et cette impression m'est d'autant plus vive que presque tous ces hommes sont jeunes, — il est vrai que les Japonais le sont toujours, — c'est à peine si j'aperçois quelques crânes grisonnants.

Au banc des ministres, personne; c'est l'habitude ici. Bien loin de suivre attentivement les débats de la Chambre, les membres du gouvernement ne font que de rares apparitions dans la salle des séances. Pour la discussion de presque tous les projets de lois, ils se font remplacer au parlement par des commissaires du gouvernement, jurisconsultes et hommes spéciaux qui déjà ont préparé les projets et sont chargés de mâcher la besogne des Chambres. A cette session-ci, il n'y a pas moins de douze ou quinze de ces délégués et parmi eux un des premiers jurisconsultes japonais, le docteur Oumé, ancien doyen de la Faculté de droit, actuellement président du Comité de législation, qui fut un brillant élève de notre Université de Lyon.

Ce peu de contact des ministres avec le parlement s'explique tout à fait, d'ailleurs, par le régime politique dont jouit le Japon. Les Chambres, en effet, n'y ont pas ce pouvoir absolu de contrôle sur le cabinet qui constitue le gouvernement parlementaire. Lorsque, le 11 février 1889, l'empereur accorda à son peuple la Constitution depuis si longtemps désirée, il n'abandonna nullement la souveraineté pleine et entière que sa race détient depuis plus de 2 000 ans. Il consentit bien à s'associer une Diète composée de deux Chambres, pour participer avec lui à l'exercice du pouvoir législatif, mais on prit soin d'établir que le rôle du parlement serait purement consultatif et qu'il n'aurait jamais à imposer ses volontés. L'empereur seul nomme donc et révoque les ministres. Les Chambres n'ont pas le droit d'interpeller le cabinet et de clôturer le débat par un vote susceptible d'entraîner sa chute.

En pratique, les relations entre les Chambres et les ministres se règlent de la façon suivante, conformément aux prescriptions de la Constitution : on questionne d'abord les ministres; s'ils ne répondent pas, ou si la réponse n'est pas jugée satisfaisante, on leur transmet une *représentation*. Si cette démarche reste encore sans effet, on présente une *adresse* à l'empereur qui est fait juge du différend. Cette adresse doit être précédée d'une délibération; elle est présentée par écrit. La motion ayant pour objet une adresse doit être appuyée par trente membres au moins.

Lorsque le conflit devient aigu entre la Chambre et le Cabinet, et menace de paralyser le travail législatif, l'empereur dissout la Chambre. C'est un droit dont il use largement, car depuis la convocation de la première Diète, en 1890, et bien que les députés soient nommés pour quatre ans, il n'y a pas eu moins de cinq élections générales.

La Chambre actuelle vient précisément d'être élue, à la fin de mars dernier, en remplacement de celle qui fut dissoute, en décembre 1897, par le ministère Matsoukata, et c'est aux termes d'une de ses prérogatives constitutionnelles que l'empereur a convoqué les nouveaux députés en session extraordinaire. Le souverain est venu en personne, il y a quelques jours, présider à l'ouverture solennelle de la Diète. Cette cérémonie ne prend pas place immédiatement après la convocation du parlement. Les Chambres, en effet, perdent toujours cinq ou six séances à des formalités préliminaires d'ordre intérieur. A la Chambre des Pairs la seule opération est la division des membres entre les diverses sections, et l'élection des chefs de ces sections.

A la Chambre des Représentants, les nouveaux élus remettent, en arrivant, leurs certificats d'élection au secrétaire en chef qui fait fonction de président. Le jour suivant, la Chambre se réunit et, toujours sous la présidence du secrétaire en chef, procède à l'élection de trois candidats pour chaque poste de président et de vice-président. L'empereur choisit parmi eux; en fait, il consacre toujours la désignation de la Chambre, en nommant le candidat qui a obtenu le plus de voix. Après une journée employée par les députés à se diviser en comités et

en sections et à nommer les chefs de ces groupements, arrive enfin la cérémonie officielle d'ouverture par l'empereur, après laquelle commence le véritable travail législatif.

C'est avec la plus vive impatience qu'on attendait, cette année-ci, le discours du Trône. Tant d'événements ont bouleversé l'Extrême-Orient depuis cinq ou six mois, que les paroles impériales sur ce grave sujet ne pouvaient manquer d'intéresser au plus haut point. Mais la curiosité publique a été tout à fait déçue. Dans son discours, très simple et très bref, l'empereur n'a pas dit un seul mot de la politique étrangère, et le désappointement n'a pas été moins grand dans la salle des séances que dans la tribune diplomatique. Le souverain s'est borné à indiquer à la Diète trois réformes que le gouvernement estime de toute urgence à l'heure actuelle : le vote définitif du Code civil dont l'ajournement pourrait compromettre la mise en œuvre prochaine du régime nouveau créé par les traités avec les puissances étrangères; l'amendement de la loi électorale, et enfin l'augmentation des impôts que rend absolument nécessaire le développement intensif du pays dans toutes les directions.

Les députés comptent bien que le gouvernement sera moins discret que l'empereur, et nous aurons, ces jours-ci sans doute, de vives escarmouches quand on demandera compte au Cabinet de la façon dont il a sauvegardé les intérêts et l'honneur du Japon en Chine.

Mais ceci est de la politique pure et j'en reviens à la Chambre.

Il n'est pas sans intérêt de dire que le président a un traitement de 4000 yen (yen = 2 fr. 55), le vice-président n'en touche que 2000 et les députés 800 seulement. Ces chiffres, comme ceux de tous les traitements japonais (un ministre a 6000 yen, c'est-à-dire 15 000 francs), sont, on le voit, extrêmement faibles et ne se peuvent comprendre que lorsqu'on songe au bon marché de la vie *à la japonaise*.

La Chambre actuelle, qui comprend 300 membres, se compose de 95 progressistes, 102 libéraux, 27 nationaux unionistes, 51 membres du Yamash'ta Club, 15 du Dashi Club, et 10 indépendants. Dans la salle des séances, les députés sont assis pêle-mêle. Malgré ces belles épithètes de libéraux, progressistes, etc., il n'y a pas de ligne de démarcation nette entre les divers groupes, centre gauche, extrême droite, etc.

La cohésion et la discipline des partis politiques au Japon ne dépend nullement de leurs « plates-formes », mais des hommes qui sont à leur tête. C'est à la puissante personnalité du comte Okouma, par exemple, qu'est dû le fait que, seul parmi les groupements politiques, son parti, — le *Kaishin-to* ou parti progressiste, — a gardé sa solidité et augmenté sa puissance depuis le jour de son organisation il y a dix-sept ans. Et encore même dans le *Kaishin-to* y a-t-il des subdivisions, la coterie Shimada, la coterie Hatayoma, la coterie Ozaka, qui ne manqueront pas de provoquer la désagrégation du parti lorsque l'autorité du comte Okouma ne sera plus là pour se faire sentir.

Au regard de la France et surtout de l'Angleterre, le Japon n'a donc pas encore de partis politiques, mais des collectivités sans liens certains, et manquant des éléments essentiels à une union féconde.

Pour bien comprendre, d'ailleurs, toutes les choses de la politique japonaise, il ne faut pas perdre de vue que, sous des apparences et des noms modernes, cette vie publique est dominée encore par la survivance des idées de clans qui ne se sont point perdues depuis la suppression de la féodalité abolie en 1871. Depuis cette époque, en effet, ce sont toujours des membres des quatre grands clans des *Satsouma*, des *Choshou*, des *Toza* et des *Hizen* qui ont tenu les rênes du gouvernement. La situation prépondérante qui leur est ainsi faite vient, en partie, de la survivance des vieilles idées, en partie aussi du rôle prépondérant qu'ils ont tenu pour la restauration du Mikado dans sa position autocratique en 1868. Les deux plus puissants de ces clans sont les Satsouma et les Choshou dont la coalition forme le groupe des *Sat-Cho*. Les Satsouma sont réputés surtout pour leur courage ; ils sont soldats ou marins, les cadres actuels de la marine japonaise sont en presque totalité composés de Satsouma ; — les Choshou ont la finesse et l'habileté, ils font des diplomates ou des administrateurs. Le marquis Ito, président du Conseil des ministres, est un Choshou tout comme le ministre des finances, le comte Inouyé.

C'est seulement en gardant cette idée essentielle bien présente à l'esprit, qu'on peut arriver à ne pas se perdre au milieu des coups de théâtre déconcertants de la politique japonaise. Il ne faut point oublier que les questions politiques sont très rarement des questions de principes. On s'en aperçoit merveilleusement aux élections. Très rarement il est mis en avant un programme quelconque ayant trait aux intérêts généraux ou aux aspirations de la nation. Ce sont presque toujours des questions de personnes ou d'intérêts locaux qui sont en jeu.

Cette idée, d'ailleurs, sera suffisante pour expliquer la passion qui anime les campagnes électorales. Présentant, il y a quelques jours, un projet de loi interdisant le port des armes de tous genres pendant les élections, le ministre de l'Intérieur communiquait à la Chambre une statistique des crimes se rapportant aux élections. On y verra que si le nombre

de ces attentats a sensiblement diminué depuis quelques années, il n'en reste pas moins très élevé :

	Tués	Blessés grièvement	Volés de vivres
	—	—	—
Élections de février 1892. . .	25	380	—
— mars 1894. . . .	1	252	271
— septembre 1894 .	1	85	115
— mars 1898. . . .	1	34	71

Ajoutez à cela, pour avoir un tableau exact d'une campagne électorale au Japon, les innombrables cas de corruption qui ne sauraient manquer de se produire avec un système électoral comprenant fort peu d'électeurs et des circonscriptions très restreintes. Jusqu'à l'heure actuelle, en effet, les conditions de cens exigées pour l'électorat sont telles que sur 43 millions d'habitants le Japon compte à peine 450 000 électeurs.

Le Cabinet soumet précisément à la Diète, pendant le cours de la présente session, un projet d'amendement de la loi électorale. Les changements proposés sont assez libéraux ; le cens est complètement supprimé comme condition d'éligibilité, il est considérablement réduit pour l'électorat, et les circonscriptions électorales sont agrandies de beaucoup. Enfin le nombre des députés est porté de 300 à 500.

En somme, le marquis Ito poursuit lentement, mais avec suite et persévérance, l'idée qui l'a toujours guidé depuis que, comme président du Conseil privé, il dirigeait, il y a plus de dix ans, les travaux de la commission chargée d'élaborer la Constitution japonaise.

Il se rend compte à merveille que chaque concession octroyée au peuple japonais doit marquer une étape dans l'éducation politique du pays, et qu'on ne peut donner d'un seul coup le maximum de liberté et de pouvoir à une nation qui a vécu pendant vingt-deux siècles sous un monarque absolu.

Cette habitude des affaires, le peuple japonais l'acquiert tous les jours avec cette extraordinaire facilité d'assimilation qui est le caractère propre de la race. A regarder simplement la presse de ce pays, on reste confondu de ce qui a été fait en quelques années. A la fin d'avril 1898, il y avait déjà au Japon 775 publications diverses parmi lesquelles 311 journaux et 464 revues. Si on considère que la plupart de ces journaux ne le cèdent en rien à la moyenne des journaux français, on peut se rendre compte de l'effort accompli.

Il est à regretter à ce propos que les idées françaises ne soient pas représentées par un seul organe au Japon. Alors que les Anglais ont à Yokohama, Kobé, Nagasaki et même Tokyo de puissants et nombreux journaux dans leur langue, nous n'avons pas la moindre gazette française à leur opposer. Il y a là, tout aussi bien pour les intérêts généraux de notre pays que pour l'avenir de notre langue, une lacune déplorable qu'on ne saurait trop signaler. Il serait pourtant bon de se dire une fois pour toutes que nous ne sommes pas arrivés au maximum de nos efforts quand nous avons envoyé à l'étranger quelques coiffeurs et quelques cuisiniers. Ces braves gens sont infiniment utiles et précieux, mais il est regrettable que la force d'expansion de notre race se borne à peu près là.

Quoi qu'il en soit, et pour revenir à la politique japonaise, il est douteux, malgré tous ces progrès, que le pays soit prêt à inaugurer le gouvernement parlementaire réclamé à grands cris par la masse des politiciens. Le gouvernement de cabinet est un rouage délicat et complexe qui demande à être manié par des mains habiles et expérimentées. Dans leur ardeur juvénile les politiciens japonais croient être arrivés au degré de maturité désirable. Les gouvernants pensent autrement ; mais leur sera-t-il facile de résister longtemps à ces aspirations ? Voilà ce qu'un avenir prochain nous apprendra sans doute. On ne transforme pas un peuple aussi radicalement que l'a été le monde du Japon depuis quelques années, sans arriver en effet à de graves secousses.

Il y a entre la génération d'hier et celle de demain une différence telle que jamais l'histoire peut-être n'en a offert d'exemple. Tous ces jeunes hommes, échappés de l'Université, imbus des idées européennes ne ressemblent guère à leurs aînés. Quant au peuple, le bouleversement économique produit par la fièvre d'affaires qui agite le pays commence déjà à affecter gravement sa condition. Sous peu, toutes les difficultés se présenteront à la fois aux hommes d'État japonais, question sociale, agitation politique, crise économique, et mettront à une rude épreuve leur énergie et leur sagacité. Ils comptent beaucoup, et ils ont raison sans doute, sur les qualités de résistance et de souplesse de la race, sur son absolu loyalisme aussi envers la dynastie impériale. Il ne faudra d'ailleurs, rien moins que tout cela au peuple japonais, pour franchir ce rude pas.

Et je songe à ces délicats problèmes tandis qu'en face de moi, à la tribune, les orateurs se succèdent rapidement. Toutes ces voix chantonnantes, rapides ou lentes, me font la même musique ; ces sons gutturaux, ces mots que je ne saisis pas me bercent doucement.

Dans la salle, les petits boys alertes trottinent toujours discrètement ; quelques députés somnolent. Dans les galeries, le bon peuple ne montre pas la moindre fatigue. Le cou penché en avant, tous ces hommes écoutent religieusement, serrés, entassés les uns contre les autres.

Je me sauve maintenant. Demain je lirai dans les journaux anglais le compte rendu de cette séance.

Dehors la pluie fait rage, une pluie de printemps japonais. Je me blottis dans mon *kourouma*, et le petit porteur nerveux et souple m'entraîne à toute vitesse en sautillant dans la boue. Le temps est horriblement grisâtre et triste et fait paraître plus mornes encore tous ces grands bâtiments, Chambre, Ministères, détestables produits de notre architecture européenne, qui étalent ainsi leur laideur officielle devant la majesté du palais impérial.

HENRY DUMOLARD.

L'ALPE DAUPHINOISE

I

« Cette vallée, dit Stendhal en parlant du Graisivaudan, ne donne jamais l'idée d'une manufacture, mais celle du bonheur champêtre. »

La remarque, bien que vieille de soixante ans et plus, ne laisse pas de s'appliquer encore à la célèbre vallée dauphinoise. Un peu plus d'industrie pourtant s'y est développé, filatures et tissages de soie, papeteries, qu'activent les nombreux cours d'eau et la machinerie électrique. Il n'en résulte aucune salissure, ni âcres fumées et noires poussières, mâchefer et autres déplaisants rebuts. Ces manifestations de la vie industrielle se dérobent et disparaissent dans l'immensité feuillue et verdoyante. Partout la seule activité agricole se montre. Et, dans ce décor féerique, parmi les lenteurs et les nonchalances d'un labeur rustique et patriarcal, le paysan semble bien en effet se prêter à une scène bucolique, tenir un rôle en quelque heureuse et aimable pastorale.

Qui, s'étant égaré en ce paradis de la France, n'en a subi l'enchantement et ne rêva d'y fixer sa demeure? Bien d'autres, avant Stendhal, Jean-Jacques, le voyageur Young, etc., en avaient exalté la beauté. Aujourd'hui qu'une voie ferrée, déroulée aux bords de l'Isère, parcourt incessamment et dans toute sa longueur le luxuriant Eldorado, ce n'est plus à quelques privilégiés seulement et voyageurs professionnels qu'il est donné d'en goûter le charme. Ceux mêmes qui, sans quitter la portière de leur wagon, n'en ont eu que la vue, gardent de ces lieux rapidement traversés un souvenir inoubliable. Le spectacle est unique au monde.

Qu'on y débouche de la plaine lyonnaise, par un matin d'été, où le soleil, traversant les brumes de la rivière, les soulève comme une vapeur d'encens en blancs tourbillons de nuées au pied du roc de l'Échaillon; ou qu'on y vienne de l'ouest, en remontant le cours du fleuve, à l'heure où le couchant empourpre et fait étinceler les pics neigeux de Belledonne, l'impression est saisissante. C'est la brusque entrée au pays des prestiges. Ils vous enveloppent et ne vous lâchent plus.

La vallée descend des Alpes de Savoie en suivant les méandres de l'Isère. Pas plutôt elle a franchi les défilés de la dent de Crolles pour envahir la terre dauphinoise, elle s'entr'ouvre et s'épanouit, étale ses magnificences. Mûriers, noyers, aulnes et saules, les longues lignes de peupliers, et les prés, les vignes, la tapissent dans tous ses recoins. C'est un moutonnement continu, un océan de verdure pressant ses vagues innombrables. Les nuances en sont douces et tendres. Toutes ces essences, et cerisiers et amandiers, et châtaigniers, frênes et trembles, avec leurs ramures délicates, leur feuillage grêle ou dentelé, forment d'étranges et lumineux sous-bois qui prolongent leurs dômes à perte de vue. Il est doux d'errer sous ces arcades qui s'entre-croisent à l'infini; on y marche dans un clair mystère, à la lueur de cette clarté sans astre, pareille à la lumière élyséenne.

Toute la plaine est parée, soignée, cultivée comme un jardin. Elle semble un parc sans limites, coupé de riants parterres. Unie et plane comme un lac, elle va, comme un lac, mourir et s'encadrer dans les découpures des rochers qui la bornent. Entre ceux-ci largement rejetés de chaque côté de la rive, une lumière limpide, d'une limpidité cristalline, s'épanche, plus vaste et plus profonde par la hauteur des cimes qui repoussent au loin les bases de l'horizon. C'est déjà la profondeur du ciel du Midi et cette transparence de l'air où tout baigne et se lustre d'un éclat sans pareil. Mais ici, en opposition à la sécheresse provençale, une fécondité débordante et qui se joue élégamment à prodiguer ses richesses et toutes les fraîcheurs de ton, la gamme nuancée et fine de tous les verts, semble encore la mettre en valeur.

Et voici, épars dans la plaine, escaladant les rampes, les fermes, les gais hameaux, les villages, leurs murs blancs, leur toit plat coiffé de tuiles rouges qui leur donnent une physionomie tout italienne. Assis sur chaque ressaut des monts, s'avançant à la pointe des promontoires, les fiers châteaux se dressent dans leur ceinture de vieux ombrages, les villas, les douces résidences d'été, parés la plupart de nom et de gloire historiques, Bayard, des Adrets, Tencin, le Touvet, Bouquéron, Montfleury, tous érigeant leurs tours, leurs terrasses, et faisant sur le parcours sinueux du fleuve comme une garde d'honneur jusqu'à Grenoble, la capitale.

Sous le nom de Bas-Graisivaudan, la vallée se prolonge au delà. Après l'étranglement des monts de la Chartreuse, c'est un nouvel effort pour enfler et redoubler ses dons et ses merveilles. Ils s'entassent autour de Tullins et de Saint-Marcellin. Puis, vers

Romans, elle les éparpille et les dissémine dans l'espace élargi que mamelonnent les coteaux sablonneux. Et elle se perd au bord du Rhône.

II

Grenoble est la plus singulière et la plus jolie ville de France. Elle est petite, on la tient dans la main avec ses soixante à soixante-dix mille habitants. Elle n'a, en dépit des rochers qui l'enserrent, pas une seule rue montueuse; elle s'étale comme un damier sur une étroite surface plane. De quelque côté que les yeux se lèvent, au bout des rues, au-dessus des places et des toits, les monts se dressent. Ils ne sont pas inclinés et fuyants, mais tout droits, abrupts et entassés, et, bien que lointains, il semble, toujours proches et familiers, qu'on les va toucher de la main. Ce phénomène particulier qu'on oublie, et qui tient sans doute, encore une fois, à la translucidité de l'atmosphère, vous ressaisit à chaque voyage.

Les squares, les longues avenues ombragées, la coupent agréablement. Sa terrasse, proche des tourelles aiguës de l'ancien hôtel de Lesdiguières, déroule au bord de l'eau sa balustrade et regarde sur l'autre rive l'étrange échelonnement des demi-lunes et des redans escaladant en zigzags les rampes du fort. Les remparts de la ville sont tombés en partie; elle a débordé au dehors, à l'ouest, vers la gare et le Drac, y multipliant les belles constructions neuves. Peut-être est-ce dommage. La vie y était autrefois plus concentrée et, de ce refoulement sur elle-même, prenait des mœurs d'une intensité particulière.

Le vieux clocher de Saint-André, les tours de Notre-Dame la parent d'un reflet gothique. Son Palais de Justice, ancienne résidence des gouverneurs, presse l'élégant fouillis de ses pavillons de la Renaissance, ses délicates statuettes, ses salles lambrissées de vieux chêne où se détachent en ronde bosse les médaillons peu authentiques des dauphins du Viennois. La nouvelle place Victor-Hugo, — celle de la Constitution, vaste et découverte, toute fleurie de parterres et bordée de monuments, — restent froides, étant nées d'hier et sans histoire. Mais le vieux lycée, où des écolières nous ont succédé, conserve son aspect monacal. Et l'antique et exiguë place Grenette a gardé son animation et son élégance d'antan. Rien de plus gai et de plus pittoresque, de plus fashionable, que le mouvement qui s'y déploie de l'aube au soir, que ce bariolage d'étrangers et de baigneurs qui, à la saison d'été, partent de là pour les stations prochaines d'Uriage, de la Motte, d'Allevard, ou pour les excursions et ascensions, et escalades de glaciers.

De longue date, — avec son vieux parlement et sa vieille université, et, en des jours plus récents, les facultés de droit et de médecine qui y attirent les beaux fils de la bourgeoisie, ses régiments d'artillerie, de chasseurs alpins, et leur cadre brillant d'officiers, — les traditions d'une politesse et d'une courtoisie exquises, d'une sociabilité exceptionnelle, s'y sont perpétuées. Les relations s'y raffinèrent et même avec le temps s'y corrompirent élégamment; elles étaient aimables, spirituelles et piquantes avec ces conseillers de haute naissance, tous érudits ou frottés de belles-lettres; galantes et entreprenantes avec l'escadron volant des mousquetaires et des petits abbés évoluant dans les salons aristocratiques de la ville. Elles s'y sont maintenues telles.

Et l'industrie de la ganterie devait y naître et prodigieusement s'y développer, laquelle découle nécessairement de la correction des rapports mondains; elle ne pouvait naître que là, « dans cette ville, dit un conteur du XVIIe siècle, toute adonnée aux fleurettes et aux soupirs ». Le soin de la main, le gant qui en entretient la souplesse et la douceur, n'est-il pas l'indice de goûts délicats et, nous dirons même, d'une complexion amoureuse?

Il faut visiter son petit Musée, — et la Bibliothèque qui y tient, où l'on pourra admirer le rare et précieux manuscrit des poésies de Charles d'Orléans, ainsi que le prodigieux amas de « copie » inédite de Stendhal. Son musée est une merveille. L'Albane, Rubens, Ribera, Claude Lorrain, l'Italie, les Flandres, l'Espagne, y donnent la fleur de leur génie. Henri IV et Lesdiguières, qui se font pendants aux deux côtés d'une porte, se ressemblent comme deux frères. Largillière y a peint une jeune femme de son temps, la marquise de B..., dit-on. Avec sa lèvre rouge et rebondie, la jolie perversité de sa physionomie, elle est un vivant et troublant commentaire du XVIIIe siècle. On songe, à voir tant de noble impertinence, un tel visible dédain des petites idées et des petites gens, que ce n'est pas au hasard sans doute que le véridique Choderlos de Laclos a placé dans cette vieille ville, toute brûlante et énamourée dans son cadre de glaces éternelles, le terrible roman des *Liaisons dangereuses*. Des érudits en possèdent la clef, qu'on pourrait livrer, n'était le scrupule de compromettre des noms aujourd'hui respectés.

III

Nous sommes au centre de mille excursions intéressantes, toutes variées, et qui, la plupart, peuvent s'achever dans la journée même. En sorte qu'après la fatigue et les incommodités de la course, n'y ayant pas de plaisir sans peine, on peut retrouver, le soir, le confort de son hôtel. Au nord, au sud, à l'ouest, à l'est, il n'y a qu'à choisir. Break, mail-coach,

tramway et chemins de fer sillonnent toutes les voies. Le mieux serait, si l'on a le courage, d'aller seul et à pied. Visiter la montagne par bande, c'est écouter la musique dans un salon où l'on cause. Elle ne parle et ne dit son secret qu'aux cœurs solitaires et recueillis.

L'excursion à la Grande-Chartreuse s'impose. C'est, au nord, dans un repli de ces monts qui dominent le fort de la Bastille, en des déserts âpres et sauvages, hérissés de rochers et de forêts impénétrables, qu'elle a blotti ses cellules et ses chapelles, dont le vaste entassement lui donne l'aspect d'une ville. Solitude bénite, haut asile de la pensée pieuse, des sommets où elle plane, elle répand sur la contrée une sorte de sanctification. Au sortir de Paris, de sa vie exaspérée et de ses souillures, il convient d'aller s'y purifier et s'y calmer, y méditer une heure, à l'exemple de ces blancs cénobites, sur la vanité de toutes choses.

La Chartreuse est si connue et les descriptions en sont si nombreuses, que nous aurions quelque pudeur à nous étendre. C'est donc dans le seul but de raviver le souvenir des milliers de pèlerins qui en ont franchi le seuil, que nous rappellerons les plus marquantes impressions du voyage : le départ matinal dans les fraîcheurs de l'aube, les premiers rayons roses et leur danse et leurs jeux dans les buées de l'Isère longtemps côtoyée, sous la masse écrasante du Casque de Néron; la halte heureuse à Saint-Laurent-du-Pont, où l'on déjeune; puis les contournements sans fin aux bords du Guiers-Mort, les prairies étincelantes sur les hauts plateaux, dans l'éclaircie des sapins centenaires, jusqu'à la Fourvoirie où se fabrique la liqueur, jusqu'au pont Saint-Bruno où le désert commence; l'arrivée au couvent et le frugal repas, la visite par les longs corridors, dans l'humble et séduisante cellule, dans l'enclos du petit cimetière, sans pierre tombale ni nom, d'une mélancolie si pénétrante; l'office de nuit et la lanterne des religieux éclairant les ténèbres du chœur, les psalmodies interminables entendues du haut de la tribune; puis la montée nocturne à travers les précipices du Grand-Som, et, au matin, le soleil jaillissant au-dessus des Alpes et du Mont-Blanc et mettant en marche l'innombrable armée des nuages; enfin, le retour par les abîmes du Sappey et de Saint-Ismier. Là, tout à coup, le sol manque à vos pieds; l'incommensurable gouffre s'entr'ouvre. Au fond, comme un tapis de velours déplié, piqué de points blancs qui sont des villes et des villages, le Haut-Graisivaudan se déroule et se tord. Une chaîne de monts continus, rayonnant au large et se bouclant de gauche et de droite, — Belledonne, Taillefer, l'Obiou, le Grand Veymont, le Moucherotte, les Trois Pucelles, — avec leurs neiges, leurs glaciers étincelants, les nœuds de diamants incrustés à leur front, sont comme l'éblouissant diadème qui couronne le Dauphiné.

La région montagneuse de l'est, à proximité de Grenoble, sillonnée de petites vallées touffues et riantes, sous les Grandes-Rousses qui les surplombent, est la partie fashionable et élégante de la contrée. La mondanité y reprend ses droits. Là, nichées dans les bois et la verdure, parmi toutes les aises et les agréments, dans la balsamique senteur des pins et des sapins qui noircissent les pentes, sont les délicieuses stations d'Uriage, d'Allevard. On s'y détend, on s'y reprend, on s'y repose. C'est à dos d'âne ou de mulet, nonchalamment, que se font la plupart des courses, coupant la monotonie et le désœuvrement des après-midi balnéaires. Les Sept-Laux, la cascade de l'Oursière, la chartreuse de Prémol, cent autres lieux sont des buts d'excursions peu fatigantes.

Une moins fatigante encore est, à deux pas d'Uriage, la visite au château de Vizille, une des perles de la Renaissance. L'enceinte du parc, enfermant les plus belles eaux et les plus somptueux ombrages, ne se développe pas sur moins de 45 kilomètres. Clôture et château, Lesdiguières les fit construire après qu'il eut pacifié la contrée, à l'avènement de Henri IV. C'est alors qu'il dépêcha son secrétaire pour demander au roi d'être nommé gouverneur de la province. Aux hésitations des conseillers et des courtisans, l'envoyé se prit à dire : « J'ai ordre aussi de mon maître que s'il vous plaît de lui refuser ce gouvernement, vous avisiez au moyen de le lui ôter. » Ceci, d'un ton qui rappelle un peu les mémorables paroles du Jeu de Paume, ne pouvait venir que de Vizille. On sait que c'est en ce lieu illustre, échu en propriété à l'un des ancêtres de M. Casimir-Perier, que se réunirent, en 1788, les premiers états provinciaux qui donnèrent le branle à la France entière, et d'où la Révolution allait naître.

Les audacieux et les intrépides préféreront la partie méridionale du Dauphiné, celle qui, s'étendant jusqu'à Briançon et à Gap, embrasse la région la plus rude et la plus accidentée, la plus belle aussi et la plus glorieuse à parcourir. Cols à franchir, sommets à dompter, longues étapes par les vallées arides, impressionnantes de sauvagerie muette, hasards du gîte et du vivre dans les auberges et les refuges assez clairsemés, — qui pourtant se multiplient d'année en année, — ils seront à leur affaire.

Par le plantureux Bourg-d'Oisans, on atteint le coquet hameau de La Grave, où d'ordinaire l'on s'arrête. Au matin, en ouvrant sa fenêtre, on a sous les yeux le spectacle du joli glacier de la Meije miroitant au premier soleil comme une coulée d'argent en fusion. Les plus timides et les plus paresseux peuvent, en une promenade d'une couple d'heures, se donner le plaisir de piétiner ses neiges immaculées

et la sensation du péril à contempler ses premières crevasses. Les plus hardis s'élanceront. Ils iront se perdre et se recréer dans cet inextricable fouillis de paysages glacés et polaires, où montent comme de colossales stalagmites la Barre des Écrins, les Féroules, la Muzelle, l'Olan, le Pelvoux, et cent autres géants de glace.

Sagement, de La Grave, on peut poursuivre jusqu'au col du Lautaret, où la route se bifurque. Par l'embranchement de gauche, c'est le terrible passage du Galibier et le débouché dans la Maurienne. Par la droite, on se dirige vers Briançon, dressant à la frontière, au-dessus de la plaine italienne, son aérienne et inexpugnable ceinture de forts, celui de l'Infernet à 2500 mètres d'altitude, qui, au premier signal, foudroierait de ses feux plongeants la gare d'Oulx et les défilés de Césanne.

Les montagnes se dénudent de toutes parts, rasées de la base au faite, belles de cette majesté dépouillée et de leur masse imposante et superbe. Çà et là, pourtant, quelques bouquets et traînées de mélèzes. L'arbre, d'un beau jet, est doux à voir avec ses aiguilles grêles et rousses qui le parent d'une vénusté vénérable. C'est le sapin de ces régions. Les habitations sont rares. Les indigènes, l'hiver, logent pêle-mêle avec leur troupeau, bénéficiant de la chaleur de l'étable. Pour la cuisson des aliments, — à la manière dont en use le chamelier avec les excréments de sa monture, — ils brûlent les bouses de vache desséchées, qui font un feu sans flamme et d'une fumée peu agréable.

Mais ne noircissons pas trop le tableau. Entre ces roches décharnées, sous les pics et les aiguilles et leur beauté stérile, s'enchâssent de riantes petites vallées, gazonnées et fertiles, hameaux, villages, endormis au bruit des sources fraîches, sous les vernes et les oseraies de la rive. Pour les richesses enfouies sous le sol, — houille, anthracite, aluminium, et le fer, le cuivre, l'argent (l'or natif même aux mines de La Gardette-en-Oisans !) — on consultera avec fruit le *Voyage en France* si bien renseigné de M. Ardouin-Dumazet.

Entrons dans ces douces petites vallées. C'est, sur chaque bord de la Durance, en descendant vers Embrun, — dont il ne faut manquer d'aller admirer la Notre-Dame, que Louis XI avait en particulière dévotion et dont il portait les médailles de plomb cousues à son bonnet, — c'est, dis-je, d'un côté, la Vallouise, nommée naguère d'un nom plus malsonnant, et que le martyre des Vaudois a glorieusement consacrée; c'est, de l'autre, Mont-Dauphin et Guillestre, et les ravins du Queyras, où les altitudes démesurées, les sombres horreurs recommencent; et c'est, en remontant de nouveau au nord, les Tempés, — moins florissantes que celle de Thessalie, — du Champsaur et du Valgodemard (le sanctuaire de la Salette n'est pas loin), et le pauvre et désolé Dévoluy : une fois l'an, à la fin de l'été, les habitants s'en vont vers Gap faire leurs provisions et ils regagnent la haute vallée qui se referme derrière eux pour sept à huit mois, bloquée par les neiges hâtives...

En redescendant vers Grenoble par l'invraisemblable chemin de fer de La Mure, tournant au sommet des pics vertigineux, disparaissant, reparaissant par cent tunnels comme un jeu d'horlogerie amusante, on verra l'abondance renaître, la végétation foisonner. Sur les bords des lacs de Laffrey, égrenés au long de la route, on relèvera le point historique où l'Empereur, au retour de l'île d'Elbe, avec sa petite escorte de grenadiers, affronta les premiers bataillons de troupes royales envoyés à sa rencontre. Il descendit de cheval et marcha à eux : « Soldats ! voulez-vous tuer votre général? Frappez, le voici ! » Et les fusils tombèrent. Sur l'autre versant, non loin du Drac, il faudra saluer une des sept merveilles du Dauphiné, le Mont-Aiguille : bloc isolé, aux parois lisses et à pic, il passait pour inaccessible quand, en 1492, un officier des armées de Charles VIII, à l'aide de cordes et d'échelles et en se hissant par les cheminées de la falaise, parvint le premier à gagner le plateau. Il y trouva une belle prairie et une chèvre qui y paissait. On suppose que, ravi tout petit par un aigle et échappé à ses serres, l'animal s'était échoué sur ce sommet. Aujourd'hui, bien qu'encore dangereuse, l'ascension en est assez fréquente.

Enfin, dans la région du couchant, où s'espacent les magnifiques solitudes du Royans et du Vercors, il ne peut plus être question d'escalade et de pénibles journées. Pour prodigieuses que soient les cimes, mille routes en lacets se croisent et s'enlacent et y atteignent doucement. On n'a qu'à se laisser rouler, dans l'enchantement des bois et des prairies, bercé au murmure des torrents qui bondissent au bord du chemin et se précipitent dans les abîmes, au grêle et argentin tintement des troupeaux de bœufs épars sur les versants et dans la large étendue des pâturages.

L'entrée est par Sassenage. Si l'on pénètre dans les fameuses « cuves », peut-être surprendra-t-on la fée Mélusine en train de s'ébattre dans la nymphée souterraine, ou dressée au bord sur sa queue squameuse, occupée à peigner ses verts cheveux. Prenons garde ! Elle apparaissait aux seigneurs du lieu, trois jours avant leur mort, pour les inviter à la repentance. Mieux vaut éviter de tels présages.

Après le défilé du Furon, l'éblouissement, le bruissement soyeux de ses cascades, le débouché dans les calmes et verdoyants steppes du Villard-de-Lans verse une impression ineffable de sérénité et d'apaisement. Les maisons sont singulières avec leur pignon en escalier, où l'on monte l'hiver pour chas-

ser la neige qui charge les toits. Les sombres détours de la Goule-Noire vous mèneront ensuite à la croisée des chemins, — dont l'un s'élève jusqu'aux pacifiques et religieuses prairies des Écouges (il y eut là autrefois une succursale de la Chartreuse), et vers la cascade de la Drevenne, — et dont l'autre parcourt le val de Chorance aux incommensurables abîmes, aux gigantesques rochers curieusement découpés en châteaux forts, comme des citadelles de Titans.

Ces montagnes sont très belles. Toutes les montagnes du Dauphiné sont belles. Ce qui fait leur beauté, c'est leur formation calcaire, leurs cassures, leurs brisures et leurs déchiquetures, leurs figures bizarres et inattendues. Et partout où la roche s'effrite, la verdure s'insinue et la pare, elle y glisse ses arabesques et ses panaches, ses brindilles et ses guirlandes, ses cannelures délicates et ses fines vermiculures. C'est de l'architecture au naturel. Rien de la monotonie du granit, des monts des Cévennes, par exemple, se succédant en mamelons uniformes. Ici, à chaque pas, à chaque détour, la perspective change, une surprise vous attend.

En quittant le pittoresque village de Pont-en-Royans, les Goulets offrent l'œuvre la plus hardie qu'ait accomplie le génie humain. La route, large et carrossable, se suspend en corniche au haut d'une paroi verticale au bas de laquelle, à 2 ou 300 mètres, grondent furieusement les eaux de la Vernaison. Cette route fait communiquer avec la plaine les hauts plateaux de la Chapelle-en-Vercors, qu'à peine pouvait-on atteindre à pied naguère. En poussant au delà, on pénétrera dans la belle forêt du Glandaz, au-dessus de Die, et par le col du Rousset, — fenêtre ouverte au Midi, — on apercevra, pareils à une mer pétrifiée, les milliers de pics qui se hérissent au delà de la Drôme et vont se perdre aux plaines de Vaucluse. Mais la forêt de Lente, au revers septentrional du Vercors, est encore la plus belle, avec son mélange extraordinaire de chênes, de bouleaux et d'érables, de hêtres puissants, de sapins centenaires. C'est cette variété d'essences qui fait la grâce et le charme riant de ces forêts : profondes, solennelles, aux piliers énormes, elles n'ont pas la sombre et triste horreur des sapinières suisses.

Si l'on visite les jolies gorges d'Omblèze, on frôlera le val de Quint, célèbre dans les fastes dauphinois par l'aventure du dauphin Louis XI. Un jour qu'il chassait, il fut assailli par un ours et il allait périr quand deux bûcherons accourus abattirent l'animal à coups de hache. Pour récompense, il les anoblit. Ils portèrent « d'or à la patte d'ours ». Les descendants de ces deux braves gens, — les Richaud, les Bouillane, — ont pullulé depuis et peuplent la montagne, toujours nobles et toujours bûcherons. Quant aux ours, on en voit encore ; l'administration des forêts les conserve, paraît-il, précieusement, trouvant que, mieux que les gardes, par la terreur qu'ils inspirent, ils écartent les maraudeurs et les voleurs de bois.

En descendant des vertes hauteurs d'Ambel et de Bouvante, il ne faudra pas oublier de jeter un coup d'œil aux ruines de Rochechinard. Là fut enfermé le prince Zizim, frère de Bajazet II, livré par celui-ci au roi de France. Du fond de son cachot, il trouva moyen de nouer une intrigue sentimentale avec la jeune Hélène de Sassenage qui habitait, sur l'autre bord de la vallée, le château de Labâtie. Il était poète, *ghazels* et vers d'amour allaient de l'un à l'autre manoir. Mélange d'histoire et de légende, un parfum de poésie orientale flotte encore, épars dans l'air, sur ces nobles débris.

Enfin, par Saint-Nazaire-en-Royans, en franchissant l'Isère pour gagner le chemin de fer, on retombera dans la grande vallée du Graisivaudan.

IV

Voilà bien des courses, une terrible succession de monts et de vallées, lacs, torrents et cascades. Il serait bien plus simple et plus pratique de choisir un beau site, devant un horizon agréable, et, sans en bouger, ou se bornant à quelques courtes tournées pédestres aux plus proches environs, de contempler de loin la montagne et d'en humer les senteurs vivifiantes, faisant de ces bonnes « cures d'air » que préconise aujourd'hui la Faculté. Beaucoup d'installations de ce genre sont disséminées dans tous les lieux que nous venons de parcourir.

La vie y est douce et peu coûteuse, la location se donne. Le Dauphinois est économe, mais il n'est point âpre au gain. « Fin et courtois », tel est le dicton qui le désigne. C'est dire à quel point il est accueillant, de relation aimable et facile, et comme, avec un juste discernement, il sait rendre à chacun, et selon le mérite, les égards qui lui sont dus. Il sait aussi, sans en bien sentir le besoin pour lui-même, satisfaire aux exigences de ceux qui le visitent et se mettre au pas du progrès. Or, depuis que la Provence et la Côte d'Azur sont devenues une annexe du Boulevard, il est certain que le Dauphiné, sur le passage régulier des cohortes émigrantes, est beaucoup moins négligé. La mode s'y porte.

Peut-être devra-t-on se hâter avant que les hordes d'Anglais et la cohue cosmopolite l'aient envahi, que les fastueux et ennuyeux caravansérails — Grand Hôtel de premier ordre ! — aient chassé de ces solitudes la grâce simple, la poésie ingénue et fruste qui les font si chères, et que les chemins de fer à crémaillère aient déshonoré ces sommets vierges. Cela ne viendra que trop tôt. Félicitons-nous, en atten-

dant, qu'à peu de frais, dans le plus beau pays du monde, on puisse encore vivre tranquille, rêver, paresser, écouter pousser l'herbe, et laisser doucement couler les heures, les nerfs s'accalmer et se détendre dans la quiétude ambiante, l'oreille se reposer dans le silence, les poumons s'emplir d'air salubre, les yeux se rassasier de verdure et de fleurs, tout l'être se réconforter et renaître aux caresses et aux baisers de la mère-nature.

LÉON BARRACAND.

L'OUVRIER AMÉRICAIN [1]

Tel est le titre de l'intéressant travail que nous présente M. E. Levasseur. Étudié dans son atelier, dans son foyer, dans ses relations avec son patron, dans ses espérances de relèvement social, l'ouvrier américain paraît tel qu'il est réellement dans le savant ouvrage de M. Levasseur; ses mœurs sont mises en plein relief, ses salaires précisés, sa force de travail nettement déterminée et mise en comparaison avec la force de travail de l'ouvrier européen. L'auteur s'est rigoureusement dégagé de tout préjugé national, pour écrire son exacte monographie, sachant combien les préjugés nuisent à la méthode scientifique. Au témoignage des Français, qui se plaignent du défaut de sociabilité de nos voisins d'outre-mer, de la personnalité égoïste de leurs gens d'affaires et de l'indépendance d'allures de leurs filles, il oppose le témoignage des Américains, qui nous croient un peuple vain, bruyant et dévergondé. Erreur et exagération de part et d'autre.

La grande caractéristique de l'industrie américaine, c'est son rapide et magnifique développement depuis un demi-siècle. En ces trente dernières années, la production a quintuplé. Et à mesure que la production industrielle — s'élevant à 47 milliards de francs dans la statistique de 1889 — augmente, le nombre des établissements diminue, la grande industrie se centralise et les trusts accaparent le marché. Les machines s'imposent de plus en plus, car si les premiers fabricants les ont employées pour faire des bénéfices, les autres sont forcés de les accepter pour éviter la ruine.

Qu'en résulte-t-il? C'est que l'ouvrier habitué à travailler avec des machines puissantes et rapides donne lui-même un travail puissant et rapide. L'ouvrier est forcé de se régler, de se modeler sur son instrument de travail. Le laboureur suit ses bœufs paisibles et lents et conforme son travail à leur allure; il n'est jamais pressé. Dans l'usine où les volants et les courroies évoluent avec une rapidité vertigineuse, l'ouvrier est obligé de suivre sa machine, de précipiter son mouvement avec l'accélération de la machine. Et comme ce travail de l'ouvrier de l'industrie moderne devient de plus en plus, non un travail de force, mais un travail de simple surveillance, le temps de travail peut être réduit, sans que la production ait à s'en ressentir. C'est cette observation qui amène les ouvriers à réclamer le travail de huit heures. Cette demande se comprend dans la grande industrie où la rotation peut être accélérée, ou le travail d'attention du cerveau peut être plus intense s'il est plus réduit; elle ne saurait guère être admise dans le petit atelier du cordonnier où, pendant les heures de travail, les ouvriers donnent tout ce qu'ils peuvent, sans s'arrêter un instant. Il leur serait difficile d'accélérer leur mouvement et de coudre plus vite leur cuir. Je parle ici, bien entendu, des petits ateliers régis industriellement.

*
* *

La force de production de l'ouvrier américain est énorme, comparée à celle de l'ouvrier européen en général. En Amérique, on se préoccupe fort peu du *fini*, et les rapports de nos délégations ouvrières fourmillent de constatations de ce genre; tous ces objets sont fabriqués à la machine, rapidement et solidement.

Aussi le salaire de l'ouvrier est extrêmement élevé. Un dollar 3/4 ou 2 dollars représentent la moyenne du salaire *nominal* aux États-Unis. C'est plus du double du salaire moyen que reçoivent nos ouvriers français. Les fileurs et tisseurs gagnent de 1 à 2 dollars, les ouvriers du bâtiment de 2,50 à 4, les lamineurs et les verriers, 10 dollars et plus (le dollar représente environ 5 francs). Le salaire des femmes représente à peu près la moitié du salaire payé aux hommes; mais on rencontre dans les ateliers beaucoup moins de femmes mariées qu'en France : ce qui est l'indice d'une situation supérieure.

Le salaire *réel* s'est encore plus accru que le salaire *nominal*. Dans le même temps que celui-ci haussait, le prix des marchandises baissait. Sauf pour le loyer, les objets de consommation ordinaire de la famille ouvrière sont d'un prix moins élevé dans les villes des États-Unis que dans les villes françaises.

L'ouvrier américain vit très largement. Grâce à son salaire élevé, il s'est créé un genre de vie (*Standard of living*) supérieur à celui de l'ouvrier européen,

1. *L'Ouvrier américain*, l'ouvrier au travail, — l'ouvrier chez lui, — les questions ouvrières, par E. Levasseur, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. Paris. Larose. 1898.

et cette vie large est devenue pour lui un besoin.

	[illegible]		[illegible]	
Le viande de bœuf se vend	[illegible]	en France et	[illegible]	à New-York
— veau . . .	1,88	—	[illegible]	—
— mouton . . .	[illegible]	—	[illegible]	—
— porc . . .	[illegible]	—	[illegible]	—
— jambon	[illegible]	—	[illegible]	—
— poulet .	[illegible]	—	[illegible]	—
— dinde .	[illegible]	—	[illegible]	—
— [illegible] . . .	[illegible]	—	[illegible]	—
— canard . . .	[illegible]	—	[illegible]	—

Ces prix sont fournis par les achats d'approvisionnement du paquebot *la Champagne*.

	[illegible]		[illegible]	
Le thé se vend	[illegible]	à New-York et	[illegible]	à Paris, à l'épicerie Potin
Le café . . .	[illegible]	—	[illegible]	—
Le sucre . .	[illegible]	—	[illegible]	

Le matin, avant de se rendre au travail, il prend un repas solide : le *breakfast ;* à midi, il lunche, et le soir, rentré chez lui, il dîne en famille et fait son principal repas.

Dans le budget d'une famille de New-York, dont le mari, ouvrier du bâtiment, gagne 3 dollars 50, soit environ 105 francs par semaine, mais ne travaille que 204 jours dans l'année, ce qui réduit son gain total à 3 570 francs, soit par semaine 68 fr. 65, la viande figure pour 275 francs, sur une somme totale de 1 226 fr. 50 réservée à l'alimentation. Le pain y figure pour 182 fr. 50, le lait pour 109 fr. 50, la bière pour 91 francs, le beurre pour 83 fr. 20, les légumes pour 78 francs, les fruits pour 65 francs, le sucre pour 39 francs (156 livres).

Parmi les articles secondaires de l'alimentation, il ne faut pas omettre les gâteaux, dont les Américains sont friands. Sur la table, on voit souvent des gâteaux secs (crackers), des tartes (pie) et des puddings.

La femme s'occupe peu du ménage, n'est pas économe ; elle est même gaspilleuse. Il suffit de passer par les ruelles qui sont derrière les maisons pour s'en faire une idée : chaque jour, des quantités considérables de pain et de viande y sont jetées. Elle aime ce qui se fait vite : des œufs frits, une grillade de jambon, des saucisses dans la poêle, des pommes de terre bouillies.

Encore plus qu'en France, le besoin des écoles ménagères se fait sentir en Amérique.

* * *

L'eau est pendant les repas la boisson ordinaire des Américains de toute condition. Peu de familles emploient le vin comme boisson ordinaire. Le vin est beaucoup plus cher en Amérique qu'en France. Le vin d'Europe est hors de prix, et le vin de Californie vaut à New-York 9 fr. 25 le litre. La moyenne de la consommation pour l'Amérique n'est que de 2,03 litres par habitant. L'usage de la bière est plus répandu.

L'ivrognerie se rencontre dans toutes les classes de la société. Le *saloon* ou cabaret a un effet pernicieux. C'est une boutique, dont les vitres dépolies assurent le mystère, mais où la porte à claire-voie, qu'il suffit de pousser, invite à entrer. Derrière le comptoir en zinc reluisant, les garçons de service et des piles de bouteilles et des rangées de tonneaux. Le consommateur est debout devant le comptoir. Pour un verre de bière qui lui coûte 5 cents (25 centimes), il a à sa portée, sur le comptoir, du jambon, des viandes froides, de la choucroute, des gâteaux, des olives ; c'est le *free lunch*, l'amorce du débitant qui excite ses clients à boire. Après le verre de bière, on prend des verres de whisky, et les *saloons* remplacent avantageusement à New-York nos trop nombreux marchands de vin parisiens.

* * *

Le vêtement grève sérieusement le budget de l'ouvrier américain, qui aime à se bien habiller. Pour apprécier les prix des vêtements, il convient de distinguer deux catégories : la commande et la confection. La première coûte beaucoup plus cher qu'en France, la seconde est d'un prix équivalent. Une redingote avec un gilet valent chez un tailleur de New-York 60 à 55 dollars (300 à 275 francs), en confection 30 dollars (150 francs). On trouve partout des complets confectionnés en lainage gris pour 20 à 22 dollars (100 à 110 francs). Des bottines faites sur commande valent de 6 à 12 dollars, et en confection 3 et 4 dollars. Un chapeau de soie vaut 7 à 8 dollars, mais on ne porte généralement en hiver que des chapeaux ronds du prix de 3 dollars, et en été des chapeaux de paille qui coûtent moitié moins. Les gants, article de luxe, sont toujours chers et coûtent 1 dollar 75 (8 fr. 75)

Le logement est aussi onéreux. Il faut dire qu'il est plus confortable d'ordinaire que le logement de l'ouvrier français. Le logement de la famille ouvrière se compose presque toujours de plusieurs pièces, souvent de cinq et six pièces, rarement d'une seule. M. Levasseur n'a eu qu'une seule fois l'occasion d'en voir, à Boston. Les logements moyens se composent de quatre pièces, et on n'est probablement pas éloigné de la réalité en indiquant, comme loyer normal de l'ouvrier aux États-Unis (États du Sud non compris), 7 à 8 dollars par mois, soit en chiffres ronds près de 500 francs par an. Un certain nombre d'ouvriers sont propriétaires de leur maison.

Les logements de New-York sont très chers et souvent insalubres, et s'ils ne le sont pas toujours, cela tient aux salles de bain que l'on trouve parfois même dans les logements de la dernière catégorie.

New-York est la ville d'Amérique où l'entassement est le plus lamentable et l'une des villes du monde où la densité est la plus forte. Les cités américaines qui sont de date récente auraient pu aménager les rues et les maisons en vue des commodités de la vie moderne. Elles se sont développées si rapidement qu'elles n'ont pu éviter l'entassement. — 350 000 personnes grouillent à New-York dans les rues écartées et sales; mais cette population ne doit pas être confondue avec la classe ouvrière qui vit au-dessus de ces bas-fonds. La police s'efforce de remédier au mal, en faisant disparaître ces bouges, en vertu de lois sur les logements insalubres. Pendant l'année 1891, le bureau de santé n'a pas fait exécuter moins de 9 536 démolitions ou aménagements utiles.

A côté de l'habitation occupée par une seule famille, qui a eu longtemps la préférence en Amérique, il y a aujourd'hui un courant de réaction favorable au *Tenement-house*, maison louée à trois familles au moins, vivant et faisant leur cuisine, chacune dans son logement, mais ayant en commun l'usage des cours, des escaliers, des bains, des salles de lecture. Le loyer revient en moyenne pour un logement de quatre pièces à 700 francs par an.

Il y a beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières célibataires, et même quelques familles ouvrières, qui logent en garni dans des *lodging houses*, beaucoup aussi qui sont pensionnaires dans des *boarding houses*.

*
* *

On peut se demander si les dépenses que fait l'ouvrier américain pour sa nourriture, sa toilette et son logement absorbent la totalité de ses ressources. — M. Levasseur estime que le loyer prend un sixième du salaire, le vêtement un sixième, la nourriture la moitié, ou au moins les deux cinquièmes, et qu'il reste environ un cinquième pour les autres dépenses. L'ouvrier américain profite du cinquième, qui est superflu, pour entrer dans les sociétés de secours mutuels, et les associations fraternelles, ou pour contracter des assurances sur la vie.

L'Ordre des Chevaliers du Travail a été dans le principe une société secrète. Sept tailleurs, dont l'association avait été ruinée après sept années de lutte et qui attribuaient leur échec à la connaissance que leurs patrons avaient toujours eue de leurs projets, ont créé cette institution en 1870, à Philadelphie, sous l'inspiration d'un ouvrier, Stephens, affilié à la maçonnerie, et convaincu que, pour affranchir le travail, il fallait constituer l'Union universelle des travailleurs.

L'ordre des francs-maçons servit de type pour l'organisation de la Société nouvelle, que le public ne connaissait que sous le nom de « Five Stars », les cinq étoiles. Dès le début, l'Ordre se trouva en antagonisme avec une nouvelle société de tailleurs-coupeurs réformée à Philadelphie, qui le désignait plaisamment sous le nom de *Société de la Théière*, parce que dans leurs réunions mystérieuses du jeudi soir les chevaliers ne buvaient que du thé. Cependant il finit par attirer à lui une foule énorme d'adhérents. Enfin en 1878 il vota des statuts et renonça au mystère. C'est à ce sujet que le premier Grand Maître, *general master workman*, Uriah Stephens, céda la place à un ouvrier mécanicien, T. V. Powderly. L'ordre prit alors une attitude plus militante, ses succès furent rapides. En 1886, il comptait 9 000 assemblées locales et 730 000 membres. Il encouragea la coopération de consommation et de production, groupa 30 000 coopérateurs et fit pour 500 000 dollars d'affaires mensuelles dans ses établissements de vente. L'Ordre prétendit imposer ses conditions aux patrons, en faisant apposer sa marque particulière, en manière de recommandation, sur les produits des ateliers affiliés, et en jetant l'interdit par boycott sur ceux qui lui résistaient. Il dictait ses ordres par son journal et invitait la classe ouvrière à s'emparer du pouvoir au moyen du vote; mais les insuccès électoraux devinrent une cause de discrédit. D'autre part, l'augmentation rapide du nombre des membres introduisit des éléments d'insubordination. Au début, l'Ordre, société secrète, avait recruté dans tous les métiers indistinctement les membres de ses assemblées, *Mixed Assembly*. Plus tard, comprenant que son organisation était insuffisante, il avait créé des assemblées de métier, *Trades Assemblies*, qu'il recruta surtout parmi les non-unionistes et qui se trouvèrent directement en concurrence avec les Trades-Unions préexistantes. Ce fut là une nouvelle pierre d'achoppement.

Les *Trades Assemblies* recevaient d'en haut le mot d'ordre qui, sur les questions de salaire et de grève n'étaient pas toujours celui des Trades-Unions. L'Ordre s'efforça d'amener ces Trades-Unions, par la persuasion ou même la violence, à fondre leur individualité dans la grande maçonnerie ouvrière. Un conflit était inévitable.

Le bureau mit même, en 1886, à l'ordre du jour de l'Assemblée générale tenue à Richmond, la question des rapports à établir avec les Trade-Unions et il était disposé à les attirer par certaines concessions, mais l'Assemblée fut moins conciliante, et, après un débat orageux et violent, elle se prononça contre la proposition et déclara en quelque sorte la guerre aux unions, que les Chevaliers du Travail accusaient d'égoïsme particulariste et d'impuissance, parce que le système de la grève qu'elles employaient ne pouvait conduire qu'à la misère. « La seule chose que nous ayons à faire, disait le *general master*, c'est

de prendre en nos mains le pouvoir politique, et nous le pouvons. » Cependant l'Ordre a échoué. Il a été accusé de s'entendre avec le clergé catholique et son crédit en a été affecté, il s'est brouillé par ses allures dominatrices avec un grand nombre d'unions. Par suite de ces querelles, il s'est réduit en 1894 à 65 000 membres d'après les uns, à 150 000 d'après d'autres.

* *

C'est l'*American Federation of Labor* qui a hérité d'une grande partie de sa clientèle.

Encourager la formation d'unions locales du travail, le groupement de ces unions au moyen d'un syndicat central par cité et d'un lien supérieur par État ou province, en vue d'obtenir des lois utiles aux classes ouvrières ; établir des unions nationales et internationales basées sur la reconnaissance absolue de l'autonomie de chaque métier, en seconder le développement, soutenir la presse ouvrière en Amérique : tel était le programme de la nouvelle fédération, dont voici la devise : *Labor omnia vincit*. Elle a voulu se distinguer radicalement des Chevaliers du Travail, en se contentant d'assembler les unions, sans prétendre les régenter, ni les violenter.

L'*American Railway Union* est la dernière tentative de création de grande fédération ouvrière. Elle a été fondée en 1896 pendant l'exposition, à Chicago. Elle a pris pour devise : « l'Union fait la force » et se propose de réunir tous les employés de chemins de fer de race blanche. Elle s'attribue un nombre de 150 000 membres, divisés en cinq unions indépendantes les unes des autres : les mécaniciens, les chauffeurs, les conducteurs, les *trainmen* et les télégraphistes.

* *

Notre compte rendu prendrait de trop grandes proportions si nous voulions relever tous les passages intéressants que nous trouvons dans les deux gros volumes du remarquable rapport de M. Levasseur. Les ouvriers français pourraient beaucoup apprendre dans cette vaste étude, et nous regrettons que cet ouvrage ne puisse être entre leurs mains. Ils y verraient la réfutation d'utopies malsaines que la propagande socialiste sème parmi eux. L'exemple de l'Amérique éclairerait dans leurs esprits des idées fausses et obscures. Il ne leur serait plus permis de croire que la machine est la grande ennemie, qui *chasse l'ouvrier de l'atelier*. Ils jugeraient au contraire que la machine augmente, soit dans la même industrie, soit par la création d'industries nouvelles, la demande de bras, et que nulle part les salaires ne sont aussi élevés que là où il y a beaucoup de machines. Ils comprendraient à quelle situation peut les amener l'organisation sage et purement corporative des ouvriers d'une même industrie. Eux que l'on pourrait appeler des *aspirants-bourgeois* saisiraient que l'ouvrier peut, tout en restant à l'usine, goûter les charmes de l'aisance bourgeoise. Que veulent-ils en effet ? Je ne suppose pas que ce soit l'oisiveté ; c'est donc leur vie plus large, leur dignité plus respectée, leur travail moins lourd.

On prétend que nos ouvriers français sont ignorants et peu studieux. Ils le sont en effet, mais par nécessité. Leurs loisirs sont trop courts et leurs travaux trop fatigants. Mais lorsqu'on voit certaines publications ouvrières, ayant une tendance anarchiste, comme les *Temps nouveaux* de Jean Grave, ou bien ne possédant qu'un caractère purement corporatif, comme l'*Ouvrier des Deux Mondes* de Fernand Pelloutier, se répandre dans les milieux ouvriers, on pense que nos ouvriers français sont parfaitement susceptibles de s'intéresser à des travaux, dont le caractère est documentaire et sérieux. On reconnaît la nécessité qui s'impose de leur donner l'instruction qui leur manque, et de les relever par cette éducation. Et quelle est l'éducation qui peut leur être plus utile que celle de l'exemple ? Or celui des ouvriers américains et anglais doit leur montrer que, par le calme des revendications et la force de l'organisation professionnelle, ils peuvent arriver au but qu'ils se sont proposé.

LÉON DE SELLIER.

NOTES ET IMPRESSIONS

Le baccalauréat.

Le monde de l'intelligence (c'est ainsi que s'appellent dans un pays ami, — que dis-je ? allié, — les professeurs et leurs élèves) ; le monde de l'intelligence est pour le moment accaparé par une double occupation très admirable : car si les uns passent des examens, les autres en font passer.

Le nombre des candidats s'accroît de jour en jour. L'innocente manie qui donne à chacun de nos compatriotes le désir de voir ses mérites officiellement reconnus et dûment contrôlés se complique d'un goût marqué pour la dispense militaire. Pourvu qu'une commission compétente ait constaté vos connaissances en turc, en malais, en grec, en géométrie analytique, en droit romain, etc., etc., une année de présence sous les drapeaux sera suffisante pour faire de vous un soldat. Alors, la jeunesse française apprend le malais, le turc, le grec, le droit romain, etc. Les nobles ateliers où se prépare la science désintéressée s'encombrent d'une foule d'amateurs

(faut-il les appeler des « amateurs » ?) Les amateurs ont travaillé toute l'année (toute l'année !) A présent, mûris et bien à point, ils se soumettent à l'examen des experts et, suivant qu'il convient d'évaluer en chiffres ronds à 114 1/2 ou bien à 115 la science dont ils font preuve, ils sont ou ne sont pas brevetés, — avec garantie du gouvernement.

Plaignons le monde de l'intelligence !

*
* *

Plaignons surtout les pauvres petits qui passent leur baccalauréat. Leur sort est déplorable ! Il serait doux, par ces longs jours de chaleur molle, de s'étendre à l'ombre fraîche d'un arbre, non loin d'une source, dans un tranquille paysage de plaine et de collines. Dans le silence des champs, traversé de bruits menus, de murmures confus et de vols stridents, on dirait qu'un rythme berceur infiniment monotone et lent endort l'âme et l'engourdit et lui fait goûter dans la torpeur universelle des êtres et des choses la douceur infinie de l'oubli de soi-même.

Les matinées sont charmantes : lève-toi dès l'aube et dans les chemins creux où l'ombre s'attarde, le long des prés où traînent encore les buées nocturnes, dans les bois mystérieux, sur les routes sonores que frappe ton pas vaillant, va-t'en surprendre la nature dans sa nouveauté matinale...

Hélas ! hélas ! le candidat reste à Paris. Allez le voir dans le quartier désolant de la Sorbonne, — et vous aurez pitié de lui ! Somptueux élèves de Condorcet, très élégants, genre anglais, — modestes collégiens de Henri IV ou de Louis-le-Grand, vêtus de déplorables redingotes noires à boutons d'or, — jeunes gens si distingués de Stanislas, sanglés dans leurs tuniques, bouclés dans leurs ceinturons, — et puis les petits congréganistes, en civils pour la circonstance (on n'aurait qu'à leur en vouloir d'être de petits congréganistes !), — ils sont tous là, les candidats. Ils arrivent dès le matin. On les convoque une heure trop tôt ; ils attendent dans les couloirs, agités, fiévreux. Ils restent toute la journée devant de petites tables trop étroites, assis sur des bancs trop durs. Ils se creusent la tête, ils se mettent à la torture pour découvrir à des mots latins qu'on leur a dictés un sens vraisemblable, pour imaginer, au sujet d'écrivains qu'ils n'ont pas lus, un développement présentable. Ils tâchent de se souvenir de phrases lointaines qu'ils ont lues naguère dans leurs manuels, et qui leur échappent aujourd'hui précisément. Ce qu'ils trouvent d'eux-mêmes leur paraît trop simple et trop anodin, ils s'appliquent à le compliquer ; ils vont chercher midi à quatorze heures, ils coupent des cheveux en quatre : ces deux opérations les fatiguent extrêmement...

Deux heures pour déjeuner : le soir on recommence. Médiocres repas dans les restaurants du quartier ; il faut se dépêcher ; il faut éviter les nourritures indigestes afin de conserver toute sa présence d'esprit. Mais on a très faim ; on se laisse aller à la tentation ; on s'alourdit : la composition de l'après-midi est plus douloureuse encore que celle du matin.

Cependant, les pauvres mères attendent. Les pauvres mères sont bien à plaindre. Elles attendent interminablement dans la salle des Pas-Perdus. Elles s'échappent une heure ou deux pour aller faire un bout de prière à Saint-Sulpice ou bien à Notre-Dame-des-Victoires : puisse Notre-Dame être favorable à la victoire du pauvre petit ! Mais leur inquiétude les ramène sans cesse à la salle des Pas-Perdus. Elles attendent...

Tout cela n'est pas gai : ce sont les « épreuves » du Baccalauréat !

*
* *

Douloureuses épreuves ! Si encore elles servaient à quelque chose ! Mais elles ne servent à rien. Elles sont inutiles : elles sont de l'ennui, de la fatigue et de la tristesse en pure perte. Même elles sont nuisibles.

On affirme que le Baccalauréat met nos jeunes écoliers dans l'obligation de travailler beaucoup : la crainte d'être refusé est, dit-on, un merveilleux excitant qui réagit contre les paresses les plus obstinées ? Mais, d'abord, il n'est pas vrai que nos jeunes écoliers travaillent beaucoup : les personnes qui croient au surmenage intellectuel ont sans doute fait leurs classes dans des temps très anciens dont elles n'ont pas conservé le souvenir très présent.

Interrogez les professeurs. Ils vous diront qu'il est de plus en plus impossible d'intéresser les élèves à « ce qui n'est pas pour le Baccalauréat ». On ne fait plus ses études : on prépare son Baccalauréat. C'est-à-dire qu'on se hâte d'acquérir sans trop de peine le minimum des connaissances élémentaires qui sont indispensables « pour être reçu » : on apprend cela par cœur ; cela se trouve dans des manuels spéciaux. Il s'agit de se mettre dans la tête un petit résumé de la chimie en cinquante pages, de la physique en soixante-quinze, de l'Histoire de France en cent vingt-cinq, etc., de retenir les dates de la naissance, de la mort et des principaux écrits de Corneille, de Racine et de Molière : on est content que Voltaire et Rousseau soient morts la même année, — c'est une petite économie de fatigue intellectuelle. Le jour où l'on sait tout cela à la fois, sans avoir trop oublié l'histoire, tandis qu'on apprenait la chimie, la physique, tandis qu'on apprenait la psychologie, quand on a trois ou quatre cents pages de manuels

(in-32) présentes à l'esprit *à la fois*, — alors on est prêt. Et si ce jour-là se trouve être précisément le jour de l'examen, on est reçu. L'essentiel est d'être prêt à temps, car avec la guigne on tombe toujours précisément sur les questions qu'on n'a pas encore vues. Il est avantageux aussi de ne pas être prêt en avance, car alors on oublie avant le jour critique, — et tout est à recommencer... C'est le talent principal du professeur de « préparer » ses élèves pour la date fixée; cela n'est pas toujours facile : une telle précision exige une habileté particulière.

* * *

La préparation du baccalauréat devient l'objet principal et presque unique des études. Un enseignement ainsi donné a pour effet immédiat de développer chez les enfants l'esprit utilitaire. Rien n'est plus mauvais, rien n'est plus exactement le contraire de l'influence éducatrice que l'enseignement doit avoir. Il faut apprendre aux enfants à ne pas envisager toujours, dans toutes leurs actions, dans toutes leurs pensées, dans toute leur vie, une utilité quelconque très proche et généralement médiocre. Un pauvre garçon qui de seize à dix-huit ans n'aura pas eu d'autre idéal que d'être bachelier, d'autre devoir que de se préparer à l'être, ne sera pas un esprit chimérique. Et j'entends bien qu'il est dangereux d'avoir l'esprit chimérique : on risque d'être cruellement déçu par les événements. Mais le pauvre garçon très raisonnable entrera dans la vie avec un pauvre petit idéal de vie, mesquin, étriqué. Il se donnera des tâches médiocres en vue d'intérêts médiocres : et pour ces viles préoccupations il sacrifiera tout le beau de la vie... Il deviendra fonctionnaire; il désirera des promotions, des augmentations d'appointements; il les obtiendra, — et cela suffira pleinement à le contenter. Pouah!

Il est vrai qu'on se plaint déjà que notre enseignement ne soit pas assez pratique, et beaucoup de personnes (qui ne sont pas toutes compétentes) ont proposé des plans d'études nouveaux mieux adaptés que les anciens aux conditions actuelles de l'existence. Sans doute, mais distinguons. L'enseignement peut être pratique sans être utilitaire. Qu'on donne aux enfants toutes les connaissances précises dont ils auront besoin pour agir, qu'on les arme pour l'existence, qu'on les prépare à la lutte qu'ils devront soutenir, — c'est à merveille, et cette préparation pratique à l'existence ne sera vile et méprisable que si l'idéal d'existence qu'on leur propose est lui-même étroit et mesquin.

L'obtention d'un grade universitaire est un idéal étroit et mesquin. Et c'est un idéal trop aisément réalisable. Il est en vérité facile, par le temps qui court, d'obtenir le titre de bachelier. On le confère parfois, très légèrement, à des candidats peu remarquables. Les programmes sont très étendus, mais la bienveillance indolente de l'examinateur les restreint. Il vous interroge, il est vrai, sur la géographie, — mais si vous êtes en état de lui nommer correctement les principaux fleuves de France, il est enchanté, et si vous lui décrivez le Cotentin comme une province méditerranéenne, il n'est pas indigné. Il vous interroge, il est vrai, sur le grec, — mais si vous savez seulement lire les caractères étranges de cette langue morte, il est satisfait. On multiplie les sessions d'examens : si par hasard vous échouez en juillet, vous vous présentez en novembre; si par hasard encore vous échouez en novembre, vous vous présentez au mois d'avril. Il est bien rare que votre patience ne soit pas récompensée par un succès éclatant à ce troisième essai. Avec un peu d'acharnement, il est impossible que vous n'arriviez pas un jour ou l'autre à vous entendre proclamer bachelier. C'est ainsi que, très heureusement, le baccalauréat se déconsidère tous les ans davantage.

* * *

Néanmoins le bachelier, plein de morgue et d'orgueil, tient jalousement à son titre. Voyez-le par exemple au régiment : il n'a que du mépris pour les campagnards ignorants qui savent seulement lire, écrire et compter; légitime mépris d'ailleurs puisque la loi militaire, en ce qui concerne les cas de dispense, part de ce principe qu'il est plus noble de savoir lire un livre en latin que de savoir, la charrue au poing, tracer dans la terre lourde un beau sillon creux et droit.

Le bachelier, du jour où il tient son diplôme, est convaincu que la société a des devoirs envers lui. Alors, il attend. Sa tâche est accomplie : sa grande dépense d'énergie est faite; son esprit d'initiative est épuisé...

Quand donc renoncerons-nous une bonne fois à ces examens puérils et sots? Entrons tous dans la vie sans diplômes, sans certificats ni brevets : la vie reconnaîtra les siens!

ANDRÉ BEAUNIER.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

La petite ville de Recanati, qui vient de célébrer, le 29 juin dernier, le centième anniversaire de la naissance de Leopardi, [illegible] poète, de ce Charles dont la figure si calme contrastait avec la figure tourmentée du douloureux auteur de la *Ginestra*. Mme la comtesse Teresa Leopardi s'était consa-

crée tout entière, depuis la mort de son mari, à la gloire du nom qu'elle portait si dignement. Elle défendait la mémoire et l'œuvre du poète contre les légendes malveillantes et aussi contre l'intempérance des scoliastes. Il y a une quinzaine d'années, elle publia, d'abord en français, puis en italien, un petit volume fort remarquable, intitulé : *Notes biographiques sur Leopardi.* Elle aimait passionnément la France; elle écrivait en français avec autant de pureté que d'esprit; et ses lettres particulières étaient d'un style parfois digne de nos *épistolières* du XVIIe siècle, dont elle possédait admirablement les écrits. Le 25 juin dernier, elle m'écrivait, au sujet des fêtes qui se préparaient à Recanati, les choses les plus enjouées et les plus émues. Elle est morte brusquement, le 6 juillet. La France perd en elle une amie dont aucune circonstance n'avait altéré la fidélité et la sympathie.

A. Aulard.

Le nouveau roman de M. Paul Bourget, *la Duchesse bleue*, paraîtra en librairie le 28 juillet.

La « Société d'histoire contemporaine » annonce la prochaine publication — faite par les soins de deux de ses membres, M. le comte de Pontgibaud et M. Geoffroy de Grandmaison — des Mémoires du comte de Moré, pleins d'intéressants détails sur la vie des Etats-Unis au temps de la Révolution; et l'on dit que ces Mémoires, écrits dans une forme extrêmement alerte, seront un régal de lettrés.

M. André Maurel, dont l'Académie couronnait ces jours-ci le dernier roman, *Justes Noces*, corrige les épreuves d'un Essai sur Chateaubriand qui sera publié dans une dizaine de jours.

L'écrivain nous avertit qu'il n'entend point recommencer après plusieurs autres, — après Sainte-Beuve surtout — une étude critique de l'œuvre; il n'entreprend que de « faire le tour d'une intelligence », et il essaiera de l'expliquer à son tour, en la « racontant ».

Revues nouvelles.

M. Paul Bonnefon, bibliothécaire à l'Arsenal, publie le premier fascicule d'un recueil mensuel des *Souvenirs et Mémoires* qui paraît sous sa direction.

Ce numéro de début contient la première partie des mémoires de Mme d'Epinay « publiés d'après le manuscrit authentique »; un récit, rédigé par lui-même et qui ne figure point dans ses Mémoires, de la mission secrète de Dumouriez en Pologne; des lettres de Carnot à Bonaparte, et de Berthier à Joséphine, écrites pendant la campagne d'Italie. Celles-ci ont été copiées sur les originaux conservés à la bibliothèque de Nantes; les autres ont été empruntées au recueil de la correspondance de Carnot, que prépare M. Etienne Charavay.

Je parlais, il y a huit jours, de la fondation d'un théâtre populaire en Poitou. On m'écrit de Niort que quelques jeunes gens du pays ont entrepris de continuer dans la littérature l'expérience tentée par eux dans l'ordre dramatique, et ils demandent à la *Revue* de signaler à ceux de nos lecteurs que ces entreprises intéressent la naissance du *Mercure poitevin.*

Voilà qui est fait.

Un professeur de l'Ecole des sciences politiques, M. Ch. Schifer, prépare sur *Bernadotte, roi de Suède*, un livre qui paraîtra l'automne prochain.

Le *Mémorial de la Librairie française* nous apprend que la République argentine ne possède pas, à l'heure qu'il est, moins de six cents périodiques, au nombre desquels on compte *dix-sept* journaux et revues de littérature et d'art.

La presse argentine offre cette particularité qu'un groupe important des journaux qui la composent (plus de 80 sur 600!) sont publiés en langues étrangères : treize le sont en français.

On a dû vendre hier aux enchères, à Londres, une collection d'ouvrages ayant appartenu à Louis XVI, à Marie-Antoinette et à la Dauphine, et parmi lesquels figure un document assez curieux.

C'est le manuscrit relié, — et formant un *in-quarto* de 171 feuillets, d'un ouvrage, *la Connaissance des hommes*, composé par Malesherbes pour Louis XVI, vers le temps de son avènement. A la page 93 (nombre fatidique), Malesherbes avait écrit :

> Voulez-vous connaître le génie d'un peuple mal gouverné et à quels excès il est capable de se porter? *Lisez la traduction française de l'Histoire de la Rébellion et des guerres civiles d'Angleterre, par Milord Clarendon*, et vous verrez que tout prince faible se conduit comme l'infortuné Charles Ier, que tout peuple échauffé et soulevé ressemble au peuple d'Angleterre, que tout homme factieux et entreprenant est de l'humeur de Cromwell, et que, s'il n'en a pas les talents, il en a du moins l'emportement et la malice.

Le roi, plus tard, demanda que le manuscrit de Malesherbes lui fût apporté dans sa prison; et il y marqua d'une croix le passage que nous venons de citer.

M. Victor Charbonnel prépare deux ouvrages. L'un sera l'exposé philosophique de cette doctrine de la « Religion libre » à laquelle il s'est voué, depuis qu'il est sorti de l'Église; l'autre s'intitulera *Paroles aux ouvriers;* il contiendra le résumé des conférences que l'ancien prêtre donna cet hiver en Belgique aux mineurs, et récemment chez nous, dans le Midi, et dont il indiquait naguère le sens général en une phrase : « A travers toutes les exaltations mystiques et toutes les crédulités dogmatiques, les hommes cherchent le vrai Dieu, qui fut toujours le Dieu inconnu. A travers les religions, ils cherchent la religion. »

M. Charbonnel veut les aider à la découvrir. Y réussira-t-il? Il le croit. Il estime sa « religion libre » accessible et suffisante aux plus simples âmes populaires; il affirme que partout où il a parlé, on l'a écouté, et compris.

Emile Berr.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints Pères. — 36739. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 4. 4e SÉRIE. — TOME X 23 JUILLET 1898.

DU BERGER A LA BERGÈRE [1]

Comédie de paravent.

PERSONNAGES. GONTRAN. GERMAINE. UNE DOMESTIQUE.

Petit salon à la campagne. Portes à droite et à gauche. Porte à droite au fond donnant sur un parc. Fenêtre à gauche au fond donnant également sur le parc.

Chaises, fauteuils, un canapé sur lequel sont posés un paletot et une valise. Petit bureau avec tout ce qu'il faut pour écrire. Housses sur les meubles.

SCÈNE PREMIÈRE

GONTRAN, GERMAINE.

GONTRAN, *finissant de boire son café et allant poser sa tasse sur la cheminée.* — Excellent, ce café... comme tout le dîner d'ailleurs.

GERMAINE. — Dame... j'ai tenu à te gâter ce soir. C'est un peu de malice de ma part... pour te faire regretter la maison pendant ton absence...

GONTRAN, *prenant Germaine par la taille.* — Ce n'est pas la maison que je regrette, quand j'en suis éloigné... c'est toi.

GERMAINE. — Comment peux-tu le savoir? C'est la première fois que nous nous séparons depuis notre mariage.

GONTRAN. — C'est vrai... la première fois... (*Un temps; montrant la valise qui se trouve posée sur le canapé à côté du pardessus.* Alors, ma chérie... tu as bien voulu vérifier toi-même?...

GERMAINE. — Oui, mon ami... Tout y est... Linge... vêtements... nécessaire de toilette... Tu ne manqueras de rien pendant ces deux jours...

GONTRAN, *tout en caressant la joue de Germaine.* — Ma chère petite femme! — Alors, franchement, tu n'es pas fâchée contre moi?

GERMAINE, *riant.* — Pour cela, il faudrait que je fusse sotte ou sans cœur. Caen n'est pas si loin. Puisque ta tante est malade... le moins que tu puisses faire est d'aller la voir...

GONTRAN. — C'est bien ce que je me dis... (*Soupir.*) Ah! sans cela!...

GERMAINE. — Certes... je ne m'amuserai pas follement pendant ton absence... Toute seule ici, en pleine campagne, sans voisins...

GONTRAN. — Tu liras un peu...

GERMAINE. — Quoi? Des romans? Ils se répètent tous. Quand on en a lu un, c'est comme si l'on en avait lu dix.

GONTRAN. — Les journaux alors.

GERMAINE. — Ils se démentent à qui mieux mieux. Quand on en a lu dix, c'est comme si l'on n'en avait lu aucun.

GONTRAN, *souriant.* — Alors tu te contenteras de penser à ton mari.

GERMAINE. — A tout prendre, ce n'est pas encore une occupation si désagréable!

GONTRAN, *au public.* — Est-elle gentille! Vraiment, je ne mérite pas!...

GERMAINE. — Bien que je ne la connaisse pas, ta tante, — car, soit dit sans reproche, la première fois que tu m'as parlé d'elle, hier, c'était pour m'an-

(1) Reproduction interdite.

prendre qu'elle se trouvait à l'article de la mort, — cela me fait quelque chose de la savoir dans cet état.

GONTRAN. — Que veux-tu? Elle se laissait oublier, la pauvre créature. — Si peu encombrante! — En voilà une qui n'occupait jamais les gens de sa personne.

GERMAINE. — Voyons, n'en parle pas déjà au passé. Elle n'est peut-être pas encore tout à fait perdue.

GONTRAN. — Heu! heu! à soixante-seize ans...

GERMAINE. — Soixante-seize?... Tu m'avais dit soixante-dix, ce matin.

GONTRAN, *embarrassé*. — Ah!... Je... tu crois?...

GERMAINE. — Je suis sûre... Il est vrai que c'était ce matin... et depuis ce temps-là, elle a eu le temps de vieillir...

GONTRAN. — Enfin... soixante-dix, soixante-seize... c'est à peu près le même prix... Et à cet âge-là, quand on commence à dégringoler la pente...

GERMAINE. — Ce n'est pas une raison. On en voit de plus vieux...

GONTRAN. — Je sais bien... qui remontent sur leur bête.

GERMAINE. — Voyons, Gontran... Songe de qui tu parles.

GONTRAN. — Oui... cette pauvre bête... (*Se reprenant*) cette pauvre tante...

GERMAINE. — Au fond, nous ne connaissons pas sa maladie et la vieille bonne qui t'a écrit, pour te prévenir, s'est peut-être alarmée à tort...

GONTRAN, *soupir*. — Ah! je ne demanderais qu'à te croire!

GERMAINE. — C'est dommage que tu aies perdu sa lettre. J'aurais tant voulu me faire moi-même une idée...

GONTRAN, *geste de fouiller dans ses poches*. — Oui... c'est stupide. Je ne sais pas ce que j'ai bien pu faire... (*A part.*) Pourvu qu'elle ne mette pas la main dessus, surtout!

GERMAINE. — Je te l'avoue... plus j'y pense, plus je trouve étonnant que, depuis ton mariage, elle n'ait pas donné signe de vie, cette tante-là!

GONTRAN. — Et encore, tu vois... la première fois que cela lui arrive, c'est quand elle est sur le point de la perdre.

GERMAINE. — Comment se fait-il aussi qu'elle ne nous ait pas envoyé le moindre cadeau de noces? Rien? Pas la plus petite pince à sucre.

GONTRAN. — Elle estimait peut-être, et avec raison, que c'est plus commode à prendre avec les doigts. D'ailleurs, elle était pauvre, la tante Durand.

GERMAINE, *étonnée*. — Durand? Je croyais que c'était Dupont.

GONTRAN, *vivement*. — Non... non! Durand... Je t'ai dit Durand.

GERMAINE, *riant*. — Tu dois savoir mieux que moi... C'est que j'aurai mal compris...

GONTRAN, *à part*. — Diable! je ne suis pas sur un terrain solide... (*Haut, regardant sa montre.*) Eh! eh! huit heures et demie... J'ai à peine le temps.

GERMAINE. — Eh bien, va, mon chéri... Va... Passe ton costume de voyage... Il ne faut pas te mettre en retard.

GONTRAN. — Oui... tu as raison... (*Il va jusqu'à la porte, se retourne, contemple sa femme, et à part.*) C'est canaille tout de même, ce que je fais là! (*Revenant à Germaine.*) Embrasse-moi, veux-tu?

GERMAINE, *l'embrassant*. — Sans me faire prier!

GONTRAN. — Si tu savais ce que ça m'ennuie de partir... De te laisser ici... Vrai! si je m'écoutais!...

GERMAINE. — Alors ne t'écoute pas!

GONTRAN. — Dis un mot!... un seul! et je reste!

GERMAINE. — Mais non... je ne le dirai pas! Quelle opinion aurais-tu donc de moi, si je faisais passer mon plaisir avant ton devoir! Certes, je ne te le cache pas, si c'était uniquement pour ton agrément que tu partais, tu ne me verrais pas si résignée!... Et je vais plus loin même, si c'était pour affaires, afin d'augmenter nos revenus, je crois bien que je te dirais : « Nous nous plaisons tant ici, tous les deux!... N'allons pas pour un peu d'argent nous supprimer quelques jours de ce bonheur!... » Mais ce n'est pas le cas... Il y a des obligations dans l'existence... et si ta présence doit procurer quelques moments de douceur à cette digne femme.

GONTRAN, *l'embrassant*. — Tiens! tu es un ange! (*Au public.*) C'est bête... j'ai des remords.

GERMAINE. — Eh bien, voyons... tu restes là... tu vas manquer ton train...

GONTRAN. — Bah! laisse-moi le manquer! (*Un temps, la regardant amoureusement.*) Je t'assure... j'ai envie de le manquer... Je te trouve charmante en ce moment. (*Il lui caresse la joue.*)

GERMAINE, *le repoussant doucement*. — Voyons... Gontran... Tu n'es pas raisonnable... Pense à ta tante...

GONTRAN, *même jeu*. — Tout à l'heure... J'ai bien le temps!

GERMAINE, *même jeu*. — Non!... Quand on a une tante malade... Car enfin, tu as une tante, n'est-ce pas?

GONTRAN. — Dame... (*A part.*) Je suis bien obligé de la garder maintenant!...

GERMAINE. — Et elle est malade?

GONTRAN, *après un moment d'hésitation*. — Bien sûr...

GERMAINE, *avec fermeté*. — Alors j'exige que tu ailles auprès d'elle... (*Un temps.*) La seule chose que je puisse te permettre pourtant...

GONTRAN. — Quoi?

GERMAINE. — C'est de m'emmener.

GONTRAN, *vivement*. — Mais c'est impossible!

GERMAINE. — Pourquoi?

GONTRAN, *cherchant à expliquer.* — Mais comprends donc... la fatigue du voyage... l'émotion... Et puis ce n'est pas seulement ça... Rien qu'à te voir, la pauvre femme comprendrait tout de suite la gravité... Par ta seule présence, tu serais capable de l'achever! Non!... mais te vois-tu avec une mort sur la conscience!

GERMAINE. — Je resterai à l'hôtel, voilà tout.

GONTRAN. — A l'hôtel? Mais tu ne connais pas les hôtels dans cet affreux trou?

GERMAINE. — Un trou? Caen? Une ville réputée pour la beauté de ses monuments, de ses églises magnifiquement restaurées.

GONTRAN. — Justement... Voilà la différence... On les restaure, les églises. Mais les hôtels, on ne s'y restaure pas... Épouvantables, je te dis! Des lits d'un dur! C'est comme des planches. Et une nourriture! Tu reviendrais avec une maladie d'estomac... Je ne parle même pas du manque de propreté... On demande un tub... C'est un bol qu'on vous apporte... Et des petites bêtes qui grimpent partout et qui vous piquent!... Ce qu'il y en a! Ce qu'il y en a dans le pays!

GERMAINE. — Soit. Pars donc seul.

GONTRAN, *à part.* — Oufl!...

GERMAINE. — Mais pars, alors... Va, mon ami... Va...

GONTRAN. — Eh bien, oui... C'est entendu... Je m'apprête. (*A part.*) Moi qui tout à l'heure encore me faisais une fête à l'idée de cette escapade... C'est curieux... Je ne suis plus en train du tout. (*Il sort.*)

SCÈNE II

GERMAINE, *seule.* — Cher Gontran! Comme il m'aime! Jusqu'à vouloir renoncer pour moi à ses plus chères affections de famille! Ah! je puis dire que j'ai eu la main heureuse avec mon mari! Et je serais bien coupable si je ne l'adorais pas de mon côté! (*Elle fait quelques pas dans la pièce et se trouve devant la fenêtre.*) Temps humide, ce soir... C'est de la pluie qui s'annonce. (*Elle redescend en scène.*) Pourvu que Gontran ne s'enrhume pas pendant le trajet! Il est si imprudent! (*Prenant le paletot placé sur le canapé à côté de la valise.*) Voyons... a-t-il au moins son foulard? (*Elle fouille dans sa poche.*) Non. (*Fouillant dans l'autre poche.*) Ici, peut-être... (*La main toujours dans la poche du paletot.*) Qu'est-ce que c'est que ça? (*Elle sort une lettre et lit.*) « M. Gaston Dordanne, à Dammartin, par Tigeaux (Seine-et-Marne). » (*A elle-même.*) Je ne connais pas cette écriture. Tiens! si c'était le mot de la vieille bonne... Gontran qui le cherche partout! Eh! je ne serais pas fâchée de connaître exactement les termes... (*Lisant.*) « Mon bon vieux... » (*Au public.*) Un peu familière, cette vieille servante... Enfin, elle a dû voir Gontran tout petit... (*Continuant.*) « Est-ce donc une raison parce que te voici marié pour rompre complètement avec tes anciens amis? » (*Au public.* Évidemment, elle est dans le vrai, cette brave créature, et Gontran aurait dû déjà retourner chez sa tante et même m'y mener. (*Continuant.*) « Tu nous manques à tous! Nous t'appelons à tous les échos. Gontran! Gontran! Ohé! ohé! » (*Au public.*) Style vif et pittoresque... Je ne déteste pas ça. (*Continuant.*) « Plus de folles fêtes depuis ton départ. Nous sommes plongés dans le marasme. Bref, nous éprouvons le besoin de nous secouer! Et, dans cette intention, nous avons organisé pour demain une partie monstre. » (*Au public.*) Bizarre! quand il y a une malade dans la maison... (*Continuant.*) Hector, Armand, Philippe, Antoine, enfin, tous tes anciens camarades seront là, en compagnie panachée, bien entendu. » (*S'arrêtant de lire et au public.*) Hein! (*Continuant.* « Rendez-vous minuit tapant, au café de la Paix, cabinet n° 12. Si donc la présence de quelques jolies femmes ne t'effraie pas et si, quoique marié, tu n'es pas devenu tout à fait ramolli, trouve un moyen pour t'échapper et viens vider avec nous quelques coupes de champagne. Tu ne me feras pas croire qu'un garçon aussi avisé que toi n'ait pas toujours en réserve, quelque part en province, une vieille tante imaginaire dont l'état désespéré puisse, à propos, donner prétexte à un départ précipité. — Ton vieux copain, OSCAR CHALVET. — *[illegible] en signe de stupéfaction.*) Oh! (*S'affalant dans un fauteuil.*) Ah! (*Se mettant à marcher dans la pièce avec agitation.*) Ah! non! ça ne se passera pas comme ça! Et il croit que je vais le laisser partir! Ah! mon ami, tu gardes en réserve des vieilles tantes malades afin de pouvoir vider des coupes de champagne en compagnie panachée! Eh bien, attends un peu... Je vais te le frapper ton champagne! Et nous verrons la figure que tu vas faire quand tu sauras que j'ai tout découvert! (*Elle s'arrête, après réflexion.*) Oui... mais voilà la question. Vaut-il mieux jouer cartes sur table? (*Un temps.* Je le vois d'ici... Il ne me laissera même pas le temps de me fâcher. Il s'excusera... Il me jurera qu'il se repent... il me prouvera que ses intentions étaient pures... qu'il ne s'agissait que d'une escapade sans conséquence... Il m'embrassera... et — c'est comme si j'y étais déjà — je me laisserai convaincre et je pardonnerai à bras ouverts... Bien heureux encore si ce n'est pas moi qui lui demande pardon pour avoir douté de lui! (*Un temps.*) Alors la leçon? Car je veux qu'il reçoive une leçon... et une de ces leçons, qui lui enlève à tout jamais l'idée de recommencer! (*Un temps.*) Quel moyen? Il doit y en avoir plusieurs... Je n'en ai besoin que d'un seul... Mais il faut qu'il soit bon. (*Quelques pas dans la pièce.*) J'y suis! (*Avec*

joie.) Oui... oui... Je la tiens, ma vengeance! Je la tiens bien! (*Elle s'assied devant le bureau et écrit.*) « Monsieur, je crois de mon devoir de vous avertir que vous êtes odieusement trahi. » (*Au public.*) Si sûr qu'un homme soit de sa femme, quand il reçoit une lettre dans ce goût-là, il y a des chances pour que ça lui arrête sa digestion. — (*Continuant à écrire.*) « Profitant de votre absence que vous lui aviez annoncée dès hier, Madame votre épouse a donné rendez-vous ce soir... » (*S'arrêtant et au public.*) A qui pourrais-je bien avoir donné rendez-vous, pour que ça ait un petit air arrivé?... Nous ne recevons personne ici... Et ma foi, depuis quinze jours, sauf ces officiers qui sont venus cantonner pendant les manœuvres... (*Contente d'avoir trouvé.*) C'est ça... Parfait... (*Continuant à écrire.*) «... Rendez-vous ce soir à un capitaine de hussards. Cet officier, à qui la gymnastique la plus périlleuse est familière, doit sur le coup de neuf heures et demie sauter par-dessus le mur du jardin, du côté du potager, afin de ne pas donner l'éveil au concierge, et pénétrer dans votre maison par la porte du salon qui aura été laissée ouverte à son intention. — Un ami! » (*Après avoir relu d'un coup d'œil rapide.*) Très bien... L'écriture est suffisamment déguisée. L'enveloppe maintenant. (*Écrivant.*) « M. Gontran Dordanne, à Dammartin, par Tigeaux (Seine-et-Marne). » (*Elle sonne.*) Et maintenant, nous allons rire! (*A la domestique qui entre.*) Voici une lettre que je trouve ici. On a dû oublier de la donner à Monsieur avec le courrier... Portez-la-lui dans sa chambre.

La domestique, *prenant la lettre et sortant.* — Bien, Madame.

Germaine, *au public.* — Réponse du berger à la bergère. Je suis assez curieuse de voir la figure que va faire mon seigneur et maître, tout à l'heure, en rentrant. La colère d'abord. (*Jouant la scène.*) — Madame, vous avez osé! Et comment se nomme-t-il, votre capitaine de hussards? que je le tue! Car je vais le tuer, Madame! — Moi, je prends naturellement mon air le plus innocent: — Mais, mon ami, j'ignore ce que tu veux dire... Quel capitaine de hussards? Nous en connaissons donc dans le pays? — Inutile de feindre, Madame! On ne me trompe pas, moi! Je vous dis que vous attendez un homme ce soir! — Un homme? Mais, mon chéri, sais-tu que tu m'effrayes... Serait-ce ton inquiétude sur la santé de ta pauvre tante qui troublerait tes facultés? (*Voyant Gontran qui paraît.*) Attention! voici l'ennemi.

SCÈNE III

Germaine, Gontran.

Gontran, *à part.* — Non! je ne veux pas le croire!... Avec un front si pur!

Germaine, *tout naturellement.* — Ah! te voici prêt, mon ami?

Gontran, *amabilité forcée.* — Oui, ma chérie, oui... Je suis prêt... Et je vais partir.

Germaine, *à part.* — Ah! il préfère cacher son jeu. Système du retour à l'improviste. Soit. (*Haut.*) Veux-tu que je t'aide à passer ton paletot?

Gontran, *froidement.* — Volontiers, ma bonne amie.

Germaine. — Mais qu'est-ce que tu as? Cette mine attristée... C'est à cause de ta tante, sans doute?

Gontran, *énigmatique.* — Probablement.

Germaine. — Et aussi un peu à cause de moi... parce que tu me laisses seule. Tu es si bon. Mais, je t'assure, tu as tort de te faire du souci à mon sujet... car, réflexion faite, je compte m'ennuyer le moins possible pendant ces deux jours.

Gontran, *se contenant.* — Ah!

Germaine. — Mais oui... Une femme a cent mille moyens de se distraire sans son mari...

Gontran, *à part.* — Me narguerait-elle?

Germaine, *allant chercher la valise.* — Là... la valise maintenant. Dépêche-toi. Juge donc, si tu allais manquer ton train!

Gontran. — Cela te contrarierait?

Germaine. — Oui... Je ne te le cache pas... Maintenant que je suis faite à l'idée de ton départ...

Gontran, *à part.* — Ce n'est pas possible, mais je veux en avoir le cœur net tout de même! (*Haut.*) Alors je te dis au revoir.

Germaine. — Au revoir, mon chéri. Tu ne m'embrasses pas?

Gontran, *se contraignant.* — Comment donc! plutôt deux fois qu'une! (*A part.*) N'éveillons pas ses soupçons. (*Haut.*) A bientôt. (*A part, en sortant.*) Elle ne se doute pas de ce que ce bientôt veut dire! C'est peut-être un drame qui va se passer ici! (*Il sort.*)

SCÈNE IV

Germaine, *l'accompagnant jusque sur le seuil et criant.* — Au revoir! au revoir! bon voyage! (*Elle le suit des yeux et à elle-même.*) Le voilà parti... pas loin. — Oui, c'est bien cela... Il prend l'allée à gauche. Maintenant il tourne à droite et contourne le massif. Cette ombre qui se profile... Parfait. Monsieur se dirige du côté du petit bois. Il y entre... C'est pour s'y cacher. Amuse-toi bien, mon ami! (*Redescendant en scène.*) Très bien, quand il sera resté ainsi en faction pendant une heure ou deux, j'imagine qu'il commencera à la trouver moins drôle. (*Allant à la fenêtre.*) Voyons s'il est toujours à la même place?... Oui. Aucun bruit de pas. Il doit me voir à cette fenêtre; cette lampe fait office de phare.

Tant mieux. Il croit que j'attends mon hussard. (*Étendant la main au dehors.*) Eh! eh! il commence à pleuvoir. (*Regardant le ciel.*) Oh! oh! un éclair! Un autre! Oh! ce que ça tombe! Non, mon ami, ce n'est pas le champagne qui coule ainsi à flots... C'est la bonne pluie, la bonne pluie de campagne, châtiment des maris volages!... Hein? commences-tu à trouver qu'on serait tout de même mieux à couvert et bien assis à côté de sa petite femme? Oui, n'est-ce pas? Eh bien, reste là-dessous, mon ami... reste-là-dessous... et profite de la situation pour faire un peu ton examen de conscience! (*Redescendant en scène et allant à la cheminée.*) Neuf heures. Je suis tranquille maintenant, le train est parti. (*Retournant à la fenêtre.*) Mais c'est un véritable orage! Le pauvre garçon va être affreusement trempé! Je ne peux pas pourtant lui laisser attraper une fluxion de poitrine! — (*Comme si elle parlait à Gontran.*) Allons! tu vois! je suis bonne et je te permets de rentrer. (*Allant fermer la porte aux trois quarts.*) Là, laissons la porte entr'ouverte comme il est convenu. Et maintenant, bonsoir, Monsieur! (*Elle va prendre la lampe et sort à droite. La pièce reste dans une demi-obscurité.*)

SCÈNE V

GONTRAN. *Il entre au bout de quelques instants, avec d'infinies précautions. Il est trempé.* — Plus de lumière ici. Elle doit l'attendre dans sa chambre. Et la porte est restée entr'ouverte... pas de doute possible, l'auteur de la lettre anonyme était bien renseigné. Et quand je pense que j'ai été sur le point de déchirer ce papier sans le lire! Oh! ma vengeance! Elle sera terrible! (*Enlevant son chapeau et se secouant.*) Quelle pluie! quelle pluie! Ah! je me souviendrai longtemps de cette station dans le petit bois! (*Il enlève son pardessus et l'étend sur une chaise.*) L'orage continue de plus belle! Tant mieux! Il faut qu'il soit mouillé aussi, l'autre! (*Désignant la porte de droite.*) Elle est là, l'infâme... attendant le signal convenu... (*Un temps.* Il doit être en route, le hussard! (*Tirant un petit revolver de sa poche.*) Dépêche-toi, mon garçon... Dépêche-toi... Tu ne soupçonnes pas la réception qui t'attend! Elle sera chaude la réception (*Brandissant son arme.*) et avec du feu! (*Examinant le revolver.*) Mais il est plein d'eau, ce revolver... Il ne partira jamais dans ces conditions-là. (*Avec résolution.*) Bah! si le canon de l'arme est mauvais, la crosse en est bonne encore... et mon bras est solide! Un coup bien appliqué sur la tempe! (*Regardant la pendule.*) Neuf heures un quart. Encore un quart d'heure à attendre... (*Se promenant de long en large.*) Il fait froid ici. (*Éternuant.*) Atchum! atchum! — Ah! diable, si j'éternue comme cela, Germaine viendra voir qui est ici. (*Éternuant de nouveau.*) Atchum! atchum! (*Il prend son mouchoir et le colle sur sa bouche pour étouffer le bruit.*) Atchum! atchum! C'est bête, ça, de ne pouvoir se retenir. Je suis glacé. Si je courais un peu dans la chambre pour me réchauffer! (*Il fait le tour de la pièce en courant.*) A me voir courir ainsi, se douterait-on que je suis un mari décidé à venger son honneur! J'ai plutôt l'air de [illegible] (*Éternuant.*) Bon!... je tousse maintenant! Activons la circulation du sang. (*Il court de plus en plus vite.*) C'est curieux... j'ai beau courir, je sens toujours un froid dans le dos et sur les épaules. (*Se tâtant.*) Je comprends... C'est parce que ma jaquette est trempée. (*Tout en courant, il enlève sa jaquette et la lance sur une chaise.*) Comme cela, je suis à peu près à sec... A sec, mais tout nu... Et ce vent qui vient par la porte... (*Il veut aller fermer, mais se ravise.*) Non... Si je ferme, je n'entendrai pas le hussard arriver... Et il faut que je l'entende! Allons! je n'ai qu'une chose à faire : courir encore... courir toujours. (*Il [illegible] pièce comme un désespéré. Au bout de quelques tours, il se laisse tomber sur un fauteuil.*) Ah! je n'en puis plus! (*Neuf heures et demie sonnent.*) Il est en retard. On dirait qu'il le fait exprès! C'est inconcevable vraiment, quand on a rendez-vous avec une dame! Tout se perd... jusqu'à la politesse la plus élémentaire... Ah! de mon temps!... (*Essayant vainement de s'empêcher d'éternuer.*) Atchum! atchum! atchum! Si je pouvais seulement boire quelque chose de chaud! Ah! dix ans de ma vie pour un grog! (*Frissonnant.*) Décidément, je ne me sens pas bien du tout. (*Il est pris d'une quinte de toux.*) Sûr... ça va finir par une fluxion de poitrine. (*Se levant.*) Si je pouvais me couvrir, seulement?... Mais avec quoi? Ah! une idée! Ces housses! (*Il enlève précipitamment les housses des meubles et s'en fait des couvertures.*) Je dois avoir l'air ainsi d'un personnage d'opérette. Bah! tant pis! J'ai l'habit d'un grotesque, mais je n'en ai pas l'âme! (*Avec fureur.*) Mais arrive donc, hussard de malheur! arrive donc! (*Se laissant tomber sur le canapé.*) Je n'ai plus la force de me soutenir seulement! (*Ses dents claquent.*) Mon Dieu! que je suis donc malade! Le sommeil me prend... (*Essayant de se redresser.*) Non! je ne veux pas!... Je... (*Sa tête retombe sur le bras du canapé. Il s'endort.*)

SCÈNE VI

GONTRAN, GERMAINE

GERMAINE. (*[illegible] droite.* — Je n'entends plus rien... Serait-il parti? (*Elle avance et aperçoit Gontran étendu.* Non... il

dort. (*Gontran éternue.*) Mon Dieu! Une explosion! *Elle se recule effrayée. Nouvel éternuement. Elle comprend et se rapproche.*) Il n'est pas permis d'être aussi enrhumé!... (*Elle est tout près de Gontran à présent et le regarde.*) Pauvre diable! Il est horrible ainsi fagoté! (*Un temps.*) Je ne peux pourtant pas le laisser dormir dans cette tenue de Mardi gras! (*Elle ressort sur la pointe des pieds et revient un instant après avec des couvertures. Au moment où elle rentre, Gontran éternue formidablement. Mouvement instinctif de recul chez Germaine.*) Non, c'est plus fort que moi... Je ne m'habituerai jamais à ces manifestations-là! (*Elle enlève délicatement les housses dont Gontran s'était couvert et les remplace par des couvertures.*) Là... Il est décidément moins laid ainsi... et il aura plus chaud. (*Elle lui couvre la tête.*) Cette calotte maintenant... Allons, comme ça, nous sommes presque présentable. (*Elle fait le tour du canapé, s'appuie au dossier du meuble et contemple son mari endormi.*) Et il rêve peut-être en ce moment? Est-ce du hussard ou de ces dames du café de la Paix?

GONTRAN, *lançant ses poings en l'air tout en dormant.* — Oui, Monsieur... nous nous battrons!

GERMAINE. — Ah! ah! Il paraît que Monsieur a pris les choses au tragique... J'aime mieux cela... (*Se penchant vers lui.*) Mais dis-moi donc au moins que tu souffres, vilain mari, que tu es jaloux, que lorsque tu as lu cette lettre anonyme, ton sang n'a fait qu'un tour! Et ce n'est pas seulement dans ton amour-propre que tu as été atteint, n'est-ce pas, mais aussi dans ton amour?... Car je sais bien que tu m'aimes, malgré tout, malgré ta légèreté, malgré ton désir d'amusements et de nouveautés... Et si je t'avais laissé partir, le plus ennuyé des deux, je crois bien encore que ça aurait été toi... Ah! méchants hommes que vous êtes... Comme on vous détesterait... si l'on pouvait se passer de vous! (*Gontran est pris d'une quinte de toux.*) Allons! la tisane que j'ai préparée doit être bouillante à présent! (*Elle sort et revient avec un bol fumant, qu'elle pose sur le bureau. Puis elle va vers Gontran, et le réveille doucement en l'embrassant sur le front.*)

GONTRAN, *qui a saisi Germaine à pleins bras.* — Ah! je te tiens, misérable! Je ne te lâche plus!

GERMAINE, *riant.* — Bon... J'en prends note. Et c'est tout ce que je demande...

GONTRAN. — Hein!

GERMAINE. — Allons! avale ça tout de suite... Évidemment ça ne vaut pas le champagne du café de la Paix.

GONTRAN. — Quoi? Tu savais!

GERMAINE. — Oui... Allons! bois vite... ou j'appelle mon hussard! (*Elle éclate de rire.*)

GONTRAN, *se redressant.* — Comment?... Tu... Je... Alors... le hussard?

GERMAINE. — ... Du même pays que la tante... (*Lui tenant le bol.*) Mais bois donc! (*Gontran éternue.*) Là... j'en étais sûre!...

GONTRAN. — Ah! ma chère femme!... Ah!... J'aime mieux ça tout de même!... Laisse-moi t'embr... (*Nouvel éternuement.*)

GERMAINE, *le faisant boire.* — Ah! non! Par exemple! Pas avant que ton rhume soit fini! Ce sera ta punition!

Rideau.

JULIEN BERR DE TURIQUE.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

M. Édouard Schuré.

I

M. Édouard Schuré n'est ni académicien, ni universitaire, ni journaliste : il n'est pas même chevalier de la Légion d'honneur. Esprit religieux, il est en dehors de toutes les Églises; philosophe, il est en dehors de toutes les écoles; poète et romancier, il est en dehors de tous les cénacles.

C'en est assez pour qu'à cinquante-sept ans, après avoir écrit *le Drame musical, les Grands Initiés, l'Ange et la Sphinge, les Sanctuaires d'Orient,* on n'ait jamais connu les tapages poussiéreux de la popularité ni les avantages de la consécration officielle.

Dans ce libre pays de France, le plus routinier au fond qui se puisse, les indépendants risquent de rester solitaires. Et dans une société entichée de spécialistes, un esprit qui veut être, qui est à la fois philosophe, historien, romancier, poète, voyageur, qui considère la nature et l'humanité du point de vue d'une doctrine et d'une foi, un esprit qui aspire à être un esprit complet, s'il ne concède rien à la mode, risque d'éveiller un éternel demi-sourire sur les bouches des demi-intellectuels qu'enorgueillit leur mandarinat.

M. Édouard Schuré porte la peine de l'indépendance et de l'universalité de son esprit. Mais plus encore il porte celle de son mysticisme. Que de fois, causant avec des lettrés de mérite, j'ai recueilli sur l'auteur des *Grands Initiés* ce jugement sommaire : « Un homme de grand talent, mais quel dommage qu'il ait versé dans l'occultisme! » Rien n'est plus tenace qu'une légende. Celle qui tend à faire de M. Schuré une sorte de mage, si ridicule et mal fondée qu'elle soit, ne s'en est que mieux accréditée et n'en a fait que plus de tort à son influence de penseur.

L'œuvre d'Édouard Schuré est infiniment au-dessus de ces médiocres interprétations. Peu à peu, par le seul aimant de celui qui l'a créée, cette œuvre pénètre les consciences contemporaines, les transforme, les conquiert. Je sais tout un public de femmes méditatives et d'adolescents réfléchis, le plus beau des publics, qui a rencontré et qui salue dans le maître des *Grands Initiés* et du *Drame musical* un guide, un ami de la vie spirituelle. A l'étranger plus encore qu'en France (ceci, qui n'est pas à l'honneur de la France, s'applique à presque tous ses penseurs originaux), Schuré est apprécié et goûté pour ce qu'il vaut, c'est-à-dire pour une des individualités les plus riches, les plus complètes, les plus émancipatrices de cette époque.

L'apparition en librairie des *Sanctuaires d'Orient*, ce livre de couleur si vive et de pensée si neuve, me paraît une excellente occasion pour esquisser d'Édouard Schuré un portrait intellectuel.

II

M. Édouard Schuré est né à Strasbourg, le 21 janvier 1841, d'un père médecin et d'un grand-père juriste. Que son aïeul ait été doyen de la Faculté de droit, que son père ait exercé la médecine avec autorité, cela ne paraît pas avoir eu grande influence sur la formation intellectuelle de l'écrivain. Mais l'Alsace, son fleuve, ses cités impériales, ses forêts, laissèrent dans le cerveau de l'enfant et du jeune homme des empreintes ineffaçables.

Schuré doit à la terre natale, mi-germanique, mi-française, non seulement les originaux paysages dont il a peuplé *l'Ange et la Sphinge*, mais encore son amour des légendes, des chants populaires, des songeries lyriques et spéculatives. Le Rhin, les Vosges, la Forêt-Noire ont été les premiers initiateurs, sauvages et nobles, de sa sensibilité. Et si sa pensée, plus naturellement que celle de Renan et de Taine, marque le confluent du génie allemand et du génie latin, n'est-ce pas à son sang alsacien, à son adolescence alsacienne, qu'Édouard Schuré le doit?

De bonnes études au Gymnase et à l'École de Droit de Strasbourg, de longs séjours d'adolescence aux Universités allemandes de Bonn, de Berlin, de Munich (1863-1866), fortifièrent, précisèrent chez Édouard Schuré les premières tendances de sa personnalité. A Strasbourg, son professeur de littérature allemande, Albert Grün, lui révéla l'histoire du *Chant populaire*. A Bonn, patrie de Beethoven, l'étudiant français entendit les jeunes paysannes « chanter à deux voix les vieux refrains de la vallée, des mélodies d'une douceur pénétrante ». A Munich, où il suivait des cours de philosophie et d'esthétique, il assista à la première représentation de *Tristan et Yseult*. Ce fut, il l'a dit lui-même, « la plus grande impression dramatique et artistique de sa vie ». Il écrivit à Richard Wagner, alors conspué par la critique allemande, une de ces lettres où la jeunesse se donne tout entière, et qui sont pour le génie contesté la plus vengeresse des couronnes. Wagner fut tellement frappé de cette lettre qu'il la montra au roi de Bavière en lui disant : « Vous le voyez, tout n'est pas perdu! »

L'Histoire du Lied et *le Drame musical*, les deux premiers grands ouvrages d'Édouard Schuré, sont sortis de ces impressions de jeunesse, de ces rencontres avec les petites paysannes et les grands génies de l'Allemagne.

Vers 1866, Édouard Schuré revint en France et se fixa à Paris. Les bibliothèques, les musées, les théâtres, les concerts, la fréquentation du monde et de la jeunesse intellectuelle, ouvrirent à cet esprit ardent, jusque-là un peu sauvage, de nouveaux horizons de pensée et de vie. A la Conférence La Bruyère, dont il fit partie avec beaucoup de jeunes hommes très distingués de cette époque, il publia une remarquable critique des idées de Proudhon en matière d'esthétique. Dans ce travail, qu'il intitulait *la Mission de l'art au XIXe siècle*, Édouard Schuré exposait déjà quelques-unes des idées qu'il devait illustrer par les grands ouvrages de sa maturité : « la conscience de l'humanité manifestée par l'histoire de tous les peuples, l'homme fort, aimant et libre, qui aspire dès cette vie à l'épanouissement complet de ses forces, de son amour et de sa liberté. »

Sainte-Beuve, qui aimait à distinguer les talents naissants, fit en 1869 entrer Édouard Schuré à la *Revue des Deux Mondes*. Il y débuta par un article sur Richard Wagner, qui fit d'autant plus de bruit qu'il contrastait entièrement avec les opinions musicales accréditées à la Revue. Malgré les beaux essais de Baudelaire et de Théophile Gautier, Richard Wagner était encore très mal connu et plus mal jugé en France. L'étude d'Édouard Schuré contribua puissamment à modifier l'opinion des lettrés sur le caractère de la réforme théâtrale entreprise par le poète-compositeur.

La guerre de 1870 vint mettre une fin brutale à ce noble échange intellectuel entre les deux grandes nations. La Prusse militaire et bureaucratique avait pris le pas sur les États libéraux du Sud, elle aspirait à l'hégémonie. Bismarck la lui procura par une guerre savamment préparée. Le vieux génie allemand des Gœthe et des Schiller fut étouffé par le génie prussien des Frédéric et des Moltke. Le dernier des Bonaparte, aveuglé par l'esprit dynastique, affaibli par la maladie, livra la France à une boucherie dès longtemps préméditée par les diplomates et les généraux du roi Guillaume. L'Allemagne prussifiée s'enivra brutalement du vin impérial de ses

victoires. L'Alsace et la Lorraine furent l'enjeu d'une guerre où, de part et d'autre, les appétits dynastiques avaient trahi l'esprit national. On sait avec quel souverain mépris de la liberté humaine deux provinces furent arrachées à la France et annexées au nouvel Empire bâti sur le sang et la force.

Au premier rang des Alsaciens qui non seulement voulurent rester Français, mais encore protestèrent de toute leur âme contre l'annexion, Édouard Schuré s'affirma dès le mois de décembre 1870. C'est alors qu'il publia cette brochure sur *l'Alsace et les Prétentions prussiennes* qu'on devrait bien réimprimer, car elle est un des plaidoyers les plus lumineux qui aient été écrits sur ce grand problème international. Schuré y montrait avec éloquence les origines doublement dynastiques de la guerre, la perfidie et l'iniquité prussiennes, le droit imprescriptible pour les Alsaciens de rester Français. Et il concluait par cette belle page, trop oubliée, et que nous nous plaisons à citer aujourd'hui :

« L'exemple de la Vénétie prouve ce que peut la force morale d'un peuple contre la force matérielle la plus écrasante. IL FAUT SAVOIR ÊTRE UNE VÉNÉTIE, ou nous sommes perdus. Pendant près d'un demi-siècle, l'Autriche occupa militairement cette province; mais par sa pensée Venise n'a jamais cessé d'appartenir à l'Italie; par la force des choses, elle lui est revenue. C'est ainsi que nos yeux seront toujours tournés vers la France! — O France aimée, noble et malheureuse nation, nous ne t'oublierons pas sous la crosse de l'étranger! Dans tes malheurs sans nom, tu ne perdras pas ce que tes ennemis ne peuvent te pardonner : le charme, la générosité, le courage, la vraie fierté, l'amour des grandes causes et le culte de l'humanité. Nous savons ce qu'il y a de fermeté, de dévouement, de profond enthousiasme dans le vieux sang celtique de la Bretagne, de mâle énergie dans la race des Cévennes et de l'Auvergne, de flamme et d'élan dans les enfants du Midi; nous voyons ce que Paris montre d'héroïsme antique et la France entière de résolution. Voilà nos frères, qui en cette heure luttent pour nous et avec nous. Et puis, nous le savons, ô France, tu te relèveras un jour, tu te relèveras, — et nous te retrouverons! Rien ne peut nous séparer de toi, car tu es l'Enthousiasme, tu veux la Justice et la Liberté; ces dieux-là finiront par vaincre les autres. Comme toi, nous y croyons, et cette religion nous unit pour des siècles. »

Émouvant acte de foi, que tant d'Alsaciens-Lorrains répètent encore après vingt-huit années d'oppression! Schuré le sanctionna en optant pour la France.

Mais son patriotisme antiprussien ne le fit pas renoncer à sa mission intellectuelle, qui était de réaliser une synthèse entre l'esprit germanique et l'esprit latin. Déjà, dans *l'Histoire du Lied*, publiée en 1868, Édouard Schuré avait montré quel parti la poésie lyrique allemande (Gœthe, Schiller, Henri Heine) tirait des chansons et des mélodies populaires. Il avait indiqué à la poésie française ces routes régénératrices où vingt-cinq ans plus tard Gabriel Vicaire, Maurice Bouchor, Anatole Le Braz, Charles Le Goffic devaient s'avancer avec tant d'éclat et d'originalité. Mais un dessein plus haut et plus large le hantait dès 1869 ; il le reprit après la guerre. Schuré voulait montrer qu'au-dessus des arts particuliers et spécialisés de l'époque moderne, il y a eu autrefois, il y a encore, il y aura toujours un « art humain universel » dont la poésie, la musique, la danse sont les trois harmoniques indissolubles, et qui trouve son expression dans le théâtre sous la forme du *Drame musical*. Écrire l'histoire de ce *Drame musical* à travers les siècles, depuis la Grèce antique jusqu'à l'Europe contemporaine, tel fut le projet d'Édouard Schuré. Pour le mener à bien, il voulut voir cette Terre de Beauté où la poésie et la musique modernes ont leurs plus complexes racines. En 1872, il partit pour l'Italie, et il y séjourna, particulièrement à Florence, jusqu'en 1874. C'est là qu'il rencontra la femme extraordinaire, dont la beauté, le talent, l'enthousiasme, excitèrent, exaltèrent en lui les énergies les plus nobles. Margherita-Albana Mignaty gardera dans l'œuvre d'Édouard Schuré une place semblable à celle que Béatrice a tenue dans l'œuvre de Dante Alighieri et Henriette Renan dans l'œuvre de son illustre frère. On ne relira jamais sans émotion l'admirable dédicace des *Grands Initiés*. Dans le cadre des harmonies florentines, sous l'inspiration de cette muse, Édouard Schuré écrivit les principaux chapitres de son *Drame musical* qui parut à Paris en 1875. Ce livre, qui est encore considéré par beaucoup de personnes comme le chef-d'œuvre de Schuré, obtint dès l'abord un grand succès.

Schuré y établissait, avec une érudition toute pénétrée de poésie, les origines et les progrès du *Drame musical*. Il voyait en lui la forme suprême par laquelle le génie de l'artiste immortalise le génie populaire. La musique sort de l'inconscient et elle nous y fait rentrer : elle exprime aux sens ce que l'âme ne peut traduire, et à l'âme ce que les sens ne peuvent dire. L'infinité de ses voix subobscures ou ultralumineuses est comme le symbole de l'océan de vie où nous sommes plongés : elle est le langage des plus violents désirs comme des plus idéales nostalgies. Elle est ainsi l'accompagnatrice naturelle du drame, qui, lui, représente les déchirements de la conscience, les chocs brusques de l'âme et du destin, les contre-coups implacables du fait accompli, toutes choses qu'elle enveloppe de son rêve illimité. Et si le drame prend sa matière dans le mythe ou la

légende, si les figures de la tragédie se confondent avec les types symboliques créés par le génie humain, comment douter que cette alliance de la musique, du drame, de la légende, mise à profit par l'âme d'un grand artiste, ne réalise un genre qui dépasse la nature en la transfigurant? Ce genre est né spontanément en Grèce vers le VIe siècle : il a produit, par la grâce spéciale du génie hellénique, ses plus parfaits chefs-d'œuvre. L'alliance qui se fit d'instinct chez les Grecs entre la musique, la danse, la poésie, se rompit après eux. Ç'a été l'effort du génie moderne de préparer lentement la réconciliation de puissances que le christianisme et la philosophie avaient pour un temps nécessaire séparées. Le génie moderne s'est proposé de refaire, sur un plan plus vaste, et avec une plus claire conscience, ce que le génie grec fit d'essor et d'instinct, dans la fougue heureuse de sa jeunesse. Pour y parvenir, les plus grands d'entre les poètes et les musiciens ont dû recourir aux mythes religieux et populaires. Shelley, Gœthe, Beethoven, Glück, Berlioz, génies qu'illuminait encore un rayon translucide de la Grèce, ont préparé dans leurs œuvres la Nouvelle-Alliance de la musique, du drame et de la légende, qui s'est triomphalement accomplie avec Richard Wagner. Il y a donc une histoire du drame musical, qui part du dithyrambe dionysiaque pour aboutir à la tétralogie wagnérienne, et c'est cette histoire, éclatante au début et au terme, sombre dans l'intervalle, que M. Schuré a racontée.

III

De 1875 à 1889, pendant dix années, Édouard Schuré s'essaya dans des créations personnelles, poésie, roman, poème, drame : *les Chants de la Montagne* (1876), *Mélodrama* (1879), *les Légendes de l'Alsace* (1884) et *Vercingétorix* (1887), qui n'obtinrent pas le succès de ses précédents ouvrages. Sans doute l'inspiration qui animait toutes ces œuvres restait aussi fidèle aux légendes de la terre natale. Mais Schuré n'avait pas atteint dans l'expression esthétique cette maîtrise de la forme sans laquelle les plus hautes intentions ne sont rien. Comme Quinet, comme Michelet, comme Taine, comme Vogüé, Schuré se meut plus à l'aise dans les grands espaces de l'histoire, de la religion et de la philosophie que dans les horizons plus limités de l'art. Malgré nombre de beaux vers et de pages intéressantes, toutes les œuvres de cette période de sa vie ne paraissent pas destinées à durer.

Un plus grand rêve l'agitait déjà, qui devait bientôt l'absorber tout entier. De même qu'il avait décrit dans *le Drame musical* la synthèse de la poésie et de la musique, de même Édouard Schuré se proposa d'établir dans *les Grands Initiés* la synthèse de la religion et de la science. Est-ce l'influence profonde exercée par une mystique amitié, sont-ce de longs travaux sur les fondateurs des religions humaines, qui amenèrent notre auteur à une doctrine ésotérique de l'initiation? Le problème est délicat à résoudre. Toujours est-il qu'à partir de 1884, M. Édouard Schuré enveloppa de plus en plus les hauteurs jusqu'alors si lumineuses de sa pensée dans un occultisme grandiose, mais hasardeux. Il est malaisé de résumer en quelques lignes l'acte de foi qui anime et soutient *les Grands Initiés* : on risque de le défigurer en l'abrégeant. Pour Schuré, le monde sensible n'est qu'une apparence et qu'un fragment d'un univers spirituel qui nous enveloppe, dont nous sommes sortis et où nous rentrerons, car nos âmes sont immortelles et renaîtront par la métempsycose. La prescience de cet univers spirituel constitue la religion; mais elle est obscure pour la plupart, lumineuse seulement pour quelques-uns.

L'histoire des religions est donc double. Il y a l'histoire extérieure, celle des dogmes et des mythes enseignés en public, et l'histoire intérieure, celle des doctrines secrètes, de l'action occulte des grands initiés. Ceux-ci, se transmettant d'âge en âge, de race en race, de sanctuaire en sanctuaire, les vérités essentielles de la connaissance, réconcilient et enseignent dans une infrangible doctrine la religion et la science. D'après cette doctrine, l'Esprit est seul réel; la Matière n'est que son voile éphémère et changeant; la création est continue et éternelle comme la vie; l'homme, constitué en esprit, âme et corps, est l'image de l'univers, constitué en divin, humain et naturel; l'univers lui-même est l'organe du Dieu ineffable, constitué en essence, substance et vie. Ainsi l'homme, image de Dieu, peut devenir son verbe vivant. L'ésotérisme rationnel consiste à trouver Dieu en soi en développant les facultés occultes de la conscience. Le rôle des Grands Initiés, Rama, Krishna, Moïse, Hermès, Pythagore, Platon, Jésus, est de révéler ce Dieu caché aux autres hommes, d'en maintenir et d'en approfondir la notion au sein des races. Le grand mal des temps modernes a été de méconnaître ce rôle, et d'oublier les traditions ésotériques. Il en est résulté un divorce croissant de l'esprit religieux et de l'esprit scientifique, une diminution douloureuse de l'âme humaine. Le plus grand service qu'on puisse rendre à la pensée contemporaine, c'est, à travers l'histoire des légendes et des traditions antiques, de ressusciter la vie et la doctrine des fondateurs religieux et philosophiques, d'illustrer leur marche commune et progressive vers la science de l'univers. Telle est l'œuvre qu'a entreprise et réalisée Édouard Schuré dans *les Grands Initiés*.

Quelques légitimes réserves que l'on puisse et que

l'on doive faire sur le mysticisme dogmatique de cette œuvre, elle n'en est pas moins une des plus hardies synthèses intellectuelles de ce temps. L'érudition, la poésie, la métaphysique ont associé leurs triples rayons au fronton et dans les nefs de l'édifice, qu'on ne peut parcourir sans un vif sentiment d'admiration. En particulier, les livres consacrés à Pythagore et à Jésus sont remplis d'aperçus nouveaux et profonds. Et s'il nous paraît fâcheux que la théosophie ésotérique ait imposé des contours trop précis à un si vaste tableau du génie religieux, nous devons admirer cependant avec quelle lumineuse puissance M. Édouard Schuré en a fixé les plans successifs, les grandes figures, l'unité centrale.

IV

Après *les Grands Initiés*, parus en 1887, M. Édouard Schuré se trouva, par un rythme naturel de sa pensée, ramené à l'étude de ces mythes et de ces légendes qui avaient bercé son enfance et qui lui parurent toujours les nourrices mystérieuses du génie humain. « La légende, a-t-il écrit quelque part, reflète, comme une double conscience, l'avenir dans le passé. Des figures merveilleuses apparaissent dans son miroir magique et parlent de ces vérités qui sont au-dessus des temps. Le romantisme avait traité les légendes comme de simples thèmes à imagination. On a compris depuis qu'elles sont la poésie même en ce qu'elle a de plus subtil, se manifestant par un état d'âme intuitif que nous nommons inconscient et qui ressemble parfois à une conscience supérieure. L'histoire nous apprend ce qu'un peuple a été dans le cours des temps; la légende nous fait deviner ce qu'il a voulu être, ce qu'il a rêvé de devenir à ses meilleurs moments. » Retrouver et perpétuer les légendes du peuple français, c'est ainsi fortifier et exalter sa conscience.

De 1889 à 1892, Édouard Schuré parcourut l'Alsace, le Dauphiné, la Bretagne, étudiant, recueillant, fixant les traditions, les paysages, les mœurs, les poésies, qui sont dans ces provinces l'héritage précieux de l'âme celtique. De ces voyages, de ces méditations, sortit en 1892 le beau livre sur *les Grandes Légendes de France*, sorte de pèlerinage aux sanctuaires du plus lointain passé national. Les fantômes des saints, des héros et des bardes nous y entourent d'un cercle enchanté; l'antiquité des paysages nous y suggère un monde plus sacré que le nôtre; et, ressaisis par la magie du passé, nous voyons réapparaître, de la nuit mystique où ils dorment, saint Odile, saint Bruno, saint Michel, saint Patrice, et encore la fée Viviane, Merlin, Taliésinn, et la forêt de Brocéliande et les rivages surnaturels de la ville d'Ys...

La Vie mystique (1894) et *l'Ange et la Sphinge* (1897), que M. Édouard Schuré publia ensuite, furent deux nouveaux essais, inégalement heureux, de création personnelle. Les poèmes de *la Vie mystique*, très supérieurs aux *Chants de la Montagne*, ne sont pourtant pas d'une forme assez achevée. Grand écrivain en prose, M. Édouard Schuré s'accommode mal du vers. Sa pensée toujours bondissante en est comme entravée, et le secret de la concision suprême, rare privilège des maîtres rythmeurs, lui échappe. Ses imaginations légendaires, ses inspirations lyriques réclament une allure moins définie que celle de la poésie pure. Aussi *l'Ange et la Sphinge* est-elle très supérieure à *la Vie mystique*. Dans ce roman-poème, M. Édouard Schuré a évoqué les années de l'adolescence où l'homme est comme déchiré entre deux aspirations également tenaces, le désir de toutes les sensualités, et l'envol vers toutes les idéalités. Le cadre du tragique et mystique XVIe siècle, par tant d'aspects semblable au nôtre, a été heureusement choisi pour mettre en valeur une figure de chevalier germanique où bien des âmes modernes se reconnaîtront. Une atmosphère légendaire enveloppe les personnages, elle leur communique ces caractères d'impersonnalité et de durée qui, par delà la vie brève de l'individu, prolongent la vie de l'espèce. Dans tous les détails de cette œuvre, paysages et caractères, court le brûlant frisson de vitalité qui associe la forme des choses à la beauté mystique, les ardeurs du corps aux élans de l'âme.

Les *Sanctuaires d'Orient*, parus il y a quelques semaines, sont un complément et une illustration des *Grands Initiés*. L'auteur y rend un nouveau témoignage à sa foi ésotérique. Il raconte lui-même comment, en 1893, après avoir écrit la vie des grands fondateurs religieux, il voulut voir de ses propres yeux cet Orient où il avait vécu si longtemps par la pensée et retrouver dans ses sanctuaires en ruine ou encore debout les traces et les symboles de l'antique vérité. Il partit. Le résultat de son voyage surpassa beaucoup son attente. « Sur la terre brûlante d'Hermès, sous le ciel limpide de Pallas, dans la cité douloureuse et prophétique du Christ, les vérités entrevues comme en songe dans le brumeux Occident, devinrent une réalité splendide. » Ainsi qu'on peut s'y attendre en réfléchissant aux facultés multiples d'une âme aussi complexe, *les Sanctuaires d'Orient* sont des récits d'une richesse et d'une variété incomparables. Comme ils dépassent en beauté les tableaux de ces impressionnistes qui semblent n'avoir été chercher dans l'Égypte, la Judée et la Grèce, que des prétextes à effets de palette ou de nostalgie! M. Édouard Schuré a mieux que personne compris le caractère hautement religieux de ces reliquaires humains; il est allé vers eux non pas seulement en

voyageur, mais surtout en pèlerin. Et à ces témoignages du passé, il a osé demander le secret de l'avenir. Tentative audacieuse, téméraire parfois, mais qui nous instruit et nous émeut, même lorsqu'elle ne nous convainc pas, tant nous y sommes baignés d'enthousiasme et de poésie! Une peinture pittoresque et profonde du Caire et de l'Égypte musulmane, d'extraordinaires couchers de soleil sur le Haut-Nil, une reconstitution créatrice des mystères d'Éleusis, de hautes et prophétiques méditations sur Jérusalem, une vision de la nature pénétrée par l'histoire et interprétée par la philosophie, voilà ce livre, le plus riche, le plus complexe, le plus harmonique aussi de tous ceux qu'ait écrits Édouard Schuré. Il prendra sa place, et non la moindre, dans cette série ininterrompue de pèlerinages qui ont associé l'âme de l'Occident à l'âme de l'Orient, et qui s'appellent les *Ruines* de Volney, l'*Itinéraire* de Chateaubriand, le *Voyage en Orient* de Lamartine, la *Vie de Jésus* de Renan, la *Galilée* de Loti.

Dans les dernières lignes de la Préface des *Sanctuaires d'Orient*, M. Édouard Schuré annonce que désormais il est résolu « à ne plus parler que par le verbe de l'art et sous le voile transparent de la poésie ». Parvenu aux cimes les plus élevées de l'histoire et de la pensée, ce voyageur et ce philosophe éprouve le désir de cristalliser dans la forme suprême de la beauté les inspirations qui furent l'essence de sa vie. Y réussira-t-il ? Nous savons qu'il a entrepris une série de drames légendaires, où la psychologie, le lyrisme, la religion, l'histoire font un alliage extrêmement intime et coloré. Le premier de ces drames, les *Enfants de Lucifer*, est entièrement achevé ; le second, la *Sœur gardienne*, occupe en ce moment toute la pensée du poète.

Si l'on réfléchit qu'à tant de travaux M. Édouard Schuré a encore ajouté de nombreuses études sur les littératures étrangères (Shelley, Nietzsche, Ada Negri, Ibsen, etc.), et si l'on mesure d'un coup d'œil l'étendue et la portée d'une pareille œuvre, l'on s'étonnera qu'à cinquante-sept ans son auteur ne soit pas de l'Académie française, ni même décoré. Les honneurs officiels, qui parfois s'égarent avec une si singulière complaisance sur de jeunes pornographes, auraient gagné à se fixer sur un représentant aussi noble de l'intellectualité française. Sans doute, l'œuvre de l'écrivain peut se passer de ces consécrations extérieures, et la parfaite modestie de l'homme n'a jamais songé à les désirer, bien moins encore à les solliciter. Mais pour l'étranger, plus attentif que nous-mêmes à nos vraies gloires, pour la jeunesse, déconcertée par de tels spectacles, il n'est pas bon que des individualités comme celles d'Édouard Schuré semblent systématiquement tenues à l'écart par les gouvernements et les universités. Quand on a écrit *le Drame musical*, *les Légendes de France*, *les Grands Initiés*, [illegible] *Sanctuaires d'Orient*, quand on a manifesté pendant trente années son idéal d'artiste, de penseur et d'historien par une succession d'œuvres rénovatrices, quand on a aimé d'un tel amour le peuple, la patrie, la beauté, l'âme humaine, quand on a réalisé ce que le poète appelait « l'accord d'un beau talent et d'un beau caractère », on n'a certes pas besoin des honneurs, mais on y a quelque droit. A leur défaut, M. Édouard Schuré sait goûter l'honneur infiniment plus rare, que tous envient, mais que peu obtiennent : le respect enthousiaste d'une élite de femmes et d'adolescents. Cette gloire, dont la discrétion plaisait à Vigny, est sans doute la seule qui convienne à M. Schuré. Elle seule, entre toutes les gloires humaines, est un témoignage direct de *l'âme à l'âme*.

HENRI BERNÈS.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA

II

La gageure du marquis de Mérosailles.

Au commencement du printemps, arriva à Strelsau un gentilhomme de haut rang et de grande fortune, très bel homme et fort spirituel. Il venait rendre visite au prince Rudolf dont il avait fait la connaissance à Paris au cours de ses voyages. Le roi Henri reçut très gracieusement M. de Mérosailles, — car tel était le nom du gentilhomme, — et il envoya une garde d'honneur pour le conduire au château de Zenda où Rudolf demeurait alors avec sa sœur. Le prince, qui commençait à trouver le séjour à la campagne légèrement fastidieux, reçut à bras ouverts un ami avec lequel il pourrait bavarder, chasser et jouer aux cartes. Des liens d'une étroite amitié se formèrent entre les deux jeunes gens ; ils se parlaient sur un ton de grande familiarité, surtout lorsqu'ils avaient vidé quelques coupes de vin généreux. Or, un soir M. de Mérosailles eut l'audace de demander au prince pourquoi sa sœur, une dame d'une beauté si accomplie, semblait triste, ne montrait aucun plaisir dans leur société et les traitait tous de même, avec froideur et dédain. Le prince Rudolf répondit en riant que les jeunes filles étaient d'étranges créatures et qu'il avait cessé de se troubler la cervelle à leur sujet (de son cœur, il n'eut garde de rien dire).

— Sur mon honneur, marquis, ajouta-t-il, je doute qu'elle ait seulement remarqué votre présence ici, car elle ne vous a pas regardé une seule fois depuis votre arrivée.

Et il sourit d'un air malicieux, car il savait que le marquis n'était pas accoutumé à se voir dédaigné par les dames et qu'il trouverait très mauvais que l'une d'elle, fût-ce une princesse, ne remarquât pas sa présence. En cela il pensait juste, car M. de Mérosailles fut extrêmement vexé et, faisant tourner son verre entre ses doigts, il dit :

— Si elle n'était pas princesse et, de plus, votre sœur, Monsieur, je ferais bien en sorte qu'elle me regardât.

— Je ne serais pas offensé si elle vous regardait, répondit le prince, qui, ce soir-là, était tout guilleret, un regard n'est pas une affaire bien grave.

Le marquis, non moins guilleret, et sachant que Rudolf n'était pas aussi à cheval sur la dignité que les princes le sont d'ordinaire, répliqua négligemment :

— Un baiser, c'est déjà plus grave!

— C'est beaucoup plus grave, dit le prince en riant et tortillant sa moustache.

— Êtes-vous disposé à faire un pari? demanda M. de Mérosailles regardant par-dessus la table, vers le prince.

— Je gage mille couronnes contre cent que vous n'obtiendrez pas un baiser, par n'importe quel moyen, la violence seule exceptée.

— Je tiens la gageure, Monsieur, mais j'obtiendrai trois baisers et non pas un seul.

— Prenez garde, dit le prince, n'approchez pas trop de la flamme, marquis, il y a des papillons à Strelsau qui se sont brûlé les ailes à ce jeu-là.

— Certes la flamme est très brillante, fit le marquis avec courtoisie, il faut cependant que je coure le risque si je veux gagner mon pari, c'est donc trois: trois baisers, et par quel moyen il me plaira, sauf la violence.

— Convenu! s'écria Rudolf toujours riant.

Il croyait déjà tenir les cent couronnes, et pas un instant il ne songea quel tort il pouvait faire à sa sœur, en se servant aussi légèrement de son nom, car en pareille matière c'était un grand étourdi. Et le marquis, ayant conclu la gageure, se mit en devoir de la gagner. Il choisit donc les habits les plus élégants et les parfums les plus suaves, et il déposa de riches présents aux pieds de la princesse et il se trouva partout sur son chemin et il n'épargna ni regards, ni soupirs, ni gestes tragiques; et il écrivit, comme les seigneurs de ce temps savaient en tourner, des sonnets, des madrigaux et des ballades où elle figurait sous les noms les plus mythologiques. Il gagnait les femmes de la princesse pour qu'on laissât tous ces poulets musqués bien en vue dans sa chambre. Tantôt il prenait des airs désespérés, tantôt il semblait dévoré d'une passion violente; au dîner, il ne mangeait rien et buvait à longs traits comme s'il voulait noyer la tristesse. En un mot, il n'y a point d'armes dans l'arsenal de Cupidon que n'employât le marquis de Mérosailles pour conquérir un regard de la princesse Osra. Mais il ne put rien obtenir d'elle qu'une politesse cérémonieuse et une réserve glaciale.

Toutefois, il va sans dire qu'elle l'avait regardé quand il ne la regardait pas, car les princesses ressemblent beaucoup aux autres jeunes filles et elle trouvait le marquis très bel homme et son extravagance l'amusait énormément. Elle ne croyait pas à un véritable amour, non, mais elle voyait là une galanterie raffinée, qualité distinctive des Français.

Un jour donc, M. de Mérosailles, à bout d'expédients, se mit au lit. Il envoya chercher un médecin et le paya magnifiquement pour qu'il découvrît en lui les germes d'une maladie qui devait, fatalement et rapidement, le conduire au tombeau. Il rendit son visage blanc comme un clair de lune et sa chambre noire comme un four. Il gémit d'une façon lamentable, disant qu'il était malade et qu'il s'en réjouissait, car, pour lui, la mort était préférable au dédain de la princesse Osra. Et tout cela, raconté par les serviteurs du marquis aux femmes de la princesse, parvint aux oreilles d'Osra et la troubla beaucoup. Elle voyait bien maintenant que la passion du marquis était réelle et profonde et elle le plaignait de tout son cœur. Plus la figure de ce scélérat de médecin s'allongeait, plus la princesse devenait inquiète. Elle allait et venait, très nerveuse, déplorant les effets de sa fatale beauté, souhaitant d'être moins belle et déplorant très sincèrement le sort de l'infortuné marquis.

Le prince Rudolf observait tout ce manège, mais sa gageure le liait et il ne pouvait détromper sa sœur; en outre, tout cela l'amusait pour plus de mille couronnes.

A la fin, le marquis, par l'entremise de son médecin, envoya un message très humble, capable d'attendrir un rocher, à la princesse Osra. Il disait qu'il était près de rendre l'âme, il faisait allusion à la cause de sa cruelle situation, suppliait la princesse d'avoir pitié, de venir le voir chez lui et de lui dire un mot de consolation ou du moins de lui laisser voir son visage, car ses yeux, disait-il, étaient seuls capables de guérir la blessure qu'ils avaient faite.

Trompée par cet appel désespéré, la princesse Osra se résolut à cette visite. Poussée aussi par je ne sais quel sentiment bizarre, elle revêtit ses plus beaux atours, se coiffa avec un soin extrême et entra dans la chambre du marquis, belle comme Vénus

en personne. Là gisait le moribond tout pâle, sur des coussins, et ils furent laissés seuls, du moins ils le pensaient. Osra s'assit et se mit à parler très doucement et très tendrement, et faisant allusion à la folie qui l'avait conduit, lui un vaillant et robuste gentilhomme, à ce très déplorable état, elle le supplia de prendre une ferme résolution et de vaincre la maladie pour l'amour et au nom de son frère qui avait pour lui une amitié si vive.

— Personne n'a d'amitié pour moi, dit le marquis avec feu; et comme Osra se récriait, il continua :

— D'ailleurs l'amitié de toutes les créatures de Dieu m'importe peu, la seule personne au monde que j'aime...

Là, il s'arrêta, et ses yeux fixés sur le visage d'Osra achevèrent la phrase; et elle rougit et détourna le regard. Alors, pensant que le moment était venu, il éclata soudain en invectives contre lui-même, maudissant sa folie et sa présomption, jurant qu'il ne méritait pas tant de bonté de la part de la princesse, affirmant qu'il ne pouvait toutefois vivre sans elle... En tout cas, il serait bientôt dans la tombe et ainsi cesserait de causer de l'ennui à personne.

Mais elle, sous le feu de cette passion ardente, sentit fondre les glaces de sa rigueur, et de son côté, M. de Mérosailles oubliant qu'il jouait une comédie, entra complètement dans la peau de son personnage, et crut au moins la moitié de ce qu'il disait. Ses transports amoureux n'allèrent point toutefois jusqu'à faire oublier sa gageure, et quand enfin elle lui parut disposée à lui accorder tout ce qui pourrait lui apporter quelque soulagement, il s'écria d'une voix plaintive :

— Oh ! quittez-moi, quittez-moi, laissez-moi mourir seul ! cependant, par pitié, avant de partir, avant que je meure, accordez-moi votre pardon, et que vos lèvres touchent mon front; ce sera pour moi un avant-goût du paradis !

Alors, la princesse rougit encore davantage, et ses yeux humides brillèrent de mille feux. L'angoisse et le regret lui permettaient à peine de parler, et le marquis, voyant cette émotion si vive, fut profondément affecté. Elle se leva, et se penchant vers lui, murmura à son oreille des paroles divines, puis en se relevant, elle effleura de ses lèvres vermeilles son front enfariné; il sentit ses cils humides de larmes; elle sanglotait et se couvrait le visage de ses mains... L'état du marquis lui semblait si digne de pitié...

M. de Mérosailles avait donc gagné le tiers de la gageure. Pourtant, chose étrange, il n'en ressentit aucune joie, car maintenant il vit toute la bassesse de son action. La douce tendresse d'Osra affecta à un tel point le marquis qu'il ne put souffrir de pousser plus loin un plan si bien combiné. Il ne lui restait plus qu'à tout avouer à la princesse, à se courber dans la poussière devant elle et à implorer humblement son pardon. Il rejeta au loin la couverture, sauta tout habillé hors du lit et tombant à genoux devant la princesse avoua qu'il lui avait joué le tour le plus infâme, qu'il n'était pas un gentilhomme mais un scélérat, et que si elle ne lui pardonnait pas, il mourrait, pour tout de bon cette fois. Non, il ne vivrait pas un jour de plus, si le pardon lui était refusé.

D'abord la princesse resta comme pétrifiée devant le marquis, mais quand il eut fini sa pénible confession, quand elle comprit qu'elle avait été dupe de sa bonté, elle eut d'abord grand'honte, puis à la honte succéda la rage, ses yeux lancèrent des flammes comme auraient pu faire ceux du vieux Lion lui-même, en regardant M. de Mérosailles agenouillé à ses pieds.

Elle se dirigea vers la porte, et, au moment de sortir, elle se retourna.

— Votre mort seule peut effacer cet outrage, dit-elle.

Et, la tête haute, l'allure pleine de mépris, elle quitta la chambre, laissant le marquis toujours à genoux. Il se releva et s'élança pour la suivre, mais il n'osa pas passer le seuil. Au comble de la honte et, aussi, de la passion, il se jeta sur le lit et s'écria :

— Eh bien, donc la mort... la mort... la mort... Et il ne pouvait trouver d'autre mot, pour exprimer toute l'étendue de son désespoir.

Longtemps il resta ainsi étendu, puis il se vêtit de noir de la tête aux pieds, mit son épée au côté et appelant son domestique, il lui dit d'amener son cheval.

Comme il sortait de ses appartements pour passer le pont-levis, il rencontra Rudolf qui revenait de la chasse au faucon; et le prince, voyant M. de Mérosailles tout de noir habillé, dit du ton railleur qui lui était habituel :

— Qui enterre-t-on aujourd'hui, marquis, ce ne peut être vous, car vous me semblez merveilleusement remis de votre maladie?

— Je vais de ce pas, prince, à mes propres funérailles, répondit le marquis d'un ton lugubre.

— La plaisanterie continue donc? dit le prince. Je parie que vous n'êtes pas encore bien avancé dans votre gageure?

— Au diable ma gageure! s'écria le marquis. Je suis pourtant plus avancé que vous ne croyez et c'est même pour cette raison que je veux mourir.

— Comment, elle vous a donné un baiser? s'écria le prince avec son gros rire nuancé cette fois d'étonnement.

— Oui, Monsieur, elle m'a donné un baiser; et c'est pour cela, je le répète...

— J'ai entendu de beaucoup meilleures raisons que celle-là, interrompit le prince.

Sur ces entrefaites, Rudolf avait mis pied à terre et, prenant le bras de Mérosailles, il se promena avec lui devant le château et le confessa de la bonne façon. Cependant la princesse les surveillait par une fenêtre étroite et basse, mais ni l'un ni l'autre ne soupçonnèrent sa présence. Le prince représenta alors à son ami, avec de spécieux exemples à l'appui de ses dires, qu'on se tuait toujours trop tôt et il le supplia de ne pas faire de sottises, de rentrer plutôt avec lui et de boire un bon coup à la santé de la princesse et de son baiser. « Car, dit-il, bien que vous n'aurez jamais les deux autres, ce n'est pas déjà si bête d'en avoir eu un. » Mais le marquis secoua la tête et son air était si résolu et si désespéré que la princesse Osra, à la fenêtre, se demanda ce qu'il avait et pourquoi il faisait une aussi longue figure; alors elle remarqua qu'il était tout de noir habillé, et que son cheval l'attendait à la sortie du pont. « Est-ce que, par aventure, dit-elle, je me soucierais de ce que fera cet impudent? certes, non! » Pourtant elle ne quitta pas la fenêtre et suivit d'un œil attentif tous les mouvements de M. de Mérosailles.

Pendant quelque temps encore, il s'entretint avec Rudolf et le prince semblait plus sérieux que de coutume; enfin le marquis se courba pour baiser la main du prince et celui-ci le releva et l'embrassa sur les deux joues, puis le marquis remonta à cheval et partit lentement et sans escorte dans la direction de la forêt de Zenda et le prince, avec un haussement d'épaules, rentra au château. La princesse descendit alors de ses appartements et alla trouver son frère qui, encore botté et en habit de cheval, était occupé à boire du vin.

— M. de Mérosailles est parti? demanda-t-elle d'un ton de parfaite indifférence.

— Vous l'avez dit, Madame, répliqua Rudolf.

Alors elle éclata en reproches sanglants contre le marquis et aussi contre son frère, car s'il est vrai que les amitiés révèlent l'homme, quel espèce d'homme était donc Rudolf pour avoir un ami comme le marquis de Mérosailles?

— La plupart des frères, dit-elle d'un ton furieux, lui feraient payer cette offense de sa vie, mais vous riez et même, j'ose le dire, vous êtes son complice.

— Bouh! bouh! voilà bien les femmes, grommela le prince. Sa vie! Cet imbécile m'épargne la peine de la lui demander, car il est allé se tuer.

— Se tuer? fit-elle, seulement à demi incrédule, car elle avait vu les regards désespérés du marquis et ses habits funèbres.

— Se tuer, répéta Rudolf, car en premier lieu vous êtes irritée, donc il ne peut plus vivre; en second lieu, il s'est conduit d'une façon indécente, donc il ne peut plus vivre; en troisième lieu, vous êtes si belle, ma sœur, qu'il ne peut plus vivre; et en premier, second et troisième lieu, c'est un sot, donc il ne peut plus vivre.

Sur quoi le prince vida son verre et sortit avec tous les signes d'une humeur détestable, car il avait beaucoup d'amitié pour M. de Mérosailles et d'ailleurs il ne pouvait comprendre que par amour pour un cotillon un homme livrât son corps en pâture aux vers et son âme au diable.

La princesse Osra, restée seule, tomba dans une profonde rêverie. Devant ses yeux passa l'image de M. de Mérosailles allant piteusement à la mort par la sombre forêt; et bien que sa conduite méritât tous les noms qu'elle lui avait donnés et d'autres encore, la princesse se disait qu'elle ne pourrait dormir tranquillement cette nuit avec l'idée que le marquis était occupé à se tuer là-bas. Enfin, pensive, elle remonta lentement dans sa chambre et là, se mirant dans la glace : « Pauvre homme! »

Puis, avec une hâte soudaine, elle revêtit un habit d'amazone, commanda de seller sa haquenée, descendit, traversa le pont, s'élança en selle et, sans vouloir être accompagnée de personne, elle galopa vers la forêt. Il était alors assez tard dans l'après-midi, et les rayons obliques du soleil, passant à travers les branches, doraient son visage tandis qu'elle s'élançait à la poursuite du malheureux gentilhomme; mais ce qu'elle ferait quand elle l'aurait rejoint, elle n'en savait rien.

Lorsqu'elle eut chevauché ainsi une heure ou davantage, elle vit le cheval du marquis attaché à un tronc d'arbre; il y avait non loin de là un cercle d'arbustes et de buissons autour d'un endroit couvert d'une herbe épaisse. Elle mit pied à terre et, attachant son cheval près de celui du marquis, elle s'avança et aperçut M. de Mérosailles, assis par terre, son épée nue près de lui. Et comme il tournait le dos à la princesse, il ne s'aperçut point de sa présence et même le hennissement du cheval ne put le tirer de sa rêverie. Soudain, il prit l'épée, passa le doigt sur la pointe et le tranchant, et poussa un profond soupir et la princesse trouva que cette humeur mélancolique lui allait beaucoup mieux que ses gasconnades ordinaires. Alors il se leva et saisit son épée par la lame au-dessous de la garde et en tourna la pointe vers son cœur. Mais Osra, craignant que l'action ne suivît immédiatement le geste, s'écria avec force :

— Monsieur de Mérosailles!

Le marquis se retourna en tressaillant.

Lorsqu'il l'aperçut, il demeura frappé de stupeur, tenant toujours à la main la lame de l'épée.

— Pourquoi êtes-vous venue ici? demanda-t-il enfin quand il eut recouvré la voix.

— J'ai appris, dit-elle, que vous alliez commettre un grand péché et je vous ai suivi pour vous en empêcher.

— Pouvez-vous empêcher un effet dont vous êtes la cause? demanda-t-il.

— Ce n'est pas moi qui suis la cause, dit-elle, reprenant déjà son humeur altière, c'est votre esprit d'astuce qu'il faut accuser, Monsieur.

— Il est vrai, je ne suis pas digne de vivre, s'écria le marquis frappant la terre de la garde de son épée; je vous en prie, Madame, laissez-moi seul pour me préparer à la mort : car je ne pourrai m'arracher au monde, aussi longtemps que votre image divine sera devant mes yeux.

Et en parlant ainsi, il mit un genou en terre comme s'il voulait lui rendre hommage. La princesse saisit la branche de l'arbre sous lequel elle se tenait et l'attira vers elle de sorte que les feuilles cachèrent à demi son visage et que le marquis n'aperçut plus guère que ses yeux. Alors, plus à l'aise pour lui parler, elle lui dit avec douceur :

— Et vous voulez mourir sans absolution comme un mécréant.

— J'ai déjà demandé l'absolution, Madame, avant votre arrivée ici.

— Mais le pardon du ciel, Monsieur?

— C'est bien celui que j'entends, Madame, car celui-là du moins, j'ose le demander.

La branche s'abaissa et se releva, et l'on put voir à travers le feuillage, tantôt la chevelure d'Osra, tantôt ses joues et tantôt ses yeux. Enfin le marquis entendit une voix.

— Le ciel accorde-t-il le pardon sans qu'on le lui demande?

— Certes non, mais...

— Et nous autres, faibles mortels, sommes-nous plus compatissants que le ciel?

Le marquis se leva, fit quelques pas dans la direction où il voyait s'agiter la branche, puis de nouveau il s'agenouilla.

— Un grand pécheur, dit-il, a de la peine à se croire pardonné.

— C'est alors qu'il doute du pouvoir auquel il demande le pardon, car le pardon est divin.

—Je le demanderai donc, et s'il m'est accordé, je mourrai content.

De nouveau la branche s'agita et Osra dit :

— Non, si vous voulez mourir, vous mourrez sans pardon.

M. de Mérosailles, entendant cela, se leva et s'avança vers la branche si près que son front touchait les feuilles vertes. A travers ces feuilles, les yeux d'Osra brillaient, les rayons du soleil se jouaient dans ses cheveux; le soir était très calme et l'on n'entendait aucun bruit dans la forêt.

Le marquis leva la main, écarta une feuille et reprit :

— Je ne puis me croire pardonné si vous ne me donnez un gage du pardon, et même, Madame, un gage bien doux...

— Oh! dit la princesse d'un air mutin, je voudrais n'être pas venue.

— Alors, je serais mort déjà. — mort sans pardon.

— Quoi, vous voulez encore mourir?

— Oui, je dois mourir, à moins que...

— Mettez votre épée au fourreau, Monsieur, les rayons du soleil en frappant la lame m'éblouissent et me font mal.

— C'est impossible, car vos yeux sont plus brillants que le soleil et l'épée.

De nouveau, le silence régna. La branche s'abaissa un instant, puis vivement elle se releva et quelque chose frôla la joue de M. de Mérosailles.

— Le gage du pardon, murmura M. de Mérosailles en extase.

— Ou une feuille, dit Osra d'un ton moqueur.

— Une feuille de l'arbre de vie, répliqua M. de Mérosailles.

— Je voudrais, dit Osra, que quelqu'un m'aidât à monter à cheval pour retourner au château...

— Seule?

— Oui, à moins que vous ne voulliez mettre fin aux inquiétudes de mon frère...

— Ainsi ferai-je avec plaisir, dit le marquis.

Ici l'histoire insinue que, tandis qu'il avait fallu une heure à peine à la princesse pour venir seule, il lui en fallut deux au moins pour s'en retourner avec le galant marquis. Mais on sait que les histoires abondent toujours en caquets médisants. Un fait est sûr et le voici :

Lorsqu'ils arrivèrent en vue du château, le prince Rudolf s'élança à leur rencontre en criant du plus loin qu'il put se faire entendre :

— Vite, vite, pas un moment à perdre, Mérosailles, si vous tenez encore à la vie ou à la liberté!

En deux mots, il les mit au courant de la situation : une garde-malade cachée dans la chambre du faux malade avait été témoin du premier baiser que lui avait donné la princesse et elle n'avait rien eu de plus pressé que d'aller tout conter au roi.

— Et l'un de mes gentilshommes, poursuivit Rudolf, est venu en toute hâte m'avertir du danger que vous couriez. Dans une heure, les gardes seront ici et, si le roi vous prend, marquis, vous serez pendu haut et court!

La princesse devint très pâle, mais le marquis releva fièrement la tête :

— Je vous demande pardon, Monseigneur, le roi n'oserait pas me pendre, car je suis gentilhomme et sujet du roi de France.

— Eh! mon cher, s'écria Rudolf en haussant les épaules, le Lion vous pendra d'abord, et il exami-

nera ensuite votre cas. Écoutez, il fait sombre, prenez l'habit d'un de mes écuyers et dans une heure nous sommes à la frontière. Je ne veux pas vous voir pendu pour semblable peccadille.

— J'aurai donné volontiers ma vie pour ce que vous appelez une peccadille, prince, dit le marquis en s'inclinant devant Osra.

— Vous prendrez la vie par-dessus le marché, dit Rudolf avec sa franchise un peu bourrue; rentrons, je vais vous donner la livrée.

Lorsque le prince et M. de Mérosailles reparurent sur le pont-levis, il faisait nuit noire, notez bien ce point. La princesse accompagna les deux hommes qui se dirigeaient en hâte vers les chevaux à la sortie du pont. Au moment où ils allaient sauter en selle, elle s'approcha de son frère, lui prit la main et dit :

— Monsieur, je vous pardonne, et même... je rends mille grâces à votre courtoisie et vous souhaite un bon voyage.

Le prince Rudolf étonné la regarda sans répondre, et elle, se retournant vers M. de Mérosailles, lui jeta les bras autour du cou, disant :

— Au revoir, cher frère, Dieu te garde! Fais en sorte que rien de fâcheux n'arrive à notre bon ami M. de Mérosailles.

Elle lui mit sur la joue un bon baiser fraternel. Soudain elle poussa un cri d'effroi :

— Mon Dieu, qu'ai-je fait!

Et elle se cacha le visage dans les mains.

Le prince Rudolf éclata de rire :

— A cheval, Mérosailles, à cheval! s'écria-t-il; les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures, cher ami, et puis le Lion n'entend pas la plaisanterie, lui!

Le marquis, qui était dans un état d'esprit bizarre, mélange de joie folle et d'affreux désespoir, se mit en selle avec tant de peine qu'on eût dit qu'il avait du plomb dans ses bottes. Mais enfin les voilà galopant ventre à terre vers la forêt et la traversant à une allure folle en s'écartant des chemins battus au risque de se rompre vingt fois le cou.

A peine étaient-ils partis que les gardes du roi arrivèrent eux aussi à bride abattue à la sortie du pont où se trouvait Osra; mais, quand le capitaine aperçut la princesse, il arrêta sa monture et fit le salut militaire.

— Que voulez-vous? demanda la princesse d'un air froid.

— Madame, nous avons l'ordre d'amener le marquis de Mérosailles mort ou vif devant le roi et l'on nous assure qu'il est dans le château, à moins que ce ne soit l'un de ces cavaliers qui viennent de partir.

— Les cavaliers que vous avez vus étaient le prince mon frère et son écuyer, dit Osra; mais si vous croyez que M. de Mérosailles est dans le château, eh bien, cherchez, Monsieur, cherchez!

Les soldats ne se le firent pas dire deux fois et mirent vraiment le château à sac.

Ils trouvèrent les habits du marquis et la poudre avec laquelle il s'était blanchi le visage, mais quant à trouver le marquis lui-même, il fallut y renoncer.

Alors le capitaine revint vers la princesse qui était restée à la sortie du pont et regardait l'eau du fossé.

— Madame, il n'est pas dans le château, dit le capitaine.

— Vraiment, Monsieur? vous m'en voyez bien chagrinée.

— Était-ce en réalité l'écuyer du prince qui est parti avec lui? Je vous en supplie, humblement, Madame...

— En vérité, Monsieur, il faisait si sombre que je n'ai pu bien distinguer les traits de ces deux hommes.

— L'un était assurément le prince, car j'ai vu que vous l'embrassiez, Madame.

— Vous faites bien d'en conclure que c'était mon frère, dit gravement Osra.

— Mais nous avons trouvé les habits de M. de Mérosailles dans le château, fit le capitaine d'un ton piteux.

— Il se peut que, dans sa précipitation, il ait oublié quelque chose, dit la princesse.

— Je m'élance à leur poursuite! s'écria le capitaine.

— Je doute que vous puissiez les rejoindre, Monsieur, car maintenant ils sont partis depuis une demi-heure, la frontière n'est qu'à dix milles et ils ont de bons chevaux.

Cependant, le capitaine partit avec ses hommes et courut comme le vent jusqu'à ce qu'il rencontrât le prince Rudolf revenant seul, ayant mis M. de Mérosailles sur le chemin de France.

Mais la princesse Osra resta longtemps à regarder l'eau du fossé; et quand, enfin, elle se décida à rentrer au château pensive, elle murmura :

— Pourquoi je l'ai embrassé la première fois, je le sais; c'était la pitié; et pourquoi je l'ai embrassé la seconde fois, je le sais : c'était le pardon; mais pourquoi je l'ai embrassé la troisième fois, était-ce seulement une méprise?

Et elle remonta chez elle avec un sourire pour lequel M. de Mérosailles aurait donné dix ans de vie.

III

La folie de lord Harry Culverhouse.

« Considérant que mon père Henry est mort et que je suis roi; considérant aussi que je ne suis plus célibataire (et ici, il s'inclina devant Marguerite de Toscane, sa jeune épouse); considérant qu'Osra aura bientôt vingt ans, — à partir de ce jour, nous serons

tous sobres à Strelsau et nous ne ferons plus de sottises. Voici le gage de ma parole pour que personne n'en doute. » Et ayant ainsi parlé, le roi Rudolf III but un grand coup de vin.

A ce moment, les huissiers annoncèrent que lord Harry Culverhouse venait prendre congé de leurs Majestés et de la princesse. Ce gentilhomme avait fait partie de l'ambassade venue d'Angleterre pour féliciter le roi au sujet de son mariage et il était resté quelques mois à Strelsau, acceptant avec empressement l'invitation du roi de prolonger son séjour; car il était tombé follement, éperdument amoureux de la princesse Osra et il ne pouvait plus vivre loin d'elle.

Pourtant il fallut bien se décider au départ et lorsque ce jour-là il fut introduit, Rudolf le reçut d'une façon très gracieuse, et lui fit présent de son portrait en miniature enrichi de diamants, tandis que la reine lui faisait don d'un coffret précieux. De son côté, lord Harry pria le roi d'accepter une épée à la garde délicatement ciselée et offrit à la reine un éventail d'ivoire peint par le meilleur artiste de France, avec son chiffre en perles fines. Alors il s'avança vers la princesse Osra, qui lui dit adieu, et ajouta :

— Je ne suis qu'une pauvre fille, Milord, et je ne puis vous faire un riche présent, mais prenez cette épingle et gardez-la en souvenir de moi.

Et elle tira de sa chevelure une épingle d'or, longue et pointue, dont la tête portait son chiffre en brillants, et elle la lui donna avec un gracieux sourire. Lord Culverhouse, après s'être incliné très bas, mit un genou en terre et lui offrit une boîte de maroquin rouge. Lorsqu'elle l'ouvrit, elle aperçut un collier de rubis magnifiques. La princesse rougit, à la vue d'un si riche présent et, décidée aussitôt à le refuser, elle le tendit à lord Harry; mais lui se recula vivement et s'inclinant de nouveau, il sortit.

Alors la princesse, se tournant vers son frère :

— Je ne puis accepter cela, dit-elle.

Le roi, voyant combien le présent était magnifique, fronça légèrement les sourcils et dit :

— Ce doit être un homme possédant des richesses immenses; et nous ne pouvons, je crois, refuser le présent sans blesser son orgueil, car en Angleterre ils sont aussi orgueilleux que riches et aussi fous qu'orgueilleux.

La princesse mit donc le collier de rubis avec les autres joyaux, elle pensa un jour ou deux à lord Harry pour se dire qu'en effet il n'était pas plus sage que les autres hommes, puis elle oublia et le lord et le collier.

Or Culverhouse, en quittant le roi, était monté sur son cheval, — une bête superbe, magnifiquement harnachée, — et était sorti seul de la ville, car il avait congédié tous ses serviteurs avec une somme fort honnête pour leurs services passés. Il fit route toute l'après-midi et, le soir, atteignit un village à quinze milles de Strelsau. Il mit pied à terre devant une chaumière et un vieillard l'ayant invité à entrer, il lui montra un paquet sur la table.

— Voici les vêtements, Milord, dit le vieillard.

— Et voici les miens, répondit lord Harry, et le cheval est là qui attend son nouveau maître.

Il ôta donc les riches habits qu'il portait depuis l'audience royale, revêtit les hardes grossières que contenait le paquet et il tendit la main au vieillard, disant :

— Donnez-moi les cinq couronnes, Salomon, et le marché sera exécuté de point en point.

Alors, Salomon le juif lui donna cinq couronnes et lui souhaita bon voyage. Lord Harry mit les couronnes dans sa bourse et sortit de la chaumière, ne possédant plus au monde que ses vieux habits, cinq couronnes et l'épingle d'or qui avait retenu la chevelure de la princesse Osra. Car tout ce qu'hier encore il possédait, ses terres et ses châteaux dans son pays, ses chevaux et ses voitures, son argent et jusqu'à ses habits, il avait tout donné au juif Salomon en échange du collier de rubis dont il avait fait présent à celle qu'il aimait. Telle était l'étrange folie que lui avaient fait commettre les beaux yeux d'une femme.

Pendant toute la nuit il erra au hasard dans la campagne. Le matin venu, il entra dans la boutique d'un barbier qui, pour une des cinq couronnes, coupa ses longues boucles blondes, rasa ses moustaches et lui donna une teinture pour assombrir son teint rosé d'insulaire britannique. Lord Harry se souilla de terre le visage et les cheveux et s'égratigna les mains aux ronces qui poussaient au bord de la route.

Alors, après avoir changé une seconde couronne, il acheta un pain et se dirigea vers Strelsau, car à Strelsau était Osra, et loin d'Osra il ne pouvait plus vivre. A son arrivée dans la ville, il alla trouver un sergent de la garde du roi, et lui glissant trois couronnes dans la main, il lui demanda de l'engager dans sa compagnie. Le sergent s'étant assuré que lord Harry savait monter à cheval et manier l'épée, consentit volontiers à la proposition. Lord Harry devint donc soldat dans la garde du roi Rudolf, presque aussi pauvre que Job après ses malheurs. Mais personne ne le connaissait, sauf le juif Salomon, et le rusé compère, qui avait fait un excellent marché, se serait bien gardé de souffler mot.

Souvent, très souvent, lord Harry monta la garde à la porte du palais et il vit le roi et la reine sortir et rentrer sans faire aucune attention à ce simple sol-

dat. Quelquefois il vit aussi la princesse, mais elle ne le regarda pas, bien que lui la dévorât des yeux. Un jour, il la vit sortir, elle portait le collier de rubis; le cœur du soldat battit vivement à cette vue et une vive rougeur couvrit sa face. La princesse, jetant par hasard les yeux de son côté remarqua la rougeur qui perçait même sous la teinture, et fut grandement étonnée. Elle arrêta son cheval un instant, regarda l'homme avec plus d'attention, puis elle continua sa route sans dire un mot.

Le soir même, une femme vint à la caserne des gardes; elle demanda à voir le soldat qui avait été en faction à la porte ouest du palais ce jour-là, et quand l'homme se présenta, elle lui tendit une boîte de maroquin rouge, en lui disant :

— Ceci est pour vous.

Mais il répondit :

— Vous vous trompez, ce n'est pas pour moi.

Et tournant sur ses talons, il s'en alla; et cette scène se répéta trois fois de suite. Le quatrième soir, c'était de nouveau son tour de monter la garde à la porte du palais; il était là, à cheval, depuis une heure quand la princesse Osra sortit, seule, portant au cou le collier de rubis.

— Je vais à quelque distance de la ville le long du fleuve, dit-elle; qu'un soldat me suive.

Elle fit signe de la main à lord Harry qui la suivit par les rues; puis ils sortirent par la poterne de l'ouest et longèrent quelque temps le fleuve. Lorsqu'ils furent à trois ou quatre mille de Strelsau, Osra arrêta son cheval et fit signe à lord Harry d'approcher : il obéit. Elle allait lui parler et lui dire qu'elle le connaissait, quand une nouvelle folie monta au cerveau du malheureux gentilhomme; il saisit la monture de la princesse par la bride et enfonça ses éperons dans le flanc de son propre cheval qui bondit de douleur et se précipita en avant en un galop furieux. Très alarmée, la princesse jeta des cris perçants, mais il n'y fit pas attention, et la chevauchée fantastique continua jusqu'à ce que la nuit tombant, ils arrivèrent à une pointe de rocher qui dominait le fleuve. Lord Harry s'arrêta brusquement, se jeta à bas de son cheval et commanda à la princesse de mettre pied à terre. Elle jugea prudent de se prêter à son caprice et se tint devant lui, pâle d'effroi, mais avec un air fier et méprisant.

— Il vaudrait mieux que vous mourriez, s'écria-t-il, car vous n'êtes au monde que pour tourner la tête aux hommes et les pousser au crime et à la folie!

— Non, dit-elle, les hommes vraiment bons sont conduits par la bonté à la perfection; de vous-même, de vous seul viennent le crime et la folie, Milord. Et saisissant le collier de rubis, elle le lança avec colère à ses pieds. Sans y faire attention, il la saisit par la main, la traîna jusqu'au bord du rocher et lui dit :

— Le monde serait plus tranquille si je vous jetais à l'eau.

Osra le regarda bien en face et une pitié soudaine entra dans son cœur :

— Asseyez-vous, dit-elle, et laissez-moi poser les mains sur votre front, car, je le vois bien, vous êtes en proie à une fièvre mauvaise.

Il s'assit, tout tremblant, comme quelqu'un qui tombe de haut mal, et elle ôta les gantelets de son pauvre amoureux et prit son front dans ses mains délicates, et Culverhouse resta ainsi, éprouvant un sentiment délicieux.

Mais Osra ne savait que faire, car l'obscurité complète était venue et elle n'osait pas abandonner ce forcené, seul au bord du fleuve. Elle s'assit donc à cet endroit et au bout d'une heure, la nuit étant tiède et belle, elle se sentit fatiguée; ses mains glissèrent du front de lord Harry, elle se laissa aller en arrière sur le vert gazon, appuyant sa tête sur son bras et s'endormit.

Vers minuit elle se réveilla et aperçut lord Harry qui arpentait le rocher dans toute sa longueur, dans une main son épée nue et dans l'autre le collier de rubis. Sa frayeur fut grande d'abord, car elle se demandait : « Est-il à présent dans son bon sens, ou va-t-il me tuer dans un accès de frénésie? » Comme l'incertitude lui était intolérable, elle se décida à lui adresser la parole, et de sa voix la plus douce :

— N'avez-vous pas sommeil, Milord?

— Je suis de garde, Madame, répondit Culverhouse, mais si vous avez quelque pitié pour votre humble et dévoué serviteur, reprenez ce collier.

— Non, dit-elle, gardez-le et retournez chez vous, je suis sûre que vous en avez donné un prix fabuleux.

Il sourit à l'idée que ce prix fabuleux représentait toute sa fortune et qu'il aurait volontiers donné sa vie par surcroît pour un seul regard, un seul mot d'amour.

— Dois-je rendre l'épingle qui a retenu vos cheveux?

— Non, gardez aussi l'épingle, elle n'a aucune valeur. Puis-je en toute sécurité dormir encore quelques instants?

— Qui pourrait vous faire du mal, Madame? Moi-même je n'ai pu vous en faire.

— Vous, dit-elle avec un rire espiègle, vous ne voudriez plus me faire du mal, maintenant!

Et elle se laissa de nouveau aller en arrière et ferma les yeux.

Alors Culverhouse s'agenouilla dévotement et pria Dieu que nulle atteinte ne fût portée à la réputation de la princesse à cause de l'équipée d'un grand fou d'Anglais comme lui. Il ne vit pour cela qu'un seul moyen et sa résolution fut bientôt prise. Recom-

mandant son âme à son saint patron et à Notre-Dame il marcha d'un pas ferme vers l'extrémité du rocher, tenant toujours à la main le collier de rubis... Mais à ce moment le bruit du galop d'un cheval frappa son oreille ; il eut à peine le temps de se retourner, que déjà un cavalier était sur lui et le saisissait à la gorge ; et lord Harry reconnut que ce cavalier était le roi, car à la nuit close, comme Osra n'était pas rentrée, on avait envoyé à sa recherche. Le roi lui-même dirigeait une des bandes et comme il avait le meilleur cheval et qu'il était talonné par la crainte qu'il ne fût arrivé un accident à la sœur qu'il aimait, il avait dépassé de beaucoup tous les autres cavaliers et était arrivé seul à l'endroit où se trouvaient Osra et lord Harry. Il secoua ce dernier furieusement, l'appelant un vil scélérat et lui demandant ce qu'il avait fait à la princesse.

— Ne me reconnaissez-vous pas, Sire? dit l'autre aussitôt qu'il put placer un mot, je suis lord Harry Culverhouse.

Au comble de l'étonnement, le roi lâcha prise et recula d'un pas, il ne pouvait pas croire ce qu'il entendait et pourtant il reconnaissait la voix de son ami. Alors seulement il aperçut Osra dormant paisiblement sur le sol, son manteau étendu sur elle afin qu'elle ne pût prendre froid. Mais lord Harry saisit le roi par le bras et dit d'un ton sombre :

— Y en a-t-il d'autres qui vous suivent?

— Certes, dit le roi, une foule d'autres ; la garde entière est sur pied et a mis tout sens dessus dessous dans la ville et aux environs ; mais comment diantre êtes-vous venu ici, ami, et pourquoi diable vous a-t-elle accompagné ?

Alors, lord Harry raconta au roi ce qu'il avait fait, très laconiquement et en grande hâte, et cependant sans omettre aucun détail ; et lorsqu'il dit comment il avait voulu jeter la princesse à l'eau, le roi porta la main à la garde de son épée. Mais lord Harry lui dit : « Pas encore, Sire! » et il continua à raconter comment Osra avait eu pitié de lui, comment il avait veillé sur elle, et comment elle s'était rendormie, le priant de garder l'épingle. Alors, regardant Osra, il baissa la voix et parla très vite, d'une façon très pressante, et le roi tendit la main et serra fortement celle de lord Harry en disant :

— N'y a-t-il pas d'autre moyen, mon pauvre ami?

Mais lord Harry secoua la tête, puis il baisa la main du roi, s'agenouilla, effleura de ses lèvres la main de la princesse et la regarda pour la dernière fois. Tirant l'épingle d'or de son ceinturon, délicatement il la plaça dans les cheveux de la jeune fille. Serrant enfin convulsivement entre ses doigts le collier de rubis, il dit au roi Rudolf :

— Sire, il y a dans la ville quelques personnes qui me connaissaient, mais qui ne m'ont pas reconnu depuis que je suis dans votre garde, parce que j'ai pris soin d'altérer mon visage autant que possible : prenez soin de l'altérer encore davantage pour que personne ne me reconnaisse jamais !

Le roi prit lord Harry Culverhouse par le bras et l'attira vers lui, disant :

— Doit-il en être ainsi, Harry, nous avons pourtant vécu presque en frères d'armes jusqu'ici?

— Le bruit du galop des chevaux approche, Sire, écoutez plutôt !

Le roi se redressa de toute sa hauteur, se découvrit et s'inclina devant lord Harry Culverhouse en disant :

— Eh bien ! Dieu soit [illegible] soit revenu à la raison et puisse Christ lui accorder le salut en l'autre monde comme je lui accorde mon pardon dans celui-ci.

Il tira l'épée du fourreau et s'avança vers lord Harry Culverhouse qui se tenait à l'extrémité du rocher. Le roi leva l'épée, il frappa de toute sa force ; la tête fut fendue du coup et lord Harry Culverhouse tomba du rocher dans le fleuve, tenant toujours dans sa main crispée le collier de rubis. Mais Rudolf frissonna et un court sanglot secoua sa poitrine.

En ce moment s'élevèrent de grands cris de joie et vingt gardes arrivèrent à bride abattue, brandissant leur épée en manière de salut martial pour le roi et la princesse. Éveillée par le bruit de leur arrivée, Osra se redressa, se frotta les yeux et dit :

— Où est-il, Rudolf ? où est lord Harry ?

Et elle jeta les yeux autour d'elle sur les soldats qui à leur tour la regardèrent fort étonnés de ce qu'ils entendaient ; mais le roi la prit par la main et lui dit :

— Vous avez rêvé, ma chère Osra ; il n'y a point ici de lord Harry. Lord Harry Culverhouse, dont sans doute vous parlez, est bien loin et peut-être déjà dans son pays. Ce vaurien de soldat vous a-t-il effrayée ?

Puis se tournant vers les gardes :

— Par la grâce de Dieu, dit-il, je suis arrivé à temps pour prévenir tout malheur, sauf la perte d'un bijou précieux que ma sœur portait. Car, comme j'arrivais ici, je vis un drôle se baissant vers elle et cherchant à briser la monture de son collier. Je sautai à bas de mon cheval et courus à lui et il battit précipitamment en retraite ; alors, je tirai mon épée, le poussai jusqu'à l'extrémité du rocher et, là, je lui fendis le crâne. Il tomba dans la rivière tenant toujours le collier ; mais, grâce à Dieu, la princesse n'a aucun mal. Qu'on recherche le corps de cet homme ; peut-être qu'on trouvera encore le collier dans sa main.

Mais quelqu'un cria :

— Comment sont-ils venus ici ?

— Oui, ma sœur, dit le roi, les yeux fixés sur Osra, comment êtes-vous venus ?

Lisant dans les yeux du roi la réponse qu'il désirait, elle dit :

— Le soldat m'a forcée à venir ici avec lui et il a menacé de me tuer si je refusais de lui donner mon collier. Mais je refusai. Alors, il tira un couteau et m'en menaça et je tombai évanouie, et je ne sais plus ce qui s'est passé jusqu'au moment où vous m'avez éveillée en arrivant ici, et maintenant je vois qu'il a pris mon collier.

— Amenez le cheval de ma sœur, commanda le roi ; qu'une partie de la garde marche devant nous et que l'autre nous suive ; nous allons retourner à la ville en grande diligence.

Alors, il remit la princesse en selle et marcha à son côté la soutenant de son bras, et les soldats allaient à quelque distance en avant et en arrière.

Mais la princesse sentit l'épingle dans ses cheveux :

— Il me l'a rendue, dit-elle fort troublée.

— Il... de qui parlez-vous donc ? demanda le roi.

— De lord Harry Culverhouse. Est-il vraiment mort, Rudolf ?

— Et vous, vraiment, rêvez-vous encore ? répondit le roi en riant. Que vient faire ici lord Harry Culverhouse ?

— Mais l'épingle ? demanda-t-elle.

— Ma femme l'a mise dans vos cheveux avant votre départ pour remplacer celle que vous aviez donnée à lord Harry Culverhouse.

— Elle n'a pas touché à mes cheveux aujourd'hui ! s'écria la princesse.

— Quelle étrange illusion est la vôtre, chère sœur !

La princesse éclata tout à coup en sanglots :

— Dites-moi la vérité, Rudolf, la pure vérité ! C'était bien lord Harry Culverhouse, n'est-ce pas ?

Alors Rudolf la serra plus étroitement contre lui :

— Ma pauvre enfant, voyons : le noble gentilhomme que nous avons connu, celui que j'aimais et qui vous a aimée avec un respect chevaleresque, nous a quittés il y a deux mois ; ne vous inquiétez pas de lui, car il est maintenant en lieu sûr. Mais j'ai trouvé avec vous un malheureux qui avait dans le cœur des pensées folles et criminelles. Pourtant, j'aime à lui rendre justice : il est mort volontairement et aussi noblement que notre ami lui-même l'aurait pu faire pour vous.

— Mais on retrouvera le cadavre, sans doute ?

— Il se peut, car j'ai ordonné des recherches.

— S'il a encore en main le collier, continua-t-elle vendez-le, Rudolf, et donnez-en la valeur aux pauvres, à tous ceux qui sont malheureux et affligés, à ceux surtout qui ont perdu la raison par amour pour une femme. Et mettez-lui dans la main cette épingle que je lui avais donnée.

— Il sera fait selon votre volonté, dit le roi, et il l'embrassa.

Ainsi, la folie de lord Harry Culverhouse, qui avait été allumée par la beauté de la princesse Osra, fit lentement son chemin dans son cœur et le poussa d'abord presque à une lâcheté et ensuite à la mort. Et son nom ne passa plus sur les lèvres de personne à Strelsau et il n'en fut plus question entre le roi Rudolf et sa sœur, parce que l'histoire que le roi avait contée aux soldats fut crue par tout le monde, et que personne, sauf le roi lui-même, ne sut ce que lord Harry Culverhouse avait fait dans sa démence furieuse. Mais Osra le pleura, et pendant quelque temps elle ne voulut pas sortir ni recevoir les princes et les nobles qui vinrent à la cour. Elle était malade, avait le cœur brisé et maudissait sa beauté et le mal qu'elle faisait sans cesse autour d'elle. Et l'histoire prétend que ce grand chagrin dura au moins huit jours, mais l'histoire exagère sans doute. Comme le roi Rudolf l'en avait priée, elle se rappela le lord Harry Culverhouse d'avant sa folie. Elle se rappela surtout que, même dans sa folie, il ne lui avait fait aucun mal, mais qu'il avait veillé près d'elle toute la nuit et, le matin venu, avait demandé la mort de la main du roi, préférant périr que d'exposer aux caquets des mauvaises langues l'honneur de celle qu'il aimait. Quant à lord Harry Culverhouse, bien qu'aucun monument ne signalât sa tombe, et qu'on parlât seulement de lui comme d'un voleur et d'un fou, il dormit dans une paix profonde son éternel sommeil, la main droite sur son cœur et dans cette main l'épingle qui avait retenu les cheveux d'or de la princesse Osra.

ANTHONY HOPE.

(A suivre.) Traduit de l'anglais par G. ABEL.

VOLTAIRE DIPLOMATE

... ou plutôt les essais que Voltaire a faits pour le devenir ; jusqu'à quel point il l'a été ; jusqu'à quel moment il a compté pouvoir l'être encore ; quand et comment il en a perdu l'espoir ; pourquoi on ne l'a pas, ou très courtement, employé comme tel ; s'il n'y avait pas lieu d'user de lui davantage en cet office et si l'on n'a point eu quelque tort de le décourager de ce côté : voilà ce que le duc de Broglie, très documenté à cet égard depuis *le Secret du Roi*, *l'Alliance autrichienne*, *Frédéric II et Louis XV*, etc., traite aujourd'hui en un petit volume très piquant, très vif de forme, très sûr comme fond et absolument nouveau, certaines sources du sujet étant connues de M. de Broglie tout seul (1).

On comprend, sans aller plus loin, que ce livre a

1. Voltaire avant et pendant la guerre de Sept ans.

tout l'intérêt d'une comédie, puisqu'il contient tout le séjour de Voltaire en Prusse, qui est une pièce du « Théâtre cruel » ; tout l'intérêt d'une tragédie bourgeoise, puisque c'est l'histoire de la *crise* dans la vie de Voltaire, depuis la mort de Mme du Châtelet jusqu'à l'apaisement relatif des Délices et de Ferney ; tout l'intérêt d'une page d'histoire, puisque c'est les rapports de la France avec la Prusse et l'Autriche, vus d'un certain biais, de 1750 environ à 1765 ; et tout l'intérêt enfin d'un petit problème historique : aurait-il été bon de faire décidément de Voltaire un agent diplomatique, comme c'était son rêve ?

Voltaire, avant 1756, avait été plus d'une fois chargé de courtes missions diplomatiques qui n'étaient point sans importance. Il était assez naturel d'employer l'ami de Frédéric à des négociations un peu délicates demandant une certaine familiarité entre l'agent de la France et le jeune souverain qui s'élevait du côté du Nord. Voltaire avait toutes sortes de défauts ; mais il avait des grâces et, sachons-le dire avec la mesure nécessaire, des mouvements de sensibilité vraie, qui, après tout, à tel moment, de si peu d'usage qu'ils soient à l'ordinaire en diplomatie, peuvent être d'un excellent effet. Le tout est de les bien placer.

On l'avait donc employé plusieurs fois, sans grand résultat, ce me semble, sans aucun dommage aussi, avec discrétion du reste et sans ni l'engager à fond ni s'engager à fond sur lui. Or, en 1749, Voltaire se trouva à un de ces moments de crise qui sont comme les « tournants de l'histoire » dans la vie des individus. Il venait de perdre Mme du Châtelet. Ils s'étaient disputés vingt ans. Cela ne s'oublie jamais et laisse un vide affreux. Voltaire gémit, ricana, pleura, bouffonna, songea à se tuer, et fut le plus malheureux des hommes. Il ne savait littéralement où donner de la tête. Sa correspondance à cette époque est vraiment émouvante.

Ah ! s'il avait été bien en cour de France, il aurait eu là une consolation et une retraite, j'entends le genre de retraite que ce diable d'homme préférait à tout, une retraite de salamandre.

Mais il n'était pas bien du tout en cour de France. Au fond Louis XV n'a jamais pu le souffrir ; et Mme de Pompadour l'a toujours aimé avec inquiétude, comme on aimerait un miroir ardent qui amuse et où l'on a toujours peur de se brûler les doigts.

Voltaire le savait. Il sentait que le court instant de faveur dont il avait joui à Versailles avait épuisé toute sa fortune de ce côté-là. Il se décida pour la cour de Prusse, ayant besoin d'un souverain, ayant besoin aussi, sachons le dire, d'une activité politique ou demi-politique. La politique a toujours eu un attrait puissant pour les hommes de lettres qui sont des esprits vigoureux et qui ne sont pas des poètes, et l'on reconnaîtra que c'était le cas. Le grand homme de lettres qui n'est pas poète, commence par la littérature, la trouve bientôt un peu frivole ; continue par la morale, la trouve bientôt un peu limitée ; poursuit par l'histoire, s'y attache beaucoup, la trouve un peu froide et par elle est amené tout doucement à la politique. « Ce qui me dégoûte de l'histoire, disait Mme du Deffand, c'est de songer que ce que nous faisons sera de l'histoire. » Oui bien : mais ce qui mène à la politique, aussi, c'est de songer que la politique c'est de l'histoire en formation, et on ne peut pas avoir étudié l'histoire passée sans être un peu tenté de faire de l'histoire future. Ce fut la destinée de beaucoup d'hommes de lettres en notre siècle ; ce fut celle déjà de quelques hommes de lettres du XVIIIe siècle. Montesquieu pensa à la diplomatie, et comment n'y aurait-il pas pensé ? Voltaire aussi, pendant une bonne vingtaine d'années.

Et sentant la cour de France fermée pour lui, il se dirigea vers celle de Prusse par besoin de se voir en un centre des grandes affaires.

Et c'est ici que M. de Broglie se demande si l'on n'aurait pas pu employer Voltaire à la cour de Prusse, soit comme un bon agent de renseignements, soit comme un lien plus ou moins ferme entre Frédéric et nous. « N'y aurait-il pas eu quelque avantage... à mettre à profit la présence d'un témoin d'une telle importance pour se ménager une entrée dans un intérieur habituellement fermé, pour jeter un regard sur ce qui s'y passait et garder même, au besoin, un moyen de s'y faire entendre ? » En termes très galants, ce n'est pas, entre nous, un rôle très glorieux pour Voltaire que M. de Broglie lui assigne là, ou lui aurait assigné s'il eût été ministre des affaires étrangères en 1750, ou voudrait qu'on lui eût assigné à cette époque. Cela ne respire pas, au moins, une profonde vénération à l'égard du caractère de Voltaire. Tant y a que M. de Broglie, toujours diplomate, regrette qu'on ait, à cette époque, rompu assez durement avec Voltaire, qu'on ait à peu près dit : « Fort bien ! qu'il y aille et qu'il y reste ! » et, dans cette mesure, on doit convenir que M. de Broglie a parfaitement raison.

On connaît le séjour de Voltaire en Prusse. M. de Broglie y revient, avec tout son talent d'historien, de moraliste, de peintre, et d'élève de Doudan, et avec la correspondance de Voltaire mieux lue qu'elle ne le fut par qui que ce soit croyez-m'en, et avec des documents nouveaux.

On sait assez que ce séjour fut désastreux et que le plus mauvais tour qu'ait jamais joué Mme du Châtelet à Voltaire fut de mourir. Elle est responsable moins de quelques sottises que Voltaire a faites pour elle que de celles qu'il fit par regret de l'avoir per-

due. On sait assez à quel point Frédéric fut rude et Voltaire imprudent. Mais sur quoi j'insiste, parce que c'est sur quoi j'avais l'attention fixée en lisant une fois de plus cette histoire, plus clairement exposée que jamais, c'est sur l'incroyable « mauvaise tête » de Voltaire pendant tout ce séjour. Au fond, voyez-vous, il était maladroit. Il était charmant, il était charmeur, il était le charme même, il était irrésistible, toujours, et particulièrement quand il avait quelque chose à se faire pardonner, et comme il avait toujours quelque chose à se faire pardonner, je disais bien, il l'était toujours ; il était bon psychologue, et il savait admirablement le point juste où il fallait toucher pour séduire ; il était délié d'intelligence et voyait très vite les différents aspects et même les dessous cachés d'une question, et par conséquent on peut dire qu'il était bon politique ; — mais il était maladroit. Le sens de la mesure lui manquait dans l'éloge, dans la flatterie, dans la câlinerie, et, bien entendu, dans la colère. Il était maladroit. Il a donné la notion exacte des proportions dans lesquelles un homme souverainement intelligent et prodigieusement spirituel peut être « gaffeur ».

Le séjour en cour de France donnait déjà une idée de cela; le séjour en Prusse dut éclairer sur ce point, pleinement, tout le monde et même lui.

Il faut voir tout cela dans le récit très impartial d'un homme qui, non seulement est d'une parfaite « æquanimité » (mot dont je n'ai pas à m'excuser, parce qu'il est très bon, et parce que M. de Broglie l'a employé lui-même jadis), mais encore est très bienveillant pour Voltaire dans tout ce volume et a une tendance constante à regretter qu'on ne l'ait pas assez prisé comme diplomate en son temps. J'admire si l'impression qu'on retiendra de cette lecture n'est point que le pire usage que pût faire Voltaire de ses admirables qualités était la manipulation de ces explosifs qu'on appelle affaires d'État.

« Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, c'est tout le monde. » Longtemps j'ai ignoré de qui était cette pensée, et, la trouvant fausse, je ne manquais jamais de dire : « Je ne sais pas qui a dit cela; mais à coup sûr ce n'est pas Voltaire. » J'ai su depuis de qui était l'apophtegme. Il est de Talleyrand. Eh bien, je crois que Voltaire a plus d'esprit que tout le monde, mais je crois aussi qu'une chose a manqué à l'esprit de Voltaire, c'est l'esprit de Talleyrand.

... Voltaire revint de Prusse, battu de l'oiseau, complètement désemparé, craintif à l'endroit de la Prusse, craintif à l'endroit de la France et dans un état d'esprit qui eût été inquiétant si la passion du travail ne sauvait de tout. Était-il guéri des cours, des belles relations et de la politique? Je l'ai dit. J'ai écrit quelque part : « Il était revenu d'Angleterre philosophe; de Prusse il revenait sage. » J'étais assez content de cette phrase-là. Elle est vraie en gros, avec cette réserve que les vrais philosophes me diront que Voltaire n'a jamais été philosophe et les vrais sages que Voltaire n'a jamais connu la sagesse. Sauf cela, j'ai dit juste. Ce qu'il y a de certain, comme il est bien naturel du reste, c'est que ce n'est pas de prime-saut que Voltaire se ramena à la sagesse de la fin de sa vie, mais par des transitions qui ne laissent pas d'avoir encore été assez longues.

Il intrigua encore, il se trémoussa, il se démena, il frôla encore les puissances, avec cette seule différence qu'en chat échaudé, désormais il les frôla de loin, si je puis dire. D'abord il ne rompit point complètement avec Frédéric. Il lui écrivit, ils s'écrivirent. Ils se firent patte de velours, avec précaution, en gens qui savaient tous les deux ce qu'il y avait dans leurs pattes. Et par parenthèse c'est bien malheureux pour Voltaire. S'il était resté complètement en froid avec Frédéric seulement pendant quatre ans, il n'aurait pas écrit ces déplorables petits vers sur Rosbach qui pèsent encore sur sa mémoire, et justement.

Et Voltaire ne se borne pas à cette correspondance intermittente. Il se mêle à des négociations. Il fait parvenir par intermédiaire bien choisi des lettres sur les affaires du temps à Mme de Pompadour; il écrit à Pâris-Duverney, protecteur puis protégé, toujours confident de la toute-puissante favorite. Il négocie de la façon la plus contournée, la plus obscurément stratégique et avec une prudence où une certaine maladresse, à mon avis, se trahit encore, avec le cardinal de Tencin, archevêque de Lyon.

Quand on l'écarte de la main, d'une main aussi douce que ferme, si c'est une main épiscopale, d'une poigne un peu rude si c'est celle du Salomon du Nord, il est furieux. Quand certaines avances lui sont faites, et certains sourires adressés, il est le cheval de guerre qui a senti l'odeur de la poudre : « Je ne suis donc pas honni partout ! » — Ah! le vieux chambellan! Vous rappelez-vous le mot de Saint-Simon sur Mme des Ursins, vieille, exilée à l'amiable d'Espagne et de France, languissant, à Rome, auprès du prétendant Jacques Stuart, « aimant mieux y gouverner la petite cour d'Angleterre que de ne gouverner rien du tout » et trouvant à cela « encore un petit fumet d'affaires dont elle ne pouvait se passer » ? Tel Voltaire pendant bien longtemps encore après 1753.

Et comme, bien naturellement, il attribue et à lui-même et à toutes les circonstances, même minimes, où il a été mêlé, une importance extraordinaire sur les événements historiques les plus considérables! M. de Broglie nous éclaire ici, définitivement, sur deux banalités historiques répétées partout, qui ne reposent sur rien et qu'il faudra décidément éliminer

des leçons d'histoire même dans l'enseignement primaire-supérieur-secondaire-mixte. Il s'agit de la fameuse lettre de Marie-Thérèse à « *sa chère amie* » Mme de Pompadour, qui est acquise à l'histoire, dont tout le monde a parlé, que tout le monde a citée; et que du reste personne n'a vue et qui *n'existe pas*. Elle continuera pendant deux siècles à figurer dans tous les cours d'histoire et à être commentée par tous les professeurs, et il n'y a rien à dire à cela; c'est très bien. Seulement, elle n'existe pas.

Il s'agit ensuite du fameux vers de Frédéric contre l'abbé de Bernis qui fut cause de la guerre de Sept ans. Encore une cause de la guerre de Sept ans qui est consignée dans les manuels les plus recommandables. Dans les papiers du roi de Prusse que Voltaire emportait par mégarde en revenant en France et que M. Freitag lui redemandait, à Francfort, avec une insistance qui était raisonnable, et une brutalité qui était un excès de zèle, se trouvait ce vers royal :

L'abbé de Bernis : La sterile abondance.

Voltaire, qui rédigeait ses *Mémoires sur la vie de M. de Voltaire* (si jolis!) en 1759, est trop intelligent pour donner ce vers et quelques épigrammes de Frédéric contre Mme de Pompadour pour être les causes de la guerre de Sept ans. Seulement son amour-propre lui persuade de le donner à entendre, et il n'y manque : « On peut, dit très gentiment M. de Broglie, donner ce passage de ces souvenirs comme un modèle de l'art d'insinuer et de laisser croire ce qu'on serait embarrassé de prouver :

C'était alors, écrit Voltaire, le privilège de la poésie de gouverner les Etats. Il y avait alors à Paris un autre poète, homme de condition, fort pauvre, mais très aimable, en un mot l'abbé de Bernis, depuis cardinal. Il avait débuté par faire des vers contre moi et ensuite était devenu mon ami, ce qui ne lui servit à rien ; mais il était devenu celui de Mme de Pompadour et cela lui fut plus utile... Le roi de Prusse avait glissé, dans ce volume que M. Freitag me réclamait, ce vers contre l'abbé de Bernis :

L'abbé de Bernis : La sterile abondance.

Je ne crois pas que ce livre et ce vers fussent parvenus jusqu'à l'abbé de Bernis, mais, comme Dieu est juste, Dieu se servit de lui pour venger la France du roi de Prusse.

Il est probable en effet que ce vers ne fut cause de rien du tout, puisque seul Voltaire l'avait dans sa mémoire, puisque M. Freitag le remporta à Berlin (« rendez-le-lui, son vers, qu'on n'en parle plus »); puisque Voltaire le couche sur le papier seulement en 1759 et puisque les *Mémoires* où il le couche ainsi ne furent publiés qu'en 1784. Mais Voltaire n'est pas fâché, pour se donner quelque importance, d'insinuer à la postérité que la guerre de Sept ans était dans les plis de la valise qu'il emportait de Berlin; et il a raison, car la postérité a parfaitement donné dans ce que Saint-Simon eût appelé ce « godant ».

Ainsi Voltaire alla, jusqu'à 1760, s'il vous plaît, et il faut remercier M. de Broglie d'avoir enfin fixé la date où Voltaire abandonna définitivement le rêve de sa vie qui était d'être quelque chose dans l'histoire politique européenne. En 1760, il adressa un petit mémoire politique à Mme de Pompadour qui n'était point mauvais du tout et dont, quant à lui, il était enchanté. Eh! eh! écrivait-il à M. d'Argental,

... comment trouvez-vous ma petite épître pompadourienne? Ne suis-je pas un grand politique? cette politique n'est-elle pas très désinvolte? Est-ce là une Triste d'Ovide? Ai-je l'air d'un exilé?...

Hélas! dans sa petite épître pompadourienne il y avait encore une maladresse. Il y avait ceci :

Si quelque censeur pouvait désapprouver l'hommage que je vous dois, ce ne pourrait être qu'un cœur né ingrat. Je vous dois beaucoup, Madame...

« Qu'est-ce à dire, fit-on observer à Mme de Pompadour, si ce n'est que Voltaire sent qu'on doit trouver extraordinaire qu'il vous dédie son ouvrage et que la reconnaissance doit lui servir d'excuse? » Mme de Pompadour fut de cet avis, et, comme Richelieu à Maynard, à la flatteuse communication de Voltaire répondit par ne rien répondre du tout.

Fut-elle si blessée que cela? J'en doute. Il me semble que depuis 1750 il y avait parti pris à la cour de France de ne plus vouloir tenir aucun compte des avances de la vieille coquette et que ce ne fut qu'un prétexte à rompre décidément.

Quoi qu'il en soit, Voltaire se le tint pour dit et c'est à partir de 1760 qu'il se retrancha, très dignement, dans son rôle de patriarche. Il en avait l'âge; et il était digne d'écrire les jolis vers, qui ne sont pas de lui :

Qu'[illegible] pas l'esprit de [illegible]

ou ces autres vers qui sont de lui, sauf variantes :

Si [illegible]
[illegible]
[illegible]
Rejoignez, s'il se peut, l'aurore.

Et maintenant, eut-on tort, eut-on raison? Eut-on tort de se refuser avec obstination, de longues années, comme on vient de le voir, à prendre Voltaire au sérieux comme homme politique et de le confiner dans le rôle, où il finit par se résigner, de politique philosophe? M. de Broglie ne dissimule guère qu'il estime qu'on eut vraiment tort. C'est son premier mot, à peu près, et son dernier. Plus j'y réfléchis, plus j'estime qu'on eut raison, non pas certes de le

traiter avec discourtoisie et presque dédain, mais de l'écarter fermement de l'échiquier diplomatique. Il me semble que Voltaire avait du diplomate toutes les qualités positives, et n'avait du diplomate aucune des qualités négatives.

Un diplomate doit être un historien : Voltaire est le premier historien de son siècle et il ne faudrait pas me pousser beaucoup pour que j'ajoutasse : et des temps modernes. Un diplomate doit être d'intelligence prompte, avisée, souple et infiniment compréhensive : Voltaire avait précisément cette intelligence-là. Un diplomate doit être séduisant dans ses propos et dans sa correspondance : Voltaire était la séduction même. Un diplomate doit s'y connaître en hommes et être bon psychologue pratique : moins fort à cet égard qu'aux précédents, Voltaire était encore très suffisamment perspicace en cette affaire.

Voilà pour les qualités positives.

Mais un diplomate ne doit pas avoir d'amour-propre, ne doit pas avoir de susceptibilité, ne doit pas avoir d'humeur caustique, ne doit pas avoir de nerfs ; et sur ces points Voltaire était si parfaitement en défaut qu'il était né, et il l'a prouvé, pour n'être jamais diplomate.

Vers 1872, un homme d'esprit et de talent qui ne ressemblait pas mal à Voltaire par beaucoup d'endroits, désirait passionnément entrer dans la diplomatie. Il en fut parlé à Thiers. Thiers eut son sourire, son plus aimable sourire, ce qui était toujours inquiétant : « M. X***? Parfaitement! Comment donc, M. X***! Un homme qui ferait le plus grand honneur au corps diplomatique, et qui pourrait être d'une utilité incomparable. Il arrive en diplomatie, quelquefois, qu'on a besoin d'une complication en tel endroit. Quand nous aurons besoin d'une complication à tel point de l'Europe, ne doutez pas que nous n'y envoyions immédiatement M. X***. »

Je ne serais pas étonné que, de Voltaire, M. de Bernis ou M. de Choiseul ait dit, ou au moins pensé, précisément la même chose.

ÉMILE FAGUET.

LES CARRIÈRES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET LA JEUNESSE

A chaque instant, depuis quelques années, on se plaint de voir les carrières libérales trop encombrées.

Revues et journaux sont d'accord pour convier les jeunes générations à abandonner ces carrières et à se tourner vers l'industrie et le commerce.

Comment se fait-il donc que, jusqu'ici, ces indications et ces conseils ne semblent pas avoir eu grand succès? On discute beaucoup sur le point de savoir s'il est mauvais ou avantageux que tant d'enfants apprennent le grec et le latin ; laissant cette question de côté, je voudrais essayer d'indiquer ici les raisons pour lesquelles tant de parents dirigent leurs enfants vers les études classiques, et pourquoi ces enfants devenus jeunes gens se font rarement commerçants ou industriels.

D'abord, je ferai la remarque que presque tous ceux qui recommandent à la jeunesse de diriger son activité vers le commerce ou l'industrie, semblent s'être abstenus d'adopter ce genre d'occupations pour eux-mêmes ; je n'apprécie pas, je constate seulement le fait. Si les jeunes gens se précipitent en foule vers les professions dites libérales (armée, droit, fonctions publiques, médecine, sciences), c'est principalement, sans doute, que plusieurs d'entre elles offrent par elles-mêmes un intérêt profond pour les esprits cultivés et réfléchis ; c'est aussi que les découvertes prodigieuses faites dans le domaine des sciences et de la médecine, séduisent vivement les imaginations ; ajoutons de plus que le renom qui en résulte pour les inventeurs doit être regardé comme une cause d'entraînement non négligeable.

Mais si les raisons ci-dessus pèsent d'un grand poids dans la balance, il en est d'autres qui sont aussi extrêmement puissantes.

Les études classiques, à notre avis, disposent assez mal les esprits aux carrières industrielles et commerciales. Et cependant, il nous semble que l'on pourrait sans inconvénient donner une instruction classique à un très grand nombre de jeunes gens, mais en ayant soin de les entretenir dans cette idée que leurs études ne doivent pas *forcément* les mener aux professions libérales, et en leur répétant souvent qu'ils pourront au contraire devenir malgré cela de très bons commerçants ou industriels sans déroger.

Il y en a plus d'un exemple.

Il ne faut pas trop s'étonner de ce qu'un jeune homme qui s'est nourri l'esprit jusqu'à 18 ans d'études littéraires, éprouve un peu de répugnance à se livrer tout à coup à des occupations où la note utilitaire l'emporte par-dessus tout. Certainement l'avocat, le médecin, l'officier passent aussi beaucoup d'heures par jour à des travaux souvent fastidieux, mais il s'en présente d'autres pour faire oublier ceux-là ; ils ont en plus l'avantage de pouvoir étudier la théorie de leur profession, étude souvent pleine d'attraits, qui se modifie et se renouvelle sans cesse.

Sans doute, la science économique est, elle aussi, assez intéressante et assez vaste pour attirer les intelligences, mais elle n'est pas encore entrée

assez profondément dans les études habituelles pour s'imposer aux esprits et se faire désirer d'eux comme les autres sciences.

Considérez aussi que, de nos jours, pour diriger une industrie un peu importante, il faut beaucoup de capitaux, que cette seule condition crée un obstacle souvent insurmontable et peut suffire à écarter un grand nombre de jeunes gens.

Mais, dira-t-on, pour être avocat, médecin, officier, il faut étudier dix ou quinze ans et dépenser une grosse somme.

A quoi nous répondrons qu'il faut de même plusieurs années de travail pour former un industriel : les connaissances qui lui sont nécessaires ne s'acquièrent pas du jour au lendemain, ni gratuitement.

Quant à la somme dépensée en études pour devenir apte aux professions libérales, elle se trouve échelonnée sur un long espace de temps, ce qui permet souvent de la prélever sur les revenus.

Enfin, cette somme est peu de chose, si on la compare au capital nécessaire, et nécessaire quelquefois tout d'un coup, à l'achat d'une maison de commerce ou à la fondation d'une industrie et à leur mise en activité.

Se figure-t-on aussi que les difficultés croissantes, rencontrées dans ces carrières, soient bien faites pour attirer les jeunes gens ?

Pense-t-on que les lois qui viennent à chaque instant diminuer l'autorité de l'industriel, gêner sa liberté jusque dans l'atelier même, le parti pris d'une certaine catégorie de personnes de mettre toujours tous les torts de son côté, la tendance à vouloir l'accabler de charges qui ne paraissent pas toujours nécessairement liées à sa profession ; croit-on donc que tous ces impédiments n'éloignent pas les pères de famille de l'idée de diriger leurs enfants vers les carrières industrielles, et cela surtout s'ils sont industriels eux-mêmes et font, chaque jour, l'épreuve de tant de difficultés factices ajoutées comme à plaisir à celles déjà inhérentes à leur profession ?

N'oublions pas non plus que toute faute, toute erreur entraîne souvent des conséquences matérielles pénibles à supporter ; n'oublions pas que le commerçant et l'industriel risquent leur honneur et leur fortune. Par la faillite, en effet, ils peuvent perdre non seulement leur patrimoine, mais encore une partie des droits politiques et laisser à leurs enfants un nom entaché d'une certaine flétrissure.

Or, l'on sait que, chaque année, il tombe beaucoup de vaincus sur le champ de bataille du commerce et de l'industrie.

Dans la plupart des professions libérales, rien de ces menaces terribles suspendues chaque jour sur l'industriel et le négociant, sans que bien souvent ils aient en perspective des avantages pécuniaires capables de compenser de si grands risques.

Ce n'est pas tout encore. Nous vivons dans un pays où depuis longtemps les sciences, les lettres et les arts ont toujours été en grand honneur. Loin de nous la pensée de le regretter, mais nous devons, pour la vérité, constater qu'il faut peut-être voir dans ce fait une des raisons pour lesquelles la profession d'industriel ou de commerçant n'y jouit pas de tout le lustre désirable. Ajoutons qu'en France, on juge beaucoup les gens d'après les titres qu'ils possèdent, les examens qu'ils ont passés ; or les industriels ne sont pas tenus d'en subir ; ils n'ont pas besoin de diplômes, c'est pour eux, dans l'état actuel des mœurs, une sorte d'infériorité : cela est parfaitement ridicule, mais cela est.

Certainement tout le monde admire bien les produits merveilleux de l'industrie, mais on ne prise pas toujours très haut, malgré cela, l'initiative, le savoir, l'intelligence déployés par l'industriel qui a créé ces produits.

On montre bien une certaine considération, mêlée parfois d'ailleurs d'un peu de jalousie, envers le négociant qui a su acquérir la richesse, résultat du reste de plus en plus rare ; mais on se plaît souvent aussi à ne voir en lui qu'un parvenu, ce mot entendu dans une acception peu obligeante, et la considération s'adresse fréquemment beaucoup plus à la fortune elle-même qui en impose presque toujours, grâce à l'influence qu'elle procure, qu'à l'intelligence qui a su la faire naître.

Cette mésestime pour les carrières industrielles et commerciales s'est développée malheureusement aussi jusque chez les jeunes filles de la bourgeoisie. Il est regrettable de constater chez elles un éloignement de plus en plus prononcé à apporter leur part de travail dans la profession du mari futur.

Aujourd'hui la jeune fille de la bourgeoisie s'efforce d'échapper à cette tâche, et comme elle sent bien que dans le commerce, dans l'industrie, dans la petite industrie surtout, elle a un rôle si nettement tracé qu'elle ne pourrait pas se refuser à le remplir, elle vise à s'unir de préférence à un mari exerçant une profession libérale ou similaire si l'on veut, mais enfin une profession où elle n'ait aucune place marquée [1].

Il lui paraît plus agréable, et surtout plus relevé, de n'avoir à s'occuper que de son ménage, ou, pour être plus exact, de passer souvent le meilleur

[1] [illegible]

de son mari, — ouvriers et ouvrières qu'elle ne connaît souvent même pas de vue ; il est juste d'ajouter qu'il existe d'hono-

de son temps en visites et courses mondaines, occupations pourtant peu substantielles pour un esprit sérieux et qui ne devraient satisfaire ni son intelligence, ni le sentiment de ses devoirs.

Il y a longtemps déjà, un de nos grands écrivains s'est élevé contre cette tendance des femmes de la bourgeoisie à se soustraire complètement aux occupations industrielles du mari, au point même quelquefois « d'ignorer si l'inventaire de l'année les ruine ou les enrichit » (1). Mais il ne visait dans cette observation qu'une région et qu'une industrie. Nous croyons qu'à l'heure actuelle, cette tendance a pris une importance bien plus grande et qu'elle s'est répandue non seulement dans la haute bourgeoisie, mais aussi dans la moyenne et peut-être même au dessous.

Remarquez que nous ne demandons pas à la femme de s'absorber totalement dans les occupations du mari; il nous paraîtrait seulement désirable qu'elle voulût bien y contribuer pour une certaine part qui la regarde, y prendre intérêt, au lieu de vivre trop souvent tout à fait en dehors, tout à fait à côté.

Les jeunes gens ne sont pas sans s'être aperçus de ce penchant des jeunes filles de leur classe sociale à rechercher de préférence les maris exerçant une profession dite libérale; c'est certainement un peu pour cette raison qu'ils recherchent des professions déjà encombrées, où, souvent, ils n'ont chance de faire fortune qu'avec la dot que ces professions leur permettront d'épouser (que l'on nous passe cette expression vulgaire, mais juste), et la réalité des faits semble souvent justifier leur calcul. Combien de fois avons-nous entendu dire autour de nous : Ce jeune homme n'a pas de fortune, mais grâce à sa profession, il pourra faire un beau mariage (comprenez un mariage d'argent); bien rarement, dans ce cas, il s'agissait d'un commerçant ou d'un industriel. Cet état de choses est sans contredit nuisible à l'intérêt général, car il contribue, pour une part, à éloigner des carrières industrielles et commerciales des jeunes gens instruits et intelligents qui pourraient y apporter un appoint de connaissances très appréciable, un esprit ouvert, et une ampleur de vues chaque jour plus nécessaire.

On peut craindre que, si cette sélection persistait, elle pourrait à la longue devenir une cause d'infériorité pour le commerce et l'industrie de notre pays (c'est peut-être même déjà commencé) au regard de ce qui se passe dans d'autres nations où les mêmes façons de voir, les mêmes préjugés n'ont pas cours, ou du moins ne sont pas aussi développés.

D'ailleurs, il faut bien l'avouer aussi, la jeune fille est un peu encouragée à penser comme elle le fait en regardant autour d'elle; nous prétendons vivre dans une société très démocratique, et qui glorifie officiellement le travail manuel, mais il n'en est pas moins vrai que les professions où le travail intellectuel n'est pas le seul élément sont loin d'être toujours appréciées comme il le conviendrait.

Il n'y a pas longtemps encore, nous avions l'occasion d'entendre un homme de grand bon sens cependant, se moquer d'un de ses amis qui sur ses cartes de visite ajoutait le mot : Industriel. Ce même homme aurait trouvé tout naturel sans doute d'y voir par exemple : Chef de bureau ici ou là. Et pourtant qui osera nier qu'un industriel est au moins aussi utile à la Société qu'un bureaucrate?

Petit détail, dira-t-on; sans doute, mais souvent des considérations peu importantes, chacune prise à part, peuvent devenir, une fois réunies, très puissantes sur l'esprit d'un jeune homme hésitant à choisir une carrière.

Qui pourra dire combien de jeunes gens auront été poussés vers les Écoles polytechnique et de Saint-Cyr par le désir de porter une épée et un bel uniforme?

Il faut bien prendre les hommes tels qu'ils sont et tenir compte, dans une certaine mesure, de leur vanité.

Enfin, ce serait une grave erreur de considérer le commerce et l'industrie comme des carrières où les bonnes situations s'offrent chaque jour; elles sont assez rares au contraire, ces belles situations, longues et difficiles à conquérir.

D'autre part, il existe des professions libérales qui passent pour très encombrées et qui en réalité ne le sont pas autant que l'on a coutume de le dire : la profession de médecin par exemple. Certes il y a trop de médecins dans beaucoup de grandes villes, mais il n'y en a pas assez dans les petites et dans les campagnes. Il est permis d'espérer, ou il devrait l'être, que la force des choses finira par corriger cette répartition défectueuse; mais cela n'est pas bien certain cependant, car les raisons en sont multiples. La principale, croyons-nous, est qu'aujourd'hui, beaucoup pensent « que l'on ne peut pas vivre avec huit ou dix mille francs par an », ce qui semble très discutable.

Nous pensons avoir énuméré les principales causes (non pas toutes certainement) qui empêchent la jeunesse instruite de se tourner, autant qu'elle en est sollicitée, vers les carrières industrielles et commerciales.

Après cet examen que nous avons tâché de faire aussi impartial que possible, il sera bien permis de se demander s'il n'est pas plus regrettable que surprenant de ne pas voir les jeunes gens suivre en rangs

(1) J. Simon, *L'Ouvrière*.

pressés la voie indiquée. Il ne faut pas perdre de vue que les hommes poursuivent généralement leur intérêt personnel à l'exclusion de tout autre. De ce qu'il paraît utile à l'intérêt général que des jeunes gens hardis, instruits, intelligents, embrassent en France les carrières dont il s'agit, ou bien aillent peupler nos colonies, ce n'est pas du tout une raison pour qu'ils s'y décident effectivement. Tant que les carrières libérales offriront ou paraîtront offrir une somme d'avantages intellectuels, matériels et surtout sociaux semblant supérieure à la somme présentée par les autres carrières, il est peu probable que les jeunes gens s'éloigneront en grand nombre des premières.

Aussi, trouver un remède à l'état de choses actuel semble bien difficile, car s'il provient en partie, comme nous l'avons signalé, de causes matérielles impossibles à modifier, il prend sa source également dans des idées erronées, et surtout dans des préjugés sociaux profondément enracinés.

A notre avis, la nécessité seule modifiera les habitudes prises ou empêchera qu'elles ne gagnent même encore du terrain.

Le jour où il sera pratiquement démontré qu'il n'y a plus de place dans les carrières libérales, sauf au fur et à mesure des distinctions produites; le jour où il n'y aura plus de fonctions pour les aspirants-fonctionnaires, alors, mais alors seulement, pensons-nous, les jeunes gens détourneront les yeux de ces professions pour les porter vers celles qui leur sont indiquées dès maintenant.

Il reste à savoir si, à ce moment, les situations qu'ils auraient pu conquérir dans le monde de l'industrie et du négoce, n'auront pas été prises déjà par des concurrents étrangers plus avisés, plus entreprenants et moins soumis aux préjugés.

G. [illegible]

LIVRES NOUVEAUX

Les imprimeurs parisiens du XVIe siècle.

On a beaucoup imprimé depuis quelques années sur les débuts de l'imprimerie dans notre pays. Les travaux ou les publications de MM. A. Claudin, Audiat, Beaudrier, Herluison, Houdoy, Henri Stein et de Mme G. Despierres nous ont fait connaître les premières impressions et les premiers imprimeurs d'une vingtaine de villes de France. L'étude des origines de l'imprimerie, c'est-à-dire de l'invention merveilleuse grâce à laquelle, suivant l'expression de Michelet, « le monde entra dans l'infini », est bien faite, on le comprend, pour exciter la curiosité des [illegible] moins [illegible] : [illegible] curiosité se soit si peu portée sur les commencements de l'imprimerie parisienne; et cependant dès le XVe siècle, Paris était l'une des villes les plus importantes de l'Europe : l'empereur Sigismond qui vint à Paris en 1416 y voyait déjà tout un monde (1), et c'est à Paris que fut établie en 1470 la première imprimerie qui fonctionna en France. Sans doute, les productions de nos premiers imprimeurs sont connues, classées et décrites, mais jusqu'à présent on ne savait que fort peu de choses sur leurs personnes, sur leurs familles; déduction faite de quelques précieuses monographies, nous n'avions, comme ouvrages d'ensemble sur les premiers imprimeurs parisiens, que l'histoire de La Caille et le catalogue de Lottin, l'une de 1689, l'autre de 1789! Cette lacune vient d'être comblée par M. Ph. Renouard que des traditions de famille préparaient à ce genre d'études.

Dans son [illegible] (2), M. Ph. Renouard a voulu grouper, en les présentant sous la forme de dictionnaire biographique, tous les renseignements possibles, publiés et inédits, sur tous les artisans du livre à Paris, de 1470 à la fin du XVIe siècle. L'idée de rapprocher ainsi dans le titre de son volume imprimeurs et correcteurs, ouvriers et patrons, d'associer à l'honneur les collaborateurs modestes qui furent à la peine, est un heureux emprunt aux habitudes d'Henri Estienne : le plus souvent, à la fin des ouvrages publiés par lui, le célèbre imprimeur indiquait les noms des correcteurs qui y avaient travaillé.

M. Renouard possède trop bien la bibliographie de son sujet pour n'avoir pas mis à contribution, avec les références d'usage, les ouvrages antérieurs. Tous les renseignements que nous fournissent l'histoire de La Caille, le catalogue de Lottin, les *Annales typographici* de Maittaire, ceux de Panzer, le *Manuel* de Brunet et les *Marques typographiques* de Silvestre sur les devises, les marques et les enseignes des plus anciens imprimeurs et libraires parisiens, l'auteur les reproduit après les avoir contrôlés et complétés. Il ne manque pas non plus, dans le développement successif des notices individuelles dont se compose son Dictionnaire, de rappeler toujours d'après ses devanciers, dont il vérifie toujours les assertions, les faits généraux de la bibliographie parisienne : date du premier livre imprimé en français les *Chroniques de Saint-Denys*, 1477, commencement des impressions de musique en caractères

mobiles (entre 1525 et 1553), premier essai des impressions de figures gravées sur métal en 1489, origine des marques d'imprimeurs (Louis Martineau qui le premier en fait usage, entre 1483 et 1498, adopte les armes de la Ville de Paris).

Mais ce qui fait la nouveauté du Dictionnaire de M. Renouard, ce qui lui donne une vraie saveur d'originalité, c'est la partie biographique, avec tous ses détails précis, inédits, puisés aux sources les plus autorisées, sur l'état civil de nos imprimeurs et de nos libraires. Pour nous dire de façon exacte leurs familles, leurs alliances, leur descendance, leurs dates d'exercice, l'auteur a dû dépouiller patiemment un nombre considérable de pièces d'archives : que de séances il a dû consacrer, aux Archives nationales, à l'examen des contrats de mariage, testaments, contrats de vente, baux et autres documents du xve et du xvie siècle! Ses recherches ont d'ailleurs été couronnées de succès, qu'on en juge par la liste des grands noms de l'imprimerie et de la librairie parisiennes pour lesquels il a trouvé des documents nouveaux : les Estienne, cette célèbre famille — dynastie, dirait-on presque avec M. Renouard — d'imprimeurs et de savants; Josse Bade, le commentateur des classiques latins; Caesaris; Corrozet, le libraire historien; Garamond, le graveur des *Grecs du Roi;* Hopyl, l'imprimeur hollandais, associé d'Henri Estienne; les Kerver, libraires-imprimeurs originaires de Koblenz; les Marnef, les Morel; Geoffroy Tory, peintre, graveur et fondeur de caractères; Antoine Vérard, l'éditeur des romans sur vélin avec miniatures; Simon Vostre, l'éditeur des livres d'Heures illustrés.

Il n'est pas seulement très nouveau, dans ses données biographiques, ce Dictionnaire des imprimeurs et des libraires parisiens : il est en même temps des plus suggestifs. Nos libraires et nos imprimeurs l'étaient volontiers de père en fils, comme chez les Bonhomme, les Chaudière, les Du Pré, les Le Bé, les Marnef, les Morel, les Nivelle, — leur marque des *Cigognes* s'est transmise jusqu'à nos jours dans la maison Delalain, — les Petit, les Regnault, les Richer, les Roffet; les Ballard ont conservé, depuis 1551 jusqu'à la Révolution, le privilège d'imprimeurs du Roy pour la musique; la famille Barbou, qui exerce encore à Limoges, était déjà représentée dans l'imprimerie parisienne en 1552; quant à la maison Nyon dont le successeur annonce qu'elle a été fondée en 1582, elle existait déjà en 1571 et son titulaire Marc Nyon était relieur et libraire ordinaire de la Reine. La corporation des relieurs de Paris comptait parmi ses membres, de 1586 à 1603, un sieur Bradel. Filles et sœurs d'imprimeurs et de libraires parisiens épousaient le plus souvent des libraires et des imprimeurs. Les veuves restaient en général fidèles, sinon à leurs maris, du moins à leur profession. Le plus bel exemple en ce genre est celui de dame ou demoiselle (comme on disait alors) Guyonne Viart, véritable Pénélope de l'imprimerie parisienne qui, avec l'attachement des félins pour leur logis, épousa tour à tour le premier puis le second successeur de son premier mari : après Higmann, Henri Estienne, et après Henri Estienne, Simon de Colines (1)!

Les membres d'une même famille s'y succédant le plus souvent, la profession devait être rémunératrice. Mais au xvie siècle elle n'allait pas sans quelque danger. Un assez grand nombre d'imprimeurs et de libraires parisiens furent poursuivis à cause des services rendus par eux à la « religion prétendue réformée »; cinq d'entre eux, convaincus d'attachement aux idées nouvelles, furent exécutés sur la place Maubert : on aurait pu rappeler leurs noms sur le piédestal de la statue d'Étienne Dolet, cet imprimeur de Lyon condamné à mort par le Parlement de Paris!

La fréquence, chez les imprimeurs et les libraires parisiens du xve et du xvie siècle, de la transmission de la maison du père au fils, du beau-père au gendre, était une conséquence indirecte de la fécondité des unions dans le même milieu. Les familles nombreuses de plus de six enfants n'étaient pas une exception, le libraire Thibault Charron, le père de Pierre Charron, le philosophe, l'auteur du *Traité de la Sagesse*, eut vingt-cinq enfants! Que d'occasions pour les membres de la corporation d'invoquer à leur profit l'article suivant de l'ordonnance de 1363 relative au guet de Paris : « Nuls de mestier qui doit guet ne sera tenus d'aler au guet se sa femme gist d'enfant! » La persistance des traditions de famille, dont nous venons d'évoquer l'une des causes, avait pour effet de développer parmi les imprimeurs parisiens des notions de solidarité toutes particulières; le moment venu, elles savaient se traduire par des services réciproques : le cas d'Higmann et d'Hopyl, allant tour à tour l'un chez l'autre pour imprimer à un compte qui n'était pas le leur, n'était pas un fait isolé.

Ces familles d'imprimeurs et de libraires parisiens du xve et du xvie siècle, dont M. Renouard nous raconte de façon neuve et sûre la généalogie et la descendance, dont nous pouvons nous représenter jusqu'à un certain point les habitudes et les traditions, l'auteur les suit dans leurs maisons, dans leurs ateliers et dans leurs boutiques. Ce n'est pas toujours chose facile : les membres de cette intéressante corporation — l'auteur consacre un article à plus de 1400 d'entre eux — changeaient assez fréquemment

(1) M. Renouard a publié, il y a quelques années, la bibliographie des éditions de Simon de Colines pour faire suite à la bibliographie des Estienne.

de domicile pour pouvoir prendre comme devise : *Nous nous... dans!* A bon vin, pas d'enseigne, disaient nos pères. M. Renouard a pensé que celles de nos imprimeurs et de nos libraires pouvaient avoir quelque intérêt et il a eu l'heureuse idée d'en donner sous forme d'appendice une table alphabétique (1). La réouverture du Musée Carnavalet, avec sa curieuse collection d'enseignes parisiennes, plaques en fer forgé, sujets en bois sculpté, donne à cette table comme une valeur d'actualité. Les dénominations particulières, empruntées à la profession, y sont des plus rares, les images adoptées dans la plupart des enseignes d'un caractère général y sont en très grande majorité. Ne pourrait-on pas expliquer cette singularité par les débuts difficiles de l'imprimerie, par l'idée de placer une industrie nouvelle sous la protection d'un vocable ancien? Pour une *Bible d'Or* et une *Grosse Escriptoire*, on rencontre surtout le *Plat d'Étain*, le *Soleil d'Or*, la *Corne de Daim*, la *Licorne*, — il y a encore aujourd'hui en Allemagne beaucoup de pharmacies qui ont conservé cette enseigne, — le *Chef Saint-Denys*, une tête qui a fait couler beaucoup d'encre, surtout au xve siècle, à l'occasion d'un procès fameux, récemment publié.

Le grand nombre d'enseignes à l'écu, comme l'*Écu de Bâle*, l'*Écu de Cologne*, l'*Écu de Florence*, l'*Écu de Froben*, l'*Écu de Venise*, rappelle le rôle considérable joué par les étrangers dans l'établissement et dans le développement de l'imprimerie à Paris. Ce sont trois Allemands, comme on sait, qui ont installé à Paris en 1470 la première imprimerie qui ait fonctionné en France, Friburger, Krantz et Gering, bien connus de tous les habitués de la bibliothèque Sainte-Geneviève. Il est d'autres étrangers dont les noms se rattachent étroitement aux fastes de l'imprimerie parisienne, comme les Bade, les Higmann, les Hopyl, les Kerver. Une librairie de Nuremberg, les Koberger, était en relations régulières d'affaires avec la France; c'était la ville de Lyon qui était le centre de ces échanges entre la France et l'Allemagne. Il y aurait peut-être des faits nouveaux à trouver dans une assez grosse liasse de documents relatifs aux rapports commerciaux de Lyon et de Nuremberg conservée au Musée Germanique de Nuremberg.

Dans quel quartier de Paris demeuraient ces imprimeurs et ces libraires parisiens, sur lesquels nous avons maintenant tant de données diverses? Dans le quartier de l'Université, bien entendu, sur la rive gauche de la Seine, dans le voisinage de la Sorbonne, des collèges et des écoles. Si l'on met à part, dans la Cité, la rue Notre-Dame avec ses livres liturgiques, et le Palais de justice avec ses échoppes de la Grand'Salle, le quartier général de cette industrie au xve et au xvie siècle était à peu près compris dans le quadrilatère que forment aujourd'hui les boulevards Saint-Germain et Saint-Michel, la rue Soufflot et celle de la Montagne-Sainte-Geneviève. Pour nous permettre de juger du nombre et de l'importance des rayons de cette ruche industrielle, M. Renouard, contrôlant et rectifiant au besoin les publications les plus qualifiées, a joint à son volume une table des adresses classées par rues, avec plans schématiques à l'appui. Les rues les plus achalandées étaient la la rue des Sept-Voies, aujourd'hui rue Valette; la rue Coqueret, devenue l'impasse Chartière; les rues Saint-Jean-de-Beauvais et Saint-Jean-de-Latran; la rue du Mont-Saint-Hilaire, aujourd'hui la rue de Lanneau, nom cher à tous les barbistes; la rue Saint-Hilaire, devenue la rue des Carmes. Mais la principale artère, à notre point de vue, était la rue Saint-Jacques, surtout dans la partie comprise aujourd'hui entre la rue des Écoles et la rue Cujas: M. Renouard y a constaté l'existence, à des dates diverses d'ailleurs, de plus de soixante ateliers d'imprimeurs et boutiques de libraires! Quel contraste entre autrefois et aujourd'hui! Autrefois, c'est-à-dire au xve et au xvie siècle, dans cette partie de la rue Saint-Jacques, le grouillement de la foule dans une rue étroite, le pittoresque des maisons irrégulières avec leurs pignons, leurs auvents et le débordement des étalages, le mouvement de la vie et des affaires; aujourd'hui, entre la Sorbonne agrandie et le lycée Louis-le-Grand reconstruit, une vaste percée largement ouverte, la monotonie et la symétrie des constructions officielles, le silence et le calme propres à la réflexion et à l'étude.

Comme on vient de le voir, l'ouvrage de M. Ph. Renouard n'est pas seulement un dictionnaire biographique des imprimeurs et des libraires parisiens pour les années 1470-1600, plein de faits nouveaux sur leurs familles, leurs alliances, leur descendance, leurs habitudes et leurs traditions : il représente encore une contribution intéressante à la topographie historique du vieux Paris. C'est assez pour qu'il se recommande doublement à l'attention de tous ceux qui ont au cœur le culte de Paris, de ce Paris que, dès le xvie siècle, Montaigne appelait « la gloire de la France et l'un des plus beaux ornemens du monde ».

F. Gerbaux.

(1) Dans la liste des 22 enseignes données par M. Renouard nous avons relevé : *Les Cinq Cordes, l'Étoile d'Orion, Venise, le Lion qui taille, l'Oie qui ne court plus, le Renard qui ferre, le Pot à moineaux, le Jeu de paume des Rais bottés.*

AUTRES CHOSES

Les Parisiens de Paris vont être privés de leurs Quais, la plus saine et la plus commode des villégiatures. La cohorte des terrassiers impudents arrachera les dalles que nos pieds ont foulées, les parapets où nous appuyâmes nos coudes pour regarder couler l'eau, les arbres qui nous abritèrent en vain de leur maigre feuillage pendant les ondées estivales.

Aucune campagne ou station balnéaire, ni Vichy, ni Trouville, n'avait des effets comparables à ceux d'une promenade quotidienne le long des quais de la rive gauche, entre le pont Saint-Michel et le Pont-Royal.

Il fallait d'abord élire domicile à la distance de trois ou quatre kilomètres du fleuve, par exemple, vers l'Observatoire, sur la gauche, ou, sur la droite, vers la place de l'Europe; et de là, chaque jour à la même heure et quelque temps qu'il fît, beau ou laid, chaud ou froid, se rendre à pied jusqu'à la Seine, arpenter ses bords, s'asseoir sur un banc, se lever, s'asseoir un peu plus loin, fouiller les boîtes des bouquinistes, et retourner chez soi à pied, comme on était venu. Ceux qui suivirent ce régime ont fait enrager leurs héritiers.

Personne ne l'a mieux pratiqué et n'en a tiré plus de fruit que Louis Teste. De souffrant et chétif qu'il était, il est devenu « solide comme un chêne ». Il nous livre son secret dans ses *Notes d'histoire contemporaine* qu'il a, je pense, bien souvent recueillies en passant les ponts, lorsqu'il faisait « sa cure sur les Quais ».

Mais il faut une passion qui vous soutienne et vous guide, pour répéter chaque jour la même promenade avec une ponctualité scrupuleuse : le simple souci de la santé purement égoïste n'y suffirait pas. Cette passion sera celle des bouquins, — non pas de tous les bouquins, mais d'une certaine espèce, quelle qu'elle soit, que l'on chasse et que l'on rechasse le long de la plage. Chacun doit choisir la sienne à son goût et s'y dévouer exclusivement, comme le naturaliste qui va chassant des insectes, ou des plantes, ou des minéraux.

* * *

Il est à remarquer qu'on trouve toujours ce que l'on aime. C'est peut-être une faveur du ciel, mais c'est, en tout cas, un fait très positif et prouvé par l'expérience de tous les chercheurs. Ils trouvent toujours ce qu'ils aiment et ils font des découvertes merveilleuses dans l'ordre des choses qu'ils préfèrent.

Si vous n'avez pas un certain feu sacré, vous ne trouverez rien dans les boîtes des bouquinistes ; mais si vous vous appliquez à collectionner tous les livres se rapportant à une certaine ville de France que vous aimez particulièrement et que vous portez dans votre cœur, ou les éditions d'une certaine époque, ou les ouvrages d'un certain auteur, alors vous faites des découvertes étonnantes, qui tiennent du miracle et qui vous transportent de joie au troisième ciel.

Ainsi, j'imagine que Louis Teste cultive le Stendhal avec amour, car il a trouvé dans une vieille case, parmi des brochures innomées, les *Vies de Haydn, de Mozart* et *de Métastase*, et la seconde brochure sur *Racine et Shakespeare*, portant plus de soixante annotations autographes de Stendhal, incomparable trésor.

L'auteur des *Notes d'histoire contemporaine* est un familier de Stendhal, j'en ai acquis la certitude, rien qu'à feuilleter ces curieux mémoires de dix ans, — car ce sont vraiment des mémoires, — où abondent les observations fines et profondes sur les hommes et sur les choses et sur tout le train de notre monde actuel. Il a habité l'Italie et il la saisit et la rend comme l'auteur de l'*Abbesse de Castro*. N'est-ce pas un bien intéressant portrait que celui de la princesse de Sayn-Wittgenstein?

« Son salon était le rendez-vous de la cour romaine. Pie IX lui envoyait des fleurs de ses jardins du Vatican... La princesse était étendue dans un grand fauteuil, la tête dans une espèce de bonnet-capote, un châle qui avait dû être vert sur les épaules, une brique chaude enveloppée sur les genoux, les pieds sur une chaufferette, et elle fumait un cigare de la Havane... »

C'est elle qui avait conçu l'idée hardie de faire adopter le Prince impérial par le comte de Chambord. « Les associations d'idées les plus imprévues se faisaient tout naturellement dans son esprit. » Ces associations d'idées se formaient ainsi sans doute, lorsque la princesse, dans son salon de la rue Babuino, recevait les prélats de la cour romaine en fumant un cigare havanais, dont le parfum se mêlait agréablement à celui des fleurs du Vatican que lui envoyait le Saint-Père.

Elle ne fumerait plus de havanes aujourd'hui, à peine un médiocre brésilien, soit dit sans déplaisir pour le président du Brésil, M. Campo Salles, notre hôte depuis quelques jours. Les cigares qu'il nous apporte ne valent pas ceux que le maréchal Blanco fume héroïquement au milieu des ruines croulantes de Cuba. Et c'est, pour certains, un des plus déplorables résultats de cette horrible guerre, que l'administration des tabacs de la République française ne puisse plus leur livrer que des cigares sans nom et sans saveur.

Au contraire, ce serait un bienfait de la guerre océanique, dont nous sommes les témoins impuissants et contristés, si elle inspirait au monde l'horreur et le dégoût de ces escadres aux monstrueuses cuirasses qui ne peuvent pas traverser les mers sans traîner derrière elles des mines de charbon.

Ces vaisseaux formidables sont si faibles, si inertes, qu'il leur est défendu de quitter les côtes, à moins qu'ils ne soient suivis d'une escorte de bateaux pour porter leurs provisions. Un grand cuirassé, un grand croiseur est un si gros mangeur de houille qu'il ne peut pas se suffire à lui-même deux jours de suite, et le voilà bientôt plus débile sur l'eau qu'une coquille de noix avec deux centimètres de voile au bout d'un bâton.

Reverrons-nous, un jour, des Jean Bart montés sur des bateaux en planches étonner les mers de leurs exploits, se lancer à l'assaut des citadelles de fer réduites à l'immobilité par leur pesanteur? tels ces petits poissons bien armés qui mettent à mal les baleines.

PAUL ANDRÉ.

NOTES D'ART

Une monographie de Velasquez [1].

On a déjà beaucoup écrit sur Velasquez, et les nombreux commentateurs qui ont étudié son art se sont étendus avec abondance sur sa manière et sur son style. Ce qui manquait peut-être le plus, c'est une monographie précise du maître espagnol avec un examen détaillé de son œuvre et des tableaux de lui qui figurent dans les grandes collections d'Europe. M. de Beruete vient de nous donner ce travail aussi complet, aussi exact que possible, accompagné des magnifiques reproductions dont la maison Braun est coutumière, et je puis dire qu'à ce point de vue son étude est une monographie-type, dont la documentation ne laisse rien à désirer. Partant des premières œuvres du peintre, il arrive à celles de la dernière manière, toujours appuyé sur une connaissance approfondie de l'ensemble, et ne négligeant aucun des détails historiques ou biographiques de nature à les éclairer.

C'est une figure à double face, celle du grand peintre espagnol, puisqu'il y eut en lui l'artiste et l'homme de cour, ou, si vous aimez mieux, le serviteur toujours docile et résigné du souverain morose dont il fixa tant de fois l'image glabre et le profil inquiétant. Très justement M. de Beruete a senti qu'étudier en lui seulement le peintre ce n'était point assez pour nous rendre un compte exact du personnage qu'il fut en ce XVIIe siècle espagnol. Il a su nous faire voir — et j'aurais aimé qu'il y appuyât davantage encore — le rôle de ce grand artiste au milieu de cette cour ennuyée et compassée, et l'éclat du nom qu'il laissa dans cette période si glorieuse pour l'art espagnol, la signification de son œuvre et la portée de son enseignement, toutes ces choses nous apparaissent aujourd'hui dans une lumière d'autant plus vive que nous savons mieux de quels empêchements, de quelles contraintes sociales fut entravée sa destinée. On n'insistera jamais assez sur ces traits de biographie qui expliquent et souvent commentent toute une carrière d'artiste. Peintre favori du roi, vous entendez assez ce que cela signifiait, quand ce roi s'appelait Philippe IV : je veux dire quelque chose approchant d'un de ces bouffons dont l'artiste sut nous retracer l'image, et que l'on voit dans les galeries du Prado. Il y avait loin alors de la situation d'un tel homme au milieu d'une cour orgueilleuse et guindée comme celle de Philippe IV à celle de ses illustres confrères d'Italie, au service des princes qui les protégeaient, sans toutefois opprimer leur indépendance et leur libre personnalité. Voilà un contraste intéressant, fécond en conséquences, et que l'auteur du livre nous laisse pressentir, par les détails ingénieux et précis que son érudition sait grouper et ordonner à l'occasion de son héros.

Si maintenant nous nous tenons à l'*artiste* pur, et à l'œuvre immortelle que Velasquez a laissée, — œuvre assurément restreinte mais de si exceptionnelle tenue, — il convient de nous associer sans réticence aux conclusions de M. de Beruete sur la haute individualité, sur l'originalité unique du maître espagnol. Cela vaut qu'on y insiste et me paraît bien le trait essentiel de son génie. Si l'on excepte Rembrandt en effet, je ne crois pas qu'il y ait, dans toute l'histoire de l'art aux XVIe et XVIIe siècles, exemple plus saisissant que celui-ci d'un peintre dégagé de toute influence, ne devant rien qu'à lui-même, et au développement logique de la nature. Ici encore il faut référer à sa biographie et la présente étude est souverainement instructive. Il faut suivre Velasquez au cours des différentes démarches qui logiquement auraient dû agir sur la formation de son talent, et le modifier en quelque manière. En réalité il n'y eut en lui rien que lui-même, et les influences extérieures, si puissantes sur tant d'artistes et des plus grands, n'eurent aucune prise sur sa personnalité. Tel est le point que l'ouvrage de M. Beruete met le mieux en lumière.

[1] [illegible] par M. A. de Beruete [illegible] (Paris, H. Laurens) [illegible] Braun.

Quand on a lu le récit du séjour de Rubens à Madrid, ses relations tout amicales durant des mois avec Velasquez, le travail opiniâtre du grand Flamand aux côtés du grand Espagnol, leur fréquentation quotidienne d'artistes passionnés pour leur art ; lorsque ensuite on a suivi Velasquez au cours de ses deux voyages prolongés en Italie, le premier entrepris au début de sa carrière, le second peu d'années avant sa mort ; lorsque enfin on examine à la suite et dans leur ordre chronologique les œuvres sorties de son pinceau, compositions, portraits, paysages même, on arrive à cette conclusion d'une évidente netteté, qu'il appartenait à la catégorie si rare des producteurs qui de leur propre fonds tirent avec abondance tous les éléments dont se composera leur talent. S'ils peuvent jouir en dilettantes du travail de leurs devanciers ou de leurs contemporains, ils n'en assimilent aucune part pour leur propre formation.

Velasquez ne dut rien qu'à lui-même : voilà donc un point acquis, et M. de Beruete l'a parfaitement mis en lumière... Mais combien d'autres lui furent redevables, et quelle influence il exerça, il eût pu être intéressant de le dire. Ce n'est pas ici le lieu de traiter la question qui comporterait de multiples développements. Indiquons celui-ci : l'influence du réalisme de Velasquez sur certains peintres modernes. Ce fameux réalisme, tant commenté, tant étudié, qui n'est autre chose que la volonté tendue de transcrire fidèlement dans l'ordre de la peinture l'objet scrupuleusement étudié dans l'ordre de la réalité, et qui est une caractéristique très nette de cet art espagnol opposé à l'art italien du même temps, nous savons assez de quelle importance il fut dans les préoccupations contemporaines. Pour ne citer qu'un exemple, il me souvient d'avoir vu, à l'Exposition universelle de 1889, une peinture de Manet, l'*Espada mort*, qui avait fait beaucoup de bruit autrefois lors de son apparition, et qui n'était autre chose qu'une transcription presque littérale du même sujet peint par Velasquez que l'on peut voir à la Galerie nationale de Londres. Seulement, à l'époque où il parut pour la première fois, les maîtres espagnols étaient profondément ignorés chez nous, et Manet avait eu ce flair de s'adresser à qui pouvait le moins le trahir. Ce n'est là qu'une indication entre tant d'autres que M. de Beruete aurait pu nous donner. N'importe, son livre est exact, précis, d'une consciencieuse érudition et, somme toute, constitue la monographie la plus poussée qui ait été faite jusqu'ici sur le peintre de Philippe IV.

PAUL FLAT.

BULLETIN

Bibliographie.

AUX FJORDS DE NORVÈGE ET AUX FORÊTS DE SUÈDE, par *Ch. Rabot*. — M. Rabot ne s'est pas contenté, comme tant d'autres, de parcourir les pays scandinaves au pas de charge ; il y a vécu, il en parle la langue, il les a étudiés sous tous leurs aspects ; aussi, même si l'on se contente de feuilleter son nouvel ouvrage, on a l'impression d'avoir sous les yeux tout autre chose qu'un guide à l'usage des touristes et des commis voyageurs. Les illustrations seules permettraient déjà de deviner l'artiste amoureux des contrées qu'il décrit, — puisse-t-il ne pas les livrer trop tôt au microbe de la villégiature ! — Voyez cette petite église d'Oie, perdue dans une gorge de montagnes et cette sortie de l'église de Leksand, d'un caractère si austère et si recueilli. Remercions l'auteur de nous avoir épargné la presque inévitable visite à Ibsen et à Björnson ; félicitons-le de savoir être spirituel et gai sans verser dans la blague, comme s'y croient tenus, sous peine de déchéance, la plupart des Français voyageant à l'étranger. Lisez le premier paragraphe du chapitre X : « division gastronomique de la péninsule scandinave » et songez aux variations qu'un Dumas, le Dumas des *Impressions de voyage* aurait exécutées sur un pareil thème. Je crois d'ailleurs qu'en matière de relations internationales, comme en beaucoup d'autres, la persifleuse « parisine » a fait son temps et que nombreux seront les lecteurs qui lui préféreront l'exacte information et les constatations sérieuses sans parti pris, même si ces dernières doivent être douloureuses pour l'amour-propre national. Dans cette catégorie, je signalerai celle-ci qui pourrait se répéter, hélas ! autre part encore qu'en Norvège :

« A Fagernæs, la maîtresse d'hôtel parle français. Le fait vaut la peine d'être signalé ; l'usage de notre langue est si peu répandu en Norvège ! En dehors du personnel des grands hôtels de Kristiania, de Bergen et de Throndhjem, vous ne trouverez ni aubergiste, ni guide, ni cocher avec lequel vous puissiez échanger un mot. En revanche, tous les Norvégiens qui se trouvent en relation avec les touristes baragouinent l'anglais ; les deux langues présentent du reste une très grande similitude. Il y a trente ans encore, le français avait une situation privilégiée ; c'était l'idiome étranger toujours employé par les Scandinaves pour communiquer aux étrangers leurs idées ou leurs recherches. Ici comme partout, absorbés par les niaiseries de la politique intérieure, nous avons abandonné nos positions. Aujourd'hui, dans tout le Nord, l'anglais est la langue du commerce, l'allemand, l'idiome scientifique, et le français, la langue de luxe. Tout le monde l'admire, vante son élégance et sa souplesse, de même que tout le monde célèbre la qualité de nos produits industriels, mais pas plus de l'un que des autres personne ne se sert plus. »

G. ART.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36764. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 5. 4e SÉRIE. — TOME X 30 JUILLET 1898.

LA SANTÉ PUBLIQUE

I

Pour la seconde fois, en huit ans, l'Académie de médecine a dénoncé un péril public; elle a résolu de donner la plus large publicité au magistral rapport du professeur Grancher sur la prophylaxie de la tuberculose. L'Académie a rempli son devoir en publiant ce que M. le Dr Landouzy a très justement appelé un Livre bleu de la plus meurtrière des maladies évitables. L'opinion publique est saisie, les médecins connaissent leur devoir, les particuliers sont avertis: l'œuvre de propagande et d'avertissement a été accomplie avec un éclat sans pareil. Quelle sera la suite donnée aux conclusions mémorables de l'Académie et du rapport Grancher? A qui reviendra le soin d'en assurer le respect, d'en surveiller la vulgarisation pratique? Quelles sanctions s'attachent à la publication de ce Livre bleu sanitaire?

L'éminent rapporteur de l'Académie de médecine a fait effort pour adapter le plan de campagne contre la tuberculose aux possibilités administratives et à l'état des mœurs; il s'est refusé, quelque désir qu'il en eût, à solliciter des pouvoirs publics une législation sanitaire nouvelle, concernant la prophylaxie de la tuberculose, et conforme aux données actuelles de la science. La commission dont il était l'organe avait éprouvé les mêmes scrupules et l'Académie n'y a pas contredit.

En constatant la répugnance du Parlement et du gouvernement à intervenir en tout ce qui touche à la protection de la santé publique, on ne saurait qu'approuver cette réserve prudente. Nos gouvernants et nos administrateurs n'ont pas encore aperçu toutes les conséquences de l'évolution formidable qui s'opère sous leurs yeux dans le rôle de la médecine contemporaine. Aucun d'eux sans doute ne marchandera son admiration au génie de Pasteur; les plus sceptiques ont dû, bon gré mal gré, s'incliner devant l'évidence victorieuse des faits; ils n'en conservent pas moins une secrète défiance, une hostilité sourde, prêts à prendre leur revanche à la première occasion de la défaite infligée à leur insouciance et à leurs préjugés.

A mesure que Pasteur et ses glorieux élèves pénètrent davantage dans ce que Littré a prophétiquement appelé dès 1880 *l'abîme [illegible] de mort*, c'est-à-dire dans le domaine des virus et dans l'intimité des microbes, la faiblesse de notre organisation défensive contre les maladies contagieuses et évitables éclate à tous les regards. Depuis un certain nombre d'années, l'attention du législateur est appelée sur la nécessité de mettre en harmonie nos lois et règlements avec les découvertes de la science moderne: en 1880, Henry Liouville réclamait énergiquement: « une organisation sanitaire et humanitaire qui réponde véritablement aux exigences chaque jour mieux connues de la salubrité et de la santé publiques, *pour l'exécution de mesures protectrices qui marquent, on peut le dire, le niveau de l'élévation d'une nation civilisée.* »

Depuis 1886, sur l'initiative de M. Jules Siegfried et plus tard sur celle de M. Édouard Lockroy, ministre du Commerce, le Parlement examine un projet de loi préparé par le Comité consultatif d'hygiène

publique de France. En 1893, la Chambre des députés approuvait pour sa part ce projet de loi. Le Sénat lui a témoigné un moindre enthousiasme. Malgré le zèle du très savant rapporteur M. Cornil, puissamment secondé par les commissaires du gouvernement MM. Brouardel et Henri Monod, l'examen en première délibération, après s'être poursuivi du 4 au 12 février 1897, ne s'est terminé qu'à la séance du 16 décembre 1897. La deuxième lecture n'a pas été ouverte et la loi reste en suspens.

Et pourtant, au cours de la première délibération sénatoriale, des coupes sombres ont été pratiquées dans le texte voté par la Chambre, toutes les satisfactions avaient été données à l'esprit juridique qui souffle au Luxembourg, la paix avait été conclue entre la Commission et son redoutable adversaire M. Volland; la réforme ne s'accomplit pas. Les ministres se succèdent; leur tiédeur est la même et leur indifférence n'a d'égale que celle du Parlement.

La législation sanitaire en France est faite de pièces et de morceaux; elle est confuse et incohérente, généralement inefficace et impuissante. Un bon juge, M. le Dr A.-J. Martin, a porté sur elle ce jugement réfléchi dans un rapport au Comité consultatif d'hygiène publique : « On voit que cette législation est à la fois trop générale, trop large et trop étroite. Trop générale et trop large, car elle ne définit pas les pouvoirs de l'administration et laisse croire qu'en théorie elle lui en accorde de considérables, absolus, dictatoriaux; trop étroite, puisque, dans la pratique, ces pouvoirs sont le plus souvent sans effet en raison des entraves dont ils sont entourés. Les pouvoirs publics ont le droit d'ordonner toutes les mesures d'hygiène, mais ils sont tenus de n'en pas spécifier les moyens d'exécution, et les dépenses, même les plus urgentes, ne peuvent être effectuées sans des retards quelquefois considérables; ils peuvent en principe assurer l'assainissement, mais après des formalités sans nombre et sans règles précises. »

Il existe bien une loi de salut public, la loi de 1822, destinée à protéger la France contre la fièvre jaune, la peste et le choléra; elle vise des éventualités exceptionnelles et n'est pas d'une application facile en ce qu'elle édicte des pénalités draconiennes, soit la réclusion, les travaux forcés et la mort.

Les maladies pestilentielles classiques, plus effrayantes dans leur marche et dans leurs symptômes, ne sont pas les plus meurtrières; elles le cèdent en malfaisance à d'autres affections contagieuses ou épidémiques, d'allures plus bénignes et de physionomie plus hypocrite, comme la tuberculose, par exemple, qui, à elle seule, fait 150 000 victimes par an.

C'est la variole, presque totalement inconnue en Allemagne, et dont les méfaits se chiffrent encore sur le territoire de la République française par 12 000 décès annuels.

C'est la fièvre typhoïde avec ses 23 000 morts, la diphtérie, la rougeole, etc.

En 1890, M. le doyen Brouardel évaluait à 30 000 Français le nombre des victimes des maladies évitables, particulièrement de la variole et de la fièvre typhoïde : « Avec les mesures nécessaires, disait-il, on peut presque faire disparaître cette mortalité. »

En 1898, devant l'Académie des sciences, l'éminent hygiéniste signalait les épidémies permanentes de tuberculose, auxquelles l'accoutumance n'attache pas le même sentiment d'horreur et d'inquiétude qu'aux épidémies de choléra. « Nous ne sommes pas désarmés, s'écriait-il, nous pouvons enrayer la propagation de la tuberculose, nous n'avons pas le droit d'excuser, par notre impuissance, notre indifférence apparente; puis la phtisie n'est pas incurable, elle guérit même plus souvent que bien des maladies qui n'ont pas la même réputation de gravité devant l'opinion publique. »

La révolution microbienne, en donnant les moyens de circonscrire, d'éteindre et d'éviter les maladies transmissibles, doit entraîner avec elle une modification correspondante des lois et règlements.

L'eau souillée, le logement insalubre, sont des véhicules ou des foyers de maladies contagieuses.

La lutte contre les maladies évitables n'est pas seulement individuelle, les habitants d'une même cité, d'une même nation, du monde entier, sont solidaires les uns des autres; la défense sanitaire doit être communale, nationale, internationale.

Le point de départ de la résistance est à la commune, et l'autorité la plus qualifiée pour assumer cette responsabilité initiale est sans contredit d'essence municipale. « Les cités qui seront pourvues d'eau pure, a dit M. Brouardel, qui auront des maisons propres et dont les déjections seront enlevées sans contact possible avec l'air et l'eau, n'auront rien à redouter des épidémies, elles seront de roc, et les germes morbides mourront sur leur sol. »

Qui pourrait stériliser le terrain, suivant l'expression scientifique, si ce n'est la municipalité elle-même? A qui sera confiée l'application des mesures d'hygiène prophylactique, sinon aux maires, sous le contrôle de l'autorité supérieure?

Le brillant rapporteur de l'Académie de médecine, M. le professeur Grancher, est d'un avis opposé : « Pour obtenir un résultat vraiment utile en matière d'hygiène, a-t-il écrit dans son rapport magistral, il faudrait confier au pouvoir central et à ses agents le soin de l'exécution des lois sur la salubrité et la police

sanitaire et non la laisser aux mains de l'autorité locale qui tient toujours son mandat de l'électeur, et, par suite, évite soigneusement tout ce qui pourrait le molester. »

M. Grancher a été impressionné par les doléances des médecins de campagne, imputant à l'indolence des administrations préfectorale et municipale l'échec des prescriptions de la loi du 30 novembre 1892 concernant la déclaration des maladies contagieuses; il paraît avoir oublié que la loi de 1892 sur l'exercice de la médecine néglige complètement les autorités administratives, et que, si celles-ci font preuve d'incurie ou d'ignorance, la faute en est au silence de la loi, au défaut d'organisation sanitaire, au manque de responsabilité. Comment des maires de village prendraient-ils une initiative devant laquelle reculent le sous-préfet et le préfet?

Ce n'est pas uniquement parce qu'ils craignent de molester leurs électeurs que les maires des petites communes sont si éloignés de toute administration sanitaire; ils ne sont pas préparés à ce rôle et tout les en détourne, surtout l'autorité supérieure dont ils relèvent. Les premiers responsables de cet état d'esprit, ce sont les sous-préfets et préfets de France, et, pour être plus juste, nos ministres et nos Chambres.

Quand le ministre de l'Intérieur se préoccupe-t-il sérieusement de sa direction d'hygiène et d'assistance, sinon pour s'applaudir d'une extension de services et d'un agrandissement d'influence?

Quels sont les préfets assez pénétrés de leur devoirs pour prêter leur attention habituelle (sauf en cas d'épidémies) aux mesures de prophylaxie et de salubrité?

En ce qui concerne les sous-préfets, ils ont trop l'orgueil de leur bel uniforme pour le promener au bord d'une mare croupissante ou pour le salir dans une étable.

L'*administration* consent tout au plus à examiner les dossiers d'établissements classés (dangereux, incommodes ou insalubres); elle laisse tout le reste aux commissions d'hygiène et aux médecins d'épidémies.

La vérité, c'est qu'il n'y a pas en France d'administration sanitaire, de budget de la santé publique. Le Sénat a failli s'insurger parce que la Chambre avait décidé d'utiliser au profit de l'hygiène publique les inspecteurs des enfants assistés. Quel abus et quel dévergondage d'argent! s'écrièrent de farouches contradicteurs. Hé quoi! de nouveaux fonctionnaires! Rien que la mort n'était capable d'expier un tel forfait. L'honorable M. Barthou, ministre de l'Intérieur, n'osa pas tenir tête à un tel déchaînement de colère et l'inspectorat sanitaire fut sacrifié sur l'autel des économies.

La responsabilité de l'avortement ou du retard des réformes sanitaires, elle est en haut et non en bas, et un esprit aussi avisé, aussi pénétrant que l'honorable M. Grancher ne saurait le méconnaître.

II

Comment vaincre une telle inertie, tant de mauvais vouloirs? La mutilation des libertés communales irait à l'encontre des vœux ardents de l'Académie de médecine et de son éminent rapporteur. L'exemple de la Belgique le prouve abondamment. Le bureau d'hygiène de Bruxelles, qui est un modèle du genre et a rendu de si éclatants services, est le fait d'une législation directement inspirée par les lois françaises de 1789 et 1790.

Les villes de France, Nancy, le Havre, Reims, Saint-Étienne, Amiens, Pau, Nice, Rouen, Toulouse, Grenoble, Besançon, Lyon, Bordeaux, Dijon, Nantes, Perpignan, Boulogne-sur-Mer, Lille, pourvues de bureaux d'hygiène, ont recueilli le bénéfice de leur initiative.

A partir du jour où, sous l'énergique impulsion du Conseil municipal et malgré les entraves de la loi, un grand service d'hygiène a été institué à la Préfecture de la Seine, en partie grâce à la compétence active du docteur A.-J. Martin, la mortalité par maladies transmissibles s'est graduellement abaissée. Avant l'organisation du service municipal de désinfection, les maladies épidémiques décimaient chaque année près de 6 000 personnes; dix ans après, le nombre de leurs victimes avait été réduit à 2 000. Il résulte des tableaux statistiques publiés par M. Landrin dans son récent rapport au Conseil municipal que si, avant 1872, les maladies zymotiques comptaient pour un dixième dans la mortalité totale à Paris, leur proportion est descendue au dix-huitième dans la période 1891-1896 et qu'elle n'est plus que le vingt-sixième en 1896 et le vingt-septième en 1897!

Ces chiffres parlent plus haut que tous les discours; ils méritent d'attirer l'attention du législateur et du gouvernement.

Lorsque Paris à son tour abordera vigoureusement, avec les moyens préconisés par la commission de l'Assistance publique, par l'Académie de médecine et par l'Académie des sciences, la lutte contre le bacille tuberculeux, la morbidité et la mortalité générale en seront du coup notablement diminuées.

Ce n'est donc pas en supprimant les franchises communales, mais au contraire par leur maintien et leur mise en train, que le pouvoir central organisera la défense méthodique contre la contagion et les foyers menaçants.

Pour le logement insalubre, notamment, seule la commune est compétente, et le projet de loi voté en

première lecture par le Sénat, tel qu'il a été amendé par M. Volland, ne porte pas atteinte aux stipulations essentielles de la loi de 1850. Mais conçoit-on que les municipalités puissent, à leur gré, violer la loi, qu'il leur soit loisible, ainsi qu'aujourd'hui, de négliger totalement la salubrité des immeubles? Il est assez triste de constater que, sur les 36 000 communes de France, 6 seulement ont constitué, conformément à la loi, une commission de logements insalubres. Qu'est-ce à dire, sinon que l'éducation des administrateurs communaux n'est pas faite et que l'autorité supérieure doit être investie d'un droit d'intervention et de contrôle?

Supposez qu'une ville soit un véritable foyer de fièvre typhoïde, par son refus systématique de modifier son approvisionnement d'eau potable (et M. Brouardel a cité plusieurs exemples tout à fait topiques à la tribune du Sénat), ces villes sont un danger permanent pour le reste du pays; elles ne sauraient revendiquer la liberté d'empoisonner autrui. C'est pourquoi la loi nouvelle confère, avec toutes les garanties désirables, au préfet d'abord, au Conseil d'État ensuite, le droit d'imposer à une commune récalcitrante les mesures d'amenée d'eau potable ou d'évacuation des eaux usées, édictées par les conseils d'hygiène.

Les conseils généraux pourront, toutes les fois qu'ils le jugeront convenable, instituer un service de contrôle et d'inspection; il est à craindre qu'ils n'usent que faiblement de cette faculté. La sauvegarde de la santé publique ne sera complète que par la création d'agents sanitaires responsables : nous n'en sommes pas là; nous devons tendre au but par d'autres moyens.

Il y a tout d'abord un procédé qui permettra très facilement, et sans le moindre effort, de découvrir les cités malsaines, les bourgs pourris. Ces localités se dénoncent elles-mêmes par le taux de leur mortalité. Lorsque, par exemple, un département renferme des agglomérations où la mortalité s'élève à 45 pour 1 000, l'enquête s'impose et l'intervention de la collectivité départementale ou nationale est d'une urgence impérieuse.

Si l'on s'en réfère uniquement aux conseils municipaux d'abord, aux conseils généraux ensuite, pour l'initiative des mesures de salubrité, d'assainissement, le progrès sera d'une lenteur désespérante. Il est absolument indispensable de confier à des sentinelles, à des personnes qualifiées par leur compétence, la mission de jeter le cri d'alarme et de provoquer les réformes nécessaires.

Les conseils et les commissions d'hygiène, dont l'existence nominale remonte à 1848, ont toute autorité pour jouer ce rôle, pour être les gardiens de la santé publique, à la condition d'exister ailleurs que sur le papier et de tenir, et de la loi et des mœurs administratives, des attributions sérieuses et un mandat formel.

Lorsque les préfets voudront en prendre la peine, ils donneront la vie, ils imprimeront le mouvement à des conseils départementaux d'hygiène robustes et actifs, assistés de commissions sanitaires de circonscription, à raison de deux ou trois par département.

Comment inspirer aux préfets le goût de l'hygiène publique; comment leur imposer cette charge nouvelle, sinon par l'exemple et par l'impulsion d'en haut?

Il y a longtemps que Littré, commentant l'hygiéniste militaire Michel Lévy, a semé cette idée : « Je me suis bien des fois demandé, écrivait-il, comment il se faisait que dans les États civilisés il n'y eût pas un ministère spécial pour la santé publique. » Après avoir défini les grands ministères de la consommation et de la production, et celui de l'instruction publique, l'illustre savant ajoutait : « Entre les deux est une lacune, à savoir le soin du corps, l'entretien de la santé des populations, en un mot l'ensemble de l'hygiène publique. La lacune était inaperçue tant que les populations n'avaient pas assez souci d'elles-mêmes, tant que les administrations ne savaient à qui s'adresser, tant que la médecine ne se voyait pas assez forte pour intervenir. Aujourd'hui les trois conditions sont remplies : les populations veillent sur elles-mêmes, les administrations s'empressent, et la médecine est devenue capable de diriger, de la manière la plus utile à l'individu et à l'État, ce grand mouvement de maladie et de santé, de vie et de mort qui amène à la lumière chaque génération pour la coucher à son tour dans le tombeau après sa tâche remplie. »

Si Littré avait été témoin de la révolution pastorienne, il y aurait puisé des motifs plus puissants encore de préconiser cette concentration des forces publiques en vue de protéger la vie et la santé des populations contemporaines et des générations futures. Les merveilles de la désinfection, de la prophylaxie moderne, n'eussent pas manqué d'impressionner son esprit si sagace et de lui fournir des arguments convaincants en faveur de l'unité de direction et de propagande des mesures de défense sanitaire.

Au cours de la belle discussion de l'Académie de médecine sur la prophylaxie de la tuberculose, M. le professeur Landouzy a dit un mot très suggestif; il a convié l'Académie à publier, à défaut du Ministère de la Santé, un *Livre bleu* de la phtisie, qui serait adressé aux maires, aux instituteurs des 36 000 communes, à tous les hôteliers de France.

Quelle que soit la grande et légitime autorité de l'Académie de médecine, elle n'a pas été fondée, elle

n'est pas outillée pour remplir cet office et les maires de village ont plus de respect pour la circulaire ministérielle et l'affiche blanche que pour les publications académiques. Combien les délibérations de l'Académie n'acquerraient-elles pas plus de force, si elles étaient propagées et consacrées par l'autorité administrative elle-même? Et quelle autorité supérieure le fera, si l'on ne se décide pas à reconnaitre, par une haute leçon de choses et par un décisif hommage, l'importance croissante de l'administration sanitaire? La guerre et la marine ont leurs organes spécialisés et la santé publique n'est admise que d'hier à l'honneur d'une simple direction au ministère de l'Intérieur. A coup sûr, cette direction est en bonnes mains et le très compétent et très dévoué directeur de l'Hygiène et de l'Assistance publiques, M. Henri Monod, aura été l'un des meilleurs ouvriers, l'un des artisans les plus éminents de l'œuvre de solidarité sanitaire et sociale en voie d'accomplissement.

Malgré son bon vouloir et son dévouement passionné, M. Henri Monod ne siège pas dans les conseils du gouvernement; il n'a pas, sous tous les ministères, l'oreille de son chef hiérarchique; il a le rang du directeur de l'administration départementale ou communale ou du directeur de l'administration pénitentiaire. N'en déplaise aux honorables directeurs du ministère de l'Intérieur, leurs attributions ne sauraient être égalées à celles du haut fonctionnaire chargé de veiller sur la santé publique et de diriger le combat contre la misère et la maladie. Les prisonniers ne sont heureusement qu'en nombre restreint; les pauvres sont légion, les mauvais microbes sont innombrables.

L'idée de Littré a fait son chemin; elle a suggéré à M. Édouard Vaillant et à ses collègues socialistes de la Chambre une proposition élargie, tendant à la création d'un ministère du travail, de l'hygiène, de l'assistance publique et de la statistique. M. Vaillant et ses collègues ont pensé qu'il y avait une première décision à prendre « pour instituer une organisation administrative et directrice, une centralisation des services, qui leur donne vie et mouvement et qui, faisant connaitre, avec la situation, les moyens de l'améliorer, mette ainsi les pouvoirs publics en demeure d'aviser ».

Tous les pouvoirs publics, du haut en bas de l'échelle administrative, ont en effet une tâche à peine ébauchée : ils doivent les premiers donner l'exemple et montrer la voie dans laquelle s'engagera de plus en plus l'administration de l'avenir, mieux armée dans la lutte contre le mal sous toutes ses formes. De plus en plus apparait saisissante et visible la théorie de la solidarité nationale qui fait peser sur la collectivité entière les fautes, les négligences, l'incurie d'un des éléments, d'une des parties : un trouble local, une altération partielle, ont leur retentissement sur tout le territoire.

Au lieu d'être conduite avec mollesse, en ordre dispersé, la guerre à la tuberculose, à la fièvre typhoïde, aux maladies évitables de toute nature, exige un rassemblement de troupes, une mobilisation d'efforts, une stratégie coordonnée. L'enjeu en vaut la peine : il n'est autre que la conservation d'un capital du plus haut prix, d'un patrimoine irremplaçable. Notre vieille et routinière administration puisera dans cette lutte un rajeunissement de vie, un renouveau d'influence et de prestige; elle s'adaptera de la sorte aux conditions des sociétés modernes dans lesquelles s'agrandit chaque jour la notion des intérêts communs et du devoir social.

PAUL STRAUSS.

MÉLAC

ET L'INCENDIE DU PALATINAT

Le 31 mai 1889, la municipalité de Worms avait décidé de rappeler d'une façon toute particulière le jour où, deux cents ans auparavant, le mardi 31 mai 1689, la ville avait été détruite par les troupes françaises commandées par Montclar, Mélac et d'autres. On ne négligea rien de ce qui pouvait émouvoir le patriotisme des habitants : sonnerie de toutes les cloches, fanfare, service divin dans toutes les églises catholiques, dans les temples protestants, à la synagogue, en présence des autorités ainsi que des enfants des écoles. Enfin l'après-midi, à quatre heures, les cloches de la ville sonnèrent de nouveau à toute volée, marquant de la sorte l'instant précis où avait éclaté l'incendie qui dévora Worms, deux siècles auparavant. En rappelant les malheurs des vaincus, on évoquait les cruautés des vainqueurs, on entretenait tout ensemble le culte des morts et la haine des vivants.

Mais le héros de la fête fut sans conteste Mélac. De tous ceux qui saccagèrent le Palatinat sur les ordres de Louvois, c'est Mélac, en effet, qui a laissé au delà du Rhin le souvenir le plus abhorré. Si d'autres contribuèrent plus que lui à cette œuvre de destruction, ils s'en vantèrent moins. Quand Victor Hugo visita Heidelberg, il y entendit le nom de ce guerrier terrible prononcé pour faire peur aux petits enfants. Les dogues du pays sont parfois encore affublés du nom de Mélac, continuant ainsi la tradition de sauvagerie établie autour de cette mémoire et contre laquelle l'homme lui-même n'avait pas assez réagi. Il y eut toujours du matamore dans

Mélac et cette renommée de Croquemitaine posthume ne serait pas pour lui déplaire outre mesure. Quel était-il pourtant, au juste, celui dont on se souvient si bien en pays ennemi et que son propre pays ignore tant? Nous voudrions essayer de le dire à l'aide du témoignage des contemporains et aussi à l'aide de quelques-uns des papiers de Mélac (1).

C'était, à tout prendre, un soldat d'un autre âge, comme le siècle précédent en avait vu beaucoup et qui se fût trouvé à sa place dans la compagnie d'un Montluc ou même sous les ordres du Béarnais. Mais il était dépaysé parmi les généraux de Louis XIV, alors que les procédés de la guerre changeaient et que la lutte devenait de plus en plus méthodique sous l'impulsion de Vauban et de Chamlay. Venu à son heure, un siècle plus tôt, il n'aurait surpris ni scandalisé personne. Saint-Simon, qui était favorable à Mélac et qui l'aimait, — beaucoup en haine de Villars, — a tracé un portrait vivant de ce soldat de fortune et qui semble bien rendre, quoique sous des traits adoucis, la physionomie du personnage :

« C'était un gentilhomme de Guyenne de beaucoup d'esprit, et dont le trop de feu nuisait quelquefois à ses talents pour la guerre, et souvent à sa conduite particulière, bon partisan, hardi dans ses projets, et concerté dans son exécution, surtout fort désintéressé. Il n'avait de patrie que l'armée et les frontières, et toute sa vie avait fait la guerre, été et hiver, presque toujours en Allemagne. La manie de se rendre terrible aux ennemis l'avait rendu singulier; il avait réussi à faire peur de son nom par ses fréquentes entreprises. Il se divertissait à se faire croire sorcier à ces peuples, et il en plaisantait le premier. Il était assez épineux et très fâcheux à ceux qu'il soupçonnait de ne lui vouloir pas de bien, et trop facile à croire qu'on manquait d'égards pour lui. D'ailleurs, doux et très bon homme, et qui souffrait tout de ses amis; fort commode, et jamais incommode à un général et à tous ses supérieurs, mais fort peu aux intendants: sans intrigue et sans commerce avec le secrétaire d'État de la guerre, et, comme il avait les mains fort nettes, fort libre sur qui ne les avait pas... Mélac était un excellent homme de guerre, et un bon et honnête homme; pauvre, sobre et frugal, et passionné pour le bien public. »

Le portrait est ressemblant, mais manque d'ombres. Suivant son habitude, Saint-Simon les indique mollement autour d'un visage sympathique. Loin d'être « un gentilhomme de Guyenne », Mélac était d'extraction fort ordinaire et, s'il avait dans le sang des ardeurs d'un soldat, on ne saurait dire qu'il les tint de sa race. Issu d'une famille huguenote, Ézéchiel du Mas, sieur de Mélac, était fils d'un marchand qui gagna quelque aisance dans son commerce; sa mère, au contraire, sortait d'une souche de hobereaux. Il naquit vers 1630, à Sainte-Radegonde, un village du département de la Gironde où il passa son enfance, confié aux soins de sa mère et de quelques parents. Le père, en effet, était mort de bonne heure. D'ordinaire, les éducations ainsi faites amollissent le caractère des enfants. Il n'en fut rien, cette fois-ci. La mère de Mélac était énergique et autoritaire. Son fils tint d'elle plusieurs de ses qualités et quelques-uns de ses défauts.

Les leçons du passé venaient, il est vrai, s'ajouter à l'éducation maternelle. Ézéchiel de Mélac grandissait dans une région que les guerres de religion avaient jadis désolée. Nulle part, en France, la lutte n'avait été plus cruelle, un demi-siècle auparavant. Ces temps douloureux n'étaient pas assez éloignés pour qu'un écho n'arrivât pas aux oreilles de Mélac. Le souvenir de ces misères échauffa l'esprit du jeune homme. Si ces récits ne confirmèrent pas sa foi religieuse, ils éveillèrent ses instincts de lutte. De bonne heure Mélac prenait du service et apportait à l'armée la fougue d'une nature qui ne savait pas se contenir. On raconte que, sur un mot, il s'y prit de querelle avec le fils de son colonel. Ils se battirent en duel et Mélac tua son adversaire. C'était s'exposer, pour débuter, aux peines édictées contre les duellistes. Peu soucieux d'apprendre comment il serait traité, Mélac dut, après cet exploit, se retirer sur les terres de l'empereur.

Il y demeura quelque temps, mais, dégoûté bien vite de l'exil, il rentra en France. Il fut incorporé en qualité de lieutenant dans le régiment de cavalerie de Briquemaut, qui venait d'être créé, et partit avec ce corps pour le Portugal. C'est là que Mélac fit ses premières armes, sous les ordres de Schomberg. Nulle expédition n'a laissé de plus agréables souvenirs que cette campagne, entreprise pour affermir l'indépendance du Portugal et la nouvelle monarchie de Bragance. On s'y battait avec grâce et la bravoure avait un air d'élégance. C'était, d'ailleurs, une élite de la noblesse française qui guerroyait là-bas. Aujourd'hui le nom de la *Religieuse portugaise* résume pour nous cette campagne et ses lettres en sont le plus durable résultat.

Je ne sais si Mélac trouva sur les bords du Tage de pareilles bonnes fortunes; en tous cas, elles furent moins éclatantes. Il fut nommé capitaine à la mort du comte de Rozan, tué à l'ennemi, et cet avancement fort légitime fut tout ce que Mélac rapporta de cette expédition aussi galante qu'éphémère. A la signature de la paix, sa compagnie fut licenciée

1. Voyez, en particulier, les très intéressantes *Notes pour servir à l'histoire d'Ézéchiel du Mas, comte de Mélac* (1630-1707), par M. Léo Drouyn, dans le tome III de ses *Variétés bordelaises* p. 407, et aussi la belle édition de Saint-Simon par M. le Boislisle, à laquelle il faut toujours avoir recours pour cette période.

et le jeune capitaine dut revenir au pays natal, après cinq ans de séjour en Portugal.

Cette inaction fut de courte durée. Mélac avait trop éprouvé les émotions de la guerre pour y renoncer sitôt. Il vint à Paris demander qu'on l'employât à combattre, et, comme il était bien en cour, — c'est alors qu'il fut anobli, — on ne lui fit pas attendre cette faveur. Presque aussitôt Mélac levait une nouvelle compagnie, incorporée dans le régiment d'Effournaux, et partait pour la Flandre. Bientôt après c'était un régiment tout entier qu'il levait pour le service du roi. Le jeune officier se signala par de nombreuses actions d'éclat soit au siège de Maëstricht, soit à la bataille de Senef, et assista aux sièges que le roi conduisait en personne. C'était le moyen le plus sûr de faire remarquer sa valeur. Il aimait la vie agitée, les travaux des camps, les périls des combats. Vrai partisan égaré dans un temps où la tactique devient savante, il aime les aventures audacieuses, déteste les longs calculs et préfère les déterminations nettes et promptes. Il se risque sans réfléchir dans les expéditions téméraires, dans les entreprises à moitié impossibles. Sa bravoure est indisciplinée. Elle a aussi quelque chose de violent, de volontairement cruel. Un jour, Mélac est chargé de brûler et de piller un village pour effrayer les environs et en tirer de plus fortes contributions. C'est un gros bourg, mais le soldat ne s'en inquiète guère. « Il a été entièrement pillé et presque tout brûlé », écrit-il en faisant son rapport. « Nous commençâmes à mettre le feu au bout qui est le plus près d'Anvers, et achevâmes par l'autre bout en nous retirant. » Et Mélac termine ainsi ce compte rendu sec et sommaire comme celui d'un soldat : « J'espère que nous avons eu le bonheur d'exécuter vos intentions. »

Tel Mélac apparaît au début de sa carrière : esclave de la consigne, heureux de la remplir, ne se laissant pas aller aux regrets de ce qu'on va détruire, se signalant volontiers au contraire par des procédés sommaires et sans merci. Mélac, dit-on, ne tirait pas de profits de ses pillages. Saint-Simon est fort explicite à ce sujet et aucun document ne le contredit formellement. Ce soldat de fortune serait donc le rival du sous-lieutenant de la *Dame blanche* épargnant sur sa solde pour acheter des terres. Peut-être ne faudrait-il pas tenir un compte exagéré de l'affirmation de Saint-Simon, bien des choses devaient paraître des vétilles à celui-ci dans la conduite d'un ami, d'un allié, — Mélac le devint par son mariage, — qui nous sembleraient, à nous, de plus d'importance.

Mélac n'eut un rôle vraiment personnel à la guerre que lorsque les hostilités recommencèrent sur les bords du Rhin, après la dénonciation et la rupture de la trêve de Ratisbonne. De ce moment il ne quitta plus cette région, et, brigadier de cavalerie depuis quelques années déjà (novembre 1681), c'est-à-dire officier général, car c'était là le premier degré des offices non vénaux, il pouvait remplir, bien qu'en sous-ordre, des missions fort importantes.

Louis XIV encore mal rétabli de tous les déboires que lui avait suscités la politique envahissante de Louvois, se trouvait tout à coup avoir à tenir tête à l'Europe presque entière soulevée contre lui. Sans allié, sans argent, il lui fallut cependant entreprendre une lutte qui devait attrister toutes les dernières années de son règne. Les bords du Rhin en furent d'abord le théâtre, surtout le Palatinat, « pays qu'on avait juré de ruiner entièrement, dit Mme de La Fayette, parce qu'il était trop voisin de l'Alsace et que celui qui avait plus de part à la guerre était M. l'Électeur Palatin ». On se tint parole sur ce point : toutes les places du Palatin furent prises et occupées par les armées du roi de France ; on tira du pays tout l'argent qu'on put, puis, comme on ne devait pas songer à y garder longtemps un trop gros corps de troupes, on s'avisa de le saccager.

« D'abandonner ces places et de les laisser dans leur entier, dit encore Mme de La Fayette qui résume très judicieusement ces événements, c'était presque mettre les ennemis du roi dans son pays. On commença par évacuer la plus avancée qui était Heidelberg, capitale du Palatinat. On fit sauter la moitié du château, qui avait l'air grand et méritait des égards. On brûla la moitié de la ville, avec des excès qu'une guerre moins vindicative aurait empêchés. Ensuite on évacua Manheim ; on rasa la ville et la citadelle, en sorte qu'il n'y resta plus une maison, et les ruines mêmes en furent jetées dans le Rhin et dans le Necker. On brûla Worms, qui était une petite république sur le Rhin. On en fit autant à Spire, ville appartenant à l'Électeur de Trèves comme évêque de Spire, parce qu'on trouvait qu'elle pressait trop l'Alsace. Pour Frankenthal, il fut rasé seulement, parce que, comme l'on avait Mayence, il était difficile à nos ennemis de s'en rendre les maîtres. On fit un pareil traitement à un grand nombre de petits mauvais châteaux que les troupes du roi avaient occupés pendant l'hiver et qui pouvaient servir de postes aux ennemis. »

Tel fut le plan de cette effroyable campagne, réduite à ses éléments principaux par une femme qui voyait juste et ne se piquait pas de sensiblerie.

Mélac ne fut que l'instrument docile de cette politique. Sans doute, comme soldat, il n'avait qu'à l'exécuter. Mais, loin d'en atténuer la rigueur, il eut le tort d'y joindre des fantaisies d'un autre âge et des raffinements inutiles. Certes, c'était « un brave et bon soldat mais terriblement cruel », comme le disait Madame, qui ne pouvait oublier sa participation à l'incendie du château d'Heidelberg. Cette malheureuse ville

souffrit, en effet, plus que toute autre des maux de la guerre, et Mélac, comme s'il eût été son mauvais génie, se trouva toujours au nombre de ceux qui la maltraitèrent. La ville prise une première fois en 1689, Mélac s'empressa de s'y installer et de s'y fortifier.

« A présent notre grand faubourg est en état de défense, écrivait-il de là à Louvois, le 26 janvier 1689, et je vous réponds, Monseigneur, que, pour le prendre, il faudra venir par les formes et à coups de canon. J'espère que nous le défendrons quelque jour et que, si nous sommes obligés de le quitter, nous le brûlerons. Je prétends en faire de même de cette ville qui n'est pas plus forte que le faubourg, et, après que nous aurons disputé le terrain en gens de guerre, nous nous retirerons dans le château. »

C'est à cela qu'il fallut se résoudre, car les ennemis vinrent à la rescousse et parvinrent à s'emparer de la ville. Mais avant de l'abandonner au pouvoir de l'adversaire, Mélac en fit sauter les murailles et y mit le feu. A peine reconstruite, la pauvre cité était encore assiégée par le maréchal de Lorges, en 1693, et prise et brûlée de nouveau. Mélac faisait toujours partie des assaillants. Les mêmes scènes recommencèrent. Après le sac et l'incendie, quelques habitants avaient demandé à Mélac l'autorisation de s'établir dans les ruines. Le roi la refusa : « Le roi ne voulant pas que les habitants d'Heidelberg se retirent dans cette ville ni dans les faubourgs, vous n'en accorderez point, s'il vous plaît, la permission à ceux qui vous l'ont demandée. » Ainsi écrivait le ministre à Mélac et on peut voir par cet extrait la nature des instructions données à l'armée.

Mélac ne songeait guère à les adoucir. Un jour, il annonça le projet d'aller brûler la petite ville de Ladembourg, sur le Neckar, et il ajouta : « Je n'avais pas positivement ordre de brûler ladite ville, mais la lettre de M. le comte de Tessé, que j'avais reçue le jour devant, veut dire ça. » Un retour offensif du duc de Bavière empêcha ce projet et contraignit fort heureusement Mélac à un de ces coups de main dans lesquels il était passé maître. « On entra très vigoureusement dans le retranchement, on tua beaucoup d'ennemis ; ce fut une assez jolie action », comme le dit Mme de La Fayette. Mélac est là tout entier, dans ce mélange d'audaces heureuses, d'entreprises hardies, de desseins promptement conçus et exécutés, et aussi de rigueurs inflexibles, trop souvent excessives et parfois inutiles. Il fit toutes les campagnes qui eurent lieu sur les bords du Rhin durant les dix dernières années du siècle, tantôt sous les ordres du maréchal de Duras, son allié, tantôt du maréchal de Lorges, son parent aussi par alliance, ou du marquis d'Huxelles. Tous ces chefs l'estimaient pour sa bravoure insouciante et rude. Si Mélac recourait trop volontiers à l'incendie et à la destruction des villages comme moyens d'intimidation pour obtenir des subsides, c'est qu'on l'y poussait, car on avait grand besoin d'argent. « Cela apprend aux habitants ce qu'ils doivent faire pour éviter le malheur des autres », lui mandait Louvois.

Mais à côté de ces procédés condamnables, que de faits d'armes glorieux à mettre à l'actif de Mélac ! Pour prendre Heidesheim, par exemple, petite ville située entre Mayence et Bingen, fortifiée de tours, environnée de deux fossés et défendue par soixante hommes de guerre et un grand nombre de paysans, il fait débotter sa cavalerie, traverse le premier le fossé et, avec des échelles trouvées dans les villages voisins, donne l'assaut. Les assiégés se défendirent vigoureusement, mais, après dix heures de combat, Mélac emporta la ville, qu'il mit au pillage, car c'était là le couronnement de toutes ses opérations guerrières. Un jour, dans l'hiver de 1694-1695, alors que les manœuvres importantes étaient momentanément abandonnées, Mélac sollicite la faveur « de faire de petites entreprises avec trois ou quatre cents hommes », et, comme il ne lui « est jamais arrivé de malheur » dans ce qu'il a tenté, il espère bien qu'on l'y autorisera. Ce qui fut fait, si nous en croyons la *Chronologie militaire*. Mélac passe alors le Rhin à Philippsbourg, marche sur Ladenbourg, enlève les principaux habitants des villes des environs et se fait payer toutes les contributions qu'il exige. Puis il repasse le Rhin sans aucun obstacle, chargé de butin. Ruminant sans cesse ce qui pouvait nuire aux ennemis, Mélac a sur ce sujet les idées les plus étranges. Un jour, il fait part au maréchal de Choiseul du projet suivant. Il faudrait lâcher au fil de l'eau des radeaux portant « vingt milliers de poudre, cinq ou six cents bombes ou carcasses et autres feux d'artifice ». On pourrait de la sorte détruire les villes assises sur le bord des fleuves en y faisant éclater ces machines singulières, car « lorsque le tout vient à brûler ou à crever, cela fait un fracas surprenant dans une ville ». On anéantirait ainsi Mayence et Coblentz par le moyen du Rhin ou de la Moselle qui les baignent, Liège par la Meuse et Oudenarde par l'Escaut, Gand par la Lys et Nieuport par le canal de Furne à Nieuport.

On n'accueillait pas en haut lieu toutes ces propositions dont Mélac lui-même ne s'exagérait pas la valeur, car il demande au maréchal de « rire » de son imagination si elle ne lui semble pas « plausible et praticable ». Mais si on essayait de tempérer cette fougue, on ne le décourageait pas et on s'efforçait d'en tirer parti. « Je sais mieux que personne, écrivait alors Chamlay à Mélac, qu'on ne peut pas être plus capable de bien conduire une affaire que vous, et que vous avez toujours réussi dans celles que vous avez entreprises. Je vous supplie de croire que per-

sonne n'est plus dans vos intérêts que moi. » Effectivement les marques d'intérêt données alors à Mélac ne furent jamais plus nombreuses. Fait maréchal de camp le 10 mars 1690, puis lieutenant général le 30 mars 1693, il avait été chargé, le 7 février précédent, du gouvernement de la place de Landau.

Le choix de Mélac pour commander dans cette dernière place était particulièrement bien inspiré : d'une part, il maintenait un chef expérimenté dans une région qu'il connaissait à merveille ; d'autre part il confiait à une vigilance sans faiblesse une place très importante et encore mal défendue. Mélac s'y montra tel qu'on pouvait le souhaiter. Aussitôt entré en fonctions, il s'empresse d'augmenter les travaux de la forteresse et de la mettre en l'état qu'il croit le meilleur, même en dépit de Vauban. Puis, tant qu'elle n'est pas directement menacée, il en sort fréquemment avec des détachements de la garnison, traque les ennemis qui passent à sa portée et ne rentre jamais sans quelque butin. Mais si Mélac est acharné après l'adversaire, il sait n'être pas sans pitié pour le vaincu quand celui-ci le mérite. Ce paysan devenu soldat se prend d'amour pour le coin de terre remis à sa garde. Il fait défricher et cultiver à ses frais les environs de la ville et acquiert lui-même des terrains dans sa banlieue. Les habitants, qui y trouvent leur compte, s'engagent à mettre en valeur à frais communs avec leur gouverneur les prairies que celui-ci restaure après les avoir saccagées.

Lorsque les affaires de la succession d'Espagne vinrent de nouveau coaliser l'Europe contre le roi de France, Landau fut une des premières places attaquées par nos ennemis. C'était un des boulevards de l'Alsace. Mais si la France possédait la ville et la citadelle, elle n'avait aucun territoire environnant. Aussi le prince de Bade ne manqua-t-il pas de l'investir, comptant bien que le siège ne serait pas trop long, si les secours du dehors faisaient défaut. Il n'en fut rien, grâce à Mélac, et cette défense superbe devait mettre en relief toutes les qualités d'entente et d'énergie du gouverneur. Le blocus de Landau commença le 22 avril 1702, mais les assiégeants n'ouvrirent la tranchée que le 17 juin 1702 ; dès lors le feu ne cesse guère d'une et d'autre part et les travaux d'approche avancent lentement, malgré tout ce que Mélac peut faire pour les contrarier. La disette augmente chaque jour, bien que les vivres aient été depuis longtemps rationnés. Pour rétribuer ses soldats, Mélac emploie un moyen auquel on a recours dans les cas extrêmes : il fait payer le prêt aux troupes, partie en monnaie qu'il avait fait faire de sa vaisselle d'argent avec cette inscription au bas : *Landau, 1702*. Quelques collections numismatiques conservent encore des exemplaires glorieux de cette monnaie obsidionale.

Tous ces expédients ne pouvaient suppléer aux ressources qui manquaient. Les magasins à provisions étaient vides ; les vivres commençaient à faire défaut aux habitants, les médicaments aux malades. Seul, Mélac se trouvait bien, en présence du danger qui stimulait sans relâche son activité, et, malgré quelques blessures et quelques incommodités du foie, il faisait face à tout. Son humeur elle-même change et s'adoucit en présence de l'ennemi : « Il s'était toujours possédé, quoiqu'il soit d'un tempérament vif, et il avait joint la prudence à la valeur... » Enfin « on voit peu de places qui aient fait une défense aussi longue que Landau, et toujours également vive ». Telles étaient, en effet, les instructions données à Mélac. Ne pouvant lui porter secours, Catinat lui avait recommandé « de tenir le plus longtemps qu'il lui serait possible pour empêcher les ennemis de faire d'autres entreprises pendant le reste de la campagne ; que ce serait le service le plus signalé qu'il pouvait rendre au roi ». Mélac ne livra la place qu'après avoir retenu l'ennemi pendant près de cinq mois, du 17 avril au 12 septembre 1702, supporté 55 jours de blocus préliminaire et 89 jours de tranchée ouverte.

On peut assurer que ce brave soldat n'eût pas même alors songé à capituler si les munitions, les vivres et les médicaments n'avaient pas manqué tout à fait. Le prince de Bade voulut connaître l'adversaire qui l'avait si longtemps tenu en échec et il donna à souper à Mélac. Au cours du repas, le prince dit à son hôte « qu'on croyait, dans l'armée impériale, qu'il avait commerce avec les démons ». Mélac répondit que le prince « en avait autant que lui, mais que leur correspondance était meilleure, puisqu'ils l'avaient mieux servi que lui ». Puis, ainsi entouré de l'estime de ceux qu'il avait combattus, Mélac gagna Strasbourg à la tête des soldats qui lui restaient.

L'héroïque défense de Landau avait fait du bruit à la cour. Louis XIV manda à Mélac de venir lui rapporter tous les détails du siège. Arrivé le 4 octobre à Fontainebleau, où le roi se trouvait, Mélac fut fêté par tout le monde et reçu dès le lendemain par le souverain en une longue audience chez Mme de Maintenon. Le roi lui continua les appointements de gouverneur de Landau, bien que la place fût perdue et la charge inutile, et augmenta de 15 000 livres la pension que Mélac touchait déjà, ce qui faisait, au total, d'assez beaux revenus. Le *Mercure*, vrai dispensateur de la gloire alors comme le roi l'était des pensions, s'empressa de publier, en supplément, un récit détaillé d'un siège aussi mémorable. Mélac aurait donc pu s'estimer satisfait ; mais, « loué et caressé du roi, applaudi de tout le monde, il crut avoir mérité des honneurs ». Il comptait être fait ma-

réchal de France et fut dans le dernier désespoir de n'avoir pu obtenir cette récompense de ses services. Lorsqu'il vit qu'elle allait à un autre, à Villars qui ne l'aimait guère, on l'entendit déclarer « qu'il lui fallait faire son procès et lui faire couper le cou, qu'apparemment il avait mal servi le roi », et on le vit faire des actes extravagants. Bref, « outré de douleur, comme nous l'apprend Saint-Simon, Mélac se retira à Paris. Il n'avait ni femme ni enfants : il s'y retira avec quatre ou cinq valets et s'y consuma bientôt de chagrin dans une obscurité qu'il ne voulut adoucir par aucun commerce. » Il se terra dans une maison de la rue des Tournelles et y mourut subitement, le 10 mai 1704. La marquise d'Huxelles écrit à ce propos : « Mélac s'étant allé promener samedi à cheval, sur le rempart, revenu chez lui cria : *Aux voleurs!* et tomba raide mort dans la cour. »

A vrai dire, l'esprit de Mélac n'avait jamais été très bien équilibré : emporté, quinteux, fantasque, maniaque, se jugeant volontiers offensé et se croyant persécuté, il s'était fait bien des ennemis par ses bizarreries, non moins que par une liberté de langage excessive et qui ne laissait pas d'être importune. Ceux qui lui voulaient du bien, le duc du Maine, le maréchal de Noailles, Saint-Simon et d'autres, essayaient de le mettre en garde contre cette humeur toujours bouillante et inquiète, ruminant sans cesse de nouveaux projets, se plaignant trop et attaquant trop ouvertement ce qu'elle jugeait mauvais, tenant à ses idées et les défendant, lorsqu'elles étaient bonnes, avec un acharnement outré qui les gênait et les perdait. Détail à noter : le duc de Noailles se faisait écrire par Mélac, pour éviter les indiscrétions, chez Grimarest, le biographe de Molière, rue du Pont-Saint-Germain.

Tout compte fait, le mérite incontestable de Mélac, son esprit, sa droiture étaient donc gâtés par des travers qui le rendaient incommode même à ceux qui l'appréciaient le plus. Si les ombres manquent dans le portrait qu'en a laissé Saint-Simon, nous allons les trouver tracées par une main complaisante dans celui que Villars s'est plu à esquisser à son tour.

« Ses qualités, dit-il en parlant de Mélac, étaient obscurcies par d'extrêmes défauts, entre autres il avait celui de vouloir passer pour un athée, et il soutenait qu'il n'y avait point de diable, parce qu'il avait, disait-il, fait toutes choses au monde pour avoir commerce avec lui sans y avoir pu réussir. Tous les paysans allemands le croyaient sorcier et son nom était devenu l'effroi des peuples. Satisfait de cette mauvaise réputation, il avait un peu négligé sur les fins celle d'être terrible aux troupes ennemies. Sa fantaisie était de vouloir intimider nos intendants, de paraître toujours furieux et de coucher avec deux grands loups pour se mieux donner l'air de férocité. Enfin c'était un caractère bizarre, duquel ordinairement le maître et le général ne tirent pas grande utilité. »

Villars aurait pu mieux vérifier ses assertions. Informations prises, ces fameux loups étaient des chiens, lévriers ou dogues, dressés à dépister l'ennemi. Semblable en cela à un homme d'État moderne, dont la sensibilité n'a jamais passé pour être exagérée, Mélac se plaisait dans la compagnie de ces molosses. Mais, qu'importe, maintenant que la légende est faite? L'imagination populaire, au delà du Rhin, continuera à voir Mélac, sacrant et jurant, flanqué de deux loups. Et qui sait si, lorsque après deux siècles la fantaisie aura eu le temps de faire son œuvre autour de lui, le châtelain de Friedrichsruhe lui-même ne passera pas pour avoir été le compagnon habituel des fauves du Sachsenwald, parce que, dans l'esprit du peuple, les loups vont bien à la suite des Mélac ou des Bismarck.

PAUL BONNEFON.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA [1]

IV

La galanterie de Christian le brigand.

— Je suis fatiguée des soupirants, s'écria la princesse Osra, et des rois, et des princes, et des hommes! J'irai à Zenda et je me promènerai toute seule dans la forêt.

— Même là, vous rencontrerez des hommes, dit le roi.

— Qu'en savez-vous? demanda-t-elle.

— Du moins j'ai appris par expérience qu'en aucun endroit il n'était possible d'éviter les femmes.

— Ce n'est pas tout à fait la même chose, dit Osra.

Le roi se tut, désespérant d'avoir le dernier mot, et la laissa suivre son caprice. Elle alla donc à Zenda et chevaucha toute seule dans la forêt sans rencontrer aucun homme pendant plusieurs jours. Peut-être songea-t-elle un peu à ceux qu'elle avait rencontrés jadis, et, pourquoi non? à celui qu'elle rencontrerait un jour, car l'esprit aime à se nourrir de ces trompeuses chimères qu'on soupçonne à peine jusqu'à ce qu'un soupir ou une palpitation du cœur révèle leur existence au rêveur étonné.

Une rougeur subite était montée au front d'Osra tandis qu'elle se promenait songeuse à plus de dix milles du château, tout près de la frontière du

[1] Voyez la *Revue* des 16 et 23 juillet.

royaume qui suit à l'ouest les confins de la forêt. Chassant vivement des pensées dont elle avait un peu honte, elle leva les yeux et aperçut un cheval très beau et très vigoureux attaché à un arbre à quelques pas de là, tout harnaché et n'attendant plus que le cavalier. Alors elle se dit avec un soupir :

— Hélas! mon frère avait raison, il y a un homme ici.

Et elle secoua la tête, d'un air dolent.

Bientôt, comme elle l'avait prévu, elle vit s'approcher un homme, et la rencontre était aussi fâcheuse que possible, car l'homme était jeune, bien fait, élégant ; il portait au côté une épée dont la garde était damasquinée et à la ceinture une paire de pistolets à monture d'argent. Il tenait à la main un chapeau orné d'une longue plume et, après s'être incliné avec une politesse exquise, il mit un genou en terre devant le cheval de la princesse, disant :

— Madame, si vous le voulez bien, vous pouvez me rendre un service signalé.

— S'il est en mon pouvoir de vous le rendre, Monsieur, répondit-elle, — car puisque le destin l'avait mise de force en présence d'un homme, elle ne voulait pas le rudoyer, — eh bien, je suis à votre service.

— Vous voyez là, mon cheval, Madame? il m'est aussi cher que la vie, et je crains bien de le perdre tout à l'heure, si vous ne m'aidez.

Ce disant, il se leva et regarda fixement la princesse.

— Qu'est-ce donc qui le menace? demanda-t-elle.

— Je vais vous le dire, Madame. Je viens d'au delà de la frontière, d'un hameau écarté, à environ dix milles d'ici. C'est là que je demeure avec ma mère que je fais vivre ; c'est là aussi que demeure un riche fermier nommé Othon, et, sauf votre respect, ce fermier est un fieffé et damné scélérat, et il se marie aujourd'hui.

— Vous êtes sans doute son rival? demanda Osra, croyant avoir du coup mis le doigt sur la plaie douloureuse.

— Point du tout, Madame : mais hier soir cet Othon vanta la beauté de sa promise d'une façon si intolérable que, piqué au jeu (et je l'avouerai à ma honte, ayant bu un coup de trop), je pariai mon cheval contre mille couronnes, — bien que la bête en vaille, au bas mot, deux mille, — que j'amènerais à la noce une fille plus belle que sa Lotta. Il est maintenant onze heures, et la noce est à une heure, et je n'ai point de fille à montrer, ni belle, ni laide, ni passable, et si je perds mon cheval, il faut que je me pende, car je ne peux pas vivre sans lui.

— Vous ne pouvez pas vivre sans votre cheval? demanda-t-elle, étonnée.

— Du moins, Madame, répondit-il, assez confus, sa perte me briserait le cœur...

— Mais cette Lotta est-elle si jolie que vous ne puissiez trouver personne qui la surpasse en beauté?

— Jolie? oui, oui! elle est vraiment assez jolie ; au village, on l'appelle la plus belle fille du monde.

— Mais alors, Monsieur, il me semble que votre pari était bien inconsidéré, puisque vous étiez sûr de le perdre!

— Hélas! oui, répondit-il, à présent je suis certain de le perdre, car il n'y a que deux femmes dans l'univers qui pourraient me tirer d'embarras, et l'une d'elles ne le voudrait pas ; quant à l'autre, il n'y faut point penser.

— Deux femmes. Qui sont ces deux femmes?

— Madame, avant votre arrivée, désespéré, j'étais étendu dans l'herbe et je me disais : « Si ce qu'on dit est vrai, il n'y a qu'une femme, une seule, qui puisse me sauver, mais comment toi, Christian Hantz, un humble villageois, sans sou ni maille, pourrais-tu arriver jusqu'à la princesse Osra et comment pourrais-tu la décider à revêtir des habits de paysanne et à t'accompagner à la noce? Hélas! c'est impossible! Et pourtant, il n'y a pas d'autre femme au monde assez jolie pour te faire gagner ton pari » ; mais alors...

— Eh bien! Monsieur, alors?... demanda Osra, chatouillant du bout de sa cravache le garrot de sa monture.

— Alors, Madame, dit Christian, je levai les yeux, je vous vis et je m'écriai : « Foin de la princesse Osra! car voici une dame plus belle que ne peut l'être la princesse elle-même! Je vais me jeter à ses pieds et la supplier de me tirer de peine! »

Osra réprima un sourire, et elle était si occupée maintenant à lisser la crinière de son cheval qu'elle ne remarqua pas que Christian aussi dissimulait a grand'peine un sourire. Elle croyait qu'il ne la connaissait pas, mais le drôle l'avait aperçue plusieurs fois, et ce jour même, connaissant de longue date ses promenades favorites, il s'était placé sur son chemin.

— Mais, si la dame consentait à vous accompagner, où prendrait-elle l'habit villageois dont vous parliez?

— Dans la chaumière de ma mère, Madame, où la bonne vieille l'aiderait à se vêtir.

— Et quand pourrait-elle être de retour à l'endroit où nous sommes?

— A cinq heures de l'après-midi, Madame, et je l'y reconduirais moi-même.

— Et pour quelle raison, Monsieur, vous tirerait-elle d'un embarras où votre folie vous a engagé?

— Hélas! Madame, pour aucune raison, à moins que par miracle Dieu l'ait faite aussi bonne qu'elle est belle.

— Vous avez la langue bien pendue, Monsieur,

pour les compliments comme pour les paris insensés.

Et elle le regarda en souriant, car la tentation de risquer l'aventure était trop forte pour y résister.

— La princesse Osra a-t-elle jamais passé à cheval par votre hameau? demanda-t-elle.

— Jamais, Madame.

— Mais peut-être quelques villageois la connaissent-ils de vue et alors, ils feront fort peu de cas de mes pauvres attraits?

— Il n'est pas probable que l'un d'eux ait même jamais vu un portrait d'elle, car ce sont des gens très sédentaires et qui vont rarement à la ville.

— En outre, sous des habits de paysanne... murmura la princesse comme se parlant à elle-même.

Christian lui prit la main et la baisa en pleurant.

— Pour l'amour du ciel et par pitié pour moi, venez, Madame!

Il était si pressant, et la prière convenait si bien à sa face bronzée et à ses yeux hardis, qu'Osra ne put pas résister plus longtemps. Après lui avoir fait jurer de garder le secret, elle consentit à l'accompagner, se blâmant de son imprudence, mais blâmant encore bien davantage la destinée qui décidément se refusait à la débarrasser de la race imprudente des hommes, et qui en mettait dans son chemin jusque dans les profondeurs de la forêt de Zenda.

Ils se dirigèrent donc sans retard vers la frontière au grand trot de leurs montures, car il n'y avait pas de temps à perdre s'ils voulaient arriver à la noce avant une heure; et prenant un sentier de traverse ils furent bientôt en vue d'une petite chaumière isolée au pied d'une colline.

— De l'autre côté de la colline se trouve le village, Madame, dit Christian sautant à bas de son cheval, et ceci est ma chaumière. Holà, holà, mère!

Une vieille femme sortit, proprement et même coquettement vêtue pour une paysanne. Christian courut à elle, lui dit quelques mots à l'oreille et l'amena vers Osra. La bonne vieille, effarouchée par la beauté et l'air noble de la princesse, ne put que s'incliner et balbutier des remerciements confus; mais Osra, possédée maintenant par le démon de l'aventureux plaisir, frappa des mains et s'écria:

— Vite, vite, ou nous arriverons trop tard!

Christian l'aida à mettre pied à terre et conduisit les chevaux dans un hangar derrière la chaumière. La vieille femme introduisit Osra dans la maison et la conduisit à la chambre à coucher, où se trouvait un vêtement tel qu'en portaient les jeunes paysannes de l'endroit. Osra prit la robe et la regarda avec curiosité.

— Il me semble qu'elle est un peu courte, dit-elle.

La vieille femme, fort embarrassée, dit qu'elle n'avait pas d'autre costume à sa disposition. Osra se résigna en soupirant et souffrit que la vieille femme l'aidât à revêtir cet étrange déguisement, cependant que Christian avec un sourire satisfait s'asseyait au soleil sur le banc près de la porte, tout joyeux du succès de son plan hardi et croyant déjà sentir dans sa poche les écus de cet imbécile d'Othon. Il douta encore moins de ce résultat merveilleux lorsque la porte de la chaumière s'ouvrit de nouveau et qu'Osra parut, honteuse, rougissante et pourtant se mordant les lèvres pour réprimer une forte envie de rire. Sa chevelure était divisée en deux longs bandeaux; elle portait un corsage blanc et par-dessus une jaquette de velours noir, et la jupe rouge descendant un peu plus bas que les genoux, les bas rouges aussi étaient très fins, — car en un jour de fête comme celui-ci on revêtait ses plus beaux atours, — enfin de solides chaussures à bout carré complétaient le rustique accoutrement. Osra au fond du cœur aimait tout, excepté les chaussures, qu'on eût dit empruntées au curé du village; cependant elle assura que tout était ridicule sauf ces chaussures informes, et Christian, les yeux baissés modestement vers le sol, la pria de lui pardonner la cruelle nécessité, et lui jura que Lotta mourrait d'envie en la voyant.

— Partons donc, dit Osra, car plus tôt nous partirons plus tôt ce sera fini, et plus tôt je serai quitte de ces habits ridicules. Que le ciel me protège, et fasse que je ne rencontre personne qui me connaisse!

Les voilà donc montant la colline, tandis que la vieille, restée sur le seuil de la chaumière les regardait s'éloigner. Lorsqu'ils eurent atteint le sommet, Osra aperçut un petit village caché au fond de la vallée et les sons d'une musique champêtre frappèrent ses oreilles. Alors une crainte subite s'empara d'elle et, étendant la main, elle saisit Christian par la manche, disant:

— Me reconnaîtront-ils?

— Eux? non certes, Madame, dit-il.

Mais en parlant ainsi, ses yeux tombèrent sur une bague que portait la princesse et sur laquelle étaient gravées les armes royales.

— Du moins si vous cachez cette bague, ajouta-t-il à mi-voix.

Et un moment il la regarda bien en face en souriant. Osra poussa un petit cri, et vivement elle arracha la bague de son doigt et la lui donna:

— Gardez-la avec soin et n'oubliez pas de me la rendre, dit-elle.

Mais elle évita son regard, car à partir de ce moment elle ne put plus croire qu'il ne la connaissait pas.

Les sons de la musique venaient d'une maison carrée solidement bâtie, située à l'extrémité du village, et lorsqu'ils se furent approchés ils virent

une longue table dressée près de la maison et une nombreuse compagnie d'hommes et de femmes qui y étaient déjà installés. La princesse reprit un peu courage en voyant que les vêtements des jeunes filles étaient à tous égards semblables aux siens, bien que les siens fussent assurément plus neufs et plus beaux. Elle glissa donc son bras sous celui de Christian en disant :

— Puisque j'ai accepté le rôle, je le jouerai jusqu'au bout ; allons sans délai provoquer Lotta ; votre cheval vaut bien qu'on se donne quelque peine.

— Il ne court aucun danger, dit Christian ; j'aurai bientôt les mille couronnes.

Et ses yeux disaient éloquemment la raison de sa belle assurance.

Or, à ce moment, le jeune fermier, ayant porté la santé de la compagnie et accepté les souhaits de bonheur, était debout et Lotta se trouvait à côté de lui, la main dans celle de son épouseur ; Othon lui promettait tout l'amour et le dévouement dont son cœur était plein, et il la proclamait la plus belle fille du monde. Elle était en effet très jolie ; de petite taille, mais fort bien prise, des cheveux d'or, des roses sur les joues, et de grands yeux bleus bien capables de faire tourner la tête à un homme. Othon avait donc toutes les raisons d'être content et rien de fâcheux ne lui serait arrivé sans cette extravagance des amoureux, vieille comme le monde, qui ne peut souffrir qu'il y ait sur terre plus d'une jolie fille à la fois, — ce qui serait extrêmement fâcheux. Donc le démon de la vanité le poussant, Othon s'écria :

— Je vous défie tous, tant que vous êtes, de trouver une fille aussi belle ; quant à maître Christian qui a voulu faire le malin... ce soir, son beau cheval sera dans mon écurie.

— Doucement, ami Othon, doucement !

Ces paroles s'élevèrent tout à coup derrière le rideau d'arbres à la grande surprise des gens de la noce.

— Madame Lotta est très jolie, mais j'amène une fille que quelques-uns trouvent très belle ; l'honorable compagnie jugera.

Et Christian s'avança menant par la main la princesse Osra qu'il conduisit en face de Lotta, où tout le monde pouvait la voir. Les paysans la regardèrent, la bouche ouverte, les yeux agrandis par la curiosité et l'admiration, mais personne ne parla et ils restèrent longtemps ainsi, Christian souriant et Osra le regard fixé sur Lotta, tandis que ce lourdaud d'Othon semblait pétrifié. Enfin un faible murmure commença à parcourir les rangs des convives.

— Qui est-ce ? demanda enfin un vieillard en s'adressant à Christian.

Mais Christian répondit :

— Que vous importe ? Est-elle plus belle ou moins belle que l'autre ?

Et lorsque les paysans demandèrent d'où elle venait il leur fit la même réponse.

Mais un jeune villageois quitta sa place, et tirant Christian par la manche :

— Est-elle votre promise ? dit-il.

Christian fronça les sourcils et répondit :

— En tout cas, elle n'est pas pour toi, mon petit !

Alors Othon, sans souffler mot, jeta avec violence un gros sac d'argent au milieu de la table, et Christian, agitant son chapeau d'un air moqueur, s'avança et, prenant le sac, le secoua vigoureusement en criant :

— Les écus sont-ils de bon poids, voisin Othon ? et la fille est-elle plus belle ? et mon cheval ira-t-il dans ton écurie ?

Othon se tourna tout à coup vers Lotta et mit son bras autour de sa taille.

— C'est vrai, dit-il, pour sûr c'est le diable qui l'envoie, mais enfin, c'est vrai ! Pourtant tu es jolie aussi, ma femme !

Car l'épousée, après avoir regardé toute la compagnie et Osra elle-même, avait été si cruellement blessée dans son orgueil qu'elle s'était mise à pleurer, la figure entre les mains. Othon essayait de la consoler, bien que, tout amoureux qu'il fût, il n'aurait pu en conscience déclarer qu'elle était plus belle que cette maudite fille amenée par Christian que la peste étouffe ! Et tous les villageois quittèrent leur place pour faire cercle autour d'Osra ; mais elle, arrachant alors des mains de Christian le sac qu'il secouait avec tant de frénésie, s'écria :

— Je serai votre débitrice pour mille couronnes...

Et rompant le cercle, elle courut vers Lotta, et écartant les mains qui cachaient le visage de la jeune paysanne, elle lui remit le sac d'argent et commença à lui parler, murmurant de bonnes paroles à son oreille et la regardant avec douceur.

— Ne pleurez pas, ma pauvre petite ! disait-elle ; voyez, il vous aime ! Oh ! pourquoi suis-je venue ?... Mais je m'en vais, oui, à l'instant, et jamais je ne reviendrai. Je fais du mal partout où je passe. Ne pleurez pas ! vous serez, malgré tout, la plus jolie fille du village... Othon, Othon, embrassez-la, Othon ; dites-lui que vous l'aimez, Othon ; ne restez pas là muet comme une souche ! Oh ! que les hommes sont stupides, ne voyez-vous pas ce qu'il lui faut ? C'est cela, encore, encore ! Je n'ai jamais vu un minois aussi frais et aussi joli ! Oui, oui, petite, gardez le sac : c'est moi qui vous le donne, vous le garderez et vous achèterez de beaux habits pour être plus jolie encore et pour faire le bonheur d'Othon qui vous aime !

Lotta jeta les bras au cou de la princesse et lui

donna trois gros baisers parce qu'elle lui avait dit qu'Othon l'aimait encore. Mais dans sa reconnaissance pour ce bienfait-là, elle oublia de remercier pour le sac d'argent et même de se demander qui pouvait être cette fille qui faisait ainsi sans se gêner un cadeau de mille couronnes. Mais le reste de la compagnie ne se payait pas de la même monnaie et un murmure sourd signala d'abord son étonnement et sa méfiance, puis de toutes parts on cria à Christian :

— Prends garde à ton bien, Christian; reprends vite ton sac d'écus, mon gars!

Et on le crut fou lorsque, secouant la tête, il répondit :

— Othon en est le maître, qu'il en fasse ce qu'il voudra!

Alors, leur curiosité devenant toujours plus vive, ils se pressèrent autour de la princesse et le cercle allait peu à peu se rétrécissant. Elle avait grand'peur d'être reconnue et elle éprouvait aussi quelque embarras à se voir en butte aux regards ardents et aux libres commentaires de ces braves villageois qui étaient habitués à exprimer leurs idées plus librement que les seigneurs de la cour. Elle écarta donc la foule d'un geste hautain et parvenue auprès de Christian, elle lui dit :

— Emmenez-moi!

— Je suis à vos ordres, Madame, répliqua-t-il.

Et mettant son bras sous le sien, il l'emmena.

Mais la noce les suivit et Lotta et Othon furent laissés seuls sans rien pour les consoler que leur amour mutuel et le sac de mille couronnes en belles et bonnes pièces ayant cours. Tout ce monde se pressait sur les pas d'Osra et de Christian, jacassant à qui mieux mieux et mourant d'envie de savoir d'où venait cette étrangère et où elle allait. Ainsi on arriva au sommet de la colline, en vue de la chaumière de Christian. Alors Christian abandonna tout à coup le bras d'Osra et se tourna vers la foule importune. De chaque main il tira de sa ceinture un pistolet, l'arma tranquillement et, braquant le canon sur les deux individus les plus rapprochés, il dit d'un ton calme :

— Je vais compter jusqu'à vingt : que ceux qui ont envie de rester à ma portée récitent prestement leur *Pater*.

A ces mots un sourd murmure s'éleva dans la foule ; mais les villageois connaissaient Christian et, bien loin d'attendre qu'il eût compté vingt, ils dégringolèrent aussitôt la montagne plus vite qu'ils ne l'avaient montée. Mais deux ou trois d'entre eux, gens rancuniers et pleins de malice, furieux d'avoir été déçus dans leur curiosité, firent volte-face et aussitôt qu'ils se virent hors d'atteinte crièrent :

— Toujours prêt à jouer des pistolets, Christian ? Pas étonnant, un bandit, un brigand, un voleur de grand chemin!

Et Christian sous le regard interrogateur d'Osra, devint plus rouge que la jupe et les bas de la princesse.

— Oui, dit-il d'un ton bourru, ils m'appellent brigand et voleur et ils ont raison, je suis l'un et l'autre ; c'est pourquoi je vous disais, Madame, que je ne pouvais pas vivre sans mon cheval.

— Retournons aussitôt à la chaumière, dit Osra.

Ils poursuivirent leur chemin sans plus s'adresser la parole. Quand Osra eut revêtu ses propres habits et dit adieu à la vieille femme qui ne lui adressa aucune question, elle remonta à cheval.

— Vous accompagnerai-je, Madame ? lui demanda Christian.

Elle fit un signe de tête affirmatif. Au moment où ils entraient dans la forêt, la princesse soupira et dit :

— Je regrette fort d'être allée avec vous, car, si vous aviez perdu votre cheval, peut-être auriez-vous changé de manière de vivre. Il vaut mieux perdre un cheval que d'être pendu.

— Madame, dit-il, la sagesse parle par votre bouche, cependant j'aimerais mieux être pendu que de perdre mon cheval.

— Je suis votre débitrice pour mille couronnes, dit-elle.

Et arrêtant son cheval, elle écrivit un billet de mille couronnes, le signa, et le lui tendit. Il le reçut en s'inclinant profondément.

— Dès l'abord vous me connaissiez, n'est-ce pas? fit-elle.

— Oui, Madame, et même je vous avais cherchée.

Ils étaient alors arrivés à l'endroit où ils s'étaient rencontrés le matin.

— Pourquoi vivez-vous de brigandage? demanda-t-elle.

— Pour la même cause qui fait que vous m'avez accompagné aujourd'hui, Madame ; je suis un adorateur de la déesse Fantaisie.

— Mais ne pourriez-vous entrer au service du roi?

— Je n'aime pas servir, Madame.

— Et si je vous proposais d'être à mon service?

— A partir de ce jour j'y vivrai et j'y mourrai, dit-il.

Et la princesse sentit les yeux du brigand fixés sur elle, et ils reprirent leur route en silence. Le soir était venu et déjà, dans le lointain, on apercevait la lampe du veilleur au sommet de la tour de Zenda. Alors Osra arrêta son cheval :

— Promettez-moi, dit-elle, que vous ne volerez plus.

— Vos ordres sont des lois pour votre serviteur, Madame. Voici votre bague.

— Gardez la bague, dit-elle ; quand je pourrai vous

être de quelque utilité, vous me la renverrez accompagnée de votre demande.

— Il n'y a rien, dit-il très bas et en détournant les yeux, rien que je voudrais demander en échange de ce trésor.

— Un homme insensé ou seulement un discours insensé? demanda-t-elle d'un ton qu'elle s'efforçait de rendre léger et persifleur.

— Un homme insensé, c'est possible, Madame; mais un discours sincère, je vous le jure.

Et tête nue il s'inclina en selle, porta la main à ses lèvres, puis, tournant bride, il s'élança dans la forêt. Alors la princesse Osra reprit le chemin du château, songeant avec étonnement à tout ce qu'elle avait fait, vu et entendu ce jour-là. Pourtant elle ne regretta pas trop d'avoir sauvé le cheval du brigand; elle espéra que Othon et Lotta seraient heureux; elle se dit qu'en somme un homme en vaut un autre; que, néanmoins, elle était une princesse et lui un voleur; que ses regards étaient bien hardis, mais qu'il y avait aussi bien du respect dans ces regards-là.

— C'est grand dommage qu'il soit un voleur, dit la princesse avec un soupir tandis qu'elle rentrait au château.

. . . . . .

La voiture de la princesse Osra était environ à deux milles de Strelsau lorsqu'elle mit la tête à la portière et demanda à l'officier de l'escorte pourquoi une telle foule se pressait vers la ville.

— Ce n'est rien, Madame, répondit-il en saluant: ce sont deux scélérats qui vont être pendus tout à l'heure.

— Quel plaisir peut-on trouver à voir pendre des hommes? demanda Osra, je voudrais n'être pas venue aujourd'hui à Strelsau.

Et elle retira la tête d'un air de profond dégoût.

— Allez lentement, dit-elle au cocher; je ne veux pas me trouver au milieu de ces bêtes altérées de sang.

Quand la voiture eut encore fait quelque chemin dans la direction de Strelsau, la princesse mit de nouveau la tête à la portière et demanda :

— Qui va-t-on pendre aujourd'hui ?

— Le fameux brigand Sigismund Kohl, Madame, répondit l'officier. Il a attaqué la voiture de l'archevêque dans la forêt de Zenda, mais un parti de cavaliers, survenant, l'a repoussé et l'a poursuivi jusqu'à la chaumière d'un autre scélérat qui avait fait partie d'autres expéditions, mais non de celle-ci. Ce bandit donna asile à Kohl et essaya de dépister ceux qui le traquaient, mais on les a pris tous deux et ils vont être pendus.

— Il semble cruel, dit Osra, de pendre un homme pour avoir donné asile à un autre! Pouvait-il faire moins pour son ami?

— Oh! Madame, il mérite son châtiment et davantage; outre ses vols précédents, il est soupçonné d'avoir commis un horrible assassinat. Car il y a quelques semaines, on l'a vu en compagnie d'une jeune fille qui avait, dit-on, sur elle de l'argent et des bijoux; une très belle fille, paraît-il. Or il ne veut, ou il ne peut pas dire ce qu'elle est devenue; mais on a trouvé tous les habits qu'elle portait, cachés chez lui, et il prétend que ces vêtements ont été achetés par sa mère; mais ce sont des habits de jeune fille et non pas de vieille. Est-ce qu'une bonne vieille femme qui est morte il y a trois semaines aurait acheté, pour son usage, une jupe rouge et des bas à jours?

— Une jupe rouge? des bas à jours? et la mère est morte? morte de quoi?

— D'un refroidissement, Madame, c'est ce qui emporte souvent les vieilles gens. Oui, l'affaire est louche, et c'est bien l'avis du peuple, car lorsqu'on amena les deux bandits dans la ville, la populace fit une ovation à Kohl qui tout bonnement était tombé à bras raccourcis sur l'archevêque; mais si on l'avait laissée faire, elle aurait mis en pièces ce Christian Hantz!

La princesse devint très pâle :

— A quelle heure est l'exécution? demanda-t-elle d'une voix à peine distincte.

— A midi, Madame, c'est-à-dire dans une demi-heure.

Alors la princesse, retrouvant soudain toute son énergie, s'écria avec force :

— Plus vite! plus vite! à bride abattue!

L'officier et les hommes se regardèrent avec étonnement; mais elle continua :

— Cent couronnes au cocher s'il me conduit à la place avant midi: vite, vite!

Car elle était tout feu tout flamme, à la pensée que Christian Hantz allait être pendu, non pour de nouveaux brigandages, mais pour avoir donné asile à son ami. Car, quant au prétendu assassinat... elle savait bien, elle, pourquoi on avait trouvé chez lui la jupe et les bas rouges; elle songeait qu'il avait préféré s'exposer à l'exécration de la multitude plutôt que de trahir son secret; et elle se disait, tandis que la voiture la secouait sur le pavé raboteux : « Mais la bague?... pourquoi n'a-t-il pas envoyé la bague? »

Bientôt ils arrivèrent aux portes de la ville et bientôt encore ils furent dans la ville même. L'officier et ses hommes galopèrent en avant pour frayer la route au carrosse de la princesse. Ils allèrent ainsi grand train jusqu'à ce qu'ils arrivèrent dans la rue qui conduit directement à la cathédrale et qu'ils purent voir le gibet dressé devant la prison entre la cathédrale et le palais. Mais ici la rue était absolument obstruée par le peuple, aussi nombreux que des abeilles au moment de l'émigration d'un jeune

essaim. Après avoir lutté quelques instants, l'officier, découragé, vint dire à la princesse Osra :

— Madame, tous nos efforts sont inutiles, il est impossible de faire passer la voiture.

— J'irai à pied, Monsieur. Vous avez plusieurs hommes avec vous : pour l'amour de Dieu, menez-moi jusqu'au pied de la potence, quand il devrait m'en coûter le vie.

— Et quand il devrait nous en coûter la nôtre, marchons ! s'écrièrent tout d'une voix l'officier et ses hommes.

Les soldats allèrent de l'avant. Osra suivit avec l'officier ; et poussant, jouant des coudes et, quand il le fallait, donnant des coups de poing et des coups de pied, la petite troupe s'ouvrit un chemin à travers la cohue compacte. Soudain, l'horloge de la grande tour sonna midi. Alors, tandis que la cloche vibrait encore, un cri horrible perça les airs et un homme fut précipité dans le vide, la corde au cou, du haut de l'échafaud. La foule rugit de colère et de joie féroce, quelques femmes s'évanouirent ; un gros bourgeois qui s'était trop penché à une fenêtre tomba dans la place, tua deux spectateurs et se tira sain et sauf de l'aventure.

— Qui est-ce ? demanda la princesse toute frémissante.

— Celui qu'on vient de pendre, Madame, c'est Sigismond Kohl, le voleur, dit l'officier.

— Alors, avançons, avançons, commanda-t-elle, et de nouveau ils luttèrent pour s'ouvrir un chemin.

Mais des vociférations qui n'avaient plus rien d'humain s'élevèrent lorsque le second condamné s'avança sur l'échafaud, en culotte et en chemise, accompagné par un prêtre, tenant à la main un crucifix. Le roi Rudolf, qui était à une fenêtre de son palais, demanda pourquoi ils tardaient à pousser le drôle dans l'éternité, et l'un des gentilshommes répondit :

— Sire, le prêtre demande quelques minutes encore, car le scélérat s'obstine à ne pas avouer le meurtre de la jeune fille ; il ne peut donc recevoir l'absolution, et le bon prêtre regrette de remettre cette âme entre les griffes de Satan.

— Que sa conscience se réveille vite, dit le roi, sinon... Mais quel est ce tumulte, là-bas, au coin de la place ? continua-t-il. On se bat, sur ma parole ! Que quelqu'un aille donc voir ce que c'est.

C'était en effet une bataille en règle : la petite escorte d'Osra voulait se frayer un passage et la foule ne voulait pas la laisser passer. Les hommes frappaient donc sur la foule, et la foule frappait sur les hommes, quand tout à coup quelqu'un s'écria :

— La princesse Osra, la princesse !

Alors les coups cessèrent de pleuvoir, l'océan humain s'ouvrit comme par enchantement et la princesse s'avança sans faire attention à personne, les yeux comme rivés sur le malheureux qu'on allait pendre. A ce moment même, le prêtre baissait le crucifix, se détournait d'un air navré et faisait signe au bourreau qu'il pouvait accomplir sa sinistre besogne. La grande bravoure de Christian ne se démentit pas un instant. Ceux qui étaient près de lui virent un sourire se dessiner sur ses lèvres, et lorsqu'il se remit entre les mains du bourreau, il embrassa un petit paquet qu'il tenait. Seulement, quand la populace cria de nouveau :

— Assassin ! assassin !

Alors il perdit patience et cria d'une voix tonnante de façon à dominer toutes les clameurs :

— Je ne suis pas un assassin ! Je n'ai pas tué la jeune fille, je n'ai pas touché à un cheveu de la tête de la jeune fille !

— Alors, où est-elle, où est-elle ? clama la foule.

— Je ne sais pas, dit-il, et il ajouta à voix basse en embrassant de nouveau le petit paquet : — Partout où elle sera, que Dieu l'ait en sa sainte garde !

Et se tournant vers le bourreau, il dit :

— Vas-y, toi, vieux frère, et fais-moi ça proprement, si tu peux.

Mais alors, jetant pour la dernière fois un regard sur la mer houleuse de têtes humaines au-dessous de lui, soudain, il n'en vit plus qu'une. Ce que Christian vit, le roi le vit aussi et il se leva, moitié goguenard et moitié mécontent :

— Ma sœur est à coup sûr une singulière créature, dit-il, mais le diable m'emporte si cette fois je comprends pourquoi elle ne veut pas qu'on pende ce scélérat ; que quelqu'un coure là-bas et qu'on dise de ne rien faire avant mon arrivée !

Le roi sortit du palais et descendit dans la place où les gardes écartèrent la foule devant lui. Osra, le voyant venir, resta immobile, rougissante et le sein agité par l'émotion, et le roi vint vers elle, fronçant les sourcils et souriant d'un air sarcastique ; enfin, il lui dit à l'oreille :

— Il y avait donc un homme dans la forêt ?

— Ne me demandez pas cela, Sire, répondit-elle ; demandez plutôt à Christian Hantz ce que contient le paquet qu'il embrassait lorsque le bourreau lui passait déjà la corde au cou.

— Ce n'est pas seulement un voleur, c'est aussi un meurtrier, bien qu'il ne veuille pas l'avouer.

— Ce n'est pas un meurtrier, dit-elle, voyez plutôt ce que contient le paquet.

— Alors, venez et regardons ensemble, dit le roi.

Et la prenant par la main, il la mena jusqu'à l'échafaud à la vue de tout le peuple qui s'étonnait et riait, car les caprices de la princesse Osra avaient toujours le don de divertir ce bon peuple de Strelsau.

Mais elle se précipita vers Christian qui mit un genou en terre, ayant encore la corde autour du cou.

— Donnez, dit-elle; et elle ouvrit le paquet d'un mouvement fébrile.

Et dans ce paquet elle trouva son billet de mille couronnes et le joyau gravé aux armes royales. Un instant elle regarda Christian, puis elle dit :

— Vous n'en avez pas touché le montant, cependant la signature vaut bien mille couronnes, j'imagine.

— A mes yeux, Madame, elle en vaut plus qu'on ne saurait imaginer.

— Mais, continua-t-elle avec vivacité, vous auriez dû envoyer la bague, j'aurais pu vous sauver.

— Mais en retour de ce service vous l'auriez gardée, Madame?

— Assurément, telles étaient les conditions du marché.

— Je le savais, et j'ai préféré mourir avec elle que de vivre sans elle.

— Autre discours insensé!

— Parce que l'homme est insensé, vous le savez bien, Madame.

— On vous crie : Où est la jeune fille? et vous n'essayez pas de vous disculper? Voulez-vous mourir flétri par une pareille accusation?

Christian Hantz ne répondit rien. Alors la princesse Osra le laissa et alla vers le roi qui regardait curieusement cette scène et elle s'agenouilla devant lui, disant :

— Mon cher frère et mon roi, pardonnez à cet homme! Il n'a fait que donner asile à son ami et il ne volera plus jamais.

— Je pourrais lui pardonner ses brigandages s'il consentait à prendre du service dans mon armée, répondit Rudolf.

— Dans mon régiment de gardes! s'écria la princesse.

— Mais comment pourrais-je pardonner cet horrible assassinat, dont il est certainement coupable; car, ma sœur, où est ce beau brin de fille dont on ne retrouve que la jupe rouge et les bas à jours?

— Sire, toutes ces choses... laissez-moi vous parler un moment en particulier.

— Retirez-vous un peu, Messieurs, dit le roi.

— Ces choses, Sire, se trouvaient aussi, par une coïncidence étrange, dans le petit paquet que ce pauvre homme embrassait. Pourquoi il l'embrassait, cela, je n'en sais rien, et ce n'est point notre affaire, n'est-ce pas?

Le roi prit le billet d'Osra et le joyau gravé aux armes royales, il regarda successivement ces objets et sa sœur.

— C'est pourquoi, Sire, dit-elle, je demande la vie et le pardon pour le plus galant homme de votre royaume, car il a mis ma bague à plus haut prix que sa vie et mon secret à plus haut prix que son honneur. Sire, de tels hommes doivent vivre, et non pas être pendus.

Le roi se tourna vers ses officiers et dit :

— Messieurs, la princesse sait que la jeune fille est vivante et qu'elle n'a aucune plainte à porter contre cet homme; mais elle ne peut en honneur dire qui elle est ni où elle est. Quant au reste, vous le savez comme moi, il n'a fait que donner asile à son ami, et ma sœur se porte garant qu'il ne volera plus. Messieurs, faut-il le laisser vivre?

Lorsqu'ils entendirent cela, les seigneurs déclarèrent unanimement que Christian méritait sa grâce et ils se répandirent dans la foule et assurèrent qu'on avait trouvé la jeune fille.

Alors, ainsi que souvent il arrive, le peuple tourna comme une girouette et se mit à acclamer Christian, et quelques gens crièrent : « Qui est la jeune fille? eh! eh! Christian! » et clignèrent de l'œil d'un air entendu, comprenant que c'était une affaire d'amour où Christian avait été engagé. Et comme il avait préféré mourir sous une accusation d'assassinat que de mettre en péril la réputation de sa belle, il devint tout à coup un héros; et lorsqu'ils apprirent qu'on lui avait accordé sa grâce, ils se dispersèrent de la plus joyeuse humeur du monde, acclamant l'ex-bandit, le roi, et surtout la princesse Osra, leur enfant gâtée à tous.

Mais elle s'avança de nouveau vers Christian.

— Voulez-vous servir dans mon régiment de gardes, demanda-t-elle, ou bien avez-vous toujours le service en horreur?

— Votre service, je ne l'ai jamais eu en horreur, Madame.

— Et comme vous devrez vous équiper, faites argent de ceci, dit-elle en lui rendant le billet.

— Je vous obéirai, Madame, quoique à regret.

— C'est bien, j'espère que vous me servirez loyalement, fidèlement...

Et elle se détournait comme pour s'en aller. Christian ne répondit rien, mais restait là, regardant la princesse qui enfin, quoiqu'elle en eût, se sentit rougir et dit :

— On vous laissera ces objets sauf... sauf la bague que je ne peux vous laisser; mais vous la verrez de temps en temps, et même d'assez près parfois pour que vos lèvres puissent l'effleurer.

Et elle passa la bague à son doigt, et tendit la main à Christian. Il s'agenouilla et baisa l'anneau et la main, mais tout cela d'un air fort chagrin; ce que voyant, la princesse se mit à rire de si bon cœur qu'elle ne se souvenait pas d'avoir ri ainsi depuis longtemps. Lui, restait là, le visage cent fois plus maussade que lorsque, il y avait un quart d'heure à peine, il était sur le point d'être pendu. Aussi le roi dit à Osra en le désignant :

— En voilà un chien d'ingrat! Sur mon âme, on dirait qu'il regrette de ne pas gigoter dans le vide, au bout d'une cravate de chanvre. C'est cela que vous appelez un galant homme. Merci de ma vie, petite sœur, vous avez de singuliers goûts!

Mais la princesse devint soudain rêveuse et regarda la bague qui étincelait à son doigt :

— Oui, Sire, répondit-elle, je trouve sa galanterie la plus chevaleresque du monde.

ANTONY HOPE.

Traduit de l'anglais par G. ARI.

(*A suivre.*

LIVRES NOUVEAUX

Un chef-d'œuvre oublié.

ADOLPHE

Oublié, — je n'entends pas par là qu'*Adolphe* ne soit pas réputé partout comme un des romans les plus caractéristiques de notre littérature. Mais aussi peu lu qu'illustre, voilà ce que je veux dire. Je ne le connais moi-même que d'hier. Honteux d'avoir ignoré jusque-là un tel chef-d'œuvre, j'ai fait dans mes entours une petite enquête qui me permet de supposer que l'immense majorité de mes contemporains ne l'ont pas lu. Cet article donnera peut-être à quelques-uns l'envie de le lire; j'ose les assurer qu'ils ne s'en repentiront point.

Benjamin Constant a donné à son livre la forme d'une autobiographie. C'est lui-même qui, sous un nom fictif, raconte directement sa propre histoire. Et, au fond, peu importe sans doute qu'il nous dise : « Je venais de finir à vingt-deux ans mes études à l'université de Göttingue », ou : « Adolphe venait », etc. Mais le *je*, dans un livre de ce genre, inspire plus de confiance. Si, pour connaître son « moi », il faut déjà une sagacité bien rare, nous n'avons du « moi » des autres qu'une connaissance superficielle et incomplète. A l'observation doit suppléer l'invention, à la vérité réelle se substitue une vérité hypothétique, cette « vraisemblance » presque toujours illusoire qui est l'objet de l'art. Aussi le *vrai* roman psychologique ne peut-il être qu'une autobiographie. J'aimerais mieux dire qu'il n'y a pas de vrai roman psychologique. Le livre de Constant est un journal intime; il est la confession d'un homme qui, ne se faisant pas illusion à lui-même, ne veut pas davantage faire illusion au public.

Adolphe en est l'unique personnage. Dans toute la première partie, quelques traits suffisent à caractériser Ellénore. Lorsque la jeune femme rentre de la campagne, il la trouve « plus pâle que de coutume ». En le voyant tout à coup paraître à ses yeux, elle « demeure tout interdite ». Puis, quand il lui déclare que, si elle ne veut pas le recevoir, il ne lui reste plus qu'à mourir, un seul mot s'échappe de ses lèvres : « Adolphe! » Et ce mot est admirable en sa brièveté significative; mais l'état d'âme qu'il révèle, on ne nous en a fait aucune analyse. Ellénore ne commence à prendre figure que du jour où elle se lie à Adolphe; jusque-là, tout ce que nous en savons c'est ce que peut en savoir Adolphe lui-même, et, au moment de l'aveu, ce qu'elle lui dit. « Elle me raconta ce qu'elle avait souffert en essayant de s'éloigner de moi; que de fois elle avait espéré que je la découvrirais malgré ses efforts », etc. Dans la suite, Ellénore tient sans doute plus de place. Mais quelque pitié que puissent nous inspirer ses souffrances, l'intérêt psychologique du roman porte tout entier sur Adolphe. La jeune femme n'*existe* pas d'elle-même, ou, du moins, elle n'accuse son individualité que par une sorte de réaction.

Si personnel que soit le livre de Constant, il n'en a pas moins une signification générale. Adolphe est un type d'humanité moyenne. En écrivant son histoire, il écrit celle « de la misère du cœur humain ». Ce qu'il y a de peu commun chez Constant, ou même de tout à fait incomparable, ce n'est pas son caractère, c'est son esprit, c'est surtout la lucidité de sa « conscience ». Il parle quelque part de « la portion de nous qui est, pour ainsi dire, spectatrice de l'autre ». Nul ne fut de soi-même un spectateur plus clairvoyant. Mais si, dans cet analyste extraordinairement perspicace, « l'autre portion » nous apparaît comme tout ordinaire, c'est là justement ce qui fait d'*Adolphe* quelque chose de rare; car, appliquant sa faculté psychologique supérieure à l'analyse d'un caractère médiocre, Constant nous donne un livre dont la vérité particulière est en même temps de la vérité humaine.

La situation d'Adolphe n'a, elle non plus, rien d'exceptionnel. « Presque tous ceux de mes lecteurs que j'ai rencontrés, dit Constant, m'ont parlé d'eux-mêmes comme ayant été dans la position de mon héros. » Et, au cours même du récit : « Il n'y a pas d'homme, dit à Adolphe le baron de T***, qui ne se soit une fois dans sa vie trouvé tiraillé par le désir de rompre une liaison inconvenable et la crainte d'affliger une femme qu'il avait aimée. » Maintes scènes du livre ont été bien souvent reprises soit au théâtre, soit par les romanciers. Elles sont si peu exceptionnelles que la plupart aboutissent à de véritables maximes. Lorsqu'il n'ose pas encore déclarer son amour, Adolphe, honteux d'être si faible, cherche un raisonnement qui puisse l'excuser. « Presque toujours, pour vivre en repos avec nous-mêmes, nous

travestissons en calculs et en systèmes nos impuissances ou nos faiblesses. » Des mots irréparables viennent d'échapper aux deux amants. « Il y a certaines choses qu'on est longtemps sans se dire ; mais quand une fois elles sont dites, on ne cesse jamais de les répéter. » En prenant congé d'Ellénore pour retourner chez son père, le jeune homme, qui n'aspirait naguère qu'à devenir libre, se sent plein de tristesse. « Telle est la bizarrerie de notre cœur misérable que nous quittons avec un déchirement horrible ceux près de qui nous demeurions sans plaisir. » Lorsque, plus tard, de nouveau réuni à sa maîtresse, il renferme d'abord son mécontentement en lui-même et se crée une gaîté factice : « Nous sommes des créatures tellement mobiles que les sentiments que nous feignons, nous finissons par les éprouver. » Lorsqu'il confie à l'amie d'Ellénore qu'il n'a pour la jeune femme que de la pitié, cette vérité, jusqu'alors renfermée dans son cœur, ou révélée parfois à Ellénore en un moment de trouble et de colère, prend à ses propres yeux plus de réalité et de force par cela seul qu'une autre en est devenue dépositaire. « C'est un grand pas lorsqu'on dévoile à un tiers les replis cachés d'une relation intime ; le jour qui pénètre dans ce sanctuaire constate et achève les destructions que la nuit enveloppait de son ombre »... Ces réflexions d'une vérité générale, l'auteur ne les a pas plaquées çà et là comme ornements ; elles naissent du récit, elles en résument, à chaque phase, la signification morale. En voici une qui pourrait servir d'épigraphe au livre tout entier : « C'est un affreux malheur de n'être pas aimé quand on aime ; mais c'en est un bien grand d'être aimé avec passion quand on n'aime plus. » *Adolphe*, quoi qu'on en dise, n'est pas seulement l'analyse très pénétrante d'un « cas » particulier. Chacun de nous y retrouve quelque chose de lui-même, et cette confession individuelle a la valeur d'un document humain.

Le personnage d'Ellénore n'est pas, on l'a souvent remarqué, aussi vrai que celui d'Adolphe. Non que Constant ait voulu déguiser Mme de Staël ; personne ne pouvait s'y tromper. S'il devait, par convenance, ne pas livrer au public un portrait de la véritable Ellénore, la délicatesse lui faisait un devoir de modifier soit les circonstances matérielles où se déroule l'histoire, soit les traits extérieurs de son amie, et, si ce n'était encore assez, de nous la donner comme une femme « d'un esprit ordinaire ». Il n'y a pas manqué. Mais rien ne l'obligeait à changer les sentiments, l'âme, le caractère ; et même, du moment où il faisait sa confession, la vérité psychologique le forçait de faire en même temps, si je puis dire, celle de Mme de Staël. Ce qui est vrai, c'est que, sans le vouloir et sans le savoir, il a mêlé plusieurs Ellénores successivement aimées de lui ou concurremment. Deux au moins : l'une, tendre et qui doit se résigner avec une douceur plaintive ; l'autre, celle qu'il compare à « un bel orage », moins tendre que passionnée, et dont la violence éclate en récriminations furieuses.

Quant au personnage d'Adolphe, [illegible] l'autre parfaitement vrai. Le livre a pour sujet la « psychologie » d'un homme qui n'aime plus sa maîtresse et qui n'ose rompre avec elle : aussi la première partie, quarante ou cinquante pages, jusqu'à ce qu'Ellénore se donne, ne devait-elle être que préliminaire. Mais avec quelle sagacité Constant analyse la naissance et les progrès d'un amour factice dans le cœur aride de son héros ! Ennuyé, indifférent à tout, Adolphe partage son temps entre des plaisirs auxquels il trouve peu d'attraits et des projets qu'il n'exécute pas, lorsque les confidences d'un jeune homme qui, après de longs efforts, est parvenu à se faire aimer d'une femme distinguée, lui inspirent l'idée de chercher dans l'amour quelque distraction plus intéressante. Il n'a jamais eu de liaison qui flattât sa vanité : un nouvel avenir se dévoile devant lui, un nouveau besoin naît en son cœur. L'émotion vague qu'il éprouve prend une forme bien caractéristique ; il ne se dit point : « Je veux aimer », il se dit : « Je veux être aimé. » Quand il voit Ellénore, la maîtresse du comte de P*** lui apparaît comme « une conquête digne de lui ». Il a pris tout d'abord avec soi-même l'engagement de marcher au plus vite vers le but. La hâte de vaincre et l'incertitude de la victoire jettent dans sa première lettre une agitation qui est celle de l'amour-propre, mais qui ressemble à de l'amour. Échauffé par son style, il éprouve, en finissant d'écrire, un peu du sentiment qu'il a cherché à exprimer. Puis son imagination, irritée des obstacles, s'exalte de plus en plus. Il croit être réellement amoureux, il ressent toutes les fureurs de la véritable passion, et, quand Ellénore est partie pour la campagne afin d'échapper à sa poursuite, une douleur violente, indomptable, déchire son cœur. Bientôt calmé et ayant repris son train de vie habituel, l'amour-propre, au moment de la revoir, se mêle à ses souvenirs pour les aviver. Il souffre par avance de son humiliation en face de cette femme qui l'a traité comme un enfant. Peu à peu, ses sentiments se raniment. C'est à peine si, la veille, il songeait encore à elle ; et maintenant la fièvre le brûle à la pensée qu'il ne la reverra peut-être pas. Puis, quand Ellénore lui a avoué qu'elle l'aime, « une théorie de fatuité » le révolte contre cet amour qui repousse ses désirs. Les résistances de la jeune femme le transportent ; il passe de colères frénétiques à d'idolâtres tendresses ; et, lorsqu'elle cède, Ellénore croit que son amant s'est donné pour toujours et tout entier.

Cette première partie est un chef-d'œuvre d'analyse; elle ne fait pourtant que préparer la seconde. Presque aussitôt, la possession va déprendre Adolphe. « Charme de l'amour, s'écriait-il la veille, qui vous éprouva ne saurait vous décrire! » Au lendemain, le voilà gêné par l'enveloppante, l'inquiète affection de la jeune femme : il gémit de ne plus s'appartenir, d'avoir tous ses pas marqués d'avance, toutes ses heures comptées. Ce subit refroidissement, nous l'avions déjà prévu. La transition n'est point brusquée. Si Adolphe passe en un moment des plus vifs transports à une reconnaissance déjà chagrine, c'est parce qu'il n'aima jamais. Il n'y avait chez lui qu'aiguillonnement de la vanité, travail de l'imagination, fièvre des sens. Ellénore une fois sa maîtresse, Adolphe, dont elle avait été jusque-là le but, s'aperçoit qu'elle est devenue un lien.

Alors commence la seconde partie du livre, qui en est le véritable sujet. Au début, la contrainte du jeune homme, et, en même temps, son appréhension d'affliger Ellénore; puis les vains efforts pour réveiller un sentiment éteint, les caresses feintes, les mots d'amour qu'on répète par crainte de parler d'autre chose; puis l'aveu, retiré devant le désespoir qu'il provoque, racheté par des protestations qui rengagent de plus belle; une générosité sans grâce qu'Adolphe se reproche et qu'il fait payer à Ellénore par des insinuations offensantes; le chagrin de la voir triste, mais l'angoisse, dès qu'elle semble heureuse, de penser que le sacrifice, s'il est ignoré d'elle, se prolongera indéfiniment; toutes ces phases d'une situation fausse dans laquelle la pitié n'est peut-être que faiblesse, l'énergie qu'égoïsme et dureté, Constant les a marquées avec une exactitude, avec une justesse de ton, une convenance de forme qui font de son livre non seulement un chef-d'œuvre de vérité morale, mais aussi une merveille d'exposition.

Et ce qu'il y a peut-être de plus admirable dans *Adolphe*, c'en est la simplicité toute classique. Au point de vue de l'action, d'abord. Il faut remonter jusqu'à la *Princesse de Clèves*, jusqu'à la *Bérénice* de Racine, si l'on veut trouver quelque chose d'aussi peu chargé de matière. Faites la différence avec les romans de Stendhal, réputé de nos jours le maître psychologue par excellence, avec *Rouge et Noir* ou la *Chartreuse de Parme*, dans lesquels se croisent et s'embrouillent toute espèce d'aventures, assez pour défrayer je ne sais combien de comédies et quelques mélodrames. Dans *Armance*, plus simple d'intrigue, les personnages, le héros notamment, comme presque tous ceux de Stendhal, comme Stendhal lui-même, a une figure énigmatique. Ce n'est pas seulement par le sujet, par la « fable », qu'*Adolphe* est simple, c'est encore par la psychologie, à laquelle une précision lumineuse ne saurait, il me semble, faire tort. Bien avant Stendhal, Constant a eu l'idée de la complexité du « moi ». Lui qui s'est si parfaitement connu, il dit à propos de ses propres sentiments : « Les sentiments de l'homme sont confus et mélangés; ils se composent d'une multitude d'impressions variées qui échappent à l'observation; et la parole, toujours trop grossière et trop générale, peut bien servir à les désigner, et ne sert jamais à les définir. » Mais, si lui-même est, comme tous les hommes, un mélange de bien et de mal, il se montre tel quel, sans prendre plaisir à des affectations de singularités raffinées ou de contrariétés déconcertantes. Aucune gloriole en lui, aucun charlatanisme. Virtuose de psychologie, Stendhal complique à dessein tous ses personnages pour nous faire admirer sa propre complication. Constant, lui, est aussi sincère dans *Adolphe* que dans son *Journal intime*. Avec l'un, nous avons toujours peur d'être dupes ; l'autre nous inspire une pleine confiance : sa franchise égale sa pénétration.

On ne surprend même pas chez Constant cette satisfaction de vanité qu'eussent éprouvée tant d'autres, et particulièrement Stendhal, à se peindre comme poursuivis par une opiniâtre affection, « victimés » par un amour immense dont ils étaient l'objet. Songez que la situation d'Adolphe prêterait aisément au ridicule. Ce ridicule, Constant y a échappé non seulement par son tact, mais aussi par la sincérité d'une confession qui ne nous laisse aucun doute sur sa douleur. Loin de plaider pour soi-même, il dénonce son égoïsme, il se traite d' « être malfaisant », il ne dissimule rien de ce qui pourrait lui aliéner notre sympathie. Et cela tout juste nous donne envie de prendre contre lui sa propre défense.

A vrai dire, ce qu'il y a de plus blâmable dans Adolphe, c'est que sa sensibilité manque de profondeur. Mais, une fois lié à Ellénore, que peut-on vraiment lui reprocher qui dépasse la misère commune du cœur humain? Il n'a que deux choses à faire : ou rompre avec sa maîtresse ou lui sacrifier sa vie. Cette vie, lui-même le déclare, il l'aurait donnée sans hésitation pour qu'Ellénore fût heureuse. Et certes, la donner en une fois est plus facile que d'en faire chaque jour le sacrifice incessant. Mais c'est justement pour cela qu'Adolphe peut nous sembler excusable. Il essaie de feindre l'amour, il y fait tous ses efforts ; ses efforts mêmes ne servent qu'à le trahir. Non seulement le sacrifice, mais la dissimulation que ce sacrifice suppose sont au-dessus des forces humaines. Quant à rompre avec Ellénore, ceux qui l'accusent de faiblesse parce qu'il ne peut s'y résoudre, ne l'accuseraient-ils pas de férocité s'il en avait le triste courage? Et quand romprait-il? Dès le début, en apprenant qu'Adolphe est rappelé par son

père, Ellénore, pâle comme la mort : « Adolphe, lui dit-elle, vous voyez que je ne puis vivre sans vous.» Plus tard, lorsque, fatigué de lutter, il lui déclare n'avoir plus d'amour pour elle, la voilà qui tombe sans connaissance; il ne la ranime qu'en retirant ces meurtrières paroles, en protestant qu'il la trompait pour lui laisser sa liberté. Tant qu'elle n'a d'autre tort à son égard que de l'importuner et de l'assujettir, il serait trop cruel en l'abandonnant. Mais, sur la fin, quand elle « se précipite dans la coquetterie avec une espèce de fureur », il sait bien que cette coquetterie apparente n'est qu'un expédient suprême de son amour, et rompre alors, ce serait ajouter l'hypocrisie à la cruauté en rejetant tous les torts sur la malheureuse.

On lui reproche de craindre les préjugés sociaux. Voudrait-on qu'il épousât Ellénore? Épouser une femme de dix ans plus âgée, l'ancienne maîtresse d'un autre, qui a de cet autre deux enfants, et cela lorsqu'on ne l'aime plus, il y faudrait, je crois, une vertu peu commune. D'ailleurs, lui qu'on accuse de ne pas se mettre au-dessus du monde, est-ce qu'il ne le brave pas constamment d'un bout à l'autre de sa lamentable histoire? Que lui conseille le monde? Non pas d'épouser sa maîtresse, mais de la quitter. Il ne la quitte pas, par générosité d'âme. Cette générosité, à vrai dire, se mêle de bien des défaillances. S'il est puni de ses qualités, c'est qu'elles ne sont pas supérieures. Adolphe n'a rien d'un héros. Ni meilleur ni pire que la plupart des hommes, pas pire à coup sûr : combien d'autres auraient secoué le joug sans scrupule! Et sans doute je plains Ellénore; si elle-même a trahi M. de P***, si elle a abandonné ses deux enfants, je consens à ne voir là qu'une preuve de son amour pour Adolphe. Mais que cet amour est donc encombrant! Et surtout qu'il est égoïste! Au fond, Adolphe veut être généreux et n'y réussit guère; chez Ellénore, il n'y a vraiment que l'égoïsme de l'amour.

Adolphe n'est point le personnage odieux et méprisable que l'on veut en faire. Il me paraît beaucoup plus malheureux que coupable. L'impuissance d'aimer, voilà son vrai mal. Je trouve en lui le prototype d'un caractère familier à nos romanciers contemporains. Il ne peut se donner tout entier, s'abandonner. Incapable de spontanéité profonde, il n'a que de factices élans, des exaltations superficielles. Ce n'est point un égoïste, c'est une « victime de l'analyse ». Il y a dans Adolphe deux hommes, l'un qui a besoin d'aimer, l'autre qui regarde le premier sentir, déflore en lui toute vertu active, lui enlève toute ingénuité, le stérilise et le flétrit. Il fait, après tout, le malheur de sa maîtresse par pitié pour elle; il se dévoue jusqu'à la fin, et tout ce qu'on lui reproche, c'est que son dévouement ne soit pas complet.

Avant Adolphe, on avait eu René. Je préfère Adolphe. Il ne cesse un instant, je ne dis pas seulement de se connaître, mais aussi de se juger. Il se repent, il s'accuse, il se condamne. Lui-même marque avec force la leçon qui ressort de son histoire. « Le caractère, la fermeté, la fidélité, la bonté, sont les dons qu'il faut demander au ciel ; et je n'appelle pas bonté cette pitié passagère qui ne subjugue point l'impatience et ne l'empêche point de rouvrir les blessures qu'un moment de regret avait fermées. La grande question dans la vie, c'est la douleur que l'on cause, et la métaphysique la plus ingénieuse ne justifie pas l'homme qui a déchiré le cœur qui l'aimait. » Si Adolphe se traite sans indulgence, ne devons-nous pas le traiter nous-mêmes avec d'autant moins de rigueur? Sa supériorité sur René, elle est, je n'hésite pas à le dire, dans le sens moral.

René se complaît en sa faiblesse. « Je ne puis, dit-il en commençant son récit, me défendre d'un mouvement de honte », etc. Gardons-nous de le croire. Il n'est pas sincère, il se drape en sa douleur. Je n'en voudrais au besoin d'autre preuve que le cadre fastueux qu'il donne à sa confession : « Vers l'Orient, au fond de la perspective, le soleil commençait à paraître entre les sommets brisés des Apalaches, qui se dessinaient comme des caractères d'azur dans les hauteurs dorées du ciel; à l'occident, le Meschacebé roulait ses ondes », etc. Chateaubriand caresse le mal dont il se plaint, il raconte ses fautes avec une grandiloquence qui rend suspecte la sincérité de ses remords. « Quand les Muses pleurent, a-t-il dit lui-même, c'est avec un secret dessein de s'embellir. » La moralité humaine d'*Adolphe* est tout ce qu'il y a de plus vrai. La moralité chrétienne de *René* sonne faux. Chateaubriand nous donne son livre comme une œuvre d'inspiration religieuse sous le prétexte d'y montrer les funestes effets des passions en un cœur qui n'a pas encore été touché par la grâce. Mais ce n'est là qu'un artifice. Comment croire à son repentir, quand il s'exhale si pompeusement, quand il trace de si magnifiques descriptions, quand il balance de si brillantes antithèses?

Il y a dans *René* d'éloquentes apostrophes; il y a dans *Adolphe* des réflexions concises qui découvrent jusqu'au fond le cœur humain. L'ouvrage de Chateaubriand est un poème, celui de Constant une étude d'âme. Même au point de vue littéraire, *René* n'éclipse point *Adolphe*. Modèle d'exactitude psychologique, *Adolphe* est aussi un chef-d'œuvre par la beauté de la forme. Il passe bien à tort pour un livre terne et fané. Constant s'y montre un grand artiste par d'autres qualités que celles de Chateaubriand. Non seulement le style d'*Adolphe*, sauf quelques tours inélégants et gauches, est admirable de justesse, de netteté, de précision, mais encore il s'éclaire parfois

d'images vives et neuves, qui ne font qu'illustrer pour ainsi dire la vérité du texte. Aucune déclamation, aucune amplification. Lucide et court, ce mémoire, ce procès-verbal d'une âme nous touche par endroits d'autant plus qu'aucun mot ne vise à l'effet. Telle scène est tragique en sa brève simplicité :

La vérité se fit jour de toutes parts, et j'empruntai, pour me faire entendre, les expressions les plus dures et les plus impitoyables. Je ne m'arrêtais que lorsque je voyais Ellénore dans les larmes, et ces larmes mêmes n'étaient qu'une lave brûlante qui, tombant goutte à goutte sur mon cœur, m'arrachaient des cris, sans pouvoir m'arracher un désaveu. Ce fut alors que, plus d'une fois, je la vis se lever pâle et prophétique : « Adolphe, s'écriait-elle, vous ne savez pas le mal que vous me faites; vous l'apprendrez un jour, vous l'apprendrez par moi, quand vous m'aurez précipitée dans la tombe. — Malheureux! lorsqu'elle parlait ainsi, que ne m'y suis-je jeté moi-même avant elle!

Qui peut lire cette page sans être ému? Mais rien n'y sollicite notre émotion. C'est le triomphe d'un art qui ne se montre pas, ou, mieux encore, d'une sincérité qui se passe de tout art. Telle autre scène fait une impression poignante, celle, par exemple, de la dernière promenade :

C'était une de ces journées d'hiver où le soleil semble éclairer tristement la campagne grisâtre, comme s'il regardait en pitié la terre qu'il a cessé de réchauffer. Ellénore me proposa de sortir. — Il fait bien froid, lui dis-je. — N'importe, je voudrais me promener avec vous. Elle prit mon bras; nous marchâmes longtemps sans rien dire; elle avançait avec peine et se penchait sur moi presque tout entière. — Arrêtons-nous un instant. — Non, me répondit-elle, j'ai du plaisir à me sentir encore soutenue par vous. Nous retombâmes dans le silence. Le ciel était serein; mais les arbres étaient sans feuilles; aucun souffle n'agitait l'air, aucun oiseau ne le traversait : tout était immobile, et le seul bruit qui se fit entendre était celui de l'herbe glacée qui se brisait sous nos pas. — Comme tout est calme! me dit Ellénore; comme la nature se résigne! Le cœur aussi ne doit-il pas apprendre à se résigner? Elle s'assit sur une pierre. Tout à coup elle se mit à genoux, et, baissant la tête, elle l'appuya sur ses deux mains. J'entendis quelques mots prononcés à voix basse. Je m'aperçus qu'elle priait. Se relevant enfin : — Rentrons, dit-elle, le froid m'a saisie.

Ne disons pas que c'est sec. Disons plutôt que toute amplification gâterait ce pathétique sobre et pénétrant.

Certes, *René* est une œuvre de plus grande « envergure ». Mais j'y trouve de la rhétorique, j'y trouve des lieux communs sublimes, de véritables « sujets de pendule », bien des choses qui sont aujourd'hui surannées. Dans *Adolphe*, rien n'a vieilli, parce que tout est simple. Ce qu'on souhaiterait de plus dépasse le cadre du roman psychologique, et même, si nous souhaitions davantage, c'est peut-être que Chateaubriand nous aurait quelque peu gâtés. L'écrivain, dans Constant, est ici égal au psychologue. Et peu importe si l'auteur d'*Adolphe* n'a écrit que ce roman-là, voire s'il n'était pas capable d'en écrire un autre. *Adolphe* suffit pour que Benjamin Constant ait dans l'histoire de notre littérature une place, étroite peut-être, mais des plus hautes.

GEORGES PELLISSIER.

LA CARICATURE POLITIQUE CONTEMPORAINE EN FRANCE

La caricature politique, entendue comme arme d'opposition, ne sert plus guère aujourd'hui; elle intéresse encore moins. A peine jette-t-on un coup d'œil rapide sur les quelques crayonnages étalés sous ce nom à la devanture des kiosques : on s'arrête un instant et l'on passe. Nous ne sommes plus au temps où les planches de Daumier soulevaient contre le trône l'essaim des passions libertaires, alors qu'une bande de caricaturistes forcenés menait une ronde folle autour de la *poire* en détresse. Depuis, les choses ont bien changé et aussi les esprits. Outre que le gouvernement de cette troisième République n'est plus assez fort pour qu'il y ait plaisir à l'attaquer, il est tellement mobile et changeant qu'on serait fort embarrassé de savoir à qui s'en prendre des maux dont on croit devoir se plaindre. D'autre part, les générations présentes n'ont plus ni mêmes illusions ni mêmes désirs qu'aux environs de 1840. Sans compter que l'exercice de la liberté tend à en corriger les excès, l'abus de la politique en a amené la fatigue et presque le dégoût. Dans de pareilles conditions, la satire exclusivement politique ne pouvait continuer à tenir son rôle, qui est un rôle de combat. Sa mission étant d'attaquer le pouvoir et d'en flétrir les abus, il lui faut pour prospérer un adversaire digne de ses coups. Elle vit surtout de passion, d'une passion que surexcite l'odeur de la poudre et que la lutte enflamme. Grandie par les obstacles, fortifiée par les entraves, elle ne donne sa mesure que dans la mêlée ; la force de l'ennemi décuple sa vigueur, tandis qu'elle dépérit des suites de la victoire.

C'est tout juste ce qui est arrivé, et la caricature politique aurait pris fin en France si elle ne s'était transformée entièrement sous la pression des circonstances nouvelles. Quoi qu'il en soit, les anciennes formes ont péri pour faire place à d'autres, plus conformes aux mœurs politiques comme aux besoins de l'heure présente.

I

Satire des individus au pouvoir, le portrait-charge que Daumier inventa est devenu aux mains de ses successeurs une simple déformation des traits du visage. Au lieu de saisir les ridicules, les vices ou travers, et d'en fixer l'expression sur les physionomies, ceux-ci se contentent de faire grimacer leurs modèles en des contorsions sans esprit ni portée. Ils en sont arrivés à la charge banale, grossière de forme et de fond, dont l'œil de Gambetta et le nez de Ferry sont d'illustres exemples, pour finir dans l'insignifiance la plus plate.

La faute, sans doute, en est bien moins aux dessinateurs qu'à une réelle disette de sujets, à un manque radical d'hommes politiques de quelque envergure. Parmi la foule des parlementaires, qui fréquentent le Palais-Bourbon, les hommes de caractère sont rares; même il y a peu de figures intéressantes, de ces figures dont les qualités ou les défauts tranchent du moins sur la masse. En revanche, les médiocrités y sont nombreuses, avocats sans cause, médecins sans clientèle, écrivains sans talent, qui font de la politique un métier : les politiciens y ont remplacé les hommes politiques. Ambitieux vulgaires, ceux-ci ne songent qu'à leurs intérêts. D'intelligence faible, de volonté chancelante, ils sont médiocres en tout et pour tout, sans générosité ni idéal. Ils sont pour l'ordinaire d'une banalité telle, que leurs tristes personnages offrent peu de prises à la caricature et que leur effacement explique les perpétuelles redites, les grimaces puériles où des caricaturistes sans conviction, comme Blass et Gilbert Martin, ont laissé le portrait-charge s'enlizer.

Aussi bien n'est-il plus qu'un souvenir. Mais il n'a disparu que pour renaître sous une autre apparence, et d'individuel devenir collectif, car si les politiciens sont peu intéressants, pris à part, ils le sont infiniment comme espèce. Ils ont leurs habitudes propres, leurs manies, leurs travers; ils ont leurs façons de sentir et leurs façons de penser particulières; ils sont pour ainsi dire marqués du pli professionnel, qu'ils doivent au milieu où ils vivent. Ils forment au juste une classe sociale, dont la caricature de mœurs s'est emparée, en s'efforçant de dégager le type moyen, représentatif de tous les autres. Indifférente aux personnes, cette caricature des mœurs politiques, qui a succédé au portrait-charge, se pique d'impartialité, dédaigne toute exagération et ne vise qu'à la vérité. Elle prend volontiers des allures scientifiques, n'enfle point la voix, n'éclate pas en protestations, appliquée seulement à observer les mœurs des politiciens comme elle ferait de celles des fourmis, bornant ses ambitions à fixer leurs gestes en un dessin précis, serrant la réalité du plus près possible. L'ironie y est dissimulée et n'apparaît jamais, plus ou moins cruelle, que dans l'acuité d'une notation scrupuleuse.

Daumier ne fut pas sans pressentir l'évolution du portrait-charge vers cette forme de caricature et plus générale et plus vraie. Il en devina l'avènement à la suprématie sans cesse croissante des assemblées sur les individus, des foules sur les personnes. Il en fut au vrai l'ouvrier de la première heure en ses croquis de l'Assemblée législative, qui déjà annoncent Forain.

Celui-ci n'en est pas moins le maître du genre, car il a fait la psychologie la plus complète, la plus détaillée et la plus profonde qui soit du député moderne, présenté comme type de toute une classe ou plutôt de tout une caste, dont il incarne l'esprit, les faiblesses et les défauts.

La matière en est riche, car si les personnalités sont rares, je veux dire les caractères, la politique nous donne par contre le spectacle d'une formidable poussée d'appétits qui se pressent à la curée, se ruent sur les places et les honneurs. Forain a merveilleusement décrit cette convoitise du pouvoir, qui est l'unique préoccupation du politicien actuel et qui a pour corollaire un certain besoin de tumulte et d'agitation. En véritable disciple de Taine il s'est enquis de l'influence du milieu parlementaire sur la personne humaine; après en avoir analysé l'atmosphère ambiante, il a montré de quel poids elle pèse sur les esprits de *nos chers souverains*, ainsi qu'on les appelait dernièrement non sans une pointe d'ironie.

Grands phraseurs, grands prometteurs, grands batailleurs, les députés de Forain sont à la merci d'une faveur ministérielle, d'une croix ou d'un bureau de tabac. Leurs plus fortes convictions ne tiennent pas devant les palmes académiques : *Je vous croyais Pour?* dit l'un d'eux à son collègue au sujet de l'impôt sur le revenu. — *Oui*, répond l'autre, *mais* [illegible] *croix et de quinze palmes*. Ils comptent sur ces menus brimborions pour satisfaire l'électeur influent, pour amorcer les uns, entretenir les autres. Au demeurant, ils sont les hommes les plus dépendants du monde, pris entre la crainte de l'électeur d'une part et celle du gouvernement de l'autre, tenus qu'ils sont par leurs ambitions et le constant souci de les servir. Ils sont peu scrupuleux d'ailleurs sur le choix des moyens. Prodigues de mots, avares de faits, ils noient les populations sous le flot d'une éloquence [illegible] *vos aspirations sont les miennes!* proclame celui-ci, gros et gras, à des miséreux sans sou ni maille. *Je* [illegible] *sur l'orléanisme*. Habiles à profiter des passions du

peuple, ils les mettent en coupes réglées à coups de rengaines sans se soucier le plus souvent de la véritable misère. Tout pour la façade, telle devrait être leur devise. *Le ministre est furieux, il a raison. Il fallait aller fourrer cent francs dans leurs paillasses. On ne doit pas mourir de faim en République.* On peut tout faire, pourvu que les apparences restent sauves, ce qui importe par-dessus tout étant d'obtenir ou de garder le pouvoir avec la confiance. Pour cela les mots ont un merveilleux pouvoir. Des mots, leurs élans généreux! Des mots, leurs rêves humanitaires! Des mots, leurs professions de foi! Des mots, leurs farouches réquisitoires! Des mots toujours, et des mots encore. Dans la coulisse, d'implacables adversaires se tendent la main et s'entendent comme compères. *Voulez-vous rendre un grand service au Cabinet?* glisse un ministre dans l'oreille d'un opposant. *Dans votre interpellation, appelez-moi voleur.* Les discussions parlementaires relèvent de la comédie. Chacun y tient un rôle avec dans son for intérieur le désir de monter sur le dos du voisin. Voilà ce que cachent les plus nobles attitudes. Il y en a qui flattent le travailleur et se servent de ses besoins comme d'une plate-forme électorale, ainsi qu'ils disent en leur jargon. Fauteurs de désordre, les socialistes ruinent l'ouvrier par les grèves qu'ils suscitent, sans y rien risquer et sans que l'aplomb leur fasse jamais défaut. *Vous voulez retravailler?* s'écrie un tribun à tous crins devant une table chargée qu'entoure un cercle d'affamés aux yeux caves et au ventre creux. *Vous me dégoûtez. Vous écoutez vos femmes. Vous manquez d'estomac.* Ce serait bouffon, si ce n'était lugubre. Comme on le voit, Forain a étalé à tous yeux la plaie qui nous ronge, l'intérêt individuel l'emportant sur les intérêts du pays. Il a mis en pleine lumière la corruption des uns, le cynisme des autres, l'égoïsme de la plupart, de sorte que ces scènes de mœurs parlementaires ont une réelle valeur morale par l'exactitude même de leur peinture.

Cela est net, précis, sans ambages, ni fioritures Comme les légendes le dessin est cinglé, pour ainsi dire jeté; la facture en est sévère, puissante en sa simplicité. Pas un trait qui ne porte, pas un mot qui ne cingle.

Ce sont des tranches de vie découpées dans la réalité de tous les jours par un observateur impitoyable, un moraliste avisé. Bien qu'elles en soient précisément le contraire ces études de mœurs politiques ont remplacé les extravagances du portrait-charge sous l'influence des changements opérés dans la vie politique. Tandis que l'effacement des caractères précipitait la décadence de la charge individuelle, les prétentions du monde parlementaire en imposaient les mœurs à l'attention publique, sans compter qu'un réveil certain de la conscience nationale devait porter de ce côté les inquiétudes. L'école réaliste à son tour ne fut pas sans favoriser le développement d'une caricature politique de pure observation, sérieuse en ses intentions, correcte en ses procédés.

II

Les grandes compositions par lesquelles Daumier flétrissait les actes du gouvernement ne devaient pas survivre non plus à l'affaiblissement de l'État. Son autorité est devenue tellement fragile et passagère qu'aujourd'hui l'indignation ne saurait où se prendre. Comment attaquer un gouvernement qui est à la disposition de tous, comme un hochet qu'on se passe de mains en mains et dont personne n'est responsable? Aussi a-t-on cessé de mener la guerre au pouvoir avec l'acharnement qui fait de la *Rue Transnonain* l'un des chefs-d'œuvre de la caricature politique. Dans les insignifiants placards du *Pilori* ou du *Triboulet* on aurait peine à retrouver quelque peu de l'émotion, qui transparaît si visiblement dans la lithographie de Daumier, à l'entassement des corps raidis, parmi les meubles renversés de cette pauvre chambre, où le silence de la mort a succédé au bruit de la fusillade. Ce genre de pamphlet est bien déchu et tombé dans le discrédit. On a tant fait de politique, on en a tant parlé, on l'a tant agitée que la lassitude est venue, presque le dégoût. Beaucoup la tiennent pour un jeu vain et frivole, une agitation stérile. D'autre part, les partis sont si nombreux que l'on se désintéresse de leurs multiples étiquettes et que leur poussière revient au néant. Enfin de l'éternel recommencement qui fait le fond des luttes politiques est né un grand scepticisme à leur endroit. Les histoires en images que Caran d'Ache a empruntées à Busch en les tournant de ce côté traduisent bien cette impression. Traîné par quelques rossinantes fourbues, le char de l'État s'en va toujours cahotant, avant comme après le relais, autrement dit, le renouvellement de la Chambre. De même, toujours amusé et berné, le peuple est distrait de ses revendications, tantôt par les lauriers du premier Empire, tantôt par les fêtes du second et tantôt encore par les scandales de l'heure présente. L'histoire est la même, les moyens seuls varient; les constitutions ne font rien à l'affaire. « Plus ça change, plus c'est la même chose »: telle est la maxime qui sert pour ainsi dire de thème aux histoires de Caran d'Ache. L'opinion publique n'est pas éloignée d'être de son avis, ou plutôt elle porte ailleurs ses espérances. Cette insouciance en effet ne va pas sans une réelle tristesse unie à un grand souci des destinées de la France.

Aussi bien ce sentiment, dont s'inspirent les nom-

breuses consultations qui ont paru sur l'avenir du pays, permit à Villette de s'élever au-dessus des intrigues, des questions de personnes et de partis en des dessins symboliques où la France est le principal personnage. C'est bien la France en effet qu'il représente sous les traits d'une cantinière alerte comme sous l'armure des anciens Gaulois. Volontiers il la coiffe d'un casque à crête de coq. Par ces attributs il aime à en rappeler les origines, à en remémorer le glorieux passé. On sent qu'il est fier de tout ce qui fait sa force et qu'il ne dédaigne rien de ce qui contribue à sa grandeur. Vaillante et robuste, la France de Villette a la carrure des héros ; elle en a l'humeur batailleuse. *Si vous trouvez mon épée sale, c'est dans votre ventre que je la lave, la blonde*, riposte-t-elle à qui la raille. Au fond, il la montre telle qu'il la voudrait, indépendante de ceux qui la gouvernent, affranchie des différents partis avec lesquels il n'a garde de la confondre. Cet amour de la patrie, ce mépris des fluctuations parlementaires, ce dédain de la politique proprement dite sont les principaux caractères qui font de Villette un rénovateur.

Tandis que la satire courante l'attardait à des redites fastidieuses, il a rompu avec elle pour faire œuvre plus haute et sentir battre le cœur de la France sous la mêlée des intérêts. A sa suite Forain et Caran d'Ache ont dit leurs inquiétudes tournées surtout du côté de l'étranger. Forain notamment a exprimé ses angoisses devant le flot croissant des scandales où nous semblons nous complaire en une page magistrale qui est une leçon. Campé à la frontière, un lourd Teuton reçoit en pleine figure une avalanche d'accusations, dénonciations et révélations, que lui apporte le vent d'Ouest. Ces dessins ne sont plus au juste des caricatures, si l'on entend par là une représentation grotesque des faits et des hommes. Chargés de pensée, ils dépassent leur sujet par tout ce qu'ils révèlent de désirs et d'aspirations, ce à quoi ils doivent leur caractère hautement symbolique.

Villette en un mot a transformé la grosse charge politique, bâclée au hasard de l'actualité, en un dessin humoristique vraiment inventé et délicat, où sont traduits en symboles exquis les inquiétudes et les imaginations du poète. Car Villette est poète, et c'est ce qui lui a facilité ce détachement des contingences. Poète, il est chauvin, vite ému, facilement attendri ; il aime les faibles, les pauvres, les persécutés et songe bien plus à leur bonheur qu'aux changements de ministère. En abordant la caricature politique, le chantre de Pierrot l'a détachée des questions de partis pour la rappeler au culte de la France ; il a profité de la lassitude générale à l'endroit des querelles parlementaires pour la détourner de la bataille et lui confier ses rêveries. Poète, il a su élever la caricature politique au-dessus des divisions et ne s'est jamais servi de l'actualité que pour la plier à ses fantaisies ou en saisir au vol les idées généreuses. En outre, il a jeté les prestiges de son art sur ce qui n'était plus que grossier barbouillage. Par leur cachet artistique, ses dessins se sont imposés à l'attention d'une époque trop affairée pour n'être pas distraite. D'une facture soignée, d'un arrangement gracieux, ils sont comme imprégnés de poésie, estompés de rêve, tellement fins et subtils qu'on croirait à une vision. On y devine un tempérament de peintre, qui vise à l'effet pictural. Et ce sont au vrai de petits tableaux où l'idée est parée de tous les agréments de la forme.

Au reste ce souci d'art est une claire indication des tendances nouvelles de la caricature politique, aussi dédaigneuse de la charge vulgaire qui songe seulement à vilipender ses adversaires en les traînant dans la boue, qu'éprise de distinction dans la forme et d'élévation dans la pensée.

Les temps ne sont plus des luttes politiques où la caricature était une arme aux mains des partis qui se disputent le pouvoir. Tombée dans l'indifférence la politique est impuissante aujourd'hui à faire vivre cette imagerie. De même le portrait-charge a perdu toute portée par suite de l'ignorance où nous sommes des hommes au pouvoir, ignorance dont ils sont quelque peu responsables. Il est vrai que par un curieux retour des choses, la caricature politique a trouvé dans sa déchéance même le principe d'une floraison nouvelle. L'indifférence du public à l'égard des partis et des hommes, en la détachant des uns et des autres, lui a indiqué la voie de l'indépendance. Supérieure aux questions de polémique, elle a gagné à leur oubli une entière liberté d'observation et d'expression. C'est alors que cette sorte de caricature fit alliance avec l'étude de mœurs d'une part, et de l'autre avec la fantaisie. Interprète de la pensée des uns et de l'observation des autres, elle doit à son insouciance de la lutte de conserver un caractère d'art très prononcé, qui sera assurément son meilleur titre de gloire.

PAUL GAULTIER.

UNE FACULTÉ HORS CRANE

Le sentiment.

Tournez le dos aux philosophes, regardez le monde et les hommes : rien ne s'y fait, rien n'y arrive, que par le sentiment ; on ne voit, on ne comprend, on ne croit, que par le sentiment. Qu'on parle, c'est lui ; qu'on pense, c'est lui ; qu'on vive, qu'on meure, c'est lui. Il est tout l'homme et toute la vie, et le poète qui oserait écrire sur le sentiment, sans autre am-

bition que de chanter le bonheur de l'homme à se sentir ainsi allaité, bercé, par la nature, devrait mettre pour épigraphe à son poème : *Rien sans toi.*

Des choses, des faits, voilà de quoi se compose le monde réel : tout le reste est imaginaire. Aussi le réel est-il indémontrable, tandis qu'on peut toujours démontrer l'imaginaire. C'est à cette épreuve qu'on reconnait la certitude.

L'invention des « facultés » est là pour le faire voir.

Mais il n'y a point de facultés dans la nature, il ne peut pas y en avoir, par cette raison sans réplique que, la faculté impliquant liberté d'action, chaque partie des êtres organisés ou même inorganiques pourrait agir ou s'arrêter à sa fantaisie, et le monde se dissoudrait. Il n'y a dans la nature que des fonctions, et des organes pour les accomplir.

Devant cette évidence, le sentiment se révèle, non plus comme une saveur plus ou moins agréable, comme une nuance plus ou moins fugitive, de l'intelligence, de la raison, du plaisir ou de la peine, du vice ou de la vertu, mais comme la substance même des idées et de la certitude. On peut imaginer des facultés, découper des catégories, mettre en hachis, en purée, l'entendement humain, on n'en extraira pas d'autres idées que celles qui nous viennent du sentiment. La raison, l'intelligence, la volonté, ne sont que des organes d'assimilation comme l'estomac, le poumon, les yeux, les oreilles, qui digèrent, respirent, voient et entendent ce qui leur est donné par le sentiment : ôtez le sentiment, ce sont des lampes sans huile.

L'analyse et les catégories sont de fort belles choses pour les philosophes : elles leur fournissent un fonds inépuisable de génie, de gloire, sans compter nombre d'avantages qui pour être plus palpables n'en sont pas moins philosophiques ; mais quant à nous autres pauvres diables qui n'avons pour y voir clair que la lumière du bon Dieu, cette façon de nous présenter les choses divisées par petits morceaux ou réparties dans des cases étiquetées, ne nous donne pas grand secours pour résoudre les difficultés que nous rencontrons à chaque instant, quand nous avons besoin tout de suite d'une certitude sur quelque question importante.

Avec le sentiment, rien de pareil, parce qu'il n'y a en lui ni analyse, ni catégories, ni raison à consulter : c'est oui ou non. Il peut se tromper, et surtout on peut s'y tromper faute de discernement, mais il est tenu pour ce qu'il y a de plus certain en fait de vérité.

C'est de cette confiance éternelle et imperturbable que le genre humain a fait le sens commun, c'est-à-dire, en d'autres termes, le sentiment universel des hommes sur un certain nombre d'idées sans lesquelles ils ne pourraient vivre.

Qu'on ne s'étonne donc pas qu'un génie comme Pascal, et avec lui presque tout le monde, ait tenu le sentiment pour l'unique instrument de certitude : unique, puisqu'il n'y a pas deux certitudes. Les philosophes n'en conviennent pas : il ne s'est encore trouvé parmi eux que Reid pour concéder que la philosophie pourrait, en désespoir de cause, se rabattre sur le bon sens quand le raisonnement philosophique n'en peut décidément plus et jette son bonnet; mais en face de quelques philosophes il reste tout le monde, qui a encore plus d'esprit qu'eux.

Comment en pourrait-il être autrement? Le sentiment est un fait palpable, qui se produit cent fois le jour, non pas seulement chez nos semblables, mais dans la nature entière. De ce feu d'artifice que la vie fait éclater sans relâche autour de nous, il n'est pas une étoile, pas un soleil, pas une étincelle, qui ne nous lance son bruit ou sa lumière, et tout homme venant en ce monde voit la lumière et entend le bruit comme nous.

Ainsi, quand le bon sens du genre humain ne serait pas là pour nous l'attester, rien qu'à nous sentir vivre nous ne pouvons croire un instant que le sentiment soit une espèce de département de l'âme, une case de ce cerveau dont on nous décrit les rouages imaginaires, les moteurs supposés, les opérations hypothétiques, sans qu'il puisse jamais être question de quoi que ce soit qui ressemble à une preuve, à une expérience.

En voilà certes plus qu'il n'en faudrait pour dissiper en fumée les théories philosophiques sur le sentiment : mais il y a bien autre chose, c'est la différence absolue entre l'action des sentiments et celle de la raison, de l'intelligence ou de la volonté.

Tandis que celles-ci, comme on peut le voir ou tout au moins le présumer, n'agissent que sous la direction de l'âme, et peuvent se ralentir, s'accélérer, se suspendre, ou même s'arrêter au gré de la conscience, le sentiment ne dépend en rien de l'âme, sur laquelle il agit par sa force propre. Il part comme une flèche, il éblouit comme un éclair, frappe, caresse, désespère, console, fait passer tour à tour les cœurs de l'amour à la haine et de l'horreur aux délices : mais à tout cela l'homme ne peut rien, sa raison et sa force pas plus que sa volonté. Sans doute, quand le bien ou le mal est fait, l'homme peut raisonner, mais il s'agit alors de sagesse ou de courage, et non plus de sentiment.

Et c'est ce qu'on appellerait une faculté de l'homme, ce contact, cette secousse, qui vient le saisir, l'ébranler, sans que rien le lui annonce, sans que rien puisse l'en défendre, que des cris de douleur s'il est blessé! Non, non, il n'y a là qu'une créature infiniment faible, qu'une petite âme avec sa pauvre lumière,

devant une puissance infinie qui la presse de toutes parts et la pétrit comme cire.

Une faculté de l'âme, non : une force de la nature, cela du moins pourrait se présumer.

Vous rendez-vous compte de ce que serait une intelligence capable de discerner le vrai du faux, le fond de la forme, le relatif de l'absolu, dans chacun des êtres et dans chacune des idées dont nous sommes enveloppés ? Dès le soir du premier jour, les sens ne pourraient résister à ce travail, la mémoire en éclaterait. Quelque illusion qu'on se fasse sur la sublimité du génie humain, jamais il ne serait venu à bout d'une seule idée, sur la nature et sur lui-même. Et il n'y aurait jamais eu d'hommes sur la terre.

Pour qui voit cela, et c'est l'évidence même, ce n'est donc pas « faculté de l'âme » qu'il faut appeler le sentiment, c'est « fonction de la nature ». L'âme n'en est ni le siège ni l'organe ; la raison et la volonté ne font que mettre en œuvre les idées que le sentiment y souffle, les unes pour agir directement sur l'homme, les autres pour être manifestées par des expressions ou par des actes.

Et voilà ce que c'est que la métaphysique ; voilà comment peut s'expliquer ce monde d'idées indémontrables pour la raison, invérifiables par l'expérience, qui forment, au-dessus de l'intelligence et de la raison individuelle, l'âme des choses et des êtres vivants. Là, et là seulement, est la source de cet idéal sans lequel l'humanité ne serait qu'une race d'animaux un peu plus méchants mais beaucoup moins sages que les autres.

Que l'homme soit influencé par des communications directes de la nature, cela ne fait pas question. Le tonnerre, les tremblements de terre, les ouragans, le bouleversement des nuages ou même leur coloration plus ou moins sinistre, le frappent d'épouvante et font tourbillonner son âme et son cœur comme une feuille au vent. Mais en dehors de ces désordres vite apaisés, le nombre est incalculable des faits prouvant l'influence que la nature exerce sur les individus isolés ou rassemblés en nombre. Les hallucinations, les pressentiments, la vue ou l'audition à distance, l'hypnotisme, la suggestion, les aberrations de la personnalité en sont autant de témoignages : témoignages souvent suspects quand ils émanent de sujets intéressés de façon ou d'autre, mais irréfragables quand on en est soi-même témoin.

On voit là se découvrir presque clairement une idée mystérieuse qui n'est pas nouvelle, mais que depuis des siècles on n'a guère osé que murmurer. L'individu, si l'on en croit cette effrayante conception, ne serait pas séparé de la nature aussi hermétiquement qu'on le croit ; des attractions inconnues, des forces dont nous ne pouvons avoir la moindre idée, des substances matérielles que nous n'imaginerons jamais, circulent dans tout ce qui vit, dans tout ce qui est, et nous ne serions, nous comme le reste, que des gouttes qui roulent ou flottent dans l'océan de la vie universelle. Bien plus, et autant qu'on en pourrait présumer d'après l'analyse physiologique des corps organisés symétriquement, ce que nous tenons pour un animal serait un assemblage de plusieurs animaux distincts dont chacun, tout en conservant sa vie individuelle, desservirait certains organes affectés au zoonite, ainsi qu'on nomme ce collier d'animaux.

Il est peu probable que la science puisse jamais aller jusqu'à démontrer que l'homme est réellement un zoonite ; mais nous rappelons cette théorie pour montrer que les savants les plus sincères, tout en maintenant l'existence de l'individu, reconnaissent que son isolement a été exagéré. Si nous touchons ce point, c'est pour indiquer la direction où marche la science, car nous voyons là une indication de plus pour placer le sentiment dans une force extérieure agissant sur l'âme, et non dans une faculté du cerveau qui produirait de son propre fonds l'idée sentimentale.

Il y a en physiologie un excellent principe, c'est que la forme de l'organe indique la fonction. Si, dans la question du sentiment, les organes ne sont pas connus ni la fonction déterminée, on ne peut néanmoins s'empêcher d'être frappé du caractère tout particulier des organes que le sentiment agite par des troubles intérieurs qui restent invisibles, par des mouvements nerveux, circulatoires ou mécaniques, qui se manifestent et peuvent aller jusqu'à la plus extrême violence.

Le cœur, les poumons, les organes des sens, les nerfs, le grand sympathique, sont comme autant d'appareils pour aspirer tout ce qui flotte, rayonne, bruit ou s'agite, en dehors de nous. Leurs tissus, leurs dispositions, les courants qu'ils charrient, les marques extérieures qui en rendent l'action visible à tous les yeux et sympathique à tous les cœurs, manifestent, à n'en pas douter, l'effet d'une force venant directement du milieu dont nous sommes enveloppés ; qui, par un circuit fermé de respiration, de circulation et de courants nerveux, s'engouffre sans cesse dans ce labyrinthe, distribuant dans son cours la nourriture du sentiment. Faute de cet aliment, l'âme, enfermée dans la prison du cerveau, ne pourrait ni connaître ni savoir ; elle n'aurait pas conscience d'elle-même, elle ne pourrait penser : elle n'existerait pas.

A cet appareil si indépendant, que l'on compare le cerveau et la moelle épinière enfermés dans les réduits exigus du crâne et de la colonne vertébrale : aurait-on l'idée, si la physiologie ne nous l'affirmait

pas d'un ton si doctoral, que l'esprit humain, ce microcosme où se reflète un abrégé de l'univers, ait jamais pu tenir dans cette boîte et dans cet étui?

Il est convenu que toute l'âme est dans le cerveau, que les idées s'y forment : que fait-on de tout le reste des organes? Que fait-on du cœur, surtout, de ce cœur, qui, chez tous les peuples, dans toutes les langues, est tenu pour être le foyer de ce que l'âme a de plus délicat et de plus sublime?

Quoi qu'il en soit, et à ne considérer le sentiment que dans ses effets, il suffit d'y regarder pour se convaincre qu'il est l'inspirateur à peu près unique de tout ce qui fait sur cette terre le plaisir ou la douleur des hommes, leur gloire ou leur infamie, leur noblesse ou leur avilissement. Quels que soient en réalité les événements de leur vie, ce n'est pas au gré du sort qu'ils vivent heureux ou malheureux, c'est au gré des battements de leur cœur.

Le cœur fait l'homme. Est-ce la raison, est-ce l'intelligence, est-ce la volonté, qui nous font aimer nos semblables, nous attendrir à leurs grâces, à leurs vertus, ou les repousser, les haïr, les assassiner ?

Qu'est-ce que le caractère d'un homme, sinon le plus ou moins d'énergie du sentiment, en bien ou en mal, dans ses idées et dans ses actes? Odieux ou sympathiques, sensibles ou secs, vertueux ou vicieux, nous ne sommes tels ou tels que par la façon dont nous sentons les choses. En vain la raison et la volonté se raidissent pour arrêter les élancements de nos désirs, la fureur de nos passions : le sentiment les entraîne, les force à courir avec lui, à raisonner et vouloir ce qu'il rêve et ce qu'il veut, et ce n'est pas trop de dire qu'il n'y a plus ni bien ni mal pour nous quand cette force terrible se déchaîne.

Ainsi, comme toutes les forces de la nature, le sentiment a ses désordres et ses fureurs, et nous pourrions lui imputer, si nous n'avions pas pour nous défendre le libre arbitre et la religion, tout le mal qui se commet sur la terre. Mais comme la nature aussi, il a ses magnificences, et s'il existe au monde un idéal de tout ce qui se peut concevoir de beau, de vrai, de sublime, de presque divin, dans l'homme, c'est le cœur qui l'a créé.

Ce n'est pas la raison qui fait la religion, la sœur de charité, le missionnaire, le martyr; qui pousse le soldat à la bataille ou le matelot à la mer. Ce n'est pas la volonté qui va de mansarde en mansarde porter du pain aux affamés ou caresser la douleur des affligés, ce n'est pas elle qui berce l'enfant sur le sein de sa mère, qui fait de deux cœurs un seul amour, de deux mains unies une amitié.

Tenez, faites une expérience; dites en vous-même : saint Vincent de Paul, Bayard, saint François d'Assise, Jeanne d'Arc, Raphaël, Michel-Ange, Phidias, Mozart, Bossuet, Lamartine, Nansen, et avouez que tout ce qui ait jamais glorifié l'humanité, c'est le cœur qui l'a fait.

Si nous n'avions que la raison et la volonté pour nous consoler des ennuis, des sottises, des chagrins qui nous attristent, nous exaspèrent ou nous déchirent, ce ne serait vraiment pas la peine de vivre!

D'ailleurs le sentiment, comme il fait les âmes, fait les visages. Le sensitif, on peut le dire, porte dans toute sa personne une telle expression de sensibilité qu'il éveille l'intérêt. Ses traits, plus animés et plus détaillés par ses continuels mouvements, accentuent l'effet de sa physionomie et y donnent un caractère d'unité et d'intensité plus marqué que dans le commun des visages. La pose, les manières, et jusqu'aux arrangements du costume, s'accordent avec ces signes, et comme le sensitif est généralement de constitution nerveuse quand il n'est pas bilieux, son teint pâle, sa maigreur, sa peau fine, ajoutent une grâce d'originalité aux mouvements des traits et des mains.

A considérer en bloc la population entière du globe, depuis les sauvages bruts jusqu'aux civilisés raffinés, il n'est pas douteux que le type sensitif, qui d'ailleurs concorde avec le maximum d'intelligence d'une race, est incomparablement plus nombreux que le type opposé. Rien qu'à cette proportion on peut dire que le sentiment est la civilisation même, s'il est vrai qu'on peut mesurer la civilisation d'un peuple à la dose de son sentiment. Enfin, à tous les signes si manifestes qui montrent le sentiment indépendant du cerveau et agissant au contraire sur lui, il faut ajouter une propriété qui le distingue absolument de toutes les facultés de l'âme, réelles ou hypothétiques : il est contagieux de génération en génération ou de peuple en peuple. Il se propage en quelques secondes de cœur en cœur à travers les foules, non seulement l'âme ne peut s'en défendre, mais il la paralyse aussi subitement qu'un coup de foudre, et on voit avec épouvante les troupeaux humains, pris de vertige comme des bêtes affolées, perdre jusqu'à la conscience de leurs actes. D'autres fois, c'est pendant des jours, des mois, des années, que la contagion sentimentale s'étend, envahit des peuples entiers, pour faire commettre des crimes affreux, supporter tout, jusqu'aux supplices, jusqu'à la mort, sans qu'ils puissent eux-mêmes concevoir comment ils se sont laissé égorger. C'est l'histoire des persécutions, de la Terreur révolutionnaire, de ces boucheries de chair humaine où les victoires et les défaites se mesurent par millions d'hommes.

De 1789 à 1870, notre histoire nationale n'est autre chose que l'épopée du cœur français. Le cours des idées en France n'a été alors qu'une série de crises sentimentales.

Il y a eu d'abord les berquinades, en réaction contre les infamies du règne de Louis XV; puis la philosophie des hommes sensibles; puis le culte des héros de l'antiquité; et quand Rousseau a eu fini d'affoler tous les cœurs avec ses paradoxes sur la nature et la civilisation, le délire sentimental a enfanté la Terreur, et au nom de la nature et de l'humanité, on a coupé vingt mille têtes.

Ou cela durerait encore, ou la France aurait été supprimée par l'Europe, si Napoléon, suscité par le désespoir des peuples, ne s'était dressé comme l'ange exterminateur pour délivrer la France des bêtes féroces qui l'égorgeaient au nom de l'humanité.

Pendant vingt ans ce fut une folie d'orgueil et de gloire, puis la France se réveilla mutilée, abattue, mais l'honneur sauf; alors s'ouvrit, avec le mouvement romantique, un demi-siècle d'art et de poésie, où l'on vit l'héroïsme guerrier des pères refleurir dans l'enthousiasme sentimental des enfants. Ce qui se passait en France se communiquait à toute l'Europe; l'exaltation politique, avec les conspirations, les supplices, les massacres, les insurrections, faisait couler autant de sang et de larmes que les guerres les plus sinistres des temps passés, et au lieu de cet égoïsme glacé qui rend aujourd'hui tant d'âmes indifférentes aux joies ou aux douleurs de nos semblables, ce n'étaient partout que cœurs palpitants, têtes folles chantant ou criant leurs rêves, leurs haines ou leurs amours; dans ce monde bouillonnant d'enthousiasme et de foi, on était partisan ou adversaire, mais indifférent, jamais!

Ici encore nous le demandons : Qui a fait ces générations tour à tour sentimentales, héroïques, exaltées, amèrement égoïstes enfin? Est-ce la raison, est-ce la volonté?

La raison et la volonté sont des forces individuelles qui peuvent sans doute produire des hommes et des caractères tels qu'un César ou un Napoléon, mais que ces hommes puissent créer de toutes pièces un sentiment assez formidable pour soulever l'âme de tout un peuple, de toute une époque, et faire de leurs propres mains je ne sais quelle histoire artificielle des années qu'ils ont vécues, il est impossible de croire cela. D'ailleurs, en dépit de ce que plusieurs ont essayé d'établir, s'il y a en philosophie de l'histoire un principe incontesté, c'est que les événements font les hommes, et que tel qui a tenu le monde dans sa main n'aurait été qu'un inconnu de génie s'il avait vécu quelques années plus tôt ou plus tard. C'est la nature qui fait l'histoire, et ce que nous appelons des événements ou des hommes de génie, n'est qu'une suite d'actions menées par la nature en exécution d'une loi divine : pour qui ne veut pas fermer les yeux à l'évidence, il y a au-dessus de la raison et de la volonté une puissance suprême qui dirige la raison, régit la volonté et, par le sentiment, nous inspire nos idées.

En s'imaginant un antagonisme entre la croyance à l'âme et le fait de la sensibilité, les philosophes n'ont pas seulement méconnu une vérité naturelle : ils ont créé le matérialisme, qui, par une conséquence logique, ne pouvait manquer d'engendrer le scepticisme.

En effet, dire que les idées ne sont que des sensations physiques, c'est dire que l'âme n'est qu'une fonction matérielle, à quoi d'ailleurs on voulait en venir; dire que les sens et l'intelligence peuvent toujours nous tromper, c'est rayer la pensée et ne laisser de l'homme qu'une brute toujours en délire. Mais si, comme nous espérons l'avoir montré, le sentiment n'est pas et ne peut être une fonction du cerveau; s'il est manifestement une force spirituelle agissant du dehors sur l'homme, pour lui communiquer des vérités nécessaires que sa misérable intelligence n'aurait jamais pu concevoir, en arrachant le sentiment aux erreurs de la philosophie, on ne ferait que le rendre à Dieu.

On aurait ainsi ajouté un développement nouveau à l'idée de la Providence...

EUGÈNE MOUTON.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'Europe et l'Amérique.

Les négociations préliminaires de paix sont commencées depuis hier. Mais depuis trois mois son anarchie intime oblige l'Europe à se parer d'une affectation de hautaine indifférence devant la lutte de l'Espagne et de l'Amérique, comme l'autre jour devant les massacres d'Arménie et la guerre turco-grecque qui en fut la suite.

L'Europe assiste aux plus grands événements de l'histoire du monde, sans essayer de réagir : telle une belle personne qui se tient dans un magnifique silence, parce qu'elle n'est pas capable de prendre part à la conversation. On a commencé seulement à s'émouvoir lorsqu'on a appris que la plus formidable escadre des temps modernes, sous les ordres de Watson, allait apparaître dans notre lac méditerranéen.

L'annonce seule est déjà de poids, en effet; la perspective d'un événement si nouveau change tous les rapports des choses de l'univers. On s'empresse à rappeler aux États-Unis leur propre doctrine de Monroë; on s'arme par ici de leurs principes pour s'en faire une défense contre leur prochaine arrivée. C'est à peu près comme si on voulait barrer le détroit de Gibraltar ou le Pas de Calais d'une chaine merveilleuse que Monroë aurait forgée de ses mains.

L'Amérique aux Américains et l'Europe aux Européens! Il s'agirait peut-être de prouver d'abord qu'il y a, en effet, une Europe et des Européens. Lorsque cette démonstration sera faite, nous serons proches de l'époque où toute barrière tombera, où les passages des mers seront à tous les hommes qui savent manier des bateaux, où la liberté des océans sera proclamée pour le genre humain.

L'objet de la civilisation, bien évidemment, n'est pas contenu dans cette formule : l'Europe aux Européens et l'Amérique aux Américains, formule puérile, dans son apparence de grandeur. Lorsque Jefferson et Monroë échangèrent entre eux ces lettres qui peuvent être comparées aux plus beaux monuments de l'histoire, alors que les États de l'Amérique du Centre et du Sud secouaient les vieilles chaînes de l'Europe et s'organisaient dans leur liberté, les deux grands sages du Nord avaient en vue de protéger leur continent contre les atteintes d'un système politique et social désormais démodé, laissé en arrière par le mouvement de l'évolution générale et qui s'était en vain efforcé de maintenir le nouveau continent sous sa loi.

« La question présentée dans les lettres que vous m'avez envoyées, écrivait Jefferson à Monroë, le 24 octobre 1823, est la plus importante qui se soit jamais offerte... Elle implique la direction que nous devons adopter à travers le vaste océan du temps... L'Amérique, Nord et Sud, a des intérêts distincts de ceux de l'Europe ; elle doit avoir son système propre... L'ancien continent travaille à devenir le domicile du despotisme, nous devons faire de notre hémisphère le domicile de la liberté. » Les deux hommes qui échangeaient alors ces pensées étaient situés plus haut dans les régions de l'esprit humain que les César et les Napoléon. Ils considéraient « l'océan des temps » d'un point de vue où nul homme d'État n'avait encore eu l'occasion et la chance de se pouvoir placer. « Nous devons, ajoutaient-ils, considérer toute tentative des puissances européennes pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère, comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sécurité... »

Cette appréhension de tout contact avec le système du « despotisme » les hante, c'est une de leurs pensées directrices que de s'en défendre avec un soin jaloux. « Les continents américains, disent-ils encore, par la condition libre et indépendante qu'ils ont affirmée et qu'ils maintiennent, ne doivent plus être considérés comme susceptibles de colonisation à l'avenir par aucune puissance européenne. » De là à entreprendre la libération de Cuba et des Antilles, il n'y a qu'un pas, et ce pas a été franchi de 1823 à 1898. Ce qui arrive aujourd'hui était bien à prévoir, et tout homme clairvoyant l'avait prévu, comme la suite des choses d'aujourd'hui est également marquée et dessinée avec une quasi-certitude. La question serait de dire si des choses si naturelles, si inévitables, doivent toujours être accomplies par le fer et le feu, et jamais par la paix et la raison.

La résistance héroïque des Espagnols à Cuba oblige les Américains à faire un détour immense pour prendre la Havane ; — non seulement un détour par Santiago et Porto-Rico, mais par les Philippines et peut-être par Gibraltar. Il faut comprendre en effet que ce double mouvement à travers le Pacifique et l'Atlantique, jusqu'aux colonnes d'Hercule, est à proprement parler un simple mouvement tournant pour bloquer la Havane. Le président Mac-Kinley se serait félicité et les boutiquiers de Chicago également, si on avait pu leur épargner cette expédition circumplanétaire dont l'objet direct est la liberté d'une île à leur porte. Mais le prix d'un si grand voyage, qui se trouve commandé non point par les arrangements de la nature, mais par les arrangements artificiels de l'histoire, — ce prix-là n'est pas encore fixé et il sera dur à débattre. Les Américains voudront être payés de leurs peines. Ils diront qu'ils ne s'y attendaient pas et que ces peines pouvaient leur être épargnées ; et pour le moment ils cueillent au passage, sur les océans, tout ce qu'ils peuvent cueillir, *fructus maris*. Ils occupent les îles des Voleurs, ainsi dénommées par les Européens qui les ont volées aux naturels du pays ; ils s'établissent aux Philippines ; ils s'apprêtent à cingler vers les Canaries et les Baléares. L'annexion de l'archipel Hawaïen n'est pas une des conséquences directes de cette marche stratégique vers l'Europe, mais c'en est bien un corollaire.

Le président Mac Kinley, qui aura attaché son nom à ces notables changements de l'histoire du monde, passe pour l'auteur immédiat de la conquête d'Hawaï. Le traité d'annexion s'appelle le traité Mac Kinley. Hawaï, au cœur du grand Pacifique, sur la ligne directe qui va du Canada en Australie, commande les côtes américaines et le port de San-Francisco. Les Français ont dans l'est de cet océan les îles Marquises et l'archipel de Tahiti ; les Anglais partagent la Nouvelle-Guinée avec les Hollandais et les Allemands, et ils possèdent en propre les plus vastes terres du Pacifique. Les Américains n'avaient rien ; si on pense qu'ils avaient quelque droit à posséder aussi un point d'appui, « une station de charbon », puisque c'est là le point d'appui vital désormais, on en conclut que l'archipel Hawaïen leur revenait tout naturellement.

Les Japonais peuvent seuls se croire lésés dans leurs perspectives d'avenir de ce côté. Mais si les Américains doivent occuper Manille, ayant déjà Honolulu, il faudra dire qu'ils se sont en un clin d'œil élevés du néant à une position magnifique et que,

n'étant rien hier dans cet océan Pacifique, ils y sont devenus non pas tout sans doute, mais une très forte partie. Les voilà donc lancés hors de chez eux, hors de toutes les barrières de Monroë, sur les vastes routes de l'Occident et de l'Orient à la fois. Ils sont introduits par la main de la fortune et du hasard dans le tourbillon des astres européens qui circulaient autour de la planète. Les lois de l'équilibre général en sont changées, c'est évident; mais cette immixtion est-elle un élément de paix ou de guerre? l'avenir seul pourra nous l'apprendre. A vrai dire, et si on prend les choses d'ensemble, ce doit être une garantie de paix générale, non pas pour tout de suite peut-être, mais certainement pour plus tard, lorsque l'humanité s'avancera vers un régime de civilisation et de légalité universelles.

La libre Europe enfin constituée selon les principes qu'elle a conçus la première ne sera plus pour les Américains cet objet d'appréhension dont la pensée empêchait Jefferson et Monroë de dormir. On n'aura plus à trembler au contact de deux systèmes différents, puisque ce sera un même système. Ainsi, pour la grande conciliation et fusion de l'humanité future, on peut dire que les événements actuels étaient nécessaires. Cette vue générale d'avenir n'est pas exclusive des regrets très vifs que nous éprouvons pour ce qui se passe sous nos yeux aujourd'hui, et nos sympathies pour la glorieuse Espagne n'en sont pas diminuées ni refroidies; mais ce ne serait pas la peine de vivre et de penser sur le point de rencontre du XIXe et du XXe siècle, d'avoir derrière soi une si longue période de l'humanité avec l'immense matière qu'elle offre à nos réflexions, si on devait encore aujourd'hui raisonner sur la politique comme autrefois.

* * *

Le gouvernement d'Espagne, en ces circonstances écrasantes, et dont il porte noblement le poids, a montré par un exemple extrêmement saisissant que les ministres devraient toujours respecter la liberté de la presse chez un peuple éclairé et patriote; et que cette liberté est en tout cas moins gênante que son absence même. Ainsi la censure toute militaire de l'état de siège s'exerçait sur les journaux de Madrid, biffait sur l'épreuve avant l'impression ce qui devait être retranché pour le public.

Les journaux libéraux et officieux, les plus prudents, la *Correspondencia*, le *Liberal*, l'*Imparcial*, la *Época*, avaient des parties plus ou moins grandes de leurs articles à éliminer. Leurs colonnes étaient semées de *blancs*, plus inquiétants que les plus noires nouvelles, et dans ces espaces ouverts au milieu du texte, l'imagination publique se livrait terriblement carrière et apercevait des choses plus funestes que la réalité. Le *Pais*, journal républicain, n'avait plus d'autre ressource que d'être une page vierge avec un simple titre. Les censeurs furent eux-mêmes si inquiets devant ces tableaux vides, *tabula rasa*, qu'ils prièrent les auteurs d'y mettre au moins quelque chose, par patriotisme, n'importe quoi; mais les nécessités de la composition et du tirage au dernier moment tenaient en échec le patriotisme le plus décidé à combler les lacunes à tout prix. On en est venu à penser que la censure préventive était plus mauvaise que la liberté, si même celle-ci était quelquefois indiscrète.

* * *

Les affaires de Crète et de l'Empire ne se laissent pas oublier; elles donnent encore aujourd'hui bien de la tablature à nos diplomates, parmi les autres sujets de soucis. Les puissances qui renouvellent leurs détachements de soldats dans l'île ne veulent pas permettre à la Turquie d'en faire autant. La Porte a réclamé; Djeved-Pacha, le gouverneur ottoman, a donné sa démission. C'est en réalité toute la question crétoise : la Porte revendique sa souveraineté et les puissances la lui refusent. On eût été plus sage de ratifier l'union de la Crète et de la Grèce, l'année dernière.

[illegible]

BULLETIN

Une colonie maternelle scolaire pour les enfants de cinq à sept ans.

[illegible] d'un peu haut les institutrices laïques, de croire qu'en dehors de leur office professionnel elles sont incapables d'un dévouement gratuit qui serait le monopole des [illegible] quelle inlassable générosité font preuve les femmes d'élite qui tiennent nos écoles, tous ceux-là le savent, qui se sont intéressés, de près ou de loin, à l'enfance.

La *Colonie maternelle scolaire* de Maisons-Alfort, où l'on abrite pendant les vacances des enfants pauvres de cinq à sept ans, est un témoignage nouveau de cette sollicitude. J'en veux conter ici brièvement l'histoire : elle honore notre enseignement primaire, et peut-être elle touchera quelques lectrices de la *Revue Bleue*, elle les incitera à fortifier cette première ébauche d'une grande chose.

[illegible] maternelle de la rue de Moussy, en plein faubourg Saint-Antoine, une directrice qui s'appelait Mme Fortier. Les enfants de cette école sont très pauvres : ils n'ont pas toujours à manger chez eux, quelques-uns se trouvent brusquement sans famille. Mme Fortier ne pouvait sup-

porter la vue de tant de misères : elle prenait, elle recueillait chez elle les plus malheureux de ces enfants, elle les logeait, les habillait, les nourrissait : son mince traitement suffisait à tout. Naturellement elle faisait cela sans nul espoir ni désir de récompense.

Quand l'âge de la retraite est venu, Mme Fortier n'a su que faire de son temps ni de sa pension. Si elle allait s'ennuyer? Si elle allait s'enrichir? Et, vite, cette « prolétaire intellectuelle » a songé à occuper ses « loisirs » et son « argent ».

Elle avait remarqué, durant sa longue carrière d'institutrice, que les vacances scolaires sont un mauvais moment pour les enfants très pauvres. Abandonnés à eux-mêmes dans les ruisseaux de Paris, ils s'y étiolent, s'y corrompent. La Ville de Paris a remédié partiellement à ce danger en créant les *Colonies scolaires*, grâce auxquelles nombre d'enfants du peuple vont passer quelque temps à la campagne. Mais ces « colonies » sont réservées aux enfants des écoles, c'est-à-dire aux enfants de sept à treize ans. Restaient les bébés de quatre à sept ans, les bambins rachitiques et malingres, les gavroches en herbe. Pour ceux-là, rien : et, plus que tous les autres, ils avaient besoin d'air, de lumière, de jeu libre, de nourriture saine!

L'idée était là, claire, réalisable : il fallait recueillir ces enfants, les emmener à la campagne, faire pour eux ce que la Ville faisait pour les plus grands : une colonie maternelle scolaire.

Mme Fortier se mit de suite à l'œuvre. Elle alla trouver quelques-unes de ses anciennes collègues, directrices d'écoles maternelles. Elle n'eut pas de peine à les intéresser à son idée. On la connaissait, on connaissait les misères dont elle parlait. On réunit d'abord quelque argent. Puis, comme il n'y en avait pas assez, on fit appel à quelques personnes dont le dévouement clairvoyant à tout ce qui touche l'enfance scolaire était connu. Le maire du IVe arrondissement, M. Faillot, celui du VIIIe, l'éminent M. Paul Beurdeley, la maison Hachette, Mmes Paul et Georges Broca; d'autres personnes encore, donnèrent les premiers 1000 francs nécessaires à l'œuvre. La directrice des Écoles annexées à l'École normale de la Seine, Mlle Beauparlant, offrit, outre sa cotisation de 100 francs, d'être trésorière de l'œuvre naissante. Une autre directrice d'École, Mlle Feyzeau, s'offrit comme secrétaire. En moins de cinq semaines, 3000 francs furent trouvés. Un concert donné à la mairie du IVe arrondissement augmenta les ressources. A défaut de sa voix d'or, Mme Bartet, de la Comédie-Française, envoya 50 francs. Mme Charles Blanc, qui, par une inspiration très parente de cette œuvre, vient d'offrir les vacances à 300 enfants de gardiens de la paix choisis parmi les plus délicats, envoya 100 francs... La Société était constituée : elle devait vivre, elle vit déjà.

Une petite maison à un étage fut louée à Maisons-Alfort. Pourquoi si près de Paris? dira-t-on. C'est que Mme Fortier, et sa collaboratrice directe (une surveillante des hôpitaux en retraite, Mme Faverolles), qui l'une et l'autre donnent *gratuitement* leur temps et leurs soins, ne pouvaient s'éloigner trop de Paris. Plus tard, si l'on a des ressources suffisantes pour payer un personnel, l'on s'éloignera dans la vraie campagne.

Pour le moment, les enfants sont à l'air. La maison est située près de l'École vétérinaire, 15, Grande-Rue. Mesdames, allez la voir. Prenez le bateau : c'est le plus court et le plus joli. La maison est au midi, et très saine. Elle comprend deux pièces formant dortoir, une grande chambre-réfectoire, un bureau, une salle-lavabo, une cuisine, une pièce de débarras. Cinq enfants y sont reçus par mois. Pendant les quatre mois de vacances (juillet-novembre), 20 enfants auront donc passé par la colonie. Chaque arrondissement de Paris aura fourni le sien.

Les enfants sont levés à 7 heures, puis lavés très largement. A 8 heures, ils déjeunent, puis jouent jusqu'à 11 heures et demie, heure du second repas. L'après-midi, on les sort, on les promène : à proximité, il y a une grande prairie où ils peuvent s'ébattre. A 6 heures et demie, ils dînent, et à 8 heures ils sont couchés.

L'alimentation se compose de lait, d'œufs, et de la viande à un repas.

Le choix des enfants est fait, parmi les plus nécessiteux et les plus débiles, par l'accord des municipalités et des institutrices. On ne prend pas d'enfants *malades*, mais simplement *faibles*, ayant besoin de se reconstituer. Les enfants ont bon appétit, et s'amusent : ils ne semblent pas regretter leur famille.

Et les parents ont accepté ces vacances avec joie. Ils ont confiance dans les institutrices, qu'ils voient à l'œuvre toute l'année. Plusieurs d'entre eux sont venus voir leurs enfants à Maisons-Alfort. Comme la bonne Mme Fortier s'excusait de la simplicité de l'installation, le père a dit : « Oh! la gamine sera toujours mieux que chez nous... »

De fait, l'installation est simple, très simple, mais peut suffire. Le mobilier a été constitué avec du matériel réformé des Écoles primaires et du collège Chaptal. Les baignoires, lessiveuse, etc., ont été offertes par des directrices d'école, les trousseaux par les municipalités, les médicaments par un pharmacien, M. Rousseau-Langvelt, les jouets par des dames, et il n'est pas jusqu'à Félix Potin qui ne fasse à la colonie naissante des réductions au prix du demi-gros!

Et voilà comment une œuvre de solidarité sociale peut naître. Il y faut d'abord un cœur de femme, puis d'autres cœurs et des intelligences de femmes, puis les bonnes volontés et l'argent de tous ceux qui se penchent sur la misère parisienne...

Que faut-il maintenant pour que cette œuvre essaime, s'accroisse, se multiplie? Que faut-il pour que, l'an prochain, plusieurs maisons, entourées d'une prairie-jardin, soient louées dans l'Ile-de-France, et abritent quelques centaines d'enfants chétifs, primevère douloureuse de la race?

Deux choses : des bonnes volontés gratuites, des dons en argent et en nature. Lectrices de la *Revue Bleue*, qui sur la plage ou dans la montagne lirez ceci en regardant jouer vos enfants, pensez à leurs petits frères pauvres et inconnus, et écrivez à Mlle Beauparlant, 10, rue Boursault, à Paris...

HENRY BÉRENGER.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36792. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 6. 4e SÉRIE. — TOME X 6 AOUT 1898.

MON PREMIER PROCÈS

A M. le directeur de la Revue Bleue.

Mon cher ami,

L'année dernière, quand Me Labori, le spirituel et fougueux avocat que tout Paris connaît, eut l'idée de fonder la *Revue du Palais*, il me fit l'amitié de me demander une série d'articles, où je conterais quelques-uns des procès de presse que j'ai soutenus, et qui avaient eu à l'époque un certain retentissement.

J'écrivis le premier qui parut dans le troisième numéro de la *Revue du Palais*. Me Labori, tout en l'insérant, me fit remarquer que sa revue avait naturellement nombre de magistrats pour abonnés, que je n'étais pas tendre pour la magistrature et qu'ils pourraient bien s'effaroucher du tour que je donnais aux choses.

— Diantre! lui dis-je en me grattant l'oreille, c'est que mes procès par eux-mêmes n'ont qu'un intérêt médiocre. Ils ne peuvent plaire que par la vivacité épigrammatique du récit. Enfin, j'essaierai...

J'essayai; je donnai à Me Labori le second article qu'il lut sur manuscrit. Il m'indiqua quelques passages à adoucir. Il avait raison à son point de vue, mais moi je n'avais pas tort au mien.

Bref, nous ne pûmes nous entendre et restâmes bons amis. Car Me Labori est bien l'un des hommes les plus ouverts et les plus aimables que je connaisse.

La *Revue Bleue* compte, j'imagine, parmi ses abonnés, beaucoup d'universitaires et fort peu de magistrats. C'est à la *Revue Bleue* que j'ai publié *Mes souvenirs de jeunesse et d'âge mûr*. Voulez-vous l'histoire de mes procès?

Vous reprendriez le premier dans la *Revue du Palais* où il n'a guère été lu que par une clientèle très spéciale (1). Je vous donnerais ensuite les autres au fur et à mesure.

Ne craignez aucune intempérance de langage. Je suis dans l'âge où l'on a cessé de croire qu'il vaut mieux frapper fort que juste.

Je vous serre la main cordialement.

FRANCISQUE SARCEY.

Vous pensez bien que, si je prends la plume aujourd'hui, ce n'est pas précisément pour le plaisir de conter par le menu de vieux procès oubliés, et de récriminer contre les condamnations où ils ont abouti. On n'a que vingt-quatre heures au Palais pour maudire ses juges, et la plupart de ces procès datent d'une vingtaine d'années; le premier de tous même remonte à l'année 1863, ce qui me permet d'en parler librement sans blesser personne. Je ne veux, s'il est possible, tirer de ces affaires où j'ai été mêlé qu'un bout de leçon, dont je souhaiterais que les plaideurs à venir profitassent, et peut-être aussi les juges : surtout les juges.

Il n'est peut-être pas inutile que les magistrats sachent le tort que fait à la justice une sentence qui manifestement n'est pas équitable, la haine, une haine furieuse, invincible, qu'elle sème dans le cœur de l'homme qui en est frappé. Il y a près de trente-cinq ans que j'ai perdu mon premier procès. La perte de ce procès ne m'a personnellement porté

(1) Nous remercions la direction de la *Revue du Palais* qui veut bien nous autoriser à reproduire ce premier article.

aucun préjudice : c'est le journal qui a tout payé, amende, dommages-intérêts, frais de procédure. L'estime dont je jouissais parmi mes confrères et chez le public n'en a été atteinte en aucune façon. Je crois être et je suis en effet le moins nerveux des hommes; j'avais été doué par la nature d'un tempérament robuste et d'une humeur toujours égale; je m'étais depuis ma jeunesse étudié à me cuirasser d'une épaisse indifférence philosophique, et j'y étais parvenu, je puis le dire sans vanité. Personne n'a jamais opposé aux misères dont on est toujours peu ou prou assailli dans le cours de sa vie un stoïcisme plus aisé et plus souriant. Eh bien ! je ne puis encore songer à cette aventure sans je ne sais quel frémissement d'horreur, sans un soulèvement de tout mon être.

Ce n'est pas, certes, l'importance de l'affaire en soi : elle n'en avait aucune; jamais il n'y eut plus mince procès, malgré le tapage qu'il fit à l'époque, malgré le renom des avocats qui le plaidèrent à grand orchestre. Non, c'est que toutes mes notions de logique et de justice furent du coup bouleversées. Ce fut une révolte de mon bon sens contre une sentence qui ne me paraissait pas seulement inique, mais absurde, mais inexplicable.

Je me disais, étonné et rageur : Mais enfin pourquoi? Une simple erreur chez les magistrats qui m'ont jugé n'est pas admissible; mon innocence a dû leur crever les yeux : elle est aussi claire que la lumière du soleil. Pourquoi les ont-ils volontairement fermés?

Je me souviens d'une phrase de Montesquieu qui m'avait beaucoup frappé quand je la lus. C'était dans ses *Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains*. Il parlait de la justice qui était devenue, sous les empereurs, horriblement vénale; et il disait qu'il n'y a rien de plus abominable que d'avoir l'air de tendre la main au malheureux qui se noie et de le frapper avec la planche sur laquelle il croyait trouver un refuge. Les termes exacts du texte sont sortis de ma mémoire, mais l'idée qu'ils expriment s'était enfoncée dans mon esprit. Enfant, quand on reçoit une punition que l'on n'a pas méritée, on crie en levant ses petits bras au ciel : C'est une injustice! c'est une injustice! Comme la colère, quand on perd un procès où l'on avait certainement raison, est plus violente et plus durable aussi ! Car l'irritation de l'injure personnelle subie s'accroît du sentiment de l'éternelle justice violée. Le coup vient de la main qui vous devait sauver et qui vous décharge sur la tête la dernière planche de salut.

La première fureur est tombée chez moi. Une fureur qui durerait un quart de siècle, cela ne se serait jamais vu. Je n'ai point gardé de ressentiment enseveli au fond de mon cœur. Des Espagnols disent que la vengeance est un mets qui se mange froid. Je ne me sens nul appétit de vengeance. Je n'ai jamais bien su les noms des magistrats qui m'ont condamné, et ne leur en ai jamais voulu personnellement. Mais quand il m'arrive, comme aujourd'hui, de fouiller le passé, tout aussitôt j'entends une voix qui me crie : C'était une injustice ! Pourquoi des juges l'ont-ils commise, ne pouvant ignorer qu'ils la commettaient? pourquoi ont-ils mis leur conscience sous leurs pieds pour te condamner contre toute vérité, contre tout bon sens? pourquoi? pourquoi?

Il n'y a rien de plus piquant, de plus énervant, que de chercher en vain le mot d'une énigme ou d'une charade ! Cette condamnation a été pour moi une énigme, dont je n'ai pu trouver le mot, et il y a grande apparence que je ne le trouverai jamais.

C'était en 1863. J'étais entré dans la critique théâtrale vers les derniers mois de l'année 1859. Il y avait donc trois ans et demi que j'exerçais la profession. J'y avais conquis assez vite une notoriété considérable. Le succès en ce genre était plus facile à obtenir en ce temps-là qu'aujourd'hui. Il n'y avait guère qu'une demi-douzaine de journaux, qui tous avaient gardé pieusement la tradition du feuilleton du lundi. La plupart des Parisiens qui s'intéressaient aux choses du théâtre lisaient les six feuilletons publiés chaque semaine et les comparaient entre eux. On pouvait donc se faire assez vite une réputation.

J'avais été tout de suite distingué par les connaisseurs pour une assiduité à suivre toutes les manifestations d'art dramatique qui était assez rare à cette époque, et pour un certain goût de franchise qui l'était peut-être plus encore. Je comptais parmi ceux que l'on appelait par badinage, en souvenir de la *Vie de Bohême*, les critiques influents. J'étais surtout fort écouté quand je parlais de l'ancien répertoire, que mes illustres confrères avaient le tort de négliger quelque peu. On ne jouait pas à la Comédie-Française ni à l'Odéon une tragédie de Corneille ou une comédie de Molière que je n'allasse voir et dont je ne rendisse compte, le plus consciencieusement du monde. On me blaguait volontiers pour cet acharnement, où les uns voulaient voir du pédantisme, où les autres soupçonnaient de la pose. Je poussais ma pointe, sans me préoccuper des railleries. Je sentais bien que j'avais pour moi le grand public.

Il arriva que l'Odéon annonça, comme on le faisait alors, sans tambour ni trompette, la reprise d'*Andromaque*, avec une débutante dans le rôle d'Hermione. C'était le temps où toutes les jeunes élèves du Conservatoire avaient la tête tournée du souvenir de Rachel. Toute fille de concierge ou de fruitier qui avait reçu de la nature le don d'une voix rauque rêvait de dire à la Comédie-Française les imprécations de Camille ou les fureurs jalouses de Phèdre.

Plus tard ce fut Sarah qui exerça sur les jeunes filles de la bourgeoisie le prestige que vous savez, puisqu'il dure encore. On imita la voix d'or, les attitudes penchées et les gestes câlins de la grande charmeuse. En 1863, nous en étions encore à Rachel.

Hélas! que j'en ai vu passer de ces Rachel,

qui sortaient les unes du Conservatoire, élèves de Samson, les autres de la Tour-d'Auvergne, écolières formées et lancées par Ricourt, d'autres encore qui étaient les élèves de la nature, tout comme les peintres impressionnistes de maintenant.

Tant y a que l'Odéon en avait découvert une nouvelle. Je ne vous livrerai pas son nom, parce qu'elle vit aujourd'hui retirée du théâtre, en famille ; parce qu'elle a des enfants, et que je sais que le souvenir de cette histoire leur serait désagréable à tous. Je l'appellerai pour la commodité du récit Mlle Charlotte. Elle fut affichée tout simplement pour le soir ; aucune réclame ne parut dans les journaux ; ce n'était pas l'usage.

Je me proposai d'aller l'entendre, et de fait j'y allai. J'achetai selon mon habitude l'*Entr'acte* avant d'entrer au théâtre, afin d'avoir exactement la distribution de la pièce. Je me suis toujours défié et de mes yeux, qui sont mauvais, et de ma mémoire des visages, qui est exécrable. L'*Entr'acte* portait bien, comme les affiches apposées le matin dans Paris, le nom de Charlotte en face de celui d'Hermione.

Mais je n'avais pas remarqué que sur l'affiche collée aux murs de l'Odéon s'étalait une bande blanche, où l'on avait écrit à la main, au lieu du nom de Charlotte, celui de Mlle Duguéret. Mlle Duguéret était elle-même une débutante dans l'art de la tragédie. Elle a eu depuis d'assez grands succès, et après avoir brillé durant quelques années dans le drame, elle a subi une noire éclipse et a complètement disparu du théâtre. Je l'avais déjà vue jouer une ou deux fois. Mais, persuadé comme j'étais et devais être que j'assistais aux débuts de Mlle Charlotte, je ne la reconnus point.

Elle fut exécrable ou tout au moins très médiocre. Elle avait été prévenue au dernier moment qu'elle eût à jouer, au pied levé, en remplacement de la débutante, qui s'était dérobée, un rôle qu'elle n'avait pas encore étudié à fond, qu'elle savait à peine de mémoire. Elle n'avait pas fait d'objections ; car c'était une vaillante que cette Duguéret, dont j'ai eu plus tard à faire souvent l'éloge. Elle s'était bravement jetée à l'eau pour sauver la recette et rendre service à une camarade. Ah! si elle m'avait le lendemain, comme ne manquerait pas de le faire une actrice d'aujourd'hui, écrit pour me dire : « Vous savez! hier, ça ne compte pas! je jouais pour une autre! » que d'ennuis elle m'eût épargnés!

Elle n'y songea point, peut-être même n'avait-elle pas su que j'étais dans la salle. Je contai dans le prochain feuilleton du lundi cette représentation au public, et naturellement je dis de la débutante, en l'appelant Charlotte, qu'elle avait été fort mauvaise, et j'ajoutai qu'avant d'aborder des rôles si redoutables il serait bon de les avoir appris.

Il y avait erreur sur la personne.

C'était l'affaire d'une simple rectification dans le journal. Dieu sait que je m'y fusse prêté de la meilleure grâce du monde si elle m'avait été demandée par la personne victime de cette méprise. Ces sortes de rectifications sont de droit et jamais aucun journaliste ne s'est refusé à les faire. La vérité est que Mlle Charlotte ne m'écrivit point, ne vint pas me voir, ne me donna pas signe de vie. Moi, de mon côté, je n'avais eu aucun soupçon de ce nom pris pour un autre. Duguéret s'était gardée de réclamer, et il n'y avait pas alors une foule de reporters en éveil pour relever ces vétilles. Mon erreur avait passé inaperçue.

Huit ou quinze jours se passèrent, je ne sais plus au juste, sans que j'entendisse parler de rien, lorsqu'un matin je reçus d'un huissier parlant à ma personne un papier timbré dont j'eus quelque peine à déchiffrer le grimoire. Il y était dit en substance que j'avais, en affirmant que Mlle Charlotte avait mal joué Hermione et qu'elle n'étudiait pas ses rôles, méchamment trompé le public, et porté un préjudice grave à ladite Charlotte, lequel préjudice était estimé à cinq mille francs de dommages-intérêts...

Une cheminée qui me fût tombée sur la tête m'aurait moins étourdi. Je courus à l'Odéon ; j'appris là qu'en effet c'était Mlle Duguéret qui, au refus de Mlle Charlotte, avait ce soir-là joué le rôle d'Hermione, que le public avait été prévenu par une bande collée sur l'affiche.

— Mais, moi, je n'ai pas été prévenu! m'écriai-je. Ce n'est pas ma faute. Pourquoi cette jeune tragédienne, au lieu de demander tout simplement une rectification, m'envoie-t-elle du papier timbré? elle me paraît bien irascible.

J'appris alors que je n'étais pas le premier à qui cette jeune personne eût ainsi cherché noise devant les tribunaux. Soit qu'elle fût d'un naturel processif, soit qu'elle obéit aux conseils d'un ami qui lui voulait du bien et qui jouissait d'un grand crédit dans la magistrature, elle s'était mis en tête de réduire à force de procès les journalistes au silence ou de les contraindre à la louange. Elle en avait deux ou trois sur la planche, sans compter le mien. Elle criait partout qu'elle était sûre de gagner, que les folliculaires verraient de quel bois elle se chauffait, et autres aménités de cette espèce.

Je revins au journal tout rêveur. Je fis part de

l'incident à mon rédacteur en chef, M. Guéroult, qui était le meilleur des hommes.

— Il n'y a pas dans tout cela, me dit-il, de quoi fouetter un chat. Faites vous-même la rectification; nous la publierons dans le numéro de demain, et tout sera dit.

J'écrivis donc l'entrefilet, où, après m'être excusé de mon erreur, qui était fort involontaire, je fis observer que je n'aurais pas eu besoin, pour reconnaître que je m'étais mépris, d'y être invité sur papier timbré; que ce procédé insolite trahissait chez l'artiste qui l'avait employé un goût véritablement fâcheux pour la chicane.

Je croyais sincèrement tout terminé par cet aveu : Mlle Charlotte ne retira pas sa plainte et l'instance suivit son cours.

Je faisais en ce temps-là partie d'une joyeuse société qui était presque tout entière composée de jeunes avocats et d'avoués en herbe. J'étais le seul homme de lettres de la bande. Nous avions acheté à frais communs un bateau, qui a joui, j'ose le dire, de quelque célébrité à Bougival entre 1860 et 1865. Il avait nom *le Palais*. Nous allions tous les dimanches canoter de compagnie, et l'on dînait le soir chez la mère Fournaise, en buvant d'un petit reginglet qui tapait aisément les cervelles.

Ai-je besoin de vous dire que, dans ce milieu fantaisiste, mon procès fut un texte inépuisable de facéties incessamment renouvelées. Je le plaidais tous les dimanches après boire, et j'étais condamné parfois à l'échafaud, et dans les jours de clémence aux travaux forcés. Nous pouffions de rire. Aucun de nous ne prenait la chose au sérieux. Aucun; j'ai tort.

Un de nos compagnons, qui est devenu depuis une des lumières du Palais, me prit un soir à part et me dit :

— Tu as tort de traiter légèrement ton affaire. Elle est plus grave que tu ne crois. Sois convaincu qu'elle est perdue d'avance.

— Pardon! m'écriai-je, mais elle est imperdable.

— Mon ami, il n'y a pas de procès imperdable, et ton procès est perdu, je te le garantis.

— Comment peux-tu le savoir ?

— C'est qu'il est si parfaitement absurde, si prodigieusement ridicule, que Mlle Charlotte et le monsieur qui la pilote ne l'eussent point engagé s'ils n'avaient été assurés d'autre part de le gagner.

Je vous confesse que le raisonnement me parut des plus biscornus. Je le tins pour une fumisterie nouvelle. Ce n'est que plus tard, bien plus tard, que j'en sentis la justesse.

Mon affaire fut enfin mise au rôle. Il était temps, car tous les jours il paraissait dans quelqu'un des journaux qui composaient ce qu'on appelait alors « la petite presse » une note où l'on me blaguait de façon plus ou moins spirituelle sur ma mésaventure. C'était une scie organisée par une main occulte. Je n'avais pas encore cette superbe carapace d'indifférence dont m'a cuirassé l'exercice de ma profession. Je commençais à être agacé.

J'appris que mon adversaire avait choisi pour avocat Léon Duval. Me Léon Duval passait pour avoir la dent venimeuse et cruelle. Le choix qu'on avait fait de lui pour plaider contre moi suffisait à me prouver que l'actrice et son protecteur étaient décidés à pousser jusqu'au bout l'affaire et à ne me point ménager.

— Tu vas en voir de grises! m'avaient dit en badinant mes amis, le bras sur l'aviron.

Parmi eux se trouvait un de mes camarades de collège, Jules Papillon, avec qui j'étais lié d'une amitié très sincère et très vive. Bien que Jules Papillon n'ait pas brillé au premier rang comme avocat au Palais, son souvenir ne s'est pas effacé de la mémoire de nos contemporains. C'était l'homme le plus gai et le plus fertile en saillies que j'aie jamais connu. Je l'ai vu plus d'une fois aux prises avec les plus célèbres causeurs de ce temps, avec Edmond About, avec Édouard Pailleron, avec Lambert Thiboust; il les éteignait sous le flot d'une verve toujours jaillissante. On conte qu'au XVIIIe siècle Piron réduisait Voltaire au silence. Ainsi Papillon. Il aurait pu s'approprier les vers que débite en parlant de lui-même le héros de la *Métromanie* :

> On tenait table encore; on se serre pour nous;
> La joie en circulant me gagne ainsi qu'eux tous;
> Je la sens, j'entre en verve et le feu prend aux poudres,
> Il part de moi des traits, des éclairs et des foudres.

C'est bien cela. Il partait de lui des traits et des éclairs, quand il était animé par le bruit de la conversation. C'était un feu d'artifice. A la barre, plus de fusées; il ne restait qu'une carcasse noircie. Papillon eût été un merveilleux vaudevilliste, un chroniqueur aussi amusant qu'Eugène Chavette ou Aurélien Scholl. Il n'a jamais été qu'un avocat de second ordre.

Que m'importait! la cause me paraissait sûre. Lui et moi nous allions à l'audience comme à une fête. Toute l'équipe du canot *le Palais* était là, dans l'unique et louable intention de « rigoler un brin ». Pardon pour le mot, je n'en trouve pas d'autre qui réponde mieux à notre état d'esprit en ce jour solennel.

Me Léon Duval prit le premier la parole.

Il commença par établir, dans un langage très châtié, si châtié que je le soupçonnai tout aussitôt d'avoir écrit sa plaidoirie et de l'avoir apprise par cœur, cette vérité primordiale que le critique et surtout le critique de théâtre avait de grands devoirs à

remplir, exerçant un véritable sacerdoce. Il énuméra tous ces devoirs.

Mais il ne cacha point que le premier de tous était la sincérité.

Il s'éleva avec force contre les critiques qui abusent de leur plume pour frapper, contre toute justice, sur ceux dont le nez leur avait déplu, ou sur celles qui n'avaient pas voulu passer sous leurs fourches caudines. Mais où son indignation ne connut plus de bornes, c'est quand il prit à partie les écrivains qui ne prenaient pas même la peine d'aller voir les œuvres dont ils eussent à parler, qui les abîmaient sans les connaître et n'étaient sauvés de l'odieux que par le ridicule. Il conta quelques-unes des méprises les plus célèbres dont s'étaient rendus notoirement coupables certains écrivains en renom, tant dans l'antiquité que dans les temps modernes. Il les fustigea d'importance et déclara (en forme de transition) qu'il n'y en avait pas un seul dont l'infamie pût entrer en comparaison avec la mienne.

J'avais commis la déloyauté la plus monstrueuse dont les siècles eussent jamais été témoins. Qu'étais-je donc pour avoir ainsi manqué non seulement à mes devoirs professionnels, mais même à l'honneur du galant homme?

Il traça un portrait de moi, qu'il n'avait jamais vu, qu'il ne connaissait ni d'Ève ni d'Adam, et naturellement il le traça de chic. Il peignit de couleurs sombres les jeunes femmes qui entraient chez moi innocentes et pures, et qui en sortaient souillées, à moins qu'elles n'eussent opposé aux désirs effrontés du Minotaure (oui, j'ai été une fois en ma vie assimilé au Minotaure) la barrière d'une vertu infrangible, et alors... oh! alors!...

Il parla longuement et complaisamment de Charlotte. Elle était chaste; elle aimait l'art; c'était la vestale de la tragédie antique; et moi, abominable monstre, j'avais brisé sa carrière, je l'avais perdue de réputation et d'honneur.

Il persistait dans ses conclusions.

Je suis rhétoricien jusqu'aux moelles; j'aime les belles ordonnances ainsi que le langage académique; je goûte l'esprit, même quand il s'exerce à mes dépens; en sorte que j'écoutai tout ce discours comme s'il s'y fût agi d'un autre que de moi, avec je ne sais quelle complaisance mêlée d'admiration.

— Il parle bien, l'animal! me disais-je, c'est comme ça que j'ordonnais jadis mes discours latins. Quel dommage qu'il n'ait pas dit un mot du fait! Il n'y a que ça qui manque à la plaidoirie; mais ça manque un peu trop tout de même.

Papillon se leva.

Il commença par faire mon éloge; rien ne lui était plus aisé, dit-il, puisqu'il m'avait connu dès le lycée et n'avait cessé d'être en relations avec moi. Il reprit à son tour l'énumération des vertus que l'on exige d'un critique, et jura que je les possédais toutes. J'étais incapable de vendre ma plume ni pour une somme d'argent, ni pour un baiser de femme; plus incapable encore de me venger d'un refus. Il n'y avait pas un mot de vrai dans les accusations portées ou insinuées par Mlle Charlotte. Il l'affirmait sur son honneur.

Ce fut sa péroraison, une péroraison très brillante, après quoi il se rassit. Et moi, cependant, je bouillais d'impatience. Il me semblait que ni l'un ni l'autre des deux avocats ne s'étaient enfermés dans la question. Ils avaient fort éloquemment parlé autour. Mais le fait, le fait initial, le fait sur lequel était basée l'accusation, le fait qui était le fond du procès, et qui était tout le procès, ils n'en avaient soufflé mot ni l'un ni l'autre.

Je me levai et je fis alors, sans me douter de mon audace, un coup de ma tête, qui plongea dans la stupéfaction, je l'ai su depuis, juges, avocats, huissiers, sans parler du public. Je m'élançai au pied du comptoir où siégeait le tribunal, et, tirant l'*Entr'acte* de ma poche :

— Monsieur le président, dis-je, ce n'est pas tout ça. J'ai écrit que Mlle Charlotte avait mal joué *Andromaque;* je croyais que c'était elle qui jouait le rôle, et j'étais dans mon droit en le croyant. Vous pouvez vous en assurer en jetant les yeux sur ce journal. Je m'étais trompé; j'ai reconnu mon erreur. Voilà tout le procès.

Et j'allai me rasseoir.

Il paraît que cette démarche était des plus insolites, qu'un plaideur n'est pas admis à exposer lui-même sa cause avant d'en avoir obtenu permission du président; que de prendre la parole après mon avocat n'était rien moins qu'une monstrueuse impolitesse faite à tout le barreau. Le président me dit d'un ton fort sec :

— Enfin vous plaidez la bonne foi.

— Mais naturellement, puisque j'étais de bonne foi!

Le ministère public ne me chargea pas trop; il blâma ma légèreté, mais il reconnut que mon erreur était des plus excusables, et il laissa l'affaire à l'appréciation du tribunal.

Le prononcé du jugement fut remis à huitaine.

— Tu as perdu ton procès! me dirent tous mes amis de la basoche.

Je n'en voulais rien croire; c'étaient eux pourtant qui avaient raison. Je fus condamné à 100 francs d'amende et 1 000 francs de dommages-intérêts. Mais le tribunal avait usé, pour me condamner, d'un biais qui m'étonna plus que tout le reste :

« Attendu, disait en substance le jugement, que le défendeur prétend qu'il a été trompé par l'*Entr'acte;*

« Mais attendu qu'en reconnaissant son erreur dans le journal, il a insinué que Mlle Charlotte avait du goût pour la chicane ; que c'est là une imputation mensongère et de nature à nuire à la considération de la demanderesse,

« Condamne, etc. »

Je bondis de surprise. — Mais il n'a jamais été, m'écriai-je, question de cela au procès. Ce n'est pas cela qui a été plaidé ni par mon adversaire ni par moi. Il est possible que sur ce point j'aie eu tort, mais ce n'est pas pour m'expliquer sur cette imputation, mensongère ou non, que j'ai été cité devant le tribunal ; et de fait je n'ai donné aucune explication là-dessus par la bonne raison qu'on ne m'en a point demandé. Ce jugement est contraire à toute logique, plus encore qu'à toute justice.

Je courus chez M. Guéroult, le suppliant de me permettre d'en appeler.

— Vous êtes un enfant ! me dit-il. Comment ne voyez-vous pas que les raisons qui vous ont fait, contre tout bon sens, condamner en première instance vous suivront devant la Cour d'appel ?

Je discutai longtemps avec lui ; j'étais enragé.

— Laissez-moi au moins, dis-je à mon rédacteur en chef, expliquer à mes lecteurs que, si je suis condamné, ce n'est pas, comme le répètent malignement tous les petits journaux, pour avoir éreinté une actrice sans avoir assisté à la représentation.

— Ah ! que vous êtes jeune ! que vous êtes jeune ! me répétait M. Guéroult avec une bonhomie paternelle. Moins vous ferez de bruit autour de votre affaire, plus vite elle s'oubliera. Si vous saviez comme le public est indifférent à toutes ces petites querelles !

Il parlait sagement ; mais, je le répète, je ne m'étais pas encore cuirassé contre les méchants propos et les railleries de cette belle indifférence que je leur ai opposée plus tard. J'avais la peau tendre ; j'insistai si longtemps que par bonté d'âme, contre son avis personnel, M. Guéroult me permit d'insérer en tête de mon feuilleton la note suivante, que je copie textuellement, parce qu'un nouveau procès en jaillit, comme d'une boîte à surprise :

« On se souvient que j'avais critiqué Mlle Charlotte dans une pièce où elle ne jouait pas. Mlle Charlotte prétendait que j'avais agi ainsi par malice noire ; j'affirmais au contraire que c'était là une simple erreur de nom, dont l'*Entr'acte* était le premier coupable.

« Sur ce point, le seul qui me tînt au cœur, parce qu'il intéressait mon honneur de journaliste, j'ai gagné ma cause. Les juges, en mettant de côté ce chef d'accusation, ont implicitement reconnu ma bonne foi. Je suis condamné pour un autre motif que la réserve prescrite à un homme condamné m'interdit de discuter. »

Voilà la note ; je n'y change pas un mot.

Trois semaines après, je recevais une citation à comparaître en police correctionnelle pour répondre de la nouvelle imputation calomnieuse lancée contre Mlle Charlotte. M. Guéroult en recevait une autre de son côté, comme gérant du journal.

Il fut tout aussi étonné que moi. Il se reporta à la note que je viens de vous transcrire ; il la lut et la relut.

— L'affaire est grave, me dit-il, car elle n'a pas le sens commun. Je ne sais pas ce qu'il y a là-dessous, mais il y a quelque chose. C'est vous ou le journal qu'on poursuit. Nous sommes condamnés d'avance, cela est évident ; mais au moins faut-il l'être avec éclat. Gardez votre avocat ; mais nous, nous allons prendre, au nom du journal, un des maîtres du barreau, un avocat posé, qui ait de la consistance et du renom.

Il choisit Me Carraby. Vraiment, bien que ce procès ait été pour moi une source d'ennuis, je suis tenté de ne pas regretter de les avoir subis, quand je songe que c'est à lui que je dois d'avoir connu ce galant homme, d'esprit si ouvert, de langage si aimable, de qui l'on peut dire que la persuasion coule de ses lèvres. Nos adversaires avaient confié leur cause à Me Bétolaud. Vous voyez que l'affaire prenait des proportions considérables.

Et moi, la tête dans mes deux mains, affolé, ahuri, je me disais et je disais à M. Guéroult :

— Mais qu'est-ce qu'ils vont pouvoir dire ? Il n'y a rien, mais rien de rien ! Où est le procès ? De quoi se plaint-on ?

Et M. Guéroult revenait, en souriant, à son perpétuel refrain :

— Que vous êtes jeune ! Que vous êtes jeune !

Oh ! ce fut une belle passe d'armes. A un instant, Me Carraby fit allusion aux mobiles souterrains de l'acharnement déployé contre nous ; le président l'arrêta d'un geste sévère :

— Maître Carraby, lui dit-il sèchement, veuillez vous enfermer dans les faits de la cause.

Jamais, non, jamais, je n'eus tant d'envie de prendre la parole et de crier :

— Les faits de la cause ! mais il n'y en a pas, de faits ! où sont-ils, les faits ?

Mais on m'avait fait jurer de me tenir tranquille, et je rongeais mon dépit en silence.

Quand ce fut le tour du ministère public, le procureur impérial se leva :

— Messieurs, dit-il, il est évident que M. Sarcey aurait mieux fait de ne pas revenir sur la chose jugée ; mais enfin ce qu'il a dit est la vérité même ; il ne s'est rendu coupable d'aucune imputation diffamatoire. Le procès n'existe pas.

J'abrège un peu son discours ; mais il ne parla pas

plus de deux minutes. Oh! le brave homme! je l'aurais embrassé, malgré sa robe de magistrat.

— Eh bien! dis-je à Carraby, nous avons gagné cette fois?

Il haussa doucement les épaules :

— Vous êtes jeune, me dit-il.

Huit jours après nous étions condamnés, M. Guéroult et moi, conjointement et solidairement, avec les attendus les moins obligeants, à une forte amende et à des dommages-intérêts dont j'ai oublié le chiffre.

C'est une affaire qui coûta, grâce au double procès, cinq ou six mille francs au journal. M. Guéroult ne m'en témoigna aucun ressentiment :

— Eh bien! avais-je raison? me dit-il.

Je baissai la tête. J'étais fort penaud, oui, fort penaud ; mais ce qui m'enrage encore, après tant d'années, c'est de ne pas savoir pourquoi j'ai été condamné. J'ai eu bien d'autres procès depuis ; je les ai presque tous perdus ; mais enfin j'ai pu me rendre compte des motifs qui avaient décidé mes juges. Il me semble ici qu'il n'y en avait point. On n'avait d'autre raison de me condamner que celle qui a été formulée dans cet adage latin : *displicuit nasus tuus*.

Mais cet adage est bien peu juridique.

(A suivre.) FRANCISQUE SARCEY.

BISMARCK

L'année dernière, en recevant une de ces députations qui, depuis sa retraite forcée, troublaient seules, avec les *interviewers*, son repos involontaire, le prince de Bismarck disait :

« La politique m'est devenue absolument indifférente, et je ne m'en soucie plus. Je suis comme un voyageur perdu dans la neige, qui s'enfonce vers la terre pendant que les flocons le recouvrent. »

Les flocons ont fini de le recouvrir et lui font maintenant un linceul ; mais il ne disait pas vrai, lui qui s'est toujours vanté de ne jamais mentir, lorsqu'il prétendait qu'il ne se souciait plus de la politique. Il en avait trop fait, de la grande, de la bonne et de la pire, pour pouvoir tolérer que d'autres en fissent à côté de lui et sans lui, et jusqu'au delà de la tombe il a dit à Guillaume que, malgré l'apparente réconciliation de 1895, il ne lui avait pas pardonné son brutal renvoi de 1890. Il a refusé les honneurs funéraires que, il le savait, l'incomparable metteur en scène impérial voudrait certainement lui rendre, et il a tenu à ce qu'il fût constaté sur sa tombe qu'il n'avait eu qu'un seul maître : le vieux Hohenzollern qu'il avait hissé sur le trône de Barberousse restauré et qui, lui, avait compris qu'un empereur allemand ne devait pas, ne pouvait pas accepter la démission du fondateur de l'empire allemand.

Et cet immense orgueil qui lui a fait préférer un simple mausolée familial dans le parc de son domaine de Friedrichsruhe à l'apothéose d'une sépulture impériale dans le Dôme de Berlin, parce qu'on ne lui a pas permis de rester jusqu'à la fin le conservateur de l'édifice dont il fut l'architecte, cet orgueil était justifié par l'immensité de l'œuvre accomplie.

Cette œuvre on la connaît et il n'est pas un des lecteurs de la *Revue* qui ne l'ait pas relue dans les très complètes biographies qui viennent d'être publiées au lendemain de sa mort. On a revu le colosse, se grandissant avec les événements, donnant sa mesure en pleine maturité, au seuil de la vieillesse, s'associant avec trois autres vieillards, son roi et ses deux collaborateurs militaires, sacrifiant tout à son idée fixe de grandir la Prusse, broyant tous les obstacles, hommes, trônes et peuples, élargissant ses visées avec le succès jusqu'au delà même du but qu'il avait pu raisonnablement se fixer lui-même.

Il n'avait songé d'abord, lorsqu'il débuta dans la carrière diplomatique comme représentant de la Prusse à la diète de Francfort, où comme député il s'était montré presque plus Autrichien que Prussien, qu'à faire de la Prusse l'égale de l'Autriche. En 1859, de Saint-Pétersbourg, où il était ambassadeur, il écrivait à son ministre des affaires étrangères « qu'il faut s'affranchir de la situation faite à la Prusse par le *statu quo* des traités ».

A Paris, où il se rend ensuite pour achever de connaître et d'étudier les hommes avec lesquels il va engager la grande partie, il se montre si peu ambitieux pour son pays que Napoléon III lui indique sa voie. « En Allemagne, lui dit-il, l'Autriche représente le passé, la Prusse l'avenir. En s'enchaînant à l'Autriche, la Prusse se condamne à l'immobilité. Elle ne peut s'en contenter. Elle doit accomplir les destinées qui l'attendent et que l'Allemagne attend d'elle. »

C'était le langage qu'à Plombières Napoléon avait tenu à Cavour, c'était le rêve de la politique des nationalités qui devait nous rendre nos frontières naturelles et qui nous conduisit à l'amputation de 1871.

Mais Bismarck ne voyait pas si loin et n'aspirait pas si haut ; il ne se croyait pas assez fort pour y prétendre et ne soupçonnait pas tant de stupide aveuglement chez ses rivaux.

C'est seulement après les premiers succès, après les campagnes de 1864 et de 1866 que la lumière commença à luire, et que Bismarck crut possible la restauration du trône impérial dont il n'avait pas voulu pour son roi lorsqu'il avait pu y atteindre par le vœu populaire. Dès lors il se mit résolument à l'œuvre, utilisant toutes les ressources d'une diplomatie sans

scrupule qui déroutait tout le monde par sa brutale franchise et son jeu de cartes sur table, tortueuse, menteuse pourtant, criminellemême, puisqu'il devait, vingt-cinq ans plus tard, se vanter lui-même de s'être fait faussaire pour provoquer une rupture qui allait lui échapper.

On connaît la lamentable et lugubre histoire de la dépêche d'Ems. Bismarck nous l'a contée lui-même. Il a bien inventé une diplomatie nouvelle. Il l'a rendue passible du code pénal. Plus heureux qu'habiles, Napoléon III et ses ministres avaient obtenu, après le retrait de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne qui mettait fin au conflit, une déclaration à peu près satisfaisante du roi de Prusse auprès duquel on avait fait faire par notre ambassadeur, M. Benedetti, une démarche qui pouvait passer pour une provocation. La dépêche expédiée d'Ems par le cabinet impérial pour être communiquée aux journaux, arriva à la Wilhelmstrasse où M. de Bismarck conférait avec le maréchal de Moltke et le maréchal Roon. Il en fut consterné et ses deux complices aussi. Au moment de l'affaire du Luxembourg, ils n'étaient pas encore tout à fait prêts. Ils l'étaient aujourd'hui, tout était à point et leur proie allait leur échapper. Bismarck eut bientôt fait de les rassurer. Il prit sa plume, refit la dépêche royale et, pour empêcher toute rectification, tout désaveu, il la fit publier sans retard.

L'homme qui a commis ce crime a rendu à son pays de grands services, et l'histoire ne l'oubliera jamais, mais elle lui rendra la justice qui lui est due et le considérera comme un bandit heureux plus encore que comme un grand homme d'État.

***

Et ce bandit heureux avait tous les défauts nécessaires pour réussir, ou plutôt toutes les qualités de son état. Tous les moyens lui furent bons pour arriver à ses fins. Aucun scrupule, ni de loyauté, ni d'honnêteté, ni d'humanité ne l'arrêta jamais. L'Autriche l'avait aidé à prendre le Sleswig et le Holstein au Danemark; il trompa l'Autriche; quand, après avoir pris au roi de Hanovre son royaume, il eut besoin d'argent pour soudoyer sa presse, il prit la fortune que le roi dépouillé lui avait confiée. Ses crimes, il les confesse, il s'en fait gloire. Pendant la campagne de France, toutes les inutiles cruautés, toutes les férocités, tout ce hideux retour à la barbarie qui a creusé entre les deux peuples un fossé que ne pourront jamais combler peut-être que de nouveaux cadavres, c'est lui qui les a conseillés, inspirés, dictés.

Lisez ses confidences à son fidèle secrétaire M. Moritz Busch.

Le bombardement de Paris, c'est lui qui l'a voulu. Le 7 novembre il proteste contre le bruit « absurde » qui s'accrédite dans les journaux qu'il s'oppose au bombardement voulu par les militaires.

— C'est tout le contraire! Personne plus que moi n'y pousse et n'y travaille. Ce sont les militaires qui ne veulent point encore. J'emploie une grande partie de ma correspondance à lever leurs hésitations et leurs scrupules.

Le 28 novembre, il revient à son idée fixe :

— Que l'on me donne seulement le commandement en chef pour vingt-quatre heures, et je prends sur moi la responsabilité. Je ne donnerai qu'un seul ordre : Feu!

Les ruines ne lui suffisent pas; il veut encore laisser mourir de faim la population parisienne lorsqu'elle aura capitulé. Le 4 décembre, on parle à table d'un projet de ravitaillement de Paris après la capitulation. Bismarck proteste :

— On ne me demande pas mon avis, mais je me laisserai pendre plutôt que de consentir à cela. Mais c'est moi qui en suis cause. J'ai été assez imprudent pour attirer l'attention de la diplomatie sur la famine qui allait venir.

Il se rappelait sans doute une lettre de sa pieuse épouse dont, le 6 novembre, il avait communiqué à ses secrétaires le passage suivant :

— Je crains que vous ne trouviez pas de Bible en France; je t'enverrai donc un livre de psaumes afin que tu y puisses lire la prophétie contre les Français; prophétie ainsi conçue : « Je te le dis, les impies seront exterminés. »

Il ne veut pas qu'on fasse de prisonniers. Le 27 novembre, on lui raconte qu'un convoi de turcos est arrivé à Munich.

— Je voudrais, dit Bismarck, que l'on mît aux arrêts tout soldat qui fait prisonnier un de ces drôles. Ce sont des brigands, il faut fusiller tout cela.

Le 1er décembre, il reçoit à dîner M. de Saldern qui a assisté, en qualité d'aide de camp du 10e corps, aux derniers combats avec l'armée de la Loire.

— Nous avons fait plus de 1 600 prisonniers, dit M. de Saldern, et la perte des Français est évaluée à 4 ou 5 000 hommes.

— Oui, répond Bismarck, mais les prisonniers ne sont maintenant qu'un désavantage pour nous : c'est un surcroît de charges.

Et M. de Saldern lui racontant la mort d'un soldat français, il ajoute.

— Au moins celui-là était par terre.

Le 17 janvier, pendant le bombardement, on dispute, toujours à table, de ce qui se passera après la capitulation, et de l'organisation des provinces occupées. Écoutez M. de Bismarck :

— Si dans l'étendue du territoire que nous occuperons nous ne pouvons pas tout garnir de nos troupes, nous

enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes, *nous fusillerons, pendrons et brûlerons*. Si cela arrive quelquefois, ils finiront par devenir raisonnables.

Quelqu'un ayant dit que la seule apparition des pelotons d'exécution suffirait, il ajoute :

— Dame! je ne sais pas! Quelques bonnes potences produiraient pourtant plus d'effet, de même que quelques obus et l'incendie d'un certain nombre de maisons.

Il conseille les mêmes procédés pour la perception des contributions imposées aux habitants :

— Cela peut s'arranger avec des colonnes volantes composées d'infanterie, d'un peu de cavalerie légère et de quelques canons. On n'a nullement besoin d'entrer dans les localités. On dit seulement aux habitants : Si vous ne payez pas dans le délai de deux heures les contributions qui sont dues, on vous lancera des obus. S'ils voient que c'est sérieux, ils payent. Dans le cas contraire, on bombarde l'endroit et cela produit de l'effet sur les autres.

Le 1er novembre, on lui avait annoncé qu'au Bourget on avait fait 1 200 prisonniers, dont un grand nombre de francs-tireurs.

— Les francs-tireurs prisonniers! Je ne conçois pas cela, on devrait les fusiller les uns après les autres.

Il a la forfanterie de sa férocité. A quelqu'un qui lui demande des nouvelles de la santé de sa femme, il répond :

— Elle ne souffre plus que de sa haine contre les Gaulois qu'elle voudrait voir tous brûlés ou passés par les armes, tous, même les plus petits enfants qui ne sont pourtant pas coupables d'avoir de si horribles parents.

Sa haine l'aveugle. Elle le pousse à commettre une faute qu'il regrettera plus tard et dont il cherchera à rejeter la responsabilité sur les militaires. C'est lui qui le premier a voulu l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Dès le 22 août, M. Busch consigne dans son journal la note suivante : « Il n'y a plus de doute, nous garderons, en cas de victoire définitive, l'Alsace et Metz avec les environs. »

Il trouve que c'est une idée de professeurs que de vouloir garder l'Alsace seulement parce que ce pays a été allemand et que l'on y parle encore l'allemand. Il espère même que la germanisation de la Lorraine sera plus prompte que celle de l'Alsace...

Il a vécu vingt-sept ans depuis lors pour constater à quel point il s'était trompé.

Mais il était devenu insatiable. Comme ces banquiers que les millions finissent par griser et qui veulent accroître sans cesse leurs richesses, M. de Bismarck était alors grisé par son incomparable fortune : il avait la folie des annexions et, s'il avait osé, tous ses alliés de 1870, toute l'Allemagne royale, ducale et princière, aurait subi le sort du royaume de Hanovre.

Car il rêva bien plus une Allemagne prussienne qu'une Allemagne unifiée, et bien des fois par la suite il dut se repentir, — en constatant la persistance d'un particularisme qu'il ne put jamais détruire ; — il dut se repentir de s'être trop pressé de faire couronner Guillaume à Versailles.

* *

La paix faite, les millions encaissés, l'Alsace et la Lorraine annexées, Bismarck se transforme. Il estime qu'il a assez tenté la fortune et qu'il serait périlleux de la lasser. Il ne songe plus qu'à garder ce qu'il a pris, à consolider son œuvre. La France l'inquiétera bien encore parfois. Il la croyait morte et sa résurrection lui semblera trop rapide. L'envie lui viendra de l'achever, de lui donner le coup de grâce ; mais au premier mouvement, il constatera que cette fois l'Europe ne le laissera pas faire et il n'insistera pas.

Il se retourne d'un autre côté. Il cherche des alliances et sa gloire est trop éblouissante pour qu'il n'en trouve pas. L'Autriche, vaincue, avait donné une archiduchesse à Napoléon ; Bismarck lui demanda seulement son amitié. Il l'obtint. Il avait déjà celle de la Russie. Il reconstitua un moment, sous forme d'alliance des trois empereurs, la Sainte Alliance de 1815. Mais le vieil homme ne tarda pas à reparaître ; il professait que « la reconnaissance ne doit trouver aucune place dans la politique ». Il le prouva à la Russie sans laquelle il n'aurait rien pu faire en 1870, de même que, sans la neutralité de la France, il eût été paralysé en 1866. Il paya la France, on sait comment. Il dupa la Russie. Le Congrès de Berlin, qui fut l'apothéose de sa puissance et de l'hégémonie allemande en Europe, fut pour le Tsar et pour son chancelier, le prince Gortschakoff, une cruelle désillusion. Gortschakoff eut la preuve que l'on n'avait attiré la Russie dans ce guet-apens que pour la dépouiller de tous les fruits de ses victoires contre la Turquie et pour la dépouiller au profit de l'Autriche.

L'alliance des trois empereurs avait vécu. Bismarck chercha des sûretés ailleurs. Il se ménagea d'abord une entente plus complète avec l'Autriche. Un traité défensif en bonne et due forme fut conclu avec le successeur de M. de Beust, le comte Andrassy plus récalcitrant, qu'il n'eut aucune peine à gagner en flattant sa fierté de Magyar, en promettant à la monarchie hongroise une situation équivalente, dans l'empire de François-Joseph, à celle de la Prusse en Allemagne et en jouant habilement de l'antagonisme des Hongrois et des Russes. C'est

contre la France qu'il voulait se garder et la Russie seule était directement visée dans le traité.

L'opération réussit à merveille, et il n'eut aucune peine à faire entrer l'Italie dans la combinaison, pour la lancer comme un roquet aux mollets de la France. On a dit que nous lui avions facilité sa tâche en froissant l'Italie par la conquête de la Tunisie. C'est une erreur. L'Italie n'avait pas besoin d'être poussée pour aller à l'Allemagne. Elle aurait sollicité son entrée dans la Triplice si on n'était pas allé au-devant d'elle. Elle a avalé toutes les couleuvres pour y rester, et c'est la misère à laquelle l'a réduite une politique dont elle a subi toutes les charges sans en retenir aucun bénéfice qui seule commence à l'en détacher. Elle a fini par trouver qu'il en coûtait vraiment trop cher d'avoir l'honneur de recevoir l'Empereur allemand, et M. de Bismarck lui-même lui a appris qu'elle fait métier de dupe. Il lui a dit pourquoi il avait songé à elle. L'Autriche ne pouvait être libre de donner, en cas de guerre, un concours efficace à l'Allemagne qu'à la condition de n'avoir rien à craindre du côté de l'Italie. L'entrée de l'Italie dans l'alliance lui donnait cette sécurité. Et c'est uniquement pour cela qu'elle s'est ruinée depuis près de vingt ans et que ses ministres ont consenti à jouer, pendant dix ans, pour le compte de M. de Bismarck, le rôle d'agents provocateurs à l'égard de la France.

En attendant, le grand chancelier triomphait. L'Allemagne était maîtresse du monde civilisé, et il était, par son vieux maître docile à ses volontés, maître de l'Allemagne. Mais sa trop habile diplomatie avait elle-même semé les germes de destruction de son œuvre.

La Russie n'avait pas oublié l'humiliation du Congrès de Berlin. Elle subit patiemment la mortification qui lui fut infligée. Elle laissa l'Autriche prendre pied dans les Balkans d'où on la chassait et dont elle avait payé l'indépendance du sang de ses soldats. Elle préparait sa revanche — et une partie de la nôtre. — Lorsque l'alliance franco-russe fut proclamée il y a deux ans, le chancelier disgracié fit dire par les journaux que s'il était resté au gouvernail, cette alliance ne se serait jamais faite et, pour preuve, il révéla une convention secrète qu'il avait conclue avec la Russie après l'alliance austro-allemande.

Une fois de plus, il avait travaillé contre lui-même et ce qu'il avait fait contre l'Autriche, le comte Goluchowski l'a fait contre l'Allemagne ou tout au moins sans elle. Depuis l'année dernière une convention a été conclue entre Vienne et Saint-Pétersbourg, dans des conditions probablement identiques à celles qu'avait inventées la fertile imagination de M. de Bismarck, et une nouvelle application du système des réassurances à la diplomatie règle, en écartant toute cause de conflit, les intérêts des deux empires dans la presqu'île des Balkans.

*
* *

S'il était resté à la Wilhelmstrasse, peut-être cet incomparable joueur aurait-il réussi à éviter cette série d'échecs. Mais depuis huit ans il n'avait plus aucune part dans les affaires de son pays et n'assistait plus qu'en spectateur morose et grognon aux mouvements des pièces de l'échiquier européen que pendant trente ans il avait maniées avec un cynisme effroyable, mais avec une prodigieuse maëstria.

Il avait bien le droit d'être irrité, du reste. Chassé d'une maison qu'il avait construite, il la voyait craquer de tous les côtés et menacée plus encore par des fissures internes que par les brèches faites à ses murs. Si le particularisme allemand, si tous ces souverains qui ont consenti à conférer la couronne impériale à un de leurs égaux pour sceller l'unité de la patrie commune, mais qui n'ont jamais entendu se donner un maître, supportent malaisément le despotisme de Guillaume II contre lequel est venue se briser la cuirasse du chancelier de fer lui-même, la marée montante du socialisme devient de plus en plus menaçante.

L'œuvre de M. de Bismarck n'est pas encore perdue, mais elle commence à être compromise, elle n'a plus ces garanties de durée que devraient lui donner vingt-six années de quasi toute-puissance et la plus formidable organisation militaire qui ait jamais existé. Cette organisation militaire est, d'ailleurs, la seule partie de l'œuvre de M. de Bismarck qui soit restée absolument intacte. La puissance militaire de l'Allemagne est aujourd'hui plus formidable que jamais et si elle ne suffit plus à elle seule à assurer l'hégémonie allemande c'est uniquement parce que l'œuvre diplomatique est compromise, parce que Guillaume II ne peut plus dire de son armée ce que M. Goschen pouvait dire il y a quelques jours de la flotte anglaise, qu'elle est et doit rester au moins égale aux flottes réunies de deux puissances quelconques, et parce qu'il ne sait pas pendant combien de temps encore il pourra compter sur l'aide des armées de ses alliés.

Et l'on peut se demander si M. de Bismarck, avec tous les atouts qu'il a eus dans son jeu, avec son génie, son audace, sa chance, n'aurait pas pu faire plus et mieux. Il n'a eu pour objet que la grandeur de la Prusse, il n'a songé que par ricochet pour ainsi dire à la grandeur de l'Allemagne, il n'a jamais pensé au bonheur des Allemands. Il n'a travaillé que pour le roi de Prusse, il n'a rien fait pour l'humanité.

En 1877, dans un discours sur la responsabilité ministérielle qu'il a invoquée dans sa lettre de démission pour ne pas laisser porter atteinte à ses

prérogatives de chancelier de l'Empire et de premier ministre prussien, il disait : « Il faut laisser quelque chose à faire à nos enfants, autrement ils s'ennuieraient! »

Il a dû se demander avant de mourir si, dans sa sollicitude paternelle, il ne leur a pas laissé un peu trop à faire...

CHARLES GIRAUDEAU.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA [1]

V

Le péché de l'évêque de Modenstein.

Au temps de Rudolf III, s'élevait, en face du château de Zenda et dominant la ville, un magnifique château fort appartenant au comte Nicolas de Festenburg. C'était un gentilhomme de très vieille et très illustre maison, il possédait de grands biens, et sa famille ne le cédait pour le droit de préséance qu'à la famille royale elle-même. Le comte Nicolas, jeune, bien fait, cavalier accompli, s'était signalé par une fougueuse valeur dans les guerres du règne d'Henry le Lion, mais son caractère dominateur le faisait généralement détester. Le roi Rudolf, en particulier, voyait d'un mauvais œil un gentilhomme dont l'unique but semblait être de l'éclipser aux yeux de son peuple, car le comte sans cesse étendait ses domaines et fortifiait son château, qui menaçait de surpasser Zenda même pour la solidité de ses remparts et la magnificence de ses salles et de ses cours. En outre, Nicolas, tout en menant un train en rapport avec son rang, restait dans les bornes de la stricte prudence, tandis que Rudolf dépensait tous ses revenus et au delà, de sorte que le comte devenait tous les jours plus riche, et le roi plus pauvre. Mais en dépit de ces causes de mésintelligence, le comte était reçu à la cour avec une faveur apparente et aucun éclat ne s'était encore produit ; on voyait même souvent les deux hommes ensemble, occupés à chasser, boire et jouer. Or ce dernier plaisir, — et pour préciser, le jeu de dés, — était plein de dangers pour un gaillard à la tête chaude et aux passions violentes comme le roi. Généreux, et se faisant scrupule de tirer de l'argent de pauvres gentilshommes toujours disposés à jouer au delà de leurs ressources pour lui plaire, Rudolf était ravi par contre de trouver un adversaire dont la bourse était aussi bien garnie, et mieux garnie que la sienne, et nombreuses étaient les nuits qu'il passait en compagnie du comte Nicolas. Et plus il passait de nuits, plus il contractait de dettes vis-à-vis du comte, car il buvait du vin tandis que l'autre se contentait de petite bière, et lorsque le roi perdait, il doublait l'enjeu, tandis que, quand le vent était contraire, le comte s'empressait de carguer la voile. Ainsi, les dettes s'accrurent tant et tant, qu'enfin Rudolf n'osa plus en faire le total et encore moins en parler à ses conseillers. Déjà, à la suite des guerres du roi Henry, de lourdes contributions avaient été imposées et les bourgeois de Strelsau, s'ils aimaient les Elphsbergs, aimaient leurs écus encore bien davantage. Le roi en était donc réduit à ses propriétés privées qui n'avaient pas une valeur considérable, sauf le château de Zenda et le bien attenant. Enfin, une nuit qu'ils avaient joué six heures sans désemparer et que la chance avait été constamment contraire au roi et favorable au comte, Rudolf se rejeta en arrière dans son fauteuil et dit avec impatience :

— Je suis fatigué de jouer. Allons, Monsieur, finissons!

— Loin de moi la pensée d'importuner Votre Majesté; elle sait que je ne joue que pour son seul plaisir!

— Alors, mon plaisir a tourné à votre profit, répliqua le roi qui, comme on dit, riait jaune ; car je crois que j'ai perdu mon dernier escalin ; à combien se monte à présent ma dette vis-à-vis de vous?

Le comte tira de sa poche ses tablettes et les tendit au roi.

— Je ne puis payer cela, dit Rudolf sans même les regarder; je serais disposé à jouer quitte ou double, mais je n'ai plus un rouge liard à mettre comme enjeu.

Le comte crut entrevoir la réalisation du désir qu'au fond du cœur il nourrissait depuis longtemps. Il se pencha sur la table, et caressant sa barbiche, il dit en appuyant sur chaque mot :

— Le château de Zenda et son domaine valent au moins deux fois ce que vous me devez.

Le roi tressaillit, puis se mit à rire, mais toujours d'un rire contraint.

— Oui, comte, oui, je sais, dit-il ; Zenda gâte la vue que l'on a de Festenburg, mais je ne veux pas risquer Zenda : un Elphberg sans Zenda serait comme un homme sans femme... je veux dire comme un corps sans âme. Il est à nous depuis que nous avons ou que nous sommes quelque chose ; sans lui, il me semblerait que je ne suis plus roi.

— Comme vous voudrez, Sire ! Alors la dette demeure, capital et intérêts?

Il regardait le roi dans le blanc des yeux et ce regard voulait dire : « Comment payerez-vous? et pourtant il me faut mon argent. » Et le roi ne lisait que trop distinctement ces mots dans les yeux hardis de son compagnon.

[1] Voir la Revue des Deux Mondes du [illegible]

Rudolf prit son verre, mais voyant qu'il était vide, il le jeta avec colère sur le sol où il se brisa en mille pièces aux pieds du comte Nicolas ; il s'agita fiévreusement dans son fauteuil et entre ses dents murmura de gros jurons. Nicolas restait là, très calme, le sourire aux lèvres, jouant avec le fatal cornet, car il savait fort bien que le roi, ne pouvant pas payer, devait jouer, et comme lui-même était en veine, une veine insolente, il mettrait bientôt en poche Zenda et son domaine. Alors, il serait le plus puissant seigneur du royaume, et il aurait un royaume dans le royaume, avec les deux places les plus fortes de tout le pays, et alors... alors... rien ne serait plus hors de la portée de son ambition.

— Je porte le diable en croupe et il me talonne, dit enfin le roi, en agitant le cornet.

— La fortune, cette fois, ne peut manquer de sourire à Votre Majesté, et je m'en réjouirai tout le premier, dit le comte.

— Diantre soit de la coquine ! s'écria le roi ; allons, Monsieur, finissons vite : un coup et je suis libéré... ou vous êtes le maître de mon château.

— Soit, un seul coup, Sire, car il se fait tard, dit le comte d'un air insouciant.

Et tous deux levèrent leur cornet et agitèrent les dés. Le roi jeta six et cinq, et un éclair de joie illumina ses yeux, il se pencha en avant dans son fauteuil, serrant avec force les têtes de lions qui terminaient les bras, le sang lui monta aux joues et on entendait sa respiration haletante. Après s'être incliné courtoisement, le comte Nicolas leva la main et joua à son tour. Les dés roulèrent sur la table, le roi se rejeta en arrière, n'osant regarder, et le comte avec un sourire bon enfant et un haussement d'épaules murmura :

— Vraiment, je suis confus, j'ai ce soir une chance infernale !

Il avait jeté le double-six, et il était désormais le maître du château et du domaine de Zenda. Il se leva, boucla son ceinturon, et resta devant le roi, le chapeau à la main, sur les lèvres un sourire plus goguenard que respectueux.

— Votre Majesté me permet-elle de me retirer ? dit-il enfin. Je voudrais avant le jour régler certaines affaires à Strelsau, ce qui me permettrait de passer la nuit prochaine à mon château de Zenda.

Le roi prit une feuille de papier et écrivit un ordre pour que les clefs du château fussent remises au porteur sur sa demande. Puis, il se leva, tendit la main au comte et dit avec la grâce et la dignité du beau joueur :

— Cousin, mon château a trouvé un maître plus digne que moi-même, que le ciel vous y tienne en joie !

Et il fit signe de la main qu'on le laissât seul. Quand le comte fut parti il se jeta dans son fauteuil et y resta sans bouger jusqu'à ce qu'il fit grand jour ; et, comme bien on pense, il ne dormit pas.

Le comte, à présent seigneur de Zenda, ne perdit pas son temps ; les affaires dont il avait parlé ne le retinrent pas longtemps à Strelsau : le lendemain matin il chevauchait vers le château, ayant dans sa ceinture l'ordre du roi.

D'abord, il se rendit chez lui à franc étrier, et là, il rassembla les gens de sa maison, soldats, gardes forestiers et serviteurs, car à présent Zenda n'était plus au roi mais à lui. Tous furent grandement étonnés de la nouvelle, ce qui ne les empêcha pas de manger le bon dîner, de boire le bon vin qu'on leur servit. Le soir, ils descendirent joyeusement la colline, et au nombre d'une centaine environ ils traversèrent la ville en faisant grand tapage, de sorte qu'ils tirèrent de sa quiétude épiscopale l'évêque de Modenstein qui était descendu à l'auberge cette nuit-là au cours d'un voyage à la capitale. Il s'informa de la destination de cette cavalcade, mais personne ne put le renseigner à ce sujet, et Sa Grandeur, se sentant un peu fatiguée, alla se coucher plus tôt qu'à l'ordinaire.

Or, le roi Rudolf dans son chagrin et sa sourde colère avait oublié ou du moins avait négligé d'avertir le comte de Festenburg, que la princesse, sa sœur, était alors au château de Zenda. C'était en effet sa résidence favorite et souvent elle quittait la cour pour passer là plusieurs jours dans une solitude presque complète. Elle s'y trouvait en ce moment avec deux ou trois dames, quelques serviteurs et cinq ou six gardes. Or, lorsque le comte Nicolas arriva devant la porte du château vers neuf heures du soir, Osra s'était retirée dans ses appartements et elle était assise devant un miroir, vêtue d'une robe blanche flottante, sa chevelure ardente tombant à flots sur ses épaules. Elle était occupée à lire un livre de vieilles histoires, entre autres celle d'Hélène de Troie, très élégamment racontées et ornées de riches dessins. Tout absorbée dans cette lecture, elle n'entendit pas arriver devant le château le comte et sa troupe, et l'histoire d'Hélène terminée, elle commença celle de Cléopâtre. Cependant Nicolas éveillait les hommes de garde, faisait baisser le pont-levis et appelait le majordome. Prenant ce dernier à part, il lui montra l'ordre portant le sceau royal, et le vieux serviteur, ébahi et affligé au delà de toute expression, ne put que reconnaître la lettre et le sceau, et se déclarer prêt à obéir, et le sergent qui commandait la garde fit de même. Mais ils ajoutèrent que, puisque la princesse était au château, il était de leur devoir de l'informer et d'attendre ses ordres.

— Faites, dit Nicolas, en s'asseyant dans la cham-

bre de réception. Dites à Son Altesse de ne pas se déranger, mais de m'accorder l'honneur de demeurer sous mon toit aussi longtemps qu'elle le souhaitera. Ajoutez que je lui ferai visite, si tel est son bon plaisir.

Resté seul, il sourit à la pensée de la colère de l'orgueilleuse princesse quand le majordome lui annoncerait ces nouvelles. Sous ce rapport, l'événement ne trompa point son attente, car Osra fut tellement indignée, qu'elle jeta au loin le livre et s'écria :

— Dites au comte de monter sur-le-champ !

— Que signifie tout ceci, Monsieur ? dit-elle, lorsqu'il se présenta.

Elle écouta l'histoire, elle lut l'ordre du roi et examina le sceau royal, et ses yeux se remplirent de larmes. Alors le comte, s'inclinant devant elle avec un feint respect, comme il l'avait fait devant Rudolf, lui dit :

— C'est la fortune des dés, Madame !

— Monsieur, répliqua-t-elle d'un ton ferme, le roi vient de perdre, dites-vous, sur un coup de dés le château de Zenda, le berceau de notre famille ? Avait-il donc seul le droit d'en disposer ?

— Il appartenait au roi, Madame, et maintenant il m'appartient, répondit Nicolas en souriant.

— Eh bien, soit ! dit-elle.

Et faisant un pas vers lui elle ajouta :

— Comte, n'auriez-vous pas l'intention de le jouer de nouveau ?

— Oui, mais seulement si l'enjeu était très élevé, dit-il toujours souriant, tandis que son regard suivait les changements du visage de la jeune fille.

— Je sais jouer aux dés aussi bien que le roi, s'écria-t-elle, ne sommes-nous pas tous joueurs, nous autres Elphbergs ?

— Mais quel serait votre enjeu ? demanda-t-il avec une grimace sardonique.

La princesse Osra devint très pâle, mais sa résolution était prise ; l'honneur de la maison et celui de la couronne lui étaient sacrés autant que son salut éternel et plus que son bonheur en ce monde.

— Un enjeu, Monsieur, dit-elle, que beaucoup de gentilshommes ont regardé comme plus précieux que n'importe quel château, fief ou domaine.

— De quoi parlez-vous ? demanda-t-il, et la voix trahissait son émotion ; car, excusez-moi, Madame, que peut-il vous rester de si précieux ?

— J'ai ce qu'a la plus pauvre fille, et la valeur en est ce qu'il a plu à Dieu de lui donner et ce qu'il plaît aux hommes de l'estimer, dit Osra. Voilà ce que je propose comme enjeu contre le château royal de Zenda.

Les yeux du comte Nicolas étincelèrent.

— Quel est enfin cet enjeu inestimable, parlez donc, s'écria-t-il d'une voix rauque.

— C'est moi-même, Monsieur !

— Vous !

— Être seigneur de Zenda, comte, c'est beaucoup, sans doute ; mais obtenir la main de la sœur du roi, ce serait peut-être davantage.

— Sans doute, dit-il, quand la sœur du roi est la princesse Osra.

Et il la regardait maintenant avec une muette admiration. Mais elle n'y prit pas garde, et pâle comme la mort, elle poussa entre eux une petite table en disant :

— Jouez, Monsieur, nous connaissons à présent les enjeux.

— Si vous gagnez, Zenda est à vous, si je gagne, vous êtes à moi... Jouerons-nous trois fois, Madame, ou une seule fois ?

— Trois fois, répondit-elle, en rejetant sa chevelure en arrière ; jouez d'abord, j'y consens.

Et le comte agita les dés et jeta quatre et trois. Osra lui prit le cornet des mains, le regarda d'un air de défi et joua à son tour.

— La fortune vous sourit, Madame, fit-il en se mordant les lèvres, car cinq et quatre font neuf, si je ne me trompe.

Il prit le cornet d'une main tremblante et joua.

— Cinq seulement, s'écria-t-il avec impatience tandis qu'un pli se dessinait sur son front.

— C'est pourtant suffisant, Monsieur, dit Osra, et elle montrait les dés qu'elle venait de jeter et qui marquaient trois et as.

Les yeux du comte se rallumèrent sous l'empire du désir et de la convoitise ; il allait saisir le cornet, mais il se ravisa et dit :

— Jouez la première, cette fois, Madame, je vous en prie.

Elle agita les dés et joua une dernière fois ; lorsqu'elle releva le cornet, les dés marquaient sept. Un sourire de triomphe fronça les lèvres du comte, car il était sûr de pouvoir faire plus de sept, lui qui avait battu un coup de onze, et gagné ainsi le château de Zenda. Ses yeux étaient fixés attentivement sur ceux de la princesse, et il tenait le cornet immobile dans sa main droite à hauteur de l'épaule. Alors, une faiblesse soudaine saisit Osra : elle ne put soutenir le regard moqueur du comte, ni suivre des yeux la chute des dés. En voyant son propre visage dans le miroir, elle s'étonna de sa rigidité et de sa pâleur. En ce moment, elle crut qu'elle allait mourir ; cependant elle ne prononça pas une parole.

Les dés s'agitèrent dans le cornet et s'abattirent sur la table ; il y eut alors un silence, un silence terrible, long comme une de ces secondes d'angoisse qui décident d'une existence !...

— Huit ! dit enfin la voix haletante du comte.

Mais déjà la princesse s'était retournée, les yeux

pleins d'une haine farouche ; et le bras étendu vers son adversaire, elle s'écria :

— Vous avez triché !

Car tandis qu'elle regardait son visage pâle dans le miroir, — le miroir auquel le comte n'avait pas fait attention — elle l'avait vu jouer, elle l'avait vu se courber un moment sur les dés qu'il venait de jeter, puis elle avait remarqué un léger mouvement de la main gauche touchant un des dés et le retournant. Elle lui lança donc à la face ce mot sanglant : « Vous avez triché ! » et, avant qu'il eût pu répondre, passa à côté de lui pour gagner la porte. Mais il se précipita vers elle, la saisit par le bras au-dessus du poignet avec une telle violence que les doigts meurtrirent la chair ; et d'une voix étranglée, il murmura :

— Vous mentez ! où allez-vous ?

— Je vais dire à tout le monde que Zenda est de nouveau à nous, et je vais publier dans toutes les villes du royaume que le comte Nicolas de Festenburg est un vulgaire scélérat, un tricheur, qui devrait être attaché derrière une charrette et fouetté par les rues de Strelsau, car j'ai vu votre manège dans le miroir, Monsieur, j'ai tout vu !...

Un instant encore il la regarda dans les yeux, tandis que la cupidité, le désir et la honte se disputaient son âme passionnée ; puis soudain il l'attira vers un lit et arrachant une couverture qui s'y trouvait, il la jeta autour d'elle, l'y serra fortement et en ramena l'extrémité sur son visage, de façon qu'elle ne pût plus ni crier, ni faire un mouvement. Il jeta ce paquet vivant sur son épaule, et ouvrant la porte descendit précipitamment l'escalier. Dans la grande salle se trouvaient six gardes du roi, quelques serviteurs du château et la plupart des gens venus avec le comte. Tous se levèrent quand ils l'aperçurent, mais lui, sans faire attention à eux, traversa le hall en courant et passa le pont qu'on n'avait pas relevé après son entrée. A quelques pas de là, un laquais tenait son cheval ; il sauta en selle, tenant toujours Osra dans ses bras, et cria d'une voix tonnante :

— A moi, mes hommes ! à Festenburg !

Et tous sortirent sans que les gardes du roi fissent rien pour les retenir, et la bande, en un galop furieux, se dirigea vers la ville de Zenda, dégringola la colline, traversa la ville comme un ouragan et troubla dans son premier sommeil l'évêque de Modenstein qui se retourna dans son lit, se demandant ce que signifiait ce vacarme infernal. Cependant, du même temps de galop le comte et ses hommes gravirent la colline en face et arrivèrent au château de Festenburg avec leurs chevaux à moitié fourbus. Le pont fut relevé et les hommes restèrent dans le hall d'entrée se regardant les uns les autres, et à voix basse se demandant ce que leur maître avait fait, et quelle était la dame qu'il emportait enveloppée dans une couverture ? Mais le comte continua sa course jusqu'au grand escalier qu'il gravit en deux bonds, entra dans la chambre de la tour donnant sur le fossé, et jeta la princesse Osra sur un lit. Alors debout devant elle, de son poing fermé il frappa la paume de sa main gauche et se fit ce grand serment :

— A cette heure, aussi vrai que Dieu existe, j'aurai Zenda, et je l'aurai, elle ; puis si elle veut proclamer dans toutes les rues de Strelsau que je suis un tricheur, ce sera son mari qu'elle déshonorera.

Alors il écarta du visage de la princesse la couverture qui la bâillonnait. Mais elle avait perdu connaissance pendant cette chevauchée furieuse et elle ignorait encore qu'elle se trouvait à présent au château de Festenburg, au pouvoir d'un homme prêt à toutes les violences. Il était alors environ minuit.

. . . . . .

Dérangé pour la troisième fois dans sa quiétude, l'évêque de Modenstein, dont le caractère était emporté et qui, pour mortifier ses passions, devait avoir recours à de continuelles oraisons et à des jeûnes austères ; l'évêque de Modenstein, dis-je, perdit le peu de patience qu'il pouvait tenir en réserve. Et comme il était tout à la fois en colère et à moitié endormi, il lui fallut quelque temps pour comprendre les monstrueuses nouvelles que son hôte terrifié vint débiter à son chevet au milieu de la nuit. Une fille de service, balbutiait le pauvre diable tout tremblant, était arrivée, Dieu sait comme, du château de Zenda et avait raconté que, chose incroyable et qu'elle croyait à peine elle-même après l'avoir vue de ses propres yeux, le comte Nicolas de Festenburg était venu au château ce soir, avait parlé à la princesse Osra et enfin, — il pouvait l'appeler menteuse s'il voulait, — avait emporté la princesse sur son cheval vers son château de Festenburg, morte ou vivante, nul ne le savait.

L'évêque de Modenstein se mit sur son séant et hurla aux oreilles de l'aubergiste :

— N'y a-t-il donc pas un homme qui sache tenir une épée dans ta chienne de ville, dis, imbécile ?

— Non, non, Monseigneur, nul n'oserait lever l'épée contre le comte ; c'est un homme terrible, plaise à Dieu qu'il n'ait pas déjà tué la princesse...

— Sellez mon cheval, dit l'évêque, et vitement !

Et il sauta hors du lit, tout bouillant de colère ; car c'était un jeune homme, — approchant de la trentaine, — et c'était un gentilhomme de la vieille maison de Hentzau. Or, quelques-uns des Hentzaus (et l'histoire en cite beaucoup) ont été bons, et quelques-uns ont été mauvais, et les bons craignirent Dieu, tandis que les mauvais ne le craignirent point ; mais ni les bons ni les mauvais n'ont jamais craint homme ni diable en ce monde ; aussi, pour le bien

et pour le mal, ils risqueraient leur vie pour un maravédis, pourvu que l'action soit glorieuse. L'évêque donc, quittant son lit, se contenta de passer un haut-de-chausses et de jeter sur ses épaules un grand manteau ; cinq minutes plus tard, il était prêt à monter à cheval, à la porte de l'auberge. Un moment, il regarda les badauds qui s'étaient assemblés en cet endroit, et leur dit ce qu'il pensait d'eux, et qu'il remerciait le ciel qu'ils n'étaient pas de son diocèse, puis il se dirigea au grand galop à travers les rues de la ville vers le château de Festenburg, l'épée au côté et une paire de pistolets dans les arçons.

Au coup de minuit et demie, il arriva devant le château, mais le pont était levé. L'évêque cria et le garde parut et se tint sous le porche, à l'entrée du pont-levis. La nuit étant belle et claire, le vilain formait une excellente cible vivante.

— Mon pistolet est braqué sur toi, cria l'évêque, laisse descendre le pont. Je suis Frédéric de Hentzau, évêque de Modenstein, et si tu es un fils respectueux de l'Église, tu m'obéiras sur-le-champ. Si tu n'obéis pas, je te casse la tête.

L'homme connaissait l'évêque, mais il connaissait aussi le comte son maître.

— Je n'ose pas laisser descendre le pont sans un ordre, dit-il.

— Alors le temps de te retourner et tu es mort, dit l'évêque.

— Me protégerez-vous contre la colère de mon maître ?

— Il ne te touchera pas du bout du doigt. Mais si tu ne m'obéis pas immédiatement, je te casse la tête d'abord et je te refuse ensuite la sépulture chrétienne.

L'homme donc, craignant que, s'il refusait d'obéir, l'évêque n'épargnât ni son corps ni son âme, mais détruisît l'un et damnât l'autre, laissa descendre le pont-levis, et l'évêque, sautant à bas de son cheval, traversa le pont en courant, son épée nue d'une main, son pistolet de l'autre.

A son entrée dans le hall, il trouva une nombreuse compagnie des gens du comte Nicolas, buvant et faisant grand tapage, mais semblant malgré tout assez inquiets de la tournure des événements, et l'évêque leva au-dessus de sa tête la main qui tenait l'épée, dans l'attitude de la bénédiction, et dit : « La paix soit avec vous ! »

La plupart des hommes le connaissaient de vue et son nom vola bientôt de bouche en bouche. Chacun se leva, se découvrit et s'inclina.

— Où est le comte votre maître ? demanda l'évêque.

— Le comte est là-haut, Monseigneur, répondirent-ils, mais vous ne pouvez le voir maintenant.

— Je veux le voir ! dit-il avec force.

— Nous avons l'ordre de ne laisser passer personne, Monseigneur.

Et quoique leur attitude fût pleine de respect, serrés les uns contre les autres, ils barraient le chemin de l'escalier conduisant à l'étage supérieur. Mais l'évêque courroucé s'avança vers eux d'un air menaçant.

— Croyez-vous que je ne sache pas ce qui s'est passé ? fit-il ; je le vois bien, vous avez tous trempé dans ce crime de lèse-majesté ! Tous vous serez précipités des tours du château dans les fossés, quand le roi arrivera de Strelsau avec une armée de mille hommes.

Et comme il remarquait qu'une certaine inquiétude se peignait sur les visages, il tenta de rompre la ligne, et avisant un des hommes qui faisait mine de tirer son épée du fourreau, il s'écria :

— Voici, je crois, un drôle qui voudrait frapper un prêtre de la sainte Église !

Et il donna au soldat un coup de plat d'épée qui l'envoya rouler sur le sol.

— Laissez-moi passer, fils de chiens ! ajouta l'évêque ; croyez-vous que vous pourrez arrêter un Hentzau ?

— Que Monseigneur me permette d'annoncer son arrivée à mon maître, dit le majordome, croyant avoir trouvé un moyen pour tourner la difficulté ; car nul n'osait frapper l'évêque, mais nul n'osait non plus le laisser passer. Déjà le majordome se dirigeait vers l'escalier, quand l'évêque fondit sur lui comme un épervier sur une alouette et, le saisissant par le collet, le fit reculer de trois pas.

— Je ne veux pas qu'on m'annonce, dit-il, l'Église a le droit d'entrer partout.

Et, au risque de sa vie, il s'ouvrit un chemin à travers les rangs des soldats, bousculant celui-ci, donnant un coup de plat d'épée à celui-là, tout en leur rappelant le respect dû à l'Église et à ses oints ; à la fin il se trouva au bas de l'escalier, et sans tarder il monta.

En ce moment, dans la chambre de la tour du côté du fossé, le comte Nicolas expliquait à la princesse, revenue de sa longue pâmoison, ce qu'il comptait faire. Car, pour lui, c'était bien le cas de le dire, les dés étaient jetés ; dans sa fureur et sa démence, il avait risqué le tout pour le tout. Très calme maintenant, il s'exprimait en termes durs et froids, mais mesurés. Cette chambre, lui disait-il, elle ne la quitterait que morte ou avec le titre de sa femme et après avoir juré solennellement qu'elle garderait le secret au sujet de tout ce qui s'était passé. S'il la tuait, il périrait de sa propre main ou de celle du roi, peu importe, mais il ne voulait que mourir pour une grande cause et dans une aventure presque fabuleuse.

— Nul ne m'appellera jamais un tricheur, Madame, dit-il avec un sourire sinistre sur sa face livide; au déshonneur je préfère cent fois la mort. Vous aussi avez le choix entre le silence et la mort; mais personne, sauf votre mari, ne pourrait avoir foi dans votre silence.

— Vous n'oseriez pas me tuer, dit-elle avec un regard de défi.

— Madame, je puis tout oser. On pourra écrire sur ma tombe le mot : assassin, mais jamais on ne me jettera à la face le nom de tricheur.

— Je ne me tairai pas, s'écria Osra, se levant d'un bond, et plutôt que d'être votre femme, je mourrai mille fois. Car vous êtes un tricheur! un vil, un lâche, un misérable tricheur!

Sa voix devenait toujours plus aiguë, si bien qu'il craignit que quelqu'un ne l'entendît, encore que le hall fût très éloigné. Pourtant il essaya une dernière fois de la gagner par un stratagème auquel peu de femmes restent insensibles.

— Un tricheur, soit, dit-il; moi, Nicolas de Festenburg, je suis un tricheur, je l'avoue, bien qu'aucune créature humaine ne me le dira jamais deux fois. Mais rappelez-vous, Madame... rappelez-vous quel était l'enjeu.

— C'était le château de Zenda.

— Non, non, je le jure, s'écria-t-il en se rapprochant d'elle, ce n'est pas mon enjeu, Madame, c'est le vôtre qui m'a poussé à ce degré d'abjection. Hélas! vous possédez ces yeux et vous ne savez pas qu'ils rendent les hommes fous ou criminels!

— Si j'ai de beaux yeux, ils devraient inspirer de belles actions, dit-elle. Ne me touchez pas, Monsieur! c'est déjà trop de respirer le même air que vous et de voir votre odieux visage! Je mourrai! Dans notre maison même les femmes savent comment il faut mourir!

Devant cette colère et ce mépris, une rage folle s'empara du comte qui tira l'épée du fourreau.

Au moment où il allait la frapper, il hésita et la regarda dans les yeux; à ce regard farouche, elle répondit par un sourire. Pour un instant alors un profond silence régna dans la chambre... Tout à coup, on entendit dans l'escalier un pas précipité et Osra ne put réprimer un cri qui disait la révolte de la jeunesse et de l'espérance contre cette idée de mort à laquelle elle semblait résignée un moment auparavant. Mais comme le bruit des pas allait toujours se rapprochant, soudain le comte jeta son épée à terre, bondit sur sa victime, la bâillonna de nouveau et la saisit dans ses bras. Elle ne put faire grande résistance et il la porta rapidement à travers la chambre vers une porte dans le mur. Ouvrant cette porte d'un coup d'épaule, — elle était lourde et massive, — il jeta brutalement la princesse sur le pavement d'une petite chambre carrée, très haute, qu'éclairait seulement une étroite fenêtre par laquelle filtrait un rayon de lune. Osra tomba en poussant un gémissement plaintif. Sans y prendre garde, Nicolas ferma vivement la porte. Il entendit alors qu'on essayait d'enfoncer la porte de la chambre où il rentrait. Elle était aussi très solide et deux fois l'homme se jeta contre elle de toute sa vigueur. A la fin, elle céda avec un fracas terrible et l'évêque de Modenstein apparut, rouge et tout hors d'haleine devant le comte Nicolas qui l'attendait, l'épée à la main, avec un sourire diabolique sur les lèvres.

L'évêque de Modenstein n'aima jamais parler du reste de l'aventure, car il disait que, bien loin de se glorifier de ce qui s'était passé, il en était fort contrit, car, en cette occasion, il avait dû se servir des armes temporelles, ce qui n'est point du tout décent pour un homme d'Église. Mais le roi le força de narrer la chose dans ses moindres détails, et la princesse ne se lassa jamais d'en raconter tout ce qu'elle en savait, et de bénir tous les évêques du monde à cause de l'évêque de Modenstein. Pourtant l'évêque se blâmait lui-même, non peut-être, à la vérité, à cause de ce qu'il avait fait, car une inéluctable nécessité l'y avait contraint, mais à cause de la violente volupté qu'il avait ressentie dans le feu de la bataille. Certes, lorsqu'en cet instant il entra dans la chambre comme un boulet, il n'y avait rien sur son visage qui trahît la haine ou même le déplaisir. Il salua poliment le comte, et, appuyant la pointe de son épée sur le sol, il demanda :

— Monsieur, où est la princesse?

— Qui êtes-vous, et que venez-vous faire ici? s'écria le comte avec un effroyable juron.

— Lorsque nous étions gamins, Nicolas de Festenburg, vous connaissiez Frédéric de Hentzau. Ne reconnaîtrez-vous pas l'évêque de Modenstein?

— Évêque? Ce n'est point ici la place d'un évêque. Retournez à vos prières, Monseigneur!

— Il n'est pas encore matines, répondit l'évêque. Où est la princesse, Monsieur?

— Que vous importe?

— Je suis ici pour l'escorter partout où il lui plaira d'aller.

Il parlait d'un ton assuré et pourtant au fond il était inquiet parce qu'il ne voyait que le comte.

— Où est la princesse? répéta-t-il.

— Je ne sais, dit Nicolas.

— Monsieur, vous mentez! dit l'évêque.

Le comte ne cherchait qu'un motif pour attaquer l'intrus; ce motif il l'avait maintenant et il frappa l'évêque à la face, de la main droite gantée. L'homme de Dieu eut un sourire résigné et présenta l'autre joue à son adversaire, qui le frappa avec tant de violence qu'il chancela et dut s'appuyer contre le battant

de la porte pour ne pas tomber, mais il souriait toujours et, s'inclinant avec politesse, il dit :

— Dans nos Saintes Écritures, je ne vois pas qu'il soit fait mention d'un troisième soufflet.

En ce moment, la princesse Osra, étourdie d'abord par le choc quand le comte l'avait jetée à terre dans la chambre, reprit connaissance et, entendant la voix de l'évêque, elle cria : « A l'aide ! » de toutes ses forces. Lui, entendant cette voix, en un instant traversa la chambre et était à la porte du réduit avant que le comte eût pu l'arrêter. Il poussa la porte et Osra sortit.

— Sauvez-moi, sauvez-moi ! fit-elle en tendant les mains vers son libérateur providentiel.

— Vous êtes sauve, Madame, ne craignez rien désormais, répondit l'évêque.

Et se tournant vers le comte, il continua :

— Sortons, Monsieur, et examinons cette affaire à loisir, notre dispute pourrait alarmer la princesse.

Et on aurait pu lire dans ses yeux une ferme résolution, bien que ses manières fussent courtoises et sa voix très douce. Mais le comte semblait un fauve dans sa tanière.

L'idée que sa victime pourrait lui échapper, et la crainte du scandale qui s'ensuivrait le rendaient fou de rage et lui faisaient voir rouge. Sans plus de discours, il se précipita sur l'évêque en criant :

— Vous d'abord, et elle ensuite ! Oh ! je saurai bien me débarrasser de tous deux avec le secours de ma fidèle épée !

L'évêque alors parut tout à fait dans son élément : il tomba en garde avec l'assurance d'un vieux prévôt de salle. Depuis plus de dix ans, il n'avait pas manié l'épée, mais la maîtrise dans cet exercice semblait lui être revenue tout à coup et quel que fût l'état de son âme, son sang du moins coulait dans ses veines avec une rapidité inusitée. Il ne rompait jamais, parait tous les coups avec une poigne de fer et pressait toujours davantage son adversaire par un jeu plus serré.

Et tandis qu'Osra regardait, les yeux grands ouverts et le sein palpitant, que le comte lançait jurons sur jurons, qu'il devenait toujours plus furieux et moins maître de lui, l'évêque semblait aussi tranquille, plus tranquille même, que quand, en chaire, il versait sur son pieux auditoire les flots de son éloquence un peu âpre.

Derrière le comte se trouvait une fenêtre, qu'il avait fait élargir lui-même pour avoir la vue de toute la contrée environnante. Or la fenêtre ouverte en ce moment dominait le fossé d'une hauteur de cinquante pieds. Le comte Nicolas devina le plan de son adversaire et, résolu d'en finir, il lui porta une botte terrible dont il croyait avoir le secret.

Mais l'évêque para le coup, et il força de nouveau l'autre à rompre jusqu'à ce que son dos touchât l'embrasure de la fenêtre. Nicolas était ainsi acculé et ses yeux brillaient comme ceux d'un fou : soudain un sourire de démon contracta ses traits.

— Voulez-vous céder de bonne grâce, Monsieur ? s'écria l'évêque mettant une sourdine à son désir mauvais de passer son épée au travers du corps de son ennemi et baissant pour un moment la pointe de son épée.

Profitant de cette minute de répit, le comte fit une tentative suprême ; rassemblant toutes ses forces, il réussit à blesser l'évêque au côté gauche, tout près de l'épaule, et bien que la blessure fût légère, le sang coula abondamment. Alors saisissant son épée au-dessous de la garde il la lança comme une javeline dans la direction de la princesse qui était toujours près de la porte et regardait le combat dans une fiévreuse anxiété. Il s'en fallut d'un point qu'elle n'atteignît la tête, car elle cloua contre la porte une tressé dénouée, avant de s'enfoncer en vibrant dans le bois.

Lorsque l'évêque de Modenstein vit cela, l'hésitation et la clémence disparurent de son cœur, et bien que son adversaire fût maintenant désarmé, il ne songea pas plus à l'épargner qu'il n'eût fait d'une vipère qui aurait essayé de lui mordre le talon. D'un coup droit foudroyant, il perça de part en part le corps du misérable qui, avec un épouvantable cri d'agonie, tomba par la fenêtre ouverte.

L'évêque passa la tête au dehors... la princesse Osra entendit un grand clapotis dans l'eau du fossé et l'horreur la fit tomber contre la porte où elle semblait plutôt retenue par l'épée qui avait cloué sa chevelure que par ses propres forces. Alors monta, vers la fenêtre par laquelle l'évêque regardait toujours avec un sourire étrange chez un homme d'église, le bruit confus de pas, de voix, du pont-levis qu'on baissait... enfin on distingua des exclamations de terreur et de haine.

Car les hommes du comte dans le hall avaient aussi entendu le bruit de la chute du corps dans l'eau, et sortant à la hâte pour voir ce que c'était, ils avaient aperçu le cadavre de leur maître et maintenant, trouvant à peine des paroles pour exprimer leur effroi, ils se le montraient les uns aux autres en disant : « C'est l'évêque qui l'a tué. » Mais l'évêque qui les observait de la fenêtre se pencha encore davantage au dehors, brandissant son épée et criant :

— Oui, c'est moi, et ainsi périssent tous les mécréants de son espèce. Si quelqu'un de vous, tas de...

Mais il s'interrompit juste à temps pour ne pas lâcher un mot tout à fait indigne d'une future Eminence et même il rentra vivement la tête, car il sentait qu'une joie féroce éclatait sur son visage. Alors, baissant son épée, il courut vers la princesse, tira de

la porte l'arme du comte qui était couverte de son propre sang et ainsi dégagea la riche chevelure. Puis, comme il vit qu'Osra était très faible, il mit le bras autour de sa taille et la conduisit vers le lit où elle tomba tremblante et aussi blanche que sa robe, en murmurant :

— Oh! c'est affreux, c'est affreux! et elle saisit le bras de son libérateur qu'elle retint fort longtemps; ses yeux étaient fixés sur l'épée du comte qui gisait sur le seuil de la petite chambre.

— Courage, Madame, dit doucement l'évêque, tout danger est passé et vous êtes avec le plus dévoué de vos serviteurs.

— Oui, oui, dit-elle en frissonnant, mais... est-il vraiment mort?

— Il est mort! que Dieu ait pitié de son âme.

— Et vous l'avez tué?

— Je l'ai tué... si c'est un péché, Madame, vous prierez Dieu qu'il me pardonne, n'est-ce pas?

Soudain, avant qu'il pût l'en empêcher, elle sauta à bas de la couche, se jeta à ses genoux et saisissant sa main, elle baisa d'abord la bague épiscopale, puis la main; car c'était à la fois un évêque et un galant homme et, pour chacune de ses deux qualités, elle lui donnait un baiser. Mais Frédéric de Hentzau était avant tout un loyal sujet, aussi releva-t-il bien vite la sœur de son souverain et, s'agenouillant à son tour devant elle, il lui baisa les mains à plusieurs reprises.

Osra semblait maintenant tout à fait revenue de son égarement et de sa terreur, car, lorsqu'elle regarda à ses pieds ce beau et brave gentilhomme, elle eut un joli sourire, bien qu'au bord des cils tremblât une larme, et elle dit d'une voix doucement railleuse :

— Oh, Monsieur!... Oh, Monseigneur!... Pourquoi a-t-on fait de vous un évêque?

Alors il leva les yeux; leurs regards se rencontrèrent et parlèrent le langage dont les élus se serviront pendant l'éternité. Pendant un instant, ils restèrent ainsi... Alors l'évêque se leva et se tint devant elle, la tête baissée et les yeux fixés sur le sol dans une humilité convenant à son saint caractère.

— C'est par la grâce infinie de Dieu que je suis devenu prêtre, dit-il; je voudrais être plus digne du sacerdoce, car aujourd'hui, je l'avoue, j'ai pris un singulier plaisir à exterminer mon prochain.

— Et à sauver une dame, ajouta doucement Osra, une dame qui vous comptera toujours parmi ses plus chers amis et ses plus vaillants défenseurs. Dieu peut-il être irrité d'une action aussi belle?

— Puisse-t-il nous pardonner *tous* nos péchés, dit gravement l'évêque.

Alors, il lui offrit son bras et tous deux descendirent dans le hall. Les hommes du comte y étaient rassemblés autour d'une table près de la muraille, et sur cette table gisait le cadavre du comte Nicolas de Festenburg, sous une couverture de cheval qu'un des serviteurs avait eu la piété de jeter sur lui; mais lorsqu'on vit s'avancer la princesse et l'évêque, chacun s'inclina très bas tandis qu'ils passaient.

— Vous vous inclinez maintenant, dit Osra, mais tout à l'heure nul d'entre vous n'aurait voulu lever un doigt pour me défendre. C'est à Monseigneur l'évêque seul que je dois la vie, et pourtant il est homme d'Église, tandis que vous étiez libres de combattre. Pour ma part, je n'envie pas à vos femmes des maris tels que vous!

Et avec un air souverainement dédaigneux, elle passa entre leurs rangs, prenant grand soin de ne pas toucher l'un d'entre eux même du bord de sa robe. Sous cet affront ils rougirent et grommelèrent quelque chose dans leurs moustaches, remerciant Dieu que leurs femmes ne fussent pas de pareilles pies-grièches, mais, au fond, très honteux de leur conduite, et très inquiets aussi en songeant à l'antienne que ces mêmes femmes allaient leur chanter lorsque le bruit de l'aventure parviendrait à leurs oreilles.

Mais Osra et l'évêque passèrent le pont, et Sa Grandeur, ayant mis la princesse en selle, prit la bride du cheval et le mena au pas en descendant la colline jusqu'à la ville.

Cependant des nouvelles plus ou moins exactes s'étaient répandues dans Zenda et le peuple encombrait les rues, bavardant et faisant mille conjectures; et lorsqu'ils virent la princesse Osra, saine et sauve et souriante, et l'évêque en haut-de-chausses et en chemise, — car de son manteau il avait enveloppé la princesse, — et conduisant le cheval par la bride, ils poussèrent de bruyants hourras. Les hommes saluaient la princesse, tandis que les femmes, au premier rang de la foule, s'agenouillaient et demandaient la bénédiction de l'évêque. Mais lui marchait la tête basse et les yeux fixés sur le sol, sans même se laisser distraire par les cris des femmes, cris d'admiration pour la bonne mine de Monseigneur et de peur à la vue du sang dont sa chemise était souillée.

Enfin ils sortirent de la ville et, toujours suivis par une grande foule, ils arrivèrent au château. A la porte l'évêque s'arrêta et aida la princesse à mettre pied à terre; de nouveau il s'agenouilla et baisa sa main en disant simplement :

— Adieu, Madame.

— Adieu, Monseigneur, dit doucement Osra. Et elle rentra précipitamment au château, tandis que l'évêque retournait à son auberge d'où il refusa obstinément de sortir ce jour-là, car le peuple, massé devant la porte, n'attendait que son apparition pour lui faire

des ovations auxquelles il voulait à tout prix se dérober.

Le soir même, le roi ayant appris le crime du comte Nicolas, arriva en toute hâte de Strelsau avec une nombreuse troupe de cavaliers. Et lorsqu'il sut comment Osra avait joué aux dés avec le comte, et, se proposant comme enjeu contre le château de Zenda, avait regagné ce dernier au péril de sa vie, il fut tour à tour honteux et ému, et, après s'être donné à tous les diables, il prononça le serment solennel de ne plus jouer aux dés, — serment qu'il tint avec une scrupuleuse fidélité jusqu'à la fin de ses jours. — Puis il alla à Festenburg et fit battre comme plâtre tout homme qui n'avait pas eu soin de fuir avant son arrivée ; et il confisqua toute les propriétés du comte Nicolas, rasa le château de Festenburg et en combla les fossés. Alors il envoya chercher l'évêque de Modenstein pour le remercier et lui offrir le domaine du comte Nicolas. Mais l'évêque, bien loin de l'accepter, refusa même toute faveur du roi et jusqu'à l'ordre de la Jarretière bleue. C'est pourquoi le roi fit don du sol sur lequel était bâti le château et de toutes les terres qui en dépendaient à Francis de Talenheim, beau-frère de la femme du prince Henry, qui y éleva le château qu'on voit encore en ce lieu, et qui est resté jusqu'à ce jour entre les mains de la même famille.

Mais l'évêque de Modenstein ayant été traité par le roi avec grande magnificence pendant deux jours entiers ne voulut pas demeurer plus longtemps, et poursuivit son voyage, revêtu maintenant, comme à l'ordinaire, de ses habits épiscopaux.

Et la princesse Osra était assise à la fenêtre, la tête appuyée sur la main, et elle le suivit des yeux jusqu'à ce que les arbres de la forêt le dérobèrent à sa vue. Et lorsqu'il atteignit la lisière de la forêt, il se retourna un instant et regarda l'endroit d'où la princesse l'observait.

Mais à peine arrivé à Strelsau, il envoya chercher son confesseur, et le confesseur l'ayant écouté lui imposa une pénitence sévère qu'il accomplit avec beaucoup de zèle, d'exactitude et de contrition. Mais cette pénitence était-elle pour avoir tué le comte Nicolas de Festenburg (ce qui, pour un laïque du moins, n'eût été qu'une faute vénielle) ou pour quelque autre péché plus grave mettant l'âme en péril de damnation, je ne vous le dirai pas, parce que je n'en sais rien.

ANTONY HOPE.

[illegible]

(*A suivre.*)

L'HOMME DE LETTRES EN MÉNAGE

I

C'est du ménage d'un homme de lettres, et des crises que ce ménage, de par l'élément professionnel qui s'y joint, doit fatalement traverser, qu'il est question dans *Le Mari rêvé* (1), de M. Julien Berr de Turique. Ceci déjà, indépendamment du talent, donnerait du piquant au livre.

Ce qu'est ce talent, nous n'avons pas à l'apprendre aux lecteurs de la *Revue Bleue*. Depuis longtemps, et en des occasions multiples, ils l'ont pu juger. Où ce talent excelle en particulier, c'est dans ces petites scénettes ou contes dialogués, — échange de correspondances fictives, propos de table, de sorties de table, de hall, de fumoir ou de plage, — où, une question d'actualité étant ingénieusement posée, il la fait évoluer tour à tour et briller, s'éclairer et se développer sous toutes ses faces et facettes, pour nous amener à quelque conclusion inattendue, qui est la moralité de la fable. En remontant les colonnes de ce recueil, on trouvera en grand nombre les parfaits échantillons de ce genre.

Ces heureuses et fines dispositions prédestinaient l'auteur à la nouvelle. Et la nouvelle, on le sait, en dépit du dédain du gros public, est ce que l'art se propose de plus exquis. M. Berr de Turique n'a point failli à ce que la destinée voulait de lui : ce sont des nouvelles, pour la plupart, qui composent ses précédents volumes, depuis *Les Demoiselles* jusqu'à *Comme ils sont tous*. Et ces mêmes goûts et qualités le devaient incliner à la scène, à la petite pièce en un acte, comédies de salon, choses à dire, sous le feu des lustres, devant la cheminée, au centre d'un parterre fleuri de belles dames. De ces jolies productions, il a derrière lui tout un volumineux bagage. Qui ne s'est heurté, au cours de quelque soirée, à son délicieux *Doctoresse et Couturier?* Mais enfin, l'ambition vient avec l'âge; il devait se piquer un jour de faire plus vaste et plus grand. Cela a abouti, au théâtre, à cette *Crise conjugale*, en trois actes, jouée l'année dernière, à l'Odéon. Au *Rez-de-Chaussée* que reprenait, il y a quelques semaines, la Comédie-Française. Cela aboutit aujourd'hui, dans le roman, au *Mari* [illegible].

M. Berr de Turique a, du Parisien, tous les signes distinctifs : esprit, bonne humeur, curiosité vite éveillée, vite lasse, scepticisme et « blague » sans méchanceté, philosophie souriante, aimable et courant à la surface. Et c'est un esprit lucide, peu enclin à la rêverie, pas longtemps à la duperie; une imagi-

[illegible]

nation légère, aimant à voler d'un sujet à un autre, sans cesse distraite, amusée, comme il est impossible de ne pas l'être ici par le spectacle mouvant de la rue, par les mille bruits, nouveautés, grands et petits événements du jour, auxquels nul ne saurait se soustraire. Donc, point de profonde retombée sur soi-même, de méditations abstruses où l'âme s'isole et se recueille. Et presque point de descriptions, pas de paysage. Le décor prestement planté, aussitôt les personnages d'agir, de raisonner, de disputer, de discourir. C'est le procédé du théâtre, et c'est, dans le récit, la manière française, la méthode classique, traditionnelle. Son style est sobre, discret, élégant, honnête, sans affectation d'aucun genre, doucement imagé, peu coloré, mais d'une teinte charmante et marquant une bonne éducation. Il a dû vivre et grandir dans un milieu cultivé, artiste, où les spéculations matérielles le cédaient aux spéculations idéales et littéraires. L'atmosphère ambiante n'a pas varié pour lui quand la nécessité de joindre au culte de la Muse quelque moyen de pourvoir aux frais de ce culte l'a fait, comme tant d'autres, entrer dans une de nos grandes administrations, qui sont d'inépuisables pépinières de poètes, de romanciers, d'auteurs dramatiques. Secrétaire de M. Larroumet au ministère des Beaux-Arts, alors que M. Larroumet dirigeait les Beaux-Arts, il fut placé au mieux, en un observatoire de choix, pour bien voir et étudier tout ce qui concerne le monde des arts, sculpture, peinture et théâtre. Et de tout ce qu'on était en droit d'attendre de circonstances aussi exceptionnelles et aussi favorables aux bons renseignements, nous allons trouver le résultat dans son roman.

II

Qu'est-ce que le mari rêvé ? C'est évidemment celui qu'on n'épouse pas ; celui qu'une fatalité vous empêche de rencontrer, ou, si on le rencontre, d'épouser. Car, quel qu'il soit, et si bien qu'il soit, dès qu'on l'épouse, il devient détestable, et ce n'est plus le mari rêvé.

Que Marguerite Hébré, au lieu d'épouser Raoul Périgné, l'illustre romancier, eût été unie à ce correct, irréprochable et austère ingénieur qu'est M. Albert Chauvelot, son premier prétendant, les rôles eussent été changés sans doute, mais non pas le fond de l'aventure et ses diverses péripéties. Les même déceptions et désillusions, sinon provoquées par les mêmes faits et les mêmes causes, l'eussent attendue dans le cabinet de ce grand constructeur de ponts, de voies ferrées et autres chaussées, parmi les lavis, les épures et les chiffres, et les plans et devis ; le même désenchantement, disons-nous, que dans le silencieux et solitaire retrait de ce créateur de types et de héros et de mondes imaginaires qu'est Raoul, parmi la paix des livres, dans le bruit monotone et régulier, la hâte fiévreuse et mystérieuse de la plume courant sur le papier. Et c'est vers lui, vers Raoul, avec mille regrets plus amers de sa destinée trahie et une plus fougueuse ardeur de vengeance, que le cœur de la malheureuse eût volé.

Mais elle l'a, son Raoul, elle le possède, elle le détient en toute et bonne et légitime propriété. Que lui manque-t-il donc? Quels sont ses grands motifs de lui en vouloir ?

Ces griefs, il faut l'avouer, sont assez minces. Et si quelques-uns sont inhérents à la déplorable et si peu naturelle profession des lettres, les autres pour la plupart ne dépassent pas les torts et manquements fortuits à l'idéal du mariage qu'on peut découvrir chez la plus honnête pâte et le plus brave homme de mari.

Et d'abord Raoul, comme il arrive communément, — nous disons comme il arrive dans la vie, non comme il se voit dans les romans, — Raoul a épousé sa femme sans en être follement épris. C'est peut-être une garantie pour la durée du sentiment. Quoi qu'il en soit, « l'idée de la lune de miel se confondait instinctivement chez lui avec celle d'un grand hall, d'une salle de billard et d'un cabinet de travail Louis XIII, tendu de vieilles tapisseries ; le plus naïvement du monde, quand il disait à Marguerite, au courant de ses projets : « Comme nous allons être « heureux chez nous ! » il songeait plutôt au décor dans lequel ils allaient se mouvoir qu'à l'existence même qu'ils allaient mener. » Mais ne peut-on donc se préoccuper d'une installation confortable, où se mêle au surplus l'idée de la faire partager, sans être un parfait égoïste ? Marguerite est belle, elle est riche, elle est intelligente et fine ; lui, par les livres qu'il publie et dont le succès s'accroît chaque jour, gagne largement sa vie ; et il est beau, il est tendre ; il n'a aucun vilain défaut, — ni joueur, ni coureur, — aucun germe de perversité. Homme d'étude, de solitude, de vie paisible et recueillie. Ne voilà-t-il pas deux époux parfaitement assortis ?

C'est au cours du voyage de noces qu'éclate un petit désaccord, où se tranchent ces deux natures. Raoul, que son imagination mène décidément, a pris goût aux pérégrinations lointaines ; il voudrait, pour le plus grand profit des précieux documents à glaner, entraîner sa femme en un long périple ; tandis que celle-ci a hâte de rentrer au foyer, de se bâtir son nid duveté et moelleux. Il lui cède aimablement. Et ils reviennent, ils s'installent. Il a son fameux cabinet Louis XIII, les vieilles tapisseries et le reste. Et, comme elle l'avait ardemment désiré, elle a cette joie, cette fête : le voir travailler, composer,

écrire ! Car il n'est pas de ces écrivains qui, de peur de distractions, « ne supportent pas une gravure sur les murs... ni chien, ni chat, ni femme ». Même elle collabore en quelque sorte, classe ses notes, ses papiers, prépare la plume et l'encre, dispose tout pour la plus grande commodité et l'inspiration de son cher romancier. Il est content, elle est ravie. Nous avons en une effusion généreuse, qui est comme l'hymne tendre et voilé du parfait bonheur conjugal, le témoignage irrécusable de la félicité de Marguerite. En sorte que tout est bien.

Tout serait bien sans la spéciale condition où vous met l'œuvre littéraire et l'« entraînement » particulier qu'elle nécessite. Ce travail n'a de rapport avec aucun autre. Il absorbe tout l'homme. Cette absorption, l'écrivain la porte avec lui partout où il va ; elle le suit à table, à la promenade, dans le monde, et encore ailleurs. Nous entrons ici dans le vif du sujet. Il ne peut, comme le font tous ceux qui travaillent à d'autres matières, quitter sa tâche, l'esprit délivré, et se livrer d'un cœur dispos à quiconque l'aborde et lui parle, à chaque objet qu'on lui propose ; puis, réconforté et délassé, revenir à son labeur et le reprendre où il l'a laissé. Il faut, pour que l'œuvre produise des fruits d'art véritables, que jamais il ne l'abandonne, qu'il la vive d'une vie continue, que jamais le feu ne refroidisse, jamais la sève ne tarisse, tant qu'il ne l'a pas menée à son terme. Il est donc, jusqu'à ce terme, condamné à une existence de somnambule, enfermé en lui, dans sa songerie. Il est présent, il va et il vient, mais l'âme est absente. Si vous lui parlez, il n'entend pas, ou il vous répond de travers. Il pense à autre chose ; il a l'oreille toujours tendue vers un fantôme mystérieux, invisible, qui lui chuchote des mots insaisissables, que lui seul saisit. Si, brusquement, vous le tiriez de sa torpeur, vous lui feriez du mal et il vous en voudrait. Cette transformation de l'écrivain en fait dans la création un animal à part. Ménagez ce maniaque, ne l'excitez pas : il pourrait devenir terrible. Voilà ce que ne savent pas, voilà ce que ne soupçonnent point celles qui font le rêve et la folie de lier leurs jours aux jours d'un homme de lettres : voilà ce qui, sous l'apparence d'être négligées, délaissées, indifférentes, leur prépare d'abominables heures de jalousie, de mauvaise humeur et de dépit ; et voilà précisément ce qui cause les premières amertumes de Marguerite.

Mais qu'est-ce quand les autres mécomptes, dont elle ne s'était pas avisée, surgissent ? que l'ami Delpech, l'auteur dramatique, vient sous le toit conjugal collaborer avec son mari, et que doucement il l'exile, elle, du cher cabinet de travail, sous prétexte que, dans la chaleur de la discussion, il se laisse aller à des métaphores un peu vives ? Et qu'est-ce quand, — la pièce achevée, les répétitions commençant, — Raoul se voit dans l'obligation de déserter à heure fixe le logis ? et que, la pièce jouée, — avec grand succès, cela s'entend, — en vue d'autres projets et d'autres succès, il se fait une douce accoutumance et un devoir de passer les soirées hors de chez lui ? Notons que de toutes ces libertés qu'il s'arroge, il n'abuse pas ou il n'abuse que modérément, — M. Berr de Turique nous le laisse entendre, — pour trahir la foi jurée ; et notons encore que tout lui réussit à souhait, qu'il ne subit jamais d'échecs, qu'en conséquence il ne rapporte jamais au foyer domestique ces morosités, nervosités, irascibilités, cette rancune et ce fiel, ce besoin irrépressible de passer sa colère sur la plus proche victime, qui, dans les hasards de la gloire des lettres, ne sont pas épargnés à quelques-uns, même aux plus illustres et aux plus grands, et, pour dire la vérité, à tous les écrivains sans exception. — Mais qu'est-ce, quand, de cette habitude d'agir seul et à sa guise, il prend occasion de donner suite à ses projets de grand voyage et qu'il part sur le yacht du baron Faneuse pour les mers du Nord, et qu'il laisse sa femme seule à Paris ?

Alors la mesure est comble. Marguerite se retourne tout entière vers Albert Chauvelot, marié lui-même, mais mal marié, cela va de soi, avec une femme d'ailleurs charmante, la propre amie de Marguerite, mais qui ne comprend pas, n'apprécie pas son mari comme elle devrait, ne s'associe pas avec assez de cœur et d'âme et d'enthousiasme à ses travaux techniques et pratiques, — Chauvelot qui, secrètement, discrètement, mais ardemment et passionnément, l'a toujours aimée, elle, Marguerite, qui n'a jamais pu prendre son parti d'avoir été éconduit, et qui est prêt à l'adorer, à la servir, comme elle mérite de l'être. Et la coupable intrigue se noue. M. Berr de Turique nous mène ici jusqu'à l'extrême bord du précipice, il nous fait effleurer les lèvres du gouffre où ces deux imprudents buttent et se jouent. On tremble, on a peur, ils vont s'y abîmer. Mais non ! ce sont d'honnêtes cœurs. En ces rôles de passion vicieuse et de clandestines débauches, ils font comme des personnages d'emprunt. Ils s'y sentent gauches et embarrassés, — ce qui n'est point sans ajouter quelque charme palpitant au narré de leurs pas et démarches et menus gestes. Et, en somme, Raoul est un chançard. Du fait même de la maladresse et de l'inexpérience de ceux qui méditent sa perte, le dernier affront lui est épargné.

Ce qui principalement le lui épargne, — et voilà peut-être la moralité de l'histoire, et qui prouve la bonté innée de la femme, — c'est une circonstance qui tout au contraire aurait dû, semble-t-il, y contribuer. De sa vie de garçon, Raoul a laissé derrière

lui, — insouciance, oubli, négligence, — un petit être, aujourd'hui orphelin, et que Marguerite, — après quelles hésitations! on le devine, — à l'insu de Raoul et pendant ce voyage aux mers du Nord qui se prolonge, recueille chez elle et qu'il trouvera au retour. C'est justement ce qui manquait à cette femme : une tâche, un grand devoir à remplir.

Elle n'a pas pu se plier au rôle qu'il voulait d'elle, à cette fonction de femme d'écrivain qu'il lui présentait sous un si beau jour. « Il la lui peignit, cette femme, bien en lumière, dans une attitude simple et familière, l'air modeste et docile, mais le regard fier, comme ayant conscience de l'importance de sa mission. Autour de la figure principale il mit les attributs de l'emploi : la confiance, la résignation, le sacrifice... » Non, ce renoncement ne lui allait pas, cela n'était pas dans ses cordes. Mais, avec cette maternité nouvelle et inespérée, la voilà désormais sauvée.

Elle a vingt-cinq ans. Les soins, la première éducation de l'enfant, puis les tracas, les soucis pour son établissement jusqu'à ce qu'il se détache tout à fait d'elle, la mèneront insensiblement à la cinquantaine. Elle s'apercevra alors que sa vie est finie, et que, comme la généralité des mortels, elle l'a manquée, qu'il est trop tard pour recommencer, et qu'on n'épouse jamais « le mari rêvé ». Mais elle ne regrettera pas de n'avoir pas cédé à Chauvelot. Et avec ce bon diable de Raoul, qui n'est pas un méchant homme et qui n'a, après tout, que quelques peccadilles à se reprocher, elle acceptera de vieillir doucement à la tiède chaleur de sa gloire couchante.

III

Nous ne savons si nous avons fait sentir ce qu'un tel sujet, traité par M. Berr de Turique, offrait de ressources à sa manière, faite de délicatesse et de nuances, et qui aime à fouiller subtilement et spirituellement dans la bizarrerie de nos mœurs et de nos sentiments. Pour en montrer tous les agréments, il eût fallu de nombreuses citations, pour lesquelles l'espace nous manque. On les trouvera avec plus de plaisir à leur place, dans le livre. Rien n'eût été plus facile à l'auteur, étant donnée la matière, que de pousser les choses au tragique et au drame, à la faute, aux remords, aux larmes. Il ne l'a pas voulu, et il a bien fait de ne pas le vouloir. Son fin et gracieux talent y eût moins gagné que perdu. N'est-ce pas une maîtrise de l'art que de savoir s'en tenir strictement au genre pour lequel on est fait?

LÉON BARRAND.

LA QUESTION D'ÉGYPTE

A TRAVERS LES SIÈCLES

Si une contrée semble posséder des frontières parfaitement délimitées c'est assurément l'Égypte. Un seul fleuve l'arrose et la fertilise, le Nil. Au sud, au point où il pénètre sur le territoire égyptien, sa vallée se rétrécit, son courant devient plus rapide et se trouve barré par des rochers qui rendent difficile la navigation. A l'est des monts Arabiques, c'est le désert jusqu'à la mer Rouge, à l'ouest de la chaîne libyque commence le Sahara qui déroule ses montagnes dénudées, ses vallées sans eaux, ses plaines de sable et de cailloux sur toute la largeur de l'Afrique et ne finit qu'à l'Océan. Cette frontière sud est donc facile à défendre contre un envahisseur venant de la Nubie.

Arrivé en Égypte, le Nil reprend son calme, son lit s'élargit, les collines libyques et arabiques s'éloignent, laissant plus d'espace à la plaine où un second fleuve, dérivé du premier, le canal de Yousef, coule parallèlement au Nil, comme lui, fertilisant la terre, servant à la navigation. Au-dessous du Caire s'étend le Delta parcouru par de nombreux canaux et branches détachés du grand fleuve. Au nord, une côte basse, baignée par la Méditerranée. A l'ouest, c'est toujours le Sahara brûlant qui s'avance jusqu'à l'ancienne Cyrénaïque, qu'il enveloppe pour toucher à la mer par le golfe de la Grande Syrte et la côte de la Marmarique. Quelques oasis paraissent comme des îles de verdure au milieu de ces paysages désolés — la Grande et la Petite oasis, celle de Syouah, ancienne Ammon — qui dépendent de l'Égypte. A l'est, le désert Arabique, et sur la mer Rouge quelques petits ports. Cette partie déserte s'arrête au canal qui traverse l'ancienne terre de Gessen et met en communication le Nil et la mer Rouge par le canal de Suez. A l'orient de cette création de Ferdinand de Lesseps, c'est l'Arabie Pétrée, montueuse, à peu près sans eau, avec très peu d'habitants. L'Égypte est donc protégée à l'ouest par le Sahara, au nord, elle ne peut être menacée que par une flotte puissante portant une armée de débarquement. Vers l'isthme de Suez où est la frontière idéale entre l'Afrique et l'Asie commencent les déserts de la péninsule du Sinaï qui vont vers l'Orient, entre la mer Morte et le golfe d'Akabah, se mêler au désert de Syrie.

C'est de ce côté qu'a toujours été menacée l'Égypte, c'est là qu'aux époques de sa puissance elle a porté ses efforts et mis tout en œuvre pour s'annexer définitivement la marche de Syrie, au moins — Arabie Pétrée et pays des Philistins — pour couvrir

cette frontière par où les peuples asiatiques pénétraient dans les belles plaines du Delta, attirés par la richesse des populations et la fertilité du sol. Il était facile aux souverains de Ninive ou de Babylone d'exciter les convoitises des nombreuses tribus de nomades répandues entre Damas et l'Euphrate, en leur parlant d'un pays où l'eau était abondante, les fruits succulents, la fortune incalculable, eux qui vivaient dans le désert sous un soleil de feu, manquant d'eau souvent, de verdure et de fruits toujours.

*

La question d'Égypte ne date pas de la fin du XIXe siècle; il faut remonter aux temps éloignés où régnaient sur les rives du Nil inférieur les dynasties nationales des Pharaons, pour en apercevoir les commencements, en suivre les développements et arriver ainsi, à travers les siècles, jusqu'à l'époque récente où l'Angleterre, par cupidité et par ambition, a mis sa main crochue sur l'Égypte avec l'idée absolue de s'y installer à perpétuité après avoir promis solennellement de se retirer aussitôt que l'ordre y serait rétabli. Les hommes d'État de la Grande-Bretagne qui ont préparé et accompli cet acte de brigandage politique ont tout prévu, excepté pourtant la difficulté de garder un pays qui a déjà usé tant de conquérants et usera également les Anglais, quelle que soit leur force de résistance. On peut affirmer, et nous l'allons démontrer, que l'Égypte seule, telle qu'elle existe, ne peut vivre indépendante, et qu'une nation aussi forte qu'on puisse l'imaginer, ne la conservera pas si elle ne possède en même temps la Syrie et la Palestine, qui ont toujours été les boulevards des Pharaons, des Lagides, des califes fatimites et des sultans mamelucks. Le maître de la Syrie et de l'Arabie occidentale a toujours menacé et dominé l'État égyptien. Ce maître est actuellement le sultan des Ottomans, qui n'est point disposé à céder aux menaces ou aux promesses. Le calme des Orientaux n'est point ébranlé par le bruit que font les hommes d'État de Londres. Ils se disent que, tôt ou tard, l'évacuation de l'Égypte s'imposera, tandis que leurs adversaires comptent surtout sur un hasard heureux qui mettra dans leurs mains ces compléments de l'Égypte qu'ils convoitent, pour asseoir définitivement leur puissance sur les rives du Nil.

Les plus illustres des Pharaons portèrent toujours leurs efforts vers l'Asie occidentale, autant pour affermir leur domination que pour accroître le nombre de leurs provinces. Ramsès le Grand — Sésostris — fut le type le plus parfait de ces conquérants qui traversèrent la péninsule du Sinaï pour conquérir la Syrie, le pays de Chanaan et s'avancer même au delà du Taurus. Ces princes comprenaient que le véritable danger de leur indépendance était à l'est et leurs craintes se trouvèrent deux fois justifiées par l'arrivée des Arabes qui renversèrent les dynasties nationales et établirent sur la plus grande partie de l'Égypte une domination qui dura quatre siècles.

Lorsque les Beni-Israel, partis de Gessen, se furent établis sur les bords du Jourdain, dans la contrée montagneuse connue aujourd'hui sous le nom de Palestine, leur liberté fut continuellement menacée par les rois d'Égypte, et, quand se fondèrent les grands empires d'Assyrie et de Babylone, la Palestine devint un champ de bataille où Assyriens, Babyloniens et Égyptiens luttèrent pour la domination de l'Asie antérieure; les derniers surtout combattaient pour maintenir leur existence menacée par leurs puissants voisins qui voulaient joindre à leurs États le domaine des Pharaons. La Bible contient le récit de ces luttes dont le peuple juif était toujours victime.

Le roi d'Assyrie Salmanazar V occupa la Judée. L'Éthiopien Sabacus, qui régnait sur l'Égypte, se sentit menacé, il prit la défense des Juifs et se fit battre complètement à Rappéa par Sargon, successeur de Salmanazar. Sennachérib, ayant voulu envahir l'Égypte, fut à son tour vaincu par Séthos. Néchao bat le roi de Juda Josias à Mageddo, mais est mis en déroute par Nabuchodonosor II le Grand, et l'indépendance de l'Égypte se trouve compromise. Dans le cours des siècles la guerre dure entre les peuples du Nil et ceux du Tigre et de l'Euphrate : dès que les premiers sont refoulés à leur frontière du désert arabique, c'est le Delta menacé. Le courage, l'habileté politique des Pharaons, ou le sentiment de la liberté, comme on voudra, les pousse à établir la limite orientale de leur empire au désert de Syrie, englobant ainsi, au moins, la Judée et la Pétrée. Les Juifs ne formaient pas entre leurs puissants voisins un État-tampon, comme on dirait dans le jargon diplomatique d'aujourd'hui, mais ils remplissaient le rôle d'une enclume placée entre deux marteaux énormes maniés par des mains puissantes. Leurs divisions contribuaient encore à les affaiblir.

Quand Cyrus, déjà maître de l'Asie centrale, eut détruit le royaume lydien par la prise de Sardes et plus tard se fut emparé de Babylone et eut tué son dernier roi, l'empire perse s'étendit de l'Indus à la Méditerranée et à l'Égée; à côté de cette puissance formidable, l'Égypte, isolée, allait, comme la Lydie et la Chaldée, devenir une satrapie du Grand Roi. Le fils de Cyrus, Cambyse, supprima la vieille royauté des Pharaons.

Plusieurs fois les Égyptiens se révoltèrent; malgré quelques brillants succès, ils finirent toujours par être écrasés. Après trois siècles de domination sur

l'Asie antérieure, la dynastie des Achéménides fut renversée par Alexandre, et l'immense empire fondé par Cyrus, agrandi par ses successeurs, tomba au pouvoir des Grecs. L'Égypte crut à une renaissance politique et accueillit avec des transports de joie le conquérant. Mais ces espérances si vives ne se réalisèrent pas, Alexandre fonda une ville à laquelle il donna son nom, les Égyptiens eurent pour les gouverner un satrape grec au lieu d'un Perse, ce fut tout. Après la mort du conquérant, l'Égypte recouvra son indépendance avec Ptolémée, fondateur de la dynastie des Lagides, — la vingt-troisième.

Le nouveau roi, revenant aux traditions des anciens Pharaons, voulut assurer ses frontières de l'Est contre de nouveaux envahisseurs et soumit la Pétrée, la Judée, la Cœlé-Syrie. Ses successeurs continuèrent cette politique, luttèrent contre les rois de Syrie qui, un instant maîtres de tout l'ancien empire de Darius, moins l'Égypte, voulaient la replacer sous leur domination. Les Séleucides laissèrent s'émietter cette souveraineté de l'Asie entre leurs débiles mains, les provinces se soulevèrent et formèrent des royaumes indépendants.

Quand Pompée eut détrôné le dernier des Séleucides, les jours de règne des Lagides étaient comptés. La puissance romaine avait remplacé les faibles tyrans de la Syrie; avec ses nouveaux voisins, l'Égypte se trouva dans la situation où l'avait placée Cyrus, après la conquête du royaume de Babylone. Les derniers successeurs de Ptolémée furent d'abord pour les Romains des instruments; devenus inutiles ou gênants ils furent éliminés et remplacés par un préfet.

Sous l'empire, la forte main de Rome maintint son pouvoir aux rives du Nil, et lorsque les fils de Théodose se partagèrent ses États, l'Égypte subit le sort des provinces asiatiques et africaines de l'empire d'Orient. En 639, les musulmans conduits par Amrou envahirent l'antique terre des Pharaons qu'ils soumirent. Avant, commandés par Khaled, ils avaient conquis la Syrie et la Palestine, la possession de ces deux provinces leur livrait l'Égypte comme elle l'avait livrée aux Perses, aux Grecs, aux Romains. A travers les siècles les mêmes faits aboutissaient aux mêmes résultats. L'Égypte demeura soumise aux califes électifs qui résidaient à Médine, aux Ommyades de Damas et aux Abbassides de Bagdad. L'esclave turc Thouloun, nommé par le Khalife Al Hamoun gouverneur d'Égypte, se rendit indépendant et fonda une dynastie qui dura trente-six ans. La faiblesse du gouvernement central, le désarroi qui s'étendait dans tout l'empire permirent aux Thoulounides de régner mais non pas de refaire du pays un État autonome, la Syrie et la Palestine n'ayant pu être détachées du khalifat. Ces marches de l'Est étaient restées sous la domination de gouverneurs abbassides; cette fois pourtant ce ne fut point de l'Orient affaibli que vinrent les nouveaux dominateurs du Nil, mais de l'Occident.

Toute l'Afrique septentrionale s'était séparée de Bagdad et un nouveau khalife avait fondé la dynastie des Fatimites. Profitant de l'état d'anarchie où se trouvait l'Égypte, le quatrième des princes Fatimites, Obéid-Allah, l'occupa et, reprenant les traditions pharaoniques, pénétra en Asie, occupa la Palestine, la Syrie, l'Arabie occidentale. Le khalifat d'Égypte avait sa frontière couverte à l'est, il vécut ainsi deux cent soixante-deux ans et sa ruine fut consommée lorsque le Turc Saladin eut détaché de l'Égypte les marches asiatiques. Maître de ces pays, il chassa du Caire le dernier des Fatimites et prit sa place. Ses descendants, les Ayoubites, régnèrent pendant quatre-vingt-trois ans. La Syrie et la Palestine formèrent plusieurs principautés avec des chefs appartenant à la famille d'Ayoub. En 1254 la milice des mamelucks, devenue toute-puissante, élut un sultan d'Égypte pris parmi ses chefs, et lorsque les Mongols eurent détruit les petits États ayoubites syriens, les sultans du Caire les occupèrent ainsi que l'Arabie occidentale avec les villes saintes de la Mecque et de Médine. Évidemment, sans les avoir jamais connues, ces chefs militaires, très fins politiques, appliquaient les idées des anciens rois de Thèbes ou de Memphis.

Malheureusement, sur les rives du Nil comme en Pologne plus tard, le système d'élection du chef de l'État par une caste privilégiée occasionnait souvent des troubles, des soulèvements, qui affaiblissaient le pouvoir central et excitaient l'ambition de ses voisins. Quand la monarchie ottomane se fut établie solidement en Asie Mineure sur les ruines de l'ancien empire des Seljoukides, elle devint, pour les maîtres de l'Égypte et de la Syrie, un voisinage gênant parce qu'il était fort et uni. A Constantinople on suivait avec la plus grande attention ce qui se passait au Caire et tout était préparé pour une campagne contre les mamelucks. Le sultan Kansou avait été élevé au pouvoir en 1496, renversé, puis rétabli deux ans plus tard. Le sultan Sélim Ier profita de cette anarchie, attaqua les mamelucks, les battit près d'Alep; Kansou, très brave, se fit tuer dans cette bataille, prélude de la chute prochaine des sultans d'Égypte. Touman-bey, élu, continua la lutte. Malgré ses efforts il ne put arrêter l'ennemi qui, vainqueur à Gaza, puis près du Caire, le fit prisonnier. Touman-bey fut le dernier et non le moins brave et le moins habile des princes mamelucks. Encore une fois l'Égypte perdait son indépendance.

La puissance ottomane, par la conquête du vaste empire des mamelucks, prenait subitement un accrois-

sement énorme. Sélim, habile politique comprit immédiatement les difficultés de la situation vis-à-vis de ses nouveaux sujets et chercha à les surmonter. Au lieu d'expédier de Constantinople en Syrie, en Arabie et en Égypte une nuée de fonctionnaires, de détruire entièrement la milice des mamelucks, il préféra s'entendre avec ses derniers, qui connaissaient le pays, ses habitants et possédaient, dans les cophtes chrétiens, un corps civil administratif habitué au service. Il annexa directement à la Turquie les provinces asiates, Arabie et Syrie, cette dernière fut divisée en quatre pachalicks, et les employés cophtes ne firent que changer de maîtres, conservant leur situation acquise. Quant à l'Égypte propre il en laissa le gouvernement à ceux qu'il venait de vaincre. Le sultan eut au Caire un seul représentant, le bélerbey; les mamelucks nommèrent un conseil auquel il accorda des droits très étendus. Ainsi ce conseil élu — Divan — pouvait, en motivant son acte, refuser d'exécuter les ordres du pacha et même le déposer. Vingt-quatre beys — ou gouverneurs — furent placés à la tête d'autant de divisions administratives. On voit que l'Égypte gardait sa complète autonomie, sinon sa liberté politique, sous son nouveau souverain. Sélim avait parfaitement compris que le maître de la Syrie l'était de l'Égypte sans l'occuper directement, c'était donc pour le trésor impérial une grande économie réalisée, et la Turquie, en cas de guerre, pouvait disposer des corps d'armée qu'elle eût été obligée d'entretenir aux rives du Nil. Le sultan avait vu juste, ses prévisions se trouvèrent réalisées par les faits.

Lorsque Ali-bey, un des chefs mamelucks, se révolta en 1766, il voulut, afin d'assurer son indépendance, reprendre les marches de Syrie et d'Arabie dont la possession lui était indispensable pour la conservation du pouvoir qu'il avait usurpé. Il n'y avait plus de pacha au Caire, mais les Turcs étaient à Jérusalem, à Damas et non seulement ils menaçaient, ils tenaient l'Égypte. Ali-bey échoua au moment où il croyait avoir réussi dans son projet de reconstitution de l'empire mameluck. Les guerres que la Turquie eut à soutenir contre les puissances européennes, la Russie surtout, pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle l'affaiblirent, les mamelucks devenaient les vrais maîtres de l'Égypte, mais ils sentaient toujours le danger du côté de l'Asie. Le jour où le sultan pourrait disposer de ses forces, il n'aurait qu'à suivre la route des Assyriens, des Babyloniens, des Perses, d'Alexandre, des Arabes, des Turcs pour replacer la vallée du Nil sous sa domination. En attendant, les diplomates de Constantinople laissaient les mamelucks se disputer entre eux, se contentant de garder avec soin la Palestine et la Syrie méridionale. C'est dans cette situation que se trouvait l'Égypte lorsque Bonaparte l'occupa.

Il battit les mamelucks, Desaix les repoussa jusqu'en Nubie, mais le nouveau maître du Nil sentait son pouvoir éphémère tant qu'il n'aurait pas conquis sinon la totalité, du moins une partie de la Syrie et soumis les tribus arabes à l'est de la mer Rouge. Il subissait la même nécessité que ceux qu'il venait de renverser: s'il ne parvenait point à chasser les Ottomans de la Pétrée et de la Palestine, il perdrait sa conquête. Vainqueur à El Arich, à Gaza, à Jaffa, au mont Thabor il échoua devant Saint-Jean-d'Acre et dut retourner au Caire. C'était la conquête compromise, à moins d'une nouvelle tentative sur les marches syriennes; mais il fallait recevoir des renforts, les Anglais, maîtres de la mer, empêchaient tout ravitaillement, l'évacuation s'imposait. Menou eût été un homme de génie qu'il aurait dû quand même quitter l'Égypte.

La Porte reprit le gouvernement direct du pays, mais les mamelucks voulaient reconquérir leur influence, ce qui amena des conflits sanglants entre eux et le représentant du sultan, Méhémet-Ali, qui fit massacrer une partie de cette turbulente milice. Le sultan le chargea de l'expédition contre les Wahabites, qui avaient pillé les deux villes saintes de l'Islam; il mit un de ses fils, Toussoum-pacha, à la tête des troupes qui allaient combattre en Arabie. Comme il n'ignorait pas que les mamelucks complotaient encore pour le renverser il ordonna leur massacre dans la citadelle du Caire. Cette fois, la redoutable troupe disparaissait complètement, après une existence de six siècles qui n'avait pas été sans gloire.

Méhémet-Ali, en 1831, profitant de la faiblesse du pouvoir central, attaqua la Turquie. Son fils, Ibrahim-pacha, pénétra en Syrie, battit les troupes impériales à Homs et à Koniah et obtint que la Syrie, la Palestine et l'Arabie occidentale seraient réunies à son gouvernement d'Égypte. C'était l'indépendance en expectative. En effet, en 1838, il demanda que ces provinces lui fussent cédées à titre héréditaire. Cette demande fut, comme cela devait être, fort mal accueillie à Constantinople. Une nouvelle guerre éclata entre le suzerain et son représentant au Caire et à Damas. Ibrahim-pacha, vainqueur à Nézib, marchait vers le Bosphore lorsque l'Europe intervint et l'obligea d'abandonner ses conquêtes. L'Égypte seule fut laissée à Méhémet-Ali qui renonça à la Syrie et à l'Arabie, ne conservant que la péninsule du Sinaï et une petite partie de l'Hedjaz du nord, sur le littoral de la mer Rouge. C'était un point qu'il occuperait à l'est, une marche garantissant le Delta contre un envahisseur. La Porte ne céda l'administration de ce territoire infertile, désert, et peu peuplé au pacha ambitieux que sous la condition expresse qu'il ne faisait pas partie des pays héréditaires, que le vice-roi en avait le gouvernement comme un

simple fonctionnaire pouvant être relevé de sa fonction par le ministère turc.

Méhémet-Ali finit par accepter ce *modus vivendi*, espérant bien que ce provisoire, qui lui était imposé, deviendrait définitif. A partir de cette époque — 1844 — la vice-royauté héréditaire n'eut plus aucune discussion avec la puissance suzeraine et Méhémet-Ali mourut en 1849 laissant le pouvoir à son fils Abbas-pacha qui fut remplacé par Mohamed-Saïd en 1854, ce dernier par Ismaël, déposé en 1879 et enfin Tewfik. C'est sous le règne de ce dernier qu'éclata le soulèvement militaire à la tête duquel était Arabi-pacha, en 1882. Cet événement eut comme résultat l'intervention de l'Europe, l'occupation de l'Égypte par les Anglais, le soulèvement du Soudan et l'entrée en scène, en Afrique, de l'Italie.

Les Anglais malgré leurs promesses d'abandonner les rives du Nil y sont restés et veulent y demeurer à perpétuité. Afin de réussir dans ce projet, ils ont soulevé et soulèvent sans cesse de nouveaux prétextes pour garder le pays; mais la question de la frontière orientale se dresse devant eux comme un point d'interrogation : depuis trois mille ans elle est la menace ou la garantie de l'indépendance de l'Égypte selon que cette puissance possède ou ne possède pas les marches syriennes.

L'Angleterre se débat depuis quatorze ans pour s'établir solidement dans cette contrée qu'elle n'occupe que provisoirement, du moins elle l'affirme. Elle soulève une foule d'objections pour retarder le retrait de ses troupes, espérant qu'une circonstance favorable se présentera qui lui permettra d'éluder ses promesses. Il y a eu la question des Derviches, d'abord, puis l'affaire arménienne et, après l'avortement lamentable de cette conspiration organisée et soldée par le gouvernement britannique, ce dernier en est revenu aux Derviches.

Il avait depuis longtemps préparé l'occupation de la Syrie par ses intrigues ou ses menaces. En 1884 Midhat-pacha, valy de cette province, — l'agent des Anglais, — cherchait par tous les moyens à gêner notre influence (1). Il faisait construire une route de Saint-Jean-d'Acre à Damas pour ruiner, ou au moins compromettre le crédit de la société française exploitant la route de Beyrouth à la capitale du vilayet, et Midhat avait fait graver au-dessus de l'entrée du palais du gouvernement : *palais du Khédive de Syrie*. Il espérait, grâce à l'appui de ses protecteurs, obtenir du sultan l'hérédité, comme l'avait obtenue, quarante ans auparavant, Méhémet-Ali. L'ambitieux valy fut destitué, exilé à Taïf, où il mourut. La Porte surveillait avec soin ce qui se passait en Syrie, n'ignorant pas les convoitises anglaises sur cette province. Le fameux commandant Cameron avait du reste préparé les voies à cette mainmise plus au moins directe de l'Angleterre sur la Syrie par son étude sur le chemin de fer partant du golfe d'Alexandrette, arrivant à l'Euphrate et descendant la vallée de ce grand fleuve pour aboutir au golfe Persique. La diplomatie ottomane était prévenue, aussi s'employa-t-elle pour faire avorter tous ces projets, organisés en dehors d'elle et contre elle.

L'Angleterre, depuis l'occupation de l'Égypte, a entretenu dans la Méditerranée orientale une escadre formidable, manœuvrant le long des côtes turques de Jaffa aux Dardanelles et de ce détroit à Salonique dans le but évident de montrer aux populations sa force et sa puissance. Il y eut même près des Dardanelles une tentative de débarquement pour faire des exercices à feu. A Constantinople on menaça d'employer la force si l'on s'entêtait à débarquer, les puissances protestèrent et ce projet avorta. Mais les Anglais ne lâchent pas facilement ce qu'ils tiennent; n'ayant point réussi de ce côté, ils songèrent à l'île de Thasos, sur la côte de Roumélie, qui dépend du vilayet de l'Archipel, mais appartient à titre de fief au khédive d'Egypte ; ils voulurent y opérer leur débarquement.

Ce nouveau projet échoua également devant les menaces de la Porte et les protestations de la France et de la Russie. Ce fut alors que les cuirassés britanniques se mirent en route pour la Syrie ; ils manœuvrèrent si brillamment près de Tripoli que le *Victoria*, un des plus beaux navires de la flotte, coula à pic avec son équipage — plus de quatre cents hommes — par soixante mètres de fond.

Lorsque mourut le khédive Teffick en 1892, que son successeur Abbas eut reçu l'investiture du sultan, le muchir Mouktar-pacha, commissaire impérial au Caire, souleva la question de la péninsule du Sinaï et de l'arrondissement d'Akabah. Il demandait tout simplement de retirer au gouvernement égyptien l'administration de ces deux pays et de la remplacer par des fonctionnaires nommés par Constantinople. L'Angleterre protesta, le muchir tint bon, on finit par s'entendre, la presqu'île fut laissée provisoirement au khédive, Akabah et son territoire rentrèrent sous le régime ottoman, et un gouverneur turc en prit possession au nom du sultan (1).

Au mois de mars 1894, M. Pierre Loti, voyageant dans la Pétrée, arriva à Akabah où un kaïmakan turc avait remplacé le muchir égyptien. La Porte surveillait avec soin cette nouvelle possession et le

(1) Gabriel Charmes, *Voyage en Syrie*; Calmann Lévy, éditeur.

(1) Akabah est située au fond du golfe de ce nom. Dans l'antiquité, c'était Elana d'où les Phéniciens et les flottes de Salomon partaient pour l'Afrique orientale, l'Arabie du Sud et probablement l'Inde.

sous-préfet, quoiqu'il eût reçu avec la plus parfaite politesse notre éminent compatriote, ne voulait pas lui laisser traverser son territoire sans une autorisation du valy de l'Hedjaz. Il avait l'ordre de ne laisser, sous aucun prétexte, des étrangers séjourner plus de vingt-quatre heures à Akabah. Heureusement M. Pierre Loti calma la méfiance du fonctionnaire qui lui donna l'autorisation nécessaire pour se rendre d'Akabah en Palestine (1).

Le chemin de fer qui, de Damas, doit être construit pour mettre en communication rapide la Syrie et les villes saintes de Médine et de la Mecque sera ainsi à l'abri des coups de main d'une garnison anglo-égyptienne occupant Akabah, et la frontière turque se trouvera rapprochée de l'Egypte. Les comités arméniens furent alors organisés, soldés et armés, attendant un ordre de Londres pour agir. Au mois d'octobre 1895 la révolte éclata à Constantinople et dans plusieurs vilayets d'Asie, l'Angleterre voulut intervenir, la Russie et la France arrêtèrent ce beau zèle et les malheureux Arméniens, abandonnés par ceux qui les avaient excités, furent victimes des promesses de leurs amis d'Angleterre.

Le consul d'Angleterre à Djeddah, par son arrogance et sa brutalité, s'était attirée la haine des Arabes. Lorsque quelques-uns de ceux-ci l'attaquèrent, en compagnie de ses collègues de France et de Russie, cet acte était prévu, voulu, préparé. Les représentants de la France et de la Russie modérèrent le consul anglais et l'affaire se termina par une indemnité payée par la Turquie.

L'expédition de Dongolah n'a été que la continuation de toutes ces intrigues. La Grande-Bretagne veut rester en Égypte, elle ne peut s'y maintenir que par la possession de la Pétrée et de la Palestine, elle est loin de ce résultat, et la reprise d'Akabah par les Turcs est un échec qui rend plus précaire encore sa situation aux rives du Nil. Les Anglais ne souffriraient point que la France occupât la Syrie, car ce serait alors, comme dans l'antiquité, au moyen âge et aux temps modernes, les maîtres de cette province qui deviendraient ceux de l'Égypte, subissant cette fatalité historique qui s'était comme imposée aux maîtres de l'Asie antérieure : la conquête de la vallée du Nil ; aussi l'Angleterre, qui sait promettre tant de choses qui ne lui appartiennent pas, se garde bien de faire miroiter devant la France éblouie la possession de la Syrie ; du reste, nos gouvernants ne se laisseraient point prendre à ce piège grossier.

Si la Turquie réclame platoniquement, si à Paris et à Saint-Pétersbourg on laisse durer un état de choses qui est la violation et la négation de tous les traités, c'est parce qu'on a la certitude que la Grande-Bretagne devra abandonner l'Égypte. Soumettrait-elle les Derviches, arriverait-elle à ne former qu'une immense colonie de toute la partie orientale de l'Afrique, que sa situation sur le bas Nil ne serait point modifiée. La terre des Pharaons subirait malgré tout l'influence des maîtres de la Syrie. Où a échoué Bonaparte, les sirdars britanniques n'ont aucune chance de réussir.

La solution de la question d'Égypte est à Alep ou à Damas. On le sait à Constantinople, à Pétersbourg et à Paris ; on ne l'ignore point à Londres, où l'on voudrait trouver un prétexte pour occuper seulement Gaza, Ascalon, c'est-à-dire l'ancien pays des Philistins qui fit partie de l'empire des Pharaons. Ce serait alors qu'on se sentirait les maîtres sur le bas Nil. Pour ceux qui douteraient de l'importance de cette occupation, nous rappellerons que l'Angleterre ne cessa de réclamer le départ du corps de troupes françaises envoyé en Syrie après les massacres des chrétiens à Damas en 1860. Le cabinet de Saint-James craignait que le gouvernement français, suivant en cela les errements de la politique britannique, laissât sous des prétextes variés ses soldats au pied du Liban. C'était l'Égypte conquise.

Notre savant collaborateur M. Philippe Berger (1) a, ici même, touché cette question de l'affinité des deux pays que le caprice des géographes a placés l'un en Asie, l'autre en Afrique, et constaté l'importance que les anciens Pharaons attachaient à la possession de la Syrie du sud : c'était la garantie de leur indépendance (2).

AUGUSTE LEPAGE.

(1) *Le Désert*, un vol. in 18 ; Calmann Lévy.

(1) *La côte de Syrie dans le monde antique*, *Revue* du 8 février 1896.

(2) Les [illegible] qu'ils supposaient [illegible] la suzeraineté de la Syrie, mais, entre cette province devenue française et l'Égypte, on créerait un État-tampon formé de la Palestine. Cet État aurait été placé sous le protectorat d'une des petites puissances de l'Europe, Hollande, Belgique ou Danemark.

MÉMOIRES D'UN COMMIS-LIBRAIRE

Chez Dauriat.

Pendant les vacances de Pâques, dans une campagne isolée, loin de Paris, je tombai sur un volume dépareillé des *Illusions perdues*, de Balzac.

Dans ma jeunesse, j'avais peu lu Balzac ; je n'en avais pas eu le temps. Il est difficile de le quitter si on l'ouvre, et il vous introduit dans tant de mondes à la fois, il vous donne la vision de tant de réalités, que tout prend des couleurs balzaciennes autour de soi, quand on s'en laisse pénétrer.

C'est ce qui vient de m'arriver en m'embarquant dans les *Illusions perdues*. Que sera-ce en 1900, quand la *Comédie humaine*, tombée dans le domaine public, sera découpée en toute sorte de tranches à la portée de toutes les bourses? Les éditeurs diront alors aux auteurs qui leur apporteront des manuscrits neufs : « On ne vend plus que du Balzac », comme déjà, aujourd'hui, ils ne débitent plus que des livraisons de romans célèbres. Cela suffit au domaine actuel de la librairie. Si le journal a tué le livre, la livraison le dépèce.

Balzac redeviendra, cinquante ans après sa mort, ce qu'il fut de son vivant, — le *voyant* sur lequel se modelèrent les hommes du second Empire. Ses hommes étaient nés dès 1851, comme ceux de Voltaire, à l'époque où Musset lança le fameux vers sur le *hideux* sourire. Le directeur du *Moniteur universel* et officiel, Turgan, l'auteur des *Grandes Usines* et l'un des meilleurs élèves d'Émile de Girardin, entrant un jour dans le cabinet de Sainte-Beuve qui écrivait au *Moniteur*, se posa d'abord comme un personnage des *Treize*. « Sommes-nous en sûreté ici? demanda-t-il, jetant autour de lui, dans une chambre pleine de clarté, qui donnait sur un jardin, des regards de défiance affectée... Un tour de clef serait peut-être prudent?... » Sainte-Beuve ne fut pas dupe de cette comédie, qui était alors le tic de presque tous les intellectuels du jour. Il répondit à Turgan qu'il avait une paire de pistolets, — pas méchants d'ailleurs et que je n'ai jamais vus chargés; — et encore étaient-ils enfermés dans une armoire à glace, où ils gardaient sa bourse.

*
* *

La forme change, mais les hommes restent les mêmes au fond. Il faut se reporter au roman de Balzac pour retrouver les galeries de bois du Palais-Royal, dont il a fait une description si minutieuse qu'elle mériterait d'être relatée tout au long dans les annales administratives du vieux Paris, que l'on reconstitue avec tant de soin en ce moment. Sans remonter si loin, je me suis revu secrétaire de Dentu, pendant l'année du Seize Mai, et celle de l'Exposition de 1878, qui faisait encore, de la galerie vitrée, le centre de tout Paris, à l'heure du dîner. Le « petit homme gros et gras, à figure assez semblable à celle d'un proconsul romain », était peut-être bien l'aïeul de celui que j'ai connu, qui avait la main belle, et ressemblait en outre, au dire d'experts, extraordinairement à Balzac. « Un œil de velours, disait Alphonse Daudet, dans un tas de graisse. » Et il avait des formes enveloppantes, comme ce marchand de nouveautés, des galeries de bois, dont parle Balzac :

«... Dauriat a des formes... Sa boutique est un lieu très utile à fréquenter. On peut y causer avec les gens supérieurs de l'époque... On y discute des articles, on y brasse des sujets, on s'y lie avec des gens célèbres ou influents qui peuvent être utiles... »

Libraire royaliste de la Restauration, traqué et ruiné par la police impériale, le grand-père d'Édouard Dentu, avait fait de Chateaubriand le correspondant, au collège, de l'écolier qui devait relever la fortune de la famille. Peut-être aussi est-ce l'auteur de l'*Essai sur les Révolutions* qui lui inculqua, à l'insu de l'un et de l'autre, des leçons de scepticisme. — Car, quand je connus Dentu, il n'était plus royaliste que par égard pour la tradition de famille, et puis, parce que c'était toujours bien porté.

Le temps est un grand maître, — Balzac disait : un grand *maigre* (ce qui le faisait beaucoup rire), — qui avait modifié les idées du petit-fils de l'ancêtre jouant sa tête en Fructidor, pour sauver quelques victimes du coup d'État révolutionnaire.

Mon patron de 1877, dont le père était resté fidèle à la branche aînée sous Louis-Philippe, — ce qui lui avait valu des condamnations préjudiciables aux affaires, — et dont la mère faisait la musique des romances d'Auguste Barbier, — pensait, en réalité, de la politique ce que me dit le peintre Brissot, petit fils de Brissot de Warville, me montrant le groupe gravé des Girondins dans son cabinet de régisseur du palais de Compiègne : « Je ne veux pas être guillotiné comme mon grand-père. » — Dentu ne voulait pas être ruiné.

*
* *

A l'heure où la galerie se remplissait de promeneurs, sur les cinq heures et demie, la petite pièce, qui servait de passage au cabinet du libraire, se remplissait d'hommes et de femmes de lettres, qui s'asseyaient, comme ils pouvaient, attendant leur tour. Quelques-uns allaient bouquiner ou faire la cour à Sauvaitre, le commis principal, dans la boutique. Le secrétaire se tenait prêt à la première réquisition du timbre électrique, sur lequel Dentu étendait l'index dans son cabinet, sans se déranger de son fauteuil. Il me sonnait pour atteindre un dossier, étiqueté à la lettre initiale du nom de l'auteur. Un jour, il me dit avec la bonne humeur que Balzac prête à Dauriat : « Vous vous êtes querellé avec ce monsieur qui sort... et vous savez maintenant qui c'est... vous lui avez dit que vous voteriez pour Denfert-Rochereau... et il veut être sous-préfet... Quand je vous ai sonné pour avoir son dossier, c'était pour lui montrer un mémoire, dédié à Thiers, qu'il m'avait apporté dans le temps; il venait me l'offrir de nouveau, dédié à Mac Mahon... »

Pendant cette période du Seize Mai, j'eus encore maille à partir avec M. de Loménie, *l'homme de rien* d'autrefois, passé à la réaction pure. Dentu m'avait

envoyé chez lui pour lui rappeler la fin des *Mirabeau*, qu'il devait lui livrer. Je le trouvai malade, coiffé d'un fez rouge et tellement surexcité que je me défendis tout juste ce qu'il fallait pour lui montrer que je ne partageais pas sa manière de voir. Il s'en plaignit néanmoins à Dentu qui voulut bien lui apprendre que j'étais l'ancien secrétaire de Sainte-Beuve. Il me garda une dent de ne pas le lui avoir dit tout de suite, pour lui épargner une vaine escrimade.

Un autre, qui avait confiance en moi, me dit un soir : « J'apporte à Dentu une brochure contre Gambetta qui va f... un chabanais de tous les diables. » La brochure ne parut pas, mais l'auteur fut l'un des premiers décorés par le grand Ministère. Explique qui pourra!...

Celui qui se trompa le plus à mon sujet fut un homme à femmes, coureur de ruelles sous l'Empire, qui vint me prévenir, la veille de l'enterrement de M. Thiers, que le lendemain il y aurait du grabuge.

— C'est bien, lui dis-je, j'avertirai mes amis de se tenir cois.

— Comment! vos amis?...

— Mais oui, vous ne voulez pas que je les laisse donner dans le piège...

Cet homme d'esprit, dont Dentu publiait les romans, se crut mystifié. Quelques instants après, Edmond Texier passait exprès par la galerie pour me dire : « Mon petit, il se prépare quelque chose demain... avertissez vos amis de se tenir tranquilles... »

* * *

Je ne sais à quoi je devais alors l'honneur de passer pour un chef de file du parti républicain. On était sûr de me trouver toujours à mon poste dans l'antichapelle de Dentu, c'est-à-dire dans le cabinet qui précédait le sien, et où je faisais attendre les visiteurs, à partir de quatre heures, quand Dentu n'était pas là. Un jour, le général Ducrot s'étant permis de forcer la consigne et d'entrer dans le cabinet d'affaires avant tout le monde, Robert Halt s'écria : « Il aurait mieux fait de passer la Marne. » Le général dut entendre, mais il était trop Gascon pour relever le mot, et dans tous les cas la personne qui l'accompagnait, et qui était restée derrière la porte, ne dit rien.

Devant Richebourg, Robert Halt, très sarcastique, très railleur, sous une forme légèrement dogmatique, faisait sonner le mot *gloire*, et le romancier populaire, qui possédait si bien les ficelles de son art, ne se défendait pas contre celle-là.

Comme les audiences se donnaient jusqu'à onze heures, nous ne dînions, Dentu et moi, qu'après la fermeture de la boutique. L'aimable Monselet rompait quelquefois mon jeûne forcé en demandant la permission à Dentu de m'emmener dîner avec lui au bouillon Duval. C'était une orgie d'une demi-heure, pendant laquelle Dentu pelotait, en attendant partie, avec Adolphe Belot ou Fortuné de Boisgobbey, qui venait traiter pour un roman, avant d'aller achever la nuit au *Figaro*.

Celui-ci était un très intéressant causeur, homme de bon sens, qui se piquait de bourgeoisie plus que de noblesse, mais qui tenait tout de même à son origine. Il me dit une fois en causant raisonnablement : « Je ne lis jamais de romans... » Un soir, il s'essaya sur moi de la façon suivante : « Sur la côte d'Antibes, deux douaniers ont aperçu des dunes un nageur qui venait de très loin en mer, sans que la moindre embarcation pût faire découvrir comment il avait été amené là. Ils l'ont guetté et suivi dans les collines qui bordent la plage. Ils l'ont vu qui enfouissait quelque chose dans le sable, ils sont alors allés déterrer le paquet, sans perdre l'homme de vue... »

— Et la suite au prochain numéro, dis-je.

C'était, en effet, le début d'un roman qui allait paraître dans le *Figaro*.

* * *

Tous attendaient quelque chose de Dentu; mais tous semblaient pénétrés de la vérité de ce précepte que Balzac fait tenir à Dauriat :

« Je ne suis pas ici pour être le marchepied des gloires à venir, mais pour gagner de l'argent et pour en donner aux hommes célèbres. »

Dentu jouait gentiment avec les hommes célèbres, comme un chat avec les souris. Chacun s'arrangeait une figure selon son tempérament. Il y en avait qui prenaient le masque de la gaieté en entrant; d'autres y apportaient un air de nonchalance philosophique. Les plus timides, comme Alfred Assollant, étaient véhéments, mais c'est ce qui réussissait le moins. La plupart cherchaient à amuser ou à intéresser Dentu. Un charmant garçon, Charles Joliet, à qui l'on doit un recueil de « Pensées de Diderot », avait gardé du XVIIIe siècle le visage fin et rasé, et le sourire du coin des lèvres, qui prête tant à l'assaut d'esprit. Tony Révillon et lui faisaient partie d'une société du *Doigt dans l'œil*, où chaque fois qu'un membre avait commis quelque gaffe, un signe convenu des camarades était chargé de la rappeler à la première rencontre du gaffeur. Dentu les voyait venir l'un et l'autre et s'amusait de leur esprit.

Joliet aiguisait le sien avant d'entrer : « Vous avez des tonneaux d'or, cachés ici dans le souterrain », dit-il un soir. — « Allez dire à Sauvaitre, m'enjoignit l'éditeur, feignant l'alarme, de ne pas faire tant de bruit en comptant la recette... il nous fera assassiner. » On entendait en effet sonner des piles d'écus dans la boutique.

Une autre fois, Champfleury laissa tomber une pièce de vingt francs.

— Allons, bon! dit Dentu, ils vont croire là dehors que j'ai de l'argent.

Champfleury, qui joua la pantomime toute sa vie, entra un jour un *râteau* à la main. Il n'avait rien imaginé de mieux que de se procurer un de ces bâtons à sébile, dont on se sert dans les ventes publiques pour faire passer l'argent. « Je le rapporte de la salle de la rue des Bons-Enfants, me dit-il; je vais le tendre à Dentu pour qu'il me le remplisse d'or. » Le râteau vide resta, comme un trophée, dans un coin du cabinet de Dentu jusqu'à sa mort.

***

Dentu possédait à Olivet, sur le Loiret, près d'Orléans, une magnifique maison de campagne, dont les vieux ifs semblaient attester (ce qu'il prétendait) qu'elle avait appartenu à Catherine de Médicis. On allait de là en omnibus jusqu'à Cléry visiter le tombeau de Louis XI. Il possédait même les deux rives, puisque, de sa salle à manger, il avait l'œil, de l'autre côté de la rivière, large et pleine, sur une autre propriété de rapport, d'où un paysan lui rapportait quelquefois un sac de pommes de terre dans sa boutique. Il invitait ses auteurs par fournées à Olivet. Le dimanche, ces dames allaient à la grand'messe à Orléans. Champfleury et moi nous allâmes voir la maison d'Agnès Sorel, que Dentu avait envie d'acquérir, à cause de son escalier, car il était très collectionneur et amateur de curiosités historiques et artistiques. Le catalogue de sa collection d'autographes l'a prouvé. Il m'envoyait lui acheter, pour ne rien perdre, des médailles commémoratives de tous les modèles à chaque cérémonie publique. Je lui en rapportai une provision de la messe de bout de l'an de M. Thiers.

Ses amis propriétaires le recevaient à son tour dans leur domaine. Ernest Hamel l'invitait à Richebourg. La Société des Gens de lettres, dont il était l'éditeur attitré, était représentée, dans toutes ces sodalités, par les membres les plus vaillants et les plus actifs du comité. Les opinions politiques les plus diverses cédaient le pas à des intérêts communs pour lesquels on se débattait fort, et je le vis bien, le jour où parut en Russie une correspondance de Zola appréciant à la valeur du tirage le talent des romanciers en renom. Ce jour-là, Zola passa un mauvais quart d'heure dans la galerie.

Pierre Zaccone attirait Dentu en Bretagne, et l'on se retrouvait là avec un autre ami de la maison, Élie Frébault, l'auteur de la *Femme à barbe*. La première fois que j'allai chez ce dernier, c'était pour tomber d'accord non sur les livres, mais sur les vivres (comme dans une fameuse chanson de moines) qu'on emporterait. Du reste, je ne fus pas du voyage.

L'hiver, on se rendait des dîners patriarcaux dans les cabarets à la mode. Pierre Zaccone amenait sa femme; Emmanuel Gonzalès, ses deux filles; Mme Dentu, en qualité de patronne, présidait entre deux célibataires, Frédéric Thomas et le gentil Jules Clère. Un jour, chez Maire, le baiser traditionnel fit le tour de la table pour s'arrêter complaisamment sur les joues de ces dames. Je répondais mal à la gaîté générale. Un mot de Dentu m'y ramena : « Oh! Troubat, dit-il, il a été chez Michel Lévy avant d'être chez moi ; il connaît tous les corsaires... » Cet homme était digne de faire des livres, au lieu d'en vendre. Le Dauriat de Balzac n'avait pas plus d'esprit; et comme lui, Dentu avait des mots d'empereur.

Quand je fus sur le point de le quitter, ma place lui fut demandée par un vieux brave homme de romancier, qui n'avait pas fait fortune à écrire des romans maritimes. — « Vous n'oseriez pas, avec son âge et sa réputation, le faire monter à l'échelle comme moi, pour atteindre vos dossiers », lui dis-je. — « Moi, j'y ferais monter Mac Mahon, s'il était mon secrétaire. » Et il en eût été capable, dans son indépendance de maître-éditeur.

***

Chaque manuscrit déposé recevait un numéro d'ordre sur un registre d'état civil, à côté du nom de l'auteur, qu'on retrouvait facilement à sa page, à l'aide d'une table alphabétique; puis, je le serrais soigneusement à la suite des autres, dans une armoire à coulisses, fermée à clef. Il dormait là, jusqu'à ce qu'on vînt le réveiller. Ce n'était pas un *columbarium*, mais une sorte de cimetière de Méry-sur-Oise. « Laissez dire cela aux auteurs », me dit un jour Dentu assez vivement. Il aurait pu s'appliquer le mot de Dauriat : « J'ai onze cents manuscrits. Oui, Messieurs, on m'a offert onze cents manuscrits, demandez à Gabusson (Gabusson, c'eût été Sauvaitre ou moi). Enfin j'aurai bientôt besoin d'une administration pour régir le dépôt des manuscrits, un bureau de lecture pour les examiner... »

Le bureau de lecture, c'était moi, qui lui faisais des rapports. « Songez, me disait-il, que vous n'êtes plus secrétaire d'un critique, mais d'un libraire... Vous ne faites pas ici de l'art pour l'art, de la littérature pour la littérature... » C'était vrai dans bien des cas, surtout avec des livres de chiromancie, d'excellent rapport, dont il pratiquait la propagande par le fait, s'enfermant avec un disciple de Desbarolles pour s'en faire expliquer les mystères.

Le procès des *Diaboliques*, de Barbey d'Aurévilly, l'avait rendu défiant. L'auteur d'une série de romans célèbres ne s'est jamais aperçu de l'opération césarienne que nous pratiquâmes à huis clos, l'éditeur

et moi, en deux après-midi de dimanches consécutifs. Elle consista à faire çà et là de bien légères coupures.

Léon Cladel, dont une rue de Paris porte le nom, usait de toute son éloquence et sa diplomatie périgourdines pour faire recevoir *N'a qu'un œil*, qui parut enfin. Il me prenait à partie, entre temps, sur la langue de Sainte-Beuve, qu'il ne trouvait pas exubérante comme la sienne. Il procédait lui-même de George Sand par ses rusticités exagérées.

Catulle Mendès, plein de prévenances et d'urbanité, mettait déjà sa passion dans la défense de la plus haute expression de l'art, mis à la portée du peuple. Il prenait en pitié mes idées bourgeoises et bérangériennes.

Gourdon de Genouillac me réjouit fort en apportant un jour à Dentu un recueil manuscrit de chansons populaires de ce siècle, dans lesquelles je rappris la gaudriole politique... et autre de 1848.

Somme toute, je retrouvais mon compte et mes revenants-bons à la lecture des épreuves d'Alphonse Daudet, — même d'Ernest, qui publiait parfois de bons romans, — d'Hector Malot, de Jules Claretie, dont *Monsieur le Ministre* rivalisait en ces années-là avec *Numa Roumestan*.

Possédant encore la maison de Sainte-Beuve, je m'y donnai un soir le régal d'y réunir mon patron Dentu, Champfleury avec qui j'étais très lié, et mon illustre compatriote Ferdinand Fabre. Ce fut le dernier dîner littéraire de cette maison, qui en avait vu tant d'autres. On y but la dernière bouteille de château-yquem, laissée par le maître. La causerie fine et mordante de l'auteur des *Courbezon* et de l'*Abbé Tigrane* y rappelait d'autres temps : on l'aurait écouté toute la nuit. Quand il est mort, l'Académie a dit de lui, comme je sais pertinemment qu'elle l'avait dit de Balzac : « Encore un peu, et nous l'aurions reçu. » Elle a toujours eu la coquetterie de l'ajournement. Vous verrez qu'elle le redira à toute nouvelle mort d'*immortel* qui n'aura pas été l'un des Quarante.

JULES TROUBAT.

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT DEPUIS 1789

D'APRÈS M. A. DEBIDOUR

M. A. Debidour, inspecteur général de l'Université, vient de publier une *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870* (1). C'est la première fois qu'on entreprend de traiter ce grand sujet, et il est heureux que cette tentative ait été faite par un historien à l'esprit libre, soucieux d'impartialité, habitué à tracer de vastes tableaux d'ensemble, à essayer la synthèse de monographies déjà publiées. En ce sujet si étendu, il n'était guère possible de faire œuvre d'érudition et de creuser à nouveau chaque point. C'était déjà malaisé de réunir tout ce qui a paru sur la matière, et d'en tirer un récit, évidemment provisoire, mais où se trouvent réunis les éléments dispersés en tant de livres. Il fallait d'infinies lectures, un effort pénible pour trouver d'abord, pour choisir ensuite, et coordonner. Ce sont sans doute les nécessités ordinaires de tout travail historique ; mais, en ce sujet, l'abondance et la complexité des matières plaçaient le narrateur dans des conditions particulièrement difficiles.

Une autre difficulté, plus grave encore, consistait en ce que nous sommes encore en pleine lutte politico-religieuse. Certes, nous y serons longtemps, nous y serons toujours. Mais il y a des moments, dans l'éternelle querelle de la raison et de la foi, qui marquent une phase, une défaite ou une victoire provisoire de l'un des deux partis, et où on peut mieux comprendre le sens des événements précédents. Nous ne sommes pas à un de ces moments, et il est fort difficile, en 1898, je ne dis même pas de prévoir, mais de savoir où on en est, d'avoir conscience du chemin parcouru dans l'évolution des rapports de l'Église et de l'État. Aussi, M. Debidour a-t-il arrêté son récit à l'année 1870, à l'époque où la proclamation du dogme de l'infaillibilité plaça l'Église catholique dans des conditions nouvelles d'unité et de force. Il a pensé qu'il se donnerait ainsi assez de recul pour pouvoir embrasser d'ensemble les événements qui se sont succédé depuis la Révolution.

Ce récit, fort remarquable à tous égards, est très clair, très instructif, et neuf, non par les faits, qui sont presque tous célèbres, mais par le rapprochement des faits, qui n'avait jamais été essayé. S'il y a des obscurités, elles proviennent, je le répète, de ce que trop peu d'années se sont écoulées depuis que le régime moderne existe pour que tout le sens et tous les progrès de l'évolution politico-religieuse puissent être déjà pleinement aperçus et compris par nous.

Je n'essaierai pas de résumer ce récit. Je voudrais seulement retenir et signaler les quelques faits qui dès maintenant me paraissent saisissables et intelligibles.

C'est d'abord la tentative de la Constituante pour réaliser le rêve royal d'une église vraiment gallicane, vraiment nationale, indépendante du pape, par la Constitution civile du clergé.

Cette tentative échoue. Le clergé français reste partiellement international, papiste, antipatriote,

(1) Alcan, 1898, in-8.

et fait alliance, en pleine guerre, avec les ennemis de la France contre la France. Alors quelques patriotes exaspérés essaient de détruire la religion catholique, en 1793 et en 1794. Ils n'y réussissent pas. La Convention établit le régime de la séparation de l'Église et de l'État, qui existe de 1795 à 1802. Ce régime ne fonctionne pas sans troubles, à cause des circonstances de guerre civile et de guerre étrangère. Cependant il fonctionne au grand profit de l'État. Il n'y a plus de religion prépondérante, mais des groupes religieux qui se font équilibre. Le plus fort de ces groupes, c'est encore le groupe catholique papiste. Mais il est contre-balancé par l'existence et le développement des groupes : 1° catholique non-papiste (ex-clergé constitutionnel), qui forme un véritable schisme; 2° protestant, fort accru par les conquêtes territoriales; 3° israélite, récemment émancipé; 4° rationaliste, organisé en corps officiel à l'Institut national. Dans cette division des éléments religieux de notre pays, l'État laïque est libre, aucune des sectes n'étant assez forte pour l'opprimer ou lui faire échec. La paix générale, à l'intérieur et à l'extérieur, va forcer les diverses églises à vivre normalement dans la liberté, à se tolérer les unes les autres, à se renfermer dans leurs temples, à laisser à l'État tout le gouvernement de la cité. Voilà l'heureux état de choses que Bonaparte bouleversa par le Concordat, dont les principaux effets furent la destruction du schisme catholique, le rétablissement de l'unité dans l'église romaine, la suppression de l'église ci-devant constitutionnelle, la désorganisation des groupements de libres penseurs.

Si le pape compara Bonaparte à Constantin, ce n'est point parce qu'il avait relevé les autels, qui étaient debout, ce n'est point aussi et seulement parce qu'il alliait l'État à l'Église, c'est surtout parce qu'en faisant cesser le schisme, il rendit à l'Église romaine toute sa prépondérance.

Les conséquences du Concordat, nous en voyons les effets et tous les gouvernements en ont souffert, ont essayé de les pallier.

Jusqu'en 1848, les classes dirigeantes furent animées d'un esprit laïque et luttèrent avec ténacité contre cette prépondérance que le Concordat avait rendue à l'Église romaine. L'arme la plus efficace, ce fut le monopole universitaire, seul capable de contre-balancer l'influence de l'Église, et qui la contre-balança en effet.

Quand la bourgeoisie vit ses privilèges, non seulement politiques, mais économiques, ruinés ou menacés par la démocratie et le socialisme, elle se réconcilia avec l'Église romaine, renonça au monopole universitaire, et fit cause commune avec le pape.

D'autre part, la perte de l'Alsace, en 1870, diminua singulièrement le nombre des protestants français, et accrut d'autant la prépondérance de l'Église catholique, que la proclamation du dogme de l'infaillibilité du pape rendait plus une et plus forte.

Il semble donc qu'une revue rapide des principaux événements politico-religieux, de 1789 à 1870, annonce le triomphe de l'Église romaine dans notre pays, et qu'il y ait à craindre ou à espérer que la France devienne une autre Espagne.

Cependant, c'est un fait que l'État est devenu presque entièrement laïque, au point de ne plus s'associer à aucune manifestation religieuse, et que l'enseignement de l'État n'a plus aucun caractère confessionnel. Le principe rationnel a tellement pénétré nos institutions et nos mœurs politiques, à l'exclusion du principe mystique, qu'actuellement les plus modérés de nos gouvernants n'ont plus jamais l'idée d'invoquer l'assistance de Dieu et de la Providence, qui était encore invoquée par le gouvernement du 4 septembre.

C'est un fait que les électeurs envoient à la Chambre des députés une immense majorité d'hommes hostiles au cléricalisme et même de libres penseurs.

On croit pouvoir en conclure que, si la bourgeoisie s'est alliée à l'Église catholique par peur de la démocratie et du socialisme, les ouvriers et les paysans n'ont plus une foi catholique aussi vive et aussi docile, et, puisqu'ils nomment des députés anticléricaux, que la masse du pays n'a jamais été aussi peu cléricale qu'aujourd'hui, — et voilà pourquoi les succès si éclatants de l'Église catholique depuis le Concordat n'ont pas abouti au triomphe définitif de cette Église sur l'État.

Il y a dans notre pays, si je puis dire, un fond de bon sens laïque, que l'histoire découvre, et qui s'est fortifié depuis vingt-cinq ans. Ce bon sens pourra-t-il être momentanément altéré ou égaré par une entreprise bien conduite, par l'alliance de la classe bourgeoise avec un pape habile ? C'est possible. Mais ce sont là, si j'en juge d'après les faits que M. Debidour a si bien racontés, de ces victoires éphémères de l'Église catholique, qui amènent ensuite des réactions dont profite l'esprit laïque.

C'est donc une conclusion plutôt optimiste que suggère à un lecteur rationaliste cet intéressant récit de faits pour la plupart si complexes et d'événements dont beaucoup sont obscurs, parce qu'ils sont inachevés.

A. AULARD.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints Pères. — 30819. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 7. 7e SÉRIE. — TOME X 13 AOUT 1898.

CUBA

SES INSURRECTIONS : LEURS CAUSES.

La vaillante attitude de l'Espagne, en présence des douloureux événements actuels, a réveillé en notre pays, pour ce peuple chevaleresque, en qui nous retrouvons les brillantes qualités si chères à notre race, de vifs sentiments de sympathie et d'admiration.

Puis ne devons-nous pas nous demander si la convoitise des États-Unis se contentera de Cuba? La doctrine de Monroë, l'Amérique aux Américains, se fait de plus en plus envahissante et les nations européennes, la France en particulier, pourraient fort bien en éprouver les fâcheuses conséquences. Les Antilles françaises et anglaises sont des proies tentantes facilement à la portée de l'ogre américain. Ne susciteront-elles pas, un jour, le vorace appétit de l'oncle Jonathan? Et l'on sait avec quelle angélique patience il attend et choisit le moment pour assouvir sa faim. L'heure venue, le masque tombe, il se découvre tel qu'il est, violent et impérieux. L'histoire de Cuba nous le démontre amplement. Il souhaitait, tout d'abord, l'autonomie pour l'île: l'autonomie est décrétée, de sérieuses réformes sont appliquées : les États-Unis désarment-ils, se font-ils moins pressants, moins exigeants ? Que non!... ils se savent forts et puissants, forts de par leurs armements, puissants de par leurs richesses, Cuba doit, c'est leur volonté, leur appartenir... ils sollicitent des concessions honteuses pour l'honneur de leur adversaire, ils ont eu la guerre, qu'ils voulaient.

Hélas! oui, l'Espagne a de graves torts, de nombreux et graves torts à se reprocher; mais en vertu de quelle loi arbitraire, si ce n'est le droit brutal du plus fort, les États-Unis se sont-ils interposés entre la métropole et la colonie et ont-ils pris fait et cause pour cette dernière? Je comprends très bien Cuba libre et indépendante, mais Cuba sous le protectorat des États-Unis ne satisfait nullement mon sentiment d'équité.

Cuba appartient de longue date (1) à l'Espagne qui, selon la pratique de quelques nations européennes, a toujours considéré ses colonies comme des champs d'exploitation, taillables et corvéables à merci. Livrée d'abord aux conquistadores, elle devint plus tard, sous l'œil bienveillant des gouverneurs, un important marché d'esclaves. La traite s'y continua jusqu'après 1870, en dépit des engagements pris par les Espagnols qui ne décrétèrent l'abolition de l'esclavage que vers l'année 1880 environ.

Le retard, apporté dans l'application de ces lois humanitaires, occasionna parmi les noirs du pays de violentes protestations. Cependant ce n'est pas uniquement dans ces faits qu'il faut voir les motifs principaux de soulèvements des insurgés cubains. Ils ont fourni, en leur temps, leur contingent d'influence, mais les causes initiales de ces troubles permanents ont des sources multiples, d'ordre différent, économique, financier, administratif, politique et aussi... américain, comme nous le verrons par la suite, au cours de cet article.

(1) [illegible]

Occupons-nous brièvement, pour l'instant, de l'île et de ses habitants. La fertilité naturelle du sol, où croissent en abondance le café, le cacao, le tabac, la canne à sucre, a fait surnommer cette colonie la Perle des Antilles. Longtemps les Espagnols, avides de richesses, délaissèrent Cuba où l'on ne rencontrait que quelques mines de cuivre, pour courir à la recherche de l'or et des pierres précieuses. La culture du tabac et particulièrement de la canne à sucre, ayant montré les ressources considérables de l'île, et les profits que, dans le commerce, on en pouvait tirer, les Espagnols accoururent en nombre, soutenus dans leur espoir de fortune par le gouvernement de la métropole que le développement financier de l'élément créole inquiétait et gênait, craignant toujours un soulèvement rendu plus redoutable par l'appoint pécuniaire qu'il fallait leur arracher coûte que coûte.

Le budget de la colonie, indépendant et distinct de celui de la métropole, mais élaboré et voté par les Cortès espagnoles, fut le premier à s'en ressentir. Les frais nouveaux, les augmentations d'impôts de toutes sortes s'accrurent rapidement d'année en année. Les Cubains supportaient les nombreuses dépenses de la métropole.

Les Espagnols du continent et de l'île s'aliénèrent les sympathies des habitants qu'ils traitaient un peu cavalièrement en peuple conquis. Toutes les fonctions administratives leur étaient acquises, à l'exclusion formelle des nègres ou marenos, des mulâtres ou padros, des vrais noirs cubains, ladinos, qui constituent dans leur ensemble la majeure partie de la population du pays. Les dédains superbes qu'ils affectaient envers les ladinos a fait de ces derniers les ennemis irréconciliables de l'Espagne. Les Cubains en général haïssent profondément les Espagnols.

Qu'on ne nous taxe pas d'exagération, la constatation des faits démontrera que nous sommes en dessous de la vérité pure. On comprendra aisément quelle scrupuleuse réserve nous tenons à observer envers une nation amie, issue du même sang et qui, de par la volonté inique du plus fort, traverse une des heures critiques de son histoire.

* * *

Parmi les nombreux facteurs qui ont largement contribué au mécontentement général des insulaires figurent au premier plan : 1° le maintien des droits très élevés sur les produits industriels du dehors indispensables aux habitants, sur les sucres et les tabacs exportés ; 2° le monopole de tous les emplois dans l'île ; questions d'ordre purement économique.

Le troisième et le plus sérieux découle des précédents, les impôts d'année en année plus exorbitants et la dette publique sans cesse accrue.

L'Espagne, dans ses relations avec ses colonies, a trop sacrifié à son intérêt personnel. Elle n'a pas compris que Cuba, qui produit pour l'exportation et importe presque tout ce qu'elle consomme, ne devait pas être gênée dans ses affaires commerciales, afin de pouvoir acheter et vendre dans des conditions avantageuses. Les insulaires firent à diverses reprises des observations sur les conséquences désastreuses de ces tarifs pour le commerce et la prospérité du pays. L'Espagne répondit en aggravant les droits par des mesures vexatoires. Cuba était à la merci de certains grands marchands et industriels du continent. Le pacte colonial, aboli de nom, subsistait en fait, accablant le producteur, entravant l'introduction des machines indispensables pour raffiner le sucre, et rendant plus terribles, de jour en jour, les conséquences de la crise sucrière. Les protestations des Cubains demeuraient lettres mortes. Les Espagnols ne tardèrent pas à s'apercevoir que leur silence, joint à la situation déplorable de l'île, les mèneraient fatalement à une nouvelle insurrection.

Les lois commerciales de juin et juillet 1882, promises après chaque rébellion, furent édictées. La première supprimait les droits pesant sur les produits de Cuba. Elle ne fut promulguée qu'en partie, le tabac, le sucre, le cacao, le café, en un mot les matières principales, uniques serait plus exact, restaient frappées temporairement. Les taxes sur les marchandises importées d'Espagne à Cuba furent fortement réduites. Les droits dits temporaires devinrent définitifs. L'Espagne ne trouvait pas un intérêt immédiat dans leur abolition. Par contre, elle n'eut garde d'oublier, en 1892, de biffer totalement les tarifs grevant les denrées espagnoles pénétrant dans la colonie. Le gouvernement fit encore voter par les Cortès des impôts protecteurs très élevés sur les articles étrangers. Certains étaient surchargés d'une taxe oscillant entre 2 000 et 3 000 p. 100, comparativement aux marchandises espagnoles. Citons quelques exemples :

« Cent kilos de calicot paient 13 fr. 50 s'ils viennent de la métropole et 236 fr. 30 s'ils sont d'origine étrangère.

« Mille kilos de sacs à sucre paient 24 fr. 45 s'ils sortent d'Espagne et 412 fr. 50 s'ils sont de provenance étrangère.

« Cent kilos de lainages paient, marchandise espagnole, 77 fr. 35, d'ailleurs 1 500 francs.

Les Espagnols ont voulu se garantir de la concurrence et être maîtres du marché de la colonie. Ils ont presque forcé les habitants à n'acheter que leurs articles. Cuba souffre dans son développement économique de ce singulier monopole qui contribue à rendre plus lourde aux insulaires la tutelle de l'Espagne.

La bureaucratie, cette plaie de tant de colonies,

n'est pas étrangère au sentiment de réprobation que les noirs cubains professent pour la métropole. Et Dieu sait si les fonctionnaires de toute espèce, exclusivement recrutés parmi les originaires espagnols, et grassement rétribués, abondent en ce pays. En temps de paix, le bureaucrate est maître de l'île. Les naturels sentent que le meilleur de leurs finances se perd dans la poche de ces hommes payés sur leur budget, inutiles et prévaricateurs pour la plupart. Les quelques lignes suivantes nous éclaireront à ce sujet (1) : « Je ne vais pas lire tout le mémoire du général Salamanca, gouverneur de Cuba, mais je vais avertir le Congrès que les détournements de fonds, dans l'île, montent à 114 057 380 francs. »

Un an après un autre député espagnol, M. Castaneda, disait dans la séance du 24 juillet : « Comment peut-on douter qu'il y ait une grande immoralité dans l'île de Cuba? Le général Pandergast, ancien gouverneur, a donné au sous-secrétaire du ministère des colonies une liste de 350 employés des douanes et de l'administration qui ont été poursuivis pour fraude, aucun d'eux n'a été puni. Je suis autorisé par le général Pandergast lui-même à le dire ici. » Au mois de mars, le général Pando affirmait que les vols perpétrés lors de l'expédition des mandats par la commission de la dette excédaient soixante millions de francs.

Le troisième point, qui a trait à la question financière est, sans contredit, le plus important et le plus gros de conséquences.

Après l'insurrection de 1868, qui se prolongea six années durant, l'Espagne était complètement à bout de ressources. Il fallait trouver un biais quel qu'il fût, pour combler le déficit du Trésor. On se retourna vers Cuba, et on lui imposa des contributions énormes qui devaient servir en particulier à couvrir les frais nécessités par la guerre.

Il est bon d'ajouter que chaque colonie a son budget propre distinct de celui de la métropole. Elle doit solder tous ses frais y compris les dépenses militaires et navales. Ses budgets coloniaux sont votés par les Cortès. Le budget cubain devait désormais faire face à des dépenses supérieures au rendement économique de l'île. Voici un tableau comparatif des chiffres des budgets pour la période 1879-1886 :

[illegible]

(1) [illegible] juin [illegible]

Tous les autres budgets ont oscillé autour de 130 millions, somme qu'atteignait celui de 1893-1894, prorogé pour l'année suivante (1895). La diminution progressive dans le chiffre total des budgets a été imposée par la nécessité. En effet, en 1878-1879, le découvert s'élevait à 40 millions de francs, il était de 109 millions de francs en 1881, de [illegible] millions en 1883. Les autres années donnent une moyenne de 22 500 000 francs. On peut évaluer, sans [illegible], à 500 millions la somme totale de tous ces déficits.

Cette gestion financière amena un rapide accroissement de la dette cubaine. Les 125 millions de francs de 1868 s'étaient transformés en 950 millions au commencement de 1895, date de l'insurrection actuelle (24 janvier 1895), et passaient à 1 [illegible] au 30 juillet de la même année.

Le gouvernement de Madrid fait aussi supporter aux Cubains les frais de guerre de la métropole avec les pays étrangers. La dette de Cuba comprend, en effet,

[illegible]

Ces redevances ont été déterminées par l'occupation de Saint-Domingue, l'invasion du Mexique, de concert avec la France et l'Angleterre, et les démêlés avec le Pérou. Cuba est encore chargée de solder les créanciers qui, lors des récentes guerres carlistes, ont avancé de l'argent au trésor espagnol. De sorte que chaque habitant est tenu à une contribution annuelle de 78 fr. 95 (1), alors qu'en France, le pays le plus imposé de l'Europe, le contribuable ne paie que 31 fr. 50.

Le dernier budget, nous l'avons vu, ne dépassait pas la somme de 130 millions. Il se répartissait ainsi :

[illegible]

— des Travaux publics 3 734 627,75

Ce budget, qui ne consacre aux travaux publics que 3 734 627 750 francs, prouve à l'évidence, que l'Espagne n'a jamais compris son rôle à Cuba. Cette île d'une fécondité merveilleuse n'est cultivée qu'en petite partie. Sur 1 076 115 hectares de terre cultivable

[illegible]

on calcule que 827 000 ont toujours été laissés en friches.

Sur une superficie de 118 833 mètres carrés on ne compte que 246 kilomètres et demi de routes carrossables, presque toutes dans la province de la Havane. Celle de Santiago de Cuba en comprend 9 kilomètres. La province de Puerto-Principe, de même que celle de las Villas, n'en possède pas une seule.

Il a été construit 1 500 kilomètres environ de voies ferrées situées entre Pinar-del-Rio et Santa-Clara. Quant à l'établissement de lignes importantes dans la partie centrale et orientale de l'île, le gouvernement l'a toujours ajournée en dépit des offres qui lui furent faites, à maintes reprises, par plusieurs sociétés financières.

Cette incurie rendait plus lourds aux habitants les sacrifices demandés. Prendre l'argent des colonies sans accorder, en revanche, aucune compensation a été, durant de longues années, la devise de certaines nations européennes et des Espagnols, en particulier.

* * *

A côté de ces causes essentielles, il en est d'autres d'un caractère secondaire qui n'en ont pas moins eu, selon les circonstances et les époques, une grande influence sur la marche des événements. De ce nombre sont : les réformes toujours promises, rarement réalisées ; l'appui matériel et moral, plus ou moins avéré, des États-Unis.

Depuis le commencement de ce siècle, Cuba est en proie à des luttes meurtrières et continues. Il est vrai que chaque concession, si minime soit-elle, a été conquise au prix du sang. Les Espagnols se sont toujours opiniâtrement refusés à octroyer les réformes demandées, même les plus urgentes et les plus nécessaires. Aussi les Cubains firent-ils des efforts inouïs pour recouvrer leur indépendance. Les encouragements et les exemples ne leur manquaient pas. Le gouvernement de Madrid fermait les yeux, ne voulait rien entendre. En 1812, las d'attendre les améliorations qu'ils souhaitaient, mécontents de la domination vexatoire de la métropole, les Cubains s'insurgèrent. Cette rébellion leur valut, nominalement, la liberté du commerce et le droit d'envoyer des députés aux Cortès. En 1823 et 1826, de nouvelles conspirations échouèrent ; de même, en 1828, celle dirigée par la Société de « l'Aigle noire ». C'est ici que commence sérieusement l'ingérence américaine dans les affaires cubaines. Les rebelles de 1825 avaient été soutenus et stimulés par les États-Unis qui espéraient, en cas de succès des révoltés, s'annexer l'île. L'Espagne s'en émut. Elle offrit de grands avantages commerciaux à la République américaine si elle consentait, en échange, à lui garantir la possession de Cuba. Les États-Unis repoussèrent nettement cette proposition. Leur intention arrêtée a toujours été de s'emparer, tôt ou tard, par la violence ou la ruse, de cette colonie.

Les autorités de l'île furent investies de pouvoirs dictatoriaux, on empêcha l'admission des députés cubains au Parlement espagnol sous le prétexte que l'on doterait Cuba d'une constitution spéciale. La promesse ne fut pas tenue. Les créoles devenaient de plus en plus inquiets et s'indignaient. La France ayant affranchi les nègres des Antilles françaises (1844), une vive agitation s'empara des noirs cubains qui désiraient jouir des mêmes avantages.

A cette époque, la situation apparaissait mauvaise. Les démocrates dominaient aux États-Unis et l'on savait, ils ne s'en cachaient pas du reste, qu'ils étaient fervents partisans de l'annexion de Cuba. Aujourd'hui encore, ce sont eux qui ont poussé avec le plus d'ardeur à la guerre. En 1845, ils créèrent, dans les États du Sud, un puissant mouvement annexionniste. L'achat de l'île fut discuté au Sénat de Washington. L'année suivante les États-Unis offraient à l'Espagne 200 millions de dollars (un milliard) en échange de Cuba.

Le refus du gouvernement de Madrid exaspéra les Américains. Un corps franc de 1 500 hommes réuni à Bound-Island, sous les ordres du colonel White, allait s'embarquer pour l'île, quand le Président s'y opposa au nom du droit des gens. Il ne s'en forma pas moins, à New-York, une *Junta primovodera de los interessos politicos de Cuba*, secondée par toute la presse américaine. On sait depuis de quel secours elle a été aux rebelles et à leur cause, à tous les points de vue. Si la colonie n'est pas tombée, en ce moment, aux mains des Américains, c'est grâce à l'énergie du général gouverneur Concha.

L'attitude de l'Amérique donnait à réfléchir à l'Espagne. Elle pria, en 1852, divers États, l'Angleterre, la France, de lui garantir la possession de Cuba. Ses démarches furent vaines et sans résultat.

Un fort courant pour l'annexion aux États-Unis se manifestait au sein de la colonie, parmi les classes riches particulièrement. Les impôts furent élevés, la domination de l'Espagne se faisait terriblement imprévoyante. Les insulaires réclamaient les libertés civiles et politiques. Ils voulaient, entre autres réformes, une junte provinciale, l'accès aux emplois publics, la représentation aux Cortès d'Espagne, la liberté du commerce, la suppression des taxes d'exportation. Les réformistes ne furent pas ménagés, les persécutions redoublèrent. L'exaspération dans l'île était à son comble.

Sur ces entrefaites, la Révolution de 1868 éclata en Espagne. L'insurrection, qui couvait depuis longtemps à Cuba, éclata immédiatement : Cespedes et Anguilera en donnèrent le signal à Yara, et le marquis de Santa Lucia, à Puerto-Principe. Le 10 avril 1869, une convention nationale se réunit à Guaimara et vota une constitution républicaine, reconnaissant Cespedes comme président et Manuel Quesada, le chef de l'armée des insurgés, comme général en chef.

Le gouvernement eut beau réaliser toutes les réformes que demandaient précédemment les rebelles, ceux-ci se proclamèrent indépendants. L'aide pécuniaire et l'encouragement moral de l'Amérique avaient été pour beaucoup dans cette décision. La guerre dura six ans. Elle ne fut terminée qu'en 1878, par le maréchal Martinez Campos. Le pacte de soumission signé à Camarguey promettait aux Cubains l'amnistie, l'abolition de l'esclavage, des monopoles, des taxes d'exportation, etc., etc.

Les Cortès ne ratifièrent pas, en 1879, toutes ces concessions. Toutefois l'abolition de l'esclavage décidée en 1880 fut, six ans plus tard, définitivement consommée. En outre, Cuba recouvrait sa représentation élue aux Cortès dont elle était privée depuis 1836.

Cet acte amena la formation des partis qui depuis cette époque ont joué un grand rôle dans la vie politique de ce pays. En août 1878 s'organisa le « parti libéral » ou autonomiste, composé en majorité de créoles. Il réclamait l'autonomie de la colonie, l'administration personnelle, le vote des impôts, etc. Ce programme répondant au désir secret des habitants reçut bon accueil et fut promptement adopté.

Tous ceux qui, à quelque nuance politique qu'ils appartinssent, rêvaient un changement quelconque, s'enrôlèrent dans les rangs du parti libéral. Les opposants se trouvaient ainsi unis pour une œuvre commune.

Pour défendre leurs intérêts et combattre le parti libéral, les Espagnols de l'île fondèrent l'« Union constitutionnelle ». La lutte fut vive entre les deux partis. Les constitutionnels accusaient les libéraux d'être des ennemis de l'Espagne. Ce fut peine inutile : les autonomistes, puissamment secondés par leur voisin d'Amérique, précipitèrent l'éclosion de la révolte qu'ils préparaient depuis de longues années et qui vient d'entraîner la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Ces faits économiques, financiers, politiques, pris dans leur ensemble, ont déterminé ce perpétuel état d'insurrection qui a ensanglanté l'île tout ce siècle durant. Une grande part de responsabilité incombe indubitablement à l'Espagne. Elle est doublement coupable de n'avoir pas observé à Cuba les règles d'une bonne administration, ni celles d'une saine politique. Mais qu'on se souvienne avant tout aujourd'hui que c'est une sœur latine, un peu trop imbue peut-être des vieilles idées du passé. Pour blâmables que soient ses fautes, elles ne doivent pas nous empêcher de réprouver plus énergiquement et plus sévèrement encore la conduite brutale des États-Unis.

* *

Demandons-nous quel sera le sort de Cuba soi-disant libre, mais en réalité américain. Il est des gens, peu nombreux à la vérité, qui ne veulent voir dans les agissements des États-Unis qu'un acte généreux en faveur d'un peuple révolté cherchant à recouvrer son indépendance. C'est vraiment méconnaître le caractère essentiellement pratique des Américains. Jamais cause, si noble et si humanitaire soit-elle, ne prévaudra sur leur positivisme. Une seule chose a pu les émouvoir, leur intérêt.

Il ne faut pas oublier que Cuba est une colonie de premier ordre, où ils trouveront certaines denrées nécessaires, telles le sucre et le cacao, en quantité suffisante pour leur consommation et leur commerce.

Ils ont supputé depuis de longues années les immenses profits que cette colonie merveilleuse uniquement exploitée par eux et leurs capitaux pourrait leur rapporter, de là ce déchaînement d'enthousiasme guerrier et de criailleries bruyantes.

Possesseurs de l'île, ils useront à leur tour, comme les Espagnols, de tarifs protecteurs contre les articles étrangers.

Qu'y auront gagné les Cubains ? Rien, à moins qu'ils ne considèrent comme un gain d'avoir changé de maîtres. Et l'Europe, encore une fois, aura assisté, sans protester, au triomphe de la force.

M. Oswald.

LA PRINCESSE PALATINE [1],

SON FILS ET L'ABBÉ DUBOIS

Un abbé Dubois bien différent de celui de la légende.

Quand Monsieur frère du roi Louis XIV manifesta l'intention de nommer un gouverneur à son fils le duc de Chartres et d'élever à ce poste de confiance son favori, le marquis d'Effiat, « le plus débauché de tous les hommes et le plus adonné à des vices de la pire espèce », Madame en fut indignée ; elle se révolta et demanda au roi de choisir pour le duc de

Chartres un gouverneur semblable à celui que Louis XIV venait de placer auprès du duc de Bourgogne. Mais pour le précepteur du prince, il dut être pris en dehors d'elle.

I

Le sous-gouverneur du jeune prince (M. Saint-Laurent) étant mort subitement, « pour mon malheur », écrit-elle à sa tante, comme on n'avait pour le moment personne sous la main, l'abbé Dubois, qui déjà donnait des leçons au duc de Chartres, continua son office et demeura dès lors près de lui.

Il prit si bien le langage d'un honnête homme, dit la Palatine, que, jusqu'au mariage de mon fils, je l'ai pris pour tel et ce n'est qu'alors que j'ai découvert toutes ses fourberies. J'avais eu de l'affection pour lui parce que je m'étais imaginé qu'il aimait tendrement mon fils et qu'il ne voulait que son bien-être; mais, quand j'ai vu que c'était un homme faux qui ne songe qu'à ses propres intérêts, et qu'au lieu de chercher à soigner l'honneur de mon fils, il le précipitait dans la ruine en le laissant se livrer à la débauche, sans faire semblant de s'en apercevoir, mon estime pour ce prestolet s'est changée en mépris.

Ainsi, les principaux griefs de la duchesse d'Orléans contre Dubois étaient les suivants : d'abord, il débauchait son élève, ou du moins il le laissait se livrer à la débauche, s'il ne l'y encourageait pas lui-même. En second lieu, Dubois était l'artisan du mariage honteux, du mariage infâme qu'on avait fait contracter au duc de Chartres.

Bien des fois, elle revient, dans ses anciennes correspondances, sur le sujet du mariage, qui lui a, dit-elle, fourni la preuve qu'il n'y avait chez Dubois ni foi, ni honnêteté.

Ce n'est pas à tort que je le soupçonnai d'avoir contribué au mariage de mon fils. Ce que j'en sais, je le tiens de mon fils même et de gens qui étaient chez la vieille Maintenon, dans le temps où l'abbé se rendait chez elle la nuit pour arranger l'intrigue avec elle, pour vendre et trahir son maître. Il se trompe, s'il croit que je ne sais pas tout cela. D'abord il s'était prononcé pour moi; mais, après que la vieille l'eut fait venir trois ou quatre fois, il a subitement changé.

Elle convient que l'abbé a de la science, qu'il s'exprime facilement et qu'il a bien instruit son fils, mais elle aurait voulu que, les études terminées, il eût cessé de fréquenter son élève (1); car : « Je n'aurais pas eu à me plaindre de ce fâcheux mariage que je ne saurais digérer. » Pour elle, Dubois est le plus insigne menteur de la terre. « J'aurais une longue liste à faire, si je voulais écrire tous les mensonges que je lui ai entendu faire. C'est lui qui a insinué au roi tout ce qu'il fallait dire au sujet du mariage de mon fils. » La conviction une fois faite dans son esprit que Dubois a été le négociateur du mariage, elle ne tarit plus en invectives contre l'abbé qui « n'a pas de religion, ne croit à rien, est faux et scélérat. La fausseté éclate dans ses yeux; il a l'air d'un renard, et son symbole est un animal de cette espèce sortant de son trou et guettant une poule. » Le mot *archi* convient, dit-elle, à toutes ses qualités : il est « archi-fripon, archi-hypocrite, archi-flatteur et surtout archi-coquin ». Et alors défilent toutes ces anecdotes qu'on a tant citées depuis lors d'après ses lettres.

Un laquais de l'archevêque de Reims disait un jour, au laquais de l'archevêque de Cambrai : « Quand même mon maître ne serait pas cardinal, il est toujours plus grand seigneur, car il sacre les rois », l'autre lui répondit : « Quoi? Mon maître sacre tous les jours le bon Dieu; c'est bien plus que les rois.

Et le jour où le personnage, récemment fait abbé, officiait pour sa première messe, « l'abbé est allé faire sa première communion », disait de lui quelqu'un, voulant indiquer par là qu'il communiait pour la première fois de sa vie.

II

Tel était du moins le Dubois dont le mariage de son fils lui avait appris, disait-elle, à connaître la noirceur, car, pour le Dubois d'avant le mariage, voici en quels termes elle lui écrivait en 1691, c'est-à-dire dans l'année qui précéda celle où le duc de Chartres épousa Mlle de Blois.

Cette année-là, le jeune prince faisait ses premières armes au siège de Mons. Il n'avait pas encore 17 ans accomplis; l'abbé l'accompagnait. Madame avait chargé Dubois de lui écrire à elle en particulier, car elle le savait « le grand dépositaire des secrets » de son fils. Le 25 mars, la veille d'un jour où elle avait écrit à ce dernier pour le féliciter « sur la bonne conduite qu'il a tenue aux coups de canon et de mousquet », elle en avertit l'abbé, ne doutant pas que le jeune homme n'ait montré la lettre à son précepteur qui n'aura pas sans doute manqué l'occasion de le sermonner.

Je crois que vous êtes de mon idée sur ce chapitre, que la valeur ne peut être bonne que lorsqu'elle est accompagnée d'autres vertus encore... Je finis en vous assurant, monsieur l'abbé, que j'ai beaucoup de recon-

1. Dans une lettre à Leibniz, traduite par M. Jaeglé (t. III, p. 191), la princesse dit : « M. Dubois est intelligent, c'est incontestable, mais je n'en regrette pas moins que mon fils mette sa confiance en lui, car, soit dit entre nous, Dieu eût fait une grande grâce à moi et à beaucoup d'honnêtes gens en le tenant toute sa vie dans l'incognito et loin de la cour. » [illegible]

naissance de l'application que vous avez *à faire un honnête homme de mon fils* et cela ajoute, *à l'estime que j'ai pour vous, beaucoup d'amitié*. 25 mars 1691.

Elle le remercie des relations pleines d'intérêt qu'il lui envoie, et l'assure qu'elle voudrait trouver quelque occasion de lui marquer sa reconnaissance et l'estime qu'elle fait de lui. Madame ayant montré les lettres de l'abbé, qui parlait siège et batailles, comme aurait pu faire un homme du métier, en usant des termes de guerre, à la Cour on se moqua de Dubois et le bruit en vint sans doute à ses oreilles. La princesse lui en exprime ses regrets, dit que cela n'arrivera plus « car dorénavant personne ne verra mes lettres que moi-même ».

Passe encore si l'on n'avait fait que rire de cette innocente manie. Mais on cherchait à le perdre en portant contre lui des accusations plus sérieuses sur la foi desquelles Monsieur lui écrivait pour lui exprimer son mécontentement et lui reprocher entre autres sa trop grande familiarité avec son élève. Dubois était lié avec Fénelon; il correspondait avec lui, et il en recevait des lettres, dans l'une desquelles je trouve cette phrase finale : « Vous ne voulez pas de mes compliments, Monsieur, et je vous honore trop pour vous en faire. » L'abbé s'adressa donc (6 août 1691) à Fénelon qu'il savait dans les bonnes grâces de Mme de Maintenon, d'autant qu'il était, en partant, allé faire sa révérence à la toute-puissante dame. Celle-ci avait eu la bonté de lui dire qu'il pouvait compter que le roi le soutiendrait au milieu des épreuves qu'il aurait inévitablement « dans cette maison-là » (la maison de Monsieur). « Ce mot me fortifia beaucoup », dit-il encore à Fénelon.

« Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien l'en faire souvenir. » En même temps l'abbé prévient son protecteur que, dans les reproches, on s'est attaché précisément aux choses sur lesquelles il a eu le plus d'attention et où sa conduite était le moins répréhensible. Ainsi on lui avait reproché de ne garder aucune dignité en présence du duc de Chartres, de déjeuner lui-même tout en le servant, de s'asseoir sans gêne sur son lit, etc. Il répond que le service de M. le duc de Chartres ne le regarde pas, que c'est l'affaire du sous-gouverneur et non la sienne.

A cette occasion, Monsieur lui avait écrit assez durement (27 juillet 1691) : « Tout le monde trouve à redire que vous soyez toujours des premiers à la grande table. » Dubois se justifie auprès de Fénelon : « Je n'ai jamais, lui dit-il, mangé avec M. le duc de Chartres au dîner et trois ou quatre fois seulement au souper, quoiqu'il m'ait fait appeler tous les jours, et je l'ai prié plusieurs fois de me permettre de manger toujours en particulier. » Un dernier reproche, qui venait du roi, était celui-ci : Le précepteur s'enfermait tous les jours avec son élève six heures durant pour le faire étudier comme si le neveu du roi était à l'armée pour faire ses études, et non pour apprendre l'art de la guerre.

Pour l'étude de six heures, répond Dubois à Fénelon, je suis honteux pour M. le duc de Chartres, [illegible] d'avouer que, depuis qu'il est à l'armée, il n'a pas lu une page. S'il s'est enfermé quelquefois une heure ou deux, c'était pour dormir, après avoir extrêmement fatigué le matin; en général, j'ai eu grand soin de n'être avec lui qu'autant qu'il fallait pour le faire souvenir des sentiments qu'il doit avoir et l'avertir des fautes que je savais qu'il avait faites.

Quelques jours après (10 août), il adressait les mêmes plaintes au confesseur du roi, le Père de la Chaise, et le priait de vouloir bien prendre sa défense auprès de Sa Majesté :

J'avais porté l'*Histoire de Flandre*, les *Campagnes du Roi*, et un *Traité de la Guerre* fait par Montecuculli pour les lire moi-même, ou les faire lire à M. le duc de Chartres, s'il avait quelques moments de loisir. Mais, voyant que les fréquents mouvements de ce métier-ci lui laissaient à peine le temps d'écrire les lettres qui sont d'obligation, bien loin de paraître en avoir du chagrin, je l'ai fait souvenir plusieurs fois que le Roi lui avait autrefois dit qu'il fallait bien étudier dans les temps destinés à cela et s'appliquer uniquement à la guerre, lors qu'il y serait.

Et Dubois suppliait très humblement le Père de la Chaise d' « avoir la bonté de dire un mot au Roi, lorsque l'occasion s'en présentera, pour détruire l'impression ridicule qu'on a voulu lui donner de moi ».

L'abbé, dans sa lettre à Fénelon (6 août), disait qu'il ne lui était pas difficile de voir d'où partait le coup :

M. le duc de Chartres s'étant un peu découvert par sa conduite, des gens qui ont dessein de se rendre maîtres de lui, sachant qu'il y a quelque faiblesse, voient distinctement que, dès que je ne serai plus auprès de lui, ils en seront les maîtres et qu'il leur sera facile de le jeter dans toutes sortes de désordres, au lieu qu'ils ne sont pas si sûrs de la même chose tant que je serai à portée de le faire souvenir de son devoir, de sa gloire et de ses véritables intérêts; qu'ainsi il faut m'éloigner par toutes sortes de moyens.

Madame, également persuadée que tel était le but qu'on visait, écrivait à Dubois :

Je suis très aise que vous soyez content de la justice entière que je vous ai rendue sur toutes les sottises qu'on a dites de vous. Si Monsieur m'avoit voulu croire, il vous auroit épargné ce chagrin; mais vous savez que je n'ai pas toujours voix au chapitre; si je l'avois, vous y trouveriez votre compte, et bien loin d'ajouter foi à des impertinences dont je vous crois très incapable vous trouveriez assurément la récompense de ce que vous méritez du zèle et de l'application, etc. Dieu veuille seulement

que mon fils s'en ressouvienne aussi bien que moi... 13 août 1691.)

Enfin, 8 jours après (21 août), le précepteur recevait encore de la princesse la lettre suivante :

Avec *la vertu* et le bon esprit que vous avez, vous n'avez guère à vous effrayer de la calomnie, monsieur l'abbé, et avec le temps tout le monde vous rendra justice aussi bien que moi. Ce que vous m'avez dit au commencement de votre lettre, que l'on verrait le changement si vous quittiez un jour mon fils m'a fait craindre que vous eussiez quelque dessein de le faire, mais le reste me remet quand vous dites qu'on ne vous étonnera ni dégoûtera pas; je le souhaite, étant persuadée que vous êtes très utile pour mon fils et *très capable de le retenir pour l'empêcher de tomber dans les vices du temps.*

Les lettres qu'on vient de lire n'ont pas eu à passer d'un idiome dans un autre; elles n'ont pas eu à subir l'épreuve d'une traduction toujours suspecte d'infidélité; en un mot, elles ont été écrites ordinairement en français, non en allemand comme la plupart des lettres de Madame. Écrivant à Dubois, la princesse ne pouvait le faire qu'en notre langue. Pour son fils, Madame avait bien tenu à ce que le jeune prince, dans son enfance, apprît la langue de son pays à elle, la langue dont elle n'avait cessé d'user pour sa correspondance, depuis son arrivée en France, mais le duc de Chartres s'était toujours montré rebelle, « comme au reste tous les Français », ajoute-t-elle, à l'étude de la langue allemande.

A ce propos, elle raconte qu'elle avait donné un maître allemand à son fils, et que celui-ci étudiait déjà depuis quatre ans, quand elle exprima le désir de l'entendre quelquefois lui parler allemand. Un jour, ils se trouvaient ensemble dans la galerie de Versailles; il s'y passa, paraît-il, quelque chose d'étrange et le duc de Chartres cita, pour faire plaisir à sa mère, un proverbe allemand qui s'appliquait à la situation. Seulement, il prit un mot pour un autre, et se servit d'un terme indécent au lieu d'un qui ne l'était pas. « Je tressaillis, rapporte sa mère. Je crus qu'il voulait dire quelque saleté. Je lui criai : « Drôle, taisez-vous ! » Mais, après l'explication qu'il fournit, tout s'expliqua. Sa mère lui fit toucher du doigt son erreur. « Il rit à s'en rendre malade. » Mais il déclara « qu'il voyait bien qu'il ne pouvait apprendre l'allemand; depuis, il l'a complètement négligé ». (Lettre du 22 avril 1706. Brunet, II, 87.)

La correspondance de la duchesse d'Orléans avec Dubois a donc un double mérite : le premier, d'être écrite en français; le second, de nous faire connaître les rapports de Madame avec Dubois qu'elle présente sous un jour tout nouveau. Ce n'est plus le Dubois de la légende, — que dis-je, de la légende? la légende, ici, ne s'est inspirée que de l'histoire, ce n'est plus le personnage historique universellement connu et dont la postérité s'est formé une image, consacrée par la tradition, image que Madame elle-même a contribué à créer; c'est un Dubois ignoré, un Dubois vertueux et moral. Les lettres dont nous parlons avaient été rassemblées au siècle dernier par un certain abbé Léonard Sahuguet d'Espagnac, né en 1709 d'une famille noble et ancienne du Limousin. Cet abbé mort à Paris, en 1781, était compatriote et presque contemporain du cardinal-ministre Dubois à la famille duquel il était allié. Occupé de travaux historiques, il écrivit une histoire de la ville de Brive, lieu de naissance, comme on sait, de l'abbé Dubois. Cet ouvrage, qui n'a pas vu le jour, devait comprendre plusieurs volumes; toute une partie était consacrée à la biographie des hommes célèbres qui y étaient nés. La biographie dont il s'agit est restée à l'état d'ébauche, mais c'est dans les notes recueillies par l'auteur que M. le comte de Seilhac a trouvé les matériaux de l'ouvrage naguère publié par lui sur l'abbé Dubois (1). Dans la préface, M. de Seilhac disait qu'en outre des pièces qu'il publiait et sur lesquelles il basait son jugement du personnage (dans le nombre de ces pièces se trouvent les lettres de Madame à l'abbé), il lui avait été donné « d'étudier les travaux exécutés par Dubois ou sous sa direction pour l'éducation du duc de Chartres. Ces compositions manuscrites représentent la valeur de plus de cinquante volumes. Elles mettent en relief un esprit élevé, les intentions les plus droites, la morale la plus saine. Nous ne renonçons pas à l'espoir de soumettre, un jour, au public, ce nouvel élément d'appréciation. » Il ne paraît pas que ce projet ait été jusqu'à présent réalisé.

Bornons-nous donc aux lettres adressées par Madame à Dubois; elles suffisent à satisfaire la curiosité; mais regrettons que M. le comte de Seilhac ne les ait pas publiées avec leur orthographe primitive, si toutefois c'est à lui qu'il faut s'en prendre et non à l'abbé d'Espagnac qui peut-être les aura transcrites. Ceux qui exhument des documents inédits et qui les copient, avec l'intention de les mettre au jour, devraient bien en respecter la forme, non moins que le fond; c'est à ceux qui viennent ensuite et qui font usage de ces documents à en modifier l'orthographe s'ils le jugent nécessaire pour la commodité de leurs lecteurs : au moins le texte primitif est là, qui subsiste pour faire foi.

III

Dans l'intervalle de la campagne de 1691 à celle de 1692, eut lieu le malencontreux mariage dont nous

1. *L'Abbé Dubois*, par M. le comte de Seilhac; Paris, 1848, 2 vol. in-8°. — Voir t. Ier, p. 205 et suiv. pour les lettres de Madame à Dubois, au duc de Chartres, et celles de Dubois à Fenelon, etc.

avons raconté les péripéties dans l'article précédent.

Au printemps de 1692, lorsque la cour se rendit en Flandre à la suite de Louis XIV qui allait assiéger Namur, Madame ne fut pas du voyage. La façon dont elle s'était comportée naguère n'avait pas été de nature à lui concilier la bienveillance de Louis XIV, le soufflet appliqué par elle sur la joue de son fils avait rejailli en plein sur le grand roi en proclamant d'une façon éclatante la naissance doublement illégitime de celle que le duc de Chartres avait épousée. Aussi, la princesse, — je parle de Madame, — mise en pénitence pour ses incartades, dut-elle rester à la maison. D'ailleurs, son mari ne lui donna aucun argent pour ce voyage, et « la vieille ordure », c'est-à-dire Mme de Maintenon, à ce que croit Madame, dut empêcher le roi, si généreux d'ordinaire, de corriger, par ses largesses, la lésinerie de Monsieur. Mais la Palatine s'en consola, en pensant au motif qui l'avait fait exclure du voyage. Elle avait pour elle sa conscience, car si on la laissait ainsi seule à Saint-Cloud, c'est parce qu'elle s'était opposée au mariage de son fils. Elle n'en rougissait pas, bien au contraire; elle aimait beaucoup mieux encourir la disgrâce du roi que de commettre une lâcheté; le sang allemand qui coulait dans ses veines et qui ne s'était point altéré pendant ses vingt années de séjour en France, se serait soulevé si elle eût agi autrement. (Lettres des 11 mai et 20 juillet 1692.)

Par contre, son fils était en grande faveur, et la prédiction de Dubois que les cieux s'ouvriraient pour le jeune prince, époux de Mlle de Blois, cette prédiction se réalisait. Pendant que le roi assiégeait et prenait Namur, le duc de Chartres continuait son apprentissage de la guerre, dans l'armée commandée par le maréchal de Luxembourg. Il avait avec lui Dubois qui remplissait maintenant les fonctions de secrétaire et non plus celles de précepteur; le prince marié n'avait plus, on le comprend, besoin d'un pédagogue.

Mais ce prince était encore si jeune, il était si léger, il avait si peu d'expérience, que sa mère tremblait à l'idée de le lancer ainsi seul au milieu des camps, sans un guide en qui elle eût confiance, un guide sûr qui pût donner de bons conseils à son fils. On suppose bien, après le jugement qu'elle avait porté sur Dubois, jugement que nous avons fait connaître plus haut, que ce ne fut pas à l'abbé qu'elle s'adressa pour ce rôle. Hé bien, l'on se trompe. Dubois fut, pour cette campagne de 1692, comme il l'avait été pour la précédente, comme il le fut pour les suivantes, l'homme de confiance de la duchesse d'Orléans qui, dans sa sollicitude maternelle, se reposa entièrement sur le zèle et le dévouement de l'abbé. Dubois n'était donc pas le corrupteur du prince? Mais alors, pourquoi en a-t-elle parlé comme elle l'a fait? Nous avons entendu plus haut son aveu, qu'elle n'avait connu qu'après le mariage l'indignité du précepteur dont elle ne se doutait point auparavant, et qu'à partir de ce moment, elle avait perdu toute confiance en son honnêteté et en sa bonne foi.

Cependant la correspondance de Madame avec lui, après 1692, est aussi intime que par le passé; et l'abbé reçoit de la princesse les mêmes témoignages, les mêmes assurances — peut-être même encore plus positives — de son estime, de sa reconnaissance et de son amitié. D'où vient cette contradiction entre les paroles et les actes? Il y a là un mystère qu'on ne s'explique pas, qu'il faudra pourtant chercher à éclaircir. Mais, laissons, pour le moment, cette question de côté et suivons le prince dans ses campagnes, où la tendresse d'une mère veille de loin sur lui.

Le 3 août 1692, eut lieu la bataille de Steinkerque, où les Français furent vainqueurs, mais où périrent tant d'officiers de mérite. Le fils de Madame s'y conduisit vaillamment. L'auteur du *Siècle de Louis XIV* vante sa bravoure : vu son âge, « il ne pouvait, dit Voltaire, qui ne lui donne que quinze ans (le prince en avait dix-huit depuis la veille); il ne pouvait être utile pour un coup décisif; mais c'était beaucoup, pour animer les soldats, qu'un petit-fils de France encore enfant, chargeant avec la maison du Roi, blessé dans le combat, et revenant encore à la charge, malgré sa blessure. »

Le duc de Chartres avait été en effet blessé au bras. Il avait fallu lui faire plusieurs incisions sur le champ de bataille même, dit le *Journal de Dangeau*; après quoi, et quand le premier appareil avait été posé, le prince était remonté à cheval et était, jusqu'à la fin de l'action, demeuré à la tête de la réserve dont il avait le commandement. Voici comment sa mère en apprit la nouvelle, et comment l'action s'était passée. La princesse en fait le récit à sa tante par une lettre datée de Saint-Cloud, 7 août :

Lundi dernier, j'étais déjà déshabillée et sur le point de me mettre au lit (il était minuit), quand j'entendis Monsieur qui parlait dans mon antichambre. Comme je savais qu'il s'était déjà retiré chez lui et couché, je me dis aussitôt qu'il avait dû se passer quelque chose, je fus sur pied en un clin d'œil, je courus au-devant de lui pour voir ce dont il [illegible] Monsieur [illegible] une lettre ouverte et me dit : « Ne vous effrayez pas, vostre fils est blessé, mais ce n'est que légèrement; il y a eu un furieux combat en Flandre et l'infanterie du Roy a deffaite (*sic*) celle du prince d'Orange; on ne sait que cela en gros, à ce que le Roy me mande et il n'y a aucun [illegible]

Je vous laisse à penser dans quelles angoisses me mit cette nouvelle. Je restai sur mon balcon, jusqu'à environ 3 heures du matin pour voir s'il ne viendrait aucun courrier de mon fils.

De demi-heure en demi-heure arrivaient des courriers ; l'un apportait la nouvelle de la mort du marquis de Bellefonds, l'autre venait annoncer que M. de Turenne était blessé mortellement (1). La mère du dernier était ici. Voilà qu'elle et la belle-mère Mme de Ventadour, qui aimait le jeune homme comme s'il eût été son enfant chéri, se mettent à pousser des cris; comme elles logent juste au-dessous de ma chambre, je pouvais entendre leurs gémissements. Outre qu'elles me déchiraient le cœur, je pensai que bientôt peut-être j'allais en apprendre autant de mon fils.

Le lendemain après dîner, arriva un gentilhomme, son sous-gouverneur, nommé Labertière, qui nous dit que mon fils avait reçu deux coups de feu, l'un qui avait entièrement déchiré sa casaque au-dessus des épaules, mais ne l'avait pas atteint, Dieu merci! l'autre, au bras gauche. Il a lui-même retiré la balle; on lui a entièrement fendu et bandé le bras; après quoi, il est retourné dans la mêlée et ne s'est retiré que l'action finie.

Au commencement, nos gens ont ployé. Les Anglais et les Hollandais en franchissant palissades et fossés avaient déjà pris 3 pièces de canon, quand M. de Luxembourg avec le régiment des gardes, le prince de Conti, M. le duc et mon fils, rallièrent les hussards, les encouragèrent et les ramenèrent au feu. Cela redonna tant de cœur aux soldats qu'ils enfoncèrent tout et poussèrent les autres en rase campagne si loin que non seulement ils reprirent leurs 3 canons, mais encore en enlevèrent 7 à l'ennemi.

Mais il y a eu des deux côtés terriblement de monde tué, et beaucoup de gens de qualité. Le combat a duré de 9 heures du matin à 8 heures du soir; c'est un des plus affreux qu'on ait vus (2)... »

Trois jours après cette lettre, Madame, écrivant à Dubois (10 août 1692), le remercie du soin persistant qu'il prend à lui donner des nouvelles ; elle y est très sensible et lui en est fort obligée. Mais ce qui lui fait autant de plaisir que le bon état de la blessure de son fils, « c'est de voir qu'il est charitable et bon. C'est là, à mon gré, la véritable dévotion que les gens de sa sorte doivent avoir ; car je crois que le bon Dieu ne les fait que pour assister leur prochain et cela vaut mieux que de dire tous les offices et les psautiers entier. Mon Dieu, que ces pauvres gens blessés et misérables me font de pitié ! »

A Paris, dans les provinces et jusqu'à l'étranger, on parlait de la vaillance du jeune prince.

1 « Ce fut à cette bataille qu'on perdit le jeune prince de Turenne, neveu du héros tué en Allemagne ; il donnait déjà des espérances d'égaler son oncle. Ses grâces et son esprit l'avaient rendu cher à la ville, à la cour et à l'armée. » (Voltaire, *Siècle de Louis XIV*.)

(2 Cette lettre et quelques autres qui suivent sont déjà traduites par M. Jæglé ; mais comme en certains cas son texte est moins complet que le texte allemand donné par M. Bodemann, sur lequel nous nous appuyons (le recueil de M. Bodemann est du reste postérieur à l'ouvrage de M. Jæglé), nous avons cru devoir traduire ces lettres à nouveau. Ainsi, pour la lettre actuelle, tout le paragraphe relatif à la scène nocturne de cris et de pleurs chez les voisins de chambre de la princesse à Saint-Cloud, manque dans Jæglé.

Ce qui vient d'arriver a fait un grand bien à mon fils, disait la mère à Dubois, tout le monde en parle à faire plaisir à entendre; mais pour à (*sic*) Paris (1), le peuple et les harangères parlent à faire peur et si Monsieur le Dauphin était tant soit peu un autre homme qu'il n'est... On tient des discours que je fais taire tant que je puis, qui ne lui doivent pas plaire (à lui, c'est-à-dire au Dauphin). A ces mots, vous comprenez bien ce qu'ils peuvent dire. Enfin, il (c'est-à-dire le duc de Chartres) est, dans la bouche des grands et petits et assurément plus qu'on ne le peut souhaiter. Nous voilà bien, mais il faut nous y maintenir...

Le même jour (10 août) elle écrivait à son fils dans un sens identique, pour qu'il ne laissât point se perdre l'idée favorable qu'il avait donnée de lui « après les belles actions » qu'il venait de faire.

Je dis : « les belles » et non pas seulement « la belle », car ne doutez pas que la bonté et charité que vous avez témoignées après le combat ne vous gagnent autant et quasi plus de cœurs que la fermeté dans le combat; et je suis charmée, mon cher enfant, que vous preniez enfin la résolution de montrer ce que vous avez de bon par vous-même... Je ne puis vous exprimer à quel point je suis touchée des justes louanges, qu'on vous donne et cela me donne dix années de vie...

Le sous-gouverneur du prince, M. de la Bertière, qui allait retourner à l'armée, était chargé de conseils et de recommandations pour ce fils, objet de toute la sollicitude de la princesse. Le duc de Chartres était d'un caractère trop facile; il avait toujours, comme il lui avait été déjà reproché l'an dernier, une tendance à trop se familiariser. Elle appelait sur ce point l'attention de Dubois. Le jeune prince avait écrit à sa mère « qu'il avait pris du tabac pour ne se pas singulariser ».

Je prends, dit-elle, à Dubois, cette occasion pour lui montrer comme il est bon de se singulariser ou de prendre de bonnes résolutions et de les soutenir avec fermeté... Je lui parle aussi du danger qu'il y a de se trop familiariser. — Faites en sorte, recommandait-elle à son fils dans le même temps, de ne plus souffrir de ces familiarités qui pourraient engendrer le mépris et pour cela ne vont pas faire passer ni homme du bel air, ni débauché et je suis persuadée qu'un honnête homme peut fort bien se divertir sans ces points-là, surtout quand il y a aussi peu de pente que, Dieu merci, vous en avez. Enfin vous vous êtes mis sur le pied d'un honnête homme, il faut en tout soutenir ce caractère.

La conduite du duc de Chartres à Steinkerque avait-elle au moins été appréciée, par le commandant en chef, comme elle méritait de l'être ?

Que vous êtes aimable pour mon fils! écrit la duchesse d'Orléans à sa tante (6 sept. 1692); vous êtes fâchée que

1 « Pour à », locution alors en usage et qu'on retrouvera plus loin.

le duc de Luxembourg n'ait pas beaucoup parlé de lui et qu'il ait passé sous silence la manière dont il s'était comporté. Mais cela ne doit pas vous étonner. M. de Luxembourg est un des hommes les plus politiques et les plus courtisans du monde, toujours attaché à la faveur; il n'a donc pas osé parler de mon fils, ne pouvant louer M. le duc du Maine. Vous voyez par là qu'il cherche uniquement à plaire à Mme de Maintenon; aussi est-il obligé de ne louer personne plus que M. de Mailly qui a épousé une des nièces de Mme de Maintenon, et qui est très en faveur auprès de sa tante. Cependant le prince de Conti et M. le Duc en ont fait mille fois plus que ce Mailly, ils sont cause du gain de la bataille, car si les trois jeunes princes, Conti, M. le Duc et mon fils n'avaient pas été là, n'avaient pas encouragé les soldats et ne les avaient pas entraînés à l'ennemi, avec de bonnes paroles et aussi avec des coups, ce grand héros M. de Mailly aurait été battu à plate couture en dépit de sa grande faveur et de celle de sa tante, et le général, qui le loue si horriblement, serait sorti de là le nez long...

J'ai tenu à savoir ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans ce reproche adressé au maréchal de Luxembourg, à celui qui mérita d'être appelé « le tapissier de Notre-Dame ». La relation du combat, écrite le lendemain (4 août), parle en effet de M. de Mailly, comme d'un officier fort estimé dans l'armée et qui s'était signalé la veille tant par sa valeur que par le sang-froid qu'il avait montré pendant tout le temps de l'action. Et si le maréchal ne vante pas le prince, autant que l'aurait désiré sa mère, il ne l'oublie pourtant point : il le montre au contraire comme brûlant d'envie de se signaler et envoyant au commandant en chef émissaire sur émissaire des gens de la maison, afin de pouvoir entrer dans l'action. Enfin, le gouverneur du prince vint lui-même trouver le maréchal et c'est auprès de ce dernier que le duc de Chartres reçut dans son justaucorps un coup qui traversa d'une épaule à l'autre.

Ne quittons pas cette campagne de 1692 en Flandre, sans noter au passage, dans la correspondance de Madame avec sa tante, quelques épisodes qui méritent d'être recueillis.

L'un est relatif à ce siège de Namur beaucoup trop vanté par les poètes du temps, notamment par Boileau. Le 31 mai, la duchesse écrit qu'elle espère bien que le siège ne durera pas longtemps. L'effroi est déjà grand dans la ville ; plus de cinquante dames de qualité sont venues à pied se réfugier dans le camp du roi avec leurs enfants et leurs servantes ; elles ont été faites prisonnières de guerre et enfermées dans un couvent.

Ces dames doivent, ce me semble, ou avoir une haute opinion de la discrétion des soldats français ou trembler pour leur vie plus que pour leur honneur ou leurs joyaux, car les pauvres dames ont apporté avec elles tous leurs diamants. Elles ont été capturées par les soldats sortis pour aller à la maraude; à chacun d'eux elles ont promis un thaler; ceux-ci les ont conduites au camp du Roi avec tout leur bagage sans les dépouiller d'un liard; elles ont donc conservé leurs beaux « brocarts » et leurs diamants.

Dans une histoire du siège, publiée l'année même (1), ce fait est relaté, mais de la manière suivante : « Les dames avaient prié le gouverneur de demander à Louis XIV qu'il leur fût permis de sortir de la ville; le roi répondit d'abord par un refus, disant qu'il était contre les usages de la guerre de laisser personne sortir d'une ville assiégée, puis il se ravisa et accorda l'autorisation qu'on sollicitait. Les dames arrivèrent donc à son camp avec « leurs enfants et leurs hardes », et furent, comme le dit Madame, internées dans un couvent. Remarquez qu'il n'est question que des dames de qualité; les autres femmes, qui ne comptaient pas, n'eurent pas droit sans doute à la même faveur.

L'autre emprunt que nous ferons aux lettres de Madame est relatif à Mme de Maintenon que Louis XIV avait installée à Mons pendant que lui-même était devant Namur. Elle trônait là, au milieu des dames de la cour que le roi avait emmenées, comme s'il se fût agi d'une promenade et non d'une expédition guerrière.

Elle (Mme de Maintenon) fait grande figure à Mons, à ce qu'on me mande, écrit Madame à sa tante (22 mai). Le Roi est parti de l'armée pour venir à Mons, examiner la ville. Les dames y étaient toutes rassemblées et bien que l'épouse de mon fils et ses deux princesses de Conti fussent présentes, le Roi les a pourtant fait toutes venir dans la chambre de Mme de Maintenon ; toutes les dames de la province et les chanoinesses (*Stifsjungfern*) avaient été convoquées également « en habit de cérémonie » ; pendant trois heures, elles ont, avec toute la cour, attendu dans la chambre de cette vieille ordure (Mme de Maintenon) tandis que le Roi restait enfermé avec elle dans son cabinet. Cela fournira un bel « article » pour les lardons de Hollande.

La nouvelle du désastre naval de la Hogue (29 mai) vint jeter une note triste au milieu des plaisirs de cette cour en promenade, et voici ce que Madame écrivait de Paris en faisant allusion à cette défaite :

Je ne désire pas qu'il arrive quelque chose de fâcheux au grand homme (Louis XIV) parce que j'en pâtirais moi-même, mais je souhaiterais qu'il prît un peu de peur et que cela lui fît conclure une bonne paix...

On dit ici que la vieille *Pompompel* (Mme de Maintenon) est très mécontente dans la ville où le très cher ami de son cœur l'a laissée, ce qui me fait espérer que cela sera nuisible à sa santé. C'est une triste chose pour elle de ne l'avoir pas vu depuis un mois, et, je crois que la joie sera

(1) [illegible]

vive des deux côtés, quand la citadelle de Namur se sera rendue et que tous deux se reverront. En voyage le grand homme loge, il est vrai, dans la même maison que l'ordure, mais ils ne couchent pas dans la même chambre, et tout se passe avec grand mystère. Vous voyez donc qu'il ne l'a pas encore déclarée pour sa femme, cela n'empêche pas qu'il ne s'enferme tous les jours avec elle et quand ils sont réunis, toute la cour, les femmes comme les hommes, doivent attendre à la porte.

Mais enfin la citadelle de Namur capitula, et le jour où la nouvelle en parvint à Paris, Madame ayant eu affaire à l'Arsenal, les dames qui l'accompagnaient en carrosse dirent en passant à quelques marchands que Namur s'était rendue.

Aussitôt le peuple se figura que je sortais tout exprès pour répandre la nouvelle, on se rassembla autour de ma voiture et l'on cria : « Vive le Roy et Madame! » D'autres ajoutèrent que j'étais allée à la Bastille et que j'avais, dans ma joie, tiré moi-même le canon et que je m'étais ensuite rendue à l'église de Notre-Dame pour offrir à la Vierge un bouquet composé de toute espèce de fleurs. J'ai honte de toutes les extravagances qu'on a débitées sur moi, je redoute le « lardon » ou la « quintesse des nouvelles », car si cette « sottise » se répand en Hollande, on me dira vertement mon fait, « ce que véritablement je n'aurai pas mérité ». (Paris, 3 juillet 1692.)

IV

L'année suivante (1693), le fils de Madame se signala de nouveau par sa bravoure à la bataille de Neerwinden (29 juillet). Deux jours auparavant, sa mère avait été, à ce que nous apprennent les *Mémoires du marquis de Sourches*, atteinte d'un fort mal d'yeux; le mal l'avait empêchée de partir pour sa maison de Colombes, dans les environs de Paris, où elle devait aller passer quelques jours, afin de changer d'air et de remettre sa santé, fort éprouvée dans tout le cours du mois. Aussi ne sommes-nous pas étonnés de n'avoir, pour ce mois de juillet 1693, rencontré aucune lettre d'elle adressée soit à son fils et à Dubois, soit à sa tante.

En effet, le 5 juillet, la princesse avait été prise de fièvre avec accompagnement d'un flux de ventre et d'un grand mal de cœur. Le *Journal de Dangeau* fait coïncider l'apparition de ce malaise avec un songe assez triste que Madame avait eu, et dont elle aurait pu être affectée, si, comme le suppose Dangeau, elle avait cru tant soit peu aux songes. Mais nous savons par Madame elle-même qu'elle n'y croyait aucunement et que d'ailleurs, si elle avait eu jamais la faiblesse de se laisser impressionner par ces fantômes de la nuit, elle en aurait été guérie par les leçons d'une institutrice ou gouvernante qu'elle avait eue dans son enfance. Celle-ci lui citait toujours le proverbe : « Tout songe, tout mensonge », et elle faisait suivre cette citation d'un conseil très matériel et très grossier, trop grossier pour que nous le reproduisions ici, et que son élève n'avait jamais oublié. On ne s'étonne plus de la liberté de langage de la Palatine, quand on connaît la manière dont elle avait été élevée.

La fièvre qui avait saisi la princesse était l'avant-coureur de la petite vérole, maladie en ce temps-là très dangereuse. On envoya en toute hâte un courrier à Monsieur qui se trouvait du côté de Saint-Malo, d'autant plus que Madame refusait qu'on la saignât, la grande panacée du temps, et ne voulait prendre aucun des remèdes ordonnés par les médecins. La petite vérole avait éclaté le 6; le 10, la princesse se trouvait plus mal. Néanmoins, elle continuait à se traiter à sa manière, avec des poudres sudorifiques. On remarqua que, pendant toute sa maladie, elle ne modifia rien de son régime habituel, mangeant de la viande et buvant à la glace comme à son ordinaire, tenant ses fenêtres ouvertes (heureusement, c'était l'été), changeant de linge quatre fois par jour et ne voulant d'autre médecin que le sien. Elle avait gagné cette maladie d'une de ses femmes de chambre qui avait trois enfants attaqués de la petite vérole et qui fut chassée pour son imprudence. Au risque d'attraper la maladie, ses dames d'honneur et d'atours s'étaient enfermées avec la princesse qui ne voulut pas que ses filles d'honneur, plus jeunes, fussent exposées aux dangers de la contagion (1) et les fit quitter leur service auprès d'elle. Cependant, à la fin du mois, Madame était sur pied, car, le 30, elle put se rendre à Colombes.

GUILLAUME DEPPING.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA (2)

VI

Le talent singulier de Giraldo, le peintre.

Quand approcha le vingt-et-unième anniversaire de naissance de la princesse Osra, le roi Rudolf appela d'Italie un peintre de grand talent, nommé Giraldo, et lui commanda un portrait de la princesse qui serait son présent d'anniversaire. Cette commande, Giraldo l'exécuta à merveille, grâce à son talent et aussi à la bonne volonté du modèle qui lui fournit toutes les occasions désirables d'étudier ses

1 *Journal de Dangeau* et *Mémoires du marquis de Sourches*, aux dates indiquées.

2 Voyez la *Revue* des 16, 23, 30 juillet et 6 août.

traits et qui ne se plaignit jamais du temps qu'elle passait dans son atelier. La peinture fut jugée par tous aussi belle que fidèle, et la réputation de Giraldo s'en accrut considérablement.

Or, beaucoup de princes étrangers ayant entendu parler de la beauté prodigieuse d'Osra, envoyèrent l'ordre à Giraldo d'exécuter pour eux et de leur envoyer le plus tôt possible des miniatures ou de grands portraits de la princesse, afin qu'ils pussent juger par eux-mêmes si elle était aussi belle que la renommée le prétendait. Ils envoyaient à Giraldo de grosses sommes d'argent et y joignaient souvent un cadeau de grand prix, à la condition expresse que le peintre observerait une fidélité absolue et ne se permettrait pas la moindre flatterie. Car certains d'entre eux désiraient faire eux-mêmes leur cour à la princesse, d'autres avaient l'intention de demander sa main pour leur fils, au cas où le témoignage fourni par Giraldo serait d'accord avec leurs espérances. Donc Giraldo, à peine âgé de trente ans, était déjà très riche et très renommé, et souvent il demandait à la princesse la faveur d'une visite afin de rafraîchir le souvenir qu'il devait garder de son visage.

Or, ce que plusieurs princes avaient fait déjà, le roi de Glottenberg le fit à son tour, et Giraldo, en apparence très content, accepta la commande et pria la princesse de lui faire visite, car, assura-t-il, le tableau étant plus grand que les autres, exigeait une étude d'après nature. La princesse vint donc à diverses reprises, et le portrait destiné au roi de Glottenberg (qui, disait-on, cherchait un parti avantageux pour son fils aîné), ce portrait devint peu à peu l'image la plus parfaite et la plus belle que l'art de Giraldo eût encore accomplie, à tel point qu'elle surpassait même la première peinture qu'il avait exécutée sur l'ordre du roi. Rudolf ne douta pas qu'aussitôt cette peinture arrivée à la cour de Glottenberg, le roi son cousin n'envoyât une ambassade chargée de demander la main d'Osra pour le prince héritier; demande qu'il aurait accueillie avec beaucoup de faveur et de satisfaction.

— Je ne crois pas, dit Osra, hochant la tête, qu'une telle ambassade vienne jamais, Sire; quatre ou cinq portraits déjà ont été peints par signor Giraldo et envoyés par vous, mais nous n'avons point vu d'ambassade encore. Il semble que mes pauvres charmes ne trouvent pas grâce aux yeux des cours de l'Europe.

— Cela est vrai, s'écria Rudolf, et du diable si je sais ce que cela signifie. Mais il n'en sera pas ainsi à Glottenberg, car mon cher cousin le roi et son fils sont de fins connaisseurs quand il s'agit du beau sexe. Je les ai rencontrés dans mes voyages, et nous avons... ensemble... hum! enfin je suis certain qu'une ambassade arrivera de Glottenberg avant un mois d'ici.

Pourtant, chose étrange, Giraldo ayant envoyé le superbe portrait par son messager ordinaire en qui il avait pleine confiance, il arriva ce qui était toujours arrivé, c'est-à-dire rien du tout : point de demande, point d'ambassade; le roi de Glottenberg s'excusa même de ne pouvoir faire pour le moment une visite à Strelsau avec son fils, comme il l'avait promis au roi son cousin. Aussi Rudolf fut-il vexé; de son côté, Osra se croyant méprisée en conçut un violent dépit, et, bien qu'elle se montrât plus hautaine encore qu'auparavant, au fond du cœur son opinion sur sa propre beauté fut un peu ébranlée. C'est pourquoi elle alla trouver Giraldo le peintre et lui demanda de faire son portrait une fois encore.

— Cette peinture, dit-elle, est pour mes yeux et pour eux seuls. C'est pourquoi, faites-la fidèlement et ne m'épargnez point. Car, si une femme est laide, il est bon qu'elle le sache. Personne dans le royaume ne veut me dire la vérité, mais de l'étranger m'arrivent des allusions assez transparentes. — Et elle fronçait le sourcil, elle rougissait, elle se mordait les lèvres, bref elle semblait de fort méchante humeur, comme toute dame le serait en pareille circonstance.

Giraldo s'inclina très bas, cherchant à cacher la subite rougeur qui colorait ses joues, et la grande joie que lui causait cette nouvelle commande. A force de reproduire les traits enchanteurs de la princesse, d'étudier son visage avec tant de curiosité, de passer le temps en sa compagnie, d'écouter sa conversation, et de jouir de son esprit et de sa grâce, l'infortuné jeune homme était devenu amoureux, ce qu'on appelle amoureux fou ou fou amoureux, au point qu'il ne se souciait plus de mettre son pinceau au service d'une autre dame, ou d'un seigneur quelconque. Il restait à Strelsau uniquement pour peindre le visage aimé et, sauf quand il était en présence de ce visage, il semblait inhabile dans l'exercice de son art. Osra, comme bien on pense, ne put imaginer tant de présomption et de folie de sa part, et crut que sa joie venait de l'importance de la somme offerte; aussi promit-elle encore davantage, à la seule condition qu'il observerait la plus scrupuleuse fidélité, ce à quoi il s'engagea par serment.

— Je veux savoir ce que je suis en réalité, dit-elle, car mon miroir dit une chose, et le roi de Glottenberg...

Mais ici elle s'interrompit, songeant que de telles confidences n'étaient pas faites pour l'oreille de Giraldo. Pourtant il devait avoir compris, car un sourire étrange, rusé et triomphant, se dessinait sur ses lèvres, tandis qu'il détournait la tête et mélangeait les couleurs sur sa palette.

Un mois plus tard, la peinture était à peu près terminée, la plus belle et la plus fidèle que Giraldo eût jamais exécutée, quand une lettre arriva au roi

de la part d'un gentilhomme français dont ni lui ni Osra n'avaient certes oublié les prouesses, à savoir, le marquis de Mérosailles. Et le marquis écrivait sur un ton de grande indignation, reprenant très vertement le roi en ces termes :

« Sire, que signifie ceci ? vous gardez à votre cour un bouffon à qui vous donnez le nom de peintre ? J'ai été à Glottenberg et comme j'y vantais (comme c'est mon humble devoir de le faire et aussi, je l'avoue, ma suprême félicité) l'incomparable beauté de la princesse votre sœur, le roi, son fils et tous les courtisans se mirent à rire comme des imbéciles. J'ai eu trois duels à ce propos avec des seigneurs de la cour ; Dieu aidant, j'ai piqué deux de mes adversaires, mais le troisième, par la vertu de quelque maléfice diabolique, m'a piqué à mon tour. Alors le roi me fit appeler et excusa son rire immodéré en me montrant un tableau peint par un scélérat nommé Giraldo, qui, m'assure-t-on, réside à votre cour. Ce tableau devait représenter votre incomparable sœur ; mais, aussi vrai que j'espère mourir en état de grâce, il représentait bien plutôt la sœur de Satan et, sur mon honneur et conscience, les yeux louchaient abominablement. Je vous en prie, Sire, éclaircissez ce point et recevez l'humble hommage de votre dévoué serviteur et ami. Ce sont les seuls titres auxquels puisse prétendre, hélas !

HENRI, MARQUIS DE MÉROSAILLES,

qui baise respectueusement la main de la princesse. »

Lorsque le roi Rudolf eut lu cette lettre, il devint tout pensif et, sans prévenir Giraldo, il fit arrêter le messager que le peintre chargeait d'ordinaire de porter ses tableaux à destination. Le roi interrogea le messager d'une façon fort pressante, mais il ne put rien apprendre de lui, sinon qu'il ne voyait jamais les portraits qu'il était chargé de porter, mais les recevait soigneusement emballés des mains de Giraldo, les remettait à qui de droit sans enlever l'emballage, et, selon l'ordre exprès du peintre, son maître, s'en revenait aussitôt. Mais Rudolf ne se contenta pas de cette affirmation et apprenant que sa sœur était en ce moment chez Giraldo et que son portrait était presque terminé, il appela cinq ou six de ses courtisans et tous se rendirent sans retard à la demeure de Giraldo. Dans l'atelier vaste et bien éclairé, Osra était assise et Giraldo peignait ; derrière la princesse se trouvait une fenêtre donnant sur la rue et derrière Giraldo on voyait une porte qui conduisait dans un cabinet de débarras. Sur le chevalet de Giraldo se trouvait la peinture à peu près terminée, les yeux du peintre allaient de la princesse au tableau et du tableau à la princesse, qui soudain, trouvant quelque chose d'étrange dans ce regard, dit en rougissant :

— Est-il tout à fait ressemblant, Signor ?

— Non, Madame, répondit-il ; ma main inhabile ne peut pas pousser la ressemblance jusqu'à la perfection.

— Je vous en prie, ne me flattez point. Avez-vous bien marqué tous les défauts de mon visage ?

— S'il y a un défaut dans votre visage, il est aussi dans mon tableau.

— Peut-être le roi de Glottenberg préférera-t-il celui-ci, et consentira-t-il à me donner en échange celui qu'il possède et que je n'ai pas vu quand il était achevé. Je demanderai au roi de lui écrire.

Giraldo avait soudain tourné la tête, en entendant ces derniers mots. La princesse avait dit cela un peu par plaisanterie, un peu aussi par dépit contre l'aveuglement de la cour de Glottenberg ; mais le peintre la regardait les yeux grands ouverts et pleins d'effroi, et il laissa tomber son pinceau sur le plancher.

— Qu'avez-vous ? s'écria Osra, c'est une simple idée qui me passe par la tête.

Il essaya de recouvrer son calme, et se baissa pour ramasser le pinceau.

— Il vaut mieux que le roi de Glottenberg garde le tableau qu'il a, dit-il avec humeur. Celui-ci, Madame, je l'ai peint pour vous seule.

— Je l'ai payé et je puis en faire ce qu'il me plaît, dit la princesse d'un air hautain. Si je le désire, je l'enverrai au roi de Glottenberg.

Giraldo devint alors très pâle, et oubliant le tableau il regarda fixement la princesse, car il ne pouvait cacher ni taire plus longtemps la passion qui le possédait et qui se révélait par l'ardeur de ses yeux, et le tremblement de sa main.

— Il n'aura pas le tableau ! il ne l'aura pas, vous dis-je ; il... ne... l'au... ra... pas !

Et en parlant ainsi, il s'approchait toujours de la princesse, qui, elle, reculait, terrifiée, se disant que sûrement cet homme était devenu fou. Mais en le regardant, elle comprit d'où venait sa folie, et elle tendit les mains jointes vers lui, disant d'une voix très douce, tandis que ses yeux s'éclairaient d'une tendre compassion :

— Ah ! Signor, Signor, aurai-je toujours des amoureux et jamais un ami ?

Alors, le malheureux peintre fut vaincu, et laissant tomber la tête entre ses mains, il éclata en sanglots convulsifs et cria :

— Malédiction sur moi qui ai calomnié la beauté que j'aime !

Ces paroles étonnèrent grandement la princesse ; elle tourna les yeux vers lui d'un air interrogateur, puis montra le tableau en disant :

— Il n'y a point ici de calomnie, Monsieur, à moins que la louange excessive n'en soit une.

Giraldo ne répondit point, mais se précipitant vers Osra, il la saisit par le poignet et l'entraîna vers le cabinet de débarras où elle le suivit sans résistance, sous l'empire d'une étrange fascination. Mais en entrant, elle poussa une exclamation qui tenait à la fois du cri de terreur et de l'éclat de rire, car en face d'elle, sur différents chevalets, elle aperçut trois, quatre, cinq, six portraits de la princesse Osra, tous très beaux, et admirablement peints et le dernier était celui qui avait été exécuté par ordre du roi de Glottenberg. Une lumière subite se fit dans son esprit et elle soupçonna que Giraldo n'avait pas envoyé les portraits pour lesquels elle avait posé, mais simplement des copies, en gardant pour lui les originaux. Ce soupçon se trouva pleinement confirmé par la vue du septième chevalet placé seul en un coin de la chambre, car il portait ce qui sous tous les rapports était une copie du portrait que Giraldo exécutait pour le moment, sauf que, par quelques touches habiles, l'artiste avait donné au visage une expression terrible et repoussante. Bien que les traits conservassent leur forme et même leur grâce, c'était une figure de démon qu'on voyait sur la toile, une figure qu'un homme n'aurait pas voulu avoir au-dessus de son lit, le soir, pendant qu'il récitait son *Pater noster*. Lorsque Giraldo vit les yeux de la princesse fixés sur le portrait il s'écria :

— Celui-ci est à vous, l'autre est à moi. Ne sont-ce pas bien vos traits? Un démon grimace sous un masque merveilleusement beau, et il en est de même pour toutes les jolies femmes, créées dès l'origine pour la perdition de l'homme!

Et il se jeta sur un lit avec un cri de rage et de désespoir. La princesse Osra le regarda, puis elle regarda les magnifiques portraits pour finir par celui qui lui ressemblait et qui pourtant ressemblait à un démon. D'abord, elle eut pitié du pauvre fou, puis elle admira ce talent merveilleux qui avait su la transformer ainsi, sans tracer une ligne qu'on pût qualifier d'inexacte. Mais alors, l'humeur railleuse lui revint, comme à tous ceux de sa famille, dans les grandes et les petites circonstances. Il lui parut du dernier comique que tous ses portraits fussent restés chez Giraldo tandis que les rois et les princes n'avaient reçu que des caricatures, faites pour les rebuter et les amener à abandonner l'idée d'une alliance, la laissant, elle, se morfondre à Strelsau, pour la plus grande satisfaction de ce peintre maniaque. Et cette pensée, l'emportant sur les autres, en dépit de la triste condition du signor Giraldo, elle éclata en un rire inextinguible comme celui des dieux. Plus elle regardait les portraits, et plus sa verve joyeuse croissait à la pensée de la figure qu'avaient dû faire les princes et les rois en recevant ces merveilles!

Et la princesse Osra riait, riait, riait...

Giraldo leva les yeux; et la contagion du rire sembla le gagner aussi, mais ce fut un rire forcené et sauvage entre les spasmes duquel on distinguait ces mots : « Vous, vous, vous! » et il montrait le portrait à l'expression démoniaque.

La princesse Osra ne riait plus... Elle se recula, se glissa le long de la muraille, et essaya de gagner la porte, car elle savait maintenant que Giraldo était fou, et elle se demandait à quelles extrémités sa folie pourrait le pousser. En effet, il saisit un couteau qui se trouvait sur l'appui de la fenêtre et se dirigea vers la rangée de tableaux, comme s'il avait pris soudain une ferme détermination. Mais Osra s'élança vers lui en disant :

— Ne leur faites pas de mal, je vous le défends!

— Vous n'avez rien à me défendre! fit-il en ricanant; je les détruirai tous, car ils me paraissent horribles; un seul est beau : celui-ci, parce qu'il est ressemblant.

Muette de terreur elle assista alors à la destruction de toutes les toiles et elle avait grand'peur que, quand il en aurait fini avec les portraits, il ne tournât sa rage contre elle; c'est pourquoi elle se jeta sur le lit, cachant son visage, dans la crainte de quelque horrible attentat, et elle murmurait avec désespoir :

— Pas mon visage, mon Dieu, pas mon visage!

Elle pressait sa figure contre les coussins de la couchette, tandis que lui, grommelant des paroles incohérentes, découpait les tableaux en lanières et en jetait les fragments à ses pieds sur le sol. Cela fait, il se plaça devant la physionomie diabolique qu'il aimait, et lui lança, comme à une cruelle idole, objet de son adoration passée, un flot de reproches et d'injures, qui firent frémir Osra : elle ne voulut jamais les répéter à personne, et pourtant elle ne put jamais les oublier. Enfin il revint vers elle, la saisit brutalement par le bras et l'entraîna de force dans l'atelier, et ils arrivèrent tous deux devant la dernière peinture achevée. L'image souriait à la jeune fille tremblante, avec une dignité insouciante et sereine et semblait lui faire honte de sa pusillanimité. Alors se redressant sous le reproche muet comme une véritable Elphbergh, la princesse se tourna vers Giraldo et lui dit :

— Vous ne toucherez pas à celui-ci, Signor, du moins tant que je vivrai!

Elle fit un pas en avant, de sorte qu'elle se trouva entre lui et le tableau, levant la main et lui défendant approcher, et déjà le portrait lui ressemblait davantage, bien qu'une figure fût souriante et que l'autre fronçât les sourcils. A ce moment arriva par la fenêtre, qui donnait sur la rue, le bruit des sabots des chevaux sur le pavé. Giraldo s'arrêta net

dans le mouvement qu'il faisait de s'élancer sur la princesse, soit pour la tuer, soit pour la repousser, elle ne le sut jamais au juste.

Le roi eut bientôt fait de gravir le haut escalier, car il était poussé par la colère, l'inquiétude et la curiosité; les gentilshommes le suivirent de près, et Giraldo, les yeux fixés sur le roi, multipliait ses profondes révérences. Mais Rudolf et sa suite remarquèrent le couteau qu'il avait à la main et les lambeaux de toile qui pendaient encore à ses habits, tandis que la princesse, pâle et hautaine, semblait garder le tableau et le défendre encore. Le roi, malgré sa surprise, ne se laissa pas détourner du but qui l'avait amené; il marcha droit à Giraldo et, lui tendant la lettre du marquis du Mérosailles, il lui ordonna d'un ton sec de la lire et de lui en donner, s'il se pouvait, une explication satisfaisante.

A ce moment, un des gentilshommes nommé Ladislas poussa un cri de surprise, car, ayant pénétré dans le cabinet voisin, il avait vu le gâchis fait par Giraldo, ainsi que ce tableau étrange et terrible qui seul avait échappé au massacre. Le roi et ses gentilshommes se hâtèrent de rejoindre Ladislas, et Osra et Giraldo restèrent seuls.

La princesse sentit alors tomber sa terreur et sa colère, comme auparavant était tombée son étrange gaieté. Dans son cœur naquit cette pitié, sœur de la tendresse, qu'elle ne pouvait jamais refuser à un homme qui l'aimait, quelles que fussent du reste la folie de cet amour et les extravagances où la passion poussait son amoureux. Elle vit Giraldo passer la main sur son front fiévreux, essayant vainement de ramener assez d'ordre dans ses idées pour comprendre la lettre de M. de Mérosailles. Sachant par expérience combien le roi était prompt à la colère, elle se glissa vivement à côté du peintre et murmura :

— Allez-vous-en et cachez-vous! cachez-vous pendant quelques jours! à présent il sera furieux; mais bientôt il oubliera. Échappez-vous sans tarder, Signor. Si vous restez ici, il vous arrivera quelque malheur.

Et dans son désir de le convaincre, elle mit la main sur son bras et le regarda avec des yeux suppliants. Mais lui murmura d'un air égaré :

— Je ne puis pas lire la lettre, Madame; voulez-vous la lire pour moi?

On entendit alors dans la pièce voisine le roi sacrer et jurer à perdre sa part de paradis : il venait d'apercevoir le portrait de sa sœur.

— Non, non, pas maintenant, dit Osra d'un ton de prière pressante, pas maintenant. Entendez-vous? le roi est fort en colère. Esquivez-vous, j'arrangerai la chose, et vous lirez la lettre plus tard.

Elle parlait aussi sérieusement que si elle l'avait aimé et que si elle le suppliait, au nom de cet amour même, d'épargner une existence qui lui était chère. Giraldo regarda ces yeux si doux, et soudain, poussant un petit cri, comme si une grande joie lui était survenue, il laissa tomber la lettre de M. de Mérosailles et bondit vers l'endroit où tous ses pinceaux gisaient sur le plancher. Les saisissant ainsi que sa palette, il jeta un regard rapide vers la princesse, puis se tournant vers le tableau, il se mit à peindre avec une dextérité et un talent merveilleux et la confiance d'un homme soudainement inspiré. Tandis qu'il travaillait, son front s'éclaircissait, ses traits se détendaient, la joie reparaissait dans ses yeux, un sourire se dessinait sur ses lèvres, et Osra observait ce changement avec bonheur.

Il peignait encore, lorsque le roi entra comme un furieux dans l'atelier, l'épée au poing, car il avait prononcé le serment par Notre-Dame et tous les saints de tuer le scélérat qui avait fait à sa sœur un tort peut-être irréparable en calomniant ainsi sa beauté. Et ses gentilshommes le suivaient, tous désireux de venger la réputation de leur princesse en pourfendant le sieur Giraldo. Mais lorsqu'ils furent entrés et eurent vu l'artiste, peignant comme s'il était ravi en extase, en dépit de leur zèle, ils s'arrêtèrent un moment, hésitants...

Le pinceau obéissant, comme un coursier à la main de son maître, volait de-ci, de-là, avec une légèreté admirable, et prêtait à l'image la volupté d'une vision fugitive, — car pour un moment Giraldo s'était cru aimé, — de sorte que les yeux du merveilleux portrait brillaient d'un amour qui n'avait plus rien de terrestre. Enfin le pauvre fou, d'une voix très douce, se mit à chanter une ancienne chanson que les jeunes paysans chantent à leurs amoureuses dans les champs de Vérone, son pays natal, par les beaux soirs d'été. Sa tête était rejetée en arrière dans l'exaltation du triomphe, tandis qu'il chantait et travaillait, goûtant toutes les délices d'amour, et se glorifiant dans le tribut que son génie payait à l'être adoré.

Le tableau fini, il déposa ses pinceaux et recula d'un pas, par un mouvement habituel aux peintres, pour juger de l'effet d'ensemble. La princesse vint lentement, et comme cédant à une attraction irrésistible, se placer à côté de lui, car elle voyait que ce portrait était à présent incomparablement le plus parfait de tous ceux que Giraldo eût encore faits d'elle, et elle l'aimait pour avoir ainsi exalté sa beauté. Mais, tout à coup, un frisson secoua tout le corps de Giraldo; l'enchantement de son extase momentanée disparut, ses regards se détachèrent du chef-d'œuvre qu'il venait de terminer et errèrent vers les divers personnages de cette scène, vers le roi et ses gentilshommes qui ne savaient pas s'ils devaient admirer ou se mettre en colère, et vers Osra, dont

les yeux ne pouvaient se détacher du tableau. La raison lui revint, et du même coup la honte et le désespoir, car il savait maintenant que tous ceux qui étaient là avaient vu l'autre tableau ou plutôt l'odieuse caricature. Avec un cri effrayant il tomba aux pieds de la princesse et se tordit comme un homme atteint de haut mal.

— Attendons, dit Osra avec douceur, cette crise ne peut tarder à passer.

Mais le roi ne l'écoutait pas.

— Ce drôle nous a rendus la risée de la moitié de l'Europe, s'écria-t-il avec colère; il ne vivra pas pour s'en vanter. As-tu vu, ce portrait là-bas ?

— Oui, je l'ai vu, dit-elle, mais à présent je ne vois plus que celui-ci.

Et se tournant vers les gentilshommes, elle leur ordonna de relever Giraldo, et de le mettre sur la couche, et quand ils eurent obéi, elle s'agenouilla auprès de lui, et au bout d'un moment il ouvrit les yeux, semblant être dans son bon sens en toutes choses, sauf qu'il croyait toujours qu'elle l'aimait, et qu'il murmurait à son oreille ces enfantillages ineptes et exquis, comme font tous ces fous d'amoureux. Et Osra souffrit qu'il lui parlât, qu'il lui pressât la main et qu'il touchât doucement une boucle de cheveux qui retombait sur son front. Et lui, poussant un soupir de suprême félicité, ferma les yeux et reposa tranquillement sur la couche.

C'est ainsi que Giraldo le peintre passa dans l'éternelle paix de la mort.

Quelques heures plus tard, la princesse revint, accompagnée d'un gentilhomme en qui elle avait confiance; elle détruisit la méchante peinture, et ayant allumé un grand feu elle en brûla les débris ainsi que ceux de tous les tableaux que Giraldo avait saccagés. Mais le tableau auquel il avait travaillé en dernier lieu avec tant d'ardeur et de génie, elle l'emporta avec elle au palais, elle en fit faire des copies qu'elle envoya aux princes dont Giraldo avait reçu la commande. Quant au tableau lui-même, elle le mit dans sa propre chambre et le regarda souvent, éprouvant chaque fois une grande compassion pour le sort du peintre Giraldo.

Cependant le roi Rudolf ne put pas prendre sur lui de concevoir quelque pitié pour le pauvre artiste; il répétait qu'il ne concevait point qu'on voulût se donner la mort comme M. de Mérosailles, ou qu'on tombât en démence comme le peintre Giraldo pour l'amour d'un cotillon. Et il traita Giraldo de coquin insolent, disant qu'il avait bien fait de mourir de son propre mouvement, car s'il avait vécu... Et comme M. de Mérosailles avait vaillamment défendu la beauté de sa sœur dans trois duels, il lui fit remettre de la main de son ambassadeur l'ordre de la Jarretière bleue que le marquis porta avec beaucoup de fierté à toutes les cérémonies de la cour de Versailles.

Mais lorsque les copies du dernier portrait arrivèrent à leurs destinataires royaux et princiers, accompagnées d'un court récit de la folie de Giraldo, les princes songèrent de nouveau à une alliance et plusieurs ambassades furent envoyées à Strelsau; de sorte que la princesse Osra disait souvent, avec un sourire empreint d'un peu de tristesse et de beaucoup d'ironie :

— En vérité, je suis fort en peine de la perte du signor Giraldo, le peintre qui reproduisait mes traits si fidèlement. J'étais bien tranquille au temps où il travaillait à me faire passer pour la sœur de Belzébuth.

VII

L'indifférence du meunier de Hofbau

Une jolie petite rivière coule près du village de Hofbau, et sur la rivière tourne un moulin qui, sous le règne de Rudolf III, avait pour meunier un solide gaillard vivant là tout seul, comme un ours. Le roi le connaissait, car il était descendu chez lui pour prendre un verre de bière un jour de chasse, et c'était à lui qu'il faisait allusion en disant un jour à la reine :

— Il n'y a, je crois, qu'un seul homme dans tout le pays sur lequel Osra ne pourrait produire aucune impression, et c'est le meunier de Hofbau.

Mais bien qu'il s'adressât à sa femme, c'était en réalité sa sœur, en ce moment assise auprès de lui, que visait ce petit discours.

— Je ne désire faire impression sur aucun homme au monde, répondit Osra. Que résulte-t-il de ces sortes d'aventures? Peu de plaisir et beaucoup d'ennui. Pourtant, qui est ce meunier ?

Rudolf donna quelques indications sur l'homme et le moulin et ajouta :

— Si vous le convertissez à l'amour des femmes, vous aurez le plus beau bracelet qu'on ait jamais vu à Strelsau!

— Rien n'est plus loin de ma pensée que le désir de convertir votre meunier. Sire, dit Osra avec dédain.

En disant cela, elle était à ce moment très sincère; mais restée seule pendant quelques jours au château de Zenda, situé à quelques milles de Hofbau, elle sentit le temps peser terriblement sur ses épaules; vraiment, elle ne savait à quel saint se vouer, tant elle s'ennuyait, et pour cette raison, — et cette raison seule, — un jour elle commanda son cheval et s'en alla dans la forêt avec un seul écuyer. Arrivée à une grande route, elle demanda où elle menait.

— A Hofbau, Madame, répondit l'écuyer; c'est tout au plus à un mille d'ici.

Osra garda quelques instants le silence, puis elle dit :

— Je vais voir ce village, car on m'a dit qu'il était très coquet; vous m'attendrez ici.

Et elle s'en alla avec un léger sourire sur la lèvre, tandis qu'une rougeur délicate colorait ses joues. Avant qu'il fût longtemps, elle aperçut la rivière, et le moulin sur la rivière, et le meunier couché devant sa porte, fumant une longue pipe. Elle l'appela et lui demanda de lui vendre un verre de lait.

— Je n'en vends pas, mais je puis vous en donner, dit le meunier. Il y en a un seau tout plein là, dans la maison, derrière moi.

Il ne se leva pas, mais demeura étendu, musant délicieusement au soleil; car il ne connaissait pas Osra, n'ayant jamais de sa vie mis les pieds à Strelsau, et n'ayant été à Zenda que trois ou quatre fois, et quand la princesse n'y était pas. Il s'était bien juré, d'ailleurs, de ne plus faire un voyage aussi long et aussi fatigant.

La princesse, qui avait grande envie d'un verre de lait, fut obligée de mettre pied à terre, et passant près du meunier, elle s'arrêta un moment pour le regarder. Mais le meunier clignota des yeux au soleil, lança quelques bouffées et ne fit aucune attention à elle. Osra passa outre, trouva le seau, se versa un verre de lait et le but. Alors, ayant rempli de nouveau le verre, elle le porta au meunier.

— En désirez-vous? demanda-t-elle.

— J'étais trop fainéant pour me lever, dit le meunier, et il tendit la main, mais toujours sans changer de position.

Les sourcils d'Osra se froncèrent et la rougeur monta à ses joues, tandis qu'elle s'inclinait en tenant le verre de lait de telle façon que le meunier pût l'atteindre. Il le prit, le vida d'un trait, le lui rendit et remit la pipe entre ses dents. Osra s'assit auprès de lui, en l'observant du coin de l'œil. Les paupières mi-closes, le bonhomme lançait des bouffées comme s'il ne devait faire autre chose de toute sa vie.

— Qu'avez-vous pour dîner? demanda-t-elle enfin.

— Un morceau de pâté froid, dit-il; il y en a assez pour deux si vous avez faim.

— N'aurait-il pas meilleur goût s'il était chaud?

— Oh! certes, mais ça me fatiguerait trop de le faire chauffer.

— Je le ferai chauffer, dit la princesse.

Et se levant, elle entra dans la maison et ranima le feu qui était presque éteint. Elle chauffa le pâté, arrangea la chambre, mit la table et tira du tonneau un grand broc de bière. Puis elle avança un fauteuil pour le meunier et plaça le broc à sa portée; elle bourra la pipe en prenant le tabac d'un pot qui se trouvait sur la cheminée et mit dans le fauteuil un coussin moelleux. Pendant tout ce temps, elle fredonnait un refrain, et, parfois, souriait gaiement.

Enfin, elle plaça une chaise à côté du fauteuil du meunier, puis elle sortit et lui dit que le dîner était prêt. Alors, il se leva avec un profond soupir et entra dans la maison sans se préoccuper d'elle.

— Puis-je entrer? demanda la princesse.

— Oui, il y a assez pour deux, dit le meunier sans se retourner.

Elle le suivit donc dans la maison. Il se laissa tomber dans le fauteuil et pendant un moment regarda la chambre qui était si bien en ordre, la table si propre et le pâté si fumant, et poussant un second soupir, il dit :

— C'était comme ça avant la mort de ma pauvre mère!

Et il se mit en devoir d'avaler le gros morceau de pâté qu'Osra poussa sur son assiette. Lorsqu'il eut fini de manger, — et il lui fallut pour cela un certain temps, — elle tint le broc, tandis qu'il lampait une forte gorgée, puis elle apporta une braise dans les pincettes pour qu'il allumât sa pipe, après quoi elle s'assit à côté de lui. Pendant quelques instants, il lança des bouffées, enfin tournant la tête il regarda sa compagne qui baissa les yeux, les releva pour regarder un instant le meunier, les baissa encore et murmura d'un air timide :

— Qu'y a-t-il, Monsieur? pourquoi me regardez-vous ainsi?

— Vous me semblez une fille pas maladroite du tout, fit le meunier; le pâté était bien chaud sans être brûlé, la bière était mousseuse et pas éventée, et la pipe tire bien; où demeure votre père?

— Il est mort, Monsieur, dit Osra d'un air profondément affligé.

— Et votre mère?

— Elle aussi est morte.

— Il faut que cela arrive une fois, dit le meunier d'un air pensif.

Osra détourna la tête pour dissimuler un sourire.

— Ne vous trouvez-vous pas fort seul, à demeurer ainsi loin de tout le monde? demanda-t-elle quelques instants plus tard.

— Il est bien vrai que je dois tout faire moi-même, dit tristement le meunier.

— Et il n'y a personne pour... pour prendre soin de vous?

— Personne, dit le meunier d'une voix grave. Et vous, avez-vous des frères, des sœurs, des cousins, des cousines, des oncles?...

— J'ai deux frères, Monsieur, mais ils sont mariés et ils n'ont plus besoin de moi.

Le meunier mit sa pipe sur la table, et posant le coude auprès du fourneau de la pipe, il regarda la princesse.

— Hum! Et vous arrivez-t-il de temps en temps de passer par ici?

— De loin en loin, dit Osra.

Il y eut alors un éclair de malicieux triomphe dans ses yeux. Elle pensait déjà à l'effet que produirait le riche bracelet d'or sur son bras blanc. Après un moment de silence, le meunier ajouta :

— Alors, tâchez que ce soit une demi-heure avant le dîner, comme ça vous pourrez le préparer. Où avez-vous eu ces belles affaires?

— Ma maîtresse me les a données, répondit Osra.

— Et ce beau cheval que vous montez?

— C'est celui de mon maître; je le monte pour faire les commissions de ma maîtresse.

— Votre maître et votre maîtresse feraient-ils quelque chose pour vous si vous quittiez le service?

— Ils m'ont promis un cadeau, dit Osra avec une confusion extrême.

— Je comprends, dit le meunier avec un signe de tête entendu, tandis qu'il s'arrachait avec effort des bras du fauteuil; repasserez-vous par ici dans une huitaine de jours?

— C'est bien possible, répondit la princesse.

— Alors venez me voir, dit le meunier, mais rappelez-vous : une demi-heure avant le dîner!

Là-dessus il alla au travail de l'air d'un homme qui préférerait beaucoup faire le lézard au soleil. Mais comme il allait passer le seuil de la porte, il tourna la tête et demanda :

— Êtes-vous une solide gaillarde?

— Je suis assez forte, je crois, dit-elle.

— Être assez forte, à mon sens, ça veut dire : pouvoir charger seule un sac de farine sur son dos, dit le meunier. Et il la laissa seule.

Alors elle débarrassa la table, mit le pâté, ou ce qui en restait, dans le garde-manger, arrangea la chambre, bourra de nouveau la pipe, plaça le broc près du tonneau et, le visage rayonnant de plaisir, elle alla vers l'endroit où se trouvait son cheval, remonta en selle, et s'en alla au galop.

La semaine suivante, elle revint, à la semaine suivante aussi, et la semaine qui suivit elle vint deux fois, et le second de ces deux jours, après le dîner, le meunier ne retourna pas à ses sacs, mais il la suivit hors de la maison, la pipe à la bouche, et lorsqu'elle allait mettre le pied dans l'étrier, il dit :

— Vraiment, vous êtes une fille pas maladroite du tout.

— Vous me dites toujours que je suis adroite, mais jamais que je suis belle, dit la princesse Osra.

— Que vous êtes belle? répéta le meunier avec quelque surprise, je n'ai jamais regardé votre visage.

— Pourquoi? n'est-il pas agréable? demanda Osra se tournant vers lui, pour qu'il fût mieux à même de répondre à la question.

Le meunier la regarda pendant quelques instants, et un sourire indolent élargit ses lèvres.

— Oui, oui, pas trop mal, dit-il.

Puis mettant sur le bras de la princesse un doigt enfariné, il poursuivit :

— Si vous venez la semaine prochaine... eh bien! il n'y a qu'un demi-mille d'ici à l'église, j'aurai une carriole toute prête et je dirai au prêtre d'être là. Comment vous appelez-vous?

— Rosa Schwartz, dit-elle : et son visage respirait le triomphe et le plaisir.

— Oui, je m'entendrai très bien avec vous, dit le meunier; nous serons à l'église une heure avant midi, de sorte qu'après il restera encore assez de temps pour préparer le dîner.

— Donc, jeudi prochain? demanda Osra.

— C'est ça, répondit le meunier.

Et il s'apprêtait à rentrer dans la maison, quand faisant volte-face avec quelque vivacité il dit :

— Donnez-moi un baiser, puisque nous serons bientôt mari et femme?

Et il s'avança lentement vers elle, les bras ouverts.

— Non, le baiser nous le remettrons à jeudi : il y aura peut-être alors moins de farine sur votre figure.

Et avec un rire joyeux, elle s'échappa, légère comme une bergeronnette. Comme il faisait très chaud, le meunier ne se donna pas la peine de la poursuivre, mais resta où il était avec un bon et large sourire sur les lèvres et la regarda placidement s'éloigner.

Or, tandis qu'elle regagnait le château, la princesse ne pouvait s'empêcher de penser au meunier de Hofbau. Malgré son triomphe, bien qu'elle lui eût arraché une promesse de mariage, elle était à vrai dire un peu vexée du peu de passion qu'il lui avait témoignée, et pendant plus d'une demi-heure cette pensée mit un nuage sur son front. Mais alors son visage s'éclaircit.

— Il n'est pire eau que l'eau qui dort, se dit-elle. Mon nouvel amoureux n'est pas comme ces galants de cour, qui ont fait l'apprentissage d'amour dès leur enfance et qui ne peuvent parler à une femme sans mille courbettes, grimaces, soupirs à fendre l'âme. Sous une rude écorce, ce meunier doit avoir un cœur tendre, que sûrement j'ai gagné, sinon il ne m'aurait pas proposé de me prendre pour femme. Pauvre meunier, pourvu qu'il n'ait pas trop de chagrin quand il saura la vérité!

Or, il se fit que, ce soir-là, le roi vint à Zenda, pour

passer une semaine à chasser le sanglier dans la forêt. Quand Osra, en riant et en rougissant, lui raconta son succès auprès du meunier de Hofbau, on pense si ce bon vivant s'en donna à cœur joie d'un rire qui secouait son grand corps et le faisait pleurer à chaudes larmes.

Il consentit volontiers à accompagner sa sœur chez son galant, au jour fixé pour le mariage, et tous deux, il faut l'ajouter, attendirent ce jour avec impatience. Mais l'adverse fortune qui, dans ce monde, poursuit les mortels, même lorsqu'ils sont princes, voulut que le jeudi, de grand matin, un officier arrivât à bride abattue de Strelsau pour prendre les ordres du roi sur des matières d'État de haute importance. Quoique Rudolf se sentît d'une humeur de dogue à ce contretemps imprévu, il n'eut pourtant d'autre alternative que d'expédier la besogne avant de partir pour la noce.

Il était une heure quand Osra et le roi montèrent à cheval, il y avait une heure et demie de chemin, et Osra, on s'en souvient, avait promis d'être là-bas à onze heures.

— Pauvre homme, il sera devenu à moitié fou d'impatience et d'anxiété ! s'écria Osra.

— Il faudra que nous l'empêchions de se porter à quelque extrémité dans l'excès de son désespoir, dit Rudolf en riant.

— Je parle sérieusement, dit Osra avec humeur, car cette fois elle trouvait le rire de son frère tout à fait indécent.

— Vous n'étiez pas aussi sérieuse que ça quand vous avez entrepris l'aventure, répliqua le roi.

Osra garda le silence.

A deux heures et demie, ils arrivèrent en vue du moulin. Le roi mit pied à terre comme il était encore à plusieurs centaines de pas de la maison et il attacha son cheval à un arbre au bord de la route. Lorsqu'il fut arrivé près du moulin, il fit un circuit et, se glissant le long de la maison, il se cacha derrière un grand tonneau qui se trouvait juste sous la fenêtre. De ce point il pouvait entendre ce qui se passait dans l'intérieur de la maison, et quand il se tenait debout il pouvait tout voir. Osra s'avança comme d'habitude vers la porte même du moulin et ne mit pied à terre que devant le seuil. La carriole du meunier se trouvait dans la cour, mais le cheval n'était pas dans les brancards, on ne voyait personne et l'on n'entendait pas un bruit, enfin la porte de la maison était fermée.

— Sans doute, il m'attend à l'église, pensa Osra, mais je veux pourtant m'en assurer.

Son cœur battait rapidement, et son visage était assez pâle tandis qu'elle se dirigeait vers la porte, car elle redoutait la colère du meunier lorsqu'il apprendrait qu'elle l'avait trompé et qu'elle ne pouvait être sa femme.

Or, lorsqu'elle leva le loquet et ouvrit la porte, voici le spectacle qui s'offrit à sa vue : Sur la table, se trouvaient les restes d'un solide dîner, deux pipes à demi consumées gisaient à côté des assiettes, une petite table était placée devant le feu, et sur cette table, une grande cruche, entièrement vide, mais qui, on pouvait le remarquer à certains signes, avait été pleine peu de temps auparavant. De chaque côté de la table, chacun dans un fauteuil, étaient étendus le curé du village et le meunier de Hofbau; tous deux dormaient d'un air très satisfait et ronflaient à faire trembler le plancher.

— Pauvre garçon, se dit la princesse, lassé de m'attendre et ayant grand'faim, il aura été obligé de se mettre à table et, comme un brave homme qu'il est, il aura invité le prêtre et l'aura retenu ici pour ne pas perdre de temps quand j'arriverai. Je crains que le digne homme ne m'aime étrangement. Hélas! meunier, marquis, évêque, artiste ou artisan, ils sont tous de même! Mais en somme pourquoi l'ai-je trompé? Et elle s'avança vers la chaise du meunier, se pencha et, du bout des doigts, toucha légèrement le bonnet qu'il avait enfoncé jusqu'aux yeux. Le meunier lança un coup de poing dans cette direction comme s'il voulait chasser une mouche, mais ne fit pas mine de s'éveiller. Le roi appela à mi-voix de derrière le tonneau sous la fenêtre :

— Est-il là, Osra, est-il là?

— Le pauvre homme est tombé endormi de fatigue répondit-elle, mais le curé est ici prêt à nous marier. Oh ! Rudolf, je regrette tant ce que j'ai fait!

— Les filles regrettent toujours les choses quand elles sont faites, dit le roi; éveille-le et parle-lui.

A ce moment le meunier de Hofbau se pencha en avant et éternua avec éclat, ce qui éveilla aussi le curé. Osra s'avança entre eux. Le meunier la regarda, écarta son bonnet rouge afin de pouvoir se gratter la tête plus à l'aise, jeta un regard au curé et dit :

— C'est elle, monsieur le curé, elle est venue!

Le prêtre se frotta les mains et sourit d'un air embarrassé.

— Nous avons attendu deux heures, dit-il en regardant l'horloge; voyez, il est maintenant trois heures.

— Je regrette beaucoup de vous avoir fait attendre si longtemps, dit Osra, mais je n'ai pu venir plus tôt, et maintenant que je suis venue, je ne peux pas... Ici elle s'arrêta, toute confuse, ne sachant comment couler l'amère pilule sans faire crier son amoureux.

Le meunier retira les jambes qu'il ramena sous la chaise et regarda Osra d'un air très grave.

— Vous auriez dû être ici à onze heures, dit-il, je suis parti pour l'église à onze heures, et M. le curé était là-bas, et mon cousin Hans qui devait être mon garçon d'honneur, et ma cousine Gertrude qui devait

être votre demoiselle d'honneur, nous étions tous là-bas et nous avons attendu deux bonnes heures et vous n'êtes pas venue.

— J'en suis bien fâchée, dit Osra, mais...

Le roi derrière le tonneau se mit à rire dans sa barbe, s'amusant beaucoup de l'embarras de sa sœur.

— Et maintenant que vous êtes venue, dit le meunier en se grattant de nouveau la tête, je ne sais pas ce qu'il faut faire.

Il regarda de nouveau le curé, comme pour lui demander conseil.

Alors la princesse, pensant que le moment était venu, tira de sa poche une bourse de six cents couronnes et la mit sur la table.

— Qu'est-ce cela ? dit le meunier, avec au moins autant de vivacité que lors de l'affaire du baiser.

— C'est pour vous, dit Osra en l'observant, tandis qu'il dénouait les cordons de la bourse.

Le meunier vida le contenu de la bourse sur la table et compta les couronnes une par une, jusqu'à ce que les six cents lui eussent passé par les mains. Alors, il leva les mains au-dessus de la tête, les laissa retomber, poussa un soupir à fendre l'âme, et regarda le curé de travers.

— Je vous avais dit de ne pas tant vous presser, dit le curé.

— J'ai attendu deux heures, murmura le meunier d'une voix mourante, et vous savez que c'est une fille très vive et qu'elle m'aime beaucoup.

Il se mit à rassembler les couronnes et à les remettre dans la bourse.

— Je sais que je suis une fille très vive, dit Osra en souriant, et j'ai, il est vrai, beaucoup d'amitié pour le meunier, mais...

— Ce n'est pas de vous qu'il parle, interrompit le curé.

— Six cents, soupira le meunier, et Gertrude n'en a que deux cents ; pourtant, en somme, c'est une fille pas maladroite du tout, et une solide gaillarde : je ne crois pas que vous pourriez, vous, charger un sac de farine toute seule comme elle le fait.

Et il jeta un regard sceptique sur la taille élancée d'Osra.

— Vous me parlez de Gertrude, dit la princesse avec dépit. Qu'est-ce que Gertrude, et, d'ailleurs, que m'importe à moi votre Gertrude ?

— Eh ! je le sais bien, qu'elle n'est rien du tout pour vous, répondit le prêtre, joignant les mains sur son ventre d'un air placide ; cependant, pour ce qui me concerne, je lui ai demandé de ne pas aller si vite en besogne.

— J'ai attendu deux heures, dit le meunier, et Gertrude me pressait, disant que vous ne viendriez pas, et qu'elle me soignerait beaucoup mieux que vous, car elle est de la famille. Et elle dit qu'il était très dur qu'elle n'eût pas de mari, tandis que son propre cousin épousait une étrangère, et comme, au fond, ça bien m'était bien égal du moment que j'avais une fille solide et pas maladroite du tout...

— Comment ! s'écria la princesse Osra, — et cette scène intéressait tellement le roi qu'il quitta sa cachette derrière le tonneau, appuya les coudes sur l'appui de la fenêtre et regarda ce qui se passait à l'intérieur du moulin. — Comment, cela vous était égal ?

— Parfaitement, poursuivit le meunier, comme donc j'avais ce qu'il me fallait, et comme vous ne veniez pas...

— Il a épousé sa cousine, acheva le curé.

Un éclat de rire énorme s'éleva du côté de la fenêtre ; tous trois regardèrent dans cette direction, mais le roi fit vivement le plongeon et regagna son abri derrière le tonneau, avant qu'ils eussent pu l'apercevoir.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria le curé.

— C'est un garçon que j'ai appelé pour tenir mon cheval, répondit vivement Osra.

Puis se tournant vers le meunier :

— Et voilà ce que vous osez me dire, s'écria-t-elle, à moi, qui m'imaginais que vous m'aimiez...

— Oui, vous ne m'alliez pas trop mal, dit le meunier, vous êtes une fille pas...

Un geste d'Osra lui coupa la parole.

— Mais vous auriez dû venir à temps, poursuivit-il.

— Et cette Gertrude... est-elle jolie, au moins ? demanda Osra ?

— Gertrude n'est pas mal, dit le meunier, mais elle n'a que deux cents couronnes ; et il remit sur la table, d'un air résigné, la bourse qu'il venait de remplir à nouveau.

— Et vous n'aurez pas davantage ! s'écria Osra en lui arrachant la bourse des mains, et vous et Gertrude pouvez aller...

— Qui parle de Gertrude ? dit à ce moment une voix venant de la chambre contiguë où se trouvaient les sacs de farine.

La princesse se retourna et vit sur le seuil une fille courte, mais bien râblée, avec une figure large comme une pleine lune et des cheveux ébouriffés ; le nez était très plat, et les yeux ressemblaient à des mouches dans du beurre, mais sa grande bouche avait un bon sourire. Voyant les yeux fixés sur sa personne, elle laissa glisser à terre un sac de grains qu'elle portait sur son échine, solide comme celle d'une jument.

— Oui, Gertrude n'est pas trop mal, dit le meunier, la considérant avec satisfaction ; elle a de la poigne, et puis elle est bonne fille.

Alors, tandis que Gertrude regardait avec toute la

curiosité que pouvaient contenir ses petits yeux, la princesse s'élança vers le meunier, le saisit par un des boutons de son gilet et s'écria :

— Regardez-moi, regardez-moi, que vous semble de ce visage ?

— Il n'est pas trop mal, dit le meunier, mais Gertrude est...

Un choc brusque ébranla le plancher, les six cents couronnes volèrent hors du sac et roulèrent de toutes parts, et la princesse Osra s'écria :

— Vous n'avez donc pas le sens commun, mon cher !

Et elle se détourna, car ses lèvres tremblaient et elle ne voulait pas que le meunier s'en aperçût. Mais alors elle se trouva face à face avec Gertrude dont les yeux en trous de vrille pétillaient de malice.

— Ah ! c'est vous qui êtes l'autre, dit Gertrude toute joyeuse, et c'est ça votre dot ? une belle dot, ma fine ! je suis bien contente que vous ne soyez pas arrivée à temps ; laissez, laissez, je vais ramasser tout ça pour vous. Ne vous tourmentez pas, allez ! vous trouverez facilement un autre mari.

Elle passa près d'Osra, et lui frappa familièrement sur l'épaule, puis elle se mit à genoux et commença à ramasser les couronnes éparses sur le plancher, les jetant au fur et à mesure dans son tablier. Et la princesse Osra restait immobile à la regarder.

— Oui, oui, nous vous trouverons un autre mari, dit le curé, d'un ton conciliant.

— Oui, oui, je vous trouverai un autre mari, dit le meunier d'un ton protecteur, et si une fille est aussi bonne qu'une autre, du moment qu'elle est solide et pas maladroite du tout, de même un mari est aussi bon qu'un autre s'il peut vous offrir un toit pour vous abriter, et un foyer pour cuire la soupe.

La princesse Osra ne répondit rien, et Gertrude ayant ramassé toutes les couronnes vint vers elle avec un plein tablier et dit :

— Asseyez-vous là, je vais tout mettre dans votre giron ; c'est pas moi, c'est pas le curé, c'est pas le meunier, c'est ça qui vous trouvera un bon mari.

La princesse Osra jeta les bras autour du cou de Gertrude, l'embrassa et lui dit avec douceur :

— J'espère que vous aurez aussi un bon mari, ma petite ; mais croyez-moi, faites-le se remuer un peu, et gardez ces six cents couronnes en souvenir de moi, car il vous aimera davantage avec huit cents couronnes qu'avec deux cents.

Les yeux des trois personnes présentes se fixèrent sur elle avec étonnement et même avec crainte, car son ton et ses manières étaient maintenant très différents de ce qu'ils avaient été jusque-là. Alors elle se tourna vers le meunier, se mordit les lèvres, et dit :

— Vous, meunier, vous êtes le seul homme raisonnable que j'aie trouvé dans tout le royaume ; vous avez une bonne femme, je vous souhaite beaucoup de bonheur !

Et elle fit entendre un petit rire bref, tourna sur ses talons et sortit du moulin, les laissant tous abasourdis. Mais le meunier se leva, courut à la porte et, comme il mettait le pied sur le seuil, le roi aidait justement Osra à monter à cheval. Le meunier connaissait le roi et il resta là les yeux grands ouverts et les joues gonflées d'étonnement, mais il ne put que balbutier ces mots : Le roi ! le roi ! et déjà Rudolf et sa sœur étaient bien loin. Aucun d'eux, ni le meunier, ni Gertrude, ni le curé ne surent ce que tout cela signifiait, avant le jour où le roi Rudolf revint au moulin de Hofbau et, ayant envoyé chercher le prêtre, il leur révéla à tous les trois la vérité. Et il remit à chacun d'eux un beau présent et leur fit jurer de garder le secret sur leur loyauté et leur attachement à sa personne et à son honneur.

— Ainsi, en tout cas, elle ne m'aurait pas épousé ? demanda le meunier.

— Je ne crois pas, ami, répondit Rudolf en riant.

— Alors nous sommes quittes et tout est bien : Gertrude, un pot de bière, ma fille !

Et en effet, il sembla au roi qu'ils étaient quittes et il le dit à la princesse Osra. Mais il prétendit qu'elle avait remporté une victoire signalée sur le meunier, en lui faisant désirer le mariage, comme une chose excellente et utile en elle-même, bien que la question de savoir qui on épousait fût restée pour lui chose indifférente. Il insista donc pour qu'elle acceptât le bracelet, mais Osra lisant l'ironie dans les yeux de son frère n'y consentit jamais, et pendant longtemps elle n'aima pas parler du meunier de Hofbau.

Cependant, un jour que le roi, en une certaine occasion, s'écriait avec impatience que tous les hommes étaient fous, elle répliqua :

— Sire, vous oubliez le meunier de Hofbau. Et elle rit, rougit et détourna les yeux.

Elle fit une autre chose qui intrigua grandement toutes les personnes de la cour, à l'exception pourtant du roi lui-même. Pendant les soirées d'hiver, elle prit ses ciseaux et son aiguille, elle coupa des bouts de ruban, et sur chacun d'eux elle broda une devise en légende, et elle les pendit à chaque miroir de chacune de ses chambres à Strelsau, à Zenda et dans toutes les demeures royales. Et ses suivantes remarquèrent que quand elle s'était regardée dans le miroir, avait souri à sa propre image, ou manifesté quelque autre signe de plaisir, elle levait alors les yeux vers la légende, semblait la lire et rougissait un peu, et riait un peu, et soupirait un peu, et tout le monde se creusait la cervelle pour découvrir la raison

de cette rougeur, de ce rire et de ce soupir, car la légende était tout simplement celle-ci :

« Souviens-toi du meunier de Hofbau ! »

A suivre. ANTONY HOPE.

Traduit de l'anglais par G. ARI

LIVRES NOUVEAUX

« Le ménage du pasteur Naudié. »

Le dernier roman de M. Édouard Rod est très probablement le meilleur qu'il ait encore écrit, et, sans avoir, peut-être, la netteté et le relief et la vie minutieuse de la première partie des *Roches-Blanches*, il dépasse de beaucoup ce remarquable récit par l'ordonnance rigoureuse et la sévère beauté de la construction, et par l'intensité progressive du pathétique.

Le *Ménage du pasteur Naudié* est l'histoire d'un mariage romanesque contracté à quarante-cinq ans par un pasteur veuf avec enfants, et le déroulement très simple et très logique des conséquences de cet acte inconsidéré.

Le pasteur Naudié, pauvre et nanti de quatre enfants qui n'ont plus de mère, se voit demandé, positivement, en mariage, par une jeune fille de vingt ans, très riche, très indépendante, très jolie et qui l'adore.

Il n'y a aucune invraisemblance dans cette donnée. Tous les hommes qui parlent en public, depuis les prêtres catholiques et les pasteurs protestants jusqu'aux acteurs — je me borne à m'excuser brièvement du scandale de cette synthèse rapide — ont de ces admiratrices passionnées qui ne sont pas toujours vieilles, laides et pauvres.

En particulier, les pasteurs protestants sont très désirés, souvent, par des jeunes filles d'âme très haute et très pure qui allient très facilement dans leur cœur le zèle pour la foi et le zèle pour l'apôtre, et qui rêvent, ce qui est un rêve admirable, une collaboration intime dans une vie consacrée à la charité. Leur crise d'amour est du même coup une crise mystique, et il arrive que des mariages contractés dans ces conditions sont des choses tout simplement divines.

La question est de savoir si ce sentiment est vraiment profond, s'il est tel que le zèle religieux doive survivre au passager frémissement de l'amour humain, surtout si ce zèle religieux n'est pas une forme de la curiosité dans une âme inquiète et mobile. Il se peut. Cela s'est vu.

Or, c'était précisément le cas de Mlle Jane Defos. Mlle Jane était ce que je crois avoir appelé quelque part une égoïste exotérique. L'égoïste de cette sorte ne se doute jamais qu'il l'est, parce qu'il est toujours occupé et ravi d'un objet parfaitement extérieur à lui. Il s'éprend d'art et croit n'avoir jamais vécu pour autre chose. Il s'engoue de philosophie et est persuadé qu'il ne s'est jamais intéressé qu'aux problèmes des premières causes et des dernières fins. Il s'échauffe de religion et est convaincu qu'il est né apôtre et mourra martyr. Au fond, il est guidé et poussé par un égoïsme tyrannique dont le besoin est le changement, par un dilettantisme qui s'ignore et qui, ayant besoin de changer continuellement d'objets, ne se doute point que sa passion du moment n'est qu'une forme de son inconstance ; par un *moi* qui veut tout absorber mais qui, à chaque nouvel objet dont il subit l'attrait, croit qu'il se donne.

Jamais on ne songe à appeler égoïstes les gens de cette sorte. Ce sont les plus égoïstes des êtres ; seulement, leur égoïsme prend à chaque instant la forme et l'apparence, même à leurs yeux, d'un dévouement.

Le bon moraliste et faible psychologue Naudié n'a pas vu cela, qui, du reste, est facile à voir *in abstracto*, mais ne peut se démêler en un personnage humain qu'après une longue étude. Il a été séduit par le zèle apostolique, du reste parfaitement sincère, de Jane Defos. Il a été un instant arrêté par ce fait que Jane est riche, mais parfaitement rassuré par cette considération qu'on peut en se mariant laisser à sa femme exactement toute sa fortune. Et enfin, l'exemple de quelques historiens célèbres serait là au besoin pour le prouver, un homme d'un certain âge ne résiste guère à une jeune fille charmante qui lui dit : « Je vous aime », et qui dit vrai ; — à moins qu'il n'ait un bon sens si robuste qu'il n'est pas loin d'être de l'insensibilité.

Donc, Jane enlève le pasteur Naudié. Les voilà mariés et tous les embarras commencent.

Embarras d'argent. Parfaitement, car le pasteur pauvre devenu, non pas riche, mais administrateur d'une grande fortune, s'y entend très mal, s'y embrouille, s'y enlize, et « son budget est aussi difficile à équilibrer qu'au temps de sa gêne, à cette seule différence près que les chiffres sont plus gros ».

Embarras domestiques. La jeune femme ne s'entend point avec les enfants du pasteur, et, sans être une marâtre méchante, est une belle-mère déplorable ; et les enfants de M. Naudié n'ont guère, au mariage de leur père, que perdu un père sans gagner rien.

Embarras conjugaux. Jane a aimé M. Naudié, quand elle le voyait monter dans sa chaire évangélique avec son beau front de penseur. Quelques mois après, que restait-il à ses yeux de M. Naudié ? Un homme de quarante ans dépaysé dans sa nouvelle fortune, dans sa nouvelle destinée et dans sa belle maison, tiraillé entre ses devoirs de prêtre et ses

obligations de millionnaire, n'ayant plus même au front l'auréole de l'apôtre, car il ne l'est plus guère; amoureux timide et gauche, prêtre terne et froid, avec des mauvaises humeurs de père qui n'a pas fait son vrai devoir envers ses enfants et d'homme qui sent qu'il a fait une sottise. Car si rien ne rafraîchit comme le sentiment qu'on a évité de faire une sottise, rien n'empoisonne et brûle la bouche comme le sentiment d'en avoir fait une irréparable.

Donc, elle ne l'aime plus. Elle l'aimerait encore et profondément, et pour un peu plus que toute la vie, si le sentiment religieux en elle avait été vrai. Car si l'on n'aime jamais un être pour lui-même, mais pour tout ce qu'on met autour, ce qui est, je crois, une vérité élémentaire, on aime aussi, assez souvent, quelqu'un pour ce qui est autour de lui, même quand on ne l'y a pas mis. On peut aimer quelqu'un par goût de l'art qu'il exerce, du métier qu'il fait, de la science qu'il étudie, de la mission qu'il s'est donnée. Je ne doute pas qu'il n'y ait des hommes qui aient été aimés par goût pour la photographie... C'est suranné et par conséquent vous ne comprenez pas. Mais je ne doute point qu'il n'y ait, à l'heure où nous sommes, des gens qui sont aimés par goût de la bicyclette ou de l'automobilisme; et cette fois vous comprenez parfaitement.

Mais le zèle religieux de Mme Jane Naudié n'était, je vous en ai prévenus, qu'un caprice profond, comme tous ses caprices, et n'a duré que le temps d'un caprice. Remarquez qu'il a duré même moins qu'un autre, parce qu'il a été satisfait. Rien n'est propre à dégoûter de la science, si le goût que vous en avez n'est qu'une passade, comme d'épouser un savant. Il ne faut voir les choses de près que quand on les aime passionnément, d'instinct inné et profond. Oh! alors, plus on y pénètre, plus on s'y attache. Mais si on ne les aime que médiocrement, ou violemment, mais par entraînement passager, il n'est que de les pratiquer pour s'en distraire.

De fait Mme Naudié ne tarde pas à avoir des distractions. Elle accompagne de moins en moins son mari dans ses visites aux pauvres. Elle va de moins en moins l'entendre au temple. Elle finit par n'y plus aller du tout : « Pourquoi donc, Jane? — Oh! quand on n'a plus la foi! » Quand la femme d'un pasteur n'a plus la foi, le pasteur peut renoncer à l'espérance.

Et enfin Jane, comme il était fatal, devient amoureuse d'un autre. Assez mauvais choix du second amour, de la part de l'auteur, à mon avis. C'est presque d'un autre pasteur que M. Rod nous dit que Jane s'éprend. Je n'en crois rien du tout, ou j'ai peine à le croire. Le monsieur à qui Jane transporte son faible cœur est un jeune protestant, très grave, très sérieux très méditatif, homme de vie intérieure, qui a, dix ans, étudié en théologie. Lui aussi a perdu la foi, il est vrai; mais il l'a perdue, comme Renan et Scherer, à force de l'étudier et d'y réfléchir. Oh! oh! ce n'est pas du tout la même chose. Henri reste, après son apostasie, de la même race et de la même famille que Naudié; il reste un esprit religieux comme Naudié. Il l'est seulement d'une autre façon. Il l'est seulement, peut-être, un peu davantage. Après sa tentative et son épreuve auprès de Naudié ce n'est pas du tout d'un homme ayant un tel parentage avec Naudié que Jane a pu s'éprendre. J'en suis sûr. Je serais curieux de savoir les raisons de M. Rod à cet égard et les objections qu'il pourrait faire à ma critique. Je les cherche, tenant à mériter le reproche qu'on m'a fait d'aimer à me contredire, et étant très satisfait de ce mien défaut; mais je les cherche vainement.

Dès lors vous prévoyez le dénouement. Après maintes péripéties Jane pousse à bout, par la façon dont elle s'affiche avec Henri, ce pauvre Naudié, qui l'aime encore et plus que jamais. Il la menace; elle le quitte. Le pasteur reste échoué à la côte, après un rêve d'amour qu'après tout on serait dur de lui reprocher d'avoir fait, tant il était désintéressé, pur, sacerdotal et paternel, et tant, à dire le vrai avec précision, on s'était jeté à sa tête. Il faudrait se défier des gens qui se jettent à votre tête. Inconsciemment, peut-être, c'est toujours un peu pour se l'offrir.

Donc le pasteur Naudié se précipite dans une résolution extrême : il se fait missionnaire. Il ira évangéliser dans les profondeurs noires de l'Afrique.

J'ai beaucoup de critiques à faire à ce roman, qui, du reste, est de premier mérite. J'en ai déjà fait une, chemin faisant, la moins grave, à bien compter. Voici les autres. Sans être trop touffu, c'est trop chargé. C'est trop chargé, parce qu'il y a là, comme en germes, beaucoup trop de matière; et si ce n'est pas touffu, c'est parce que ces germes n'aboutissent pas tous. Mais, comme en principe, vous voyez bien qu'il y a là l'essence de quatre ou cinq romans; qu'il y a là quatre ou cinq romans posés, et qu'il suffirait qu'il y en eût un, et qu'il fallait choisir celui-ci et ne point poser les autres!

Comptons. Il y a le roman du « beau mariage », du pauvre devenu riche, qui était un pauvre délicieux et qui est un riche désagréable (« n'avaient pas l'habitude... ») et qui perd à ce changement toutes ses séductions et toutes ses grâces. Tout un roman était contenu là dedans. On nous le promet et on ne nous le donne pas.

Il y a le roman du quasi-vieillard qui épouse une jeune fille. Il serait inutile et que Naudié fût pasteur, et qu'il fût veuf, et qu'il eût des enfants et qu'il fût pauvre et sa femme riche. Quarante-cinq ans épousant une vingtième année qui croit les aimer, c'est un sujet de roman suffisant par lui-même. Et on nous le promet et on ne nous le donne pas.

Il y a le roman du veuf avec enfants qui se remarie. Il serait inutile que Naudié eût vingt-cinq ans de plus que sa femme et qu'il fût pasteur et qu'il fût pauvre et sa femme riche. Se remarier quand on a trois filles et un garçon, c'est un sujet de roman qui se suffit à lui-même. Et on nous le promet et on ne nous le donne pas ou presque pas.

Enfin il y a le pasteur épousant une jeune fille chez qui le sentiment religieux est un caprice, et c'est le roman que nous a donné M. Rod. Mais il a posé tous les autres et nous les cherchons dans son livre et nous ne les trouvons guère ; donc il ne fallait pas les poser. Voilà ce que j'entendais par trop charger le récit en son commencement, quitte à se débarrasser ensuite de ce qui le surcharge. C'est un défaut assez grave.

Le dénouement aussi m'étonne un peu ; il me gêne. Je le sens juste, je le crains faux, je reviens à l'accepter avec je ne sais quel regret. Je suis bien embarrassé, et il ne faut pas que le lecteur le soit à l'endroit d'un dénouement. Naudié, parce que sa femme le quitte, se fait missionnaire et part pour l'Afrique. Mais il a des enfants ! Il les laisse, comme cela ! Il manque, lui, homme de devoir, à tout son devoir ! Il leur laisse, il est vrai, une excellente tante. Oui. Mais il n'y a excellente tante qui tienne. Un père doit conserver à ses enfants ce que rien ne remplace, à savoir un père. Il n'est pas dans le caractère de l'excellent M. Naudié de faire un tel acte de trahison et de désertion. Et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'il n'hésite point, ne délibère pas. Il fait cela comme la seule chose qu'il ait à faire. C'est un dénouement de mari trompé, mais non de mari trompé qui est père de famille.

— Justement, me répondra M. Rod, et vous n'êtes pas intelligent. Ce qu'il faut montrer, parce que c'est vrai, c'est que quand on a fait une sottise on n'en est pas quitte pour en souffrir un temps et pour reprendre ensuite sa vie passée comme si de rien n'était. C'est une seconde sottise que fait Naudié de partir pour l'Afrique. Précisément ! Il fallait qu'il la fît, parce que cette seconde était contenue dans la première. Il a trahi une première fois ses enfants en leur donnant une belle-mère ridicule ou qui devait le devenir. Sa punition c'est d'être forcé de les trahir encore en les désertant, parce que, après les scandales du « Ménage du pasteur Naudié », le pasteur Naudié ne peut plus rester à la Rochelle, et, s'il va ailleurs, sera accompagné en son exode par la rumeur et la légende du « Ménage du pasteur Naudié ». Il ne peut que partir pour les pays noirs.

— Est-ce si certain que cela ? Je suis sûr qu'aucun consistoire n'oserait déplacer un homme si parfaitement innocent, et qui n'a eu d'autre tort que d'être innocent.

— Il suffit qu'il le croie !

— Pourquoi le croit-il ? Peut-il avoir un remords ? Le regret d'une sottise faite n'est pas un remords. Il n'a aucune raison de se condamner lui-même, et il doit attendre qu'on le condamne, et il est naturel qu'il attende qu'on le condamne. Et quand même on l'enverrait à Sisteron ! Qu'il aille à Sisteron avec ses enfants et avec sa légende. Son devoir est de ne se soustraire ni aux uns ni à l'autre et de subir l'une par dévouement pour ceux-ci. Son devoir est de souffrir et son droit n'est pas de choisir le genre de souffrance le plus facile, le plus flatteur pour son amour-propre et le plus romanesque. Que cela soit très humain, je veux bien ; mais ce n'est guère dans le caractère très haut et très beau, tout compte fait, qu'on nous a donné comme étant celui de M. Naudié. Il n'a le goût ni du coup de tête ni du coup de théâtre. C'est l'un et l'autre qu'il fait aux dernières pages. J'ai peur que M. Rod n'ait cédé à la tentation, si humaine aussi, du dénouement à effet. J'ai peur que ce romancier ne soit romanesque. Un romancier ne doit pas être romanesque. Depuis Flaubert nous avons changé tout cela.

Mais, n'importe, ce livre est très bon. Il est, le plus souvent, très vrai, très réel, très vivant. Il vit bien de la vie de tous les jours. Le monde protestant qui y est peint est excellent. Le pasteur Naudié d'abord en sa foi naïve, en sa gravité douce, mêlée d'un peu de faiblesse, en son adolescence prolongée jusqu'aux cheveux grisonnants, est tout à fait bien attrapé.

Son père, son grand homme de père, grand orateur, grand écrivain, robuste travailleur, qui a traversé, avec la vie, toutes les phases de la foi, de la superstition, du mysticisme, du doute, de la sophistique et qui est resté un très grand prêtre, c'est-à-dire un sain directeur d'âmes, parce qu'à travers tout cela, il est resté d'absolue sincérité, de conscience nette et de santé excellente, est une figure admirablement vraie, étonnamment forte, à croire que c'est un portrait un peu idéalisé (et j'en suis sûr, sans le savoir), et je le reverrai souvent, racontant sa vie sans ostentation, sans humilité et sans détours au banquet d'adieux, ou levant son verre en famille, en chantant sa petite chanson familialement bachique, ou fumant sa petite pipe en terre de Marseille au coin de l'âtre en disant doucement : « Nous ne savons rien... Mais il faut croire. »

Et encore M. Defos, le solide protestant borné, absolument honnête, absolument croyant, faisant ses affaires avec une stricte probité, aussi inaccessible au doute qu'aux raffinements du sentiment religieux, de la délicatesse ou de la charité, et sûr d'un au-delà limité et précis où les justes trouvent un magistrat intègre qui rend avec une exactitude mathématique les intérêts accumulés de tout ce qu'on a placé à la

caisse de retraite du ciel! Il est magnifique! Il est l'imperturbable. Il est sûr du passé, du présent et de l'avenir. Il a, pour toutes les circonstances de la vie, la décision toute prête et d'une netteté parfaite que suggère le bon sens pratique, et la notion arrêtée du strict droit et du devoir strict limités avec précision l'un par l'autre. Et il mourra sans une incertitude, n'ayant jamais douté de quoi que ce soit, et ne se doutant pas qu'il ne s'est jamais douté de rien.

D'autres figures sont plus effacées, vraies encore et sortant de temps en temps de la pénombre. Et le roman est très bien construit, ce qui n'est pas toujours la qualité maîtresse de M. de Rod. Et il n'est pas brillamment écrit; mais il l'est avec plus de soin que M. Rod n'en met quelquefois; et cette sobriété un peu sèche qui est la manière ordinaire de M. Rod, étant ici parfaitement à sa place, devient une véritable qualité, quelque chose qui est en accord avec le sentiment dans lequel on lit l'ouvrage dès qu'on en a lu trente pages, bref une qualité, que l'auteur aurait eu cette fois bien tort d'échanger pour une autre.

La moralité? « Monsieur le pasteur, dirait M. Defos, j'estime, pour y avoir réfléchi, que c'est un devoir de ne pas se charger de plus de devoirs qu'on n'en peut remplir. Vous aviez à pourvoir à votre saint ministère, et je dirais que ce n'est pas trop d'y consacrer toute une vie pour y être égal, si je ne craignais d'incliner vers une théorie catholique et par conséquent condamnable. Vous aviez, veuf chargé de quatre enfants, à être, au foyer, un père et une mère tout ensemble. Et cette fois, sans doute, c'en était assez. A ces devoirs lourds, que votre âme, peut-être plus charmante que forte, pouvait supporter à peine, vous en ajoutez un, en croyant, par une erreur singulière, alléger les autres. Vous épousez une jeune femme. L'homme qui épouse une jeune femme se crée un devoir, qui est de se faire aimer d'elle. On croit que cela va de soi. Il n'en est rien. Il y faut de l'aide et une très grande et constante application. A vingt-cinq ans, on ne le sait pas. A notre âge, on doit le savoir. Vous n'y avez même pas songé. Étonnez-vous que sous le poids d'obligations multiples et dont chacune était lourde, votre âme ait fléchi, votre maison se soit effondrée, votre destinée ait été brisée! Je suis à votre disposition, Monsieur le Pasteur, en raison du caractère sacré dont vous êtes revêtu, et en raison de vos fautes mêmes, pour tout ce qui pourra vous aider en une situation pénible, dont il convient, encore que vous en soyez responsable, que vous souffriez le moins possible. »

Ainsi parlerait M. Defos, et « n'était la forme », comme dit le pasteur Petermann, il ne laisserait pas d'avoir raison. Elle a toujours raison, Sa Solidité M. Defos.

ÉMILE FAGUET.

NOTES ITALIENNES

Philologue agité, j'ai fermé mes volets et mes portes, j'ai bourré ma valise de papiers et de bouquins, et je pars vers d'autres pays, vers des horizons inconnus, vers des bibliothèques nouvelles. Voici venir octobre et les premiers frissons d'automne; mais je vais au royaume du printemps et du soleil: « *Italiam! Italiam!* » O Italie, terre d'élection, chère à nos mémoires de bons humanistes, et à la coquetterie de notre pédantisme!

Arrivés de bonne heure à la gare, nous nous installons tous les deux dans un compartiment — tous les deux, — moi et ma valise bien bourrée de bouquins et de papiers. Mais il y a beaucoup de monde, je vais être envahi... C'est fait, je suis envahi... Dix-huit ans, pas plus, svelte et gentille, et lui, tout jeune aussi, pas beau (mais on n'est jamais beau) et puis si prévenant et si câlin: c'est un voyage de noces, un circulaire par la Suisse, l'Italie du nord, un tour à Rome et le retour par le Mont-Cenis. C'est vrai, mon itinéraire est tout à fait nuptial, et, compagnon de mon austère valise bourrée de bouquins, je m'enfonce en une mélancolie!

Finalement, je t'ai prise avec moi, ô ma docte compagne, et nous avons changé de compartiment. Tous les coins sont pris à présent; des Anglais roulés dans leur plaids s'étalent avec diffusion. Seul, animé de charité chrétienne, un pasteur anglican, qui ressemblait à Lugné Poë avec quelque chose de plus bourgeois et de moins ecclésiastique, se recroquevilla pour me laisser une place, gentiment, avec un bon air. Le train partit et mes compagnons s'endormirent; le pasteur, mal installé par ma faute, s'endormit pourtant; il s'affaissa, écroulé, mou par la base, laissant défaillir son énergique et droite stature. Pasteurs en tournée d'évangélisation, hommes d'affaires et touristes en promenade, nous sommes bien pareils en dormant; pour accorder l'humanité dans une harmonie supérieure, il faudrait l'endormir.

... Je pense à la tranquille maison que j'ai quittée, avec l'inquiétude vague des casaniers en partance; je pense à des oliviers, à des orangers, à des manuscrits, à du soleil. Un moment d'arrêt à Chaumont, puis en route, en route pour le pays du soleil et de l'éternel printemps.

Bâle.

— Pourriez-vous me dire où se trouve la bibliothèque?

— Tournez à droite, et puis à gauche, et puis tout droit, et puis à gauche et là vous demanderez.

.....

— C'est ici, Monsieur, la bibliothèque?

— Non, ce n'est plus ici. C'est en face le Bernouillianum.

— ?

— Oui, prenez à gauche, et puis à droite, et puis tout droit, et puis...

— C'est ici, Monsieur, la bibliothèque?

— Non, ce n'est pas encore ici.

— ?

Je m'en vais et je rencontre sur mon chemin de grandes caisses et des paniers de livres dans des chariots. La bibliothèque déménage. La conscience tranquille, promenons-nous!...

Bâle, avec sa cathédrale rouge fièrement dressée au bord du Rhin; l'étrange sculpture des portails, aux figures potelées et grassouillettes, drôlement tournées, rieuses, un peu vulgaires mais expressives et vivantes; le cloître et les tombeaux aux belles épitaphes d'imprimeurs, de professeurs et de bourgeois notables; et, derrière la cathédrale, appuyée aux contreforts de l'abside, l'adorable terrasse qui donne sur le Rhin et, par delà les proches montagnes brunes et verdoyantes, sur les sommets neigeux des chaînes lointaines de la Forêt-Noire, que le soleil pâle rosit et laisse bleuir au passage des nuages.

Du vieux pont avec, au milieu, sa chapelle gothique et sa girouette que le vent affole, le doux ensemble de couleurs, mélancoliques et sombres! Sous le ciel gris et bas, les petites maisons jaunes et rouges aux volets verts, tassées les unes contre les autres ou cachées dans les touffes d'arbres roux trempent dans les flots violents du Rhin.

Et puis il faut aller au hasard dans les rues, le long des maisons peintes, à devises gothiques, et vivre un peu longtemps dans la vieille ville pour en comprendre l'esprit d'orgueil et de grandeur. Ville allemande à bien des égards, ville cosmopolite où affluent les touristes en partance pour la Suisse et l'Italie, elle reste elle-même, pourtant, et garde son caractère personnel, son indépendance et sa fierté, l'âme des anciens conciles et de la Réforme; les querelles religieuses d'autrefois pourraient se ranimer dans l'austère et grave décor des hautes maisons peintes, à devises gothiques.

En suivant la Limmat bordée d'un entassement de vieilles petites maisons, couverte de maisons aussi, de moulins, de scieries, j'arrive dès l'aube au lac, adorable sous la brume qui s'échevèle, qui s'effiloche, qui s'éclaircit et s'épaissit, joue et s'emmêle, bleutée puis violacée, puis rose aux premiers rayons du soleil. A mesure qu'elle s'évapore, le lac apparaît bleu et blanc, calme, avec seulement de petites ondulations qui sautillent, brillent et dansent. Le soleil monte, de grands pans de brume se déchirent, les rives apparaissent et l'admirable tableau se découvre, l'enchantement du lac bleu que le soleil enflamme avec le cirque de ses montagnes couvertes de fourrure rousse; au milieu des arbres jaunes, perce la silhouette noire des sapins.

Des pâturages, des champs labourés de bœufs lents; à l'horizon, les grandes ondulations des montagnes bleues et violettes dansent. Les cimes se rapprochent et s'élèvent, neigeuses, escarpées; les masses formidables se dressent, accrochant les nuages; les ravins se creusent. Notre course devient plus folle, plus paradoxale, sur les ponts inouïs, dans les tunnels prodigieux. Les torrents bondissent, contournent les rochers éboulés, s'épanouissent en cascades, se perdent dans des ravins. Et puis les lacs, bleus et noirs, avec l'étrange dessin des montagnes qui s'y reflètent, — les lacs qui sont comme la pensée de la Nature et comme son âme rêveuse dans le sauvage entassement de la matière écroulée, dressée, culbutée, — les lacs qui sont le sourire de Psyché dans les bras effroyables de Pan...

Vivre au bord du lac de Zug devant l'admirable beauté des choses, calmes dans leur grandeur, émouvantes dans leur tranquillité sublime! oublier les mesquineries, le terre à terre, toutes les banalités, toutes les sottises, et vivre d'une vie haute, dans la sérénité des pures idées!... Hélas! hélas! Dans un jardin, devant un drap blanc suspendu soigneusement à deux arbres voisins, une noce, habillée comme chez nous, ridiculement endimanchée, se fait photographier; un garçon d'honneur essaie des plaisanteries de mauvais goût. Le train roule. Le défilé continue des cimes prodigieuses, des lacs blancs, des ravins et des torrents; l'eau pure des lacs cascades tombe sur la neige immaculée des monts.

C'est fini des pays de neige, voilà les châtaigniers et les vignes, les oliviers, la lumière blonde et la douceur d'Italie. Les hautes montagnes encore; mais leur silhouette sublime baigne dans l'adorable ciel pur et sur leur flanc verdoie la végétation délicieuse des pays de soleil.

Lugano, le charme infini des villes de paresse, la douceur de vivre dans la douceur des choses! Il faut suivre au hasard le dédale des ruelles étroites bordées de jardins et de maisons basses avec leurs terrasses à l'italienne; de fines pariétaires fleurissent les

murs qui se délabrent. Le soir tombe, les étoiles s'allument, de vagues murmures lointains et mélodieux rendent perceptible l'infini silence. Parfois passent des femmes, la tête chargée de fardeaux et d'autres sont assises sur le bord du chemin dans le charme du soir tranquille. Santa Maria degli Angiuli, la pauvre église qui s'effrite, est tout éclairée de petites lumières qui jaunissent l'épaisse fumée des cierges et des veilleuses. Devant la fresque admirable de Luini qui s'éclaire de lueurs falotes et se rembrunit par instants, des femmes marmottent l'office du soir et lèvent des regards étonnés et tristes sur les touristes sacrilèges qui ne viennent dans la maison de la Madone que pour y voir de la peinture.

* * *

« Oune bellissime voue, signor. » C'est mon hôtelier qui me fait les honneurs de la chambre qu'il me loue trop cher. « Oune situazione ounique ! » Un drôle de bonhomme, officieux et ridicule comme un Italien d'opéra-comique. Je l'ai chassé brusquement (il m'en a remercié avec des salutations et des courbettes), et je me suis installé sur la terrasse devant le lac enchanté. Il fait nuit maintenant, mais le ciel semé d'étoiles reste délicieusement azuré. Le lac dort au creux des hautes montagnes; le fourmillement des petites lumières des rives, que les arbres cachent et découvrent incessamment et qui semblent courir comme les franges d'étincelles des bûches calcinées au fond des cheminées, se reflète au miroir du lac. Radieuse, à la cime des monts, la lune apparaît, traçant sur l'eau tranquille un grand sillon clair qui s'allonge et s'épanouit.

* * *

Milan

Triste arrivée en Italie par la pluie battante. La boue est épaisse : on patauge plus lugubrement qu'à Paris dans ces grandes rues bêtes qui n'ont pas de trottoirs. Les cochers de fiacres ont des parapluies, rouges ou verts, et démesurés. Il m'avait toujours semblé naturel que les cochers de fiacres fussent mouillés; leur prétention à se garantir de la pluie m'a paru d'abord très ridicule; en vérité, j'avais tort et je le confesse. Les usages de mon pays sont devenus mes principes... Hélas! hélas! encore un de mes préjugés qui m'abandonne. Seigneur, conservez-moi mes préjugés ; je ne peux pourtant pas me faire sur tant de questions des opinions personnelles et réfléchies!

* * *

Dans le réfectoire d'un couvent disparu, — plus triste encore!... transformé maintenant en caserne, la *Cène* de Léonard se délabre sous le placide regard des touristes. « Jésus ayant dit ces choses, fut troublé en son esprit et dit : — En vérité, je vous le dis, l'un de vous me trahira. » Et tous alors s'agitent, soulevés d'un grand mouvement d'effroi, unis en un pareil sentiment d'inquiétude. Et, seul au milieu d'eux, plus seul que jamais et plus triste, Jésus, qu'a trompé l'amitié, incline douloureusement son front divin. Tristesse sans étonnement, puisqu'il *savait d'avance*, et sans révolte, puisqu'il faut que s'accomplisse ce qui était écrit, tristesse infinie pourtant du Fils de l'homme isolé parmi les hommes, isolé dans son cœur et dans sa pensée. Seul, Jean lui ressemble : encore la divinité de Jésus le sépare-t-elle du disciple aimé. Mais quand une amitié nous a trompés, nous n'osons plus croire à nulle amitié; et si vous me trompez maintenant, mon ami, puis-je être sûr que vous ne me trompiez pas déjà. Hélas! une amitié qui s'en va ne gâte pas moins le passé que l'avenir!...

* * *

A la table d'hôte, il y a toute une bande de petites Anglaises. La vieille fille maigre qui préside leur repas siège au bout de la table, longue, mais si mince, si frêle « qu'il n'y en a pas », comme on dit chez nous. Elle est protégée par un paravent semi-circulaire : un courant d'air n'aurait qu'à l'enlever! Sa pensionnaire de gauche, toute blonde, toute pâle, est drôle avec sa figure de petite bonne, mais si réservée! Sa voisine de droite porte un singulier corsage hermétiquement clos et qu'on dirait cousu sur elle; une gaine de velours vert qui part de la taille est comme le calice d'une fleur entr'ouverte, mais la maigre fleur! Le maître d'hôtel a la plus belle prestance; il est arrogant et méprisant; je me suis promis à moi-même d'intimider le maître d'hôtel à ma prochaine station dans une ville italienne.

* * *

Le soir, les grandes maisons muettes, avec leur atrium à colonnes, leurs façades immenses, rouges ou brunes, sont tristes et solitaires comme l'orgueil.

* * *

La Chartreuse de Pavie.

Si je me retire un jour dans un cloître, je ne veux pas qu'il soit pareil à celui de Pavie; je ne veux pas tant de marbre, tant de statues et de somptuosités à l'église de mon couvent. Ou bien alors, j'aime encore mieux rester dans le méli-mélo luxueux de nos salons parisiens, qui n'est pas de plus mauvais goût,

ni plus étranger non plus au sentiment religieux et à la simplicité de l'âme...

Si je me retire du monde, un jour, comment choisirai-je ma solitude? J'y songe en m'en retournant par la longue route déserte, bordée de champs et de prairies, sous la belle lumière matinale. Il y a des chansons dans l'air, des sons lointains de cloches, des bruits d'oiseaux et l'incessant bourdonnement des choses qu'on ne voit pas... Comme je suis mal prêt pour la solitude! J'aimerais être seul en sachant les miens dans la chambre à côté. Et si loin que j'aille, d'ailleurs, et si haut que je dresse les murs de ma cellule, le souvenir de ceux dont l'âme est liée à la mienne s'enfermerait avec moi dans ma cellule, ceux que j'aime, ceux aussi que je ne connais pas, mais dont j'ai subi l'influence mystérieuse et lointaine. Car il n'est pas de solitude, comme il n'est pas de silence, et rien n'égale la vanité des efforts que l'homme fait pour s'isoler.

Sur l' « area », les femmes aux jupes retroussées, aux fichus éclatants font sauter le grain avec des pelles pour en séparer la paille qu'elles chassent en agitant de grands morceaux d'étoffes multicolores; elles chantent, elles bavardent, et c'est une joie tranquille au soleil du matin. La même joie tranquille faisait chanter et bavarder au soleil du matin les femmes de l'ancienne Italie qui séparaient du grain la paille, sur l'area, au temps de Virgile, sous la jeune lumière.

Près d'un étang, à travers la prairie ensoleillée dans la brume, passe en courant une bande de petits enfants; ils ont la couleur des fresques de Luini.

[illegible]

En route pour Vérone. Des prairies coupées de canaux et de lignes d'arbres; au fond, la chaîne des Alpes. Dans l'enchantement de la pure et douce lumière, le lac de Garde apparaît, bleu pâle et blanc, aux couleurs de la Vierge. La presqu'île de Sermione s'y allonge et s'y dresse, fortifiée comme une citadelle ancienne, la Sirmio de Catulle qu'il a chantée et qu'il aimait,

[illegible]
Ocelle....
[illegible]

[illegible]

J'arrive à Vérone au jour tombant. Une ombre inquiétante emplit les ruelles tortueuses et je frissonne en passant au Volto Barbaro où fut assassiné, voilà six siècles, Mastino della Scala. Ville étrange et troublante, qui garde, endormis aux creux des pierres effritées, accrochés aux recoins des architectures anciennes comme des chauve-souris aux ailes repliées, des souvenirs d'amour et des souvenirs sanglants, Vérone, la ville de Juliette et des Scaliger! Les dernières lueurs du soleil bas éclairent de reflets rouges les palais anciens ornés de fresques, la piazza delle Erbe où s'élève encore la tribune romaine, la tour de l'Horloge, les carrefours et les rues étroites avec leurs puits à ferronnerie où descendent des étages mêmes des maisons les seaux de cuivre jaune. L'ombre et le silence du soir ont enseveli la vieille cité quand je longe la ruelle déserte où dorment, derrière les grilles de fer forgé, dans leurs sarcophages à baldaquins gothiques sculptés d'allégories et d'emblèmes, les Scaliger, Can Francesco le Grand sur son cheval de bataille, Mastino, Can Signorio le fratricide, qui fit de son vivant sculpter dans la pierre la statue de son tombeau. Et maintenant, du vieux pont de pierre que heurte le cours furieux de l'Adige, la silhouette découpée et dentelée de Vérone m'apparaît, à la lumière crépusculaire, brune sur le ciel jaune.

Le lendemain, l'aurore éclairait joyeusement les fines tours de brique des églises Santa Anastasia, San Zenone, le Dôme; la pure lumière les parait de ses couleurs de fête; et Vérone m'apparut, gaie et souriante, rose sur le ciel bleu.

ANDRÉ BEAUNIER.

(*A suivre.*)

BULLETIN

A propos des réformes de l'Université.

Monsieur le Directeur,

Permettez-moi, quoique indigne, [illegible] après [illegible] gens illustres qui ont déjà pris la parole, de venir cependant à mon tour exposer quelques [illegible] sur la question de l'enseignement moderne. Mon seul titre à cette faveur, c'est que jadis vous avez bien voulu déjà me donner accueil pour quelques pensées sur la même matière, et ma seule excuse, c'est que revenu, à peine, d'un assez long voyage d'études en Allemagne, je crois pouvoir [illegible] quelques observations toutes chaudes encore que j'aurai plaisir à communiquer aux lecteurs de la *Revue*.

[illegible]

Si [illegible] quelque [illegible] vaise presse, cela prouve que l'on commence à s'aperce-

voir chez nous que l'enseignement ne répond nullement aux exigences nouvelles et multiples de notre état de société. Cela ne signifie pas d'ailleurs que l'on mette en doute ni le zèle, ni les capacités de notre personnel enseignant, qui n'a jamais peut-être été mieux recruté, ni plus attaché à sa tâche, d'ailleurs mal comprise. C'est ce qu'il faut s'empresser de dire pour calmer les susceptibilités un peu vives de certains professeurs qui se figurent toujours que leur propre personnalité est engagée dans la question, et mettent une sorte de point d'honneur à rompre une lance en faveur de cette vénérable *Alma mater*, dont ils se souviennent toujours d'avoir été les nourrissons.

Je m'en suis bien aperçu jadis, lorsque, pour avoir exposé dans la *Revue Bleue* et dans un volume ensuite quelques critiques utiles, je l'ai cru du moins, à l'adresse de notre enseignement classique, je me suis vu traité dans une importante revue universitaire comme un ennemi déclaré de l'Université, bien que j'eusse, en plus d'un endroit, affirmé ma sympathie et ma confiance dans le corps enseignant, et mis un certain nombre de réformes que je préconisais sous le patronage de Michelet, dont cette même Université s'apprête, et je l'en félicite, à célébrer dignement le centenaire.

Ce qui me console d'ailleurs c'est que les écrivains illustres, qui depuis sont entrés dans la lice, et qui ont apporté à la cause l'autorité de leurs noms n'ont pas eu meilleure fortune, et M. Maurice Barrès et M. Jules Lemaître lui-même, quoique avec plus de retenue parce qu'ancien universitaire, sont traités assez durement dans un récent article d'un professeur, M. Vial, publié dans la *Revue Bleue*.

L'avantage de semblables polémiques engagées dans des revues ou dans des journaux, c'est de resserrer et par là même de préciser la question; car, chacun des deux adversaires se sait obligé, pour aller au grand public, d'exprimer sa pensée d'une façon vigoureuse et nette. Un second avantage encore, c'est de permettre, en outre, au lecteur de reconnaître exactement les positions de chacun des deux antagonistes et par là même de l'éclairer sur ses propres sentiments dans la question.

M. Jules Lemaître, par exemple, incline en faveur d'un enseignement tourné vers la pratique et préparant immédiatement à des carrières utiles; M. Vial se prononce pour un enseignement idéaliste formant des intelligences et des volontés, mais toujours fondé sur l'étude approfondie des langues anciennes. Cette dernière théorie n'est pas nouvelle; nous la connaissons pour l'avoir entendu renouveler avec des arguments plus ou moins concluants, chaque fois qu'en ces dernières années la grave question de l'éducation des classes moyennes s'est trouvée mise en discussion. J'ajouterai que, si je la trouve exclusive et étroite dans ses conclusions, elle me paraît juste dans ses principes, et je crois, tout comme M. Vial, à la nécessité pour une certaine classe de la société d'une éducation morale, sociale et sentimentale même, pour élever l'âme de nos jeunes gens et les mettre en garde contre des tentations malsaines que les mœurs du siècle leur présentent déjà suffisamment, pour qu'il soit nécessaire d'y aider encore par une éducation trop ratique et trop « terre à terre ». Cela, je l'accorde; mais je me hâte d'ajouter que c'est moins aux langues anciennes qu'à la poésie et surtout à l'histoire que je verrais volontiers confier cette fonction moralisatrice.

La poésie sociale : poésie à laquelle j'ai dit ailleurs qu'on semblait faire encore une place trop petite dans notre enseignement actuel : poésie d'Alfred de Vigny, de Victor Hugo surtout, qui abonde non en rthymes sonores seulement, mais en pensées profondes, ce que ne semble pas croire, j'ai le regret de le dire, un trop grand nombre d'universitaires.

L'histoire de la civilisation et des progrès de l'esprit humain telle que l'ont conçue les grands éducateurs de la Révolution, un Condorcet par exemple, et dans les temps modernes un Michelet surtout, qui commence à prendre la place qu'on lui a si longtemps refusée, et dont la conception de l'histoire essentiellement patriotique mais aussi profondément humaine serait tout à fait propre à former une génération forte et généreuse prête pour l'action, prête aussi à comprendre ses devoirs de citoyens et d'hommes.

La géographie : géographie historique reliée par conséquent d'une façon intime à l'histoire est son complément nécessaire, et la géographie économique qui doit faire connaître non dans ses traits généraux, mais d'une façon précise, les forces vitales d'un pays, ses différents centres d'industrie et de commerce, les ressources de sa fabrication, etc., pour ouvrir véritablement aux jeunes gens ces horizons nouveaux qu'il convient de faire entrevoir à leur activité.

Car telle doit être, on ne saurait l'oublier, la fin dernière de notre éducation, et c'est ce que semblent oublier ou tout au moins méconnaître un certain nombre d'universitaires et M. Vial en particulier. Il nous parle, lui aussi, de ces qualités que donne la culture classique : force et justesse de la pensée, souci de la recherche attentive et de la précision.

Tout cela est fort bien, je n'en disconviens pas, mais j'incline à croire que c'est insuffisant. Ce sont les cadres nécessaires et fortement tracés, où le jeune homme pourra lui-même plus tard, nous assure-t-on, faire entrer facilement toutes les connaissances nouvelles qu'il pourrait acquérir dans la suite, et par conséquent on nous affirme que l'élève possède ainsi entre ses mains un instrument parfait de classification, et par là même, conclut-on, d'investigations et d'acquisitions personnelles.

« Est-il une carrière, est-il un métier où la fermeté de la volonté, la justesse, la vivacité, la pénétration de l'esprit ne soient pas les instruments les plus puissants de fortune? » Telle est en résumé la thèse de M. Vial, et nous saisissons ici très vivement l'erreur essentielle du système qui est d'accorder aux principes généraux d'éducation une vertu souverainement efficace, sans vouloir reconnaître que ces principes, tout excellents qu'ils soient, demandent à trouver dès l'école même des applications pratiques, sous peine de demeurer pour l'élève un bagage inutile, sinon même encombrant, parce qu'il ne saura en faire usage.

Sans rappeler à M. Vial ce mot si juste d'un critique célèbre « que l'esprit sert à tout et ne suffit à rien », je

me contenterai de lui citer le cas, devenu malheureusement banal par sa fréquence, de ces bons élèves forts en thème et lauréats de concours, qui, jetés par une raison quelconque hors de leur voie normale, se trouvent incapables, je ne dirai pas de faire fortune, mais, hélas! de gagner leur vie seulement par un travail utile et pratique. Ce sont eux qui viennent chaque jour grossir cette armée déjà trop nombreuse des « prolétaires intellectuels », comme on les a si justement appelés, et dont la situation doit chaque jour forcer davantage notre attention.

Il est vrai que M. Vial s'en désintéresse en nous affirmant que l'Université n'est pas responsable si ces jeunes gens végètent faute de moyens pour atteindre le but qu'ils se proposaient, et il se console en découvrant qu'il existe aussi « des ratés du commerce et de l'industrie ».

L'observation serait juste s'il était prouvé que tous ces « prolétaires intellectuels » sont tombés dans la misère pour avoir conçu des ambitions démesurées; mais il est malheureusement plus vrai qu'au contraire, déviés de leur voie normale, par quelque hasard d'examen ou quelque revers de fortune, ils se sont trouvés incapables de donner un emploi à leur instruction, non faute de volonté certes, mais faute de moyens, et parce qu'ils ne possédaient que cette éducation générale, un peu trop vague pour être immédiatement utilisable. Non certes, on ne s'improvise pas d'un jour à l'autre, ni surtout de cette manière, industriel ou commerçant. Et si M. Vial a fort raison d'affirmer que l'acquis de certaines qualités générales est un résultat essentiel de toute bonne éducation, et s'il n'a pas tort de prôner en principe une éducation idéaliste, il se trompe dans la place, trop considérable, qu'il y accorde aux études classiques pures, mais il se trompe surtout quand il croit cette éducation suffisante pour toute une vie, sans penser qu'on doive lui donner à l'école même un complément naturel, et diriger les qualités acquises de l'esprit vers un commencement d'application pratique.

C'est ici l'erreur commune d'un trop grand nombre d'idéalistes qui feraient par leur intransigeance accuser à faux leurs théories de stériliser l'action et la volonté; ce qui arrive nécessairement si l'on se maintient toujours dans le domaine de l'idée pure sans vouloir jamais descendre aux réalités de l'existence.

— L'idéalisme tel qu'il doit être compris dans l'éducation, c'est, à n'en point douter, le maintien à la base d'un certain nombre de matières d'enseignement général capables de former l'intelligence, mais surtout le caractère de l'enfant, de donner *à tous les esprits* (je souligne ce mot parce qu'il implique une unité réelle, un lien étroit entre les trois ordres d'enseignement), de donner à tous les esprits « cette forme nationale » selon la forte expression du Rousseau de l'*Emile*.

Une fois ce premier résultat obtenu, et il le serait de bonne heure, le jour où sinon tous, du moins la plus grande partie de nos élèves, débuterait par l'enseignement primaire et suivrait tout d'abord un enseignement commun (c'était le but caressé par tous les grands éducateurs de la Révolution), on pourrait alors et sans danger les préparer plus vite à des applications pratiques indispensables, et par exemple, dans l'enseignement secondaire transformé, créer des sections spéciales industrielles, commerciales, professionnelles même, dont l'utilité s'impose malgré toutes les objections, rien qu'à considérer l'avenir social et économique de la France qui doit nous importer par-dessus toute chose.

Car on ne saurait, dans une question si grave, oublier un des facteurs essentiels qui est l'évolution chaque jour plus rapide d'une société, je dirai plus même, d'un monde qui se transforme, et dont les besoins nouveaux doivent créer dans l'organisme social des fonctions nouvelles, ce qui est la loi la plus nécessaire de l'évolution.

Or la France qui subit au même titre que les autres nations cette loi de transformation progressive est-elle préparée au même titre que l'Angleterre et surtout que l'Allemagne à faire face aux éventualités nouvelles? C'est ce que l'on peut se demander avec une certaine inquiétude lorsque l'on considère ce qui se passe chez nous et à l'étranger; car tandis que l'on discute ici, là-bas on s'organise, on expérimente des formules nouvelles.

Bien des gens me répondront, je le sais, qu'il est inutile d'aller puiser des leçons au dehors, que la France possède en elle-même des ressources fécondes, et que son génie est assez différent de celui des autres peuples pour qu'elle n'aille point chercher des exemples hors de ses frontières. Ce raisonnement est d'ailleurs, il faut l'avouer, celui d'un certain nombre d'hommes qui font autorité dans la matière. Mais autant je le trouve juste en certaines parties, en art et même en littérature, autant je le juge ici faux et imprudent.

Car c'est, à n'en pas douter, pour l'avoir mis en pratique dans diverses branches de notre activité, dans le commerce par exemple, et dans l'industrie, que nous avons vu tout récemment notre exportation décroître dans une proportion inquiétante, par cette raison très simple que le commerçant français voyageant peu ou point ignore les conditions imposées à la production par de nouveaux et multiples facteurs ou, si par hasard il les connaît, se refuse trop souvent à en tenir compte par un inqualifiable esprit de routine et d'insouciance.

Prenez garde qu'après tout « le danger allemand » si fortement signalé dans ces derniers temps n'ait sa répercussion immédiate sur l'enseignement même, puisque, après tout, les progrès de la puissance économique d'un pays sont intimement liés aux progrès parallèles de l'instruction et de l'éducation chez un tel peuple, et que l'on trouve en effet, si l'on étudie le système des écoles allemandes, la raison dominante peut-être de la fortune industrielle et commerciale de cette nation.

Ce qui m'a frappé justement au cours des visites nombreuses que j'ai faites dans les établissements les plus divers, c'est le travail continu vers un but nettement défini qui n'est autre que la préparation dès l'école et dans des branches variées de toutes les énergies

qui doivent concourir à la prospérité de l'ensemble (1).

L'enseignement secondaire adopte de plus en plus là-bas un caractère essentiellement pratique, ce qui a l'avantage de diriger les jeunes gens de la classe moyenne vers des carrières utiles, et de les détourner de celles dites libérales qu'ils encombrent chez nous, sans qu'on puisse reprocher cependant à cet enseignement d'abandonner les matières d'instruction générale qui doivent toujours subsister à la base.

Cela tient à plusieurs causes dont la principale est que l'enseignement primaire de l'Etat, uniquement fréquenté chez nous par des enfants du peuple, est communément suivi là-bas par la majorité des enfants de la bourgeoisie aisée, lors même qu'il n'est pas obligatoire pour tous les enfants sans distinction, comme cela se pratique dans certains Etats de l'Empire.

Sans vouloir discuter ici le principe de l'obligation en pareille matière, je rappellerai seulement, comme je le disais tout à l'heure, que l'idée de créer un enseignement primaire vaste et commun à toute la jeunesse est essentiellement française et que, par conséquent, on ne saurait même être accusé en ceci d'imiter l'étranger qui souvent est tributaire de nos idées, mais sait mieux en tirer parti que nous-mêmes. Ce fut en effet la pensée commune et le souci constant des éducateurs les plus divers de la Révolution française, depuis Mirabeau jusqu'à Condorcet, que de supprimer la division des classes, entretenue au contraire par cette division factice entre les enseignements, et de créer une éducation vraiment nationale, en rapprochant sur les mêmes bancs d'école tous les enfants d'une même génération. Et ce n'est pas d'ailleurs un rêve si irréalisable, puisqu'on est arrivé, comme je le disais tout à l'heure, à le réaliser en Allemagne.

Et ce serait le seul moyen, à mon avis, de faire pénétrer dans l'esprit de nos enfants, à l'âge même où l'impression doit en être plus vive, ces connaissances générales, essentielles à toute éducation bien faite. Si la base est solide en effet, on pourra sans danger et vers la treizième ou la quatorzième année, spécialiser des jeunes gens dans les branches les plus diverses sans craindre qu'ils ne possèdent pas ou qu'ils puissent perdre ces hautes qualités de l'intelligence et du cœur, si nécessaires, j'en suis persuadé comme M. Vial, à notre enseignement, surtout dans une démocratie. Cette organisation nouvelle n'exigerait d'ailleurs que de légers changements dans notre enseignement primaire qui paraît tout à fait digne de cette mission (c'est l'opinion de juges étrangers, peu enclins à l'indulgence; nous pouvons donc la croire fondée) (2).

Une adaptation nouvelle devrait s'y faire dans le sens que nous indiquions tout à l'heure, en donnant une place importante à l'histoire au point de vue national, à la géographie surtout de la France économique.

Mais après cette éducation commune autant que possible, et suffisante pour créer dans la jeunesse un point commun d'idées et de connaissances, et établir en outre des liens entre des classes de la société qui s'ignorent ou se haïssent, mais alors seulement, il serait bon de pousser les jeunes gens dans les voies les plus diverses, selon leurs aptitudes et leurs goûts pour les études classiques ou pour un enseignement pratique, sans oublier surtout la place que l'on doit faire aujourd'hui à l'enseignement professionnel, qui devrait être organisé à l'instar d'un véritable enseignement secondaire, et attirerait, s'il en était ainsi, un nombre considérable d'élèves.

Et c'est ici qu'il faut malgré tout jeter les yeux au delà de nos frontières, et signaler, à titre de renseignements, les efforts multiples et heureux de l'Allemagne en ces dernières années pour faire prospérer cet enseignement chaque jour plus essentiel dans nos sociétés modernes, et recruter pour l'enseignement professionnel une clientèle de jeunes gens sérieux et capables : créations multiples d'Ecoles réales, avec sections commerciales, d'Écoles moyennes de commerce et d'industrie, d'Écoles techniques avec branches très diverses; faveurs très appréciables accordées à de semblables Écoles publiques ou privées : exemption de deux années de service militaire, diplôme ouvrant de nombreuses carrières, etc. Telles sont les formes multiples et très souples que l'enseignement secondaire revêt de plus en plus en Allemagne, au grand avantage de l'industrie et du commerce nationaux qui recrutent en lui des employés excellents, formés par les meilleures méthodes.

La nécessité de l'enseignement professionnel associé à l'enseignement classique commence d'ailleurs à s'imposer aussi chez nous; M. Vial et M. Fouillée lui-même, dans un article du *Journal des Débats*, consentent à lui faire une place; mais leur erreur commune vient encore ici de leur passion exclusive pour les humanités classiques : ils voudraient que l'enseignement professionnel devînt une suite de l'enseignement classique; ce qui aurait le double désavantage de reculer à une limite trop lointaine l'accès de cet enseignement professionnel, et de lui donner en outre un caractère savant et pas assez pratique.

Je me prononcerai enfin et dans une certaine mesure contre M. Lemaître qui demande pour la jeunesse jusqu'à quinze ans un enseignement moderne commun, et plus tard, pour ceux qui le désireraient, l'enseignement classique. Je retournerais volontiers sa proposition et je désirerais tout d'abord un enseignement général, à base classique surtout historique, et plus tard, vers la quatorzième année, une *spécialisation* possible et utile à cet âge où les jeunes gens déjà presque adultes seraient en état ou de choisir eux-mêmes leur voie, ou d'écouter et de comprendre les conseils des personnes compétentes.

En m'excusant de la longueur de cette lettre, motivée par l'importance et l'intérêt des faits en cause,

Veuillez agréer, MAURICE WOLFF.

1. Le résultat complet de cette Mission d'études fera d'ailleurs l'objet d'un volume sur le mouvement social de l'Allemagne dans ses dernières années.

2. Il existe comme preuve de ce que j'avance un très curieux rapport d'un inspecteur général anglais qui a visité nombre de nos Ecoles primaires et ne tarit pas d'éloges à leur endroit.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36809. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 8. 4e SÉRIE. — TOME X 20 AOUT 1898.

LES HOMMES DE 1848

Ledru-Rollin.

On peut admettre que le suffrage universel est mieux qu'un mot, mais non pas que Ledru-Rollin soit plus qu'un nom. Or si l'un est un grand mot, l'autre est forcément un grand nom. Et cela le dispense d'être un grand homme.

Je n'ai pas le présomptueux dessein de ruiner une gloire qu'établissent une révolution suffisamment dramatique et une existence mélodramatique amplement. Je n'y prétends non plus rien restaurer. D'ailleurs les gloires durent ce qu'elles méritent de durer, et meurent d'elles-mêmes. Les considérations philosophiques, historiques, littéraires, n'ont contre elles aucune efficacité. En outre, si Ledru-Rollin a beaucoup vieilli depuis sa mort, écrire à son sujet peut tout aussi bien le rajeunir qu'accélérer sa décrépitude, à moins que cela ne produise nul effet, ce qui, tout bien considéré, me semble très probable.

Et c'est précisément le plus sérieux motif pour écrire sur lui; car Ledru-Rollin ne nous intéressant plus, il est très convenable de se demander si c'est parce qu'on ne le connait pas assez ou parce qu'on le connait trop. L'avantage n'est pas négligeable de bien pénétrer les raisons de notre indifférence.

* *

Il faut dire que Ledru-Rollin est un apôtre pour dire qu'il est vraiment quelque chose. Et encore ce n'est que peu de chose, car, si Jésus-Christ, naguère, eut douze apôtres seulement, le suffrage universel en possède une incommensurable multiplicité. Ledru-Rollin fut une des unités insaisissables de cette foule immense et l'avantageuse sonorité de son nom garda jusqu'aujourd'hui sa mémoire de périr.

On n'est pas apôtre sans répandre quelques idées, ou, de préférence, quelques sentiments. Ledru-Rollin borna son effort à la diffusion d'un tout petit nombre des unes et des autres. Mais il fit en leur faveur une infatigable propagande. Fut-il un révolutionnaire? A peine. En tous cas, il consuma sa vie dans l'agitation. Et il importe de constater qu'il dépensa toutes ses aptitudes à remuer le peuple.

Ledru-Rollin pouvait être avocat. La malice des hommes et des événements le fit orateur politique. Vers cette époque vulgaire de Louis-Philippe, les complots des mécontentements et des amertumes aboutissaient de façon coutumière à la police correctionnelle, ou bien, sort plus noble, à la cour d'assises. Ledru-Rollin consacra sa connaissance des lois à les invoquer, afin de défendre ceux qui s'occupaient très activement de les violer pour le plus grand bien du peuple dont ils avaient entrepris le salut. A mesure qu'il défendait avec bruit les accusés incessants que la monarchie traînait, à sa confusion, devant les tribunaux flexibles, Ledru-Rollin était plus incapable de résister à la sourde puissance d'une vocation suscitée en l'innocence de son âme vaniteuse : il allait être lui-même agitateur. Quand on est agitateur, on ne saurait l'être à demi. Ledru-Rollin le fut entièrement, d'autant qu'il devint pour cela député. Il fit des professions de foi, des discours pleins de bons sentiments, débordants de beau langage. Il acquit progressivement une importance autre que celle qu'il sentait en lui. Et il allait, il allait, soucieux

de réformer quelque chose, mais quoi donc? La société, tout simplement. La largeur du but convient aux grands cœurs, est propice aux paroles grandiloquentes. Ledru-Rollin, avocat, orateur, agitateur, ne pouvait travailler qu'à des réformes majestueuses. Et il répandait, parmi les auditoires, son goût pour la réforme universelle... « Préparons-la, disait-il, par la propagande incessante de la pensée. » Il disait encore : « Pétitionnez, pétitionnez. Parlez vous-mêmes de vous-mêmes, la pétition c'est la presse des masses... c'est la voix de l'ensemble. » Et, à force de la recommander, s'accomplit la réforme. La chute inglorieuse de la royauté inaugura la souveraineté populaire. Il fallut soudain que Ledru-Rollin devînt homme d'État : rude affaire, accident funeste.

Membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin écrivit d'illustres circulaires. Elles furent mal comprises, car elles furent très discutées. Le suffrage universel, cependant, s'organisa comme il put. Ledru-Rollin, dans cette incohérence, cessa d'être populaire et fut très étonné. Mais les jeunes assemblées oscillèrent entre les opinions extrêmes et, sur ces entrefaites, le suffrage universel donna une preuve singulière de sa réflexion en élisant Louis-Napoléon. Ledru-Rollin était déconcerté. Il exprima violemment sa surprise et, usé par ses efforts infructueux de gouvernement, se répandit en véhémences contre le président bientôt empereur. Il affirma que le suffrage universel avait été trompé, car c'est ce qu'on dit lorsqu'il se trompe. Il pensa le prouver et redevint agitateur. Il fallut fuir. Voici l'exil : Bruxelles et Londres. Il fonda des journaux qu'on lut peu, mais qui avaient des titres grandioses. Il écrivit des lettres à l'univers qui ne lui fit pas réponse et fraternisa avec tous les peuples, d'ailleurs distraits. Or tout passe, et l'Empire tomba. Ledru-Rollin ne pouvait se flatter d'avoir hâté sa chute, mais il y applaudit bruyamment : cela produisit le même effet. Il revint en France. Qu'allait-il faire? Diriger le peuple meurtri par la guerre, mais libre, travailler peut-être à sa restauration? Mais Ledru-Rollin était vieilli, amer et fatigué par l'inaction; il acheta une maison de campagne. Et bientôt il mourut inutile et glorieux.

Telle sa vie : toute de propagande et d'agitation; un peu inconsistante tout de même et vide, où se déployèrent généreusement une activité vaine et une médiocre individualité. C'est la seule constatation qui s'impose. Et qui donc aurait pour cet agitateur verbeux et consciencieux une ardeur persistante d'admiration; et qui donc pourrait entretenir contre lui une ferveur durable de haine? Il appelle l'indifférence, et chacun dit : Paix à cet homme de bonne volonté.

* * *

Toutefois des réflexions naissent d'elles-mêmes, parce que Ledru-Rollin, en l'insignifiance de sa personne, est tout à fait caractéristique de l'époque où il parla et du milieu où il se développa. Ledru-Rollin est donc très intéressant dans la mesure où il est impersonnel.

Et d'abord n'admirez-vous pas à quel point Ledru-Rollin sait être et demeurer superficiel? Toutes les manifestations de sa carrière ont un je ne sais quoi d'extérieur et de bruyant. En outre, c'est en vain que sa parole exprime à profusion, et avec une grande force de répétition, de sincères véhémences sentimentales; il ne paraît pas que Ledru-Rollin ait jamais réfléchi profondément ses actes. L'occasion était sa souveraine inspiratrice.

Le hasard vient en aide à son désir de paraître. Et voici qu'il est avocat de tous les accusés politiques notoires du gouvernement de Juillet : époque où l'opinion étriquée se plaisait aux médiocres parades devant les tribunaux. Ledru-Rollin, épris de gloriole, s'appliqua à mépriser Louis-Philippe en éclatantes sonorités. Cette besogne qui n'exigeait ni large calcul d'intelligence, ni profondeur de méditation, lui conquit une périlleuse renommée; et il fut amené, pour l'accroître, à s'entourer plus encore du vain bruit des paroles. Il parla. Et la maladresse insigne du Gouvernement couronna ses efforts vers la gloire : il eut la chance d'être mis en accusation pour sa profession de foi où il accumulait, en périodes boursouflées, de gros sentimentalismes négligeables qui laissaient voir un bon cœur et un petit esprit. Et la fureur de sa conviction s'accommodait mal du silence et elle recherchait avec suite le tumulte des foules assemblées. Et lorsque, vers 1847, des hommes politiques, particulièrement avides d'accomplir le bonheur du peuple, organisèrent des banquets dans ce but, Ledru-Rollin, qui croyait en Dieu, connut que Dieu le désignait et il présida des banquets en grand nombre et il y parla énormément.

Et sa personne même s'agita en d'incohérentes aventures. Candidat à la présidence de la République, il fut solennellement battu. Sa haine contre celui qui avait usurpé la faveur populaire déborda, et ce furent, contre Napoléon, des agressions verbales, — et des déclamations sans bornes contre les tyrans. C'est l'heure des invectives passionnées. Complots, émeutes, transportations, déportations : Ledru-Rollin s'entoure ainsi d'un fracas bien fait pour améliorer la condition des masses. C'est alors qu'il noue publiquement des amitiés internationales, et qu'il échange des correspondances redondantes avec tous les Kossuth et autres Mazzini. L'Europe est tenue au courant de ses plus secrètes pensées, et son influence

est nulle. Du moins il donne, à qui lui en demande et au reste de l'humanité, des consultations juridiques sur l'illégitimité de la tyrannie ; et de lui partent incessamment des protestations, des proclamations. Cela lui vaut, en 1869, d'être sottement excepté d'une mesure universelle d'amnistie. Heureux homme dont revit un instant, par la faute du pouvoir, l'importance morte ! La République le ramène au rivage français : il disparait bientôt, non sans avoir écrit plusieurs lettres qui ne furent que retentissantes.

Encore une fois, voilà l'homme. C'est ce qu'il y a de mieux comme révolutionnaire. Il parle ou il écrit durant toute sa vie : et de ses témoignages, uniformes et monotones, d'une sincérité et d'une simplicité démocratiques toujours promptes à s'exprimer avec éclat, que sort-il le plus souvent? Du vent.

Or, non moins que par ces incidents où tout est sacrifié à l'apparence, Ledru-Rollin symbolise son époque par l'étonnante facilité de sa carrière d'agitateur.

A peine monte-t-il sur les tréteaux de la révolution que les premiers rôles lui sont donnés. Il ne fait ni stage ni apprentissage : il est subitement un chef.

C'était le bon temps, la carrière démocratique n'était pas encombrée. Il suffisait d'un cœur loyal, d'une âme naïve et d'une voix sonore pour dominer le peuple et en être aimé.

Observons à quel point tout était facile. Ledru-Rollin, ignorant des misères de la vie matérielle, fait de longues et bonnes études de droit. Il achète et dirige des journaux juridiques : avantageux placement de capitaux. Mais il sent au cœur un amour exubérant du peuple, amour qui ne se peut celer. Il faut qu'il l'exprime. Aussitôt un siège de député lui est offert et Ledru-Rollin s'insurge contre le cens après l'avoir payé. Sa sincérité, d'ailleurs, n'en est que plus admirable. Puis quelques discours suffisent, que dis-je ? un seul discours, le même, toujours le même, suffit pour que Ledru-Rollin s'élève au plus haut rang de l'État. Il préside presque la République. Très enclin à confondre les progrès de la démocratie avec ses succès personnels, il peut croire un instant que la rénovation du monde est pour jamais accomplie.

Mais qui ne verrait, en outre, les conditions d'extrême confortable parmi lesquelles se développe sa carrière d'agitateur. Siège à la Chambre, banquets et voyages, honneurs et gloire, fortune solide : tout appartient au révolutionnaire. L'ami du peuple ne fait point disparaître le bourgeois riche.

Alors, la mission d'agiter le peuple est le privilège de la bourgeoisie. Le mécontentement vaniteux et bavard des jeunes bourgeois est comme une éruption naturelle du plus faiblement constitué des gouvernements. Et ils tirent de lui un sang appauvri ; et chacune de ces manifestations l'achemine à sa mort. Et les agitations surtout oratoires de ces jeunes avocats bien rentés ne sont que la contrefaçon de l'héroïsme.

Mais aujourd'hui, parmi les révolutionnaires la concurrence est rude. La carrière d'agitateur a perdu plusieurs de ses avantages. Autres temps, autres mœurs.

Les idées elles-mêmes se sont compliquées depuis lors. Celles de Ledru-Rollin sont étrangement simples. Il est presque surprenant qu'elles aient pu lui suffire : ses bons sentiments les suppléaient.

Oh ! que ses idées sont simples ! Mais en a-t-il vraiment plusieurs ? Il est permis d'en douter. Je crois qu'il n'en a qu'une. Mais elle est immense, infinie, embrasse tous les domaines de la vie politique et de la vie sociale, embrouille toutes choses sans effort de complication.

Cette idée, la voici : il importe d'établir le suffrage universel pour que le peuple accomplisse lui-même son bonheur. Et Ledru-Rolllin entourait cette idée de beaucoup d'éloquence. Il disait : « Pour nous, Messieurs, le peuple, c'est tout. Soulager ses misères, ses douleurs : voilà notre but. Passer par la question politique pour arriver à l'amélioration sociale : telle est, je le répète, la marche qui nous caractérise en face des autres partis. » Il disait ensuite : « Nous ne demandons qu'une seule chose : qu'on pousse jusqu'aux dernières limites le principe de liberté, d'égalité et de fraternité. » Et il s'exaltait sur ces trois mots, et il criait à la fin : « Salut ! ô grand et immortel symbole ! salut, ton avènement est proche ! » Pour hâter l'avènement du symbole comme il disait, il affirmait justement : « La réforme électorale est le premier pas à faire... Cette réforme il la faut radicale. » Et il précisait dangereusement sa pensée en disant : « Quel est donc le législateur assez insensé pour poser un principe politique auquel il ne donne pas une assise profonde dans les institutions sociales ? » Et véritablement, si cette idée n'est pas tout à fait exacte, elle est extrêmement fausse. Nous sommes accoutumés à croire que le progrès politique est le progrès initial qui doit déterminer le progrès social. Mais, considérant toutes les incohérences dont nous fûmes témoins depuis cinquante ans, ne pourrait-on pas dire que le contraire seul est juste, et que c'est le progrès social qui doit se traduire subsidiairement et accessoirement en

progrès politiques? En tous cas, si la conception de Ledru-Rollin est, comme je me permets de le penser, une erreur, cette erreur fondamentale est bien de lui, et il prit une part très importante à son développement. Mais comment ne l'aurait-il pas commise? Il professait une opinion d'un optimisme si charmant sur les aptitudes des masses populaires à se régir. Avec quelle intensité de conviction il affirmait : « Non seulement, Messieurs, le peuple est digne de se représenter lui-même. Mais, si l'on veut être juste, lui seul peut utilement se représenter. Qui donc en effet, dans une Chambre législative, connaît assez aujourd'hui ses intérêts, ses besoins, pour oser les défendre ? » C'est ainsi que Ledru-Rollin condamne avec une candeur touchante sa propre immixtion de bourgeois dans les affaires du peuple. Il concluait, en la loyauté audacieuse de son âme innocente, qu'il était urgent d'abandonner au peuple tout le pouvoir politique. Le suffrage universel pour les réformes sociales : voilà l'idée essentielle, l'idée exclusive de Ledru-Rollin.

Et moi je pense et je pourrais prouver que la réalisation prématurée de ces projets séduisants est la cause même des retards des améliorations sociales. Mais ce n'est point ici le lieu d'en disserter.

Constatons seulement, comme il sied, la merveilleuse simplicité du programme de Ledru-Rollin. Programme simple, mais vaste, illimité et très pourvu d'ambitieuse générosité. Le pis est qu'il l'exécuta tout entier. Il communiquait, en effet, à cette idée rudimentaire une force énorme de continuelle propension, car il l'entourait d'une grande abondance de sentiments. L'amour du peuple emplissait son cœur et ses discours. Et il exprimait cet amour sous toutes les formes, dont la principale est une agression perpétuelle contre les pouvoirs établis. Et l'idée centrale se fortifiait de cette cuirasse sentimentale. Et les cœurs se disposaient pour la révolution. En elle, la simplicité triompha et son triomphe fut éphémère.

* * *

Cette révolution enfantine et délicieusement aimable, créatrice du suffrage universel, accrut les bons sentimentalismes exubérants de Ledru-Rollin et jeta dans ses idées quelque complication confuse.

En effet, tout aussitôt après 1848, on vit soudain, le plus nettement du monde, que le suffrage universel, pour être un excellent principe de souveraineté, était une médiocre règle de gouvernement. En lui tous les sentimentalismes ne se traduisaient qu'insuffisamment. Et le socialisme parut, qui pensa envahir toute la politique. Le socialisme était, lui aussi, une émanation de sentimentalismes : c'était le dernier cri de l'amour du peuple. Ledru-Rollin fut-il socialiste? Sans doute, en comparant, en critiquant les textes et les attitudes, nous pouvons nous composer sur ce point une notion plus précise que Ledru-Rollin lui-même. Toutefois on ne distingue rien de décisif et le doute persiste. Doute heureux.

Certes, si le socialisme signifiait seulement amour extrêmement fervent du peuple, Ledru-Rollin était socialiste plus que personne, car il aimait rudement le peuple et, aussi bien, il n'avait pas peur des mots.

Mais à mesure que le terme *socialiste* se revêtait d'une signification plus catégorique, Ledru-Rollin hésitait davantage. Tantôt il était socialiste, et tantôt il ne l'était pas.

Tout de même, étant propriétaire et aimant le peuple, il tolérait la propriété :

> Dépouillée de son caractère de personnalité égoïste, garantie et limitée par le droit de tous, la propriété devient le fruit exclusif du travail. Qui oserait, dès lors, contester son inviolabilité?

Cela est fort bien dit, et Ledru-Rollin repousse le socialisme.

D'ailleurs, en ces matières, il discute d'une façon qui n'est pas commune. Et pour débattre du socialisme, il se réfugie dans l'histoire. Il s'écrie :

> Le socialisme! Mais quand pour rendre à l'homme le noble exercice de ses facultés (la Révolution) eut la pensée d'abolir les vœux monastiques, était-ce du socialisme ou de la politique? Quand, mettant la loi d'accord avec la nature, elle a uniformisé la situation de tous les enfants en faisant passer le niveau de la loi sur l'inégalité des successions, était-ce du socialisme ou de la politique? C'était de la République.

Ah! vous m'en direz tant! Néanmoins le droit au travail passe pour une revendication doctrinalement socialiste. Mais Ledru-Rollin, qui est partisan du droit au travail, n'a point souci en l'espèce des doctrines, et il emploie d'ingénieuses formules d'un comique discret : « On a dit : le droit au travail, c'est le socialisme. Je réponds : non, le droit au travail c'est la république appliquée. »

Quand on raisonne suivant ces manières, l'audace des sentiments ne connaît plus d'obstacles.

Mais renonçons à déterminer exactement si Ledru-Rollin fut socialiste ou s'il ne le fut pas, il n'en savait rien lui-même et il aimait bien le peuple!

En dépit des complications imprévues que les incidents, également imprévus, de la Révolution de 1848 apportèrent dans les idées de Ledru-Rollin, ce brave homme est l'homme d'une idée. Il voulait établir le suffrage universel pour réaliser le bonheur du peuple. Et je crois qu'il avait tort et que c'était commencer par la fin, si j'ose m'exprimer ainsi, et qu'il est permis de considérer cela comme une faute de méthode, si je l'ose dire. Mais son erreur est une

grande erreur, une erreur qui se suffit à elle-même et qui peut occuper justement toute la vie d'un homme.

Puis, de si beaux sentiments s'agitaient autour et de si belles phrases!

*
* *

Cependant il fallut agir. Ledru-Rollin agit et il fut un homme d'action médiocre, et cela compléta sa physionomie. En cela encore, toute une époque paraît.

Du jour au lendemain la monarchie croula, et s'opéra la révolution. Alors Ledru-Rollin prouva quelque modération, incertaine et timide, en l'application maladroite et comme décontenancée des principes révolutionnaires.

Certes, la tâche était difficile : hâtons-nous de dire qu'il y fut très inégal. Le peuple, un peu ahuri de sa souveraineté soudaine, n'en était pas moins misérable ; il s'agitait dans sa misère et la révolte fermentait en lui. Les « réactionnaires », d'autre part, cherchaient parmi les troubles quelques avantages et tout était nouveau et « on entrait dans l'inconnu ». Il fallait, pour élire l'Assemblée nationale, organiser le premier fonctionnement du suffrage universel. De cette charge on accabla Ledru-Rollin.

Ledru-Rollin ne pouvait agir qu'en parlant. Il parla beaucoup ; il écrivit plus encore. Et d'abord il envoya dans les départements des commissaires extraordinaires, très extraordinaires, à qui il adressa bientôt des circulaires, des bulletins ensuite. On jugea les premiers déplorables, lamentables les seconds et les autres exécrables. On exagérait. En vérité, Ledru-Rollin faisait ce qu'il pouvait et c'était peu de chose. Pour dominer le peuple et la situation, un grand homme d'État eût été nécessaire. Ledru-Rollin n'était pas préparé à ce rôle pour lequel, d'ailleurs, nulle aptitude naturelle ne le disposait. Tout au moins fut-il digne et brave et même audacieux, car il se montra modéré. Il tâcha à concilier les éléments extrêmes, à rassurer les bons, à faire trembler les méchants. Mais les bons n'étaient pas rassurés et les méchants, qui ne tremblaient pas, organisaient des émeutes (16 mars, 16 avril). Ledru-Rollin, qui s'appliquait à la sagesse, mécontenta tout le monde. Et le peuple vota. Ledru-Rollin fut battu dans quelques départements, élu quelque part ailleurs : et ce succès mit en relief ses échecs. Le suffrage universel sait reconnaître les siens, et il ne les ménage pas.

On n'aime pas le peuple impunément.

Et Ledru-Rollin, pour reconstruire sa popularité fut contraint de redevenir émeutier (Juin). Mais il s'embarqua bientôt pour l'Angleterre. C'était la fin.

Ainsi, dans l'action, il échoua avec éclat. Du moins, il ne voulut pas s'y soustraire, car il avait l'âme d'un brave homme et ne fuyait pas les responsabilités. Mais en lui les politiciens de 1848 se personnifient presque tous. C'étaient de bonnes gens au fond et qui n'étaient qu'à moitié charlatans. Ils parlaient, ils parlaient. Et les événements naquirent de leurs paroles et les débordèrent. Et ces hommes furent inhabiles à rien diriger.

En somme, la Révolution de 1848 ne fut qu'un demi-succès.

*
* *

Toutefois, si elle ne tint que momentanément l'affiche, elle était théâtrale autant que le peut être un révolution. Mais, tandis qu'on n'y agissait qu'insuffisamment, on y parlait excessivement : quelles paroles! On y était éloquent avec surabondance, et de quelle éloquence!

Ledru-Rollin, qui ne dépassait son époque en rien, mais qui l'atteignait en tout, a tout à fait l'éloquence de son temps. Si l'on disait qu'aujourd'hui il ne mérite de nous intéresser que par son éloquence, on serait peut-être injuste ; mais on doit avouer qu'il ne reste drôle que comme orateur.

Exquise innocence de cette éloquence sentimentale! N'y cherchez pas l'idée, je vous prie, toute sa vertu réside dans les mots. La phrase se tend, s'étend, se détend, se répand. La phrase envahit tout.

Et cet orateur est très expert en rhétorique. Images et figures, périodes, hyperboles, métaphores, paraboles : l'orateur en use avec prodigalité.

Et il est pompeux et il est poncif. Et il sait n'être jamais simple.

Sachons reconnaître que, pour si naturels que soient les défauts de cette éloquence, ils sont toujours accrus par le travail. Dans toutes les redondances coutumières de Ledru-Rollin, l'effort paraît, qui est d'ailleurs extrêmement consciencieux. Et, sans doute, l'éloquence a perdu son éclat, car il y faut l'attitude, le regard, la voix, le geste : mais ce qui demeure est très amusant.

Ainsi, Ledru-Rollin se propose d'expliquer les effets du suffrage universel. Voici :

On me demandera avec [illegible] on [illegible] où est le [illegible] les [illegible] les flaques d'eau du Nil desséché, les détritus, en dissolution sur ses rives, apportent la corruption et l'épidémie ; mais que l'inondation arrive, le fleuve, dans son cours impétueux, balayera puissamment toutes ces impuretés et, sur ses bords, resteront déposés des germes de fécondité et de vie nouvelle. Tel serait le suffrage universel.

La conclusion, fort inattendue, n'est pas sans hardiesse. Mais, en la phrase entière, ne voyez-vous pas tout ce pour quoi il est permis de s'enthousiasmer ou bien de sourire? Plaies et flaques, détritus et germes, bords et rives, balai puissant..., il ne manque aucune superfluité d'images bizarres et d'étranges comparaisons. Et je ne donne point cette phrase pour ce qu'elle serait exceptionnelle, mais parce qu'au contraire on en trouve cent autres en Ledru-Rollin qui sont exactement pareilles. C'est la note, c'est le ton.

Et, lorsque Ledru-Rollin, négligeant la métaphore, appelle l'histoire à son aide, le résultat est singulier :

..... Et à ces cris de désespoir on entend quelques voix parties de la tribune répondre: Peuple, que veux-tu, que demandes-tu? N'es-tu point souverain, peuple, n'es-tu point roi? Insultante dérision! misérable ironie! Le peuple roi! Ils l'appelaient roi aussi les Pharisiens d'une autre époque, ce révélateur d'une religion nouvelle qui venait prêcher aux hommes l'égalité et la fraternité. Ils l'appelaient roi, mais en le flagellant, en le couronnant d'épines, en lui jetant à la face l'injure et le blasphème. Le peuple, Messieurs, c'est l'*Ecce homo* des temps modernes. Mais soyez convaincus que sa résurrection est proche. Il descendra aussi de sa croix pour demander compte de leurs œuvres à ceux qui l'auront trop longtemps méconnu.

Tout commentaire serait vain. Et voilà l'éloquence de ce bon tribun!

L'emphase y règne en tyran. Et l'orateur, d'ailleurs clair et précis, est toujours important, solennel, majestueux et coutumier de l'idée générale et, pour nous résumer, prudhommesque. Mais sans nul mérite : il cédait à son temps et à sa nature.

Grandiloquence du cœur, grandiloquence des mots : c'est Ledru-Rollin.

* * *

Mais qu'est-ce donc, en vérité, que cet homme?

Il se détermina une œuvre magnifique. Purement et simplement il voulut réaliser le suffrage universel pour accomplir les améliorations sociales. Il eut moins tort de le vouloir que d'y réussir si hâtivement. Et le travail n'était pas médiocre ; mais Ledru-Rollin dédaigna de le préciser, car s'il aimait avec pompe la démocratie, il l'aimait plutôt dans l'ensemble que dans les détails. Il s'appliqua donc, non sans quelque inconscience alimentée par une violente ardeur de justice, à remuer la société tout entière, ainsi qu'il convenait. Et ce fut en lui une permanente exaltation.

Il faut dire, pour le juger, qu'il fut aveugle autant qu'il fut sincère. Il ne prévit nulle conséquence de la révolution qu'il préparait et les événements le surprirent toujours. — De même ses contemporains politiques. Entraînés par le torrent de leurs éloquences intempérantes ils ne discernaient rien dans la réalité de la vie. Ils s'agitaient à la surface et s'en contentaient.

Sans doute, la parole animée de Ledru-Rollin fut bienfaisante en ce qu'elle signala les misères sociales : ce qui assurément ne les adoucit pas, mais les fit connaître mieux. Puis, Ledru-Rollin fit très utilement voir au peuple qu'il était une victime et lui montra justement quels étaient ses bourreaux. Enfin, il était riche et ne créa pas des œuvres vulgaires d'assistance et de protection sociales, mais des journaux, ainsi que le commandait à coup sûr l'intérêt du peuple très bien compris. Cet homme avait le sens de la vie politique.

Aussi bien, les répercussions imprévues de l'élan révolutionnaire qu'il avait multiplié dans la masse, condamnèrent Ledru-Rollin à une inaction heureuse et favorable. Éloigné de France, son prestige, par la distance, fut empêché de disparaître. Ses convictions semblèrent plus belles et plus fortes : d'autant que leurs témoignages, se répandant à plaisir en excès de paroles, étaient parfaitement inutiles. Et, lorsque Ledru-Rollin mourut, il s'était composé l'exacte physionomie physique et morale d'un pontife de la démocratie. Il n'avait ni autorité, ni activité. Il était respectable et gras.

Considérons cependant la franche exaltation perpétuelle de son âme simple et bourgeoisement vaniteuse, — l'impétuosité de sa parole qui hâtait, plus qu'il n'était bon, le mouvement de sa pensée, — l'aggravation des sentiments par je ne sais quelle littérature laborieuse, — le calcul venant à la suite du désintéressement, corrompant la sincérité sans l'anéantir, — Ledru-Rollin est, il restera l'auteur à peu près responsable du suffrage universel.

On lui éleva une statue. Je ne crois pas qu'on pût faire autrement.

ERNEST-CHARLES.

UNE EMMURÉE

L'éducation d'une sourde-muette-aveugle.

> Mes yeux sont fermés pour mon âme, et cela fait qu'elle entend mieux! Je suis comme une sœur morte qui regarderait d'au delà de la vie. Je te parais peut-être comme une ombre : c'est que je suis dans un autre monde. Tu vois ce que je ne vois pas. Je vois ce que tu ne vois pas. De là vient que tu te sens séparé de moi par un abîme.
>
> GABRIEL D'ANNUNZIO.
>
> *La Vie [illegible]*

Je suis souvent étonné que, dans leur évidente recherche de sujets inédits et de milieux peu connus, les nouveaux romanciers, aussi bien les peintres

de mœurs à la Balzac que les psychologues à la Stendhal, se soient si rarement avisés de la curiosité et de l'originalité singulières que présente l'étude des mœurs et des âmes des aveugles. Surtout que l'on n'objecte point que les pauvres êtres auxquels, d'une manière ou de l'autre, la vue a été enlevée sont des malades, des estropiés, c'est-à-dire des créatures exceptionnelles échappant trop aux conditions normales de l'existence pour que leur humanité puisse vraiment passionner le public. Car je répondrais alors que, pour ne pas être, évidemment, des hommes vivant comme vous et moi, les aveugles me paraissent cependant moins éloignés de nous que les personnages hystériques, morphinomanes ou aliénés auxquels se complait l'imagination des meilleurs écrivains d'aujourd'hui. Et j'estime, — ce qui d'ailleurs n'est pas prétendre beaucoup, — que l'étude de telles âmes luttant ainsi, tragiquement, avec les ténèbres absolues dans lesquelles la nature les a comme ensevelies, présente, pour le moins, autant d'intérêt général que les médiocres pensées d'une petite marquise qui hésite à changer d'amant ou que les raisonnements plus médiocres encore, avec lesquels un don Juan à monocle s'efforce de séduire quelque Emma Bovary en attente du Tzigane.

Cependant, dans cet ordre de travaux, je ne vois guère, à citer, qu'une courte étude de M. Édouard Rod et qu'un long roman de M. Descaves. Avec des moyens différents, le psychologue perspicace et le patient naturaliste ont véritablement réussi à reproduire quelques aspects de la vie intérieure et de la vie extérieure des aveugles. Je n'étonnerai personne si j'ajoute que puisque l'auteur des *Roches Blanches* l'a signé, le petit roman *Clartés dans la Nuit* (1) est une œuvre exquise. On ne saurait l'achever sans émotion. Quant aux *Emmurés* (2), ils sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de faire davantage que de les rappeler ici. Je persiste à croire, toutefois, que si M. Descaves avait écrit cette œuvre importante avec plus de charité et plus de tendresse véritable, la portée et la beauté sociales en seraient aussi plus communicatives.

Mais quoique les circonstances imaginées par M. Rod soient bien touchantes et quoique l'éducation de Savinien Dieuleveult soit assez curieuse, comme ces inventions de romanciers paraissent néanmoins simples et pâles auprès des trouvailles, auprès des bizarreries excessives de la réalité. Au lieu d'un Marius Roch devenu aveugle sur le tard et que l'amour consolera de toute peine, — au lieu d'un Savinien Dieuleveult traînant péniblement une misérable existence d'organiste obscur, la vie nous racontera l'éducation presque miraculeuse d'une jeune fille aveugle, sourde et muette qui, à force de patience, de volonté et de travail, en arrivera à obtenir son *brevet supérieur*.

M. Rod ou M. Descaves se fussent-ils avisés de relater un cas pareil qu'on eût traité leurs récits de contes à dormir debout. D'ailleurs, à la vérité, quand les journaux américains ont commencé à parler de Miss Helen Keller, le public a, d'abord, manifesté quelque scepticisme. De tels prodiges semblèrent du domaine de la fiction. Mais il s'agissait de faits, non d'inventions ; de faits susceptibles de confirmation directe et précise. Le « sujet » extraordinaire n'a pas refusé de se soumettre à l'examen attentif de la Société d'anthropologie de Chicago. Et il a bien fallu reconnaître que, dans l'histoire des aveugles, l'éducation d'Helen Keller était un des « cas » les plus rares qui se fussent encore présentés. Une fois de plus, la réalité se montrait plus inventive que l'imagination des poètes !...

C'est d'après des documents en quelque sorte officiels, que je vais essayer de vous faire connaître cette jeune personne phénoménale.

I

Dans une pittoresque ville du nord de l'Alabama, à Tuscombia, naissait, voici dix-huit ans, une petite fille rose et blanche avec de grands yeux bleus qui grandit comme grandissent les bébés, en riant et en pleurant tour à tour, et ses parents étaient dans la joie, car c'était leur premier enfant. A qui voulait l'entendre, la jeune mère répétait qu'en vérité, on n'avait jamais vu fillette plus intelligente. Et lorsqu'il revenait le soir et qu'il voyait accourir à sa rencontre cette amour de bébé aux boucles d'or, le père, dans un mouvement d'orgueil, la prenait dans ses bras et la soulevant bien haut criait : *hurrah !* en bon major américain qu'il était. Puis, couvrant de baisers son trésor, il ajoutait en manière de plaisanterie : « Qu'est-ce que ma petite femme a fait aujourd'hui ? » Et la petite femme, qui commençait à gazouiller, essayait de raconter qu'elle avait joué toute la journée dans un beau jardin où les couleurs vives des fleurs et les vols bigarrés des papillons l'avaient infiniment divertie.

Bref, la famille Keller, une brave et probe famille de robustes Américains du Nord, était tellement satisfaite d'avoir enfin une petite fille, que la nouvelle maman, dans son enthousiasme, voulut qu'on baptisât le bébé *Helen* ; Helen, c'est-à-dire lumière. Cette enfant n'était-elle pas la lumière de leur bonheur présent comme elle serait aussi la lumière de toute joie future?

1. [illegible]
2. *Les* [illegible], 1 vol. in-8°, Tresse et Stock, Paris, [illegible]

Mais au brillant été succéda un fâcheux hiver. Helen eut de la peine à le supporter. Et comme elle atteignait son dix-neuvième mois, elle tomba malade très gravement. On devine l'angoisse des Keller. Les médecins laissaient peu d'espoir. La fièvre augmentait toujours. Hélas! les parents ne pouvaient accepter le sacrifice d'une vie qui leur était aussi chère. Alors, grâce aux soins sans repos de la mère, le miracle se réalisa (car les mères en réalisent encore pour leurs enfants), la petite Helen fut conservée à la tendresse de sa famille. Cependant, comme elle entrait en convalescence, les docteurs durent reconnaître ces faits terribles que jamais la fillette ne recouvrerait ni la vue, ni l'ouïe. C'était, — semblait-il, — l'emmurement définitif loin de la vie et loin de tout, dans l'éternel silence et dans l'éternelle nuit. Une condamnation à mort aurait paru douce auprès de l'avenir que semblaient devoir réserver de telles infirmités. L'enfant, qui en est arrivée à pouvoir écrire son *Autobiographie*, a dit, en parlant de cette crise terrible : « J'étais, alors, trop jeune pour réaliser la portée de ce qui m'arrivait. Graduellement, je m'habituais au silence et à l'obscurité et je finis par ne plus savoir qu'il y eût jamais fait jour. Bientôt même, comme je n'entendais aucun son, ma voix d'enfant se tut. J'oubliai presque tout : une seule chose resta dans ma mémoire : le tendre amour de ma mère. »

Très timide, très délicate, l'enfant qui n'avait plus aucun moyen de correspondre avec le monde extérieur passait ses journées sur les genoux maternels. Elle aimait à être embrassée ; elle avait besoin de caresses ; une de ses rares distractions était de mettre ses menottes sur la bouche de la personne qui la portait. Le mouvement des lèvres l'amusait. D'ailleurs, dès qu'une personne la choyait, c'était son premier geste instinctif. Ne pouvant voir la bouche des autres, ni soupçonner leurs paroles, on eût dit cependant qu'un instinct secret l'avertissait que c'était par le mystère de cet organe-là que les hommes parvenaient à communiquer entre eux.

Néanmoins, en dépit d'obstacles aussi graves, par la force des choses et parce que l'intelligence de cette fillette était demeurée intacte, certains échanges de signes établirent assez vite quelques correspondances entre Helen et sa mère. Il ne s'agissait, naturellement, que de faits élémentaires, des premières nécessités de la vie quotidienne. Mais avec les années qui passaient, ces moyens empiriques devenaient de plus en plus insuffisants. A mesure que ses pensées se compliquaient, la petite infirme pouvait de moins en moins les exprimer, et de dépit, elle tombait dans de véritables crises de colère. Pour mettre fin à un état de choses qui menaçait de s'aggraver, pour essayer aussi d'introduire un peu de lumière et comme la voix de la pensée en la nuit silencieuse de cette pauvre âme humaine, le major Keller demanda à l'*Institut Perkins*, de Boston, une institutrice ayant l'habitude des méthodes employées dans l'éducation des aveugles.

Au printemps de 1887, Miss Sullivan débarquait à Tuscombia. Ayant été aveugle elle-même, elle savait ce qu'il en coûte de patience pour apprendre la moindre chose à ceux qui n'ont plus leurs cinq sens. Mais dans le cas présent, le problème semblait insoluble. Helen n'avait à sa disposition que le toucher. Cependant, Miss Sullivan ne désespérait point. Son premier mouvement fut de prendre l'enfant dans ses bras et de la couvrir de baisers. Par extraordinaire, la fillette ne se rebiffa point. De ses mains, curieusement, elle explora, au contraire, le visage de la nouvelle venue. C'était sa seule manière de dire bonjour. La glace était rompue. Helen avait une amie. Ce courant de sympathie que le hasard établit ainsi, subitement, ne fut point sans faciliter beaucoup les débuts de l'initiation. Un peu de tendresse suffit où toute la science du monde échouerait. Nous ne faisons bien que ce que nous faisons par amour.

Le lendemain (dans des conditions aussi rares, il ne pouvait être question de leçons), Miss Sullivan donnait à son élève une belle poupée dont les paupières étaient mobiles et les lèvres saillantes. Helen semblait ravie. Alors, lui prenant la main, Miss Sullivan lui apprit à épeler les trois lettres du mot *doll* (puisque la scène se passe en Amérique et que l'institutrice avait à enseigner l'anglais à sa petite élève). Ensuite, plaçant la poupée dans une des mains d'Helen, elle lui fit de l'autre recommencer plusieurs fois le jeu des doigts. La fillette s'en amusait. Et ainsi, pendant une dizaine de jours, elle apprit une vingtaine de mots sans parvenir à comprendre la corrélation qui existait entre les objets qu'elle touchait et les signes qu'elle exécutait.

Enfin, un matin, Miss Sullivan n'ayant pu parvenir à lui faire distinguer le contenant *pot* du contenu *lait* emmena son élève au jardin sans insister davantage. L'enfant portait toujours le *pot* qu'elle s'obstinait à appeler *lait*. On passa près d'une pompe ; un domestique tirait de l'eau. L'institutrice eut l'idée de remplir le pot d'eau fraîche et d'épeler en même temps, le mot de *water* (eau). Dans son *Autobiographie*, Helen ajoute : « Ce mot frappa mon intelligence. Jusqu'à ce moment mon esprit avait été comme une chambre obscure, attendant que les mots y entrassent et y allumassent la lampe qui est *la pensée*. Je quittai la pompe, désireuse d'apprendre toutes choses. »

Le premier degré était franchi. Assez vite Helen sut l'alphabet, puis les noms des objets usuels, enfin les verbes auxiliaires. Ensuite les progrès parurent s'arrêter. Après avoir débuté par n'employer que des

termes dont la fillette pouvait connaître le sens exact, Miss Sullivan prit le parti d'émailler ses discours d'expressions et de locutions inconnues que le contexte cependant suffisait à élucider. Le procédé donna des résultats excellents et bientôt le langage manuel mit la petite sourde-muette-aveugle en état de communiquer avec ses semblables. L'institutrice qui a rédigé le récit de ses expériences conclut : « Je parlais à Helen avec les doigts aussi vite que je l'eusse fait avec la voix si elle eût été une enfant ordinaire. Seulement, puisqu'elle dépendait entièrement de moi, à tous les points de vue, notre conversation ne tarissait guère. »

Maintenant qu'une fenêtre était ouverte, les rayons de la lumière allaient promptement développer la vive intelligence de cette petite tête toujours en travail. L'instruction d'Helen Keller suivit une marche rapide et, en peu de mois, elle regagna le temps perdu. Avec une étonnante facilité, elle apprit à lire les caractères en relief. Bientôt, elle forma des phrases à l'aide de mots imprimés sur des bandes de papier séparées. Puis Miss Sullivan lui mit un crayon au bout des doigts et, dirigeant la main hésitante, enseigna à la petite aveugle, à écrire blanc sur noir avec de l'encre et des plumes. Un mois après sa première leçon, Helen était en état d'envoyer à sa cousine une lettre parfaitement correcte qu'elle avait tracée sans l'aide de personne. Bien des fillettes de sept ans qui ont leurs deux yeux et leurs deux oreilles ne seraient pas en état d'en faire autant.

On demandait à l'institutrice les raisons de succès aussi exceptionnels et qui, d'ailleurs, n'ont fait depuis que continuer. Elle répondit qu'à son avis, Helen devait moins à ses facultés naturelles qui sont indiscutables, qu'à sa constante application et surtout qu'à sa passion — le mot n'est pas exagéré — pour toute espèce de lecture. Dès qu'elle commença à savoir les déchiffrer, on ne pouvait plus lui arracher des mains les livres en relief. Bientôt elle apprit encore à se servir du système Braille, le système des lettres percées au poinçon, le plus communément adopté en Europe et celui au moyen duquel des milliers d'ouvrages sont imprimés. Le champ de ses investigations s'agrandissait ainsi de plus en plus.

Enfin, surtout, à son institutrice, à sa mère, à son père, à tous ceux qui s'intéressaient à elle, constamment, avec une curiosité qui ne parvenait point à se lasser, elle demandait toujours de nouvelles lectures. Quand je dis lectures, c'est manière de parler, car tout ce qu'elle pouvait faire c'était de donner sa main fine et de sentir attentivement le jeu des doigts complaisants qui traduisaient, en silence, les belles actions de l'histoire, les belles découvertes de la science, les belles phrases des poètes!... Ah! les poètes! Entre tant de nobles esprits ils ont bien les secrètes préférences d'Helen Keller. Quoiqu'elle n'ait jamais pu entendre le rythme d'aucun vers, elle en devine néanmoins la musique subtile, — et l'on croirait que dans la chambre noire de son imagination les images se colorent de nuances plus magnifiques que n'en connaissent ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Longfellow n'a pas de lectrice plus fidèle. Elle finira par savoir par cœur toute cette œuvre admirable. Les pures rêveries du poète chrétien ont rempli l'âme exilée de l'aveugle de douceur et de paix.

II

Vers sa dixième année, Helen conçut une grande ambition, elle voulut apprendre à parler. Jusque-là cependant l'instinct la poussait souvent à émettre des sons avec la bouche. Mais dans la crainte que le gosier n'en souffrît, Miss Sullivan s'efforçait toujours de l'en empêcher. Il ne paraissait pas possible que l'enfant pût apprendre à s'exprimer et d'ailleurs, y fût-elle parvenue, qu'il semblait que sa cécité en l'empêchant de suivre le mouvement des lèvres eût été un obstacle insurmontable à cette nouvelle voie de communication. Toutefois, une dame ayant raconté à l'infirme qu'une Norvégienne également sourde et aveugle, Mlle Ragnild Kaata, était parvenue à articuler avec la bouche et à comprendre en plaçant sa main sur les lèvres de ses interlocuteurs, Miss Keller n'eut plus de repos que ses parents ne l'eussent conduite auprès d'un professeur spécialiste.

Je ne sais, mais je trouve qu'en apprenant à parler en dix leçons à cette petite fille qui ne voyait ni n'entendait rien, miss Fuller, la directrice d'une *Maison d'éducation pour les sourds* de Boston, réalisa un prodige encore plus étonnant que ceux que je viens de décrire. Quand on songe aux difficultés d'un tel enseignement, on reste stupéfait d'un résultat aussi prompt. Si l'élève paraît supérieure — la maîtresse fut extraordinaire. Voici comment elle procéda :

Elle commença par expliquer à Helen, avec le langage manuel bien entendu, la place et les rapports dépendant des différentes parties du larynx et de la bouche. Puis Miss Fuller prononçant *i* mit sur son larynx, une main, et dans sa bouche, la seconde main de l'aveugle. De cette manière Helen sentait la position de la langue et l'effort de voix nécessaire pour émettre le son *i*. La fillette devait ensuite répéter le même exercice et essayer, à son tour, d'émettre le son qu'elle ne pouvait entendre. Des doigts, en pressant plus ou moins ou en rectifiant la position de la langue, Miss Fuller corrigeait la jeune fille

jusqu'à ce que le son devînt parfait (1), et en peu d'instants il le fut. Alors, on passa à d'autres voyelles, puis ce fut le tour des consonnes. Enfin, on en vint aux mots et la première leçon n'était pas achevée, qu'Helen Keller était en état de prononcer distinctement *papa* et *maman*. Bref, ayant commencé ces exercices le 26 février, le 19 mars suivant déjà, la jeune fille était à même de faire, sans hésitation, un récit de plus de deux cents mots.

En rentrant à la maison, ce soir-là, elle disait de sa voix nouvelle : « Je ne suis plus aveugle maintenant ! » Et peu de jours après, elle écrivait à Miss Fuller : « Je suis aussi joyeuse que les petits oiseaux parce que je sais causer. C'est maman qui sera contente ! Je puis à peine attendre le mois de juin. Je me réjouis tant de lui parler ainsi qu'à ma petite sœur. Milred ne comprenait pas, lorsque j'épelais avec les doigts, mais à présent, je pourrai la prendre sur mes genoux et lui raconter une foule de choses qui lui feront plaisir et nous serons bien heureuses ensemble. N'êtes-vous pas contente, chère Miss Fuller, d'avoir fait le bonheur de tant de personnes ? »

Toutefois la seconde partie de l'enseignement ne donna pas des résultats aussi notables. Helen ne peut que rarement arriver à comprendre ses amies en appliquant sa main sur leur bouche. Le cas de la jeune Norvégienne semblerait indiquer qu'il faille, pour employer, avec succès, un tel moyen de transmission, un idiome à la prononciation nettement accentuée et qui, comme le danois, utilise à chaque instant l'effort des lèvres, de la langue, de toutes les parties du gosier. Tandis que l'anglais avec ses consonances sifflantes, ses élisions rapides, ses syllabes muettes bien plus murmurées qu'articulées par les lèvres immobiles, échappe presque complètement aux appréciations du toucher.

Quoi qu'il en soit, dès lors, à cette réserve près, le développement d'Helen Keller suivit une marche constante et les obstacles accumulés, comme à plaisir, par la nature malfaisante, n'en ralentirent plus, d'une manière appréciable, le cours normal. L'aveugle sourde-muette qui était ainsi parvenue à suppléer aux moyens qui lui faisaient défaut ne tarda point à devenir une élève brillante. Elle apprit le latin, l'histoire, la littérature anglaise, l'arithmétique, le français et l'allemand. Aux dernières nouvelles, elle venait de passer, avec succès, son examen d'admission au collège de Radcliffe, annexe de l'Université de Harvard.

(1) [illegible] un son continu, tandis que le maître jouait des doigts sur le [illegible] dont l'effet, j'ai hâte de le dire, était tout à fait déplaisant.

Celle qui écrivait : « Je suis si heureuse que je voudrais vivre toujours parce qu'il y a tant de belles choses à apprendre ! » — est en train de tenir la parole qu'elle se donnait à elle-même. Après avoir été parmi les plus déshéritées, condamnée, semblait-il, à l'ignorance perpétuelle, Helen Keller sera demain parmi les plus instruites — et avec un sens unique, elle acquerra tantôt l'équivalent de ce *Brevet supérieur* que, malgré leurs cinq sens et tous leurs efforts, tant d'autres n'obtiendront jamais. Comme l'a fort bien dit M. Ernest Naville : « Cette histoire est riche en renseignements pour les études de psychologie et pour la théorie de l'éducation. Elle démontre que les facultés de l'esprit peuvent manifester leur puissance et s'épanouir dans des conditions autres que les conditions ordinaires de leur développement. Elle achèverait, si cela était nécessaire, de détruire un préjugé funeste qui a régné dans l'antiquité, savoir que, selon l'expression du poète Lucrèce : « Aucune « science humaine ne peut entrer dans l'intelligence d'un sourd-muet. »

Mais avant de conclure par un rapide « instantané » de cette jeune personne accomplie, quelques réflexions se présentent à l'esprit :

Les expériences qu'Helen a été en mesure de faire elle-même, à l'aide du toucher, du goût ou de l'odorat, étant relativement restreintes, il faut remarquer que son développement intellectuel reste presque uniquement mnémotechnique. Ce qu'elle sait de la vie, de la nature, de l'âme des autres, sa mémoire l'a puisé dans les innombrables livres dont elle a eu connaissance. Le domaine de ses perceptions est trop limité pour qu'elle puisse en espérer beaucoup de données originales. Elle ne songe d'ailleurs même point à l'explorer. M. Descaves, qui a étudié toutes ces questions avec une patience exemplaire, affirme « l'incapacité créatrice de l'aveugle-né, l'asservissement de la mémoire à d'anciennes lectures ». Que faudrait-il dire des aveugles sourds-muets ?

Quoique Helen Keller ait peut-être conservé certaines notions confuses des dix-huit premiers mois de sa vie, notions qui, jusqu'à un certain point, peuvent expliquer les images de son style, ses lettres, son autobiographie, ses productions littéraires (car, à ses moments perdus, elle écrit même des contes de fée) n'en sont pas moins de véritables déceptions. Dans les pages que j'ai eues entre les mains, j'ai vainement cherché des sensations personnelles, olfactives ou gustatives. En revanche, j'ai trouvé nombre de phrases gracieuses sur les jeux de la lumière ou sur les mille bruits de la vie qui ne sont évidemment que des répétitions de lectures ou de conversations.

Ainsi, sans hésitation, elle écrira en racontant une visite qu'elle fit à l'exposition de Chicago : « Vers la fin de l'après-midi, nous montâmes en gondole, afin

de parcourir les lagunes. *Tandis que le soleil disparaissait à l'horizon dans une [illegible], il répandait une douce lumière rosée sur la Cité blanche, lui donnant plus que jamais l'apparence d'un pays enchanté.* » Détails qu'elle était bien empêchée d'observer elle-même, que miss Sullivan doit lui avoir communiqués et qu'ensuite, elle a répétés en perroquet bien dressé. Ce qui nous intéresse médiocrement, tandis que nous eussions été charmés de trouver le récit des observations qu'elle était en état de faire. Par exemple, des phrases dans ce goût-ci : (J'essaie de les imaginer en m'efforçant de me mettre à la place d'une personne qui ne verrait ni n'entendrait plus.) « Vers la fin de l'après-midi, nous montâmes en gondole, afin de parcourir les lagunes. *La fraîcheur légère du vent qui me frappait au visage annonçait la fin de la journée. La [illegible] l'atmosphère. Je plongeai ma main dans l'eau du lac ; elle était tiède. L'impression me ravit ; la journée avait donc été magnifique !...* »

Les seules sensations personnelles qu'Helen Keller exprime parfois, d'une manière assez imprévue, sont toutes tactiles. Ainsi, dans ces mêmes pages sur l'Exposition de Chicago, elle dira, spontanément : « Un Français m'a montré les bronzes merveilleux de son pays. Je crois que c'est ce dont j'ai le plus joui à l'Exposition, *car ces bronzes étaient si beaux et si vivants au toucher !...* » Encore de semblables indications sont-elles fort rares. Si on n'en était prévenu, rien dans ces jolies descriptions de paysages ne pourrait faire soupçonner que celle qui les composa ne jouissait plus de la plénitude de ses facultés auditives et visuelles. Seulement n'étant pas ne pouvant jamais être le résultat d'observations subjectives, ces pages de poésie restent de purs et simples rappels de mémoire quand elles semblent davantage que la répétition des paroles du guide.

Ainsi, un matin d'hiver, Miss Sullivan conduisant sa jeune élève sous la neige qui tombait, chercha à lui expliquer la nature et l'effet de ce phénomène. Croyez-vous qu'Helen se plut à lui raconter l'impression bizarre que devait faire sur ses doigts sensibles la fraîcheur fondante de la neige ? Erreur, elle lui répondit par quelques phrases si poétiques que l'institutrice ne put se retenir de demander à la petite aveugle où elle les avait lues ? — Mais nulle part, répondit Miss Keller. Cependant Miss Sullivan conservant des doutes fit des recherches parmi les dernières lectures d'Helen et en fin d'enquête, il se trouva que la jolie réponse répétait à peu près textuellement des vers de Longfellow sur *les flocons de neige*.

Pareille aventure s'est répétée bien souvent. Au lieu d'être rempli de données précises et sans cesse renouvelées, par l'observation directe, le cerveau d'Helen Keller est bourré de phrases toutes faites, d'images apprises par cœur, dont elle ne pourra jamais contrôler la vérité et qu'il suffit du hasard d'une répétition de mots, pour inscrire à nouveau au tableau [illegible] de sa [illegible]. [illegible] sa complète bonne foi, tandis qu'elle croit traduire une idée originale, elle ne fait que répéter inconsciemment une citation gravée dans sa mémoire. C'est au point qu'un conte, *le Roi du Gel*, qu'elle mit quinze jours à composer, s'est trouvé rappeler, jusque dans de menus détails, un récit de miss Camby dont elle avait eu connaissance trois années auparavant. Durant les deux semaines qu'elle passa à écrire et à récrire ces quelques pages, Helen Keller croyait inventer. Elle ne faisait, en réalité, que se souvenir, que rechercher péniblement, dans le mystère de sa mémoire, les bribes effacées d'une lecture déjà ancienne. Et ainsi se trouverait confirmée la théorie de M. Descaves que les aveugles ont les plus grandes difficultés [illegible] des sensations personnelles » !...

Quoi qu'il en soit, — car ces remarques psychologiques n'enlèvent rien à l'intérêt du « cas », — cette jeune fille qui traversa de telles épreuves, montra un tel courage moral et une application aussi constante, n'est point une petite sœur grise, maladive et silencieuse, comme on pourrait se l'imaginer. Très gracieuse, d'une ligne élégante, avec un visage exquis qu'encadrent poétiquement d'épaisses boucles brunes, Miss Helen Keller, écrit une rédactrice américaine, est une demoiselle charmante « dont toute l'expression respire la joie ». Ses mains sont admirables et il est à supposer qu'elle s'en servira bientôt pour toucher du piano. Elle danse avec une aisance pleine de distinction. Volontiers, elle récite des pièces de vers, — et sa candeur, sa bonté d'âme sont inaltérables. Pieuse, d'un protestantisme orthodoxe qui n'est pas aussi intéressant qu'on l'a prétendu, Miss Keller a vraiment accepté l'épreuve terrible à laquelle Dieu l'a soumise. Actuellement, ses infirmités ne la révoltent plus. « Ce qui ne signifie point, ajoute-t-elle dans son *Autobiographie*, que je ne sois jamais triste ; mais je pense qu'ici-bas, chacun a sa part de chagrins. Comme l'a dit notre cher [illegible] *pluie*, — et je suis persuadée que la pluie nous est aussi nécessaire qu'elle l'est aux fleurs. » On ne pouvait, en circonstances aussi contraires, employer euphémismes plus distingués. Car, je vous en fais juges, quels sont ceux d'entre nous qui, mis en lieu et place de Miss Keller, n'estimeraient point qu'une tempête sans exemple a définitivement ravagé leur vie ? — Il y a de l'héroïsme dans la sérénité de cette douce jeune fille.

NAPOLÉON Ier ET CHATEAUBRIAND [1]

Les fêtes du cinquantenaire de Chateaubriand, qui ont été célébrées dans l'intimité à Paris, le 3 juillet, solennellement à Saint-Malo, le 7 août, mettent de nouveau en relief la personnalité du grand écrivain. De toutes parts, on évoque son souvenir, et on rappelle les aventures de sa vie.

Un des côtés les plus curieux de son orageuse destinée se manifesta dans ses relations avec Napoléon. On sait qu'il lui résista, qu'il lui tint tête dans plus d'une circonstance. A son sujet, l'Empereur fit éclater maintes fois sa colère. Ces deux hommes cependant s'estimaient, s'admiraient, s'inquiétaient de leurs jugements réciproques.

Ce fut à une fête donnée en 1802 par Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, après l'adoption du Concordat, que le Premier Consul vit Chateaubriand pour la première fois. Le *Génie du Christianisme* faisait alors beaucoup de bruit, et le nom de son auteur était dans toutes les bouches.

J'étais dans la galerie, raconte-t-il, lorsque Napoléon entra. Il me frappa agréablement ; je ne l'avais jamais aperçu que de loin. Son sourire était caressant et beau, son œil admirable, surtout par la manière dont il était placé sous son front et encadré dans ses sourcils... Une imagination prodigieuse animait ce politique si froid ; il n'eût pas été ce qu'il était si la Muse n'eût été là ; la raison accomplissait les idées du poète. Tous ces hommes à grande vie sont toujours un composé de deux natures, car il les faut capables d'inspiration et d'action : l'une enfante le projet, l'autre l'accomplit.

L'écrivain se dissimula derrière ses voisins, à l'approche du Premier Consul ; mais celui-ci l'avait aperçu, deviné, reconnu. Il l'appela à haute voix : « Monsieur de Chateaubriand ! » Les rangs s'écartèrent, et l'homme de plume se trouva face à face avec l'homme d'épée.

Bonaparte m'aborda avec simplicité : sans me faire de compliments, sans questions oiseuses, sans préambule, il me parla sur-le-champ de l'Égypte et des Arabes, comme si j'eusse été de son intimité, et comme s'il n'eût fait que continuer une conversation déjà commencée entre nous.

En parlant, Bonaparte observait son interlocuteur, et se demandait quel rôle il pourrait bien lui confier dans l'organisation de son gouvernement. Il ne fut pas long à trouver. Aussitôt, il s'interrompit, et s'éloigna. Chateaubriand serait envoyé comme premier secrétaire à l'ambassade de Rome. Le Premier Consul marqua à M. de Fontanes sa satisfaction *de la conversation* de l'écrivain : or, celui-ci n'avait pas ouvert la bouche.

Il avait jugé d'un coup d'œil où et comment je lui pouvais être utile. Peu lui importait que je n'eusse pas été dans les affaires, que j'ignorasse jusqu'au premier mot de la diplomatie pratique ; il croyait que tel esprit sait toujours, et qu'il n'a pas besoin d'apprentissage. C'était un grand découvreur d'hommes ; mais il voulait qu'ils n'eussent de talent que pour lui, à condition encore qu'on parlât peu de ce talent ; jaloux de toute renommée, il la regardait comme une usurpation sur la sienne : il ne devait y avoir que Napoléon dans l'univers.

* * *

Au commencement de 1804, Chateaubriand fut nommé ministre de France près la République du Valais. Son apprentissage diplomatique était terminé et tout faisait supposer qu'il allait arriver rapidement aux grandes charges : Bonaparte ne le perdait pas de vue. L'heure approchait cependant où il allait se séparer de lui avec éclat.

Le 18 mars 1804, ils se revirent à une soirée aux Tuileries : c'était leur seconde entrevue, tout allait bien encore. Chateaubriand trouva que le Premier Consul avait la figure bouleversée :

A mesure qu'il approcha de moi, je fus frappé de l'altération de son visage : ses joues étaient dévalées et livides, ses yeux âpres, son teint pâli et brouillé, son air sombre et terrible.

Le 20 mars, le duc d'Enghien était passé par les armes. L'auteur d'*Atala*, dans une promenade matinale, entendit crier la nouvelle. Il en fut atterré. Il se hâta de rentrer chez lui, et rédigea une lettre vive, afin de donner sa démission. Heureusement pour lui, M. de Talleyrand la conserva plusieurs jours, avant d'en parler au maître. Dans le premier moment, elle eût pu faire fusiller son auteur. M. de Fontanes en tremblait d'effroi. « C'est bon ! » dit simplement Bonaparte à Talleyrand. Plus tard, il dit à sa sœur, Mme Bacciochi, qui protégeait Chateaubriand : « Vous avez eu bien peur pour votre ami ! »

L'écrivain revint aux lettres. Quant à Bonaparte, il n'allait pas tarder à devenir l'Empereur. Un rapprochement aurait pu s'opérer entre ces deux esprits ; au fond, ils le désiraient l'un et l'autre, et parfois se mettaient en marche pour se rencontrer. Mais l'orgueil l'emportait toujours, et la réconciliation n'eut pas lieu.

Jusqu'à sa chute, Napoléon a tenu le glaive suspendu sur ma tête ; il revenait quelquefois à moi par un penchant naturel, et cherchait à me noyer dans ses fatales prospérités ; quelquefois j'inclinais vers lui par l'admiration qu'il m'inspirait,... mais, antipathiques sous beaucoup de rapports, nos deux natures reparaissaient, et

[1] Sur Chateaubriand, voyez la *Revue* des 12 et 19 mars 1898.

s'il m'eût fait fusiller volontiers, en le tuant je n'aurais pas senti beaucoup de peine.

* * *

En 1807, Chateaubriand, en proie à la sombre exaltation qui le prenait parfois, publia dans le *Mercure* un article qui visait directement l'Empereur :

Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur, lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est [illegible] disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire ; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde.

L'article se termine par ces mots où Chateaubriand se peint tout entier :

Après tout, qu'importent les revers, si notre nom, [illegible] reux deux mille ans après notre vie ?

Napoléon fit supprimer le *Mercure*. Il ne conserva pas une bien grande rancune à l'écrivain, puisque, l'année suivante, il s'arrêta, au Salon de peinture, devant son portrait peint par Girodet, portrait poussé un peu au noir, et dit en riant : « Chateaubriand a l'air d'un conspirateur qui descend par la cheminée. »

Au sujet de ce portrait, Mme de Chateaubriand a laissé une note curieuse. Il avait d'abord été placé dans un coin obscur du Salon. Les flatteurs du maître avaient cru bien faire en le dissimulant le plus possible, mais Bonaparte s'aperçut de la ruse, et dit en parcourant la galerie : « Où est donc le portrait de M. de Chateaubriand ? On m'a dit qu'il était à l'Exposition. » Le portrait alors fut mis en bonne place.

Napoléon manifesta encore sa sollicitude pour Chateaubriand, à l'occasion des Prix décennaux de 1810, et s'étonna que l'Institut eût écarté le *Génie du Christianisme*, qui certainement méritait un des prix. Il demanda un rapport sur l'affaire, mais l'Institut résista jusqu'au bout.

On connaît les faits qui se passèrent entre l'Empereur et l'écrivain, quand celui-ci, succédant à Marie-Joseph Chénier, fut nommé de l'Académie française. Il avait dû, paraît-il, se présenter par ordre, sous peine d'être enfermé à Vincennes. Décidé à la résistance, il n'avait cédé que devant les supplications de sa femme.

Son discours de réception, soumis à une commission, fut trouvé trop hardi, trop plein d'allusions.

« C'était un usage de rigueur à l'Institut, dit Las Cases, que le récipiendaire fît l'éloge de son prédécesseur, M. de Chateaubriand s'écartant de la route battue consacra une partie de son discours à flétrir les principes politiques de M. Chénier, son devancier et à le proscrire comme régicide. Ce fut un vrai plaidoyer politique où il discutait la restauration de la monarchie, le jugement et la mort de Louis XVI... »

On résolut de s'en rapporter à l'Empereur, et le comte Daru lui remit le manuscrit à Saint-Cloud. Dès la première page, Napoléon manifesta sa colère : il cribla le discours de ratures et de coups de crayon. En le rendant tout froissé à Daru, il s'écria :

« Je dirais à l'auteur, s'il était là devant moi : Vous n'êtes pas de ce pays-ci, Monsieur. Votre admiration, vos vœux sont ailleurs. Vous ne comprenez ni mes intentions, ni mes actes. Eh bien ! si vous êtes mal à l'aise en France, sortez de France ; sortez, Monsieur, car nous ne nous entendons pas, et c'est moi qui suis le maître ici : vous n'appréciez pas mon œuvre, et vous la gâteriez, si je vous laissais faire. Sortez, Monsieur, passez la frontière, et laissez la France en paix et en union, sous un pouvoir dont elle a tant besoin. »

Chateaubriand ne fut pas reçu à l'Académie en séance solennelle ; bien que nommé, l'affaire en resta là.

« Daru, dit-il, me rendit le manuscrit, çà et là raturé, marqué *ab irato* de parenthèses et de traces au crayon par Bonaparte : l'ongle du lion était enfoncé partout, et j'avais une espèce de plaisir d'irritation à croire le sentir dans mon flanc. »

Un des grands officiers du palais, M. de Ségur, membre de l'Institut, qui avait opiné pour la lecture du discours en séance publique, reçut une verte semonce, à un des couchers de l'Empereur.

« Et depuis quand, lui dit-il avec sévérité, l'Institut se permet-il de devenir une assemblée politique ? qu'il fasse des vers, qu'il censure les fautes de la langue, mais qu'il ne sorte pas du domaine des Muses, ou je saurai l'y faire rentrer. Est-ce bien vous, Monsieur, qui avez voulu autoriser une pareille diatribe ? Que M. de Chateaubriand ait de l'insanité ou de la malveillance, il y a pour lui les Petites-Maisons ou un châtiment (1)... »

On s'est demandé ce qu'était devenu le manuscrit raturé par la main de Napoléon : c'était là un document historique et littéraire de première importance. Chateaubriand le conserva longtemps, il y tenait beaucoup. Malheureusement, il fut brûlé par mégarde dans un déménagement.

(1) [illegible]

* * *

Les deux grands hommes accomplirent leur destinée, dans cet état d'hostilité, mitigée toutefois par un regret caché de ne point vivre en bonne intelligence. A la fin de leur carrière, ils se rendirent justice.

Sur son rocher de Sainte-Hélène, Napoléon disait :

« Chateaubriand a reçu de la nature le feu sacré : ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du prophète. Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Chateaubriand s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte! Mais, ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie... »

Quand l'écrivain connut ce jugement du conquérant, il éprouva une forte émotion et une grande joie.

Pourquoi ne conviendrais-je pas, dit-il, que ce jugement « chatouille de mon cœur l'orgueilleuse faiblesse »? Bien des petits hommes à qui j'ai rendu de grands services ne m'ont pas jugé si favorablement que le géant dont j'avais osé attaquer la puissance.

Il sera la dernière des grandes existences individuelles; rien ne dominera désormais dans les sociétés infimes et nivelées; l'ombre de Napoléon s'élèvera seule à l'extrémité du vieux monde détruit, comme le fantôme du déluge au bord de son abîme : la postérité lointaine découvrira cette ombre par-dessus le gouffre où tomberont des siècles inconnus, jusqu'au jour marqué de la renaissance sociale.

En lisant ces grandes paroles, nous nous rappelons le mot si juste de Mirabeau qui disait qu'on n'est bien jugé que par ses pairs.

HIPPOLYTE BUFFENOIR.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA [1]

VIII

L'amour du prince de Glottenberg.

Ce fut au printemps que Louis, prince de Glottenberg, arriva à Strelsau pour faire sa cour à la princesse Osra; car le roi, son père, après avoir cherché dans toutes les maisons royales d'Europe, n'avait rien trouvé d'égal en beauté à la princesse Osra. Le prince vint donc avec une nombreuse suite, il fut logé à la Résidence Blanche et chaque jour, à la même heure, il allait au palais.

Le roi Rudolf l'avait reçu avec toutes les démonstrations de la joie la plus vive, car, pour des raisons d'État de grande importance, il était aussi désireux de voir se conclure l'union projetée que l'était le roi de Glottenberg lui-même. Il conçut une violente irritation contre sa sœur quand il la vit hésiter à accorder sa main au prince Louis, sous prétexte qu'elle n'avait pour lui qu'une sincère estime et que, de son côté, le prince n'avait pas, pour elle, d'autre sentiment. Louis, prince aux manières courtoises et affables, cavalier accompli, possédant même une certaine teinture des sciences et des lettres, était un jeune homme grave et pensif, et la princesse, accoutumée à saisir au vol des regards d'ardente passion, trouvait bien froid cet amoureux qui semblait faire sa cour plutôt comme un devoir imposé que comme un plaisir auquel il se serait élancé avec enthousiasme. Ne sentant pas non plus à sa vue naître dans son cœur ces douces émotions qu'elle avait ressenties vis-à-vis d'hommes de bien moindre condition, elle fut fort troublée et dit au roi :

— Frère, est-ce cela l'amour? Je vous l'avouerai, j'aime autant que ce soupirant soit loin que près de moi, et quand il me baise la main de ses lèvres glacées, il me semble que je me transforme en un bloc de marbre. Vous savez, sans nul doute, ce que c'est que l'amour, eh bien, est-ce cela?

— Il y a plusieurs formes d'amour, dit le roi, et il y a une forme spéciale qui convient aux princes et aux princesses.

— C'est de la politique et non de l'amour, dit Osra en faisant une moue dédaigneuse.

Lorsque le prince Louis vint la voir le lendemain, et qu'il lui dit avec une courtoisie solennelle que son unique plaisir était de faire sa volonté, elle ne put contenir son impatience.

— J'aimerais mieux que votre plaisir consistât à regarder mon visage, dit-elle; et alors, honteuse, elle évita son regard.

Lui aussi baissa les yeux un moment, puis il voulut prendre la main de la princesse; mais elle se détourna d'un mouvement brusque. De sorte que cet après-midi-là, ils se retirèrent, lui dans sa Résidence Blanche, elle, dans ses appartements où de nouveau elle se demanda : « Est-ce là ce que j'avais rêvé? » Et elle se répondit à elle-même : « Non, non! cent fois, mille fois non! » Et se regardant dans le miroir, elle demanda à son image pourquoi elle n'avait pas la puissance d'ouvrir les portes du palais d'amour.

Parfois elle se montrait très joyeuse, ou feignait de l'être; elle raillait l'air sombre et les compliments solennels de son amoureux; elle disait qu'elle était vraiment lasse de cette manière de lui faire la cour et qu'elle aimait par-dessus tout la franche gaîté; car ainsi elle espérait le piquer au jeu de façon qu'il montrât plus de chaleur ou qu'il renonçât définitivement à son projet. Mais lui se confondait en excuses, blâmant la nature qui l'avait fait si grave, et

1 Voyez la *Revue* des 16, 23, 30 juillet, 6 et 13 août.

l'assurant de sa grande affection et de son profond respect.

— De l'affection, du respect! murmurait Osra en hochant la tête. Oh! mon Dieu! mon Dieu! pourquoi suis-je née princesse?

Pourtant, comme il persistait, et que, d'autre part, Rudolf et la reine ne cessaient de la persécuter, lui disant (le roi d'un ton moqueur, la reine avec une nuance de mélancolie) qu'elle ne devait pas s'attendre à trouver dans le monde un de ces amours romanesques comme on n'en voit que dans les contes, à la fin, de guerre lasse, elle céda, en mettant pour condition que, pendant quelque temps encore, la nouvelle ne serait pas portée à la connaissance du public. Rudolf alla donc seul, et d'une manière officieuse, trouver Louis, et lui dit :

— Cousin, vous avez conquis la plus belle femme du monde, c'est son frère qui vous l'assure.

Le prince Louis s'inclina profondément et prenant la main du roi il la pressa dans les siennes, le remerciant pour l'aide qu'il lui avait prêtée en cette affaire et exprimant toute sa gratitude pour la faveur insigne que lui faisait la princesse.

— Vous allez m'accompagner et la remercier vous-même, je suppose? demanda le roi assez étonné de sa froideur.

— J'ai quelques affaires urgentes à expédier, répondit Louis; vous prierez la princesse de m'excuser. Cet après-midi, j'aurai l'honneur de lui faire visite et de lui présenter mes hommages.

Le roi Rudolf le regarda, un sourire de mépris plissa sa lèvre, et dans un de ces accès d'impatience qui lui étaient habituels il s'écria :

— Par tous les saints du paradis, y a-t-il un autre homme au monde qui parlerait de gratitude et d'affaires et d'après-midi et du diable et son train, lorsqu'Osra de Strelsau l'attend?

— Je n'ai point du tout l'intention de vous offenser, protesta Louis, mais, en vérité, mon cher cousin, les affaires dont je vous parle ne souffrent aucun délai.

Le roi donc, fronçant le sourcil, grommelant et mourant d'envie d'assommer quelqu'un, retourna au palais et dit à la princesse que l'heureux prétendu lui était extrêmement reconnaissant et qu'il viendrait la voir l'après-midi quand il aurait terminé ses affaires. Mais Osra ayant accordé sa main, ne voulut point trouver la moindre faute dans l'homme qui devait être son époux, et avec une souveraine dignité elle remercia le roi pour son message. Et celui-ci s'assit auprès d'elle et caressant sa superbe chevelure, il dit doucement :

— Tu as eu beaucoup d'amoureux, petite sœur, mais maintenant, tu vas avoir un mari.

— Oui... maintenant... un mari, murmura-t-elle, et sa voix s'éteignit dans un sanglot.

— Ainsi va le monde... notre monde du moins, dit le roi, fronçant le sourcil et tombant tout à coup dans une profonde rêverie.

— J'ai peur, murmura-t-elle : aurais-je peur si je l'aimais?

— Ça dépend des cas, ma pauvre enfant, mais allons, allons, du courage. Tu dégèleras ce gaillard-là, que diable! quoique pour ma part j'aimerais mieux dégeler un bloc de glace, arrivé tout droit du Groenland.

Restée seule, Osra chercha à calmer ses peines de cœur, en se faisant aussi belle que possible pour l'arrivée du prince, espérant enflammer cet homme si grave et si froid.

Et voilà que, sur ces entrefaites, arriva de la part du prince de Glottenberg un gentilhomme chargé de présenter les humbles excuses de son maître, qui, disait-il, était empêché de venir rendre visite ce jour-là à la princesse et le serait aussi le lendemain, par une certaine affaire qui le tiendrait éloigné de la ville; et le gentilhomme remit à Osra une lettre du prince, pleine de gracieuses excuses, faisant allusion à un rendez-vous auquel son honneur ne lui permettait pas de manquer. Il ne fallait rien de moins que cela, ajoutait-il, pour le tenir loin de sa fiancée. Suivaient quelques phrases d'amour banales, où l'on ne sentait que l'indifférence sous les grands mots de passion feinte. La princesse, souriant gracieusement au gentilhomme, envoya par son entremise un message qui acceptait de bonne grâce toutes les excuses. Elle raconta à Rudolf ce qui s'était passé, avec un air d'indifférence hautaine, de sorte qu'il n'osa pas se moquer d'elle, qu'il ne chercha même pas à la consoler, mais l'engagea à passer toute la journée avec la reine et lui-même qui allaient à Zenda pour une partie de chasse.

— Vous pourrez faire une partie de la route avec nous dit-il, et dans la soirée vous retournerez à Strelsau.

Elle accepta, car tout était préférable à cette attente indéfinie d'un amoureux qui ne venait pas.

Donc, le lendemain matin ils partirent, le roi et la reine avec leur suite, et la princesse avec l'un de ses gardes nommé Christian Hantz qui avait pour elle une admiration et un dévoûment jaloux. Cet homme, furieux de la froideur de Louis, et n'osant rien en dire, s'était mis à espionner le prince et il avait découvert un mystère qu'il n'attendait qu'une occasion pour révéler, et sûr désormais de tenir sa vengeance, il sifflotait entre ses dents un refrain gaillard.

Osra accompagna son frère jusqu'à mi-chemin de Zenda, puis tournant bride ainsi que Christian, elle prit un autre chemin pour retourner à la ville. Elle allait ainsi, l'esprit assiégé de tristes pensées, lorsque Christian, bien qu'elle ne lui en eût pas donné l'ordre, hâta le pas, et s'avança jusqu'auprès d'elle.

— Qu'est-ce donc, Christian, dit la princesse, vous avez quelque chose à me dire?

— Si j'étais Louis, et non Christian, je serais où est Christian et non pas où est Louis, répondit-il en désignant du doigt une petite maison derrière un rideau de peupliers, à quelque distance de la route.

— Je ne sais pas pourquoi vous vous permettez d'espionner les gens, dit Osra, très irritée de ce que le drôle eût deviné ses secrètes pensées; peu m'importe de savoir où se trouve le prince de Glottenberg.

Et elle donna de l'éperon à son cheval et le fit trotter d'un bon pas, laissant loin derrière elle la petite maison. Mais Christian était un garçon très hardi et il n'était pas facile de le faire taire quand une fois il s'était mis à bavarder; en outre, depuis certaine aventure, sa faveur auprès de la princesse était grande et parfois il en abusait. Faisant donc prendre aussi à son cheval une allure plus vive, il força, pour ainsi dire, la princesse à écouter ce qu'il avait appris par les bavardages de l'écuyer de Louis. D'abord, elle ne répondit pas un mot; mais enfin, exaspérée, elle se tourna vers lui s'écriant qu'il mentait, et qu'elle savait où était le prince, et ce qui le retenait loin d'elle, et elle ordonna à Christian de garder le silence et de ne débiter ses calomnies ni à elle, ni à personne au monde; enfin d'un ton très dur elle lui commanda de reprendre sa place derrière elle, ce qu'il fit d'un air bougon mais pourtant satisfait, car il voyait que le trait avait porté. Elle poursuivit donc sa route, les joues enflammées et le cœur battant fortement, jusqu'à ce qu'elle arrivât à Strelsau; elle se retira aussitôt dans ses appartements et se jeta sur son lit.

Elle resta ainsi une heure, puis s'étant levée, elle écarta sa chevelure en désordre de son front brûlant. Elle se sentait horriblement humiliée, et cette humiliation n'avait d'égale que sa fureur contre le prince, dont la lâche conduite n'était maintenant que trop évidente. Cependant elle pouvait à peine croire ce qu'on avait dit de lui, car, bien qu'elle ne l'eût jamais aimé, elle l'avait pourtant toujours considéré comme un homme loyal. Elle arpentait la chambre avec agitation; elle ne pouvait trouver le repos, elle désirait vivement que son frère revînt pour l'aider de ses conseils et mettre au jour la vérité. Mais il était parti et elle n'avait personne à qui confier ses peines. Elle essaya donc de maîtriser sa colère jusqu'au lendemain, mais cette colère était trop forte.

— J'irai moi-même; je ne pourrai goûter un moment de repos aussi longtemps que je ne saurai pas la vérité; mais je ne puis pas aller seule; qui pourrait m'accompagner?

Elle avait beau se creuser la tête, aucun nom ne lui venait à la mémoire, car elle ne pouvait pas prendre Christian, et elle ne voulait se confier à aucun de ces bavards de la cour... Soudain, elle tressaillit, car une idée lui était venue.

— C'est un gentilhomme, s'écria-t-elle, et c'est un ami sûr, comment n'ai-je pas songé à lui tout d'abord?

Et elle envoya un courrier chez l'évêque de Modenstein — qui, par fortune, était alors à Strelsau — pour lui dire de s'équiper promptement, de ceindre une épée et de choisir le meilleur cheval de ses écuries. L'évêque arriva bientôt, car c'était un homme au tempérament ardent; mais lorsque la princesse, lui ayant fait part du secret de Christian, demanda s'il était prêt à la seconder dans cette nouvelle aventure, alors la prudence de l'homme d'église reprit le dessus et il répliqua qu'il fallait attendre le retour du roi pour le consulter.

— Je ne puis pas attendre une heure! s'écria Osra, je n'attendrai pas une minute!

— Alors, j'irai trouver le roi, Madame, et vous rapporterai sa réponse.

— Non, s'il le faut, j'irai seule, dit-elle, j'irai et je lui jetterai sa fausseté à la face.

La voyant aussi résolue, l'évêque comprit qu'il ne pourrait la détourner de son dessein; il fit donc appeler Christian Hantz et lui commanda d'amener leurs chevaux à une certaine petite porte du palais qui s'ouvrait sur une rue très solitaire. C'est là qu'ils le rejoignirent quelques minutes plus tard, l'évêque portant un chapeau à larges bords rabattus et Osra un voile épais qui la rendait méconnaissable. L'évêque fit jurer le secret à Christian et les deux affidés sortirent secrètement de la ville vers sept heures du soir. Les gardiens ouvrirent la porte à la vue des armes royales gravées sur la bague d'Osra qui leur était montrée par l'évêque.

Longtemps ils galopèrent, silencieux, à une allure fantastique; à quelque distance de la ville, Osra releva son voile. Elle était très pâle, sous l'impression de cette rage concentrée qui étouffe tout autre sentiment. Enfin, elle se tourna vers l'évêque de Modenstein et d'un ton de froide cruauté;

— Si la chose est vraie, dit-elle, il faut qu'il meure!

L'évêque secoua la tête. Par profession, c'était un homme de paix, mais en vérité, il sentait bouillir son sang, en songeant que quelqu'un au monde avait osé se jouer de la princesse Osra.

— Il faut que le roi soit mis au courant de ce qui se passe, Madame.

— Le roi! le roi n'est pas ici cette nuit, Monsieur!

Elle le saisit par le bras.

— Êtes-vous mon ami? s'écria-t-elle.

— Certes, Madame, vous le savez mieux que personne!

— C'est vrai! Eh bien, tuez-le... tuez-le comme un chien, et vengez-moi!

— Je ne peux pas le tuer, dit l'évêque, je prie Dieu que toute cette histoire ne soit qu'un conte à dormir debout.

Pour toute réponse, Osra donna de l'éperon à sa bête, qui s'élança en une course folle, au risque de se briser contre le premier obstacle dans cette sombre nuit...

Enfin, ils arrivèrent en vue de la petite maison, à peu de distance de la route... Une des fenêtres de l'étage supérieur était éclairée. Osra poussa un cri étouffé, tandis que de sa cravache elle indiquait cette fenêtre. Alors l'évêque se sentit sur la poitrine un poids énorme. Il pria Dieu de lui rappeler au bon moment son caractère sacré et ses vœux, et de ne pas le laisser succomber à la tentation de vouloir plaire à cette femme d'une beauté diabolique; et il passa la main sur son front couvert d'une sueur froide.

Ils arrivèrent ainsi à la barrière de l'avenue de peupliers qui conduisait à la maison. Là, ayant mis pied à terre et attaché leurs chevaux à un arbre, ils se regardèrent un instant, et de nouveau Osra baissa son voile.

— Laissez-moi aller seul, Madame! je vous en conjure!

— Donnez-moi votre épée, plutôt, et j'irai, moi, répliqua-t-elle.

— Voilà le sentier, dit l'évêque, et il la précéda à la lumière de la lune qui apparaissait de temps à temps à travers les nuages.

— Il jurait que toute sa vie m'appartiendrait, murmura-t-elle, mais moi je savais bien qu'il ne m'aimait pas...

L'évêque ne trouva rien à répondre, — du reste, elle n'avait pas conscience qu'elle parlait tout haut; — il baissa la tête, et pria de nouveau pour elle et pour lui-même, car il s'était surpris portant la main à la garde de son épée. Arrivés à la maison, ils virent un gentilhomme en faction devant la porte et reconnurent le chambellan du prince. Osra arracha son voile et le jeta à terre et l'évêque saisit la main de l'homme qui faisait mine de dégainer.

— Cette affaire dépasse votre compétence, Monsieur, dit l'évêque; c'est une querelle de princes; écartez-vous!

Et avant que le chambellan eût pu prendre une résolution, Osra était passée et l'évêque l'avait suivie. Se trouvant alors dans un passage étroit, ils distinguèrent, à la lueur douteuse d'une petite lampe, un escalier à l'extrémité du passage. L'évêque voulut devancer la princesse, mais d'un geste elle lui fit signe de reprendre sa place derrière elle. Ils montèrent les degrés en silence et arrivèrent au premier étage. Devant eux se trouvait une porte, et devant cette porte veillait un écuyer. C'était l'homme qui avait traitreusement révélé à Christian les faits et gestes de son maître, et lorsqu'il vit les conséquences de son bavardage, il devint pâle comme la mort et il s'avança, le pas mal assuré et un doigt sur les lèvres. Aucun des deux arrivants ne fit attention à ce misérable et, quant à lui, sa seule idée fut de s'esquiver aussi vite que ses jambes tremblantes le permettaient.

— Entendez-vous? dit Osra à son compagnon.

Les voix venaient de la chambre en face d'eux: une voix d'homme et une voix de femme. Le regard qu'Osra jeta à son compagnon lui assura que la voix d'homme lui était aussi familière qu'à lui-même.

— C'est donc vrai! murmura-t-elle avec rage; l'infâme s'est trop joué de ma crédulité!

« Pour jamais, disait cette voix lente et grave, dans la vie et dans la mort, séparés ou réunis, pour jamais! » La réponse de la femme ne s'exprima pas en paroles, mais en sanglots longs et passionnés qui frappaient l'oreille comme une plainte lointaine. Cependant, le visage d'Osra restait rigide et glacé, et ses lèvres avaient un sourire de mépris tandis qu'elle lisait la pitié sur le visage de l'évêque.

— Allons, finissons, dit-elle, en marchant d'un pas ferme vers la porte.

Elle tressaillit en entendant prononcer son nom.

— Ouvrez, Monsieur, dit-elle. Etes-vous devenu, comme tous les autres, lâche ou imbécile?

L'évêque obéit. Osra alors le repoussa et parut la première sur le seuil de la porte, telle une furie vengeresse. Le prince de Glottenberg était là, tenant dans ses bras une jeune fille d'assez petite taille, mais jolie et gracieuse et dont le sein était secoué par de continuels sanglots. En apercevant la princesse et l'évêque, il ne parut nullement confus, mais continua à garder sa belle dans ses bras comme s'il voulait la défendre contre le monde entier et regarda les intrus d'un air grave et triste. Enfin, il détacha un bras de la taille de sa bien-aimée et d'un geste impérieux commanda le silence.

La jeune fille regarda le prince et, avec un cri d'épouvante, se serra plus étroitement contre sa poitrine, laissa tomber la tête sur son épaule et s'évanouit.

— Qui est cette femme, Monsieur? demanda froidement Osra quand Louis eut porté la jeune fille sur une couchette; mais c'est sans doute une de ces femmes qui n'ont pas de nom?

Le prince fit un pas en avant, un éclair de haine dans les yeux. Il leva la main, comme s'il allait frapper la princesse; mais elle ne recula pas, et le montrant du doigt à l'évêque, elle dit:

— Monseigneur! tuez cet homme!

Et l'épée de l'évêque de Modenstein sortit à demi du fourreau.

— Je voudrais, Monseigneur, dit le prince d'une voix calme, qu'il me fût donné de recevoir la

mort de vos mains, mais cela ne serait digne ni de vous ni de moi. Permettez-moi de parler à la princesse...

L'évêque serrait toujours la garde de son épée, car la main et le regard d'Osra lui en donnaient l'ordre. Mais au moment où il hésitait et que la tentation était la plus violente, s'éleva de la couche, où gisait la jeune fille, un râle déchirant. Elle étendit les mains hors du lit; l'évêque la regarda un moment, puis ses yeux rencontrèrent ceux de Louis et une exclamation s'échappa de sa bouche :

— Dieu daigne me pardonner!

Il laissa tomber l'épée et traversant la chambre il se précipita à genoux devant le lit. Il brisa la chaîne d'or qu'il portait autour du cou et saisit d'une main le crucifix qui y était attaché, tandis que de l'autre il soulevait la tête de la dame, la priant d'ouvrir les yeux pour voir l'image rédemptrice, et lui, qui avait été si près de commettre le grand péché de meurtre, maintenant il suppliait Dieu de sauver la vie de cette frêle créature.

— Qui est-elle? demanda la princesse.

Mais les yeux de Louis étaient de nouveau fixés sur la couche, et il se contenta de répondre :

— Ce coup l'achèvera!

— Cela m'est égal, dit Osra.

Alors s'éleva un cri qui eût ému un cœur de rocher.

— Cela m'est égal, vous dis-je, répéta la princesse. Ah! elle souffre, est-ce que je ne souffre pas, moi!

Il se fit un long silence, interrompu seulement par les gémissements de la dame et les prières de l'évêque de Modenstein. Mais quand la dame ouvrit ses yeux, répondant à leur appel muet, le prince s'avança au chevet du lit, prit amoureusement la main qu'on lui tendait et la couvrit de baisers.

— Laissez-moi un moment avec elle, prince; retirez-vous, Madame, dit l'évêque, et sa voix avait une telle autorité que ni l'un ni l'autre ne fit difficulté de lui obéir; chacun se retira donc dans la baie profonde d'une fenêtre. Quand ils se retournèrent, les regards de la dame reposaient avec calme et avec espoir sur l'homme de Dieu, et elle tenait à la main le petit crucifix.

Osra demeurait insensible, implacable, et elle se contenta de dire d'une voix brève et dure :

— N'y a-t-il pas de médecin dans la maison ou dans les environs?

L'évêque commença les prières des agonisants et Osra entendit vaguement des paroles d'espoir, elle vit un doux sourire se dessiner sur les lèvres de la jeune fille, et bien que, malgré elle, l'émotion pénétrât dans son âme, elle luttait contre ces sentiments plus doux et ranimait sa fureur en se rappelant l'insulte qu'on lui avait faite. Lorsque l'évêque eut fini, il se leva et s'avança vers la princesse.

— Elle ne vivra plus une heure, dit-il, car elle souffrait d'une maladie de cœur et ce choc l'a tuée. Du reste, je crois qu'elle était déjà à demi morte de chagrin avant notre arrivée.

— Qui est-elle? demanda de nouveau Osra.

— Venez et pardonnez sans savoir, dit-il.

Elle le suivit, bien qu'à regret, jusqu'à la couche, et regarda la jeune fille. Celle-ci aussi la regarda avec des yeux d'une douceur infinie, puis elle sourit faiblement et pressant la main du prince, elle murmura :

— Et cependant elle est si belle!...

Elle sembla alors jouir d'une céleste félicité, à ce point que tous ceux qui la considéraient l'envièrent, bien qu'elle n'eût sans doute plus qu'un quart d'heure à vivre.

— Eh bien, que Dieu lui pardonne son péché! dit tout à coup la princesse Osra, et s'inclinant elle ajouta : — Sûrement Dieu lui a pardonné comme il m'a maudite, car il est bon et je suis bien cruelle!

— Elle n'a commis aucun péché, dit l'évêque, sauf ceux qui s'attachent aux âmes les plus pures en ce monde, car pour ce qu'elle m'a dit en confession je serais fort en peine de lui imposer une pénitence.

Osra regarda le prince d'un air interrogateur; et lui, tenant toujours la main de la dame dans la sienne, se mit à parler avec douceur.

— Je ne puis vous dire son nom, Madame, mais je vous dirai que depuis le premier moment où nous avons su ce que voulait dire le mot aimer, nous nous sommes aimés passionnément; et si la chose n'avait dépendu que de moi, j'aurais surmonté tous les obstacles qui me séparaient d'elle. Je me rappellerai toute ma vie la première fois que je l'ai rencontrée... — depuis ce jour, elle a été à moi et moi à elle; nos âmes du moins étaient unies. Madame, vous m'avez demandé ce que c'était que l'amour : voilà l'amour; mais si l'amour est plus fort que la mort, il est plus faible que la politique. C'est pourquoi je suis venu à Strelsau pour me fiancer, et elle a pris aussitôt la résolution de se donner à Dieu.

— Mais comment est-elle venue ici, elle? demanda Osra qui sentait encore dans son cœur un ferment de haine et de courroux.

Soudain, à leur grand étonnement à tous, la dame qui semblait déjà morte se leva à demi et, appuyée sur le coude, se mit à parler très bas et très vite, comme si elle craignait de n'avoir pas le temps d'achever.

— C'est un grand prince, dit-elle, il faut qu'il devienne un grand roi, Dieu le destine au trône et je n'ai pas voulu être la cause de sa ruine. Oh! quel

doux rêve il a présenté à mes yeux; mais grâce soit rendue à ma sainte patronne qui a permis que je fusse forte! J'ai eu pourtant un moment de faiblesse : je n'ai pas pu mourir au monde sans le revoir et... je suis venue... J'allais prendre le voile et je vins ici pour le voir une dernière fois. Dieu me pardonne si c'est un péché, mais je n'ai pu agir autrement. Ah! Madame, je vous connais et je vois maintenant combien vous êtes belle, mais dites-moi... avez-vous connu l'amour?

— Non, jamais, dit Osra d'une voix sombre.

— Lorsqu'il me trouva ici, il me supplia de nouveau d'être sa femme, me proposant de fouler aux pieds le royal diadème et je mourus presque de douleur en refusant. Nous nous faisions nos adieux lorsque vous êtes entrée... Oh! pourquoi, pourquoi suis-je venue!

Puis elle fit un suprême effort. Serrant la main d'Osra dans ses doigts crispés, elle murmura :

— Je meurs, soyez sa femme, pardonnez!

— Non, non, non! s'écria la princesse, se penchant vers la couche; vous vivrez et vous serez heureuse.

Et vaincue cette fois elle embrassa la jeune fille, tandis que celle-ci lui jetait les bras autour du cou et lui glissait à l'oreille quelques mots que ni Louis ni l'évêque n'entendirent. Osra se mit à sangloter et, se dégageant de l'étreinte de la jeune fille, elle se dirigea en chancelant vers la chambre voisine où la conduisit l'évêque de Modenstein. Elle se laissa tomber dans un fauteuil et l'évêque retourna auprès de la jeune moribonde pour accomplir les plus saints devoirs de son ministère. Quand il revint au bout de quelques instants :

— Dieu lui a épargné les longues souffrances, dit-il, et l'a admise parmi ses élus.

Osra eut alors comme un éblouissement, et quand elle reprit connaissance ce fut pour voir devant elle le prince Louis. Torturée par la honte et les remords elle se jeta à genoux en criant :

— J'ai été barbare, j'ai été criminelle! O prince, pourrez-vous me pardonner?

— La faute est tout entière à moi qui ai méconnu la noblesse de votre cœur, dit-il en la relevant : si dès l'abord j'avais agi ouvertement...

Osra l'interrompit :

— Il est donc vrai qu'elle est morte? dit-elle d'un air égaré.

— Elle est morte, dit le prince : je lui ai dit adieu, Madame, et maintenant c'est à vous que je viens dire un adieu éternel. Pourtant, ne croyez pas que je sois resté insensible à votre beauté et que je n'aie pas su apprécier votre mérite. J'ai dû vous faire l'effet d'un sot ou d'un rustre. Je vous ai sans doute gravement offensée, mon excuse est maintenant connue. Vous êtes plus belle sans doute que cette pauvre fille que j'ai tant aimée, mais vous le savez, au moins pour l'avoir entendu dire, l'amour forge des chaînes que le trépas même ne peut briser. Madame, adieu. J'emporte cette dépouille mortelle comme une relique vénérée, et plus jamais je ne reviendrai à Strelsau.

— Prince, dit Osra en baissant les yeux, avez-vous entendu ce qu'a dit cette enfant peu de temps avant que son âme si pure s'envolât vers le ciel?

— Je ne l'ai pas entendu, mais je l'ai deviné, répondit Louis. Si vous l'exigez, Madame, j'obéirai à cet ordre que me donne aussi le roi mon père. Mais l'exigez-vous?

— Dieu m'en garde! s'écria Osra avec hauteur. Puis aussitôt d'une voix radoucie : Je sais, ajouta-t-elle, que vous seriez pour moi un loyal chevalier, un époux plein de déférence et de courtoisie, bien que vous ne m'aimiez nullement. Mais je ne puis me résigner à n'occuper que la dernière place comme le conseille le divin Maître; mon cœur insensible est dévoré d'orgueil, je veux tout ou rien et prétends être aimée même quand je n'aime pas. Adieu donc, prince, adieu pour jamais!

. . . . . .

La nuit était fort avancée; la princesse et l'évêque s'en retournèrent à Strelsau plus lentement qu'ils n'étaient venus. Ils faisaient route en silence, chacun absorbé dans de profondes méditations; peut-être l'évêque égrenait-il son chapelet; je n'en suis pas sûr, c'est pourquoi je n'affirme rien. Toutefois, comme ils approchaient de la ville, Osra se tourna vers son compagnon et lui dit :

— Monseigneur, voyons, de bonne foi, savez-vous ce que c'est? Le connaissez-vous autrement que par ouï-dire?

Vous et moi eussions peut-être été fort embarrassés à cette brusque demande, mais il était difficile, sinon impossible, de faire perdre les étriers à Frédéric de Hentzau.

— Madame, je le connais pour l'avoir éprouvé, répondit l'évêque.

— Et cependant vous êtes un homme d'église!

— Je le suis, fit-il avec un sourire empreint d'une certaine amertume.

— Ne pourriez-vous me faire comprendre?... demanda-t-elle.

— Quand viendra celui qui doit vous aimer, il vous rendra ce service beaucoup mieux que moi, Madame.

— Eh bien! moi, j'avoue humblement que je l'ignore. Beaucoup d'hommes m'ont dit qu'ils m'aimaient et j'ai senti dans mon cœur un trouble passager; mais ce n'est pas cela, non, ce n'est pas cela du tout!

— Cela viendra, Madame.

— Cela vient-il donc à tout le monde?

— A tout le monde, ou il s'en faut de si peu que ce n'est vraiment pas la peine d'en parler.

Ils étaient alors arrivés au palais et ils se séparèrent sans avoir pu approfondir ce problème, insoluble d'ailleurs, selon l'avis des meilleurs juges. Osra déplora pendant quelque temps le sort de la jeune dame que Louis de Glottenberg avait tant aimée et elle plaignit même le prince dont la douleur devait durer autant que la vie. Mais comme l'oubli et la gaîté sont deux puissants magiciens qui volontiers s'unissent pour chasser le chagrin des jeunes cœurs, la princesse oublia et redevint plus gaie encore qu'autrefois; et si elle avait quelque souci, c'était quand, au cours de ses promenades solitaires, cette fatale question se représentait à son esprit :

— Qu'est-ce donc enfin; hélas! qu'est-ce donc? Tout le monde en parle et je serai seule à ne point le connaître! Et personne au monde ne voudra me donner d'explications... pas même l'évêque de Modenstein qui pourtant est mon ami! Il est vrai qu'à ces hommes d'Église ces matières profanes sont sévèrement interdites.

ANTONY HOPE.

A suivre.

Traduit de l'anglais par G. ART.

LA MUSIQUE ET LA PAROLE

Les « Essais » de Grétry.

> Les autres arts ne parlent que de leurs choses, la musique parle de leur essence.
>
> [illegible]

La musique a longtemps traité la parole en accessoire négligeable. Par le goût public, aussi bien que par les théoriciens, leurs rapports se trouvèrent réglés, d'une entente presque unanime et, semblait-il, définitive, à l'avantage absolu de la première. Mais la diffusion éclatante de l'œuvre de Wagner, ayant marqué un des pas de l'esprit humain, on s'est avisé enfin qu'à vouloir trop abaisser l'esclave, la souveraine s'avilissait elle-même : on leur a cherché un accord plus libéral.

Nous pourrions dire qu'on le cherche toujours: plus on discute ce problème, que l'on s'accordait jadis à ne pas même examiner, mais qui se pose aujourd'hui à chaque apparition d'œuvre nouvelle, moins certaine s'en dégage la solution, plus hésitante reste l'inspiration du compositeur, plus capricieuse la plume du critique.

Il y a pourtant quelque cinquante années, les écrits théoriques de Wagner, précédant ses principaux ouvrages dramatiques, dénonçaient le malentendu persistant, qui empêche encore la plupart des musiciens modernes de concevoir clairement l'idéal qu'ils souhaiteraient de réaliser. Ceux mêmes qui voulaient le moins imiter ses poèmes et sa musique, s'ils avaient su, au lieu de s'arrêter au détail extérieur de ses réformes, en découvrir les raisons profondes, se seraient hardiment et sûrement avancés dans la voie de vérité. Mais l'intransigeance avec laquelle Wagner accomplit son œuvre de novateur le rend encore suspect aujourd'hui à bien des gens qui n'osent plus l'avouer : il appliqua ses théories avec une si tyrannique personnalité, que ceux qui ont tenté de le suivre n'ont pu que le plagier, la prestigieuse réalisation d'une idée leur dérobant la compréhension de cette idée même. Et la pensée du maître s'est obscurcie, au sentiment du public, de ce qu'eut de plus obscur encore la pensée de maladroits disciples.

Moins compromis, moins écouté aussi, le bon Grétry nous offre depuis plus d'un siècle la solution cherchée.

En l'an V de la République parurent (par ordre du gouvernement!) des *Mémoires* ou *Essais sur la musique*, que leur auteur destinait ingénument à hâter les progrès de ses jeunes confrères. Combien d'entre eux ont seulement ouvert ces trois volumes, toujours restés à leur première édition? On sait vaguement qu'ils contiennent une page, où l'on peut lire une sorte de description prophétique du théâtre actuel de Bayreuth : ce n'est là qu'un détail matériel, d'importance secondaire, caractéristique cependant, en ce que, pas plus chez Grétry que chez Wagner, il n'est une simple fantaisie, mais bien la logique conséquence d'une conception analogue, également sérieuse, de leur art.

Le rapprochement peut sembler paradoxal entre l'auteur de *Parsifal* et celui des *Deux Avares*. Qui se donnera la peine de lire les Mémoires de Grétry, outre le plaisir délicat et rare de faire l'intime connaissance d'une âme de fraîcheur exquise, éprouvera quelque émotion à respirer, entre ces feuillets rugueux et jaunis, comme le parfum desséché d'une fleur primitive, qui, transformée par la culture, épanouie, vivante, embaumera tout l'œuvre de Wagner. Avec la simplicité d'un esprit à qui sa conviction candide ôta presque la conscience de sa hardiesse, Grétry expose une doctrine à peu près identique en son essence, quelque différente qu'en soit l'application, à celle du plus haut artiste de notre temps. Si ses facultés créatrices avaient été en rapport avec son intelligence, ou plutôt avec une sorte de divination qu'il dut à la parfaite sincérité de sa nature; si, au lieu de laisser ses idées enfouies dans un livre, il avait pu les révéler en des partitions puissantes, la révolution qui s'opère péniblement aujourd'hui en

nos cerveaux embrumés de longues et tenaces erreurs, serait sans doute vieille d'un siècle déjà.

« La musique est à la poésie ce que la poésie est à la prose. » Cette phrase de Grétry, et celle-ci de Wagner : « La musique est le commencement et la fin du langage parlé », nous révèlent une conception particulière de la musique.

Elle serait plutôt un langage elle-même, qu'un art proprement dit, consistant à combiner des sons, comme les arts plastiques des lignes et des couleurs. En attribuant à ces combinaisons sonores une existence et une valeur propres, en s'habituant à les considérer comme indépendantes de toute signification précise, et, pour ainsi dire, parallèlement adaptées à la parole sans faire corps avec elle, on aurait en réalité pris l'effet pour la cause. Erreur qui détermina la précoce et longue déchéance de la musique : sous la commune (et si étrange !) dénomination de *Beaux-Arts*, on a confondu la plus idéale avec les plus matérielles expressions de l'imagination humaine. Plaisir de l'oreille, plaisir des yeux, on a tout naturellement assimilé l'un à l'autre, sans apercevoir que, tandis que les arts plastiques, bornés à reproduire le geste où se matérialise la pensée, ne possèdent qu'un moment de la passion, figée en une attitude, la musique, image intérieure, développe dans le temps l'entière évolution d'une idée ou d'un sentiment, ondoie, se transforme, vit !

La peinture ne sait atteindre le sentiment qu'au travers des modifications dont il affecte les choses extérieures : pour le rendre visible, outre le geste, elle appelle encore à son aide le costume, le paysage, tout ce qui constitue l'ambiance, la couleur locale. De l'immobilité de toutes ces apparences, la musique au contraire ne peut saisir que le fugitif reflet qui passe sur le fond des âmes, et lorsqu'elle veut être purement pittoresque, elle tombe à des puérilités qui, si naïf que fût Grétry, le faisaient déjà sourire.

La peinture reproduit un spectacle : la musique dit l'impression de ce spectacle sur ses propres personnages : elles n'ont aucun point commun. Capable d'un but autrement élevé que le simple ébranlement des sens, la musique serait, à ce point de vue, plus près de la littérature. Mais la poésie, aussi bien que la prose, reste une expression indirecte et extérieure, s'adressant uniquement à la raison. La musique possède « l'aptitude à exprimer l'ineffable, ce qui est inaccessible à l'organe intellectuel, la parole, mais non pas aux organes du sentiment, le son et le geste » (1). L'oreille n'est pas seulement le véhicule de la parole, elle est encore le sens par lequel l'âme se manifeste immédiatement à l'âme (1). Schopenhauer a pu dire que le musicien « parle une langue que la raison ne comprend pas » : et Balzac, dont le style semble répudier comme à dessein toute recherche harmonieuse, ce qui prouve peut-être qu'il eut, mieux que d'autres, l'intuition du véritable rôle de la musique, l'appelle « le seul art qui parle à la pensée par la pensée même ».

Il n'est de vraie musique que celle qui signifie quelque chose, celle qui est, avant tout, l'expression d'une pensée ou d'un sentiment. La volupté sensuelle excitée par cette expression, plus puissante de tout ce que possède, pour ainsi dire, de plus intérieur, le sens de l'ouïe, a fait naître la conception séduisante, mais assurément paradoxale, de la musique absolue. On l'a poétiquement comparée (2) à un regard flottant dans le vide, à une âme sans corps. Nous lui devons sans doute les œuvres les plus hautes que la musique ait produites jusqu'ici : un Beethoven et un Mozart, un Schumann et un Chopin, surnaturelles exceptions, ont pu, sans le secours de la parole, du geste ni du décor, exprimer en une langue divine des pensées que tout langage humain renoncerait à définir. Mais le génie seul peut se permettre de méconnaître des lois naturelles au même titre que celles de la physique ; et lorsque de l'exception on a voulu faire la règle, la musique tantôt s'est évaporée en vaines nuées, le plus souvent, corps sans âme, en vérité ! s'est ravalée au rang de cette peinture, de cette sculpture, qui ne tâchent qu'à flatter notre œil d'une agréable et insignifiante arabesque.

« La musique ne peut penser, mais elle peut réaliser la pensée, c'est-à-dire transporter le contenu de celle-ci du passé dans le présent, pourvu que son expression, mobile et indéterminée en elle-même, soit fixée, précisée par la parole (3). »

Il faudrait seulement que la musique fût faite, comme le demandait Grétry, non « sur les paroles », mais « avec les paroles ».

Le vieux maître sentait que ce n'est pas sans quelque confusion qu'on se sert du mot *musique*, et qu'il en faudrait peut-être un autre, spécial, pour considérer en elles-mêmes les combinaisons sonores, vaguement expressives, qui trop souvent en effet sont toute la musique, mais qui n'en devraient être que la partie, j'oserai dire, matérielle.

« On peut faire, dit-il, un chant pur et suave, qui, en ne peignant point, n'a cependant pas d'intention contraire à l'expression des paroles » ; et encore (la

1 [illegible]

1 [illegible]
2 [illegible]
[illegible]

phrase semble écrite pour un Rossini) : « La musique vague, mais très chantante, se prête à tous les vœux de l'imagination : c'est une femme charmante, qui vous trompe toujours, et vous captive par sa grâce. »

A cette *musique vague*, quelques séductions qu'il lui reconnaisse, il oppose, comme le complet idéal de son art, la *musique de déclamation*. Ce qu'il veut, c'est que « l'idée musicale ne soit pas autre chose que le ton, les inflexions des paroles qu'on emploie pour communiquer une idée en vers et en prose »; c'est que « l'étude d'un compositeur soit celle de la déclamation, comme le dessin d'après nature est celle d'un peintre »; c'est enfin « que la vérité soit le sublime de tout ouvrage ». Vérité toute relative d'ailleurs, cette vérité des arts, qu'il appelle lui-même « un mensonge charmant, qui entretient l'espoir du mieux dans le cœur de l'homme ».

Le lecteur de ces *Essais sur la musique*, qui, dans la pensée de leur auteur, sont un véritable Traité de composition, sera frappé de la médiocre part qu'ils font aux questions de technique musicale. Une place en revanche considérable, presque prépondérante, et bien inattendue, semble-t-il, en un pareil ouvrage, y est occupée par une analyse des différentes passions, des caractères et des mœurs, qui est assurément d'une âme simple, mais qui nous présente l'étude du sentiment comme le travail fondamental du compositeur, comme la véritable source et le guide de l'inspiration, comme l'essence même de l'art musical.

« Le musicien doit d'abord déclamer juste et saisir le rythme convenable : c'est la structure de son œuvre. Il doit couvrir la déclamation d'un chant pur : c'est la chair qui couvre l'anatomie. Il doit faire des accompagnements qui suivent, soutiennent et fortifient l'expression, sans jamais la voiler totalement : c'est le costume des figures (1). » Quant aux moyens d'y parvenir, et de ne point ressembler à ces compositeurs éhontés qui laissent leur créature aller nue par le monde, Grétry estime que « l'instinct et la sensibilité conduisent à la science ». Pour lui, comme pour tout artiste d'intelligence élevée, l'habileté technique, relativement facile à acquérir, accessible à l'esprit le plus médiocre, reste un instrument de métier dont il n'y a pas à discuter. Seule est intéressante la pensée qui saura manier l'outil.

Questions d'expression, questions de sentiment, où nulle règle ne pourrait intervenir : ce sont procédés nécessairement personnels autant que l'idée même pour laquelle ils sont nés. Il n'est que l'exemple pour guider de jeunes esprits dans cette voie : Grétry le tire de lui-même au cours d'une analyse détaillée de ses propres ouvrages, qui termine ses *Mémoires*. Avec plus de bonhomie que de vanité, il se propose comme modèle, commentant jusque dans leurs moindres intentions les principaux morceaux de ses opéras, ceux du moins qu'il juge capables de contenir un enseignement.

Parmi tous ces exemples, pas une fois nous ne trouverons une beauté musicale citée pour elle-même, considérée indépendamment de l'expression. L'expression seule préoccupe Grétry, et l'art de l'écriture ne lui est qu'un moyen. Avant tout, il veut que sa musique *parle*, et si d'aventure il lui arrive de *chanter* seulement, si délicieux que soit ce chant, il ne s'en vante pas.

Il tient d'abord à dessiner le caractère de ses différents personnages : il le pose dès le premier morceau qu'ils auront à chanter, et dès sa première phrase : « Je commence presque toujours chaque morceau par un chant déclamé, afin qu'ayant un rapport plus intime avec le drame, le début s'imprime dans la tête des auditeurs. Je déclame de même tout ce qui constitue le caractère du personnage; j'abandonne au chant tout ce qui n'est qu'agrément ou qu'arrondissement de la phrase poétique. » Entendez ici par *chant* le sens le plus étroit qu'ait pris le mot *mélodie*.

Pour que cette déclamation devienne *musique*, Grétry cherche de nouvelles ressources d'expression dans tous les procédés de son art : la contexture de la ligne mélodique, le rythme, l'harmonie et la modulation, le mouvement même de la basse. « La basse, dit-il, donne l'âme à tout ce qui repose sur elle. » Il nous la montre, « marchant gravement » par amples intervalles de quarte ou de quinte, sous des mélodies d'expression solennelle et large; « devenant plus chantante et moins fière » lorsque le chant s'anime. Et ces quelques mots en disent davantage que les plus gros traités d'harmonie.

« Pourquoi une seule note, placée de telle manière, produit en nous le ravissement, nous fait tressaillir? » C'est que chaque note de la gamme possède ses qualités intrinsèques : et lorsqu'elle est employée de façon que ces qualités soient en rapport exact avec le sentiment qu'il s'agit d'exprimer, sa valeur musicale, en même temps que sa puissance expressive, s'en trouve décuplée. L'une d'elles ne se nomme-t-elle pas, et si justement, *sensible?* La *tierce* est « tendre », la *quinte* « fugitive »; les notes données par le corps sonore sont « affirmatives »; les autres, hors nature, ont une signification « suspensive ».

C'est en étudiant de près ces caractères spéciaux à chaque note, que l'on saura donner à la phrase sa juste ponctuation musicale, et déterminer, dans le chant, les « bonnes notes » qui doivent appuyer les syllabes capitales de la phrase poétique.

---

(1) Ibidem.

La délicatesse de sa sensibilité auditive, jointe à sa persistante préoccupation d'augmenter le contenu significatif de la musique, a notamment conduit Grétry à se faire de la *modulation* une idée toute particulière. Il y voit, non plus un simple procédé de développement musical, mais bien un nouvel agent d'expression, qui devait, avec les progrès de la technique moderne, devenir le plus puissant de tous peut-être, en même temps que le plus délicat à manier, le plus difficile à ménager.

« Un ton est une idée », disait Grétry, alors que chez ses confrères, et si longtemps après lui encore, le choix des tons, lorsqu'il n'était pas livré au hasard, n'était trop souvent déterminé que par des raisons de facilité, de tessiture ou simplement d'habitude. Les compositeurs sont rares, qui ont possédé le juste tact de la valeur absolue ou relative des diverses tonalités.

« L'être froid ou sans expérience module peu ou point; l'homme passionné module, soit en montant, soit en descendant. . . . . .

« Les modulations tiennent à la déclamation autant que le chant. » Grétry ne les admet que si elles sont l'image des modifications mêmes du sentiment, allant jusqu'à formuler cette proposition, qui paraîtra encore une énormité à quelques-uns, que rien ne saurait obliger à terminer un morceau dans le ton où il a commencé, dès que le sentiment exprimé a évolué sans revenir à son point initial. Ce n'est plus la *musique* seule, c'est la *parole* qui détermine la modulation et l'explique; amenée par le chant plutôt que par la basse, elle n'en paraîtra que plus naturelle et plus douce, si éloignée, si heurtée même qu'elle puisse être en elle-même, tandis que la plus simple semblera choquante, lorsque, aucune intention expressive ne la justifiant, elle n'est que le gauche témoignage d'un embarras d'écriture.

De semblables idées ont conduit Wagner au système si riche et si souple de modulations chromatiques et enharmoniques, sur qui repose presque toute notre musique moderne.

Ainsi comprise, la musique trouve dans le drame son naturel et plein épanouissement : elle devient le plus puissant agent d'émotion, l'instrument le plus complet qu'il puisse avoir à sa disposition. Portant au théâtre la simultanéité de l'action avec la pensée immédiatement exprimée, c'est-à-dire la vie même, à la rapidité synthétique du drame littéraire, elle peut ajouter, sans entraver pour cela la marche de l'action, toute la profondeur d'analyse du roman : elle crée, avec le drame lyrique, la forme parfaite d'un art essentiellement humain.

La tragédie grecque, autant qu'il est possible de s'en rendre compte, aujourd'hui qu'un de ses éléments principaux a disparu tout entier, devait être le fruit d'une conception analogue. La musique n'y était-elle pas, semble-t-il, non pas tant l'ornement ni le soutien, qu'une forme spéciale, particulièrement intense, de la déclamation? Les sujets mêmes, et la façon dont ils sont mis en œuvre, ne répondent-ils pas à l'idéal du drame uniquement sentimental et « purement humain » préconisé par Wagner? Sacrifice, dans toute la mesure du possible, de ce qui ne tient qu'aux conventions éphémères ; prééminence absolue de l'élément idéal et passionnel, d'éternelle et large humanité; simplification de l'action réelle au profit de l'action intérieure.

On a raillé les interminables récits des héros de l'*Anneau du Nibelung* sans discerner leur véritable but, qui est, non de rappeler aux spectateurs des événements trop connus déjà, mais de montrer, par la façon dont tel personnage les raconte, l'action de ces événements sur son esprit, de faire entendre les échos successifs que leur souvenir éveille en son âme aux différents moments du drame. C'est pour des motifs du même ordre que les grands tragiques grecs ont usé des récits, au point d'en constituer presque entièrement quelques-uns de leurs plus beaux ouvrages.

Les difficultés de mise en scène ne les auraient pas plus arrêtés qu'elles n'ont arrêté Shakespeare : ils étaient seulement trop *musiciens*, pour ne pas s'intéresser davantage au spectacle des âmes qu'à celui des faits. Le meurtre de Laïus, présenté au moment où il fut commis, n'aurait rien de particulièrement pathétique : il ne le devient qu'à l'instant où son souvenir traverse l'âme d'Œdipe, comme le premier éclair de la fatalité. Qu'on se figure le sujet d'*Œdipe roi* comme aussi celui de *Tristan et Yseult*, aux mains d'un Shakespeare : que de tableaux, que de personnages, que d'événements il eût été obligé d'entasser, pour développer aux yeux, pour expliquer à l'esprit une action qui se pouvait résumer en une simple crise d'âme! La sublime horreur, le palpitant intérêt dont il eût violemment ému notre raison, nous auraient-ils aussi profondément, aussi intimement étreint le cœur? C'est une conception supérieure que celle du drame ainsi condensé dans sa péripétie : mais elle n'est parfaitement réalisable qu'avec l'aide de la musique, et ce fut une injustifiable erreur de vouloir appliquer à notre tragédie toute littéraire les règles de la tragédie lyrique des anciens.

De plus près que Corneille et que Racine, Gluck approcha ces grands modèles, sinon dans l'ensemble de ses opéras, où il demeura volontairement l'esclave d'une poésie trop inférieure à son génie, du moins en quelques traits sublimes, où sa merveil-

leuse divination des forces expressives de l'orchestre, la puissance et la vérité de sa déclamation, souvent même la liberté scénique de sa forme, font encore aujourd'hui notre étonnement. Grétry, tempérament essentiellement moyen, devait éprouver pour lui plus d'admiration que de sympathie réelle : mais, tout en regrettant qu'il n'accorde pas davantage à la musique, et que « son harmonie si mâle ne permette à aucune partie chantante de la dominer », il sut le comprendre : « Lorsque j'entendis le premier ouvrage de Gluck, je crus n'être intéressé que par l'action du drame, et je disais comme vous : il n'y a point de chant ; mais que je fus heureusement détrompé, en sentant que *c'était la musique elle-même qui était devenue l'action qui m'avait ébranlé!* »

Confiné par ses aptitudes dans le genre de l'opéra-comique, Grétry ne va pas jusqu'à se faire du théâtre une conception personnelle. Il applique pourtant à l'ensemble d'une pièce les mêmes principes qu'au détail de chaque morceau, subordonnant sans cesse l'effet musical à l'intention dramatique : « J'ai toujours cru, dit-il, que les trop vives sensations produites par un morceau de musique nuisent à l'effet général d'un ouvrage, à moins que ce morceau ne soit la catastrophe du poème. » Sans sortir des formes existantes, il tâche à les vivifier de son admirable bon sens : il tente de mettre la classique *ritournelle* en action, de lui donner une signification expressive et scénique, soit au commencement, soit à la fin d'un air ; s'il ne peut se soustraire encore à la nécessité de répéter certaines paroles, au moins choisit-il celles dont l'importance substantielle est capitale, s'ingéniant à les marquer d'une accentuation progressivement nuancée. Loin de ne voir jamais dans l'accompagnement que l'obligé soutien de la voix, il lui reconnaît une faculté d'expression propre, qui permet à la musique de caractériser les sentiments les plus complexes : « En général, le sentiment doit être dans le chant : l'esprit, les gestes, les mines doivent être répandus dans les accompagnements. »

Comparez la célèbre scène du second acte de *Siegfried*, où le nain Mime tente d'assassiner traitreusement le héros juvénile.

« Un jour tout ce qui ne sera pas dans le genre du poème, sera repoussé du public instruit (1). » Ce jour fut lent à luire : il n'est qu'à son aurore. Nous subissons encore l'influence accumulée d'un siècle d'*opéras*, et nous avons d'autant plus de peine à nous en dégager, que l'on s'arrête obstinément à des questions de forme et de détail, au lieu d'aller droit au fond du problème. Le malentendu qui a si longtemps détourné la musique de sa véritable voie devait naturellement avoir ses plus sensibles conséquences pour la musique dramatique, et l'opéra, né d'ailleurs loin de l'atmosphère du peuple, « fantaisie esthétique de grand seigneur (1) », semblera quelque jour la plus illogique conception que puisse enregistrer l'histoire de l'art.

Des littérateurs, n'ayant aucune compréhension, ni même aucun sentiment de la musique, fabriquèrent des *livrets* sur des sujets quelconques, sans se préoccuper s'ils étaient foncièrement musicaux, mais seulement s'ils pourraient, tant bien que mal, se prêter à la marqueterie de hors-d'œuvre musicaux, qui, il faut bien le reconnaître, suffisait presque toujours aux ambitions du compositeur. Ils écrivirent, sur le modèle du théâtre littéraire, mais avec quelle négligence ! des pièces dont toutes les parties essentielles se trouvèrent le plus souvent être impossibles à mettre en musique : d'où la nécessité, dans l'opéra, de l'insipide *récitatif*, dans l'opéra-comique, du *parlé*, procédé peut-être préférable en sa franchise, si choquant et si absurde qu'il soit. Et, puisqu'il y fallait à toute force de la musique, l'action de temps à autre s'arrêta dans sa marche, pour ménager des intermèdes où compositeur et virtuose pussent briller à l'envi : monstrueux accouplement du concert avec le drame !

La musique ainsi, au lieu de fortifier l'action, ne put que la ralentir et l'alourdir : « Ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante ! » Et ce fut plus vrai encore du sens des paroles que de leur style. Il arriva pourtant que des librettistes, plus habiles ou plus heureux que d'autres, trouvèrent quelques situations véritablement musicales, nées du seul conflit des sentiments, développées en dehors de toute convention, et qu'ils dressèrent quelques personnages simplement et largement humains : et voici tout à coup, au milieu du fatras des vocalises, des couplets à boire et des romances, un morceau qui nous pénètre d'émotion : de la musique enfin, médiocre peut-être, mais de la *musique !* En quelques pages des *Huguenots*, de la *Juive* ou de la *Traviata*, n'oublions-nous pas et la vulgarité des idées, et la pauvreté de l'écriture, et le fracas squelettique de l'orchestration ? C'est qu'un instant, et par quelques moyens que ce soit, des âmes ont été dévoilées à notre âme : c'est que le musicien a fait coïncider, comme le voulait Grétry, le *morceau* à effet avec la *catastrophe du poème*.

Ce sont ces morceaux qui prolongent et soutiennent aujourd'hui la vie de quelques opéras ; ils parurent jadis les parties les moins musicales d'œuvres, dont tout le premier succès alla aux quelques fragments accessoires prêts à se détacher selon le caprice des

(1) Grétry.

(1) Edouard Schuré, *Le Drame musical*.

virtuoses et des amateurs : ils en étaient réellement les seules musicales.

Cependant des artistes plus hauts, le Mozart de *Don Juan* et de *Figaro*, le Beethoven de *Fidelio*, le Weber d'*Euryanthe* et du *Freischütz*, par la prescience du génie, avaient été déjà, avec Gluck, les précurseurs du drame lyrique. La gloire de Wagner est d'avoir le premier nettement compris que le problème, en réalité, n'était pas d'unir de la façon la plus satisfaisante la musique à la poésie, mais bien de déterminer quel ordre de sujets rendait possible et nécessaire l'emploi d'un mode d'expression nouveau, qui serait la langue musicale. L'opéra n'avait pas d'autre but que la musique pour elle-même, le drame ne lui servait que de prétexte : c'est au contraire le drame qui devait être le seul but, avec la musique comme moyen.

« Un sujet qui s'adresse à l'entendement seul ne peut s'exprimer que par le seul langage parlé ; mais à mesure que le contenu émotionnel grandit, le besoin d'un autre mode d'expression se fait sentir de plus en plus nettement, et il arrive un moment où le langage de la musique est seul adéquat à ce qu'il s'agit d'exprimer. Ceci décide péremptoirement du genre de sujets accessibles au poète-musicien ; ce sont les sujets d'un ordre purement humain et débarrassés de toute convention (1). »

Suivant précisément ce contenu émotionnel ou simplement intellectuel du poème, l'infinie souplesse de la musique lui permet, sans cesser d'établir la continuité de la pensée sous le va-et-vient du dialogue, de se subordonner à la parole dès que le drame l'exige, pour se développer au contraire dans toute la plénitude de sa puissance, partout où elle doit rester maîtresse. C'est au musicien de choisir et de disposer son sujet de façon telle, que tous les épisodes y exigent plus ou moins la musique, et que la trame des événements préparatoires soit serrée de telle sorte, qu'on atteigne le plus rapidement possible au complet épanouissement de l'émotion musicale. Ainsi l'action de *Tristan et Yseult* se précipite vers le point où « il ne se passe plus guère autre chose que de la musique (2) ». Ainsi encore, dans tout le cycle de l'*Anneau du Nibelung*, la parole et la musique se combinent en proportions variables selon le caractère différent de chaque scène : et même, si nous examinons d'ensemble les quatre soirées, nous voyons la musique, après avoir joué dans *Rheingold*, drame d'exposition, un rôle relativement effacé, prendre peu à peu une place qui, dans *Götterdämmerung*, devient absolument prépondérante.

1 [illegible]
2 [illegible]

On a discuté pour définir en Wagner la part du poète et celle du musicien : il ne fut en réalité ni l'un ni l'autre, mais un créateur qui dut constater, dès ses premiers essais, combien le vers était insuffisant à l'expression complète de sa pensée. On peut dire, malgré l'incomparable supériorité de sa forme poétique, qu'il fut moins *poète* que Berlioz, par exemple, dont les *livrets* sont conçus et exécutés en dehors de la musique, dans le même esprit, et certes plus médiocrement, que l'eût pu faire un littérateur quelconque.

Pourquoi Grétry fut-il si peu écouté dans notre pays? Pourquoi lui-même n'a-t-il pu réaliser son propre idéal? Pourquoi est-ce à un Allemand que nous devons les premiers exemples raisonnés du véritable drame lyrique? Et pourquoi le sens profond de ses réformes reste-t-il encore si mal compris en France?

Wagner a été puissamment servi par les qualités essentielles de la langue allemande : l'accentuation en est si forte en effet, si expressive et si variée, qu'elle se transforme naturellement en chant. L'auteur des *Meistersinger*, poussant jusqu'à l'outrance l'application de son système, a pu, sans cesser d'être musical, réduire le rôle de la voix humaine à une simple déclamation, superposée aux merveilleuses symphonies de son orchestre. Encore y fallut-il tout son génie! Pareil procédé, avec quelque talent qu'il soit employé, ne saurait donner en français les mêmes résultats. La parole, loin de nous être une aide, nous reste jusqu'ici un obstacle.

Rousseau disait déjà : « Les Français n'auront jamais de musique, parce qu'ils n'ont pas d'accent. » Sans aller aussi loin dans le pessimisme des conséquences, il n'est personne qui, entendant causer entre eux quelques-uns de nos compatriotes en pays étranger, n'ait été, par comparaison, frappé de l'atonie de notre langage. Outre que, chez nous, longues et brèves sont relativement peu sensibles, notre accent, toujours le même, s'appuie sur une désinence : l'accent allemand sur le radical du mot, sur l'onomatopée primitive. C'est aussi la désinence qui porte notre rime : l'allemand possède en outre l'allitération, rime de consonnes, infiniment plus variée, plus souple et plus expressive, soulignant encore la partie essentielle du mot. Quant au rythme de nos vers, il est si faible, si arbitraire, si monotone, qu'on ne saurait espérer qu'il se transforme jamais en rythmes musicaux. « Il vous reste dans la tête, après une longue lecture de vers égaux, un mouvement involontaire de la quantité de syllabes, qui est presque aussi désagréable que le *cochemar* (1). »

1 [illegible]

C'est alors « du sentiment des paroles que le musicien doit tirer son mouvement (1) ». Ne pouvant faire sortir un chant du rythme des mots, il doit le chercher dans le rythme passionnel du discours ou de la phrase. L'exacte prosodie des paroles françaises, le plus souvent, ne se pourrait traduire que par des séries à peine interrompues de notes égales. Plutôt que de calquer ainsi la déclamation littéraire, le compositeur devrait s'appliquer à la transformer au moyen de toutes les ressources de la musique, pour dégager en son plein jour la force expressive qui gît, latente, au fond des mots que noie le débit parlé. Le dessin mélodique, l'harmonie, les modulations surtout, les sonorités mêmes, sont encore de la déclamation.

Wagner restera comme un initiateur: le premier (suivant sa propre expression), il féconda sciemment par l'élément mâle de la poésie la musique, élément féminin, qui par elle-même ne serait capable que de grâce superficielle, de charme et de volupté futile.

Nous pouvons concevoir dans l'avenir une musique à ce point expressive, si étroitement unie à la parole, que le vers, à côté d'elle, ne semble plus qu'une forme primitive et embryonnaire, destinée à disparaître devant cette forme également supérieure par la beauté plastique et par la puissance émotionnelle. Auprès des plus élémentaires combinaisons de la musique, n'est-ce pas quelque chose de bien puéril que les arrangements de mots de la poésie, que la mélodie des rimes? quelque chose de bien sec et de bien froid que cette expression indirecte des sentiments les plus passionnés?

Ceci peut-être expliquerait l'incompréhension, tantôt haineuse, et tantôt dédaigneusement protectrice, dont tant de poètes ont poursuivi la musique : sentent-ils d'instinct qu'elle doit quelque jour les supplanter?

Et ne voyons-nous pas, d'autre part, certaines écoles poétiques contemporaines tendre, par l'excessif relâchement de la forme, par l'évanouissement progressif de la pensée, à quelque chose d'aussi vague que la plus vague musique? Ceux-là ne parlent-ils pas aussi *une langue que la raison ne comprend guère?* Et certaines strophes d'un Mallarmé, par exemple, se peuvent-elles expliquer autrement que comme une sorte de musique de mots, suggestive aux seules oreilles initiées?

« C'est un art nouveau qu'il faut créer : la musique sentimentale (2). » La musique qui ne se contente plus d'être la vaine parure d'un poème ou d'un drame, mais qui devient son âme; qui ne peint plus seulement l'extérieur des personnages, mais le plus intime de leur être; la musique grâce à laquelle la parole, qui ne pouvait qu'expliquer la pensée, devient la pensée même; la véritable musique enfin, qui ne possède qu'un domaine! Mais ce domaine, où elle règne sans rivalité possible, peut lui suffire, car c'est le plus beau, le plus vaste, le plus riche de tous: celui « des émotions et des sentiments (1) ».

Et, comme dit le bon poète Verlaine, qui fut très musicien :

Et tout le reste est littérature!

GASTON CARRAUD.

1. Gretry.
2. Gretry.

1. Wagner.
2. *La Cour d'Espagne sous Charles II.*

SIRE, L'ESPAGNE EST A BOUT!

C'est par ce cri d'angoisse que les Cortès de 1619 terminent leur supplique au roi.

Depuis vingt-six années, éblouie par les splendeurs de cet Eldorado que viennent de lui conquérir les plus aventureux de ses enfants, l'Espagne ne vit plus que dans un rêve. Quiconque a pu partir s'est hâté de gagner « les bords mystérieux du monde occidental ». Il n'y a plus d'hommes dans la Péninsule. D'ailleurs le travail, méprisé, n'y est plus traité que de besogne servile. « Une paresse morne et superbe stérilise encore cette stérilité. » — « Sire, il y a trois cents villages en ruines dans les Castilles, deux cents autour de Tolède, mille dans le royaume de Cordoue! »

Il faut relire dans Paul de Saint-Victor (1) cette sinistre mais magnifique peinture :

« La vaine pâture envahit et sèche la campagne. L'Estramadure entière est livrée aux moutons; les pâtres du seul marquis de Guébraléon en ont huit cent mille... Une misère affreuse dévore l'Espagne. Elle meurt de faim sur ses mines d'or... Les longues guerres, les frais énormes de la Cour, creusent un gouffre qui absorbe le revenu de deux mondes. En vain les peuples suent l'or de Mexico aux Flandres, les coffres du roi sont toujours à sec... Ce royaume, qui ne produit plus, est à la merci de ses colonies. Il y a des jours où l'Espagne rôde désespérément sur les quais de Cadix, attendant le galion de Lima ou de la Vera-Cruz qui n'arrive pas. »

N'est-il qu'en retard ou aurait-il péri en mer? Ni l'un ni l'autre, mais la flotte d'un prince créancier l'a insolemment capturé... Et l'Espagne dévorera cet affront... Il le faut bien!... de l'immense *Armada* il ne lui reste pas même une escadre!

Et d'ailleurs, viendrait-il, cet or des colonies, qu'il ne ferait que traverser la Péninsule pour s'en aller aux mains des autres nations qui, elles, travaillent.

Misère de vieille date, hélas! Charles-Quint n'abdiqua, semble-t-il, que par désespérance. Il voulut fermer les yeux sur l'écroulement de son empire... N'avait-il pas fallu au grand empereur subir cette honte de rester quatre mois entiers, durant l'hiver de 1556, en un petit hameau des Pays-Bas, à attendre de l'argent pour pouvoir retourner en Espagne?

Le jour où il abdiqua on ne put trouver, en fait de tentures destinées à solenniser cette cérémonie, que les draperies de deuil qui avaient servi aux obsèques de sa mère...

* * *

Plus de flotte, mais plus d'armée, non plus. Jamais les soldats ne touchent leur solde. Ils ne sont pas même vêtus. Ils mendient ou désertent. La reine emprunte à des usuriers pour payer ses femmes. En 1679, pour se procurer les fonds nécessaires aux frais de la noce de Charles II qui va épouser Marie-Louise d'Orléans, le conseil propose sérieusement de saisir dans les ports un certain nombre de navires marchands et de les vendre à l'encan.

Sur le trône un avorton blême, scrofuleux, affligé de ce gonflement de mâchoire qui est le stigmate de sa race, Charles II. C'est, au moral, une sorte d'hébété, de maniaque dangereux. Pour se punir d'avoir eu un jour, au passage d'un troupeau de pauvres Juifs qu'on mène au bûcher, une seconde de défaillance, il se fait flageller par le bourreau. Atteint de consomption lente, il tremble devant la mort, car il se croit possédé du démon...

* * *

Il vit au fond d'une solitude inaccessible, dans le sombre Escurial, et contraint la reine à y vivre avec lui.

Quelle existence que celle de la Française, murée vivante dans ce tombeau! Marie-Louise étouffe sous l'étreinte accablante du cérémonial espagnol. Si elle soulève le rideau d'une fenêtre, la camarera-mayor lui déclare, avec trois raides révérences, qu'une reine des Espagnes ne peut s'exposer à être vue... Le matin, il lui faut entendre trois messes. Pas de fleurs dans ses appartements : « les fleurs ne sont-elles pas parure de péché? » Pour costume, du noir, toujours du noir, des guimpes de nonne, des corsages raides et durs comme des cuirasses. Au bal il lui faut porter au côté un rosaire bien en vue, sinon, demain, le Grand Inquisiteur se plaindra au roi.

Partout des espions qui la haïssent, car l'Espagne exècre les étrangers! La pauvre femme doit peser ses moindres paroles, surveiller tous ses gestes. Tout la menace, mais elle-même, chose effroyable, est une menace vivante pour les autres. Un jour à la promenade, les chevaux d'un carrosse s'emportent. La reine veut fuir; elle s'embarrasse dans le lourd attirail de ses robes et tombe. Elle va être écrasée, car nul homme n'a le droit de toucher à la reine. Pourtant un jeune seigneur se précipite, la saisit dans ses bras, l'emporte : elle est sauvée... Oui, mais lui, il ne lui reste plus qu'à choisir son genre de mort... Il a commis... un sacrilège!

Comme passe-temps, car enfin il faut bien distraire la reine, on la mène voir quelques belles flambées. Seulement Marie-Louise a le caractère si mal fait que tout lui est prétexte pour faire manquer ces fêtes. Elle se dit malade, fatiguée. Elle n'a pas la force d'aller jusqu'à l'échafaud, ce qui oblige de remettre l'autodafé.

Alors le Grand Inquisiteur, qui est homme du monde et sait les égards qu'on doit à une femme de santé délicate, ordonne de dresser le bûcher devant le palais. Il touche presque — ce bûcher — le balcon de la reine. Un jour il en roussira les tentures. « Elle entendait, dit Mme d'Aulnoy, leurs gémissements... Une fois, parmi les condamnées — c'étaient toutes jeunes filles juives — s'en trouvait une d'une rare beauté. L'enfant ne voulait pas mourir. Elle tendait les mains vers la reine. » Celle-ci eut le courage de fermer les yeux, au lieu de se repaître du spectacle des flammes faisant grésiller des chairs humaines. Elle était pâle et comme mourante... Afin de la narguer, les belles dames de la Cour, assises un peu plus loin, à un autre balcon, où elles prenaient sorbets et sirops, riaient en se montrant les contorsions des suppliciées... et les tourbillons de fumée qui se rabattaient vers *la Française*.

En rentrant dans sa chambre la reine ne put se retenir de dire : « Oh! l'horrible, l'horrible journée! » Ce mot fut répété.

Et quelques jours après, le bon roi d'Espagne était débarrassé de la méchante reine...

* * *

Dans sa chute la nation gardait son attitude arrogante. Les autres peuples n'avaient jamais moins existé pour elle; on n'enseignait d'autre géographie dans les Universités que celle des Espagnes!

Hélas! cet orgueil est le fléau du peuple espagnol, le cancer qui le ronge. Hier encore, *en 1872*, le doux Italien de Amicis le constatait avec stupeur : « Cet orgueil est tel aujourd'hui, *même après une chute si profonde*, qu'il fait douter aux étrangers s'ils voient des Espagnols du XIXe siècle ou des Espagnols du XVIe. Pleins de leur mérite, convaincus que l'univers entier s'occupe d'eux et les admire, ils se croient toujours, quand même, la grande nation,

la merveille du monde, la gloire des siècles. »

Et cependant elle a perdu le Portugal, la Hollande, les Flandres, un quart de la France, Naples, la Sicile, la Sardaigne, la Lombardie, une partie de l'Afrique, de l'Asie et presque toute l'Amérique.

Que lui restera-t-il bientôt, à ce peuple de chevaliers et de paladins? Et qui donc aura le courage de lui dire que, même au temps de sa splendeur, l'Espagne était bien faible et bien pauvre; que sa grandeur n'était que vaine apparence!...

Quelle voix de patriote s'élèvera demain parmi les Cortès pour crier encore, comme en 1619 : *Sire, l'Espagne est à bout!*

MASSON-FORESTIER.

NOTES ITALIENNES [1]

Vais-je rencontrer, à travers les rues qu'emplit un doux murmure de réveil, Juliette, l'étrange petite fille pour qui l'amour fut tout au monde. « *I love you!... — I love you!...* » J'aimerais tant l'aimer une fois pour toutes, la voir passer, lui dire que je l'aime, et n'avoir seulement pas besoin d'attendre sa réponse pour savoir qu'elle m'aime tout autant que je l'aime, et tout à fait de la même manière. Ce serait pour toute la vie, et pour la mort aussi. De belles aventures tragiques viendraient renouveler notre amour et l'enchanter. Je l'aimerais avec furie, avec douceur, avec tristesse et gaieté tout ensemble. Notre amour se varierait de nuances délicates, à l'infini, comme à la lumière du jour, incessamment changeante, le feuillage des forêts lointaines et la surface incertaine des eaux. Petite Juliette, il y a quatre siècles que tu es morte, et j'en suis inconsolable.

*
* *

Quand il eut souffert des pires douleurs, des injustices, des sottises des hommes de son temps, abreuvé d'amertume et de haine, l'âme pleine de regrets et mal résignée, Dante vint à Vérone. Il y écrivit la fin de la *Divine Comédie*. Béatrice qu'il avait aimée l'introduisit au Paradis : dans son souvenir elle était devenue la Théologie... A peine l'avait-il entrevue, tout enfant, et jamais il ne la posséda. Mais il l'aima. Toujours elle lui fut présente. Elle l'accompagna incessamment dans la voie douloureuse de sa vie, habile à se transformer suivant les heures et les circonstances, comme se transformait, au gré des souffrances, des déceptions et des révoltes, l'âme du poète avec laquelle s'était identifié son souvenir...

Juliette, Béatrice, étranges figures d'amour, plus fortes que la mort, embellies par la mort et sanctifiées par elle, j'ai rencontré vos ombres bénies à Vérone. Et j'ai même entendu votre voix, un soir, au bord de l'Arno, votre voix éternelle, immuable et douce. Vous parliez d'amour éternel, immuable et doux. Un soir d'été; des nuages légers passaient sur les étoiles en délire!

*
* *

Padoue.

Padoue, célébrée jadis entre les villes italiennes, prospère et savante, inspiratrice d'art et maîtresse de science, enrichie des chefs-d'œuvre de Giotto, de Mantegna, de Donatello, ennoblie par la rivalité de Vérone et de Venise, Padoue qui dans son orgueil voulait remonter à Antenor, frère de Priam, Padoue n'est plus qu'une triste ville endormie qui vit tout entière du souvenir d'un saint.

Le Santo! La grande basilique byzantine est bien luxueuse avec ses dômes, ses fresques, ses bronzes, pour le pauvre compagnon de saint François. Les admirables statues de Donatello qui les représentent, tous deux, saint Antoine et saint François, charment par leur simplicité, par leur noblesse, par leur perfection. Ce ne sont plus les mystiques un peu tourmentés et maladifs des *Fioretti*: la sainteté les a transfigurés.

Le souvenir de ce qu'ils furent sur terre quand leur âme revêtait encore une enveloppe éphémère et qu'ils allaient parmi les hommes avec la douceur, la tendresse et l'étonnement candide des petits enfants, leur souvenir m'est plus présent, tandis que j'erre, au soir tombant, à travers les petites rues tortueuses, bordées de porches bas et de colonnades anciennes, où passent au pas lent des bœufs des chariots lourds, et des moines bruns avec de grandes barbes.

*
* *

Venise.

Il était un roi d'un royaume ancien. Sa capitale était, au delà des fleuves et des villes, au creux d'une vallée étroite, dans une crique de montagnes. Mais il s'ennuya des champs et des prairies, des palais somptueux et de tout le décor sans horizon des rues et des ruelles où ne resplendissait pas la splendeur du soleil. Le dégoût lui vint des hommes et des femmes. Or, un jour, seul, il monta jusqu'au haut de la plus haute montagne et par delà les collines et les plaines, il entrevit la plaine sans fin de la mer, frémissante, illuminée des mille couleurs incessamment mêlées et renouvelées du jour à son déclin. Puis l'ombre ensevelit le paysage, jusqu'à l'éveil miraculeux de la lune aux confins des derniers flots

[1] Voyez la *Revue* du 15 août.

qui jouaient et dansaient dans le sillon de lumière pâle. Enfin, à l'aube, aux premières lueurs incertaines qui blanchirent le ciel et firent reluire sur les choses endormies de mystérieux reflets, il aperçut au bord des vagues, mourantes sur le sable en traînées roses, une forme légère de nymphe marine, debout, les bras étirés, le corps incliné. De quel nom l'appeler, Thétis, Amphitrite ou Galatée? Elle était pareille aux nuées pâles que l'aurore éveille à la surface des eaux; on eût dit que le vent du matin la déchevelait et balançait son corps léger. Le roi revint à son palais; il fit seller son plus beau cheval, au harnais d'or, aux brides endiamantées. Il chevaucha deux jours à travers les montagnes, les collines et les plaines, jusqu'à ce qu'il arrivât au bord des flots bleus où la nymphe marine lui était apparue. Mais il n'y trouva plus la virginale apparition qui l'avait enchanté; plus rien, que l'éternel balancement des vagues monotones. Est-ce donc toi qui lui étais apparue, Galatée, petite nymphe de la mer, qu'entrevit jadis le Cyclope sur les grèves siciliennes, et qui te joues éternellement au bord des flots comme l'insaisissable illusion ? Le roi resta les yeux fixés sur la mer trompeuse. Ses chevaliers le trouvèrent immobile, oublieux du temps et de toutes choses; il refusa de retourner dans son royaume encaissé entre les murailles immenses des montagnes. Il voulut qu'on reconstruisît sa capitale sur les flots bleus, et toujours il rêvait d'un nouveau palais, plus avant dans les eaux, qu'il fallait édifier... La ville s'éleva, toute de marbre et de pierres sculptées où jouait le perpétuel remous des flots enchantés. Il était un roi d'un royaume de mer...

* *

Une petite pluie fine qui n'a pas l'air de tomber, s'éparpille dans l'atmosphère, dense, incessante et pénétrante. On dirait qu'il n'y a pas de nuages tant le ciel gris est uni. Elle court en nuées légères sur la mer calme, sur l'eau clapotante des canaux; l'humidité s'étend sur les murailles de marbre des palais, imprègne les mousses vertes et jaunes qui les recouvrent par endroits et suinte en longues traînées où le demi-jour met des reflets pâles. Les silhouettes lointaines de Saint-Georges Majeur et de la Salute s'estompent à l'horizon, jaunâtres, assombries au passage des grandes ondulations de pluie qui chevauchent lentement sur les flots. Les bleus et les ors de Saint-Marc se voilent et pâlissent. Il pleut sans fin, sans trêve, sur la ville silencieuse, sur les dômes, sur les échoppes, sur les dalles de pierre des escaliers, sur les gondoles closes. Au soleil couchant, le ciel s'éclaircit, la voûte morne se déchire, les nuées se séparent, se marbrent de veines blanches; elles se groupent et se disposent en étages. Elles s'éclairent insensiblement de lointains reflets rouges qui s'étalent, pâlissent et disparaissent: puis l'uniforme teinte grise s'étend de nouveau, plus épaisse et plus sombre. La pluie reprend, lourde à présent et régulière. Elle ensevelit, avec la nuit qui tombe en nappes tranquilles, Venise, les lagunes et les îles, tout le passé prestigieux de la cité déchue, et nos âmes meurtries où le regret s'endort, où le désir s'apaise...

* *

Venise au petit jour était violette. Nous avancions lentement sur l'eau morne. La voix rauque du gondolier, aux tournants des ruelles, éclatait, impérieuse et brutale. Les ténèbres endormies au creux des canaux déserts, soudain secouées semblaient fuir comme des bêtes impures et malfaisantes. De grands panneaux d'ombre se détachaient et disparaissaient dans les enfoncements des portes, dans les détours des ruelles étroites. On eût dit que la voix du gondolier les effarait et les chassait; il avait l'air, debout sur son esquif noir, la tête en avant, les yeux sombres, du roi d'un singulier royaume de brumes et de fantômes.

Venise au petit jour était violette, et puis elle blêmit. L'ombre se fit plus transparente; les profils et les contours y apparurent et s'y dessinèrent. Des tons mordorés brillèrent aux vitres des palais. L'eau s'éclaira, et, dans les coins sombres, révéla les profondeurs vertes et jaunes où se balancent les herbes souples.

Et puis, ce fut l'éveil divin; les petits flots dansèrent, avec des flammes et des étincelles. Les marbres s'illuminèrent de lueurs roses, l'ombre bleuit, le ciel s'épanouit et répandit la bénédiction miraculeuse de ses fleurs sans nombre, lys, bleuets, genêts, pervenches et roses, des roses en profusion, des coquelicots et des pivoines. Le canal sembla jonché de pétales multicolores, comme pour le passage d'un dieu. Les architectures resplendirent; les lions de marbre sculptés aux balcons des anciennes demeures seigneuriales se découpèrent et projetèrent leurs ombres fines et nettes.

Enfin l'ombre même disparut, comme noyée dans la pure lumière également répandue sur les choses en larges ondes régulières. Sur l'azur infini de la mer et du ciel confondus à l'horizon, la Giudecca s'étendit avec les dômes de ses églises, blanche et comme éclairée de lueurs diffuses.

* *

Toute l'après-midi, j'ai dû travailler à la bibliothèque Saint-Marc. J'ai collationné des manuscrits anciens où des histoires saugrenues sont racontées en mauvais style. L'un d'eux surtout m'a fait souffrir : l'écriture en est déplorable et les rats ont rongé

le bas des feuillets. Je pardonne au pauvre moine qui l'a copié, voilà cinq siècles : il s'était imposé ce travail en guise de pénitence et par esprit d'humilité; il ne comprenait pas grand'chose à ce qu'il écrivait; il a mis son œuvre sous l'invocation de la Vierge. Mais vous, les rats, pourquoi n'avez-vous rongé que le bas des pages? apparemment ce latin-là n'éveillait pas votre appétit.

Cependant, Venise resplendit dans la lumière!

Seigneur! pourquoi m'as-tu fait le pauvre philologue que je suis? Ou bien, si décidément tu m'as destiné à collationner des manuscrits anciens, pourquoi me laisser la nostalgie de la lumière et de la fête ardente et folle des choses que le soleil enchante?

*
* *

De Venise à Chioggia, nous avons suivi la lagune, côtoyant les dunes et les murailles de marbre du Lido, de Malamocco, de Pellestrina, d'étranges petits villages aux masures anciennes et délabrées, serrées les unes contre les autres. Sur le pas des portes, les dentellières, un fichu rouge sur la tête, nous regardent passer sans interrompre leur besogne : elles font sauter les bobines de fil sur les coussins hérissés d'épingles. Les petits enfants, en drôles de costumes rapiécés et troués quand même, jouent, se disputent et rient comme les petits enfants de tous les temps et de tous les pays. Ils regardent sans étonnement les étrangers qui passent, dont la vie errante côtoie un instant la leur, et qu'ils ne connaîtront pas, puisque leur chétive existence est à jamais enfouie dans les villages de la lagune, San Pietro, Porto Secco, Pellestrina, puisqu'ils sont nés et qu'ils mourront au son des mêmes angelus dans les églises voisines. Ils ne connaîtront rien du monde pourtant si proche; ils resteront dans la maison de leur père, appliqués seulement à remplacer les tuiles tombées ou les pierres descellées, sans penser aux pays étranges au delà des mers et des montagnes.

Dans le petit port de Chioggia grouille une population de pêcheurs et de marchands. Il y a des ruelles étroites et de grands hangars aux toits très bas sur des poutres anciennes. Le jour tombe, mélancolique et doux...

Nous revenons au soleil couchant sur la mer. Le ciel pur, sans un nuage, prend des colorations étranges, rouges et violacées. La mer flamboie; on dirait, quand le soleil s'y enfonce, qu'il va la faire bouillir avec des sifflements et des jets de vapeur ardente comme les cuves d'eau où l'on plonge le fer rouge de la forge. A l'horizon, c'est comme un remous de lave incandescente. Les bateaux de pêche qui rentrent au port passent lentement en projetant l'ombre longue de leurs voiles et de leurs cordages. Et puis, c'est le crépuscule frais et tranquille; les étoiles s'allument dans la sérénité du ciel nocturne; des silhouettes lentes nous croisent, avec leurs falots rouges ou verts. Les villages sont éclairés faiblement de chandelles jaunes derrière les vitres des masures. On n'entend que le clapotis des flots calmes, et quelques sonneries égarées de cloches lointaines. Enfin Venise apparaît avec ses mille lumières, les lanternes de ses gondoles, l'éclairage de ses palais que l'eau reflète. Et l'on dirait, dans les profondeurs de la mer sombre où les lueurs se prolongent, les colonnades innombrables d'une ville des fées, illuminée pour des fêtes magiques... Il était un roi d'un royaume de mer, que les fées appelèrent, un soir, de leur sourire et de leur chant lointain...

*
* *

Les étoiles scintillent et palpitent comme des yeux de fièvre noyés d'extase et de volupté. Le ciel est resté bleu; pas un nuage, pas une buée éparse dans l'air n'en altère l'ineffable pureté : la transparence en est perceptible et l'infinie profondeur s'y révèle par l'inégal éloignement des astres qui s'y meuvent. La gondole me promène doucement sur la moire des eaux tranquilles entre le quai des Schiavoni et l'île de la Giudecca. Rien ne trouble la paix nocturne et le doux silence étoilé. Nous entrons dans le grand canal; une barque pavoisée de lanternes se détache de la rive : elle part en chantant; les voix humaines sont accompagnées de violons, de harpes et de guitares. Les trilles et les doux roucoulements d'oiseaux se prolongent et se mêlent; la voix s'exalte et s'enivre d'elle-même; c'est comme une folie de chanter plus fort, d'emplir l'espace du rythme effréné de la romance. Des gondoles suivent la barque illuminée; elle les entraîne dans le sillon voluptueux de sa lumière et de son chant. Puis, d'autres sérénades s'éveillent de tous côtés : elles se croisent, elles se répondent, elles se multiplient à tous les coins de l'horizon. Le grand canal a l'air de chanter sous la nuit constellée.

*
* *

Venise est blanche. La lumière matinale l'éclaire doucement. Venise est verte aux lueurs mourantes du soir qui tombe. Venise est bleue, les reflets de l'eau calme des canaux jouent sur le marbre des palais. Venise est rouge au soleil couchant. Venise est rose, Venise est jaune, Venise est grise. Toutes les couleurs du prisme t'embellissent, Venise, et varient à l'infini ta gloire et ton apothéose... Mais je t'aime surtout, Venise, d'être une ville morte. L'admirable lumière pare glorieusement les palais déserts où sont ensevelis sous la poussière des temps les souvenirs de ta gloire passée, Venise, radieuse

nécropole de souvenirs, chère à nos pauvres âmes, éternellement mourantes et toujours illuminées pourtant de joies nouvelles et de prodigieux espoirs!

ANTOINE BEAUNIER.

BULLETIN

Richelieu à Luçon, sa jeunesse, son épiscopat,

[illegible]

Il est un côté de la vie et des œuvres du cardinal de Richelieu que semble avoir mis dans l'ombre l'éclat de sa vie politique. Après les nombreux et très remarquables travaux qui ont épuisé le sujet, on connait assez l'homme d'Etat qui a été, pendant dix-huit ans, le maître de la France et l'arbitre de l'Europe; mais l'histoire a peut-être trop négligé, dans la vie de Richelieu, son épiscopat à Luçon. La plupart des historiens ne nous disent presque rien sur les années qui ont précédé son entrée aux affaires. Et cependant, il serait bien intéressant de savoir quelle a été la vie de Richelieu dans la solitude de son évêché, comment il s'est acquitté des fonctions multiples et délicates dont il s'est vu chargé tout à coup, et surtout comment ces huit années obscures qu'il a passées dans le Bas-Poitou ont été pour lui un merveilleux apprentissage de la vie politique. C'est cette lacune que vient de combler très heureusement M. l'abbé Lacroix dans son excellent ouvrage intitulé : *Richelieu à Luçon. Sa jeunesse, son épiscopat.*

Plusieurs chapitres, consacrés à la jeunesse et aux études du grand homme, renferment de très intéressants détails, sur la manière dont s'est formée cette haute intelligence, et, par occasion, sur le milieu où il a vécu pendant ces premières années, sur la renaissance de l'Université et la réforme des programmes universitaires à la suite des troubles de la Ligue, qui avait converti les classes en écuries « où l'on entendait à toute heure, comme il est dit dans la Ménippée, l'harmonie argentine des vaches et des veaux de lait, et le doux rossignolement des ânes et des truies ». Dans un temps où l'ignorance était de bon ton parmi les gentilshommes, Richelieu, qui se destinait au métier des armes, et qui aurait pu se dispenser d'un brevet de science, tient à se distinguer de la noblesse frivole et illettrée par la supériorité de son instruction. On voit déjà paraitre en lui cette ferme volonté d'exceller dans tout ce qu'il fait et de surpasser les autres. Qu'il s'exerce à l'équitation, à l'escrime, à la danse, partout il pratique [illegible] Plus tard, [illegible] de la Rochelle, il émerveillera les troupes par sa bonne contenance à cheval, et la pourpre de cardinal ne l'empêchera pas d'exécuter, avec toute l'élégance requise, un ballet chez la Reine.

Tout à coup, il renonce aux succès de la vie mondaine pour devenir évêque de Luçon, moins par vocation que par dévouement pour sa famille à moitié ruinée. Sans se laisser décontenancer par cette brusque métamorphose, il embrasse résolument le nouveau genre de vie dans lequel il vient de passer sans transition. Il s'applique tout d'abord à la théologie, et brûle d'égaler Du Perron dans la controverse. Il recherche volontiers ce genre de polémiques : outre la nécessité de tenir tête aux protestants sur le terrain religieux, c'était pour le jeune évêque un moyen d'arriver à la réputation et à la fortune. Le théologien préparait en lui l'homme d'État. Pour gouverner les hommes, a-t-on dit, il faut savoir quelque chose des secrets de Dieu. Talleyrand, qui n'avait pas, j'imagine, des visées aussi hautes, estimait que tout homme d'État devrait avoir fait sa théologie. C'est une étude, en effet, qui assouplit et affine l'intelligence, et qui fournit, à propos de chaque difficulté, mille distinctions subtiles et captieuses, mille ressources pour enlacer l'adversaire ou pour échapper à son étreinte.

Cependant, Richelieu ne pouvait prendre possession de son évêché avant d'avoir reçu l'investiture canonique. Il aurait pu recourir aux bons offices des banquiers expéditionnaires en cour de Rome, qui se chargeaient, moyennant honnête courtage, d'obtenir les bulles au meilleur compte; mais il lui en eût trop coûté, dans les deux sens du mot, d'employer ce moyen. Il se rend à Rome pour présenter lui-même sa requête, et là trait qui est à noter il se fait remarquer par l'austérité de sa vie. Son séjour dans la ville éternelle, ses démarches, ses négociations, forment, dans l'ouvrage de M. l'abbé Lacroix, un chapitre des plus piquants, rempli de détails qui, jusqu'à présent, avaient passé inaperçus. Grâce à ses qualités brillantes, qui émerveillaient les Italiens eux-mêmes, malgré leur proverbiale habitude de n'admirer que fort sobrement ce qui nait hors de leurs pays », il obtint du Souverain Pontife la dispense d'âge pour être ordonné. Mais il faut bien le dire, cette dispense d'âge, il la devait à une supercherie, que, dans ce temps-là, on excusait assez volontiers : pour se vieillir de deux ans, il avait présenté au Pape, comme étant le sien, l'extrait de baptême de son frère! Les contemporains ne voyaient là « qu'un tour de la souplesse de son esprit » et le Pape Paul V pardonna de bonne grâce au coupable, se contentant de prédire *qu'il serait un grand fourbe.*

[illegible]

Au lendemain du sacre, il a le courage de quitter la Cour, et d'aller vivre à Luçon, dans un des plus petits et des plus pauvres diocèses de France. Le séjour de Richelieu à Luçon est l'objet, dans l'ouvrage de M. l'abbé Lacroix, d'une étude approfondie, et, on peut le dire sans rien exagérer, d'une étude véritablement neuve et originale sur bien des points, grâce à de très précieuses informations que l'auteur a tirées des dépôts publics, à de nombreuses lettres qu'il a trouvées dans les archives des affaires étrangères, et surtout aux documents tout à fait inédits qu'il a découverts dans les *Archives de la Famille de Richelieu* où une permission gracieuse l'a laissé pénétrer. C'est ainsi qu'il a pu nous mettre sous les yeux la vie intime de Richelieu pendant cette période, et même nous révéler un Richelieu absolument inconnu. En effet, nous n'avons pas affaire ici au terrible ministre qui fait tout plier devant lui. Nous trouvons un prélat aimable, séduisant par le charme de la jeunesse et par les grâces de son esprit, serviable pour ses amis, tendre et généreux pour sa famille, affectueux et bon pour tout ce qui l'approche. Il semble vraiment que, suivant les paroles de Bossuet, Dieu avait *mis premièrement la bonté dans son cœur et dans ses entrailles... Quantum mutatus!...* Décidément, les politiciens vulgaires ne sont pas les seuls dont les idées et les sentiments varient avec les situations qu'ils occupent!

Dans ce caractère, beaucoup plus complexe qu'on ne l'avait supposé jusqu'ici, il est quelques traits essentiels que la pénétrante analyse de l'auteur a mis en pleine lumière ; d'abord, le zèle épiscopal; ensuite, l'esprit positif de l'administrateur, qui sait, par un habile mélange de fermeté et de souplesse, dans les affaires les plus sérieuses comme dans les menues difficultés, surmonter ou tourner les obstacles; l'ambition naissante et toujours en éveil de l'homme qui se sent fait pour de grandes choses, qui se recueille et se prépare en attendant l'heure, et que la fortune ne prendra jamais à l'improviste. Pendant son séjour à Luçon, tout semble se réunir pour favoriser le développement de son génie. D'abord, il se trouve dans l'évêché « le plus crotté de France » où tout le monde est *gueux*, surtout l'évêque. Il n'a même « aucun lieu où il puisse faire du feu à cause de la fumée ». La pauvreté, *féconde en héros*, comme disait le poète, stimule son activité. Il lui faut, pour tenir son ménage, des prodiges d'économie et surtout un esprit d'ordre et des habitudes de contrôle qu'il conservera toujours dans sa carrière politique.

Les rapports avec son clergé sont difficiles, surtout à une époque où, par suite du désordre général, nombre de prêtres faisaient tout autre chose que ce qui concernait leur état; il lui faut réformer des abus, interdire aux ecclésiastiques les jeux de hasard, les occupations viles et subalternes, les trafics et les courses dans les foires ; ici, l'évêque parle haut et ferme ; l'homme d'autorité apparaît ; ne pouvant dénouer, il tranche. Il est obligé de vivre avec les protestants, très nombreux et très influents dans son diocèse ; supérieur à tous les hommes de son temps par ses idées de tolérance, il s'efforce de ramener les dissidents par la douceur ; il repousse leurs prétentions injustes et résiste à leurs empiétements ; mais il respecte chez eux la liberté de conscience et la liberté du culte. Plus tard, devenu ministre, quand il fera si rude guerre aux Huguenots, ce ne seront pas des hérétiques qu'il poursuivra, mais des révoltés. Il est une dernière considération sur laquelle l'auteur insiste avec raison : placé dans un évêché du Bas-Poitou, Richelieu se trouvait dans un admirable poste d'observation pour étudier les grands événements qui se déroulaient sous ses yeux. En effet, le Poitou est situé sur une des grandes routes historiques de la France ; c'est dans cette province (sans même remonter aux temps de Clovis et de Charles Martel) que se sont dénouées les principales crises de notre histoire ; c'est là surtout que les guerres religieuses ont sévi avec le plus de fureur. Or, nous savons par le propre témoignage de Richelieu, que déjà dans son esprit germait la pensée des grands desseins qu'il accomplira plus tard. « *Il y a plus de trente ans*, disait-il en 1631, qu'étant attaché aux fonctions de l'épiscopat dans le diocèse de Luçon, *près de la Rochelle, je pensais souvent, dans une profonde paix, aux moyens de ranger cette place à l'obéissance du Roi.* » De plus, son séjour à Luçon, en plein théâtre de la guerre civile, le met en mesure de surveiller les révoltes des grands. Il est non seulement le témoin, mais encore la victime des excès que commettent les troupes rebelles. Il n'est donc pas téméraire de penser, comme le dit M. l'abbé Lacroix, que ces événements aient fait naître dans son esprit la résolution de réprimer un jour ces tentatives séditieuses, et de faire courber ces têtes altières devant l'autorité du Roi et la majesté des lois.

L'ouvrage de M. Lacroix éclaire tout un côté, très peu connu jusqu'à présent, de la physionomie de Richelieu. L'auteur est de ceux qui, suivant le conseil de Fénelon, instruisent solidement le lecteur, parce qu'ils l'intéressent *en lui débrouillant les affaires et ce qui en doit résulter*, et parce qu'ils *ne le laissent jamais languir*.

A. Jacquet.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36872. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 9. 4e SÉRIE. — TOME X 27 AOUT 1898.

LES MAUVAIS MAITRES

J'ai longtemps hésité à écrire ces pages, et je ne me dissimule pas que parmi ceux qui les liront beaucoup sans doute me donneront tort. Les uns m'accuseront d'injustice, d'exagération tout au moins. D'autres chercheront peut-être à mes critiques des raisons personnelles et, qui sait? m'attribueront des inimitiés ou des rancunes. Je tiens à le déclarer très nettement d'avance : je ne suis guidé par aucun motif personnel d'aucune sorte, et je n'ai qu'un souci, l'intérêt de nos enfants et, par eux, du pays. J'ai entendu les plaintes de nombreux parents, j'ai constaté moi-même certains faits regrettables, et de ces faits j'ai vu plus d'une fois tirer des conclusions malveillantes et perfides par les ennemis de notre enseignement universitaire. Et c'est pourquoi je me suis décidé à dire tout haut ce que je pense, estimant qu'on sert mieux une cause qui vous est chère en signalant ses points faibles avec une entière franchise qu'en gardant à leur égard un silence d'approbation complaisante.

[illegible]

Au reste, il ne s'agit point de faire la critique générale de tout un système. Loin de moi la pensée d'attaquer des maîtres dont la valeur intellectuelle est de premier ordre et la moralité privée presque toujours indiscutable. Je crois fermement que le corps enseignant est dans son ensemble digne de la plus haute estime et qu'il honore le pays par sa science et par la dignité de sa vie. Mais s'il est beaucoup de bons maîtres, s'il s'en trouve même d'excellents, on en compte aussi de mauvais. Or, dans l'accomplissement d'une œuvre aussi haute, aussi grave que l'éducation de notre jeunesse, on ne doit admettre aucune faiblesse, aucune défaillance. Il y a des professeurs qui ne s'acquittent pas avec tout le dévouement désirable de la mission sacrée qui leur est confiée. Si peu qu'ils soient, ils sont trop. C'est contre eux que je m'indigne, et je sais que mes paroles trouveront un écho dans le cœur de tous ceux qui rêvent de voir nos jeunes générations apprendre de leurs maîtres comme de leurs parents ces grandes vertus qu'elles semblent être en train d'oublier, le respect, l'esprit de discipline, la volonté, l'énergie, l'amour du sacrifice.

Il y a dans la vie du lycéen une période critique : c'est celle où se fait le passage de l'enfance à la jeunesse. On ne peut lui assigner une date précise : pour les uns c'est la quatorzième année, pour les autres la seizième, voire la dix-septième. Mais, précoce ou tardive, la crise reste également redoutable. L'enfant d'hier, rose, joufflu, à l'œil candide, est aujourd'hui un adolescent grêle, aux membres mal proportionnés aux joues creuses, aux regards hésitants. Un soupçon de moustache ombre sa lèvre, des poils follets frisottent à son menton, et sa voix qui mue passe sans transition des notes aiguës aux notes graves.

Même changement soudain dans son esprit et dans son cœur. Il rougit de ce qu'il était : sa naïveté d'antan lui semble ridicule, et pour la mieux renier il affecte le scepticisme. A la docilité, à la soumission il substitue l'esprit de révolte. Il avait confiance en ses maîtres, recueillait avec soin leurs avis : il les

discute à présent. Il les admirait, et il les critique. Il les respectait, et volontiers il les traiterait sans façon, en égaux, presque en camarades.

Cette transformation qui s'opère chez le jeune homme, le devoir des maîtres, collaborateurs des parents dans l'œuvre de l'éducation, est de la prévoir, de la surveiller et de la diriger. Mais beaucoup d'entre eux ne paraissent pas s'en soucier.

Les sentiments nouveaux qui s'éveillent dans l'âme de leurs élèves, ils pourraient les utiliser pour le bien. Cette soif d'indépendance, ce goût de la critique, cette sorte de résistance intellectuelle, ce refus d'accepter sans examen les idées étrangères, tout cela mis à profit, sagement contenu, habilement employé, formera des caractères originaux et libres. Mais ces mêmes instincts, abandonnés à eux-mêmes, se développeront outre mesure et se tourneront en défauts ; de là naîtront l'indiscipline, l'absence de foi, l'indécision, l'ironie desséchante. Que les maîtres veillent, et, pour mener à bien leur tâche, qu'ils s'efforcent de gagner sur leurs élèves une influence réelle et durable. Or ils n'y parviendront qu'à une double condition : savoir les dominer, et d'autre part leur témoigner un sincère intérêt. Autorité pour se faire respecter, dévouement pour se faire aimer, voilà ce qu'on doit exiger de tout homme qui a choisi la carrière de l'enseignement.

* * *

L'autorité précisément fait trop souvent défaut. Nombre de maîtres se laissent « chahuter », et sur ce point les exemples abondent : qui de nous serait embarrassé pour en citer une multitude? Le désordre prend d'ailleurs des formes extrêmement diverses et varie d'importance suivant les professeurs. Avec celui-ci on se contentera d'être distrait, de lire des livres étrangers à la classe, de bavarder de temps à autre. Avec celui-là, on ne se bornera pas à n'écouter point : on entamera entre voisins une causerie tranquille et continue qui durera aussi longtemps que le cours lui-même. Tout cela n'est encore qu'indifférence dédaigneuse. Voici déjà mieux. Ce maître qui, tandis que ses élèves s'entretiennent de leurs affaires, prend la peine de leur parler histoire ou littérature, mérite d'être félicité de sa discrétion et de son zèle. Par instants donc, un des causeurs s'interrompt et s'écrie à haute voix : « Ah! très bien! un verre d'eau pour l'orateur! » Vous pensez peut-être que « l'orateur » bondit à une telle insolence? Il s'en garde bien : il fait la sourde oreille et continue placidement son cours.

C'est qu'il a de bonnes raisons pour se montrer si facile. Comme il n'a pas su s'imposer dès le début, il sent qu'il lui coûterait cher maintenant d'essayer la sévérité. Voyez cet autre, en effet, qui, devant le bavardage et l'inattention générale, fait mine de vouloir sévir : à peine a-t-il désigné la victime et prononcé la punition qu'il est vivement interpellé : « Ce n'est pas moi, je n'ai rien fait... » S'il se tait, il semble avouer son tort. Répond-il? L'élève riposte, et voilà un dialogue déplacé et ridicule qui s'engage à la grande joie des spectateurs. Bienheureux encore quand ces derniers ne prennent point part à la scène en soulignant les phrases échangées de murmures et de grognements.

Que de choses encore on pourrait dire sur cet inépuisable chapitre! Que de types à indiquer, depuis l'infortuné professeur de langues chez lequel le « boucan » est une tradition séculaire jusqu'au brillant professeur de rhétorique auquel on fait du bruit parce qu'il aime cela, et que, comme l'orateur excité par les rumeurs de l'assemblée, il trouve dans le tumulte de sa classe un stimulant à son éloquence et à son esprit!

Il est des cas où l'indiscipline ne se manifeste pas aussi bruyamment. Les écoliers ne crient, ni ne chantent, ni ne hurlent : ils se contentent de se moquer de leur maître le plus agréablement du monde. Faut-il citer des exemples? Cela est à peine utile, et le lecteur n'en connaît que trop. Qu'on me permette seulement une anecdote entre mille.

Il y avait un professeur d'histoire fort myope qui, ne pouvant à trois pas reconnaître ses élèves, avait tracé un plan exact de sa classe et inscrit le nom de chacun à la place qu'il occupait. Lorsqu'il entendait du bruit ou qu'il voyait une main se lever quêtant une permission, vite il consultait son plan et lançait triomphalement le nom correspondant.

Mais il tombait rarement juste, car bien entendu on changeait de place à chaque classe et invariablement il appelait un nom pour un autre. Certain jour, à propos de guerres religieuses il avait été amené à exposer les doctrines de la religion protestante. Soudain un élève demande la parole : mettons qu'il se nommait Duval. « Parlez, monsieur Dumont », lui dit le professeur, après avoir attentivement examiné sa liste. Ledit Dumont justement était absent et déjà cette méprise avait mis les auditeurs en gaîté. Cette gaîté devint du délire quand ils entendirent leur camarade déclarer sur un ton de pince-sans-rire que le maître faisait erreur, qu'il avait sur les protestants des idées fausses, et que lui, fils d'un pasteur, était obligé à son grand regret de lui présenter de respectueuses contradictions. Le professeur, ébranlé par cette assurance, répondit qu'il ne pensait pas s'être trompé, mais que néanmoins il étudierait la question et, pour y pouvoir mieux répondre la semaine suivante, il nota avec le plus grand soin toutes les observations, d'ailleurs fort ingénieuses, de son facétieux disciple.

A la classe suivante, dès qu'il se fut assis, le professeur tira de sa serviette plusieurs papiers et commença en ces termes : « Vous m'avez, monsieur Dumont, présenté la dernière fois diverses objections auxquelles je vais donner réponse... » Dumont, qui était revenu, n'en croyait pas ses oreilles, et après un moment de surprise il se hâta de protester. Mais le professeur n'en voulut pas démordre, et, comme Dumont insistait, la discussion ne tarda pas à s'envenimer. Les deux interlocuteurs échangèrent des paroles fort vives, tandis que dans son coin l'astucieux Duval se délectait à cette querelle qu'il avait soulevée et que les autres étaient secoués par le même rire inextinguible que les dieux d'Homère. — Et ceci se passait non pas dans un collège provincial parmi des gamins farceurs, mais dans la classe de philosophie d'un grand lycée de Paris.

Cette indiscipline, qui n'est pas générale, j'en conviens, mais qui n'est pas non plus exceptionnelle, pourrait-on la faire cesser en réagissant contre les tendances fâcheuses qui dominent depuis une dizaine d'années? On sait que, sous l'influence d'idées très généreuses exprimées par un éminent moraliste, l'Université crut devoir diminuer le nombre et atténuer la rigueur des punitions dont elle disposait à l'égard des élèves coupables. Les arrêts furent supprimés, les pensums interdits, les consignes écourtées et adoucies. Les collégiens ne furent plus astreints à gagner la classe en silence et rangés par deux : ils purent s'y rendre à leur aise, tout en causant. On voulait ainsi modifier l'aspect un peu trop militaire de nos lycées et cesser d'assimiler des enfants qui vont écouter la leçon d'un maître à des soldats qu'un caporal conduit à l'exercice. La tentative était digne d'approbation. Il faut avouer pourtant qu'elle a médiocrement réussi, et que l'ordre et la discipline s'en sont trouvés fort ébranlés. — Faut-il en conclure qu'il serait temps de renoncer à un système d'indulgence qui a donné de si mauvais résultats, de revenir à la sévérité, d'inaugurer une ère nouvelle de retenues et de consignes?

Je n'en crois rien. Les punitions ne sont qu'une arme fragile, promptement émoussée, dont l'élève cesse bientôt de s'effrayer. Qui ne se rappelle avec quelle insouciance, que dis-je? avec quelle belle humeur tel de ses camarades, et lui-même peut-être, supportait le poids de trois, quatre, cinq consignes récoltées tout au long de la semaine? Ce n'est point par les châtiments qu'il lui sera permis d'infliger que le maître pourra se faire respecter et obéir. Son autorité, pour être complète et indiscutable, devra reposer sur son prestige personnel, et ce prestige, il le devra non à sa science, non à son esprit, non à sa célébrité, mais uniquement à sa valeur morale.

Qu'est-ce que cette valeur morale, seule base réelle de l'autorité du maître?

On pense bien qu'il ne s'agit pas ici de sa vie privée, presque toujours absolument irréprochable. Le professeur ne fait pas partie du monde qui s'amuse; il ne fréquente ni les coulisses des petits théâtres, ni les music-halls, ni les cabarets de nuit. Non pas qu'il affecte sur ce point un rigorisme vieux jeu, mais parce que ses goûts et ses habitudes l'entraînent vers des distractions plus intelligentes et plus relevées. Au reste, il en serait autrement que ses élèves n'en sauraient rien, et son crédit sur eux ne pourrait donc en souffrir.

Par suite, il faut se préoccuper uniquement de ce qu'il est dans sa classe. C'est de ses vertus professionnelles seules, et nullement de ses vertus privées, qu'est faite sa valeur morale, et fût-il dans l'existence ordinaire le plus honorable des hommes, il ne méritera pourtant ni l'estime, ni le respect de ses élèves s'ils peuvent lui reprocher de manquer de désintéressement, ou de conscience, ou de dévouement pour eux.

La situation matérielle du professeur s'est fort améliorée depuis vingt ans, et nous sommes loin du temps où Victor Cousin parlait de « la noble pauvreté qui convient aux membres du corps enseignant ». Les traitements sont aujourd'hui très satisfaisants, et la certitude d'une pension de retraite est encore un avantage de plus. Cependant ce n'est pas le Pérou, comme dit l'autre, et la vie moderne — même pour le sage — a de terribles exigences. Il est tout naturel que le professeur cherche par un travail supplémentaire à augmenter son revenu, et personne ne songe à s'étonner qu'il donne des répétitions, fasse des conférences, écrive des articles dans les journaux et dans les revues. Mais ce qui est regrettable, c'est que ces occupations accessoires deviennent pour quelques-uns le principal, et qu'ils se laissent aller à négliger pour elles leurs véritables devoirs.

Quand un élève éprouve quelque difficulté à suivre, ses parents pensent aussitôt à prier le maître de s'intéresser plus spécialement à lui, de le prendre à part avant ou après la classe, de lui répéter les explications qu'il a mal comprises. Rien n'est plus rationnel. Qui serait mieux à même de juger quels sont les points faibles de l'écolier, de diriger ses efforts, de l'aider à faire des progrès, que celui qui le voit de près chaque jour? Et quoi de plus juste que d'exiger une rétribution, même assez forte, pour une tâche en définitive difficile et ingrate? Ainsi entendue, la « répétition » est chose excellente, et le maître et l'élève y trouvent également leur avantage. Mais à

quels abus cette institution si légitime ne peut-elle pas entraîner?

Il y a, assure-t-on, des professeurs qui font la chasse aux répétitions et qui ont acquis une admirable habileté dans ce genre de sport. Leur méthode est ingénieuse : ils donnent des devoirs très difficiles, les quatre cinquièmes des élèves n'y comprennent absolument rien et rapportent des notes déplorables à leurs parents. Ceux-ci s'affligent, s'inquiètent. Comment faire? disent les naïfs. — Consultons le professeur, pensent les malins. Et ils apprennent que leur fils est trop faible pour la classe, qu'il y a des « trous » dans son instruction, que la nécessité de les combler s'impose, et qu'il suffira pour cela d'une ou deux heures par semaine de leçons particulières. Effectivement les progrès sont rapides, les devoirs deviennent excellents — car ils sont faits pendant la répétition — et les notes jadis si mauvaises dépassent à présent la moyenne et touchent parfois au maximum.

Ce premier système n'est déjà pas mal imaginé. Mais il y a mieux. Avec la leçon isolée il faut de longues heures avant d'obtenir un chiffre sérieux de bénéfices. On a donc trouvé un perfectionnement. A la répétition particulière on a substitué la répétition collective : ce n'est plus un élève qu'on prend à part, c'est cinq, dix, quinze à la fois. Le profit qu'ils peuvent tirer d'un exercice qui n'est plus que la reproduction de la classe même, mystère ! Mais en revanche le professeur y gagne gros, car même en diminuant ses prix de moitié, son heure, au lieu de dix francs, lui en rapporte trente ou cinquante.

Ces cas sont rares, me dira-t-on. Je le reconnais. N'empêche que, sans aller si loin, certains maîtres se montrent parfois un peu trop âpres au gain. Leurs élèves le voient bien. Étonnez-vous qu'ils leur témoignent peu de respect !

* * *

Ces habiles industriels qui gagnent de jolies sommes à commenter les vers d'Horace sur l'*aurea mediocritas*, ne forment, il est vrai, qu'une faible minorité. Mais ils ne sont pas les seuls dont les parents croient avoir à se plaindre. Il en est d'autres, fort scrupuleux sur ce délicat chapitre, qui, loin de juger l'élève taillable à merci, se refusent à devoir le moindre profit aux leçons particulières, mais qui, sur un autre point, ne sont pas absolument irréprochables.

Parmi les exercices de la classe, tous n'exigent pas du maître le même degré d'attention. Si, pour exposer à ses élèves la vie et les œuvres d'un écrivain, pour leur faire comprendre la nature de son talent, il est obligé de parler lui-même et de se donner tout entier, en revanche durant la récitation des leçons et l'explication des textes latins ou grecs, il peut en prendre un peu plus à son aise. Non qu'il n'y ait là, s'il le veut, matière à de nombreux et profitables commentaires. Mais il ne le veut pas toujours, et c'est ainsi que parfois l'étude des auteurs ne consiste plus que dans une longue et endormante version orale. Or, tandis que les élèves traduisent successivement chacun son paragraphe, les uns péniblement, les autres avec une facilité qu'explique peut-être quelque traduction juxta, le maître rêve à des choses bien différentes de celles qui résonnent à son oreille distraite. Il pense à la conférence qu'il doit faire la semaine prochaine, à la chronique qu'il doit écrire pour après-demain. Ou bien il réalise ce tour de force de suivre d'un œil le texte ouvert devant lui et de lire de l'autre les épreuves de l'article qu'il lui faut renvoyer ce soir corrigées. J'en ai connu un qui se gênait moins encore : ayant publié en volume le cours dont il était chargé, il en faisait lire à haute voix un chapitre à chaque classe, et pendant ce temps il mettait au courant sa correspondance.

On devine que des maîtres si peu consciencieux ne s'astreignent guère à s'acquitter d'une besogne aussi ingrate que la correction des devoirs. Certes, lire et annoter chaque semaine une centaine de copies dont beaucoup sont fort médiocres est chose éminemment fastidieuse. Mais enfin il n'y a guère d'autre moyen de se rendre compte des progrès accomplis par les élèves. Et d'ailleurs, si pénible que soit cette tâche, elle fait partie des obligations imposées par la profession. Or on voit des enfants qui restent un mois, ou même deux, ou même trois, sans qu'il leur soit rendu un seul devoir corrigé. Qu'arrive-t-il? L'élève se dégoûte d'un travail qu'il n'entend jamais apprécier, il cesse de remettre des copies, ou, si on l'y force, il remet des copies bâclées à la hâte. Car il se trouverait lui-même en vérité trop naïf de faire son devoir quand son maître ne fait pas le sien.

* * *

A ces défaillances déplorables il y a, je le sais, beaucoup d'exemples contraires à opposer. Un très grand nombre, une foule de maîtres s'acquittent consciencieusement de la mission qui leur est confiée. Reste à savoir s'ils s'en font toujours une idée très juste, s'ils se rendent bien compte qu'ils s'adressent à des enfants et non à des hommes, si en un mot ils adaptent assez exactement leur enseignement à leur auditoire.

Une des conséquences les plus certaines de nos défaites de 1870 est l'évolution qui s'est produite dans notre caractère et dans nos idées. On nous accusait d'être bouffis d'orgueil, de mépriser les autres nations, et nous sommes devenus depuis tellement

modestes que, nous défiant de nos propres forces, nous avons cru sage d'imiter servilement nos vainqueurs. Nous ne nous sommes pas contentés de leur emprunter leurs institutions militaires, sans d'ailleurs examiner si le tempérament français pouvait s'en accommoder entièrement. Nous avons affiché même admiration sans mesure pour la pensée allemande, pour la science allemande, pour les méthodes allemandes. Nous avons appris à pâlir comme nos voisins sur les manuscrits, à disserter gravement sur la valeur comparée de deux *leçons* différentes, à écrire des mémoires, voire des volumes, au sujet d'une interpolation. Ces recherches philologiques, d'ailleurs utiles et intéressantes, ont pris peu à peu dans l'étude des auteurs une place si considérable qu'elles ont fait un peu négliger le reste. Par dédain du commentaire d'autrefois, purement littéraire, et, j'en conviens, assez superficiel, on s'est enfoncé dans des explications terriblement ardues de morphologie et de stylistique. Les candidats à la licence et à l'agrégation y ont-ils pris un vif plaisir? C'est infiniment probable, car, devenus professeurs, certains d'entre eux ont eu soin de les resservir à leurs élèves. Mais ceux-ci, pour la plupart, n'en ont que médiocrement goûté la profondeur scientifique, et tels qui auraient compris et aimé le poète d'Eurydice et de Didon, n'éprouvaient que de la répugnance pour le Virgile hérissé de gloses, de remarques et de variantes qu'on présentait à leurs yeux effarés.

C'est qu'en effet le plus grand nombre de nos lycéens ne se destinent ni à l'École normale, ni à l'École des Chartes. Ce sont de braves garçons qui deviendront d'habiles médecins, des notaires subtils, des avocats diserts, de notables commerçants ou de paisibles rentiers. Les études classiques pourront leur donner cette culture intellectuelle qui élève l'homme au-dessus des occupations de son existence quotidienne, qui lui permet de penser à autre chose qu'à son métier et de s'intéresser à des questions plus générales et plus hautes. Mais c'est à la condition qu'elles seront dirigées de manière à leur être profitables. Faites-leur donc un cours très simple, très clair, approprié à leurs moyens et à leurs besoins. Trop savant, il passera, comme on dit, au-dessus de leurs têtes.

Mais surtout montrez-leur que vous éprouvez pour eux de la sympathie, même de l'affection. C'est là, je crois, le point capital, et malheureusement aussi c'est peut-être justement ce dont on se soucie le moins. Le maître qui se sent du talent croirait déchoir s'il ne le consacrait pas à d'autres travaux que ceux de sa classe, et l'un d'entre eux, qui est en même temps un brillant journaliste, disait en parlant d'un de ses collègues : « C'est un esprit éminemment distingué, et je me suis souvent étonné qu'ayant une telle valeur il ne soit que professeur. »

Que professeur ! Ce mot [illegible] explique tout : pourquoi on se donne si peu de peine pour ses élèves, pourquoi on leur marque si peu d'intérêt, pourquoi, malgré le contact quotidien, on leur demeure si complètement étranger. C'est qu'on est tellement au-dessus d'eux ! On se rend si bien compte qu'à part un très petit nombre ils seront incapables de vous comprendre ! A quoi bon se mettre en frais ? On dépenserait en pure perte sa science et son esprit.

L'élève a conscience de ce mépris qui se cache parfois sous les dehors d'une bienveillance banale, forme polie d'indifférence, qui souvent aussi ne prend point la peine de se dissimuler. Il voit que son maître fait sa classe sans plaisir, et il l'écoute de même. Entre ces deux êtres aucune communion d'esprit : chacun d'eux accomplit sa besogne parce qu'il y est forcé, l'un pour toucher ses appointements, l'autre pour éviter les punitions.

Et pourtant quel rôle plus noble et plus enviable que celui du professeur ? Avoir devant soi trente ou quarante jeunes gens qui tous, lorsqu'on sait les prendre, ne demandent qu'à être intéressés et instruits ; révéler à ces esprits neufs, à ces âmes fraîches, tout un monde d'idées inconnues, d'impressions, de sentiments, qu'ils n'avaient pas encore soupçonnés ; lire dans leurs yeux l'étonnement et le plaisir ; exciter en eux l'admiration pour les belles choses, savoir les faire vibrer d'enthousiasme en présence d'un chef-d'œuvre et entendre courir au milieu de leur silence attentif ce léger frémissement qui est le signe de l'émotion vraie, je ne pense pas qu'il y ait de jouissance à la fois plus profonde et plus pure. Le professeur qu'on écoute ainsi de toute l'âme ne trouve pas que faire sa classe soit une besogne ennuyeuse et pénible. Il aime son travail, il y goûte une joie toujours renouvelée, et ses élèves, gagnés, conquis par la passion qu'il met à les instruire, lui paient son dévouement en affection, en reconnaissance et en progrès. Voyez-les en sa présence. Dès qu'il entre, les attitudes deviennent correctes et déférentes, les fronts s'éclairent, les figures se font joyeuses. Ses paroles sont recueillies comme des oracles ; ses éloges paraissent d'inestimables récompenses ; un mot de blâme provoque la confusion et le regret. La classe finie, c'est à qui le consultera sur une lecture, lui fera part d'une difficulté, lui demandera un conseil : c'est un ami, plus encore qu'un maître, et un ami qu'on respecte, qu'on admire, auquel on est fier d'adresser la parole.

[illegible]

Et quand on constate quelle influence on exerce sur

ses élèves, quand on s'aperçoit qu'on a un pouvoir assez grand pour diriger leurs esprits dans le sens que l'on voudra, quand on voit enfin que cette autorité repose non sur la crainte, mais sur l'amour, et que ces jeunes cœurs se sont donnés en toute sincérité, on éprouve un bonheur si complet qu'on ne regrette pas de l'avoir acheté en se dépensant tout entier.

On me dira que de tels maîtres sont rares. Sans doute, et c'est ce dont je me plains. Il y en a pourtant, et ceux qui me liront, en fouillant dans leurs souvenirs, en nommeront certainement qu'ils ont connus. Le malheur c'est qu'ils ne soient pas tous ainsi, et que leur œuvre bonne se trouve en partie entravée par l'œuvre néfaste des mauvais maîtres. C'est à ces derniers qu'il faut s'en prendre des défauts qu'on reproche à notre jeunesse, car ils ne savent l'instruire ni de parole ni d'exemple. Ils oublient qu'on ne peut enseigner le désintéressement, la discipline et l'amour du devoir qu'à la condition de les pratiquer soi-même, qu'on n'est écouté et cru que si l'on est aimé, que pour être aimé il faut aimer soi-même, et que le professeur vraiment digne de ce nom devrait prendre pour devise cette phrase qu'écrivait naguère un éminent pédagogue : « J'aime l'enfant comme le paysan aime la terre. »

JACQUES PORCHER.

MES PROCÈS DE PRESSE [1]

C'était en 1879. Peut-être ne vous rappelez-vous plus que c'était le temps où, sur la parole de Gambetta : *le cléricalisme, voilà l'ennemi*, nous menions contre les prétentions et les empiétements du clergé une campagne très vive. Le *XIXe Siècle* s'était fait remarquer dans cette petite guerre, par la bonne humeur alerte de sa polémique, par la vigueur de ses coups. About et moi nous étions devenus les bêtes noires des robes noires. Il avait passé en proverbe que nous déjeunions d'un curé et que nous soupions d'un moine. Il faut dire aussi que nos articles amusaient tout le public parisien, qu'ils avaient un succès énorme, et que le tirage du journal, malgré les entraves que le gouvernement mettait à sa diffusion, montait tous les jours.

D'autres sans doute se battaient à côté de nous, pour la même cause et non sans éclat. Mais c'était contre nous surtout que se déchaînaient les fureurs cléricales, c'était nous que l'on visait et que l'on poursuivait, quand par hasard s'en présentait l'occasion. Nous étions accablés de procès, que nous étions assurés de perdre, et que nous perdions d'ailleurs fort gaiement. Car les magistrats avaient beau disposer en notre faveur de leurs maximums les plus salés, nos procès, en fin de compte, nous rapportaient plus qu'il ne nous avaient coûté. Nous aurions volontiers dit, comme le sergent des *Plaideurs* de Racine : « Tôt donc, frappez, j'ai quatre enfants à nourrir. »

Je ne voudrais pas vous conter tous ces procès : le récit à la longue en serait fastidieux. Mais laissez-moi vous en choisir deux ou trois, qui ont eu, à l'époque, un grand retentissement, et qui même encore aujourd'hui peuvent avoir un certain intérêt : car on y sent vivre et palpiter des passions évanouies. Ce sont des documents, comme on dit dans la langue d'aujourd'hui.

Je prends d'abord le procès qui fut connu sous ce nom tant soit peu hétéroclite et burlesque : le procès des chemises de chasteté.

Il faut se souvenir, pour comprendre comment il put se produire, qu'il y avait à cette époque des fumistes, des Lemice-Terrieux cléricaux, qui nous envoyaient à nous et aux journaux de notre bord des histoires apocryphes, auxquelles ils s'appliquaient à donner toutes les apparences de la plus incontestable authenticité. Ainsi, ils nous écrivaient qu'à tel endroit, un congréganiste de tel nom avait été surpris en flagrant délit d'attentat aux mœurs. Ils ne ménageaient pas les détails, multipliaient les références. Si nous avions l'imprudence de reproduire le fait même après une minutieuse vérification préalable, nous étions sûrs de voir deux jours après tomber du papier timbré dans nos lares. Le récit n'était peut-être pas faux en soi ; mais il était émaillé d'inexactitudes telles qu'il ouvrait à la partie lésée une action en dommages-intérêts.

J'étais visé plus que personne par les pieux mystificateurs : mais je ne me serais jamais servi d'une lettre sans la montrer à Edmond About, notre rédacteur en chef ; et celui-là, je vous réponds qu'il avait l'œil américain. On ne le mettait pas dedans comme on voulait. Je me souviendrai toujours d'un piège qui nous fut tendu par un gros bonnet du cléricalisme de province. About éventa tout de suite la niche. Il me pria d'écrire pour demander des détails : on les donna complaisamment. Pendant ce temps-là, nous faisions notre contre-enquête, et quand l'autre se fut bien enferré, About lui écrivit de sa bonne encre.

« Monsieur, lui dit-il, vous avez voulu nous induire à calomnier d'honnêtes gens ; nous avons vos lettres ; nous les gardons, prêts à les communiquer au Procureur de la République, si vous ne nous envoyez pas vos excuses. »

Ah ! bien, je vous jure que les excuses ne tar-

[1] Voyez le *Rappel* du 6 août 1898.

dèrent pas, et les plus plates qu'il se pût voir. Nous nous fîmes une pinte de bon sang.

Or il arriva qu'en octobre 1879 un de ces Lemice de sacristie eut l'idée d'envoyer à toutes les feuilles libérales de Paris, et au *XIXe Siècle* en première ligne, un fragment de journal, découpé dans la *Semaine religieuse de Condom*, et qui était ainsi conçu :

[illegible]

LINGERIE SAINT JOSEPH

[illegible]

CHEMISES DE NUIT

[illegible]

Jamais découpure de journal ne parut plus authentique. L'expéditeur avait eu le soin de rattacher à l'entrefilet la manchette de la *Semaine religieuse*, de sorte qu'il n'y avait pas le moindre soupçon à concevoir. Nous ne pouvions pas nous douter que le farceur avait lui-même, en secret, dans je ne sais quelle imprimerie, composé cette annonce et machiné son traquenard.

Tous les journaux y donnèrent en plein et reproduisirent l'information sans ombre de défiance. Ils s'égayèrent naturellement à ce propos, et ce fut un texte de plaisanteries faciles. Au *XIXe Siècle*, c'était moi qui étais chargé du département de l'anticléricalisme. About m'avait donné la découpure, en me disant :

— Y a-t-il là pour toi matière à entrefilet ?

— Ma foi ! non, lui avais-je répondu. Je ne vois pas l'article à faire.

Quinze jours se passèrent ; l'information n'avait pas été démentie, la *Semaine religieuse de Condom* n'avait pas pipé mot, et déjà personne ne pensait plus à cet incident, quand il parut dans l'*Univers* un article intitulé : *La morale dans les auteurs du baccalauréat ès lettres*. L'auteur, qui signait tout simplement : *Un professeur de l'Enseignement libre*, marquait avec un effroi bien comique les horribles impudicités qui fourmillent dans nos livres d'éducation classique.

Ainsi, disait-il, on donne à expliquer aux élèves de l'Université *Iphigénie en Aulide* d'Euripide. Eh bien ! le croiriez-vous ? dans cette œuvre abominable, il se trouve un passage où l'écrivain sans pudeur rapporte que Pâris, profitant de l'absence de Ménélas, enlève Hélène, après s'en être fait aimer. Et ce qu'il y a de pis, c'est que le poète fait sur cet enlèvement des réflexions obscènes.

Permettez-moi, puisque j'ai parlé de cet article, de vous en citer un passage, qui vous montrera bien quel était, à cette époque, l'état d'esprit des cléricaux et le style du journal qui leur donnait le ton :

Nos enfants peuvent approfondir les chastes mystères de l'antiquité par l'étude des *Économiques* de Xénophon, [illegible]

Ici je ne puis plus citer.

Trois fois, comme le héros de Virgile, j'ai essayé de [illegible] pensée par respect pour moi-même et pour mes lecteurs.

Comment voulez-vous que je vous donne la raison pour laquelle le gynécée est séparé de l'appartement des hommes par une porte fermée, avec des expressions aussi crues que celles de Xénophon ? Comment voulez-vous que je répète après lui les définitions du mariage ?

Comment voulez-vous que je représente cette scène de ménage entre Ischomaque et sa femme, où le mari grec, ayant trouvé la jeune coquette peinte et fardée de blanc et de rouge, *fardée* en un mot, essaie par des raisons d'un positivisme [illegible] vermillon ?

Si je suis obligé de n'indiquer qu'à peine l'objet de ce discours, qu'on juge par là de ce qu'est la lettre. Et ces pages immorales se prélassent dans toutes les éditions classiques de Hachette, de Belin, etc., et dans les traductions de MM. Talbot et Parnajon qui sont faites pour les écoles, puisqu'elles sont juxtalinéaires.

Je ne dirai pas qu'à la lecture de ce grotesque factum mon sang ne fit qu'un tour. Non, nous ne sentîmes pour ce cuistre anonyme qu'une compassion mêlée de mépris. Car enfin les *Économiques* ont toujours passé chez tous les gens de goût pour un chef-d'œuvre de grâce aimable et légère, de goût exquis et de style pur.

La scène à laquelle le professeur de l'enseignement libre faisait allusion est une des plus célèbres de l'antiquité. Il est très vrai qu'Ischomaque y reproche à sa femme de se farder, et lui remontre que la plus belle parure d'une femme aux yeux de son mari, ce sont et ses joues fraîches et ses lèvres roses et ses yeux brillants, et tout cela dit avec des grâces inexprimables de langage, avec cette lumineuse élégance qui est le charme de la prose grecque, à cette époque incomparable où écrivait Xénophon !

Eh bien ! est-ce qu'il faut cacher à un jeune homme que certaines femmes ont la mauvaise habitude de se farder ? Faut-il donc ne jamais leur prononcer les noms de vierge, d'époux, de maîtresse, d'amant ? Comment ! ils sont appelés à passer leur vie dans la compagnie des femmes, et l'éducation classique les condamnerait à garder les oies du frère Philippe ?

Et comme l'article à faire me bouillait dans les veines, je cherchai un clou où l'accrocher, et je me rappelai cette annonce des chemises, qui depuis quinze jours traînait dans les journaux, sans que personne l'eût démentie. Je me gardai bien de désigner nommément la *Semaine* [illegible] j'écrivis simplement :

« On peut lire dans un journal d'Auch l'annonce sui-

vante... » et, après avoir donné l'annonce, j'ajoutais :

« De quoi diable nos évêques se mêlent-ils ? où vont-ils fourrer leur nez ? quelle est cette rage de traîner sans cesse l'imagination sur les mystères dont Mgr Bouvier a fait un gros livre... Ils n'ont donc pas d'autre occupation au monde ?

Et de là, passant au factum de l'*Univers*, qui était mon vrai sujet, je fonçais sur le professeur anonyme de l'université catholique, et lui fourrais gaiement, comme je faisais toujours, son vilain nez dans sa vilaine prose. Peut-être après cela le nez était-il grec ; mais la prose était d'un homme pour qui le grec était lettres closes.

Il paraît, — je n'ai su le détail que plus tard, — il paraît qu'on n'attendait que *l'adhésion* du *XIXe Siècle* pour mettre les huissiers en mouvement. C'était à nous qu'on en voulait ; c'était pour nous que l'on avait cuisiné la mystification ; on était impatient de nous voir, après les autres mouches, donner à l'étourdie dans la toile patiemment tendue, et l'on poussa un soupir de délivrance et de joie, quand on vit sous ma signature se produire l'annonce des chemises. Il est vrai que je n'avais point, comme mes confrères, mis nommément en cause la *Semaine religieuse de Condom*. Mais c'était là une vétille qui n'avait aucune importance. J'avais dit : *un journal*. Un journal, ce ne pouvait être que la *Semaine religieuse*, et le directeur de la feuille bien pensante m'envoya, comme à mes autres confrères, un joli papier timbré, en vertu duquel nous étions conviés tous à nous rendre à Auch, pour nous entendre condamner, eux à 10 000 francs de dommages-intérêts et moi, comme j'étais évidemment le moins coupable, à 20 000.

Nous partîmes tous en bande : parmi les journaux assignés avec le nôtre se trouvaient le *Siècle*, le *Rappel*, la *Petite République*, le *National*, sans compter d'autres feuilles moins importantes, dont j'ai oublié le nom, car l'information avait fait le tour de la presse. Elle avait été même reproduite par des journaux amis du cléricalisme, qui apparemment n'avaient pas été prévenus. Mais la *Semaine religieuse* ne les avait pas mis en cause ; on ne se mange pas entre renards.

Vous pensez bien que le voyage fut très gai. Nous apportions là notre scepticisme parisien. L'affaire nous paraissait de si peu de conséquence ! Après tout, les chemises n'étaient pas un mythe. Moi, personnellement, on m'en avait envoyé une comme spécimen. Je la décrivis ; on me reprocha de ne point l'avoir apportée. Mais, objectai-je, si c'était encore une fumisterie nouvelle ? Nous plaisantâmes sur ce thème. Il en jaillit nombre de mots drôles, trop drôles peut-être pour figurer dans cette Revue, qui, si elle se départait de sa gravité, devrait s'arrêter à la limite d'un aimable badinage.

Une petite scène imprévue égaya nos dernières heures de voyage.

Au moment d'arriver, trois ou quatre stations avant Auch, nous vîmes monter dans notre compartiment, où une place était restée vide, un monsieur de visage aimable et d'allure bon enfant, qui nous demanda la permission de fumer. La conversation s'engagea ; il paraissait fort au courant du pays et de ses mœurs.

— Monsieur, lui demandai-je, est-ce qu'il y a un théâtre à Auch ?

Il me répondit par un *peuh !* qui signifiait clairement : Il est vrai que la ville possède un théâtre, mais c'est comme s'il n'y en avait pas.

— Et, continuai-je, joue-t-on ce soir ? et quelle comédie joue-t-on ?

— A Auch ! s'écria-t-il, une comédie ! pour cela non, on n'y joue pas de comédie ce soir, ni aucun soir d'ailleurs. Mais si vous voulez voir une représentation curieuse, je vous en promets une pour demain au Palais de justice.

— Ah ! bah ! fis-je d'un air innocent, et qu'est-ce que c'est que cette représentation ?

— Je ne peux pas trop vous dire. Je ne suis pas d'Auch même ; mais il paraît que demain va s'y juger un procès qui met à l'envers toutes les cervelles du pays.

Nous nous regardâmes en souriant, il le vit et commença de sentir quelque inquiétude.

Il se demandait évidemment qui nous pouvions bien être, quand le train entra dans la gare d'Auch et s'y arrêta.

Sur le quai du débarcadère, le maire de la ville, notre ami le député David, nous attendait pour nous souhaiter la bienvenue. La première personne qu'il vit descendre fut notre intrus.

— Eh ! bonjour, lui dit-il, mon cher sous-préfet. Vous avez donc fait route avec ces messieurs ?

Ces messieurs, c'était nous : les accusés d'aujourd'hui, les condamnés de demain.

— Monsieur le sous-préfet, lui dis-je en riant, *morituri te salutant*.

Il s'esquiva prestement et nous ne le revîmes plus.

C'est que le Gers était, en ce temps-là, et peut-être l'est-il encore, un des départements les plus cléricaux de France. Nous n'étions pas depuis une heure en ville que l'on nous contait sur le cléricalisme outré de la région des histoires extraordinaires. On nous affirmait que le préfet, qui était un honnête et loyal républicain, non seulement n'était pas reçu par la bonne compagnie de la localité, mais qu'il ne pouvait même entretenir avec le personnel gouvernemental que des relations officielles.

— Il vit tout seul, nous disait-on, dans sa préfecture, tenu en quarantaine par les indigènes, évité par les fonctionnaires. Cela est au point que, se présentant avec sa femme au bras chez un haut fonctionnaire de l'armée, il n'est point reçu par lui, et que la femme du général n'accompagne pas son mari dans la visite réglementaire qu'il doit rendre au préfet.

Ces passions nous paraissaient à nous fort sottes et fort sauvages; mais elles ne nous promettaient pas poires molles pour le lendemain. Nous n'en dînâmes pas moins d'un bel appétit. Que nous importait après tout? Nous ne pouvions être condamnés qu'à une amende et à des dommages-intérêts. Le journal était bon pour payer.

About m'avait dit au moment du départ :

— L'affaire est peu grave ; elle l'est si peu que je n'ai pas jugé à propos de demander à notre ami Léon Cléry de se déranger pour l'aller plaider. Tu la plaideras toi-même. Mais plaide-la comme si tu voulais la gagner. Nous la perdrons; mais autant vaut ne pas être condamné trop cher; sois conciliant, onctueux même. Plus d'huile que de vinaigre dans la salade.

Telles étaient mes instructions.

Le tribunal correctionnel nous avait fait, pour la circonstance, l'honneur de transporter son audience dans la salle des assises : une salle très vaste, d'une ornementation sévère et pleine de goût. Elle avait tout à fait grand air; elle était comble; rien que des hommes; les dames s'étaient abstenues, la cause étant de celles qui peuvent comporter des détails scabreux. Nos Parisiennes n'auraient pas eu de ces scrupules; mais nous sommes à Auch, en terre bénie, sous l'œil de M. Paul de Cassagnac.

Avant notre affaire, on en appela une, que je crois devoir rappeler, parce qu'elle m'induisit en grandes réflexions sur la vie de province et sur le sort qui nous était réservé.

Un journal de la localité avait pris à partie le commissaire de police d'Auch, et voici dans quelles circonstances. Le commissaire avait été chargé par le préfet, vous savez bien, le lépreux républicain de la préfecture, de faire une enquête sur les faits et les gestes d'un frère de l'école congréganiste. Le commissaire de police avait conclu à la culpabilité du frère. Là-dessus, le journal en question avait pris feu; il était tombé à bras raccourcis sur le malheureux commissaire, et lui avait consacré une de ces diatribes, comme les chauffe ce soleil du Midi, qui fait bouillonner au fond des écritoires les injures, les malédictions et les métaphores.

Le ministère public avait poursuivi.

Dès le début de l'audience, l'avocat du journal se lève et demande une remise à quinzaine.

— Et sur quel motif? interroge le ministère public.

— Sur le motif que nous voulons faire la preuve des faits allégués.

— Mais, objecte le procureur de la République, il n'y a pas de faits allégués dans l'article. Vous êtes poursuivi, non pour diffamations, mais pour outrages. Tous les témoignages que vous pourriez rassembler ne feront pas que telle expression dont vous vous êtes servi à l'égard du commissaire ne soit injurieuse. Or, nous n'avons incriminé que les expressions.

L'avocat insiste; le ministère public persiste, alléguant, et avec beaucoup de raison, à ce qu'il nous semblait, qu'il avait constamment besoin du commissaire et que l'autorité du magistrat serait diminuée, si la répression ne suivait pas immédiatement l'injure.

— Je conclus donc, ajoute-t-il, à ce qu'on n'admette point le journal à faire la preuve, et que l'on discute l'affaire sans désemparer.

Le tribunal se retire pour en délibérer.

Cinq minutes après, il rentre en séance et rend un jugement en vertu duquel l'affaire est remise à quinzaine.

Le procureur de la République, légèrement ému, demande avec une certaine vivacité, au président, que l'on statue sur le point de savoir si le journal sera admis ou non à faire la preuve.

— Mais, répond le président, vous n'avez pas déposé de conclusions.

— Eh! monsieur le président, s'écrie le procureur, au moins eût-il fallu me laisser le temps de les écrire. Mais ces conclusions, je les avais émises dans mon discours et je prie le tribunal de m'en donner acte.

— Eh bien! le tribunal vous en donne acte.

— Greffier, reprend avec autorité le procureur de la République, prenez bonne note de ce qui vient d'être dit.

Nous nous regardions tous, stupéfaits.

Il y eut une suspension d'audience, et je ne manquai pas de demander à l'un de ceux qui nous pilotaient à Auch des explications sur cet incident qui nous paraissait des plus singuliers.

— C'est, me dit-il, que vous ne connaissez pas la province et surtout notre province. Ce commissaire a été, il est vrai, insulté par le journal et, ce qui rend le délit infiniment plus grave, il l'a été à propos de ses fonctions, dans l'exercice de ses fonctions. Mais prenez garde que la fonction qu'il avait été chargé d'accomplir était précisément de celles qui sont le plus désagréables aux conservateurs et à messieurs les cléricaux.

Le commissaire s'était donc rendu coupable, en remplissant son devoir professionnel, de forfaiture envers le parti des honnêtes gens.

Les insultes qui lui avaient été adressées par le

journal des honnêtes gens n'étaient donc plus des outrages, au sens propre du mot. C'était plutôt l'expression naïve et sincère d'une indignation légitime, contre un procédé abominable : c'était le cri d'une conscience de chrétien révolté.

Ainsi pensaient nos cléricaux ; mais ils se trouvaient aux prises avec un texte de loi si formel qu'il était impossible de le tourner.

Qu'ont-ils donc imaginé ?

De traîner en longueur l'affaire du journal. Si l'on peut gagner quinze jours, un mois, on profitera de ce délai pour abreuver de tant de dégoûts l'indigne commissaire, que force lui sera de donner sa démission ou de déguerpir. En tout cas ce sera un bon tour à lui jouer, une cruelle avanie à lui infliger en face, que de le forcer, durant cet intervalle, à subir, dans la ville d'Auch, aux yeux de tous les habitants, la présence d'un journaliste qui l'a traîné impunément dans la boue.

Le procureur est républicain et libre penseur ; le président et les juges sont d'enragés cléricaux ; si bien que chez nous (comme en beaucoup d'autres villes, soyez-en sûr) la magistrature debout est à couteaux tirés avec la magistrature assise. Tout le monde le sait, tout le monde s'en amuse, et la justice n'en est pas mieux rendue.

Tenez ! votre procès : je parierais mille francs contre cent sous que le ministère public conclura en votre faveur et que vous n'en serez que plus fortement salé par le tribunal. Vous verrez !

Je restai rêveur.

Je ne dirai pas que toutes mes idées sur la justice de la Justice étaient bouleversées. Il y avait longtemps que je n'avais plus, à cet égard, ni préjugés ni illusions. Mais ce qui me chagrinait, ce qui me noircissait l'âme, c'est que cette prédiction, elle nous avait été faite, tantôt par manière de blague, tantôt le plus sérieusement du monde par toutes les personnes avec qui nous nous étions trouvés en relations dès notre arrivée à Auch. Toutes, — et notez bien que c'étaient pour la plupart des notabilités de la ville, — nous avaient uniformément répété :

— Le ministère public conclura pour vous ; mais vous serez condamnés.

Et je me révoltais :

— Qu'en savez-vous ? disais-je.

— C'est, nous répondait-on, que le procureur qui doit porter la parole dans votre affaire est républicain, et qu'il relève d'un procureur général qui l'est également. C'est qu'il n'est animé d'aucune passion cléricale, tandis que vos juges !...

Et moi, qui suis amoureux de logique tout ensemble et de tolérance, je m'échauffais là-dessus, et je disais aux habitants d'Auch, avec qui j'avais l'honneur de m'entretenir :

— Vous calomniez vos magistrats ! Il est impossible qu'en revêtant la robe pour monter sur leur siège, ils ne dépouillent pas leurs préférences particulières ou leurs aversions personnelles, pour se donner la joie sereine de l'impartialité.

Eh quoi ! vous admettez couramment que je puisse être condamné, non parce que j'ai tort, mais parce que j'écris au *XIX*e *Siècle* et que je m'appelle Francisque Sarcey ! Je connais les magistrats mieux que vous ; ils ressemblent à ce bon Dieu, dont Voltaire disait en souriant :

Il n'est ni si méchant ni si sot que vous dites.

Ils me condamneront peut-être ; mais c'est qu'ils auront loyalement cru que j'étais coupable. Tout homme est faillible, et les juges sont des hommes, après tout.

— Ils le sont bigrement, me disaient les indigènes, et vous le verrez bien, à vos dépens.

Je le vis en effet. Mais, comme disaient les romanciers de la Restauration, n'anticipons pas sur les événements.

Nous avions en face de nous, le jour de l'audience, l'abbé Duc notre adversaire, qui était à la fois prêtre, directeur de journal, et professeur au séminaire : figure fine et intelligente. A côté de lui son avoué et son avocat.

L'avocat était M. Séré, l'aigle du barreau d'Agen, que l'on avait fait venir pour la circonstance. C'était lui qui était chargé de plaider l'une après l'autre les dix affaires, qui, à vrai dire, n'en faisaient qu'une. La mienne venait la dernière. Car je n'avais inséré la malencontreuse annonce qu'après tous mes confrères, qu'après avoir laissé une marge de quinze jours aux rectifications des intéressés.

C'est à Me Ferdinand-Dreyfus, du barreau de Paris, que le *Rappel*, le *Siècle* et la *Petite République* avaient confié le soin de leur défense. Quelques-uns des journaux parisiens incriminés avaient préféré, se sachant condamnés d'avance, faire défaut et plus tard interjeter appel, s'il y avait lieu. Quant à moi, je devais, sur l'ordre de mon rédacteur en chef, parler pour le *XIX*e *Siècle*.

Il avait été convenu, entre les deux avocats en présence, que l'on développerait de part et d'autre les considérations générales que comportait l'affaire, et qu'ensuite le premier déblayage terminé, on expédierait rapidement chaque journal, ne s'occupant plus que de déterminer la responsabilité particulière qu'il avait encourue.

M. le président, averti de cet arrangement, n'y avait mis aucun obstacle. Le procédé vous paraît sans doute naturel. Il nous étonna beaucoup, tant nous avions été habitués, nous que nos procès de presse avaient familiarisés avec les manières de la

magistrature de province, aux façons cassantes, hautaines et grincheuses des robins départementaux.

J'ai gardé de la courtoisie de M. le président du tribunal d'Auch le plus aimable souvenir. Il s'appelait Solon, un bon nom de sage, qu'il portait galamment, cléricalisme à part, bien entendu.

Il me fit la grâce de m'interroger poliment, sans me rappeler d'un ton rogue les condamnations que j'avais déjà subies; il n'interrompit pas une seule fois notre avocat pour le rappeler à la pudeur; à un moment il remarqua que la place que j'occupais ne me serait pas commode pour parler et il m'en offrit obligeamment une autre. Il fut charmant; il me rappela les examinateurs qui interrogent le sourire aux lèvres un infortuné candidat, et lui collent un zéro, après l'avoir accablé de compliments. Nous eûmes notre zéro, que dis-je! notre double zéro. Ce fut Dracon qui écrivit la sentence; mais Solon fut charmant. Si vous fûtes cruel, ô Dracon! que vous fûtes, ô Solon, plein de bonne grâce!

Les plaidoiries commencèrent.

Je fus agréablement surpris. Nous n'avions pas en face de nous un de ces beaux parleurs de province, comme j'en avais déjà subi quelques-uns, qui font de la fausse éloquence sur le dos des accusés, qui les criblent de grosses ironies départementales, et se plaisent à faire rouler sur eux des éboulements d'épithètes désobligeantes et de lourdes épigrammes. Non, M. Séré était un orateur et un homme du monde.

Il s'en faut assurément que j'aie trouvé justes toutes les considérations qu'il a présentées au tribunal. Mais enfin il parla avec force et convenance tout ensemble, dans un langage très châtié, qui n'avait d'autre tort que de sentir l'étude. Je l'écoutai avec un vif plaisir de dilettante. Il ne m'en coûtait guère d'être impartial et de reconnaître son mérite; j'étais si indifférent à la condamnation.

Notre ami Ferdinand-Dreyfus lui répondit. C'était la première fois que je l'entendais parler, et je crois que ce sera faire le meilleur éloge de sa plaidoirie, que de dire qu'il plaida *utilement*, rare effort de désintéressement personnel dans les affaires de ce genre.

Il est bien difficile à un avocat parisien dans un procès de presse, et surtout dans un procès de cette nature, de ne pas céder à la tentation des hors-d'œuvre brillants, des fines railleries, des allusions piquantes, dont le client paie ensuite les frais. Car c'est à lui que le juge se prend des mordantes épigrammes de l'avocat.

Ferdinand-Dreyfus, qui a pourtant bien de l'esprit et du meilleur et du plus aiguisé, sut le tenir en bride et s'enfermer dans le rôle d'avocat qui veut tout uniment gagner sa cause. Il exposa avec une logique excellente, avec un admirable bon sens, avec une clarté et une élégance de langage qui ne se démentirent pas un instant toutes les raisons qui militaient en faveur de notre bonne foi à tous. Il eut le courage de faire la part du feu, je veux dire, d'accorder à l'accusation les points douteux, et il ne se retrancha que plus solidement sur le terrain choisi par lui, où il nous sembla qu'il s'était rendu inexpugnable.

Nous l'écoutions, charmés; le vers mélancolique de Virgile nous remontait à la mémoire :

[illegible]

Toute cette partie du tournoi avait été des plus intéressantes. Le défilé des journaux qui vint après les plaidoiries parut au contraire un peu fastidieux. Sans doute les circonstances dans lesquelles s'était produit l'article incriminé, étaient différentes et changeaient la physionomie de l'affaire; mais les arguments à présenter étaient les mêmes. Une certaine fatigue commençait d'envahir l'auditoire, quand on arriva au *A V A Sc[illegible]*. Il se fit un [illegible] dans la salle.

Permettez-moi de couper ici mon récit par une de ces suspensions habiles, dont les faiseurs de roman-feuilleton sont coutumiers :

[illegible]

Comme l'affaire alla en appel, et qu'il en jaillit de nouveaux incidents, cette histoire ne saurait tenir dans un seul article. Je dirai donc comme un simple Ponson du Terrail :

La suite au prochain numéro.

FRANCISQUE SARCEY.

M. HENRY BRISSON SOUS L'EMPIRE

Le nouveau président du Conseil est né, en 1835, à Bourges, où son père dirigeait une étude d'avoué. Il venait de se faire recevoir avocat, lorsque le gouvernement impérial crut devoir relâcher quelque peu les liens qui enchaînaient la France depuis le coup d'État. Le jeune homme était en position mieux que personne de faire usage des faibles armes que le Pouvoir mettait ainsi entre les mains de l'opposition.

Appartenant à une famille aisée et bien pensante, n'étant compromis dans aucune aventure révolutionnaire, doué d'un esprit sage et tempéré, il pouvait utilement consacrer son talent naissant à la défense de la liberté. Il se fit donc journaliste indépendant à une époque où il n'y avait dans la presse politique que des muets ou des salariés.

Successivement il collabora à un grand nombre de feuilles, dont plusieurs n'eurent qu'une existence éphémère, mais aucune ne fut frappée à cause des articles qu'il y publiait. Ce ne fut pas lui qui attira la foudre sur la *Revue politique* qu'il fonda avec son ami Allain-Targé. Sans jamais faire de concessions, il excellait dans l'art de dire la vérité en évitant d'excéder les limites légales. Il ne donnait jamais prise à la police ombrageuse, inquiète, qui le guettait, mais qui était obligée de l'épargner, parce qu'il fallait bien mettre une sorte de logique dans l'arbitraire qu'elle exerçait.

La réputation qu'il s'était ainsi acquise lui valut l'accès de la rédaction du *Courrier du Dimanche*, du *Temps* et plus tard de l'*Avenir national*, feuilles fort lues et très estimées, mais étroitement surveillées.

Il fit ses débuts dans le *Phare de la Loire*, journal de province, qui, dans les premières années de l'Empire, était considéré comme étant le seul journal de Paris. En effet, grâce à l'amitié qui unissait Henry Chevreau, préfet de la Loire-Inférieure, et de Laurent Pichat, la correspondance parisienne de cette feuille jouissait de certaines immunités. Il est probable qu'Henry Chevreau était parvenu à faire comprendre au ministre de l'Intérieur que, dans l'intérêt de sa sécurité même, l'Empire avait besoin d'une sorte de soupape de sûreté, ou, si l'on aime mieux, d'une espèce d'oreille de Denys.

On écrivait dans le *Phare de la Loire* des choses qu'aucun autre journal n'aurait jamais osé insérer. Aussi ce journal était-il lu avec enthousiasme dans les réunions secrètes où les *exilés à l'intérieur* entretenaient le feu sacré. On commentait avec passion tout ce que l'on y voyait, et l'on cherchait à deviner tout ce que l'on y aurait mis si on l'avait osé.

A l'âge des emportements de la jeunesse, Henry Brisson devait montrer toute la circonspection d'un vieux journaliste connaissant toutes les ficelles du métier. Il ne devait jamais perdre de vue cette terrible épée de Damoclès qui était suspendue sur sa tête et qui se nommait un avertissement. Après deux avertissements encourus dans la même année, le journal qui avait eu besoin d'une autorisation pour paraître, était suspendu ou supprimé.

Cette nécessité de s'observer sans relâche allait bien, il faut le dire, avec la nature ferme, résolue, un peu froide d'Henry Brisson.

Il avait un grand principe de prudence autant que d'honnêteté, qui le rendait relativement invulnérable, et que tous les polémistes sont loin de respecter aujourd'hui. Il n'avançait *jamais, sous aucun prétexte*, un fait qui ne fût officiellement constaté; c'était le plus souvent l'administration elle-même qui lui fournissait les éléments de son argumentation et il était passé maître dans l'art de mettre en évidence les bévues, ou les contradictions des gouvernants.

En 1863, le Corps législatif venait d'être renouvelé. Les élections générales avaient été très mouvementées. On avait assisté à la renaissance de la vie publique pendant la période légale où le peuple était consulté. Dans quelques collèges le candidat de l'opposition avait triomphé, mais ce qui était plus grave, c'est que presque partout il s'était trouvé des hommes assez hardis pour déclarer et même pour afficher qu'ils n'étaient pas de l'avis du gouvernement.

Le ministère avait cru agir sagement en ne soulevant pas de question irritante, lors de la vérification des pouvoirs. La majorité n'avait pas cherché à abuser de son nombre pour annuler quelques scrutins. De son côté, l'opposition avait laissé passer maints incidents, qui pouvaient donner lieu à des discussions scandaleuses. Il y avait eu, au Palais-Bourbon, comme une « trêve de Dieu ».

M. Henry Brisson fut loin d'approuver cette espèce de pacte. Il publia dans le *Phare de la Loire* une série d'articles dans le but de protester contre une attitude qui faisait dégénérer la vérification des pouvoirs en une vaine formalité. Un semblable avis, donné par un journaliste, qui devait longtemps présider la Chambre sous un autre régime, ne manque pas d'un certain piquant. Ce qui rend l'incident encore plus curieux, c'est que le jeune Brisson prit surtout à partie un de ses plus célèbres prédécesseurs, le comte de Morny, qui offrait avec lui le contraste le plus frappant que l'on puisse imaginer.

En effet, M. de Morny était un homme élégant, à bonnes fortunes, se mêlant de tout légèrement, menant la vie à grandes guides, habile, aventureux, n'ayant d'autre principe que de n'en pas avoir lorsque son intérêt était en jeu.

Henry Brisson se mit en tête de démontrer que M. de Morny avait perdu le droit de faire partie de la Chambre qu'il présidait avec autant de faste que d'esprit. L'audacieux rédacteur du *Phare* appuyait son dire par la nomenclature bizarre de toutes les charges que le président du Corps législatif remplissait dans l'État et par l'inventaire, non moins curieux, des différentes affaires gérées par M. de Morny, et qui toutes avaient des rapports plus ou moins intimes avec le budget; — si la loi des incompatibilités avait été appliquée, il y avait, dans son cas, de quoi faire exclure pour le moins une douzaine de simples députés.

Lorsque nous lûmes ces articles, nous crûmes que le *Phare*, qui avait déjà reçu les deux avertissements réglementaires, allait être supprimé.

Mais il n'en fut rien : le duc de Morny, qui était

bon prince, jugea préférable de dédaigner les attaques dont il avait été l'objet.

En 1863, la brochure était à la mode. Le monopole presque exclusif de cette forme de publication appartenait au libraire Dentu, dont la *Revue* a parlé tout récemment.

Si j'ai bonne mémoire, on épargna à Brisson la peine de lui porter son manuscrit. Un obligeant confrère, qui se nommait Cayla, se chargea de ce soin. Il était rédacteur unique, et par conséquent en chef, de deux journaux quotidiens qu'il fabriquait sans avoir trop besoin de recourir à ses ciseaux. C'était du reste un excellent camarade, que le malheur des temps l'obligeait à pondre chaque jour tant de copie, et qui se consolait en applaudissant aux succès des autres.

On était tenu à moins de souplesse dans la brochure que dans le journal. Malgré ses tendances à faire de l'opposition, Dentu ne courait que peu de risques, car il avait des intelligences en haut lieu. Il paraît que sous un pseudonyme ou plutôt sous le nom d'un collaborateur signant seul, Napoléon III ne dédaignait pas de faire connaître parfois au public de ses États quelques-unes de ses impériales pensées.

En tête de ses articles Henri Brisson avait mis une préface indiquant nettement le but qu'il s'était proposé en exposant les titres de M. de Morny à ne point faire partie du Parlement.

Du haut de ses millions de suffrages, l'Empire en est arrivé à se donner à lui-même des brevets d'infaillibilité. Brisson combat résolument cette doctrine pour développer en quelques mots celle du parti libéral, qui veut que tout progrès procède de la discussion. Il proteste contre la science infuse que l'on attribue aux masses et fait l'éloge de la bourgeoisie qui a profité des durs enseignements de l'histoire et compris les dangers d'une opposition stérile parce qu'elle est frondeuse et de parti pris. A la suite des articles l'auteur engageait ses lecteurs à se servir des libertés qui restent et à ne pas s'endormir dans une abstention sans but et sans portée où s'immobilisaient les plus utiles citoyens.

Mais la publication où l'on peut le mieux juger l'état d'âme d'Henry Brisson, c'est un journal qu'il a fondé avec enthousiasme et qui a exercé une influence capitale sur son existence entière, car il y a trouvée la célébrité, et aussi une union qui fait encore le bonheur de sa vie.

Ce journal se nommait *la Morale indépendante*, il ne s'occupait que de philosophie et la politique proprement dite lui était interdite sous peine de suppression immédiate. Mais à cette époque les questions abstraites passionnaient. Une école de penseurs se préoccupait de l'avenir de l'âme humaine, de l'existence de Dieu, des limites de la science, et des méthodes à employer pour arriver à la découverte de la vérité.

La plus importante feuille où se traitaient ces questions était la *Philosophie positive* fondée par le Russe Wyrouboff, pour faire la propagande du système de philosophie d'Auguste Comte, et dont le directeur était le célèbre académicien Littré. A côté ou, pour parler plus exactement, au-dessous, il y en avait plusieurs autres, la *Pensée nouvelle* franchement matérialiste, et la *Libre Conscience*, où l'on défendait avec talent l'existence de Dieu.

La *Morale indépendante*, qui paraissait tous les huit jours en format in-8° et sur deux colonnes, se préoccupait d'établir que la morale était une science positive aussi bien que la géométrie, qu'elle avait ses axiomes aussi évidents que ceux sur lesquels on bâtit la théorie des parallèles et que l'homme n'a besoin ni de l'espoir d'une récompense après sa mort, ni de la crainte d'un châtiment dans l'autre monde, pour faire son devoir ici-bas.

Henry Brisson n'était pas seul à créer cet organe nouveau, d'un mouvement original et véritablement digne d'intérêt. Le rédacteur en chef était un ancien saint-simonien bien connu dans le monde philosophique et littéraire, qui se nommait Massol. Massol était né en 1805 et avait par conséquent alors environ soixante ans, le double de l'âge de Brisson. Il était fils d'un ancien oratorien qui avait jeté le froc aux orties pendant la Révolution, et s'était adonné à l'éducation de la jeunesse. L'ancien moine avait inculqué à son fils la haine du régime clérical contre lequel il s'était insurgé, et un grand amour de l'apostolat pour lequel il avait des talents spéciaux. Le Père Enfantin, qui se connaissait en hommes, l'avait destiné à faire la propagande auprès des ouvriers. Après la fermeture du monastère de Ménilmontant, Massol s'était rendu en Égypte, et en passant par Marseille il s'était fait recevoir franc-maçon. En 1848 il avait collaboré aux différents journaux de Proudhon. Sous l'Empire, il s'était occupé d'affaires et, lors de la fondation de la *Morale indépendante*, il gérait l'établissement des Filtres Ducommun, boulevard Poissonnière.

La *Morale indépendante* avait une rédaction très nombreuse et dans laquelle ont figuré un grand nombre d'hommes de talent. Nous citerons Jules Barni, élève de l'École normale, dont les ouvrages ne sont point encore oubliés; Gardemeche, ancien maître de pension; Albert Castelnau, ancien député de l'Hérault, qui s'était épris d'Auguste Comte et ne jurait que par lui. Amédée Guillemin, auteur du *Ciel* et d'un grand nombre d'ouvrages de vulgarisation scientifique, y envoyait des articles fort appréciés. Y collaboraient aussi : le philosophe Charles Renou-

vier; Frédéric Morin, polémiste austère et intègre, qui détestait l'Empire, et qui lui faisait avec conscience une opposition de tous les instants; Caubet, qui devint conseiller municipal et chef de la police municipale de la ville de Paris. On en pourrait citer beaucoup d'autres et non des moindres.

On voit que l'apparition de la *Morale indépendante* fut le signal d'une véritable levée de boucliers, de la part d'hommes qui, dans ces discussions théologiques et morales, ne voyaient pas seulement des questions de philosophie.

Le premier numéro débutait par une lettre bienveillante, mais assez froide, de Vacherot, l'ancien directeur de l'École normale, qui s'excusait de ne pouvoir collaborer à l'œuvre nouvelle en se rejetant sur la multiplicité de ses occupations.

Au-dessous de cette singulière introduction, Massol exposait d'une façon assez brève le but qu'il se proposait; mais ce que cet article laissait d'incomplet, d'insuffisant, était expliqué d'une façon très claire par un article de M. Henry Brisson, rédigé d'une façon beaucoup plus vive et plus explicite.

L'homme n'est pas, comme l'animal, un simple composé d'organes matériels et pourvu des instincts nécessaires à l'entretien de la vie, c'est essentiellement une personne morale, un être immatériel qui a le respect de sa vie et qui exige le respect des autres. De là l'origine du droit et du devoir. La raison suffit pour établir la morale dont les règles se présentent avec le caractère de la nécessité absolue. Henry Brisson se chargea d'établir que la morale indépendante n'attaque aucune conviction religieuse, elle ne se préoccupe pas de la question de l'immortalité de l'âme ni de l'existence d'un Dieu vengeur de l'innocence et juge sévère des criminels. La conclusion de cet article, écrit par un auteur qui n'a point encore atteint sa trentième année, mérite qu'on la reproduise.

Que Caton relise donc le *Phédon* avant de mourir et trouve une consolation suprême dans l'idée de l'immortalité. *La Moralité indépendante ne s'y oppose point.* Elle demande seulement que Caton, pendant la vie, fasse le bien parce qu'il est le bien et non en vertu d'une récompense ou par la crainte d'une punition douteuse. A ceux que la vie présente aura laissés mécontents d'eux-mêmes ou de la destinée, pourquoi refuser la joie d'en entrevoir une autre avec les chances de la justification ou du bonheur? Nous venons seulement constater que la métaphysique et la philosophie ne peuvent point prétendre à diriger les hommes dans leur conduite ou de les grouper dans leur développement.

Refoulée par le progrès des sciences, la morale philosophique prend chaque jour un peu plus de terrain. Pour que la morale scientifique gagne, il faut la sortir à la fois des banalités superficielles du sens commun et des formules difficiles de la philosophie. Il faut en faire la chose de tous, il faut en un mot la rendre populaire, elle est l'œuvre à laquelle les hommes groupés ici se proposent de concourir sans nulle arrière-pensée.

Pour comprendre l'importance du rôle que la *Morale indépendante* a joué, il faut revenir aux premières années de l'Empire et montrer un côté peu connu de l'histoire de cette période si mal étudiée.

Vieux conspirateur, ancien carbonaro et vainqueur de la République, Napoléon III était plus porté à exagérer l'importance de la franc-maçonnerie qu'à la méconnaître; aussi se donna-t-il bien garde de la supprimer. Il crut beaucoup plus habile de s'en faire un instrument de pouvoir et de domination. En même temps qu'il cherchait à s'attacher l'Église par ses bienfaits et sa protection donnée au Saint-Siège, il tenta de s'emparer de la maçonnerie. Il nomma par décret le prince Murat grand maître du Grand-Orient.

Lorsque survint la guerre d'Italie, le prince Murat dut donner sa démission et fut remplacé par le maréchal Magnan. C'est sous son administration que le Convent maçonnique eut à s'occuper de la revision de la constitution maçonnique.

En effet, les idées que la *Morale indépendante* répandait dans le monde profane préoccupaient vivement certains ateliers. Massol, s'étant rappelé qu'il avait été initié à Marseille, était entré dans la loge de la *Renaissance* et en avait été nommé vénérable. Elle avait pris la tête d'un mouvement dont le but était de modifier la devise traditionnelle de la maçonnerie, et de faire abolir ces mots : *A la gloire du grand architecte de l'Univers* qui donnaient une tournure religieuse à tous les travaux.

Sur ces entrefaites, le maréchal Magnan mourut, Massol posa sa candidature à la grande maîtrise.

Un certain nombre de maçons appartenant à la majorité déiste se rapprocha de Massol, et demanda la modification des statuts en s'appuyant sur un motif assez singulier. La franc-maçonnerie admettant comme principe la liberté de penser, ces nouveaux adhérents déclarèrent que la devise attaquée devait disparaître comme attentatoire à la liberté de ceux qui ne croyaient point à l'existence de Dieu.

Malgré ces défections, le Convent repoussa à une grande majorité la proposition de Massol et nomma également à une grande majorité le général Mellinet grand maître pour cinq ans.

Grâce à la création de la *Morale indépendante*, qui avait été soutenue dans les ateliers par le *Monde maçonnique*, la grande presse s'était emparée des questions soumises au Convent, et attaquait les décisions prises par le Grand-Orient, et publiées par son journal officiel. Le secret de ses délibérations était devenu un vain mot. Les auteurs qui, à une époque

plus récente, ont prétendu faire des révélations retentissantes sur la franc-maçonnerie, n'ont eu que la peine de lire des publications que l'on peut se procurer partout.

Les événements qui agitaient le Grand-Orient devaient fatalement avoir un contre-coup dans le Rite Écossais qui avait pour grand maître l'avocat Crémieux, ancien membre du gouvernement provisoire de 1848. Son administration ne pouvait être que favorable aux partisans de Massol.

Lors du Convent, la loge 133 du rite écossais avait délégué M. Henry Brisson pour suivre les séances et en rendre compte. Bientôt M. Henry Brisson, malgré son jeune âge, fut nommé vénérable. La charge de frère orateur fut donnée à Charles Floquet qui devait, lui aussi, être ministre de la République et président de la Chambre des députés.

La loge 133 devint bientôt le centre de l'opposition républicaine. Beaucoup de ceux qui jouèrent un rôle politique au 4 septembre, s'y firent successivement affilier ou suivirent ses tenues avec plus ou moins d'assiduité. C'est là que je vis successivement Jules Ferry et Léon Gambetta sans que je sache, il est vrai, si ce dernier était un frère visiteur ou un membre de l'atelier. Je citerai encore Desmoutiers, le gendre de Pierre Leroux, mes deux frères Arthur et Ulric, Ulysse Parent, l'avocat Camille Bocquet, le cordonnier-chansonnier Charles Vincent, Genin, le cordonnier-poète, Schœffer, le caissier du *Siècle*, etc., etc. Tous ces hommes sont plus ou moins arrivés au pouvoir après le 4 septembre, de sorte que la place de Brisson et de Floquet était marquée dans la nouvelle administration. Ils furent l'un et l'autre attachés à la mairie de Paris, comme adjoints d'Étienne Arago.

Il est hors de doute que les tenues de la 133e du rite écossais ont fortement contribué à l'arrivée aux affaires des deux principaux dignitaires de la loge. En effet, MM. Henry Brisson et Floquet s'acquittaient à merveille de leurs fonctions. Les séances étaient fort intéressantes et les discours, tant du frère orateur que du vénérable, étaient applaudis, même par ceux qui ne partageaient point leur manière de voir. Henry Brisson faisait devant nous l'apprentissage des fonctions qu'il a exercées au Palais-Bourbon dans des conditions bien autrement difficiles, car, somme toute, nous étions tous du même avis. Il y en avait beaucoup qui ne voyaient dans la franc-maçonnerie qu'un moyen de se rapprocher de coreligionnaires politiques, et qui n'attachaient aux dogmes et au cérémonial qu'une très minime importance.

Il est assez curieux de constater que, dans les loges où l'Empire croyait dominer, on était arrivé à conspirer ouvertement contre lui. Vainement, l'administration avait pris des mesures pour surveiller les ateliers, le frère *mouchard* était aussi bien connu que le frère *tuileur* ou le frère *premier Hospitalier*. On avait soin de ne rien dire qu'il pût entendre, et le gouvernement ne savait rien de ce qui se passait.

Je dois ajouter que, dans la loge, chacun était persuadé que notre vénérable et notre orateur étaient appelés à un brillant avenir politique, et, à ce point de vue, nos espérances n'ont pas été déçues.

Quel est le rôle que, les loges ont joué depuis lors? Quel est celui qu'elles jouent en ce moment, et surtout celui qu'elles joueront dans l'avenir, je n'ai point d'éléments pour en juger.

La *Morale indépendante* n'a pas survécu au 4 septembre. Le mouvement qu'elle avait provoqué a lui-même avorté au Suprême Conseil comme au Grand-Orient : la gloire du Grand Architecte de l'Univers est actuellement proclamée.

S'il y a des loges dissidentes, elles sont en trop petit nombre pour que leur influence soit sérieuse sur l'ensemble de la maçonnerie. La question pratique qui préoccupe le Grand Orient aussi bien que le Suprême Conseil, ce n'est pas de savoir si les idées morales peuvent n'avoir d'autre garant que la raison et la dignité de l'homme, c'est de combattre les doctrines qui prêchent l'exaltation des passions, qui enseignent que l'homme n'a d'autre mission que de s'occuper de son intime personne, et que l'égoïsme est l'*alpha* et l'*omega* de la vie. Jamais la *Morale indépendante* n'a prêché ces morales abjectes contre lesquelles déjà, sous l'Empire, la conduite d'Henry Brisson protestait énergiquement.

Quoique ayant suivi une carrière bien différente, c'est un hommage que nous nous plaisons à rendre à un ancien compagnon de luttes dans lesquelles nous nous occupions l'un et l'autre beaucoup plus de l'avenir de l'humanité et de la patrie que de celui qui nous était individuellement réservé.

M. Brisson a été porté au pouvoir dans des conditions inoubliables, qui le placent à côté de Léon Gambetta et de Jules Ferry, à la suite d'une série de scrutins qui semblaient devoir le rendre impossible, au moins pendant longtemps. Il est entouré de collaborateurs qui, comme lui, ont adopté un programme que l'on peut croire imposé par des circonstances plus impérieuses que l'opinion des ministres chargés de le mettre à exécution. Car il est, à peu de chose près, celui du cabinet qu'il remplace. Espérons qu'il pourra épargner à la Patrie les dangers dont elle est menacée en un moment où les principes de la *Morale indépendante* ne semblent pas régler les rapports des hommes entre eux.

W. DE FONVIELLE.

LE CŒUR DE LA PRINCESSE OSRA [1]

IX

La victoire du grand-duc de Mittenheim.

Le roi Rudolf, un jour qu'il était de méchante humeur, avait déclaré, en présence de toute sa cour, que les femmes n'existaient sous la calotte des cieux que pour faire damner les hommes. Ayant entendu ces paroles discourtoises, la princesse Osra se leva et dit qu'elle allait se promener seule au bord de la rivière, hors de la ville; là, du moins, elle ne serait pas exposée à rencontrer des gens aussi mal-appris. Car, puisqu'elle avait pris la résolution irrévocable de vivre et mourir fille, qu'avait-on besoin de l'ennuyer avec des ambassades ou des propositions officieuses ou officielles du grand-duc de Mittenheim ou de n'importe quel roi, prince ou duc? Elle était lasse de cette éternelle histoire d'amour, et ses sentiments ne changeraient pas quand bien même un des nouveaux soupirants serait aussi glorieux que le roi de France, aussi riche que feu Crésus, et aussi beau que messire Apollon. Elle ne voulait pas de mari; donc, une fois pour toutes, qu'on la laissât tranquille! Et elle sortit, tandis que la reine soupirait, que le roi bouillait de colère, que les gentilshommes de la cour se disaient entre eux que la princesse était belle surtout quand elle était courroucée, et que les dames chuchotaient qu'il serait bien hardi le galant qui épouserait une personne aussi fantasque.

Osra se dirigea donc vers la rive du fleuve hors de la ville; elle semblait ne songer à rien, et ne point faire attention à ceux qu'elle rencontrait; d'ailleurs, à cette heure de la journée les passants étaient peu nombreux. Cependant, il y avait dans ses yeux une lumière nouvelle; et lorsqu'une jeune paysanne passa, portant son enfant dans ses bras, Osra l'arrêta, embrassa l'enfant, et donna à la mère quelque argent. Alors, sans raison aucune, ses yeux se remplirent de larmes, mais elle les essuya vivement et tout à coup se mit à chanter. Elle chantait encore, lorsque l'herbe très haute au bord de la rivière s'écarta et l'on vit paraître un jeune homme qui s'inclina profondément et se rangea pour laisser passer la princesse. Il avait un livre à la main, car c'était un étudiant de l'Université et il venait là pour préparer sans doute son prochain examen; ses habits bruns très simples ne dénotaient ni la fortune ni une haute situation, mais ils dessinaient une taille bien prise et étaient en harmonie avec ses cheveux châtains et ses yeux bruns veloutés. Ce jeune homme s'inclina donc profondément et Osra fit un signe de tête et passa; et lui, poussant un profond soupir, se recoucha dans l'herbe; elle se retourna et il se releva d'un bond. Alors elle lui parla, froidement, mais avec bonté :

— Monsieur, dit-elle, vous venez vous asseoir tous les jours au bord de la rivière avec votre livre et vous soupirez. Dites-moi votre peine et, s'il se peut, j'y apporterai quelque consolation.

— Je lisais, Madame, l'histoire d'Hélène de Troie, et je soupirais parce qu'elle est morte, la belle des belles!

— C'est une bien vieille histoire à présent, dit Osra en souriant; aucune femme autre qu'Hélène de Troie ne parle-t-elle à votre cœur?

— Si j'étais un prince, dit-il, je n'aurais pas besoin de m'affliger de son trépas.

— Vraiment, Monsieur?

— Vraiment, Madame!

Et de nouveau il soupira et s'inclina.

— Bonjour, Monsieur!

— Bonjour, Madame!

La princesse continua son chemin et elle ne vit plus l'étudiant jusqu'au lendemain, et puis, il y eut un intervalle d'au moins vingt-quatre heures, je crois. Quand alors elle le rencontra, il lisait toujours l'histoire d'Hélène de Troie et il soupirait toujours parce qu'Hélène était morte et que lui-même n'était pas prince. Enfin la question tentatrice échappa aux lèvres souriantes d'Osra :

— Pourquoi, Monsieur, si vous étiez un prince, n'auriez-vous pas lieu de vous affliger? Les princes et les princesses ont bien leur part de chagrins en ce monde?... Osra regarda le fleuve comme si c'était à lui qu'elle demandait une réponse.

— Parce qu'alors j'irais à Strelsau et qu'ainsi j'oublierais.

— Mais vous êtes à Strelsau, s'écria-t-elle, étonnée.

— Oui, mais je ne suis pas un prince, Madame.

En parlant ainsi, il eut l'audace de s'approcher d'elle et de la regarder bien en face. Sans lui répondre elle se retourna et s'éloigna, traversant la prairie d'un pas qui semblait joyeux et qui pourtant la ramenait au palais où, chaque jour, à présent, elle pleurait, le cœur en proie à une émotion inconnue jusque-là...

Pourtant bientôt il lui faudrait supporter les importunités de ce grand-duc de Mittenheim qui venait demander sa main et lui faire une cour assidue. Et lorsqu'elle refusa de fixer un jour où elle recevrait l'ambassade, Rudolf entra dans une grande colère et déclara qu'à défaut de la princesse lui-même fixerait jour. Sa sœur était-elle folle d'aller se

1. Voyez la *Revue* des 16, 23, 30 juillet, 6, 13 et 20 août.

promener ainsi chaque jour le long de la rivière? C'était, pour une future grande-duchesse, un exercice absolument incongru...

— Sûrement, je dois être folle, songeait Osra; aucune créature humaine saine d'esprit ne pourrait être aussi heureuse et aussi misérable que je le suis.

L'étudiant aux yeux bruns veloutés savait-il bien ce qu'il demandait? Il ne parlait plus maintenant de princesse, mais de sa princesse, ni de reine, mais seulement de la reine de son cœur, et lorsque ses regards demandaient l'amour, ils le faisaient comme s'il ne pouvait y avoir aucune cause de refus et si le refus était d'ailleurs impossible.

— Voulez-vous m'aimer? disait-il.

— Vous oubliez qui je suis, murmurait-elle, confuse.

— Vous êtes ma beauté! Le monde n'existe plus qu'en nous et pour nous. Pourquoi, dans ce monde ainsi simplifié, ne pourrions-nous pas nous aimer, du moment que mon âme a emprunté à votre âme, par l'entremise de nos yeux, le feu sacré d'amour?

Mais, malgré tout ces belles paroles, l'ambassade du grand-duc n'en devait pas moins arriver dans une semaine et être reçue en grande pompe à la cour de Strelsau. L'ambassadeur était déjà en chemin, porteur de propositions et de cadeaux. C'est pourquoi Osra vint un matin s'asseoir au bord du fleuve, très pâle et dans une grande tristesse de cœur, après avoir déclaré au roi qu'elle voulait ensevelir sa virginité dans un monastère. Et le roi s'était mis à rire comme un grand vaurien qu'il était. Assurément, elle avait besoin de tendresse et de consolation ce jour-là: pourtant la destinée lui tenait en réserve une dernière épreuve, car, quand elle aborda son amoureux, celui-ci lui dit sans autre préambule :

— Madame, dans huit jours je retourne dans mon pays.

Elle le regarda en silence, et le soleil s'obscurcit devant ses yeux et le gazouillement joyeux du fleuve se changea en une complainte funèbre.

— Ainsi finit le rêve, dit-il, ainsi tôt ou tard survient le réveil; mais si la vie n'était qu'un rêve?

— Oui, si le rêve était toute la vie?

— Alors, je rêverais de deux rêveurs qui auraient le même rêve, et dans ce rêve, je les verrais s'enfuir à deux de Strelsau, au point du jour.

— Pour aller où? murmura-t-elle.

— Au paradis, dit-il, là où une éternelle félicité attend les amants dans la mort comme dans la vie.

— Vous les avez vus dans votre rêve, vous les avez vus s'enfuir ensemble?

— Oui, à cheval au grand galop, côte à côte, seuls, aux premières lueurs du matin,... et personne ne les suivait, personne même ne se doutait de leur fuite.

Il sembla chercher sur le visage de la princesse une expression que pourtant il n'espérait guère y trouver.

— Leur rêve, dit-il, les mène enfin à une petite chaumière; c'est là qu'ils demeurent.

— C'est là qu'ils demeurent? répéta-t-elle machinalement.

— Et qu'ils gagnent leur pain quotidien; elle tient la maison tandis qu'il travaille au dehors.

— Que fait-elle?

— Elle prépare le souper, pour le moment où il reviendra au logis, le soir, très fatigué... elle allume le feu... elle court à sa rencontre à la porte, oh! oui, même beaucoup plus loin que la porte. Pourtant elle a travaillé dur et elle est sans doute bien lasse.

— Non, elle n'est point lasse, s'écria Osra, car c'est pour lui qu'elle travaille.

— Ainsi le rêve vous plairait, Madame? demanda l'étudiant.

Elle était venue sans savoir comment elle le quitterait; tandis qu'il parlait encore, tout à coup elle prit la fuite, et il ne la poursuivit pas. Elle retourna donc vers la ville les yeux remplis de ce rêve doré, elle rentra au logis comme dans un palais fantastique qui lui était inconnu; car son vrai logis lui semblait être maintenant la chaumière du rêve, et elle se trouvait embarrassée par tout cet éclat, cette pompe et cette étiquette guindée où elle vivait depuis l'enfance. Son âme était absente et la vie cessa pour elle jusqu'à ce qu'elle revît son étudiant bien-aimé sur les rives du fleuve.

— Dans cinq jours, je pars, dit-il.

Elle se cacha la figure entre les mains.

... Lui cependant souriait toujours mais tout à coup il s'élança vers elle, car il avait entendu un sanglot. Pouvait-elle sangloter alors qu'il était là et que son bras robuste était prêt à la défendre contre tous les chagrins comme contre tous les dangers? Et quand il lui dit :

— Partirai-je seul?

Elle leva vers lui ses yeux profonds et murmura :

— Mais comment... comment ferons-nous?

— J'ai deux chevaux.

— Deux chevaux?...

— Je suis riche, n'est-ce pas? mais nous les vendrons aussitôt que nous serons arrivés à la chaumière...

Ce même soir le prince Rudolf assura que, si un homme pouvait se montrer assez ferme, et s'il avait le bon sens de ne pas se mettre en colère ce même soir aussi le roi Rudolf n'avait pas eu un pareil bon sens et personne n'avait osé le lui dire, cet homme-là, cordieu! pourrait mettre à la raison n'importe quelle sotte petite fille. Et la raison de cette profession de foi assez téméraire était que, de sa voix la

plus douce et avec son sourire le plus séduisant, la princesse Osra avait déclaré à son frère qu'elle était prête à recevoir l'ambassade du grand-duc exactement dans cinq jours.

— Et sans plus de délai je donnerai réponse, avait-elle ajouté en rougissant.

Aussitôt le bruit se répandit dans Strelsau qu'on pouvait regarder le mariage comme conclu et que sous peu Osra serait grande-duchesse de Mittenheim.

— C'est pourtant, au fond, une très bonne fille, se disait le roi Rudolf dont toute la colère était tombée.

Le rêve commença donc avant le départ des amoureux pour la chaumière; ces jours, ils les vécurent dans un brouillard doré qui les séparait du monde extérieur et ils se mouvaient dans un espace infini qui ne contenait que deux figures humaines, dans un temps qui semblait être l'éternité, cependant que l'ambassade poursuivait son chemin vers Strelsau.

. . . . . .

Il faisait nuit noire, et tout était silencieux, mais la sentinelle était à son poste à la petite porte du palais et le gardien à la sienne, à la poterne ouest de la ville. Chacun de ces modestes fonctionnaires avait, une heure auparavant, reçu la visite d'un mystérieux personnage, et chacun maintenant était plus riche qu'il ne l'était auparavant d'un gros sac de pièces d'or. L'or appartenait à Osra, — comment un étudiant qui n'avait d'autre fortune que deux chevaux aurait-il pu ainsi semer de l'or à pleins sacs, — et Osra avait conservé un trésor, cinq cents couronnes... Quelle surprise pour le pauvre étudiant quand il se saurait aussi riche! Et, seule éveillée dedans tout le palais, elle marchait fiévreusement dans sa chambre qui à cet instant suprême prenait à ses yeux un aspect nouveau et se peuplait soudain de tous les souvenirs d'enfance et de jeunesse. Elle jeta aussi un coup d'œil sur la ville, mais l'égoïsme de sa joie était telle, qu'elle ne fit qu'envoyer un baiser indifférent à ce bon peuple qui l'idolâtrait. Elle pensa que, peut-être, un jour, lui et elle se glisseraient furtivement à Strelsau et, à la faveur de quelque déguisement, verraient Rudolf se promener par les rues dans toute sa splendeur royale. Mais s'ils ne pouvaient revenir, eh bien! qu'importe?... qu'était-ce pour eux que le roi, que Strelsau, que le peuple et tout le reste?

Il y avait un petit cabaret borgne caché dans une des plus vieilles rues de la ville. C'était là que s'était logé l'étudiant. Or, dans la chambre de derrière, on voyait en ce moment un homme assis à table et deux autres debout devant lui. Ces derniers semblaient être des gentilshommes; ils avaient une certaine allure militaire, caressaient leur longue moustache et souriaient avec un plaisir que la déférence ne pouvait tout à fait dissimuler. L'homme assis à table leur donnait des ordres.

— Vous irez à la rencontre de l'ambassade vers dix heures, dit-il à l'un d'eux, et vous l'amènerez à l'endroit que j'ai désigné. Là, vous attendrez de nouvelles instructions.

L'officier interpellé s'inclina et sortit.

— Une heure après notre départ, continua l'homme assis devant la table s'adressant à l'autre officier, vous irez secrètement trouver un des serviteurs du roi et lui remettrez la lettre que voici. Vous ne donnerez aucun détail sur la manière dont vous l'avez trouvée et vous ne direz pas qui vous êtes. Cela fait, vous reviendrez ici et demeurerez caché jusqu'à ce que vous ayez de mes nouvelles.

Le second officier s'inclina, l'homme qui avait donné les ordres se leva et sortit; il prit le chemin du palais, contourna le mur des jardins jusqu'à ce qu'il arrivât à la petite porte, où se trouvaient deux chevaux tenus en bride par un homme.

— C'est bien, allez! dit-il, et il resta seul avec les chevaux.

C'étaient de bien beaux chevaux pour un pauvre étudiant. Cette idée peut-être lui vint à l'esprit, car il se mit à rire sous cape, en regardant les deux bêtes piaffant d'impatience; mais il songea plutôt, je crois, combien longues étaient les minutes de l'attente, ces minutes longues comme des siècles où le doute moqueur se glisse dans l'âme. Cependant la princesse ouvrait la porte de sa chambre et descendait le grand escalier sous l'œil des rois couronnés dans leurs cadres le long de la muraille; et à la voir ainsi, elle semblait en effet leur fille, car elle portait la tête droite et ses lèvres serrées, ses traits rigides donnaient l'impression d'une dignité hautaine. Qui oserait prétendre qu'elle faisait une démarche indigne d'une fille de roi? une femme ne doit-elle pas aimer? L'amour est son véritable diadème. Et ainsi elle traversa les jardins du palais, ne regardant ni à droite, ni à gauche, ni derrière elle, les yeux toujours tournés dans la direction de la petite porte. Et elle marcha comme elle avait coutume de le faire lorsque tout Strelsau l'acclamait.

Le garde dormait, ou semblait dormir. Dès qu'elle parut sur le seuil de la porte, l'étudiant s'avança vers elle et s'agenouillant il porta sa main à ses lèvres.

— Vous êtes venue! s'écria-t-il; car bien qu'il eût eu la foi, cependant, son étonnement était grand.

— Je suis venue, dit-elle; la parole d'une princesse n'est-elle pas certaine? Et comment aurais-je pu ne pas venir?

— Voulez-vous retourner sur vos pas? dit-il; il est encore temps!

— Vous voulez me mettre en colère, mon prince,

mais vous n'y réussirez point : allons, montons à cheval !

— Oui, dit-il, le temps presse ; car, si le roi me trouvait ici, il me tuerait.

Pour la première fois cette idée la frappa et elle devint toute pâle.

— Oh ! j'oublierais ! dans le bonheur, j'oublierais ! et si jamais il vous trouvait ici !

Un moment ils se serrèrent la main, puis ils prirent au galop le chemin de la poterne ouest.

— Baissez votre voile, dit-il.

Et elle obéit, reconnaissant que le conseil était bon. La porte était ouverte, et le gardien n'était pas à son poste. Les voilà hors de la ville, respirant à pleins poumons l'air pur et frais qui venait des prairies le long de la rivière. Les chevaux, sans qu'on les pressât, allaient un train d'enfer. Osra souleva son voile et tourna vers son amoureux des yeux pleins d'un joyeux triomphe.

— C'est fait, s'écria-t-elle, c'est fait !

— C'est fait ! le rêve commence, ma princesse, répliqua-t-il. Et ils se mirent à rire comme deux enfants.

Mais tout à coup il devint grave et dit :

— Fasse le ciel que vous ne vous en repentiez jamais !

Elle le regarda, très étonnée, puis de nouveau elle se mit à rire.

— M'en repentir, dit-elle, et pourquoi cela ?

. . . . . .

Le roi Rudolf, je crois l'avoir dit déjà, aimait à rester fort tard au lit, et il ne fut rien moins que charmé d'être réveillé quand l'horloge sonnait quatre heures. Cependant, il se mit sur son séant, prêt à se lever, car il s'imaginait que l'ambassade du grand duc de Mittenheim était arrivée de meilleure heure qu'il ne l'avait prévu, et plutôt que de manquer d'égards envers un prince dont il désirait ardemment l'alliance, il était prêt à supporter tous les ennuis, même celui de se tirer de ses draps à cette heure indue. Mais son étonnement fut grand quand, au lieu des nouvelles de l'ambassade, un de ses gentilshommes lui apporta une lettre, disant qu'un serviteur l'avait reçue des mains d'un inconnu avec ordre de la porter immédiatement au roi. Lorsqu'on lui avait demandé s'il désirait une réponse de Sa Majesté, l'inconnu avait répondu : « Non, pas pour moi », et tournant les talons il avait disparu. Rudolf laissa échapper un juron, furieux d'avoir été réveillé pour une pareille bêtise, fit sauter le cachet de la lettre et lut ce qui suit :

« Sire,

« Votre sœur n'attendra pas l'ambassade : elle a choisi elle-même son amoureux. Depuis trois semaines, elle accepte des rendez-vous au bord de la rivière que lui donne un étudiant de l'Université... Ce matin, elle a fui avec lui à cheval, et ils galopent maintenant sur la route de la forêt de Zenda. Si vous voulez un étudiant comme beau-frère, recouchez-vous et dormez sur vos deux oreilles, sinon, en selle, et ventre à terre ! Gardez-vous surtout de croire que ceci soit une mystification. »

La lettre n'était pas signée, mais le roi, qui connaissait de longue date les lubies de sa sœur, s'écria dans le premier emportement :

— Voyez si la princesse est au palais... et cependant qu'on selle mon cheval et qu'on commande à une dizaine de gardes de se tenir prêts à la porte de l'ouest !

La princesse n'était pas au palais, mais ses femmes trouvèrent une lettre qu'elle avait laissée, et l'apportèrent au roi.

« Cher frère, que j'aime plus que tous les autres hommes au monde, sauf un seul, je vous ai quitté pour aller avec ce bien-aimé. Aujourd'hui, vous serez fort en colère, mais, un jour, vous me pardonnerez. C'est le plus excellent homme du monde, cher frère, aussi je le choisis pour mon seigneur. Laissez-moi partir, et, s'il se peut faire, pardonnez-moi, mais en tout cas, aimez-moi toujours.

« OSRA. »

— Enfer et damnation ! murmura le roi ; et l'ambassade qui doit arriver aujourd'hui même !

Un moment, il sembla consterné ; toutefois, il ne parla à personne du contenu des lettres, mais envoya dire à la reine qu'il allait faire une promenade à cheval. Il prit son épée et ses pistolets, car il avait juré que ce « plus excellent homme du monde », s'il devait périr, ne périrait que de sa main.

Mais toutes les bonnes langues de la cour, sachant déjà que la princesse n'était pas au palais, devinèrent que la hâte fiévreuse du roi était causée par cette disparition ; les conjectures et les racontars s'élevèrent dans tout le palais, et bientôt s'étendirent du palais aux environs et des environs dans toute la ville. A tous les carrefours, on se chuchotait à l'oreille que la sentinelle qui avait monté la garde cette nuit-là, avait disparu, qu'on ne trouvait nulle part le gardien de la poterne de l'ouest, qu'une main inconnue avait remis au roi une lettre mystérieuse et enfin que la princesse Osra s'était enfuie, ou avait été la victime d'un rapt audacieux. Ainsi, il se fit dans tout Strelsau un grand remue-ménage, les hommes arpentaient fiévreusement les rues au lieu de se mettre au travail, et les femmes jacassaient au lieu de balayer leurs maisons et de débarbouiller leurs marmots. De sorte que quand le roi sortit de la cour du palais, suivi de douze gardes, il put à peine se

frayer un passage par les rues, car le peuple se massait autour de lui, le suppliant de dire où était la princesse. Et lorsqu'il s'élança par la poterne de l'ouest et prit au galop la route de la forêt, beaucoup de badauds coururent sur ses traces de toute la vitesse de leurs jambes, longues ou courtes.

Lorsque le roi vit que la nouvelle était devenue publique, sa colère ne connut plus de bornes, et il jura de nouveau que ce bélître paierait de sa vie sa promenade matinale et sentimentale avec la princesse.

— Les chevaux sont fatigués, dit l'étudiant; maintenant que nous sommes à l'abri dans le bois, nous laisserons souffler un peu ces pauvres bêtes.

— Mais mon frère va sans doute nous poursuivre, dit-elle, inquiète.

— Avant trois heures d'ici au moins, il n'apprendra rien du tout; car je suis sûr, ajouta-t-il en souriant, qu'en ce moment il dort comme une marmotte. Et voici un banc de gazon où nous pourrons prendre quelque repos.

Il l'aida donc à mettre pied à terre, puis, sous prétexte de procurer aux chevaux une grasse provende, il les mena fort à l'écart, de façon qu'elle ne sût pas exactement l'endroit où ils se trouvaient. Revenu au banc de gazon et s'étant assis, il tira un pain de sa poche, le brisa en deux et en donna la moitié à la princesse en disant :

— Il y a une source ici près; nous allons faire un succulent déjeuner, ô reine de mon cœur!

— Comme ce pain est délicieux, s'écria Osra, quand elle eut avalé la première bouchée. Jamais, au palais de mon frère, je n'ai mangé rien de pareil!

L'étudiant se mit à rire. Pourtant, Osra mangea très peu de ce pain qu'elle aimait tant; bientôt, elle laissa tomber sa tête sur l'épaule du jeune homme, tandis qu'il lui enlaçait la taille de son bras amoureux. Et pendant quelque temps ils restèrent ainsi silencieux, écoutant le murmure qui s'élevait sous le dôme de la forêt, plus majestueux à mesure que s'avançait la matinée et que le soleil filtrait à travers les ramures.

— Entends-tu les arbres, les abeilles, les oiseaux, les fleurs? murmura Osra; les entends-tu, ils disent des choses que je n'ose pas répéter, de crainte de mourir de bonheur!

— Et que disent-ils, mon adorée?

— Les arbres disent : amour, amour, amour! Et le vent, n'entends-tu pas murmurer le vent? amour, amour, amour! et les oiseaux chanter : amour, amour, amour! oui, le monde entier aujourd'hui murmure doucement : amour! Et que murmurerait d'autre aujourd'hui l'univers immense que ce mot divin d'amour? et mon amour est plus vaste que l'univers même...

Mais soudain elle s'interrompit et se pencha en avant, prêtant l'oreille.

— Quel est ce bruit?

— Ce n'est qu'un autre murmure amoureux, ô fleur de mon âme!

— Non, non! cela résonne à mes oreilles comme... comme le bruit du galop des chevaux.

— Ce n'est que ce jaseur de ruisseau qui galope sur les blancs cailloux.

— Écoute, écoute, s'écria-t-elle, se levant vivement, c'est le galop des chevaux! Grand Dieu, c'est le roi!

Elle le saisit par la main et le força de se lever, le regardant toute pâle et alarmée.

— Ce n'est pas le roi, dit-il, je gage qu'il dort encore à cette heure; c'est quelque cavalier matinal; baisse ton voile, ma chérie, et tout sera bien.

— C'est le roi, s'écria-t-elle, écoute comme il galope sur la route; c'est mon frère! Ils vont te tuer... te tuer! comprends-tu? Les chevaux, les chevaux à l'instant!

Il fit un signe de tête et disparut dans la profondeur du bois. La princesse resta là les mains jointes, le sein palpitant, le cœur plein d'angoisse, attendant son retour. Les minutes se passaient et il ne revenait pas; elle se jeta à genoux, priant le ciel pour cette vie qui lui était plus chère que la sienne. Enfin il revint seul, l'air consterné.

— Les chevaux ont disparu, dit-il.

— Disparu!... mais c'est impossible?...

— Hélas! il n'est que trop vrai. L'amour fait perdre la tête, aux hommes du moins... J'ai oublié d'attacher les chevaux et ils se sont sauvés. Mais qu'importe? car le roi, — oui, mon adorée, je crois aussi maintenant que c'est le roi, — eh bien! le roi n'arrivera pas ici, en tout cas, avant quelques minutes, et ces minutes je les posséderai... minutes d'amour, de suprême félicité.

— Il te tuera! dit-elle.

— C'est, ma foi, bien possible! répliqua-t-il.

Alors elle tira de sa ceinture un petit couteau et le lui montra.

— Si le roi refuse de nous pardonner, si le roi ne veut pas que nous nous aimions, je mourrai aussi, dit-elle; et sa voix était calme et heureuse. Je ne me repens de rien. Oh! tais-toi, tais-toi! Ne me dis pas surtout que je pourrai vivre sans ton amour.

Tandis que le bruit du galop des chevaux allait toujours se rapprochant, ils se regardaient jusqu'au fond de l'âme et parfois aussi ils regardaient la pointe de la petite dague qu'elle tenait à la main.

— Tiens-moi dans tes bras jusqu'à ce que je meure! murmura-t-elle.

Il baissa la tête et l'embrassa une fois encore en souriant :

— Je t'obéirai, ma princesse!

Et elle, ne sachant pas pourquoi il souriait, lui souriait aussi; car, bien que la vie fût ce jour-là d'une indicible douceur, pourtant une telle mort avec lui, et pour lui prouver son amour, semblait peut-être plus douce encore. C'est ainsi qu'ils attendirent l'arrivée du roi.

. . . . . .

Lorsque Rudolf et ses gens arrivèrent à la lisière de la forêt, ils se divisèrent en quatre troupes, se disant que, s'ils restaient ensemble, les fugitifs pourraient facilement leur glisser entre les doigts. De ces quatre troupes, la première ne trouva rien, la seconde trouva les chevaux que l'étudiant avait cherchés vainement; la troisième n'alla pas bien loin avant d'apercevoir les amoureux, mais ceux-ci ne les aperçurent pas, et deux hommes restèrent pour veiller et, s'il était nécessaire, pour déjouer toute tentative de fuite, tandis que les autres couraient en toute hâte avertir le roi; la quatrième troupe, enfin, que commandait le roi, tomba nez à nez avec l'ambassade du grand-duc de Mittenheim, qui se reposait au bord de la route, ne semblant nullement pressée d'arriver à Strelsau.

Lorsque le roi arriva auprès de l'ambassadeur, un officier, qui se tenait à côté de celui-ci, se baissa et murmura quelque chose à l'oreille de Son Excellence, le comte Sergius von Antheim. Son Excellence se leva et s'avança vers le roi, la tête nue, faisant à chaque pas une profonde révérence, car il supposait que le roi était venu à sa rencontre par courtoisie envers le grand-duc, son maître, et pour montrer combien il tenait à son alliance. Alors, au grand ennui de Rudolf, il commença un discours solennel et long comme un jour sans pain, assurant Sa Majesté que son maître attendait avec une impatience mélangée d'un certain espoir, le résultat de l'ambassade, car, puisque Sa Majesté avait plaidé sa cause avec tant de chaleur, le grand-duc ne pouvait guère douter du succès, et il se réjouissait à l'avance de gagner le cœur de la plus belle femme du monde, l'incomparable princesse Osra, la gloire de Strelsau, et le plus précieux joyau de la couronne du roi, son frère.

Ayant amené cette période à une heureuse conclusion, le comte Sergius reprit haleine, avant d'en attaquer une autre, qui aurait été aussi belle et peut-être encore un peu plus longue que la première. Mais avant qu'il eût pris son élan, Rudolf se frappa violemment sur la cuisse en criant :

— Eh, par tous les diables, Monsieur! pendant que vous êtes là à me débiter vos balivernes, ce scélérat maudit s'enfuit avec ma sœur!

Le comte Sergius, grande barbe blanche très digne, fut grandement scandalisé à cette brusque interruption, mais l'officier à côté de lui retroussa sa moustache pour dissimuler un sourire. De son côté, le roi avait à peine lâché ces paroles imprudentes, que déjà il s'en repentait amèrement, car c'était bien la dernière chose qu'il eût désiré porter à la connaissance du grand-duc, cette fugue de sa sœur avec un étudiant de l'université de Strelsau! Donc, il commença en bredouillant d'étrange façon à raconter au comte Sergius qu'un bandit audacieux avait, ce matin même, attaqué la princesse qui se promenait sans escorte à quelque distance de la ville et l'avait emmenée de force; et l'ambassadeur, en entendant cette étrange histoire, fit de très gros yeux. Le roi pria alors le comte de disperser les gens de son escorte par toute la forêt pour chercher le brigand. Il enjoignit à chacun de ne pas tuer l'homme, mais de le garder étroitement garrotté jusqu'à son arrivée : « Car j'ai juré de le tuer de ma propre main », dit-il.

Or, le comte Sergius, quelque étonné qu'il pût être, ne put faire moins que d'obéir, et bientôt le roi se trouva seul avec ses deux gardes et ce même officier qui, tout à l'heure, riait dans sa moustache.

— N'accompagnez-vous pas vos hommes, Monsieur? demanda Rudolf.

Mais, à ce moment, un cavalier arriva à bride abattue, en criant :

— Sire! sire, nous les avons trouvés!...

— Alors, le drôle n'a plus cinq minutes à vivre! s'écria le roi.

En entendant cela, le visage de l'officier devint tout à coup très pâle, et il s'élança à la suite du roi, qui, lui-même, s'était élancé à la suite du soldat, et par la forêt ce fut une chevauchée fantastique.

— Dieu veuille qu'il ne le tue pas avant qu'il sache quel il est, grommelait l'officier, et il ajouta quelques mots peu respectueux contre la bêtise humaine, en général, et contre la folie des princes amoureux, en particulier. Le roi était mieux monté que l'officier et l'officier mieux que le soldat, de sorte que tous deux dépassèrent ce dernier, mais le roi avait une avance d'une trentaine de pas au moment où l'on aperçut les amoureux, et il brandissait son épée d'un air mauvais.

— Laisse là ce renard que je le tue! cria-t-il de loin à la princesse.

Mais celle-ci, loin de lui obéir, se jeta devant son amoureux qui n'avait point d'arme, et elle tenait à la main la petite dague. Le roi se mit à rire avec mépris, et pensant qu'Osra le menaçait de ce joujou doré, sauta à bas de son cheval et courut vers le couple l'épée levée et prêt à frapper. Osra poussa un cri de terreur :

— Pitié! Rudolf, pitié!

Mais le roi ne songeait guère à la pitié, et certainement il aurait fait de l'étrange besogne si l'officier

n'était survenu en ce moment avec la vitesse de l'ouragan déchaîné et, se penchant en selle, ne lui avait arraché l'épée des mains.

Le cheval de l'officier était lancé à une telle allure qu'il ne put être arrêté avant qu'il eût fait encore une quarantaine de pas, et peu s'en fallut que le cavalier ne se brisât la tête contre une grosse branche qui pendait assez bas sur le sentier. Dans son trouble il laissa tomber d'abord sa propre épée, puis celle du roi; enfin, il parvint à arrêter son cheval et, sautant à terre, il courut vers l'endroit où se trouvaient les épées. Mais à ce moment Rudolf accourait aussi dans cette direction, fou de rage à l'idée de l'insulte qu'on venait de lui faire et ayant oublié déjà l'étudiant, sa sœur et sa précédente rage. Juste à l'instant où l'officier se baissait pour ramasser l'épée du roi, celui-ci se baissait pour ramasser l'épée de l'officier. Le roi se précipita sur son prétendu adversaire qui s'enfuit à toutes jambes à travers la forêt, et quand il eut gagné un peu de terrain, il tourna la tête et s'écria :

— Sire... sire... mais écoutez donc : c'est le grand-duc!

Le roi stupéfait s'arrêta court :

— Es-tu fou, fit-il tout hors d'haleine; qui est le grand-duc?

— C'est le grand-duc, Sire... le grand-duc qui est avec la princesse... vous l'auriez tué si je ne vous avais arraché l'épée des mains.

— Je l'aurais certainement tué, qu'il soit grand-duc ou grand diable; mais explique-toi donc, corps du Christ! tu me fais bouillir, à la fin!

L'officier s'approcha d'abord avec circonspection, mais voyant qu'on ne faisait aucun mouvement menaçant, il vint si près du roi qu'il put lui parler à voix basse. Et ce qu'il dit sembla d'abord étonner Rudolf puis lui plaire, enfin l'amuser énormément, car il frappa l'officier dans le dos, et se mit à rire à gorge déployée et s'écria :

— Une bonne farce! sur mon âme, une farce admirable!

Or, les amoureux n'avaient pas entendu ce que l'officier avait dit au roi, et lorsque Osra vit son frère revenir seul, l'épée à la main, elle supposa qu'il allait consommer sa vengeance, et, tout éplorée, jeta les bras autour du cou de l'étudiant, se pressa contre lui et l'embrassa avec frénésie. Se tournant enfin vers le roi, un sourire sur les lèvres et la dague à la main, elle dit d'un ton hautain :

— Si vous le tuez, je ne lui survivrai pas un seul instant.

— C'est prodigieux! dit le roi d'un ton de philosophie prenant en pitié les faiblesses humaines. Eh bien donc, petite sœur, puisque vous ne pouvez pas vivre sans lui, vivez avec lui! Prenez-le pour mari; si ça vous fait plaisir, ça ne me gêne pas, moi!

Quand Osra entendit ces paroles auxquelles, dans l'excès de sa joie et de son étonnement, elle pouvait à peine accorder créance, laissant tomber sa dague, elle courut à son frère, tomba à ses genoux et saisit sa main qu'elle couvrit de larmes et de baisers. Le roi la laissa faire et regarda en riant l'étudiant par-dessus la tête de sa sœur.

En ce moment, le comte Sergius von Antheim arriva tout échauffé d'avoir poursuivi le fameux brigand par toute la forêt. Il n'eut pas plutôt aperçu l'étudiant qu'il courut à lui et lui baisa la main. De sorte qu'Osra, levant les yeux après avoir salué son frère, aperçut l'ambassadeur du grand-duc. Elle se leva, très étonnée, comme bien on pense.

— Qui êtes-vous? demanda-t-elle.

— Votre serviteur et votre amoureux, dit-il.

— Et puis?

— Et puis, dans un mois votre mari, s'écria Rudolf qui ne pouvait retenir plus longtemps le rire qui lui travaillait les côtes.

— Hélas! hélas! soupira le jeune homme, je n'ai pas de chaumière à vous offrir.

— Mais qui êtes-vous donc? murmura-t-elle.

— L'homme pour qui vous étiez prête à mourir, ma princesse; n'est-ce point assez?

— Oui, c'est assez, dit-elle, et elle ne répéta pas sa question.

Ce fut seulement une heure plus tard que les deux autres troupes, celle du roi et celle de l'ambassadeur, revinrent de leur expédition et apprirent tout ce qui s'était passé. Alors le roi alla vers l'endroit où les amoureux se promenaient sous les grands arbres, et prenant chacun d'eux par la main, il les conduisit vers ses gens et ceux du grand-duc qui les saluèrent de leurs vivats. Ils remontèrent sur leurs chevaux que le grand-duc trouva sans difficulté, alors que l'étudiant les avait cherchés en vain quand ils lui étaient si nécessaires. Toute la compagnie sortit du bois et reprit le chemin de Strelsau ayant à sa tête le roi qui ne cachait pas sa bonne humeur, et le comte Sergius von Antheim qui avait grand'peine à cacher son dépit; Osra et le grand-duc marchaient à l'arrière-garde. Mais avant qu'ils fussent allés bien loin ils rencontrèrent la foule qui était sortie de Strelsau pour savoir ce qui était arrivé à la princesse Osra. Et le roi cria de toutes ses forces que le grand-duc allait épouser la princesse, et les gardes se répandirent dans la foule et racontèrent l'histoire, et lorsqu'il entendit cela, le bon peuple de Strelsau devint à moitié fou de joie, se pressa autour d'Osra, couvrit sa main de baisers et la bénit comme leur bienfaitrice à tous. Ainsi, allant très lentement par suite du concours de peuple, ils n'arrivèrent à Strelsau que

vers midi, mais un courrier les avait précédés porteur de bonnes nouvelles; les cloches de la cathédrale sonnaient à toute volée, les rues étaient pleines de monde, la ville entière enfin avait l'aspect des jours de fête. Ainsi les amoureux rentrèrent en triomphe au palais d'où ils avaient fui secrètement aux premières lueurs du jour.

. . . . . .

C'était le soir, et la lune brillait froide et blanche au-dessus de Strelsau; dans les rues s'élevaient des chants et des cris, toutes les maisons étaient illuminées; on avait fait des distributions de viande, de pain et de vin, afin que personne cette nuit-là n'eût faim ou soif, et ne se sentît d'humeur morose; de sorte que c'était partout un beau vacarme!

Le roi était assis dans son grand fauteuil, portant la santé du fiancé et de la fiancée, en compagnie du comte Sergius von Antheim, dont la dignité blessée se guérissait à vue d'œil sous la bonne grosse flatterie que Rudolf y appliquait à profusion. Le roi voulait persuader à l'ambassadeur que, dans sa jeunesse, un certain Sergius von Antheim, vert galant s'il en fut, avait été l'amant heureux des onze mille vierges et, pour appuyer sa démonstration, il versait à son convive de larges coupes de vin, si bien que le bonhomme, succombant à la fatigue de la journée, à l'influence soporifique de la généreuse liqueur, glissa bientôt sous la table d'où il fut emporté dans sa chambre pieds en avant par deux laquais.

Cependant les deux amoureux sur la terrasse parlaient avec une animation singulière.

— Je ne comprends pas cela, disait la princesse, car le premier jour je vous aimai, le second jour je vous aimai, et le troisième et le quatrième et les autres jours je vous aimai. Cependant le premier n'était pas comme le second, ni le second comme le troisième, ni le troisième comme ceux qui suivirent, et aujourd'hui encore, c'est différent de tous les autres jours. L'amour est donc un protée aux formes innombrables et aux aspects sans cesse différents?

— Certes, répliqua le grand-duc; car Stephen l'orfèvre n'aimait pas comme le marquis de Mérosailles ou lord Culverhouse...

— Ce sont là des histoires presque aussi vieilles que celles d'Hélène de Troie, fit Osra avec une moue espiègle.

— Ni Christian le brigand comme... comme le meunier de Hofbau.

— Et nul ne fut aimé que l'étudiant de Strelsau, devenu, par une dispensation de la Providence, le grand-duc de Mittenheim! s'écria Osra, en cachant sa figure rougissante contre le sein de son fiancé.

A ce moment ils virent s'avancer sur la terrasse le roi accompagné de l'évêque de Modenstein, et quand l'évêque eut été présenté au grand-duc, le roi se mit à parler à ce dernier, tandis que l'évêque baisait la main d'Osra et lui souhaitait toute sorte de bonheur.

— Madame, dit-il, vous m'avez demandé un jour de vous expliquer ce que c'était que l'amour. Je suis sûr maintenant que vous n'avez plus besoin de mes leçons.

— C'est vrai, dit-elle, mais, Monseigneur, m'aimera-t-il toujours ainsi?

— Assurément, répondit l'évêque sans la moindre hésitation. Pourtant, Madame, ce serait peut-être assez demander du ciel que d'être aimé un seul jour; car les années s'écoulent, et la jeunesse se flétrit, et même la beauté la plus admirable voit tomber sa brillante floraison quand arrive la saison d'hiver; mais le souvenir peut et doit rester toujours frais, toujours jeune, et c'est le seul trésor qu'il soit permis à l'homme d'emporter dans la tombe...

— Oh! comme vous parlez bien des choses d'amour! dit-elle; on jurerait que vous en parlez en connaissance de cause, Monseigneur; car c'est bien comme vous dites : aujourd'hui dans le bois il me semblait que j'avais vécu assez longtemps; que la mort n'était que le serviteur de l'amour comme l'est la vie elle-même, et que toutes deux, la vie, la mort, ont pour unique essence cette flamme divine : l'amour!

Ainsi donc, selon l'expression d'un poète de Strelsau, le cœur de la princesse Osra entra enfin toutes voiles déployées dans le port du bonheur, ou, pour dire les choses en simple prose, un mois plus tard elle était mariée au grand-duc de Mittenheim dans la cathédrale de Strelsau par l'évêque de Modenstein.

Lorsque la princesse fut partie pour le grand-duché de Mittenheim, l'imagination populaire toute pleine de son souvenir s'en donna à cœur joie au sujet de ses amours, et les poètes et brodeurs d'histoires firent là-dessus plus de cent ballades, chansons et complaintes qu'on répète encore aujourd'hui dans les veillées d'hiver. De sorte qu'un étranger qui passe par Strelsau et écoute toutes ces sornettes finit par croire que tout le genre humain a été l'amoureux de la princesse Osra et qu'elle-même a donné une parcelle de son cœur à tous ceux qui l'ont aimé.

Et quand cela serait? Je n'y verrais, pour ma part, aucun inconvénient. Car assurément, ce qui contribue beaucoup à augmenter dans le monde la somme de plaisir, de félicité, de vraie tendresse, c'est que le cœur de la princesse Osra (ou de quelque dame qu'il vous plaira nommer) est un peu léger, un peu *volage* d'abord, comme pour s'entraîner à voler d'une aile légère et sûre vers le nid où il doit trouver le bonheur.

Et si vous n'êtes pas le grand-duc de votre prin-

cesse, certes, je vous plains beaucoup, mais tant d'autres sont dans votre cas que vous vous trouverez toujours en bonne compagnie. Donc, portez alors votre deuil comme le marquis de Mérosailles porta le sien : légèrement, et pourtant de façon très chevaleresque, ou comme l'évêque de Modenstein (à ce que d'aucuns assurent) avec calme et résignation... Si tant est que vous deviez le porter d'une façon quelconque ; car que disait à ce sujet le meunier de Hofbau? Vous en souvenez-vous ?... Et sans doute le digne meunier n'était pas une bête.

ANTONY HOPE.

(Traduit de l'anglais par G. ART.)

FIN

SOUVENIRS DU COMTE DE SÉMALLÉ[1]

Le 5 mars, on apprit le débarquement de Bonaparte au golfe de Jouan. Monsieur reçut l'ordre de partir pour Lyon. Je sollicitai vainement l'autorisation de l'accompagner : il me la refusa, parce qu'il trouvait ma présence plus utile à Paris. Dès le 10, il dut revenir en toute hâte, l'Empereur étant entré le soir à Lyon.

Ce même jour on vint me prévenir qu'il se tenait, non loin des Tuileries, des conciliabules suspects, et que Fouché en faisait partie. J'en avertis Monsieur qui me chargea de m'entendre avec le ministre de la police, M. d'André, et qui me confia, à partir de ce moment, la surveillance du château. M. d'André ne voulait pas croire que mes craintes fussent fondées ; néanmoins, il me conseilla de me rendre chez M. Bourrienne, le préfet de police. Celui-ci ordonna au chef de la sûreté de faire immédiatement une enquête sur les menées que je lui avais signalées ; il me pria de tranquilliser le Roi et de l'assurer de tout son dévouement. Je retournai aux Tuileries. Au bout d'une heure et demie à peine, un exprès de la préfecture de police vint m'apporter un procès-verbal fait, dans la rue du Doyenné, par M. Chevreau, commissaire de police du quartier, constatant, avec toutes les formalités d'usage, qu'il s'y tenait une réunion nombreuse de militaires et d'officiers. — Il s'agissait d'un corps de volontaires royaux, en formation sous les ordres du marquis de Tourzel ! — On conçoit les nouvelles inquiétudes que me causa ce zèle si peu sincère, ou si peu éclairé. J'en fis part au comte des Cars et à Monsieur. Le prince m'autorisa à choisir douze de ses gardes, à les faire habiller en bourgeois, à leur procurer des passeports comme négociants, et à les échelonner sur la route que Napoléon devait suivre, pour avoir ainsi sur sa marche des nouvelles certaines. On croyait alors l'Empereur à Chalon-sur-Saône.

Afin d'éviter toute surprise, M. de Villeneuve d'Arifat fut envoyé jusqu'à sa rencontre, avec ordre d'expédier des courriers de trois heures en trois heures. Il trouva Bonaparte à Auxerre et revint en toute hâte pour engager le Roi, soit à quitter Paris, soit à se mettre à la tête des volontaires royaux.

Le duc de Berry, nommé général en chef, passait en revue les régiments, à mesure qu'ils quittaient Paris. Ces troupes semblaient dévouées au Roi ; mais à quelques lieues de la ville, elles changeaient de cocarde.

Ce n'était pas seulement du côté de Lyon que venait le danger. Le général Lefebvre-Desnoëttes et les frères Lallemand avaient tourné, et étaient arrivés à Senlis avec leurs groupes. Leur défection paraît avoir été le résultat d'un complot ourdi à l'avance. Douze officiers les abandonnèrent et accoururent offrir leurs services au Roi, qui les accueillit avec bienveillance. En même temps le général Lefebvre-Desnoëttes envoyait à Paris un de ses aides de camp du grade de colonel, pour savoir ce qui se passait à la cour, et sur quoi il devait régler sa conduite. Un des douze officiers qui l'avaient précédé m'avertit ; il me conseilla de ne pas perdre de vue cet émissaire, et surtout de ne pas le laisser retourner à Senlis.

Le colonel, revêtu de l'uniforme des hussards, fut bien reçu par le Roi et par Monsieur, qui ne lui laissèrent voir aucune inquiétude. Il fit ensuite demander audience au généralissime, le duc de Berry, par son chef d'état-major, le général Belliard. Je me trouvais à ce moment auprès du duc : il voulut bien me consulter. Comme je voyais le danger croître de minute en minute, que nous pouvions à chaque instant avoir nos communications coupées avec le nord, et nous trouver sans moyens de défense, sans possibilité de retraite, je répondis au prince que des raisons de haute prudence me semblaient exiger de retenir cet officier. Cet avis ayant été adopté, bien qu'il ne fût pas partagé par tout son entourage, j'allai, sur son ordre, dire au commandant des gardes du corps qu'il eût à informer le colonel de la résolution, prise par le généralissime, de le conserver auprès de lui, et aussi de lui demander son sabre. Le commandant, M. de Ligneris, cousin, par sa femme, de M. de Polignac, n'ayant jamais servi, m'avoua que cette commission l'embarrassait beaucoup. J'en rendis compte au prince, qui me la confia à moi-même.

M'attendant à quelque résistance, je passai par la salle voisine, où se trouvaient les gardes du corps, et

1. Extrait des *Souvenirs du comte de Sémallé* publiés par la *Société d'Histoire contemporaine*, qui seront mis en vente prochainement à la librairie Picard.

j'ordonnai au maréchal des logis de service d'entrer au premier signal. Je m'approchai alors du colonel et lui dis quelles étaient les intentions du duc de Berry à son égard. Puis, me retournant vers le général Belliard qui se trouvait là, et dont je n'étais point sûr, je l'invitai à aller prendre les ordres du duc. Le général parut fort embarrassé; il jeta un coup d'œil sur les assistants, et, bien qu'à contre-cœur, se décida à entrer dans la chambre où se tenait le prince. Une fois le général Belliard écarté, je dis au colonel : « Remettez-moi votre sabre; il vous sera rendu plus tard. » — Il répondit avec un mouvement de colère : « Mes armes! Je ne les remettrai jamais »; et il parcourait des yeux les officiers de l'état-major du général Belliard. Je renouvelai ma demande, et dans la crainte de voir les officiers se diviser selon leurs opinions, je fis signe au maréchal des logis des gardes du corps. Cet appel produisit l'effet attendu. Le colonel retira son sabre du ceinturon, et me dit avec rage : « Il faudra bien qu'on me le rende. — Oui, répliquai-je, et j'espère que ce sera pour défendre le Roi. »

J'entrai alors chez le prince, d'où le général Belliard était déjà sorti. Il s'agissait de savoir ce qu'on ferait du colonel. Il fut convenu qu'on le remettrait au général Maison, qui commandait la division de Paris. Je montai en voiture avec le colonel, accompagné de deux gardes du corps de Monsieur, dont un était M. Perrot de Chazelle. Je fis escorter la voiture par deux gendarmes. Arrivés à l'état-major, au faubourg Saint-Honoré, nous entrâmes dans une grande salle où se tenait un aide de camp. Il était onze heures du soir. Le général Maison était couché dans une alcôve donnant sur cette salle, qui n'était éclairée que par une seule lampe. Je l'entendis gronder, parce qu'on venait l'éveiller à cette heure; puis il sortit vivement, en chemise et en caleçon. Je lui dis que je venais parler au général Maison. — « Est-ce que vous ne me reconnaissez pas? s'écria-t-il. — Non, répondis-je, pas ainsi, pour recevoir les ordres de M. le duc de Berry. » — Il rentra dans son alcôve, et, sans mettre ses culottes, endossa son habit d'uniforme avec le grand cordon de la Légion d'honneur, puis reparut en demandant si je le reconnaissais cette fois? — Pendant ce temps on avait allumé une seconde lampe. A peine le général eut-il aperçu le colonel qu'il l'embrassa : « Ah! je suis bien aise de te voir. Je me charge de toi bien volontiers. Vous pouvez, me dit-il, assurer Monseigneur que cet officier sera fort bien avec moi. »

Je fus très étonné de ces procédés et surtout du ton que le général et le colonel prenaient ensemble. Je fis observer au général qu'il oubliait de me donner un reçu du colonel. Il prit violemment une plume sur la table, et griffonna un billet presque illisible. De retour auprès du prince, je lui dis que nous étions encore plus malades qu'il ne le pensait, et je lui racontai ma réception par le général Maison.

Le lendemain 19 mars, le Roi passa une revue générale de ses troupes; mais presque aussitôt après, sur les renseignements apportés par M. de Villeneuve d'Arifat, il se décida à quitter Paris. Ce départ eut lieu dans la nuit, vers les deux heures du matin.

Toute la journée, j'avais été de service auprès de Monsieur. Vers midi, le général de Bonnemains, gendre du général de Tilly, et à qui j'avais fait obtenir le commandement d'un détachement de gendarmerie à Chalon-sur-Saône, vint me témoigner du plus entier dévouement pour le Roi. Il comptait partir pour son poste dans la nuit du lendemain. Je le reconduisis chez lui, rue de Vendôme; j'y laissai mon cabriolet, et rentrai à pied prendre mon service, que je ne quittai pas de la nuit.

Le 20, au petit jour, le chef de nos écuries, qui se trouvaient rue de Provence, amena tous les chevaux dans la cour des Tuileries. Quand les derniers préparatifs furent terminés, Monsieur monta en voiture, en compagnie du comte des Cars et d'un aide de camp. Je voulus faire mettre ma valise dans un des fourgons de service et suivre le prince à cheval; mais mes chevaux et les fourgons étaient déjà partis. Je cherchai à m'asseoir derrière la voiture de Monsieur; une barre qu'on y avait fixée ne me le permit pas. Je demeurai donc seul. Paris s'agitait, et il n'y avait pas un moment à perdre. Me jetant dans un fiacre, je donnai l'ordre au cocher de gagner Saint-Denis par la barrière du Roule, chemin indiqué par Monsieur, et je lui offrit vingt francs par heure s'il voulait suivre les princes. Mais à la barrière on me refusa la sortie sans un laissez-passer de l'état-major. Je m'y rendis de suite, place Louis XV. Comme je montais l'escalier, je rencontrai un maréchal des logis des gardes du corps, qui me dit d'un air effrayé : « Où allez-vous, mon colonel? Je viens d'entendre donner l'ordre de vous arrêter, car on vous sait encore à Paris. » Il ajouta que tout l'état-major était changé et qu'on lui avait refusé un laissez-passer avant le lendemain, à midi.

Pendant ce temps, les troupes transfuges ne cessaient d'entrer dans la capitale. Le général Exelmans y était depuis deux heures, et avait fait arborer sur les Tuileries le drapeau tricolore. On disait que l'Empereur arriverait le soir. Ne sachant où aller, n'osant pas rentrer chez moi, pour ne pas effrayer ma femme, qui avait refusé de profiter d'une voiture mise à sa disposition par Madame, je me souvins que le marquis de Brancas devait partir dans la nuit pour Bruxelles (1). Je courus chez lui, rue des Tour-

(1) [illegible]

nelles, pour lui demander de l'accompagner. Mais en arrivant j'appris que Mme de Brancas, commençant une grossesse, ne pouvait se mettre en route.

Je pris seulement le temps d'ôter mon uniforme pour revêtir des habits civils, et, vers une heure du matin, je me rendis chez le général de Bonnemains. Je le trouvai couché et ne songeant même pas à ses préparatifs de départ pour Chalon-sur-Saône. Je le priai instamment de se lever et d'aller demander pour lui un laissez-passer, dont je me servirais aussi pour sortir de Paris. Sa femme et lui se récrièrent d'abord : Que risquez-vous donc? Il n'arrivera rien de fâcheux à personne. L'Empereur lui-même sait que les Mameluks vous avaient offert sa tête, et que vous l'avez refusée. » Je continuai à insister; je fis atteler un des chevaux du général à mon cabriolet, resté chez lui depuis la veille, et nous y montâmes pour aller à l'état-major. M. de Bonnemains y obtint le laissez-passer. Il ne s'agissait plus que d'avoir deux chevaux et un postillon pour mon cabriolet. Nous courûmes à la poste, en face de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés ; mais l'employé de service me refusa tout sans une autorisation signée de son chef. Il fallut aller au plus vite à l'administration des postes, et comme le directeur général, le comte Ferrand, était mon ami, il me dit : « Il y a là un paquet d'autorisations toutes signées de moi; prenez-en ce que vous vous voudrez. Je doute cependant qu'elles vous puissent servir, car je ne dois pas vous dissimuler que je ne suis plus rien ici. » Je mis mon nom sur une de ces pièces, celui du général de Bonnemains sur une autre, et nous retournâmes à la poste, où le chef du bureau déclara cette fois que, sans un ordre tout spécial, il ne pouvait délivrer des chevaux avant le milieu de la journée.

Il était quatre heures et demie du matin. Toutes les rues commençaient à se remplir de monde et on voyait à chaque coin des hommes apposant des affiches, dont le titre : « Le vœu de l'armée », était écrit en gros caractères. Le général, qui m'avait ramené chez lui, et sa femme essayèrent alors de me retenir. Je répondis que rien ne me ferait abandonner une cause que je servais depuis mon enfance; que ma résolution était inébranlable. Ils cédèrent : ma malle fut attachée derrière mon cabriolet; et je gagnai Saint-Denis. Je voyais déjà de nombreux rassemblements de militaires se former avenue de la Révolte. Après avoir renvoyé au général son cheval et son ordonnance, dont il avait besoin pour lui-même, je demandai des chevaux et un postillon. Le directeur de la poste de Saint-Denis vit à mon uniforme que j'étais de la maison des Princes. Ce brave homme attela, et craignant de recevoir incessamment la défense de fournir aucun postillon, il voulut m'en servir lui-même.

Je rejoignis ainsi le comte d'Artois en avant de Clermont-sur-Oise, où je le trouvai entouré de ses aides de camp. Mon arrivée les surprit et Monsieur me fit part des craintes qu'il avait eues à mon sujet. Je cherchai alors mes chevaux et finis par les retrouver à Saint-Pol, avec le piqueur qui les avait emmenés.

Nous marchions dans la direction de Lille. Monsieur me confia le commandement de l'avant-garde. Elle était composée de ses gardes du corps, et de grenadiers à cheval, ceux-ci sous les ordres du comte de Virieu. Bientôt, ayant arrêté une voiture, j'appris que, dans la matinée, le Roi se trouvait à Lille. Jusque-là nous étions sans nouvelle de Sa Majesté. Ce renseignement tranquillisa les Princes.

Au bivouac, où nous nous arrêtâmes pour déjeuner, le bruit courut tout à coup que des troupes révoltées marchaient sur Béthune par la route d'Arras. Je fis monter à cheval; le duc de Berry se mit à notre tête et se porta à la rencontre des troupes que j'avais signalées. C'était un régiment de chasseurs à cheval et un détachement de grenadiers de l'ex-garde impériale, partis le matin d'Arras, après avoir arboré la cocarde tricolore. Ils se rendaient à Saint-Omer et venaient loger à Béthune, sans se douter que cette place était occupée par les Princes et la maison du Roi. Leur étonnement fut grand en voyant les troupes royales rangées sur les remparts en ordre de bataille. Le colonel Desargues, qui commandait les chasseurs à cheval, reconnut le duc de Berry, s'avança seul au-devant de lui, et, après avoir assuré qu'il ne venait pas le combattre, lui demanda le passage sur le glacis des fortifications pour conduire ses soldats à Lillers. Le prince déclara qu'il ne souffrirait pas que le drapeau tricolore se déployât sous ses yeux et qu'il ne donnerait point passage à des militaires parjures. Le colonel se décida alors à retourner à Arras avec son régiment.

A la vue de ce mouvement de retraite, les cris de : « Vive le Roi! » retentirent dans nos rangs; les troupes impériales y répondirent par le cri de : « Vive l'Empereur ! » et firent volte-face. Un combat était au moment de s'engager. — Le hasard voulut qu'un capitaine des grenadiers de l'ex-garde reconnût, parmi les grenadiers de la Rochejaquelein, un de ses plus intimes amis, son ancien compagnon d'armes. Il s'écria : « Quel est celui qui voudra me faire verser le sang de mon frère? » Ce peu de mots émut les soldats ; et, sans leur donner le temps de la réflexion, les officiers firent faire demi-tour et les éloignèrent.

Le duc de Berry me retint dès lors auprès de lui et donna à un autre le commandement de l'avant-garde.

Nous comprenions l'impossibilité de passer par Lille, où nous pensions que les troupes avaient ac-

clamé l'Empereur. L'opinion générale était qu'il fallait franchir la frontière au plus vite. Il y eut à cette occasion une réunion de tous les chefs de corps chez le maire de Béthune; on y fit venir un homme du pays et on lui demanda le chemin le plus court pour se rendre à Ypres. Il nous indiqua celui de la Gorgue et d'Estaires, mais nous fit observer qu'il faudrait traverser les anciens marais mal desséchés de Laleu et que la cavalerie aurait beaucoup de peine à en sortir. Le général de Lauriston, qui commandait en second, l'interrompit et dit avec impatience : « On ne vous demande pas le meilleur, mais le plus court chemin. » Ce fut aussi la route d'Estaires que choisit le duc de Berry, et j'allais porter cet ordre, quand je rencontrai le maire et le curé d'un des villages où nous devions passer. Comme ils se récriaient tous deux sur le chemin adopté, je les menai au duc de Berry; mais il déclara que les ordres étaient donnés et qu'on devait tâcher de se tirer d'affaire.

Les prédictions du curé et du maire se réalisèrent d'une manière terrible, et sans deux Cent-Suisses qui m'aidèrent à me dégager d'un cloaque où j'abandonnai mon cheval, je ne sais ce que je serais devenu. A l'aspect du terrain, les princes finirent par envoyer contre-ordre à tout ce qui se trouvait encore à Béthune. C'était à peu près la moitié de leur monde, et presque tous des fantassins. Quinze cents cavaliers et quelques volontaires royaux nous avaient suivis. Le trajet pour nous fut long et pénible. Les obstacles semblaient grandir à chaque pas. Caissons, voitures, chevaux, s'enfonçaient dans d'affreux bourbiers, où force était souvent de les abandonner, malgré les secours offerts par les gens du pays; car la pluie, qui était survenue, et le passage de la cavalerie qui tenait la tête, avaient effondré le sol.

Les Princes s'arrêtèrent à une ferme, où j'eus la chance de recouvrer mon cheval, qui était parvenu à se sauver tout seul de la fondrière. Ils demeurèrent ainsi deux heures; puis nous continuâmes notre route vers Estaires, où nous devions coucher. En y arrivant, à onze heures du soir, nous y apprîmes des nouvelles tellement alarmantes, qu'il fallut en repartir après une courte halte.

Au point du jour, nous atteignîmes la chaussée qui de la frontière conduit à Ypres. Par suite de la difficulté des chemins et de l'obscurité de la nuit, nous nous trouvions alors tout au plus cinquante auprès des Princes. C'était le vendredi saint. Avant de passer en Belgique, plusieurs chefs de corps ou délégués de ces chefs vinrent prendre les ordres du duc de Berry, qui leur répondit : « Mes amis, nous ne savons ni où est le Roi, ni ce que nous allons devenir. Nous partagerons toujours ce qui nous reste avec ceux qui nous suivront; mais nous ne voulons forcer personne à se compromettre pour nous. Que ceux qui désirent rester en France y restent. Nous y avons besoin d'amis, et nous serons très heureux de les y retrouver bientôt, j'espère. »

Cette courte allocution fit verser bien des larmes. Elle fut répétée par les chefs de corps aux troupes qui arrivaient, et, au premier moment, tout le monde voulait unir son sort à la destinée des Princes. Mais, comment pourraient-ils supporter une aussi lourde charge? Quelle politique allaient adopter les puissances? D'ailleurs, il serait toujours temps d'aller les rejoindre. Ces réflexions arrêtèrent le plus grand nombre. — La maison du Roi rentra par Armentières, et les compagnies rouges par Saint-Pol. Elles furent licenciées par le général Testa, qui commandait la région au nom de l'Empereur.

NOTES SÉNÉGALAISES

17 octobre 1897. — Le *Portugal* vient de mouiller devant Dakar. Le ministre des colonies, M. André Lebon, sort de sa cabine en habit, avec le grand cordon de je ne sais quel ordre en sautoir. Et nous sommes sept ou huit journalistes autour de lui, sans grand cordon, mais également en habit. Si tout cela paraît assez drôle, à six heures du matin et sous les tropiques, ce n'est pas notre faute, ni celle du ministre, qui est un homme simple. Seulement, aujourd'hui, il est ministre et fait honnêtement son métier. Sur le *Portugal* il nous invitait à manger la soupe à l'oignon; à terre, en représentation officielle, nous nous sentons éloignés de lui de toute la longueur de son grand cordon : mais notre habit noir pourtant, hideux stigmate de civilisation, crée entre nous comme une sombre et mystérieuse franc-maçonnerie.

L'almanach de ce voyage officiel, les austères enquêtes politiques et économiques auxquelles je me suis livré, tout cela sera publié dans le grave journal qui m'a donné ma mission. Mes impressions pittoresques, mes notes de couleur restent ma propriété, et ce sont elles que je livre aux lecteurs de la *Revue Bleue*. Ils ne verront point dans ces pages défiler les brillants uniformes des gouverneurs, des colonels et des administrateurs, ils n'entendront pas l'écho des harangues si belles qu'on nous a prodiguées : des gestes et de la voix des hommes, je ne retiendrai pour eux que ce qui peut éclairer la psychologie spéciale de la colonie. Et ils auront en somme ce que j'ai écrit pour mon plaisir, les choses que j'ai gardées parce que je les trouvais belles, ou frappantes, ou significatives.

Dakar : un promontoire d'un vert sombre, surmonté des bâtiments de l'hôpital, tombe vers la mer

en talus rapides ; deux ou trois cents maisons s'étalent devant nous au milieu des frondaisons, jetant leurs toits d'un rouge vif, leur note singulière de civilisation neuve, sur la barbarie ambiante. Et derrière nous, perdu dans l'irradiation du soleil qui se lève comme un écran devant un feu vif, un rocher de basalte se lève du fond de la mer. C'est Gorée, qu'on nommait jadis la joyeuse, et qui agonise. Toute la colonie actuelle est sortie de cet îlot. Pendant des siècles, l'Europe a eu peur du continent africain ; sa masse énorme, la barbarie de ses habitants, le genre même de la marchandise qu'on venait leur demander, c'est-à-dire eux-mêmes, transformés en esclaves, empêchait de s'établir sur la grande terre ; et comme jadis les marchands phéniciens à Tyr, les traitants hollandais et français s'installèrent au milieu des flots, y mirent à l'abri leurs vaisseaux, leurs magasins et leurs richesses. Mais les conditions mêmes de la navigation changèrent. Les grands vapeurs qui mettent l'Amérique du Sud et l'extrémité de l'Afrique en communication avec le vieux continent avaient besoin d'un port plus vaste, de quais assez larges pour y accumuler la quantité de charbon qu'ils dévorent, et, à la traite pure et simple, avait succédé une sorte d'agriculture commerciale qui fit des indigènes de la côte des planteurs d'arachides. Dakar et Rufisque naquirent, et Gorée commença de mourir. Elle avait jadis plus de 6 000 habitants : elle n'en a pas 2 000 aujourd'hui. Le maire actuel, M. Le Bègue de Germiny, s'en plaint avec des larmes dans la voix, et le ministre lui répond que Gorée, après avoir été la ville héroïque, restera la ville sainte. C'est ainsi qu'on dit aux femmes : « Vous fûtes belle autrefois, et vous êtes encore vénérable. » Ça ne les console généralement pas.

L'ancienne capitale des marchands d'or et d'ivoire n'est plus qu'un fort, fermant une rade qui n'est encore à peu près que ce que le bon Dieu l'a faite. On a consacré près d'un million à la construction d'une jetée. Les travaux ont été si mal exécutés qu'elle est déjà en partie détruite par la mer, et qu'un rapport officiel, publié par les soins mêmes du conseil général du Sénégal, y constatait en 1896 des défectuosités, des malfaçons, et concluait à des mesures de rigueur pour amener les entrepreneurs à la résiliation des marchés. C'est un million jeté à l'eau, sans calembour. Le conseil général de 1897, — mais on va le renouveler ! — a essayé de réagir contre ces habitudes financières dignes de la République de Haïti, et en deux ans il a fait un million d'économies sur son budget. Aussi n'est-il pas populaire pour un milliardième de cette somme.

Tel est, hélas ! le résultat des nobles rêves de 1848. Non seulement on a affranchi les esclaves, qui étaient en petit nombre et dont la situation était très douce, l'agriculture alors n'ayant pas même atteint le développement encore médiocre qu'on constate aujourd'hui, mais tous les indigènes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque sont devenus d'un coup électeurs. Ils votent beaucoup, bien que sans conviction : les élections leur paraissent un rite de l'incompréhensible religion des Blancs, pour lequel les Blancs ont besoin d'eux. Aussi ne sont-ils pas exigeants. Pour bien voter, il leur suffit de recevoir « un beau dimanche », c'est-à-dire un petit cadeau. Peut-être même sont-ils encore plus sensibles à des flatteries plus économiques. L'amiral Vallon, dans le temps, s'est rendu populaire en huit jours, rien qu'en se promenant bras dessus, bras dessous, avec de bons électeurs à la peau sombre, ivres de joie et d'orgueil. Je ne sais même pas s'il eut besoin de payer bien cher les *griots* qui chantaient ses louanges, ses victoires marines, et son bon-garçonnisme. Mais la classe assez récente des petits fonctionnaires et des pensionnés de race métisse est plus difficile à satisfaire. Quelques immigrants de sang mêlé, venus de la Réunion ou de la Martinique, que le gouvernement eut l'imprudence d'envoyer comme fonctionnaires après 1870, leur ont appris l'étendue de leurs droits, les souffrances de leurs ancêtres, et ils ont découvert, sous cette inspiration étrangère, une formule de revendication bien précieuse : « Le Sénégal aux Sénégalais », c'est-à-dire « le budget aux Sénégalais ». Ils mangent donc le budget, consciencieusement. Ils se font nommer surveillants du marché, piqueurs des ponts et chaussées, inspecteurs de toutes les choses inspectables, et de quelques autres. Leurs enfants ont des bourses pour aller en France, leurs femmes des subventions pour aller voir leurs enfants. Subventions et bourses constituent une ferme en Beauce qu'on se passe de génération à génération. J'ai cité ailleurs cette supplique, au conseil général, d'une dame de couleur de Saint-Louis : « Mme Y... a l'honneur de vous faire savoir qu'elle a eu une petite fille avec M. X..., brigadier des douanes. En conséquence, elle a l'honneur de demander une bourse pour l'éducation de la pauvre enfant ! » On n'exprime pas plus naïvement la croyance au droit imprescriptible et sacré d'être entretenu par le gouvernement. Qu'ils sont loin les temps héroïques des *signares !* A ces époques reculées où la navigation à vapeur n'existait pas encore, les séjours des Européens étaient si longs qu'ils en paraissaient presque éternels, et les filles de la terre africaine s'unissaient à eux par des liens si solides, si durables, que des dispositions légales particulières en durent reconnaître les effets. Lorsque cependant leurs époux repartaient pour la France, elles les accompagnaient jusqu'à la chaloupe qui devait fran-

chir la barre, recueillaient une poignée du sable où leurs pieds s'étaient enfoncés pour la dernière fois, enterraient ce sable dans leur lit, et conservaient à l'absent une fidélité immuable et, dit-on, presque toujours récompensée. Une classe spéciale de métis, bien différente de la nouvelle, s'était formée ainsi, et elle a laissé des descendants qui portent le nom de leurs ancêtres, un nom de gentilhomme souvent. Ceux-là sont d'excellents Français très affinés, très droits, très honnêtes, plus âpres fréquemment que les nouveaux venus de la métropole à protester contre les mœurs politiques qui menacent de ruiner la colonie...

Un habitant de Dakar me conte ces choses, tandis que les jeunes négresses, dans un délire sacré, dansent devant M. Lebon. Elles brandissent des bannières rouges, vertes, jaunes, lilas, améthyste, aux hampes peintes de cinabre, et vêtues de *m'boubous* aux couleurs brûlantes, deux boucles d'oreilles d'or à chaque oreille, des colliers d'or et de corail au cou, des bracelets barbares aux poignets, elles gardent, dans la fureur traditionnelle de leurs attitudes, une sorte de gravité brutale, de grossière majesté.

Rufisque, 17 octobre, soir. — On a déjeuné à Dakar. C'est la série des banquets qui commence, et il est bien fatigant de boire tant de champagne. Après quoi, nous avons eu la permission de quitter l'habit noir et de mettre le vêtement de toile, le bienheureux veston boutonnant jusqu'en haut, qu'on peut porter à même la peau. Il fait très frais, relativement, 30° à l'ombre seulement. On nous fait espérer 45° quand nous serons à Podor, sur le Sénégal. C'est consolant. En attendant, dans les wagons du petit chemin de fer Dakar-Saint-Louis, on étouffe assez agréablement déjà. Cependant le Baol et le Cayor, que nous traversons, constituent par excellence la partie agricole de la colonie, les champs de mil et d'arachide se succèdent, animés par les troncs énormes, noueux, trapus, des baobabs, par les beaux palmiers aux troncs plus larges à la cime qu'à la base, semblables à ces grands cornets de verre où nous faisons épanouir des feuillages. Mais la chaleur, le sable, la trépidation du train finissent par avoir raison des enthousiasmes les plus légitimes, et nous arrivons à Rufisque avec un vif désir de nous reposer. L'accueil des habitants nous remet. Ce sont de braves gens qui sont des gens d'affaires, et l'on éprouve à causer avec eux une sensation de tranquillité et de sécurité, si je puis dire. Des 50 000 tonnes d'arachides qu'exporte la colonie, la presque totalité, c'est-à-dire 45 000, représentant une valeur d'environ 7 millions de francs, est cultivée dans le Cayor et embarquée à Rufisque. Si l'on me demandait de résumer l'histoire économique du Sénégal, je le ferais ainsi :

« Il était une fois, au début du siècle, après les les grandes guerres impériales, des Bordelais intelligents. Il y en avait qui étaient riches et d'autres qui étaient pauvres; il y en avait qui possédaient des bateaux et d'autres qui n'en avaient pas. Mais ils s'entendirent fort bien ensemble. La France, à ce moment, n'était pas riche en colonies ; mais les traités de Vienne nous avaient laissé Gorée, Saint-Louis, et un fleuve nommé Sénégal, où les Français seuls pouvaient naviguer, où ils jouissaient du monopole du commerce. Et les Bordelais firent de Saint-Louis un quai de Bordeaux. Ceux qui étaient riches et armateurs confièrent des marchandises sur facture à ceux qui étaient pauvres, actifs et débrouillards. Ceux-là s'installèrent sur la côte africaine, firent la traite des produits naturels, — il n'y eut jamais de grand commerce d'esclaves à Saint-Louis : on prétend que les négriers trouvaient les Ouolofs trop paresseux ! — vendirent leurs marchandises, réalisèrent d'assez belles fortunes : et alors un acte d'association réunit le factureur et le facturé, l'homme d'action et le capitaliste. Et c'est pourquoi la raison sociale des plus vieilles maisons du Sénégal comporte presque toujours deux noms. Il s'en est créé de plus jeunes, lesquelles prétendent d'ailleurs que les anciennes font tout ce qu'elles peuvent pour les écraser et les exploiter. Cela ne m'étonnerait pas : dans les mêmes parages, et sans comparaison de bêtes à gens, les gros crocodiles mangent les petits. En économie politique, cela s'appelle la concurrence. Seulement, le déplorable régime politique du Sénégal peut faire que parfois des influences particulières poussent la lutte et qu'il n'y ait plus *fair play*, comme disent les Anglais.

En tous cas, les premiers établis gagnèrent de l'argent : la traite était un commerce encore très lucratif, dangereux, difficile, dont le succès dépendait beaucoup de la santé, de l'autorité, de l'adresse et de l'aplomb de celui qui le faisait. Mais la concurrence d'une part et la sécurité même que nos troupes établirent dans les régions supérieures, firent baisser les bénéfices : et c'est alors peut-être que ces Bordelais ont montré le plus d'initiative et de courage. Ils se sont « retournés », ils ont appris à l'indigène ouolof à cultiver l'arachide par grandes masses, à en faire une culture industrielle, se contentant d'acheter la récolte et ne faisant pas eux-mêmes les frais de plantation et de culture. Et c'est même l'un d'eux qui inventa l'outil dont se servent les noirs pour gratter la terre, outil étonnamment adapté à leur indolence, car il faut à peine se baisser pour s'en servir, et qui se nomme encore l'*hilaire*, du nom de celui qui l'imagina. Il avait été assez psychologue

pour en créer la forme, agréable à l'âme ouolof, il fut assez diplomate pour le faire universellement adopter. Ce devait être une espèce de génie. Et si c'est trop dire, il n'y a nulle exagération à croire qu'il est l'un des auteurs de la fortune de Rufisque.

Je prends ces notes pendant le dîner que nous offrent les notables de la ville, mais il me faut un effort de volonté pour comprendre, pour écouter, pour écrire. J'ai fait pas mal de campagnes déjà, et de beaucoup plus dures en apparence : et pourtant, de ma vie je ne me suis senti plus éteint, plus exténué, plus « flappi », comme on dit ici. Ce n'est point fatigue d'un membre en particulier, mais une singulière torpeur, un besoin de sommeil, un épuisement nerveux, pareil à celui qu'on éprouve après une trop longue course à bicyclette. La chaleur produit ici des effets analogues à ceux du surmenage physique. Pour aller retrouver le lit qu'un hôte aimable a mis à ma disposition, je me fais rouler par un noir en wagonnet. Toutes les rues de Rufisque sont bétonnées et parcourues par des rails Decauville. J'ai pris la place d'un sac d'arachide, tout simplement, car ces petits tramways servent à transporter la précieuse matière, et non des hommes. La ville a construit ce réseau et perçoit 2 francs par tonne l'utilisant ou susceptible de l'utiliser. C'est là son seul revenu, et il est suffisant : pas d'octroi, pas de centimes additionnels. C'est un rêve.

20 octobre. — Nous avons repris le train dès l'aube, pour Saint-Louis. A Thiès, on s'arrête pour visiter le remarquable jardin d'essai créé par les Pères du Saint-Esprit et pour décorer une foule de chefs de rubans variés, depuis le rouge pur jusqu'au bleu de ciel, — le ruban de l'Étoile noire du Bénin est bleu de ciel, comme son nom ne l'indique pas. En échange, les fidèles sujets des nouveaux chevaliers, officiers et commandeurs nous donnent une remarquable fantasia. L'un d'eux, par une délicate flatterie, a peint son cheval en bleu, blanc et rouge, comme une guérite de factionnaire. Il serait audacieux d'affirmer que c'est joli, mais l'intention est bonne. A Louga, nouvel arrêt : exercices de haute école : des griots frappent sur des tambours, excitent les chevaux qui se dressent, se cabrent, puis dansent en mesure. Un cri strident et âpre, agaçant et pourtant voluptueux pour les hommes eux-mêmes, les pousse jusqu'à la folie, et vêtu d'un vaste manteau jaune, ruisselant d'écume comme son cheval, Ali-Ndiaye, cavalier de Louga, mène la fête orgueilleusement. Puis le train s'ébranle encore, et toute la bande des centaures se met à lutter avec la locomotive. Ce qu'il y a de plus fort, c'est qu'elle y arrive presque. Et pourtant, « la position à cheval » ferait hurler d'indignation un écuyer de Saumur!

Maintenant, nous allons tout d'une traite jusqu'à Saint-Louis. Chacun enlève, dans son compartiment respectif, sa veste et son pantalon de toile déjà très fripés et revêt l'inévitable habit noir. Spectacle pittoresque que cet habillage. De temps en temps, de grands cris éclatent le long de la voie : ce sont des indigènes qui manifestent leur enthousiasme, tandis que les acclamés se cachent dans les petits coins pour passer leur culotte, et dissimuler aux yeux de leurs admirateurs ce que leur costume a encore d'incomplet.

Saint-Louis, 20 octobre. — On a déjà trop de fois décrit cette ville pour que j'insiste sur cette partie de notre voyage. Nous assistons à l'inauguration du pont Faidherbe, nous dînons au Conseil général, nous télégraphions vertueusement un grand nombre de discours avec l'heure et la minute où ils ont été prononcés. Mais l'hospitalité qu'on nous donne est charmante, Chez M. Chaudié, le gouverneur général de l'Afrique occidentale, nous sommes accueillis aimablement, familièrement, et les heures fraîches du soir s'écoulent chez lui si vite qu'on se croit encore chez soi, là-bas, en France, dans le vieux pays. Le matin, cocktail fabriqué à l'hôpital par le savant docteur Marchoux, microbiologiste distingué et cocktailliste éminent, et bu sous la présidence affable de son chef, le docteur Gallay. Le reste du temps se passe à piller la mémoire et à abuser de la bonne volonté de tous les chefs des maisons de commerce. Et puis il y a les rues, les marchés et les jardins de Saint-Louis, de Sôr et de N'guet-en'-Dar qui sont une joie pour l'œil! Nous avons été reçus, à notre arrivée, par les cris de « Vive moussou ministre! » de « Vive Couçard! » et de « A bas Couçard! » C'est ainsi que la foule des électeurs manifeste ses opinions politiques : M. Couchard est le très affable député du Sénégal, qui nous avait accompagnés depuis l'embarquement à Bordeaux. Cette circonstance a fini par frapper l'esprit un peu lent des bons Ouolofs. Maintenant, quand ils aperçoivent l'un de nous, ils ne crient plus que : « Vive Couçard! » Mais ils ajoutent immédiatement : « Donne-moi mon dimanche! » Et comme je ne me pique pas d'être un austère moraliste, ça me coûte deux sous.

Nous ne devions d'abord remonter le fleuve que jusqu'à Podor. Il a été enfin décidé que nous irions jusqu'au point extrême de la navigation, c'est-à-dire à Kayes. Et de là, nous prendrons le chemin de fer soudanais jusqu'à Bafoulabé, en plein Soudan. Cette nouvelle nous remplit de joie, et nous faisons nos paquets avec précipitation.

22 octobre et jours suivants. Sur le fleuve. — Nous voici à bord du *Borgnis-Desbordes*, l'un des meilleurs bateaux du service des Messageries fluviales.

Je le dis avec un orgueil très sincère : quel joli peuple que les Français et quel merveilleux don que leur esprit de sociabilité. Nous formons sur ce petit espace une caravane nombreuse, dont les membres appartiennent à bien des classes et à bien des degrés dans ces classes ; il y a là un ministre, un gouverneur général, M. Chaudié, le lieutenant-gouverneur du Soudan, le colonel Audéoud, un représentant du président de la République, le commandant Legrand, deux membres du conseil privé de la colonie sénégalaise, MM. Sembain et Delort, des officiers de tous les grades, un médecin du service colonial, le docteur Marchoux, et des journalistes ; et tout cela vit d'accord, on n'oublie pas les nuances de déférence d'une part, on ne semble pas les exiger de l'autre. Enfin, notez qu'il y avait là huit journalistes et qu'ils ne se sont pas brouillés ! C'est un miracle, et je crois vraiment qu'il est dû à M. André Lebon, dont la bonne humeur a été un trait d'union.

Les huit journalistes ont été logés dans un carré dont ils ont fait, en deux heures, le plus extraordinaire des capharnaüms. Cette race manque d'ordre. La justice immanente des choses ne l'en punit pas, car tout le monde couche sur le pont. C'est donc sans étonnement que je trouve, dans notre carré, deux beaux moutons bruns, qui s'y sont créé un abri confortable. Malheureusement pour eux, le cuisinier les transforme presque immédiatement en côtelettes. Mais l'animal favori du bord est Alfred, un chien remarquable. Il est petit, vieux, couvert de honteuses maladies de peau, et n'appartient, ni n'appartiendra jamais, je crois, à personne au monde. Au moment de l'embarquement, il a aperçu le *Borgnis-Desbordes*, l'a jugé d'un aspect engageant, et y a pris passage de sa propre autorité. Je l'ai rencontré dans un escalier, je l'ai appelé Alfred ; et il a compris tout de suite. L'autre jour il est tombé à l'eau, et comme le courant l'entraînait, malgré ses efforts, car c'est une petite bête courageuse, le gouverneur général a fait lui-même stopper le bateau, et a envoyé une équipe à son secours. Alfred s'est secoué négligemment et n'a manifesté aucune reconnaissance. Tout le monde l'adore et il n'aime personne. C'est un sage.

Il fait chaud, très chaud, et on tue le temps comme on peut. Après le déjeuner, chacun fait la sieste dans des costumes aussi variés que fantaisistes : pyjamas, hindous, mauresques, créoles, m'boubous indigènes. Au réveil, les chasseurs du bord tirent des iguanes, à défaut de crocodiles, car il y a trop d'eau, et les vilaines bêtes sont cachées. Merwart fait le portrait du ministre et s'enferme, pour développer des photographies, dans une cabine où la température monte, la porte fermée, à 60°. Les autres ne bougent point et ne se réveillent que pour le cocktail. Cependant, le petit vapeur se hâte à travers les eaux houeuses, avec une vitesse de près de six nœuds. En cinq ou six jours nous pourrions être à Kayes.

Pierre M.

(*A suivre.*)

AUTRES CHOSES

Depuis des semaines, tout Paris avait les yeux fixés sur l'horizon, épiant le nuage qui lui ramènerait la fraîcheur et la vie ; mais les vapeurs qui se montraient de loin en loin glissaient toujours de l'autre côté de la ville, sur les parois du dôme d'azur ; aucune ne s'arrêtait chez nous : le grand Paris restait là haletant, comme suspendu au ciel en feu.

Les temps de la canicule sont presque toujours accompagnés à Paris d'une recrudescence de miasmes délétères, qu'on nomme indifféremment les « odeurs » ou les « parfums » de Paris et dont on a fait un sujet inépuisable de réflexions pittoresques et hygiéniques. Ce phénomène a fourni à Louis Veuillot le titre d'un livre dans lequel il a rassemblé ses articles les plus âcres sur les mœurs et sur la politique de son temps, qui furent d'une simplicité candide auprès de ce que l'on a vu depuis. Les conseils municipaux de Paris, non moins que ses médecins et ses journalistes, ont disserté à perte de vue sur les odeurs de la capitale, en recherchant le sens, les sources et les remèdes. Que de diatribes, de malédictions et de thèses soit chimiques, soit philosophiques et morales nous avons entendues contre la banlieue parisienne où sont reléguées, par les décrets de police, les industries dites insalubres. Pantin, Genevilliers, Saint-Denis étaient tour à tour ou tous ensemble signalés à l'animadversion publique comme les sources mortifères des odeurs de Paris. La police, à qui on adressait les sarcasmes les mieux justifiés sur sa négligence, répondait que c'était la faute de Saint-Denis. Au Conseil municipal, les uns accusaient Genevilliers, les autres, Levallois-Perret. Il ne venait à l'idée de personne que l'auteur du mal pût être Paris lui-même. Ceux qui risquaient timidement cette opinion étaient bafoués comme des insolents, des impertinents et des ennemis de la gloire de Paris. Aussi le fléau était-il sans remède, Paris s'en prenant toujours aux autres et jamais ne consentant à s'accuser soi-même et à corriger ses vices.

Mais, il y a quelques années, par un heureux perfectionnement de la conscience publique et après maint essai inutile de préservation contre le dehors, l'opinion a commencé à s'établir que Paris pourrait bien être le premier coupable de sa propre infection.

Dès lors, le point de vue a été changé, on a commencé à s'examiner soi-même, à scruter hardiment les dessous de son âme. On l'a trouvée pleine de noirceur et de scories. On a sondé ses reins et ses plaies. Ce fut le commencement de la sagesse et des remèdes. On a admis cette idée si simple que le foyer de deux millions et demi d'habitants humains, sans compter les chevaux, les chiens et autres bêtes, ne devait pas être d'une pureté irréprochable; que tant de maisons, de cuisines, d'écuries, d'éviers, d'égouts, de pavés en bois mal goudronnés qui s'imprègnent de liquides corrompus, de ruisseaux stagnants, de courettes nauséabondes, que tous les organes, en un mot, du vaste corps de Paris ne devaient pas être des réservoirs de suavités, et que cette capitale magnifique par tous les dehors de sa toilette pouvait bien au fond être la cause première de son propre empoisonnement.

Cette sincérité que l'on eut envers soi-même commença de nous guérir. Nous recherchâmes des remèdes en nous au lieu de les rechercher en dehors de nous. Nous fîmes résolument ce que l'on peut appeler notre examen de conscience et nous résolûmes de nous purifier nous-mêmes en présence de l'Éternel. Paris consentit à avouer courageusement que c'était lui qui puait, et cet aveu magnanime le sauva. Ses architectes et ses ingénieurs se sont mis à l'ouvrage et ils ont réalisé des merveilles.

Quelqu'un proposait l'autre jour d'installer aux quatre points cardinaux de Paris des usines de parfums, dont on ouvrirait tour à tour les écluses, selon que le vent soufflerait d'un sens ou de l'autre : il n'est rien d'impossible aux savants. Pour moi qui ne le suis point, je vous proposerai plutôt une bonne « décentralisation » comme le système le plus efficace contre toutes les pestilences matérielles, morales et sociales.

* * *

Il paraît que la simplification de l'histoire sera rendue étonnante par le concours du cinématographe et du phonographe. L'un enregistre tous les signes et mouvements et les reproduit à l'infini; l'autre recueille les voix et les sons et les reproduit de même, autant qu'on le désire, avec la variété de leurs accents.

Un cinématographe sous le bras gauche, un phonographe sous le bras droit, on pourra aller partout, transportant avec soi l'histoire des siècles et la sagesse des grands hommes.

Un ruban de celluloïd qui se déroulera entre un foyer lumineux et un drap blanc fera revivre aux yeux des foules les actes et les démarches des hommes d'État depuis longtemps couchés dans les tombeaux; un pavillon de cuivre adapté à une boîte en chêne rendra les paroles et les discours aux vibrations de l'air ambiant, des centaines d'années après qu'ils auront été prononcés.

Un photographe ingénieux propose de créer des bibliothèques et des musées où seront conservés pour les générations à venir des récipients cent fois plus sacrés que les urnes antiques.

Sur des rayons, étiquetés avec ordre, on disposera les petits coffres vivants et parlants qui contiendront l'âme et la figure des personnages disparus.

Voici le phonographe et le cinématographe d'Homère. Voici ceux de Cicéron. Voici ceux de César. Le cinématographe renferme tous les signes de leur évolution terrestre; le phonographe contient les paroles qu'ils ont dites, les poèmes qu'ils ont chantés. Vous n'avez qu'un bouton à presser, une manivelle à tourner, l'humanité se dresse du fond des siècles, marche, court, se bat et parle.

Oui, mais à la condition que nous aurons en effet des Homère et des Socrate, des Virgile et des César, ou des Racine, des Turenne, des Lamartine, des Napoléon, de qui les faits et gestes soient utiles à recueillir et à enfermer dans ces dépôts, telle une liqueur incorruptible en des flacons précieux.

Toute l'histoire passée est à jamais sauvée de cet emprisonnement barbare. Elle vole et plane en liberté au-dessus de notre petite humanité moderne, dans les légendes ailées, aux variations sans fin et aux métamorphoses sans limites. Tout ce qui s'est fait chez les hommes, avant l'invention du cinématographe et du phonographe, est libre pour les siècles des siècles. Jamais plus on ne le rattrapera. C'est le monde de la philosophie, de la poésie et de l'histoire éternellement intéressante. Quand vous aurez mis l'histoire en cage, ô mes amis, elle ne chantera plus et elle aura perdu ses ailes.

* * *

Un général espagnol donne des conférences aux États-Unis, sous la présidence d'un général américain. On admire son éloquence, on l'acclame, on le couronne. Sa bourse se peuple de dollars. Il n'a eu qu'un tort dans sa vie, c'est d'avoir été général, au lieu d'être conférencier forain, mais s'il n'avait pas été général, il n'aurait pas capitulé et il n'aurait pas eu le sujet de sa conférence triomphante.

PAUL ANDRÉ.

Paris. — Lamerot et Renouard, Imprs des Deux Mondes, 19, rue des Saints-Pères. — 36884. Le Directeur-Gérant : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 10. 4e SÉRIE. — TOME X 3 SEPTEMBRE 1898.

LES ÉTATS-UNIS

L'ESPAGNE ET LA FRANCE [1]

Peu d'histoires sont à la fois plus tragiques et plus instructives que celle du peuple espagnol. Aucune domination n'a été plus étendue et plus brillante. Après avoir empêché le débordement de l'Islamisme sur l'Europe, les Espagnols ont débordé eux-mêmes sur les pays qu'ils avaient préservés de l'envahissement de l'Islamisme. On finit par les trouver partout : en Italie et aux Pays-Bas par droit de conquête, en Allemagne par voie d'élection ; ils imposent partout la domination de leurs armes, de leurs coutumes, de leur littérature ; ils furent sur le point de donner un roi à la France, et on les retrouve dans le gouvernement de Louis XIV : alors on s'habillait comme eux, on pensait et on sentait comme eux, et c'est en Espagne autant qu'à Rome que notre grand Corneille allait demander ses sublimes inspirations. Tout leur servait : un Italien devint Espagnol pour leur conquérir un monde nouveau. Ils donnaient leur nom et ils imprimaient les premiers leurs pas sur le sol vierge du monde inconnu ; le soleil ne se couchait jamais sur leur empire.

Il n'y a de comparable à ce magnifique développement de puissance que la profondeur et la rapidité de la décadence qui l'a suivi. Peu à peu ils sont chassés de partout en Europe, perdent l'Italie, l'Empire, les Pays-Bas ; mais à toutes ces pertes successives et à ces décadences européennes, ils avaient une compensation : le Nouveau Monde leur restait avec ses trésors, ses terres fertiles, ses fleuves fécondants, son double océan ouvrant le commerce du monde ; mais là encore, quoique plus lentement, commença la décadence.

Il y a trois phases dans l'histoire de la colonisation espagnole en Amérique : la première est toute guerrière, ce sont des aventuriers, des conquérants qui descendent sur le rivage inexploré, s'en emparent et y exterminent l'élément indigène ; la seconde phase est sacerdotale : le prêtre arrive à côté du conquérant pour convertir, et aussi pour adoucir les cruautés du soldat ; enfin, après le prêtre arrivent les envoyés de la métropole pour s'enrichir : ce sont des marquis de Branciforte vendant des décorations pour un prix arrivant jusqu'à 10 000 dollars, des Iturrigaraï trafiquant des arrêts et des places. Les colonies, d'abord torturées puis converties, devinrent des prébendes pour tous les vauriens dissolus et mendiants dont l'Espagne voulait se débarrasser.

Aussi l'Amérique ne tarde-t-elle pas à être perdue comme l'avait été l'Europe. En 1820 les colonies s'insurgèrent l'une après l'autre ; à la suite d'une lutte héroïque elles refoulèrent partout les troupes espagnoles et proclamèrent leur indépendance. Les États-Unis d'abord, puis l'Angleterre la reconnurent.

L'importance de l'événement n'échappa à aucun des hommes politiques clairvoyants de la vieille Europe.

Le ministre qui avait contribué à l'émancipation

[1] [illegible] dore Stanton, directeur du *Century*, a bien voulu nous autoriser à publier le texte original retouché par l'auteur.

de l'Amérique du Nord, Vergennes, au lendemain même de la proclamation de l'indépendance des colonies anglaises, disait : « Ces pays deviendront un jour la proie des Anglo-Saxons, et comme ils ont refoulé les Indiens, ils chasseront tôt ou tard aussi les peuples latins de toute l'Amérique. »

Personne ne contribua plus efficacement à accélérer ce résultat, prévu par le ministre de Louis XVI, que ne le fit Napoléon alors premier consul, par la cession de la Louisiane à l'Amérique du Nord. Avant de s'y décider il hésita longtemps. Il réunit dans une conférence à Saint-Cloud deux de ses ministres, Barbé-Marbois et Decret. Decret soutint avec la plus vive énergie qu'il ne fallait pas céder la Louisiane. « Si l'isthme de Panama, dit-il, s'ouvre un jour, une révolution immense s'opérera dans la navigation et le tour du monde deviendra plus facile que les grands voyages d'aller et de retour qu'on fait aujourd'hui, la Louisiane sera sur cette route nouvelle et on reconnaîtra que cette possession est d'un prix inestimable. Ne l'abandonnons pas. »

Barbé-Marbois conseilla au contraire la vente de la belle colonie en invoquant les nécessités militaires du moment : la guerre contre l'Angleterre était inévitable, on ne pourrait pas défendre la Louisiane contre cette puissance avec des forces navales très inférieures, mieux valait prévenir le désastre en se procurant un important subside de guerre.

Le Premier Consul se prononça pour la cession à l'Amérique : « Peut-être, s'écria-t-il, m'objectera-t-on que les Américains pourront se trouver trop puissants pour l'Europe dans deux ou trois siècles, mais ma prévoyance n'embrasse pas ces craintes éloignées ; d'ailleurs, on peut s'attendre pour l'avenir à des rivalités dans le sein de l'Union. » La cession fut donc résolue.

Dès qu'elle eut été signée, les plénipotentiaires se levèrent, se donnèrent la main et Livingston, le plénipotentiaire américain, le visage illuminé, s'écria : « Nous avons longtemps vécu et voilà la plus belle œuvre de notre vie. C'est d'aujourd'hui que les États-Unis sont au nombre des puissances du premier rang. Un jour la France aura dans le nouveau monde un ami naturel, croissant en force d'année en année, et qui ne peut manquer de devenir puissant et respecté sur toutes les mers du monde. C'est par les États-Unis que seront rétablis les droits maritimes de tous les peuples de la terre aujourd'hui usurpés par un seul, le peuple anglais. Les actes que nous venons de signer ne feront point couler de larmes et préparent des siècles de bonheur pour des générations innombrables de créatures humaines. Le Mississipi et le Missouri les verront se succéder et croître au sein de l'égalité, sous des lois justes, affranchies des erreurs de la superstition, du fléau des mauvais gouvernements et vraiment dignes des regards et des soins de la Providence. »

L'émancipation des colonies espagnoles achevait l'expulsion de l'Amérique de toute domination européenne, et elle fut accueillie par le ministre anglais, qui la consacra par dépit du succès de notre expédition d'Espagne, avec une exaltation de contentement non moindre que celle de Livingston le jour de la signature de la cession de la Louisiane.

« J'ai appelé un nouveau monde à l'indépendance et à la vie, *Novus rerum nascitur ordo.* » « Un nouveau siècle commence ! » s'écriait avec orgueil Canning. « C'est la démocratie, ajoutait prophétiquement Chateaubriand, qui se lève en face des monarchies décrépites de la vieille Europe ! » « Désormais, dit l'abbé de Pradt, il ne faut plus s'y méprendre, l'Amérique ne supportera plus l'immixtion de l'Europe dans ses affaires. Ce qui lui reste dans ce continent n'a plus d'importance et n'est plus solide. Les Maures auraient-ils pu garder quelques cantons en Espagne sous la dépendance des princes d'Afrique ? les Antilles pourront-elles rester européennes à la porte de l'Amérique redevenue américaine ? La Havane sera indépendante : sans le Mexique, à quoi servirait-elle à l'Espagne ? Saint-Domingue est libre ; Porto-Pico fera comme la Havane ; que signifie le reste des Antilles ! »

Pour éviter cette perte totale de ce qui lui restait de colonies en Amérique, pour garder Cuba, les Philippines, l'Espagne aurait dû redoubler de zèle attentif pour les intérêts des populations, elle aurait dû rendre sa main dominatrice légère ; elle l'appesantit plus que jamais ; plus que jamais elle fit de ces merveilleux pays les champs de rapines destinés à ses nobles ruinés, à ses favoris en quête de fortune. Il était notoire qu'on allait à Cuba pour s'y enrichir : aussi le murmure contre la domination espagnole n'a-t-il pas cessé un instant depuis l'affranchissement de l'Amérique du Sud ; plus ou moins violent, l'oreille attentive l'entend toujours. Déjà en 1870, quand j'étais ministre, je reçus une députation de Cubains venant me supplier de porter remède à leurs maux et d'intervenir en leur faveur. Aujourd'hui ce mouvement, arrivé au dernier degré d'intensité éclate : Cuba se révolte, appelle du secours ; le mouvement émancipateur commencé en 1820 va arriver à sa suprême conséquence : ce qui restait encore à l'Espagne va lui être arraché, l'Amérique va appartenir tout entière, sauf quelques petites îles sans conséquence, aux Américains. Le continent républicain, affranchi d'un bout à l'autre, va de plus en plus se poser sinon en hostilité, du moins en opposition avec le vieux continent européen dans lequel dominent encore les systèmes dynastiques et monarchiques.

Faut-il se plaindre de l'expulsion définitive de l'Espagne, faut-il se récrier contre l'affranchissement de Cuba et le considérer comme un malheur?

Non, certainement; il n'y faut voir qu'un juste arrêt de la Providence.

Le peuple espagnol a de brillantes qualités, il est chevaleresque, intrépide, on ne l'a jamais vu manquer ni de patience ni de courage; il n'est jamais étonné de ses disgrâces et il ne doute jamais d'en triompher. Mais il joint à une mollesse fanfaronne un orgueil sans mesure et une impitoyable dureté de cœur; rien n'a existé avant lui qui lui soit comparable et il se juge supérieur à tous; quiconque résiste à sa supériorité mérite d'être supprimé, et toute son histoire n'est qu'une incessante extermination. Il a exterminé les Maures, les Indiens, et chez lui, pour exterminer encore, il est devenu le peuple de l'Inquisition, des autodafés, il a exterminé l'hérétique comme on ne l'a fait dans aucun autre pays de la chrétienté. Dans sa fureur de détruire, de frapper, de ravager, il n'a pas même respecté la capitale de sa foi, et les hordes de son Charles-Quint se sont ruées sur Rome et y ont commis plus de spoliations, de sacrilèges, y ont laissé plus de ruines que ne le firent jamais les barbares du Nord. Rome garde encore le souvenir de cette abominable dévastation, car on n'a pas réussi à faire disparaître complètement les marques des clous plantés sur les fresques de Raphaël, au Vatican, pour y accrocher des hallebardes.

« Pardonnez-vous à vos ennemis? disait le prêtre à Narvaez mourant. — Je n'en ai pas. » Et comme le prêtre marquait quelque surprise : « Je les ai tous fait fusiller. »

Or, des orgueilleux exterminateurs ne peuvent pas être des civilisateurs; ils n'assimilent pas des peuples, ils les font souffrir, les exploitent jusqu'à ce qu'ils les exaspèrent et les poussent à la révolte.

Les Français aussi, après avoir débordé sur l'Europe plus encore que les Espagnols, ont été refoulés sur eux-mêmes, mais en se retirant ils ont laissé partout, comme le Nil après son inondation, un limon fécondant : pas un peuple qui n'ait conservé la trace toujours visible de leur action civilisatrice, à ce point que leur grand homme, Napoléon, est resté le grand homme de tous les peuples européens et qu'on en trouve la mémoire lumineuse dans les bourgades les plus éloignées des pays qu'il a un instant gouvernés. Quand les Espagnols se sont retirés des pays soumis à leur domination qu'est-il resté d'eux? rien qu'une aspiration gutturale fort désagréable introduite dans le doux dialecte toscan.

Maintenant ils voudraient procéder à l'extermination des Cubains et leur faire subir le sort qu'ils ont réservé aux Maures, aux Indiens et aux hérétiques. On raconte les plus horribles tragédies de leur Weyler : des centaines de malheureux enfouis dans la terre jusqu'au cou, sur lesquels on lance ensuite un escadron de cavalerie; d'autres refoulés dans une presqu'île de toutes parts inaccessible et qui y meurent de faim; sans parler des exactions, des fusillades et des dévastations.

Est-il étonnant que les Cubains ne veuillent pas se laisser exterminer, qu'ils se débattent, résistent et que, se sentant trop faibles, ils crient au secours! Est-il étonnant que les Américains, qui entendent ces clameurs de désespoir, qui recueillent les échappés de tant de carnage, qui entendent leurs plaintes et leurs supplications; est-il étonnant que ce peuple, qui ne se contente pas de faire des affaires mais qui lit la Bible, qui est religieux, ait senti au cœur une violente indignation et qu'il soit accouru pour faire cesser le scandale civilisateur, véritable outrage aux lois divines, qui s'étale à sa porte et devant ses yeux? Et comment osc-t-on prétendre qu'un tel acte d'humanité constitue une violation des règles de l'honneur international, des prescriptions de la justice et des exigences du droit?

De la part de n'importe qui, de tels reproches seraient injustifiés et iniques; de la part de la France ils seraient absolument incompréhensibles. Son histoire tout entière n'est-elle pas l'apostolat de l'affranchissement par la parole, par les conseils et par les armes, au profit des peuples opprimés essayant de s'arracher à une inhumaine domination?

De tout temps, selon le langage d'un ancien écrivain, les rois de France ont considéré que « c'est chose très royale et magnifique de prendre les armes pour venger tout un peuple injustement opprimé et le délivrer de la tyrannie ». Lorsque par hasard les rois de France se montrèrent hostiles à cette auguste mission, comme par exemple Louis XIV dans sa déplorable guerre de Hollande, le monde ne s'en est-il pas étonné? « Souvent, dit l'historien allemand Rancke, dans les siècles antérieurs, les peuples conquis et opprimés avaient demandé la protection de la France : mais à qui devaient-ils s'adresser maintenant que la puissance protectrice devenait elle-même l'oppresseur? »

Cette déviation n'a été qu'un simple accident. Louis XVI est revenu à la véritable tradition nationale en envoyant du secours à Washington. Depuis, cette politique généreuse de la France a persisté partout dans le monde. La Révolution française n'a-t-elle pas été une libération générale? n'a-t-elle pas déclaré que chaque nation a seule le pouvoir de se donner des lois, le droit inaliénable de les changer et de se régir comme elle l'entend? N'est-elle pas allée partout détruire les servitudes féodales et despotiques et n'est-ce pas pour le genre humain qu'elle a pro-

mulgué les Droits de l'homme? Partout ailleurs le principe est de ne rien faire gratis : en France il est de ne rien faire en vue d'un lucre; qu'a-t-elle gagné à affranchir la Grèce, la Belgique, la Roumanie, l'Italie, et que ne lui ont pas coûté ses efforts incessants en faveur de la Pologne?

Lorsque éclata le mouvement d'affranchissement de 1820, les conservateurs, partisans du vieux système européen, le blâmèrent, refusèrent de le reconnaître, l'accusèrent de violer le droit, la légitimité; mais tout le parti libéral de la nation l'approuva avec passion. Bolivar devint un héros national, on avait des chapeaux à la Bolivar; partout on racontait ses exploits et beaucoup prétendaient même qu'il surpassait le Washington du Nord. A cette époque, se prononcer contre les Américains du Sud en révolte eût été aussi impossible, quand on était libéral, que de condamner la révolte des Polonais contre les Russes.

La France a fait plus, dans ce siècle, que de pratiquer une politique de générosité et d'affranchissement, elle en a trouvé la formule juridique en constituant le principe des nationalités; elle a eu soin de bien le distinguer de la théorie barbare du droit des races, idée qui, selon la théorie internationale moderne de la France, est une idée exclusive, rétrograde, n'ayant rien de commun avec l'idée large, sacrée, civilisatrice de patrie. La race a des limites qui ne peuvent être dépassées; la patrie n'en a aucune, elle peut s'étendre et se développer sans cesse, elle pourrait devenir le genre humain, comme sous l'Empire romain. Il y a des siècles que les races sont fondues dans des patries et il serait impossible de détruire le mystérieux travail d'où sont sorties les belles œuvres que cette fusion a produites et qui ne sont nulle part plus visibles qu'en Amérique.

La civilisation a consisté à détruire les groupes primitifs pour constituer par de libres attraits des groupes conventionnels bien plus solidement cimentés que ce qui naît du hasard des choses. Il y a une douceur ineffable dans le nom de patrie précisément parce qu'il exprime non l'agrégation fatale, mais une création libre, affectueuse, dans laquelle des millions d'êtres humains ont mis leur cœur pendant des siècles. La volonté des populations est donc le principe dominateur, souverain, unique, absolu, duquel doit sortir le droit des gens moderne tout entier, par une suite de déductions logiques, comme d'une source inépuisable; c'est le principe de la liberté substitué, dans les relations internationales, à la fatalité géologique et historique.

C'est cette théorie que les Américains pratiquent, ils s'inspirent de cette tradition et se la rendent propre; eux aussi, ils veulent se donner le plaisir royal de prendre les armes pour venger tout un peuple injustement opprimé et le délivrer de la tyrannie; eux aussi, ils veulent entendre les gémissements des faibles et les convertir en joies; eux aussi, ils veulent que la volonté des populations prévale sur le droit de la conquête, sur les fatalités aveugles de la race; eux aussi, ils veulent aider un certain nombre de leurs semblables à se créer une patrie. Est-ce la France qui pourrait les en blâmer?

Personne ne peut douter que le succès matériel ne leur appartienne définitivement. Ils ont été pris au dépourvu, ils n'étaient pas prêts pour la guerre; les Espagnols sont braves, tenaces, le climat est leur auxiliaire; il se peut que la lutte ne se termine pas par un coup foudroyant et que peut-être elle se prolonge plus qu'on ne l'avait supposé; mais le résultat final ne peut être douteux : dès que l'Amérique aura jeté du côté de la guerre les inépuisables ressources de sa puissante vitalité, elle deviendra irrésistible, victorieuse.

Mais, ce qui est encore plus important que la victoire matérielle, le résultat moral de cette victoire, quoi qu'il arrive, sera favorable à la civilisation et à l'humanité.

Ou bien les États-Unis se contenteront, l'Espagne expulsée, de laisser les Cubains à eux-mêmes, libres d'établir une république indépendante et autonome; ou bien, par des raisons quelconques, ils annexeront l'île affranchie à leur confédération et feront de Cuba un État nouveau à ajouter aux États déjà constitués. Dans les deux hypothèses tout sera gain pour les Cubains : dans la première ils resteront maîtres d'eux-mêmes, dans la seconde ils deviendront les membres vivants, libres, d'un grand pays de liberté et de vie. Et, tout bien considéré, je ne suis pas certain que, dans leur intérêt, ce ne soit pas la réalisation de la seconde hypothèse qu'il vaudrait mieux souhaiter.

On ne passe pas sans péril des obscurités de la servitude aux clartés de la liberté : les yeux sont éblouis et l'on ne sait où trouver sa route. L'exemple des autres républiques de l'Amérique du Sud, qui, échappées de la main des Espagnols n'ont cessé d'osciller de dictature en anarchie, semble indiquer que les Cubains auraient intérêt à se ranger sous la tutelle protectrice d'un peuple déjà habitué aux mœurs de la liberté, qui les guiderait dans la voie, nouvelle encore pour eux, du *self government* et leur éviterait les épreuves dures et de cruelles expériences.

L'Espagne elle-même profitera de son inévitable défaite; à l'époque où la France perdait le Canada, un de ses hommes d'État disait : « Si la France est un jour privée de ses colonies insulaires comme elle l'est de ses colonies continentales, on la verra prospérer par ses propres moyens à l'égal des États qui auront conservé toutes les leurs et peut-être les sur-

passer en bonheur et en tranquillité. » Pour l'Espagne, cette prédiction n'est pas douteuse. Ce Cuba, qu'elle ne peut pas pacifier, est à ses flancs comme un chancre dévorant qui épuise ses ressources et stérilise ses efforts. Quand elle en sera guérie, repliée sur elle-même, elle pourra peut-être songer à s'arrêter sur la pente rapide par laquelle elle décline à une menaçante décadence.

Depuis la chute de Napoléon, l'Espagne est devenue ce qu'avait été la Pologne, le champ de la discorde et de l'anarchie : elle a des orateurs, des jurisconsultes, des poètes, des écrivains, mais tous, à un degré plus ou moins intense, sont doublés d'un anarchiste; aucun n'a le sens ferme, sûr et pratique du gouvernement; les uns exagèrent la liberté et en font une licence, les autres se précipitent dans un despotisme dictatorial et en font une oppression; nulle part cette paisible pratique de la liberté qui rend les peuples prospères et puissants.

Heureusement que l'Espagne n'a pas été entourée, comme la Pologne, de voisins avides de la dépecer, car sans cela, victime de ses dissensions incessantes, de son incapacité de constituer un État régulier et sagement ordonné, elle aurait déjà éprouvé le sort de la Pologne !

Comment aurait-elle pu bien gouverner ses colonies quand elle est dans l'incapacité aussi manifeste de se gouverner elle-même ! Comment aurait-elle déployé au delà des mers la sagesse qu'elle n'a pas su pratiquer sur son propre territoire ! La perte de Cuba lui sera peut-être un avertissement salutaire, un *memento mori*; peut-être, se rendant compte qu'en elle-même elle a tous les vices qui lui ont fait perdre la possession de Cuba, s'amendera-t-elle et redeviendra-t-elle dans le concert européen une voix harmonieuse au lieu de n'y être qu'une voix discordante.

Les Français le lui souhaitent. Ils ont beaucoup à se plaindre d'elle et ils ne peuvent oublier que c'est par la perfidie avec laquelle les gens qui la gouvernaient en 1870 ont ourdi l'abominable complot de la candidature Hohenzollern que leur pays a été obligé d'aller sur ces champs de bataille, où elle a perdu pour un temps sa suprématie militaire. Malgré ce souvenir poignant, les Français n'hésiteraient pas à se prononcer en faveur de l'Espagne si la justice le leur ordonnait, car ce n'est jamais ni la rancune ni la haine qui ont inspiré leurs jugements, et leur défaut, hélas ! serait plutôt de ne pas assez se souvenir pour haïr ce qui mérite d'être haï.

Nous n'hésitons donc pas, au nom de la justice et du droit, de l'humanité et de la liberté, à nous prononcer pour l'Amérique. Que quelques motifs intéressés, que quelques spéculations inavouables se mêlent aux mobiles généreux qui la poussent à Cuba, c'est possible, mais cet alliage impur ne peut pas nous faire méconnaître les caractères généraux de l'entreprise elle-même. L'Amérique, quelles que soient les cupidités de quelques Américains, n'est pas, dans cette circonstance, un forban, elle est un libérateur, et l'Éternel sera juste en donnant la victoire à ses armes.

EMILE OLIVIER.

CEUX QUI MEURENT

Nouvelle.

Accroupi dans la brousse, l'homme se tient blotti : un tronc d'arbre, quelques feuillages le dissimulent. Devant lui, c'est la forêt silencieuse qui s'emplit d'ombre et de mystère; ses regards plongent, avides et perçants, dans l'invisible d'où peut-être la mort sortira tout à l'heure. Il est hâve : des lambeaux d'uniforme sont épars sur son corps : au milieu de son visage brun desséché, ses yeux noirs enfoncés luisent étrangement. Il a faim ; les conserves qu'on distribue sont gâtées ; les galettes de maïs nourrissent mal, et puis il y en a trop peu. Il a soif; l'eau tiède de sa gourde est tarie; il attendra de longues heures, avant de boire, s'il boit : sa langue colle à son palais. Un gémissement rauque voudrait sortir de sa gorge. Mais il serre les dents, guette et se tait.

Rien toujours. Pour se distraire, il compte ses cartouches. Il y en a dix. Ce n'est pas assez. La poudre aussi manque; elle est si chère et le Trésor est vide ! on la ménage; il ne faut pas qu'elle soit gaspillée. On est rationné de poudre comme de pain. Dix cartouches ! et il y a peut-être une heure de chemin jusqu'au camp. Si l'on est attaqué, comment se défendre ? Et même sont-elles bonnes ? il y en a tant dont l'amorce fuse et ne prend pas feu; en voilà deux, certes, qui ne partiraient pas. Une détresse étreint l'homme. Est-ce qu'on peut se battre sans pain, sans eau, sans argent, sans poudre ?

Oui, on peut. Ce n'est pas avec tout ça que l'on se bat. C'est avec le cœur. Il est solide. Si le fusil ne peut plus tirer, il a une baïonnette que le bras amaigri saurait encore enfoncer dans un ventre. Après tout, depuis l'enfance, n'a-t-on pas toujours, ou presque, eu faim et soif ? Là-bas, aussi, de l'autre côté de l'océan immense, dans la vieille ville natale, c'était dur de gagner sa vie. On souffre partout. Ici même, n'y a-t-il pas eu de bons moments ? Bien peu, hélas ! Il doit pourtant y en avoir eu... en cherchant bien. Il y en aura d'autres peut-être... Qui sait si un jour...

Les yeux noirs s'enflamment d'éclairs. Les dents grincent. Ah ! non, on ne regrettera rien le jour où l'on verra fuir l'envahisseur blond et rouge qui tout

à coup s'est abattu sur le sol antique jadis conquis par les ancêtres. Ce n'est pas possible qu'on soit toujours vaincu... chacun son tour. Est-ce que ce sont des soldats ces manieurs de dollars, ces boutiquiers insolents, ces marchands de cochons, ces outres gonflées de bière et de viande? Sans leur or et leurs canons, qu'en resterait-il? Appelés par des traîtres, ils prétendent se saisir de l'île magnifique qui dort sur les flots. Le poing nerveux se crispe de nouveau sur le fusil... Ah! s'il en paraissait un!...

Et puis ce sont des hérétiques, des fils du diable. Au bivouac l'autre jour, le curé l'a dit. Ils se moquent de la Vierge et des saints. Ils incendieraient les églises et bâtiraient d'affreux temples gris pour leur dieu d'hypocrites. Qu'est-ce que ce dieu-là qu'on ne voit pas? Que fait-il pour les pauvres hommes? S'il savait ce qui se passe, il n'y aurait pas tant de mal partout. La Vierge et les saints, à la bonne heure, ceux-là font des miracles; les anciens en ont vu; on connaît leurs images. Mais ce dieu-là qui envoie les catastrophes, est-ce qu'il existe seulement?

Il ne faut pas blasphémer. Sans doute il existe; il est quelque part très loin, très haut, trop loin des hommes. C'est, comme le roi, quelqu'un que les pauvres ne voient pas et qui ne peut pas rendre heureux tout le monde parce qu'il y a trop de misère. Ce n'est pas la faute du roi non plus si on n'a pas d'argent, pas de pain, pas de bons souliers. Il ne sait pas. Sans cela, lui qui est si puissant et si riche, lui qui est assis sur le premier trône du monde, il châtierait les méchants et préserverait les braves de la souffrance. Mais il ne sait pas. Et puis c'est un enfant.

Ils le savent bien que c'est un enfant, les gros marchands de coton et de pétrole, les richards, les ivrognes qui sont venus l'attaquer. S'ils avaient eu un homme devant eux, ils n'auraient pas osé. Autrefois tout l'univers a tremblé devant les rois de la patrie: maintenant qu'il y a un enfant à leur place, on a du courage. Et il n'a près de lui qu'une mère étrangère qui ne connaît pas les choses de son peuple, et des ministres qui sont des traîtres eux aussi, ou des incapables. Ah! si vraiment on est vaincu jusqu'au bout, ils paieront, ceux-là, la honte et la défaite de la nation.

Mais on verra plus tard. Maintenant il faut se battre, se battre tant qu'on aura une goutte de sang dans les veines; à la baïonnette s'il n'y a plus de poudre, au couteau quand la baïonnette rompra, avec les poings et les dents quand le couteau sanglant glissera des mains. Ah! on se battra, on se battra jusqu'au bout; fussent-ils trois fois plus, on ne leur livrera pas l'île; et s'ils y restent, ce sera couchés. Mais peut-être pourtant, à la fin, ils seront trop; on ne pourra plus les repousser. Eh bien, alors, on mourra. On ne reverra plus la vieille mère. Tant pis. Il faut bien mourir une fois. Mais si le drapeau étoilé doit un jour flotter sur l'île, les entrailles du sol au moins resteront à l'Espagne, puisqu'elles seront faites des cadavres de tous ses enfants.

La nuit descend. L'ombre devient plus menaçante. Les bruits légers du soir se font inquiétants. Les oiseaux se taisent et s'endorment. Le danger et la mort s'approchent hypocrites et invisibles. On sent qu'ils rôdent là tout près, qu'ils vont s'abattre... Accroupi, l'œil au guet, l'oreille attentive, la sentinelle perce l'ombre d'un regard avide et roule en son âme des pensées enthousiastes, orgueilleuses et désespérées.

Soudain elle tressaille et, très doucement, attire son fusil.

* *

Casqué de blanc, vêtu de flanelle, chaussé de fortes bottes, l'homme blond aux joues rouges s'avance circonspect comme un chasseur attentif. Avec calme, il réprime les battements de son cœur quand par hasard ils veulent se faire plus rapides. En somme, c'est du sport: une partie de chasse comme celles qu'il a faites jadis dans le Far-West; le gibier est plus nombreux et mieux armé que les ours grizzlys, voilà tout. Il n'y a qu'à être maître de ses nerfs. Un homme l'est.

Évidemment cette guerre est contrariante. Il y a les balles ennemies, sans doute, et aussi la fièvre. Ce n'est pas le pire. A la fin de l'année, l'inventaire sera mauvais; il y a déjà du déficit; voilà le fâcheux, ce sera peut-être la ruine; en ce moment être ruiné serait vraiment désagréable à cause du mariage de sœur Gemima qui pourrait se rompre et aussi à cause de Chitty. Voilà déjà quatre ans de flirt, deux de fiançailles; il est temps de se marier... Bast, Chitty est patriote; ruiné, un héros de la guerre restera pour elle un héros; elle attendra s'il le faut. On refait vite sa fortune. Joe Barker a rattrapé et reperdu la sienne en dix-huit mois.

D'ailleurs cela n'est pas l'affaire principale. Le commerce et l'argent sont des choses importantes; ils ne sont pas tout pour l'Américain. Ceux qui le prétendent sont des étourdis ou des calomniateurs. Comme dit le révérend Hobbett, le royaume de Dieu est un meilleur placement que les mines de pétrole. C'est exact. La religion commande à une grande nation de secourir des opprimés, ses voisins, qui veulent être libres. L'île, mieux administrée, serait plus heureuse; en même temps elle rapporterait beaucoup plus de dollars aux commerçants américains. Mais ce point est secondaire. Les avantages matériels seront la rétribution méritée que Dieu réserve aux libérateurs.

Il est certain que la guerre est une chose barbare

et regrettable. Mais les prophètes eux-mêmes ont déclaré que parfois elle est nécessaire. Il est criminel et déraisonnable à la fois qu'une nation épuisée prétende dominer sur des contrées éloignées qu'elle ruine sans les exploiter. Le temps est passé où cette petite vieille d'Europe était la maîtresse du monde. Elle doit compter maintenant avec l'autre continent.

La guerre est laide sans doute. Mais c'est non seulement un sport très intéressant, mais encore un moyen de faire des expériences curieuses. Les nations vieillies d'Europe sont figées dans leur antique routine; leurs journaux affectent de railler l'enthousiasme belliqueux de l'Amérique. L'Amérique montrera aux hommes que la guerre, comme le commerce et l'industrie, doit être scientifique et perfectionnée. C'est un nouveau cycle de l'humanité qui ouvre. La civilisation a quitté Athènes pour Rome, puis pour Paris. Maintenant son centre est à Washington.

L'Amérique est la robuste jeunesse de la terre. Elle n'a pas gaspillé ses forces en chinoiseries théoriques et en querelles de voisinage. Forte et libre, elle a grandi toute seule. On rit d'elle; on raille sa simplicité. Malheur aux rieurs et aux corrompus! Les Européens se vantent de leur longue histoire, de leurs héros de Léonidas à Napoléon. L'Amérique est vieille de cent ans; c'est aujourd'hui l'heure de ses Léonidas; demain ce sera celle de ses Napoléons. L'Europe a été. Nous sommes.

Une race étend sur ce globe sa main puissante. Elle seule, en Europe même, échappe à la décrépitude; elle a porté la civilisation par tout le globe. L'Amérique est anglo-saxonne. Le monde sera anglo-saxon. Darwin et Spencer ont enseigné que l'espèce progresse par l'élimination des faibles. L'humanité progressera en éliminant les races affaiblies.

Avec la piété et la science, l'effort seul est beau. L'Amérique est à l'heure florissante où la jeunesse a besoin de s'épanouir. Cela seul suffirait pour légitimer son essor. Elle vibre comme un seul homme d'ardeur et d'expansion. Qu'elle marche et qu'elle s'élance! Malheur à qui l'arrêtera! Ceux qui doivent mourir mourront. Un citoyen n'est rien pour l'Amérique; il en naît des milliers chaque jour. La mort de l'individu est un accident prévu par les assurances, insignifiant pour la nation.

En avant! c'est nous qui sommes la force, la science et la morale. Le patriotisme, la gloire de Dieu et l'intérêt de l'humanité nous poussent à vaincre et à dominer. Il est impie, immoral et illogique de nous résister. On ne se dérobe pas au jeu des forces naturelles. Nous sommes l'espèce qui doit triompher. Qui n'est pas pour nous est contre nous. Nous n'avons peur de personne. Nous sommes nous. L'heure est venue où l'Amérique, outre le pétrole et le coton, va exporter l'héroïsme et la civilisation... indéfiniment.

* * *

Dans l'ombre qui grandit l'éclaireur voit briller à quelques pas un canon de fusil. Le corps du tireur est masqué par un tronc d'arbre. L'éclaireur conçoit qu'il est perdu. Il faut que sa mort soit utile. D'une voix forte il crie : « L'ennemi! Garde à vous! » et jetant un adieu à Chitty il bondit en avant.

Deux coups de feu retentissent, des baïonnettes s'entre-choquent. Sanglants, les deux hommes roulent à terre. Ils s'agitent quelques secondes, puis demeurent immobiles. Mais la forêt s'emplit de tumulte; les vociférations et les coups de feu se multiplient. Acharné, le combat s'engage dans les ténèbres où les hommes s'égorgent aveuglément.

Cependant les diplomates d'Europe échangent des vues; les chancelleries retentissent de phrases sonores; des discours officiels célèbrent le progrès et la paix; et des messieurs paisibles en redingote glorifient le XIXe siècle qui se couche dans un lit de sang, à la lumière des incendies, au milieu de l'orchestre des râles.

André Lichtenberger.

M. GEORGES PELLISSIER

M. Georges Pellissier est trop connu de nos lecteurs pour qu'il soit nécessaire que je le présente à eux en toute cérémonie. Ils savent assez que par son *Mouvement littéraire au XIXe siècle*, qui le signala à l'attention toujours éveillée de M. Brunetière, et à celle de tout le public lettré, puis par ses *Essais de littérature contemporaine* et ses *Nouveaux Essais de littérature contemporaine*, il s'est placé très rapidement au tout premier rang de la critique et que son opinion compte dans cette chambre délibérative où se pèse la valeur des ouvrages et qui, comme le Tribunat dans la Constitution de l'an IX, discute toujours et ne vote jamais.

Au fait, y a-t-il République plus libérale que celle de la critique? Il y est permis de discuter, de disputer, de supputer, de réfuter : les interpellations y sont admises sans limites ni restrictions; même les agressions de collègue à collègue y sont tolérées, et quelquefois elles ne manquent pas de vivacité : il n'y a pas de président; il n'y a pas de règlement; c'est le règne même de l'individualisme « dans toute sa beauté ». Une seule chose y est interdite, c'est de voter.

Ni « par ordre » ni « par tête », on n'y vote. Les scrutins y sont inconnus. Notez que non pas même

indirectement le vote n'y est admis. Le public pourrait très bien avoir pris l'habitude de compter le nombre des critiques favorables à tel ouvrage et le nombre des critiques plutôt hostiles à ladite œuvre. Il ne le fait jamais. Il n'en a même pas l'idée, ou, si elle lui est venue, il l'a trouvée saugrenue. Grande leçon de choses. Cela veut dire que la valeur des œuvres de l'esprit n'est susceptible d'aucune évaluation mathématique, que le nombre et le chiffre n'ont rien à faire ici.

Des œuvres d'art, on cause, on discute, on plaisante ; on n'en décide pas. Ni l'autorité ni le nombre n'en peut décider. Qu'une œuvre ait pour elle la majorité des critiques, cela ne prouve rien : qu'elle ait pour elle la majorité des lecteurs, cela ne prouve rien encore; qu'elle ait pour elle, même la majorité de ceux qui ne l'ont jamais lue, comme par exemple cela est arrivé au *Contrat social*, cela est imposant, sans doute, cela induit en tentation de la déclarer une très grande œuvre, évidemment; mais on sent bien encore que cela même ne prouve rien.

Et, inversement, qu'un ouvrage n'ait pour lui presque personne, cela exerce une très grande influence sur certains esprits, sans doute; l'élite étant une minorité; par suite, à raisonner d'une certaine façon, toute minorité étant une élite, et l'élite la plus délicate étant la minorité la plus mince. Oui, c'est une autorité pour un ouvrage de n'être approuvé que de très peu et de n'être compris que de presque personne. Mais cela même, on le sent bien, n'est pas décisif. On n'en pourrait pas faire une règle générale, une loi universelle et un principe absolu. Il me semble.

En dernière analyse, la République des lettres, et, modelée sur elle, la République critiquante est une République où l'on délibère toujours et où l'on met une réserve de bon goût à ne décider jamais. C'est ce qui m'en charme.

Dans cette République, M. Georges Pellissier est un des orateurs les plus écoutés et les plus dignes de l'être. On l'aime pour sa conscience, pour sa sincérité et liberté d'esprit, pour son très haut sens moral, pour sa variété et sa souplesse.

Ce n'est pas un rien que la conscience chez le critique, si l'on donne à ce mot tout son sens. Les critiques sont tous consciencieux, évidemment. Mais ils n'ont pas tous la conscience poussée jusqu'au scrupule. Certainement, pour M. Georges Pellissier, de même que n'être pas trop bon c'est ne l'être pas autant qu'il faut pour l'être assez; de même n'être pas consciencieux jusqu'à une sorte de minutie, ce n'est pas de la conscience; c'est, comme il y a une subconscience psychologique, c'est une subconscience morale et une périconscience littéraire. Ainsi je mets en fait que M. Georges Pellissier lit les livres qu'il étudie, au rebours de ceux qui les étudient, pour se dispenser de les lire, ou qui les refont, comme plus court que de les connaître.

Il les lit tout entiers. Il ne se sert pas des manchettes. Renan regrettait que la mode des manchettes fût passée, c'est-à-dire de ces brèves mentions marginales qui résumaient clairement les trois ou quatre pages suivantes. De même l'oisif de Topffer dans la nouvelle intitulée *l'Héritage* : « Les romans, c'est très vite lu. Au titre je vois toute l'affaire. A la vignette je vois le dénouement. » Je crois bien! dans ce temps-là il y avait toujours deux titres, l'un qui vous apprenait le nom du héros, plus souvent celui de l'héroïne, quelquefois les noms de tous deux; l'autre qui « dégageait l'idée morale » contenue dans cette œuvre récréative. A la bonne heure! Maintenant vignettes, manchettes ont disparu et presque le titre même, qui souvent n'est qu'un nom propre ou une allusion à un détail secondaire comme *Orme du Mail* ou *Mannequin d'osier*.

Mais si les manchettes ont matériellement disparu, elles subsistent encore pour le critique pressé, voire même pour le lecteur expéditif. Elles n'existent pas; il les crée; il sait, d'un coup d'œil exercé et évocateur, les faire jaillir du texte, et il lit un roman en trois quarts d'heure à l'aide de manchettes idéales.

M. Pellissier ne sait pas lire ainsi. Je vous jure bien qu'il a lu ligne par ligne les *Déracinés*, ce qui est méritoire, et tous les romans de M. Édouard Estaunié, de M. Alfred Capus, de M. Édouard Rod, de M. Anatole France, dont il est question dans le volume qu'il nous offre aujourd'hui (1). Je ne serais pas même étonné qu'il les eût lus chacun deux fois, ce dont quelques-uns sont très dignes, une première pour les lire et une seconde pour les regarder *à un certain point de vue*, dont la première lecture lui aura donné l'idée. Le lecteur légendaire du *Constitutionnel* lisait son journal deux fois, d'abord pour le lire et ensuite pour le comprendre. Soulignez ce dernier mot, donnez-lui son vrai sens et vous verrez que nous devrions tous être le lecteur légendaire du *Constitutionnel*.

Aussi les lecteurs pressés ne sont pas du goût de M. Pellissier, « différence engendrant haine », comme dit Stendhal. « Pourquoi, demande-t-il dans un excellent article, intitulé *la Littérature dialoguée*, pourquoi moitié des « ouvrages nouveaux » sont-ils en purs et simples dialogues? Parce que le lecteur lit rapidement, à la volée. Il ne lit guère qu'entre deux stations de chemin de fer, au bain, au lit, à bicyclette (à bicyclette, ce doit être difficile ; mais c'est une hyperbole). Or dans les romans composés à l'ancienne mode, qu'est-ce qu'il lit? Voyons! de

1 *Études de littérature contemporaine.*

bonne foi, je parie que vous sautez tout ce qui n'est pas dialogué. Eh bien, alors? »

Voilà précisément la lecture « par manchettes idéales ». J'ai connu une dame qui ne lisait dans un roman ni les descriptions, cela va sans dire, ni les analyses de caractères, bien entendu, *ni les narrations*. Elle trouvait, néanmoins, des romans qui lui plaisaient fort. Je lui en recommandai un que je savais, ou plutôt que je croyais qui devait être de son goût. Elle me le rendit, en me disant qu'il avait de l'intérêt; mais qu'il n'était pas clair. Je le relus en me plaçant plus rigoureusement que la première fois au point de vue de la dame. Je m'aperçus alors qu'une partie des dialogues était *en style indirect*. Oh! dès lors!...

Et voilà comment M. Georges Pellissier ne lit jamais. Il y a amphibologie. Voilà de la façon que M. Georges Pellissier ne lit jamais. Soyons classiques.

Aussi bien c'est ainsi que les classiques lisaient. Vous vous rappelez le mot de Flaubert : « Ah! ces bonshommes du XVIe! Comme ils savaient le latin! Comme ils lisaient lentement! » M. Pellissier sait le le latin et il lit lentement. C'est un classique.

C'est à cette façon de lire que M. Pellissier doit la très haute probité critique dont constamment il fait preuve. Il lit ainsi parce qu'il est probe; il n'est que plus probe parce qu'il lit ainsi. « Lire, ça influence », disait About. M. Pellissier se laisse toujours « influencer ». Il y tient. Et ce qui m'a toujours donné l'idée que M. Pellissier possédait cette vraie bonté d'âme, cette « faculté de sympathie » à mon avis absolument nécessaire au critique, c'est que lire ainsi ne le fait jamais pencher du côté de la « critique des défauts ». C'est un péril qui menace ceux qui lisent de trop près.

A la vérité, comme il suffit de lire une ligne d'un livre pour savoir que quelque chose y est, lire un livre ainsi c'est pile ou face : si l'on est tombé sur une bonne chose, on incline du côté de la « critique des beautés »; si l'on est tombé sur un passage malheureux, on incline vers la « critique des défauts » et l'on écrit : « Dans ce livre toutes les femmes sont rousses. » Il n'y aurait donc pas de raison décisive pour que lire vite fît de vous plutôt un critique indulgent ou plutôt un critique dur.

Cependant, comme on a toujours un reste de conscience morale, quand on est « né d'une femme », et surtout quand on est né d'un homme, enfin mettons quand on est né dans l'humanité; comme on a toujours « quelques langes tachés de vertu », comme disait Vautrin, on craint toujours un peu, quand on n'a pas lu, d'être un peu plus sévère qu'il ne faudrait. On dit : « Allons! c'est très bien! C'est même pas trop mal. » Et l'on développe cette opinion en quelques colonnes. *Oui* est toujours moins compromettant que *non*. *Oui* s'accepte, *non* se discute. Il n'y a que pour les femmes que *oui* ait des conséquences, et que *non* soit insignifiant. Le critique qui ne lit pas est donc tout porté à des indulgences banales qui sont de tout repos. J'ai dit que la critique des défauts avait été inventée par les critiques et la critique des beautés par les auteurs. La critique des beautés a été aussi inventée par les paresseux. Elle favorise les siestes. C'est une critique d'été.

Notez encore que s'il suffit de lire une ligne d'un livre pour savoir que telle chose est dedans, il faut le lire tout entier sans distraction pour savoir que telle chose n'y est pas. Quand on lit très attentivement un livre, on s'aperçoit des lacunes. Or une lacune est un défaut. Voilà le critique attentif poussé encore vers la critique négative.

Considérez de plus que pour le critique expéditif les longueurs n'existent pas. A peine peut-il les soupçonner. Il dit plutôt : « Là où je n'ai pas lu, ça allait peut-être très vite. » Enfin, avec lui, « ça ne traîne pas ». Pour le critique consciencieux, au contraire, il est rare que ça ne traîne pas un peu. Que de raisons au critique vigilant pour être rude! On est diligent parce qu'on est sévère; mais la diligence aussi donne de la sévérité.

Eh bien! malgré tout cela, M. Pellissier est favorable; M. Pellissier, sans indulgence coupable, est un frère pour les auteurs. Il les réprimande; mais on sent qu'il les aime profondément. Pour un peu, les auteurs lui diraient, comme Nora à sa grande sœur Lia, dans l'*Aînée* de M. Jules Lemaître : « Pardonne-moi donc tout de suite, puisque tu finiras toujours par me pardonner. » A quoi il répondrait : « Par métier, je réprimande d'abord. Conscience. Par affection, je pardonnerai ensuite. Altruisme. » Très bien! Excellente synthèse!

Voyez, par exemple, comme il dirige sa stratégie, ou plutôt comme il cède tour à tour aux mouvements de son esprit et à ceux de son cœur, quand il est en présence de ce terrible *Mannequin d'osier*, qui, diantre, ne va pas sans inspirer au moraliste quelques inquiétudes. M. Pellissier est d'un sens moral très susceptible et chatouilleux; il n'aime pas certain abus un peu dissolvant, ou de l'analyse, ou de l'ironie, et vous comprendrez bien qu'il hésite un peu devant M. Bergeret.

« Même ne possédant pas, comme M. le recteur Leterrier, les certitudes officielles, j'oserai, s'il y a là quelque courage, avouer que M. Bergeret me semble, à moi aussi, un homme des plus dangereux... Si nous nous laissions séduire à la dialectique artificieuse que M. France enveloppe des grâces inimitables de sa diction, ces livres auraient pour effet d'éteindre en notre cœur toute vertu active. Nous

montrer notre misère et notre faiblesse, rien de plus salutaire. Rien de plus pernicieux, quand on ne nous montre pas aussitôt ce qui fait notre valeur et notre dignité. « Que l'homme se haïsse », disait Pascal, mais il ajoutait : « Que l'homme s'aime!... »

A quoi j'ajouterai le mot de Bossuet : « Il ne faut pas permettre à l'homme de se mépriser tout entier. » On ne saurait trop multiplier les textes d'une haute autorité pour confondre ce petit sceptique impertinent de Bergeret : « Il y a de petits impertinents dans le monde », dit Sganarelle...

Et voilà la protestation que sa conscience imposait à M. Pellissier. Mais il a peur et de se fâcher plus qu'il ne convient et d'une certaine précipitation de conclusion, qui, hélas! ne nous est que trop familière, à nous autres critiques, et il ajoute :

« Mais sans doute il n'y a dans tout cela qu'un jeu d'esprit. Ne le prenez pas trop au sérieux. Ne faites pas votre grosse voix pour dénoncer ce qu'un jeu aussi charmant (*si* charmant, je ne saurais dire à quel point j'y tiens) peut avoir de sacrilège et de proprement diabolique. L'abbé Coignard, après avoir fondé sa philosophie sur le mépris, finissait par exalter l'amour et l'enthousiasme. Qui sait si M. France n'a pas voulu nous montrer dans son Bergeret un homme qui raisonne et qui ne vit pas? Dès lors il n'y a plus à l'accabler sous des citations de Pascal. Le procédé, je l'avoue, semblerait fort oblique. Mais M. France est tout ce qu'il y a de plus malin, et son ironie, après tout, peut bien avoir de ces raffinements. »

Il me semble que c'est là se tirer d'affaire en très galant homme, et notez que c'est peut-être aussi tout simplement la vérité. En tous cas, voilà une bien jolie page de bonne critique; je me trompe, un bien joli feuillet de bonne critique, *recto* et *verso*.

J'avertis aussi, s'il en est besoin, que M. Georges Pellissier possède une qualité qui ne laisse pas d'être rare chez nos critiques, c'est la variété. Aucun de ces articles, en ces trois volumes, ne ressemble à son voisin de droite, de gauche ou d'en face. Ils ne sont point du tout coulés dans un même moule, ou dans deux moules alternatifs. Ni, par exemple, ils ne débutent par une idée générale que l'on montre ensuite qui s'applique à tels et tels exemples particuliers; ni ils ne commencent par des observations particulières pour « s'élever » ensuite à des considérations universelles; ni...

Enfin M. Pellissier circule librement à travers ses sujets — par ses sujets je n'entends pas les auteurs, qu'il ne considère nullement comme tels — et crée sa méthode à chaque occasion qu'il a de l'appliquer. Tel article de lui sera, par exemple, un portrait d'auteur; et tel autre, à propos d'un roman nouveau, sera une série de portraits d'hommes et de femmes souvent très finement brossés, dont la matière seule et presque le prétexte, aura été pris dans le livre à analyser et où M. Pellissier jette une singulière verve, avec de très pénétrantes facultés de moraliste.

Avec son *Mouvement littéraire au XIXe siècle*, M. Pellissier a tracé très nettement et avec une remarquable sûreté un grand cadre; et dans ce cadre, maintenant, jour à jour, il fait entrer les nouvelles figures qui se présentent, en un pêle-mêle très surveillé qui ne laisse pas, tout en étant très varié et chatoyant, de rester très harmonieux.

ÉMILE FAGUET.

LA PRINCESSE PALATINE [1],

SON FILS ET L'ABBÉ DUBOIS

Dubois en campagne avec son élève.

Quelques jours après le départ de Madame pour Colombes, arrivait à Marly le messager chargé d'annoncer au roi la victoire remportée par le maréchal de Luxembourg sur Guillaume III, à Neerwinden (août 1693) : ce messager était d'Artagnan, major du régiment des gardes-françaises et maréchal de camp. On apprit par lui que le duc de Chartres, emporté par son ardeur, avait failli être fait prisonnier dans cette journée.

« Ce fut encore à Nervinde », dit Voltaire, que le jeune prince « se montra digne petit-fils de Henri IV. Il chargeait pour la troisième fois à la tête d'un escadron. Cette troupe étant repoussée, il se trouva dans un terrain creux, environné de tous côtés d'hommes et de chevaux tués ou blessés. Un escadron ennemi s'avance à lui, lui crie de se rendre; on le saisit, il se défend seul, il blesse l'officier qui le tenait prisonnier, il s'en débarrasse. On revole à lui dans le moment et on le dégage. »

En parlant de ce combat à sa tante (23 août), Madame disait :

Je vous fais mes très humbles remerciements pour l'intérêt si gracieux que vous portez à mon fils : cinq fois, il s'est mis à la tête de la cavalerie dont il est général et a, pendant deux heures, essuyé le feu de l'artillerie, c'est après seulement qu'il est entré dans l'engagement général, et il est étonnant qu'il en soit sorti sain et sauf. Si mon fils, à son âge, n'allait pas tous les ans à la guerre, il s'attirerait un affreux mépris et perdrait toute considération.

---

1. Pour la 1re partie, voir le du 13 août 1898. — Sur la Correspondance de la princesse Palatine, voyez la *Revue* des 18 juillet et 12 septembre 1896, 2 et 9 janvier, 7 et 28 août, 18 septembre 1897, 13 août 1898.

Mais, tout en étant fière que le duc de Chartres fît son devoir de prince, elle tremblait pour ses jours à cause des dangers auxquels il s'exposait, et elle s'écriait naïvement :

Bien que notre Roi ait en tout de la chance, je ne puis l'estimer heureux, à moins que la paix ne se fasse. Que Dieu me pardonne! Mais si cette paix pouvait avoir lieu à la suite d'une rencontre, je voudrais que ce fût bientôt; mais il faudrait que ce fût en Italie ou en Allemagne; car en Flandre, cela ne m'irait pas du tout...

Le duc de Chartres, en effet, combattait dans l'armée de Flandre.

Il est affreux, continuait la duchesse, qu'on regarde comme rien 1 200 hommes laissés pour morts (1) et qu'on tienne cela pour une perte légère ; chacun d'eux a pourtant père, mère, frère, femme ou amis qui le pleurent du fond du cœur. Tous ceux, quels qu'ils soient, qui perdent les leurs, me font pitié. Que la guerre est une affreuse chose! car tous ceux qu'on loue aujourd'hui, un boulet peut les emporter demain et ils ne seront plus que néant!... Vous avez bien raison de dire que, si Dieu veut préserver quelqu'un, à celui-là rien ne peut arriver; mais Notre-Seigneur ne m'a donné ni billet, ni lettre attestant qu'il préservera mon fils et ceux qui me sont chers; aussi ne puis-je m'empêcher d'être inquiète.

Cependant, sur des nouvelles que le roi lui donna le mois suivant, à Fontainebleau où la cour passait une partie de l'automne, nouvelles faisant prévoir qu'il n'y aurait plus d'engagement cette année-là, Madame fut rassurée au moins jusqu'à la campagne suivante. Elle en informa Dubois (25 sept. 1693) :

Je comprends aisément que vous n'êtes pas sans inquiétude aussi, quand vous savez mon fils dans ces endroits périlleux. — J'approuve fort, ajoutait-elle dans un autre ordre d'idées, que vous ne veuilliez pas flatter mon fils, c'est le vrai moyen de lui faire goûter la vérité, et montrer le droit chemin de la vertu qui ne peut, à mon gré, jamais se trouver dans la flatterie. Vous êtes trop poli de me vouloir faire entendre, monsieur l'abbé, que le bien que vous apprenez à mon fils, ne soit que le fondement de mes sentiments. Mes sentiments peuvent n'être pas trop mauvais, mais je me connais assez pour savoir que mes lumières sont courtes et bornées et ainsi que mon fils a encore besoin d'autre secours que du mien pour se perfectionner.

Notons encore, chemin faisant, sur cette campagne de 1693, une singulière lettre de Madame, obligée, comme l'année précédente, de rester en pénitence à la maison, tandis que les autres dames de la cour étaient allées prendre leurs ébats en Flandre :

Versailles, 28 juin 1693. — Pourquoi le Roi est-il allé en Flandre, je l'ignore; pourquoi en est-il revenu, je le sais encore moins ; ce qui est certain, c'est qu'il est de retour ici. Sa Majesté est beaucoup plus aimable qu'avant son départ; elle m'adresse souvent la parole. D'où me vient cette faveur? C'est ce que j'ignore absolument et je puis dire comme saint Paul : « Je ne le sais pas, Dieu le sait. »

Vous avez été mal informée quand on vous a dit que les dames (de la Cour) avaient failli être enlevées par la garde du roi Guillaume (d'Angleterre), car elles sont restées, soit auprès de notre Roi, soit à Namur; elles n'ont donc pas été exposées à ce danger; mais si elles avaient pu être surprises, j'en aurais ri de bon cœur, bien que l'épouse de mon fils fût dans le nombre.

Les ennemis eussent pris les veaux avec les vaches, car Mme de Chartres, Mme la duchesse et la princesse de Conti sont toutes trois revenues enceintes ; le Roi ne peut donc pas dire que le voyage a été sans fruit.

Quant aux mulets qui auraient été pris à la place des dames, je n'en ai pas non plus entendu parler : ceux qui les ont pris auraient pu dire comme M. de Montbazon, qui voulait repêcher son père tombé à l'eau avec le mulet qu'il montait ; il saisit le mulet par la bouche, disant : « Je le tiens », mais, quand il vit le mors de l'animal : « Non, ce n'est pas mon père ; cela a des bossettes. » Les gardes pouvaient dire aussi : « Non, ce ne sont pas les dames, cela a des bossettes (1).

I

L'année suivante (1694), le sous-gouverneur du duc de Chartres étant revenu du camp et ayant vu Madame à Versailles, la mère écrit à Dubois (11 juin).

M. de Labertière me fit votre éloge sur l'application que vous avez pour le bien de mon fils; quoique je n'en doute pas, cela n'a pas laissé de me faire plaisir, et me fait encore de meilleur cœur vous assurer de mon estime et amitié.

Mais déjà le jeune prince, soit par oisiveté, soit par penchant, commençait à se dissiper.

Vous me faites quasi peur de dire qu'on fait la même vie à Monsieur [illegible] à Paris, [illegible] à Versailles, [illegible] car pour à Paris, ce serait trop... Je ne lui conseille pas (c'est-à-dire à mon fils) de perdre son argent; je ne vois personne ici bien pressé de lui en donner.

Le goût du jeu et les pertes d'argent n'étaient pourtant pas ce qui effrayait le plus la mère. Elle avait appris que son fils allait revenir, sa présence à l'armée n'étant sans doute plus nécessaire; et, dans les derniers temps, sa conduite avait été très mauvaise, surtout à Courtrai où il résidait alors...

Ce que j'y trouve de pis, mande-t-elle à Dubois, est que, s'étant accoutumé à cette vilaine vie, il la pour-

(1) [illegible] Français. C'est à cette occasion qu'on disait qu'il fallait chanter [illegible]

(1) [illegible]

suivra partout. Voilà ce que c'est que de marier un homme à dix-sept ans, et lui ôter son gouverneur par là; car il n'a plus rien qui le tienne en bride. Je l'avois bien prévu, vous le savez, monsieur l'abbé. Vous ne me dites pas si son divertissement est donné à tout, ou si ce n'est que pour des femmes. Il ne lui faudrait plus que cela pour l'achever de peindre. C'est une cruelle chose qu'un jeune homme ne puisse devenir honnête homme en tout et prendre horreur du vice. Dieu veuille qu'il n'attrape pas une bonne maladie!... 19 sept. 1694.)

En tout cas, la mère devait savoir à quoi s'en tenir en 1696, quand son fils partit pour l'armée, car elle informe l'abbé (3 juin) que le jour de son départ le prince est allé à Paris le matin même, et est resté « une heure avec la Florence, quoi qu'il m'eût promis la veille de tâcher de s'en défaire ».

Cette Florence était une danseuse de l'Opéra dont le duc de Chartres eut un enfant qui devint l'abbé de Saint-Albin, que la Palatine affectionnait particulièrement.

Madame exprime à Dubois la crainte que son ex-élève ne dissimule avec lui et

... ne se fasse paraître de meilleur naturel qu'il n'est en effet pour maintenir votre estime, car il conserve de l'amitié pour vous. Mon Dieu! son fond n'étant pas gâté, comme vous me l'assurez, ne serait-il pas possible que vous pussiez lui donner de l'horreur de ces abominables gens qui ne cherchent que sa perte et qui lui inspirent le vice? Que cette campagne lui serait heureuse, si vous pouviez, monsieur l'abbé, le remettre dans ses anciennes voies qu'il a malheureusement quittées. Ne doutez pas que je ne vous en aie plus d'obligation que si vous m'eussiez sauvé la vie... Ne vous rebutez donc pas, je vous prie, et comptez que vos soins vous attireront de plus en plus mon estime et mon amitié.

Pendant toute cette année 1696, la correspondance de la duchesse d'Orléans avec Dubois fut très active. Quelquefois, elle se désespère, mais il faut croire que l'abbé lui écrit alors pour la remonter, car elle reprend courage.

Vous me parlez de choses qui me touchent bien autant que ce qui se fait à l'armée, lui dit-elle; vous me consolez beaucoup même en m'assurant que ce que j'ai dit à mon fils et les véritables sentiments que je lui ai témoignés l'aient touché... — Comme je sais votre bonne volonté à travailler très sérieusement auprès de mon fils pour tâcher de le retirer de ses égarements et lui donner l'envie de vouloir plaire au Roi, — que je connais d'ailleurs votre bon esprit et pénétration, tout cela joint à l'amitié que mon fils a pour vous, monsieur l'abbé, et l'habitude de vous écouter, — tout cela, dis-je, fait que je ne puis m'empêcher de prendre quelque espérance (3 et 15 juin)...

Sur ces entrefaites, il se passa dans Paris une affaire dont on entend parler ici pour la première fois, et qui reste assez obscure, Madame ne s'étant pas expliquée suffisamment à ce sujet.

Un soir (18 juin), à Marly, très fatiguée d'une journée de chasse, elle reçoit après souper une nouvelle qui n'était pas de nature, comme elle dit, à lui « rafraîchir le sang ». Aussitôt, elle saisit la plume, et écrit *ab irato* au duc de Chartres :

7 h. 3/4 du soir. — Vous avez une grande obligation au Roi, et, si vous ne le connoissez, vous avez bien tort. Il a pris la peine de vous empêcher qu'on n'ait lu vos lettres, en pleine justice, d'une de vos plus chères confidentes qui sera peut-être brûlée vive. Que ne pouvez-vous voir cette affaire avec la même horreur que moi et que cela serait capable de vous corriger à jamais de hanter de telles canailles! Les cheveux m'en dressent quand j'y songe... Adieu, mon cher enfant, je suis pénétrée de douleur de ce qu'on ait trouvé de vos lettres chez cette infâme... adieu, j'ai les yeux si pleins de larmes que je ne puis plus écrire...

Qu'était-il donc advenu? Se trouvait-on en présence d'une nouvelle affaire des poisons? L'infâme dont il est question, mais qui reste anonyme dans ces lettres, était-ce une seconde Brinvilliers? La duchesse d'Orléans apprit bientôt que la chose avait été fort exagérée, au moins en ce qui concernait son fils. Ces lettres qu'on avait découvertes n'étaient pas du duc de Chartres, comme son père, au premier moment, avait cru l'entendre de la bouche du Roi et comme lui-même l'avait annoncé à sa femme; Madame se hâte d'en prévenir Dubois (21 juin).

Monsieur, mande-t-elle à l'abbé, m'avait dit d'abord que le Roi avait de terribles lettres de mon fils à cette vilaine femme; depuis, il m'a dit qu'il n'y en avait pas de mon fils, mais seulement de Feuquières, qui parlait de mon fils et de son infâme achat...

Quel achat, ou plutôt quels achats? Car le mot, d'abord au singulier, est ensuite au pluriel dans une autre lettre. Madame continue :

Cela n'est pas bon, mais pourtant meilleur que si le roi avait des lettres de mon fils entre ses mains. Je vous prie, mandez-moi quel effet aura produit sur mon fils la nouvelle que cette infâme va être fait mourir, et que le roi sait qu'il a eu des commerces avec cette infâme et de la colère où le Roi est contre lui. Sur cela, je jugerai ce que nous avons à espérer, car, si une fois seulement quelque chose le pouvait entamer, j'espérerais que vos bons avis pourraient s'imprimer en lui, et nous pourrions avec raison prendre quelque espérance, et quand on a quelque espérance, on parle de meilleur cœur. Quoi qu'il en puisse arriver, monsieur l'abbé, comptez toujours que je vous serai infiniment obligée d'y faire ce qui dépendra de vous.

Quel était ce Feuquières? Nous avions pensé d'abord que c'était quelque jeune ami du prince,

compagnon de ses plaisirs, associé à ses équipées, et peut-être allié à la famille bien connue, qui portait ce nom. Il paraît que c'était le lieutenant général lui-même, Antoine Le Pas, marquis de Feuquières, qui avait de brillants états de service, mais qui s'était fait détester de tous les généraux sous lesquels il avait servi ; car, ne pouvant souffrir aucune supériorité, il ne cherchait qu'à rabaisser et à compromettre ceux qui se trouvaient au-dessus de lui, ne cherchant qu'à faire échouer leurs plans de campagne et de bataille. Saint-Simon rend hommage à ses qualités militaires, mais il fait ressortir ce vilain côté de son caractère. Feuquières avait été naguère impliqué dans l'affaire des poisons, ce qu'il devait, comme le duc de Luxembourg, à la haine que lui portait Louvois; mais, comme au duc de Luxembourg également, Louis XIV lui avait fait grâce. On n'avait, du reste, relevé à sa charge que le fait d'avoir conjuré les esprits, ce qui dénotait simplement une curiosité malsaine. Ici, la chose semblait plus grave au premier abord. M. de Seilhac a cru trouver quelque analogie entre cette dernière affaire et celle d'un complot ourdi, vers la même époque, contre la vie du Roi qui « devait être empoisonné à Fontainebleau au moyen d'une poudre soufflée sur ses habits avec une plume. C'était le procédé à la mode ; il est mentionné dans presque toutes les affaires de poison de ce temps-là. Les effets de cette poudre... étaient infaillibles. Elle avait été essayée un jour sur un chien qui mourut, et une autre fois, au Pont-Neuf, sur un mendiant qui succomba. » Ce complot avait été dénoncé par une dame Feuquières, femme d'un marchand mercier de Paris. Les documents relatifs à ce projet d'attentat se trouvaient aux Archives de la préfecture de police, où M. de Seilhac les a consultés; ils auront été, depuis lors, détruits avec ces Archives elles-mêmes dans les incendies de la Commune.

Mais il est probable qu'il n'y avait aucune connexité entre les deux affaires et que la similitude du nom de Feuquières, dans les deux cas, aura causé la confusion. Le duc de Chartres était incapable d'avoir trempé dans un complot contre la vie de son oncle. Sa légèreté a pu l'entraîner à commettre des fautes, mais non des crimes. Le même auteur prétend pourtant que, vers cette époque, le prince avait consulté un soi-disant devin, et s'était informé du temps que son oncle avait encore à vivre (1).

L'affaire dont se préoccupait Madame était une affaire de sorcellerie qui fut grossie outre mesure et fit dire que le duc de Chartres avait voulu « apprendre à être sorcier ». En disant cela, sa mère ne peut s'empêcher de rire. Il est fort possible que, dès ce moment, le prince s'occupât de ces sciences occultes dont l'étude le captiva dans la suite. Dans la correspondance de Madame avec sa tante, se trouve précisément une lettre se rapportant à ces goûts du prince, qui ne serait pas à blâmer, s'il n'en avait jamais eu que de ce genre :

27 [illegible] 1709. — [illegible] dit que son père s'était entièrement ruiné en faisant de la chimie et en cherchant la « pierre philosophale ». Je crois que le bon docteur Tack (1) n'y a, lui non plus, rien gagné. Mon fils [illegible] sous or, car il est [illegible] curieux de la chimie [illegible] aucun profit. Quand une fois on met le nez dans cette curiosité-là, on ne peut s'en retirer facilement; pour moi, je ne l'ai jamais eue.

De tout un appartement, qui se trouve sous le « grand apartement » au Palais-Royal, mon fils a fait un laboratoire ; son [illegible] le miroir ardent. Je crois que cette occupation le retient à Paris au moins aussi souvent que sa chère brunette (une de ses maîtresses dont il sera question plus loin).

Quand il vient de son laboratoire, il n'a pas mauvaise mine. C'est un Saxon, nommé Homberg, né dans les Indes, qui travaille avec lui ; cet homme est très intelligent, il dit connaître très bien M. de Leibnitz...

Je crois que si l'on proposait à quelqu'un de donner d'un coup 80000 thalers, personne n'entreprendrait de recherches de ce genre ; mais cela vient peu à peu et on ne s'en aperçoit que quand les sommes sont dépensées.

II

Cette affaire Feuquières avait péniblement affecté Madame, bien que son fils ne fût pas aussi coupable qu'il l'avait paru d'abord.

J'ai bien cru, écrivait-elle à Dubois, pendant que l'instruction en justice se poursuivait, que vous profiteriez de cette occasion,... pour remontrer à mon fils les horreurs où la débauche entraîne. J'ai bien été toujours persuadée que les fautes de mon fils viennent plus de ces mauvais esprits dont il fait ses amis que de lui-même. Mais j'espère qu'il ouvrira enfin les yeux (24 juin)...

Hélas ! est-ce que cette aventure-ci ne marque pas que mon fils ne sent point le point d'honneur, qu'il se confie à ce qu'il connaît noir et méchant, que tout lui est bon, pourvu que cela le conduise à la débauche, que même il ne se soucie pas que ses erreurs soient cachées; enfin, j'y vois quantité de choses plus affligeantes l'une que l'autre, et qui me vont au cœur et m'ôtent toute espérance de le voir jamais honnête homme, ni par conséquent d'en recevoir de ma vie aucune consolation.. Vous me faites un portrait, hélas ! qui ne ressemble que trop à mon fils, mais qui, en même temps que je le

(1) [illegible]

(1) [illegible]

reconnais, m'afflige sensiblement, monsieur l'abbé. Ah! grand Dieu! Si c'est l'argent qui le jette dans ces misères, qu'il a de belles et bonnes voies à en avoir plus qu'il n'en aura jamais en hantant cette canaille, et est-il assez sot pour ne pas savoir ce qui est à lui et ce qu'il peut avoir, pourvu qu'il sache parler raison? Que tout cela est lassant, hélas! (28 juin)...

A vous parler sincèrement... je ne vois que trop que mon fils va le grand chemin à se perdre à jamais et cela me fait une peine inconcevable... Hélas! je vois bien qu'il n'y a rien de bon à espérer de lui (30 juin).

Cependant le duc de Chartres avait fait à sa mère ainsi qu'à Dubois certains aveux probablement relatifs à cette affaire scandaleuse (l'affaire Feuquières) et la mère promettait d'en garder le secret :

Mon fils ni vous, n'avez que faire de craindre que je parle de l'aveu qu'il me fait. J'en sais trop la conséquence. Personne au monde ne saura par moi ce que vous me mandez, monsieur l'abbé. J'ai grande espérance que cette dernière affaire sera arrivée pour un bien, et je suis charmée de ce que mon fils en a eu l'horreur qu'il en doit avoir (24 juin).

Mais, d'autres fois, elle déclare que, s'il n'était de son devoir de tâcher par ses remontrances de corriger son fils, il y a déjà longtemps qu'elle aurait renoncé à cet ouvrage, « par ce peu d'espérance que je trouve de pouvoir réussir ». En revanche, elle admirait — le mot y est — la patience de l'abbé, qui ne se lassait point.

Je tiens, lui écrivait-elle, cette œuvre pour vous plus méritoire devant Dieu que si vous jeûniez au pain et à l'eau, car je crois que cela vous coûterait moins de peine que ce que vous faites. Pour moi... comme je partage avec vous la peine, j'en connais trop le travail pour ne vous en pas être fort obligée, et pour que cette patience et ce soin pour me plaire n'attire mon estime et ma reconnaissance (28 juin).

Elle prêchait en effet le prince pour sa bonne part, le sermonnant tantôt sur la discrétion, tantôt sur le mensonge, souvent sur la paresse d'esprit, quelquefois sur la débauche ; mais elle craignait qu'avec sa propre vivacité de caractère, elle n'y employât point la patience nécessaire, et elle se promettait de suivre les conseils de Dubois à cet égard.

J'ai si grande envie que mon fils se corrige que j'espère que cela m'aidera à me corriger moi-même et par là lui donner l'exemple (6 août).

A savoir la complexion foible de mon fils et l'extrême goût qu'il a pourtant pour les sottises, cela me fait toujours craindre qu'il ne tombe dans les vices du temps. Êtes-vous bien assuré qu'il n'en est pas entiché? — Je prendrai sur vos lettres les précautions nécessaires; elles me sont rendues très fidèlement, écrit-elle une autre fois à l'abbé ; j'avoue que quelque mauvaise que la débauche de mon fils puisse être, je loue qu'il n'ait point de goût pour celle à la mode. Les enfants de mon fils doivent naître ivres à voir le goût que lui et sa chère moitié ont pour le vin ; c'est une affreuse habitude. Dieu veuille qu'ils s'en corrigent (12 juillet et 8 août)!

L'ivrognerie était en effet fort à la mode parmi les femmes de qualité et dans les *Annales de la Cour et de Paris pour les années* 1697 *et* 1698 (par Sandraz de Courtils), on peut lire :

« Il n'y en a presque plus une seule qui ne soit effrontée au dernier point, et même elles poussent aujourd'hui si loin leur débauche qu'il y en a quantité qui s'enivrent ni plus ni moins que si elles en doivent tirer beaucoup de gloire. Depuis que les liqueurs sont venues à la mode, elles se servent de ce prétexte pour boire de tout ce que bon leur semble jusques à l'excès; elles boivent même de l'eau de vie tout comme elles feroient de l'eau douce. » (Édit. de Cologne, chez P. Marteau, 1701. 2 vol. in-16. Tome I, page 25.)

Mais aussi, — et c'est toujours la marotte de Madame, — pourquoi avait-on marié son fils à 17 ans « à une personne pour qui il n'avait aucune inclination », lui « qui avait été élevé avec tant de soin et à qui M. de Saint-Laurent *et vous, aviez donné de si bons et si grands principes* », écrit-elle à Dubois. Cependant, ce n'était pas une raison pour que le jeune homme eût commerce avec des sorcières, ni pour qu'il tînt des propos dissolus pareils à ceux qu'il venait, paraît-il, de tenir et qu'on avait rapportés au Roi, ce qui avait fort indisposé Louis XIV contre son neveu, cela surtout venant immédiatement après l'affaire de tout à l'heure.

De Saint-Cloud, — nous sommes toujours en 1696, — Madame mande, le 10 août, à Dubois que le duc d'Orléans est la veille revenu de Marly en très mauvaise humeur. Le Roi lui avait donné une verte semonce, car Louis XIV avait paru fort surpris que son frère ignorât les « discours débauchés » du duc de Chartres et il avait fort blâmé l'abbé pour avoir omis d'avertir le père de la conduite de son fils. Monsieur avait prié Louis XIV d'en écrire lui-même au jeune prince, pensant que des reproches adressés par le Roi feraient plus d'effet. Mais Louis XIV s'y était refusé, ce que Madame interprétait dans le sens du mépris que devait ressentir S. M. pour la conduite de son neveu.

Voilà ce que le duc d'Orléans était aussitôt venu conter à sa femme. Celle-ci, non seulement n'avait pas donné tort à Dubois, mais elle avait encore pris énergiquement sa défense :

Comme Monsieur lui-même souffrait des discours impertinents devant lui, et que ce que mon fils faisait à l'armée n'était que les suites de ce qu'il faisait ici, je croyais que n'ayant aucune nouveauté à cela, vous n'aviez pas jugé à propos de l'en instruire... Je lui dis mon sentiment fort net. En vérité, Monsieur l'a tant

laissé gâter que je n'espère plus qu'il se corrige, il serait pourtant temps : car, toutes ces mauvaises impressions qu'on donne au Roi de lui ne lui attireront pas l'amitié du Roi. Il aura perdu la réputation auprès des étrangers pour avoir obéi au Roi en épousant sa bâtarde et il perdra l'amitié du Roi, sa confiance et son estime, pour aimer mieux être débauché que vertueux. Voilà en vérité une étrange conduite, et bien pitoyable. Il me met dans un chagrin que je ne puis exprimer, et je crois que, toute grasse que je suis, mon fils trouvera le moyen de me faire dessécher de chagrin.

Et en prenant congé de l'abbé, Madame lui disait :

Comme je suis très convaincue que ce n'est nullement votre faute que la mauvaise conduite de mon fils, je vous assure de la continuation de mon estime (10 août 1696).

Le lendemain, le duc d'Orléans se leva encore sous l'impression de son entrevue de la veille avec le Roi, par conséquent de très méchante humeur. Il écrivit à son fils, on devine en quel sens, pendant que Madame en faisait autant de son côté; mais il écrivit également à Dubois qui dut en faire ses doléances écrites à la princesse, car il en reçut les consolations suivantes, dans une lettre du 17 août :

Je comprends aisément la peine que la lettre de Monsieur vous doit avoir faite, car il est triste, quand on fait bien son devoir comme vous le faites, de se voir soupçonné du contraire.

Elle s'efforce de rassurer Dubois en lui rappelant le caractère de son mari que l'abbé devait bien connaître :

Il (Monsieur) ne croit pas toujours les choses comme il les dit, et même à deux pas de là, il ne se souvient plus de ce qu'il a dit dans la colère. Ainsi cela doit moins vous faire peine et, au contraire, vous pouvez vous servir de cette lettre de Monsieur, pour montrer à mon fils comme il se trompe, en croyant que Monsieur l'approuve.

Et dans une lettre suivante (23 août) :

Je suis ravie, monsieur l'abbé, que vous soyez content de moi, et voudrais fort vous obliger; vous ne devriez pas tant tenir à cœur ce que Monsieur dit, car vous savez que cela est aussitôt oublié que pensé et qu'il revient fort tôt. Le Roi l'avait grondé lui-même et il grondait les autres, mais je parie qu'il n'y songe plus.

Je vous ai, — disait-elle à l'abbé encore dans la première de ces lettres (17 août), en faisant allusion à Monsieur, — rendu toute la justice qui vous est due, et si j'entends parler au Roi à Meudon, où nous allons après-demain pour y être jusqu'à jeudi, je vous promets de parler comme il faut et de bien prendre votre parti, mais je n'oserai en parler si le Roi ne commence, car, à dire vrai, la chose n'est pas si avantageuse pour mon fils pour que je veuille en faire ressouvenir le Roi. Ne doutez pas que le Roi qui sait tout ce qui se passe, et qui se fait, comme nous voyons, informer de ce qui regarde mon fils, ne soit instruit de ce que vous lui dites tous les jours sur cela.

Et elle essaie de relever le courage de Dubois :

Ne vous affligez, ni ne vous découragez, monsieur l'abbé. Plus vous voyez que mon fils a besoin de votre secours, plus il sera généreux à vous de ne le pas abandonner dans son ivrognerie de jeunesse...

Dubois avait sans doute chaleureusement remercié la princesse de ses bons offices en cette affaire, car elle lui écrit (29 août) :

J'ai une vraie joie de vous voir si content de moi, monsieur l'abbé, et de ce que mes lettres vous ont encouragé dans votre bonne œuvre, j'appelle ainsi de tâcher de corriger mon fils. Continuez donc, je vous en prie, et comptez toujours sur mon estime.

III

A tort ou à raison, l'affaire Feuquières laissa une fâcheuse impression dans l'esprit de Louis XIV. Le marquis fut frappé de disgrâce : privé de son emploi, il dut se retirer de la Cour, où il ne reparut de sa vie.

« Si l'on doit, dit M. de Seilhac (I, 60 et 1), juger de la gravité des torts par la force de persistance des ressentiments du Roi, ils auraient été d'une effrayante énormité ; ces torts constants ou supposés firent le malheur de la vie de Feuquières. Rien ne put jamais les effacer de la mémoire de Louis XIV. » Le lieutenant général s'éteignit dans la retraite et l'oubli. Sur son lit de mort, il écrivit au Roi une lettre suppliante où il disait :

« Si je croyais avoir plus de quatre heures à passer encore dans ce monde, je n'oserais pas prendre la liberté que je prends. Je sais que j'ai déplu à Votre Majesté, *et quoique je ne sache pas précisément pourquoi*, je ne m'en crois pas moins coupable... Sire, au nom du Roi des Rois, devant qui je vais paraître, daignez jeter des yeux de compassion sur un fils unique que je laisse en ce monde, sans appui, sans soutien ; il est du sang qui a toujours bien servi Votre Majesté... »

Le duc de Chartres en eut le contre-coup : il n'obtint aucun commandement pour la campagne suivante, celle de 1697. Au reste, cette même année, fut conclu (septembre et octobre) le traité de Ryswick, lequel mit fin à la guerre qui désolait l'Europe depuis si longtemps. Il était à craindre que l'inaction où le jeune prince allait se trouver par suite de la paix ne le jetât dans la dissipation et le désordre. La vie que l'on menait à Maubeuge, à Courtray, avait déjà donné des inquiétudes à sa mère ; à Paris, dans l'intervalle de deux campagnes, le prince avait entre-

tenu des relations avec cette danseuse de l'Opéra, la Florence, dont nous avons parlé plus haut, qu'il n'avait pas quittée, quoiqu'il en eût fait l'imprudente promesse à sa mère. Bientôt, c'était dans la maison même de sa mère qu'il allait prendre la maîtresse à laquelle il resta longtemps attaché, malgré l'inconstance dont il se vantait lui-même.

En attendant, à la date du 26 juillet 1699, la duchesse d'Orléans écrit à sa tante :

... Il (le duc de Chartres) travaille maintenant à force pour vous ; le sujet qu'il compose est emprunté à la Fable, car tout ce qu'il peint doit être parfaitement historique ; pour aller de bonne heure le matin à Paris, il prétexte la peinture, mais entre nous, c'est pour une jeune et jolie fille de 16 ans, une comédienne dont notre cavalier est très épris et qu'il fait venir chez lui ; s'il prend son gentil petit minois pour modèle de son Antigone, ce sera certainement joli. Je n'ai pas encore vu le tableau...

On sait que le prince s'occupait de peinture, comme il s'occupait de musique, de chimie, etc. Je n'ose dire que c'était un de ses goûts favoris, car ce mot eût indiqué de sa part de la persévérance et de la suite ; mais il en était, chez lui, des arts comme des sciences.

Mon fils est savant sans pédanterie, a dit sa mère dans ses lettres déjà connues... Quoiqu'il parle souvent de choses savantes, on voit pourtant bien qu'au lieu de lui faire plaisir, elles l'ennuient. Je l'ai souvent grondé ; il m'a répondu que ce n'était pas sa faute ; qu'il prenait du plaisir à s'instruire de tout, mais que dès qu'il savait une chose, elle ne lui faisait plus de plaisir.

Le duc de Chartres était aussi inconstant en science qu'en amour.

Mais à laquelle de ses maîtresses connues est-il fait allusion dans cette lettre? Est-ce à la comédienne Desmares dont le prince eut une fille? Ou bien est-ce une addition nouvelle à la liste si nombreuse de ses maîtresses? En tout cas, ce n'était là qu'une inclination passagère. Sa liaison avec Mlle de Séry (Marie-Louise-Victoire de la Bussière de Séry), l'une des filles d'honneur de Madame, fut plus sérieuse et plus durable.

« C'étoit, dit Saint-Simon, une jeune fille de condition sans aucun bien, jolie, piquante, d'un air vif, mutin, capricieux et plaisant. Cet air ne tenoit que trop ce qu'il promettoit. Mme de Ventadour, dame d'honneur de la duchesse d'Orléans, était sa parente ; c'était elle qui l'avait fait entrer dans la maison de Madame. Mais, étant devenue enceinte d'un fils qui fut le chevalier d'Orléans, Mlle de Séry dut quitter le service de la princesse. Le prince s'attacha à elle de plus en plus. Elle étoit impérieuse et le lui fit sentir ; il n'en étoit que plus amoureux et plus soumis. Elle disposa de beaucoup de choses au Palais-Royal, cela lui fit une petite cour et des amis ; et Mme de Ventadour, avec toute sa dévotion de repentie et ses vues, ne cessa point d'être en commerce étroit avec elle et ne s'en cachoit pas... »

En un mot, c'était la favorite et chacun la flattait et la ménageait. Saint-Simon n'entre pas dans le détail de la domination qu'elle exerçait sur le prince. Mais on a, sur ce point, les indiscrétions de Madame qui, dans la suite, quand son fils eut définitivement rompu avec sa toute-puissante maîtresse, écrivit à l'Électrice (5 janvier 1710) :

... D'abord elle était affreusement intéressée, jamais il ne pouvait assez lui donner. En second lieu, elle le traitait comme un esclave ; l'injuriait dans les termes les plus grossiers, convenant à peine à un valet de chiens ; elle le frappait à coups de pied ; sa soumission devait être telle qu'il abandonnât tout au premier signe et vînt à ses ordres ; il n'osait rien faire sans sa permission. Avait-il promis à quelqu'un de ses gens quelque chose qui n'avait point passé par son canal, elle le forçait à le donner à l'une de ses créatures.

Elle était insolente en tout ; son fils devait être en tout tenu avec plus de recherche que le duc de Chartres ; autrement mon fils était tourné par elle en dérision. Elle le menait dans la pire compagnie, uniquement composée, sauf votre respect, de femmes de mauvaise vie (*huren*) et de polissons ; sans quoi il ne pouvait frayer avec personne. Tout Paris en était scandalisé.

Cette vie folle avait entièrement brouillé mon fils avec le Roi.

Louis XIV était, en effet, très irrité contre son neveu qui ne faisait plus que de rares apparitions à Versailles, délaissait complètement sa femme (la fille du Grand Roi!) et passait ses nuits à Paris, dans des sociétés composées d'éléments tels que ceux dont sa mère vient de parler. C'est ce qui amena entre le Roi et Monsieur la scène violente si parfaitement décrite par Saint-Simon, où les deux frères se jetèrent réciproquement leurs vérités à la tête. Aux reproches que Louis XIV adressait au duc d'Orléans sur la conduite de son fils, Monsieur répliqua que ce n'était pas aux pères qui avaient mené de certaines vies à blâmer les autres. Et tout cela dit sur un ton à être entendu des valets intérieurs du château. Rentré à Saint-Cloud, Monsieur eut, le soir même (9 juin 1701), une attaque qui l'emporta le lendemain. Le Roi, peut-être pris de remords, oublia les griefs qu'il avait contre son neveu qu'il combla de faveurs, non seulement en lui maintenant tous les titres, honneurs, dignités et pensions dont jouissait le défunt, mais encore en y ajoutant des distinctions nouvelles.

Au milieu de ces événements, qu'était devenu Dubois? Voyant que son maître courait à sa perte, il avait, dit M. de Seilhac, « renoncé à le sauver ».

En d'autres termes, il s'était séparé de lui, il l'avait abandonné, sentant que, s'il continuait à le servir, « il s'exposait à se perdre lui-même, sans aucune utilité. Mais, en songeant à s'éloigner de lui, il éprouvait le chagrin et presque le remords de le priver de tout conseil. Ç'avait été, jusqu'alors, la constante illusion de Dubois de se flatter qu'il parviendrait à redresser le prince, quoiqu'il eût si peu sujet de le croire. » (I, 61.) L'année suivante (1698), Louis XIV, qui avait eu l'occasion d'éprouver les talents et l'habileté de Dubois, l'adjoignit au négociateur envoyé en Angleterre pour la conclusion d'un traité concernant le partage éventuel de la monarchie espagnole.

Mais le duc de Chartres n'avait pas oublié son précepteur, et quand, à la mort de Monsieur, il fut devenu duc d'Orléans et qu'il en eut pris le titre, il appela Dubois près de lui. Il le nomma (11 août 1701) non pas encore secrétaire de ses commandements, mais coadjuteur de celui qui en avait le titre, avec promesse de la charge quand elle serait vacante. D'après M. de Seilhac, — qui n'est sans doute ici, comme sur bien d'autres points, que le reflet de M. d'Espagnac, — sous le titre modeste d'adjoint au secrétaire des commandements, « l'ancien précepteur devint, en réalité, le premier ministre du prince. Il eut sous son contrôle tous les détails de sa maison et apporta dans cette tâche un discernement, une ponctualité qui montraient un esprit propre à embrasser facilement tous les ressorts de l'administration la plus compliquée. » Il rédigea, pour la réforme de la maison du prince, plusieurs mémoires dont M. de Seilhac n'a retrouvé qu'un seul qu'il a publié et dans lequel nous trouvons ce sage conseil : « Rien ne vous fera tant d'honneur que de purger la maison de tout ce qu'il y a d'impur, sans avoir égard sur cela aux recommandations de personne et jamais cela ne vous sera si facile. Ce trait seul donnera idée de votre caractère. »

IV

C'est donc en la qualité, on pourrait dire de seul secrétaire des commandements du duc d'Orléans, que Dubois suivit son maître en Italie dans l'année 1706. A la date du 24 juin, Madame annonce à sa tante que le prince vient d'être nommé au commandement en chef des troupes françaises opérant en Italie. Sa joie d'être « généralissime » est extrême, « il se tient plus droit, écrit sa mère ; il semble grandi de trois doigts ». Mais l'heureux effet que ce choix produisit dans le public fut gâté par les faveurs que Mlle de Séry arracha de son amant avant son départ. Elle fit reconnaître et légitimer le fils qu'elle avait eu de lui, et qu'on appelait le chevalier d'Orléans. Il est à remarquer que c'est le seul de ses nombreux enfants naturels que le duc d'Orléans ait jamais consenti à reconnaître. Il voulait en faire un chevalier de Malte, afin que, de sa vie, ce fils ne pût songer au mariage : car, imbu des idées de la Palatine, le père « ne voulait pas avoir de race de ses bâtards ». Mais cette légitimation ne suffisait pas à Mlle de Séry. « Elle trouva indécent, dit Saint-Simon, d'être publiquement mère et de s'appeler mademoiselle. » Cependant, il n'y avait aucune raison pour lui conférer le titre de madame. Le prince alors « lui fit don de la terre d'Argenton, et força la complaisance du Roi, quoique avec beaucoup de peine, d'accorder des lettres patentes portant permission à Mlle de Séry de prendre le nom de madame et de comtesse d'Argenton. Cela étoit inouï. » Cependant restait une difficulté à vaincre, celle de l'enregistrement. « M. le duc d'Orléans, prêt à partir et accablé d'affaires, alla lui-même chez le premier président et chez le procureur général et l'enregistrement fut fait. Son choix pour l'Italie avoit été reçu avec le plus grand applaudissement de la ville et de la cour. Cette nouveauté ralentit cette joie et fit fort crier : mais un homme bien amoureux ne pense qu'à satisfaire sa maîtresse et à lui tout sacrifier. »

Cette dernière réflexion pourrait s'appliquer également à ce qui advint, lors du retour du prince, après une campagne où il n'avait essuyé que des déboires. Ses avis n'avaient pas été écoutés, ses ordres n'avaient pas été exécutés ; il avait fallu lever le siège de Turin et la bataille de ce nom avait été perdue par la faute du maréchal de Marsin et de La Feuillade. Les Français, selon la coutume, s'étaient consolés de leur défaite par des épigrammes :

A Turin
Gît Marsin,
Et le bâton de [illegible]

Marsin avait été frappé mortellement pendant le combat, d'où La Feuillade espérait rapporter des lauriers avec le bâton de maréchal de France. Et Madame explique à sa tante (1er nov. 1706) d'où venait au personnage le nom de Feuilladin. Le duc d'Elbeuf l'avait, paraît-il, trouvé un jour, paradant devant un miroir et se disant à lui-même : « Je suis bien fait : les femmes m'aiment. Allons ! Feuilladin, Feuilladin !... » Le surnom lui en était resté.

Écrivant à la même correspondante, Madame disait à propos de la pusillanimité de Marsin :

[illegible] sans consulter Mme de Maintenon, qui entend la guerre autant que mon *Titi* (un des chiens favoris de la princesse). En ce cas, comment les choses pourraient-elles bien tourner ? Quand un malheur est arrivé, elle gémit et pleurniche ; mais cela ne remédie pas au mal (23 sept.)...

Comme toujours, le prince avait payé de sa personne, et avait même été assez grièvement blessé. Il rentrait en France, désespéré d'être obligé d'évacuer l'Italie, quand, sur sa route, il apprit que Mme d'Argenton, accompagnée d'une amie, était descendue dans une hôtellerie, à Grenoble, pour l'attendre au passage. Très fâché de cette folle équipée, le duc d'Orléans leur fit savoir qu'elles eussent à s'en retourner ; car il ne les verrait point.

« Être arrivées de Paris à Grenoble et s'en revenir bredouille était, raconte Saint-Simon, chose fort éloignée de leur résolution ; elles l'attendirent. Savoir sa maîtresse si près de soi et lui tenir rigueur, l'amour ne le put jamais permettre. Sur les sept ou huit heures du soir, les affaires du jour vidées et la représentation finie, il (le duc d'Orléans) ferma ses portes, s'enfonça dans son appartement, et par les derrières d'un escalier dérobé arrivèrent les femelles, et soupèrent avec lui et deux ou trois de leurs plus familiers. Cela dura ainsi cinq ou six jours, au bout desquels il les renvoya, et repartirent. Ce voyage ridicule fit grand bruit. Le public en murmura... »

Nous placerons ici la fin de l'histoire de la comtesse d'Argenton. Saint-Simon déclare, en quelque endroit, que, malgré son intimité avec le duc d'Orléans, il s'était fait une loi de ne jamais parler au prince de ses maîtresses. Il tint scrupuleusement parole, jusqu'au jour... où il viola son serment, dans l'intérêt même de son ami. C'est lui qui arracha le duc d'Orléans aux séductions de sa maîtresse et qui l'empêcha de se perdre tout à fait dans l'esprit et la faveur de Louis XIV. Ce que le négociateur, pour parvenir à ses fins, dut déployer de diplomatie et d'éloquence, il l'a lui-même exposé tout au long dans ses *Mémoires*. Madame, au contraire, attribue à son fils seul, le mérite de cette victoire ; mais il n'est que trop certain, qu'abandonné à lui-même, le duc d'Orléans, avec son caractère faible, n'aurait jamais eu l'énergie nécessaire pour se dégager des liens dans lesquels il était emprisonné. Voici la lettre où Madame annonçait cette nouvelle à sa tante ; il y manque seulement le passage que nous avons déjà donné plus haut, pour montrer l'empire tyrannique de Mme d'Argenton sur le duc d'Orléans :

Versailles, 5 janvier 1710. — Il faut que je vous raconte quelque chose qui me fait, à la vérité, de la peine, mais que je ne voudrais pas qui ne fût pas arrivé.

Mon fils a définitivement de lui-même rompu avec sa brune chérie ; il ne la reverra plus. C'est un dur sacrifice, car il l'aime encore, mais il a tout à fait raison.

Aussi, afin de rentrer dans la faveur de Sa Majesté, a-t-il rompu, et ne reverra-t-il plus la dame.

Je trouve que, pour cette victoire remportée sur lui-même, mon fils mérite plus d'éloges que s'il avait gagné une bataille ; car on ne livre pas une bataille à soi seul, et les autres ont autant de part au succès que le général ; mais dompter ses propres passions, on en a seul l'honneur ; c'est la chose la plus difficile du monde. On peut chanter à mon fils comme dans l'opéra de *Roland* (de Quinault) :

Sortez pour jamais en ce jour
Des liens honteux de l'amour.

La brune et grincheuse maîtresse est partie hier ; elle va chez son père, où elle pourra vivre à l'aise, car mon fils lui laisse les 42000 livres qu'il lui donnait par an. Tous les hommes sont pour et toutes les femmes contre lui ; quitter volontairement sa maîtresse, est un exemple qui déplaît aux dames.

Mais il est un détail, que nous savons par Saint-Simon et que Madame s'est bien gardée ou simplement a oublié de dire. Pour la réussite de l'affaire, il fallait procéder avec ménagement, et prendre bien garde d'indisposer ou simplement d'effaroucher le prince. Or, quand le duc d'Orléans vint annoncer la rupture à sa mère, celle-ci, maladroite comme toutes les personnes trop franches, choisit précisément cette occasion pour dire à son fils du mal de la maîtresse qu'il allait quitter. « A la façon dont elle avoit toujours traité et ménagé cette maîtresse, ce n'étoit pas à elle, ajoute Saint-Simon, à en dire du mal, beaucoup moins au moment de la rupture, qui sont des instants à respecter pour les plus sévères. » La maladresse de Madame n'avait d'égale que son inconséquence et que son indulgence coupable pour les maîtresses de son fils.

L'histoire de Mme d'Argenton nous a quelque peu détourné de notre route ; achevons le récit de la campagne de 1706, en ce qui concerne Madame, son fils et l'abbé Dubois. Ce dernier y rendit à la princesse le même service que dans les campagnes précédentes ; il fut son fidèle correspondant. Aussi le remercie-t-elle vivement de son zèle et de son exactitude ; toutes les lettres qu'elle lui adresse se terminent par cette formule : « Je vous prie de me croire... » ou bien : « Croyez-moi votre bien bonne amie. » « Je reçois dans ce moment votre lettre, monsieur l'abbé, lui répond-elle (12 juillet), et ne veux tarder de vous remercier, mais je suis fâchée que vous preniez sur votre repos pour m'écrire, car j'avais espéré que, comme vous n'étiez pas du métier, vous auriez plus de loisir ; mais je vois bien que bon esprit est bon à tout. »

Le duc d'Orléans donnait bien, de son côté, de ses nouvelles à sa mère ; mais, occupé comme il l'était, il ne pouvait le faire régulièrement :

Dites-moi, je vous prie, écrit-elle à l'abbé, mon fils lit-il mes lettres, car encore qu'il m'écrive, il ne me fait jamais aucune réponse sur rien de ce que je lui écris (22 octobre)...

Le siège de Turin la préoccupait fort :

Le bon Dieu veuille que Turin soit pris quand le prince Eugène arrivera, mais ce prince Eugène est si rempli de ruse que je le crains toujours. Si mon fils engraisse en ce pays-là comme M. de Vendôme, il approchera bientôt de ma taille.

Elle recommandait avant tout à Dubois de lui dire la vérité, aimant « mieux avoir les nouvelles dans le vrai et précisément comme elles sont, que flattées ; car cela redouble si fort les inquiétudes qu'on ne se fie à rien ; et quand on dit vrai, on sait à quoi s'en tenir et on prend les choses sans s'inquiéter plus que le mal ne le demande et cela donne un grand repos ». Ce sage conseil ne l'empêcha pourtant point de s'inquiéter grandement, surtout quand elle apprit la gravité de la blessure de son fils, et ses souffrances « qui me tiennent, dit-elle, fidèle compagnie nuit et jour : je ne puis songer à autre chose ». (27 sept.)

Depuis que j'ai appris cette maudite gangrène, je n'ai pu ni bien dormir, ni bien manger... Mais, grâce à Dieu, vos lettres d'aujourd'hui me calment et me font respirer ; jugez de là à quel point je vous en suis obligée (29 sept.).

Heureusement, la blessure guérit plus promptement qu'on ne l'avait supposé, et le mois suivant (18 oct.), répondant à une lettre de l'abbé du 13, elle disait :

Je ne doute pas que les chirurgiens qui avaient voulu couper le bras à mon fils soient étonnés de le voir quasi guéri ; le bras de mon fils mettra les eaux de Balaruc en grande réputation. Je ne comprends pas comment mon fils n'aime pas mieux guérir promptement et manger moins ; si c'était moi, le parti serait bientôt pris...

V

Là s'arrête la série des lettres de Madame à Dubois, du moins des lettres qu'on trouve en appendice dans l'ouvrage de M. de Seilhac. Ainsi, encore en 1706, la princesse assurait l'abbé de son amitié. Elle avait dit pourtant et répété à ses correspondantes de l'étranger que, jusqu'au mariage de son fils, elle avait considéré Dubois comme un honnête homme, mais qu'à partir de ce moment, par conséquent à partir de 1692, ses yeux s'étaient dessillés, qu'elle avait découvert toutes les fourberies du personnage, et que l'estime qu'elle avait eue jusqu'alors pour lui s'était changée en un mépris profond. Or, le langage qu'elle lui tient dans ses lettres de 1692, 1693, 1694, 1696 et encore en 1706, dément complètement cette assertion.

D'où vient cette anomalie ? Avant d'en chercher l'explication, constatons un fait : c'est que les lettres où Madame parle de Dubois en termes injurieux, mais où pourtant jamais (la chose est à noter) elle n'attaque ses mœurs, — ces lettres, dis-je, sont d'une date bien postérieure à l'événement qui dut amener un changement dans l'attitude de Madame à son égard. Cet événement, c'était le mariage du duc de Chartres avec Mlle de Blois.

Il nous est impossible de préciser la date exacte où s'opéra ce revirement ; mais il est évidemment postérieur à l'année 1706, puisqu'en cette année-là, Madame se disait encore « la bien bonne amie » de Dubois. En 1713, les sentiments de la princesse n'étaient plus les mêmes : car, à cette date, Madame, dans sa correspondance avec sa tante, parle de Dubois comme n'ayant pas son pareil en fait de fourberie, et les lettres qu'elle adresse à d'autres correspondantes sont, après cette date, remplies d'invectives contre l'abbé. D'ailleurs, il est à remarquer qu'avant cette époque, il n'est, dans la correspondance générale de Madame, question de Dubois, ni en bien ni en mal. Quoique ce fût le précepteur de son fils, c'était un trop petit personnage pour que la princesse daignât s'en occuper : à ses yeux, comme aux yeux de la Cour, Dubois ne comptait pas.

Je suppose que Madame n'a connu que fort tard dans sa vie, vraisemblablement plus tard que l'année 1706, la part prépondérante que Dubois avait eue au mariage du duc de Chartres. Le secret avait été bien gardé, chose étonnante, car le fils de Madame n'était guère discret Saint-Simon l'avait plusieurs fois appris à ses dépens . Je vois d'ici l'indignation et la fureur de la Palatine quand elle aura su ce qui s'était passé. Elle aura maudit son peu de clairvoyance et le dépit d'avoir été jouée « par ce prestolet » de Dubois, lui aura fait altérer, pour la première fois de sa vie, la vérité, à elle, si vantée pour sa franchise ! C'est la blessure infligée à son amour-propre, qui l'aura poussée à dire que ses sentiments à l'égard de Dubois s'étaient modifiés immédiatement après le mariage.

Mais aussi, le moyen d'imaginer qu'un personnage dans la position de Dubois en 1692, un sous-ordre, fût le principal artisan du mariage d'un fils de France, du neveu même de Louis XIV ! Madame savait bien que le chevalier de Lorraine et le marquis d'Effiat, favoris de son époux, avaient coopéré au mariage du duc de Chartres, gagnés qu'ils étaient par des promesses de faveur et d'argent ; mais un simple précepteur, avoir été appelé à collaborer à une pareille œuvre ! Un précepteur, c'est-à-dire un pédagogue et l'on sait le cas qu'en ce temps, et surtout à la Cour, on faisait des gens de cette profession [1].

[1] Madame [illegible] train bien connu :

Dans la suite, la princesse consentit pourtant à pardonner à Dubois ; car, lorsqu'il fut nommé cardinal, elle dit que, bien qu'il eût empoisonné sa vie, elle ne voudrait lui faire aucun mal (17 août 1721) et, le mois suivant, lors de la réception du nouveau prélat, elle écrivait (25 sept.) : « Tout le monde ici est en grand habit ; car j'ai une cérémonie à 3 heures, savoir la réception de ce maudit cardinal Dubois ; le pape lui a envoyé la barrette, et il faut que je le « salue », que je l'invite à prendre place et l'entretienne pendant quelque temps (1). Ce me sera une corvée, mais les corvées et les désagréments sont mon pain quotidien. Mais, voici notre cardinal qui s'avance... » Ici Madame interrompt sa lettre ; après la cérémonie, elle reprend : « ... Le cardinal m'a priée d'oublier le passé ; il m'a fait la plus belle harangue qu'il soit possible d'entendre. Il est certain que cet homme a bien de l'esprit ; s'il était aussi bon qu'il est intelligent, il ne laisserait rien à désirer (2). »

GUILLAUME DEPPING.

KHARTOUM

Khartoum ! ce nom éveille chez la plupart l'idée d'une cité trois fois sainte pour les disciples de Mahomet, et que gardent d'une façon jalouse les derniers et fanatiques partisans de feu « le Madhi Mohamed Ahmed ».

Réellement Khartoum n'a rien d'aussi sacré. Avant 1885, c'est-à-dire avant d'être tombé entre les mains des madhistes, Khartoum avait été une ville aimable et florissante, dont la grande réputation de prospérité était autrement méritée. Sa fondation, de date récente, était due aux Égyptiens. En effet, ceux-ci, après leur mainmise sur le Soudan, dédaignèrent les villes qui existaient déjà, telles que Berber ou Sennar, pour en faire la capitale de leur nouvelle possession, et fondèrent Khartoum ; c'était en 1830. La ville progressa rapidement, et ne tarda pas à devenir le cosmopolis de cette partie de l'Afrique. La position en était excellemment choisie : située au carrefour du Nil bleu, du Nil blanc et du Nil, elle se trouvait placée au centre d'un grand rayon commercial qui, par le Nil blanc, se dirigeait au Sud vers le Bahr-el-Gazal, voire même vers le Kordofan et le Darfour, par le Nil bleu au sud-est vers Souakim, enfin par le Nil, au nord, vers l'Égypte.

Khartoum fut construit à la façon des grands villages de l'Égypte ; ses maisons étaient basses, composées d'un simple rez-de-chaussée, faites de briques d'argile séchées au soleil, et entourées, selon une mode généralement répandue en Afrique, d'une vaste cour qu'un mur séparait de la rue. Ces habitations, fort primitives en somme, n'étaient guère solides et résistaient assez mal aux intempéries de la saison hivernale. On cite même un Européen, le docteur Toscanelli, qui fut enseveli sous les décombres de sa maison, à la suite d'un orage terrible. Quelques monuments rompaient la monotonie de ce grand village uniforme, qui, transformé, peuplait de ses multiples maisons une sorte de grande plage. Ces divers monuments étaient des palais pour le gouverneur du Soudan, et autres fonctionnaires importants, des mosquées, etc.

De Khartoum dépendait la vie des régions environnantes, car on y trouvait toutes les ressources nécessaires à la vie. Ses jardins nombreux, cultivés avec soin et très productifs, fournissaient des légumes et des fruits. Autour de la ville résidaient des tribus pastorales qui élevaient de nombreux troupeaux, et approvisionnaient Khartoum de viande. Dans le fleuve l'on pêchait des poissons variés. Enfin, les fumeurs avaient le choix entre le fin et parfumé tabac du Caire, et le tabac venant du sud, d'un arome fort appréciable.

A Khartoum résidait une colonie européenne composée d'Anglais, de Français, d'Allemands et d'Italiens. Cette colonie pouvait y vivre d'une façon confortable, car, en outre des ressources du pays, tous les produits d'Europe y étaient importés. C'était donc, au point de vue matériel, presque la vie d'Europe que l'on menait dans cette cité lointaine, sauvage à demi, hospitalière cependant et semblant comme une halte bienfaisante au milieu des solitudes soudanaises. Khartoum fut constamment cette halte, et tous ceux qui jouèrent un rôle dans l'exploration du Soudan oriental, au retour des longues et pénibles étapes sous l'implacable soleil, s'y reposèrent avec volupté. Pour eux c'était, après la vie d'aven-ventures et les heures parfois douloureuses, passées dans la brousse, le repos, le *home*. Tous les explorateurs ont rapporté de Khartoum le souvenir le meilleur ; plusieurs d'entre eux ont exalté ses mérites et parlé du charme de ses mille jardins remplis de fleurs et de fruits.

Mais Khartoum n'offrait pas toujours un aspect aussi enchanteur : souvent, pendant la saison des grandes pluies, les fleuves bordant Khartoum perdaient leur calme habituel, s'enflaient tout à coup d'une façon demesurée, et débordaient à travers la ville. Alors celle-ci, dont la voirie était loin d'être parfaite, était transformée en vaste marécage, et il

(1) Madame avoue, dans une de ses lettres, qu'elle n'était pas forte sur les harangues. « Je trouve la princesse royale (de Prusse) habile, de pouvoir répondre aux harangues ; c'est un art que de ma vie je n'ai pu apprendre : quand je dois répondre moi-même, je marmotte si bas, sans me vanter, que le diable ne me comprendrait pas. » (12 décembre 1706.)

(2) Jaegle, III, p. 106-107.

fallait, après l'inondation, de longs jours de soleil avant qu'elle reprit sa physionomie habituelle. Pendant l'inondation, véritable calamité, la vie était suspendue; les rues, ordinairement animées du va-et-vient d'une population grouillante et curieuse, devenaient mornes. Dans son intéressante étude intitulée: *Le Soudan égyptien sous Mehemet-Ali*, M. Henri Dehérain dit à ce propos :

« Le 12 août 1879, Charles Rigollet arrive à Khartoum. Voici le tableau que présente la ville : le milieu des rues est transformé en torrents, presque tous les habitants restent chez eux; seuls quelques rares passants se risquent dehors et rasent les murs. La plupart des boutiques sont fermées « pour cause « de pluie ». Les portes du Divan (Ministère) et de la Poste sont également closes. Les employés ne pouvant circuler à cause de la pluie, les bureaux ferment. »

Khartoum, soumis à une période de grande chaleur sèche, puis à une période de grandes pluies, possédait un climat fort malsain. Les Européens en souffraient beaucoup, d'autant que Khartoum, situé à un niveau très bas, avait à supporter fréquemment des températures excessives, montant jusqu'à 46°. Afin de résister à ce climat dangereux, il était nécessaire de se soumettre à une hygiène sévère.

Khartoum, capitale du Soudan égyptien, devait fatalement attirer l'attention du Madhi; aussi, dès le début de son extraordinaire fortune, il rêva de s'en emparer. Chaque étape de la conquête des Madhistes fut un nouveau pas vers la prise de Khartoum. Les populations du Soudan égyptien qui vivaient résignées sous le joug tyrannique de l'administration khédiviale, se réveillèrent soudain à la voix du prophète, qui leur annonçait la délivrance et la justice. Le Madhi Mohamed-Ahmed souleva ce pays comme par enchantement. Sa voix réveilla la haine et le fanatisme, et rassembla des partisans, ainsi que le clairon réveille la troupe endormie et la rassemble pour la bataille. La tourmente madhiste fut pareille à une de ces tornades furieuses et fréquentes dans l'Afrique tropicale, qui sur leur passage font trembler tous les êtres et brisent les arbres et les plantes.

Bientôt Khartoum seul dans tout le Soudan fit face à la tourmente. Le Madhi ne tarda pas à venir l'assiéger. Gordon-Pacha reçut du Khédive la mission de le défendre; il s'acquitta de sa tâche le mieux qu'il put. L'attaque de Khartoum fut terrible; la défense en fut héroïque. L'Angleterre, qui venait d'occuper l'Égypte à la suite des événements de 1882, s'émut du sort de Khartoum, et envoya lord Wolseley, afin de dégager la ville assiégée. Lord Wolseley manœuvra de telle façon qu'il arriva quarante-huit heures après la chute de Khartoum et le meurtre de Gordon. A propos de cette intervention de l'Angleterre, il ne faudrait pas s'illusionner; les raisons d'humanité mises par elle en avant ne masquaient que des intérêts personnels. En effet, elle voulait à l'époque (ce qu'elle veut encore aujourd'hui du reste) légitimer son étrange occupation de l'Égypte, par une guerre contre les Madhistes qui, d'après elle, mettaient et mettent toujours en péril l'existence du Soudan égyptien, province égyptienne. En réalité, ce que l'Angleterre cherche, c'est de faire bel et bien pour son propre compte, aux frais du Khédive, mais non pour le Khédive, la conquête du Soudan égyptien — province égyptienne!

A la suite de la chute de Khartoum, on poussa à Londres contre le Madhi un long cri de vengeance. Toutefois, malgré le respect dû à la mémoire de Gordon, notre voisine crut que la sagesse lui enjoignait de ne point précipiter les événements, et d'attendre patiemment que le moment favorable pour arracher Khartoum aux derviches fût venu. La patience de l'Angleterre a été vite justifiée : le Madhi mourut peu après la prise de Khartoum, et, aussitôt la force et le prestige des Madhistes se trouvèrent singulièrement diminués.

L'Angleterre n'a pas cru, néanmoins, devoir profiter immédiatement de cet avantage, et elle a attendu plus de dix ans, avant de songer à reprendre Khartoum aux bandes madhistes.

C'est à la fin de 1895 seulement, après l'apparition du livre de Slatin Pacha [illegible] *à sang*, que, soutenue par l'Italie et par l'État congolais, l'Angleterre, avec le consentement du cabinet de Berlin, se mit en mesure de faire la conquête du Soudan égyptien, ayant comme principal objectif la prise de Khartoum.

Pour la future campagne, elle concentra sur le Nil, à Wady-Halfa, de nombreuses troupes anglo-égyptiennes et anglo-indiennes placées sous les ordres du sirdar Kitchener. Elle commença ses opérations avec cette lenteur calculée qu'elle n'a cessé de pratiquer depuis. Après une courte action est toujours venue une longue période de recueillement. Successivement, l'armée du Soudan occupa Dongola, puis Berber; depuis fort longtemps déjà, elle se trouvait concentrée en ce dernier endroit. Récemment, elle a engagé avec les derviches, près de la rivière Atbara, coulant non loin de Berber, un violent combat que les dépêches parties du camp du sirdar nous ont représenté comme une éclatante victoire de l'Angle-

[illegible] gouvernement anglais en prit acte pour demander la marche [illegible]

terre sur les derviches. Les Anglo-Égyptiens, d'après cette dépêche, n'auraient subi que des pertes très insignifiantes, tandis que les derviches auraient été à peu près anéantis. Tout en ne mettant pas en doute les victoires de l'armée du sirdar, il est bon, peut-être, de ne pas accepter complètement la version de cette dépêche empreinte d'un évident optimisme pour la cause britannique. Certains même se plaisent à dire que les convois de blessés descendant de Wady-Halfa ont été plus nombreux qu'on a bien voulu le prétendre. Plus récemment encore l'Angleterre a poussé une pointe en avant.

Mais Khartoum est toujours aux mains des derviches. On annonce que l'attaque de la grande ville va avoir lieu. Quel est le chiffre des madhistes résidant à Khartoum ou aux alentours ? Il est fort difficile d'obtenir des renseignements exacts à cet égard. On suppose que ce chiffre est de 60 à 80 000 hommes. Les Anglais, malgré leur assurance de vaincre, ne se dissimulent pas que la partie sera grosse à jouer, aussi prennent-ils toutes les précautions nécessaires avant de l'engager.

Ils terminent leur ligne de chemin de fer allant de Wady-Halfa à Berber, et rejoignant le confluent du Nil et de l'Atbara; ils seront ainsi bien à même d'opérer rapidement leur ravitaillement et de renforcer leurs effectifs. De plus, ils se sont entourés d'un puissant réseau télégraphique, qui les mettra directement en communication avec l'Égypte. Une récente dépêche nous annonçait que les forces anglo-égyptiennes avaient été renforcées d'une façon très sérieuse. Il est certain que ce renfort a été envoyé au sirdar en vue de la prochaine attaque de Khartoum.

En France, la marche sur Khartoum n'a pas eu le don de passionner l'opinion publique; nous avions, cependant, mille raisons de nous y intéresser. En effet, la partie qui se joue actuellement sur les bords du Nil nous touche directement. N'allons-nous pas, nous aussi, être bientôt établis sur le haut Nil? Nous y sommes, peut-être, établis en ce moment même! Quand les Anglais seront à Khartoum, nos canonnières pourront y remonter également. Et puis, n'y a-t-il pas là dans cette grave question du haut Nil comme la clef d'une autre importante question à laquelle elle est entièrement liée, et à laquelle nous devons toujours songer : la question d'Égypte? De plus, nos intérêts dans l'Oubanghi et dans l'Abyssinie équatoriale sont trop considérables, pour que nous considérions la mainmise des Anglais sur le Soudan égyptien comme un fait banal et sans portée.

En France, hélas! les graves questions extérieures, aujourd'hui pourtant à l'ordre du jour, sont en général peu connues du public, et nous laissent trop indifférents. Les mesquineries de la politique intérieure absorbent notre attention, tandis qu'au loin tant de graves problèmes sont en train d'être résolus.

La conquête du Soudan égyptien est un de ces problèmes.

La prise de Khartoum par les Anglais ou l'échec des Anglais devant Khartoum sera un grave événement qui décidera du sort de cette conquête et qui datera dans l'histoire de cette fin de siècle. Malgré les incertitudes qui règnent au sujet de la puissance derviche, et malgré les hasards inhérents à toute expédition en Afrique, il est à présumer que le sirdar Kitchener, avec ses 20000 hommes bien exercés et solidement encadrés, vaincra les derniers derviches. Quoi qu'il en soit, nos voisins attendent avec une impatience mêlée d'un peu d'anxiété le moment où le sirdar Kitchener se décidera à attaquer l'ancienne capitale du Soudan égyptien, devenue le dernier refuge de la puissance madhiste. D'après les derniers et plus sûrs renseignements ce moment est très proche.

André Mevil.

LA RENAISSANCE DU THÉATRE BRETON

On a accusé les Bretons de ne pas déployer, pour défendre leur langue contre les envahissements successifs du français, la même énergie que leurs frères celtes de la Grande-Bretagne ou que les Flamands belges. Comme pour répondre à ce reproche, au moment précis où les cadets de Gascogne faisaient entendre sur les bords de la Garonne comme un bruissement d'ailes de cigales et la vibration retentissante de leurs tambourins, les fêtes de Morlaix, le 13 et le 14 août, solennisaient la fondation de l'*Union régionaliste bretonne* et la renaissance du théâtre breton.

Dans une séance présidée par M. Le Bolloc'h, maire de Morlaix, qui avait à ses côtés les deux exquis romanciers bretons : MM. Le Braz et Le Goffic, ce dernier a donné lecture des statuts de la société. Nous en détachons les lignes suivantes :

« L'Union régionaliste bretonne se propose de développer, par le réveil du sentiment breton, toutes les formes de l'activité bretonne.

« Elle se divise en un certain nombre de sections : section de décentralisation administrative, section agricole, section maritime, section d'histoire et de littérature, section de langue et de littérature bretonnes, section des beaux-arts, etc. »

On voit que les Bretons bretonnants ne se refusent ni les longs espoirs ni les vastes pensées. Mais, ce qui permet l'avenir à leur tentative, c'est que leur idée nous paraît née d'un mouvement d'esprits large

et profond, et non d'un mouvement d'enthousiasme factice. Dans un siècle où le sentiment de race a pris dans toute l'Europe un caractère d'acuité et même d'irritabilité extrêmes, les membres épars de la vieille famille celte devaient plus que d'autres éprouver le besoin de se saluer par delà les mers et de reconstituer, au moins dans le domaine littéraire et artistique, le faisceau de leurs traditions nationales rompu depuis si longtemps. Aussi, dans la soirée de gala qui a suivi la séance inaugurale de la société, dans le coquet petit théâtre de Morlaix, c'est aux applaudissements redoublés du public que M. Fournier d'Albe, délégué de la Ligue gaëlique, a apporté aux Bretons les félicitations de leurs frères celtiques d'outre-Manche, et « salué avec enthousiasme » la renaissance du théâtre breton. Il les a invités au congrès celtique universel qui aura lieu à Dublin, en 1900, pour poser les bases d'une entente entre les Celtes pour les questions d'art, de langue et de littérature celtiques.

Mais les tentatives de ce genre, même lorsqu'elles sont aussi mûrement réfléchies et organisées, ont un caractère artificiel et sont frappées de stérilité aussi longtemps qu'elles ne sont pas populaires. Ce qui distingue précisément le réveil breton, c'est que les lettrés se bornent à diriger un mouvement qui existait depuis longtemps, qui ne s'est guère interrompu depuis des siècles, et qui s'est surtout manifesté dans le genre littéraire où l'artiste et le public prennent contact de la manière la plus intime au théâtre.

La représentation des vieux mystères tirés de la Bible ou de la Vie des Saints a toujours eu le don de passionner les âmes bretonnes. Dès le XVIe siècle, les paysans de toute la « terre d'Armor » se rendaient en rangs serrés aux « places du jeu », amphithéâtres naturels où des acteurs improvisés jouaient des drames qui ne l'étaient guère moins, et qui avaient pour auteurs, le plus souvent, des prêtres ou des clercs. Ces clercs constituent un type qui a presque complètement disparu : c'étaient des demi-lettrés qui, après quelques simulacres d'études, avaient renoncé à la prêtrise pour redevenir paysans. Après les travaux de la journée, ils consacraient leurs soirées à feuilleter leurs vieux cahiers du séminaire, leur Bible ou leur martyrologe, dont les récits merveilleux les piquaient d'émulation et revêtaient, sous leur plume maladroite, une forme vaguement dramatique. Les costumes, les décors étaient aussi frustes que le style et que les acteurs de la pièce : ainsi, dans le *Mystère des trois Rois*, joué à Vannes, le rôle de la Vierge était rempli par un paysan qui avait simplement passé sur ses habits ordinaires une longue chemise de femme, sans même quitter son chapeau à larges bords.

La passion des Bretons pour le théâtre allait si loin que les évêques interrompirent ces représentations ; mais la tradition continua, sournoisement, jusqu'en 1789, où elle reparut au grand jour. Toutefois c'est sous le règne de Louis-Philippe que le théâtre breton revêtit un éclat qu'il n'avait pas connu depuis longtemps. Une troupe fameuse, celle de Lannion, dans le diocèse de Tréguier, allait de village en village donner des représentations applaudies par un public complaisant. Les acteurs exerçaient sur leur « salle » une influence irrésistible. On raconte qu'un des membres de la troupe, Pierre Le Moullec, avait été prié de déclamer quelque chose dans un repas de noces, au bourg de Ploulec'h : une jeune fille, en l'entendant réciter le prologue du *Jugement dernier*, se mit tout à coup à crier qu'elle se voyait environnée de flammes et que des diables l'entraînaient en enfer. Elle en devint folle.

Toutefois, jusqu'à ces dernières années, le public cultivé, même en Bretagne, n'avait suivi ces essais qu'avec une attention distraite et assez dédaigneuse, lorsqu'en 1888, le savant celtologue Lunel organisa une représentation du *Mystère de saint Trophime et du roi Arthur*, à laquelle il convia la presse parisienne elle-même : ce fut un fiasco. Il faut dire que la pièce était jouée dans une sorte de cave éclairée aux chandelles ; et, les acteurs se costumant à leur guise, le public stupéfait avait reconnu dans la suite du roi Arthur, qui vivait au VIe siècle, un cavalier portant l'uniforme authentique... du 6e escadron du train des équipages de l'armée française !

Mieux avisés, MM. Le Braz et Le Goffic n'ont rien négligé pour donner à une nouvelle tentative toutes les chances de succès. Ils ont, avec le concours du peintre Maufra et d'autres artistes, monté sur la place publique du village de Ploujean, près de Morlaix, une vraie scène, dont les décors ont été brossés avec soin. Pour les costumes, ils se sont adressés à M. Lambert, le costumier du Palais-Royal. Mais, tout en cherchant à donner à la représentation la vraisemblance dramatique indispensable, ils se sont bien gardés de lui enlever son cachet breton et populaire : les acteurs étaient des paysans ; les rôles de femmes eux-mêmes étaient joués par des hommes, suivant la tradition bretonne ; enfin ils avaient choisi un des plus anciens mystères bretons que l'on connaisse, la *Vie de saint Gwénolé*, qui date de la fin du XVIe siècle, et dont l'auteur inconnu est probablement un de ces clercs à peine plus lettrés que les paysans qui viennent d'interpréter sa pièce.

Le dimanche 14 août, veille de l'Assomption, à l'heure de midi, une véritable caravane de Bretons, de Parisiens, d'Irlandais, quittait la jolie ville de Morlaix, dont les maisons ont si bien gardé leur air

moyen âge avec leurs étages en saillie les uns sur les autres, pour se diriger vers le village de Ploujean, distant de trois kilomètres, à travers une campagne fleurie d'ajoncs et de bruyères. Il faisait un soleil doux, un peu pâle, un peu mélancolique, à cause d'un grand voile de nuages blancs tiré à travers le ciel. Un parfum de blés mûrs planait sur la route; on était au fort de la moisson; des pyramides de gerbes s'alignaient dans les champs, et les tas de chaume atteignaient la hauteur des fermes éparses au milieu des saules et des trembles.

Ploujean était pavoisé de drapeaux tricolores; sur la place publique, transformée en salle de théâtre, les pantalons rouges faisaient le service d'ordre. Derrière la scène, adossée au cimetière, on entrevoyait la vieille tour du clocher, dont l'horloge allait sonner deux coups : c'était le signal du lever du rideau... absent : le décor qui encadrait la scène, et qui devait servir pendant les cinq actes, malgré le changement des tableaux, représentait au premier plan les murailles crénelées d'un château féodal, tandis qu'au fond de la scène se profilaient les vagues formidables de la mer démontée.

Les fauteuils d'orchestre et le parterre étaient représentés par des rangées de chaises tirées de l'église voisine, et que M. le curé avait prêtées au théâtre. Le public qui occupait ces places était surtout composé d'étrangers, c'est-à-dire de « Français », comme on dit en Bretagne. Il fallait détourner les yeux pour trouver un peu de couleur locale, vers les gradins en planches qui garnissaient les côtés de la place, et surtout vers les fenêtres, cheminées et toitures des maisons voisines, toutes noires de monde. Sur ces « galeries » et « paradis » vertigineux d'un théâtre en plein air, s'agrippaient comme ils pouvaient les robustes gars de la contrée; on y voyait palpiter, au souffle des brises du large toutes chargées d'effluves salins, les rubans des coiffes bretonnes, le bonnet de Morlaix, la dentelle plus gracieuse de Landerneau, qui se plisse comme une corolle et s'enlève comme une aile, la cornette de Quimper, une guipure blanche sur fond bleu...

Sur la scène, se montraient parmi les décors des têtes horrifiques de princes ou de guerriers barbares. Les acteurs, sans souci des convenances dramatiques, allaient et venaient sur la scène, se mêlaient même au public. On entrait comme au moulin dans les coulisses et derrière la scène, en passant par le cimetière. Le soldat qui en gardait l'entrée n'était là que pour la forme. Rien de plus curieux que les derrières et les dessous de ce théâtre en plein vent : ici, gisait le tonnerre, sous la forme d'une grande plaque de tôle; là, le roi Gralon se coiffait de son diadème et, le sceptre entre ses mains calleuses de paysan, posait sur un escabeau devant un dessinateur. Des photographes braquaient leur objectif sur d'autres personnages, plus hérissés de poils et d'écailles d'airain que le dragon de la légende; d'autres achevaient de se costumer, et, leur barbe à la main, montraient encore pour une minute leur bonne figure de gars bretons, où deux yeux d'un bleu doux s'entr'ouvrent dans la face hâlée, avant de l'ensevelir dans une chaudronnerie digne du capitaine Fracasse. Dans un coin, « l'hôtelière » et « la femme de mauvaise vie », les deux seuls personnages féminins de la pièce, fumaient de gros cigares : leur laideur toute masculine et leur menton mal rasé suffisaient déjà à trahir leur travesti.

« Alors, vous n'avez aucune appréhension? » demandai-je à l'un des acteurs, un paysan qui devait jouer successivement les rôles de page, de valet d'écurie, de prêtre et de prince; il me regarda avec un léger étonnement : pourquoi aurait-il eu peur? Il n'y mettait aucun amour-propre de cabotin, comme je pus le reconnaître dans les entr'actes, quand j'allai lui faire mes compliments. Comme ses camarades, il apportait à son jeu un sérieux, une ardeur où ne se mêlait aucune arrière-pensée vaniteuse. On a beaucoup ri du sacerdoce que s'attribuaient les poètes romantiques; à plus forte raison, n'oserait-on parler à Paris du sacerdoce des comédiens; et cependant, ces amateurs qui venaient de quitter la faucille et tenaient dans leurs mains brûlées au soleil soit un bouclier, soit la crosse dorée des évêques, soit le globe et le sceptre de la royauté, allaient jouer avec une conviction presque religieuse. N'était-ce pas d'ailleurs une manière de culte adressé au bon saint de la mer, au *Sant da Mor*, à ce Gwénolé qu'on honore sur toute la côte bretonne? C'est bien ainsi que l'entendait Mgr Valleau, évêque de Quimper, qui avait bien voulu patronner l'œuvre entreprise, et, sans doute, les nombreux curés qu'on remarquait dans le public. Et ce public lui-même, j'entends le public breton, car les Parisiens ne se départirent pas en cette occasion de leur gouaillerie habituelle, a suivi les péripéties pourtant enfantines du drame avec un intérêt qui n'était pas seulement celui de la curiosité : il y mettait le meilleur de son âme.

Eh bien, les rieurs avaient tort, et ce public candide, avec un goût plus affiné, me sembla le seul digne d'inspirer de grands poètes. Assurément, il ne faut pas appliquer à un vieux mystère, composé pour des spectateurs d'un autre âge et surtout d'une autre âme que la nôtre, les principes, les règles et peut-être les préjugés de la critique moderne. On ne doit chercher, dans cet informe essai d'art dramatique, ni intrigue, ni caractères bien soutenus, ni analyse psychologique; il faut l'accepter comme il est, comme nous écouterions, en nous refaisant une âme de dix ans, un conte de fées conté par une vieille

grand'mère. Les invraisemblances abondent; le poète supprime le temps et l'espace : pour suggérer l'idée d'un long voyage, les auteurs font le tour de la scène; saint Gwénolé, à sa naissance, a la taille d'un jeune homme de vingt ans; il lit deux lignes de sa leçon, et la minute qu'il y met doit figurer trois ans d'études; un château se bâtit sous nos yeux, du moins les acteurs voudraient nous le faire croire, en moins de temps que je ne mets à vous le dire; le même décor représente successivement la Bretagne et l'Angleterre, un palais, une lande, la mer qui a englouti la ville d'Is... Si nous ne voulons pas accepter ces conventions, nous ne sommes pas dignes de comprendre Shakespeare, à qui une grange suffisait pour monter *Hamlet*, et de simples écriteaux pour représenter la mer ou un palais. Nos somptueux décors modernes ne trahissent que l'affaiblissement de notre imagination.

Grâce à la traduction française dont nous avions pris connaissance et qui serre de près le texte, nous pouvions suivre dans ses moindres détails un drame qui, sans cette précaution, nous eût été aussi inintelligible que du siamois. On le dit en breton très pur, malgré le grand nombre de mots français dont il est semé, et qui le fait ressembler quelquefois à une de nos Chansons de geste.

[illegible]

Les vers sont de douze syllabes à rimes plates; quelques-uns, plus courts, forment des strophes chantées sur un air très doux et un peu monotone, presque comme une mélopée. Ce sont des cantiques ou des prières à Dieu, qu'on prononce à genoux : fréquemment, dans le cours du drame, tous les personnages interrompent ainsi l'action pour demander à Dieu conseil ou protection; c'est moins un drame qu'un cantique dialogué.

Le roi Gralon, dès les premiers vers, nous met au courant du sujet et du lieu de la scène; jamais exposition dramatique ne fut plus dépouillée d'artifice :

[illegible]
Je suis un roi puissant : je suis nommé Gralon.
Le pouvoir est avec moi de gouverner les Bretons,
Depuis la ville de Brest jusqu'à la ville de Guingamp.
Celle-ci est ma capitale. Is, la plus charmante ville
De toutes celles qui ont été bâties sous le firmament,
Il n'y a que les habitants de la Grande-Bretagne qui me
donnent du chagrin.

Pour contenir ses sujets d'outre-Manche, le roi, dont le rôle était fort bien rempli par M. Thomas Parc, cultivateur, fournier, aubergiste, barbier, dit le programme; le roi, dis-je, nomme son cousin Fragan gouverneur de la Grande-Bretagne. La scène II nous transporte chez ces ancêtres des Anglais : il fallait admirer ici non le poète, mais le costumier, qui avait donné aux acteurs des têtes effrayantes d'*outlaws* et de brigands : l'un avait la trogne immonde d'un écumeur de barrière, l'autre était vêtu d'une peau de loup, dont les dents acérées lui couronnaient le crâne. Leur âme répondait à leur physique :

[illegible]

dit l'un d'eux : ces vers font frissonner, mais ils sont bien dans la situation : il arrive rarement au poète de donner ainsi à sa pensée une expression artistique, ou même suffisante. Presque toujours, la langue est enfantine comme un balbutiement. On peut en dire autant de l'analyse des caractères : elle est fruste et sommaire; un personnage est joyeux ou triste, bon ou méchant, sans nuances. Mais, ici encore, il y a quelquefois des éclairs de vérité dramatique précieux à noter. Ces barbares nous paraissent, comme le seront leurs descendants, passionnément jaloux de leurs droits et de leur indépendance.

Les habitants de cette île ne sont pas si sots
Que de se laisser enlever leur liberté.
Qui est ce gouverneur? dis-moi vite,
Que nous lui donnions la chasse...

Comme contraste avec ce caractère ombrageux et indomptable des Bretons d'outre-Manche, le naturel des habitants de la Petite-Bretagne, tel que le poète nous les dépeint, est doux, faible, et un peu mystique. Ainsi, ce pauvre gouverneur, si mal reçu de ses administrés, est consolé par l'apparition de l'ange Gabriel, qui lui annonce la naissance d'un fils qui sera un saint et qui s'appellera Gwénolé.

En effet, dès que l'enfant est venu au monde, il se signale par une série de miracles : à l'âge de trois ans il demande à être envoyé à l'école, en quelques mois il devient plus savant que son maître et guérit sous nos yeux un de ses camarades, qui s'est cassé la jambe. Mais ce ne sont là que les bagatelles de la porte : nous allons en voir bien d'autres! Il va ressusciter son cousin, tombé raide mort à ses pieds; il va rendre Gralon victorieux de ses ennemis. Menacé par une formidable armée de païens, ou de Sarrasins, — le poète paraît confondre les uns et les autres, — le pauvre roi de la Grande et de la Petite-Bretagne serait fort en peine si Gwénolé n'élevait ses mains vers le ciel, à l'instar de Moïse, pendant que les deux armées se battent derrière la scène : on entend des clameurs et le cliquetis d'épées entre-choquées, pendant que les deux souverains, le chrétien et le barbare, combattent sur la scène. Grâce aux prières de Gwénolé, les païens sont déconfits.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer, dans le cours de cette analyse, que l'auteur fait constamment des emprunts à la Bible; nous en verrons de fort curieux. Mais, de plus, la scène dont nous parlons aurait pu, avec un peu d'art, devenir des plus dramatiques : il y a ainsi dans cette pièce une foule de germes brillants; on frôle à chaque instant des beautés que l'auteur n'a pas soupçonnées.

Ainsi, pour en citer un autre exemple, le caractère de Gralon n'est pas mal dessiné. Aussitôt après sa victoire sur les païens, il n'a rien de plus pressé que de renier ce Dieu qui l'a sauvé et de retourner à Jupiter (*sic*). Et pourquoi? Il va nous le dire :

> Pour soutenir la foi chrétienne,
> Nous étions toujours en guerre avec ses ennemis.

C'est un roi qui aime son repos, une sorte de roi fainéant qui serait sceptique comme Frédéric II, sans aller cependant jusqu'à nier la vie future; mais ce qu'il n'aime pas dans le paradis chrétien, c'est, il le dit en propres termes, qu'on n'y a point de franches lippées. Il renonce donc à un Dieu

> Que nous ne voyons jamais, ni la nuit, ni le jour;
> Enfin, il faut prendre du plaisir en ce monde,
> A goûter à tout ce qui est bon, avant de le quitter.

Quand Gwénolé veut le ramener à la foi chrétienne le roi lui répond :

> Tout cela c'est des contes qui ont été inventés
> Pour abuser des gens simples et bas d'esprit.

Bref, ce roi las de gouverner, et qui n'a qu'une préoccupation constante, celle de « faire mettre la nappe », était digne d'avoir autour de lui ses d'Holbachs et ses Lamettries, sinon ses Voltaires. Il a même son Sans-Souci, son « palais charmant » où il mène joyeuse vie. Sceptique et jouisseur, il est tolérant aussi, comme les « philosophes » du XVIIIe siècle :

> Chacun est libre de faire ce qu'il voudra,
> Et quiconque en a le désir reniera [Dieu] quand il lui [plaira]...

Cette figure, pour n'être qu'une ébauche, est cependant à la fois complexe et vivante. Mais il y a mieux ici qu'un portrait, il y a un tableau dont l'auteur a sûrement pressenti la grandeur épique : c'est la lutte de deux religions antagonistes, dont il nous donne l'esquisse, un vague crayon de ce que Chateaubriand fera dans les *Martyrs*. L'apostasie du roi entraîne un grand nombre de ses sujets à renier aussi le christianisme :

> Jusqu'aux religieuses qui étaient au couvent,
> Que l'on voit avec des polissons rouler sur la route.
> ... Elles se régalent à l'auberge.

Il est permis « d'incendier, de violer, de voler » : c'est l'anarchie universelle, décrite, on le voit, non sans verve pittoresque. Mais cette vie sans frein ni règle, qui d'abord lui semblait si charmante, ne tarde pas à peser au vieux jouisseur. Comme un pochard au lendemain d'un jour d'ivresse, il exhale son repentir dans un hoquet :

> O Dieu, mon créateur, ouvrez vos bras
> Pour me soutenir, car mon fardeau est lourd !
> Je regrette de vous avoir oublié.

Il est bien temps! Saint Gwénolé, malgré ses prières ardentes, ne peut détourner de la nation coupable le châtiment divin : la ville d'Is sera engloutie par l'Océan.

Cette dernière scène, malgré la maladresse de l'exécution, est presque belle, d'une beauté vraiment dramatique. Au moment où la catastrophe va fondre sur la ville, nous voyons des débauchés, accompagnés d'une femme de mauvaise vie, faire irruption dans une auberge : ils demandent de l'eau-de-vie et un jeu de cartes. L'hôtelière leur recommande de ne pas faire de bruit, parce qu'elle a beaucoup de voyageurs qui dorment déjà; elle va « moudre du café » pour ses nouveaux hôtes. Cette scène réaliste ferait déjà de l'effet par elle-même; mais ces détails familiers, presque vulgaires, accentuent le tragique du dénouement : nous savons que l'Océan engloutira la ville dès que le coq aura chanté trois fois. En vain Gwénolé prend le ton d'un Jonas ou d'un Jérémie pour engager les pécheurs à se repentir : il est reçu par des huées. Cependant, le coq chante une première fois; un coup de tonnerre retentit; la face des impies qui jouent aux cartes commence à devenir blême : les uns voudraient obéir à Gwénolé, mais les autres couvrent ces scrupules, exprimés à demi-voix, par leurs clameurs et leurs blasphèmes. Au troisième chant du coq, tous ces malandrins se jettent par terre, pour signifier que l'Océan a tout englouti, et qu'ils sont submergés par un nouveau déluge.

On voit l'effet qu'un Shakespeare eût tiré d'une donnée pareille; mais cet effet, le vieux clerc l'a produit dans l'âme de ceux à qui il s'adressait. Les Bretons qui formaient, à Ploujean, la majeure partie du public, suivaient les péripéties de cette scène finale avec une terreur presque religieuse. Sans nul doute, ils éprouvaient à ce moment-là le frisson du beau qu'un grand poète peut seul communiquer à des âmes moins neuves. Mais ce n'est là qu'une différence de degré. On pourrait même trouver un soupçon d'art, une lueur de vraie poésie, dans la gradation d'effets de ce dénouement. S'il y a accumulation d'emprunts faits à la Bible, de la Genèse à l'Évangile, ces emprunts ne forment point disparate, et concourent à un effet d'ensemble dont le style enfantin du drame atténue seul la grandeur.

* *

La représentation a été suivie d'un banquet dans une grange, où M. Gaston Paris, qui assistait aux

fêtes de Morlaix, et M. Bourgault-Ducoudray, un enfant distingué de la Bretagne, ont bu à l'avenir des littératures celtiques et salué cette journée comme une étape de leur développement. Ce ne sont point là des lieux communs oratoires : les membres de l'Union régionale bretonne comptent fonder une revue, se réunir en congrès chaque année dans différentes villes de la Bretagne, et surtout fonder un théâtre breton, une tradition dramatique, en s'appuyant sur les résultats obtenus. Les acteurs de Ploujean, bien préparés, bien entraînés, peuvent aller très loin : plus d'un montre déjà un véritable instinct de la scène ; il suffira de développer ces germes pour obtenir enfin un spectacle qui intéresse également les lettrés et le grand public.

On peut rêver davantage encore : au lieu de puiser au vieux répertoire des mystères du XVIe siècle, pourquoi ne stimulerait-on pas les poètes du terroir, qui, sans imiter — qu'ils s'en gardent bien ! — leurs confrères parisiens, conserveraient la naïveté, la simplicité et la candeur religieuse de leurs ancêtres en y joignant un peu plus d'art ? Il me semble même qu'on pourrait, sans se mettre en frais d'invention, tirer, des ébauches comme le mystère qu'on vient de représenter, une adaptation nouvelle, qui n'aurait de commun avec le vieux texte que le sujet, le thème poétique, mais développé avec plus d'habileté. Les plus grands poètes dramatiques n'ont pas fait autre chose.

Ne serait-ce pas une chose charmante, et qui tournerait à la gloire de la France, de voir surgir sur le sol généreux de notre pays deux, trois littératures qui ne seraient pas celle de Corneille et de Voltaire, mais qui n'en seraient pas moins nationales ? Ce que Mistral et Aubanel ont fait pour la poésie provençale, un poète breton ne peut-il le faire pour les « jeux » de la vieille Armorique ? On nous répondra que le provençal est une langue presque classique, et dans la grande tradition latine, tandis que le breton va se mourant, isolé aux extrémités de l'Europe. Mais ce n'est pas l'opinion des celtisants de France, d'Angleterre, d'Irlande et d'Amérique, et leur conviction est si ardente, les efforts qu'ils font pour sortir de leur état de dispersion, d'isolement moral, sont déjà si féconds qu'il suffirait d'un poète de génie pour les couronner d'un succès définitif. A voir la richesse des littératures celtiques, et les grands écrivains que la Bretagne a déjà donnés à la littérature française, on ne pourrait prétendre sans injustice que la plus vieille des races européennes soit moins bien douée que ses voisines, et ne puisse se tourner avec confiance vers l'avenir.

SAMUEL CORNU.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'initiative du Tsar.

On saura plus tard comment a été conçue et rédigée la circulaire du comte Mouraview, quelles préparations, quels tâtonnements, quels essais préalables l'ont amenée jusqu'au moment où, tout d'un coup, elle a vu le jour. Il est de fait qu'elle est tombée un beau dimanche après-midi sur nos têtes, comme un tonnerre, alors que tous les hommes politiques ou réputés tels étaient absents de Paris et que, dans les bureaux de presse, les rédacteurs en chef ne brillaient eux-mêmes que par leur absence, en sorte que le lendemain les journaux se faisaient remarquer par l'insignifiance de leurs observations, ce qui leur est, il est vrai, assez ordinaire en tout temps.

On aime à croire que le tsar Nicolas s'est entendu avec les cabinets européens, en particulier avec celui de son amie et alliée la République française, avant de lancer sur le monde cet aérolithe. Ce devrait être vrai, selon l'ordinaire façon de raisonner des publicistes et du commun des mortels : mais ils oublient que les potentats ont le don d'agir par eux-mêmes sans consulter personne, qu'ils puisent dans leur propre conscience, ou leur propre imagination, les mobiles déterminants de leurs actes, et que c'est là précisément le privilège caractéristique de la souveraineté de ne consulter que soi-même et son étoile.

Il est donc très possible que notre surprise personnelle ait été une surprise universelle. Nicolas II était plus que justifié par la mémoire de son grand-père et par les actes éclatants de piété filiale qu'il lui consacre ; il était justifié aussi par cette date célèbre du 24 août, qui vit l'année dernière, à bord du *Pothuau*, le président de la République française et l'empereur de Russie échangeant dans leurs toasts les mêmes paroles et les mêmes formules de « droit », de « paix » et d' « équité » pour les nations. Nicolas II pouvait se passer de toute autre garantie et caution après celles-là ; il était assuré de répondre aux aspirations les plus ardentes des peuples, à celles de la démocratie française en particulier : et, dès lors, il n'avait qu'à céder spontanément aux suggestions d'une jeune âme souveraine, habituée à planer sur le monde et à considérer les choses du haut de la plus éminente situation où il soit possible à quelqu'un de se trouver.

Les diplomates de l'école ont été, à ce que l'on nous raconte, interloqués et même abasourdis. Ce n'est pas que le fait les choque trop en lui-même, et, s'ils avaient été seulement avertis, ils l'auraient élevé par leurs louanges jusque dans les nues. Mais ils ne

savaient rien, et c'est leur vanité surprise qui a jeté des cris déchirants, à peine étouffés par le respect. Ces diplomates cependant pourraient se dire qu'il leur est arrivé de subir cette fois ce qu'ils ont l'habitude de faire subir aux autres, quand ils s'enveloppent de mystère pour les actes les plus médiocres et lèvent tout d'un coup le rideau sur des spectacles fort plus intéressants. Le tsar Nicolas a mené sa diplomatie par-dessus la tête des diplomates : c'est aux peuples qu'il s'est adressé tout droit, sans tenir compte des susceptibilités de quelques illustres personnages qui se sont habitués à former le conseil des dieux et à être l'écran entre les soleils et les foules. C'est ce que nous pouvons appeler, j'espère, de la diplomatie au grand jour, celle précisément que nous demandons parfois, non sans la plus grande modestie, à nos parlementaires d'arrondissement et de canton. Et alors ils lèvent les bras au ciel, sous le coup de l'indignation que leur fait éprouver cette sorte de sacrilège de notre part! Toutes les relations des États seraient troublées et la paix du monde serait impossible, si les nations pouvaient être informées de la marche des choses où sont engagés leur fortune et leur destin! Mais le tsar qui, de sa position, ne fait guère de différence entre les diplomates et les charbonniers, qui les considère tous dans une égale humilité et dans un égal lointain, a jugé bon de s'adresser aux uns et aux autres à la fois et de ne pas établir entre eux une hiérarchie artificielle. Cette manière de procéder a scandalisé certains politiques, mais c'est parce qu'ils ont la vue courte; ils auraient compris, en y réfléchissant mieux, que c'était une condition nécessaire de l'acte d'initiative de Nicolas II, que cela même constituait la valeur, le mérite et le caractère de sa démarche, et que, faisant appel à l'opinion européenne, il devait à cette opinion cette politesse toute mondaine et recommandée même par le protocole, de ne point parler à d'autres avant de lui parler à elle.

* * *

Maintenant, quoi qu'il en soit, l'acte est accompli ; il faut le prendre et l'accepter tel qu'il se présente, puisqu'il n'est pas possible de faire autrement. Le tsar « croit que le moment présent serait très favorable à la recherche, dans la voie de la discussion internationale, des moyens les plus efficaces à assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable, et à mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels ». Certes, voilà une critique de la manie furieuse des armements, que nous avons assez souvent exprimée, avec tous les publicistes d'Europe, et nous devons nous sentir flattés, comme nous ne l'avons jamais été, de la contribution apportée à notre thèse par un collaborateur et confrère d'une telle autorité et d'un tel poids que la moindre ligne d'un de ses secrétaires vaut plus à elle seule que tous nos articles et va porter l'émotion en un clin d'œil jusqu'aux extrêmes limites du monde habité!

Le piquant, c'est que l'empereur de Russie propose de mettre un terme à la folie des armements, à l'heure juste où l'empereur Guillaume propose d'augmenter encore son infanterie et son artillerie, et où l'Angleterre vote des sommes formidables pour mettre sa flotte, qui déjà vaut deux flottes des deux plus grandes puissances maritimes, en état d'égaler à elle seule toutes les autres flottes du monde. L'opposition de ces attitudes est si frappante qu'on s'est plu à dire que le tsar avait dû, au préalable, se mettre d'accord avec Guillaume II et que, vraisemblablement, il répondait au désir secret de l'Allemagne en proposant d'endiguer ce flot toujours croissant de dépenses de guerre, dont Guillaume lui-même s'effraye. Mais nous retombons là dans ces hypothèses qui attirent les esprits ingénieux, sans que rien leur permette de penser si elles sont en effet conformes à la vérité.

Une seule chose est certaine, parce qu'elle est là écrite sous nos yeux, c'est que personne n'avait fait en moins de mots une critique plus décisive de la politique actuelle de l'Europe et de ce paradoxe des puissances qui, « pour mieux garantir la paix, ont développé, dans des proportions inconnues jusqu'ici, leurs forces militaires et continuent de les accroître sans reculer devant aucun sacrifice. Tous ces efforts pourtant n'ont pu aboutir *encore* aux résultats bienfaisants de la paix souhaitée. Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source... » Et, malgré tout, on n'a pu *encore* aboutir à cette paix *réelle* à laquelle les nations aspirent, comme le cerf altéré aspire à boire l'eau des fontaines, et on a beau multiplier le nombre des régiments et des canons, on n'y est pas *encore!* « Des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyable qui, considérés aujourd'hui comme le dernier mot de la science, sont destinés demain à perdre toute valeur... Ainsi les forces intellectuelles et physiques des peuples, le *travail* et le *capital*, sont en majeure partie détournées de leur application naturelle et consumées *inproductivement.* » Tout cela n'est-il point parfait, et pour le fond et pour la forme, et dans le style qui convient pour toucher au cœur tous les amis de la paix dans l'univers? On remplirait des journaux entiers avec les formules de vœux et les adresses de remerciements et d'hommages qui sont envoyées au tsar de tous les points de la terre par les sociétés de paix et d'arbitrage et surtout par les groupes de femmes et de mères de tous les pays qui

bénissent le Dieu sauveur, le bienfaiteur du genre humain!

A ce mouvement unanime rien d'étonnant; au contraire, rien n'est plus naturel et plus humain. Car il est absolument vrai de dire que, depuis des années et des années, les foules se tournaient vers tous les points de l'horizon, attendant avec anxiété d'où leur viendrait la parole de vie et d'espérance. Elle est venue enfin, et, sans en demander pour aujourd'hui davantage, ces foules optimistes, toujours prêtes à espérer le bonheur, du fond de leurs misères et de leur dur labeur, au premier rayon qui luit, tournent vers le tsar Nicolas leur visage reconnaissant. C'est un grand spectacle. Ce siècle ne nous en a pas donné plusieurs qui puissent lui être comparés. Maintenant viennent les politiques et les parlementaires et les publicistes qui émettent leurs objections, qui développent l'armée hérissée de piques de leurs arguments et de leurs doutes. Même les partisans les plus sincères de la paix et du désarmement n'ont plus que des perplexités quand on les a mis au pied du mur. Ils ne découvrent plus que des impossibilités à la réalisation de leur propre vœu. Mon Dieu, laissez-nous d'abord respirer! Nous verrons ensuite, quand nous aurons repris haleine, comment pourra se réunir la conférence, et comment elle s'organisera et comment elle pourra procéder à des délibérations et à des votes, et comment!... Mais nous n'en sommes pas là, nous voulions seulement prendre acte de ce grand acte, au nom de l'opinion, puisqu'on l'y convie, et en marquer le caractère.

Ce caractère est extraordinaire de toutes les façons et sous tous les aspects : ce ne sont pas seulement les grands États d'Europe, le fameux concert des puissances, dont on a persiflé maintes fois l'impuissance égale à la fatuité; ce sont aussi tous les petits États, le Danemark, la Suède, la Belgique, l'Espagne bien entendu, qui n'est pas encore un si petit État, — en un mot, tous les gouvernements qui ont des représentants attitrés auprès de la cour du tsar, et dont nous ne savons pas le nombre exact; et, avec tous ces États d'Europe, ceux d'Amérique évidemment, les grands États-Unis victorieux, et encore d'autres que nous ignorons; le tsar a dit : *tous*, c'est donc *tous*, tous ceux qui ont « des représentants accrédités à la cour impériale »; le suffrage universel des États du monde, enfin, non pas l'aristocratie des puissances privilégiées, mais la grande démocratie des gouvernements et des peuples : telle est l'image de cette extraordinaire conférence, qu'un jeune César a conçue, et nous voyons là les véritables assises de l'Europe et de la civilisation du monde, le suffrage universel des États, comme nous le disions, substitué au suffrage restreint et arbitraire des grands États qui prétendaient jusqu'à présent figurer seuls le droit et la loi! Nous saluons ce principe nouveau de vie, et nous imaginons avec plaisir de quelle indignation secrète doivent être pénétrés les grands électeurs, les *beati possidentes* qui voient traiter avec cette désinvolture le dogme de leur prééminence et les principes sacro-saints de leur protocole gothique!

Ces considérations suffisent pour aujourd'hui à notre joie. Les grandes puissances ont si bien rempli leur rôle depuis deux ou trois ans, et envers l'Arménie et envers la Grèce, et vis-à-vis de toutes les autres grandes circonstances de l'histoire du monde, que cette aventure devait leur arriver. Elles auraient assez mauvaise grâce à se plaindre d'être détrônées, puisqu'elles avaient commencé par abdiquer. Au fond, et si on regarde les choses attentivement, on verra que c'est bien une sorte de leçon et un rappel à leur devoir politique et social que le tsar Nicolas adresse aux puissances dirigeantes de l'Europe.

Parmi ces puissances, la position de la République française méritera notre attention la plus particulière, non seulement parce que c'est la France, mais parce que sa position sera vraiment unique et dramatique. Il a donc été écrit par le destin que jamais ce pays de France n'aurait une situation ordinaire et commune; mais que toujours il serait placé sur quelque sommet singulier au milieu des événements du monde. Considérez, en effet, ce que cette situation a de rare et pour ainsi dire de paradoxal.

Le potentat de toutes les Russies proclame cet idéal de *paix*, de *droit*, de *justice* qui est notre propre idéal et celui de la Révolution française; il nous l'emprunte, il l'offre au monde, il est notre allié, et, voici l'extraordinaire! c'est que de tous les États conviés à Saint-Pétersbourg, la France est le seul à qui s'impose l'obligation de formuler les plus expresses réserves de patriotisme!

Est-ce l'Allemagne qui se permettrait, par hasard, d'affecter des hésitations de parade, alors que la politique de désarmement proportionnel et progressif consacrerait l'état de l'Europe, tel qu'elle l'a construit de ses mains de fer? Est-ce l'Autriche-Hongrie, elle qui périclite au milieu de ses divisions intérieures et que le programme du tsar relève et raffermit? Est-ce l'Italie, elle qui ne parvient plus qu'à force de mesures excessives à comprimer les révoltes de la misère? Est-ce l'Angleterre, elle qui fait résonner ses tambours sous toutes les latitudes et qui domine de ses flottes toutes les mers avec les détroits qui les rejoignent? Qui donc, excepté la France, serait admis par le bon sens et la justice à formuler ici des réserves ou à garder des arrière-pensées? Mais la France a des devoirs de cœur et de politique à remplir que, seule, elle sent et comprend; elle a pour-

suivi pendant vingt-sept années une politique de prudence, de travail, de sacrifices et d'abnégation pour laquelle elle a droit à des sanctions plus que méritées. Nous seuls, en entrant à la conférence, nous aurons un serrement de cœur, le plus naturel, et le plus légitime, et que nous sommes fiers d'éprouver. Nous ne le cacherons pas. Mais nous irons à la conférence loyale de notre allié; nous irons, avec le droit pour argument, et peut-être saurons-nous dire de ces mots qui portent aussi dans les siècles et qui sont bons à dire, non seulement pour nous, mais pour le monde.

HECTOR DEPASSE.

DE L'APTITUDE DES FRANÇAIS
AUX LANGUES VIVANTES

I

Sommes-nous doués du don des langues?

A cette question, neuf personnes sur dix répondront : Non. Et la dixième sera évasive.

Fait brutal, et vexant. Redoutable même, si l'on réfléchit à toutes les conséquences industrielles et commerciales qui naissent de cette lacune : au tour que prennent les événements contemporains, tout, les guerres mêmes, n'aboutit-il pas, en fin de compte, à des faits internationaux économiques? et l'aptitude à manier le langage des peuples concurrents ne compte-t-elle pas pour beaucoup dans la grande lutte mi-pacifique, mi-armée, qui se dispute la clientèle de l'univers?

— A quoi bon, objecte-t-on, s'ingénier et peiner aux idiomes étrangers, puisque tous nos voisins parlent français? Notre belle langue est l'instrument de la diplomatie. Les classes cultivées, hors de chez nous, la parlent. Elle se propage...

— Eh non! répondrons-nous. C'est la langue anglaise qui progresse à la surface du globe, suivie pas à pas par l'allemande. Et combien de temps encore les hautes classes étrangères, voire la diplomatie, donneront-elles la préférence à la nôtre? Elles iront inévitablement à celle des langues qui prédominera. En outre, avez-vous songé aux nécessités de la guerre, reculée, il est vrai, mais toujours possible, et qui se fait à l'aide, croyez-en Napoléon, d'informations courantes et familières. Enfin, raison décisive, l'industrie et le commerce eux-mêmes sont l'œuvre de la masse profonde des peuples, qui, eux, ignorent les belles manières et les charmes difficultueux des participes passés français, et veulent qu'on aille chez eux et qu'on leur parle leur idiome natal. Un grand importateur américain me disait : « Sur vingt étrangers qui viennent chez moi chaque jour, dix sont Anglais, sept Allemands, le reste Suédois, Hollandais, etc. Tous les quinze jours seulement, un Français m'arrive! » Disons et redisons-le : compter, pour se dispenser d'études étrangères, sur l'universalité de notre langue, c'est se réfugier derrière l'*argumentum pigritiæ* qui ruine et tue. L'avenir est aux actifs, parlant et agissant, comme l'ont fait nos pères. Ceci soit dit pour ceux qui invoquent l'excuse d'un atavisme fatal : avant l'époque républicaine et impériale, fleurissait chez nous la culture pratique des langues, qui ne s'oublia que par suite de l'échec persistant de notre marine durant cette période. Citons, dans les trois siècles qui la précédèrent, Champlain, et plusieurs de ses compagnons qui possédaient couramment l'anglais et l'espagnol, et à qui, en outre, quelques semaines suffirent pour s'entendre, en leurs dialectes, avec les différentes peuplades indiennes du Canada. Si Jean-Bart usa peu des idiomes anglais et hollandais, ses lieutenants y excellaient, au point de se travestir parfois en Anglais et en Hollandais, et de faire illusion à leurs adversaires. Bougainville et presque tout son état-major, voire des matelots, apprirent, outre l'anglais, l'espagnol et le hollandais, quantité de dialectes océaniens, exemple de persévérance que Dumont-d'Urville répéta, avec beaucoup de ses officiers. Tous ces hommes, sans parler des savants polyglottes de profession et d'ardents missionnaires élèves du collège de la Propagande, prouvaient ainsi que notre race a été et reste capable d'un tel effort linguistique.

« Volonté et méthode », telles sont les deux conditions nécessaires pour conquérir ce don des langues. Conditions gênantes pour nos habitudes actuelles de quiétude casanière et bureaucratique. Un peu de difficultés nous décourage. Quelques obstacles suffisent à nous arrêter. Pourquoi? Parce que nous nous plaisons à les grossir et à y trouver une excuse à notre apathie nationale.

Vous plairait-il de passer en revue ces prétendues difficultés, ces obstacles réputés insurmontables, qui nous arrêtent au seuil des langues étrangères?

II

Qu'est-ce que savoir une langue? C'est être en mesure de la parler et de l'écrire. C'est donc, d'abord, en savoir les mots, autant dire les sons, et avoir, à cet égard, de l'oreille; ensuite, posséder la mémoire des sons; enfin tenir la méthode et la philosophie de cette langue. Or, réalisons-nous, en général, ces conditions?

« Les Français, ai-je entendu dire à Gounod, ont plus de goût que d'oreille. » En effet, le jugement et l'intelligence ont été affinés chez nous par des siècles

d'éducation, tandis que le choix, la sélection et la reconnaissance des sons n'ont jamais été l'objet d'une culture même accessoire. Sans doute, la parole mesurée est encore une musique et une éducation de l'ouïe : mais pouvait-on attendre de nos Gaulois, excessifs dans leur élocution vive et hardie, et de leurs fils, nos paysans, bruyants et criards dès que leur intérêt n'est plus en jeu, qu'ils fussent sobres et mesurés d'expression et s'assouplissent à cette éducation des nuances auditives dont ils n'eurent jamais cure et qu'ils ne soupçonnaient même pas?

Combien il est regrettable que ce don gaulois de l'élocution n'ait pas été développé par la musique! Car celle-ci, riche en modulations, auxquelles s'attachent le soin et l'amour-propre personnel, présente un répertoire de sons bien autrement abondant que la simple parole. Nos voisins d'outre-Rhin sont affligés d'une langue dure : néanmoins ils ont cultivé sous toutes ses formes le chant, c'est-à-dire l'oreille, et aujourd'hui ils en récoltent le fruit, car ils sont devenus, en dépit d'un accent désagréable qui ne les quitte jamais, bien plus polyglottes que nous. Qu'ils écorchent les diverses langues qu'ils parlent, ils les parlent du moins assez pour se faire comprendre.

Soit donc : les Français, bien qu'amoureux de mélodies expressives, sont peu chanteurs : est-ce à dire qu'ils ne puissent le devenir? Pour obtenir ce résultat, bon en soi, favorable à la pratique des langues comme à l'hygiène, à la cohésion de l'effort dans les cœurs et à l'entente bienveillante des caractères, ne suffit-il pas de quelques encouragements et distinctions, banalement réservés aux orphéons? L'école, tant primaire que secondaire, n'offre-t-elle pas aux bonnes volontés, à cet égard, un champ illimité? La Russie, qui a eu l'ingénieuse idée d'appliquer le chant choral à l'armée, y excelle et dote la jeunesse d'un délassement qui la sauve du cabaret. Demandez surtout à l'Allemagne si elle ne s'applaudit pas hautement des avantages dus à cette pratique! Et qui sait si, chez nous, ce ne serait pas l'aurore d'une poésie et d'une musique populaire, bien supérieure aux stupidités ou polissonneries de café-concert?

Si de l'ouïe qui saisit, nous passons au langage, au vocabulaire qui est saisi, nous rencontrons cette objection : « Notre langue est sourde, sans sonorité ni accentuation suffisantes. Le Nord français, ajoute-t-on, a prédominé sur le Sud, le dialecte terne de l'Ile-de-France a supplanté la brillante langue d'oc, Paris a effacé Toulouse et Aix. »

D'accord : la langue d'oïl, qui n'est autre que notre français officiel, a peu d'éclat. Mais peut-on lui refuser une accentuation sobre, une délicatesse légère et fine? Il ne trompette pas, mais tient une réserve qui n'est pas sans dignité; et si l'*e* muet y fleurit outre mesure, ce dialecte, notre français classique en somme, ne fait-il pas bonne figure manié par un Bossuet, un Racine, un Victor Hugo?

On peut même aller plus loin, et affirmer sans exagération que l'intonation imposée par le français, qui est une sorte de voix presque blanche, laisse l'oreille libre pour saisir les sons plus gutturaux de l'anglais, plus aspirés de l'allemand, plus sonores de l'italien et de l'espagnol. Nul doute que notre langue, à l'intonation réservée et discrète surtout dans la classe instruite, n'offre, à défaut d'avantages spéciaux pour les langues étrangères, au moins l'absence de difficultés : point de sonorités qu'il faille oublier et remplacer.

Reste la mémoire des sons : l'avons-nous?

Faiblement, il faut l'avouer. Si le son nous échappe, à plus forte raison la mémoire spéciale qui le grave dans l'oreille. Cette faculté a pour conditions essentielles d'une part l'attention qui, on le sait, est chez nous facilement distraite et dispersée, et d'autre part l'exercice et l'entraînement, qui nous manquent. Une certaine science y est nécessaire, apanage exclusif d'un nombre restreint de musiciens, et absolument ignorée de la foule. Nos écoliers, quand ils s'appliquent à retenir leurs leçons, se tient plus au sens et à la liaison des idées qu'à la cadence et à la ritournelle des sons. En sorte que le son fuit, comme l'eau d'un vase fêlé. Faculté, du reste, inférieure en soi, simple reflet des réalités, et de peu de valeur intrinsèque, bien qu'appelée à rendre d'immenses services. Il est vrai que quelques penseurs autorisés professent qu'une grande mémoire auditive suppose un esprit vide ou inactif : aussi l'enfant apporte une fraîcheur et une précision de mémoire remarquable aux sons, aux mots, aux langues, aptitude précieuse, et qui facilita si fort à Montaigne l'étude du latin, appris avec sa nourrice. Nombre d'enfants dès l'âge tendre retiennent sans difficulté ni confusion deux ou plusieurs langues, tour de force qu'ils seraient incapables d'exécuter à vingt ans, et à plus forte raison, à quarante.

Que faut-il donc pour obtenir cette mémoire des sons? Mon Dieu! redevenir enfants, c'est-à-dire s'astreindre à une règle, une méthode, se faire une volonté soi-même au lieu de la subir, comme eux, en un mot renouveler son attention.

Mais n'y aurait-il pas, allègue-t-on, une difficulté plus grande dans notre manière de penser nationale? Objection grave et qui mérite un examen délicat. En effet, ceux qui ont pratiqué la philosophie des langues s'accordent à dire que, si les Français adultes semblent peu épris des langues étrangères, c'est que, pénétrés plutôt de la valeur des idées, ils n'attachent que peu de prix à l'expression, qui les

traduit, en dehors de leur langue : celle-ci en effet n'est-elle pas privilégiée? elle si bien faite pour l'abstraction, la généralisation, la clarté! Un détail familier le prouve : bien des devises, même étrangères, conservent la forme et le style français. Clairs nous sommes; et, quoique bavards, nous sommes, peut-être par là même, peu orateurs, nous plaisant à frapper nos idées générales en forme de maximes bien plus qu'à les présenter sous un développement étoffé et didactiquement oratoire, comme le font volontiers les Anglais et les Américains.

De même, tout ce qui gêne ou retarde la vivacité de la pensée, son éclosion brusque et sa formule immédiate, tout cela nous déplaît instinctivement et sans que nous l'analysions. Or combien d'obstacles apporte à cette façon de sentir, de penser et de dire, la pratique d'une langue étrangère, à moins que nous n'y ayons été familiarisés de très bonne heure? La parole alors, au lieu d'être l'instrument et l'aide de l'esprit, devient une gêne pour son activité.

Et, pour tout dire, si notre pensée nationale a la finesse et la grâce, elle a aussi la légèreté et l'inconsistance de la mousse de nos vins de Champagne, prête à s'évaporer et à disparaître au contact de la précision brutale des idiomes voisins. Aussi ne sentons-nous pas une sorte d'appréhension à nous servir de ces idiomes capables de nous trahir? Qui d'entre nous n'a éprouvé une gêne vague à avoir voulu sous-entendre, en anglais ou en allemand, quelque intention subtile ou aimable ou affectueuse? Petit supplice bien fait pour nous faire prendre en aversion l'instrument étranger qui nous vole notre finesse nationale. Réciproque vraie du reste pour les étrangers délicats, quand ils veulent être spirituels en français. C'est peut-être de là qu'est née la légende de l'Allemand riant aux éclats, le lendemain, de la plaisanterie française entendue la veille! Bref, nous aimons à penser vite et finement : or toute langue étrangère paralyse finesse et vivacité, et dès lors a grande chance d'être prise en grippe.

III

Nous avons passé en revue les difficultés nées de l'ouïe, du langage et du mécanisme intellectuel national. Ce ne sont pas les seules. Il s'y joint les obstacles qui, issus de notre éducation et discipline scolaires, nous tiennent, comme toute erreur implantée dès l'enfance, sous un joug étroit. Je veux parler de l'enseignement de l'Université.

Notre écolier, en bon écolier, a appris non seulement les règles du rudiment latin, mais a été gorgé de thèmes, et l'habitude de ne traduire qu'à coups de dictionnaire s'est si profondément incrustée dans son esprit, qu'il transporte et applique invinciblement son procédé franco-latin à l'anglais et à l'allemand : tout ce qui s'exprime en ces langues, même la conversation, devient pour lui un thème, du français à habiller en anglais; il voit, mentalement, le terme français, et lui cherche un équivalent étranger! Au lieu que le son propre de la langue étrangère vaille par lui-même et soit immédiatement conçu, saisi et exprimé, l'esprit a toujours sous l'œil un dictionnaire fictif fiévreusement feuilleté! Jugez combien cette pratique est fatigante, et surtout combien la vie réelle, la vérité même de la pensée et jusqu'à la plus faible émotion est absente de ce fastidieux travail!

Et qu'on ne parle pas d'exagération! une telle éducation linguistique pèse si fort sur l'esprit que de longues années suffisent à peine pour dépouiller une méthode si fausse, si nettement en contradiction avec la pratique des langues appelées vivantes parce qu'elles doivent être vécues, et pour la remplacer par la vraie, celle de l'oreille, de l'intonation, du geste, de la vie et du plein air, du mouvement de pensées saisies sur les lèvres, l'œil, le visage de l'interlocuteur.

Concluons. Si nous n'avons pas l'aptitude aux langues, acquérons-la. Nous le pouvons, rien ne s'y oppose sérieusement. Affaire de volonté et de méthode, avons-nous dit : répétons-le, afin que l'Université y veille. Les familles s'en inquiètent. Le pays sent qu'un intérêt grave est attaché à cette question, en présence de la concurrence passionnée qui ne fait que commencer sur le marché du globe entier et qui ne manquera pas de devenir plus ardente au cours du XXe siècle.

Libre d'ailleurs à chaque famille intelligente de prendre personnellement les devants, et d'employer le vrai moyen pour acclimater les langues. Transplantons nos fils, fils casaniers de pères déjà trop casaniers, dans les écoles et surtout dans les familles étrangères, dussions-nous nous-mêmes recevoir leurs propres fils, libre-échange qui offre une garantie de bons soins et d'attentions réciproques, et fait presque retrouver à chacun une famille et une patrie nouvelles. Nos enfants non seulement parleront le langage du milieu étranger, mais encore observeront, compareront, s'assimileront tout ce qui leur paraîtra utile, et apprendront peut-être à ne plus s'admirer trop exclusivement, victimes jusqu'ici de la fatuité bien française qui reste en contemplation devant sa soi-disant supériorité.

A. RENACK.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 3691. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 11. 4e SÉRIE. — TOME X 10 SEPTEMBRE 1898.

LE JOURNAL DE SAMUEL PEPYS

Samuel Pepys naquit en 1633, et mourut en 1703. Ce ne fut point un grand homme, mais il a laissé des mémoires qui sont une œuvre tout à fait exceptionnelle. Si Rousseau les eût connus, il se fût moins vanté. Car Pepys, lui aussi, montre à ses semblables « un homme dans toute la vérité de la nature », et, comme il le fait sans préméditation, sans songer qu'on le verra quelque jour, comme il se raconte chaque soir pour lui-même, sans arrière-pensée ni préoccupation d'un public futur, il se déshabille de la façon la plus naturelle, sans alarme ni pudeur, se montrant tel qu'il est réellement, sans souci de draper sa nudité, ou d'apprêter ses attitudes. Il est authentique et vrai, il est incomparablement plus naturel et sincère que ne le pouvait être Rousseau nécessairement préoccupé des lecteurs pour qui il écrivait : Pepys n'écrivait que pour lui seul.

La première édition de ce journal quotidien vit le jour en 1825. Elle était fort incomplète : lord Braybrooke, qui la dirigea, laissa de côté une bonne moitié du manuscrit. De 1875 à 1879, une nouvelle édition parut, qui était plus complète : mais M. Mynors Bright, le commentateur, reconnaissait avoir laissé de côté ce que Pepys racontait chaque jour de sa besogne administrative : en réalité, il ne publiait que les quatre cinquièmes du journal. Une édition réellement complète vient enfin de voir le jour, sous les auspices de M. Henry B. Wheatley (1).

Cette édition si documentée, enrichie de nombreuses illustrations relatives à Pepys et aux hommes et choses de son temps, accompagnée de notes innombrables et pleines d'intérêt, est la seule que devra consulter l'historien, soit que celui-ci y cherche des renseignements d'ordre spécial, soit qu'il veuille plus simplement voir de quelle façon l'on vivait en Angleterre au temps dont il s'agit. A quelque point de vue que l'on se place, que l'on fasse œuvre d'historien, ou que l'on soit moraliste ou philosophe, le *Journal* de Pepys est une mine inépuisable auprès de laquelle les Mémoires d'Evelyn et ceux de Hamilton surtout semblent pauvres à plus d'un titre.

De Pepys historien, nous n'aurons cure ici : considérons plutôt l'homme : voyons comment il vivait, comment vivaient ses contemporains.

Sa vie ne nous est connue qu'en partie. Le Journal commence en 1660 ; il s'arrête en 1669, époque à laquelle Pepys dut cesser d'écrire, ayant à ménager ses yeux qui menaçaient de lui faire défaut : on ne peut que regretter qu'il n'ait pu tenir la plume jusqu'au bout. Sur les neuf années dont il s'agit, en effet, sur les choses qui se firent, sur les hommes en vue, sur les mœurs de l'époque, le journal est si plein de documents que nul ne se fera faute de déplorer le contretemps qui nous prive de pages qui eussent été si précieuses pour l'histoire d'une période mouvementée et intéressante.

Il naquit en 1633, d'une famille bourgeoise ancienne. Les Pepys étaient de petites gens d'abord, — et en cela leurs débuts ne diffèrent en rien de ceux des familles les plus aristocratiques ; — mais dès le XVIe siècle, on les voit pourvus d'armoiries : ils font partie de la *gentry*, et ils donnent de nombreux fonc-

(1) *Journal de Samuel Pepys* [illegible] dres, 1897-1898.

tionnaires à l'État. Pas de fortune : le père de Samuel se retire en 1661 sur une petite propriété qui rend 2000 francs par an à peu près, et Samuel lui-même, qui a cinq frères et cinq sœurs, — dont quatre mortes jeunes, — entre dans la vie sans autres ressources que son éducation et ses aptitudes. Il suit les écoles, il entre à Magdalen College à Cambridge où il obtient une bourse. De ses études, de ses maîtres, on ne sait pas grand'chose. Il ne paraît pas avoir laissé à Cambridge une impression extraordinaire : on sait seulement, par les registres, que le 21 octobre 1653, une verte réprimande lui fut infligée pour avoir, avec un ami, fait scandale pour son ivrognerie. Mais on discerne sans peine aussi, par la culture dont il témoigne dans son journal, que le temps passé à Magdalen ne fut point exclusivement consacré à courir les vignes du Seigneur, s'il but il lut aussi, et prit l'amour des humanités, et c'est en signe des bons souvenirs qu'il gardait de son collège, et du temps qu'il y passa, qu'il légua à Magdalen sa bibliothèque, à plus d'un titre précieuse. Celle-ci s'y trouve toujours.

Il quitta le collège en 1653, ayant conquis le diplôme de bachelier ès lettres, et deux ans plus tard, en 1655, sans qu'on sache ce qu'il a fait dans l'intervalle, il épousait Élisabeth de Saint-Michel, âgée de quinze ans. Celle-ci était jolie, mais pauvre; elle avait pour mère une Anglaise, et pour père Alexandre de Saint-Michel, d'une bonne famille angevine, qui avait été déshérité pour s'être fait huguenot, et s'établit en Angleterre, comme tant d'autres que l'inepte intolérance religieuse contraignit à s'exiler et à changer de patrie.

Un parent riche et influent de Pepys, sir Edward Montagu, — qui devint comte de Sandwich, — reçut le jeune couple chez lui, et l'aida matériellement et moralement. Pepys semble avoir été en quelque sorte un des agents de Montagu, jusqu'en 1660, époque où il obtint une place dans les bureaux de Downing, alors attaché à l'Échiquier. Ce fut le début de sa carrière administrative. Son traitement était de 1 250 francs par an : mais il s'éleva peu à peu, devint un des clercs du conseil, puis secrétaire de Montagu dans son expédition pour la restauration de Charles II. Après cela, il fit partie du service de la marine où il devint un fonctionnaire important et joua certainement un rôle considérable dans le développement de la flotte. Membre de Trinity House, de la corporation de la Pêcherie Royale, surintendant général du service des vivres de la marine où il réussit à établir un ordre qui n'existait pas avant lui, il se montra habile, si ce n'est brave, durant la peste de Londres, et pendant l'incendie, après la guerre où De Ruyter éprouva si durement la marine anglaise. Il est vrai que l'opinion s'émut fort de l'incapacité de celle-ci : une enquête fut ouverte, et Pepys fut mandé à la barre du Parlement. C'est sur lui que retomba le plus lourd fardeau : il n'avait pas seulement à se défendre, il lui fallait aussi défendre ses collègues et subordonnés. Pepys s'en tira d'ailleurs avec honneur, et l'enquête ne se poursuivit point. A ce moment, il put sembler que sa carrière était achevée : car il dut prendre un congé à cause de l'état de sa vue. Il quitta ses affaires, il cessa de rédiger son journal, il voyagea en France et en Hollande avec sa femme. Mais ce voyage, à la suite duquel celle-ci mourut, semble l'avoir rétabli : il devint membre de la Chambre des communes, secrétaire de l'Amirauté, membre de la Société Royale de Londres, et mourut dans les honneurs, malgré de sérieux ennuis que lui valurent des accusations calomnieuses, d'après lesquelles Pepys aurait été traître à sa patrie, et papiste : accusations que l'histoire n'a point retenues. Loin que Pepys ait été traître, c'est un des hommes qui ont le plus fait pour préparer la suprématie navale de l'Angleterre, et papiste, il ne le fut jamais.

Ceci dit sur la carrière du fonctionnaire, revenons à l'homme et à son temps; et aux mœurs de cette époque, telles que nous les apercevons à travers le journal où chaque jour il écrivait une page ou deux sur ce qu'il avait vu et fait.

C'était un vrai bourgeois : un philistin authentique. En lui, rien de noble, rien d'élevé : mais c'est un bourgeois appliqué, studieux, ambitieux, plein d'une naïveté déconcertante, et qui amuse tant elle est naturelle et inconsciente. Il est prodigieux qu'un homme ait pu écrire ce qu'il a écrit. Pour qui rédigeait-il son journal ? Pas pour les autres, car en vérité il ne se fût point mis dans les postures où il se montre : il ne se fût point déshabillé de la sorte, et exhibé dans l'outrageante nudité où nous le voyons. Au reste, son journal était écrit non point en clair, mais en chiffres, et c'est parce que son chiffre nous est resté, par inadvertance peut-être, que le journal a pu être lu et publié. Écrivait-il pour lui seul ? Il le faut croire, encore qu'on ne comprenne point qu'il y ait pieusement enregistré tant de turpitudes de la première à la dernière page. Car on peut, par accident, par malheur, faire de certaines choses, mais on ne les raconte point, pas même à soi. Du moins il le semble : mais Pepys est là pour montrer le contraire.

Ce bourgeois avait la bosse de la polissonnerie fort développée, et si ses mœurs étaient celles de la moyenne de la société, ce qui est vraisemblable, il n'y a pas à regretter ce temps. Au reste, l'exemple venait de haut : si la ville était médiocre, la cour ne valait pas cher. Les mémoires de Gramont sont là pour en témoigner.

Pepys confirme amplement l'impression que donne Hamilton. La cour, la famille royale sont

pourries, et il n'y a nulle retenue. La favorite du moment est lady Castlemaine : « Le roi vient souper avec elle quatre ou cinq fois par semaine, au moins, ils se promènent dans le jardin, et les sentinelles mêmes en jasent. » La reine n'ignore rien : mais elle a quelque dignité. « Creed... nous rapporte un camouflet que la reine lui donna (à Castlemaine) il y a peu de temps. Elle entra et trouva la reine entre les mains de ses habilleuses, fort en retard. « Je m'étonne que Votre Majesté puisse avoir la patience de rester si longtemps à sa toilette. » La reine répondit : « J'ai tant de raisons d'user de patience qu'il m'est très facile de supporter ceci aussi. » Avec cela, pourtant, le roi lui témoigne quelque affection, quand elle est malade, — malade à ce point qu'il lui faut raser la tête et mettre des pigeons aux pieds, — sans compter que l'on administre l'extrême-onction aussi : « Le roi, au dire de tous, est plongé dans la plus tendre affliction à son égard et pleure auprès d'elle, ce qui la fait pleurer » (chose de bon signe, dit Pepys, car cela emporte quelque humeur du cerveau, et c'est ce dont il est besoin dans cette affection mystérieuse par où Sa Majesté est aussi couverte de taches qu'un léopard...) mais avec tout cela, « pas un soir il n'a manqué d'aller souper avec lady Castlemaine ». Un peu plus tard, c'est Nell Gwynn qui apparaît. Vers 1666, elle était entrée au théâtre, comme figurante, puis comme actrice, et c'est en 1670 qu'elle rencontra Charles II. Elle détrôna la duchesse de Portsmouth, et le roi lui acheta Lauderdale House. En échange, elle lui donna deux fils, qu'il dut reconnaître et titrer. Le premier fut fait baron Hiddington, comte de Burford, et plus tard duc de Saint-Albans : et Sa Grâce Amelius William Aubrey de Vere-Beauclerck, duc de Saint-Albans, grand fauconnier héréditaire d'Angleterre, notaire héréditaire de la cour, qui mourut il y a quelques mois seulement, était le dixième descendant de la petite marchande de harengs. Les titres aristocratiques sont quelquefois pleins de grandeur : mais quand on voit de quelle façon ils ont pris naissance, on admire moins. Le proverbe dit qu'en toutes choses il faut considérer la fin : il est sage aussi de connaître les origines.

Tel roi, telle cour. Au reste, ce n'est guère dans les cours qu'on va quérir les mœurs patriarcales. Pepys n'a guère fréquenté chez les grands, mais il les aperçoit, il en entend parler : il sait ce que tout le monde peut savoir, à ouvrir ses yeux et ses oreilles.

L'ivrognerie court les rues et les demeures les plus somptueuses : Pepys suit l'exemple. Le jour du couronnement, il court les tavernes « où il y a beaucoup de galants, hommes et femmes », et, après avoir envoyé sa femme au lit, il va avec des amis, pour boire encore à la santé du roi, « et rien d'autre, jusqu'à ce qu'un des *gentlemen* tombât à terre, ivre-mort, restant couché sur le sol. Je pus assez facilement rentrer. Mais à peine couché avec M. Shepley, ma tête commença à tourner, et si jamais je fus ivre, ce fut alors... Ainsi s'acheva la journée dans une joie générale, et que Dieu en soit béni... » Il n'est guère de circonstance où Pepys manque d'invoquer le Créateur, et par là ce dernier se trouve souvent mêlé à des affaires où l'on préférerait ne pas le voir. S'ils ne faisaient que boire, le mal serait médiocre. Mais la dissolution des mœurs est extrême, et le cynisme sans bornes. Un jour, c'est un procès scandaleux intenté à sir Charles Sedley. Ledit sir Charles, ivre comme un cent de grives en septembre, s'est exhibé tout nu à un balcon, sur la place publique, haranguant le peuple à qui il cite les Écritures et prêche un sermon de sa façon, en faisant mille tours qui ne se peuvent décrire. Cette facétie lui vaut une semonce sérieuse et 12 500 francs d'amende. Il y avait donc des juges à Londres... comme à Berlin. Mais ils ne pouvaient suffire à toute la besogne, et ils se déjugeaient à l'occasion. Car, en 1668, sir Charles Sedley déjà nommé, et lord Buckhurst imaginèrent de parcourir tous deux les rues de Londres, nus comme des vers encore, se battant avec les passants, rossant le guet, ainsi qu'il convient à des personnes de grand état, mais finissant par être pris et enfermés pour la nuit. Le roi entendit parler de l'affaire, la jugea exquise, et ne voulut point qu'on tourmentât de si joyeux compères. Là-dessus, le grand justicier fait emprisonner les agents de l'ordre public — ils prennent la place des gentilshommes exubérants — et les fait passer en justice, « ce qui est une épouvantable honte », dit Pepys, lequel n'est pourtant pas facile à émouvoir. La morale de ceci, c'est qu'il ne faut point arrêter les gens à tort et à travers : on choisit son monde. Cela est vrai de tout temps.

Les duels sont nombreux, et c'est entre le libertinage et le jeu que se passe la vie de presque tous les jeunes gens de haute famille. Sur ce point, les témoignages des divers contemporains concordent amplement. Çà et là, quelques voix s'élèvent pour protester contre ces mœurs dissolues, mais on ne les écoute point. Un moraliste qui sait la nécessité de frapper l'imagination pour agir sur l'entendement, s'inspire des facéties des grands, et certain jour que le roi se rend à Westminster pour parler à sa Chambre, ledit moraliste qui est un quaker, au dire de Pepys, entre dans la salle à peu près nu, une étroite ceinture pour éviter le scandale, portant sur sa tête un poêlon où brûle du soufre, et criant à tous : « Repentez-vous, repentez-vous! » Comme l'ancien dont parle Josèphe qui parcourait les rues

de Jérusalem en criant : « Malheur à cette cité », le pieux quaker pensait que le temps de Londres était venu, et que la ville était trop immorale pour conserver le droit de vivre plus longtemps. Ceci se passait le 29 juillet 1667, et en fait l'incendie et la peste n'étaient pas loin et pouvaient passer pour les avant-coureurs de maux plus grands encore.

La peste avait commencé en 1665. Pepys en fait mention le 7 juin. « Ce jour, bien malgré moi, j'ai vu, dans Drury Lane, deux ou trois maisons marquées d'une croix rouge sur la porte, avec l'inscription : « Dieu ait miséricorde pour nous », ce qui était un triste spectacle, et le premier de ce genre que j'aie vu, autant qu'il me souvienne. J'en conçus des inquiétudes sur moi-même, et sur mon odorat, et je dus m'acheter du tabac en carotte pour le mâcher et le flairer, ce qui m'enleva mon appréhension. » Le mal s'étendit rapidement, et le 10 juin, Pepys note ceci : « Le soir, rentré pour souper, et là, à mon grand trouble, appris que l'épidémie est entrée dans la Cité (bien que depuis les trois ou quatre semaines qu'elle règne, elle ait sévi hors de la Cité), et ne faut-il pas qu'elle se soit établie chez mon bon ami et voisin le docteur Burnett, ce qui me procure un grand trouble à un double point de vue. » Du 15 juin : « La ville devient très malade, et les gens ont peur : cette semaine il est mort 112 personnes de l'épidémie au lieu de 43 la semaine précédente... » Le 12 juillet, de par ordre royal, jour de jeûne pour éloigner le fléau, lequel d'ailleurs continue ses ravages. A côté des tragédies, quelques incidents comiques. Dans une maison, une domestique tombe malade, et son maître la fait transporter dans une des dépendances, avec une garde-malade pour la soigner. La garde s'absente : la malade s'échappe de la maison, par la fenêtre. La garde revient, frappe à la porte, ne reçoit point de réponse, et se persuade que la malade a trépassé, et va porter la nouvelle au maître.

Celui-ci va quérir du monde pour faire l'enterrement dans un village voisin, mais n'en trouve point, et tandis qu'il revient très perplexe, il rencontre la morte qui se promène, d'où une frayeur vive, et assez naturelle. Il la fait reprendre, se procure une voiture, et la fait transporter au lazaret. Mais en route quelques galants croisent la voiture, et à voir les rideaux baissés imaginent que ce doit être quelque beauté qui se veut dissimuler : ils écartent les rideaux, et l'un d'eux entre hardiment. Il voit que ce n'est pas une beauté, que la toilette ne révèle point une personne de distinction, et par surcroît l'odeur est abominable. On lui crie de se retirer, que c'est une pestiférée, et le galant subitement calmé en éprouve une telle frayeur qu'il manque d'en mourir.

Les morts étaient si rapides et nombreuses qu'on ne pouvait suffire à la besogne. On mettait les cadavres en bière, mais souvent il n'y avait personne pour les transporter. Pepys a vu un cercueil abandonné dans un terrain vague, qui attendait une occasion. « Ce fléau, dit-il, nous rend plus cruel les uns pour les autres, que si nous étions des chiens. » On voit des familles enterrer elles-mêmes leurs morts : « Dans la rue je donnai presque dans deux femmes qui pleuraient et portaient un cercueil d'homme. Je suppose que c'était le mari de l'une d'elles. »

L'incendie survint sur ces entrefaites, le premier septembre 1666. « Jane nous éveilla vers trois heures du matin pour nous parler d'un grand incendie que les servantes voyaient dans la ville. » Pepys se rendit sur les lieux, au jour : « et je vis la maison au bout de ce pont (le pont de Londres) tout en feu, et un feu énorme sur ce côté et sur l'autre côté du pont. De là, le cœur plein de trouble, chez le lieutenant de la Tour, qui me dit que le feu éclata ce matin dans la maison du boulanger du roi, dans Pudding-lane, et qu'il a déjà dévoré l'église Saint-Magnus et la plus grande partie de Fish-Street. Je descendis vers la berge et me procurai un bateau et passai sous le pont où je vis un lamentable incendie. La maison du pauvre Michell (un de ses amis) jusqu'au Vieux-Cygne était brûlée... Chacun s'efforçait de retirer ses biens; pour les jeter à la rivière ou les porter à des chalands... les pauvres gens restaient dans leur maison jusqu'au moment où les flammes les atteignaient... Les pauvres pigeons ne voulaient point abandonner leur domicile, mais voletaient autour des fenêtres et des balcons jusqu'à ce qu'ils fussent brûlés, et alors ils tombaient... » Après avoir contemplé ce spectacle, Pepys se rend à White-Hall, où il rend compte au roi de ce qu'il a vu, et interrogé sur les mesures à prendre, il conseille de faire abattre un certain nombre de maisons pour empêcher les progrès de l'incendie. L'avis est adopté, car personne ne fait quoi que ce soit pour arrêter le fléau, et du reste il serait impossible d'agir. Les maisons, très nombreuses, très serrées, sont pleines de substances combustibles, d'huile, de goudron, d'eau-de-vie. On en abat quelques-unes, mais évidemment on agit trop près du feu : celui-ci les gagne avant qu'elles soient à terre. Pepys sent sa demeure menacée : il rentre chez lui, sort ses meubles et sa caisse dans le jardin et dans la cave, en envoie une partie chez un ami éloigné. Le feu continue ses ravages ; la ville est en flammes. Ne pouvant rien pour les demeures particulières, Pepys tient au moins à sauver son bureau, et il y arrive. Pour détruire les maisons, on les fait sauter. Les flammes approchent de son domicile, et il le quitte, emportant 60 000 francs en or, toute sa fortune, qu'il dépose chez un ami, aux soins de sa femme. La ville est dévastée, les ruines sont innom-

brables. Là où le feu n'a pas tout détruit, des pillards viennent prendre ce qui reste : des marchandises avariées sont mises au pillage : des caisses de sucre sont éventrées et les femmes y puisent à pleines mains pour sucrer la bière volée aux tonneaux intacts. Le cri classique ! « Nous sommes trahis : » retentit : car on n'admet point que ce puisse être un accident. Evidemment, dans l'opinion populaire, les Français ont une main dans ce désastre, les Français, les catholiques et les Hollandais à qui l'on attribue cette « œuvre diabolique ». Pepys accepte volontiers l'idée, et les étrangers n'osent guère se montrer dans les rues : on leur fait un mauvais parti. Au bout de quelques jours, toutefois, l'incendie s'arrête : il a duré une semaine. En novembre une nouvelle alerte se produit : le feu prend à Whitehall, d'où grand émoi : mais on s'en rend maître en quelques heures.

Il semble bien que l'incendie de Londres ait été un simple accident, mais au mois d'avril de la même année 1666, un procès avait eu lieu contre un certain nombre d'officiers et soldats qui avaient comploté de renverser le roi et le gouvernement. Une partie du plan consistait à mettre le feu à la ville, à surprendre les troupes, à s'emparer de la Tour, à fermer les portes de la ville de façon à empêcher les secours, et la date choisie étant celle du 3 septembre, que les astrologues du temps marquaient comme étant favorable à des entreprises de ce genre. La *Gazette* de Londres du 23-26 avril déclare que « les preuves contre les personnes furent très claires et nombreuses, et celles-ci furent reconnues coupables de haute trahison ». Ce que fut leur sort, nous l'ignorons : il n'en est pas parlé par Pepys, bien qu'à la date du 13 décembre, il parle de ce procès, et rappelle la coïncidence entre la date de l'incendie et la date où le projet devait se réaliser. Il ne paraît pas toutefois qu'aucune des mesures projetées, en dehors de l'incendie, ait été réalisée, ou qu'on ait même essayé de les mettre à exécution.

Peut-être convient-il maintenant de considérer Pepys lui-même, et de laisser de côté les événements auxquels il fut mêlé.

Sur son intérieur, sur sa vie conjugale — et surtout sur son existence extra-conjugale — son journal nous donne d'abondants et d'intimes détails.

Il s'était marié tôt, à une jeune Française, ou plutôt Franco-Anglaise. Nous ne pouvons, assurément, connaître toute l'histoire d'Élisabeth Pepys — née de Saint-Michel — par ce que nous en dit Samuel, son mari. Car s'il peut rapporter beaucoup de faits, s'il peut aussi, avec l'imagination, en soupçonner d'autres encore, et, dans une mesure qui varie, nous faire partager ses soupçons, il y a certainement des points sur lesquels seule Élisabeth pourrait nous donner des renseignements certains : ce qu'elle n'a point fait. Nous en sommes réduits aux conjectures.

Par ce qui paraît certain, toutefois, il nous semble qu'Élisabeth ne fut guère heureuse, ce dont il n'y a pas lieu d'être surpris, et que son caractère aussi était malheureux, chose qui ne peut étonner autrement. Samuel Pepys n'était point un mari désirable : il était jaloux, tyrannique, et brutal. Comme c'est lui-même qui en fait l'aveu implicite, nous aurions mauvaise grâce à ne le point croire. Et si le ménage Pepys représente la moyenne des ménages du temps, la somme de félicité conjugale devait être maigre vers le milieu du XVIIe siècle à Londres, dans les classes bourgeoises.

Le ménage n'est point riche, et les commencements sont assez durs. Songez aussi qu'Élisabeth n'a pas vingt ans, et qu'elle connaît peu la vie ; et c'est sur elle que retombe presque tout le fardeau de la maison. Pepys va se coucher, et passe une bonne nuit : Élisabeth veille afin de pouvoir entre deux et quatre heures du matin éveiller la domestique pour que celle-ci se mette à la lessive : et parfois la maîtresse travaille comme la servante. Pepys a-t-il un ami à dîner ? Sa femme se lève à cinq heures du matin, au mois de janvier, pour aller au marché faire les provisions, acheter de la volaille, du bœuf, des huîtres. Mais elle est étourdie. « Très vexé de la négligence de ma femme qui a oublié son cache-nez, sa jaquette et sa toilette de nuit dans la voiture qui nous a amenés à Westminster, bien que, je l'avoue, elle m'ait prié d'en avoir soin : mais c'est de sa faute pour n'avoir pas veillé à ce que je les retirasse de la voiture. Cela fait bien une perte de 30 francs, ou à peu près. » Une autre fois, comme elle rapporte à la maison une nouvelle jaquette, un homme la lui vole, « ce qui me vexe cruellement, mais je n'y puis rien ».

Elle n'est pas toujours bonne cuisinière, et à propos d'un lapin à moitié cuit, Monsieur se met en colère. Son irritation se réveille bien vite à propos d'une lettre de sa femme, pleine de fautes d'orthographe. Quelques jours plus tard, la maison n'étant pas très propre, il y a échange de gros mots. « Mendiante », crie Monsieur. « Pou », riposte Madame. « Cela me vexa », remarque le mari, et il part pour son bureau. Madame est peu cultivée ; elle ignore la théorie de la soustraction, et son mari la lui apprend avec peine ; mais il ne saurait lui en faire un trop gros grief : il ignorait la multiplication quand il entra dans les bureaux. Elle est de santé médiocre : « un gros amas d'humeurs a, en partant, laissé un trou qui s'est accru, et qui a plus de trois pouces de profondeur... Bien que le mal soit très honnête, ma femme n'aime point en faire le sujet de ses discours », ce qui est naturel, mais ce mal, quoique « honnête », répugne à Samuel. Il sort volontiers, fréquentant les

tavernes après ses heures de bureau : mais il préfère aller seul pour des raisons variées. Madame s'en plaint, et un jour, devant un ami, elle fait entendre que son mari la voudrait calfeutrer au domicile conjugal. « Cela me vexa jusqu'aux boyaux... et elle eut la ruse de beaucoup pleurer, de parler et de sangloter, ce qui me rendit puissamment colère en dedans : mais je ne dis rien pour l'irriter parce que Creed (un ami) était là... » Il est vrai que la réconciliation ne tarde généralement guère, et c'est la pauvre petite qui fait les premiers pas.

Après la scène dont il s'agit : « Ma femme s'efforça beaucoup de nous réconcilier, venant auprès de mon lit, et se donnant grande peine pour me plaire, et enfin je ne pus résister, et semblai apaisé, et nous nous séparâmes ainsi. » Mais ce sont là des apparences, car, se dit-il « c'est une imbécile ». Il lui fait une scène pour avoir voulu raconter « mal et hors de propos » un chapitre du *Grand Cyrus :* et souvent les choses vont plus loin. Un matin, à propos du dîner de la veille qui était mal servi, il lui donne des coups. Une autre fois, « rentré à la maison pour trouver ma femme dans une humeur de chien à propos de ce que je ne suis pas rentré dîner, et je lui tirai le nez, et lui dis quelques gros mots, irrité par quelque chose qu'elle avait dit, et nous nous disputâmes de façon extraordinaire, car, étant parti pour mon bureau pour éviter de nouvelles colères, elle me suivit là, comme un diable, et j'eus de la peine à l'attirer dans le jardin, où l'on ne pouvait nous entendre... » Néanmoins, le soir venu les esprits se calment; « à souper, étant assez bons amis, et de là au lit, l'esprit très en repos ». Il est vrai que la scène reprend dès le lendemain matin, mais il fait très chaud, et Pepys se réfugie derechef au bureau. Une des plus grosses disputes a lieu à propos de cheveux. Élisabeth, pour se conformer à la mode nouvelle, ajoute des boucles artificielles aux cheveux dont la nature l'a pourvue. « En rentrant, je dis à ma femme la colère où me mettaient ses boucles fausses, jurant par Dieu plusieurs fois — et que Dieu me pardonne — et fermant mes poings, que je ne le tolérerais point. Elle, la pauvre, fut surprise, et ne me répondit pas; et là nous nous séparâmes, moi pour aller au bureau, tard, puis à la maison, et au lit sans souper, vexé. » Le lendemain, Élisabeth vient à son mari et lui déclare qu'elle est prête à renoncer à la boucle si Samuel veut renoncer à voir une certaine Mme Knipp, qui est une des *mille e tre* affections du personnage. « Ceci me vexa (Samuel est toujours ou bien « vexé » ou bien « puissamment content »), mais je ne m'engageai point, mais je pense bien ne plus voir cette femme — du moins ne plus la voir ici — et je lui donnai de l'argent pour acheter de la dentelle, et elle promit de ne plus porter de boucles fausses tant que je vivrais, et nous fûmes aussi bons amis que jamais. »

A côté de ces petites pommes de discorde d'occurrence quotidienne, et de ces disputes dont chaque jour, ou peu s'en faut, fournissait un très suffisant contingent, il y eut deux grosses affaires dans la vie du couple Pepys.

L'une est l'affaire du maître à danser. Elle commença en avril 1663, et dura quelques mois.

En ce temps, Pepys jugea que sa femme devait apprendre à danser, et il résolut de lui faire donner des leçons par un professeur nommé Pembleton. Ainsi fut fait. Élisabeth y trouvait du plaisir; le professeur donnait à l'occasion des conseils, des leçons à Samuel, et tout allait bien en apparence. Elle y prenait trop de plaisir, semble-t-il, et au bout de quelque temps Samuel en fut marri. De raison précise de sa jalousie, il n'en trouve aucune à citer, pas un fait, pas une circonstance équivoque. Mais il ne veut plus de ces leçons. « Je suis si mortellement plein de jalousie, et mon cœur et mon cerveau sont à tel point obsédés et anxieux que je n'ai absolument pas pu m'occuper de mes affaires... » Les soupçons les plus noirs l'ont envahi, et il souffre cruellement. Il écoute aux portes pendant la leçon pour entendre la conversation, et n'observe rien de suspect : mais ceci ne l'apaise point. C'est qu'ils sont très dissimulés, se dit-il, en raisonnant selon un procédé qui reste toujours en honneur. « Il avoue : vous voyez bien que c'est un misérable. » « Il nie : c'est qu'il joint le mensonge à la turpitude. » Avec ce procédé on a toujours des coupables. Mais Pepys ne peut rien découvrir. Il a des moments de clairvoyance morale. « Dieu sait que je ne trouverais point assez d'honnêteté en mon propre esprit pour ne pas lui être infidèle à la moindre tentation, et par conséquent je ne devrais pas attendre d'elle plus de justice... » mais ceci ne l'empêche point de continuer à souffrir. Son âme, que tord le doute, n'est point détordue par l'espérance, comme celle du poétique adolescent dont parle Töpffer. « Il » lui a pris une fois la main, en dansant « mais je crois maintenant qu'il ne l'a fait qu'en passant, et en manière de jeu ». Mais Pepys n'aime point ce « jeu ». Élisabeth semble ne prêter aucune attention à Pembleton : mais « ceci vient-il d'une malice, ou de la crainte de me déplaire, je ne sais ». Autre indice : Samuel a été à l'église pour voir une jolie femme dont la présence lui a été signalée, « mais au-dessus de notre tribune j'aperçus Pembleton et je le vis qui regardait ma femme durant tout le sermon », et ceci lui rend suspecte la piété d'Élisabeth qui depuis peu assiste à deux services par jour. Ce sont là des indices terribles pour un prince délicat — et même pour un bourgeois : « par plusieurs circonstances je suis conduit à conclure qu'il y a quelque chose de plus

qu'ordinaire entre ma femme et lui ». Il faut avouer que certaines circonstances ont pu paraître suspectes : mais rien ne montre que les soupçons de Pepys fussent fondés. Élisabeth et Pembleton ont pu être légers et imprudents; mais rien de plus. Au même moment, d'ailleurs, Pepys lui-même allait un peu loin à l'égard d'une jeune femme qui habitait chez lui, à titre d'amie, et de sorte qu'en vérité il n'avait rien à dire, et Élisabeth s'apercevait bien de l'impression produite sur son mari. L'aventure fut terminée par une séparation : Pepys envoya sa femme passer quelques semaines à la campagne, chez son père. La correspondance fut froide, entre les deux époux : en outre, entre Élisabeth et l'amie, qui avait suivi celle-ci à la campagne, il y avait eu une discussion, avec échange de gifles. Au retour des deux femmes, il fut décidé que l'amie qui était aussi quelque peu dame de compagnie et servante, quitterait la maison, et les époux furent à l'église. Samuel dressa les oreilles derechef : pense-t-elle toujours à Pembleton? Mais Pembleton n'est pas là; d'où grand calme. Il n'est pas là au service du matin : mais l'après-midi, c'est autre chose : Samuel l'aperçoit. « Ce que j'en ai transpiré... » écrit Pepys. Mais Élisabeth ne paraît point l'avoir vu. Quelques jours plus tard, Pembleton se présente chez Pepys, pour voir si l'on va reprendre les leçons. « Bientôt arriva Pembleton, — ce qui commença à me faire transpirer, — mais je fus si peu accueillant, et déclarai si nettement qu'on ne danserait plus, en lui adressant un court « Dieu soit avec vous », qu'il prit rapidement congé de ma femme, et partit, et je ne pense point qu'il ait pu en aussi peu de temps recevoir de grandes satisfactions de ma femme ou une invitation à revenir. » A la façon dont les choses sont racontées, il ne paraît pas en effet que la cérémonie ait été longue.

Ce fut la fin de l'histoire. Pepys aperçut bien Pembleton à l'église occasionnellement, mais il lui parut peu à peu que le maître à danser manquait de séduction, et c'est avec une secrète joie qu'il constata que Pembleton était marié à « une jolie petite femme bien habillée, avec un beau bijou à la poitrine ». Peut-être se disait-il que le maître à danser n'était plus dangereux : et l'historien est en droit de se demander s'il l'avait jamais été. Mme Pepys pouvait avoir ses défauts et ses travers, elle a pu être imprudente à un moment, étant très jeune encore; mais il ne paraît pas qu'elle mérite les soupçons dont son mari l'accablait. L'affaire du maître à danser s'acheva en queue de poisson : Pembleton disparut du cercle des Pepys, et Samuel put vivre en repos d'esprit, et sans se livrer à ces orgies de transpiration qui étaient chez lui une des marques de l'émotion.

L'autre affaire, c'est celle de Déborah. Ce n'est qu'une des mille intrigues auxquelles se livra ce coureur sans élégance; elle n'a fait de bruit que parce que la pauvre Élisabeth en eut connaissance. Un dimanche donc, tandis que Pepys se fait coiffer par la servante Déborah, Élisabeth entre soudain, et trouve son mari occupé à embrasser celle-ci. A son tour, elle trouva là sans doute un indice fâcheux, et le fit savoir. Pepys, fort ennuyé, se tut, et alla se coucher : mais « à deux heures du matin elle m'éveilla et pleura, et me vint dire comme un grand secret qu'elle était devenue catholique et avait reçu le saint sacrement, ce qui me troubla, mais je ne dis rien ». Ce n'était toutefois pas pour communiquer cette nouvelle qu'Élisabeth s'était levée : elle en vient bientôt au vrai sujet, et les écluses sont ouvertes. Pepys ne peut nier; mais il veut la paix : il promet de lui donner « des démonstrations particulières de son véritable amour pour elle, avouant quelques indiscrétions, mais assurant qu'il n'a rien fait de mal ». Quelques jours d'armistice s'écoulent, mais les hostilités reprennent. Les choses ont été fort loin en réalité, et il faut congédier Déborah, ce qui ne va pas sans des scènes violentes. Élisabeth traite son mari de chien, de canaille, de cœur pourri, menace de fendre le nez de la servante, et un soir arrive auprès du lit de son mari avec les pincettes rougies au feu, comme pour le châtier. Il la calme, mais la paix ne revient jamais : la pauvre femme a les yeux ouverts sur son mari. Elle meurt bientôt, à vingt-neuf ans, après quinze ans d'infélicité conjugale. Pepys lui fit une épitaphe élogieuse. Il eût mieux fait de la rendre plus heureuse.

J. LA [illegible]

LA PETITE ELSA

Souvenirs de voyage.

I

Le 6 mai 1889, j'achevais de m'habiller dans ma petite chambre de la rue Monge quand on sonna à la porte de l'appartement. La propriétaire étant sortie, j'allai ouvrir et me trouvai en face d'un grand jeune homme bien mis qui, son chapeau d'une main et sa valise de l'autre, hésita un instant, puis me dit avec un léger accent germanique :

— N'avez-vous pas de chambre à louer?

— Il n'y a qu'une pièce à louer ici, Monsieur, — et je lui montrai un petit cabinet dont la porte ouverte laissait voir l'ameublement : lit de fer, armoire sans

glace, secrétaire de femme et toilette, le tout assez confortable.

— C'est bien petit; combien louerez-vous cela?

— Je ne fais, en vous répondant, qu'obliger la propriétaire sortie pour quelques minutes. Son intention est de louer un peu plus cher pendant la durée de l'Exposition. Au lieu de 40 francs, il faut peut-être compter 45 ou 50, au moins le premier mois.

Voyant qu'il hésitait, je le fis entrer et fermai la porte, et tout de suite, il causa. Il était fils d'un officier de uhlans, mort dans la guerre de 1870. Il me tendit sa carte, un solide carré de bristol où je lus, gravé à l'anglaise : « Wilhelm von B... Quel singulier hasard me faisait rencontrer dans ce milieu bohème du Quartier l'un des plus beaux noms de la noblesse allemande! Il avait fini ses études et venait perfectionner sa connaissance du français pour passer l'examen spécial de *Regierung Referendar*, titre équivalant, à peu près, à celui de conseiller de préfecture.

— Si vous venez pour travailler, vous serez bien ici, car la maison est tranquille. En somme, que vous faut-il? Un lit pour dormir. Tout le reste, vous l'aurez chez moi.

Et comme il me regardait, stupéfait.

— Je dois vous sembler bien brusque dans mes sympathies, mais vous me plaisez beaucoup. Voulez-vous faire un échange qui nous arrangera tous deux? Je sais mal l'allemand qu'un trop rapide voyage ne m'a pas permis d'approfondir. Vous me l'enseignerez tandis que je vous familiariserai avec notre langue. Je suis occupé toute la journée, nous ne pourrons donc travailler que le soir. Mais je vous laisse la jouissance absolue de ma chambre et de tout ce qu'elle renferme. Vous y trouverez tous les grands auteurs depuis Homère jusqu'à Shakespeare et Gœthe, textes et traductions; les poètes français et étrangers, quelques ouvrages sur l'histoire européenne, et, ce qui est plus précieux, un jeu complet d'excellents dictionnaires. Vous êtes chez vous. Usez de mon thé et abusez de mon tabac que vous fumerez sur ce bon canapé aux heures de fatigue. Cela vous va-t-il?

Le pauvre garçon était si ému qu'il ne pouvait répondre. Il me tendit ses mains que je serrai. Nous étions amis.

— L'Exposition ouvre ses portes. J'allais y faire un tour avant de déjeuner. Voulez-vous venir avec moi?

— Très volontiers.

Et, en un clin d'œil, il eut rangé son menu bagage dans la chambre, dont j'appris à la propriétaire, qui rentrait, la nouvelle destination. Un fiacre passait. Je le hélai de la fenêtre et nous voilà roulant à travers cet étourdissant Paris que j'expliquais de mon mieux à mon compagnon un peu désorienté. Suave matinée dont le souvenir ne me quittera plus! Nous jouissions tous deux d'un bonheur réel, doublé chez moi du sentiment d'une bonne action, et la pureté de l'air s'harmonisait si bien avec l'état de nos âmes! Que pensait-il de cette France tant maudite, où, dès son arrivée, il recevait un si fraternel accueil ?

Arrivés quai d'Orsay, il me pria de faire arrêter, et embrassant d'un regard avide la place de la Concorde et les terrasses des Tuileries.

— Paris! dit-il rêveusement, Paris! voilà donc Paris!

Et il ne m'adressa plus un mot jusqu'à la porte Rapp. Une cohue misérable encombrait le passage. Des femmes, le corsage épinglé de coupons violets, nous suppliaient d'une voix enrouée, et des enfants qui couraient devant la voiture se retournaient dans un nuage de poussière, le regard inquiet, des chapelets de tickets au cou.

— Entrons, dis-je, quand nous en eûmes récolté une douzaine, un peu de tous côtés pour ne pas faire de jaloux. Nous ne revenions qu'à midi, après un déjeuner sous ce merveilleux hall des Arts libéraux où les Tziganes lançaient les premiers appels de leurs pipeaux sauvages. Pendant plusieurs semaines, nos matinées se passèrent ainsi. Les galeries de peinture surtout nous attiraient. Lui ne se lassait pas de nos grands peintres militaires, Gros, Vernet, Géricault, Charlet et des modernes, de Neuville et Couturier. L'épopée impériale le fascinait. Quel est l'Allemand, si Allemand soit-il, qui n'a rêvé du tambour Legrand de Henri Heine, ce brave tambour-major qui ne savait que trois mots de la langue ennemie : du pain, un baiser, honneur, et faisait tournoyer sa canne à pomme d'or jusqu'au balcon du troisième étage, jusqu'aux pots de basilic de la petite bonne réjouie et souriante.

Wilhelm et moi nous nous rejoignions à onze heures devant les paysages de Corot, les scènes foraines de Pelez ou les aquarelles de Raffaëlli. Le soir, quand je rentrais de mon travail, je trouvais mon nouvel ami qui m'attendait en face de la théière chaude et fumante. Qu'il était bon et attentif! Et qu'ils ont coulé doucement les cinq mois que nous avons passés ensemble si unis dans le présent, quoique si incertains de l'avenir! Nous parlions quelquefois des deux nations rivales. Les articles du *Matin* apportaient chaque jour un nouvel aliment à nos causeries. Elles ne duraient guère, vite interrompues de part et d'autre par des souvenirs pénibles, des hésitations douloureuses. Il me parlait de sa sœur dont il me lisait les lettres affectueuses, de celui qu'un soir leur mère avait ramené mort après l'avoir veillé quinze jours dans un château converti en ambulance. « Quand vous viendrez à Hanovre, me disait-il, je vous montrerai une photographie de lui. La blessure du front

est cachée sous un épais bandeau blanc, mais la tête est bien belle quand même. Ma mère a réservé tout un coin du salon à son souvenir. Près de sa photographie se trouve celle de la tombe où il repose, ses épaulettes, ses pistolets, et la grande écharpe blanche et or de hauptmann (1). Vous verrez aussi son portrait fait à l'époque de sa jeunesse, vous verrez comme il était beau et noble, *wie schön und edel er war!*

II

Je l'ai vu, en effet, l'intérieur de mon cher Wilhelm, non pas à Hanovre, mais à Minden où il fut nommé dès son retour. Sa mère et sa sœur l'y suivirent. Tout de suite, il me fit part de son succès en m'invitant à venir passer quelques jours dans une maison bien tranquille, à deux pas de la leur, où je pourrais travailler et rêver à mon aise. Nous étions restés plusieurs mois sans nous écrire quand, au lendemain d'une lettre où je déclinais pour la dixième fois ses offres amicales, je reçus de lui quelques mots si affectueux, si pressants que mon parti fut pris. Je réunis quelques économies et me disposai à la route, non pas la route sèche de Liège et de Cologne, déjà vue d'ailleurs, mais celle bien autrement curieuse de Bruges, Gand, Bruxelles, Anvers... J'étais parti depuis quinze jours, et des lettres m'arrivaient de Wilhelm, désespérées :

« Je vois bien que vous n'avez guère envie de venir! Pourquoi aussi avoir entrepris ce voyage qui vous écarte de votre chemin? Prenez un billet pour Cologne et venez vite, vous arriverez peut-être à temps pour vous faire pardonner. »

Mais, je m'éloignais toujours et de plus en plus. D'Anvers à Hulst, frontière de la Hollande, il n'y avait qu'un pas. Rien n'est curieux comme cette transition d'un pays à l'autre. Les coteaux s'aplanissent en prairies coupées de minces ruisseaux, les arbres disparaissent ou se succèdent de loin en loin avec des airs malheureux, maussades pour mieux dire. Mais les toits de brique font un joli effet dans les lointains bleuâtres, et les volets verts complètent la gaieté de ce nouveau paysage. Quelques coiffes çà et là, et sur les fronts plaqués d'argent les capes blanches et dentelées; puis, autour des fermes isolées, séchant sur des cordes, les gilets rouges de Van Ostade et de larges jupons festonnés prenant, sous le vent qui les anime et les gonfle, des grâces d'hydropiques. Le lendemain j'étais à Flessingue et le surlendemain à Middelburg en pleine Zélande. Les jours passaient, les aventures se succédaient et je voulais toujours voir, insatiable, inassouvi.

Dordrecht, Rotterdam, la Haye, Haarlem, le Helder, le Texel, autant d'endroits charmants où la vision du pauvre ami empoisonnait mes joies les meilleures et après un détour interminable par les villes mortes du Zuyderzée, — qui ne sont que trop vivantes et auront bientôt perdu toute leur mort, — j'arrivai enfin à Amsterdam où je m'embarquai pour Harlingen. La Frise me prit encore deux jours, — deux jours de marche effrénée, — et je retrouvai mon bagage à Zwolle où je pris le train pour Minden. Il était grand temps, le commissionnaire de la gare avait reçu ma dernière obole.

Qui a vu Minden? Pas grand monde, sans doute, on en parle si peu! Pourtant le site en est charmant et l'endroit nommé *Porta westphalica* mériterait seul un long voyage. Que de fois, le soir, en descendant les hautes montagnes entre lesquelles coule le Weser lent et noir, que de fois j'ai goûté l'amertume douce de cet étrange paysage! J'écoutais monter vers moi, dans l'obscurité envahissante, les naïves chansons des mariniers, et les dernières rumeurs de la petite ville blottie au pied de la colline.

Des paysans me souhaitaient le bonsoir en me tirant bien bas leurs chapeaux à larges bords, et disparaissaient, les basques de leurs houppelandes blanches régulièrement balancées au rythme de leurs pas lourds. Dans les faubourgs mal éclairés par des réverbères à poulies, les petits marchands fumaient sur le seuil des boutiques demi-closes leurs pipes compliquées, et des employés regagnaient leur foyer, tandis que des filles de la campagne, venues en ville pour des achats, s'en retournaient de leur côté, mettant dans ces rues un peu ternes la note réjouie de leurs jupes rouges bordées de velours noir. Tout ce monde souriait, saluait au passage, semblait heureux de vivre. A travers les doubles fenêtres, je voyais s'apprêter la veillée et sous le rayonnement des lampes se grouper en cercles souriants les têtes blondes et grises, les nattes noires ou blondes. Alors, je pressais le pas, pensant à la petite Elsa qui devait m'attendre.

Petite Elsa! Quels souvenirs cruels et chers ce nom réveille en moi! Je me vois assis près d'un petit lit, tenant une main si maigre et si fine que je la crois toujours échappée de la mienne. Je regarde une figure d'enfant où la souffrance a mis comme une vieillesse précoce. Les lèvres minces essayent un sourire qui fait mal! Je détourne les yeux et j'aperçois, penchée sur mon épaule, belle encore malgré ses rides profondes, Mme Welcker, la mère d'Elsa.

— Bonsoir, madame Welcker!

— Bonsoir, Herr Doctor!

Elle m'appelle ainsi, comme font les Allemands quand ils parlent à un homme tant soit peu instruit,

(1) [illegible]

n'eût-il que le grade qui correspond chez eux à notre baccalauréat.

— Comment va Elsa?

Elle se cache pour me faire un signe, ce signe banal des gens qui, depuis longtemps, n'espèrent plus du tout. Ceux qui ne la connaissent pas la croient insensible, car on ne l'entend jamais ni pleurer ni se plaindre, ni parler d'Elsa. Mais moi qui vis si près d'elle, je sais combien elle doit souffrir. Une fois je l'ai vue se pencher sur ce corps déformé par la maladie. Les petites mains se soulevèrent et les lèvres pâles s'entr'ouvrirent :

— Mère chérie !

Ce ne fut qu'un souffle, à peine distinct, et Mme Welcker s'était caché la tête dans ses mains en étouffant un sanglot. Dans cette caresse défaillante, dans ces mots tendres, tout le cœur de l'infirme avait vibré, mieux que jamais, cette mère avait senti quel trésor d'angélique bonté elle devait bientôt perdre, et sa blessure s'en était élargie. Chaque regard, chaque parole aimante de sa fille n'est plus pour elle qu'une souffrance nouvelle. Elsa sait tout cela, — les petits malades ont de ces mystérieuses divinations — et maintenant ses yeux seuls, de grands yeux noirs troublés de fièvre disent combien elle souffre de voir tout le monde triste à cause d'elle. Elle se souvient de sa mère telle qu'elle était il y a six ans, telle que me la montre ce portrait suspendu au-dessus du lit. Oui, six années ont suffi pour argenter ces cheveux noirs, sillonner de rides ce beau front et mettre un masque d'angoisse sur ce limpide visage de jeune femme. Elsa avait alors sept ans. Elle se rappelle son père, le grand magasin encombré de monde où elle venait le voir, la petite grille du guichet derrière laquelle il lui souriait attendri, et ses caresses le soir, et sa manière de dire : Bonsoir, petite Elsa ! Elle se rappelle aussi la maladie de ce pauvre papa, le brusque changement de la maison, sa mère en deuil, inconsolable, et presque aussitôt cette crise soudaine, tout son cœur meurtri et brisé, et puis ce martyre des jours et des nuits qui ne finira pas. Pauvre petite Elsa !

III

Les premiers jours, je me disais :

« Quelle étrange idée a eue mon ami Wilhelm de me faire loger ici. Mais je ne lui en veux plus du tout. Au contraire, je lui suis reconnaissant de m'avoir cru capable de me plaire auprès de cette enfant malade, entre ces affligés. Pour rien au monde, je ne voudrais quitter Elsa et son frère Otto, un brave enfant de quinze ans qui travaille comme un homme, et gagnera bientôt assez pour aider les siens. Ils m'aiment tous, ils m'ont aimé dès le premier jour, et moi aussi, je les ai tout de suite aimés. C'est le soir surtout que je le vois. Je quitte la maison de bonne heure, après le second déjeuner, pour travailler avec Wilhelm quand il est libre. Nous traduisons ensemble des ballades de Henri Heine et des poésies de Gœthe. Il y en a de si belles, celle de *la Colombe* par exemple : un aigle s'est égaré parmi les colombes et regrette les pics arides d'où il fondait sur les troupeaux : Tu gémis, lui dit l'une. Ami, prends ton courage !... Ne peux-tu jouir du rameau doré qui te protège contre les ardeurs du jour... tu apaises ta soif légère à la source argentée ! Ami, le vrai bonheur est la modération. — O sage, reprit l'aigle, et soucieux il rentre en lui-même. Sagesse, ajoute le poète, tu parles comme la colombe.

Mme von B..., qui est Saxonne, a grand air sous ses cheveux blancs et sa fille, qui est très belle, lui ressemble. Mais pourquoi ces petites Allemandes se coupent-elles les cheveux tout ras? L'autre soir, elle a voulu aller à Hanovre voir jouer *Preciosa*. Wilhelm et moi l'avons accompagnée. Elle y a rencontré des amies et s'est placée près d'elles, aux premiers fauteuils de face. Vues d'en bas, ces têtes rasées et ces robes lacées dans le dos, à l'anglaise, faisaient, il faut l'avouer, le plus mauvais effet. N'en déplaise à ces officiers qui rient de nos Françaises, l'humble bourgeoise de nos pays a plus de charme que la plus riche *fräulein* du leur.

Quand Wilhelm n'est pas chez lui, je flâne en ville ou dans la campagne. Les conscrits viennent d'arriver. Dès qu'ils ont su marcher au pas — ce pas lourd et brutal qui ébranle le sol et déchausse les pavés — on les a conduits, musique en tête, prêter le serment d'usage à l'église ou au temple, selon leur religion. Pas plus que les nôtres, ils n'ont l'air bien gais, sous leurs nouveaux costumes. Je vais les voir manœuvrer sur la place d'armes, aux heures de l'exercice, et leur trouve encore plus de gaucherie qu'à nos *bleus*. En revanche, le sous-officier redouble chez eux de méchanceté basse et triviale et tout mon allemand est mis en défaut par ces menaces folles et ces injures compliquées.

Les revues sont très belles. La musique y joue des airs nationaux, du Wagner, bien entendu, mais beaucoup d'airs français aussi, des fantaisies sur *Carmen*, la *Dame Blanche*, les *Diamants de la Couronne*, etc. Au premier signe du chef, chaque musicien prend sa position avec une rapidité comique. On croirait voir un gigantesque jouet de Nurembourg qu'un rouage met en mouvement pour l'esbaudissement de ces grands enfants de Prussiens qui les regardent. La grosse caisse brandit sa batte, la petite flûte lève les deux coudes et anime les lèvres, les doigts crispés sur les clefs, et les gros saxophones saisissent gentiment leurs becs de cuivre. Tous les

yeux sont rivés aux cartons. C'est à croire qu'ils jouent déjà, mais qu'on est devenu sourd ou qu'un enchantement les immobilise. Et puis, dzing! boum! ils partent tous avec une si parfaite précision qu'on n'a plus du tout envie de rire de ces automates, vrais artistes enlevant la troupe et dépeuplant les jardins et les squares d'une foule passionnée qui les acclame jusqu'au quartier.

Mais il y a une maison que rien n'intéresse de ce qui se passe au dehors. Pas de promenades pour Elsa, qui ne voit le soleil qu'à travers les vitres de sa chambre. Des amies de son âge avec lesquelles elle jouait autrefois viennent pourtant la voir, accompagnées de leurs mères. Et chaque fois, elle les trouve plus grandes et plus belles, elle restée si chétive, si enfant! Elle leur demande si elles jouent toujours aux mêmes jeux, et s'étonne un peu, elle qui n'a pas changé, de les trouver si sérieuses, si femmes déjà! Le soir à 7 heures, on transporte le petit lit dans la salle à manger et nous soupons tous ensemble. Après le repas, nous nous rangeons autour de son lit et lui racontons les histoires qu'elle aime, celle du *brave petit tailleur*, de Grimm ou des *cygnes frères* d'Andersen. J'ai apporté de France les contes d'Alphonse Daudet et lui ai lu quelques-uns des plus touchants et des plus naïfs. Malheureusement, ce n'est pas très facile à traduire en allemand et j'ai mis un quart d'heure à lui expliquer ces lignes qui coulent si simplement en français : « Dans le calme et le demi-jour d'une petite chambre, un bon vieux à pommettes roses, ridé jusqu'au bout des doigts, dormait au fond d'un fauteuil, la bouche ouverte, les mains sur les genoux. » Le commencement allait bien : *In der Ruhe und dem halb L[illegible]*, mais la construction m'embarrassait tout de suite et je devais dire des choses bien ridicules, car Mme Welcker elle-même riait avec nous. Ce qui enchante Elsa, ce qui lui fait joindre les mains d'admiration, ce sont les poésies de Henri Heine. Il y a dans le volume des *Lieder* une description du fond de la mer qu'elle me redemande chaque soir. Je finirai par la savoir par cœur. Le poète s'imagine voir le fond de l'Océan où lui apparait peu à peu, avec ses tourelles, ses murs crénelés et son beffroi gothique, une ancienne ville néerlandaise. Autour de l'Hôtel de Ville aux nervures dentelées circulent des hommes âgés. Ils circulent sur la place avec des fraises blanches, des chaînes d'honneur et de longues épées en sautoir. « Non loin, devant une enfilade de logis aux vitres brillantes, sous des tilleuls taillés en pyramides vont et viennent, avec des frôlements soyeux, des jeunes femmes, sveltes beautés dont les visages de rose sortent décemment de leurs coiffes noires et dont les cheveux blonds ruissellent en boucles d'or. Une foule de beaux cavaliers, costumés à l'espagnole se pavane près d'elles et leur lance des œillades. Des matrones vêtues de mantelets bruns, un livre d'heures et un rosaire dans les mains, se dirigent à pas menus vers le grand dôme, attirées par le son des cloches et le ronflement de l'orgue. »

Nous causons de la France, de Paris, de ceux que j'y ai laissés et qu'elle voudrait connaître. Elle me fait sur eux les questions les plus drôles. L'année prochaine, me dit-elle, il faudra revenir, mais pas tout seul. Et comme elle voit que je ne réponds pas, souriant le moins tristement que je peux, elle cherche à saisir ce que je pense. Y arrive-t-elle? Ah! ce que je pense. C'est qu'avant l'année prochaine, il n'y aura plus ici de petite Elsa et que je n'y reviendrai jamais.

L'empereur d'Allemagne a passé à Minden, il y a quinze jours, et y a demeuré pendant tout le temps qu'ont duré les manœuvres. Ce furent les beaux jours de la ville qui parlera longtemps des magnifiques cavaliers blancs et verts, aux écharpes flottantes, et du grand bal, comme on n'en verra pas de sitôt. On montre encore les arcs de triomphe, dépouillés aujourd'hui de leurs papiers d'or et d'argent. Des couronnes desséchées s'y balancent au vent de novembre, effeuillant jusqu'à la dernière leurs fleurs poussiéreuses. Ce ne seront bientôt plus que des cerceaux que les gamins décrocheront pour en faire des jouets. C'est là qu'il passa à cheval, entouré de son état-major. Une foule avide remplissait les fenêtres, noircissant les toits et refluant sur les trottoirs. Des *Hurrah!* des *Hoch* en sortaient qu'il écoutait, froid, à peine distrait de son rêve intérieur. De loin en loin, un geste à une jeune femme reconnue, un ordre à un officier, et c'était tout! M. L... a quitté sa maison pour l'offrir à son hôte impérial et s'est contenté pendant quinze jours d'un appartement d'hôtel pour lui et les siens. Je n'ai pas entendu dire qu'il en eût été remercié. Des photographies du Kaiser encombrent les devantures, de grandes photographies de face, de profil, à pied, à cheval, où il essaie de sourire sans y arriver. Elsa ne parle jamais de l'empereur Guillaume, mais je sais qu'elle a pleuré en apprenant la mort du *bon Kaiser Frédéric!*

IV

Il est tard, mais nous veillons encore, Mme Welcker et moi, auprès du lit d'Elsa qui vient d'avoir une crise si terrible qu'on l'a crue la dernière. Maintenant, elle dort, presque apaisée. Sa mère sommeille aussi, anéantie, et se réveille quelquefois en me remerciant d'un regard affectueux! Est-elle pâle! Jamais je n'ai compris comme ce soir à quel point cette épreuve a dû la changer. Quelle misère que la vie? Faites donc des rêves! Comptez donc sur le bonheur,

même le plus modeste ! J'évoque les joies passées, les premières années de cette femme si jeune encore et déjà blanchie. Quinze ans seulement la séparent du jour où, fiancée, elle quittait sa place de jeune fille pour entrer au nouveau foyer dont elle escomptait les joies. Quinze ans, comme c'est peu ! Je la revois enfant ! à l'âge d'Elsa, insouciante de la vie qui s'offre à elle, si heureuse ! Et, peu à peu, ces pensées éveillent en moi des souvenirs douloureux et des craintes que je voudrais chasser. C'est que j'en connais d'autres, belles aussi, jeunes filles ou jeunes femmes. Oh ! c'est terrible ! Cette angoisse du lendemain. Me dire qu'à cette heure même, celles que j'ai quittées il y a deux mois, insolentes de bonheur, ont peut-être aujourd'hui subi les suprêmes chagrins dans leurs affections de mères ou d'épouses ! Où sont-elles ! que font-elles ? Les verrai-je encore ?

Et je ne sais quelle fièvre fait repasser devant mes yeux des visions incomplètes où je retrouve des gestes connus et familiers. Des scènes lointaines et d'autres plus récentes dont j'ai gardé l'émotion encore chaude m'apparaissent dans cette chambre de malade. En un tableau étrange qui tient de la réalité et du rêve, les voilà qui revivent, les visages d'antan, les fraîches matinées du Bois, les gais après-midi du Luxembourg. Mille détails alors inaperçus y mettent une note touchante. Vieilliront-elles vraiment, ces fillettes aux lourds cheveux blonds et ces grandes sœurs déjà graves ?

Que seront devenus dans dix ans les projets qui mettent par moments un pli soucieux sur ces fronts purs ? Ce que seront devenus, hélas ! les robes violettes et roses, les gants blancs et les souliers à jour ! Défraîchis, usés, relégués au domaine des choses fanées et des joies défuntes ! Alors à quoi bon vivre, à quoi bon aimer ?

Oui, à quoi bon aimer, puisqu'il faut compter sur une séparation le plus souvent rapide, toujours cruelle, puisque rien, non, rien ne nous reste de ce que nous embrassons. Mais, qui donc, parmi ses joies, — joies du cœur ou joies des sens, — ose penser à ces choses funèbres ? Elles nous frôlent parfois, mais comme des oiseaux de nuit qui passent vite, inquiets d'eux-mêmes et à peine entrevus. Quelle imagination cruelle pourrait se représenter, sous l'effort d'une volonté altérée de souffrance, les cheveux blancs qui remplaceront, sur ces têtes charmantes, ces cheveux blonds, roux, châtains et noirs, les agonies qui voileront ces yeux et bleuiront ces lèvres. Toutes ces rêveries se dissipent vite, et c'est un bien, voulu par le ciel, que nos malheurs et nos décrépitudes ne nous empêchent pas

De [illegible] la jeunesse du homme profond,
Et [illegible] jeunesse et [illegible] simple et [illegible] heureux front.

A l'œil limpide et clair ainsi qu'une eau courante
Et qui va répandant sur tout, insouciante
Comme l'azur du ciel, les oiseaux et les fleurs,
Ses parfums, ses chansons et ses douces chaleurs.

V

Je reviens auprès d'Elsa, après un grand voyage où j'ai beaucoup vu et peu appris. Que Berlin est triste ! Si vous le voyiez au printemps ! me dit-on. Je me demande ce que le printemps peut donner de plus à cette ville rectiligne dont les casernes sont les édifices les plus remarquables. A part l'*Unter den Linden* (Sous les Tilleuls), pas une promenade, pas un square, rien qui égaie la vue et distraie la pensée ! On a osé comparer le Bois de Boulogne au *Lustgarten* et Versailles à Potsdam. Le petit bois de la Cambre à Bruxelles est cent fois plus agréable que ces insipides bosquets, mauvaise imitation de nos jardins à la française.

Ce que j'ai emporté de Berlin, c'est le souvenir impérissable de Brunehilde, la farouche Walkyrie. Après la scène de Bayreuth, c'est celle de l'*Opernhaus* de Berlin où la musique de Wagner trouve ses meilleurs interprètes. Mais, dans ce merveilleux résultat, ne faut-il pas faire la part des encouragements donnés par le public aux artistes ? Sans doute, nous commençons à apprécier Wagner, mais nous y trouvons encore des longueurs que les chefs d'orchestre doivent élaguer. Ici on écoute religieusement, sans fatigue et sans impatience, et l'on voit à regret la scène se rétrécir et disparaître.

Que dira-t-on de *Tristan et Iseult*, ce merveilleux poème où la passion humaine s'est élevée à des hauteurs inconnues ? Wagner, ce musicien qui fut un poète de génie, a trouvé pour rendre les affections terrestres des accents angéliques.

Quel duo que celui-ci :

« Tu es donc à moi ? Te possédé-je ? Et puis-je te presser, est-il bien vrai ? enfin, enfin, sur mon cœur ! Est-ce toi, est-ce bien toi que je sens ? Sont-ce bien tes yeux, tes lèvres ? Est-ce là ta main ? Est-ce là ton cœur ? Est-ce bien moi ? Est-ce bien toi ? Ne vas-tu pas m'échapper ? N'est-ce pas une illusion ? un rêve ? O délices de l'âme ! O douce, ô auguste, invincible, superbe et idéale volupté ! Volupté sans égale, sans limite, sans mesure et sans terme, volupté éternelle, volupté infinie et sublime que nul cœur n'a jamais connue ni pressentie ! Ivresse de la joie, extase du bonheur, ravissement loin des mondes, dans les hauteurs du ciel ! A moi Tristan, à moi Iseult. Ma vie et ta vie, unis pour toujours, unis pour l'éternité.

Iseult. — Que de siècles depuis que nous sommes séparés ! Quelle séparation depuis tant de siècles !

Tristan. — Si loin quand nous étions si près ! Si près et pourtant si loin !

Iseult. — O ennemi de ceux qui aiment, distance maudite ! O mortelle lenteur des temps paresseux !

Descends sur nous, nuit de l'amour, donne-moi l'oubli de la vie ! Recueille-moi dans ton sein, affranchis-moi de l'univers. Voici que s'éteignent les dernières lumières, ce que nous avons pensé, ce que nous avons cru voir, les souvenirs et les images de choses, les restes de l'illusion, l'auguste pressentiment de saintes Ténèbres, éteins tout cela en nous, affranchissement de monde. Dès que le soleil s'est retiré dans notre sein, les étoiles de la félicité épandent leur riante lumière. Doucement enveloppée par ta magie, fondu par le feu suave de tes yeux, mon cœur sur ton cœur, mes lèvres sur tes lèvres, unis par un même souffle, mon regard s'éteint aveuglé par la volupté, le monde et ses fascinations pâlissent, le monde que ce jour éclaire de sa lueur trompeuse, le monde, spectre dévorant que le jour place devant moi, et c'est moi-même qui suis le monde. Vie sainte d'amour, sublime création de volupté, désir délicieux de l'éternel sommeil sans apparence et sans réveil. »

Tristan, Fidelio, la Walkyrie, Sigfried, le Mausolée de Charlottenbourg et une curieuse galerie des primitifs italiens, voilà tous les souvenirs qui me restent de Berlin, c'est peu ! Autrement curieux est Lubeck ! Ah ! la délicieuse ville, aussi étrange que Nuremberg, aussi pimpante que Dresde, au port paisible, où des bateaux, remplis de bois odorant, parlent des forêts salubres de Danemark et de Norvège. Et Hambourg, la noble cité de Hambourg, où les enseignes drôles, encadrées de vieilles sentences, m'arrêtaient à chaque pas. J'y ai reçu une lettre de Wilhelm, me rappelant que j'avais laissé passer la Saint-Nicolas et m'enjoignant de rentrer pour Noël qui est dans dix jours. Je suis revenu par Brême, bien heureux de retrouver mon ami qui a voulu réunir quelques familles dans un repas en mon honneur. Il s'est donné beaucoup de mal pour me faire plaisir, et a dû constater que, malgré ma meilleure volonté, toute cette peine reste sans profit. Il y a entre Allemand et Français une incompatibilité absolue et qui ne fera que s'accroître. Les conversations les mieux engagées s'enveniment au moindre mot et se maintiennent péniblement, quelque effort qu'on fasse de part et d'autre.

Combien je préfère à ces réunions bruyantes les soirées où je peux causer librement, dans la stricte intimité ; plus de contraintes, plus de silences, j'y vais de toute ma sensibilité et de toute mon âme.

Un léger souper, quelques viandes froides avec de la bière claire et blonde, et tout de suite Wilhelm court aux cigares, des cigares de Hambourg qui crissent entre les doigts avec un bruit de feuilles sèches, pendant que ces dames prennent leur ouvrage. Et au bout d'un moment, la causerie s'engage, simple, familière : les romans de Daudet, l'œuvre subtile et si curieusement volontaire de Barrès, la vie intime du prince de Bismarck, les souvenirs de la guerre, autant de chapitres où chacun met son alinéa avec son appréciation personnelle. Et c'est toujours à la France qu'on retourne, à la nation ennemie, mais enviée, admirée. Puis, le frère et la sœur s'assoient au piano et jouent sans façon, en s'interrompant aux passages difficiles, les airs favoris, toujours les mêmes et qu'ils répètent sans fatigue comme nous les écoutons sans impatience.

La nuit venue, si tard que je rentre, je retrouve toujours, veillant auprès d'Elsa, Mme Welcker, inquiète maintenant des disparitions mystérieuses d'Otto. Aux questions de sa mère, il répond qu'il travaille. Moi, je sais bien la cause de ces nuits passées au dehors : Otto me l'a confiée, le brave enfant, et maintenant, je l'estime et l'aime encore plus !

J. Chaste Pavie.

A suivre.

MES PROCÈS DE PRESSE

III

M. Séré, l'avocat de nos adversaires, me fit l'honneur d'une plaidoirie toute personnelle. Il fit de moi un portrait que je me permis à cette époque de ne trouver qu'à moitié ressemblant, et que l'éloignement, à ce qu'il me semble, a fait moins ressemblant encore. Je dois pourtant rendre cette justice à M. Séré qu'il s'exprima sur mon compte avec une courtoisie un peu apprêtée peut-être et voulue, mais spirituelle et fine, et qu'il ne ménagea point les éloges à ce qu'il voulut bien appeler mon talent et mes succès dans le journalisme. Quand il en vint à caractériser la campagne que je menais avec tant de verve contre le cléricalisme, il le fit sans violence, sans invective, d'un ton doux et pénétré, avec une nuance de tristesse ecclésiastique : ce furent de brillantes et onctueuses variations, sur un thème aussi rebattu que pouvait l'être l'air : *Esprit saint, descendez en nous.*

Bien entendu M. Séré demanda contre moi une condamnation qui fût particulièrement sévère. Mais au moins la demanda-t-il en termes excellents.

Il s'assit ; les juges l'avaient écouté avec une complaisance visible, ce fut mon tour de me lever. Le président, qui était tout sucre et tout miel, me fit obligeamment monter au banc des avocats, pour que je fusse plus à mon aise, me dit-il.

A mon aise, je ne l'étais pas trop. Bien que j'eusse

[illegible]

déjà une assez grande habitude de la parole, c'est une tout autre affaire, de conférencier devant un public de théâtre, ou de plaider une cause devant des magistrats. Mais je suis d'attaque, comme disent les charpentiers, et il me paraissait d'ailleurs que j'avais de fort bonnes raisons à faire valoir en notre faveur.

— Plaide utilement, m'avait dit About.

Je plaidai donc, comme s'il était possible que je gagnasse ma cause et avec l'intention formelle de la gagner. Je fis remarquer d'abord que je n'avais reproduit l'assertion, pour laquelle nous étions tous mis en cause, que quinze jours après qu'elle avait paru dans tous les autres journaux, quand les intéressés, si le fait n'eût pas été vrai, auraient eu cent fois le temps d'y opposer un démenti, qui eût été pour moi un avertissement. J'ajoutai que j'avais eu l'attention de ne point désigner nommément le journal d'où j'avais tiré l'information. Mes confrères avaient cité : la *Semaine religieuse de Condom*, moi, j'avais dit simplement : *un journal*. Un journal, c'est tout le monde et ce n'est personne. Quel préjudice avais-je pu causer à la *Semaine religieuse de Condom* que je n'avais pas nommée ? De quel droit se reconnaissait-elle dans ce mot vague : *un journal* et me demandait-elle des dommages-intérêts ?

Et comme M. Séré jeta à travers ma plaidoirie cette observation que l'évêque d'Auch était également partie au procès :

— L'évêque d'Auch ! m'écriai-je ; vous voulez dire, j'imagine, l'évêque de Condom.

— Il n'y a point d'évêque à Condom !

— Point d'évêque à Condom ! repris-je, et, me livrant à une de ces boutades qui me sont familières : — Vous oubliez Bossuet, ajoutai-je d'un grand sérieux.

Et me voilà en appelant à Bossuet, le conjurant de dire si en effet il m'avait envoyé du papier timbré...

Entre nous, je puis bien l'avouer aujourd'hui, Bossuet n'eût pas pris la peine de me citer en police correctionnelle ; il eût sollicité contre moi une bonne lettre de cachet, désolé au fond de ne pouvoir me cuire à petit feu sur un joli bûcher bien flambant.

Mais vous ne sauriez croire l'effet sur le public de cette évocation de Bossuet. Notre ami Paul-Louis Courier a déjà noté le prestige de la prosopopée sur la foule. Je ne peux pas trop vous affirmer que la mienne amusa les juges ; car ils gardèrent un visage de bois. Mais l'auditoire ne faisait pas mine de s'ennuyer. Il faut croire au reste que mon argumentation, bien que présentée sous une forme humoristique, porta plus que n'auraient souhaité nos adversaires. Car M. Séré sentit le besoin de répliquer ; je répliquai à mon tour. Mais nous avions épuisé tout ce qu'il y avait à dire sur la cause, et je crois que toute la salle poussa un long soupir de soulagement, quand le président, levant enfin la séance, — quelle séance ! — renvoya au lendemain pour entendre les conclusions du ministère public.

Je vous ai déjà laissé entendre, dans mon dernier article, que nous étions à peu près sûrs d'avoir pour nous l'organe de la magistrature debout, qui serait heureux de saisir cette occasion de jouer un bon tour à la magistrature assise. Je ne laissais pas de garder quelque inquiétude : il me semblait que, malgré tous nos efforts pour réduire cette affaire à ses justes proportions, la solennité de ces longs débats l'avait démesurément grossie. On eût dit vraiment que la religion, la morale, la société tout entière étaient intéressées à notre condamnation, et plus j'envisageais l'intime incident, d'où était sortie le gros orage, plus il m'apparaissait démontré que dans tout ce procès, comme on dit vulgairement, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat.

Le procureur de la République, — il s'appelait Coite ; il était jeune et je ne sais si depuis il a fait un grand chemin, — parla justement comme nous avions tous souhaité qu'il le fît, et ce fut avec une dignité de langage, une correction et une grâce d'expression, qui firent de ce réquisitoire un des morceaux les plus achevés d'éloquence judiciaire qu'il m'ait été donné d'entendre.

Il débuta par des considérations très élevées sur l'impartialité que doit garder la magistrature dans les procès de presse. Il était impossible de dire des choses plus vraies et plus fortes dans un langage plus simple et plus net. Tandis qu'il exprimait ses idées, je regardais nos magistrats ; ils écoutaient sans plaisir, la chose était visible, les conseils, dont ils avaient sans doute besoin, puisque l'orateur y insistait avec une véhémence de parole, tempérée par les convenances et le respect.

Ce nous était une joie vengeresse de voir tous les arguments qu'avait présentés en notre faveur notre avocat Ferdinand-Dreyfus, repris par le ministère public, et avec plus d'ampleur et d'autorité. Non, vous ne sauriez croire comme la discussion juridique à laquelle il se livra sur les caractères qui constituent la fausse nouvelle et la diffamation fut profonde et lumineuse. Nous voyions, à mesure qu'il parlait, se lever lentement la sentence qui devait nous acquitter.

Car le procureur de la République avait conclu pour le *National* et le *XIXe Siècle* à un acquittement complet ; pour nos autres confrères aux peines légères qui frappent la fausse nouvelle donnée de bonne foi.

Il avait de plus, en terminant, demandé que, vu l'importance de l'affaire, on remît à quinzaine le prononcé du jugement. Il est d'ordinaire, en ces sortes

de procès, remis à huitaine. Mais le président, convaincu par la parole éloquente du ministère public, s'empressa de déclarer, en levant la séance, que le jugement serait rendu le lendemain.

Nous ne l'attendîmes point; nous bouclâmes notre valise, et la dépêche télégraphique qui nous annonçait notre sort nous rejoignit à Paris. Nous étions tous uniformément condamnés à des peines diverses. Nous emboursions pour notre part au *XIXe Siècle* cinquante francs d'amende, quatre cents francs de dommages-intérêts, l'insertion du jugement dans nos colonnes et dans un autre journal de Paris, au choix de nos adversaires.

La condamnation, à vrai dire, n'était pas bien terrible, et nous en étions quittes, comme les camarades, à bon compte. Mais il y avait les *attendus!* Oh! dame! les *attendus* n'étaient pas tendres; la magistrature avait pris sa revanche des peines légères qu'elle nous avait infligées, en nous infligeant des attendus parfaitement désagréables, presque insultants même. Fallait-il rester sous le coup de ces attendus et payer tête basse; ou devions-nous à nous-mêmes et à nos lecteurs de relever l'injure, d'en appeler de cette sentence et de faire réformer, sinon la condamnation elle-même, nos prétentions ne visaient pas si haut, tout au moins les considérants sur lesquels elle s'appuyait?

Il y eut entre les journaux condamnés et leurs conseils judiciaires de longs débats et de nombreux pourparlers.

Je vous avouerai que mon avis, à moi, était de ne pas se déranger une seconde fois pour si peu de chose.

— « Il est très vrai, Messieurs, disais-je à mes amis, condamnés comme moi et sur les mêmes attendus; il est très vrai que nous ne paraissons pas avoir l'estime des juges du tribunal d'Auch: mais il me semble que nous pouvons en prendre notre parti. Quelque considération dont les juges du tribunal d'Auch jouissent dans l'Univers, le plus ou moins d'estime qu'ils témoignent faire de nous, est assez indifférent à nos lecteurs et à nous-mêmes. Ce sont assurément de hauts et notoires personnages que les juges du tribunal d'Auch; leur président s'appelle Solon et ce nom sonne bien aux oreilles. Mais si nous avions par malheur réussi à leur plaire, il est fort probable que nous serions moins chaudement écoutés des cent mille lecteurs qui achètent notre prose chaque matin.

« Messieurs les juges du tribunal d'Auch pensent du mal de nous; quoi de plus naturel? Est-ce que nous pensons beaucoup de bien d'eux? Ils nous traitent de Turc à Maure dans leurs jugements; sommes-nous donc en reste avec eux dans nos articles? Ils ont pour eux la justice, nous avons pour nous le bon sens; les huissiers et les gendarmes s'ébranlent à leur voix, nous traînons derrière nous l'opinion publique. A chacun ses armes.

« Je vous dirai même, ajoutais-je par manière de badinage, que je suis enchanté que messieurs les juges du tribunal d'Auch aient usé envers nous d'expressions malsonnantes, et qu'ils aient passé la mesure de l'impolitesse permise à des magistrats envers des prévenus. Vous vous rappelez le mot de Chicaneau dans les *Plaideurs* de Racine :

« Il y a vingt articles dans les attendus du jugement prononcé par messieurs les juges du tribunal d'Auch. Quel plaisir pour un journaliste de tenir entre ses mains le ridicule jugement d'un trio de Bridoisons, et de le faire tous les jours casser par son public, dont il allume le rire.

« Car un journaliste, il faut bien que les robes noires le sachent, ne relève que d'un seul tribunal au monde, celui de l'opinion publique. Il peut sans doute être traduit devant messieurs les juges du tribunal d'Auch, et perdre son procès avec des attendus plus ou moins injurieux. Que lui importe! plaie d'argent n'est pas mortelle et, quant à la prison, ce serait une joie pour lui que ces martyres à bon marché, qui ne font que rehausser dans l'estime de nos lecteurs l'écrivain qui les subit.

« Les grippeminauds, fourrés ou non, ne peuvent rien que contre notre bourse et notre liberté; et encore leurs griffes sont-elles rognées par le Code. Notre honneur est absolument hors de leurs prises. Ils nous malmènent d'épithètes désobligeantes dans leurs jugements, et nous les passons à notre boutonnière, pour nous en faire honneur devant l'opinion publique.

« L'opinion publique, s'écriait Pascal, c'est la reine du monde. C'est elle qui juge en dernier ressort. Elle juge les juges, même messieurs les juges du tribunal d'Auch, tout comme les journalistes; et quand les juges ont à tort condamné les journalistes, elle ne se fait pas faute de réformer leurs jugements.

« Nos magistrats en sont toujours à croire d'après un vieil axiome qui a cours au Palais que *res judicata pro veritate habetur*, que dans toute affaire la chose jugée fait office de vérité. Au regard des huissiers, des percepteurs et des gendarmes, à la bonne heure! je suis condamné à l'amende; je la paie, rien de plus clair ni de plus certain. Mais vis-à-vis du public, c'est une autre question.

« Je suis condamné par les juges; le public m'absout, s'il trouve que j'ai raison; que dis-je? il m'applaudit, il m'acclame. Vous vous rappelez le mot de M. de Sartines, le célèbre préfet de police, à Beaumarchais, qui, à la suite du procès des *quinze louis*,

venait d'être *blâmé* par arrêt du parlement. « Ce n'est « pas tout d'être blâmé », lui écrivait le spirituel fonctionnaire, « il faut encore être modeste. » Eh! oui, on a quelque peine à réprimer les éclats de son orgueil et de sa joie, lorsqu'on vient de sortir de certaines condamnations. Celle que nous ont infligée messieurs les juges du tribunal d'Auch a été une bonne fortune inespérée pour le journal. « Oh! mon « Dieu, s'écriait Voltaire, faites que mes ennemis « commettent quelque sottise. »

« Le dieu de Voltaire nous a exaucés par delà nos souhaits et nos mérites, et vous voulez que de gaieté de cœur je me prive d'une demi-douzaine d'articles qui rient déjà au bout de ma plume! »

C'est ainsi que je plaidais près de nos confrères, frappés comme moi, la cause de la résignation. Mais on me fit observer qu'avant de porter devant le public un jugement de première instance, c'était pour nous un devoir étroit de le déférer à la Cour; qu'il ne nous était pas permis de nous en prendre à la magistrature d'une erreur commise, avant d'avoir épuisé tous les degrés de juridiction dont cette magistrature nous ouvre l'accès.

— Il est très vrai, ajoutaient mes contradicteurs, que M. Solon a oublié en cette circonstance d'avoir de l'esprit. Mais qui sait si la cour d'Agen verra des mêmes yeux que ce digne magistrat et ses acolytes? La cour d'Agen est présidée par M. Tropamère, et M. Tropamère sera peut-être, en dépit de son nom, plus doux que son collègue de première instance.

Ces réflexions l'emportèrent; About décida, de concert avec les directeurs des journaux condamnés, qu'il fallait en appeler, et son dernier mot, quand nous partîmes, fut encore :

— Et surtout plaide utilement.

C'était par un froid dont il me souviendra longtemps. Notre affaire avait été mise au rôle pour le 27 février 1880. Nous avions fait demander, par notre avoué, si elle ne pourrait pas être renvoyée à un mois plus propice. Mais le président, qui sans doute brûlait du désir de nous voir, avait déclaré nettement que l'affaire, ayant été indiquée pour le 27 février, sortirait le 27 février. Il n'y avait pas à discuter; nous nous embarquâmes, toute une bande de journalistes et d'avocats, et nous arrivâmes, après une nuit passée en chemin de fer, à demi gelés dans la bonne ville d'Agen.

Nous courûmes au palais de justice. Là une autre déconvenue nous attendait. Nous apprîmes qu'avant que notre affaire dût être appelée il y en avait une autre d'intérêt local, qui serait plaidée et qui occuperait une bonne moitié de l'audience et peut-être davantage.

Vous imaginez notre effroi.

Nous avions tous calculé qu'il nous suffirait d'un jour pour vider notre querelle, et que, débarqués le matin, nous pourrions repartir dans la nuit. Il n'y avait pas un de nous qui n'eût quitté pour ce procillon de deux sous des affaires importantes. On sait combien la vie de Paris est affairée et tumultueuse. Moi particulièrement je me sentais éperonné par l'annonce de la première représentation du *Nabab* d'Alphonse Daudet, à laquelle je n'eusse voulu manquer pour rien au monde.

Il était bien douloureux que l'on fît passer avant notre affaire, à nous qui venions de faire un si long voyage, une cause qui, se débattant entre gens du pays, pouvait tout aussi bien se remettre au lendemain.

Parmi nos avocats, il y en avait deux, et non des moindres, maître Ferdinand-Dreyfus et maître Straus, qui étaient encore plus ennuyés que moi. Car ils étaient impérieusement rappelés à Paris par des intérêts d'un ordre supérieur : l'un d'eux notamment avait à plaider à Paris une affaire très considérable et très délicate d'expropriation.

Ils résolurent de faire une démarche près du président, et, comme j'étais parmi les prévenus le doyen d'âge, ils m'engagèrent à me joindre à eux, pensant que ma prière pèserait de quelque poids dans la balance. C'est en effet moi qui portai la parole, qui exposai d'un ton respectueux, mais ferme, les raisons qui nous faisaient souhaiter à tous d'en avoir fini le plus tôt possible, et par conséquent de passer les premiers.

M. le président nous accueillit avec une courtoisie, une amabilité souriante, que je n'ai pas oubliées encore après tant d'années écoulées; et je n'ai pas besoin de vous dire que de la meilleure grâce du monde, sans hésiter un instant, il nous déclara qu'il lui était impossible de changer le cours de la justice et nous refusa tout net ce que nous lui demandions. Nous sortîmes pénétrés de reconnaissance pour cette réception obligeante.

L'audience s'ouvrit donc par l'appel de la cause qui précédait la nôtre. Eh bien! vrai, je ne fus pas fâché d'avoir assisté à ce spectacle, j'ai rarement goûté une satisfaction plus vive, et je sais gré à M. Tropamère de me l'avoir infligée malgré moi.

Je vous ai conté que, lors de notre voyage à Auch, il s'était plaidé devant nous, en police correctionnelle, l'affaire d'un commissaire de police sur la tête de qui deux journaux bonapartistes avaient versé des hottées d'injures. Le ministère public avait déféré les articles à la justice, et comme la justice était représentée par M. Solon, et les acolytes de M. Solon, les deux journaux n'avaient été condamnés qu'à seize francs d'amende.

C'est de ce jugement que M. le procureur de la République avait appelé; le commissaire de police

s'était joint à l'appel; en sorte que nous allions avoir à entendre l'avocat général d'abord, puis l'avocat du commissaire de police, puis les deux avocats des deux journaux sur la sellette. Toute la lyre, quoi!

Mais le président nous avait promis de hâter autant qu'il lui serait possible la solution de ce débat, afin de nous réserver — l'excellent homme — une plus large part d'audience.

Je me souviens encore, comme si c'était hier, de l'exorde de l'avocat général. Il m'amusa fortement :

— Messieurs, dit-il en substance, il y a d'abord dans la cause qui nous occupe une question de droit. Le jugement que je défère à la Cour est contraire à la loi. Mais la chose est si évidente que je crois inutile de la plaider, cependant si les avocats des deux prévenus croyaient devoir porter le débat sur ce point, je serais prêt à le discuter avec eux. Mais je ne pense pas que ces messieurs soient d'un autre avis que moi.

En parlant ainsi, il se tournait vers eux d'un air interrogateur.

L'un des deux avocats se leva et dit qu'en effet le jugement était si mal fondé en droit qu'il n'élèverait là-dessus aucune objection. L'autre fit un geste d'acquiescement, et le troisième, l'avocat du commissaire, ajouta avec un léger haussement d'épaules :

— Cela ne se discute même pas.

Et moi, je me disais tout bas, à part moi :

— Quelle drôle de chose pourtant! Voilà trois juges de première instance, Solon à leur tête, — messieurs les juges du tribunal d'Auch, — qui n'ont d'autre métier que de connaître la loi; ils se cotisent pour rédiger un jugement et le jugement qui sort de leurs mains est si criant de considérants illégaux que voilà un avocat général et trois avocats de cour d'appel qui s'entendent pour reconnaître que la loi y est formellement et déplorablement violée : Cela ne se discute même pas! s'écrie l'un d'eux.

Quoi! ils savent assez peu le Code, ils sont assez peu familiers avec les formules juridiques pour qu'un avocat général ne prenne pas même la peine de discuter leur opinion, formulée dans leur jugement, et qu'il passe outre, gardant un dédaigneux silence!

M. l'avocat général fut bref dans son réquisitoire. L'avocat du commissaire de police prit la parole, et aussitôt nous vîmes M. le président, fidèle à la promesse qu'il nous avait faite, le prier de se hâter et lui marquer par des signes de tête impatients le désir qu'il avait de voir se terminer cette plaidoirie, qui était peu intéressante en effet, puisqu'elle défendait contre des bonapartistes cléricaux un fonctionnaire de la République, coupable d'avoir fait son devoir contre de bons frères ignorantins.

Le pauvre avocat! il courait la poste et M. le président me rappelait par sa façon de l'écouter les bourgeois trop pressés qui se balancent dans un omnibus pour en hâter la marche. Il est probable que M. Tropamère avait dépensé dans cette lutte le meilleur de son énergie. Car il écouta, avec l'indulgente complaisance d'un homme à bout de protestation, les deux avocats des deux journalistes.

Nous poussâmes tous un soupir de soulagement, quand le dernier mot fut tombé de leur bouche. C'était enfin notre tour.

Nous comptions sans notre hôte, un hôte aussi amer que son nom. La Cour, qui aurait pu remettre aisément au lendemain le prononcé de son arrêt, se retira pour en délibérer.

La délibération fut longue, *ut æquum est*, et il était plus de deux heures, quand l'huissier cria d'une voix flûtée, qui me rappela le sergent du *Mariage de Figaro* :

— La Cour, Messieurs!

Avec quelle anxiété nous avions sur le cadran du palais suivi le mouvement des aiguilles! Les audiences à Agen se terminaient en ce temps-là à trois heures et demie. Il fallait renoncer à l'espoir d'avoir fini le jour même. Mais pourrions-nous même partir le lendemain ?

Doute trop amer!

Le président (qui portait ce nom menaçant) accorda la parole au conseiller rapporteur qui devait exposer notre affaire à la Cour. Je n'étais pas sans savoir qu'en général les rapports sont faits sans aucun soin, par des magistrats qui ont pris une connaissance très sommaire des pièces sous le prétexte fallacieux de mettre leurs collègues au courant du procès. Mais je croyais que cette fois le rapporteur, se sachant en face de gens qui n'ont dans leur poche ni leur langue, ni leur plume, se piquerait d'honneur, expliquerait l'affaire en termes nets et précis, avec une élégance de langage à peu près suffisante.

Comme j'étais loin de compte! soit que ces messieurs méprisassent notre opinion, soit qu'en effet, le ciel les eût créés incapables de faire mieux, non, vous n'imaginez pas ce qu'a été ce rapport. L'infortuné magistrat ne trouvait pas ses mots, quand il improvisait; et lorsqu'il lisait les pièces, c'était une pitoyable façon d'ânonner, qui sentait l'écolier sachant mal sa leçon.

J'écoutais stupéfait et, le dirai-je, humilié. Oui, vous me croirez si vous voulez, j'éprouvais je ne sais quelle secrète humiliation à voir tant de pauvreté et de faiblesse. J'avais déjà à Paris entendu quelques rapports de ce genre. Ils n'étaient pas des plus reluisants, cela est certain. Mais encore avaient-ils une certaine tournure. On y sentait que l'homme était supérieur à son œuvre, et que, s'il avait voulu!...

mais à quoi bon se donner du mal pour de simples justiciables!

Notre rapporteur ne se distinguait pas de la sienne. Oncques ne vis si piteux effondrement de la parole humaine, et ce qu'il y avait pour moi de plus déplorablement caractéristique, c'est qu'il n'altérait en rien l'impassible et inconsciente sérénité de ce digne magistrat; c'est que ses collègues l'écoutaient avec l'indifférence paisible que donne l'habitude : *hodie tibi, cras mihi.*

Ce fut au tour de maître Ferdinand-Dreyfus de prendre la parole. Je vous ai conté qu'en première instance, il avait fait une de ces plaidoiries qu'on appelle en style de Palais une plaidoirie utile, pour marquer que toutes les raisons y sont rangées dans leur ordre, mais que l'éclat y manque. Cette fois, maître Ferdinand-Dreyfus fut éloquent; oh! ce qu'il jeta de perles devant les magistrats d'Agen! Mais les magistrats d'Agen n'étaient point sensibles aux perles.

L'audience fut levée sur ce discours et l'affaire (à notre grand désespoir) renvoyée au lendemain. Mais M. Tropamère était bien aise de nous voir cuire dans notre jus. Ce fut l'avocat général qui prit la parole.

Vous vous rappelez qu'en première instance le ministère public avait demandé pour quelques-uns d'entre nous, pour moi entre autres, un acquittement pur et simple; pour les autres, une peine extrêmement légère, celle qui frappe la fausse nouvelle donnée de bonne foi.

L'avocat général arriva à peu près aux mêmes conclusions, mais point par le même chemin. Il commença par établir que nous étions coupables de tout ce qu'on nous reprochait, et de fausses nouvelles et de diffamation et d'outrages, et de tout ce que vous voudrez. Nous avions commis tous les crimes imaginables. Après quoi, il conclut à dire qu'on nous avait trop sévèrement punis, que le châtiment était hors de proportion avec la faute, et que la Cour aurait à reviser, dans l'arrêt à intervenir, et le taux de l'amende et le chiffre des dommages-intérêts.

Le commencement du discours m'avait inquiété. Cette péroraison, bien qu'elle ne fût pas d'une logique inattaquable, me rasséréna.

Mon affaire venait ensuite. Je la replaidai. Je présentai les mêmes arguments, dont je m'étais servi en première instance. M. Séré, qui était encore cette fois notre adversaire, me répondit avec la courtoisie la plus aimable. Il me couvrit de fleurs; il me dit que j'étais le plus coupable, ayant le plus de talent. On n'a jamais égorgé un homme en y mettant plus de formes.

L'avocat général dut s'expliquer sur mon cas particulier. Je bus encore du lait en l'écoutant. Il avoua bien que j'étais coupable, mais il s'évertua à prouver, contrairement à l'opinion de M. Séré, que je l'étais moins que tous mes confrères; qu'il y avait pour moi, dans la cause, des circonstances très atténuantes; et il demanda formellement que, dans cet abaissement de peines qu'il avait proposé pour nous tous, je fusse le plus favorisé.

J'aurais dû me méfier. Car, toutes les fois que le ministère public a conclu en ma faveur, les juges, je ne sais comment cela se fait, ont pris leur revanche en m'infligeant un joli maximum. Mais j'ai la bonhomie incorrigible.

Je me frottais donc les mains tout bas :

— Voilà qui va bien! me disais-je. En première instance le procureur de la République a conclu à ce que je fusse déchargé de toute peine; on m'a condamné tout de même. Mais en Cour d'appel, j'aime à croire que l'avocat général sera plus écouté de la magistrature assise. M. Solon a été pour moi trop amer; espérons que M. Tropamère voudra être juste comme Solon, le grand législateur, Solon le juste, l'autre en un mot.

Eh bien! je fus encore déçu.

Pour tous mes confrères la peine fut abaissée. Pour tous le chiffre des amendes et des dommages-intérêts fut réduit; pour tous, sauf pour moi, en faveur de qui le ministère public avait demandé un dégrèvement spécial.

Le *XIXe Siècle* garda son amende, ses dommages-intérêts et ses considérants.

— Tu vois, dis-je à Edmond About, que ce n'était pas la peine de plaider utilement; nous aurions pu nous donner le plaisir de casser les vitres. Il ne nous en eût pas coûté plus cher.

L'affaire eut un épilogue assez amusant.

Une fois de retour à Paris, je m'amusai dans une série d'articles, qui firent quelque bruit en ce temps-là, à mettre les rieurs de notre côté; je blaguai M. Tropamère et consorts. About, qui connaissait tout le monde à Paris, avait au Ministère de la justice un ami dévoué. Cet ami vint, en grand mystère, nous dire un beau matin :

— Ces messieurs de la cour d'Agen sont de mauvaise humeur et s'agitent. S'ils déposent une plainte contre le journal, le ministre, quelque sympathie qu'il ait pour vous, sera obligé d'autoriser les poursuites. Et, dame! vous savez, vous n'en serez pas quittes alors pour une amende; vous embourserez quelques mois de prison.

— Fichtre! s'écria About, ce ne sont pas des prunes que cela.

Et se tournant vers moi :

— Allons! me dit-il, laissons les magistrats d'Agen à leurs prunes.

Ainsi finit la comédie.

FRANCISQUE SARCEY.

LA RENTE FRANÇAISE

(1800-1898)

La dette publique en France se compose : 1° de la dette consolidée, comprenant les rentes perpétuelles représentées aujourd'hui par le 3 1/2 et le 3 pour 100, 2° de la dette remboursable à terme ou par annuités c'est-à-dire du 3 pour 100 amortissable, de l'annuité de l'Emprunt Morgan, des obligations sexennaires, des garanties et annuités diverses aux chemins de fer, de la caisse des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires, etc. ; c'est dans ce chapitre que se trouve la dette flottante, emprunts à courte échéance de l'administration des finances pour se procurer les ressources momentanées qui lui sont nécessaires, ordinairement au moyen de bons du Trésor ; on y voit aussi divers fonds en dépôt, des comptes courants, les avances des comptables, etc. ; 3° de la dette viagère, comprenant les pensions civiles et militaires, les allocations et subventions diverses, etc.

Pour le service de cette dette, le budget de 1898 donne les chiffres suivants :

[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
Total	[illegible]

Nous ne voulons nous occuper ici que des rentes proprement dites, des rentes perpétuelles formant la dette consolidée, et de la rente 3 pour 100 amortissable que nous détachons du chapitre comprenant la dette remboursable à terme ou par annuités.

Elles se présentent de la manière suivante au budget de 1898 :

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Total	[illegible]		[illegible]

* * *

C'est par un édit du 15 octobre 1522 que François Ier, dont les guerres du Milanais avaient épuisé le trésor, créa les premières rentes d'État françaises, dites de l'Hôtel de Ville de Paris. Elles furent ainsi nommées, *rentes*, parce qu'elles étaient gagées « à perpétuel rachat et réméré » sur la ferme de certains impôts déterminés ; et *de l'Hôtel de Ville*, parce que le roi s'adressa à la municipalité de Paris pour obtenir, par son intermédiaire, son influence, son crédit, les fonds dont il avait besoin et dont ces rentes étaient l'intérêt. Cet exemple, le premier que l'on cite, fut, il est à peine besoin de le dire, suivi par les successeurs de François Ier : les Valois, puis les Bourbons, ne s'en firent pas faute. Au service de chaque emprunt nouveau, on affectait une des ressources financières du pays : les uns étaient gagés sur les grosses fermes ; puis on hypothéqua la ferme des gabelles, celles des aides, les tailles, etc. Il advint parfois que le roi manqua à ses engagements : ainsi, en 1615, il y eut une réduction de deux quartiers. Sully, et plus tard Colbert, apportèrent quelques réductions à une dette qui allait toujours croissant. Sous Louis XV, après la guerre de Sept ans, les émissions ne tarirent pas. Lorsque Turgot arriva aux affaires, il se trouva en présence d'une dette de 93 millions de rentes se partageant à peu près également en rentes perpétuelles et en rentes viagères. A la chute de la royauté, le montant des rentes s'élevait à 178 millions, dont 77 millions de rentes perpétuelles.

Si la dette était considérable, le désordre était plus grand encore. Les titres des créances étaient dispersés un peu partout, entre les mains des particuliers, dans les études des notaires, les cabinets des hommes d'affaires. S'il y avait une comptabilité quelconque, elle était fort incomplète et tout à fait défectueuse. Il était impossible au ministre ou au préposé aux finances, quelque nom qu'on lui donne, de se rendre compte de la situation. Sous la Convention, Cambon entreprit de débrouiller ce chaos. L'inventaire qu'il dressa accusa, pour l'ancienne dette perpétuelle, un chiffre de rentes de 127 803 000 francs qui furent inscrites au Grand-Livre de la dette publique, créé par la loi du 24 août 1793. Avec ce Grand-Livre, Cambon établissait la comptabilité qui avait toujours fait défaut : une simple addition suffisait désormais pour connaître le chiffre des rentes à payer. Ce livre devenait en même temps le titre unique et fondamental des rentiers. On sait, en effet, que, depuis cette époque, ce que l'on appelle vulgairement un titre de rente n'est que l'extrait d'une inscription à ce Grand-Livre.

L'ordre que Cambon parvint à mettre dans les finances, bien que de pure forme pour ses résultats immédiats, puisque pendant plusieurs années encore les rentes ne furent pas payées ou ne le furent qu'en papier-monnaie déprécié et avili, n'en fut pas moins précieux. Les principes établis alors ont subsisté ; ce sont les mêmes qui nous régissent aujourd'hui et qui ont permis, avec la régularité budgétaire définitivement implantée chez nous par le baron Louis dès le début de la Restauration, le magnifique développement du crédit national. Même dès 1793, la réforme de Cambon reconnaissait et affirmait le titre du rentier. De créancier du roi il devenait celui de la nation. Si ce créancier n'était

pas payé, il pouvait en rejeter la faute sur le malheur des temps et espérer dans l'avenir. Il eut encore malheureusement à subir une rude épreuve. En l'an VI, le Directoire, sous prétexte de proportionner le montant de la dette aux ressources de l'État, proclama la banqueroute, et réduisit des deux tiers les rentes inscrites par Cambon au Livre de l'Intégrale. C'est ainsi que l'on appelle le premier Grand-Livre créé par Cambon et qui contenait l'intégralité des rentes dues par l'État par opposition avec le nouveau qui ne comprit que le tiers respecté par la banqueroute, et que l'on désigna sous le nom de Tiers consolidé.

La loi du 9 vendémiaire an VI, qui décrétait cette banqueroute, portait que chaque inscription au Grand-Livre, tant perpétuelle que viagère, liquidée ou à liquider, serait remboursée pour les deux tiers en bons au porteur; l'autre tiers, conservé en inscription de rente perpétuelle, avec intérêt calculé au denier vingt, devait être payé sur ce pied à partir du deuxième semestre de l'an V. L'intérêt du tiers en rentes viagères était stipulé au denier dix. Les bons au porteur délivrés en remboursement des deux tiers supprimés étaient indiqués comme devant être être reçus en paiement des biens nationaux. Ils perdirent bientôt la plus grande partie de leur valeur et devinrent ce qu'ils purent.

Cette loi fut complétée par celles des 24 frimaire an VI, 8 nivôse an VI, 22 et 28 floréal an VII, qui fixèrent, entre autres points, l'exemption de l'impôt sur la rente (Cambon avait fait admettre cet impôt lors de la création du premier Grand-Livre, en 1793) et l'insaisissabilité du capital et des arrérages.

La réduction de l'an VI fut la dernière que les rentiers eurent à subir. Le tiers qui fut maintenu, le tiers consolidé, est le noyau de notre dette actuelle. Il en est le premier chiffre et le point de départ.

* * *

Nous avons dit qu'au premier août 1793, le chiffre de la dette perpétuelle était de 127 803 000 francs de rente. Mais depuis cette date elle s'était accrue de manière à atteindre le chiffre de 174 716 000 francs. C'est donc le tiers de cette dernière somme qu'il fallait inscrire au Grand-Livre. Cependant une certaine quantité de ces rentes furent annulées, les unes ayant été reçues en paiement de biens nationaux, les autres ayant été confisquées sur des émigrés ou des mainmortables, de sorte que le chiffre réellement inscrit se trouva réduit à 40 216 000 francs. On y ajouta 6 086 000 francs de rentes représentant les dettes des pays qui venaient d'être réunis à la France, ce qui porte la somme totale à 46 302 000 francs de rente donnant un capital nominal de 920 millions en chiffres ronds.

Telle était, au 18 brumaire an VIII (11 novembre 1799), la Dette en rentes perpétuelles de la France, celle avec laquelle s'ouvre le XIXe siècle. Quel espace franchi en cent ans! Au départ, 46 302 000 francs de rentes représentant 920 millions de capital ; à l'arrivée, 834 800 000 francs de rentes indiquant un capital nominal de près de 26 milliards. La différence en plus se chiffre, en comptant en rentes, par 788 498 000 francs ou 1 702 p. 100 ; si l'on considère le capital, l'augmentation est de 25 milliards 80 millions, ou 2 726 p. 100.

J'ai connu un jeune officier sans fortune (et la France aussi, en 1800, n'était pas dans une brillante situation) dont les dettes grossissaient un peu trop et devenaient criardes. Debout devant son colonel qui, assis dans un fauteuil, l'interrogeait, il n'osait en avouer le chiffre : « Voyons, est-ce cinq mille francs? — Davantage, mon colonel. — Dix mille? — Un peu plus. — Vingt mille? — Hélas! » On arriva ainsi jusqu'à la somme de cent mille francs où notre héros, confus, baissa la tête d'un signe affirmatif. « Mon ami, dit le colonel saluant, se levant et offrant son siège à l'officier, veuillez vous asseoir. Vous méritez bien l'honneur que je vous fais pour avoir réalisé un pareil tour de force. »

La France aussi mérite le fauteuil. En un siècle elle a fait des prodiges, et l'on ne sera pas, nous l'espérons, obligé de la mettre en demi-solde pour qu'elle tienne ses engagements.

* * *

Cependant, les rentiers n'avaient guère plus à se louer, après la réduction des deux tiers qu'auparavant, de la régularité des paiements. Au 18 brumaire, les employés étaient sans traitements depuis dix mois. Le Trésor était vide, le crédit nul. Le ministre des finances, Gaudin, depuis duc de Gaëte, se plaignait vivement de la situation. On avait fait le service de l'an VIII avec des bons d'arrérages qui étaient aussi dépréciés que les assignats ou autres papiers ayant servi de monnaie à la Convention et au Directoire. Personne n'avait confiance. La rente était cotée 11,30.

On sait toute l'activité déployée à cette époque par Bonaparte pour réorganiser la France. Au nombre des mesures financières qu'il prit, il faut citer la suppression de l'emprunt forcé et progressif, la réorganisation du service des impôts directs, l'imposition de cautionnement aux receveurs généraux, le rétablissement de la caisse d'amortissement. Bientôt le crédit revint, l'argent fut moins rare, et le cours de la rente se releva à 22 francs. A partir du deuxième semestre de l'an VIII, on put reprendre le paiement en espèces de la rente et des pensions.

Napoléon témoigna toujours d'une grande répugnance pour les emprunts : « Le temps n'est pas venu pour la France, disait-il à M. Mollien, de fonder ses finances sur les emprunts. Elle ne doit songer qu'à payer exactement les intérêts de sa Dette sans en accroître le capital... » Aussi, sous son règne, la Dette consolidée ne s'augmente-t-elle que de 17 005 637 francs de rente — toujours du type 5 p. 100 — dont 11 255 637 francs pour solder l'arriéré antérieur à 1809 et 5 millions en replacement de bons émis par la caisse d'amortissement.

Au 1er avril 1814, la Dette en rentes était de 63 307 637 francs.

Sous la Restauration, il fallut liquider l'arriéré de l'Empire : le capital d'un peu plus de 34 millions de rentes y pourvut. Les contributions de guerre et les charges de tous genres résultant des invasions de 1814 et de 1815 et du traité de Paris exigèrent une émission de plus de 43 millions de rente. La France eut à payer, par suite des traités de 1815, en y comprenant l'indemnité de guerre de 700 millions, 1 290 millions. Il y eut l'insuffisance des budgets causée par la présence des armées ennemies sur le territoire et la reconstitution des services publics : coût : 52 600 000 francs de rentes. Les dépenses occasionnées par le retour du roi et le paiement des dettes contractées à l'étranger par la famille royale en demandèrent 1 499 654 francs, la guerre d'Espagne 4 millions, les affaires de Grèce et du Levant aussi 4 millions, et le fameux milliard des émigrés 26 millions. Bref, il fut créé, sous la Restauration, en 5 p. 100, 4 1/2 p. 100, 4 p. 100 et 3 p. 100, pour 190 272 026 francs de rentes. Mais il en fut annulé pour 51 198 483 francs. L'augmentation nette est donc de 139 073 543 francs et porte la somme totale, au 31 juillet 1830, à 202 381 180 francs.

Bien que la Restauration eût laissé une situation financière plutôt bonne, il fallut rouvrir le Grand-Livre dès 1831. Nous en résumons, comme partout, rapidement les causes. Outre les besoins ordinaires et extraordinaires des exercices 1830 et 1831, la consolidation des fonds des Caisses d'épargne en 1835 et 1837, celle essayée de la Dette flottante en 1847, les découverts des budgets de 1840 à 1842, il fallut faire face aux dépenses de la campagne de 1832 en Belgique, de l'occupation d'Ancône de 1832 à 1838, des expéditions maritimes d'Ulloa, de Buenos-Ayres, de Taïti en 1838, des affaires d'Orient et d'Égypte en 1840, sans compter ce que coûtèrent la loi de 1833 sur l'instruction publique, les fortifications de Paris en 1841, et l'impulsion donnée aux grands travaux publics.

Il fut donc créé, pour ces divers motifs, sous le gouvernement de Louis-Philippe :

[illegible]

Cependant, par suite de certaines opérations de la Caisse d'amortissement, qui, ici, n'avait pas fonctionné pour amortir, tout au contraire, le chiffre réel des rentes perpétuelles s'élevait à 244 287 266 francs. L'augmentation pour la Monarchie de Juillet est donc de 41 906 086 francs de rentes.

On connaît les embarras financiers de la République de 1848. Il lui fallut aussi recourir à l'emprunt. Elle consolida en rentes les bons du Trésor, les livrets des Caisses d'épargne, les fonds des communes et des établissements publics. Elle racheta le Chemin de fer de Lyon et octroya des indemnités aux propriétaires des colonies où l'esclavage était aboli. On créa pour ces divers motifs 47 821 019 francs de rente 5 p. 100 et 15 706 229 francs de 3 p. 100. Cependant, par suite d'annulations et de rachats, la somme des rentes inscrites n'était plus, au 31 décembre 1851, que de 242 774 478 francs — soit 1 512 788 francs de moins qu'au 29 février 1848 — se décomposant de la manière suivante :

[illegible]

C'est à cette époque que la rente commença à se vulgariser. Elle n'avait guère été recherchée encore que par les capitalistes proprement dits : les mesures financières du gouvernement de 1848, notamment les consolidations des livrets des Caisses d'épargne, la firent connaître dans toutes les classes sociales et demander partout. Cette diffusion eut un autre résultat, connexe au premier : on pourra, pour les émissions futures, faire appel au public, au lieu de continuer l'ancien système de l'adjudication aux banquiers, le seul qui eût été possible jusqu'alors. On cite ce fait qu'en 1831, le public, que l'on avait tâté, ne souscrivit que 1 025 945 francs de rente sur plus de 8 millions que l'on proposait. Le reste dut être adjugé à un syndicat financier. Les capitaux, désormais, vont se porter de plus en plus vers les rentes, les obligations des Villes, des Chemins de fer, du Crédit foncier, sur toutes les valeurs à revenu fixe, de grande sécurité, mais d'intérêt médiocre, et abandonner un peu trop peut-être les emplois commerciaux et industriels.

Sous la République de 1848 on créa plus de 500 000 titres de rentes nouveaux. Sous le second Empire, où le mouvement de démocratisation s'accentua considérablement, ils passèrent de 810 000 à [illegible].

Pendant le règne de Napoléon III, on emprunta, en trois fois, 1 500 millions pour la guerre de Crimée. 500 millions pour celle d'Italie, 300 millions à propos de l'expédition du Mexique, 429 millions en 1869 pour atténuer le chiffre considérable de la Dette flottante, et 750 millions au mois d'août 1870 pour les besoins de la guerre avec l'Allemagne. D'autres créations de rentes eurent lieu au profit de la Légion d'honneur, pour le rachat du Palais de l'Industrie, les rentes aux princesses d'Orléans que l'Empereur voulait dédommager de la confiscation de leurs biens, la Banque de France en échange de l'augmentation de son capital, 100 millions, versés au Trésor, l'indemnité aux portions d'obligations mexicaines, et le majorat reconstitué en faveur de la duchesse d'Istrie.

Il faut aussi noter les conversions, du 5 p. 100 en 4 1/2 p. 100, connue sous le nom de conversion Bineau, du nom du ministre qui la réalisa, du 4 1/2 et du 4 p. 100, et des obligations trentenaires, par M. Fould en 1862.

En tenant compte des frais, bonifications, etc., ces opérations se résument de la manière suivante :

[illegible] p. 100 et 4 1/2 p. 100. [illegible] francs.
[illegible] . . . . . [illegible] —
Total. . . [illegible] francs.

[illegible] par conversions [illegible] . . . . . 333 133 499 francs.
Restent. . . [illegible] francs.

représentant l'augmentation sous le second Empire. Avec les 242 774 478 francs existant au 31 décembre 1851, nous trouvons, pour chiffre total, au 31 décembre 1870, la somme de 403 377 516 francs se décomposant comme suit :

Rentes 4 1/2 p. 100.	[illegible] francs.
— 4 p. 100	[illegible] —
— 3 p. 100	[illegible] —
Total égal. . .	403 377 516 francs.

La troisième République a émis des rentes pour une somme totale de 989 611 288 francs, d'où il faut déduire pour les annulations par conversion ou autrement 699 308 490 francs. Les créations depuis 1870 restent donc au chiffre net de 290 302 798 francs. Nous parlons toujours ici des rentes perpétuelles.

La guerre de 1870-1871 n'a pas coûté à la France, suivants les calculs les plus modérés, moins de 15 milliards. Pour ne parler que des appels au crédit qu'elle nécessita, ils se chiffrent, en y comprenant les emprunts à la Banque de France (1 530 millions) l'aliénation des rentes appartenant à l'ancienne caisse d'amortissements supprimée en 1870, etc., par plus de 8 700 millions.

Rappelons l'emprunt de 2 milliards en 1871 qui fit inscrire au Grand-Livre 138 975 295 francs de rente 5 p. 100, et celui de 3 milliards en 1872 couvert 41 fois et qui nécessita la création, également en 5 p. 100, de 207 026 310 francs de rente. En 1883, ce 5 p. 100 fut converti en 4 1/2 p. 100 pour 306 168 048 francs de rente, et celle-ci, en 1894, pour 237 639 301 francs de 3 1/2 p. 100.

Par la loi du 1er mai 1886, il fut créé 18 947 368 francs de 3 p. 100 en atténuation de la dette flottante, et 15 037 593 francs pour les comptes courants des Caisses d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le tableau ci-dessous donne les créations et les annulations par périodes politiques :

CRÉATIONS

	[illegible]	4 1/2 p. 100	4 p. 100	[illegible]	[illegible] p. 100
[illegible]	46 302 000				
[illegible]	[illegible]				
au 31 mars 1814. . .	[illegible]				
[illegible]	[illegible]				
au 31 juillet 1830. . .	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]				
29 février 1848. . . .	[illegible]				[illegible]
[illegible]	[illegible]				[illegible]
[illegible]	[illegible]				[illegible]
[illegible]		[illegible]			399 337 511
[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]
Totaux	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ANNULATIONS

	[illegible]	4 1/2 p. 100	4 p. 100	[illegible]	3 p. 100
Antérieures à 1800.					
Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814. . .					
[illegible]	[illegible]				
au 31 juillet 1830. .	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]				
29 février 1848. . . .	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]

En novembre 1887 le 4 1/2 ancien qui se montait à 37 186 901 francs et le 4 p. 100 à 446 096 francs furent convertis en d'égales sommes de 3 p. 100. Enfin la loi du 24 décembre 1890 a autorisé la création de 28 184 376 francs de rente 3 p. 100 pour le remboursement d'une partie des bons du Trésor, des bons de liquidation de l'État et de ceux de la Ville de Paris.

Ces 290 302 798 francs de rentes créées depuis 1870 ajoutées aux 403 377 516 francs existant le 31 décembre 1870, donnent le chiffre total de rentes

perpétuelles existant aujourd'hui, soit [illegible] fr. La différence de 902 francs entre ce chiffre et celui du budget provient de ce que la rente 3 1/2 créée pour 237 639 301 francs n'est inscrite au budget de 1898 que pour 237 638 399 francs.

La Dette publique comprend encore, en fait de rentes, le 3 p. 100 amortissable. Sa création eut pour cause, en 1878, l'exécution des grands travaux publics dont le plan avait été conçu par M. de Freycinet; puis on s'en servit, par des émissions successives, pour consolider les fonds des Caisses d'épargne, doter la Caisse des retraites pour la vieillesse, couvrir les déficits des budgets, etc.

Cette rente est remboursable en 75 ans. Il en a été émis, en sept fois, de 1878 à 1890, pour 127 624 395 francs qui ont donné un capital effectif de 3 459 359 543 fr. 45, et représentent un capital nominal et à rembourser de 4 254 146 500 francs. Au commencement de 1898, il avait été amorti 10 277 100 francs de cette rente. Il en reste en circulation 117 347 295 francs représentant un capital de 3 911 576 500 francs.

L'emprunt Morgan de 250 millions 6 p. 100, contracté en octobre 1870 par le gouvernement de la Défense nationale, était aussi un emprunt remboursable à terme, en trente ans. Il a été converti contre de la rente 3 p. 100 empruntée à la Caisse des dépôts et consignations, et une annuité inscrite au budget doit amortir le capital en trente-neuf ans à partir de 1875. Cette annuité est de 15 792 409 francs pour 1898.

Plusieurs types de rentes ont existé en France. Certains ont disparu : ce sont le 5 p. 100 [illegible], qui a duré du 10 janvier 1798 au 2 avril 1852, et du 27 juin 1871 au 29 avril 1883; le 4 1/2 ancien, du 25 mai 1825 au 7 novembre 1887, et le 4 1/2 dit nouveau du 27 avril 1883 au 17 janvier 1894; le 4 p. 100, du 18 janvier 1830 au 7 novembre 1887. Ceux qui subsistent encore sont le 3 p. 100 qui a fait son apparition le 6 mai 1825 et n'a pas subi d'interruption; le 3 1/2 créé le 17 janvier 1894; enfin le 3 p. 100 amortissable qui date du 11 juin 1878.

La fortune de ces rentes fut diverse selon les temps et les circonstances.

Les cours du 5 p. 100 ancien ont varié entre 7 francs le 4 octobre 1799 et 126,30 le 4 mars 1844. Le 5 p. 100 1871 a fait 83 au plus bas le 27 juin 1871 et s'est élevé jusqu'à 121,20 le 25 mars 1881. Le 4 1/2 1825 est tombé à 48,50 le 7 avril 1848, mais il a coté 118,85 le [illegible] septembre 1880. Le 4 1/2 1886 [illegible] entre 110,90 le 26 juillet 1886 et 103,30 le 27 novembre 1888. Le 4 p. 100, qui faisait 110,50 le 26 mai 1845 tomba à 46 francs le 5 avril 1848. Le 3 1/2 p. 100 était à 109,40 le 5 septembre 1894 et a fléchi jusqu'à 104,30 en 1896. Le 3 p. 100 a inscrit les deux cours extrêmes de 32,50 le 5 avril 1848, et de 105,50 en 1897; le 3 p. 100 amortissable ceux de 76,27 le 4 mars 1884 et 104,80 en 1897.

De cet exposé il résulte que le chiffre des rentes françaises s'est constamment accru et est arrivé à un total considérable. Leur prochaine augmentation est encore à prévoir. Nous voyons, en effet, au budget de 1898, une somme de plus de 19 millions pour les intérêts de la Dette flottante. On peut conclure à un gros capital qu'il faudra consolider.

Les annulations que nous avons mentionnées sont dues presque entièrement à des conversions qui, si elles allégeaient l'intérêt annuel, laissent le capital intact. L'amortissement, tant de fois essayé, n'a jamais donné que des résultats insignifiants. Encore ne faut-il pas voir, dans les rentes rachetées, une diminution de la Dette, les rachats opérés n'ayant jamais été suivis d'annulations. Les inscriptions de la Caisse d'amortissement n'ont servi qu'à combler des déficits ou à créer des ressources dont on avait besoin. Certains économistes financiers prétendent que l'amortissement est impossible, puisqu'il faut toujours, un peu plus tôt, un peu plus tard, créer des rentes nouvelles pour les sommes consacrées à cet amortissement. Le raisonnement est spécieux. Au moment de l'avènement au trône de la reine Victoria, en 1837, la Dette de la Grande-Bretagne était [illegible] millions de francs. En 1896, elle n'était plus que de 16 milliards 212 millions, et le service tombait de 737 millions de francs à 625 millions. Cet exemple prouve la possibilité d'amortir, et la France ferait, sans aucun doute, bien de l'imiter. Il ne faut pas oublier, en effet, que le service de la rente comporte aujourd'hui près du tiers des dépenses totales du budget, et que l'impôt s'accroît en même temps que s'accroît le montant de la rente.

L'augmentation des rentes et surtout leur diffusion dans toutes les classes sociales ont, je le sais, un effet politique qu'il faut constater. La tranquillité publique s'en trouve bien. On évite les agitations qui pourraient provoquer la baisse. Un peuple de rentiers est ce qu'il y a au monde de plus facile à gouverner. Il admet tout, accepte tout, supporte tout : aujourd'hui le marasme des affaires et la cherté de la vie décrétés par le protectionnisme; demain

[illegible]

peut-être l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la rente elle-même, et pis encore. C'est une pente dangereuse car cela entraîne ceci. Le socialisme est le protectionnisme d'en bas, comme le protectionnisme est le socialisme d'en haut. La même source a donné naissance aux deux courants qui, séparés un instant par les rochers de la montagne, se rejoignent dans le même gouffre. En tout cas, un avantage relatif, momentané, toujours trompeur à ceux qui s'abandonnent, serait vite détruit, surtout en des circonstances qu'il faut prévoir, par l'exagération des charges publiques, déjà bien lourdes. Nous voulons dire qu'il ne faut pas épuiser le crédit jusqu'au bout pour des fantaisies et en réserver un peu pour les nécessités futures qui pourraient se produire. Là est la force, et l'on sait l'influence que de tout temps la situation financière d'un pays eut sur ses destinées.

MAURICE ZABLET.

LIVRES NOUVEAUX

Racine et son nouvel historien.

La Collection des grands écrivains français, que publie la librairie Hachette, vient de s'enrichir d'une étude sur Racine, par M. Gustave Larroumet. De même que M. Gaston Boissier, qui, d'après la correspondance de Cicéron, a évoqué avec tant de finesse et de pénétration la société romaine au déclin de la république, était tout désigné pour présenter au public Mme de Sévigné et Saint-Simon qui, l'une dans ses lettres, l'autre dans ses mémoires, nous ont laissé de leur temps l'image la plus vivante et la plus pittoresque, — de même M. Larroumet était bien l'homme de son livre.

M. Larroumet est à la fois un historien littéraire et un critique d'art. Une image complète de notre génie national, en tant qu'il s'applique à l'imitation de la vie, s'est formée en son esprit. Lorsqu'il songe à un poète illustre, il revoit en même temps les travaux des architectes, des sculpteurs, des peintres qui ont vécu et créé auprès de lui. Ainsi les œuvres s'expliquent et se complètent les unes les autres. Il est plus français que classique. Il n'a garde de s'engouer des influences étrangères qui nous peuvent changer, mais il n'est nullement épris des règles et des traditions étroites qui nous peuvent asservir. Il a défini notre esprit, l'a soigneusement distingué de ce qui n'est pas lui, en a établi nettement les frontières, et il le conseille de façon à le discipliner sans le paralyser. Il a la conscience très claire de ce qu'est un Français, et, tel qu'il l'entend, il l'aime de toute sa puissance. Or, de tous les Français de France, il n'en est pas de plus français que Jean Racine.

M. Larroumet possède, au plus haut degré, le sens et la curiosité des choses du théâtre, ce qui est encore un trait de Français, si l'on considère que notre grande école poétique du XVIIe siècle est presque entièrement dramatique, et que nous sommes encore aujourd'hui les fournisseurs attitrés des scènes de l'étranger. M. Larroumet a étudié de très près Marivaux qui nous appartient si exclusivement, et qu'on a pu appeler un Racine comique. Il a ensuite mis de l'ordre, de la clarté et de la vie dans les recherches illisibles et méritoires des Moliéristes, et nous a donné sur Molière un livre dont nous avions besoin et qu'on ne refera point. Enfin il arrive à Racine.

Il semble que, de tous nos grands écrivains, Racine soit parmi ceux sur qui le monde extérieur a exercé la moindre action. Elle a été très réelle cependant, quoique indirecte. Racine est bien le fils de l'Ile-de-France septentrionale, aux sites simples, de contours purs et nobles, baignés d'air subtil. M. Larroumet nous décrit, d'une touche fine et sobre, comme il sied, le paysage Racinien : « Le coin de l'Ile-de-France où Racine allait passer sa première jeunesse, offre un caractère de vigueur élégante. La Ferté-Milon s'élève en amphithéâtre, au bord de l'Ourcq, sur une colline dont la façade ruinée d'un superbe château, bâti à la fin du XIVe siècle par Louis d'Orléans, couronne le sommet... L'Ourcq coule, limpide et lent, à travers une vaste prairie, où des peupliers superbes s'alignent en rangs pressés... Monté sur le plateau, par les ruelles escarpées qui enserrent une belle église de la Renaissance, il découvrait un vaste horizon : au loin, sur l'autre versant de la vallée, la forêt de Villers-Cotterets; à ses pieds, une mer de verdure formée par les peupliers qui foisonnent dans la profonde vallée de l'Ourcq ; partout, les bourgs et les châteaux blanchissant à travers le feuillage. » C'est là un fragment de cette terre privilégiée, de cette Attique de la France où l'architecture romane a souvent la pureté, la grandeur et l'allégresse intime des belles œuvres classiques, où les cathédrales gothiques elles-mêmes, dans leur élan vertigineux vers le ciel, ont quelque chose de tranquille, de serein et d'équilibré, comme à Paris, comme à Laon, comme à Noyon, ville picarde, mais si « francienne » d'aspect et d'allure. Voilà bien les spectacles que Racine a pu avoir sous les yeux : églises et châteaux de pierre blanche, sans couleur définie, eaux lentes et translucides, sans mouvements, caprices, ni colères, moutonnements d'arbres dans les lointains, ronds et souples dômes de verdure, atténuant encore les inflexions courbes et molles des collines, et partout le peuplier, le plus régulier, le plus noble, le plus impersonnel des arbres, l'antithèse frappante du chêne, l'arbre farouche, tordu et convulsé de Victor Hugo! »

Plus loin, nous nous trouvons avec le jeune Racine dans la vallée de Port-Royal. « C'est un vallon solitaire entouré de bois, jadis très épais, parmi lesquels pointaient les clochers de rares villages... C'est un site agréable d'où se dégage une impression de sérénité mélancolique... » Ici, avec la même mesure, nous trouvons plus de fraîcheur et de recueillement. La religion de Racine y croissait en rêvant. Et, bien que ses contemporains trouvassent le lieu « affreux et sauvage », il le chantait. Il aimait tellement la douce et belle Ile-de-France que le rude et pierreux Languedoc, dans le séjour qu'il fit à Uzès, le choqua violemment ; il ne pouvait supporter ce nid d'aigle aux contrastes violents d'ombre et de lumière, et son « rocher continuel ». J'ai insisté sur ces aspects de nature parce que, me semble-t-il, on n'y avait jamais songé, et que M. Larroumet les a très bien vus et compris, et les a décrits avec beaucoup de précision, sans excès de couleur, dans la nuance exacte qui convenait pour qu'ils pussent éclairer et compléter la physionomie du poète. Je ne crois pas que les génies poétiques soient un résultat, un produit des choses, mais je crois que les choses font sur eux des impressions subtiles et durables, les modifient, sinon dans leur essence, du moins dans les éléments qu'ils mettent en œuvre et dans leurs moyens d'expression. On ne saurait donc noter trop méticuleusement « les fils mystérieux où leurs cœurs sont liés ».

Autre nouveauté. — Grâce à l'inventaire dressé après la mort de Racine, M. Larroumet nous montre le poète dans sa vie de famille et de cour, dans son luxueux intérieur d'autrefois. Nous le voyons en « manteau d'écarlate rouge » et en « veste de gros de Tours à fleurs d'or », avec « une petite épée à garde et poignée d'argent ». Nous pénétrons dans son cabinet où il siège en « robe de chambre bordée de satin violet, avec un bonnet de velours rouge et étoffe d'or au-dessous », devant « un grand bureau de racine de bois de noyer », au milieu de ses porcelaines et de ses tapisseries.

Mais, si M. Larroumet évoque son auteur avec une attentive sympathie, il n'a garde de le surfaire. Sans doute il repousse d'odieuses imputations. Mais il n'hésite pas à le montrer « ingrat pour ses maîtres, impatient avec Molière, irrespectueux avec Corneille, dur pour le souvenir de la Champmeslé, flatteur pour le roi ». S'il a la religion de Racine, sa religion est éclairée. Et il faut l'en louer. Donner des grands hommes une image de convention, c'est les trahir. Nous les aimons mieux avec leur infirmité naturelle, leurs défaillances et, pour tout dire, leur humanité. Après avoir ainsi pénétré dans l'âme de Racine et l'avoir jugée sans faveur et sans haine, M. Larroumet peut conclure que peu d'écrivains, dans leur vie, offrent « autant à admirer et aussi peu à blâmer ».

C'est qu'en effet les erreurs de Racine partent de sa sensibilité. Il ressentait vivement les blessures d'amour-propre, et se vengeait cruellement. Il s'attachait tout entier aux séductions présentes, et se consacrait sans retour au repentir. Il donna une partie de sa vie au plaisir sans restriction, une autre à la dévotion sans mélange.— Mais cette sensibilité même, vive et passionnée, a constitué la plus belle part de son génie. Les sentiments retentissaient dans son âme, comme en d'autres vibrent les songes, les images et les couleurs. — Elle a fait de lui, sur le tard, presque un saint et presque un héros. A la fin de sa jeunesse, il a entendu la mélodie lointaine des cloches de Port-Royal. Il a renoncé courageusement au théâtre. Bien qu'il eût le culte du roi, qui sans doute se confondait pour lui avec le culte même de la France, il se déclara pour les Jansénistes, alors persécutés, et encourut une disgrâce qui le conduisit au tombeau.

Au milieu de notre siècle, la gloire de Racine subit une éclipse. Lyrique et épique, le romantisme alla d'instinct au génie de Corneille. Et ceux qui avaient applaudi *Hernani* retournèrent au *Cid*. Moins audacieux et plus réfléchi, plus occupé des faiblesses inhérentes à la condition humaine que des efforts héroïques où se hausse parfois notre énergie, notre temps est plus apte à comprendre Racine. Pour mieux faire entendre l'essence de son œuvre et son originalité, M. Larroumet établit entre lui et Corneille ce parallèle qu'avait déjà fait La Bruyère et qui est à refaire tous les cinquante ans : car si les statues des grands hommes se dressent, éternellement immobiles, sur notre horizon, les générations qui s'écoulent sans relâche à leurs pieds projettent successivement sur elles les reflets changeants et divers de leurs âmes ; les œuvres souveraines se développent peu à peu devant nous, et lentement, de siècle en siècle, nous tirons d'elles tout ce qu'elles contiennent.

Corneille avait magnifié la volonté humaine, Racine s'est fait le peintre de la passion. L'un a montré l'homme supérieur aux accidents qui viennent du dehors, l'autre le soumet aux impulsions fatales qui viennent du dedans. D'où il suit que Corneille veut des âmes exceptionnelles, des fortunes « hors de l'ordre commun », des aventures extraordinaires et multiples, tandis que Racine préfère des âmes où toutes les âmes se reconnaissent, des situations si ordinaires qu'il ne faut guère les changer pour les rendre comiques, et des sujets « chargés de peu de matière », où les incidents sont amenés non par le hasard, mais par l'évolution logique des caractères.

Le fatalisme de Racine n'est pas providentiel, comme celui qui mène souvent la tragédie grecque, où les dieux jaloux se vengent du bonheur des hommes ; il n'est pas physiologique, comme celui qui domine le roman contemporain, où le destin de l'homme est inscrit dans ses hérédités et dans son tempérament : il est psychologique ; il repose sur le jeu des lois invariables qui gouvernent l'âme humaine. Racine était janséniste. Il pensait que, sans l'aide de Dieu, l'homme est incapable d'arriver au salut. Les âmes que Racine nous montre sont dénuées d'assistance divine. Elles ont beau lutter : elles finissent par céder à la passion qui s'attache à elles implacablement.

M. Larroumet nous fait voir que cet art est plus complexe et plus énergique qu'on ne l'a parfois prétendu. — Racine se préoccupe peu de la couleur locale, qui est souvent une puérilité ; il s'attache à la vérité historique, qui importe surtout. Il ne considère point les modifications superficielles du costume, des manières, du langage, qu'amènent les âges successifs. Il étudie les tendances profondes des civilisations et des peuples. Il n'y a dans son œuvre ni minarets, ni icoglans, ni tarbouchs : mais l'Orient sensuel, ambitieux et mystique revit en elle. Dans la peinture du principat romain, il s'inspire de Tacite et l'égale. Il ne faut point se laisser duper par l'élégance et l'harmonie de ces tragédies. La force qui s'y dissimule est intense. Racine ignore la crudité, la brutalité qui s'étalent si complaisamment de nos jours ; il a poussé la hardiesse jusqu'à ses dernières limites. Il a jeté dans les âmes passionnées de terribles coups de sonde. Il vit au temps de la diplomatie cérémonieuse et cynique, exquise dans ses formes et violente dans ses actes, de la « guerre en dentelles », chevaleresque et meurtrière, des fines épées à poignée de nacre et d'argent, qui tuent en blessant à peine. De même que Corneille a des réponses sublimes en qui l'héroïsme se formule brièvement, de même Racine a des cris effrayants qui révèlent une passion et la condensent en quelque sorte,

...comme la nuée
Ressemble en un éclair le gouffre pluvieux.

M. Larroumet, vers la fin de son livre, exprime magistralement le caractère le plus apparent de l'œuvre qu'il a étudiée. « S'il fallait définir d'un seul mot l'impression de ce théâtre, celui d'élégance se présenterait aussitôt. Mais il faut le ramener au sens primitif. L'élégance, c'est le choix, produisant la justesse et la proportion. Elle évite l'inutile et l'exagéré, l'étalage et l'effort, l'excès en tout. Elle suit la nature en dégageant le caractère et la beauté, qui seuls ont un prix. Elle subordonne l'auteur à l'œuvre, pour ne pas détourner au profit de l'écrivain l'attention qui, sur le moment, doit aller tout entière à son objet. Avec la marque toujours reconnaissable de l'auteur, elle varie les tons. Par la souplesse, elle produit la grâce et, par la nuance, la délicatesse... C'est elle qui permet au même poète d'être tantôt tendre et tantôt terrible, qui lui procure le dessin ferme et souple, les couleurs éclatantes et fondues, la solidité et la plénitude dans le moelleux. » On ne saurait mieux dire, et je goûte singulièrement cette page. Il n'est pas pour un lettré de plus facile divertissement que de caractériser une œuvre dont les contrastes sont violents, les angles en relief, où tout est en saillie, en dehors, excessif et hyperbolique. Rien aussi n'est plus malaisé à définir que ces œuvres équilibrées, qui se développent d'un mouvement uni et tranquille, et où l'admiration n'est point violemment sollicitée sur un point à l'exclusion des autres. Voltaire prétendait qu'on ne doit commenter Racine qu'avec des exclamations : M. Larroumet ne s'en est pas tenu là, si périlleux qu'il fût d'aller plus loin. Il l'en faut vivement applaudir.

Je rappelle, en terminant, la curieuse et fameuse page de Henri Heine sur son poète : « Qui sait combien d'actions d'éclat jaillirent des vers du tendre Racine? Les héros français qui gisent enterrés aux Pyramides, à Marengo, à Austerlitz, à Iéna, à Moscou, avaient entendu les vers de Racine, et leur empereur les avait écoutés de la bouche de Talma. » Il semble d'abord que cette louange s'appliquerait mieux à Corneille. Mais, à la réflexion, on s'explique la pensée de Heine. Oui, ces œuvres sortent de la conscience d'un grand peuple, qui a le sentiment de sa puissance et de sa beauté. Elles appartiennent à une époque glorieuse entre toutes, au « printemps de Louis XIV ». Ce n'est plus l'héroïsme du vieux Corneille, c'est une noblesse absolue, un courageux parti pris d'ignorer la laideur, la bassesse, la vulgarité. Lorsque les Athéniens exposaient leur vie contre leurs ennemis, ils chantaient leurs anciens poèmes et leurs élégies guerrières; les vers d'Eschyle, pleins du souffle d'Arès, grondaient dans leur mémoire : mais ils songeaient aussi aux harmonieuses tragédies de Sophocle, au Parthénon superbe et serein, peuplé de calmes statues, à ces divines architectures qui étaient pour eux la forme même de la patrie, et ils mouraient pour défendre cet héritage sacré. Ainsi l'œuvre de Racine fait partie de notre grandeur et de notre fierté.

HENRI POTEZ.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'Europe et la paix.

L'opinion publique européenne devient très nerveuse. La proposition, d'un caractère et d'une portée si extraordinaires, que le tsar Nicolas II a faite au monde, a été sans doute l'un des motifs de cet état de « nervosité », comme on dit à présent. Mais n'a-t-elle pas été aussi elle-même, cette proposition, un des effets ou des symptômes d'un état particulier d'esprit ou d'opinion qui se manifeste chez les souverains comme chez les plus humbles de leurs sujets? On se demande ce qui se passe et se prépare en Europe. Aujourd'hui même des dépêches assez étranges annoncent qu'on a bombardé Candie. Comment? Pourquoi? dans quelles conditions? Une profonde obscurité enveloppe encore ces événements.

Mais on nous fait apercevoir de loin Candie qui brûle, incendié par les obus des navires anglais. Il paraît que, par ordre des amiraux, les autorités militaires anglaises s'étaient rendues dans les bureaux des dîmes pour y installer des employés chrétiens. Elles placèrent devant la porte des bureaux, à l'entrée du port, un détachement de soldats. Les musulmans se réunirent, attirés par la nouveauté de ce spectacle; ils voulurent forcer le passage; ils étaient sans armes: les Anglais ont fait feu, il y eut des morts et des blessés. De là une sédition générale dans la ville et le bombardement qu'on nous annonce. Ce sont là des faits graves, dans une situation de l'Europe où tout est grave. On est en quelque sorte chaque jour sur le qui-vive. On interroge les horizons, on éprouve des appréhensions vagues et indéterminées, dans le moment même où un puissant souverain prononce les plus hautes paroles de paix qui aient jamais été entendues, et invite tous les gouvernements représentés à sa cour à se réunir en congrès pour étudier les moyens de mettre une borne au développement continu des dépenses militaires.

Le télégramme de félicitations de l'empereur Guillaume au sirdar Kitchener, vainqueur des Mahdistes, est aussi un événement: tout ce qui vient de ces personnages historiques, qui tiennent dans leurs mains un si grand pouvoir, est toujours un événement. On recherche dans celui-ci quelque indication sur cette entente entre l'Allemagne et l'Angleterre, qui nous a été signalée brusquement l'autre jour, et qui fut aussi, à sa façon, comme une sorte de petit coup de tonnerre. On dit maintenant que ce n'est rien: il ne s'agit que de la baie de Delagoa. Cependant, qui sait? Qui sait jamais le vrai des choses? Et nous sommes dans un moment où d'une part l'opinion s'attend à tout, et où, d'une autre part, on semble lui multiplier à plaisir les surprises.

De fait, il y a loin entre ce télégramme de Guillaume II au sirdar anglais (« langue européenne et moderne!) et cet autre télégramme dont Guillaume foudroya les entreprises de l'Angleterre sur la liberté du Transvaal. Aujourd'hui le sirdar de l'Angleterre impériale (toujours le style de l'Europe moderne et de la parlementaire Angleterre!) pénètre à cheval dans la cité sainte du Soudan, portant à la main l'étendard noir du Prophète; le sirdar institue par ses règlements et décrets, après l'avoir instituée par ses victoires, la domination de Liverpool et de Manchester sur le fleuve d'Hérodote et des Pharaons et sur les routes flottantes du Soudan, qu'il fixera avec des chaînes et des rails. De l'autre extrémité de l'Afrique, Cecil Rhodes lui tend la main, par-dessus les peuples nomades ou les républiques policées, et il annonce à Kitchner qu'il va le rejoindre, que leurs locomotives respectives se rencontreront après avoir traversé ce continent. C'est dans cet état des choses présentes et des éventualités futures que le César qui règne à Potsdam appuie de ses félicitations le progrès du développement britannique. Et cette pensée vient à l'esprit que peut-être le simple et personnel télégramme de Guillaume a assez de poids pour faire équilibre à l'initiative magnanime du tsar et à la circulaire de son ministre d'État.

Cependant les informations des journaux londoniens nous assurent que la Russie et l'Angleterre sont d'accord sur tous les points de leurs négociations en Chine et dans l'Extrême-Orient; qu'elles sont satisfaites l'une et l'autre du partage de leurs influences; que leurs flottes, développées face à face, dans des proportions que ces mers n'avaient jamais vues, sont seulement préparées pour donner à l'univers le magnifique spectacle de leur concurrence pacifique.

Les gouvernements ont commencé à faire parvenir au tsar leurs adhésions à la grande idée de la conférence internationale, et leurs remerciements, au nom de l'humanité, pour une initiative si généreuse. L'Angleterre, l'Italie, la Suède et la Norvège, le Danemark, se sont prononcés les premiers, soit officieusement, ou déjà officiellement, d'après ce que l'on nous dit. La grande question est celle de l'attitude que prendra la France. Nous l'avons déjà montré, la France seule a, dans de telles circonstances, une position délicate, difficile, et chacun le sent bien, il est inutile de le montrer. La presse de Saint-Pétersbourg a compris nos objections, sans doute elle les avait prévues, elle les connaissait à l'avance et elle

les avait pesées. On peut dire qu'elle nous témoigne, dans ses commentaires, toute la sympathie et la franchise que nous avions le droit d'attendre d'une presse amie et alliée. Les *Novosti*, entre autres, prennent le soin de déclarer « que la proposition du tsar ne peut tendre en aucune façon à obtenir de la France un abandon de ses vues propres sur la question d'Alsace-Lorraine ».

C'est évident, et nous ne pouvions croire à rien de moins de la part du gouvernement du tsar. Mais les *Novosti* ne s'en tiennent pas là : ils ajoutent que la question d'Alsace-Lorraine sera posée devant la conférence, ils déclarent que « cette question doit constituer la base fondamentale des débats de la conférence » et que « le succès de la conférence même dépend d'une solution favorable de la question dont il s'agit ». On voit dès lors, — si les *Novosti* sont dans le vrai, — combien le projet du tsar, auquel l'Europe adhère déjà implicitement, devient pour nous une affaire capitale, vitale même. Le caractère et la portée de la démarche à laquelle nous sommes conviés s'imposent à nos méditations les plus sérieuses.

Nous laissons au journal russe la responsabilité de ses informations et de son point de vue : nous remarquerons seulement qu'il exprime une opinion assez conforme à la vraisemblance des choses. Mais il va plus loin encore : il croit pouvoir indiquer comment la question serait posée, dans quelles conditions, dans quelles limites. Nous lui donnons la parole sur ce côté du problème qui est aigu et affilé comme le tranchant d'une épée. « Cette question, — celle de l'Alsace-Lorraine, — dit-il, est parfaitement soluble, au moyen d'un compromis franco-allemand, qui établirait la neutralité, donnant ainsi une satisfaction nécessaire à l'amour-propre national des deux pays, la France et l'Allemagne, et assurant le bien-être des deux provinces. Cette solution permettrait de réduire les armements excessifs, au profit de l'humanité, à laquelle la France et l'Allemagne ne sauraient refuser ce grand acte d'abnégation, ou, sinon de réduire les armements sur l'heure, tout au moins de ne plus les faire croître.

Rien n'est plus grave ni plus scabreux, on le voit ; rien n'est de nature à engager plus largement la politique intérieure et extérieure de la France, et les destinées mêmes de la patrie. Nous avons lu dans certains journaux que ces explications de la presse russe nous donnaient une entière assurance et tranquillité d'esprit, que nous pourrons aller au congrès sans arrière-pensées. Il est vrai que nous remercions nos confrères russes de leur franchise. Il importe que les questions soient posées dès à présent devant l'opinion en toute netteté. Ils remplissent un devoir d'honneur qui leur est strictement obligatoire, en nous disant tout ce qu'ils savent et tout ce qu'ils pensent. Mais, quand on pose de telles questions vis-à-vis de la France, on doit comprendre qu'on nous met en face de tout ce qu'il y a de plus sacré pour nous, en face de notre conscience même et de notre destinée. Notre confiance en la loyauté de nos amis est entremêlée de ces sentiments que l'on éprouve à l'approche des circonstances solennelles de la vie, sentiments d'anxiété d'autant plus vifs qu'on a le cœur haut placé et qu'on se sent la fermeté d'une grande âme.

* * *

Nous irons à la conférence, si elle se réunit ; nous l'avons dit à la première nouvelle de la proposition de Nicolas II. Mais nous irons dans les dispositions morales et politiques que nous avons dites aussi à la première heure. De toutes parts les consultations abondent, — consultations de publicistes ou d'hommes d'État, — et plusieurs d'entre elles tendent surtout à mettre en lumière l'utopie ou l'inutilité ou le danger d'une telle initiative. Cependant il faut savoir ce que l'on veut, et ceux qui, étant toujours les partisans de la paix, s'en tiennent à ce langage de négation ou d'appréhension exclusive, affectent une attitude contradictoire, sans y prendre garde. On est absolument obligé de choisir entre les deux termes d'une alternative ; on a été amené, — comment dirai-je ? — au pied du mur de la paix. Ou l'on veut la paix, et alors on doit convenir que jamais une proposition de paix ne s'est présentée sous des auspices plus favorables et sous un plus auguste patronage ; que cette initiative du tsar Nicolas II est, en quelque sorte, comme la dernière ressource des esprits pacifiques dans le monde ; et, si on ne veut pas tenter cette grande expérience ou si elle n'aboutit pas, on doit comprendre que la prolongation indéfinie de l'état actuel de l'Europe doit conduire nécessairement à la ruine intérieure des États et à leur collision entre eux ; non pas à l'un ou à l'autre de ces résultats, mais à tous les deux ensemble ou l'un après l'autre. L'initiative du tsar, en posant devant le monde la question de la paix, a posé du même coup celle de la paix ou de la guerre, et l'on peut dire, d'une façon en quelque sorte mathématique, que, si l'idée de paix ne fait pas, en cette occasion grandiose, des progrès tangibles, c'est l'idée de guerre qui en fera ; et si vous persistez à penser que la proposition de paix est une utopie, c'est donc la guerre qui est la réalité.

HECTOR DEPASSE.

NOTES ET IMPRESSIONS

Heures de vacances.

Par dégoût des villégiatures « bien parisiennes », des hôtels de premier ordre, des casinos et des planches, je me suis réfugié dans un coin perdu de campagne. C'est en Sologne, très loin d'une petite station inconnue où des trains extrêmement omnibus passent une fois par jour : ils n'y prennent jamais de voyageurs et le chef de gare en me voyant descendre crut que je me trompais; il m'avertit charitablement, et quand il vit mon intention très nette de ne pas aller vers les « au-delà » (style administratif), il me regarda d'un œil inquiet. J'espère qu'il m'a pris pour un toqué; je crains qu'il n'ait soupçonné chez moi peut-être un homme dont la conscience n'est pas tranquille et qui ne se croit plus en sûreté dans les cités policées.

Ce n'est même pas un village, le petit coin de campagne où je me suis réfugié, — une ferme seulement entre des bois, des champs et des étangs.

J'y ai passé des jours tranquilles.

Des jours d'absolue paresse et de parfaite fainéantise! Je ne sais si la poste arrive dans ce pays heureux; toujours est-il qu'elle fut discrète à mon égard. J'ai vécu deux semaines sans lire un journal; j'ai vécu deux semaines dans l'oubli délicieux de l'écriture imprimée, dans l'ignorance de l'actualité; je ne savais pas que de grands mariages avaient lieu dans nos églises « bien parisiennes », lesquels étaient bénis par des prélats très nobles, — et que le fils de M. de Z... venait de subir avec succès les épreuves du baccalauréat (1re partie), — et que des Altesses Royales se déplaçaient.

* *

C'était au plus fort des chaleurs d'août. Pas un nuage au ciel : l'air vibrait sur la terre desséchée et, dans sa transparence, les images toutes proches des choses oscillaient et dansaient. Nul souffle de vent n'apportait la moindre fraîcheur; les feuilles au bout des plus minuscules rameaux étaient immobiles dans la torpeur universelle.

Je m'asseyais chaque jour dans le même vieux fauteuil de jardin, solide et confortable, sous l'ombrage du même vieux chêne, près d'une mare, à cent mètres de la ferme, — et je laissais passer les heures, monotones et silencieuses. Un chien dormait auprès de moi, couché sur le flanc, les pattes étendues, la gueule contre terre; il ne bougeait pas, parfois seulement un court frémissement secouait ses oreilles ou sa queue quand une mouche l'agaçait. Des grenouilles venaient chauffer au soleil leurs dos et leurs panses replètes : de temps en temps, se sentant cuire sans doute, elles faisaient un plongeon dans l'eau.

Quand le soleil penchait un peu, vers la fin de l'après-midi, on menait aux prés les bêtes de la ferme. Magnifique cortège! C'étaient d'abord les vaches, lentes et lourdes, les blanches qui semblaient roses, les noires qui reluisaient, les rousses flamboyantes sous la lumière intense. Elles allaient, de leur allure majestueuse, la tête basse, la queue fouettante. Puis venaient les moutons, au petit trot de leurs pattes courtes, affolés, dans un remous de houle, formant et déformant sans cesse leur troupe compacte. Puis, après l'escadron des chevaux, les dindons avec leur air d'importance et leur stupidité confiante...

C'était là l'événement principal de ma journée... Et j'attendais le retour, la rentrée à la ferme, en ordre inverse, à l'heure délicieuse des premières étoiles, pâles encore dans l'inextricable réseau des branches. Au crépuscule, éclairés des dernières lueurs du soleil, les fûts dénudés des petits bois de sapins avaient paru sanglants; maintenant l'ombre douce tombait, silencieuse, sur la campagne lasse.

* *

J'ai passé là des jours tranquilles!

Un vieux bonhomme qui fut jadis illustre, un peu ministre, très membre-de-l'Institut, traducteur infatigable d'auteurs anciens, avait coutume de me dire (tout ce qu'il disait, il avait coutume de le dire) : « Jeune homme, il faut toujours travailler; au moment où vous ne travaillez pas, vous profitez indûment du travail d'autrui! »

Je ne sais pourquoi cette phrase médiocre m'est toujours restée présente à l'esprit. Elle m'a longtemps harcelé comme un remords importun; elle a failli gâter ma vie : j'ai dû lutter pour réussir enfin à la mépriser. J'y suis arrivé pourtant, et ces heures de Sologne ont été des heures infiniment douces!...

Ce vieux bonhomme n'était qu'un prêtre philosophe, — et j'ai vu, là-bas, dans ce petit coin de campagne obscure, un bien plus sage, un bien plus profond penseur. C'est le petit berger de la ferme. Puissé-je avoir profité de son enseignement!

* *

Je ne sais pas quel est son nom : tout le monde, là-bas, l'appelle « Sans-Joie ». C'est un garçon de seize ou dix-huit ans et qui ressemble au premier abord à n'importe quel ouvrier de ferme. Seulement sa grande bouche, ouverte immuablement sur de grosses dents solides, ne rit jamais, et ses pâles yeux gris aux longs regards mornes semblent parfois se remplir d'ombre comme le ciel du soir que les bru-

mes nocturnes obscurcissent à la tombée lente du jour.

J'allais souvent lui tenir compagnie ; ses yeux m'amusaient et l'étrange surnom qu'on lui donnait à la ferme m'intriguait. On l'appelait « Sans-Joie » parce que jamais on ne l'avait vu rire ; il ne chantait pas, il ne buvait pas avec les camarades les jours de bombance... On aurait pu l'appeler « Sans-Larmes » aussi : jamais il n'avait l'air plus triste que de coutume, il paraissait indifférent à toutes les duretés de la vie... De son existence passée on ne savait pas grand'chose : il était Breton ; il était venu dans le pays, Dieu sait comment ; il avait demandé de l'ouvrage, on l'avait embauché, voilà tout.

Il me plut. Et je le regardais avec étonnement, cet être étrange qui ne s'efforçait pas d'être heureux, — sans désirs, sans espérances, sans regrets. Il me sembla qu'il n'avait pas du tout la notion du bonheur. Enviable particularité !...

Je fus jaloux de lui, peut-être. Il m'agaça. Je l'interrogeai méchamment.

— Es-tu heureux, Sans-Joie ?...

Ses yeux se baissèrent, ses grosses mains s'agitèrent.

— Es-tu heureux ?

— Non, dame !

— Tu es malheureux ?

— Non, dame !

Et c'est tout ce que je pus obtenir de lui, ce jour-là.

* * *

Comment arrivai-je à gagner sa confiance ? Nous devînmes presque des amis. Un soir, en ramenant les moutons, il me raconta son histoire, nerveusement, par bribes, par petites phrases sans suite.

Une lamentable histoire ! Une enfance chétive, battue, méprisée. La mère, remariée, le chassait un beau jour de chez elle ; il errait à travers les chemins, recueilli dans une ferme un soir, couchant à la belle étoile le lendemain, dans un creux de fossé contre un arbre. La pluie, le froid, la faim, toutes les misères. Et puis toutes les déchéances, et toutes les turpitudes.

Une fois, il vola. Une petite pièce d'or au coin d'un meuble, chez des paysans qui l'avaient pris à leur service. Il s'enfuit ; il arriva dans un bourg, entra dans une auberge et mangea. Il mangea, pour la première fois de sa vie, à sa faim, du fricot gras plein son assiette, du pain blanc, — une bonne carafe de cidre pour arroser cela. Il fut heureux, ce jour-là, heureux, complètement heureux...

Et puis, l'appétit passé, voilà qu'il eut peur : cet argent volé, la vilaine chose qu'il avait faite, les gendarmes, que sais-je ?... Et puis surtout, je crois, l'étonnement de son bonheur : c'était incompréhensible et troublant, l'inconnu de cette volupté.

Il reprit son existence de vagabond à travers les chemins, les fermes, les hasards de la route, — jusqu'à ce qu'il vînt échouer ici, l'autre saison, embauché, à cinquante francs par an, comme berger.

* * *

Et je croyais qu'il n'avait pas la notion du Bonheur ! Pauvre petit, toute son application à présent il la mettait à tâcher de s'en délivrer. Il tâchait d'oublier qu'il avait été heureux, une fois dans la vie, un soir, en mangeant du fricot et du pain blanc à bouche que veux-tu. Il avait lutté de toute sa force contre l'inquiétant souvenir pour se délivrer du regret et du désir, pour arriver à ne plus savoir qu'on peut être heureux, puisqu'il ne devait plus l'être... Il s'exerçait au jour la journée à vivre sans joie. Il avait peur de la moindre petite joie et du moindre petit bien-être qui pût lui rappeler l'heure de folie et de dangereuse félicité...

« Le bonheur, c'est volé ! »... C'était sa formule, sa maxime morale. Il me la répéta vingt fois de sa grosse voix rude, violemment, impérieusement. Un soir, il ajouta : « Ça ne sert à rien qu'à vous faire souffrir... Moi, je n'en veux plus ! »

Le crépuscule tombait. La chaleur était toujours lourde, étouffante. Le ciel, déjà semé d'étoiles, restait bleu ; les martinets commencèrent leur ronde du soir ; leurs cris stridents, leur poursuite sans fin dans la sérénité du firmament tranquille. Les chauves-souris se mirent à voleter.

... — Je n'en veux plus, je n'en veux plus !

Nous arrivions à la ferme...

— Alors, tu n'es pas malheureux, Sans-Joie ?

— Non, dame ! non, dame ! Seulement, il ne faut pas trop m'en parler...

Et, sous prétexte qu'un mouton s'écartait du troupeau, Sans-Joie se mit à courir ; il s'enfuit, — et rentra sans m'avoir dit bonsoir.

Le lendemain je n'ai pas osé l'accompagner à la prairie... Ta philosophie est-elle la bonne, est-elle la vraie, Sans-Joie, et toute la science de la vie consiste t-elle à renoncer au Bonheur, à s'appliquer à ne pas penser au Bonheur ?

ANDRÉ BEAUNIER.

BULLETIN

Alexandre Dumas père [1].

Il est encore temps de parler de Dumas. Quoiqu'il soit mort depuis plus d'un quart de siècle, son œuvre vit toujours, et peut-être vivra-t-elle encore bien

[1] *Propos choisis d'Alexandre Dumas*, par M. H. Parigot (Colin).

longtemps, — si c'est vivre pour un écrivain que d'avoir des milliers de lecteurs et d'avoir créé quelques types inoubliables. Il est vrai qu'il y a à son sujet un désaccord flagrant entre les critiques et le public : si le public lui a toujours été fidèle, les critiques en général lui furent et lui sont encore sévères. Il est facile d'expliquer ce désaccord. Mais, sans vouloir concilier des opinions inconciliables et contradictoires, je voudrais montrer la part d'erreur et de vérité qui se trouve forcément dans des jugements trop sommaires, et mettre Dumas à sa place dans l'histoire littéraire du XIXe siècle.

Le public aime celui qui le distrait et l'amuse : or nul écrivain au monde n'a plus distrait et plus amusé que Dumas. Au lendemain des guerres de l'Empire, on voulait vivre au moins par le rêve ces fières épopées qu'on avait naguère « écrites avec l'épée ». Il fut l'homme de cette époque. Prodigieusement fécond, gai, naïf, confiant, hâbleur, il promène ses héros à travers d'invraisemblables aventures, qui paraissent presque naturelles. On est en train, autour de lui, de refaire, de découvrir l'histoire : lui aussi se croit historien. Il a le bonheur d'être ignorant : rien ne l'arrête, rien ne le déconcerte, tout l'intéresse ; car tout est nouveau pour lui. Il lit Shakespeare, Gœthe, Schiller et Byron, mais il lit aussi Walter Scott, qu'il imite et dépasse ; il lit Anquetil, où il trouve le sujet d'*Henri III* ; mais il lit aussi les *Mémoires* et les *Chroniques*. Sa fonction sera de mettre en roman l'histoire de France ; il y aurait aussi bien mis l'histoire de l'univers. Il ne connaît pas de règles, il ne subit aucune loi. C'est une force déchaînée, mais qui entraîne après elle des milliers d'hommes. Qu'importe au public la vérité, et surtout la vérité historique ? En fait d'histoire, il se contente du minimum, mais il veut être intéressé. Or ce diable d'homme a tout ce qu'il faut pour cela : imagination, fantaisie, fougue, passion, esprit. Il n'ennuie pas les autres, parce que lui-même ne s'ennuie jamais. Ce n'est pas un psychologue morose à l'esprit tendu : c'est « un rhapsode moderne et populaire » (Parigot). Il sait conter, il sait faire agir et parler ses personnages ; il a du mouvement, il a le sens dramatique, non seulement au théâtre, mais dans le roman. Il sympathise avec ses héros, et l'on sait qu'il pleura quand il dut faire mourir Porthos.

Les critiques sont moins touchés des qualités que des défauts : toute cette imagination leur paraît puérile, cette érudition enfantine, son « écriture » vulgaire. Ce n'est plus un rhapsode, un descendant d'Homère et de nos trouvères ; c'est un compilateur, un « délayeur » prolixe et souvent brutal. Il y a dans son œuvre des décors, des péripéties, du mouvement ; mais il oublie l'âme : il n'y a chez lui ni vérité historique ni vérité humaine. Ne disait-il pas en parlant de Lamartine : « Il a élevé l'histoire à la hauteur du roman ? » L'histoire n'était pour lui « qu'un clou pour accrocher ses tableaux ». Sans doute, il a un tempérament de dramaturge et le sens de la scène ; mais, s'il peint des passions forcenées, il ne peint pas des caractères. Il arrive par des moyens matériels à un pathétique brutal. Il n'écrit que des mélodrames et des romans-feuilletons...

Je reconnais que la psychologie de Dumas est rudimentaire, et qu'il n'est ni un *historien*, quoiqu'il ait débuté par des études historiques (1), ni un *penseur*, ni un *artiste*. Mais au théâtre on supplée à tout, ou à presque tout par le mouvement de l'action, par la vivacité du dialogue : et nul ne possède ces qualités à un plus haut degré que Dumas. Dans le roman, on peut préférer les peintures de mœurs contemporaines aux aventures imaginées par Dumas : mais il y a bien des gens, même dans le public lettré, qui ont un faible, qu'ils n'avouent pas, il est vrai, pour les romans d'aventures. Et ce genre ne mérite peut-être pas le discrédit où il est tombé parmi les critiques. Bien des romans de Dumas sont supérieurs à certaines de nos *chansons de geste* : il est vrai qu'ils sont plus faciles à lire.

Mais enfin Dumas n'a pas de style. — Il serait en effet ridicule de le comparer comme écrivain à V. Hugo, à Mérimée ou à Gautier. J'avoue que c'est là le point faible de la défense que je présente. Dumas s'en rendait compte plus qu'on ne le croit, lui qui un jour fit cet aveu après une lecture de *Marion Delorme* : « Je n'avais rien entendu de pareil à ces vers ; j'étais écrasé sous la magnificence de ce style, [illegible] pable d'écrire de tels vers, sachant faire une pièce comme je sais la faire. » Les vers de Dumas sont en effet détestables, mais sa prose n'est certes pas aussi mauvaise qu'on le prétend. On songe trop aux tirades déclamatoires de la *Tour de Nesle* et pas assez aux *Trois Mousquetaires*. Un de ses admirateurs Blaze de Bury s'exprime ainsi à ce propos : « C'est un de ces styles qui se prêtent à tous les sujets. Je ne lui connais qu'un défaut, il manque de conviction. On n'y sent pas la sincérité qui vous persuade. En dehors de cette critique ce style a, selon moi, tous les mérites ; il est propre à la narration, à la discussion, à la conversation surtout. On n'a jamais causé de ce train-là, de cet esprit, de cette verve, de ce naturel, ni au théâtre ni dans un livre. » Eh bien ! oui, j'oserai le dire : ce style a du mouvement, de l'aisance et du

[illegible]

naturel. Il me semble que ce sont bien là des qualités de style. Lisez ou relisez pour vous en convaincre quelques chapitres des *Trois Mousquetaires*, d'*Acté* ou des *Mémoires*. Il y a là des pages charmantes qui ne seraient pas indignes d'un grand écrivain. Le malheur de Dumas est d'avoir trop écrit, trop collaboré, trop signé ; d'avoir cherché uniquement à plaire au grand public, d'avoir pris pour critérium de la valeur d'une pièce le casque du pompier de service ; de n'avoir pas assez songé à l'art. « Le grand malheur de notre métier, disait-il lui-même, c'est que c'est bien souvent l'ouvrage pécuniaire qui l'emporte sur l'œuvre consciencieuse et la manutention bourgeoise sur la combinaison artistique. » Mais pouvait-il songer à l'art celui à qui Michelet écrivait : « Je vous aime et je vous admire parce que vous êtes *une des forces de la nature ?* »

C'est vrai. Mais est-ce suffisant? Y a-t-il eu chez lui autant d'*inconscience* qu'on paraît le croire quelquefois? J'en doute un peu. Il a montré en effet dès le début non seulement une grande confiance en lui-même, mais une volonté de fer au service d'un but précis. Il est expéditionnaire dans les bureaux du duc d'Orléans ; mais il s'est mis en tête de se sauver de l'administration par la littérature. Occupé le jour, il travaille la nuit. Profondément ignorant, il essaie par des lectures rapides d'apprendre, et il croit, trop vite, avoir appris. Son génie s'éveille à la représentation des œuvres de Shakespeare. « Oh! c'était donc cela que je cherchais, qui me manquait, qui me devait venir; c'étaient ces hommes de théâtre oubliant qu'ils sont sur un théâtre; c'était cette vie factice rentrant dans la vie positive à force d'art, c'était cette réalité de la parole et des gestes qui faisaient des acteurs, des créatures de Dieu, avec leurs vertus, leurs passions, leurs faiblesses, et non pas des héros guindés, impassibles, déclamateurs et sentencieux. O Shakespeare, merci!... Je reconnus que c'était l'homme qui avait le plus créé après Dieu. » (*Comment je devins auteur dramatique.*) A ce moment, il n'a qu'un but, le théâtre. Il cherche des sujets. Au Salon de sculpture il voit un petit bas-relief qui représentait Christine faisant assassiner Monaldeschi. Quatre mois après, la pièce était faite. Lue devant le baron Taylor, reçue par le Théâtre-Français, on ne se hâte pas de la jouer. L'auteur s'impatiente. D'une page d'Anquetil lue par hasard, il tire *Henri III*. On l'invite à opter entre sa place et sa pièce; il n'hésite pas, il sacrifie ses appointements qui le faisaient vivre, lui et sa mère. *Henri III* réussit (11 février 1829). Dumas était sauvé.

On peut discuter sur le mérite littéraire de la pièce, mais non sur son *importance dans l'histoire du théâtre. C'est le premier drame romantique qui ait été joué.* L'auteur cependant ne s'en glorifiait pas trop. « Je ne me déclarerai pas fondateur d'un genre, disait-il dans sa préface, parce qu'effectivement je n'ai rien fondé. MM. V. Hugo, Mérimée, Vitet, Lœve-Veimars, Cavé et Dittmer ont fondé avant moi et mieux que moi; je les en remercie, ils m'ont fait ce que je suis. » En laissant de côté les inconnus, Mérimée avait en effet écrit le *Théâtre de Clara Gazul* (1825) et *la Jacquerie* (1828); Vitet, *les Barricades* (1827-29); V. Hugo, *Cromwell* (1827). Mais ces œuvres *n'avaient pas été représentées.* On voit donc l'importance de *Henri III et sa Cour*, quand bien même l'auteur ne serait pas arrivé — éloge qu'il donne aux acteurs — « à ressusciter des hommes et à rebâtir un siècle ».

Faut-il aller plus loin et voir dans le théâtre de Dumas le point de départ de tout le théâtre du XIXe siècle? C'est la thèse qu'indique (en attendant de la *soutenir* avec plus d'ampleur) M. Parigot. Cette réclamation en faveur du vieux Dumas lui paraît légitime et nécessaire. — N'a-t-on pas voulu faire de La Chaussée le précurseur de notre théâtre moderne? Cet honneur reviendrait bien plus justement à Dumas. — Sans avoir beaucoup d'enthousiasme pour l'ennuyeux La Chaussée (dont un subtil érudit, M. Lanson, a exagéré les mérites), j'estime à mon tour que M. Parigot voit trop de choses dans le théâtre de Dumas. « Sous le drame historique à prétentions révolutionnaires (*Henri III*) vit et se débat le *drame intime*, qui se dessine dans le *Mariage de Figaro*, le *drame de mœurs*, qui sera la substance même du théâtre de ce XIXe siècle... Le *drame passionnel* dont il a définitivement orienté la marche et mis au point la formule, fournit de substance et de moyens scéniques une bonne part des œuvres de ce siècle. » Néanmoins cette réaction en faveur de Dumas me paraît curieuse à signaler : du reste, il faut attendre, pour discuter à fond la question, que M. Parigot ait publié son ouvrage sur le théâtre de Dumas.

L'auteur d'*Antony* et des *Trois Mousquetaires* occupera malgré tout, et quoiqu'il ne satisfasse pas les délicats, une place importante dans ce siècle. Avec ses romans de cape et d'épée, avec son théâtre mouvementé et passionné, il représente la période ardente et féconde du romantisme, comme son fils, écrivain nerveux, moraliste paradoxal et pénétrant, représente le réalisme et la psychologie de la dernière partie du siècle.

PIERRE ROBERT.

Pa[illegible] Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — [illegible] *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 12. 4e SÉRIE. — TOME X 17 SEPTEMBRE 1898.

LA COURSE MARITIME

ET LE DROIT DES GENS

On a beaucoup parlé de la guerre de course au début des hostilités entre les Américains et les Espagnols. Malheureusement les corsaires n'ont pas répondu à l'attente du grand public et de la presse qui se réjouissaient de les voir apparaître de nouveau sur la mer. On a donc subitement cessé de s'occuper d'eux. Ces corsaires n'étaient que des revenants, c'est-à-dire des ombres folles, qui se sont dispersées au moindre bruit, et plus d'un journaliste a dû rougir de les avoir un instant pris au sérieux.

La vérité, c'est que la course n'est pas, comme on le croit généralement, une institution des temps lointains, définitivement abolie. Seulement, pas plus que les autres guerres, elle ne s'improvise. Les belligérants, cette fois, n'étaient pas prêts à la faire, et il aurait été préférable qu'ils ne s'y fussent même pas essayés. En manquant l'expérience, ils ont fait reculer d'un pas une question qu'il est grand temps de faire avancer : tout au plus ont-ils eu le mérite de lui donner une très passagère actualité, dont nous voudrions profiter pour dire ce qu'il faut penser, au point de vue du droit des gens, de cette sorte de guerre maritime qu'on croyait morte pour toujours et qui renaît.

Puisque c'est du droit que nous voulons faire, nous allons nous efforcer d'être précis, et, pour cela, nous donnerons d'abord une définition : la course est, selon nous, un mode de guerre qui consiste à faire la chasse aux navires de commerce.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de donner aux mots un sens nouveau, ni seulement original, nous sommes bien forcés de convenir qu'en apportant une pareille définition nous nous séparons de la plupart des auteurs. Un exemple va nettement montrer en quoi consiste cette divergence, et ce qui la justifie.

On sait que les signataires de la déclaration de Paris ont eu l'intention, en 1856, d'abolir la course. Ce qu'on ignore peut-être, c'est qu'ils ont commis, pour n'avoir pas compris ce qu'était exactement cette sorte de guerre, la plus grosse méprise qu'on puisse imaginer. Ils ont cru accomplir un acte considérable ; ils se sont figurés qu'ils supprimaient les corsaires : or, voici ce qu'ils ont fait.

Les monarques de l'ancien régime, pour faire la course, c'est-à-dire la chasse aux navires de commerce, avaient l'habitude de délivrer à des particuliers, sous la forme de lettres de marque, certaines autorisations dont ceux-ci profitaient pour s'enrichir aux dépens de l'ennemi, « pirater » impunément et seconder en même temps, de la plus héroïque façon, les efforts de la marine royale. Les souverains avaient d'ailleurs à leur solde, outre ces corsaires indépendants, d'autres corsaires qui étaient embrigadés ; à côté de la course des marchands, il y avait celle des officiers du roi ; pour courir sus aux commerçants ennemis, tous les moyens paraissaient bons, et la course, qu'elle fût faite par des particuliers ou des soldats, avec les navires des armateurs ou ceux de l'État, était toujours la course. Cette guerre n'était pas, comme on le croit communément, la guerre des mercenaires par excellence, et c'est tellement vrai que, parmi ses héros les plus popu-

laires, un grand nombre étaient par vocation et restèrent toute leur vie non des marchands, mais de purs soldats.

On s'explique néanmoins que, dans l'esprit des historiens et de tous les vieux marins, la course et la lettre de marque soient restées deux idées inséparables, dont l'une évoque nécessairement l'autre. Au lieu de définir la course par son but, et de dire avec nous qu'elle est un mode de guerre qui consiste à faire la chasse aux navires de commerce, on comprend qu'ils l'aient volontiers définie par son moyen le plus habituel et qu'ils aient dit : « La course est une guerre que font pour leur compte des particuliers munis de lettres de marque. »

Telle est, en effet, la définition généralement admise, et que, pour notre part, nous n'hésitons pas à rejeter. L'usage, à défaut de la raison, paraît l'avoir jusqu'ici consacrée, mais il nous semble que des hommes de droit n'auraient pas dû, comme les historiens et les marins, l'adopter à la légère.

Ceux de 1856 crurent cependant qu'en abolissant la lettre de marque ils supprimeraient la course elle-même. Ils poussèrent si loin leur méprise que le jour où on vint, des États-Unis, leur proposer de décréter l'inviolabilité de la propriété privée en mer, ce qui était vraiment la seule manière efficace de supprimer une guerre dont personne à ce moment ne voulait plus, ils repoussèrent cette proposition comme inopportune et superflue, proclamant ainsi, dans le même acte solennel, qu'on ne ferait plus la course, mais qu'on pourrait toujours faire la chasse aux navires de commerce...

Il arriva ce qui était inévitable. Les souverains remplacèrent la lettre de marque par autre chose, et la course ne fut pas abolie, ni seulement atteinte par cette substitution de moyens nouveaux à un vieux moyen justement réprouvé. Les seules puissances qui se réservèrent, en 1856, le droit de délivrer encore des lettres de marque furent le Mexique, les États-Unis et l'Espagne, et nous venons précisément de voir le triste parti que les deux dernières ont tiré de cette vaine faculté. Les autres nations, plus sages, renoncèrent volontiers à une pratique surannée, morte déjà avant que les diplomates de Paris ne s'en fussent occupés; mais, sous le nom de flottes volontaires ou de marines auxiliaires, elles rassemblèrent un certain nombre de navires marchands, dont elles s'assurèrent le concours en cas de guerre, et aujourd'hui il n'est pas un grand État qui n'ait pris, avec les principaux armateurs des ports de commerce, certains arrangements permettant de transformer du jour au lendemain, pour la durée des hostilités, et moyennant une indemnité prévue, les steamers et les paquebots en transports militaires, en croiseurs auxiliaires ou en corsaires.

C'est ce que M. Th. Funck-Brentano, professeur à l'École libre des Sciences politiques, a constaté lorsqu'il a dit : « Les noms seuls sont changés : les corsaires s'appelleront des croiseurs; les lettres de marque seront remplacées par des patentes de commission, et les capitaines corsaires deviendront des capitaines commissionnés. »

M. Arthur Desjardins, en citant, dans un récent article (1), ces paroles, ajoute, non sans tristesse, que M. Th. Funck-Brentano lui paraît avoir été trop loin. Nous sommes d'un avis différent et pensons au contraire qu'il a été trop timide. Les noms eux-mêmes, selon nous, n'ont pas été changés, ou tout au moins, s'ils l'ont été, c'est par suite d'une erreur regrettable et heureusement passagère.

La définition rationnelle de la course est bien celle que nous avons donnée tout à l'heure, et comme la course, ainsi définie, existe aujourd'hui comme autrefois, il n'y a point de motif pour lui ôter le vieux nom qu'elle a jadis vaillamment porté. Il est non seulement logique de le lui conserver, mais une foule d'autres considérations, à défaut de la raison, commanderaient encore de le faire : c'est un nom populaire, qui évoque de glorieux souvenirs; c'est un nom précis qui désigne tout un mode de guerre nettement caractérisé par son but; enfin, c'est un un nom courageux qui ne permet pas l'équivoque.

Les petites questions de vocabulaire ont parfois la plus grosse importance, car c'est sur les mots qu'il faut commencer par s'entendre, quand on veut se mettre d'accord sur les idées. Qu'on nous fasse donc crédit de quelques lignes encore. S'il venait à des grammairiens, dans cette affaire, la fantaisie de prendre voix au chapitre, une objection, qu'il faut prévoir, pourrait nous être faite par ces pointilleux gardiens de la langue. Au nom de l'usage, souverain maître en ces matières, ils pourraient préférer la vieille définition de la course, fût-elle détestable, à une nouvelle, qui serait excellente. L'usage, même quand il altère le sens primitif ou logique des mots, est assurément respectable, mais ici sa force n'est pas telle qu'on ne puisse réagir, à bon escient, contre lui.

D'abord il n'oppose nullement, à notre définition précise, une autre définition également précise. Contrairement à ce qu'on paraît croire, il ne commande pas de considérer que le corsaire est essentiellement un aventurier faisant la guerre à son profit. Il y a d'autres traits que celui-là dans le personnage de la tradition, et, dans le vieux mot qui le désignait, d'autres sens. Les deux corsaires, celui de l'histoire et le nôtre, sont des êtres complexes qui se res-

1 *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1898 : *La Guerre hispano-américaine et le droit des gens*, par M. Arthur Desjardins.

semblent, en réalité, comme des frères, ayant même manière de combattre, même rôle dans la guerre et dans les rapports internationaux, soulevant enfin, en droit, des questions identiques. Seuls, quelques historiens, attentifs aux mœurs des marins du temps passé, plus qu'aux grands événements dont ils furent les héros, et, parmi les jurisconsultes, ceux qui se préoccupent moins des effets considérables de la course, que de certains détails de son organisation, s'étonneront qu'on veuille désigner par le même mot deux institutions qui, à leurs points de vue particuliers, sont assurément différentes. Ce qu'on pourrait leur dire, c'est qu'ayant besoin, pour la nouvelle course, d'un nom qu'elle n'a pas encore, il est bien naturel qu'on prenne celui que l'ancienne, en disparaissant pour toujours, a rendu disponible...

Mieux vaut cependant juger, comme nous, qu'on peut dans une raisonnable mesure tenter de redresser l'usage lorsqu'il a fait légèrement fausse route, surtout s'il n'impose pas actuellement sa loi, mais régnait au contraire en des temps si lointains, qu'il est presque oublié.

En tous cas on ne niera pas que l'usage puisse être redressé par l'usage lui-même. Or personne n'empêchera qu'on désigne avant peu la guerre maritime qui consiste à faire la chasse aux navires de commerce par le nom que nous prétendons, à bon droit, lui donner dès maintenant. Tout au plus pourrait-on nous faire le mince reproche de proclamer à l'avance une loi qui ne s'impose pas encore, si nous ne pouvions affirmer qu'elle s'impose, au contraire, de la manière la plus impérieuse, à tous ceux qui, jurisconsultes, marins ou publicistes, n'ont pas le loisir d'attendre la permission du plus grand nombre pour appeler clairement les choses par le seul nom qui leur convienne.

Nous souhaitons donc qu'on s'accorde bientôt, d'une manière définitive, sur l'emploi d'un mot auquel nous n'avons pas hésité à attribuer, dans le cours de ce travail, le sens qui nous a paru le plus rationnel, sinon déjà le plus usuel. Entre mille avantages, l'heureuse solution de cette pure querelle de mots permettra de montrer, en toute évidence, par le seul énoncé de la définition de la course, quelle capitale question soulève, en droit des gens, cette sorte de guerre maritime.

Puisqu'elle consiste, ainsi que nous l'avons dit en commençant, à faire la chasse aux navires de commerce, pour savoir si elle est ou non légitime, il est nécessaire et suffisant de discuter si la propriété privée en mer est inviolable ou ne l'est pas. C'est le seul point qu'aient écarté les diplomates de 1856, et justement c'est à peu près le seul que nous ayons le dessein de traiter ici.

Au moment de discuter la légitimité de la course, dont le but est de capturer ou de détruire des navires remplis d'inoffensifs passagers et bondés de marchandises, comment ne pas songer instinctivement à l'épouvantable catastrophe dont nous venons tous d'être les témoins? Certes les paquebots-poste comme la *Bourgogne* qui vient de périr d'une si tragique façon seraient, en cas de guerre, hors de cause. Non seulement leur vitesse les mettrait à l'abri des poursuites, mais la plupart d'entre eux seraient, dès l'ouverture des hostilités, transformés justement en corsaires. Cependant, même avec de moindres victimes, de pareils désastres resteraient immenses et ceux-là seraient, semble-t-il, odieux et criminels qui rempliraient volontairement dans des drames semblables, fût-ce en temps de guerre, le rôle du malheureux et inconscient *Cromartyshire*. Aussi voudrait-on pouvoir repousser la course comme inhumaine et laisser les marins des escadres, dont c'est le métier de se battre, lutter seuls les uns contre les autres. Ce but, très désirable, que poursuivent ardemment les jurisconsultes n'est encore, hélas! qu'une fuyante chimère. Le droit des gens, s'il avait la puissance d'empêcher tout ce qui est mal, commencerait par supprimer la guerre elle-même, qui est condamnable sous toutes ses formes. Il n'a malheureusement pas ce merveilleux pouvoir, et tout ce que nous pouvons faire, c'est d'examiner dans quelle mesure il atténue les horreurs de la course et dans quelle mesure, au contraire, il lui faut, à regret, les tolérer.

Ce qui rend ce mode de guerre critiquable, *a priori*, c'est qu'il paraît constituer un double attentat contre les particuliers et contre leurs biens.

En ce qui concerne les personnes, il est certain cependant que ni leur vie ni même leur liberté ne sont en cause : la différence est profonde, à cet égard, entre l'ancienne course et la nouvelle. Autrefois il fallait être un peu guerrier pour s'aventurer sur la mer. Tous les marins étaient de vrais pirates, les passagers étaient armés jusqu'aux dents, les moindres navires de commerce étaient puissamment pourvus de canons. Aussi les marchands résistaient aux corsaires et mettaient leur honneur, ayant la possibilité de se défendre, à le faire jusqu'au bout : souvent le sang coulait, et il y avait mort d'hommes. Il n'en sera pas de même dans l'avenir, où les navires marchands n'auront d'autre arme que leur vitesse. Chaque fois qu'un capitaine sera forcé de reconnaître son impuissance à échapper par la fuite au corsaire qui l'aura découvert et poursuivi, il se rendra, et les vies dont il aura la garde seront sauves.

Nous avons ajouté que la liberté des personnes serait aussi respectée. Bien entendu, les officiers et les matelots seront toujours considérés comme des prisonniers de guerre : on ne saurait rendre à leur pays des hommes qui, par leur profession même, sont les agents essentiels de la lutte sur mer. Ce sont les navires du commerce qui, dans tous les pays, fournissent à ceux de l'État leur personnel, et c'est une opération militaire excellente et légitime que d'entraver, dans la mesure où on le peut, le recrutement des équipages de l'adversaire. Au contraire, les passagers pourront toujours à bon droit revendiquer, dès leur débarquement, la liberté la plus entière. Ils auraient mauvaise grâce à se plaindre du trouble apporté, par le fait des hostilités, à leur voyage. Les paquebots, pas plus que les chemins de fer, ne peuvent être en temps de guerre à l'entière et libre disposition des particuliers. Mais on ne saurait, selon nous, sans faire un inutile abus de force, disposer autrement de personnes qui ne sont point, par état, mêlées à la guerre.

En ce qui concerne les biens, c'est-à-dire les navires et leurs cargaisons, le but du corsaire peut être de les détruire ou seulement de les capturer. C'est au premier parti qu'il s'arrêtera, sans doute, le plus souvent et, s'il faut parler franc, nous ne le déplorons pas outre mesure, le salut que nous demandions à l'instant pour les personnes ne nous paraissant pas désirable pour les choses.

Un des arguments favoris des partisans de la course est le merveilleux parti qu'en tirerait un pays comme la France aux dépens d'un ennemi qui serait, par exemple, l'Angleterre. Ils évaluent à l'avance les richesses dont s'empareraient en peu de temps nos corsaires et ils assurent que ce butin, non seulement nous indemniserait des frais de la guerre, mais nous permettrait d'entretenir par la suite de nouvelles flottes qui nous rendraient à tout jamais invincibles. Tout cela peut être vrai, mais c'est assurément très immoral. Le vol, en soi, n'est jamais permis, même dans la guerre. Si, pour nuire à l'ennemi, il est nécessaire de le dépouiller momentanément de certaines choses, si même on a besoin, pour ravitailler des navires ou nourrir des troupes, de procéder chez lui à des réquisitions parfois violentes, ce sont là des mesures que justifie l'absolue nécessité. Les cessions de territoires et les indemnités que convoitent les belligérants, et qui sont trop souvent le but même de la guerre, sont également légitimes, parce que c'est le vaincu lui-même qui se dépouille, après une lutte loyale, au profit d'un adversaire plus heureux. Mais on ne saurait admettre que les belligérants tirent du fait même des hostilités certains avantages inconnus dans la paix. La guerre est une calamité, qu'il faut haïr : le jour où elle deviendrait une opération fructueuse pour quelques-uns, ceux-ci la rechercheraient et peu à peu l'aimeraient au point de nous ramener sur terre à la barbarie, sur mer à la piraterie.

Il n'est donc point conforme au droit des gens que les corsaires s'emparent des navires et de leurs cargaisons, dans le but d'en tirer un profit soit pour eux, soit pour l'État. Il est légitime, au contraire, qu'ils s'en emparent pour nuire à l'ennemi, puisque tel est, par définition même, le but de la guerre. En d'autres termes, la course n'est permise, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, que dans la mesure où elle est nécessaire : or il est nécessaire d'appauvrir son adversaire, tandis qu'il ne l'est pas de s'enrichir à ses dépens.

Voilà comment nous avons pu dire que les navires de commerce seraient plus fréquemment engloutis que simplement capturés. Toutes les fois qu'ils le pourront, les corsaires iront les conduire en un lieu sûr, où ils attendront la fin des hostilités; mais ils seront forcés plus souvent, pour ne point perdre un temps précieux, de poursuivre impitoyablement leur route en brisant tout sur leur passage.

Nous arrivons à la dernière question, qui est capitale, et que nous avons à dessein réservée jusqu'ici. C'est celle de savoir si la capture ou la destruction des navires et de leurs cargaisons, même dans le seul but de nuire à l'ennemi, est effectivement légitime ainsi que nous venons de l'affirmer. C'est en réalité la seule grosse question que la course soulève. Les autres, qui sont secondaires, méritaient cependant d'être traitées, au moins brièvement. Nous l'avons fait, et nous n'y reviendrions plus, si une dernière remarque, d'ordre général, ne s'imposait, les concernant.

Les quelques règles que nous venons d'indiquer au sujet du sort qui doit être réservé, dans la course, soit aux biens, soit aux personnes, n'ont été consacrées jusqu'ici par aucune loi internationale précise, et il faut s'en étonner. Les hommes de droit, qui provoquent volontiers des congrès, où l'on traite de la paix universelle, n'ont point jugé encore qu'il fût opportun de prohiber ce que nous avons appelé le vol dans la guerre maritime. Il existe aujourd'hui, comme au moyen âge, toute une procédure des « prises » extrêmement compliquée, qu'on n'a pas abolie, comme si ce nom de prise n'était pas lui-même à notre époque où, quoi qu'on dise, la civilisation nous a rendus meilleurs, un anachronisme criant. On n'a pas non plus pensé à s'entendre d'une manière définitive sur la distinction importante qu'il y a lieu de faire entre les matelots et les officiers, qui peuvent être considérés comme des prisonniers de guerre, et les autres personnes, dont la liberté doit être respectée. Enfin on n'a pas songé à protéger,

au moyen de sévères règlements internationaux, la vie humaine menacée par les corsaires. Cette dernière mesure ne serait pourtant point superflue. Certes, nous avons vu, hier même, le vaillant amiral Cervera faire recueillir spontanément par ses hommes le lieutenant Hobson, et les braves du *Merrimac*. Mais c'est là le fait d'un soldat et d'un Espagnol. Au contraire, les marins de commerce de certaines nations nous ont donné trop souvent des exemples d'une conduite toute différente. Les capitaines qui ont le triste courage, lorsqu'ils ont brisé des navires plus faibles, de poursuivre leur route à toute vapeur, laissant une traînée de sang derrière eux, seront peut-être tentés, s'ils commandent jamais des navires-corsaires, d'invoquer le droit de la guerre pour commettre impunément, avec leur odieuse et coutumière insouciance de la vie des hommes, les actes les plus criminels...

Voilà donc pour les jurisconsultes, les amis de l'humanité, les diplomates, bien de l'ouvrage. Nous craignons, hélas! que de longues années ne s'écoulent encore avant qu'ils aient accompli ces œuvres utiles. C'est que tous ont le funeste défaut de dédaigner les questions de détail pour ne s'occuper que des plus générales. Ils ne s'aperçoivent pas que la science du droit des gens a ceci de particulier qu'elle ne résout point les gros problèmes, mais seulement les petits, et longtemps encore, au lieu de réglementer la course, ils chercheront vainement à obtenir son abolition même, à l'aide de merveilleux arguments, qui se heurteront à deux raisons supérieures dont il nous reste à parler.

Ces raisons supérieures, contre lesquelles le droit demeurera toujours impuissant, s'appellent *l'intérêt*, et *l'usage*. On va s'étonner peut-être que le droit, c'est-à-dire la justice, ait à compter avec l'intérêt, surtout avec l'usage. Et cependant ces sortes de raisons sont les seules qu'on puisse invoquer victorieusement en faveur du maintien de la course. Nous allons les développer brièvement d'abord.

Telle est, dans ses termes mêmes, on s'en souvient, la question qu'il nous restait justement à traiter : est-il permis ou non de nuire à l'ennemi de cette façon? Nous disons que c'est permis si c'est utile, et si c'est l'usage, — triste réponse, dont il ne sera pas superflu tout à l'heure d'établir la moralité.

Prouvons d'abord qu'il est utile et même nécessaire de faire la course. C'est une véritable question préalable, en effet, qui, résolue négativement, nous dispenserait de poser seulement les autres. Il est certain qu'en principe on doit repousser tout ce qui est inutilement violent. C'est ainsi qu'indépendamment des règles générales établies à cet égard par le droit des gens, les gouvernements, dans des cas particuliers, renoncent parfois d'un commun accord, dès le début des hostilités, à certains droits incontestables dont l'exercice leur serait non seulement inutile, mais peut-être nuisible. La course elle-même a fait plusieurs fois l'objet de conventions de ce genre. C'est que la course, dans ces circonstances, aurait fait beaucoup de mal à tout le monde, sans rendre aucun service à personne. Toute la question est de savoir si ce qui était vrai dans ces cas spéciaux, le serait également dans tous les cas, et si la loi exceptionnelle qui fut établie plusieurs fois à l'égard de la course est une loi qu'il serait bon de rendre générale, dans l'intérêt bien compris de tous les peuples.

A cette question la réponse n'est malheureusement pas douteuse. Non seulement la course est utile, mais les récentes découvertes l'ont rendue nécessaire au même titre que la guerre elle-même, puisqu'elle est devenue, pour certaines nations, le seul moyen de lutter sur la mer avec quelque avantage. Interdire la course serait enlever à ces puissances, dont les intérêts sont d'autant plus respectables, que ce sont, d'une façon générale, des puissances faibles, la possibilité même de faire la guerre.

Qu'on nous permette à ce sujet deux mots d'explication. Nous serons très brefs, afin de ne pas sortir outre mesure du cadre, purement juridique, de cette étude.

Dans l'état actuel des ressources que le génie des inventeurs a mis à la disposition des nations maritimes, le double problème de l'attaque et de la défense sur mer est facile à poser, sinon à résoudre.

D'une part, il est prouvé qu'on peut, au moyen d'un système bien compris de défense fixe et mobile des côtes, protéger d'une manière presque absolue les rivages métropolitains ou coloniaux contre les entreprises de tout ennemi, venant de la mer, quels que soient sa valeur, le nombre de ses vaisseaux, la durée même de ses efforts. La mésaventure des Espagnols aux Antilles est une exception dont sans doute on ne reverra plus d'exemple. Ces malheureux se sont montrés, dans toute cette affaire, d'une infériorité tellement invraisemblable et si imprévue que les succès de leurs adversaires ont déconcerté les plus perspicaces. Jamais les Américains n'auraient dû débarquer à Cuba. Ce sont là des entreprises devenues impossibles et qui nous ramènent au temps de Guillaume le Conquérant. Ce qu'on peut dire, c'est que les États ne sont pas [illegible] à soutenir [illegible] tenant le choc d'escadres ennemies, mais si en France on s'était toujours préoccupé de la défense

des côtes, comme on paraît le faire en ce moment, le but qu'on se décide à poursuivre enfin serait atteint depuis longtemps : voilà pour la défensive.

En ce qui concerne l'offensive, les flottes de guerre ne pouvant plus s'emparer ni de l'empire des mers qui n'existe plus comme jadis, la mer étant depuis cent ans définitivement libre pour tout le monde (1), ni des terres qui bordent l'océan et contre lesquelles nous venons de voir qu'elles se heurteront toujours en vain, il ne leur resterait rien à prendre, si les navires de commerce n'étaient là : ils sont la dernière proie, la seule, que les belligérants aient encore la faculté de convoiter; la leur ravir serait, ainsi que nous l'avons dit, supprimer la possibilité même de l'offensive sur mer (2).

Aussi l'accord est-il unanime sur l'utilité que présente la course. Personne en France, ni dans les autres contrées d'Europe ou du monde ne conteste plus aujourd'hui sa nécessité. On admet partout qu'elle est une guerre inévitable; on l'admet si bien que partout, même en Angleterre, on se prépare ouvertement à la faire, et ceci nous amène à parler de l'usage, qui est justement le second argument que nous avons annoncé, et dont il n'y a du reste que peu de mots à dire.

L'usage ancien n'est pas douteux. « Lorsqu'un navire allant ou venant ou étant en course rencontre un navire marchand, si ce dernier appartient à des ennemis ainsi que sa cargaison, il est inutile d'en parler, parce que chacun est assez instruit pour savoir ce qu'il doit faire, et dans ce cas, il n'est pas nécessaire de donner de règle (3). » Voilà qui est clair. On s'entendait jadis à demi-mot sur ce sujet. Non seulement on ne discutait point cette question, mais on jugeait même qu'il était superflu de la poser sérieusement. L'usage, quand il atteint une pareille force, est tout-puissant. La toute-puissance de celui-ci dura longtemps, ainsi que le montre l'échec des diplomates américains qui tentèrent en 1856 de lutter contre lui.

A partir de cette époque cependant, il semble que la course soit véritablement tombée en désuétude. Le public partagea l'erreur commise de bonne foi par les signataires de la déclaration de Paris, et l'on ne parla plus d'un mode de guerre que chacun considéra comme définitivement aboli. Les corsaires devinrent des personnages historiques et, comme tels, furent si vite oubliés que bientôt le nom même qui les désignait devint étranger à beaucoup d'oreilles. Il a fallu, au début de la guerre de Cuba, expliquer longuement aux abonnés des journaux qu'un corsaire n'est pas un pirate, et chacun fut bien surpris d'apprendre que cet homme d'un autre âge allait peut-être, à la fin du XIXe siècle, reprendre son rôle sur la scène du monde.

De leur côté les marins négligèrent la course, comme ils négligèrent toute espèce de guerre. C'est le long des frontières terrestres que se jouèrent, dans le cours de ce siècle, les grosses parties internationales, et non seulement il n'y eut pas sur la mer cet état de trouble permanent dont les corsaires profitaient autrefois si volontiers pour multiplier leurs exploits, mais aucun conflit maritime considérable ne mit en présence les flottes des grands États. Cette heureuse paix ne durera pas. Tout change ici-bas, et nul n'ignore que c'est sur la mer que les peuples videront, presque à coup sûr, leurs prochaines querelles. Tous ont donc merveilleusement perfectionné, depuis quelques années, leur armement naval, et il faut reconnaître que si tous rêvèrent au début de ne livrer jamais, sur leurs colossales citadelles flottantes, que des luttes de géants, tous aussi commencèrent, quand fut passée cette première ivresse de la force, à songer que les corsaires sont, en temps de guerre, d'indispensables auxiliaires.

Alors on vit renaître la course, spontanément, dans presque tous les pays à la fois, et aujourd'hui chacun la prépare avec plus ou moins d'activité, comme une de ces institutions fondamentales auxquelles on tient par habitude et dont on ne pense même pas à discuter la légitimité, ni seulement, ce qui est plus extraordinaire, l'opportunité. C'est ainsi que les Anglais qui, seuls peut-être entre tous, seraient directement intéressés à son abolition définitive, sont justement les premiers à se disposer à la faire. Cela ressemble, en vérité, à une maladie incurable dont les marins de tous les pays seraient atteints depuis l'origine et que les plus habiles médecins resteront toujours impuissants à guérir. Nos voisins d'outre-Manche restent fidèles à la course séculaire, contre leur intérêt même : telle est la force de l'usage!

Ainsi nous n'avions pas tort d'avancer qu'en ces matières l'usage et l'intérêt sont à des degrés divers des raisons toutes-puissantes, de véritables raisons supérieures, presque comparables à celle qu'en droit public on appelle la raison d'État.

ANTOINE REDIER.

(1) Autrefois [illegible] réellement de la mer comme d'une chose [illegible] notre conquise. Voyez à cet égard dans *le Correspondant* [illegible] mai 1898 notre étude intitulée : *La Guerre d'escadre* [illegible]

(2) Voy. *Ibid.*

(3) *Consulat de la mer.*

LA PETITE ELSA [1]

NOUVELLE

VI

Quelles jolies choses saint Nicolas a apportées à Elsa dans ce petit soulier qu'elle peut encore mettre puisqu'elle n'a pas grandi depuis le moment où la maladie arrêta sa croissance ! Ce sont des scènes en carton colorié qu'elle s'amuse à découper et à coller sur un bel album. Elle s'arrête un peu fatiguée et toute fière, me montre son travail. Voici d'abord deux jeunes époux qui saluent la noce, le marié en abaissant son chapeau, la mariée en inclinant la tête. Elle a les mains gantées de blanc, et montre, en relevant un peu sa robe, ses bottines mordorées, retenues par des lacets à boucles. Elle a un corsage en pointe, un fin corsage brun avec des manches à gigots d'où sort une rose épanouie, une jupe vieil or bordée de dentelles et que dépasse un jupon vert. La tête, souriante, est encapuchonnée d'un cabriolet gigantesque, tout blanc et rosé. Le marié, lui, a un habit violet, avec revers jaunes, de grands cheveux blonds, un jabot, une culotte puce, des bas chinés et porte un gros bouquet entouré de papier blanc frisé.

Je tourne la page : un duo sous le Directoire. Le jeune homme, la figure rasée et souriante, montre, en chantant, ses dents blanches entre ses lèvres roses. Il s'accompagne sur une guitare passée en bandoulière avec un ruban bleu, tandis qu'une jeune femme, en grande toilette Directoire, la ceinture au-dessus de la taille, les cheveux en casque — petit anachronisme ! — abandonne d'une main le cahier de musique dont elle vient sans doute de chanter la dernière roulade. Tout cela est frais et charmant. Et je redeviens enfant en feuilletant ces pages naïves.

On cause de Noël qui approche et des rares incidents qui viennent çà et là rompre la monotonie de la maison.

Deux fois par semaine, la bonne prévient tout bas Mme Welcker que le médecin de la maison, M. Schwartz, attend dans le vestibule.

Ces chuchotements inquiètent toujours Elsa qui suit sur nos visages les émotions pénibles de la consultation. Il est bien doux, pourtant, le docteur Schwartz ! C'est un grand vieillard, pas beau mais encore droit et un peu solennel sous ses cheveux gris taillés en auréole d'archange. Il porte la grosse cravate blanche à triples tours et des breloques énormes qui se balancent avec un bruit de clefs sur son gilet blanc. Sa canne à pomme d'argent est cousine germaine de son habit brun et de ses souliers ronds. Je m'en veux de le tourner en ridicule quand je me rappelle combien il est tendre et paternel pour cette pauvre enfant. Mais il ne peut réussir à se faire aimer d'Elsa qui le voit entrer avec effroi et partir avec un sentiment de délivrance. Aussi ne prolonge-t-il guère ses visites, le pauvre docteur ! Du reste, que peut-il faire pour elle ! Aucun de nous ne s'illusionne, lui encore moins que nous. La maladie d'Elsa est une de ces affections nerveuses aujourd'hui si communes en face desquelles la science doit se déclarer incapable non seulement de guérir mais de soulager.

— Voyons, monsieur Schwartz, parlez-moi franchement, lui dis-je un soir où, moins causeur que de coutume, il avait à peine regardé l'enfant.

Il me fixa, et deux larmes, deux petites larmes roulèrent sur son honnête figure.

— Oh ! monsieur Schwartz ! Quoi ! si vite.

— Que sais-je ? balbutia-t-il. Elle peut vivre longtemps ainsi. Peut-être que la mère partira avant sa fille. Voyez donc comme le chagrin la consume. Je n'ose souhaiter le départ de cette pauvre petite, mais le regret serait sans doute moins cruel que ce spectacle incessant de la douleur sans espoir de guérison ni de soulagement.

Et après un moment de silence, il ajouta :

— Ah ! Monsieur, vous êtes jeune et vous connaissez peu de la vie. Quand vous aurez atteint mon âge, vous verrez, pas comme moi sans doute, mais peu s'en faudra, combien de misères la remplissent. Vous l'apprécierez alors, avec ses épreuves, morales ou physiques, avec ses chagrins, ses préoccupations ses revirements absurdes, ses sacrifices.

Tenez, quand Mme Welcker dut épouser son mari, voilà seize ans, il y avait à Minden un jeune médecin, bien loin d'avoir alors la situation qu'il s'y est faite depuis, mais déjà riche et d'une famille honorablement connue dans le pays. Notre profession nous fait les dépositaires de secrets inviolables. Jugez de ma stupeur quand j'appris ce mariage. Je connaissais Alfred Welcker et la maladie qui devait l'emporter peu de temps après. Je voyais clair dans l'avenir, mais que faire ? Je laissai donc les jeunes gens s'unir, témoin douloureux de ce que je ne pouvais empêcher.

Et j'ai dû, moi que la vue de cette jeune fille faisait défaillir, assister aux fêtes de son mariage et, grâce à cette intimité que vaut au médecin l'abandon des confidences, sourire à l'écho de ses premières joies. Ah ! vous pouvez me croire, j'ai bien souffert.

Et il se passa la main sur le visage comme pour en effacer, s'il l'avait pu, cette laideur, supplice de sa vie.

1 Voyez la *Revue* du 19 septembre.

— Vous souriez de moi. C'est que je suis un peu ridicule dans mon ajustement suranné, resté tel que j'étais il y a vingt ans, en retard sur mon pays qui lui-même est en retard sur le vôtre. Mais, croyez-vous que je n'ai pas conscience de ce ridicule! Je reste pourtant ainsi, je m'emprisonne dans mes souvenirs. A quoi bon changer? Pour elle? Elle n'en verrait rien. Pour les autres? Bast! je me moque bien de tout et de tous. Rien ne vaut sans la beauté des traits, sans l'harmonie des formes, la grâce, et ce je ne sais quoi dont j'ai toujours manqué.

— Mme Welcker a pour vous l'affection la plus...

— La plus quoi? la plus respectueuse n'est-ce pas? Vous avez eu peur de le dire. Et puis, tenez, j'ai tort de remuer toutes ces cendres. Assez là-dessus. Elle a l'instinct du beau, du noble. Mon ami avait tout cela et elle eût hésité entre lui et moi que je l'en aurais moins appréciée et moins aimée. Au revoir, jeune homme!

Il prit sa canne, me tendit la main et sortit. Je le regardai quelque temps s'éloigner à petits pas, ralenti par la neige qui nous préparait une rude nuit de Noël, et je rentrai, surpris d'avoir rencontré un caractère de roman dans cette existence qui me semblait si paisible et d'assister, dans un coin de l'Allemagne parmi ces humbles, à tant de chagrins et d'émotions diverses. Et voilà qu'une mélancolie invisible s'empare encore de moi.

Que suis-je venu faire ici, dans cette ville où je n'ai pas vu le soleil depuis quinze jours! Oui, qu'y suis-je venu faire? Y chercher des émotions nouvelles comme si je n'en avais pas assez? m'attacher à ces braves gens que je vais quitter bientôt pour ne les revoir jamais?

J'en viens à regretter mon voyage. C'est que les souvenirs deviennent une partie de nous-mêmes! Heureux ou non, il faut se résigner à les porter toujours; et puisque, à défaut de la liberté des pensées, nous avons celle des actes, vaudrait-il pas mieux ne s'engager dans aucun avant d'en avoir froidement calculé, les conséquences au point de vue de notre repos moral? A quoi bon les affections que l'absence altère et finit par abolir? Les sourires trop vite échangés, les poignées de main trop tôt données, notre cœur gaspillé au hasard du chemin? Que reste-t-il, neuf fois sur dix, de ces effusions journalières? Les séparations, les différences sociales, les malentendus se chargent bientôt d'y mettre un terme, et comme alors on regrette de s'être imprudemment donné!

Ah! comme je comprends le vieux Schwartz qui garde sagement le bénéfice de son silence et maintient entre lui et celle qu'il ne saurait gagner cette sympathie muette qu'une parole imprudente aurait pu détruire! D'ailleurs, n'y a-t-il pas dans la souffrance arrivée à ce paroxysme une volupté inconnue du vulgaire et qui réserve aux initiés des jouissances suprêmes, sans compter celle du triomphe de soi? Mais ses confidences me le gâtent, je lui en veux de s'amoindrir dans cet attendrissement et d'avoir, par le souci du lendemain, par la direction nouvelle donnée à mon esprit, gêné ma quiétude déjà si troublée.

VII

Christmas! Christmas! Plus que deux jours d'ici Noël! Pas une maison de la petite ville allemande où ne s'apprête quelque surprise joyeuse, et le moindre bazar a renouvelé sa devanture de jouets de tout prix et de tout format qui font écarquiller les jeux des bébés. Plus que deux jours, mes chéris et par un enchantement dont nos mères savent le secret, une main mystérieuse rangera, au pied du poêle, dans une sage répartition qui s'inspirera du nombre et de la grandeur de vos souliers, ces polichinelles qui vous sourient déjà et ne demandent qu'à se désarticuler entre vos mains, ces poupées élégantes, — parfumées d'iris, s'il vous plaît! — ces soldats de plomb couchés dans leurs coquilles de sapin, et tant de belles choses que vous connaissez mieux que moi. Plus d'enfants méchants, ou bien Pontzemumel entrera avec sa verge ou sa demi-verge, Kristkindel passera devant chez vous sans s'arrêter, et toutes les bonnes choses qui vous étaient réservées par lui iront grossir la part de vos petits camarades. Aussi comme on devient sage! Comme les petites langues se taisent, et comme on va se coucher au premier ordre dans ce petit lit où l'on rêve d'un bel enfant Jésus, blond et souriant, et qui semble dire, un doigt sur les lèvres : Chut! Dormez! Oui, dormez, pendant qu'on achève de préparer la table où vos mains hésiteront entre les tartes, les confiseries, les pralines vanillées, pendant qu'on achève d'habiller Kristkindel.

C'est une coutume touchante, et qui subsiste dans beaucoup de villes d'Allemagne que chaque quartier doive confier à un petit pauvre le rôle de Noël visitant les enfants sages auxquels il remet les friandises qu'on lui a confiées dans le vestibule. Il entre quelquefois les mains vides et interroge les parents sur la sagesse de chacun. Après les avoir entendus il fait ses réflexions d'un air aussi grave qu'il peut, et ouvre la porte de la bienheureuse salle, fermée depuis un jour, où apparaît aux marmots éblouis la table illuminée et alléchante. Puis Kristkindel récompense chacun, non pas selon ses œuvres, mais selon ses mérites et disparaît comme il est venu, précédé d'un autre enfant qui l'annonce avec une clochette ou des grelots tintants autour de son cou. Kristkindel est quelquefois un tout petit garçon, pauvre enfant

qui, des illusions de son âge, perd ainsi de bonne heure l'une des plus charmantes, souvent aussi une femme habillée en blanc et qui se présente alors comme l'envoyée de l'Enfant-Dieu.

Elle est la visiteuse qu'attend Elsa, la petite malade, avec un peu de crainte. Elle arrive chaque année à la même heure de la nuit rédemptrice et reste longtemps auprès d'Elsa qui n'a jamais été surprise de la voir si bien renseignée sur elle, sur sa mère, sur son père mort, sur tout enfin! Car Kristkindel n'a rien à apprendre comme on ne peut rien lui cacher. Quand elle était toute petite, on lui rappelait ses moindres désobéissances de la semaine et on la menaçait de ne jamais revenir. Mais, depuis sa maladie, Kristkindel ne gronde plus du tout. Il lui parle doucement, avec une tendresse infinie, et l'embrasse en partant sans lever son grand voile. Elsa a remarqué que Kristkindel a la voix tremblante et se demande pourquoi ses baisers lui donnent envie de pleurer. Que lui répondre?

Que lui dire aussi quand elle me fait de ces questions auxquelles il faut ne pas répondre quand on ne veut pas mentir? Elle s'étonne que sa mère quitte la chambre avant l'arrivée de Kristkindel et n'y rentre jamais que longtemps après son départ. Et le lendemain, quand elle lui raconte ses émotions de la nuit, Mme Welcker a un air distrait, mais qui n'est pas naturel du tout et lui répond un peu au hasard : « Ah! vraiment! » ou bien semble connaître tout ce qu'elle lui raconte aussi bien qu'elle.

— Pourquoi fêter Noël en hiver? me dit-elle encore? Ne vaudrait-il pas mieux que toutes les fêtes fussent espacées dans un beau mois, le mois de mai par exemple?

— Non, petite Elsa! Il faut que chaque saison ait ses fêtes qui sont d'autant mieux reçues que la saison est plus triste. Pensez comme il serait long d'attendre les beaux jours sans réjouissance! Du plus loin qu'on pense à Noël, le cœur s'épanouit, aussi bien celui des enfants que le nôtre qui ne vit que de leurs bonheurs! Et puis, il faut penser aux petits malheureux dont c'est la vraie fête. Vous souffrez en pensant que Kristkindel a froid, n'est-ce pas, mais vous êtes bien au chaud dans votre lit! Combien d'autres qui grelottent et qui se résignent en voyant que l'Enfant divin a voulu souffrir de bonne heure et leur donner l'exemple du courage et de la patience, même tout petit comme eux!

— Comme c'est vrai, tout ce que vous dites là! Est-ce qu'il y a à Minden beaucoup de petits enfants à souffrir ainsi?

— Oui, Elsa, beaucoup. Et dans les grandes villes, comme Berlin, Londres, Paris, bien davantage encore.

Ses yeux se remplirent de larmes. Je lui racontai des histoires de pauvres petits abandonnés par leurs parents et trouvés ensevelis dans la neige. Je lui parlai de familles sans pain et sans feu à peine protégées de l'air par les planches de leur mansarde.

— Je suis plus heureuse qu'eux?

— Oui, Elsa, bien plus heureuse, puisque vous avez une mère qui ne vous quittera jamais, un frère affectueux et attentif, une chambre où un poêle toujours allumé vous empêche de sentir le froid et de bons amis qui viennent vous voir, le docteur Schwartz...

— Vous aimez le docteur Schwartz?

— Mais, certainement. Et vous, est-ce que vous ne l'aimez pas?

Elle secoua la tête et resta quelque temps enfouie dans son oreiller.

— Écoutez, me dit-elle, en me prenant le bras, je veux vous dire quelque chose, mais ce sera un secret entre nous. Promettez-moi que ce sera un secret!

— Je vous le promets, Elsa!

— Vous n'en parlerez jamais ni à mère, ni à Otto, ni à lui?

— A personne, c'est juré.

Mais elle n'était qu'à demi satisfaite. Je sentais qu'il lui manquait encore une promesse dont elle ne savait comment parler. Elle voulut se pencher vers moi, mais ses douleurs se réveillèrent dans ce faible effort, et elle retomba en laissant échapper ce gémissement des enfants malades, ce petit cri si résigné et si déchirant.

— Vous vous fatiguez. Reposez-vous maintenant. Nous causerons après.

Mais Elsa est entêtée ce soir. Elle me fait signe. Je m'approche à mon tour, aussi près que je peux, et elle me dit alors tout bas, à l'oreille :

— Croyez-vous que si... si je n'étais plus près de mère... si j'étais partie tout à fait, comprenez-vous?...

— Oui, eh bien!

— Croyez-vous que M. Schwartz..., je ne peux pas dire ce que je pense, je ne peux pas!

Et ses yeux avaient une expression d'angoisse que je ne leur connaissais pas encore. Jamais, dans ses souffrances les plus douloureuses, je ne lui avais vu un visage aussi bouleversé.

— Vous savez ce que je veux dire, dites-moi que non, que cela ne sera pas.

— Non, mon Elsa, cela ne sera pas, je vous le jure.

— Vous lui avez donc parlé?

— Oui, et maintenant que vous voilà rassurée, aimez-le, car c'est le meilleur des hommes.

Un calme céleste se répandit aussitôt sur ses traits, et quand le pauvre docteur vint ensuite, il la trouva si bonne pour lui qu'il en fut tout ému. Elle

eut des coquetteries de petite malade et des mots d'une infinie douceur. On eût dit, maintenant qu'elle n'avait rien à redouter du médecin, qu'elle voulût racheter tous les ennuis qu'elle lui avait causés. Ils étaient charmants, ce stoïque et cet ange, penchés l'un vers l'autre dans une suprême caresse. Otto m'appela pour me montrer les derniers préparatifs de la nuit de Noël. Au prix de soirées supplémentaires consacrées à augmenter de quelques thalers ses appointements mensuels, il avait réussi à amasser de quoi acheter, pour Elsa, tout un paysage hibernal : collines en carton-pierre dont un duvet floconneux blanchit les pins et les chaumières, où l'on voit par la fenêtre entre-bâillée des effets de lumière à la sanguine et des foyers réchauffant deux vieux tout courbés, cascades glacées, villageois emmitouflés, qui plient le dos sous la bourrasque et se montrent du doigt le clocher du temple où les attend le pasteur, sentiers abrupts et perdus sous l'épaisseur des bois, éclairés çà et là de girandoles fantastiques... Ces merveilles ont été placées sur une table recouverte d'une nappe blanche. Des lumières les entourent sous lesquelles toute cette neige prend un éclat d'opale, et un petit ange descend du plafond par un fil, — que j'ai bien soin de ne pas voir, — les ailes étendues et tenant dans les mains une gigantesque banderole où on lit ces mots : *Ehre sei Gott in der Hohe* : Gloire à Dieu dans les cieux!

— Croyez-vous qu'Elsa sera contente? me dit Otto.

— C'est-à-dire qu'elle sera ravie. Où avez-vous donc trouvé toutes ces jolies choses?

— Oh! on ne vend rien de pareil à Minden. Seulement, quand on a su que je voulais un vrai paysage, avec de grands personnages et des perspectives, on a tout de suite écrit à Hanovre d'où c'est arrivé presque aussitôt.

Il me raconta son chagrin quand il dut constater que le prix dépassait de beaucoup celui qu'il y pouvait mettre. C'est alors qu'il redoubla de travail afin d'arriver à tout payer, coûte que coûte, avant Noël. Et maintenant qu'il avait réussi, une émotion étrange le prenait. Il craignait qu'un vilain hasard ne vînt déconcerter sa joie et il eût lestement abandonné ses derniers pfennigs pour être enfin en face d'Elsa, souriante et le remerciant.

— Encore un moment, Otto, prenez patience, Kristkindel ouvrira la porte et nous pousserons tout doucement la table auprès du lit d'Elsa.

— Elsa! me répond-il avec un éclat de rire, et le souvenir de ses naïvetés passées achève de dissiper son humeur. Il n'y croit plus, lui, à la supercherie maternelle, bonne pour les enfants comme...

Je n'ose dire comme Elsa, si sérieuse, si grave. Comment se fait-il qu'elle y croie encore! Si c'était cette nuit qu'elle allait reconnaître enfin la voix chérie, mal déguisée? Je ne le souhaite pas. Oh! illusion! seul bien de ce monde, conserve-toi tout entière à ceux que tu as une fois trompés.

. . . . . .

La petite Elsa ne perdra point la sienne, puisque c'est aux caresses célestes qu'était réservé son dernier sourire, puisque sa jeune âme n'a pu résister au tressaillement divin que lui a causé celle qu'elle prenait pour un ange, pour Kristkindel, l'ange de Noël.

Un cri terrible a retenti. Elsa ne verra jamais les beaux jouets de Hanovre. La voilà telle qu'elle m'est apparue bien des fois, telle que mon souvenir trop fidèle me la représente encore, les traits contractés par une dernière souffrance, les mains tendues dans une suprême caresse. A quelles merveilles inconnues ses yeux fermés à la lumière terrestre se sont-ils ouverts? Où êtes-vous, petite Elsa? Si vous êtes entrée dans un monde meilleur où l'on doit prendre en pitié nos félicités vaines, ne pouvez-vous nous transmettre quelques-unes des vôtres? Les beaux vers du poète me reviennent à l'esprit :

> Tu t'ouvriras alors, et tu verras sans pleurs
> Si nos pressentiments ne sont pas des mensonges
> Et s'il est par delà le pays de nos songes
> Un Eldorado bleu peuplé d'âmes en fleurs.

Tous ceux qui l'ont connue demandent à entrer. Des voisins entr'ouvrent la porte et s'avancent sur la pointe des pieds. On n'ose approcher Mme Welcker plongée dans le muet, l'accablant chagrin des premières heures de deuil. Nous avons fermé les persiennes et rangé les moindres objets de la chambre. La voilà en ordre, cette chambre depuis si longtemps encombrée, bouleversée, et sa symétrie lugubre joue avec celle qui est encore là et dont le moindre caprice, si elle se réveillait, suffirait à la détruire. Je regarde tristement toutes ces humbles choses dont chacune me rappelle un moment précis de mes entretiens avec la petite morte. Les endroits où nous avons vécu offrent des rapports si touchants entre leurs détails matériels et les souvenirs qu'ils évoquent! Tel jour, telle heure, en parlant à Elsa de Paris, de soucis intimes, j'ai longtemps regardé ce petit rayon de livres classiques reliés en percaline verte au-dessous duquel j'ai suspendu le soir une photographie de la sainte Cécile de Carlo Dolci, l'une des plus belles toiles du peintre florentin que possède la galerie de Dresde. Je vais la décrocher et contempler cette douce figure, ces bandeaux blonds, cette bouche demi-souriante et un peu triste, ces yeux baissés, ce cou flexible qui dut attendrir le bourreau, cet air penché, tout cet idéal qui m'en rappelle un autre, vivant celui-là, mais bien loin de moi, et je remporte la chère image dans la crainte

qu'un souffle de mort, en passant sur elle, n'altère l'existence calme qu'elle symbolise.

D'ailleurs, il faut partir. Pas tout de suite sans doute, on a encore besoin de moi, et je ne veux pas quitter ma petite amie avant de lui avoir dit mon suprême adieu sur le carré de gazon qui s'égaiera de quelques fleurs au printemps. Pour le moment, on ne trouve que des roses de Noël et des chrysanthèmes. Le corps disparaît tout entier sous les bouquets et les couronnes qu'on en a formées, les cierges achèvent de brûler en laissant couler de grosses larmes de cire dont personne ne se soucie et on attend... Dans deux heures tout sera terminé et je pourrai partir.

VIII

J'essaie souvent de m'imaginer mon séjour à Minden hors des conditions dont je viens de parler. Mais, si triste que m'ait paru le temps passé dans cette famille inquiète, j'en ai remporté des souvenirs dont le charme pénétrant dépasse en émotion tous les autres, joyeux ou non, récoltés avant ou après eux. Ceux de la dernière guerre, qui surgissaient naturellement sur tous les points de l'Alsace que je parcourus avant de gagner la frontière furent à peine assez forts pour me faire oublier Elsa. Je la retrouvais partout, avec ce regard doux et courageux qu'elle ne perdait jamais, même dans ses crises les plus douloureuses. Je passai quelque temps à Cassel, dont le musée renferme de si belles toiles de Rembrandt, et son image m'y poursuivit. J'allai visiter le château de Wilhelmshoë, je m'égarai dans ces vestibules sombres et ces vastes appartements où l'impérial captif, assisté de ses fidèles amis, le prince Murat et le baron Lambert, passa les premiers mois de son exil. Là, encore, la petite figure m'apparut. Je reçus, quelques jours après mon retour à Paris, une longue lettre de Wilhelm, me transmettant les remerciements de Mme Welcker pour les soins dont j'avais entouré les derniers moments de sa fille. Elle vit toujours, partageant son âme entre l'enfant qui lui reste et celle qu'elle a perdue, mais ne rencontre jamais une petite infirme sans lui témoigner ces attentions touchantes dont les mères qui ont souffert possèdent le secret. Quant à moi, mon amour pour l'enfance s'est accru depuis ce voyage, et la vue de ses moindres chagrins me fait toujours monter les larmes aux yeux.

Il y a de ces noms charmants et chéris que la légende entoure d'un nimbe mystérieux, Madeleine, Marthe, Élisabeth ou Elsa, et qu'on ne peut prononcer sans y mêler une invocation et une prière. C'est ainsi que je pense à la petite martyre de Minden, comme David Copperfield pensait à Dora quand il écrivait à la fin de ses mémoires : « Il faut que je m'arrête encore !... Il est parmi ces fantômes qui se présentent en foule devant ma mémoire une figure douce et paisible qui me dit, dans son amour innocent et sa beauté enfantine : « Arrête-toi pour penser à moi... tourne la tête pour contempler la petite fleur au moment où elle tombe et se flétrit sur la terre ». J'obéis. Toutes les autres images du passé s'effacent et s'évanouissent.

J. CHASTE-PAVIE.

L'INTERVENTION DE L'ABBÉ BERNIER

DANS LA PACIFICATION DE 1800

et le Concordat de 1801 [1].

I

La pacification, très gravement compromise sur la rive droite de la Loire, était tout à coup sauvée, dans des conférences particulières de la rive gauche, surtout grâce au pressant désir de la paix qu'avait le chevalier d'Autichamp, incapable de soutenir une reprise d'armes, et un peu par des manœuvres de la dernière heure, qui servirent à l'abbé Bernier pour s'attribuer tout le mérite du succès final.

Ce fut Bonaparte qui donna ce prêtre comme collaborateur au « gentilhomme » Hédouville, général en chef de l'armée d'Angleterre, s'il faut en croire les *Commentaires de Napoléon*. Mais ce n'était pas le Premier Consul qui l'avait découvert, c'était Bernier lui-même qui s'était fait désigner à son attention par un émissaire qu'il avait à Paris, Martin Dubois. Le 3 décembre 1799, il avait envoyé à celui-ci ces instructions :

[illegible] que *je veux avoir la main forcée*. Une fois entré en pourparler, vous verrez de quelle manière je conduirai la barque.

Hédouville ne pouvait avoir oublié le trop habile « cafard » dont Hoche avait failli être dupe et qui avait perdu, sinon livré, Stofflet. S'il préféra

[1] [illegible]

s'adresser à Mme Turpin de Crissé pour ouvrir les négociations, c'est sans doute qu'il jugeait le curé de Saint-Laud sans influence, au plus mal avec les chefs militaires de son parti. Le comte de Châtillon, en arrivant au Conseil de l'armée de Scépeaux, en avait, on se le rappelle, chassé les prêtres, émissaires de Bernier, comme ayant déshonoré la cause royaliste par les cruautés fanatiques qu'ils avaient excitées. D'Autichamp était brouillé avec celui qui l'avait fait général de l'armée du Haut-Poitou, parce que, après l'avoir soutenu contre Forestier, il s'était réconcilié avec ce dernier et n'avait plus de relations qu'avec ses ennemis personnels, réunis par lui en conseil militaire d'opposition. Tous ceux qui étaient allés en Angleterre, dans les dernières années, connaissaient le complet insuccès des deux missions confiées par Bernier au chevalier de La Garde, chassé par Puisaye pour ses maladresses compromettantes et même accusé de détournement des fonds anglais à distribuer aux insurgés. Bernier, voyant son crédit compromis auprès du comte d'Artois et du cabinet de Saint-James, s'était retourné vers Louis XVIII et la Russie. Le même La Garde, qu'il avait promis à Chalus de destituer de ses pouvoirs, mais qu'il avait conservé à son service extérieur, alla à Mitau, le 25 janvier 1799, porter un mémoire et des lettres de l'agent général; mais il y fut aussi mal accueilli qu'à Édimbourg. Néanmoins, ni le Roi, ni Monsieur n'avaient rompu « la correspondance d'égards entretenue avec un intrigant discrédité »; connaissant « sa facilité et ses moyens supérieurs », lui croyant toujours une autorité considérable sur les populations vendéennes, ils n'avaient pas osé lui refuser, au moment de la reprise de la guerre civile, le titre officiel des fonctions d'agent général près les Puissances et les princes, que lui avaient attribuées les chefs catholiques-royalistes de l'Ouest en 1796. Le brevet ne lui fut remis que le 17 janvier 1800, par l'envoyé du comte d'Artois, le baron de Suzannet, qui le vit deux fois, à la fin des conférences de Pouancé.

L'abbé Bernier, après avoir manqué l'occasion d'utiliser le passeport que Hoche lui avait accordé pour l'étranger, était resté introuvable dans les Mauges angevines. Chargé par Bonaparte de le découvrir, Hédouville y employa un commissaire des guerres, Barré, qui avait été élevé à Jallais et y avait conservé des relations. Ce jeune homme, déguisé en paysan, réussit vite, non pas à rencontrer le curé de Saint-Laud, mais à lui faire parvenir une lettre, où il le renseignait ainsi sur la mission qu'il avait à remplir auprès de lui :

Monsieur le Commissaire général, le Premier Consul a la plus haute opinion de vos talents; il charge le général Hédouville de vous manifester le désir qu'il a de les employer dans un poste éminent, et je me félicite, sachant vous rendre toute la justice que vous méritez, d'avoir été choisi pour vous faire cette ouverture. Vous connaissez la loyauté du général, vous ne pouvez élever aucun soupçon sur ma démarche; elle tend à vous être utile et à rétablir, par votre seule influence, une paix durable au sein d'un pays qui, dans le fait, n'a plus de motifs ni de moyens pour guerroyer... Veuillez consentir à communiquer verbalement avec l'homme le moins capable d'abuser de votre position, comme le plus pénétré de l'importance du service que vous pouvez rendre à ces contrées.

Bernier fit bon accueil à ces avances, mais déclara que les pouvoirs de Barré ne lui paraissaient pas suffisants « pour traiter directement avec lui de plusieurs objets importants, notamment de ce qui concernait le culte catholique ». Barré retourna auprès du général en chef et revint avec les pouvoirs nécessaires « pour lever tout obstacle à la pacification et au départ de Bernier ». Celui-ci, dès lors, admit l'émissaire républicain à pénétrer dans sa cachette et le fit assister à des conférences de prêtres réfractaires. Barré « assura à ceux-ci que le Premier Consul mettrait sa gloire à rétablir les autels et à faire jouir leurs ministres de la considération due à leur caractère ». Il les engagea à reparaître tout de suite dans leurs églises, à y exercer le culte publiquement, sans crainte aucune, pour prouver au peuple leur liberté complète et décider la paix. Ce que firent plusieurs, le dimanche suivant.

Le chef du parti des anciens officiers plébéiens de l'armée de Stofflet contre d'Autichamp et les émigrés, « l'Achille vendéen de la Grand'guerre », Henri Forestier, n'avait pu prendre part à la reprise d'armes générale d'octobre, ayant été grièvement blessé le mois précédent. Il était resté plusieurs semaines caché dans une hutte de meunier, sur la chaussée de Péronne, au fond de la forêt de Vezins, où Mme Cesbron allait chaque jour le panser et lui porter des vivres, faisant quatre lieues à cheval. Convalescent, il avait été ramené à Chemillé, chez Michel Cesbron, son ancien camarade de collège, et qui, quoique républicain, était resté son ami. Son asile était parfaitement connu de l'adjudant général Delaage, mari d'une cousine de Mme Cesbron, qui même le lui présenta. Averti que Forestier témoignait du désir de voir cesser l'effusion du sang, le général Hédouville, « sachant que sa position pécuniaire n'était pas brillante, lui promit, *si les bandes de la rive gauche (de la Loire), commandées par le comte d'Autichamp, consentaient les premières à la paix, de lui faire donner par le gouvernement* 13 000 *francs* », qui furent effectivement versés. Car ce fut par l'influence de cet intransigeant que fut obtenue la réunion générale des chefs des rebelles de la rive gauche de la Loire en conférence décisive.

II

Du prétendu « quartier général de Montmoutier », le 2 janvier 1800, était adressée cette lettre :

Au général Hédouville.

Général, nous voyons avec douleur que nos demandes n'ont pas été accueillies par le gouvernement... Il exige que *les armes soient rendues*. Nous ne pouvons nous prêter à cette mesure, *sans compromettre à la fois notre existence et la sûreté personnelle des habitants*. Il assujettit le libre exercice du culte à *la formalité gênante d'un serment*, qui rendra cette liberté complètement nulle par les refus qu'elle occasionnera.

Ne peut-on donc atténuer par des modifications salutaires tout ce que ces mesures rigoureuses offrent de désastreux? Nous sommes persuadés que ces tempéraments sont dans votre cœur; indiquez-les-nous, mon général, et si, comme nous l'espérons, ils peuvent compatir avec nos devoirs, s'ils sont de nature à procurer le bonheur de ceux qui nous ont donné leur confiance, nous prouverons notre amour pour la paix en les adoptant.

Nous confions à nos anciens commissaires et à M. Bascher, que nous investissons de toute notre confiance, le soin de vous exposer les sentiments qui nous animent et de recevoir de vous toutes les explications qui peuvent accélérer la paix et assurer par des clauses d'une exécution facile et tolérable la sûreté du pays...

Nous sommes, avec autant de confiance que d'estime, général, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

[illegible]

Ce jour, 2 janvier, Bernier, qui n'a pas encore paru, entre en scène. Il s'est fait, par quelque affidé du conseil, « appeler au quartier général des chefs vendéens, réunis après la réception de la proclamation et des arrêtés du gouvernement », et il a « promis d'unir ses efforts aux leurs pour procurer la paix ». Sa première lettre expédiée de Montmoutier, après celle de d'Autichamp, à Hédouville, par un messager spécial, a pour but d'aviser le général qu'il commence ses opérations pacificatrices. Il appuie avec son habileté ordinaire les réclamations présentées avant son intervention. Il conseille de ne pas exiger rigoureusement le serment des prêtres, parce que « toute espèce de serment alarme les consciences, effraye la religion du peuple et détruit sa confiance ». Sur l'autre question, il fait observer :

Que deviendront les habitants des campagnes, s'ils sont désarmés? Ce qu'ils furent en 1796 et 1797, les infortunées victimes des chauffeurs impitoyables... Il est facile d'obvier par des arrêtés sages et vigoureux aux abus du port d'armes, en ne l'accordant qu'à ceux dont la modération et les vertus civiques et morales sont parfaitement connues... Si l'on veut en venir à cette extrémité (du désarmement général), il faudra verser le sang et ruiner le pays...

Le lendemain, 3, son second, La Garde, est introduit au quartier général républicain, porteur d'un message de Pallu du Parc, qui déclare « partager les sentiments pacifiques qui animent M. d'Autichamp et vouloir, comme lui, procurer aux habitants du ci-devant Poitou, dont il a été nommé le chef, la paix et le bonheur ». Hédouville répond « aux chefs vendéens » et à « M. du Parc » que MM. Bascher et La Garde « leur diront combien le gouvernement désire la paix » et combien il est lui-même disposé, « en remplissant ses vues, à mettre, dans l'exécution de ses ordres, les tempéraments qui peuvent s'accorder avec l'intérêt public et les intérêts particuliers », espérant bien que l'on va « se mettre enfin d'accord pour que la paix intérieure succède à la suspension des hostilités ».

Les chefs réunis à Montmoutier, le 9, donnent pleins pouvoirs à d'Autichamp, qui va prendre part aux conférences de Candé, « de traiter de gré à gré, sous la réserve habituelle que, *si on recevait plus tard les* [illegible] *des temps plus heureux* ».

Bernier envoie, en même temps, un de ses hommes de confiance, Du Bouchet, faire connaître à Hédouville « les véritables sentiments du pays et de tous ses compagnons d'armes ». Le général républicain s'empresse de lui réexpédier Barré, avec la mission de l'amener à Angers pour s'entendre de vive voix.

Général, écrit Bernier, le 13, je ne puis vous exprimer avec quelle satisfaction j'ai entendu le rapport que le citoyen Barré a daigné me faire de vos intentions... Je me dispose à me rendre de suite auprès de vous. Je tâcherai d'arriver assez tard aujourd'hui, pour *garder l'incognito que le bien public exige* et ne pas troubler votre repos... Puissé-je être assez heureux pour vous aider de mes faibles moyens à consommer le grand ouvrage dont le gouvernement vous a chargé et dont la gloire doit rejaillir uniquement sur vous...

Arrivant au poste des Ponts-de-Cé, dans la nuit du 13 au 14, Barré et Bernier sont arrêtés. Les soldats ne parlent de rien moins que de les fusiller comme étant de ces chefs vendéens, avec lesquels toute communication vient d'être interdite, d'après les derniers ordres expédiés de Paris. C'est avec beaucoup de peine que Barré peut faire entendre raison à un sous-officier, qui, au bout de près d'une heure d'hésitation, consent à escorter à Angers son compagnon et lui, avec trois de ses hommes. Durant toute la scène, Bernier « pâlissait et tremblait », supposant qu'on avait voulu « l'attirer dans un piège et le

sacrifier ». Il ne fut rassuré que par la réception très aimable que lui fit Hédouville, lui exprimant la confiance que le Premier Consul avait en ses talents et son désir de le recevoir à Paris, aussitôt la pacification obtenue, pour en assurer les effets, particulièrement au point de vue de la restauration du culte catholique dans la plénitude de la liberté. L'ambitieux curé, on ne peut plus flatté de l'importance qui lui était reconnue, se déclara capable d'enlever en Vendée la soumission qui n'avait pu être obtenue générale à Candé, si l'on ne se montrait pas exigeant quant au serment des prêtres et s'il était accordé des facilités et du temps pour le désarmement.

Tout de suite après l'entrevue, Hédouville faisait savoir au général Clarke :

J'ai encore un peu d'espérance de pacifier sur la rive gauche de la Loire. J'ai vu Bernier, qui se flatte de pouvoir réussir à y faire se soumettre. Je lui ai promis que, si le licenciement est absolu le 1er pluviôse, je l'enverrai en porter la nouvelle au Premier Consul... Cet homme a de l'esprit, du caractère, de l'ambition et beaucoup d'influence; s'il veut servir le gouvernement, il lui sera très utile.

III

Le 15, Bernier rapportait à Hédouville que, depuis « son retour au sein de la malheureuse Vendée », y était arrivée la dernière proclamation des Consuls, du 11, on ne peut plus menaçante.

... On se demande avec effroi si de nouvelles scènes d'horreur se préparent. Mais les projets connus de Bonaparte et vos intentions personnelles inspirent la confiance et raniment l'espoir de nos infortunés compatriotes. J'ai trouvé à mon retour des dépêches de M. d'Autichamp; il me fait vite part de ce qui s'est passé à Candé... Il me témoigne le désir le plus vif de la paix et paraît ne douter aucunement qu'elle ait lieu à l'époque désirée... Il m'annonçait en même temps qu'il allait visiter les Deux-Sèvres et mettre ordre aux infractions de l'armistice, dont on se plaignait, ajoutant qu'il serait de retour à Montmoutier mercredi. Cette époque m'a paru trop éloignée; j'ai chargé de suite un chef de division, M. de Beauvollier, d'une lettre pour lui avec l'invitation la plus pressante de revenir immédiatement... MM. de Châtillon et Bourmont suivront certainement l'exemple de la Vendée.

Le 16, à onze heures du soir, il faisait savoir :

Général, enfin notre horizon politique, jusqu'ici ténébreux, commence à s'éclairer. M. d'Autichamp s'est rendu à mon invitation. Il a écrit de suite à M. de Châtillon pour le prévenir, et, par lui, M. de Bourmont, de ses intentions pacifiques. Des ordres ont été expédiés, dans le même instant, à tous les chefs et officiers, pour qu'ils se rendent demain à Montfaucon. Là, tous sont requis de donner leur avis sur le licenciement proposé, qui s'effectuera de suite... Il ne nous reste aucun doute sur le succès... M. d'Autichamp eût seulement désiré que l'on eût donné quelques jours pour le licenciement parfait d'environ 160 chasseurs qu'il a, afin de pouvoir les prévenir à temps et leur donner les moyens de se placer dans les fermes... Il serait à craindre que, licenciés subitement, ils ne formassent des bandes dangereuses pour la tranquillité... Un petit mot de réponse, s'il vous plaît, sur cet objet...

La réponse ne pouvait qu'être favorable, afin de bien prouver à d'Autichamp la toute-puissance du meneur Bernier. Celui-ci avertit Hédouville que, « n'étant pas un chef et ne devant pas être considéré comme un chef », il s'abstiendrait d'aller à Montfaucon, où il redoutait des altercations. Mais il était sûr d'avance de la majorité pour la pacification, Tandis qu'il avait fait prêcher la paix aux paysans, qui, du reste, n'étaient nullement disposés à la guerre, puisqu'ils n'avaient pas répondu aux appels du mois d'octobre, il avait lui-même endoctriné les chefs un à un. Il leur avait démontré que « la lutte n'eût été possible que si le comte d'Artois était venu rallier les forces royalistes, en se mettant à leur tête ; que Monsieur ne viendrait pas plus qu'il n'était venu à Quiberon et descendu de l'île d'Yeu ; qu'il était inutile et fou de vouloir se sacrifier pour des princes qui n'osaient pas se montrer ». Il avait insisté sur ce point « qu'au bout du compte l'essentiel était obtenu, puisque la liberté et la sécurité étaient garanties aux bons prêtres ». Il n'avait pas manqué d'annoncer son prochain voyage à Paris, où Bonaparte l'appelait, l'honorant de sa confiance, dont il saurait bien user au profit de la religion et des intérêts vendéens, peut-être aussi en faveur de la restauration de la monarchie des Bourbons, par laquelle, comme plusieurs le pensaient, jusque dans l'entourage du roi, l'illustre général d'Italie et d'Égypte, l'homme du 18 Brumaire, l'ennemi des Jacobins, couronnerait logiquement son œuvre contre-révolutionnaire. Quelques-uns prétendent qu'ayant reçu, le 17 janvier, les lettres patentes, signées du roi, qui le reconnaissaient officiellement agent général des armées catholiques-royales, investi des plus larges pouvoirs, il put *commander la paix au nom même du roi!*

Certains autres arguments ne restèrent pas évidemment sans influence : les menaces terribles que venait de publier le gouvernement consulaire, l'arrivée rapide de troupes écrasantes, conduites par un général énergique, Brune, l'impossibilité de résister en attendant les secours promis par les Anglais.

La conférence de Montfaucon-sur-Moine, sous la présidence de d'Autichamp, Louis Renou secrétaire, fut très orageuse. On a montré longtemps, dans la maison Thénaisie, où elle se tenait, « les plaques en

fonte des foyers du rez-de-chaussée, brisées par la violence avec laquelle des furieux y lançaient d'énormes bûches ». Les séances faillirent devenir des champs de bataille, raconte Barré, et « ce fut au bruit des propos les plus exaltés, de quelques tables même renversées, que fut signée, par une grande majorité, la paix, qui était, en effet, le vœu général et le salut des habitants ».

La première nouvelle de l'événement fut transmise à Hédouville par Bernier, le 18 janvier :

Vos vœux [illegible] sont remplis. [illegible] deux heures, la paix a été acceptée avec reconnaissance à [illegible] gauche de la [illegible] cet exemple et l'olivier de la paix remplacera sur les deux rives les tristes cyprès que la guerre eût fait croître... Cette paix est votre ouvrage, général, maintenez-la par la justice et la bienfaisance ; votre gloire et votre bonheur y sont attachés. Je ferai, pour remplir vos vues salutaires, tout ce qui dépendra de moi. La sagesse le commande, l'humanité le veut. Il est dans mon caractère de seconder tout ce qui peut contribuer au bonheur des hommes...

Pour les trois porteurs de sa dépêche, de Beauvollier, du Bouchet et Renou, « faussement inscrits sur la liste fatale de 1793 et dépouillés de leurs biens », le curé de Saint-Laud triomphant réclamait tout de suite « leur radiation et la bienfaisance du gouvernement ». De même, le lendemain, pour La Garde et autres, à qui était confiée la mission d'annoncer l'adhésion de Pallu du Parc et de tous les officiers de la prétendue armée du Poitou (hors la Vendée).

Cette pacification isolée des chefs catholiques-royalistes de la rive gauche de la Loire décidait celle des chefs de la rive droite, réunis à Candé le 20.

IV

Le 26, l'abbé Bernier était amené à Paris par l'aide de camp Paultre de la Motte, et dès le lendemain, 27, il écrivait au général Hédouville :

... Mon premier soin, en arrivant ici, a été de me présenter au général Clarke. J'en ai été accueilli avec cet air de bonté qui lui est naturel. Il m'a donné rendez-vous pour demain, dix heures, dans son hôtel. Nous irons de là probablement chez le Premier Consul. Il était, lors de notre entrée au Luxembourg, réuni au Conseil d'État pour jusqu'à la nuit, ce qui rendait impossible toute audience pour le moment. Il est convenu que je ne verrai le ministre de la Guerre qu'après avoir vu le Premier Consul et suivant ce que celui-ci décidera. J'existe ici sous le nom de ma feuille de route. Je ne visite personne et vis absolument ignoré. Tel est aussi le désir que m'a manifesté le général Clarke. Ainsi, si vous daignez m'écrire, adressez votre réponse *au citoyen Deschamps*, [illegible] *fontaine*. Cette adresse est pour vous seul, jusqu'à ce que j'aie su quelle est la volonté du Premier Consul sur cet *incognito*. Daignez, général, me témoigner dans la tâche pénible que j'entreprends les mêmes bontés dont vous m'avez déjà honoré.

Plus encore que Hoche, à sa première entrevue avec « le ministre de Stofflet », Bonaparte crut avoir trouvé en Bernier « le prêtre qu'il lui fallait ». — « Je sais que c'est un scélérat, disait-il au *libre-penseur* Volney, mais j'en ai besoin. » Il donna tout de suite à celui qui, dans ses prédications pour la paix, l'avait appelé « le sauveur de la France », toute l'importance que ce trop habile homme s'était attribuée, se prétendant le représentant de l'ensemble des populations ci-devant rebelles et se vantant d'être l'ecclésiastique le plus capable de rétablir l'unité dans le clergé catholique français, pour le mettre, orthodoxe, à la disposition du gouvernement nouveau.

Dès le 1er février, le curé de Saint-Laud pouvait annoncer à Hédouville ses succès dans le monde officiel :

[illegible] Malmaison, et successivement chez les autres consuls et différents ministres. Tous m'ont témoigné les mêmes égards, les mêmes vœux, le même désir de concourir au bonheur et à la paix de mes concitoyens... *Je suis désolé*, [illegible] On sait qui les mène. L'Angleterre ne dissimule pas, elle dit nettement que leur opposition armée empêchera au moins 30000 hommes d'être, à l'ouverture de la campagne, sur les bords du Rhin. Voilà la mille et unième fois qu'elle n'agit que pour elle ; comment, après cela, ne pas ouvrir les yeux ? Mon compagnon de voyage vous offre ses hommages respectueux. Mon nom et le sien ne sont plus un mystère. Bonaparte a voulu que *je parusse avec* [illegible].

Le 15, il peut se poser en confident tout à fait intime de Bonaparte, en arbitre vis-à-vis de Bourmont et en protecteur à l'égard d'Hédouville lui-même, auquel il écrit :

Général, je viens d'avoir avec le Premier Consul un nouvel entretien, sur la position de nos malheureux pays. Il se plaint des lenteurs de Bourmont ; il m'a même annoncé qu'il donnait l'ordre de marcher contre lui. Cet ordre ou vous est parvenu ou ne tardera pas à vous être rendu. Dans l'un et l'autre cas, faites, je vous en conjure, tout ce qui dépendra de vous pour n'être pas obligé d'en venir à des hostilités. *Le Consul verra avec plaisir tout ce que vous ferez pour prévenir l'effusion du sang.* Il sait trop apprécier le service que vous venez de rendre à l'État pour ne pas s'en rapporter uniquement à votre sagesse. Vous avez près de vous des ci-devant officiers de M. de Bourmont. Il serait possible, en lui adressant quelques-uns d'entre eux, de l'amener par la modération au point que le gouvernement désire. Je le crois d'au-

tant plus volontiers que je sais M. de Bourmont entravé de quelques sous-chefs un peu indépendants et dont l'obstination pourrait bien être la seule cause de ses lenteurs. Vous êtes sur les lieux, vous savez qu'en penser. Je ne puis que vous conjurer, au nom de l'humanité, que vous avez si bien servie, d'épuiser tout avant d'en venir aux extrémités.

Un autre objet m'engage à vous écrire. *Le Consul même m'y a invité.* Nous lui avons exprimé le désir que nous avons de voir, au moins pour quelque temps, les deux fonctions de général et de préfet à Angers réunies dans votre personne, pour le maintien de la paix, avec la surveillance directe et active des autres départements pacifiés. Le Consul a goûté cette idée et nous a chargé de savoir quelle serait votre opinion sur cet objet; si vous accepteriez cette cumulation de pouvoirs et enfin si, dans le cas de non-acceptation de votre part, vous ne désireriez pas porter à la préfecture une personne qui vous fût entièrement dévouée et quelle serait cette personne. Daignez donc nous faire part de vos sentiments sur une matière aussi importante. Nos vœux sont tous pour vous; nous les partageons avec tout ce qui vous entoure; nous exprimons le désir aussi vif que général des départements pacifiés. Mais, en sollicitant notre bonheur, par la continuation de vos pouvoirs et de votre résidence dans nos contrées, nous désirons ne rien faire, ne rien demander qui ne soit d'accord avec vos vues. Nous attendons de votre part une décision finale sur cet objet; elle sera la règle de notre conduite.

Le gouvernement se prête avec zèle et bonté aux mesures que nous sollicitons. Trois projets bienfaisants relatifs à notre position sont maintenant discutés par le Conseil d'État, pour savoir s'ils seront adoptés comme actes du gouvernement ou présentés comme lois. Nous en attendons d'un jour à l'autre la publicité.

Si le général Hédouville n'accepta pas la préfecture proposée, il sut utiliser la confidence relative au comte Bourmont, qui arriva juste à temps pour éviter au jeune commandant en chef des Chouans du Maine les effets de la colère de Bonaparte, ordonnant de faire en sa personne « l'exemple » qui fut fait en celle de Louis de Frotté, à Verneuil, le 18 février.

Publiquement rallié à la personne du premier magistrat de la République, le ci-devant agent général des armées catholiques royales était devenu tout de suite le dispensateur des grâces consulaires aux rebelles soumis et l'un des yeux de la police pour la surveillance attentive du parti qu'il avait quitté. Afin de relever sa popularité, très compromise en son pays, il ne manquait aucune occasion d'y faire savoir qu'il était à Paris tout-puissant, soutenant les intérêts de l'Ouest et obtenant des résultats merveilleux.

... J'ai eu enfin le doux plaisir de consommer la paix de la ci-devant Normandie, écrivait-il à Hédouville; *Bruslart*, successeur de *Frotté*, s'est rendu avec tous ses officiers. Il est ici avec un regret, *celui de n'avoir pas fait plus tôt ce que le devoir et la prudence lui dictaient...*

Nous attendons avec impatience la nomination des sous-préfets. Le ministre de l'Intérieur a promis de nous appeler pour cet objet; je désire qu'il écoute nos représentations pour éviter les mauvais choix. J'ai fait part au Premier Consul de votre opinion sur la question du préfet et la conservation de la haute police entre les mains des chefs militaires. Ces vues s'accordèrent avec les siennes... J'attends avec impatience la décision sur le dégrèvement. Elle a peine à sortir du bureau des finances. Néanmoins cet objet est essentiel.

M. d'Autichamp a été dangereusement malade. Sa santé se rétablit, il attend d'un jour à l'autre quelques décisions sur sa liste et divers objets qui le concernent, mais les préparatifs de la campagne occasionnent dans toutes les affaires une stagnation difficile à exprimer... J'espère vous revoir bientôt.

Au bourg de Saint-Pierre-des-Échaubrognes, l'un des plus ardents foyers de l'insurrection vendéenne, celui d'où étaient sortis les grenadiers de la Rochejaquelein, s'est produite une querelle avec un détachement d'une quinzaine de soldats de passage. Deux royalistes avaient été fusillés et jetés à l'eau. Bernier se fit adresser une plainte des habitants et l'alla porter au ministre de la guerre, protestant contre cet assassinat de « deux hommes de la classe des amnistiés paisibles ».

Ce que je demande, disait-il, ce que j'implore, au nom de l'humanité, ce sont des mesures de votre part, qui écarteraient à jamais de semblables excès, et *une lettre de vous qui les annonce.* Il n'y a que ce moyen qui puisse rassurer d'honnêtes citoyens persécutés. Je vais retourner au milieu d'eux. Faites que je puisse emporter avec moi cette preuve rassurante de vos sentiments pour eux (1).

La lettre ministérielle fut expédiée. Une enquête fut ouverte, mais il en résulta que la troupe avait été provoquée et qu'elle était exaspérée de l'assassinat de deux de ses hommes aux environs de Montaigu.

Ce dont il était le plus souvent parlé dans les fréquentes audiences qu'obtenait l'abbé Bernier à la Malmaison, c'était de la question des prêtres. Le curé angevin était complètement entré dans les vues de Bonaparte en lui proposant, dès le début, de « profiter de l'élection du nouveau pape pour faire cesser en France les dissensions religieuses ». Il fut tout de suite considéré comme propre bientôt à devenir « le principal entremetteur d'une réconciliation entre l'Église et l'État », et, dès maintenant, comme l'agent indispensable pour opérer la conversion de l'ancien clergé, jusqu'alors royaliste, en une police sacrée toute dévouée à la personne de l'auteur du coup d'État de Brumaire.

La formalité du serment de fidélité à la Constitu-

(1) Toutes les lettres de l'abbé Bernier, jusqu'ici produites, ont été tirées de la Correspondance des armées d'Angleterre et de l'Ouest, Archives historiques de la guerre, où elles sont conservées autographes.

tion, bien qu'elle ne fût pas rigoureusement exigée des réfractaires de l'Ouest, avait cependant empêché la réorganisation du culte public dans toutes les églises non aliénées. Peu de temps avant son départ pour l'Italie, le Premier Consul invita Bernier à aller reprendre possession de sa cure de Saint-Laud d'Angers; à parcourir les paroisses sur lesquelles s'exerçait l'autorité spirituelle, dont il se prétendait investi par les évêques légitimes; à gagner « les bons prêtres », à catéchiser les populations et à surveiller ceux qui, pendant la campagne extérieure, pourraient susciter de nouveaux troubles.

La rentrée à Angers de Bernier, le 3 avril, n'eut rien de triomphal. Aussi mal reçu des royalistes que des républicains, il disparut très vite et se cacha dans les Mauges. Le 9, Hédouville, absent au moment de son arrivée, et ayant à se concerter avec lui, ne savait plus où le trouver. Sans doute, il alla rejoindre sa très intime amie la veuve de la Paumelière en son château, et resta au Lavoir, sans faire parler de lui, durant la nouvelle tentative de résurrection de la Chouannerie, jusqu'au jour où le télégraphe annonça la grande victoire de Bonaparte en Italie.

Aussitôt il se montra à Baugé, « pérorant », comme dit Hédouville, qui s'en félicite, à l'installation du sous-préfet L.-L.-L.-L. Barré, l'agent secret qui avait décidé son ralliement à la République. Il se décida ensuite à reprendre « avec appareil » sa cure de Saint-Laud d'Angers. Ainsi déterminait-il le général Hédouville à signaler « l'utilité dont il pouvait être auprès du Premier Consul ». Pour hâter son rappel dans la capitale, l'auteur de la « Protestation au meilleur des Rois », qui bouleversa la conscience de Louis XVI (1), expédia, le 24 juillet 1800, cette lettre non moins habile, dont Bonaparte chargea Talleyrand de « le remercier » :

[illegible] (2).

[illegible] attacher quelque prix aux félicitations d'un particulier, je vous adresserais les miennes. Mais que pourraient-elles ajouter aux témoignages éclatants de la satisfaction et de l'admiration des Français au 14 juillet? Ce jour, général, a dû être pour vous le plus délicieux de votre vie. C'est à ce moment que vous avez senti, plus que jamais, le prix des services glorieux rendus par vous à la patrie.

Les échos des rives de la Loire ont répété, à l'envi, les accents de Paris. Le cœur les dictait ici, comme là où vous êtes. Ces contrées, devenues vraiment libres, puisqu'elles tiennent de vous tout ce qu'elles désiraient, forment pour vous les mêmes vœux que le reste de la France. La paix y produit les plus heureux fruits. Le commerce renaît, l'agriculture voit ses travaux récompensés par la perspective de la plus abondante moisson. Tout prend un aspect riant et flatteur.

C'est en vain que l'Angleterre a fait paraître sur nos côtes une partie de ses flottes. Cette apparition subite eût pu, dans d'autres temps, exciter des troubles. Elle n'a produit dans celui-ci que le mépris et l'indignation. Le peuple, mieux instruit, a senti le piège et a su l'éviter. Ses malheurs lui ont appris à connaître le génie de cette nation qui ne cherche, dans nos troubles, qu'une diversion utile à ses projets, et qui voudrait, en armant, par de fausses promesses, les Français contre les Français, se former, au milieu de ses ennemis mêmes, une armée d'auxiliaires. Ces temps ne sont plus. A peine a-t-elle trouvé deux hommes qui voulussent courir les chances cruelles d'une nouvelle insurrection, et ces deux hommes ont fait de vains efforts pour acquérir des partisans. Partout repoussés par le peuple, ils ont pris le parti de se dérober à la poursuite qu'en ont faite les habitants de nos campagnes. La paix est plus raffermie que jamais parmi nous. Puisse-t-elle bientôt étendre ses bienfaits sur tout le continent.

[illegible] de Marengo qu'il appartient de la donner à l'Europe. Elle sera le fruit de ses triomphes et la plus douce récompense qu'il puisse espérer, après tant de travaux, de combats et de victoires.

Recevez, général, l'assurance inviolable des sentiments qui m'attachent à vous et du profond respect que je vous ai voué.

[illegible]

Angers, 5 thermidor an VIII (24 juillet 1800).

V

Le curé de Saint-Laud fut rappelé à Paris au commencement du mois de septembre. Lorsque enfin Pie VII se décida à envoyer le prélat italien Spina ouvrir les négociations concordataires, le 9 novembre, ce ne fut pas le ministre des relations extérieures, ancien évêque d'Autun, un des premiers jureurs de la Constitution civile, prêtre défroqué et presque marié, qui fut chargé de les diriger. Le négociateur unique, sans titre officiel décerné par arrêté des Consuls, fut le représentant de la Vendée catholique, l'abbé Bernier.

Le sous-préfet Barré à laissé de lui ce portrait :

Avec la naissance et l'ambition de Sixte-Quint, il avait, comme lui, beaucoup de talents et surtout une mémoire prodigieuse... Sa physionomie ne prévenait point en sa faveur; il avait la tête grosse, une figure pleine et commune, de petits yeux caves et, sans être tout à fait louche, il dirigeait rarement l'œil en droite ligne vers l'ob-

(1) Lettre fameuse, découverte par J. Michelet dans les [illegible] *lution*, éd. de 1869, t. III, p. 497), et qui a été donnée pour la première fois en entier, d'après l'original des Archives nationales dans notre *Préparation de la guerre de Vendée*, t. II, p. 370-377, « lettre des prêtres non assermentés du département de Maine-et-Loire au meilleur des rois ».

(2) Autographe dans la collection Dugast-Matifeux, à la Bibliothèque de la ville de Nantes.

jet visuel; en somme, il avait un air faux, un abord éloigné d'inspirer la confiance.

Habile à se contrefaire, il affectait l'air grave et imposant dans la moindre réception; il était minutieux dans tout son extérieur, sans ordre pour ses propres affaires, plus jaloux de se faire des créatures que des amis, prompt à la réconciliation par la flatterie, mais implacable à l'égard de ses détracteurs, et sourd à tous autres conseils que ceux de son ambition démesurée.

Ce présomptueux personnage croyait obtenir en quelques jours ce que voulait Bonaparte. Sur les quatre questions, la démission générale des anciens évêques orthodoxes et constitutionnels, la religion catholique rétablie en son unité et dominante, la ratification de la vente des biens d'Église et la garantie du salaire du clergé renouvelé, il avait, au cours de rapides conférences avec Spina, rédigé des notes et fixé les termes mêmes de la convention. Il était allé jusqu'à écrire et présenter le projet de Bulle de promulgation de l'Acte, dans laquelle il faisait glorifier, par le Souverain Pontife, « Bonaparte, conquérant célèbre qui, prêt à s'emparer de la Ville Sainte, suspendit tout à coup, à la voix du successeur de saint Pierre, sa marche victorieuse et consentit à lui donner la paix ».

Mais la cour de Rome ne mit aucun empressement à contresigner ce qui lui était adressé de Paris. Elle avait tout intérêt à attendre la fin de la guerre, que les préliminaires de Lunéville avaient suspendue et qui venait d'être reprise en Allemagne et en Italie.

Durant sept mois entiers, Bernier resta donc aux prises avec Spina, Consalvi, la cour de Rome et le parti royaliste.

Cet intrigant de haute valeur intellectuelle, dit le plus récent et le plus complet des historiens du Concordat (1), s'acquitta de sa tâche à l'avantage du gouvernement pour lequel il se compromettait sans retour. Dans cette difficile négociation on ne peut lui refuser le mérite de s'être montré agent zélé et fidèle... Il ne s'est jamais écarté de ses instructions et n'a pris l'initiative que dans les questions de détails... Il serait difficile de surprendre, dans le dédale des pourparlers religieux, une faute qui lui soit réellement imputable... Et cependant il arrivait à Spina et à Consalvi, qui le voyaient chaque jour, de se demander ce qu'il fallait penser de cet étrange négociateur; une prévention aussi involontaire s'est propagée contre lui parmi ses contemporains et la postérité: tant il est dans la destinée de certains hommes de paraître équivoques dans leur conduite et tortueux même lorsqu'ils marchent droit.

Enfin, le 15 juillet 1801, la célèbre « Convention entre le Pape et le gouvernement de la République Française » fut « passée à Paris ». Pie VII l'accepta le 15 août suivant. Les ratifications furent échangées le 10 septembre, sous les signatures des conseillers d'État Joseph Bonaparte et Emmanuel Cretet et du curé de Saint-Laud d'Angers, Étienne Bernier, pour la France; du cardinal secrétaire Consalvi, de l'archevêque de Corinthe Spina et du Père Caselli, général de l'ordre des Servants de Marie, pour le Saint-Siège.

Par cet acte, le clergé catholique ne redevient pas un Ordre de l'État, ses biens aliénés ne lui sont pas rendus, et il reçoit du gouvernement, qu'il est tenu de servir, un salaire. La religion, qu'il administre, est reconnue celle de « la grande majorité des Français » et « les Consuls de la République en font la profession particulière ».

Si Pie VII n'eût pas fait traîner les débuts de la négociation, de novembre 1800 à février 1801, jusqu'à la paix de Lunéville, il eût obtenu beaucoup plus de Bonaparte, qui, dans sa première entrevue avec Spina, accordait de déclarer la religion catholique « dominante ». Le Premier Consul n'aurait-il pas été jusqu'à la proclamer « religion de l'État », si, au lieu de jouer au plus fin diplomate, le pape s'était tout de suite précipité dans ses bras, reconnaissant en lui un autre Constantin?

L'abbé Bernier, longtemps le seul confident de la pensée intime du nouveau César, s'attribuait, sans doute, tout le mérite de cette prodigieuse conversion. Quand le Concordat ratifié fut envoyé au pape, le 10 novembre, il y joignit une lettre personnelle, dans laquelle il s'écriait :

... Qui eût dit, il y a deux années seulement, lorsque la France gémissait sous le joug de l'impiété, et que les ministres de la religion expiaient à Cayenne, en exil, au milieu des forêts et dans les antres, le crime, irrémissible aux yeux des novateurs, d'avoir voulu servir Dieu; qui eût dit que la France, guérie de son délire, reviendrait, dans quelques mois, à son Dieu, et que le plus illustre de ses guerriers tiendrait à honneur de déposer aux pieds de Jésus-Christ sa gloire et ses lauriers? Cet ouvrage de la Providence m'étonne et me confond. Témoin malheureux et dix ans victime des horreurs de la Révolution, à peine puis-je concevoir ce miracle subit... Heureux, sans l'avoir mérité, j'ai pu associer mon nom à cette œuvre immortelle; c'est plus qu'aucun Français n'avait pu espérer depuis la Révolution. Puissé-je ne me rendre jamais indigne de la confiance que l'on m'a témoignée dans cette occasion! Je l'attends de la grâce de mon Dieu et de la bénédiction particulière de Votre Sainteté, que je la supplie humblement de m'accorder.

Bernier ne reçut pas la totalité des récompenses auxquelles son ambition croyait avoir droit pour l'éminent service rendu à la fois à son Église et à « la réorganisation monarchique » de Bonaparte. Il avait compté sur l'archevêché de Paris, puis sur celui

1. M. Boulay de la Meurthe, *Histoire de la négociation du Concordat*, p. 65. — Les dernières lettres de Bernier, que nous citons, sont extraites du très beau recueil (5 vol. in-8°, terminés en 1897) dans lequel cet historien a réuni les *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège en 1800 et 1801*.

de Tours : au moins, avec un épiscopat quelconque, sur les titres de coadjuteur du très vieux titulaire du siège de la capitale et d'aumônier du gouvernement. Il n'obtint que l'évêché d'Orléans, et quoique sacré à Paris, avant la grande cérémonie de Notre-Dame, il ne fut pas l'orateur choisi pour y célébrer, du haut de la chaire, « le rétablissement du culte en France ». Son désir d'être fait cardinal fut, dès le mois de septembre 1801, transmis par Consalvi à Rome, pour savoir « si cela pourrait déplaire à Sa Sainteté ». Le 14 janvier 1803, le Premier Consul écrivait à l'évêque d'Orléans :

[illegible] quatre cardinaux au clergé de France, à l'occasion du Concordat, je lui ai fait connaître qu'*il me serait agréable que son choix tombât sur vous pour une de ces nominations*. Elle m'a fait connaître que son intention était de vous nommer au Consistoire qu'elle doit tenir le 17 janvier, mais que des raisons supérieures l'obligeaient à tenir votre nomination *in petto* l'espace d'une année. Il est donc convenable que vous gardiez cette lettre pour *vous* [illegible] cette preuve de la satisfaction que j'ai de vos services.

Cependant la nomination n'aboutit pas. L'abbé Grégoire a raconté :

Lorsque Bernier parut, comme évêque à Angers, et qu'il prit possession à Orléans, on vit pleuvoir sur son compte les vaudevilles, les épigrammes, les placards. Des baquets de sang, placés à sa porte, furent l'emblème sous lequel on lui retraçait ses exploits de la Vendée. Au lieu de la souquenille rouge, que la vindicte publique décerne à certains délits, Bernier espérait la soutane de même couleur et la barrette; il l'espérait avec une telle sécurité que déjà il s'était fait peindre en cardinal, et le costume qu'il avait fait exécuter couvre actuellement un cardinal réel. C'est à un évêque dissident de l'ancien régime qu'on doit ces détails piquants; le cardinalat de Bernier, qui était réservé *in petto*, n'en est jamais sorti, et Bernier est rayé de la liste des vivants.

C'est à Paris, le 1er octobre 1806, que Bernier mourut, dans sa 43e année, emporté par une fièvre bilieuse, à la suite d'un pénible entretien avec l'empereur. Il s'était vu remplacer dans la confiance du maître par son adversaire durant la négociation du Concordat, le non moins tristement célèbre cardinal Maury, devenu, de représentant de Louis XVIII auprès du Saint-Siège, l'auxiliaire intime de Napoléon contre les résistances de Pie VII aux volontés absolues du nouveau Charlemagne, et qui avait démontré l'impossibilité de décerner le chapeau rouge à son rival, en s'écriant : « Pour en avoir un, il n'a qu'à laisser tomber le sien dans la millionième partie du sang républicain qu'il a fait répandre! »

CH.-L. CHASSIN.

LIVRES NOUVEAUX

Un essai sur Gœthe.

M. Édouard Rod vient de nous donner un *Essai sur Gœthe* où il a admirablement réussi à n'être ni confus ni déclamateur et, pour quiconque a lu seulement une dizaine d'études sur Gœthe, ces deux mérites, pour être négatifs, sont cependant absolument extraordinaires.

Soit pour échapper à ces deux redoutables écueils, soit pour toute autre raison, M. Édouard Rod a choisi la méthode qui est si souvent mise en pratique par les critiques anglais et que Sainte-Beuve, qui souvent la suivait lui-même, recommandait avec instance : faire une biographie intelligente tout simplement de votre auteur; le suivre de sa naissance à sa mort; expliquer ses actes par son caractère, les modifications de son caractère par les circonstances où il s'est trouvé; quand vous rencontrez une de ses œuvres, l'expliquer, comme un de ses actes, par son caractère, et les circonstances qu'il traverse ou vient de traverser; et le conduire ainsi jusqu'au tombeau sans jamais séparer sa vie de son œuvre, sans jamais cesser de le tenir sous votre regard, *tout* [illegible]

Cette méthode est le plus souvent excellente. J'en ai bien fait l'épreuve, quand longtemps après avoir écrit un long article sur Voltaire, selon la méthode didactique, j'ai repris Voltaire pour en faire un volume selon la méthode biographique, et me suis aperçu que mon volume était certainement moins mauvais que mon article.

Oserai-je dire que cette méthode n'est pas la bonne pour tous les auteurs, et que pour Gœthe j'ai peur qu'elle ne soit pas la meilleure qu'on eût pu prendre? Ne pas séparer la vie de l'œuvre, c'est toujours très bon, évidemment; mais cela conduit assez naturellement à ramener sans cesse l'œuvre à la biographie, et quand l'œuvre est immense et la vie petite, cela, au moins en apparence, réduit l'œuvre, laisse l'impression, la sensation d'une grande œuvre qu'on aurait rapetissée à dessein.

Cette sensation est celle que j'ai, après avoir lu très attentivement l'essai, si solide du reste, si fortement documenté, si parfaitement informé et si agréable à lire, de M. Édouard Rod. C'est qu'en effet l'œuvre de Gœthe est d'une grandeur incomparable, et sa vie, cette vie dont cette œuvre est sortie, est fort médiocre.

A personne plus qu'à Gœthe ne s'est appliquée cette maxime célèbre.

Voyez un peu d'où ont dérivé — et ils en ont dérivé, c'est incontestable — ces livres si larges, si spacieux et si profonds. Gœthe est un petit étudiant coquet et poseur à Strasbourg, cause un peu avec Herder, admire la cathédrale et lit Shakespeare, que Voltaire et Lessing viennent de mettre à la mode. — Il voyage un peu, pas bien loin; il est amoureux successivement d'une jeune fille tranquille, fiancée à un petit bourgeois et qui ne songe nullement à couronner la flamme du jeune poète, et d'une femme mariée, très bourgeoise aussi et très ordinaire, qui flirte un peu, et dont le mari élimine très promptement le jeune flirteur. — Il se fixe à Weimar et devient premier ministre de cet empire. Weimar est une ville de 7 000 habitants. Le premier ministre de ce pays-là est quelque chose comme un sous-préfet d'Issoudun. Cette haute situation comble tous les désirs de Gœthe et le ravit. Il est enchanté de la vie mondaine qu'il mène à Weimar et d'être l'amuseur en titre de la cour et de la ville. Il ne fait presque rien pendant dix ans, tant il est absorbé par les affaires et les plaisirs d'Issoudun en Saxe. — Il entretient un commerce qui semble avoir été tout intellectuel, et je souhaite qu'il l'ait été, avec une femme assez distinguée, âgée de sept ans de plus que lui, Mme de Stein. — Il s'arrache à tant de sirènes, pour faire un voyage en Italie (un peu trop tard, à trente-sept ans), revient, se brouille avec sa Laure, et installe dans sa maison une petite grisette infiniment insignifiante qu'il finit par épouser. — Plus tard, à cinquante-huit ans, il devient amoureux d'une fillette de dix-sept ans, fille d'un petit libraire d'Iéna, qu'il a vue grandir et qui le trouble profondément. — Il recueille en vieillissant des admirations féminines qui le ravissent ou le consolent. — La dernière vieillesse vient, mélancolique sans être triste, parce qu'il se porte à merveille. Beaucoup d'admirateurs, peu d'amis. Il a perdu Schiller, le seul homme, je crois, qu'il ait aimé. Il en est maintenant à causer de longues heures avec Eckermann, qui est un simple imbécile, mais qui a ce mérite incomparable de ne lui jamais parler que de Gœthe. — Il meurt.

Telle est cette vie. Elle est absolument médiocre, presque plate. Tranchons le mot, elle est insignifiante. Elle est celle de n'importe qui. Celle de Dante, celle de Tasse, celle de Shakespeare, celle de Milton, celle de Voltaire, celle de Chateaubriand, celle de Lamartine, celle de Hugo, celle même de Boileau, sont plus brillantes, plus larges et plus traversées d'événements. Il n'est presque rien arrivé à Gœthe; il lui est arrivé ce qui arrive au plus obscur d'entre nous. Sauf la visite de Napoléon, il ne lui est rien advenu qui fût digne de lui.

Et c'est de cette vie qu'est sortie cette œuvre éclatante. — Cela prouve qu'il avait un grand génie. Évidemment; mais comprenez-vous bien maintenant qu'à rapprocher son œuvre de sa vie on la rapetisse, on lui donne je ne sais quoi d'étriqué et de terne. En me montrant Charlotte ou Frédérique à travers *Werther*, Christiane derrière la Marguerite de *Faust*, on me décolore et on me dégrade *Faust* et *Werther*, encore qu'il soit incontestable que sans Charlotte et Frédérique *Werther* n'eût pas été écrit, ni le premier *Faust* sans Christiane, ni les *Affinités électives* sans Minna. (Quant à Mme de Stein, je ne sais pas à quoi elle a servi.)

Non, pour les hommes dont l'œuvre dépasse démesurément la vie, la méthode biographique est dangereuse. Il faudrait pour eux savoir s'en servir et la dissimuler. Ceux qui sont petits comme source et grands comme fleuve, eh bien, c'est comme fleuves qu'il faut les considérer. On rend un immense service à Mme Desbordes-Valmore en rattachant son œuvre à sa vie, en expliquant par sa vie son œuvre, et même, peut-être, en cachant un peu son œuvre derrière sa vie. On rend un service moins manifeste à un homme comme Gœthe en faisant rentrer son œuvre dans sa vie, je ne dis pas jusqu'à l'y noyer, je ne dis pas jusqu'à l'y ternir mais jusqu'à l'y... *engrisailler*.

Fontenelle, faisant l'éloge d'un auteur qui eût été excellent s'il avait donné tout ce qu'on attendait de lui, disait avec cette douceur charmante qui inspirait le désir de le gifler : « Le confrère dont nous déplorons la perte était de ceux dont les ouvrages ont dissimulé le mérite. » Pour ceux-là, la méthode biographique est excellente. Pour ceux dont la vie et l'œuvre sont également éclatantes, comme Voltaire ou Lamartine, elle est très bonne encore. Pour ceux qui, d'une vie d'inspecteur d'académie, ont tiré *Werther*, *Le Tasse*, *les Affinités électives* et les deux *Faust*, décidément elle n'est pas très bonne.

C'est la seule chicane un peu sérieuse que j'aie à faire aujourd'hui à cet esprit si distingué et si pénétrant, si parfaitement désigné pour compléter notre éducation sur les littératures étrangères, qu'on appelle M. Édouard Rod. Peut-être, si je causais avec lui, car notre différend ici est si léger que c'est à peine s'il convient d'en faire part au public, peut-être lui dirais-je qu'il a un peu forcé la note relativement à l' « olympisme », c'est-à-dire à l'impassibilité, c'est-à-dire, en bon français, à l'égoïsme de Gœthe.

Mon Dieu, au fond, nous sommes d'accord. Je ne regarde point Gœthe comme un prodige ni un prodigue de sensibilité. Cependant, examinons d'un peu près.

D'abord, écartons résolument la période de vieillesse. Il me semble que ce qu'on doit demander à un vieillard, c'est la pensée et puis la sérénité d'âme. Il

arrive un âge où l'homme, selon la bonne nature et la bonne mode des époques patriarcales, n'est plus et ne doit plus être qu'un conseiller, qu'une lumière pure, blanche, un peu froide, au-dessus des têtes, et que ni le vent des passions, ni les orages du forum ne font vaciller. Les effusions du cœur ne sont plus de cet âge-là. Il n'y a pas indécence à ce qu'elles soient; mais il n'y a pas utilité à ce qu'elles existent.

Si vous m'accordez cela, et que l'attitude olympienne de Gœthe vieillard est parfaitement légitime et n'est pas, même, sans une grande allure, et que « cette tête allait bien au vieux corps germanique » ; considérons maintenant Gœthe jusque vers le milieu de sa vie et même un peu au delà.

Quoi? Il aime Charlotte, il la quitte, semble s'en consoler facilement, et écrit *Werther* où l'amant de Charlotte se tue. On semble toujours faire un reproche à Gœthe d'avoir tué Werther et de n'avoir jamais songé à se tuer lui-même. Quelque sot, d'abord. Et puis, voyons, il a quitté Charlotte en pleurant et s'est consolé très vite en causant avec Frédérique. Mais à quels serments a-t-il manqué? Charlotte était fiancée. Elle est restée fidèle à son fiancé, et elle s'est consolée avec celui-ci comme Gœthe avec Frédérique. Je voudrais bien savoir lequel des deux a quitté l'autre. Mon Dieu, ils étaient raisonnables tous les deux, romanesques à l'excès ni l'un ni l'autre. Seulement l'un était capable, d'une douce aventure sans conséquence, de tirer un roman immortel. Ce n'est pas une raison pour l'accuser d'être insensible. Il ne l'a été ni plus ni moins que son *flirt*. Ils se sont trouvés gentils et ils se sont conduits très sagement, tous les deux; il n'y a pas autre chose dans leur affaire.

Et c'est tout de même avec Frédérique. Celle-là était mariée. Elle l'était même avec un marchand de sardines, ce qui atténue les torts qu'on pouvait avoir à la quitter, je vous assure. Elle aima Gœthe assez vivement, plus vivement, je crois, que Charlotte. Gœthe se laissa aimer, fut gracieux : à cette époque, il ne pouvait pas être autre que très aimable. Le mari fut jaloux. Gœthe s'en alla. Que vouliez-vous qu'il fît? Il s'est bien conduit. Il a épargné bien des ennuis à Frédérique. Frédérique pleura, au départ, un peu plus, parait-il, que Gœthe. Il est bien possible. On ne saurait mesurer ces choses-là très exactement. Mais, tout compte fait, Gœthe fut-il si cruel en cette circonstance? Il fut plutôt un brave garçon. Il ne fut pas un héros de roman ; mais il fut un très brave garçon.

Plus tard il « lâcha », comme on dit, — et ce n'est pas M. Rod qui se sert de ce terme, — il lâcha Mme de Stein. Oh!

Ce n'est pas vrai. Tout porte à croire que ce n'est pas vrai. Tout porte à croire qu'il n'y eut entre Mme de Stein et Gœthe qu'une liaison spirituelle, — très spirituelle. Mme de Stein et Gœthe s'écrivaient tous les jours et Gœthe avait des liaisons d'un caractère moins littéraire dans tout Weimar, et Mme de Stein ne l'ignorait pas et ils continuaient à s'écrire et à se voir. Dans ces conditions, rompre, à un moment donné, avec une femme, n'est nullement la trahir. C'est... c'est vieillir, c'est cesser d'aimer à sortir et cesser d'aimer le genre épistolaire ; ce n'est rien du tout.

Et encore, comment Gœthe a-t-il rompu? Il s'en va en Italie, y reste deux ans, revient, fait une visite, puis deux ou trois autres, à Mme de Stein. Celle-ci, malade, un peu morose, vieillie (quarante-six ans), le reçoit assez mal, très froidement. Une lettre de Gœthe (bien maladroite, du reste, j'en conviens) en témoigne. Gœthe ne casse rien ; mais il installe sa petite bouquetière chez lui, sort peu, se confine, et laisse le lien se dénouer de lui-même. Rien d'héroïque là dedans ; mais rien de cruel ; rien même de dur.

Et la petite bouquetière, le petit *eroticon*, comme Gœthe l'appelle, un peu trop à la païenne? — Eh bien, ici, il s'est très bien conduit, en très bon cœur. Il l'a « plantée dans son jardin », comme il dit d'une façon charmante, pour s'en amuser, comme d'une jolie fleur. Elle n'était pas autre chose. Elle était très ordinaire. Gœthe pouvait lui dire, comme Rivarol à la sienne :

[illegible]

Eh bien! il l'a gardée. Il l'a toujours gardée. Il a même fini par l'épouser. Songez au mariage étourdissant que pouvait faire Gœthe vers 1790, chargé de gloire et d'honneurs! Quant un homme comme Gœthe garde une grisette, qui n'a jamais eu d'esprit, après que sa beauté est passée, et celle de Mme Gœthe passa très vite, soyez sûr qu'il ne le fait que par sentiment du devoir et surtout par une douce pitié, par très bon cœur et dans un esprit d'humanité où il entre un peu d'esprit de sacrifice. Ce n'est pas héroïque : mais c'est très gentil.

Et plus tard, à cinquante-huit ans, le pauvre diable, — mais n'en raillons pas, cela peut nous arriver à tous, — il est profondément troublé par cette gamine de Minna. Eh bien, cela ne prouve pas du tout qu'il fût sensible, pas du tout! Mais cela ne prouve pas le contraire. Cela ne prouve rien. Voyons seulement comment il se conduisit en cette aventure. Fort bien. Il en fit un roman. Il n'avait que cela à en faire.

Un sage, je vous dis, toujours un sage. Mais un sage égoïste, non ; dur, non ; insensible aux souffrances des autres, non ; indélicat, non ; incapable de

tendresse, non, non, non! — Savez-vous bien que son amitié avec Schiller est infiniment touchante. Un auteur qui communique à un autre auteur toutes ses idées, toutes ses ébauches, tous ses projets littéraires! Mais c'est d'une confiance évangélique; c'est de la fraternité. De la fraternité entre auteurs! Gœthe n'a jamais été romanesque; mais ici il le devient. Remarquez que dans cet échange d'idées, dans cette collaboration transcendante, ne descendant jamais à la collaboration matérielle, entre Schiller et Gœthe (et elle dura longtemps), Gœthe avait évidemment plus à perdre et Schiller plus à gagner. Gœthe, donc, fut généreux. Certainement, sous l'« olympisme », qui était plutôt une attitude qu'autre chose, il y avait assez de générosité dans cette nature à.

Je n'ai qu'à louer, pour toutes les observations d'ordre purement littéraire que contient le volume de M. Édouard Rod. M. Rod ne s'est nullement attaché à tracer la ligne exacte, la courbe précise, le « graphique » mathématique du développement du génie de Gœthe. Il ne l'a pas montré, par exemple, ce qu'on pourrait faire, d'abord romantique sous l'influence de Shakespeare, de Rousseau et de la cathédrale de Strasbourg; puis classique, sous l'influence de l'Italie; puis revenant au romantisme plus large et comme fécondé par le commerce et le culte de l'antiquité. Il ne l'a pas montré, comme je remarquais qu'on le faisait l'autre jour, se développant « du dehors au dedans » par opposition à Henri Heine qui s'est développé du « dedans au dehors ». Je soupçonne que M. Édouard Rod a un certain dédain pour ces formules et ces *schémata*. Pour moi, sans en avoir mépris, j'en ai défiance, et nous voilà bien d'accord. Surtout avec un homme comme Gœthe il y aurait grand péril à vouloir employer des formules qu'il briserait, si larges qu'elles fussent, dès qu'on voudrait le faire entrer dedans.

Si l'on voulait, à toute force, mon avis sur ce point, je dirais peut-être que Gœthe me paraît avoir été pénétré d'esprit romantique depuis le commencement jusqu'à la fin, ayant été tout imagination, et son imagination ayant toujours eu le besoin ou le goût de partir d'une émotion personnelle pour se déployer; et pour moi, ce sont là précisément les deux marques essentielles de l'esprit romantique. Il était l'homme qui a dit que toutes les œuvres poétiques sont des ouvrages de circonstances, et toutes les siennes l'étaient, à bien peu près, peut-être absolument toutes. Il était l'homme qui d'un léger incident de la vie la plus calme, tirait un poème de passion ou un poème qui devenait comme le miroir du monde; mais il avait besoin du petit incident personnel. Il était l'homme qui, même écrivant un poème sur le Tasse, songeait à lui et à sa vie propre : « La cour de Ferrare et la cour de Weimar, c'est la même chose. »

Oui, tout cela, malgré l'horreur de Gœthe pour les romantiques, est du romantisme, un esprit romantique, à la vérité très large et très élevé et qui n'a rien à voir avec le petit romantisme médiéval ou *clair-de-lunesque*. Et c'est pour cela que même cette formule « état d'esprit romantique » est encore trop étroite.

De même l'« objectif » et le « subjectif » perdent leur temps avec Gœthe. On peut bien essayer de dire qu'il a commencé par être subjectif avec *Werther* et fini par être formidablement objectif avec le *Second Faust*. Mais ne voilà-t-il pas qu'à cinquante-huit ans il écrit les *Affinités électives* qui sont tout ce qu'il y a de plus subjectif et même de plus intimement personnel! Ne voilà-t-il pas que Gœthe se découvre subjectif à soixante ans, comme avec surprise, comme s'il ne l'avait jamais été, et fait honneur à Schiller de cette prétendue métamorphose de lui-même : « Vous m'avez ramené à moi en me détournant de l'observation trop exacte des choses extérieures. Par vous *j'ai appris* à contempler les différentes phases de l'homme intérieur... »

*

La vérité est que ce double don, il l'a eu toujours, comme aussi bien son œuvre miraculeuse, aussi étonnante comme psychologie profonde que comme faculté d'embrasser d'un regard tout l'univers, *Faust* première et seconde partie, à travers tous ses divertissements intellectuels, a occupé sa pensée toute sa vie.

Il faudra lire très attentivement les cinquante pages trop courtes que M. Édouard Rod a consacrées au *Faust*. Elles sont pleines d'idées, comme pleines de goût. La conclusion m'en a causé un plaisir *personnel* : « ... Tout cela me ramène à dire qu'après avoir parcouru le monde de la pensée (ses recherches de savant avant le lever du rideau), celui du sentiment (la tragédie de Marguerite), celui de la pensée et du rêve (symboles historiques et philosophiques de la seconde partie) et celui de la volonté (son rôle auprès de l'Empereur), Faust en revient à faire de l'action immédiatement utile le but de son dernier effort et le meilleur lot de son acquis. »

Je suis flatté et ravi. C'est, littéralement, ce que, à propos du *Faust* de Lenau, j'avais écrit ici même sur le *Faust* de Gœthe. Cette coïncidence parfaitement fortuite m'enchante. Je ne ferai pas à M. Rod un compliment de penser comme moi; mais je m'en fais un, de tout mon cœur, de penser comme lui.

ÉMILE FAGUET.

VARIÉTÉS

La découverte de Tobias Pluck.

J'étais assis devant mon feu, et, l'avouerai-je, je ne pensais à rien du tout, ce qui est facile, quand la porte s'ouvrit pour laisser entrer mon honorable ami Tobias Pluck.

A vrai dire Tobias Pluck n'est pas mon ami : c'est mon bouquiniste; il connaît mes faiblesses et il en abuse. Deux ou trois fois par mois il vient m'apporter une trouvaille dénichée on ne sait ni où ni comment; et régulièrement je me laisse séduire par les commentaires dont il décore sa marchandise. Ce soir-là, il tenait sous son bras, enveloppé dans un journal, un vieux bouquin vénérable qu'il dégagea avec de minutieuses précautions : « Ceci, me dit-il, cher Maître, c'est un Vérard. Or les Vérard ne sont plus communs, surtout quand ils sont en aussi belle conservation. Voyez si celui-ci n'est pas merveilleux. Il vaut au moins 200 francs. Mais il n'y a plus d'amateurs aujourd'hui, et je vous le laisse à moitié prix.

— Ah çà, lui dis-je, maître Tobias Pluck, que faites-vous de tous les bénéfices scandaleux que vous entassez ainsi? Vous habitez un misérable logis; vous vivez de pain et de fromage; vous n'avez pas de vices, que je sache : vous n'êtes adonné ni aux femmes, ni aux boissons, ni aux dés, ni aux essais agricoles. Alors où enfouissez-vous votre or?

Il eut un sourire énigmatique.

— Je suis, me dit-il, sur la voie d'une grande découverte.

Une grande découverte; cela explique tout! et j'aurais pu me satisfaire de cette réponse. Je fus sur le point de laisser partir Tobias Pluck, car les inventeurs sont gens redoutables entre tous et ils m'inspirent une légitime frayeur. Pourtant les conceptions d'un personnage tel que Tobias devaient être, d'après les allures du bonhomme, quelque peu drolatiques.

— Je ne vous achèterai votre Vérard, maître Tobias Pluck, que si vous me racontez votre invention.

Il reprit froidement le bouquin et le remit sous son bras.

— Mon invention ne peut pas se raconter. D'ailleurs elle n'est pas achevée encore.

— Au moins avez-vous déjà des expériences, des commencements d'exécution?

— Cela, je ne peux vous le dire... car vous me prendriez pour un fou.

— Non, maître Tobias, je vous traiterai de grand homme.

Il hocha la tête.

— Mon idée est tellement étrange que, si je vous l'exposais dans ses merveilleux détails, vous me feriez pour le moins enfermer. Autant vaudrait vous montrer mes essais, si informes qu'ils soient encore.

— Eh bien! va pour vos essais informes.

— Mais vous ne vous moquerez pas de moi?

— Foi d'honnête homme! je serai très sérieux.

— Je vous donne là, me dit-il en soupirant, une preuve étonnante de confiance. Vous êtes la première personne à qui j'aie cru pouvoir faire part de mon audacieuse entreprise... Ainsi, vous le voulez?

— Oui, lui dis-je résolument, je le veux.

— Eh bien, alors, venez chez moi.

— Ne pourriez-vous me montrer votre invention ici?

— Non, c'est impossible.

Il m'en coûtait de quitter mon feu, ma lampe, mes livres... Pourtant je me décidai à accompagner Tobias Pluck jusqu'à son domicile, un taudis de la rue Zacharie, près de l'église Saint-Séverin.

En route, Tobias ne dit pas une parole.

— Voyons, lui disais-je, maître Tobias, donnez-moi quelques explications.

— Non! non! Pas d'explications. Il faut voir d'abord. Sans cela vous ne croiriez pas.

Le logis de Tobias était un galetas auquel on n'accédait que par un escalier vermoulu. Quel repaire! Un amas de fioles, d'alambics, de piles et de fils électriques, de plaques photographiques, de microscopes, de lunettes astronomiques, et, au milieu de ce fouillis scientifique, des livres de toute forme et de tout âge, des livres partout, qui, en formidables et confuses rangées, occupaient toute la demeure de Tobias Pluck.

— Et maintenant, lui dis-je, expliquez-moi votre idée.

— Pas avant que vous n'ayez regardé ceci.

Et il alla chercher au fond d'un bahut une photographie qu'il mit devant mes yeux avec une complaisance admirative.

— Voilà, fit-il triomphalement. Ne voyez-vous pas?

— Je vois une assez médiocre, et même très médiocre photographie. Je crois deviner qu'il s'agit d'une épée antique; mais l'épreuve est bien mauvaise.

— Eh bien! savez-vous ce qu'est cette épée?

— Ma foi non!

— C'est, fit-il en baissant le ton et en prenant un air mystérieux... c'est le *glaive de la loi*.

Je regardai bien en face Tobias Pluck, étant cette fois persuadé que le malheureux était fou.

— Regardez de près, me dit-il, cette merveilleuse image. Voyez que le glaive de la loi est triangulaire, très lourd, ébréché sur les bords, avec une pointe émoussée, tellement émoussée qu'elle est presque ronde. Une telle arme ne se manie pas facilement; et, quand elle frappe, elle fait des blessures qui ne sont pas toujours très graves.

— Ho! ho! maître Pluck, c'est vous qui vous moquez de moi à présent.

— Jamais je ne fus plus sérieux, me dit-il. Tenez, avant que je vous montre mes autres expériences, prenez cet escabeau, et écoutez.

« Vous connaissez Platon, n'est-ce pas? Vous savez qu'il a prétendu que les idées avaient plus de réalité que les choses. Or Platon ne peut jamais se tromper, n'est-ce pas? Et puis, comme c'est simple: comme c'est évident! Une idée est éternelle, immuable, elle est plus vraie qu'un fait, qui n'est qu'un accident, un hasard. Donc les idées sont réelles: donc, lorsqu'on parle du glaive de la loi, on évoque une idée qui, chaque fois qu'elle se produit au dehors, prend une réalité, devient un phénomène, et cesse d'être une pure fantaisie. Les écrivains, en multipliant les images, finissent par les créer de toutes pièces; il s'agit de dégager la réalité contenue implicitement dans toutes leurs métaphores. Là était le problème, tout le problème. dans sa grandeur farouche, et j'ai réussi, puisque je peux vous montrer le glaive de la loi.

— Et comment, maître Pluck, avez-vous pu résoudre cet ardu problème?

— Vous voyez que déjà cela vous intéresse. Voici, sauf quelques détails que je ne peux vous donner encore, pour que mon invention ne soit pas déflorée, le procédé que j'ai employé. Toutes les fois que les mots glaive de la loi sont écrits, ou imprimés, ou prononcés, l'idée est incluse dans les assemblages de lettres, noir sur blanc, qui reproduisent les mots. Je dégage l'idée, voilà tout: et je la dégage par la force supérieure qui purifie, rectifie, et élève; par le feu. Ainsi, tenez; voyez...

Il porta sur le four de porcelaine une petite feuille de papier découpé avec grand soin. Une étincelle électrique alluma le papier qui se carbonisa... En même temps il braqua sur le papier enflammé un appareil photographique.

Toute cette opération ne dura guère que quelques secondes.

— Savez-vous ce que je viens de faire? me dit-il triomphalement.

— Je ne m'en doute pas.

— J'ai pris la photographie des *voiles de la pudeur!* J'appelle cela l'*idéolyse*. C'est un joli mot. Eh bien, il me faut environ cent ou cent vingt-cinq idéolyses pour avoir un cliché passable. J'ai déjà d'autres bonnes images des voiles de la pudeur. Mais il faut que je les renforce.

— Montrez moi les voiles de la pudeur.

De nouveau il puisa dans le bahut; et il me montra une photographie tellement confuse que d'abord je ne distinguai rien. Pourtant, en regardant de près, on pouvait discerner comme le réseau d'une mousseline très fine, à mailles assez larges.

— Merveilleux, n'est-ce pas? me dit-il. Voyez que les voiles de la pudeur sont déchirés en maints endroits. En d'autres points la mousseline s'épaissit, et devient tout à fait opaque. Mais presque partout les voiles sont transparents. Remarquez aussi qu'ils sont d'un tissu léger, singulièrement fragile et facile à déchirer. Enfin quant à leur disposition même, ils semblent bien recouvrir une vague forme féminine, qu'on devine sous leurs replis; car ces replis ne sont pas bien compliqués, et d'un geste on comprend que tous ces voiles peuvent tomber à terre.

« Eh bien! Monsieur, fit Tobias Pluck, dont la parole devenait fiévreuse et haletante, vous n'avez rien vu encore. La photographie, après tout, ce n'est rien. Une idée transformée en une image! découverte bien misérable en somme. J'ai fait mieux! J'ai pu transformer une idée en une chose; toujours par l'idéolyse. Au fait, que préférez-vous, *idéolyse* ou *idéoplase?*

— Laissons le mot, maître Pluck, et voyons la chose.

— La chose! me dit-il, eh bien! regardez.

Il ouvrit une petite boîte, et en tira une pincée de poudre grisâtre qu'il déposa sur le plancher. S'en approchant avec précaution, il donna sur le sol, à quelque distance, un petit coup de marteau, et aussitôt une flamme vive apparut, comme une fusée, qui vacilla légèrement, puis s'éteignit.

— Ce sont, me dit-il, les *feux de l'amour*. J'en ai beaucoup dans cette boîte, que je suis forcé de sceller avec précaution; car ils s'évaporeraient très vite. Ce n'est plus une photographie. L'idée, au lieu d'être recueillie par une plaque sensible, est distillée dans un alambic; et redistillée plusieurs fois de suite, et vous voyez qu'on obtient les feux de l'amour, flammes brillantes, légères, mais qui se dissipent vite. Je crois que l'étude en sera bien intéressante et qu'elle éclaircira de nombreux points religieux.

« J'ai mieux encore, ajouta-t-il; tenez, sentez ceci.

Il mit dans un verre deux ou trois gouttes d'une liqueur d'un rouge foncé, très trouble.

— Pouah, fis-je! quelle odeur infecte!

— Eh bien! c'est la *lie du peuple*. Quelle odeur, hein! C'est étonnant! Un mélange d'alcool, de crasse et de pourriture! C'est comme si on avait extrait l'essence de cinquante vieux tonneaux avariés. Oui! oui, sentez, c'est la lie du peuple. Mais ce n'est pas seulement l'odeur qui est là; c'est le bruit. Mettez le verre à votre oreille, et écoutez.

J'étais un peu ahuri par les paroles insensées de Tobias Pluck. Docilement je mis le verre à mon oreille, et aussitôt j'entendis un murmure confus; des paroles qui sortaient en désordre, venant comme de très loin, des injures grossières, des fragments de chansons obscènes...

Tobias Pluck était ravi.

— La lie du peuple! J'ai pu distiller la lie du peuple!

« Mais j'ai fait des choses encore plus difficiles. Quoique ce ne soit qu'une photographie, regardez.

Cette photographie était plus confuse que les autres encore. Une masse informe, obscure, comme un édifice inachevé, et au milieu une sorte de porte, munie d'une serrure gigantesque. Cette serrure portait une clé se détachant plus nettement que tout le reste du monument à demi perdu dans l'ombre.

— Ah! ah! cette fois, je comprends, m'écriai-je avec la légitime satisfaction de l'homme qui a déchiffré un rébus difficile, c'est la *clé du mystère*.

— Eh oui! ou bien la clé de l'énigme ou la clé du problème : car l'édifice massif que vous voyez peut être, suivant les appréciations, un mystère, un problème ou une énigme. Au fond cela importe peu : mais ce qui n'est pas douteux, c'est que cette masse comporte une clé, qui n'est pas très maniable, puisque, à elle toute seule, elle fait presque un monument. Il ne suffit pas, comme on le dit sottement, d'avoir la clé de l'énigme; il faut encore savoir s'en servir, ce qui est assez malaisé.

« Je pourrais, ajouta Tobias Pluck, vous montrer encore beaucoup de choses bien curieuses. Mais elles sont loin d'être arrivées à un degré de perfection suffisant. L'idéolyse est une science qui n'est encore qu'à ses débuts. Je prépare en ce moment le fil du raisonnement, la trame du discours, la charpente du drame, et les flots de l'éloquence, et je suis sûr que j'obtiendrai d'excellents produits, d'un débit assuré. Comprenez-vous que ma fortune est faite? Quel est l'orateur qui ne voudra m'acheter des flots d'éloquence? Trésor inappréciable, n'est-il pas vrai? Quel est le philosophe qui se refusera pour ses raisonnements à faire emplette d'une trame bien serrée, qui lui évitera les digressions inutiles. Et quant aux auteurs dramatiques, je leur livrerai à des prix relativement peu élevés une charpente solide ou un canevas résistant, en état de défier les critiques les plus sanguinaires. Pour les musiciens, j'aurai des torrents d'harmonie. Je vous le répète, Monsieur, ma fortune est faite.

« Et puis je compte beaucoup sur ceci...

Là-dessus, Tobias Pluck prit deux gouttes d'une liqueur très concentrée et la versa dans la chambre.

— Regardez, sentez et écoutez, me dit-il.

Une épaisse vapeur se répandit en un instant dans la chambre... Je crus entendre des trépidations, des huées, des applaudissements, comme si l'écho d'une foule lointaine parvenait jusqu'au galetas de la rue Zacharie. Une odeur délicieuse se répandit dans l'atmosphère; mais peu à peu, à mesure que le brouillard se dissipait, l'odeur devenait écœurante, et un goût amer restait à la bouche. Je ne voyais plus rien, je n'entendais plus rien : mais l'amertume persistait, très tenace. « Ouvrez les fenêtres, dis-je à Tobias Pluck, car votre maudite essence me donne presque la nausée.

— Ah! ah! s'écria-t-il avec orgueil, ce sont les *fumées de la gloire*. Voulez-vous aussi connaître l'ivresse du pouvoir et le vertige des grandeurs?

— Non! non! m'écriai-je; en voici assez pour aujourd'hui. Je crois que vous m'avez empoisonné.

— Je pourrais encore, dit-il, vous montrer quelques idéolyses, mais elles sont assez médiocres. J'ai là le *défaut de la cuirasse*. Mais l'interprétation en est des plus délicates. Voyez, il y a des trous partout; c'est presque une écumoire que cette cuirasse. Là surtout, considérez quel énorme trou! Il y a absence complète de cuirasse en cet endroit, et remarquez que cette cuirasse peut s'appliquer indistinctement aux personnes de l'un et l'autre sexe : le défaut de la cuirasse est au mêmes régions. Stupéfiant! n'est-il pas vrai?

« Quelquefois, j'ai échoué. Ainsi je n'ai pas pu faire les *cicatrices de l'amour-propre*. Au lieu de cicatrices, je n'ai obtenu que des plaies ulcéreuses, saignantes, fétides. Et quant au *cri du cœur*, je n'ai obtenu absolument rien.

— C'est peut-être, dis-je, parce que le cœur ne crie pas.

— C'est possible, dit sérieusement Tobias; et cependant il y a un cri du cœur, cela est sûr.

« Mais, avant de partir, voyez ceci. C'est presque mon chef-d'œuvre.

Et il me plaça devant un microscope. Je regardai, et je crus voir, quoique confusément, un véhicule très vieux, traîné par dix petits ânes minuscules...

— Voyez-vous, me dit Pluck, c'est le *char de l'État*.

Et, pendant que j'étais penché sur le microscope, Pluck me décrivait tous les détails de ce que je devais voir.

— On distingue mal l'attelage; mais on voit très bien les rênes, qui sont en or et en plomb, selon toute apparence — les *rênes de l'État* — grâce auxquelles le conducteur, quel qu'il soit, dirige les ânes de sa voiture. Regardez bien, et vous verrez sous les roues et dans les ornières quantité de points presque imperceptibles. Ce sont des figures humaines, cela est sûr. Remarquez aussi que de tous côtés des mains, qu'on voit flotter dans le vide, cherchent à tirer le char en tous sens, à droite, à gauche, en avant, en arrière. Plus je regarde cette étonnante idéolyse micro-photographique, plus je suis saisi d'admiration. Certes elle ne sera pas d'un placement facile, comme les flots de l'éloquence ou les charpentes du drame, mais on pourra en faire des reproductions assez im-

posantes pour être placées dans les cabinets des ministres, et cela non seulement en France, mais dans le monde entier. Ce sera, j'en suis convaincu, une excellente leçon de gouvernement.

— Alors, dis-je à Pluck, vous avez à peu près terminé!

— Terminé! me dit-il, en bondissant. Terminé! mais je n'ai fait que commencer. Et les flambeaux de l'hymen! Et la morsure de la calomnie! Et l'orage des passions! Et le couronnement de l'édifice! Il y a des idéolyses tellement belles, ou tellement épouvantables, que je n'ose pas les aborder! Le sourire de la Nature, par exemple, doit être si exquis, si ravissant, que j'en suis troublé par avance!

« Et la torche des batailles! ce sera l'horreur la plus sauvage qu'on ait jamais entrevue, et j'avoue que je recule un peu à l'idée de faire apparaître dans cette petite chambre pacifique tant de sang, de deuils et de larmes!

« Croiriez-vous, me dit-il en baissant la voix, que je n'ose pas faire l'idéolyse du *linceul de la mort!*

— Bah! dis-je d'un ton dégagé, essayez toujours, maître Pluck!

— Après tout, dit-il, le vrai savant ne doit pas reculer. Vous avez raison, monsieur Epheyre, il faut du courage avant tout. Demain je ferai l'idéolyse du linceul de la mort. Tous les documents sont déjà préparés.

Il était très tard dans la nuit quand je quittai Pluck. J'aurais dû lui faire des objections; car sa théorie était inepte! Comment des idées peuvent-elles jaillir d'une flamme? Comment des mots peuvent-ils former des idées, qui s'inscrivent sur des plaques photographiques? Ce ne sont que des imaginations pures!

Pourtant ma nuit fut fort agitée. Je vis les métaphores les plus extraordinaires danser à mon chevet des farandoles éblouissantes. Mais le matin, avec la besogne quotidienne, avec la clarté du jour, tous les cauchemars étaient dissipés, et par insouciance, par légèreté, par scepticisme peut-être, j'oubliai presque Tobias.

A trois jours de là, comme je passais près de la place Maubert, le désir me prit de revoir une des idéolyses du bonhomme! Je montai rapidement au galetas de Tobias. Quelle fut ma surprise en trouvant Tobias Pluck étendu, décharné et livide, sur un grabat fait de vieux livres!

Il délirait déjà un peu dans sa fièvre...

— Ah! vous voilà, Maître! Eh bien! voici une nouvelle victoire! Reconnaissez-vous le linceul de la mort? J'ai pu obtenir pour la première fois une idéolyse complète! Le linceul de la mort! Il m'enveloppe, et ce sont de vraies délices...

Et l'infortuné ramenait à lui un vieux drap, usé, rapiécé, mais solide encore. Malgré les dimensions inusitées de cet énorme linge, Tobias était tellement agité qu'il se découvrait parfois, et la nudité de son corps squelettique apparaissait dans toute sa laideur.

L'air froid du dehors pénétrait à travers les fissures des soupentes disjointes, et une chandelle fumeuse éclairait cette triste scène, dans laquelle, au milieu de l'ombre, le drap blanc apparaissait presque seul, dessinant des contours fantastiques.

— Ah! ah! monsieur Epheyre, gémissait le moribond... Vous cherchez mes autres idéolyses; je les emporte avec moi. Voilà ce que c'est que d'avoir voulu faire le linceul de la mort.

Puis il se mit à balbutier des phrases incohérentes dans lesquelles on pouvait retrouver des fragments de son idée dominante. Pauvre Tobias Pluck!

— Vous me tâtez le pouls pour savoir si je suis malade. Malade! Eh non! si j'ai la fièvre, c'est que j'ai voulu faire la *fièvre de l'inspiration* : j'ai réussi! C'est cette petite liqueur brune... Une parcelle s'en est répandue dans ma chambre. Avec le linceul de la mort, c'était trop pour un jour!... Mon secret, mon secret! Je vous le lègue, monsieur Epheyre, avec la clé de l'énigme. Deux hommes la porteraient à peine. »

Il délirait tout à fait. Je pus le faire transporter à l'Hôtel-Dieu, tout voisin. Mais, quand il arriva à l'hôpital, il était mort, emportant avec lui le secret de l'idéolyse et la clé de l'énigme.

CHARLES EPHEYRE.

Le violon.

Notre vieille jument, Zuko, tirait la roulotte délabrée dans des chemins de sable; on m'avait accroché près de la fenêtre encadrant des perspectives agrestes et, depuis le matin, j'entendais, tel un gazouillis d'oiseaux, la voix fraîche de la rivière qui fredonnait dans les joncs.

Jokaï, le patron, marchait à pied; noble et fier comme un roi d'Orient, mystérieux et mélancolique comme sa vieille Égypte qu'il regrettait. Noire prunelle, narines ouvertes, peau de bronze, peut-être attendait-il la nuit pour frapper de sa navaja quelque voyageur attardé... Mais quand il allait ainsi, baigné de soleil, les pieds dans la poussière, la Poésie, le voyant passer, jetait son manteau sur son épaule fauve où brillait une amulette.

Son fils, Borsworg, le suivait en fumant sa pipe; il lança vers le ciel une bouffée odorante et psalmodia :

Mitidika, Mitidika, wien ung quatsch
Ba nu, ba nu n'am tsche fatsch.

— Chut! fit Jokaï en posant le guzhdo sur ses lèvres; il y aura ce soir sept lunes que Mitidika est entrée dans le silence. Ne rappelle pas encore son esprit près de nous.

Borsworg se tut et je n'entendis plus que les pas lassés de la vieille Zuko et le chant monotone des grillons et de la rivière.

Pauvre Mitidika! le commerce allait mal, les paniers ne se vendaient pas; d'ailleurs rien ne valait plus depuis qu'elle était morte et moi-même je mourais de langueur; son âme ne palpitait plus sur mes cordes... Mitidika avait seize ans, ses cheveux noirs bouclaient sur sa nuque ambrée, ses yeux étaient pleins de ciel et ses lèvres, comme la fleur du cactus, s'épanouissaient en un sourire rouge. Elle riait étrangement du bout de ses dents brillantes quand les hommes lui disaient qu'elle était belle. Le rire de Mitidika me faisait mal, il était oblique et mystérieux, encore que l'étrange fille riait comme le soleil luit à travers les nuages. Cependant, moi qui aimais Mitidika, j'avais surpris son secret, mais ne l'ai point révélé.

A la nuit tombante, dans un vallonnement où il y avait de l'herbe fraîche pour la jument, Jokaï donna l'ordre à son fils de dételer et nous campâmes au milieu de la senteur des bois.

— Père, dit tout bas Borsworg, la septième lune depuis que Mitidika nous a quittés se lève là-haut.

— Je sais, répliqua Jokaï, que les esprits la prennent et la protègent!

Tous deux étendirent le bras, l'index en l'air.

— Pour fêter, ce soir, la deuxième mort de Mitidika, fils, récite-nous des vers; mon vieux cœur lourd a besoin de pleurer...

Borsworg exhala d'abord, selon sa coutume, son mépris du souci de la vie et demanda à Dieu le pain du lendemain. Puis il célébra les douceurs inoubliées des rives dorées de l'Indus où Kam, le Soleil, se magnifie, le soir, dans les ors et la pourpre.

Or, Jokaï m'ayant couché à côté de lui dans les genêts aux étoiles d'ocre, me prit en ses doigts tremblants et me supplia, cajoleur, de dire encore la beauté et la douceur de Mitidika.

— C'est l'Inde, s'écria-t-il, en mettant une mélodie dans ses vers, c'est l'Inde qui t'a vu naître et tu fus inventé par Ravana, roi de Ceylan, cinq mille années avant le Christ. Tu réponds au geste, tu le continues, l'amplifies; ton accord par quinte est une pensée divine. Basé sur la structure de la main, tu fais entendre cinq notes successives sur la même corde sans bouger la main ni l'archet.

— Donne-moi le violon, Borsworg.

Mes cordes vibrèrent sous les doigts nerveux de Jokaï. Sol! ré! la! mi! une détresse secoua mes fibres. Les premières étoiles s'allumaient là-haut, les chèvrefeuilles embaumaient l'air de leur parfum de miel et je commençais sur le mode mineur un récitatif lent et monotone :

« La Mort aimait une fleur sauvage, la plus belle entre toutes, Mitidika, la Mort aimait Mitidika si brune et si frêle, aux lèvres ardentes, aux ongles rosés comme un bec d'oiseau-mouche.

« Le Fiancé arriva tard, à nuit close, devant notre baraque attelée de la vieille Zuko. Par la fenêtre ouverte, il entra dans la chambre éclairée d'un rayon de lune oblique où, en travers du lit, la tête roulée dans ses cheveux, Mitidika dormait.

« Il venait des bois des bouffées lourdes et odorantes. Une chauve-souris heurtait ses ailes velues aux saillies des planches, et, seul, le hululement de l'orfraie coupait le silence de la nuit.

« Avec un hideux ricanement, l'Époux emporta la Bien-Aimée dans ses bras, comme une valseuse pâmée, loin, très loin par delà les lacs, les fleuves et les monts. Au pied des coteaux couronnés de myrtes et de citronniers il baisa de ses lèvres sans chair ses paupières closes... »

A cet instant, j'entendis pleurer en moi l'âme de Mitidika. Elle disait l'amour inaltéré, l'éternelle illusion, et, modulée par la chanterelle, la plainte aiguë de son cœur dont les notes basses soulignaient l'angoisse. Ses rêves d'enfant phrasèrent ensuite quelques airs jolis et ce fut aussitôt une nuée de papillons roses voltigeant en cadence.

Quand Jokaï reprit sur deux cordes la ritournelle, l'âme du père et celle de la fille communièrent quelques secondes cependant que, visible pour moi seul, flottait dans les joncs le corps de Mitidika nimbé d'une clarté spectrale.

Mais en répétant la ronde naïve chère à la morte, le rythme s'attrista comme jadis s'attristait le rire de la Bohémienne. Las! nos chants les plus joyeux ont leur amertume. C'est le secret de Mitidika! Oh! ce secret que je ne puis révéler et qui, sous l'archet frémissant, tend mes cordes jusqu'à les rompre! Cette impuissance à exprimer ce que l'âme ressent, cet effort surhumain vers l'inaccessible et dont on meurt.

Désespéré, Jokaï me brisa contre un roc.

Mon âme est libre.

HENRY FRICHET.

THÉATRES

Comédie-Française : Reprise de *Louis XI*, tragédie en cinq actes, en vers, de Casimir Delavigne.

La Comédie-Française vient de reprendre *Louis XI*. Je ne suis pas bien sûr que cette reprise excite parmi les foules une invincible enthousiasme. Casimir Delavigne est fait pour inspirer des sentiments modérés. Ç'a été, je pense, et c'est encore son défaut principal. On a peine à croire aujourd'hui que ses honnêtes tragédies aient pu jadis être des prétextes à batailles littéraires. On ne comprend plus du tout que ses ouvrages aient été honnis par les romantiques. On y retrouve à peu près tout ce qui constitue la « découverte » d'Hugo, y compris l'insupportable « couleur locale ». Le lieu et le temps de l'action; l'inspiration avouée de Walter Scott, qui paraissait alors le génie du siècle; le soin apporté à rendre le milieu; le choix des personnages; les scènes elles-mêmes, aussi cette fameuse « alliance du comique et du tragique » qui fut l'un des fondements de la doctrine...; ajoutez que, si Casimir Delavigne respecte, à peu près, l'unité de temps, il néglige l'unité de lieu (vous trouverez dans *Louis XI* des « tableaux » qui n'ont d'autre raison d'être que la recherche du pittoresque). On ignorerait Casimir Delavigne, et l'on découvrirait aujourd'hui ses ouvrages qu'on les attribuerait sans hésiter à quelque disciple tempéré d'Hugo.

Mais tout n'est qu'heur et malheur. Casimir Delavigne, au plus fort de la bataille romantique, conservait à ses ouvrages le titre de « Tragédie », et c'en était assez pour que les jeunes d'alors l'attaquassent avec fureur. De plus il avait en lui je ne sais quoi d'assuré et de juste-milieu qui devait exaspérer les « Jeune-France ». Voyez son buste, à la Comédie-Française. Un profil régulier, mais sans grande expression : un nez trop long, appelant les nasardes; les cheveux relevés en coup de vent, mais un vent tempéré et comme prémédité; le col lâche et la cravate flottante gardent une allure correcte; le manteau s'étage sur les épaules en plissages. Puis ce prénom de Casimir, qui faisait songer à une étoffe loyale et sans « poésie », ce nom de Delavigne, qui semblait synthétiser la bourgeoisie... Balzac avait-il raison quand il attribuait aux noms une influence sur la destinée? Victor!... Ce nom victorieux!... Hugo! Ce nom sonore qui semble un cri de guerre!... Que pouvait Casimir, Casimir Delavigne, contre ces syllabes éclatantes? — Enfin, il faut bien le dire, il manquait de génie, presque autant que de style.

Il est difficile d'écrire plus mal que lui. Ses vers sont effroyables de platitude. Même quand l'idée est noble ou délicate, — et cela n'est pas rare, — l'expression est d'une vulgarité qui déconcerte; il faut presque un effort pour dégager la pensée de la forme qui la cache. Il lui arrive d'être obscur à force d'être plat et gauche. Les vers de Casimir Delavigne, au moins, font comprendre la haine des romantiques contre les « poètes » de la Restauration.

Ce qui est curieux, c'est que ce n'est pas ses vers qu'on lui reprochait, mais la conception même de ses ouvrages, de ses « tragédies ». Écoutez *Louis XI*. Hugo ou Dumas en auraient imaginé le sujet, ils en auraient inventé toutes les scènes, les meilleures et les pires. Mieux écrites, elles n'en auraient pas valu davantage. Elles n'auraient été, hélas! ni plus ni moins « historiques ».

Car l'histoire est, peut-être, ce qui nous est le plus insupportable dans le drame romantique, — l'histoire soi-disant précise et pittoresque. Nos classiques choisissaient des héros et des princes afin, disaient-ils, d'ajouter un intérêt historique et politique à la tragique aventure qu'ils nous contaient. En cela, ils se trompaient. Nous ne pensons guère aux conséquences que peut avoir pour l'Espagne le pardon de Chimène, et nous songeons moins encore à ce qu'il adviendra de Rome si Bérénice s'unit à Titus; l'âme des personnages est d'une substance et d'une vérité telles qu'elle déborde, si l'on peut dire, sur la forme dont il a plu à l'auteur de la revêtir. Ce n'est plus une « princesse » ou une reine; c'est une femme qui aime, qui meurt de quitter ce qu'elle aime, ou qui ne peut se résoudre à le perdre. L'histoire, grâce à Dieu, disparaît; nous n'avons plus qu'une tragédie morale : c'est-à-dire, en somme, ce que le théâtre peut offrir de plus purement beau.

Naturellement, les romantiques se sont appliqués à faire le contraire de ce qu'avaient fait les classiques. L'histoire, chez eux, a pris une place prépondérante. Tout ce qui restait, heureusement, dans l'ombre, est venu au premier plan. Le drame moral est étouffé sous la couleur locale et sous le pittoresque. J'avoue que les tableaux historiques du bon Dumas me causent une véritable stupeur : la sarbacane du duc de Guise ne m'émeut en aucune façon. Ce pittoresque me fait songer à ces distiques où des maîtres prévoyants enfermaient l'histoire de tout un règne, — avec des mots historiques :

> A Pavie, après son malheur,
> François s'écria : « Tout est perdu, fors l'honneur! »

L'histoire, ainsi comprise, — elle n'est comprise que de la sorte, dans les drames romantiques, — se réduit forcément à de regrettables puérilités. Ayant affaire à un personnage historique, l'auteur est soucieux avant tout de le présenter de manière

qu'on le reconnaisse bien vite. Dans *Louis XI*, Commine doit forcément paraître : paraissant, que doit-il faire? Écrire ses mémoires, cela est évident. Malheureusement, le cadre du drame ne permettait pas de nous présenter, en un tableau, Commine écrivain. Il eût été assez naturel, alors, de supprimer le personnage. Mais le souci du pittoresque ne le permettait pas, ni la « vérité historique ». *Louis XI* sans *Commine* n'eût pas été *Louis XI*. Et Casimir Delavigne s'est avisé de ce procédé mirifique. Commine, au premier acte, entre en scène : « Il tient un rouleau de parchemin (!) et vient s'asseoir au pied d'un chêne » :

> ... Reposons-nous sous cet ombrage épais ;
> Ce travail a besoin de mystère et de paix...

Cela dit, il nous conte qu'il écrit ses mémoires, qu'il y sera sévère pour son maître, et que, tout résolu qu'il soit à être sincère, il tremble qu'un espion ne le dénonce. Et Commine continue son monologue, presque en présence de Tristan, à l'ombre du château de Plessis-les-Tours, vis-à-vis d'une porte derrière laquelle le roi, nous dit-on, guette souvent ce qui se passe... Du coup Commine devient une sorte de personnage d'opérette. Et c'est ainsi que la « vérité historique » remplace la vraisemblance la plus nécessaire et la plus humble. — Le rôle de Commine, d'ailleurs, n'est pas du tout mauvais. Casimir Delavigne en a fait un brave homme, honnête et craintif, hésitant entre le désir d'être généreux et la crainte de se compromettre. Mais il subsiste toujours quelque chose de la première impression. Et nous ne pouvons prendre au sérieux ce personnage qui cherche « le mystère et la paix » sous les yeux mêmes de son tyran.

Encore, s'il ne s'agit que d'un personnage de second plan, ce procédé n'a-t-il pas grande importance. On sourit, en passant, à la naïveté consciencieuse de l'auteur, et le drame suit son chemin. Les véritables dangers du genre apparaissent quand on considère le personnage principal. (J'ai à peine besoin d'ajouter que, dans ce qui suit, j'oublie volontairement Shakespeare, lequel a d'ailleurs aussi peu de rapport avec Casimir Delavigne qu'avec les romantiques, quoi qu'ils en aient dit.)

L'histoire est infiniment complexe ; mille causes agissent sur les événements qui la composent ; des volumes, dus à des écrivains de génie, ont à peine suffi à démêler l'âme d'un politique ; et il faut presque renoncer à savoir ce qu'il y a, dans une telle âme, de spontané et d'acquis, de volontaire où de naturel, ce qui subsiste du politique dans l'homme privé, et réciproquement... On me permettra de ne pas développer plus longuement ce *truism*. Remarquez seulement que les exigences que nous portons au théâtre, — et qui se résument en un désir passionné de simplicité et de clarté, — sont en absolue contradiction avec les nécessités de l'histoire... J'entends bien que le théâtre et l'histoire sont deux branches tout à fait différentes de l'art littéraire, et que, d'après certains, l'écrivain a pour seul devoir de ne pas choquer les idées acceptées par le public. Prenons pour ce qu'il vaut cet argument trop utilitaire. Aussi bien, les auteurs de drames historiques ont-ils toujours prétendu être des historiens, de Dumas père à M. Dubout, en passant par Casimir Delavigne. Et c'est cela surtout qui leur est impossible.

Notre façon de concevoir le théâtre est, je viens de le dire, en contradiction avec la complexité nécessaire à l'histoire. Le personnage mis en scène, du moment qu'on l'envisage au point de vue dramatique, apparaît presque forcément à l'auteur dans son attitude légendaire, et, presque forcément, il y reste figé tout le long du drame. De là une sorte de monotonie à peine variée par les nombreuses péripéties qui se nouent autour du personnage. De là, il faut bien dire le mot, l'ennui assez prononcé que dégagent presque tous les ouvrages de ce genre.

Le souci de la vérité pourrait excuser cette monotonie. Mais cette attitude légendaire d'un « héros » est toujours fausse, ou presque toujours. Sans insister plus qu'il ne faudrait sur ce point, remarquez que cette attitude n'est devenue légendaire, — c'est-à-dire n'a violemment frappé l'imagination populaire, — que parce qu'elle était « excessive », ce qui veut dire contraire à la vérité moyenne, la seule qui soit « vraie » dans un ouvrage littéraire. Si cette attitude a frappé le peuple, c'est, ou bien parce qu'elle était en opposition avec la nature du personnage, — ou bien parce qu'elle résumait son caractère d'une manière plus frappante, c'est-à-dire excessive.

Dans le premier cas, — rappelez-vous combien de légendes ont attribué aux hommes de guerre des sentiments de pitié et de douceur qu'ils ne pouvaient avoir, — la fausseté est si évidente qu'il est inutile d'y insister.

Le second cas mériterait peut-être une « discussion » plus suivie... Considérez seulement ceci : c'est que l'attitude en question, à l'accepter comme vraie en soi, devient fausse si, au lieu d'être un fait, complément de mille autres faits et atténué par eux, si, dis-je, elle sert de point de départ à la formation d'un caractère...

Laissons même ces généralités. — Les faits que l'auteur nous montre en son drame sont peut-être exacts. Ils cessent d'être vrais par l'importance qu'on leur donne. Il est possible que Louis XI ait fait périr le père et les frères de Nemours, qu'il ait odieusement trahi la confiance de Marie de Commine,

qu'il ait manqué de sincérité en politique, et qu'il ait eu peur de la mort... etc., etc. Tout cela, je l'admets comme vrai. Mais il n'y a pas que cela. Je veux bien que l'auteur nous laisse çà et là pressentir qu'en effet « il y a autre chose ». Ce n'est pas assez, car, au théâtre, rien n'existe que ce que nous voyons sur les planches. Et nous voyons uniquement ce que j'ai dit plus haut. Louis XI devient une espèce de maniaque de la fourberie et de la cruauté ; il n'est que cela : il l'est avec persistance, avec continuité, avec obstination.

Je sais bien qu'on ne peut tout montrer, en cinq actes, au théâtre. Le reproche que je fais à Casimir Delavigne de laisser dans l'ombre une partie du caractère de son héros, on pourrait l'adresser à tous les auteurs dramatiques, qui doivent se borner à nous montrer des moments de la vie et de la nature des personnages. Mais ces moments, ils les peuvent choisir à leur gré, et conformes aux caractères qu'ils ont imaginés. Au contraire, dans le drame historique, les moments doivent se traduire par des mots et des attitudes légendaires, — qui ne peuvent pas être vrais...

Ce qui reste au drame historique, c'est « les belles scènes » ; et *Louis XI* en renferme une qui est, je crois bien, l'idéal du genre. Mais, si j'osais dire tout ce que je pense, ces belles scènes me paraissent tout à fait dignes des beaux drames dont elles sont l'ornement. Les belles scènes sont celles où aboutit l'excès de deux caractères, c'est-à-dire celles où ces caractères cessent particulièrement d'être vrais... Il en est peu, je crois, qui ne puissent être ramenées à cette définition. Et l'on se rappelle le mémorable exemple offert récemment par *Frédégonde*. M. Jules Lemaître, analysant la scène entre Prétextat et Frédégonde, en démontrait aisément la profonde absurdité. M. Dubout protestait avec énergie : « Mais c'est une *belle scène!...* » — Peut-être avaient-ils raison tous les deux?...

J'ai bien peu parlé de *Louis XI*. Mais en vous montrant les défauts du genre auquel appartient la « tragédie » de Casimir Delavigne, je vous ai indiqué ceux de la Tragédie elle-même.

Il n'y a pas de raison, d'ailleurs, pour reprocher à la Comédie-Française de l'avoir montée. Il est naturel et juste que Casimir Delavigne ait sa place dans notre répertoire national. C'est une reprise qui s'explique, si elle ne s'imposait pas...

Et voici que, comme tous les étés, on reparle de la *Chaîne*. Osera-t-on, cette fois?...

JACQUES DU TILLET.

LETTRES D'UNE FEMME

Monsieur le Directeur,

Depuis que le tsar Nicolas II a prononcé cette grande parole de paix qui est devenue un sujet d'articles pour les publicistes de tous les pays, j'avais envie de vous écrire, et, tout d'un coup, voilà que j'en ai un autre motif, aussi cruel, aussi effroyable, que l'autre m'était doux et souriant!

C'est ainsi que vont les choses humaines, ont dit les sages. A peine avait-on de quoi espérer et rassurer son âme, et, au moment même, on a de quoi pleurer toutes les larmes de son corps. Elle avait mené une existence bien malheureuse, à travers toutes sortes de catastrophes et de misères, publiques et privées, cette pauvre impératrice et reine sans couronne ; mais aujourd'hui, elle ne sent plus aucun mal dans sa fraîche toilette toute blanche, comme une épousée, et c'est nous qui souffrons en voyant le monde toujours livré au crime et au meurtre qui frappe indistinctement, matin et soir, les vies les plus illustres ou les plus humbles.

Oh! oui, nous aspirons à cette paix annoncée par le tsar, mais la vraie paix serait celle qui descendrait dans le fond des cœurs et dans les abîmes toujours pleins de tempêtes et d'orages de la nature humaine. Car pensez-vous que le règne de la paix soit proche entre les gouvernements et les nations, lorsque la nature même de l'homme, après un si long travail de la civilisation et de la philosophie, n'est pas encore débarrassée de sa férocité primitive?

Le crime commis à Genève retentit aussitôt dans le monde entier ; des milliers et des milliers de gens en sont informés le jour même, et il n'est pas d'autre sujet de conversation dans les maisons ou dans les rues, sur la surface du continent européen. A la ville, au village, dans les fermes, lorsque les hommes rentrent de leur travail, on cause de l'infortunée princesse tuée d'un coup de lime dans le cœur par un brigand, sur les bords du lac bleu : et je lis dans les journaux de belles phrases, d'un ridicule achevé, sur le contraste de ce lac charmant, disent-ils, et de cet affreux forfait. Comment peut-on tuer une femme inoffensive dans un si gracieux paysage?

Mais le sang humain arrose sans cesse les plus riantes parties de la terre ; les assassins ne sont pas des paysagistes. Ils tuent dans les bois, au bord des lacs azurés ou dans les noirs carrefours de nos capitales indistinctement. Les journaux étaient remplis, il n'y a pas longtemps, du récit des meurtres de cet homme-tigre, qui avait pour spécialité d'égorger les petites bergères. Et comme il m'était tombé dans les mains un grand journal de Paris où

les détails de l'assassinat de l'impératrice d'Autriche occupaient toute la seconde page et une partie de la troisième, j'ai remarqué que tout juste à la suite venait, en forme de faits divers et dans les caractères plus petits réservés à cette partie du journal, le meurtre d'une servante qui eut le cou tranché par un couteau de cuisine, en plein boulevard de Paris. On l'emporta à l'hôpital voisin : elle expira deux heures après. Presque personne n'en a parlé. Le grand crime absorbait l'attention du monde.

S'il y a un contraste, il me semble que c'est bien celui-là. Les amateurs de contrastes peuvent se livrer ici à leurs réflexions ; ils verront, en y réfléchissant un peu, que précisément il n'y a pas de contraste, mais que c'est plutôt une affreuse et désolante uniformité et que le crime est tout ce qu'il y a de plus banal sur notre misérable planète.

L'impératrice Élisabeth avait ce charme et ce prestige pour nos imaginations, qui suit partout les grands de la terre qui ont abandonné volontairement leurs grandeurs. Elle a passé les plus nombreuses années de sa vie sous l'extérieur et le nom d'une comtesse quelconque, comme il s'en rencontre en toutes les villégiatures, et souvent elle se plaisait à figurer sa propre dame de compagnie. C'est ainsi qu'un bon bourgeois, maire d'une de nos communes de France, reçut un jour dans sa maison Élisabeth d'Autriche et de Hongrie, sous les espèces et apparences de sa suivante à elle-même ; elle ne voulut aucun des honneurs qu'on se faisait un plaisir et une vanité de lui accorder : elle n'était pas l'impératrice, mais une personne d'un rang tout à fait inférieur et quelque chose comme la servante de l'impératrice. C'est donc la servante que ce brave maire départemental reçut, mais il n'en fut pas moins fier et il vécut désormais dans cette orgueilleuse fiction qu'il avait donné l'hospitalité à une impératrice, en quoi il se trompait prodigieusement, puisque l'impératrice ne voulut jamais admettre qu'elle l'était.

Quand on est au plus haut rang, il n'y a qu'un moyen de monter encore plus haut, c'est de s'en défaire de son plein gré, comme d'un habit que l'on dédaigne et laisse tomber à ses pieds.

Dans cette famille de Bavière, où elle était née, et dans celle d'Autriche, où elle était entrée par le mariage, elle n'avait vu que le crime et la folie frappant autour d'elle, à ses côtés, ses êtres les plus chers. Peut-être avait-elle conçu ce dessein d'échapper à leurs coups en se retirant de ce monde de l'apparat et des pompes officielles ; en se cachant bien soigneusement, sous des noms d'emprunt et sous les figures du commun des mortels. Mais son destin tragique l'a poursuivie et trouvée jusque-là. On pourra penser qu'elle ne s'était pas cachée assez profondément dans les rangs obscurs de l'humanité vulgaire. Elle avait encore conservé trop de signes, d'étiquettes et de dépouilles de ce rang privilégié qu'elle avait quitté. Mais non, ne croyez pas cela, elle aurait eu beau descendre encore et s'abîmer autant que vous pouvez l'imaginer dans l'humilité des conditions, elle aurait toujours eu la chance d'y rencontrer les drames qui semblent être le propre de l'humanité riche ou pauvre, grande ou petite.

Cependant si un rempart, si une cuirasse, si une garde armée avait pu la protéger contre ces ennemis, savez-vous quelle aurait été, à mon avis, cette garde efficace et cette cuirasse et ce rempart ? C'eût été la famille. Mais, à aucun moment, ni jeune fille, ni femme, elle ne connut la famille ; des instituteurs, des maîtres ès arts en tout genre, et dont elle fut une élève vraiment distinguée et brillante, oui, elle eut cela, on cite aujourd'hui les « mots d'esprit », comme nous disons, qu'elle échangeait avec ces éducateurs de son âme, et l'on voit surtout que ces hommes respectueux avaient particulièrement le soin de ne lui dire jamais la vérité.

Mais la famille, une mère, un père, un mari, des enfants, elle ne sut jamais ce que ce pouvait être et l'on peut dire qu'elle n'avait pas de patrie. Je ne chercherai pas les causes intimes et diverses de cet abandon, qui sont aussi des causes bien ordinaires et fréquentes ; je remarque seulement qu'à peine arrivée chez son mari impérial sur un pont de fleurs et reçue comme une jeune déesse au milieu des populations agenouillées, elle s'en alla peu après pour mener une vie vagabonde et solitaire, toujours aimée et respectée et portant avec sa personne les aisances les plus larges d'une vie riche et facile, mais vagabonde néanmoins et néanmoins solitaire, de château en château, des bruyères de l'Écosse aux forêts de Germanie et aux lauriers-roses de Corfou. Elle fut une déracinée, pareille à une belle rose, arrachée de sa tige et que tous les vents se disputent, ne suivant que sa fantaisie et ses caprices, qu'elle eut toujours abondamment les moyens de satisfaire.

Elle emportait dans sa valise les œuvres de Henri Heine, son poète favori, — lui aussi un vagabond et un errant, qui vécut dans la réalité son *Romancero*, lui aussi un déraciné et un découronné volontaire, puisqu'il avait quitté l'empire de la fortune et la banque où affluaient les millions, pour ne vivre que de rêves et d'ironie.

Mais où apparaissent d'une manière bien plus étonnante encore les analogies, c'est entre l'infortunée princesse et le meurtrier qui lui perça le cœur de sa lime infâme, fichée par lui-même en un grossier manche de bois blanc.

Ce Lucchesi — est-ce bien son nom ? — a dit dans ses premiers interrogatoires qu'il n'avait connu ni son père ni sa mère ; né à Paris, on ne sait comment,

abandonné au ruisseau, élevé par la charité publique, on le retrouve plus tard en Italie, domestique chez un grand seigneur, puis soldat, puis nomade, sans feu ni lieu, fréquemment sans pain, errant en Suisse, en France, en Angleterre, à Buda-Pest; non de château en château, mais de taudis en taudis, de caverne en caverne; portant aussi de tous côtés avec son dénûment ses rêves et l'anarchie de son âme.

Voilà, il me semble, deux formes de *Romancero* extraordinairement différentes; et cependant, par plus d'un côté, assez semblables, et, pour finir le drame humain, cette rencontre et ce coup de lime. Lucchesi ne connut jamais ni la famille ni la patrie; il fut comme une horrible fleur de poison et de crime, lui aussi battu par tous les vents. Je disais que le Tsar nous annonce le désarmement et la paix des nations. Cette promesse, toujours vaine, n'a jamais été attendue par l'humanité avec plus d'anxiété que dans notre siècle, mais quel Tsar, quel dieu nous donnera la paix des âmes? Qui donc viendra jamais pour apaiser la fièvre qui brûle le sang des hommes dans leurs artères?

LAURE X...

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

J'ai eu récemment l'occasion de signaler une intéressante initiative du Collège libre des sciences sociales: la création d'une *Bibliothèque* spécialement consacrée à la reproduction des principaux cours professés rue de Tournon, et grâce à laquelle pût se fixer d'une façon méthodique et se prolonger au dehors, par le livre, l'enseignement de la maison.

Les ambitions de la Direction ne s'arrêtent pas là. Elle se propose de fonder, à l'Exposition de 1900, le premier Congrès de l'enseignement social.

Mlle Dick May, secrétaire général du collège nouveau, fait remarquer à ce propos « qu'il n'a guère été réservé jusqu'ici de compartiment propre à l'enseignement social, ni dans les Congrès d'enseignement, ni dans les Congrès « sociaux », et que les premiers initiateurs de cet enseignement, où tout est à faire, n'ont été que peu encouragés jusqu'ici à se réunir, à s'entr'aider, en échangeant leurs vues... On pourrait s'associer pour l'action, et l'on ne se connaît pas. On n'a jamais travaillé ensemble; on ne s'est ni consulté, ni concerté; on ne s'est même pas contredit... »

L'idée n'est pas digne que de l'attention des professionnels de la sociologie et de l'enseignement: elle mérite d'être signalée aussi à beaucoup de jeunes hommes de lettres dont la collaboration à cette entreprise ne serait pas de peu de prix.

Nous avons maintes fois signalé ici la tendance très caractéristique d'une partie de la jeune génération littéraire à s'intéresser à ces problèmes sociaux qu'affectaient de dédaigner ses devanciers. Les « tours d'ivoire », semble-t-il, se désencombrent; et les sommaires de nos jeunes revues suffiraient à témoigner de cette préoccupation très curieuse des esprits.

Je ne prétends pas que l'Économie politique orthodoxe soit prête à ratifier tout ce qui se pense et s'écrit de ce côté-là. Mais qu'importe? Il y a des parcelles de raison dans l'utopie la plus folle, et l'homme qui aime la vérité mérite toujours d'être entendu.

Que le Congrès d'enseignement social ouvre, sans fausse pudeur, en 1900, ses portes à la littérature. Je connais quelques économistes que cette promiscuité fera hurler ou sourire; j'en sais quelques-uns à qui elle profitera.

M. Victor Barracand termine un roman sociologique qui sera prêt pour octobre.

Titre: *Avec le feu.*

A la même époque, nous aurons un volume de M. Courteline: un volume auquel l'auteur de *Boubouroche*, affirment ses amis, travaille depuis quatre ou cinq ans. C'est une suite d'études où, sous cette forme humoristique où il est sans rival, l'écrivain s'est amusé à exprimer de nos lois tout ce qu'elles renferment d'incommodités, de contradictions, d'incohérences ou de niaiseries... Le bruit court qu'on rira.

Pour paraître prochainement:

De M. Thomas, professeur de l'Université: un volume sur l'*Éducation des sentiments.*

De M. A. Lichtenberger: *le Socialisme et la Révolution française.*

La production des livres, en Allemagne, continue à se développer. Elle atteindra, cette année, 24000 volumes.

C'est toujours du côté de la littérature et de l'enseignement que la production est la plus forte. La théologie vient ensuite.

Il s'est publié en Allemagne, l'an dernier, près de 2200 ouvrages de théologie!

La petite encyclopédie « Reinwald », dont nous annoncions naguère la création, prépare un volume de M. Stéphane Servant sur la *Préhistoire de la France*, et un autre de M. Paul Ginisty, directeur de l'Odéon: *la Vie d'un théâtre.*

L'impression de l'ouvrage de notre confrère, M. L. Roger-Milès, sur *le Costume et la Mode*, du VIIIe au XIVe siècle, est terminée.

La publication est annoncée pour le mois prochain.

Le *Mercure* annonce, comme prochains également, un roman de M. A. Ferdinand Herold, *la Mendiante d'Éphèse*, et un volume de vers, *les Fêtes de l'été*, que l'auteur, M. G. Ramaekers, a su lui-même illustrer.

EMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36939. *Le Directeur-Gérant*: HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 13. 4e SÉRIE. — TOME X 24 SEPTEMBRE 1898.

HIRUR DESIRAK

Les trois souhaits.

NOUVELLE

Au pays basque, en la belle saison fleurie de Pentecôte !...

La campagne, toute ravinée de torrents pendant les pluies de l'hiver, s'est recouverte de ses verdures; — la falaise rouge éclate aux ardents soleils, et la grande mer chantante baise la grève d'une caresse plus douce !...

Par les sentiers escarpés, à demi obstrués de ronces vivaces et de troënes; — aux flancs des métairies toutes blanches, toutes pleines de soleil, des chars roulent, des charrues luisent : la vie campagnarde s'égaye de la lumière, s'embaume des fleurs anciennes, violiers et roses moussues, qu'arrosent les tremblantes aïeules !...

C'est le temps des foins ! Déjà, de soudaines averses d'orage se sont abattues sur les meules, et dans le ciel traînent encore de gros nuages de plomb, des nuages menaçants qui cachent le soleil parfois; et alors, la campagne est toute sombre, toute violette, comme éclairée d'une lumière de fin de monde.

Aussi, malgré la fête, tout le monde travaille...On se reposera l'après-midi, quand le foin sera « sauvé », comme dit le fermier Landaburu, debout au milieu des faneurs, conduisant presque à la voix son docile attelage de bœufs de meule en meule.

— Zato ! Zato ! Viens ici.

Et les clochettes s'agitent sous l'effort résigné des lents animaux, le char crie sur les inégalités de la prairie; et le foin bleu s'y empile avec des froissements de soie, un parfum intraduisible, grisant comme une boisson.

Au loin, la grande montagne se dresse, tigrée des lumineuses taches du soleil à travers les nuées ; et l'âme de ce pays semble planer sur ces sommets où s'irisent encore de tardives neiges, semble veiller sur les derniers de cette race millénaire qui s'éteindra auprès de la mer infinie, tombeau glorieux de ses ascendants !

— Mùghi Zite ! Dépêchez-vous !

C'est la voix de Landaburu qui presse tout le monde, ses parents et ses serviteurs.

Marie-Jeanne, sa fille, est là, une blonde de vingt ans, aux cheveux brûlés de soleil, avec des mèches foncées et des mèches d'or jaune; — la démarche dansante des filles de la montagne, et dans les yeux, la mélancolie d'un amour...

Autour d'elle, ce sont des rires, des plaisanteries entre garçons et filles, la joie du travail qui s'achève et de la fête qui s'approche, la griserie du foin, qui trouble les cervelles. Le grand Jacobet est derrière elle, lui soufflant des sottises à l'oreille, narguant sa tristesse ; — mais elle reste silencieuse, elle ne songe pas au plaisir.

Tout à l'heure, elle descendra à la chapelle de Bidarté, faire ses trois souhaits à la Vierge miraculeuse, les trois souhaits dont l'un au moins est toujours exaucé; — disent les anciens du pays...

Et c'est aujourd'hui le dernier jour ! Demain, ce serait trop tard, les vœux ne seraient plus entendus !

Tout en fanant le foin parfumé, elle prépare sa

prière ; elle cherche à la dire bien claire, pour être sûre qu'elle sera bien comprise.

Trois souhaits! Oh! le premier de tous, celui d'épouser le beau Pierreniò, le tourneur de têtes; — la nuit, contrebandier et le jour « pelotari »; — celui que toutes les filles veulent, et que son père lui refuse depuis deux ans déjà. Pierreniò qui l'aime aussi, d'un amour un peu volage peut-être, mais fort quand même; — elle l'a tant senti chaque fois qu'ils se rencontraient à la « Roche qui boit », et qu'il l'embrassait et la serrait contre lui, en lui disant adieu.

Maintenant c'est fini : Landaburu lui défend de le voir. Un pelotari! un sans-le-sou, qui viendrait vivre à sa ferme d'Arbelenia; un fainéant qui ne connaissait rien à la terre! Non, non, il lui fallait quelqu'un qui apportât sa part, et alors on verrait...

*

Trois heures! La petite chapelle de Bidarté est déserte : presque tout le monde est venu faire ses dévotions la veille et l'avant-veille, pour ne pas manquer la partie de pelote d'aujourd'hui.

La porte est ouverte : le soleil brûlant entre à flots, opposant sa lumière crue à la timide clarté des cierges, à leurs petites flammes humbles, presque suppliantes comme des prières...

Les murs sont couverts d'ex-voto, les uns gravés dans le marbre en lettres d'or; les autres, plus modestes, naïvement peints sur des panneaux de bois. « Reconnaissance à la vierge des malelots » — « Vœu exaucé » — et des dates, des initiales...

Marie-Jeanne est là, prosternée sur la pierre.

Elle a apporté un bouquet fait de roses roses et de violiers blancs, et aux pieds de la statue de la Vierge peinte de bleu de ciel et d'argent, — elle prie :

— Bonne vierge, ma patronne, faites que je me marie avec Pierreniò!

— Faites qu'il travaille, et qu'il ne soit plus pelotari!

— Faites qu'il ne regarde plus jamais la « Yanèta! »

Elle répète ces trois souhaits avec ferveur, — avec des larmes presque; — dans la foi que la petite statuette l'écoutera. Et il lui semble voir les yeux peints lui répondre, les bras qui tiennent le cœur percé des sept poignards, s'agiter et se tendre vers elle;... tout cela, dans l'extase de la prière, dans l'infini désir de la voir exaucée!

Puis, au bout d'une grande heure, elle se relève, pour aller acheter un cierge à la marchande qui est à la porte, et assiste depuis tantôt quarante années à ce naïf pèlerinage.

En la voyant, la bonne femme l'interpelle de sa voix grêle de vieille momie :

— Eh! la Marie-Jeanne, c'est donc toujours pour ton galant! Il ne s'en soucie guère, je pense! Doit-il pas jouer maintenant, pendant que tu pries ; — ou peut-être bien aussi courir avec la Yanèta! Tu es bien sotte d'en tenir pour lui, va!

Mais Marie ne répond pas : — Elle prend le cierge et rentre de nouveau dans la chapelle, pour l'allumer et faire une dernière prière; — puis elle se retire à reculons, en murmurant toujours et comme malgré elle :

— Bonne Vierge, ma patronne, faites que je me marie avec Pierreniò!

Alors elle se dirige vers une petite maisonnette blanche presque entièrement cachée par un cerisier : c'est là qu'habite sa marraine, la seule qui la plaigne, la seule qui l'aime bien, depuis que sa mère est morte.

Amahurir! — Emeretzi!

Treize à dix-neuf!

C'est le chant plaintif du compteur de points à la place de pelote.

La partie en soixante-dix s'achève, et ce sont les trois dernières dizaines, après quarante points d'égalité.

Les vieux gradins de pierre sont noirs de monde, sous le soleil d'orage qui darde là ses rayons de feu : la chaleur est torride, une chaleur de brasier, qui monte comme une colonne incandescente et donne à l'air cette imperceptible vibration où les yeux se brûlent...

Au milieu de la place, les six joueurs ; trois en tricots bleus, trois en tricots rouges, passent comme des traits à la rencontre de la pelote, reculent pour la reprendre, et la renvoient au mur de toute la détente de leurs muscles d'acier...

— Amalaù — Ogoi ta bat. Quatorze à vingt et un!

C'est le camp de Pierreniò qui a la grande avance, le camp des bleus : lui, grand garçon à la carrure effrayante, au regard d'aigle de certains fils de cette mystérieuse race, se tient au fond de la place; veilleur des balles hautes, imprenables pour ceux dont le bras n'est pas terrible comme une massue!

Les groupes de parieurs s'agitent : à chaque point c'est un murmure qui monte, grossit, chargé d'encouragements et de menaces, strié de sifflets.

Sur l'un des premiers gradins, le fermier Landaburu est debout : la figure rubiconde émergeant de son col bien blanc, le béret incliné sur le côté de la tête, il suit des yeux, des bras, d'un balancement de tout son corps, les allées et venues de la pelote; et sur son visage, une expression de contentement s'épanouit, éclate, à chaque point gagné par le camp des bleus.

Landaburu est un gros parieur, et pour lui,

Pierreniò se révèle aujourd'hui, en lui faisant gagner beaucoup d'argent.

— Estonagarri da Pierreniò! Il est étonnant, Pierreniò!

— Gheitalduna da! C'est prodigieux!

Pierreniò joue presque seul : ses compagnons exténués ne prennent plus une balle, — et il conserve quand même son avance.

Tout le monde est debout, le silence se fait soudain, comme en face de quelque spectacle imposant : c'est le dernier point.

Alors dans une fougue de vigueur inouïe, dans une course folle, un bondissement de fauve, Pierreniò prend la dernière balle qui semble monter vers la nue jusqu'à disparaître, et retombe, invisible pour tous, dans un rayon de soleil!

— Iruretàn ogoï ta amar! Soixante-dix!

C'est le dernier chant du compteur, perdu dans l'indescriptible tumulte.

Dans la même seconde, la place de pelote est envahie : on entoure Pierreniò, on l'acclame!

Landaburu exulte, applaudit, entraînant son débiteur à la cidrerie, où les paris se règlent en buvant.

Et Pierreniò très calme, l'air très indifférent à toute cette admiration, se retire entre ses deux compagnons : — non sans jeter un sourire, en passant, à Yanèta son amie, la fille du contrebandier Andrès, celle qu'il fréquente, parce qu'il ne peut pas avoir l'autre, la Marie-Jeanne!

—Adiò, et encore un sourire : on se comprend. On se retrouvera tout à l'heure, après l'étape à la cidrerie ; — ou ce soir, au « fandango », près de l'église, sous les tilleuls sombres, favorables aux promenades amoureuses...

* * *

Au crépuscule tout incendié de rayons rouges, la Marie-Jeanne rentrait lentement.

Sa journée triste s'était pourtant écoulée très calme auprès de sa marraine, dans le petit verger où elles étaient restées assises à causer de l'avenir... On avait parlé de Pierreniò, et la bonne femme n'avait pu s'empêcher parfois de secouer la tête, d'un petit air d'incertitude et même de crainte, à la pensée que Marie en tenait toujours pour son pelotari.

Mais elle n'osait pas ajouter à son chagrin, — la pauvre fille en avait « tant vu » depuis deux ans!

Donc, Marie-Jeanne rentrait, remontant la colline tout embaumée des foins coupés, tout empourprée de la lumière du grand soleil rouge qui tombait doucement dans la mer.

Sur le sentier qu'elle suivait, des acacias avaient neigé leurs fleurs, des églantiers semaient leurs pétales semblables à de délicates petites coquilles roses; — et des hirondelles, maintenues au ras du sol par l'orage, blaisaient leur petit cri, se croisant rapides auprès d'elle, lui faisant comme un cortège ailé...

Là-haut, à travers les vieux platanes réunis en tonnelle, Arbelenià apparaissait embrasé, avec ses fenêtres reflétant des lueurs de fournaise, son toit avancé en visière, et ses chapelets de piments rouges accrochés aux murs, en guirlandes.

Du village arrivait, par instants, un murmure atténué de fête; le son grêle de la flûte, et le roulement du tambour accompagnant la « dauza-jauziac », « le saut basque ».

Un sourd grondement d'orage planait sur la montagne, et, partant de l'horizon, un gigantesque arc-en-ciel cerclait la mer.

Marie-Jeanne hâtait le pas, songeant à l'heure déjà tardive, à la mauvaise humeur de son père, surtout les jours de fête, quand il revenait de la partie de pelote et qu'il avait perdu, — ou que le cidre lui avait porté à la tête.

Elle traversait le dernier champ avant d'arriver à la barrière de l'enclos, — quand elle s'arrêta tout à coup, comme clouée sur place par la surprise et l'émotion.

D'abord, elle crut s'être trompée, et se baissa pour mieux voir par-dessous les branches.

Son père était là, assis sous la tonnelle, et il buvait avec Pierreniò!... Elle regardait toujours, retenant son souffle, dans la presque impossibilité d'avancer davantage, tant l'invraisemblance de ce qu'elle voyait la suffoquait!

Pierreniò! c'était Pierreniò! Lui qui n'était pas rentré à Arbelenia depuis bientôt une année!

Ses yeux ne pouvaient croire à cette réalité, et toujours immobile, elle répétait inconsciemment ses trois souhaits de la journée, quand l'heure sonna lentement à l'église...

Alors elle se remit en route, sans pouvoir penser à ce qu'elle allait dire, ou faire, ou paraître dans une minute, quand elle serait là...

Au bruit de son pas sous la tonnelle, Landaburu se retourna, et, à la vue de sa fille, l'expression de son visage se fit d'abord confuse...

Pierreniò se taisait, laissant au fermier le soin d'expliquer sa présence. Ce ne fut pas bien long, mais pendant ces quelques secondes, Marie était devenue toute rouge, et Pierreniò se balançait sur sa chaise d'un air timide de grand enfant.

Landaburu ne s'attarda guère en sa confusion, — il vida son verre d'un trait, et le reposant bruyamment sur la table :

— Eh! la Marie-Jeanne, dit-il, en montrant le jeune homme :

— Pierreniò irabaci du partida! Pierreniò, le gagnant de la partie!

— Et moi aussi, ajouta-t-il, en frappant sur les poches de son gilet toutes gonflées d'écus.

— Encore une bouteille de cidre, et Pierreniô soupe avec nous.

— Oh? Juikoâ! oh! Dieu! laissa échapper Marie.

Une minute, les deux jeunes gens se regardèrent en silence, comme pour se reconnaître, depuis tant de mois qu'ils ne s'étaient vus que de loin; — et dans leurs yeux, une tendresse jeune monta, une joie de se retrouver, une espérance de s'appartenir peut-être, enfin!

Landaburu interrompit cette douce conversation muette :

— Allons, Marie, encore du cidre; il fait chaud aujourd'hui : la soif est grande !

La jeune fille disparut, et passant par sa chambre pour y laisser son livre de prières, elle s'agenouilla devant sa petite Vierge, et murmura tout bas, comme si elle sentait déjà sa prière exaucée :

— Bonne Vierge, ma patronne, oh! faites que je me marie avec Pierreniô!

* * *

Novembre! La saison glorieuse du pays basque!... Le temps des fougeraies tout en or, des grands bois aux feuilles de cuivre rouge, des aurores d'opale et des crépuscules d'iris!

Voilà tantôt cinq mois que Pierreniô et Marie-Jeanne sont mariés! Le consentement de Landaburu ne s'était pas fait attendre : le soir même de la victoire du pelotari, la cupidité du fermier, alléchée par l'appât de nouveaux gains, avait eu raison de ses hésitations premières; le cidre avait fait le reste; et quand il eut demandé au jeune homme s'il tenait toujous à la Marie, Pierreniô avait répondu avec un léger mouvement d'épaules :

— Je crois que je peux bien la faire la mienne!

Durant ces derniers mois, il avait travaillé à la ferme, il avait abandonné la pelote, au regret de Landaburu maintenant; mais parce que sa femme l'en suppliait.

Il avait quitté « l'espargate » légère pour le lourd sabot; et dans les champs, dès le matin, il s'exerçait aux travaux de la terre, à la conduite de la charrue. — Oh! bien maladroitement du reste, et sous la raillerie parfois irritante de Landaburu; mais toujours pour plaire à Marie, parce qu'il l'aimait, qu'il la trouvait jolie, qu'il était épris d'elle, de sa grande beauté, de la passion qu'elle lui donnait...

Pourtant, quand le corps seul aime le corps, l'heure de lassitude vient vite.

Le désir s'attiédit, quand on peut l'assouvir!

Chaque jour, Pierreniô trouvait la charrue moins maniable, et les bœufs plus lents; — chaque soir, après le souper, la veillée lui paraissait plus longue, sous les regards attristés et déjà méfiants de Marie qui travaillait à des ouvrages de couture destinés à l'enfant qu'elle portait : — Ce lien naissant, si puissant entre les êtres, semblait sans force pour Pierreniô!

Il n'avait jamais rien connu des joies de la famille, lui, le fils d'un aventurier, élevé au hasard, confié à la nature! Il n'avait jamais vu, autour de lui, de petits bras se tendre vers une mère bien-aimée; — il n'avait su que la rigueur et la brutalité, les privations et l'isolement, tout ce qui émousse le cœur et l'endurcit.

Et maintenant que la folie de la passion s'était atténuée, le lien lui semblait plus intolérable, à mesure qu'il se faisait plus étroit.

Une sorte de révolte l'exaspérait, à se sentir enchaîné par tant de choses, lui, l'enfant libre de la montagne!

Parfois le soir, accoudé à la barrière qui fermait l'enclos, le regard perdu au delà des cimes, il se laissait tenter par un farouche désir d'espace et de liberté!

Au loin, les gorges escarpées s'assombrissaient sous la nuit augmentante; et dans le silence seulement troublé par les clochettes tristes des brebis, soudain un « irrincina » (1) éclatait, traversait l'air, répercuté aux parois de granit et se perdait aux échos des ravines...

Et de quelque lointain hameau, un autre « irrincina » lui répondait : Alors, un frisson agitait tout son corps.

Dans ce cri strident, signal de bataille ou appel de secours, il retrouvait toutes ses années de vie errante, ses nuits de marche en expéditions de contrebande, par les sentiers impraticables qui bordent les gouffres; cette existence aventureuse qui lui avait jeté un charme dont il ne pouvait pas se déprendre!

Une envie irrésistible le saisissait de franchir cette barrière d'un bond, et de s'échapper dans la nuit, au hasard; de courir tout droit devant lui, de l'autre côté des premières crêtes, jusqu'aux petites auberges mystérieuses où les anciens camarades contrebandiers veillaient sans doute, en attendant l'heure propice du départ.

Une soif de revenir lui-même, sans plus de contrainte, de reprendre son métier de pelotari, d'être encore le Pierreniô audacieux, le préféré des chefs de bande... tout cela le dévorait comme un feu!

Et il demeurait sous la belle nuit d'étoiles, perdu dans son rêve, jusqu'à ce que Marie vînt l'appeler, en lui donnant une caresse qu'il acceptait froidement comme quelqu'un qui n'est plus là!...

Alors ils rentraient tous deux, silencieux et tristes,

(1) *Irrincina*, cri de ralliement. de signal, d'appel.

portant en eux des pensées désormais étrangères... vivant de deux espoirs opposés!...

* * *

L'hiver vint tout à fait : ce fut d'abord la saison des mauvaises tempêtes, la mer démontée qui engloutissait des êtres, et brisait aux rochers leurs barques fragiles; — puis l'engourdissement définitif de la terre, et la mort des plantes.

Par les champs tout blancs de neige, dans les clairières où les ruisseaux étaient glacés, les paysans sans travail guettaient les oiseaux au vol alourdi, ou suivaient à la trace les lièvres effarés.

Dans le ciel gris et bas, tourbillonnaient des goélands et des mouettes chassés de la mer par la tourmente.

Partout, c'était le silence, l'inertie des êtres concordant avec l'inertie de la nature; — une sorte de mort momentanée jusqu'aux prochains soleils.

Pourtant, là-bas, de l'autre côté des premières cimes, dans cette région toute de nuages qui était l'Espagne, l'activité grandissait, et ces sombres nuits de rafales favorisaient les contrebandiers.

La nuit de Noël, sous prétexte d'aller retrouver des camarades à dix heures de marche dans la montagne, et de souper avec eux, Pierreniò avait rejoint sa bande, et on avait traversé des chevaux en passant la frontière espagnole, par un de ces effroyables orages de montagne, avec des tourbillons de neige, des fracas de grêle qui vous meurtrissent; par des sentiers où les bêtes affolées refusaient d'avancer, dans des passages glissants, au-dessus de précipices... et sans un mot, sans un appel de secours, chacun responsable de soi-même et de ce qu'il porte!

Et le surlendemain, quand il était revenu à Arbelenia, sa tristesse était encore plus grande, — l'ennui qui le dévorait plus infini!...

Marie avait tout essayé pour le ramener à elle : la douleur de le voir lui échapper l'enveloppait chaque jour davantage, comme d'un linceul où elle s'ensevelissait toute vivante!

Les cruelles plaisanteries de son père, les moqueries des voisines qui assistaient au graduel éloignement du ménage, et surtout la méfiance de Yanèta qu'elle avait rencontrée plusieurs fois autour de la ferme... tout cela lui empoisonnait le cœur, faisait ses nuits sans sommeil et lui enlevait sa fraîcheur...

Elle n'était plus jolie comme dans les premiers temps! Sa pauvre figure, pâlie par le chagrin et la maternité prochaine, n'avait plus l'éclat de jeunesse qui avait séduit Pierreniò; — elle le voyait bien elle-même...

D'abord, elle avait essayé d'être coquette, de s'habiller mieux que les autres filles; — elle portait tous les jours un joli foulard de soie autour de ses cheveux, une blouse et une ceinture de même étoffe sur une jupe faite à la mode des villes.

Maintenant, elle avait abandonné tout cela : elle se laissait aller à son découragement, sans plus se soucier de sa toilette; — et elle semblait déjà vieille, avec sa taille toute déformée, ses yeux ternis par les larmes, et son cœur comme frappé à mort par cette certitude que, quoi qu'elle fît, son amour était à jamais perdu!...

* * *

Un des premiers matins d'avril, Landaburu blasphémait dans le champ, derrière sa charrue. C'était la pointe du jour : depuis la veille au soir, Pierreniò s'en était allé au village d'Ascani, choisir un chistera (1) pour jouer à la partie de Bidarté, et il devait rentrer dans la nuit...

Pourtant, il avait un drôle d'air en s'en allant, et en disant adieu à sa femme, tout en cherchant à éviter ses questions.

Il avait pris sa meilleure vareuse et son béret neuf, quoique ce fût sur semaine; — et Marie-Jeanne l'avait longtemps suivi des yeux, jusqu'à ce qu'il eût tout à fait disparu au creux du chemin.

Alors, elle était rentrée toute tremblante, sans savoir vraiment pourquoi, mais saisie quand même d'un vague effroi qui la glaçait. Puis, l'heure de préparer le souper était venue, et en travaillant, elle s'était un peu débarrassée de son odieuse frayeur.

. . . . . .

Maintenant, debout auprès de la barrière, la main sur ses yeux brûlants de larmes, elle regardait au plus loin pour voir s'il arrivait, tandis que Landaburu s'exaspérait derrière son attelage, et de temps en temps s'adressait à sa fille, comme la rendant responsable du retard de son mari.

— Un bon travailleur, ton Pierreniò, glapissait-il, furieux... Il essaye son « chistera » à la place, sans doute, pendant qu'on travaille ici, — et ces bœufs damnés qui n'obéissent plus, depuis qu'il les a « touchés ».

Et la colère faisait marcher l'aiguillon qui mordait la chair des animaux, la mouchetait de taches de sang.

Le soleil montait splendide, criblant de rayons la terre fraîchement retournée; appelant vers lui des chants d'oiseaux, des chants campagnards, tout l'hymne de la vie qui recommence dans la joie de la lumière!

... Mais Pierreniò ne revenait point...

Landaburu jurait de plus en plus fort, — et Marie pleurait à grands sanglots, envahie tout à coup par l'effroyable certitude de ne plus le revoir!

(1) [illegible]

— Midi sonna à la petite église barbare, — un midi calme, tombant doucement sur la campagne revivante, un son de cloche très doux rappelant les travailleurs vers le repas familial du milieu du jour.

Marie regardait toujours, les yeux pris à l'horizon; sentant par moments ses jambes plier sous elle, sa respiration haletante, comme si elle courait en pensée...

Un voisin passa, menant ses bœufs à l'abreuvoir :

— Egun hon, Marie! Bonjour, Marie! Hor dea, Pierreniò? Est-il là, Pierreniò?

Pendant des secondes, elle ne pouvait remuer les lèvres pour parler; elle agitait sa tête qui disait oui et non à la fois; et comme le paysan la regardait avec étonnement, elle articula péniblement ces trois mots :

— Pas encore rentré...

Et de peur d'être interrogée encore, elle quitta la barrière et vint s'effondrer sur le banc, sous les platanes.

C'est là que son père la trouva quelques minutes après, comme il rentrait pour dîner.

— Le diable emporte ton Pierreniò! grogna-t-il, en passant le seuil de la porte et jetant son béret devant lui.

Comme elle ne bougeait pas, anéantie par l'inquiétude, il reprit :

— Tu as donc peur qu'il ne revienne plus! Des ouvriers comme ça, y a pas de danger que ça se perde, va! En attendant, faut-il pas que je dîne, moi, à cause de ce vaurien-là? Il reviendra sur le soir, sans doute, quand il sera fatigué de la pelote, et peut-être aussi de courir avec la Yanèta, ajouta-t-il méchamment.

A ce nom, Marie se redressa comme sous une injure.

— La Yanèta, prononça-t-elle d'un ton de mépris.

— Oui, la Yanèta, répéta Landaburu : il y a assez longtemps que je la rencontre dans les environs de la ferme, — elle n'a rien à faire par ici. Et puis, du reste, ça ne me regarde pas, tout ça. Je t'avais prévenue, tu as voulu l'épouser quand même, ton pelotari; alors, il faudra te résigner à le partager avec les autres : voilà tout! Allons, chauffe-moi un peu de soupe, ça ne sert à rien de se désoler! Il faut que je retourne encore au travail, moi, puisque je suis tout seul, par la faute de ce fainéant-là!... Jinkoà Handia! Grand Dieu! Tant mieux s'il ne revenait pas, il dépense plus qu'il ne gagne!

Et sur cette dernière parole, qui résumait toute sa logique, Landaburu rentra dans la maison.

* *

Pierreniò ne revint plus!

Les jours passèrent, s'ajoutant lentement les uns aux autres : Marie-Jeanne savait tout!

Son mari l'avait abandonnée : il s'était engagé dans une compagnie de « pelotaris » qui partaient pour « les Amériques », et Yanèta l'avait suivi... Ce fut pour elle un anéantissement intraduisible, quand elle sut toute la vérité; elle parut d'abord comme insensible, et une expression folle agrandit encore ses yeux!...

Son père prit une fille de ferme pour la remplacer : il n'osait plus lui parler durement, tant elle lui faisait pitié...

Elle errait par la maison, sans s'occuper des soins du ménage : elle était muette, se cachait de tout le monde, et brisée de lassitude et de chagrin, elle se retira chez sa marraine, pour la naissance de son enfant.

. . . . . .

* *

La belle saison de Pentecôte revint pour les relevailles de Marie-Jeanne, la saison joyeuse des foins, le temps des fiançailles, des fleurs, de la lumière et des chants...

Le petit Pierrou avait un mois.

Il était né dans la jolie maisonnette blanche abritée par le vieux cerisier qui avait répandu ses fleurs de neige sur son berceau...

Il avait de grands yeux noirs, graves comme ceux de son père, et de petites mèches éparses de cheveux blonds...

Durant les premiers jours, Marie ne pouvait le regarder sans éclater en sanglots : il était l'incarnation de sa misère, comme une sorte de châtiment pour les mois de passion qu'elle avait eus!

Puis, peu à peu, sa douleur avait changé de nature, et sous les conseils affectueux de sa marraine, elle avait vu davantage son devoir; le devoir des mères trahies, tout fait d'odieuse amertume, de mélancolique douceur,... et la résignation était venue. Le jour des trois souhaits, elle n'alla pas à la chapelle; son malheur était trop récent pour se montrer, et puis, il lui semblait qu'elle n'avait plus rien à souhaiter : la Vierge miraculeuse ne lui avait accordé ce qu'elle avait tant demandé que pour le lui reprendre.

Elle resta assise devant la maisonnette, berçant son enfant aux plaintives chansons basques, tandis que devant ses yeux s'évoquait le passé... et s'esquissait vaguement le sombre avenir!...

ARTHUR CHASSÉRIAU.

(*A suivre.*)

LE JOURNAL DE SAMUEL PEPYS [1]

Nous l'avons déjà dit, le journal de Samuel Pepys [2], plein d'intérêt en tant que document relatif à l'histoire d'une époque mouvementée, en qualité de témoignage, jour par jour, d'un observateur contemporain, le journal est aussi très instructif comme tableau des mœurs et des usages du temps. Non point des mœurs et usages de la société aristocratique, à laquelle Pepys n'appartenait pas, et dont il ne peut guère parler que par ouï-dire, ou pour l'avoir un instant entrevue, çà et là, mais bien de la société bourgeoise, des gens de moyenne condition, de ceux qui gagnent leur vie et forment la masse la plus considérable, la plus utile au pays et, partant, la plus intéressante.

Il nous faut voir, maintenant, comment Pepys et ses pareils vivaient, quels étaient leurs plaisirs, leur genre d'existence domestique, leurs relations sociales, leur façon de sentir, à quelles choses ils prenaient plaisir ou intérêt.

Il était certainement d'esprit plus ouvert et moins étroitement insulaire que la moyenne de ses compatriotes. On en peut juger à son goût pour la culture générale, pour la connaissance des choses étrangères, et aussi à cette remarque qu'il fait à propos de la visite d'un ambassadeur russe, en 1662. Il y eut à cette occasion un défilé d'apparat, où l'envoyé parcourut les rues avec sa suite, en carrosse, avec faucon au poing. Le peuple se précipita naturellement, mais, dit Pepys : « Oh Dieu ! l'absurde nature des Anglais qui ne peuvent se retenir de rire et de se moquer de tout ce qui leur paraît étrange. » Le trait est fort humain, mais il est très anglais aussi.

Au temps présent, ce semble être un caractère particulièrement anglais aussi que le souci de la propreté corporelle et l'amour de l'eau, et de fort naïfs romanciers, pour avoir fait cette découverte, en ont rempli leurs œuvres de douches et de *tubs* à un degré qui surprend les Anglais eux-mêmes, chez qui, en réalité, les choses ne vont pas aussi loin. A l'époque de Pepys, il n'en allait pas de même, au moins dans la couche sociale à laquelle il appartenait.

La propreté personnelle était médiocre, et Pepys nous en est témoin. Ce chroniqueur impartial et minutieux, qui prend la peine de nous — ou plutôt de se — conter les événements les plus insignifiants, et ceux que d'ordinaire on est le moins enclin à conter, ce chroniqueur nous rapporte en effet que le 30 mai 1663, il se lava les pieds après souper. C'est la seule mention de ce genre que l'on rencontre. A cet égard, Madame est plus avancée, il est expressément dit par son époux que le 21 février 1664 elle prend un bain complet : « Ma femme a été à l'étuve, avec sa servante, pour se baigner, après être longtemps restée à la maison dans la saleté, et elle dit avoir résolu d'être désormais très propre de sa personne. Ce que durera cette résolution, je n'en sais rien. » Je veux bien que Pepys n'ait pas tenu un compte complet de ses ablutions, mais en l'absence de renseignements plus précis, il est quand même permis de conclure que la propreté était médiocre.

Cette malpropreté qui semble régner du temps de Pepys fait un contraste avec les habitudes d'Arthur Young qui, un siècle plus tard, se levait à quatre heures du matin en hiver pour se donner une douche, et brisait souvent la glace d'un étang pour s'immerger.

Des exercices du corps, actuellement fort en honneur chez les Anglais, il n'est point question, au moins dans le milieu où vit Pepys. Et sa santé, comme celle de sa femme, est très médiocre. Il souffre chroniquement du mal des sédentaires et des gens qui, faisant de riches recettes alimentaires par l'abondance de la nourriture, font de maigres dépenses en ne se livrant point aux exercices corporels. Il souffre du mal des arthritiques et des obèses : il est calculeux. Sa nutrition se fait de façon vicieuse : il ne peut s'assimiler tout ce qu'il mange, et sa vessie s'encombre de calculs formés de produits de désassimilation insolubles. En 1658, il a dû se faire opérer de la pierre, et il parle souvent de son « caillou », — tels les malades des stations antiméphrétiques contemporaines, de Vittel, de Contrexéville, — et toute sa vie il a souffert des reins. En 1700, trois ans avant sa mort, la cicatrice de l'opération redevient douloureuse, et la plaie se rouvre ; et à l'autopsie, on trouve dans son rein gauche, qui était entièrement ulcéré, un nid de sept calculs. Pepys nous parle très souvent de sa santé ; Il a de violentes attaques d'urticaire. D'abord il attribue le mal à « un pou ou deux » mais tout son corps et son visage sont à tel point boursouflés et gonflés qu'il n'ose plus sortir, et ses amis lui conseillent de rester au lit pour transpirer. Son estomac fonctionne de façon médiocre, ce que le médecin attribue au fait que, par le froid, il s'en-

[1] [illegible]

[2] [illegible] Pepys [illegible] Pepys. [illegible] A Mr [illegible] œuvre pie : la famille enfin prononce Peppis *Paippiss*. Dans tous les cas, il faut faire sonner la consonne finale.

Je m'aperçois que je n'ai point donné le titre exact des mémoires de Pepys [illegible] Wheatley [illegible].

gendre des vents intérieurs qui ne s'échappent point au dehors : d'où l'indication de se tenir au chaud et de prendre médecine. Nous ne suivrons point Pépys dans l'énumération détaillée des choses qu'il fait et de celles qu'il ne fait pas en cette occurrence : ces procès-verbaux sont peu appétissants. Mais le corps médical sera sans doute bien aise d'apprendre que l'on peut se débarrasser des ventosités en portant une patte de lièvre; Pepys en a fait l'expérience, et il n'en saurait trop louer le Créateur; la chose est donc certaine.

Pepys ne parle pas beaucoup de la toilette, mais encore cite-t-il en passant quelques faits qui ne sont pas sans intérêt. Il n'a point coutume de fréquenter le barbier : il se fait couper les cheveux par sa femme ou par la domestique. Il n'est d'ailleurs pas besoin de grands talents pour ce faire, puisque la perruque cache le poil naturel. Il se rase lui-même, mais d'une étrange façon : avec une pierre ponce (25 mai 1662). « Jour du Seigneur. Me suis rasé, ce que j'ai fait chaque matin, cette semaine, avec une pierre ponce, comme me l'a enseigné M. Marsh, la dernière fois que je fus à Portsmouth, et je trouve cela très commode, expéditif et propre, et je continuerai de la sorte. » Il continue si bien que, quelques jours après, il supprime sa barbe « afin que je puisse passer tout mon visage à la pierre ponce, comme je fais pour mon menton, ce qui est une façon très commode et comme il faut ». Et étant en veine de propreté, il se fait peigner les cheveux par la domestique (« ma tête est si sale de poudre et d'autres choses »), et même il se fait laver les pieds par elle dans un bain d'herbes (cela fait deux bains de pieds : j'avais oublié celui-ci). Sur le costume, rien à signaler qui ne soit déjà connu. Mais on voit par quelques passages que les prix étaient élevés. Un « castor » coûte 4 livres 5 shillings, plus de 100 francs. Aussi doit-il durer longtemps ; aussi les gens sans délicatesse volent-ils assez souvent cet objet de toilette. Lord Sandwich se voit dérober le sien, et il éprouve une vive colère à trouver un chapeau ordinaire à la place de son castor de prix. On achète des castors d'occasion : Pepys se procure de la sorte celui d'un de ses amis ; il paraît enchanté de l'affaire. Ce genre de transaction semble être fréquent, et avec les idées qui régnaient à l'égard de la propreté, on n'en peut être surpris. La mode est aux manchons aussi : les hommes en portent, et, en vérité, on ne voit pas pourquoi les hommes n'en feraient pas usage aussi bien que les femmes. C'est de France que la mode a été importée en Angleterre, et c'est en 1662 que Pepys l'adopte. Il s'approprie un vieux manchon de sa femme après lui en avoir acheté un neuf, et s'en trouve fort bien, car il fait très froid. A la France aussi, il emprunte de belles manières. « Rencontré le capitaine Ferrers, qui nous dit que le roi de France est de nouveau bien portant, et qu'il lui a vu passer la revue de ses gardes, tous beaux hommes, à Paris, et que quand il va voir sa maîtresse, Mme La Valière (*sic*), une jolie petite femme, présentement enceinte de ses œuvres, il y va avec ses gardes, en public, avec ses trompettes et ses tambours, qui se rangent devant la maison tandis qu'il est avec elle, etc. M. Moor nous a montré la manière française, quand on boit une santé, qui est que l'on s'incline vers celui qui porte votre santé, après quoi l'on salue le mari de celle à la santé de qui l'on boit, ce que je ne savais pas, mais ce semble être la mode maintenant. » Et Pepys se conforme à ce code des élégances, en ce qui concerne du moins la manière de boire la santé ; car pour aller voir sa La Vallière, il préfère se passer de tambours et de trompettes.

Il est manifeste que les relations entre maîtres et domestiques ne sont pas, du temps de Pepys, ce qu'elles sont devenues depuis. La servante est, plus que maintenant, une compagne et une amie ; on se préoccupe plus de ce qu'elle est, de ses qualités, de ses talents ; elle est traitée sur un pied qui approche plus de l'égalité, et joue un rôle sérieux dans la vie domestique. C'est une affaire que de s'en procurer une, et c'est une affaire que de s'en séparer. Il en a défilé bon nombre dans le ménage Pepys, et le chef de la communauté est visiblement préoccupé du choix à faire. « Ce matin, réglé mon compte avec ma servante Jane qui nous a servis trois ans, ce jour, et doit partir aujourd'hui pour rejoindre sa mère à la campagne. La pauvre fille pleurait et je pouvais à peine me retenir d'en faire autant. » Jane est remplacée par Pall (Pauline), la propre sœur de Pepys, pour un temps, mais plus tard, à mesure que Pepys s'enrichit, la maison est montée sur un plus grand pied.

Il a un serviteur personnel, qui ne donne pas toujours satisfaction, et, au reste, n'en reçoit pas tous les jours, non plus. Ayant vu son domestique rentrer avec sa veste sur le bras, en raison de la chaleur, Pepys lui fait une observation sur sa tenue, déclarant qu'elle « manque de modestie ». William réplique qu'il n'est point de cet avis, et reçoit deux soufflets pour sa peine. Un petit garçon qui fait partie de la domesticité est l'objet de plaintes diverses de Mme Pepys et des servantes. « Je le fis venir, et avec mon fouet je le fouettai jusqu'à me mettre hors d'état de faire un mouvement, et pourtant je ne pus lui faire confesser aucun des mensonges dont on l'accuse. Enfin, ne voulant point le laisser sortir de là vainqueur, je m'attelai derechef à la besogne, je le déshabillai et je le fouettai jusqu'à ce qu'il avouât... J'avoue que c'est une des choses les

plus surprenantes que j'aie vues, qu'un aussi petit garçon ait pu souffrir la moitié de ce qu'il a souffert pour défendre un mensonge. Je crois qu'il faudra m'en débarrasser. Au lit, avec mon bras très fatigué. » Quelques semaines après, nouvelle correction : « Je le battis au point que je dus reprendre haleine deux ou trois fois, et pourtant je crains que ceci ne l'améliore point... » Pareillement, Madame bat à poings fermés une petite domestique, et l'enferme à la cave toute une nuit.

Bien des usages sont en vigueur, du vivant de Pepys, qui ont disparu depuis longtemps déjà. C'est ainsi que l'on couche tout nu : les vêtements de nuit ne sont point connus. On se déshabille, et l'on s'introduit entre les draps dans le costume d'Adam. C'est l'usage général : les femmes s'y conforment aussi bien que les hommes. Avec cela, on a l'hospitalité facile : on la pousse à un point où nous refuserions de la pratiquer ou accepter. Pepys reçoit la visite d'un ami ; il le retient à coucher. « Lui et moi, ensemble dans le lit d'Ashwell (la servante-amie), et elle avec ma femme dans notre lit. C'est la première fois que je couche dans la chambre d'Ashwell. » Cette cohabitation intime de deux amis d'un côté, de la maîtresse avec sa servante de l'autre, — même avec des vêtements de nuit, — ne se pratiquerait plus aujourd'hui. Mais c'était l'usage. Pepys perdit un oncle, et accourut avec son père pour rendre hommage au défunt, — et aussi pour prendre connaissance du testament. — C'était à la campagne : le père et le fils partagèrent le même lit, après avoir fait mettre le cercueil dans la cour.

Pepys n'aime guère que l'argent « qui adoucit toutes choses », fait-il observer avec philosophie ; mais c'est aussi un homme très méthodique. En matière de plaisirs, de dépenses, il fait constamment vœu de ne point dépasser telle limite ou telle somme. Mais les vœux, c'est un peu comme la grammaire ou la loi : il y a plaisir extrême à les violer, et Pepys n'y manque point. Il a d'admirables échappatoires. C'est ainsi qu'ayant fait vœu, pour un temps, de ne point aller au théâtre, il mène pourtant sa femme et Ashwell à la seconde représentation du Théâtre-Royal, — Drury Lane. — « Mais, dit-il, je ne viole point mes promesses, car à l'époque où je les fis, le théâtre dont il s'agit n'était point ouvert : donc il ne pouvait être au nombre des lieux que je me suis interdits... » A la réflexion toutefois, il aperçoit la faiblesse de son argument, et alors, en guise d'amende honorable, — ou d'amende tout court, — il décide qu'il n'a point droit à deux soirées de théâtre qui lui sont dues des deux mois précédents et qu'il ne s'est pas données. A un autre moment, il a fait vœu de ne point boire de vin : mais alors il se rattrape sur l'hypocras, « en quoi je ne brise pas mon vœu, car c'est, autant que j'en puis juger, seulement une boisson mixte et composée, et non pas un vin ». En effet, ce n'est pas un vin ; c'est un mélange de vin rouge ou blanc avec du sucre et des épices. Vous voyez la nuance? Avec un peu de raisonnement, on se tire toujours d'affaire.

Et d'ailleurs, si l'on ne peut tourner la loi, — le vœu, — on en est quitte pour payer. Pepys, à un moment, s'oblige à s'infliger une amende de 60 centimes pour chaque baiser qu'il donne à n'importe quelle femme après le premier. C'est-à-dire que le premier ne coûte rien, mais chaque récidive coûte 60 centimes. Eh bien, s'il dîne auprès de Mme Margant, qui est une très jolie personne, « bien que d'après mon vœu il m'en coûte douze sous pour chaque baiser après le premier, je m'en suis accordé une paire ».

Il faut reconnaître d'ailleurs que Pepys a assez vite renoncé au système des vœux : sans doute il le trouvait gênant et coûteux. Mais il a toujours conservé son habitude de dresser, à la fin de chaque mois, un bilan de sa situation, tant morale que matérielle, et à la fin de chaque année, un aperçu général de ses préoccupations présentes. Il s'y adonne assez régulièrement, tenant le compte exact des progrès de sa fortune, bénissant Dieu à tout bout de champ, parfois « puissamment vexé » de quelque difficulté, mais « puissamment content » d'autres fois, de l'amélioration de ses affaires. « Ainsi s'achève cette année à ma grande joie... Je vaux plus de 100 000 francs, de quoi le Seigneur soit loué... » Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a des hauts, et aussi des bas. Il y a des mois où il est de 100, de 200 francs en avance, et alors les lamentations de Jérémie se font entendre. C'est dans ces jours de tristesse qu'il lit avec le plus d'assiduité ses vœux, car il a pris la peine de les rédiger, afin de ne les point oublier. Mais ils ne sont faits que pour un temps limité. « Demain tous mes vœux expirent, en ce qui concerne le théâtre et le vin, mais j'espère que d'ici peu j'en aurai d'autres, tant je me trouve bien de les avoir formulés. »

Les bilans annuels sont très méthodiques et souvent curieux. « Ainsi s'achève la vieille année ; j'en remercie Dieu, avec beaucoup de contentement pour moi, non seulement de ce que j'ai fait une si bonne année au point de vue des projets, ayant dépensé 420 livres, et mis plus de 540 de côté ; mais je bénis Dieu de ce que je ne me suis jamais aussi bien porté depuis dix ans, qu'il fasse chaud ou qu'il fasse froid, que je le fais depuis quatre ou cinq mois. Mais je suis très perplexe, ne sachant si c'est ma patte de lièvre (c'était un charme contre la colique) ou de prendre une pilule de térébenthine tous les matins, ou d'avoir abandonné un vêtement. Ma famille consiste

en ma femme, qui se porte bien, et je suis heureux avec elle; sa suivante Mercer, une jolie, modeste et tranquille domestique; sa femme de chambre Besse, sa cuisinière Jane, la petite Suzanne, et mon garçon, que j'ai depuis six mois environ... Mon crédit dans le monde et dans mon bureau s'accroît journellement, et je suis en bonne estime auprès de tous, je crois... »

L'estime publique ne l'empêche d'ailleurs pas d'être plein de superstitions : et en cela il marche avec ses contemporains. Il transcrit pieusement les invocations et charmes légués par les traditions, s'attachant surtout à recueillir ceux qui dissipent la colique et les maux dont il souffre communément :

Crampe, sois sans force
Comme Marie fut sans péché
Quand elle conçut Jesus.

Pourtant il s'occupe aussi, bien que de fort loin, de quelques-unes des innovations scientifiques de son temps. Il est fort intéressé par une conversation où il apprend que les pluies d'insectes et de grenouilles sont chose très positive et certaine; il rend visite au propriétaire d'un chien renommé, « chez le docteur William, qui me mena dans son jardin où il y a beaucoup de raisins, et me montra un chien qu'il possède, et qui tue tous les chats qui viennent pour tuer les pigeons et les enterre ensuite, et il fait ceci avec tant de soin qu'ils sont entièrement recouverts; mais si le bout de la queue passe au dehors, il retire le chat, et creuse le trou plus profond, ce qui est très étrange, et il me dit que le chien, à son avis, a déjà dû tuer plus de cent chats ».

Il croit, avec tous ses contemporains, ou peu s'en faut, que les serpents fascinent les alouettes, en se mettant juste au-dessous de celles-ci tandis qu'elles sont au plus haut dans les airs, et en leur lançant un poison qui les fait redescendre aussitôt et tomber dans la bouche tout ouverte du reptile. Il croit parfaitement qu'à Kœnigsberg, pour s'épargner un long voyage sans doute, les hirondelles ont coutume, à l'automne, de plonger dans l'eau et de passer l'hiver dans la boue du fond, réunies en grappes, et accrochées les unes aux autres par les pattes et les becs, pour revenir à l'air au printemps : et la preuve en est qu'avec des filets on prend assez souvent ces oiseaux dans l'eau, en hiver. Il croit les diseuses de bonne aventure. L'une d'elles, il y a quelques jours, lui a annoncé qu'à telle date quelqu'un chercherait à lui emprunter de l'argent : et de fait son frère Tom lui demande 500 francs, ce qui le « vexe » beaucoup. « Mais je fus puissamment content que, contrairement à mon attente, lui ayant si récemment prêté 500 francs et étant persuadé qu'il avait de l'argent disponible..., il se soit trouvé que ce que la bohémienne m'a dit se soit trouvé exactement vrai. » Sa foi dans les choses mystérieuses ne l'empêche toutefois pas de s'intéresser aux découvertes scientifiques plus positives. Un ami lui achète « un très joli verre de temps pour la chaleur et le froid » : un thermomètre. En 1664, il nous parle d'une nouvelle espèce de fusil qui tire plusieurs coups de suite, sans danger et sans complications, et qu'on essaye en ce moment. Il s'agit d'un précurseur du revolver. C'est au XIXe siècle seulement que le revolver a été inventé par Colt, mais en 1664 deux Anglais déjà avaient pris des brevets pour des inventions similaires, qui du reste ne vécurent point, étant compliquées et incommodes. Pepys s'intéresse quelque peu à la physiologie, et en 1664 encore, il va voir une expérience sur l'action de l'opium, qui consiste à tuer un chien en injectant un peu de cette substance dans la patte de derrière. L'opérateur échoue à plusieurs reprises avant de trouver la veine, mais enfin il y arrive, et le chien s'endort, et « c'est là un effet soudain et étrange ». Une autre fois, il s'agit d'expériences sur « le poison florentin », dont une poule, un chat, un chien font les frais : la première en fut tuée, le second vomit abondamment, et le troisième ne ressentit aucun effet fâcheux. Ce « poison florentin » semble avoir être du jus de tabac ou peut-être de la nicotine. En 1666 il fait la connaissance du docteur Croone, professeur à Gresham College, qui, à sa mort, laissa à la Société Royale, récemment fondée, une somme dont le revenu devait être employé à rétribuer chaque année une *lecture* ou conférence d'ordre scientifique. L'institution existe toujours : chaque année un savant est appelé à faire devant la Société royale la *Croonian Lecture*.

Le docteur Croone parle à Pepys d'une « très jolie expérience consistant à faire passer tout le sang d'un chien dans le corps d'un autre ». Le premier en est mort, mais l'autre va bien. « Ceci donna lieu à beaucoup de jolis souhaits, comme celui de faire passer le sang d'un quaker dans le corps d'un archevêque, et autres du même genre. Mais, comme le dit le docteur Croone, il y a peut-être là, si la pratique se généralise, le moyen de faire beaucoup de bien à la santé de l'homme, en amendant le mauvais sang par un emprunt fait à un corps plus sain. » A cette époque, la Société Royale s'occupait fort de la transfusion du sang, méthode dont on a beaucoup attendu, mais qui n'est en réalité que rarement utilisée. Le passage que voici, de 1667, se rapporte au même sujet. «... On parle d'un homme qui est un peu fou et qui a été une sorte de ministre... qui est pauvre et débauché, que le collège a loué moyennant 20 shillings pour lui introduire dans le corps du sang de mouton, ce qui se fera samedi prochain. Ils ont l'intention d'y introduire environ douze onces, ce

qui se fera, d'après leurs calculs, en une minute environ. Ils diffèrent dans leurs opinions au sujet des effets qui en résulteront : les uns pensent que cela pourra avoir un bon effet sur sa frénésie en rafraîchissant son sang, d'autres croient que cela n'aura aucun effet. » Ce personnage, qui fut le premier en Angleterre à subir la transfusion du sang, était un bachelier en théologie, Arthur Coga, un pauvre diable, fantasque et misérable. L'expérience se fit le 23 novembre 1667, et Coga a laissé une relation de l'aventure qui eut des suites indifférentes : Coga ne s'en porta ni mieux ni plus mal. Pepys s'intéresse fort aux questions de médecine et de physiologie, et l'histoire du docteur Caius, — le fondateur de Caius College, — est aussitôt enregistrée par lui. Caius, devenu très vieux, ne se nourrissait plus que de lait de femme, et il s'aperçut à un moment que son caractère devenait inquiet, tracassier, colère. On lui fit observer que ces traits étaient ceux de sa nourrice, et alors il changea de garde-manger, choisissant une personne tranquille, patiente, de caractère égal. Et aussitôt son caractère devint excellent. « Leurs discours sont très intéressants, et si je devais quitter ma besogne, je suis bien aise de la liberté qui m'est accordée de fréquenter la société de ces messieurs. » Ces messieurs, c'est-à-dire les membres de la Société Royale. C'est à une des réunions de la Société Royale qu'en 1668 Pepys assiste à l'expérience consistant à paralyser l'arrière-train d'un chien par ligature d'une artère : l'expérience dite de Stenon, qui est restée classique.

Il faut bien le dire, toutefois, la science n'est point le fort de Pepys. Il s'intéresse de façon plus suivie aux plaisirs matériels, aux plaisirs de la table, et ne manque jamais de nous donner le menu des repas qu'il offre ou qu'il reçoit. En voici un, — de 1659 : — un plat d'os à moelle, un gigot de mouton, un rôti de veau, un plat de volaille (poulets et alouettes ensemble), une tarte, une langue, un plat d'anchois, des crevettes et du fromage. Parmi les plats souvent cités, je signalerai la « Botarga », la Poutargue, qui est le caviar de la Méditerranée, — des œufs de mulet ou de thon, salés et pressés, — la carpe, le saumon, la bière bouillie, — bien chaude, avec sucre et épices, ce qui ne vous fera peut-être pas venir l'eau à la bouche, — des huîtres, de l'agneau, du hachis de lapin, le homard, le pâté de lamproie, — « un pâté rare », — le concombre, mais rarement, car il a la réputation d'être malsain, et en 1560 Champier l'accusait de donner les « fièvres périodiques », le cygne, qui se mange en pâté et en rôti, et représente une pièce d'apparat dont on ne fait guère usage maintenant, l'esturgeon, qui a disparu, etc. Le vin de France est le plus apprécié, mais Pepys fait mention du vin anglais aussi. Son ami sir William Batten lui fait boire du vin qui provient de ses vignes à Walthamstow, et les invités sont d'accord pour déclarer qu'ils n'ont jamais bu de vin étranger qui fût meilleur que le vin anglais. Le fait est intéressant à noter : car on ne fait plus de vin en Angleterre, et il serait difficile, peut-être impossible d'en obtenir. Notre globe se refroidit...

Du temps de Pepys, les cafés et tavernes sont nombreux déjà, et les hommes y vont de façon assez régulière. Pepys va souvent au café Mitre, en face de Saint Dunstan ; c'est un vieil établissement qui date du temps de Shakespeare, et où Johnson et Boswell, et tant d'autres, plus tard, se retrouvaient souvent. On y boit de la bière, du vin, du café, de la bière bouillie. Il va encore assister aux combats de coqs, où la plus haute société coudoie la plus basse, et il fréquente volontiers les exécutions capitales. Tandis que sa femme va chez des amis pour assister avec eux à cette petite fête, Pepys se rend à son bureau : mais en sortant il apprend qu'il n'y a rien de fait encore, et il s'empresse de se procurer une place. « Là je payai un shilling pour me tenir sur la roue d'une charrette, en position très incommode, pendant plus d'une heure avant l'exécution : il (le condamné, un nommé Morner, convaincu de vol) gagnait du temps par de longs discours et des prières, tour à tour, espérant que l'ordre viendrait de lui faire grâce, mais il ne vint point, et enfin, il fut jeté de l'échelle avec son manteau. C'était un bel homme, et il fit bonne mine jusqu'à la fin. J'eus regret de le voir. On estime qu'il y avait bien douze ou quatorze mille personnes dans la rue. Je rentrai tout en transpiration », après quoi il va au café pour écouter les conversations à ce sujet. Je ne trouve guère de mention du thé. Pourtant Pepys a connu la boisson chinoise. C'est en 1657 que fut ouvert à Londres, par un certain Garraway, le premier débit de thé. En 1660 Pepys dit : « J'envoyai chercher une tasse de thé (une boisson chinoise) dont je n'avais jamais bu encore. » Et ailleurs : « Rentré à la maison, et trouvé ma femme occupée à faire du thé, un breuvage que M. Pelling, l'apothicaire, lui dit être bon pour son rhume et ses défluxions. »

Il a d'autres amusements aussi : il va voir un combat au sabre, entre un boucher et un porteur d'eau. Le boucher eut le dessus dès le début, et plus encore vers la fin, quand il mit le porteur d'eau hors de combat avec un coup de sabre sur le poignet, tandis que celui-ci voulait ramasser son arme tombée à terre. « Mais, Seigneur ! de voir comment en une minute toute la scène la chose se passait au théâtre fut envahie par les porteurs d'eau désireux de se venger de cet acte déloyal, et par les bouchers qui voulaient défendre leur collègue, bien que le blâmant, et là ils se mirent à la besogne, s'assommant

et se hachant plusieurs de chacun des partis. C'était agréable à voir, mais j'étais au parterre, et je craignais que dans le tumulte il pût m'arriver quelque mauvais coup. » Madame est moins sanguinaire, elle va dans les champs recueillir la rosée de mai qui a la réputation d'embellir le teint et les traits.

Tous deux vont souvent au théâtre. Pepys aime et cultive la musique, il compose au besoin, et il éprouve un contentement très particulier à aller écouter « chanter un eunuque français, ce que nous fîmes avec grand contentement, bien que j'admire son jeu autant que son chant, l'un et l'autre étant très supérieurs à tout ce que j'ai jamais vu ou entendu ». Il va au drame et à la comédie souvent, et ses appréciations sont souvent intéressantes au point de vue de l'histoire du théâtre, en ce qu'elles nous montrent de quelle façon étaient accueillies par un esprit très moyen les médiocrités contemporaines et les pièces de valeur, comme celles de Shakespeare. « Vu *Hamlet, prince de Danemark*, avec de très bons décors, mais par-dessus tout Betterton a joué le rôle du prince de façon à passer l'imagination. » Betterton avait reçu les leçons de Davenant, qui avait vu jouer Taylor, propre élève de Shakespeare. Pepys assiste aussi aux représentations de la troupe française à Drury Lane : « Elle est mal formée, et les décors, et les comédiens, et toutes choses sont si dégoûtantes, mal arrangées et pauvres, que je fus tout le temps malade en mon esprit de me trouver là. » La « maladie » de Pepys tenait aussi peut-être à ce que sa femme rencontra là le fils de lord Somerset qu'elle avait connu en France, « un joli homme, mais à qui je fis froide mine pour éviter des relations plus intimes ». De façon générale, Pepys n'apprécie point Shakespeare, et le connaît mal; allant voir *Twelfth Night*, il en parle comme d'une « pièce nouvelle », et après avoir assisté au *Songe d'une Nuit d'été*, il écrit ceci : « Pièce que je n'avais jamais vue auparavant et que je ne reverrai plus jamais, car c'est la pièce la plus insipide et la plus ridicule que j'aie jamais vue de ma vie. J'ai vu, je l'avoue, de la bonne danse et quelques jolies femmes, et cela a été tout mon plaisir. » Une traduction du *Cid* lui donne plus de satisfaction : mais à lui seulement, car à jouer, « c'est la chose la plus bête », et « ni le roi ni la reine n'ont souri une seule fois, et personne n'a paru y prendre de plaisir »... Ayant eu l'occasion de revoir *Twelfth Night*, il trouve le jeu des acteurs bon, mais « c'est une sotte pièce ».

Il est évident, par les notes de Pepys, que les réunions mondaines sont assez fréquentes, mais simples. La conversation est fort libre, du moins entre intimes, et certain soir Pepys, faisant connaître son regret de n'avoir point de postérité, demande conseil aux dames présentes. Leurs avis peuvent être judicieux, mais on ne saurait les transcrire. Au reste il n'y a pas beaucoup de pudeur. Pepys rend visite à une dame, Mme Turner. « Elle était occupée à s'habiller près du feu dans sa chambre, et en profita pour me montrer sa jambe, qui est en vérité la plus belle que j'aie vue, et elle n'en est pas peu fière. »

Pour le courage, Pepys est très médiocre, très bourgeois : on sent qu'il ne risquera jamais sa peau quand il pourra l'éviter.

« Éveillé ce matin par un bruit de coups qui me semblaient se produire près de ma chambre, et qui bientôt augmentèrent. Mieux éveillé je les distinguai mieux. J'éveillai alors ma femme, et tous deux nous en restâmes très surpris, et nous restâmes là un long temps, tandis que le bruit augmentait, et enfin nous l'entendîmes mieux; c'étaient des coups comme si l'on voulait démolir une fenêtre pour sortir, puis comme si l'on enlevait des tabourets et des chaises, et très nettement bientôt, comme si l'on montait et descendait les escaliers. Nous restâmes couchés tous deux, effrayés; pourtant je me serais levé, mais ma femme ne le voulut point : en outre je ne pouvais me lever sans faire du bruit, et nous arrivâmes tous deux à la conclusion qu'il y avait des voleurs dans la maison, mais nous nous demandions ce que faisaient nos gens, que nous crûmes être assassinés, ou bien frappés de terreur comme nous-mêmes. Nous restâmes ainsi couchés jusqu'à 8 heures, quand il fit grand jour. » A la fin le héros se lève, entre-bâille sa porte, ne voit rien, risque un pied, va à la porte de la femme de chambre « avec peur, je l'avoue », la trouve debout, s'aperçoit que toute la maison est sur pied, et tranquille, s'enquiert et apprend enfin que les bruits mystérieux n'ont d'autre cause qu'un fait très simple : on a ramoné les cheminées du voisin. « C'est un des accidents les plus extraordinaires de ma vie. » De même son chat lui procure une nuit blanche, car l'animal court dans les escaliers, et Pepys se demande s'il n'y a pas des esprits dans sa maison. Il ne songe pas un instant à y aller voir.

Il n'est pas besoin de demander si Pepys est conservateur : il l'est jusqu'aux moelles. Le roi peut bien mener une vie de bâtons de chaise, il peut être cruel, injuste, débauché, méprisable, lâche, mais c'est le roi. On a du loyalisme ou l'on n'en a pas : et Pepys en possède un qui tient ferme. Il est d'autant plus solide que l'application en peut être faite à une femme, car manifestement une reine est femme deux fois. « Ici nous vîmes par faveur particulière le corps de Catherine de Valois, et je pus prendre dans mes mains la partie supérieure de son corps, et j'embrassai sa bouche, réfléchissant que j'embrassais une reine, et que c'était mon jour de fête : j'avais 36 ans, et pour la première fois j'embrassais

une reine. » C'est bien tard, 36 ans, pour une besogne aussi importante, et la reine bi-centenaire manquait de fraîcheur. Catherine de Valois avait été ensevelie en 1457 à l'abbaye de Westminster, mais son corps s'était parcheminé, et il resta là, exposé aux regards, jusqu'en 1776, époque où il fut définitivement inhumé.

Pepys n'aima rien, il n'aima personne. On ne lui voit point d'amis intimes. Dans le fond, sa nature morale est très médiocre, ses aspirations, sans noblesse aucune. Il décrit la mort de son frère comme le pourrait faire un infirmier de dernière classe, et témoigne en toute circonstance d'une pauvreté de cœur répugnante. Au bureau, il espionne ses collègues au moyen de petits trous dans les cloisons. L'homme n'est nullement intéressant : il n'inspire aucune sympathie. On lit son journal pourtant, et on le lira toujours, comme document historique, comme commentaire des événements contemporains et comme autobiographie d'un « homme comme les autres », d'un homme profondément égoïste, vulgaire dans ses appétits et ses plaisirs, qui étaient les appétits et plaisirs de la majorité en son temps, d'ailleurs. Le seul côté par où Pepys se relève est celui qui nous apparaît le moins. Pepys a été un utile citoyen : il a rendu d'incontestables services à son pays, surtout dans une période de sa vie sur laquelle il ne nous a point laissé de journal, de 1670 jusqu'à sa mort, en 1703. Il est regrettable que Pepys, après nous avoir montré l'homme qu'il était, ne nous ait point laissé voir celui qu'il est devenu, et qui valait assurément mieux. Il faut donc lui réserver quelque indulgence. Il mourut assez riche : il l'eût été plus encore si la couronne lui avait payé, — à lui ou à ses héritiers, — les 28 000 livres qu'elle lui devait.

Il laissa ses livres, qui forment une collection intéressante, à l'Université de Cambridge, où ils se trouvent, dans les meubles mêmes que Pepys leur avait réservés. Ils sont réunis sous le nom de *Biblioteca Pepysiana*, et par le journal on sait exactement pour plusieurs d'entre eux à quel jour ils furent achetés, à quel prix, et ce que Pepys a pensé de leur contenu.

Ce qu'il laisse toutefois de plus important de beaucoup, c'est son journal, plein de renseignements et d'enseignements aussi bien, et sur lequel on ne devra point porter de jugement d'après la très insuffisante esquisse qui précède. Une œuvre aussi analytique ne saurait s'analyser : encore moins la peut-on résumer. Il la faut lire en entier.

JEAN LA FRETTE.

LES ABBÉS ET LES ABBESSES

DANS LA COMÉDIE FRANÇAISE ET ITALIENNE

du XVIIIe siècle [1].

Le principe d'après lequel la littérature d'un siècle en offre le fidèle tableau souffre des exceptions. Par exemple, il est bien vrai que souvent les professions les plus en vue à une certaine époque sont aussi celles que les auteurs du temps aiment le plus à mettre en scène : ainsi, au lendemain des guerres de l'Empire, au fort de la conquête de l'Algérie, le théâtre de Scribe était plein de colonels, et, de nos jours, la comédie et le roman sont pleins d'ingénieurs, de députés, de professeurs. Mais souvent aussi la littérature se complaît à décrire des corporations vers lesquelles les contemporains ne se portent pas avec beaucoup d'empressement. De nos jours, les séminaristes se recrutent avec quelque difficulté ; les grandes familles, qui imposaient souvent jadis à leurs enfants la vocation ecclésiastique, leur laissent aujourd'hui à cet égard une liberté dont l'Église profite peu, et pourtant on n'en finirait pas si l'on voulait énumérer les ouvrages d'imagination consacrés chez nous, depuis soixante ans, à la peinture des mœurs du clergé, depuis *Jocelyn*, depuis un épisode célèbre des *Misérables*, jusqu'aux romans de M. Ferdinand Fabre qui s'était fait une spécialité de cette peinture. Les tracasseries, les rivalités, les devoirs du monde ecclésiastique, le prêtre fondateur d'ordre, précepteur de grande maison, ancien soldat, le curé de campagne, le secret de la confession, ont fourni la matière d'études où nos auteurs portent quelquefois autant d'impartialité et de compétence que de talent narratif.

Il en était tout autrement au XVIIe siècle, sauf dans les dix dernières années. La littérature d'imagination s'occupait alors très rarement du monde ecclésiastique. Encore, le *Lutrin* n'est qu'une charmante plaisanterie que personne ne prit pour une peinture du clergé contemporain ; Tartuffe a d'abord porté le petit collet, mais Molière le lui retira bientôt et fort judicieusement ; car la logique du rôle exige un laïc : un prêtre n'aurait pas eu besoin de toutes les simagrées auxquelles Molière condamne son hypocrite, et d'autre part n'aurait pu risquer aussi librement les subtilités malhonnêtes dont Tartuffe essaye de payer Elmire. Restent les *Provinciales* où Pascal a réellement voulu, en quelques endroits, dépeindre les travers de la Sorbonne, mais où il en veut surtout

1. [illegible]

à une opinion théologique et à un Ordre qu'il met à part de l'Église.

Ce n'est pas que la malice ou la hardiesse manquât. Les traits de Boileau sont souvent fort vifs :

> La déesse en entrant, qui voit la nappe mise,
> Admire un si bel ordre et reconnaît l'Église...
> Abîme tout plutôt! C'est l'esprit de l'Église.

Bourdaloue enseignait tout le premier à faire la part des ecclésiastiques dans la censure des mœurs, et les moralistes se moquaient fort librement des mauvais prédicateurs et des *directeurs* damerets. Mais d'abord le clergé, dans son ensemble, échappait à la critique; puis l'Église, tout en imposant par la puissance, la foi, la vertu, le génie, ne piquait pas la curiosité. De nos jours, même pour le croyant, la vocation ecclésiastique est un peu un objet de surprise, et l'écrivain qui l'analyse est sûr par là d'intéresser. L'Église a tant perdu de ses privilèges, elle présente si peu d'avantages matériels à ses ministres, que le profane est toujours prêt à se demander comment on a pu se déterminer à entrer dans sa milice. Ensuite, les obligations qu'elle impose semblent devoir peser d'un poids plus lourd sur les épaules des hommes de notre temps. Ainsi, elle impose un costume : cette prescription devait paraître toute naturelle au temps où médecins, pharmaciens, professeurs, juges, avocats, portaient continuellement les insignes de leur profession; aujourd'hui les militaires presque seuls paraissent dans la rue en uniforme; encore la plupart se hâtent-ils, dès que leur service est terminé, de revêtir le costume bourgeois; car nous nous sommes défaits de la morgue de nos pères, mais peut-être aussi du scrupule qui leur faisait accepter d'être perpétuellement rappelés par leur habit aux devoirs spéciaux de leur état; nous voulons bien encore être tenus aux devoirs généraux de l'homme, parce que la violation, quand elle ne choque point le code, en demeure plus facilement inaperçue ou impunie; mais nous n'aimons pas que des signes extérieurs avertissent le public que nous lui avons promis une gravité qu'une responsabilité particulière exigeait. A plus forte raison, l'obligation du célibat nous fait regarder avec surprise l'homme qui s'y soumet, tandis que jadis, si les mariages dans toutes les classes étaient infiniment plus féconds, le nombre des personnes qui renonçaient au mariage, même hors de l'Église, était plus considérable, surtout parmi les hommes d'étude. Enfin, pour toute sorte de motifs, le clergé était alors infiniment plus nombreux et les relations entre lui et ses paroissiens bien plus fréquentes, non seulement parce que presque tous recouraient à son ministère, mais parce que presque chaque famille comptait parmi ses membres plusieurs ecclésiastiques. A chaque pas, dans la rue, on rencontrait des prêtres, et c'est pour cela qu'on ne les regardait pas; être dans les Ordres paraissait la chose du monde la plus simple.

I

Au XVIIIe siècle, les gens de lettres s'occupèrent davantage des ecclésiastiques à cause de la lutte engagée entre le christianisme et la philosophie. Mais on devine bien que ce n'est pas dans les écrits des philosophes d'alors qu'il faut chercher une peinture impartiale du clergé. Toutefois, détail assez piquant, ce sont eux qui ont introduit dans la littérature le type ou, si l'on veut, le thème du *bon prêtre;* car l'idée de glorifier la mission ou l'abnégation du prêtre est toute moderne; autrefois, on célébrait à certains jours dans les églises les panégyriques des saints; chaque ordre monastique défendait ses privilèges, proclamait son excellence : mais le type du bon prêtre n'avait pas encore été mis en circulation parmi les gens de lettres. Au contraire, nos philosophes se complurent à l'offrir par l'effet d'un calcul assez ingénieux; ils chargeaient de perfections, quelquefois un peu hétéroclites, un ecclésiastique réel ou imaginaire, et suggéraient cette conclusion : « Ah, si tous ressemblaient à celui-là! » En réalité, si l'on attendait pour estimer une profession que tous ceux qui l'exercent méritassent de servir d'exemple à la postérité, on attendrait longtemps; mais, dans le feu de la bataille, on raisonne comme on peut, ou, pour mieux dire, comme on veut. Les philosophes enchérissaient tous à l'envi sur la charité de Massillon, sur la tolérance pourtant assez contestable de Fénelon; Jean-Jacques donnait à son Vicaire savoyard toutes les séductions, y compris celle d'une pieuse et modeste incrédulité. Jusque dans les drames écrits contre les vœux monastiques ou contre le fanatisme, dans la *Mélanie*, de La Harpe, dans le *Comminges*, d'Arnaud, dans le *Calas*, de Joseph Chénier, on ménageait un rôle sympathique à des prêtres, à des moines.

Mais, pour trouver une peinture précise, sinon profonde, d'une partie au moins du monde ecclésiastique, il faut, au XVIIIe siècle, chercher dans la littérature pure, dans celle qui reste étrangère à la mêlée des partis. C'est le théâtre qui va satisfaire notre curiosité. Il est vrai qu'à proprement parler la plupart des ecclésiastiques qu'il va nous présenter n'appartenaient pas véritablement à l'Église. Les abbés qui firent alors tant parler d'eux ne sont ni des supérieurs de couvent, ni des prêtres de paroisses; c'est une classe quelque peu interlope, qui ne tient guère à l'Église que par l'habit et ne lui sert guère qu'à la compromettre. Cette classe comprend d'abord des candidats qui se préparent avec une sage lenteur aux grades de la Faculté de théologie et surtout aux

sinécures qu'ils peuvent procurer; puis viennent les intendants de grandes familles, les précepteurs à douze cents francs, et enfin une catégorie plus curieuse encore que Mercier décrit en ces termes :

> On voit sous le nom d'abbés beaucoup de petits housards, sans rabat ni culotte, avec un petit habit à la prussienne, des boutons d'or, et chapeau sous le bras, étaler une frisure impertinente et des airs efféminés. Piliers de spectacles et de cafés, ou mauvais compilateurs de futiles brochures, ou faiseurs d'extraits satiriques, on se demande souvent comment ils appartiennent à l'Église ; car on ne devrait appeler ecclésiastiques que ceux qui servent les autels... Prend l'habit ecclésiastique qui veut, et même sans tonsure... (1)

Les travers que cette classe parasite offrait à la satire n'ont pas tous été mis à profit par nos auteurs comiques. Je ne parle naturellement pas ici de l'intolérance qui, par ses conséquences lugubres, échappait à la comédie et dont les tragiques du temps se chargeaient d'instruire le procès, en attendant nos dramaturges révolutionnaires de qui l'on connait assez le libéralisme frénétique. Mais nos comiques ne nous peignent point par exemple l'abbé sceptique dont il y avait pourtant alors des exemples si en vue, ne fût-ce que cet honnête Morellet qui dans ses Mémoires regrettera avec tant de candeur ses bénéfices supprimés par la Révolution. Tout au plus dans les *Philosophes* de Palissot (1760), le coryphée des esprits forts dira-t-il :

> [illegible]

L'abbé simoniaque fut encore moins attaqué; il faut remonter aux dernières années du siècle précédent pour trouver un trait lancé contre lui : dans la *Femme d'intrigue*, de Dancourt (1692), il y a un abbé Castoret qui voudrait traiter la cession d'un bénéfice avec le prieur Caffard (I, 3), par l'intermédiaire d'une dame Thibaut, qui tient à Paris un bureau pour procurer des charges, des emplois, des mariages et met à la disposition de ses clients des *solliciteuses depuis une pistole jusqu'à trente*. Enfin les auteurs comiques du XVIIIe siècle nous montreront sans doute quelques abbés qui étalent naïvement leurs ridicules, mais ils ne nous montreront pas l'ingénuité plaisante que la vie ecclésiastique engendre chez les hommes en qui elle ne développe pas une sagacité naturelle; car c'est peut-être dans le clergé qu'on trouve à la fois les diplomates les plus adroits et les dupes les plus candides. Pascal le savait, et dans les mêmes *Lettres* où il prêtait un peu généreusement les plus profonds calculs aux chefs de la Compagnie de Jésus, il dépeignait l'ingénuité ecclésiastique, non seulement dans le Jésuite tout fier de ses maîtres, mais dans ces braves théologiens qui citent comme une autorité leur *sorbonique*, qui croient *célèbres* les passages qu'ils allèguent, et qui s'offrent en pure perte, Dieu merci ! à signer leurs opinions *de leur sang*. Lessing, dans *Nathan le Sage*, et Goethe, dans *Gœtz de Berlichingen*, dessineront de ces âmes candides, et notre scène contemporaine nous en offrira plus d'un exemplaire comme dans *Il ne faut jurer de rien*. Si l'on n'en trouve pas dans notre comédie du XVIIIe siècle, ce n'est pas qu'on n'en rencontrât point alors chez nous; il ne serait pas malaisé d'en apercevoir dans la partie du clergé demeurée saine, dans celle qui luttait contre la bulle *Unigenitus*, dans ce monde pieux et dévoué d'où sortiront la *Morale en action* et la *Méthode* de l'abbé Gaultier. Mais, outre que, pour les apercevoir, il eût fallu une connaissance plus intime de cette société, ce n'était pas dans le demi-monde ecclésiastique, si l'on me passe cette expression, qu'il eût fallu chercher.

II

En revanche, nos auteurs comiques vont se donner libre carrière contre les défauts qui n'impliquent pas une prévarication, contre ceux qui, plus répréhensibles sans doute sous l'habit ecclésiastique, sont pourtant plutôt d'ordre commun, par exemple la vanité littéraire, la fureur du jeu, la manie de jurer, la gourmandise, la galanterie. Sur ceux-là, c'est une grêle de flèches qui va pleuvoir.

Dancourt avait commencé sur la fin du siècle précédent (1). Dans la *Femme d'intrigue* que nous citions tout à l'heure, une baronne ne veut plus acheter d'écharpes parce qu'elle s'est *jetée depuis quelque temps dans le goût des petits-collets*; elle ne fait donc plus de cadeaux aux militaires et il ne lui faut plus que de la batiste (III, 5). Parmi les visiteurs dont on annonce la venue au malheureux propriétaire de la *Maison de campagne* (1688), il y a [illegible] *est si longtemps à table, qui boit tant sans s'enivrer* et qu'un peu plus loin on appelle *ce gros coquin d'abbé* (I, 5 et 8). Le restaurateur Lorange, dans les *Vendanges de Suresnes* (1695; sc. 7), compte entre autres clients *les abbés qui font porter des soupers en ville*; dans la *Parisienne* (même année; sc. 14), un personnage se plaint d'avoir dû prêter de l'argent à deux abbés *maltraités du lansquenet*. Nous retrouverons encore plus loin Dancourt; passons

(1) [illegible]

(1) [illegible] pour une certaine Angélique.

à Regnard; on lit dans les *Folies amoureuses* (1704) :

> Abbés blonds et musqués, qui cherchez par la ville
> Des femmes d'un époux dont l'accès soit facile (II, 5).

et dans le prologue de cette pièce, Momus cite, parmi les originaux qu'il signale aux auteurs, un abbé

> Qui, dressant son petit collet,
> D'un air présomptueux et d'un ton de fausset
> Applaudit à son ignorance [illegible]

Des auteurs d'un talent bien plus modeste se permettaient tout autant de liberté; Alain, dans l'*Épreuve réciproque* (1711), imaginait un tour de phrase adroit pour atteindre dans les deux sexes à la fois la prétention de se partager entre l'Église et le monde; à propos d'une maison qui ne désemplissait pas parce qu'on y donnait à jouer, il disait : « On y voit des comtes, des comtesses, des marquis, des marquises, des présidents, des présidentes, des abbés, des abb..... Que diantre sais-je? Il faut que ce soit le rendez-vous de tous les nobles fainéants. » (I, 1.) Dans un des couplets qui terminent le *Galant coureur* de Legrand (1722), on lit :

> Aux plumets une proie échappe,
> Aux gens de robe également :
> Mais un petit-collet l'attrape;
> C'est l'ouvrage d'un moment.

Dans le *Français à Londres*, de Boissy (1727), on mentionne un recueil d'imprécations auquel a collaboré un abbé ruiné au trictrac (sc. 15). L'habit d'abbé est un des costumes que prend le *Fat puni*, quand il va à ses prétendues bonnes fortunes (sc. 1; 1738). Dans le *Café borgne* de Carmontelle (1), un perruquier envoie chercher dans son atelier *ce petit bonnet indécis* commandé par M. l'abbé C... quand il sort à pied le soir. Palissot va jusqu'à donner à entendre dans ses *Courtisanes* (1782) que ces pseudo-ecclésiastiques ne refusent pas de rendre les plus scabreux services, puisqu'il prétend que le *caducée* est

> Un art à la mode et réduit en système
> Par plus d'un important, par plus d'un abbé même (I, 1).

Enfin, dans l'*Inconstant* du bon Collin d'Harleville (1786), un maître d'hôtel dit d'un valet qu'il recommande :

> De la toilette il connaît les finesses;
> Il n'a servi qu'abbés, que petites-maîtresses;
> Il est élégant, souple et prompt comme l'éclair (II, 3).

Mais, jusqu'ici, nous n'avons relevé que des traits décochés en passant, des malices à la cantonade contre des personnages qu'on ne nous montrait pas. Nous allons voir maintenant le petit-collet paraître sur la scène.

Cette fois encore, c'est Dancourt qui va commencer. Ne comptons pas son M. des Baliveaux puisque *cet imbécile d'abbé* vient de changer d'habit et que la mort d'un frère aîné le fait conseiller au présidial d'Abbeville (sc. 5 du *Retour des officiers;* 1697); mais voici l'abbé Cheurepied qui, malgré ses cinquante ans, se mêle de galanterie; Angélique le souffre près d'elle, au moins pendant la saison où les militaires tiennent campagne; Cidalise lui ayant dit : « Quoi, tu donnes dans les abbés, ma bonne, toi qui ne pouvais les souffrir? », elle répond : « Veux-tu que je demeure seule? » Elle estime d'ailleurs qu'un des avantages des coquettes est de *polir un homme de robe, d'apprendre à vivre à un abbé;* puis, comme le dit Lisette, Cheurepied « n'a point de bénéfice et n'a pris le petit collet que pour ne point marcher à l'arrière-ban ». Il entre donc, après avoir, à ce que Lisette soupçonne, « consulté son petit miroir de poche, mordu ses lèvres, arrangé les boucles de sa perruque et pris l'avis de tous ses laquais sur sa parure ». Il a égayé le plus qu'il a pu son costume, qui finit par n'être ni celui d'un militaire ni celui d'un ecclésiastique, et Lisette lui prédit qu'on le prendra pour *un animal amphibie;* n'importe, il débite ses fadeurs et, quand Angélique déclare qu'elle a pour lui tous les sentiments qu'elle peut ressentir pour une personne *de son caractère*, il s'écrie : « Ah! Madame, je n'ai point encore de caractère. » Malheureusement, la poudre de Chypre qu'il porte sur lui donne sur les nerfs d'Angélique : « Eh, les vilains abbés avec leur poudre! » s'écrie Lisette, et il faut qu'il s'éclipse pour ne pas causer un évanouissement (*L'Été des coquettes*, sc. 9 et 10; 1690).

Dans le *Cercle*, de Poinsinet (1764), un abbé entre, donnant le bras à Ismène, chez Araminte qui se dispose à écouter la lecture d'une tragédie; Araminte veut aussitôt qu'Ismène obtienne de son *cher abbé* qu'il leur chante un morceau; l'abbé s'excuse; il est très fatigué pour avoir passé la moitié de la nuit chez une jeune duchesse où *on lui a fait impitoyablement chanter un acte d'opéra et six romances.* On insiste; il se défend, d'autant qu'il lui faudrait une harpe, au moins une guitare : « C'est malice toute pure, dit une autre dame; les gens de son état sont accoutumés qu'on les cajole. » — « Ce sont, ajoute Ismène, de petits mortels assez heureux. » L'abbé ne dit pas non : « Sans devenir la terreur des maris, nous faisons quelquefois l'amusement des dames. » L'entrée d'un médecin détourne un instant l'attention : « Vous croyez aux médecins, Madame? » dit l'abbé à Ismène. « Comme aux abbés », réplique Ismène. Et l'abbé : « Toujours méchante! » Le médecin garde le dé de la conversation; l'abbé s'impatiente, se lève, se promène, ouvre des livres de musique, prend une guitare, prélude, obtient un silence dont le poète tragique se flatte en vain de pro-

(1) Il est malaisé d'indiquer une date précise pour les pièces de Carmontelle qui parurent en divers recueils, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.

fiter, entame, sans s'en apercevoir, à ce qu'il prétend, une romance d'amour qu'il a composée, paroles et musique; mais le poète tragique en trouve naturellement les paroles médiocres, et le petit-collet sort de dépit, tout en acceptant de conduire la fille de la maison dans une chambre voisine pour lui donner une leçon de chant. Ismène se félicite de protéger un homme aussi aimable : « Est-il rempli de complaisance! » Mais Araminte réplique : « J'aimerais bien qu'il en manquât chez moi! » (Sc. 7, 8, 9, 10.)

Dans les *Courtisanes* déjà citées, de Palissot, l'abbé Fichet est le maître de guitare et de chant de deux de ces dames, Rosalie et Clorinde; on raffole de lui :

Une voix si légère!
Des sons si bien filés! Un timbre si brillant

Il entre en chantant, tout fatigué qu'il est, lui aussi; car, dit-il, il a fait depuis quelque temps des excès de punch qui lui ont éteint la voix, si bien qu'il n'a pas pu, dans la fête superbe qu'on vient de donner à Céliante, chanter et jouer un proverbe comme il l'avait promis : ce qui ne l'empêche pas, dès qu'on cesse de le prier, de se faire entendre dans une ariette (II, 1 et 8). Dans la bouffonnerie scatologique, *Janot chez le dégraisseur*, de Carmontelle, un abbé en est quitte pour avoir, comme les autres clients de Mme Simon, un vêtement imprégné d'une odeur sur laquelle il ne se méprend pas et dont il dit même plaisamment à la dégraisseuse : « Vous appelez cela une odeur! » Il fait généreusement cadeau du vêtement infecté, et Carmontelle ne lui demande pas pourquoi une comtesse se promène à son bras. Le même auteur s'égaye assez innocemment, dans les *Voyageurs*, de l'abbé d'Orlot, qui étonne de ses jurons deux dames voyageant sous sa garde : « Bon, lui fait-il dire, vous ne voyez rien; quand j'ai pensé être cornette de dragons, je jurais bien mieux que cela. » Et M. d'Orlot promet à ses compagnes de se montrer à elles dans l'uniforme qu'on lui avait fait alors; elles ne s'aperçoivent point trop qu'il a aussi peur qu'elles du brigand dont on les menace et tiennent à payer les dix louis qu'on lui demande d'une paire de pistolets; heureusement, son ancien *maître à jurer* est devenu lieutenant de la maréchaussée et arrive à temps pour rassurer tout le monde. Dorvigny, dans un proverbe du temps de Louis XVI, *On ne fait pas ce qu'on veut*, n'attribue à son petit-collet que de la vanité littéraire; le personnage se présente à Franville qui veut monter un théâtre de société; il expose que le métier d'acteur lui aurait fort agréé : « Mais, dit-il, j'ai les passions si fortes et la poitrine si délicate, qu'elle n'aurait jamais pu suffire à la vigueur de mes expressions. J'aurais pu de même m'adonner à la composition; mais malheureusement je viens trop tard. Je trouve dans Molière et dans Corneille à peu près ce que je pense tous les jours et je ne peux pas écrire : nos esprits étant formés sur le même modèle, je ressemblerais nécessairement. » Il s'est rabattu sur la pantomime dont il a rédigé la poétique dans un traité qui va paraître par souscription. Il en donne une idée à Franville. Il l'invite par exemple à se figurer l'attitude de deux chefs d'armée qui se provoquent et figure lui-même cette attitude par une description qu'il accompagne d'une mimique : « C'est le défi d'Achille, Monsieur; voyez-le. Portez vivement votre jambe en arrière; mettez vivement vos deux poings dans la poche gauche, et tournez la tête à droite avec un œil farouche. Le voici! » Puis vient la description du désespoir d'un de ces deux chefs, désarmé par son adversaire; puis le casque du vaincu tombe, son vainqueur le reconnaît : « C'est sa maîtresse, c'est son père, son fils, tout ce que l'on voudra. » Stupeur et attendrissement du vainqueur : « Tendez les deux mains en avant et restez la bouche ouverte... Portez les deux mains sur votre cœur... élancez-vous en l'air en détachant les mains et restez sur la pointe du pied. » L'abbé applique ces préceptes à une scène de *Mithridate* : une main qui tourne autour de la tête désigne une couronne et par suite un roi; on répète plusieurs fois le geste si le substantif est au pluriel; un mouvement de bascule indique la fortune balancée, et les index qui se croisent comme quand on excite deux chiens à se battre indiquent les fils infortunés qui ne s'accordent pas (sc. 11). On découvre au surplus à la fin que ce n'est pas un abbé, mais un mystificateur qui a voulu s'amuser de Franville; il reste cependant que Dorvigny nous a montré la futilité dont il croyait capables certains suppôts de l'Église.

Mais Mme de Beaunoir, plus hardie encore, nous montre l'abbé Pompon en masque et en domino, excédé des soupers où il se prodigue *par décence* : « Nous sommes nécessités, nous autres agréables, dit Pompon, à un million de choses qui nous contrarient horriblement. Que dirait-on, je vous prie, de l'abbé Pompon, si on ne le voyait pas à une fête nouvelle? On le croirait perdu, éclipsé, et en vérité j'aime mieux être mort qu'enterré. » Il explique que son domino, son masque, lui étaient nécessaires pour intriguer les dames qu'il a rencontrées au bal, en particulier Orphise dont il veut à toute force découvrir le tailleur; car toutes les jolies femmes le consultent sur leur toilette. Il fait admirer la grâce dont il manie l'éventail qu'Orphise lui a donné : « J'ai, dit-il, un cabinet rempli des modes les plus nouvelles... mais il est cruel de ne pouvoir les porter moi-même. » Heureusement, un enchanteur qui l'écoute lui fait le plaisir inespéré de le métamor-

phoser en femme. (*Les Têtes changées*, sc. 13, 1783.) Mme de Beaunoir prête ailleurs à l'abbé des Fleurettes, dans une scène à la vérité fort plate, des plaisanteries libres sur l'état de fatigue où son interlocutrice doit être un lendemain de noces (*La Triste Journée*, sc. 8, 1784) (1).

Enfin, dans quelques pièces, nos auteurs nous introduisent parmi le véritable clergé. Toutefois, on s'attend bien qu'ici leur malice sera beaucoup plus réservée, même quand ils ne se borneront pas, comme Lesage qui garde son audace pour le roman, à feindre qu'entre les lettres qu'un valet doit rendre, il y en a une pour *M. Gourmandin, chanoine* (*Crispin rival de son maître*, 1707). Ainsi Carmontelle nous peindra un chanoine de Reims qu'un érudit du nom de Colliger vient interroger sur le sacre de 1722 : le dignitaire est le meilleur homme du monde ; il garde du passé une fidèle, une trop fidèle mémoire ; pour ne pas faire grâce d'un détail à Colliger, il l'oblige à laisser partir son compagnon, lui promettant une autre occasion pour rentrer à Paris ; et, tandis qu'il s'arrête à décrire par le menu le festin que le doyen du chapitre avait donné la veille du sacre, cette autre occasion manque : comme en fin de compte, au moment d'entrer dans la basilique, il avait été pris d'une indigestion, Colliger quittera Reims comme il pourra et sans avoir rien appris (*Le Chanoine de Reims*).

Avec Carmontelle, avec Laujon, nous pénétrons même dans des couvents féminins. Dans le *Malentendu*, du premier, un cordelier bon vivant enseigne à un médecin à ériger en système une bévue commise dans l'exécution d'une ordonnance ; ce médecin avait annoncé l'intention de mettre une malade au régime des *eaux;* les religieuses, croyant entrer dans sa pensée, ont fait sucer des *os* à la malade ; la cure a réussi et toute la maison chante les louanges du docteur, qui est toutefois assez embarrassé d'un succès imprévu ; mais le cordelier lui expose qu'au contraire sa fortune est faite, qu'un médecin végète tant qu'il emploie les remèdes de tout le monde et qu'il n'a pour se tirer hors de pair qu'à appuyer d'une théorie celui que le hasard vient de lui suggérer. La pièce de Laujon, *le Couvent*, date de 1790 ; on n'y cherchera pas la hardiesse cynique de Diderot : l'auteur ne se borne pourtant pas à nous représenter le parloir de l'abbesse, la grille qui en sépare la partie intérieure de la partie extérieure, le *tour* qui sert aux communications, les pensionnaires du couvent qui se cachent pour entendre les conversations ; il nous amuse avec la faiblesse de la tourière pour le chocolat, avec la satisfaction que l'abbesse éprouve d'avoir conservé une si bonne tête dans un âge fort avancé, avec le caquetage de sœur Euphémie qui se reproche les défaillances de sa curiosité avant même que sœur Anastasie les blâme et qui est d'ailleurs si fatiguée qu'elle est sûre que ses yeux font peur.

Mais, de toutes les pièces qui nous présentent de véritables membres du clergé, la plus piquante est sans contredit l'*Amant malade*, de Carmontelle, qui nous offre de fines esquisses de moines chirurgiens. La scène est à l'hôpital de la Charité. Le frère Jean de Dieu y reçoit assez mal une jeune fille qui vient demander des nouvelles de son amoureux Paulin ; il traite Paulin lui-même, qui lui paraît n'avoir plus que quelques heures à vivre, avec un mélange d'attention et de rudesse ; à chaque quinte du malheureux, il répète : « Crachez ! » et, comme Paulin objecte qu'il ne peut pas, il répond : « Cela ne fait rien. » Arrive le vieux frère Jérôme, chirurgien feuillant. Jean de Dieu le félicite de ne pas aller trop mal, lui fait compliment sur un instrument qu'il vient d'inventer et que les autres chirurgiens emploient tout en le décriant ou en se l'appropriant. Jérôme demande un cadavre pour une expérience. Jean de Dieu lui offre à demi-voix Paulin qui, d'après lui, va passer d'un moment à l'autre et à qui de temps en temps il impose silence : « Nous parlons de vous, nous parlons de vous, mon ami ; restez tranquille. » Il invite Jérôme à examiner le patient ; Paulin questionne le feuillant sur son état, veut le remercier de ses réponses. « Il n'y a pas de quoi », répond Jérôme. Le feuillant convient que ce sujet ferait bien son affaire et prie seulement Jean de Dieu de *le lui pousser* jusqu'à cinq heures, étant présentement occupé ailleurs. Jean de Dieu le promet et fait prendre à Paulin un cordial dont le malade se déclare enchanté : « Aussi, dit Jean de Dieu, je sais bien pourquoi je vous le donne. » Mais le remède opère trop bien : subitement guéri, Paulin profite d'un moment où le frère a le dos tourné pour enfiler sa robe de chambre et se sauver, laissant Jean de Dieu s'expliquer comme il peut avec Jérôme, qui à son retour se plaint amèrement qu'on lui ait manqué de parole. Tout le dialogue de la pièce est plein de naturel et de sel, et l'idée en est fine et vraie. Ces deux religieux sont, en somme, très dévoués à l'humanité souffrante ; jusque dans un âge avancé, ils travaillent assidûment pour elle ; Jérôme, un peu sensible à l'injustice des envieux, se console en pensant que la découverte qu'on lui dérobe n'en rendra pas moins des services sous un autre nom ; si Jean de Dieu est fâché de la guérison de Paulin, c'est qu'il craint qu'elle ne brouille ses malades avec un chirurgien éminent et que, pour un homme sauvé, il n'y en ait dix de perdus. Mais ces

1. Et je laisse [illegible], notamment, des proverbes de Carmontelle qui mettent en scène les mêmes personnages : *l'Apres-diner, l'Abbé de Cure-diner, l'Auteur avantageux*, etc.

praticiens, habitués à voir mourir, finissent par ne considérer un malade condamné que comme un importun réclamant à tort des soins qui seraient plus efficacement employés auprès d'autres. De là le comique très philosophique de cette exquise bluette : leur endurcissement n'est que la charité un peu trop expéditive de médecins qui n'ont pas de temps à perdre, et pour qui un incurable, dont la guérison imprévue les prive d'un cadavre bien conditionné, est un égoïste de mauvaise foi. Leur froc rend cet endurcissement relatif, non pas moins invraisemblable, mais plus piquant ; ils se ménagent encore moins que des médecins laïques, mais leur abnégation se ressent, bon gré mal gré, des nécessités de leur profession.

CHARLES DUBOIS.

(*A suivre.*)

UN NATIONALISTE ET UN PATRIOTE

M. Ernest Judet et M. Ferdinand Buisson.

I

A mesure que, brusques et fatales comme celles d'une tragédie antique, les péripéties de l'affaire Dreyfus se développent, un duel chaque jour plus vif, plus corps à corps, éclate et renaît entre les partisans de l'esprit libéral et les défenseurs du principe d'autorité.

Le rasoir du colonel Henry a tranché d'un trait précis les hésitations jusque-là légitimes de l'un et l'autre parti. Tous ceux qui n'admettront jamais que la Vérité et la Justice puissent être trahies, même contre un traître, demandent à grands cris la revision d'un procès inique et illégal. Tout ceux pour qui *la fin justifie les moyens*, et qui invoquent la raison d'État contre la raison toute nue, s'opposent fanatiquement à cette revision.

D'un côté, les nationalistes, les antisémites, les cléricaux, la Compagnie de Jésus ; de l'autre les intellectuels, les socialistes, les protestants, les juifs. La France est à nouveau coupée en deux. Les beaux jours de la Ligue et de la Terreur semblent poindre sur l'horizon.

Tout récemment, ces deux Frances se sont opposées en deux hommes : le « nationaliste » Ernest Judet et le patriote Ferdinand Buisson. La logique du destin, bien plus que le hasard des circonstances, a mis ces deux personnalités aux prises. Le rédacteur en chef du *Petit Journal* s'est mesuré au réorganisateur de l'enseignement primaire. Jamais l'occasion ne sera plus saisissante pour étudier, sur le vif et dans son fond, le redoutable duel qui déchire notre malheureuse patrie.

On connaît les faits. Je ne les rappelle que pour mémoire, et dans ce qu'ils ont d'essentiel.

Il y a cinq semaines, mourait, dans une vallée du Béarn, un homme qui avait été, dans la vie de la nation, une manière d'apôtre et de saint. Directeur de l'École normale de Fontenay-aux-Roses, inspecteur général de l'enseignement primaire, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, M. Félix Pécaut s'était pendant trente années consacré à fonder l'éducation du peuple sur la vérité et la justice. Sa santé toujours très médiocre le condamnait à une mort prématurée. Elle s'approchait, et il s'était retiré de l'action, lorsqu'il acquit la certitude morale que, Dreyfus étant innocent, une coalition monstrueuse de fanatismes et d'intérêts s'acharnait à le maintenir au bagne. Félix Pécaut envoya au ministre sa démission d'inspecteur général, et se fit inscrire sur la liste des protestataires. Quelques jours après, il mourait.

Sur sa tombe, l'homme dont il avait été l'ami le plus cher et le collaborateur le plus sûr, M. Ferdinand Buisson, fit entendre, avec cette autorité que communique la mort à nos émotions et à nos pensées, des paroles hautes et graves. Rappelant combien longtemps il avait lui-même été réfractaire aux sollicitations de son ami, et comment la lumière s'était faite enfin en sa conscience, M. Buisson ajoutait :

«... M. Pécaut essayait de préserver la République, la France et l'armée du seul déshonneur qui pourrait les atteindre : car réparer une erreur, s'il y a eu erreur, ce n'est pas une honte, au contraire. Et c'en serait une indélébile que de prendre son parti d'une iniquité une fois commise... Il a voulu à tout prix libérer sa conscience devant l'Université... Il lui a semblé que la France courait un danger tel que le dernier de ses enfants, n'eût-il qu'un souffle, le lui devait. Quel danger? Il l'a dit. Il l'a fait écrire plusieurs fois : « En voulant sauver la France, pre- « nez garde de détruire la conscience française!... » Il me semble que son âme si pure et si tendre ne me pardonnerait jamais d'avoir ravi à ses « filles » de Fontenay et aux instituteurs de France, qu'il n'a jamais flattés, mais dont il n'a jamais douté, le dernier exemple et la dernière leçon qu'il leur ait légués. Je remplis ce devoir d'autant plus librement que je n'ai ici aucun mandat officiel ; je ne parle ni au nom du Ministre, ni au nom de qui que ce soit. Je n'engage personne. Et j'ajoute que je suis sûr d'être encore fidèle à la pensée de l'ami vénéré en vous disant, non pas : « Pensez comme lui, soyez d'accord avec lui », mais : « Quoi que vous pensiez, soyez d'accord avec « votre conscience. La sincérité absolue est à elle

« seule une religion. C'était la sienne : que ce soit la « votre à tous ! »

Pour avoir prononcé ces paroles, M. Ferdinand Buisson, professeur d'éducation à la Sorbonne, a été traité par M. Ernest Judet, rédacteur en chef du *Petit Journal*, d' « empoisonneur de la jeunesse », de « missionnaire de Bismarck », de « corrupteur pervers à qui une faveur imbécile avait livré la direction de tout notre enseignement primaire », etc., etc.

II

M. Ernest-Martial-Gaston Judet, né en 1851, est un ancien élève de l'École normale supérieure. Il y entra premier, paraît-il, mais il échoua au concours d'agrégation qui termine et justifie d'ordinaire les trois ans de stage à l'École normale. Envoyé comme professeur de rhétorique au lycée de Châteauroux, il fut, sans qu'on sache encore très bien pourquoi, *révoqué* le 29 décembre 1877 par M. A. Bardoux, alors ministre de l'Instruction publique.

M. Judet se tourna vers le « journalisme » et vers Paris. De 1877 à 1887, il chercha, il tenta des voies diverses, sans grand succès. Son nom serait sans doute demeuré obstinément obscur, si sa bonne fortune ne l'avait abouché avec M. Marinoni.

Ces deux hommes se convinrent, et c'est ainsi que quatre millions de Français, alléchés par les romans-feuilletons du rez-de-chaussée, excités par le récit amplifié des viols et assassinats à la troisième page, se trouvèrent tout préparés à comprendre et à goûter le style et la pensée de M. Ernest Judet.

Quand on est ambitieux, et qu'on n'a pas de personnalité, on se compose un personnage. M. Judet chercha quelque temps le sien dans la troupe des journalistes en vue. Le boulangisme le lui révéla. Il serait le héraut du panache, le camelot de la patrie, le vengeur de l'armée.

M. Judet fut donc, dès le cheval noir de Boulanger, un précurseur du « nationalisme ». Il devait fatalement se retrouver un jour avec Rochefort, Millevoye et consorts, contre Trarieux, Ranc et Buisson.

La première « affaire » dans laquelle il engagea à fond le *Petit Journal* fut la campagne contre M. Clémenceau. De cette campagne fut-il l'instigateur, ou simplement l'exécuteur? Je ne sais. Aucune injure, aucune calomnie, aucune violence ne fut épargnée à M. Clémenceau. Pour la première fois on eut le spectacle d'un journal jusqu'alors réputé pour sa modération et son indifférence politiques fonçant comme une meute de chiens féroces sur un seul adversaire. Quel que fût le talent de M. Clémenceau, il ne pouvait prétendre résister à l'argent ni au tirage du *Petit Journal*. L'apparence d'impartialité que cette feuille avait toujours gardée était contre M. Clémenceau la plus dangereuse des charges, du moment que lui seul était attaqué. Le suffrage universel ne vit pas le piège. M. Clémenceau fut perdu pour le Parlement.

Ce premier succès mit M. Judet en goût. Au cours de sa campagne singulière contre M. Clémenceau, il s'était aperçu qu'il y a dans le paysan et le petit bourgeois français un instinct cocardier et césarien, au nom duquel on peut les berner et les « faire marcher » tout à son aise. Cet instinct est fait pour une moitié de peur et pour l'autre moitié de bravade. Terreur devant l'étranger et adoration du panache, voilà les deux ingrédients du chauvinisme français. Avec cette mixture, la Ligue des Patriotes, le Parti National et, en dernier lieu, les Nationalistes ont pu empoisonner la conscience de la France, déséquilibrer par instants sa volonté.

Cocardier, césarien, nationaliste à tous crins, M. Judet le fut par système autant que par goût. Il lança éperdument le *Petit Journal* dans les voies du néo-boulangisme. Il savait qu'à flatter les préjugés héréditaires de la masse il ne ferait qu'accroître sa popularité et celle de son journal. Que lui importait le reste, la vérité, l'éducation de la foule? Il laissait ce souci aux *ennemis du peuple*.

Lorsque éclata l'affaire Dreyfus, lorsque la lumière commença à filtrer derrière les portes des bureaux de l'État-major, et qu'un doute put naître dans les esprits scrupuleux, M. Ernest Judet fut un de ceux qui s'élevèrent le plus violemment, le plus obstinément, le plus fanatiquement contre toute idée d'erreur et de revision judiciaires. Fidèle à sa tactique, il posa « l'honneur de l'armée » comme un dogme, il n'admit pas qu'un conseil de guerre fût faillible, il décréta par avance traîtres à la patrie et au *Petit Journal* tous ceux qui émettraient un doute sur la « chose jugée ».

En bon nationaliste démagogue, M. Ernest Judet avait pu apprendre de ses maîtres que rien ne réussit à perdre ses ennemis dans l'esprit du peuple comme de les appeler « traîtres » ou « étrangers ». Au besoin on fabriquera, on utilisera de fausses pièces, des documents mensongers, des calomnies sans preuves : comme dit Basile, il en reste toujours quelque chose.

C'est ainsi que M. Judet, après avoir traité Clémenceau d'Anglais, devait traiter Zola d'Italien et Buisson de « missionnaire de Bismarck ». C'est ainsi qu'après avoir utilisé jadis les faux Norton, M. Judet devait utiliser les faux Henry. C'est ainsi qu'il devait faire mentir les cadavres pour perdre les vivants, et exhumer des phrases d'adolescent pour diffamer des consciences d'hommes.

A cette besogne, M. Ernest Judet n'a apporté ni le fanatisme lyrique d'un Drumont, ni la causticité brutale d'un Rochefort, ni même la niaiserie empanachée d'un Millevoye. Cet ex-normalien écrit comme un Joseph Prudhomme excité. Son style est une manière de bouillie fumeuse, épaisse et terne. Et je ne sais vraiment si Ponson du Terrail ou Xavier de Montépin, qui triomphent au rez-de-chaussée, auraient consenti à signer la plupart des phrases que M. Judet étale au premier étage. A chaque instant l'ancien professeur de rhétorique « démasque les origines délétères de quelqu'un », ou bien il « attaque dans ses racines corrompues l'abominable complot qui nous enserre, nous étrangle et conspire notre perte », ou encore il accuse M. Buisson d'avoir, dans une improvisation de jeunesse, « buriné une phrase monstrueuse »...

Et quant à la pensée qu'enveloppent les niaiseries fanfaronnes d'un pareil style, quant à cette pensée « nationaliste » dont quatre millions de Français, paraît-il, se repaissent tous les matins, en voulez-vous le meilleur spécimen ? Le voici :

« L'étoile du jeune ministre de la Guerre (M. Cavaignac, avant le *faux*) brille aujourd'hui dans le ciel politique bien au-dessus des querelles des partis et des jalousies entretenues par les chasseurs de portefeuilles ; l'estime générale et la foi qu'il inspire à tous ceux qui aiment la France et l'armée lui confèrent une investiture exceptionnelle, un mandat supérieur. Le peuple entier le remet joyeusement et librement entre ses mains, ne demandant qu'à applaudir les résultats... »

Tel est le « nationalisme » de M. Ernest Judet. Ai-je tort de penser qu'il fait regretter celui de M. Georges Laguerre ?

III

M. Ferdinand Buisson est né à Paris le 20 décembre 1841, d'un père bourguignon et d'une mère picarde. Son père fut juge de paix, puis juge d'instruction. Lui-même fit toutes ses études en France, et se fit recevoir, comme élève de la Sorbonne, licencié, puis agrégé ès lettres. Si je rappelle ces détails, c'est qu'on a souvent reproché à M. Buisson d'être Suisse, alors qu'il est de souche franche et gauloise. Il suffit d'ailleurs d'avoir vécu quelque peu auprès de cet esprit humoristique et vif autant que sérieux et grave, pour retrouver en lui le mélange d'ironie et de foi, de finesse et de profondeur, qui est la marque de l'esprit purement français.

Ce qui a pu accréditer l'erreur d'origine exploitée contre M. Buisson, c'est que de 1866 à 1870 il alla demander à la Suisse libérale une hospitalité intellectuelle que l'Université impériale lui refusait en France. Professeur suppléant à l'Université de Neuchâtel, à l'âge précis où M. Judet se faisait révoquer pour incapacité ou indignité, M. Ferdinand Buisson posait les bases de son action morale et sociale par un examen critique du christianisme. C'était le moment où, en compagnie de M. Félix Pécaut, un autre jeune Français républicain réfugié dans le canton de Vaud, M. Buisson rédigeait ce livre du *Christianisme libéral*, livre prophétique, livre d'une incomparable noblesse, et tout entier encore à relire aujourd'hui. J'en détache simplement ce passage, qui explique l'énergie future de M. Buisson :

« Ne croyez pas qu'il n'y ait qu'à crier : Vive la République ! pour faire régner dans l'école, dans la famille et dans l'Église un esprit républicain. Ne croyez pas surtout que le principe d'autorité soit vaincu ou soit inoffensif tant que l'éducation religieuse le distille encore dans les consciences... Tant que vous n'aurez pas compris que la question religieuse est la première de toutes les questions politiques, vous n'aurez encore livré que des escarmouches et des combats d'avant-poste. La grande bataille est celle qui se livre dans les consciences et dans les familles. La grande conquête à faire, c'est celle des femmes et des enfants. Le dernier ennemi qu'aura partout à vaincre la démocratie moderne, c'est le dogme, c'est le *miracle*, c'est la *foi aveugle* au prêtre ou au pasteur, au pape ou à la Bible ! »

Le jeune homme qui écrivait ces lignes se mouvait dans le cercle lumineux que traçaient les génies de Victor Hugo et d'Edgar Quinet. Avec eux, de 1866 à 1869, et avec toute la génération des jeunes républicains, il s'enivrait du grand songe des États-Unis d'Europe et de la paix désarmée. C'est alors qu'au congrès de Lausanne, soutenu par l'intransigeance de sa jeunesse et de l'auditoire, il s'écria, après Victor Hugo :

« Quand on ne verra plus des milliers de badauds assister aux revues militaires ; quand, au lieu de l'admiration du titre et de l'épaulette, vous aurez habitué l'enfant à se dire : « Un uniforme est une livrée, et toute livrée est ignominieuse, celle du « prêtre et celle du soldat, celle du magistrat et celle « du laquais », alors vous aurez fait faire un pas à l'opinion.

« Je voudrais un Voltaire occupé pendant cinquante ans à tourner en ridicule rois, guerres et armées. A défaut d'un génie, je voudrais des milliers d'hommes de bonne volonté se faisant un devoir d'extirper ces vains préjugés de gloire et de chauvinisme encore trop ancrés dans notre esprit. »

Ces paroles d'improvisation, exagérées par un compte rendu sténographique incomplet et hâtif, ont été plusieurs fois jetées par les jésuites à la tête de M. Buisson au cours de sa carrière. La meilleure réponse qu'il y fit, à mon sens, fut de venir, l'année

suivante, revêtir l'uniforme et s'enfermer comme soldat, à Paris, pendant le siège de 1870-1871. Il ne mit donc pas à profit, pour échapper au service des armes, cette dispense universitaire qui devait servir à M. Judet pour devenir officier en temps de paix sans avoir été soldat au temps de la guerre... Et pourtant il était déjà marié et père de famille, tandis que M. Judet n'avait que vingt ans...

Pendant le siège, M. Buisson profita de son séjour à Paris pour y organiser l'orphelinat laïque de la Seine. En 1871, Jules Simon le nomma inspecteur primaire. Mais, sur une interpellation de Mgr Dupanloup, alors très puissant dans l'Assemblée nationale, M. Buisson dut être déplacé comme anticatholique. Délégué par le ministre de l'Instruction publique à l'Exposition universelle de Vienne en 1873, puis à celle de Philadelphie en 1876, il publia à la suite de ces missions deux *Rapports* amples et sûrs, qui firent date. Nommé inspecteur général de l'Instruction publique en 1878, M. Ferdinand Buisson fut, l'année suivante, choisi par M. Jules Ferry comme directeur de l'Enseignement primaire. Ai-je à rappeler ici cette œuvre de quinze ans, ce combat fécond contre le cléricalisme, cette réforme de l'éducation populaire, cette refonte des lois et des programmes, cette multiplication des écoles et des bâtiments scolaires sur tous les points du territoire, cette création des écoles normales primaires, cette révolution dans le recrutement et le sort des instituteurs et institutrices, cette renaissance des cours d'adultes et des conférences populaires, toute l'immense et puissante bâtisse dont les plans furent dus au cerveau et l'architecture aux mains de ce tenace et enthousiaste manieur d'idées et d'hommes?

En 1895, ce Directeur, qui était le plus influent au ministère de l'Instruction publique, conseiller d'État en service extraordinaire et commandeur de la Légion d'honneur, demanda volontairement à devenir simple professeur d'éducation à la Sorbonne. Après avoir été pendant quinze ans le chef de cent cinquante mille fonctionnaires, il n'aspira plus qu'à philosopher avec quelques centaines d'étudiants. Vingt-cinq ans de bureaucratie n'avaient pu cristalliser son esprit : et à cinquante-cinq ans, il réalisa l'heureux paradoxe de se refaire une seconde vie, une seconde jeunesse au milieu des étudiants et des idées.

Une seconde vie? Une seconde jeunesse? Non, la même vie et la même jeunesse, mais libérée des broutilles et des tares inévitables de l'action, purifiée sur les hauteurs sereines du souvenir et de la pensée. Ceux qui se sont depuis trois ans pressés autour de cette chaire doctrinale de la Sorbonne, ceux qui ont entendu cette voix mâle et familière, mordante et émue, savent bien que la pensée de M. Buisson couronne son œuvre comme la flamme couronne le brasier, comme la fleur couronne la tige, comme le nuage couronne les sommets. Ils n'oublient pas cette phrase mémorable du discours inaugural prononcé le 3 décembre 1896 :

« Nous savons l'âme humaine plus large que toutes les religions et plus profonde que toutes les philosophies. Hommes d'éducation, nous avons toujours été plus ou moins des idéalistes... Nous ne nous représentons plus la société ni comme une poussière d'atomes dispersée à l'infini, ni comme une masse amorphe où disparaissent, absorbés et dissous, les éléments qui la composent, mais comme une équitable et harmonique coordination d'êtres vivants en un tout qui vit, lui aussi, mais qui vit en eux, avec eux et par eux. Le lien d'indépendance mutuelle qu'établissent entre eux des êtres libres est un acte de sagesse et de moralité. Il suppose *le gouvernement des esprits par la raison, et des volontés par la justice...* »

Cet homme, que le cléricalisme irréconciliable a représenté comme un sectaire et un persécuteur, fut toujours, dans l'action comme dans la pensée, un croyant de la tolérance, non pas de la molle tolérance qui est l'oreiller des sceptiques, mais de la tolérance active qui n'exclut pas la foi personnelle, qui la vivifie, l'élargit. Ses vingt années de direction à l'enseignement primaire ont été consacrées non pas, comme ses calomniateurs l'ont répandu, à « déchristianiser » la France, mais bien au contraire à la « décléricaliser » pour la mettre face à face avec l'esprit de l'Évangile. Qu'on étudie dans le détail tous les actes administratifs de M. Buisson; qu'on lise ce petit recueil (et pour ma part je le trouve digne des recueils similaires de Renan et de Lavisse) qui s'appelle : *Conférences et Causeries pédagogiques* (1); qu'on étudie ce monument élevé à la gloire du XVIe siècle protestant et libéral dans la personne de Sébastien Castellion (2), le premier apôtre de la tolérance moderne; que l'on cause enfin avec l'homme si vif, si simple, si ardent dans ses convictions, si respectueux des convictions d'autrui; partout et toujours l'on aura l'impression qu'on est en face d'une des consciences les plus hautes, les plus larges de la France contemporaine.

Raison, justice, tolérance, ce sont là vos trois déesses, vos trois Grâces un peu graves, mais pourtant souriantes, cher maître qui avez dû souvent réconcilier Platon et saint Paul sur les routes qui mènent du boulevard Montparnasse à la rue de Grenelle ou à la Sorbonne! Le problème de l'harmonie entre l'action et la pensée, ce mystérieux problème

1. Fascicule n° 59 des *Mémoires et Documents scolaires* publiés par le Musée Pédagogique : Paris, Delagrave.
(2) Paris, Hachette.

qui tourmente notre génération, vous l'avez résolu de la bonne manière.

Vous n'avez été ni un parlementaire bruyant ni un journaliste agité. Vous n'avez fait ni défait aucun château de cartes ministériel. Mais vous avez lentement, patiemment, joyeusement dressé un édifice solide, un palais de lumière et d'avenir pour la démocratie française. Vous avez voulu ressusciter les millions de « cadavres » dont la Compagnie de Jésus avait encombré la France; vous avez pensé que sans l'Individu libre et responsable la Patrie n'est qu'une poussière de race soulevable à tous les vents de l'histoire; vous avez placé la foi libre au cœur de l'énergie humaine, et à votre appel deux cent mille éducateurs se sont levés. Il ne dépendra pas de vous qu'ils ne refassent une France plus forte, plus unie, plus idéaliste que celle même de Henri IV et de 1789. Car elles sont de vous, ces nobles paroles, un peu chimériques, mais d'autant plus nécessaires :

« Il n'est pas vrai qu'il y ait deux Frances, qu'il y ait deux peuples dans ce peuple. Il n'est pas vrai que la patrie votre mère ait enfanté deux races irréconciliables. L'École fera la lumière, et dès que la lumière aura lui, les fantômes disparaîtront, et nous nous apercevrons qu'il n'y a en France que des Français, — aujourd'hui tous libres, tous égaux, et demain, quoi qu'on fasse, tous frères! »

IV

S'il n'est pas vrai qu'il y ait deux Frances, il est trop vrai, hélas! qu'il y a deux façons d'entendre la France.

La première est celle de M. Judet, et c'est le nationalisme. La seconde est celle de M. Buisson, et c'est le patriotisme.

La première consiste à agiter les spectres, à réveiller les haines, à renforcer les préjugés, à flatter les passions naïves du peuple, à lui dire : « Tout est perdu si tu ne te jettes dans les bras d'un sauveur galonné. Il exterminera pour toi et en ton nom (car tu es tout) les juifs, les protestants, les intellectuels, tous ceux en un mot qui ne veulent obéir ni au scapulaire ni au sabre. Il fera la part entre les vrais Français et les faux; il triera les Italiens comme Zola, les Allemands comme Scheurer-Kestner, les Suisses comme Stapfer, les Anglais comme Ribot; il expatriera en masse les juifs; il révoquera à nouveau l'Édit de Nantes; il remplacera le Parlement par un bureau d'état-major, l'Institut par une société de gymnastique et la Sorbonne par un petit séminaire. Alors, la France étant redevenue la fille aînée de l'Église, la sœur de l'Espagne et de l'Autriche, pourra fièrement renier l'erreur de 1789, et menacer en face les mécréantes nations anglo-saxonnes! »

La seconde envisage la France comme une personne morale dont la croissance a été continue depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, et qui, dans ses heures vraiment héroïques, avec saint Louis, avec Jeanne Darc, avec Henri IV, avec les parlementaires et les généraux de la Révolution, avec Lamartine et Victor Hugo, avec Michelet et Quinet, fut la missionnaire du droit, la prêtresse de la justice, la muse de la liberté. Sans doute elle a eu ses défaillances, ses égarements, ses passions; mais invinciblement elle est revenue à la vérité et à l'idéal. Son cœur s'est élargi avec les siècles; et si ce rêve n'était, hélas! prématuré, elle voudrait, sur ce cœur, presser toutes nations. Du moins veut-elle que dès aujourd'hui tous ses enfants soient égaux en droit, libres en conscience; qu'aucun d'eux ne soit opprimé ni n'opprime: que s'il y a quelque part un innocent au bagne et un bandit au pouvoir, justice soit faite, prompte, éclatante; que le jour apparaisse, luise enfin, où il n'y aura plus ni protestants, ni juifs, ni cléricaux, mais simplement des Français respectueux les uns des autres. Ce patriotisme-là dit au peuple :

« N'attends rien d'un César, ni d'une Église; ne te fie ni à tes colères ni à tes préjugés: examine scrupuleusement tes devoirs comme tes droits: ne confie le mandat de te représenter qu'aux plus dignes par leur savoir et par leur équité; élève-toi en t'instruisant: ne crois pas que la force vaille mieux que l'idée, ni qu'un sabre soit supérieur à un livre: respecte l'élite qui est en toi comme tu es en elle: et, conscient de tes faiblesses comme de tes énergies, regarde les autres nations moins pour les provoquer et les haïr dans leur passé que pour les égaler et les aimer dans leur avenir. »

Entre le patriotisme et le nationalisme, il y a la même différence qu'entre M. Buisson, réorganisateur de l'enseignement primaire, et M. Judet, rédacteur en chef du *Petit Journal*. Tous deux ont agi et agissent sur des millions d'âmes françaises. Lequel les a ennoblies, lequel les a dégradées? Lequel aura été, suivant l'expression de M. Judet, « un empoisonneur de la nation »? Le démagogue césarien ami des faux ou le démocrate libertaire ami du vrai?

Mon choix est fait. Sans doute aussi celui des lecteurs.

H. B.

L'EXAGÉRATION COLONIALE

On connaît la phrase :

« La France aura des colonies ou ne sera pas. »

C'est là une formule économique très sèche, très impérative, mais très juste — qu'il est inutile, je crois, de développer une fois de plus.

Il n'y a au monde qu'un seul pays civilisé, l'Amérique du Nord, qui puisse se passer de l'appoint colonial — ce, par cette raison simple, que son sol, s'étendant sous toutes les latitudes, lui donne en abondance les produits nécessaires aux besoins de ses habitants : produits des régions chaudes aussi bien que produits des régions froides...

Ceci admis — et, je le répète, il ne valait vraiment guère la peine d'y tant insister — examinons les résultats des efforts faits par les différentes puissances, dans un continent en proie, à toutes les époques, aux convoitises européennes : l'Afrique.

Les Anglais possèdent Sierra-Leone, la Côte d'Or et le pays des Ashantis, le Soudan méridional (Bas Niger), le Sokoto ; la région des Grands Lacs (Afrique orientale) ; l'Égypte, le Cap, le Natal, le Transwaal (protectorat), le Zoulouland, le Betchouanaland (désert de Kalahari), le pays des Matébélés.

L'Allemagne règne sur le Togo, le Camerouns, Angra-Pequena, l'Ousagara, l'Ousegouha, l'Oukami, etc. (Afrique orientale) et le Damara (sud-ouest africain).

La Belgique a son État libre du Congo.

La France garde l'Algérie, la Tunisie, le Sénégal, le Soudan, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Congo, les Somalis, Madagascar avec ses dépendances (Diégo-Suarez, Nossy-Bé, Sainte-Marie de Madagascar) ; les îles de la Réunion, Mayotte et les Comores...

Au train dont se précipitent les événements, nous verrons bientôt l'Afrique entière, absorbée par l'ogre européen.

On coupe, on taille dans ses territoires. Sur la mappemonde, il n'est que taches bleues, vertes, violettes, rouges... Le bleu est aux Anglais, le rouge aux Allemands, le vert aux Italiens... Et cela varie tous les six mois ; les taches s'étendent ou diminuent, car nos frontières sont de carton. Pour les déplacer il suffit d'un geste de la main, le geste de l'enfant qui joue aux « petits châteaux ».

On dispose d'un peuple, d'une race, comme on dispose d'une propriété entre cour et jardin...

Ne disons point, après tant d'autres, que pareils procédés de conquête sont la négation de ce qu'il peut y avoir en nous de moralité sociale. Non. D'abord, parce que cela s'est toujours passé ainsi ; que c'est de l'histoire courante ; que l'histoire n'est, à bien parler, que la lutte, sans cesse accrue et sans cesse victorieuse, du fort contre le faible.

Et que d'ailleurs il n'est pas sûr que les Noirs, à notre place, ne seraient point encore plus égoïstes et plus accapareurs que nous ; et qu'il n'est pas sûr non plus, — pour mettre les bonnes raisons de notre côté, — qu'en agissant de la sorte, avec eux, nous ne leur ayons pas rendu un très grand service.

Lors d'un voyage fait, il y a trois ans, en Sahara occidental, j'ai pu me persuader que les Maures, depuis qu'ils étaient en relations avec la Sénégambie, avaient vu leur chiffre de mortalité décroître.

Les indigènes gagnent à prendre contact. Sans doute, il est des abus de pouvoir dont ils sont le plus souvent victimes. Mais on nous fera difficilement admettre, cependant, que ces abus de pouvoir aillent jusqu'à ordonner cent cinquante décapitations en un seul jour, comme en usait si fréquemment Behanzin Glé-Glé, avant la prise d'Abomey.

Donc, nous avons raison de vouloir des colonies ; mais nous avons le tort d'en trop vouloir.

J'ai peur qu'il n'y ait, en ce moment, une sorte de fièvre chronique : la *colonisationomanie*.

Un peuple ne se dilate pas comme un gaz, à sa millième puissance. Des limites existent qu'on ne saurait dépasser. Un hercule à qui l'on met 500 kilogrammes sur le dos, ne pourra pas se relever ; un prodige d'activité, à qui l'on donne un travail de deux années à mettre sur pied en deux semaines, succombera à la tâche.

L'Angleterre paraît être dans cet état de surcharge. Sa santé et sa richesse l'accablent. Pléthorique jusqu'à l'obésité, le sang jaillit de tous ses pores. Elle n'en peut plus. L'Inde, le Canada, l'Australie, le Transwaal, l'absorbent, la paralysent. Et la voilà arrivée, à ce point critique, de ne pouvoir, avec ses soldats et sa marine, assurer l'ordre en toutes les parties de son gigantesque empire.

L'Angleterre restera désarmée devant sa première guerre coloniale un peu sérieuse (1).

Et cette situation de péril, elle ne la voit pas.

La folie gagne, gagne sans cesse... Cette nation si admirable par son entente absolue des matérialités de la vie ; cette nation, de concept tout moderne, qui la première réalisa pleinement tout ce que le travail basé sur la science pouvait fournir ; cette nation chez qui le mot de « bon sens » fut à coup sûr inventé ; cette nation nous donne le spectacle de l'égarement le plus ridicule et le plus coupable.

Et nous ne saurions, au fond, que nous en réjouir, car elle est rivale à craindre, si nous n'allions, à

1 Consulter à ce sujet : *Le point faible de l'Angleterre*, par M. le lieutenant de vaisseau Duboc.

notre tour, tomber dans les mêmes travers, les mêmes erreurs.

Déjà celui qui ouvre une géographie ou déploie la carte française, en vient à se demander si nous n'en sommes pas au même degré d'irraison et d'aveuglement.

Nous avons l'Algérie et la Tunisie ; nous avons le Sénégal et le Soudan jusqu'au Niger ; passé le Niger, nous avons la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Congo.

Un peuple sage se contenterait, j'imagine, de cette part.

Qu'exiger de plus ?

Qu'exiger de plus ? Mais l'Afrique de l'Est, « le drapeau tricolore couvrant, de Saint-Louis et de Brazzaville au Nil, et au delà, après l'Abyssinie, jusqu'à Djibouti sur le golfe d'Aden » !

Soit la moitié nette du grand continent.

Certes, voilà un beau rêve. Et s'il se réalisait, que ferions-nous ?

Il est permis de se poser pareille question. Nos procédés de développement commercial n'ont pas été si brillants qu'on puisse adresser des reproches à ceux qui les critiquent. Personne n'ignore que nous n'avons rien fait — ou si peu, qu'il ne vaut vraiment pas la peine d'en parler. Insister davantage serait humiliant (1).

Nos plus vieilles colonies ne sont même pas arrivées à se suffire. « Elles coûtent excessivement cher, d'autant plus cher que les sommes dépensées qui sont considérables disparaissent en grande partie en traitements de fonctionnaires ou d'agents trop nombreux, en bâtiments inutiles ou prématurés, subventions mal étudiées, faveurs à personnes médiocrement intéressantes, et que, en définitive, tout cet argent payé n'a pas une contre-partie équivalente dans l'outillage réalisé. La plupart de nos possessions dépensent beaucoup et ne s'outillent pas (2). »

La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, qui sont cependant « d'âge à être adultes » et ne devraient plus, depuis longtemps, avoir besoin de subsides, reçoivent encore plusieurs millions par an. L'Algérie souffre d'une insuffisance de recettes de près de 30 millions ; en déficit, aussi, le Sénégal ; en déficit, aussi, le Soudan... Quant au Congo, il est aujourd'hui dans un tel état de décrépitude financière qu'on en est à douter qu'il puisse jamais se relever.

En résumé, le contribuable métropolitain achète 100 millions, en chiffres ronds, sans compter les dépenses extraordinaires résultant des expéditions ou des conquêtes, l'honneur d'être, après l'Angleterre, la première puissance coloniale du monde (1).

Ne nous désespérons point. Un empire ne saurait se créer en quelques années.

Soit. Attendons : mais ne cherchons plus à grossir un domaine déjà de moitié trop gros, pour les avantages obtenus.

Que dire d'un industriel qui, à côté d'une usine ne lui rapportant rien, voudrait encore ouvrir une seconde usine qui ne lui rapporterait pas davantage ? Et que faisons-nous, je vous prie, nous-mêmes, sinon imiter ce ridicule personnage ?

Parcourons l'Afrique française : nous y verrons des territoires immenses entièrement abandonnés. A 100 kilomètres dans l'intérieur, impossible de découvrir un arpent de terre défriché. Le Dahomey attend ses premiers comptoirs. Le Sénégal, nôtre depuis plusieurs siècles, compte juste six grandes maisons de commerce, vivant, uniquement, de la traite de la gomme et de l'arachide. Supprimez ces deux produits du sol et, du même coup, Saint-Louis, Rufisque et Dakar sont ruinés. Les colons de la première heure ont beau répéter que de nouvelles cultures devraient être introduites, la routine seule prévaut, — et il s'écoulera, sans doute, nombre et nombre d'années, avant que la majorité de nos compatriotes se soit enfin décidée à reconnaître que la fortune irait au planteur de coton installé dans le Cayor.

On se moque de notre Sahara occidental ; on s'en va proclamant sa complète inutilité. C'est qu'on ignore que ce Sahara possède, sur une étendue de côtes de 150 kilomètres, un banc, Arguin-Portendik, qui pourrait rivaliser avec Terre-Neuve, et une oasis telle que l'Adrar, capable de fournir, aux plus bas prix, des gommes par centaines de quintaux...

Mais il s'agit bien de cultures et de commerce. Nous avons de plus séduisantes préoccupations.

Il faut, avant tout, établir la carte, dresser le bilan exact des richesses territoriales que nous avons acquises. Besogne très compliquée. Il ne se passe pas de semaines, sans refonte partielle des travaux d'assemblage : frontières à élever, postes à déplacer, traités à rectifier.

Pourquoi ces efforts de grande pénétration ? Pour-

1 [illegible] mois de mars 1898. Voici ces chiffres : « L'exportation de la colonie vers la France se monte à 40 fr. 50 en valeur, à 2 kil. 700 en poids. L'exportation dans l'étranger comporte 3 francs de bambou, 3 fr. 36 de foin, 4 fr. 30 de manioc et 9 francs de bananes.

2 [illegible]

1 D'après le rapport de M. Riotteau, à la Commission du [illegible] M. [illegible] ration de l'année 1897, la somme de 124 792318 francs ; à savoir [illegible] Colonies.

quoi ces postes, ces frontières, quand on sait avec quelle indifférence nous les abandonnons!

Que sont devenus les comptoirs établis par Mizon dans l'Adamaoua? A chaque session de la Chambre, le prince d'Arenberg, avec une persévérance digne d'éloges, montait à la tribune. De nouveau il faisait le pays juge des procédés de la *Royal Niger Company*...

Il demanda réparation. Il n'obtint rien. Il demanda une indemnité. Il ne l'obtint pas davantage. Alors?...

Alors, nous marchons, nous marchons, sans programme arrêté. Nous envoyons des voyageurs, au risque de leur vie, dans des parages inconnus... Ces voyageurs signent des conventions, installent des factoreries. Et quand enfin, grâce à eux, nous sommes bien chez nous, un étranger vient nous dire : « Donnez-vous donc la peine de passer dehors. » Et nous passons dehors, très poliment, en nous excusant de la liberté grande...

Faut-il beaucoup d'exemples de ce genre, pour arriver à démontrer que l'utilisation pratique des terres et de la main-d'œuvre indigènes est encore pour nous objet de dernier ordre?

Si j'osais, je dirais que nous ne sommes en matière coloniale que des amateurs, ou, ce qui serait plus exact, d'incorrigibles utopistes.

C'est moins dans le but de semer le coton que nous avons le Sénégal, que dans le but de « faire rayonner sur les populations barbares le prestige et la gloire du nom français ». Cette phrase est la phrase type servant de finale à tout discours de distributions de prix et de médailles. Éloquence optimiste et facile, — autant que fausse.

Vendre et acheter devrait être, au fond, l'unique formulaire de la colonisation moderne.

Il importe peu qu'un Ouoloff ou un Toucouleur sache lire et compter d'après la méthode Larive et Leyssenne, qu'il sache les hauts faits de notre histoire d'après les résumés anthologiques de M. de Crozals! La grosse affaire est qu'on puisse compter sur lui pour la mise en valeur de ses *lougans* et de son industrie!

Considérer l'Afrique comme un vaste comptoir, un vaste champ de culture, et rien de plus. Un minimum de fonctionnaires, les aborigènes s'administrant eux-mêmes, avec les lois, les mœurs, les préjugés de leur basse intellectualité. Une police forte pour maintenir l'ordre. C'est tout.

Au lieu de cela, quelle méthode est la nôtre?

Nous avons appliqué dans le Oualo les immortels principes de 1789. L'homme est né libre.

En conséquence, nous abolissons l'esclavage, clef de voûte de l'édifice social musulman, et nous déclarons électeurs des hommes qui mettront toute une existence pour apprendre à distinguer leur main droite de leur main gauche.

Cette question de l'esclavage est une très grosse question. Des flots de sang et des flots d'encre ont été répandus pour tâcher de la résoudre. Et ce fut besogne inutile. L'esclavage a résisté. Il résistera sans doute aussi longtemps que les mahométans eux-mêmes.

Les Noirs qui pratiquent l'islamisme ne font qu'obéir à un précepte très strict de leur religion, en ayant des esclaves. Le Coran a tout prévu : il a réglé minutieusement les conditions d'achat, de vente et de séjour. Il a voulu dans ses ordonnances, autant que cela était possible, protéger le captif contre les rigueurs de sa captivité.

En réalité, ce captif est assimilé, en tous points, au domestique chez nous. Souvent même, son état sera préférable à celui de ce dernier.

Maîtres et serviteurs vivront sur un pied d'égalité parfaite, fumant dans le même os de mouton, mangeant et buvant à la même calebasse, couchant sous la même paillotte.

Est-ce à dire maintenant, devant ce tableau d'idylle, que nous devrons soutenir l'esclavage? Non. Prétendre que le droit de posséder un être humain, comme on possède un mouton, constitue acte social à encourager, serait stupide et méprisable. Mais prétendre que l'heure n'est point venue de tenter pareil changement dans les habitudes religieuses de populations aussi étroitement fanatiques, qui oserait affirmer que c'est là une mauvaise raison?

Pour longtemps encore, en matière africaine, la devise adoptée par les libre-échangistes sera la meilleure : « Laisser faire, laisser passer. »

Il en est qui ne cessent de nous crier :

« Vous prétendez avoir des colonies, sans avoir de régime colonial, de système colonial; vous allez ainsi de tâtonnements en tâtonnements. Il en résulte une effroyable confusion, une véritable tour de Babel. Il est nécessaire qu'une pareille situation cesse. Il est nécessaire d'étudier quel est le système colonial que nous devrons organiser (1). »

Très juste. Oui, nous n'avons pas de système colonial; oui, nous n'avons pas de régime colonial, et nous tâtonnons sans cesse, allant de l'un à l'autre, sans jamais nous fixer... Je demandais un jour à un de nos fonctionnaires :

— Pourquoi avons-nous le Congo?

— Pour gagner de l'argent, me répondit-il. Semer, planter, récolter, vendre...

— J'entends bien. Mais le malheur veut que nous ne semions pas, que nous ne récoltions pas, que nous ne vendions pas...

— C'est vrai.

1. M. de Lamarzelle.

— Alors, dites-moi pourquoi nous avons le Congo?

Il réfléchit un instant :

— C'est peut-être bien pour ennuyer les Allemands et les Belges...

Nous collectionnons des colonies, comme d'autres collectionnent des tapisseries ou des meubles.

La monstruosité administrative des conseils généraux vivant en parasites sur les budgets, le privilège des compagnies à charte non encore voté, l'application du tarif général qui ruine les ports, l'insuffisance des travaux publics, menues choses que tout cela!

Le grand œuvre est d'augmenter la collection, en développant sans arrêts, sur la carte, ce que l'on est convenu d'appeler, par euphémisme, notre sphère d'influence.

On estimerait avoir perdu son temps, si tous les trois mois n'arrivait une nouvelle confirmant la prise de cinquante hectares de marécages sur l'Oubanghi ou sur la Chari.

On suit les progrès de la pénétration dans le bassin du Nil, du Tchad ou du Niger, comme on suit aux courses les difficultés d'un steeple-chase. Pour un peu, on parierait.

Mais cette lutte du tien et du mien, dans laquelle nous prenons des villages et des champs d'ignames pour les restituer ensuite aux Anglais, lesquels, à leur tour, finissent par les abandonner, ne serait que ridicule, si tout cela n'était acquis au prix d'existences humaines et de lourds sacrifices pécuniaires.

Il semble pourtant que le pays affirme, avec assez de netteté, qu'il ne veut plus de cette « politique d'expansion ».

« Le moment viendra bientôt, a dit M. Loubet, où il faudra se demander si, pour une vaine gloriole, nous devrons conserver intact notre empire entier et si nous ne devrons pas renoncer à celles de nos possessions qui ne nous rapportent rien. » Notre état financier appelle des remèdes d'application immédiate. Le pays exige impérieusement des économies. Nous sommes las de ce privilège tout particulier qui nous vaut l'honneur d'être le peuple le plus imposé de l'Europe.

Le Gouvernement l'a compris; il a condamné, à maintes reprises, toute action qui ne serait pas approuvée par les Chambres.

Pourquoi n'a-t-il pas persisté dans ces sages desseins? Quel besoin de pénétrer dans l'intérieur?... dans ces régions qui séparent le Congo des affluents du Nil? Et quel besoin du Nil lui-même?

Qui démontrera la valeur pratique de cette formule répétée aujourd'hui par tous les fervents de l'expansion : « Entre Berber, au Nord, et Redjaf, au Sud, le cours du fleuve appartient, sur 15° de latitude, aux Mahdistes, aux Abyssins et aux Français. »

Plus l'on cherche à comprendre les mobiles qui nous poussent en cette partie de l'Afrique, en dehors de notre domaine légitime, — et plus ces mobiles nous échappent.

Les seuls qui nous paraissent clairs, immédiats, sont ceux reposant sur l'orgueil ou plutôt sur la vanité nationale, car il ne viendra, je pense, à l'idée de personne de soutenir que l'occupation du Nil ajoutera réellement à notre richesse collective, alors que nous avons déjà le Soudan, le Sénégal, le Congo, l'Algérie, la Tunisie et Madagascar qui, bien conduits, rationnellement exploités, pourraient nourrir cent millions d'individus, c'est-à-dire plus du double de notre population.

Et l'Islam que nous oublions dans nos projets de conquêtes?

L'Islam grandit de nos échecs, se fortifie de nos déceptions.

Aujourd'hui, il ne fait que se défendre. Demain, si l'on n'y prend garde, il menacera. Déjà l'agitation monte. Le Désert, fermé depuis Flatters, est l'immense cuve où s'accumule la haine — et cette haine déborde, envahit le Soudan, roule sur l'Afrique entière...

Et il n'est pas que le Sahara... La Turquie, qu'avec un stupide aveuglement, Guillaume II persiste à protéger, la Turquie prendra la tête dans l'œuvre de mort.

Sa victoire sur les Grecs devient presque une apothéose. Le triomphe des Musulmans sur les Chrétiens est maintenant connu de tous — des Bakhaya aux Senoussi.

Nous ne pouvons nous maintenir, en Afrique, que par notre prestige, notre réputation incontestée de puissance.

Or si nous jouons avec ce prestige: si, rejetant toute méthode précise d'action, nous nous bornons à envoyer, à tort et à travers, des colonnes qui régulièrement se feront massacrer, l'Arabe ou le Noir en arrivera à se convaincre que notre puissance n'est qu'apparente — et autant de missions nouvelles, autant de massacres nouveaux.

Les événements survenus durant ces quinze dernières années, les assassinats [1] dont nous avons oublié de tirer vengeance ont diminué de façon très sensible l'influence française dans le nord du continent.

Si le Sahara nous est fermé — j'y insiste — il n'y faut voir que l'influence du désastre Flatters. Si nous avions de suite demandé réparation, le pays des Hoggar et des Adzgoer serait nôtre.

Mais nous ne voulons pas agir autrement que par

[illegible]

demi-mesures, timides. On sait que le pays ne veut plus d'expéditions, de conquêtes, on n'ose pas aller contre sa volonté. Et cependant, c'est si tentant une pointe vers le Nil, pour imiter nos grands voisins les Anglais!...

Alors, sous prétexte « d'assurer dans l'intérieur du Congo la relève des postes établis et organisés par le lieutenant-gouverneur », on lance en avant le capitaine Marchand avec ordre d'atteindre Fachoda. Et pour accomplir pareille traversée, on lui donne deux bataillons de Haoussa et de Gabonais, pas assez nombreux pour être une armée, trop nombreux pour être la caravane pacifique.

On a déjà pourtant répété — et sur tous les tons — qu'il n'y avait en matière de développement colonial que deux modes :

La force — 10 000 hommes et du canon;

La persuasion — 15 hommes et des porteurs chargés de denrées et d'étoffes.

Il s'agit maintenant de savoir ce que nous voulons faire de l'Afrique.

Voulons-nous l'exploiter nous-mêmes, chasser les naturels et nous mettre à leur place?

Alors sonnons la charge! mais la guerre sera dure!

Voulons-nous, au contraire, nous assurer les seuls monopoles d'achat et de vente, sans viser à la possession immédiate des terres?

Adressons-nous au commerçant.

Donnez-moi 50 000 francs de cotonnades, et j'irai de Saint-Louis au Bornou avec une douzaine de laptots. C'est la bonne et sûre méthode.

Si nous l'avions toujours employée, si toujours nous nous étions souvenus, à temps, qu'une colonie n'est pas spécialement une école d'héroïsme pour militaires, un terrain vague où l'on déploie le drapeau tricolore en criant : « Vive la France! » au bruit du tambour, mais un centre de production, « un magasin d'achat et de vente en gros et en détail », depuis longtemps l'Afrique française et l'Asie française et l'Amérique française seraient prospères.

Si les millions que nous avons dépensés pour atteindre le Nil, nous les avions employés à la construction du chemin de fer de Kayes!

Si, au lieu de songer à la conquête de Berber, nous avions songé à assurer la sécurité de notre Soudan par la destruction de Samory!

Et si, au lieu de nous embarquer pour Djibouti dans l'aventure abyssine, nous nous étions seulement embarqués pour Madagascar? Le chemin de fer de Tamatave à Tananarive eût été d'une autre importance à nos intérêts que celui du Harar.

Restons chez nous pour nous consacrer, en entier, au développement de ce qui est français, sans conteste.

Notre empire colonial comprend plus de sept millions de kilomètres carrés — avec 50 millions d'habitants.

Estimera-t-on qu'il n'y ait pas là de quoi occuper notre activité et nos forces? D'aucuns trouveront qu'il y en a encore dix fois trop!...

GASTON DONNET.

SAINTE-BEUVE

PROFESSEUR A L'ÉCOLE NORMALE (1859-1861)

Sainte-Beuve vient d'obtenir au Luxembourg le seul hommage public rêvé par sa modeste ambition. Ce grand écrivain, dès 1853, à propos de l'abbé Prévost, dédiait dans sa pensée les statues aux hommes qui « sur la terre ont marché d'un pied orgueilleux et solide ». Il réservait à l'homme de lettres « que poursuit l'amour de la retraite » l'hommage plus discret d'un buste à demi voilé par des ombrages.

François Coppée, toujours prompt aux généreuses pensées, avait pris l'initiative de cette consécration. Jules Troubat, le digne secrétaire du maître, y a dépensé toute une activité filiale, et voici le buste de Sainte-Beuve à sa place dans « le jardin des Poètes ». Au jour de l'inauguration on a rendu noblement et diversement hommage aux dons si multiples de l'auteur des « Lundis ». Coppée parla plus spécialement du poète; Larroumet, du critique; M. Albert Vandal, du psychologue devancier de Taine, initiateur de Bourget; M. Gaston Boissier, de l'humaniste qui traversa le Collège de France. Aucun n'a parlé du professeur à l'École normale. Il subsiste donc à cet endroit de l'éloge funèbre une lacune qu'il appartient peut-être de combler à l'un de ceux qui furent pendant deux ans les élèves de Sainte-Beuve à l'École, écoutant ses leçons et les rédigeant chacun à leur tour.

Cependant, pour comprendre ce que devait être Sainte-Beuve dans ce grand atelier d'étude ardente et de pensée libre, il convient avant tout de rappeler ce qu'était l'École normale de 1858 à 1861. Elle ne ressemblait en rien à ce qu'elle avait été, d'après le dire de nos aînés, vers la fin du règne de Louis-Philippe et en 1848, mais elle ne ressemblait pas davantage à ce qu'elle était devenue depuis le coup d'État jusqu'à la direction de M. Nisard. La réaction de 1851, qui avait éloigné de la rue d'Ulm un Hervé, un Claveau, bien d'autres encore, avait pris fin avec l'administration lamentable de M. Michelle. Tout au contraire, Désiré Nisard, ce galant homme, si mal jugé par ses détracteurs, si méconnu par le public, ouvrit une ère de libéralisme intelligent. Sans doute les élèves n'obtenaient pas alors des sorties aussi

prolongées, autant de faveurs que plus tard sous la direction expansive de Bersot, mais ils jouissaient déjà de la liberté intellectuelle pleinement reconquise. En effet l'administration de M. Nisard, secondée par ses sous-directeurs, MM. Jacquinet et Pasteur, était réellement paternelle. Elle fermait les yeux sur tout ce qui ne touchait pas à la discipline, au règlement, au travail, et laissait aux Normaliens leur indépendance en dehors de la maison.

L'on peut en juger par les faits suivants. En 1860 un certain nombre de Normaliens, revenus depuis pour la plupart de leurs illusions cosmopolites, purent impunément organiser une souscription pour l'expédition des Mille, et cette souscription fut publiée dans le *Courrier du Dimanche*. D'autre part, sans recevoir d'avertissements du directeur, quelques élèves purent, pendant leurs trois ans à la rue d'Ulm, publier des vers ou des articles dans les Revues et collaborer même au *Courrier du Dimanche*, à côté des Weiss et des Paradol, des Frédéric Morin et des Alfred Assollant. Ils pouvaient même, à l'intérieur de l'École, pour ne citer que le nom de nos chers morts, faire dans les récréations, entre deux parties de barres, de la politique libérale avec Jean Armingaud, avec Charles Bigot de la propagande républicaine.

Dans les travaux, les leçons, les controverses des conférences, les Normaliens d'alors avaient pleine liberté. Nos professeurs étaient à cet égard d'une largeur incomparable, aucun n'exerçait la moindre pression officielle. M. Caro, quoique ami du régime impérial, aimait et recherchait le talent précoce sans s'inquiéter des tendances. MM. Zeller, Paul Janet, Chassang, Berger, favorisaient discrètement dans la jeunesse studieuse l'essor des idées libérales. En même temps il régnait entre élèves une vraie tolérance, une franche cordialité. Les esprits les plus opposés fraternisaient et, comme toujours à l'École, les lecteurs de l'*Opinion nationale*, les admirateurs d'About et de Sarcey, coudoyaient avec une sympathie respectueuse la foi catholique de l'excellent Huvelin, aujourd'hui vicaire à Saint-Augustin, ou du regrettable Ollé-Laprune dont les convictions religieuses étaient empreintes d'une douceur fénelonienne.

C'était dans ce milieu très indépendant, plein de contrastes, et qui n'avait rien de cette uniformité que les *snobs* du journalisme attribuent à notre chère École, que Sainte-Beuve apparut, non sans exciter quelques défiances, malgré l'éclat de son nom et l'autorité de son génie. L'esprit de l'École au début lui tenait rigueur de ses affinités avec le gouvernement impérial et de l'allure réactionnaire de ses *Lundis* entre 1850 et 1853; la minorité croyante et pratiquante s'effarouchait de son retour à la philosophie de sa jeunesse. Il y avait, non pas de l'hostilité, mais de la réserve dans l'auditoire. Une maladresse eût tout perdu. Rien ne fut même compromis.

Sainte-Beuve nous donnait régulièrement, les vendredis, une conférence sur la Littérature du Moyen Age. Il n'enleva pas son public du premier assaut, mais il parvint à le conquérir, à force de qualités personnelles, par la conscience et la probité de son érudition, par la finesse et la largeur de son esprit, par son impartialité comme par sa tolérance. Toutes ses opinions restaient modérées, tous ses jugements équitables, et que de vues neuves et lumineuses, sans jamais viser au paradoxe, même à l'effet! C'était dans les appréciations du Maître le triomphe du bon sens, le point de perfection de la justesse et de la justice. Cet enseignement, il faut bien le dire, nous offrait plutôt une transmission d'idées qu'un modèle d'exposition. Au premier abord le professeur était loin de valoir l'écrivain. Sainte-Beuve disait les choses les plus intéressantes avec un son de voix médiocrement agréable et une certaine lenteur de débit. Mais bientôt la diction s'échauffait, l'organe prenait de l'essor et du mordant. Surtout le juge souverain des ouvrages de l'esprit se reconnaissait à ses réflexions intermittentes, à des aperçus qui venaient illuminer sa phrase, traits de lumière, jets de flamme.

Sainte-Beuve parcourut notre littérature nationale depuis les origines jusqu'à l'entrée du XVIe siècle. Il étudia très soigneusement les chansons de gestes, surtout l'épopée féodale avec les Guillaume d'Orange et les Aimeri de Narbonne. Sa leçon la plus attachante pour cette période fut celle où il compara le *Mariage de Roland* dans la *Légende des Siècles*, qui venait de paraître, avec l'épisode du *Girard de Viane*. Sainte-Beuve s'attachait à nous démontrer qu'il y avait plus de mâle simplicité dans le texte primitif que dans la version amplifiée de Victor Hugo qui avait fait un poème plus moyen âge que le moyen âge lui-même. Cela n'enlevait rien aux beautés de la *Légende des Siècles*, mais c'était la vérité qu'il sied toujours de faire entendre.

Cependant Sainte-Beuve professeur n'excella qu'à partir du moment où le moyen âge devenait en quelque sorte moderne : c'est avec les chroniqueurs que son enseignement prit tout son élan, toute sa portée, avec Villehardouin, Joinville, Froissart, Comines. Que d'observations judicieuses sur ces quatre Français de bonne race, si avisés, si nets, si subtils, beaucoup plus nos contemporains que les poètes de la même époque! Comme il nous fit sentir la grave éloquence du premier, la naïveté spirituelle du second, et chez les deux autres l'antithèse de l'imagination éprise d'extérieur et de pompe féodale et de la sagacité clairvoyante pressentant pour ainsi dire la philosophie de l'histoire : ce furent autant de révélations. Car tous les prédécesseurs apparaissaient bien dépassés, plus brillants peut-être, mais certai-

nement superficiels : Sainte-Beuve ne le fut jamais. Dans son professorat passager comme dans sa longue œuvre de critique, il avait le culte de l'exactitude et de la précision. Il fut tout le contraire d'un rhéteur ; il était aussi tout l'opposé d'un érudit à la manière germanique.

Ce qui contribua le plus à lui ramener certains auditeurs prévenus, ce fut l'impartialité dont je parlais tout à l'heure et qui se traduisait par le respect de toutes les convictions et le souci de ne prononcer jamais une parole qui pût blesser les opinions respectables. Ce fut aussi l'aménité parfaite de son accueil, toutes les fois qu'il eut à s'entretenir avec les Normaliens dans le cabinet de M. Chassang ou même dans son intérieur de la rue Montparnasse. Je fus mis en relations avec ce grand esprit par une rédaction de son cours sur Joinville. Non seulement il me reçut avec bienveillance, mais il m'engagea dès lors à le venir voir et à lui montrer mes premiers vers. C'est alors que je pus connaître l'homme dans son intimité, l'homme privé que je n'ai jamais cessé de voir jusqu'à sa mort. Je l'ai trouvé bon pour les faibles, secourable aux humbles, paternel et serviable pour les jeunes gens qui avaient quelque chose en eux. J'ai pu constater parfois son irritabilité nerveuse envers ceux par lesquels il se croyait blessé, mais j'ai plus souvent reconnu sa rare tolérance et son respect de la liberté d'autrui. Car jamais il ne me fit un grief de mes relations avec ses ennemis politiques et littéraires, ni même un reproche momentané de l'ode que je composai sur les bancs de l'École en l'honneur de son adversaire Victor de Laprade au lendemain de l'odieuse révocation du poète professeur. Je l'ai vu surtout, je ne cesserai de le dire pour rendre hommage à la vérité, très favorable, en dépit de ses opinions intimes, à l'esprit religieux, à la vraie piété qu'il appréciait chez ses élèves et ses amis, n'ayant d'animosité que contre ceux qui faisaient de la religion un instrument d'opposition de salons ou d'intolérance furibonde, ou bien encore une expression de leur dilettantisme. Plus d'une fois il avait salué le catholicisme chez ses apôtres et ses grands écrivains : il ne le reconnaissait pas chez M. Raymond Brucker, M. Nicolardot, même chez Louis Veuillot ou Barbey d'Aurevilly. Peut-on lui reprocher cette distinction qui prouve encore son sens exquis et son discernement ?

Tel fut Sainte-Beuve à l'École normale sous l'aspect du professeur qui chez lui, nous le voyons, ne fut pas, autant qu'on l'a dit, inférieur au critique par excellence. Il importe de fixer ce souvenir ; car le critique incomparable que fut Sainte-Beuve, malgré la certitude de sa destinée devant la postérité, subit en ce moment l'éclipse inévitable par laquelle nous avons vu passer Lamartine et Vigny du temps de notre jeunesse, Musset depuis, et peut-être actuellement le plus grand de tous, Victor Hugo. Je puis en porter témoignage étant de ceux qui voient chaque année un grand nombre de jeunes gens, l'élite lettrée, se préparer aux épreuves de la Licence et de l'Agrégation. Les étudiants actuels ne lisent plus les *Causeries du Lundi*, *les Nouveaux Lundis*, *Port-Royal*, que sollicités par leurs professeurs. Ils dévorent avec avidité les recueils, d'ailleurs si remarquables, de Brunetière, de Faguet, de Lemaître, de Doumic, de Lanson, et laissent de côté notre vieux maître de l'École normale. Pour la critique comme pour le reste, le mot de Platon est toujours vrai : « L'air du dernier joueur de flûte est celui qui plaît le plus aux hommes. »

En revanche, j'ai pu constater dans cette même jeunesse un retour marqué vers Sainte-Beuve poète, comme vers le premier qui demanda l'inspiration et l'émotion à des scènes et à des incidents de la vie bourgeoise populaire, domestique, le novateur qui donne droit de cité dans l'Art aux humbles et aux ignorés, précurseur du Gautier des *Intérieurs*, du Baudelaire des *Petites Vieilles*, de Coppée et d'Eugène Manuel. J'ai senti plus d'une fois chez nos élèves des Facultés un réel entraînement vers la poésie de *Joseph Delorme* et des *Consolations*, une véritable curiosité d'informations sur la part de Sainte-Beuve dans la révolution romantique.

Qu'en conclure, sinon que Sainte-Beuve apparaît de plus en plus comme un grand inventeur en poésie, quoiqu'il y ait eu dans notre siècle cinq ou six poètes de plus haut vol ? Mais il n'en restera pas moins pour la postérité comme le premier critique, le maître du chœur, et l'on reviendra toujours à cette vaste partie de son œuvre. Critique consommé, historien littéraire de premier ordre, il fut par là même un professeur à la hauteur de sa fonction, dont l'enseignement aussi profond que pondéré, modèle de mesure et de sagesse, ne sera jamais oublié par ceux qui ont eu l'honneur d'être ses disciples.

EMMANUEL DES ESSARTS.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Sur le Nil.

On comprend que la surprise et la déception des vainqueurs d'Omdurman ont été vives, quand la nouvelle leur arriva qu'il y avait des « blancs » à Fashoda, vers le 10e degré, sur les hauteurs du Nil qui porte aussi le nom de « blanc », à l'entrée du pays des rivières. Que pouvaient bien faire là ces « blancs », et qui étaient-ils, ces indiscrets, ces impertinents, arrivés sans bruit ni trompette à 5 degrés au-dessus

des Anglais, tandis que le général Kitchener, vainqueur des Mahdistes, entrait triomphalement dans Omdurman et Karthoum, l'étendard noir du Prophète à la main? Ce ne pouvait être que des Français pour avoir fait un coup de cette façon, qui apparaît à la fois comme un coup de bravoure, de vitesse et d'ironie! Et ces Français devaient être le brave commandant Marchand avec sa petite troupe.

A la vérité, aujourd'hui même, 20 septembre, on n'a reçu encore aucune nouvelle authentique de la présence de Marchand à Fashoda. Les dépêches du Caire disaient hier soir : « On ne sait rien ici de cet événement. » Mais ce sont les informations britanniques, venues du camp de Kitchener, qui ont tout d'un coup lancé dans le monde cette grande nouvelle : « les éclaireurs de l'armée anglo-égyptienne avaient entrevu des blancs à Fashoda et ces blancs ne pouvaient être que des Français! » Que les Anglais sont malheureux vraiment de trouver des blancs sur le Nil blanc! Et ils peuvent dire mieux que le loup de la fable : « Pourquoi êtes-vous venus troubler là-haut mon breuvage? » car, en effet, ces blancs sont plus haut.

Nous envisageons cette nouvelle dans les termes où elle nous est présentée. Il est certain que des « blancs », partis de l'océan Atlantique, de l'embouchure du Congo, et traversant l'Afrique de l'ouest à l'est, avaient parfaitement le droit d'arriver aux sources du Nil et de s'y établir, pendant que les Anglais se dirigeant du nord au sud, du Delta du Nil vers le Cap de Bonne-Espérance, étaient encore au confluent des deux Nils, à Karthoum. En bonne justice, que peuvent à cela les Anglais et pourquoi nous en voudraient-ils?

Ne sommes-nous pas, eux et nous, des blancs, et n'est-il pas dit et écrit de toute éternité que des blancs doivent aller défricher le continent noir et abolir la Nigritie? Voilà deux années que Marchand s'est mis en voyage, — à supposer que ce soit lui, — et, à travers mille souffrances, mille périls de mort, presque sans ressources, sans appui de son gouvernement, il a rencontré Fashoda, en vue de l'Éthiopie et de notre ami Ménélik, reliant ainsi notre Afrique française de l'ouest aux routes de la mer Rouge et à nos postes de Djibouti.

Rien de plus logique, de plus rationnel que ce voyage de Marchand, et la preuve, c'est qu'il a touché au but, presque sans brûler de poudre; et lorsque les Anglais arrivent par Dongola, Berber, Khartoum, avec leur double armée, terrestre et aquatique, leurs chameaux et leurs canonnières, ayant livré des batailles qui seront célèbres dans l'histoire, comme Zama et Arbelles, que voient-ils? Ils voient là-haut, planté gaiement sur un bastion, un petit drapeau tricolore! Eh bien, quoi? Ce n'est pourtant pas la barbarie et le cannibalisme, ce petit drapeau tricolore, splendide au soleil des tropiques? C'est la paix française, et la civilisation blanche, comme la vôtre, Anglais; pourquoi vous plaignez-vous? Et de quoi vous fâchez-vous?

De quoi... nous le savons bien. C'est que, comme on dit vulgairement à Paris, et jamais l'expression ne fut plus juste : « cela vous la coupe. » C'est-à-dire cela coupe votre route idéale d'Alexandrie et du Caire vers le Cap, en passant par le Transvaal. Vous avez conçu que votre empire africain doit s'étendre des bords de la Méditerranée au cap de Bonne-Espérance et aux rivages de l'océan Indien, le long du Nil, de la mer Rouge, de Mozambique, en touchant la baie de Delagoa et Lourenço-Marquez, que vous vous êtes déjà attribués, à l'entrée du canal de Madagascar. C'est une belle conception sur le papier et dans l'esprit, mais c'est une conception. Elle rencontre pour se réaliser divers genres d'obstacles très importants, géographiques et politiques, des possessions allemandes, portugaises, des États libres, comme ceux du Boër, le président Krüger, qui ne semble pas d'humeur à vous vendre son droit d'aînesse pour un plat de lentilles, comme vous savez. Tandis que Marchand, lui, a déjà exécuté son beau dessein et sans déranger personne.

Il est arrivé de l'Atlantique à la mer Rouge. Voilà le fait que vos gazettes ont porté à notre connaissance. Encore une fois, avez-vous le droit de vous fâcher? Maintenant, que nous sommes face à face, il s'agit de s'entendre.

Plus tard on pourra retracer le détail de ces grandes choses. Nous nous attachons seulement aujourd'hui à considérer ce retour si curieux de la France dans les contrées nilotiques, en venant par le sud et par l'intérieur de l'Afrique, alors qu'elle s'était éclipsée et avait disparu par le nord, abandonnant le Delta et tout le Nil à l'Angleterre.

C'est en 1876 qu'Ismaïl-Pacha déposé, la France et l'Angleterre avaient établi sur l'Égypte une sorte de condominium. Une émeute militaire éclate, un colonel, *Arabi* de nom, chef d'un *parti national*, — car on n'ignore pas que toute sédition militaire est toujours un parti national, — s'empare de la personne du Khédive, successeur d'Ismaïl. Aussitôt Gambetta propose une intervention commune avec l'Angleterre, pour remettre l'ordre dans les affaires d'Égypte et garder cette partie du monde, qui rejoint trois mondes, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, sous la haute main des deux grandes puissances civilisatrices. On n'a pas oublié comment cette politique fut rejetée avec effroi par les parlementaires de cette époque, comment Gambetta fut renversé, ses plans et ses vues abandonnés. Nous avons donc laissé l'Égypte aux Anglais. Ils ont travaillé, nous n'hésitons pas à le dire, avec autant d'intelligence que d'énergie, depuis seize ans, à réor-

ganiser l'Égypte, à la mettre en valeur, promettant toujours qu'ils s'en iraient quand ils auraient terminé la tâche qu'ils s'étaient assignée pour le bien commun de l'Europe. Ils viennent de couronner leur ouvrage par cette expédition, où leur industrie a brillé, et leur ténacité et la suite imperturbable de leurs desseins, autant que leurs qualités militaires. Ils ont détruit la puissance du Mahdi. Ils ont reconstitué le vieil empire égyptien en reculant ses bornes jusqu'au confluent des deux Nils. Nous nous honorons à leur rendre justice. C'est un beau travail qu'ils ont fait là en seize années, ils ont le droit de revendiquer un grand mérite ; mais si nous avons quitté un peu légèrement par le nord la terre toujours disputée d'Égypte et abandonné les traces glorieuses de nos soldats et de nos savants en remontant à la hâte sur nos vaisseaux, nous avons reparu par le sud et par les régions soudanaises, alors qu'on ne nous attendait pas ; n'est-ce pas un mérite aussi ?

Et les deux grandes nations civilisées, que sépare ici le détroit de la Manche, se rejoignent un beau matin en amont et en aval d'un grand fleuve d'Afrique. Eh quoi ? n'est-ce pas une intéressante aventure, digne d'être racontée aux siècles à venir, pour l'honneur commun de Paris et de Londres, de Manchester et de Marseille ?

Mais ce n'est pas sur ce ton, il s'en faut, que la presse britannique a pris les choses. Bien que l'on soit habitué de longtemps en Europe aux allures brutales d'une partie de la presse britannique, les organes dévoués à la politique de M. Chamberlain nous ont presque étonnés par la brusquerie de leur ton rogue et comminatoire. En même temps qu'ils nous annonçaient la présence des « blancs » à Fashoda, ils nous sommaient déjà de nous en aller, et au plus vite, sans même savoir qui était là et dans quelles conditions on y était. Fashoda fait partie de l'empire du Khédive et du territoire égyptien, et l'Angleterre, représentant le Khédive, nous invite à nous retirer sans observation et d'urgence, au nom des droits souverains du Khédive et du Sultan lui-même. La question, ainsi présentée, est fort discutable et la discussion devant tout arbitre impartial ne pourrait être qu'à notre avantage, car il est facile d'établir que Fashoda est aussi peu dans les sphères du Sultan que bien d'autres points que les Anglais ou d'autres Européens se partagent, et nous y sommes arrivés avant que les Anglais eux-mêmes fussent entrés en grande pompe triomphale à Omdurman.

La prétention anglaise a paru d'autant plus choquante à Paris qu'elle était accompagnée de diverses circonstances propres à exciter les soupçons des esprits défiants. Ainsi on disait que le sirdar Kitchener, avant de pousser plus au sud, avait congédié en hâte tous les journalistes et reporters des différentes nations, afin de pouvoir agir à son gré et sans témoin ; on ajoutait que les communications télégraphiques étaient interrompues ou qu'elles manqueraient désormais par la nature des choses, en sorte qu'il était impossible d'envoyer au sirdar des instructions complémentaires.

Comme il aurait eu — toujours à ce que l'on disait — dans ses ordres primitifs celui d'occuper Fashoda, il allait donc remplir sa mission jusqu'au bout et s'emparer de cette place, quoi qu'il pût arriver et sans qu'il y eût aucun moyen de l'arrêter en route. Ainsi on rassemblait comme exprès tout ce qui pouvait blesser chez nous les sentiments les plus légitimes. Cette attitude de la presse anglaise, qui lui est un peu trop fréquente en toute occasion vis-à-vis des peuples du continent, ne contribue pas à améliorer l'opinion générale du monde. Les journaux se font une guerre de plume qui donne une médiocre idée de l'état de politesse et de civilisation à la fin du XIXe siècle. Le *Times* a été bien inspiré de corriger les impressions déplorables répandues sur ses confrères, en disant que le sirdar avait avec lui des attachés militaires allemand et italien et qu'il arriverait à Fashoda avec un plan de conduite où la fermeté n'était pas exclusive du tact. A la vérité, ce sont là des assurances insuffisantes pour nous tranquilliser complètement.

Nous aimons mieux croire à la sagesse du gouvernement britannique et à la loyauté de lord Salisbury. La pensée ne peut pas s'arrêter à l'hypothèse des conséquences qui résulteraient pour la paix du monde d'un conflit entre Anglais et Français sur les bords du Nil Blanc. Le commandant Marchand doit avoir la conviction inébranlable qu'il est là dans son droit et dans la plus légitime des situations, acquise au prix de labeurs sans nombre. Une conférence peut seule avoir qualité pour résoudre d'un commun accord les questions qui se rapportent au bassin du Nil, comme on a vu récemment une conférence régler les questions du Niger. Nous sommes persuadés que M. Delcassé, qui a déjà montré beaucoup de tact et de fermeté patriotique dans de précédentes négociations ou conversations internationales, aura posé les premières bases d'une conférence au sujet de Fashoda dès que les nouvelles du présent état de choses nous sont parvenues et peut-être même avant que ces nouvelles nous parvinssent. C'est le seul moyen de sortir de cette difficulté et ce moyen doit avoir l'approbation morale de toute l'Europe pacifique.

HECTOR DEPASSE.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36965. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 14. 4e SÉRIE. — TOME X 1 OCTOBRE 1898.

NIETZSCHE

M. Henri Lichtenberger s'est donné récemment la peine et nous a rendu le service de résumer avec la plus grande clarté les principales théories de Nietzsche (1); le 22 mars dernier, M. de Wyzewa a fait à la salle des conférences de la rue des Mathurins une leçon très nourrie et très solide sur le philosophe allemand, dont je crois bien qu'il a été le premier introducteur en France il y a une dizaine d'années. Il est d'actualité de jeter un coup d'œil sur une manière de doctrine qui n'a pas été sans une apparente ou superficielle influence en Europe et particulièrement en France depuis quelque temps.

Je commencerai par les conclusions générales de Nietzsche et je tâcherai de remonter à leurs origines, à leurs racines, à ce qui a pu et dû les produire dans son esprit. Cette méthode à l'inverse me paraît, pour une fois, la meilleure, la plus propre à mettre les choses en toute clarté.

Les conclusions générales de Nietzsche, les voici :

Ce qui est bon et sain, c'est la force. Il n'y a qu'un droit sacré au monde, c'est le droit de la force. La guerre, par exemple, est sainte en ce qu'elle est saine. Elle montre où est la force et où est la faiblesse, où est la santé, où est la maladie. Elle est une expérience qu'institue le sage, ou qu'il devrait instituer, si les circonstances ne le faisaient à sa place, pour éprouver la valeur d'une race, d'un homme ou d'une idée et pour faire progresser la vie. Pascal a dit : « Ne pouvant fortifier la justice, ils ont justifié la force. » *Ils* ont eu raison; ou plutôt on n'a pas à justifier la force. Elle est juste. « Une bonne cause, dit-on, sanctifie la guerre. Moi je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause. » Voilà la vraie morale.

On s'y trompe parce qu'il y en a deux, une fausse qui a eu l'adresse de se faire passer pour la seule, pour *la morale*, et pour *immoraliser* tout ce qui n'était pas elle; et une vraie, fondée sur la nature, qui est devenue mal portée et scandaleuse et qu'on n'ose plus avouer. La première, c'est la morale des esclaves; la seconde, c'est la morale des maîtres.

La morale des esclaves, inventée par les esclaves, consiste à dire qu'il faut soulager et consoler l'humanité, la soulager soit par la justice, soit par la charité, la consoler par l'espérance d'un monde meilleur, soit ici-bas, soit au-delà, se consacrer à elle et à tout ce qui peut adoucir ses maux. Ici christianisme et philosophie du XVIIIe siècle et de la Révolution française, sans se confondre, peuvent vraiment être confondus. Ils ont des moyens différents, mais un même esprit; le fond de leur pensée est exactement le même : pitié. — La pitié est malsaine. Elle est chez le faible un désir d'apitoyer les autres sur lui, sentiment d'esclave ou de mendiant; — chez le fort surprise de sa sensibilité; ou, et plus souvent, doute sur son droit, volonté affaiblie par un scrupule de « justice », d' « égalité », de « fraternité humaine », chimères que les faibles ont fini par faire passer dans l'esprit des forts; plus souvent encore peur, et rien autre; dans tous les cas, symptôme très probable de dégénérescence. Toutes ces théories fondées

1 *La Philosophie de Nietzsche*, par M. Henri Lichtenberger (*Bibliothèque de Philosophie contemporaine*).

sur le pessimisme et aboutissant à un rêve quiétiste sont simplement un indice que ceux qui les ont pensées souffraient de quelque malaise physiologique.

Voilà en gros la morale des esclaves qui, du reste, a été soutenue en son évolution, aujourd'hui triomphante, par beaucoup d'habileté insinuante, et qui peut passer, à un point de vue particulier, pour un triomphe de la sophistique et de la rhétorique. Socrate contre Gorgias, c'est très intéressant. C'est Socrate qui est le sophiste et le rhéteur.

La morale des maîtres, la voici : être fort, être dur, être impitoyable, et réaliser les œuvres de force. Le type vrai de l'humanité c'est le féodal. Courage, audace, rudesse, patience, dureté pour les inférieurs *et pour soi-même;* solidarité et esprit de sacrifice *entre forts*, pour maintenir homogène et résistant le troupeau sacré; rigoureuses lois en tout ce qui a trait au mariage, à l'éducation des enfants, aux relations entre vieux et jeunes pour prévenir toute dégénérescence; du reste, à l'égard du faible, nulle idée ou de charité, ou de justice, ou de pitié, encore moins de solidarité et de fraternité. « Soyez durs », c'est le mot du féodal, c'est le mot du « maître »; c'est le mot de tout homme qui *sent* et qui *sait*, le droit du supérieur et qui n'a pas été attendri par une sensiblerie féminine, affaibli par un sentimentalisme de romance, apitoyé par les pleurnicheries des faibles ou séduit par leurs sophismes.

— Mais on ne peut pas rêver de nos jours une société féodale!

— Si vraiment! Mais le féodal moderne sera « l'homme supérieur », l'homme fort par son intelligence et surtout par sa volonté, en un mot le « surhomme »(Uebermensch).Celui-ci se distingue du troupeau humain en ce qu'il n'a pas de devoirs envers ce que la morale des esclaves appelle ses semblables et qui ne sont pas du tout ses semblables. Il n'a de devoirs qu'envers lui-même, et peut-être, en second lieu,envers ses pairs. Mais son premier devoir est de développer son *moi*, c'est-à-dire sa volonté, d'une manière à la fois intensive et réglée, de façon à lui donner toute l'extension, toute la grandeur, toute la force et toute la faculté d'action et tout l'empire dont il est capable. Au fond, tout est là : être toute la force qu'on peut être, c'est le devoir.

Le surhomme verra ensuite s'il n'y a pas utilité pour lui et pour le triomphe de la force à s'associer à d'autres hommes supérieurs : « Je rêve d'une association d'hommes qui seraient entiers et absolus, qui ne garderaient aucun ménagement et se donneraient à eux-mêmes le nom de destructeurs, qui détesteraient le pessimisme paresseux et résigné, et, sans pitié ni pour les autres ni pour eux, se sacrifieraient à l'œuvre de la vie dans l'humanité. » — Mais avant tout, le devoir c'est d'être fort et de développer sa force et de ne pas laisser entamer sa force; le devoir c'est d'être un *moi* distinct et nettement affirmé. Or, pour Nietzsche, l'essence du *moi*, c'est la volonté. Le devoir c'est de tendre à être une volonté surhumaine. Le type du surhomme c'est Napoléon.

Voilà la morale des maîtres, ou plutôt voilà la morale. Il n'y en a pas d'autre.

Telles sont, ramassées et mises dans un ordre qu'il a peu cherché à leur donner, les idées générales de Nietzsche. D'où viennent-elles? De quelle source en lui, de quel instinct ou tendance intime?

D'abord du goût du paradoxe et d'un désir, très manifeste pour moi, d'étonner et de scandaliser le philistin. Il était extrêmement orgueilleux, faisait part à l'Europe entière d'un différend et d'une brouillerie avec un ami illustre : « *Nietzsche contre Wagner.* » Vous sentez assez ce qu'il y a d'infatuation dans ce titre de pamphlet. — Ensuite de tendances aristocratiques innées : dès son enfance, il détestait la vulgarité, la familiarité, le « bon-garçonnisme », le « bourgeoisisme »; il aimait tout ce qui était distingué, délicat, raffiné, élégamment excentrique. Bref un peu de snobisme; il faut tenir compte de cela, qui, à mon avis, est incontestable...

Mais borner là l'explication, je m'empresse de le dire, serait enfantin. Il ne faut pas expliquer Nietzsche par ce qui suffirait parfaitement à expliquer ses disciples. Il faut seulement en tenir compte. Il faut en tenir compte, parce que plus je vais, en toute sincérité, plus je trouve qu'entre les hommes supérieurs et nous la distance est moins grande que nous ne l'imaginions; qu'il y a en eux beaucoup de nos petitesses et qu'ils ne laissent pas d'être menés un peu en leurs démarches, même intellectuelles, par ce qui mène intégralement les imbéciles. Mais, encore une fois, goût du paradoxe, aristocratisme de manières et snobisme ne sont pas pour expliquer toute la pensée de Nietzsche et ne doivent passer que pour légers affluents de sa doctrine.

Une première grande source, toujours vive et féconde, de sa pensée, c'est l'amour intransigeant de la vérité et l'horreur de l'hypocrisie. Ce que Nietzsche a vu ou cru voir dans la morale traditionnelle, dans la « morale des esclaves », c'est qu'elle était une convention, et par conséquent un mensonge et par conséquent une hypocrisie. Elle consiste pour lui à ne pas avoir le courage de regarder en face l'humanité et le monde. Justice, pitié, charité, est-ce que cela existe en réalité? Mais point du tout. Le monde d'une part, l'humanité d'autre part seront toujours gouvernés par la force.

Seulement des habiles ou des naïfs viennent dire : « 1° Il est faux que la force gouverne le monde. Le

triomphe de la force est une apparence. Tout compensé et tout compte fait, c'est toujours le droit qui trouve sa voie et aboutit. Comme les prières d'Homère il est boiteux ; mais il arrive et sa part est encore la meilleure et la plus grande. — 2° *Quand il serait vrai* que la force est la reine du monde, il ne faut pas qu'elle le soit, et elle ne le sera pas toujours. Travaillons à l'avènement... ici accolade : les uns disent du *droit*, les autres de l'*amour*... et tous ensemble : travaillons à l'élimination progressive des droits de la force. Nous y arriverons. Je vous jure que nous y arriverons. »

Et ces propos, pour Nietzsche, ne sont pas autre chose que des sophismes consolateurs, énoncés peut-être par des badauds, bien plus sûrement par des coquins habiles. Les chrétiens, par exemple, sont les plus merveilleusement habiles de ces coquins-là.

Là-dessus il s'irrite. Non! non! soyons virils! Regardons la vérité fixement. Ayons l'inébranlable volonté d'être vrais et sincères coûte que coûte. La loi morale qui nous contraint à être sincères avec nous-mêmes nous force à l'analyser elle-même et à voir qu'elle est fausse, et elle tend ainsi à sa destruction par ses commandements mêmes. Tant pis pour elle! Une vérité consolante n'est admissible que si elle est une vérité et non pas parce qu'elle est une consolation. Et dès qu'elle est une consolation j'ai une tendance à la soupçonner de n'être pas une vérité. La morale des esclaves parle aux hommes comme à des enfants. Elle les berce de « la vieille chanson » ; elle les encourage par des illusions. Elle les réconforte d'une espérance. Elle est comme ces émigrés dont parle de Maistre, qu'on appelait en Piémont : « *Coui d'la semana ch'ven* — ceux de la semaine qui vient » ; parce qu'ils étaient heureux, pendant des années, de la Restauration qui devait toujours se faire « la semaine prochaine ». Tout cela est bien puéril. Regardons sans baisser les yeux la nature : elle est le règne de la force. Regardons sans baisser les yeux l'histoire : elle est le règne de la force. Regardons sans baisser les yeux la nature humaine. Qu'est-ce que le *moi?* « Une volonté de puissance » (mot admirable, du reste). Tout le reste n'est que rhétorique. Tout le reste n'est que miel sur les bords du vase amer. Eh bien, si nous agissions en vérité ? Si nous avions une morale *vraie?* La morale vraie, c'est le règne de la force accepté virilement, froidement, résolument. La morale vraie, c'est le développement normal et naturel des instincts humains tels qu'ils sont.

— Mais il y a une hiérarchie des instincts ; et les uns, précisément pour que le développement humain soit normal, doivent se soumettre aux autres.

— Parfaitement. Or, l'instinct maître dans l'homme, l'instinct roi, c'est *la volonté de puissance*.

— Pas chez tous les hommes !

— Précisément, et ceux chez qui cet instinct n'est pas le premier sont désignés à être esclaves ; qu'ils le soient et je le veux ; les autres sont désignés à être maîtres ; qu'ils le soient et je le veux. Les premiers sont des hommes, les autres sont des surhommes ; ou plutôt les premiers ne sont pas des hommes, puisque ce qui fait l'homme c'est la volonté ; ce sont des hommes sans *moi* ; les autres sont des hommes doués d'un *moi* et de ce droit, de ce privilège, si vous voulez, qu'ils règnent, comme dans la nature les forts dominent les faibles.

Cette théorie archi-aristocratique est donc comme pénétrée de l'amour, du culte de la vérité. Seulement elle se trompe sur ce qui est la vérité. La vérité est — et cette vérité-là n'est peut-être pas sans amertume, elle aussi — que dans l'humanité ce sont les faibles qui sont les forts, dès que, je ne dirai pas ils le veulent, mais dès que des circonstances, vraiment accidentelles, qui les empêchent un temps d'être les plus forts, ont disparu.

Au lendemain d'une conquête et pendant un certain temps, oui, les moins nombreux, puissamment armés et organisés, dominent les autres, et *il y a des esclaves*. — Cela ne dure jamais. Les faibles l'emportent toujours, parce qu'ils sont les plus forts, étant le nombre, et alors « le maître » devient « le chef », ce qui n'est pas du tout la même chose. Le chef c'est une nécessité d'organisation sociale ; le maître c'est une supériorité naturelle indiscutée comme celle du lion sur le mouton. Je crois qu'il y aura toujours des chefs ; il n'y a eu de maîtres qu'à une époque de l'humanité où le secret de l'armement était incommunicable et où la révolte des faibles, plus nombreux contre les forts peu nombreux, était impossible.

L'antiquité a été précisément la transformation lente — parce qu'à cette époque les secrets d'armement, de science militaire et aussi de législation et aussi de religion étaient bien gardés — mais la transformation graduelle des maîtres en simples chefs. Cette transformation s'est opérée de la même façon *et beaucoup plus vite* au moyen âge. Et enfin, de nos jours, je ne dirai pas l'essence de la démocratie puisque Nietzsche me répondrait : « Précisément ! il n'en faut pas » ; mais je dirai la vérité de l'état humain est que non seulement il n'y a plus de maître et il ne peut plus y en avoir ; mais le chef même tend à disparaître, parce que la loi même de la force veut que le plus fort règne, à savoir les plus nombreux, à savoir les faibles. Il suffit pour cela qu'ils soient unis, même sans droits politiques, et non pas unis d'une attache bien puissante, mais unis dans cette

seule idée qu'ils ne seront pas corvéables à merci par une minorité. Le surhomme est par cela seul impossible. Avec la simple facilité et rapidité d'information et de communication des idées, le surhomme, s'il existe, sauf accident historique comme Napoléon, et encore Napoléon représentait la revanche des faibles contre les forts de ci-devant, le surhomme devient impossible.

Et ce n'est qu'une application de la loi de force si les faibles gouvernent, et je suis le premier, moi qui n'adore nullement la force, à trouver qu'ils gouvernent trop. Si les faibles dominent, c'est tout simplement qu'ils sont les plus forts. Le paralogisme de Nietzsche c'est donc de vouloir tirer de la loi de la force précisément le contraire de ce qu'elle contient et comporte, et d'appuyer sur cette loi précisément ce qu'on devrait tirer d'un autre principe en protestant contre elle. Si la « morale des esclaves » n'est pas dans le vrai en prêchant, plus ou moins, et en différents termes, la pitié, ou la justice, ou l'égalité, ou la charité ; la « morale des maîtres » y est encore moins en faisant dériver l'inégalité du droit de la force, qui toujours, et de nos jours plus que jamais, contient le contraire.

*

Mais c'est qu'aussi le « désir d'être dans le vrai » n'est pas encore la véritable source de la morale de Nietzsche. La vraie source de la morale de Nietzsche, c'est le désir d'être dans le beau. Si on le poussait, voici le dialogue :

— Pourquoi des féodaux ?

— Pour que la force règne.

— Pourquoi tenez-vous à ce que la force règne ?

— Pour que la faiblesse ne règne pas !

— Que vous fait la faiblesse ?

— A ce qu'elle existe, aucune objection ; mais à ce qu'elle règne, il y a contresens !

— Pourquoi ?

— Parce que dans tout l'univers c'est le fort qui opprime le faible.

— Eh bien ?

— Eh bien, l'humanité, si elle était autrement que l'univers, serait une anomalie.

— Que vous fait que l'humanité soit une anomalie dans l'univers ?

— C'est étrange ; c'est ridicule.

— Si je m'accommode de cette étrangeté et de ce ridicule, trouvant qu'au moins il n'est pas odieux ? Est-ce à l'amour de la régularité que vous sacrifiez le bonheur du genre humain ?

— Mais c'est qu'il ne serait pas seulement irrégulier, votre genre humain, il serait affreux. La pitié pour les faibles, le dévouement des forts aux faibles, les sociétés organisées pour la protection du faible, tout cela, simplement, appelle plus de faibles à l'existence et dégrade l'espèce humaine. Le faible est un être marqué par la nature comme devant périr. Toute votre morale et toute votre sociologie semblent être et sont dirigées vers ce but : l'arracher à la condamnation de la nature ; le sauver malgré elle. C'est si vrai, que vous le sauvez même malgré lui. Le nombre des suicides augmente. Pourquoi ? parce qu'autrefois le faible était éliminé par le fort ; maintenant il est tellement sauvé par vous qu'il est forcé de s'éliminer lui-même. Avec cette folie de sauvetage, cette fureur d'arracher à la mort ce qui doit périr, vous faites une Europe qui est en pleine décadence. On peut craindre de voir la race humaine cesser de grandir et s'enliser dans une incurable médiocrité. Une race de souffreteux, malingreux, miséreux, voilà ce que vous appelez le bienfait de la civilisation moderne. Partout apparaissent des symptômes irrécusables d'une diminution de vitalité. Au bout de cela qu'y a-t-il ? La disparition de la vie, tout simplement. L'humanité se donne la mort par sa démangeaison de vouloir vivre plus nombreuse, et, du reste, plus doucement et délicatement. La civilisation est un suicide. En attendant, l'humanité tend avec énergie vers la laideur. Les beaux types d'humanité n'existent plus. Le genre humain devient hideux.

Soyez sûrs que voilà le fond même de Nietzsche. Nietzsche, tout au fond, n'est qu'un esthète, un adorateur de la beauté, et c'est à son rêve de beauté qu'il sacrifie justice, pitié, solidarité, fraternité, charité et le reste. Le faible, le pauvre, le souffrant, pour lui est une laideur, une tache du genre humain, un ulcère de l'humanité. Il ne peut pas le souffrir. *Turpis egestas.* — Il n'est pas tant féodal qu'il n'est grec, qu'il n'est attique. Ses premiers livres sont sur la tragédie grecque et sont un rêve « apollinien », comme il aime à dire. Des intellectuels artistes, beaux eux-mêmes, et réalisant le beau, en laissant un peuple d'esclaves réaliser l'utile, voilà sa véritable, sa fondamentale conception de l'humanité. Que le christianisme ait précisément pris le contre-pied de cette conception et bousculé un peu le monde qui la réalisait en partie, c'est justement ce qui fait que Nietzsche a le christianisme en horreur. L'humanité est faite pour être belle, pour concevoir la beauté et la créer dans ses œuvres et en elle-même, pour tirer du marbre et de sa propre chair une race de dieux. Le fond de Nietzsche le voilà, sûrement.

Absolument insensible à cette considération, je ne puis rien dire du système de Nietzsche, si ce n'est qu'il me paraît une curieuse et intéressante monstruosité. Il est brillant, ingénieux, éloquent, quelquefois même, par l'expression que Nietzsche sait lui

donner, admirablement poétique. Je vois l'influence détestable qu'il peut avoir, n'y ayant sot orgueilleux, et tous les sots sont orgueilleux et tous les orgueilleux sont sots, qui ne se décerne immédiatement le titre et le privilège de surhomme, et n'en conclue immédiatement que « tout lui est permis » ; — je ne vois point, d'autre part, quelle bonne influence cette doctrine peut exercer.

M. Henri Lichtenberger, peu nietzschéen, oh ! très peu, mais cherchant à dire, néanmoins, quelque chose en faveur de son auteur, insinue timidement que si cette doctrine « peut évidemment contribuer à détruire l'équilibre moral de natures chez lesquelles les instincts égoïstes sont déjà développés outre mesure, elle peut aussi, inversement, aider d'autres natures à arriver à l'harmonie en les prémunissant contre certains excès et certains dangers que présentent les diverses formes de la morale humanitaire... » — En d'autres termes, la morale de Nietzsche peut enrayer quelque Vincent de Paul. Parfaitement, et je reconnais que les Vincent de Paul ne vont pas sans quelque excès. Mais le danger de leurs excès ou de leur multiplication est, je crois, relativement faible et peut presque passer pour quantité négligeable. Il a effrayé Nietzsche, et je lui en tiens compte ; mais, en m'appliquant, je ne puis pas arriver à en être effrayé autant que lui. J'attendrai qu'il soit plus manifeste, plus évidemment formidable. Tout est affaire d'opportunité en ce monde de contingences. Par exemple le dévouement de l'individu à l'État a, lui aussi, ses dangers, et, cependant ce n'est pas du côté de ce danger-là que j'appelle pour le moment l'attention des moralistes.

La morale de Nietzsche ne peut avoir qu'un bon effet, susciter les énergies de la volonté, inspirer le désir de réaliser tout son *moi*, ce qui est une bonne chose. Encore faut-il, quand on développe son *moi*, savoir ce qu'on en fera quand il sera complètement réalisé, et je crois même que, le développer *in abstracto*, dans tous les sens, dans tous *ses* sens, et sans but, étant fatigant sans être utile, et très décevant, et une gymnastique très vaine, il faut d'abord avoir l'idée du but à poursuivre, et se développer, uniquement, ou surtout, dans la direction que ce but nous marque. — Or le but indiqué par Nietzsche ne me paraît pas très recommandable. A tous égards, l'inélégante morale des esclaves me semble pour quelque temps encore avoir du bon.

[illegible].

LE CHATEAU DE COPPET

I

Bâti en 1257, dans le pays de Vaud, sur le lac de Genève, le château de Coppet eut de nombreux possesseurs et subit des vicissitudes diverses. Au commencement du XVIIe siècle, après avoir été en partie brûlé par l'armée bernoise, dans une guerre contre Genève, il fut rebâti, et le comte Frédéric de Dohna s'en rendit acquéreur. Il avait des fils, les circonstances firent qu'il leur choisit comme précepteur un jeune homme qui devait devenir célèbre, c'était Bayle.

Le futur auteur du *Dictionnaire historique et critique* ne resta que dix-huit mois à Coppet. Il paraît qu'il n'y gagnait que fort peu, bien que chargé de nombreux travaux : de là le motif de son départ.

« Ce qui est digne de remarque, dit le comte d'Haussonville, et ce qui peint bien cette indifférence pour la nature qui était le propre du XVIIe siècle, c'est que nulle part, ni dans la correspondance de Bayle, ni dans ses œuvres, on ne trouve un souvenir et comme un reflet de ces années que sa jeunesse avait passées en présence du lac et des montagnes. Parmi les nombreuses lettres écrites par lui de Coppet, il n'y en a pas une seule qui ne pût être datée de la plus plate contrée de France ou d'Allemagne. Aussi, dans le château même, ne subsiste-t-il aucun souvenir de son séjour, et bien qu'il fût, à coup sûr, fort intéressant de montrer aux visiteurs la chambre de Bayle, on ne pourrait le faire que par une petite supercherie dont il ne serait point impossible, à la vérité, de trouver, dans le pays même, d'autres exemples. »

Au XVIIIe siècle, devait surgir un écrivain plein d'enthousiasme, lui, pour les beautés de la nature, et qui allait célébrer dans des pages incomparables ce lac et ces montagnes du pays de Vaud, qui n'avaient point ému l'esprit sec de Bayle : c'était Jean-Jacques Rousseau.

La terre de Coppet resta dans la famille de Dohna jusqu'en 1713 ; puis, après avoir passé en différentes mains, elle fut achetée par Necker, en 1784. Cet homme d'État était alors en pleine renommée. Le salon de Mme Necker était le plus célèbre de Paris ; sa fille, qui allait devenir Mme de Staël, lui donnait un attrait et un éclat extraordinaires. Tantôt au pouvoir et tout-puissant, tantôt en défaveur et simple citoyen, Necker, à cette époque, n'habitait guère Coppet. Il ne s'y rendait avec les siens que pour y goûter un peu de repos dans ses jours de disgrâce.

A Paris, Necker, tombé des sommets, éprouvait a

chaque instant le désir de remonter au pouvoir. Il subissait l'entraînement de la grande cité, et tout lui rappelait l'action. En Suisse, au contraire, il oubliait les misères des villes, les luttes cruelles de la politique, et respirait dans la paix de l'âme, dans la joie.

Peut-être, au contact consolant de la nature, Necker eût fini par oublier la fièvre des affaires et de la politique, et par se consacrer aux travaux d'histoire et d'économie sociale qui l'attiraient, mais Mme Necker aimait le monde et la société; les plaisirs de la conversation, si chers à son esprit, le mouvement élégant de son salon parisien lui manquaient à Coppet; elle avait là, et sa fille avec elle, la nostalgie de Paris, et toutes deux se résignaient difficilement à la solitude.

On comprend que Germaine Necker, dans la fleur de son printemps, à la veille de son mariage, ressentit un frisson d'épouvante à la pensée d'être séparée du cercle d'amis et d'amies, de l'élite où elle commençait à briller, où elle s'initiait aux grands problèmes intellectuels de son époque, où elle voyait des maîtres dans l'art de parler et d'écrire, bref où elle s'apprêtait à affronter elle-même avec courage et enthousiasme la bataille des idées, et à conquérir les lauriers de la gloire. Comme on l'a dit, cette ravissante idylle des montagnes suisses, sur laquelle était répandu, frais comme la rosée, le charme de la *Nouvelle Héloïse*, était un lieu de bannissement qu'elle aspirait à quitter pour rentrer parmi les hommes et dans le tumulte du monde.

Quels noms, dans ce cercle de fidèles empressés autour de Mme Necker! Diderot, D'Alembert, Grimm, Thomas, Raynal, l'abbé Morellet, Saint-Lambert, Suard, Marmontel, Gentil-Bernard, Galiani, milord Stormont, le comte de Creutz, le marquis Caraccioli, Buffon, Moultou...

Et quelles femmes! Mme Geoffrin, la maréchale de Luxembourg, qui avait eu les prémices de la *Nouvelle Héloïse*; la duchesse de Lauzun, Mme du Deffand, la marquise de la Ferté-Imbault, Mme de Marchais, la comtesse d'Houdetot... Et combien d'autres!

Necker n'eut point la cruauté de priver les siens du séjour de Paris où tant de liens précieux les rattachaient. Il consentit, à la fin de 1785, au mariage de sa fille bien-aimée avec le baron de Staël, ambassadeur de Suède à Paris; lui-même, d'ailleurs, allait redevenir ministre et connaître encore les orages. Les attraits silencieux et immuables de Coppet se trouvèrent ainsi abandonnés pour les séductions troublantes de Paris, et les joies éphémères du pouvoir.

II

Pendant cinq années, de la fin de 1785 à celle de 1790, le château de Coppet fut privé de ses hôtes, qui, sur la scène parisienne, jouaient un rôle prépondérant dans l'avènement et les premières éclosions de la Révolution.

Tandis que Mme Necker, toujours avide du mouvement des esprits, toujours inquiète et tourmentée, jetait ses derniers rayons pleins de chaleur encore; tandis que Mme de Staël apparaissait avec l'éclat d'un brillant soleil et montait à l'horizon, que M. Necker devenait ministre, puis tombait du pouvoir, pour y revenir encore, et enfin le quitter définitivement, le vieux manoir s'attristait, et prenait l'aspect mélancolique des demeures délaissées. Les quelques serviteurs qui l'habitaient faisaient des vœux pour leurs maîtres lointains, et s'alarmaient en présence des événements. Peut-être ne les reverraient-ils point!

Patience! Ils reviendront, les possesseurs oublieux des beaux ombrages de Coppet, des montagnes si douces à contempler, et du lac enchanteur! L'orage gronde là-bas, la voix de tonnerre de Mirabeau fait tout trembler, le peuple s'agite, des droits nouveaux sont proclamés, la Révolution s'avance comme un ouragan déchaîné; heureux qui pourra bientôt trouver un gîte à l'abri de ses coups, de ses colères, de ses mugissements!

Pour Necker et sa famille, Coppet fut un asile de salut. Il eut le bonheur de s'y réfugier, avant les jours terribles, mais il courut de mortels dangers en traversant la France pour gagner la frontière. Enfin, à la fin de septembre 1790, il franchissait le seuil de sa maison paisible, semblable au naufragé sauvé par une épave, qui, brisé, déçu, anéanti, pleure de joie pourtant en touchant le rivage, et en se sentant sur la terre ferme. Coppet alors allait commencer à devenir un lieu célèbre, et à entrer dans l'histoire.

Mme de Staël était restée à Paris. Le 31 août 1790 elle avait mis au monde son deuxième enfant, Auguste, l'aîné de ses fils, et n'avait pu, à son grand regret, accompagner ses parents. On sait qu'elle professait pour son père une sorte de culte, et souffrait d'en être séparée.

Au mois d'octobre, à peine rétablie, elle fit le voyage de Coppet, mais ne s'y plut guère. Certes, elle était heureuse de revoir les siens, d'embrasser ce père chéri, après les émotions de sa chute politique et de son exil, mais, femme de mouvement et d'action, anxieuse de se mêler aux événements et d'y montrer son savoir et sa volonté, elle nourrissait l'arrière-pensée d'arracher l'ancien ministre aux solitudes de la Suisse, et de le ramener à Paris.

Elle avait encore les illusions de la jeunesse, et s'imaginait que la réalité ne demandait qu'à se plier à ses beaux rêves. Sa pensée était dans l'agitation des sociétés, les passions des hommes, les combinaisons de la fortune : elle n'était point dans la contemplation des collines boisées, des vallons fleuris,

des eaux caressées par la brise, des aurores empourprées et des divins couchers de soleil. Pleine de vie, de désirs, d'ambitions, de fièvres, elle voulait parcourir le monde, en laissant derrière elle un sillage de gloire.

La marche de la Révolution, ses devoirs d'épouse et de mère, son tempérament fougueux qui la portait à chercher la lutte et à braver le danger, tout lui disait de revenir à Paris. Elle ne séjourna que quelques semaines à Coppet. « On vit ici, écrivait-elle, dans un silence, dans une paix infernale ; on frémit, on se meurt dans ce néant. » Au mois de janvier 1791, elle était de retour à l'ambassade de Suède.

A l'automne, il est vrai, elle revenait embrasser les siens, mais ce séjour dura peu, elle ne se sentait vivre qu'à Paris. Elle s'y renferma bientôt, et il ne fallut rien moins que les massacres de septembre 1792 pour la faire émigrer. Elle avait alors vingt-quatre ans. Pendant ce temps, Necker et sa femme vivaient à Coppet avec la tristesse des gens tombés de haut, isolés, et dont la chute a meurtri l'être entier, et fait sombrer les espérances.

Les premiers moments de leur solitude surtout leur parurent amers, la transition avait été si brusque et si rude qu'ils eurent quelque peine à se remettre, et à se reconnaître. Grâce à la philosophie de leur âme, à l'âge aussi, ils parvinrent à se ressaisir, à retrouver la paix de l'esprit, la joie de vivre.

Ils retrouvèrent aussi des amis, et Coppet, si longtemps abandonné, reçut d'illustres visiteurs. Paris, d'ailleurs, devenait une fournaise dévorante, et les routes étaient couvertes d'émigrants. Necker devait-il se plaindre, lui à l'abri des périls, lorsque tant d'infortunés tremblaient pour leur vie?

L'ancien ministre trouva sa première consolation dans le travail. Il avait toujours aimé écrire. Disgracié, accusé par ses ennemis, mal défendu par ses amis, sentant peser sur ses actes des colères qu'il croyait injustifiées, mais libre de toutes façons, il reprit la plume, et composa successivement l'*Essai sur l'Administration de M. Necker* par lui-même, et une *Étude sur le pouvoir exécutif dans les grands États*.

Quant à Mme Necker, elle cachait au fond de son cœur des chagrins profonds, inguérissables même. Elle ne pouvait, comme son mari, trouver une diversion heureuse dans l'histoire et la littérature, bien qu'elle aussi sût tenir une plume. Habituée à se mouvoir au milieu d'une élite, elle regrettait ses amis dispersés ou morts. Parmi ces derniers, il faut citer Thomas et Moultou, qui tenaient dans ses affections une place prépondérante.

Thomas, dès l'achat de Coppet par Necker, avait projeté de venir s'établir, lui aussi, dans le pays de Vaud, à Coppet même, afin de vivre auprès de son amie. « Je serais auprès de vous, lui écrivait-il, je pourrais vous voir tous les jours et à toutes les heures que vous auriez de libres. Je serais votre vassal et celui de M. Necker, et jamais féodalité ne m'aurait paru plus douce. » La mort était venue, et ce grand esprit, cette âme tendre et passionnée avait fermé les yeux sans avoir pu réaliser son rêve.

Moultou, lui aussi, avait disparu. Il avait connu Mme Necker jeune fille, et n'avait point cessé d'entretenir avec elle les relations de l'amitié la plus dévouée et la plus pure. Moultou était le dévouement fait homme. Qui ne connaît celui qu'il témoigna à Jean-Jacques Rousseau? Il l'aima et le défendit de toutes ses forces jusqu'à son dernier souffle. Le grand penseur l'avait choisi comme le dépositaire du manuscrit des *Confessions*, et ce fut par ses soins et ceux de son fils qu'elles furent publiées.

Cet ami sûr, fidèle, comprenant tout, et d'autant plus attaché que ceux qu'il aimait étaient plus malheureux, avait pris, dans la vie morale de Mme Necker, une place à part, bien qu'il vécût éloigné d'elle le plus souvent. Lorsqu'il était mort, en 1788, elle avait été inconsolable. « L'état de mon âme, écrivait-elle au jeune Moultou, me fait sentir encore avec plus d'effroi ce que vous devez éprouver! Ah! vous m'aviez dit qu'il était sans danger, je vivais tranquille, et la mort est entrée dans mon cœur sans y être attendue. »

Comme elle songeait à lui maintenant! Comme elle le regrettait! Il lui semblait que, s'il eût vécu, le séjour de Coppet l'eût enchantée. Elle avait reporté son affection sur la veuve et les enfants de cet ami tant pleuré ; un de ses grands bonheurs était de leur écrire, ou de les recevoir. « Tout me rattache à vous, écrivait-elle à Mme Moultou, l'estime, la reconnaissance, le souvenir, et tous les tendres et mélancoliques pensers. »

III

Par ces faits d'ordre intime, on peut se rendre compte de la sensibilité suraiguë de Mme Necker, par conséquent de ses dispositions constantes à être malheureuse, malgré les biens de la vie et une situation privilégiée, la richesse, un mari dévoué, une fille supérieure, les honneurs, de grands souvenirs, bref tout ce qui peut embellir les jours.

Elle avait le sentiment des félicités parfaites, plus fortes que le temps et l'espace, félicités du cœur et joies de l'esprit, conception de la Beauté immortelle, idéal sublime, paré d'une inaltérable jeunesse, et planant au-dessus des misères de la terre... De là l'excellence de cette femme admirable, et aussi l'infinie tristesse qui la consumait. Ce qui navrait son âme, c'était la fragilité de tout en ce monde, la

crainte constante de perdre les êtres aimés, d'être oubliée d'eux, la fuite rapide des années, l'apparition chancelante de la vieillesse.

A Paris, dans le tourbillon du monde, elle était moins absorbée par ces sombres réflexions des fins dernières de l'homme; mais, à Coppet, pendant ses promenades paisibles sous les ombrages du parc, ou durant les longues heures des nuits silencieuses, elle se repliait maladivement sur elle-même, et se sentait brisée.

Pour faire diversion à cet envahissement des fatalités humaines, à cette mélancolie sans remède, Mme Necker s'occupait de bonnes œuvres, et ravivait en elle le culte qu'elle avait toujours professé pour la mémoire de ses parents. Fille d'un pasteur de Crassier, qui n'est distant de Coppet que d'une lieue seulement, elle se retrouvait, après de nombreuses années et une vie brillante, dans le pays aux mœurs simples qui l'avait vue naître, dans le cadre charmant où elle avait grandi, où ses grâces de jeune fille s'étaient développées, où son cœur avait commencé à battre.

Elle se plaisait à parcourir ces rives pleines d'une poésie pénétrante, à s'arrêter dans les bourgs, les hameaux, les villages, à soulager les malheureux, à contempler l'horizon peuplé de ses émotions juvéniles et de ses premiers souvenirs. Elle s'attendrissait sur elle-même, sur les êtres chers qui n'étaient plus, son père, sa mère, ses amis, et par l'intensité même de ces saintes évocations elle était un moment consolée, mais bientôt le sentiment de la brièveté de la vie finissait par l'absorber, et la laissait tout endolorie. C'était là son mal.

Soulager l'infortune, venir en aide à la souffrance et à la misère avait toujours été une des passions de Mme Necker. A Paris, elle pouvait faire le bien sur une grande échelle. Il faudrait écrire un livre pour énumérer ses bonnes actions. Rappelons la plus importante, la fondation de l'hôpital qui porte son nom, et subsiste encore de nos jours.

A Coppet, ce fut dans des limites plus restreintes que sa bienfaisance s'exerça d'abord, mais son influence ne tarda pas à s'étendre bien au delà de ses possessions, et l'écho des Alpes répéta les bénédictions que lui adressaient les pauvres voyageurs, les proscrits, et tous les malheureux qui avaient approché les murs de Coppet.

D'illustres visiteurs venaient voir l'ancien ministre et sa femme, et les arrachaient à leurs méditations moroses. Citons d'abord Gibbon, qui vivait retiré à Lausanne, après avoir écrit sa fameuse *Histoire du Bas-Empire*. Il avait jadis aimé Suzanne Curchod, mais ce temps était loin, et le cœur de l'écrivain, comme celui de Mme Necker, ne redoutait plus les orages.

L'historien de la décadence romaine fait peu allusion à Mme Necker dans sa correspondance, signe que peut-être l'amour ancien n'était pas mort. Qui peut sonder les profondeurs mystérieuses des passions humaines? A ce sujet, le comte d'Haussonville écrit : « La ténacité de ces illusions que les femmes sont sujettes à conserver sur les hommes qui les ont aimées (leur eussent-ils été infidèles) put seule dissimuler à Mme Necker que ce n'était pas là l'ami dont son cœur avait besoin. »

Gibbon, peut-être, n'avait jamais cessé d'aimer Suzanne Curchod; mais, par une sorte de dépit amoureux, il avait mis son orgueil à déguiser son amour, à le cacher sous le masque de l'indifférence et de l'oubli.

Pendant l'automne de 1791, les hôtes de Coppet reçurent la visite du comte Frédéric-Léopold de Stolberg, qui traversait la Suisse pour se rendre en Italie avec sa seconde femme, la comtesse Sophie de Redern. Ami de Klopstock, favorable aux idées nouvelles, le comte de Stolberg honorait dans le ministre tombé de Louis XVI « l'ennemi de l'arbitraire, destiné à réconcilier l'ordre et la liberté ».

Ces quelques visites n'interrompaient guère la vie solitaire de Coppet, à laquelle Necker et sa femme s'habituaient avec peine. Peut-être l'eussent-ils trouvée plus pénible encore à supporter, si tout eût été calme et prospère à Paris, mais ils devaient s'applaudir d'être éloignés de la capitale, en présence des événements qui prenaient là-bas une allure de plus en plus tragique, et allaient tout à fait s'assombrir avec les massacres de septembre.

IV

Mme de Staël était depuis longtemps réclamée à Coppet : ses parents s'alarmaient pour elle, et la suppliaient de revenir, surtout après les journées du 20 juin et du 10 août 1792. Mais elle était courageuse, et elle restait dans la fournaise. Elle observait les hommes et les choses, et amassait des matériaux qui devaient lui servir à écrire plus tard ses *Considérations sur la Révolution française*. Jusqu'au dernier moment, elle mit tout en œuvre pour sauver la vie à ses amis : MM. de Lally et de Jaucourt, entre autres, lui durent leur salut.

Le 2 septembre enfin, jour des massacres, elle quitta Paris, non sans peine, et, après un voyage assez tranquille, elle put tomber dans les bras des siens. Sa présence donna de l'animation à l'antique demeure.

Ce fut au milieu de ces émotions, accrues sans cesse par les tristes nouvelles de Paris, qu'elle donna le jour à son second fils, Albert. Promptement rétablie elle ouvrit les portes de Coppet à des amis proscrits

et fugitifs, et ne songea qu'à sauver ceux qui étaient restés dans la grande ville. Elle donna ainsi un but à son activité, car elle s'accommodait mal du calme du pays de Vaud, et de l'existence uniforme qu'il y fallait mener.

Parfois, elle se laissait aller au découragement, car elle avait rêvé la liberté sans violence, et elle caressait le projet d'aller vivre en Amérique. Elle écrivait à son mari : « Veux-tu que je te dise à quel résultat me conduisent ces événements? A avoir de l'argent en Amérique le plus que nous pourrons, et affranchir notre situation. Liberté, fortune et amitié, voilà tout ce qu'il faut sauver. Un beau climat, de la musique, une douce réunion, voilà les seuls biens dont la France n'a pas désenchanté. Il ne reste plus même dans les autres pays ni rang, ni gloire, ni dignité : ce gouffre a tout englouti. »

Mais, Mme de Staël se ranimait, et retrouvait son ardeur devant ses amis de France en danger; elle inventa, pour les sauver, un plan ingénieux qui fut couronné de succès, grâce à ses libéralités. C'est ainsi qu'elle mit tout en œuvre pour arracher au bourreau ses deux amies, la princesse de Poix et Mme de Simiane, puis la maréchale de Beauvau, la comtesse Charles de Noailles qui devait devenir l'amie de Chateaubriand, l'abbé de Damas, la famille de Malouet, Mme de Laborde, la vicomtesse de Laval... Que n'eût-elle pas donné pour sauver la vie à Marie-Antoinette! Ses [illegible] sont un éloquent témoignage de la générosité de son âme qui fut plus d'une fois méconnue.

Telle était la vie à Coppet, pendant les sombres jours de 1793. Necker, toujours studieux, accumulait mémoire sur mémoire, et mettait en lumière le passé et le présent; Mme Necker s'attristait de plus en plus et, en proie à une maladie nerveuse, résultat d'une sensibilité trop développée, voyait avec terreur approcher la mort; Mme de Staël, l'oreille attentive aux bruits du dehors, rongeait son frein, et soupirait après l'heure où elle pourrait s'élancer dans l'espace.

N'y pouvant plus tenir, la fille de Necker, au commencement de cette terrible année, était partie pour l'Angleterre contre vents et marées, et elle avait passé quelques mois dans le comté de Surrey, au milieu d'une petite colonie d'émigrés. Elle avait retrouvé là ses fidèles, Narbonne, Jaucourt, Mathieu de Montmorency, avec qui elle se plaisait à parler des affaires publiques. Son entrain, dit un biographe, les circonstances particulières dans lesquelles elle se trouvait, et le besoin qu'elle avait de relations sociales répandaient autour d'elle une atmosphère de vie et d'excitation auxquelles il était difficile de résister.

Son père avait inutilement essayé de la retenir à Coppet. Il écrivait à ce propos à Meister, un ami sûr, le 19 décembre 1792 : « Ce n'est pas à vous que nous aimons, et qui nous aimez, que je cacherai combien ce voyage nous afflige. J'ai fait ce que j'ai pu pour l'empêcher, mais en vain! Ma fille ne pourra pas éviter de passer par la France. Cette circonstance augmente nos inquiétudes, quoiqu'elle ne touchera point Paris. »

Mme de Staël emporta d'heureux souvenirs de ce séjour en Angleterre. Elle y avait trouvé le bien qu'elle chérissait par-dessus tout, la conversation avec des amis de choix, et des gens qui lui plaisaient.

Le baron de Staël rejoignit sa femme lorsque, au printemps, elle rentra à Coppet, et y demeura jusqu'à la fin de 1793, partageant les alarmes et la tristesse de la famille de Necker. « On entendait de loin, dit Sainte-Beuve, aussi sourds et pressés qu'un bruit de rames sur le lac, les coups réguliers de la machine sur l'échafaud. »

C'est à cette époque que, pour secouer la torpeur qui l'environnait, Mme de Staël composa et publia, sans nom d'auteur, sa défense de la reine, et aussi quelques poésies inspirées par les calamités ambiantes.

Durant cette période tourmentée, à Lausanne, elle fit la connaissance de Joseph de Maistre, l'âpre théoricien du pouvoir absolu. Elle le rencontra chez Mme Huber-Alléon, sa parente, et fit sur lui une assez profonde impression, puisque, dix ans après, il en parlait encore avec émotion. Ils ne devaient plus se revoir. Quand De Maistre, déçu, las de tout, vieilli, vint pour la première fois à Paris, en 1817, l'auteur de *Corinne* était à l'agonie.

L'ami de Lausanne, dont les visites étaient chères à la famille de Necker, Gibbon, mourut au commencement de 1794. Il y eut un grand chagrin à Coppet : « Ce pauvre Gibbon, écrit Mme de Staël à son mari, dont tu m'as entendu parler comme du seul homme qui pût attacher à la Suisse, est mort en Angleterre. »

Necker et sa famille se sentaient accablés et par les faits d'ordre général et par les faits d'ordre privé qui les concernaient. Mme de Staël a peint cet accablement avec éloquence, et avec elle nous revivons ces inquiétudes et ces mornes angoisses.

Le 9 thermidor arriva : elle retrouva l'espoir, mais un grand deuil de famille venait de la frapper; le 6 mai, elle avait perdu sa mère.

Le comte d'Haussonville a raconté, dans des pages remarquables, les derniers jours de Mme Necker. Il faut les lire, si on veut bien comprendre cette nature impressionnable à l'excès, pleine de noblesse, dont l'âme ardente et passionnée usa les forces physiques. Dans son testament, elle demanda à son mari de faire embaumer son corps, et de le déposer, visage découvert, dans un monument funéraire élevé spécialement pour elle au fond du parc de Coppet, de

porter toujours sur lui la clef du tombeau, et, quand sa dernière heure à lui-même serait venue, de mêler ses « cendres » aux siennes, après avoir ordonné qu'on fermât le lieu de leur sépulture, afin qu'ils restassent seuls ensemble. « Ce cœur qui fut à toi et qui bat encore pour toi, lui disait-elle, mérite que tu respectes ses deux faiblesses : la crainte d'être ensevelie sans être morte, et celle d'être séparée de toi. »

A ce propos, Mme de Staël, qui l'entoura de soins jusqu'à la fin, écrivait à Meister : « Si comme elle le croyait, les traits de son visage eussent été parfaitement conservés, mon malheureux père eût passé sa vie à la contempler. Ce n'est pas comme cela que j'entends le besoin de n'être pas oubliée. »

Non contente d'avoir consacré sa vie à son mari, Mme Necker voulut, au delà du tombeau, faire parler son amour et son admiration. Elle avait écrit un grand nombre de lettres qui, confiées à des mains sûres, après sa mort devaient être remises successivement à M. Necker, à des époques déterminées. Cette correspondance posthume, dont sans doute on ne pourrait citer un exemple analogue, peint mieux qu'une longue analyse le cœur affectueux et le caractère ferme de cette épouse fidèle. « Je crains la mort, disait-elle à son mari, car j'aimais la vie avec toi ! »

Respectueux des volontés de sa femme, Necker la fit déposer dans le monument préparé par ses soins, et s'en constitua le gardien. Il fit imprimer, sous le titre de *Mélanges*, cinq volumes extraits des nombreux manuscrits qu'elle avait laissés. Peu de temps avant sa mort, elle avait publié un petit livre : *Réflexions sur le divorce*, plein de sentiments élevés, et de sages pensées. Une de ses maximes peut résumer sa vie : « Être aimée, disait-elle, c'est recevoir le plus grand des éloges. »

Parmi les dernières personnes qui avaient rendu visite à Mme Necker, il faut citer Sophie Laroche, qui eut l'honneur de mériter l'amitié de Gœthe.

Dans ses impressions de voyage, cette femme éminente rend hommage à la grâce et aux agréments de la fille du pasteur de Crassier, que le temps et le malheur avaient respectés, et qui impressionnaient vivement tous ceux qui venaient à Coppet.

V

Après la mort de sa mère, Mme de Staël resta pendant plusieurs mois près de Necker, et le consola par son dévouement filial. Elle lui avait toujours témoigné, d'ailleurs, une affection profonde, et il semblait qu'il fût plus près de son cœur. Elle eût pu vivre en paix auprès de lui, élever ses enfants, écrire, mettre en pratique la maxime que plus tard un grand poète devait formuler ainsi :

Ami, cache ta vie et repose [illegible] bien caché !

Mais, cette âme intrépide ne se calmait pas. Il lui tardait de se lancer de nouveau dans l'action politique, et d'affronter les tempêtes, celles du cœur comme celles de l'intelligence. Coppet ne sera pour elle, jusqu'à la fin de sa vie, qu'un lieu de repos momentané, ou une retraite forcée, un exil ; il n'en aura que plus de prestige. Elle y reviendra comme l'oiseau battu par les vents d'orage, qui retourne à son nid, ou s'abrite dans le creux d'un rocher, mais regarde à chaque instant si les nuages se dissipent, afin de repartir. Pour ne pas sortir du cadre de notre étude, nous raconterons seulement ces haltes, ces moments de répit, ces séjours d'exil de l'admirable femme, emportée à travers le monde par son besoin de grandeur et ses désirs de gloire.

Durant l'automne de 1794, Mme de Staël, encore en grand deuil, vit se refroidir l'amitié de M. de Narbonne qu'elle aimait beaucoup ; par contre, elle gagna celle de Benjamin Constant, destiné à jouer un rôle prépondérant dans sa vie. Dans l'intervalle, elle travailla à une étude importante et remarquable, intitulée : *De l'influence des passions*, où, entre autres belles pensées, on remarque celle-ci : « Les femmes cherchent un maître. Pour qu'une femme soit vraiment heureuse, il lui faut pouvoir respecter ce qu'elle aime, et la plus haute expression de son amour, c'est la vénération. »

Gouverneur Morris, ancien ambassadeur, raconte qu'au mois d'octobre, traversant la Suisse, il s'arrêta à Coppet, et trouva la fille de Necker entourée d'amis auxquels elle s'efforçait de rendre aussi agréable que possible l'hospitalité de son père. Lui-même y fut reçu à bras ouverts.

Benjamin Constant avait alors vingt-sept ans. Mme de Staël et lui se complétaient l'un par l'autre. A l'époque de leur rencontre, bien qu'elle n'eût que vingt-huit ans, elle l'emportait en expérience politique, car elle avait agi, pendant qu'il n'avait été que simple spectateur. Elle trouva en revanche chez lui le don de l'expression écrite et parlée, qu'il devait élever à une haute perfection, une acuité d'observation qui se raillait elle-même, qui se rendait compte de tous les courants d'esprit, même les plus contradictoires, les plus étrangers au sien, reflétant les idées régnantes comme un miroir, mais assez indépendant et assez fort pour faire valoir les siennes (1).

Bref, il avait les passions et les ambitions qui s'harmonisaient avec celles de sa nouvelle amie ; par elle et avec elle, il fut lancé dans les agitations et les controverses de la politique française.

Comme prélude de sa réapparition sur la scène littéraire, philosophique et mondaine, celle-ci publia, à la fin de 1794, ses *Réflexions sur la Paix adressées à*

(1) Lady Blennerhassett.

M. Pitt, et aux Français, le premier en date de ses écrits politiques, puis elle prépara un second ouvrage sur le même sujet, *Réflexions sur la paix intérieure*, où elle prenait fermement parti pour la forme du gouvernement républicain. Elle séjourna encore à Coppet jusqu'au mois de mai 1795. A cette époque, elle rentra enfin à Paris, où Rœderer, dans un aimable article, salua son arrivée et ses ouvrages.

Son salon, comme toujours, fut recherché, et devint un foyer intellectuel où se rencontraient les royalistes, Mathieu de Montmorency, Dupont de Nemours, l'abbé Morellet, Choiseul, Suard, Lacretelle jeune, puis des hommes du monde nouveau, Daunou, Cabanis, Garat, Lanjuinais, Tracy, Ginguené. Elle se lia aussi avec Boissy d'Anglas, Marie-Joseph Chénier, et plus d'une fois implora pour ses amis persécutés l'influence de Tallien et de Barras.

Elle faisait preuve des meilleures intentions et d'une grande supériorité dans ses vues, néanmoins elle finissait par porter ombrage aux partis. Elle était trop chevaleresque pour les intrigants de toute nuance, et avait une générosité qui effarouchait leur égoïsme. Aussi, des points les plus opposés, on s'accordait à désirer son éloignement. Cette triste expérience n'abattait ni son courage, ni ses espérances, ni même sa bonté. « Elle avait appris de bonne heure, dit un érudit, à ne pas rendre ses convictions responsables de ses expériences, et à maintenir intact, sous la pression du dehors, le ressort intellectuel. »

Forcée, on peut le dire, de s'éloigner de Paris, après quelques mois d'actives démarches, elle revint à Coppet à la fin de 1795, et y fit un long séjour qui dura jusqu'au printemps de 1797. Dans plusieurs de ses lettres, elle se plaint de l'isolement où elle se trouve : elle écrit à Meister « qu'elle est si proscrite, si solitaire qu'elle s'anéantit à ses propres yeux ». Cependant, elle ne perdait pas son temps, et, malgré elle, la solitude lui était bonne, comme elle est propice à tout esprit cultivé, à toute âme vraiment grande.

Pendant cette période, elle acheva le remarquable ouvrage qu'elle avait commencé en 1793 : *De l'Influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*. C'est là qu'elle affirme dans un style superbe sa compassion maternelle pour toutes les douleurs humaines. « Nulle part, dit Sainte-Beuve, aussi visiblement que dans ces admirables pages, Mme de Staël ne s'est montrée ce qu'elle restera toute sa vie, un génie cordial et bon. »

Après avoir publié, pendant l'été de 1796, cette étude profonde où elle révèle en maints passages les blessures de son cœur, Mme de Staël voulait rentrer en France, et y juger l'effet de son œuvre. Mais le Directoire ne se souciait pas de lui ouvrir les portes de Paris ; il redoutait sa nature agitée et troublante. Dans une lettre à Rœderer du 1er octobre, elle se plaint énergiquement et dit : « Vous voudrez bien penser que j'aimerais mieux passer par un tribunal révolutionnaire, où il y eût chance égale de mourir ou de se sauver, que de ne pas revenir en France ; que je souffre tellement de mille manières de cet exil que je m'exposerai à tout pour en sortir ».

Elle supplia tant qu'à la fin de l'hiver, grâce à l'intervention de Barras, elle put revenir auprès de ses amis de France. En avril, nous la trouvons chez son ami Mathieu de Montmorency, à Hérivaux, où était rassemblée une brillante société, qui comprenait Boissy d'Anglas, Adrien de Lezay, Jaucourt, Rœderer et Talleyrand. Elle était accompagnée de son fils, Auguste, âgé d'environ dix ans. C'est là qu'elle fit la connaissance de Victor de Broglie, son futur gendre.

Elle eut aussi l'occasion d'être présentée, pendant son séjour à Paris, à un personnage, dont le nom était sur toutes les lèvres, et avec lequel elle ne devait guère s'entendre plus tard, Napoléon Bonaparte. Elle fut, comme tant d'autres, subjuguée par lui et l'admira sincèrement.

Elle ne retourna à Coppet qu'au mois de janvier 1798. Elle voulait conseiller à son père de quitter le pays de Vaud, qui n'était plus sûr, mais Necker s'y refusa. Il vivait là avec le souvenir toujours cher de sa femme, et, quels que dussent être les périls annoncés, il considérait comme un devoir sacré de veiller jusqu'à la fin auprès de son tombeau.

A ce moment, elle reçut une visite qui lui fit un grand plaisir, celle du poète Chênedollé, ami de Fontanes, de Chateaubriand, de Joubert. Il venait de Hambourg, où il avait vu Rivarol. Elle lui témoigna la plus franche amitié, et le retint à Coppet.

Pendant l'été, le baron de Staël dont la situation diplomatique était devenue précaire, se sépara de sa femme, malgré les représentations pressantes de Necker. Elle n'en ressentit certainement pas un bien vif chagrin ; cependant, comme, malgré les apparences, elle était une intelligence ordonnée, cette séparation détermina dans sa vie une blessure secrète, qui devait lui faire écrire une des plus belles pages de son livre sur l'Allemagne.

VI

De 1798 à 1803, nous voyons Mme de Staël quitter Paris pour Coppet, ou la Suisse pour la France, suivant que le besoin d'agir la pousse en avant, ou que son rôle d'écrivain la ramène dans la solitude. Ses relations avec Bonaparte deviennent de plus en plus tendues, le vainqueur de Rivoli redoute cette fièvre de mouvement qui la dévore, le séjour de Paris finit par lui être interdit, elle est placée sous la surveillance de la police, son mari meurt subitement,

Benjamin Constant la rend pas heureuse, son père vieillit, elle constate combien l'intérêt l'emporte sur tout le reste chez la plupart des hommes, et dans un élan de haute raison elle revient à la vie simple, consolante de la famille, au devoir qui purifie.

Bien que les plaisirs de la société lui fussent toujours chers, elle commença à les rechercher moins. Le sort de ses trois enfants, deux garçons et une fille, la vieillesse de son père la préoccupaient : « Je suis ici dans une parfaite solitude, écrivait-elle alors de Coppet à Fauriel, car ceux qui la troublent m'importunent et je les écarte volontiers. Je m'occupe de mon père, de l'éducation de mes enfants. »

Pour ces derniers, elle s'était faite institutrice, et trouvait un grand bonheur à les instruire, à cultiver leur intelligence et leur cœur, à former leur caractère, à leur enseigner le grand art de la vie.

Elle avait toujours témoigné beaucoup d'affection à son père. A mesure qu'il avançait en âge, cette tendresse redoublait. Elle ne faisait rien sans le consulter, veillait à le distraire et à l'entourer d'une attention à la fois maternelle et filiale. Jamais elle ne s'épargnait ; c'est à peine si, comme le raconte son vieil ami Bonstetten, elle s'accordait un peu de repos dans les moments où la plus pauvre femme elle-même a le droit de le goûter.

A Coppet, après le premier déjeuner pris en compagnie de son père, elle passait parfois des heures entières à causer avec lui. On se retrouvait dans la journée à table, puis le soir au whist et à souper, sans que jamais s'arrêtât la conversation dont, par égard pour Necker, on avait banni la politique. De son côté, l'ancien ministre adorait Mme de Staël, en était fier, et l'encourageait à voir le monde et ses amis, dont les relations, il le savait, étaient nécessaires à sa nature expansive.

Parmi les hôtes nouveaux ou plus assidus de Coppet, à cette époque, il faut citer la belle Mme Rilliet-Huber, pleine de talents poétiques ; Mme Necker de Saussure, cousine de Mme de Staël, bien digne de vivre dans son intimité et de l'aimer, femme éminente, elle aussi ; Sismondi, intelligence remarquable alors à son aurore ; Mme de Krüdener, dont l'existence agitée commençait à se calmer ; Bonstetten qui, dans sa jeunesse, avait connu Rousseau de près, et avait reçu à Ferney l'hospitalité de Voltaire ; enfin Mme Friderike Brun, admiratrice enthousiaste de la nature.

Les soins que Mme de Staël prodiguait à ses enfants et à son père, la joie qu'elle éprouvait à recevoir ses amis anciens ou récents, sa préoccupation et sa volonté d'achever des ouvrages commencés, et d'en créer d'autres, le charme attachant de Coppet et des environs, ne la guérissaient point, il faut l'avouer, de la nostalgie de Paris.

A la fin de 1803, elle fit des tentatives désespérées pour obtenir l'autorisation de rentrer en France, d'habiter sinon dans la capitale même, du moins dans les environs. Elle avait des amis puissants, entre autres Joseph, frère du Premier Consul. Ils tentèrent en vain de fléchir Bonaparte qui, cependant, l'autorisa à séjourner à Dijon. Cette solution ne pouvait la satisfaire. C'est alors qu'elle se décida à visiter l'Allemagne, et entreprit un magnifique voyage en ce pays, où, après quelques obstacles vaincus, elle fut partout reçue avec honneur. Sa réputation était étayée sur des œuvres importantes, dont la dernière, *Delphine*, avait un succès considérable dans toute l'Europe, bien qu'il déplût fortement à Napoléon.

Pendant qu'elle était accueillie en triomphatrice à la cour de Weimar, ce foyer illustre de l'Allemagne littéraire, qu'elle y voyait Schiller et Gœthe, et qu'ensuite on la comblait d'égards à la cour de Berlin, ville d'où elle devait ramener Guillaume Schlegel comme précepteur de ses enfants, Necker touchait au terme de sa carrière. Il tomba malade subitement à la fin de mars 1804 et, le 10 avril, il expirait à l'âge de soixante-douze ans, sans avoir pu embrasser une dernière fois sa fille.

A la première nouvelle de la maladie de son père, elle avait quitté Berlin en toute hâte. Elle apprit son malheur à Weimar, et fut inconsolable : elle perdait, dans son père, l'être qu'elle avait le plus aimé sur la terre. Benjamin Constant, Sismondi, Mme Necker de Saussure, Bonstetten, s'employèrent de leur mieux à apaiser la violence de son chagrin, qui, après plusieurs mois seulement, fit place à l'abattement, à la douleur muette.

Bonstetten et sa cousine avaient assisté aux derniers moments de l'ancien ministre de Louis XVI, et purent lui en faire le récit. Il avait remercié une fois encore tous ses amis et serviteurs pour leur affection, et exprimé l'espoir d'être réuni pour jamais à sa femme tant aimée. Il avait rendu l'âme en priant, occupé jusqu'à la fin par la pensée de sa fille. « On ne doit pas la blâmer de n'être pas ici, dit-il, je l'ai voulu ainsi ; c'est au cœur d'un père de la juger. » Il répéta plusieurs fois ces paroles, et ajouta que, dans son âme, elle n'avait jamais été méconnue. Bonstetten avait remarqué qu'à ces moments suprêmes, et même dans le délire de la fièvre, il n'était jamais revenu sur le grand rôle politique qu'il avait joué. En résumé, Necker avait fini en chrétien, en ami des malheureux, en sage.

Mme de Staël éprouva une consolation intime, en constatant quels regrets sincères étaient accordés à la mémoire de son père ; mais combien elle se sentit isolée d'abord, dans le château de Coppet, où ce grand deuil l'avait ramenée ! Son point d'appui lui

manquait, Necker était son conseiller, son guide dans les volontés importantes, comme dans les petites décisions qu'elle prenait librement. De plus, elle s'en remettait à lui de la direction de ses intérêts. Que faire, sans ce sage mentor?

Son courage lui revint, à la pensée qu'il fallait assurer le sort de ses deux fils et de sa fille, et elle se mit à administrer avec soin la grande fortune de trois millions laissée par l'ancien ministre.

Ses projets d'aller en Amérique lui revinrent à l'esprit, mais elle ne put y donner suite. Elle se contenta d'entretenir des relations en ce pays avec Gouverneur Morris, qui lui écrivait des lettres pleines de bon sens sur la vie américaine.

Suivant ses derniers vœux, Necker avait été déposé près de sa femme, dans le monument funéraire qui décorait le parc de Coppet. Sa fille voulut lui élever un autre monument, plus durable encore, en écrivant son livre : *Du caractère de M. Necker et de sa vie privée*, livre dont la forme littéraire est parfaite, et dont chaque page est pénétrée d'une émotion contenue, mais d'autant plus éloquente.

L'entourage de Mme de Staël s'ingéniait à la distraire, et petit à petit elle renaissait à une vie nouvelle. Le chagrin avait comme épuré son âme. Le commerce des gens d'esprit redevint un besoin pour elle. De tous ses amis, celui qui sut la consoler le mieux fut le fervent chrétien Mathieu de Montmorency. « Cet ami incomparable arrive après-demain, écrivait-elle à Gérando, et je ne puis vous exprimer le trouble que j'éprouve, ce sentiment de joie si étranger à mon cœur déchiré, cette douleur qui se ranime précisément parce qu'il va me faire du bien, parce que je repousse et j'appelle ce céleste secours... Oh! comme le cœur bouleverse la vie! »

Coppet continua donc à être une maison hospitalière, où tous les esprits indépendants désiraient être accueillis. Les rigueurs de Bonaparte grandissaient le séjour de l'exilée, et lui donnaient, dans toute l'Europe, un relief extraordinaire. Aussi, il y régnait un mouvement perpétuel d'arrivées et de départs, sans que toutefois le généreux accueil fait à tous dégénérât en prodigalités et en désordre.

La maîtresse de la maison, raconte un historien, était, en ce qui la concernait, si simple et si facile à contenter, que seulement après la publication de *Corinne* elle se procura un bureau convenable. « J'ai bien envie d'avoir une grande table, dit-elle alors à sa cousine, il me semble que j'en ai le droit à présent. » Jusque-là, elle écrivait comme elle pouvait, à l'angle d'une cheminée ou sur ses genoux.

Elle n'avait pas d'habitudes tenaces et presque pas de besoins matériels. Sa chambre, à Coppet, n'était pas plafonnée, et on y voyait les poutres. Un jour qu'on lui faisait remarquer la chose : « Voit-on les poutres? dit-elle ; je n'y avais jamais pris garde. Permettez que cette année, où il y a tant de misérables, je ne me passe que les fantaisies dont je m'aperçois [1]. »

VII

Elle avait visité l'Allemagne. L'idée lui vint de faire un voyage en Italie. N'était-ce pas le meilleur moyen d'endormir les peines de l'exil? Informé de son dessein, le premier consul, tout-puissant dans la péninsule, donna des ordres pour que partout elle fût dignement accueillie. Il l'éloignait de Paris, mais toutefois il tenait à ne pas méconnaître sa supériorité. Il dit même qu'au moindre outrage qui lui serait fait, « il ferait marcher 20 000 hommes à son secours ». Cet hommage devait être au fond très doux au cœur de Mme de Staël.

Ce fut en novembre 1804, qu'elle fit ses adieux à Coppet. Ce voyage, qui dura jusqu'en juin 1805, fut un long triomphe. Elle marchait d'ovations en ovations ; les merveilles artistiques de l'Italie, son beau ciel, ses souvenirs incomparables éblouissaient son âme, et de cet éblouissement devait surgir un chef-d'œuvre, *Corinne*, par lequel elle entra définitivement dans la grande renommée.

A partir de cette époque, Coppet devint un lieu tout à fait consacré. Plus Napoléon apparaissait puissant à la tête de ses armées, et étonnait le monde par l'éclat de ses victoires et les créations de son génie, plus aussi les regards se portaient vers le petit coin de terre où respirait la femme bannie par le conquérant. Ses œuvres, ses voyages, les hôtes de tous les pays qu'elle avait reçus créaient autour d'elle une atmosphère glorieuse, un courant d'universelle sympathie.

Il n'y avait pas un esprit cultivé en Europe qui ne demandât avec une sorte d'affection : Que fait, que devient Mme de Staël? C'est l'occasion de rappeler ici les belles pages que Sainte-Beuve a consacrées à la fille de Necker.

« Ce que le séjour de Ferney fut pour Voltaire, dit-il, celui de Coppet le fut pour Mme de Staël, mais avec bien plus d'auréole poétique, ce nous semble, et de grandiose existence. »

A son retour d'Italie, Mme de Staël, continua à recevoir à Coppet la société la plus distinguée de l'Europe. Benjamin Constant y resta jusqu'en septembre (1805). Deux princes alliés à la cour de Weimar y vinrent à leur tour, le prince de Mecklembourg-Schwerin et le prince Frédéric de Saxe-Gotha. Enfin, un des maîtres de la littérature française, le plus grand de l'époque, Chateaubriand annonça son arrivée. Le

[1] Lady Blennerhassett.

séjour de Coppet lui parut enchanteur, et il félicita l'auteur de *Delphine* de pouvoir habiter de si beaux lieux. A ses yeux, le bonheur était là.

Mme de Staël, elle, ne l'y plaçait pas ; aussi écrivait-elle à Mme Récamier : « Ah ! que M. de Chateaubriand connaît mal le cœur, en me trouvant heureuse ! Il dit qu'il n'écrirait plus s'il avait de l'argent, et il considère le bonheur sous ce même point de vue. C'est un côté vulgaire, dans un homme d'ailleurs bien supérieur. »

L'éminente femme en parle fort à son aise. On voit bien, à son langage, qu'elle n'avait jamais connu les embarras d'argent, la gêne, les privations de toute sorte. Elle avait toujours plané au-dessus de ces misères, grâce à la fortune de Necker, et ne connaissait que les tourments du cœur et les blessures de l'ambition. Chateaubriand aurait pu lui raconter les angoisses de sa jeunesse, s'il était demeuré longtemps à Coppet, et lui dire qu'il avait souffert de la faim à Londres, et s'était vu dans le dénûment le plus complet. Peut-être alors eût-elle compris sa conception du bonheur ? En réalité, pour e bien juger, deux êtres, si grands qu'ils soient, doivent avoir la même expérience de la vie.

Pendant l'été de 1805, Mme de Staël ne tarda pas à regarder du côté de la France, et chercha à pénétrer dans la zone de 40 lieues qui lui était assignée autour de Paris comme barrière infranchissable. Mais la surveillance était active, et elle dut se replier sur la Suisse. Au printemps de 1806 seulement, elle put obtenir un passeport, mais avec défense expresse de toucher Paris.

C'est à ce moment que lui vint l'idée d'organiser pour son entourage, à Genève d'abord, puis à Coppet, des représentations théâtrales où elle et ses amis jouèrent les principaux rôles. C'est ainsi qu'elle parut avec un grand succès dans les pièces qu'elle aimait, *Mérope*, *Alzire*, *Zaïre* de Voltaire, puis *Phèdre* de Racine, et une scène biblique, *Agar dans le désert*. Au dire de ceux qui l'entendirent, elle se révéla comme une véritable artiste, et aurait pu passer pour une élève de Talma, qu'elle admirait, du reste, au suprême degré. Elle faisait verser des larmes aux spectateurs, et par son expression remuait le fond des cœurs. C'est là tout l'art dramatique.

Au printemps de 1807, *Corinne* parut. Ce fut la consécration définitive de sa gloire littéraire. Elle espérait par là désarmer Napoléon, mais il restait inflexible pour le séjour de Paris. Elle explora les villes françaises où on voulait bien la tolérer, elle vint même à Paris dans le plus grand secret. Fouché l'ignora, mais l'empereur le sut. Il lui fallut partir en grande hâte.

Rentrée à Coppet, elle reçut la visite de Mme Récamier qui passa tout l'été auprès d'elle. Ensemble elles tentèrent une ascension du Mont-Blanc. Elles voulaient contempler les merveilles des hautes cimes, mais elles s'arrêtèrent à mi-chemin, exténuées de fatigue. Le prince Auguste de Prusse vint la voir sur ses entrefaites, et resta son hôte pendant plus d'un mois. La beauté de Mme Récamier le fascina à un tel point qu'il lui proposa tout simplement de quitter son mari et de se marier avec lui. On dit que la coquette Juliette ne se montra point tout d'abord indifférente aux hommages du prince, mais elle finit par lui opposer un refus.

L'hiver et le printemps de 1808 furent consacrés à un second voyage en Allemagne. Mme de Staël avait emmené ses deux plus jeunes enfants et leur précepteur, Schlegel. Comme la première fois, elle fut choyée et admirée. Le vieux Wieland notamment, âgé de soixante-quinze ans, fut conquis par sa simplicité, son esprit, sa grâce, son savoir. Il la vit à Weimar, et raconta dans de belles lettres l'heureuse impression qu'elle avait produite sur lui.

La voyageuse revenait avec tous les éléments utiles à son grand ouvrage sur l'Allemagne, dont le plan était depuis longtemps dans sa tête, et qui déjà était commencé.

Une déception l'attendait au retour. Benjamin Constant s'était marié. C'était l'éloignement fatal de cet ami, dont l'esprit, sinon le cœur, correspondait si bien au sien, et qui pendant dix années avait donné tant de relief aux fêtes, aux réceptions, aux conversations de Coppet.

« On n'a point connu Mme de Staël, raconte Sismondi, si on ne l'a pas vue avec Benjamin Constant. Lui seul avait la puissance, par un esprit égal au sien, de mettre en jeu tout son esprit, de la faire grandir par la lutte, d'éveiller une éloquence, une profondeur d'âme et de pensée qui ne se sont jamais montrées dans tout leur éclat que vis-à-vis de lui, comme lui aussi n'a jamais été lui-même qu'à Coppet. Quand, après la mort de Mme de Staël, je l'ai vu si éteint, j'aurais à peine pu croire que ce fût le même homme. »

Sainte-Beuve, admirateur fervent de Mme de Staël, et qui eut des relations avec quelques-uns de ses hôtes, a laissé des pages émues sur la vie qu'on menait dans son château, d'après les renseignements directs de ces témoins d'un glorieux passé.

« Les conversations philosophiques et littéraires, dit-il, toujours piquantes ou élevées, s'engageaient déjà vers onze heures du matin, à la réunion du déjeuner ; on les reprenait au dîner, dans l'intervalle du dîner au souper, lequel avait lieu à onze heures du soir, et encore au delà souvent jusqu'après minuit...

« Ce qu'on ne peut exprimer de Coppet, aux années les plus brillantes... c'est le secret de l'entre-

croisement des pensées de ses hôtes sous les ombrages; ce sont les entretiens du milieu du jour, le long des belles eaux voilées de verdure... Laissons le temps s'écouler, l'auréole se former de plus en plus sur ces collines, les cimes, de plus en plus touffues, murmurer confusément les voix du passé, et l'imagination lointaine embellir un jour à souhait les troubles, les déchirements des âmes, en ces Édens de gloire. »

VIII

Mme de Staël ne perdit pas complètement Benjamin Constant, elle le revit de loin en loin, mais les beaux jours étaient passés. Elle se réfugia dans le travail, mit la dernière main à son livre : *De l'Allemagne*, et coordonna les matériaux de ses *Considérations sur la Révolution française*.

Les visiteurs de Coppet n'étaient plus tout à fait les mêmes. L'élément étranger y dominait. Dans ses voyages à travers l'Europe, l'exilée avait connu d'illustres personnages, et les avaient invités à s'arrêter sur les bords du Léman. Ils tenaient à honneur de venir apporter leurs hommages à celle qu'on commençait à appeler partout la fière Corinne. Néanmoins, ce n'était plus l'animation d'autrefois. Dans une lettre à Mme Récamier, Mme de Staël parle de Coppet, jadis si animé, comme d'un lieu solitaire et grave. Le petit théâtre était fermé, l'entrain des fêtes avait fui. Le labeur silencieux de l'écrivain avait remplacé l'éclat des réceptions et des longues causeries dans le parc.

En octobre 1808, Mme de Staël reçut la visite du poète danois Adam Œlenschlœger, admirateur passionné de Gœthe, auteur d'un poème connu, *Aladin ou la Lampe merveilleuse*, et aussi celle du poète bavarois Zacharias Werner. Leur séjour se prolongea, leurs entretiens enthousiastes sur le mouvement littéraire de l'Europe amenèrent des lectures dans le salon du château, et firent renaître les représentations dramatiques. C'est ainsi que devant un auditoire choisi de Genevois et d'étrangers, Werner déclama ses poésies, Schlegel lut le *Prince Constant* de Caldéron, le comte de Sabran lut le *Wallenstein* de Benjamin Constant, puis il y eut des lectures des *Euménides* d'Eschyle, d'*Œdipe à Colone* de Sophocle, de l'*Iphigénie* et du *Faust* de Gœthe, enfin des représentations de *Minna de Barnhelm* et *d'Emilia Galeotti*.

Le baron de Voght, philanthrope danois, et le comte de Kotschubey, ancien ministre de l'empereur Paul, assistèrent à ce renouveau dramatique qui se termina par la mise à la scène d'une *Sapho*, œuvre de Mme de Staël elle-même.

Werner, racontant à un de ses amis sa réception à Coppet, s'exprime ainsi : « Mme de Staël est une reine, et tous les hommes d'intelligence qui vivent dans son cercle ne peuvent en sortir, car elle les y retient par une sorte de magie... Elle est d'une taille moyenne, et son corps, sans avoir une élégance de nymphe, a la noblesse des proportions... Elle est forte, brunette, et son visage n'est pas, à la lettre, très beau. Mais on oublie tout dès que l'on voit ses yeux superbes dans lesquels une grande âme divine, non seulement étincelle, mais jette feu et flamme. »

Dans l'automne de 1808, raconte Lady Blennerhassett, le sculpteur Frédéric Tieck, un frère du poète, vint à Coppet, et modela le buste de Mme de Staël, dont elle fit présent à la duchesse Louise. Il est placé aujourd'hui dans la bibliothèque de Weimar et garde dans les traits une expression de jeunesse. Par la même occasion, Guillaume Schlegel fut reproduit par le marbre, Zacharias Werner par le dessin, et la statue de Necker préparée pour le tombeau que sa fille voulait lui faire élever plus tard dans l'église de Coppet.

Un des hôtes de 1809 fut Cuvier. Comme tous, le savant naturaliste fut sous le charme, et s'en alla ravi. Le livre *De l'Allemagne*, enfin achevé et corrigé avec soin, parut en 1810. Il fut aussitôt saisi en France. Mme de Staël, alors dans le département de Loir-et-Cher, ne put même sauver le manuscrit de son ouvrage que grâce à la bienveillance personnelle du préfet, le baron de Corbigny.

Frappée au cœur par cette persécution, elle songea pour la troisième fois à s'en aller en Amérique. Des difficultés imprévues surgirent, et elle fut obligée d'y renoncer définitivement. Il lui fallut donc se rabattre sur Coppet, comme le pigeon de La Fontaine : « traînant l'aile et tirant le pied », l'âme navrée. Cependant, le soir de son arrivée, elle vit un arc-en-ciel au-dessus du château, elle le considéra comme un heureux présage.

Jusqu'à la chute de Napoléon, elle vécut dans une sorte d'apaisement relatif, elle paraissait plus résignée, plus penchée sur elle-même, et jouissait davantage de la félicité présente. En 1811, elle épousa le Genevois Jean de Rocca, descendant d'une ancienne famille patricienne émigrée en Piémont, au temps de la Réforme. Ce mariage, tenu secret, ne fut révélé qu'après sa mort.

« Elle a pris désormais son parti, écrivait alors Sismondi, elle ne songe plus à Paris, elle a oublié son livre, et n'en a point d'autre dans la tête; elle vit dans le présent, sans faire de projets, sans renoncer à ceux qu'elle a faits, car ce serait presque disposer de l'avenir que d'en effacer ce qu'elle y avait mis précédemment. Elle me confond tous les jours davantage; je n'aurais jamais espéré ce repos d'esprit qu'elle a trouvé; je n'aurais su quel conseil lui

donner pour l'atteindre, et il m'étonne si fort, que je ne sais comment compter sur sa durée. »

Cependant, la surveillance impériale se resserrait autour d'elle. Le moment approchait où un poste militaire monterait la garde devant son château. Elle parvint à s'échapper, et entreprit un voyage en Autriche et en Russie. Nous ne la suivrons pas dans ses pérégrinations, ni dans son retour à Paris, quand Napoléon succomba. Aux Cent-Jours, elle revint en Suisse, mais haletante, inquiète, avide de repartir.

Nous voulons terminer ces aperçus par deux souvenirs poétiques qui se rattachent à Coppet, celui de Lamartine et celui de lord Byron. En 1815, le jeune Alphonse de Lamartine, alors âgé de vingt-cinq ans, habitait chez une de ses amies, dans le voisinage de Mme de Staël. Il eût bien voulu se présenter au château, mais à quel titre? Et comment la voir, elle, même un moment?

« Un jour, raconte-t-il, en sortant, comme à l'ordinaire, pour aller au lac, je pris la grande route de Coppet, et je me postai à l'ombre d'un saule, sur le revers du fossé, au bord du chemin. J'avais emporté avec moi un volume de Corinne, comme pour me porter bonheur; le livre et le jour me portèrent en effet bonheur. Après avoir attendu une grande partie de la journée sans apercevoir autre chose sur la route que les petits nuages de poussière soulevés par le vent d'été, qui soufflait du lac vers les montagnes, le soleil baissait, j'allais reprendre tristement le chemin pour rentrer à V..., quand un nuage de poussière et un bruit de roues attirèrent mes regards du côté de Coppet. Le cœur me battit, le livre me tomba des mains; j'avais eu le temps de me rasseoir au pied de mon saule, quand deux calèches découvertes, courant au grand trot des chevaux, vers Monges, défilèrent à demi voilées par la poussière devant moi.

« La première ne contenait que des jeunes gens sur le siège et des jeunes personnes dans la voiture; elles étaient charmantes, mais ce n'était pas la beauté que je cherchais. Dans la seconde, deux femmes d'un âge plus mûr étaient assises seules, et causaient ensemble avec animation. L'une — on m'a dit le soir que c'était Mme Récamier — m'éblouit comme le plus céleste visage qui ait jamais éclairé les yeux d'un poète, trop beau comme un éclair pour être jamais autre chose qu'une apparition! La seconde, un peu massive, un peu colorée, un peu virile pour une apparition, mais avec de grands yeux noirs et humides qui ruisselaient de flamme et de beauté, parlait avec une vivacité et avec des gestes qui semblaient accompagner de fortes pensées; elle se soulevait en parlant comme si elle eût voulu s'élancer de la calèche; ses cheveux, mal bouclés, s'épandaient au vent; elle tenait dans sa main une branche de saule qui lui servait d'éventail contre le soleil de juin. Je ne vis plus qu'elle. Elle m'aperçut, et me montra du regard à son amie, qui se pencha à son tour pour regarder de mon côté.

« Est-ce mon costume? Est-ce mon livre? Est-ce l'enthousiasme involontaire exprimé par la rougeur et par la pâleur sur mon visage? Me prirent-elles pour un étudiant allemand qui cherchait des fleurs dans la poussière des grands chemins, ou pour un poète italien qui rêvait un sonnet à la liberté, à l'amour ou à la gloire de Corinne? Je ne sais... Hélas! comme tout le monde je n'ai saisi ma vision qu'au vol, et je n'ai vu l'amour et la gloire qu'à travers la poudre d'un grand chemin. »

L'année suivante (1816), ce fut lord Byron qui franchit la grille de Coppet. Il avait une réputation telle que la romancière mistress Hervey, qui était présente, s'évanouit en l'apercevant, « comme si réellement elle eût vu Sa Majesté Satan en personne ». Mme de Staël le reçut avec sa grâce accoutumée. Aussi trouva-t-il « qu'elle avait rendu sa demeure aussi agréable que lieu sur terre puisse le devenir par la société et par le talent ». Plus tard, il lui rendit hommage dans ses Mémoires. De son côté, elle le jugeait l'homme le plus séduisant de l'Angleterre, mais ajoutait : « Je lui crois juste assez de sensibilité pour abîmer le bonheur d'une femme. »

Avec Byron, les dernières personnalités célèbres qui séjournèrent à Coppet furent Hobhouse, son ami, le baron de Stein, le général La Harpe, ami du tzar Alexandre, les lords Breadalbane et Lansdowne, Henry Brougham, Pictet, Saussure, la comtesse Montgelas et Pellegrino Rossi.

A la fin de 1816, Mme de Staël quitta, pour Paris, sa maison si hospitalière; elle ne devait plus la revoir. Elle mourut, en effet, l'année suivante, le 14 juillet 1817, à l'âge de cinquante et un ans. On connaît son mot à Chateaubriand qui vint la voir sur son lit d'agonie : « J'ai toujours été la même, vive et triste. J'ai aimé Dieu, mon père, et la liberté. » Benjamin Constant, accablé de regrets et de remords, veilla une nuit entière près du corps de son amie.

Le tombeau de Necker et de Mme Necker fut ouvert une fois encore, la dernière, et leur fille bien-aimée fut ensevelie près d'eux. « La porte de ce tombeau, écrit le comte Othenin d'Haussonville, est aujourd'hui irrévocablement scellée et surmontée d'un bas-relief dû au ciseau de Canova. Le grand artiste a représenté Mme de Staël à genoux, pleurant sur le tombeau de ses parents, tandis que son père, attiré vers le ciel par Mme Necker, lui tend la main pour lui dire un dernier adieu. »

Corinne repose donc, elle aussi, dans ce parc de Coppet, où tant de fois sa grâce et son esprit s'étaient donné carrière. Elle n'a pas cessé de l'animer de son

sourire, d'y régner par le prestige de sa pensée, car le souvenir de cette femme vraiment grande, orgueil de son sexe, est impérissable. Il plane, nous le répétons, sur ce noble séjour comme un génie supérieur, et console à jamais les âmes poétiques, les cœurs aimants, les intelligences avides de Beauté, des tristesses, des misères et des décadences qui les environnent.

HIPPOLYTE B[illegible]

HIRUR DESIRAK [1]

Les trois souhaits.

NOUVELLE

Un an s'est écoulé : Marie-Jeanne est à Arbelenia, chez son père, elle a repris sa place de ménagère ;— elle est retournée dans la chambre où elle habita avec Pierreniò !...

Oh ! tout cela avec beaucoup de larmes, mais avec le courage des simples, de ceux qui acceptent la douleur comme un inexorable tribut ! Elle a recommencé une existence, qui s'écoule entre Pierrou et le travail.

Sans doute, sa pensée est bien loin parfois, échappée à travers la grande mer déserte, vers les terres lointaines où Pierreniò s'est enfui ; — sans doute, quand le silence et la nuit planent sur la ferme, que le sommeil a fermé ses yeux, elle a de fantastiques songes, et souvent elle s'éveille en pleurant...

Mais de tout cela, personne ne souffre, qu'elle seule : Landaburu trouve sa soupe chaude au retour du travail, et pour lui, c'est comme autrefois, avant que le pelotari ne soit entré dans sa maison ; sauf le petit Pierrou qui l'amuse un instant et qu'il prend sur ses genoux, en disant de sa grosse voix sonore :

— Zoin pollita den ! Comme il est joli ! — Laboraria izanen da ! Il sera laboureur, celui-là !

Alors Marie-Jeanne s'arrête et sourit, d'un sourire quelquefois tout près des larmes ; — mais bien vite elle reprend son ouvrage et se hâte davantage, pour penser à autre chose, — pour se dompter, vivre sa vie, celle que la destinée lui a faite !

. . . . . .

Et ainsi, une autre année s'est en allée, les saisons se sont accomplies dans leur gloire ou dans leur tristesse, et le temps des foins est encore revenu !

Oh ! ce mois parfumé, tout embrasé de soleil et de senteurs, tout vibrant de souvenirs ; — ce mois d'émotion d'amour qui étreignit le cœur de Marie-Jeanne ! Le voici revenu, inconsciemment cruel !...

C'est le même tableau campagnard à Arbelenia, la même compagnie de faneurs et de faneuses ; les uns mariés ensemble, les autres qui attendent encore...

Le grand Jacobet est à sa place, derrière la Marie ; — il l'aime toujours, il lui parle de l'avenir. Oh ! sans la presser, et seulement pour avoir une espérance, si elle est libre un jour !... On ne peut pas rester seule toute sa vie, bien sûr ! Et puis, je vous aime bien, moi, et depuis longtemps ; et je n'aurais jamais le cœur de vous faire de la misère : je viendrais vivre à Arbelenia avec le père, ou vous viendriez vivre chez nous ; — comme vous voudriez...

Mais elle ne répond pas, — elle n'entend plus ce langage... Landaburu les regarde tous les deux, et il encourage Jacobet ; — un garçon qui a de la terre à toucher celles d'Arbelenia !...

Sans doute, il faudra attendre un temps voulu, — mais après, elle sera bien libre enfin ! Et puis, qui dit qu'il n'est pas mort, ce Pierreniò de malheur !

Et le beau soleil flamboie sur tout cela, — sur la nature et sur les êtres, sur la jeunesse, l'amour, les projets d'avenir !...

Et le parfum grisant des foins bleus augmente les enthousiasmes, fortifie les espoirs, rend tout possible, probable, presque sûr !...

Le char crie et les rires éclatent, la voix de Landaburu appelle les bœufs dociles ; — et tout est pareil immuablement dans la nature, et rien n'est semblable dans les âmes !...

. . . . . .

Le lendemain, le jour de la fête, Marie-Jeanne s'en allait à la chapelle, portant le petit Pierrou dans ses bras.

Elle avait la tête couverte du voile noir des femmes, qui était surtout pour elle celui des veuves !

Elle n'avait trop su, d'abord, pourquoi elle faisait ce pèlerinage. Sans doute, parce que son histoire était plus oubliée, et que les regards des autres lui étaient moins insupportables ; — sans doute aussi poussée par cette crainte qu'il n'arrivât quelque malheur à l'enfant, si elle n'allait pas faire ses trois souhaits...

Il avait plus d'un an, le petit Pierrou : il était déjà fort et solide sur ses jambes et, par moments, sa mère le posait à terre, pour lui laisser faire quelques pas : sa ressemblance avec son père était impressionnante, sauf les cheveux qui restaient blonds comme ceux de Marie.

Ils entrèrent dans la chapelle, et s'assirent sur le dernier banc. C'était bien aussi comme deux ans auparavant : c'était la même lumière crue du soleil, et la même clarté suppliante des cierges ; les mêmes parfums de fleurs et d'encens, toute une évocation frissonnante de cette journée où presque seule, agenouillée, aux pieds de la Vierge, elle avait tant prié !...

[1] [illegible]

Maintenant, elle ne lui semblait plus animée, la petite statue peinte; — elle ne lui paraissait pas autre chose aujourd'hui qu'une puérile image de plâtre, fragile emblème vers qui monta la prière de générations croyantes!...

Envahie par un irrésistible besoin de pleurer, — elle ne pouvait contrôler sa pensée : l'enfant s'étant endormi sur ses genoux, elle le posa doucement auprès d'elle, sur le banc, et presque involontairement elle s'agenouilla...

Longtemps encore, sa tête resta entre ses deux mains. Sans qu'une prière passât ses lèvres, puis, inconsciemment, et comme une pieuse coutume d'enfance, elle prononça ses trois vœux; — confuse de les faire avec aussi peu de foi dans le cœur, et plutôt dans la crainte d'un châtiment pour ne pas les avoir prononcés, que dans la confiance de les voir exaucés!

— Bonne Vierge Marie, faites que Pierreniô me revienne!

« Faites que je sache élever son fils.

« Faites qu'il ne soit pas pelotari!

Et comme le petit Pierrou s'était éveillé, elle le prit dans ses bras et, sans bruit, elle sortit de la chapelle.

Quand ils furent dehors, elle ne suivit pas le chemin ordinaire pour rentrer; — elle s'enfonça tout de suite dans le sentier couvert qui menait droit à Arbelenia : elle se sentait fatiguée, et si triste, si anéantie, qu'il lui tardait de retrouver sa maison et sa solitude.

Pierrou marchait devant elle, les bras étendus et le pas incertain; s'arrêtant à tous les papillons qui le frôlaient, à toutes les fleurs des haies qu'il voulait cueillir, avec de petits cris de joie et des rires comme des gazouillements d'oiseau.

Marie-Jeanne s'était un instant assise contre le talus, regardant son fils trottiner devant elle, quand soudain, au détour du sentier, elle le vit s'arrêter court et, à la suite de cet arrêt brusque, perdre l'équilibre et tomber.

Elle courut pour le relever, mais comme elle arrivait à lui, elle aperçut une autre femme qui venait aussi vers l'enfant, et la vue de cette femme la cloua sur place, comme frappée de la foudre!

A mesure qu'elle se rapprochait, un indicible effroi glaçait l'âme de Marie, l'empêchant de faire un pas; et deux secondes plus tard, Yanèta était devant elle.

Dès qu'elle se fut un peu reprise, sa première idée fut de saisir son enfant, et de s'enfuir; — mais la fille l'arrêta d'une parole :

— Marie-Jeanne, écoutez-moi; il faut que je vous parle.

Marie, toujours muette, s'était reculée, comme saisie d'horreur, et elle allait retourner sur ses pas; — mais la voix de Yanèta se fit plus pressante :

— Une minute seulement, il faut que je vous parle : on m'a dit là-haut que vous étiez à la chapelle, et je suis venue.

Marie croyait toujours rêver, et sa frayeur, au lieu de se calmer, grandissait davantage!... Elle ne pouvait plus résister, elle essaya de courir pour s'échapper...

Yanèta l'arrêta net, comme d'un coup de feu; — elle cria :

— Pierreniô hil da! Pierreniô est mort!

Ce fut, dans le cerveau de la pauvre femme, comme la nuit subite; — dans son cœur, une angoisse à crier! Elle se retourna, tenant toujours l'enfant, la tête tendue en avant vers Yanèta, comme si elle n'avait pas bien compris; — puis elle posa le petit à terre, fit trois pas, et s'affaissa sur le talus!

La fille du contrebandier était debout auprès d'elle, attendant qu'elle reprît conscience pour lui parler.

Elle avait bien changé, cette Yanèta : sa taille ronde d'autrefois s'était amaigrie, ses yeux avaient perdu leur éclat; et, sur son visage, les traces de la misère et de la souffrance s'étaient creusées, lui donnant une expression de vieille femme :

Quand elle vit que Marie se relevait, elle commença :

— Je suis revenue au pays, d'hier au soir seulement, et je repars demain...

Elle fit une pause, comme hésitant à continuer; — Marie leva les yeux vers elle, dans une interrogation muette; alors elle reprit :

— J'ai eu bien du malheur, allez!... Il est tombé malade de la mauvaise fièvre, et il ne s'est jamais plus relevé! Ses camarades travaillaient, eux, et ils m'ont aidée à le soigner. Oh! il n'a jamais manqué de rien pour sûr! Mais la maladie était la plus forte. Il a parlé de vous bien souvent, dans sa fièvre, et quand il a vu qu'il ne guérirait pas, il m'a dit de venir vous demander son pardon, et de vous remettre ce que vous lui aviez donné, son anneau et son scapulaire : les voilà!

Et elle tendit à Marie un petit paquet que celle-ci prit sans savoir ce qu'elle faisait.

Elle s'était relevée, pâle, inconsciente à demi; — elle tenait la main de son petit Pierrou qui, de l'autre, battait l'air, d'une branche fleurie de troène, en éclatant de rire.

Elle voulait parler, et les mots ne lui venaient pas...

Yanèta regardait l'enfant, frappée par la ressemblance.

— C'est tout le portrait de son père, prononça-t-elle.

Et à ces paroles, Marie-Jeanne éclata en sanglots encore plus déchirants.

— Pardonnez-moi, reprit la fille, je ne voulais pas vous causer plus de chagrin... je suis bien punie, allez!

Et à son tour, elle essuya une furtive larme, sur son visage endurci.

— Je vais vous dire adieu; maintenant, vous ne me reverrez plus; — je vais rejoindre le père qui est en Espagne...

Et avant que Marie-Jeanne eût articulé une parole, Yanèta embrassa le petit presque de force, traversa la haie d'épines, et disparut...

. . . . . .

. . . . . .

Ils étaient là tous deux, la mère et l'enfant!...

Marie cherchait à reprendre la notion des choses, et un peu de force pour avancer!

Dans son oreille, la voix de Yanèta vibrait toujours, comme un bruit d'enfer!

« Pierreniò hil da! Pierreniò est mort! »

Tandis qu'elle tentait de se remettre en route, Pierrou s'était emparé du petit paquet qu'elle avait dans la main, et à force de le déchiqueter, en avait retiré le scapulaire qu'il agitait maintenant au bout de sa branche fleurie comme un fouet!...

Marie s'en aperçut soudain, et cet innocent sacrilège la rendit à la réalité.

Elle se raidit cruellement, ramassa l'anneau, le mit à son doigt et, tout en suffoquant de larmes, reprit le chemin d'Arbelenia...

Comme elle entrait sous la tonnelle, Landaburu y était assis à la même place où il avait été avec Pierreniò deux ans auparavant: son visage était très rouge, et son regard plein de colère.

Dès qu'il vit sa fille, il commença sur un ton rageur et d'une voix presque inintelligible :

— Galdu dut partida! J'ai perdu la partie! Ah! si ce Pierreniò maudit avait été là!

Et il frappa sur la table de son gros poing de brute.

A ce mot, Marie-Jeanne s'avança plus vite, en élevant la main comme pour lui imposer silence, et elle prononça seulement ces paroles :

— Pierreniò est mort!

Landaburu, à moitié ivre, sembla ne pas comprendre tout d'abord. Il se leva cependant et commença en regardant de ses yeux vagues d'ivresse :

— Pierreniò...

Marie acheva sa phrase :

— Hil da! Est mort!

Il se rassit, et poussa son béret en arrière, brusquement, comme obsédé toujours par la même idée; — et après quelques secondes, il murmura entre ses dents, tout en allumant sa courte pipe de terre :

— Serihar gaïchtoa, pelotari ona! Mauvais mari, — bon pelotari!...

Il répétait ces mots machinalement, en tirant de rapides bouffées de fumée, quand la marraine de sa fille entra.

Elle aussi avait appris la nouvelle, et elle venait bien vite, effrayée du coup que sa filleule aurait reçu!

A sa question un peu effarée, demandant si Marie était dans la maison, Landaburu répondit [illegible] ment :

— Elle est là, elle a de la peine : le Pierreniò est mort, dit-on...

Sans causer davantage, la vieille femme entra, et rencontra dans la grande cuisine Pierrou qui se sauvait vers la porte.

Elle ne songea même pas à l'arrêter.

Sur le seuil, l'enfant hésita un instant, étonné; puis voyant son grand-père, il courut vers lui, portant dans ses mains le livre de prières de sa mère.

Le vieillard, qui reprenait un peu le sens des choses depuis sa dernière bouteille de cidre, eut comme un sursaut, en voyant le petit joyeux, ignorant de tout...

Il ne put s'empêcher de le prendre sur ses genoux et de l'embrasser presque avec émotion, en pensant que celui-là était « bien de sa famille »!... Et dans son lourd cerveau de paysan, une lueur se fit tout à coup, révélant, à côté de l'intérêt et du lucre, la force du lien du sang!

Landaburu prit le livre des mains de l'enfant : c'était un vieux livre basque, avec de très anciens cantiques en langue euskarienne; — il avait été dans les mains de sa mère et dans celles de sa femme : elles l'avaient tenu toutes deux au jour de leur mariage; — on l'avait récité au pied de leur lit de mort!.....

Très doucement, en cherchant à captiver l'attention de Pierrou, il se mit à murmurer ces cantiques, — ceux surtout qu'il avait appris par cœur dans son enfance, — les plus anciens, et les plus doux... — Et peu à peu, sa voix s'élevait, et il chantait pieusement, envahi soudain, en face de cette mort, par un irrésistible besoin de prière, — une vague crainte de châtiment...

Pierrou demeurait très sage. Il lui fit joindre ses mains, comme pour l'associer à sa prière, et l'enfant, croyant à un jeu, se mit à rire et à gazouiller... mêlant sa petite voix à celle du vieillard!... Dans la grande chambre blanchie à la chaux, aux pieds de l'humble Vierge encadrée du chapelet de Lourdes, et ombragée du laurier de Pâques, Marie-Jeanne et sa marraine priaient : Marie ne pleure plus : depuis qu'elle sait que Pierreniò est mort, il lui semble qu'il est plus à elle que quand il vivait là-bas sur la terre lointaine, auprès de l'autre femme!.....

Il lui semble que son âme est revenue à Arbelenià

dépouillée de l'enveloppe de chair qui seule appartint à une autre!...

Et dans la paix vespérale de ce jour de fête, tandis que l'aïeul et le petit enfant regardent venir la fin du jour, en chantant les vieux cantiques naïfs de la patrie basque; — la prière des deux femmes monte vers le ciel, résignée et confiante.

La vieille femme égrène de ses tremblantes mains son chapelet de buis tout usé, et Marie, qui n'a pas quitté son voile noir de veuve, répète, les mains jointes, ses trois vœux de la chapelle de Bidarté, en remplaçant le premier par celui-ci, éternel désormais :

— Birgina Mari ona, eguzazin Pierrenioreu anima bakhian zauza dadin!

Bonne Vierge Marie, faites que l'âme de Pierreniô repose en paix!...

ARTHUR CHASSERIAU.

LES ABBÉS ET LES ABBESSES

DANS LA COMÉDIE FRANÇAISE ET ITALIENNE

du XVIIIe siècle [1].

III

Passons à l'Italie.

Nulle part, au moyen âge et pendant la Renaissance, le clergé n'avait essuyé, au théâtre même, de plus mordantes, de plus sanglantes attaques qu'en Italie. Machiavel dans la *Mandragola*, Arioste dans la *Scolastica*, Grazzini dans une comédie sans titre qu'on attribuait autrefois à l'auteur du *Prince*, font jouer de singuliers rôles à des membres du clergé; l'Arétin dans la *Cortigiana* attaque avec violence les mœurs du Vatican. Mais un compromis s'était établi à la fin du XVIe siècle : la cour de Rome, après avoir ouvert les yeux sur la nécessité d'une réforme qu'elle avait longtemps repoussée, après en avoir tracé le programme aux catholiques et tenté courageusement de l'appliquer sur elle-même, s'était arrêtée à mi-chemin; et, pour prix d'un amendement imparfait, elle avait exigé, d'accord avec les gouvernements italiens, que la littérature ne se permît plus de gloser sur les faiblesses qu'elle se pardonnait encore : l'expurgation des écrivains classiques consista trop souvent à séculariser les ecclésiastiques qui s'y trouvaient en mauvaise posture (2), et, *a fortiori*, dès la fin du XVIe siècle, les auteurs comiques ne mirent plus guère en scène d'ecclésiastiques; ils s'en tinrent d'ordinaire à leur endroit à de douces railleries; ainsi, dans les *Malandrini* de Cecchi, il est dit que le cellerier d'un couvent a marié un jeune homme parce que ce jeune homme lui faisait de petits cadeaux, et l'on ajoute que les fermiers de monastères sont obligés de ménager ces personnages qui font plus de cas d'un rien qu'on leur donne que de dix ou douze boisseaux de grains qui reviendraient à la communauté; mais il n'y a dans ce passage (4e scène du IIe acte) aucune amertume. Le même auteur nous représente les ecclésiastiques comme des hommes qui exigent que les serviteurs respectent l'argent de leurs maîtres, qui refusent l'absolution à une femme qui détient injustement le bien d'autrui (*ibid.*, I, 4; *le Maschere*, V, 7). Grazzini lui-même dans *I Parentadi* fait dire à une femme qui a failli se compromettre en voulant épier son mari : « De quel front me présenterai-je pendant le carême à mon confesseur? » (IV, 6.) A partir du commencement du XVIIe siècle, la littérature d'imagination s'interdit à peu près, du moins dans les œuvres avouées par les auteurs et publiées en Italie, de représenter les mœurs ecclésiastiques. On s'imposa en général la même réserve au siècle suivant. On laissait imprimer le *Giorno* de Parini, on laissait jouer les comédies de Goldoni où les plaies de la société laïque, du moins ses vices domestiques étaient mis à nu; mais quoique certains des gouvernements italiens commençassent à restreindre les privilèges de l'Église, nul n'aurait souffert, semble-t-il au premier abord, qu'on offrît au parterre le spectacle de ses abus. On n'interdisait point la peinture de l'hypocrisie, puisqu'on laissait Girolamo Gigli imiter à ses risques et périls le *Tartuffe* dans *Don Pilone* (1711), puisque Goldoni écrivait la *Vedova-spiritosa* (1757) et Federici *I Falsi Galantuomini;* mais, en principe, l'Ordination mettait à l'abri des auteurs dramatiques jusqu'aux plus légers travers des gens d'Église. Tout au plus, Gigli dira, en passant, que don Pilone avait enlevé des religieuses dont une pourrait bien se cacher sous les habits du valet Piloncino. Pour que des ecclésiastiques tombassent sous la juridiction de la littérature, il fallait qu'ils fussent authentiquement de faux religieux; ainsi, le moine Giacinto Nobili avait tracé en 1621 sous un pseudonyme, dans son roman *Il vagabondo*, le tableau des escroqueries de toute nature commises par des coquins qui se glissaient partout en costume de prêtres ou de moines, faisant faire des testaments en leur faveur, vendant de fausses reliques, simulant des miracles, volant dans les édifices consacrés au culte (1). Mais on croirait volontiers qu'on ne per-

1. Voyez [illegible] 2e [illegible]

2. On [illegible] *De l'influence des [illegible] sur les beaux-arts chez les peuples catholiques*: Paris, Thorin, 1884.

1. P. 34-36 du livre de M. G. B. Marchesi, *Per la storia della novella italiana nel secolo XVIII*: Rome, Loescher, 1887.

mettait rien contre quiconque tenait à l'Église par un lien si lâche qu'il fût, et que le théâtre privé nous dira seul quelques-unes des vérités que nous aimerions à savoir.

Cherchons d'abord, quoi qu'il en soit, du côté du théâtre privé.

Par théâtre privé, nous entendrons d'abord celui qui n'est pas destiné à la scène. Le grand Alfieri, qui n'a guère eu d'autre alternative pour la plupart de ses pièces que de les voir estropiées par de mauvais auteurs ou de ne pas les voir jouer du tout, savait très bien que son *Divorzio* ne monterait pas sur les planches; il nous y peint dans l'exercice de ses fonctions un de ces précepteurs ecclésiastiques dont il nous a montré l'embauchage (qu'on me passe le mot) dans une de ses satires, *l'Educazione :* là un seigneur examinait un malheureux prêtre qui se présentait pour élever ses enfants; il l'avertissait de ne pas trop les ennuyer avec un latin qui devait sentir l'antiquaille; il suffit, dit-il, de les mettre en état de parler un peu de tout. Le pauvre ecclésiastique voudrait bien avoir au moins un salaire égal à celui du cocher; le seigneur lui fait sentir l'impertinence de cette prétention, l'instruit de ses devoirs; le précepteur dînera à la table de famille, mais se lèvera au moment où l'on apporte le dessert; il abjurera toute volonté; outre les cinq garçons, dont deux futurs abbés aussi turbulents que leurs frères qu'il devra instruire, il fera de temps en temps lire à leur sœur les ariettes de Métastase dont elle est folle; car son père n'a pas le temps de s'occuper d'elle et la mère encore moins (1). Dans le *Divorzio*, l'abbé Tramezzino, précepteur de Lucrezina Cherdalosi, a cru s'apercevoir que son élève aimait Prosperino Benintendi; il le lui a fait confesser, et, comme Prosperino allait partir pour un grand voyage, il s'est obligeamment, prudemment même, à l'entendre, chargé de lui remettre une déclaration écrite; il le raconte tout au long au jeune homme : « Voici un billet, dit-il : j'ai tenu à vous le remettre en personne pour qu'elle ne le confiât pas à quelque fille de service... Lisez : vous verrez quel style de feu! Quelle plume! Quelle passion! Je l'ai formée; elle s'exprime comme un petit Pétrarque. » Le jeune homme demande un peu de répit pour savourer le billet et répondre : « Oui, oui, dit le précepteur, prenez votre temps; je repasserai pour la réponse. Je m'en vais à la dérobée comme je suis venu. Au revoir, heureux jeune homme! » (I, 3.) Cette lettre, qui redouble l'amour du timide Prosperino, est pourtant froide et affectée; il se pourrait même qu'elle ne l'ait pas écrite elle-même; car elle sait à peine lire et écrire; il est vrai que Tramezzino n'en sait guère davantage; son ignorance crasse est le seul point sur lequel s'accordent le père et la mère de Lucrezina; et, comme le mari reproche à sa femme la belle trouvaille qu'elle a faite là, elle s'écrie : « C'est trop fort! Est-ce ma faute s'il est ignare? Vous ne donneriez pas un sou au delà de trois écus par mois (1), fût-il un Quintilien; à ce prix-là, on trouve un âne et non un aigle. Si je vous l'ai proposé, c'est parce qu'il ne coûtait pas cher. Vous auriez fait pis, si vous vous en étiez mêlé; car, à deux écus, vous auriez pris un laveur de vaisselle. » (II, 3.) Mais Prosperino n'en est pas moins pris. Sur ses instances, son père demande et obtient pour lui la main de Lucrezina. Celle-ci toutefois s'entend avertir par sa mère que le futur beau-père ne sera pas très commode, qu'il faudra renoncer aux agaceries que Lucrezina jusqu'à présent ne s'est jamais refusées envers personne; puis la mère, obligée de sortir pour une heure ou deux, recommande à Tramezzino de ne point quitter Lucrezina jusqu'à son retour : « Soyez tranquille, dit le précepteur, nous allons faire classe. » Mais la mère est à peine sortie qu'il demande à la jeune fille des nouvelles de son amour; elle le met au courant des avertissements qu'elle vient de recevoir et qui ne laissent pas que de la rendre songeuse. « Eh, répond Tramezzino, laissez dire! Votre beau-père ne sera pas si rétif. Puis, je vous donne votre fiancé comme éperdument épris. Vous ferez de lui comme d'une cire molle. Son père l'adore; une fois le fils bien acquis à vous, le père sera le lion à qui on a coupé les griffes. » Lucrezina objecte que Prosperino n'a pas trouvé un mot à dire quand son père est venu faire la demander : « C'est bon signe, répond l'expérimenté précepteur, vous le tenez : l'amour qui se tait est celui qui se fait mener par le nez; quand il babille, il meurt, si tant est qu'il soit né »; et il explique que le renoncement soudain de Prosperino à son grand voyage, la demande faite le jour même, sont des signes qui n'admettent pas de doute. Il y a pourtant un point sur lequel sa science est en défaut : ce n'est pas Prosperino que la jeune fille aime, c'est Ciuffini, le sigisbée en chef de sa mère; Ciuffini veut bien que Lucrezina en épouse un autre pour avoir la liberté d'être à lui; mais il craint qu'elle ne prenne au sérieux un époux aussi bien fait que Prosperino; il arrive donc, ayant besoin de s'en expliquer avec elle. Qu'à cela ne tienne!

(1) Dans la satire *le Imposture*, Alfieri attaque vivement les moines, comme d'ailleurs les jansénistes et les francs-maçons; dans *la Plebe*, il dit du troisième fils d'un parvenu : « Élevé au métier d'évêque, il apprend le latin et les impostures; car Christ n'est pas une valeur de banque. » Par contre, dans *l'Antireligionería*, il déplore, comme un homme qui n'aurait jamais invectivé l'Église, que la raillerie voltairienne se soit tournée en cruauté dans le cœur de la multitude.

(1) [illegible] *l'Educazione* [illegible] également de donner plus de trois écus par mois.

Elle envoie son chaperon commande du chocolat. N'ayant pas trouvé le domestique à la cuisine, Tramezzino le fait lui-même, il revient pourtant encore un peu trop tôt et Lucrezina le renvoie préparer les rôties. Elle promet à Ciuffini de faire manquer son mariage et tient parole (voir tout l'acte III). Son père s'en prend à Tramezzino qui n'en peut mais, lui signifie qu'il le chasse si l'union projetée ne se renoue pas; Tramezzino y échoue; mais, heureusement pour lui, on trouve une dupe plus aveugle encore qui sera l'homme de paille désiré par Ciuffini, et Tramezzino s'emploie docilement aux préparatifs de ces secondes fiançailles.

On sent la griffe d'un maître : c'est une idée profonde que d'avoir montré l'écolière plus savante que son maître; tout dégradé qu'il est par la misère et la servitude, Tramezzino n'est pas tout à fait corrompu. Il a cru, en se prêtant à l'amour qu'il croyait avoir surpris, ne favoriser qu'un mariage des plus convenables à tous égards; et, s'il a laissé le champ libre à Ciuffini, la passion supposée de Lucrezina pour Prosperino le rassurait; il n'en a pas moins contribué par sa complaisance, par le mépris que toute sa personne inspire, à corrompre son élève, et le pis est qu'aucune découverte de ce genre ne lui fera quitter la maison, tant qu'on voudra l'y souffrir.

Par théâtre privé, il faut encore entendre des pièces destinées à être jouées dans des couvents, en particulier dans des couvents féminins. On sait que les pièces de ce genre, en Italie et ailleurs, forment toute une littérature. En Italie, aux jours de fêtes, il était permis aux religieuses de faire venir des comédiens, qui leur jouaient des pièces sacrées entremêlées d'épisodes bouffons (1); il leur était également permis, ces jours-là, de jouer elles-mêmes des pièces, voire des comédies d'amour, et de s'habiller en conséquence. Ce fut dans des théâtres de couvent que s'éveilla la vocation dramatique du comte Giovanni Giraud, qui pourtant était élevé par un père fort dévot et devait acheter par les lectures les plus ennuyeusement édifiantes le droit de feuilleter Goldoni; les premiers spectacles auxquels il assista furent une farce jouée et chantée dans un réfectoire de moines et une comédie jouée dans un couvent de filles en danger (*donne pericolanti*) qui, sans quitter leurs jupes, mettaient l'habit de cour et jouaient les rôles d'hommes avec l'épée au côté (1). Plusieurs pièces, ou, pour mieux dire, plusieurs saynètes, du Florentin G. B. Fagiuoli (1660-1742) vont nous offrir une peinture assez piquante des travers qui fleurissaient à l'ombre des monastères.

Voici d'abord une pièce où le monde ecclésiastique n'est pas directement mis en cause; l'héroïne de la *Serva bacchettona* est, comme le titre l'indique, une servante hypocrite; néanmoins l'auteur note en passant non pas seulement les infirmités qui peuvent gêner un confesseur dans l'exercice de ses fonctions, mais les conséquences fâcheuses que sa crédulité, son indiscrétion peuvent entraîner. Santa, la rusée domestique de Mme Sollecita, a l'habitude de se confesser pour les autres avant de se confesser pour elle-même; il arrive quelquefois que le confesseur, qui est sourd, lui demande à la fin ce qu'elle a dit; mais il arrive aussi que, sur ses rapports, telle femme soit exilée, telle autre fouettée, telle autre emprisonnée. Cette petite comédie fut certainement composée pour un couvent puisque Fagiuoli indique une scène à y intercaler pour le cas où elle serait jouée devant un auditoire purement laïque. Dans *Blaise, l'Homme aux figues, Biagio dai fichi*, composé pour les ursulines de Florence à l'occasion du carnaval de 1717-1718, Fagiuoli traite une vieille légende dont il atténue la hardiesse; il y supprime une diatribe contre la cour de Rome que récitaient des paysans vêtus en diables, mais il la remplace par un morceau contre le sigisbéisme et contre les prélats simoniaques; nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous en contenter. Il est vrai que le faux diable qui débite le morceau n'aperçoit pas d'autre conséquence à l'intrusion des simoniaques que le zèle exagéré avec lequel ils font pénitence sur le dos de leurs ouailles; assurément cette conséquence n'est ni la plus funeste ni la plus fréquente de celles qu'on en peut craindre, mais elle n'est nullement imaginaire, et c'est déjà beaucoup que de signaler et le trafic qui a constitué ces personnages en dignité et un des fâcheux effets de leur promotion. Enfin voici une comédie de Fagiuoli intitulée simplement *Scherzo comico* et composée quelque temps auparavant, à la prière de sa nièce, religieuse à San Donato in Polverosa, pour le *carnevalino* qui précède l'Avent de 1710 : nous allons voir que l'auteur y prend malicieusement à partie les exigences, les imprudences des nonnes qu'il consent à servir.

1 Voyez p. 391-392 du savant ouvrage de M. Benel. Croce, *I Teatri di Napoli*. Naples, Pierro, 1891. Sur les pièces jouées dans les couvents napolitains, sur le talent d'acteurs que certains célestins déployèrent, sur la polémique engagée à propos de ces représentations, voyez *ibid.*, p. 393, 484, 785-786. Les prélats, quand ils voulaient empêcher ces divertissements, n'y réussissaient pas toujours. Le 26 février 1726, l'archevêque de Bologne ayant appris qu'un franciscain était en train de se faire habiller en femme chez le maçon du couvent pour jouer une comédie, envoya les sbires l'arrêter; mais les autres franciscains arrivèrent à la rescousse avec des bâtons, chargèrent les sbires d'injures et de coups, et leur confrère s'enfuit déguisé rentra en cachette dans le couvent pour y tenir son rôle. (*I Teatri di Bologna nei secoli XVII e XVIII*, par M. Corrado Ricci; Bologne, Monti, 1888, p. 286-287. Cf. *Ibid.*, p. 288-289.)

(1) Voyez entre autres, sur les théâtres de couvents, les préfaces de F. Salfi pour les éditions parisiennes de Giraud et d'Alb. Nota.

Nous entendons d'abord la fermière des religieuses, Saputina, se lamenter des courses infinies que que les sœurs lui imposent; elle vient apporter au valet Basoffia, pour l'auteur comique son maître, une lettre de la sœur Chiacchiera Tummistufi (1): il s'agit d'obtenir un intermède scénique pour la fête qui se prépare : « Ces têtes embéguinées, dit Saputina, ne laissent pas la poussière poser sur moi... Au diable qui m'a fait prendre cette vie désordonnée! Oh! servir des nonnes! D'abord elles n'ont pas de cervelle. » Puis, elle décrit la peine que lui donnent ces représentations théâtrales : « On nous fait tourner comme des tontons. Il nous faut courir avec des hottes, des paniers, chez l'un, chez l'autre, pour des habits d'hommes et de femmes, pour des coiffes, des perruques, des épées de cour, des bonnets, des mantilles, des escarpins, des gants, demander, presser, nous charger comme des portefaix : ce n'est pas fini: il faut ensuite reporter tout et essuyer les reproches des fripiers qui trouvent qu'on a gâté leurs oripeaux. » Basoffia porte à son maître la lettre de la religieuse et revient en annonçant que le poète, loin d'acquiescer à la demande, s'est mis fort en colère, surtout au passage où la nonne mal inspirée a dit qu'une heure suffirait sans doute pour qu'il fît ce plaisir à la communauté : « Quelle folle que cette religieuse, a crié mon maître! En une heure!... Sais-tu ce qu'on fait en une heure? On mange un plat de pâtes et un de polpettes : c'est à cela qu'on va vite et mieux encore à vider une bouteille. On voit bien que cette nonne a peu de cervelle et point de discrétion, qu'elle n'y entend rien! » Saputina demande comment elle pourra se tirer d'affaire avec la religieuse. Basoffia répond :

— Tu diras que tu as remis la lettre et qu'on t'a répondu.

[illegible]

[illegible] — [illegible] est.

Saputina. — Elle veut dire ses raisons.

[illegible] — [illegible]

Saputina. — Elle ne lui demande que quelques lignes en fin de compte.

Basoffia. — Et il les refuse. Voilà qui est fini.

Saputina. — Entre parents!

Basoffia. — C'est un prêté pour un rendu.

Saputina. — Allons, qu'il monte au couvent manger des échaudés et une omelette!

Basoffia. — Oh! il n'y va pas souvent; puis, ces échaudés et cette omelette, les religieuses les tirent de leur cuisine et non de leur cervelle, elles n'y fatiguent pas leur esprit, mais leurs domestiques.

[illegible]

Arrive don Fidenzio, le procureur du couvent, qu'on envoyait lui aussi solliciter l'auteur : quand il apprend qu'il fait double emploi, il s'écrie que la religieuse *est vraiment impertinente*. Comme Saputina, il voudrait bien voir interdire ces comédies de couvent qui mettent tout le monde en l'air, d'autant qu'on joue presque toujours des pièces d'amour dont l'effet pourrait bien être de ranimer des désirs par trop naturels chez des personnes qui ont fait vœu de les éteindre. Quand on ne choisirait que des sujets irréprochables, il est fâcheux, dit-il, que ces représentations fréquentes obligent à déranger parents et amis, à mettre le Ghetto sens dessus dessous pour trouver des costumes : « Au moins, si elles faisaient leurs pièces elles-mêmes, si elles se contentaient des habits du fermier et de la fermière! Mais non; elles veulent s'habiller en reines, en princesses, jouer des rôles d'amoureuses, de sigisbées avec des vêtements magnifiques, des justaucorps galonnés, des perruques poudrées et des ajustements à la dernière mode. » Il insiste surtout sur le peu de convenance de la plupart des sujets, même de ceux qui finissent bien : il se rappelle une pièce sur Marie-Madeleine où la conversion venait bien tard. Ce n'est que quand il s'est dûment soulagé là-dessus qu'il se dit qu'au surplus cela regarde le confesseur et le directeur du couvent. Encore, par un dernier trait de malice, l'auteur appelle ce confesseur Menabuono, c'est-à-dire l'homme qui innocente tout et choisit pour le directeur le prénom de Papelard.

IV

Certes, il est piquant de voir un auteur faire réciter par des religieuses et à des religieuses une satire des comédies de couvent. Mais nous allons voir que le théâtre public, au moins dans le midi de la péninsule, a joui d'égales franchises. Car, dans le royaume de Naples, les demi-ecclésiastiques furent, au XVIIIe siècle, abandonnés plus entièrement encore que chez nous aux railleries du parterre. Leurs torts étaient-ils là plus grands qu'ailleurs, ou le gouvernement des Bourbons, qui avait alors de fréquents démêlés avec la cour de Rome, cherchait-il un allié dans la causticité publique? Le savant napolitain que j'ai consulté là-dessus, M. Ben. Croce, m'indique une autre et plus ingénieuse hypothèse à laquelle il faut probablement se rallier. Les auditoires populaires exigeaient des émotions fortes, des intrigues de cour d'assises, et d'autre part certains auteurs ne voulaient pas perdre l'effet des rôles d'abbés; on concilia tout, en ajoutant aux péchés traditionnels des ecclésiastiques de comédie les méfaits des scélérats du drame naissant. Il n'en est pas moins vrai que nous allons voir les auteurs prendre de singu-

lières libertés. Le dramaturge Francesco Cerlone, qui écrit dans la seconde moitié du siècle, prêtera bien tout d'abord aux abbés mondains les péchés dont les gens du bel air dédaignent de rougir, mais il les conduira plus d'une fois jusque sur les bancs des tribunaux (1).

Sans doute, dans ce théâtre même, ils se tireront quelquefois encore d'affaire à bon marché. Celui qui les représente dans le *Finto Medico* ou *la Malizia donnesca*, n'est qu'un bavard qui débite des maximes (2). L'abbé Ciarletta, dans *Non ha cuore chi non ha pietà*, n'a guère d'autre tort; mais un sonnet qu'il se mêle de réciter en l'honneur des femmes lui vaut d'un interlocuteur impatienté un sonnet satirique contre ses confrères; les quatrains, les tercets de l'un et de l'autre s'entremêlent d'une façon comique; mais ce qu'il nous faut noter ici pour la première fois, c'est que la satire est bien plus expressément dirigée contre toute la corporation des abbés que dans les pièces françaises énumérées ci-dessus : « Les abbés sont la quintessence des intrigues et des affaires louches. Ils cherchent toujours à faire l'amour à crédit, à sortir sans bourse délier des endroits où l'on mange et dépense; ils ne savent ce que sont les convenances; ils plantent leur tente là où l'on mène joyeuse vie; et un seul, assis à table, mange autant que trois formidables bœufs. Tant de maisons déchues et ruinées, tant de femmes mises sur le pavé, à qui doivent-elles leur détresse? A un impie abbé. Qui met la paix dans le monde des pauvres cavaliers servants? Un abbé comme toi, qui fait main basse sur tout (III, 1). » Déjà plus répréhensible, l'abbé Teofilo, dans *Amar da cavaliere* ou *la Doralice*, n'est pourtant qu'un roué de Regnard, qui joue l'amoureux auprès d'une veuve entre deux âges pour se faire héberger et choyer par elle; il est vrai qu'il prend la défense des comédies licencieuses sous prétexte qu'il faut bien plaire au peuple, que la plupart des spectateurs n'ont plus d'innocence à perdre, et qu'il ne s'agit là que de rire. Mais il n'a pas tort quand il proteste contre le droit d'ainesse qui l'a jeté dans l'Église : « Est-ce une loi juste que, de trois ou quatre frères, un seul devienne seigneur, et que les autres doivent se contenter d'un morceau de pain? Voyez-moi. Je suis né en carrosse, j'ai grandi en carrosse, et maintenant que je suis grand, je vais à pied (1). — C'est-à-dire, répond sa vieille duchesse, que tu irais à pied, si, juste appréciatrice de ton mérite, je n'avais corrigé l'erreur du sort (II, 7). » Et elle s'associe à ses plaintes sur le célibat imposé aux cadets, obligation qui n'est pas d'ailleurs sans appel; car, à la quatrième scène du troisième acte, elle lui dit qu'une fois sa fille mariée, elle l'épousera.

Ici encore, nous relevons deux traits que le théâtre français ne nous avait pas offerts : l'un, cette protestation contre un des fondements de l'ancien régime à laquelle d'ailleurs l'auteur ne souscrit pas; l'autre, ce correctif imparfait qui consiste à jeter le petit collet aux orties. L'abbé Taccarella, que nous allons retrouver tout à l'heure, se met sur les rangs pour épouser une soubrette; elle ne s'en étonne pas, mais préfère un autre prétendant, sur quoi Taccarella, peu vindicatif, dit : « Peu importe; je vous ferai la cour », et procède immédiatement à une collecte fructueuse en faveur du jeune ménage.

Mais il y a mieux : cet abbé Taccarella, qui appartient à la comédie intitulée *Aladino*, n'est pas seulement un flatteur qui complimente un grand seigneur en ces termes : « Tasse, Homère, Virgile, levez donc, dans vos urnes sépulcrales, vos têtes décharnées mais scientifiques, et regardez, louez le baron! Mais non; abaissez vos crânes audacieux, renfermez-vous dans vos tombes et reposez en paix; car, même à vous tous, vous ne pourriez pas dire les mérites de mon très illustre, très excellent, très respecté seigneur. » Ce n'est pas seulement non plus un courtisan du beau sexe qui se pâme littéralement à la vue de trois jolis visages et qu'on rappelle à lui par de bonnes gourmades sans troubler en rien son appétit de parasite. Pour de l'argent, il entreprend de faire changer d'objet l'amour de son ami, le fils du baron, et il y réussit; car, dit-il, « la pensée des abbés est une semence éloquente et qui vole au delà des sphères... Leur éloquence arrive à la moelle des choses (III, 7). » Il se trouve heureusement que ce

(1) Je ne me rappelle pas un *Abbate* du baron Lavera (1754), parce que le protagoniste n'y a pris le titre d'abbé que pour s'introduire comme précepteur auprès d'une jeune fille à qui il [illegible] pour un prince déguisé. — Je ne sais rien sur *l'Abbate cofficiato*. L'abbé tourné en ridicule, mentionné, p. 744, dans le livre précité de M. Croce. — Ce sont quelques lignes de la page 519 du livre de M. Croce qui m'ont suggéré l'idée de l'étude qu'on va lire sur Cerlone.

(2) Encore, parmi ces maximes dont quelques-unes sont piquantes (par exemple celle qui conseille de ne jamais se loger en face d'un café, d'une pharmacie ou d'un collège), [illegible] « La femme élevée au couvent est pire que les autres par sa pétulance et sa loquacité. » (I, 11.)

(1) Des plaintes de ce genre sont très rares dans le théâtre du XVIIIe siècle. On en trouve d'un dégoûté dans la 2e scène du 1er acte de *Il padre per amore* de Goldoni. Mais ni Goldoni ni Cerlone ne s'y associent : ils ne les placent ni l'un ni l'autre dans la bouche de personnages sympathiques, et ils y répondent de leur mieux. Dans Cerlone, on réplique à Teofilo que la loi est sage, qu'elle conserve les fortunes dans les familles, et que, quant aux tentations qui assaillent les ecclésiastiques de peu de vocation, il ne tient qu'à eux de les éviter ou de les surmonter. Dans Goldoni, où le cadet qui prétend quitter à la fois sa profession et le célibat est un officier à qui son père avait assuré d'ailleurs une forte légitime, on lui répond qu'avec le nom qu'il porte il ne doit songer qu'à la gloire, et qu'au reste un soldat n'est pas plus malheureux qu'un courtisan, ni un célibataire qu'un homme marié.

changement de son ami arrange tout; mais Taccarella n'avait pas vu si loin en s'y prêtant.

Son confrère Scarpinelli, dans *l'Osteria di Marechiaro*, cavalier servant de Lesbina qui lui plaît surtout par sa libéralité, s'emploie de son mieux par complaisance à contraindre un comte opulent à exécuter une promesse de mariage faite à la dame; sur l'assurance qu'elle lui donne de le garder dans ses fonctions de sigisbée, il provoque le fiancé récalcitrant.

Voici maintenant de véritables fripons dont les vices ou la punition finale fournissent, pour que nul n'en ignore, le titre de la pièce. Dans *Sopra l'ingannatore cade l'ingannato* (*La Fourberie retombe sur le fourbe*), l'abbé Folgori n'est d'abord présenté que comme un importun qui assaille les gens de questions auxquelles il ne laisse pas le temps de répondre; mais bientôt, prié de traverser un mariage, il s'écrie: « Écoutez, et louez toujours le génie fécond des abbés mes pareils (II, 8)! » En effet, il fournit un impudent coquin qui réussit un instant, sous ses yeux et à sa grande joie, à faire passer pour bâtarde la jeune fille dont il faut empêcher le mariage; tout se découvre à la fin et il est livré enchaîné à la justice (1).

Dans *Clorinda* ou *l'Amico traditore*, l'ami traître de Ruggiero est l'abbé Fulvio Mangioni, dont le moindre tort est de laisser payer par donna Marzia les figues qu'il lui a offertes et qu'il mange tranquillement pendant qu'elle se dispute avec son frère; bientôt, pour enlever Clorinda à Ruggiero, il va jusqu'à imprimer un sonnet qu'il prétend composé pour le mariage de celui-ci avec une autre femme; Ruggiero découvre cette trame, lui dit qu'il devrait lui faire sauter la cervelle, et se contente pourtant de le souffleter; Mangioni, chargé, un instant après, de veiller sur une pauvre paysanne qu'un brutal veut ravir, aide, pour de l'argent, ce ravisseur à l'entraîner dans un bois où heureusement ces malfaiteurs sont rejoints et pris; un des libérateurs de la paysanne met le pistolet à la gorge de Mangioni, mais Ruggiero fait observer qu'il vaut mieux qu'il meure de la main du bourreau, et en effet le perfide sera pendu.

Enfin, dans *la Sofferenza premiata* ou *Chi mal vive mal muore*, l'abbé Scorcoglini se fait payer par des cadeaux les faux avis qu'il donne à donna Chiara sur la conduite de Federico son mari, prend fort mal l'étonnement qu'elle exprime à l'entendre trahir un ami qu'il suit dans toutes ses parties, et d'autre part travaille à détacher d'elle un époux qui se repent, au fond, de ses écarts; il entraîne Federico dans une maison interlope où l'imprudent perd au jeu de grosses sommes dont le tiers lui est secrètement remis. Scorcoglini est non moins cynique que perfide: « Je sais que tout le monde dit du mal de moi, s'écrie-t-il; je dis du mal de tout le monde et nous sommes quittes... Je suis né pour jouir et je fais tout ce que je peux pour faire jouir mes amis en les détachant d'épouses ennuyeuses qui voudraient les tenir toujours en laisse (I, 9). » Nous le voyons plus loin dans un souper fin où il a mené Federico, où il lui vante la beauté, la modestie de deux danseuses qu'il a obligeamment amenées. Il s'imagine surprendre une intrigue d'amour entre Chiara et un Anglais, la dénonce à Federico, procure par là un coup de poignard à la malheureuse femme; réchappé d'un coup de pistolet que lui a tiré l'Anglais, il complote de voler et tuer Federico; on l'arrête à temps, et, au moment où on le conduit aux juges qui l'enverront au gibet, il avoue qu'il a jadis tué une dame à Florence pour la dépouiller; il s'applique donc à bon droit le proverbe qui forme le titre de la pièce.

Sans doute, ces rôles fort noirs sont égayés, surtout dans les premières scènes où on les présente, par la gourmandise, par les petites escroqueries prêtées à ces personnages; ces hommes qui en veulent à l'honneur, à la fortune, à la vie des gens, ne dédaignent jamais d'accrocher une tasse de chocolat. Mais on ne s'attendait point à voir, dans l'Italie du XVIIIe siècle, des abbés présentés sur le théâtre comme des voleurs et des assassins.

V

Tant de brocards, dont beaucoup vont fort au delà de l'épiderme, nous autorisent à conclure qu'on peut appliquer dans une large mesure au XVIIIe siècle une observation qu'on a faite depuis longtemps sur le moyen âge. L'Église, au temps des fabliaux, était impitoyable pour qui touchait à ses dogmes, mais fort indulgente pour qui n'attaquait que ses mœurs. Elle se départit un instant de cette indulgence au temps du Concile de Trente, mais y revint cent ans après. Au XVIIIe siècle, à une époque où pourtant elle devait sentir le danger des attaques dirigées contre ses abus, elle ne se montra pas à cet égard beaucoup plus vindicative. En Italie, même dans les États où elle n'admettait pas qu'on la plaisantât publiquement, elle souffrait qu'on la raillât à huis clos; en France, elle ne protesta pas contre les libertés prises en plein théâtre à l'endroit des parasites qu'elle avait le tort de supporter. Qu'on y prenne garde en effet: ce n'est pas seulement dans la deuxième partie du siècle, c'est-à-dire quand chez nous les philosophes avaient déjà brisé ses foudres entre ses mains, qu'elle montra cette longanimité; c'est aussi durant la première partie, et même sous Louis XIV, au temps où elle jetait au vent les cendres de Port-Royal et tourmentait les jansénistes. N'est-il pas évident qu'elle

(1) [illegible]

eût obtenu sans peine du pouvoir la suppression des traits, des scènes, dirigés contre ses suppôts ? Elle continuait donc à être impitoyable au nom de ses doctrines, mais aussi à reconnaître qu'elle pouvait avoir personnellement des torts et à permettre qu'on les lui reprochât.

Mais alors pourquoi ne poussa-t-elle pas l'abnégation jusqu'au bout? Pourquoi ne supprima-t-elle pas les abus dont elle laissait rire ? Car les abbés beaux-esprits et galants demeurèrent jusqu'à la Révolution en possession de la compromettre : tous les abus que le XVIIe siècle n'avait pas corrigés se conservèrent intacts jusqu'en 1789. La raison en est, d'une part, que son zèle avait baissé, qu'elle était atteinte elle-même de relâchement, de scepticisme ; mais, d'autre part, la faute n'en est pas toute à elle. D'abord, le pouvoir laïque ne tenait pas à ce qu'elle se corrigeât ; il rétrécissait sans cesse sa juridiction, mais il n'était pas fâché qu'elle continuât à offrir soit des sinécures, soit un état social à nombre de membres d'une aristocratie destituée de pouvoir politique. Puis l'opinion publique n'exigeait plus avec la même rigueur que l'Église travaillât sans relâche à s'amender ; on s'amusait encore de ses abus, on ne s'en scandalisait plus, on n'en gémissait plus. Or, pour que la raillerie nous corrige, il ne suffit pas qu'elle soit fondée et spirituelle, il faut que le railleur ait sur nous le prestige d'une âme indignée ou affligée. Voilà pourquoi, par exemple, au XVIIe siècle, les censeurs de la fausse éloquence avaient eu à la fin cause gagnée contre les mauvais prédicateurs ; il n'était point aisé de faire entendre raison à des hommes honnêtes qui croyaient servir l'Église aussi bien que leur propre fortune, en étalant dans la chaire tout l'esprit, toute l'élégance, toute la science dont la nature et l'étude les avaient pourvus ; s'ils finirent par ouvrir les yeux, c'est qu'ils furent touchés du profond respect pour leur ministère qui inspirait les censeurs, de l'étonnement douloureux que causait aux âmes pieuses une éloquence profane appliquée à l'enseignement de l'Évangile. Ce n'est même pas la malice, toute chrétienne encore pourtant, d'un Fénelon, d'un La Bruyère qui les a corrigés ; car les Dialogues de Fénelon sur l'éloquence ne parurent qu'après sa mort, et beaucoup de prédicateurs, au moins à Paris, avaient renoncé au faux goût lorsque parurent les *Caractères;* les graves avertissements de quelques religieux avaient tout fait. La comédie du XVIIIe siècle, avec les plaisanteries mordantes qu'on l'a laissée décocher contre les abbés des salons, n'a tenu et réussi qu'à égayer le public, qui ne lui en demandait pas davantage.

CHARLES DEJOB.

LA GRANDE MYSTIFICATION ACADÉMIQUE

de 1867-1869.

Il y a trente ans, l'Académie des sciences de Paris fut victime d'une audacieuse mystification qui agita le monde savant et excita les passions de tous les lettrés. Et cependant il n'y en a pas qui ait eu un fondement plus ridicule, plus niais, plus méprisable. Jamais aventure n'a plus complètement mis en lumière la facilité avec laquelle un membre d'une corporation justement estimée peut troubler l'esprit public au profit d'un criminel vulgaire, d'un escroc de bas étage dont il n'a été probablement au début que l'instrument inconscient.

*

Né à Épernon en 1793, Michel Chasles était neveu de Pierre-Michel Chasles, membre de la Convention nationale, et par conséquent le cousin de Philarète, un des critiques les plus justement estimés du temps du second Empire. Il était lui-même un mathématicien distingué.

Il sortit de l'École polytechnique en 1814 et, quoiqu'il eût obtenu un des premiers numéros, il renonça à entrer dans l'administration et acheta une charge d'agent de change. Mais pendant son séjour à la Bourse, il n'avait jamais abandonné les mathématiques, et donnait de temps en temps des articles remarquables aux journaux scientifiques spéciaux.

Après la révolution de Belgique il envoya des mémoires nombreux à l'Académie des sciences de Bruxelles, et il publia un gros volume sur l'*Histoire des Méthodes en géométrie*. Certaines parties de ce livre furent vivement critiquées. On reprocha au nouvel historien des sciences de ne pas tenir compte des travaux de ses devanciers, et de défendre des thèses hasardeuses en s'appuyant sur des documents dont l'authenticité n'était pas démontrée. Cependant cette publication augmenta la réputation de l'auteur, qui fut nommé successivement correspondant de l'Académie des sciences, professeur à l'École polytechnique, etc., et qui était considéré comme un des principaux géomètres du temps.

La révolution de 1848 fit découvrir les crimes de l'académicien Libri, autre historien des sciences mathématiques qui, étant inspecteur des bibliothèques publiques, profitait de ses fonctions pour voler les livres précieux et les vendre en Angleterre, à un membre de la Chambre des lords, son receleur ordinaire. Le coupable se sauva auprès de son complice, et fut condanné par contumace à vingt ans de travaux forcés. Sa place fut déclarée vacante, et c'est

Michel Chasles qui reçut, en 1850, le droit de s'asseoir dans le fauteuil de Libri.

Au coup d'État, Napoléon III, voulant composer son Sénat de toutes les illustrations du pays, fit entrer dans la Chambre haute quatre académiciens des plus célèbres, Le Verrier, Élie de Beaumont, Dumas et Charles Dupin.

D'après ce que m'a raconté Le Verrier, Michel Chasles désirait faire partie de cette pléiade, et cette ambition malheureuse le perdit.

Chasles était un petit homme vif, remuant, maigre, gauche, ayant tout à fait l'allure d'un « boursicotier ». Il était riche et avait, paraît-il, un excellent cuisinier. C'était un grand collectionneur, achetant sans beaucoup de discernement.

Il était en rapport avec un certain Vrain-Lucas, son fournisseur ordinaire. Cet individu était un ancien maître d'école plus jeune que Michel Chasles d'une douzaine d'années. Mais, en 1852, il était venu à Paris et était entré dans une de ces agences véreuses où l'on fabrique de toutes pièces des généalogies à l'usage des nouveaux enrichis. Un grand nombre de lecteurs de la Bibliothèque nationale n'ont pas d'autre industrie.

Ce Vrain-Lucas avait tout le physique de l'emploi. Michel Chasles était un Adonis auprès de cet être chétif à figure de fouine, à l'œil fuyant, marchant mal, parlant plus mal encore, sale et crasseux.

Ce rusé compère persuada à Michel Chasles qu'on parviendrait à forcer l'entrée du Sénat en prouvant que Newton était un affreux scélérat, un ignoble faussaire, qui avait employé les supercheries les plus basses pour enlever à Pascal la gloire de la découverte de l'attraction, cette base de la physique moderne. Le but patriotique de cette croisade entra pour beaucoup dans la facilité extravagante avec laquelle les supercheries les plus grossières furent acceptées. On considérait comme ennemis de la gloire de la France et vendus à l'Angleterre les défenseurs de la vérité.

Vrain-Lucas savait très bien comment on peut produire l'emballement des foules ignorantes, ainsi que des sociétés les plus savantes : c'était être bon citoyen que d'accepter les fraudes si odieusement transparentes, qui démentaient toutes les données scientifiques et historiques que l'on possédait. L'impératrice avait partagé cet affolement et s'était prononcée en faveur du faux Pascal dont Michel Chasles présentait les élucubrations.

Vrain-Lucas se donna à Chasles pour le représentant du propriétaire d'un immense dépôt d'autographes formé à la fin du XVIIe siècle et transporté en Amérique lors de la Révolution française. Dans ce dépôt prodigieux, il y avait des lettres originales de tous les savants qui avaient marqué à l'époque de la découverte de l'attraction.

Avant de commencer la campagne, Michel Chasles acheta, de Vrain-Lucas, un lot de 27 000 pièces pour la somme assez modique de *cent quarante mille francs*, ce qui représente environ *cent francs par unité*.

Au commencement de 1869 Michel Chasles, que je poursuivais de mes sarcasmes, conçut le projet de me convaincre : il m'invita à visiter sa collection, qui contenait les 27 000 pièces et beaucoup d'autres que le copiste faussaire rédigeait au fur et à mesure pour alimenter la polémique.

Peut-être quelques-unes des 27 000 étaient-elles du XVIIe siècle, en tout cas elles étaient établies avec un certain art. Vrain-Lucas avait dû se faire aider, lors de sa grande livraison, par les directeurs de la fabrique de fausses généologies où il travaillait ; mais dans la rédaction des dernières, le copiste-faussaire avait été visiblement abandonné à ses propres inspirations. Aucune n'aurait certainement trompé l'expert en écritures le moins clairvoyant de notre temps. Elles étaient toutes de la même main, à peine grossièrement déguisée, écrites avec la même encre, sur des feuilles simples, rédigées en français, etc.

Comme j'avais été prévenu par Le Verrier, avant de me rendre au passage Sainte-Marguerite, où demeurait Michel Chasles, je signalai en riant tous ces détails accusateurs à l'académicien, et je me retirai en lui disant que le mieux à faire était de vendre tout ce fatras au marchand de papier.

La grande mystification commença dans la séance du 8 juillet 1869, sous la présidence de M. Chevreul, un des membres les plus honnêtes et les plus justement estimés de toute la Compagnie. C'était à l'occasion du deuxième centenaire de la création de l'Académie des sciences par Colbert. Pour célébrer dignement cet anniversaire Michel Chasles fit hommage à l'Académie de deux pièces fausses tirées de sa collection. Il donnait deux lettres écrites au cardinal de Richelieu par Rotrou qui lui suggère l'idée de la fondation de l'Académie française en citant au ministre l'exemple des Jeux Floraux institués à Toulouse en 1314 par Clémence Isaure.

A la suite de cette communication de pièces dont il aurait reconnu la fausseté s'il les avait examinées, le président remercia son illustre confrère, et lui demanda s'il ne voudrait pas dire dès ce moment quelques mots sur un autre événement contemporain de la fondation des académies : la découverte de l'attraction par Pascal.

Michel Chasles répondit modestement qu'il n'avait pas encore terminé le grand travail qu'il préparait sur cette importante question, mais qu'il était aux ordres de l'Académie. Il s'exécuta dès la séance du 15 et produisit ses lettres de Pascal, qui étaient du même papier, de la même main et de la même encre que les deux lettres de Rotrou.

Mais dès la séance du 22, M. Duhamel, un des plus savants et des plus fins membres de la section de géométrie, fit remarquer que les nombres attribués par Pascal paraissaient avoir été altérés; en tout cas, ils prouvaient que Newton ne devait rien à Pascal. Car si Newton n'en avait point eu d'autres à sa disposition, il n'aurait jamais découvert la loi de l'attraction. La réponse était écrasante et sans la camaraderie académique, sans l'esprit de parti qui envenima la discussion au profit du faussaire, tout l'édifice si laborieusement élevé tombait à plat.

Malheureusement Michel Chasles trouva de chauds partisans et de zélés défenseurs, de sorte que la polémique dura avec violence et sans interruption jusqu'au 20 septembre 1869.

Pendant plus de deux années le cours régulier des séances de l'Académie fut troublé par une série d'assertions désopilantes indignes d'attirer un seul instant l'attention des gens sensés! L'Académie des sciences a imprimé dans ses comptes rendus la valeur d'un volume *in-quarto* composé de pièces fausses fabriquées ouvertement dans la salle publique de la Bibliothèque impériale, par un ignorant qui, sans prendre même la peine de déguiser son écriture, copiait dans les œuvres ou dans les encyclopédies du XVIIe siècle les prétendus autographes qu'il remettait aux mains de Michel Chasles, et qui tous apportaient une réponse catégorique aux objections indignées des savants les plus illustres.

Ce faussaire ignorant, dont les bévues s'accumulaient, avait pour tout matériel une bouteille d'encre jaunie avec un peu de vinaigre, procédé connu de tous les écoliers, et des feuilles volantes arrachées à la partie non utilisée de quelques registres de l'époque, que les faussaires professionnels savent où se procurer.

* * *

Aucune objection ne réduisait au silence Michel Chasles et ses adhérents, car même au sein de l'Académie il avait ses partisans. Dans la presse il avait ses défenseurs attitrés, séduits par l'idée de prendre une revanche scientifique sur la perfide Albion. On faisait appel au plus grossier, au plus aveugle, au plus faux des patriotismes. On invoquait la dignité de l'Académie des sciences pour imposer silence aux détracteurs du grand géomètre. Il se trouvait des chimistes pour déclarer que la nature des encres démontrait l'authenticité absolue des pièces, et des archéologues pour déclarer qu'au XVIIe siècle toutes les lettres étaient écrites sur des feuilles simples!

Mais poussé à bout par les Le Verrier, les Govi, les David Brenster, les Grand, les Martin de Rennes, les Faugère, en un mot par tous les érudits, tous les archéologues, tous les astronomes, tous les physiciens qui connaissaient quelque chose à la question, Michel Chasles se trouva en face de révélations accablantes.

Le Verrier apporta sur le bureau de l'Académie des sciences la biographie de Chauvepied, et les autres ouvrages dont le faussaire avait copié des pages entières sans y changer un seul mot.

* * *

On pouvait croire que cette découverte mettrait un terme à la comédie. Mais il fallait bien d'autres événements pour venir à bout de l'obstination insolente de Michel Chasles. Dans la séance suivante de l'Académie, il revint avec d'autres autographes, fabriqués dans la semaine, pour prouver que les auteurs de ces livres avaient eu connaissance de l'existence de ce dépôt d'autographes, qu'ils y avaient été admis, et qu'ils étaient de vulgaires plagiaires : c'est eux qui avaient copié les pages que Le Verrier apportait!

Afin de frapper un grand coup et poussé par un accès d'audace et d'imbécillité, il communiqua à l'Académie des sciences une nouvelle liasse d'autographes étrangers à la question et destinés à donner une idée de la valeur de la collection.

Il apportait une lettre autographe de Marie-Madeleine et un autographe de Jésus-Christ. Ces deux pièces étaient naturellement écrites en français!

Ce coup d'éclat stupide amena une catastrophe. On comprit que le scandale devait cesser à tout prix, Voici comment nous racontions dans la *Liberté* la scène qui mit fin à l'odieuse comédie, et à laquelle nous avons assisté.

« L'ordre du jour de la séance du 13 septembre 1869 étant épuisé, il se fait un grand silence. M. Chasles le rompt d'une voix éteinte. Il lit péniblement quelques feuillets placés devant lui. L'orateur est comme à moitié courbé sous le poids des révélations qu'il est obligé de faire. Il explique en ânonnant que ses soupçons ont été éveillés par le verdict de la première commission de Florence. Il raconte qu'il a chargé le préfet de police de surveiller le personnage avec lequel il était en rapport. Il apprend en outre à l'Assemblée ébahie qu'il a porté plainte au Parquet et que le copiste-faussaire a été arrêté. On a trouvé chez le prévenu des *vieux papiers détachés de registres antiques et une bouteille d'encre.*

« Un sourire erre sur les lèvres du public. On songe au triste épisode de l'intervention Balard, et au ridicule procédé pour la vérification prétendue des vieilles écritures!

« M. Chasles se défend, on ignore dans quel but, d'avoir été chez le copiste-faussaire, de l'avoir jamais invité à dîner chez lui. Il se justifie d'avoir si audacieusement refusé, pendant des années entières, d'indiquer d'où il tenait les pièces qu'il apportait sans doute tout humides, hélas! devant l'Académie des sciences. Il craignait, en livrant le nom de son vendeur, que d'autres amateurs ne pussent lui faire concurrence. Il ne voulait point faire monter le prix des autographes dont il entendait se réserver le privilège.

« Alors — et cette partie du discours n'est pas la moins tristement burlesque — M. Chasles donne lecture de la liste des trésors qu'il possédait déjà, et dont il se proposait de faire jouir le monde savant ébouriffé. Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs de cet inventaire dans lequel le malheureux académicien semble une dernière fois se complaire; on sent qu'il parle avec amour de ce dossier d'infectes paperasses. Nous nous bornerons à indiquer les dernières pièces du fameux sac aux correspondances, celles qui étaient destinées à donner le « coup du lapin » à M. Le Verrier et aux autres incrédules. M. Chasles avait acheté des *lettres de César et des lettres de Charlemagne;* il en avait quelques-unes de Jeanne d'Arc et de Clémence Isaure.

« A ce moment le public ne peut s'empêcher de donner des signes d'une hilarité trop facile à comprendre. Quant à l'Académie, elle est lugubre. Elle entend avec une horreur visible tout ce que l'on se proposait de faire avaler aux *Comptes Rendus.*

« Les académiciens qui ne sont pas tout à fait chauves sentent leurs derniers cheveux se dresser sur leur perruque. Quand M. Chasles a fini, M. Dumas se lève. Il donne lecture du verdict de la seconde commission de Florence, car Michel Chasles a eu l'audace d'envoyer en Italie, afin d'y être expertisées, un lot de lettres attribuées à Galilée. Le jugement des experts est arrivé.

« A l'époque où ont été écrites les lettres fournies par M. Chasles, Galilée était aveugle et ne pouvait écrire. On n'a pas à Florence une seule lettre de lui, depuis une date antérieure de deux ans à celle qui est alléguée. Les lettres présentées sont fausses, on n'en examinera plus aucune autre de la source indiquée.

« Après cette condamnation si explicite, il se fait un grand silence.

« Comme personne ne paraît désireux de le rompre, on va lever la séance. Mais M. Michel Chasles a le triste courage de demander la parole pour faire remarquer que cette communication ne fait que de confirmer tout ce qu'il a eu l'honneur de dire à l'assemblée.

« M. Dumas ne pouvait tolérer que Michel Chasles affectât des allures de triomphateur dans une affaire où il aurait compromis l'honneur de l'Académie, si l'Académie n'était au-dessus même des erreurs qu'elle peut commettre, car elle n'affiche pas de prétentions à l'infaillibilité.

« Dans la séance du 20 septembre, le vénérable chimiste prend la parole à propos de la lecture du procès-verbal. Il déclare que M. Chasles a fait une communication qui ne correspond nullement à la situation dans laquelle il s'est mis. Averti par le secrétaire perpétuel, il a persisté à laisser croire que Newton et Huyghens pouvaient être compromis par des impostures fabriquées par un faussaire. M. Dumas doit protester au nom de l'Académie tout entière contre de pénibles débats qui l'attristent depuis longtemps, et qu'elle n'a tolérés que par respect pour le caractère de M. Chasles. »

Certes, l'Académie était coupable en cette affaire, et M. Dumas en a fait humblement l'aveu indirect. Mais qui oserait dire que son honneur était engagé à ce que la vérité ne fût pas connue? N'était-ce point au contraire le seul moyen de lui rendre toute son autorité, que d'envoyer en police correctionnelle Vrain-Lucas, le copiste-faussaire.

Michel Chasles ne donna même pas sa démission.

Il ne parla plus ni du faux Pascal, ni du faux Newton, mais il continua à jouir des prérogatives attachées à son titre d'académicien. Son influence ne fut même pas complètement réduite à néant par sa mésaventure. Le Verrier eut même occasion d'en sentir cruellement les effets.

Vrain-Lucas fut condamné au commencement de 1870, après un procès dans lequel il fit preuve d'un cynisme amusant, et qui décida de sa vocation, car depuis lors il fut condamné deux autres fois pour escroquerie.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

La paix.

Le sirdar Kitchener et le commandant Marchand se sont donc rencontrés à Fashoda. On l'a appris par une dépêche du sirdar au lord-maire de Londres. Entre ces titres et ces noms divers, il semble bien, à première vue, que c'est le brave et modeste commandant Marchand qui est ici l'expression littérale de la paix moderne et de la civilisation de l'Occident. Le principal est que nous ayons appris que le sirdar anglo-égyptien, qui est aussi un peu pacha, si

je ne me trompe, et, depuis deux jours, pair d'Angleterre par surcroît, s'est rencontré avec le commandant français sur le pied de l'égalité et des convenances réciproques.

On dit que les Français sont très amoureux de décorations et de galons, mais c'est un trait de leur caractère qu'ils sont en même temps de mœurs simples; ils aiment bien à être commandants et colonels, voire généraux ou amiraux, mais sirdars, pachas et mamamouchis, ils n'y tiennent guère et ils en rient plutôt. Le drapeau de la France et le drapeau de l'Angleterre flottent côte à côte sur le Nil Blanc, à Fashoda ou à côté de Fashoda, on ne le sait pas au juste, et le souffle du désert, en les agitant, n'en tire que des voix d'harmonie. Il s'agit de veiller à ce que cette harmonie ne soit pas transformée en charivari. Les négociations sont déjà commencées entre notre ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur d'Angleterre, sir Edmund Monson. Le commandant Marchand est arrivé à Fashoda avec huit officiers et une poignée de soldats soudanais le 10 juillet, c'est-à-dire deux mois environ avant le sirdar Kitchener-Pacha.

Nous voyons bien que celui-ci prétend aujourd'hui que Marchand n'a obtenu ce joli succès que par le concours de l'armée anglo-égyptienne qui attirait les les derviches vers le Nord et offrait ainsi Fashoda vacant à la facile occupation de notre commandant. Le sirdar, qui se vante à présent de ce service, l'a rendu, en tout cas, sans le savoir, puisqu'il a été si étonné d'apprendre ensuite que nous étions là; nous ne lui devons donc aucune reconnaissance.

Mais, au fond, l'argumentation ingénieuse de Kitchener tendrait à prouver qu'il est aussi habile rhéteur qu'habile soldat, car le poste de Fashoda et le confluent du Sobat avec le Nil étaient abandonnés depuis plus de dix ans par les Égyptiens; Marchand n'aurait pas manqué de s'y établir par les procédés tout français, sans fracas et sans canons, comme il avait fait pour les postes précédents qu'il avait rencontrés sur sa route, et l'on est parfaitement fondé à croire qu'il eût été là le 10 juillet, comme il y fut, à l'abri des trois couleurs, quand bien même les Anglais n'auraient pas remonté le Nil à la recherche des Derviches.

Notre droit antérieur est de toute évidence, c'est le droit du premier occupant. Janot lapin et la belette, en réalité, n'en invoquaient pas d'autre, pour le terrier qu'ils se disputaient; ils étaient philosophes, et, jusqu'à nouvel ordre, on n'a pas connu de meilleur principe de droit que celui du premier occupant, chez les hommes et chez les lapins. Mais la question est toujours de savoir quel est, en effet, ce premier occupant. Le Sirdar soutient que c'est l'Égypte et que ce ne peut être que l'Égypte, c'est-à-dire lui-même, le Sirdar représentant le Khédive et la reine Victoria à la fois. Il s'agit donc de définir l'Egypte, de dire ce qu'elle est et doit être et jusqu'où elle s'étend. Alors, ce n'est plus la question de Fashoda, c'est la question d'Egypte, ressuscitée, qui se lève, non pas du Caire et d'Alexandrie, mais des hauteurs du Nil blanc et des confins sablonneux d'un pays vague et indéterminé. Voyons donc cette question d'Égypte, étudions-la avec soin, il n'en est pas de plus intéressante. Seulement, ce n'est pas l'Angleterre et la France qui la peuvent discuter seules et entre elles: la question d'Égypte est une question d'Europe.

Tel est l'enchaînement logique et juridique des choses: nous avons tout lieu de penser que, dans ses premiers entretiens avec sir Edmund Monson, notre ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, aura indiqué d'un doigt subtil cette suite toute naturelle de l'argumentation britannique. Nous sommes tout à fait disposés à examiner la question, dans ces termes, avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Russie, la Belgique et même l'Abyssinie, l'empereur Ménélik étant bien qualifié à coup sûr pour occuper sa place dans la conférence internationale. Voilà un beau sujet de conférence, avec les trois ou quatre sujets non moins importants qui tiennent l'attention de l'Europe en éveil.

L'Angleterre croyait être seule en Égypte, depuis qu'elle nous avait vus nous embarquer si prestement sur nos vaisseaux de la Méditerranée. Que nous ayons fait à cette époque un acte de mémorable légèreté, nous ne voulons plus discuter ce point aujourd'hui.

Le fait est que nous sommes rentrés en Égypte par une autre porte et que, si Fashoda est l'Égypte, nous sommes en Égypte, depuis deux mois écoulés; bien plus, nous y sommes revenus sans combat et presque sans soldats. Ceci n'est pas une faiblesse, c'est un avantage. Nous nous sommes réinstallés pacifiquement sur la terre d'Égypte, par une petite porte de derrière, mais libre et ouverte, où nous n'avions qu'à prendre la peine d'entrer, nos fusils sous le bras. C'est une sorte de tour d'adresse que nous avons joué là au vainqueur d'Omdurman et de Kartoum. L'adresse est tout au moins aussi légitime que la force. Elle n'a pas encore été bannie du jeu des concurrences humaines. Le droit européen n'a pas encore établi ce principe qu'il est absolument nécessaire de s'affirmer par le sang et le feu, et que toute expansion coloniale qui se réalise sans combat sera considérée comme caduque. C'est celle-ci au contraire qui devrait être tenue pour la plus vraie, la plus authentique et la plus légitime, parce qu'elle s'est faite sans violence. Nous sommes donc en Égypte et sans avoir fait acte d'oppression sur per-

sonne : nous pouvons maintenant causer : causons. Telle est la moralité de l'aventure.

* * *

Le projet toujours caressé par les hommes politiques de l'Allemagne qui s'en tiennent aux conceptions antiques de la guerre, c'est de mettre aux prises la Russie avec l'Angleterre, à propos de l'Orient, de l'Inde, ou de la Méditerranée, de la Crète, de l'Égypte et des Détroits, peu importe, les motifs abondent, surtout les mauvais! — Mais la perfection et le *nec plus ultra* de cette politique serait bien certainement si la France marchait d'abord et si le conflit anglo-russe pouvait éclater à propos d'une démarche de la France qui aurait les premières responsabilités. Alors la politique toujours vivante de M. de Bismarck trouverait la plus favorable des occasions, que, sans doute, le grand chancelier rêva de son vivant sans la trouver. Mais la Russie, autant qu'il dépendra d'elle, ne veut pas prêter à cette réussite de la conception allemande; elle ne désire pas la guerre avec l'Angleterre, elle ne la désire avec personne, ayant un assez vaste champ où déployer son expansion industrielle et agricole, et la paix lui rapporte tous les jours d'immenses avantages en lui permettant d'étendre ses chemins de fer jusqu'au milieu du monde indien et chinois et jusqu'aux rivages de l'océan Pacifique.

C'est pourquoi le tsar Nicolas II a fait à l'Europe cette proposition de désarmement, dont la sincérité et la loyauté sont certaines, étant conformes en toute certitude avec les intérêts de la Russie. Ce projet ne rencontrerait pas d'échec plus cruel et de nature à combler l'âme teutone d'une joie plus intense, que si la France, sur un point ou sur un autre, par exemple, aujourd'hui autour de cette bicoque de Fashoda, allait échanger des coups de fusil avec les Anglais et s'il résultait de là un heurt entre les deux puissances que l'on a appelées la « baleine » et « l'éléphant ». Mais nous aimons à croire que la France se tiendra sur ses gardes et ce n'est pas d'elle que viendra l'occasion d'un conflit que toujours elle a mis un soin si jaloux et si attentif à éviter.

Parmi tant de lettres, d'articles et d'études publiés au sujet de la proposition du tsar, nous avons remarqué dans le *Progrès* de Bucarest les pages signées du prince Grégori Stourdza. Elles sont parfaitement claires et nous y avons vu démontré, on ne peut mieux, que la Russie ne veut pas la guerre et n'y a aucun intérêt. En effet, d'une part, la question des Slaves de l'empire d'Autriche suit son évolution naturelle, et de même la question balkanique. De ce côté, l'histoire marche d'elle-même à souhait pour la Russie; elle ne peut avoir d'autre politique que de la laisser aller. On pourrait présenter des observations analogues sur la marche des choses de l'Extrême-Orient. Partout la Russie semble devenue l'enfant chéri de la fortune et promise aux plus étonnantes destinées. Mais si, malgré elle, une grande guerre venait à se produire, il apparaît que la Russie aurait à protéger, avec d'immenses difficultés, ses frontières de l'Occident et de l'Orient. Elle serait obligée d'envoyer de nombreuses troupes en Chine pour empêcher l'invasion du continent chinois par les Anglais et les Japonais et peut-être les Américains. Elle aurait l'appui des forces que nous entretenons dans le sud de la Chine et de celles que nous pourrions encore y porter, mais il n'en est pas moins vrai que la lutte serait sérieuse, et ce n'est pas tout, car la Russie serait obligée aussi d'envoyer une armée dans les Indes britanniques.

Si on regarde du côté de l'Asie Mineure, on aperçoit bien vite que dans ces contrées le tsar ne pourrait pas dégarnir ses frontières, mais qu'il serait obligé au contraire de les renforcer soit pour contenir les révoltes probables, soit pour refouler l'ennemi. Enfin que dire de cette grande ligne à défendre du côté de l'Allemagne et de l'Autriche, depuis la Baltique jusqu'à la Mer Noire? Tous les observateurs concluent de là, avec une forte apparence de raison, que la Russie ne peut que vouloir sincèrement la paix, et cette observation doit être du plus grand poids pour toute la conduite de la politique européenne et de la politique française en particulier. Nous en tirerons cette conclusion, entre autres, que la proposition de désarmement ou d'arrêt de l'armement continu et progressif doit être considérée comme une proposition loyale et sérieuse et qu'il nous importe de l'appuyer, dans la mesure qui nous conviendra, ou tout au moins d'en tenir le plus grand compte dans toutes les démarches et situations de la France au dehors.

Notre cuisante question d'Alsace-Lorraine est toujours là, il est vrai; nous n'en détachons pas une minute notre pensée. Cette question n'existe pas seulement pour nous, elle existe pour toute l'Europe.

Elle est reconnue, admise et proclamée comme une question toujours internationale. Or il n'est rien de plus important que cette simple remarque, dont l'Allemagne doit sentir toute la gravité politique et morale. Nous n'avons pas besoin d'en dire davantage. Mais nous avons toujours considéré que toute question, en tout ordre de choses, dès qu'elle existe, doit être résolue un peu plus tôt ou un peu plus tard, qu'elle ne peut pas ne pas l'être et qu'elle ne peut l'être que selon les principes de la raison et de l'équité.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Le bruit a couru que M. J. K. Huysmans, en quittant l'administration, après trente ans de bons et loyaux services, se proposait d'aller fonder dans la Vienne, à l'ombre de la vieille abbaye de Ligugé, une « colonie de publicistes chrétiens ».

Jamais M. Huysmans n'a pensé à cela un instant : « Faudrait d'abord qu'il y eût des publicistes chrétiens », écrivait-il ces jours-ci à un ami.

La vérité se réduit à ceci : M. Huysmans, fonctionnaire retraité, quitte Paris, et devient provincial et propriétaire.

Il allait passer ses vacances à Ligugé ; il y résidera désormais, et en ce moment même il s'y fait construire une maison. Et ce sera là toute sa colonie.

En attendant que les maçons lui permettent de s'y installer, il corrige les épreuves d'un petit livre qui paraîtra le mois prochain : *la Bièvre et Saint-Séverin*. C'est une réimpression des articles donnés à l'*Écho de Paris*, par M. Huysmans, depuis la publication de sa *Cathédrale*, et de quelques pages (sur la Bièvre) qui furent publiées en plaquette autrefois.

Régal de philosophes...

Ce régal, c'est du Stuart Mill inédit dont l'un des maîtres de notre jeune école philosophique, M. Lévy-Bruhl, achève de préparer la publication.

Ces *Lettres* de Stuart Mill à Auguste Comte n'étaient pas ignorées des membres de la Société positiviste ; il y a vingt et un ans, quand furent publiées par eux les lettres de Comte à Stuart Mill, ils eurent entre les mains la correspondance tout entière ; mais Comte seul, à ce moment, les préoccupait, et les lettres de Mill furent laissées de côté.

C'est en explorant les archives de la Société en vue d'un ouvrage qu'il prépare sur Auguste Comte, que M. Lévy-Bruhl trouva naguère au fond d'une vieille malle, dans l'appartement même du philosophe (où l'on sait que la Société a son siège), les précieuses lettres.

Le plus gracieusement du monde, M. Laffitte et ses collègues de la Société positiviste ont autorisé le jeune maître à publier cette correspondance ; et l'autorisation lui en a été confirmée par la belle-fille de l'illustre écrivain, miss Taylor. (Miss Taylor continue de résider en France, à Saint-Véran, près d'Avignon, où Stuart Mill passa avec elle les dernières années de sa vie, et où il est enterré.)

Dans le même volume, s'intercaleront chronologiquement les lettres de Comte à Mill — réimprimées avec le consentement des premiers éditeurs — en sorte que les deux parties de cette correspondance se compléteront l'une par l'autre.

L'ouvrage sera prêt le mois prochain.

M. Paul de Rousiers met la dernière main au volume qu'il rapporte de sa dernière mission aux États-Unis, et qui est consacré à l'étude des grands monopoles américains.

Cette mission fut confiée l'an dernier à M. de Rousiers par le *Musée Social*, qui, peu de temps auparavant déjà, envoyait son collaborateur en Angleterre, pour y étudier le mouvement des *Trade-Unions :* le volume que M. de Rousiers publia à la suite de cette enquête, avec la collaboration de MM. de Carbonnel, Testy, Fleury et Wilhelm, est le plus complet qui ait été composé sur la question.

M. Paul de Rousiers réalise le type toujours si intéressant, et trop rare chez nous, de l'homme d'études chez qui le goût des idées générales s'allie à celui de l'action. Propriétaire terrien dans le Limousin, il ne s'est voué à l'étude des questions sociologiques qu'après avoir longtemps observé et *vécu* la vie de l'ouvrier et du paysan qu'il racontait. Elève de l'abbé de Tourville, il fait partie de cette élite de philosophes « agissants » dont le comte de Chambrun s'entoura pour créer son Musée Social, et qui a déjà produit tant de travaux remarquables. Ses débuts furent marqués par la publication de deux ouvrages sur la *Vie américaine* et sur la *Question ouvrière en Angleterre*, que l'Institut a couronnés.

La *Revue des Deux Mondes* commencera le 15 octobre prochain la publication du nouveau roman de M. René Bazin, *la Terre qui meurt*.

Le poète Stéphane Mallarmé, qui vient de mourir, laisse quelques manuscrits inédits : des souvenirs, des pages de critique, des vers.

On dit que Mlle Mallarmé, fille de l'écrivain, les doit publier prochainement.

L'*Introduction aux études historiques* de MM. Langlois et Seignobos, si remarquée lors de sa récente apparition, vient d'être traduite en anglais.

La « Bibliothèque des sciences sociales » prépare pour le mois prochain deux ouvrages nouveaux :

L'Idéalisme social, de M. Eugène Fournière, député ;

Ouvriers du temps passé, de M. Hauser, professeur à l'université de Clermont-Ferrand.

Vers la même date :

La Psychologie du socialisme, de M. Gustave Le Bon.

Incident de librairie :

J'ai signalé, il y a deux mois, la publication d'un volume de *Pensées* de Tolstoï, traduit sur les textes russes par Ossip-Lourié.

Un certain nombre de ces volumes avaient été expédiés par l'éditeur en Russie. Ils lui sont revenus ces jours-ci, refusés par la censure.

ÉMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — [illegible]. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 15. 4e SÉRIE. — TOME X 8 OCTOBRE 1898.

UN ROMANCIER HOLLANDAIS

M. Louis Couperus.

Au commencement de 1896, je me trouvais en Hollande. Un ami, Français établi à Rotterdam, me donna à lire la traduction encore manuscrite d'un roman dont on faisait grand bruit dans le public lettré néerlandais, qui avait été déjà publié avec succès en anglais et en allemand, et qui s'intitulait *Majesté*. De son auteur, M. Louis Couperus, je savais vaguement le nom par M. Téodor de Wyzéwa et par un article de la *Bibliothèque universelle de Lausanne*, en date de 1895. Quant aux écrits mêmes de M. Louis Couperus, je les ignorais profondément, et j'admettais de confiance qu'ils fussent des chefs-d'œuvre admirables, exotiques et inconnus en France, quoique dignes d'un meilleur sort.

La lecture de *Majesté*, commencée sans la moindre prévention particulièrement favorable, me frappa donc d'autant plus que je ne m'attendais pas à une révélation de ce genre. Ce n'était point l'éternel roman, drame ou poème étranger, découvert par un traducteur ou un critique ingénieux, et dont toute la valeur est faite de quelques détails pittoresques, de quelques nouveaux traits de mœurs ou de caractère, qui amusent les blasés de la littérature et qui charment les abstracteurs de quintessence esthétique. C'était un récit très simple, presque sec, sans aucune surcharge descriptive — sauf peut-être dans les premiers chapitres — et d'une conception philosophique et morale extraordinairement forte. Le redoutable problème du gouvernement des sociétés modernes avait été posé là par l'auteur; il en avait discuté les solutions contradictoires; et, de l'angoisse de ceux à qui incombe le lourd devoir héréditaire de conduire les peuples, il avait fait une tragédie poignante et puissante, une tragédie avec chœur à la manière antique, et dont le chœur était l'humanité elle-même.

En allant à la Haye, je rendis visite à M. Louis Couperus; il me reçut une soirée chez lui, dans une de ces maisons hollandaises où la vie semble plus close que dans nos habitations de France; la physionomie, du reste, le regard, les gestes, l'allure générale, tout décèle en ce jeune homme une existence plutôt intérieure et méditative, une âme plus disposée à se replier en soi qu'à s'épancher au dehors, un tempérament d'observateur flegmatique et de penseur concentré, avec une nuance de sensibilité voilée presque maladive. Le front, haut et large, est encore agrandi par une calvitie précoce; la parole semble un peu hésitante, soit habitude de la réflexion solitaire, soit aussi parce qu'il s'exprime en français, purement, mais comme dans une langue dont il ne possède pas l'usage familier. Je ne sais d'ailleurs si son esprit et son talent ont été plus ou moins influencés par les littératures anglaise ou allemande; la nôtre, en tout cas, ne paraît pas l'avoir profondément pénétré; il en parle d'une manière assez superficielle; son enthousiasme pour les qualités *réalistes* de M. Émile Zola ressemble un peu à un enthousiasme de commande; l'éloge, très vif et très vague, qu'il fait de l'auteur de *l'Assommoir* me donnerait même à supposer qu'il l'admire surtout par un sentiment de courtoisie internationale.

Il lui est arrivé cependant, à lui aussi, d'être in-

culpé de *réalisme*, et on l'a vu, de ce chef, vertement relevé, au nom de la morale, par la critique protestante orthodoxe. Un jour, un rédacteur des *Voix de la vérité et de la paix* dénonça ses « saletés », lui reprocha la mort d'un jeune névropathe que la lecture du roman intitulé *Fatalité* avait, dit-on, induit au suicide, et demanda simplement que l'on établît en Hollande une congrégation de l'Index pour proscrire des livres « qui souillent l'imagination de milliers d'hommes ». Cette indignation était excessive; les licences de M. Louis Couperus nous semblent pâles en comparaison des plus timides descriptions de nos écrivains actuels; son réalisme n'a pas le moindre rapport avec le pessimisme volontairement grossier et brutalement agressif de M. Emile Zola et de ses disciples; au fond, il n'est pas même *réaliste*, dans le sens où nous avons coutume d'entendre le mot, et, lorsqu'il affirme n'appartenir à aucune école, on peut, par le plus rapide examen de ses œuvres, vérifier que son affirmation est parfaitement exacte.

A vingt ans, en 1884, il débuta par un volume de poésies. Fils d'un conseiller à la Haute Cour de justice de Java, il avait passé une partie de son enfance dans les colonies, d'où il ne revint définitivement que durant sa quinzième année. Ce séjour a-t-il laissé en lui quelques traces psychologiques, et a-t-il modifié dans une mesure quelconque les tendances originelles de son cerveau? Lui-même ne le croit pas. On peut noter néanmoins qu'un critique allemand, M. Karl Busse, trouve dans son talent et dans sa manière « quelque chose qui n'est pas d'un Hollandais ». Ce « quelque chose », que M. Karl Busse ne spécifie d'ailleurs pas nettement, provient-il de réminiscences indécises rapportées du ciel des tropiques? Ou bien a-t-il pour cause ce fait que les ancêtres du romancier étaient des émigrants d'Écosse, installés dans les Pays-Bas depuis la fin du xve siècle, et dont le nom n'est que la transcription latine du nom écossais Cowper? Et puis, en somme, ce « quelque chose » existe-t-il vraiment? C'est un point d'ethnologie littéraire à élucider.

Quoi qu'il en soit, l'essai juvénile de 1884, intitulé *Un printemps de vers*, fut accueilli avec faveur. Deux nouveaux volumes suivirent à quelques années d'intervalle, l'un qui a pour titre *Orchidées*, l'autre qui se compose de trois poèmes, *Williswinde*, *Viviane* et *Sémiramis*. En dépit de l'éloge qu'un des plus éminents critiques de la Hollande, le professeur Jan Ten Brink, a fait de ces poésies, M. Louis Couperus ne paraît pas beaucoup y tenir, et il les considère volontiers comme des œuvres de jeunesse sans grande portée; depuis 1889, il n'a écrit qu'en prose, et il estime avec raison que sa prose constitue son véritable titre de gloire. Sept romans de lui et un recueil de nouvelles ont déjà paru en moins de dix ans. De ces divers romans, le plus célèbre, et le plus justement célèbre, c'est *Majesté;* c'est à lui — malgré la valeur des deux œuvres qui lui font suite, *la Paix universelle* et *Primo Cartello* — que l'auteur doit sa réputation; et c'est lui qui mérite avant tous autres de n'être pas inconnu en France. Sa publication dans *le Guide* — qui correspond à peu près à notre *Revue des Deux Mondes* — fut un énorme et foudroyant succès, auquel ne manqua même pas l'éreintement des « jeunes »; car il y a des « jeunes » en Hollande, et qui ne semblent pas avoir le caractère plus conciliant que chez nous; l'un d'eux, dès l'apparition de *Majesté*, déclara que c'était là « de la littérature de tailleur ».

M. Louis Couperus avait longuement mûri son sujet avant d'en esquisser une seule ligne; s'il le rédigeâ rapidement, en trois mois, presque sans corrections, au lendemain de la mort de sa mère, il y avait songé durant plus de trois années. Un hasard lui en fournit l'idée première. Il feuilletait un jour une collection du *Graphic;* il fut frappé par un portrait du tzar actuel, alors tzarewitch, au moment de son voyage dans l'Extrême-Orient; le prince était représenté la tête penchée en avant, les yeux levés pour regarder au loin et comme perdus vers l'horizon, avec une expression intense de lourde mélancolie et de rêverie profonde. Tandis qu'il contemplait cette image banale d'une revue illustrée, tout un monde de pensées obscures envahissait le cerveau de l'écrivain; le drame de ceux en qui réside la souveraineté, dans cette heure trouble de l'histoire qu'aujourd'hui nous traversons, s'évoqua de lui-même devant son esprit, et, comme d'autres avaient fait et refait déjà mille fois le roman de l'Ambitieux, de l'Amant ou du Jaloux, il médita d'écrire le roman du Roi.

C'est une banalité de dire que, dans les civilisations modernes, l'ensemble des sentiments, des croyances, des instincts et des habitudes sur lesquels est fondée l'institution royale tend de plus en plus à disparaître. Un souffle anti-hiérarchique et individualiste, ou, pour parler plus simplement, un souffle d'anarchie a passé, depuis le xviiie siècle, sur toutes les âmes des pays d'Europe. L'idée de devoirs sociaux absolus, auxquels se trouvent nécessairement soumises toutes les créatures humaines — qu'elles soient gouvernées ou qu'elles gouvernent — non seulement semble perdue chez la plupart de nos contemporains, mais elle n'est même généralement plus comprise; et la préoccupation ombrageuse et exclusive des droits imprescriptibles de chacun est devenue le dernier mot du progrès. Du moment où cette grande chose, qui s'appelait jadis la Tribu, le Clan, la Cité, l'État, n'est plus que l'étiquette sous laquelle se groupent des intérêts personnels, liés par un « contrat », nous pouvons bien, en saine logique,

avoir des obligations vis-à-vis de nos co-contractants, mais non point d'obligations préalables et primordiales vis-à-vis de l'État; le principe d'autorité, quand nous ne le considérons pas comme une monstrueuse hérésie des anciens âges, nous apparaît toujours, au fond de nos consciences, comme plus ou moins suspect; et c'était tellement là la pensée intime de Jean-Jacques Rousseau que le régime représentatif même lui inspirait d'invincibles appréhensions, et que, pour écarter toute ombre d'une usurpation quelconque de pouvoir, il donna, comme dernière conclusion à sa doctrine politique, le gouvernement direct du peuple par le peuple. Nous en avons vu d'autres depuis — et de ceux dont l'opinion n'est pas négligeable — qui nous ont sérieusement, au nom d'un idéal humanitaire, prêché la théorie « du moins de gouvernement possible ».

Qu'on suppose dès lors l'héritier d'une lourde et antique couronne, plus ou moins imbu de cette philosophie moderne, doutant de la moralité de ses prérogatives héréditaires, parce qu'il ne croit pas à sa mission, parce qu'il ne comprend plus les devoirs de la souveraineté et parce qu'il n'en perçoit que les privilèges, inquiet devant ce qui lui apparaît en sa personne comme le simple bénéfice d'une iniquité séculaire, et cherchant vainement à se délivrer de cette « majesté » royale qui l'étreint et qui l'épouvante, on aura le roman de M. Louis Couperus. Son héros est, hélas! l'arrière-neveu du prodigieux dégénéré qui s'appelle Hamlet, avec cette différence que le débile rêveur de la plate-forme d'Elseneur n'a à régler qu'une affaire de famille, tandis que le fils des empereurs de Liparie sera voué à tenir entre ses mains les destinées d'une nation entière; mais tous deux se sentent également inégaux à leur tâche; tous deux tremblent et reculent sous les responsabilités qui les écrasent; tous deux, dans leur impuissance d'agir, s'usent à raisonner, à analyser, à discuter avec eux-mêmes, sans trêve et sans fin, jusqu'aux heures où l'intervention impérieuse de la volonté paternelle réveille, pour un moment, les globules de sang rouge dans les veines de ces spéculatifs énervés.

C'est une âme honnête, loyale et douce que celle de ce prince Othomar, à qui doit appartenir un jour le trône de Liparie. Il est bon fils, bon frère, bon époux; il sera bon père, à n'en point douter; pas de misère humaine vers laquelle il ne se sente porté par une immense compassion; pas de douleur qu'il ne songe à entourer de sympathie, à panser et à guérir. Placez-le dans une situation moyenne, où il n'ait à déployer aucune volonté et à prendre aucune initiative; au lieu de le faire descendre d'une maison impériale, admettez que le ciel lui ait départi la grâce de naître dans une famille bourgeoise, avec un revenu suffisant pour lui épargner tout souci pécuniaire, il aurait dû être heureux. Mais comme il a raison quand il déclare « qu'il ne pourra pas régner »! Et, avec les intentions les meilleures, quel piètre souverain il réserve à son peuple!

De son propre aveu, il est faible, il est mou, il est las; il se demande parfois s'il n'est point lâche. Ce qui le rend pitoyable et tragique, c'est même la notion aiguë qu'il a de sa déchéance, et son long effort pour réagir contre cette incapacité native : « Maman! ô maman! s'écrie-t-il en se serrant contre sa mère comme un petit enfant, tout le fardeau du pays tombe sur mes épaules et m'accable... Et je ne puis rien, je ne puis rien, je ne puis rien!... Je suis *un pauvre garçon malade.* » En réalité, s'il ne possède pas une constitution extraordinairement robuste, sa santé morale semble pourtant infiniment plus atteinte que sa vigueur physique; il pense trop : au fond, il n'est apte qu'à penser; sous prétexte de s'éclairer sur les aspirations de ses futurs sujets, il lit les œuvres de Lassalle, de Karl Marx, de Bakounine, les brochures révolutionnaires d'un prince liparien anarchiste; et l'infortuné ne s'aperçoit pas que ce vin hallucinant du mysticisme humanitaire est mauvais pour son faible organisme, et qu'il achève d'y empoisonner son pauvre cerveau. Chez ce fils d'un siècle qui a divinisé l'intelligence, voire l'intellectualisme, et en qui le fétichisme de la substance grise est passé à l'état de dogme, toute la vie en effet, comme chez l'ascète antique, est monstrueusement remontée vers la tête; il agite donc, en ses rêveries solitaires et sans fin, la question de savoir « ce qui est le meilleur, surtout ce qui est le plus juste ». Malheureusement, il n'accomplira jamais ni l'un ni l'autre. Flottant, inquiet, douloureux, il pèsera stérilement et à perpétuité le pour et le contre, sauf dans les cas où une volonté extérieure énergique suppléera la sienne, ou bien quand il sera entraîné presque à son insu par la pression brutale des circonstances; il ne lui manque pour être roi, ou plus simplement pour être homme, que la vertu sans laquelle les autres ne sont que des quantités passives ou négatives; de lui-même, *il ne peut pas vouloir.*

En face de cette pâle et troublante physionomie du prince des temps nouveaux, M. Louis Couperus a dressé la robuste figure du souverain à la manière ancienne, qui ne doute pas de ses droits, qui ne s'effraye pas de ses devoirs, qui ne complique pas son existence par des scrupules philosophiques, mais qui juge simplement qu'il a pour obligation en ce monde de régner, et qui règne : « Hautain, sûr, confiant en soi-même, sachant toujours sans hésiter ce qu'il doit faire », Oscar, empereur de Liparie, professe comme maxime : « Vivre, c'est agir, et gouverner aussi c'est agir. » Dès sa première jeunesse, il s'est donc voué à l'action : « Je ne me souviens

pas, dira-t-il, de m'être jamais reposé quand j'étais prince héritier. » Et il ne paraît guère s'être reposé davantage depuis son avènement; il n'en a pas le loisir. Sans cesse au travail, réglant chaque jour, en compagnie de quelques ministres choisis par lui, les affaires de l'Empire, brisant avec une impitoyable rigueur les moindres velléités d'indiscipline de son peuple, il accepte hardiment, et d'un cœur tranquille toutes les responsabilités les plus graves, et il ne comprend rien au tempérament complexe et timide de son fils; il s'attriste ou il s'irrite de ces sentiments « qui ne sont pas d'un prince ». Non pas qu'il ait l'âme moins grande et un moindre souci d'accomplir intégralement sa tâche : « Place ton but très haut », conseillera-t-il à Othomar. Non pas qu'il soit dépourvu de sensibilité; on le verra sangloter devant le lit de mort de son plus jeune enfant. Mais une idée le domine et le mène : l'idée de l'État, dont il a la garde, et à laquelle il subordonne tout, ses sujets, sa famille et lui-même.

Pour marquer la profondeur du conflit psychologique perpétuellement latent entre le père et le fils — conflit qui éclatera un jour en un dialogue violent et d'une allure dramatique parfaitement belle — rien ne semble plus significatif que certains passages des chapitres où se trouve raconté le mariage du prince héritier. Celui-ci a été envoyé par l'Empereur à la cour royale de Gothland, en vue d'une union possible avec l'archiduchesse Valérie; il faut bien « assurer la dynastie des Czyrkiski-Xanantria ». Le futur souverain de Liparie se présente au château d'Altseeborgen en pleine tragédie intime. Un peu contre le gré de son entourage, l'archiduchesse a aimé jadis un prince Léopold von Lohe-Obkowitz, possesseur d'une principauté « qui mesure bien six mètres carrés »; ils ont échangé des promesses; brusquement, Léopold von Lohe s'est épris à Nice d'une actrice célèbre; il en a fait sa maîtresse, et il va renoncer à ses droits pour l'épouser. La nouvelle de ce parjure arrive brutalement à la connaissance de la jeune fille par un journal qui traîne sur une table; c'est l'écroulement de ses rêves; c'est, au fond de son cœur, la sensation de l'irréparable et le dégoût de l'humanité, qui lui feront presque souhaiter la mort. Par fierté, elle renferme sa douleur dans son sein, et elle se tait; mais, sous le masque impassible qu'elle s'impose, on la sent souffrir affreusement. Aussi, lorsque ses parents eux-mêmes invitent Othomar à l'entretenir de ses projets de fiançailles, celui-ci, avec l'affinement de sa délicatesse instinctive, comprend aussitôt ce qu'il y aurait de cruel à seulement effleurer par des paroles indiscrètes la blessure ouverte d'hier; il refuse; il repartira sans avoir rien dit; il reviendra plus tard : « Non, c'est impossible, réplique-t-il. Épargnons-la. Si elle devient ma femme, elle le deviendrait donc au momment où elle en aime un autre. N'est-ce pas déjà assez terrible que cela se décide après des mois?... Il n'y a pas de raisons d'État qui exigent que mon mariage soit si vite conclu. »

Pas de raisons d'État! il ne les voit pas en effet; ou plutôt elle sont primées chez lui par les raisons du cœur; et c'est bien là ce que son père appelle « des idées qui ne sont pas d'un prince ». Car il importait que ces fiançailles fussent annoncées le plus tôt possible aux diverses chancelleries d'Europe; car, cette question réglée, le cabinet liparien aurait pu se consacrer entièrement à la réorganisation de l'armée; car les délais auxquels on se trouve contraint donnent déjà lieu à des commentaires; et le vieil empereur ne cache pas à son fils jusqu'à quel point son accès de « sentimentalité bourgeoise » le mécontente et l'embarrasse : « Un *désagrément*, tel que celui dont le prince von Lohe-Obkowitz a affligé votre future fiancée, nous l'avons tous éprouvé, une fois ou l'autre, dans notre vie; et cela peut, certes, pendant quelques jours, causer une grande douleur; mais *cela reste un sentiment absolument personnel et intérieur*, et ne peut en aucune façon influer sur les *affaires d'un aussi grand intérêt politique* que le mariage d'un futur empereur de Liparie... » Au fond, lorsqu'il traite avec cette placidité indifférente « les sentiments personnels et intérieurs », le dur dominateur n'est-il pas dans la vérité? Par simple instinct, ne voit-il pas, plus justement que son fils, où se trouve le devoir? Et, en définitive, ne remplit-il pas mieux son rôle de souverain?

Dans ce débat entre deux idéalismes contradictoires, M. Louis Couperus s'est soigneusement gardé de prendre parti. Pas une phrase, pas un mot ne laissent entrevoir s'il est pour Othomar ou pour Oscar. Quand on l'a interrogé, il a refusé de répondre, alléguant qu'il n'avait jamais voulu faire « autre chose qu'un roman, une œuvre d'art, et d'art seulement ». C'est possible. Mais alors, qu'il l'ait voulu ou non, la logique éternelle et inévitable de l'histoire humaine a répondu pour lui; et, quelles que fussent les sympathies secrètes qui l'entraînaient peut-être vers le jeune prince de Liparie, il a été obligé de conclure implicitement que, en fin de compte, la vérité et la raison se trouvaient du côté du vieil empereur.

Quand s'ouvre le roman de *la Paix universelle*, qui fait une première suite à *Majesté*, Othomar est monté sur le trône. Loyalement, il veut tenter la réalisation de ses projets, et il commence par convoquer un Congrès de la paix à Lipara, en vue de proclamer en Europe le désarmement général. Ce Congrès heureusement ne déchaîne pas la guerre. Il reste inoffensif et inutile. Pour cette fois, tout le mal se réduit à une simple humiliation diplomatique

que subit le gouvernement liparien. Il n'y a pas au moins de sang répandu.

La réforme de la constitution intérieure de l'Empire ne bénéficie pas en revanche d'une pareille bonne fortune. Le souverain qui pensait que, après la revision, « tout irait bien », s'aperçoit, avec une stupeur dont la sincérité lui sert d'excuse, qu'il n'a abouti qu'à mécontenter en bloc l'aristocratie, les classes moyennes et le peuple. Le peuple, comme son maître, s'attendait ingénument à ce que « tout allât bien ». Il ne tarde pas à constater que le libéralisme impérial ne lui rapporte ni un morceau de pain en plus, ni un quart d'heure de travail en moins. Son désespoir s'augmente de toute la somme des illusions qu'il avait conçues, et se traduit, exactement comme sous le règne précédent, par une insurrection. En raison de quoi, il faut, toujours comme sous le gouvernement d'Oscar, rappeler au pouvoir un ministre à poigne, et réprimer l'émeute par la violence. Le pauvre monarque se consolera de son incapacité par des considérations philosophiques d'ordre général : « Nous sommes placés par une Puissance inconnue, supérieure, sur l'échiquier de la vie, et cette puissance ne nous laisse que l'illusion de la volonté... Je vois que personne n'a tort, que tous pensent comme ils doivent penser... Tout arrive comme tout devait arriver. » Fatalisme commode, qui, une fois de plus, le dispense de vouloir et d'agir!

Après son double échec, il ne lui restera plus, pour bien établir la banqueroute de ses idées, qu'à se désavouer lui-même. C'est ce qu'il fera, dans la seconde suite de *Majesté*, dans le roman qui s'intitule *Primo Cartello*, lorsqu'il obligera le prince Wladimir à rompre un amour de jeunesse pour contracter une union politique. On le verra alors invoquer à son tour la raison d'État, dans des termes presque identiques à ceux dont s'était servi jadis son père, au moment du mariage avec l'archiduchesse Valérie. Au dernier chapitre de cette longue histoire, c'est, du fond de sa tombe, l'empereur Oscar qui l'emporte, et qui impose à son héritier la vieille tradition gouvernementale, dont lui-même a pu se croire, avant de mourir, le dernier représentant...

Par une coïncidence curieuse — puisque certainement aucun des deux auteurs ne s'est inspiré de l'autre — presque au moment où M. Louis Couperus publiait *Majesté*, un écrivain français, M. Jules Lemaître, dans son roman des *Rois*, traitait le même sujet, avec une affabulation à peu près semblable, pour aboutir à des conclusions pareilles.

Christian XVI, « par la grâce de Dieu, roi d'Alfanie », semblerait décalqué sur le portrait d'Oscar, empereur de Liparie, à moins que ce ne fût Christian qui eût servi de modèle à Oscar. Christian XVI, le seul des monarques de l'Europe, « avec l'empereur d'Allemagne, le Tzar et le Grand-Turc », qui croie encore à « son droit divin », a, dès sa jeunesse, retranché de sa vie « tout ce qui ne s'accordait pas avec son devoir souverain et tout ce qui eût pu l'en détourner ». Son mariage a été subordonné à sa politique; il se défie d'une « certaine sentimentalité », qui ne lui paraît pas compatible avec les obligations de sa charge: il estime que les rois, « étant rois », ne doivent pas se laisser aller « à des idées et à des passions de simples particuliers ». Et il paye lui-même d'exemple. Lorsqu'on vient lui annoncer, au milieu des troubles révolutionnaires qui bouleversent l'Alfanie, l'assassinat simultané de ses deux fils, il se contente de répondre : « Dans la situation actuelle du royaume, leur mort même n'est peut-être pas le pire malheur auquel je doive m'attendre ».

La destinée a donné pour héritier à ce rude homme d'État une silhouette falotte de rêveur maladif, honnête, sincère, charitable, et aussi bien intentionné que le prince Othomar de Liparie — moins tragique pourtant parce que l'on ne sent pas aussi nettement en lui la conscience douloureuse de son infériorité. Avec « ses traits affinés et doux » et « son air d'un professeur d'université », le prince Hermann possède peut-être toutes les qualités désirables pour l'enseignement de la philosophie; dès qu'il s'agit, par malheur, de gouverner, on lui adresserait volontiers le sage conseil de la courtisane des *Confessions*, et on le renverrait « à l'étude de la mathématique ». Tout en lui est « lassitude, désenchantement ou terreur de régner »; il n'a pas foi en sa mission; « sa majesté lui pèse », comme à Othomar, et il ne demande qu'à renoncer à sa couronne, comme Othomar. Incompris dans son ménage, il file le pur et chaste amour avec une jeune comtesse anarchiste, Mlle Frida de Thalberg; à eux deux, ils rêvent longuement, pendant leurs rendez-vous, aux humbles, aux petits, aux misérables. Il en résulte, dès que Hermann se trouve maître du pouvoir, que son premier soin est d'autoriser largement les manifestations populaires dans la rue. Et, comme ces manifestations dégénèrent naturellement aussitôt en émeutes, son premier acte de souveraineté consiste à faire marcher l'armée contre la foule, et à réprimer d'autant plus durement l'insurrection qu'il lui a laissé prendre un plus redoutable développement. Au total le mysticisme humanitaire du prince ne coûte, pour commencer, que la mort de six ou huit cents pauvres diables, dont une centaine de femmes et d'enfants. Et, comme l'ami platonique de Mlle de Thalberg a bon cœur, il pleure devant ce massacre des larmes amères — sans pourtant paraître suffisamment comprendre qu'il en est le seul auteur vraiment responsable, et qu'il eût pu l'éviter en adoptant dès le début quelques faibles et anodines mesures de police...

En somme, l'impression dernière qui se dégage de ces deux romans — d'une inégale valeur littéraire, mais également dignes d'attention l'un et l'autre comme documents de psychologie sociale — c'est que la Royauté s'en va. Et elle s'en va, non pas seulement, ainsi que l'a dit un des grands dignitaires de l'Église de France, parce que « les institutions et les sentiments monarchiques » n'existent plus chez les peuples, mais aussi parce qu'ils ne semblent plus guère exister chez les monarques eux-mêmes. Nous savons bien que ni M. Louis Couperus ni M. Jules Lemaître n'ont trouvé uniquement dans leur imagination les types d'Othomar et d'Hermann; parfois, certaines pages de leurs œuvres évoquent brusquement à nos yeux des souvenirs qui sont d'hier; certains actes ou certaines paroles de leurs héros ont été vécus ou ont été dites voici quelques années à peine; à travers la mince enveloppe du roman, on touche du doigt à chaque minute la réalité vivante et contemporaine.

Et, quand on contemple cette désagrégation et cet effondrement d'un des grands principes sur lesquels était fondée l'organisation des sociétés modernes, on ne peut que se demander avec angoisse quel principe nouveau et inconnu s'élabore autour de nous dans les mystérieuses profondeurs de la vie universelle, pour remplacer ce qui n'est plus. La Royauté se meurt! Soit! D'aucuns affirmeront même qu'elle est morte. N'y contredisons pas. Verrons-nous s'installer sur ses ruines les dictatures démocratiques à la manière des deux empires français, ou selon la formule des États-Unis américains? Pouvons-nous croire encore à la viabilité du parlementarisme libéral, tel qu'il a été pratiqué par notre troisième République, par la monarchie italienne... dans les royaumes imaginaires de Liparie et d'Alfanie? Quant au socialisme, lorsqu'il ne se présente pas simplement comme une des formes de l'anarchisme révolutionnaire, nous sommes bien contraints d'avouer qu'il n'est plus qu'un conte de fées pour amuser la tristesse des misérables. A dire vrai, l'anarchie seule triomphe; et l'anarchie n'est pas une solution. Comme après la chute de l'oligarchie romaine, comme au lendemain de l'invasion des Barbares, comme à l'époque de la Renaissance, l'humanité, depuis la Révolution française, ne marche plus sur route; parvenue à un carrefour de l'histoire, elle y cherche éperdument, dans la confusion et le désordre d'une foule en détresse, la nouvelle voie où elle reformera ses rangs pour reprendre sa course vers l'avenir. Malheureusement, nul ne sait ici-bas si le jour du départ est proche, et combien de larmes, et combien de sang devront, en attendant, couler encore.

MAURICE SPRONCK.

LA MAGISTRATURE

DANS LE ROMAN CONTEMPORAIN

La magistrature est, en France, depuis des siècles, l'objet de craintes et de préjugés, aujourd'hui bien inexplicables. A la considérer de près, on est d'ailleurs forcé de convenir qu'il n'en saurait être autrement : elle forme, en effet — et de nos jours même — un corps placé très haut dans la hiérarchie sociale, d'une indépendance presque absolue, qui se contrôle lui-même, et dont l'action se fait sentir d'une manière souveraine sur les biens, sur la liberté, sur la vie et même sur l'honneur de tous les citoyens, quelque puissants qu'ils soient. Et l'on voudrait qu'elle échappât à la critique? Ce serait là, assurément, une exigence déplacée, en France surtout, où l'on goûta toujours le plaisir croustillant de chansonner le pouvoir, où l'imagination brode si facilement une légende sur le tissu de la vérité.

Qu'on accuse les magistrats de complaisances exagérées envers les gouvernants; qu'on signale en eux une sorte de férocité professionnelle; qu'on raille leur costume plusieurs fois séculaire épargné par le vent des révolutions, ou la forme de leurs arrêts dans lesquels la syntaxe aurait quelque peine à se frayer un chemin, passe encore! Ils sont nombreux, du reste, les magistrats qui font bon marché des usages surannés du palais, et qui sont tout prêts à employer d'autres formules, le jour où un arrêté du garde des sceaux les aura autorisés à le faire. N'a-t-on pas vu l'un de ces derniers, il y a quelques années, en pleine séance de rentrée, dans une Cour de Normandie, s'affranchir des vieilles conventions judiciaires, au point de déclarer qu'on pouvait être un excellent légiste et ignorer le latin?

Mais qu'on en vienne à des accusations violentes; qu'on affecte de ne voir dans les gens de robe que des cabotins d'un genre supérieur, soucieux, avant tout, de la galerie qui les écoute et de l'avancement dont on récompensera leur zèle et leur esprit; qu'on les déclare tous vendus ou prêts à se vendre, parce qu'ils n'ont ni conscience, ni honneur professionnel, ni humanité, voilà ce qu'il est bien difficile d'admettre sans restriction. La rancune ou l'intérêt seulement peuvent expliquer souvent de pareilles allégations préjudiciables à l'ordre social si fortement ébranlé, en un pays où le respect de l'autorité se perd chaque jour davantage.

Ce sont là, pourtant, les légendes dont on vit, non seulement dans la classe la moins éclairée de la nation, non seulement dans la basse presse qui recueille et centralise les *racontars* les plus absurdes, mais aussi parmi les hommes cultivés et chez les

gens de lettres dont la mission devrait être, pourtant, de dissiper les malentendus et les préjugés de ce genre.

Ce terme de « mission » est, je l'avoue, un bien gros mot, aujourd'hui surtout que la littérature est un outil dont le premier venu croit pouvoir se servir, sans savoir, au juste, où elle le conduira. Mais, dans la question qui nous occupe, il n'est que trop vrai de dire que la plupart des écrivains qui, en ces derniers temps, ont parlé de la magistrature, l'ont fait avec une légèreté ou un parti pris incontestable. C'est donc à eux qu'il faut faire remonter cette source d'erreurs où demeure la foule vis-à-vis d'un corps respectable entre tous, par ses mœurs et son caractère.

Les romanciers, en particulier, ont une large part de responsabilité, dans cette œuvre de dénigrement systématique qui s'opère autour des représentants de la justice, en attendant que la Justice elle-même reçoive le contre-coup de tant d'attaques violentes. Cependant, les maîtres du roman contemporain n'ont jamais été plus passionnés pour la vérité qu'ils le sont aujourd'hui : à leurs yeux, l'œuvre littéraire doit unir la rigueur scientifique à l'intensité de l'observation prise sur le vif. Voilà de bien belles promesses, mais qui n'ont pas toujours été réalisées dans la pratique, chaque fois qu'il a fallu mettre en scène un magistrat, le faire parler ou agir. Nos romanciers, au contraire, ont alors apporté dans leur étude, tantôt la fantaisie la plus libre et la plus indépendante de toute observation, tantôt la malveillance indéniable qui accentue les traits jusqu'à la caricature. Aux uns, évidemment, les documents ont fait défaut, soit par suite d'un contact insuffisant, soit encore par la faute des opinions préconçues qu'un écrivain, même très soucieux de la vérité, apporte dans la composition de son livre, et qu'il n'a pas pris soin de vérifier. Les autres paraîtraient moins excusables, si l'on ne réfléchissait que les gens de cœur — désireux de mettre leur talent au service de quelque noble cause, et de combattre les abus que toute institution porte en elle-même — dépassent souvent la mesure et discréditent ce qu'ils voudraient seulement purifier et améliorer. Ces deux catégories de romanciers sont, à l'heure actuelle, brillamment représentées par deux Maîtres d'un tempérament sensiblement différent, mais qui, tous deux, ont donné libre carrière à l'expression de leurs sentiments peu sympathiques à la magistrature : ce sont, d'un côté, M. Émile Zola, le chef de l'école naturaliste, d'autre part, M. Hector Malot, disciple de Balzac et auteur de romans à thèses fort appréciés du public.

A part ces deux Maîtres, la liste ne serait pas longue, d'ailleurs, des écrivains qui ont mis en scène des types de magistrats. Tandis que les professeurs, les officiers, les ingénieurs fourmillent dans les œuvres de la littérature actuelle, ceux-ci en sont, pour ainsi dire, absents. A quelles raisons faut-il rapporter ce silence assez étrange en un temps où tous ceux qui tiennent une plume croient avoir le droit d'exercer leur curiosité ou leur imagination sur toutes les classes de la société? La sympathie envers un corps fort intéressant — sous le point de vue documentaire, tout au moins — ferait-elle défaut aux romanciers, s'il est vrai que l'on ne peint bien que ceux qu'on aime? Ou, faut-il croire que la robe abrite si étroitement ceux qui la portent, que la perspicacité la mieux éveillée n'en saurait pénétrer les mystères? Dans tous les cas, nous ne pouvons voir que de vagues silhouettes, sans grande portée comme sans pénétration psychologique, dans la plupart des figures de magistrats qui défilent à travers nos romans contemporains, sans avoir la prétention de retenir longtemps l'intérêt ou de fixer l'attention.

C'est là le cas de ces trois juges qui, dans *Port-Tarascon*, l'un des meilleurs romans d'Alphonse Daudet, occupent un instant le centre de l'action, au moment où l'entreprise coloniale du pauvre Tartarin vient échouer si piteusement sur les bancs de la correctionnelle. Si le président Mouillard avec ses deux assesseurs Beckmann et Robert, succombant tous trois à la vague torpeur de l'audience, sont de fines et amusantes charges, ils n'ont réellement de valeur qu'en tant que leur flegme d'hommes du Nord sert de repoussoir à la verve exubérante des Tarasconnais déchaînés. Chercher autre chose en eux serait inutile.

Avec Paul Bourget, le trait moins fortement esquissé tend à s'affiner jusqu'à l'ironie : rappelez-vous, au début du *Disciple*, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'affaire Greslou. Ce juge est, avant tout, j'en ai peur, un mondain qui dépose aussi allégrement au vestiaire ses soucis professionnels que sa robe, en quittant le Palais. Derrière le masque impassible du magistrat, on devine la physionomie impatiente et inquiète de l'homme du monde qui songe à ses plaisirs, au dîner où il doit se rendre en quittant son cabinet. Que ce portrait soit fidèle, il est possible — à condition de le regarder comme une exception; mais qu'on puisse le considérer comme une manifestation de la bienveillance de l'auteur, j'en doute.

Cette même absence de bienveillance, quoique atténuée, est encore bien visible dans *Michel Verneuil* de M. André Theuriet : il y a, dans le premier chapitre de cet ouvrage un magistrat flâneur et paresseux, qui passe des soirées désœuvrées à parcourir les rues de Tours. Ce n'est pas que l'auteur caractérise nettement le défaut de son personnage ni qu'il l'en blâme; mais il s'en sert si habilement pour

mettre en relief l'activité intellectuelle du professeur dont le nom sert de titre au roman, qu'il est impossible de se tromper, sinon sur ses intentions, du moins sur sa pensée personnelle. — Ne soyons pas d'ailleurs trop enclins à incriminer les sentiments de M. André Theuriet : en traçant ailleurs d'autres figures de magistrats, il a montré que son talent ignorait la partialité. S'il les a représentées sous des couleurs parfois un peu pâlies et effacées, cette discrétion est peut-être le témoignage d'une modestie qui préfère ne rien dire de ce qu'elle ignore.

*

Mais c'est, comme nous l'avons fait remarquer, M. Émile Zola et M. Hector Malot qui semblent être entrés le plus avant dans l'étude des différents types de magistrats, et dont l'analyse s'est exercée sur le monde du Palais avec la plus complaisante pénétration.

Avec son pessimisme accoutumé qui lui fait voir, de préférence, autour de lui, des gens odieux et des âmes corrompues, M. Émile Zola ne pouvait avoir, à l'égard de la magistrature, des sentiments fort différents de ceux qu'il a manifestés vis-à-vis des différents corps sociaux dont son œuvre est l'encyclopédie véritable. Aussi, son tempérament est-il plus responsable encore que sa volonté des exagérations qu'il a pu commettre sur ce point. Car, en dépit des apparences, ces exagérations sont manifestes, aussi bien dans *Pot-Bouille* que dans *la Bête humaine*, deux romans où les magistrats sont en fort vilaine posture.

Dans le premier de ces deux ouvrages, figure au premier plan un certain Duveyrier, conseiller à la Cour d'appel, viveur et débauché, qui pille son beau-père et qui, par ses roueries d'homme de loi habitué à jouer avec le code, frustre ses beaux-frères des débris de l'héritage paternel. Le personnage, on le voit, est dans son ensemble assez bien caractérisé pour qu'il ne soit pas superflu d'entrer, sur son compte, en de bien longs détails. Essayons toutefois de suivre en de certaines parties le crayon de M. Zola, pour nous rendre compte de l'âpre et souvent légitime satisfaction avec laquelle — fidèle en cela à son procédé ordinaire — il a fait de son Duveyrier l'expression symbolique du Magistrat, comme ailleurs il a fait de Nana la Femme et le Vice, du vieux Bonnemort l'antique Misère qui tue Cécile Grégoire, symbole elle-même de l'Oisiveté inconsciente.

En quelques lignes caractéristiques, M. Émile Zola trace d'abord de Duveyrier un portrait qui n'est point flatté : « sur sa face rasée, au menton pointu et aux yeux obliques, de larges plaques rouges indiquaient un sang mauvais, toute une âcreté brûlant à fleur de peau (1). »

1 E. Zola, *Pot-Bouille*, p. 104.

Quant à ses antécédents, ils sont de nature à donner au public une singulière idée de la façon dont on fait son chemin dans la magistrature : « Un homme... qui avait toujours eu de la chance. Pas plus fort qu'un autre, mais poussé par tout le monde. D'une vieille famille bourgeoise, un père ancien président. Attaché au parquet dès sa sortie de l'Ecole, puis juge suppléant à Reims, de là juge à Paris, au tribunal de première instance, décoré et enfin conseiller à la Cour, avant quarante-cinq ans... Hein! c'est raide (1)! » D'ailleurs, pour expliquer la rapide fortune de notre conseiller, on aurait dans la magistrature une façon quelque peu partiale d'entendre la solidarité. En effet, « le président, qui était son ami, lui réservait certaines besognes aisées et brillantes pour le mettre en vue. »

Le personnage officiel une fois connu, M. Zola nous promène à travers les mystères de sa vie privée dont la moralité ne laisse pas moins à désirer ; à la crudité de ses peintures, il ajoute même une circonstance aggravante : jamais il ne nous laisse oublier que c'est un magistrat qui est en scène ; un simple détail, jeté comme en passant, suffit à nous le rappeler ; et ces détails reviennent avec une persistance qui contribue vraiment à faire de Duveyrier le type et le symbole du corps entier qu'il représente. Après l'avoir vu dans son intérieur, nous le trouvons, par exemple, chez sa maîtresse Clarisse. « Ce n'était plus l'homme sévère et mal à l'aise, qui ne semblait pas être chez lui, dans le salon de la rue de Choiseul. Les taches saignantes de son front tournaient au rose, ses yeux obliques luisaient d'une gaîté d'enfant, tandis que Clarisse racontait... comment il s'échappait parfois pour la venir voir, *pendant une suspension d'audience* (2). »

Voilà précisément le trait final qui nous rappelle à qui nous avons affaire : et d'ailleurs comment un magistrat n'aspirerait-il pas à quitter le Palais au plus vite ? Songez donc « quatre audiences par semaine, de onze heures à cinq heures ; toujours les mêmes écheveaux de chicanes à débrouiller ; ça finissait par dessécher le cœur ! » — Et pour empêcher, pour retarder au moins ce desséchement professionnel, est-il rien de plus salutaire que d'aller chez des filles épancher ses rancœurs et faire provision de sensibilité ?

Cela, du reste, n'empêche pas Duveyrier de s'écrier quelque part : « Moralisons le mariage, messieurs, moralisons le mariage ! » Au milieu même des fumées d'un fin dîner au café Anglais, en compagnie de Bachelard, de Trublot et de Gueulin, trois polissons fieffés (notez, en passant quelles jolies relations pour un magistrat), le conseiller

1 E. Zola, *Pot-Bouille*, p. 105.
2 *Id. ibid.*, p. 109.

tient à garder, jusque dans le vice, une sorte d'hypocrite réserve : il se sent, par l'éducation, supérieur à ses commensaux, et il cherche à se faire illusion à lui-même, comme aux autres, sur sa propre moralité. « Il buvait du kummel à petits coups, sa face raide de magistrat tiraillée par de courts frissons sensuels. — Moi, dit-il, je ne puis admettre le vice. Il me révolte... Enfin, une maîtresse honnête, vous m'entendez. Alors, je ne dis pas, je suis sans force (1). »

Cette figure, il faut l'avouer, ne fait point honneur à la magistrature. Mais M. Zola ne s'en est pas tenu au conseiller Duveyrier ; il nous a présenté d'autres magistrats encore, en se servant, s'il est possible, de couleurs plus noires dans le portrait qu'il en a tracé : tel est, par exemple, dans *la Bête humaine*, celui du président Grandmorin.

Celui-là aussi est un hypocrite qui, sous des dehors austères, cache les mœurs les moins avouables, car « malgré son air glacé on en chuchote de raides sur son compte. Il paraît que, du vivant même de sa femme, toutes les bonnes y passaient. Enfin, un gaillard qui, aujourd'hui encore... (2) » Nous n'en ajouterons pas davantage, par respect pour les lecteurs de cette *Revue* : les plus curieux, d'ailleurs, n'auront pas de peine à recourir au texte.

La verdeur du président fait même des envieux parmi ses collègues, tant les passions séniles envahissent aisément l'âme d'un magistrat. Et voilà pourquoi M. Camy-Lamotte, « songeait à son ami Grandmorin, saisi d'une jalouse admiration : comment diable ce gaillard-là, son aîné de dix ans, avait-il eu jusqu'à sa mort des créatures pareilles, lorsque lui devait renoncer déjà à ces joujoux (3) ? »

Mais, notre auteur ne borne pas à la moralité seule les faiblesses dont il pare ses magistrats. Leur conception de la justice est, à ses yeux, assez étroite pour qu'ils hésitent à se prononcer entre un coupable avéré et un innocent incriminé. Et pourtant, la culpabilité de Roubaud, dans l'assassinat du président Grandmorin, n'est pas douteuse pour M. Camy-Lamotte. Cependant, « il aurait penché pour que l'on gardât l'affaire de l'innocent Cabuche », parce que l'arrestation des Roubaud allait remuer trop de boue autour de la magistrature. Le juge d'instruction Denizet n'a pas, d'ailleurs, envers l'équité, des sentiments de respect mieux établis. « Il était prêt, dit M. Émile Zola, à faire *aux nécessités gouvernementales* le sacrifice de l'idée de justice (4). »

Un type bien curieux, du reste, ce juge Denizet, vrai comédien d'apparence et de nature, mais que ses finesses perdaient la plupart du temps. « Il rusait trop avec la vérité simple et bonne, d'après un idéal de métier... » Je ne sache pas cependant que cet idéal finassier soit fort commun parmi nos magistrats et je soupçonne fort M. Émile Zola de leur avoir prêté gratuitement ici un fort vilain défaut.

Il leur en attribue encore un autre dont ils sont assez coutumiers, semble-t-il : la jalousie. Si Denizet est jaloux du conseiller de Lachesnaye, c'est que celui-ci représente, à son avis, la magistrature de faveur mais riche, les médiocres qui s'installent, certains d'un chemin rapide par leur parenté ou leur fortune, « tandis que lui, pauvre, sans protection se trouvait réduit à tendre l'éternelle échine du solliciteur » (1).

Un pareil sentiment manque assurément de générosité. Mais il est, au moins, peu dangereux, en comparaison de celui que peut éprouver le juge d'instruction, à la seule pensée du pouvoir dont il dispose, au point qu'il est libre « de changer d'un mot un témoin en prévenu, et de procéder à son arrestatation immédiate si la fantaisie l'en prend. » Qu'on se rassure sur la portée et l'étendue de cette souveraine puissance : absolue en droit, elle est à peu près nulle en fait, car le juge relève de l'opinion encore plus, peut-être, que de sa conscience, et les abus de ce genre provoquent aujourd'hui tôt ou tard des retours assez redoutables pour ne point épouvanter les timides que les justes réflexions de M. Zola empêcheraient de dormir.

* * *

Certains romans de M. Hector Malot n'ont pas moins d'importance que ceux de M. Émile Zola, pour celui qui se préoccupe de dégager l'impression de la littérature contemporaine sur la magistrature en général. Mais, tandis que le second n'est que sévère en ses appréciations ou cruel dans les portraits qu'il esquisse, le premier ajoute à ses rigueurs de jugement, une ironie, âpre et mordante, d'autant plus douloureuse qu'elle tombe également juste, parfois, et qu'elle traduit la pensée d'un écrivain préoccupé, avant tout, de faire œuvre utile et saine.

Car, au travers des hommes, c'est l'institution elle-même que M. Malot entend viser. Il est persuadé que cette institution est faussée dans ses principes comme dans ses applications : tout lui sera donc matière à critiques et à critiques impitoyables.

Il met sur la sellette, par exemple, les présidents d'assises, ceux de la vieille école, tout d'abord. Voici M. Hairies de la Freslonière, un véritable comédien, depuis les pieds jusqu'à la tête, uniquement soucieux d'obtenir une condamnation, et faisant de l'esprit envers et contre tous. C'est lui qui doit présider les débats relatifs à l'affaire du *Docteur Claude*.

(1) [illegible] p. [illegible]
(2) [illegible] *la Bête humaine*, p. [illegible]
(3) [illegible], p. 143.
(4) *Id.*, *ibid.*, p. 149.

(1) [illegible] p. 11

Rappelez-vous toutes les précautions qu'il prend, pour avoir une salle sympathique à sa personne et attentive à ses plaisanteries. « En arrivant au palais, le président entrebâilla faiblement la porte qui faisait communiquer la chambre du Conseil avec la salle d'audience et, risquant un œil par cette fente, à peu près comme au théâtre, un jour de première, l'auteur regarde par un des petits trous ronds percés dans le rideau, il eut la satisfaction de voir sa salle remplie... il n'y aurait pas de tumulte, on ne perdrait pas un de ses mots (1). »

C'est la même physionomie, qui nous est présentée dans *Justice :* lorsque le conseiller Foloppe est chargé de présider le procès Saniel. Celui-là, également, est enchanté de trouver une salle pleine lors de l'entrée en séance : de cette façon, au moins, « il ne serait pas exposé à être interrompu, ce qui est la chose la plus mortifiante du monde pour un président (2). » Et, afin de mieux se rendre compte des vrais sentiments de M. Hector Malot, il faut voir avec quelle légèreté, quelle partialité révoltante, Foloppe aussi bien que Hairies de la Freslonière dirigent l'ensemble des débats, éconduisant les témoins qui les gênent, prenant ouvertement parti pour les dépositions les moins favorables à l'accusé : bref, on sort écœuré et indigné de cet étalage d'abus monstrueux exagérés sans doute, à dessein, par un écrivain dont la bonne foi ne paraît pas suspecte d'ordinaire, mais dont l'opinion se résume en cette phrase caractéristique : « Depuis que certains présidents aimant l'effet, ont transformé les procès à tapage en représentations théâtrales qui sont de grandes premières, les mœurs en usage au théâtre se sont naturellement transportées et appliquées au Palais (3). »

Mais à côté des présidents de l'ancienne école, qui écrasent l'accusé de leur esprit, et mettent dans la phrase sacramentelle adressée aux témoins : « Allez vous asseoir », autant d'intentions drolatiques qu'un compère de revue dans un couplet de sortie, M. Malot nous présente le magistrat nouveau jeu, qui n'a plus le droit de résumer les débats et qui consent à laisser le premier rôle à l'accusé. Ne nous y trompons pas, cependant : M. Malot n'est pas plus sympathique à celui-là qu'aux autres. Si le conseiller Dassonville s'entend avec l'avocat général Corbassière, pour apporter un esprit de modération et de convenance dans le procès qui termine *Complices,* c'est pour que le jury, ne se tenant plus sur la défensive, soit d'autant mieux « disposé à accepter ce que dit l'avocat général, et à prendre le président pour un pilote à à qui l'on peut se fier (4) ».

1 Hector Malot, *Docteur Claude*, II, p. 241.
2 *Id.*, *Justice*, p. 356.
3 *Id.*, *Ibid.*, *Ibid.*
4 *Id.*, *Complices*, p. 399.

M. Hector Malot n'excelle pas seulement à représenter des magistrats odieux ou poseurs : il sait à merveille aussi tirer parti de la gravité professionnelle du corps, pour esquisser des silhouettes d'un ridicule achevé. D'après lui, la jeune magistrature elle-même n'est pas exempte de ces attitudes grotesques et compassées qui, pendant si longtemps, ont défrayé les vaudevillistes et ont donné du pain à des légions de caricaturistes. Ainsi, le procureur de la République Baticle, « bien qu'il appartînt à la nouvelle magistrature, et qu'il dût sa position à des opinions très avancées et à des services politiques rendus en conformité de ces opinions, vivait dans le respect et l'admiration de tout ce qui portait un titre : en théorie, il méprisait la noblesse, en pratique il se prosternait devant elle... (1) » Ce n'est là, notez-le bien, qu'une faiblesse d'esprit étroit : mais l'auteur la relève avec une ironie suffisante pour en tirer l'indice d'une mesquinerie assez commune dans le monde judiciaire.

Seulement, tout près de ce procureur, en voici un autre plus achevé encore en son genre, et auquel rien ne manque pour compléter l'idée bouffonne que l'auteur se fait de la magistrature : c'est M. Bassaget, dans *le Docteur Claude*. Son extérieur traduit à merveille l'opinion des petits bourgeois de sous-préfecture sur les allures et l'apparence des membres du tribunal de première instance. M. Bassaget est, en effet, « tout en zinc... des pieds à la tête, dans sa personne aussi bien que dans son vêtement. » Mais voilà qui le complète admirablement : « Pour lui l'éloquence était le débit ; il fallait que cela coulât comme l'eau par la vanne d'un moulin, régulièrement, continument ; on racontait qu'il avait acheté une montre à secondes indépendantes pour mesurer ce débit... (2) »

Le personnage le plus achevé de cette galerie de magistrats grotesques, celui que M. Hector Malot s'est plu à prendre et à reprendre dans toute une série de romans, et contre lequel il semble avoir exercé à plaisir ses flèches les plus acérées, est sans contredit M. Bonhomme de la Fardouyère, président du tribunal de Condé-le-Châtel en Normandie. Son nom seul est une trouvaille, et c'est ce que M. Malot nous fait remarquer sans en avoir l'air : « Bonhomme, cela était vrai, écrit-il ; mais l'orgueil et la vanité d'être de la Fardouyère, d'où il était, mais dont il n'était pas, gâtait cette qualité native (3) ».

Ces prétentions nobiliaires du président se manifestent en toute circonstance et dans les moindres détails : n'a-t-il pas, dans son salon, le portrait d'un

1 Hector Malot, *le Sang Bleu*, p. 301.
(2) *Id.*, *le Docteur Claude*, p. 234.
(3) *Id.*, *Un Beau-Frère*, p. 81.

de ses prétendus ancêtres, « agenouillé, le chapeau à la main, devant la sainte Vierge qui lui apparaissait portée sur des nuages ; au bas on lisait en lettres gothiques : « Couvrez-vous, mon cousin. » C'est ainsi que M. Bonhomme de la Fardouyère est arrivé à se persuader lui-même de sa parenté avec la Vierge : on n'est pas plus naïf, et je ne jurerais pas qu'ici, M. Malot n'ait persiflé avec à propos le goût de certaines gens pour les particules d'occasion. Seulement, ces gens-là sont-ils tous dans la magistrature ?

Une autre critique judicieuse que M. Malot semble adresser plus spécialement aux magistrats, mais qui, en réalité, peut s'appliquer à toutes les catégories sociales, concerne cette gravité d'emprunt dont le président du tribunal de Condé-le-Châtel déguise le vide de son intelligence et l'inanité de ses occupations. « La gravité, a dit La Rochefoucauld, est un mystère du corps, fait pour cacher les défauts de l'esprit. » Le romancier n'a pas démenti le moraliste, car il nous montre son personnage si majestueux, si guindé dans sa cravate blanche, passant son temps, dans l'intimité, à tuer des mouches avec une petite batte en cuir, emmanchée au bout d'une canne (1).

Tous les présidents, heureusement, ne pratiquent pas ce genre de sport, pas plus que les substituts — quoi qu'en dise une légende assez accréditée — n'ont l'habitude de couper pendant l'audience les feuillets de la *Revue des Deux Mondes*, ni plus ni moins que s'ils fussent chez eux (2). Si bien dégagés qu'on les suppose de tous les préjugés, nos magistrats ont encore celui du savoir-vivre et de la bonne tenue.

* * *

Ils en ont conservé d'autres, du reste, qui les mettent au-dessus de toutes les critiques, de toutes les attaques que dirigent contre eux un certain nombre d'écrivains contemporains. Cette partialité, cette sotte vanité qu'on leur attribue, doivent être reléguées la plupart du temps au nombre des légendes. Il peut assurément exister, nous l'avons dit, quelques exceptions ; mais on doit reconnaître qu'en général, nos magistrats font honnêtement et avec une modestie très louable leur devoir de chaque jour.

S'ils sont sévèrement jugés, c'est que leur tâche est difficile à remplir : ils doivent presque toujours sévir et n'ont jamais à récompenser ; l'ingratitude d'un pareil rôle explique les animosités de la foule vis-à-vis de tant d'hommes respectables pour leurs fonctions mêmes et pour leur caractère.

GEORGES MELCHIOR.

(1) Hector Malot, *La boucle-pierre*, p. 1[illegible].
(2) *Id.*, *ibid.*, p. 167.

ESTHÉTIQUE ET MORALE

Il n'était pas absolument nécessaire de publier les cinq ou six leçons sur l'esthétique et la morale de M. Herckenrath, professeur au lycée de Groningue. M. Herckenrath n'a rien de très profond ni rien d'excellemment nouveau. Ses leçons posent généralement le problème avec beaucoup de netteté, puis ne le creusent nullement, s'enfuient, ou du moins se dérobent par petites digressions et chevauchées au petit trot dans les environs du sujet, sans le perdre du vue, à la vérité, mais sans s'y installer avec maîtrise. Ce petit livre est décevant. Presque toujours on s'attend à quelque chose de décisif ou de vraiment considérable juste au moment où M. le Professeur s'arrête. Quelquefois aussi M. Herckenrath ajoute à ce sentiment de déception par trop promettre et peu tenir et par écarter dédaigneusement une théorie traditionnelle pour y revenir, à très peu près, trois pages plus tard. M. Herckenrath, par exemple, se montre très dédaigneux de la formule de philosophie esthétique : « Unité dans la variété » ; et nous sommes enchantés de ce mépris qui nous promet un renouvellement de la doctrine. Et voici que M. Herckenrath aboutit à cette formule qu'il met en *italiques* pour en signaler l'importance : « Nous aimons à rencontrer l'harmonie et l'ordre dans l'apparente irrégularité. » La différence elle-est prodigieuse ? Non, il n'était pas absolument nécessaire de publier ces leçons de M. le professeur Herckenrath.

Cependant on y peut relever, çà et là, quelques bonnes observations de détail qui ne laissent pas d'avoir une assez grande portée. M. Herckenrath se montre assez curieux et assez bien informé du rôle de l'accoutumance et de l'hérédité dans l'esthétique ; et là-dessus il a de bonnes pages. Il appelle notre attention sur ce fait que tout ce qui est nouveau est laid. Nous ne trouvons aucune beauté aux automobiles ; nous cherchons le cheval ; cette machine nous paraît tronquée ; c'est affreux. C'est que c'est nouveau. Pas autre chose. Les trains de chemin de fer ont produit exactement cette impression en leur nouveauté. C'est alors qu'on se lamentait sur ce qu'ils avaient de vulgaire et d'inesthétique. C'est alors qu'un poète, dont je cherche en vain à me rappeler le nom, s'écriait :

[illegible]

Mais figurez-vous le premier jour où l'on a attelé cette lourde maison sur roues à quatre bêtes magnifiques. Cela a dû paraître monstrueux de lourdeur et de massivité inélégante. La voiture légère seule avait de la grâce. Fort bien. Mais remontez. On ne connaît

que le cavalier sur son cheval. La première fois qu'on a serré les flancs d'un cheval entre ces deux hideux brancards et qu'on a vu un cheval avec une longue machine criarde attachée derrière lui, l'ensemble a dû faire un effet navrant, celui d'une casserole attachée à la queue d'un chien.

Tout ce qui est nouveau est laid. Puis on s'accoutume et l'on attache à quoi l'on s'est accoutumé certaines idées de beauté, de force imposante, d'élégance, de grâce, qu'on va chercher je ne sais où et qui sont parfaitement conventionnelles. On dit un beau fusil et un beau canon. Quand ils ont été inventés ils ont certainement paru hideux. La tour Eiffel, pour être tenue pour belle, n'a qu'à durer.

Il n'y a que les choses qui ont toujours été anciennes, il n'y a que les choses éternelles qui soient en possession de beauté dans l'esprit des hommes depuis qu'elles existent...

Et encore, non! Le ciel, oui; parce que tous les hommes le voient, excepté les Parisiens. Les montagnes, la mer, pas le moins du monde! Il n'y a que cent cinquante ans que les Français, et même les Européens, à l'exception des Suisses, trouvent la Suisse belle. Il y a cent cinquante ans les voyageurs pestaient contre les Alpes qu'il leur fallait traverser et ne respiraient qu'en vue des plaines du Piémont. La « poésie des montagnes » est absolument inconnue de l'antiquité. C'est Rousseau, parce qu'il était Suisse, qui l'a inventée.

Et vous voyez ce qu'il faut. Il faut qu'il naisse en pays de montagnes un grand poète, qui, lui, soit habitué, et héréditairement habitué, à trouver les montagnes belles, qui nous dise qu'elles sont belles, qui, parce qu'il est grand poète, ébranle nos imaginations d'un grand coup soudain, qui nous force à les regarder avec ses yeux, avec les souvenirs que nous gardons de ses œuvres. — A ces conditions nous les regardons, nous nous habituons à les trouver belles. Cela passe à nos fils. La beauté des montagnes est désormais traditionnelle.

De la mer il n'en est pas tout à fait de même. Les anciens l'ont aimée. Ils vivaient tout auprès; ils vivaient dedans. Mais les modernes, si pénétrés de littérature antique qu'ils aient été, si invités qu'ils aient été par les anciens à regarder la mer, ne l'ont point chantée tout d'abord. Pourquoi? parce qu'elle était trop loin; la difficulté des communications la maintenait trop loin des artistes et des poètes.

Cependant le cas est moins net que pour la montagne. Chez nous Tristan de l'Hermitte et Saint-Amant, au XVIIe siècle, ont des marines dans leurs œuvres, point beaucoup, mais quelques-unes et assez belles, celles de Saint-Amant très belles même. C'est que l'influence de l'antiquité s'est cependant un peu fait sentir, et si Ronsard, si Du Bellay ont vu la mer sans en dire un mot, quelques poètes du XVIIe siècle ont cependant été assez avertis par leurs souvenirs scolaires pour faire attention, la première fois qu'une expédition à La Rochelle ou un voyage à Belle-Isle les a mis en présence de la grande charmeuse. Et peu à peu, les communications devenant plus faciles...

Mais le principe reste vrai. Parmi les choses de fabrication humaine tout ce qui est nouveau est estimé laid; et même parmi les choses naturelles tout ce qui est nouveau relativement, nouveau pour tel et tel, par tel et tel est estimé laid. L'accoutumance et l'hérédité sont éléments essentiels de l'idée du beau.

Une fine observation de M. Herckenrath à cet égard. N'est-ce pas qu'il faut de l'irrégularité dans le beau? N'est-ce pas qu'il n'y a rien de plus irrégulier qu'un coucher de soleil? N'est-ce pas qu'il nous paraît d'autant plus sublime que les nuages sont plus follement entassés, les teintes plus variées?... N'est-ce pas que si un Zeus disposait demain toutes ces couleurs et toutes ces formes en un grand cercle régulier au-dessus du soleil nous nous écrierions comme le Fantasio de Musset : « Comme ce soleil couchant est manqué! Je faisais des paysages comme cela à huit ans sur mes livres de classe! » Oui, oui! mais que ce phénomène de coucher de soleil régulier se répète tous les soirs, la génération prochaine sera ravie en extase. Vous doutez? Vous dites : non! Vous dites : jamais de la vie! Eh bien... *Et l'arc-en-ciel?* Je crois que vous êtes collés. — Nous le sommes.

Remarques curieuses encore et intelligentes sur la part d'anthropomorphisme dans l'idée du beau. Ceci ne s'applique guère qu'aux animaux. Quelles sont les bêtes que nous trouvons belles? Celles qui sont assez éloignées de la forme humaine pour que nous ne songions pas à la forme humaine en les regardant, et qui ne sont pas non plus trop éloignées de la forme humaine, auquel cas nous n'avons plus de terme de comparaison pour les juger. Nous trouvons beaux les lions, les tigres, les bœufs, les chiens, les cerfs, les oiseaux, c'est-à-dire des êtres qui ne nous ressemblent pas du tout, mais qui ont les qualités physiques que nous prisons le plus chez l'homme : force, agilité, souplesse, liberté, aisance et grâce de mouvements.

Nous ne trouvons point beaux les rhinocéros, hippopotames et éléphants (excepté quand nous sommes un peu raffinés et par une sorte d'esthétique réfléchie et un peu voulue) parce qu'ils sont trop grands, trop gros, lourds, massifs. — Et remarquez que l'éléphant qui n'est lourd qu'en apparence, dès que nous le voyons courir, nous le trouvons beau et c'est dans cette attitude que les peintres le prennent toujours.

Nous ne trouvons pas beaux non plus les animaux

trop petits : fourmis, vermisseaux, etc. Ils sont trop loin de nous. Nous ne les disons beaux que quand ils ont des couleurs éclatantes (scarabées, etc.), et on sent bien que le mot « beau » a ici un tout autre sens et que c'est la couleur que nous trouvons belle et non la bête.

Il faut donc certains rapports, certains traits communs entre l'animal et l'homme pour que nous jugions beau l'animal. Mais il ne faut pas de *ressemblance*. Car alors nous songeons à la forme humaine en regardant l'animal et notre amour-propre nous fait estimer que l'animal ne nous ressemble pas assez, qu'il nous imite sans réussir, et non seulement, pour cette cause, il nous paraît laid, mais encore ridicule. Le singe nous semble laid parce qu'il nous suggère l'idée d'un homme laid. Le cochon, avec son gros ventre, ses pattes courtes, ses chairs roses, les yeux que vous savez, nous rappelle invinciblement le type d'homme le plus horrible de tous les types d'homme que nous connaissions. Et on en veut au cochon d'être l'image d'un homme si déplaisant. Ce n'est pas sa faute.

Oui, la formule est bien celle-ci : l'animal paraît beau à l'homme quand il est assez rapproché et assez éloigné du type humain pour en rappeler certaines qualités très en honneur, mais sans en réveiller l'image.

M. Herckenrath a soulevé aussi (pour la millième fois) la question de savoir pourquoi, seuls, les sens de la vue et de l'ouïe donnent l'idée de la beauté, pourquoi l'on ne dit point une belle odeur, une belle saveur, un beau poli, etc.

Comme fait, ce n'est pas tout à fait vrai. Les Allemands disent : « *Es schmeckt schön* », cette saveur est belle ; et peut-être n'est-ce pas une simple acception figurée du mot *schön*, une simple impropriété. Si un poète décadent risquait demain cette hardiesse : « La belle odeur des bois », seriez-vous très choqué ? La senteur que nous percevons, sans les voir, des forêts prochaines, n'éveille-telle pas en nous des idées de beauté? — C'est indirect, direz-vous. Ce n'est pas la senteur que est belle, c'est l'image visuelle que la senteur a éveillée en notre esprit. — Sans doute, sans doute ; mais cela se confond un peu. De même le sculpteur devenu aveugle qui promène avec ravissement ses mains sur le torse d'un antique dira certainement : « Un beau toucher ». Même objection que tout à l'heure, et même réplique de ma part. Supposez un aveugle-né, doué du sens artiste ; il caressera de même un morceau de sculpture et ce sera bien sa sensation de tact qui sera belle. Inutile de supposer un aveugle. Le sculpteur de Maupassant, dans *Notre cœur*, caresse la statuette de ses fortes mains autant, plus que de ses regards, et ce sculpteur est vrai. Il est absolument vrai. Vous l'avez rencontré dix fois.

Cependant il est certain, en gros, que seules les sensations de la vie et de l'ouïe sont qualifiées belles ou laides et que celles du goût, de l'odorat et du tact sont qualifiées seulement d'agréables ou de désagréables. Pourquoi ? très probablement parce que ces dernières sont simples et que les autres sont composées. Le beau est dans notre esprit le résultat d'une combinaison, d'une coordination, rapide et instinctive, mais encore d'une coordination. Une note n'est pas belle ; c'est une phrase musicale qui est belle. Une tache n'est pas belle, c'est une combinaison de couleurs, une phrase de couleurs, qui est belle. Quand nous disons d'une couleur qu'elle est belle, nous voulons dire sans doute qu'elle ferait dans une combinaison de taches, dans un tableau, que nous rêvons inconsciemment, un très bel effet. Du moins c'est comme cela que je comprends le mot quand je l'emploie dans ce cas.

Les enfants, à la vérité, trouvent beau un son simple, belle une note unique, belle une couleur non combinée avec d'autres. Mais précisément c'est qu'ils confondent encore le *beau* avec l'*agréable*, que l'on sait assez, comme, du reste, toutes les langues le prouvent, que nous distinguons très soigneusement.

Voilà l'explication courante, que M. Herckenrath reprend et met en lumière par un développement assez heureux, quoique trop bref. Il me reste des doutes. Je réfléchirai là-dessus. Vous aussi. Je n'écris pas pour autre chose que pour donner à réfléchir.

Les articles de M. Herckenrath relatifs à la morale sont intéressants aussi. Il étudie surtout dans ce livre l'évolution des conceptions morales, et particulièrement la morale considérée comme un produit de la société. Du reste, la morale pour M. Herckenrath n'est pas autre chose que le produit de la société, que « la résultante des exigences sociales ». Ainsi point de vertu dans une île déserte. L'individu qui y est jeté sans espoir de la quitter y peut faire ce qu'il veut.

Le point de vue est un peu étroit. Il me semble que l'individu jeté dans une île déserte a des devoirs envers les animaux et même envers les plantes. Il a le devoir d'humanité. Il doit comprendre ou sentir qu'il ne doit déranger l'ordre établi autour de lui qu'autant qu'il le faut pour qu'il y subsiste, et que, s'il ne se fait pas cette obligation, il est une force mauvaise. Il a, en un mot, des devoirs envers l'univers. — Ajoutons qu'il en a envers lui-même. Je tiens que les devoirs envers soi-même ne sont nullement *tous* conditionnés par la société dans laquelle nous vivons. Car nous vivons dans une société. Soit. Mais nous sommes une société nous-même, qu'il s'agit de gouverner selon la raison, et c'est un devoir. Nous

sommes le pouvoir législatif de la société d'appétits, de désirs, de besoins, d'idées et de passions qui est nous-même. Notre devoir est de la bien régir, de l'empêcher de tomber en faillite ou de précipiter dans la mort. Même tout seul l'homme a des devoirs. Je reconnais qu'il n'en a pas beaucoup; mais il en a. La morale n'est pas *seulement* la résultante des exigences sociales.

Cette petite réserve faite, je suis pleinement avec M. Herckenrath et je le suis avec plaisir dans ses expositions. Il en a une sur *la pudeur* qui est bien amusante et qui est illustrée d'une citation de Multatuli extrêmement spirituelle. Multatuli est, paraît-il (excusez mon ignorance), un « grand écrivain hollandais » et ce que M. Herckenrath cite de lui est tiré d'un livre intitulé *Dialogues japonais*. Le morceau est un peu long; mais je le rapporte presque tout entier nonobstant. Au XVIIe siècle, au XVIIIe, le critique n'était pas toujours en scène. Son texte ne formait guère que le tiers de sa *copie;* le reste était en extraits. On ne disait pas *analyser* un livre, on disait *extraire* un livre. C'était modeste et utile. Il faut revenir un peu de ces habitudes-là :

Au début, ô Kami, tous les enfants étaient naturels et personne ne songeait à mépriser une jeune fille parce qu'elle était mère. C'est comme si on avait blâmé le bouton de rose de s'être transformé en fleur.

Cette coutume subsista jusqu'à ce que la nourriture devînt moins abondante. On fit comprendre aux jeunes filles qu'elles auraient désormais à pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs enfants.

Ce qui les amena peu à peu à s'informer à l'avance si le candidat à la paternité possédait quelque avoir, quelque boutique bien achalandée.

Beaucoup d'entre eux s'en vantèrent, et quelques-uns disaient vrai. Mais il y en eut quelques-uns, ô Kami, qui, une fois l'enfant né, ne s'en occupèrent point, contrairement à la parole donnée. Ils faisaient les étonnés quand telle jeune femme les invitait à partager les soins de la parenté.

Pour prévenir un démenti si fâcheux, on décréta que, désormais, lorsqu'une union serait conclue entre deux personnes celui qui prétendait devenir père devait en faire la déclaration devant témoins. Ceci, ô Kami, n'était point mauvais. Surtout c'était nécessaire...

On peut voir qu'en Amérique il y a soixante ans la chasteté, dans le sens que lui donne notre civilisation famélique, n'était pas connue encore. Aucune imprudence — ainsi parle un chef indien — ne peut bannir une femme du toit de ses pères; le nombre de ses enfants n'y fait rien; elle est toujours la bienvenue et la marmite est toujours sur le feu pour les nourrir.

Voyez-vous, Kami, toute la pudeur et la chasteté sont dans cette marmite. Otez-la; et vous verrez les parents forger un mot qui signifiera un anathème contre la jeune fille qui apportera un enfant sans père enregistré.

Le morceau est bien joli. Sans cynisme, sans outrance de paradoxe et très vrai au fond, il a l'air d'une page du *Supplément au voyage de Bougainville* qui resterait dans les limites des convenances. On a de l'*humour* en Hollande.

M. Herckenrath touche ailleurs un point auquel j'aurais voulu qu'il donnât toute son importance. Il est capital. C'est la question de la *méchanceté*. Rien n'est plus inexplicable que ce sentiment singulier. La haine se comprend très bien. C'est un sentiment de répulsion et c'est un désir de destruction à l'égard de celui qui nous fait du mal ou de qui l'on en craint. C'est l'égoïsme pur et simple. Mais la méchanceté n'est pas cela. C'est le plaisir que l'on prend à faire souffrir pour faire souffrir. Comment l'infliction d'un mal à un semblable peut-il être une source de plaisir? C'est inexplicable.

Essayez d'expliquer. Direz-vous que ce plaisir naît du sentiment de la supériorité qu'atteste, de vous sur celui qui souffre, la vue de ses souffrances? Ce n'est pas mal. Est-ce bien vrai? Vous sentez-vous si supérieur quand vous faites du mal? Cette idée, si elle naît, ne se détruit-elle pas aussitôt qu'elle naît et parce qu'elle naît? Ne suffit-il pas qu'elle vous vienne pour que vous disiez tout de suite : « Eh! non! je ne suis pas son supérieur. Ce serait plutôt le contraire. Ce doit être parce qu'il est mon supérieur que je cherche à le faire souffrir; et, par conséquent, l'essayer proclame non ma supériorité, mais la sienne. »

Ce n'est donc pas cela. Qu'est-ce donc? Ça a l'air d'être irréductible.

Remarquez que, de toutes les bêtes, l'homme seul est une méchante bête. Aucun animal n'est méchant. Aucun animal ne fait souffrir pour faire souffrir. Non pas même l'animal abominable, c'est le chat que je veux dire — chacun a ses antipathies; je fais mes excuses à qui de droit — n'est méchant de façon certaine. Il n'est pas prouvé qu'il *joue* avec la souris par méchanceté. Ce n'est que probable. Aucun animal n'est méchant. L'homme seul l'est.

Et rien n'est plus répandu que la méchanceté, sans qu'il y paraisse. Y a-t-il beaucoup d'hommes — femmes comprises — qui ne soient pas *taquins*? Eh bien, la taquinerie est une méchanceté, très nette, très forte même, très intense. C'est la méchanceté de ceux qui ne peuvent pas faire couler le sang. — La délation, la lettre anonyme prévenant le mari, sans qu'il y ait aucun intérêt à le faire; c'est une méchanceté, *un désir gratuit qu'il se produise un malheur*. Or est-ce assez répandu? Presque tous les hommes sont méchants. Pourquoi?

Je déclare que je trouve cela absolument sans explication. M. Heckenrath en propose une : « Il faut supposer que nous avons affaire à un penchant qui est sorti de ses limites primitives. A l'origine l'homme était une bête de proie : ses dents et son appareil

digestif le prouvent. Il a été anthropophage ; cela est prouvé par les ossements qu'on a trouvés dans les cavernes. Il est tout naturel qu'il ait ressenti du plaisir à abattre ses victimes et à les dévorer... »

Et de là viendrait la méchanceté humaine. La taquinerie serait une anthropophagie adoucie. C'est très possible. Je ne sais trop, cependant. Puisque les bêtes de proie ne sont pas méchantes — elles ne le sont nullement — comment la méchanceté humaine serait-elle un reste, un legs de l'homme-bête de proie? L'homme de proie faisait comme les bêtes de proie actuelles. Il éprouvait du plaisir à manger, non à tuer, non à faire souffrir. Ce n'est donc pas cela. Qu'est-ce donc? Je n'en sais rien. C'est irréductible. C'est un instinct spécifique. C'est en nous parce que ça y est. Ça nous distingue des autres bêtes. La méchanceté est un privilège de l'humanité. Nous en avons quelques-uns comme cela. Nous pouvons nous enorgueillir.

ÉMILE FAGUET.

PARLEZ-EN A LA TANTE

[illegible]

NICOLÒ *est un jeune homme un peu âgé qui a déjà fait son service militaire. C'est un bon diable au fond. Il est en chapeau de paille et en complet gris clair. Il vient du jardin, donne un coup d'œil à l'intérieur, se passe une main dans les cheveux et pousse un soupir d'ennui :*

M'y voici. Le cœur me bat comme s'il allait éclater. J'ai peur d'avoir fait une fausse démarche. Bah! j'ai encore le temps de me repentir et dans ce cas je prendrai la porte. (*Il s'étend sur un divan.*) Bien sûr, Nicolò, si tu ne te décides pas aujourd'hui, tu mourras en odeur de célibat. Non, non, il est temps de prendre cette femme bénie. Voyons. (*Il va se regarder dans la glace.*) Tu es arrivé à un âge où le fruit tombe à terre et pourrit si l'on a négligé de le cueillir. Tu n'es pas contrefait, non, non. (*Se frisant les moustaches.*) Tu peux passer encore pour un jeune homme vigoureux mais... çà et là on commence à voir quelques cheveux moins noirs que les autres. Parfois le matin tu as la figure d'un homme qui a mal dormi. (*Parlant à son image dans la glace.*) Pour sûr, monsieur Nicolò, cette vie de côté et d'autre dans les restaurants, les cafés, les clubs, en compagnie de garçons comme vous, n'est pas une existence qui vous convienne. Vous digérez mal, vous dormez mal, vous devenez de plus en plus grognon, capricieux, difficile à contenter, et à la longue vous finirez par faire une sottise. Qui ne se marie pas au bon moment finit par épouser la mort, à moins qu'il n'épouse sa servante. (*Il revient s'asseoir.*) Ma sœur Giacomina, qui depuis longtemps s'intéresse à moi, m'a dit la semaine passée : « Nicolò, il y a une jeune fille qui te convient, ou plutôt il y en a deux, les sœurs Bellini, deux charmantes créatures : l'une de vingt-trois ans, l'autre de vingt-quatre, pas trop jeunes, mais aussi pas trop âgées ; un peu malheureuses dans leur famille, mais bonnes, belles et avec un peu de fortune. Tu n'as qu'à choisir. Elles vivent à Incirano avec une tante qui leur sert de mère, car les pauvrettes ont perdu leurs parents et n'ont, pour ainsi dire, personne au monde. A ce point de vue, tu feras presque acte de charité. Va en mon nom chercher la tante, remets-toi entre ses mains et laisse faire la Providence. »

Et me voici. Je vais les voir et choisir entre elles deux... (*Il voit sur la table quelques portraits dans des cadres.*) Peut-être est-ce là leur portrait. Celle-ci est mignonne avec son profil grec et sa coiffure à la Niobé ; peut-être est-ce celle qui a vingt-trois ans.

Mais aussi celle de vingt-quatre ans n'est pas mal Peut-être l'une est-elle blonde et l'autre brune. Qui me conseillera? Le blond est plus romantique, plus... symbolique... trop Suède et Norvège. Le brun est presque toujours le signe d'un caractère ardent, jaloux... trop Espagne ou Portugal. Que dit ton cœur, Nicolò? Vingt-trois ou vingt-quatre? (*Il pèse les deux portraits dans ses mains.*) Nous suivrons le conseil de la tante, qui avec son expérience saura guider un pauvre homme toujours incertain dans le chemin de la vie. (*En montrant un grand portrait.*) Sans doute cette vieille coiffe est la tante aux bons conseils. Elle connaît les deux jeunes filles et elle saura me dire celle des deux qui a le plus de dispositions pour le septième sacrement. Pour moi, je comprends que, si je devais choisir, je finirais comme l'âne qui placé entre deux bottes de foin, s'est laissé mourir de faim. Vite, voici quelqu'un qui vient. (*Il se lève, fait rapidement sa toilette devant la glace.*) Peut-être est-ce la vieille tante. Courage, allons, du cœur! Tu as été à Custozza, nom d'un obus! et tu aurais peur d'une vieille coiffe!

TERESITA, *une jeune veuve encore sympathique, vêtue avec une grande simplicité, mais avec bon goût. Elle fait un salut à Nicolò qui reste un moment embarrassé.*

TERESITA. — Monsieur...

NICOLÒ. — Madame...

TERESITA. — Vous avez à me parler?

NICOLÒ. — Oui, Madame... c'est-à-dire... Ma sœur Giacomina m'a dit de demander à la tante de ces demoiselles, la vieille tante, oui, Madame...

TERESITA. — C'est moi qui suis la tante de ces demoiselles.

NICOLÒ, *surpris.* — Ah! c'est vous qui servez de

mère à ces deux orphelines... (*En s'approchant il reconnaît une ancienne amie.*) Oh! mais pardonnez-moi : nous nous connaissons. Ah! qui l'aurait dit après tant d'années! Mais vous êtes Mme Teresita...

TERESITA, *faisant semblant de tomber des nues.* — Et vous, vous êtes M. Nicolò... Voyez quel hasard! Mais vous êtes devenu si gros...

NICOLÒ, *riant avec un peu de confusion.* — Je croyais que vous alliez dire si vieux.

TERESITA, *d'un air aimable.* — Nous avons vécu l'un et l'autre. Quel hasard!

NICOLÒ. — Oh! oui, c'est un hasard..... (*Ils sont embarrassés tous les deux un moment.*) Je croyais que la tante était une dame âgée, en coiffe.

TERESITA. — La coiffe viendra... elle est en route. Mais je vous en prie, asseyez-vous, monsieur Nicolò. (*Elle lui montre un siège et s'assied la première.*)

NICOLÒ, *répétant machinalement.* — Quel hasard! *Il prend un siège et s'y appuie sans s'asseoir.* Mais depuis combien de temps avons-nous cessé de nous voir?

TERESITA. — Oh! il y a bien longtemps! A quelle circonstance dois-je attribuer l'honneur de votre visite?

NICOLÒ, *jouant avec la chaise qu'il fait tourner sous sa main.* — Ma sœur Giacomina m'a dit : Va à Incirano, cherche la tante de mesdemoiselles Bellini et expose-lui ton cas.

TERESITA. — Et quel est votre cas?

NICOLÒ. — Mon cas est, pour ainsi dire, un cas de conscience, mais à présent je ne sais pas si je dois vous en parler.

TERESITA. — Pourquoi ne devez-vous pas en parler?

NICOLÒ, *faisant tourner la chaise encore plus fort.* — Parce que... je... (*Il rit d'un air joyeux.*) Parce que je croyais que la tante avait une coiffe.

TERESITA *rit, elle aussi, en se renversant sur son fauteuil.* — Alors, c'est à la coiffe que vous désirez parler?

NICOLÒ. — Non, soyez bonne; je vais vous dire mon cas. Mais il est certain que si j'avais pensé vous trouver ici au lieu de la coiffe... (*Il rit*) je ne serais pas venu.

TERESITA, *un peu offensée.* — Je ne mérite donc pas votre confiance?

NICOLÒ. — Vous la méritez complètement, mais mon cas est de ceux qui ont besoin de beaucoup d'indulgence.

TERESITA. — Alors asseyez-vous.

NICOLÒ, *s'asseyant sur le bord de la chaise.* — Dites-moi, comment vous trouvez-vous ici servant de mère à ces demoiselles?

TERESITA. — Une suite de circonstances douloureuses. Oh! si vous saviez combien de malheurs!... Après la mort des parents de ces pauvres filles, j'ai pensé que je pouvais être utile dans cette maison.

NICOLÒ, *hésitant.* — Excusez-moi... N'avez-vous pas épousé ce marquis?

TERESITA, *très réservée.* — Oui.

NICOLÒ. — Et votre mari?

TERESITA. — Il est mort.

NICOLÒ, *avec une certaine surprise.* — Ah! il est mort, lui aussi?

TERESITA. — Un duel à Paris.

NICOLÒ. — Un duel à Paris... diable, diable!

TERESITA, *après un court silence.* — Mais ne parlons pas des morts, ce qui est passé est passé.

NICOLÒ, *absorbé dans ses pensées.* — Oh! très bien, très bien.

TERESITA. — Quoi?

NICOLÒ, *il se reprend, devient sérieux et se lève.* — Je regrette d'avoir réveillé ces souvenirs douloureux. Excusez-moi. (*Se disposant à prendre congé.*) Pardonnez-moi.

TERESITA, *restant assise.* — Mais que faites-vous? Vous ne m'avez pas encore dit le but de votre visite.

NICOLÒ. — C'est vrai; mais je ne sais vraiment pas si ma visite avait un but. Giacomina aurait dû m'avertir de tout cela.

TERESITA, *d'un ton presque maternel.* — Eh bien, asseyez-vous. Giacomina m'a tout écrit. Vous êtes venu à Incirano dans un but très louable et très honnête. Vous voulez vous marier.

NICOLÒ, *affectant une certaine assurance.* — Oui, je veux me marier.

TERESITA, *riant.* — Très bien, très bien.

NICOLÒ, *un peu mortifié.* — Et en quoi est-ce bien?

TERESITA. — C'est bien que M. Nicolò veuille enfin prendre femme. (*Elle rit.*)

NICOLÒ. — Ne riez pas, vous me feriez perdre courage.

TERESITA. — M. Nicolò a pensé un peu à nous.

NICOLÒ, *d'un air de reproche.* — Et à qui la faute?

TERESITA. — A qui?

NICOLÒ. — Ah! Teresita, on ne devrait pas se rappeler certaines choses. (*Il frappe nerveusement son chapeau avec sa canne.*)

TERESITA, *gravement.* — C'est vrai.

NICOLÒ. — Et l'on devrait d'autant moins en rire.

TERESITA, *soupirant.* — On rit quand on a fini de pleurer.

NICOLÒ, *avec une pointe d'ironie.* — Heureuse celle qui a fini! — Les dames oublient facilement.

TERESITA. — On oublie pour ne pas haïr.

NICOLÒ. — Je n'ai pas mérité votre haine. (*Avec un léger ton de sarcasme.*) Tout au moins la femme qui

épousait le marquis de San Luca a dû trouver dans le faste de son blason quelque adoucissement à ses douleurs.

TERESITA, *offensée.* — Nicolò, ne dites pas ces paroles qui offensent une femme qui a été trop malheureuse. Vous savez ce qui s'est passé. Mon mariage a été pour moi une de ces nécessités que seul le cœur d'une femme sait comprendre. Vous savez que mon père était ruiné, que le déshonneur et la faillite menaçaient notre maison, que seul un riche mariage pouvait sauver du désespoir la vieillesse de mon père. Vous étiez alors un jeune homme sans fortune, incapable de vous mettre en ménage. Puis la guerre est venue et vous êtes parti.

NICOLÒ, *avec amertume.* — Et quand je revins de la guerre, j'appris que Teresita Morando était devenue la marquise de San Luca.

TERESITA, *avec un mouvement de reproche.* — Oui, et vous n'avez pas même pensé que j'avais pu faire cette démarche par un sentiment d'abnégation et de devoir. Vous avez cru seulement que Teresita Morando, jeune fille vaine, légère, désireuse de briller, enivrée de l'idée de mettre une couronne sur ses cartes de visite, avait oublié volontiers le pauvre lieutenant pour se jeter dans les bras d'un vieux noble flétri par les plaisirs. Vous n'avez pensé que cela et vous n'auriez pas été un homme si vous aviez pensé autrement. L'égoïste n'est pas obligé d'avoir pitié et de comprendre, et encore moins de pardonner.

NICOLÒ *se lève, reste un moment indécis, et murmure.* — Si vous saviez pourtant ce qu'a souffert cet égoïste !

TERESITA, *se levant aussi.* — Et cette ambitieuse ! Oh ! elle n'a peut-être pas souffert, non ? Enivrée par l'éclat de ses diamants, cette victime couronnée n'a jamais versé une larme... Pendant les trois années de son mariage avec ce malheureux boulevardier, elle a passé de triomphe en triomphe, enviée par toutes les misérables qui n'ont pas de couronne sur leur voiture... et un supplice dans le cœur... (*S'abandonnant à sa passion.*) Vous ne vous êtes plus occupé de moi, mais pour quel motif avez-vous tardé à renouer connaissance avec moi ? Vous avez facilement trouvé de douces compensations... (*S'arrêtant tout d'un coup comme par une espèce de remords, elle change de ton et reprend naturellement.*) Mais, que dis-je, grand Dieu ! Ce n'est pas le but de votre visite. A quoi sert de ressusciter des choses mortes ? Asseyons-nous, asseyez-vous, revenons à notre affaire. (*Comme troublée.*) Giacomina m'a écrit... Que m'a écrit cette bonne amie ? Que vous vouliez vous marier et qu'il est encore temps de vous décider. Elle a raison, elle sait que mes pauvres nièces sont de bonnes et braves filles et que je serais bien aise de les voir mariées ; mais asseyez-vous donc et parlez.

NICOLÒ, *d'un ton pathétique.* — Non, non, je n'ai plus rien à dire. Excusez-moi, Teresita, je ne suis plus digne de m'approcher d'une femme. (*Il fait quelques pas pour s'en aller.*)

TERESITA. — Ne soyez pas en colère pour ce que je vous ai dit. Je vous prie de me pardonner si je vous ai offensé. Asseyez-vous, causons. Acceptez du moins un verre de vin. (*Elle prend dans une armoire une carafe de cristal et offre un verre à Nicolò.*)

NICOLÒ, *essayant de refuser.* — Non, non, laissez-moi passer ; je ne mérite plus rien, ma vie est finie.

TERESITA. — Faut-il donc que je mette une vieille coiffe pour vous persuader de parler ? (*Nicolò accepte le verre.*) Si je vous ai offensé, pardonnez-moi. Vous avez, sans le vouloir, porté le fer sur une cicatrice et la douleur m'a fait crier. Mais à présent, c'est passé. Là. (*Elle le fait asseoir et s'assied aussi.*) Je veux vous aider, je veux vous conseiller, parce qu'au fond j'ai beaucoup d'estime pour vous.

NICOLÒ. — Et moi, au contraire, je ne me sens digne d'aucune estime. J'ai toujours cru que ce n'était pas la peine d'aimer une femme. J'ai atrocement souffert, mais non pas par compassion pour la victime couronnée. J'ai souffert seulement parce que mon orgueil était blessé. Vous aviez raison tout à l'heure, je suis un égoïste. Quand un homme n'est pas capable de comprendre, d'avoir pitié, de pardonner, il ne mérite plus qu'une femme daigne l'aimer. (*Il se retourne, un peu ému, vide d'un trait le verre, va le placer sur le buffet et se dispose à partir.*)

TERESITA, *se lève, un peu pensive.* — Permettez au moins que je vous présente les jeunes filles. Bien que sans coiffe, je sais exercer les devoirs de l'hospitalité. (*On entend une cloche dans le jardin.*) Voici, ce sont les jeunes filles avec la gouvernante.

NICOLÒ, *cherchant à s'enfuir.* — Non, non, je ne veux voir personne, je ne veux pas me laisser voir.

TERESITA. — Mettons-nous ici, derrière ce paravent. D'ici nous pourrons les voir sans être vus. (*Elle conduit Nicolò par la main jusqu'à la porte, derrière un paravent, et lui montre les jeunes filles qui traversent le jardin.*) Regardez la première, la blonde. Elle a vingt-deux ans, c'est un ange de bonté, pleine de sentiment ; elle se nomme Eugénie. L'autre, la brune Annette, a un caractère plus sérieux, elle a beaucoup d'esprit et est très bonne musicienne.

Nicolò serrant la main de Teresita et emporté par la passion dépose un baiser sur ses cheveux et reste comme foudroyé de son audace.

TERESITA *en s'enfuyant lui dit avec un profond accent de reproche mais sans colère :* Que faites-

vous?... (*Elle va s'asseoir et se cache la figure avec les mains.*)

Nicolò, *après être resté un moment immobile, s'approche doucement de Teresita et d'une voix soumise, pleine de notes tendres et passionnées, lui dit en se courbant près d'elle :*

Je n'ai connu qu'une femme dans ma vie, et c'est assez. La blonde, la brune, la sentimentale et la femme sensée, toutes les bontés et toutes les beautés d'une femme ont passé dans mon cœur le jour où vous y êtes entrée, Teresita. Vous y avez laissé un modèle si sublime qu'auprès de lui toutes les autres me semblent de pâles images. Qui aime bien une fois ne cesse pas d'aimer. Le destin n'a pas voulu que vous fussiez à moi, soit. J'ai bien fait de ne pas gâter mon idéal. Si Giacomina ne m'avait pas poussé ici, je ne serais jamais venu faire cette recherche comme un commis voyageur. C'est un crime de gaspiller un amour profond avec des amours artificielles, n'échangeons pas de l'or pur contre du papier... Adieu.

Teresita, *mécontente.* — Que devrais-je alors écrire à Giacomina? Que nous avons fait fiasco?

Nicolò. — Je lui écrirai, moi, si vous le permettez. Comme je ne retournerai pas chez elle avant la fin du mois ou peut-être plus tard, il est convenable que je lui envoie deux lignes. Si vous voulez bien me prêter une plume et du papier...

Teresita, *préparant le tout sur une table.* — Avez-vous le projet de voyager?

Nicolò *s'assied à la table et prend la plume.* — Oui, j'ai besoin de changer d'air. Je suis à moitié malade, je me sens vieux et triste. J'irai à Paris, moi aussi, à la recherche des distractions. (*Il écrit.*) « Chère Giacomina.

Teresita, *assise à part, a pris dans ses mains un ouvrage.* — Paris n'est pas une ville tout à fait convenable pour les gens malades. Vous avez besoin d'une bonne infirmière.

Nicolò. — « Chère Giacomina... » Aidez-moi à écrire cette lettre.

Teresita, *avec énergie, après avoir laissé son ouvrage.* — Écrivez sous ma dictée: « Chère Giacomina, comme je suis... un homme de peu de foi... » Écrivez, allons : « Je suis destiné à souffrir parce que je ne sais me décider à rien. » Avez-vous écrit? (*Elle se lève et se promène, un peu nerveuse.*)

Nicolò. — «... Me décider à rien... » J'ai écrit.

Teresita. — Point, à la ligne : « Je ne crois pas à la vertu des femmes. »

Nicolò. — Pardon, mais...

Teresita, *se laissant emporter par la passion.* — Non, non, vous devez écrire votre propre condamnation... Je ne crois pas... qu'une femme puisse avoir conservé pur son idéal... tandis que... (*En parlant directement à Nicolo qui laisse tomber la plume*) tandis qu'autour d'elle on marchande les affections et l'on commet les plus viles lâchetés. Je ne crois pas qu'une femme puisse survivre à sa douleur et à ses humiliations. Je ne crois pas qu'elle puisse encore conserver intact le trésor de ses affections et dédommager un homme de l'avoir chérie une fois.

Nicolò *serre les mains de Teresita, les porte à ses lèvres et s'agenouille devant elle.* — Ainsi donc tu m'aimes encore?

Teresita, *s'éveillant comme d'un songe.* — Que faites-vous? Je ne parlais pas de moi. Écrivez.

Nicolò. — Femme de peu de foi, pourquoi nous tromper encore?

Teresita. — Je parlais de ces pauvres orphelines.

Nicolò. — Elles ont besoin d'un père. Écrivez à votre tour, je dicterai. (*Il la fait asseoir à sa place.*)

Teresita, *résistant.* — Nicolò, qu'ai-je dit? Vous n'êtes pas venu ici pour moi.

Nicolò. — Écrivez : « Chère Giacomina... »

Teresita *écrit malgré elle.*

Nicolò *dictant.* — « Ni...co...lò m'ai...me — point et virgule. — J'aime Nicolò. Alors c'est tout. Et Teresita ne dit pas non. Et la chère petite tante sous la coiffe se laissera finalement embrasser par un vieux garçon qui l'aime depuis dix ans. »

Teresita. — En la haïssant.

Nicolò. — Oui, l'amour, pour résister au temps, a besoin — comme l'or, de l'alliage — d'être mélangé avec un peu de haine et de jalousie. Oui, je t'ai détestée, je te déteste parce que je t'aime.

Teresita. — Vite! voici les jeunes filles. (*Elle se lève un peu craintive et ajoute d'une voix suppliante :*) Vous allez vous remettre en route.

Nicolò. — Bien sûr, il faut que je coure avertir Giacomina de cette nouvelle. Je la ferai venir ici.

Teresita. — Ici, non; il y a trop de jeunes filles. J'irai chez elle. Mon Dieu! que diront ces pauvres filles? Moi qui devrais penser à leur avenir, tandis que... Je suis vraiment une belle tante. Mais ne suis-je pas devenue vieille, Nicolò? (*Elle va se regarder dans la glace.*) Ne suis-je pas maigre et le chagrin ne m'a-t-il pas vieillie? Est-ce que je ne mérite pas une coiffe? Que dira le monde?

Nicolò, *riant et passant son bras sous le sien.* — Le monde dira qu'un vieil amour ne fait pas vieillir et que le meilleur moyen pour prendre une femme c'est d'en parler à la tante.

Émilio de Marchi.

(Traduit de l'italien par E. Gabnault.)

L'ANARCHIE LITTÉRAIRE [1]

L'étude de la littérature contemporaine suggère deux opinions contradictoires mais également justifiées.

Si l'on examine les écrivains de notre époque, isolément, en essayant de se rendre compte de leur état d'âme, de saisir et de décrire leur psychologie, comme l'a fait, par exemple, M. Jules Lemaître, on est disposé à les juger avec bienveillance. On est frappé de leur originalité ; on admire leur complexité, leur variété, leur abondance. En piquant la curiosité du critique, en lui donnant par la singularité, voire même par l'obscurité de leurs tendances, l'occasion d'exercer et de prouver sa perspicacité, ils bénéficient de la satisfaction que lui cause l'honneur de les avoir devinés. On ne peut être sévère à un auteur qu'on a compris, et l'indulgence qu'on lui témoigne est une forme du contentement de soi-même.

Cette disposition sympathique n'est pas mauvaise. Pour être un homme de bonne volonté, le critique n'en sera pas moins clairvoyant. Dans un livre, il y a nécessairement quelque chose à louer, des qualités que le public n'apercevra pas, que l'auteur quelquefois ignore. Laisser un peu dans l'ombre ses défauts que le premier lecteur venu découvrira de lui-même, pour s'attacher à révéler ses qualités précieuses et moins apparentes, et définir l'homme par ce qu'il y a de meilleur dans son œuvre, c'est là une critique délicate, élégante, plus originale que l'éreintement, et qui n'est pas sans utilité ni sans justesse.

Mais ce n'est pas toute la critique : elle a un second mouvement. Au bout de quelques années de ce travail bibliographique morcelé auquel nous condamne le journal ou la revue, le moment vient où l'on se pose quelques questions inquiétantes : Quelle est l'orientation de la littérature actuelle ? Comment la caractériser ? Est-elle en progrès ou en décadence ? Quelle est son influence dans les autres littératures, son action civilisatrice dans le monde, etc. ? Alors, on est bien obligé de froncer le sourcil, en reconnaissant que, dans son ensemble, malgré de nombreux talents, la littérature d'aujourd'hui est dans un état qu'on peut formuler d'un mot : L'ANARCHIE.

On est comme un amateur de peintures qui vient de visiter un de nos Salons annuels. Il a loué séparément les tableaux qu'on lui désignait comme étant les meilleurs, les plus significatifs : « Pas mal, cette marine ! Gentil, cet intérieur ! Il y a quelque chose dans ce portrait ! » Rentré chez lui, l'amateur ne retrouve dans ses souvenirs qu'un chaos de couleurs. Et il conclut : « Il est très faible, ce Salon ».

C'est une impression analogue que donne notre littérature à l'heure présente. Prenez les œuvres à succès de ces dix dernières années, celles qui se laissent à peu près classer : vous aurez amassé devant vous une cinquantaine de volumes qui représenteront les courants d'idées les plus opposés, les formes de composition et de style les plus différentes, sans qu'il vous soit possible de décider quel est celui de ces courants, quelle est celle de ces formes qui l'emporte dans les préférences du public. Il y en a pour tous les goûts. Veut-on du naturalisme ? Il en reste encore, bien qu'on nous ait annoncé sa banqueroute à plusieurs reprises. Veut-on de l'idéalisme, de l'érotisme, et même du romantisme ? En voilà. Regrettez-vous le roman romanesque ? Mais nous avons des Sous-George Sand et des Sous-Feuillet. Aimez-vous le roman idéologique et ennuyeux ? Lisez Barrès. Cherchez-vous des romans honnêtes ? On en fait à la douzaine. Êtes-vous mystique ? Voici Huysmans, Mæterlinck, les néo-catholiques, avec des histoires de cathédrales gothiques, de Samaritaines converties et de Madeleine repentantes, des parfums d'encens, de lis et de poudre de riz. Êtes-vous voltairien, sceptique, dilettante ? On a inventé pour vous un *isme* nouveau : l'ironisme. Êtes-vous amateur de poésie ? Nous tenons aussi cet article, bien qu'il se vende peu. On vous a dit que le Parnasse était mort et que le symbolisme n'avait pas vécu : n'en croyez rien. Vous trouverez des vers et des poèmes de toutes les longueurs ; un seul poète vous fournira de rythmes libres et de rythmes réguliers, suivant le moment de son évolution, ou le degré de sa notoriété.

Ce que vous trouverez surtout dans tous les genres, ce sont des essais, des ébauches, des entreprises qui vont dans tous les sens, dans toutes les voies, qui retournent même en arrière, rebroussent chemin à travers les siècles, retapent les vieux succès tout en les méprisant. Et, dans cette confusion, qui est-ce qui prédomine, qui est-ce qui s'impose ? Le public prend tout, avale tout, approuve tout à la fois. Rien ne le montre mieux que ses engouements pour les écrivains étrangers. En dix ans, il a partagé son admiration entre Tolstoï, Ibsen, D'Annunzio, Fogazzaro. Or, Tolstoï est un ascète socialiste ; Ibsen, un individualiste forcené et mécontent ; D'Annunzio, un libertin artiste ; Fogazzaro, une âme profondément croyante. Mais qu'importent ces différences essentielles à des gens qui vont applaudir avec le même enthousiasme les « rosseries » du *Théâtre Libre* et les mystères de l'*Œuvre*, quitte à revenir saluer avec non moins d'enthousiasme le panache romantique de Cyrano de Bergerac. — Éclectisme, dira-t-on. — Non, anarchie du goût qui prend pour une distinc-

1. [illegible] titre à la librairie Perrin.

tion suprême sa versatilité, et pour une supériorité d'esprit, l'absence de discernement.

Mais ce n'est pas tout. Non seulement la littérature d'aujourd'hui est anarchique par la contradiction de ses tendances et de ses succès, mais encore chaque écrivain, en particulier, est livré à une sorte d'anarchie intérieure. Je parlais tout à l'heure des écrivains qui se laissent à peu près classer. A vrai dire, il n'y en a guère. Prenez, par exemple, les critiques. Il semble que leur fonction de directeurs, leur position d'arbitres doit les contraindre à se faire quelques règles sûres d'appréciation, et, ces règles une fois trouvées, à y rester fidèles. Il n'en est rien. En critique comme en art, la versatilité est considérée comme une élégance, la marque d'un esprit fin qui a horreur du pédantisme. Je ne connais qu'un très petit nombre de critiques qui aient le courage d'avoir des principes et de braver l'accusation d'étroitesse et de stupidité : parmi eux, il est juste de nommer M. Brunetière et M. Doumic. Quant à ceux qui pullulent dans la plupart des journaux et des revues, ce sont en général des amis ou des ennemis personnels des écrivains dont ils louent ou éreintent les livres, sans toujours les lire, au gré de leur sympathie ou de leur hostilité, et vous pouvez penser ce que devient la critique dans ces conditions.

Si les juges abusent ainsi du droit de se contredire et de se moquer du public, il ne faut pas s'étonner que les écrivains s'accordent ce droit sans scrupule. Sous prétexte d'évoluer, ils passent leur vie à se renier. Vous rappelez-vous les aveux satisfaits de Renan, qui est en grande partie le père de l'anarchie intellectuelle de notre temps, quand il raconte, dans ses *Souvenirs de Jeunesse*, les antithèses de sa nature ? « Une de mes moitiés, écrit-il, devait être occupée à démolir l'autre, comme cet animal fabuleux de Ctésias qui se mangeait les pattes sans s'en douter. C'est ce que ce grand observateur, Challemel-Lacour, a dit excellemment : « Il pense comme un homme, il sent comme une femme, il agit comme un enfant. » Je ne m'en plains pas, puisque cette constitution morale m'a procuré les plus vives jouissances intellectuelles qu'on puisse goûter. »

La plupart des écrivains actuels pourraient en dire autant. Eux aussi se mangent les pattes sans s'en douter. Il n'est pas nécessaire de passer de l'un à l'autre pour parcourir tous les systèmes d'idées dont l'opposition constitue l'anarchie littéraire. Chacun les résume en soi. On nous a parlé d'une renaissance de l'idéalisme : mais connaissez-vous un idéaliste qui ne soit pas un peu épicurien ? Et que sont devenus les néo-chrétiens, sinon les décadents du christianisme pour qui le mysticisme n'est qu'une forme de la sensualité ? Il en est aussi qui trouvent le moyen d'être, tout à la fois, les disciples de Renan et de Léon XIII, qui associent de la plus singulière façon le scepticisme et l'orthodoxie. Par contre, à l'inverse, vous verrez des réalistes, de farouches libres-penseurs, des adorateurs de la science, des théoriciens de l'universel déterminisme se muer tout à coup en idéalistes visionnaires épris de justice et de charité sociales. N'est-ce pas le cas de M. Zola dans *Paris* ?

Mais je n'ai pas besoin de multiplier les exemples. Personne n'osera soutenir que notre littérature présente un tableau bien ordonné de tendances nettement définies, qu'il y a une école nouvelle destinée à remplacer les anciennes, des génies naissants tout prêts à illustrer le commencement du xxe siècle. Ne prononçons pas, si vous le voulez, le mot de décadence, mais l'anarchie est évidente.

Elle est logique aussi. Elle a ses causes dont les deux principales sont : la *rupture avec la tradition* et l'*individualisme*.

La tradition est une force, une lumière, un enseignement. Elle est le dépôt des facultés les plus profondes d'une race. Elle assure la solidarité intellectuelle des générations à travers le temps. Elle distingue la civilisation de la barbarie. On ne veut plus de ses services, on méprise ses enseignements. On injurie, on ignore les maîtres, et, chose curieuse, au même moment, on se jette dans l'imitation des étrangers. Mais, à les imiter, on perd ses qualités naturelles, et l'on ne parvient qu'à se donner leurs défauts. On fait du mauvais Ibsen, du faux Tolstoï, et l'on écrit un peu plus mal encore que Maurice Mæterlinck. On a cessé d'être clair comme un bon Français, pour essayer d'être profond comme un Norvégien, ou sentimental comme un Russe : on n'a réussi qu'à être obscur et ennuyeux, et, sous prétexte de faire entrer dans notre littérature plus de vie et de beauté, on a composé des livres qui, manquant de l'une et de l'autre, manquaient aussi des vieilles qualités nationales de mouvement, d'ordre et de bon sens.

A cette cause, ajoutez-en une autre : un individualisme excessif. Ayant fait table rase de toutes les gloires antérieures, l'homme de lettres s'est imaginé qu'il n'avait qu'à exprimer son « moi » pour écrire des chefs-d'œuvre. Or le « moi » des écrivains ressemble fort au « moi » du commun des mortels. Il a été formé à la même école ; il a subi le même dualisme pédagogique. L'éducation qu'on lui a donnée est essentiellement anarchique : elle est faite de vieux lambeaux de christianisme cousus aux défroques usées du positivisme, et mêle plaisamment la morale altruiste à celle de l'intérêt bien entendu, les leçons de l'Évangile à celles de Darwin, le culte de l'humanité et le culte du « moi ». Joignez-y l'éducation amoureuse très variée que tout artiste crut de-

voir se donner à lui-même entre dix-huit et trente ans, et vous aurez un « moi » des plus désordonnés d'où il n'est pas étonnant que sorte une œuvre essentiellement inconsistante. De là, chez plusieurs, la perte de ce « sens humain », de ce goût des idées générales et généreuses qui avaient fait, dans le passé, la grandeur et l'influence européenne de notre littérature.

Le mal est-il sans remède? L'anarchie littéraire est-elle un signe de décrépitude et d'impuissance? Non, sans doute. Une page de M. Doumic me rassure complètement. Il nous rappelle, dans une de ses études, que les premières années du XVIIe siècle présentèrent les mêmes symptômes de malaise que ceux que nous relevons aujourd'hui parmi nous. Obscurité, affectation, engouement pour la littérature espagnole et italienne, mauvais goût triomphant au théâtre avec Hardy, dans la poésie avec Scarron, mélange d'érotisme cynique et d'effusions pieuses chez les poètes, cabarets artistiques où accourait une bohème débraillée qui avait ses Verlaine et ses Bruant, ce sont des traits d'anarchie semblables à ceux de notre époque qu'on pourrait retrouver à l'aurore du Grand Siècle, le plus raisonnable et le plus glorieux de tous. « C'est donc, faut-il ajouter avec M. Doumic, que dans les lettres comme ailleurs, une transformation ne va pas sans accident, que tout changement s'annonce par un bouleversement et qu'on ne bâtit que sur des ruines. Un courant littéraire se continue jusqu'au jour où l'idéal qui l'avait déterminé se trouve épuisé ; à partir de ce jour-là et jusqu'à ce qu'un autre idéal se soit imposé, il y a forcément une période où la littérature, comme affolée, va en tous les sens et le plus souvent à rebours du bon sens. »

Il n'y a donc pas lieu de se désespérer. Où donc ai-je lu que la littérature étant femme, on pouvait avec elle s'attendre à tout? La femme se déforme, pousse des cris, a des attaques de nerfs, des goûts bizarres et morbides. Va-t-elle devenir folle ou mourir? Point du tout. Un jour, dans une dernière convulsion, elle mettra au monde un gros garçon qui sera peut-être un grand homme. Notre anarchie est donc peut-être un enfantement. Espérons-le, mais n'y comptons pas trop, et, en attendant le génie qui viendra, essayons de réintégrer dans notre littérature, et tout d'abord dans la critique, un peu du vieux bon sens français.

CH. BRUNELIN.

VARIÉTÉS

Sur la plage.

Je me suis installé sur l'impériale de la diligence, près de la pyramide des malles, entre une miss hautaine et un prêtre soucieux ; et les aspects familiers du pays, blés ondulants, ajoncs hérissés, pommiers tordus, défilent lentement à ma droite et à ma gauche, pour la joie de mes yeux rafraichis.

La diligence ne va pas bien vite. Jean-Marie insulte, pour la forme, ses trois grands chevaux blancs et sales. Mais il les ménage et n'oublie pas de les laisser souffler, un bon temps, à toutes les portes où le gui traditionnel annonce le cidre nouveau.

Je descends, j'offre des bolées. Le prêtre et la miss me méprisent parce que je bois avec le peuple. A la troisième tournée, Jean-Marie affirme qu'il me reconnaît, qu'il m'a vu « comme ça », pas plus haut que la moitié du manche de son fouet, et me raconte son histoire.

Quand il est revenu du service — trois ans tout au long dans la cavalerie légère ! — ses frères, qui tiennent la ferme de Grand'Jean, lui ont déclaré qu'ils n'avaient plus de place pour lui ; la terre ne nourrit plus son homme : « Alors, comme je connais les chevaux, je me suis dit que j'entrerais dans le roulage. Et je ne m'en repens point, à c'l'heure ! » Jean-Marie fait claquer sa langue. « J'en bois tant que je veux, et encore, j'en mets de côté. C'est qu'il y en a du monde, et du beau monde, à rouler par ici. — Il y a quelque temps, à ce que vous dites, que vous n'êtes revenu par Saint-Florent ! Hé bien ! vous allez en voir, du nouveau ! C'est là que ça grouille sur la plage : comme les crabes derrière le Rosel ! » — Diable !

Jean-Marie n'avait pas menti. On m'a changé Saint-Florent.

Un paisible village autrefois, assoupi au fond d'une vallée silencieuse. Dans ses plus belles maisons, connues à leurs toits d'ardoise, quelques baigneurs, toujours les mêmes, revenaient aux mois chauds. Pour leur arrivée, on avait lavé et relavé les planchers de la grande chambre, épousseté les étagères de bois ouvragé, les daguerréotypes, les coquillages où la mer gronde, et, dans les allées des jardinets modestes, renouvelé le gravier bleu. Les étrangers se reposaient là sans façons, fraternisant bientôt avec les indigènes.

Mais aujourd'hui les baigneurs sont une race à part, pour qui l'on a dressé, tout le long de la dune, des abris de formes étranges : toits pointus et cré-

neaux, windows et terrasses, crépis roses et briques vernissées — les maçons du pays n'y comprennent plus rien. Un ingénieur a passé par là. M. Foliquet, homme célèbre par plusieurs inventions avortées, s'est mis en tête, me dit-on, de « lancer la plage ». Il ne manque jamais de l'appeler, le plus souvent qu'il peut, « le joyau de la Côte d'émeraude ». C'est par ses soins qu'elle est semée de villas multicolores. Grâce à lui, les falaises sont ceinturées de routes carrossables, les dunes soutenues par des remblais, les rochers prolongés par des quais, la nature tout entière revue et corrigée.

Il s'y ruinera, sans doute; mais il aura du moins goûté le plaisir de bouleverser un coin de la terre.

***

M. Foliquet a beau faire. Saint-Florent n'est pas encore un second Dinard. C'est la plage des familles. Elle m'est apparue, ce matin, dans la splendeur de sa fonction sociale.

Sur son sable complaisant, entre ses falaises civilisées, de grands parapluies blancs et roses sont plantés, comme d'énormes champignons; des tentes clapotent doucement à la brise. Les mamans tricotent et parlotent, assises en rond, sur des pliants dont les pieds disparaissent. Des hommes sont vautrés, le dos au soleil, montrant, entre la culotte et le gilet, la chemise qui bouffe.

Le peuple des enfants, qui n'estime pas encore les joies du repos, s'agite sans relâche entre la dune et la mer. Des collégiens — douze ans — lancent des galets aussi loin qu'ils peuvent pour se faire admirer, déjà, de leurs cousines. Les « dix ans » construisent des fortifications compliquées, imaginent des batailles, heurtent leurs pelles avec de grands cris. Des « cinq ans » font des pâtés. Les plus petits, encore incapables de donner des formes précises à leurs œuvres, se contentent d'entasser du sable sur leurs pieds, avec des airs méditatifs.

Et l'on dirait que la mer, nourrice pacifique, leur sourit largement par ses lèvres d'écume.

***

Grande marée aujourd'hui! Préparons nos havenets : on va pêcher les crevettes dans les herbiers du Rosel.

Autrefois le Rosel tenait à la terre. Les moines de Beauport, si riches que les deux tiers du pays leur payaient fermage, y menaient paître leurs troupeaux nombreux. Or, une nuit qu'au milieu des prés-salés un frère veillait, il songea, devant le lever des étoiles et le reflux de la mer, que c'était toujours, après tout, la même chose, et douta dans son cœur de la puissance de Dieu. La mauvaise pensée ne lui avait pas plutôt traversé l'esprit que la mer s'avançait en grondant, à droite et à gauche, et cerclait le Rosel de son écume.

Depuis ce temps, c'est seulement lorsqu'elle se retire très loin que l'on peut passer au Rosel à pied sec, par un « pont » de pierres rudes, chevelues de goémons glissants.

— Ce n'est pas encore le « bas de l'eau ». Et déjà les baigneurs, impatients, se pressent sur les premières pierres du pont. Des havenets de toutes formes se croisent dans l'air; tous les accoutrements se mêlent. Des élégantes ont revêtu le costume de bain brodé et les bas noirs, où les lacets des espadrilles dessinent des losanges. D'autres, plus simples, se contentent d'un caraco défraîchi et d'une culotte de toile. On s'interpelle, dans la joie du déguisement, on se pousse, on se défie. Un vieux magistrat, fier d'un suroît emprunté, brandit son filet avec des cris enfantins. — Et les pêcheuses du pays, soucieuses, assises en un groupe farouche, détestent ces Parisiens dont le brouhaha trouble l'eau, et va donner l'éveil au peuple inquiet des herbiers.

— Mais voici qu'elles s'ébranlent toutes ensemble. La tête cachée sous le mouchoir triangulaire, le lourd havenet sur l'épaule, le sac ou la hotte au côté, elles franchissent les pierres sans arrêt, de leurs jambes nues et nerveuses. Leur troupe a quelque chose de sauvage : on croirait qu'elles vont, d'un seul mouvement, jeter à la mer tous ces pêcheurs d'opérette.

Elles les ont vite dépassés. Elle se précipitent dans l'eau jusqu'à la ceinture, poussent lentement leur filet au milieu des goémons qui flottent, puis d'un effort de la hanche, elles le relèvent. — Et j'y vois déjà, claquant de grands coups de queue, bondir les crevettes surprises.

***

Parmi les hôtes de Saint-Florent, je flaire beaucoup d'universitaires, et de toutes les espèces.

L'universitaire vieux jeu porte les palmes académiques sur son veston de flanelle. Il cherche des coins à l'ombre pour relire Horace, et tout lui rappelle des vers latins. Il ne peut voir un bateau sur la mer sans s'écrier : *Suave mari magno*, ou : *Illi robur et æs triplex!*

Mais l'universitaire « nouveau jeu » fait tout ce qu'il peut pour oublier l'humanisme : « Soyons anglo-saxons! » — c'est Jules Lemaître qui l'a dit. J'admire tous les jours l'ardeur avec laquelle un jeune professeur de philosophie met ce précepte en pratique. Bicyclette et tennis, natation et canotage, il estime que rien de sportif ne doit lui être étranger.

Vains efforts : sous la tenue de l'élève sportsman le professeur passe le bout de l'oreille. Jusque dans sa façon de ramasser les balles, je sens l'œuvre de la réflexion et de l'impitoyable méthode.

*
* *

Le Parisien fait la richesse du pays. C'est un plaisir que de lui vendre sur place et sans « chipoter » les œufs et les poires, les canards et les dorades; grâce à lui, il roule plus d'or à Saint-Florent dans les trois mois d'été qu'en trois années autrefois. Mais le Parisien est détesté tout de même. Cette « vache à lait » est une bête noire.

Un agent voyer galant a chargé un cantonnier de balayer, pendant la saison, la route qui conduit à la grève. Mais le cantonnier balaie sans joie. Quand les belles dames viennent à passer, il envoie de la poussière, autant qu'il peut, sur leurs affutiaux. Les vieilles paysannes, assises dans l'embrasure des portes, laissent tomber les pois qu'elles écossent et lèvent au ciel leurs bras tremblants, quand elles voient les compagnies de cyclistes étourdis filer à toute allure. Les pâtres s'effarent devant ces étrangers qui, porteurs de boîtes mystérieuses, veulent les « tirer » à tout bout de champ. Dans l'imagination populaire M. Foliquet, qui appela sur le pays cette invasion de races singulières, devient une sorte de magicien perfide, responsable de la sécheresse des puits et de la clavelée des moutons.

N'a-t-il pas voulu, l'autre année, empêcher les fermiers d'aller chercher, sur la grève de Saint-Florent, les charretées de marne qui engraissent les terres? Cela abaisse, à ce qu'il raconte, le niveau de la plage, les galets vont affleurer, comme à Erquy, comme au Val-André; les étrangers ne reviendront plus. — Qu'ils aillent tous au diable! Plus nombreuses que jamais, les charrettes grinçantes, avec tous les chevaux de la ferme attelés à la queue-leu-leu, défilent à la barbe de M. Foliquet. Il use en vain de ses hautes influences. En vain il a fait déplacer, dit-on, des agents voyers, des ingénieurs, des préfets même. Le Parlement résiste. On n'interdira pas l'enlèvement de la marne à Saint-Florent : la marne est désormais une plate-forme électorale.

*
* *

Tout au bout de la grève, il y a un pensionnat d'Anglaises. Elles font ma joie, car, moins guindées que les Anglaises de Dinard, elles s'amusent avec une fougue admirable. Tout le matin on entend, de leur cours de tennis, le sourd claquement des balles sur les raquettes. A l'heure du bain, elles courent à la mer avec des longs « you, you! » et font des kilomètres à la nage. Puis elles se précipitent sur la pâtisserie, et du bout de leurs dents anglo-saxonnes, font deux bouchées de l'étalage. A la fête du pays, elles profitent des binious et des fanfares pour organiser, au milieu des indigènes étonnés, des farandoles tumultueuses. Et tout un troupeau de jeunes Français suit leurs frais corsages de batiste, blancs et roses.

Il se trouve des gens, sans doute, autour des cabines, pour critiquer les allures de nos Anglaises; mais ce sont des bilieux, incapables de comprendre ce que c'est qu'une belle santé.

*
* *

Le dimanche, Saint-Florent est envahi. Les petits commerçants, les petits employés, ceux qui ne peuvent s'accorder des mois de vacances, accourent des villes voisines. On a fermé la maison à double tour, confié la clef à un voisin moins heureux, empaqueté les œufs durs, la viande froide, et en route! Pendant un jour du moins, on aura l'illusion d'être « des baigneurs »!

Les paysans viennent aussi, des hameaux voisins, pour voir les étrangers en même temps que la plage. Dès le matin, après la messe de 6 heures, les carrioles des fermes se rencontrent sur les grandes routes. « Hé, Jean! c'est-il aujourd'hui que nous allons au Casino à notre tour? — Pardine! — Et notre recteur? Il est déjà furieux parce qu'on a manqué la grand'messe. — Laisse donc, il cuvera sa colère. » Des piétons font signe : « N'y a-t-il pas une petite place pour nous? — Tout de même. » On les hisse, on se serre, on s'assied les uns sur les autres, et les femmes, dont les coiffes blanches tressautent à chaque cahot, poussent des cris aigus.

Saint-Florent en est plein, de ces carrioles qui ont débarqué leur monde. Désattelées, elles servent de mangeoires aux chevaux qui mâchent gravement, en chassant les mouches de coups de queue rythmiques, le foin odorant et le trèfle fleuri.

Les arrivants se promènent par bandes, silencieux d'abord — un peu interdits à la pensée qu'ils sont dans le séjour du beau monde. Ils admirent les villas coloriées, s'arrêtent longuement pour écouter un piano ou pour regarder les jeunes femmes qui, séparées par un filet, se lancent et se relancent des balles, sans se lasser, avec des appels étranges.

Mais peu à peu les langues se délient. Un tonneau de cidre est hissé sur une charrette, une table improvisée sur les brancards. Les bolées circulent. « Fait chaud; pourquoi qu'on ne prendrait pas un bain, nous aussi? » Et on se déshabille sur la plage, sans plus de façons.

« Décidément, me dit le marquis de Kerhouët, Saint-Florent n'est plus tenable le dimanche : ça s'encanaille. »

*
* *

La plage resplendit aux derniers soleils d'août; une buée de chaleur voile l'horizon : où commence le ciel, où la mer finit-elle? A l'ombre bleue des cabines,

les baigneurs paressent, assemblés en groupes nonchalants.

Mais jusque dans la torpeur universelle, la « société » ne perd pas ses droits. En marchant, le long des cabines, j'entends un papotage ininterrompu. On se raconte la dernière bévue de M. Foliquet, l'organisateur de la plage, la dernière prouesse de l'abbé Haro, l'aumônier du couvent, et la malpropreté des paysans, et la malhonnêteté des domestiques. D'un groupe à l'autre, on s'examine, on se débine. Les nobles se gaussent des roturiers, et les roturiers des nobles.

O mer tranquille, que de « potins » devant ta splendeur!

*
* *

J'en ai assez, du « beau monde ». Je franchis les falaises et vais chercher les grèves solitaires. Il y en a encore. Dans quelques années sans doute, les Foliquet les découvriront : hâtons-nous de jouir de leurs dunes vierges et de leur sable non foulé.

Joie de marcher seul, indéfiniment, tout le long de la mer chantante! C'est pour moi qu'elle a dessiné, sur le sable où le mica étincelle, les broderies délicates qu'elle va effacer tout à l'heure; pour que je les admire, elle apporte sans se lasser, dans les nids de goémons roux, les nacres fragiles...

*
* *

L'abbé Haro, l'aumônier des sœurs hospitalières, a, lui aussi, le génie de l'entreprise. Dans toutes les communes où il a passé, il a laissé derrière lui des chapelles, des crèches, des asiles, voire même, m'a-t-on assuré, une imprimerie et un vélodrome. Mais, comme il a le caractère vif en même temps que l'esprit entreprenant, il se disputait, dans toutes les communes où il passait, avec la mairie, avec le fisc, avec la gendarmerie. L'évêque de notre diocèse est timoré (bien qu'il ait un frère dans la politique). Il a décidé que l'abbé Haro irait se reposer au bord des flots tranquilles, dans un vieux couvent moussu.

Mais la terre ne manque jamais aux conquérants. De son couvent moussu le prêtre a fait une sorte d'hôtel moderne, avec un réfectoire aussi grand que la chapelle, des cheminées monumentales, une façade rose, trente fenêtres braquées sur la mer. Et les étrangers affluent. Et les sœurs, pour les servir, trottinent du matin au soir par les escaliers sonores. Quand il s'agit du service, Monsieur l'Aumônier ne plaisante pas. Il veut que la communauté soit la reine de la plage. Toutes les fois qu'un omnibus, oscillant sous les malles empilées, roule sans s'arrêter devant la grille du couvent, l'abbé Haro fronce le sourcil, toussote, tourmente avec ennui ses cheveux drus. On dit que sa santé en souffre.

En vain son vieil ami l'abbé Gérard, le recteur de Pornic — homme excellent, et qui a sûrement pris l'abbé Constantin pour modèle — essaie de le calmer : « Pourvu que l'on fasse un peu de bien autour de soi — et un whist de temps à autre — cela ne suffit-il pas au bonheur en même temps qu'au salut des hommes? »

Mais l'ardent aumônier n'entend pas de cette oreille. Il s'inquiète et s'indigne parce que le propriétaire de l'hôtel Beauséjour a eu l'idée diabolique d'ouvrir un casino.

Un casino à Saint-Florent! Des actrices décolletées, des chansons grivoises, des jeux de perdition sur la plage des familles! Scandale insupportable! Ceci tuera cela. Il faut que le couvent ruine le Casino.

*
* *

A quelques kilomètres de Saint-Florent, un tout petit port se cache derrière les rochers. Une dizaine de barques de pêche y trouvent abri, et on y arme deux ou trois grands bateaux pour l'Islande. C'est vers la fin d'août qu'ils reviennent de la grande pêche, ces fameux « Islandais », et les Parisiens se font une fête de voir, d'entendre, de toucher, en chair et en os, les héros de Loti.

Il y a bien dans le pays un ivrogne de haute taille, qui déclare à tout venant que c'est lui *Yann*, ou *Sylvestre;* il arrive ainsi à se faire payer un certain nombre de petits verres. Mais on commence à se défier de son industrie. Allons saisir plutôt, au sortir de leur « prison flottante », les vrais Islandais, aux lèvres encore salées par les embruns, aux mains encore gercées par le froid de là-bas!

C'est la *Marie-Albertine* qui est arrivée la première. Depuis deux jours, elle a jeté l'ancre dans la baie, et les bateaux de pêche papillonnent autour d'elle, humiliés par ses grands mâts. Elle attend une marée assez forte pour entrer dans le petit port, dont le chenal s'envase.

Enfin! voici qu'on remue à bord ; les voiles sont hissées, claquent un peu, puis s'enflent, et leurs ventres rebondis, tendus vers la terre, demeurent immobiles. Sur la mer sans vagues, on dirait que la goélette ne bouge pas. Mais on s'aperçoit qu'elle grandit. Les baigneurs, comme des fourmis agitées, couvrent la colline, où une Vierge étend les bras. L'armateur, important, rayonnant sous son panama neuf, donne des explications, estime la vitesse, prête une lorgnette : « Voyez-vous le capitaine? — J'aperçois le mousse. — Moi, le chien du bord. » Les femmes du pays, serrées les unes contre les autres, fixent le bateau de leurs yeux clairs, sans desserrer les dents.

Mais le voici tout près! Revenons vite au quai : il arrivera avant nous. Le long de la colline, jeunes et

vieux dégringolent en se bousculant. Et déjà les voiles sont amenées, on entend des ordres brefs, des grincements de poulies, le floc d'un cordage dont un bout tombe à la mer. La *Marie-Albertine* a doublé la pointe ; elle glisse avec majesté dans l'eau tranquille du port, envoyant aux quais, à droite et à gauche, deux vagues lentement déroulées. « Bravo ! Hurrah ! » Les Parisiens poussent des cris, agitent les mouchoirs, les chapeaux, les ombrelles. Et l'on aperçoit des figures tannées qui, rangées le long des bordages, regardent avec ahurissement ce tumulte d'étrangers.

Le douanier passe sa ronde, rapidement, pour la forme. Les gars d'Islande, serrés dans leur plus beau maillot bleu, sautent enfin à terre. Gênés par tout ce monde, ils ne savent comment embrasser leurs femmes, leurs enfants qui les entourent. Ils les pressent gauchement sur leurs poitrines, embarrassés de leurs bérets, ne trouvant rien à dire.

Et les Parisiens de murmurer en se dispersant : « Ils ont tout de même le sang joliment froid, ces Bretons ! »

Il n'y a pas à Saint-Florent que des « Parisiens » proprement dits, gens qui viennent de loin et s'étonnent de tout. De grandes familles du pays ont leur pied-à-terre sur la plage. La noblesse locale aime à s'y réunir : elle se délasse ici des longs mois d'ennui qu'elle consume dans ses terres, par économie.

Le marquis de Kerhouët, « un des plus beaux noms de Bretagne », m'a pris sous sa protection. Nous allons nous promener ensemble, pas bien loin, car le marquis — un fort bel homme — est déjà tenaillé par la goutte. Posant ses larges pieds avec précaution, il me raconte ses prouesses passées, des histoires de chasse à faire frémir : « Mon piqueux m'avait bien prévenu : la laie est mauvaise. Moi, je l'attendais tranquillement au débuché, fumant ma pipe. Tout d'un coup, sans prévenir, elle arrive sur moi en trois foulées, soufflant, grondant, le poil hérissé. Le temps de saisir ma carabine » etc., etc. C'est toujours un peu la même chose, mais cela me donne une idée de la monotonie de la vie féodale.

Bien qu'il m'admette à sa conversation, le marquis de Kerhouet garde le culte fervent du sang noble. Une chose l'enrage, la noblesse de fraîche date, la fausse noblesse, qui coupe l'herbe sous le pied de la vraie et lui dérobe, avec le respect des masses, les filles des commerçants enrichis. Souvent, lorsque, du haut de la dune, nous voyons passer quelque famille huppée, il me pousse du coude et rit amèrement dans sa moustache à l'autrichienne : « En voilà qui ne sont vicomtes que depuis cinq ans. Ils prétendent avoir retrouvé leurs titres ! Quand ils ont fait faire des recherches aux archives, on ne leur a reconnu qu'un ancêtre, au temps de la Révolution : c'est un intendant prévaricateur ! — Pour ceux-ci, lorsqu'ils voulurent ajouter la particule à leur nom, leur père, qui vivait encore, s'y opposa énergiquement. Ils attendirent sa mort et l'anoblirent malgré lui, Monsieur, sur sa pierre tombale. »

Il n'importe. Vieux ou jeunes, les titres font encore bonne figure à Saint-Florent. M. Foliquet, qui s'y connaît en diplomatie, comble les « nobles » de prévenances. Il prend leur conseil pour les noms à donner aux routes qu'il trace ; et l'on dit qu'au Casino il taille des bacs exprès pour les faire gagner. L'abbé Haro, de son côté, prie leurs filles de tenir l'aumônière aux messes de cérémonie et leur réserve, aux jours de procession, les quatre cordons de la grande bannière bleue.

Vers onze heures, le douanier, commençant sa longue tournée de jour, passe devant les cabines. Autrefois, les douaniers des côtes portaient le fusil en bandoulière, et cela leur donnait un profil plus martial. Mais, dans la gaine jaune, le revolver est encore d'un bel effet, et notre douanier le caresse avec complaisance, redressant la taille et relevant le pas, lorsqu'il parcourt le front des baigneurs désœuvrés.

C'est sur la falaise déserte que j'aime à le rencontrer — dans son royaume. Par ses pas quotidiens, elle est bordée de ces sentiers blanchis que je suis en flânant. De ses mains il a construit, peu à peu, ces guérites où je m'assieds, et disposé, dans les masures abandonnées, le varech séché qui m'a servi de lit. Que de fois j'y ai rêvé, jadis, de ce métier où l'on a pour consigne de regarder la mer ! De quelle paix, pensais-je, et de quelle large poésie doit se pénétrer une âme absorbée tout le jour par cette besogne contemplative ! — Mais, avouons-le, je ne trouve rien de pareil dans l'âme de mon douanier. Je l'interviewe en vain sur la poésie des horizons marins. Il est principalement préoccupé d'avoir du tabac, qui réchauffe, et un abri contre le vent de mer, qui coupe la figure.

Le directeur du Casino est un Belge finaud, dont les yeux clignotent derrière un voile de cils blancs. Il a tenu des cafés-concerts, des tripots, des journaux. Il fait, pour gagner une clientèle à son établissement, les plus louables efforts. Les acteurs malheureux qu'il a gagés promènent mélancoliquement, le long de la mer, leurs faces glabres et leurs cheveux teints : des rôles à la main, ils apprennent chaque jour quelque nouveauté, pour rafraîchir le programme.

Mais le programme est rafraîchi en vain. Les mères de famille ont peur de la première chanteuse — pauvre blonde pourtant pitoyable. Dans les groupes familiaux installés à l'ombre des cabines, on débine avec acharnement le personnel, les programmes, les consommations du Casino. Toutes les sympathies des « gens comme il faut » sont acquises au couvent.

Il est vrai que le couvent ne chôme pas ; l'abbé Haro use de toutes les pompes de l'Église pour se gagner les cœurs, par les yeux et les oreilles. Presque tous les soirs j'entends sonner la cloche du salut. Les cierges scintillent derrière les vapeurs de l'encens ; sur la blancheur de l'autel les fleurs resplendissent. Rougissant de plaisir et de timidité, des jeunes filles s'installent derrière l'harmonium, toussotent, entonnent un *Tantum ergo*.

Parfois des prédicateurs, de passage au couvent, paient leur écot en sermons. L'un d'entre eux a fait courir toute la plage — un dominicain à la beauté italienne, et dont la voix chaude savait stigmatiser doucement, sans trop le faire souffrir, l'égoïsme des gens du monde.

Pauvre Belge ! fais tes paquets : tu ne soutiendras jamais la concurrence.

***

Un événement dans la vie monotone de Saint-Florent : un incendie, cette nuit, chez le forgeron du village.

Vers une heure du matin, vacarme inusité, galopades sur la route, clameurs tragiques. Les volets claquent, les fenêtres s'ouvrent. « Qu'est-ce qu'il y a ? — Le feu ! le feu ! — Où ça ? — Chez le père Legrangé. » Des hommes descendent à demi habillés, enfilent leurs paletots en courant. Les femmes suivent en manteaux de nuit, en robes de chambre. On se hâte vers le haut du village. Au détour du chemin, on aperçoit une grande lueur, longue, avec des étincelles qui dansent, montent et descendent, tournoient, puis filent dans la nuit. L'atelier a déjà flambé : gare la maison !

Un moment d'hésitation. Paysans et baigneurs ne savent pas travailler ensemble. Puis cela s'organise. Un vieux retraité de la marine donne des ordres, distribue les tâches. Des échelles sont appliquées au mur, des ombres montent, des haches brillent. Sur la route, la chaîne est faite jusqu'au lavoir. Vieilles paysannes et jeunes Anglaises, pêcheurs et professeurs, acteurs et marquis se passent et se repassent les seaux avec entrain. On oublie la mère Legrangé qui se lamente dans un coin et crie qu'on lui sauve, pour l'amour de Dieu, sa grande armoire brune. De larges rires éclatent, secouent la chaîne lorsqu'un seau éclabousse une jupe, se déverse sur des pantoufles. « Un bain forcé, hein, ma petite dame ! plus frais que ceux que vous prenez sur la grève, pas vrai ? » La vieille Garel fait assaut d'esprit, sans aigreur, avec M. Lampère, conseiller à la Cour d'appel. On conspue, d'un même cri, les gendarmes de Pornic qui sont arrivés en retard et veulent donner des ordres à tort et à travers. Une acclamation unanime salue le quartier-maître qui crie, par la fenêtre du grenier, que ça va être fini tout de suite.

Fini, déjà ! Les heures de nuit ont passé vite, dans la fièvre joyeuse du dévouement commun.

***

Septembre. Vents et tempêtes. Le beau temps est parti, et l'on dirait qu'il ne reviendra jamais, que jamais plus on ne verra les mamans tricoter ni les enfants courir, sur la plage ensoleillée.

Les baigneurs désolés sont blottis dans leurs villas ruisselantes. Les Anglaises elles-mêmes restent *at home*. J'arpente malgré tout, pour lui dire adieu, la plage solitaire. A travers les baies vitrées j'aperçois des tables de whist, mélancoliques : je discerne de tristes sons de pianos aigrelets.

Le vent fait rage. Les herbes de la falaise sont hérissées, secouées de grands frissons, comme les poils d'un sanglier furieux. De gros nuages gris de fer courent au ciel ; immenses danois qui se poursuivent. La mer aboie, hurle, bondit par-dessus la jetée du pauvre M. Foliquet, se rue sur ses remblais, vient cracher jusque sur ses chalets qui frémissent.

On dirait qu'une passion farouche l'anime : elle veut balayer toute cette poussière d'humanité assemblée sur ses bords, les purifier de l'invasion des civilisés.

JEAN BRETON.

THÉATRES

LA NATURE DE L'ÉMOTION DRAMATIQUE

Drame ancien, drame moderne,
par M. Émile Faguet.

Le très intéressant et très substantiel volume de M. Faguet s'ouvre par une préface infiniment curieuse sur « la nature de l'émotion dramatique » : entendez l'émotion que nous cherchons au théâtre. Du volume lui-même, je parlerai certainement un de ces jours ; il expose une théorie du théâtre qu'il sera profitable d'étudier de près. Mais c'est de la préface que je voudrais vous parler aujourd'hui.

M. Faguet a donc analysé « l'émotion dramatique ». Et, l'ayant analysée, il y a trouvé des choses assez mortifiantes pour nous. En fin de compte, et d'après M. Faguet, la « férocité » est le principal pour ne pas

dire le seul élément de cette émotion. C'est la férocité qui nous pousse à aller voir couler les larmes de Phèdre ; c'est la férocité qui nous engage à aller rire des infortunes d'Arnolphe. Et, si ce n'est pas la férocité qui nous entraîne vers certains vaudevilles à (ou sans) costumes, c'est autre chose qui ne vaut guère mieux. Taine prétendait que l'homme est un descendant peu modifié du « gorille féroce et lubrique ». Aux pièces que je viens de dire, il n'est point féroce... Voilà l' « amateur de spectacles » bien traité !

Tenons-nous-en à la férocité. M. Faguet la découvre avec beaucoup de finesse. Et, quant à nous en démontrer la présence, vous savez ce que sont les démonstrations de M. Faguet : solides, imposantes faites d'arguments cimentés en quelque sorte l'un à l'autre, et d'arguments souvent très forts par eux-mêmes. On est convaincu presque toujours ; si l'on me passe cette expression, « on ne sait pas comment en sortir », tant le raisonnement vous enserre de toutes parts... Cette fois, pourtant, je résiste un peu. La « férocité dramatique » ne me paraît pas tout à fait évidente, malgré les nombreuses preuves dont M. Faguet fortifie sa thèse. Parmi celles-ci, les unes sont en vérité assez troublantes pour notre amour-propre. Les autres me semblent discutables. Et c'est naturellement par les dernières que je commencerai, pour me mettre en train avant de m'attaquer aux autres. J'ajoute que, ce faisant, je n'aurai qu'à développer les réserves que M. Faguet apporte lui-même à sa théorie : je les prolonge un peu, voilà tout.

« L'homme, dit M. Faguet, va chercher au théâtre un plaisir qui naît pour l'homme du malheur de l'homme » : n'est-il pas vrai, en effet, que la peinture du bonheur est résolument absente du théâtre ? « Si l'homme aimait le spectacle du bonheur humain, il aurait créé un genre dramatique consacré à la peinture du bonheur : ce genre dramatique n'existe pas. La conclusion s'impose... » Et cela n'est pas vrai seulement pour la tragédie ou pour la comédie satirique ; cela s'applique pareillement à la comédie sentimentale, qui est constituée par les petites infortunes de deux jeunes gens qui veulent s'épouser. « Dès qu'ils le peuvent, c'est fini... Ils vont être heureux, je m'en vais... » Et M. Faguet conclut ainsi : « Le théâtre, la littérature, la poésie... tout cela, c'est tout simplement la peinture des malheurs de l'humanité... » Et ici encore la conclusion s'impose : il faut que la férocité de l'homme (spectateur ou lecteur) soit bien enragée, pour qu'elle exige d'être satisfaite par tous les genres littéraires.

Il est fort possible que la « version » de M. Faguet ne soit point fausse. Peut-être n'est-elle pas nécessairement vraie ; et peut-être trouverait-on une explication plus naturelles et plus flatteuse de notre « férocité » dramatique.

M. Faguet constate que le théâtre n'a jamais donné une peinture du bonheur. Il a parfaitement raison. Mais c'est qu'en effet le bonheur n'est qu'un dénouement : il n'est pas un sujet ; le bonheur n'est le bonheur que parce qu'on l'attend, écrivait hier M. Mæterlinck. Le théâtre prétend à représenter la vie, et la vie n'est que *recherche ;* le but atteint, la pièce est finie. — La pièce, dira-t-on, non pas la vie ?... Mais, d'autre part, le théâtre n'est qu'action. Et le bonheur, forcément, est immobilité. J'entends bien qu'il faudra le défendre. Sans doute ; mais la défense du bonheur n'est pas le bonheur, pas plus, beaucoup moins même, que sa conquête. Car notre imagination est toujours en avance sur la réalité, et, comme nous ne sommes heureux que par elle, nous croyons presque posséder ce que nous poursuivons, de même que nous avons déjà perdu ce qui, une fois, nous a semblé « perdable ».

Et, si le bonheur est, pour une grande part, dû à notre imagination, c'est-à-dire s'il est surtout illusion, c'est une raison peut-être assez forte pour qu'on n'en ait pas tenté la peinture au théâtre. Mais sans nous perdre dans des recherches « difficiles » sur l'origine et la nature du bonheur, admirons l'optimisme de M. Faguet. Il se plaint de la petite place que le bonheur tient au théâtre. Est-elle beaucoup plus petite que celle qu'il tient dans la réalité ? Le théâtre, la comédie au moins — et il faut bien reconnaître que le théâtre, depuis trente ans et plus, est la comédie — la comédie, donc, veut reproduire les conditions moyennes de l'existence, et ces conditions moyennes, comment irait-il les chercher dans ce qu'il y a de plus rare et de plus exceptionnel au monde ? N'y a-t-il pas là de quoi expliquer le rôle infime que le bonheur joue au théâtre, sans qu'il soit besoin d'invoquer pour cela notre férocité ?

De cette férocité, M. Faguet voit encore une preuve dans « certaines tendances toujours renaissantes en littérature et au théâtre ». Périodiquement, ajoute-t-il, « le théâtre essaye de *pousser jusqu'à l'horrible* la peinture des malheurs humains ». Le Théâtre-Libre, à ses débuts, a été une manifestation de ces tendances. Il est vrai qu'il a dû assez vite renoncer à ses plus « horribles » exhibitions. Mais cela ne prouve qu'une chose, c'est que « nous voulons contempler le malheur jusqu'à ce qu'il nous fasse mal, exclusivement ». L'émotion, même agréable, quand elle est poussée à l'extrême, devient une *crispation* et cesse d'être un plaisir. Voir pleurer ou souffrir moralement à la bonne heure ; mais des maladies, de la folie, du delirium tremens, etc., c'est, si j'ose dire, l'excès d'un bien. Trop est trop. Il n'en est pas moins vrai que « le théâtre exploite la tendance que nous avons à trouver du plaisir dans le malheur d'autrui ». Le Théâtre-Libre n'avait fait, avec ses « pièces ana-

tomiques », que céder à la loi de *plus en plus fort*.

Ici encore, ne vous paraît-il pas que M. Faguet nous calomnie un peu? Sans doute, les tendances que le Théâtre-Libre a manifestées avec éclat réapparaissent périodiquement en littérature. Mais sont-elles vraiment causées par un effort jamais découragé vers l'horrible? Admettons qu'il y ait quelque chose d'approchant. On pourrait, sans trop de peine, découvrir à ces tendances d'autres causes. — Pourquoi n'y pas voir, par exemple, une suite d'efforts, dans des sens opposés, vers cette fameuse « vérité théâtrale » dont l'avènement est proclamé tous les vingt ans par les cénacles?... Ceci demande peut-être quelques explications.

Il n'y a que deux conceptions de la vie, l'optimiste et la pessimiste, auxquelles répondaient tout naturellement deux formes du théâtre : la tragédie et la comédie. Disons mieux, car ces mots de pessimisme et d'optimisme sont d'une interprétation un peu flottante : il n'y a que deux manières de traduire la vie au théâtre : en la prenant au sérieux, ou en la prenant au comique : tragédie et comédie. Écartons même les appellations de tragédie et de comédie, qui peuvent prêter à la confusion. Il reste les deux formes de théâtre que je viens de dire : celle qui rit de la vie, et celle qui la prend au sérieux.

Or, depuis cinquante ans, on prenait au sérieux — même dans la comédie — la vie et les événements de la vie. Il y avait des crimes, des souffrances des larmes; mais ces larmes, ces souffrances et ces crimes étaient vus « en beauté »; c'est-à-dire que les passions se développaient avec force et unité (même quand elles luttaient entre elles), ce qui, pour nous, est la beauté dramatique.

Après un demi-siècle, ces « belles passions » — dont la peinture avait été poussée à l'excès par les romantiques — ces belles passions nous parurent d'une vérité insuffisante et sommaire. Le roman, bien entendu, commença, le théâtre étant généralement en retard d'un quart de siècle sur les autres formes littéraires. Et nous découvrîmes — avec une stupeur mélangée d'admiration pour notre clairvoyance — que les passions n'étaient pas toujours aussi belles, surtout aussi « unes » qu'on nous le disait... Un exemple me fera mieux comprendre. Pendant ces cinquante ans (je pourrais dire un siècle) l'amour était universellement reconnu comme une marque de « beauté ». L'être qui aimait était, par cela même, transporté, si je puis dire, au sommet de l'humanité; ses vertus étaient les plus belles, ses crimes étaient les plus beaux; tout ce qu'engendrait l'amour ne pouvait être que sublime; si l'on me permet une comparaison musicale, l'être amoureux était « transposé » au-dessus de l'humanité : quoi qu'il fît, ce qu'il faisait était « plus haut ».

Un beau jour, Flaubert nous montre ce qu'il peut y avoir en amour de niaiserie, de médiocrité et de bassesse, même dans le tragique, même dans la mort. A-t-il écrit *Madame Bovary*, pour « pousser jusqu'à l'horrible la peinture des malheurs humains »? (Il l'a dit, peut-être, mais cela ne prouve rien.) Il a écrit *Madame Bovary*, obéissant moins à la loi de plus fort en plus fort, comme dit M. Faguet, qu'à la loi du nouveau, qui est la loi essentielle de l'art. On nous avait volontairement caché les médiocrités de l'amour, on nous avait fait pleurer aux épreuves imméritées de *Valentine* et d'*Indiana*. Flaubert met volontairement en lumière ces médiocrités de l'amour; il nous force à nous moquer d'Emma : et, lorsqu'elle s'empoisonne, c'est dans le médiocre et ridicule « capharnaüm » de M. Homais. — A-t-il bien ou mal fait, je n'en sais rien. A-t-il plus ou moins approché de la vérité que George Sand? Je n'ai pas à le chercher. Je constate seulement qu'il a fait le contraire de ce qu'on avait fait avant lui : et que, cherchant la vérité, il devait agir de la sorte. Car, en littérature, la « vérité », c'est la fausseté qui était la moins apparente dans les « chefs-d'œuvre » antérieurs.

Flaubert et ses élèves ont ouvert la marche, les dramaturges ont suivi, avec moins de talent, avec le désir du tapage et l'envie d'être plus « fort » que le voisin.

Mais tous n'avaient qu'un but : faire le contraire de ce qu'on avait fait avant eux; parce que ce contraire était « leur » vérité. On pourrait presque dire que, s'ils ont trop volontairement étalé les misères humaines, c'est parce que leurs devanciers immédiats les avaient trop volontairement négligées. Et cela s'appliquerait pareillement aux pièces par trop « physiques » du Théâtre-Libre. Nous avions vu trop d'« anges » déchus ou non; l'heure de la « bête » avait sonné.

Et voyez ce qui se passe. A peine a-t-elle fini de sonner, cette heure de la bête, que les nouveaux venus ne veulent plus l'entendre. Après la réalité, la réalité pour elle-même et dans ce qu'elle a de moins régalant, après la « tranche de vie » dont le mérite était surtout une précision photographique, voici l'excès contraire : des formes vagues qui se meuvent dans un milieu de rêve, et qui n'existent que par leurs sentiments et par leurs idées. (Et, à « cruauté » égale, la cruauté uniquement intellectuelle ou morale est moins *horrible* que la cruauté physique). J'admets, provisoirement, que le Théâtre-Libre ait été plus loin qu'on n'avait été avant lui. Mais les symbolistes aussi ont été plus loin qu'on n'avait été avant eux; à côté des *Sept Princesses*, de M. Mæterlinck, *la Fée*, de Feuillet, par exemple, est d'un réalisme dégoûtant...

La littérature et le théâtre ne vont pas vers l'hor-

rible. Je ne suis même pas bien sûr qu'ils aillent quelque part. Au moins « vont-ils » d'un excès à l'autre, jamais dans la même direction. C'est de nos jours surtout que les « révolutions littéraires » se sont produites ; je veux dire qu'elles se sont faites assez rapidement pour que nous ayons pu en apercevoir presque simultanément la naissance et l'aboutissement.

Tout cela n'a été qu'action et réaction. Nulle part je ne puis voir cette marche vers l'horrible dont parle M. Faguet. La loi qu'il pose, « de plus fort en plus fort », admettons-la, si vous le voulez, mais à condition d'entendre le mot *fort* dans des sens successivement et diamétralement opposés.

... Et, pour en revenir enfin à mon raisonnement, il ne me paraît pas que les tentatives analogues à celles du Théâtre-Libre prouvent notre « férocité ». Elles prouvent peut-être notre manque de goût et de mesure ; elles prouvent surtout le besoin de changement qu'a la littérature, besoin sans lequel elle n'existerait pas.

Au mal que je me suis donné pour combattre les arguments « faibles », vous devinez celui que j'aurai à combattre les forts. Remettons donc à samedi la fin de la lutte. Mais M. Faguet a-t-il bien vu les conséquences de la théorie qu'il soutient? Si la férocité est la base du plaisir que nous prenons au théâtre, et s'il faut mesurer l'intensité d'un penchant aux efforts qu'on fait pour le satisfaire, le plus méchant, le plus « féroce » de nos contemporains serait donc notre cher maître M. Sarcey?... M. Faguet oserait-il le soutenir?...

JACQUES DU TILLET

(*A suivre.*)

AUTRES CHOSES

C'est au mois de juin dernier, si je m'en souviens bien, que ce titre nouveau et jusqu'alors inédit a été trouvé par moi dans une allée du Bois de Boulogne et imprimé ici tout vif ; je l'ai rencontré cette semaine dans un des grands journaux du matin, et je ne doute pas qu'il ne soit destiné au plus brillant avenir. Avant qu'il tombe dans le domaine commun, qu'il soit roulé par le flot de la publicité comme un caillou poli par un fleuve, je demande à marquer ici, pour l'histoire, d'où il est venu et comment il a été imprimé pour la première fois, grâce à la libéralité indulgente de la *Revue Bleue !*

C'est que, voyez-vous, la trouvaille est rare et miraculeuse ; je ne sais comment elle s'est faite. Si je n'étais pas passé à un certain endroit, au pied d'un certain arbre aux feuilles frissonnantes, à une certaine heure d'une douce matinée, cette expression n'aurait peut-être jamais été trouvée ou elle ne l'aurait été peut-être que dans cent ans...

Autrefois nos chroniqueurs disaient : « Choses et Autres ». On n'a jamais bien su ce que cela voulait dire, mais cela était gai, souple, facile, dégingandé et amusant comme un Pierrot, puis c'est devenu rococo et province par le temps et l'usage. J'ignore qui l'inventa, et peut-être ne s'en est-il jamais vanté, mais celui-là aussi avait fait sa trouvaille, qui fut inédite, fraiche et heureuse, avant de devenir banale, vieille et toute ridée. M. Francisque Sarcey, qui sait presque tout, pourrait nous renseigner sans doute sur une question aussi importante. J'annonce que « Choses et Autres » est désormais fini, mort et qu'on peut l'enterrer. Vous verrez qu'il n'osera bientôt plus montrer le bout de son nez en normandes ou en italiques, dans les colonnes de nos journaux. Telle une personne qui n'ose plus se montrer dans la société avec un habit passé de mode, aux basques trop longues ou trop courtes.

Mais « Autres Choses » est venu au monde, et ne brûle que de paraître, de briller et de se multiplier. Aucun homme de goût ne contestera qu' « Autres Choses » ne soit bien supérieur à « Choses et Autres », pour la brièveté d'abord, puis pour l'ampleur et la profondeur. « Autres Choses » n'attend qu'un maître qui le fasse valoir, l'habille, le frise, le fleurisse et le répande dans le monde, et bien probablement ce ne sera pas son auteur et son père qui lui rendra ce service ; mais quelque autre, on ne sait qui, au tour particulièrement adroit et hardi, le prendra sous sa protection et le lancera. J'attends avec impatience, mais avec certitude, cet *impresario* et ce *manager !* Je ne serai pas jaloux de sa fortune. Je goûterai seulement la fierté intime d'être le père et l'auteur authentique, irrécusable, et de voir « Autres Choses » courir, gambader, cabrioler aux applaudissements de la foule, voltiger de trapèze en trapèze, dans les petits théâtres de la chronique parisienne.

Car je vous annonce que vous verrez cela : « Autres Choses » ou « Autre Chose » est né pour la gloire, et rien ne répond mieux que lui aux immenses aspirations des foules.

* *

On pourrait soutenir qu'une « autre chose » aujourd'hui est « l'automobilisme », tout au moins approximativement. Autre chose que le cheval attelé à sa voiture, non pas autre chose qu'une voiture, mais qu'un cheval ensemble avec la voiture, qu'il traine derrière lui : spectacle lamentable et hideux, que nous ne pouvons trouver plein de charmes, de grâce et d'élégance que par la fausseté de

notre goût qu'une habitude prodigieusement invétérée a corrompu irrémédiablement.

Il n'est rien de plus difficile aux hommes et aux chevaux que de sortir d'eux-mêmes, de leur manière de voir et de sentir accoutumée, de la sphère de leurs impressions actuelles et de leurs sentiments ataviques, pour considérer le monde tel qu'il est et les rapports des choses tels qu'ils sont. Se pénétrer de la vie extérieure, s'arracher de soi pour se plonger dans le flux du monde ambiant : exercice salutaire, mais impossible à la plupart, difficile à tous, et les plus habiles gens ne peuvent s'y livrer que dans une proportion extrêmement restreinte. Chacun vit en soi et en son univers comme la souris dans son fromage de Hollande, disons mille fois plus profondément encore. C'est un des motifs les plus fréquents des révolutions politiques, gouvernementales, parlementaires, constitutionnelles. Tout homme de gouvernement ne voit plus et ne sait plus rien de ce qui se passe au dehors de ce gouvernement. Tout ministre est enfermé dans le secret de son ministère, comme dans le huis-clos d'une prison. Comment pourrait-il agir sur les mouvements de la vie publique qu'il ignore? Les existences les plus larges et les plus magnifiques et qui remplissent le monde de leur bruit s'agitent et végètent toujours en elles, dans le petit cercle de leurs impressions propres, mille fois plus intimement que cette souris dans ce fromage, mais plutôt comme cette chrysalide dans un cocon qui ne s'ouvrirait jamais!

Cependant si vous pouvez dans une certaine mesure secouer le joug des habitudes éternelles, veuillez examiner, je vous prie, ce cheval attelé à une voiture, vous verrez combien cet assemblage est contraire à la nature vraie des choses, combien disparate et disgracieux, et choquant pour un œil qui se plaît à la pureté, à l'harmonie, à la concordance et à l'unité des lignes. Vous ne tarderez pas à remarquer, en vous y appliquant un peu, une dissonance incroyable, un hiatus énorme, une rupture d'harmonie et de lignes qui fait frémir, entre cette belle bête vivante, à la croupe onduleuse et divine, et ce coffre de bois et de cuir, cette malle, qu'elle est chargée de tirer à son derrière.

Je ne parle pas du spectacle déplorable que vous offre la rosse efflanquée et geignante, traînant un « sapin » aux ais disjoints et aux ressorts grinçants. Je pose comme une question devant vous ce jeune et fringant cheval, traînant sans aucune peine ce coffre que toute l'industrie humaine s'est ingéniée à embellir, et je vous demande si ce n'est pas une combinaison discordante, triste, laide, et ridicule? Ce mors qui tire la bouche grimaçante, ces morceaux de cuir qui pendent du front et battent les yeux, ces liens, ces chaînes, ces cordes qui rattachent le fougueux animal à cette maison roulante, la réunion forcée de ces deux parties qui hurlent de leur mariage contre nature vous présentent un spectacle d'incohérence et d'anarchie achevé. Il ne s'agit que du point de vue esthétique, je ne songe à nul autre et je parle du plus brillant attelage, combiné par le plus habile carrossier. Quelle que soit la perfection de son art, il y aura toujours peu de différence entre cet équipage et celui des hommes encore barbares, attelant chevaux, bœufs ou chiens à des chariots informes.

Nos grands tramways ne font-ils pas apparaître d'une petitesse ridicule et malingre les deux chevaux qui traînent ces monuments, sur le toit desquels sont deux rangées de têtes humaines pressées les unes contre les autres dans des postures grotesques et souffreteuses. Regardez, mais regardez, je vous en prie, et, lorsque vous aurez une fois bien vu ce spectacle, vous éprouverez une énorme envie de rire, ou vous serez cruellement blessé dans votre goût et dans votre humanité, selon les occasions, chaque fois que vous rencontrerez ce monument roulant.

Vous vous souviendrez des hannetons que vous obligiez à traîner une petite boîte en papier dans votre pupitre de collégien, et, maintenant que vous êtes devenus philosophes et artistes, vous verrez qu'il y a réellement une différence peu sensible entre cet équipage hannetonien et les carrosses dorés de l'empereur avec leurs chevaux empanachés.

Le cheval a été trop bon ami des hommes et trop docile à leurs fantaisies tyranniques et à leur incurable paresse d'esprit, au long des siècles; sans quoi l'industrie des voitures autonomes et automobiles aurait fait des progrès merveilleux depuis les Grecs et les Romains. Si les phoques et les baleines avaient consenti à servir de chevaux marins, on n'aurait peut-être jamais inventé les bateaux à voiles et à vapeur.

L'unité harmonique, la vraie beauté rationnelle et idéale, comme l'utilité pratique, sont dans l'art des voitures qui marchent au doigt et à l'œil; l'homme est là bien chez lui, sur son œuvre et sur sa création, dans une harmonie complète et sans injustice pour aucun être vivant. C'est le triomphe du génie, de la science et de l'équité. Mais je parle seulement d'art et de beauté harmonique. Une autre fois, sous ce titre d'« Autres choses », je pourrais continuer à d'autres points de vue la philosophie de l'automobile et du vélocipède. Un jour viendra, sans nul doute, où les chevaux seront affranchis : pauvres et fiers et chers coursiers, hélas! n'aurez-vous reconquis la liberté que pour périr et disparaître!

PAUL ANDRÉ.

CORRESPONDANCE

Lettre de M. Judet.

Monsieur,

Avant de lire dans votre *Revue* l'article que m'y consacre M. Henry Bérenger, votre collaborateur ne m'était connu que par l'envoi récent de son livre, *la Conscience nationale*, avec cette dédicace : « A M. Ernest Judet, *hommage très respectueux et sympathique.* » Il est libre de me témoigner aujourd'hui des sentiments contraires : je regrette simplement qu'il ramasse les miettes d'une presse calomnieuse. Je compte sur votre courtoisie pour publier dans le prochain numéro de la *Revue Bleue* la rectification de quelques erreurs matérielles.

Je dédaigne les autres.

M. Henry Bérenger m'accuse de traiter Zola d'Italien, d'avoir utilisé les faux Norton et *les* faux Henry, *de faire mentir les cadavres pour perdre les vivants* — énigme ou charade destinée, sans doute, à compromettre l'authenticité de la correspondance du colonel Combes sur François Zola. M. Bérenger ajoute que j'ai été révoqué comme professeur *sans qu'on sache très bien pourquoi*, et *que j'ai mis à profit, pour échapper au service des armes, la dispense universitaire.*

Ces diverses assertions ne peuvent me toucher; mais elles offensent gravement la vérité.

1° Je n'ai jamais reproché à Zola d'être Italien, car les Italiens sont patriotes. Je l'accuse précisément d'être sans patrie.

2° Pour les faux Norton, j'ai vingt fois établi dans la presse et devant les tribunaux que je ne les avais pas même lus avant leur divulgation par d'autres ; pour *le* faux Henry, l'imputation de notre collaborateur est purement saugrenue; je n'en rends d'ailleurs responsable que sa littérature et son souci de balancer une phrase sonore.

3° L'existence des lettres du colonel Combes a été audacieusement niée par M. Labori et son client; elles n'en restent pas moins le meilleur document historique pour apprécier les origines de la campagne du romancier Émile Zola. J'ai saisi du différend le juge d'instruction, qui est désormais fixé.

4° Mon dossier universitaire n'a rien qui m'embarrasse. Au sortir de l'École normale supérieure, n'ayant, je l'avoue, qu'une vocation chancelante, je sollicitai un congé; on m'ajourna à un an. Je fis le stage au lycée de Bastia; au retour, nouvelle demande, nouveau refus, suivi d'une nomination à Châteauroux. Ma santé réclamant du repos, j'insistai pour ne pas rejoindre mon second poste *où je ne suis jamais allé* : je pense que les élèves qui, vainement, attendirent mon cours pendant deux mois, m'ont pardonné. L'administration se fâcha et, sans examen médical, sans aucun des ménagements qui sont de règle, me mit en disponibilité *pour refus de service*. Je ne me suis pas plaint du procédé, quoique l'affaire contienne les éléments d'une équitable revision, je l'offre gratuitement aux revisionnistes de profession, n'ayant pas l'habitude de redresser les injustices qui n'atteignent que moi.

5° J'étais déjà dispensé du service militaire, lorsque j'entrai dans l'Université. Malgré cette double dispense, encore à l'École, j'ai passé, en compagnie de deux camarades, l'examen qui précéda la première promotion d'officiers de réserve. Les petites perfidies de M. Bérenger ne nous feront pas regretter de porter l'uniforme odieux à M. Buisson.

Vous apprécierez certainement, Monsieur le Directeur, la modération avec laquelle j'use du droit de réponse, et je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

[illegible]

Lettre de M. Henry Bérenger.

[illegible]

Mon cher Directeur,

J'ai lu la réponse que M. Judet a faite à mon article, et que vous voulez bien me communiquer.

Cette réponse ne détruit en rien les faits que j'avais affirmés dans mon étude. Elle leur donne simplement une explication ou des excuses que M. Judet s'était jusqu'ici borné à refuser, et que je suis heureux d'avoir provoquées.

Quant à la dédicace rappelée par M. Judet, je me contente de lui répondre qu'elle est antérieure à tous les événements actuels, et qu'à ce moment je n'avais pas approfondi le caractère de son entreprise. Ce sont ses articles manifestement malveillants contre un homme comme M. Buisson qui m'ont enfin ouvert les yeux. J'aurais préféré, vous le savez bien, les garder fermés, ou plutôt ouverts aux seules sérénités morales et intellectuelles.

Votre fidèle

[illegible]

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

L'Amoureuse Foi... Titre aimable, qui ornera sous peu la couverture d'un roman sentimental dû à la plume d'un ancien ministre des travaux publics.

Ce ministre, c'est M. Baïhaut!

Nous connaissions de M. Baïhaut déjà un petit livre curieux : *Des impressions cellulaires*, dont le seul titre évoque des souvenirs sur lesquels il serait malséant d'insister. M. Baïhaut annonçait à ses amis, dès ce temps-là, sa résolution de chercher dans la littérature l'oubli des déboires de sa vie politique... Il a tenu parole, et voici son premier roman. Il en corrige les épreuves, et ses anciens collègues en attendent avec curiosité les premiers exemplaires.

Ils les recevront dans quelques jours.

La librairie Calmann Lévy réimprime le *Précis d'Histoire moderne*, de Michelet.

M. G. Monod a écrit pour cette nouvelle édition une remarquable préface, que publie dans son dernier numéro la *Revue internationale de l'enseignement*. M. Monod y rappelle l'extraordinaire fortune de ce livre.

Michelet avait vingt-neuf ans quand il publia son premier livre, le *Précis d'histoire moderne*. Il débutait par un coup de maître. Parmi ses œuvres, il n'en est aucune qui ait eu un succès aussi immédiat, joui d'une aussi durable popularité et exercé une aussi profonde influence. Depuis 1827, date de la première édition du *Précis*, jusqu'à nos jours, il n'est pas un des professeurs d'histoire de nos collèges qui n'en ait fait passer la substance dans ses cours; pas un de nos manuels historiques qui n'en ait reproduit les vues essentielles, qui ne lui ait emprunté des citations frappantes, où une époque, un personnage, un événement sont caractérisés en quelques mots inoubliables. Les erreurs mêmes qui s'y sont glissées sont restées si fortement enracinées dans l'enseignement, qu'elles reparaissent sans cesse en dépit des efforts de la critique.

Partant de l'influence exercée par l'œuvre de Michelet sur les productions de notre moderne école historique, M. Monod conclut :

Cette influence est surtout sensible dans un des livres les plus remarquables de la littérature historique contemporaine, dans le *Coup d'œil sur l'histoire de l'Europe* de M. Lavisse. Bien que celui-ci vise davantage à donner la philosophie et l'explication de l'évolution historique, bien qu'il fasse une moins grande place au récit des événements et à la peinture des personnages, il sait, comme Michelet, rendre les idées vivantes et comme visibles en les montrant agissantes dans l'histoire, en les caractérisant par les faits essentiels où elles se révèlent. Lui aussi décrit, non pour décrire, mais pour faire comprendre et penser.

Je ne crois pas faire tort à M. Lavisse en disant que, sans le *Précis* de Michelet, son livre ne serait pas ce qu'il est, et je crois donner à Michelet la meilleure des louanges, en rappelant combien sa première œuvre a été, pour les générations qui l'ont suivie, une source toujours renaissante d'instruction et d'inspiration.

Les mêmes éditeurs publient une nouvelle édition du *Précis de l'Histoire de France au moyen âge*, avec une étude de M. Émile Gebhart.

M. Edmond Rostand nous donnera au début de l'année prochaine, une édition de luxe de son *Cyrano*, à l'illustration de laquelle Adrien Moreau, Besnard, Flameng, Léandre et Albert Laurens collaboreront.

En librairie, ce matin :

Les *Souvenirs d'un officier d'état-major*, par le colonel Fix.

Et l'on nous annonce pour novembre un nouveau volume du vénérable aumônier de Saint-Cyr, M. l'abbé Lanusse : des souvenirs de la campagne de 70.

En trois actes en vers, et six tableaux, M. Édouard Noël et Lucien d'Hève avaient conté l'histoire de Loyse Labbé, la poétesse lyonnaise, dite « la belle Cordière », et l'épisode du siège de Perpignan, en 1542. Ce conte dramatique, *le Capitaine Loys*, était admis à la lecture, à la Comédie-Française, quand M. Édouard Noël entra lui-même dans la maison comme lecteur... Par un sentiment de convenance qu'on ne peut que louer, notre confrère retira aussitôt sa pièce, et il va la publier directement en librairie.

M. Jules Claretie en écrit la préface.

M. Edouard Noël prépare également, pour les premiers mois de l'an prochain, un *Brumaire*.

C'est une suite de scènes historiques du genre de celles que l'écrivain publia naguère sur les « Cent jours », et que l'Académie couronna.

Dans le cadre d'un roman d'histoire, documenté sur les mémoires du temps, M. Edouard Noël s'est proposé de tracer un tableau de l'esprit public, et particulièrement de l'âme militaire française, à cette date précise de l'an VIII. Il y essaie une psychologie du coup d'État de Bonaparte, et la « moralité » de son ouvrage ne sera pas, je crois, pour plaire aux apologistes de ce que M. Melchior de Vogüé appellerait « l'opération de police » de brumaire...

L'éditeur Vanier prépare une édition complète, en cinq volumes, des œuvres de Verlaine, où de nombreuses pièces inédites figureront.

Le premier volume est annoncé pour lundi.

M. Jean Moréas nous promet du nouveau pour le mois prochain.

C'est un recueil de poésies, les *Stances*, présentées sous la forme, assez originale en effet, d'une reproduction « photo-lithographique » de son manuscrit.

En littérature aussi, on sait habiller les enfants, de nos jours, d'une façon bien plus amusante qu'autrefois. Sont-ils pour cela de complexion plus saine, et vivront-ils plus vieux?

On verra.

EMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 30095 *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 16. 4e SÉRIE. — TOME X 15 OCTOBRE 1898.

PROFILS AMÉRICAINS

Dick Kingston.

Dans un des grands hôtels de New-York, hôtel extraordinairement luxueux, où les halls énormes, aux lourdes draperies, aux tapis d'Orient, aux meubles dorés, servaient de promenoir et de salon à quelques centaines d'hommes, un groupe surtout se distinguait par son animation. Il se composait d'une douzaine d'individus dans les environs de la cinquantaine pour la plupart, tous coiffés de leurs chapeaux mous, les uns debout, les autres faisant osciller leurs fauteuils à bascule ou rejetés en arrière, leurs pieds commodément posés sur une cheminée ou sur le dos d'un autre fauteuil :

— Les journaux vont crier plus que jamais à l'accaparement, s'écria un des causeurs.

— *Well,* fit celui vers lequel tous les autres se tournaient — traînant d'une façon particulièrement nasale le « well » qui sert de préface à la plupart des phrases américaines — nous les laisserons crier. Ce ne sera ni la première ni la dernière fois, si je ne me trompe.

— Hurrah pour Dick Kingston! dit le plus jeune de la bande. Il n'y a que lui qui comprenne les grandes affaires de nos jours. En voilà un qui n'a pas peur de mettre beaucoup de fers au feu. J'en suis, dites, Kingston? J'en ai assez de me rendre tous les jours à mon bureau et d'y faire aujourd'hui ce que j'y faisais hier. Je mets tout mon avoir dans l'affaire.

A ce moment, un domestique nègre s'avança vers le groupe et dit à M. Kingston qu'une jeune dame le demandait.

— Je suis en affaires, répondit le grand homme avec un peu d'humeur.

— C'est que... je ne sais pas, mais il me semble que la dame, qui est étrangère, ne fait que débarquer et elle paraît toute désorientée. Elle demande M. Kingston avec beaucoup d'insistance.

— Bah! Kingston, on ne fait pas attendre une femme.

— Mais que diable peut me vouloir une étrangère?...

Il n'en dit pas plus long, car il s'aperçut que la voyageuse avait suivi son messager, et n'était qu'à dix pas. Il se leva et se découvrit immédiatement; ses compagnons en firent autant.

— Vous me demandez, Madame... Mademoiselle? reprit-il, notant combien son interlocutrice était jeune.

C'était une petite personne, menue et un peu frêle. Elle levait vers lui de grands yeux noirs, qui semblaient d'autant plus sombres que la peau était singulièrement blanche ; ses cheveux, très abondants, s'enroulaient en lourdes tresses autour de sa tête. Ses traits étaient fins et sa bouche avançait un peu avec une moue d'enfant peureuse. Elle était vêtue d'un costume de voyage, gris sombre, extrêmement simple et portait une petite toque de la même étoffe. Ses mains, qui tremblaient visiblement, tenaient un sac en maroquin.

Comme elle ne répondait pas et semblait prête à pleurer, M. Kingston, supposant que la présence de tant d'hommes assemblés la déconcertait, la conduisit dans un des nombreux salons desservis par le couloir monstre. Là, elle se remit subitement et un sourire effleura ses lèvres.

— Et maintenant, voulez-vous me dire en quoi je puis vous servir?

— Vous êtes monsieur Richard Kingston ?

— Oui.

Le son de cette voix très douce et l'accent français le frappèrent. Quelque chose comme un ressouvenir, mêlé d'inquiétude, surgit en lui.

La jeune fille quitta vivement le fauteuil et tendit son front à l'Américain.

— Bonjour, mon père. Vous ne me reconnaissez pas, ce qui n'a rien de bien surprenant. J'avais deux ans à notre dernière rencontre.

— Qu'est-ce que cela signifie ?

Il s'était levé aussi, avec une brusquerie peu rassurante, et regardait sa fille avec beaucoup plus d'étonnement que de plaisir.

De nouveau, l'étrangère eut très peur ; des larmes lui remplirent les yeux, et la bouche aux lèvres rouges s'avança en moue.

— Je peux m'en retourner... Grand'mère m'a dit...

Dick Kingston sentit un peu de honte en voyant ce gros chagrin. Il prit les deux mains de sa fille et la regarda attentivement, pendant qu'un demi-sourire effaça son expression peu aimable.

C'était un homme superbe que Dick Kingston, grand, fort, leste et agile. Ses cheveux et sa barbe grisonnaient, mais il semblait jeune. En réalité, il n'avait pas encore cinquante ans. Dans toute la force de l'âge, son visage énergique, aux traits bien nettement dessinés, aux gros sourcils noirs, aux yeux très enfoncés dans leurs orbites était le visage d'un homme fait pour mener ses semblables, pour être obéi et même craint, à l'occasion. Il chercha à adoucir autant que possible son air dominateur.

— Alors, vous vous nommez Aimée Kingston ?

— Oui, Mons... oui, mon père.

— Pourquoi n'avoir pas écrit ? C'est très gentil de surprendre les gens, mais, tout de même, je crois qu'il vaut encore mieux les prévenir. Si j'avais pu deviner que la *Touraine* m'amenait une fille, j'aurais été au-devant d'elle et l'arrivée de tout à l'heure, dans un promenoir encombré d'hommes, aurait été évité.

— C'est que... deux fois déjà mes petites lettres du jour de l'an sont restées sans réponse.

— Saperlipopette... C'est, ma foi, vrai. Je suis tellement affairé !

— Oui, j'ai bien compris... Puis, un jour, grand'mère s'est trouvée par hasard causer avec des Américaines...

— Elle ne les aime pourtant guère.

— Cela, c'est bien vrai. Mais elle a pris intérêt à leur conversation parce qu'il était question de vous. Ces dames parlaient de... de votre prochain mariage...

— Ah !... Cela se dessine. Alors, ma chère belle-maman, craignant de me voir oublier tout à fait mes devoirs de père, a pris peur. Comme les lettres restaient sans réponse — ce dont je m'accuse — elle m'a expédié ma petite correspondante. Comment a-t-elle osé vous envoyer toute seule, malgré les convenances archi-saintes de la vieille Europe ?

— Ces dames américaines se sont chargées de moi ; mais comme elles prenaient le premier train pour Boston, elles n'ont pu que me conduire jusqu'à l'hôtel. Et me voici.

— Je vois bien. Mais ensuite... Que vais-je faire de toi ?

Le tutoiement n'existe pas en anglais ; il n'est ici que la traduction libre de la plus grande aisance et familiarité qui s'établissaient par degrés entre ce père et cette fille, absolument étrangers l'un à l'autre.

— Cela, je n'en sais rien. C'est à vous à décider.

— Diable ! comme si c'était commode...

Il se mit à examiner la fine et gentille Aimée, tout en réfléchissant profondément. D'abord gênée par ce regard qui semblait peser le pour et le contre, la jeune fille rougit et baissa les yeux. Puis, le silence se prolongeant, elle regarda son père et le sourire qui errait autour de ses lèvres devint moins vague. On voyait qu'elle avait envie de rire — et, un peu, de pleurer.

— Tu m'as tout l'air de te moquer de moi.

— Oh ! mon père... je n'oserais jamais.

— Bah ! pourquoi pas ? Il serait fort ridicule à nous de jouer des rôles convenus et de prétendre, d'un côté, au respect, et de l'autre, à la tendresse. Nous sommes deux étrangers qui nous rencontrons d'une façon un peu plus bizarre que d'ordinaire, voilà tout. Que sortira-t-il de cette rencontre ? Je n'en sais rien — ni toi non plus. Nous pouvons nous convenir. Mais, il est infiniment probable que nous ne nous conviendrons pas du tout. Nous ne parlons la même langue, ni au figuré ni en réalité. Dire que Dick Kingston a une fille pour qui le *th* semble présenter des difficultés insurmontables !

— Je remportais tous les prix d'anglais à la pension. Notre professeur disait que j'avais beaucoup de dispositions pour les langues étrangères.

— Oh ! voilà ; l'anglais ne devrait pas être, pour Aimée Kingston, une langue étrangère.

Il vint au bout des lèvres rouges ces mots : « A qui la faute ? » mais ils ne furent pas prononcés. Dick Kingston, à qui rien n'échappait, les devina pourtant et, à l'instant, le passé si bien oublié reparut subitement.

Lancé très jeune dans les affaires, il s'était octroyé, avec ses premiers gains, un voyage en Europe. A Paris, il prit pension dans une famille, afin d'apprendre plus vite le français. Deux provinciales, Mme et Mlle de Merlin, à peu près ruinées par la guerre,

s'y trouvaient également en qualité de pensionnaires. Dick, fort épris de la jeune fille, la demanda en mariage. Malgré la grosse difficulté de marier une fille sans dot dans son monde, Mme de Merlin hésita longtemps. Claire trancha la difficulté en déclarant qu'elle suivrait le bel étranger et qu'elle serait sa femme.

Malgré les gémissements de sa belle-mère, Dick enleva sa femme et la transplanta à New-York, sans crier gare. La pauvre petite ne savait pas un mot d'anglais, ne connaissait âme qui vive, comparait la ville américaine à Paris, trouvait les rues fort mal pavées, la nourriture exécrable et les journées fort longues. Son mari fut vite absorbé par le tourbillon des affaires multiples qui le passionnaient et, rentrant le soir, fourbu, trouvait sa jeune femme en pleurs. A ce moment, une crise monétaire survint qui balaya net tous ses anciens gains, et la misère semblait proche.

Un beau jour, la jeune Mme Kingston annonça à son mari qu'elle en avait assez de l'Amérique, des sauts brusques de la richesse à la pauvreté, que le climat meurtrier ne valait rien à sa chétive petite fille ni à elle-même, que l'anglais lui semblait une langue de barbares, impossible à apprendre, et qu'elle s'en retournait auprès de sa mère. Mme de Merlin avait hérité d'une toute petite fortune et lui ouvrait les bras.

Dick écouta, trop stupéfait pour comprendre tout de suite. Il plaida de son mieux, car s'il n'était plus aimé, il croyait aimer encore. La paternité l'avait peu ému, mais il était tout prêt à se montrer mari attentif et tendre, et il se sentait de taille à conquérir bientôt une fortune digne de sa chère femme. Sa chère femme écoutait, impassible. Sa réponse invariable : « Je veux retourner auprès de maman », finit par exaspérer l'Américain.

Elle partit, emportant sa fillette dans ses bras. Elle donna une demi-promesse de revenir lorsque Dick serait en état de lui faire la vie plus douce. Ce moment arriva. Il écrivit des lettres très pressantes d'abord, moins pressantes par la suite, enfin très résignées. Au bout de quelques années, la jeune femme mourut subitement. Une fois, chaque année, Aimée envoyait à ce père mystérieux une petite lettre absolument insignifiante à laquelle Kingston répondait parfois, mais qui, généralement ne provoquait que l'envoi d'un chèque, plus ou moins important selon l'état de ses affaires. Depuis plus de deux ans, il avait à peu près oublié l'existence de cette fille qu'il n'avait jamais eu le temps d'aimer. Le passé lui semblait une histoire très vieille et très vague que quelqu'un, dans le temps, lui avait racontée.

C'est que depuis lors Dick Kingston était devenu un des spéculateurs les plus hardis et les plus heureux des États-Unis. Asolument sans scrupules en affaires, se croyant pourtant honnête parce qu'il connaissait les lois et s'arrêtait à temps, il trouvait une joie âpre de joueur chaque fois qu'il hasardait ses millions. Il avait touché à tout : aux chemins de fer, aux achats de terrains, au lancement de quelque ville champignon sur le parcours d'une ligne ferrée, aux mines d'argent, au pétrole, aux grains, à tout enfin.

Il s'occupait maintenant d'une gigantesque affaire où des capitaux énormes se trouvaient engagés. Il avait réussi à mettre la main sur d'importantes mines de charbon. Il entendait se rendre maître du marché, acculer les petits marchands, les ruiner par une concurrence formidable. Il trouvait le moyen d'abaisser les prix, tout en ne donnant que de la houille de première qualité, de façon à écarter tout débitant qui ne serait pas sa créature. Impitoyable pour les vaincus de la lutte, il songeait d'un autre côté à donner plus de bien-être aux mineurs, à éviter ainsi les grèves, de plus en plus sérieuses et qui désolaient le pays ; à soulager aussi les pauvres, qui se chaufferaient à meilleur compte que par le passé. C'était le monopole, tel qui le commerce moderne américain le comprend.

Une telle entreprise ne pouvait se mener à bien par ses forces seules. Si riche qu'il fût, sa fortune eût été engloutie par les premiers frais, tout à fait énormes. D'autres capitalistes se joignaient à lui mais le laissaient maître de mener l'affaire comme bon lui semblait. On lui connaissait une poigne de fer, une tête solide, un sang-froid extraordinaire de joueur heureux. Jamais, pourtant, il n'avait engagé une partie plus dangereuse, plus hasardée. S'il tombait, il se cassait les reins, infailliblement. Mais il comptait bien réussir et il rassemblait, dans ses mains puissantes, les fils compliqués qu'il s'agissait de faire jouer.

Et c'est en un tel moment que cette fille, qu'il ne connaissait pas, lui tombait sur les bras. La mère l'avait abandonné dans un moment où il aurait eu le plus grand besoin d'affection. Maintenant qu'il se souciait fort peu des sentiments de famille, Aimée lui disait tranquillement :

« Qu'allez-vous faire de moi ? »

A la vérité, il n'avait qu'un désir : la remettre à bord du premier bateau en partance.

Tandis que toutes ces pensées traversaient son cerveau avec la rapidité d'un éclair, il cherchait à démêler quelque ressemblance de la fille à la mère. Il n'y en avait guère. Elles avaient la même taille, la même grâce un peu menue et fragile, mais là s'arrêtaient les points de ressemblance. La jeune fille, au beau regard candide, était certes plus intelligente que ne l'avait été sa mère. Malgré sa gêne et sa timidité, il était aisé de voir qu'Aimée n'était incapable ni de raisonnement, ni même d'esprit. Le

regard parfois malicieux de ses grands yeux noirs en était garant.

Alors, tout d'un coup, l'Américain s'avisa que ces yeux noirs avaient la forme et la couleur des siens propres. Comme il souriait, Aimée sourit aussi. Puis, cédant à une envie qui la travaillait depuis que le silence était devenu un peu embarrassant, elle éclata d'un rire si jeune, si frais, que M. Kingston se joignit à elle comme si, de fait, l'absurdité de leur situation réciproque l'eût subitement frappé.

Lorsque leur rire se fut calmé, M. Kingston s'assit tout à côté de sa fille et garda sa petite main dans les siennes. C'était un charmeur que cet homme d'affaires. Il était fort aimé de ceux qui le connaissaient bien. Il eut « mis dedans » son ami le plus intime si la marche triomphante de ses affaires l'eût exigé, mais, en dehors de ces dures nécessités, connues de tous les Napoléons des deux mondes, il était le plus serviable, le plus cordial, le plus séduisant des hommes.

— Et maintenant, Aimée, que tu n'as plus peur de moi, causons. Je n'ai pas d'affaire plus pressante en ce moment que de faire connaissance avec toi. Je te consacrerai mon dimanche, et, lundi, nous serons assez bons amis pour que...

— Pour que vous m'oubliiez de nouveau et que mon nom devienne une ironie, comme par le passé.

— Voyez-vous, la méchante!... Point de récriminations, mon enfant. Je confesse mes torts. Un galant homme ne peut faire plus. Je suis tout prêt à me le faire pardonner... pourvu que le pardon ne se fasse pas acheter trop cher.

— C'est que je suis exigeante!

— Voyons les exigences?

— Je me sens toute disposée à vous aimer beaucoup — mais à charge de revanche. Si vous saviez combien de fois j'ai cherché à me figurer ce qu'était mon père! Je vous voyais beaucoup plus vieux, je ne sais pourquoi, plus effrayant — quoique vous le soyez suffisamment. J'ai rêvé à vous si souvent!

— Pourquoi ne m'avoir pas dit cela au lieu de m'assurer au bas de tes petites lettres, très vides, de ton respect? Ce que je me moque de ton respect!...

— Cependant, une fille doit...

— Laissons cela. Il est convenu que nous sommes deux étrangers, jetés ensemble pour la première fois et que, par suite de circonstances étranges, nous avons besoin l'un de l'autre.

— C'est-à-dire que j'ai besoin de vous.

— N'interromps pas à chaque instant. Nous voici revenus à notre point de départ : que vais-je faire de toi?

— Votre fille, votre petite compagne — je voudrais ajouter votre aide, votre secrétaire au besoin... seulement, comme je fais des fautes d'orthographe en anglais, mes services ne seraient pas bien précieux.

— En effet, et Dick Kingston se prit à rire, de nouveau. Il ne s'agit pas de savoir en quoi tu pourrais m'être utile, mais, littéralement, ce que je ferai de toi. Je pars, lundi, pour une rapide tournée d'affaires.

Aimée baissa la tête. Elle avait tant espéré devenir la confidente, l'amie de son père, que ce départ précipité lui semblait la fin de tous ses rêves. Elle entrevit vaguement ce que pouvait être un homme pareil, dont toutes les pensées s'absorbaient dans de gigantesques combinaisons, dont toutes les forces se dépensaient à les faire réussir. Que venait-elle se jeter au milieu de ces mailles compliquées, comme une mouche bourdonnante? Kingston l'examinait, en attendant sa réponse qui ne venait pas. Alors il dit brusquement :

— Et, maintenant que j'y pense, que serais-tu devenue si tu ne m'avais pas trouvé?

— Mrs Mills, l'Américaine qui s'est chargée de me conduire, avait télégraphié et la réponse l'avait satisfaite.

— Je vois que de sages précautions avaient été prises. Mais, comme je ne suis pas sûr de mes propres mouvements, d'autres ne peuvent guère en savoir plus long que moi.

— Si je ne vous avais pas trouvé, je serais allée au couvent du Sacré-Cœur, où une de ces dames que j'ai connues rue de Varennes m'eût accueillie. Si vous ne voulez pas de moi, père, vous pourrez me conduire là, en attendant que je trouve une famille pour me ramener à ma grand'mère.

— Et cela t'amuserait?

— Pas du tout.

— Veux-tu que je t'emmène?

— Cela vous dérangerait terriblement!

— Un peu — mais moins que mes remords si je me débarrassais de toi contre ton gré. Allons! c'est entendu. Sois prête lundi de bonne heure. Je vais te commander un appartement. Je vis à l'hôtel. Pour un homme comme moi, c'est bien plus commode que d'avoir un établissement à soi. On y est très bien. Cependant... cependant, et sa voix prit une douceur singulièrement pénétrante, un foyer a du bon.

Aimée, qui s'était levée comme lui, le regarda vivement. Pendant un instant elle crut qu'il songeait à un foyer dont sa fille ferait les honneurs. Mais elle fut vite détrompée. La figure énergique, un peu rude de son père était comme illuminée. Timidement elle lui posa la main sur le bras.

— Alors... c'est vrai?

— Quoi?

— Ce qu'on a dit à grand'mère?

— Peut-être... Un jour, lorsque nous serons tout à fait bons camarades, je te conterai cette histoire

qui semble t'intriguer. Mais ne me questionne pas. Cela vaudra mieux pour tous les deux.

Il installa sa fille comme une petite princesse. Elle eut son salon, sa chambre avec salle de bains, et il lui enseigna à se servir de son téléphone pour donner ses ordres, à faire jouer l'électricité, etc.

— Mais c'est beaucoup trop beau, père, beaucoup trop. Je ne suis pas habituée à un luxe pareil. Je me fais l'effet de Cendrillon dans le palais du Prince.

— Bah! il ne faut qu'un coup de baguette pour transformer Cendrillon en princesse, et voici la baguette.

Ce disant, il lui mit plusieurs billets de banque dans la main.

— Je viendrai te prendre à sept heures pour te faire dîner chez Delmonico. Fais-toi belle. Nous irons ensuite au théâtre, à moins que tu ne sois trop fatiguée. Maintenant, j'ai encore mille choses à faire. Si tu as envie de te promener, commande une voiture...

— Mais qui m'accompagnerait?

Dick se retourna vivement.

— Qu'est-ce que c'est que cette bêtise-là? Quel âge as-tu?

— Dix-neuf ans et demi.

— Et tu ne peux pas sortir sans bonne d'enfant? Tâche de te rappeler que tu n'es pas en Europe, que tu es une personne raisonnable; tu dois savoir te conduire et non pas être conduite. Cela nous promet de l'agrément si, à chaque pas, tu réclames un chaperon...

— Ne vous fâchez pas, père. On m'avait bien dit qu'en Amérique les jeunes filles sortaient seules, mais entre savoir une chose et la pratiquer il y a...

— Tout un océan. Mais l'océan est traversé.

— Je ferai de mon mieux pour que vous ne rougissiez pas trop de moi.

— C'est bien dit. On doit t'apporter tes bagages. Installe-toi et, surtout, n'hésite pas à donner tes ordres.

Sur quoi il sortit, et Aimée regarda autour d'elle tellement étonnée de tout ce qui venait de se passer qu'elle s'assit tout au bord d'un énorme fauteuil sans songer à ôter son chapeau. Elle chercha alors à rassembler ses idées.

Mme de Merlin, conservatrice dans l'âme, avait élevé sa petite-fille à peu près comme on l'avait élevée elle-même. La jeune Parisienne de nos jours, qui sait parfaitement ce qu'elle veut et ne se laisse guider qu'en rechignant, la scandalisait presque autant qu'une Américaine. C'est tout dire. Par quels raisonnements était-elle arrivée à se séparer d'Aimée, à la lancer seule dans un pays détesté? Il faudrait entrer dans les recoins de sa cervelle pour le comprendre. Elle avait beaucoup souffert de la pauvreté, qu'elle haïssait. Arrivée à une aisance très étroite, elle désirait ardemment que sa petite-fille fût riche. Lorsque, par hasard, elle rencontra Mrs Mills, et apprit la situation extraordinaire de son gendre, elle eut un éblouissement. Mrs Mills, qui trouvait Aimée gentille, s'amusa à la pensée de l'imposer à son père. Elle s'offrit très gracieusement à servir de chaperon à la jeune fille et répéta sur tous les tons qu'en Amérique la liberté de tester existe d'une façon absolue et que Dick Kingston serait fort capable, comme il en avait le droit, de ne pas laisser un « sou rouge », selon son expression, à cette fille qu'il ne connaissait pas et ne cherchait pas à connaître. D'autant plus que Dick, encore dans la force de l'âge, allait se remarier.

La bonne dame prit peur et consulta Aimée, ce qui ne lui arrivait guère. La jeune fille, les yeux brillants, battit des mains. Elle était timide, mais non pas poltronne. L'idée de changer d'air, de voir un monde nouveau et de prendre d'assaut le cœur de son père lui sourit extraordinairement. Mme de Merlin la regarda avec effarement. Le sang américain s'affirmait tout d'un coup.

Dans la bousculade du départ, du voyage, de l'arrivée, de la rencontre, la jeune Française n'avait pas eu le temps de réfléchir beaucoup. Prise par le tourbillon, il lui semblait être une de ces petites feuilles d'automne, enlevées par le vent, ne touchant terre que pour être de nouveau lancées au loin.

Quelle impression son père avait-il produite sur elle? Elle ne savait trop. Un peu de frayeur, beaucoup d'admiration, un grand désir de se faire aimer — et la conviction qu'elle n'y parviendrait probablement pas. Mais tout cela était fort confus en elle encore. L'avenir qui se chargerait de débrouiller l'écheveau l'attirait, et pourtant elle tremblait.

Elle était encore assise au bord de son fauteuil lorsque sa malle lui fut apportée. Il n'était pas cinq heures. Lorsqu'elle eut déballé sa plus jolie robe et qu'elle se fut habillée, elle ne sut plus que faire. N'osant sortir, elle s'ennuya. De sa fenêtre, elle apercevait un bout de Place, beaucoup de passants et elle entendit l'éternel bruit des trams et des horribles sirènes du port. Cette première impression de l'Amérique ne fut guère favorable.

Dick Kingston, d'un coup d'œil rapide détailla la toilette bleue de sa fille qui lui semblait un peu bien simple, mais convenable cependant. Ce soir-là, elle causa peu, étourdie du luxe qui l'entourait, se méfiant des mets inconnus qu'on lui présentait et s'imaginant que les dîneurs en grande toilette, et généralement assez bruyants, dont la salle était encombrée l'examinaient et la jugeaient stupide. A vrai dire, elle tombait de fatigue et de sommeil; son père, s'en apercevant, la reconduisit à l'hôtel.

Des semaines qui suivirent, Aimée garda longtemps une impression très pénible. Elle se sentait chaque jour plus à charge à son père; moins avancée en somme dans son intimité qu'après leur première entrevue. Non qu'il ne fût bon et prévenant. Dès leur arrivée dans une ville, il s'occupait de son installation, lui apportait des boîtes de bonbons et des fleurs, lui achetait des livres à tort et à travers et la suppliait de courir les magasins afin de les dévaliser tout à son aise. En chemin de fer, elle avait toujours son *state-room* réservé où il venait lui faire visite. Mais au bout de quelques instants, il ouvrait un journal et s'absorbait dans cette lecture, à moins qu'il ne dormît : le voyage, pour lui, étant un prétexte au repos, dont il avait grand besoin.

En dehors des heures de repas, Aimée ne le voyait guère et souvent, même à table, il amenait quelques amis avec lesquels il entamait une longue discussion d'affaires. La jeune fille, toute désorientée, se désespérait. Certes, son père rougissait d'elle. A peine la présentait-il, d'un mot sec : « ma fille, messieurs », qui empêchait tout commentaire, toute question. Et « ma fille » baissait les yeux, avec une forte envie de pleurer, devant l'étonnement presque scandalisé des Américains. Évidemment, personne ne connaissait l'histoire du mariage de Dick Kingston.

Les longues journées solitaires à l'hôtel énervaient la pauvre enfant. Les livres, achetés sans discrimination, ne l'amusaient que rarement; alors, timide, tremblante, elle se hasardait parfois dans les rues, où il lui semblait que tout le monde la regardait comme une bête curieuse. En réalité, on s'occupait fort peu d'elle; un coup d'œil rapide la reconnaissait étrangère, et c'était tout. Le bruit assourdissant des trams électriques, la bousculade des passants, le débraillé de certaines villes de troisième ordre l'ahurissaient. Elle craignait de ne plus se rappeler le nom de son hôtel et, en hâte, elle rentrait, fatiguée et plus attristée encore que par le silence morne de sa chambre. Lorsque, par hasard, son père trouvait moyen de lui accorder deux heures et de la promener en voiture, elle se sentait très heureuse et très fière. Mais, en ce moment, Dick Kingston se trouvait aux prises avec des difficultés telles qu'il retombait vite dans ses méditations.

La jeune fille en vint à regretter son départ de la France. En écrivant à sa grand'mère, tout en faisant l'éloge de la générosité de son père, un peu du désarroi moral de la petite se glissait entre les lignes.

L'ennui, la fatigue des voyages, le changement de nourriture commençaient à se faire sentir. Aimée devint pâle, languissante, sans appétit. Son père, malgré ses préoccupations, finit par s'en apercevoir.

— Tu n'es pas bien? Tu ne manges rien.

— J'ai si peu l'habitude de prendre une quantité de choses étranges au petit déjeuner! Une tasse de café au lait et du pain me suffisent. Mais, en Amérique, on ne se doute pas de ce qu'est une bonne tasse de café au lait!

— Tu t'ennuies formidablement, voilà ta maladie.

Aimée sentit les larmes lui monter aux yeux. Mais elle avait trop le respect de la vérité pour nier son ennui. Elle se contenta de dire timidement.

— Lorsque je vous vois, je ne m'ennuie pas.

Dick ne répondit pas. Il tambourinait de ses doigts nerveux sur la nappe et semblait réfléchir.

— Écoute. Ce n'est pas une vie pour une jeune fille que celle que nous menons. Nous partons demain pour Chicago. J'ai là une amie à qui j'ai écrit. Elle t'invite à passer quelque temps avec elle. Je suis sûr que tu lui plairas.

Il ne dit pas « qu'elle te plaira ». Cela allait de soi.

Aimée, surprise, méfiante aussi, s'écria :

— Je n'aime pas les étrangers, je voudrais rester avec vous. Qui est cette amie?

— Miss Anna Heresford.

— Une jeune fille?

— Elle a trente-cinq ans.

— Oh! une vieille fille...

Dick sourit.

— Ceux qui ont l'honneur de connaître Miss Heresford ne songent pas à l'appeler « vieille fille ». Elle est restée, par la mort de sa mère, il y a quinze ans, à la tête de la maison de son père, qui était malade. Il est mort, il y a longtemps. Elle avait trois jeunes sœurs et un frère. Elle les a élevés. Les sœurs sont maintenant mariées. C'est la plus vaillante, la plus charmante, la plus intelligente des femmes. Tu me diras ce que tu en penses un peu plus tard.

Alors Aimée se dit : « C'est elle » et elle soupira.

Miss Heresford habitait une maison bâtie en pierre grise un peu foncée, ombragée de quelques beaux arbres, et située non loin du lac Michigan. La maison, de grandeur moyenne, largement assise, était essentiellement familiale, *home-like*, comme on dit là-bas, meublée sans luxe, mais très confortablement. Les tableaux, les objets d'art manquaient un peu et il y avait trop de fauteuils à bascule. En dehors de cela, un goût féminin assez distingué présidait à l'arrangement de cet intérieur. Tout proclamait l'aisance, mais non pas la richesse.

Miss Heresford, grande, mince, souple, le pas ferme, la tête tenue un peu haute, semblait faite pour sa maison et sa maison pour elle. On ne pouvait pas dire qu'elle fût jolie; elle était loin d'être laide. Des cheveux châtain clair, très abondants, naturellement frisottants, des yeux d'un grand éclat, de couleur changeante, allant du gris clair au bleu foncé, un nez un peu fort, une grande bouche avec des dents superbes, d'un blanc éclatant, le teint un

peu hâlé d'une personne qui ne craint ni le soleil, ni le vent donnaient une impression de force, de santé et de volonté tout à fait curieuse. Comme sa voix était douce et que l'éclat de ses yeux se voilait parfois, elle attirait. Anna Heresford, dans l'opinion de M. Kingston au moins, était le charme incarné. Elle lui semblait toujours avoir vingt ans comme la première fois où il l'avait vue. Elle ne paraissait, du reste, pas son âge.

Elle reçut sa jeune invitée avec une aisance simple qui rassura la timide Française. Il n'y eut de démonstrations exagérées ni d'une part, ni de l'autre. Miss Heresford conduisit Aimée à sa chambre, la laissa à sa toilette et redescendit causer avec son vieil ami qui, depuis peu, était officiellement son fiancé. L'instinct d'Aimée ne l'avait pas trompée.

Aimée avait cédé au désir de son père, mais sans grand enthousiasme.

De plus, la dernière lettre reçue de France, écrite par son unique amie intime, Léonie Dufour, lui donnait fort à réfléchir. En post-scriptum, la jeune fille disait : « Il paraît que Maurice Letourneur part pour l'Amérique. Il a, dit-on, été faire visite à ta grand'mère, qui l'aurait assez mal reçu. Nous nous creusons la tête pour savoir ce qui l'appelle au delà de l'Océan. Si tu en sais plus long que nous à ce sujet, tu serais bien gentille de m'en faire part. »

L'année précédente, Aimée et sa grand'mère avaient été aux bains de mer où elles s'étaient trouvées avec la petite amie de Paris. Maurice Letourneur, jeune avocat fraîchement éclos, parent de Mlle Léonie, était de toutes les parties de pêche ou de promenade, faites en bande. Depuis, Aimée ne l'avait aperçu que de loin en loin. Secrètement, cependant, elle avait beaucoup rêvé au jeune avocat, joli garçon, gai, le boute-en-train de toute leur petite société.

Elle y rêvait si bien que Miss Heresford dut venir la chercher pour prendre congé de son père. Dick Kingston comptait faire de Chicago son quartier général pendant un mois ou deux, mais il s'absenterait souvent et logerait à l'hôtel. En le voyant partir, Aimée eut un peu peur ; elle se sentit abandonnée une fois de plus. Miss Heresford s'en aperçut et, prenant la main de sa future belle-fille, dit avec son cordial sourire :

— Nous deviendrons de véritables amies, c'est moi qui vous le prédis.

Alors, l'Américaine fit causer la jeune étrangère. Elle lui posa des questions un peu trop précises peut-être, mais intelligentes, bien choisies, auxquelles Aimée répondit de son mieux, un peu étonnée mais nullement choquée, tant Miss Heresford semblait dans son droit. Pendant ce temps, les doigts agiles de Miss Anna s'occupaient à une broderie.

— Maintenant, fit-elle, vous devez être aussi curieuse à mon égard que je me suis montrée au vôtre.

— Mon père m'a parlé de votre admirable dévouement, Mademoiselle.

Anna Heresford leva les yeux avec un étonnement nullement joué.

— Alors, il a eu tort, mon enfant. J'ai fait mon devoir, comme vous feriez le vôtre à l'occasion, parce qu'il s'est présenté, et qu'un devoir ne se discute pas ; il s'accepte. J'ai été, de bonne heure, maîtresse de maison, voilà tout. Maintenant, je ne me suis nullement crue obligée de me sacrifier. J'ai toujours su me réserver une part de toutes mes journées. Je mène une vie très active, la seule qui puisse convenir à ma nature. Je suis présidente d'un club littéraire, auquel je m'intéresse beaucoup ; je fais partie de plusieurs sociétés de secours ; je vais, aussi, beaucoup dans le monde, car j'ai un cercle d'amis fort étendu. Mon père était un des premiers fondateurs de Chicago. Nous devrions donc être riches ; nous ne le sommes pourtant pas. La fortune va à ceux qui savent l'arrêter au passage.

— Mais vous ne vous êtes pas mariée, afin de servir de mère à vos jeunes sœurs.

Anna rougit imperceptiblement, mais elle répondit avec calme.

— Dans mon pays, on sait attendre.

Puis, comme Aimée, silencieuse, la dévorait des yeux, Miss Heresford continua posément.

— Il vaut mieux, Aimée, qu'il n'y ait pas de malentendu entre nous deux. Il y a de longues années que votre père m'aime et que je... songe à lui. Notre mariage doit se faire le mois prochain.

Si persuadée qu'elle eût été de la chose, Aimée se sentit tellement bouleversée qu'elle ne trouva pas un mot à répondre. Gênée par ce silence, Miss Heresford la regarda et vit qu'elle pleurait.

— Ma pauvre petite, cela vous fait beaucoup de peine, et je le conçois, quoique vous n'ayez probablement que des souvenirs assez vagues de votre mère.

— Pardon, Mademoiselle, je suis sûre que mon père n'aurait pu faire un meilleur choix. Voulez-vous m'embrasser ? Je crois que je pourrais vous aimer beaucoup, si vous le vouliez.

Miss Anna ne se fit pas prier, quoiqu'elle eût l'horreur des « scènes ». Elle ne fut nullement fâchée de voir entrer son frère, garçon de vingt-huit ans, qui ne lui ressemblait nullement.

— Harry, voici Aimée Kingston, dont je t'ai annoncé la visite.

Harry prit la main de la jeune fille, lui donna une étreinte qui faillit arracher un cri de douleur à sa victime, et lui demanda, presque à brûle-pourpoint, si elle montait à bicyclette.

— Oh ! non, Monsieur, grand-mère ne me le per-

mettrait jamais. Ce serait tout à fait inconvenant pour une jeune fille de mon monde.

Harry la regarda avec des yeux agrandis par la stupeur. Puis il éclata de rire, si bien qu'Aimée le considéra comme fort mal élevé, très indigne d'être le frère d'une *lady* comme Anna Heresford.

— Mais c'est absurde! D'abord, Miss Aimée, vous n'avez à écouter que votre père ici. Comment voulez-vous nous accompagner, Anna et moi, dans nos promenades, si vous ne montez pas?

— C'est vrai, ma petite, dit Anna en souriant; dès le matin, je prends une bicyclette pour faire mon marché...

— Vous allez au marché?

— Mais oui, comme toutes les femmes que je connais. C'est-à-dire que nous passons chez nos fournisseurs, tout bonnement. Quand nous sommes paresseuses, nous faisons notre marché par téléphone, mais cela ne nous arrive pas souvent. Nous tenons à être bien servies. Croyez-moi, apprenez à monter, vous vous en trouverez bien.

— Je vous donnerai votre première leçon ce soir, s'écria Harry, et dans trois jours, je vous garantis que vous ferez le tour du parc!

Et ainsi fut fait, malgré les remontrances de plus en plus faibles d'Aimée. Que dirait sa grand'mère?...

En se couchant, elle s'avoua qu'il était bien plus agréable d'être sous la protection de Miss Anna que, seule, à l'hôtel.

Dick Kingston avait des bureaux à Chicago; il tenait surtout à dominer les marchés de l'Ouest. Ses affaires marchaient à pas de géant, mais lui donnaient parfois des inquiétudes qui allaient jusqu'à l'angoisse. Absolument maître de lui-même, personne ne devinait la fièvre qui, rarement, le quittait. Dans ces moments de crise, il se sentait vivre deux fois. Il fut violemment attaqué, comme de juste. Un grand journal publia une diatribe passionnée contre lui, reproduisant son portrait en tête de l'article, comme il arrive constamment dans les énormes journaux d'outre-océan, illustrés de caricatures ou d'illustrations plus sérieuses, très réussies parfois. Il est même curieux de voir la somme de talent qui se dépense chaque jour dans ces feuilles, parcourues un instant, jetées l'instant d'après.

Aimée, par hasard, était tombée sur cet article venimeux. Elle courut au-devant de son père dès qu'il entra:

— Père! père! vous allez vous battre?

— Moi? Pourquoi?

— Ce journaliste vous insulte, il vous appelle accapareur, fléau du commerce de votre pays, malhonnête homme enfin!

M. Kingston éclata de rire.

— Cela veut dire, tout bonnement, qu'il n'a pas mes idées, ou bien qu'il aimerait assez à faire partie de mon syndicat — je ne sais trop lequel. Du reste, peu importe. Non, Aimée, nous ne pratiquons pas le duel comme en France; cela nous semble un enfantillage ridicule, indigne d'hommes faits. Personne ne songe pourtant à douter de notre courage; nous savons jouer notre vie, quand la partie en vaut la peine. Pour ces attaques de journalistes, nous les écartons, comme nous écartons nos moustiques. Personne ne les prend au sérieux. Tout ce que je demande à ces messieurs, c'est de ne pas toucher à ma vie privée — et de cela je ne suis nullement assuré. Chaque fois que j'ouvre un journal, je m'attends à trouver l'histoire de ma paternité, ignorée jusqu'à présent, avec un portrait de ma fille, son âge, la couleur de ses yeux, et le nom de sa couturière.

Aimée le regarda avec un effarement tel que tous se mirent à rire.

Le lendemain, Dick Kingston se trouvait dans son bureau, décachetant un monceau de lettres, lorsque l'on frappa à sa porte. Il était dans ses principes de se laisser approcher facilement, à moins qu'il ne fût en affaires pressées. Il cria donc: « Entrez! » et continua à examiner son courrier, le chapeau sur la tête et un gros cigare à la bouche.

Un jeune homme entra et s'arrêta un peu interloqué. Comme il ne disait rien, l'Américain leva la tête et dit un peu brusquement:

— Vous désirez, Monsieur?...

— Vous parler, Monsieur; je suis venu de Paris pour cela.

Dick Kingston, du coup, laissa là une lettre à demi lue, offrit du geste un siège et ôta son chapeau. Il s'apprêtait à écouter, mais ne faisait rien pour faciliter l'entretien.

Le jeune homme s'assit et chercha ses mots. Il était évidemment très ému. Enfin, il dit:

— Monsieur, il y a un mois je suis allé trouver Mme de Merlin.

— Ah!... Vous connaissez mon aimable belle-mère. Je ne vous en fais pas mon compliment. Elle vous a conseillé de voyager, de venir faire connaissance avec les États-Unis? On me l'aura changée. Je ne la reconnais plus.

— Non, Monsieur. Elle ne m'a donné qu'un conseil, qui, à vrai dire ressemblait à un ordre: celui de ne plus me présenter chez elle.

— Voilà qui me rassure. Elle a moins changé que je ne le craignais. Pourquoi se privait-elle de votre connaissance? Vous m'avez tout l'air d'un garçon intelligent. De mon temps, elle s'entourait surtout de vieilles ganaches. C'est peut-être, après tout, que vous dépareilliez sa collection.

— Elle avait un autre motif pour m'éloigner.

J'aime sa petite-fille et je lui ai demandé de me la donner pour femme. Elle a refusé net.

— Pourquoi ?

— Parce que je ne suis pas assez riche et que ma profession d'avocat lui agrée peu. Il se passera des années avant que je puisse prétendre à une situation passable au Palais. Depuis qu'elle a réussi à mettre mademoiselle votre fille sous votre protection, elle a des prétentions démesurées au sujet de son mariage. Elle veut non seulement une fortune, mais un titre.

— Ah bah !... Et sous quel prétexte ?

— Celui de votre grande richesse, dont Mlle Kingston héritera, sans doute.

— Est-ce cette richesse qui a motivé votre propre voyage ?

Maurice Letourneur rougit de dépit et de honte. Il se leva brusquement.

— Monsieur, je me suis juré de rester calme. J'ai prévu votre soupçon. Je sais que, malheureusement, les héritières de votre pays sont fort recherchées par les meurt-de-faim du mien...

— Ne vous fâchez pas, Monsieur, il n'y a vraiment pas de quoi. Je tiens seulement à vous dire que je ne compte pas faire de ma fille mon héritière. Si je mourais riche, ce qui n'est pas sûr, j'ai l'intention de laisser ma fortune, en grande partie du moins, à une œuvre dont l'idée me poursuit depuis longtemps. De plus, je n'ai pas encore cinquante ans et je me marie dans quelques semaines. Vous savez que nous avons, en Amérique, le droit absolu de tester.

— Je le sais, Monsieur.

— J'ai l'horreur des conventions. Or, c'en est une que la fameuse « voix du sang ». Aimée est fort gentille ; elle m'est pourtant assez indifférente. Je n'ai pas eu le temps d'apprendre à la connaître. Je ne lui veux aucun mal. Au contraire, je souhaite qu'elle soit heureuse. Mais, comme je ne me reconnais aucun droit à sa tendresse ou à son respect, je ne me crois aucun devoir envers une enfant qui m'a été enlevée par sa mère. Qu'avez-vous à répondre à tout cela ?

— Que j'ai l'honneur de vous demander la main de votre fille.

— Elle vous aime donc ?

— Je n'en sais rien. J'espère ne pas lui déplaire.

— Que diable !... Vous ne vous êtes pas entendu avec elle ?

— Mon devoir était d'aller droit à vous, Monsieur, avec l'espoir que vous me recevriez mieux que ne l'a fait Mme de Merlin.

— Au fait, si cela pouvait lui être très désagréable, ce serait une raison. Mais, Monsieur, nous menons ces affaires-là autrement chez nous. Je vous ai dit que je ne me considère nullement comme ayant les moindres droits sur ma fille. A vous de vous faire aimer.

— Alors, vous ne vous opposerez pas à notre mariage ? Que de remerciements, Monsieur !...

— Vous ne m'en devez aucun. Ce n'est pas mon affaire. Seulement, à titre amical, je pourrais vous demander comment vous comptez subvenir aux frais de votre famille.

Maurice Letourneur baissa la tête. Puis, il la releva fièrement.

— Monsieur, nous serons sans doute très pauvres, mais si Mlle Aimée est la vaillante fille que je crois, elle acceptera quelques années un peu dures, en attendant que je fasse ma trouée. Comme fortune personnelle, j'ai environ trois mille francs de rentes. Il ne me reviendra aucun héritage. Je suis orphelin.

M. Kingston regarda avec un sourire plein de pitié ce phénomène de l'autre monde, pour qui six cents dollars comptaient pour quelque chose. Il siffla doucement pendant quelques instants. Alors, il dit :

— Quand espérez-vous gagner un peu sérieusement ?

— Dans cinq ou six ans peut-être. J'ai déjà quelques petites affaires à plaider qui me rapporteront un ou deux billets de mille au bout de l'année.

— C'est la misère que vous proposez à ma fille.

— Peut-être. Nous verrons ce qu'elle choisira : la misère avec moi ou la vie large auprès d'un père qui la renie, et d'une belle-mère qui lui fera sans doute sentir qu'elle n'est qu'une intruse.

Le jeune Français était fort en colère et ne cherchait pas à s'en cacher. M. Kingston le regarda en souriant. Il avait l'air de s'amuser beaucoup.

— Vos compatriotes manquent toujours de sang-froid, c'est un de leurs grands défauts. Pour vous montrer que je ne suis pas rancunier, je vous permets d'aller voir ma fille. Vous la trouverez à cette adresse.

Il donna une carte au jeune homme qui, un peu confus, remercia brièvement.

— Maintenant, laissez-moi, j'ai à travailler.

Maurice Letourneur se hâta de profiter de la permission accordée par M. Kingston. Depuis l'année précédente, il avait songé à Aimée dont la candeur et le naturel l'avaient charmé. La sachant à peu près sans fortune, il voulait se faire une situation possible avant de la demander. Ils étaient jeunes et rien ne pressait, d'autant plus que, Mme de Merlin voyant peu de monde, les prétendants ne pouvaient être nombreux. Le départ précipité de la jeune fille l'arracha à sa trompeuse sécurité. Il courut chez Mme de Merlin. Le refus cassant et sec de la grand'mère, lorsqu'il se hasarda à la sonder au sujet de ses espérances, l'exaspéra. Profitant des vacances du Palais,

il s'embarqua sans presque se donner le temps de la réflexion. Il ne se croyait pas aussi amoureux. Les obstacles qu'il rencontra changèrent sa vive sympathie en passion. Maintenant, coûte que coûte, il enlèverait la jeune fille à un père qui faisait si peu cas d'elle et auprès duquel elle devrait sûrement être malheureuse. Se dirigeant à grandes enjambées vers le quartier qu'on lui avait indiqué, il se faisait un tableau touchant de la pauvre abandonnée.

Il se trouvait non loin de la maison de Miss Heresford lorsqu'un éclat de rire un peu nerveux frappa son oreille. La rue, large, plantée d'arbres, bien pavée, ce qui est rare à Chicago, était assez solitaire et bordée de belles maisons entourées de gazon et bien ombragées. Une jeune fille, sous la protection d'un grand garçon en culottes courtes et bas de laine, se tenait à peu près droite sur une bicyclette et n'osait se lancer, malgré les encouragements que le jeune homme lui prodiguait.

Maurice s'arrêta stupéfait en reconnaissant Aimée. Leur première entrevue n'était pas telle qu'il se l'était représentée. Au même instant la jeune fille le vit, rougit et faillit tomber du coup. Les bras vigoureux de l'Américain la retinrent. Il sembla à Maurice que le rôle de sauveteur avait un certain charme pour ce garçon qu'il prit naturellement en grippe.

Aimée, confuse, heureuse, très embarrassée, s'avança à la rencontre du Français et, timidement, lui tendit la main.

— Léonie m'a écrit que vous faisiez le voyage d'Amérique ; mais le pays est si grand que je craignais de ne pas vous rencontrer.

— Je ne suis pourtant venu que pour amener cette rencontre.

Aimée, rougissant de nouveau, resta sans un mot.

Le jeune Heresford, qui suivait la scène avec un intérêt un peu ironique, dit :

— Miss Kingston, vous avez sans doute à causer avec votre compatriote. Je me charge de la bicyclette.

Revenue un peu à elle-même, Aimée présenta les deux hommes qui se saluèrent sans le moindre empressement. Alors Harry, assez brusquement, s'en alla.

Maurice, presque aussi embarrassé que la jeune fille, ne sut que faire. Alors, avec un peu de malice Aimée dit :

— Puisque nous sommes en Amérique, profitons-en. Laissez-moi vous montrer le lac. Il est superbe ; une véritable mer.

Nerveuse, elle continua à parler de la ville, de Miss Heresford, de son père, des amis de France, n'osant pas s'arrêter, comme, tantôt, elle pédalait, craignant de tomber. Maurice écouta sans lui venir en aide. Enfin, profitant d'un instant de silence, il dit :

— Oserai-je vous demander qui est votre professeur improvisé ?

— Si vous étiez Américain, vous me feriez des questions sans en demander la moindre permission. Il s'appelle M. Harry Heresford ; il est le frère de ma future belle-mère.

— Qui, sans doute, interrompit le jeune homme, songe à le faire entrer dans sa nouvelle famille ?

Aimée rougit de nouveau, mais répondit sans se fâcher du ton sec de son interlocuteur.

— Vous croyez qu'il veut m'épouser ? Pas le moins du monde. Il est très poli, à la façon de son pays, plein de prévenances pour moi, mais d'une extrême franchise. Il me dit mes défauts, se moque un peu de moi et me traite plutôt en camarade qu'en jeune fille. J'ai peu d'expérience en pareille matière, mais il me semble, pourtant, qu'on doit être un peu moins — comment dirai-je ? — à son aise, lorsque l'on est... amoureux.

En disant ces mots, Aimée, à qui le séjour d'Amérique avait profité, jeta un regard rapide vers son compagnon qui, lui, ne semblait nullement à son aise. Il sourit et releva la tête.

— Pardon, Mademoiselle, de vous avoir abordée de façon si maussade. Je m'attendais si peu à vous trouver à bicyclette...

— Si grand'mère m'avait vue ! fit la jeune fille, rieuse et malicieuse de nouveau. Cela ne vous a pas trop choqué ?

— Pas trop... Voici un banc d'où l'on peut admirer cette eau si merveilleusement bleue. Voulez-vous que nous en prenions possession, puisque... nous sommes en Amérique ?

— Le pays a du bon.

Aimée s'assit, tout à fait remise de son embarras.

— Mademoiselle Aimée... oh ! le joli nom et qui vous va si bien !... Puisque vous avez fait allusion à votre grand'mère, permettez-moi de vous raconter une visite que je lui ai faite.

— Léonie m'a parlé de cette visite, mais grand'mère ne m'en a rien dit.

— Cela ne m'étonne pas. Elle m'a mis à la porte.

— Oh !... Et pourquoi ?

— Parce que j'ai eu l'extrême hardiesse de lui demander... cette petite main.

Et sans demander de permission cette fois, Maurice prit la main d'Aimée qui, émue et tremblante, ne chercha pourtant pas à la retirer.

— Oh !... Monsieur... Si grand'mère nous voyait !...

— Donnez-vous raison à Mme de Merlin ?

— Non, fit-elle si bas qu'il se pencha pour mieux entendre. Cependant... si elle refuse... que faire ?

Ce qu'il fit d'abord fut de porter la petite main prisonnière à ses lèvres et de balbutier beaucoup de

mots sans suite qui semblèrent une musique délicieuse aux fines oreilles roses.

— Écoutez, dit enfin Aimée avec un petit air de décision qui lui allait à merveille, j'en parlerai à Miss Heresford. Elle est vraiment charmante ; je crois qu'elle m'aime bien et, sur mon père, elle a une influence extraordinaire.

— Votre père ne s'oppose nullement à notre mariage. Comme je ne fais que débarquer, je suis encore si encroûté de préjugés surannés que je suis allé lui demander l'autorisation de vous faire la cour.

— Et il vous l'a donnée ?

— Très cordialement, à la condition que je ne lui demande que votre main et que la main reste vide. Ma chère fiancée... nous serons terriblement pauvres !

— Je n'ai pas été élevée en fille riche, Maurice ; je fais mes robes et mes chapeaux moi-même — pas trop bien — mais je les fais ; il paraît que c'est une grande économie.

— Et pendant que vous travaillerez, votre père aura des millions ! Est-ce juste, tout de même ?

— Je crois que les millions de mon père sont un peu comme ces fortifications que nous fabriquions dans le sable l'an dernier — vous en souvenez-vous ? — lorsque nous étions trop paresseux pour aller à la pêche aux crevettes. Nous serons pauvres, mais je crois, murmura-t-elle, devenue timide de nouveau, que nous nous aimerons si bien que nous oublierons de nous plaindre.

Miss Anna Heresford accueillit fort bien le fiancé d'Aimée. Peut-être avait-elle, en effet, caressé l'idée d'un mariage possible entre Harry et sa belle-fille, car son frère semblait trouver la petite Française assez à son goût. Quoi qu'il en fût, elle ne témoigna aucun dépit et fit causer Maurice, tout en présidant au déjeuner.

Le jeune homme, qui s'était figuré une sorte d'intrigante en quête d'un mari riche, fut tout de suite sous le charme. Il était impossible d'imaginer une personne plus complètement naturelle, avec une sorte de dignité tranquille, acquise pendant ses longues années de gouvernement.

Elle se mit à causer des grandes affaires industrielles du pays, en femme qui s'y entend, répondant avec netteté et précision aux questions de l'étranger.

— Je sais, dit-elle, qu'on nous accuse chez vous d'être une nation de spéculateurs. C'est peut-être vrai. Mais les très grandes affaires ne sont-elles pas toujours, plus ou moins, des spéculations ? Si on avait eu trop peur du mot, aurions-nous maintenant les chemins de fer, l'électricité, les mines, les grandes entreprises de toute sorte ? Y en a-t-il une seule qui n'ait été inaugurée, menée à bien par des hommes d'énergie et d'imagination — oui, Monsieur, d'imagination — et qu'on a cherché à flétrir du nom de spéculateurs, eux aussi ? Si j'avais été homme, j'aurais adoré me mêler aux grands mouvements féconds qui font avancer la civilisation et le bien-être de la masse. Certes, il y a des victimes, il y en a toujours, et je les plains, mais la marche en avant se poursuit.

— Vous voyez tout cela, Mademoiselle, en femme, c'est-à-dire un peu en poète. Vous ne comprenez pas que ce que vous appelez les grandes affaires reviennent toujours au monopole, à la tyrannie. Puis, comme vous avez devant les yeux l'exemple d'un manieur d'affaires qui a merveilleusement réussi, vous oubliez qu'autour de lui se trouvent bien des naufragés lamentables.

— Vous parlez de M. Kingston. S'il réussit, il a failli sombrer ; il sombrera peut-être plus tard. Peu importe. Ce que j'admire en lui, c'est sa crânerie, son courage, son audace. Il est vraiment un homme.

Elle était presque belle en parlant ainsi de celui qu'elle avait choisi. Aimée se leva, et d'un joli mouvement lui jeta les bras autour du cou.

— Je suis heureuse que vous l'aimiez ainsi. Vous, au moins, vous le comprenez. Je crains de n'avoir jamais été pour lui qu'une étrangère et je m'en accuse bien plus que je ne l'en blâme.

Miss Heresford embrassa la jeune fille.

— Merci, chère enfant. Maintenant si je puis quelque chose pour vous, disposez de moi. En dehors de ce fait que vous vous aimez, je ne sais rien de votre petit roman.

Elle se fit tout raconter et lorsque Maurice, non sans esprit, lui détailla son entrevue avec M. Kingston, elle se mit à rire le plus gaiement du monde.

— En vérité, Monsieur, vous avez bien fait de ne pas entrer dans la diplomatie, vous n'y auriez nullement brillé.

Le soir même, miss Heresford eut une longue conversation avec son fiancé. Puis, elle appela les deux jeunes amoureux. Dick Kingston attira sa fille à lui :

— Il paraît, Aimée, que tu te plains d'être restée à mes côtés pendant un mois en étrangère. Ce n'est ni ta faute, ni la mienne. Un océan nous séparait. Cependant je veux ton bonheur, et voici quelqu'un qui prend ton parti comme si elle eût été déjà ta mère. Mes principes s'opposent absolument à ce que je te donne ce que vous appelez une « dot ». De plus, mes capitaux sont terriblement engagés en ce moment.

— Nous ne vous avons rien demandé, père. J'ai dit à Maurice que j'étais habituée à faire mes chapeaux.

— J'aurais dû m'en douter!... Pardon, Aimée, je ne voulais pas te faire de la peine... En Amérique il est assez dans les habitudes de donner aux enfants qui se marient une maison toute meublée. Comme vous n'avez pas l'intention de vivre en Amérique...

— Oh! non, Monsieur... fit Maurice vivement.

— Vous emporterez de quoi l'acheter à Paris. Seulement, il sera entendu que tout le reste vous regardera, monsieur mon gendre, et que Mme de Merlin pourra se dispenser de spéculer sur les dollars qui garniront le fond de ma bourse.

Le mariage d'Aimée et de Maurice se fit quelques mois plus tard à Paris, et le plus beau cadeau de la mariée lui vint de la part de Mrs Richard Kingston.

Le chèque de Dick Kingston n'acheta pas la maison projetée, mais permit aux jeunes gens de s'installer si agréablement que Mme de Merlin elle-même, après avoir rêvé beaucoup de millions et un titre, finit par se résigner au million unique et au nom roturier de Mme Maurice Letourneur.

JEANNE MAIRET.

LE ROMAN AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

Restif de la Bretonne [1].

Avec Restif de la Bretonne, on n'est pas embarrassé de savoir à qui l'on a affaire. Outre que son *moi* s'étale et déborde dans tous ses ouvrages, il en est un grand nombre qui ne sont qu'une histoire à peine transposée de sa propre vie. Tel est celui qui s'intitule *la Vie de mon père;* tel, également, *le Paysan perverti* dont il est le héros principal; après quoi il a repris la plume et a rédigé les quatorze tomes de *Monsieur Nicolas ou le Cœur humain dévoilé,* où toute sa vie est de nouveau racontée et presque jour par jour. Si nous ne savions pas quel il a été, c'est que nous ne le voudrions pas. Mais il est plus facile de le comprendre que de le dire; et il est impossible d'entrer dans des détails sur son cas physiologique ou plutôt pathologique...

Un de ses écrits porte en titre : *le Pornographe*, et malgré les intentions morales qu'il affiche, qu'il a, la mot est devenu un qualificatif inséparable de son nom. On est donc tenté de s'écarter avec dégoût. On referme le livre...

Mais dès qu'on l'a refermé, une espèce de scrupule ou de remords vous vient. Car d'une part, à travers sa bestialité on a entrevu autre chose, presque des éclairs ou des lueurs de génie; et d'autre part, on songe à ses origines, au milieu dans lequel il a vécu, au dur et constant labeur de toute sa vie. Restif est fils de paysans, et il est un ouvrier. Il est né en 1734 en Bourgogne, à Sacy. Ses parents étaient des cultivateurs qui possédaient la ferme de la Bretonne. Quant au nom de Restif, si nous en croyons la *Généalogie* placée en tête de *Monsieur Nicolas*, il serait la traduction populaire du mot latin *pertinax* qui signifie également *têtu*, et les Restif de la Bretonne remonteraient en droite ligne à l'empereur Pertinax, successeur de Commode. Il est permis de n'en pas croire la généalogie dont Restif était le premier à sourire. Il avait treize frères ou sœurs... Quelle puissance de vie dans ces familles d'autrefois, avant la Révolution et l'Empire, avant la grande saignée que nous ont faite vingt années de guerre et dont la race est demeurée à jamais affaiblie! La grand'mère de Diderot avait eu vingt-deux enfants; il y en avait seize dans la maison de Bagnols où Rivarol est né, et pour ce qui est de Restif, nous venons de voir que s'il avait voulu rassembler ses fils et ses filles en un repas familial, il aurait fallu mettre le couvert en plein air, sur la place publique ou le champ de foire. Il apprit tant bien que mal un peu de latin, lut à la dérobée quelques romans de Gomberville et de Mme de Villedieu; entre temps, il gardait les brebis et les vaches dans de riants vallons, en compagnie de quelques mauvais drôles. Bientôt, il fut mis en apprentissage à Auxerre chez un imprimeur, chez Fournier dont il n'a jamais publié le nom dans les récits de sa jeunesse : la chose est d'autant plus digne de remarque qu'il ne se gêne pas pour nommer les gens qu'il a connus et raconter leurs aventures avec les siennes. Mme Fournier s'appelle dans *Monsieur Nicolas* comme dans *le Paysan perverti* Mme Parangon; et quoique l'amour qu'il lui avait voué soit loin de nous apparaître aussi sublime et poétique qu'à lui-même, ce scrupule de délicatesse, extraordinaire de sa part, est peut-être la plus forte preuve qu'il nous ait donnée de sa tendresse pour elle. En 1755, il quitte Auxerre et arrive à Paris; il travaille à l'imprimerie du Louvre, ne tarde pas à épouser une affreuse mégère, Agnès Lebègue, et le malheureux trouve à son foyer l'expiation de ses fautes. Il est très pauvre : sa femme gaspille le peu qu'il gagne; il passe toutes ses journées à l'atelier, emportant avec lui son déjeuner qui se compose d'un croûton de pain; de temps à autre il a deux sous pour s'acheter une saucisse. Cependant, rien ne peut épuiser l'ardeur et la surabondance de vie qui est en lui; son cerveau fermente, il faut qu'il écrive, et en 1766 l'ouvrier imprimeur publie son premier roman : *la Famille ver-*

1. Extrait d'un ouvrage que va publier la Société française d'imprimerie et de librairie, sous ce titre : *le Roman au dix-huitième siècle*, par André Le Breton, professeur à l'Université de Bordeaux.

tueuse. Dès lors, les volumes succèdent aux volumes avec une facilité et une rapidité stupéfiantes, sans que l'auteur puisse déposer son tablier d'ouvrier. En une trentaine d'années il produit environ 250 volumes. Il est tel de ses romans, *la Fille naturelle*, qu'il rédige et met au net en six jours ; il en est d'autres qu'il ne prend même pas le temps d'écrire : il les imprime au fur et à mesure qu'il les imagine. La réputation, réputation louche, lui est venue à dater du *Paysan perverti* : la fortune ne vient pas. Les libraires refusent de payer ce qu'ils lui doivent et vendent des contrefaçons de ses ouvrages, si bien qu'à la fin de sa vie il a tout juste de quoi imprimer *Monsieur Nicolas*, sans qu'il lui soit possible de faire exécuter les estampes qu'il se proposait d'y joindre et dont il avait marqué avec soin le sujet. Aujourd'hui, un exemplaire complet de ses œuvres se vend trente ou trente-cinq mille francs...

On ne peut et on ne doit aborder un pareil écrivain qu'avec répugnance; mais on ne saurait s'empêcher d'avouer qu'il était, selon un mot qui a été appliqué à d'autres et s'applique à lui mieux qu'à aucun autre, une force de la nature. Essayons de l'évaluer; prenons, comme il sied, l'étrange animal avec des pincettes, déblayons la fange immonde, et voyons ce qu'il y a par là-dessous.

Il était né, il est resté homme du peuple, et ceci pourrait nous promettre un art nouveau, original, des œuvres toutes différentes de celles que produisait entre 1770 et 1789 une littérature de salon et d'académie. Notre attente avec lui n'est pas tout à fait déçue, à condition d'aller droit aux ouvrages qu'il a fait paraître à partir de 1780. Jusque-là son originalité, qui du reste ne s'est complètement dégagée, s'entrevoit à peine. C'est peut-être un avantage pour un littérateur d'être dépourvu de culture première, mais c'est aussi un danger. Oui, en un certain sens, c'est un avantage d'être un ignorant : on l'a dit de Marivaux en jouant un peu sur les mots, en entendant par là qu'il avait consulté la vie plus que les livres et n'avait pas subi comme son époque le despotisme de l'art classique, des traditions d'art gréco-latines. On le dirait plus justement de Restif. Son ignorance fait sa confiance en lui; tout lui est nouveau, tout lui semble une découverte; le matin il invente la poudre, et le soir il découvre l'Amérique. « C'est étonnant, Madame Cardinal, dit le héros de M. Ludovic Halévy, ce qu'on découvre de choses dans l'histoire. » Évidemment; tout est neuf à qui n'a presque rien lu. Et certes celui-là est condamné à dire bien des paroles inutiles, à remplir ses écrits de naïvetés, de bévues, de sottises qui nous feront hausser les épaules : il se peut, en revanche, qu'étant en dehors de la tradition et de la routine il rencontre çà et là des idées ou des sources de beauté que n'auraient pas rencontrées des gens plus instruits. Mais ce manque de culture première a aussi son danger. Un jour ou l'autre, il faut bien en arriver à ouvrir un livre, à entendre ce qui se dit et se répète; et le goût, dont l'éducation n'a pas été faite, est à la merci des modes présentes contre lesquelles rien ne l'a mis en garde.

Tel est le cas de Restif. Il a d'abord oscillé entre toutes les influences littéraires et philosophiques qui vers 1770 se disputaient l'empire. A mesure qu'il lisait et qu'il apprenait à connaître un des romanciers en renom, il en devenait l'imitateur et l'involontaire parodiste. Il a successivement imité l'abbé Prévost, Mme Riccoboni, Richardson; il a été, selon que le vent soufflait d'un côté ou de l'autre, philosophe de la raison et philosophe du sentiment. C'est de Rousseau surtout, le vrai maître alors de l'opinion, qu'il a subi la tyrannie. On le nommait de son temps « le Jean-Jacques du ruisseau »; le mot est joli et le caractérise bien, au moins dans sa première manière. Il a l'orgueil de Jean-Jacques, avec mainte aberration morale de plus que lui; comme lui, il se raconte dans tout ce qu'il écrit et raconte cyniquement tout ce qu'il a pu faire; comme lui, il prêche à tout propos et non seulement dans ses traités, *le Pornographe*, *l'Anthropographe*, *le Thesmographe* et autres *graphes*, mais aussi dans ses romans; comme lui, il entend tout réformer, la morale, les lois, la police et jusqu'à notre système orthographique. Je ne prétends pas qu'aucune des réformes qu'il conseillait n'eût sa raison d'être et ne méritât d'être essayée : n'est-il pas question aujourd'hui de mettre notre écriture en accord avec notre prononciation? Il y a des œuvres entières de Restif (entre autres les quatorze tomes de *Monsieur Nicolas*) qui sont orthographiées de la sorte. Je ne prétends pas davantage que son lyrisme ne soit jamais aimable ou touchant, et que sa sensibilité ne puisse à l'occasion nous aller au cœur. Plus souvent, elle risque de produire un effet comique. Je ne citerai qu'une phrase, une phrase de *Monsieur Nicolas* dans laquelle il évoque son départ d'Auxerre et ses adieux à la céleste Mme Parangon. Pour en goûter tout le comique, il est bon de savoir qu'il a commencé *Monsieur Nicolas* avant la Révolution, qu'il ne l'a achevé qu'en 1796, qu'il y revenait, le revoyait, le complétait et le mettait au courant d'année en année. Il évoque donc ses adieux à Mme Parangon, et voici la note au bas de la page : « Ho ! ho ! je fonds en larmes en relisant ce trait le 27 mai 1788, au bout de trente-trois ans! Je fonds en larmes le 12 auguste 1790! le 12 mai 1791! le 5 décembre 1794 en casant (terme d'imprimerie, il imprimait lui-même son livre)! le 12 février 1795, en lisant la tierce (autre terme d'imprimerie)! »

Il y a dans Restif la caricature de Rousseau; cela est incontestable. La caricature n'est que trop visible dans celui de ses premiers romans qui a passé au XVIIIe siècle pour son chef-d'œuvre, le premier qu'il ait signé de son nom : *le Paysan perverti*. Il lui a donné un peu plus tard une suite : *la Paysanne pervertie*, et finalement il a fondu les deux ouvrages en un seul qu'il a bizarrement intitulé : *le Paysan-Paysanne pervertis ou les Dangers de la ville*. Cette addition n'a fait que gâter encore son œuvre; la première forme en était un peu moins exécrable. Les quatre tomes qu'elle comporte ont paru en 1776, et du coup Restif s'est trouvé célèbre.

En neuf ans, *le Paysan perverti* a eu dix éditions; la traduction allemande en a eu quatre, et la traduction anglaise quarante-deux : les Anglais ont un excellent estomac. Le sous-titre nous avertit déjà que Restif imite Rousseau : les dangers de la ville, la ville corruptrice, vieux thème auquel *la Nouvelle Héloïse* avait donné une vogue nouvelle et, grâce au génie de Jean-Jacques, l'apparence d'une vérité. Comme Restif se prenait lui-même pour une victime de la ville, il a mis là toute sa fougue; il est sincère, il est convaincu. Mais il s'est joué un bien mauvais tour dans la suite, en publiant *Monsieur Nicolas*, c'est-à-dire ses propres mémoires; car il résulte de ce qu'il avoue de sa jeunesse qu'il n'avait pas attendu son arrivée à la ville pour être ce qu'il est, et que la ville n'avait plus rien à corrompre en lui. N'importe, sa conviction là-dessus est inébranlable, et il s'évertue à nous montrer en la personne de son paysan Edmond les ravages que la ville ne peut manquer de faire en nos âmes. Edmond, en effet, devient — à moins qu'il ne le soit d'origine — un affreux sacripant. Il commet les crimes les plus monstrueux : il ne s'agit ni de vols, ni d'assassinats. Il roule à la plus crapuleuse débauche; il outrage Mme Parangon elle-même, la sainte Mme Parangon. En fin de compte, sur le point d'être arrêté, il résiste aux gens de police, en poignarde cinq ou six, est pris et envoyé au bagne. Il s'échappe de Toulon : tel Jean Valjean, le forçat de Hugo. Son cœur s'est ouvert; il a compris, il déplore ses erreurs; il n'ose plus reparaître devant les siens, devant Mme Parangon, qui lui ont pardonné cependant et l'aiment encore. Il court le monde; il va un peu partout, au Canada, chez les Esquimaux, chez les Patagons. Je renonce à narrer tout ce qui lui arrive, et me borne à relever un trait où éclate la naïveté de Restif. En s'échappant de Toulon. Edmond a été mordu à la main par un gros serpent qui lui-même s'était échappé je ne sais pas d'où; il a fallu lui couper le bras, ce qui ne l'empêche pas — ai-je dit qu'il était peintre et sculpteur? — de peindre un tableau dans une église et de sculpter un beau groupe de marbre destiné à orner la tombe de son père. Dans son voyage chez les Esquimaux, il perd un œil; quelque temps après, il perd l'autre. C'est ainsi que Restif entend nous enseigner la morale, ainsi qu'il comprend l'expiation et qu'il nous peint, pour nous corriger, les effets de la mauvaise conduite. Son héros se réduit de plus en plus; quel exemple plus saisissant du coupable dévoré par le remords et consumé par le repentir? A la fin du roman, il n'est plus qu'un débris. Et Mme Parangon épouse ce débris, cet invalide de l'amour : « Votre ingénuité touchante, lui dit-elle, a produit le charme qui dure encore. » C'est proprement l'union de deux aveugles; il faut bien qu'elle le soit pour trouver Edmond ingénu et s'être fait jusqu'au dernier jour si grande illusion sur son compte. Au reste, elle veille bien mal sur son aveugle : dès le soir du mariage, elle le laisse écraser par un carrosse.

On se demanderait en vain ce que le XVIIIe siècle a pu goûter dans *le Paysan perverti*, n'était qu'il y retrouvait les lieux communs de la philosophie à la mode, l'emphase et la sensiblerie en vogue. Nulle étude de caractères ou de mœurs: nulle trace en Edmond de son origine paysanne ou de sa profession de peintre; à peine dix pages sur la vie et les mœurs à Paris. D'interminables sermons, des invraisemblances insensées; pas une seule minute l'illusion du réel ou seulement du possible. Veut-on un échantillon du style? « L'éclat de votre vertu luisait encore sur moi; mais, faible planète, ce n'était qu'un éclat emprunté qui éclairait mes taches. » Ainsi parle Edmond, faible planète. La seule partie curieuse de l'ouvrage en est le dernier chapitre. Restif a trouvé le remède au mal qu'il dénonce, à la corruption des villes; le remède n'est peut-être pas très neuf, s'il a le tort d'être inapplicable : il consiste, puisque la campagne est honnête et la ville corrompue, à construire désormais les villes à la campagne. Edmond, qui décidément ressemble beaucoup à Restif, a eu, au cours de sa blâmable existence, un nombre inouï d'enfants. Mme Parangon les a recueillis, elle en est entourée; sans cesse il lui en arrive de nouveaux par la diligence ou par le coche; elle est transformée en une espèce d'asile; ce n'est plus une femme, c'est un orphelinat. Lorsqu'elle croit qu'Edmond a péri en s'évadant du bagne et qu'elle fait célébrer pour lui une messe, elle a un mot grandiose : « Faites venir, dit-elle, *tous* les enfants... » et la chapelle se remplit. Eh bien! ce sont ces enfants qui vont peupler la cité nouvelle, édifiée à la campagne; et cette cité conçue par Restif, si elle fait penser à la Thélème de Rabelais ou à la Salente de Fénelon, l'intérêt vient surtout de ce qu'elle est déjà la cité idéale de Saint-Just, un premier essai du « couvent spartiate » que le jacobinisme allait essayer d'éta-

blir. Même mélange de rêverie humanitaire et de principes tyranniques. Voici les principaux articles du règlement que trace Restif :

I. Égalité absolue de tous les citoyens; ce qui ne l'empêche pas d'ajouter que les citoyens seront soumis « aux fils aînés de l'aîné de la famille » ; parmi ces aînés on choisira le maître d'école et le curé.

II. Partage égal des terres; dix arpents à chaque chef de famille. Point d'autre impôt que celui qui se payera au curé ; « il aura les droits de seigneur ».

VI. Chacun n'aura en propriété que ses meubles, son linge, ses habits qui seront les mêmes pour tous ; on n'aura que le choix de la couleur et de la façon. (Comment seront-ils « les mêmes pour tous », si chacun peut choisir la forme et la couleur du sien ?)

VII. Les bestiaux seront en communauté ; il y aura deux syndics, des adjudants de syndic faisant fonction d'agents de police, un bailli, son lieutenant, un procureur fiscal, et un tribunal de famille présidé par le curé ou en son absence par le maître d'école.

IX. Ceux qui auront négligé la culture seront privés pour toute l'année de la moitié de leur portion de vin les dimanches et fêtes.

XI. Le jeune homme et la jeune fille qui se distingueront (en apprenant le mieux à lire) auront une cocarde.

XIV. Les divertissements seront publics et par conséquent honnêtes *par conséquent* est admirable). Ils consisteront pour les hommes en jeux de boule, ou même de cartes pour les plus anciens, avec une bouteille de vin pour chaque homme. (On reconnaît ici la maison de M. de Wolmar.)

XVII. Les amusements des femmes faites ne seront autres que d'être assises pour converser entre elles, en ayant l'œil sur la jeunesse des deux sexes. (Il se pourrait que ceci fût profond.)

XXIV. Le pain sera bon.

XXV... Si une demi-heure après la cloche qui sonnera la clôture de la journée, quelqu'un était trouvé dans les rues par les adjudants des syndics en charge qui feront leur ronde en silence, il sera puni le lendemain. (Doux pays ! douce liberté !)

XXVIII. Si... l'on se trouve du temps de reste, le pasteur instruira ses paroissiens sur la théorie de l'agriculture ; il leur fera la lecture, et leur expliquera l'*Histoire naturelle* de M. de Buffon.

XXXIII. Les pères de huit enfants et au-dessus auront double portion de vin... Les enfants surnuméraires seront répartis chez les habitants qui en manqueront, pour faire leur ouvrage.

XXXIX. Les paresseux seront renfermés seul à seul dans une chambre.

XLIII. Comme les sujets, tant en garçons qu'en filles, auront à peu près le même mérite, les mariages pourront être la suite de l'inclination des jeunes gens.

XLV. Le bourg commun sera fermé chaque jour à la clôture des travaux, et les portes n'en seront ouvertes que le lendemain à l'heure d'aller aux champs.

Voilà le rêve social à la veille de 1789.

Mais jusqu'ici nous ne trouvons chez Restif que des utopies bouffonnes et une sorte d'idéalisme ordurier : d'où vient que les romanciers d'à présent, ceux qui s'appellent eux-mêmes romanciers naturalistes, se revendiquent de lui comme d'un ancêtre ? On pourrait répondre qu'ils ont été eux aussi bien souvent, trop souvent, des pornographes idéalistes. La réponse ne serait qu'à demi satisfaisante. S'ils ont écrit *la Bête humaine*, *la Terre* et autres poèmes de l'ignoble, ils nous ont aussi donné cette œuvre de large et forte vérité : *l'Assommoir*. Cherchons donc chez Restif ce qui peut annoncer une œuvre comme celle-là.

Nous l'y trouverons dans la seconde moitié de sa vie d'écrivain et pourvu que nous ne lui demandions qu'une ébauche, les matériaux épars de l'œuvre plutôt que l'œuvre elle-même. Rien ne lui est plus étranger que l'art ; il n'en a pas la plus vague notion. Il entasse dans chacun de ses livres les éléments les plus disparates ; il est hors d'état de composer quoi que ce soit, de faire un choix dans ses idées et de limiter son ouvrage. Si *Monsieur Nicolas* a quatorze volumes, *les Nuits de Paris* en ont une douzaine ; *les Contemporaines* n'en comptent pas moins de soixante-cinq, et il y a un drame de lui, *le Drame de la vie*, encore sa propre histoire, qui se développe en cinq volumes, au total seize actes. La langue que parle Restif n'est pas moins surprenante ; il emploie des mots tels que *conduisible*, *amabiliser*, *favorabilité* ; il écrit : « Je suis turpin et vil », et pour lui *turpin* est un mot bien français dérivé de la même source que *turpitude*. Quant à ses vers, il est charitable de n'en pas citer plus de huit :

[illegible]

Voit-on assez l'ouvrier, l'ouvrier sentimental, reparaître dans cette complainte ! Tout cela est pitoyable et insupportable. Mais si l'art fait défaut, il n'en est pas moins vrai qu'il est arrivé à Restif de voir ce qu'on n'avait pas vu avant lui : le campagnard, la vie villageoise, et aussi le peuple de Paris, la rue de Paris. La vie villageoise, elle est dans *Monsieur Nicolas*, dans les premiers volumes principalement. Restif y oublie la thèse qu'il a voulu soutenir, après Rousseau, dans *le Paysan perverti* ; il dit avec franchise et candeur ce qu'il a vu autour de lui pendant son enfance. Le tableau n'a rien d'édifiant ; l'animalité du rustre s'étale et se montre au grand jour. Mais c'est bien la première fois qu'un romancier nous fait voir de vrais paysans, sans les adoniser, sans les métamorphoser en bergers d'églogue ; c'est bien la première

fois qu'ils apparaissent dans la littérature française depuis *Don Juan* et *le Médecin malgré lui*. Le village du XVIIIe siècle ressuscite, avec sa grossièreté, son ignorance, son cynisme, avec aussi son âme religieuse, son respect des chefs de famille, les traditions de vie domestique qui s'y sont perpétuées tandis qu'elles s'effaçaient dans les maisons de la noblesse ou de la riche bourgeoisie, avec ses superstitions et son savoureux patois. On peut transcrire une page de *Monsieur Nicolas*, en la choisissant prudemment :

En ce moment nous fûmes joints par un homme qui sortait de sa vigne, son hottereau sur le dos : c'était Jean Pyot le tisserand, cousin maternel de l'abbé Thomas. Il dit à celui-ci : Bonjeu, mon couhingn : n'an dit qu'vous v'nez d'Pahis ? — Il est vrai, cousin. — Savez-vous que l'couhingn Jean Pyot, fi d'Jean le maréchal, vi-à-vi feu voute granpehe, ôt mort ?— Non, mon cousin. — Hô ben, il ôt mort, et ses dents reveunent su sa fousse. — Comment ! ses dents reviennent sur sa fosse ? — Vous n'savéz qu' trou' 'ç' que chlai veut dihe ! — Non, je vous assure. — Vou'ains entendu dihe coume il était mal-répondant à péhe et méhe, qu'il maudissait queuquefouas, et coume il a une fouas juhé sa méhe, et batu ses deux sœus Marguite et Madelène dans ses bras ? — Non, je ne sais rien de tout cela. — Hé bén, il les a batues, et in poiéhot sa méhe, et ôt venu à meuhi. Et son péhe et sa méhe l'ont ben pleuré ! car i' disaint : J'ons bens douchagringn, à cause qu'il était méchant : màs lou bon Guieu ôt bon : i'lli aha p'tête fait misehicorde ! Et v'lai qu'in jour, qu'les grand's filles dou pèys équiont su' sa fousse, à cause qu'alle ôt soulon lou meur, voù ç' qu'ill y a d'la violette, à trouvirent deu d'ses dents, et à s'ensauvirent en criant; màs all' n'ousihent pâ' l' dihe au péhe et à la méhe ; i' ign' y eut qu'une jeune éçarvelée qui lleû alit dihe. Lou péhe et la méhe Jean Pyot sont vite venus su'la fousse, v'ou qu'il' ont vu les dents ; et il'se sont mis à se récrier, en dihant : Hôla, mon Guieu ! hôla, mon Guieu ! noute poure gassou ôt-i damné ?... Si ben que M. le cuhé ôt venu, qui lê'a emmenés chez li.

Je préfère, quant à moi, à *Monsieur Nicolas*, *les Nuits de Paris*, et il me semble bien qu'elles ne sont pas sans valeur. Quoique le romanesque et le sentimentalisme y tiennent encore trop de place et qu'on y retrouve le Restif de la première époque, celui qu'on pourrait appeler le Berquin de la crapule ou le troubadour de l'étable et du mauvais lieu, c'est une mine de documents sur le Paris d'il y a cent ans. Cela vaut bien mieux que le *Tableau de Paris*, de Mercier, qui date des mêmes années. On s'est habitué à rapprocher les noms de Restif et de Mercier; impossible de mieux prouver qu'on ne les connaît ni l'un ni l'autre. Nous vivons sur cette idée, dont toute la responsabilité incombe aux romantiques, que Mercier a été novateur. Les romantiques lui ont su gré d'avoir conspué le classicisme et appelé Racine et Boileau « les pestiférés de la littérature ». Il serait peut-être temps de s'apercevoir que Mercier était un pauvre homme, et que ses idées, quand il en a, sont celles de Rousseau et de Diderot traduites en français de cuisine. Mais pour s'en apercevoir il faudrait lire Mercier, et il est vrai que cela exige un assez pénible effort. Quand Rivarol a dit de ses œuvres qu'elles étaient « pensées dans la rue et écrites sur la borne » il a dit ce qu'il faut dire. Mercier est un songe-creux et un pur vandale. Il a composé quelques romans : il n'en est pas de plus médiocres au XVIIIe siècle, et, pour peu qu'on lise l'*Histoire d'une jeune luthérienne*, on sera fixé sur ce point. On ouvre son *Tableau de Paris* avec l'espoir d'y trouver des détails sur la vie parisienne au siècle dernier : on n'y trouve que de fastidieuses déclamations ; le titre de chaque chapitre est plein de promesses, et sous le titre il n'y a rien, que le vide.

Les Nuits de Paris ne nous réservent pas la même déception. Qu'on se figure *le Diable boiteux* débarrassé du surnaturel et de la mascarade espagnole. Restif a vécu parmi le petit peuple parisien, il connaît son Paris, il en connaît tout au moins les bas-fonds. Durant plus de vingt années, il a passé ses soirées, une fois sa besogne faite, et une bonne partie de ses nuits à errer dans les rues à l'aventure et l'œil au guet. Une femme très riche et très bonne, Mme de Montalembert, avait mis sa bourse et son crédit à sa disposition; grâce à elle il allait secourir les misères et réparer les injustices. Il était une manière de don Quichotte, à ses risques et périls : la rue était dangereuse, la nuit, il y a un siècle. Dans le récit des infortunes qu'il a rencontrées et adoucies, je crois bien qu'il faut faire la part de son imagination et qu'il a quelque peu arrangé les choses. Mais ce n'est pas seulement la charité qui le conduisait : le « hibou de Mme la marquise », « l'observateur nocturne » — ce sont les surnoms qu'il avait pris — était un curieux. Il ne se lassait pas d'explorer cet univers qu'est Paris; il collectionnait les petits faits caractéristiques, les types étonnants qu'il découvrait. Il a connu les « industries fainéantes » qui ne s'exercent qu'à Paris : revendeurs de billets de théâtre, ramasseurs d'objets perdus, éleveurs de lapins en chambre, etc. L'éleveur de lapins en chambre est une de ses meilleures trouvailles (77e *Nuit*). Il a visité les cabarets de la rue de l'Arbre-Sec, les billards de la rue de Bucy, surpris les ruses des escrocs, écouté et noté le monologue ou le dialogue des ivrognes. On aimerait à citer son récit d'une querelle entre deux famille de crocheteurs attablés dans une guinguette, la famille Grouin et la famille Tronçon; cela est pittoresque, grâce au soin avec lequel il transcrit l'argot du faubourg comme il transcrivait le patois de la province; cela est vivant et réjouissant. Ici on sent bien par où l'auteur de

l'Assommoir, celui qui a peint cette superbe kermesse faubourienne, la noce de Coupeau le zingueur, se rattache à Restif de la Bretonne.

Il y a autre chose encore dans *les Nuits de Paris* : de simples faits divers qui n'ont plus guère d'intérêt pour nous. Restif relate que dans telle rue une femme vient d'être jetée par la fenêtre, que dans telle autre l'erreur d'un pharmacien a causé la mort d'un malade, qu'un vieillard a été écrasé par un fiacre dont le cocher s'est empressé de fouetter son cheval et de déguerpir, qu'une jeune fille s'est asphyxiée dans sa mansarde, etc. Ceci n'est plus du domaine du roman; ceci, c'est le domaine du journal. Il en va de même des réclamations ou des critiques que lui suggèrent si souvent les négligences administratives qui compromettent l'hygiène ou l'élégance de la grande ville; il sème à pleines mains les idées ingénieuses, fécondes et pratiques celles-là. Je lui en sais gré; j'en conclus que cette cervelle trouble et fumeuse n'était pas celle du premier venu. Mais j'ajoute : ceci non plus n'est pas besogne de romancier, c'est besogne de journaliste.

Peut-être est-ce là ce qui nous frappe le plus en lisant Restif : nous sentons chez lui le journalisme qui essaye de naître et n'a pas encore trouvé sa forme. Le journalisme est né au moment même où Restif achevait *les Nuits de Paris*, le jour de 1789 où la presse a été déclarée libre. Il est né tout naturellement et logiquement d'un siècle d'opposition et de curiosité, d'un siècle de causeurs et de touche-à-tout. On pourrait dire que les journalistes existaient chez nous avant le journal, et jamais sans doute nous n'en aurons de supérieurs à Voltaire ou à Diderot. Tout acheminait et poussait le XVIIIe siècle à ce grand événement, survenu en même temps que la Révolution : l'institution de la presse quotidienne.

Quelles qu'en aient pu être les conséquences par rapport aux autres genres littéraires, au point de vue et dans l'histoire du roman l'éclosion du journalisme n'est pas un fait négligeable. La petite chronique d'actualité que Restif de la Bretonne, après Sandras et Lesage, avait introduite dans le roman et qui en rétrécissait la portée, s'est désormais déversée dans la gazette; là aussi s'est épanché le besoin de prédication ou de polémique si funeste aux romanciers du siècle dernier et à Restif plus qu'à aucun autre. Des deux manières, le journal a contribué aux progrès du roman, en attendant qu'il lui jouât le mauvais tour de le transformer en feuilleton.

ANDRÉ LE BRETON.

L'EXPOSITION REMBRANDT

A AMSTERDAM

Voilà une exposition qui fait le plus grand honneur à la Hollande, en consacrant une fois de plus, par ces envois venus de tous les coins d'Europe et qui bientôt seront dispersés, la gloire du plus illustre de ses enfants. Songez que nous sommes en présence de 123 peintures du maître, et que les plus riches collections nationales ne contiennent que 15 ou 18 toiles de lui. L'effet de ces 123 peintures du même artiste, et quel artiste! — réunies et rapprochées — a quelque chose de foudroyant. Il ne peut manquer de laisser un souvenir impérissable dans la mémoire de ceux qui auront eu le bonheur de les visiter et de prendre contact avec tant de chefs-d'œuvre qu'ils ne reverront plus !

On sait l'importance unique, la prépondérance des compositions religieuses dans l'œuvre de Rembrandt, le mot étant compris dans son sens large pour marquer les sujets d'un caractère sacré ou profane empruntés à l'ancien et au nouveau Testement. Lorsque, écartant de notre pensée la série considérable de ses portraits, nous nous reportons par le souvenir à la suite des toiles qui ornent le Louvre et les musées étrangers, ou à cet ensemble d'eaux-fortes qui constituent son œuvre gravée et qu'il convient d'interroger sans cesse pour avoir comme la fleur de son génie, ce qui domine et s'impose à la réflexion, c'est cette résurrection vivante et grouillante, cette intuition, qui fut celle d'un visionnaire, des scènes traditionnelles de la Bible, pour aboutir à la légendaire figure du *Doux Maître*, unifiée et typifiée dans une conception aux traits inoubliables... Sans nul doute, ce qu'il aima par-dessus tout, aux heures où sa pensée pleinement mûrie atteignait à la pleine expression de sa puissance, ce fut la signification tout à la fois symbolique et humaine de ces pieuses légendes qui enferment l'essence de nos douleurs et de nos inquiétudes et nous semblent par là d'une éternelle jeunesse. Ma grande crainte, je l'avoue, au seuil de cette exposition, était que le merveilleux interprète des scènes de la Bible et de l'Évangile ne s'y trouvât pas suffisamment représenté, et que le portraitiste primât tout. Mais à peine entré, je sentis mon inquiétude se dissiper, car dans cette exhibition d'une beauté unique, il nous est donné de toucher du doigt comme un raccourci de son œuvre d'ensemble, et c'est aux sujets sacrés que s'applique aussitôt notre attention.

Voici d'abord *Esther et Assuérus* avec Aman prosterné devant eux (n° 123 du catalogue : collection du

roi de Roumanie) : grande composition de dimensions assez rares dans l'œuvre de Rembrandt. Qui dira la magnificence, l'éclat intense, sombre par places, lumineux par d'autres, du costume de la reine et de celui d'Aman? Ici évidemment c'est une peinture somptueuse et décorative que l'artiste a tentée avant tout, plutôt qu'une œuvre de beauté intérieure, comme ces épisodes de l'Écriture lui fourniront tant de prétextes à nous en montrer. Mais voici bien le merveilleux : c'est qu'il atteint à nous donner la suggestion du rêve avec les savants contrastes d'ombre et de lumière sur ces magnifiques draperies, aussi sûrement qu'il y atteindra autre part par telles accentuations physionomiques traduisant une émotion de l'âme. L'atmosphère propre du tableau est comme une âme flottante dont les émanations viennent jusqu'à nous. Et n'est-ce pas préciser du même coup la souveraine puissance du peintre qui inventa l'atmosphère la plus apte à dramatiser les objets?...

Deux peintures sont réunies ici qui touchent à l'histoire de David. D'abord la *Bethsabée à sa toilette* (n° 56; collection Van Duivenworde, La Haye), qui nous est précieuse à double titre, comme une des plus brillantes, une des plus lumineuses petites toiles du maître, puis aussi comme préparation au chef-d'œuvre du Louvre. La grande peinture de la salle Lacaze apparaît bien comme un des rêves les plus mélancoliques qui jamais aient été fixés sur la toile. La petite toile de l'exposition d'Amsterdam est comme une contre-partie de celle du Louvre, plus claire, plus blonde, plus facile, plus lumineuse aussi, dont le thème est identique, si les variations diffèrent. Combien ils sont exquis, ces petits tableaux du grand Hollandais, dans lesquels il se rapproche comme facture des peintres qui l'ont entouré, et se réduit en quelque sorte à leur mesure! Il y en a plus d'un exemple. Mais n'importe : il a beau faire, et quand bien même il atténue sa manière, la griffe du maître est empreinte sur l'œuvre avec l'attitude des personnages et surtout l'éclairage qui leur est propre... J'ai dit que dans cette *Bethsabée* les variations différaient de celles du Louvre : au lieu d'un intérieur comme décor, ici c'est un paysage, fantastique et profond comme un songe oriental. La Bethsabée elle aussi diffère : triomphe de chair blonde et lumineuse, nullement douloureuse de visage, de corps plus jeune, moins consciente de l'acte qu'elle va accomplir. Je n'ai pas à marquer la distance entre les deux peintures ni à dire combien celle du Louvre l'emporte sur celle-ci : la chose est trop évidente. Mais comme il est intéressant de voir la première idée du maître, la libre fantaisie du coloriste soucieux uniquement d'associer des tons chauds et lumineux, sur laquelle s'appliquera à nouveau, beaucoup plus tard, son âme méditative pour nous laisser une traduction définitive de lui-même dans l'admirable chef-d'œuvre de la salle Lacaze!...

C'est encore une œuvre de la dernière manière, et des plus expressives, ce *Saül et David* (n° 118; collection Durand-Ruel) avec la tête douloureuse et ravagée du vieux roi écoutant le son de la harpe et voilant son regard : peinture belle d'expression plutôt que de réalisation technique, car elle est d'un éclairage monotone et ne présente pas les savants contrastes que nous trouvons dans les plus petites toiles du maître.

Il convient d'assigner une place toute spéciale, dans cette série des légendes bibliques, à la traduction si émouvante du mythe de *Samson* (n° 2; collection de l'empereur d'Allemagne, galerie Sans-Souci, à Berlin) : une œuvre de la jeunesse de Rembrandt puisqu'elle est de 1628, époque où l'artiste n'avait pas encore appliqué à ses compositions la lumière propre et l'éclairage unique qui devaient immortaliser sa manière. Du plus haut intérêt pourtant, ce petit panneau qui nous marque une date précise de son développement. Si l'on joint en effet à ce *Samson et Dalila* le *Judas rejetant les deniers* (n° 5; collection du baron Schickler, Paris), on tient sous la main deux exemplaires-types de cette première manière où les qualités dramatiques de son génie se traduisent uniquement par l'expression physionomique des personnages.

A ce point de vue, rien n'est curieux et édifiant comme d'étudier, après ces deux œuvres, le *Voyage d'Agar* (n° 46; collection Ionides, Brighton) et la *Rencontre de Marie et d'Élisabeth* (n° 45; collection du duc de Westminster, Londres), deux tableaux de 1640, où Rembrandt s'est affirmé dans sa seconde manière, et dont le dernier présente la plus grande analogie avec notre *Tobie* du Louvre. Le *Voyage d'Agar* surtout est une étonnante merveille de lumière, ce qu'il y a peut-être de plus mystérieux dans toute cette exposition, une réalisation vraiment extraordinaire dans une dimension aussi restreinte... Revenons au *Samson*, thème pictural où tant de générations de peintres s'essayèrent, puisqu'il est un des plus riches par son caractère expressif, et peut également servir à traduire une vie intérieure par l'accentuation physionomique des personnages, ou bien demeurer un prétexte à somptuosités décoratives. Même jeune, même au début de sa carrière, Rembrandt n'y pouvait toucher qu'avec le pathétique dont son âme débordait, et ne devait aboutir qu'à une œuvre d'expression. Il faut voir le corps prostré de Samson entre les jambes de la jeune femme, tandis qu'il la tient enlacée dans ses bras et que sa tête repose sur son sein, la figure voilée dans ses vêtements. Elle détourne la tête vers les soldats en armes qui avancent à pas lents et du doigt dé-

signe la victime : tête blonde et charmante où l'artiste a mis toute divination des trahisons féminines...

Mais nous voici venus à ce que j'appellerai la figure centrale de son œuvre religieuse, à la figure chère entre toutes, qu'il caressa sa vie durant avec amour, et qui devait consacrer de façon définitive, aux yeux de la postérité, la gloire du maître, pour ce que dans la légende elle représentait d'attendrissant et de pitoyable en harmonie avec les puissances pathétiques de son âme. Aussi bien est-ce l'honneur et le véritable lustre de cette exposition de nous en offrir quatre ou cinq exemplaires qui vivront dans le souvenir des artistes à côté des plus célèbres et des plus répandus. Dans l'œuvre immense de Rembrandt, la figure de Jésus, unifiée et typifiée comme plus haut nous l'avons dit, c'est-à-dire se représentant toujours avec les mêmes traits essentiels d'humanité douloureuse, apparait la garantie la plus durable de sa gloire, parce qu'elle exprime l'essence même de son génie. J'en vois ici comme un prototype dans une peinture qui m'est précieuse entre toutes : une *Étude pour un Christ*, datée de 1661 (n° 114; collection du comte Raczywnski, Posen) : une toile de la vieillesse de Rembrandt, dans laquelle il semble avoir tenté comme une synthèse de ses conceptions antérieures. Tête exquise de douceur et de pureté, presque féminine avec son front bombé tout en lumière, ses cheveux retombant en boucles et le léger voile qui les recouvre ! Mais quels yeux pleinement conscients dans leur douceur, et tout illuminés d'un rayonnement intérieur ! C'est par là que l'humanité douloureuse de Rembrandt atteint, si elle ne la dépasse, l'humanité moins ardente de Léonard, — car l'esprit est invinciblement sollicité au rapprochement entre les deux images traditionnelles que nous laissèrent du Christ ces deux grands artistes. Il m'est impossible de ne pas revoir ici, avec une fidélité hallucinatoire, les traits charmants du *Doux Maître* dans la *Cène* de Sainte-Marie-de-Grâces à Milan, dont chaque jour, hélas ! emporte quelque parcelle, et qui ne sera bientôt plus qu'une imperceptible grisaille : — figure d'une beauté plus fine, plus distante de la terre, plus intellectuelle si l'on veut, mais combien moins ardente, moins émotionnante et moins proche de notre cœur que celle où se fixa la conception du maître hollandais et que nous aimons pour cela !

J'ai dit que cette *Étude pour un Christ* m'était chère entre toutes, et il est parfaitement certain que, si j'avais à choisir parmi les œuvres exposées ici, c'est celle-là que je prendrais. Entendez bien que ma prédilection n'a rien à voir avec les considérations de pure peinture — il y a vingt tableaux ici qui sont aussi beaux techniquement parlant, sinon plus beaux, et qui pour des raisons accessibles aux seuls peintres, les devront toucher davantage. Il n'y en a pas un qui soit aussi significatif, pas un qui pour un esprit en quête des dessous psychologiques d'un grand maître, puisse être plus fécond en révélation ! Dans cette étude je vois comme une synthèse de tous les Christs déjà fixés par le maître ou qui viendront à la suite, qui ne furent ou ne seront que des variantes de celui-là, avec sans doute les modifications que nécessite la contingence biographique, mais enfermant tous les éléments essentiels d'humanité que nous rencontrons ici !

A vrai dire, on ne saurait assez appuyer sur ce mot : *humanité*, quand il s'agit de Rembrandt. Négligeons tout caractère divin dans Jésus, celui que la légende a magnifié et l'Église magnifiquement exploité, pour ne retenir que cette humanité saignante par où il nous apparait en sa véritable lumière, et par où nous pénétrons plus avant encore dans l'interprétation pathétique que nous en laisse le plus sensible des artistes. Voilà bien le caractère qui s'affirme dans cette admirable peinture de *la Femme adultère* (n° 62; collection de M. F. Weber, Hambourg), un des plus grands chefs-d'œuvre qui soient ici. Faut-il la considérer comme une réplique de celle de Londres ? La disposition des personnages est tout autre, la conception du tableau pareillement. Il n'y a que l'idée qui soit commune aux deux œuvres. La femme coupable est à genoux devant Jésus, essuyant avec une draperie ses yeux baignés de pleurs. Un homme placé derrière elle soulève le voile qui recouvrait sa tête et semble implorer la pitié du Christ. Un vieillard la montre, tendant sa main accusatrice. Et lui... lui, c'est d'un œil qui pénètre et comprend tout qu'il la regarde, d'un œil qui discerne à travers tous les voiles, les plus intimes et les plus mystérieux ! L'homme qui comprend tout excuse tout, parce que les actes lui apparaissent dans l'enchaînement logique de leurs causes secrètes, secrètes pour qui n'a pas sa puissance de divination, lumineuses pour lui bien au contraire. La figure pâlie et presque verte de Jésus est bien une des plus émotionnantes que je sache, qui sans doute n'a pas conservé ce genre de beauté que nous discernions dans l'*Étude* — elle est trop ravagée pour cela — mais qui est tout illuminée de splendeur morale et de pitié intérieure. C'est une beauté du même ordre qui rayonne dans la silhouette du *Christ supplicié* (n° 122; musée de Darmstadt), avec son corps émacié, et cette autre figure du *Christ au manteau* (n° 112), d'une indicible tristesse, tout proche des suprêmes épreuves. Ces quatre interprétations du légendaire visage demeurent à mon sens la plus haute curiosité de cette exposition sans précédent.

Pourquoi Rembrandt devait être et fut en effet le plus profond comme le plus varié des portraitistes,

celui qui le plus éloquemment traduisit en une physionomie humaine les confidences d'une vie intérieure, nous en pourrions aisément déduire la cause de ces quatre figures, si nous n'avions ici même plus de vingt chefs-d'œuvre qui en témoignent surabondamment. Portraits d'hommes, portraits de femmes, de toutes conditions et de tout âge, célébrant la jeunesse dans la grâce et la fleur de son épiderme, ou disant les tristesses, les désillusions de la vieillesse, et fixant les douleurs de l'âme dans les rides profondes du visage : jamais sans doute il ne fut donné à un observateur de tenir sous la main pareil ensemble. Il faudrait pouvoir venir ici s'entretenir solitairement avec ces figures du passé, poursuivre quelque colloque intime dans le silence des salles désertes, ou, par la vertu magique d'une faculté que bien peu possèdent, s'abstraire des odieux bavardages et des bruyantes exclamations. Peut-être alors ces figures peintes qui furent jadis l'enveloppe d'âmes vivantes, et d'âmes commentées par un grand artiste, nous livreraient-elles leur secret en se prêtant aux confidences. Hélas! c'est trop peu de les interroger ainsi, car leurs réponses ne nous arrivent qu'au travers de ce confus murmure des voix étrangères qui mettent à néant toute intimité. On nous pardonnera de ne pouvoir tout citer; mais il faut nécessairement faire un choix, et dans un pareil ensemble — je crois bien que le chiffre des portraits dépasse 60, — se tenir à ce qu'il y a de plus caractéristique et de plus saisissant. Ici encore on aboutit à un classement qui s'impose aussitôt : ceux où le maître s'est appliqué uniquement à faire œuvre de peintre, les portraits de jeunesse surtout; ceux au contraire, où il a mis, comme dans les plus expressives de ses compositions religieuses, la part la plus ardente de son âme et l'expérience de sa vie. Nous pouvons le dire, sans porter atteinte à la gloire de Rembrandt : il y a un abîme entre les deux!

Voici, par exemple, un *Portrait de Saskia* toute jeune (n° 31; collection de M. Schloss, Paris), tableau bien connu des Parisiens, car il a figuré à plusieurs expositions récentes. Jeune femme, ou peut-être jeune fille encore, Saskia tenant une fleur est représentée de profil, rose et blanche Flamande aux yeux inexpressifs, dont le regard ne traduit guère d'autre sentiment que la satisfaction d'une vie tranquille et confortable. Et je le sais bien, sans doute, que cent chefs-d'œuvre des petits maîtres de l'École, ne vont pas au-delà et n'en demeurant pas moins des chefs-d'œuvre... n'importe, quand une toile est signée Rembrandt ou attribuée à Rembrandt, d'instinct je lui demande autre chose. Voici encore, dans le même ordre d'idées, une composition célèbre : *Rembrandt et Saskia occupée à sa toilette* (n° 36 ; collection de la reine d'Angleterre, Palais Buckingham, Londres). Saskia est assise devant une table. Rembrandt, debout auprès d'elle, tient un collier de perles qu'il lui présente. La robe admirable de la jeune femme est peinte dans le même caractère de lumineux éclat, aux ors ardent et profonds, que celle d'Esther, dans la composition *Esther, Aman et Assuérus*. Voilà bien encore, malgré la magnificence de certains morceaux, une composition tout en dehors et de libre fantaisie, une pure volupté de palette où le maître n'est pas allé plus loin que l'épiderme du modèle. Et ne dirait-on pas qu'il l'a voulu ainsi, prémédité ainsi? L'expression même de son visage en pourrait être une preuve, car lui qui atteindra avec l'âge à une telle intensité dans la traduction de sa personne morale, et qui nous laissera de sa vieillesse une image douloureuse et presque tragique, il apparaît ici avec l'air un peu matamore, et l'expression de Saskia ne dépasse guère celle d'une jeune bourgeoise heureuse de se parer. Les mêmes observations s'appliqueront assez justement, semble-t-il, à deux autres portraits de la toute première jeunesse de Rembrandt : le *Portrait de sa sœur* (n° 22; collection Jacquemart, Paris), et le *Portrait d'un jeune homme avec une collerette* (n° 24; collection Pourtalès), tous deux bien authentiquement du maître, mais dans lesquels il ne s'est point encore élevé jusqu'à l'affirmation d'une vie intérieure.

C'est seulement avec l'âge et l'expérience âpre de la vie que ce maître incomparable arrive à la pleine possession de lui-même, c'est-à-dire à la profondeur et à l'émotion communicative. A la différence des natures molles ou sèches que le malheur déprime ou aigrit, cette grande âme d'artiste sut en tirer la matière de ses plus nobles œuvres, et par là atteignit à s'exprimer tout entière. De lui ne faudrait-il pas répéter les paroles de Carlyle à propos du Dante : — « Nous ne nous plaindrons pas de ses misères. Si tout fût bien allé pour lui comme il le désirait, peut-être l'art y eût-il perdu les plus notables œuvres qui aient été jamais fixées sur une toile! » — je transpose et j'adapte seulement quelques termes. Mais il me plaît davantage encore le rapprocher d'une autre figure qui, vers la fin du siècle suivant, devait lui aussi se mesurer avec le malheur, et tirer de son cœur ennobli par l'épreuve l'expression la plus pathétique de son art : c'est Beethoven que je veux dire. Une même loi commande, semble-t-il, le développement spirituel de ces deux héros qui nous donnent ainsi le plus fécond, le plus magnifique enseignement. Déjà grands par nature, et marqués originellement pour une destinée supérieure, ils n'atteignent à la plénitude de la grandeur qu'au seuil de la vieillesse, quand leur génie trempé de larmes s'est exalté dans la souffrance, si bien qu'un abîme sépare à nos yeux leurs productions premières de celles des dernières années.

Pour Rembrandt, on connait ses épreuves : la mort de la femme qu'il avait adorée, la disparition de cet adolescent aux yeux doux comme d'une fille, son fils Titus, dont il sut fixer les traits charmants en une immortelle image, la liquidation désastreuse de sa fortune par la vente forcée et la dispersion des collections où s'était complu son goût d'artiste. Le voilà maintenant vieilli, flétri avant l'âge, les traits ridés, ravagés, mais avec quelle indicible mélancolie du regard !... tel en un mot qu'il s'est représenté lui-même dans ce sublime portrait du Salon carré, qui est une des gloires du Louvre et va profondément dans notre cœur ! Il ne s'agit plus du *Rembrandt riant*, du *Rembrandt grimaçant*, de ces multiples interprétations d'une jeunesse brillante où s'était appliquée sa fantaisie d'habile dessinateur. En lui plus rien ne subsiste du hardi cavalier qui, dans un décor de luxe tendait le collier de perles aux mains gracieuses de la jeune Saskia. De tout cela plus rien, mais en place cette âpre figure de vieux solitaire qui vit retiré loin du monde seul avec, son génie.

Telle est, éclairée par des documents certains, la signification psychologique du magnifique portrait dont nous trouvons ici deux répliques bien faites pour l'illustrer encore : un *Rembrandt vieux* (n° 102, collection Van Buccleuch, Londres), la tête couverte d'une calotte noire et les cheveux bouffants ; mais surtout cette admirable image de *Rembrandt avec sa palette* (n° 99 ; collection lord Iveagh, Londres), avec sa figure ravagée, son œil douloureux, dans laquelle il a mis toute sa science de peintre, toute son émotion d'homme, et affirmé la magnificence de sa dernière manière : un des dix ou quinze plus beaux portraits qui soient au monde et la plus éloquente traduction qui se puisse voir d'une âme visitée par le malheur ! L'œuvre est datée de 1656. C'est l'époque des plus graves compositions religieuses. Il va peindre *Homère dictant ses œuvres* (n° 117 ; collection du Dr Bredius, La Haye). Il vient de peindre le délicieux *Portrait de Titus* (n° 89 ; collection de M. Kann, Paris), cette figure exquise d'adolescent aux contours délicats et voluptueux, aux lèvres minces et roses, au ragard si doux et si triste, déjà comme touché par l'approche de la mort : peinture de grâce et d'amour où transparait l'ardente sensibilité d'un père, et que nous avons eu la joie de retrouver ici après l'avoir admirée l'an dernier aux *Portraits de femmes et d'enfants*. Enfin il va peindre ce grand portrait de *Vieille femme lisant* (n° 93 ; collection van Buccleuch, Londres), et cette *Étude d'après sa mère* (n° 16 ; collection Sanderson, Édimbourg), plus extraordinaire encore, avec sa figure toute crevassée de rides, blanche et de cire comme une morte, semblant déjà figée dans la mort : œuvre saisissante qui opprime le souvenir, et qui, par la tristesse et la gravité de sa signification, doit être rangée, en dépit des indications du catalogue, parmi les œuvres de la dernière manière.

PAUL FLAT.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

I

Le souverain qui, depuis cinquante années, gouverne l'Autriche-Hongrie, occupera une place importante dans l'histoire de l'Europe. Il est peu d'exemples de règnes aussi longs et aussi féconds que le sien. Quel chemin parcouru en Autriche-Hongrie depuis le 2 décembre 1848, où François-Joseph ceignit la couronne impériale, jusqu'en ces derniers temps !

De tous les souverains actuels de l'Europe, seule, la reine d'Angleterre a régné plus longuement. Mais Victoria n'a qu'un rôle effacé dans le gouvernement de son pays, tandis que François-Joseph a dirigé les destinées de ses peuples depuis le jour de son avènement au trône et, s'il a eu des ministres et des conseillers de mérite, il est resté le véritable directeur des affaires extérieures et intérieures de son vaste empire. Toutefois, ce n'est pas l'œuvre politique de François-Joseph que nous voulons étudier ici ; c'est l'homme dans son rôle public et privé.

Le règne de l'empereur s'ouvrit dans les conditions les plus difficiles. En mars 1848, les Viennois s'insurgeaient aux cris de : « A bas Metternich ! » Effrayé de l'émeute grandissante, l'empereur Ferdinand avait tenté de faire des concessions ; il avait aboli quelques privilèges, accordé la liberté de la presse, donné à son peuple une constitution. Mais l'ère des difficultés ne devait pas être aplanie pour cela. Les habitants du royaume lombard-vénitiens s'insurgent de leur côte et forcent le gouverneur autrichien, Radetzky, à battre en retraite ; les Italiens viennent au secours de leurs frères et se joignent à eux pour repousser les étrangers de leur territoire. D'autre part, des insurrections éclatent en Bohême et en Hongrie. Débordé de tous les côtés, l'empereur Ferdinand abdique, le 2 décembre 1848, en faveur de son neveu, l'archiduc François-Joseph, âgé de dix-huit ans seulement.

Né le 18 août 1830 à Vienne, le jeune prince, que des circonstances critiques amenaient si prématurément au pouvoir, avait heureusement reçu une forte éducation ; il avait eu comme gouverneurs le comte Henri Bombelles et le comte Coronini, qui surent développer ses qualités naturels et lui donnèrent une

solide instruction. Proclamé majeur le 1er décembre 1848, à la résidence d'Olmütz, il prenait dès le lendemain, par suite de l'abdication de son oncle Ferdinand et de la renonciation de son père à la couronne impériale, les rênes du gouvernement.

Un des premiers soins du nouveau souverain fut d'étouffer la révolution hongroise. Grâce au concours d'une armée russe, il put avoir raison des Magyars. Il se distingua personnellement à la prise de Raab et reçut, à cette occasion, la croix russe de Saint-Georges. De son côté, Radetzky remportait sur les Italiens plusieurs victoires qui replaçaient sous son sceptre les provinces perdues. Enfin, par un acte d'autorité jugé nécessaire, le jeune prince rétablissait dans tout son empire le régime absolu. En 1853, le Hongrois Libényi voulant venger les défaites de ses frères tentait d'assassiner l'empereur d'un coup de poignard, pendant une promenade de Sa Majesté, sur le Löwen-Bastei à Vienne. Une église de style gothique construite sur le lieu même de l'attentat fut inaugurée, il y a dix-neuf ans, à l'occasion des noces d'argent de l'empereur et de l'impératrice.

François-Joseph épousa, en 1854, la princesse Élisabeth de Bavière, dont la mort tragique vient de mettre en deuil les peuples de la monarchie. De ce mariage naquirent : en 1855, l'archiduchesse Sophie, morte toute enfant; en 1856, l'archiduchesse Gisèle, qui épousa en 1873 le prince Léopold de Bavière; en 1858, l'archiduc Rodolphe, uni à la princesse Stéphanie, fille du roi des Belges et dont la mort reste encore un mystère; enfin l'archiduchesse Marie-Valérie, qui épousa, en 1890, l'archiduc François-Salvator, de la branche de Toscane.

Trois guerres, dont deux malheureuses, sont venues assombrir le règne de François-Joseph : la guerre contre la France et le Piémont, en 1859; la guerre contre le Schleswig-Holstein, en 1864; la guerre contre la Prusse en 1866. C'est après sa lutte contre les armées française et piémontaise que François-Joseph rétablit le régime constitutionnel dans son empire.

Avant la guerre de 1866, l'empereur occupait une place privilégiée dans la Confédération allemande; ce rôle prépondérant échut alors à la Prusse victorieuse et l'Autriche se trouva isolée de l'empire allemand. Ce changement dans la situation extérieure eut son contre-coup à l'intérieur; aujourd'hui, que le temps a passé sur ces événements, on peut croire que les effets en ont été favorables pour l'Autriche-Hongrie, où les Allemands ne forment qu'une minorité.

L'empereur comprit qu'à une situation nouvelle, il fallait une politique différente. Il appela le comte de Beust comme ministre des Affaires étrangères et, le 7 février 1867, le chargea de la présidence du gouvernement pour les pays de la couronne d'Autriche. En même temps, il chargeait le comte Andrassy de former un cabinet hongrois. C'était l'établissement du dualisme de l'empire. Le 8 juin 1867, François-Joseph était solennellement couronné roi de Hongrie. D'autre part, les provinces germano-slaves recevaient un *modus vivendi* constitutionnel.

De cette époque, l'ère des guerres fut close pour l'Autriche-Hongrie. En 1869, l'empereur fit le voyage d'Égypte pour assister à l'inauguration du canal de Suez. En septembre 1871, il eut avec Guillaume Ier, devenu Empereur allemand, une entrevue au cours de laquelle furent posées les bases d'une alliance entre les cours de Vienne et de Berlin. En 1872, François-Joseph et le tsar Alexandre Ier se rencontrèrent à Berlin, et une première triple alliance se forma : l'alliance des trois empereurs, qui devait durer sept ans. Le traité de Berlin et la cession à l'Autriche de l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine apportèrent une certaine tension entre les cours de Vienne et de Pétersbourg, tandis que les rapports devenaient plus étroits entre les empires allemand et austro-hongrois. Une nouvelle triple alliance, dans laquelle entrait l'Italie, ne devait pas tarder à remplacer l'union des trois empereurs. Aujourd'hui, les bons rapports de l'Autriche et de la Russie se sont améliorés à tel point qu'une entente a pu être établie entre ces deux puissances pour le maintien du *statu quo* dans les Balkans.

François-Joseph a toujours veillé à la plus cordiale correction des rapports entre la France et l'Autriche. Lorsqu'il vint en 1894 avec l'impératrice, il voulut montrer les dispositions bienveillantes qui l'animaient à l'égard de la France et, par son ordre, une note fut envoyée de Vienne disant en substance :

« On sait que l'Empereur François-Joseph partira dans une douzaine de jours, probablement au commencement de mars, pour la Riviera française, où il passera deux ou trois semaines, avec l'Impératrice. Ce sera la première fois depuis 1867 qu'il remettra les pieds sur le territoire français. Dans les cercles politiques d'ici, la résolution du souverain fait la meilleure impression. On se rappelle que dans le toast que l'empereur porta aux Tuileries, en 1867, il exprima le vœu de voir subsister les relations amicales entre l'Autriche et la France. François-Joseph, qui est la droiture même, ressentait sincèrement ce désir, et il l'a prouvé par la manière cordiale avec laquelle il a toujours reçu les ambassadeurs de France. »

Un des caractères distinctifs de François-Joseph est la droiture de son caractère. Il y a deux ans, l'empereur fut sur le point de se brouiller avec le prince de Bulgarie, à l'occasion du baptême orthodoxe du prince Boris; ses sentiments intimes et sa

conscience avaient été choqués de ce qu'il regardait comme unesorte d'apostasie. Il ne comprenait pas que le prince Ferdinand, dont il connaissait les sentiments intimes, cédât à la pression de son peuple et consentit au baptême de son fils; il fallut une puissante médiation pour le faire revenir sur une détermination qui aurait pu avoir de graves conséquences. A étudier de près la vie de François-Joseph depuis son avènement au trône, on constaterait que tous ses actes ont été dictés pour la cause de la vérité et de la justice. Son peuple le sait et c'est pourquoi le souverain est l'objet du respect le plus profond, mieux encore d'une véritable vénération chez tous ses sujets.

II

Quand on voit, à distance, la silhouette mince et élancée de l'empereur et la souplesse de ses mouvements, on le prendrait pour un jeune homme. A cheval, il est d'une suprême élégance; à pied, son pas vif et son allure militaire ne trahissent nullement son grand âge. De près, en revanche, on voit combien les années et les malheurs ont mis leur empreinte sur sa belle tête. Son visage, encadré de favoris blancs, est creusé de rides, mais éclairé de deux yeux petits, clignotants, où brille la flamme d'un regard loyal; les moustaches blanches et bien fournies sont relevées en pointes.

François-Joseph est resté, au fond de l'âme, un soldat. Dès sa jeunesse, il a donné des preuves d'une rare bravoure. Avant son avènement au trône, en mai 1848, n'ayant que dix-sept ans, il avait assisté à la bataille de Santa-Lucia en Italie. Radetzky écrivit, à son sujet, au ministre de la Guerre : « J'ai été moi-même témoin de ce fait : un boulet tomba à peu de distance de l'archiduc, sans que celui-ci donnât la moindre trace d'émotion. » M. de Schönhals dit aussi dans ses Mémoires :

« Le cœur des vieux soldats battait d'allégresse, en voyant le jeune archiduc parcourir le champ de bataille sous le feu de l'ennemi et s'arrêter tranquillement au milieu d'une pluie de balles. » A la prise de Raab, en 1849, François-Joseph voulait entrer à la tête du premier bataillon. Le général Schlick, effrayé du danger que courait le jeune empereur, lui dit respectueusement : « Sire, c'est la première et certainement la dernière fois que je me vois obligé d'interdire quelque chose à Votre Majesté. Si Votre Majesté veut entrer dans la ville, j'ose lui demander d'entrer seulement avec moi, à la tête du troisième bataillon.» L'empereur se rendit à ces raisons. A un autre combat, à Comorn, il fit preuve du même courage, alors qu'autour de lui des officiers tombaient, frappés par les balles ennemies. Du reste, les traits de bravoure ne sont pas rares dans la vie de François-Joseph. On cite volontiers celui-ci :

En 1859, lors de la campagne d'Italie, l'empereur s'était mis à la tête d'un régiment qui soutenait une lutte désespérée contre les armées ennemies, et comme le régiment fléchissait, il s'élança à cheval, criant de toutes ses forces : « En avant! mes braves, moi aussi j'ai femme et enfants. »

François-Joseph a toujours voulu payer de sa personne, il n'a jamais cru qu'un souverain pouvait rester enfermé au fond de son palais et se contenter de donner des ordres. L'année dernière encore, l'empereur a montré comment il comprenait son devoir. C'était en septembre. Des pluies avaient fait déborder des rivières et occasionné de terribles inondations sur divers points. A Ischl notamment, où l'empereur se trouvait en villégiature, les dégâts étaient considérables; les rues de la ville étaient inondées; des barrages avaient été emportés; des maisons s'écroulaient; le désastre pouvait grandir. L'empereur fit venir le bourgmestre d'Ischl et lui demanda quelles mesures il avait prises pour conjurer le fléau. Le bourgmestre balbutia quelques excuses et se déclara désarmé. « Alors, lui dit François-Joseph, c'est que vous n'êtes pas à la hauteur de votre tâche! Remettez-moi immédiatement votre démission. » Puis, il prit lui-même la direction des travaux de sauvetage, fit venir une compagnie de pontonniers, en dirigea le service, allant en barque d'un point à un autre, si bien qu'en deux ou trois jours, il ne restait guère trace des ravages causés par l'inondation. Mais les eaux couvraient encore la ville de Vienne. L'empereur partit pour la capitale, il lui fallut vingt-quatre heures pour y arriver. Là, il recommença sa mission de surveillance et de dévouement, dirigeant et encourageant les ouvriers, récompensant tous ceux qui s'étaient distingués.

Revenu à Ischl, François-Joseph ne crut pas avoir complètement rempli son devoir, tant qu'il restait à soulager des malheureux atteints par le fléau. Il organisa dans le parc du château une grande fête au profit des victimes de l'inondation. Grands seigneurs, bourgeois ou paysans, tous eurent libre accès dans le parc impérial magnifiquement éclairé. L'empereur, en petite tenue de général, une canne à la main, se promenait, causant avec tous de la façon la plus simple et la plus cordiale. L'impératrice était présente, aimable et gracieuse comme toujours. La collecte rapporta plus de dix mille florins.

L'empereur donne des audiences générales deux fois par semaine, le lundi et le jeudi. Tout sujet autrichien ayant une demande ou une requête à présenter au souverain peut parvenir jusqu'à lui, à la condition de s'être présenté à la chancellerie du cabinet privé et de s'y être fait inscrire.

« L'empereur accueille chacun avec bienveillance et cordialité, dit un écrivain autrichien contemporain, le docteur Schmolle, il répand l'argent à pleines mains pour donner l'élan à de nobles entreprises et soulager la misère. Il n'y a, pour ainsi dire, pas une petite église ou une maison d'école, même dans les plus pauvres communes des Carpathes ou dans les endroits les plus reculés de la Bukowine, qui n'ait reçu de la cassette impériale des sommes plus ou moins importantes. C'est un trait prédominant du caractère de l'empereur d'aimer à faire le bien. »

François-Joseph aime beaucoup faire des séjours dans le beau château qu'il possède à Ischl ; de là, il pousse des pointes dans le Tyrol ; fait l'ascension de quelque haute montagne ou chasse le chamois. Il porte alors le pittoresque costume tyrolien : petit chapeau à plume, costume en *loden* (étoffe de fabrication autrichienne, de couleur verte ou brune, mais bon marché). Dans ces excursions, toutes les règles de l'étiquette sont sévèrement bannies. Il y a trois ans, l'empereur, accompagné de son fidèle aide de camp, le comte Paar, était parvenu au sommet d'une haute montagne. Deux bancs installés sous un toit de planche comportaient tout le luxe de la station, et ces bancs étaient occupés par des gens de la classe ouvrière venus là en excursion. En reconnaissant François-Joseph, tous se lèvent pour lui céder la place, mais le souverain, de sa voix douce : « Je ne veux pas que vous vous dérangiez. Restez ; ici la place est au premier occupant. »

III

Une jeune femme, ayant demandé un autographe à François-Joseph, celui-ci écrivit ces mots : « Exige de toi-même, comme des autres, le consciencieux accomplissement de tous les devoirs ; mais sois indulgent dans ton jugement sur les fautes d'autrui. »

Cette sentence semble résumer toute l'existence de l'empereur d'Autriche-Hongrie. « Faire son devoir », c'est là sa règle constante, sa préoccupation de tous les instants. François-Joseph s'occupe de tout, a l'œil sur les moindres détails de son vaste empire. Alors que Vienne est encore endormie, le monarque est déjà au travail. En été, il se lève à quatre heures ; en hiver, à cinq. Il prend un léger déjeuner et parcourt le *Fremdenblatt*, son journal de prédilection. A six heures, il entend les rapports de l'aide de camp général, puis ceux des chefs des cabinets civil et militaire. Cela dure souvent plusieurs heures, car l'empereur tient à prendre connaissance de chaque rapport, faisant sur chacun des observations nettes et précises. Ensuite, viennent les hauts fonctionnaires de la cour et les ministres. Les jours d'audience, les rapports sont plus rapidement expédiés, car l'empereur, comme Louis XIV, est l'exactitude même, et il ne fait jamais attendre.

Les audiences ont toujours lieu debout. Le souverain prend connaissance des motifs de la demande d'audience, motifs consignés sur une feuille adressée par la chancellerie. Il se tient debout, devant un haut pupitre, fait deux pas au-devant de chaque personne introduite, et l'interroge amicalement ; l'entretien est fort court, cela se comprend. Un huissier audiencier ouvre la porte, aussitôt qu'il comprend que l'audience est terminée. Le solliciteur parti, l'empereur retourne à son pupitre pour noter une promesse faite ou écrire ses observations. Chose rare chez les grands, les engagements souscrits par le souverain sont toujours scrupuleusement remplis.

Les jours où il n'y a pas audience générale, l'empereur prend le second déjeuner entre onze heures et midi. Ensuite, il examine les projets soumis par ses ministres ; il les étudie consciencieusement, met en note les modifications qu'il juge nécessaires, parfois les change de fond en comble. Il connaît bien toutes les branches de l'administration et toute la comptabilité de l'État. Après trois heures de l'après-midi, les chancelleries impériales lui renvoient les projets dans leur forme définitive. Entre cinq et six heures, l'empereur dîne, en famille, quand il a près de lui quelqu'un de ses enfants ; seul le plus souvent ; il invite parfois de grands dignitaires ou des étrangers de distinction. Après le dîner, qui est très court, l'empereur termine souvent encore quelques affaires. Lorsque la présence d'hôtes importants, une fête ou le théâtre ne le force pas à veiller, il se couche vers neuf heures. Les journées de François-Joseph sont, on le voit, bien remplies ; c'est à peine s'il trouve le temps pour quelques courtes promenades. Et nous ne comptons pas les visites princières à faire ou à recevoir, les grands dîners de cour, les réceptions diplomatiques et autres, les inaugurations, les revues, les cérémonies de toute sorte, qui nécessitent la présence du souverain. Telle est cependant la tâche quotidienne de François-Joseph depuis cinquante ans.

Les mois d'hiver sont la saison la plus laborieuse de l'année. L'empereur est forcé de donner, soit à Vienne, soit à Budapesth, des bals de cour et de grands dîners. Il est d'usage aussi qu'il assiste aux grands bals donnés par certaines corporations, par des ambassadeurs ou de hautes personnalités. Depuis quatre ans, aussitôt la saison mondaine terminée, il prenait un repos d'une quinzaine et allait le passer au cap Martin où il retrouvait l'impératrice. Il reste à Vienne pendant les fêtes de Pâques car François-Joseph est un croyant fervent, très at-

taché aux coutumes de l'Église catholique et fait consciencieusement ses dévotions. Le jeudi saint, il ne manque jamais de procéder à la cérémonie du lavage des pieds de douze vieillards. A la Fête-Dieu, il est également à Vienne ou au château de Schœnbrunn, situé dans la banlieue de Vienne ; il ne manque jamais, ce jour-là, de prendre part à la procession, si le temps le permet. Il passe le printemps partie à Vienne, partie à Budapesth ; puis il part pour Ischl, il reste les deux mois d'été (juillet et août). Septembre est consacré aux grandes manœuvres. En octobre et novembre, il revient dans ses capitales, Vienne et Budapest. Le château de Schœnbrunn, situé aux portes de Vienne, a ses préférences ; il n'habite le palais impérial que pendant les mois d'hiver.

Qu'il soit à Vienne, à Budapest ou ailleurs, l'empereur dirige toujours avec le même soin les affaires de son royaume, reçoit et écoute les rapports de ses ministres et des cabinets civil et militaire. Ses journées sont peut-être moins remplies à Ischl ou au cap Martin, mais néanmoins un courrier spécial lui apporte tous les jours un volumineux dossier, qu'il examine lui-même avec son soin habituel.

Depuis quelques années, la tâche de l'empereur s'est accrue de l'exigence, très naturelle, des Hongrois qui réclament davantage sa présence au milieu d'eux. Aujourd'hui, Budapesth compte même une cour hongroise, exclusivement composée de magyars et ces personnages tiennent à ce que leurs fonctions ne soient pas une sinécure. C'est là un surcroît de fatigue pour François-Joseph, mais le roi de Hongrie tient à prouver que ce n'est pas par simple apparat qu'il a ceint la couronne de saint Étienne.

Avec une existence aussi agitée et des journées aussi remplies, la vie de famille est forcément un peu sacrifiée ; du reste, l'impératrice était le plus souvent en voyage et les archiduchesses sont rarement à Vienne ; pour être avec ses enfants, l'empereur fait, de temps à autre, un court séjour soit au château de Wells, près de Linz, où réside sa fille Marie-Valérie, épouse de l'archiduc François-Salvator, soit à Munich, séjour de sa fille Gisèle.

Il profite généralement pour ces fugues des jours de fête qui lui laissent un peu de repos, il adore ses enfants et petits-enfants. Il y a deux ou trois ans, sa petite-fille Élisabeth, fille de la princesse Gisèle, s'était vivement éprise, pendant un bal de la cour à Munich, d'un jeune officier bavarois, le baron de Seefried ; ses parents, qui regardaient ce mariage comme une mésalliance, refusaient nettement leur consentement. La jeune princesse désespérée se tourna alors vers son grand-père : sa douleur, son désespoir profond touchèrent l'empereur qui s'interposa et obtint de sa fille et de son gendre l'autorisation désirée.

Ne pas parler dans cet article de l'impératrice Élisabeth serait un coupable oubli. Femme de cœur et de devoir comme son auguste époux, généreuse et charitable à l'excès, amoureuse de la solitude et de la belle nature, simple et bonne : telles étaient les qualités unanimement reconnues à l'infortunée souveraine d'Autriche-Hongrie. Depuis la mort de son fils, l'impératrice restait le moins possible à Vienne ; l'hiver, elle voyageait en Suisse, en Espagne, à Corfou, en France, où l'attirait la côte d'Azur. Au mois de mai, elle revenait en Autriche, passait quelque temps au château de Laing, près de Schœnbrunn, puis se rendait à Gòdòllò, près de Budapest, et de là à Ischl, où elle retrouvait l'empereur.

On a souvent comparé, non sans raison, le règne de François-Joseph à celui de Louis XIV ; le grand roi a eu, il est vrai, des guerres heureuses et de glorieuses victoires qui ont manqué à l'empereur d'Autriche-Hongrie, mais la fin de son règne a été marqué par des défaites et des malheurs de famille qui ramènent la pensée vers les tristesses familiales dont a été frappé le souverain autrichien. Il y a d'autres points communs entre eux : leur long règne et la haute protection donnée aux arts, au commerce et à l'industrie.

L'empereur François-Joseph a, par tous les moyens en son pouvoir, favorisé le développement du mouvement industriel et commercial de ses peuples. Il y a cinquante ans, 1 400 000 enfants fréquentaient les écoles ; aujourd'hui, il y en a 3 200 000. Les universités comptaient, en 1848, 5 700 étudiants : elles en ont 16 000 aujourd'hui. Les revues et journaux s'élevaient à 250 : ils se chiffrent actuellement par plus de 2 000. Le réseau des chemins de fer comprenait, en 1848, une longueur de 1 300 kilomètres, il s'élève aujourd'hui à 17 000 kilomètres. L'exportation des marchandises représentait à peine 100 millions de florins ; elle est maintenant de 800 millions. Enfin Vienne, qui était une ville de second ordre, entourée de bastions et de remparts, est aujourd'hui une des plus belles capitales de l'Europe, peuplée de 1 200 000 habitants.

C'est donc dans toutes les branches de l'administration austro-hongroise que l'on peut constater les heureux effets du long règne de François-Joseph. Si l'Autriche-Hongrie a vu sa richesse intérieure s'accroître, son crédit se consolider, sa diplomatie devenir influente, elle le doit, pour une large part, au souverain qui dirige, depuis un demi-siècle, ses destinées avec une intelligence et un dévouement sans bornes.

Georges de Dubor.

THÉATRES

LA NATURE DE L'ÉMOTION DRAMATIQUE [1]

(*Drame ancien, drame moderne*, par M. Émile Faguet.)

J'ai cherché la semaine dernière à vous prouver que M. Faguet nous calomniait un peu lorsqu'il attribuait à la férocité le plaisir que nous allons chercher au théâtre.

Et j'ajoutais que, pour y parvenir, je n'avais qu'à développer certaines des atténuations que M. Faguet avait apportées lui-même à sa thèse. Vous supposez bien, par exemple, que l'optimisme de M. Faguet n'est pas aussi résolu qu'il semblait d'abord. Si le théâtre ne peint pas le bonheur, c'est férocité sans doute, mais c'est aussi « goût de vérité », et, pareillement, « goût de considérer les choses humaines d'une façon sérieuse ». Car, en premier lieu, le bonheur est rare; et, en second lieu, fût-il plus fréquent, ce qu'il y a de plus sérieux et de plus important n'en resterait pas moins nos passions et nos ridicules, c'est-à-dire tout ce qui est obstacle entre nous et le bonheur. — M. Faguet nous excuse un peu, comme vous le voyez. Et vous voyez aussi, c'est à quoi je tenais le plus, que les réserves que je faisais samedi m'ont été, en quelque sorte, suggérées par lui.

Toutefois, parmi les arguments qu'il emploie, il en est un qu'il n'adoucit pas, et sur lequel je voudrais insister un instant. Voici :

Rappelant le mot de Saint-Marc Girardin : « Le fond de l'émotion dramatique, c'est la sympathie de l'homme pour l'homme », M. Faguet observe d'abord que ce mot ne s'applique qu'à la tragédie, et que, même ainsi « particularisé », il est « plus ingénieux que vrai ». Resterait en tout cas la comédie; et le plaisir que nous y prenons est, au moins, à base de malignité, puisque nous y venons rire des malheurs et des ridicules de nos semblables, Or « il n'y a pas de différence d'essence entre la comédie et la tragédie; il n'y a qu'une différence de degré... Les mêmes sujets sont comiques et tragiques : comiques tant que les passions mises en jeu semblent ne comporter que des conséquences peu graves : tragiques, quand nous nous apercevons qu'elles comportent et annoncent des suites qui peuvent être terribles... » En un mot, « la comédie et la tragédie n'ont d'autre différence entre elles que la portée plus ou moins grande des effets que les passions qu'elles peignent sont supposées devoir produire... C'est donc sur le même sentiment qu'elles sont fondées l'une et l'autre. A la comédie comme à la tragédie, nous venons pour voir souffrir... » — Et si vous objectez que votre compassion pour les personnages tragiques est incompatible avec la férocité que vous attribue M. Faguet, il vous répondra : « Il n'y a pas à sortir de ceci : rencontrer le malheur sans l'avoir cherché et en être ému, c'est être sensible; chercher le spectacle du malheur, quand bien même c'est pour en pleurer, est une recherche dépravée est un dilettantisme à base de barbarie... »

Certes, ce raisonnement est impressionnant; et je ne vois guère ce qu'on pourrait y opposer. Rechercher la peinture des ridicules ou des malheurs : aller *volontairement* rire de ses semblables, ou aller *volontairement* les voir souffrir, cela n'implique pas une grande sensibilité. Cela impliquerait même le contraire. Faudra-t-il donc se rallier à l'opinion défavorable que professe M. Faguet à l'égard de l'amateur de spectacles?

Pas tout à fait. Le raisonnement, disais-je, est inattaquable. Son point de départ prêterait peut-être à quelque objection.

Je ne suis pas tout à fait sûr que nous allions au théâtre *pour voir* des malheurs ou des ridicules. Ce que nous recherchons, au théâtre comme partout, c'est nous-mêmes, et ce n'est rien que nous-mêmes. Nous voulons nous y retrouver, comme nous voulons nous retrouver partout. Nous ne pouvons sortir de nous-mêmes, et nous ne connaissons que nous-mêmes. Dire qu'une pièce est vraie, c'est dire, à peu près, que, dans les mêmes circonstances, nous penserions ou nous souffririons comme les personnages de cette pièce. « Le théâtre est goût de vérité et goût de sérieux », disait M. Faguet. Il est surtout « goût de ressemblance », ce qui, pour nous, n'est autre chose que la vérité.

Si cela est vrai, vous voyez qu'il ne saurait plus être question de férocité ni même de malignité. Du moins, il en resterait tout juste ce qu'il y en a dans le naturel égoïsme sans lequel la vie cesserait. — Et remarquez que cela expliquerait assez bien les différents exemples par lesquels M. Faguet s'est plu à illustrer sa thèse.

La peinture du malheur nous attire; celle du bonheur nous éloigne. C'est goût de vérité, sans doute. Mais c'est aussi que nous ne voulons pas admettre que d'autres jouissent d'un bien dont nous sommes privés. Malheureux, la peinture du malheur nous apporte la « consolation » la plus efficace, la seule peut-être, la preuve que nous ne sommes pas les seuls à souffrir. Et ce spectacle nous flatte aussi, puisqu'en nous montrant tous les obstacles au bonheur, il nous prouve qu'il est presque impossible de les surmonter; le malheur « n'est pas de notre faute », puisqu'il est la loi. — Et si nous sommes heureux, je veux dire si nous jouissons de quelque tranquillité et si nous sommes résignés à nos peines,

[1] Voyez la *Revue* du 8 octobre.

la peinture du bonheur nous montre cruellement ce qui nous distingue des vrais heureux. La peinture du malheur, au contraire, nous donne à penser que notre « supériorité » est due à nos mérites ou à notre chance : et ce sont là deux hypothèses agréables, la seconde surtout.

Tout aussi bien cela expliquerait les périodiques tentatives de la littérature vers l'horrible, dont parle M. Faguet. Après avoir contemplé pendant des années le même aspect de notre personne, cet aspect nous lasse et cesse de nous paraître ressemblant : il est d'ailleurs rendu méconnaissable par les retouches successives qui y sont apportées par les auteurs. Nous cherchons ailleurs; et, naturellement, l'aspect qui nous paraît le meilleur est le plus opposé à celui qu'on nous a montré jusqu'alors. Tentatives vers l'horrible? Non pas; mais tentatives vers la vérité, c'est-à-dire vers la ressemblance. — Et même notre besoin de flatterie se trouverait satisfait par ces « tentatives vers l'horrible ». Sans doute, les portraits que le Théâtre-Libre nous offrait de nous-mêmes ne nous embellissaient guère ; nous y étions même un peu enlaidis ; et le spectacle qu'on nous offrait eût dû nous irriter ou nous déplaire. Mais l'amour-propre est si ingénieux à se créer des « raisons d'être » ! Ces peintures étaient effroyables ; mais de quelle sincérité, de quelle clairvoyance et de quel courage ne fallait-il pas faire preuve pour oser s'y reconnaître !... — Enfin ce goût de ressemblance explique aussi nos révoltes à certains tableaux excessifs. Nous avons protesté, non, comme dit M. Faguet, parce que notre plaisir allait jusqu'à la crispation, mais parce que l'exagération était trop manifeste et le parti pris trop évident.

Au reste, et soit dit en passant, il est à remarquer que cette tentative du Théâtre-Libre n'était pas isolée. Elle a suivi l'explosion du naturalisme, mais elle est contemporaine de la réapparition de la psychologie pessimiste, si l'on me permet cet évident pléonasme. Rien de plus différent, de plus opposé même qu'une pièce de M. Georges Ancey et un roman de M. Paul Bourget. Et pourtant ce sont deux manifestations du même état d'esprit : la recherche de la vérité, et, pour être un peu plus précis, le besoin de la chercher dans ce qu'on ne nous avait pas montré jusqu'ici. En un mot, c'est, après la peinture obstinée des apparences, la recherche obstinée des « dessous »... Je vous assure que je ne songe pas à ceux que M. Bourget décrit avec tant de complaisance.

Enfin, de ce « goût de ressemblance », ne trouvez-vous pas une preuve nouvelle dans la variété des goûts « littéraires ». Voyez le public qui fait la fortune des mélodrames, celui qui dévore les feuilletons et les « faits divers » des petits journaux. Est-il poussé par le goût de l'horrible? Pas uniquement, au moins. Ce qui l'attire c'est encore le goût de la ressemblance. Non pas qu'il se reconnaisse dans l'immuable « detective », l'inévitable chef des « escrocs du grand monde », et dans les autres personnages obligatoires. Mais ces mélodrames, ces feuilletons et ces « faits divers » sont bourrés de *faits*, et le public dont je parle ne craint et n'espère rien que des *faits ;* sa vie ne peut être changée que par un *fait*, heureux ou malheureux. C'est le *fait* seul qui l'intéresse.

Voici un autre public. Celui-ci sait combien les événements sont rares, et qu'ils ne valent que par leurs conséquences. Ce qui le préoccupe, ce qui l'inquiète, c'est moins le fait que le milieu où ce fait prolongera ses conséquences : c'est-à-dire qu'il se soucie surtout des idées, des sentiments, de leurs développements et de leurs nuances. Mettez ce public-là en face d'un roman de M. de Montépin ou d'un mélodrame de M. Jules Mary, il lira ou écoutera avec une stupeur bien vite lassée. Donnez à l'autre un volume de M. Anatole France, il s'en désintéressera aussitôt. Pourquoi? Parce qu'on ne cherche jamais que soi, et qu'il sent bien que les idées de M. Bergeret ne troubleront jamais sa vie. Pour les autres au contraire, ce sont les idées de M. Bergeret qui sont capitales... Je ne prétends pas qu'un de ces publics soit supérieur à l'autre. Je montre seulement que leurs préférences sont fondées — avant tout, pour la recherche et le goût de la ressemblance...

Tout cela, si l'on y songe, revient à dire que l'humanité est plus égoïste que féroce. Et, à première vue, cette proposition ne paraît pas trop invraisemblable. Elle pourrait au moins se soutenir. Pour aujourd'hui, je me contente d'avoir enfoncé quelques portes que M. Faguet avait d'ailleurs entr'ouvertes.

Au fond, je crois bien que nous sommes d'accord. Et c'est ce qui me fait croire que j'ai raison.

Odéon (réouverture) : *Colinette*, pièce en quatre actes, en prose, de MM. G. Lenôtre et G. Martin; *Épreuve!* un acte en vers de M. Louis Legendre.

Parmi les griefs qu'il convient d'avoir contre le drame historique, et que je vous exposais à propos de *Louis XI*, j'avais certainement oublié le principal : c'est à savoir que le drame historique est, si j'ose dire, le père du vaudeville du même nom, et qu'au père insupportable est venu se joindre un rejeton plus insupportable encore. Si l'on peut défendre le drame soi-disant historique, il est impossible de soutenir le vaudeville du même nom. Presque tous mes confrères ont prédit à *Colinette* un grand succès. Je me garderai de m'inscrire là-contre. Je ne vois pas

pourquoi *Colinette* n'aurait pas le succès de *Madame Sans-Gêne;* je ne vois pas davantage pourquoi elle échapperait à la destinée de *Paméla.* Elle est moins bien « meublée » que la première; elle est, tout de même, un peu moins ennuyeuse que la seconde. Elle a les caractères du genre. Et c'est le genre lui-même qui est abominable.

Cela est fait pour stupéfier, quand on y songe. Le propre du vaudeville, ou de la comédie anecdotique, est de reposer sur une anecdote, et de subordonner les caractères « au développement » de cette anecdote. Cela posé, par quelle aberration va-t-on choisir pour figurer ces personnages, inconsistants par définition, des personnages « historiques », c'est-à-dire des personnages dont le caractère est fixé une fois pour toutes par la tradition ou même par la légende. Quand M. Georges Feydeau nous conte les mésaventures de Champignol, nous rions de bon cœur, parce que rien ne nous défend de croire que Champignol soit le jouet d'événements extraordinaires. Remplacez Champignol par le maréchal Ney... cette idée seule paraît incroyable. Et, pourtant, c'est tout juste ce que font les auteurs de Vaudevilles historiques.

MM. Lenôtre et Martin ont cru tourner la difficulté en gardant pour le dernier acte leur personnage historique. Mais, outre que le placage est ici trop manifeste, il reste la fâcheuse prétention du tableau historique qui, même exacte, n'échapperait pas au ridicule, puisque dans ce milieu vrai, vont s'agiter des événements forcément arbitraires et sans rapport avec lui.

Le premier acte de *Colinette* est consacré à la mise en scène de ce tableau. Le colonel marquis de Rouvray a épousé la jeune Colinette Ragnet : il lui doit le bonheur, d'abord, et ensuite une grosse fortune dont profitent à qui mieux mieux tous les Rouvray grands et petits. Et, comme nous sommes au début de la seconde Restauration, ces Rouvray ne se gênent guère pour railler la pauvre Colinette, dont le parfum de bourgeoisie offense leurs aristocratiques narines... Or, brusquement, voici le drame. Le général Collières, poursuivi pour conspiration, vient demander asile à son camarade Rouvray, qui, d'accord avec Colinette, jure de le sauver... Entre temps, les Rouvray, ayant appris que Louis XVIII avait « remarqué » Colinette, admirent et vénèrent la nièce dont la vulgarité les offusquait tout à l'heure. — Ne discutons pas ce qu'il peut y avoir de conventionnel dans ce tableau du « retour de l'émigré ». A vrai dire, j'ai quelque incertitude sur la manière dont les Rouvray font parade de leur sang bleu; et peut-être leur revirement est-il bien brusque. Acceptons les choses telles que les ont voulues les auteurs. Nous voici en pleine Terreur blanche, et Collières est poursuivi. Au lendemain de l'exécution de Labédoyère et de Ney, nous savons ce que cela veut dire. Collières est en danger de mort. Comment Rouvray et sa femme vont-ils le sauver?

Par les moyens les plus vaudevillesques, ou, puisque le mot de vaudeville implique, Dieu sait pourquoi, une idée de gaîté, par les moyens les plus extravagants. Voyez plutôt.

Colinette, sous prétexte d'éloigner son mari, obtient de D'Albarède (le « Mercure » de Louis XVIII) un passeport. Naturellement, ce D'Albarède a toujours sur lui une douzaine de ces passeports tout signés. Et alors, s'engage une scène dont la fausseté découragerait toutes les indulgences. Colinette dicte à D'Albarède le signalement de Rouvray : et (vous n'oubliez pas que le passeport est destiné à Collières) c'est le portrait de Collières qu'elle dicte, en place de celui de Rouvray. L'un est blond, grassouillet, moustachu : l'autre est brun, maigre et glabre.

D'Albarède n'y voit que du feu. Qu'il soit bête, je l'admets; mais aveugle à ce point, cela est-il possible? Il n'a donc jamais vu Rouvray, qui doit être pourtant l'habitué du château? Il n'a donc jamais regardé ce mari dont il veut offrir la femme au Roi? — Enfin, que D'Albarède soit un imbécile, cela est admissible. Et peut-être les auteurs ont-ils voulu « préparer » ainsi la révolution de 1830; avec les vaudevilles historiques, on n'est jamais sûr... Mais Rouvray? Pourquoi est-il aussi niais que D'Albarède? Et il l'est. Jugez-en.

Une fois en possession de son passeport, Collières part à franc étrier. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'avant de partir, il a confié à Rouvray des papiers « de la plus haute importance », et infiniment compromettants (ce qui est d'ailleurs stupide, car la police prévenue, hâterait le voyage de Collières-cru-Rouvray). Que va faire Rouvray? Partir aussitôt, de son côté, ou, du moins, se cacher. Car il faut d'abord mettre en sûreté, si possible, les papiers de Collières; et ensuite faire croire à D'Albarède qu'il court en ce moment sur la route de Vienne. — Rouvray, au contraire, reste tranquillement chez lui, à la merci d'une indiscrétion, ou d'un simple hasard, car il n'a même pas dit, chez lui, qu'il partait. Et, maintenant, il est trop tard, l'hôtel est cerné par la police. Trop tard pour s'enfuir, pas trop tard pour détruire les papiers de Collières. Un feu flamboyant brûle dans la cheminée... Mais le propre des personnages de vaudeville est de ne jamais apercevoir ce qu'ils ont sous la main. Au premier acte de *Madame Sans-Gêne,* Lefebvre ne pouvait trouver une goutte d'eau dans une boutique de blanchisseuse. Ici, Rouvray, comme un frelon, va se heurter aux fenêtres et aux portes, jusqu'à ce qu'il tombe entre les mains de la police.

Et alors, alors seulement, après que les absurdités précédentes ont suffisamment préparé la dernière, il tend les papiers à Colinette pour qu'elle les brûle!...

Vous remarquerez que toutes ces invraisemblances n'ont d'autre but que de préparer des scènes à effet: scène du passeport, scène des lettres. C'est là le procédé ordinaire du vaudeville. Mais combien ce procédé offense le bon sens, quand il s'applique à des faits « historiques », à un milieu qui prétend à la vérité! A propos des ouvrages de ce genre, on ne manque jamais d'évoquer le souvenir de la *Partie de chasse de Henri IV*.

Mais si cette piécette est agréable encore, c'est que Collé, comme disait très justement M. Sarcey, a mis en scène « une histoire » et non « l'Histoire. » Voyez-vous son vaudeville précédé d'un prologue où l'on assisterait aux négociations des Guise et de la cour d'Espagne, et terminé par des dialogues entre Henri IV et Sully sur l'utilité de l'édit de Nantes et de l'alliance avec les protestants d'Allemagne?...

Et ces invraisemblances agaçantes aboutissent enfin à la plus invraisemblable et à la plus agaçante de toutes, à l'acte de Louis XVIII. Ne raillons pas MM. Lenôtre et Martin sur leur ambition de peindre en quelques scènes ce déconcertant et complexe personnage, qui, de la même main qui avait signé, au mépris de la parole jurée, l'ordre d'exécution de Labédoyère et de Ney, écrivait à Decazes ces lettres d'une délicate et paternelle tendresse. Toutes les ambitions sont légitimes, dit une encourageante maxime. Ce qui l'est moins, encore une fois, c'est de se servir de Louis XVIII comme d'un moyen de vaudeville, de le déranger de son sommeil éternel pour qu'il serve de prétexte à l'exhibition, fort charmante du reste, de Mlle Yahne en culotte de hussard. Car, pour les autres prétextes, nous n'en sommes pas dupes, n'est-ce pas? Toutes les raisons que donne Louis XVIII pour ne pas pardonner à Rouvray (« on dirait que vous êtes ma maîtresse, que vous avez payé la grâce de votre mari » etc.), toutes ces raisons pourraient s'appliquer à l'évasion « à la Lavalette », qu'il propose à Colinette. Louis XVIII ne tenait pas, sans doute, à passer pour un forceur de dames. Mais il tenait encore moins à passer pour une bête ; et l'on devine l'éclat de rire qui eût accueilli, chez les libéraux, cette répétition de l'évasion de Lavalette, à trois jours de distance !...

Et voilà, sans bienveillance, je l'avoue, mais aussi sans calomnie, ce qu'est la *Colinette* de MM. Lenôtre et Martin. Pas bien bonne, vous le voyez; pas ennuyeuse, je l'avoue; surtout agaçante par les procédés de théâtre qu'elle met en œuvre. Le succès, je l'ai dit, en a été très vif. La mise en scène est suffisamment soignée. L'interprétation fort bonne. Il convient de louer particulièrement Mlle Yahne, M. Rameau et M. Chelles qui a reproduit avec exactitude la silhouette de Louis XVIII.

* * *

Épreuve! est un badinage ingénieux et spirituel, aux vers lestes et adroits. Ce serait trahir M. Legendre que de résumer l'intrigue légère et fort amusante où s'est jouée sa fantaisie. Je me borne à rapporter, et je le fais avec plaisir, que sa pièce a été accueillie avec le plus franc succès. Mme Marianne Chassaing y est fort agréable.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Automne.

Pourquoi ces premiers jours d'automne sont-ils tristes?... Le regret de l'été? — Non, ces lourdes chaleurs étaient abominables; l'été est une saison vulgaire d'exubérance et de grosse joie stupide... Le regret des vacances? — Non plus; ce repos obligatoire et ces villégiatures indispensables entraînent de trop insupportables arias...

Mais l'automne est triste!

Les matinées sont encore jolies sous la lumière pâle et toute blanche — une lumière délicate, mais sans gaieté : elle s'épand également sur les choses, elle les enveloppe avec douceur, avec lenteur, de lueur molle; ce n'est pas la rieuse lumière de printemps qui joue et danse, pétille et s'épanouit en reflets, en étincelles. Le ciel se couvre bientôt de nuages blancs; les après-midi sont gris. Une petite brume presque transparente tombe ensuite sur la ville; la silhouette bleue des monuments s'y dessine vaguement; parfois passe un oiseau frileux, avec inquiétude...

Le soir vient, à pas de loup. A six heures il fait presque nuit. Les becs de gaz s'allument; falots, ils luttent avec les dernières lueurs du jour... C'est l'heure triste entre toutes! et, si tu veux m'en croire, tu rentreras chez toi... Ne te laisse pas gagner à cette mélancolie... Raisonne-toi : l'heure à laquelle se couche le soleil et la couleur des becs de gaz au crépuscule ne sont pas des sujets de tristesse auxquels tu doives t'arrêter... Mais allume ta lampe et travaille. Pourquoi frissonnes-tu? Fais flamber, si tu veux, dans la cheminée, une bonne bûche noueuse afin de te convaincre que tu n'as pas froid... Vois, ta lampe t'invite au travail... Baisse un peu l'abat-jour, tu n'as pas besoin d'éclairer toute la pièce. Approche-toi de ton bureau... Baisse encore l'abat-jour, et si tu rends ainsi plus étroit le cercle intime

de lumière, tu sentiras moins ta solitude. Travaille. Les spécialistes affirment sans cesse qu' « il y aurait encore beaucoup à faire de ce côté-là... et puis encore de ce côté-là... si l'on avait le temps »! En vérité, ce n'est pas le temps qui te manque. Travaille!

***

Travailler?... Mais que faire?... Écrire?

Une statistique que j'ai lue l'autre jour m'a rempli d'effroi. D'effroi, de dégoût, d'horreur! La production littéraire, ou qui tâche de l'être, s'accroît dans le monde entier d'une manière scandaleuse. Il existe à Paris 2 400 périodiques, et chacun d'eux refuse à peu près dix fois plus de manuscrits qu'il n'en imprime. Le tout petit pays où règne doucement le roi Léopold possède, assure-t-on, 4 700 journaux : 23 d'entre eux sont consacrés spécialement à la colombophilie, 8 à la philatélie. Le Japon publie annuellement 25 000 (vingt-cinq mille) volumes, dont 1 400 almanachs.

La France, qui noircissait, vers 1860, 40 000 tonnes de papier tout au plus chaque année, se contente à peine à présent de 350 000 tonnes!

Ces chiffres sont éloquents.

Alors?... Écrire encore? Collaborer aux 350 000 tonnes de papier noirci?... Il paraît chaque jour plusieurs centaines de romans, plusieurs milliers de chroniques également piquantes et spirituelles. Toutes les combinaisons possibles des vingt-cinq lettres de l'alphabet sont évidemment épuisées depuis longtemps. Quel dégoût!

Tous les rêves que nous hasardons sont de vieux rêves, usés d'avoir traîné dans des millions de cervelles défuntes. Tous les mots que nous disons, on les a déjà dits, même les mots d'amour que nous avons choisis avec le plus de soin pour qu'ils expriment toute notre tendresse, notre plus intime, notre plus jalouse et craintive tendresse. Tous les gestes que nous faisons, nos gestes de colère et de passion, même nos pauvres gestes gauches d'étonnement timide et d'admiration, nous les avons hérités d'ancêtres innombrables qui furent peut-être grossiers et dénués de toute délicatesse. Et la grâce d'un visage qui nous a charmés, on l'a peut-être vue déjà, dès les temps très anciens, sur d'autres visages qui furent également aimés, et qui sourirent comme celui d'à présent, et qui pleurèrent comme celui d'à présent.

« Aimons ce que jamais on ne verra deux fois! » Mais où est-il le visage qu'on n'a pas encore vu, où la voix qu'on n'a pas encore entendue, où la beauté qu'on n'a pas encore aimée? Qui nous la montrera? qui nous la montrera?

Les vieux livres ont un faux air de nouveauté, parce que les autres, plus anciens, sont perdus. On dit qu'il n'y a pas dans la forêt deux feuilles pareilles, parce qu'on a mal cherché, sans les regarder toutes. Et si des visages d'à présent nous surprennent encore, c'est que les visages d'aïeules auxquels ils ressemblent sont depuis longtemps en poussière...

Alors, si l'on ne peut vivre que la vieille vie, tant de fois vécue déjà, tant ressassée, à quoi bon vivre? et pourquoi tant peiner, tant souffrir et si longuement, et si lentement, si nous faisons forcément double emploi, si notre douleur même n'apporte seulement pas un échantillon nouveau de douleur humaine. Larmes inutiles, inutiles tourments! A quoi bon vivre?... Ces premiers jours d'automne sont tristes...

***

Ah! je comprends l'effort désespéré de ceux qui pour ne pas être pareils à tous les autres tâchent de se singulariser coûte que coûte. Ils ont recours, le plus souvent à des artifices d'une extrême gaucherie. On les trouve prétentieux; on rit de leur excentricité. On leur fait doucement remarquer qu'à moins de se couper le nez, de se crever les yeux et de se coudre la bouche, ils ont toujours, en somme, les principaux éléments de l'éternelle figure humaine. Ils sont extrêmement ridicules. Je refuse pourtant de me moquer d'eux : ils essayent de se faire illusion à eux-mêmes, ils voudraient bien se faire croire à eux-mêmes qu'ils vivent d'une vie spéciale et qu'ils sont des êtres spéciaux — ils s'appliquent désespérément à ne pas faire double emploi!

Le pauvre Mallarmé, dont on a ri sottement, avait écrit dans sa jeunesse d'admirables vers d'une parfaite clarté. Il s'aperçut plus tard qu'ils ressemblaient à d'autres vers qu'avaient écrits d'autres poètes. Alors ils furent pour lui sans charme. Les poèmes qu'il composa plus tard étonnèrent par leur étrangeté... Personne ne les comprit. Mais lui ne souffrit pas d'être inintelligible aux autres; puisque nul ne le comprenait, c'était donc qu'il avait réussi finalement à se différencier... « Je n'ai jamais procédé que par allusions », disait-il. Les circonstances de la vie sont peu variées : un peu plus tristes ou plus gaies, un peu plus folles ou plus sages, toutes les existences humaines se ressemblent — et toutes les œuvres d'art qui racontent l'existence humaine seriront sans fin la même chanson banale. — Il conçut l'Art seulement comme une allusion à la vie. Allusion lointaine, extraordinairement lointaine parfois, et si lointaine qu'il était inutile de chercher à l'apercevoir. Je ne sais si les poèmes qu'il composait lui demeuraient longtemps intelligibles. J'espère que non, car c'eût été sans doute ainsi le triomphe de son esthétique!

* * *

Oui, ce serait une charmante chose que de pouvoir se devenir étranger à soi-même! pouvoir s'oublier un peu, de temps en temps, au commencement de chaque saison — et, vers l'automne, à la rentrée, se mettre à vivre comme si l'on n'avait pas encore vécu — comme si l'on entrait avec ingénuité dans la vie nouvelle! Il serait doux de s'émerveiller pour la première fois des bois, des lacs tranquilles et du clair fourmillement des étoiles dans les ciels d'été: il serait charmant de découvrir le printemps, et de voir naître les premières roses, éclater les premiers bourgeons!

En ce triste soir d'automne où je suis là, devant ma lampe, entouré des vieux papiers, des vieux livres et des vieilles lettres de l'autre saison, l'envie me prend de jeter, de déchirer et de brûler tout cela, tout ce passé qui s'acharne à ne pas mourir pour me gâter le présent... Oui, je vais tout brûler, et sur ma table enfin débarrassée je laisserai seulement une feuille blanche, toute blanche, pour y écrire des choses toutes neuves auxquelles je n'ai pas encore pensé...

Oh! si je pouvais écrire sur la feuille blanche, comme le vieux poète: *Incipit vita nova*, Ici commence la vie nouvelle!...

Seulement, il est difficile de se déprendre du passé, de liquider les souvenirs et d'inaugurer, après l'oubli, les belles joies. Toute la vie est tout entière dans chaque minute de la vie...

... Tout compte fait, il est inutile que je me fatigue à débarrasser mon bureau des paperasses de l'an passé, puisque ma mémoire n'est pas moins encombrée de vieux souvenirs difficiles à déloger. Cette saison-là sera comme toutes les autres, et je vais collaborer aux 350 000 tonnes de papier noirci par lesquelles se manifeste annuellement la verve de mes compatriotes.

Car, que faire? Où trouver à mon activité de splendides occupations?... Mon activité, j'en ai peur, s'accommoderait mal de trop splendides occupations.

Me mêlerai-je des affaires publiques!... Hélas! hélas! les affaires publiques!

Coloniserai-je? Irai-je me régénérer, là-bas, vers les Afriques?... Ce serait beau, sans doute. Mais je ne suis pas assez sûr de la civilisation européenne pour l'imposer sans scrupule à nos frères sauvages. Autrement, je me ferais un plaisir, comme d'autres, de tuer la moitié des nègres pour obliger le reste à prendre nos usages, nos mœurs et nos croyances.

Alors?...

Je collaborerai tranquillement aux 350 000 tonnes.

... Les feuilles, jaunes déjà, seront rousses bientôt, et puis elles tomberont. Le pâle soleil matinal va pâlir encore et se cacher derrière les nuages plus épais. L'hiver viendra, le froid, la douce neige qui calfeutre les maisons et les entoure de silence. Les jours passeront après les jours, monotones, j'espère, et tous pareils entre eux. Ils passeront sans bruit et si discrètement qu'à peine m'en apercevrai-je...

Pourquoi ce commencement d'automne m'a-t-il semblé si triste?...

André Beaunier.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Le Japon marche!

On va établir à Tokio une bibliothèque impériale qui pourra contenir 600 000 volumes et recevoir 300 lecteurs.

L'installation en sera faite sur le modèle des bibliothèques publiques américaines.

[illegible] à ce sujet, précisément, le *M[illegible] française* nous fournissait ces jours-ci quelques renseignements curieux.

Il existe actuellement aux [illegible] bibliothèques publiques qui, chaque année, mettent une trentaine de millions de volumes dans la circulation. Le mode d'organisation de ces bibliothèques varie suivant l'importance et le caractère du milieu qu'elles sont destinées à desservir.

A côté de la bibliothèque de hameau, pourvue d'une centaine de volumes — et « ouverte, deux heures par semaine dans quelque ferme, sous la surveillance d'un gardien bénévole, que la commune entretient » — il y a la grande bibliothèque, aménagée en vue de satisfaire aux besoins les plus complexes; telle celle de Chicago, qui a coûté 10 millions, et compte en ville 40 succursales ou dépôts qui mettent les livres à la portée de tous; ou celle de Boston, qui possède une imprimerie, un atelier [illegible] 2 000 lecteurs peuvent s'asseoir, et un service de voitures chargé d'approvisionner quotidiennement d'ouvrages [illegible] : institution sans doute unique au monde, aux frais de laquelle pourvoit le budget municipal lui-même.

Voilà un exemple.

M. [illegible] de [illegible] primer dans le *Mercure* quelques extraits d'un petit journal, *la Dernière mode*, dont Stéphane Mallarmé fut le directeur — voilà juste vingt-quatre ans — et aussi, à ce qu'il paraît, le rédacteur unique.

Cela fait le journal le plus singulier du monde. Les annonces elles-mêmes y sont *littérairement* rédigées. Au *Courrier de la mode*, une description de toilette débute ainsi :

[illegible]

à reflets d'opale, qui enguirlande quelquefois les nuages argentés, etc.

Plus loin, c'est une recette d'onguent contre les engeures, à propos de quoi l'écrivain conclut :

Voyageur, je notai (écrites alors, qui sait? et publiées maintenant, à coup sûr, pour la première fois) ces deux traditions populaires de pays humide, la Hollande; froid, la Norvège...

Le poète Mallarmé compta de nombreux admirateurs (et je signale à cette occasion les très fines et nobles pages que M. Henri de Régnier lui consacrait tout récemment dans la *Revue de Paris*); mais le journaliste n'a pas fait d'élèves...

M. Lavisse continue de travailler très assidument — avec amour, disent ses amis — à la grande *Histoire de France* dont nous annoncions, il y a quelques mois, la publication prochaine. Plusieurs des collaborateurs dont l'éminent écrivain s'est entouré ont déjà achevé les volumes ou parties de volume dont ils étaient chargés. MM. Mariéjols, Lemonnier et Bloch ont remis leurs manuscrits; les deux volumes de MM. Luchaire et Langlois sont presque entièrement composés.

M. Lavisse s'est réservé, dans l'œuvre générale, l'histoire de Louis XIV, qu'il désirait depuis longtemps écrire, et qui formera l'un des huit volumes de l'ouvrage.

Les trois quarts du livre environ sont écrits. M. Lavisse l'aura terminé et livré à son éditeur en mai prochain.

A la séance annuelle de l'Académie des Beaux-Arts, qui se tiendra le 29 octobre, un « Éloge du duc d'Aumale » sera lu par M. Gustave Larroumet, secrétaire perpétuel.

La *Revue du Palais*, récemment fondée par Me Labori, et dont le titre un peu spécial s'appropriait mal au caractère plutôt encyclopédique de ses sommaires, s'intitulera, à partir du mois prochain, *la Grande Revue*.

Un roman philosophique de M. Jean Psichari, *la Croyante* (étude d'un *cas* de conflit des deux morales, la religieuse et l'indépendante), y sera publié.

Le comte Robert de Montesquiou corrige les épreuves d'un volume : *Autels privilégiés*.

Le *1815* de M. Henry Houssaye sera en librairie au début de janvier prochain.

A la même époque, le comte Prozor nous donnera en volume sa traduction du *Peer Gynt*, d'Ibsen, naguère publié à la *Nouvelle Revue*.

Chi va piano...

M. Guillaume, successeur du duc d'Aumale à l'Académie française, consacre ses loisirs à la préparation de son discours de réception, et continue à ne pas envoyer à son éditeur — qui les attend depuis cinq ou six mois — les épreuves de ses *Études sur l'histoire de l'art*.

Le Jardin des supplices. Titre d'un prochain volume de chroniques de M. Octave Mirbeau, avec un frontispice très réussi de Rodin.

Un début dans les lettres.

L'auteur est jeune — trente ans — et a consacré ses premières années d'études à des explorations et missions industrielles diverses, au Continent noir. Il s'appelle Pierre d'Espagnat, et rapporte d'Afrique un petit volume, *Jours de Guinée*, qu'on dit excellent.

Nous le lirons dans un mois.

La collection des « Grands Classiques français » s'enrichira l'année prochaine de trois volumes nouveaux, consacrés à Pascal, et qui feront suite aux *Provinciales* qu'éditaient naguère en deux tomes, dans la même collection, MM. Faugère et Brunetière.

Un de ces volumes en préparation comprendra les ouvrages scientifiques de Pascal; les deux autres, les *Pensées*.

C'est à M. Léon Brunschvicg, professeur de philosophie au lycée de Rouen, que cet important travail a été confié.

Côté des critiques.

M. Edouard Rod réunit ses derniers articles en un volume de *Nouvelles Études sur le XIXe siècle*.

M. René Doumic publiera la semaine prochaine la troisième série de ses *Études sur la littérature française*.

Au sommaire : Alphonse Daudet, Zola, Loti, Tolstoï.

Le socialiste Bebel publiait récemment sur *la Femme* un livre qui fit en Allemagne quelque bruit, et dont s'émut fort le parti des « anti-féministes ».

Un prêtre, le P. Augustin Rösler, prit en leur nom la parole, et ensuite la plume, et essaya de montrer à ses compatriotes, et aux femmes d'Allemagne en particulier, les dangers de « l'affranchissement complet ».

Le livre, qui s'intitule : *la Question féministe au point de vue de la nature, de l'histoire et de la révélation*, a été traduit en français par Mlle J. de Rochay, et paraîtra dans une dizaine de jours.

La traductrice ignorera malheureusement la fortune de son livre. Elle est morte au moment où l'éditeur achevait de l'imprimer.

EMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37023. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 17. 4e SÉRIE. — TOME X 22 OCTOBRE 1898.

VOLNEY

I. — AVANT-PROPOS

L'Association bretonne-angevine qui s'est donné la noble mission de glorifier par le marbre et le bronze tous les grands hommes de Bretagne et d'Anjou, sans distinction de parti, s'apprête à inaugurer dans la petite ville de Craon la statue de Volney.

A ce sujet, un de mes anciens condisciples m'aborde l'autre jour sur le boulevard et me demande à brûle-pourpoint à quelles considérations j'avais bien pu céder pour honorer ainsi un homme qui avait des opinions philosophiques si extravagantes et qui était si peu aimable.

Aimable, il ne l'était guère, en effet, quoiqu'il valût beaucoup mieux que sa réputation. J'accorderai même volontiers que la figure de Volney, de prime abord, n'est point sympathique, mais on aurait tort de lui en vouloir pour la sécheresse de son esprit et les angles pointus de son caractère, car c'était un don de nature plutôt qu'un vice d'éducation, et nous savons que son berceau ne fut pas précisément entouré de tendresse.

Jacques Vingtras, voulant expliquer l'amertume de son cœur, disait qu'il ne se rappelait pas une caresse, du temps qu'il était tout petit. Volney, qui était né chétif (1), n'avait gardé de son enfance que de tristes souvenirs, ayant été plus rudoyé que gâté par la servante de campagne et la vieille parente aux mains desquelles il était tombé, à l'âge de deux ans, c'est-à-dire après la mort de sa mère. Il en avait à peine sept, quand il fut envoyé au collège d'Ancenis (1), et, s'il faut en croire la légende, le directeur qui n'était pas tendre lui aurait rendu la vie aussi dure que possible. Pourquoi s'en étonner ? A la fin du XVIIIe siècle, en dépit du relâchement des mœurs et du libertinage des esprits, on élevait les enfants beaucoup plus durement que de nos jours. La règle qui leur était imposée était infiniment plus sévère, et, pour se faire une idée exacte de l'éducation d'alors, il suffit de lire les *Mémoires* du duc Pasquier et de se rappeler que la plupart des hommes de la Révolution avaient passé sous la férule des Doctrinaires ou des Oratoriens qui avaient conservé les pures traditions jansénistes. Mais les corps maladifs et les âmes délicates s'accommodent mal d'un tel régime. C'est

1 La maison natale de Volney existait encore il y a un ou deux. Elle était située rue des Juifs. C'était une grande maison d'aspect sévère et qui faisait songer tout de suite aux hommes de loi qu'étaient son père et son aïeul paternel. Quand on la démolit, on fut tout étonné de trouver dans le salon, [illegible] de vues de l'Égypte peintes à fresque. C'est Volney qui, à son retour d'Orient, avait fait décorer ainsi les murailles. Voici son extrait de naissance : « Le troisième jour de février mil [illegible] soussigné, Constantin-François, né aujourd'hui, fils de M. Jacques [illegible] de Saint-Clément et avocat au siège de Craon, et de dame Jeanne Gigault, son épouse. Ont été parrain Me François Chassebœuf, procureur audit siège de Craon, aïeul de l'enfant, et marraine demoiselle Jeanne Chassebœuf, cousine dudit enfant, tous deux de cette paroisse. Signé : Jeanne Chassebœuf, Chassebœuf, Chassebœuf le jeune, Meaubert vic.

(1) Volney demeura cinq ans au collège d'Ancenis. Ce collège était dirigé, à cette époque, par l'abbé Lescuziat, éducateur de grand talent qui, avec l'appui et la dotation du duc de Charost, en fit un établissement de premier ordre. Consulter à cet égard la brochure du duc de Charost intitulée : *Plan d'éducation pour le collège d'Ancenis.*

pourquoi Volney en souffrit plus qu'un autre. Quand il sortit du collège d'Ancenis pour entrer au collège d'Angers où il acheva ses études classiques, il avait déjà ces manières brusques, cet air sauvage et concentré qu'il garda jusqu'à la fin de ses jours. Bien que son père l'eût émancipé à l'âge de dix-sept ans, on peut dire qu'il n'eut pas de jeunesse. Étant élève de philosophie, il prenait pension à Angers, moyennant 450 francs par an, chez le libraire Boutmy, avec cinq ou six jeunes gens de son âge, dont Besnard (1) qui dans ses *Souvenirs d'un Nonagénaire* (2) nous parle assez longuement de lui. La famille Boutmy était composée du père, de la mère, de deux demoiselles et d'un fils qui venait de recevoir la tonsure. Tous les soirs, après dîner, les pensionnaires jouaient à différents jeux plus ou moins innocents. « Volney, dit Besnard, était le seul de la maison qui ne prenait pas de part active à nos jeux, quoiqu'il restât volontiers spectateur silencieux pendant des heures entières. Pourtant, ajoute-t-il, il nous accompagnait souvent dans les parties de campagne, à pied ou à cheval, qu'il nous arrivait de faire aux environs d'Angers, aux Ponts-de-Cé, à la Daguenière, à Pellouailles, etc. » A l'âge où l'on ne songe guère qu'à s'amuser, Volney ne pensait qu'à l'étude. Il s'était déjà mis en tête que les traductions de la Bible fourmillaient d'erreurs, et, pour les rectifier, il avait demandé à un ancien oratorien, l'abbé Olivier (3), de lui donner des leçons d'hébreu qu'il suivait en même temps que le cours de médecine. Une seule chose aurait pu changer la tournure de son esprit, c'est la rencontre, à vingt ans, d'un de ces regards magnétiques qui font naître une passion. Mais Volney ne semble avoir connu l'amour qu'au seuil de la vieillesse. On dit bien qu'avant son départ pour l'Égypte (1783) il avait conçu l'idée d'épouser sa cousine, mais ce devait être une idée vague, car s'il avait pris la peine de l'exprimer tant soit peu clairement, comme savent le faire les amoureux sérieusement épris, il est probable que sa cousine l'aurait attendu, puisqu'elle l'épousa trente ans plus tard en secondes noces. Est-ce de dépit de la trouver aux bras d'un autre, à son retour d'Égypte (1787) qu'il se jeta à corps perdu dans la politique où, d'ailleurs, il devait médiocrement briller? Peut-être; en tout cas, ce n'était point le culte de Mme Helvétius, ni l'amitié de Cabanis, ni le commerce des savants dont se composait la société d'Auteuil qui étaient capables de lui remplir le cœur, — et je plains l'homme qui entre dans la phase de l'ambition sans avoir passé par la phase de l'amour.

Mme Helvétius avait près de soixante ans, quand Volney lui fut présenté par d'Holbach et Franklin. Cabanis, au contraire, était de son âge, mais comme il avait eu la même enfance abandonnée, il avait pris de bonne heure l'habitude de se replier sur lui-même, de se regarder en dedans, comme le lui disait un jour Franklin ; de là sa mélancolie naturelle, son goût précoce pour les sciences abstraites et aussi son influence sur Volney, quand ils se rencontrèrent à Paris. Cette influence de Cabanis s'exerçant à vingt ans sur un esprit aussi chagrin que celui de Volney, lui fut bien plus nuisible qu'utile, car, ainsi que l'a remarqué Sainte-Beuve, à l'encontre de Cabanis « qui corrigeait par l'onction de sa nature la sécheresse de ses doctrines, Volney était homme à l'exagérer plutôt ». Quant aux idées philosophiques qui régnaient alors dans la Société d'Auteuil, c'est les juger en deux lignes que de dire qu'elles ont fait long feu et qu'en les balayant le temps leur a rendu justice. Ce n'est donc pas le philosophe des *Principes physiques de la morale* que nous honorons dans Volney. Outre que je n'ai jamais eu le moindre goût pour les religions nouvelles, le moment serait assez mal choisi, on en conviendra, pour essayer de rallumer le feu sacré sur les autels détruits de « Notre-Dame d'Auteuil ». Il y quelques années, pendant les grandes luttes de l'article 7, les partisans de la laïcisation à outrance auraient pu ériger une statue à l'auteur du *Catéchisme du citoyen français*, car ce petit livre de Volney fut le premier manuel d'éducation civique. Mais aujourd'hui, quand souffle partout « l'esprit nouveau », quand l'Église et l'État se donnent publiquement le baiser Lamourette, que dirait l'ombre de M. Spuller, que penseraient les républicains de son école, si je confessais que nous honorons en Volney ce qu'ils sont tout près de désavouer par esprit politique?... Et pourtant, c'est mon opinion que, s'il avait vécu en 1880, Volney n'eût pas suivi jusqu'au bout M. Jules Ferry. Il aurait été certainement un des plus vigoureux champions de l'enseignement laïque, mais il se serait rangé à l'avis de M. Jules Simon demandant que le nom de Dieu fût inscrit en tête de la loi. Car la loi naturelle dont il faisait la base du catéchisme du citoyen français, c'était, d'après sa propre définition, « l'ordre régulier et constant des faits, par lequel Dieu régit l'univers, ordre que sa sagesse présente aux sens et à la raison des hommes pour servir à leurs actions de règle égale et commune, et pour les guider sans distinction de pays ni de secte vers la perfection et le bonheur ». Sa loi naturelle émanait directement de Dieu, elle enseignait positivement son existence, car, dit-il, « pour

(1) Besnard, ancien ecclésiastique, attaché sous le Directoire aux bureaux de la Trésorerie, percepteur à Fontevrault sous l'Empire, né aux Allends, près Baissac en 1752, mort à Paris en 1842.

(2) Paris, Champion, éditeur, 2 vol. in-8°; 1880.

(3) Auteur de plusieurs dissertations curieuses. Né à Angers le 23 décembre 1716, mort en cette ville le 3 janvier 1789.

tout homme qui observe avec réflexion le spectacle étonnant de l'univers, plus il médite sur les propriétés et les attributs de chaque être, sur l'ordre admirable et l'harmonie de leurs mouvements, plus il est démontré qu'il existe un *agent suprême*, un moteur universel et *identique* désigné par le nom de Dieu, et il est si vrai que la loi naturelle suffit pour élever à la connaissance de Dieu, que tout ce que les hommes ont prétendu en connaître par des moyens étrangers s'est constamment trouvé ridicule, absurde, et qu'ils ont été obligés d'en revenir aux immuables notions de la raison naturelle ».

Volney n'était donc pas un athée; il croyait en Dieu, comme Voltaire, mais il ne croyait pas à la révélation. Là-dessus il partageait l'opinion des encyclopédistes, des philosophes et de tous les savants, grands ou petits, qui fréquentaient chez Mme Helvétius et que Napoléon traitait un jour avec mépris d'idéologues. Ce furent les Fréret et les d'Holbach qui lui donnèrent l'idée de ruiner par la chronologie la base fondamentale du Christianisme, je veux dire l'autorité des livres saints. La Chronologie, à la fin du XVIIIe siècle, joua le même rôle critique que l'exégèse allemande dans la seconde moitié du nôtre; il est vrai que les exégètes catholiques d'alors lui faisaient la partie belle. En matière d'histoire ils en étaient encore à la chronologie du *Discours sur l'histoire universelle;* en matière de cosmogonie, ils croyaient de bonne foi ce que Duguet, l'une des meilleures plumes jansénistes, affirmait dans l'*Ouvrage des six jours*, à savoir que le monde avait été justement créé le dimanche 23 octobre, à six heures précises du soir, quand il n'y avait encore ni jour, ni nuit, ni mois, ni année, comme l'observe spirituellement et judicieusement M. Silvestre de Sacy (1). Mais les exégètes de notre temps sont un peu plus difficiles. S'ils n'admettent pas comme vérité révélée tout ce que la science nous enseigne, les dissertations de leurs aînés contre l'astronomie judiciaire les font sourire; ils n'insultent plus, ils discutent et en acceptant la discussion sur tous les points qui sont livrés à la controverse humaine ils montrent par là que l'Église n'a rien à redouter des découvertes nouvelles. Je m'étonne même qu'un esprit critique aussi averti que Volney n'ait pas su distinguer entre les abus ecclésiastiques qui déshonorèrent l'Église de France aux approches de la Révolution, et la religion catholique elle-même, à laquelle demeuraient attachées, comme le lierre aux vieux murs, les masses profondes de la nation. Mais Volney, comme tous ceux de son école, s'était laissé prendre au scepticisme de parade de la société cultivée et aux théories spécieuses de Dupuis sur l'origine de tous les cultes. Il faut dire aussi qu'il était arrivé à Paris au plus fort de la lutte soutenue par le Parlement contre les zélateurs de la Bulle et que les scandales auxquels donnait lieu journellement le refus des billets de confession n'étaient point pour affermir sa foi aux trois quarts morte.

« Ceux à qui a manqué, dit Sainte-Beuve, la sollicitude d'une mère, ce premier duvet et cette fleur d'une affection tendre, ce charme confus et pénétrant des impressions naissantes, sont plus aisément que d'autres dénués du sentiment de la religion. »

Je n'oserais affirmer que, s'il avait appris son catéchisme sur les genoux de sa mère, Volney fût demeuré chrétien, puisque M. Ernest Renan, qui fut un arabisant comme lui et qui eut une sainte mère, n'a pas su le rester. Mais peut-être qu'en vieillissant l'auteur des *Ruines*, effrayé de celles que l'irréligion avait faites autour de lui, et se souvenant de ses premières croyances, eût reconnu avec son ami Lanjuinais que « l'ignorance des plus simples chrétiens qui croient et qui pratiquent, qui ont la foi et la charité, est souvent préférable à des études immenses que tous ne peuvent pas faire et que beaucoup font si imparfaitement et si vicieusement » (1).

On sait que Lanjuinais était un grand chrétien en même temps qu'un grand jurisconsulte. C'est lui qui écrivait, en 1822, à un M. Bouis, de Marseille, qui lui demandait les motifs de ses sentiments religieux, cette admirable lettre, véritable profession de foi, que j'ai publiée il y a quelques années dans la *Morale janséniste :*

... J'ai eu des liaisons soutenues avec Dupuis, avec Volney, son prosélyte, deux hommes dont l'autorité vous paraît si imposante. Ils m'ont constamment honoré de leur estime et de leur amitié, connaissant bien mes principes et ma conduite. J'ai lu, relu, analysé leurs ouvrages, et je m'afflige encore de n'avoir pas aperçu la possibilité de les ramener à des sentiments chrétiens. J'ose en accuser l'orgueil de l'esprit et l'abus de l'érudition la plus fausse, la plus chimérique. Et tous deux nient l'existence de Jésus-Christ, parce que le jour de Noël est célébré le premier jour du solstice d'hiver par la condescendance d'un pape aux habitudes des payens qui célébraient, ce même jour, leur fête du soleil invincible. Et cependant Jésus-Christ, suivant la tradition des Eglises d'Asie, n'était point né le 25 décembre ni même dans ce mois. Pour ce chétif rapprochement, inexact à tout prendre, vouloir nier la prédication et la vie humaine de Jésus-Christ, n'est-ce pas rendre inexplicable l'existence de l'Ancien et du Nouveau Testament et de toute la bibliothèque des livres chrétiens et juifs depuis dix-huit cents ans? Volney renchérissait sur son maître en confondant le *Christ*, c'est-à-dire l'*Oint sacré*, le *Messiah*, avec un héros-

(1) [illegible]

(1) [illegible]

Dieu de l'Inde, *Chrismah*, c'est-à-dire noir en sanscrit et dans les quarante langues hindoues dérivées du sanscrit. Que de graves erreurs pour détruire des faits et des monuments qui couvrent la terre, qui relèvent et consolent l'humanité!

Il ajoutait :

J'avoue que ma religion a ses côtés obscurs, et cela doit être, mais elle m'offre des torrents de lumière dont je suis comme ébloui. Il est vrai que ma vie fut toujours réglée, je n'ai jamais senti d'intérêt à souhaiter que Dieu et sa révélation fussent des chimères. J'ai vécu, avec sa grâce, selon les principes de ma foi, je ne m'en suis pas caché, même en 1793, et c'est en partie comme chrétien que j'ai été dix-huit mois *tuable* à vue. C'est comme chrétien que j'ai été, avec le secours de Dieu, courageux et constant dans ma carrière politique : je n'ai point cherché les choses de ce monde, et Dieu me les a données par surcroît (1).

Après ces réserves et ces critiques, j'espère que personne ne nous fera l'injure de supposer qu'en accordant à Volney les honneurs du bronze, nous avons eu l'arrière-pensée de glorifier le sectaire et le philosophe. Non. Mais il n'y avait pas qu'un philosophe en Volney. Il y avait un voyageur incomparable, un écrivain de premier ordre, un savant qui toute sa vie fut en mal de nouvelles découvertes, un homme enfin d'une nature ardente qui, sous des apparences contraires, aima passionnément les siens et son petit pays d'origine, et c'est au voyageur, au savant, à l'écrivain, au glorieux fils d'Anjou que nous avons entendu rendre ce solennel hommage.

I. — LE SAVANT. — LE VOYAGEUR. — L'ÉCRIVAIN. — L'HISTORIEN.

De l'écrivain pris comme penseur, comme voyageur ou comme historien, il ne reste pas grand'chose à dire après les pages maîtresses que Sainte-Beuve lui a consacrées. Encore l'illustre critique a-t-il omis — en supposant que cela ait été une simple omission de sa part — de souligner l'influence incontestable que Volney a exercée dans le champ de la linguistique et de l'égyptologie, et celle non moins certaine qu'Arthur Young exerça sur Volney comme voyageur et comme agronome. Je sais bien que Sainte-Beuve n'était point à proprement parler philologue, mais il n'était pas davantage théologien, — ce qui ne l'a pas empêché de traiter les questions théologiques les plus ardues avec la compétence et le savoir d'un Père de l'Église. Si donc il avait pris la peine de consulter les savants de son époque, ne fût-ce que M. Silvestre de Sacy qui pourtant contredit Volney plus d'une fois et sur plus d'un point, ils n'auraient pas manqué de lui dire ce que MM. Michel Bréal et Maspéro me disaient à moi tout récemment, à savoir que les travaux de Volney sur la simplification des langues orientales, sur la chronologie d'Hérodote, son maître et modèle, et son projet d'un alphabet unique en avaient fait le bienfaiteur de la philologie; que, non content d'avoir servi de guide à Bonaparte dans sa campagne d'Égypte, il avait été en quelque sorte le pionnier de l'égyptologie, et que, s'il était venu au monde quelque trente ans plus tard, avec le sens critique qu'il avait, il aurait profité des résultats du déchiffrement des hiéroglyphes mieux qu'on ne fit au début, et avancé beaucoup la reconstitution de l'histoire ancienne qui lui doit déjà tant!

En ce qui concerne l'influence particulière d'Arthur Young sur Volney, je m'étonne que Sainte-Beuve ne l'ait pas aperçue car elle saute aux yeux. Les deux voyageurs furent, en effet, des agronomes émérites. La seule différence qu'il y ait entre eux c'est que Young fit de l'agriculture avant d'entreprendre les voyages qui ont établi sa réputation, tandis que Volney avait fait son *Voyage en Syrie* quand il fut nommé directeur de l'agriculture et du commerce en Corse et qu'il appliqua sa méthode, — laquelle était un peu celle de Young — dans le domaine de la Confina qu'il avait acheté près d'Ajaccio et baptisé du nom des Petites Indes. Il ne faut pas oublier non plus que Young avait publié dès 1770 son *Manuel du Fermier* qui, traduit et vulgarisé en France, lui conquit l'amitié et la protection du duc de La Rochefoucauld et de Parmentier.

Maintenant que j'ai réparé l'oubli de Sainte-Beuve, on me permettra encore de penser que le critique des *Lundis* n'a pas rendu à Volney toute la justice qui lui était due, et que, si ses articles, au lieu d'être datés de 1852, avaient paru quinze ans plus tard, il ne lui aurait pas fait les mêmes reproches. Car Sainte-Beuve, tout indépendant qu'il était ou semblait être, dépouilla plus d'une fois le vieil homme, et ses jugements littéraires se ressentent généralement des milieux opposés qu'il traversa. Ainsi, lorsque, parlant du *Voyage en Syrie*, il fait un grief à Volney, de n'avoir éprouvé aucune émotion à la vue de Jérusalem, et qu'il s'écrie :

Eh quoi! vous qui venez de si loin pour apprendre, dites-vous, la vérité, et pour rapporter la sagesse, n'êtes-vous point d'une famille, d'une patrie? N'est-ce point de la ville sainte et chère à vos pères et à vos aïeux que vous parlez? Pourquoi choisir froidement, et comme sans en avoir l'air, l'expression la plus faite pour blesser la foi de tout un monde et pour contrister son espérance? Bien des pèlerins, des voyageurs de tout genre ont visité Jérusalem, et il n'en est aucun qui, à quelque degré, n'ait été ému. On n'a pas besoin d'être profond croyant pour

(1) *La Morale janséniste*, p. 240.

cela; on pense à l'église de son village, a dit quelqu'un, l'on redevient enfant et l'on se met à genoux (1).

C'est assurément une fort jolie tirade et qui fait grand honneur aux sentiments religieux et poétiques de l'auteur de *Volupté*, mais je doute fort que Sainte-Beuve l'eût écrite, quand le catholique ardent qu'il avait été — par l'effet d'un charme — aux beaux jours du romantisme, devint, sous l'influence du temps et des événenents, l'évêque *in partibus* du grand diocèse de la libre pensée. En tout cas sa critique, ici, n'était pas juste. Il oubliait que Volney appartenait à une école qui avait rompu avec les traditions romantiques de Jean-Jacques, en faisant du document exact et précis la base même de ses travaux, et que, si notre voyageur était allé en Syrie et en Palestine « pour voir la terre et admirer les œuvres de Dieu », comme il disait à l'Arabe qui le questionnait à ce sujet, il n'y était point venu pour « chercher des comparaisons et des images », encore moins pour rechercher, comme le fit de nos jours M. Ernest Renan, la trace des pas de Jésus de Nazareth, mais uniquement pour écrire l'histoire de ce pays légendaire, pour en prendre en quelque sorte le décalque géographique et nous en rapporter un guide aussi sûr que fidèle. Je dirai même qu'au point de vue littéraire, nous n'avons qu'à nous applaudir du procédé systématique de Volney, car s'il avait voyagé en artiste et en poète, à la façon d'un Chateaubriand ou d'un Lamartine, nous n'aurions probablement jamais eu l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, et c'eût été vraiment dommage.

Et puis Volney n'est pas le seul voyageur qui ne soit pas tombé à genoux devant la ville sainte. Avant lui, c'est Chateaubriand lui-même qui en fait la remarque (2), Muller, Vazow, Korte Becheider et l'abbé Mariti n'avaient rien dit sur les saints lieux. Tout récemment encore, un écrivain de grand talent, qui n'a certainement pas lu le *Voyage en Syrie* puisqu'il se pique de n'avoir rien lu; tout récemment, dis-je, M. Pierre Loti a fait un voyage en Judée. Il a vu Jérusalem pendant la semaine sainte, et l'acte de foi que lui a arraché ce spectacle et qu'il a imprimé au seuil de son livre n'est autre que celui d'un mécréant. Volney, comme un simple *positiviste*, avait fait semblant d'ignorer le grand drame qui s'est accompli sur le Calvaire il y a dix-neuf cents ans. M. Pierre Loti a fait mieux ou pire : il a évoqué le doux fantôme du Christ, mais ç'a été pour déclarer, non sans une certaine émotion, qu'il ne marchait plus depuis longtemps dans son sillon lumineux. Je ne sais pas si je me trompe, mais je crois que Sainte-Beuve — je parle de celui de 1852 — aurait encore préféré la manière positiviste de Volney. J'ai dit positiviste et ne m'en dédis pas, car l'école à laquelle appartenait Volney, quand on y regarde de près, contenait en germe le principe même qui a fait la fortune de l'école d'Auguste Comte.

Ce n'est pas tout. Parlant du talent descriptif qu'il a rencontré dans quelques pages des *Ruines*, l'auteur des *Lundis* reconnait qu'il y a du nombre, une certaine emphase grandiose, mais il s'empresse d'ajouter qu'il n'y a nulle légèreté, nul éclat, aucun regard de la Muse (1). « C'est terne, fatigué, pompeux, monotone, sonore et sourd à la fois. Au moral, combien il y a plus de vérité, même pour le philosophe, dans deux mots de Pascal où éclate le cri du cœur! et, s'il s'agit d'art, combien plus de lumière et de mélancolique reflet en quelques pages de Chateaubriand!

Je visitai d'abord, dit René, les peuples qui ne sont plus : je m'en allai en m'asseyant sur les débris de Rome et de la Grèce, pays de forte et d'ingénieuse mémoire... Je méditai sur ces monuments dans tous les accidents et à toutes les heures de la journée. Tantôt ce même soleil qui avait vu jeter les fondements de ces cités se couchait majestueusement à mes yeux sur leurs ruines; tantôt la lune se levant dans un ciel pur, entre deux urnes cinéraires à moitié brisées, me montrait les pâles tombeaux. Souvent, aux rayons de cet astre qui alimente les rêveries, j'ai cru voir le génie des souvenirs, assis tout pensif à mes côtés.

Eh! mais, n'en déplaise à Sainte-Beuve, il me semble que ce Génie des souvenirs n'est autre que celui des *Ruines*, et qu'on trouverait dans Volney, dans la page notamment où il médite sur le sort de Palmyre (2), autant d'éclat, de poésie et de charme contenu, que dans cet extrait de Chateaubriand. Il

(1) *Causeries du Lundi*, t. VII, p. 418.

(2) [illegible] réflexions, je m'étais avancé jusqu'à la vallée des Sépulcres, [illegible] à la fois l'ensemble des ruines et l'immensité du désert. — Le soleil venait de se coucher; un bandeau rougeâtre marquait [illegible] rives de l'Euphrate; le ciel était pur, l'air calme et serein; l'éclat mourant du jour tempérait l'horizon des ténèbres; la fraîcheur naissante de la nuit calmait les feux de la terre embrasée; les pâtres avaient retiré leurs chameaux; l'œil n'apercevait plus aucun mouvement sur la plaine monotone et grisâtre; un vaste silence régnait sur le désert; seulement, à de longs intervalles, l'on entendait les lugubres cris de quelques oiseaux de nuit et de quelques chacals... L'ombre croissait, et déjà dans le crépuscule mes regards ne distinguaient plus que les fantômes blanchâtres des colonnes et des murs... Ces lieux solitaires, cette soirée paisible, cette scène majestueuse imprimèrent à mon esprit un recueillement religieux. L'aspect d'une grande cité déserte, la mémoire des temps passés, la [illegible] hautes pensées. Je m'assis sur le tronc d'une colonne, et là, le coude appuyé sur le genou, la tête soutenue sur la main, [illegible]

(1) *Causeries du Lundi*, t. VII, p. [illegible]

(2) [illegible] Perraud, 2 vol. in-8°, illustrés, t. I, p. 329.

faut bien, d'ailleurs, qu'il en soit ainsi pour que le livre des *Ruines* soit demeuré classique, en dépit de ses longueurs, de son emphase révolutionnaire, de sa philosophie passée de mode et de la peinture grise et froide de ses tableaux.

Qu'on le veuille ou non, le grand mérite de Volney, son plus beau titre de gloire comme écrivain, c'est d'avoir le premier, comme l'a dit Daunou, offert dans son *Voyage en Syrie*, un modèle de la manière dont chaque partie de la terre devrait être étudiée et décrite (1); c'est d'avoir, dans les *Ruines*, fait un livre qui constitue un type dans notre littérature; c'est d'avoir, enfin, tiré du spectacle des ruines de l'ancien monde une poésie particulière et qui était inconnue avant lui. Il est bon de se souvenir, en effet, que le *Génie du Christianisme* qui fut la grande source de la poésie moderne ne parut qu'en 1802 et que, à l'époque où Volney publiait les *Ruines* (1791), Chateaubriand, qu'on ne cesse de lui opposer, élevait sous l'influence des idées philosophiques de Rousseau cette « tour de Babel » qui s'appelle l'*Essai sur les Révolutions*.

Au point de vue littéraire, Volney a donc été un novateur. Il l'a été également dans le domaine de l'histoire, non comme historien, mais comme critique (2), et ce n'est pas faire un mince éloge de son cours à l'École normale, que d'affirmer, sans crainte d'être démenti, que les grands historiens de ce siècle les Augustin Thierry, les Michelet et les Taine procèdent de sa méthode documentaire. Sans doute il y a beaucoup d'exagération dans son mépris de l'Histoire en général, et j'estime qu'il verse dans le paradoxe, quand il avance que sur mille erreurs humaines il y en a neuf cent quatre-vingts qui appartiennent à l'histoire, et que ce que chaque homme possède de préjugés et d'idées fausses vient d'autrui par la crédule confiance accordée aux récits, tandis que ce qu'il possède de vérités et d'idées exactes vient de lui-même et de son expérience personnelle. Mais il est un fait que, pendant longtemps, grâce aux Pères Loriquet de tous les partis, la vérité historique, comme dans le tableau de Gérome, fut en proie aux menteurs et aux histrions : *Mendacibus et histrionibus occisa in puteo jacet alma veritas!* Et c'est pourquoi Volney avait raison de dire : « Je croirais avoir rendu un service éminent si mon livre pouvait ébranler le *respect pour l'Histoire*, passé en dogme dans le système d'éducation de l'Europe, s'il engageait tout homme *pensant* à soumettre tout homme *raconteur* à un interrogatoire sévère sur ses moyens d'information et sur la source première des ouï-dire. »

Lui-même avait été dupe des *raconteurs* (1), et j'ai comme idée qu'en s'escrimant ainsi sur leur dos, il se vengeait de l'erreur, grosse de conséquences, dans laquelle ils l'avaient induit en lui racontant que Saint-Jean-d'Acre, avec ses murs hauts et minces et les mauvais canons dont on les avait couronnés, était incapable d'aucune résistance. Car c'est le faux récit de Volney, s'il faut en croire les historiens anglais, — et l'on sait que Bonaparte avait pris son *Voyage en Syrie* pour guide; — c'est le faux récit de Volney qui fut cause de l'échec de l'armée française sous les murs de Saint-Jean-d'Acre (2).

II. — LE PAMPHLÉTAIRE

Mais il est une autre face de son talent sous laquelle nul critique ne l'a étudié jusqu'à ce jour. Je veux parler de Volney pamphlétaire. On m'objectera peut-

1) Quinze ans plus tard, le savant Denon, revenant d'Alexandrie, disait : « En traversant cette ville, je me rappelais et je crus lire la description qu'en a faite Volney; forme, couleur, sensation, tout y est, et peint avec un tel degré de vérité, que quelques mois après, relisant ces belles pages de son livre, je crus que je rentrais de nouveau d'Alexandrie. » Et vingt ans après, Chateaubriand était forcé de reconnaître l'exactitude des renseignements contenus dans le *Voyage en Syrie*. « On peut voir dans M. de Volney ce qui concerne la moderne Jaffa, l'histoire des sièges qu'elle a soufferts pendant les guerres de Daker et d'Aly-Bey, ainsi que les autres détails sur la bonté de ses fruits, l'agrément de ses jardins, etc. — Sur la porte de la tour, on lit une inscription arabe rapportée par M. de Volney : Après avoir visité ces ruines, nous passâmes près d'un moulin abandonné; M. de Volney le cite comme le seul qu'il eût vu en Syrie. — Pour ce qui concerne Rama, on peut consulter M. de Volney. — Rentré au couvent à dix heures du matin, j'achevai de visiter la bibliothèque... J'y vis des traités des Pères de l'Église, plusieurs pèlerinages à Jérusalem, l'ouvrage de l'abbé Mariti et l'excellent voyage de M. de Volney. » Voir l'*Itinéraire*, édition Eugène et Victor Pavie, t. I, p. 280, 283, 286, 287, 296, 318 et 430.

2) Le programme de Volney, comme l'a fait judicieusement remarquer M. Dupuy, était celui, non pas d'un cours d'histoire, mais d'un cours sur l'histoire, en très grande partie inspiré du cours d'histoire de Condillac. « L'art d'enseigner l'histoire y avait sa place, mais à son rang, après l'art de étudier et celui de l'écrire, et ce n'était pas seulement l'enseignement primaire qui intéressait Volney, mais l'enseignement en général et à tous les degrés. Quelle utilité sociale et pratique devait-on se proposer, soit dans l'enseignement, soit dans l'étude de l'histoire? — Dans quel degré de l'instruction publique devait être placée l'étude de l'histoire, si cette étude convenait aux écoles primaires et quelles parties de l'histoire pouvaient convenir suivant l'âge et l'état des citoyens? — Quels hommes devaient se livrer et quels hommes devait-on appeler à l'enseignement de l'histoire? Quelle méthode paraissait préférable pour cet enseignement? En somme, la part qu'il faisait ainsi aux exigences de la loi était extrêmement restreinte : il la subordonnait à tout un ensemble de développements dont l'inspiration dominante était la même que celle du rapport de Garat et venait en ligne droite de Condillac. » (*L'École normale en l'an III*, p. 109.)

(1) Ce n'était pourtant pas faute d'avoir pris des précautions. « J'ai su plus tard, dit Besnard, par l'ami le plus intime qu'ait eu Volney pendant plus de vingt ans, — le docteur de la Metterie, — que non seulement il n'avait admis pour authentiques les divers renseignements qui lui avaient été fournis pendant son voyage, qu'après les avoir soumis au plus sévère examen, mais que, avant d'imprimer son ouvrage, il soumettait les feuilles du manuscrit tantôt à l'un, tantôt à l'autre des hommes de lettres les plus distingués. » (*Souvenirs d'un Nonagénaire.*)

(2) Voir le livre de M. Gabriel Charmes sur la *Syrie*.

être qu'il ne fut qu'un pamphlétaire d'occasion, et que son unique pamphlet, publié à Rennes sous le voile de l'anonyme, ne figure pas dans ses œuvres complètes. Raison de plus pour que notre curiosité soit mise en éveil et que nous étudiions Volney à ce point de vue nouveau. Sans compter que la *Sentinelle du Peuple* est un pamphlet de premier ordre, et que depuis les *Provinciales* on n'avait rien lu de pareil. Je dis bien depuis les *Provinciales*, car le pamphlet de Volney a ceci de commun avec celui de Pascal qu'on n'en connaissait pas l'auteur, qu'il s'imprimait on ne sait où et qu'il se vendait à la barbe du Parlement et au nez de la police.

M. Barthélemy Pocquet prétend que la *Sentinelle du Peuple* s'imprima d'abord à Rennes, au domicile de Volney, rue Saint-Georges, puis dans un grenier du château de Meaurepas (1), « d'où, le matin, la feuille humide d'impression était rapportée furtivement dans les paniers d'une laitière et déposée sur les comptoirs de la librairie Vatar ». Cette laitière trouvera certainement des incrédules. Moi, je ne doute pas de son authenticité. Je me souviens, en effet, d'une histoire à peu près pareille que cette mauvaise langue d'abbé Legendre nous a racontée en ses *Mémoires* pour la confusion du Père Le Tellier, et de même qu'à Paris il y a toujours un petit pâtissier dans les rassemblements des carrefours, il y a toujours eu de même quelque laitière dans les histoires d'imprimeries secrètes. Va donc pour la laitière de la *Sentinelle du Peuple!* Mais ce que l'historien des *Origines de la Révolution en Bretagne* ne savait pas, et ce que je suis heureux de lui apprendre après l'avoir appris moi-même de M. Janvrot, le très érudit conseiller à la Cour d'appel d'Angers, ce sont les circonstances à la faveur desquelles Volney fut conduit à Rennes. Au mois de juillet 1361, un ecclésiastique breton nommé Guillaume Georges avait fondé à Angers par testament un collège de boursiers pour les écoliers de la ville et de l'évêché de Rennes qui seraient aptes à l'étude du droit civil ou du droit canon. Or, à la fin du XVIIIe siècle, ce collège ne contenait pas moins de cent élèves. C'est donc là et pas ailleurs qu'il faut chercher la cause première de la levée de boucliers des étudiants en droit et en médecine d'Angers, lors des troubles de Rennes, en 1788, de la fédération bretonne-angevine qui en fut la suite, et aussi les raisons qui appelèrent Volney à Rennes à cette époque. Du moment que les élèves de l'École de droit de Rennes s'insurgeaient contre le Parlement de Bretagne, il était tout naturel qu'ils fissent appel à la plume ailée et déjà célèbre de leur ancien camarade d'Angers, de même qu'il était tout naturel qu'une fois élu à l'Assemblée constituante, le pamphlétaire de la Sentinelle [illegible] au club breton, car dans une vie bien ordonnée tout se lie, tout s'enchaîne.

La *Sentinelle du Peuple* parut du 10 novembre au 25 décembre 1788; elle n'eut que cinq numéros de 15 à 20 pages in-8°. Elle s'adressait « aux gens de toutes professions, sciences, arts, commerce et métiers, composant le tiers-état de la province de Bretagne ». En voici le début :

... Amis et citoyens, nous sommes en Bretagne près de deux millions de roturiers de tout âge et de tout sexe; les nobles ne sont pas dix mille; [illegible] quand ils seraient vingt, nous serions encore cent contre un. Si nous voulions, rien qu'à leur jeter nos bonnets par la tête, nous les étoufferions... mais je suis bon homme, [illegible] ne veux étouffer personne; et puis, puisqu'il y a parmi eux de mauvaises têtes, il y a aussi de bonnes gens; et encore ces mauvaises têtes ne sont pas tant méchans qu'enfans gâtés : voilà ce que c'est que d'être riche! Le bonhomme Richard a raison : *richesse et oisiveté conseils de folie.*

Amis et citoyens, écoutez mon moyen. En examinant ce que nous sommes, je me suis aperçu que tous les arts utiles et nécessaires à la vie étaient concentrés par nous, pendant que les nobles n'en savent pas un; et de là une idée lumineuse; puisqu'ils veulent nous séparer d'eux, séparons-les de nous; entendons-nous tous à la fois à leur retirer nos services; que le métayer ne laboure plus leurs champs; que sa femme ne leur baratte plus de beurre; que le boulanger leur refuse le pain, le boucher la viande, le traiteur toute sa cuisine, tous les marchands leurs marchandises; ils voudront présenter requête : que l'huissier refuse d'assigner; l'avocat de plaider, le procureur de se charger; avec tous leurs titres et généalogies vous verrez des gens bien attrapés. Qu'arrivera-t-il? Qu'obligés de se servir eux-mêmes, ils feront de deux choses l'une : ou ils tireront les emplois au sort, et par cas risible, M. le Chevalier se trouvera aide de cuisine, M. le Comte garçon piqueur; M. le Baron tailleur de culottes, M. le Marquis fera des souliers et des bottes; ou bien les plus riches voudront se faire servir par les plus pauvres, et comme ceux-ci sont la plupart *meilleurs gentilshommes*, ils se révolteront; dans les deux cas, leurs femmes obligées de teiller le lin, de baratter le beurre, de laver la lessive, écorcheront leurs mains douces et blanchettes; ce sera vacarme au ménage; ennemi dehors, ennemi dedans, si bien qu'il faudra terminer par nous crier miséricorde.

Amis et citoyens, c'est là que je les attends; mais c'est là aussi qu'il faut être ferme; car si vous les écoutez d'abord, ils vous endormiront de caresses; ces nobles sont si cajoleurs quand ils ont besoin de vous! *Mon cher un tel, mon brave garçon, mon bon ami :* cela ne leur coûte rien; et puis, quand ils ont fait leur coup, ils vous regardent passer sans vous reconnaître et demandent par

1. Le château de Meaurepas, situé à un kilomètre de Rennes, était inhabité depuis le milieu du XVIIIe siècle et passait pour être hanté par les revenants. Il appartenait alors à M. de Talhouët, président au Parlement de Bretagne, qui était, par une exception fort rare, très favorable aux idées du tiers. Voy. *les Origines de la Révolution en Bretagne*, t. II, p. 117.

dessus l'épaule à leur laquais : *Quel est ce drôle qui m'a salué?* et c'est bien fait, car nous autres roturiers nous sommes si dupes, que quand un noble nous donne un coup de chapeau, nous lui rendons tout de suite un coin de beurre.

Pascal n'eût pas mieux dit; Paul-Louis Courier non plus; que si le nom de Courier vient ici tout naturellement sous ma plume, c'est que cette entrée en matière de la *Sentinelle du Peuple* vous a un ragoût, un tour de main qui sent plutôt la Loire que l'Auvergne.

Suit une capitulation « passée entre le peuple de Bretagne et une petite faction de citoyens appelés nobles ou gentilshommes » :

L'an 1788, le huitième du mois de décembre, l'armée du peuple étant campée dans la plaine d'*égalité civile*, appuyée à droite au morne *liberté*, et couverte sur son flanc gauche et sur ses derrières par les marais *nécessité;* et le corps des riches mécontens serré dans le détroit de *justice* ayant à dos la rivière *famine*,

Entre simple homme Jean Demophile, roturier sans aïeux, ni *titres*, sentinelle du peuple, de son métier et de présent, plénipotentiaire de deux millions d'hommes qui travaillent.

Et très haut et très puissant seigneur Hercule-César Guingaloë de Guergantuaël, marquis, baron, comte, vidame de plusieurs marquisats, baronnies, comtés, descendant en ligne droite par les mâles des plus anciens rois *Demagores* (dévoreurs de peuples) et plénipotentiaire actuel d'une ligne d'hommes, trop grand seigneur pour travailler, ont été arrêtés et convenus les articles qui suivent :

1° Encore qu'il soit douteux que les hommes roturiers soient de la même espèce que les gentilshommes de Bretagne; cependant vu que, quand ils sont déshabillés, il n'apparaît en eux aucune différence, arrêté que désormais ils se regarderont comme égaux et semblables, sauf lettres de rescision sur plus amplement informé.

. . . . . .

Le n° II (20 novembre 1788) commençait ainsi :

Une Dame du premier rang, mais d'une *mauvaise constitution* (la France), avait vécu jusqu'à ce jour infirme et grabataire; les charlatans qui la traitaient, disant qu'elle était trop faible pour marcher et qu'elle avait d'ailleurs des vertiges, ne lui permettaient pas de se lever. Pendant ce temps, c'était dans la maison *dissipation* de toute espèce. Intendants, aumôniers, officiers, laquais, gens d'écurie, femmes de chambre et compagnie, c'était à qui pillerait le mieux le revenu de la malade, et ce revenu était immense. Les charlatans ne s'oubliaient pas, et l'on voyait, en peu de temps, des gens venus du Pont-Neuf avec la cape et l'épée acquérir hôtels et châteaux, et mener un vrai train de princes. Le scandale en était public : les fermiers en gémissaient, les voisins en médisaient; le Maître seul ignorait le désordre et personne ne pouvait ou n'osait l'instruire ; chez les grands l'accès est difficile.

Cependant, il y a quelques années, un médecin étranger (Necker) s'introduisit, on ne sait trop comment, dans l'hôtel; et ayant vu approcher le Maître, il l'avertit que la maladie de sa femme n'était pas ce qu'on la disait : que sa grande faiblesse ne venait que d'un *régime mal entendu*, d'une diète beaucoup trop sévère, et surtout de *purgations excessives;* qu'elle n'avait besoin, pour se rétablir, que de *développer* ses forces par l'exercice et l'usage de l'*air libre*. Le mari, qui ne désirait que la meilleure santé de sa femme, la confia à ce médecin; en effet, malgré des *circonstances critiques* qui survinrent, il améliora sensiblement son état.

Mais les sangsues de la maison, intendants, charlatans, dames de compagnie, etc., etc., songèrent que si la grande Dame recouvrait sa santé, elle régirait elle-même sa fortune; c'est pourquoi, craignant la réforme, ils intriguèrent si bien auprès du Maître, qu'il congédia le médecin; et la malade de retomber aux mains des charlatans, et les charlatans de la repurger, ressaigner, remettre à la diète, tant et si bien qu'enfin il fut évident qu'elle allait périr dans leurs mains.

Alors les sangsues de la maison, avisant que si la grande Dame mourait tout à fait, elles-mêmes seraient frustrées, on appelle le médecin. Lui, qui aime beaucoup son métier, est revenu sans rancune; et quoiqu'il ait trouvé sa malade beaucoup plus faible qu'auparavant, il a persisté dans son premier avis et prononcé qu'il fallait d'abord la lever. En conséquence l'on a demandé ses hardes et ses souliers, mais hardes et souliers présentés, rien ne s'est trouvé de mesure. Depuis le temps que la malade ne s'en est pas servie, ses membres ont pris d'autres formes : et sur ce cas, grand embarras dans le logis. Chez des gens du peuple, comme nous, c'eût été chose toute simple : on lui eût pris mesure nouvelle, et on l'eût habillée de neuf; mais chez les grands il faut plus de mystère. Après y avoir bien songé, l'on a mandé les quatre Facultés et les chefs des Arts-et-Métiers.

Et les uns de vouloir tout simplement lui faire de nouveaux vêtements à sa taille; et les autres lui essayer tous ses vieux habits, depuis son premier béguin jusqu'à son premier petit soulier. De quoi notre pamphlétaire conclut malicieusement : « Les choses en sont là, et l'on ne sait comment cela finira; mais tout le monde plaint cette pauvre Dame d'avoir affaire, pour s'habiller, aux docteurs des quatre Facultés; car les gens à Bonnets-Quarrés aiment les vieux usages et n'entendent rien aux nouvelles modes. » — Suit ce *post-scriptum :* « On dit aussi qu'en Bretagne il y a une fille de cette Dame qui se trouve dans le même cas, et qu'incessamment l'on doit voir même assemblée et même querelle. »

Le n° III (5 décembre 1788) nous montre les chefs de la noblesse portant plainte au Parlement contre la *Sentinelle :*

De la salle du Conseil, les deux chefs allèrent à la Commission, *César-Guergantuaël* (1) marchant devant, *Cro-*

1 M. de Guer.

codilus Architopel (1) suivant par derrière. Arrivés qu'ils furent, ils trouvèrent un homme du Roi (l'un des substituts du procureur général) et le sommèrent de dénoncer la sédition. L'homme du Roi, sachant son métier, les pria de signer la dénonciation. Moi j'aurais cru que César eût signé : il n'osa pas. Pour Architopel, il est trop rusé : il envoie les plus fous aux princes, mais il n'y va point. Il fit comme pour la circulaire : il dit que cela demandait réflexion...

Un gentilhomme avait reçu, paraît-il, 40 000 écus pour dragées de baptême d'un sien enfant (2), dont les États furent galamment parrains : « Quarante mille écus, mes amis, s'écrie la *Sentinelle* : si les États de Bretagne nous payaient ainsi nos enfants, nous serions tous millionnaires ! »

Là-dessus, avec beaucoup d'à-propos, Volney fait entrer en scène un gentilhomme dauphinois qui est venu voir « notre province ». D'abord, le sachant gentilhomme, il l'avait tenu à distance ; mais après l'avoir entendu, il a oublié qu'il était noble. « Quarante mille écus, s'écrie le Dauphinois en colère, savez-vous bien ce qu'est cette somme ? savez-vous que ce sont 40 000 boisseaux de blé, pour lesquels il a fallu ouvrir, refendre, herser, fumer, ensemencer deux mille arpens de terre, auxquels ont été employés quatre ou cinq couples de bœufs, et les soins de deux cents familles : et tout cela pour un avorton ! certes vous achetez bien cher un ennemi de plus ! et puis, étonnez-vous du désordre de vos finances ! Demandez ce que devient l'argent, quand les pensions, les bienfaits, les grâces, les appointements énormes, les fondations d'hôtels et de chapitres nobles absorbent tout. Quarante mille écus ! deux termes d'États du Dauphiné ne les coûtent pas : et nous y réglons le sort de 700 000 hommes ! »

La *Sentinelle* s'élève ensuite (n° IV, 15 décembre 1788) contre l'idée de s'en rapporter aux États pour les réformes demandées par le tiers :

Nous dirions : Messieurs de la noblesse, vous plaît-il payer ? — *Veto*. — Vous plaît-il nous donner des représentants ? — *Veto*. — Vous plaît-il corriger tant d'abus ? — *Veto*. — Plus rien à faire, et cependant nos municipaux de Rennes et nos avocats jurent par le *veto*. Les États ont seuls droit de juger, c'est possible ; non les États comme ils sont, mais comme ils devraient être, c'est-à-dire où *tout le peuple breton sera dûment représenté par un nombre suffisant de députés qu'il aura librement choisis*.

Citoyens, j'ai de l'humeur aujourd'hui ; et quand je vous aurai raconté les nouvelles, vous verrez si je n'ai pas raison. Néanmoins, pour procéder méthodiquement j'ai voulu éclaircir ce que les nobles entendent par leur *droit de naissance* d'assister aux États. J'ai donc été chez un docteur en médecine, et je lui ai demandé si, en naissant, les enfants nobles avaient quelque chose de particulier. Rien, m'a-t-il dit : comme tous les autres, ils sont de petits enfants bien pleureurs et bien faibles. — Et *des droits ?* — Ils n'en ont qu'à la pitié. — Mais *le droit de séance aux Etats ?* — Oh ! cela regarde l'autre Faculté.

J'ai donc été chez un jurisconsulte, et je lui ai demandé si de tout temps les nobles de Bretagne avaient eu le droit d'assister aux Etats. — Non, m'a-t-il dit. Nos ducs, qui étaient de petits despotes féodaux comme tous les souverains de leur temps, n'y appelaient que ceux qu'il leur plaisait d'appeler ou qui étaient assez forts pour les y contraindre. Ce ne fut qu'à l'époque de la Ligue, que le parti d'Henri IV, et celui de Mercœur, divisant la Bretagne, chacun d'eux tint en même temps des États, où, pour accroître ses forces, il admit quiconque se présenta. C'est ainsi que dans nos troubles derniers les nobles de cent ans et plus ont admis à leurs assemblées et associé à leurs signatures les annoblis de nouvelle date, afin d'opposer plus de force aux attaques de deux ministres... Or donc, puisque nous ne sommes plus au temps de la Ligue, puisque les circonstances ont changé, notre conduite doit changer aussi... Nous demandons qu'on nous assemble, nous disons plus : *Nous le voulons*, parce que cette *volonté* est notre droit, attendu que nous sommes le peuple, — le peuple dont la *volonté* est essentiellement *légale*, parce que l'intérêt du peuple est essentiellement l'[illegible].

Ici l'auteur de la *Sentinelle* verse en plein dans la théorie révolutionnaire de Rousseau. Sa plume qui jusque-là avait été plus ironique que méchante devient injuste et d'une violence extrême ; les gentilshommes ne sont plus que des rebelles, des factieux, qu'il accuse de vénalité dans les États. La cause de ce changement d'attitude ? Il faut la chercher dans les attaques et les menaces dont le pamphlétaire était l'objet, car le n° IV de la *Sentinelle* se terminait par ces mots qui en disaient long : « La suite, quand ces *Messieurs* auront un peu calmé leur colère et leurs *perquisitions*. »

Ce dernier mot donnerait même à supposer que le n° V de la *Sentinelle* qui parut le 25 décembre 1788 fut imprimé dans un autre endroit que les précédents. M. Barthélemy Pocquet dit que ce fut probablement au château de Meaurepas. Mais ce n'est là qu'une supposition. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les premières lignes de ce numéro témoignent de l'alerte qu'eut Volney à la suite de la publication de sa dernière lettre :

Amis et citoyens, je ne suis pas encore mort, mais je

(1) M. de Thiersant. — [illegible] beaucoup d'ennemis. « On parlait un jour d'établir une école militaire où seraient élevés les fils de la pauvre noblesse. Un [illegible] germa promptement. » (*Mémoires d'Outre-tombe*, t. I, p. 261.)

(2) [illegible] 18 janvier 1789 [illegible] lui donner le nom de *Bretagne*.

n'en vaux guère mieux; je crois que les nobles m'ont jeté *un sort*. Depuis mon dernier numéro, j'ai failli me rompre dix fois le cou, ensuite la *Brienne* m'a pris. Mon métier est sujet au rhume. Il m'a fallu garder le lit et j'ai cru que j'y resterais. Pendant ce temps-là, *mon cousin* (1) m'apprenait de fâcheuses nouvelles. Il me disait que les nobles avaient mis debout tous leurs limiers pour me rencontrer ; que leurs frères, au bonnet carré, avaient demandé quatre espions à Paris, et que, se tenant sûrs de leur coup, ils faisaient venir deux inquisiteurs d'Espagne pour faire de moi un autodafé. Tout cela m'a donné sur la tête. La fièvre est venue, le délire s'en est mêlé, et je ne rêvais plus que nobles, que commissaires de Parlement, que décrets de prise de corps, interrogatoires sur la sellette, question ordinaire et extraordinaire, et finalement grillade judiciaire pour cas résultants du procès.

Suivait une charge à fond de train contre le chevalier de Guer qui inondait alors le public de ses brochures plus ou moins spirituelles.

Et Volney, à bout d'arguments, admonestait ainsi, en manière de conclusion, les députés du tiers : « Si les quarante-deux accordent le premier sou, il n'y a pas de raison pour eux de refuser cent millions. — Ils doivent porter leur ultimatum dans leur poche, avec ces mots : *Rien ou signez*. — Le NON est devenu l'art de gouverner. »

La *Sentinelle du Peuple* eut une influence considérable en Bretagne. « Il est remarquable, lit-on dans un écrit du temps (2), qu'à l'époque de la Toussaint, il n'y avait pas dans Rennes quatre personnes qui pensassent qu'il convînt de délibérer par tête plutôt que par ordre, et qu'il fût avantageux de priver les gentilshommes du droit de séance aux États. Ce furent les nos III et IV de cette bagatelle qui, fixant l'attention des esprits sur ces importantes questions, les mirent sur la voie où ils ont depuis si bien marché. »

Je ne pouvais donc pas, dans cette étude, passer ce pamphlet sous silence. Et je m'étonne que Chateaubriand qui s'y connaissait ait traité d'*écrivailleur* (3) le polémiste de race qui le rédigeait. Faut-il croire que lorsqu'il écrivit le chapitre des *Mémoires d'Outre-tombe* (1821), où il s'exprime si durement et si légèrement sur l'auteur de la *Sentinelle*, il ne se souvenait plus de la lettre mais seulement de l'esprit de cette feuille, ou qu'il l'attribuait, comme tant d'autres, à l'illustre inconnu (4) qui passe pour y avoir collaboré avec Volney? C'est l'hypothèse qui me paraît la plus vraisemblable et à laquelle M. Edmond Biré, le dernier éditeur des *Mémoires*, aurait dû, selon moi, s'arrêter pour ne point faire de tort au sens critique de Chateaubriand.

LÉON-SÉCHÉ.

(*A suivre.*)

(1) Le [illegible] de la *Sentinelle du Peuple* était un des nombreux pamphlets de deuxième et de troisième ordre, que le succès de la *Sentinelle* avait fait éclore du jour au lendemain.

(2) *Procès-verbal que les troubles de Bretagne. En Bretagne*, février 1789, brochure in-8° de [illegible] pages, p. 9.

(3) « Un journal, *la Sentinelle du Peuple*, rédigé à Rennes par un *écrivailleur* arrivé de Paris, lomentait les haines. » *Mémoires d'Outre-tombe*, t. I, p. [illegible].

(4) Monsodive.

BIROUSTE

Conte.

I

Birouste était un des plus grands savants de Pézenas, et même de cette région de l'Hérault, où fleurissent les vignes et les olivettes. Maçon de son état, il employait le meilleur de son temps à étudier l'histoire naturelle dans de vieux journaux et des almanachs, à empailler surtout n'importe quelle bête lui tombant sous la main. Seulement, il avait eu l'imprudence, autrefois, d'épouser une femme dépourvue d'idéal, qui le contrariait dans ses études. Aujourd'hui que leur fille Claire avait vingt ans, les deux vieux époux ne cessaient de se disputer. Naturellement, Thrésine aurait souhaité que sa fille fût couturière, capable d'aider la maison avec ses gages. Birouste, au contraire, ambitionnait, pour son élève, la profession qu'il n'avait pu lui-même rendre lucrative.

— Emplâtre de Birouste! criait la femme. Quel homme viendra nous prendre une demoiselle qui ne sait qu'empailler?

— Claire gagnera beaucoup d'argent, quand elle aura un magasin à Montpellier, près de la Faculté de médecine.

— Mais qui l'établira, son magasin?

— Moi!... Quelqu'un!... Allons, tu ne comprends pas, il vaut mieux que je m'en aille.

Thrésine ne sortait pas dix fois l'an de sa maison. Épaisse et courte, enveloppée de mouchoirs, de châles et de foulards, qui la protégeaient du froid en hiver et des mouches en été, elle sommeillait tout le jour, sur le canapé de paille, dans la cuisine. Où et comment sa fille eût-elle appris la couture, puisque c'est elle qui avait tout le soin du ménage?

Dans Pézenas, on ne se moquait pas de Claire, par galanterie envers une créature si avenante, rieuse et honnête comme l'eau qui frétille dans l'herbe. Que son pied était leste dans les galoches, sa jambe fine sous la jupe écarlate! Quel charme de candeur mettaient, à la clarté du bonnet, les bandeaux de ses cheveux noirs, sur son visage rose! Et les mains, les bras, quand elle retroussait ses manches, quel éclat de blancheur ils avaient! Seulement, bien que le

monde trouvât Claire gentille, les courtisans ne s'approchaient guère, sauf des originaux ou des paresseux, que Birouste repoussait avec indignation.

Birouste, plus il vieillissait, plus il empaillait. On eût dit un aïeul déjà, à voir sa tête fluette et neigeuse, sa bouche ruminante, ses yeux candides et luisants, pareils à des gouttes d'eau verte prêtes à tomber d'une branche, après la pluie. Il ne pesait sûrement pas, même tout habillé, cinquante kilos. Son costume l'aurait plutôt rajeuni. Été comme hiver, des espadrilles; pantalon et veste de velours; et sur les fins cheveux, un chapeau tyrolien aux ailes rabattues, très gai avec ses déchirures, ses nuances d'arc-en-ciel, et qui avait l'air de provoquer le monde. Birouste ne riait guère. Homme heureux, il ne pensait pas à l'argent.

Néanmoins, ce jour de Noël, quand il descendit de son musée à l'heure du repas, il dut se préoccuper des choses de la terre. On n'avait rien à manger dans la maison. Claire songeait, au coin de la cheminée froide. Thrésine, les bras croisés, feignait de dormir, parmi ses coussins.

— Hé bé!... s'écria Birouste. Rien au feu, à midi!... Hé bé, Thrésine!...

Celle-ci se déplia lentement de ses foulards.

— Hé bé, Birouste, est-ce que tu m'apportes de l'argent?... Si tu crois que ta science nous fera vivre!...

Birouste demeura stupide. Claire observait ses parents, frémissant de toute son âme à l'émotion de la misère qui, ce jour de grande fête, entrait à la maison.

— C'est que j'ai faim! repartit Birouste, qui se cramponnait la poitrine avec douleur. On nous ferait bien crédit dans le voisinage, Thrésine.

— Non. Le boulanger dit qu'il ne se paye point des paroles d'un savant.

— Un savant!... Ah! tu ne seras jamais savante, toi!... Tu n'as pas d'imagination!

— Pour avoir de l'argent, il nous faudra vendre les hardes de ton musée.

— Si tu fais jamais ça, je me tue, fainéante, Madame la Princesse!...

Claire sanglota de honte et de pitié. Comment, à son âge, sortirait-elle de cet enfer? Son père ne comprenait point qu'un homme pauvre n'a pas le droit de passer son temps à rêver sur la terre. Sa mère ignorait la loi du travail, la nécessité de l'effort. Était-ce leur faute, si la nature les avait ainsi créés infirmes d'esprit, insouciants? Elle les plaignait, dans le silence. Tout à coup, elle se sentit au cœur la joie de se dévouer, la force d'affronter les sarcasmes du faubourg, ce dimanche.

— Je vais chercher de quoi manger, dit-elle.

Et nouant son tablier de percale sur la robe de laine, elle courut chez les fournisseurs.

Les vieux époux gardèrent le silence, dans la cuisine triste. Thrésine souffrait de crampes d'estomac, et c'est cela surtout qui la faisait geindre. Birouste regrettait de ne pas savoir fumer, pour tromper la faim. Assis sur l'escalier de bois qui monte aux appartements, il songeait à la belle destinée qu'aurait eue sa fille, s'ils avaient habité dans une cité d'écoles et de laboratoires. Bientôt, ces méditations l'ennuyèrent. Il se levait, pour regrimper chez lui, lorsque la demoiselle rentra, radieuse, le panier garni de vivres.

— Parbleu! s'écria-t-il. Je sais bien qu'on mange chaque jour.

Claire alluma le feu. Après avoir rangé des côtelettes de mouton sur le gril, elle dit :

— Oui, j'apporte le dîner. Savez-vous comment?...

— Raconte, raconte...

— C'est le boucher qui m'a parlé d'un mariage. Alors, tout en causant, il m'a fait crédit... Ah! ah!...

Claire riait, ses parents aussi, oublieux déjà de leur détresse. Thrésine encourageait sa fille au travail du ménage :

— Allons, coupe le pain. Il reste, je crois, une bouteille de vin à la cave. Nous n'avons pas de gâteaux?

A l'idée de ces gourmandises, Birouste s'esclaffa. Puis, se grattant le front, d'un air grave, il demanda :

— Alors, l'histoire de ce mariage?

— A table, nous raconterons ça.

Ils s'installèrent, Birouste guilleret, avec ses jambes de grillon, sa petite figure de pomme rainette sèche; Thrésine balourde, pliant et dépliant ses foulards et ses châles. Birouste but un verre d'eau pour s'ouvrir les conduits, et, désireux de pardonner à sa femme, il lui versa un verre d'eau pareil.

— Donc, voici, commença Claire. Le fils Tabarié me veut...

— Tabarié! s'exclama Birouste. Le fils de celui qui sert chez le pharmacien Froment, le fils du chimiste qui, sachant à peine lire, a appris à donner les remèdes aux malades!

— Juste celui-là. Seulement, il n'ose pas venir vous trouver. Je le connais : il est de la taille de mon père, un peu gros, la figure ronde. Il a l'air très rangé, toujours propre.

— Hé bé, voyons, il faut, suivant les usages de Pézenas, que vous vous accordiez d'abord tous les deux.

Autour de la table, ils dévoraient le pain et les côtelettes, buvaient des rasades d'eau avec ardeur. Claire se hâtait.

— Je vais m'habiller de dimanche, dit-elle. Je sais où rencontrer mon Tabarié.

Une fois parée, elle s'en fut derrière le faubourg, à la gare du Nord. Là, les garçons qui n'ont pas de promises se reposent, avant les vêpres, sous les platanes, au frais des ruisseaux et des jardins. Tabarié se trouvait seul, si bien dissimulé contre une haie de roses, que la demoiselle ne le reconnut que subitement. Elle parut surprise. Puis, souriante, courageuse, elle s'avança. Le faraud, *pécaïré!* manqua de courage, au contraire. Il allait fuir, lorsque la fille de Birouste s'avança davantage.

— Hé bé, monsieur Tabarié... Je vous cherchais, pour ainsi dire... Il faut que je vous dise que mes parents voudraient bien vous voir.

Tabarié la regarda, confus, stupéfait qu'elle osât le conduire à son faubourg, en plein soleil du dimanche. Et de la voir si franche sous l'éclat de son visage rose et de ses yeux noirs, il se mit à sourire.

— Puisque vous m'attendez, dit-il, je vais venir.

Tabarié se levait déjà, lorsque Claire s'en retourna soudain, exagérant, pour plaire, la fierté souple de sa démarche. Il riait tout seul. Il admirait le ciel bleu et la plaine verte, après les jardins, de l'autre côté du chemin de fer. Les cloches de l'église, au milieu de la ville, chantaient une musique de fête. A son tour, il s'en alla.

Bientôt, dans la ruelle fraîche du faubourg, il poussait la porte des Birouste. Il distingua, parmi la pénombre, l'amas des couvertures où Thrésine digérait, à la tiédeur des braises.

— Bonjour, salua-t-il. Ouais, bonjour!... Il n'y a personne?

La mère suait, soufflait.

— Me voilà, répondit-elle.

— Vous m'avez demandé. Je suis venu.

— Elle est là-haut, Claire, dans le musée. Montez-y.

II

Là-haut, on avait entendu la voix de l'étranger. Birouste, en bras de chemise, descendit précipitamment, et flatté que le jeune homme ôtât son chapeau à la vue du maître, fit des politesses, sur les dernières marches de l'escalier.

— C'est donc vous qui désirez ma demoiselle?... Très bien; causons un peu. Prenez cette chaise, Claire y était assise tout à l'heure.

Birouste, en homme pressé, se disposait à traiter du mariage comme d'une maison à blanchir, d'un épervier à nettoyer.

— Vous savez, je connais beaucoup votre père. C'est un artiste, lui aussi, dans son genre, puisqu'il sert dans une pharmacie, sans jamais avoir rien appris dans les livres.

Tabarié rougit, s'embarrassa, penaud de constater que Birouste était vraiment l'original que la ville proclamait. Mais il aimait Claire : sa pitié pour elle lui donna de la force.

— Je suis employé chez un marchand de vins, dit-il. Je gagne ma vie.

— Parfait.

— Je vous demande la permission de fréquenter votre demoiselle.

— Tant mieux, tant mieux!... Seulement, je souhaiterais un homme qui pût me comprendre. Je vous enseignerai mon art, je vous donnerai de sérieuses ressources d'avenir. Plus tard, vous vous établirez naturaliste à Montpellier, dans un magasin.

— Je n'avais pas prévu de telles conditions, fit le jeune homme estomaqué.

— Qu'importe!

— C'est que, voilà : mon père vit seul. Il entretient son ménage avec soin, un vieux soldat, vous comprenez... Alors, moi, je gagne ma vie...

Claire était descendue lentement, plus jolie que tout à l'heure, sous les platanes dépouillés par la froidure. Ayant quitté, là-haut, son corsage garni de jais, elle avait retroussé ses manches, noué son tablier de lustrine, pareil au tablier léger des soubrettes du Casino. Sur les marches de bois, se détachaient les mollets grassouillets, les pieds fins que des galoches ne flattaient guère. Les deux hommes la contemplaient, et aussi la mère qui, attentive aux événements solennels de cette heure, ouvrait ses larges paupières.

— Arrive ici, lui dit Birouste. Sois heureuse ; nous consentons à ton mariage.

Et se tournant vers Tabarié, qui de plus en plus était ébahi, il ajouta :

— Allons, embrassez-vous. C'est si gentil de se marier!...

Les deux fiancés hésitèrent une seconde. Puis, d'un élan, ils échangèrent leur premier baiser.

— Venez voir mon atelier...

Birouste grimpa si vite que les deux fiancés se trouvèrent seuls, un moment, dans une encoignure de l'escalier. Là, Claire se pencha vers Tabarié et lui dit :

— Promettez à mon père tout ce qu'il voudra. Une fois que nous serons mariés, nous mènerons la maison à notre guise.

Tabarié, en familiarité déjà parmi ces simples, eut la force de rire, dans cette maison où tout semblait tenir du miracle.

Du premier, on escaladait au second par une échelle.

Le palier était vaste. Birouste, à droite, ouvrit son musée, une grande pièce inondée de la lueur du ciel et des collines. Des tables partout, propres, en ordre,

chargées de vitrines remplies de cailloux et de coquillages, peuplées d'oiseaux de couleurs diverses qui se roidissaient sur leurs perchoirs.

— Que dis-tu de mon musée, jeune homme ?... Va, n'aie pas peur, je t'enseignerai à empailler. On apprend vite, quand on est intelligent. Seulement, voilà, il faut aimer la science.

Les deux fiancés, derrière le dos du maître, se serraient les mains. Cependant, Tabarié voulut être aimable.

— Vous avez là des choses de prix : des hirondelles, un grand-duc, des fossiles. Je m'étonne que vous n'en vendiez pas quelques-unes.

— Tu plaisantes !... Vendre ces choses merveilleuses !... Tu ne sais donc pas que, pour les admirer, monte ici le meilleur monde de la ville, le baron de Panpan, le marquis de la Carabène, et l'autre jour, le principal du collège, qui voulait mesurer ma tête de mort !...

Tandis que le maître déblatérait, les deux fiancés s'assirent sur un banc, et Tabarié se pencha vers Claire.

— Pourquoi, lui demanda-t-il, avez-vous contribué à de telles folies ?

— Pour que mon père ne devienne pas fou tout à fait. Ici, je lui raconte des histoires, je le fais rire, et la gaieté entretient un peu la santé de son âme.

Mais, dans le silence, la voix de Thrésine monta :

— Ouais !... Birouste, on te demande pour blanchir un grangeot.

— Té ! La fortune vient aujourd'hui. Suivez-moi, les enfants.

Ils jouèrent à se taquiner, tous les trois, sur les gradins de l'échelle. Au premier, dans la chambre où il couchait en compagnie de son épouse, Birouste montra avec orgueil les collections de chapeaux, de casquettes, de cannes et de pipes, qu'il avait étiquetées.

Dans la cuisine, Tabarié se trouva timide, devant le propriétaire du grangeot qui marchandait le prix d'une journée de plâtrier. Dès que le propriétaire se fut retiré, il s'empressa de prendre congé aussi. Mme Birouste, pour lui serrer la main, sortit de ses châles ; Birouste lui fit des compliments sur son intelligence. Claire l'accompagna jusqu'au seuil.

— Venez quand vous voudrez, lui dit-elle.

— Il faut d'abord que mon père demande votre main officiellement. Adieu.

Il s'éloigna. Maintenant, les maisons du faubourg l'étonnaient par leur mélancolie. Ne vivait-on pas, chez les Birouste, dans l'ignorance des vanités du monde ? Il se sentait heureux, imprégné de la candeur de ces trois créatures, qui ne pensaient pas plus au lendemain que les bêtes que Dieu a mises dans les bois.

III

Le père Tabarié, dans la pharmacie, lisait le journal, derrière les grands bocaux tricolores posés le long des glaces. A la vue de son fils, il se dressa, ses gros yeux écarquillés sous le béret, ses mains jointes sur la courte blouse noire, dont les plis cachaient à peine le pantalon de velours.

— Tu as l'air, dit-il de sa voix retentissante, d'un banquier qui a fait de mauvaises affaires.

— C'est que... je viens te parler de mon mariage.

— Par exemple, voilà que ça te reprend. Est-ce toujours avec la fille de Birouste ?... Toi aussi, tu veux empailler des hirondelles et des canaris ?...

— Ne t'emporte pas. Claire n'attend que son mariage pour travailler sérieusement.

— On va se moquer de nous. Mon patron est capable de me congédier. Voyons, réfléchis-tu que tu vas entrer dans un logis sans cervelle ?

— Claire m'a promis de se révolter contre les folies de son père et de n'obéir qu'à moi.

— Aïe ! les promesses d'une femme !... Enfin, je t'avertis que si plus tard tu es malheureux, tu te démêleras...

Le père Tabarié, qu'on appelait Bataclan à cause de son emploi de caporal-tambour au régiment, occupait, le dimanche suivant, la meilleure place de la table, chez les Birouste. Auprès de lui, Mme Birouste laissait se répandre sur le dossier de la chaise le châle d'indienne de ses noces. Les deux fiancés mangeaient de bon appétit et, après qu'ils avaient bu, se montraient la langue, par plaisir. Birouste, soucieux de séduire, servait le pain, le vin, les victuailles. Mais, en découpant la poularde, il voulut prouver sa prestesse de naturaliste à disséquer les volailles. Et cela lui fournit l'occasion de parler de son musée.

— Quand viendras-tu visiter mes trésors, Bataclan ?

— Jamais !

— Ah bah ! Tu ne me ménages guère ?

— Tu perds le temps à tes fariboles. Je veux mettre de l'ordre dans ta vie.

— Bravo ! approuva Thrésine. Voilà des paroles qui sonnent comme de l'or.

Les farauds se poussaient du coude, en souriant. Birouste baissait la tête. Plus tard, après le mariage, il convaincrait Bataclan des ressources pratiques de son art, et par Tabarié même. On mangea dur, on acheva les bouteilles, afin d'oublier la discussion. Bientôt, reluisants et rouges, ils eurent tous de la peine à se lever...

Le mariage eut lieu le mardi gras, dans la joie du faubourg. Dès le lendemain, il n'y eut plus de fête.

Tandis que Tabarié se rendit au magasin de vins, Claire, à la maison, noua autour de sa taille le tablier de ménagère, et si bravement, que Birouste n'osa, dans le musée, solliciter son aide.

Birouste s'enragea d'être seul. Par dépit, il négligea davantage sa besogne de maçon, se fiant d'ailleurs aux gages de son gendre. Mais celui-ci, au bout de quelques semaines, se fâcha : il s'en fut prier son père de préparer un remède capable de guérir Birouste.

— Compte sur moi, répondit le pharmacien. D'abord, que ton épouse m'apporte une clef de votre logis.

IV

Le soir même, quand tout le faubourg se fut endormi, Bataclan, après s'être assuré que la lampe du naturaliste brillait au-dessus des toits, s'insinua dans la maison, atteignit le second étage, à travers l'obscurité. Une flèche de lumière jaillissait de la porte du musée, par le trou de la serrure : là, il observa quelques minutes.

Birouste, les bras nus, travaillait avec ardeur. La joie d'être seul, dans le silence, au milieu des êtres qu'il douait d'une seconde vie, lui donnait un tel feu aux mains et au visage, qu'il avait dû ouvrir sa fenêtre aux souffles des campagnes. Il bourrait d'étoupe une chouette, d'un geste grave. En ce moment, il n'offrait rien de ridicule, On eût dit un moine dans sa cellule, accomplissant quelque œuvre de piété.

Bataclan s'émut du bonheur de cet homme, de sa foi dans un art qu'il cultivait par vocation. Il hésita à le déranger. Birouste ne se suffisait-il pas à lui-même, sans rien demander aux autres? Sa vie était un modèle de modestie, bornée à son foyer, loin des choses de la terre. Mais justement, ne vivait-il pas trop loin de la terre? Malgré sa probité, il n'avait pas le sens commun. Si on le laissait persévérer dans ses manies, la misère aux profondes racines détruirait la maison. Et Bataclan se sentit menacé de recevoir sur le dos la charge d'une famille, compliquée de petits enfants.

Ma foi, le pharmacien n'hésita plus. A travers l'ombre des murs poisseux, il se glissa, tout contre le musée, dans la chambrette où Birouste rangeait des châssis et des pieux. Il s'y enferma, et l'oreille attentive, perçut le grincement terrible de la scie de Birouste. Alors, ayant saisi un balai, il cogna partout à tort et à travers. Puis, de nouveau, il tendit l'oreille.

Le grincement de la scie s'était interrompu. Birouste, en examinant ses murailles, marchait de long en large à pas précipités.

— Est-ce qu'un esprit des temps anciens se réveillerait?... gronda-t-il.

Cependant, il voulut faire le brave. Il ricanait déjà, lorsque les coups de bélier recommencèrent. Ce bruit torrentiel lui parut venir de la maison voisine, dont la toiture était remplie de crevasses et de bosses.

— Ou bien, c'est au cabinet noir, peut-être!... Par exemple!...

Il se disposait à sortir, sa lampe à la main, tout tremblant de peur. Et il s'arrêta. Les coups de bélier ébranlaient sa porte même. Il entendit descendre à travers la maison une sorte de monstre, qui secouait l'échelle. Le vent hurlait dans les jardins du voisinage.

— Que le diable m'emporte!... J'ai affaire à quelque loup-garou!...

Cette nuit, Birouste ne dormit point. Le matin, au lieu de remonter dans son musée, il s'éloigna dans la campagne, erra jusqu'au soir. Durant plusieurs jours, il courut de château en château, sans rapporter de l'ouvrage. Thrésine lui parlait de son grand-duc et de ses hirondelles : il répondait à peine. Les jeunes époux, afin de prouver leur contentement, payèrent un poulet, le dimanche.

Une fois, il eut le courage de remonter là-haut, d'épier son musée par le trou de la serrure. Les oiseaux, dressés sur leurs perchoirs, y semblaient heureux de vivre en paix, seuls. Afin d'occuper ses loisirs, Birouste reprit doucement la truelle.

Enfin, le lundi de Pâques, il interpella sa fille d'un cri joyeux :

— Accompagne-moi au musée. Viens, j'ai une idée. Nous allons délivrer tout mon monde.

Ils éparpillèrent les oiseaux, les fossiles, à droite et à gauche, dans l'escalier, sur les meubles. Seulement, tout ce monde mort était si nombreux! Birouste consacra la semaine à disperser son musée dans Pézenas, chez les riches. On le voyait passer, une bête sur l'épaule, au milieu des rues, à travers les places.

— Où vas-tu, Birouste?

— Je répands mes œuvres immortelles dans Pézenas. On ne m'oubliera jamais car je sais bien qu'on retrouvera, dans vingt siècles, mon nom dans ces demeures qui n'auront pas bougé.

Il fit des envieux. Chez les riches, on l'invitait à boire des coups de vin vieux, à manger des restes de gibier. Il blanchit tous les palais de la ville, les hôtels des nobles, les vestibules des avocats, le cabinet du principal du collège.

Birouste engraissa un peu. De temps à autre, il empaillait une bête dans un château; la joie, étant rare, lui paraissait meilleure. Jamais, tant qu'il vécut, on n'utilisa la salle de son musée. Il ne s'y

montrait, pourtant, qu'à de longs intervalles, furtivement. Car, le soir, quelquefois, il tremblait encore : il revoyait passer dans la maison ce géant d'ombre, qui avait fait rouler tous les meubles.

Tout de même, il se donnait un air de grandeur et de sacrifice, disant :

— Moi qui étais né naturaliste, me voici plâtrier et maçon, pour plaire à mes enfants... Les bêtes sont aimées par les hommes. Mais nous, par qui, au-dessus de nous?...

GEORGES BRAUN.

ARTISTES ÉCRIVAINS

Les Écrits de Schumann.

I

Les *Écrits* de Schumann sont appréciés, en Allemagne, depuis quarante ans : c'est en 1854 que Schumann lui-même forma son recueil avec ses anciens articles de revue de la *Neue Zeitschrift für Musik* de Leipsig, parus sans interruption pendant dix années, de 1833 à 1843, en y joignant ses débuts de critique enthousiaste dès 1831, à l'apparition de Chopin, et son chant du cygne mélodieux de 1853, où il prophétise en termes si grands l'avenir de Brahms. En France, on ne pressentait les *Écrits* qu'à travers les fragments révélés par M. Adolphe Jullien dans le *Français*, dès 1873, à l'époque du festival de Bonn et des premières auditions de *Manfred* au Conservatoire, alors que ce nouveau langage musical était ici taxé de médiocrité prétentieuse et provoquait cette réponse d'un Comité difficile : « Nous avons cherché dans Schumann sans y rien trouver... » Depuis, on a trouvé, on a découvert des horizons nouveaux dans son art poignant, dans sa nerveuse prose. Remercions donc le traducteur, M. Henri de Curzon, déjà fort goûté des mélomanes pour sa publication savante des *Lettres* de Mozart (1). Ces deux volumes reproduisent le plus substantiel de la pensée du musicien, des fantaisies, des mélanges, des notes, et, surtout, les monographies d'abord séduisantes par le grand nom du maître ou du débutant qui les désigne.

II

Connaissez-vous l'origine de ce recueil célèbre au delà du Rhin? — Un vrai roman! Poésie et vérité, dirait Gœthe. Avec Schumann, la vérité même est poétique : sa vie courte a douloureusement animé toute une œuvre multiple et puisant l'unité dans la délicatesse d'une âme juvénile. Vers 1833, amoureux, créateur et critique, Schumann habite Leipsig; Leipsig l'enchante, et cette reine du monde musical sera bientôt rehaussée par la présence de Mendelssohn dominant un groupe de compositeurs, d'écrivains, d'instrumentistes, de virtuoses et de chanteurs, telle la *prima donna*, Mme Grabau, de qui Schumann disait joliment que « le temps avait seulement enlevé à sa voix de Madone ce qu'elle avait de trop terrestre »... Le souvenir du grand Bach plane sur ces artistes « pleins de foi »; et ce petit coin de la terre devient, à leurs yeux, la plus enviable des capitales. Le jeune homme rêve, observe, écoute : en lui, autour de lui, la fièvre de l'art est souveraine; ses vingt-trois ans prennent conscience de l'inspiration qu'ils recèlent. Dans la préface du recueil, Schumann indiquera lui-même le but poursuivi : s'il fonde un journal, c'est pour venger le bon goût des influences pernicieuses, combattre à la fois la somnolence pédantesque de la routine et la futilité mondaine qui s'éprend des airs italiens. Par sa voix, le romantisme survient en conquérant discret et en serviteur loyal de la beauté. Ses ennemis, ce ne sont pas seulement ceux que Rubinstein nomme si drôlement les ronds-de-cuir de l'art et les critiques de catogan, toujours écoutés, mais les perfides attraits d'un Rossini. La scolastique et la mode ont trouvé leur adversaire. En génie allemand, Schumann s'épanche dans ses œuvres, en même temps qu'il raisonne ses instincts dans sa critique. Et juger autrui, n'est-ce pas encore se définir soi-même?

Schumann n'est pas seul : un groupe de jeunes gens l'exalte et le soutient; trois compagnons partagent son espoir; leurs longues causeries se prolongent dans la maison lettrée des Voigt, aux heures crépusculaires où la pensée des novateurs ou des maîtres chante sous les doigts d'Henriette Voigt, l'amie consolatrice et pure, la confidente des œuvres et des amours naissantes. Qui ranimera ces heures défuntes? Et la poésie se greffe sur la vérité, dans l'imagination maladive de Schumann que peupleront plus tard les fantômes. Le journal du musicien devient un poème, sa revue prend l'aspect d'une fiction dramatique où les opinions incarnées dialoguent, se heurtent ou sympathisent. Non content de prêter des pseudonymes aux personnages réels qui l'entourent, le rédacteur-poète se dédouble, anime sa solitude, crée des êtres imaginaires pour varier les signatures et personnifier les idées : de là, ces mystérieux *Davidsbündler*, les compagnons de David, les purs, que son romantisme oppose aux *Philistins*. Qu'est-ce qu'un philistin?

(1) [illegible] *Lettres* [illegible] *Musique et les Musiciens*, [illegible] Henri de Curzon. Paris, [illegible]
2 vol. — [illegible] de M. [illegible] *Schumann* [illegible] *Berlin*, S. [illegible] 1888.

— Un effilanque un crâne vide,
Rempli de crainte et d'espérance,
Dont Dieu ait pitié!...

En regard, sont les chevaliers du bon combat, ses amis, Julius Knorr, désigné par son prénom pompeux, Frédéric Wieck, le père de Clara tant aimée, Louis Schunke qui, de même que Henriette Voigt, sera bientôt la proie de la phtisie, le mal des poètes. La maison amie devient la cour d'amour des *Davidsbündler*, Henriette reçoit les noms de Léonore ou d'Aspasie... une Aspasie romanesque et frêle, qui ne relève en rien du paganisme : décor féerique, monde enchanté qui s'enveloppe de l'atmosphère vaporeuse qui est le génie du maître. Schumann n'est-il pas « une sorte d'Alfred de Musset musical (1) »? J'avoue que la comparaison m'incommode, surtout si je pense aux *Scènes de Faust;* mais les deux principaux *Frères de David* me rappellent vers les caprices du poète : *Eusèbe*, pâle, enthousiaste et tendre, est le *Cœlio* de la confrérie, *Florestan* semble en être l'*Octave*, étudiant jovial, bavard, ironique, grand ami du carnaval et du duel. L'un et l'autre achèvent la figure du jeune Schumann, l'éternelle figure de l'artiste, partagé toujours entre la critique railleuse et la candeur. Ce sont les « deux avocats », que Delacroix psychologue réclamait pour toute exposition loyale et complète. Au-dessus de leurs plaidoyers, règne maintes fois la sentence pacifique du maître *Raro*. D'ailleurs, le *Davidsbündler* n'est-il pas un type éternel? Schumann écrivait à Dorn :

Le *Davidsbund* n'est autre chose qu'une confrérie d'esprits romantiques, comme vous l'avez depuis longtemps remarqué. Mozart était tout aussi bien un *Davidsbundler*, en son temps, que l'est aujourd'hui Berlioz, que vous l'êtes vous-même, et sans qu'il soit besoin pour cela de diplôme...

C'est l'*artiste*, dominant la coalition des pédants, des futiles et des médiocres.

III

« Chapeau bas, messieurs, un génie! » C'est Eusebius qui entre à l'improviste et place devant ses amis un morceau dont il cache le titre; Florestan surpris feuillette le cahier, goûtant la saveur voilée de la musique muette, magie que l'art réserve à ses initiés; et, peu à peu, le *La ci darem la mano* du divin Mozart se dessine à travers mille arabesques : « Eh bien! joue-le!... » dit Florestan à Eusèbe qui garde le demi-sourire avec lequel il intrigue les gens. Et voici l'enchantement qui se déroule, Leporello cligne de l'œil, Zerline rit, don Juan s'empresse en manteau blanc, la variation se transforme, tour à tour distinguée, coquette, comique, lunaire, audacieuse, maligne, violente, comme si des bouchons de champagne éclataient parmi les spectres qui s'ébauchent, le tout apaisé dans la conclusion souveraine : « Une *Œuvre 2* », un début! Et l'auteur? Un inconnu, Frédéric Chopin. Fort émus par le vin, les rires, les bavardages et le génie découvert, nos amis vont consulter le maître Raro, non sans deviser au clair de lune qui complète leur belle trouvaille : enfin, concluant qu'il n'y a que la Suisse pour évoquer de telles visions célestes, Florestan noctambule souhaite à Eusèbe le bonsoir et de beaux rêves... Croquis tout allemand, daté de 1831 : pour la première fois, les *Davidsbündler* apparaissent dans l'*Allgemeine Musik-Zeitung* de Fink, qu'ils traiteront plus tard de « revue d'épiciers »... Mais l'idéal d'une bonne revue de musique, où le dénicher?

Qu'est-ce après tout qu'une année entière de revue musicale en regard d'un concerto de Chopin? Qu'est-ce qu'une frénésie de pion en face de compositions poétiques? Qu'est-ce que dix sommités de rédaction devant un adagio du second concerto? Au diable les revues musicales!...

Et Florestan de comprendre ainsi les comptes rendus! Mais Eusèbe est là qui veille et qui dégage le journal en glorifiant leur dieu du piano. Chopin! N'est-ce pas le précurseur, le Sarmate qui trouve la manière exquise d'être de son pays et de son temps, sans renier cette lointaine cité du Beau vers laquelle il aspire sans trêve? Aristocrate et sauvage, il dérobe « des canons sous des fleurs ». Nul n'a sa délicatesse fantasque, son audace limpide, la flamme sombre qui tombe de ses yeux clairs : c'est *lui*, toujours *lui*, personnel et byronien, sachant allier l'amour au mépris... Avec son génie contraste la virtuosité de Liszt, le démon de l'effet, sans frein, toujours croulant, distribuant les tempêtes, « n'ayant jamais assez de doigts pour tout dire », mettant dans son jeu le reflet de sa vie brutale et subtile, chaleureuse et blasée, littéraire et folle, sans repos ni sourire. Sorte d'Ahasvérus musical, qui ravit tout Dresde, rien qu'à secouer sa crinière de lion. Au piano, quand il transfigure le *Concertstück* de Weber, l'énergie des conquérants lui donne l'air d'un Bonaparte au pont d'Arcole : profil tout différent de celui de Thalberg, qui semble « une comtesse au nez viril ».

Et Schumann sépare les bons virtuoses des mauvais, les « cercles magiques » décrits par le violon de Paganini, de Vieuxtemps, de Lvof (1), des « sténographies » d'un Henri Herz, « qui n'a le cœur que dans les doigts ». Il soutient les jeunes qui dé-

1 Saint-Saëns : *Harmonie et Mélodie*, 1885, p. 199.

1 L'auteur de l'*Hymne national russe*.

couvrent des « pays nouveaux »; mais qui prétendrait encore qu'il a le mépris des maîtres? A en croire Fétis autrefois, les *Frères de David* ne furent qu'une coterie, rejetant la tradition par impuissance et prêchant la liberté par dépit : « Ces pauvres gens parlent de positions perdues et ne comprennent pas que cela n'est vrai que de celles qu'ils ont voulu prendre. » Oui, certes, le journaliste inspiré n'a pas trop de toute son ironie contre les piliers d'école, mais écoutez-le parler de son rival respectueux des règles, qu'il a surnommé *Felix Meritis :*

Mendelssohn, quoique moins emporté par la tempête, reste pourtant toujours, lui aussi, un fils de l'époque; il a dû lutter à son tour et souvent entendre le caquet de quelques écrivains bornés qui criaient : « La vraie floraison de la musique est derrière nous! » Il s'est élevé contre cette formule, il a lutté pour nous faire arriver à dire qu'il est le Mozart du XIXe siècle, le plus lumineux musicien, qui a le plus nettement et le premier réconcilié les contradictions de l'époque. Et il ne sera pas non plus le dernier artiste dans cette voie. Après Mozart est venu un Beethoven; au nouveau Mozart un nouveau Beethoven fera suite, et peut-être même est-il déjà né... (1840).

Voyez-le s'agenouiller devant l'ancêtre de Mendelssohn et de toute musique, la source homérique, « incommensurable », le grand « saint » de l'art allemand, Jean-Sébastien Bach, qu'il évoque à l'ombre majestueuse des orgues de la *Thomas-Schule*. Et Mozart, « la grâce grecque légère »! Et Beethoven, dont le seul nom trouble Eusèbe :

Beethoven... quelle vertu réside dans ce mot : déjà la sonorité grave des syllabes vibre au dedans de l'âme comme pour une éternité. Il semble qu'il ne pourrait exister d'autres lettres pour désigner un tel nom!...

Ses neuf *Symphonies* reçoivent chacune de Schumann le nom d'une Muse; à la folie du carnaval, Florestan mêle de sages révélations sur la *Neuvième*, ce monument que le maître s'élève à lui-même. Rossini, « le peintre-décorateur », n'a pu rendre visite à sa vieillesse :

Le papillon vola sur le chemin de l'aigle, mais celui-ci se rangea, pour ne pas l'écraser d'un battement d'aile...

Ce prétendu révolutionnaire, comment voit-il l'évolution théâtrale ou l'art français? Toujours en novateur assez indépendant pour honorer le passé. L'Italie même trouve grâce devant lui : s'il a peu d'inclination pour Rossini superficiel, s'il nomme la *Favorite* « une musique de théâtre de marionnettes », il comprend la maîtrise technique d'un Cimarosa, il devine le parfum dantesque d'un Cherubini. Boieldieu est maître en son genre. Le théâtre de Gluck doit vivre autant que le monde, sans jamais vieillir : Schumann le proclame en critiquant les additions de Richard Wagner à l'*Iphigénie en Aulide*. « Gluck, dit-il finement, ferait peut-être aux opéras de Wagner le procès inverse, — il retrancherait, il couperait... » Ce qui n'empêche le futur auteur de *Geneviève* de pressentir, dès le 7 août 1847, « la couleur géniale » de *Tannhäuser*.

L'*Euryanthe*, de Weber, le passionne autant que les *Huguenots*, de Meyerbeer, l'horripilent : Meyerbeer? mais, pour le précurseur « d'un nouvel opéra allemand », c'est le renégat, le transfuge, qui montre plus d'esprit que de conscience, qui sacrifie aux grâces de la mode, aux sirènes italienne et française pour gagner bravos et gros sous. L'atroce est son royaume. Les *Huguenots*, en particulier, ne sont-ils point l'apothéose de la débauche et du crime? — C'est ici le protestant qui juge, plus que l'artiste, le luthérien contrit d'entendre son choral aux feux de la rampe, le puritain qui fait dire à son joyeux Florestan :

Après le *Crociato*, j'ai encore compté Meyerbeer au rang des musiciens; après *Robert le Diable*, j'ai hésité; mais, à partir des *Huguenots*, je le range sans façon parmi les écuyers de Franconi.

Et le musicien s'emporte, au point d'appeler le chant de la *Conjuration des poignards* « une *Marseillaise* retapée... ». Le Beethoven de *Fidelio* ne déclarait-il pas *Don Juan* sacrilège?

De Mozart à Wagner, les Allemands ont montré toujours une tendresse parcimonieuse pour l'art français : aussi quelle réconfortante surprise de trouver Robert Schumann sympathique à Hector Berlioz! Ce n'est pas qu'il ne blâme ses écarts, qu'il accorde son indulgence au goût « néo-français » de ses prosélytes, qui sentent l'Eugène Sue et le George Sand :

On [illegible] une [illegible] de naturel. Liszt charge au moins avec esprit; et Berlioz, en dépit de toutes ses aberrations, montre çà et là un cœur d'homme, c'est un libertin plein de force et d'audace.

La France musicale de 1830 se partage entre l'école d'Auber et l'école de Berlioz :

Autant l'une est légère comme plume, à la Scribe, autant l'autre est farouche, à la Polyphème...

Clairvoyance pareille à l'occasion de la *Symphonie Fantastique*, une « date » musicale, un drame instrumental en cinq actes. Ce n'est peut-être pas de la musique, mais c'est beau, de la beauté de l'âme. Depuis Beethoven, à part l'élan méconnu de Schubert et les élégies de Spohr, la symphonie était en décadence : « virtuose-né sur l'orchestre », Berlioz lui souffle une vie nouvelle, celle de son être inégal

et « volcanique ». Le tourment du siècle vibre en lui. Oui, souvent, il est plat, crispant, grimaçant, réaliste et mal développé, avec des rythmes à cloche-pied de Corybante en délire ; l'*Idée fixe*, qui traverse l'œuvre, est « triviale » ; mais, aussi, quelle intelligence, quelle conviction généreuse et fière, quel essor constant vers l'idéal ! Où donc Fétis a-t-il découvert son indigence harmonique et mélodique ? Laissons « les *cantors* crier au *sans-culottisme* » : Schumann défend son confrère d'outre-Rhin sans le connaître, puisqu'il se trompe et sur la date de son œuvre et sur le lieu de sa naissance. Mais qu'importe ? Le génie seul parle au génie.

L'étude entière sur Berlioz est décisive. Et maintenant, puisque tout portrait est « un modèle compliqué d'un artiste (1) », ne faudrait-il pas dégager de ces images diverses l'image que Schumann écrivain trace inconsciemment de lui-même ? Le jeune critique, inflammable et partial comme tous les poètes, ne le retrouverai-je pas dans les *Lettres* de l'amoureux (2) qui veut « chanter jusqu'à la mort », dans les grandes pages ou les *Lieder* raffinés du musicien qui « ensevelit tant de joies et de chagrins dans ce tas de notes » ? C'est toujours le même Schumann, exquis dans l'éloge comme dans la souffrance, pur dans l'angoisse, discret dans l'exaltation ; c'est toujours le « grand enfant » rêvé par sa fiancée. Qu'il sabre les réputations rapides ou qu'il affermisse les gloires anciennes, qu'il découvre les jeunes ou salue les maîtres, c'est le romantique à bases classiques, qui reconnaît les droits de la science allemande et les privautés de l'imagination novatrice. « On n'a jamais fini d'apprendre » : ce qu'il protège librement, spontanément toujours, contre les préjugés de l'école ou les caprices de la mode, ce sont les lois du Beau méconnu. Les « biens inestimables », à ses yeux ? L'innocence, la naïveté, la vivacité de la force artistique, qui se perdent au contact du monde. Contre la docte étroitesse des critiques musicaux, il exalte l'expression ; mais, à la manie des programmes descriptifs, il oppose le secret de la musique, qui est « le rayonnement de l'âme ». Et son style d'écrivain répond à son style de compositeur, abondant, cordial, passionné toujours, humoristique comme le babil du *Carnaval*, *op. 9*, irisé comme les voiles de la *Fée des Alpes*. Des néologismes, des formes neuves, comme dans ses cadences et ses rythmes. Parfois, observe le traducteur, « un véritable jargon artistique, un argot de cénacle romantique ». Des rêves singuliers, quand il compare une œuvre nouvelle à des yeux inconnus qui fascinent ; des gaietés brusques, quand il définit la *fugue* « un morceau de musique où une partie se sauve avant les autres — et l'auditeur avant toutes... ». Des obscurités, des lourdeurs, des passages ternes ou diffus : mais quelque chose de rare dans l'inspiration, dès qu'elle paraît. En 1844, lorsqu'il cède la direction du journal à Brendel, la voix du critique est plus influente que la hardiesse du musicien.

Non loin des *Écrits* de Schumann, j'aime à placer le *Journal* de Delacroix, le peintre dilettante et lettré, qui s'accorde mystérieusement avec lui pour deviner « son cher petit Chopin » comme pour enterrer « l'affreux *Prophète* » ; et l'inspiré, qui prédit la vocation de Johannès Brahms, ne conclut-il pas : « A chaque époque, une secrète alliance d'esprits parents domine » ?

RAYMOND BOUYER.

1 Définition de Baudelaire (*Salon de 1846*).

2 Cf. la *Revue Bleue* du 16 juillet 1892 : *Robert Schumann, lettres et correspondance avec Clara Wieck*, par M. Louis Miramon.

LE RETOUR D'UN ÉMIGRÉ A PARIS EN 1799

D'APRÈS LES MÉMOIRES DU COMTE DE MORÉ

La *Société d'histoire contemporaine* va publier à la fin du mois, à la librairie Picard, les Mémoires du comte de Moré. Ces Mémoires ne sont pas tout à fait inédits. Écrits en 1827 à la demande de Mme de Lavau, femme du préfet de police d'alors, imprimés par Honoré de Balzac, sous le titre *Mémoires du comte de M...*, ils furent mis en loterie pour une œuvre de charité. Ce mince volume est aujourd'hui très rare, à peu près introuvable même. Bien qu'il ne renferme rien qui importe grandement à l'histoire, il méritait d'être réimprimé pour les mêmes raisons qui ont fait publier les Cahiers de Coignet, les Mémoires du sergent Bourgogne, les Souvenirs du capitaine Aubry et ceux d'un canonnier de l'armée d'Espagne. A côté des personnages dits historiques, de ceux dont le mérite, ou le hasard, a fait des premiers rôles, l'on a quelque plaisir à connaître un peu des gens plus modestes, par là plus proches de nous, à vivre des existences presque obscures, qui auraient sans doute été les nôtres. Le comte de Moré était le second fils d'un noble d'Auvergne, le comte de Pontgibaud. Son frère aîné eut une destinée singulière : émigré pendant la Révolution, il se mit à commercer et réussit si bien que sous le nom de Joseph Labrosse il créa à Trieste l'une des plus grosses maisons de négoce de la Méditerranée. MM. de Pontgibaud et Geoffrey de Grandmaison ont joint au texte des Mémoires une correspondance entièrement inédite et curieuse, entre Joseph Labrosse et le comte de Moré. Ce dernier en 1775, à l'âge de seize ans, « étourdi, fou, — c'est lui qui parle, — courant de la brune à la blonde, achetant l'amour tout fait sans s'effrayer du bon marché », fut pour ses déportements, et sur les sollicitations des siens, enfermé par lettre de cachet au château de Pierre-en-Cize, à Lyon. C'est par là que débutent les Mémoires ; le prisonnier s'évada et le récit de cette évasion

est une admirable scène de roman de cape et d'épée. Il gagna l'Amérique où son compatriote Lafayette se l'attacha. La guerre de l'Indépendance achevée, il rentra en France avec un brevet de capitaine de dragons. Emigré à la Révolution, il prit part à la campagne de Valmy; après le licenciement des corps de noblesse, il se trouvait sans ressources, quand il apprit que les Etats-Unis payaient la solde des officiers qui avaient servi dans la guerre de l'Indépendance. Il partit pour l'Amérique, y toucha 50 000 francs et fit un séjour assez prolongé, s'amusant au spectacle d'un État neuf, qui travaillait avec ardeur à se développer.

Il revint en Allemagne, rentra quelque temps en France en 1799, puis, pour des raisons que l'on trouvera dans les pages qui suivent, s'en fut rejoindre son frère à Trieste. Il ne regagna la France qu'après le retour des Bourbons, et son récit s'arrête à 1814.

On trouverait difficilement, comme on voit, un personnage de moindre importance, et ses aventures n'ont par elles-mêmes rien d'exceptionnel. Mais le héros était un fin observateur ironique et qui saisissait vivement les ridicules; il avait de l'entrain, une belle humeur, une gaîté inaltérables, attribuée plaisamment par lui, comme sa vigueur physique, aux nombreux petits verres que lui offrirent en sa prime enfance les clients de sa nourrice, une aubergiste. Sa belle humeur est passée dans son style et son livre écrit de verve, très simple et très alerte, aurait mérité de figurer dans quelqu'une de ces nombreuses collections de « Petits chefs-d'œuvre » auxquels la crise de la librairie a porté le coup fatal. C'était une nouvelle raison de le rééditer. L'on n'exagère pas en disant qu'il se lit avec autant de plaisir que de l'Hamilton, avec beaucoup plus d'intérêt que les souvenirs tant vantés de Mme de Caylus. La bienveillance des éditeurs nous permet de mettre les lecteurs de la *Revue* à même de juger, en plaçant sous leurs yeux les pages suivantes prises dans les bonnes feuilles.

A. M.

Je ne crois pas exagérer en disant que la ville de Hambourg et celle d'Altona, qui n'en est séparée que par une belle allée d'arbres, contenaient alors vers 1799 sept à huit mille émigrés français.

Hambourg, ville neutre, faisait un commerce immense : elle offrait encore plus de ressources que les États-Unis à l'activité industrieuse de nos émigrés français stimulés par la nécessité de vivre. Les uns y faisaient des livres; les autres en vendaient.

J'ai vu un M. de Pradt, parent de l'aumônier du *Dieu Mars*, qui faisait travailler une somme de cent louis; c'était tout son capital. Il spéculait sur le change des monnaies; il demeurait à l'enseigne du *Gagne-Petit*; et à force de trotter à pied comme un messager, et de convertir plusieurs fois dans la journée, selon les besoins de ceux qu'il rencontrait, les ducats, les piastres, les sequins et les écus, il avait le talent de gagner dix francs tous les jours.

J'ai vu un jeune Français, qui ne savait pas les mathématiques, imaginer de les enseigner à un Allemand : parlant parfaitement cette langue, il allait tous les matins prendre sa leçon chez un officier de marine, son ami, et allait la répéter aux bons Allemands pour un marc ou trente-deux sous. Si l'écolier faisait ou demandait quelque observation, il se refusait à toute explication, le tout, disait-il, pour ne pas brouiller ses idées; le cours de mathématiques allait ainsi, et il faisait remise de dix sous à l'officier de marine.

Enfin l'industrie des émigrés s'étendait si généralement à tout, que les juifs furent au moment de déserter et de leur abandonner le champ de bataille. Pour se venger, un juif, qui était peintre, saisit un jour au spectacle la ressemblance exacte du Français auquel ils en voulaient le plus, je crois que c'était un La Rochefoucauld? Il le représenta tout seul dans le bassin d'une balance, tandis que vingt juifs assis dans l'autre ne pouvaient pas le soulever : cette caricature fut exposée chez les marchands d'estampes.

J'avais laissé mon frère et sa famille établis à Lausanne et fondant une maison de commerce qui promettait de s'étendre et de prospérer. J'appris singulièrement que le succès avait dépassé toutes leurs espérances. J'entendis parler à Hambourg d'un banquier, d'un second *philosophe sans le savoir*, d'un autre M. Vanderk (1) enfin, qui, sous le nom de Joseph la Brosse, avait à Trieste la maison la plus brillante et la plus solide. Cent mille florins tirés sur lui était acquittés par lui à la minute. Je ne tardai pas à reconnaître que ce millionnaire était mon frère. L'invasion de la Suisse par les Français lui ayant fait quitter Lausanne, il avait transporté ses pénates à Trieste. Depuis quelques années, cette ville était devenue le point central, le siège de ses opérations commerciales, montées dès lors sur une bien plus grande échelle, et obtenant toujours le plus heureux succès. Je projetai de mettre le cap sur Trieste (1)... Mais *la folle de la maison*, qui va trop vite chez moi, me ferait taire, dans son esprit *prime-sautier*, comme dit Montaigne, l'impasse de deux ans de ma vie; car le désir que j'eus alors d'aller à Trieste, et que je réalisai plus tard, ainsi qu'on va le voir, s'éteignit en moi par la facilité que m'offrit le hasard de faire un voyage à Paris. Ce n'était pas que je me promisse beaucoup d'agrément de mon séjour en France : du côté des affections, la moitié de ma famille était décimée ou absente; mais d'abord il y avait du danger à rentrer.

Je comptais bien garder l'incognito, et que mes amis, si j'en retrouvais, me le garderaient de leur côté. Cette vie mystérieuse, pleine d'alertes, me pro-

1. [illegible]

mettait des jours sans monotonie qui mettraient du piquant dans mon existence; et puis... la curiosité! Je voulais voir la France en dedans : je me figurais que c'était le carnaval en action. Les mœurs du jour devaient s'y ressentir de la métamorphose de l'almanach : les décades, les sans-culottides, les légumes et les instruments aratoires avaient remplacé les saints et les saintes du calendrier. Je voyais déjà en idée les carmagnoles qui finissaient, mêlées aux habits qui recommençaient; les *cavaliers*, les *roundheads*, les femmes à la grecque, les *bals des victimes*, et les spectacles où l'on applaudissait, comme je l'entendis, ces vers de Rhadamiste :

L'Arménie, occupée à pleurer sa misère,
Ne demande qu'un roi qui lui serve de père,

et encore ceux-ci d'Adélaïde Duguesclin :

Je vois que de l'Anglais le faix est peu chéri,
Que son joug est pesant, qu'on aime la patrie;
Que le sang de Clovis est toujours adoré :
Tôt ou tard il faudra que de ce tronc sacré
Les rameaux divisés et courbés par l'orage,
Plus unis et plus beaux, soient notre unique ombrage.

Et cependant le Directoire demeurait au Luxembourg! et, sur les murs, sur les monnaies, en tête des décrets, on lisait : *République française*, on voyait des faisceaux et le bonnet de la Liberté! Tout cela, que je ne connaissais que par récits, dont je ne croyais que la moitié, me paraissait mériter d'être vu, et je trouvais que cela valait bien la peine de risquer quelque chose. J'eus donc l'idée de rentrer en France; la cause en fut l'occasion,

... Et je pense
Quelque diable aussi me poussant.

Un matin, je reçois à Hambourg une lettre à mon adresse, venant des départements réunis à la France et contenant, sans autres explications, la radiation de mon ami le chevalier de la Colombe. Je tourne et retourne cette pièce, et je dis : « Mais ceci est un billet au porteur. Mon ami la Colombe ne peut pas manquer, un peu plus tôt, un peu plus tard, d'apprendre aux États-Unis sa radiation par les journaux; je m'en vais demander aux autorités françaises un passeport à Altona, sous son nom, comme émigré rayé; on ne me le refusera pas; je le demanderai pour Paris. »

Je me présente chez le résident de la République une et indivisible, M. Diétrick (1). J'arrivai chez lui assez à temps et assez à propos, pour lui voir expédier le passeport d'un garde du corps gascon et qui se donnait pour Suisse. Le brave émigré n'avait contre lui que son accent : « Oui, monsou le résident, dit le solliciteur méridional, c'est un passéport pour France qué jé demande. — Et vous êtes Suisse? dit le résident. — Suisse de Neuchâtel, monsou le résident », reprit le Gascon. *Monsou le résident* ne put s'empêcher de lui dire en souriant : « Depuis quand la Garonne passe-t-elle à Neuchâtel? » L'imperturbable Gascon ne se démonta pas et répondit sur-le-champ : « Monsou le résident, c'est dépuis la Révolution. » Il n'y avait pas le plus petit mot à dire, et le passeport fut délivré. Le mien était une conséquence naturelle de la radiation officielle dont j'étais porteur, et il ne souffrit pas la moindre difficulté. Si le nom était d'emprunt, le signalement était bien le mien, et je me mis en route dans une sécurité parfaite.

Au moment de partir, je considérai l'état de mes finances; et comme je savais que ce qui n'augmente pas diminue, je changeai une quantité raisonnable de ducats contre une bonne provision de marchandises anglaises qui me promettaient un notable bénéfice si je parvenais à les introduire sur le territoire français; et en temps et lieu je me réservais de voir comment, plus décidé à saisir l'à-propos qu'à le prévoir. Les circonstances font tout, on se prépare au moment, il ne faut que vouloir : *audentes fortuna juvat*. J'arrivai aux portes d'Anvers...

Mes marchandises, mes papiers, mon nom, ma personne, tout était de contrebande : la voiture s'arrête, la portière s'ouvre devant le poste des douaniers; c'était le soir : un employé se présente seul et nous fait la question d'usage; il tenait à la main une chandelle qui allait éclairer cette scène de nuit. Je saisis le bras de M. de Pr..., mon compagnon de voyage et je lui dis : « Laissez-moi faire, ne dites rien, et ne riez pas »; et sur-le-champ j'improvise une reconnaissance de comédie, et j'entre en scène.

— Eh! bonjour, mon cher Durand, m'écriai-je en tendant la main la plus amicale à l'employé que je n'avais jamais vu, te voilà donc ici à présent?

Le douanier me répond comme je m'y attendais : « Citoyen, je ne vous connais pas. »

Aussitôt, je descends rapidement de la voiture, je jette mes bras au cou de mon ami de hasard; la chandelle tombe, le douanier jure et me repousse; le chef du poste sort et demande ce que c'est.

— Mon lieutenant, lui dis-je, je vous en fais juge : c'est Durand, mon ancien, qui ne veut pas reconnaître son ami Bernard, lui qui m'a fait entrer dans la partie!

Pendant que je parle, que le chef m'écoute, le poste sort avec des flambeaux; le théâtre s'éclaire, et le malentendu s'éclaircit avec tout l'agrément possible pour moi. Le chef du poste que j'avais eu soin d'appeler mon lieutenant, tandis qu'il n'était que brigadier, se trouvait déjà disposé en ma faveur.

Il fut reconnu que le douanier n'était pas mon

(1) Agent du gouvernement français à Altona, en 1801. Ce fonctionnaire n'est pas le maire de Strasbourg.

ami Durand, et le premier je déclarai qu'il n'en avait qu'un faux air : mais le chef et ses préposés, celui même que j'avais baptisé Durand, me remercièrent, en attribuant la méprise à la préoccupation de l'amitié et de la reconnaissance. La conversation devint générale, chacun dit son mot ; la ligne des douanes était immense, un mouvement perpétuel, des déplacements journaliers, et à des distances ! On ne se connaissait plus entre soi ; il fut surtout bien reconnu que l'administration avait tort.

— Mais, citoyens, leur dis-je alors avec solennité, il n'en faut pas moins que le service se fasse ; ce n'est pas un douanier qui refuse d'obéir aux lois de la République : mon lieutenant, voulez-vous bien faire visiter ma malle, voilà la clef.

Mon lieutenant sourit, le poste se récria universellement : « Allons donc, un confrère ! » Je pris congé, je remis la clef dans ma poche, je remontai dans ma voiture, on me souhaita un bon voyage et un court séjour dans ma nouvelle destination ; car je crois que j'avais indiqué Soubise (1) ou Marennes (2) pour mieux disposer à la compassion.

Un succès donne de la confiance, et la confiance ajoute des succès aux succès. C'est ainsi qu'on arrive aux places, aux honneurs, à la fortune ; moi, je ne voulais qu'arriver à Paris. Je n'avais plus qu'une formalité à remplir, celle de faire viser mon passeport de Hambourg par l'autorité supérieure à Anvers. Depuis quelques mois cette autorité s'appelait un préfet : c'était une institution de fraîche date créée de la volonté du nouveau pouvoir qui, sous le nom de premier consul, n'était déjà plus qu'un seul maître, soi-disant en trois personnes, dans la soi-disant république d'alors ; car la France en avait encore le nom, et les particuliers qui devaient bientôt se faire appeler sire, monseigneur, monsieur le duc, monsieur le baron, excellences, s'intitulaient encore citoyens. Je me rendis donc à l'hôtel de la préfecture d'Anvers, et je me présentai à l'audience du premier magistrat de ce département. On m'annonça sous le nom de M. de la Colombe. — Oui, citoyen préfet, c'est M. de la Colombe, émigré rayé, arrivant de Hambourg, qui vous prie de vouloir bien viser son passeport pour rentrer en France. — *Monsieur de la Colombe*, — dit le préfet d'Anvers en me regardant d'un air équivoque, et me parlant d'un ton que j'aurais dû trouver significatif ; — *Monsieur de la Colombe*, donnez-vous la peine de vous asseoir. — C'est à *M. de la Colombe* que j'ai l'honneur de parler. — Il n'y a pas longtemps que *M. de la Colombe* est à Hambourg. — Il n'y a pas longtemps que vous avez reçu votre radiation, monsieur *de la Colombe*. — Nous sommes enchantés, monsieur *de la Colombe*, de fournir aux Français émigrés les occasions de rentrer dans le giron de la mère patrie. — M. *de la Colombe* désire que son passeport soit visé pour Paris. — Je souhaite que M. *de la Colombe* n'éprouve aucun désagrément de son séjour dans la capitale. — Monsieur *de la Colombe*, je suis charmé d'avoir eu l'honneur de faire connaissance avec vous. — J'ai l'honneur de vous souhaiter un bon et heureux voyage, monsieur *de la Colombe*.

Et toujours M. de la Colombe ! ! ! Je ne pouvais pas m'empêcher de dire : Voilà un préfet qui est singulièrement poli ; mais est-ce qu'il a peur que les gens oublient leur nom ? Mes réflexions n'allèrent pas plus loin dans le moment : mais quelque temps après, j'appris que le préfet d'Anvers était l'inconnu qui m'avait adressé à Hambourg par un tiers la radiation de la Colombe avec lequel il avait été très lié autrefois. Alors j'eus le mot de l'énigme, et je m'expliquai la généreuse discrétion, l'innocent persiflage et l'obligeance réelle à mon égard de M. le préfet, qui, au lieu de me signer mon visa, aurait pu me dire mon fait sans que j'eusse aucun droit de me plaindre...

Me voilà en France, et débarquant à Paris, où je me trouvai aussi légalement abrité que tel régnicole qui n'en fût jamais sorti et qui ne se fût jamais mêlé de rien.

[illegible]

C'est à peu près là ce que chacun sent, ce que chacun dit en rentrant au pays, depuis Tancrède jusqu'à Potavéri, depuis le Français jusqu'au Hottentot : moi, je n'ai pas dit un mot de tout cela.

L'impression dominante chez moi, mon péché mignon depuis l'âge de vingt ans, toujours et partout, est une tendance à l'hilarité contemplative qui fait que j'admire peu, que je ne blâme guère, que je ne ris jamais aux éclats, mais souvent dans ma barbe, parce que j'ai tant vu de choses que je les estime à leur valeur, et tant vu de personnes, que pour louer les célébrités j'attends leur mort : j'ai éprouvé trop de méconptes en leur payant mon tribut d'admiration de leur vivant. Croyez donc qu'avec cette disposition de mon esprit, la France nouvelle me parut à son aurore une ridicule lanterne magique : au bout de quarante-huit heures de séjour à Paris, parmi les figures que j'ai reconnues, j'ai trouvé presque toutes les jolies femmes vieillies et les hommes changés.

Moi qui ai toujours fait belle jambe et qui n'ai jamais entendu raillerie sur les bas et les culottes courtes, en voyant tous les élégants en pantalons, je me disais : « Est-ce que la révolution a rendu les jeunes gens cagneux ! » Ce fut bien autre chose quand je vis des conserves sur des nez de vingt ans,

(1) [illegible]
(2) [illegible]

ou de jeunes yeux lorgnant avec un monocule (*sic*); je me dis : « Cette malheureuse révolution les a rendus myopes ! » Je savais bien qu'en général le public ne voyait pas plus loin que son nez; mais quand j'eus observé que c'était un ton, une mode, une grâce, et que toutes ces jeunes têtes étaient coiffées à l'Antinoüs, je ne doutai pas un seul instant que ce ne fût pour mieux ressembler au favori d'Adrien, et je m'en pris à l'histoire qui m'avait donné les lunettes pour une découverte moderne...

J'avais d'abord, par mesure de précaution, choisi le quartier le plus paisible et le moins orageux pour me loger : c'est dire que je m'étais établi près de la rue Saint-Louis, au Marais. Il n'y avait pas huit jours que je marchais dans Paris, posant un pied l'un après l'autre pour m'assurer de la solidité du terrain, lorsque je fis la rencontre la plus inattendue, d'abord la plus inquiétante en apparence, mais, dès les premiers mots, la plus heureuse et la plus utile pour moi. Je m'en souviens avec d'autant plus de reconnaissance et de plaisir, que mon premier sentiment dans cette rencontre fut la peur. C'est exactement pour les détails historiques la scène d'Almaviva et du Barbier de Séville. Ce brave homme, que je prenais pour tout autre chose, me mit dans le cas en me rangeant, et le voyant me toiser, de me dire : J'ai vu cette figure-là quelque part. « Je ne me trompas, dit-il, c'est vous, monsieur le chevalier. — C'est vous, d'Ossonville, lui dis-je avec un peu plus de confiance, et que faites-vous à Paris ! Je vous avais laissé en 91 maître d'un café au Petit-Carreau ! »

D'Ossonville (1) avait été élevé chez ma grand'mère et chez mon oncle le président. C'était un grand et bel homme d'une figure ouverte, que j'avais connu très leste, très fort, et d'une hardiesse vraiment rare : il avait pour arme offensive et défensive une petite baguette d'un pied et demi, grosse comme une houssine. Je le retrouvais plus âgé ; mais à l'extérieur, à peu près tel que je l'avais jamais connu. Cependant, d'après son caractère, il n'avait pas dû rester neutre dans la tourmente révolutionnaire ; et je ne savais que penser au premier abord d'un homme que j'avais perdu de vue depuis dix ans. Toute la différence qui existait entre nous et les personnages de Beaumarchais, c'est que je n'étais pas un grand d'Espagne, que nous étions sur le pavé de Paris, que le brave d'Ossonville était, a toujours été et est encore le plus honnête et le meilleur des hommes ; car, du reste, son récit ressemblait fort à celui de Figaro.

« Oui, me dit-il, j'étais, quand vous avez quitté la France, à la tête d'un café. Je devins ce qu'ils appelaient officier de paix ; j'avais la surveillance des Tuileries. Vous pouvez penser qu'il n'y a pas de marques de dévouement que je n'aie données à notre malheureux roi et à son auguste famille, pas d'avis utile que je ne leur aie fait transmettre au château pour leur repos, leur sûreté, leur salut. On me faisait l'honneur de me recevoir et de m'écouter comme un serviteur sur lequel on pouvait compter. Après la fameuse journée du 10 Août, je fus arrêté et mis en jugement. Je plaidai ma cause moi-même, je défendis ma tête avec courage et éloquence ; comme *j'avais l'avantage* de n'être pas noble et d'appartenir au peuple, on fut forcé de me pardonner d'avoir fait mon devoir, et je fus acquitté. Je pris la livrée révolutionnaire et je n'en portais pas moins dans mon cœur les Bourbons et tous les honnêtes gens. J'en ai sauvé tant que j'ai pu ; beaucoup qui le savent, bien plus encore qui ne s'en doutent pas, parce que je ne le leur ai jamais dit, de peur que leur indiscrète reconnaissance ne me compromît et ne m'empêchât d'en servir d'autres. Adroit, ne craignant rien, jamais d'autre arme que le petit bâton de Jacob, que vous voyez ; tout au plus, de fois à autre, une paire de pistolets dans mes poches, dont je n'ai jamais été dans le cas de faire usage ; probe, quoique ayant carte blanche pour mes dépenses, qui étaient toujours payées sans examen. Le Comité de sûreté générale m'a souvent envoyé en mission avec des pouvoirs supérieurs aux Représentants du peuple eux-mêmes. C'est ainsi que j'ai pu rendre de grands services en faisant disparaître les pièces qui pouvaient perdre des familles entières. J'emportais les dossiers quand je m'étais assuré qu'on ne s'était pas encore occupé de l'affaire aux comités. C'est ainsi que M. le comte et madame la comtesse de Toulongeon, les parents de vos parents, me doivent leur salut. Ah ! que n'ai-je pu sauver votre malheureux oncle ! mais je n'ai pas su ses dangers ; les scélérats ont été si vite ! Enfin j'ai été mis en prison moi-même, j'en suis ressorti, j'y suis rentré selon que les partis de la même faction, qui se disputaient le pouvoir, le perdaient ou le regagnaient de trois mois en trois mois : enfin le 9 thermidor est arrivé. Les complices de Robespierre se sont donné les gants de la vengeance du ciel, dont ils n'ont été que les instruments. Ainsi accueilli dans un temps, emprisonné dans l'autre, et partout supérieur aux événements, loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, aidant au bon temps, supportant le mauvais, bravant les méchants, vous voyez enfin un homme de mon activité et de mon caractère, commissaire dans un quartier où l'on se couche à neuf heures du soir, mais prêt à vous servir en tout ce qu'il vous plaira de m'ordonner.

« J'ai fini par être déporté dans la meilleure com-

1. Baptiste *D*[illegible] Agent de police secrète au service de Louis XVI, [illegible] Salut public et du Directoire, de Napoléon, de Louis XVIII et de Charles X. — Voir sur lui les *Mémoires* du comte Durfort de Cheverny, t. II, et [illegible], ch. XVI.

pagnie du monde. Cet épisode-là est une espièglerie de Fouché qui me la revaudra, ou je ne pourrai. Tant il y a que j'ai fait le voyage avec... et Pichegru donc ! C'est qu'ils avaient perdu la carte ! ce que c'est que de grands personnages, des hommes d'État, des guerriers fameux, quand ils ne sont plus sur le terrain de leurs habitudes !...

« C'est moi qui là-bas ai trouvé un bateau, préparé notre fuite, et qui les ai fait arriver six avec moi sains et saufs à Surinam. J'ai bien pensé à vous, monsieur le chevalier ; savez-vous qu'il n'est pas plus aisé de se sauver de Cayenne que de Pierre-en-Cize, quoique ce soit de plain-pied ; il y a des difficultés partout. Enfin je suis revenu de Cayenne comme le beau Léandre, j'ai eu pendant un temps le vent debout ; de nouveau, je l'ai en poupe, *et prêt à vous servir en tout ce qu'il vous plaira de m'ordonner*, comme dit le héros de Beaumarchais, qui n'en a pas tant vu que moi. Je suis connu comme Barrabas à la Passion ; ici, je les connais tous, bons ou mauvais. Parlez, vous n'avez qu'à dire. »

La rencontre fut aussi bouffonne pour moi que salutaire. Par les soins de mon ami d'Ossonville, j'acquis d'abord la certitude que je n'étais pas sur la liste des émigrés. On avait bien eu l'intention de m'y mettre ; mais les prénoms n'étaient pas exacts, l'un d'eux étant oublié ; il n'y avait pas identité. Telle était la bizarre législation établie, la lettre tuait ou sauvait ; mais, quand elle y était, quand les noms et prénoms étaient bien mis, vous étiez réputé émigré, eussiez-vous même présenté pour certificat de résidence, depuis 1792, les écrous de vos prisons sans interruption.

Quand je vis que je n'étais pas sur la liste, je ne restai pas en si beau chemin, je fus assez effronté pour demander mon compte et ma liquidation. Mais je suis resté en instance, parce qu'il arriva un moment où je jugeai à propos de prendre pour procureur un homme de bon conseil : *Jacques Déloges*. J'avais vu le 3 nivôse (1) assez tranquillement : je n'avais entendu que le bruit de l'explosion de la rue Saint-Nicaise, et je n'étais pas dans le secret : mon ami d'Ossonville m'avait assuré que Fouché tournait contre les bonnets rouges la colère de Jupiter, premier consul. Mais je vis, quelques jours après, mettre au Temple des personnages d'une couleur tout à fait blanche ; je me persuadai que l'air de Paris ne valait rien pour ma santé, que je pouvais en aller respirer un plus pur. La maladie du pays me prit en sens inverse ; j'éprouvai le besoin d'en sortir plus vivement encore que la curiosité d'y rentrer n'était venue me saisir à Hambourg. Je savais bien qu'à moins d'aller en Angleterre, hors de France je serais toujours sous la même domination, visible ou invisible ; mais le Temple, mais Vincennes, mais la plaine de Grenelle, étaient pour moi tous les charmes du paysage de Paris : je voyais bien que le locataire des Tuileries avait juré que le soleil ne se coucherait pas sur ses terres, et on le laissait faire ; je devais penser et je pensai que les rayons de l'astre malfaisant me brûleraient moins quand j'en serais plus loin. Je dis : *Italiam ! Italiam !* Je pensai qu'au fond du golfe de Venise, dans la mer Adriatique, j'avais un second foyer domestique, une maison fraternelle où mon aîné, le chef de la famille, avait réassis nos dieux lares. Je m'écriai donc : *Italiam ! Italiam !*

D'Ossonville m'avait procuré, en cas d'événement, des passeports sous un nom faux et un signalement vrai : bien m'en prit d'en profiter en temps utile. Le jour de mon départ, le pauvre d'Ossonville, mon baromètre politique, reçut, par une suite de la bienveillance de Fouché, l'invitation d'aller en exil à Melun jusqu'à nouvel ordre. Je ne m'en acheminai que plus vite vers Trieste et le plus directement que je pus. Je ne regardai derrière moi qu'après avoir passé la frontière de mon pays natal, où, sous le bénin Bonaparte, personne n'était ce qui s'appelle assuré de coucher dans son lit.

Le mot de prison m'a toujours fait dresser les oreilles comme à un lièvre, et j'étais singulièrement ferré sur la topographie de la France, article châteaux forts. J'aurais voulu que des anges pussent emporter la diligence de Paris à Turin, comme ils ont fait de la maison de la sainte Vierge, de Capharnaüm à Notre-Dame de Lorette (1) ; car j'ai vraiment eu le cauchemar et le frémissement de Bléton, quand il sentait un cours d'eau souterrain, dès que je me suis trouvé au degré de latitude où je laissais sur ma gauche le château de Joux (2), où était M. de Suzannet (3), quand j'ai vu, en longeant le Doubs, la citadelle de Besançon au-dessus de ma tête à gauche ; j'ai respiré plus librement en entrant à Lyon par le faubourg de Vaise, et en reconnaissant, sur ma droite, que Pierre-en-Cize était par terre, et qu'on n'y mettrait plus personne, à moins de le rebâtir, et je me dis : « Ah ! me voilà sûr que ce pauvre

[illegible]

nale.

[illegible]

2. Prison d'État sur la vallée du Doubs, qui commande, près de Pontarlier, l'entrée de la Suisse.

[illegible]

au fort de Joux (1801-1802). Exilé en 1804. Fait maréchal de camp par Louis XVIII, en 1814. Tué au soulèvement de la Vendée pendant les Cent-Jours.

M. de L..., qui voulait si bien en sortir, n'y est plus à présent. »

Non ignaros mali miseris succurrere disco.

C'est ainsi que, le cœur plein de si charitables pensées, je passai le jour même ou le lendemain le Pont-Beauvoisin; et de clochers en clochers, de messes en messes, de bons catholiques en bons catholiques, je traversai le royaume d'Italie, la ci-devant république de Venise, où je ne vis plus le lion de Saint-Marc, puisque je l'avais laissé à Paris devant les Invalides; je ne cherchai pas le *Bucentaure*, mais une petite felouque que je trouvai, par une suite de mon bonheur accoutumé, toute prête à appareiller pour Trieste. La felouque me reçut, mon bagage et moi: la mer, qui se laissait tous les ans épouser par le doge de Venise, ne me parut pas s'apercevoir du poids léger dont je vins charger son dos, et je débarquai à bon port dans la capitale de ce qu'on devait appeler quelque temps les provinces Illyriennes; et sans prévention, je trouvai l'air meilleur.

LIVRES NOUVEAUX

« Le mauvais désir. »

Le début de M. Lucien Muhlfeld dans le roman est à signaler. M. Muhlfeld n'était connu jusqu'à présent que par des articles de critique, très intelligents, aussi malveillants d'ordinaire que le lecteur pouvait le souhaiter, mais qui révélaient un sens littéraire très aiguisé et même très aigu. Il se hasarde aujourd'hui dans le roman, et il y marque sa place avec distinction.

Il y a lieu d'abord de le féliciter d'avoir renoncé à la triade si consacrée qu'elle semblait devenue obligatoire. « Le mari, la femme et l'amant? — Non! — Non? — Non! — Pas possible! — Il faut croire que si. » Il n'y a pas de mari dans le roman de M. Muhlfeld. Absence de mari. L'absence de mari, cela soulage, comme disait cette femme aimable. Cela ne soulage pas seulement les femmes aimables. C'est un bien grand soulagement pour le lecteur.

Félicitations encore : très peu de « mœurs parisiennes ». Sauf deux ou trois *cinq heures*, et courts, comme il serait à souhaiter que fussent tous les cinq heures, et après tout, rendons-les courts en ne les hantant point; sauf un ou deux déjeuners au cercle; sauf deux ou trois matinées à la Bodinière; et, d'ailleurs, elles sont excellentes, et il y a là un professeur pour dames, cornac d'étoiles, que je vous recommande; sauf donc une vingtaine de pages, ce qui suffit, point de mœurs parisiennes. Le roman est à peu près tout entier un pur roman psychologique.

Ce n'est pas à dire, pour tout cela, qu'il soit un roman de famille; et les familles sont prévenues. C'est un roman, au contraire, qui, en vérité, est instructif même pour des lieutenants de dragons. Il n'évite point les indications analogues à celles de l'*Ars amandi* du bon Ovide, ou, s'il les évite, il ne réussit pas à ne point les rencontrer mais, enfin, le fond de l'ouvrage est diligemment et savamment psychologique, et ce n'est que pour cela que je m'y arrête.

On voit même que l'auteur s'est documenté : dans les souvenirs d'abord, et sans me piquer du flair d'artilleur, j'ai senti çà et là, en le lisant, quelque odeur éparse d'autobiographie; ensuite dans les livres qui sont classiques relativement à la question. Il a lu l'*Éthique* de Spinoza, le livre de chevet de Flaubert et de M. Bourget. Il a lu l'*Amour* de Stendhal, et, par parenthèse, on voit qu'il ne l'a pas trouvé bon, en quoi, si antipathique par ailleurs à M. Muhlfeld, je me trouve en pleine communauté de sentiments avec lui. Il a lu *Fanny* de Feydeau, et l'a goûtée, ce dont je suis heureux. Ces choses-là font plaisir aux gens de mon âge.

Bref, il s'est informé. Il a eu raison. Et il nous montre qu'il s'est informé. Il a tort. Il ne faut jamais, dans un roman, révéler la documentation. Cela donne brusquement à l'œuvre un air didactique, et l'air didactique jette un froid. Mais nonobstant, M. Muhlfeld s'est documenté, et moi, en tant que critique, je ne puis pas lui en vouloir.

Ne pas croire d'après ce qui précède que le *Mauvais désir* soit un « art d'aimer ». C'est plutôt un art de la jalousie. C'est un traité de la jalousie virile. La jalousie virile est très différente, comme on sait, de la jalousie féminine ; elle est extrêmement rare comparativement à celle-ci, puisque la jalousie est presque exceptionnelle chez les hommes et est universelle chez les femmes ; elle est très intéressante, du reste, parce qu'elle est beaucoup plus complexe que la jalousie féminine et soulève et excite tout un peuple de passions très différentes les unes des autres.

Le *cas* choisi par M. Muhlfeld pourrait bien être le cas type, la jalousie à l'état pur, à l'état absolu, sans mélange d'aucun affluent. C'est, en effet, la jalousie d'un homme qui n'aime pas. M. Cauzel n'aime pas Mme Aubert, jeune divorcée qui l'adore absolument et exclusivement. Il n'aime pas Mme Aubert. Il est sensuel, extrêmement, et avec des puissances un peu inusitées qui étonneront un peu les Parisiens; mais il n'aime pas.

Entre quatre heures et demie et cinq heures, quand Mme Aubert n'arrive pas, est en retard, il est partagé entre une assez grande satisfaction de cette absence et une inquiétude sur la question de savoir où *elle* peut bien être. Et ceci est précisément la jalousie sans amour.

M. Cauzel trompe Mme Aubert, sans en éprouver ni remords, ni regrets, ni inquiétude, ni absolument quoi que ce soit. Il n'aime pas.

M. Cauzel est éloigné par ses fonctions, pour un temps assez long, de Mme Aubert, et son *premier* mouvement est l'allégresse et l'élan joyeux du collégien qui part en vacances. Et son second mouvement est une angoisse, et il se demande avec un serrement de cœur ce que pourra bien faire Mme Aubert pendant ce temps-là ; mais sa première sensation a été de délivrance. Il n'aime pas.

Il est même de ceux qui n'aimeront jamais, et qui ne sauront même pas ce que c'est ; car il est sensuel avant d'être sentimental, et si le sentiment mène à la sensualité, jamais la sensualité n'a mené au sentiment. Aucun amour n'est l'amour s'il n'a pas commencé par être une amitié.

Donc Cauzel est jaloux sans amour ; et c'est ce que j'appelais proprement la jalousie à l'état pur.

Je suppose qu'il ne se trouvera aucun naïf pour nous dire : « Comment cela est-il possible ? » Rien n'est plus réel, et rien n'est plus naturel. On aime parce qu'on aime et l'on est jaloux parce qu'on s'aime soi-même. On aime par amour et l'on est jaloux par amour-propre. « Il y a dans la jalousie plus d'amour-propre que d'amour », dit La Rochefoucauld. Et encore : « Ce qui rend les douleurs de la jalousie si aiguës, c'est que la vanité ne peut servir à les supporter. » Et j'ajouterai : ce qui rend la jalousie insupportable, c'est que non seulement la vanité n'en console pas, mais c'est elle qui souffre. Donc il est tout naturel d'être jaloux sans aimer.

Mais il y a plus. C'est la jalousie sans amour qui est la plus douloureuse parce qu'elle n'est accompagnée de rien qui la console. Celui qui est jaloux et qui aime est consolé de sa jalousie par son amour. Comme « le plaisir de l'amour est d'aimer » et non autre, quand on est jaloux étant amoureux, la jalousie, ici, trouve un adoucissement dans sa source même. C'est pour cela, comme le dit encore l'inépuisable moraliste, que « l'on pardonne tant que l'on aime ». On pardonne tant que l'on aime parce que la jalousie, qui est une souffrance, est tempérée par l'affection qui est un plaisir, et, par suite, elle n'est pas intolérable. Mais la jalousie qui est sans amour et qui n'en vient pas, est sans consolation, sans tempérament et sans allégeance. Elle est une pure et simple maladie de l'amour-propre. Il n'y a rien à faire à cela.

Et tel est M. Cauzel, que nous ne vous donnons pas comme un homme aimable, et que nous ne vous souhaitons pas de rencontrer sur votre chemin si vous portez cornette ; mais qui est un cas extrêmement intéressant.

Une remarque sur la forme que prend la jalousie chez M. Cauzel, ou plutôt sur la forme que l'auteur dit qu'elle ne prend pas. Vous connaissez assez, ne fût-ce que par M. Bourget, l'admirable théorie de Spinoza sur l'hallucination dans la jalousie, sur cette *vision matérielle* de l'infidélité de la femme aimée. Or M. Cauzel a-t-il la vision ? ou M. Cauzel ne l'a-t-il pas ? Question de haute psychologie. Non, répond l'auteur, Cauzel n'a pas la vision. Il l'affirme lui-même : « Il est très rare qu'on soit tourmenté par la vision d'une impudeur. » — Je ne suis pas de l'avis de M. Muhlfeld. Cauzel est un sensuel : il doit avoir la vision. L'intellectuel, le sentimental jaloux n'a pas la vision. Il est tout aussi jaloux que s'il l'avait, je crois ; mais il ne l'a pas. Le sensuel l'a toujours, et c'est la forme même, la forme aiguë, de sa jalousie, c'est la forme même de la maladie où il est en proie.

Mais encore, me dira-t-on, ce Cauzel qui a la jalousie à l'état pur, de quoi est-il jaloux ? Car encore, faut-il bien que sa jalousie ait un objet. — Mais, s'il vous plaît, il est jaloux de tout ; et c'est ce qu'il y a de plus naturel encore. Vous avez connu des gens qui étaient jaloux du passé. C'est très répandu. Vous en avez connu qui étaient jaloux de l'avenir. Non ? Allons donc ! Tous les vieillards sont jaloux de l'avenir, à tel point que cette préoccupation, quelquefois, leur ferme les yeux sur le présent. Eh bien, l'homme qui est jaloux du passé ou de l'avenir, de quoi souffre-t-il ? D'un mal réel ? Non. De quoi donc ? D'une possession limitée, d'une possession incomplète, de se dire : « Elle m'appartient ; mais elle ne m'a pas toujours appartenu ; elle m'appartient ; mais elle ne m'appartiendra pas toujours. »

Or, cette souffrance qui vient du sentiment de la possession incomplète a toujours une matière, trouve toujours une matière, quelque dévoué, dans le sens complet du mot, que soit l'être aimé. Personne au monde ne vous appartient complètement. L'être que nous possédons nous échappe tellement, par ses fréquentations, par ses habitudes, par ses pensées, par mille fuites parfaitement involontaires, du reste, que la possession est toujours infiniment limitée, infiniment incomplète, et à tel point que le mot possession lui-même est la plus amère des ironies, pour être le plus fou des non-sens.

Voilà pourquoi il arrive si souvent à ceux qui aiment, et ils en sont assommants, par parenthèse, de vous reprocher de n'être pas jaloux : « Vous n'êtes pas jaloux, vous ne m'aimez pas. » Traduisez : « Vous n'êtes pas insupportable, donc vous n'êtes pas amoureux. » Oui ; mais tout de même, ils ont raison. Cela veut dire : « Vous ne souffrez pas de ce qu'une possession a toujours de misérablement, de ridiculement incomplet. Cela équivaut presque à ne pas désirer posséder. Vous ne m'aimez pas puisque vous ne m'aimez pas plus qu'il faut. »

C'est vrai. Un propriétaire qui, comme tous les propriétaires, avait la fureur de s'arrondir, me disait : « Moquez-vous! Celui qui ne désire pas tout ce qu'il n'a point, c'est qu'il n'aime pas ce qu'il a. C'est un faux propriétaire. Moi, je suis un vrai propriétaire. »

Il raisonnait juste. Cauzel de même. Il souffre exactement de tous les moments qu'il ne passe pas avec Mme Aubert, et il est jaloux de toutes les parties de l'espace qui contiennent Mme Aubert quand elle n'est pas chez lui. Il jalouse le monde, les salons, les théâtres, les rues et la Bodinière. Il reprend le fameux couplet de Corneille : « Je suis jaloux, Psyché, de toute la nature. » Ceci a été dit par tout homme qui aimait et encore plus par tout homme qui, sans aimer, était jaloux; parce que celui qui aime prend un certain plaisir au sacrifice, pourvu qu'il ne soit pas gros, tandis que celui qui n'aime pas est incapable de tout esprit de sacrifice, et est en proie tout entier à l'esprit de possession, lequel est illimité, de sa nature.

Aussi c'est très vrai et assez profond ce que dit Cauzel du jeune amoureux qui était jaloux de « Fanny ». L'amoureux de Fanny est jaloux, comme on sait, du mari (ce qui par parenthèse a paru d'une stupide invraisemblance aux critiques du temps. J'ai les textes. Je n'ai pas le loisir de les citer. Oh! les critiques! Pauvre nous!) Il est donc jaloux du mari, et non sans cause : « Mais, dès lors, dit Cauzel, le cas imaginé par le romancier est trop simple. Il décrit une douleur *justifiée* et évidente. Vraiment nous sommes plus compliqués que cela... Ce n'est pas là de la jalousie. Le propre de la jalousie est d'être déraisonnable. Savoir est déjà une détente. Le vrai jaloux, disait Desfeuilles, n'est pas celui qui sait; mais celui qui doute. »

Desfeuilles disait cela; j'en félicite son érudition, car on lit dans La Rochefoucauld : « La jalousie se nourrit dans les doutes. Sitôt qu'on passe à la certitude, elle devient fureur ou elle finit. » Il n'en est pas moins que Cauzel voit très clair dans son aimable cœur. Il souffre d'une jalousie qui n'est pas *justifiée*, qui n'a pas d'objet précis, qui, par conséquent, les a tous, et qui par suite n'en est que, sinon plus forte, du moins plus agaçante, étant multiple et à chaque instant renouvelée. Où il a tort, c'est quand il se dit plus *compliqué*. Non, son cas est aussi simple qu'un autre. Il est autre, seulement; il est particulier. Il consiste à être jaloux de tout au lieu d'être jaloux de quelqu'un. C'est intéressant; mais c'est simple.

A ce propos, le seul reproche un peu grave que je ferai à M. Muhlfeld c'est d'avoir précisément, à un moment donné, changé la nature de la jalousie de Cauzel, et d'avoir, de cette jalousie indéterminée, fait une jalousie à objet précis. A un certain endroit du récit, Cauzel devient jaloux d'un bon géant qui fait une cour timide à Mme Aubert, et cela dure quelque temps. Cela me paraît une faute. Cela fait de Cauzel, pour un temps, un jaloux comme un autre, un jaloux comme Othello ou comme le Barbouillé. Il n'est plus le jaloux *en soi* qu'il était. Cela modifie son caractère et le caractère aussi de tout le roman.

Sans doute, rien n'est plus naturel que ce fait que la jalousie indéterminée se transforme à tel moment en une jalousie circonscrite, et d'impersonnelle devienne personnelle. C'est tout simple. Seulement, pour la bonne composition du roman, il faudrait que cette transformation arrivât à la fin, comme une espèce de conclusion psychologique. De même aussi que ce pourrait être l'inverse, et ceci encore serait juste et bien disposé : un monsieur jaloux d'abord de quelqu'un, puis quand l'objet de sa jalousie aurait disparu, restant jaloux d'une façon générale, comme d'habitude prise et comme d'une blessure une fois faite qui s'élargit et se creuse toujours. Mais dans le *Mauvais désir* ce n'est ni l'un ni l'autre. Cauzel est d'abord jaloux de tout le monde; puis il est jaloux de Bargeaud; puis il redevient le jaloux de l'univers. C'est d'une composition un peu flottante, et, du reste, encore mieux valait-il, pour l'unité et la netteté de l'étude entreprise, que, d'un bout à l'autre du roman, la jalousie de Cauzel gardât le même caractère, celui de *la maladie du soupçon, s'appliquant à tout, dans l'âme triste d'un homme qui, n'étant que sensuel, est incapable d'amour.*

Je n'ai pas besoin de dire après ces observations que le *Mauvais désir* n'est pas un livre gai. C'est un livre profond et triste et de plus en plus amer, qui rappelle les romans de la fin du XVIIIe siècle. On ne saurait croire combien les *Liaisons dangereuses*, qui du reste sont un chef-d'œuvre, ont eu d'influence sur toute la génération littéraire qui a suivi 1870. On sait que M. Bourget lui-même, quoique capable de s'en affranchir, n'a pas laissé de subir lui-même cet empire. Toute cette littérature semble être sortie d'un mot que dit Renée Mauperin dans le roman qui porte son nom : « Les romans, oui; c'est assez gentil. Mais pourquoi parlent-ils tous d'amour? Pourquoi n'y a-t-il que de l'amour dans les romans, alors qu'il n'y en a pas du tout dans la vie? » Eh bien, précisément, les romanciers modernes se sont ingéniés à faire des romans d'où l'amour fût absent et où fût étalée l'immense tristesse de ceux qui aiment sans amour. C'est infiniment intéressant; mais il en reste à la bouche une saveur âcre.

Il n'en est pas moins vrai que le *Mauvais désir* est une œuvre très distinguée. J'avertis qu'il faut la lire jusqu'au bout parce que le commencement, à franchement parler, est franchement mauvais; mais à partir de la centième page le livre est bon, et à la fin

il est tout à fait remarquable. Il est peu de choses qui soient plus pénétrantes que l'analyse, dans toute leur suite, des sensations de Cauzel, après la mort de sa maîtresse. Ce sont là, absolument, de maîtresses pages. Le début de M. Muhlfeld dans le roman est un incident littéraire à quoi il faut faire attention. C'est une très grande promesse.

[illegible]

LA GRÈVE GÉNÉRALE

La grève générale c'est la « tarte à la crème » de tous les révolutionnaires. C'est sur elle qu'ils comptent pour forcer la bourgeoisie à mettre les pouces et accepter leur loi. Il nous semble donc utile d'examiner cette arme que ceux-ci trouvent formidable et irrésistible et que d'autres bafouent comme un jouet d'enfant.

Il existe diverses conceptions de la grève générale, au moins deux entièrement différentes, sinon opposées.

Pour les uns, les allemanistes par exemple, cette « guerre des bras croisés » doit avoir un caractère essentiellement pacifique. C'est un simple refus de travail, devant démontrer au monde entier que toute la vie sociale est l'œuvre des travailleurs. Les chemins de fer vont s'arrêter, le gaz ne sera plus produit, et c'est sur l'arrêt de ces deux organismes que nos hommes comptent le plus. Paris manque de vivres, les boulangeries sont assiégées, dès la tombée du jour les rues sont noires : épouvantés et affamés, les « bourgeois » fuient la capitale, laissant la place aux ouvriers vainqueurs et pacifiques. Je connais de braves gens qui font dans leurs caves des provisions de pommes de terre pour ce moment critique.

Bien différente est la conception des anarchistes. Tout le mouvement social est arrêté par l'interruption des communications et le manque de gaz. Nombreuses sont en effet les industries qui s'alimentent par des moteurs à gaz. L'ouvrier, le ventre creux, ne songe pas à travailler. Des groupes se forment affamés et féroces, s'emparent des épiceries, des boutiques de marchands de vin, des boulangeries et s'y installent, après avoir tué le propriétaire légitime, si celui-ci a la mauvaise grâce de ne pas vouloir céder. Ces actes se répétant partout en même temps, dans toutes les rues, dans tous les quartiers, le même jour, que pourra faire la police impuissante? que pourra faire l'armée? Les prisons seraient insuffisantes d'ailleurs à contenir tous les perturbateurs. Tel est le joli tableau que nous tracent les partisans de l'acte individuel et de la propagande par le fait.

Cette idée de la grève générale ne date pas d'hier. Le journal [illegible] du 27 mai 18[illegible] [illegible]sait déjà cette formule magique : « Lorsque les grèves, disait ce journal, s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale : et une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui, ne peut qu'aboutir à un grand cataclysme, qui ferait faire peau neuve à la société. »

L'écrasement de la Commune écarta pour longtemps en France les ouvriers des théories révolutionnaires, et lorsqu'un parti ouvrier se reconstitua en 1879, ce fut un parti politique, n'ayant d'ouvrier que le titre, restant imbu de la doctrine parlementariste et affirmant sa filiation avec le grand parti marxiste allemand. Sa tactique était essentiellement contraire à celle de l'Internationale, son principe se basait sur l'expropriation politique de la bourgeoisie devant précéder son expropriation économique.

Aussi, lorsque fut présentée la loi de 1884 sur les syndicats, le soi-disant parti ouvrier présenta cette loi comme un piège aux ouvriers. La classe dirigeante pouvait-elle faire une concession gratuite à la classe ouvrière?

Les ouvriers ayant accepté la loi, malgré les avertissements intéressés des politiciens socialistes, et créé des syndicats et des fédérations de syndicats, le parti politique essaya de mettre la main sur ces fédérations et y réussit quelque temps.

Cependant l'idée de la grève générale hantait de nouveau les esprits; mais deux courants se dessinaient : l'un favorable à la grève générale des travailleurs d'une seule profession, l'autre à la grève simultanée des travailleurs de toutes les industries essentielles au fonctionnement de la société.

Le parti marxiste vit, dans cette imprécision, un moyen de combattre une idée contraire à l'évolution politique du socialisme, un dérivatif possible à l'idée imminente d'une grève générale, qui allait hanter les esprits populaires et les détourner des préoccupations électorales. Le Congrès de Lille (octobre 1890), à la demande de Mme Aveling, vota la résolution suivante, qui *restera la loi du Parti :*

« Considérant que la grève générale proprement dite, c'est-à-dire le refus concerté et simultané du travail par la totalité des travailleurs, suppose et exige pour aboutir un état d'esprit socialiste et d'organisation ouvrière, auquel n'est pas arrivé le prolétariat;... que la seule grève qui ne soit pas illusoire ou prématurée est celle des mineurs de tous les pays appuyés dans leur sortie générale des fosses par les ressources des autres corps de métiers; qu'elle a été soumise au Congrès de Jolimont et renvoyée à l'étude des intéressés;... le Congrès décide : les Fédérations, Groupes et membres du Parti sont invités à appuyer de toutes leurs forces la grève internationale des mi-

neurs, au cas où elle serait votée par ces derniers. »

La grève générale de toutes les industries, combattue à outrance par les groupes politiques du parti socialiste, fut présentée pour la première fois le 4 septembre 1892 au Congrès broussiste de Tours, par M. Fernand Pelloutier, délégué des Bourses du Travail de la Loire-Inférieure.

Le Congrès prit en considération la proposition de grève générale qui lui était soumise.

Quelques jours plus tard, le 20 septembre, le premier Congrès national de la Fédération des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers, qui se tenait à Marseille, votait dans le même sens; mais le Congrès guesdiste, congrès politique qui se composait absolument des mêmes éléments que le Congrès de la Fédération et suivait ce dernier à trois jours d'intervalle, revenait sur ce vote et enterrait la proposition de grève générale sous la question préalable. C'est même pour éviter le renouvellement de semblables contradictions que le Congrès politique précéda dorénavant le Congrès corporatif, auquel il devait dicter son ordre du jour et le sens de ses décisions. Le vote, il est vrai, fut loin d'être unanime. Une discussion assez vive s'éleva entre MM. Lafargue, Jourde et Ferroul d'une part, Thivrier et Antide Boyer d'autre part. On put même croire un instant à une scission dans le parti guesdiste.

Le Congrès corporatif, tenu à Paris en juillet 1893, s'occupa à nouveau de la question et vota, sous le coup de l'émotion produite par la fermeture de la Bourse du Travail, la préparation de la grève générale par des conférences et des brochures.

La grève générale était donc alors énergiquement soutenue par les organisations ouvrières, la Fédération des Bourses, les partis blanquiste et allemaniste ; elle était au contraire violemment combattue par les guesdistes et la Fédération nationale des syndicats, sur laquelle ils avaient mis la main.

Une grande bataille entre ces différentes organisations s'ouvrit le 17 septembre 1894 à Nantes, dans un Congrès où ces divers éléments étaient représentés. La discussion sur la grève générale dura trois jours pleins, et, du consentement même du Congrès, finit par se circonscrire entre le guesdiste Raymond Lavigne, de Bordeaux, et l'avocat patenté de la grève générale, M. Briand.

« La minorité, disait le premier, répudie la grève générale, parce que, le jour où elle serait possible, le peuple n'aurait qu'à s'emparer pacifiquement des pouvoirs publics, avec l'aide du suffrage universel. »

« La majorité l'adopte, répondait le second, parce qu'il est clair que le capital, s'il voit sa fortune trahie ou sur le point de l'être par le suffrage universel, n'hésitera pas, avant que celui-ci ait définitivement déplacé l'axe de la politique, à le mutiler ou même à l'anéantir. Qu'arrivera-t-il? C'est que le peuple, voulant donner libre cours à sa colère, mais n'étant pas organisé pour soutenir une lutte, que les conditions économiques auront rendue différente des luttes antérieures, en sera réduit à l'action de la rue, devenue impossible par suite des perfectionnements introduits dans l'armement militaire.

Par 65 voix contre 37 et 9 abstentions, la grève générale fut acclamée. Les guesdistes, battus et pas contents, quittèrent le Congrès.

La grève générale semblerait donc l'arme préférée des ouvriers français. Comment se fait-il qu'elle ait si misérablement abouti dans leurs mains ?

On a vivement blâmé M. Guérard d'avoir *décrété* la grève générale des chemins de fer et on l'a ridiculisé du piteux résultat auquel il est arrivé. Il faudrait cependant voir si M. Guérard n'a pas été encouragé dans son œuvre pour les membres mêmes de son syndicat.

Un chef de gare syndiqué écrivait dernièrement à ce syndicat :

« Les députés ont voté une loi toute en notre faveur, mais vous avez pu voir qu'ils comptent bien qu'avec l'aide du Sénat elle restera lettre morte... *Si la loi est repoussée et que le syndicat n'ait pas fait acte d'énergie d'ici la fin de l'année, je croirai que nous sommes une majorité de lâches et d'imbéciles bons à mener à coups de fouet*, et je donnerai ma démission de syndiqué. »

Un autre chef de gare écrivait encore :

« Qu'attendez-vous, amis? Quand faudra-t-il qu'aux portes de ma gare je colle l'écriteau : *Fermé pour cause de grève? J'attends le signal...*

« Les femmes gardes-barrières du réseau de l'État ont signé, pour être remise à leur directeur, une déclaration l'informant que, si leur salaire n'était pas largement augmenté, *elles préféreraient quitter leur poste.*

« Les poseurs de la voie de toutes les compagnies, les hommes d'équipe, les aiguilleurs, les conducteurs, les mécaniciens et chauffeurs, *tous les employés de chemins de fer en un mot sont las d'attendre.* »

M. Guérard pouvait donc se croire autorisé à déclarer la grève, certain que ses camarades le suivraient. Réunis dans leurs congrès corporatifs, ils votaient d'enthousiasme la grève générale, ils sommaient leur Conseil d'administration de la déclarer dans le plus bref délai, s'inquiétant seulement de savoir si d'autres syndicats les suivraient dans cette voie.

Eh bien! une grève colossale éclate à Paris, toutes les industries du bâtiment sont prêtes à suivre le mouvement commencé avec une véritable énergie, le conseil national du syndicat des chemins de fer croit le moment bien choisi, il fait le signal si impa-

tiemment attendu, et une douzaine seulement de malheureux quittent le travail et se voient immédiatement révoqués.

Comment expliquer cet échec lamentable?

« L'échec de la grève des chemins de fer, nous écrit un des hommes qui sont à la tête du mouvement révolutionnaire, a eu pour cause (j'ai honte de l'avouer) la *peur*, la peur la plus hideuse, une peur telle qu'aujourd'hui des sections de province qualifient l'attitude de Guérard de criminelle, alors qu'il y a quatre mois elles réclamaient à grands cris la grève le plus immédiatement possible. »

Quelques perquisitions ont suffi à arrêter ce beau feu. Et encore il faut tenir compte de ce que les ouvriers réunis en congrès s'échauffent de leur éloquence et veulent paraître les plus énergiques et les plus décidés. Rentrés chez eux, ils se sentent isolés et attendent que leurs voisins commencent. Et les voisins ont la même attitude. N'y a-t-il pas une famille, une femme, des enfants, que leur décision va plonger dans la plus noire misère? L'ouvrier d'état peut être chassé par son patron, il en retrouvera un autre. L'ouvrier de chemins de fer, révoqué par sa compagnie, n'a pas l'espoir de rentrer dans une autre. Il est lié et sa seule consolation est de médire de ses maîtres, de clamer bien haut qu'il faut détruire leur tyrannie, sans pouvoir jamais mettre à exécution ses projets les plus violents.

LÉON DE SEILHAC.

AU TZAR

Le désarmement et la paix.

Là-bas, dans son palais d'or, de pourpre et de soie,
Il règne, plus puissant que tout être mortel,
Comme un Dieu devant lui la terre se déploie,
Et son trône est presque un autel.

De l'Asie à l'Europe, il va, maître sans bornes,
Des pôles désolés qu'éclaire un pâle jour,
Au Caucase dressant ses solitudes mornes,
Et du Niémen à l'Amour.

Cent peuples prosternés conspirent à lui plaire,
Emus de voir briller, sur ce front jeune et beau,
Avec le vieil orgueil d'un pouvoir séculaire,
La splendeur d'un règne nouveau.

Et ce héros pensif, que l'univers regarde,
Est le maître. Il commande aux régiments d'acier,
Il a ses fiers canons, ses Cosaques, sa garde,
Que jamais rien n'a fait plier.

Il pourrait, enivré de conquête et de gloire,
Imiter, pour l'éclat sanglant de son renom,
Les bandits couronnés que célèbre l'histoire,
De César à Napoléon.

Il pourrait, d'un seul mot, déchaîner les batailles,
Répandre la fureur, le massacre et le feu,
Allumer l'incendie au choc de ses mitrailles,
Et la guerre serait son jeu.

Et peut-être, au retour de bruyantes conquêtes,
Les hommes, adorant son triomphe adamant,
Viendraient, pour lui chanter les hymnes des poètes,
Agenouillés dans son chemin.

L'or, le bronze et le marbre orneraient ses idoles
Partout, dans les forums, les champs, les carrefours,
Les colonnes d'airain, les arcs, les farandoles,
Fêteraient ses pompeux retours.

Peut-être croirait-il que tout un peuple l'aime.
Sa coupe aurait le vin fumeux des conquérants,
Et l'histoire, pour qui le succès est suprême,
Le compterait parmi les grands.

Mais il a fait un autre rêve,
Il a fait un rêve plus beau.
Le Christ a dit : « Rentre le glaive,
Remets ton épée au fourreau.

Et Jéhovah, dans sa colère,
Etendant sa puissante main,
A dit : « Qu'as-tu fait de ton frère ?
Au premier, fratricide humain.

Qu'importent les fêtes sans nombre,
Si ses frères, si ses enfants
Manquent le soir à l'appel sombre
De ses bataillons triomphants?

Si, dans les ravins, dans les haies,
Les membres rouges, fracassés,
Crânes rompus, informes plaies,
Morts et mourants sont entassés!

Le cri des blessés dans la plaine,
Agonisant sous le ciel bleu,
Monte comme un sanglot de haine
Qui tente le courroux de Dieu!

O tzar! soyez béni! trois fois béni! Grande âme!
Parmi tant d'assassins seul monarque innocent!
Rejetant les conseils d'une prudence infâme!
Vous nous criez : « Assez de sang!

« Assez! Je suis le maître! Il faudra qu'on m'écoute!
« Je dis comme César : Le sort en est jeté!
« Aux races à venir j'éclairerai la route,
« De la sainte fraternité!

« Plus de massacres! plus de guerres! plus de larmes!
« Laissons les laboureurs courbés sur leurs sillons!
« En des socs de charrue, on forgera les armes!
« Courage, frères, travaillons!

« La voix du Seigneur Christ est la voix qui fait vivre.
Les livres de mon Dieu sont la suprême loi.
« Et si je suis blâmé par quelque braillard ivre,
« Toutes les mères sont pour moi! »

O tzar, soyez béni! Votre parole auguste
Sur nos sombres destins ainsi qu'un phare a lui.
Vous avez imposé la volonté d'un juste
Au vieil univers ébloui!

Laissez les hurlements d'un passé qui s'abîme
Vers la haine et le sang faire un suprême effort.
L'homme est un criminel qui se plaît dans le crime,
Et dans les œuvres de la mort.

Mais vous êtes la vie, ô tzar! la délivrance!
Aux peuples étonnés, se tenant par la main,
Les deux peuples unis de Russie et de France
Ouvriront l'avenir sans guerre et l'espérance
Au jour sans larmes de demain.

CHARLES ÉPINAL.

LA PETITE SEMAINE

Le foot-ball, le cricket, le lawn-tennis et les autres sports divers qui successivement devinrent « bien parisiens » précisément parce qu'ils étaient d'origine anglaise, ne seront plus du tout « nouveau jeu ». Plaisirs d'antan, joies périmées! ils iront rejoindre dans le définitif oubli le tranquille « croquet » de nos grand'mères, les « grâces » abolies de nos aïeules.

Nous jouerons à présent à la « pelote », comme au pays basque. Une société s'est formée pour lancer ce sport inédit.

C'est au *Ramuntcho* de Pierre Loti que nous devons cette mode nouvelle. Pierre Loti sera le grand maître du « dernier bateau »: cela le consolera d'avoir été mis prématurément à la retraite.

Telle est l'influence de la littérature sur les mœurs! Considérable influence dont se tourmentent les moralistes. Il est vrai que les moralistes se tourmentent de tout. Mais pourtant, si l'on se mettait à jouer à Paris, quand la « pelote » ne sera plus de mode, tous les petits jeux divers qui se jouent en Tahiti...

* *

Les automobiles faisaient vraiment trop de dégâts sur notre chaussée parisienne: elles accentuaient sensiblement la dépopulation qui nous inquiète. Comme un père de famille qui ne peut conserver à Paris un fils trop fougueux lui trouve une situation dans l'infanterie de marine, la mère patrie envoie ses automobiles dans les colonies.

On va tâcher de les utiliser au Soudan, là-bas, vers le Niger. Il est vrai qu'il n'y a pas de routes dans ce terrible pays. Mais cela n'a guère d'importance. Les voitures en question sont celles que dans le récent concours de Versailles on appelait, non sans justesse, « poids lourds ». Ces « poids lourds » n'ont qu'à passer, ils tassent tout sur leur passage: dunes, montagnes, rochers s'humilient, s'aplatissent, s'effritent; les forêts s'ouvrent, — la route est faite.

Laissez seulement circuler en liberté dix automobiles dans l'Afrique occidentale, et pour peu qu'elles « travaillent » là-bas comme sur nos boulevards, nous n'aurons bientôt plus trois ennemis dans notre colonie, désormais pacifiée!

* *

Quand les terrassiers eurent repris leur travail, peu s'en est fallu que notre bonne ville ne retombât dans le calme plat. Les gigantesques cuirassiers et les petits fantassins dont s'égayèrent nos rues et nos boulevards allaient-ils rentrer dans leurs provinces?... On le crut.

Mais on annonça qu'un grand complot nous menaçait. Les prétendants étaient à nos portes! On se souvint en effet que de grandes affiches jaunes avaient été récemment collées sur nos murs: « Paraîtra prochainement, le duc d'Orléans. » Mais la conspiration rata, ou bien il n'y eut pas du tout de conspiration. Les grandes affiches jaunes annonçaient sans doute seulement l'apparition d'une brochure sur le duc d'Orléans: nos éditeurs parisiens afin de conjurer « la crise de la librairie » avaient eu recours à cette saisissante réclame pour piquer la curiosité des lecteurs... Cuirassiers et fantassins allaient partir.

Mais on annonça qu'une grève plus inquiétante se préparait: la grève générale des chemins de fer... Elle rata... Cuirassiers et fantassins n'avaient plus que faire dans nos murs.

Mais voilà bien qu'une autre grève à présent nous menace. Terrible, celle-là! Bouleversante! La grève des artistes... Messieurs les peintres et sculpteurs de la Société des Artistes français et de la Société nationale des Beaux-Arts ne sont pas contents du palais qu'on leur a construit aux Champs-Élysées. C'est trop petit; la cimaise ne s'y développe pas sur une suffisante longueur. Alors, vous comprenez bien que nos chers artistes ne vont pas nous faire des chefs-d'œuvre pour qu'on les hisse à la hauteur du plafond! Non, par exemple!

Et si le gouvernement ne leur octroie pas cent kilomètres de cimaise pour « s'exposer » dans de bonnes conditions, — la grève! Ils peindront encore, sans doute, parce que cela les amuse. Mais ils ne feront plus de chefs-d'œuvre! M. Carolus-Duran, renonçant aux peluches et aux velours qui ont fait sa gloire, ne peindra plus que du coutil et de l'andrinople. M. Benjamin Constant renoncera définitivement à mettre une pensée dans ses œuvres. Etc. Vous entendez, plus de chefs-d'œuvre!

Ne les défions pas, ils tiendraient parole!

Une bonne nouvelle pour les lettres françaises.

Mlle Lucie Faure est en train de rédiger les Mémoires de son illustre père. L'historiographe du Président de notre République a trouvé là, certes, un beau sujet littéraire. Il est à craindre seulement que la publication de cet ouvrage n'ait lieu que dans un avenir très lointain : c'est à la Postérité qu'il est destiné.

Nous n'avons que peu de renseignements sur la collaboration de l'historiographe et du Président. Il paraît pourtant que le Président dicte quelques notes ; l'historiographe arrange, compose, enjolive avec du style, du pittoresque et de l'esprit.

Les Mémoires embrasseront-ils la vie entière de M. Faure? Espérons-le. Les débuts modestes du petit tanneur rappelleraient les plus touchantes pages de Daudet ; l'âge mûr, les plus glorieux récits de Dangeau.

Nous apprenons en tous cas que l'ouvrage avance : il en est au voyage de Russie et précisément à ces jours merveilleux où Son Excellence était acclamée, glorifiée, exaltée par « son peuple » de la Néva.

Les conversations de l'empereur Nicolas avec son « grand ami », quand ils dînaient ensemble, fumaient ensemble, se faisaient photographier ensemble, seront reproduites intégralement ; — et puis, les larmes du départ, quand il fallut se quitter !

Sur d'autres périodes moins amusantes, moins glorieuses et moins dignes d'occuper la postérité, l'historiographe passera plus rapidement.

On a placé récemment à Calvi sur une vieille petite maison une plaque commémorative : les Corses affirment que c'est là que naquit Christophe Colomb. Ils tiennent beaucoup à ce que leur petite île ait successivement donné le jour à Colomb qui découvrit le Nouveau Monde et à Napoléon qui saccagea l'Ancien. Mais leur prétention ne semble pas être justifiée. C'est décidément à Gênes que naquit l'illustre navigateur. L'Italie seule a le droit de s'en glorifier. Il est vrai que c'est aux frais de l'Espagne qu'il découvrit l'Amérique, — mais l'Espagne renonce à s'en glorifier !

Encore des histoires de cendres ! Après les cendres de Voltaire et de Rousseau, les cendres de Murat... Les morts ont bien de la peine à dormir tranquilles. Pour les secouer de leur sommeil, tous les prétextes sont bons, et quand ce n'est pas l'archéologie ou la curiosité scientifique, c'est la piété filiale. Les morts sont discrets, ils ne demanderaient qu'à demeurer dans la paix silencieuse des tombes. Ils consentent à ne pas faire de bruit, à ne pas troubler la fête des vivants ; ils se plaisent dans l'oubli. Les vivants ont la rage de les réveiller. On dirait qu'ils éprouvent une joie romantique à déterrer des crânes, une sorte d'étrange volupté à jouer avec la poussière des morts comme l'aveugle de la « Ville Morte » à faire couler entre ses longs doigts fins la cendre fine de Cassandre.

Pour les transporter à la Chartreuse de Bologne, on va chercher les restes de Murat. Où sont-ils ? Dans l'église ou dans le cimetière de Rizzo ? Il faudra voir. On dit qu'il fut jeté dans la fosse commune, voilà quatre-vingt-trois ans ! Il faudra fouiller dans le vague décombre des morts anonymes. Peut-être retrouvera-t-on les boutons de métal de son uniforme bleu...

Laissez-le donc dormir !

L'Opéra-Comique est reconstruit. Un moment viendra même, paraît-il, où l'aménagement en sera terminé. Tout arrive !

Cependant on va réédifier rue Pierre-Charron et rue de Chaillot le Bazar de la Charité. On raconte des merveilles au sujet du palais projeté. Détail intéressant : il s'ouvrira rue Pierre-Charron par cinq larges portes. Dans le cas où, pour une raison ou pour une autre, il serait utile un beau jour que les visiteurs en sortissent le plus vite possible, trois minutes suffiraient à le faire complètement évacuer.

Sachez d'ailleurs qu'un grand hall gigantesque sera surmonté de coupoles admirables : de grands escaliers de pierre seront bordés de rampes en fer forgé. Comment vous dire le luxe des salons, la merveilleuse décoration de la façade, l'élégance, la noblesse, la beauté..., que sais-je ?

Un peu luxueux, peut-être, puisqu'il s'agit de charité, de misère, de pauvres ?... Oui, sans doute : mais qu'est-ce que cela fait ? Les pauvres n'y entreront pas, ils ne sauront pas.

Et puisqu'on nous donne des « fêtes de charité », il faut que ces fêtes soient réussies. A présent, quand une grande catastrophe a lieu, on danse au bénéfice des victimes : c'est la charité moderne !... C'est de la charité tout de même : bénissons-la.

Le seul danger de ce si beau palais, c'est qu'on y fasse trop d'argent. Après deux ou trois « fêtes », il n'y aura plus de pauvres à Paris. Que fera-t-on alors de ce si beau palais ? Bah ! on s'y amusera pour les pauvres de province.

[illegible]

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Il est exact que M. Émile Zola nous prépare un nouveau livre, et que le titre en sera bien celui qu'on a dit: *Fécondité*. Mais cela seulement est exact.

On a voulu faire intervenir dans cette œuvre des personnages d'Évangile... On s'est trompé. Les Évangiles ne joueront aucun rôle dans le prochain roman de M. Émile Zola, dont l'idée, le sujet, les personnages et le décor sont empruntés à la vie moderne. Et il en sera de même des trois autres romans qui feront suite à celui-ci, et qui constitueront, avec *Fécondité*, une sorte de glorification, en quatre parties, des « moyens », des forces fondamentales d'où naissent la vie et le bonheur de l'Être.

Évangiles, si l'on veut... mais on voit alors ce que le mot exprime et quelle application il convient d'en faire ici.

Le plan de *Fécondité* était entièrement arrêté quand M. Émile Zola quitta Paris. Le roman est aujourd'hui presque achevé.

M. Maeterlinck revient de Séville, dégoûté de Mazzantini et de Guerrita. Le spectacle des courses de taureaux a mis ce doux philosophe hors de lui.

Un bon bain de travail l'aura vite consolé; et en attendant, il nous donne un nouveau livre: *La Sagesse et la Destinée*, qui est simultanément publié, aujourd'hui, à Londres, à New-York et à Paris.

Car ceci est intéressant à noter: M. Maeterlinck commence à être très lu à l'étranger. Il commence par où d'autres rêvent de finir.

Pour mardi :

Les *Mémoires* du général baron Desvernois, publiés, d'après les manuscrits originaux, pas M. A. Dufourcq, sous les auspices de Mme Boussu-Desvernois, nièce du général.

Ces Mémoires comprennent la période qui va de 1789 à 1815, et fournissent une importante contribution à l'histoire de l'expédition d'Égypte et du royaume de Naples.

Le même jour :

De M. Albert Bordeaux, un volume d'impressions de voyage, *Rhodésie et Transvaal*.

L'auteur est ingénieur des mines; il a visité en ingénieur, d'abord, les pays où l'appelait une curiosité de métier; et puis il s'est aperçu que ces régions neuves méritaient mieux que des rapports scientifiques, et il a eu la bonne idée de noter les impressions d'ordre plus intime qu'il y ressentait. De là ce livre, qui aura, en tous cas, l'avantage de familiariser nos yeux et nos oreilles avec une expression géographique nouvelle.

La Rhodésie est le nom donné à la partie du Transvaal organisée par Cecil Rhodes. Les Anglais, qui ont inventé le mot, s'en servent depuis longtemps (et avec une légitime fierté!); mais je crois que c'est la première fois qu'on le rencontre sur la couverture d'un livre français.

Le baron Bildt, ministre plénipotentiaire à Rome, a découvert, en fouillant une bibliothèque, une correspondance curieuse : des lettres de Christine de Suède au cardinal Azzolino.

La plus grande partie de cette correspondance avait été détruite par le cardinal; — mais ce qui en subsiste suffira pour renseigner la postérité sur le caractère d'une liaison qui fut autre chose, à ce qu'il paraît, que la conversation de deux purs esprits.

Femmes-écrivains :

Mlle Cherbonnel (Jean de la Brète) prépare une édition illustrée de son roman, devenu populaire, *Mon oncle et mon curé;*

Mlle Garreau achève un très documenté volume d'histoire : *l'État de la France au temps des croisades;*

Mme Paris nous donnera dans trois mois le cinquième volume de l'ouvrage de Jansen, *l'Allemagne et la Réforme*, dont elle a — courageusement — entrepris la traduction.

La « Bibliothèque sociologique internationale », récemment fondée par notre jeune et très distingué confrère, M. René Worms, publie une importante étude de M. C. N. Starke, « privat-docent » à l'Université de Copenhague : *la Famille dans les différentes sociétés.*

Je rappelle que c'est dans cette série qu'ont paru les derniers travaux sociologiques si remarqués de MM. P. de Lilienfeld, Jacques Novicow, Franklin Giddings, Achille Loria, Louis Gumplowicz, Maxime Kovalewsky, G. Tarde, etc.

Et les Mémoires succèdent aux Mémoires; et le flux n'en tarit pas.

Je signalais à l'instant l'apparition très prochaine de ceux du général Desvernois. Un mois après, nous aurons le premier volume de ceux de Moreau.

Moreau fut un avocat du XVIIIe siècle, conseiller du Parlement d'Aix, que les hasards de la destinée promenèrent à travers les cabinets de deux ministres, et même autour des dauphins et de Marie-Antoinette, au service de qui il fut attaché. Il vécut donc dans les coulisses de la cour, et fut mêlé à la grande querelle des Parlements; en sorte que ses cahiers ne sont pas sans intérêt.

C'est un membre de sa famille qui les publie. On y trouvera un peu de tout, même de petits vers, « très goûtés des gens de son temps ».

C'est du moins Moreau qui l'affirme, et il n'est pas prouvé qu'il ait voulu se vanter.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37039. *Le Directeur Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 18. 4e SÉRIE. — TOME X 29 OCTOBRE 1898.

DEUX DIALOGUES DES MORTS

Ces deux dialogues datent de la jeunesse de Weiss, alors que, professeur, il étudiait, avec la curiosité du savant et de l'historien, le génie particulier de ceux qui ont causé, suivant l'expression de Bossuet, « les grands mouvements du monde ».

Le Dialogue, cette forme qui permet à l'écrivain de se faire poète en mettant des personnages en action, avait séduit Weiss dès le collège : la Sorbonne garde encore le souvenir d'une composition au Concours général de philosophie traitée en Dialogue, à l'instar des « Dialogues de Platon ». Elle obtint le prix d'honneur, elle était signée J.-J. Weiss.

Ces dialogues témoignent d'une vive imagination portée sur une solide observation. Dans une forme imitée de Fénelon et de Montesquieu, Weiss met en scène de grands génies, qu'il a pris à sa manière et selon son goût, non sans leur prêter quelque chose de l'esprit de son époque, je veux dire, de l'esprit des premières années du règne de Napoléon III.

I. — L'AMOUR ET L'AMITIÉ

ALCIBIADE, ANAXAGORE, ASPASIE.

ASPASIE. — Vous voilà donc enfin, Alcibiade.

ANAXAGORE. — De quel air vous dites *enfin*, Aspasie, et qu'en penserait Périclès?

ASPASIE. — O Anaxagore! tu ressembles aux Pythagoriciens; ils bâtissent le monde sur une fragile unité et toi, sur un mot, tu élèves tout un édifice de soupçons.

ALCIBIADE. — Je ne suis donc pas plus sage, Aspasie; car sur un mot de ta bouche je conçois mille espérances ou mille craintes, mon cœur s'agite des émotions les plus diverses; d'un mot tu me ravis, d'un mot tu me désoles.

ANAXAGORE. — Admirez la désolation du bel Alcibiade! Oublies-tu, mon cher hypocrite, que tes joyeuses folies sont l'unique entretien d'Athènes, qu'il n'est bruit partout que de ta légèreté, et que, si la République veut se perdre gaiement, Timon le Misanthrope lui conseille de se jeter entre tes bras?

ALCIBIADE. — Timon est un vieux fou.

ASPASIE. — Et vous, Alcibiade, un jeune écervelé.

ALCIBIADE. — Et toi, Aspasie...

ANAXAGORE. — Vous verrez qu'il va dire quelque impertinence.

ALCIBIADE. — Justement, Anaxagore. Tu es un philosophe bien subtil; mais puisque tu es si subtil, ne vois-tu pas qu'Aspasie et moi, nous avons à nous parler?

ANAXAGORE. — Oui, par Jupiter, je le vois, et je vous écoute.

ALCIBIADE. — Ah! tu nous écoutes!... Fort bien; il nous écoute!... Parbleu! Nous t'écoutons aussi, nous; voyons, parle, explique-nous l'origine des choses, si tu crois que je viens chez Aspasie pour philosopher.

ASPASIE. — Pourquoi non? Philosophons, Alcibiade. Tu voulais me dire que tu m'aimes?

ALCIBIADE. — Aimer!! Comme tu es froide en disant ce mot.

ASPASIE. — Vous m'aimez! (*Elle réfléchit un instant.*) Tant pis et tant mieux.

ANAXAGORE. — Une antithèse. Voilà qui menace de devenir philosophique.

ASPASIE. — Tant mieux pour moi; tant pis...

ANAXAGORE. — Pour Périclès; la chose est claire

ASPASIE. — Oh! les méchantes langues que ces sophistes! Non, seigneur métaphysicien, tant pis pour Alcibiade.

ANAXAGORE, *à Alcibiade.* — La belle occasion pour te désoler et te vouer aux dieux infernaux!

ALCIBIADE. — Tu te moques de moi, Anaxagore; Aspasie, vous êtes sans pitié. Je vous aimais pourtant, oui, je vous aimais. Si j'ai rempli Athènes de mes folies: peut-être, pensais-je, en fixant l'attention universelle, j'attirerais aussi la sienne; plus on parlera autour d'elle des saillies de mon humeur frivole, plus elle en parlera elle-même, et la curiosité m'ouvrira le chemin de son cœur. Pardonnez-moi, Madame; je me suis trompé; il vous faut sans doute des renommées plus hautes et des gloires moins frivoles. Dès aujourd'hui, je fais le serment de devenir un grand homme, dussé-je commencer par être avocat, sycophante ou démagogue. Aussi bien tous ceux qui mènent le peuple m'impatientent. Cléon est trop bavard; Harmocrate trop larmoyant; Dilhas finirait par se persuader qu'il est quelque chose. Je les veux renverser; je veux à mon tour agiter la foule, lancer la Grèce dans les grandes choses, et moi dans les honneurs, et puisque je ne puis sortir d'ici le favori d'Aspasie, j'y reviendrai, je vous jure, le favori d'Athènes.

ANAXAGORE. — Par tous les Dieux, il me fait peur. Arrêtez-le, Madame, arrêtez-le au nom de la Grèce; de rage, il ferait faire quelque sottise au peuple athénien.

II

CÉSAR. NAPOLÉON. ALEXANDRE.

(*Alexandre et Napoléon arrivent d'un côté; César de l'autre.*)

ALEXANDRE. — Prenons pour juge César.

NAPOLÉON. — Il prononcera en ma faveur.

CÉSAR, *parlant à un personnage qui s'éloigne.* — Au revoir, camarade. (*Aux deux autres.*) Vous paraissez bien animés. Quel est le sujet de votre débat?

ALEXANDRE. — Nous disputions de notre gloire.

CÉSAR. — L'endroit et le temps sont bien choisis.

NAPOLÉON. — Mais dis-moi avant tout? Ne nous donneras-tu pas un troisième rival?

CÉSAR. — Et qui donc, s'il te plaît?

NAPOLÉON. — Toi d'abord; ou, à ton défaut, celui que tu viens d'honorer du titre de camarade. Le familier de César ne saurait être qu'un grand capitaine.

CÉSAR. — Pour moi, je ne me suis jamais complu dans le spectacle de ma grandeur, et ce n'est pas maintenant que j'en voudrais faire étalage. Quant au grand capitaine que César honore du titre de camarade, tu en as peut-être entendu parler de ton vivant; on l'appelle Paul-Louis Courier, et c'était un simple officier de ton artillerie.

NAPOLÉON, *cherchant à se rappeler.* — Courier! Qui? ce piètre soldat qui s'est sauvé de l'armée après Wagram? Cet idéologue que j'aurais dû jeter dans quelque cul-de-basse-fosse pour avoir deux fois déserté ses drapeaux? Voilà ceux que hante le vainqueur des Gaules!

CÉSAR. — Tout vainqueur des Gaules que je sois, j'aime à m'entretenir d'Homère et de Platon. — Il m'était venu un doute à l'esprit sur quelque passage d'un auteur grec, et rencontrant par hasard Paul-Louis, que je sais homme merveilleusement instruit de ces matières, je l'ai arrêté.

NAPOLÉON. — Il lisait sans doute Platon le jour où il s'est laissé enlever ses canons par les Anglais.

CÉSAR. — Je conviens que ce n'était pas l'homme qu'il fallait pour suivre tes tambours à la remorque, d'une extrémité de l'Europe à l'autre. Il eût été mieux placé dans l'une de tes académies.

NAPOLÉON. — Mes académies ne recevaient point dans leur sein des folliculaires.

ALEXANDRE. — Et je les approuve. Moi aussi je faisais d'Homère ma lecture assidue. Je me glorifie encore maintenant d'avoir été l'élève d'Aristote. Ma première pensée en entrant à Babylone a été de lui envoyer les observations des prêtres chaldéens. J'ai protégé les arts et les sciences; j'en ai étendu le domaine; j'ai goûté l'esprit. J'ai fait plus; je ne me suis point irrité que Diogène méprisât ma grandeur parce qu'il méprisait également tout, et que, content de son tonneau, il ne prétendait pas gouverner le monde de concert avec moi. Mais pour ces philosophes sans respect dont la voix indiscrète osait porter jusqu'à mon trône d'impertinents conseils; pour ces discoureurs opiniâtres qui me troublaient à tout propos de je ne sais quels rêves sur l'ancienne liberté des Grecs et des Macédoniens et sur la dignité d'homme...

CÉSAR. — Je sais, Alexandre, tu les mettais en cage.

ALEXANDRE. — Il eût fallu souffrir sans doute qu'un Callisthène violât impunément les mystères de la Majesté royale.

CÉSAR. — Avoue du moins que c'était pour une tête dure un mystère difficile à entendre que ta filiation avec Jupiter.

ALEXANDRE. — Vraiment, César, tu ne songes point ce que tu es. Ne te souvient-il plus que tu descendais de Vénus?

CÉSAR. — On me disait dans mon enfance que la maison Julia remontait au père Anchise et qu'ainsi elle avait la déesse Venus pour tige. Comme il était difficile de savoir si la chose était vraie ou fausse, je ne m'en suis pas autrement inquiété.

ALEXANDRE. — Oui; mais tu t'es fait de même dieu

après Pharsale; et après Munda, dieu complet. On t'a élevé des autels à côté du temple de Quirinus. On t'a consacré un collège de prêtres.

César. — Après avoir combattu le Sénat, pouvais-je empêcher un corps toujours redoutable par le respect qu'il inspirait au peuple, pouvais-je l'empêcher d'achever de se perdre en me prodiguant de basses flatteries que je ne lui demandais point, et d'enlever à sa propre dignité tout ce qu'il imaginait d'ajouter à la mienne? Mais quels édits ai-je publiés, pour forcer les Romains à croire que je fusse dieu? Quelle victime ai-je immolée à ma divinité d'emprunt?

Napoléon. — A quoi bon cette querelle? Il est utile pour le bonheur même des peuples qu'ils nous placent aussi loin et aussi haut que leur imagination peut porter. Comme nous sommes bien supérieurs au reste des hommes, qu'importe à quel titre ils nous adorent, génies, rois ou dieux?

César. — Il importe beaucoup, au contraire. Quand on choque les idées de son temps, ou l'on tombe dans le ridicule, ou l'on devient un tyran pour solenniser le ridicule par la terreur; ou bien encore on s'expose à être renversé par elles. J'étais tout-puissant à Rome; mes ennemis répandent le bruit que je veux me faire roi, et je péris. On avait souffert la dictature de Sylla malgré ses crimes, parce qu'on était habitué à ce nom de « dictateur »; on n'eût point supporté ma royauté clémente parce que le seul nom de « Roi » semblait un défi jeté à vingt générations républicaines. Toi-même, qu'as-tu fait? Lorsque tu as échangé l'épée de général contre le sceptre et la couronne, tu as senti que, ne descendant pas de saint Louis, tu pouvais, puisque les circonstances l'exigeaient, rétablir la monarchie, mais non point cependant t'appeler roi de France. Et plût au ciel que tu eusses toujours été aussi sage!

Napoléon. — Et qu'ai-je donc fait qui te déplaise?

César. — Tu as fait des ducs et des princes dans un temps où ces titres avaient perdu leur ancienne valeur. Par là tu as rendu petit ce qui en soi était admirable; tu as rabaissé ce que tu prétendais élever au-dessous même de ce qu'on estimait le moins. Un Montmorency qui n'était jamais sorti de son château ne pesait guère à côté de Masséna, devenu de simple soldat maréchal et sauveur de la France à Zurich; mais il accablait de toute la grandeur de ses aïeux le duc de Gênes, petit-fils de quelque tabellion de village.

Alexandre. — César est aujourd'hui, je le vois, en humeur de critiques.

Napoléon. — On s'aperçoit qu'il fréquente des pamphlétaires.

César. — Et, s'il te plaît, qu'il l'a été lui-même. Je ne m'en cache point. Marcus Tullius, bon juge en matière d'esprit, ne dédaignait pas mon *anti-Caton*.

Alexandre. — Viens, Bonaparte; allons trouver Annibal; il n'y a qu'un héros qui puisse juger notre dispute. Laissons là César, grand général par accident, et rhéteur par nature. Nous lui enverrons Plaute et Térence pour qu'il décide entre eux.

Napoléon. — Ou Caron pour qu'il lui donne des leçons de grammaire.

César. — En ce cas, envoie-moi plutôt quelqu'une de tes duchesses. On ne les disait point aussi délicates sur la syntaxe que sur le cérémonial. Au fait, il fera beau voir Annibal consulté sur le passage des Alpes. Il te répondra, ce lion de Libye, avec son aménité africaine, que tu lui as volé sa gloire, et comme il a vu d'assez près la défaite d'Antiochus, il pourra te dire aussi combien il a fallu de temps à deux de nos légions pour mettre à bas les redoutables successeurs du dieu Alexandre.

Alexandre. — Crois-tu par là rabaisser mes exploits?

Napoléon. — Prétends-tu que sans Annibal je n'aurais pas reconquis l'Italie?

César. — A Dieu ne plaise; mais je voudrais seulement vous rendre plus modestes. Ta gloire, Alexandre, j'ai pleuré de douleur en songeant que je ne l'égalerais jamais; tu as failli une fois me faire connaître l'envie; — et quant à toi, Bonaparte, pour une seule de tes campagnes, je donnerais toute ma guerre des Gaules. . . . . .

. . . . . .

Le second dialogue s'arrête court; la fin a-t-elle été détruite [illegible]? La [illegible] d'Annibal, qui [illegible] annoncée, nous échappe; [illegible] qui devait [illegible] définitive nous fait défaut. C'est dommage, elle eût fait ressortir un contraste frappant et original; alors que Shakespeare et Montesquieu ont cherché à rabaisser le génie et le caractère de César, Weiss le représente de très haut comme une force pensante, supérieurement et froidement impartiale, capable de juger avec grandeur Alexandre et Napoléon.

Ce document, qui appartient aux débuts du grand écrivain, revenait de droit à la *Revue Bleue*, dont il fut le collaborateur.

[illegible]

FÉNELON

I

Fénelon goûtait le déclin du jour au fond du verger. Grâce à quelques nuées, il régnait une douceur et une grâce éclatantes. Le prélat savait regarder un beau soir, des prairies ombragées, une rivière sinueuse, non point avec une familiarité aussi fine que La Fontaine, mais avec autant d'amour. Quoiqu'il eût participé aux terribles œuvres de la Révocation

de l'édit de Nantes, son cœur était demeuré tendre, et plutôt s'était-il attendri davantage. L'ambitieux, infiniment persuadé de son mérite, infiniment habile à tourner les contingences, n'avait pu tuer le fond secourable qu'il avait de naissance. Plus près de l'*humain*, moins pris au mirage d'une mission, à la rigidité d'une religion de péché originel et de punition, sa complexité était grande parmi les contemporains. Derrière la conscience simple où son époque l'enfermait, il avait le pénétrant instinct de mille finesses informulées pour lui-même, de mille subtilités qui sortaient de son âme comme les sources de la montagne. Et si la complexité ne rend pas toujours tendre, du moins rend-elle indulgent, par le sentiment des démentis perpétuels que toutes les parties d'un être se donnent à elles-mêmes et entre elles.

Les feuilles demeuraient encore belles, les fleurs neuves, les herbes étincelantes ; l'été n'était guère qu'à son origine. Fénelon, intéressé par la forme des nuages, l'odeur charmante des jeunes fruits et cette petite confidence de l'eau qu'on ne se peut lasser d'entendre, regardait à l'arrière de sa vie et songeait à la faire plus chrétienne dans l'avenir. Il n'abandonnait aucunement les grands projets qu'il prétendait résoudre et la pensée d'une suprématie dans l'Église, mais il voulait de plus en plus allier la charité à l'orgueil, et la bonté à l'intrigue. Il était plein de cet esprit où l'on se rêve une simplicité tout élégante, une humilité *souveraine*, une distinction infinie jointe à la modestie de l'appareil. Cette disposition le portait à une mystique délicate, pauvre en punition, riche d'une amour exquise entre la créature et le Créateur — et qui néanmoins demeurait fort jalouse de prérogatives, mais de prérogatives illuminées de force morale : la pitié, la bienfaisance et surtout la plus éblouissante persuasion. Le gouvernement des phrases, la séduction, l'amour arraché aux cœurs et tempéré par des ruses subtiles, telle il voyait la royauté de Dieu, symbolique de la sienne propre.

Et il relisait des lettres qu'il avait préparées durant le jour pour Paris et Versailles :

« ... Je ne vois plus d'efficace que la persuasion. Il nous faut parler doucement aux cœurs et les attirer à Dieu par l'amour et par la condescendance : ils se ferment à l'autorité, et si la crainte leur a pu être salutaire pour les préparer à reconnaître leur faiblesse, la rigueur continuée les porterait à la révolte intérieure, cent fois pire que l'extérieure. Il est du moins certain que nous réussissons mieux à l'ouvrage et que nous rappelons plus d'âmes en les accoutumant à l'idée que l'Église les veut traiter comme ses enfants et non point comme ses ennemis... »

Que de fois il avait repris cette thèse depuis de longues années, la retournant en cent manières, sans pouvoir jamais convaincre, que pour un temps, les esprits durs qui avaient ordonné les dragonnades ! Et cependant, il donnait l'exemple de conversions nombreuses, d'âmes retournées entièrement par la patience et la longanimité, de foules venues, par une persuasive éloquence, à un culte qu'elles avaient en horreur.

Le tendre intrigant, à ces pensers, se perdait dans la mélancolie. Des pitiés mortes, des remords évanouis montaient à la surface de sa mémoire et le contristaient, car il savait avoir été quelquefois faible, quelquefois perfide, ou trop hésitant à se porter au secours de pauvres gens que le soldat traînait aux gémonies. Bien souvent, l'équité et la miséricorde avaient reculé devant la crainte de compromettre l'avancement, devant la timidité de l'opinion, voire la vanité blessée, peut-être la vengeance, contre tel fanatique trop froid aux persuasives paroles, trop ardent à l'argutie ou trop roide dans l'orgueil. Mais le regret portait surtout sur les humbles, sur les touchants, sur les jeunes personnes pleines de grâce et celles qui chantaient les cantiques d'une voix séduisante et fraîche.

Ces images gênèrent le prélat, — il fit effort pour les écarter, reprit le rêve, entre tous cher à son cœur, d'une terre nouvelle où chaque homme tiendrait en sa main la subsistance, un patrimoine inaliénable protégé de lois bénignes, la certitude de n'être point tourmenté à l'intérieur de ce petit royaume par aucune des méchantes complications de la société actuelle. Et vraiment — si sa conduite y contredit — ce rêve ne cessa de lui être enchanteur : il le reprenait sous cent formes, variant les plaisirs sobres et purs de *ses* hommes, composant leurs causeries, leurs fêtes rustiques, où il mêlait ses grâces et confondait ses raffinements.

Cependant les ombres des arbres devinrent si longues qu'on n'en voyait plus la fin ; le soleil apparut comme un four rouge creusé dans un nuage de cuivre. François de Salignac s'émut de la beauté du moment et du regret de le voir disparaître. Il fit une courte prière, discourut en lui-même sur ce que l'amour de Dieu était préférable à la crainte de Dieu, et marcha sur les herbes, penchant quelquefois son grand nez vers quelque floraison odorante.

Dans ce moment il entendit galoper des chevaux, au coude de la rivière. Deux cavaliers parurent, sur des bêtes écumantes, harassées, prêtes à succomber.

A la lisière du jardin, une des bêtes s'abattit, tandis que l'autre s'arrêtait net, comme décidée, par la chute de la première, à ne plus courir. Fénelon était pour lors penché sur la haie. Il pâlit en reconnaissant, dans le cavalier tombé, Jacques de Mérac, le plus terrible ennemi de l'Église, traqué depuis douze

mois et toujours se dérobant. L'autre était quelque séide, quelque pauvre gentillâtre plein d'héroïsme et de patience.

Jacques de Mérac, en se relevant, reconnut le prélat et marqua de la bravade, où se mêlait pourtant une angoisse facile à démêler. Une galopade de chevaux, encore invisible derrière le tournant de la rive, expliquait cette angoisse. Fénelon demeura incertain entre la charité et sa rancune contre le parpaillot orgueilleux, fanatique et néfaste à l'Œuvre. Il y avait certitude que, pris, Jacques de Mérac ne pouvait échapper au supplice : combien il eût été plus avantageux de le pouvoir réduire par la douceur !

— Entrez ! fit soudain le prélat... il en est temps encore.

Jacques de Mérac, surpris et hautain, hésitait. Son compagnon lui jeta le regard tout-puissant des dévoués. Le huguenot céda. Le prélat leur fit traverser rapidement les endroits les plus ombrageux, les cacha lui-même dans une écurie abandonnée et revint au jardin, mais non plus près de la haie. Les poursuivants débouchaient en ce moment, montés sur des bêtes fraîches : c'étaient des dragons, au nombre d'une quarantaine, commandés par un chef aussi âpre catholique que Jacques de Mérac était âpre huguenot. Quatre soldats et un officier s'arrêtèrent, tandis que les autres continuaient la poursuite à fond de train. Après un instant, trois de ceux qui s'étaient arrêtés firent le tour de la clôture, et se présentèrent devant la demeure. Fénelon avait eu le temps de parler à ses domestiques, tous profondément attachés à sa personne. Il fit venir l'officier :

— Monseigneur, dit celui-ci, veuillez me pardonner de me présenter ainsi, mais j'ai ordre de m'enquérir si deux hommes poursuivis n'ont point passé devant votre jardin. L'un d'eux est Jacques de Mérac.

Le prélat admettait, dans les situations fortes, l'entière nécessité de mentir. S'il hésita, c'est qu'ici le mensonge, pour haute que fût sa situation, aurait été bien difficilement pardonné et lui pouvait clore tout l'avenir. Il se repentit de son acte, mais il était trop tard pour se reprendre, à moins de la plus lâche trahison. Il épia le soldat, vit une jeune figure, apparemment crédule et, sans plus hésiter :

— Monsieur, il a passé le long de la haie deux hommes sur des chevaux qui semblaient épuisés.

L'officier s'inclina avec respect :

— Notre poursuite est donc dans la bonne voie ? fit-il, sur un ton à peine interrogateur.

— Il le faut espérer ! fit le prélat...

Et coupant court :

— Ne voulez-vous pas prendre quelque rafraîchissement ?

Aucun soupçon ne traversa l'âme du dragon : il allégua la nécessité de rejoindre tout de suite son détachement, et se retira. Deux minutes plus tard, les environs étaient déserts.

II

Fénelon demeura plein d'anxiété et d'incertitude. L'aventure où il venait d'entrer par miséricorde lui apparaissait avec toutes ses conséquences et s'assombrissait à mesure qu'il s'essayait à la contempler plus fixement. Il cherchait les détours par où il pourrait échapper, mais si diverse que fût son intelligence, il se butait toujours à l'énormité de l'acte et désespérait de ses ressources.

— Il serait préférable, se dit-il, de les faire repartir incontinent, quoique cela non plus ne soit sans péril. Il faudrait la nuit.

Le soleil disparaissait dans ce moment, le crépuscule ne faisait donc que de naître, et même quand il serait fini, le croissant allait prolonger la lumière.

Le prélat *écouta* le soir venir : c'était mille bruits ravissants de choses qui s'éteignent et d'autres qui s'animent. On entendait mieux la rivière, du moins il le semblait. Quelques oiseaux cessaient de balbutier et le grillon redoublait son appel. Il y avait un faible murmure qui allait vers le couchant sur le front des arbres et la pointe des roseaux :

— Dieu est amour, se dit le prélat, avec un cœur chagrin. Il doit vouloir qu'on aide les misérables et les désespérés, à quelque confession qu'ils appartiennent. Il n'a point repoussé la Samaritaine ni l'adultère : je ne saurais repousser ces brebis perdues.

Mais il était en lui de ne rien croire avec précision, quoique sans doute son esprit *n'osât* démêler la limite où la formule évangélique, de littérale et personnelle, devient un pur proverbe. Il se vit mal aidé par Dieu et s'en fia plutôt à lui-même, sans se le dire. Toutefois, il pria : « Seigneur, donnez-moi des lumières... » et se sentit plus doucement abandonné aux conjonctures :

— Il faut aller leur parler, se dit-il, et à l'idée de parler se joignait tout naturellement celle de persuasion, comme l'idée de puissance vient au guerrier en même temps que son arme sort du fourreau.

Il donna l'ordre au plus ancien, au plus dévoué de ses serviteurs, de porter du pain, du vin et quelques viandes à la vieille écurie, puis il s'y rendit lui-même, en faisant d'instinct quelque détour.

Le crépuscule était étincelant. Un long rais rougeâtre pénétrait dans l'écurie, qui éclairait singulièrement les deux huguenots assis sur des traverses. On entendait la respiration rauque des chevaux fourbus. Le chef huguenot tressaillit en apercevant la figure fine du prélat et la douceur dont regardaient ses grands yeux parlants ; tandis que son compagnon se levait et s'inclinait d'un air agité.

Dans le silence régnait une émotion vive, non sans douceur, qu'interrompit enfin la voix profonde de Mérac :

— Vous avez sauvé nos deux vies, Monsieur, et sauf en ce qui concerne le service de Dieu, c'est deux vies qui seront toujours prêtes à se donner pour la vôtre !

Ces mots surprirent Fénelon et faillirent lui tirer des larmes. Il ne s'attendait pas à ce que cet homme farouche aurait tant de reconnaissance. Il eut moins peur de ce qu'il avait risqué et, d'un ton résolu :

— Il ne m'était pas possible de faire autrement, dit-il. Si le ministère du soldat est de combattre, Dieu a voulu que le mien fût d'épargner.

En ce moment, le compagnon, qui se tenait un peu à l'écart, dit d'une voix claire et avec un visage pâle :

— Monseigneur, de telles paroles, après un tel acte, ont plus d'efficacité sur le cœur que toutes les épouvantes !

Il y avait dans l'accent du dévoué quelque chose de plus touchant et de plus proche. Il avait une jeune figure fraîche et tout à fait charmante, des yeux magnifiques, pleins de douceur et de grâce.

Fénelon sentit un homme de son utopie et le regarda tendrement :

— Ah ! soupira-t-il... ne finira-t-elle point, cette horrible dispute ? Ne se pourrait-on entendre pour aimer Dieu et le servir ?

— Est-ce à nous la faute ? fit Jacques de Mérac, âpre. Est-ce nous qui allâmes massacrer les pères et les fils, emprisonner les filles ? Est-ce nous qui avons dit au soldat de verser le sang de ceux qui chantaient la gloire du Seigneur ?

Ces paroles étaient pleines d'échos dans l'esprit du prélat ; elles le consternèrent. Il s'appliqua à n'en rien laisser voir, et repartit :

— Mon frère, votre cœur parle dans la fureur et la haine. Si des erreurs ont pu être commises, c'est qu'on voulait sauver vos âmes.

— Quel espoir de les sauver par le massacre, et combien s'échappèrent pleines de fautes dont elles n'eurent pas le temps de se repentir !

— Hélas ! les vôtres ne firent pas autrement à Genève et dans les Allemagnes. Il ne faut point incriminer l'Église pour des violences propres à toutes les confessions.

Et regardant fixement Mérac, dont les yeux étincelaient :

— Êtes-vous donc si sûr de vous-même ? Oserez-vous dire que vous sûtes toujours discerner entre les représailles et que vous ne confondîtes jamais le doux avec le violent et le miséricordieux avec l'implacable ? Votre humeur apparaît ardente sur votre visage, et l'on peut croire que la guerre habite en vous, ce qui est un mauvais état pour être juge.

— La guerre habite en moi, répliqua sombrement de Mérac, mais ce n'est point moi qui l'y allumai.

— C'est toujours nous-mêmes qui l'y allumons. Dès que nous rêvons à la force, nous prenons l'épée, dès que nous refusons le pardon des injures, nous appelons la violence. En rentrant dans vous-même, ne sentez-vous point que vous auriez eu vis-à-vis de l'Église la raideur qu'on a eue par devers vous, si par fortune vous aviez été le roi Henri VIII d'Angleterre ou quelque autre puissant de ce monde ?

Ces paroles parurent agir sur Mérac ; il baissa ses yeux si brillants devant le regard bénin du prélat :

— Je ne sais ! dit-il.

— J'oserai dire, Monsieur, dit Fénelon en se tournant vers le dévoué, qu'au rebours vous eussiez préféré être exorable et ne vous point servir de votre puissance, sinon pour en faire sentir la douceur.

Le dévoué ne répondit point, mais parut surpris, comme celui qui écoute dévoiler son secret par un inconnu.

En ce moment, le serviteur apporta les mets commandés, et des escabelles. Il donna aussi de l'orge aux chevaux. On garda le silence, tandis qu'il rangeait ces choses. Lorsqu'il fut reparti, Fénelon, dans un de ces mouvements fraternels qui le rendaient séduisant à tous les êtres, s'écria :

— Rompons le pain ensemble, et parlons de Dieu.

— Ah ! murmura Mérac, que ne nous a-t-on toujours proposé d'en parler ainsi !

— Auriez-vous accepté ? fit le prêtre avec un sourire plein de grâce.

Mérac et son compagnon avaient grand'faim, ayant passé la journée à jeun. Ils mangèrent ardemment.

Ce n'est qu'après plusieurs minutes que la conversation put reprendre. Le crépuscule était pour lors vers son milieu — d'un éclat plus touchant, plus aimable, plus divers encore, dans le fond du ciel. Fénelon le montra à ses hôtes, disant :

— Voyez cette douceur si profonde ! La terre est vaste et son produit abondant. Il y a de la joie jusque dans le brin d'herbe, et l'homme passe son temps à se contredire, à se combattre, à trouver des motifs de haine jusque dans les pages d'amour de l'Évangile !

— Il semble que ce soit à nous que vous en fassiez reproche, à nous faibles et vaincus. Que ne le dites-vous aux puissants qui ont ordonné la persécution ?

— Que savez-vous si je ne le leur ai point dit ? Chaque semaine de mon ministère, j'ai imploré la clémence et l'ai recommandée autour de moi. Depuis bien des jours, j'aurais demandé quelque autre mission, si je n'avais craint d'être remplacé par un de ces hommes de bonne intention qui détruisent tout sur leur passage et brisent les volontés comme des roseaux. Mais s'ensuit-il que je ne doive pas vous

recommander la modération et la charité, envers ceux-là mêmes que vous entraînez avec vous?

— C'est nous demander l'apostasie, fit le dévoué d'une voix basse et triste.

Fénelon hésita. Il s'élevait au fond de lui ce sentiment qu'il essayait d'accorder avec sa fonction, qu'il détournait en mille jolies phrases, cette négation de toute forme particulière pour adorer Dieu, cette incrédulité tendre et mystique que Bossuet sut apercevoir et faire condamner. L'ambitieux prélat en savait tout le péril. Néanmoins, elle jaillissait quelquefois, malgré lui, quand il *sentait* (et son instinct était admirable) que ses paroles ne seraient point dévoilées.

— Avez-vous parfois pénétré au fond de vous-mêmes? demanda-t-il d'une voix basse. Ne vous êtes-vous pas dit que, vous aussi, jouez le rôle de puissants, que, vous aussi, condamnez de pauvres créatures à trembler, souffrir et quelquefois mourir, pour des points de culte si frivoles qu'il ne saurait être tenu à péché, par Dieu, de fermer les yeux sur leur pratique? N'avez-vous pas mesuré les maux terribles que vous laissez s'abattre sur ces pays pour ne point vouloir dire un *Ave Maria* et entendre la messe? N'avez-vous pas conscience d'avoir indirectement porté les coups que le soldat a portés sur ceux dont la croyance est modelée sur la vôtre, et que votre exemple conduit?

— Tu n'adoreras point d'images peintes! Tu ne te prosterneras pas devant des simulacres créés par tes propres mains! dit Mérac avec âpreté.

— Tu ne feras point tort à ton prochain, répondit Fénelon avec force. Et mieux vaudrait s'agenouiller devant un simulacre que de faire périr un homme!

— Mieux vaut périr que de perdre les âmes!

— Nulle n'en sera perdue! La prière intérieure est libre et sous la forme où nous la croyons bonne. Loin de s'irriter, le Tout-Puissant ne saurait qu'avoir une indulgence profonde pour celui qui sacrifie une attitude au désir de sauver des créatures d'une mort certaine.

— Il faut donc condamner les Martyrs? murmura le dévoué.

Quoique, au tréfonds de son âme, Fénelon fût enclin à croire que la religion aurait pu s'établir sans le martyre, l'énormité de cette thèse dépassait toutes ses audaces. Il la biaisa :

— Les temps sont autres. Outre qu'on ne peut comparer la lutte entre l'idolâtrie et le culte du vrai Dieu à une lutte de sectes partageant la même foi fondamentale, il faut considérer si véritablement la Réforme se peut encore établir en France. Si vous le croyez, et si en même temps vous croyez qu'on ne puisse se sauver autrement, il y a entre vos âmes et la mienne un mur infranchissable où toute parole s'arrête. Mais avant de répondre, considérez votre doute et tâchez qu'aucune autre considération que la vérité n'intervienne.

Il y avait dans la voix du prélat une si persuasive intonation sur ce doute, que ses interlocuteurs se sentirent troublés. Ils virent précisément se lever cette incertitude qui dort sous les convictions les plus fortes et qui est aussi sujette à se développer par simple *influence* que les ardeurs de la foi. Mérac, pourtant, par habitude, allait parler à l'encontre, lorsque le dévoué le prévint :

— Vous-même, Monseigneur, croyez-vous qu'il y ait plusieurs manières de se sauver?

Encore, l'évêque hésita. Puis, à l'instinct confirmé que ceux-ci ne le trahiraient jamais se joignit celui que leur témoignage ne saurait prévaloir contre lui. Il céda à la puissance infinie de la confession.

Sans doute cette confession se cachait encore sous cent déguisements, mais elle lui suffisait pour l'heure, comme on se contente d'une lanterne trouble pour traverser une caverne :

— Je crois, dit-il, que l'amour de Dieu, et l'amour en Dieu, qui est la bonté, suffisent pour le salut. Le monde de dispute et d'argutie dans lequel nous vivons tombera de lui-même, avant qu'il soit longtemps, devant l'unité de l'adoration et la douceur d'aimer et d'être libre. Or ni ceux de l'Église romaine ni ceux de Calvin et de Luther n'appartiennent à ce culte de la charité — les uns et les autres sont assombris par la lettre et furieux devant l'incertitude d'un texte. Il faut les saper, pour nous réconcilier avec le Seigneur. Celui qui faisait accourir les petits enfants, sauvait la femme adultère, défendait de se servir de l'épée, ordonnait que le prochain nous fût comme nous-mêmes, ne peut qu'être attristé des abominations qui se commettent pour le menu des doctrines. Je le dis en vérité, celui-là est un grand coupable ou un misérable aveugle, qui se plaît dans la chicane et insulte ses frères qu'il faut aimer comme soi-même, parce qu'il se croit plus de sagesse pour interpréter des textes incertains, et dont l'incertitude est de nulle importance auprès des vérités éclatantes qui sont le fondement de la chrétienté. Non point qu'on ne puisse discuter sur ces textes, mais sans oublier que cette discussion doit chercher sa force dans une douceur plus entière et dans une tendre remontrance. Je vais plus loin : il est mauvais, il est cruel, il est inhumain de vouloir souffrir pour des propositions subsidiaires de l'Évangile, lorsque le principal n'est pas mis en doute. Vous qui me parlez des martyrs, eh bien! je le déclare, si les martyrs n'étaient pas morts pour la paix, pour l'amour du prochain, pour la miséricorde, mais seulement pour l'interprétation d'un texte, j'oserais leur refuser mon acquiescement.

Jacques de Mérac s'était levé. Il regarda le prélat avec une sorte de crainte en même temps que de reproche. Et il cria :

— Mais vous êtes plus loin de votre Église que nous. Et vous seriez aussi sévèrement condamné par Rome que par Genève.

— Je ne l'ignore point, dit Fénelon, avec un soupir, tout surpris de la hardiesse où l'avait entraîné son éloquence...

Mérac détourna la tête, mais le prélat avait vu le mépris aux yeux du sectaire. Il s'en irrita :

— Vous vous étonnez, Monsieur, fit-il d'une voix sèche, que je reste ministre de l'Église malgré cette croyance?

Mérac demeura sans répondre. Fénelon le pressa :

— Je veux votre sentiment, dit-il.

— Je suis votre hôte, reprit l'autre âprement... et je demande à ne point répondre.

Dans cet instant Fénelon l'exécra, au point qu'il eut — mais très fugitive — l'envie de le livrer à la justice royale. Il répondit avec une dureté véritable :

— Les bonnes intentions dont l'Enfer est pavé, c'est sûrement celles de ces âmes étroites qui marchent dans le devoir comme dans un sentier de chèvres. D'elles naît la puanteur des disputes mesquines. Elles portent en religion la chicane des petits procureurs crasseux et la basse cruauté des rustres. Et je comprends la haine qu'elles excitent.

— Monseigneur !... s'écria Mérac avec force.

Son œil farouche était devenu rouge. Il crispa ses poings, il sortit brusquement de l'étable, disant à son fidèle :

— Ne me suivez pas. Je reviendrai.

Fénelon, outré, ne fit pas un geste pour le retenir. Il murmura :

— Et voilà les mauvais esprits qui découragent l'indulgence...

Un grand soupir lui fit tourner le visage. Il vit le dévoué qui tombait en arrière sur la paille. Cet incident changea sa pensée et le fit revenir à la douceur de son ministère. Il se pencha sur le huguenot, il vit qu'il était évanoui :

— Ce pauvre homme a succombé à la lassitude.

Et il mouillait les tempes avec de l'eau. L'autre, se ranimant à demi, balbutia : J'étouffe !... tandis qu'il arrachait sa collerette et tirait à son justaucorps.

Fénelon l'aida charitablement et soudain demeura interdit. Il venait d'apercevoir une jeune et tendre poitrine, deux seins de vierge, plus beaux que les œuvres de la sculpture italienne, qui palpitaient avec une élégance infinie.

Bossuet aurait reconnu la malice du Tentateur à ce gentil spectacle. Fénelon subit d'abord leur charme. Il avait le sang vif et la chair un peu faible des gens de sa race. Il goûta une minute le trouble délicieux que la nature attache à la contemplation de ces choses. Il sentit ensemble une langueur brûlante et un redoublement de colère contre le parpaillot qui exposait à la faim, à la fatigue et au supplice cette jolie personne. Il lui passa de nouveau le désir de faire arrêter Mérac. Sans doute, il n'en ferait rien cette nuit même. Il laisserait au fugitif quelques heures d'avance, afin d'agir en gentilhomme. Mais rien ne lui interdisait ensuite d'ordonner et de diriger une poursuite que sa finesse rendrait efficace.

La formule de l'adieu à Mérac pouvait le délier, en tant qu'hôte, pour le retour du soleil. Et déjà il composait cette formule : «... J'oublierai votre existence jusqu'à l'aube... »

Il méditait, le front creusé, l'œil trop subtil. Il détestait étrangement ce proscrit implacable que suivaient de si séduisantes dévouées.

Durant ce temps, la belle personne était revenue à elle-même. Elle rougit sous le regard de Fénelon.

Le prélat, gêné, détourna le visage... Ils demeurèrent quelques minutes en silence, tandis que la jeune fille rajustait ses vêtements, puis l'évêque murmura :

— Voici que le croissant va disparaître dans l'horizon. Il est temps pour vous de repartir. Je vous reconduirai jusqu'aux collines prochaines — car je ne puis charger aucun domestique de ce soin.

Dans cet instant, Mérac rentrait. A la lueur des chandelles il semblait plus rude, plus violent et presque sauvage. Fénelon dit, en évitant de rencontrer son regard :

— Apprêtez vos montures, Messieurs.

Et s'adressant en particulier à Mérac :

— J'oublierai votre existence jusqu'à l'aube !

III

C'était une de ces nuits merveilleuses qui ont enchanté jusqu'aux hommes des premiers âges. Arcturus inclinait sur le ciel son rubis pâle ; l'étincelante Wéga palpitait sur la Lyre ; le Grand Cygne s'allongeait dans la vapeur argentine de la Voie lactée. Sur tout l'horizon les étoiles filantes s'élançaient, laissant après elles des sillons pâles ; il sortait des eaux, des herbages, des cultures, une odeur de félicité et d'amour.

François de Salignac conduisait ses hôtes à travers les bosquets, vers les collines de Varraz.

Il ne parlait pas. On n'entendait que le piétinement assourdi des trois chevaux, le bruit lointain des grenouilles assemblées sur les étangs et la voix d'une lente rivière. L'âme du prélat demeurait trouble. Sans doute était-il à l'un de ces moments où la ten-

tation est forte sur la chair des hommes. Il ne cessait d'épier la huguenote dans la ténèbre transparente. Et il était jaloux de Mérac.

Ils chevauchèrent jusque vers la mi-nuit; ils parvinrent sur le haut de Varraz. Deux chemins descendaient le versant opposé à celui qu'ils venaient de gravir.

Fénelon dit :

— La route de droite est la meilleure; elle va jusque vers les lacs. Celle de gauche conduit aux forêts d'Erven qui sont, comme vous le devez savoir, sauvages, pauvres et mal hantées.

Il n'en dit pas davantage. Il était perfide par omission. Car il n'ignorait pas que vers les lacs on avait aposté des agents royaux avec du militaire, et qu'il pourrait, à l'aube, envoyer, par des sentes de traverse, un coureur agile, prévenir du passage des fugitifs.

Mérac n'hésita point. Il connaissait mal cette partie du pays. Il choisit la route la meilleure, se bornant à s'informer des distances et des aboutissants. Fénelon donna les indications nécessaires et prit congé de ses hôtes. Mérac lui dit au départ :

— Vous avez barre sur ma vie, Monseigneur : le jour où je devrais l'exposer à votre service — fors en ce qui concerne le devoir à Dieu, — j'accourrai, s'il le faut, de l'extrémité du monde.

S'il avait parlé en douceur, le prélat l'eût simplement abandonné à son destin. Mais sa voix sonnait dure comme un cuivre, pleine d'un orgueil violent. Fénelon répondit :

— Jusqu'à l'aube prochaine, monsieur de Mérac, votre destinée est inconnue au prêtre et au serviteur du roi. Faites diligence.

Les derniers mots étaient pour s'assurer contre tout reproche. Les huguenots n'y prirent point garde. La dévouée s'empara de la main de M. de Salignac et la baisa dévotement. L'impression de ces lèvres charmantes et la beauté de ces grands yeux, que la nuit ne pouvait éteindre, agitaient encore Fénelon lorsqu'il rentra dans sa demeure.

IV

Le prélat dormit peu. Une image charmante émouvait son sommeil. Il fit dès l'aube venir un serviteur plein de discrétion, — espèce d'homme farouche qu'il avait sauvé de la hart et qui ne faisait pas un acte sans l'assentiment de son maître. Il lui dit :

— Fauvet, tu prendras les chemins dans les bois et tu iras, sur la route du sommet de Serraz aux lacs, prévenir les agents royaux que deux fugitifs de la Réformation y doivent passer. L'un est M. de Mérac, dont ils ont la description. Il monte un cheval harassé, qui bronche un peu, par accident. Tu ne mêleras pas mon nom à cet avis. S'il t'arrivait mésaventure, tu sais ne courir aucun péril durable. Sois vite!

Il regarda partir Fauvet, qui allait du train d'un cheval. Il était sombre; son âme de gentilhomme se révoltait contre soi-même. Il argumentait à mi-voix comme dans une dispute. Et il revenait toujours à se dire :

— Je sauverai la tête de Mérac, et si je puis convertir sa compagne, j'obtiendrai qu'on se contente de le renvoyer du royaume.

Cette conversion lui était une image délectable. On ne saurait dire qu'il désirât davantage, — lui-même eût été embarrassé de définir le fond de sa pensée ou de son instinct. Mais, en homme d'Église, il avait une manière de satisfaire son goût pour les femmes, en les attirant au joug de Dieu ou en dirigeant leurs consciences. Cette transposition amoureuse l'abusait lui-même, et allait quelquefois jusqu'à la passion. Il semble qu'il y eût ici une inclination de ce genre, plus vive en ses débuts que toutes les précédentes, et l'évêque souffrait déjà à l'idée que la conversion lui dût échapper.

Il dit une messe à sa chapelle; il pria Dieu avec ambiguïté — non qu'il crût, à l'instar des Juifs, tromper son Créateur, mais il excellait à se duper lui-même. Après cette messe, l'impatience le saisit. Il fit seller un cheval, prit son manteau de voyage, et repartit vers la hauteur de Serraz. Il s'était fait suivre de deux serviteurs; il allait faire une de ces inspections dont sa charge lui donnait le droit et lui faisait un devoir. Il chevaucha plus de trois heures en silence. Le matin était tendre et gracieux, rafraîchi de soudains zéphires qui s'étaient parfumés sur les herbes aromatiques et les fleurs. Mais Fénelon demeurait étranger à la robe charmante des prairies, aux longues dentelles des arbres, aux eaux bruissantes et claires, qui sortent si nombreuses de ces collines.

Il fit halte à un premier poste des agents et des dragons du roi. On y avait reçu la visite de Fauvet, mais personne n'avait vu passer les fugitifs. Fénelon écouta, feignant de tout ignorer, et poursuivit sa route. Il éprouva le même mécompte à sa deuxième halte. Mais un peu plus loin, alors qu'il approchait de la quatrième heure de marche, il lui sembla entendre un piétinement dans un bosquet. Pris d'un pressentiment, il descendit de cheval, il pénétra seul parmi les arbres, après avoir ordonné à ses hommes de l'attendre sans bouger.

Près d'une clairière, tapissée d'herbe et de mousse, il s'arrêta, ému de surprise!... Jacques de Mérac dormait, étendu sur la mousse, d'un sommeil qui semblait profond; les deux chevaux des fugitifs pais-

saient, et la Dévouée, lasse, pâle et d'autant plus charmante, veillait assise sur un baliveau. Elle était pensive, — elle n'avait pas entendu venir le prélat, à cause du bruit des chevaux ou, peut-être, pour avoir été prise d'un peu d'engourdissement.

Et elle fit d'abord un geste de peur, puis elle se rassura en reconnaissant Fénelon. Elle le regardait sans trop d'étonnement, accoutumée à tout par la singularité de sa vie, mais avec une extrême douceur. Et, joignant les mains dans un geste de prière :

— Je ne puis croire, Monseigneur, dit-elle à voix basse, que ce ne soit la Providence qui vous remet sur notre chemin. Il est sans doute dans ses voies que nous vous devions notre salut.

Fénelon rougit. Il n'osa contempler en face ces beaux yeux tendres et reconnaissants. Il répondit, évasif :

— M. de Mérac a succombé à la fatigue ?

— Il y a quarante-huit heures qu'il veillait. Déjà tout le mois avait été plein de peines et d'alertes.

Elle se tut. Elle baissa ses longs cils ; une douceur profonde se répandit sur sa bouche fine et ses joues soyeuses.

Ensuite, elle dit à voix basse :

— Je n'ai pu vous exprimer hier comme il convenait, Monseigneur, la force de ma gratitude. Rien ne pourra prévaloir contre elle. Et je voudrais vous dire aussi combien votre parole a touché mon cœur. Je ne fais que songer à cette paix si tendre, à ce commerce sans haine de la créature avec elle-même et avec le Créateur.

Un attendrissement subtil pénétrait Fénelon. Il prit un plaisir infini à la rougeur et au sourire confus de cette personne pleine de grâces. L'équivoque aussi de l'aventure était selon son cœur : il y avait en lui, indépendamment du vœu de conquérir une âme aussi élégamment enveloppée, la volupté abstraite de vaincre avec détour. Il s'abandonna un moment au charme mélangé de ces impressions. Il en oubliait Mérac. Mais soudain, il ressentit un choc d'angoisse et d'irritation. La jalousie qu'il avait contre le proscrit s'éleva violente. Il sentit avec trouble qu'il enviait, comme le roi David, la brebis du pauvre. Et il se le reprochait, mais sans efficace. Il lui était insupportable de laisser fuir cette femme avec cet homme. Le regard qu'il jeta sur le corps endormi était fauve et perfide comme celui des panthères. Il en eut conscience : il voila des cils sa prunelle. Et il répondit :

— Ne voulez-vous pas faire avec moi l'effort de ramener ce malheureux à qui sa croyance ne peut valoir que de la misère et peut-être le trépas ?

— Que faut-il faire ? dit-elle.

— Le plus sûr serait de vous laisser prendre dans ce district même. Car vous n'éviterez pas de l'être demain ou après-demain. Les agents sont ici plus à ma dévotion que les autres. L'arrestation, faite avec douceur et précaution, serait annoncée au ministre par moi-même. Je réussirais ensuite à porter l'indulgence dans l'âme du roi...

— Devrais-je le tromper ?

Fénelon la regarda bien en face.

— Oui.

Elle fit un geste de révolte ardente :

— Je ne *puis* pas tromper M. de Mérac.

Une âpre férocité envahit l'âme bénigne de l'évêque :

— Beau scrupule ! fit-il avec ironie... et qui vaudra peut-être la mort à cet homme.

Elle devint livide, et, d'une voix suppliante :

— Et sinon ?

— Sinon, c'est un exil honorable.

— Avec moi.

— Non. Vous serez retenue par le pouvoir ecclésiastique.

Elle joignit et retourna violemment ses petites mains :

— C'est impossible, Monseigneur... Je ne puis abandonner M. de Mérac !

Ces mots décidèrent le prélat. Les deux hommes qu'il avait laissés sur le chemin étaient forts et bien armés. Il résolut de les employer à l'arrestation du huguenot.

Rien ne trahit la fièvre de son âme, tandis qu'il prenait cette décision. Il sut feindre un air de mélancolie :

— Cet homme vous est donc bien cher ? fit-il d'une voix blanche.

Elle laissa retomber ses deux mains et murmura :

— Je suis la sœur naturelle de M. de Mérac !

A peine elle eut prononcé ces paroles, toute l'âme de l'évêque se retourna. Sa colère et sa jalousie s'évanouirent en fumée ; toute sa douceur naturelle revint comme une eau fraîche dans une terre desséchée. Il enveloppa Mérac d'un coup d'œil plein de miséricorde, il prit entre les siennes la jolie main de la Dévouée :

— Faisons quelques pas, dit-il en l'entraînant.

Et tandis qu'elle le suivait :

— Soyons complices, ma sœur en Dieu, pour ce pauvre homme. J'userai pour lui de tout mon crédit et de celui de mes amis. Nous obtiendrons pour M. de Mérac la permission de se retirer en Picardie ou dans la Champagne. Il recevra le revenu de ses domaines ; et il pourra, avant de se décider à servir le roi, prendre du repos et de la réflexion.

Ils étaient venus près de la route. Le prélat jeta un appel léger. Ses hommes accoururent. La huguenote voulut fuir : elle ouvrit la bouche pour crier, mais la main de Fénelon étouffa sa voix. En

deux mots, l'évêque instruisit ses serviteurs, et, M. de Mérac, surpris dans son sommeil, fut promptement réduit à l'impuissance.

La jeune femme, frappée d'épouvante, les joues baignées de larmes, regardait François de Salignac avec indignation. Mais il ne sentait plus d'autre trouble que celui même de cette douleur charmante. Toute lutte intérieure avait disparu. Il savait agir entièrement *pour* le proscrit. Et il dit :

— Rassurez-vous, Madame. L'arrestation de M. de Mérac était imminente. Tout le pays d'alentour est plein des soldats et des agents du roi. J'ai voulu vous épargner une complicité même excellente pour votre ami. Et j'ai pris sur moi toute cette responsabilité. Ainsi, vous êtes *mes* captifs : c'est *ma* voix qui sera écoutée, et nulle autre. J'aurai tout le bénéfice de l'acte : je suis sûr d'obtenir maintenant ce que je vous ai promis. M. de Mérac aura une retraite honorable et tout loisir pour examiner ses résolutions... Eussiez-vous préféré le voir sur l'échafaud et que des âmes innocentes périssent pour une cause perdue ?

Dans ce moment, les serviteurs amenaient Mérac, entravé de cordes et bâillonné.

Il jeta un regard sauvage au prêtre. Mais Fénelon lui dit :

— Monsieur de Mérac, vous ne devez pas concevoir de rancune. Depuis l'aube, j'ai liberté de remplir mon devoir contre vous. Mais j'ai surtout voulu vous sauver. Dans une heure, des agents aveugles vous auraient pris. Et vous eussiez marché à la mort. Il n'y avait pas deux moyens de vous sauver.

L'évêque fit signe qu'on ôtât le baillon au prisonnier. Et Mérac répondit, farouche et doux :

— C'est deux fois que vous avez barre sur ma vie, Monseigneur.

Déjà on l'emmenait. Et la jeune femme, à travers ses larmes, montra un sourire plein d'espoir et de confiance. Un bonheur inexprimable envahit le cœur de Fénelon. Il sentit que désormais cette âme si joliment habillée de grâces lui appartiendrait en Dieu, qu'il en recevrait les confidences les plus secrètes, qu'il mènerait les détours de sa conduite. C'était, pour l'heure, toute sa conception de l'amour. Il n'y mêlait point de passion bassement matérielle. Et il se félicitait de sa finesse et de sa décision. Toutefois, il n'ignorait point avoir couru le danger d'être inhumain et perfide. Il lui demeurait un vertige, comme le voyageur qui a longuement côtoyé le précipice. Il se disait avec repentir :

— Il est bon, à la vérité, de n'être pas d'une loyauté trop loyale non plus que d'une justice trop juste : car c'est ici la source de grandes cruautés. Mais il faut pourtant se méfier de l'antique malice du jardin d'Eden. Car elle conduit facilement à la guerre, — et j'ai bien failli perdre ce pauvre homme que j'ai sauvé... « Toutefois », ajouta-t-il en se souriant avec bénignité, si cette jeune femme n'avait point été parée de charme et si j'avais eu les yeux farouches d'un Saint, il est certain aussi que ce huguenot aurait passé par les mains du dragon...

L'évêque ne s'attarda point à découvrir les contradictions de ce raisonnement. Il reprit la main de sa compagne et, la serrant d'une étreinte longue et caressante, il dit :

— Quand l'homme verra clair, Madame, il apercevra qu'il y a infiniment de bien dans le mal, et que le poison peut être salutaire à qui sait le bien prendre.

L. H. Rosny.

LA FRANCE EN AFRIQUE DU NORD ET AU SOUDAN CENTRAL

Récemment et ici même, un Colonial se plaignait de l'exagération coloniale. L'argument se résumait à ces deux allégations contradictoires : nous cherchons de nouvelles colonies et nous négligeons les anciennes. Cela est vrai. Pourquoi ?

Notre initiation nouvelle aux choses coloniales date de 1880. Notre extension du Sénégal au Niger, par concordance voulue avec nos projets de jonction de l'Algérie au Soudan ; notre protectorat de la Tunisie en 1883, celui de l'Annam et du Tonkin dans la même année, voilà les témoignages donnés à l'opinion publique indifférente ou réfractaire.

Se montrer à la hauteur des obligations nouvelles, récapituler avec quelque fierté nos possessions d'outre-mer, leur accorder la curiosité qu'elles méritaient, telle fut la reconnaissance de l'opinion publique.

Mais, nous n'avions pas été les seuls à étendre notre domaine colonial. D'autres peuples, les Anglais, les Allemands, les Italiens, avaient, eux aussi, dépensé quelques efforts pour acquérir des territoires nouveaux, ou, simplement stimulés par l'exemple, avaient, comme l'Angleterre, hâté la solution d'actes préconçus.

Or, le plus ou moins de simultanéité de ces extensions diverses, effectuées les unes à côté des autres, n'avait pas été sans susciter des jalousies d'abord, puis sans créer, avec des intérêts exposés à se heurter, des nécessités de prévoyance et de préservation.

Tel qui entrait en jouissance d'un point quelconque du continent africain avait non seulement pour devoir de songer à sa destinée, mais se trouvait foncièrement obligé d'employer les moyens nécessaires pour assurer son avenir.

Cette stratégie préventive a été diversement pratiquée par les uns et les autres. L'Angleterre s'y est montrée géniale par le superbe dédain avec lequel, dépassant les limites de son champ de bataille, elle a disposé ses postes de combat sur tous les points où il n'y avait personne comme sur tous ceux où il y avait quelqu'un.

Quelle était donc, en ce qui nous concernait, la région offerte à nos soins et à nos prévoyances? De quoi se composait, en résumé, notre domaine, à l'heure favorable où se réveillait dans l'opinion française la conception économique des colonies?

Des missions topographiques avaient étudié le tracé d'une future voie ferrée qui devait relier le Sénégal au Niger, pendant que, du côté de l'Algérie, une commission officielle examinait la possibilité de lancer à travers le Sahara un autre chemin de fer qui viendrait aboutir au Soudan, soit par Tombouctou, soit dans la direction du Bornou.

Le colonel Brière de l'Isle, gouverneur du Sénégal, mettant à exécution le programme du général Faidherbe, envoyait le capitaine Gallieni au Niger pour renouveler auprès d'Ahmadou, sultan de Ségou, la tentative infructueuse de Mage et Quintin, et obtenir du potentat qui tenait le seuil du Soudan un *modus vivendi* qui nous permit de transporter nos postes jusque sur le grand fleuve.

Les colonels Borgnis-Desbordes, Frey, Gallieni et Archinard sanctionnaient et amplifiaient notre prise de possession du haut Niger, en réalisant successivement, par voie d'annexion ou de protectorat, l'œuvre d'extension qui établissait notre influence du Niger supérieur aux portes de Tombouctou et du Fouta-Djallon au Kénédougou, d'une part, et aux frontières de Libéria, d'autre part.

Jusque-là, et on peut dire jusqu'en 1892, le plan d'adaptation fut méthodiquement suivi, du moins dans les parties que nous venons d'énumérer.

On eût pu, procédant par concordance stratégique, et alors que rien, dans la partie méridionale de la boucle du Niger, n'annonçait encore des rivalités inquiétantes, participer à l'évolution qui s'accomplissait au détriment d'Ahmadou et de Samory en amorçant notre établissement de la côte d'Ivoire au bassin de la Volta et au Niger moyen. On ne le fit pas.

Survint le capitaine Binger, qui démontra, par son itinéraire de Bammakou à Grand-Bassam, à travers la région de Kong et ses territoires limitrophes, l'inéluctable utilité d'unifier politiquement les pays Mandingues depuis le haut Niger jusqu'à l'embouchure de la Comoë.

Entre le moment où le capitaine Binger acheva son voyage et celui où fut reprise l'œuvre de cohésion, on laissa s'écouler cinq ans. Ce n'est qu'au mois de septembre 1894, après la fin des affaires du Dahomey, que la fondation du poste de Carnotville et la première expédition du commandant Decœur vinrent témoigner qu'on avait la volonté d'aller jusqu'au bout.

Notez qu'entre temps la convention du 10 août 1889 était intervenue, alors que, sans menace de conflits, la France, s'autorisant de l'incorrection commise envers elle à Zanzibar et faisant acte de la réelle connaissance de ses intérêts dans la boucle du Niger, pouvait refuser de souscrire aux termes de cette convention. Même à cette époque, la Compagnie anglaise du Niger était trop pauvre d'arguments pour opposer une résistance soutenue à nos légitimes revendications. La preuve en est dans la réserve qui fut faite des territoires à partir du neuvième degré.

On sait ce que sont devenues les initiatives parties du Dahomey et comment leurs résultats ont été appréciés par la convention du 15 juin dernier. On peut ne pas être un colonial à tous crins. On peut même éprouver des tendresses pour la grande nation jalouse qui nous vaut tant de mécomptes. On ne peut pas ne pas se dire que, si elle avait été à notre place, son orgueil, à défaut de son sentiment de justice, n'aurait jamais accepté pareil échec.

*
* *

L'intérêt français n'était malheureusement pas exclusif à la boucle du Niger. L'œuvre de cohésion et, subsidiairement, la conception logique d'une mainmise commerciale sur le Soudan central, toujours avec l'arrière-pensée d'opérer la jonction économique avec l'Algérie, échappaient à l'opinion publique. Celle-ci est loin d'avoir son éducation faite en matière coloniale, et il faut un peu pardonner au monde officiel qui ne puise en elle que des inspirations intermittentes.

C'est ainsi que la question de Tombouctou fut mal jugée, malgré son importance capitale.

Lorsque les Anglais prirent, en 1883, possession définitive du bas Niger, remplaçant trente-deux comptoirs français à qui avait manqué le concours de la France coloniale, ceux qui songeaient parfois à la destinée du Soudan eurent la vision très nette de ce qui allait se passer.

De même que celle d'Égypte, la question du Soudan central, éclairée par le rôle du Niger, a fait partie depuis longtemps du programme de l'Angleterre. Cette puissance passe sa vie à commenter la carte du monde et à tirer de cette étude une moralité pour elle-même. C'est pour elle que le docteur Barth accomplit son grand voyage au Soudan, et c'est en son nom qu'il signa un traité, sans valeur d'ailleurs, avec le sultan du Bornou. L'établissement des

Anglais au bas Niger n'a été que l'exécution des conseils de Barth.

Or la France était à peine arrivée sur le haut Niger que les conséquences de cette extension au point de vue des relations à engager avec le Soudan central étaient déjà compromises. Quelques années plus tôt, ou tout au moins si ne s'était pas dressée devant elle la Compagnie anglaise du Niger, elle aurait pu nouer ces relations dans des conditions particulièrement favorables, et l'occupation de Tombouctou aurait ensuite permis de compléter la reconstitution à notre profit des voies commerciales du Soudan en Algérie. Entre le Soudan et l'Algérie nous serions devenus les dispensateurs de toutes les transactions, et l'unité de la France africaine du Nord eût été accomplie.

La Compagnie anglaise du Niger a devancé nos tardives dispositions et notre influence. Elle drainera la production du Soudan central par la voie de la Bénoué et du Niger et aussi par la voie ferrée qu'elle établira à travers la nouvelle zone qu'elle s'est concédée par la convention du 15 juin. Le chemin de fer de Lagos sera exécuté avant que nous n'ayons terminé une de nos routes.

Un des moindres résultats de cet état de choses sera la décadence de Tombouctou. Le Soudan central associé à la politique commerciale anglaise, avec ou sans Rabah, son conquérant d'hier, adoptera pour porte de sortie l'embouchure du Niger ou le port de Lagos.

Telles sont les considérations qui, dès 1889, devaient nous servir d'arguments à l'égard de l'Angleterre. Ce sont elles qui ont inspiré sans nul doute ceux de nos officiers et administrateurs dont tous les efforts ont eu pour but de nous fixer sur le seuil même du Soudan, de Say à Badjibo. C'est cette conception qu'on a eu le tort de méconnaître.

Certes, on peut se demander si les sacrifices considérables accomplis au centre africain, dans la zone de l'Oubangui au Tchad, n'ont pas nui dans une mesure quelconque à la question du Soudan au point de vue qui nous intéresse. Il y a eu évidemment une lacune dans le plan d'unité dont la jonction de l'Oubangui au Tchad n'a été qu'un des chapitres, et il faut déplorer que les efforts particuliers comme les efforts officiels n'aient pas suivi plus de méthode dans un but plus déterminé. Nous sommes obligés de dire cela par honneur pour la vérité et parce que, en regard de nos fautes, l'Angleterre nous donne le spectacle d'une stratégie rigoureusement logique.

Quoi de plus simple à prévoir, par exemple, que son occupation du Soudan égyptien? N'en avait-elle pas marqué les étapes? A-t-il jamais été permis de s'illusionner sur l'intervention de M. Stanley dans la province d'Équatoria et la destinée d'Emin-Pacha? La question du madhisme a-t-elle jamais pu être considérée par les esprits sérieux autrement que comme une duperie? L'affaire de l'Ouganda, les rêves de jonction exprimés par M. Cecil Rhodes, les dispositions que l'Angleterre essaya de réaliser en 1894 avec le Congo belge, n'ont-ils pas été des incidents probants, sans préjudice de bien d'autres? L'intention de l'Angleterre de rester en Égypte a été dès les premiers jours aussi évidente que l'existence des étoiles. Tout au plus a-t-elle fait une réserve. Mais elle a prévenu les conséquences d'une évacuation qu'on ne lui a pas

demandée. Son établissement irrévocable à Souakim et la voie ferrée qui va relier ce port à Berber, sur le Nil, lui assurent suffisamment ce qu'elle désirait, d'être maîtresse du transit entre l'extrême Orient et l'Europe occidentale. Ce ne sera pour elle qu'une question de bateaux et de transbordements. Nos ports français de la Méditerranée ressentiront cela dans quelques années.

Au fait, pourquoi n'a-t-on jamais demandé à l'Angleterre d'abandonner l'Égypte?

Des deux parts, on a invoqué pendant quelque temps la suzeraineté de la Turquie comme la suprême sauvegarde de l'intégrité de l'Égypte et des provinces soudanaises. Les Anglais ont employé l'argument à l'occasion, lorsque celle-ci leur était contraire. Notre gouvernement lui-même s'en est servi, avec abondance. Il a eu raison, car il était juste de rappeler que personne ne pouvait disposer des anciennes provinces soudanaises sans l'assentiment de l'Égypte et de la Turquie.

Mais tout se démode, même les arguments les meilleurs. Celui de la suzeraineté de la Turquie, après la tentative de don à bail du Bahr El Ghazal par les Anglais aux Belges, menaçait de devenir ridicule. Il était sage pour la France de ne plus se contenter d'une arme insuffisante et de prendre quelques précautions à l'égard de certains territoires que ne protégeait plus aucune suzeraineté. Il y a quelque chose qui ressemble à cela dans le nord du Siam. Ce sont les États Shans.

La France alla donc occuper un point de la rive gauche du Nil Blanc. Elle choisit Fachoda parce que c'est un centre assez considérable, absolument livré à lui-même depuis 1885, ne dépendant, par conséquent, ni de l'Égypte ni de l'Angleterre, et à propos duquel il n'a jamais été formulé aucune réserve. De sorte que la France pouvait prendre Fachoda comme point d'observation en attendant la délimitation de sa frontière du haut Oubangui.

Il est évident qu'en se plaçant au seul point de vue de l'Égypte on ne saurait considérer les provinces du Bahr El Ghazal et de Fachoda comme on l'eût fait avant l'abandon du Soudan. A cette époque, il n'y avait ni Belges ni Français en contact avec ces deux provinces. Et, de même qu'il eût fallu s'entendre à ce moment-là, il faut *a fortiori* s'entendre aujourd'hui parce que le Bahr El Ghazal et Fachoda étaient sans maîtres et que leurs premiers voisins européens vont sensiblement modifier l'existence de ces deux régions.

Comme nous avons dit que l'argument de la suzeraineté turque était démodé, c'est avec l'Angleterre qu'il faudra nous entendre parce que celle-ci a repris possession, au nom de l'Égypte, de l'ancien Soudan. On sait depuis longtemps, d'ailleurs, qu'elle a substitué ce qu'elle appelle ses droits à ce que nous croyions, nous, les droits de l'Égypte. Mais, il n'est rien de pire que les acheteurs de créances, et c'est ce qui explique l'état d'esprit avec lequel certains milieux anglais ont accueilli notre établissement à Fachoda.

Le grand tort de la France a été de ne pas déclarer nettement et officiellement ses intentions. Non pas qu'il fût nécessaire d'agir avec éclat; mais, dès l'instant où elle se mettait à l'unisson des sentiments de l'Angleterre à l'égard de la suzeraineté turque, on ne saisit pas bien pourquoi elle entourait de tant de ménagements une tentative qu'elle jugeait légitime et bien plus fondée que l'annexion de l'Ounyoro et de l'Équatoria.

Et puis, la France observait l'acte général de Berlin qui prévoit qu'aucune revendication de souveraineté en Afrique ne peut être appuyée que sur une occupation réelle du territoire revendiqué, occupation signifiée par la présence d'une force suffisante pour maintenir l'ordre, protéger les étrangers et surveiller les indigènes. L'Angleterre connaît bien la valeur de cette déclaration. Elle s'en est servie jadis au Zambèse contre les Portugais; et un de ses mandataires, sir Rennell, qui remplit opportunément, en 1896-97, auprès du Négus Ménélik, une mission dont on ignore encore les conclusions vraies, pourrait dire sans doute pourquoi nos compatriotes n'arrivent pas plus facilement à atteindre le Nil Blanc en partant de Djibouti.

Il est certain qu'en droit toute mission partie d'un point quelconque de l'Est ou de l'Ouest pour aboutir à une des provinces de l'ancien Soudan égyptien, pouvait faire acte d'occupation, les armes à la main, en se basant sur l'acte général de Berlin. L'Égypte, seule, pouvait invoquer une priorité.

Quelle est pourtant l'importance du Bahr El Ghazal et de Fachoda, par corrélation avec nos territoires de l'Afrique centrale?

Le peu de commerce que nous pouvons réaliser de ce côté n'a qu'un dérivatif insuffisant par la voie de l'Oubangui. Celui beaucoup plus considérable qu'y font les Belges s'en va par la voie bien outillée du Congo.

Le jour où fonctionneront les chemins de fer de Mombaz au lac Victoria et de Souakim à Berber, où les compagnies anglaises draineront à elles tous les produits du haut Nil, et où même les indigènes du haut Oubangui trouveront plus court d'aller à Lado porter leurs marchandises, on ne voit pas bien les avantages commerciaux qui resteront à la France, même avec la liberté de navigation du Nil. Si, au contraire, s'orientant vers la partie orientale du Tchad, où les passages lui seront certainement acquis jusques et y compris le Darfour, elle dirige

vers le Nord-Ouest, soit vers l'Algérie et la Tunisie, les productions de l'Oubangui, elle inaugure un mouvement commercial dont les conséquences peuvent compenser largement ce que la Compagnie royale du Niger nous fait perdre au Soudan central.

Nous venons de parler du Darfour, parce qu'il nous paraît être, en effet, la compensation indiquée, sans préjudice de celle que notre gouvernement exprime l'espoir d'obtenir sur le Nil même par la concession d'un port qui serait Fachoda ou une autre ville.

Mais, alors qu'on ne retirerait d'une porte de sortie sur le Nil qu'un avantage insignifiant, il y a utilité, il est indispensable de posséder le Darfour, et ce, pour les mêmes motifs qui se rattachent à l'union commerciale avec notre Afrique du Nord.

De la Tripolitaine au Darfour existe, en effet, un courant de transit qui aboutit au Kordofan. Ce courant a déjà quelque peu modifié son itinéraire depuis la prolongation du chemin de fer anglo-égyptien de Ouadi-Halfa à Berber. L'itinéraire jusqu'à Dongola est plus court que celui d'El Fasher à Khartoum. Mais, il subsiste quand même un mouvement commercial assez important par la route traditionnelle. C'est celui-ci qu'il faudrait régulariser à notre avantage de telle sorte que le Darfour pût devenir l'étape intermédiaire entre notre haut Oubangui et notre Afrique du Nord.

Autant il est juste, pas conséquent, de considérer l'incident de Fachoda comme un argument de délimitation que justifie un état de choses provoqué par l'Angleterre elle-même, autant il ne faut pas en exagérer l'importance au point de vue commercial. Et comme c'est surtout le point de vue que nos rivaux considèrent avec le plus de souci, on peut être surpris de les voir, dans la circonstance, mal concevoir l'exacte valeur des choses. Aucun désavantage, absolument aucun, ne peut résulter pour eux de notre voisinage. Il ne reste donc que la question d'amour-propre, et elle n'est pas de celles sur qui échoue la diplomatie.

Nous avons dit plus haut comment le rôle de la Compagnie du Niger est venu à l'encontre du programme ébauché par la France; comment il peut rendre inutiles et notre occupation de Tombouctou et nos efforts de pénétration saharienne et nos rêves de jonction de l'Algérie au Soudan. Nous venons d'indiquer aussi dans quel sens nos possessions de l'Oubangui au Tchad pouvaient devenir une compensation aux déceptions que nous inflige la Compagnie du Niger ou tels syndicats anglais qui la remplaceront.

Cette cohésion économique de l'Algérie avec le Soudan central et du Soudan occidental avec les régions du Tchad ne doit cependant pas être abandonnée. On peut en revoir les plans et les modifier. On doit les mettre à l'unisson des nouvelles nécessités.

Tout d'abord, il est évident qu'entre l'Atlantique et la Méditerranée le Soudan n'a pas encore fixé son choix. Une révolution qui date de plusieurs années s'y accomplit encore. Un nommé Rabah, ancien esclave de Zobeïr, riche esclavagiste d'El Obeïd, capitale du Kordofan, y règne à peu près en maître. Ce Rabah, échappé des prisons de Karthoum, était resté pendant cinq ans à faire du brigandage dans le Kordofan et le Darfour. Vers 1892, après avoir réuni une armée, il entra dans le Ouadaï et le conquit. Du Ouadaï il passa au Baguirmi, qui lui résista non sans quelque succès, puis au Bornou et, enfin, au pays de Zinder, qui, avec la province du Damergou, fait précisément partie de la région abandonnée à nos tentatives d'influence.

Mais le roi de Zinder, Garba, a jusqu'à présent fait bonne contenance devant Rabah. Il a pour alliés les Touaregs, qui, contre Rabah, ne sont point une quantité négligeable. Il est vrai que le conquérant noir a trouvé de son côté des alliés appréciables. Il a donné une de ses filles en mariage au marabout Hayato, un des personnages les plus considérables du Soudan.

Hayato est descendant du fondateur de la dynastie Peul dans l'empire du Sokoto. Dépité de voir le trône passer à un autre que lui, il quitta sa famille et entreprit un apostolat de l'Islam parmi les Peuls disséminés du Niger au Tchad. Sa doctrine est celle des Tidjaniens. Retenez cela, car c'est du Sénégal qu'elle a été apportée au Soudan central. L'influence d'Hayato devint bientôt énorme; au point qu'il put fonder à Belda, en pleine région convoitée par la compagnie du Niger, un véritable royaume. C'est là qu'avant d'épouser la fille de Rabah, il avait déjà pris en mariage une fille de l'homme qui passe pour être le plus grand chef religieux du Soudan, le mokkadem Cherno Bouro, dont la zaouia est à Ngaoundéré, dans l'Adamaoua.

Hayato songe toujours au trône du Sokoto. Qu'adviendra-t-il de ses rêves et surtout de sa condescendance envers son beau-père Rabah? Il est bien évident que la France se prépare au Soudan central un rôle politique intéressant. Pour cette seule considération, elle fera bien de se hâter.

Certes, il y a là un élément redoutable, le Haoussa, dont les Anglais, classificateurs habiles, font le plus grand cas, et auquel ils destinent, dans la diffusion de leurs intérêts africains, un rôle de courtage dont nous ressentirons bientôt les effets. C'est déjà la langue haoussa qui domine du Sokoto au Baguirmi, se substituant au Kanouri.

Mais nous avons, nous Français, un élément à op-

poser qui est loin d'être méprisable; c'est le Peul, musulman revenu du Soudan occidental, Tidjanien militant, qui a groupé par sa seule force religieuse toutes les peuplades soudanaises du Sokoto au Baguirmi ; le Peul, dont les ramifications s'étendent au Macina, au Fouta-Djallon, au Kong, au Baguirmi et dans la haute Sangha.

A l'est du Baguirmi, nous sommes en présence du senoussisme.

Le point d'appui, d'apparence illusoire, que nous a donné au Soudan central la convention de 1889 et celle du 15 juin dernier, nous a mis en présence de graves difficultés à résoudre; elles ne sont pas insurmontables si nous savons être habiles. Encore eût-il été sage de ne pas attendre sept ans pour tenter quelque chose de ce côté, et surtout de se mieux renseigner avant de rien entreprendre.

Que devons-nous faire en attendant pour l'œuvre saharienne, c'est-à-dire pour l'œuvre de cohésion commerciale qui, de l'Est à l'Ouest et de l'Algérie au Soudan, nous permettra de ne point considérer comme une duperie la transaction que nous avons souscrite avec l'Angleterre?

Il faut d'abord en finir une fois pour toutes avec cet inconnu décevant auquel nous nous heurtons depuis un demi-siècle. Résolvons le problème des Touaregs, non pas par des visites périodiques où, après mille surprises évitées, ces sphinx nous assurent de leur considération: mais par une chevauchée concluante.

M. Foureau vient de partir, comme il le souhaitait, avec le concours armé qu'il réclamait depuis dix ans. On a fini par l'entendre. Espérons que nous apprendrons bientôt son arrivée en Aïr. Ce sera un résultat considérable et, à dire vrai, il ne restera plus grand'chose à faire. Une voie commerciale sera ouverte, sûre et active, qui remplacera en partie celles que notre conquête a désorganisées ou amoindries. L'ancienne voie commerciale la plus importante entre l'Algérie et le Soudan était précisément celle d'Ouargla en Aïr. La question du Touât ne sera plus qu'un jeu, et la reconnaissance de la région saharienne, qu'elle s'accomplisse par des tentatives de voie ferrée en même temps que par de multiples itinéraires de caravanes, entrera dans une phase pratique et féconde.

On devra, à tout prix, encourager ces itinéraires : reconstituer les anciens d'accord avec nos intérêts et en créer de nouveaux pour des besoins nouveaux; car il s'écoulera quelques années avant qu'on entreprenne la continuation du chemin de fer d'Ouargla, et il faudra bien quatre ans encore avant que la ligne de Biskra-Ouargla soit terminée.

Le Sahara étant une zone commerciale française, il y a utilité à demander et à obtenir la résidence d'un représentant de la France à Rhât et à Mourzouk.

L'occupation de Tombouctou, en nous permettant d'agir sur les caravanes qui vont au Maroc et de les détourner sur nos marchés, nous fait aussi un devoir de tenter une autre combinaison pour augmenter son importance commerciale. Nous pouvons essayer de reconstituer l'ancien itinéraire de Tombouctou à Arguin en créant ici des établissements de pêcheries. La proposition n'est pas nouvelle. Elle est fondée sur des considérations exactes, et il est même étonnant qu'elle n'ait pas davantage arrêté l'attention, surtout après un essai de pêcheries qu'on allait entreprendre il y a quelques années, lorsque le Conseil général du Sénégal, scandalisé qu'on eût donné la concession du Cap-Blanc sans son consentement, parvint à la faire retirer à son titulaire. Ce sont là des choses regrettables et qui ont le tort de ne point soulever de protestations.

Ainsi doivent se résumer les efforts de la France dans sa colonisation du nord de l'Afrique et du Soudan. Ils doivent tendre à atténuer, sinon à compenser complètement, ce que l'initiative anglaise a fait et se propose de faire du côté du Soudan. S'il en était autrement, et si la France laissait le découragement s'emparer d'elle, ou si elle se bornait à une action saharienne limitée, sans corrélation avec le Soudan, autant vaudrait qu'elle abandonnât celui-ci à ses destinées anglaises.

Le Soudan occidental, en revanche et pour avoir perdu lui aussi le bénéfice de son premier contact avec la région centrale, peut se suffire à lui-même.

Terre de cultures, où l'habitant, initié aux valeurs de son sol et aux vrais moyens d'en extraire les bienfaits, pourra se passer des voisins et trouver dans ses seules ressources une prospérité suffisante, le Soudan de la boucle nigérienne est un pays d'avenir sans secousses où il ne tient qu'à l'âme française d'entretenir la sérénité.

L. Sevin-Desplaces.

VOLNEY [1]

III. — L'HOMME

J'ai dit que Volney valait mieux que sa réputation. Je serais heureux de le prouver aux Angevins qui me liront, car c'est un Angevin de qualité, c'est Bodin, pour le nommer tout de suite, qui a le plus contribué à lui faire la figure sèche, désagréable, antipathique, qu'il a dans l'histoire depuis qu'il y est entré. Non content d'avoir induit le public en

1 Voyez la *Revue* du 22 octobre.

erreur en lui racontant le plus sérieusement du monde que le pseudonyme de Volney n'était que la traduction de Chassebœuf en Arabe — ce qui était une ânerie, le nom de Volney ayant été formé tout simplement de la première syllabe du nom de Voltaire et de la dernière de celui de Ferney (1), Bodin ajoute : « Il faut l'avouer, les qualités de son cœur ne répondirent presque jamais à celles de son esprit. L'égoïsme et l'avarice formaient la base de son caractère; froideur, indifférence poussée jusqu'à l'ingratitude, ton suffisant et orgueilleux, impatience portée jusqu'à la brusquerie, dès qu'il croyait perdre quelque chose ou n'avoir plus rien à gagner dans une liaison quelconque. Jamais il n'hésita à briser les liens du sang ou de l'amitié dès qu'ils furent invoqués, surtout lorsque, parvenu aux honneurs et à la fortune, il fut dans le cas de rendre des services. Jamais sa bouche ne s'ouvrit pour soulager l'infortune : l'égoïsme et l'avarice avaient détaché son cœur qui fut toujours fermé à la compassion et aux doux épanchements de l'amitié. »

Le portrait n'est point flatté, vraiment, et il n'est personne qui, après avoir lu ces lignes, ne se dise : « Si Volney n'était pas plus beau au physique qu'au moral, cela devait faire un assez vilain monsieur ! » Mais, comme dit le proverbe, qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son ; je me défie des portraits qui sentent la charge. Et franchement le portrait de Volney par Bodin est trop chargé pour être ressemblant. On dirait qu'il a été buriné par une plume trempée dans du vinaigre. Bodin aurait-il appartenu à cette catégorie de gens, si nombreuse et si méprisable, qui ne vous pardonnent point les services qu'on a pu leur rendre ? Je n'en sais rien, mais cela semble ressortir de la lettre indignée que lui écrivit à ce propos la veuve de l'auteur des *Ruines* : « Mon mari vivait, Monsieur, et vous lui écriviez ; vous lui faisiez hommage de votre ouvrage avec les expressions d'une respectueuse estime, et il reconnaissait, par sa bienveillance pour le fils, l'honnête attention du père. Mon mari n'est plus ; votre respect a cessé. Je vous laisse, Monsieur, en présence de votre conscience et du public (2). »

Quoi qu'il en soit, comme je ne cherche en tout que la vérité, je me suis mis en quête de documents, de témoignages, dont l'authenticité, le caractère et l'ensemble offrissent au lecteur impartial une réelle garantie sous le rapport de la ressemblance physique et morale de Volney, et je crois avoir acquis la certitude que l'illustre écrivain n'était pas plus *avare*, *égoïste* ou *ingrat* que le commun des mortels.

J'ouvre la *Biographie Michaud*, et dans le copieux article qui lui est consacré, je lis que Volney « conserva jusqu'à la fin cette sensibilité d'âme qui paraît encore plus précieuse lorsqu'elle s'allie à des manières brusques et sévères. Accoutumé à ne rien dépenser pour lui-même, il devenait prodigue lorsqu'il s'agissait de secourir le mérite indigent et de contribuer par des sacrifices pécuniaires au progrès de la science. »

Voilà un portrait qui diffère singulièrement de celui de Bodin. Est-il plus ressemblant ? Je le crois. D'abord il ne contient pas que des ombres, et puis il s'accorde assez bien avec les témoignages de Daru, de Daunou, de Besnard, de Bossange, de Mme Volney, appuyé du joli croquis de Fourrier. Fourrier (je parle du grand géomètre, qui avait suivi à l'École normale le cours d'histoire de Volney) nous le représente, à trente-huit ans, comme un homme assez jeune et fort bien vêtu, grand, d'un extérieur très agréable. « Je connais peu ses écrits, ajoute-t-il (1), il parle avec facilité, et en termes extrêmement choisis ; sa parole est lente et il semble s'y complaire... » N'est-ce pas qu'il faudrait peu de chose pour que ce petit portrait de Volney ressemblât à s'y méprendre à M. Waldeck-Rousseau ?... Et Mme Volney qui avait épousé le philosophe à un âge où il était revenu de ses idées précises et, comme il disait, « prêt à tout », Mme Volney écrivait à Bodin, trois ans après l'avoir perdu : « Je vous rappellerai, Monsieur, que cet homme, si petit à vos yeux depuis trois ans, réduit encore au modeste héritage de ses pères, avait eu le courage d'accepter noblement la disgrâce de l'homme tout-puissant, et même d'offrir une démission où la prudence des sages d'alors ne voyait qu'un défi plein de dangers ; qu'il avait fondé à ses frais une école d'enseignement mutuel à Craon, sa ville natale ; que chaque mois, il répandait sur des familles malheureuses d'abondants bienfaits, et que de jeunes auteurs peu fortunés ou des savants, victimes de quelques désastres, étaient l'objet de sa sollicitude de tous les jours. Voilà, Monsieur, ce dont j'ai été témoin pendant dix ans, et ce n'est pas de l'avarice et de la dureté (2). » Enfin, Besnard qu'il avait rudoyé plus d'une fois et qui l'avait suivi depuis la pension Boutmy à Angers jusqu'à sa mort, Besnard a écrit dans ses *Souvenirs* (t. II, p. 285) : « J'ai eu le malheur de faire dans la même année deux pertes irréparables, celles de Volney et de Gallais. Le peu de détails dans lesquels je suis entré sur

1. Sainte-Beuve, « qui l'expédition de Bodin paraissait douteuse, avait interrogé là-dessus des érudits, mais il déclare qu'ils ne lui avaient point donné de réponse satisfaisante. Je le crois sans peine, la formation du nom de Volney, telle que je viens de l'indiquer d'après une tradition demeurée dans sa famille, n'étant rien moins que scientifique. (Voir *Causeries du Lundi*, t. VII, p. 394.)

2. *Journal des Débats* du 17 décembre 1825.

(1. *L'École normale* en l'an III, p. 141.

2. *Journal des Débats* du 17 décembre 1825.

les témoignages d'attachement, de bienveillance et même de générosité dont j'ai été l'objet de la part du premier, suffit pour ne laisser pas lieu de douter que mon affection doit être vive et sincère. »

Non, Volney ne fut ni un cœur sec, ni un avare. Ce qui lui donnait cette double apparence, c'est d'abord que son visage anguleux, ses lèvres pincées, son nez et son menton pointus disposaient peu en sa faveur, que, dans ses livres de voyage, le document précis et le renseignement statistique tiennent infiniment plus de place que l'imagination et le sentiment, et que, à l'exemple de la plupart des hommes qui jouèrent un rôle dans l'histoire de la Révolution, il en traversa les phases les plus tragiques sans paraître plus ému que s'il n'avait pas risqué de monter sur l'échafaud (1). C'est ensuite qu'ayant été élevé à la campagne et par des gens de la campagne, il sut de bonne heure le prix de l'argent. Il était, d'ailleurs, bien forcé de compter, car, lorsqu'il vint à Paris, ses revenus étaient maigres et la vie relativement chère. On a dit, ce qui est vrai, du reste, qu'il partit pour l'Égypte avec six mille francs dans sa ceinture et qu'il en revint au bout de trois ans avec vingt-cinq louis. Après! Je ne sache pas que ce soit le fait d'un avare. Ce serait plutôt le fait d'un homme ordonné et qui songe au lendemain. Nous savons, au surplus, qu'il était sobre comme un Arabe et austère comme un moine (2). Et la meilleure preuve qu'il ne tenait pas tant à l'argent qu'on veut bien le dire, c'est que, après la mort de son père, il renonça à sa succession, en faveur de qui? — de sa belle-mère, pour laquelle, je souligne ce trait, il eut toujours l'affection d'un fils.

Si donc, j'avais à définir le caractère de Volney, je dirais qu'il était simple avec affectation, avec solennité, comme la plupart des hommes de son époque, et que c'est précisément cette ostentation dans les choses qui en demandent le moins, qui donne à sa physionomie cet air guindé et dur auquel se prennent ceux qui ne le connaissent pas à fond. Ainsi, qu'avait-il besoin de faire graver cette inscription sur sa maison de la rue de La Rochefoucauld :

EN 1802,
LE VOYAGEUR VOLNEY, DEVENU SÉNATEUR,
PEU CONFIANT DANS LA FORTUNE,
A BATI CETTE PETITE MAISON PLUS GRANDE
QUE SES DÉSIRS. (1)

L'homme véritablement simple et qui se contente de peu n'a point coutume de prendre le public pour confident de ses goûts et de faire étalage de sa modestie. Et cependant Volney disait vrai quand il affichait de la sorte son peu de confiance dans la fortune, car, outre qu'il s'attendait à mourir chaque année, les honneurs ne le grisèrent jamais, bien qu'il y fût aussi sensible qu'un autre, et c'est en toute sincérité qu'il écrivait à un de ses amis intimes après que l'empereur l'eut fait comte : « Je suis toujours le même, un peu comme Jean La Fontaine, prenant le temps comme il vient et le monde comme il va; pas encore bien accoutumé à m'entendre appeler *Monsieur le comte*, mais cela viendra avec les bons exemples. »

Et le fait est que cela ne lui vint que sur le tard — peut-être quand il eut épousé sa cousine — car Mlle Gigault, une fois devenue Mme Volney, n'oublia pas de faire précéder son nom du titre de comtesse.

Est-ce tout? pas encore. Nous avons vu que Bodin avait accusé l'auteur des *Ruines* de n'avoir jamais su consoler un ami dans la douleur ni soulager une noble infortune. J'ai trouvé récemment, dans les papiers inédits des Idéologues (2), une lettre de lui au citoyen Gaudin, ministre des finances, que je me reprocherais de ne pas publier ici, car non seulement elle détruit l'assertion de Bodin, mais elle achève de nous faire connaître Volney sous son vrai jour. Voici

(1) Arrêté pendant la Terreur pour ses opinions *royalistes*, Volney dut la vie à un membre de la Commune, le citoyen Froidure, « lequel, en le faisant changer souvent de prison, lui avait ainsi évité d'être envoyé au tribunal révolutionnaire, car on était venu plus d'une fois le chercher dans celle où on le croyait trouver, et on en emmenait un autre à sa place, pour que le nombre des victimes du jour se trouvât le même, et il en était pour son quatrième changement à Picpus le 9 thermidor ». (*Souvenirs d'un Nonagénaire*, t. II, p. 89.)

(2) Même quand sa situation de fortune et sa position sociale lui permirent d'avoir un train de maison, il continua de vivre sobrement, bourgeoisement, comme en témoignent les lignes suivantes que je trouve dans les *Souvenirs* de son ami Besnard : « M. de Volney voyait peu de monde. Je ne me rappelle avoir vu chez lui, à cette époque (1815-1820), que MM. Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Denon, de Broglie et Chaptal, quelques libraires et académiciens avec lesquels il s'enfermait dans son cabinet. Il vivait frugalement, et sa cuisinière, bon sujet, qu'il avait amenée de la campagne de Madame, alors absente, était loin d'être un cordon bleu. Elle formait à elle seule tout son domestique avec le cocher qui ne lui rendait d'autres services que ceux de soigner ses chevaux, de faire quelques commissions et de le conduire, en venant prendre l'ordre deux fois par jour, à 8 heures du matin et à 6 heures du soir. M. de Volney le donnait bien rarement, car il ne fréquentait aucun ministre ni dignitaire, et il se rendait pédestrement à la Chambre des pairs. Il se comportait au dîner à peu près comme tout le monde, mais toujours avec une grande sobriété; le vin de Coulanges lui paraissait préférable à tout autre et lui suffisait. Pour le déjeuner, il avait des habitudes que j'étais loin d'approuver et que je me permis même de critiquer. Avec pain, viande chaude ou froide, fruits crus ou confitures, au lieu d'eau rougie, il prenait pour tout breuvage, tantôt du thé, tantôt du café qu'il préparait lui-même et dont il humait une cuillerée à toute bouchée. » (*Souvenirs d'un Nonagénaire*, t. II, p. 277.)

(1) Il l'avait embellie de tous ses souvenirs d'Égypte, pyramides, sphinx, hiéroglyphes, etc. Il la revendit en 1819 pour acheter, au n° 73 de la rue de Vaugirard, l'hôtel où il mourut. Cet hôtel porte aujourd'hui le n° 77.

(2) Papiers versés à la mairie du XVIe arrondissement de Paris par M. Antoine Guillois, l'auteur du *Salon de Madame Helvétius*.

donc ce qu'il mandait au citoyen Gaudin, le 25 thermidor an X :

Le citoyen Dessarts, médecin, m'écrivait hier que le citoyen Bedigis qui sort d'une maladie grave subirait une longue convalescence et qu'il serait nécessaire qu'il respirât un air meilleur que celui du marché, ci-devant cimetière des Innocents. Il ajoute que le citoyen Bedigis paraissait manquer des moyens convenables, et qu'il désirait me parler. Je m'y étais rendu, en effet, et j'ai trouvé le convalescent assez faible. Il m'a témoigné le désir et le besoin d'aller prendre l'air à Belleville et en même temps son désespoir de voir échouer les mesures qui devaient lui en procurer le moyen. D'après ce qu'il m'a dit, il paraît, citoyen ministre, que vous avez fait un rapport juste et favorable aux consuls sur l'indemnité à lui accorder; que le premier Consul a voulu que le fonds en fût pris sur l'Intérieur; que l'Intérieur à la fin de l'année n'a point et ne doit pas avoir de réserve et que le ministre a dû vous en informer. J'éprouve par moi-même combien vous devez être fatigué d'importuner le premier Consul de cette affaire. Permettez-moi cependant encore une fois de vous prier de lui remettre la lettre du ministère de l'Intérieur sous les yeux. Ce que le général Bonaparte veut bien décidément *doit réussir*. C'est sa devise. Il n'a pu vouloir ici une mesure illusoire, et il ne peut vouloir en aucun cas qu'un paragraphe de son histoire dise : un cadastre approuvé par tous les sçavans, suivi sans relâche par des *Français* pour son pays, ne trouva aucune protection efficace près de lui, et des deux principaux entrepreneurs, l'un qui le suivit en Egypte périt assassiné dans l'émeute du 30 vendémiaire, l'autre périt de misère à Paris près du palais des Thuileries.

Salut et fraternité.

VOLNEY (sénateur).

Il me semble que cette lettre prise au hasard réfute victorieusement l'assertion calomnieuse de Bodin.

Voilà ce que j'avais à dire de l'homme. Voyons maintenant ce que fut l'Angevin.

IV. — L'ANGEVIN

C'est une chose digne de remarque que les principaux actes de la vie nomade de Volney ont été conçus et exécutés en Anjou et qu'ils témoignent pour la plupart de son attachement à son pays d'origine. Ainsi, quand il se fut décidé à faire son voyage en Égypte, non seulement il vint en Anjou pour s'entraîner à la marche, mais il y dépouilla le vieil homme, je veux dire la défroque de Chasseboeuf et de Boisgirais sous le nom desquels il avait fait son entrée dans le monde et terminé ses études à Paris, et quand le jeune Volney quitta sa ville natale, la légende dit qu'il ne put s'empêcher de pleurer. La légende dit-elle vrai? Je le pense, car elle est ici d'accord avec le fond de la nature humaine, et ceux-là qui mettent en doute la sensibilité de Volney seront bien forcés d'y croire lorsqu'ils sauront que vingt-cinq ans plus tard, après avoir été anobli par Napoléon, il prit pour armes parlantes deux colonnes asiatiques ruinées, « base de ma noblesse », disait-il, surmontées d'une hirondelle. Qu'est-ce, en effet, que cette hirondelle emblématique, sinon le témoignage touchant que, pareil à cet oiseau voyageur, il entendait demeurer fidèle à son nid?

Il était parti pour l'Égypte sous le nom d'emprunt qu'un de ses oncles, grand admirateur de Voltaire, lui avait conseillé de prendre (1). Il revint en Anjou, couvert de gloire, non pour y goûter parmi ses compatriotes un repos bien gagné, mais pour se faire l'ardent champion des idées nouvelles. Il avait alors trente et un ans. C'était en 1788, quelques mois avant la réunion des États-Généraux. Des troubles avaient éclaté dans toute la Bretagne, principalement à Rennes où la jeunesse des écoles, soutenue par ses professeurs, avait pris fait et cause pour le tiers-état contre les deux premiers ordres, et ces troubles avaient eu un tel retentissement au dehors, que les étudiants en droit et en médecine d'Angers avaient décidé de se porter au secours de leurs camarades de Rennes, à leur premier appel. Bien plus, ils avaient formé ensemble une sorte de pacte, prélude éloquent de la fédération bretonne-angevine qui devait être conclue à Pontivy, en 1790, aux termes duquel ils s'engageaient à se réunir en cas d'attaque et à se défendre mutuellement devant les tribunaux.

Volney, qui brûlait de jouer un rôle politique, jugea que le moment était venu de se jeter dans la mêlée et fit paraître une série de pamphlets aussi courts qu'incisifs qui servirent de ralliement au parti patriote. Le plus célèbre d'entre eux fut la *Sentinelle du Peuple* qui, à raison de son caractère anonyme, a donné lieu à des suppositions d'autant plus injurieuses pour la mémoire de Volney que, suivant moi, rien ne les justifie. C'est ainsi que M. Barthélemy Pocquet, sur la foi de racontars passés à l'état de légendes et de deux lignes méprisantes tombées de la plume de Chateaubriand, n'hésite pas à dire que vraisemblablement Volney ne fut dans cette violente campagne « qu'un agent supérieur et distingué de cette propagande ministérielle que Necker et Brienne, pour des motifs différents, dirigeaient contre les classes les plus résistantes de la province (2) ».

Volney, agent du ministère public! Allons donc! Il y a deux ou trois raisons tirées de son caractère,

(1) [illegible] Chasseboeuf qui avait, disait-il, une belle couleur celtique. [illegible]

(2) [illegible] p. 117.

de ses relations et des événements, qui suffisent à mon sens à le venger de cette injure gratuite. D'abord, il était déjà célèbre à cette époque et n'avait pas besoin de vendre sa plume; ensuite, il était trop fier, trop indépendant de son naturel; de plus, le salon de Mme Helvétius où il fréquentait n'avait jamais eu beaucoup d'estime pour Necker; enfin, si Volney avait été l'instrument du ministre de Louis XVI, il est à présumer que ce ministre n'aurait point blâmé l'arrangement qui l'avait fait nommer, à son insu, directeur général de l'agriculture et du commerce en Corse (1).

J'ai parlé de l'esprit d'indépendance de Volney. Qu'on veuille bien se souvenir, en effet, de sa résistance à Bonaparte qu'il avait deviné, patronné, lancé, et qu'il combattit ouvertement, quand, sous le masque blême du premier consul, il vit percer le bout de l'oreille de l'empereur! Qu'on se rappelle les refus catégoriques qu'il lui opposa successivement, lorsque, pour prix de sa collaboration au coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte lui offrit de le nommer consul à côté de lui, et que, faute d'avoir pu lui faire accepter le portefeuille du ministère de l'Intérieur, il lui envoya, sans être plus heureux, une magnifique paire de chevaux! Et l'on pensera, comme moi, que la légende ci-dessus ne tient pas debout (2).

Aussi bien, Volney s'est-il lavé lui-même du soupçon de vénalité dans une lettre parue sous son nom dans les circonstances suivantes : un gentilhomme angevin, le comte Walsh de Serrant, avait analysé en termes blessants la brochure anonyme que Volney venait de publier sous le titre : *Des conditions nécessaires à la légalité des États-Généraux*. Aussitôt, notre pamphlétaire prend la plume qui lui avait servi à rédiger la *Sentinelle du Peuple*, et, après avoir opposé à M. Walsh de Serrant sa simplicité de vie et sa jeunesse maîtresse d'elle-même et de sa fortune, il le défie de citer une dette, un abus de confiance, un tort fait à qui que ce soit. Puis, passant de la défensive à l'offensive, il lui dit : « Vous, Monsieur, qui avez un revenu de plus du double de mon capital, en pourriez-vous dire autant? »

La conclusion de cette lettre on la devine. S'adressant à tous les hommes laborieux de toute profession qui composent la classe du peuple « où il se fait honneur d'être né », il les adjure de n'élire que des roturiers et non des grands seigneurs « qui ne se baissent que pour ramasser ». Cette réplique imprimée était si violente, qu'elle fut dénoncée par le procureur du roi du Présidial d'Angers au Parlement de Paris, qui, le 5 avril 1789, prit la peine de la condamner à être brûlée par la main du bourreau. Mais le coup était porté, et Volney, que toute cette polémique avait rendu extrêmement populaire, avait le droit de rire de ces foudres mouillées, puisque, trois semaines avant, il était passé le second sur la liste des députés de l'Anjou aux États-Généraux.

Le voilà donc assis sur les bancs de l'Assemblée constituante, à côté de Milscent et de la Réveillère-Lepeaux (1). Maintenant que son but est atteint, va-t-il être infidèle à son mandat et se moquer de ses électeurs? Oh! que non! si j'avais un reproche à lui faire, ce serait plutôt d'avoir tenu plus qu'il n'avait promis. Quelques-unes de ses motions sont restées célèbres. Cependant il manquait de moyens oratoires, et l'on sait que pour produire tout leur effet, ses motions avaient besoin de passer par la bouche ronde de Mirabeau. Cela contribua, j'imagine, à le dégoûter de la tribune aux harangues. Toujours est-il qu'à l'expiration des pouvoirs de la Constituante, il revint avec joie à ses premiers moutons qui étaient l'agriculture et les voyages. Mais au milieu des fluctuations de sa vie, c'est une justice à lui rendre qu'il n'oublia jamais son cher pays d'origine. Au plus fort de la Terreur, en août 1793, nous le voyons parcourir à pied le district de Segré, avec une commission du ministre de l'Intérieur « pour rendre la rivière de l'Oudon navigable jusqu'à la ville et y pratiquer un quai ». Plus tard, quand la politique le reprit, car, en dépit de ses goûts littéraires, il devait s'y laisser reprendre, moins par ambition que par amour-propre, c'est encore en Anjou qu'il venait se

(1) *Causeries du Lundi*, par Sainte-Beuve, t. VII, p. 107.

(2) Il avait fait la connaissance de Bonaparte en Corse, à sa sortie de l'école de Valence, et il avait prédit ses hautes destinées. Plus tard, quand Bonaparte fut tombé en disgrâce, c'est lui qui, par l'intermédiaire de La Réveillère-Lepeaux, le fit rentrer dans l'armée. Aussi devint-il son commensal et son conseiller intime aux Tuileries et à la Malmaison, lorsque Bonaparte fut nommé consul. Mais il se brouilla avec lui lors des négociations du Concordat. Volney se prononçait énergiquement pour la liberté des cultes. Bonaparte soutenait que l'opinion demandait un concordat. — Eh bien! lui dit un jour Volney, si la France vous redemandait les Bourbons, les lui accorderiez-vous? A ces mots, Bonaparte entra dans une violente colère et lança dans le ventre de Volney, devant la table où ils étaient assis, un coup de pied qui l'étendit à terre. Après quoi, il le fit relever et conduire à sa voiture. Le lendemain, Volney lui envoyait sa démission de sénateur qu'il eut d'ailleurs le bon esprit de refuser, mais il ne siégea plus que de loin en loin au Sénat, quand il s'agit, par exemple, de voter contre l'établissement de l'Empire et la déchéance de l'empereur.

(1) Après son élection, Milscent disait de Volney au ministre : « On m'a nommé pour second un particulier plein d'esprit et d'éloquence, mais — je dis ceci à Votre Grandeur sous le sceau de la confiance paternelle — qui pourra faire bien du bruit aux États. C'est un sieur de Volney, dont le Parlement vient depuis quinze jours de faire brûler les ouvrages. Cet homme a un talent extraordinaire pour se faire des partisans. Il restait dans sa chaise immobile, et tous nos habitants des campagnes allaient lui demander mystérieusement qui ils devaient nommer. Il est, en général, adoré ou détesté. Les honnêtes gens gémiront d'un choix semblable, qu'on qualifie de scandale... » (Chassin, *le Génie de la Révolution*, t. I, p. 454.)

reposer de ses travaux. Il avait hérité, du côté de sa mère, la jolie propriété de la Giraudaie, sise tout près de Candé, sur les confins de l'Anjou et de la Bretagne. Il se plut à l'embellir pour en rendre le séjour plus agréable à sa femme dont la santé chancelante lui causait alors beaucoup de soucis. Et tout en s'occupant de relever le manoir principal qui lui était rentré « par capitulation », tout en réparant de vieilles métairies, il entreprenait, de concert avec la mairie de Candé, d'améliorer la voirie de cette petite ville. M. le marquis de l'Espéronnière, qui s'est fait l'historiographe de l'ancienne baronnie de Candé, m'écrivait naguère qu'on lui devait le nivellement de quelques rues où le rocher affleurait le sol. Enfin, il ne faut pas oublier que sous la Restauration il établit de ses deniers une école d'enseignement mutuel à Craon, sa ville natale. J'ai sous les yeux la délibération du Conseil municipal de Craon, en date du 11 avril 1818, relativement à l'établissement de cette école. Elle se termine naturellement par un vote de remerciements à M. le comte Volney, pair de France, et parmi les signataires, je relève le nom du curé de la paroisse.

Comment donc se fait-il que, cinq ans après sa mort (1), l'Institut de France auquel il appartenait et auquel il avait légué une somme importante pour fonder le prix qui porte son nom ; comment se fait-il que la ville d'Angers qu'il avait représentée si longtemps dans les assemblées politiques, aient poussé l'intolérance et l'ingratitude jusqu'à refuser de recevoir son buste en marbre, œuvre et don du sculpteur David ?

C'est qu'en 1825 le souffle libéral qui avait passé sur la France dans les premières années de la Restauration avait fait place à l'esprit de secte et de réaction folle qui perd toutes les causes qu'il prétend servir. Si Chateaubriand, malgré les immenses services qu'il avait rendus à la religion et à la monarchie de droit divin, avait été proscrit à l'intérieur par les ultras, il n'est pas étonnant que Volney, qui n'avait pour se défendre contre leur fureur que sa qualité de pair de France, ait été poursuivi jusque dans la tombe. Ne représentait-il pas à la Chambre haute la philosophie du XVIIIe siècle qui avait déchaîné la tempête révolutionnaire ? n'était-il pas resté jusqu'à la fin l'ami des hommes de 89 qui avaient précipité la chute de Louis XVI ?

Heureusement que l'Histoire se place à un point de vue plus élevé pour juger ses élus. Volney y était à peine entré par la mort, qu'elle passait l'éponge sur ses erreurs et ses fautes pour ne retenir que ses véritables titres à notre admiration, à notre reconnaissance. Et personne, que je sache, parmi ceux qui ont lu ses travaux littéraires, n'oserait lui contester l'honneur d'avoir, suivant l'expression de Joachim du Bellay, son compatriote, allongé la gloire de la patrie.

Léon Séché.

(1) Volney mourut à Paris le 25 avril 1820.

CE QUE COUTE UNE GRÈVE

Les grèves, ou, comme on les appelle assez improprement, les conflits entre le capital et le travail, prennent de jour en jour plus d'acuité et se multiplient même à la façon de maladies contagieuses. Poussé par cet esprit d'animosité aveugle, d'envie maladroite qui se développe ou qu'*on* développe contre l' « employeur », l'ouvrier se lance bien souvent dans la grève sans se demander si le patron peut donner satisfaction à ses réclamations.

Il ne fait pas doute — il n'a jamais fait doute pour les économistes — que la grève ne soit un droit absolument imprescriptible pour l'ouvrier, de même que pour le patron, dont la grève spéciale a pris en anglais le nom caractéristique de *lock out*, fermeture de l'atelier. Le droit de grève et de coalition *pacifique* est une conséquence du principe de la liberté du travail, tant de fois proclamé en France par diverses constitutions depuis le décret de mars 1791, et qui rencontre pourtant bien des exceptions sous la forme des monopoles. Nous n'avons pas à rappeler ici que c'est la loi de 1864, complétée par celle de 1884, qui a pleinement reconnu le droit de grève et de coalition.

La grève n'en est pas moins un état de guerre redoutable, un vrai fléau de l'industrie moderne, fléau qui sévit déjà à l'état aigu au Japon, pays à peine ouvert à la civilisation occidentale ; comme toute guerre, si elle se prolonge ou se répète, elle entraine des pertes déplorables, elle ruine même l'armée qui remporte la victoire. Ainsi que le disait un de nos savants confrères, M. G. Féolde, on peut déjà, dans certaines localités, constater, à la suite de grèves, la disparition d'industries jadis prospères.

La Société des Amis de la Paix essaye de gagner les esprits à la cause qu'elle défend en montrant les pertes pécuniaires et matérielles, les ruines qu'entraine la guerre, les innombrables victimes qu'elle immole ; on pourrait de même tenter de modérer l'ardeur avec laquelle employés et ouvriers se lancent dans la grève, en leur montrant ce qu'il en coûte aux deux partis dans un de ces conflits, lors même que des morts — le cas s'est présenté plusieurs fois aux États-Unis — ne s'ajoutent point aux pertes matérielles.

En France, les grèves se sont étrangement multi-

pliées : sans remonter plus haut que 1864, époque à laquelle la législation s'est transformée, nous voyons que cette année-là on comptait 19 grèves ; 26 en 1868, 55 en 1879, 182 en 1882, 160 en 1886, 321 en 1889, 634 en 1893, 476 en 1896. C'est comme une floraison qui a pris une intensité nouvelle depuis la loi de 1884, mais une floraison malsaine qui répand la misère.

L'Office du Travail, organisme administratif nouveau, qu'on a créé sous ce nom un peu pompeux et dont l'utilité pratique n'est pas démontrée, nous fournit cependant une statistique des journées chômées et perdues pendant les diverses années qui se sont succédé depuis 1874 (les éléments manquent antérieurement). Pour la période 1874-80, nous constatons que, en moyenne, chaque année, il a été perdu 162 800 journées, ce qui, en comptant la journée à 3 francs seulement, représenterait bien près de 490 000 francs, un demi-million de salaires, et encore s'agit-il d'une époque où les grèves étaient rares.

Dans la période 1882-85, la perte correspondante atteint plus de 2 millions et demi de francs, et cela à cause de l'augmentation des salaires.

De 1890 à 1893, le nombre moyen annuel des grèves s'est singulièrement accru et les salaires se sont élevés : les 1 726 000 journées perdues, dans le cours d'une année, représentent assurément une valeur approximative de plus de 6 900 000 francs.

En 1892, année féconde en grèves, les pertes de salaires ont dû atteindre 2 760 000 francs. Puisqu'ils ont pu perdre pareille somme, les ouvriers grévistes eussent été à même de l'économiser et de la placer.

Pour 1893, 170 000 ouvriers ont suspendu le travail et le nombre des journées chômées s'est élevé à 3 174 000 : nous n'exagérerons pas en disant que les 170 000 ouvriers ont perdu de la sorte au moins 12 600 000 francs. Et encore pour près de la moitié d'entre eux pareil sacrifice a été vain, puisque la grève s'est terminée par un échec.

La seule grève des mineurs du Pas-de-Calais représentait 1 772 000 journées chômées et une perte de salaires de 10 600 000 francs, d'après la statistique de l'Industrie minérale. L'année 1894 n'est pas une année à grèves, et cependant l'Office du Travail constate 1 062 000 journées perdues correspondant à 4 128 000 francs de salaires, en supposant, ce qui est au moins vraisemblable, le prix de la journée à 4 francs. Si nous interrogions les statistiques de 1896, où 476 grèves seulement se sont produites — ce mot *seulement* est bien relatif — il y a eu, malgré tout, 674 000 journées perdues.

Et encore ne tenons-nous compte que des salaires ; il serait fort légitime (et on l'a fait pour certaines grèves) de chercher également ce que les employeurs perdent à cet arrêt du travail, non seulement par le « manque à gagner », qui est pourtant respectable, mais surtout parce que les frais généraux courent toujours, notamment les intérêts du capital engagé, que des procès se déclarent pour les fournitures qui ne peuvent être livrées, que la clientèle se disperse, que, dans mainte industrie, il faut éteindre des feux qui coûteront fort cher à rallumer, que souvent, comme dans la verrerie, cette extinction des feux met les appareils de fabrication hors d'usage.

Encore pourrions-nous ajouter que les grévistes n'hésitent point toujours à causer des dégâts fort préjudiciables au patron, brisant une partie de l'outillage, se livrant à des violences sur la propriété de leur employeur.

En Belgique où les grèves sont nombreuses et redoutables, nous trouvons un calcul intéressant fait par le journal *l'Indépendance belge* sur les pertes et dommages frappant sans compensation les ouvriers, les sociétés exploitantes et le commerce, par suite de la grève survenue dans le Borinage en 1897. Le Borinage entier a chômé pendant trois semaines, et la grève s'est maintenue jusqu'à six semaines pour certaines régions. Il y a eu perte en salaires de 1 280 000 francs, et l'on évalue à 1 million la perte subie par les charbonnages, du fait de l'arrêt des ventes, et du fait des dégâts et éboulements survenus dans les puits par défaut d'entretien. Bien entendu, plus d'un client a abandonné ses anciens fournisseurs, incapables de répondre à ses demandes. « Les faillites ont été nombreuses et des commerçants en gros de Mons ont vu diminuer leur chiffre d'affaires de 75 000 francs depuis le début de la grève. » Pourtant la grève avait été calme, sauf trois attentats à la dynamite ; une quarantaine de grévistes avaient dû être condamnés à la prison pour atteinte à la liberté du travail. C'était encore là une perte pour les individus en même temps que pour la Société.

En Angleterre, l'ouvrier est certainement plus éclairé qu'en Belgique ou qu'en France, il a davantage la pratique et la compréhension de la liberté, et par suite il est plus modéré dans les luttes qu'il engage contre le patron. Mais les grèves y éclatent fréquemment, elles n'en sont même que plus méthodiques, leur organisation leur permet de durer longtemps et de coûter fort cher. Un organe analogue au Bulletin de notre Office du Travail, le *Labour Gazette*, constate que, en 1893, les grèves ont affecté 625 000 personnes ; il ne donne pas le nombre des journées perdues, mais nous avons, pour 1894, année où l'on a compté 324 000 grévistes, un livre bleu spécial publié par le *Board of Trade*, sur le rapport du chef du « Bureau du travail ». Les grévistes ont

remporté un succès partiel ou total dans les deux tiers des cas, et il faut ajouter que la plupart des contestations ont été réglées par des négociations directes entre ouvriers et patrons. On estime que le nombre de journées pendant lesquelles tout travail a été arrêté s'est élevé à 9 322 000, ce qui représente une perte en salaires de 50 millions de francs : c'est la part des ouvriers. Les Trades-Unions ont, de leur côté, déboursé en secours 1 200 000 francs, et l'on peut dire que c'est encore de l'argent sorti de la poche des ouvriers. On n'a pas fait le calcul analogue pour les patrons, mais on a évalué à 320 millions le capital demeuré improductif pendant les différentes grèves.

En 1895, il s'est produit une grève dans les charbonnages écossais : à ce propos, nous trouvons une indication sur les pertes subsidiaires, et pour ainsi dire au second degré, que ces luttes entraînent même pour les industries qui n'y sont pas directement intéressées. La production de la fonte en gueuses dans les mines métallurgiques a diminué d'une valeur de 6 833 000 francs pendant la grève, et le trafic des houilles sur les trois grandes compagnies de chemins de fer écossaises a décru de même de 6 779 000 francs. Les actionnaires de ces usines et compagnies ont donc payé, eux aussi, une partie des frais de la grève en question.

En 1874, et comme le rappelait notre collègue M. E. Hecht, un économiste de Pensylvanie écrivait ces lignes peu prophétiques : « Les grèves, dans notre pays, n'ont jamais été ni très sérieuses ni de bien longue durée. » Mais les États-Unis n'ont pas voulu rester en arrière de la vieille Europe : la preuve en est que, de 1881 à 1894, on y a compté 15 000 grèves ; la moyenne annuelle, qui ne dépassait pas 765 grèves de 1881 à 1887, s'est élevée à 1 292 pendant les sept années suivantes. Le chiffre des grévistes engagés dans les différentes grèves ne dirait pas grand'chose, car il manquerait le nombre des journées chômées ; mais nous pouvons trouver des données officielles sur les pertes directes causées par les conflits en question.

Voici par exemple, sur l'*Industrial Evolution of the United States*, un livre dû à la plume et aux connaissances spéciales de M. Carroll Wright, commissaire du travail aux États-Unis : il estime que les 3 902 grèves qui se sont produites de 1881 à 1886 représentent une perte de salaires de 265 millions de francs : cette perte peut même être portée à 306 millions, si l'on tient compte des *locks out*, des grèves de patrons, fermant leurs ateliers par solidarité ou pour d'autres causes. Il faut ajouter à ce chiffre, qui représente uniquement les salaires, les pertes subies par les patrons, et l'on doit les évaluer à 174 millions de francs. On voit quel formidable total cela forme pour cette durée de six années.

Toujours d'après la même source, les grèves et *locks out*, de 1887 à 1894, ont coûté 660 millions aux employés et 318 millions aux employeurs : c'est une perte directe de 115 millions de francs chaque année.

Les cas spéciaux nous amèneraient à des conclusions encore plus lamentables. En 1892, par exemple, les scieurs de granit soutiennent une longue grève aux États-Unis ; les pertes qu'ils éprouvent sont de 15 millions. Or, avec cette somme, ils auraient pu acheter les carrières et les mettre en exploitation pour leur propre compte. Pendant la grande grève de la compagnie Pullmann, en 1894, les grévistes perdirent 1 750 000 francs de salaires, et les employés de chemins de fer, qui s'étaient mis en grève par sympathie, 7 millions de francs. Les compagnies intéressées avaient, de leur côté, perdu 25 millions de recettes.

Voilà les résultats directs ; mais les répercussions subies dans toute la vie économique de la région ou du pays, les vies sacrifiées, les propriétés incendiées, les voies ferrées détruites partiellement, les dépenses militaires nécessitées par les violences des grévistes, comment les chiffrer ?

M. Bradstreet, qui est généralement fort bien renseigné, estime que, par ses différentes manifestations, la grève Pullmann a entraîné une perte de 400 millions de francs. Faut-il encore citer la fameuse grève de Pittsburg, en 1877, à une époque où les grèves n'étaient que dans l'enfance, et où pourtant la valeur de la propriété détruite dépassa 25 millions ?

Résultats déplorables qui devraient faire hésiter ceux qui poussent les ouvriers à la grève ! Sans doute la grève est une arme licite, quand on en use sans violence, mais une arme à deux tranchants, qui apporte la ruine avec elle, qui risque de faire disparaître bien des industries et d'enlever à l'ouvrier son gagne-pain. Il faudrait que l'employé sentît davantage qu'il est solidaire de l'employeur : et, pour finir, nous citerons un exemple consolant qui montre que cette solidarité est parfois comprise. En avril 1893, les ouvriers des forges de Silverdale se mettaient en grève pour ne pas accepter une réduction de salaire ; bientôt ils virent que la nécessité de cette réduction s'imposait au chef des usines, si celui-ci ne voulait point fermer son établissement, et, non seulement ils reprirent le travail, mais ils tinrent à faire accepter au patron une compensation pour le dommage résultant de l'extinction des feux et des retards apportés dans l'exécution des commandes. On ne pouvait pousser plus loin la solution pacifique d'une grève !

DANIEL BELLET.

VARIÉTÉS

UNE UNIVERSITÉ DE L'ANCIEN RÉGIME

L'Université de Provence [1].

On a rétabli les Universités avec une double préoccupation : grouper, dans chaque centre, par un lien d'étroite solidarité, des enseignements jusqu'ici isolés et indépendants ; laisser ces différents groupes exprimer, chacun par son caractère propre et sa physionomie locale, « les diversités charmantes des terroirs intellectuels » (2). Quel moment plus favorable pour écrire l'histoire des Universités d'autrefois et en montrer l'organisation et la vie ? C'est ce que M. Belin, recteur de l'Académie d'Aix, a fait avec à-propos et autorité pour l'ancienne Université de Provence. Son livre, fait tout entier d'après les manuscrits et les documents originaux, est une œuvre d'érudition très sûre, de critique ingénieuse et sagace, une reconstitution habile et intéressante d'une création de l'ancienne France. Grâce à un travail considérable, en dépouillant les archives de l'ancienne Université, celles de la ville d'Aix et du parlement, en mettant aussi à contribution des archives particulières, notamment celles des notaires, M. Belin a pu écrire un livre très richement documenté et mettre sous nos yeux un tableau complet et original de « la fameuse Université d'Aix ». Ajoutons que de fréquentes comparaisons avec les grandes Universités du Midi, Avignon, Montpellier, Toulouse, lui ont permis de marquer plus fortement encore le régime de l'Université d'Aix, de montrer comment elle se rapproche ou diffère de ces centres d'études.

Pénibles et agités furent les débuts de cette *étude général* que Louis II, roi de Sicile et comte de Provence, fonda à Aix dans les premières années du xve siècle. Et pourtant les puissances ne lui avaient pas ménagé leurs faveurs. Dès 1409, le pape Alexandre V la reconnaissait et la recommandait solennellement à l'attention des fidèles. Tout en respectant l'indépendance de l'Université comtale, il lui accordait les privilèges dont jouissaient des Universités déjà âgées de deux siècles ou à peu près : celles de Paris et de Toulouse. De son côté, le pouvoir temporel se préoccupait d'attirer les étudiants à l'Université. Le comte Louis II, qui venait de la fonder, adressait aux ecclésiastiques de ses États un appel solennel et faisait valoir les avantages pour les écoliers d'un séjour à Aix, particulièrement la tranquillité et le calme si favorables à l'étude. Enfin la ville d'Aix ne marchanda pas son concours à la création des comtes de Provence : achat d'un terrain, construction d'une école, avantages assurés à des professeurs célèbres d'Universités voisines, payement régulier de leurs gages, telle fut sa part, et non la moins considérable, dans l'œuvre nouvelle.

Mais on ne jugea pas que ces sacrifices suffiraient à attirer les étudiants : des privilèges et des libertés exceptionnelles parurent plus efficaces. On décida que le chef de l'Université serait un simple écolier. Dans d'autres Universités, à Avignon par exemple, le recteur est un docteur en droit, élu par tous les écoliers sans distinction. Son élection est annoncée en grande pompe à tous les personnages importants de la ville. Le jour de son installation est un jour de fête publique, marqué par une imposante cérémonie et un riche repas qu'il offre à un grand nombre de personnes. Pour subvenir aux dépenses considérables où il se trouvera engagé, il jouit de droits utiles. Il a aussi, bien entendu, des droits honorifiques importants, puisque dans les cérémonies, dans tous les actes universitaires, il vient immédiatement après l'archevêque chancelier.

Autre avantage qui donnait aux écoliers une situation tout à fait privilégiée : ils sont soustraits à la juridiction ordinaire et ne relèvent que d'un tribunal particulier appelé *conservatoire*, devant lequel sont portées toutes les causes civiles ou criminelles où ils se trouvent engagés. Ils jouissent surtout de la plus grande liberté et de ce droit au tapage, toujours si cher aux étudiants. Les statuts complaisants de l'Université non seulement leur garantissent, mais réglementent le *béjaunage* et le *charivari*. Il est d'autres Universités où les statuts traitent du béjaunage, mais c'est pour le défendre absolument comme dans l'Université d'Orléans, ou pour le réduire, comme dans l'Université d'Angers, à un simple droit d'entrée dans la confrérie des écoliers ; les jeux tumultueux, les danses, les jours de congé sont, à cette occasion formellement interdits.

Dans l'Université d'Aix, au contraire, le béjaunage est une véritable institution. Chaque année, le « promoteur » des béjaunes, c'est-à-dire celui qui est chargé de présenter à la corporation les nouveaux étudiants, est nommé par le recteur et ses conseillers ; et les statuts nous apprennent que le don de joyeuse

1 *Histoire [illegible] Université de Provence* ou *Histoire de la fameuse Université d'Aix*, d'après les manuscrits et les documents originaux, par F. Belin, recteur de l'Académie d'Aix, première période, 1409-1679. 1 vol. in-8° de xvi-755 pages ; A. Picard et fils.

2 Discours de M. Lavisse à l'inauguration solennelle de l'Université de Paris, le 19 novembre 1896.

arrivée varie avec la qualité du béjaune (1). Ce don de joyeuse arrivée était assez considérable, car il comprenait, outre les droits à payer à l'Université, l'obligation de donner au recteur et à ses compagnons un dîner où le vin n'était pas épargné. Mais la partie la plus importante du béjaunage, ce sont les épreuves désagréables et parfois humiliantes que les anciens étudiants imposent aux nouveaux, comme l'obligation de recevoir un nombre fixé de coups de palette, ou celle de se laver, et non au figuré, de leur souillure; car les béjaunes sont considérés comme infects (*infectos et fetidissimos bejannos*).

Les écoliers, on le conçoit sans peine, n'exerçaient pas avec moins de rigueur le droit de charivari. Tout membre de l'Université qui se mariait devait payer, *pro jure caravary*, une somme fixée d'après la condition de la femme qu'il épousait. S'il refusait, les écoliers, sous la conduite du promoteur, s'assemblaient devant sa maison, et, armés de chaudrons, de poêles, etc., donnaient en son honneur un concert tumultueux et peu réjouissant. Ils employaient même quelquefois des moyens encore moins délicats pour vaincre son obstination (2).

Aux complaisances de la discipline il faut ajouter l'indulgence dans les examens. Les docteurs en droit paraissent avoir été, à cet égard, d'une bienveillance infinie. Pour la licence — et c'est le seul grade qui soit soumis à un examen — on néglige d'observer les statuts : on n'exige pas du candidat les cinq années de « lecture », c'est-à-dire d'études exigées par le règlement; on accepte de lui la simple déclaration qu'il a, pendant *quelque temps*, étudié assidument le droit civil. Examens et collations des grades ne sont bien souvent que de brillantes représentations : visites solennelles du candidat, en compagnie du docteur, son parrain, et des écoliers qui veulent lui faire cortège, l'examen annoncé à son de cloche la veille et le jour même, argumentation, harangues, faculté de se faire reconduire en sa demeure avec jongleurs et musiciens. Voilà, pour une grande part, le programme de ces coûteuses et vaines cérémonies.

Cependant les étudiants ne savent pas gré à l'Université de tant de complaisance. Pauvres pour la plupart, ne trouvant pas à Aix la ressource qu'offraient les grandes Universités du Midi, c'est-à-dire des collèges où les étudiants sans fortune, véritables boursiers, recevaient l'hospitalité, ils émigrèrent dans des Universités plus généreuses. Onze ans après les lettres patentes de Louis II, le *studium generale* que celui-ci avait fondé dans la capitale de la Provence était déserté. Les professeurs payés par la ville avaient eux-mêmes abandonné leurs chaires. Il fallut aviser aux moyens de repeupler l'Université de création si récente. Le roi Louis III et son frère et successeur, René d'Anjou, essayèrent de retenir à Aix par des menaces, puis par des pénalités sévères les écoliers provençaux. D'un autre côté, cette rareté des écoliers ne tarda pas à amener des changements importants dans l'Université et à en modifier la physionomie. La création d'un office de vice-recteur, investi de toutes les attributions du recteur et pris parmi les docteurs de l'Université, donna aux maîtres une influence désormais prépondérante. Cependant, par ménagement pour les écoliers, le recteur restait encore nominalement le chef de l'Université. Au commencement du XVIe siècle, on alla plus loin. En 1510, les docteurs enlevèrent aux écoliers l'apparence même de cette prérogative dont — il faut l'ajouter — ceux-ci n'avaient guère usé à cause de leur pauvreté : ils décidèrent que désormais le recteur ne serait plus un écolier, mais un docteur, et qu'à l'élection de ce nouveau recteur seraient seuls appelés à prendre part l'archevêque-chancelier, le recteur en exercice, les maîtres en théologie, les docteurs en l'un et l'autre droit, et les médecins agrégés à l'Université. Les étudiants perdaient du coup le principal avantage que les statuts avaient voulu leur assurer.

Jusqu'ici l'Université avait été la réunion en un seul corps des maîtres et des élèves chargés, comme l'écrivait Louis III dans ses lettres patentes, de faire lever, par le concert de leurs efforts, une plus abondante moisson de science du champ des études. A partir de 1510, les docteurs en droit, dont le nombre augmente sans cesse depuis l'installation à Aix du parlement, deviennent les maîtres absolus de l'Université. « Tout en réservant par respect pour le premier ordre de la nation une sorte de place d'honneur aux docteurs en théologie dans les processions et les actes collégiaux, ils vont seuls compter dans l'Université; la Corporation universitaire devient en réalité la Corporation des docteurs en droit; et les docteurs en droit en font un corps fermé, dont ils interdisent avec un soin jaloux l'entrée aux étrangers. Dans les délibérations qu'ils prennent, et dont quelques-unes nous ont été conservées, ils ne se sou-

1. [illegible]

2. [illegible] pas seuls à réclamer ce droit de charivari et que les docteurs eux-mêmes l'exerçaient parfois sans pitié aux dépens d'un collègue récalcitrant. C'est ainsi qu'un docteur du collège, M. Noël Régis, qui venait de se marier, ayant refusé d'acquitter la taxe à laquelle il était soumis, le trésorier avait « assemblé un bon nombre de docteurs agrégés, et avec leur assistance fait et continué, *en la forme de l'estatut*, un charivari devant la porte du dict Me Régis, durant trois soirs consécutifs, pour obtenir de luy, par la rigueur de l'estatut, ce qu'il n'avait voulu accorder aux semonces que luy avaient esté faictes par le dict sieur Trésorier, par les voyes d'honnesteté en tel cas requises ».

cient guère que de s'assurer des privilèges; et les intérêts des écoliers, aussi bien que les besoins de l'enseignement, les préoccupent trop rarement (1). » C'est ce caractère corporatif de l'ancienne Université avec ce qu'il a d'exclusif et d'intéressé, que M. Belin s'est attaché à dégager et qu'il a réussi à mettre pleinement en relief. Il nous montre les modifications successives que l'esprit corporatif introduit dans l'Université des comtes de Provence : tout d'abord la suppression du nom même de recteur — ce nom supposait une direction dont on ne voulait plus, — et son remplacement par celui de Primicier. Selon une heureuse définition de Haitze (2), ce Primicier n'est plus que « le premier sur le tableau des docteurs ». Cet esprit d'égalité qui veut se rassurer lui-même amène la Corporation à diminuer encore les pouvoirs de ce « premier parmi des égaux », à lui adjoindre deux collègues, l'acteur, véritable syndic, et le trésorier, et à décider que ces trois *officiers de l'Université* seront pris parmi les docteurs et élus pour un an seulement. Puis c'est l'égoïsme qui cherche à se satisfaire — cet égoïsme collectif, propre aux corporations savantes aussi bien qu'à celles de métiers. On défend contre les ambitions et les convoitises du dehors les privilèges qu'on a acquis; on veut en réserver la possession au plus petit nombre possible d'individus. On déclare donc (3) que nul ne pourra être agrégé à l'Université s'il n'y a pris le grade de licencié et les insignes de docteur. En même temps, on s'assure des avantages, pour soi et pour ses descendants : on décide que tout fils de docteur agrégé qui deviendra docteur à Aix sera exempté des droits assez onéreux exigés des candidats au doctorat. Bientôt même, on fait jouir de la même exemption les petits-fils des docteurs.

La Corporation se disposait à tirer profit longtemps encore de ses privilèges, lorsqu'une fâcheuse nouvelle vint la surprendre et l'humilier. Elle apprit que, par son édit d'octobre 1603, Henri IV érigeait à Aix, sous le nom de « Collège royal de Bourbon, une Université tant aux lettres humaines qu'en facultés de théologie, jurisprudence et médecine », avec un certain nombre de régents payés par la province. Le roi de France, qui venait de réorganiser l'Université de Paris, s'occupait de remédier dans les provinces à l'état déplorable des études, à peu près ruinées pendant les guerres de religion. Pour réussir dans cette tâche, l'autorité royale et la puissance civile entendaient se substituer désormais à l'autorité ecclésiastique et aux corporations locales. C'est en conformité de ce plan qu'Henri IV « créait, érigeait, instituait », de sa « pleine puissance et authorité royale et provençale », une Université en la ville d'Aix. Mais en créant ainsi, de toutes pièces « une Académie pour l'instruction de la jeunesse » et en lui donnant des maîtres, le roi n'avait pas l'air de se douter que la ville d'Aix en était déjà pourvue. Aussi ce fut de la stupeur chez les docteurs agrégés; mais bientôt la Corporation se ressaisit et elle se disposa à défendre énergiquement ses privilèges. Elle engagea avec les professeurs royaux une lutte qui se prolongea pendant la plus grande partie du XVIIe siècle et qui réellement ne prit fin qu'avec l'arrêt du Conseil d'État du 21 mars 1712. Une étude aussi ingénieuse qu'approfondie des documents originaux a permis à M. Belin d'en reconstituer les principaux épisodes et de les présenter dans leur complète et parfois piquante réalité.

* * *

Ce qui frappe dans cette lutte, c'est la résistance hautaine des docteurs de la Corporation, et, chez les régents d'institution royale, l'acharnement, à la fois souple et infatigable, à revendiquer leurs droits. Les uns, puissants par le nombre et par leur situation dans la province, attachés désespérément à leurs vieilles prérogatives, affectent même d'ignorer l'existence de la nouvelle Université; ils continuent à nommer leurs officiers, à user du droit de collation des grades avec tous ses profits et n'accordent aux régents entrée au collège que « suivant l'ordre de leur agrégation et réception ». Les autres, forts d'une nomination royale, persuadés d'ailleurs de la supériorité de leur mérite, réclament leur place, et une place prépondérante dans l'Université; ils font valoir leurs droits, agissent en dehors de la Corporation quand celle-ci ne les écoute pas, et se soumettent si elle résiste, quittes à manifester de nouveau leur indépendance aussitôt après. Voici deux faits significatifs, pris à des époques différentes et assez éloignées.

En 1617, deux régents en droit, irrités de la sujétion où la Corporation voulait les tenir, tentent de « faire une sorte de collège séparé ». Ils reçoivent des licenciés, choisissent un notaire qui, en qualité de greffier, expédie les nouvelles lettres de licence et appose sur ces lettres un sceau particulier. L'Université s'émeut et fait comparaître les deux régents. Ceux-ci essayent de justifier leur conduite et protestent de leur bonne foi. Le Collège, qui voit dans leur tentative une « atteinte portée à l'autorité de l'Université » et un véritable « attentat », traite rudement les deux régents. Elle leur enjoint de rendre l'argent qu'ils ont reçu des écoliers, supprime leur sceau et déclare « nulles et invalables » les lettres de licence qu'ils ont délivrées. « Les deux professeurs,

(1) *Histoire de l'ancienne Université de Provence*, p. 144 et 145.
(2) *Histoire manuscrite de la ville d'Aix*.
(3) Statut de 1555.

abandonnés par leurs propres collègues, firent acte de soumission; mais ils gardèrent toujours vivace le souvenir de l'affront public qui leur avait été infligé; et cet acte de rigueur, contrairement au dessein du Collège, ne fit qu'exciter les régents ou professeurs dans la lutte qu'ils avaient résolu d'entreprendre contre les nombreux privilèges assurés jusque-là aux docteurs agrégés de la Corporation universitaire (1). »

Aussi retrouve-t-on, soixante ans plus tard, la même ardeur à la lutte chez les docteurs et les régents. Ceux-ci, impatients de conquérir leur autonomie et désespérant d'obtenir des réformes, avaient projeté, en 1676, de faire soutenir des thèses publiques par un étudiant en droit dans la grande salle de l'Université. Le Collège apprend ce projet qu'il juge subversif. Sans discussion, il prend les décisions les plus énergiques : il oblige les professeurs à comparaître devant lui et à signer un désaveu qui fut inséré dans les registres de l'Université. Cette soumission contrainte n'empêcha pas les régents de poursuivre leurs réclamations devant le Parlement, et, en attendant, ils continuèrent à vivre à part dans l'Université. La situation paraissait sans issue, car la majorité des docteurs était fermement résolue à garder ses privilèges. Mis en demeure par l'archevêque-chancelier (le cardinal Grimaldi) de réformer sa constitution et de mettre un terme aux abus, le Collège avait répondu par un projet de réforme qui maintenait à peu près l'état de choses existant : la prépondérance garantie aux docteurs dans la collation des grades, ceux-ci choisis suivant leur ordre d'agrégation; le nouveau conseil de l'Université accessible seulement aux plus anciens docteurs, en un mot l'ancienneté et l'élection seules maîtresses des privilèges. L'édit de 1679 vint arrêter ces prétentions. Louis XIV, reprenant et complétant l'œuvre de Henri IV, soumit les Facultés de droit à la direction de l'État; il leur rappela que leur but devait être, non de s'assurer des prérogatives, mais de donner un enseignement solide et régulier; enfin il réserva l'enseignement du droit canonique et civil aux professeurs royaux, menaçant les autres de pénalités sévères, même de la perte de leurs grades. C'était la ruine des Corporations. Celle d'Aix essaya de se défendre pendant quelque temps encore, mais vainement. « A partir de 1712, la Corporation universitaire, tout en conservant son vieux nom d'Université, cesse en réalité d'exister (2). »

M. Kahn.

1 *Histoire de l'Université de Provence*, p. 571.
2 *Ibid.*, p. 574.

L'ÉCOLE DE LA MUSIQUE

ET LA MUSIQUE A L'ÉCOLE

Il est, dans notre pays, une opinion assez généralement répandue, laquelle a pris naissance on ne sait trop comment, et qui se formule en cette affirmation pessimiste : le Français n'aime pas la musique.

Cette pénible constatation a fini par s'ériger en axiome; à ce point que personne n'oserait bientôt plus douter que le Français ne soit, de par ses origines et son tempérament, absolument rebelle à toute manifestation d'art musical. Quelques-uns même ayant poussé jusqu'au bout leur bizarre théorie, en sont rapidement arrivés à soutenir cette thèse originale que le peuple français n'ayant pas l'oreille musicale, ne saurait par suite et en aucune façon, être accessible aux charmes particuliers à l'art des sons.

Quelles peuvent bien être les origines d'une théorie aussi pleine de mépris pour le sens artistique français?

Serait-ce par hasard l'étranger qui, aurait fait courir ce vilain bruit sur notre compte?

Non pas! Jamais les étrangers ne parviendront à dire aussi habilement du mal des Français que les Français eux-mêmes. Cette opinion, c'est chez nous qu'elle a pris naissance, c'est chez nous qu'elle a force de loi.

Remarquez que si chacun s'en va répétant que pas un Français n'est musicien, par contre tout Français a la prétention de l'être. Voilà qui est difficile à concilier.

Peut-être arriverait-on à se mettre d'accord en disant que si, en France, on aime la musique, on n'est généralement pas musicien, au sens précis du mot.

Dire de la France qu'elle est un pays artistique, c'est bonnement employer le mode affirmatif dans lequel, de tout temps, M. de la Palice a excellé; or il est bien difficile d'admettre qu'un pays artistique par essence soit définitivement rebelle à l'une quelconque des manifestations de l'art.

N'est-il pas d'ailleurs à remarquer que, dans le milieu intellectuel qui constitue les classes dirigeantes, tout le monde, en somme, aime la musique et, en général, préfère la bonne?

Cependant il faut avouer qu'entre « aimer la musique », expression vague et « être musicien », terme précis, il y a une notable différence. Tel qui éprouvera une entière satisfaction en entendant une belle

œuvre, serait bien incapable, pour l'exécution d'une chose fort simple, de faire proprement, et d'instinct, sa partie dans l'ensemble. Il y a là, très évidemment, un manque d'éducation de l'oreille par l'oreille datant de la première enfance. On se préoccupe, en effet, assez peu, dans notre France, de développer chez l'enfant cet instinct musical qui certainement existe, mais que l'on ne s'attache pas suffisamment à cultiver.

Ce manque de bases naturelles que l'on découvre seulement dans les classes élevées, devient tout à fait apparent chez le peuple.

Ici la question vaut réellement qu'on l'examine car, à première vue, si des efforts ont été faits pour l'éducation musicale du peuple, les résultats, il faut l'avouer, ne sont pas très encourageants, eu égard au but que l'on se proposait d'atteindre.

Sans être un esprit chagrin, on ne peut s'empêcher de déplorer le peu de goût qu'aujourd'hui le peuple manifeste, en général, pour la vraie musique, allant tout droit, le plus souvent, aux pires trivialités.

Et cela n'est-il pas un peu déconcertant que ce fait se produise dans un pays où jadis la Muse populaire inspirait à des artisans, véritablement artistes, nos vieilles chansons qui doivent, en bonne justice, être classées comme des œuvres d'art?

Une consolation nous est offerte qu'il ne faut point dédaigner : c'est que ce même peuple, non pas rebelle, mais indifférent à l'art musical, est extrêmement sensible à toute belle œuvre de littérature.

Ce peuple qui est incapable de chanter de façon convenable son air national, — rien n'est plus pénible à l'oreille que certaine *Marseillaise* entendue dans la rue; et que dire alors de l'*Hymne Russe?* — ce même peuple a pris part aux grandes batailles du Romantisme. Et que l'occasion s'en présente, il est prêt à recommencer. La poésie a pour lui un attrait : vienne un poète, il en subit le charme, l'ascendant.

Il possède donc en lui ce qui est nécessaire pour être accessible à l'art poétique : il est sensible au rythme du vers, à la mélodie des mots.

Rythme, Mélodie ; de là à la Musique il n'y a pas loin : qui dit Musique dit Rythme et Mélodie.

Dès lors, comment admettre qu'un peuple aussi enthousiaste de poésie, soit à ce point rebelle à la musique?

Il n'y est point rebelle ; mais peu à peu, par suite de mauvaises fréquentations ; son goût naturel s'est trouvé faussé et, finalement... a mal tourné.

* *

Dans les familles composant les classes dirigeantes on se préoccupe volontiers d'apprendre le violon ou le piano, voire le chant, à l'enfant. Mais, presque toujours, on a le tort de ne pas commencer par le commencement, c'est-à-dire par le solfège.

S'agit-il d'un futur pianiste? On lui apprendra à lire ses notes, puis à les retrouver *avec l'œil* sur le clavier. Or le piano étant le plus complet et le plus commode, est aussi le plus répandu des instruments.

S'agit-il maintenant d'un violoniste? d'un chanteur? Évidemment ici le solfège tiendra une certaine place dans l'éducation; mais cette place sera encore de beaucoup trop restreinte.

Finalement le jeune amateur — qui aime la musique — jouera proprement, chantera peut-être de même, mais ne sera pas musicien.

Ce qu'il saura le mieux ne sera certes pas son commencement, car il manquera d'oreille.

L'enfant du peuple, lui, subira, hélas! bien d'autres mésaventures musicales.

Tout d'abord, dans son propre milieu, quelles sont les manifestations d'art de musique, qui vont frapper sa jeune intelligence? Les refrains populaires en vogue; au 14 juillet la *Marseillaise*, fortement estropiée.

Le gamin ayant grandi, on l'envoie à l'école. Ce n'est évidemment pas là encore que son goût pour la musique trouvera de quoi se développer; il suffit d'assister, en passant, à la sortie de la marmaille pour ne conserver aucune illusion à cet égard.

Devenu adolescent, le jeune ouvrier fréquentera alternativement l'atelier et le café-concert : deux *conservatoires* qui ne sont ni de musique ni de déclamation.

Voilà pour l'ouvrier; passons au paysan.

Pour peu que l'on possède un certain amour du paysage, un certain sentiment de la nature, on se sent volontiers enclin à croire que le paysan qui vit en plein air, en pleins champs, doit avoir en lui le goût de la rêverie et de la poésie rustique. Millet a contribué à répandre parmi nous cette conception.

Elle ne manque pas d'un certain fonds de vérité; mais assurément les influences du progrès n'ont pas été sans altérer profondément le caractère du paysan français.

S'il est vrai qu'en bien des contrées, quelques airs locaux aient conservé intacte leur antique saveur, la remarque s'impose qu'ils se font de plus en plus rares, et que, de plus en plus, les régionaux eux-mêmes les délaissent. Et ce qui constitue un symptôme plus grave, c'est que ces mêmes habitants du sol, tout en conservant un étroit amour du clocher, ne sont plus capables, ayant rejeté l'inspiration de leurs ancêtres directs, d'avoir par eux-mêmes telle neuve inspiration, née du terroir, et digne de remplacer l'ancienne.

A qui cette mésaventure n'est-elle pas arrivée? On se sauve, on fuit la ville; l'on débarque dans quelque

trou perdu, loin de tout, en pleine nature. Et, en descendant du train, une voix canaille, accompagnée d'un violon aigre, vous décoche en pleine poitrine la *Sérénade du Pays*.

« Ce sont des passants qui mendient », telle est la parole consolante que vous vous empressez de murmurer, voulant vous rassurer quand même.

Et la désolation commence lorsque, sur la route, un paysan, qui va aux champs, lance au ciel, d'une voix fausse et convaincue, la plus désolante des « scies » de la ville...

L'enfant du paysan, à l'école, n'a rien appris de la musique.

Entre temps, il a entendu, les dimanches et jours de fête, la fanfare municipale; et cela lui a semblé fort beau. C'est bien naturel : est-il rien d'aussi joli que de beaux cuivres bien astiqués qui reluisent au soleil? Même il se rappelle fort bien qu'un jour un monsieur de la ville qui *regardait* la musique, s'est écrié : « Oh! l'admirable nature morte! » C'est évidemment de la cuivrerie que le monsieur parlait : l'enfant a bien compris cela le jour où l'instituteur, auquel il s'était adressé, lui a expliqué ce que c'était qu'une « nature morte ».

Le monsieur de la ville ne s'était pas trompé, c'était bien une nature morte; ce qu'il y avait de plus mort, dans tout cela, c'était la Musique.

Qui dira le mal qu'ont fait et les harmonies, et les fanfares, et les orphéons répandant à flots — mélodiques — et avec une générosité digne d'une meilleure cause, le goût le plus déplorable parmi les masses?

Le plus souvent toutes ces entreprises sonores ont pour résultat le plus clair de mettre au pinacle un coq de village, qui s'est décerné le titre de chef ou de « directeur ».

D'autre part, n'est-il pas exquis ce prétexte à ripailles et à beuveries, que sont presque toujours les répétitions?

Et puis il y a les concours : voyages, fêtes, feux d'artifice, etc.

Pendant ce temps, la musique agonise.

Et le summum de la *musicalité* du bon petit paysan, le superlatif honneur, la consécration artistique, c'est de faire partie de la fanfare municipale.

* * *

De toutes ces constatations il appert que décidément, en France, l'enseignement musical pèche par la base, alors que très certainement le goût de la musique existe. Les éléments sont là, mais on ne les a pas su mettre en valeur.

Il ne faut pas se dissimuler que cet état de choses est inquiétant et que, petit à petit, la musique courrait, s'il devait durer, les plus grands risques de ne plus faire son nid chez nous. Or le fâcheux de l'affaire, c'est que la prépondérance artistique de la France est menacée de ce côté-là.

Peut-être serait-il bon de chercher un remède à cette décadence du goût musical populaire; et, puisque le mal a ses racines dans l'éducation première de l'enfant, la logique semblerait indiquer que c'est d'abord sur ce point que des réformes sérieuses devraient porter.

J'ai personnellement connu — et pour cause, étant pensionnaire chez lui à Beaumont-sur-Oise — un instituteur qui, plusieurs fois par semaine, prenait son violon et nous donnait, à nous autres gamins, les premières notions du solfège. Le dimanche, la tradition voulait que l'école allât faire une promenade soit dans la vallée de l'Oise, soit dans la forêt de Carnelle, et, pendant ces promenades, parfois l'on chantait. Évidemment cela n'était pas très fameux; mais cependant quelques-uns, les grands, prenaient la tierce au-dessous très convenablement. Cela ne constitue pas des titres à la consécration artistique; mais cela nous amusait beaucoup et développait en nous le goût de la musique.

Eh bien! je ne vois pas pourquoi les instituteurs ne pourraient pas être chargés du soin de cette éducation première.

Ne serait-il pas possible que l'examen pour la fonction exigeât — non pas assurément d'être un grand musicien — mais de connaître tout au moins le solfège élémentaire? L'instituteur pourrait alors enseigner ledit solfège, *base de toute musique*, à ses élèves, et leur former ainsi l'oreille.

Deviendrait ensuite musicien qui voudrait — ou qui pourrait — mais le niveau du goût moyen s'en trouverait relevé.

Assurément cela est agrandir encore le domaine, déjà si vaste, que régit l'instituteur; mais cela ne saurait, en aucun cas, constituer une objection. Pour tout homme dont la charge est l'enseignement, le terme d'éducateur du peuple n'est pas un vain mot; et ce qui, sans conteste, fait la supériorité d'une nation, c'est ce fonctionnaire humble, et puissant à la fois, qu'est l'instituteur.

Il ne faut pas que l'on puisse impunément continuer à dire que le Français n'est pas musicien. Cela est faux, et il importe que la fausseté de cette affirmation soit prouvée.

Et le moyen d'en faire la preuve éclatante, c'est que, par l'enseignement de la Musique à l'école, nous possédions enfin l'École de la Musique.

MAURICE-LEON KERST.

NOTES ET IMPRESSIONS

Il semble que si l'un des événements de cette semaine doit intéresser la postérité, ce sera plutôt la mort de Puvis de Chavannes que la rentrée des Chambres. Pour un simple barbouilleur à la mode, c'eût été une vraie malechance de mourir un jour de grande interpellation. Mais la gloire de Puvis de Chavannes ne dépend pas de quelques lignes nécrologiques de plus ou de moins.

Ce maître est, à mon goût, notre plus grand artiste. Nous vivons en un âge de cérébration active, mais de plastique déclinante. Un artiste d'aujourd'hui, qui a l'ambition d'exprimer son époque, ne peut en négliger l'immense effort intellectuel ; mais c'est par des lignes et des couleurs qu'un peintre est obligé de le traduire. Or, si la pensée de ce siècle est belle, les corps sont imparfaits, les costumes sont laids et les paysages eux-mêmes, puisqu'on laisse faire les ingénieurs, les architectes, les aubergistes et les bûcherons, finiront par être tous gâtés. L'artiste ne rencontre pas dans le monde contemporain des modèles qu'il n'ait qu'à copier ; il doit extraire des apparences ambiantes l'idée, et la revêtir d'un habit de rêve, l'encadrer dans un décor d'histoire ou de légende. C'est la seule façon de concilier la beauté spirituelle, propre à notre temps, avec la beauté sensible, qui lui manque, mais qui demeure indispensable.

Puvis de Chavannes fut plus vraiment moderne que les Jean de Nittis, les Jean Béraud, et autres auteurs de « Meetings de la salle Graffard » ou de « Places de la Concorde sous la pluie » ; de même que la *Colère de Samson* ou *Kaïn* sont des poèmes plus modernes que le *Petit épicier de Montrouge*.

Si la mort de Puvis de Chavannes est une perte immense pour l'art français, c'en est une plus irréparable encore pour l'Institut. En effet, l'art français sera éternellement honoré par les œuvres de Puvis, qui nous restent ; tandis que l'Institut, qui ne comptait pas l'auteur de *Sainte Geneviève* et du *Bois sacré* parmi ses membres, n'a plus aucun moyen d'échapper au ridicule de cet ostracisme. Au contraire, tout le monde était persuadé que Puvis en était ; il ne fût venu à l'esprit de personne, tant la chose paraissait aller de soi, de vérifier la présence de son nom sur la liste officielle de l'Académie des Beaux-Arts. Il a fallu sa mort pour révéler au public que Puvis de Chavannes, à soixante-quatorze ans, n'était pas encore académicien. Il n'a pas eu l'avancement trop rapide.

Au reste, il n'est pas le premier homme de génie qui n'ait jamais pu franchir le Pont des Arts. Ces exclusions sont surtout risibles : par l'effet de l'accoutumance, on ne s'en indigne même plus. Ce qui est surprenant, c'est qu'X ou Y, industriels en peinture à l'huile pour l'exportation, désirent encore les palmes vertes. Si le Jockey-Club entreprenait de se recruter parmi les commis de nouveautés, son prestige, si puissant aujourd'hui sur les snobs, serait sans nul doute, à la longue, notablement amoindri. Ce que l'on comprendrait qui parût enviable à X ou à Y, ce serait d'être admis sous une coupole qui abriterait toutes les gloires de la France ; mais ce n'est vraiment pas la peine de se donner tant de mal pour entrer dans une assemblée d'où Puvis de Chavannes est exclu et où l'on est coudoyé par Tartempion.

***

Un des derniers actes du maître, avant la suprême maladie, avait été une participation à la démarche auprès du ministre, en vue d'obtenir quelques kilomètres de cimaise supplémentaires à l'Exposition de 1900. Ce n'était là, de la part de Puvis, qu'un témoignage de solidarité donné à ses confrères ; personnellement, il n'avait évidemment pas à craindre qu'on prétextât le manque de place pour lui refuser ses toiles.

Peintres et journalistes ont quelque peu polémiqué à propos de cette soi-disant insuffisance de la cimaise prévue pour 1900. Le sujet est épuisé, et je n'y reviendrais pas si je n'avais trouvé un argument assez inattendu, dans une lettre adressée au *Temps* et signée précisément de Puvis de Chavannes et de Jean-Paul Laurens.

« Les prétentions que nous avons émises, disent les deux signataires, seront jugées sans doute très équitables par le public quand il saura que le chiffre de tableaux considéré par nous comme indispensable à une loyale et tout à fait restreinte manifestation de l'art français est légèrement inférieur à celui des œuvres exposées en 1855. »

Ainsi, MM. Puvis de Chavannes et Jean-Paul Laurens auraient jugé naturel et légitime que l'Exposition de peinture de 1900 fût plus vaste que celle de 1855, sans autre motif que de lui être postérieure de quarante-cinq ans. Puisque les constructeurs de machines, les électriciens et les fabricants de tissus réclament un emplacement plus considérable qu'en 1855, pourquoi les peintres et sculpteurs n'auraient-ils pas le droit d'affirmer les mêmes prétentions ? Tel est le raisonnement par analogie qui a paru décisif à MM. Puvis de Chavannes et Jean-Paul Laurens.

En vérité, ils se font une conception bien humble de leur art. Ils assimilent ses progrès à ceux, par exemple, du commerce extérieur de la France, de la culture de la betterave ou de la production coton-

nière, lesquels sont essentiellement quantitatifs. S'il sort cette année de nos usines moins de tonnes de produits fabriqués que l'année dernière, notre industrie traverse une crise. Mais il n'est pas du tout nécessaire, ni souhaitable, que le nombre des tableaux exposés au Salon augmente d'année en année, et un tel accroissement numérique serait compatible avec une décadence marquée.

Quand bien même, — ce qui est discutable, — la situation de l'art français serait plus brillante aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle, cet éclat ne se manifesterait pas dans des milliers ni des centaines de toiles, mais se condenserait en quelques chefs-d'œuvre, qui occuperaient une place beaucoup plus grande dans l'histoire de l'art que sur une cimaise. Les voisinages qu'ils subissent dans les expositions universelles ne sont pas très sains pour les artistes ; ils ont déjà, pour la plupart, assez de tendances à se faire industriels pour qu'il soit inutile de les y encourager.

* * *

A tous les points de vue, les expositions ont probablement plus d'inconvénients que d'avantages. La grève des terrassiers a été un avant-goût des agréments que nous réserve celle de 1900. Le Parisien paye tout plus cher, le provincial ou l'étranger ne voit qu'un Paris faux et factice, le commerçant de Paris lui-même ne s'enrichit guère, bien qu'il rançonne le client, parce que les visiteurs se sont réservés deux ans avant et se refont pendant deux ans après. Mais la perspective d'une exposition est une espérance qui ranime les courages, enfièvre les ambitieux tourmentés du désir de faire fortune.

On s'en préoccupe déjà, dans les théâtres : on s'agite, au « Tripot-Comique » ; reverra-t-on Coquelin ? gardera-t-on Le Bargy, qui se marie ? Il paraît que l'année a été mauvaise : les sociétaires font un nez (de Cyrano) ! Il s'agirait de se rattraper, pendant l'Exposition.

Durer jusqu'à l'Exposition, c'est l'idée fixe de tout boutiquier luttant contre la faillite. Peut-être Mlle Yvette Guilbert eût-elle riposté avec moins d'aigreur aux critiques de M. Francisque Sarcey, si elle ne redoutait de voir compromettre ses recettes de 1900.

Pendant l'Exposition
Il [illegible] comme position !

Il m'est arrivé, à moi chétif, de m'ennuyer prodigieusement, un soir de l'été dernier, pendant qu'elle débitait ses chansons, au café des Ambassadeurs. L'Oncle, qui a dit ingénument ce que j'avais pensé, s'est vu accuser de servir de basses rancunes et d'accabler lâchement une faible femme. Cette réponse à l'éminent feuilletoniste est, on en doit convenir, tout à fait dans le goût du jour. Il est d'usage, c'est absolument exact, de se livrer à des insinuations sur les moyens d'existence ou les antécédents judiciaires des gens dont on n'approuve pas les jugements littéraires ou les opinions politiques. Aussi vous pensez bien que l'Oncle ne s'est pas ému pour quelques aménités d'un emploi courant et passées dans les mœurs.

Tout de même, il est plus sûr de s'abstenir provisoirement de toutes observations sur le talent ou le répertoire de la célèbre divette Guilbert ; et d'une façon générale, pour parler librement théâtre, café-concert, peinture, littérature, architecture ou travaux publics, il serait prudent d'attendre la fin de l'Exposition.

PAUL SOLLIER.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

A l'exemple des médecins qui, de temps en temps, nous découvrent des maladies dont personne ne soupçonnait l'existence possible avant eux, et avant nous (la vie moderne ayant non seulement transformé nos façons de vivre, mais même modifié profondément nos façons de mourir !), — la littérature est en train de nous découvrir une « nouvelle douleur ».

Nous connaissions le « mal de Bright », et le « mal de Pott » ; les psychologues auront à s'occuper désormais du « mal de Bois ».

C'est en effet à M. Jules Bois, auteur de *la Femme inquiète*, de *l'Ève nouvelle* et de nombreuses études très remarquées sur le mouvement féministe contemporain, que cette découverte intéressante est due.

J'ai l'air de plaisanter. La vérité est que le sujet du nouveau roman que M. Jules Bois nous donnera dans quelques jours, et dont M. Marcel Prévost achève d'écrire la préface, est d'une fort séduisante originalité.

M. Jules Bois s'est avisé que l'émancipation sociale et intellectuelle de la femme aurait nécessairement pour effet de compliquer et d'enrichir l'âme féminine de curiosités, d'aspirations, de rêves, dont il se pourrait bien que la séduction l'éloignât quelquefois des aspirations plus banales, des rêves plus simples qui composaient jusqu'à présent sa vie...

La conclusion ? C'est qu'au fur et à mesure que la femme appartiendra davantage à l'humanité, elle sera moins à nous.

Et c'est là la « nouvelle douleur », la nouvelle jalousie dont les pauvres amoureux vont avoir désormais à souffrir. Il ne leur manquait plus que ce souci-là !

En librairie aujourd'hui :

Le nouveau poème de M. G. Rodenbach, *le* [illegible] *ciel natal ;*

Le roman *Malombra*, de Fogazzaro, traduit en français par Mme Charles Laurent.

Pour le 4 novembre, nous sont annoncées des *Lettres* de l'abbé-académicien Morellet, à lord Shelburne (1772-1803).

C'est lord Edmond Fitzmaurice qui les publie. Elles contiennent, dit-on, de curieux aperçus et quelques renseignements neufs sur l'histoire littéraire du temps.

A la fin du mois, M. Casimir Stryienski, à qui nous devons déjà d'intéressants Mémoires de la comtesse Potocka, nous donnera du même auteur un dernier volume : les notes d'un voyage en Italie.

M. Emmanuel Rodocanachi corrige les épreuves d'un volume : *Bonaparte et les Iles Ioniennes* (1797-1816).

M. Maurice Pottecher publie, en deux volumes, les deux comédies — *le Sotré de Noël* et *le Lundi de la Pentecôte* — et le drame *Liberté* qui composèrent, en 1897, et cette année-ci, les troisième et quatrième spectacles de son Théâtre de Bussang.

M. Maurice Pottecher a la joie de voir les auditeurs s'empresser plus nombreux d'année en année à ce « Théâtre du peuple » dont la création avait fait sourire les sceptiques. Et voici qu'en d'autres départements on commence à l'imiter. On lui demande d'imprimer ses pièces. On semble enfin s'apercevoir qu'il y a en France de l'esprit, et de l'émotion, et de la gaîté possibles ailleurs qu'à Paris... On n'en est peut-être pas encore très convaincu, mais enfin on consent à se renseigner!

Vous verrez que la province finira par faire son chemin chez nous.

La *Psychologie du socialisme*, de M. Gustave Le Bon, paraîtra ces jours-ci. Ce n'est pas une œuvre de polémique, mais de science pure, où l'éminent savant fera entendre aux socialistes quelques amères vérités.

« Il est évident qu'on peut, par la violence, désorganiser une société; tout comme on peut anéantir en une heure, par le feu, un édifice lentement construit.

« Mais nos connaissances actuelles sur l'évolution des choses nous permettent-elles d'admettre que l'homme puisse refaire à son gré une société détruite? Dès qu'on pénètre un peu dans le mécanisme des civilisations, on découvre vite qu'une société, avec ses institutions, ses croyances et ses arts, représente un réseau d'idées, de sentiments, d'habitudes et de modes de penser fixés par l'hérédité, et dont l'ensemble constitue sa force.

« Une société n'a de cohésion que quand cet héritage moral est solidement établi, non dans les codes, mais dans les âmes. Elle décline, dès qu'il se désagrège. »

J'extrais ces lignes de la préface du livre. Elles en marquent assez clairement l'esprit.

Déplacements :

MM. Paul et Victor Margueritte ont quitté leur villégiature de Vétheuil, et se réinstallent à Paris pour y achever le roman qu'ils publieront dans deux mois.

L'auteur de *Boubouroche* et de *Lidoire* a voulu s'initier aux joies du spleen. Il est parti pour Bruges-la-Morte. Et l'on verra, le jour des morts, Courteline errer tout seul, pensif, parmi les béguinages!

Les mémorialistes continuent de s'agiter autour du cadavre de Bismarck.

M. Moritz Busch a commencé, et l'éditeur Macmillan, de Londres, publiait naguère à grand fracas son ouvrage : *Bismarck; Quelques pages secrètes de son histoire.*

Le droit de traduction était, peu de temps après, vendu à un journal de Paris, *le Matin*, qui, tous les jours, depuis quelques semaines, nous sert une tranche (il y en a de savoureuses) du livre de Busch.

Mais voici qu'une concurrence surgit!

Une importante maison de Stuttgart, la librairie J. G. Cotta, s'était, paraît-il, assuré dès 1890 la propriété des « Mémoires authentiques » du prince de Bismarck, — « œuvre écrite sous la dictée du prince, revue et corrigée de sa main ». Elle vient de vendre à l'éditeur Le Soudier le droit de traduction de cet ouvrage en langue française, et celui-ci nous informe que les deux gros volumes dont se composera cette traduction seront publiés par lui dans quelques jours.

Dont acte.

M. Robert de Flers prépare un volume de nouvelles pour janvier, *l'Aumône du mensonge;*

A la même époque, M. Jean Sigaux publiera en librairie *Un second Mariage.*

Ce roman paraît actuellement en feuilletons au *Journal des Débats.*

M. Maurice Bouchor a recommencé des *Lectures populaires.*

La séance de réouverture en a été donnée, il y a quelques jours, à l'École communale de la rue d'Alésia, devant un auditoire où s'entassaient plus de six cents habitants du quartier, — hommes, femmes et enfants.

Le poète a lu et commenté des pages de Michelet. Et rien ne saurait décrire la joie de ce public d'ouvriers, de petits marchands, d'écoliers et d'écolières, l'attention religieuse qu'il prête aux choses qu'on lui lit, et aux explications, aux conseils, aux réflexions graves ou humoristiques dont le commentateur « illustre » le texte de l'écrivain.

Puis, la lecture finie, le piano fut ouvert; et un ami du poète chanta un morceau de *Richard Cœur de Lion*, après que Maurice Bouchor eut, par un court récit du drame, préparé l'auditoire à comprendre le sens des paroles qu'il allait entendre. Ensuite, ce fut une page de Daudet qu'on lut; puis des vers; et, toute la soirée, ce coin de Montrouge fut égayé de bruits d'applaudissements et de jeunes rires.

Mais les journaux ne nous parlent pas de ces spectacles-là. Ils n'ont pas le temps. Et ainsi nous continuons, Parisiens, d'ignorer Paris, de ne pas prendre garde à une foule de très nobles petites choses qui s'y font, — loin du boulevard.

EMILE BERR.

Paris. — Imp. Chamerot et Renouard. Impr. des Deux-Mondes, 19, rue des Saints-Pères. — 37.64. Le Directeur-Gérant : HENRY FERRARI

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 19. 4e SÉRIE. — TOME X 5 NOVEMBRE 1898.

L'IDÉAL SOCIALISTE

DE L'INSTRUCTION INTÉGRALE

Faire du capital la propriété de tous, mettre à la disposition de la société entière ceux des moyens de travail qui, par leur nature, leur origine et leur fin, sont eux-mêmes sociaux, tel est l'idéal poursuivi par le socialisme. Or le capital intellectuel n'est pas moins important pour tous que le capital matériel ; de plus, il enveloppe en lui-même une part éminemment sociale ; car il suppose et la langue commune, et la littérature commune, et la science commune, où chacun profite de l'œuvre de tous les autres. Il en résulte que, selon le socialisme, une notable portion du domaine intellectuel n'appartient proprement à personne et que ses fruits doivent appartenir à tous. Socialiser le plus possible le commun capital intellectuel, le rendre tout entier universellement accessible, tel est le but de ce qu'on a appelé l'enseignement intégral. On n'est pas nécessairement socialiste pour être partisan de cette conception, mais il est certain que les socialistes l'ont particulièrement adoptée. Telle qu'ils la comprennent, en la marquant de leur sceau propre, elle tend à faire distribuer également à tous *par l'État* l'instruction la plus entière possible et à établir ainsi une sorte de collectivisme intellectuel.

I

Selon Rousseau, « tous étant égaux par la Constitution de l'État, tous doivent être élevés ensemble et de la même manière ». Helvétius, allant plus loin, soutenait l'égalité naturelle des esprits, entre lesquels seule l'éducation établit des inégalités ; égalisez l'éducation et vous égaliserez tout ! Condorcet admettait une instruction intégrale à cinq degrés, où « toutes les sciences sont enseignées dans toute leur étendue ». Chaque année, pour chaque degré d'instruction, on désignerait un certain nombre d'enfants qui, s'étant distingués dans les études du degré immédiatement inférieur, seraient entretenus aux frais du Trésor public pendant le temps nécessaire pour parcourir le degré d'études plus élevé. Ce seraient les « élèves de la Patrie ».

En 1848, on rêva de faire, par la distribution à tous de tout l'enseignement, une « sélection systématique des intelligences et des talents », ayant pour but de former artificiellement une élite de savants et d'administrateurs. L'État serait chargé d'opérer le grand triage et de mettre aux premiers rangs les premiers par l'intelligence.

Selon M. Bertrand, qui a d'ailleurs essayé, dans un excellent ouvrage (1), de se placer en dehors de tout système, socialiste ou non, la mesure efficace pour le relèvement intellectuel, d'où dépend en grande partie le relèvement moral et matériel, c'est d'enseigner dans des collèges ouverts à tous la totalité des sciences, conçues selon leur vraie méthode et dans leur unité, qui est, selon Descartes, l'unité de l'esprit même. Ainsi on ferait participer tous les enfants et jeunes gens de la France à la « raison commune », patrimoine de l'humanité, et dont l'enseignement scientifique semble à M. Bertrand le produit le plus incontestable, l'instrument le plus sûr.

1 [illegible]

II

Le principe de justice sociale que nous admettons, avec tous les partisans de la démocratie, c'est que l'instruction doit être universelle et obligatoire, de manière à fournir à tous le premier et le plus important des instruments de travail. La question est de savoir s'il faut encore que l'instruction soit pour tous intégrale. La première difficulté, c'est que, comme la plupart des formules dont se servent les partis, celle de l'enseignement intégral est très vague, susceptible de sens divers et même opposés. Le mot *intégral* embrasse tant de choses qu'il les étreint mal : intégralité, c'est pour certains socialistes la totalité de l'éducation intellectuelle jointe à la totalité de l'éducation physique ; intégralité, c'est aussi, pour d'autres, la totalité de l'éducation fournie en commun aux deux sexes et devenue ainsi coéducation; intégralité, c'est encore, comme pour Auguste Comte, la totalité de la science appliquée à former la totalité de l'esprit; c'est enfin, selon la conception démocratique de 1848, toute la science formant tous les esprits, c'est toute l'instruction à tous. En dernière analyse et pour résumer toutes les opinions, c'est la société entière imposant et distribuant à la totalité des esprits la totalité de l'éducation physique, intellectuelle, artistique, morale et sociale. Tant qu'on n'arrive pas jusqu'à cette dernière conception, l'intégralité est visiblement incomplète, arrêtée en chemin.

Mais il est non moins clair qu'une semblable conception est idéale et même en partie utopique. Toute l'instruction à tous ! Un enseignement total et encyclopédique, ce que Jules Simon appelait ironiquement « la possession de toutes les sciences humaines distribuées entre tous les hommes et toutes les femmes sans exception » ! Quoi de plus chimérique ? Une telle conception de l'intégralité supposerait, pour sa réalisation complète : 1° l'égalité de toutes les intelligences, qu'imaginait Helvétius ; 2° si cette égalité est impossible, l'obligation pour tous de l'instruction totale dans la mesure de leurs aptitudes ; l'État imposant à tous, sans distinction de sexe, la totalité de l'éducation physique et psychique. C'est cette intervention finale de l'État qui imprime vraiment le caractère socialiste à tout le système ; car, sans cela, nous n'aurions plus qu'un vaste et légitime ensemble de moyens d'instruction mis à la libre disposition des libertés individuelles, selon leurs goûts et aptitudes, selon leurs ressources de fortune et selon leur probable condition future. Par là, nous rentrerions dans le système libéral de la concurrence entre les libertés individuelles et de la hiérarchie entre ces libertés selon leurs puissances particulières et leurs œuvres particulières.

Quelque sens qu'on donne à l'intégralité, bien des objections s'élèvent. D'abord, pourquoi appeler intégral, avec Comte, l'enseignement *scientifique* total ? La science n'est pas tout ; mieux encore, *toute* la science n'est pas tout. Quand vous aurez, par hypothèse, enseigné dans leur ordre, mais successivement, les sciences positives, — mathématiques, astronomie, physique, biologie, sociologie, — en quoi aurez-vous profondément modifié les cœurs et assuré le règne de la justice ? Vous n'aurez développé que l'intelligence proprement dite ; mais connaître n'est qu'une de nos fonctions. Une éducation du sentiment, par le moyen de la littérature, des arts, de l'histoire, etc., n'est pas moins nécessaire que l'éducation de la pensée, et le tout doit aboutir à l'éducation de la volonté. Il ne suffit donc pas de conformer les programmes d'études scientifiques à la hiérarchie positiviste des sciences pour obtenir une vraie éducation intégrale.

Cette hiérarchie elle-même, vraie pour la théorie, peut n'être plus applicable en pratique. M. Bertrand fait commencer l'élève par une année de mathématiques, pour continuer par une année d'astronomie, puis une année de physique, puis une année de chimie, puis une année de physiologie, etc. C'est faire débuter les plus jeunes esprits par les plus hautes abstractions. Vous êtes donc obligé de leur donner d'abord de simples notions élémentaires d'arithmétique, tout comme aujourd'hui, sauf à approfondir les mathématiques d'année en année, tout comme aujourd'hui. Qu'y a-t-il de changé ?

Ce voyage en train express à travers les éléments de toutes les sciences, inutile au point de vue moral, aura-t-il du moins l'avantage de servir au recrutement scientifique du pays ? Qu'une grande nation ait besoin d'un certain nombre d'hommes qui *approfondissent* la chimie, la physiologie, etc., c'est chose incontestable. Pour cela, il est nécessaire que, dans l'instruction secondaire, un nombre *suffisant* d'élèves fasse une première connaissance avec les sciences fondamentales, mais il n'en résulte pas que, même dans l'enseignement primaire, *tous* les enfants des deux sexes doivent apprendre les éléments superficiels de la totalité des sciences. C'est l'erreur qui vicie déjà tout notre système d'enseignement, aussi bien secondaire que primaire.

La tendance des partisans de l'éducation intégrale est de supprimer, parmi les esprits, ce qu'ils appellent les « classes », — classe populaire, classe moyenne, classe dirigeante. Ils reprochent à notre système actuel, par sa division en cours primaires, secondaires et supérieurs, de répondre à la vieille division sociale : peuple, bourgeoisie et aristocratie. De là ils concluent qu'il faut un seul système d'enseignement

où tous les enfants seront confondus et qui se développera pour tous, selon leurs aptitudes, depuis le bas jusqu'au haut de la science, de la littérature, des arts. L'idée est attrayante au premier abord et généreuse : supprimer ou fondre les classes dans l'universelle harmonie et donner à tous une même éducation commune. A la réflexion, on se demande d'abord si cela est possible, puis dans quelles limites et avec quels ménagements cela est désirable.

Certes, au nom de la justice, il faut proscrire toute caste, toute classe fermée et artificielle. Il faut, dans la maison de la grande famille humaine, laisser toutes les fenêtres ouvertes à la lumière, tous les degrés libres d'un étage à l'autre. Mais il y a dans la société une classification naturelle et spontanée, qui fait que l'un, par exemple, est plus apte au travail manuel, l'autre au travail intellectuel. Il n'est pas donné à tout le monde d'être portefaix. Il n'est pas donné non plus à tout le monde d'être savant ou d'être poète. Cette classification naturelle doit être respectée, au nom du droit de chacun comme au nom de l'intérêt social, qui ici se confondent.

M. Jaurès, dans la discussion parlementaire relative à l'enseignement classique et à l'enseignement moderne, refusait avec raison d'admettre l'équivalence de ces deux enseignements, dans la crainte que « la mauvaise monnaie ne chassât la bonne » ; et comme on lui demandait alors ce que deviendraient le latin et le grec dans l'État socialiste, il répondit que la société serait un jour assez bien organisée pour distribuer à tous un enseignement intégral où les lettres antiques auraient leur place et contribueraient ainsi à l'éducation du peuple, non plus seulement d'une élite. Beau rêve sans doute, mais qui n'est aujourd'hui ni réalisable ni très désirable. Il est dangereux et immoral d'établir une disconvenance entre l'éducation et la vie. Loin de réaliser ainsi la justice, la société se montrerait injuste en éveillant chez les enfants des prétentions et des besoins qu'elle serait ensuite dans l'impossibilité de satisfaire, en apportant ainsi le trouble dans les consciences et, par extension, dans les conduites. Vous voulez élever tous les enfants comme s'ils devaient plus tard avoir des rentes ou occuper les hautes positions sociales; vous engagez-vous donc à leur fournir ces rentes ou ces positions? Vous ne devez pas mettre aux mains de quelqu'un un outil dont il ne pourra pas se servir, ni l'entraîner de force dans des régions où il ne pourra pas vivre. Vous aurez beau faire, il subsistera toujours, de quelque nom qu'on l'appelle, une partie de la société plus vouée au travail manuel, une autre intermédiaire, et une troisième constituant l'élite intellectuelle. Cette dernière n'est pas la moins nécessaire, car, sans elle, les autres languissent et meurent. Aucun système socialiste d'éducation ne peut supprimer ces inégalités naturelles, ni faire tenir la pyramide sociale sur la pointe. La justice sociale ne consiste pas à bouleverser la société en vue de l'impossible.

Grâce à la division spontanée de la société en sphères diverses, ouvertes d'ailleurs à tous, la division du travail se produit. Chacun se mariant en général dans sa propre sphère, l'hérédité perpétue et accentue les qualités les meilleures pour cette sphère même. S'agit-il des travailleurs manuels, ce sera la force corporelle et l'adresse qui l'emporteront et se transmettront à la descendance. S'agit-il des travailleurs intellectuels, ce sera la puissance et la souplesse cérébrales. En outre, chaque groupe conservera ses qualités propres par l'éducation particulière donnée à ses membres, par l'atmosphère que ceux-ci respireront dans leur milieu familial et social. Il est douteux qu'à vouloir tout mêler on puisse tout élever : le résultat serait la médiocrité de tous en toutes choses, avec suppression des élites de chaque ordre, des élites de force physique comme des élites d'intelligence. Il y a une « justice distributive » naturelle qui n'est pas infaillible, mais la justice distributive de l'État le serait encore moins.

En admettant la possibilité du déclassement universel ou, si l'on préfère, de l'inclassement universel, est-il sûr que la société y gagnerait et plus de bonheur et plus d'équité? Nous venons de rappeler deux lois naturelles, que les arrangements sociaux ne peuvent déranger : la loi d'hérédité et celle d'accommodation au milieu. Empêcherons-nous les enfants de laboureurs robustes de naître généralement robustes et particulièrement propres à travailler la terre, plutôt qu'à faire du calcul infinitésimal ou de la philosophie? Autrement dit, n'y a-t-il pas des classes manuelles dont l'auteur est l'hérédité même, sauf toutes les exceptions que comporte la loi d'hérédité? Inversement, empêcherez-vous les classes intellectuelles de procréer en plus grande abondance moyenne des enfants moins robustes, mais à cerveau déjà développé et malléable, tout prêt pour l'exercice, comme d'autres naissent avec de bons bras et des épaules prêtes pour les fardeaux? Cette loi, encore un coup, est salutaire et, comme elle est une forme de la solidarité entre les parents et les enfants, elle n'a rien d'injuste. Comment des hommes qui se disent socialistes arrivent-ils à concevoir la justice sous une forme aussi étroitement individualiste et à refuser aux parents le droit de se prolonger dans leurs enfants, de travailler encore pour eux et en eux, même au delà de la mort? Cette solidarité des vocations et aptitudes de toutes sortes n'empêche pas tel fils de paysan de devenir un Laplace; mais, sous prétexte de fabriquer des Laplace, prenons garde, par le surmenage scientifique, d'user des cerveaux plus faits pour agir que pour penser.

De même, il n'est pas mauvais qu'il y ait pour chaque profession ces milieux divers dont nous avons déjà parlé, ces atmosphères diversement subtiles. Sans fermer aucun horizon, il ne faut pas imposer à tous les mêmes horizons. Que votre cuisinière ait gravi les sommets de la philosophie positive et épuisé la hiérarchie des sciences, cela est très beau, mais dangereux pour la cuisinière elle-même. Il y a en effet des désappropriations qui sont des démoralisations, parce qu'elles sont des désharmonies et que la moralité est essentiellement harmonie. Le poisson qu'on veut faire vivre dans l'air meurt : la loi morale est aussi loi naturelle.

La démocratie sociale mal entendue est le système de la table rase : elle voudrait, sous prétexte d'égalité, faire recommencer chaque génération *ab ovo*. Il n'y aurait qu'un moyen : prendre tous les enfants nouveau-nés, les arracher à leurs parents, les distribuer au hasard aux quatre coins de l'horizon, leur donner à tous le même enseignement, et ce ne serait pas encore assez : il faudrait le même professeur ! Après quoi, on les ferait tous concourir. On aurait ainsi ce qu'on a ingénieusement appelé une aristocratie de mérite toute viagère, qui recommencerait tout entière à chaque génération, sans pères ni mères. « Je ne veux même pas savoir, comme disait Descartes, s'il y a eu des hommes avant moi ! » Et ce ne serait pas encore l'égalitarisme absolu, car certains enfants naîtraient Français, comme Descartes, — tandis que d'autres naîtraient Esquimaux, — ce qui constitue pour les premiers une chance, et une chance individuellement *imméritée*, sans laquelle pourtant on n'écrit pas le *Discours de la Méthode*.

Pour nous, il nous semble que ni l'intérêt de la société ni la justice sociale ne commandent de rendre ainsi toute supériorité éphémère et passagère, comme un souffle du vent et un tourbillon de poussière ; il faut, au contraire, la fixer le plus possible, non seulement chez les individus, mais dans leurs familles, dans leur milieu social, dans leur profession.

Nous comparerions volontiers ce phénomène à ce qui se produit dans un mélange où l'on a agité ensemble du mercure, de l'eau, de l'huile : vous aurez beau remuer, dès que le mélange sera abandonné à lui-même, le mercure tombera au fond, l'eau sera au milieu, l'huile surnagera. C'est une forme de la justice distributive.

On peut d'ailleurs démontrer par les lois mêmes de la sélection que, si les classes sont inévitables et justes, il faut bien se garder de les fermer. On a souvent remarqué, et M. Otto Ammon insiste sur ce point (1), que les classes supérieures, pour ne pas disparaître rapidement, doivent sans cesse se renouveler par le contingent des individus les mieux doués des classes inférieures. Les couches sociales les plus élevées, en effet, sont précisément celles qui s'épuisent le plus vite, pour trois raisons : l'intensité plus grande du travail intellectuel, les conditions spécialement épuisantes de la vie urbaine, enfin la stérilité relative, voulue ou non voulue. Tout se paie. De là la nécessité d'une réserve d'hommes simples et sains, ayant beaucoup d'enfants et leur transmettant leurs aptitudes latentes et vierges. La surnatalité des paysans doit compenser l'insuffisance de la natalité dans les classes intellectuelles. Leur éducation ne doit pas être organisée de manière à les dégoûter de leur milieu propre. Ils ne seront pas pour cela, comme un socialiste nous a reproché de le croire, les « parias » de l'instruction (1) ; on n'est pas paria pour n'avoir point approfondi l'algèbre ou la querelle des investitures ou l'histoire de la métaphysique alexandrine. Il est bien d'autres belles et bonnes choses qu'on peut enseigner pour leur profit aux classes rustiques, et il est peu moral de vouloir leur faire subir l'antinomie des visées intellectuelles et des nécessités matérielles. Mieux vaut leur faire comprendre que toute profession est noble et libérale où l'on apporte dignité et conscience. Le philosophe Héraclite, que des visiteurs s'étonnaient de voir préparer lui-même ses aliments, ne leur répondit-il pas : Là aussi il y a des dieux !

Nous sommes bien loin d'admettre pour cela que la ploutocratie doive se substituer à la démocratie, comme elle le fait trop de nos jours ; que l'enseignement public doive toujours conférer aux enfants d'une classe plus aisée un privilège de fait, sinon de droit. Actuellement, il est incontestable que le privilège, sinon le monopole, existe jusqu'à un certain degré, malgré l'égale admissibilité de tous aux emplois. Pour être avocat ou médecin, par exemple, il faut des études assez longues, qui exigent de la part des parents une certaine aisance relative ou des sacrifices réitérés. Les socialistes se plaignent très haut de cet état de choses et voudraient que, grâce à l'État, les plus capables, venus de n'importe où, fussent poussés jusqu'aux places les plus élevées. C'est la sélection des capacités par l'instruction publique, par les concours, les bourses, etc ; c'est le mandarinat universel. Fort bien. Mais comment l'État saura-t-il que tel enfant du peuple est propre à être avocat ou médecin, et qu'il faut le hisser de ce côté, en dépit de la situation de fortune de ses parents ? Comment l'État suffira-t-il aux demandes de tous ceux qui se prétendront du goût pour les professions dites libérales, qui auront même fait preuve de l'in-

1. Voir son remarquable livre sur l'*Ordre social d'après ses bases naturelles*.

(1) M. Georges Renard.

telligence nécessaire? On prendra les meilleurs, dites-vous, « le dessus du panier »; mais alors, par cette sélection, vous priverez les professions industrielles, commerciales et agricoles, de l'élite intellectuelle qu'elles auraient eue si l'on avait abandonné les choses à leur jeu naturel.

Ainsi, sous prétexte de mettre fin à un demi-privilège de fait, dû à la situation et aux efforts des parents, l'État aura créé un autre privilège de droit en faveur de ceux qu'il aura, dans son infaillibilité douteuse, déclarés les plus capables d'être avocats, médecins, etc.; et il aura produit une sorte de drainage, selon le mot de Proudhon, ou de courant artificiel vers ces professions, en les promettant aux plus instruits; — ce qui suppose encore que les protections n'y seront pour rien! La France sera changée en un vaste concours de candidats et de solliciteurs; l'État installera une grande pompe aspirante pour vider systématiquement les professions manuelles au profit des intellectuelles. On aura partout en abondance, encore plus qu'aujourd'hui, des avocats manqués ou des médecins ratés, que l'on consolera en les mettant à la charrue ou en les asseyant dans un bureau, d'où ils maudiront l'ordre social. Ce rôle distributif des titres et des professions, accordé au gouvernement, sera-t-il plus équitable en ses effets que la distribution actuelle, qui laisse sans doute les enfants profiter de ce qu'ont acquis les parents et produit ainsi une certaine fixité, mais qui cependant permet aux valeurs supérieures de se faire jour et, là où c'est impossible, les laisse dans des professions où il est bon qu'il y ait encore des valeurs? Tout système a ses inconvénients, aucun n'est infaillible; l'organisation socialiste ne le serait pas plus que les autres pour mettre *the right man in the right place*, l'homme convenable dans la place convenable. L'intégralité de l'instruction risquerait d'aboutir à l'intégralité de l'ambition, et rien n'est plus dangereux pour les sociétés, fussent-elles collectivistes, que les ambitions déçues, envieuses et subversives.

Concluons que le grand péril de l'instruction « intégrale » mal comprise et confondue avec une instruction d'État encyclopédique pour tous, c'est le manque d'adaptation des esprits à leur future condition sociale, c'est l'éveil d'appétits impossibles à satisfaire, c'est le dégoût de la profession humble et utile, c'est l'aspiration à des places de l'État prétendues plus honorables ou plus sûres que telle situation indépendante; c'est, en un mot, la démoralisation par la « déséquilibration. » Tout le monde ne pouvant pas être ingénieur, chirurgien, ni même maître d'école, il faut éviter les modes artificiels d'instruction prétendue intégrale qui dévoient les esprits en les entraînant vers des perspectives inaccessibles. L'éducation, au lieu de se perdre dans les généralités, doit s'approprier à la place que l'enfant, selon toute vraisemblance, occupera dans la société. Et qui en sera juge? Avant tout la famille et l'enfant lui-même, sans exclure d'ailleurs les concours de l'État, les bourses de l'État ou des communes, toutes les facilités et toutes les aides possibles. Mais gardons-nous, par une instruction au-dessus des aptitudes psychiques ou des moyens matériels, de développer chez les élèves, chez les maîtres eux-mêmes, la rancune contre la société, sous prétexte qu'elle « ne reconnaît pas en eux des grands hommes » ou les égaux des grands hommes. En voulant rendre chacun propre à tout, on rendrait chacun impropre à tout. Quelque « égalité » qu'on établisse, il y aura toujours une hiérarchie, avec des supériorités intellectuelles et sociales. « La supériorité, — dit Condorcet, un des patrons de l'éducation intégrale, — devient un avantage pour ceux qui ne la partagent pas; elle existe pour eux, non contre eux. » Elle est donc *juste*.

III

Notre enseignement populaire, aujourd'hui, est déjà trop intégral dans le mauvais sens du mot; il est trop calqué sur l'enseignement secondaire et supérieur; on en a fait « le premier *degré* de l'instruction publique », au lieu d'en faire « une branche à part, ayant sa valeur en elle-même », ajoutons : une branche d'éducation sociale plutôt encore que d'instruction individuelle. On a toujours été dominé, comme en 1848, par l'idée d'une sélection de capacités à opérer parmi le peuple. On a donc fait de l'école « le vestibule du lycée ». On a versé en même temps dans l'autre fausse conception de l'enseignement intégral, c'est-à-dire dans la conception encyclopédique. Au lieu de s'en tenir à des idées très simples, restreintes au nécessaire, mais approfondies, on a voulu *un peu de tout pour tous*, ce qui entraîne nécessairement les idées superficielles. Enfin on a trop poussé les moindres enfants du peuple, sous prétexte d'égalité démocratique, à la chasse aux diplômes. En 1891 (et combien la situation est pire aujourd'hui!), 127 390 garçons, 101 630 filles se sont présentés à l'examen pour le certificat d'études primaires, soit la presque totalité des enfants en âge de l'obtenir, c'est-à-dire de onze à treize ans! Les quatre cinquièmes l'ont obtenu (1). »

(1) [illegible] celui de l'enseignement secondaire. La composition d'histoire [illegible]

Pour notre part nous ne voyons pas d'inconvénients et nous voyons même des avantages à sanctionner les études par des examens, qui, mieux organisés, seraient de bons moyens de sélection pour les capables et d'élimination pour les incapables ; mais nous concédons que l'instruction primaire devrait être considérée essentiellement comme « un ensemble de connaissances si nécessaires », si naturelles à tout homme civilisé, qu'il n'y ait pas de « mérite spécial à les posséder » et qu'elles ne créent « aucun titre, aucun droit à aucune place (1) ».

L'idée vague d'intégralité, en ce qui concerne l'instruction primaire, ne nous paraît donc pas exprimer avec exactitude la direction qu'on doit donner à cet enseignement. Selon nous, il doit être intellectuellement et moralement pratique, par conséquent restreint à ce qui est indispensable et pour la culture de l'intelligence et pour celle de la volonté. *Encyclopédique* et *primaire* sont ce qui jure le plus ; donner aux enfants du peuple des clartés de tout importe moins que de leur fournir des notions précises sur ce qui leur servira nécessairement dans la conduite générale de leur vie et dans leur profession particulière. Or, pour la conduite générale, qu'est-ce qui importe? C'est l'étude sérieuse de la morale, surtout civique. Et pour la profession particulière, le technique ne pouvant être admis dans l'école primaire, que faut-il donner aux élèves? L'instrument scientifique général. L'instrument scientifique, c'est une bonne connaissance des mathématiques et des grandes lois de la physique. Tout le reste est accessoire. Nous serions donc partisan d'élaguer et de limiter, de mettre en œuvre la culture intensive, non plus extensive, de *particulariser* l'enseignement plutôt que de l'*intégraliser*. En faisant à la morale une large place, on donnerait à l'enseignement primaire le seul caractère philosophique et universel qu'il puisse acquérir. L'enseignement de la morale, surtout sociale, dans l'école et dans les cours complémentaires de l'école, est le vrai moyen d'unifier et d'intégrer tout l'ensemble les connaissances, d'aboutir à l'instruction par l'éducation. Kant disait que l'éducation consiste à « développer proportionnellement et régulièrement toutes les dispositions de la nature humaine » ; et il ajoutait, pour montrer que la « culture intellectuelle » y est insuffisante : « Comment peut-on rendre les hommes heureux, si on ne les rend pas moraux et sages? » C'est donc surtout l'*éducation* qui a besoin d'être *intégrée*. C'est à une bonne éducation que tous ont vraiment droit, non à une instruction encyclopédique et, par cela même, irréalisable.

IV

Outre l'universel déclassement, l'instruction intégrale présente un autre écueil. Au point de vue moral comme au point de vue intellectuel, le mélange universel des enfants et des sexes ne serait pas sans danger. Déjà aujourd'hui, la grande difficulté pour les écoles publiques est dans un contact de ce genre. Contact est toujours contagion. Les enfants moins bien élevés, et ce ne sont pas toujours les enfants du peuple, en se mêlant aux enfants mieux élevés, ne tardent pas à les corrompre. C'est une loi psychologique que l'action des mauvais sur les bons dépasse de beaucoup l'action des bons sur les mauvais. Le triage est le procédé universel de la nature, et il est aussi celui de la morale. Les brebis galeuses ne tardent jamais à infester le troupeau. En voulant rendre toute l'éducation trop uniforme, on risque de rabaisser les âmes d'élite au niveau des âmes vulgaires.

La vraie démocratie, même socialiste, devrait donc respecter partout la hiérarchie et la favoriser, au lieu de poursuivre le nivellement de tout et de tous. Jusqu'à ce que l'humanité ait atteint un stade encore bien loin de nous, les trois degrés de l'instruction, sans être fermés l'un à l'autre, devront demeurer distincts, comme répondant à des « couches sociales » diverses, et aussi à des couches morales qu'il est dangereux et injuste de mêler. Laissons seulement les courants naturels de l'atmosphère intellectuelle, comme ceux de l'atmosphère aérienne, se produire librement d'une couche à l'autre et, en se renouvelant, renouveler le milieu respirable.

V

Un dernier péril du socialisme pédagogique, le plus grave de tous au point de vue de la justice, c'est

rapports M. Bayet, directeur de l'enseignement primaire, que le premier défaut des candidates était de ne point savoir réfléchir. Un certain nombre de manuscrits de huit à dix pages accordaient à peine cinq lignes à la question. Là, on semblait avoir hâte de noircir du papier : quatre copies ont seules mérité des notes élevées ; cinquante et une n'ont pas atteint la note 10. Les mêmes défauts sont signalés dans les thèmes et versions. Pour l'anglais, une seule copie mérite la note 16 ; en revanche, pour l'allemand, sept ont obtenu de 14 à 16. M. Bayet constate que, parmi les candidates qui se présentent, beaucoup ne songent pas à entrer immédiatement dans l'Université ; mais la mode s'est introduite en France qu'une jeune fille doit avoir ses brevets d'aptitude à l'enseignement primaire ; « cela est bien vu », et on se dit que, plus tard, en cas de revers, on pourrait en tirer profit. Seulement, le nombre des brevetées s'accroissant sans cesse, les brevets ne paraissent plus « ni une marque de distinction, ni une garantie d'avenir suffisante ». Les familles prévoyantes ont donc fait la découverte de nos certificats d'aptitude à l'enseignement secondaire. « Des jeunes filles intelligentes, après des études convenables, s'y présentent sans savoir au juste ce qu'on y demande, comment il faut s'y préparer, munies simplement de ce même bagage de connaissances avec lequel elles ont affronté l'examen du brevet supérieur. Si on réussit, tant mieux ; si on échoue, ce n'est qu'une déconvenue. »

(1) M. Bonzon, *le Crime et l'École*, 1893.

de trop confier à l'État la direction des consciences. Qu'est-ce que l'État dans la pratique? Le gouvernement. Et qu'est-ce que le gouvernement? Messieurs les députés, messieurs les sénateurs, messieurs les ministres, messieurs les préfets, etc.; tout un ensemble d'hommes qui ne sont pas nécessairement, tant s'en faut, le « pouvoir spirituel » rêvé par Auguste Comte, le libre sacerdoce de la science et de la vertu. Assurément, il ne faut pas dénier à l'État tout droit et tout devoir d'intervenir dans l'éducation. Mais, s'il y a une certaine socialisation légitime de l'instruction générale, il faut cependant laisser aux individus, aux familles, aux associations le plus de liberté possible : et c'est ce que comprennent ceux des socialistes qui demeurent libéraux, comme M. de Greef et M. Georges Renard.

Il faut surtout repousser toute ingérence de l'État dans les questions religieuses; et encore bien plus faut-il rejeter l'ingérence des conseils locaux, si fréquente dans les grandes villes. Cette ingérence inique aboutirait à l'anarchie morale, puisqu'on verrait les petites communes imposer des manuels de dévotion tandis que les grandes imposeraient des manuels d'athéisme (1). A côté de la part assurée à l'action sociale, maintenons énergiquement la part de l'action individuelle, par cela même de la croyance individuelle.

En résumé, nous acceptons de l'intégralité ce qu'elle renferme de juste, mais non ce qu'elle renferme d'utopique.

Que l'enseignement universel soit un idéal pour l'avenir, nous ne le nions pas. Nous pensons même qu'il pourra devenir de plus en plus réalisable lorsque les adolescents et jeunes gens, grâce au système du « demi-temps », auront des heures de loisir jusqu'à leur vingtième année et pourront concilier ainsi le travail professionnel avec la prolongation des études générales. Mais c'est sous la condition expresse que l'enseignement universel soit éducatif, non pas seulement instructif.

En outre, en se faisant de plus en plus intégrale, l'éducation doit aussi se faire de plus en plus spéciale et favoriser les vocations individuelles. Si on donne à un organisme le plus de nourriture substantielle qu'il est possible, ce n'est pas pour en confondre, c'est pour en différencier les divers organes et les diverses fonctions. Et c'est la tête, en définitive, qui doit dominer et diriger tout le reste. Pareillement, dans l'organisme social, la diffusion des connaissances et des sentiments doit aboutir à la formation d'individualités distinctes et d'une élite naturelle.

Pour y contribuer, l'État doit sans doute multiplier tous les moyens d'instruction et les mettre progressivement à la portée de tous; mais la socialisation obligatoire de toute l'instruction pour tous *par l'État* nous semble un moyen dangereux d'oppression pour les consciences et un moyen inefficace d'utilisation pour les talents. Le meilleur procédé pour assurer l'intégralité de l'instruction, en même temps que sa spécialité, c'est de ne pas recourir seulement à l'État, mais de faire avant tout appel aux libertés individuelles, c'est de laisser les connaissances se distribuer, se différencier et s'intégrer naturellement; c'est de laisser enfin les esprits se classer d'eux-mêmes comme les corps de densités diverses qui, dans un milieu donné, montent plus ou moins haut. Ne supprimons pas la sélection naturelle des talents; favorisons-la au contraire, en leur fournissant les moyens de se *distinguer* entre tous; répandons l'instruction pour permettre aux inégalités naturelles d'éclater, comme elles en ont le droit et le devoir, non pour égaliser et niveler tous les esprits. La vraie éducation intégrale, en un mot, est celle qui résulte spontanément des libres efforts de tous en tous sens, non de l'action du pouvoir central, qui risque d'être un despotisme et, par conséquent, de produire la mort au lieu de la vie, l'injustice au lieu de la justice.

[illegible]

(1) La liberté de conscience ne courrait-elle aucun risque dans [illegible] Dans la *Préface* du *Capital* de Karl Marx, M. [illegible] : « Il n'est pas de mot plus élastique que le mot de liberté, c'est un pavillon qui couvre toute espèce de marchandises. Sous prétexte de liberté des cultes, les champions du plus radical des libéralismes toléreraient en tout état de choses les *pratiques religieuses*, c'est-à-dire le danger avéré du *viol intellectuel* des enfants, risquant d'être mis par leur cerveau déformé dans l'impuissance morale d'exercer sérieusement leur faculté de vouloir! Ces libertés, prodigalement accordées à quelques-uns, sont aussi fondées que le serait la liberté pour l'aiguilleur de manœuvrer les aiguilles et d'opérer les changements au gré de ses caprices. » Il est à craindre que l'inquisition collectiviste ne ressemble fort à l'inquisition catholique.

LA FRANCE AVANT LE CONSULAT

1795-1800

I. — LES CAMPAGNES

En ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, Chateaubriand raconte que, revenant de son exil volontaire, à la veille du Consulat, il subit les plus douloureuses émotions, en voyant l'état de la France. Il arrivait d'Angleterre où l'activité commerciale et industrielle des habitants emplissait les rues de Londres, son fleuve, sa banlieue, d'un mouvement admirable. Tandis que, sur le sol de sa patrie retrouvée, depuis

le port de son débarquement jusqu'à Paris, les champs, les forêts, les villages, offraient à ses regards le plus lamentable aspect.

Vers l'horizon, sur les collines, les châteaux des nobles étaient en ruines, les toits abattus, les murailles noircies par le feu. Les arbres des avenues gisaient par terre, et les hautes futaies, dépendant naguère du domaine seigneurial, dévastées par la déprédation des paysans. Sur les routes, les passants étaient rares; les voitures plus rares encore. Point de maisons neuves; les vieilles masures d'autrefois servaient d'abri à une population montrant des traits émaciés, dévorés par la famine, ou abêtis par la peur. Les diligences, qui transportaient les voyageurs assez audacieux pour ne pas craindre l'attaque des brigands répandus dans le pays, n'étaient que d'informes véhicules très sales, traînés par d'étiques chevaux attelés de cordes. Une solitude triste régnait partout. Quelques femmes, le teint basané, à peine couvertes de haillons et suivies de leurs marmots, labouraient lentement la terre devenue rebelle, dans l'abandon. A les voir si maigres, si hâves, si noires, on les aurait prises pour des esclaves.

On ne rencontrait presque plus d'hommes valides, autour des fermes. Ils s'étaient enrôlés, sous le drapeau des royalistes; beaucoup, dans les bandes de brigands, afin d'échapper à la conscription, nouvellement établie, qui alimentait de combattants les armées républicaines. Les vieillards, les femmes, les enfants, vaguaient inquiets dans les chemins, livrés à la désespérance, — misérables.

Partout où se portaient les regards, on ne voyait que désolation. La fureur des Jacobins s'était acharnée à la mutilation des statues, dans les églises. Les cimetières étaient sans croix; les clochers, sans cloches; les presbytères, veufs de leurs prêtres; les piédestaux, dépourvus de leurs saints de pierre. Plus de madones non plus, dans les niches extérieures consacrées à la Vierge. Et les humbles chapelles, élevées aux lieux des pèlerinages, montraient leur seuil privé de porte et leur tabernacle renversé, tandis que sur les monuments religieux, ou au fronton des palais, étaient tracés ces mots, comme un commandement farouche: « Liberté, Égalité ou la Mort. »

Il faut lire, dans le journal de Louvet, *la Sentinelle*, les notes inspirées par son voyage dans le Midi, quelques années avant le Consulat. Autour de Lyon, écrit-il, le Rhône charrie des cadavres qui viennent échouer sur les rives du fleuve. Il en compte jusqu'à vingt-cinq amoncelés, vis-à-vis du château de Coëtlogon. Plusieurs avaient encore la baïonnette dans les reins; et abandonnés sans sépulture, ils devenaient la proie des animaux errants. Une femme, attachée avec son enfant à un arbre, avait été presque entièrement dépecée par les oiseaux de proie. Mercier, dans le *Nouveau Paris*, parle de la « terre de Vendée, boursouflée de cadavres. Vastes cimetières, épouvantables catacombes, ouvrage de l'armée royale et catholique. » Quelques lignes au-dessus, il écrit qu'il a vu, dans les plaines de Châlons, dans les rues encombrées de Lille, dans les débris de Valenciennes, du Quesnoy, de Thionville, de Condé, dans les campagnes ravagées du Midi et des côtes de Brest, des monceaux de « croix humaines ». Plusieurs années avaient passé sans rien changer à cet affligeant spectacle. Le temps n'avait apporté aucun remède à tant de malheurs. Si la fin du Directoire était souillée de moins de crimes, la paix n'était pas rentrée dans les esprits, ni la générosité dans les cœurs. Les polémiques entre les journaux, les injures, les dénonciations étaient aussi violentes qu'au temps de Robespierre. La tolérance ne s'établit qu'avec le Consulat; et la France restait dévastée.

Et quel accoutrement travestissait ce peuple des champs dépouillé de son costume provincial!...

Par une habitude prise depuis dix ans bientôt, les villageois s'affublaient de la carmagnole et se couvraient la tête du bonnet rouge. Les nobles qui n'avaient point émigré avaient endossé l'uniforme égalitaire. M. de Barante rappelle, en ses Mémoires, qu'en sa jeunesse il avait porté la coiffure aux trois couleurs. En Bretagne, les possesseurs d'un petit manoir s'habillaient de bure pour cultiver leur domaine de leurs propres mains; ralliés aux maximes républicaines pour sauver leur tête et leur mince fortune. Et puis les dames de la maison, en camisole, se tricotaient des bas de fil gris.

C'est pourquoi cette population rurale décimée, sans autre distraction que les travaux des champs, demeurait triste, ne s'étant point mise à l'unisson de Paris. L'épouvante inapaisée, malgré la cessation de la Terreur, comprimait les âmes. On ne vivait qu'au jour le jour, attentif à ne point laisser échapper une parole compromettante, qui aurait amené une dénonciation de la part des valets, et ensuite la mort. Dans le voisinage des petites villes, même au milieu des champs, sous la surveillance des Jacobins qui n'avaient point cessé leur espionnage, — quoique les clubs eussent été fermés, — on n'était pas libre, comme à Paris. En Auvergne, les de Barante réfugiés à la campagne ne parlaient jamais de politique. Leur conversation, en famille, était surtout frivole et se complaisait aux critiques littéraires. On fuyait ses voisins, claquemuré chez soi par la peur, barricadé, le soir, en sa demeure, de crainte d'une attaque ennemie, ou d'une descente de police. Tous les bruits engendraient la panique. Une voiture, s'arrêtant à une porte, faisait trembler tout le monde. Que voulait-on? Si c'était un émigré insoumis, qui

demandait asile pour la nuit, la porte, le plus souvent, ne s'ouvrait pas. Et le proscrit, ne trouvant de refuge nulle part, se résignait à giter dans une grotte des bois, ou bien sous les broussailles d'une haie.

Oh! non, la France n'était plus reconnaissable. Dans la Bretagne, dans la Vendée, dans le Midi, un peu partout, en ces temps de détresse, les grandes plaines boisées et les défilés des collines favorisaient l'embuscade des brigands, qui attendaient le passage des courriers, pour les piller. Un cri! un commandement bref! les chevaux s'arrêtaient. Des hommes, masqués souvent, et armés jusqu'aux dents, entouraient aussitôt la voiture, forçant le conducteur à livrer l'argent de sa caisse. Si le courrier était accompagné de soldats, les agresseurs tiraient sur eux. Une fusillade s'engageait, tuant soldats, bandits, voyageurs même. Tous les journaux de l'époque sont pleins du récit de ces attaques à main armée, et du pillage de l'argent, transporté, pour le Trésor public, au chef-lieu du département. Quand la somme était importante, une escouade de soldats l'escortait. Mais les brigands, renseignés, arrivaient plus nombreux que l'escouade, et enlevaient quand même l'argent dénoncé.

Les correspondances étaient donc difficiles, avec ces alertes permanentes.

Cependant, au jour de la décade, sur la place publique du village, devant le peuple assemblé, le représentant de l'autorité venait lire, à haute voix, le *Moniteur officiel* qui, de temps à autre, arrivait de Paris. Après dix années de troubles et de discordes intestines, dix années de guerre, dix années de disette, ce que désirait le paysan, c'était la paix, c'était la circulation des blés et des marchandises. Mais, aucune de ces bonnes nouvelles pour réjouir les cœurs! Le *Moniteur* ne parlait toujours que de la guerre, de la rareté des marchandises, des ports bloqués par les flottes anglaises qui empêchaient les arrivages; de la difficulté des paiements; de la disparition du numéraire.

Et cette série de malheurs n'était que trop croyable; rien n'annonçait la fin de tant de souffrances.

Sur les routes défoncées qui n'étaient plus entretenues, lorsque passaient des convois chargés de blés, leur destination restait inconnue; ils traversaient le pays sans s'arrêter; ou bien, c'étaient de longues files de charrettes, attelées de bœufs, transportant des munitions de guerre, vers les grandes villes garnies de troupes. Souvent le nombre des voitures diminuait, en avançant. Les chevaux et les bœufs, mal nourris, alimentés de bottes de roseaux, crevaient en route, et leurs cadavres, ici et là, attestaient l'incurie du gouvernement ou la scélératesse des traitants et des fournisseurs.

Du pain! du pain! criaient alors les femmes affolées par la faim. Du pain! imploraient les vagabonds décharnés, et les mendiants qui erraient, en troupe, de village en village (1). La paix! demandait à son tour le laboureur voyant son foyer dégarni de ses enfants, sa charrue impuissante et ses champs incultes.

En Vendée, dans le Midi, le paysan enténébré par les superstitions dont il avait eu son enfance nourrie se trouvait accessible à toutes les légendes. Pour agir sur lui, les étrangers, qui foisonnaient en France et obéissaient aux inspirations des royalistes, semaient, sans relâche, des bruits très propres à surexciter sa foi monarchique, et sa passion religieuse, invariablement vivace.

On lui racontait que des prêtres, ayant prêté serment à la Constitution, étaient tombés foudroyés, au moment où ils avaient mis leurs pieds sacrilèges sur les marches de l'autel; à Nantes, que la maison d'un libraire, imprimeur de faux brefs du pape, avait été incendiée par ces papiers odieux, enflammés subitement, et que la fille du libraire, à la veille de son mariage, avait péri dans les flammes; à Poitiers, que le premier évêque constitutionnel était mort à l'instant où il se disposait à signer l'interdit sur les prêtres restés fidèles à la religion d'autrefois. Dans leur crédulité, ces hommes simples acceptaient, sans discussion, toutes ces fables, ainsi que l'étrange nouvelle touchant le général Hoche, commandant de l'armée républicaine en Vendée, qui avait possédé une lettre de blâme, écrite en caractères d'or, de la main de Dieu même, apportée en province par un archange et qu'un jeune enfant, sourd et muet de naissance, avait pu seul déchiffrer (2).

Les plus intelligents d'entre les paysans, ceux qui s'étaient liés par serment à la République, et qui, aux premiers temps de la Révolution, s'étaient attaqués aux nobles; les mécontents qui s'étaient vengés, disaient-ils, de plusieurs siècles d'oppression et de misère, c'était par d'autres moyens, que l'on tentait de les détacher du nouveau régime. On leur affirmait que les armées se retiraient vaincues des frontières de l'Italie; que Lyon et Grenoble avaient fait leur soumission à Louis XVIII; on certifiait que Bonaparte avait été tué au siège de Saint-Jean-d'Acre, et que, privé de ce jeune général, le Directoire était perdu. Ailleurs, des personnages bien vêtus, les poches remplies d'or, arrêtaient les jeunes conscrits en marche vers leurs garnisons; et, faisant briller à leurs yeux leur belle monnaie, leur proposaient de se rallier aux troupes royalistes, et même de tuer les chefs qui les conduisaient. Afin d'ébranler leur confiance, on leur répétait que les conscrits,

(1) [illegible]

(2) [illegible]

aux armées, ne recevaient ni solde, ni nourriture, ni habits, ni armes ; qu'on les envoyait à l'ennemi avec des sabots (1) et des bâtons.

Car le paysan patriote, le paysan éclairé, le paysan aigri par sa misère et sa sujétion maintenue durant des siècles, les royalistes le redoutaient à l'égal des Jacobins. C'était lui, qui, de son village, dans une colère aveugle, s'était précipité à l'attaque du château voisin, dont il avait jeté aux vents toutes les pierres, comme les Parisiens celles de la Bastille. Taine (2) cite un nommé Ferréol, du haut Dauphiné, qui, dans le château abandonné de M. de Murat, frappait avec un gros bâton sur les meubles, en disant : « Tiens, voilà pour toi, Murat. Il y a longtemps que tu es le maître; c'est notre tour. » Mme de Genlis (3) revenant d'Allemagne, à la fin du Directoire, visite son château de Sillery, mais en quel état! « Je ne revis pas sans une profonde émotion, dit-elle, ce lieu où j'avais passé les plus heureuses années de ma jeunesse. Je le trouvai bien déplorablement changé. Les superbes bois du Mésirel étaient coupés, ainsi que les beaux arbres de la cour. Une aile du château, contenant la belle galerie et la chapelle, était abattue; les îles délicieuses et leurs charmantes retraites, si obligeantes pour moi, faites par M. de Genlis, étaient détruites, et n'offraient plus que de tristes marécages. Le reste du château était démeublé. Les beaux parquets du rez-de-chaussée, qui avaient été refaits avec magnificence en bois précieux par Mme la maréchale d'Estrées, avaient été arrachés par la rage révolutionnaire, parce qu'on y avait vu représentées des armoiries, avec le bâton de maréchal de France. Je n'y retrouvai avec plaisir que la chambre où Henri IV avait couché trois nuits. Tous les vieux meubles y étaient encore; le damas cramoisi qui les formait était si usé, qu'il n'avait pu tenter la cupidité révolutionnaire. »

Et cependant cette rage des paysans était surpassée par l'avidité criminelle des spéculateurs. Dès qu'un château, dès qu'une abbaye, — biens nationaux, — s'offraient à la convenance d'un personnage important, ils étaient mis aux enchères et livrés aussitôt au pic des démolisseurs. La superbe abbaye de Marmoutiers en Touraine devient ainsi la propriété du commissaire du gouvernement Lhéritier, pour une somme de 800 000 francs qui représentait à peine 8000 francs de numéraire. Gidoin, président de l'administration municipale, était son complice; et tous les deux, sans aucun payement préalable, amenèrent aussitôt soixante ouvriers, qui enlevèrent tout ce qu'il y avait de précieux, ensuite renversèrent les murailles à la pioche, et pour avoir le plomb des fenêtres, brisèrent les vitres à coups de perche. Il fallut l'indignation générale de la population pour arrêter ce saccage honteux (1).

A Chantilly, une Anglaise écrit ce qu'elle a vu... « Dans le chemin qui mène à la galerie portant le nom de Galerie des Conquêtes, le concierge me montre la statue du grand Condé mutilée par les furieux Jacobins, et l'endroit de la cour où ces barbares amoncelèrent un grand nombre de tableaux pour les livrer aux flammes. La fiscalité aux mains de fer s'est saisie du reste (2). »

Chateaubriand, quelques années plus tard, déplore aussi ces dévastations impies (3)... Il parle « des statues mutilées; des lions dont on restaure la griffe ou la mâchoire; des trophées d'armes sculptés dans des murs croulants; des écussons à fleurs de lis, effacés; des fondements de tourelles rasées ». Et dans les châteaux près de Paris, où il rend ses visites, des pièces, demi-démeublées demi-meublées, où à un vieux fauteuil avait succédé un fauteuil neuf. Chez M. Molé, à Champlâtreux, « une superbe patte d'oie de tilleuls avait été coupée, dit-il, mais une des trois avenues existait encore, dans la magnificence de son vieux ombrage. On l'a mêlée depuis à de nouvelles plantations. Nous en sommes aux peupliers », ajoute le grand écrivain. Et il avait fallu se laisser faire; subir sans plaintes ces violences. District de Saint-Étienne et de Montbrison, Taine dit « que l'on avait enlevé impunément les arbres des propriétaires ou démoli leurs murs de clôture ou de terrasse. Ceux qui se plaignaient étaient menacés de mort, et de voir abattre leurs maisons. »

Signe des temps! Chateaubriand, voyageant vers Blaye, à l'époque du Consulat, écrit que la diligence, « dans laquelle il se trouvait enterré, était remplie de voyageurs qui racontaient les viols et les meurtres dont ils avaient glorifié leur vie, durant les guerres vendéennes ». Et la diligence venait de traverser un pays où l'on s'était montré, sur le sol, des ossements blanchis et des ruines issues de la guerre dont ces voyageurs avaient été peut-être les principaux acteurs!

« Chacun son tour », avait crié Ferréol. Le paysan, avec sa foi naïve, en se donnant à la Révolution, avait espéré le partage des terres. Et malgré ses désillusions qui avaient suivi cette dévotion, malgré la guillotine sur laquelle beaucoup de ses pareils

1 *Journal du Commerce*, messidor an VII; *le Moniteur*, 11 ventôse an VII.

(2) Taine, *les Origines de la France contemporaine*, t. II, p. 100.

3 Mme de Genlis, *Mémoires*, t. V, p. 361.

1 *Le Voyageur de Prudhomme*, 1er messidor an VII.

2 *Aperçu de l'état des mœurs*, par Hélène-Maria Williams, p. 256.

(3) *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. IV, p. 325.

avaient expié le crime d'avoir soustrait leurs récoltes aux exactions des agioteurs et des fournisseurs, il était resté fidèle à ce nouveau régime qui l'avait débarrassé de son suzerain et du prêtre, ses créanciers depuis des siècles, pour des redevances accablantes.

Les paroles, citées par Chateaubriand, mettent en lumière cet état d'âme des paysans patriotes et républicains, aux yeux de qui le meurtre et le viol, consommés au nom de la République, ne sont plus des crimes, mais actions d'éclat, dignes de fanfaronnade. Ils ont violé des femmes; ils ont tué des Vendéens; qu'importe! C'était pour la République! Étant ses affranchis, ils la devaient défendre; et ils s'en glorifiaient. C'est pourquoi, tant que Bonaparte s'est dit le protecteur de la Révolution, ils ont subi le despotisme de ce maître le plus absolu. A ce monarque impérieux en ses exigences, entouré d'autant de faste que les plus puissants rois de l'Orient, le paysan cède toujours.

Jamais il ne se lasse. Il le suit de Madrid à Moscou. S'il murmure en Égypte, c'est qu'il a une nostalgie de la France; et il faut une succession de revers et de guerres incessantes, pour donner aux conscrits le dégoût des batailles qu'ils affrontaient avec tant d'enthousiasme, sous le jeune empereur. Car ce soldat couronné lui représente l'incarnation du peuple, du peuple idéalisé, du peuple souverain. Tant qu'il sera là, lui, ce glorieux capitaine, le petit villageois ne redoutera ni le rétablissement de la dîme pour le prêtre, ni de la corvée pour le noble. Il jouira, sous son égide, de tous les droits que lui a donnés son affranchissement.

Quels droits? Ceux qui lui tiennent le plus à cœur, les droits du propriétaire.

C'est, en effet, parmi les paysans possédant une épargne, ou parmi les fermiers, que se recrutèrent les plus nombreux acquéreurs des biens nationaux. Châteaux, bois, étangs, terres labourables, confisqués aux émigrés au nom des lois, ils pouvaient en jouir, comme en jouissait le noble, jadis. Et devenus indépendants enfin, indépendants du régisseur du château auquel ils n'apporteront plus leurs redevances; indépendants du garde forestier qui ne leur interdira plus le plaisir de la chasse et la protection de leurs récoltes contre la dent du gibier, ils connaîtront le suprême bonheur d'être maîtres; maîtres de leur temps et maîtres de leur fortune. La terre, qui les avait tenus asservis, les rendait libres maintenant, et ils l'aimaient par-dessus tout, cette terre libératrice (1). Pour elle, ils n'hésitaient pas à se souiller de crimes.

Mais bientôt, voici ce qui arriva.

Entraînés par l'ancien propriétaire revenu dans le pays secrètement, Chouans en Vendée, Compagnons de *Jésus*, et du *Soleil* dans le Midi, se réunissaient en nombre devant le château désigné à leur haine. Ils en faisaient le siège; et quand ils réussissaient à y pénétrer, ils passaient par les armes le nouveau possesseur quel qu'il fût (1). Ailleurs, des « chauffeurs », des brigands, s'introduisaient, par surprise, au foyer du récent enrichi, et le forçaient, en le martyrisant, à leur livrer le contenu de sa caisse. Partout, ces acquéreurs républicains sont marqués pour les vengeances des partisans de l'ancien régime. On enlève leurs femmes, leurs enfants; on les emmène au milieu des bois, en des cavernes. Ils serviront d'otages en échange de ceux qui sont arrêtés au nom de la loi parmi les parents des rebelles (2).

Alors ces patriotes, sur qui le gouvernement pensait s'appuyer, se détachèrent peu à peu du pouvoir établi dont ils ne recevaient point de protection suffisante. Sans cesse sur le qui-vive, ne comptant que

(1) Taine, *le Régime moderne*, t. Ier, p. 267.

[illegible]

[illegible] cations de dix paroisses du Nivernais. Il est facile de discerner, à cette lecture, le désir du paysan de s'affranchir de la tutelle qu'il sent peser sur lui, de toutes parts. Il se plaint de [illegible] la société. C'est cette servitude d'argent qu'il veut briser. Voici ce qu'il exige :

[illegible] les laboureurs à 30 sols; les faucheurs à 10 sols; les charrons [illegible] viande à 5 sols; le lard à 8 sols; l'huile à 8 sols la pinte; la [illegible] 3 sols... Rendus tous les usages et pacages qui ont été pris par justice. Les chemins seront libres partout, comme auparavant. Toutes les rentes seigneuriales seront supprimées. Les meuniers ne prendront que le 32e du boisseau. Les seigneurs du département rendront tous les bordelages et biens mal acquis. Le curé de Bièze n'aura d'autre emploi que de [illegible] comme en hiver. Il mariera et enterrera gratis, sauf à nous de lui payer sa pension. Les messes lui seront payées 6 sols. Il ne sortira de sa cure que pour dire son bréviaire et visiter honnêtement ses paroissiens et paroissiennes. Les chapeaux de 3 livres à 30 sols. La grosse de clous d'emballage à 3 livres. Les curés ne tiendront que des servantes sages de cinquante ans. Les curés n'iront ni aux foires ni aux marchés. Tous les curés auront la même condition que celui de Bièze. Il n'y aura plus de gros marchands de blé. Les commis qui auront fait des prises injustes rendront l'argent. Les fermiers finiront à la Saint-Martin. M. le comte, quoique absent, M. de Toutenelle et M. le commandant signeront sans difficulté. M. le curé de Mingot résiliera par écrit sa cure. Il s'est sauvé avec sa servante. Il a même manqué sa messe, le premier vendredi de la Fête-Dieu, et il est à présumer qu'il a couché dans les bois. Les menuisiers seront taxés au prix des charrons. Les [illegible] payeront la moitié des tailles. Les notaires ne prendront que la moitié de ce qu'ils prenaient autrefois, ainsi que les contrô- [illegible] en XIII.

(2) [illegible] les assimilait aux assassinats.

sur leur courage pour défendre et leur vie et leurs biens, ils se voyaient encore en butte à la jalousie de leurs voisins, qui ne se privaient pas de les dénoncer aux bandes errantes cherchant une proie. La vie au village, cette existence coude à coude, engendre des rivalités, une envie sournoise dont le jalousé devient la victime (1). On a été pauvre, pareil aux autres travailleurs des champs et corvéable comme eux; puis, tout à coup, par une spéculation heureuse, la fortune accorde à l'élu ces beaux champs étalés au soleil, que, si souvent, chacun a convoités. Ce changement subit d'état soulève dans toutes les âmes l'égoïsme le plus âpre. Et on dénonce.

Et on dénonçait encore lorsque l'enrichi s'en allait à la ville et rapportait au village les beaux meubles des aristocrates, que les brocanteurs avaient sauvés du pillage des châteaux. Les maisons des fermiers s'emplissaient alors de fauteuils d'acajou, de tentures de haute lisse, de glaces, qu'ils avaient échangés contre les produits de leur ferme; et les paysannes, leurs femmes, se paraient des bijoux, ou des robes des marquises, échouées aux boutiques des fripiers.

Et l'on dénonçait toujours (2).

A la fin du Directoire, on sentait donc la masse rurale agitée, inquiète, prête à se donner à qui lui assurerait le repos et la laisserait cultiver en paix ses champs en friche, devenus des landes sauvages. Toutes ses habitudes étaient changées, d'ailleurs, depuis la République. Les jours, les mois, les années ne se comptaient plus comme autrefois. La décade n'avait pu lui faire oublier le dimanche. L'assignat n'était qu'un informe chiffon dont le villageois ne voulait pas reconnaître la valeur, et la fausse monnaie pullulait. Le mètre s'était substitué à la toise et à l'aune. Les foires n'avaient plus lieu régulièrement, empêchées souvent par une échauffourée de révolte. Devant la justice même, c'est en vain que l'on citait ses témoins; aucuns ne voulaient déposer par peur des représailles de ceux qu'ils auraient accusés. La terreur inspirée par le brigand rendait les lois impuissantes. Déjà la cloche de l'*Angelus*, au déclin du jour, se faisait désirer; déjà chacun se raidissait contre l'enterrement de ses proches portés en terre comme la bête, sans prières et sans suite de parents; contre cet enfouissement, fait à la hâte, entre le fossoyeur et le représentant de la commune.

Ce gouvernement, où domine Barras, n'a plus ni prestige, ni autorité et ne peut même faire respecter ses agents. Ses plénipotentiaires à Rastadt sont assassinés; ses commissaires dans les départements, assaillis à coups de fusil : tel, Labarthe, aux environs d'Arles; tel, Chappe, l'inventeur du télégraphe aérien, à son passage, autour de Lyon, pour l'installation de postes télégraphiques jusqu'en Italie. A Évreux, le corps de garde étant vide, les brigands y sont entrés et ont enlevé toutes les armes. Dans le Lot-et-Garonne, les assassinats ne se comptaient plus. Renforcés, chaque jour, les Chouans cherchaient à interrompre la circulation sur la Loire, en saisissant les bateaux, et à ruiner le commerce, en s'emparant des marchandises destinées aux fabricants. Ceux de Cholet en perdirent, un jour, pour 42 000 francs. A Aubenas (Ardèche), deux cents brigands armés ont enlevé des prisons vingt républicains et les ont emmenés, avec eux, au cri de : « Vive le Roi; à bas la république (1)! »

---

1 *Mémoires de Sanson*, t. IV, p. 395 :

« Je revins hier de Brie où est notre maison. Les trois jours que j'y passai ne me laissent pas l'envie d'y retourner. Le mot *fraternité* y reluit en grosses lettres noires sur la façade de la maison commune, mais il est loin d'être inscrit dans les cœurs, non plus que le mot patriotisme. Tandis qu'ici, les plus pauvres (à Paris) sacrifient, sans hésiter, le peu qu'ils possèdent, tandis qu'on surprend, chez les plus farouches, des actes de véritable générosité, les citoyens des campagnes ne songent qu'à s'enrichir. La vente du domaine national, loin de les satisfaire, n'a fait qu'allumer leur cupidité. La loi punit de mort les accapareurs; à ce compte, il faudrait une guillotine dans chaque village, car il n'est pas de si mince métayer qui n'enfouisse et ne cache son blé, dans la crainte d'être forcé de le porter sur les marchés et de recevoir des assignats qu'il n'accepte qu'à son corps défendant. »

Louvet, *la Sentinelle* :

« Un paysan des environs de Vitré défend contre les Chouans sa charrue et sa ferme, qu'il habitait seul avec sa femme et son enfant, âgé de dix ans. Il barricada sa porte, s'élança dans son jardin avec trois ou quatre fusils. Couvert par les haies, il fait un feu terrible. Sa femme chargeait ses armes, au fur et à mesure, et pendant ce temps-là, l'enfant promenait un chapeau au bout d'un bâton. Les Chouans s'imaginent que, derrière la haie, il y a de nombreux défenseurs; ils se retirent. Mais le paysan fut forcé ensuite d'aller chercher un asile à Vitré. »

2 *Journal du Commerce* :

Trois émigrés entrent un matin chez un particulier et lui demandent s'il n'est pas un acquéreur de biens nationaux. — « Oui, je le suis. — En ce cas, si tu ne nous donnes 1 800 francs, « c'en est fait de toi. — Cela est trop juste. » Et il va de ce pas ouvrir une armoire, comme pour y prendre la somme exigée de lui. Il y saisit une hache et les assomme. »

Ailleurs :

« Chez un fermier, une troupe de Chouans entre. — « Je « suis, dit l'un d'eux, M. de Roquefeuille. La métairie que tu « as acquise de la nation m'appartient. Paye-m'en les jouis- « sances sur-le-champ. » Mais le fermier (ceci se passait dans la commune de Maël-Carhaux) ayant saisi une hache, se jette sur eux et les disperse. »

(1) Le chancelier Pasquier, *Mémoires*, t. Ier, p. 139.

De Croissy où il s'était réfugié, il était venu habiter le Mans.

« Un commissaire du pouvoir exécutif, dit-il, fut assassiné dans les rues du Mans par des Chouans qui avaient osé s'y introduire. Les autorités de la ville imaginèrent d'ordonner, dans les campagnes, l'enlèvement de quelques propriétaires, qui passaient pour tenir davantage au parti royaliste et dont elles voulaient faire aussi des otages qui répondraient de leur propre sûreté. Comme cette expérience menaçait de se renouveler souvent, je pensai qu'il était temps de quitter le département, et je me hâtai de regagner Paris, heureux d'y être, car dans la réalité on y était beaucoup plus en sûreté qu'ailleurs. Cela s'explique assez bien. Le secret de la faiblesse du gouvernement directorial était d'autant mieux connu, qu'on en approchait davantage. A quelque distance, il en im-

Un jour arrive où, du Nord au Midi, la France est troublée par les rebelles. Les forêts des Ardennes sont pleines de révoltés. Autour d'Aix, le brigandage s'est multiplié. Le Mans a été occupé, durant plusieurs jours, par les Chouans ; Nantes a été envahie, un matin à la faveur du brouillard, aux cris de : *Vive le roi et la religion* (1) ! Les habitants réveillés ont couru aux armes. Un combat acharné s'est livré dans les rues, et les Chouans repoussés ont été poursuivis sur la route de Rennes. Toulouse a été assiégée par une véritable armée de royalistes. La ville, tombée en leur pouvoir, a été abandonnée au pillage. Et quand les renforts républicains sont arrivés de Montauban et de Foix, les principaux chefs avaient pu se disperser. Le moindre frétin était resté seul aux mains des républicains : un meunier, un chaussetier, payant de leur tête cette révolte qu'ils avaient dirigée (2). Dans la Sarthe, les Chouans s'étaient emparés du président d'un district et l'avaient forcé à revêtir son costume officiel pour être fusillé. Toujours dans la Sarthe, à Pontvallain, ils avaient massacré douze habitants réfugiés dans le clocher, quoique les pauvres gens se fussent rendus à merci ; puis ils avaient incendié le clocher et l'église. Le commissaire du Directoire avait été coupé en morceaux ; son neveu fusillé sous les yeux de sa femme par les ordres des chefs Potiron et Tranquille ; ce qui faisait dire par Talot aux Cinq-Cents : « En Vendée, tous les liens de rapprochement sont brisés ; toutes les affections détruites. Les « cannibales » ont horreur des républicains, et ils les égorgent et les mutilent. La foudre nationale, les baïonnettes, peuvent seules en faire justice. » Et par Gaston (du Var) : « Les Bouches-du-Rhône et le Var sont le théâtre des excès des royalistes. Des républicains ont été hachés en morceaux. Un officier municipal est mort sous les coups des égorgeurs. Une brigade de gendarmes allant à la Ciotat a été assassinée tout entière. »

De toutes parts arrivaient les mêmes nouvelles.

Las de ces assassinats, quelques républicains courageux, placés en embuscade, avaient tué d'un coup de fusil les chefs les plus redoutables. Ainsi avait péri le fameux brigand *Frappe à mort*, la terreur des environs de Fougères et de Vitré ; ainsi le chef des Chouans, Allaire, dans les marais de Garges (Manche), visé par deux cultivateurs (3) ; ainsi, un autre qui portait le surnom de *la Lunette* (4).

La haine entre voisins et la terreur (1) ne pouvaient être plus grandes dans les campagnes. Le paysan vivait en une alarme continue, trop souvent rançonné par des bandes pillardes. L'une se présentait au nom du roi, exigeant des subsides et se faisait héberger. Quelques heures après, une autre apparaissait, et au nom de la République en exigeait autant. Terrifié par la grosse voix et les jurons de ces ribauds, le paysan sellait un cheval et, s'échappant de sa demeure, galopait jusqu'à la ville prochaine pour chercher du renfort. Quand il rentrait chez lui, son cheval fourbu, les pillards avaient disparu. Il avait perdu son cheval ; et sa femme laissée seule, affolée par les menaces, était couchée en son lit avec la fièvre.

Était-elle tenable, cette vie, sans cesse traversée du bruit des combats, du crépitement des fusils déchargés dans les clairières des bois ? La nuit, on entendait au loin l'imitation du cri de la chouette, un hululement sinistre, qui indiquait le passage des rebelles et l'approche du danger. L'ombre était pleine de mystères redoutables ; le tournant des chemins, de veilleurs qui s'embusquaient pour leur vengeance. La mort était partout ; partout, à toute heure, même lorsque les républicains, précédés de leurs tambours, entraient en un village, au pas de charge, et sur une dénonciation hypocrite et méchante punissaient un innocent. Vienne un dictateur ! s'il rétablit l'ordre et donne la sécurité à cette masse rurale si éprouvée, elle l'acclamera et subira sa loi.

[illegible]

(*A suivre.*)

posait encore et les révolutionnaires de province ne man[illegible] étaient plus prudents et ne se souciaient pas de se compro[illegible]

1 [illegible] an VIII.

2 [illegible] an VIII.

(3) *Journal du Commerce*, an VII.

(4) *Gazette de France*, vendémiaire an VIII.

1 Voici ce que rapporte Louvet, dans *la Sentinelle*, sur la cruauté des Chouans et le supplice infligé aux patriotes :

[illegible] se rendant à Lorient pour être mousses, avaient été massa[illegible] faisaient distribuer un calendrier où les saints du martyrologe [illegible]

A mettre en opposition ce petit tableau extrait des *Mémoires* [illegible]

« Heureux dans mon intérieur, j'ai passé plus de deux ans dans la retraite, réduit au strict nécessaire, cultivant mon jardin dont les produits m'aidaient à vivre. Le village de Croissy était resté en dehors des troubles qu'avait amenés la Révolution. Aucun grand malheur ne s'y était fait sentir pendant la Terreur, et il avait dû sa tranquillité à un prêtre marié, à son ancien curé devenu maire. C'était dans la réalité un excellent homme, mais de mœurs plus que légères. Oubliant ses devoirs ecclésiastiques, il s'était marié, et il cherchait à se faire pardonner sa faute par tout le bien qu'il faisait. »

UNE JEUNE FILLE ÉTRANGE (1)

Nouvelle.

— Sommes-nous près de la station, conducteur ?

— Pas assez près pour que nous puissions éviter le chasse-neige : voyez, le vent commence à tourner.

Décidément nous n'arriverons pas avant le grain, ce soir il fera beaucoup plus froid. On entend la neige craquer sous le traîneau, c'est une soirée d'hiver. Le vent du nord souffle dans la forêt, les branches de sapin s'étendent sur l'étroit sentier et se balancent d'une manière menaçante dans l'obscurité croissante du soir. Il fait froid et le temps est dur. La kibitka est étroite, on y est mal à l'aise et de plus les sabres et les revolvers de nos gardiens remuent à chaque instant. La clochette fait entendre un son prolongé et monotone à l'unisson de l'orage qui commence à souffler. .

Par bonheur voici la lueur de la station isolée à la lisière de la forêt.

Mes conducteurs, en faisant résonner tout l'attirail de leurs armes, secouent la neige dans l'isba fortement chauffée mais sombre et enfumée. Elle est pauvre et peu hospitalière, mais l'hôtesse assujettit le morceau de bois fumeux qui l'éclaire.

— N'y a-t-il rien à manger chez toi ?

— Nous n'avons rien.

— Mais, du poisson ? Il y a une rivière près d'ici.

— Il y avait du poisson, mais la loutre l'a tout mangé.

— Eh bien, des pommes de terre ?

— Elles sont gelées.

Il n'y avait rien à faire, l'hôtesse nous donna du pain. Je fus surpris de voir le samovar et je remerciai Dieu. On se réchauffa avec du thé, on mangea du pain, l'hôtesse apporta des oignons dans une corbeille d'osier.

Dans la cour, l'ouragan se déchaînait, une neige fine tombait par la fenêtre et de temps en temps la lumière de la lune apparaissait tremblotante.

— Il vous sera impossible de partir, passez ici la nuit.

— Eh bien ! nous resterons.

— Croyez-moi, Monsieur, vous ne pouvez pas partir. Voyez le temps de ce côté, et par là c'est encore pis, croyez-moi.

Dans l'isba tout était calme. L'hôtesse avait déposé sa quenouille et son fil ; elle s'était couchée après avoir éteint le morceau de bois enflammé. L'obscurité et le silence s'établirent, interrompus seulement par le fracas impétueux du vent. Je ne dormais pas. Sous le bruit de la tempête des pensées pénibles m'assaillaient et s'envolaient l'une après l'autre.

— Vous ne dormez pas, Monsieur, me dit le plus âgé des deux gendarmes qui me conduisaient.

C'était un homme assez sympathique, au visage agréable, à l'air intelligent, alerte, bien au courant de son service et pourtant peu pédant. En route il ne s'attachait pas aux mesures vexatoires et aux formalités inutiles.

— Non, je ne dors pas.

Quelques instants s'écoulent en silence et je m'aperçois que mon compagnon ne dort pas non plus ; évidemment certaines idées circulent dans sa tête. Le second de mes conducteurs est un jeune homme accommodant, il dort du sommeil d'un homme en bonne santé mais bien fatigué. De temps à autre il murmure quelques mots inarticulés.

— Je m'étonne, dit de nouveau la voix rude du sous-officier, que vous, jeunes gens nobles, civilisés, on peut bien le dire, vous passiez ainsi votre vie.

— Comment ?

— Eh ! Monsieur, est-ce que nous ne comprenons pas ? Nous comprenons très bien que vous ne puissiez vivre d'une telle vie d'exil et que vous ne soyez pas habitués dès l'enfance à cette existence.

— Ce n'est pas la question. Que nous soyons habitués à une autre vie, soit, mais avec le temps on peut changer d'habitude.

— Est-ce que cela vous paraît gai ? dit-il d'un ton de doute.

— Non, ce n'est pas gai, on peut le dire ; et vous, êtes-vous satisfait ?

Ici un silence, Gavrilov (nous nommerons ainsi mon interlocuteur) pense à quelque chose.

— Non, Monsieur, et je vous dirai... Croyez-moi, quelquefois il m'arrive de ne pas pouvoir regarder autour de moi. Pourquoi cela me prend-il ? Je ne sais pas, mais parfois j'ai le cœur serré.

— Alors c'est que le service est pénible ?

— Le service est le service... Certainement ce n'est pas une promenade ; les chefs, il faut bien le dire, sont sévères ; mais ce n'est pas cela.

— Et quoi donc ?

— Que sais-je !

De nouveau un silence.

— Encore, aujourd'hui je supporte mieux cela, j'y suis habitué. Et puis les chefs ne m'oublient pas, ils m'ont nommé sous-officier, car je n'avais pas de punitions. Enfin je retournerai à la maison, avec une retraite.

— Eh bien ! alors quoi ?

— Tenez, Monsieur, je vais vous raconter ce qui m'est arrivé... Je suis entré au service en 1874, de suite dans l'escadron des gendarmes. Je servais

(1) Esquisse interdite en Russie, publiée à Londres par la Société de la Presse russe libre. Récit que fait à Korolenko un gendarme qui le conduisait en exil.

bien, je puis le dire, et j'étais plein de zèle pour faire des recherches dans la foule, près des théâtres, enfin vous savez. Je sais lire et écrire, mes chefs ne m'oublièrent pas. Notre major était mon compatriote et comme il voyait mon application au service, il me fit venir un jour et me dit : « Gavrilov, je t'ai proposé pour sous-officier, as-tu servi dans « les convois de prisonniers ? — Jamais, mon offi- « cier, répondis-je. — Eh bien ! la prochaine fois, je te « désignerai comme aide, tu verras, la chose n'est « pas difficile. — J'entends, mon officier, dis-je, je « tâcherai de vous obéir. » En effet je n'avais pas servi dans les convois : et quoiqu'on puisse dire que cela n'est pas difficile, vous savez néanmoins qu'il faut se conformer aux instructions et que l'activité est nécessaire. C'est bien... Au bout d'une semaine l'employé du service m'appelle chez le chef et fait venir un sous-officier. Nous arrivons. — « Vous « allez en escorte. Voilà ton aide, dit-il au sous-offi- « cier, il n'a jamais fait ce service. Faites attention à « bien veiller, mes enfants, il s'agit de conduire une « demoiselle qui est à la forteresse. Voici vos instruc- « tions, demain, vous recevrez de l'argent, et à la « grâce de Dieu ! » Ivanov, le sous-officier, vint avec moi comme chef, et moi comme son aide, de même qu'aujourd'hui j'ai un autre gendarme avec moi. On donne des instructions au chef, on lui remet de l'argent, des papiers, il signe les écritures, établit ses comptes, on lui adjoint un simple soldat pour faire les courses, veiller aux préparatifs, etc. C'est bien. Le matin au petit jour, nous quittons l'hôtel du commandant. Je regarde. Mon Ivanov avait réussi à boire quelque part. C'était un homme impossible, — on peut le dire aujourd'hui, il est dégradé. — Aux yeux de ses chefs il était convenable comme sous-officier et, comme il fut mêlé à certaines intrigues, il gagna la faveur de ses supérieurs, mais à peine était-il loin de ses chefs que la tête lui tournait et que sa première affaire était de boire.

« Nous sortîmes du château et, comme nous le devions, nous remîmes les papiers et nous attendîmes. J'étais curieux de savoir quelle demoiselle nous devions emmener : nous avions à la conduire bien loin, d'après la feuille de route : c'était le chemin que nous suivons aujourd'hui. On nous ordonnait de la conduire dans la ville même et non pas dans le district. Pour la première fois j'éprouvais de la curiosité. Nous attendîmes ainsi une heure que l'on eut rassemblé ses affaires et ses effets dans un petit paquet, une jupe et quelque chose encore, vous savez. Il y avait aussi des livres et c'était tout. Évidemment ses parents n'étaient pas riches, à ce que je pense. On l'amène, je la regarde. Elle était encore jeune, elle me parut presque une enfant. Ses cheveux blonds étaient réunis dans une tresse. A ce moment le vermillon de ses joues les faisait paraître en feu, mais plus tard je la trouvai pâle. Pendant la route elle était toute pâle, aussi je commençai à avoir pitié d'elle plus que je ne puis le dire.

« Elle mit son manteau et ses galoches... Nous avions ordre de visiter ses effets, la règle est formelle ; d'après nos instructions nous devions visiter tout ce qu'elle emportait : « Combien avez-vous d'argent « sur vous ? — Un rouble et douze kopeks », qu'elle nous montra ; le chef s'en saisit : « Mademoi- « selle, ajouta-t-il, je suis obligé de vous fouiller. » Elle devint toute rouge. Ses yeux jetaient des flammes, la rougeur de ses joues devint plus vive encore. Ses lèvres minces exprimaient la colère. Vous pensez comme elle nous regardait, je n'osai pas m'approcher. Le chef comme un homme ivre alla vers elle et lui dit : « J'y suis obligé, j'ai des instruc- « tions. » Elle se mit à crier et Ivanov recula.

« Je la regardai alors, son visage était tout pâle et n'avait pas une goutte de sang, ses yeux étaient devenus noirs et furibonds. Elle frappait du pied et parlait avec agitation, mais je dois avouer que je ne comprenais pas bien ce qu'elle disait. L'inspecteur aussi était effrayé ; il lui offrit un verre d'eau : « Remettez- « vous, je vous prie, lui dit-il ; ayez pitié de vous- « même » ; mais elle l'apostropha durement : « Vous « êtes des barbares, dit-elle, des valets ! » et elle prononça encore d'autres paroles insolentes. Que voulez-vous, parler ainsi de l'autorité ce n'est pas bien ; aussi nous ne pûmes pas la fouiller. L'inspecteur la conduisit dans une autre chambre et ils revinrent de suite avec la femme de l'inspecteur. « Elle n'a rien « sur elle », dit-il.

« Elle le regarda et lui sourit avec des yeux méchants. Ivanov était complètement ivre, il nous regarda et murmura en lui-même : « On a violé la loi, « j'ai des instructions » ; mais l'inspecteur n'y fit pas attention. Nous traversâmes la ville et, pendant tout le temps, elle regarda par la fenêtre de la voiture. Elle semblait vouloir dire adieu à des personnes de connaissance. Ivanov prit la portière, l'abaissa et ferma la vitre. Alors elle s'enfonça dans un coin, se serra et se mit à nous regarder. Quant à moi, je dois l'avouer, je ne pus m'empêcher de prendre l'autre portière, comme si je voulais voir au dehors, et je l'ouvris pour qu'elle pût regarder ; mais elle ne tourna pas les yeux vers la fenêtre et resta assise dans son coin en se mordant les lèvres. Je crus qu'elle allait les mettre en sang.

« Nous prîmes le chemin de fer. Le temps était clair, c'était un jour de septembre. Le soleil brillait ; un vent frais soufflait dans le wagon, elle ouvrit la fenêtre de manière à s'exposer au vent. D'après les instructions il n'est pas permis d'ouvrir la fenêtre. Mon Ivanov, aussitôt qu'il fut entré dans le wagon, se

mit à ronfler et je n'osai rien dire. Je m'enhardis, je m'approchai d'elle et je lui dis : « Mademoiselle, fer-« mez la fenêtre. » Elle se tut sans faire attention à moi, comme si je ne lui parlais pas et pourtant, bien sûr, elle m'avait entendu. J'attendis un moment, puis je lui dis de nouveau : « Vous allez avoir froid, Ma-« demoiselle. » Elle tourna son visage vers moi et fut comme étonnée. Elle me regarda et dit à voix basse : « Laissez-moi. » Elle se mit de nouveau à la fenêtre et moi je fis un signe de la main et m'éloignai dans un coin. Elle était plus tranquille. Elle ferma la fenêtre, s'enveloppa dans son petit manteau pour se réchauffer. Le vent était frais, il faisait froid. Un peu après, elle revint à la fenêtre et s'exposa tout entière au vent. En prison elle n'avait pas pu contempler la nature. Elle reprit un peu de gaîté, regarda et se mit à sourire. A ce moment elle faisait plaisir à voir. Croyez-moi, si l'autorité l'avait permis, je n'aurais pas hésité à l'épouser au lieu de la conduire en exil.

« Nous dûmes quitter la ville en troïka. Ivanov était tout à fait ivre. Il se réveilla et de nouveau il se versa à boire et sortit du wagon en chancelant. J'avais peur qu'il dépensât l'argent de la couronne. Il se laissa tomber dans la téléga de la poste, s'étendit et se mit à ronfler. Elle était assise à côté de lui et mal à l'aise ; elle le regarda comme on regarde un animal malfaisant. Elle se reculait pour ne pas le toucher en se serrant dans un coin, et moi, j'étais assis sur le rebord du traîneau. Quand nous partîmes le vent était froid. J'étais transi, et elle, à ce que je voyais, était gelée. Elle se mit à tousser fortement et porta à ses lèvres son mouchoir sur lequel j'aperçus du sang. Ce fut comme si quelqu'un me piquait au cœur avec une épingle. « Eh ! lui dis-je, Mademoi-« selle, comment est-ce possible. Vous êtes malade et « par quel temps êtes-vous partie? Il fait très froid. » Elle tourna les yeux vers moi et commença à se fâcher. « Que voulez-vous, dit-elle, vous êtes stu-« pide. Ne comprenez-vous pas que je ne voyage « pas pour mon plaisir? Voilà un drôle d'homme ; « c'est lui qui me conduit et il a pitié de moi. — Mais « vous, lui dis-je, si vous aviez informé les autorités, « vous seriez entrée à l'hôpital plutôt que de vous « mettre en route par un froid pareil. Voyez-vous, la « route est longue. — Et où allons-nous? demanda-« t-elle. — Vous savez, il nous est sévèrement dé-« fendu de faire connaître aux condamnés le lieu où « nous devons les conduire. » Elle vit que j'étais embarrassé et se détourna : — « Je ne dois pas le dire. » — « Eh bien, ne dites rien et ne me dérangez pas. » Je ne pus me retenir et je lui dis l'endroit où je devais la conduire et où vous devez aller, vous aussi. C'est bien loin d'ici. Elle serra les lèvres, fronça les sourcils et ne dit plus rien. Je remuai la tête. « Voyez-« vous, Mademoiselle, vous êtes jeune et vous ne « savez pas encore ce qui va se passer. » J'en étais bien fâché ; elle me regarda et dit : « Vous avez « beau dire, je sais bien ce que tout cela signifie, je « n'irai pas à l'hôpital. Grand merci, il vaut mieux « mourir en liberté que dans l'hôpital de la prison. « Vous croyez que le vent va me rendre malade « parce que je prendrai froid, ce n'est pas cela. — « Avez-vous là-bas des parents? » lui demandai-je, parce que, lorsqu'elle s'exprima ainsi, je crus comprendre qu'elle avait envie de se faire soigner chez des amis. « Non, répondit-elle, je n'ai là-bas ni amis, « ni connaissances. Je serai une étrangère dans cette « ville, mais sûrement j'y trouverai des compagnons « exilés comme moi. » Je manifestai mon étonnement de ce qu'elle considérât comme amis des gens étrangers. Est-il possible, pensais-je, que sans argent elle puisse trouver à boire et à manger chez des gens qui ne la connaîtraient pas ; mais je cessai de lui parler, car je vis qu'elle fronçait les sourcils, mécontente de ce que je l'interrogeais. Le soir, les nuages s'étaient abaissés, un vent froid soufflait et il pleuvait. La boue, qui jusque-là avait été épaisse, était alors presque liquide, elle nous éclaboussait jusque dans le dos et commençait à nous atteindre. En un mot, par malheur pour elle, le temps devint affreux, la pluie nous frappait au visage bien que la kibitka fût couverte. Je fermai le tablier, mais rien n'y faisait, la pluie coulait partout. Je voyais qu'elle était transie, elle tremblait et fermait les yeux. Sur son visage coulaient de grosses gouttes de pluie. Ses joues étaient pâles, elle était immobile, comme privée de sentiment. J'étais épouvanté, je pensais que l'affaire finirait mal.

« Nous arrivâmes le soir même à la ville de X... Je réveillai Ivanov ; les gens de la station étaient sortis, j'ordonnai d'allumer le samovar. D'après nos instructions il nous était formellement défendu de partir de cette ville en bateau à vapeur, bien que ce dût être plus avantageux pour nous. On pouvait faire des économies, mais c'était dangereux. Dans le port, vous le savez, il y a toujours des gens de police, et même un gendarme de la localité peut toujours vous chercher chicane. La demoiselle s'approcha et dit : « Je n'irai pas plus loin dans une voiture de « poste. Prenons le bateau à vapeur. » Ivanov, qui avait les yeux à peine ouverts et qui avait mal à la tête, se fâcha : « Vous n'avez pas le droit de décider cela, vous irez là où l'on vous conduira. » Elle ne lui dit rien et s'adressant à moi : « Vous avez en-« tendu ce que j'ai dit ; je n'irai pas. » Je pris Ivanov à part : « Il faut, lui dis-je, la conduire dans le ba-« teau à vapeur, ce sera préférable et il en résultera « une économie. » Il s'y décida, mais il eut peur : « Il « y a ici un colonel ; pour qu'il ne nous arrive rien, « va, informe-toi, je suis un peu indisposé. » Le co-

lonel ne demeurait pas loin : « Allons, lui dis-je, et « emmenons la demoiselle avec nous. » J'avais peur, Ivanov aurait pu se coucher, étant ivre et alors il serait peut-être arrivé quelque chose. Elle aurait pu s'enfuir ou bien se porter à quelque extrémité. Nous allâmes chez le colonel : « Qu'est-ce? » demanda-t-il. Elle lui exposa l'affaire et ne lui parla pas poliment. Elle aurait dû le prier gentiment en lui disant par exemple : Faites-moi la grâce; au lieu de cela elle se mit à lui parler à sa manière. « De quel droit? » dit-elle et elle lui ajouta des paroles désagréables. Il l'écouta et lui répondit tranquillement : « Je ne peux pas, je n'y puis rien, c'est la loi, « c'est impossible. » Je regardais notre demoiselle, elle devint toute rouge, ses yeux brillaient comme des charbons ardents : « La loi! » dit-elle, et elle se mit à rire en colère et tout haut. « Oui », dit le colonel, « c'est la loi. » Il faut l'avouer, je l'avais un peu oublié et je dis : « C'est vrai, mon colonel, c'est la « loi; mais elle est malade. »

« Il me regarda durement : « Comment te nommes-« tu? » me demanda-t-il. « Quant à vous, Mademoi-« selle, si vous êtes malade, ne voulez-vous pas « entrer à l'infirmerie de la prison? » Elle se détourna, s'éloigna sans rien dire et nous avec elle. Elle ne voulait pas de l'hôpital, mais il faut bien le dire puisqu'elle n'était pas restée dans la ville où elle était en prison, elle avait bien raison de ne pas rester sans argent dans un endroit étranger. Il n'y avait rien à faire. Ivanov m'apostropha : « Que va-t-il arriver « maintenant, nous aurons infailliblement à souffrir « tous les deux à cause de toi. » Il ordonna d'atteler les chevaux et ne consentit pas à rester la nuit, de sorte que le soir nous étions prêts à partir. Nous allâmes vers elle : « Mademoiselle, les chevaux sont « attelés. » Elle était étendue sur un divan et commençait à se réchauffer. Elle se leva, se tint devant nous en se redressant, nous regarda en face et, je puis vous le dire, elle avait l'air terrible.

« — Vous êtes des maudits », dit-elle, et elle murmura quelque chose d'incompréhensible. Il semblait qu'elle parlât russe, mais il était impossible de rien saisir. Elle était tout à fait en colère et faisait pitié. « Eh « bien! agissez à votre guise ; vous pouvez me tour-« menter, faites ce que vous voudrez. J'irai. » Le samovar était sur la table, elle n'avait pas encore bu. Ivanov et moi nous fîmes chauffer le thé et je lui en versai. Nous avions du pain blanc, je lui en coupai un morceau : « Buvez, lui dis-je, pour pouvoir faire la « route, cela vous réchauffera un peu. » Elle mit ses galoches, se tourna vers moi, me regarda attentivement, puis haussa les épaules et me dit : « Quelle « espèce d'homme êtes-vous donc, vous êtes tout à « fait fou, croyez-vous que je vais boire votre « thé? » Vous ne pouvez pas vous imaginer à quel point je fus offensé, je m'en souviens encore aujourd'hui et cela me fait battre le cœur. Vous, Monsieur, vous n'êtes pas dégoûté de manger avec nous le pain et le sel. Nous avons conduit Koudakov, il ne faisait pas non plus de cérémonies. Elle ordonna qu'on fît chauffer le samovar exprès pour elle sur une autre table et certainement, pour le samovar et le thé, elle paya trois fois plus qu'il ne fallait. Quelle fille étrange! »

Le conteur s'arrêta, et au bout de quelque temps le calme régna dans l'isba, troublé seulement pas la respiration égale du second gendarme.

— Vous ne dormez pas? me demanda Gavrilov.

— Non; continuez, je vous prie, je vous écoute.

— J'ai beaucoup souffert à cause d'elle, continua le conteur après un instant de silence. En chemin il plut toute la nuit, un temps détestable. Nous approchions de la forêt, elle faisait entendre ses gémissements. Je ne voyais pas la demoiselle, car la nuit sombre et pluvieuse, on n'y voyait goutte ; mais, croyez-moi, elle est encore devant mes yeux, je la vois toujours et le jour et la nuit, et ses yeux et son visage irrité. Elle était pâle, toute gelée, elle avait les yeux fixes comme si toutes ses pensées tourbillonnaient dans sa tête. Quand nous partîmes de la station, je la couvris de ma touloupe. « Prenez-la, lui dis-je, « vous savez, c'est plus chaud. » Elle la repoussa : « La « touloupe est à vous, endossez-la. » Bien que la touloupe fût à moi, je lui dis : « Elle n'est pas à moi, « d'après la loi elle est pour vous. » Alors elle s'en couvrit; mais la touloupe ne la soulagea guère. Comme le jour se faisait, je la regardai, son visage était changé. Quand nous partîmes de nouveau, elle ordonna à Ivanov de s'asseoir sur le rebord du traineau. Il murmura mais il n'osa pas désobéir, son ivresse avait un peu diminué. J'étais assis à côté d'elle.

« Nous avons ainsi marché trois jours entiers sans nous arrêter la nuit. Il était dit dans nos instructions de voyager nuit et jour et, en cas de grande fatigue, de nous arrêter seulement dans les villes où il y avait de la troupe. Vous savez ce que sont ces villes. Elle-même était pressée et elle aurait voulu être arrivée le plus vite possible.

« Nous parvînmes néanmoins à destination et vraiment je fus délivré d'un grand fardeau quand nous aperçûmes la ville. Il faut vous dire qu'à la fin elle tomba presque dans mes bras. Je la vois encore étendue dans la voiture : elle était inanimée et, cahotée à chaque secousse de la téléga, elle se frappait la tête contre les parois. Je la soutenais du bras droit et nous allâmes ainsi plus facilement. D'abord elle me repoussa. « Éloignez-vous, dit-elle, ne me touchez pas. » Puis rien, elle était peut-être évanouie. Ses yeux étaient fermés, ses paupières toutes noires, son visage était meilleur et moins irrité. Il lui arrivait

même de sourire dans son sommeil, et elle semblait plus calme; assurément la malheureuse devait faire des rêves agréables. Quand nous approchâmes de la ville, elle revint à elle et se redressa. Le temps se levait, le soleil paraissait, elle reprit un peu de gaîté. Nous nous avançâmes plus loin dans le gouvernement sans nous arrêter au chef-lieu. Ce fut à moi de la conduire plus loin, car les gendarmes de la ville étaient en expédition. Elle était accablée de fatigue; malgré tout, elle partit plus gaie. Au départ je regardai autour de moi: des gens se rassemblaient près du bureau de la police, de jeunes demoiselles, des étudiants, on voyait que c'étaient des exilés... On lui parlait comme si on la connaissait, on lui serrait les mains, on l'interrogeait. On lui apporta de l'argent, un châle pour faire la route, on l'escorta... Elle était joyeuse, mais elle toussait souvent et elle ne faisait plus attention à nous. Nous arrivâmes au chef-lieu du district qu'on lui avait assigné pour résidence et l'on nous donna un reçu. Elle demanda alors l'adresse d'une certaine personne : « Est-elle ici? — Oui », lui répondit-on.

« L'inspecteur arriva et lui dit : « Où irez-vous « habiter? — Je ne sais pas, répondit-elle, mais j'irai « chez Riasanov. » Il secoua la tête et elle sortit sans nous dire adieu.

— Eh quoi! est-ce que vous ne l'avez pas revue depuis?

— Je l'ai vue, mais il aurait mieux valu pour moi ne pas la voir. Oui, je la vis de nouveau et peu de temps après. Quand nous fûmes revenus de ce convoi, on nous mit en route de nouveau et précisément de ce même côté. Nous conduisions un étudiant. Il était très joyeux, chantait des chansons et aimait bien à boire. Nous le conduisîmes encore plus loin. Nous traversâmes la ville même où nous avions laissé la demoiselle et j'eus la curiosité de demander comment elle vivait. Je m'informe : « Notre demoiselle « est-elle là? — Elle est ici, me dit-on, mais elle est « tout étrange. Quand elle est arrivée, elle est allée tout « droit trouver un exilé et depuis personne ne l'a vue ; « elle demeure chez lui. Quelques-uns disent qu'elle « est malade, d'autres qu'elle est sa maîtresse. » Certainement ces gens bavardaient car ils n'avaient rien vu, mais moi je sais comment elle vivait avec lui. Je me rappelle qu'elle me disait : « Je voudrais mou- « rir chez les miens. » Cela m'avait paru singulier et ce n'est pas seulement par curiosité que j'avais envie de savoir ce qui lui était arrivé. J'irai, me dis-je, je tâcherai de la voir. De bonnes gens me montrèrent le chemin, elle demeurait à l'extrémité de la ville, dans une petite maison à porte basse. J'entrai et je la vis avec cet exilé. Chez elle tout était propre, une petite chambre claire, dans un coin un lit, puis un autre coin masqué par un rideau, un atelier bien en ordre et là, sur un banc, un autre lit tout dressé. Quand j'entrai, elle était assise sur le lit, couverte d'un châle, les jambes repliées sous elle; elle cousait un vêtement. L'exilé était assis près d'elle sur le banc, il lui lisait quelque chose dans un livre. Elle cousait et écoutait en même temps. Je frappai à la porte et aussitôt qu'elle m'aperçut elle se leva, lui saisit la main et resta immobile, puis ouvrit de grands yeux sombres et terribles... En somme, elle était peu changée, mais elle me parut plus pâle. Elle lui serra fortement la main, il fut effrayé et s'élança vers elle. « Qu'avez-vous? lui dit-il, calmez-vous. » Il ne me voyait pas. Elle quitta sa main et se disposa à se lever du lit : « Adieu, lui dit-elle, ils ne veulent pas me « laisser mourir tranquille. Adieu! » Alors il se retourna, m'aperçut et se leva. Je pensai qu'il allait me tuer. Ils croyaient que nous revenions pour arrêter la demoiselle, mais il vit que j'étais là, debout, immobile; moi-même j'étais effrayé d'être seul. Il se tourna vers elle, lui prit la main et se mit à rire. « Mais tranquillisez-vous donc, lui dit-il; et vous », me demanda-t-il, « qui vous amène ici? » J'eus alors conscience que je l'avais effrayée. Je lui dis que je venais la voir et qu'elle devait me reconnaître. Je vis qu'elle était irritée comme autrefois, mais rien de plus. J'aurais été enchanté de lui rendre service et elle, en me regardant, avait l'air d'une bête féroce. Il comprit pourquoi, se mit à rire et lui dit quelque chose. Je n'avais pas pu comprendre; vous autres, Messieurs, vous parlez d'une manière toute particulière. Il parlait tranquillement, à voix basse, et elle au contraire était irritée et dure. L'exilé lui dit : « Comprenez donc, il vient vers nous en sa qualité « d'homme et non pas comme gendarme. » Elle répondit : « Pourquoi fait-il un pareil service? »

« Mon Dieu, me disais-je, est-il possible que je ne sois pas un homme pour elle. Est-ce que je lui ai fait du mal volontairement? Cela m'était pénible : « Par- « donnez-moi, leur dis-je, si je vous ai effrayés. — « Ce n'est rien, dit-il, ce n'est pas une affaire. » Je me sentis confus : « Adieu », lui dis-je. Elle ne répondit pas, lui se tourna vers moi, me donna la main et me demanda si nous allions loin... « Quand vous serez de retour, venez nous voir. » Elle le regarda et sourit. « Je ne vous comprends pas », dit-elle. Alors il lui dit : « Vous comprendrez cela un jour, car vous « n'avez pas mauvais cœur. »

« Quand nous fûmes de retour, notre chef nous fit appeler et dit : « Vous resterez ici jusqu'à nouvel « ordre ; j'ai reçu un télégramme, vous attendrez des « papiers par la poste. » Nous restâmes. Je retournai chez eux, c'est-à-dire non pas exprès, mais je passais tout près et je me dis : Je vais rentrer pour m'informer d'elle à l'hôtesse. J'entrai. Le maître de la maison me dit : « Elle va mal, quoiqu'elle ne soit pas encore

« morte. » Nous nous arrêtâmes pour causer et à ce moment l'exilé sortit. Il me vit, me souhaita le bonjour et me dit : « Êtes-vous de retour? Alors entrez si « vous voulez. » J'entrai tout doucement et l'exilé me suivit. Elle me regarda : « Encore cet homme. Est-ce « que vous l'avez appelé? — Non, dit-il, je ne l'ai ap- « pelé, il est venu de lui-même. » Je ne me contins pas et je lui dis : « Mademoiselle, pourquoi êtes-vous « irritée contre moi? Est-ce que je suis un de vos « ennemis? — Oui, dit-elle, un ennemi, ne le savez-vous « pas? Un ennemi. » Sa voix était faible et douce, son teint était animé, son visage si agréable qu'il me semblait que je ne le regarderais jamais assez. Elle ne devait pas vivre longtemps.

« Je lui demandai pardon, car je ne voulais pas qu'elle mourût sans m'avoir pardonné. « Pardonnez-moi », lui dis-je, « si je vous ai fait du mal. » Je la regardai de nouveau, elle était irritée : « Pardonner, je ne « vous pardonnerai jamais, croyez-le bien, jamais. »

Le conteur se tut de nouveau et réfléchit, puis il continua plus bas :

— La conversation reprit entre eux. Vous êtes un homme instruit, vous pourrez comprendre leur manière de parler et je vous dirai les paroles dont je me souviens. Ils se mirent à causer doucement et moi je prêtais l'oreille. Leurs paroles tombaient dans ma mémoire et je m'en souviens encore, mais je n'en saisis pas bien le sens. Il disait : « Comprenez donc, « ce n'est pas le pardon qui est important, mais voyez quel est cet homme. — Pardonner, c'est une autre « affaire, peut-être lui-même ne pardonnerait-il pas. » Et puis ils causaient d'une manière tout à fait étrange ; ils se regardaient l'un l'autre sans colère et avaient l'air de s'injurier en paroles. Il lui dit : « Vous « êtes une sectaire. — Et vous, un homme froid et « indifférent. — Vous savez bien que vous ne dites « pas la vérité. — Peut-être », dit-elle en se mettant à sourire, « et vous, est-ce que vous avez raison? — « Oui, moi, dit-il, j'ai raison. » Elle devint pensive, lui tendit une main qu'il saisit, puis elle le regarda et lui dit : « Peut-être avez-vous raison. » Moi, j'étais comme fou, je les regardais ; quelque chose me mordait le cœur. Elle se tourna alors vers moi, me regarda sans colère et me donna la main. « Voilà », dit-elle, « ce que j'ai à vous dire : jamais je ne vous « pardonnerai! entendez-le bien, nous sommes enne- « mis. Pourtant je vous donne la main, je vous sou- « haite d'être un homme. Je suis fatiguée », dit-elle, et je sortis.

« Elle mourut bientôt. Quand on l'enterra je ne pus la voir parce que j'étais de service chez le commissaire. Le lendemain, je rencontrai l'exilé. J'allai vers lui ; sa figure était décomposée. Il était de haute taille, son visage était sérieux. Autrefois il me regardait d'un air affable, à présent il me considérait comme un animal sauvage. Je voulus lui donner la main, mais il la repoussa et s'éloigna. « Je ne peux « pas, dit-il, te voir à présent. Va-t'en, frère. Au nom « de Dieu, va-t'en, mais si tu restes encore dans la « ville, viens me voir. » Il baissa la tête, puis s'éloigna. Je me rendis à mon logement et j'étais tellement épuisé que pendant deux jours je ne pus prendre de nourriture. Quel chagrin!... Le troisième jour, le commissaire me fit appeler et me dit : « Vous pouvez à pré- « sent vous mettre en route, les papiers sont arrivés « quoiqu'un peu tard. » Sûrement nous aurions eu à la conduire de nouveau, mais Dieu avait pris pitié d'elle et l'avait rappelée à lui.

« Il m'arriva encore quelque chose, ce n'était pas la fin. En nous en retournant, nous nous arrêtâmes à une station et nous entrâmes dans la chambre. Le samovar était sur la table ainsi que des hors-d'œuvre de toute espèce. Une vieille femme était assise et versait du thé à la patronne. C'était une vieille très propre, très petite, joyeuse et bavarde. Elle lui racontait ses affaires.

« — Voici, disait-elle, j'avais rassemblé tous mes « effets et vendu la maison dont j'ai hérité, puis je « suis partie pour aller rejoindre ma chère fille. « Elle sera bien contente, pensais-je. Elle me gron- « dera un peu, sera irritée, je sais bien qu'elle se « mettra en colère, mais tout s'arrangera. Elle m'a « écrit, elle m'ordonnait de ne pas venir. En aucun « autre cas, je n'aurais osé aller vers elle... Eh bien « cela ne fait rien. »

« C'était comme si quelque chose me frappait au cœur. J'entrai à la cuisine : « Quelle est cette vieille? » demandai-je à la servante. Elle me dit : « C'est la « mère de la demoiselle que vous avez amenée. » Croyez-moi, je faillis tomber à la renverse. La jeune fille vit à mon visage qu'elle m'avait causé du chagrin, elle me demanda : « Qu'as-tu donc? — Plus « bas, la demoiselle est morte. » Cette servante, il faut bien le dire, se livrait à la débauche, mais alors elle joignit les mains, se mit à pleurer et sortit de la maison. Je pris mon bonnet et je sortis aussi, j'entendais que la vieille causait avec l'hôtesse dans la salle et j'eus tellement pitié d'elle qu'il m'est impossible de l'exprimer. Je marchai tout droit dans la rue. Ivanov me rejoignit avec la téléga où je pris place.

« Voilà l'affaire. Le commissaire fit son rapport à son chef, disant que je visitais les exilés, et le colonel A... fit aussi le sien, assurant que j'avais protégé cette demoiselle. L'un vint confirmer l'autre et le chef ne voulut pas me proposer comme sous-officier. « Quel sous-officier ferais-tu, me dit-il, tu es « une femme. Toi dans une prison!... imbécile!... »

« A cette époque, j'en pris mon parti et je ne regrettai rien. Je ne pus oublier la jeune fille et elle

est encore présente à mes yeux. Qu'est-ce que cela signifie? Qui pourrait me l'expliquer? Et vous, Monsieur, vous ne dormez pas?

Non, je ne dormais pas. L'obscurité profonde de la petite hutte abandonnée dans la forêt accablait mon âme et l'image de la jeune fille morte se présentait à moi sous les sanglots profonds de la tempête.

W. Korolenko.

Traduit du russe par E. Gaignault.

L'ITALIE EN 1862 (1)

L'aventure d'Aspromonte.

Dans la séance du 21 juillet 1862, le général Durando informa la Chambre italienne de la reprise des relations diplomatiques avec la Russie et la Prusse; et l'honorable ministre des affaires étrangères n'avait pas manqué d'accompagner cette communication de la publication de la correspondance diplomatique échangée à cette occasion entre le cabinet de Turin et les deux chancelleries intéressées; les réserves formulées par les deux puissances septentrionales étaient donc notoires; celles de la Prusse surtout avaient été expressément formulées : le cabinet de Berlin, en reconnaissant le nouveau royaume d'Italie, entendait voir à l'abri de toutes nouvelles perturbations et les possessions italiennes de l'Autriche et le patrimoine du Saint-Siège.

Or, le même jour, 21 juillet, un télégramme parti de Palerme apprenait à l'Europe, surprise, inquiète, que Garibaldi débarquait inopinément dans cette capitale de la Sicile.

Qu'y venait-il faire? Allait-il renouveler ses audacieuses tentatives? Pourquoi et contre qui? Quel était le but qu'il visait? Rome? Venise? La Grèce?

Ce n'était plus ni sur Venise ni sur Constantinople que se portait le regard du célèbre général débarquant en Sicile. Ce qu'il était venu chercher dans ce centre de sa puissance insurrectionnelle, c'était les éléments d'une expédition contre les États de l'Église; ce que, uniquement désormais, il menaçait, c'était Rome, — Rome, qu'une garnison française défendait! Et il voulait Rome délivrée, dussent les Romains ne se soucier que médiocrement de leur délivrance; dussent-ils mériter ce jugement sévère du baron Ricasoli qui, en pensée sinon en action, était d'accord avec le sentiment de Garibaldi : « Que font les Romains, par Dieu? Préfèrent-ils être insultés du haut de la tribune italienne? Préfèrent-ils voir l'Italie en pleine conflagration? Attendent-ils qu'on vienne du dehors leur ouvrir les portes? Ou veulent-ils enfin se prononcer d'eux-mêmes, coûte que coûte, et se montrer dignes de l'Italie?... »

L'âme ardente de Garibaldi n'y regardait pas de si près. Il avait juré d'affranchir les Romains; qu'ils fussent de la partie ou non, il les affranchirait. Avant de passer le détroit pour se rendre en Sicile, il avait donné aux siens pour point de rendez-vous « la voie sacrée de Rome » : avec ceux-ci et les 3 000 qu'il amènerait de Sicile, il renouvellerait ses anciens miracles, et la ville éternelle serait arrachée aux mains de ses oppresseurs, « prêtres et Français ».

A son arrivée à Palerme, toutefois, il ne laissa rien transpirer de ses projets. Il trouva là le prince Humbert et le duc d'Aoste, venus pour présider aux fêtes du tir national. Il eut le tact de ne pas vouloir les troubler dans les réjouissances dont leur présence dans l'île était l'objet. Mais dès que les jeunes princes furent partis, la scène changea d'aspect. Le général, constamment suivi du préfet, qui se faisait son modeste et fidèle satellite, reprit tout à coup ses attitudes de dictateur. Il fait assembler le peuple « dans le *forum* » et lance une formidable imprécation « à Napoléon, le traître du 2 décembre, le traître de la République romaine, l'assassin de la France, l'hypocrite qui, sous prétexte de garder la religion et la papauté, et uniquement par une avidité de prépotence infâme, occupe le sol et la métropole de l'Italie et fomente le brigandage bourbonien. Mais je saurai bien, — ajoute-t-il, — secouer la lâcheté des Italiens; que le peuple des Vêpres se réveille, car, fût-ce au prix de nouvelles vêpres, Rome doit être délivrée!... »

Le télégramme qui portait le texte de ce discours incendiaire arriva à Turin comme un coup de tonnerre. A la Chambre, une séance tumultueuse s'ensuivit, provoquée par l'interpellation du député Boggio. M. Rattazzi réprouva les paroles violentes du général, blâmant ouvertement le préfet Pallavicino, qui n'avait pas craint de leur donner la sanction officielle de sa présence. Seuls, parmi les membres de l'extrême-gauche, MM. Crispi et Mordini osèrent justifier le discours de Palerme. La faute en étaient, disaient-ils, au gouvernement, qui, inepte, ou pusillanime ou de mauvaise foi, jouait sans cesse avec la question de Venise et de Rome, sans jamais prendre une résolution. Et ces attaques des deux députés radicaux ne manquèrent pas de trouver quelque écho aussi chez certains membres de la droite, anciens partisans du ministère Ricasoli, guettant toutes les occasions de convaincre le gouvernement de faiblesse. Du Parlement, l'agitation se répandit naturellement dans le pays, où les démonstrations se

1. Cet article est extrait d'un volume de notre ancien collaborateur M. Giacometti, qui paraîtra à la librairie Plon sous ce titre : *l'Italie en 1861-1862*.

multipliaient au cri de : *Roma o morte!* Dans toutes les villes s'ouvraient des enrôlements, auxquels de nombreux volontaires, que leur jeune âge avait empêchés de participer aux expéditions de 1860, accouraient s'inscrire avec la foule des anciens volontaires licenciés. Le gouvernement, affolé, démentait les bruits d'enrôlement et d'entreprises clandestines, s'efforçant d'y mettre obstacle, sans parvenir à arrêter l'agitation.

Cependant, à Palerme, le mouvement s'accentuait, encouragé par les autorités elles-mêmes. Le marquis Pallavicino, cet étrange préfet que le gouvernement avait cru devoir mettre là pour complaire à Garibaldi, prit occasion de l'anniversaire du général pour réunir dans un banquet les fonctionnaires, les magistrats et les principaux citoyens de Palerme; élevant son verre, il but à Garibaldi, « à ce miroir de toutes les antiques vertus de saints et de héros, à ce modèle des vies de Plutarque », faisant des vœux pour que « le roi citoyen, soldat et galant homme montât sans retard, au bras du héros des deux mondes, les marches du Capitole, et que, sur ce sommet, il reçût la couronne d'Italie, fleuronnée — *ingemmata* — de sa Rome et de sa Venise »...

Un tel préfet, dont la parole officielle déclarait, en quelque sorte, la guerre à l'Autriche et à la France tout à la fois, n'était décidément plus possible. Il eut d'ailleurs le bon esprit d'éviter au gouvernement l'embarrassante nécessité de le révoquer ; il se démit spontanément. On lui donna pour successeur le général Cugia, dans les mains de qui furent réunis les pouvoirs civils et militaires, comme les avait le général La Marmora à Naples. Pour essayer d'agir sur l'esprit de Garibaldi, on adjoignit au nouveau préfet, en qualité de commandant des milices nationales, le général Medici, ancien lieutenant du dictateur, resté son ami fidèle, mais esprit modéré et personnellement dévoué au roi. On espérait par lui parvenir à refréner, comme dit le sénateur Zini, « les impétuosités du condottiere ».

Mais, d'une part, Medici n'était peut-être pas suffisamment convaincu pour opposer un obstacle sérieux aux élans de son ancien chef; il s'agissait là d'ardeurs que lui-même avait partagées à une date encore trop récente; il était d'ailleurs de ceux, fort nombreux en Italie, qui pensaient, comme il le dit en débarquant, dans un ordre du jour du 2 août, que « la question entre le roi et Garibaldi était une question de famille ». Et d'autre part, Garibaldi était arrivé à un degré d'exaltation qui ne lui permettait plus d'écouter aucun conseil. De tous côtés une jeunesse enflammée se levait pour aller se ranger sous sa bannière, se promettant de renouveler les exploits des « Mille » de Marsala. Méprisant les avis de Medici, il se rendait à Corleone, y saisissait les fusils de la garde nationale, et, armant ainsi un premier noyau de 200 jeunes gens, établissait un camp à Ficuzza. Le dé en était donc jeté. Le caractère d'une expédition militaire se dessinait positivement.

Grand émoi à Turin, où la nouvelle télégraphique de ces incidents arrivait le 3 août; l'émotion s'augmentait aussi des nouvelles venues de France; là, on était déterminé à faire respecter le territoire de l'Église gardé par les « pantalons rouges ». De Toulon partaient des navires de guerre ayant mission de s'opposer à tout débarquement de volontaires sur le littoral pontifical. Ces préoccupations gagnèrent l'esprit du roi lui-même. Il crut urgent de lancer un appel « aux Italiens »; la proclamation royale leur recommandait de « se garder des coupables impatiences et des agitations imprévoyantes; lorsque l'heure de l'accomplissement du grand œuvre sera venue, la voix du roi se fera entendre, tout autre appel ne pouvant signifier que rébellion à la loi et guerre civile. Le roi acclamé par la nation connaît ses propres devoirs. Il maintiendra entière la dignité de la couronne et du Parlement. » Tous les ministres contresignèrent ce document, et le parlement, Chambre et Sénat, voulut s'y associer par un vote quasi unanime.

On espérait, par une aussi grande démonstration de l'autorité légitime, impressionner le terrible général. Lui, au contraire, prononçait à Marsala un nouveau discours, que M. Peruzzi, dans une lettre au baron Ricasoli, résumait ainsi : « Il a dit que le cri des Italiens doit être *Roma o morte;* à l'empereur des Français des insolences encore plus sanglantes qu'à Palerme : l'Italie ne lui doit aucune reconnaissance... Napoléon est plus que payé par 60 millions d'argent et par Nice et la Savoie jetées dans sa *gueule*. Puis des éloges au clergé. Il a embrassé des moines et des prêtres ; il a adoré dans une église une image miraculeuse; il est allé à la messe et, après le sermon de Fra Pantaleone, a fait jurer au peuple : *Roma o morte.* »

En réalité, la difficulté, toute la difficulté était là; et le baron Ricasoli, à cet égard, se trouvait, qu'il le voulût ou non, d'accord avec Napoléon III lui-même. M. Bastogi le lui écrit nettement dans une lettre datée de Marseille, où il s'était rendu pour avoir une entrevue avec M. Pietri. Ce haut personnage, confident intime de son souverain, lui avait dit : « 1° Jamais l'empereur ne cédera devant une pression illégitime et anarchique; 2° l'empereur est résolu à faire cesser les conditions présentes de Rome, cause commune d'inquiétude;... » mais il ne donnera pas Rome au roi d'Italie, qui devra au contraire s'engager à ne pas y toucher — « à moins d'y être appelé par les populations. Rome aux Romains!... » Alors, « si, le pape étant assuré de son

décorum et de son indépendance spirituelle, fuyait de Rome, qu'il aille en paix, nul ne le pleurera ».

Garibaldi, habitué à puiser sa force en lui-même, comptait peu avec tous ces calculs des politiques profonds. Il voulait donner Rome à l'Italie, comme il lui avait donné la Sicile et Naples; et il jurait qu'il la lui donnerait. Il avait autour de lui une jeunesse enthousiaste dont le nombre augmentait chaque jour. Elle lui suffisait. Avec elle il irait sous les murs de Rome, et, quels que fussent ceux qui lui en défendraient l'approche, il leur arracherait la capitale rêvée. Ses bandes se composaient déjà de 4 000 hommes; il les divisa en trois groupes marchant par des voies différentes, leur recommandant de recruter gens et approvisionnements, surtout d'éviter toute rencontre avec les troupes royales. La direction qu'il leur indiquait était « vers l'est » pour se réunir à un point du littoral qu'il se réservait de désigner : Messine, Catane, Agosta ou Syracuse, d'où on partirait pour la traversée du détroit.

Par toute l'île on répandait des rescrits dictatoriaux, dans lesquels, tout en maintenant l'en-tête *Italia e Vittorio Emanuele*, se lisait la formule : « Le général Garibaldi, en vertu des pouvoirs à lui confiés par la nation, ordonne, etc. » De sorte que magistrats et fonctionnaires royaux voyaient leur autorité suspendue; quelques-uns d'entre eux, même, n'hésitaient pas à se placer sous les ordres du dictateur : tel le préfet de Caltanisetta. C'était la confusion, l'anarchie.

Le général Cugia venait dans l'île très déterminé à poursuivre les bandes et à faire rembarquer les volontaires qui arrivaient du continent. Il se conduisit tout d'abord dans cet ordre d'idées d'énergie; bientôt pourtant son action devint indécise. C'était là une suite inévitable de la confusion qui régnait dans les ordres venant de Turin. Le ministre de la guerre prescrivait la vigueur; le président du Conseil recommandait la douceur. Néanmoins le sang italien eût coulé à Girgenti, sans l'habile inspiration de Cairoli qui fit filer les siens en toute hâte.

Cependant les généraux Ricotti et Mella exécutaient un mouvement concentrique destiné à enfermer Garibaldi vers Caltanisetta. Il en est avisé, et dépiste ses adversaires par une de ces ruses de condottiere dans lesquelles il excellait : la multitude qui fourmille autour de lui est bruyamment congédiée; on fait un triage des bons, leur recommandant à voix basse de s'embarquer comme ils pourraient pour le continent, et d'aller attendre le général « entre Naples et Rome »; Menotti est laissé à Caltanisetta avec deux centuries, tandis que son père s'esquive par des chemins détournés et arrive brusquement à Catane, où il est reçu en triomphe. Le préfet et le commandant, n'osant se montrer, durent fuir devant lui; ils se réfugièrent à bord de la frégate le *Duc-de-Gènes* qui, ainsi que deux autres vaisseaux de guerre, stationnait en rade, avec mission d'empêcher toute sortie de bandes garibaldiennes. C'était bien « la précaution inutile ». Les commandants de ces navires savaient ce que valaient les ordres de Turin et les proclamations du roi. En 1860, Victor-Emmanuel n'avait-il pas de même écrit solennellement à Garibaldi pour lui intimer de ne pas poursuivre son entreprise dans le Napolitain? Cela avait-il empêché le roi galant homme d'accepter des mains de l'aventurier victorieux le magnifique présent des deux royaumes méridionaux? Ainsi pensaient-ils qu'il en serait de Rome, si tant était que l'audacieux général dût monter en vainqueur au Capitole. L'un d'entre eux, d'ailleurs, le capitaine de vaisseau Giraud, natif de Nice, n'a pas craint de dévoiler ses mobiles lorsque, après Aspromonte, il fut traduit devant un conseil de guerre pour le fait d'avoir laissé passer Garibaldi faisant voile de Catane; tout en arguant, pour se justifier, de « l'ambiguïté » des ordres du ministère, il osa dire hautement à ses juges : « Je suis bien content que ma conscience n'ait pas à me reprocher d'avoir coulé Garibaldi, qui m'est sacré à deux titres, et comme grand Italien et comme Niçois. » Ces marins patriotes n'avaient-ils pas, au surplus, à leur bénéfice, le précédent des généraux Mella et Ricotti, qui, ayant tenu près de Catane Garibaldi au milieu de leurs troupes, n'avaient par osé le faire arrêter? Ainsi s'explique que le général ait pu impunément s'emparer de deux paquebots français qui se trouvaient dans le port, y embarquer sa petite troupe, et, sous les canons muets des trois vaisseaux royaux, faire paisiblement route pour le continent. Mais là il devait trouver devant lui, dans la personne de Cialdini, un adversaire autrement sérieux que ceux auxquels il avait pu si facilement échapper en Sicile.

Débarqué à Melito, le 25 août, Garibaldi n'y trouva pas la possibilité, en laquelle il avait espéré, d'approvisionner ses 3000 hommes, partis de Catane sans vivres. A Reggio, mêmes obstacles; en outre, le feu du vaisseau la *Maria-Adelaïde* l'obligeait à se replier sur sa droite, où il devait rencontrer la colonne du colonel Pallavicini, dont les instructions, si l'on en croit les journaux du temps, étaient effroyablement sévères : « Poursuivre Garibaldi et ses volontaires sans relâche; les attaquer s'ils cherchent à fuir; les détruire s'ils acceptent le combat. »

Mme Jessy White Mario, dans le livre précité, enregistre le soupçon que Garibaldi ait été trahi par les guides qui dirigèrent sa marche vers Aspromonte. « Le fait est, — dit-elle, — que les volontaires, harassés, exténués par la faim, durent faire une marche de 40 heures au lieu de 10 heures, et arrivèrent dans la nuit du 28 à San Stefano, brisés de fatigue; sur

les 3 000 il en restait seulement 1 200, qui campèrent sur la cime d'Aspromonte. Encore une fois, le général défendit sévèrement tout conflit avec les troupes régulières. Il se plaça au centre, en première ligne, faisant face au point par où les troupes devaient monter. A ce moment il ignorait encore si l'ordre était de le laisser passer ou de lui couper le chemin de Rome. Mais son incertitude dura peu... » Ici nous pouvons emprunter la suite du récit à la lettre que Garibaldi lui-même écrivit le 1er septembre à bord du *Duc-de-Gênes*, où il était prisonnier de guerre :

« Ils avaient soif de sang... Je parcourais le front de notre ligne, criant qu'on ne fît pas feu, et, du centre à la gauche où ma voix fut entendue, il ne partit pas un seul coup. Il n'en fut pas ainsi du côté de l'attaque. Arrivés à 200 mètres, ils firent une fusillade d'enfer, et un groupe de bersagliers qui se trouvaient en face de moi, dirigeant contre moi ses coups, me frappa de deux balles... »

Blessé à la cuisse gauche et au pied droit, il tomba saluant, son chapeau à le main, la troupe fratricide et poussant ce cri : « *Viva l'Italia!* »

Le bon Menotti, à la vue de son glorieux père succombant, se jeta avec un noble élan contre les bersagliers ; de généreux compagnons, Corrao, Raffaele De Benedetto et autres le suivaient, décidés à vendre chèrement leur vie ; mais le général, se soulevant à grand'peine sur les bras d'Enrico Cairoli, de Nullo et de Guastalla, imposa la cessation du combat, et, comme toujours, il fut obéi.

Un officier d'ordonnance de Pallavicini s'avança aussitôt et, brutalement, sans même se découvrir, intima au héros vaincu l'ordre de se rendre. Garibaldi, sans écouter l'insolente intimation, dit aux siens : « Désarmez cet officier, pour lui apprendre comment doit se présenter un parlementaire. » Mais peu après, le colonel Pallavicini vint lui-même effacer, par une très correcte attitude, le souvenir de ce pénible incident : il s'approcha, son képi à la main, et, s'inclinant presque jusqu'à s'agenouiller, il *pria* le général de se rendre : « Je n'ai pas, dit-il, de conditions à vous imposer ; j'avais *seulement* l'ordre de vous combattre.

L'illustre blessé fut transporté sur un brancard et embarqué sur le *Duc-de-Gênes*, où le général Cialdini, qui se tenait debout sur le pont de la *Stella d'Italia*, put, dit Mme Mario, « contempler son rival, vaincu et prisonnier », faisant route pour la Spezia.

L'effet de la défaite de Garibaldi fut immense dans toute l'Europe. En Italie on put craindre d'en voir sortir des conséquences très dangereuses. Beaucoup de villes, dans le nord surtout, furent le théâtre de manifestations tumultueuses, dont les journaux exagérèrent d'ailleurs la gravité. A Gênes, par exemple, où l'effervescence populaire s'était manifestée avec le plus d'intensité, on prétendit que le sang avait coulé à flots, et les correspondances télégraphiques de la presse étrangère se firent les complaisants organes de ces bruits effrayants. Ramenés à leurs véritables proportions, les troubles génois ne présentaient pourtant rien de bien sérieux. La *Gazzetta di Genova*, qui en fait le récit complet dans son numéro du 29 août, constate qu'il y eut seulement quelques personnes blessées en tombant pour reculer devant la police, qui accourait pour arracher un drapeau aux manifestants, « entre autres un homme d'un certain âge, qui s'est fait dans sa chute des contusions à la tête et aux mains ». La seule blessure de quelque gravité fut celle « d'un coup de poignard à l'épaule », reçu par un garde de police d'un individu « qui a été arrêté et qui n'était pas Génois ».

GIACOMETTI.

NOTES D'ART

Puvis de Chavannes.

Avec Gustave Moreau et Puvis de Chavannes, que la mort vient d'enlever à quelques mois de distance, l'art français contemporain perd ses deux plus illustres représentants. Loin de nous la pensée d'établir entre ces deux artistes un parallèle qui serait pour l'instant tout au moins déplacé, pour ne pas dire injuste, puisque l'œuvre du premier nous est encore imparfaitement connue. Je ne veux ici que rapprocher les deux noms qui symbolisent le plus clairement à nos yeux le mouvement de renaissance idéaliste dans la peinture, dont ils furent, avec des dons si différents et surtout des moyens d'expression si opposés, les plus féconds initiateurs.

Pour Puvis de Chavannes, c'est là qu'il faut chercher l'explication de sa destinée d'artiste tout entière. Voilà qui donne la clef de ses premiers échecs tout aussi bien que du triomphal et démesuré succès dont furent enivrées ses dernières années. L'avenir prendra soin de mettre toutes choses en place ; mais dès aujourd'hui il paraît bien possible de fixer nettement certains points. On sait l'historique de ses débuts. Arrivant à la production dans le temps de l'avènement décisif des formules naturalistes, il fut tout d'abord impitoyablement mis à l'écart et rejeté des Salons huit années durant. A cela rien d'étrange : c'est l'éternelle histoire de quiconque donne en art une note nouvelle et se manifeste *différent* de ceux qui l'ont précédé. Il est sans exemple qu'une individualité d'artiste ait été acceptée du premier coup, je ne dis pas par le public, mais par ses pairs jugeant en groupe : il en sera toujours ainsi, tant qu'il y aura

des Salons et des jurys. Puvis de Chavannes dut donc attendre. Puis, quand il eut forcé la porte, les attaques commencèrent, ce qui, à tout prendre, valait mieux que le silence. Ses compositions allégoriques furent tournées en ridicule. On lui dénia toute qualité : sens de la couleur, entente du groupement, science du dessin. Sur ce dernier article surtout on fut intraitable. Il eut beau montrer, à côté de ses décorations exécutées, les études préparatoires sous forme de dessins à la sanguine, dont il faut bien reconnaître que certaines sont merveilleuses de précision, de netteté et de vigueur, on refusa de voir et l'opinion persévéra dans son intransigeance.

Cependant se produisait sourdement et à côté dans les Lettres le mouvement de réaction idéaliste qui devait succéder au triomphe du Naturalisme. Les yeux fatigués par tant de peinture brutale cherchaient autre chose, et le public, sollicité en ce sens par les critiques qui toujours vont de l'avant et préparent l'opinion, s'avisa qu'il pouvait bien y avoir quelque rapport entre ses aspirations non encore définies et cet art étrange qui, si nettement en apparence, rompait avec la tradition. Ne craignons pas de le dire : les défauts mêmes, le parti pris et les outrances de cette peinture contribuèrent à son succès, dès l'instant où se fut opéré le revirement. Celui-ci fut brusque autant que décisif, et désormais les partisans de l'artiste ne connurent plus de limites à leurs éloges. La littérature s'en mêla, elle qui s'entend si bien à déformer le véritable sens plastique des œuvres peintes : des amplifications très ingénieuses et très éloquentes furent développées sur les thèmes fournis par l'artiste, dont il dut parfois bien sourire, car elles n'offraient qu'un rapport lointain avec l'œuvre elle-même. Désormais le succès était assuré, triomphal autant que disproportionné, nous l'avons dit, et qui devait finir dans une vivante apothéose.

Telle fut donc la raison de ce brusque passage, sans l'habituelle transition, du dénigrement au succès : un accord que l'on ne se formulait pas encore bien, mais que l'on sentait vaguement, entre les aspirations flottantes du public, et l'esthétique très nette que dénonçait cet art nouveau. C'était une chose si douce et si reposante, songez donc, après tant de peinture d'un réalisme brutal et photographique, que ces visions d'allégorie construites seulement avec les données du rêve et semblant échapper aux misérables contingences de la vie. Tout collaborait au sortilège : le choix des sujets, la simplification extrême des attitudes, le caractère volontairement inexpressif des physionomies, l'ordonnance et le groupement des lignes, enfin la couleur d'ensemble, tout uniforme et monochrome. Reste à savoir s'il n'y avait pas, dans l'accord de ces différents moyens d'expression groupés et mis en œuvre, plus de surprise et d'étrangeté que de beauté véritable et d'invention plastique.

Le choix du sujet d'abord... Rien de plus légitime à coup sûr, rien de plus beau que ces thèmes allégoriques ou légendaires qui, à la faveur de leur éternelle signification, semblent soustraits aux contingences du temps, et par là d'une jeunesse toujours nouvelle. Mais ce n'est là qu'illusion pure, duperie véritable, s'ils n'ont pas été *renouvelés* et *modernisés* par le génie propre et l'invention de qui les développe. Maintes fois, à parler franc, le symbolisme de Puvis de Chavannes apparaît trop facile, trop clair, trop simple si l'on veut, et surtout insuffisamment rajeuni. Tant de choses ont été dites, et dites magnifiquement sur ces grands sujets : *la Guerre*, *la Paix*, *le Travail*, qu'il devient malaisé de s'y appliquer encore. Voyez-les traités par Puvis de Chavannes au Musée de Picardie d'Amiens, et puis, sans vouloir remonter plus haut, rapprochez-en les fresques de la Cour des Comptes peintes par Théodore Chassériau, dont nous ne possédons plus, hélas ! que des fragments, mais dont la photographie du moins nous permet de reconstituer l'ensemble. L'imitation, j'allais dire le pastiche de certains groupes s'y manifeste jusqu'à l'évidence. Le caractère allégorique n'y dénote point un effort d'invention supérieur, et ce qui trouvait sa raison d'être dans les tendances purement romantiques de Chassériau devient une insuffisance notoire dans la tradition purement idéaliste ou prétendue telle de Puvis de Chavannes.

J'arrive aux moyens d'expression, et, parmi ceux que j'ai notés, à la *simplification* extrême des attitudes et au caractère volontairement *inexpressif* des physionomies. La méthode de travail du peintre n'est plus maintenant un secret pour personne et va nous devenir singulièrement instructive. Il commençait par des études très poussées, très approfondies d'après nature, dont nous trouvons l'irrécusable témoignage dans ces remarquables dessins à la sanguine, si précis et si nets, qui du moins eurent cet avantage de détruire la légende, accréditée auprès des juges prévenus, que Puvis de Chavannes ne savait pas dessiner. Il dessinait au contraire admirablement quand il le voulait, avec une précision et une puissance exceptionnelles. Puis, quand venait l'heure du groupement et de la composition, il *réduisait*, il *simplifiait* les attitudes jusqu'à ces poses hiératiques, volontairement dépourvues de vie, qui communiquèrent à ces œuvres le caractère dont il tira le plus clair de sa renommée. On pourra vérifier avec un plein succès la constance et la fixité de cette méthode dans la série tout entière de ses décorations, depuis le *Doux pays* du début jusqu'au *Victor Hugo* des dernières années, en passant par les œuvres les

plus vigoureuses et les plus poussées, comme le *Ludus pro Patria*, les décorations de la Sorbonne, l'*Été* et l'*Hiver* de l'Hôtel de Ville. Reste à savoir si, chez un artiste aussi cultivé, aussi averti, et, pour tout dire, aussi habile que lui, un tel retour, voulu et prémédité, au style des Primitifs n'avait pas son origine dans un pressentiment de l'extrême difficulté pour un moderne de créer un *geste* original et personnel. Je pose simplement la question, sans avoir la prétention de la résoudre, laissant ce soin à d'autres, plus subtils ou plus malveillants. Peut-être bien l'attitude glacée et comme figée de la plupart de ses figures a-t-elle sa source véritable dans l'horreur de la gesticulation romantique, et dans cette crainte, qui fut chez lui le commencement de la sagesse, de glisser à la *tradition* d'école des Picot et des Abel de Pujol dont il n'était pas, après tout, si éloigné qu'on veut bien le dire par ses tendances naturelles.

PAUL FLAT.

NOTES DE VOYAGE EN CORSE

Voir la Corse, voir Bizerte et Tunis, Sfax et Kaïrouan, c'est-à-dire voir des choses qu'on n'a pas encore vues, remplir ses yeux de la lumière africaine et de l'image des villes blanches, étagées au-dessus des flots bleus, sous le ciel bleu, ou, tout au contraire, s'en aller vers le Nord, voir les déserts glacés et d'éternels frimas, pourvu que ce soient des choses non encore contemplées, tel est le rêve...

Les lignes spéciales et les couleurs particulières n'ont qu'une importance relative et qui passe vite. « Voir Naples et mourir... » Naples, c'est tout ce que l'on n'a pas vu, et Naples est en tout pays pour les yeux qui savent voir et pour le cœur qui sait vibrer.

J'ai passé en Corse et sur les côtes d'Afrique plusieurs jours, arrachés non sans peine à la vie de Paris. C'est là mon « autre chose » cette semaine.

Si vous prenez en main un livre, un « guide » quelconque, où se trouve une carte de la Corse, réduite à la taille du livre, alors la Corse se présente debout devant vous comme une statue de Rodin. Vous voyez très distinctement la tête qui est ce promontoire, dont Bastia et Saint-Florent forment le col, et le Cap Corse, le sommet. La côte orientale tournée vers l'Italie est le dos de la statue, légèrement arrondi par le haut et rentrant par en bas, suivant la courbe harmonieuse des reins. Ces montagnes tourmentées qui descendent de l'orient à l'occident, qui traversent l'île de part en part et s'avancent dans la mer en une multitude de promontoires, sont les plis d'un manteau furieusement secoué par le vent et tout déchiqueté par les tempêtes grondant en ses lambeaux tragiques.

Ainsi se présente cette statue colossale, taillée à grands coups de hache par un sculpteur qui se moque bien de raffiner ses ouvrages, mais qui leur donne une physionomie éternelle et des formes ineffaçables. Faites cette expérience, regardez bien la Corse dans cette posture, debout dans un livre que vous tenez à la main, et vous verrez qu'elle représente très exactement une statue héroïque.

Champ de bataille jamais pacifié, la Corse a vu Marius et Pompée, les Maures, les Pisans, les Génois; elle a donné en dernier lieu naissance au plus fameux homme de guerre dont l'histoire ait fait mention jusqu'à nous. En Corse, les Thermopyles sont partout, de Calvi à Bastia et de Bastia à Bonifacio. Terre de brigands, de héros et de guerriers. Quand il n'y aura plus de brigands, il est probable qu'on n'aura plus de guerriers ni de soldats. C'est même tempérament et mêmes mœurs. Hercule ne fut-il pas le plus honnête des brigands et le premier législateur de la Grèce?

J'ai vu le dernier brigand de la Corse, aujourd'hui brigand honoraire et candidat à un bureau de tabac de la République. Il s'appelle *Bellacoccia*, c'est-à-dire Belle-Cuisse, — nom célèbre dans toute l'Europe; je ne referai pas son histoire; elle est aussi connue que celle de Napoléon. L'Hercule grec qui prenait les biches à la course, sans compter ses autres travaux, était bien certainement Bellacoccia aussi.

Un ministre de la marine, qui traversait la Corse en chemin de fer, s'est rencontré en même temps que moi à Vizzavona, l'un des sites les plus recherchés, où se trouve une bonne hôtellerie, d'où l'on domine la profonde vallée de la Gravona. C'est là que j'ai pu faire la connaissance des derniers brigands de la Corse et de Bellacoccia, leur modèle. Les brigands ou bandits, une douzaine, étaient rangés sur l'un des côtés de la petite place de la gare, leurs vieux fusils à la main, leur bonnet pointu pendant sur l'oreille, dans leur costume de velours rayé ; les gendarmes étaient de l'autre côté, avec des fusils tout neufs et leur uniforme officiel, orné du « jaune baudrier ». Entre ces deux lignes, le ministre, plusieurs généraux tout étincelants d'or et les députés de la Corse revêtus de leurs écharpes. Il se fit alors une joyeuse fusillade que répétèrent les échos des montagnes d'alentour : c'étaient les fusils des bandits et ceux des gendarmes qui rivalisaient à qui mieux mieux à célébrer l'arrivée du ministre, des généraux et des députés.

Le bruit et la fumée ayant cessé, les harangues

commencèrent, les compliments et les poignées de main. Vous dirai-je que Bellacoccia et ses amis eurent les honneurs de la journée, les compliments les plus flatteurs, les poignées de main les plus affectueuses? Les gendarmes n'en furent pas surpris et n'en témoignaient aucune envie. Ils se tenaient dans une ombre discrète et dans le sentiment unique de leur devoir, peu soucieux de la popularité. Bellacoccia en a tué dans sa jeunesse cinq ou six, mais il y a de cela si longtemps! Car sa figure ridée et sa barbe blanche en broussaille annoncent qu'il a environ soixante-quinze ans. Il souriait de ses yeux doux de bonne bête des champs à la petite tape amicale qu'un personnage officiel lui donna sur l'épaule. On m'assurait que les autres bandits n'avaient jamais tué aucun gendarme, qu'ils n'ont pas d'histoire, et qu'ils n'étaient là, en vérité, que pour faire fonction de figurants et mettre Bellacoccia en plein relief. Aussi ne demandaient-ils pas de bureaux de tabac.

Ils se contentaient d'être gardes ruraux, appariteurs de commune et autres choses semblables. Le vénérable Bellacoccia aura bientôt le bureau le plus achalandé de la Corse, et, en débitant le tabac à bon marché et les cigares à un sou de ces contrées heureuses, il refera pour la millième fois les récits héroïques de sa jeunesse.

Il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur converti que pour un grand nombre de bons qui ne font que persévérer dans la bonté, et l'ouvrier de la onzième heure n'est-il pas toujours le mieux reçu par le patron?

* *

L'entrée du port de Bonifacio est une rare merveille; le voyageur qui y vient pour la première fois, sur un bateau, se sent transporté de surprise en surprise, comme dans une féerie.

Je suppose que vous arrivez d'Ajaccio, vous avez franchi les récifs des Moines, célèbres par maint naufrage; vous avez à votre droite les côtes abruptes de la Sardaigne déjà visible dans les vapeurs de l'horizon, et, à votre gauche, vous apercevez une grande muraille toute blanche, qui se dresse au-dessus des flots bleuâtres. Cette muraille est formée de couches horizontales de granit, placées les unes sur les autres, et elle apparaît percée de deux grandes baies toutes noires, qui sont ces grottes de Bonifacio signalées par tous les guides.

Entre les deux trous noirs, on en voit un troisième d'une forme imprécise et d'une nuance vague comme un brouillard et beaucoup plus petit que les deux autres. Il est obstrué par des rochers avancés dans la mer et qui portent une petite construction. Vous ne distinguez aucune entrée libre et vous vous demandez, en face de ce grand mur d'une blancheur éblouissante, où donc est le port de Bonifacio et par où vous pourrez faire entrer votre navire. Mais, à mesure que vous approchez, le trou du milieu s'élargit et vous distinguez un canal tout bleu, bordé par des murs tout blancs, où vous pourrez entrer en effet.

Seulement ce canal est très court, il est fermé dans le fond par une troisième muraille et vous pensez que le bâtiment qui vous porte pourra à peine y être contenu de la poupe à la proue. C'est alors que la grande surprise commence et qu'elle se développe par une série d'enchantements, qui arrache des cris d'admiration aux passagers pénétrant pour la première fois dans ce décor. Quand ils arrivent au bout du canal et qu'ils sont à se demander ce qu'ils vont faire au pied de cette muraille et s'ils ne risquent pas de s'y briser, voilà que le bateau incline son chemin à droite; le canal en effet se prolonge à droite, puis à gauche, puis à droite encore, et toujours entre ces remparts de rochers fantastiques.

Trois et quatre fois, vous pensez être au fond du port, et autant de fois, par un effet inattendu et comme sous le coup d'une baguette magique, le port s'entr'ouvre dans un autre sens, et vous passez à l'aise, vous glissez sur cette eau paisible et charmante, au pied de ces murailles cyclopéennes. Enfin la côte verdoyante apparaît dans le fond, dominée par une montagne, et, sur cette montagne, il y a une ville, et c'est Bonifacio, la plus originale des villes de la Corse. Des rues étroites et montantes, des maisons perchées tout en haut du roc, une citadelle, des soldats, des sonneries de clairon, la vieille église des Templiers et des sonneries de cloches.

J'ai assisté à l'escalade d'un cortège officiel qui montait tout en haut par une rue en circuit; les cochers, fiers de conduire de si grands personnages, poussaient au galop leurs petits chevaux corses, aux jambes sèches et nerveuses, qui, eux-mêmes, ne demandaient pas mieux que de monter et de courir ventre à terre; ils n'attendaient pas le fouet, ils galopaient d'instinct au milieu de la foule.

Une des voitures du cortège passa sur le corps d'un enfant de dix ans : le cocher arrête les chevaux, les voyageurs se jettent hors de la voiture, on ramasse le pauvre petit évanoui : les écraseurs involontaires donnent tous les signes de la plus vive angoisse. A qui cet enfant? Où est la mère? Où va-t-on le porter? Mais les gens du pays continuent de courir après le ministre; point de mère, point d'amis ni de connaissances! Les voyageurs venus de Paris pour écraser cet enfant à Bonifacio sont les seuls émus de cet affreux malheur. Survient le capitaine de la gendarmerie, il a vu le trouble et le désarroi du cortège : « Ce n'est rien, Messieurs, remontez en voiture! Ce n'est rien!... » On transporte le petit chez

un pharmacien : son corps inanimé ballotte sur les bras comme un paquet de linge sale. La queue du cortège a repris sa course pour rejoindre la tête, et la foule des Bonifaciens montre, en effet, par sa complète indifférence que la mort d'un enfant n'est rien, comme l'a dit le capitaine.

Ce qui est quelque chose, et quelque chose de très important, c'est que le cortège ministériel ne soit pas dérangé, et que les pavillons tout battant neufs flottent aux fenêtres, et que le programme des cérémonies s'accomplisse, comme il a été décidé et à l'heure dite, au milieu de la foule endimanchée et joyeuse. Ainsi le char du dieu de l'Orient passe sur des corps humains sans émouvoir la foule des adorateurs qui se pressent contre les roues. La vénération du pouvoir est si forte qu'elle peut étouffer tous les sentiments humains et même la pitié pour un petit enfant inanimé, les yeux clos, et le visage déjà marqué du sceau de la mort. On m'a assuré que celui-ci s'était ranimé chez le pharmacien ; il en sera quitte pour une jambe cassée et mal remise et il boitera toute sa vie en l'honneur du grand personnage qui a passé un jour à Bonifacio.

Les torpilleurs sur ces flots bleus sont comme des bateaux d'enfer : une carcasse de fer toute noire, des cordages de fer, une fumée épaisse, et des hommes qui semblent également tout noirs, allant et venant pareils à ces diables, dont les silhouettes se découpent en noir sur le fond d'azur de l'air et de l'onde.

Le pont tout étroit et allongé comme une sorte de poisson infernal qui appartiendrait aux eaux du Styx. Sur le milieu se dresse en plein air un fourneau qui est la cuisine. Le cuisinier debout sur ce pont vacillant pèle avec délicatesse les pommes de terre qu'il va faire frire dans la poêle. Le déjeuner de tous ces diables se compose en effet, aujourd'hui, de côtelettes aux pommes de terre frites et de tomates à la provençale.

Sur mon torpilleur je n'entends parler que par chiffres : « Deux, trois, cinq », dit le commandant, et, selon le chiffre, le pilote gouverne à droite, à gauche, accélère ou ralentit la marche de la machine. C'est en toutes choses le triomphe de la mathématique, dans l'équilibre de la construction et dans le mouvement de tous les rouages. Mais une mathématique si subtile et si délicate que les accidents sont toujours à craindre. Sur une demi-douzaine de torpilleurs qui sortent du port, il y en a toujours deux ou trois qui y rentrent presque aussitôt pour se réparer ou qui s'arrêtent en vue du rivage, ne pouvant plus ni avancer ni reculer. Ce degré de perfection est tel que l'on est toujours sur le point de le perdre ; ainsi un gymnaste sur une corde tendue. Oh ! les bons gros bateaux de nos pères ! Un morceau de voile et un peu de vent, ils trouvaient l'Amérique et ils pouvaient faire le tour du monde sans reprendre haleine ; tandis que nos cuirassés et nos torpilleurs ont toujours besoin de rentrer à l'auberge pour se refaire, pour prendre du charbon, pour arranger leurs ressorts.

J'ai remarqué que le commandant du torpilleur, en sortant de Porto-Vecchio, regardait toujours derrière lui les différents points de repère de la côte, un arbre, une maison, une colline ; il donnait ses ordres au pilote pour la marche en avant en se retournant sans cesse, et il se dirigeait vers la haute mer en consultant les objets qui étaient à terre derrière son bateau.

Je pense qu'il est bon de faire de même dans la conduite de la vie et dans la politique des États. Il ne faut jamais perdre de vue ce qu'on laisse derrière soi et il faut se retourner fréquemment pour constater la position des différents points d'où l'on s'éloigne.

Les hommes de mer sont d'une prudence, d'une circonspection, d'une modestie admirable. Ils ne s'engagent jamais à rien. Ils disent toujours : « Peut-être. » Mon capitaine ne sait pas s'il me déposera à terre à dix heures du matin, ou à dix heures du soir, ou le lendemain. Il ignore s'il abordera dans le port à droite ou à gauche. Sur toutes les questions que je lui pose, concernant son art et la route que nous suivons, il me donne des réponses doubles et triples : « C'est ceci, mais c'est peut-être aussi cela... Ce feu qui paraît à l'horizon, la nuit, c'est tel phare, mais c'est peut-être aussi tel autre... » Il n'affirme que lorsqu'il est sûr et quand il a fait sa vérification définitive.

Mais les hommes de terre, comme ils sont tranchants ! Ils savent tout, ils jugent du premier coup d'œil, ils procèdent par affirmations immédiates. Ces Parisiens sur mer sont étonnants, d'une présomption sans pareille, d'une certitude absolue dans toutes les questions qui leur sont absolument étrangères !

Il faut croire que la mer enseigne la prudence et la modestie ; la terre, la présomption et l'outrecuidance.

PAUL ANDRÉ.

LA PETITE SEMAINE

Il paraît que cela ne va pas, à la Comédie-Française ! Je vous le dis tout bas parce qu'il convient de ne pas divulguer le marasme de nos artistes nationaux : on serait trop content... à l'étranger !

Oui, l'année n'a pas été bonne. Même (entre nous tout cela !) elle a été déplorable. Absolument déplo-

rable. Les sociétaires n'auront, cette fois, presque rien à se partager. Vous comprenez bien que cela ne les désole pas outre mesure : les comédiens français ne sont pas des hommes d'argent, car le grand art, le vrai, le seul, est désintéressé. Mais enfin, il faut bien vivre. Et, dame, il faudra cette année vivre chichement. Très chichement. On pourrait sans doute se tirer d'affaire en montant les *Deux Gosses* ou le *Maître de Forges*... Non, non ! La dignité de l'Art avant tout. Plutôt que de se compromettre dans des pièces à succès, les sociétaires restreindront leur train de maison, leurs menus plaisirs. Et nous verrons peut-être, cravaté de soies périmées, revêtu de vestons desuets, M. Le Bargy !

* * *

Une nouvelle littéraire, — sous toutes réserves ! Voici ce qu'on m'a raconté, mais je crains qu'on ait spéculé sur mon excessive crédulité.

M. François Coppée, de l'Académie française, serait sur le point de retirer de la circulation quelques-unes de ses œuvres de jeunesse dont la légèreté choque à présent l'auteur de la *Bonne Souffrance*. Le *Passant* n'échapperait pas à cette impitoyable censure, à cause du dernier vers, subversif en effet :

Adieu, Zanetto, va du côté de l'*Aurore* !

Comme il serait fâcheux que le Maître privât l'avenir de cette œuvre charmante, oserons-nous lui proposer cette correction qu'un léger remaniement des vers précédents rendrait facile ;

Adieu, Zanetto, va du côté du *Soleil* !

Il est vrai... mais enfin !...

* * *

Le jour des Morts ! le jour du souvenir !... Un jour par an, ce n'est pas trop. La vie nous prend et nous accapare ; l'incessante occupation de l'existence journalière ne nous laisse pas le temps de penser aux pauvres morts qui dorment sous la terre profonde où l'herbe pousse. Nous ne vivons que dans l'oubli, dans la folie de l'heure présente et dans l'espérance frivole de l'avenir tout proche. Hélas ! nous n'arrivons pourtant, avec toute notre activité stérile, qu'à faire du passé...

C'est le plus triste jour de l'année, — un jour de fête, mais douloureuse et mélancolique. C'est comme un dimanche. On ne sait qu'en faire ; on ne travaille pas ; on est toute la journée avec une pensée amère qu'on n'ose pas écarter, par respect pour elle, et qui vous hante et qui vous tourmente ! Et plus le soleil joyeux répand dans l'atmosphère de cet automne printanier la fête de sa lumière blanche et douce, plus le cœur se contracte et plus l'âme s'emplit de lourde brume étouffante.

Les pauvres gens vont à travers les rues, endimanchés et gauches ; ils portent des couronnes, des bouquets enveloppés de papier, des chrysanthèmes, des fleurs d'arrière-saison.

Dans les cimetières des faubourgs, ils vont faire sur les tombes amies leur pieux jardinage ; ils arrachent les herbes envahissantes, ils enlèvent les feuilles tombées, les fleurs fanées, installent les couronnes nouvelles de « Regrets » et d'« Éternels souvenirs ». Ils restent là quelques minutes, — et puis ils s'en vont du plus vite qu'ils peuvent, pour échapper à l'évocation lugubre, à l'intolérable pensée de la destruction et de la mort, pour retrouver dans la foule agitée des vivants le bienfaisant oubli.

On a repris le deuil, ce jour-là, le deuil des morts anciens déjà dont le souvenir s'éloigne et s'abolit. On n'a pas osé sortir avec les chapeaux à fleurs et les robes à ramages ; on est gêné dans les vieux vêtements sombres de mode passée et qui ne vont plus...

* * *

Je me souviens d'un jour des Morts, en Italie, à Modène. J'étais sorti de grand matin et je m'étais promené longtemps autour de la ville, suivant ses fortifications anciennes et ses fossés. Il avait gelé la nuit, le ciel était bas, les feuilles rouges tombaient et couraient en tournoyant sur le sol durci. Les paysans des villages voisins arrivaient pour la messe ; des mendiants sans jambes ou sans bras quémandaient en geignant.

Dans le ciel où les nuages filaient comme une flotte éperdue, un grand oiseau noir passa de toute la rapidité de ses larges ailes, jetant à travers l'espace un tel cri de détresse et d'infini désarroi qu'on crut entendre la suprême lamentation désespérée des êtres affolés en fuite devant la mort.

Dans la petite église San Giovanni Decollato tendue de draperies noires, avec un sarcophage comme pour un enterrement, un prêtre et son servant chantaient le *Dies Iræ* près du groupe de terre cuite peinte de Guido Mazzoni : la Vierge, Madeleine et les saints autour de Jésus décloué de sa croix. Figures étranges, d'un réalisme intense et d'une extraordinaire désolation ; les bouches ouvertes sont contractées par les cris inarticulés qu'elles poussent, par les sanglots qui les secouent. *Dies Iræ*, jour de colère où la chair tombe en lambeaux, où le corps retourne à la poussière ! Le sarcophage est vide sous les draperies noires. Ce n'est pas sur un mort qu'éclate le cantique lamentable, mais sur tous les morts d'à présent et de toujours, sur la mort même, sur l'incessante destruction des êtres et des choses, sur nous-mêmes qui semblons vivre et qui mourons un peu, à toute heure du jour. Un peu de nos souvenirs, un peu de nos rêves, un peu de notre âme s'en va per-

pétuellement, — et nous ne devrions pas quitter le deuil de nous-mêmes!

Germe et poussière.

Dès que le ministère fut tombé, nos ministres intérimaires inaugurèrent, inaugurèrent...

M. Bourgeois inaugura le Musée Cernuschi. M. Trouillot inaugura à Saint-Lothain la statue de Charles Sauria, lequel jadis inventa les allumettes chimiques.

Il était scandaleux en effet qu'en notre siècle de lumières Charles Sauria n'eût pas encore de statue... (mais, en vérité, ne plaisantons plus les allumettes chimiques). M. Maruéjouls fut convié par les Aveyronnais de Paris à l'inauguration de sa propre gloire; seulement, on s'y prit un peu tard, s'il est vrai que les cartes d'invitation à cette touchante petite fête fussent conçues comme suit : « Banquet et bal, le dimanche 30 octobre, sous la présidence de M. Maruéjouls, ministre du commerce »... (mais, en vérité, ne plaisantons plus les ministères qui tombent).

Je ne parle ni des kiosques à journaux, ni des colonnes « Spectacles », ni des petites baraques où s'abritent, comme en leur niches des saints d'église, les marchandes de fleurs, — mais il est sur nos boulevards d'autres édicules dont la destination décidément est dénuée de poésie. Notre cher conseil municipal, qui a toutes les délicatesses du cœur et de l'esprit, a résolu d'éviter au promeneur idéaliste ce rappel brutal et fréquent à la fâcheuse réalité.

Ces petites constructions vont être détruites. — « Mais alors?... » s'effraient mes lecteurs.

Soyez tranquilles. Nos édiles sont prévoyants. On va les remplacer, ces chalets effrontés, par des établissements souterrains tels que ceux dont s'accommode la pudeur londonienne. Éclairage électrique, faïences, porcelaines, de clairs bassins d'eau vive... que sais-je? Élégance et discrétion. Cela s'ouvrira sur le trottoir par un confortable escalier. Des massifs de verdure, de petits arbustes en dissimuleront l'entrée; ce ne seront sur le boulevard que jardins et jardins. Des fleurs! des fleurs! des fleurs!

Remercions notre conseil municipal du soin avec lequel il tâche de concilier le rêve et la réalité. Car nous aimons la poésie; mais, suivant le mot bien connu de Térence « rien de ce qui est humain ne saurait pourtant nous être étranger ». L'homme n'est exclusivement « ni ange ni bête », et ce « dieu tombé » voudrait en vain ne se souvenir que des cieux.

Cornélius Vanderbilt était fâché avec son fils.

Ce fils, en effet, ne s'était-il pas avisé, voilà quelques années, d'épouser une petite jeune fille qui n'avait pas le sou. Le vieux milliardaire s'indigna, car enfin, Monsieur, si l'on est milliardaire, ça n'est pas pour marier son fils à une petite jeune fille qui n'a pas le sou. Il déshérita son fils.

Ingénieux, celui-ci se fit embaucher, sous un faux nom, dans une compagnie de chemins de fer appartenant à son père. Laborieux, il gagnait sa vie, il gagnait leur vie. Ils étaient heureux, car ils s'aimaient... Ah! jeunesse!

Mais Cornélius apprit tout cela. Des larmes d'attendrissement coulèrent sur ses joues, sur sa magnifique épingle de cravate, sur sa somptueuse chaîne de montre, par terre. Il fit venir son fils et l'embrassa; il embrassa sa belle-fille aussi. Et pour célébrer cet heureux jour il leur donna son porte-monnaie qui contenait ce jour-là 25 millions de dollars.

Un joli cadeau à faire à son enfant!

ANDRÉ BEAUNIER.

NOTRE « EXPORTATION DRAMATIQUE »

EN PORTUGAL

I

C'est à Lisbonne que s'est réuni récemment le Congrès de la Presse.

Il n'aura pas été nécessaire à ceux de nos confrères qui ont voulu se rendre compte de l'expansion de notre littérature en Portugal, de faire une enquête minutieuse.

En jetant les yeux sur les affiches de théâtre, ils ont vu que les pièces françaises, traduites, — adaptées — ou démarquées y tiennent une assez belle place.

En parcourant les journaux, ils ont constaté que dans la plupart des gazettes portugaises les feuilletons sont empruntés à nos romanciers.

Peut-être alors se sont-ils demandé si, au point de vue des intérêts de nos auteurs, cette « exportation littéraire et dramatique » donne les résultats qu'on doit en attendre.

Mais la question devient assez subtile et le problème se complique.

On répond tout d'abord : Le principe est acquis. Vos droits sont sauvegardés par une convention conclue le 11 juillet 1866, qui assure aux auteurs français toute la protection désirable. Elle est catégorique.

Catégorique, oui. Est-elle efficace?

Et ici les archives de la contrebande littéraire

donnent les plus topiques, les plus précis des arguments.

Nous n'avons pas le dessein d'établir ici la liste des pirateries littéraires commises par des impresarii qui n'ont jamais connu de scrupules. Il suffira de choisir quelques exemples dans le nombre. Ce qui nous paraît intéressant, c'est d'indiquer tout d'abord les éléments qui aujourd'hui en Portugal alimentent le livre et le théâtre.

II

Dire que le Portugal n'a plus de littérature nationale, c'est commettre une inexactitude.

Le journal a certes fait là-bas un tort considérable au livre, et la *revue de fin d'année* est en train de faire un tort aussi considérable au théâtre.

Ainsi que le constatait M. Henry Lyonnet qui a publié sur le théâtre au Portugal un volume fort intéressant, la revue gagne tout, envahit tout, s'empare de tout. Elle stérilise bien des talents et décourage assurément bien des efforts. Les tentatives sérieuses sont les premières à en souffrir.

L'histoire du théâtre Dona Maria II est une preuve de ce fait. Ce théâtre — qui est à Lisbonne ce que la Comédie-Française est chez nous — avait été fondé dans le but d'encourager l'art national. On n'y devait jouer que des pièces portugaises.

Mais les pièces nationales manquèrent et il fallut faire une large place aux traductions des ouvrages étrangers.

Actuellement les auteurs portugais qui donnent des pièces au théâtre Dona Maria ne dépassent guère la demi-douzaine. Ils ne manquent ni d'imagination ni de talent.

M. Marcellino Mesquita y a fait jouer *le Vieux Thème* et *le Régent* (O Regente); M. Fernando Caldeira, *la Mantille de dentelle* et *le Matin*, M. Albert Braga; *le Statuaire;* M. Lopez de Mendonça, *le Saut mortel*, et M. Joao da Camara y a donné avec beaucoup de succès *Os Velhos* (les Vieux), une comédie en trois actes en prose que l'on regarde comme un petit chef-d'œuvre. Ce n'est point suffisant, même en y ajoutant les œuvres de Lino d'Assumpçao et de Schwalbach pour alimenter un répertoire, et avec beaucoup de bon sens les directeurs du Dona Maria ont fait appel aux pièces françaises. C'est ainsi que *Nos Intimes, le Marquis de Villemer, l'Ami Fritz, le Monde où l'on s'ennuie, le Fils naturel, l'Ami des femmes, Kean, Marcelle, les Brebis de Panurge* se sont succédé sur les affiches du théâtre, avec : *Oncle Sam, la Vie de bohème, le Malade imaginaire, Mademoiselle de la Seiglière* et quelques œuvres anglaises et allemandes: *Hamlet, Othello*, etc.

Qu'on n'aille pas croire toutefois qu'il en soit ainsi dans les théâtres de genre, sur les scènes d'opérette et de vaudeville. Là il semble que la proportion des auteurs nationaux est plus forte, mais la place occupée par les œuvres étrangères est encore considérable.

Au *Gymnase* où l'on joue la comédie et le vaudeville, à la *Trinité* où le drame alterne avec l'opérette, au théâtre de la rue des Comtes, au *Prince Royal*, à l'*Avenida*, les traductions françaises abondent.

Il en est de même sur les scènes de Porto, au théâtre *D. Affonso*, au *Carlos-Alberto*, au théâtre du *Prince-Royal*.

Il suffit, pour se convaincre de l'importance de la part prise dans le mouvement dramatique en Portugal par les auteurs français, de jeter un coup d'œil sur la liste des principaux ouvrages traduits en portugais.

Émile Augier y figure avec *l'Aventurière, le Fils de Giboyer, le Gendre de M. Poirier, les Fourchambault, le Mariage d'Olympe*.

Sardou n'y compte pas moins de quinze pièces, parmi lesquelles je relève *Odette* qui fut traduite par le roi dom Luis.

Dumas fils est également très goûté en Portugal. *L'Ami des femmes, la Dame aux Camélias, le Demi-Monde, Denise, l'Étrangère, Monsieur Alphonse, le Fils naturel, la Princesse de Bagdad, Francillon* y ont été joués avec beaucoup de succès. *Francillon* y a même rencontré deux parrains, deux traducteurs, MM. Castro et Braga, ce qui a donné lieu à deux versions portugaises de la même pièce.

Le Monde où l'on s'ennuie, les Faux Ménages, l'Age ingrat, Cabotins de Pailleron, ont été adaptés par Lobato qui a mis à la scène trois comédies de Gondinet : *le Chef de division, Jonathan, Tête de linotte*.

De Victor Hugo je ne vois que *Ruy Blas, le Roi s'amuse* et *Quatrevingt-treize* qui aient été représentés en Portugal.

Dumas père et d'Ennery, qui ont été la providence des directeurs dans toutes les parties du monde, ont fort peu d'œuvres dans le répertoire que j'ai sous les yeux. Je ne relève à l'actif de d'Ennery que *les Deux Orphelines, Michel Strogoff, Martyre, Don César de Bazan*, et à l'actif de Dumas père que quatre œuvres : *Antony, Henry III et sa cour, Kean* et *Mademoiselle de Belle-Isle*. Je suis porté à croire qu'on en a usé avec Dumas comme avec Scribe, et probablement aussi comme avec Labiche. On a démarqué leurs pièces et oublié leurs noms. Il en est ainsi pour nombre de nos vaudevillistes qui voient leurs œuvres jouées sur les théâtres de Lisbonne et de Porto, mais dont les noms disparaissent avec le titre originaire de leurs pièces.

Les Surprises du divorce, de Bisson, *115, rue Pigalle, Un lycée de jeunes filles* ont échappé à cette mauvaise fortune.

La Femme à Papa est devenue *Ma belle-mère*, et *les Mousquetaires au couvent* se jouent sous le titre de *les Dragons du roi*, avec une musique de M. D. Jose Rogel.

Toutes nos opérettes à succès depuis *Barbe-Bleue*, d'Offenbach, jusqu'à *Madame Boniface*, de Paul Lacome, en passant par *le Petit Duc*, *les Cloches de Corneville*, *la Fille de Madame Angot*, *le Jour et la Nuit*, ont fait les beaux soirs des théâtres de Lisbonne, de Porto, de Coïmbre.

Et les librettistes portugais? me direz-vous. Il en est qui ne manquent ni d'adresse, ni d'ingéniosité assurément, mais ce qui domine ce sont les *revuistes*. Nous avons déjà signalé l'engouement des Portugais pour ce genre de spectacle. La *revue* a en Portugal une vogue extraordinaire.

En hiver, il arrive que, sur sept théâtres ouverts à Lisbonne, quatre jouent des revues.

Les Portugais sont passés maîtres dans ce genre, et il faut citer parmi les revuistes les plus heureux M. Souza Bastos, à la fois auteur, directeur et journaliste, qui ne compte plus les succès, et M. Schwalbach, dont la revue *Retalhos* obtint une vogue considérable.

Mais il est inutile d'insister sur ce point, — les revues en déplaçant ainsi la clientèle des spectateurs, en accaparant les théâtres au détriment des pièces d'un genre plus élevé, découragent une partie des auteurs et abaissent le niveau dramatique.

On comprend que le contingent des productions étrangères soit aussi considérable. De juin à septembre, le théâtre de la Trinité, pour ne citer que celui-là, a donné sept pièces : sur ce nombre, six étaient des pièces françaises :

La Doctoresse (traduction de MM. Schwalbach et Correia), *la Cosaque*, *Kiki*, *les Cloches de Corneville*, *le Prince Rubis*, opérette écrite sur une donnée française, et *l'Auberge du Tohu-Bohu* qui se joue en Portugal sous le nom de *Hotel da Barafunda*.

III

Cette exportation dramatique donne-t-elle aux auteurs français des résultats équitables?

La vérité nous oblige à dire que nous sommes mieux traités en Portugal qu'en Hollande, où la piraterie littéraire s'étale avec une tranquille impudence.

L'article 4 de la convention conclue entre la France et le Portugal le 11 juillet 1866 stipule d'une façon expresse que la protection accordée aux livres, dessins, etc., s'applique également « à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales ». On peut donc théoriquement faire respecter ses droits.

La mise en pratique de ces garanties est plus laborieuse. Pour les auteurs qui n'ont pas la bonne fortune de vendre leurs pièces à un prix ferme, où est le contrôle? Comment ceux que l'on pille peuvent-ils réclamer leurs droits? Comment les détermineront-ils? Nous n'avons là-bas ni les garanties du système en vigueur sur les théâtres espagnols, ni la perception des tantièmes sur la recette, si heureusement pratiquée en France.

En Espagne, chaque théâtre est classé, suivant son importance, dans telle ou telle catégorie, et la direction paye aux auteurs ou à leurs fondés de pouvoir [illegible] système très clair, très net, très précis, a l'avantage de dispenser d'un contrôle minutieux et souvent difficile. Avec lui, les agents des auteurs n'ont pas à entrer dans les détails de comptabilité qu'exige la mise en pratique du système français.

Il est, pour les auteurs étrangers, des plus pratiques. Un Français dont une pièce est jouée dans un des théâtres de Valence, par exemple, sait tout de suite à quelle somme ses droits peuvent s'élever. S'agit-il d'une comédie qui a été interprétée au *Théâtre principal*, les droits seront de 6 duros par acte; au théâtre de la *Princesa*, ils ne seront que de trois duros, le tarif sera le même au théâtre de *Apolo*.

Les *galerias* ou sociétés chargées de la perception des droits d'auteur en Espagne voient ainsi leur besogne singulièrement facilitée. Et pour les auteurs étrangers, le contrôle est relativement facile, puisqu'il ne s'agit que de s'assurer si le nombre de représentations de leurs œuvres a été fidèlement consigné sur les relevés faits par les *galerias*. Ils n'ont pour cela qu'à s'adresser aux consuls ou qu'à consulter les journaux publiés dans les localités où les pièces ont été représentées et qui, pour la plupart, donnent un programme des spectacles assez détaillé. Si l'on parvenait à assurer, soit par l'application du système espagnol, soit par l'application du système des tantièmes sur la recette, la mise en pratique de la convention du 11 juillet 1866, on rendrait un service signalé aux auteurs français, on ferait œuvre utile en garantissant l'usage de la propriété dramatique.

Il est à craindre, malheureusement, qu'il ne reste de la récente excursion en Portugal que des vœux très platoniques, des discours très intéressants et des toasts très cordiaux et très illusoires.

JEAN GASCOGNE.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Pierre Loti, venu pour assister aux répétitions finales et à la première représentation de *Judith Renaudin*, retournera en province ces jours-ci, et, en attendant son départ prochain pour l'Inde, ne reparaîtra plus à Paris que pour y lire à l'Académie, dans quinze jours, son discours sur les prix de vertu.

Il n'a pas encore fixé la date de ce départ, non plus que le programme du voyage, et il déclare même à ses amis qu'il ignore quelle en sera la durée.

C'est le plaisir de Loti d'excursionner ainsi en pays lointains, à l'aventure, sans fixer ni délai ni but précis à sa rêverie. Son projet, cette fois, est de se rendre à Ceylan, et, après un séjour de durée indéterminée, de monter vers l'Afghanistan, et d'y pénétrer, s'il le peut.

Mais l'autorisation lui en sera-t-elle donnée? Il nous disait, ces jours-ci, que l'émir de Caboul est peu prodigue de ce genre de permissions; et Loti cherche, à cette heure, par qui faire appuyer efficacement sa requête.

Cette expédition lui sera, en tous cas, plus difficile que son récent voyage en Arabie; car, s'il parle l'arabe et le turc, il ignore absolument les dialectes de l'Inde.

Pierre Loti n'emmène avec lui qu'un domestique, en dehors de l'escorte et des convois de porteurs qu'il formera sur place. Mais il ne veut aucun compagnon de voyage.

— Un compagnon, nous disait-il, c'est encore plus embarrassant que des colis...

Un régal, dans quelques jours : la suite de cette exquise « Histoire contemporaine » d'Anatole France, commencée avec *l'Orme du mail* et continuée par *le Mannequin d'osier*.

Titre du volume nouveau : *l'Anneau d'améthyste*.

Posthumes.

M. Ary Renan réunit en volume trois études d'histoire insérées jadis par son illustre père en diverses publications où elles gisaient (doit-on le dire?) un peu oubliées.

Le volume, qui est tout prêt — sauf un dernier dessin dont l'éditeur attend la communication — s'intitule : *Études sur la politique religieuse du règne de Philippe le Bel*. Les trois personnages qui en forment le sujet sont Guillaume de Nogaret, Pierre du Bois, et Bertrand de Got.

L'étude sur Nogaret — la plus importante — avait paru dans le vingt-septième volume de l'*Histoire littéraire*, il y a vingt ans.

M. Augustin Filon fait paraître aujourd'hui en un volume, *De Dumas à Rostand*, une « esquisse du mouvement dramatique contemporain ».

Annoncés pour novembre :

De Mlle Jeanne Schutz, l'auteur de la populaire *Neuvaine de Colette*, un volume de *Nouvelles ;*

De Mme Bentzon, suite d'impressions et de renseignements d'outre-mer, *Nouvelle France et Nouvelle Amérique;*

De M. Julien Klaczko, *Rome et la Renaissance*. C'est un tableau de l'état de l'Art sous le pontificat de Jules II.

M. Klaczko est l'auteur d'un autre excellent volume d'études d'art, *Causeries florentines*, et d'un livre sur Gortschakoff et Bismarck, *les Deux Chanceliers*, que M. Albert Sorel signalait naguère à l'attention des historiens et des lettrés.

M. Rudolf Scharf a pu se procurer les bonnes feuilles de ces *Pensées et souvenirs* de Bismarck, que nous signalions il y a huit jours, et dont la publication, depuis longtemps attendue, est annoncée pour le 22 de ce mois.

Ces Mémoires furent dictés par le prince à son secrétaire Lothar Bucher, puis, après la mort de celui-ci, au Dr Chrysander. M. Scharf se plaint de n'y trouver « aucune pensée élevée et franche, aucun souvenir sincère, rien de ce qui met vraiment l'âme à nu »; il reproche au « vieillard grinchu » qui composa ce livre, de n'avoir pris conseil, devant le souvenir de tant de faits, de tant de grandes choses évoquées, « que de ses rancunes et de ses rancœurs ».

Un détail curieux, et bien inattendu : Bismarck garde, dans ses Mémoires, sur les événements de 1870, un silence presque absolu. A peine une allusion aux préliminaires de la campagne, et à certaines discussions qui, du côté de l'état-major allemand, en marquèrent la fin.

M. Scharf ajoute, et ce renseignement n'est pas pour nous surprendre moins que le précédent :

« Le seul côté saillant de l'ouvrage, c'est la tendance, on pourrait presque dire l'acharnement, à diminuer la grandeur du premier Kaiser.

« Cela n'est pas dit en termes exprès, mais se lit entre toutes les lignes. Et ce ne sera pas la moindre des déceptions pour les Allemands que ce peu de respect du « chien de garde », comme il s'intitulait, pour celui qui lui avait si magnifiquement doré sa chaîne. »

Les « Pensées et Souvenirs » furent dictés par Bismarck, en 1890, au lendemain de sa rupture avec Guillaume II, et dans les années qui suivirent.

Le prince s'était mis au travail sur la sollicitation pressante de l'éditeur Cotta. L'affaire sera-t-elle bonne pour l'éditeur? Peut-être. Mais elle le fut sûrement pour Bismarck : en dehors des primes promises — et que vont toucher ses héritiers — sur les tirages faits au delà du premier « mille », cette copie lui fut payée comptant 300000 marks.

A ce prix-là, il eût vraiment pu parler poliment de ses maîtres. M. Scharf a raison.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37082. — *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 20. 4e SÉRIE. — TOME X 12 NOVEMBRE 1898.

PAUL LANGE [1]

Drame en trois actes.

ACTE PREMIER

Un salon d'hôtel richement meublé. Portes [illegible]. Plus près, une cheminée où flambent quelques bûches. Au premier plan, du même côté, un bureau. Au fond, une porte à deux battants. Porte à droite. Toutes les portes s'ouvrent du dedans au dehors.

SCÈNE PREMIÈRE

PAUL LANGE, *en pardessus d'hiver, un gant dans une main et dégantant l'autre.*

CHRISTIAN OESTLIE, *jeune laquais en pardessus de livrée, un panier à la main.*

PAUL LANGE. — Voilà qui est fait! Posez là le panier! *(Il indique le bureau.*

CHRISTIAN OESTLIE *obéit. Puis il prend le pardessus et le chapeau que lui tend Paul Lange et sort.*

PAUL LANGE *s'approche du bureau, ouvre le panier, en retire avec précaution des bouquets et les dispose un à un sur la table.*

CHRISTIAN OESTLIE *rentre en livrée élégante, qu'il porte avec une certaine distinction.*

PAUL LANGE *s'assied devant le bureau et prend des cartes de visite avec enveloppes assorties, puis un almanach élégamment relié, dont quelques pages sont marquées de feuilles de papier chargées de notes qu'il étudie. Il met ensuite une carte de visite sous enveloppe et écrit l'adresse.* — Montrez-moi le bouquet bleu. *(Il le regarde.)* C'est bien cela. *(Il met la carte dans le bouquet, qu'Oestlie rentre avec précaution dans le panier. Paul Lange le regarde faire, puis il prend une nouvelle carte, la met également sous enveloppe et écrit l'adresse, après avoir consulté l'almanach.)* Le jaune maintenant, Oestlie. C'est cela! Faites voir... Bien! Il est très beau. *(Il met la carte dans le bouquet.)* Attention! *(Oestlie remet le bouquet dans le panier. Paul Lange consulte l'almanach et prépare de nouveaux envois.)* Allons! montrez-moi les deux autres à la fois! Le blanc est naturellement pour les nouveaux mariés. Ce sera donc l'autre. Oui, mais est-ce bien cela?... Montrez-moi le jaune encore une fois. *(Oestlie obéit. Paul Lange compare les deux bouquets, retire le billet du jaune, le met dans l'autre, et le remplace par celui qu'il vient de préparer. Puis il regarde le bouquet blanc.)* Je n'ai pas besoin de mettre une adresse à celui-ci, n'est-ce pas?

CHRISTIAN OESTLIE, *tenant le bouquet blanc.* — Non, Excellence.

PAUL LANGE. — Vous avez fait atteler?

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Excellence.

PAUL LANGE. — Faites-vous conduire aussi vite que possible et rentrez. J'ai besoin de vous.

CHRISTIAN OESTLIE. — J'ai parlé à un domestique de l'hôtel. Il se tiendra dans l'antichambre jusqu'à mon retour.

PAUL LANGE. — Peut-on compter sur cet homme?

CRISTIAN OESTLIE. — Je lui indiquerai ce qu'il doit faire. Nous l'avons déjà employé.

PAUL LANGE. — N'importe... Rentrez aussitôt que possible.

CHRISTIAN OESTLIE *s'éloigne.*

PAUL LANGE. — Écoutez! Je me demande si j'ai

[1] Le titre en norvégien est : Paul Lange et Tora Parsberg. Biörnson ne fait pas précéder ses drames d'une liste des personnages. Nous respectons sa méthode.

eu raison de changer les adresses. Voyons! montrez-moi encore une fois le bouquet jaune et le bleu. Tenez-les ensemble devant moi.

CHRISTIAN OESTLIE *dépose le panier et en retire les deux bouquets.*

PAUL LANGE. — Attention! Là!... je crois vraiment! (*Il est sur le point de changer les adresses.*) C'est-à-dire... Mais non! Laissons les choses comme elles sont!

CHRISTIAN OESTLIE *remet les bouquets dans le panier et sort.*

PAUL LANGE. — Et les télégrammes? Oh! je puis très bien les confier à un autre. (*Il prend l'almanach.*) N'y en a-t-il pas trois à expédier aujourd'hui? (*Consultant ses notes.*) Non, il n'y en a que deux. (*Il prend deux feuilles d'un paquet tout préparé et écrit en réfléchissant sur les termes. Puis il sonne. Un domestique d'hôtel entre.*)

PAUL LANGE, *se levant.* — Voudriez-vous charger un commissionnaire de porter ces deux dépêches au télégraphe?

LE DOMESTIQUE. — Oui, Excellence.

(*Le domestique sort. Paul Lange fait quelques pas en regardant sa montre. On frappe.*)

PAUL LANGE *se retourne, étonné, et se dirige vers la porte.* — Qui peut venir de si bonne heure? Entrez!

LE DOMESTIQUE *rentre, tenant encore les télégrammes, et présente une carte de visite.*

PAUL LANGE *la prend et dit, en baissant la voix.* — Ce monsieur est dans l'antichambre?

LE DOMESTIQUE. — Oui, Excellence.

PAUL LANGE. — Écoutez! s'il vient une lettre, vous me l'apporterez, quelle que soit la personne qui soit avec moi.

LE DOMESTIQUE. Oui, Excellence. — Faut-il prier le chambellan d'entrer?

PAUL LANGE. — Je vais le recevoir moi-même. — Allez faire votre commission!

LE DOMESTIQUE. — Oui, Excellence.

PAUL LANGE *sort, suivi du domestique.*

SCÈNE II

(*On entend des compliments échangés dans l'antichambre.*)

LE CHAMBELLAN, *dehors.* — C'est l'appartement que Votre Excellence occupait la dernière fois qu'elle est venue ici.

PAUL LANGE, *dehors.* — Je le retiens toujours.

LE CHAMBELLAN. — Il est très bien! (*Il entre, ganté, son chapeau à la main, en élégant costume du matin.*)

PAUL LANGE. — Vraiment! je n'en reviens pas. Vous, monsieur le Chambellan, à cette heure de la matinée!

LE CHAMBELLAN. — Comme vous me connaissez mal! Au fait, combien de temps y a-t-il que nous nous connaissons? C'est chez Mlle Parsberg, n'est-ce pas, que nous nous sommes rencontrés?

PAUL LANGE. — Je puis vous le dire au juste. C'était le soir où Mlle Parsberg pendait la crémaillère. A sa première réunion.

LE CHAMBELLAN. — A propos de Mlle Parsberg, avez vous reçu une invitation?

PAUL LANGE. — Pour lundi? Oui.

LE CHAMBELLAN. — Elle a bien voulu me demander de faire les honneurs chez elle, — encore une fois.

PAUL LANGE. — C'est une fonction assez délicate, me semble-t-il, pendant le séjour du roi?

LE CHAMBELLAN. — Il part le même jour.

PAUL LANGE. — C'est juste!

LE CHAMBELLAN. — Il y a eu du fil à retordre cette fois-ci!

PAUL LANGE. — Vous ne semblez pas vous en être ressenti. Vous avez une mine florissante, comme toujours.

LE CHAMBELLAN, *le fixant.* — Quoi! complimenteur, dès le matin?... (*Paul Lange sourit.*) Voyons! prenons un air de circonstance. Je viens de la part du roi.

PAUL LANGE. — Tiens, tiens!

LE CHAMBELLAN. — En ambassadeur, en honnête courtier.

PAUL LANGE. — Monsieur l'ambassadeur, veuillez prendre place.

LE CHAMBELLAN. — Pas avant d'avoir déposé mon fardeau. Vous comprenez bien de quoi il s'agit?

PAUL LANGE. — Je m'en doute.

LE CHAMBELLAN. — Le roi espère encore que vous aiderez le ministère à se tenir debout.

PAUL LANGE. — Cela ne nous force pas à nous tenir debout nous-mêmes.

LE CHAMBELLAN. — Ma foi, non. (*Ils s'assoient.*)

PAUL LANGE. — Je vois dans les journaux de ce matin qu'on a déposé une motion de méfiance.

LE CHAMBELLAN. — Elle sera discutée dans quatre jours.

PAUL LANGE. — Voyons. Nous sommes à vendredi... samedi, dimanche... C'est donc pour lundi?

LE CHAMBELLAN. — Oui, pour lundi matin.

PAUL LANGE. — Ils n'auront pas terminé dans la matinée.

LE CHAMBELLAN. — Alors, la fête de Mlle Parsberg tombera en pleine crise.

PAUL LANGE. — Beaucoup de députés ne doivent-ils pas y assister? N'est-ce pas?...

LE CHAMBELLAN. — ... La grande fête qu'elle donne tous les ans en mémoire de son oncle.

PAUL LANGE, *souriant.* — C'est du moins le caractère que le président ne manquera pas de lui attribuer.

LE CHAMBELLAN. — La patrie avant tout! (*Paul*

Lange rit.) Ce ne sera guère une fête pour notre premier ministre.

PAUL LANGE. — Il me fait pitié, ce vieillard, plus que je ne saurais le dire.

LE CHAMBELLAN. — Le roi le sait. Et, dès lors, il ne comprend pas... (*Il s'arrête et regarde Paul Lange.*)

PAUL LANGE. — Je crois pourtant avoir tout expliqué à Sa Majesté.

LE CHAMBELLAN, *avec un léger haussement d'épaules.* — Une intrigue de parti, quoi?...

PAUL LANGE. — Je n'y tiens plus!

LE CHAMBELLAN. — Vous avez donné votre démission et nous le comprenons. Mais ce que le roi ne comprend pas, c'est que Votre Excellence ne puisse prononcer une parole en faveur de son vieux chef. — Cela serait d'un grand effet!

PAUL LANGE. — Le roi attribue trop d'importance à mes paroles.

LE CHAMBELLAN. — Personne ne saurait se méprendre sur l'importance de tout ce que vous diriez au moment de vous retirer.

PAUL LANGE. — Merci!

LE CHAMBELLAN. — Ce sont les propres paroles du roi.

PAUL LANGE. — En ce cas, je vous remercie doublement.

LE CHAMBELLAN. — Et toutes les grandes promesses du programme?

PAUL LANGE. — Rien à craindre de ce côté. Sur ces points-là, le parti est uni.

LE CHAMBELLAN. — Oui, mais c'est au vieil homme d'État, chargé d'ans et de services, que Sa Majesté souhaiterait les honneurs du triomphe.

PAUL LANGE. — Nul ne les lui souhaite plus sincèrement que moi.

LE CHAMBELLAN. — Eh bien! prouvez-le. Cela dépend de vous.

PAUL LANGE *secoue la tête.*

LE CHAMBELLAN. — Admettons que, lundi, vous donniez une majorité au vieux. Le vieux peut en tirer parti. C'est un habile homme.

PAUL LANGE. — Un très habile parlementaire.

LE CHAMBELLAN. — Oui, il n'est plus que cela.

PAUL LANGE, *levant les yeux.* — Cette remarque est-elle aussi du roi?

LE CHAMBELLAN. — Non, elle est de moi... (*D'un ton plus persuasif.*) Votre Excellence qui a tant d'idées et qui vit pour ces idées...

PAUL LANGE. — Ce sont précisément elles qui m'obligent à me retirer.

LE CHAMBELLAN. — Oui, mais tôt ou tard elles vous ramèneront à l'action.

PAUL LANGE. — Voilà pourquoi je tiens à me réserver. C'est là ce que j'ai dit au roi.

LE CHAMBELLAN, *avec précaution.* — N'est-ce pas la troisième fois que vous vous retirez de la politique?

PAUL LANGE. — Ce n'est pas la politique que je fuis, mais les intrigues des partis.

LE CHAMBELLAN, *du même ton.* — La rentrée vous sera de plus en plus difficile.

PAUL LANGE. — J'en conviens.

LE CHAMBELLAN, *avec plus d'intimité.* — Il faudrait vous assurer un appui d'avance. (*Un silence.*)

PAUL LANGE, *attentif.* — Qu'entendez-vous par là?

LE CHAMBELLAN. — Vous estimez, n'est-ce pas? qu'avec tous ses défauts le vieux président du Conseil est la force la plus capable de grouper notre peuple.

PAUL LANGE. — Indubitablement.

LE CHAMBELLAN. — Pourquoi ne le diriez-vous pas lundi?

PAUL LANGE, *se levant.* — Je veux me réserver. Me tenir à l'écart. Et c'est au moment de me retirer que j'irais prendre position dans la lutte!

LE CHAMBELLAN, *assis.* — Qui sait si vous n'y gagneriez pas?

PAUL LANGE *le regarde.*

LE CHAMBELLAN. — Ou pourquoi vous dédommager.

PAUL LANGE. — Me dédommager?...

LE CHAMBELLAN. — Ce ne serait que justice. (*Un silence.*)

PAUL LANGE. — C'est là l'objet de votre mission?

LE CHAMBELLAN. — Oui. (*On frappe discrètement à la porte. Le chambellan se lève.*)

PAUL LANGE. — Vous permettez... *Il va entr'ouvrir la porte.*) C'est vous, Oestlie? (*Il ouvre. Christian Oestlie entre.*) Vous avez fait diligence. Avez-vous une lettre?

CHRISTIAN OESTLIE. — Non. (*Baissant la voix.*) M. Arne Kraft...

PAUL LANGE, *visiblement content, même jeu.* — Il est là?

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Excellence.

PAUL LANGE. — Faites-le entrer! (*Il indique la gauche.*) N'oubliez pas de baisser la portière!

CHRISTIAN OESTLIE *sort.*

LE CHAMBELLAN. — Votre domestique n'a-t-il pas servi dans le temps chez Mlle Parsberg? Comment s'appelle-t-il donc?...

PAUL LANGE. — Christian Oestlie. C'est le fils du vieux valet de chambre...

LE CHAMBELLAN. — Qu'elle a hérité de son oncle? Avec tout le reste?

PAUL LANGE. — Ce n'est pas la plus mauvaise part de l'héritage.

LE CHAMBELLAN. — Le vieil Oestlie est une perfection.

PAUL LANGE. — Le fils vaut encore mieux que le père.

LE CHAMBELLAN. — J'y suis! Ce garçon a accompagné Mlle Parsberg en Angleterre? Il parle anglais?

PAUL LANGE, *étonné*. — Oui.

LE CHAMBELLAN. — Cela se trouve bien. Car le dédommagement dont je vous parlais... (*Il s'arrête et regarde Paul Lange.*)

PAUL LANGE, *riant*. — Je ne sais pas deviner les énigmes.

LE CHAMBELLAN. — L'ambassade de Londres est vacante.

PAUL LANGE. — Vacante? Vraiment?

LE CHAMBELLAN. — Je sais que vous y songiez.

PAUL LANGE. — Pour plus tard... Oui! Je ne sais pas de plus belle retraite. Mais je n'avais pas la moindre idée que le poste fût vacant.

LE CHAMBELLAN. — De tous les candidats possibles, Votre Excellence est celui qui connaît le mieux l'Angleterre.

PAUL LANGE *garde le silence*.

LE CHAMBELLAN. — Si Votre Excellence craignait de perdre un atout en prononçant quelques paroles en faveur de son vieux chef à la séance de lundi, il y aurait là une compensation.

PAUL LANGE *garde le silence*.

LE CHAMBELLAN. — A Londres, Votre Excellence pourrait attendre patiemment son heure, tout en jouissant de ses loisirs... comme Elle sait si bien le faire.

PAUL LANGE *s'incline en souriant*.

LE CHAMBELLAN. — Ces paroles sont de Sa Majesté, — et de moi aussi.

PAUL LANGE *sourit et s'incline encore plus profondément*.

LE CHAMBELLAN. — Je me suis acquitté de mon auguste mission!... Et maintenant, jour de Dieu! je n'y tiens plus! Tant d'affaires à la fois! (*Il dépose son chapeau.*) Permettez au vieux grognard de se reposer un peu dans du coton, comme un petit poulet malade. Ah! nom d'un nom, d'un nom d'un nom!

PAUL LANGE, *riant*. — Vous aviez besoin de placer cette parenthèse dans votre discours! Vous étouffiez!

LE CHAMBELLAN. — Oui! C'est une soupape de sûreté. Puisqu'un sort malfaisant a métamorphosé un vieux loup de mer en je ne sais quel livre de prix relié en maroquin, il faut au moins glisser dans ces textes solennels quelques folles parenthèses. Il n'y a pas à dire! J'ai besoin d'une chique pour faire passer l'écœurement que me donne toute cette politique. *Il tire une boîte de sa poche et fait entendre une sorte de reniflement guttural. Puis il prend une chique.*) Plus je vais, plus je me prends à haïr les politiciens!

PAUL LANGE. — Qui désignez-vous donc par ce nom? Ce ne peut pas être?...

LE CHAMBELLAN, *l'interrompant avec énergie*. — Mais si, ma foi! Tous tant qu'ils sont! Comme hommes, ils peuvent avoir du bon, mais comme politiciens!... A commencer par les *schah*, les *mikado*, les *imperator* et les *rex* et à finir par le dernier des journalistes... Si l'on me chargeait d'établir la paix sur la terre, je commencerais par prendre un grand balai, qui irait jusqu'à Constantinople...

PAUL LANGE. — Pourquoi pas jusqu'au Japon?

LE CHAMBELLAN. — Vous avez raison! Pourquoi pas jusqu'au Japon? Et, de là, jusqu'à Madagascar! jusqu'au Cap! Et je balaierais tout cela, mort de mon âme! A la mer, tout le tas! Avec leurs discours, leurs dépêches, leurs décorations, leurs femmes, leurs dîners et leurs fêtes! Il n'y aurait de mal que pour les poissons : ils en mourraient. Quant à nous, nous aurions la paix... jusqu'à nouvel ordre. Car tout cela repousserait bien vite. Je me dis souvent que le bon Dieu doit nous garder une autre vie en réserve, bien que ce soient les prêtres qui le prétendent. Car de la façon dont les politiciens nous ont arrangé celle-ci, il n'y aura bientôt plus moyen d'y tenir. Il nous faudra déménager.

PAUL LANGE, *riant aux éclats*. — Pourvu que les politiciens ne déménagent pas avec les autres!

LE CHAMBELLAN. — J'espère que, chemin faisant, on leur indiquera une autre demeure. (*Il prend son chapeau.*) Acceptez l'offre du roi, mon petit père, et dites à la compagnie d'aller se faire... (*s'inclinant cérémonieusement*) inscrire sur votre registre! J'ai l'honneur!...

PAUL LANGE, *également cérémonieux*. — Oserais-je vous prier, monsieur le Chambellan, d'offrir au roi mes plus humbles remerciements? Avant que ma démission soit acceptée, je ne crois pas devoir me montrer au château.

LE CHAMBELLAN. — Votre Excellence est bien décidée?

PAUL LANGE. — Oui.

LE CHAMBELLAN. — Et si Sa Majesté me parle du poste de Londres? Que dois-je répondre?

PAUL LANGE. — Que cela demande réflexion.

LE CHAMBELLAN. — C'est tout?

PAUL LANGE. — Je ne puis vous en dire davantage pour le moment.

LE CHAMBELLAN. — Au revoir!

PAUL LANGE. — Au revoir! (*Il reconduit le chambellan.*)

SCÈNE III

(*Au bout d'un instant entrent par la droite Arne Kraft et Paul Lange, ce dernier a posé le bras sur les épaules d'Arne.*)

ARNE KRAFT *tient des papiers à la main*. — Enfin, me voici libéré!

PAUL LANGE. — Excuse-moi, je t'en prie ! Je donnerai des ordres pour qu'on nous laisse seuls. (*Sonnant.*) Un long moment !

CHRISTIAN OESTLIE *entre.*

PAUL LANGE. — Je n'y suis pour personne. Enlevez mon manteau du vestibule.

Christian Oestlie se dispose à sortir.

PAUL LANGE. — Mais s'il vient une lettre...

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Excellence ! (*Il sort.*)

ARNE KRAFT. — Dieu, si j'avais autant de secrets que toi !...

PAUL LANGE. — Ha, ha !

ARNE KRAFT. — Et tant de ménagements à garder !

PAUL LANGE, *gaiement.* — Cela surtout !

ARNE KRAFT. — Combien de bouquets as-tu envoyés ce matin ?

PAUL LANGE, *d'un ton plaisant.* — Pas un seul !

ARNE KRAFT. — Tiens !... tiens !... Les fleurs valent cher dans cette saison ?

PAUL LANGE. — Je crois bien ! Un prix fou !

ARNE KRAFT. — Allons ! c'est une chance, quand la richesse du cœur s'allie à celle de la bourse. Seulement, si j'avais, moi, tant de bouquets et de télégrammes à envoyer par jour, j'arriverais pour sûr à confondre les adresses !

PAUL LANGE, *riant.* — Je n'en doute pas !... Mais, voyons, tu seras bien gentil et nous allons nous en donner ! Je me réjouis tant de parler d'autre chose que de politique. Je n'ai pas eu une heure à moi depuis ma démission. Hier encore, j'ai reçu la visite du président de la Chambre !

ARNE KRAFT. — Je te félicite, moi aussi, d'avoir démissionné. Tu as bien agi !

PAUL LANGE. — Oh ! il y a longtemps que j'aurais dû le faire. Mais il y avait des ménagements à garder.

ARNE KRAFT, *riant.* — Oui, oui, cela a toujours été ton fort ! Au demeurant, c'était à lui de s'en aller, pas à toi. (*Paul Lange hausse les épaules.*) Et puis je tiens à te féliciter de ton projet d'une pension populaire universelle et obligatoire. Je l'ai étudié. (*Il ouvre le rouleau qu'il tient à la main.*) Je le trouve génial. La solution est là ! Tôt ou tard, elle s'imposera. Merci de me l'avoir communiqué. (*Il dépose les documents sur le bureau.*)

PAUL LANGE, *les enfermant dans un tiroir.* — Je suis content que tu me dises cela.

ARNE KRAFT. — C'est le digne complément des réformes qu'on te doit déjà : égalité des deux sexes en matière de successions, droits des femmes sur leur propriété personnelle, modification du code pénal dans un sens humanitaire.

PAUL LANGE, *l'interrompant.* — Cela fait du bien de t'entendre ! Viens, asseyons-nous et prenons un peu de bon temps ! (*Ils s'assoient à la table et se penchent l'un vers l'autre.*)

ARNE KRAFT. — Voilà ce que j'appelle de la politique !

PAUL LANGE. — Moi aussi !

ARNE KRAFT. — Quant à cette lutte éternelle pour les pouvoirs et le butin, parti contre parti et peuple contre peuple... pouah ! Tu vas voir : ils se déchiquetteront si bien qu'il ne restera plus que deux bouledogues, l'un en face de l'autre, avec la mer entre les deux, les empêchant de se sauter à la gorge !

PAUL LANGE. — Ha, ha ! je vois que tu es de bonne humeur aujourd'hui.

ARNE KRAFT. — C'est vrai. Je suis content qu'on en soit venu au vote de méfiance.

PAUL LANGE. — Vraiment ? Cela te fait plaisir ?

ARNE KRAFT. — Je crois bien ! Table rase, nom d'un petit bonhomme ! Et toi ? Cela ne t'enchante pas ?

PAUL LANGE. — Je ne crois pas à l'utilité de ces exécutions publiques. Il faut marcher tout droit devant nous. Voilà l'essentiel, à mes yeux.

ARNE KRAFT. — Mais si nous nous butons à un obstacle ?

PAUL LANGE. — C'est l'affaire d'une couple d'années. Il disparaîtra de lui-même.

ARNE KRAFT, *bondissant.* — Et la nation resterait exposée pendant ce temps à toutes les mauvaises influences ! Voyons, tu n'y penses pas ?

PAUL LANGE. — Mais rassieds-toi donc ! Du calme !

ARNE KRAFT *se rassied.* — Je viens te supplier de résister à la pression qu'on exerce en ce moment.

PAUL LANGE, *bondissant.* — Ah ! ma foi, c'est trop fort ! Toi aussi ? N'aurai-je donc jamais la paix !

ARNE KRAFT, *blessé.* — Est-ce nous qui te troublons ? Ou n'est-ce pas plutôt toi-même ?

PAUL LANGE, *de même.* — Moi-même ? Qu'est-ce à dire ?

ANE KRAFT. — Que tu ne saurais, en toute tranquillité de conscience, te prononcer lundi pour cet homme.

PAUL LANGE. — Et pourquoi cela ?

ARNE KRAFT, *bondissant.* — Pourquoi ? Tu me le demandes ? Te souviens-tu de sa conduite à l'époque où le ministère t'avait chargé de faire une concession à notre soi-disant allié ? Le chef du cabinet n'a-t-il pas voulu alors tout rejeter sur toi seul ? Le gredin !

PAUL LANGE. — Allons ! allons !...

ARNE KRAFT. — J'ai une lettre de toi, où tu me dis que tu avais agi d'accord avec lui.

PAUL LANGE. — Je serais prêt à le lui dire en face, n'importe quand !

ARNE KRAFT. — Tu vois bien ! Te souviens-tu de cette lettre qu'il t'a écrite à l'insu de ses collègues, à qui il avait remis en conseil un tout autre texte, qu'ils avaient approuvé ?

Paul Lange. — Oui, oui. Mais à quoi bon déterrer toutes ces petites misères?

Arne Kraft, *stupéfait*. — « Petites misères! » Vrai Dieu! Tu n'appelais pas cela des petites misères, à ce moment-là, au moment où tu me demandais mon appui. (*Il répète plusieurs fois :*) « Petites misères! »

Paul Lange. — Crois-tu donc que j'aie tout oublié? Mais, vraiment, ce ne sont pas seulement les défauts de cet homme dont on doit se souvenir. Il y a autre chose : son âge, le travail de toute une vie, une santé délabrée au service de notre cause.

Arne Kraft. — On s'en souviendra. Mais pas au détriment du peuple... A quoi visent les lois que tu as fait passer, et les projets de loi qui te tiennent à cœur en ce moment?

Paul Lange. — A quoi ils visent?

Arne Kraft. — Oui.

Paul Lange. — Mais à fonder un régime de justice et d'honnêteté.

Arne Kraft. — Et tu voudrais maintenir au pouvoir un homme malhonnête?

Paul Lange. — Malhonnête?

Arne Kraft, *sans se laisser interrompre, appuyant sur les mots*. — Déloyal! Faux! Mauvais!

Paul Lange. — Tu n'es pas politicien.

Arne Kraft. — Qu'est-ce que cela fait avec la question?

Paul Lange. — Je vais te le dire! Si tu vivais dans un pays où l'on ne pût plus distinguer le vrai du faux, où l'on entendît sans cesse de grands mots sans valeur, simples traites qu'on met en circulation sans se demander si l'on a de quoi les payer, que ferais-tu? Les accepterais-tu pour de la bonne monnaie?

Arne Kraft. — Tu me le demandes?

Paul Lange. — Non. Tu as assez voyagé pour savoir à quoi t'en tenir là-dessus. Eh bien! je t'assure, moi, que les choses se passent ainsi chez tous les politiciens. C'est une race à part. Quand ils parlent d'honnêteté, de malhonnêteté, de liberté, de patrie, de foi, de trahison, ces grands mots ont un sens tout différent de celui qu'on leur attribue généralement. Ce ne sont, la plupart du temps, que des pions sur un échiquier. On ne les pousse que pour faire un coup. Sans cela, ils ne bougent pas.

Arne Kraft. — Où veux-tu en venir?

Paul Lange. — Tu comprends bien que des gens vivant dans un tel milieu manquent d'équilibre moral et trébuchent à chaque pas! Il ne faut pas les juger trop sévèrement. Voyons! ne t'impatiente pas! Cela est ainsi! Nous n'y changerons rien, ni toi ni moi. Je le répète : c'est une race à part.

Arne Kraft. — J'ai de nombreux amis parmi les hommes politiques de Norvège.

Paul Lange. — Et moi, donc? D'excellents amis! Mais je ne les prends pas toujours au sérieux.

Arne Kraft. — Tu nous pardonneras d'en agir autrement. Tu fais fausse route.

Paul Lange. — Moi? Tu sais l'extension qu'a prise la politique du *do ut des*. Un sale axiome pourtant!

Arne Kraft, *l'interrompant*. — Tu as étudié cela dans les grands pays, à qui cet état de choses peut convenir.

Paul Lange. — Écoute, mon ami : quand la politique sera ce que tu veux qu'elle soit, — et moi aussi, d'ailleurs; — quand elle ne sera plus que cela, — elle produira une autre espèce d'hommes, que tu pourras passer à ton crible sévère. Mais, pour ceux d'aujourd'hui, ce serait un peu dur.

Arne Kraft. — Tout cela ne me dit rien de bon. Aurais-tu vraiment l'intention de parler lundi en sa faveur?

Paul Lange, *blessé*. — Je n'ai pas dit cela.

Arne Kraft. — Mais tu comptes le faire?

Paul Lange, *fièrement*. — Cela dépend!

Arne Kraft. — Je suis venu te crier gare : ce qu'il y a de meilleur dans le pays, hommes et femmes, est en éveil.

Paul Lange. — Quoi que je fasse, cela partira du plus profond de ma nature. Et, dès lors, je serai prêt à défendre mes actes. (*Changeant de ton.*) Mais voyons, mon vieil ami, est-il bien nécessaire que nous nous montions ainsi l'un contre l'autre?

Arne Kraft, *avec chaleur*. — Non, il ne faut pas de cela! Nous sommes de trop vieux amis pour nous brouiller. Laisse-moi seulement t'exposer ma façon de voir.

Paul Lange. — Je t'en prie.

Arne Kraft. — Tu me disais un jour qu'il était bon de demeurer si loin dans le Nord, que cela trempait les forces et la volonté.

Paul Lange. — N'est-ce pas vrai?

Arne Kraft. — Oui, mon ami, mais il ne s'agit pas seulement de s'aguerrir contre le froid. Le danger que nous courons est de devenir un *peuple d'hiver*, froid et stérile dans ses desseins comme dans ses actes. Nous en avons été bien près. En réalité toutes nos luttes n'ont jamais eu qu'un objet : fendre la glace où nous étions pris. Et jamais encore cela ne nous avait si bien réussi : victoire sur victoire, sur toute la ligne! En politique aussi, depuis quelque temps. (*Avec passion.*) Et voici que cet homme détruit tout, pour son ambition personnelle. En fourbe et en traître! Tout ce qu'il y a bas et de mesquin remonte à la surface! On excite les méfiances, on accuse, on persécute! Nous sommes repris par la glace. Notre jeunesse en a vieilli. Les autres peuples n'ont pas à combattre ce danger immense et permanent. Les périodes de déception, chez eux, ne sont que de courts hivers, durant lesquels ils peuvent se reposer. Pour nous, une déception nationale est,

chaque fois, un danger de mort! Non, mon cher, de tout ce qui glace, rien ne glace comme la duplicité. Ce n'est pas la première fois qu'elle figure dans nos annales. Mais il faut que ce soit la dernière! (*S'approchant de lui.*) Paul Lange, mon ami, il faut que ce soit la dernière!

PAUL LANGE. — Voyons, qu'attends-tu de moi?

ARNE KRAFT. — Rien de contraire à ta nature. Je te demande seulement de ne pas le soutenir lundi prochain.

PAUL LANGE. — Tu vois les choses en grand et dès lors... Mais nous avons affaire à des hommes! — Souviens-toi combien il nous était cher.

ARNE KRAFT. — Si je pouvais le prendre sur mes bras et l'emporter loin de tout cela, penses-tu que j'hésiterais? Ce serait le plus beau jour de ma vie.

PAUL LANGE. — Oui, oui! je n'en doute pas! (*On frappe. Mouvement d'étonnement de Lange et de Kraft.*)

PAUL LANGE, *bas.* — Ah! la lettre! (*Marchant vers la porte.*) Entrez!

CHRISTIAN OESTLIE *entr'ouvre la porte et entre.*

PAUL LANGE. — C'est une lettre.

CHRISTIAN OESTLIE. — Non, Excellence... (*Il s'approche de Paul Lange et lui parle bas.*

ARNE KRAFT *s'éloigne d'eux en souriant.*

PAUL LANGE, *reculant d'un pas.* — Vous dites que?... (*Il fait un mouvement pour se précipiter dehors, se maîtrise et parle bas à Oestlie qui sort aussitôt. Paul Lange s'approche d'Arne Kraft.*) Tu m'excuseras, mais il arrive quelquefois des choses imprévues...

ARNE KRAFT. — Toujours des mystères! Tu dois avoir une seconde cachette par là. Cela veut dire, n'est-ce pas? que je dois m'en aller.

PAUL LANGE. — Non, ou plutôt, oui! Mais tu ne m'en veux pas, dis?

ARNE KRAFT. — Non, mon cher ami! Fais-moi seulement une promesse positive.

PAUL LANGE. — En ce moment?... Ne peux-tu pas attendre quelques heures?

ARNE KRAFT, *riant.* — Il sera moins coupable cet après-midi, n'est-ce pas? Ou crois-tu que le vent de la justice aura tourné d'ici à cinq heures?

PAUL LANGE. — Tu as raison. Allons, je veux bien!

ARNE KRAFT, *vivement.* — Tu nous le promets?

PAUL LANGE. — Je vous le promets.

ARNE KRAFT. — Ce n'est pas pour te débarrasser de moi?

PAUL LANGE. — Non, non. Je te promets d'être absent lundi.

ARNE KRAFT, *insistant.* — C'est un engagement solennel? Nous avons ta parole?

PAUL LANGE. — Oui! (*Il met sa main dans celle de Kraft.*)

ARNE KRAFT. — Merci! Je n'attendais pas moins de toi! Sache-le bien : je ne serais pas parti sans cela. Adieu!

PAUL LANGE. — Tu as toujours voulu mon bien! (*Il pose son bras sur l'épaule de Kraft. Ils remontent ensemble.*) Je te dois tant!

ARNE KRAFT. — Et moi donc!... Allons! je suis tranquille. Pour toi aussi! Je sais que désormais il n'y a plus rien à craindre pour toi.

PAUL LANGE. — Qu'est-ce à dire?

ARNE KRAFT *s'est arrêté et le regarde.* — Aussi bien, il faut que je sache une chose avant de m'en aller. « Ces petites misères », as-tu dit tantôt, en parlant de la conduite du premier ministre. Cependant, dans la lettre où tu me faisais part de sa mauvaise foi, tu me cachais quelque chose... que j'ai appris depuis, tout récemment.

PAUL LANGE. — Et c'est?...

ARNE KRAFT. — C'est que, pour toi, le choc a été terrible! C'est allé plus loin qu'on n'aurait pu le croire. Est-ce vrai?

PAUL LANGE, *inquiet.* — C'était peu de temps après la mort de ma femme. J'étais encore tout bouleversé.

ARNE KRAFT. — On dit... Je ne sais trop comment m'exprimer... Cela m'a profondément saisi. Je ne puis le passer sous silence, maintenant que je te retrouve... On dit... que ta vie a été en jeu?... Cher ami?...

PAUL LANGE. — On dit tant de choses.

ARNE KRAFT. — N'en parlons plus. Une question seulement : à quoi servent donc les amis? Adieu! (*Il lui tend la main.*)

PAUL LANGE, *sans la prendre.* — Dis-moi... Ne t'arrive-t-il jamais de te sentir comme dans une impasse? Tout devient impossible. Une nausée vous prend, un malaise intenable... On ne peut continuer.

ARNE KRAFT. — Je ne connais pas cela!

PAUL LANGE. — Non, non! Tu es autrement fait que moi. (*Avec hésitation.*) Vraiment, on parle de cela?

ARNE KRAFT. — Oui, ceux qui t'ont vu alors... Voyons, je m'en vais.

PAUL LANGE. — Merci d'être venu! merci!

ARNE KRAFT, *souriant.* — Ne me reconduis pas! Je vois bien que...

PAUL LANGE, *affectueusement.* — Adieu, mon ami!

ARNE KRAFT, *de même.* — Adieu! (*Il sort.*)

PAUL LANGE, *seul, fait quelques pas, puis s'arrête.* — Faut-il qu'il m'ait rappelé cela en ce moment! Cela me rend si anxieux! (*Regardant la porte de droite.*) Qu'est-ce qui m'attend? *Il joint les mains, d'un mouvement fébrile, se maîtrise et s'avance vers la porte avec une joyeuse animation, puis, tout à coup, s'arrête, comme pour reprendre haleine. Enfin, il sort.*)

SCÈNE IV

PAUL LANGE *entre par la porte latérale, conduisant Tora Parsberg, en costume d'hiver.*

TORA PARSBERG. — Vous avez plusieurs cachettes, à ce que je vois. Enfin, je suis libre, je respire.

PAUL LANGE. — Je ne pouvais pas prévoir!... Je n'étais pas seul... Excusez-moi!

TORA PARSBERG. — Je vous surprends, n'est-ce pas, en venant moi-même?

PAUL LANGE. — Je ne vous le cache pas : j'en suis tout troublé. Vous avez eu le courage...

TORA PARSBERG. — ... qui vous manque?

PAUL LANGE. — Oui... C'est-à-dire... Ce n'est pas un reproche que vous puissiez me faire.

TORA PARSBERG. — Vraiment?

PAUL LANGE. — Il se pourrait que le courage ne me manquât que vis-à-vis de vous.

TORA PARSBERG. — Cela se peut... Allons! Pour vous remettre, je commencerai par une simple affaire. (*Elle veut se débarrasser de son manteau.*)

PAUL LANGE. — Permettez que je vous aide.

TORA PARSBERG. — Merci! (*Tout en ôtant son manteau.*) Le vieil Oestlie est malade. Il ne pourra pas servir lundi. Voulez-vous me prêter Christian?

PAUL LANGE. — Avec le plus grand plaisir!

TORA PARSBERG. — Merci! Ainsi me voici chez vous! Au moins ne pourrez-vous pas vous dérober!

PAUL LANGE. — En vérité, que pouvait-il m'arriver de plus beau?

TORA PARSBERG. — Voulez-vous que nous nous essayions?...

PAUL LANGE, *avançant vivement un fauteuil.* — Vous voyez combien je suis...

TORA PARSBERG, *continuant, sans le laisser achever.* — ... Ici?

PAUL LANGE *avance précipitamment le fauteuil et s'assied sur une chaise à côté de Tora, mais à distance respectueuse.*

TORA PARSBERG. — J'ai lu votre lettre. — Ne dites rien! Je commence par le commencement.

PAUL LANGE. — Maintenant que je vous vois là, devant moi... ou plutôt non!... dès que j'eus expédié cette lettre, j'ai reculé devant mon audace.

TORA PARSBERG. — J'en ai été moins surprise que vous. Je m'y attendais un peu. (*Elle rit.*)

PAUL LANGE. — Vous avez été si bonne pour moi. Jamais, sans cela, je n'aurais osé... (*Il s'arrête.*)

TORA PARSBERG. — Que voilà bien les hommes! Sommes-nous bonnes pour eux; ils en tirent aussitôt un droit, le droit de réclamer davantage.

PAUL LANGE. — Ce n'est pas mon cas, croyez-le bien. Votre situation exceptionnelle ne m'autorisait pas à tant de prétention.

TORA PARSBERG. — Il y paraît, en vérité! (*Elle rit.*) Elle est, d'ailleurs, très bien écrite, votre lettre. Je ne serais pas venue, si j'avais supposé qu'on dût prendre tout cela à la légère.

PAUL LANGE, *effrayé.* — A la légère? Vous me faites de la peine en disant cela... Il m'a fallu des mois de réflexion...

TORA PARSBERG, *souriant* — Je n'en doute pas. Vous n'êtes pas homme à faire quoi que ce soit à la légère. Vous deviez vous dire pourtant que, si je suis restée « vieille fille », comme on dit, je devais avoir mes raisons pour cela. Ce ne sont certes pas les prétendants qui m'ont manqué.

PAUL LANGE. — Non, je le sais. Nous connaissons tous... (*Il s'arrête.*)

TORA PARSBERG. — Je vous assure que cela ne m'a pas été facile.

PAUL LANGE. — Pardonnez-moi!...

TORA PARSBERG. — Cela revient à dire que nous avons besoin de nous expliquer sur bien des choses, — dont il n'est pas question dans votre lettre.

PAUL LANGE. — Oui, oui, assurément!

TORA PARSBERG, *continuant.* — Nous devons apprendre à nous connaître. Ou, du moins, il faut que la connaissance soit mutuelle. Après votre lettre, nous ne pouvons plus jouer au colin-maillard.

PAUL LANGE, *avec un mouvement.* — Nous ne l'avons jamais fait!

TORA PARSBERG, *sans s'interrompre.* — Nous ne pouvons plus nous contenter de nous dire l'un à l'autre la dixième partie de notre pensée. Car c'est là ce qu'on fait dans le monde.

PAUL LANGE. — Ah! ah!

TORA PARSBERG. — Enfin, il faut une franche explication. Et c'est pour cela que je suis venue.

PAUL LANGE. — Je ne puis m'y refuser du moment où vous le désirez. Mais... (*Il hésite.*)

TORA PARSBERG. — Cela vous est pénible?

PAUL LANGE. — Non... ou plutôt oui, cela m'est pénible. (*Remarquant son sourire.*) Il m'est pénible de vous voir prendre ainsi les choses. Je préfère une réponse sans commentaires! (*Se levant.*) J'en prévois le sens. Je vous en prie!... Nous sommes de vieux amis. Moi, du moins, je n'en ai pas de meilleur que vous. Je n'en ai jamais eu. Tout mon bonheur est dans votre amitié.

TORA PARSBERG. — En vérité, je ne vous comprends pas.

PAUL LANGE. — Mettez que je n'aie rien écrit! Revenons à notre amitié d'avant cette lettre! Si cela vous est possible?

TORA PARSBERG. — Calmez-vous et reprenez place — Je ne vous réponds pas avant que vous vous soyez rassis.

PAUL LANGE *s'assied.*

Tora Parsberg. — Ce n'est plus possible. Notre amitié ne saurait redevenir ce qu'elle était.

Paul Lange. — Elle ne saurait...? (*Il veut se lever, mais se maîtrise.*)

Tora Parsberg. — Une lettre comme la vôtre est une violation de domicile.

Paul Lange. — Vous dites, Mademoiselle?

Tora Parsberg, *continuant.* — Vous avez forcé la porte d'un logement fermé à double tour.

Paul Lange. — Il y a eu bien d'autres tentatives avant la mienne, Mademoiselle.

Tora Parsberg. — Aucune n'a réussi. Pour les autres, c'est la maison tout entière, qui était fermée, et qui l'est restée. Mais vous, vous y étiez admis, vous en avez été l'hôte durant des années. Il y a bien des chambres cependant où vous n'aviez point accès et qu'il faut désormais vous ouvrir, bien des choses que nous ne nous étions jamais dites et dont votre lettre nous force à parler. Autrement, nous ne pourrions pas ouvrir la bouche sans penser à ce que nous ne nous sommes pas dit, à ce que nous continuerions à taire l'un à l'autre.

Paul Lange. — Vous avez raison. Hélas! oui, vous avez raison!

Tora Parsberg. — Cela vous ferait-il peur?

Paul Lange. — Pas précisément... Eh bien! si, cela me fait peur! Je connais votre franchise. Elle est effrayante. Surtout quand vous questionnez.

Tora Parsberg *rit.*

Paul Lange. — Et j'ai, cette fois-ci, pour m'inquiéter, des motifs que vous ne connaissez pas.

Tora Parsberg. — En êtes-vous bien sûr? — Pour ce qui est de ma franchise, on ne peut mener la vie que j'ai choisie, tenir, quoique seule et non mariée, le haut du pavé, avoir maison ouverte, être entourée d'amis, exercer sur eux une certaine influence, — peut-être même quelque autorité; on ne peut y arriver, dis-je, qu'à une condition : c'est d'être franche, absolument et sans réserve. Et de vivre en sorte qu'on ne craigne point de l'être.

Paul Lange. — C'est ainsi que je vous ai toujours comprise.

Tora Parsberg. — Je ne puis respirer qu'une atmosphère de parfaite loyauté. Mais c'est un air parfois un peu rude. (*Elle rit.*)

Paul Lange. — Oui.

Tora Parsberg. — Et pourtant vous voudriez y vivre?

Paul Lange. — Sous votre égide? Oui.

Tora Parsberg, *riant.* — Pour regarder dans les chambres closes? Il y a longtemps que vous m'aimez, Paul Lange?

Paul Lange. — Oui, Mademoiselle.

Tora Parsberg, *baissant la voix.* — Vous m'aimiez alors même que... vous n'en aviez pas le droit?

Paul Lange, *de même.* — Oui.

Tora Parsberg. — Et vous ne m'en avez jamais rien dit.

Paul Lange. — Je n'osais pas.

Tora Parsberg. — Je vous en savais gré. (*Un silence.*) Vous vous êtes tu, même après la mort de votre femme.

Paul Lange. — Je le lui devais.

Tora Parsberg. — Vous le lui deviez. Et maintenant vous venez à moi, ministre d'Etat, Excellence... Dois-je croire que vous ne seriez pas venu à moins?

Paul Lange. — Est-ce fait pour vous déplaire?

Tora Parsberg. — Répondez-moi!

Paul Lange. — Vous avez raison.

Tora Parsberg. — Vous me croyez donc avide de titres!

Paul Lange. — Le prestige que vous avez pour moi m'aurait empêché...

Tora Parsberg. — ... De demander ma main avant d'être ministre et Excellence! N'est-ce pas me diminuer, dites, Paul Lange! S'il ne me fallait qu'un rang et un titre, il y a longtemps que je serais mariée.

Paul Lange. — Oh! Mademoiselle, vous ne me comprenez pas!

Tora Parsberg. — Vous confondez sans doute votre point de vue avec le mien. (*Elle rit.*)

Paul Lange. — Vous oubliez, Mademoiselle, ce que je vous ai dit dans ma lettre : je suis sur le point de quitter le ministère et de renoncer au titre d'Excellence. Je vous ai exposé mes motifs : vous reconnaîtrez donc, en toute justice, qu'il est certaines choses que je place au-dessus des titres et des portefeuilles.

Tora Parsberg. — Croyez-vous que je serais venue, s'il en était autrement!

Paul Lange. — Non. Et je vous remercie de me le dire. Mais pourquoi parler comme vous venez de le faire! Je ne suis venu à vous qu'après m'être démis de mon rang et de mon titre. C'est alors seulement que je vous ai envoyé... (*Il s'arrête.*)

Tora Parsberg. — Achevez donc! (*Elle rit.*) Vous avez peur du mot : une demande en mariage. C'est qu'il est assez drôle, en effet : une demande en mariage! (*Elle rit.*) Mais oui, mon cher, vous m'avez écrit pour me demander en mariage.

Paul Lange. — Au lieu de le faire en personne! Hélas! oui, j'ai fait cela. Est-ce simplement ridicule? Eh bien, oui! j'en ai été empêché par crainte, par égard, par respect pour vous. Il y avait pour moi quelque chose de si effrayant dans l'idée d'un refus, accompagné, peut-être, d'un peu de moquerie! J'ai reculé. Je ne pouvais pas... (*Un silence.*) Je...

Tora Parsberg, *l'interrompant.* — Mon ami! Que

c'est bien vous tel que vous êtes! Tenez, j'ai tort. Soyez donc vous-même! Dérobez-vous : c'est à moi de parler librement.

PAUL LANGE. — Voulez-vous me permettre d'achever ce que je disais tout à l'heure?...

TORA PARSBERG, *riant*. — Quoi? Vous n'avez pas encore achevé une seule phrase depuis que je suis ici!

PAUL LANGE. — Ce n'est peut-être pas tout à fait ma faute!

TORA PARSBERG. — Soit! Et vous continuez à ne pas achever! Voyons! vous me dites, dans votre lettre, que vous êtes, désormais, un homme libre et vous me demandez de partager la vie qui s'ouvre devant vous, de vouer notre avenir commun à ces idées réformatrices que j'aime tant?

PAUL LANGE. — Oui, je vous ai écrit cela.

TORA PARSBERG. — Ce qui veut dire, traduit de votre langue dans la mienne : je quitte la politique pour faire un saut périlleux dans les ténèbres. Cela peut, à la longue, fatiguer mes amis, qui oublieront de me rappeler une troisième fois au pouvoir. Est-ce bien là votre pensée?

PAUL LANGE. — Oui, certainement.

TORA PARSBERG. — Et vous vous êtes dit : « Si cette bonne Tora Parsberg voulait me tenir compagnie et faire le saut avec moi! »

PAUL LANGE. — Oh! Mademoiselle... *Il se lève d'un bond.*)

TORA PARSBERG, *continuant*. — Peut-être, alors, les ténèbres, après tout, seraient-elles moins épaisses. Sans compter que l'entr'acte serait beaucoup moins ennuyeux.

PAUL LANGE, *debout*. — C'est enlever toute poésie à la chose.

TORA PARSBERG. — Oui, la poésie de la pénombre, des demi-ténèbres intellectuelles et morales. Ce n'est ni la vôtre, ni la mienne. Nous voulons voir clair jusqu'au fond! Il y a là aussi une poésie, et plus grande que l'autre. (*Se levant.*) Malgré tout et par-dessus tout, vous êtes un homme politique, Paul Lange. Vous comptez avec la réalité. Et vous comptez juste. (*Elle rit.*) Même en ce qui concerne le portefeuille et le titre d'Excellence. Je tiens beaucoup à ce que vous m'honoriez.

PAUL LANGE. — Mademoiselle!

TORA PARSBERG. — Je ne me suis levée que pour vous reprendre. Rasseyons-nous! (*Ils se rassoient.*) Ainsi, nous voilà bons amis comme toujours. N'est-ce pas?

PAUL LANGE. — Oh! oui.

TORA PARSBERG. — Notre amitié date de loin. De notre première jeunesse.

PAUL LANGE. — De notre première jeunesse? Hélas! vous êtes plus jeune que moi. Et vous êtes restée jeune, tandis que moi... Je suis arrivé si tard!

TORA PARSBERG. — J'étais toute jeune...

PAUL LANGE. — ... Toute jeune!...

TORA PARSBERG. — J'étais toute jeune et je n'avais pas de prétendants. Pas même vous.

PAUL LANGE, *très troublé, veut se lever.*

TORA PARSBERG, *gaiement*. — Voici que vous vous dérobez de nouveau?

PAUL LANGE, *reste assis.*

TORA PARSBERG. — Le fait est qu'à cette époque j'étais pauvre et orpheline. Nul ne savait que je deviendrais riche. Excepté celui qui devait me laisser sa fortune. Et une autre personne : moi.

PAUL LANGE. — Il vous l'avait dit?

TORA PARSBERG. — Je n'étais encore qu'une adolescente quand il me l'apprit, en me posant une condition : c'est que je ne ferais semblant de rien.

PAUL LANGE. — Et vous avez gardé le silence?

TORA PARSBERG. — Impitoyablement.

PAUL LANGE. — En vérité, voilà de la vaillance.

TORA PARSBERG. — N'est-ce pas? Il voulait voir, je crois, si j'étais digne de ses bienfaits.

PAUL LANGE. — Peut-être aussi vous tremper le caractère.

TORA PARSBERG. — M'armer en secret contre le despotisme de grand-père? C'est possible. Je le crois même. En tout cas il me dota ainsi d'un point de vue élevé, d'où les conditions humaines m'apparurent sous un aspect très particulier.

PAUL LANGE. — Bien entendu! Tout cela est fort intéressant.

TORA PARSBERG. — Je compris aussi votre situation d'alors, Paul Lange.

PAUL LANGE. — Oh! elle était bien triste.

TORA PARSBERG. — Vous vous prépareriez un grand avenir. Vous étiez ambitieux. Vous vouliez tout voir, tout savoir. Et alors vous vous êtes trop aventuré et vous êtes tombé dans un grand embarras. Vous aviez trop de tempérament.

PAUL LANGE. — Et trop peu d'expérience. J'étais, avant tout, inexpérimenté.

TORA PARSBERG. — Vous souffriez.

PAUL LANGE, *inquiet*. — Terriblement! Plus qu'on ne saurait le croire. Ne parlons pas de cela.

TORA PARSBERG. — N'en seriez-vous pas encore remis?

PAUL LANGE. — Je ne m'en remettrai jamais, Mademoiselle!

TORA PARSBERG, *se penchant vers lui*. — Jusqu'à ce que nous en ayons parlé sans réticences, Paul Lange.

PAUL LANGE, *effrayé*. — Parlé de cela?

TORA PARSBERG. — Oui, seul à seule.

PAUL LANGE. — Quoi! nous fouillerons dans tout ce passé?

TORA PARSBERG. — C'est là surtout ce qui m'amène.

PAUL LANGE. — Écoutez, Mademoiselle... malgré tout mon respect pour vous... (*Il se lève.*) Vous parleriez seule. Je ne pourrais le supporter.

TORA PARSBERG. — Vous devriez avoir en moi assez de confiance pour être sûr que, si j'agis ainsi, c'est à dessein et non pour vous faire mal.

PAUL LANGE. — Mais vous me faites mal! Plus que vous ne vous le figurez, vous qui avez toujours été heureuse.

TORA PARSBERG. — Croyez-vous? Laissez-moi d'abord!

PAUL LANGE. — Je ne puis pas! Vous devriez me comprendre.

TORA PARSBERG. — Oh! je vous comprends bien! Et c'est pour cela que je veux parler! Allons, asseyez-vous!

PAUL LANGE. — Vous faites de cette chaise un chevalet de torture.

TORA PARSBERG. — Oui, une torture qui nous arrachera la vérité! Vous savez que la vérité est la base de la vie.

PAUL LANGE, *se rapprochant.* — Eh bien! va pour la vérité : je n'en ai pas peur. (*Il s'assied.*) Je n'ai peur que de vous.

TORA PARSBERG. — Vous craignez que je ne sache qu'à l'heure où vous étiez le plus désespéré vous avez demandé la main d'une très riche héritière. Et vous avez essuyé un refus. (*Elle rit.*)

PAUL LANGE. — Je vous comprends. Vous voulez que je me sente ridicule à vos yeux?

TORA PARSBERG. — Je ne vois là rien de ridicule, au fond. Ce fut une malchance, que bien d'autres ont connue comme vous! Il n'y avait, d'ailleurs, rien à y redire. Vous aviez fait de trop grandes avances. Elle en aurait eu d'autres à faire de son côté. Finalement, la vie serait devenue inaccessible, avant même que vous l'ayez abordée.

PAUL LANGE. — C'est exact.

TORA PARSBERG. — Le pis est que vous avez fait une autre demande. Et essuyé un second refus. (*Elle rit.*)

PAUL LANGE. — Vous voyez bien! Vous riez!

TORA PARSBERG. — Je ris de votre effroi. Je ne puis m'en empêcher. (*Elle rit.*) Vous étiez victime d'une conspiration. Montée par vos joyeux amis. A cette époque, notre ville était une petite ville, qui ne vivait que de potins.

PAUL LANGE. — Ce n'était pas une excuse pour moi. Je vous comprends maintenant. Je saisis votre bonne intention : vous me préparez à un refus. Mais c'est peine inutile, Mademoiselle. Je préfère la mort sans phrase! Vous voyez bien que ces déconvenues-là ne m'ont pas brisé. Ainsi, n'ayez crainte : vous pouvez constater que je ne me dérobe même pas.

TORA PARSBERG. — Mon ami!...

PAUL LANGE. — Moins que tout autre, un refus venant de vous pourrait me blesser! Je vous place si haut, qu'il me paraîtrait simplement naturel. Le malheur est que j'ai, pendant des mois, caressé une idée chère et lui ai donné une forme. Phrase à phrase, ma lettre s'en est inspirée. Elle traduit une profonde vérité intérieure. Mais elle ne répond pas à la réalité. Je le déplore profondément.

TORA PARSBERG. — Mais il n'y a là rien à déplorer. Ce que je fais, c'est de suppléer à cette réalité. En ce temps, je n'étais presque qu'une enfant. Je voyais en vous un jeune homme de fière allure...

PAUL LANGE. — Nous nous rencontrions souvent!

TORA PARSBERG. — J'entendais parler de vos hautes ambitions et de vos grands talents. On parlait aussi de vos embarras, de votre manque de cœur, et l'on riait! Savez-vous que j'en tremblais de colère?

PAUL LANGE. — Est-ce possible?

TORA PARSBERG. — Je savais, — une voix intérieure me le disait, — qu'avec votre nature susceptible, vous jouiez là un jeu dangereux, très dangereux! (*Paul Lange baisse la tête.*) Je savais aussi que la femme qui vous seconderait, vous la porteriez sur les bras!... comme vous l'avez fait, en effet, quand on vous a vu, après une disparition de quelque temps, revenir parmi nous avec celle qui était devenue votre épouse.

PAUL LANGE. — Vous avez été bonne pour elle!

TORA PARSBERG. — Elle ignorait notre langue. Peu de femmes, à cette époque, parlaient la sienne. Entourée d'étrangers, on a souvent besoin d'une confidente.

PAUL LANGE, *légèrement anxieux.* — Et vous, êtes-vous devenue la sienne?

TORA PARSBERG, *malicieusement.* — Elle m'a confié ce que vous lui avez dit de vous-même. Ce n'était pas tout, assurément.

PAUL LANGE. — Quel est l'homme qui dit tout?

TORA PARSBERG. — Ce n'est pas vous, en tout cas. Il y a en vous une vanité qui vous porte à masquer vos défauts, ce qui n'a souvent d'autre effet que de les faire paraître davantage. (*Elle rit.*) Votre femme avait de l'esprit.

PAUL LANGE. — Beaucoup d'esprit.

TORA PARSBERG, *changeant de ton.* — Et beaucoup de sens aussi. Elle sut aplanir toutes les difficultés. Elle vous ouvrit la vie.

PAUL LANGE. — Paix soit à sa mémoire!

TORA PARSBERG. — Oui! (*Un silence.*) Pendant les douze années que dura votre union, c'est vous, Paul Lange, qui donniez toujours.

PAUL LANGE. — Elle méritait bien davantage, elle, si bonne...

TORA PARSBERG. — Aujourd'hui, nous disons tout, n'est-ce pas? Même ce qu'elle a répandu d'ombre à votre foyer.

PAUL LANGE *lève la main.*

TORA PARSBERG, *sans se laisser interrompre.* — Oui, même cela. Je veux vous montrer, mon ami, que je vous ai bien suivi. Elle était plus âgée que vous. Elle était malade, le plus souvent alitée. Durant tout ce temps, vous n'avez cessé de l'entourer de soins. Vous avez été reconnaissant, fidèle. Vous lui avez dissimulé son état, vous l'avez réconfortée, soutenue, élevée à ses propres yeux, à force de délicatesse. Si bien qu'elle était comme étendue sur un trône, qu'elle se sentait parfaitement heureuse. Jusqu'à l'exaltation! Et il vous arriva ce qui arrive à toutes les natures généreuses. Votre propre bonté vous entraînant, vous vous éprîtes de celle qui en était l'objet.

PAUL LANGE *s'essuie les yeux à la dérobée.*

TORA PARSBERG. — Tous alors auraient dû voir qui vous êtes! Je n'en connais pas un second comme vous. Durant ces douze années, Paul Lange, j'ai eu pour vous une admiration sans bornes.

PAUL LANGE. — Ah! vous entendre parler ainsi!...

TORA PARSBERG. — Cela vous rend heureux, n'est-ce pas? Mais l'effet aurait-il été le même, si je n'avais commencé par toucher à quelques points douloureux?

PAUL LANGE. — Vous avez raison. Vous êtes bonne.

TORA PARSBERG. — Tout cela a joué un rôle dans ma vie. Je ne parlerai pas de vos actes publics ni des idées auxquelles vous vous êtes voué. C'est votre bonté, votre reconnaissance, Paul Lange, ce sont vos ménagements, vos procédés si délicats qui m'ont révélé un idéal que nul autre n'eût pu réaliser! C'est pourquoi, en vous voyant venir, je n'ai pu, comme vous le faites, me tenir à distance. Une force invincible m'a poussée jusqu'ici. Puis, quand j'ai vu votre trouble, cela a été plus fort que moi. — Le bonheur rend audacieux! J'ai voulu, en outre, vous inspirer confiance, j'ai voulu vous montrer que je sais tout et qu'à cause de cela même... Me voici, Paul Lange!

PAUL LANGE. — Dieu du ciel!!...(*Il se laisse glisser à ses pieds.*)

TORA PARSBERG. — Mon ami! (*Elle veut le relever.*)

PAUL LANGE. — Je ne puis faire autrement. C'est là ce que je sens...

TORA PARSBERG. — Soyons joyeux ensemble!

PAUL LANGE. — C'est venu trop subitement. C'est trop de bonheur inattendu. Ne soyez pas surprise... Ah! tu ne sais pas... (*Il ne peut continuer.*)

TORA PARSBERG. — Mon noble et cher ami, nous ne sommes plus si jeunes que nous ayons besoin de grands mots.

PAUL LANGE. — Je ne dis que ce que je sens. Mais je ne puis m'exprimer! J'ai toujours dû me contraindre. L'élan était trop puissant. Et maintenant qu'il faudrait... (*Il est repris par l'émotion, mais se maîtrise.*) C'est cette longue privation... pardonnez-moi!

TORA PARSBERG. — Tu ne songeais qu'à donner! A pleines mains! souvent en prodigue.

PAUL LANGE. — Ce n'était rien. Cela ne compte pas. Mais je n'ai pas assez reçu en échange. Il me fallait infiniment plus! Je me suis fait à l'idée... que je n'étais pas un être normal. J'avais l'œil sur moi.

TORA PARSBERG. — Tu es bon!

PAUL LANGE. — Oh! ce tutoiement! *Il baise les mains de Jora.*) Je sens des effluves de vie, une pléplénitude d'être dont je n'avais aucune idée! (*Il se lève et la prend dans ses bras.*)

TORA PARSBERG *lui prend la tête dans ses deux mains et l'embrasse.* — Je t'aime!

PAUL LANGE. — Et c'est à moi!... C'est à moi!... Dis-le encore une fois!

TORA PARSBERG. — Je t'aime!

PAUL LANGE. — Oh! ce chant! Ce sentiment inconnu! Moi qui venais, en toute humilité, te demander de m'accompagner dans mes voies nouvelles. Tu l'as dit, car tu sais tout! Ne ris pas de moi! Ou plutôt ris tant que tu voudras! Ma crainte du ridicule s'en va! Elle est partie! Ta foi sereine bannit toute la méfiance que j'avais de moi-même!

TORA PARSBERG, *souriant.* — Quelle éloquence!

PAUL LANGE. — Et dire qu'il y a un instant je ne trouvais pas les mots les plus simples! Tu m'as délié la langue, de même que tu as ôté un poids de ma vie en nommant simplement tout ce qu'elle renfermait de mauvais.

TORA PARSBERG *rit.*

PAUL LANGE. — Je te comprends et je te dis merci! Je relève la tête, en homme libre. Me voici devant toi, purifié, te regardant en face. Jamais je ne croyais paraître ainsi devant personne. Désormais, je mets la main à la charrue et je trace mon sillon, en regardant droit devant moi, tout droit! (*On frappe doucement à la porte. Paul Lange et Tora Parsberg se séparent vivement. Paul Lange a du mal à se ressaisir. On frappe de nouveau. Tora Parsberg indique la porte.*)

PAUL LANGE *marche vers la porte, puis se retourne subitement.* — Laisse-moi te toucher encore une fois. Ces moments ne reviendront jamais! (*Ils s'embrassent. Puis il va ouvrir la porte avec précaution. On aperçoit Christian Oestlie. Paul Lange le laisse entrer. Il paraît sentir qu'il vient mal à propos.*)

PAUL LANGE, *avec quelque brusquerie.* — Qu'y a-t-il? On n'entre pas!

CHRISTIAN OESTLIE. — Pardonnez-moi. Je n'ai pas cru pouvoir... (*Il s'approche de Paul Lange, comme s'il voulait lui parler bas.*)

PAUL LANGE. — Vous pouvez parler haut!

CHRISTIAN OESTLIE, *d'une voix contenue.* — C'est le

chambellan qui me presse de dire à Votre Excellence qu'il est porteur d'une lettre autographe de Sa Majesté le roi.

TORA PARSBERG, *de même.* — Je m'éclipse! (*Elle se dispose à passer dans la chambre d'où elle est venue.*) Ah! c'est juste! (*Elle se retourne, pour prendre son manteau. Christian Oestlie veut l'aider.*)

PAUL LANGE. — Non, non! — Oestlie, veuillez introduire le chambellan là. (*Il indique la chambre de droite*), et priez-le d'attendre.

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Excellence. *Il sort.*)

TORA PARSBERG, *d'une voix contenue.* — Dois-je m'en aller?

PAUL LANGE, *de même.* — Non!

TORA PARSBERG. — Que peut te vouloir le roi? N'as-tu pas donné ta démission?

PAUL LANGE. — Oui, mais le roi m'offre l'ambassade de Londres.

TORA PARSBERG. — Vrai? Oh! accepte-la! Allons nous perdre dans les brouillards de Londres!

PAUL LANGE. — Tu dis?

TORA PARSBERG. — Oui! Être là, dans cette immensité, et y cacher notre bonheur! Je t'en prie! accepte!

PAUL LANGE. — Tu le veux?...

TORA PARSBERG. — Je ne pouvais rien rêver de plus beau! Et cela nous tombe en ce moment! Quel avertissement! (*Elle regarde Paul Lange.*) N'a-t-il une condition?

PAUL LANGE. — Tu devines tout! Pense à l'avenir qui t'attend avec un homme qui...

TORA PARSBERG. — On te demande de défendre les vieux à la séance de lundi?

PAUL LANGE. — Cela aussi, tu l'as deviné?

TORA PARSBERG. — C'est bien dans la situation. (*Elle va prendre son manteau.*)

PAUL LANGE. — Qu'en dis-tu?

TORA PARSBERG. — Je n'aime pas les exécutions publiques. Je ne crois pas qu'il y ait grand'chose à y gagner. En avant! voilà l'essentiel.

PAUL LANGE. — « En avant, voilà l'essentiel! » Combien de fois n'ai-je pas dit la même chose?

TORA PARSBERG. — Pourquoi ne le répéterais-tu pas lundi?

PAUL LANGE. — Oui. C'est bien dans ma nature. (*Il l'aide à mettre son manteau.*)

TORA PARSBERG. — Certainement. Il n'y a pas de doute là-dessus.

PAUL LANGE. — Je n'ai pas un instant de paix.

TORA PARSBERG. — Faut-il donc que d'autres te disent ce que te dicte ta nature? (*Elle rit. Achevant de mettre son manteau :*) Ça y est!

PAUL LANGE. — Comment pourrais-je!...

TORA PARSBERG. — Tais-toi : je t'aime! Je suis la plus heureuse femme de notre vieille Norvège! (*Ils se disent adieu. Il l'accompagne. Elle se retourne et regarde autour d'elle.*) Adieu, avant de sortir de cette chambre!

PAUL LANGE. — Merci! [illegible]

SCENE V

CHRISTIAN OESTLIE *entre et se dirige vivement vers la porte de droite. Au moment de l'ouvrir il s'arrête.*

PAUL LANGE, *rentrant par la porte du fond.* — Eh bien? vous n'avez pas encore ouvert?

CHRISTIAN OESTLIE, *baissant la voix.* — Je crois devoir attirer l'attention de Votre Excellence sur le parfum qu'on sent ici. C'est un parfum peu commun.

PAUL LANGE, *souriant, l'air heureux.* — Que voulez-vous dire, Oestlie?

CHRISTIAN OESTLIE. — Que Votre Excellence ferait peut-être mieux de recevoir le chambellan dans la chambre à côté?

PAUL LANGE *s'approche d'Oestlie et lui pose les mains sur les épaules.* — Vous êtes un ami précieux, Oestlie. C'est ce que je vais faire. (*Il s'avance vers la porte de droite.*)

CHRISTIAN OESTLIE. — Faut-il aérer la chambre?

PAUL LANGE, *vivement, en se retournant.* — Non, non! (*Il sort par la droite.*)

(*Fin du premier acte.*)

BJŒRNSTJERNE BJŒRNSON.

Traduit [illegible] par M. [illegible]

(*A suivre.*)

LA RÉCENTE RÉVOLUTION CHINOISE,

LE JAPON ET LES PUISSANCES

[illegible]

Je doute fort que l'opinion européenne — en France surtout — accorde aux graves incidents dont la cour de Pékin vient d'être le théâtre, il y a quelques jours à peine, l'importance qu'ils méritent cependant. Les puissances, en effet, absorbées presque toutes par le souci de graves difficultés intérieures, n'ont guère retenu, parmi les événements si caractéristiques qui ont marqué l'histoire de l'Extrême-Orient depuis huit mois, que les concessions successives qu'elles arrachaient les unes et les autres à l'impuissance de la Chine. On a presque totalement négligé de regarder plus avant, et de suivre l'œuvre extraordinaire de transformation que la fantaisie de son jeune souverain imposait au vieil empire chinois engourdi depuis des siècles. Il n'est cependant possible de bien saisir la portée de la révolution qui vient d'avoir lieu

que si on se rappelle la succession logique des événements qui l'ont précédée et amenée. Si la Chine est reployée aujourd'hui plus que jamais derrière l'épaisse carapace de ses préjugés séculaires et de son mépris pour les nouveautés que cherchent à lui imposer de force les champions de la civilisation, il faut savoir cependant qu'il s'est trouvé sur le trône de Pékin un Fils du Ciel assez idéologue pour rêver une régénération radicale de son pays, et assez audacieux pour aborder cette tâche avec vigueur et intelligence.

Cette tentative, comme il fallait s'y attendre, n'a point réussi ; elle heurtait trop de préjugés, et surtout elle menaçait trop d'intérêts, mais cela n'enlève rien à son importance. La révolution qu'elle a amenée dépasse infiniment le cadre des intrigues dont sont coutumières les cours orientales ; elle a été une vraie lutte pour l'existence entre deux principes diamétralement opposés. L'empereur Kouang Ksou a perdu la partie, et les rênes du gouvernement sont maintenant entre les mains du groupe anti-progressiste qui a à sa tête l'impératrice douairière. Mais, quoi qu'il advienne, il n'en reste pas moins que ces événements marqueront une date décisive dans l'histoire de la Chine.

La défaite lamentable de son armée et de sa flotte par les Japonais, en 1894, fut l'avertissement solennel qui ouvrit les yeux du jeune empereur à la réalité des choses. Il vit les dangers qu'il y avait pour son pays à rester obstinément réfractaire au progrès. Kouang Ksou se mit alors à apprendre le français et l'anglais, afin de pouvoir lui-même aller chercher dans les livres des barbares les secrets de leur infernale puissance. Mais ce n'est que depuis quelques mois, après que ses patientes études l'eurent pleinement édifié, que le Fils du Ciel se lança résolument dans cette croisade généreuse pour la régénération de son empire.

Il se mit à l'œuvre avec une ardeur juvénile, rendant édits sur édits, sans se lasser jamais, sans craindre d'effaroucher de moins éclairés que lui, sans souci non plus des haines qu'il allait susciter. Car il est aisé de concevoir l'état d'esprit des vieux mandarins conservateurs quand ils purent lire un décret impérial comme celui du 12 juin dernier :

« Quelques-uns des hommes d'État qui ont vieilli au service du pays et dont la fidélité et au-dessus du soupçon, anxieux du bonheur de l'Empire, nous ont conseillé de nous en tenir fidèlement à la lettre de nos anciennes institutions, et d'abandonner notre désir d'inaugurer un nouveau régime. En fait, toutes sortes de propositions nous sont adressées par nombre de gens, et la plupart sont vides d'idées et impraticables ; mais cependant il faut faire quelque chose. Y a-t-il au monde, en effet, une autre contrée dont le gouvernement soit aux prises avec autant de difficultés que nous, et cela simplement parce que nous sommes en retard sur notre époque ? Que deviendrons-nous si nous ne nous décidons pas à organiser et à armer nos troupes selon les méthodes modernes ? Nos professeurs n'ont maintenant ni solide instruction, ni éducation pratique ; nos artisans manquent d'instructeurs. Si nous nous comparons avec les autres puissances, nous voyons ainsi une différence éclatante entre ce qu'elles sont et ce que nous sommes. Quand nous considérons les richesses de notre empire et celles des autres nations, la différence est encore plus forte à notre détriment.

« Est-il possible de dire avec quelque raison que nos troupes sont aussi bien organisées que celles des autres pays, et qu'elles pourraient se mesurer avec elles ?

« Et cependant il est certain que si nous ne nous décidons pas résolument nous-même en ce sens, nos ordres ne seront jamais exécutés par des fonctionnaires qui se mêlent sans cesse de discuter et de commenter des choses qu'ils ne connaissent pas.

« Nous nous sommes rendu compte que les méthodes de gouvernement inaugurées par les dynasties Soung et Ming n'ont rien qu'il soit utile de conserver. Nous avons eu, en Chine, les doctrines et la morale du Taoïsme et du Bouddhisme. Concordent-elles avec les maximes émises par nos cinq anciens sages impériaux et par les trois rois ? Elles sont, comme l'été et l'hiver, tout à fait opposées les unes et les autres.

« Des changements doivent donc survenir selon les nécessités du temps. Il nous paraît indispensable de donner un décret là-dessus, clair et précis, de façon que tout le monde puisse se rendre compte de nos vues. C'est pourquoi nous faisons connaître à tous aux quatre coins de l'Empire, aux princes, aux ducs, aux plus hauts comme aux plus modestes fonctionnaires de la capitale et des provinces, aux ministres de la cour comme aux plus humbles de nos sujets, que notre ardent désir est que chacun emploie toutes ses forces et toute son énergie à rehausser le prestige de la nation. Gardons dans nos esprits la morale de nos sages, et faisons-en la base sur laquelle nous placerons les réformes utiles.

« Il nous faut choisir des sujets modernes d'étude qui nous maintiennent en contact avec notre temps ; en nous y appliquant nous placerons notre pays de front avec les autres contrées. Abandonnons les vaines, impraticables et décevantes idées qui arrêtent notre essor, et mettons-nous à l'œuvre avec énergie. Réveillons-nous de notre torpeur et secouons les chaînes qui nous lient. En un mot, mettons des choses pratiques à la place de celles qui jusqu'ici ne servaient à rien. C'est avec ces idées que nous devons marcher vers le progrès et la civilisation. »

Ce décret contenait, on le voit, une déclaration de principes; mais une foule d'autres suivirent aussitôt, visant chacun une matière spéciale. C'est l'instruction répandue dans le pays, une université avec professeurs étrangers créée à Pékin; puis l'armée, la marine, l'administration, refondues, transformées, européanisées. C'est le journalisme que l'empereur veut développer dans son empire, car il sent là un merveilleux instrument pour instruire le peuple et faire connaître les exactions des fonctionnaires. Il choisit donc un jeune fonctionnaire, Kang You wei, qu'on lui a signalé pour son zèle et pour son intelligence, et il le charge d'aller fonder et diriger un journal à Shanghaï. Il y a quelques jours à peine, le 17 septembre, l'empereur apprend que Kang You wei n'a pas encore rejoint son poste et qu'il est à Pékin. Immédiatement Kouang Ksou rend le décret suivant, qui montre bien quel intérêt il attache à cette entreprise :

« Nous sommes surpris d'apprendre que, bien que nous l'ayons nommé quelque temps avant directeur du *Progrès chinois* à Shanghaï, Kang You wei soit encore à Pékin. Dans notre ardent désir d'instruire nos sujets, et devant la difficulté de rencontrer des personnes capables pour nous aider dans cette voie, nous avons eu plaisir à trouver en Kang You wei l'homme qu'il nous faut. Aussitôt nous lui avons donné une audience au cours de laquelle nous lui avons ordonné de prendre la direction du journal en question, car nous pensons que les journaux sont très utiles pour l'éducation de la nation. Ayant placé notre confiance en Kang You wei pour cette importante mission, nous lui ordonnons de partir sans délai pour Shanghaï. »

Peu de jours après, la révolution éclatait, et Kang You wei, recherché un des premiers par la réaction victorieuse, eut juste le temps de se sauver à Shanghaï et de chercher asile sur un navire de guerre anglais.

Puis encore, c'est le régime constitutionnel lui-même qu'on parle d'introduire !

Récemment, en effet, un partisan des réformes adressa à l'empereur un long mémoire dans lequel il le conviait d'accorder à la nation une charte et un parlement à l'exemple de ce qu'avait fait l'empereur du Japon. L'empereur Kouang Ksou approuva l'idée en principe, et il envoya le mémoire au Grand Conseil et au Tsoung li Yamen pour y être examiné. Ces deux assemblées se déclarèrent nettement opposées au projet. L'empereur cependant était si bien persuadé de la justesse de ces vues, qu'il renvoya une fois encore le mémoire à l'examen de ses conseillers. Un membre du Grand Conseil imagina alors, pour vaincre l'opposition du souverain, de lui dire que le vice-roi Chang Chih Toung lui-même, fervent progressiste pourtant, jugeait dangereuse la création d'un parlement, parce qu'il ne pensait pas que la nation fût préparée encore à une pareille éventualité.

On mit donc sous les yeux de l'empereur un passage catégorique en ce sens du fameux livre du vice-roi, les *Exhortations à l'étude*, et le Fils du Ciel, cette fois, consentit à renoncer à son projet. Mais si son idée d'accorder un parlement au peuple n'aboutit point, le jeune empereur eut du moins le plaisir de consacrer une autre importante mesure politique. Par un des derniers décrets signés de lui, en effet, Kouang Ksou approuvait une proposition tendant à ce que le budget fût fixé annuellement selon la coutume de la plupart des nations occidentales. Le décret ordonnait au ministre des finances de faire tous les mois un état des comptes et de le publier, afin de permettre au peuple de se tenir au courant.

« Maintenant que nous poursuivons avec zèle, y était-il dit, notre programme de réformes utiles au pays, nous pensons qu'une des plus importantes matières à fixer, est d'établir un budget selon la coutume des nations occidentales. Nous espérons que cela aura les meilleurs résultats. De cette façon, en effet, des critiques pourront être faites, et des économies seront sans doute proposées pour le plus grand bien du pays. »

Telle est, dans ses grandes lignes, la campagne de réformes délibérément entreprise par l'empereur Kouang Ksou. Les quelques citations que j'ai cru intéressant de faire montrent assez quelle largeur de vues présidait aux desseins de ce jeune prince, et combien il eût été curieux de les voir mettre en pratique quelque temps. Mais par contre, si on veut bien songer à ce qu'a été la Chine jusqu'ici, on pourra se rendre compte de la stupéfaction dans laquelle étaient plongés les Célestes à l'annonce de telles mesures.

Les vieux mandarins crurent d'abord à une simple fantaisie passagère de l'empereur, et ils pensèrent que devant leur attitude indifférente le souverain ne tarderait pas à revenir au traditionnel esprit chinois. Mais ils s'aperçurent bientôt que cette tactique, loin de produire le résultat qu'ils en attendaient, ne faisait qu'exciter Kouang Ksou à appliquer plus vigoureusement ses idées. La suppression de nombre de sinécures (Yamen et autres postes de l'administration), le fait d'édicter décrets sur décrets contenant des projets, et rédigés dans des termes qui devaient fatalement heurter les préjugés ataviques de la plupart de ses sujets, enfin la disgrâce irrévocable de certains gros fonctionnaires, simplement parce qu'ils s'opposaient aux mesures radicales d'un jeune prince qui n'avait guère compté jusque-là dans les conseils de l'État, dissipèrent les équivoques, et tout le monde sut désormais à quoi s'en tenir. Les

vieux mandarins sentirent qu'il y allait pour eux d'une question de vie ou de mort et ils entamèrent la lutte où devait sombrer le malheureux empereur, insuffisamment soutenu et entouré d'ennemis que l'approche d'un danger sans précédent rendait audacieux.

Les ministres mandchous et les hauts fonctionnaires en appelèrent secrètement à l'impératrice douairière, et lui demandèrent de reprendre les fonctions qu'elle a déjà exercées plusieurs fois et en dernier lieu, il y quelques années, avant la majorité de Kouang Ksou. L'empereur fut enlevé dans son palais, obligé de signer sa propre déchéance, et l'impératrice se vit chargée de la régence.

La vieille souveraine a maintenant soixante-quatre ans, mais elle est pleine de vigueur, et ce n'est certainement pas sans un vif plaisir qu'elle a repris le pouvoir suprême. En théorie, elle est associée à l'empereur pour la direction des affaires, mais ce n'est là qu'une question d'étiquette. Quand elle devint régente pour la première fois en 1861, son autorité dérivait nominalement d'un décret rendu par l'empereur Toung Chih, qui avait alors quatre ans. De même aujourd'hui, son autorité vient d'un décret rendu par le souverain déchu. Mais il n'est pas douteux qu'en fait, elle reste la maîtresse absolue. Si, comme on le prétend, Kouang Ksou, n'a pas été assassiné et vit encore, — ce dont, d'ailleurs, je doute fort, — il n'en est pas moins certain cependant qu'il est mort politiquement, et qu'avec lui a disparu son rêve de transformation et de régénération de la Chine.

* * *

Il était très intéressant de savoir comment l'opinion japonaise allait apprendre cette nouvelle. Je me hâte de dire que la presse est à peu près unanime, à l'heure où j'écris ces lignes, — c'est donc la première impression, — à considérer ces événements d'une façon assez optimiste. Dans les cercles officiels de Tokyo on espère, paraît-il, que la révolution de Pékin ne sera pas un arrêt définitif dans la marche de la Chine vers le progrès; on pense que les réformes, quoique moins hardiment poussées, continueront cependant. Les journaux japonais affectent, en effet, de croire que la crise est simplement due à une violente contestation entre les partisans des réformes partielles et les progressistes radicaux. Mais c'est assurément là une erreur absolue. Il y a en Chine, il est vrai, deux partis du progrès, les modérés et les radicaux : les premiers dirigés par le célèbre vice-roi Chang Chih Toung, les autres ayant pour leader le désormais fameux Kang You wei, et les idées des uns et des autres sont assez différentes. Les modérés acceptent le principe des réformes à introduire, mais ils refusent d'aller jusqu'aux exagérations en demandant, par exemple, avec les radicaux, que l'empereur et tous les Chinois avec lui suppriment leur *queue* et s'habillent à l'européenne, ou que le christianisme devienne la religion d'État, ou encore que l'empereur se rende au Japon pour constater la différence qui existe entre les deux empires, « l'éducation par les yeux résultant d'un tel voyage, valant cent mille fois plus que les enseignements des livres. » Mais si, comme on le voit, des divergences certaines existent entre ces deux groupes, ce ne sont point cependant leurs luttes qui ont amené les graves résultats actuels. La vraie raison, je le répète, est ailleurs. L'appel fait par les ministres mandchous à l'impératrice douairière était inspiré par leur résistance à tout changement quelconque pouvant nuire à leurs propres intérêts, et en cela ils représentaient bien le sentiment général des fonctionnaires chinois. La machine administrative en Chine est un immense assemblage d'intérêts individuels, qui tous sont menacés si on propose une réforme quelconque selon les idées occidentales. Chaque section administrative de l'empire n'a de raison d'être aux yeux des fonctionnaires que comme une source de revenus à exploiter. Du plus grand vice-roi au plus humble secrétaire, tous sont donc intéressés au maintien du système, non dans l'intérêt du pays mais dans le leur propre. C'est pourquoi, tant qu'on se borna à octroyer des concessions de chemins de fer aux puissances, à laisser dépecer peu à peu l'empire, les mandarins négligèrent de protester, mais ils se réveillèrent quand on voulut toucher à l'administration.

L'empereur n'était pas préparé à combattre d'aussi formidables adversaires. Il n'aurait pu entamer utilement la lutte qu'après une longue préparation, en s'appuyant sur les classes moyennes qui seules l'auraient soutenu; mais il ne lui était évidemment pas facile d'entrer en relations avec elles. Quant aux autres, elles ne pouvaient que lui être hostiles par tempérament ou par intérêt. Les basses classes, en effet, vivent avec leurs préjugés ignorants, car on prend grand soin de les tenir éloignées des discussions politiques. Les classes élevées, elles, sont fermement attachées aux vieilles idées et aux errements séculaires qui leur permettent de vivre impunément de rapines et d'exactions.

Ainsi donc, il n'y a pas à en douter, la réaction a été complète, absolue, et ceux qui se leurraient de beaux espoirs sur ce réveil de la Chine à la civilisation et au progrès durent y renoncer, sinon à jamais, du moins pour fort longtemps. Les Japonais sont incontestablement de ceux-là.

Il est devenu banal de constater qu'après les très réels progrès qu'ils ont accomplis depuis trente ans, et surtout depuis leur guerre heureuse avec la Chine, les Japonais sont pleins d'un incommensurable or-

gueil. Fiers d'être bientôt libres chez eux, — car dans quelques mois ils seront débarrassés de l'humiliante tare de la juridiction consulaire étrangère, — ils voudraient voir leurs voisins concentrer tous leurs efforts à chasser aussi de leur territoire les « Barbares d'Occident ». Ils rêvent l'Extrême-Asie définitivement libre de la tutelle étrangère, et formant dans le concert des nations un groupe puissant avec lequel il faudrait compter, et dont ils seraient les chefs. Et dans ce but ils font tout pour secouer la torpeur de leurs voisins. Ce fut d'abord la Corée à laquelle ils s'attachèrent; mais ce malheureux empire est trop profondément gangrené, trop de parasites le rongent, trop de discordes intérieures le secouent sans cesse, pour qu'il puisse songer à sortir de la situation lamentable dans laquelle il croupit. Le « Pays du Matin calme » — quelle jolie ironie du sort! — a toujours résisté aux sollicitations intéressées des apôtres japonais de la civilisation. Et il semble bien qu'on commence à se lasser au Japon, et qu'on abandonne l'espoir de tirer jamais quelque chose des Coréens. Il y a quelques jours, un grand journal de Tokyo, le *Asahi*, dans son pittoresque langage oriental, comparait la Corée à « un vêtement pourri et tombant en guenilles, qu'on ne peut raccommoder sans y faire de nouvelles déchirures ».

Aussi depuis longtemps le Japon avait-il tourné ses espérances du côté de la Chine. Lorsque, en 1896, le comte Okouma, actuellement président du Conseil des ministres, prit le portefeuille des affaires étrangères dans le cabinet Matsoukaha, il exposa ses vues en ce sens, disant que l'unique chance pour la Chine de sauvegarder son indépendance était d'adopter une politique progressiste. Le comte Okouma ajoutait que le seul peuple capable d'assister la Chine dans cette voie était le Japon, et cela, non pas seulement à cause des affinités historiques des deux pays, de leur voisinage, de leur même origine, et des communs intérêts orientaux, mais parce que le Japon avait fait, peu d'années auparavant, le même effort précisément qui incombait en ce moment à la Chine.

Aussi l'attitude du Japon à l'égard de la Chine est-elle singulièrement significative. Non seulement le gouvernement du Mikado reçoit à l'Université de Tokyo des étudiants chinois, mais c'est à ses frais que les jeunes Célestes viennent se perfectionner. C'est sur le budget japonais qu'ils sont hébergés, nourris, etc. Je ne peux mieux faire pour vous montrer bien clairement les sentiments actuels de sympathie du Japon envers la Chine, — sentiments visant une fin intéressée, je le répète, — que de vous rappeler l'incident de Shashi, vieux de cinq à six mois à peine. A cette époque le consulat japonais de Shashi, petite ville de l'intérieur de la Chine, fut pillé et détruit par une bande de fanatiques chinois. Cet acte très grave ne motiva cependant, de la part des Japonais, que des réclamations fort modérées. Voici précisément les déclarations bien caractéristiques que fit, à un rédacteur du *Hochi Shimboun*, le comte Okouma, qui parlait alors comme chef des progressistes. Ces déclarations donnèrent absolument le ton à la presse japonaise :

« Cet incident prouve une fois de plus qu'on doit surtout plaindre la Chine. Il n'est certes pas impossible que quelques Japonais profitent de l'occasion pour demander que le gouvernement exige de la Chine des compensations analogues à celles de l'Allemagne. Mais certainement le cœur de la nation ne sera pas avec eux. Le Japon, en effet, ne doit pas oublier qu'il est le pionnier de la civilisation en Extrême-Orient, et que son devoir lui commande de donner l'exemple de la modération et de la justice. Il doit aussi se rendre compte des difficultés avec lesquelles le gouvernement chinois est aux prises. Le mouvement anti-étranger qui anime les populations du Houpeh est tout à fait semblable à celui qui prévalait auprès d'une grande partie de la population japonaise il y a trente ans, et, de même qu'alors le gouvernement de Tokyo était incapable de prévenir les incendies de légations, l'assassinat des étrangers et les violences de toutes sortes, de même aujourd'hui, les autorités chinoises sont impuissantes à assurer la sécurité des étrangers qui habitent les provinces lointaines. Toutes ces considérations doivent nous engager à montrer, pour nos voisins, la modération et la tolérance dont manquent trop souvent les puissances européennes. »

Enfin, à l'heure précisément où ces graves événemens se passent en Chine, le marquis Ito est à Pékin. La presse japonaise a fait grand bruit autour de ce déplacement de l'ancien président du Conseil, et on affirmait que le marquis Ito avait été sollicité par l'empereur Kouang Ksou de venir l'entretenir des projets de réformes. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, le télégraphe nous apprend que quelques heures après sa sortie du palais, où il était resté fort longtemps en conférence avec le Fils du Ciel, le marquis Ito a eu le désagrément, tandis qu'il dînait chez le prince Ching, de voir un de ses compagnons de table saisi par les policiers de la réaction victorieuse.

Je ne reviens pas sur les raisons qui font que le Japon adopte cette attitude envers la Chine, je constate simplement les faits ; aussi est-il certain que, lorsque dans quelques jours on sera bien certain que la révolution est complète et que l'ère des réformes est close, le désappointement sera grand au Japon.

Pour d'autres raisons, d'ordre particulier, je crois que l'Angleterre ne sera guère satisfaite non plus. Il

semble bien, en effet, que le vieux Li Hung Tchang a joué un rôle important dans toute cette affaire, et cela est particulièrement intéressant par les suites que peut avoir cet incident. Li Hung Tchang, en effet, avait été révoqué, quelques jours auparavant, de son poste de président du Tsoung li Yamen, et cela sur les instances absolues du ministre d'Angleterre à Pékin qui le disait vendu aux Russes. Sir Claude Macdonald avait fait nettement entendre à l'empereur qu'il refusait désormais de traiter toute affaire avec le Tsoung li Yamen tant que Li Hung Tchang resterait à sa tête.

Li Hung Tchang, d'autre part, a toujours été le confident intime de la vieille impératrice ; dès lors on conçoit que son retour certain au pouvoir ne satisfera guère messieurs les Anglais.

Et maintenant, qu'adviendra-t-il de tout cela dans les relations de la Chine avec les puissances étrangères ? La déroute du parti progressiste n'est point faite pour simplifier la situation déjà bien embrouillée. Il est plus que probable que la nouvelle de la révolution accomplie à Pékin et la connaissance des causes de la déchéance de l'empereur produiront un déplorable effet sur les populations chinoises de l'intérieur, fanatiques et trop portées déjà par nature à se livrer à tous les excès contre les étrangers. De nouveaux meurtres de missionnaires seront sans doute le signal de nouvelles concessions que se feront octroyer les puissances, avec toutes les compétitions jalouses, toutes les rivalités grosses de périls qu'entraînent après elles ces sortes de négociations.

N'en doutons pas, « l'homme malade de l'Extrême-Orient » donnera longtemps encore du fil à retordre à la diplomatie, et quand on voit malheureusement de quel manque de décision et d'énergie, de quelle impardonnable impuissance a fait preuve jusqu'ici le concert européen, il n'est pas exagéré de s'attendre aux plus déplorables aventures. Enfin il est certain que le système d'intimidations et de menaces brutales, — vrai *chantage diplomatique*, — dont usent vis-à-vis du gouvernement chinois les diplomaties européennes pour se contrecarrer les unes les autres, ne peut qu'aboutir fatalement à un conflit.

Et cependant il semble que les sphères d'influence de chacun pourraient se délimiter assez facilement pour éviter ces perpétuelles rivalités. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, il est certain que le rôle de la France de ce côté est actuellement défini avec netteté. Il n'est pas le lieu de discuter ici si notre diplomatie n'eût pas pu obtenir davantage de la Chine, et si, tandis que la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne se faisaient octroyer dans le voisinage du Petchili, et par conséquent de Pékin, des rades excellentes, nous devions nous contenter d'un mauvais port où les vaisseaux entrent, mais d'où ils ne sortent pas toujours. Gardons ce que nous avons, mais du moins employons-le utilement. Les trois puissances que je viens de citer ont mis tout en œuvre pour profiter largement des concessions à elles faites. Kion-Tchéou, Weï-haï-weï et Port-Arthur viennent d'être amplement pourvus, par leurs nouveaux maîtres, d'hommes et de canons. Nulle part l'argent n'a été marchandé. Pourrions-nous en dire autant chez nous ? Tandis que les Anglais ont plus d'une brigade à Weï-haï-weï, que les Russes et les Allemands ont des forces imposantes dans leurs concessions, notre gouvernement a envoyé généreusement, pour l'organisation et la mise en état de défense de Kouang-Tchéou, 60 hommes et 25 000 francs !

Il est lamentable que les pouvoirs publics, hypnotisés par les difficultés intérieures, ne prêtent pas plus d'attention à ces questions-là. Il semble qu'ils fassent tout, au contraire, pour laisser diminuer notre prestige auprès de ces races jaunes si sensibles aux démonstrations extérieures. Nous avons en Extrême-Orient une escadre manifestement insuffisante, sinon par le nombre des bâtiments, du moins par la qualité des unités qui la composent, et il faut plaindre vraiment l'amiral qui promène son pavillon sur un navire comme le *Bayard*.

Ce pauvre cuirassé n'était déjà pas très brillant, il y a douze ou treize ans, quand il portait le glorieux pavillon de Courbet, mais il est maintenant tout à fait déclassé. Sans vitesse, avec de vieilles machines et un armement démodé, ce vétéran des mers de Chine, où il est légendaire et sert de facile prétexte aux railleries des étrangers, ne devrait plus depuis longtemps porter le pavillon d'un chef d'escadre français.

Ce sont là, je le répète, — en dehors de l'éventualité d'un conflit, — des éléments décisifs, quand il s'agit d'un rang à tenir en face de populations comme celles de ces parages. Les événements de 1870 et notre commerce toujours moins actif, ont déjà trop atteint notre influence en Extrême-Orient pour que nous ne fassions pas tout pour la relever, et tâcher de lutter contre nos trois formidables rivaux, l'Angleterre, l'Allemagne et la Russie, auxquels il faudra ajouter bientôt les États-Unis et le Japon.

Ces constatations sont peu flatteuses pour l'amour-propre national ; mais je crois cependant qu'il appartient de les faire, aux Français qui, vivant loin de France et se rendant mieux compte de la réalité des choses, rêvent pour leur pays un sort autre que celui d'être la première des nations de second ordre.

FAR-EAST.

LA FRANCE AVANT LE CONSULAT

1795-1800

II. — LA PROVINCE.

Les villes présentaient un autre spectacle, les passions n'y poursuivant pas le même but que dans les campagnes.

Le paysan ne pensa toujours qu'à posséder de la terre, et, la couvant des yeux, il ne s'en sépara pas au milieu des dangers les plus grands. A la ville, on négligeait ces compétitions ardentes pour la propriété; on ne s'attachait qu'aux théories politiques et sociales. Il fallut donc, en ce temps-là, devenir sectateur des idées nouvelles, ou émigrer; céder aux Jacobins des villes, ou disparaître.

Alors ceux qui restèrent se firent hypocrites, supprimèrent leur moi et suivirent l'engouement général. Ils affectèrent d'être heureux sous la Terreur, alors que l'échafaud demeurait en permanence sur la place publique. Pour ne point se distinguer des autres habitants, mais se faire oublier, la plupart des nobles, habitant les villes, envoyaient leurs enfants en apprentissage chez des ouvriers et ils ne manquaient pas d'assister à toutes les fêtes patriotiques, se rappelant leur rancune jalouse contre la noblesse de cour qui les avait éclaboussés de son faste et de ses insolences sous l'ancien régime. Ils tâchaient de se confondre avec le peuple (2).

De même des prêtres; ils avaient émigré ou s'étaient mariés, et, nouveaux citoyens, ces déclassés, affectant le plus pur civisme, suivaient dévotement les séances du club, en compagnie de leur femme, dans l'église même où ils avaient jadis célébré le sacrifice de la messe. Ceux-là voulaient dépouiller le vieil homme et leur caractère sacerdotal.

Elles étaient, d'ailleurs, les grandes et les petites villes, peuplées de bourgeois, de marchands, d'ouvriers qui n'avaient aucune raison de bouder à la République. Le bourgeois était satisfait de l'écrasement de la noblesse, et si le marchand souffrait de la modicité de ses ventes, bourgeois, lui aussi, il attendait la paix, pour reconquérir son ancienne prospérité. Quant à l'ouvrier, le prix de sa journée avait doublé. Il ne souhaitait que la reprise du travail (3).

En ce temps-là, les clubs dominaient l'opinion et régentaient les mœurs. En eux se résumait toute la force révolutionnaire de la nation, et ils inspiraient la terreur, parce que les députés à la Convention leur transmettaient les ordres des grands clubs de Paris. Ainsi que le disait Bailleul, « chaque individu n'était alors qu'une machine allant, venant, pensant, ou ne pensant pas, selon que la tyrannie le poussait et l'animait ». On s'attendait à tout, et il n'y avait pas une opinion qui parût trop extraordinaire, puisque les pires et les extrêmes étaient journellement discutées dans les assemblées populaires.

La joie et la douleur n'étaient plus que des sentiments factices. Dans la note de Fournier-Verneuil sur Périgueux, il faut faire la part de la peur. Comment être tiède devant la guillotine et devant le bourreau? La nation vivait dévoyée. Les prisons étaient pleines de suspects : nobles, prêtres, religieuses, paysans aussi qui avaient caché leurs denrées pour éviter la réquisition. Et partout régnaient le désordre et l'incurie. En chaque ville, les rues étaient encombrées d'ordures : les municipalités, sans ressources, ne pouvant payer le balayage. Les objets de première nécessité manquaient. Le soir, planait une obscurité effrayante. Point d'éclairage. A quelques pas des villes, l'insécurité. On ne voyageait plus la nuit, à moins que d'être plusieurs. Enfin, les correspondances d'une ville à une autre voisine étaient le plus souvent suspendues, les entrepreneurs de messageries effrayés par l'audace des routiers. De Nantes à Paris, les diligences restèrent longtemps supprimées.

Oh! quelle détresse dans les petites maisons, aux volets repliés, où se claquemurent de pauvres officiers retraités dont les rentes ne sont plus payées, soutenant leur existence avec quelques pommes de terre et des œufs, sans pain. Oh! quel désespoir, dans les faubourgs, chez les veuves qui ont perdu leur mari, à la suite d'une escarmouche avec les révoltés, incertaines du lendemain avec leurs enfants! On ne fait rien pour elles. Qui leur assurera la nourriture? La disette durait encore et surtout dans les villes où les paysans n'apportaient leurs fruits qu'en tremblant. Elle dura jusqu'au Consulat, et la mortalité croissait toujours.

L'angoisse étreignait tous les cœurs.

Que de fois on se réveillait la nuit, au milieu des coups de fusil, des cris des combattants, des fuyards, des mourants! Une troupe de brigands assiégeait la maison du receveur de l'enregistrement ou celle du percepteur pour enlever la caisse. L'alarme était donnée. L'homme s'armait et descendait dans la rue, fuyant l'étreinte de sa femme dont les pleurs tâchaient de le retenir. Reviendrait-il?

Que de fois, ensuite, en se levant, au matin, on

1. [illegible]

2. [illegible]

[illegible] line de Fontanges, déclarée suspecte, se défend d'être noble.

(3) Taine, *Un séjour en France*, p. 267 :

« [illegible] 3 livres; et l'on donne à une couturière 30 sols, au lieu de 40 sols. »

trouvait les murailles couvertes de placards incendiaires, ou bien de menaces au nom du roi, souvent au nom des Jacobins!...

En ces conjonctures, lorsque arrivait, en province, un délégué de la Convention, ainsi que Rousselin à Troyes, tout le monde affichait le plus grand zèle. On tirait le canon, comme au passage d'un prince. A Nevers, les autorités civiles et militaires se réunissaient pour congratuler Fouché sur la naissance de sa fille (1). A Bordeaux, les fils de la noblesse outraient leurs louanges hyperboliques devant un autre conventionnel, Ysabeau, et devant Tallien, son collègue, qui traversait les rues en voiture, avec Térésa Cabarrus dont il avait fait sa maîtresse, avant d'en faire sa femme. Toutes ces bassesses ne paraissaient nullement des platitudes, parce qu'elles étaient générales et ne s'écartaient point du sentiment public. On ne réfléchissait pas qu'il eût pu en être autrement. On se pliait à tout, comme à une fatalité inéluctable. Ce fut l'époque de la plus grande misère, de l'obéissance la plus absolue. On ne discutait plus. On ne pensait plus. On attendait en silence la fin de cette tyrannie abominable.

Ce fut un réveil inoubliable, une allégresse bruyante dont la trace est marquée dans tous les Mémoires du temps, lorsqu'on apprit que le pouvoir de Robespierre n'existait plus, que la Terreur avait pris fin, et que toutes les prisons allaient se vider. Il y avait encore quatre cent mille détenus sous les verrous, destinés, pour la plupart, à périr sur l'échafaud. Ils furent rendus à la liberté. Chacun rentra en sa demeure dont il avait été arraché sur une dénonciation méchante, souvent du débiteur contre son créancier, du domestique contre son ancien maître; et les villes se repeuplèrent. Les prêtres, les religieuses, affranchis, cherchèrent un asile chez leurs amis; les nobles errèrent autour de leur château, attendant l'heure d'en reprendre possession. Ils vivaient d'illusions, ne considéraient la Révolution qu'en accident éphémère, comme un orage pareil à ceux du ciel où le calme renaît avec le soleil.

La mort semblait éloignée pour toujours. Et chez tout le monde aussitôt naquit un désir effréné de jouissances, de plaisirs, de joie, qui se prolongea plus d'une année. On s'amusait aux épigrammes sur la guillotine, aux calembours sur la mauvaise chère de la gamelle des prisons. Les femmes devenues veuves, les orphelines, cherchèrent un mari, sans s'inquiéter de sa naissance. Était-il beau garçon, quoique d'une naissance obscure, il était agréé. Des menuisiers, des cordonniers épousèrent des femmes nobles. Des religieuses mêmes, incapables de gagner leur vie, décontenancées, mourant de faim (1), inexpertes hors de leur couvent, se marièrent aussi et le plus souvent avec un prêtre, lorsqu'elles en trouvèrent l'occasion. Il y eut des bals où la foule fut énorme, en toilette très modeste, car personne n'était riche. De toutes parts s'échappait une sorte de délire, comme si, après des années de ténèbres, la lumière tout à coup eût fait irruption.

Trêve éblouissante, mais passagère.

Les luttes et les rivalités de partis, les perfidies, les convoitises, les ambitions, se renouvelèrent bientôt avec la même fureur qu'autrefois. Les Jacobins, dont on avait supprimé les clubs, cherchèrent à ressaisir leur influence, excités par la rentrée des émigrés que la faiblesse du Directoire encourageait aux complots (2). Et puis, la plupart des prisonniers, livrés d'abord à la joie d'être libres, les femmes nobles, mariées à des roturiers, les prêtres libérés de leur couvent, tous ceux qui, dans la promiscuité des prisons, avaient subi la souillure des vices à la mode, de la luxure et de la prodigalité, ne se trouvèrent plus satisfaits de leur nouvelle condition. De toute l'âpreté de ses désirs, chacun voulut recouvrer le passé disparu, la vie aisée d'autrefois. Les femmes nobles, devenues roturières par leur alliance, divorcèrent, reprirent leur ancien nom, et n'obtenant plus le respect désiré, se lancèrent dans la vie galante. Des moines se firent industriels, commerçants, journalistes sous un nom emprunté, et, débarrassés de la règle de leur ordre, s'abandonnèrent à toutes les tentations de la vie libre, dont ils n'avaient point l'habitude.

De là surgit, après la Terreur, un désordre dans l'harmonie sociale. Ce grouillement de personnes équivoques imposait, autour d'elles, un exemple pernicieux. Les mœurs en souffrirent, ainsi que l'apaisement des esprits. Ajoutez, presque partout un fourmillement de brochures, de gravures anglaises, de proclamations de Suvarow et de Louis XVIII, distribuées secrètement par les émigrés, n'était-ce point suffisant pour jeter dans les âmes un profond découragement? On fusillait, de temps à autre, un émigré maladroit; on en arrêtait d'autres, soixante-treize à la fois, à Bordeaux dit le *Thé;* on guillotinait, en grand appareil, des chefs de Chouans! Émi-

(1) Fouché avait été envoyé en mission à Nevers pour y lever l'armée de la Loire. Sa présence y donna le signal des mesures les plus révoltantes, les plus tyranniques. Ses arrêts, ses taxes devenaient la ruine de tous ceux qui pouvaient encore être ruinés. (Hyde de Neuville, *Mémoires*, t. I, p. 62.)

(1) On en vit beaucoup, dit Taine, errant le long des rues, cherchant leur nourriture, dans les immondices.

(2) Dulaure, t. III, p. 464 :

« Les grandes routes de Suisse étaient couvertes d'essaims d'émigrés qui avaient porté les armes contre leur patrie, et qui y rapportaient le même esprit, la même haine qui les avaient fait sortir. Ils répandaient le bruit que le fils de Louis XVI serait proclamé roi et que toute la France arborerait la cocarde blanche. »

grés et Chouans pullulaient quand même, troublant, sans cesse, la paix si désirée.

Les femmes poussaient à la violence, ardentes républicaines, ou ardentes royalistes, ne laissant point s'apaiser les haines. Et la misère, faute de sécurité et faute de commerce, régnait toujours. On écrivait de Toulon que les armées mouraient de faim; qu'à Angers les conscrits, sans souliers, refusaient de partir; qu'à Besançon, les caisses publiques étant vides, c'était le général Préval qui avait avancé l'argent de la solde. Les émigrés, pour déprécier le papier-monnaie, avaient organisé en Angleterre et en Suisse une fabrication de faux assignats, en se chargeant de les répandre, si bien que la dette publique, de quatre milliards en 1789, s'élevait, à la veille de Brumaire, à cinquante milliards, et que le tiers consolidé de la rente (1), malgré la garantie de l'État, perdait le lendemain 83 p. 100. Et l'on marchandait avec les joailliers de Berlin sur le prix des diamants de la Couronne, offerts pour sept millions.

L'*Ami des Lois* de brumaire an VIII écrivait alors : « La commission des finances des Cinq-Cents devrait se rendre justice et se dissoudre. Elle n'a ni le talent ni les moyens de sauver nos finances du naufrage dont elles sont menacées. Depuis qu'elle se mêle de cette partie, elle y a amené une détresse dont il n'y a pas d'exemple dans nos fastes. Les fonctionnaires publics ne sont pas payés. Nos soldats, nos officiers sont sans solde depuis longtemps. Tous les services cessent aux armées faute de fonds; — qui le croirait, et c'est un représentant du peuple qui l'a vérifié ! — il y a dans les recettes un déficit d'un million par jour. Les agents des subsistances, arrivant de l'armée du Danube, disent que, depuis trois mois, on ne leur a pas envoyé un sol, et Masséna a été obligé de faire vivre son armée par des tours de force. »

Moreau (de l'Yonne) ajoutait, à cette date, « que la classe ouvrière était sans occupation, que le royalisme spéculait sur son désespoir; que les banques et les négociants suspendaient leurs payements ; que le défaut de transactions réduisait à rien les droits de timbre et d'enregistrement ».

1. Lacretelle, *Des bas d'époques*, p. 210.

« Toutes les nouvelles émissions d'assignats écrasaient les premières. Les denrées arrivèrent à des prix dont l'extravagance ne cessait de surenchérir. De là, une disette qui fut la compagne de la Révolution. » (Et plus loin, p. 279 : « Fatal papier auquel succédèrent des mandats territoriaux, plus promptement destructeurs encore. Ce fut une cascade de banqueroutes particulières, autorisées par la loi. Un débiteur pouvait s'acquitter et s'acquittait trop souvent avec un papier qui représentait à peine la centième partie du capital. Il en serait résulté une complète abolition des dettes, si l'honneur antique, le scrupule religieux et la probité commerciale des maisons les plus puissantes et les mieux famées, n'avaient refusé de faire emploi de cette ressource inique, même après en avoir été victimes. A ce moment-là, le louis d'or valait 28000 francs en assignats. »

Enfin les villes maritimes se plaignaient de l'embargo mis sur les navires étrangers stationnant dans nos ports. Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre perpétuaient leurs doléances sur l'état misérable dans lequel se trouvait leur commerce. C'est en vain que le *Moniteur* annonçait pompeusement la prise de vaisseaux anglais, faite par nos corsaires, et la vente des marchandises saisies. Cette compensation était rien moins que suffisante, et on lisait aux bulletins commerciaux ce refrain immuable : « Rareté des marchandises; baisse. »

Les étrangers pourtant se montraient à la grande foire de Vendémiaire à Beaucaire. On y constatait la présence de 56 navires espagnols, sous la protection de trois chaloupes canonnières (1). Mais il n'y avait toujours que la même plainte : « La fortune de la France est anéantie. » Les fabriques, les unes après les autres, étaient fermées. Près de Montargis, les grandes manufactures de Buges avaient arrêté la fabrication du papier des assignats, les directeurs, faute d'argent, ne pouvant plus payer les ouvriers.

On attribuait cette immense détresse à l'emprunt forcé de cent millions que le Directoire venait de décréter pour remplir ses caisses continuellement vides. En même temps, un cri unanime de réprobation s'élevait de toutes les villes contre les agioteurs, les fournisseurs, les spéculateurs que l'on voyait gorgés de richesses. Les municipalités, les sociétés populaires, avant de lever leur séance, envoyaient au gouvernement l'expression de leur étonnement sur l'impunité de tous ceux qui étaient accusés d'avoir dilapidé la fortune publique. Schérer, l'ancien commandant des troupes d'Italie, était, plus qu'aucun autre, l'objet de l'animadversion générale ; et l'écho de cette désignation suspecte retentissait jusqu'au Conseil des Cinq-Cents. On arguait, contre lui, qu'il avait vendu des tentes en coutil neuf à raison de 3 francs; des vestes et des culottes à raison de 2 francs; des sacs de peau pour un décime. A ceux qui l'invectivaient, sa réponse était précise : « Je n'ai rien à craindre, disait-il; j'ai des pièces; il faudra que quarante hommes me défendent, ou qu'ils tombent avec moi. » Briot, par une virulente apostrophe, à la tribune, montrait la plaie béante du gaspillage qui ruinait alors les finances : « Que sont devenus, s'écriait-il, les 280 millions imposés dans la Cisalpine; les 32 millions, levés en payement de pareille somme à Naples, à Rome, et en Toscane; que sont devenus l'or, l'argent, les effets précieux levés dans les palais et les églises d'Italie et dans les maisons des riches étrangers ? »

Et tout le monde se taisait.

(1) *Gazette de France*, vendémiaire an VIII.

Les hommes au pouvoir étaient les plus compromis dans ces dilapidations. Presque tous étaient corrompus (1).

Cependant, pour l'exemple, — comme la chose s'est vue et se verra encore, — on poursuivait bruyamment, férocement, les fonctionnaires subalternes et les petites gens, afin d'apaiser l'opinion surexcitée. On condamnait aux fers des percepteurs convaincus d'avoir versé leurs recettes en d'autres valeurs que celles remises en leurs mains : en assignats, au lieu d'espèces sonnantes. On poursuivait aux conseils de guerre les ordonnateurs des armées, les gardes-magasins coupables de concussions et de vols ; on guillotinait des cordonniers et des tailleurs, pour infidélités dans leurs fournitures ; des colporteurs pour propagation de faux assignats (2).

Ces exactions, ces friponneries des chefs impunis, à cause de leurs complices tout-puissants, indignaient, en province, ceux qui, en leur journée monotone, ressentaient vivement leurs privations quotidiennes (3).

Toutes ces petites gens qui vivaient, au jour le jour, dans leurs boutiques, étaient préoccupés bien davantage de leurs besoins incessants que du triomphe d'un principe de la Révolution. Ils ne possédaient plus d'enthousiasme pour les temps nouveaux ; les complots des rebelles, à l'Ouest et au Midi, les tenaient seuls en émoi au milieu de leurs petites intrigues, de leurs petites passions, de leurs petites manies. Taine cite un témoignage de Malouet, affirmant que, durant les jours les plus sanguinaires, il avait connu un commis de bureau, désintéressé de ces drames tragiques, dont l'ambition s'était bornée à tenir à jour ses écritures, ses registres, sa correspondance.

Combien d'hommes pareils traînaient même existence rétrécie, dans les petites agglomérations provinciales ? Leur vue délivrée de l'image de la fatale machine, ils revenaient peu à peu à leurs coutumes, à leurs idées d'autrefois, regardant en arrière plutôt qu'en avant, avec le regret des choses évanouies. Le bonnet rouge, qui coiffait les drapeaux, avait été enlevé ; les couverts d'argenterie reparaissaient sur les tables. Le culte de la Raison, instituée par Robespierre, les maximes des Théophilanthropes, propagées par le directeur Larévellière-Lépaux, ne donnant aucune satisfaction à ce besoin de rêverie mélancolique et de poésie qui est immanent en l'âme humaine, on appelait secrètement le retour des pratiques religieuses abolies. Quelques prêtres, rentrés de Hongrie, où le plus grand nombre avaient émigré, officiaient dans les salons des vieilles dames et célébraient la messe le dimanche du calendrier grégorien. Quelques croix se redressaient timidement dans les cimetières, proscrites souvent par les autorités municipales et enlevées par les gendarmes. Mais les enterrements traversaient les rues avec moins de hâte et se poursuivaient plus décemment qu'aux temps farouches de la Terreur. Ici et là, quelques églises, moins saccagées que d'autres, étaient rouvertes, puis refermées sur une dénonciation jacobine. Comme marque de protestation, quelques manufacturiers congédiaient leurs ouvriers le jour du dimanche et les retenaient le jour de la décade révolutionnaire. Plus que les villages, peut-être, les villes étaient possédées d'un immense besoin de paix.

C'est pourquoi le jeune Corse, bataillant en Égypte, occupait alors tous les esprits. Sur lui se reportaient toutes les espérances d'un meilleur avenir. Reviendrait-il ?

On apprenait les échecs successifs de nos armées, en Allemagne, en Italie. Masséna seul résistait en Suisse aux légions russes de Suvarow. Tous les autres généraux battaient en retraite et soulevaient des railleries ou des accusations. On affichait des placards où Moreau était traité de *tâtonnier ;* Joubert d'*aristocrate*, à cause de son mariage ; et Bernadotte d'*hypocrite*.

Et cet engouement pour le général corse était devenu si fort (1), que l'on se querellait, que l'on se battait à propos de lui, en certaines villes, comme à Dijon. Ceux qui étaient attachés à la Révolution proclamaient très haut la certitude de son retour : les autres, d'une opinion contraire, annonçaient sa mort dans les derniers combats de Syrie. Et entre les groupes dissidents, les coups ne tardaient point à s'échanger (2).

Lorsque l'on connut son débarquement à Fréjus (3), cette nouvelle enthousiasma toutes les villes

(1) Barras, pour 500 000 francs, sauvait la République de Venise ; pour 12 millions, il s'engageait à rétablir les Bourbons [illegible] le trône.

Talleyrand reçut de M. Sinking, envoyé de Hollande, pour le traité, 500 000 francs ; autant de Venise et autant de l'Espagne, pour [illegible] la flotte. (*Mémoires de Barras*, t. III. Préface de George Duruy.)

(2) *Mémoires de Sanson*, t. IV, p. 353.

(3) *Mémoires de La Revellière-Lépaux*, t. II, p. 194 :

« Les Thermidoriens, voleurs en grand, ramassaient des trésors, pour étaler un luxe asiatique, tout en prêchant le sans-culottisme, se partageant, en même temps, tous les emplois lucratifs. Ils étaient devenus l'objet de l'envie et de la haine des anarchistes de l'autre classe. »

(1) Baudin des Ardennes, dit Dulaure, dans sa joie du retour de Bonaparte, eut un accès de goutte remontée, dont il mourut.

(2) *Journal du Commerce*, 1er brumaire an VIII.

(3) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. Ier, p. 227 :

« Lorsqu'on sut à Toulon que le général Bonaparte était sur une frégate, le peuple entra subitement en délire. Personne ne voulut plus entendre parler de quarantaine... Le général n'eut plus qu'à céder à l'empressement de tout un peuple qui le saluait comme un sauveur. Il prit la première des cent voitures qu'on avait amenées de toutes parts et se mit en route pour Grenoble. Il voyagea jour et nuit. Son

sur son passage. Les routes se couvrirent de paysans, qui arrivaient de leurs villages, pour le saluer. Lyon organisa des fêtes en son honneur. Au grand théâtre de cette ville, les acteurs parurent en une pièce de circonstance : *le Retour du héros*. A Valence, la population de la ville se porta à sa rencontre. La foule pressait sa voiture. Chacun le voulait voir. Les plus ardents dételèrent les chevaux pour conduire la marche triomphale du jeune héros. Et les conscrits l'entouraient en criant : « Vive notre père ! »

Lui se laissa faire. Il entra à Paris en sourdine. Il savait que la France lui appartenait. Mais Paris?...

[illegible]

LE DROIT DE L'ANGLETERRE

Les Anglais n'ont jamais peut-être montré avec plus d'éclat que le sentiment des convenances leur est étranger ; et, quand il s'agit de ces grandes convenances humaines qui règlent les rapports des nations, n'en avoir, à ce qu'il semble, ni le sentiment, ni l'idée, peut devenir une cause de trouble universel. C'est comme un des traits signalétiques du caractère anglais, qui se remarque dans les plus petites choses comme dans les plus grandes. Nos bons amis les Anglais manquent souvent de mesure. Ils proportionnent mal leurs faits et gestes avec les personnes auxquelles ils s'adressent et avec les questions dont il s'agit. M. Ch. Dupuy a dit l'autre jour très justement à la Chambre : « Proportionner son effort à la valeur du but. » Non seulement son effort, mais son langage, ses manières et tous les détails de sa conduite. C'est une partie importante de la notion des convenances. Avoir des égards pour les voisins et les amis, pour chaque personne en proportion de son mérite et des longues relations que l'on a accoutumé d'entretenir avec elle, c'est une autre partie de l'art des convenances. Par exemple, ne point parler à un grand pays libre, qui a rendu de notables services à l'humanité et à la civilisation, comme on peut se permettre de parler à une tribu nègre de l'Afrique. Le respect des convenances journalières est bien le fondement de la paix de l'Europe.

Mais les Anglais vont à travers tout, jouent des coudes et vous marchent sur les pieds, sans soulever leur chapeau ou sans effleurer même de la main la visière de leur casquette. C'est que leurs mains sont trop occupées à porter toutes sortes de paquets, de l'Orient ou de l'Occident, conquêtes de l'univers, des sacs, des valises et des couvertures qu'ils jettent et étalent sur la banquette du wagon de chemin de fer, de sorte qu'il ne reste plus la moindre place pour vous et votre famille. A deux, ou même à un, ils occupent tout le compartiment.

La voiture dans laquelle un seul se trouve est immédiatement et effectivement au complet. A droite, à gauche, en face, il a tout pris. « Complet ! » dit-il ; c'est qu'il est là, en effet, et, où il est, il remplit l'espace, que ce soit un continent, un monde ou un coupé. Pour lui, c'est tout avantage et bénéfice ; il s'étend, il se carre, il boit, il mange, il ronfle : il est chez lui, mais pour les autres c'est très fâcheux, et il n'y a pas de vie sociale possible avec ce compagnon égoïste.

Le manque trop habituel de convenances est fondé sur un profond égoïsme, sans nul doute. Les Anglais sont un très grand peuple, qui a porté haut le sentiment de la liberté et de l'initiative individuelle. Mais l'initiative et la liberté doivent-elles être à ce point exclusives du sentiment de l'équité ? Il y a dans une certaine incapacité de politesse, non seulement l'égoïsme naturel aux êtres vivants, mais un dédain, mépris ou ignorance des principes mêmes de la justice. En France, on a toujours fait, et jusqu'à nos jours, un cas particulier de la politesse, on l'a élevée même au rang des vertus et on a enseigné très philosophiquement, et sans exagération aucune, que la politesse, c'est la justice. Ce n'est rien dire de trop en vérité. Cependant ce peuple qui se fait une vertu et une gloriole d'avoir du tact, de la mesure et de la convenance en toutes choses, qui met une sorte de coquetterie et de vanité même à se gêner pour le voisin, à lui céder quelquefois sa place ; et cet autre peuple qui affecte tout le contraire, qui se fait une mode et une orgueilleuse parure d'être immodéré en tout, ont été placés de chaque côté d'un bras de mer pour vivre en paix, pour s'entendre et mener d'un commun accord les œuvres de la civilisation dont ils se disent les maîtres.

La France et l'Angleterre, en paix, toutes deux libres, l'une avec sa République, l'autre avec sa monarchie parlementaire, seraient ensemble les colonnes de l'équité et de l'harmonie dans le monde. Personne ne pourrait se permettre de faire rien sans leur assentiment. Elles auraient à leur service les plus belles armées de terre et de mer qu'on eût jamais organisées encore. L'Angleterre communiquerait à la France toutes les ressources et les produits de l'industrie la plus perfectionnée, et la France pourrait communiquer à sa voisine toutes les productions de l'agriculture la plus complète et la plus variée qu'il y ait sur le globe. Quand nous voyageons, c'est en Angleterre que nous aimons à aller d'abord ; voir Londres : premier rêve de nos jeunes gens. Et quand les Anglais

[illegible] l'hôtel des Célestins. Les quais furent envahis... Il fut obligé de se montrer. Sur la route de Lyon à Paris, la foule accourait pour l'apercevoir. »

qui sont toujours en route, se portent vers les extrémités de l'univers ou en reviennent, ils passent et repassent par Paris avec un plaisir toujours nouveau.

Leur reine, leurs ministres et leurs lords se sont fait de notre côte d'Azur une seconde patrie et comme une petite Angleterre hivernale. Le commerce de toutes les choses nécessaires à la vie est prodigieux entre l'une et l'autre. Elles se complètent réciproquement à merveille. Les anciennes rancunes se perdent dans le lointain des temps. Nous voyons encore des littérateurs qui écrivent chez nous que « l'éternel ennemi, c'est l'Anglais ». Ce sont de pures formes de style, il n'est rien d'éternel, et les événements de l'histoire se sont développés de telle manière que, pour la masse de notre peuple, pour la France entière, l'objectif du patriotisme n'est plus du côté de la Manche et de la Tamise, il est du côté des Vosges et de Potsdam.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible, malgré tous les efforts des partis de l'un ou de l'autre côté de la mer, de changer cet objectif national. On ne dérivera pas les sources et le courant du patriotisme français vers une guerre avec l'Angleterre, alors que tous les cœurs sont attachés depuis un quart de siècle à la question toujours saignante de l'Alsace-Lorraine. La France, en son âme profonde, ne connaît que Metz, Strasbourg, les Vosges, le Rhin ; elle ne connaît pas Fashoda, ni le lac Tchad, ni le Petchili, ni Pekin, ni même le Tonkin. Ce sont là pour elle, pour la grande France du peuple, des expressions géographiques, et il est admis que la France ne sait pas la géographie ; mais l'Alsace-Lorraine, c'est toujours la chair de sa chair et la moelle de ses os. Voilà la vérité politique et philosophique. L'Angleterre devrait bien y avoir égard.

Nous quittons Fashoda : c'est entendu. Nous avons bien fait d'y aller et nous faisons également bien de le quitter. Ce n'est pas un paradoxe. Il faut remercier le commandant Marchand d'y être allé, de son propre mouvement et à ses risques et périls, d'avoir montré au monde ce trait original de la manière de faire des Français ; il faut le remercier ensuite de s'en aller, le porter dans nos bras et sur notre cœur. Nous avons beaucoup mieux fait d'aller à Fashoda, sur le Nil Blanc, à travers les déserts et les forêts infranchissables, que si nous étions restés stationnaires dans notre Congo, étant donnée cette évolution coloniale universelle ; mais nous nous retirons ensuite, et cette retraite de Marchand avec ses cent cinquante hommes, blancs ou noirs, ne sera pas moins célèbre que la retraite des Dix Mille. On ne reste pas partout où l'on va dans le monde. Il y a des des points que l'on n'occupe que pour les quitter, dans la stratégie de l'univers. Je regretterais pour la beauté de l'histoire de France que la marche en avant du commandant Marchand et de ses amis n'eût pas eu lieu. L'absence de cette page-là serait une perte.

Mais l'attitude de l'Angleterre n'a pas été, je pense, très glorieuse, parce qu'elle a immédiatement dépassé les bornes et n'a pas été en proportion avec le sujet. L'Angleterre a affecté d'être prête à jouer la paix du monde pour Fachoda. Il est douteux que le monde lui en soit, au fond, reconnaissant. Les journaux de M. Crispi ont seuls applaudi : mais M. Crispi ne passe pas pour un esprit mesuré, et ses aventures d'Afrique ne l'ont pas établi bon juge.

L'Angleterre a décliné de prime abord la conversation même sur la question, elle a rejeté toute idée d'arbitrage, comme une atteinte à son droit. Sur quoi cependant peut-on instituer des arbitrages, si ce n'est pas sur des droits contestés ? Avec le raisonnement de l'Angleterre, il n'y aurait jamais d'arbitrage ni de conciliation dans le monde, car chacun s'imagine toujours y défendre son droit et le dit en tout cas, même s'il ne le pense pas vraiment. Exercer avec cette rigueur outrancière ce que l'on pense être son droit est sans doute une des marques du caractère anglais.

Nos voisins n'ont jamais admis ce qu'il y a de vrai dans la maxime classique : *summum jus summa injuria*. Que ce fût leur droit, c'est ce qu'il y aurait à voir, mais comme ils ne veulent pas même y regarder, c'est beaucoup plus vite fait. C'est leur droit, parce qu'ils ont dépensé beaucoup d'argent et versé du sang à flots. Toute la civilisation a été inventée cependant pour que le droit ne fût pas fondé sur cela. Les Derviches ont été admirables dans la bataille d'Omdurman qui nous a été racontée dans des correspondances particulières mieux que par les journaux. S'ils étaient restés derrière leurs remparts et dans leur camp, au lieu de livrer bataille, on ne peut pas savoir ce qui serait arrivé. Le sirdar Kitchener ne serait pas encore pair d'Angleterre. Mais ces fils héroïques de la terre africaine n'ont pas pu supporter l'approche de ces étrangers, ils ont marché à leur rencontre, sous l'étendard sacré du Prophète. Ils sont tombés, comme des Grecs et des Romains, ou tout simplement comme des Français et des Anglais, autour du symbole de leur religion et de leur patrie. L'étendard, tenu droit au-dessus du carnage et de la tuerie, passait de main en main, et à mesure que ceux qui le portaient tombaient, il était repris par d'autres et dressé plus haut encore vers le ciel implacable, au milieu des chants guerriers et de l'enthousiasme des mourants criant vengeance, appelant leur dieu dans leur dernier soupir. Tableau sublime, digne d'une noble race. Les Anglais l'ont

emporté, ils ont vaincu, et voilà leur droit. Aucune autre définition de leur droit qui soit possible ici.

Fachoda, disent-ils, est à l'Égypte, mais l'Égypte est à la Turquie, qui est au sultan. Ils nous ont répété à satiété qu'ils quitteraient l'Égypte, comme nous quittons Fachoda. Quand tiendront-ils leur parole? La question d'Égypte reste entière. Faut-il la garder, comme la question d'Alsace, pour l'inquiétude du monde et le trouble perpétuel des nations? Voilà le droit!

Le *Times* semble reconnaître qu'il y a abus dans le cas de l'Angleterre, et l'aveu est si rare que nous voulons le recueillir avec soin. Le journal anglais déclare que son gouvernement « a commis des fautes et qu'il n'a pas su donner à la France les raisons qui auraient pu la décider à accepter les faits accomplis... » Ne pas savoir donner ses raisons, c'est un tort très grave, et il ne peut y en avoir qu'un seul autre plus grave encore, c'est de ne pas avoir raison. Mais si on l'a, on doit au moins savoir s'expliquer. Le *Times* continue en ces termes :

« Il ne faut pas oublier que les droits de la France en Égypte ne sont pas identiques à ceux des autres nations... La France a perdu plus que ces dernières, elle a été dépouillée... La colonie de la France est cinq fois plus considérable que celle des autres; Alexandrie est pour ainsi dire un faubourg de Marseille. Enfin, il faut se le rappeler, c'est grâce aux ressources et au génie de la France, que, malgré l'Angleterre, le canal de Suez a été percé, et que cette œuvre gigantesque a déjà rapporté à l'Angleterre plus de 24 millions de livres sterling... »

Nous reconnaissons à ces mots le *Times* et l'éloquence de l'Angleterre. 24 millions de livres, c'est un chiffre. La vérité, c'est que l'Égypte ancienne fut une création du Nil, comme le dit Hérodote, et que l'Égypte moderne est la création de la France. Le *Times* conclut gracieusement que nous avons droit à une compensation. Il ne nous plaît pas d'examiner aujourd'hui laquelle. Que l'Angleterre parle et donne ses raisons! L'Angleterre est grande, la France aussi est grande, et le temps est plus grand que l'une et que l'autre. Nous laisser partir de Fachoda, emportant notre drapeau et notre blessure, et ne pas se soucier autrement de l'avenir, dans l'état présent du monde, ce serait une incapacité politique dont l'Angleterre et ses ministres ne sont pas encore atteints sans doute.

HECTOR DEPASSE.

LIVRES NOUVEAUX

« La duchesse bleue »

DE M. PAUL BOURGET

L'histoire est simple, en somme, une fois dépouillée de ses complications sentimentales. Une petite cabotine, la « Duchesse Bleue », aime passionnément un homme de lettres (car tous les goûts sont dans la nature), un homme de lettres considérable et qui s'appelle Jacques Molan. Jacques Molan aime bien aussi la Duchesse Bleue, si vous voulez, — mais il a très envie d'une méchante femme du monde, Mme de Bonnivet, qui, pour des raisons diverses, en fin de compte, se donne à lui. Un peintre, ami de Jacques, Vincent La Croix, est le témoin mélancolique du chassé-croisé qui s'ensuit. Il aime la Duchesse bleue, mais timidement et sans le lui dire. Mais Jacques Molan a trompé son amie. Celle-ci l'apprend et de désespoir s'établit cocotte. Le grand auteur rompt avec la méchante femme du monde et se marie avantageusement. Vincent fait un voyage en Italie, même il pousse jusqu'en Grèce, mélancoliquement. C'est tout. Mais avec les complications sentimentales dont se revêt et s'amplifie cette intrigue ténue, cela ne fait pas moins de 350 pages, lesquelles furent « achevées d'imprimer le dix-huit juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit par Alphonse Lemerre, 6, rue des Bergers, 6, Paris. »

* *

Il y a dans la carrière littéraire d'un écrivain en vue un « âge difficile » : celui-ci se manifeste d'autant plus tôt que le succès a été plus éclatant et plus rapide. Après avoir trouvé d'abord une formule nouvelle (et celle qu'a trouvée l'auteur de *Mensonges* a renouvelé le roman contemporain), après l'avoir appliquée dans une vingtaine d'œuvres dont quelques unes sont des chefs-d'œuvre, — que faire?

Continuer? Produire des échantillons nouveaux de la même variété littéraire, avec la régularité patiente des arbres qui donnent chaque année, un peu meilleurs ou moins bons, un peu plus secs ou plus savoureux, les mêmes fruits? Hélas! si l'arbre devenait conscient de sa monotone besogne, il s'en lasserait! L'artiste a le sentiment un peu pénible qu'il pourrait bien s'en tenir là, — et le public partage ce sentiment. (... J'ai lu *Mensonges*, *André Cornélis*, *le Disciple;* vais-je encore lire *la Duchesse Bleue?* — Mais c'est un chef-d'œuvre! — *Mensonges* aussi, *André Cornélis* aussi, *le Disciple* aussi; j'applaudis de confiance, et je passe à autre chose... » Au vingtième roman, le procédé de fabrication apparaît nettement; on n'a pas de mal à voir « comment c'est

fait », — et le lecteur a l'impression qu'avec ce procédé commode il ferait lui-même, s'il avait seulement un peu plus de talent, un roman de M. Bourget; le lecteur se fait illusion d'ailleurs, mais sa lassitude ne le trompe pas.

Alors?... Faut-il donc changer de manière au gré de la mode et s'embaucher dans les écoles nouvelles pour se donner à soi-même un air de nouveauté, comme ce Jacques Molan qui fut d'abord réaliste, et puis s'engagea parmi les analystes, et puis imita l'Abbé Constantin, et puis se lança dans le roman social? C'est un moyen pratique d'être toujours dans le train. Mais un écrivain qui, pour ne pas cesser de plaire, renonce si aisément à lui-même, fait preuve de souplesse d'esprit (et de caractère, sans doute) plutôt que d'une réelle originalité. Une œuvre de ce genre est médiocrement sincère, et son auteur manque un peu de dignité.

Le mieux serait assurément de se renouveler soi-même, et, sans abandonner la formule littéraire qu'on a consacrée par de belles œuvres, de l'enrichir au contraire et d'en montrer chaque jour avec plus d'éclat l'excellence et la fécondité. Seulement, rien n'est plus difficile. Un écrivain même aussi intelligent, aussi instruit, aussi riche d'idées que M. Paul Bourget n'y réussit pas sans peine. Il s'aperçoit alors peut-être que la forme littéraire à laquelle il s'est consacré ne se prête pas aux nouveautés qu'il voudrait y introduire; elle est plus étroite qu'il ne l'avait pensé, elle craque sous cet effort nouveau. L'œuvre manquée qu'il produit alors lui est un pénible avertissement. Elle est intéressante, cette œuvre, — et plus peut-être que d'autres œuvres plus parfaites, — mais l'impression qu'elle donne est mélancolique. Les précédentes ont montré par leur accumulation même la richesse et l'ampleur d'une conception artistique; l'œuvre nouvelle en laisse apercevoir les imperfections et les limites bientôt atteintes.

*
* *

Pour toutes ces raisons la *Duchesse Bleue* est un livre manqué, intéressant et triste. Paul Bourget était trop clairvoyant pour ne pas s'en apercevoir, il était un trop scrupuleux artiste pour ne pas le reconnaître : la préface qu'il a mise en tête de son livre témoigne de la haute probité littéraire de cet écrivain.

Quand il a commencé ce roman, en 1893, il avait l'intention « de poser un très intéressant problème de psychologie... celui des rapports de l'expression et de l'impression ». En d'autres termes, un grand artiste est-il nécessairement l'homme de son œuvre? l'œuvre est-elle le produit direct de sa personnalité, tout entière agissante et vivante? ou bien s'accomplit-il en lui une sorte de déboublement de la personnalité par suite duquel « le *moi* du talent puisse être absolument distinct du *moi* de la vie »? Très délicat problème en effet, intéressant au plus haut degré pour le moraliste qui considérera comme une déchéance morale ce dédoublement et l'insincérité qu'il occasionne et pour le philosophe qui s'interroge sur l'origine psychologique de l'œuvre d'art.

Pour traiter ce sujet, M. Bourget voulut présenter trois « *types* d'artistes », et nous montrer chez le premier (c'est Jacques Molan) le divorce définitif de l'art et de la vie, chez le second (c'est Vincent La Croix) l'union de la sensibilité imaginative et de la sensibilité réelle; chez l'autre enfin (la « Duchesse Bleue ») nous assistons à la crise douloureuse qui sépare brusquement de la femme passionnée l'artiste habile à exprimer sur la scène la passion féminine. « J'avais rêvé, dit-il, de faire sortir tout un drame des contrastes entre ces trois âmes affrontées dans une crise de passion tragique. »

Seulement, un perpétuel embarras lui est venu de la difficulté qu'il devait trouver à accorder le problème philosophique et le roman. Les trois personnages *types* qu'avait conçus Bourget pouvaient donner lieu à trois monographies, à trois « Pastels » dont l'ensemble aurait constitué, pour le problème en question, un groupe intéressant de documents. La crise de passion tragique occasionnée par le conflit de ces trois âmes inégalement imbues de littérature qui est tout le sujet du *roman*, loin d'illustrer le *problème*, ne peut contribuer qu'à en distraire l'esprit du lecteur, — comme du reste elle en a, de son propre aveu, distrait l'esprit de l'auteur lui-même : « l'anecdote sentimentale, dit-il, m'a pris tout entier ».

Une anecdote sentimentale, — oui, voilà tout. C'est à cela qu'aboutit cette étude d'un problème philosophique auquel l'auteur se préoccupa d'abord de laisser son caractère général en choisissant pour ses personnages des *types* d'artistes d'un caractère général eux-mêmes.

D'autre part, si le roman a nui à l'étude philosophique, celle-ci n'a pas été moins gênante pour le roman. Cette crise de passion tragique, il fallait nous la montrer *dans de la vie*, — il fallait qu'elle secouât des êtres vivants et non plus des *types* d'artistes. Les types d'artistes (celui chez lequel les qualités impressives l'emportent sur les qualités expressives, celui chez lequel les unes et les autres sont unies, et celui chez lequel elles sont tout à fait séparées), ces trois types d'artistes ne conviennent pas plus au roman que ne convient au problème philosophique l'anecdote sentimentale. Et si la *Duchesse Bleue* est, comme je le pense, un livre manqué, c'est que l'anecdote, au lieu de vivifier le problème et d'en être elle-même vivifiée, n'en contient plus que les « débris », — et des débris fort gênants.

Peut-être me trompé-je, — mais je ne crois pas que ce soit un accident particulier qui soit arrivé, cette fois-ci précisément, à l'auteur de la *Duchesse Bleue*. Il me semble difficile de concilier avec le caractère de généralité qui convient à une étude philosophique le caractère de particularité, d'individualité presque, qu'exige le roman d'analyse; il me semble difficile, en un mot, de renouveler avec de la morale ou de la philosophie le roman d'analyse tel que Bourget l'a d'abord conçu.

* * *

Dans sa préface, M. Bourget se déclare plein de confiance en cette forme littéraire, — et je le comprends, puisqu'il lui doit d'avoir écrit quelques chefs-d'œuvre. Il reconnaît pourtant qu'il en sent « la limitation », — et cela ne me surprend pas. Il faut bien se l'avouer en effet, le roman d'analyse n'a pas un champ très étendu. Il se propose essentiellement d'étudier de difficiles états d'âmes, de débrouiller des complications sentimentales. Les romanciers psychologues laissent de côté les existences toutes simples qui se déroulent clairement et logiquement, presque avec méthode, parce qu'elles n'offrent rien, semble-t-il, de difficile à expliquer, rien donc qui vaille la peine d'être analysé. Là-dessus je crois bien qu'ils se trompent. Mais disons plutôt qu'ils ont conscience d'avoir entre les mains un instrument très délicat, le plus fin scalpel, — et ce fin scalpel, excellent pour disséquer de subtiles anatomies, se briserait à de gros ouvrages.

J'ai souvent entendu reprocher à Bourget de ne s'intéresser qu'au grand monde, oisifs et millionnaires (et les gens malveillants saisissent l'occasion de l'accuser de quelque snobisme). On lui dit : Laissez de côté cette société restreinte, artificielle; les mœurs de la petite bourgeoisie ne sont pas moins intéressantes, et le peuple surtout est bien autrement riche de passions, de sentiments puissants et profonds...

Vains conseils. La méthode psychologique de Bourget ne saurait s'appliquer à l'âme populaire. Cet instrument d'analyse est destiné spécialement à des complications sentimentales. Or, il faut, pour être sentimentalement très compliqué, avoir du temps de reste, plus que n'en a le peuple. Pour offrir à l'ingénieuse étude du romancier psychologue une âme raffinée sur laquelle puisse effectivement s'exercer sa subtilité, il faut avoir lu beaucoup de livres et beaucoup rêvassé, — il faut avoir des rentes! Les gens du monde, qui ne sont pas très occupés, ont le temps de soigner dans leur âme l'éclosion et le développement des délicates passions; si leur énergie était accaparée par les rudes besognes et les luttes pénibles, ils seraient beaucoup trop simples : les rudes besognes, les luttes pénibles sont de puissants dérivatifs pour le « fin du fin ».

L'analyse de M. Bourget s'applique merveilleusement à ces âmes raffinées, elle ne s'applique qu'à ces âmes raffinées. Elle suppose en effet, chez les *sujets* qu'elle étudie, le raffinement : c'est en constatant et en démêlant le raffinement qu'elle explique. Elle nie implicitement la spontanéité ou l'inconscient (c'est tout un) ; elle prétend éclairer l'esprit tout entier, distinguer le jeu subtil des intentions, des volontés et des désirs, en rétablir l'ordre logique d'action et de productivité. C'est toute une doctrine psychologique. Elle n'est ni vraie ni fausse en elle-même. Elle est vraie pour certains *sujets*, fausse pour d'autres. Elle est presque complètement fausse s'il s'agit de ces âmes obscures et troubles dans lesquelles les passions surgissent spontanément au sein d'un perpétuel remous dont on ne saurait fixer la loi. Elle n'est tout à fait vraie que s'il s'agit de ces esprits spéciaux dont le caractère essentiel est de s'analyser eux-mêmes. Incessamment attentifs à eux-mêmes et doués d'une toute particulière clairvoyance, ils sont en quelque sorte les artisans de leur propre développement moral parce qu'ils ne laissent aucune de leurs pensées, si ténue soit-elle, aucun de leurs désirs, si menu soit-il, leur échapper complètement : chaque minute de leur vie intérieure s'explique par la minute précédente ; le psychologue qui veut rendre compte de leur *état d'âme* le fait aisément en débrouillant l'écheveau des effets et des causes, un peu confus au premier abord, discernables pourtant.

C'est-à-dire que la psychologie de M. Bourget s'applique tout spécialement aux artistes et hommes de lettres qui, par métier d'abord, par manie ensuite, s'analysent perpétuellement eux-mêmes, et par cette analyse perpétuelle se créent une vie morale consciente et claire. Ces âmes raffinées semblent très compliquées : elles sont en réalité les plus simples de toutes, elles sont les seules en tout cas auxquelles s'applique parfaitement la psychologie de Bourget. Tel est Jacques Molan, le romancier; tel est encore Vincent La Croix. Le caractère de Vincent La Croix est sans doute celui que, dans la *Duchesse Bleue*, l'analyse de M. Bourget éclaire le plus complètement; c'est qu'en effet le caractère de Vincent La Croix pourrait se résumer ainsi : il avait l'infirmité de toujours s'analyser lui-même.

* * *

Oui, des portraits d'hommes de lettres et d'artistes, voilà ce que nous aura surtout donné Bourget. D'hommes de lettres, d'artistes, — et de toute une société mondaine qui a profondément subi leur influence.

Hommes de lettres et artistes ont été très à la mode

il y a quinze ou vingt ans. On les a reçus, on les a fêtés, — on les a pris. Ils sont devenus mondains ; ils ont amélioré leur costume, soigné leurs manières, parfumé leurs livres. Et le « monde » a bien pu se vanter de s'être fait une littérature à son image, — seulement la littérature le lui a bien rendu. Artistes et mondains, mondaines surtout, se sont affinés les uns par les autres. Une société très spéciale, et aussi très artificielle, très délicate, très fine, s'est formée ainsi. M. Bourget nous en a donné la plus précieuse peinture. Il faudra que son œuvre reste : elle est un merveilleux document pour l'histoire de la société française, pour un moment au moins, mais tout à fait curieux, de cette histoire.

Seulement, ces artistes et ces mondains sont un petit groupe très restreint. Et puis, ces compliqués se ressemblent beaucoup entre eux, ils sont peu variés, — puisque essentiellement et presque uniquement ils sont des compliqués. Et si compliquée que soit leur complication, on en a pourtant bientôt vu le fond; quand on l'a déjà étudiée dans vingt volumes avec intelligence et pénétration, vraiment on en a dit tout l'essentiel.

André Beaunier.

THÉATRES

Théâtre-Antoine. — *Judith Renaudin*, pièce en cinq actes, de M. Pierre Loti.

J'ai écouté la pièce de M. Loti avec toute l'attention dont je suis capable, et un désir très vif de la trouver excellente. Je ne dis pas que la première ait été lassée, ni que le second ait été déçu. Mais, tout de même, il y a bien quelque chose comme cela. Et cela me fâche, car on voudrait tout admirer chez ceux qu'on admire. Mais ce qui me fâche surtout, c'est que les défauts de *Judith Renaudin* sont précisément l'opposé des défauts que « j'espérais » trouver en elle...

Si l'on trahit presque toujours un auteur en résumant son ouvrage, la trahison est trop certaine et trop évidente quand il s'agit de M. Loti. Lorsque je vous aurai dit que Judith, protestante, s'éprend subitement du capitaine d'Estelan, venu avec ses dragons pour « convertir » les coreligionnaires de Judith; quand j'aurai ajouté que le capitaine, de son côté, aime Judith, qu'il veut l'épouser si elle abjure, et que c'est elle, à la fin, qui convertit son capitaine au protestantisme, vous n'aurez que l'idée d'une intrigue banale, où se meuvent des personnages conventionnels. Et si je joins à ces personnages l'aïeule austère et l'indulgent curé, je ne vous aurai pas, je le crains, donné l'impression d'une saisissante originalité. Mais ce que je vous aurai dit là n'est que le schéma de l'ouvrage. Son intérêt n'est pas dans le développement d'une donnée quelconque ou dans l'analyse des caractères, il est dans le pittoresque et la sincérité des tableaux qui passent successivement sous nos yeux. Le premier est sobre et juste, les scènes chez les Renaudin ont de la grandeur; et je ne nie point la gentillesse de l'excellent curé qui recueille les enfants des bannis, et a le cœur si débordant d'indulgence qu'il approuve presque la conversion de d'Estelan, ce qui est tout de même un peu vif...

Admettons toutefois que, — dans le lieu et dans les circonstances où la place M. Loti, — ce personnage ne soit pas aussi faux qu'il nous paraît aujourd'hui. Goûtons comme il convient la noblesse des Renaudin, la passion de D'Estelan, la dignité attendrie de Judith, la touchante honnêteté des fermiers, l'héroïsme des protestants et la charité des catholiques. Il n'en reste pas moins que *Judith Renaudin* laisse une impression incertaine.

Cela vient, en premier lieu, de ce que l'aventure est vraie. Dans l'avant-propos délicat et ingénu qu'il a mis à sa pièce, M. Loti nous conte qu'il en a trouvé le récit dans ses papiers de famille. On l'aurait deviné à ce que la pièce a d'invraisemblable. Je ne m'amuse pas ici à des paradoxes faciles. La véracité d'une histoire la rend, une fois qu'elle est traduite en littérature, assez facilement incroyable. Vous vous rappelez ce qui est arrivé aux Goncourt, et surtout au dernier survivant. Il se donnait un mal affreux pour ne consigner dans un livre que des faits rigoureusement vrais, qu'il avait vus de ses yeux ; et le livre achevé, composé uniquement de trais véridiques, était, en tant que livre, d'une inexactitude manifeste. Un fait vrai est d'un grand secours pour un ouvrage, comme résumé ou comme point de départ d'une analyse; au second fait, les chances de fausseté commencent, et vont en augmentant avec le nombre des « documents ». Et cela est forcé, si l'on considère que ces documents, recueillis sur un nombre illimité de personnages, ne peuvent, sans contradiction, être attribués au personnage « général » que nous présente l'auteur. Et plus ces documents auront de signification, plus ils jureront, comme on dit, de se voir accouplés.

M. Loti, sans doute, a le sens littéraire trop aiguisé pour être tombé dans l'Erreur Naturaliste. Mais il se pourrait que la vérité de l'histoire de Judith lui ait semblé une justification suffisante de tous les incidents par où cette histoire passe.

Il *savait*, par exemple, que Judith aima le beau dragon. Et il nous a simplement conté qu'elle l'aimait. Cela est parfait, pour lui qui sait. Mais nous,

qui ne savons pas, nous sommes surpris et un peu inquiets de voir cette noble fille, cette sorte de prophétesse, s'amouracher au premier regard (et ce premier regard n'était pas trop respectueux) d'un homme qu'elle devrait haïr et mépriser par éducation et par foi. De là, pour nous, cette incertitude dont je parlais tout à l'heure, et qui nous empêche de suivre avec l'intérêt nécessaire le développement de sentiments, vrais je le veux bien, mais que nous avons peine à comprendre. — Je n'insiste pas. Aussi bien, j'ai hâte d'arriver à un grief plus sérieux, et, si j'ose dire, plus général.

On croit apercevoir chez M. Loti un état d'esprit plus facile à discerner qu'à définir, et qui semble assez répandu chez les littérateurs, j'entends chez les premiers, chez ceux à qui leurs travaux antérieurs ont acquis une juste gloire. Ce sentiment, c'est le *mépris du théâtre*.

Ils considèrent le théâtre comme un art inférieur. On sait, du reste, que telle était, ou que telle fut un jour, l'opinion de Dumas fils. Peut-être cette opinion n'a-t-elle pas tout à fait les mêmes causes chez eux et chez l'auteur du *Demi-Monde*. Mais, de ces causes et de cette opinion, ce n'est pas le moment de disputer ici. Je veux seulement retenir que, pour une partie, et non la moindre, des écrivains, le théâtre est un art inférieur; et ils usent, sur la scène, de procédés dont ils rougiraient de faire usage dans un roman, par exemple.

Cette opinion un peu dédaigneuse, il n'en sont pas seuls responsables. La faute en est beaucoup à la critique, à nous tous, qui, surtout en ces dernières années, avons un peu trop facilement invoqué ce que nous appelions les règles du théâtre.

Nous avons des excuses. D'abord, ces règles sont, si je puis dire, un critérium de tout repos, et qui n'exige pas de trop grands efforts intellectuels. On sait tout de suite si elles sont respectées ou non. Ne croyez pas, du reste, que ce « respect » décide à lui seul de la valeur de l'ouvrage; nous avons, parmi nous, des esprits indépendants à qui on n'en fait pas accroire avec des « entrées » ou des « sorties » plus ou moins adroites. Seulement, orthodoxes ou hérétiques, c'est toujours à propos de ces règles que nous discutions. Les pièces étaient déclarées bonnes ou mauvaises selon qu'elles étaient ou non conformes aux canons : quoique, parfois; et quelquefois parce que. Les pièces, comme on dit en mathématiques, n'existaient qu'en fonction de ces règles... Il faut ajouter, à notre décharge, que le parti pris de certains auteurs rendait excusable le parti pris contraire. Et, naturellement, plus la discussion se prolongeait, plus les arguments devenaient « étroits ». Nous rions de l'état d'esprit chinois!... Rien — je l'espère! — n'étonnera plus nos neveux que les singulières discussions auxquelles se livre la critique dramatique depuis une quinzaine d'années! C'était de la forme, de la forme presque seule qu'il était question; on insistait surtout sur ce que ces règles avaient d'extérieur et de « formel »; si bien que ces règles ont fini par cacher le reste, l'essentiel, et qu'une fois de plus les arbres ont empêché de voir la forêt.

Il ne faut donc pas s'étonner si nos surprenantes joutes ont inspiré aux écrivains le mépris du théâtre. Il était devenu un peu trop semblable à ces jeux de patience dont s'amusent les enfants. Les moyens d'y réussir étaient connus, catalogués, des experts en avaient dressé la liste; et ces moyens, assez peu relevés, étaient à la portée de tous. De là ce fait assez curieux : presque tous les écrivains de talent, — et n'ayant par cela même rien à gagner à un tapage littéraire, — presque tous les écrivains de talent, abordant le théâtre, l'ont fait avec des « habiletés » tout à fait fâcheuses. D'autant plus fâcheuses que ces habiletés, bonnes à soutenir une pièce vide par ailleurs, gênaient le plus souvent le développement d'un sujet psychologique.

Voyez ce qui est arrivé à M. Loti. Son sujet trouvé, il a voulu le traiter selon les règles. Parmi celles-ci, la principale, celle qui les résume toutes, c'est celle qu'a formulée Dumas fils, que « le théâtre est l'art des préparations ». M. Loti avait à préparer l'entrevue de Judith et du capitaine d'Estelan; et, pour cela, il a employé la moitié du second acte à nous conter le dévouement d'une Blanche de Prémontal, qui, à Châtellerault, avait osé aller implorer pour ses frères le commandant des dragons du Roi... La démarche de Judith s'est trouvée « préparée » en effet. Mais en même temps, tout ce qu'elle a d'insolite nous sautait aux yeux. Judith eût été, sans préparations, chez D'Estelan, nous aurions accepté la chose; la liberté, la « personnalité » de l'éducation protestante, aussi la nature enthousiaste de Judith, nous eussent semblé des raisons suffisantes. Et le public est facile sur les moyens par où sont mis en présence deux êtres qui s'aiment. D'où vient donc que cette scène attendue, désirée, et belle en soi, nous a laissés incertains? Cette que le souvenir de Blanche de Prémontal soulignait ce que la conduite de Judith avait d'extraordinaire. Qu'une jeune fille absolument pure et hardie aille trouver un indifférent et obtienne de lui la vie de ses frères, rien de mieux. Mais une jeune fille qui aime et qui se sent aimée n'ira pas chez l'homme qu'elle aime et dont elle se sait aimée; si hardie et si sincère qu'elle soit, elle sera retenue par une pudeur instinctive... De sorte que, pendant toute la scène, nous nous demandions si nous ne nous étions pas mépris sur les indications de l'auteur. Judith aimait-elle ?... Judith n'aimait-elle

pas?... La fin de la scène est venue; nous l'avions à peine écoutée, parce que nous pensions à autre chose, — par la faute de l'auteur.

Le public n'est pas tout à fait aussi sot que certains le prétendent. (Et, chose curieuse, ceux qui soutiennent qu'il ne comprend rien qu'on ne lui ait expliqué dix fois, sont ceux-là mêmes qui veulent qu'on ait pour seul but de lui plaire!) Le public acceptera n'importe quelle pièce, sincèrement faite. Pourquoi M. Loti n'a-t-il pas écrit sa *Judith Renaudin* avec l'indépendance qui nous a valu tant de chefs-d'œuvre, depuis *Azyiadé* jusqu'à *Ramuntcho?* c'est un peu par notre faute, je l'ai dit. Mais, au moins pour M. Loti, il faut ajouter ceci :

Oui, ces fameuses règles sont sages et salutaires. Il n'est pas une « bonne pièce » qui ne les respecte. Peut-être est-il des chefs-d'œuvre qui sont faits, — involontairement : ceci soit dit pour les échauffés qui sont d'abord résolus à écrire un chef-d'œuvre, et un chef-d'œuvre *nouveau!* — peut-être est-il des chefs-d'œuvre qui sont faits involontairement en dehors d'elles. Osons tout dire : il en est... Et c'est un de ces chefs-d'œuvre irréguliers que nous attendions, que nous espérons encore de M. Loti, et qu'il nous donnera dès qu'il sera persuadé que le théâtre n'est pas un art aussi inférieur que nous nous acharnons à le répéter.

Comme toujours au Théâtre-Antoine, l'interprétation est excellente. Il convient de louer la bonhomie de M. Antoine, la dignité attendrie de M. de Max, la noblesse d'attitude et de diction de Mme Marie Laurent, et le charme poétique de Mlle Mellot. Mlle Blum est gentille à souhait dans un rôle très court. M. Daltour me paraît manquer un peu de l'élégance chevaleresque nécessaire au rôle de D'Estelan. — La mise en scène est admirable.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Autrefois, lorsqu'une pièce allait à la centième, on criait au prodige. Mais le souvenir s'est conservé jusqu'à nous de ministères qui, en des temps très anciens, avaient duré des sept ou huit ans. Nous avons changé tout cela. La longévité moyenne des ouvrages dramatiques est devenue sensiblement supérieure à celle des gouvernements.

La chambre actuelle, élue en mai dernier, après cinq mois d'existence (dont plus de trois mois de congé) a déjà renouvelé trois fois son affiche. Si les crises étaient aussi fréquentes dans les théâtres, pas un directeur n'échapperait à la faillite.

Heureusement, rien n'induit à redouter, pour l'instant, un pareil cataclysme. Je n'aperçois à peu près partout que des succès. J'en aperçois même trop : ils se nuiront les uns aux autres. Le public ne peut être partout à la fois; si toutes les scènes, subventionnées ou non, donnent simultanément des spectacles qu'il faut voir, il ne sera plus possible de suffire à la besogne. Si cette habitude se généralisait et si la sélection nécessaire ne s'opérait plus d'elle-même, il faudrait que les impresarii s'entendissent pour établir un roulement grâce auquel il y aurait toujours trois ou quatre d'entre eux qui seraient chargés d'attirer la foule... chez leurs confrères.

Pendant que ces derniers gagneraient tranquillement de l'argent, les ilotes volontaires et provisoires n'auraient plus aucun prétexte pour refuser les manuscrits entachés de littérature. Afin de prévenir les réclamations, la liste des théâtres momentanément voués au culte des belles-lettres serait indiquée sur les colonnes Morris, et le public ne courrait aucun risque de s'y égarer. Et, comme chacun aurait son tour régulier, cette combinaison, outre qu'elle simplifierait beaucoup les choses, profiterait finalement à tout le monde.

Faute d'une entente et d'une organisation rationnelle, il est à craindre, par exemple, que la noble tragédie de la Renaissance et les deux exquises comédies du Gymnase n'aient à souffrir de maints dangereux voisinages.

***

L'accapareur de la Porte-Saint-Martin, en particulier, rend la vie bien difficile aux modestes travailleurs des alentours. Cette semaine restera dans les annales de la vie théâtrale comme celle du deuxième million de *Cyrano*. Jamais encore, depuis l'invention de l'art dramatique, pareille occasion ne s'était offerte à un caissier de se frotter les mains.

C'est en effet par les voies les plus rapides, avec un parcours sans précédent de 246 représentations, que *Cyrano* est arrivé à ce deuxième million comme il a voulu. Les journaux qui rapportent cette performance inouïe remarquent que les 246 premières représentations de *Michel Strogoff* et du *Tour du monde en 80 jours*, à qui le record appartenait jusqu'ici, n'ont produit respectivement que 1 948 056 fr. 40 et 1 636 300 francs. D'où il appert que M. Edmond Rostand est un plus grand écrivain que MM. Jules Verne et Adolphe d'Ennery.

De même que M. Jean Aicard est, d'après le *Petit Bottin des lettres et des arts*, le premier des littérateurs français par ordre alphabétique, M. Edmond Rostand est incontestablement le prince des poètes, au point de vue financier.

Ce jeune vainqueur, à qui la grande critique et le vil métal sont également favorables, n'a eu de désa-

gréments qu'avec le télégraphe. Chose singulière! Invincible au boulevard Saint-Martin, *Cyrano* n'a guère rencontré hors des frontières que des échecs. Les fils spéciaux qui relient Paris aux grandes capitales ne nous ont apporté que de mauvaises nouvelles du sympathique cadet de Gascogne, à qui les voyages sont décidément contre-indiqués.

Sans être aveuglé par l'admiration que mérite indiscutablement M. Coquelin, il est permis de supposer que son absence est la cause des défaites subies à l'étranger. Cette hypothèse subsisterait, soit que l'on considérât le rôle comme trop sublime pour n'être pas trahi par un acteur ordinaire, soit qu'au contraire on pensât que l'apport personnel de M. Coquelin n'a pas nui au triomphe éclatant de *Cyrano*.

Je ne crois pas pouvoir choisir entre ces deux explications, dont l'une n'élèverait pas d'objections chez les auteurs, et dont l'autre serait acceptée sans difficulté par les comédiens. Les représentants de ces deux corporations sont rarement d'accord sur le point de savoir « qui a fait la pièce ». La question paraît impertinente aux auteurs, et ne détermine chez les comédiens que des haussements d'épaules. Mais la vérité n'est pas si évidente que le croient les deux partis, lesquels soutiennent avec une égale assurance deux opinions absolument opposées. Il y a des cas très divers. Il y a des cas de collaboration, assez nombreux.

Je ne puis toutefois concevoir qu'un chef-d'œuvre authentique ait besoin, pour réussir sur les planches, d'interprètes de génie : car il n'y a guère plus de trois mois que j'ai pris un réel plaisir à voir jouer du Corneille à l'Odéon...

* *

Un mouvement général et irrésistible semble emporter vers le théâtre les meilleurs de nos contemporains. Les uns étonnent brusquement le monde en se faisant auteurs dramatiques sans crier gare. Tel Pierre Loti, le divin Loti, dont les débuts chez Antoine (dont il est le premier académicien) ont eu pour résultat de révéler que l'auteur de *Mon frère Yves* et d'*Azyadé* est de souche protestante. Le fait a beaucoup surpris le public des premières, qui était encore sous le charme de *l'Aimée*, de M. Jules Lemaître, et se représentait tous les disciples de Calvin sous les traits du pasteur Petermann ou du pasteur Mikils.

Il est clair qu'on ne voit pas du tout ces hommes de Dieu dans un tête-à-tête avec Mme Chrysanthème ou avec Rarahu. Mais il n'est pas non plus d'usage que les ministres du Saint Évangile égayent leurs sermons au moyen de calembours (ni, d'ailleurs, par quelque moyen que ce soit) ; et Grosclaude n'en est pas moins protestant, lui aussi. Voilà, pour respecter la liberté de conscience, des raisons qui ne me paraissent pas négligeables ; je suis d'avis de n'en négliger aucune.

Le duc de Manchester qui, étant parent de la reine d'Angleterre, appartient vraisemblablement à la religion anglicane, ne nourrit aucun préjugé contre le monde des théâtres, puisqu'il y entre sans hésiter non pas même comme poète, mais comme acteur. On a beau être pair du Royaume-Uni, il faut vivre, et le noble duc n'a pas dissimulé aux interviewers qu'étant complètement ruiné, il ne se faisait comédien que pour gagner sa vie. L'autre jour, c'était un duc en Bavière, apparenté à toutes les maisons souveraines d'Europe, qui embrassait la profession de jockey dans le seul dessein de s'enrichir. Encore la supériorité des races germaniques et anglo-saxonnes! Chez nous, pauvres latins chimériques, lorsqu'un gentilhomme s'engage dans un roman comique, c'est par amour pour les beaux yeux de la prima donna!

* *

Ce genre de concurrence ne laisse pas d'être assez rude pour les professionnels. Un prince régnant ou un descendant des croisés s'exhibant sur des tréteaux est sûr de faire recette. Les badauds adorent voir les gens dans une posture à laquelle ils ne semblaient pas destinés. Tel, qui n'eût pas donné six pence pour entendre le duc de Manchester prononcer à la Chambre des lords un discours peut-être excellent, louera une loge à prix d'or pour assister à ses essais sur les planches où il ne vaudra probablement pas un troisième accessit du Conservatoire.

Cette manie étend partout ses ravages. Les malins l'exploitent. Le public, qui bat des mains au grand seigneur devenu comédien, s'extasie sur le comédien qui tutoie les Altesses, régente la mode, fait un beau mariage ou publie ses mémoires. Mlle Marie-Louise Marsy, que le pauvre Jacques Saint-Cère avait si drôlement surnommée la Petite Sœur des riches, s'appelle en réalité Mlle Mars-Brochard ; mais on ne le sait que depuis qu'elle est propriétaire d'une écurie de courses ; c'est à Auteuil, et non rue Richelieu, qu'elle fait penser à Mlle Mars. Notez qu'il dépendrait d'elle, car elle est admirablement douée, qu'il en fût autrement. Mais elle connaît ses contemporains : elle sait qu'il vaut mieux pour sa gloire gagner une course de haies que de se faire applaudir vingt fois dans Célimène...

C'est ainsi, et ni l'intelligente sociétaire, ni Sarcey, ni moi, nous n'y pouvons rien.

PAUL SOUDAY.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Un nouveau-né à saluer : *les Tablettes*, une revue littéraire et d'études sociales, dont trois de nos confrères, MM. Mecislas Golberg, Léon Parsons et Henri Vandeputte ont signé le programme.

J'en copie les dernières lignes :

Nous voulons rendre à la vie ses forces. Nous voulons la science du devenir, l'art de l'expression, le culte de l'énergie. — La dynamique universelle, la fécondité de ce qui passe, l'immortalité de chaque effort positif — tels seront les uniques points de notre programme. Aux erreurs des moralistes et des éducateurs qui soumettent l'existence aux lois de leurs prémisses, à l'intellectualisme étroit des uns, à l'intellectualisme imprécis des autres, aux longs programmes des architectes de demain nous opposerons la dynamique des événements et l'art créateur des énergies.

Les Tablettes sont simultanément publiées à Bruxelles et à Paris.

Annoncé également le premier numéro d'une revue en langue arménienne, que fonde à Paris M. Archag Tchobanian, et qui a pour objet de faire connaître aux Arméniens la littérature et l'art français.

L'*Anahit* (c'est le nom de la revue nouvelle) publie une traduction de l'*Herodias* de Flaubert.

Et les Mémoires d'Empire continuent de s'écouler, d'un flux plus lent, mais tout de même intarissable...

On nous en annonce aujourd'hui de nouveaux : les *Souvenirs* du lieutenant général vicomte de Reiset, consacrés principalement aux campagnes du Rhin et d'Allemagne.

C'est son petit-fils qui les publie.

M. Maurice Barrès nous avait promis, en nous donnant *les Déracinés*, qu'une deuxième partie de son « Roman de l'Énergie nationale » suivrait de près la première. Ce second volume, *l'Appel au soldat* (qui précédera *l'Appel au juge*, troisième et dernière partie de l'œuvre), est tout prêt. Mais M. Barrès ne juge pas le moment propice à cette publication. Il nous écrit : « ... *L'Appel au soldat* fera un volume plus gros encore que *les Déracinés*. C'est l'histoire du boulangisme avec Sturel, Mouchefrin, Suret-Lefort, Saint-Phlin, Bouteiller et tous les personnages des *Déracinés*. Mais, comme il y est question à chaque page de l'armée et de pronunciamentos, je craindrais que l'ouvrage, dans les circonstances actuelles, fût dénaturé par d'apparentes allusions.

« Je suis obligé d'attendre qu'on puisse faire de la psychologie sociale sans passion politique. »

D'autres travaux, et très divers, occupent, en attendant, M. Maurice Barrès.

Il publiera à la fin de ce mois une notice sur Stanislas de Guaita, — qui fut son ami d'enfance, et il corrige les épreuves d'un petit roman, *Un amateur d'âmes*, dont l'esquisse avait paru dans un de ses derniers livres, *Du sang, de la Volupté et de la Mort*, et qui, ainsi renouvelé et développé (M. Barrès est allé tout récemment chercher en Espagne les éléments de ce travail), constitue une œuvre inédite sous un ancien titre.

M. Barrès est occupé, en outre, à ajouter des pages ou des « touches » à un volume d'art, *la Mort de Venise*. Il a promis une préface à M. d'Esparbès, pour son *Henri IV*, et une autre à l'éditeur Girard pour sa réimpression de Stendhal (elle paraîtra en tête de *la Chartreuse de Parme*).

Est-ce tout? Peut-être que non. M. Barrès songe à réunir en un volume qu'il intitulerait *Petits essais nationalistes* divers articles naguère publiés sur Boulanger, les scènes du Panama, l'affaire Dreyfus, Taine, Fustel de Coulanges, le Nationalisme de Gœthe, l'Idée de Patrie...

Mais cela n'est pas décidé encore.

Le *Collège libre des Sciences sociales* a rouvert ses portes aux étudiants lundi dernier.

M. Henry Bérenger y fera, cette année, un cours sur le « Rôle politique et social de l'homme de lettres dans la civilisation française »; — et M. Charles-Brun, agrégé des lettres, sur « l'Action sociale de la littérature ».

Au nombre des professeurs chargés des autres cours : MM. Andler, M. Bernès, Eug. Fournière, de Lanessan, A. Lichtenberger, du Maroussem, Eug. Müntz, Edmond Picard, F. de Pressensé, Seignobos, Paul Strauss, Tarde, Maurice Wahl.

Le nouveau volume de M. Edouard Rod paraît demain.

Les principales études qu'il contient sont consacrées à Alphonse Daudet, Anatole France, Arnold Bœcklin, Emile Hennequin, Fogazzaro, Schopenhauer et Sudermann.

Vues rapides... titre d'un nouveau recueil d'observations et de souvenirs que le judicieux et fin moraliste Louis Dépret nous donnera dans quelques jours.

Annoncé pour la semaine prochaine, un roman gai! La littérature d'à présent ne nous les prodigue pas. Titre : *Un vilain Monsieur*. Auteur : l'écrivain très spirituel que masque le pseudonyme de Willy.

En même temps, paraîtra le nouveau roman de M. Auguste Germain, *En fête*, dont l'*Echo de Paris* achève la publication.

M. Anatole France est revenu de sa croisière en Grèce Il y a employé les rares heures de loisir que le voyage lui laissait à écrire la fin de la pièce qu'il tire de son *Lys Rouge*. La copie du dernier acte a été apportée samedi dernier à M. Porel.

M. France va maintenant réunir ses impressions de Grèce en quelques chapitres qu'un grand journal du matin publiera.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37107. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 21. 4e SÉRIE. — TOME X 19 NOVEMBRE 1898.

PAUL LANGE

Drame en trois actes.

ACTE DEUXIÈME

A la campagne. Une maison à chambres hautes de plafond, dans le style Empire. Au premier, en entrant, une grande salle de réception, à laquelle conduit un double escalier partant du vestibule. On voit le palier auquel il aboutit et [illegible] fenêtres, on aperçoit le toit des ailes de la maison, couvert d'une neige sur laquelle tombe un reflet de lumière électrique.

La porte de la salle est ouverte à deux battants. Son parquet et celui du palier sont couverts d'un tapis à grand dessin.

La salle est en boiserie rougeâtre et dorée à plafond peint, fraîchement restaurée : Amours et fleurs descendant en guirlandes jusqu'à de grandes glaces incrustées dans la boiserie. Portes à droite et à gauche.

Meubles du même style, tendus de violet clair. Au milieu de la salle, une assez grande table ovale à bosses. Des deux côtés, sur le devant, des canapés et des fauteuils, disposés en groupes.

Demi-jour. Les lustres électriques ne sont pas encore allumés.

SCÈNE PREMIÈRE

(*La scène est vide. Au bout d'un instant, on entend, venant de loin, une sonnerie discrète de grelots d'argent. Elle approche de plus en plus. Aussitôt on voit se précipiter, par la porte de droite, Christian Oestlie en tenue de gala suivi de deux autres domestiques en livrée. Derrière eux entre Mme Hein, la ménagère, l'air content, du pas allègre d'une personne qui se sent débarrassée d'un grand poids.*)

(1) Voir la *Revue* du 12 novembre.

Mme HEIN. — Enfin ! Dieu soit loué ! (*Tous descendent par l'escalier de gauche.*)

TORA PARSBERG, *on l'entend rire et parler, d'abord en bas, dans le vestibule, puis sur l'escalier.* — Non vraiment, madame Hein, je suis innocente, blanche comme neige. Ha, ha, ha ! j'ai tort de dire cela, puisque la faute est, en grande partie, à elle.

CHRISTIAN OESTLIE, *du dehors.* — Nous en étions sûrs.

Mme HEIN, *du dehors.* — Que c'était la faute de la neige ? Nous avons attendu Mademoiselle toute la matinée.

TORA PARSBERG, *entre en manteau de fourrure, suivie de Mme Hein et de Christian Oestlie. Ce dernier ressort par la droite.* — Qui pouvait s'y attendre ? Deux heures pour dégager la voie ! Dorénavant, quand on voudra prendre la ligne de l'Ouest, il faudra partir la veille pour être sûr d'arriver à temps.

Mme BANG, *en étoffe [illegible] capote originale assez haute à rubans flottants. (Elle entre par la gauche.* — Bon Dieu ! te voici donc : quelle peur tu m'as faite, mon enfant !

TORA PARSBERG, *qui ne l'a pas aperçue, se retourne au son de sa voix. Avec élan.* — Comment ! tu es là, chère petite tante ! (*Elle la prend dans ses bras, sans lui laisser le temps de se reconnaître.*)

Mme BANG. — Tu nous a fait une peur, mon enfant !

TORA PARSBERG. — Bah ! Je te savais ici, dans ton élément, au milieu des préparatifs d'une fête. (*Elle l'embrasse encore.*)

Mme BANG. — Je ne dis pas non : tous ces bons visages réjouis me font plaisir. N'importe ! quand la maîtresse de la maison n'est pas là pour tout voir, ce n'est plus la même chose.

TORA PARSBERG. — Allons, bonne tante ! me voici et je vais tout voir !

Mme BANG. — Oh ! il est trop tard, maintenant. Les invités vont venir.

TORA PARSBERG. — Sois tranquille, tante ! La ligne de l'Ouest veille. De l'autre côté comme de celui-ci, on peut compter sur un petit temps d'arrêt. (*Elle se dirige à droite.*) Voyons la table !

Mme BANG, *la suivant.* — Tu vois, ce sont les nouveaux vases... J'ai voulu... (*On entend sonner des grelots.*)

CHRISTIAN OESTLIE, *rentre en courant. Il rencontre un domestique venant du palier.* — Allumez ! allumez ! (*Il se précipite dehors.*)

TORA PARSBERG *rentre d'un pas précipité, suivie de Mme Bang et de Mme Hein. Tous les lustres sont allumés.* — Quelqu'un qui n'aura pas compté sur la ligne de l'Ouest et qui aura pris un traîneau ! Quel peut être ce sage ?

Mme HEIN. — Voyons, Mademoiselle, il faut aller vous habiller !

TORA PARSBERG. — Mais je ne puis pas arriver chez moi : la communication est coupée !

Mme HEIN. — Vite, vite !... par l'escalier de cuisine !

Mme BANG. — Non ! tu les gênerais ! Plutôt par l'escalier de service ! (*Elle indique à gauche.*)

TORA PARSBERG. — Tu as raison. Je prendrai l'escalier de service. J'espère que Marie aura préparé ma toilette ?

Mme BANG. — Oui, oui, enfant, dépêche-toi !

Mme HEIN. — Moi, je retourne à mes affaires. (*Elle sort par la droite.*)

TORA PARSBERG. — Allons !... (*Elle se dirige vivement vers la gauche.*)

CHRISTIAN OESTLIE *entre d'un pas pressé venant de droite.* — Mademoiselle !

TORA PARSBERG, *s'arrêtant.* — Qu'y a-t-il ?

CHRISTIAN OESTLIE. — M. Storm est au téléphone !

TORA PARSBERG. — Grand-père !

Mme BANG, *en même temps avec effroi.* — Pourvu qu'il ne vienne pas !

CHRISTIAN OESTLIE. — Justement, M. Storm prévient qu'il viendra, s'il y a encore de la place.

TORA PARSBERG, *regardant Mme Bang.* — Qu'est-ce que cela signifie ? Il s'était dit malade.

CHRISTIAN OESTLIE. — Que dois-je répondre ?

TORA PARSBERG. — Qu'il est le bienvenu, naturellement !

Mme BANG. — Le terrible homme ! Il ne vient jamais sans occasionner quelque esclandre ! C'est toute la vieille Norvège qui fait irruption avec lui ! Terreur et massacre !

TORA PARSBERG. — Est-il arrivé quelque chose ? Je n'ai pas lu les journaux ?

Mme BANG. — Pas que je sache. Ah ! j'ai peur, mon enfant !

TORA PARSBERG. — Ah bah ! tante. Ce n'en sera que plus amusant.

Mme BANG. — Un bel amusement ! C'est plus fort que moi : il me semble que le plancher vacille déjà sous mes pieds.

TORA PARSBERG. — C'est trop tôt, tante ! Attendez que l'orage éclate ! Et maintenant, au revoir ! (*Elle sort par la gauche.*)

Mme BANG. — Je crois qu'on monte déjà ! (*Elle se regarde dans la glace.*)

SCÈNE II

BALKE *entre par le côté droit du palier, suivi de Christian Oestlie, qui s'éloigne aussitôt.*

Mme BANG, *avec une belle révérence.* — Soyez le bienvenu, Monsieur !

BALKE. — Bonsoir, Madame ! C'est à madame Bang, l'épouse de l'évêque, que j'ai l'honneur de parler ? Vous ne me reconnaissez-pas ?

Mme BANG. — De visage, oui... Mais les noms... à mon âge...

BALKE. — Balke, député au Storthing. J'ai eu l'honneur de vous parler à une distribution de prix. Je suis régent de collège.

Mme BANG. — J'y suis. Vous êtes un brillant orateur, monsieur Balke.

BALKE. — Oh !... Je ne vois pas d'invités. Serais-je arrivé le premier ?

Mme BANG. — Mais oui, monsieur Balke ! Les autres ont pris le train, et le train n'arrivera jamais.

BALKE. — En qualité d'instituteur, j'ai coutume d'être exact, et il a trop neigé pour que je pusse me fier, sous ce rapport, à la ligne de l'Ouest.

(*On entend les grelots d'une voiture.*)

Mme BANG. — Encore un invité qui arrive en traîneau !... C'est la première fois que vous venez ici, monsieur Balke ?

BALKE. — C'est la première fois que j'ai cet honneur. Quelle belle résidence ! Et que c'est grand !

Mme BANG. — Oui, c'est une de ces grandes maisons du vieux temps qui ne semblent pas bâties seulement pour leurs propriétaires. On avait alors le cœur plus large, dirait-on. Ne croyez-vous pas, monsieur Balke ?

BALKE. — Hé, hé, hé ! (*Petit rire étouffé, sarcastique et guttural.*)

Mme BANG. — Pensez donc ! Nous n'occupons que le rez-de-chaussée. Tout cet étage (*avec un geste de la main*) est destiné aux salles de réception ! Et dans les deux ailes il n'y a que des chambres à donner.

BALKE, *ironique.* — Oui, nous bâtissons autrement de nos jours.

Mme Bang. — Il me semble que ce cadre ne nous convient plus, monsieur Balke. Il ne va ni à nos costumes, ni à nos pensées.

Balke. — Hé, hé, hé! *Tous deux tournent la tête vers l'escalier de gauche. On entend de ce côté quelqu'un toussoter et se moucher.*)

Mme Bang, *vivement en se rapprochant de Balke.* — Dites-moi, monsieur Balke... Il ne s'est rien passé?

Balke. — S'il ne s'est rien passé? Je ne comprends pas bien?

Sanne *entre et s'incline devant Mme Bang.*

Mme Bang, *avec une révérence.* — Soyez le bienvenu!

Sanne — Merci! Vous ne me reconnaissez pas, Madame?

Mme Bang. — Mais si, je crois que... Il y a longtemps que vous êtes du Storthing?

Sanne. — Non, je viens d'être élu. Je suis monsieur Sanne.

Mme Bang. — Oh! très bien! Le directeur de la banque de...

Sanne. — Non, je suis de la campagne. Comment vous plaisez-vous chez nous, Madame? Nous avons un rude hiver.

Mme Bang. — Oui, mais le temps est si sain et si beau!

Sanne. — C'est vrai.

Mme Bang. — Tous ceux qui viennent en Norvège pour leur santé devraient y venir en hiver.

Sanne. — Vous aimez notre pays, madame Bang?

Mme Bang. — Oh! c'est le plus beau pays de la terre! Si seulement on n'y faisait pas tant de politique? Excusez-moi : je dis toujours ce que je pense.

Sanne, *qui n'avait pas encore salué Balke, le regarde.* — Et vous avez bien raison.

Mme Bang, *vivement en se rapprochant.* — Dites-moi, monsieur... monsieur...

Sanne. — Sanne!

Mme Bang. — Monsieur Sanne... Il ne s'est rien passé?

Sanne. — S'il ne s'est rien passé? *Regardant Balke.*) Je ne comprends pas bien?

Mme Bang. — En fait de politique, veux-je dire. Puisqu'il n'est question que de cela dans ce pays.

Christian Oestlie, *entrant par la gauche.* — Mademoiselle prie Madame de descendre un instant!

Mme Bang, *vivement.* — Je reviens! Excusez-moi, Messieurs. (*Elle fait une belle révérence et sort par la gauche.*)

Balke *se dirige vers la droite et regarde autour de lui. Il finit par étudier le plafond.*

Sanne, *même jeu, du côté gauche.*

Balke *se rapproche tout à coup de Sanne, puis se détourne.*

Sanne, *même jeu.*

Balke, *sans baisser les regards.* — De belles fresques... en vérité...

Sanne, *de même, après un moment d'hésitation.* — Eh oui!... pas trop mal...

Balke. — De qui peuvent-elles bien être? Quel peintre a pu venir jusqu'ici... à cette époque-là?

Sanne. — Oh! ce ne sont, sans doute, que des copies.

Balke. — N'importe!... Ce raccourci... Heu.. Qu'en dites-vous?

Sanne. — Mon Dieu!... (*On entend les grelots d'une voiture de maître.*)

Balke. — Encore un qui a pris un traineau.

Sanne. — Il paraît...

Balke. — Écoutez... en entrant dans des appartements comme ceux-là, on dirait qu'on se sent comme purifié. Cela réveille ce qu'on a de meilleur en soi.

Sanne. — Eh! ce n'est pas malheureux.

Balke. — Vous trouvez?... Je crois bien! Hé, hé, hé!

Le chambellan, *suivi d'Oestlie, qui disparaît aussitôt.* — Bonsoir, messieurs les députés, bonsoir. Nous sommes seuls, jusqu'à présent?

Balke. — On dirait que la ligne de l'Ouest prend ses vacances.

Le chambellan. — Pourquoi pas? Après tout un an de travail...

Balke. — Hé, hé, hé!

Le chambellan. — Eh bien! La journée a été chaude?

Balke. — Vous voulez dire qu'on a siégé matin et soir?

Le chambellan. — Oh! je veux dire un peu plus que cela! C'est vraiment touchant à voir, ces deux gladiateurs qui, après le feu du combat, viennent se livrer ici aux douceurs d'une conversation amicale.

Balke. — N'est-ce pas? N'est-ce pas? Hé, hé, hé!

Le chambellan. — Je vous félicite d'avoir trouvé un compromis.

Sanne. — C'est à M. Balke que ces félicitations devraient s'adresser.

Balke. — Oh! j'accepte, j'accepte! Hé, hé, hé!

Le chambellan, *bon enfant.* — Ma foi, je les adresse à tous les deux. Nous devons tous nous féliciter. Une crise ministérielle en ce moment, ce serait la pire des choses?

Balke. — C'est tout à fait mon avis.

Le chambellan. — Et puis... blesser le vieux lion?... (*On entend le sifflet du train. Un silence.*)

Sanne. — C'est venu bien à propos.

Le chambellan. — Vous aimez ce genre de bruit, quoique vous soyez de la campagne?

Balke *rit.*

SANNE. — Quand on sait s'en servir, — cela ne déplaît pas, même à la campagne.

LE CHAMBELLAN. — Je ne suis d'aucun parti. C'est quelquefois utile. — A propos d'impartialité... j'ai entendu le discours de Paul Lange. Superbes, n'est-ce pas?

BALKE. — Un vrai chef-d'œuvre de politique, à mon avis.

LE CHAMBELLAN. — Cela a été le coup décisif. Qu'en pensez-vous?

BALKE. — Sans aucun doute. En effet, un de ses plus grands mérites, c'est d'être absolument impartial.

LE CHAMBELLAN, *à Sanne.* — Franchement, vous devez en convenir aussi?

SANNE. — Franchement, non!

LE CHAMBELLAN. — Mais ne l'a-t-il pas prouvé, en ne faisant aucune avance à personne, en allant droit son chemin?

SANNE. — Paul Lange ne fait jamais rien par intérêt.

LE CHAMBELLAN. — Vous n'êtes pas de ses admirateurs?

SANNE. — Moi? Je l'admire à ce point que je voudrais le voir nommer directeur de la ligne de l'Ouest. On dit que le poste est vacant.

BALKE. — Je plains un parti qui ne sait pas honorer ses adversaires.

SANNE. — Et moi, je plains un parti qui ne sait vaincre que par trahison.

BALKE. — Qui accusez-vous de trahison?

LE CHAMBELLAN. — Oui, qui accusez-vous?

BALKE. — Ceux qui lâchent le vieux chef qui les a conduits à la victoire, voilà les traîtres! Sans lui, ils n'étaient rien. Et ils ne sont plus rien sans lui.

SANNE. — Ils étaient tenus à le lâcher quand ils l'ont vu passer à l'ennemi, n'est-ce pas? Des hommes d'honneur ne pouvaient agir autrement.

LE CHAMBELLAN. — Allons! je vois que la conversation est bien engagée. Je n'ai plus qu'à me retirer, Excusez-moi! (*Il sort par le palier, tourne à gauche, s'arrête un instant, puis se dirige lentement vers l'escalier.*)

SANNE, *s'approchant de Balke.* — Vous ne répondez pas? Non, vous n'avez rien à répondre. Quiconque suit un tel chef jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il passe à l'ennemi, — est un trrraîtrrre!

BALKE. — Hé, hé, hé!

SANNE. — Il n'y a pas de quoi rire! Que le diable m'emporte si ce n'est pas la journée la plus honteuse qu'il m'ait été donné de vivre!

BALKE. — Hé, hé, hé! (*Un grand nombre d'invités arrivent à la fois. En avant, on voit paraître le chambellan entre deux personnages de belle prestance.*)

LE CHAMBELLAN, *dans la porte.* — Ces messieurs ne se connaissent pas? Permettez-moi de vous présenter l'un à l'autre. Monsieur le président du Storthing, — monsieur Bang, un cousin de la maîtresse de la maison, grand propriétaire en Danemark et veneur de la cour. Monsieur Bang est venu assister à la fête que sa cousine nous offre tous les ans. (*Échange de saluts, avec une nuance de respect de la part du grand propriétaire.*) Permettez-moi, monsieur le Président, de vous conduire chez la maîtresse de la maison. (*Ils sortent par la gauche. La plupart des invités les suivent.*)

PIENE, *se précipitant vers Balke.* — Vous savez la nouvelle?

BALKE. — La nouvelle?

PIENE. — Oui, ce que racontent les journaux de la gauche?

BALKE. — Les journaux du soir? Non!

PIENE, *très excité.* — Les journaux, le train, tout le monde!

CHRISTIAN OESTLIE, *venant de gauche, aux invités.* — Mademoiselle Parsberg reçoit dans la salle de musique. (*Tous se dirigent vers la gauche.*)

BALKE, *tout en marchant.* — Mais qu'est-ce donc?

PIENE, *baissant la voix.* — Un scandale! Le plus grand qui se soit encore passé! (*Il se frotte les mains, en allongeant les bras devant soi.*) Paul Lange est à jamais perdu! Enfoncé! A bas! (*Ils disparaissent derrière la porte de gauche. Par celle du palier, on voit entrer des fonctionnaires, des officiers en uniforme, des artistes, des célébrités, quelques jeunes gens. Ils entrent par groupes de deux ou trois, quelques-uns d'entre eux prononcent le nom de Paul Lange. On entend diverses répliques : « Il n'a jamais voulu être d'aucun parti. » — « Non, il les a tous trahis. » — « Hé! on ne se reconnaît plus de nos jours. » — « Ce n'en est pas moins un homme remarquable! » — « Oui, remarquable pour se faire de la réclame. » — « Il n'y a pas que lui de compromis. » — « Non, ils le sont tous. » — « Il faudrait les photographier dans cette posture. » — « Foin de toute la boutique! » — « Oui, laissez-les donc se manger entre eux. C'est le mieux qu'ils puissent faire! » Tous se dirigent vers la gauche et disparaissent. A la fin, on voit arriver deux respectables vieillards, venant l'un de gauche, l'autre de droite. Ils se rencontrent devant la porte et se font des révérences, chacun d'eux s'effaçant devant l'autre.*)

PREMIER MONSIEUR, *le moins âgé.* — Monsieur l'Évêque!

SECOND MONSIEUR. — Monsieur le préfet!

PREMIER MONSIEUR. — Monsieur l'Évêque!

SECOND MONSIEUR. — Monsieur le préfet. (*Un jeune homme élégant passe entre les deux, en souriant et en saluant à droite et à gauche.*)

Les deux messieurs le regardent faire, étonnés, puis

se regardent l'un l'autre en riant et finissent par entrer de front.

Mlle Bang *entre au moment où ils recommencent le même manège devant la seconde porte.* — Permettez-moi de résoudre la difficulté. — Monsieur l'Évêque! (*Elle prend son bras.*) Monsieur le préfet! (*Elle prend, de l'autre main, le bras du préfet et s'en va avec eux.*)

Ramm et Sanne *entrent ensemble par la gauche.*

Sanne. — Comment dites-vous? Les feuilles du soir?...

Ramm. — Les feuilles du soir contiennent la véritable opinion de Paul Lange sur l'homme dont il a, ce matin, pris la défense.

Sanne. — Sa véritable opinion? Il en a donc deux?

Ramm, *riant.* — Paul Lange a toujours deux opinions — et souvent davantage.

Sanne. — C'est révoltant!

Ramm, *riant.* — Hum! En politique, rien ne révolte.

Sanne. — Mais voyons cette opinion?

Ramm. — Vous n'ignorez pas que le vieux président du conseil a intrigué contre Paul Lange comme il l'a fait contre tout le monde.

Sanne. — Les journaux en parlent?

Ramm. — Ils racontent tout. De belles histoires, en vérité! Et ils ajoutent ce que Paul Lange en a dit lui-même.

Sanne. — C'est quelque peu différent de ses propos de ce matin?

Ramm. — Vous pouvez le croire! C'est un scandale complet! Au reste, nous savions cela depuis longtemps.)

Sanne. — Et vous ne le disiez pas?

Ramm. — En politique, la vérité attend qu'elle puisse servir à quelqu'un. J'ai un journal sur moi. Le voulez-vous? (*Il tire un journal de sa poche.*)

Sanne. — Merci, merci! (*Il saisit la feuille, va s'asseoir et la lit avidement.*)

Balke, Piene *et un autre entrent par la gauche.*

Balke. — Mais alors, nous n'avons pas remporté de victoire? L'effet moral s'en va au diable! Nous aurions plutôt essuyé une défaite!

Piene. — C'est bien pour cela qu'ils ont publié la chose, les gueux!

Ramm *les entend et rit doucement, d'un bon rire.*

Balke. — Il a commencé par trahir la gauche. Et maintenant, nous voicis trahis à notre tour!

Piene. — Il y a des hommes dont on ne devrait jamais accepter le concours. *Timeo Danaos et dona ferentes.*

Balke, *à Ramm.* — Vous riez, vous?

Ramm. — Il me semble que vous riez aussi? (*Ils rient tous deux.*)

Sanne, *bondit, furieux, le journal à la main.* — Comment, grand Dieu! M. Paul Lange a appris à connaître cet homme comme on le raconte ici! Et il le défend!

Ramm. — Vous vous échauffez trop, jeune homme!

Sanne *à Ramm.* — Si vous et les autres vieux aviez pris la chose (*il agite le journal*) un peu plus chaudement, il n'en serait pas sorti un scandale retombant sur tout le pays. Car c'est bien le cas.

Balke. — Messieurs, je vous rappelle où nous sommes! Parlez plus bas!

Ramm. — Eh! qu'eussions-nous dû faire?

Sanne. — Ce que vous auriez dû faire?...

Balke. — Approchez-vous! Et parlez plus bas!

Sanne, *faisant ce qu'on lui dit.* — A l'instant où vous avez appris (*il regarde autour de lui*) que le vieux renard cherchait à circonvenir Paul Lange, qui lui portait ombrage auprès du roi, vous auriez dû le publier hautement! A l'instant même! Entendez-vous? Mais, de par tous les diables, il n'y a plus de sens moral chez ces vieux politiciens!

Balke. — Plus bas, jeune politicien!

Ramm. — Attendez un peu, mon petit père, vous en aurez vite assez de jouer de votre morale à tous les carrefours, comme un aveugle de sa clarinette!

Balke. — Hé! hé! hé!

Sanne. — Cela ne mérite pas une réponse. Ah çà! quel spectacle avons-nous devant les yeux? Voici un homme qui sait d'expérience que le chef du pouvoir joue un jeu déloyal : il l'a appris à ses propres dépens! Bien avant nous tous! Et il se tait! Et tous ceux à qui il en fait la confidence se taisent aussi! Tous! A la fin, nous autres, les petits, nous apprenons comment on nous gouverne et nous voulons aussitôt faire maison nette. Vive la vérité et à bas le chef! Alors, qu'est-ce qui arrive? C'est que celui qui sait mieux que nous tous à quoi s'en tenir, nous tient un beau langage pour nous montrer que nous avons tort! C'est précisément le chef qu'il nous faut! Et son discours a d'autant plus d'effet que lui-même est sur le point de quitter le pouvoir! Il est impartial! Non, jamais je n'ai vu rien de pareil!

Christian Oustell *entre vivement et passe par la gauche.*

Piene, *assez haut.* — Oui, oui! c'est inouï!

Balke. — Rappelez-vous où nous sommes!

Ramm. — Mais pourquoi n'allons-nous pas au fumoir?

Sanne. — Je m'engage à parler plus bas. Ce scandale, révélé par les feuilles de gauche, qui nous montrent Paul Lange exaltant publiquement celui qu'il avait flétri en particulier, pour tout ce qu'il avait eu à souffrir de lui à maintes reprises, ce scandale rejaillit sur toute la nation. Car un tel trait de duplicité servira, à tort ou à raison, à nous caractériser. Et c'est vous, messieurs les vieux (*s'adressant à Ramm*), c'est vous qui en portez la responsabilité,

puisque vous n'ignoriez rien de tout cela et que, sans doute, vous en saviez encore davantage! Et pourtant, loin de faire taire Paul Lange, vous avez, vous-mêmes, gardé le silence.

RAMM. — En politique il faut que chaque chose arrive à point.

SANNE, *excité*. — Ce qui signifie, apparemment, qu'en politique les choses n'ont aucune valeur par elles-mêmes mais seulement par le but qu'elles permettent d'atteindre.

BALKE. — Plus bas!

SANNE, *baissant la voix mais appuyant sur les mots*. — Une belle morale! Du diable si ce n'est pas là une belle morale!

RAMM. — Je vous dirai, mon jeune ami...

PIENE, *se poussant en avant*. — Laissez-moi parler! Laissez-moi parler! Par exception, je donne raison, à mon ami l'ennemi! (*On rit.*) Je tiens une autre explication, venant de bonne source et je vous la livre. A l'époque où le vieux renard circonvenait Paul Lange, celui-ci était malade, pour tout dire, malade d'esprit.

RAMM. — C'est exact. Tout un concours de circonstances...

PIENE. — Des embarras d'argent, m'a-t-on dit. Le testament de sa femme ne l'avait-il pas privé de l'héritage de la défunte?

RAMM. — Non, non!

LE CHAMBELLAN, *suivi d'Oestlie, entre d'un pas pressé, par la gauche et ressort par la porte du palier*.

PIENE. — Enfin! il m'importe peu de savoir ce qui l'a ruiné. Je ne l'aime pas! (*On rit.*) Le fait est qu'à cette époque, se sentant seul et abandonné, il tomba dans des idées noires et il est très certain qu'il ne fut pas loin du suicide.

BALKE, SANNE. — Allons donc!

PIENE. — Je le tiens de bonne source, vous dis-je.

RAMM. — Jamais je n'ai entendu dire cela.

PIENE. — Mais je l'ai entendu, moi! Et maintenant je vous demande ce qui a pu porter un homme que des intrigues avaient conduit jusqu'au seuil de la tombe à venir soutenir l'intrigant?

BALKE, SANNE, RAMM. — En effet?

PIENE, *élevant la voix, encouragé par l'effet produit*. — Il faut qu'il ait une raison qu'il est seul à connaître!

BALKE. — Plus bas!

PIENE, *baissant la voix, mais avec insistance*. — Une raison qui ne profite qu'à lui seul! A notre détriment à tous, tant que nous sommes!

TOUS, *bas*. — C'est bien cela! C'est parfaitement juste!

PIENE, *avec feu, mais bas*. — La raison de ce scandale public! La raison! Donnez-la-moi! Et que tous les partis s'unissent contre le spéculateur! En tout cas, que personne ne le défende! Il fait du tort à tous!

SCÈNE III

LE VIEUX STORM, *de dehors*. — Cela ira! Il ne faut qu'un peu de temps!

BALKE. — Le vieux Storm!

PIENE, *se frottant les mains*. — On va s'amuser, mes enfants! *Venit lupus!*

SANNE, *contenant sa voix*. — C'est ce terrible bonhomme?

RAMM. — Oui! (*Voyant l'air curieux de Sanne.*) Vous ne l'avez jamais vu?

SANNE. — Non. Mais je suis enchanté de le rencontrer. N'est-ce pas le grand-père de mademoiselle Parsberg?

RAMM. — Et son tuteur.

SANNE. — C'est un homme sans ménagements?

RAMM. — Un vrai viking!

LE VIEUX STORM, *de dehors, se rapprochant*. — On la dit vacante. Est-ce vrai? Vous qui savez tout?

LE CHAMBELLAN. — C'est vrai.

LE VIEUX STORM. — Vacante! (*On les voit dans la porte.*) C'est ce que je me disais. Bonsoir, Messieurs! bonsoir!

RAMM, BALKE, PIENE. — Bonsoir! Soyez le bienvenu!

LE VIEUX STORM, *appuyé sur une canne, s'avance lentement, en les dévisageant*. — Je reste ici.

LE CHAMBELLAN. — Ne voulez-vous pas souhaiter d'abord le bonsoir à votre petite-fille?

LE VIEUX STORM, *serrant la main aux autres*. — Je reste ici. — Elle peut venir me trouver. (*On le salue d'un air à la fois respectueux et familier.*)

LE VIEUX STORM. — Qui est-ce, celui-là?

RAMM. — Sanne! Le député Sanne!

LE VIEUX STORM. — Le radical? Vous voici donc! Vous avez l'air d'un homme, vous aussi, on dirait!... (*Rires. Storm gagne le canapé de droite.*)

RAMM. — Vous allez bien?

LE VIEUX STORM. — Ah, ouiche! Mais il y a des choses, quelquefois, qui rendent de la vigueur à ces vieux membres. Je m'assieds là! (*Il prend place sur le canapé. On s'assemble autour de lui.*) Il fait bon ici.

PIENE. — Et nous sommes heureux de vous voir.

LE VIEUX STORM. — Je m'y attendais un peu. (*Se penchant en avant et baissant la voix.*) Eh bien? Il est à croquer...

BALKE. — Hein... de qui parlez-vous?

LE VIEUX STORM. — Cherchez!...

TORA PARSBERG, *venant vivement de gauche. Tous s'écartent respectueusement. Elle est en grande toilette.* — Comment, grand-père! Tu oses sortir? Malade

comme tu es ? (*Il se lève.*) Non, je t'en prie, reste assis ! *Elle lui [illegible] l'aide à s'asseoir.*

Le vieux Storm. — C'est vrai, je suis malade. Mais je savais te faire si grand plaisir en venant.

Tora Parsberg. — Pas quand tu es malade, grand-père, pas quand tu es malade.

Le vieux Storm. — Et moi qui croyais, dans mon ingénuité, que j'étais toujours le bienvenu !

Tora Parsberg. — Est-ce ton expérience qui te l'enseigne ? Elle est si riche !

Le vieux Storm, *[illegible] qu'il tenait dans la sienne.* — Et ce soir je croyais l'être tout spécialement. N'attends-tu pas Paul Lange ?

Tora Parsberg. — Paul Lange doit venir ce soir. Et tu l'aimes bien, grand-père ?

Le vieux Storm, *[illegible].* — Moins que toi, je le crains. (*On rit, mais très discrètement.*)

Tora Parsberg. — Ce n'est pas étonnant. Tu aimes tant de monde !

Le vieux Storm. — Mais personne autant que Paul Lange, je dois l'avouer.

Tora Parsberg. — Comment ? Et Arne Kraft ? (*On rit, plus [illegible].*)

Le vieux Storm, *vivement.* — C'est juste ! Je l'aime encore plus, Arne Kraft !

Tora Parsberg. — Tu vois bien, grand-père ! Oh ! je pourrais en nommer d'autres encore. Mais allons maintenant !

Le vieux Storm. — Où cela ?

Tora Parsberg. — Rejoindre les autres. On va prendre le thé, puis on fera de la musique. J'ai fait venir un bel orchestre, un chœur, des solistes. Et je t'ai réservé une place d'honneur.

Le vieux Storm. — Sans doute à côté de Son Excellence ?

Tora Parsberg. — Il y aura quelqu'un entre vous.

Le vieux Storm. — Toi, n'est-ce pas ?

Tora Parsberg. — Oui, moi.

Le vieux Storm. — Eh bien ! je te remercie ! Décidément, je suis mieux ici.

Tora Parsberg. — C'est dommage ! La musique t'aurait adouci !

Le vieux Storm. — Merci. Je n'ai pas besoin de cela. Je suis plein de douceur.

Tora Parsberg. — Et vous, Messieurs, vous ne voulez pas venir avec moi ?

Le vieux Storm. — Merci ! Nous préférons rester un moment ensemble.

Tora Parsberg. — Pour former un comité de salut public ?

Le vieux Storm. — Pour former un comité de salut public.

Tora Parsberg. — J'espère qu'il sera moins cruel que son modèle ?

Le vieux Storm. — Hélas ! nous n'avons pas de guillotine à notre disposition. Autrement...

Tora Parsberg, *l'interrompant.* — Pas de guillotine ? Quand tu es là ? Tu te méconnais, grand-père ! (*Elle s'en va. Tous rient aux éclats.*)

Le vieux Storm, *fièrement.* — Elle n'est jamais à court, elle !

Balke. — Elle tient de famille.

Le vieux Storm. — Mais elle m'a toujours fait opposition. Depuis son enfance. Elle a toujours tenté l'impossible. Et maintenant... Vous avez entendu ?

Ramm, *après un silence.* — De quoi parlez-vous ?

Le vieux Storm. — De quoi ? Mais de ce qui m'amène ici, parbleu !

Balke, *avec prudence.* — Et c'est ?...

Le vieux Storm. — Vous l'avez entendu : Paul Lange !

Ramm. — C'était une plaisanterie.

Le vieux Storm. — Le fond en était très sérieux !

Ramm. — Il ne vise pas si haut pourtant ?

Le vieux Storm. — Paul Lange ?

Balke. — Mademoiselle Parsberg a voulu s'amuser un peu. Tous ces bruits de demande en mariage...

Le vieux Storm, *l'interrompant.* — Je sais ce que je sais ! Et le gaillard sait ce qu'il veut ! Je ne serais pas étonné que les fiançailles fussent déclarées dès ce soir.

Tous sont [illegible] *[illegible] tion.* — Que dites-vous là ? C'est impossible ! Cela dépasse tout !... Allons donc ! (*On rit.*)

Balke. — Mlle Parsberg ne se mariera jamais !

Ramm, *riant.* — Et Paul Lange n'affrontera pas un refus de plus ! On peut faire injure même à un coquin !

Piene, *[illegible].* — Mais pas à un coureur de dot (1) !

Le vieux Storm. — Vous avez dit le mot !

Piene. — Pas à un coureur de dot ! Et il est de la catégorie. A l'étranger, l'espèce qui la produit a créé la classe des faiseurs. Mais sa plus belle variété, ce sont nos coureurs de dot. Il y a là toute une culture. On commence, au collège, par faire la cour au maître d'école ; étudiant, on la fait aux professeurs ; jeune homme, aux riches héritières. Plus tard on courtisera de même les électeurs, les dispensateurs des grâces, des décorations, des grandes charges. Paul Lange a fait tout l'apprentissage. Et il est arrivé à tout ! (*Avec fureur.*) Il est arrivé à tout !

Balke *se hâte d'ajouter.* — Malgré vos protestations ! Hé, hé, hé ! (*Rire général.*)

Le vieux Storm, *au milieu des rires.* — Piene, mon vieux, seriez-vous jaloux ?

(1) Mot[illegible] [illegible] Parlement [illegible] N[illegible]. N[illegible].

PIENE. — Paul Lange est ma spécialité ! (*Il s'écarte vivement.*)

LES AUTRES *rient et répètent.* — Sa spécialité !

LE VIEUX STORM. — Étudiez bien cet homme ! Deux fois, il s'est retiré du pouvoir. Et, chaque fois il avait pris une assurance avant de partir.

TOUS, *riant.* — C'est vrai !

BALKE. — Pas si haut !

RAMM, *baissant la voix.* — Oui, plus bas !

LE VIEUX STORM, *baissant aussi la voix.* — Maintenant, c'est la troisième fois qu'il s'en va. Et, comme les deux précédentes, il est assuré, s'entend ! Seulement, le péril est plus grand. Alors, l'assurance est plus haute.

LES AUTRES *recommencent à rire, mais plus bas.*

BALKE, *au milieu des rires.* — Fiancé à Mlle Parsberg ? Une belle prime, ma foi !

PLUSIEURS, *riant.* — Oui, une belle prime !

LE VIEUX STORM. — Vous riez maintenant ? Mais, quand il conduira Tora Parsberg à l'autel, ce sera lui qui rira ! Il vous rira au nez, à vous tous ! Venez donc plus près !

BALKE, *curieux.* — Il y a encore quelque chose ? (*Il s'approche.*)

PIENE, *accourant.* — Il y a encore quelque chose ?

LE VIEUX STORM. — Le plus beau de l'affaire !

RAMM. — Bah ? (*Il s'approche aussi. On fait cercle autour du vieux Storm.*)

LE VIEUX STORM *les tient assez à distance pour voir si personne ne vient de gauche.* — L'affaire de Tora Parsberg n'explique qu'une chose : c'est qu'il ose s'en aller. Elle n'explique pas qu'il ose, en partant, parler comme il l'a fait. Parler en faveur d'un chef dont il a eu tant à se plaindre.

PIENE. — Oui, voilà le *hic!* Quels peuvent être ses motifs?

LE VIEUX STORM. — Il faut un motif spécial!

PIENE. — C'est ce que je dis. *Virtus post nummos !*

LE VIEUX STORM, *regardant de nouveau autour de lui.* — Quand je veux savoir quelque chose, j'essaie de sonder ceux qui se croient plus malins que les autres. J'ai tâté le chambellan ! (*Rires étouffés.*)

BALKE, *curieux.* — Eh bien?...

LE VIEUX STORM. — L'ambassade de Londres est vacante. (*Étonnement général. On se regarde. Les visages s'éclaircissent. Ils revêtent une expression de joie et de ruse. Cela finit par un rire général.*)

SANNE, *qui ne se laisse jamais entraîner tout à fait.* — Mais rappelez-vous donc où vous êtes ! (*Les rires deviennent moins bruyants mais gagnent en intensité.*)

BALKE, *à Ramm.* — Un maître, quoi ?

RAMM. — Un grand maître ! *Les rires reprennent.*)

DEUX DÉPUTÉS PAYSANS, *l'un d'une soixantaine d'années, l'autre plus jeune, s'approchent, attirés par le rire.*

PIENE, *s'élançant vers eux.* — Paul Lange est fiancé à Mlle Parsberg et sera nommé ambassadeur à Londres ! Avalez ça, vous ! *Fortes adjuvat fortuna!* (*Il leur jette de tout près, à la figure*). — Hou, hou, hou !

LE PLUS VIEUX DÉPUTÉ. — Il est fou, celui-là?

SANNE. — Non, mais ivre. Ivre de politique. (*Il s'en va.*)

BALKE. — Hé, hé, hé !

LE PLUS JEUNE, *souriant à Storm et lui prenant la main.* — C'est-il vrai, ça, ce qu'il dit de Paul Lange?

LE VIEUX STORM. — Pardi, oui, c'est vrai !

LE PLUS VIEUX, *saluant également Storm.* — Bonsoir, le vieux !

LE VIEUX STORM. — Bonsoir, mon bonhomme !

BALKE. — Les deux partis sont par terre, — et lui-même emporte le bénéfice ! Hé, hé, hé ! C'est plus fort que moi : je l'admire.

LE PLUS VIEUX DES DEUX PAYSANS. — Tout de même, il a de la tête, le gars ! (*Le rire reprend de plus belle.*)

LE VIEUX STORM *se levant.* — Eh bien, Messieurs, et l'indignation ? Nous ne pouvons pourtant pas faire de l'indignation avec de l'admiration ?

PLUSIEURS. — Mais si ! (*Gaieté.*)

RAMM, *au milieu des rires.* — L'indignation viendra, soyez tranquille !

BALKE, *parti.* — Quelle chimie, mon Dieu ! quelle chimie ! (*Les rires redoublent.*)

SANNE. — Chut !

PIENE *se précipite vers le groupe.* — Le voici ! (*Silence absolu.*)

LE VIEUX STORM, *s'asseyant.* — Nous allons voir maintenant !

SCÈNE IV

LE CHAMBELLAN *s'avance à la gauche de Paul Lange.*

PAUL LANGE, *en tenue élégante de soirée.* — Bonsoir ! (*Il s'approche du groupe. — Pas de réponse.*)

PAUL LANGE. — Quel silence subit?

LE CHAMBELLAN, *toujours à côté de Paul Lange.* — Quelqu'un a-t-il manqué un mot d'esprit ?

LE VIEUX STORM. — Hélas, oui ! Moi.

PAUL LANGE *s'avance droit vers Storm et lui tend la main.*

LE VIEUX STORM *la prend, essaie de se lever, mais semble avoir de la difficulté à le faire.* — J'ai quelquefois tant de difficulté à me lever !

PAUL LANGE. — Je vous en prie, restez assis ! Eh bien ! et ce mot d'esprit ?

LE VIEUX STORM. — Ma foi, il s'agissait de vous.

PAUL LANGE. — Et pourtant cela n'a pas réussi ? (*Il*

lâche la main de Storm et se tourne vers Ramm, à qui il veut prendre familièrement la main.

RAMM *croise ses deux mains derrière le dos.*

PAUL LANGE *pâlit affreusement, avec une brusque secousse. Il regarde autour de soi. Tous ceux sur qui tombe son regard imitent Ramm, à l'exception du vieux député paysan, qui se tient un peu à l'écart.* — Maintenant, je comprends le mot. Je le trouve bête, moi aussi. (*Se tournant vers le chambellan.*) La maîtresse de la maison est par là?

LE CHAMBELLAN. — Oui, Excellence! (*Ils sortent. Mouvement général. On parle, on rit.*)

LE VIEUX STORM *se lève vivement, en s'aidant de son bâton et s'écrie.* — Eh bien, vrai! Vous avez bien fait cela!

PIENE, *à part, se frottant les mains, très exalté.* — Bravo! bravo!

RAMM, *en même temps, à Storm.* — Bien touché, hein!

BALKE, *en même temps.* — Il s'en souviendra!

SANNE, *en même temps.* — Sans distinction de partis!

LE VIEUX STORM. — Rien ne vaut en politique une conspiration bien menée! (*Il se rassied, très content. On entend l'orchestre à gauche. Chœur et accompagnement.*)

PIENE *s'avance, très monté.* — J'avais un pressentiment. En traversant la forêt, ce soir, j'ai cru entendre hurler les loups. Je les entendais ainsi, dans mon enfance, là-haut, dans la montagne, quand il faisait nuit. C'était comme la vieille âme norvégienne, inquiète et nous appelant à travers le sommeil, avec des plaintes et des menaces : « Réveille-toi, dormeur. Pas de repos! Jamais plus, jamais! Debout! Et tue, tue! »

RAMM, *bas à ses voisins.* — C'est un paroxysme!

PIENE, *sans s'arrêter.* — Tue tout ce qui est veule et malsain, tout ce qui a, pour le moment, droit de cité en Norvège! Tue les sensibleries des femmes et le libéralisme des bateleurs! Tue tous les vertiges nationaux de notre temps! O hurlements de mort et de vie qui sortez des forêts, qui nous venez des vieux âges! O vous qu'on entend chaque fois qu'il s'agit d'abattre un de ceux... (*Il regarde autour de lui et ne voit que sourires moqueurs.*) Barbarus hic ego sum, quia non intelligor ulli. Ovide, les *Tristes*, 5, 10, 37. (*Il s'éloigne, blessé, au milieu des rires.*)

LE VIEUX STORM, *frappant de sa canne sur le parquet.* — Non, non, non! Il a dit là de grandes paroles! Ce ne sont pas des hommes entiers, tous ces autres, ce sont des moitiés d'hommes, ou moins encore! Les hommes entiers, ce sont ceux qui se précipitent en avant, à l'assaut, à la conquête, au profit de la race. Mais tous ces misérables sentimentaux, cela n'a pas de force, pas de moelle, cela s'attarde auprès des infirmes, des débiles, des épuisés — et des femmes! Cela tripatouille et bafouille avec elles! Et nous sommes en train d'en faire tous autant! Ils veulent nous refouler à l'arrière-plan! Leurs idées sentent la tisane, et leur programme se réduit à un seul point : que le règne des invalides arrive! Et l'on souffrirait ces gens-là dans la politique? On les laisserait piloter notre race? La politique, c'est le mugissement puissant et sain du taureau en rut! Au diable toute cette pacotille!

TOUS. — Bravo! bravo! (*Exclamations et rires. Tous parlent à la fois.*) — Il est parfait, ce soir, le vieux Storm! Tudieu, il est parfait! Un vrai sapin de Norvège!

SANNE, *plus bas.* — Oui, mais nous devenons trop bruyants!

LE VIEUX STORM. — Cela ne fait rien! Je prends tout sur moi! D'ailleurs, ils n'écoutent que la musique, là-bas!

CHRISTIAN OESTLIE *est entré pendant ce temps et remet un pli à Piene.*

PIENE, *l'ouvrant vivement.* — Ce sont les épreuves d'un article qui paraîtra demain. J'en ai demandé plusieurs exemplaires, pour que vous puissiez tous le lire. (*Il distribue de longues feuilles d'épreuves.*)

BALKE. — Voici donc les hurlements notés! Hé! hé! hé! (*Les autres rient aussi et se groupent par deux et trois autour de chaque exemplaire.*)

LE VIEUX STORM *s'assied avec un exemplaire pour lui seul.*

PIENE *rôde derrière eux, jouissant de l'effet. Pendant tout ce temps, il se ronge les ongles, en retenant sa main gauche avec la droite, chaque fois qu'il se laisse trop entraîner. S'il entend un rire ou un « très bien », etc., il se joint aussitôt au groupe et regarde l'épreuve, cherchant la phrase à laquelle cela se rapporte.*

SCÈNE V

LE CHAMBELLAN, *donnant le bras à Mme Bang, entre, venant de gauche.*

Mme BANG. — Mon cher chambellan, dites-moi donc ce qui se passe? Est-ce de Paul Lange qu'il s'agit? Un scandale... quoi?

LE CHAMBELLAN. — Quand vous voyez des gens si absorbés, c'est qu'il y a toujours un scandale sur la planche.

Mme BANG. — Voyons, soyez bien gentil! Dites-moi ce que c'est! J'aime tant Paul Lange! Mais on dit qu'il a une fâcheuse passion pour les demandes en mariage?

LE CHAMBELLAN. — C'était dans son jeune âge.

Mme BANG. — Mais le voici de nouveau garçon...

je veux dire libre. Est-ce encore une affaire de ce genre?

LE CHAMBELLAN. — Oui, vous l'avez deviné.

Mme BANG, *vivement.* — Quelque chose de fâcheux?

LE CHAMBELLAN. — Oui.

Mme BANG. — Qu'est-ce donc, mon ami? Dites-le-moi!

LE CHAMBELLAN. — Il a demandé la main de la princesse.

Mme BANG. — Ce n'est pas possible! Est-ce un mariage faisable?

LE CHAMBELLAN. — Elle n'est plus de la première jeunesse.

Mme BANG. — Et il a le titre d'Excellence? On a vu des choses plus inouïes? N'importe? Qu'en pensez-vous?

LE CHAMBELLAN. — Attendez! Ce n'est pas encore là le vrai scandale.

Mme BANG. — Pas encore? Il y a donc quelque chose de plus? Seigneur Dieu!

LE CHAMBELLAN. — Paul Lange a dit que... (*Il regarde autour de lui.*)

Mme BANG. — Quoi!

LE CHAMBELLAN. — Que le roi porte perruque.

Mme BANG, *pétrifiée, dit enfin.* — Mais ce n'est pas vrai?

LE CHAMBELLAN. — Non. Et c'est là que gît le scandale.

Mme BANG, *épouvantée.* — Sa Majesté a-t-elle connaissance de la chose?

LE CHAMBELLAN *hoche la tête d'un air sombre. Il reprend le bras de Mme Bang et veut la conduire vers la porte de droite.*

Mme BANG, *s'arrêtant.* — Mais comment un homme aussi intelligent que Paul Lange a-t-il pu?...

LE CHAMBELLAN. — Ce sont souvent les plus intelligents qui sont les plus bêtes. (*Ils continuent leur chemin.*)

Mme BANG. — Oh! que c'est vrai! Ce sont souvent les plus intelligents qui sont les plus bêtes. (*Elle s'arrête et quitte le bras du chambellan.*)... Ah! grande nigaude que je suis! Mais il n'y a pas un mot de vrai là-dedans?

LE CHAMBELLAN. — Pas un.

Mme BANG. — Vilain! Attrapez cela! (*Elle lui donne quelques coups d'éventail.*)

LE CHAMBELLAN, *s'enfuyant.* — Une réminiscence du vieux temps! D'avant la politique!

(*Ils sortent par la droite.*)

SCÈNE VI

(*Les groupes, les uns après les autres, ont fini de lire. Rires et propos.*)

BALKE. — Eh bien! voilà qui est assez norvégien! Hé, hé, hé! (*Exclamations : « Cela fera son effet! » « Cela lui fera du bien! » — « Cela va remuer la masse! »*)

LE VIEUX STORM, *parlant le dernier.* — Cela marchera! (*Il se lève.*) Et maintenant, il est temps d'aller le chercher.

PLUSIEURS, *effrayés.* — D'aller le chercher?

D'AUTRES, *de même.* — Vous voulez l'amener ici?

LE VIEUX STORM. — Eh oui!

RAMM. — Vous n'y arriverez pas?

LE VIEUX STORM, *marchant vers la porte.* — Nous allons voir.

RAMM. — Comment ferez-vous?

LE VIEUX STORM. — Il ne peut pas me refuser un entretien, à moi, si je le lui demande. Je suis le grand-père de Tora. (*Il s'en va appuyé sur son bâton.*)

RAMM, *faisant quelques pas derrière lui.* — Réfléchissez aux conséquences!

LE VIEUX STORM, *sans s'arrêter.* — Justement!

BALKE, *cherchant aussi à le rejoindre.* — Et rappelez-vous où nous sommes!

LE VIEUX STORM, *marchant toujours.* — Précisément!

RAMM. — Vous ne l'amènerez pas!

LE VIEUX STORM, *s'arrêtant et se retournant.* — Ah! vous croyez?... Celui que le vieux Storm tient dans sa griffe, celui-là n'a encore jamais échappé! (*Il sort par la gauche.*)

RAMM. — Diable de vieux, va! Qu'est-ce qui va se passer?

BALKE. — Un scandale! petit père, un scandale! Si ce n'était la curiosité, c'est moi qui décamperais!

SANNE, *à Piene.* — Mais il y a là des choses qui ne sont pas vraies!

PIENE, *fiévreusement.* — Que diable cela peut-il faire, pourvu que cela porte! (*Furieux, à Balke.*) Cet animal vient me dire que ce n'est pas vrai?

BALKE, *s'approchant de Sanne.* — C'est précisément quand la vérité fait défaut que Piene se montre! (*Rires.*)

SANNE. — Certes, je n'en disconviens pas, il faut qu'un tel homme disparaisse de l'horizon politique. Il nous fait du tort.

PIENE. — Eh bien!

SANNE. — Mais on ne peut l'attaquer par tous les moyens!

PIENE. — Il faut bien saisir le moment où il a commis une faute, que diable!

SANNE. — C'est possible. Mais... qu'en pensez-vous, Hakonstad?

LE PLUS VIEUX DES PAYSANS (1). — Eh, eh! une faute! Nous fautons tous. Mais, en politique, quand quelqu'un a fait une faute, on le prend par sa faute et on le traîne jusqu'au bout du monde. Et même

(1) Il parle patois, un patois très expressif, dont on ne peut malheureusement pas rendre tout le caractère en français.

un peu plus loin. (*On sourit.*) Il n'a fait que cette seule faute. (*Ironique.*) Et personne n'en a jamais fait avant lui, bien sûr! Et c'est tout de même un peu dur à avaler. (*On rit.*)

PIENE, [illegible] — Monsieur Hakonsta ne comprend pas que, pour vaincre, il faut savoir saisir le moment. Or, nous n'en avons qu'un! Nous devons l'utiliser à tout prix et par tous les moyens.

SANNE. — Il peut en coûter cher à l'individu isolé, avec des maximes comme celle-là.

PIENE. — L'individu? Eh! l'on se fiche bien de l'individu, quand il gêne. Fût-ce le plus grand de tous!

BALKE, *épouvanté.* — Dieu me damne! Il l'amène vraiment! (*On se range.*)

PIENE [illegible]

SCÈNE VII

LE VIEUX STORM, [illegible] *Paul Lange* [illegible] *entrée.* — Votre Excellence comprend bien que j'ai de plus fortes raisons que les autres. Votre Excellence sait ce que je veux dire.

PAUL LANGE. — Je crois savoir où vous voulez en venir.

LE VIEUX STORM. — Et alors, j'ai certain titre à prier Votre Excellence de s'expliquer. Cela fait beaucoup de mauvais sang, votre action de ce matin.

PAUL LANGE. — Ce n'est ni l'heure, ni le lieu.

LE VIEUX STORM. — Mais Votre Excellence ne peut rester dans cette posture, si Votre Excellence veut entrer... je n'ai pas besoin d'en dire davantage.

PAUL LANGE. — Ah çà! que voulez-vous que je fasse?

LE VIEUX STORM. — Que vous dissipiez tous les mauvais bruits! Ici! Sur-le-champ!

PAUL LANGE. — Devant ces messieurs qui m'ont insulté? Non! (*Il veut s'en aller.*)

LE VIEUX STORM. — Mais puisqu'ils croient, ces messieurs, que vous les avez trahis?

PAUL LANGE, *se retournant.* — Je n'ai trahi personne. Je n'ai fait que dire franchement ce que je pense d'un vieillard qui a rendu de grands services au pays.

LE VIEUX STORM. — Votre Excellence a-t-elle lu les journaux du soir?

PAUL LANGE. — Je les ai lus. Ce qu'ils disent n'a aucun rapport avec la chose.

SANNE, *indigné.* — Aucun rapport avec la chose? Quand Votre Excellence nous recommande un homme d'État dont elle connaît la mauvaise foi!

LE VIEUX STORM. — Et cela d'expérience!

SANNE. — N'est-ce pas lui que vous avez appelé ce matin « la force qui unit le mieux le peuple norvégien »?

PAUL LANGE. [illegible] dit et je le répète.

SANNE, *s'avançant.* — Quel peuple sommes-nous donc, en ce cas?

PIENE, *répétant ses paroles.* — Oui, quel peuple sommes-nous, en ce cas?

PAUL LANGE. — Le peuple ne connaît que ses grandes actions. Croyez-vous vraiment que le trésor d'amour et d'admiration qu'il a amassé soit déjà dissipé? Et, sinon, j'ai raison de dire que c'est l'homme, malgré tout, le plus capable d'unir le peuple norvégien.

RAMM. — L'avenir prouvera le contraire. Le peuple norvégien sait trop bien à quoi s'en tenir. Mais, même s'il en était ainsi, il y aurait un homme, en tout cas, dont la bouche ne devrait avancer ni cet argument ni aucun autre fait pour soutenir le chef du pouvoir, — et cet homme c'est Votre Excellence.

PAUL LANGE. — Vraiment! Plus d'un d'entre vous, entre autres, celui qui vient de parler, connaissaient ses défauts aussi bien que moi, ce qui ne les a pas empêchés de se taire — aussi longtemps qu'ils étaient d'accord avec lui!

RAMM. — C'est qu'alors nous étions avec lui dans l'opposition, où ses défauts ne pouvaient faire grand mal. Mais à la tête du pouvoir — c'est autre chose.

PLUSIEURS, *vivement.* — C'est cela!

PAUL LANGE. — La politique ne forme pas des anges. Des hommes dont les défauts surpassent bien les siens ont gouverné de grands peuples et porté les noms les plus illustres de la politique européenne.

SANNE. — Mais nous sommes un petit peuple, nous. Notre code de morale n'est pas celui des guerriers et des conquérants. Nous n'obtiendrons rien par la force. Si nous voulons qu'on nous respecte, nous devons donner l'exemple de la santé.

TOUS. — C'est cela, c'est cela.

PAUL LANGE. — Persécuter un individu n'est pas un signe de santé.

RAMM. — La politique [illegible] qu'un but à la fois. En ce moment, notre but le voilà!

PAUL LANGE. — Chacun obéit à sa nature. Je ne suis pas fait pour le métier de bourreau!

LE VIEUX STORM *s'est assis, cette fois, sur le canapé de gauche. A part.* — Il se défend bien. Cela n'empêche pas, mort de mon âme! qu'on va lui faire mordre la poussière! (*Haut.*) Pourquoi Votre Excellence n'est-elle pas partie quand il vous a si mal traité?

PAUL LANGE. — On devrait me savoir gré d'être resté. De cette façon, le premier ministère de gauche qui ait gouverné ce pays a pu tranquillement poursuivre sa tâche. Voilà la cause de mon silence.

Le vieux Storm. — Mais pourquoi avoir continué à le garder, maintenant que vous avez jugé commode de vous retirer?

Plusieurs, *l'entourant de plus près.* — Oui, pourquoi avoir continué à vous taire?

Ramm. — Ou, si vous teniez absolument à parler, pourquoi n'avoir pas dit comme nous? Puisque vous aviez fait la même expérience? A cette différence près que vous en avez plus souffert que d'autres?

Paul Lange. — J'ai déjà répondu. Et maintenant je crois qu'en voilà assez. (*Il veut s'en aller. Le président du Storthing et plusieurs autres curieux entrent, venant de gauche.*)

Le vieux Storm *se lève et dit en se tournant vers Paul Lange.* — Votre Excellence m'excusera, mais on se dit, ici, que vous avez eu un autre mobile! (*S'approchant.*) Un motif tout particulier pour venir, ce matin, défendre le chef du cabinet.

Paul Lange, *allant vers lui.* — Que voulez-vous dire?

Le vieux Storm, *de même.* — Vous le savez aussi bien que moi!

Paul Lange, *pâle comme la mort, après un silence.* — C'est une infâme calomnie! (*Il s'éloigne.*)

SCÈNE VIII

Arne Kraft *entre par la porte du palier.*

Sanne, *l'apercevant le premier, avec joie.* — Voici Arne Kraft!

Plusieurs. — Arne Kraft? *On se retourne.*

Ramm, *bas à Balke.* — Il sait tout.

Balke, *de même à Ramm.* — Et il parlera, vous allez voir!

Paul Lange, *allant au-devant de Kraft.* — Je suis heureux que tu viennes! Tu n'approuves pas ce que j'ai dit ce matin. Mais tu sais mes raisons. Dis-les! Toi seul peux le faire!

Arne Kraft *le regarde, sans rien dire.*

Plusieurs *s'approchent d'Arne Kraft et lui souhaitent le bonsoir.*

Arne Kraft, *à Sanne, qui est le plus près de lui.* — Qu'est-ce qui se passe?

Sanne. — Tu as lu les journaux de ce soir?

Arne Kraft. — J'ai lu le *Dagblad.*

Sanne. — Alors tu peux te figurer à peu près ce qui se passe ici.

Ramm. — Et tu as peut-être quelques explications à nous donner.

On voit le président du Storthing parler bas à Arne Kraft.)

Arne Kraft *regarde autour de lui, et arrête spécialement ses regards sur Paul Lange. Il parle avec une émotion contenue.* — Oui, j'ai quelque chose à ajouter aux révélations du *Dagblad.* Je comprends très bien qu'à l'heure qu'il est, des Norvégiens, s'ils se rencontrent, ne puissent parler d'autre chose. Paul Lange est parmi ce que nous avons de meilleur, c'est un de ceux dont l'horizon est le plus large et l'activité la plus féconde. C'est un grand cœur comme pas un, un homme sage et prudent. En dehors de tous les partis et les dominant quand le besoin s'en faisait sentir. Nous lui devons une très grande reconnaissance. La persécution dont il a été l'objet n'a fait que nous le rendre plus cher. De personne, à une seule exception près, nous n'attendions plus que de lui.

Le plus vieux des paysans. — C'est vrai, ça.

Sanne. — Oui, c'est vrai.

Piene, *entre les dents, au vieux Storm.* — Ça tourne mal!

Le vieux Storm. — Peuh!

Arne Kraft. — Mais alors est venu... ce dont nous avons été témoins aujourd'hui... Vrai, si quelqu'un m'avait dit hier, ou ce matin encore, que cela allait se passer, j'aurais donné ma tête que c'était impossible. C'est le coup le plus inattendu qui m'ait jamais frappé. J'en suis encore tout étourdi. Il faut qu'il ne comprenne pas la portée de son acte; tous, vainqueurs et vaincus, nous avons le sentiment d'avoir essuyé une défaite en le perdant.

Un grand nombre. — C'est bien cela.

Arne Kraft. — Nous avons le sentiment d'avoir tous été trahis par lui. C'est un deuil national. Mais personne ne le sent plus profondément que moi, son ami de jeunesse. (*Un silence.*)

Ramm. — Tu nous avais promis un éclaircissement?

Arne Kraft. — Oui. Il y a trois jours, je me trouvais chez Paul Lange. C'était un moment après que la motion de méfiance eut été déposée. J'étais venu rappeler à Paul Lange qu'il ne lui était pas possible de soutenir le chef du cabinet. A lui moins qu'à tout autre.

Plusieurs, *répétant à demi-voix.* — A lui moins qu'à tout autre.

Arne Kraft. — Nous en avons causé longuement. Le thème principal était que, sans droiture, un peuple ne pouvait être heureux.

Plusieurs, *à demi-voix.* — C'est juste, c'est très juste.

Arne Kraft. — D'où il ressortait que l'État ne pouvait être dirigé par un homme en qui l'on ne pouvait pas avoir pleine confiance.

Plusieurs, *comme avant.* — C'est cela, c'est ce que nous avons toujours dit.

Arne Kraft, *regardant Paul Lange.* — Eh bien! (*Lentement, appuyant sur les mots.*) Paul Lange en étant convenu, je lui demandai simplement de s'abstenir aujourd'hui. Et il me le promit. (*Légers mur-*

[illegible]. Le président du Storthing vient de me dire qu'il lui avait fait la même promesse. (*Les murmures [illegible].*)

SANNE. — C'est absolument inouï!

PAUL LANGE, *tranquillement.* — Pensez-vous? Il arrive souvent qu'un homme, sous une forte pression, promette une chose qu'il sent ensuite être contraire à sa nature.

PIENE, *[illegible].* — A sa nature!

ARNE KRAFT. — Passons. Mais, quant au récit du *Dagblad*, je puis en certifier l'exactitude. J'ai des preuves.

PLUSIEURS, *à demi-voix.* — Il a des preuves.

SANNE, RAMM, BALKE. — Vous avez des preuves?

ARNE KRAFT. — Oui. Et irréfutables.

PIENE *[illegible] solennel, et s'écrie.* — Cet homme est impossible! *[illegible]*

PAUL LANGE. — Oui, je vois où l'on veut en venir.

ARNE KRAFT. — On veut en venir à fonder chez nous un régime de probité politique, d'honnêtes débats, entre gens de bien... si c'est possible. Voilà où l'on veut en venir. Tu nous y as aidés, mon vieil ami. Grandement, noblement. Qu'est-ce qui est cause qu'aujourd'hui, pour atteindre notre but, nous sommes forcés de t'écarter? Tu le sais. Moi, je l'ignore. Quant à nous, tu as détruit notre œuvre autant que cela pouvait se faire en ce moment. Bien des années s'écouleront avant que nous soyons revenus au point où nous étions. On pouvait avoir des doutes. Maintenant, nous n'en avons plus. Ce sera un deuil pour les meilleurs éléments du pays. Jamais tu ne reconquerras leur confiance. J'en suis désolé. Mais il n'y a rien à faire. *Murmures étouffés de toutes parts. On distingue des mots : « C'est bien fait. » — « Cela déblaiera la voie. »*)

PAUL LANGE *s'avance vers Arne Kraft.* — Allons! tu m'as tué. Je ne croyais pas que je périrais de ta main. (*Il se voile la face des deux mains. On voit [illegible].*)

ARNE KRAFT *recule d'un pas, comme si les choses lui apparaissaient tout à coup sous un nouveau jour.*

TORA PARSBERG, *que sa tante est allée chercher, est entrée depuis un instant sans être remarquée. Elle s'avance au premier plan, suivie de la tante.* — Excusez-moi, Messieurs, vous troublez ma fête!

LE VIEUX STORM. — Ma fille, nous voulons seulement...

TORA PARSBERG, *[illegible].* — L'homme dont nous honorons aujourd'hui la mémoire appartenait aussi à la politique. Mais on l'a souvent entendu dire : Je ne comprends rien à la politique! Elle nous a été donnée comme devant amener l'amour fraternel, et puis elle s'est transformée en une haine générale, en une véritable [illegible] l'homme! Son premier but était de tremper le courage et les forces de la société humaine et elle ne verse que du venin dans les âmes.

LE VIEUX STORM. — Mais, voyons, puisque...

TORA PARSBERG. — Pardon, grand-père : une fête est un lieu d'asile, gardé par de bonnes fées! Et c'est moi, qui suis à leur tête. Ah! si je pouvais dire ce qu'un roi légendaire disait aux invités de sa fête : « Soyez les bienvenus dans mon royaume, vous qui venez d'un monde ensorcelé, où vous êtes meurtris dans votre humanité, vous qui n'êtes pas assez sages pour hurler avec les loups, assez méchants pour la lutte des partis, assez corrects pour les tables de lois, assez retors pour les marchandages humains. Vous les bons et les généreux, qui n'avez pu poursuivre votre vol, parce que vous avez reçu un plomb dans l'aile. Vous qui, après cela, alliez, boitant, de cachette en cachette, parce vous n'étiez pas dotés de sagesse, mais du courage et de l'amour! Ici vous serez les premiers, ô martyrs de l'humanité! A la fête, à la fête! Il n'y a de fête que pour les cœurs francs et nobles! » Mais, puisque j'ai le pouvoir, je veux du moins choisir, pour me conduire à la salle du festin, l'homme qui, au milieu de tous les égarements, me semble encore le plus exempt de fautes. (*On entend à droite une marche jouée par l'orchestre. [illegible]* Excellence, voulez-vous me faire l'honneur de me conduire à table?

PAUL LANGE. — Les dieux parfois descendent encore sur la terre.

TORA PARSBERG, *[illegible].* — Monsieur le Président, voulez-vous offrir le bras à ma tante? (*Au vieux Storm, en passant.*) — Tu sais que j'ai toujours adoré l'impossible. (*Elle se rend dans la [illegible].*)

ARNE KRAFT *[illegible].*

PIENE, *venant au premier plan.* — Stulti, stolidi, fungi, bardi, blenni, buccones! (*Entre les dents.*) Plaute, *les Bacchides.* (*Il gagne brusquement la grande [illegible].*)

LE CHAMBELLAN, *au vieux Storm.* — Voulez-vous me faire l'honneur d'accepter mon bras?

LE VIEUX STORM *s'est levé et se dirige, lui aussi, vers la porte de sortie.* — Non.

(*Fin du deuxième acte.*)

[illegible]

(*A suivre.*)

SUR RICHARD WAGNER

Ceux qui ne connaissent pas un mot ni de l'art ni de la pensée de Richard Wagner, et il en est peut-être encore quelques-uns; ceux qui ne connaissent que partiellement ses œuvres, ou qui, auditeurs du musicien, n'ont pas pu prendre connaissance des ouvrages du philosophe et du critique; ceux qui n'ont lu qu'une faible partie de l'immense « littérature wagnérienne », c'est-à-dire de la bibliothèque que l'on a écrite sur les œuvres et sur les idées de Wagner; ceux qui ont lu tout ce qu'on a écrit sur le maître de Leipsig, et, qui, précisément pour cela, seraient assez curieux d'avoir en mains un résumé impartial et complet et lumineux de tous ses commentaires et explications; tous ceux-là ont pour devoir de lire le livre magistral que M. Henri Lichtenberger vient de nous donner sous le titre : *Richard Wagner poète et penseur*.

M. Lichtenberger nous y présente avec une souveraine clarté : une vie de Wagner; tout ce qu'il en faut, au moins, pour le connaître, le reconnaître et ne le point méconnaître; — l'analyse détaillée et précise de tous ses poèmes; — l'exposition très exacte, pour autant que je m'y connaisse, de ses idées générales; — le compte rendu très serré et très net de ses idées littéraires et artistiques. Je ne connais pas de livre plus complet. A cet égard, au moins il a quelque chose de définitif.

Je suivrai M. Lichtenberger, pour donner une idée de son ouvrage et pour mettre en goût de le lire, en son enquête sur Wagner philosophe et en son enquête sur Wagner théoricien littéraire. Ce sera bien assez pour un jour.

Au risque de blesser bien des wagnériens et M. Lichtenberger lui-même, quoiqu'il ne soit ici et ne veuille être qu'un rapporteur très froid et nullement un panégyriste, je dirai d'abord que je fais petit état de Wagner considéré comme philosophe. Ses idées générales sont curieuses, quelquefois, par la façon originale et excitante dont elles sont exposées, au fond elles sont les plus rebattues du monde et se sont succédé, du reste, avec une sensible incohérence, quelque effort qu'on ait fait, qu'on fasse, ou qu'on doive faire pour les ramener soit à l'unité soit à une intelligente évolution.

Sous l'influence de différents penseurs (Novalis, Feuerbach, Schopenhauer), sous l'influence aussi des circonstances (avant 1848, après 1848, avant 1870, après 1870) il a été, successivement, pessimiste, puis optimiste, puis pessimiste, puis optimo-pessimiste, si je puis dire, finissant à peu près par croire que le monde est mauvais, mais que l'humanité peut se régénérer par un effort de volonté et d'amour; et cette dernière pensée, qui est la plus originale de Wagner, me paraît encore être, à bien peu près, celle de Jean-Jacques Rousseau.

Tout compte fait, et je soumets cette « intuition », pour parler la langue de Wagner, à M. Lichtenberger lui-même, il me semble bien que Wagner, comme tous les hommes de volonté du reste, est au fond un optimiste; car avoir toujours un peu cru et s'arrêter définitivement à croire, que l'homme, très bas tombé, peut un jour se « régénérer » *par lui-même*, et opérer par lui-même et sur lui-même une palingénésie, c'est être optimiste en proportion même de la croyance où l'on est que le monde et l'homme sont mauvais. Plus on croit le monde mauvais et l'homme gâté, plus il faut une dose forte d'optimisme et plus il faut comme une intensité extraordinaire d'optimisme, pour croire que l'homme est capable de se relever tout seul et de refaire l'univers bon. Il n'y a de pessimiste que celui qui croit que l'homme est mauvais et restera tel, et celui qui croit que l'homme est mauvais et qu'un secours versé d'ailleurs peut le rendre bon et le sauver.

Mais quoi qu'il en soit, dans ses oscillations entre le pessimisme et l'optimisme, Wagner n'a montré aucune originalité profonde, et son philosophisme, encore qu'intéressant par quelques détails, et qu'il est bon de connaître, peut, en dernière analyse, être tenu pour négligeable.

Les méchants remarqueront même que les idées générales de Wagner ne sont souvent que comme des prolongements de ses idées de métier et, pour ainsi dire, de ses idées domestiques. Il nous dira par exemple : « Ce qui manque dans l'humanité c'est le manque d'amour, c'est l'individualisme... Par exemple, qu'est-ce qui fait que l'opéra, tel qu'il est pratiqué, est une manière de monstre? C'est que le musicien va de son côté ne songeant qu'à lui, le librettiste du sien, ne pensant qu'à soi, et le chanteur du sien, ne se préoccupant que de sa personne, et qu'il n'y a pas une conspiration de tout le monde pour une œuvre commune. Ainsi va l'opéra, ainsi va le monde. L'opéra est mal fait et le monde aussi... » Une théorie philosophique a été inspirée à Wagner par des considérations techniques sur son art.

Qu'elle en soit plus mauvaise, je ne dis pas cela; mais elle pourrait avoir connu des assises et des fondements un peu plus larges. Au fond ce que Wagner a toujours rêvé c'est une humanité constituée de manière à avoir pour aboutissement et pour cause finale la création, l'intelligence et le culte du Théâtre-Wagner; et toutes ses théories ont été dominées et comme inspirées par cette préoccupation. C'est ici même qu'on pourrait retrouver l'unité de ses idées si diverses et en fixer le point central. Ce ne serait pas

très difficile, ni très faux, encore que ce fût un peu malveillant, ce pourquoi je ne le fais point.

Reste que Wagner philosophe peut être, sinon passé sous silence, du moins rapidement salué. Il est encore intéressant de constater qu'un tel artiste a eu quelques regards circulaires sur le monde, qui ne sont pas sans quelque étendue.

Là où, au contraire, Wagner se montre, sinon philosophe, au sens précis du mot, du moins doué d'esprit philosophique, c'est dans ses œuvres artistiques. Il n'y a pas de théâtre, même en tenant compte de celui de M. Ibsen, qui soit plus un « théâtre d'idées » que le théâtre de Wagner. On peut même dire que de chacun de ses poèmes, une grande idée philosophique est la source même, toute féconde et toute jaillissante. Ce qui domine le *Vaisseau fantôme* c'est l'idée de l'invincible et *funeste* besoin de repos qui saisit l'âme au milieu des orages de la vie. Ce qui domine et remplit *Lohengrin* c'est l'idée de la foi dans l'amour et de la nécessité de la foi en l'être aimé pour que l'amour puisse subsister. Ce qui domine et remplit l'*Anneau de Nibelung* c'est... oh ! ici il y en a dix pour une... c'est l'irréductible opposition entre l'aspiration vers l'amour et la soif de l'or et de la puissance; c'est l'idée du détachement, seul capable de donner à l'âme la paix et la véritable puissance c'est-à-dire la maîtrise de soi; c'est l'idée de la science, funeste à l'homme et le paralysant par la connaissance et comme la sensation présente de l'avenir, etc. Tous les poèmes de Wagner — et c'est là leur première puissance sur les imaginations allemandes — sont des poèmes philosophiques. L'œuvre artistique de Wagner est philosophique tout entière.

Il a même résolu le problème éternel de l'union de la philosophie et de l'art. Comment fait-on une œuvre artistique avec une idée ? On fait une œuvre artistique avec une idée en transformant une idée en un mythe, ou en considérant un mythe ancien et en retrouvant l'idée. L'art consiste à donner à une idée une vie sensible. Le mythe, c'est une idée qui vit dans l'histoire d'un personnage, et qui par là est sensible au cœur tout en restant visible à l'intelligence. Ce n'est pas plus difficile que cela.

Seulement, pour que l'œuvre d'art ne soit pas d'une parfaite froideur, il ne faut pas que le mythe ait été laborieusement échafaudé et construit autour de l'idée, ou il ne faut pas que, du mythe qu'il a trouvé quelque part dans ses lectures, l'auteur dégage laborieusement et patiemment l'idée qui y est contenue. Il faut qu'idée et mythe naissent ensemble, l'une revêtue de l'autre, tous les deux mêlés et vivant ensemble, sans que l'un précède et que l'autre suive. Si l'auteur crée lui-même le mythe, il faut qu'il ait conçu d'un seul coup, consubstantiels l'un de l'autre, le mythe et l'idée. Si l'auteur trouve le mythe dans ses lectures, il faut que, dès qu'il l'a rencontré, il l'ait vu tout de suite traversé, parcouru, éclairé et animé par l'idée dont il est le signe sensible. Ce doit être âme et corps, conçus ensemble et inconcevables séparément. Et cela n'est donné qu'aux penseurs qui sont en même temps des artistes, qu'aux artistes qui pensent en artistes, et qu'aux penseurs qui imaginent tout en même temps qu'ils pensent.

Et c'est cela qui est difficile, et c'est précisément « le cas de Wagner », comme dit Nietzsche.

Remarquez que cela est surtout le propre même du musicien, et que la façon de concevoir qui était celle de Wagner, est précisément celle qui s'accommode le mieux avec l'art musical. J'ai souvent marqué quelque défiance — les droits du génie étant toujours réservés; car le génie se moque des règles, c'est-à-dire des conditions ordinaires de l'art — à l'égard du « théâtre d'idées ». J'ai souvent dit que le théâtre était naturellement plutôt psychologique que philosophique, et que le lieu le moins propre à exposer une idée était le théâtre. J'en suis toujours très convaincu. Mais c'est du théâtre littéraire que je parlais, non du théâtre musical. Le théâtre musical est rendu très capable par ses limites mêmes d'exprimer des idées philosophiques très générales. Remarquez qu'il ne peut pas faire de psychologie. Il peut exprimer les passions dans leurs grandes crises et leurs grands effets ; il ne peut pas en poser les secrets ressorts et les minutieuses péripéties. Son domaine, comme théâtre des passions humaines, est donc extrêmement limité. Je ne pense pas que vous songiez à mettre en musique le théâtre de Marivaux, de Musset ou de M. Jules Lemaître. Réduit aux grandes passions en leurs moments de pleine expansion et de pleine clarté, il est donc très borné et condamné aux répétitions et à une certaine monotonie.

Mais il exprime admirablement une grande idée vivant dans un mythe clair et puissant qui parle à l'imagination. Cette idée, tout comme une grande passion à un moment de crise, est simple et large, sans nuances et sans subtilités. Elle peut s'exprimer par un art qui ne pénètre point dans l'âme et qui n'y circule pas par petits chemins; mais qui l'enveloppe pour ainsi dire et l'embrasse et la maîtrise tout entière.

En termes plus philosophiques, si vous voulez, une idée littéraire est une analyse, et une idée philosophique est une synthèse. L'idée littéraire exige la parole qui est un instrument d'analyse ; l'idée philosophique (non pas à prouver, mais à faire sentir) s'accommode très bien de l'art le plus synthétique qui soit au monde.

Je dirai plus : la musique donne à l'idée philosophique tout son attrait en la maintenant dans son caractère d'idée vague et par conséquent dans la

région d'un demi-mystère. *Psyché* en comédie n'aura jamais l'air d'un mythe. L'auteur voudra toujours m'expliquer le mythe et en l'expliquant il en détruira le mystérieux. *Psyché* en opéra sera à moitié expliquée, à moitié laissée dans la pénombre où les idées générales ont besoin d'être laissées pour rester poétiques. Un certain degré d'indéterminé est nécessaire à une idée pour qu'elle soit poétique, parce que l'imagination n'est contente que si elle n'est pas satisfaite. La musique est donc admirable pour exprimer l'idée philosophique dans la juste mesure où elle remplit l'imagination sans la saturer, dans la juste mesure où elle convie l'imagination à rêver, en lui laissant la liberté de le faire.

C'est ce que Wagner avait merveilleusement compris ; c'est surtout à quoi il a réussi, plus d'une fois, miraculeusement.

Comme théoricien dramatique, Wagner, malgré bien des critiques qu'on lui a faites, me paraît avoir eu, en définitive, gain de cause. Le fond de ses idées sur cette matière, c'était que l'opéra devait être la conspiration de tous les arts, et qu'il en était, jusqu'à ce que Wagner vînt, la dissociation : c'était que le modèle de l'art théâtral et dramatique était la tragédie grecque, et que l'opéra, après avoir été, consciemment ou non, un effort pour revenir à la tragédie grecque, en était devenu une manière de caricature, c'était qu'il fallait revenir nettement à ce concours de tous les arts en vue d'un effet d'ensemble que la tragédie grecque avait réalisé. Le « poème musical », c'est purement et simplement la tragédie grecque avec tous les moyens nouveaux que l'art de la versification, l'art du chant, l'art orchestrique, l'art de la décoration et l'art de la mise en scène a pu trouver.

Il est étonnant, à ce propos, que Nietzsche, si passionnément amoureux de la beauté grecque, ait si violemment accusé Wagner de tourner le dos au pays de la beauté et du soleil et d'être une espèce de barbare septentrional. Cela me paraît être un pur et simple contresens. Wagner est un homme du moyen âge comme conception de ses sujets et un pur Grec comme conception de la construction de son œuvre et de toute l'organisation de son art. Eh bien, il a raison ! Comme art, il n'y a que l'art grec, et il faut pleinement y revenir. Comme matière d'art il faut prendre les mythes du moyen âge, parce qu'ils sont plus voisins de nous sans en être trop voisins, auquel cas ils ne seraient pas des mythes ni des légendes ; parce qu'ils sont encore au fond de nos imaginations et comme dans la pénombre de notre âme ; parce qu'ils sont générateurs de nos façons de sentir et même de quelques-unes de nos façons de penser. Il n'y a rien de plus raisonnable.

Remarquez même qu'il n'y a pas là deux points de vue. A un point de vue comme à l'autre, Wagner reste Grec, puisqu'il fait tout ce que les Grecs faisaient. Les Grecs, *comme art*, faisaient de la tragédie le concours et la conspiration amicale de toutes les formes d'art qu'ils connaissaient. Wagner en fait autant. Les Grecs, *comme matière d'art*, prenaient leurs mythes nationaux et leurs légendes nationales. Wagner comme matière d'art prend *ses* mythes nationaux, et *ses* légendes nationales, les mythes et les légendes de l'Occident. Il procède exactement comme Eschyle et Sophocle. Il est parfaitement d'accord avec sa théorie et sa théorie est parfaitement coordonnée.

Maintenant, c'est précisément à cette méthode qu'on s'est attaqué, ou plutôt à cette idée génératrice de tout l'art wagnérien. On a dit : « C'est précisément en sens contraire de l'évolution universelle. L'évolution universelle va du complexe au simple, de l'homogénéité à une différenciation toujours croissante, de « l'œuvre d'art intégrale » vers l'œuvre d'art spécialisée. La tragédie grecque, synthèse de musique, poésie, danse, évolutions rythmiques, sculpture et architecture, était œuvre d'art intégrale ; c'est précisément pour cela qu'il faut que l'œuvre moderne ne le soit pas. »

J'ai trouvé cette objection devant moi, il y a quelque vingt ans, alors que, wagnérien sans le savoir, je soutenais que la tragédie grecque était un opéra et qu'elle avait bien raison de l'être et que tout effort pour *réintégrer* ainsi l'œuvre dramatique était un très louable effort. Je connais donc cette objection et j'y ai beaucoup réfléchi. Elle m'ébranle peu.

D'abord elle tendrait à représenter la tragédie grecque comme une œuvre barbare, et j'ai beau « me mettre au point de vue », il m'est très difficile d'accorder ici mon goût avec la doctrine évolutionniste, quelque respect que j'aie pour elle. Ensuite, tout en reconnaissant très bien que la division et subdivision successive des genres est une loi de l'histoire littéraire (voir, si l'on veut, tout ce que j'en dis dans mon *Drame ancien, Drame moderne*) et tout en rattachant, si l'on y tient, cette loi littéraire aux lois générales de l'évolution universelle, je ferai remarquer qu'elle est funeste, et que c'est le plus noble effort de l'humanité que de tenter d'y échapper et que c'est précisément le rôle du génie de s'y soustraire. Elle est funeste ; car vous savez où elle va. Elle va à créer des sub-sous-genres et des hypo-sub-sous-genres qui ne représentent plus que des fractions des facultés de l'esprit. Elle arrive par exemple à faire un genre du genre descriptif, c'est-à-dire de quelque chose qui n'est et ne doit être que l'ornement des autres genres. Elle arrive à éliminer du drame, comme au XVIIIe siècle, tout lyrisme, toute imagination et toute poésie, sous le prétexte, vrai du reste, que lyrisme, imagination

et poésie ne font point partie de l'essence même du poème dramatique.

La loi de subdivision successive des genres, encore que très humaine et presque fatale, est donc funeste autant que fatale et il serait bon de ne pas la couvrir de bénédictions.

Et je dis de plus que c'est précisément celui qui s'y soustrait qui a du génie et qu'on a d'autant plus de génie qu'on est capable de s'y soustraire, si même l'essence au moins du génie n'est pas précisément la capacité d'y échapper. Il en est ici tout de même que dans l'ordre des sciences. La multiplicité des connaissances humaines a fait que les sciences aussi se sont divisées et subdivisées à l'infini. Il y avait autrefois des hommes qui possédaient la science intégrale. C'était quand on ne savait pas grand'chose. Il n'y en a plus. Il n'y a plus que des spécialistes. Mais c'est très fâcheux. Et il me semble bien que celui-là, de temps en temps, de plus en plus rarement, qui par des connaissances multipliées, et par une forte synthèse de ces connaissances diverses, donne seulement l'illusion d'être encyclopédique et réintègre, ne fût-ce qu'incomplètement, ne fût-ce qu'en apparence, la science humaine, est salué homme de génie.

Pour en revenir à l'art, il en va ainsi, et, à tous risques et tous périls, que je reconnais qui sont grands, il faut qu'il y ait de temps en temps un homme assez audacieux pour tenter de réintégrer l'art (ce qui n'est possible qu'au théâtre) et de redonner au monde la partie la plus miraculeuse du « miracle grec ». Le tenter est déjà vénérable; y réussir, ne fût-ce qu'à moitié, est magnifique, et en tout cas l'idéal est là. En cela comme en bien d'autres choses, Wagner a été un serviteur passionné et un prêtre fervent de l'idéal.

Je n'ai qu'effleuré une ou deux des vingt questions de première importance qui sont traitées dans le livre de M. Henri Lichtenberger. C'est un livre essentiel; c'est un livre inévitable. On ne peut guère se dispenser de l'avoir lu.

EMILE [illegible].

L'ESPRIT SCIENTIFIQUE [1]

Messieurs,

... Nous nous appelons aujourd'hui l'Université de Paris. Les diverses disciplines, au lieu de vivre séparées comme si elles s'ignoraient les unes les autres, se sont rapprochées dans une organisation commune qui rend sensible leur unité. Quel est le principe de cette unité? C'est l'esprit scientifique qui les inspire toutes, et qui est comme l'âme de l'Université rajeunie. Ce que proclame ce grand nom d'Université, c'est que, sous la diversité des objets et même des méthodes particulières à chaque discipline, il y a pourtant une manière générale de penser qui est commune à toutes, de certaines règles de méthode qui s'imposent à l'esprit humain dans toutes [illegible] et qu'il n'a d'autre souci que la découverte du vrai. Ce [illegible] place de la Faculté des lettres, dans cet ensemble, et la forme spéciale que prend l'esprit scientifique dans des travaux comme les nôtres, auxquels on a longtemps hésité à reconnaître cette parenté étroite avec ceux des Facultés voisines et amies.

S'il fallait donner une preuve de cette hésitation, je la trouverais dans le titre même de la chaire que j'occupe. Je suis professeur d'éloquence grecque. Ce mot d'éloquence évoque une idée d'art plus que de science. Il en est de même pour les chaires de poésie grecque, de poésie latine, d'éloquence latine. Il est clair que ces titres vénérables sont un legs du passé qui ne répond plus exactement à notre manière moderne de concevoir l'enseignement des Universités. Je ne demande pas qu'on les change, croyez-le bien : la saveur des vieilles choses a son charme, que nous avons trop rarement peut-être, en France, l'occasion de goûter, et le respect de ces formes un peu surannées n'empêche pas l'esprit nouveau de faire son chemin, quand ce respect n'est pas sottement superstitieux. Laissons donc les mots de côté et voyons les choses.

Or, dans les choses mêmes, il y a quelques difficultés, au moins [illegible] recevant un grand philologue, exprimait avec finesse ce désaccord en disant que, si la philologie était une science, il fallait que le mot « science » n'eût pas tout à fait la même signification à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres qu'à l'Académie des Sciences. Il y a peut-être du vrai dans cette observation : il vaut la peine, en tout cas, de s'en assurer. Car, comme nous nous servons couramment du mot de « science » pour l'appliquer à nos recherches, il est indispensable que nous nous rendions [illegible] des raisons que nous pouvons avoir de persister à l'employer.

Ce qui caractérise la science aux yeux du savant proprement dit, du physicien par exemple, c'est la découverte de lois générales fondées sur des faits particuliers bien observés. Je parle du physicien, non du mathématicien, parce que ce dernier procède d'une manière déductive et que sa méthode est évidemment plus éloignée de la nôtre que celle du physicien, qui travaille, comme nous, sur des faits concrets, et non sur des abstractions. Or le physicien est parfois tenté de nous dire, lui aussi : « Où sont les lois que vous découvrez? Où sont les lois incontestables, les lois définitivement acquises de vos prétendues sciences? Je sais ce que c'est que la loi de Mariotte; j'ignore ce que sont les lois de l'histoire ou de la littérature. Vous, littérateurs, vous êtes avant tout des hommes de goût qui disputez sur le mérite des œuvres,

[1] Discours prononcé à la [illegible] rences de la Faculté des lettres le 3 novembre dernier par M. [illegible]

sans toujours parvenir à vous entendre. Vous, historiens, vous essayez, au milieu de beaucoup d'hypothèses ou d'incertitudes, de faire revivre le passé. En quoi toutes ces recherches, si intéressantes qu'elles soient, ressemblent-elles aux travaux du vrai savant qui, dans son laboratoire, découvre une loi précise, une loi si certaine qu'il peut, en répétant ses expériences, reproduire aussi souvent qu'il lui plaît le fait dont il a établi la loi? » Voilà l'objection, et je ne crois pas l'avoir affaiblie pour le besoin de ma cause. Quelle part de vérité renferme-t-elle?

Je dois reconnaître tout d'abord que nos études, par certains côtés, sortent en effet du cadre de la science proprement dite. Une étude des littératures, d'où le sentiment du beau serait exclu, ou une étude de l'histoire qui se bornerait à réunir des documents sans en dégager la vie, seraient certainement incomplètes. Historiens ou littérateurs, tous nous visons à une reconstruction artistique, à une synthèse vivante du passé. A cet égard donc, l'objection n'est pas sans fondement. Mais elle ne touche qu'une partie de nos travaux. Cette résurrection du passé par l'histoire politique et littéraire n'est pas une création purement subjective comme une œuvre de fiction. Ce n'est pas de notre fonds que nous en tirons les éléments, c'est de la réalité méthodiquement observée. L'œuvre d'art que nous voulons élever repose donc sur une préparation d'un caractère tout différent. C'est cette préparation que nous appelons scientifique. Toute la question est de savoir en quel sens elle est scientifique et dans quelle mesure.

Je pourrais ici faire observer que, si le caractère général de la science est d'aboutir à des lois vérifiables par l'expérience, il y a cependant des sciences incontestées, dont certaines parties au moins n'offrent pas ce caractère. Les descriptions et les classifications de l'histoire naturelle n'ont rien de commun avec l'idée de loi. En astronomie, l'expérimentation joue un rôle presque nul. Mais admettons ce caractère général de la science et voyons si nos recherches en sont aussi dépourvues qu'on l'imagine quelquefois.

C'est une loi physique que l'eau pure, sous la pression atmosphérique, bout à 100 degrés. Comment le physicien a-t-il découvert cette loi? Une série d'essais lui a montré que l'ébullition de l'eau se produit, selon les circonstances, à des températures différentes. Il a noté avec soin toutes ces circonstances. Il s'est alors aperçu que, toutes les fois que se trouvaient réunies certaines circonstances identiques, pureté de l'eau, pression atmosphérique égale à 76, l'ébullition se produisait à la température de 100 degrés. Il y a donc deux ordres de recherches dans son travail: d'abord une série d'observations particulières (il a noté des températures, mesuré des pressions, étudié la composition de son liquide); ensuite une comparaison de ces différentes observations particulières, d'où s'est dégagée à ses yeux une liaison constante de phénomènes; c'est cette liaison constante qui s'appelle une loi.

Et nous, que faisons-nous, quand nous voulons préparer solidement nos études de littérature ou d'histoire? Nous faisons des choses fort analogues.

D'abord nous étudions des faits particuliers. Nous cherchons à les connaître avec la même précision que le physicien qui note les éléments de ces expériences. Quand nous interprétons un texte, nous pesons minutieusement la valeur des mots; par des comparaisons attentives avec le contexte, par des statistiques, par l'étude de l'usage propre à l'écrivain, nous en déterminons la valeur de signification et d'expression aussi exactement qu'il est possible. La critique verbale, la critique d'authenticité, se font par des procédés semblables, qui sont nos pesées et nos mesures, nos « tables de présence et d'absence », comme dirait Bacon. Pour déterminer le caractère essentiel d'un écrivain ou d'une époque, nous établissons des hiérarchies de caractères qui sont l'équivalent des classifications de l'histoire naturelle. Si nous travaillons à écrire la vie d'un écrivain, à raconter un événement politique, à décrire une institution, nous recherchons les témoignages, nous les pesons, nous les comparons avec le même soin que le physicien qui fait ses expériences.

Ensuite nous cherchons des lois. Il y a, dans les sciences philologiques et morales, beaucoup plus de lois qu'on ne le croit communément : il y a des lois scientifiques, je veux dire des liaisons constantes de phénomènes, dans toutes les branches de nos études, et ces liaisons se constatent à peu près de la même manière qu'en physique ou en chimie, sinon par des expériences, du moins par des observations répétées et infiniment variées, qui, en présentant à l'esprit les phénomènes sous des aspects changeants, permettent d'en dégager l'élément fixe qui est la loi. Si beaucoup de personnes l'ignorent, c'est d'abord que nous nous servons moins couramment de ce mot de loi que les savants proprement dits, et ensuite qu'on s'en est souvent servi dans un sens tout autre, celui d'une édiction impérative, qui a pu créer quelque obscurité. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas besoin de démontrer qu'il y a de véritables lois, au sens scientifique du mot, en phonétique ou en morphologie. Il y en a aussi en syntaxe, en littérature, en histoire, en morale, en psychologie. Déterminer le sens de l'aoriste grec, c'est proprement chercher une loi, car c'est chercher à découvrir une liaison constante entre une forme grammaticale et une signification. Pour y réussir, on réunit des exemples, on les compare, on note les traits qui se modifient et ceux qui persistent à travers la diversité des observations, on cherche à les relier par des hypothèses que de nouvelles observations confirment ou détruisent; enfin, on arrive graduellement à la vérité. Lisez dans l'admirable livre de M. Duclaux, *Histoire d'un Esprit*, le récit des tentatives faites par les pastoriens pour arriver à découvrir les causes de l'immunité vaccinale : vous y trouverez la même série d'observations, de tâtonnements, d'hypothèses provisoires, peu à peu remplacées par des hypothèses qui semblent aujourd'hui définitives. L'historien politique qui note certaines relations constantes entre les institutions et l'état des esprits; l'historien littéraire qui constate des rapports du même genre entre les formes littéraires et la civilisation d'un peuple; le moraliste qui étudie quels liens unissent la moralité et le bonheur; le psychologue qui nous enseigne comment

nos idées s'associent les unes aux autres, tous cherchent et découvrent des lois. Et la méthode qu'ils emploient dans leurs recherches est toujours la même essentiellement que celle que j'indiquais tout à l'heure, observer, analyser, comparer, dégager le fait permanent du chaos des faits particuliers et en apparence contradictoires.

S'il en est ainsi, s'il est vrai que nous faisons des opérations fort analogues à celles du physicien ou du naturaliste, et cela pour arriver à des résultats qu'on peut rapprocher des leurs, où est donc la différence? Et faut-il aller jusqu'à dire que, dans cette partie du moins de nos études que j'ai appelée la préparation de l'œuvre d'art, nous soyons des savants tout à fait de la même manière? Ce serait inexact. Il y a entre eux et nous plusieurs différences, dont il ne faut ni méconnaître ni exagérer l'importance.

D'abord nous travaillons sur une matière infiniment plus complexe et fuyante. C'est une vérité mise définitivement en lumière par Auguste Comte que la complication va toujours croissant quand on s'élève des sciences mathématiques aux sciences physiques, puis aux sciences biologiques, enfin aux sciences sociales. Dans cette complexité infinie qui caractérise les phénomènes de la vie littéraire, de la vie morale, de la vie politique, nous ne sommes jamais tout à fait sûrs de n'avoir rien négligé d'essentiel : ou, pour mieux dire, nous sentons presque toujours dans l'objet étudié un arrière-fond qui nous échappe. Même quand nous sommes arrivés à une approximation satisfaisante dans la détermination des caractères d'un objet donné, nous sommes souvent très embarrassés pour généraliser, c'est-à-dire pour formuler une loi. Car, d'une part, si l'on a pu dire que deux feuilles ne sont jamais semblables, il est encore plus vrai que deux hommes, deux œuvres littéraires, deux institutions, ne sont jamais identiques; de sorte que nous aboutissons souvent à des portraits individuels qu'il serait imprudent de transformer en types trop absolus; et, d'autre part, eussions-nous trouvé une liaison de phénomènes à peu près constante, il y a toujours une cause d'incertitude dans cet inconnu que les uns appellent liberté morale, que les autres appelleront d'un autre nom, mais qui est à coup sûr un élément de variation et d'erreur aussi difficile à calculer qu'à éliminer. De tout cela résulte que beaucoup de nos lois gardent un caractère d'approximation ou de contingence qu'on ne trouve pas au même degré dans les sciences proprement dites, et que les images que nous traçons des faits particuliers sont parfois plus sujettes au risque de n'en pas reproduire la physionomie tout à fait exacte.

Une seconde différence, plus grave peut-être encore, consiste dans la nature des instruments dont nous nous servons. Un physicien a des thermomètres, des baromètres, des règles à mesurer, des balances. Ce sont des instruments d'une impartialité absolue. Ce sont en outre des instruments dont le témoignage frappe tous les yeux. Le philologue et l'historien cherchent à s'assurer des avantages analogues par l'emploi de preuves aussi concrètes, aussi objectives que possible; mais ils ne peuvent toujours y réussir. Ils n'ont souvent d'autre thermomètre et d'autre baromètre que leur propre esprit, affiné et cultivé par l'exercice. Or l'esprit peut être égaré par bien des causes. En outre, même s'il a raison, il lui est parfois impossible de rendre ses preuves convaincantes pour d'autres esprits moins cultivés. Tel dialogue de la collection platonicienne est manifestement apocryphe. Pas un homme compétent ne peut en douter, mais comment en convaincre un ignorant? Et à quel signe reconnaît-on [illegible] homme qui n'était pas le premier venu des lettres autographes de Pascal, où le grand écrivain janséniste s'exprimait comme un médiocre élève de J.-J. Rousseau : l'acheteur, homme illustre pourtant, n'en était nullement choqué, et, quand on lui signalait la supercherie, se refusait à y croire. Tous les yeux peuvent lire un thermomètre, mais beaucoup d'esprits, même cultivés à d'autres égards, sont incapables de discerner dans un texte le détail plus ou moins délicat qui trahit la fausse attribution.

Voilà donc, entre les sciences proprement dites et celles qu'on cultive à la Faculté des lettres, des différences qu'il ne faut pas méconnaître. Mais il ne faut pas non plus les exagérer. Ce sont plutôt des différences de degré dans la certitude que des différences radicales de nature. Même quand on se sert du thermomètre et du baromètre, il arrive qu'on obtienne des résultats inexacts. Même dans les phénomènes physiques et chimiques, à plus forte raison dans les phénomènes biologiques, la complexité est assez grande pour entraîner beaucoup d'erreurs, beaucoup de vues incomplètes. L'histoire des sciences est pleine de généralisations hâtives et de théories éphémères. Et quand une théorie nouvelle, destinée à triompher, s'y montre pour la première fois, il ne faut pas croire que la force probante de l'expérimentation désarme tout d'abord les résistances : rappelez-vous les luttes de Pasteur non seulement à ses débuts, mais presque jusqu'à la fin de sa vie; jamais historiens ou philologues ne se sont heurtés les uns contre les autres plus violemment. Quant à la rigueur apparente des lois physiques une fois découvertes et proclamées, si elle provient, comme il est évident, de la simplicité plus grande des choses et de la foi implicite du physicien au déterminisme absolu des phénomènes, ce n'est là, pour ainsi dire, qu'une circonstance secondaire, un peu extérieure à la science proprement dite, et qui n'en détermine pas le caractère essentiel. Savoir qu'on ne sait pas, ou qu'on ne sait que d'une manière approximative, c'est encore de la science, selon la doctrine profonde de Socrate. Le contraire de la science, c'est de croire savoir ce qu'on ne sait pas. En d'autres termes, le fond de la science, le principe qui la vivifie et qui en rapproche toutes les parties les unes des autres, n'est pas telle particularité de méthode ou tel résultat; c'est ce que j'appelais en commençant l'esprit scientifique, et qu'il est maintenant plus facile de définir avec quelque précision.

L'esprit scientifique, si varié dans ses applications, si difficile à acquérir et à conserver sans défaillances, est au fond très simple. Il consiste d'abord dans la possession de quelques notions peu nombreuses; ensuite, et c'est le principal, dans quelques bonnes habitudes intellectuelles. Ces notions préliminaires se ramènent essen-

tiellement à ceci, que l'objet de la science est de découvrir autant que possible des liaisons constantes de phénomènes, c'est-à-dire des lois, et que l'on ne peut y arriver que par l'observation méthodique de la réalité. Quant aux habitudes intellectuelles, elles n'ont rien non plus de mystérieux, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'elles soient communément répandues parmi les hommes, ni d'une conquête aisée. Elles s'appellent liberté d'esprit, attention infatigable aux faits, sentiment de la difficulté des choses, prudence dans les affirmations, hardiesse ingénieuse à imaginer des solutions provisoires, scrupule à les vérifier, empressement à les abandonner devant l'opposition de la réalité. Ces qualités sont les conditions premières de la science. Jointes à l'apprentissage technique d'une discipline particulière, elles en constituent les conditions suffisantes. Si elles manquent, nulle science ne peut exister.

Cet esprit scientifique est si peu répandu parmi les hommes qu'il est souvent méconnu ou mal compris et qu'il donne prétexte aux reproches les plus étranges.

Vous entendrez quelquefois parler de l'orgueil, de la vanité du savant. Je ne prétends pas que l'orgueil et la vanité ne puissent se rencontrer chez des savants, car les savants sont des hommes. Mais ce n'est pas la science qui enseigne l'orgueil, puisqu'une de ses règles les plus essentielles est la soumission aux faits, l'abandon de tout sentiment personnel qui pourrait s'interposer entre la réalité des choses et l'esprit de l'observateur. A moins que l'on n'appelle orgueil cette fermeté du savant qui, habitué à chercher des preuves, ne peut se déclarer convaincu que s'il l'est réellement et ne sait pas mentir à sa conscience. En ce sens, Galilée était orgueilleux s'il est vrai qu'il ait dit devant ses juges : « Et pourtant la terre se meut. » Mais cet orgueil-là n'est que la forme la plus haute de l'honnêteté. Pour moi, la science me paraît plutôt une grande école de modestie : car plus on sait, plus on s'aperçoit que le savoir de l'homme est restreint, et que l'inconnu nous environne de tous côtés.

On dit aussi parfois que la science est immorale, en ce sens que, préoccupée surtout du fait, elle aboutit à justifier tous les faits, quels qu'ils soient. S'il arrive qu'un savant commette cette faute, il a tort. Mais il n'y a pas besoin d'être savant pour la commettre. C'est même un acte peu scientifique que de tomber dans cette erreur, car c'est confondre le domaine des faits avec celui de l'idéal, ce qui est, on l'avouera, une forte méprise. Je ne sais si le respect des faits, tel qu'on l'entend au sens scientifique, risque de conduire parfois certains esprits médiocres à une confusion aussi grossière. Mais ce qui me semble évident, c'est que ce respect des faits a aussi des conséquences morales excellentes sur lesquelles il serait injuste de fermer les yeux. Le mensonge positif est la négation même de la science. Aussi rien n'est plus rare, chez un savant de profession, qu'un mensonge de ce genre. Le respect de la vérité est, pour ainsi dire, sa vertu professionnelle. Il pourra se mal défendre contre la prévention ou le préjugé. Dans ce cas, par l'imperfection même de son esprit scientifique, il altérera la vérité. Mais ce sera presque toujours au moyen d'une interprétation, d'une hypothèse arbitraire, non par un mensonge conscient et prémédité.

On reproche quelquefois aussi à la science d'être cosmopolite, antipatriotique. Si l'on veut dire par là que la vérité géométrique ou historique est la même à Paris qu'à Berlin, on a raison. Mais cela ne vaut guère la peine d'être dit, et en tout cas ce n'est pas matière à grief. Aussi les ennemis de la science ne l'entendent-ils pas de cette façon. Ils veulent insinuer que le savant, habitué à mettre la vérité avant tout, est plus disposé qu'un autre à sacrifier les intérêts de sa patrie à ceux des étrangers. Cela, c'est une calomnie et une sottise. La patrie a besoin de connaître la vérité. Si elle a commis des fautes, il est de son intérêt, comme de sa dignité, de le savoir, pour les réparer ou pour n'y plus retomber. Bacon a dit : *Quantum scit homo, tantum potest*. C'est vrai des cités comme des individus, et du monde moral comme du monde physique. Toute erreur se paie, et l'homme qui dit la vérité à son pays est le plus pieux de ses fils, celui qui lui rend le plus grand et le plus courageux service. Cette vérité peut être désagréable ; mais que penseriez-vous d'un médecin qui, sachant la cause d'une maladie et pouvant la guérir, en nierait l'existence pour plaire un instant à son malade et le laisserait mourir au milieu de ses belles paroles ? La rhétorique du patriotisme est aussi vaine que coupable. La grandeur de Démosthène vient surtout de ce qu'il a dit à Athènes plus de vérités pénibles qu'aucun de ses contemporains, Phocion excepté. Quand le grand historien Polybe faisait entendre à sa patrie de douloureuses vérités, il était meilleur patriote que les fous qui, par leurs flatteries, poussaient la Grèce à sa ruine. Fortifier en vous l'esprit scientifique, c'est rendre à la patrie, soyez-en sûrs, un des plus grands services que vous puissiez lui rendre. Si quelques ignorants vous traitent de cosmopolites, laissez-les dire, et continuez de bien faire.

Ici, vous apprendrez à développer en vous l'esprit scientifique par la pratique même du travail de la science. C'est en forgeant, dit un proverbe, qu'on devient forgeron. C'est en pratiquant le travail scientifique qu'on devient un vrai savant, c'est-à-dire un homme capable de trouver méthodiquement des vérités nouvelles. De même que le chimiste et le physicien doivent acquérir d'abord, dans le laboratoire, le maniement correct de leurs instruments de recherches, vous apprendrez à la Sorbonne, dans des cours spéciaux, le maniement des sciences auxiliaires de l'histoire et de la philologie. Au besoin, le Collège de France et l'École des Hautes Etudes, avec qui nous ne voulons lutter que d'ardeur au travail et de zèle pour la vérité, vous apporteront le fraternel concours de leurs enseignements. Dans nos cours et conférences, vous trouverez partout la méthode scientifique en pratique et en honneur. La théorie, en pareille matière, n'est rien sans la pratique ; car il s'agit surtout de prendre de bonnes habitudes intellectuelles, et les habitudes ne s'enseignent pas *ex cathedra*. Vous serez donc obligés de faire un choix parmi les objets offerts à vos études et de ne pas trop vous disperser. On ne peut guère appliquer à la fois à des études très diverses les méthodes minutieuses de la science. Quelquefois peut-

être, le champ d'étude que vous aurez choisi vous semblera étroit. Vous aurez quelque regret aux vastes horizons. Ne vous laissez pas aller à ces défaillances. Un objet n'est petit que pour un esprit incapable d'en saisir les relations avec l'ensemble des choses. Un homme de génie fait sortir, de la recherche la plus restreinte en apparence, des conséquences immenses et imprévues. Un bon esprit peut toujours agrandir l'objet de ses recherches, si limité qu'il le suppose, en le rattachant à des idées générales qui s'en trouveront éclaircies et fortifiées. Il l'agrandit aussi par le sentiment de l'utilité intellectuelle et morale qu'apporte à sa propre culture le travail qu'il accomplit. Ce n'est pas un avantage médiocre que de se rendre, par l'étude d'un objet même restreint, plus capable de liberté et de probité intellectuelles, d'attention, de persévérance, de pénétration, de vérité.

En vous disant que votre préparation scientifique doit se faire sur une matière forcément assez restreinte, je n'ai garde d'oublier pourtant l'extrême utilité qu'il y a aussi à embrasser du regard l'ensemble des choses pour mieux comprendre l'objet même qu'on étudie. Ce qui doit être spécial et soigneusement limité, c'est surtout le côté technique de cette préparation. Mais il y a, dans la vue de l'ensemble, un enseignement philosophique d'une importance capitale. Il est bon, selon le mot de Platon, de s'élever du détail à l'idée générale, pour redescendre ensuite de l'idée au détail. Il faut avoir « des clartés de tout », non des connaissances superficielles et vaines, mais une notion précise de l'unité des choses et de leurs différences, un aperçu de la manière dont les mêmes principes essentiels de méthode s'appliquent dans des domaines voisins, et une idée des résultats obtenus.

Cette unité supérieure de la science est virtuellement contenue dans l'unité organique de l'Université. Encore faut-il qu'elle devienne sensible. Trop souvent, en fait, elle reste à l'état latent. Chacun suit son sillon jusqu'au bout, sans regarder le sillon voisin. Le conseil de l'Université de Paris a résolu de remédier à cet état de choses par une tentative qui sera inaugurée cette année. Des conférences, en petit nombre, d'un caractère général, s'adressant à tous les les étudiants indistinctement, seront faites successivement par des maîtres des diverses Facultés, qui apporteront, devant un auditoire bien préparé à les comprendre, quelques échantillons des résultats obtenus par leurs sciences respectives et quelques exemples des méthodes suivies pour les atteindre. Nous espérons que cette tentative vous intéressera. Si votre concours justifie nos espérances, il y a là le germe d'une tradition nouvelle qui se développera pour le bien de tous. D'autres conférences, destinées surtout au public, compléteront en même temps l'activité universitaire en faisant pénétrer dans la foule le meilleur de notre esprit et de nos idées. Les Universités, qui doivent être avant tout des centres de travail, doivent être aussi des foyers de lumière. Il ne faut pas qu'elles s'enferment en elles-mêmes. Il est nécessaire que tout le monde sache ce qu'elles font et pourquoi elles travaillent. C'est seulement en s'appuyant sur la sympathie intelligente des amis du dehors qu'elles auront toute leur efficacité nationale.

J'ai terminé ces indications préliminaires que je vous devais. Et maintenant, vous allez entrer dans une année laborieuse. Entrez-y avec courage et avec joie. Vous songerez à vos examens, cela n'est pas défendu, mais vous songerez aussi aux intérêts supérieurs dont je viens de vous parler. En travaillant pour la licence, pour l'agrégation, pour le doctorat, vous vous direz que vous travaillez pour la science, pour la culture de votre esprit, pour le bon renom de nos Universités, et pour préparer à la France des générations éprises de la vérité (1).

[illegible]

PAIX OU GUERRE

L'impérialisme anglais, dont lord Beaconsfield fut un des principaux inventeurs, tend vers son apogée, il mène avec lui un certain nombre d'idées très intéressantes qui pourraient, avec le temps, changer toute la constitution politique et morale de l'Angleterre. Nous signalons aujourd'hui deux de ces idées qui se dessinent en ce moment même d'une très curieuse façon. L'Angleterre a besoin de soldats et de charbon pour soutenir les grandes visées militaires dont elle semble de plus en plus séduite. On sait qu'elle ne recrute ses soldats et ses marins que par le système des mercenaires, comme Carthage : ce système, très favorable à la conservation de la liberté, l'est beaucoup moins au développement des grandes opérations de guerre.

L'Angleterre manque aujourd'hui de 25 000 hommes, au bas mot, pour mettre ses équipages sur un bon pied. Sa flotte, qui est à elle seule aussi forte que celles de tous les autres principaux peuples réunis, comprend 80 cuirassés, 150 croiseurs, 300 torpilleurs et destroyers. C'est la flotte principale ; il y en a une autre de second rang, formée de plus anciens modèles. On n'est pas bien fixé sur sa valeur, même les appréciations varient sur la valeur de la première, et l'on peut remarquer que certains journaux allemands la rabaissent beaucoup dans leurs articles. Ils nous engagent à diminuer très sensiblement l'idée que l'on s'en forme en Europe et que les Anglais s'appliquent à entretenir par des discours retentissants. Cette attention des journaux de Berlin est la marque d'un bon naturel, le signe d'une aimable sollicitude, mais on ne doit pas oublier que leurs appréciations n'ont peut-être par toute l'impartialité désirable pour qu'elles puissent être considérées comme parfaitement justes et que l'on ait en elles une entière confiance.

Aux 80 cuirassés de l'Angleterre, nous pouvons

(1) [illegible]

en opposer 27 ou 25; aux 150 croiseurs, 115 ou 120; aux 300 torpilleurs et destroyers, 220 environ. Nous donnons en gros les chiffres de l'un et de l'autre. Ce n'est pas à dire que les plus fortes escadres battent toujours les moins fortes et l'on n'a pas oublié, par exemple, que, non loin de ce Gibraltar dont les Anglais sont si fiers, l'amiral Linois, avec trois vaisseaux, en battit six, en détruisit deux, dont un resta en son pouvoir. C'était dans la baie d'Algésiras, qui fut un peu comme une baie de Manille, où les Anglais à ce moment tinrent en quelque sorte le rôle des Espagnols et les Français, le rôle des Américains.

Il n'est pas moins vrai que, d'après la nature des choses et les calculs de la probabilité humaine, la flotte anglaise possède un avantage considérable. Mais il lui faut, en proportion, des équipages et du charbon, et ce besoin commence à développer des idées que nous suivrons avec intérêt, tant pour le recrutement des hommes que pour l'approvisionnement du charbon, aliment des machines. Les grandes manœuvres navales n'ayant pas eu lieu à la dernière saison on a dit que les Anglais voulaient économiser leur stock de houille très appauvri par une grande grève des mineurs. Une vive alarme se répandit à ce propos et l'on a commencé à soutenir cette théorie que l'État anglais, le gouvernement impérial et militaire de la nouvelle Angleterre devrait avoir des mines de charbon à son compte, en exproprier les propriétaires actuels et les faire administrer et exploiter selon les procédés ordinaires de l'État.

Ces préoccupations, on le voit, nous mènent bien loin des principes traditionnels qui ont paru jusqu'à présent former la base même de la constitution politique, sociale et morale de l'Angleterre. De l'autre côté de l'Atlantique, les Américains se sentent de même saisis par de nouvelles préoccupations militaires et toutes césariennes, fruits naturels et amers des victoires enivrantes de la guerre de Cuba et des Philippines. Ainsi les deux branches séparées du grand arbre anglo-saxon semblent tendre à se réunir dans un système militaire qui pourrait prendre des proportions bien inattendues. Anglais et Américains ne songent plus qu'à associer leurs flottes et leurs soldats pour des entreprises de conquête et de domination. On ne sait pas trop ce que M. Chamberlain est allé faire aux États-Unis et l'on s'est empressé de dire que son voyage n'avait produit aucun résultat politique. On s'est peut-être trop pressé. L'entente anglo-américaine qui apparaît serait bien l'un des événements les plus considérables qu'on ait jamais vus et dont on ne pourrait calculer les effets et les suites. En dehors de l'influence qu'un semblable accord exercerait sur le reste du monde, avec les flottes combinées et les ressources associées de ces deux grands empires on peut se demander ce qu'il résulterait de là pour le développement des affaires propres aux peuples anglo-saxons, pour l'évolution de leurs gouvernements, de leurs lois et de leur caractère.

Les Anglais et les Américains paraissent être aussi à un tournant de la route, pour employer une expression aujourd'hui fort à la mode et qui semble correspondre à une situation commune à de nombreux et puissants peuples, dans le moment de l'histoire où nous sommes et, pour ainsi dire, si nous osons aller jusque-là, à une situation générale de l'univers. C'est un phénomène sans doute bien extraordinaire et grandiose que de considérer les Anglais et les Américains parvenus, chacun de son côté, à l'embranchement de deux routes dont l'une se continue dans le sens de la liberté et de la paix, dont l'autre va tout droit au militarisme impérial et à tout ce qui s'ensuit. Les grandes ambitions où tous se précipitent à l'envi pour le partage de l'Asie et de l'Afrique peuvent imprimer au militarisme anglo-saxon une marche étonnante, et les deux nations qui représentaient la plus grande somme de liberté dans le monde pourraient incliner vers les formes impériales et guerrières, alors que nous nous flattions d'être arrivés à une époque où la paix et la liberté seraient les principes de la civilisation générale.

Mais dans ces voies nouvelles, qui pourrait prévoir les périls intérieurs et extérieurs dont l'Angleterre serait assaillie la première? Elle est ici dans son île, bien proche d'un continent tout couvert d'armées, habité par des peuples belliqueux, dès longtemps formés à la discipline, et qui ont porté l'organisation militaire au plus haut degré. Et qui pourrait dire ce que le vaisseau de l'Angleterre deviendrait au milieu du tourbillon d'événements qui fondraient d'abord sur elle, tandis que l'Amérique, qui est à elle seule tout un monde, continuerait de voguer bien loin dans une autre partie de l'étendue? La parenté et l'amitié n'empêcheraient pas le jeune Yankee de saluer d'un rire sonore le naufrage de la vieille Angleterre.

* * *

La commission hispano-américaine a suspendu ses séances au quai d'Orsay : elle les a reprises hier pour constater que décidément on ne pouvait pas s'entendre. On signera n'importe comment une paix qui ne sera pas une paix. La prétention des États-Unis à la pleine et entière souveraineté sur les Philippines n'était pas comprise dans le protocole de Washington. L'Espagne est fondée à dire que c'est une surprise, quand déjà elle a déposé les armes, et qu'elle n'eût point accepté les préliminaires de paix, mais plutôt qu'elle aurait combattu jusqu'à la mort, si le gouver-

nement de Washington l'avait avertie de cette dernière et suprême exigence.

Ainsi s'est écroulé jusqu'en bas le plus magnifique empire colonial qui s'était élevé dans le monde. Et c'est une grande leçon pour tous les peuples, les Américains et les Anglais tout les premiers.

La prise de possession de l'Archipel indien par les États-Unis change vraiment les conditions de la politique du monde. Déjà ils ont occupé l'Archipel hawaïen, ils vont dominer l'océan Pacifique. Ils seront à Manille à deux pas de la Chine.

La presse londonienne se félicite de pouvoir agir de concert avec les Américains sur les destinées de cet immense empire qui tombe en décomposition. Londres et Washington se partageant la Chine, c'est un rêve extraordinaire. Mais tout devient inquiétant quand le monde est ainsi lancé; les conquérants du jour et l'Europe entière ont peut-être sujet de trembler pour leur propre sort, car il est douteux que cinq ou six puissants peuples continuent à dépecer longtemps l'Afrique et l'Asie sans en venir aux mains les uns avec les autres pour la possession des meilleurs morceaux.

HECTOR DEPASSE.

VARIÉTÉS

Les entretiens d'un correspondant du « Standard ».

Je me trouvais cet été aux eaux de Gimel, un nom que vous ignoriez, n'est-ce pas?... Ignorance excusable : la station a été ouverte seulement le 15 juillet! D'ailleurs, le corps médical n'a pas encore dressé la liste définitive des maladies que guériront ses eaux; je devrais dire *son eau*, car l'une des deux sources de Gimel, la ferrugineuse, s'est obstinément refusée à couler, sous prétexte que l'été était trop sec.

Au mois d'août, en Suisse, par cette chaleur torride, on se casait où l'on pouvait. Un obligeant voyageur rencontré à Lausanne, nous ayant conseillé Gimel avec garantie que le site était délicieux et l'hôtel pas encore plein, je me dirigeai de ce côté. En route, nous nous grossîmes d'une famille belge qui venait de se casser le nez sur d'erronées indications du nommé Bædeker, lequel a imaginé, près d'Aubonne, une certaine pension modèle, *recommandée aux familles*, mais dont le moindre défaut est... de ne pas exister.

Donc, nous nous installâmes dans un grand chalet tout neuf, assez coquet, près d'un beau bois, au pied du Jura. Les lits étaient excellents, la maison propre, mais la cuisine déplorablement suisse... Enfin, il faut bien passer sur quelque chose.

Étant là pour un certain temps et les enfants, tout au moins, s'y amusant beaucoup, il ne restait aux parents qu'à chercher les moyens de ne pas trop s'ennuyer. Aux eaux on ne s'ennuie pas quand on met la main sur d'agréables compagnons. Seulement, le difficile, c'est de discerner leurs mérites à la seule inspection des noms, sur le registre d'hôtel, ou des physionomies à table d'hôte. Les Suisses dominaient, des Suisses pas très attirants; quelques Allemands, deux Russes et une seule famille anglaise; il est vrai que, celle-là, le maître d'hôtel en parlait avec emphase : « ... M. Bowes est le correspondant à Paris du *Standard*.

Je m'inclinai. Le *Standard* est assurément un personnage de marque. C'est le premier des journaux conservateurs anglais. Je me souvins qu'en 1870 ses correspondances étaient fort bien tournées, avec un je ne sais quoi de piquant et de drôlet qui en rendait la lecture attrayante. « Tâchez donc, dis-je, de savoir depuis combien de temps ce M. Bowes est attaché au *Standard*. — Il l'a dit l'autre jour : depuis quarante et un ans! — Bigre! alors, il faut absolument que je fasse sa connaissance. »

M. Bowes était — car il vient de mourir — non point le personnage en bois et toile cirée — comme disait Heine — qui, pétrifié dans une impeccable correction, semble s'étudier à donner aux populations une haute idée du flegme britannique. C'était un tout petit homme chétif, avec une voix gouailleuse, des sourcils et une moustache comiquement ébouriffés. Il semblait bien malade. On le voyait, se traînant péniblement sur des béquilles, en proie à de cruelles attaques de goutte.

En l'abordant, on découvrait soudain l'être le plus jovial, le plus goguenard qui se pût voir. Sa physionomie devenait alors d'une mobilité extrême. Tout s'agitait en lui, ses yeux gris perçants, son nez truculent, sa bouche toujours occupée à mâchonner des drôleries ou des méchancetés. Car M. Bowes était étonnant d'esprit, mais d'un esprit alerte, mordant à l'emporte-pièce; il maniait le sarcasme comme un vieux reître sa bonne épée à double tranchant. Il fauchait vos illusions d'un seul coup, vous clouant net avec des faits, et puis des faits et encore des faits, car sa mémoire lui en servait à foison.

Quand nous eûmes noué connaissance, — et ce fut la *Revue des Deux Mondes*, dont il était, assurait-il, le plus ancien abonné, qui nous servit de trait d'union, — je fus si complètement séduit par la conversation de M. Bowes, que j'en arrivai presque à renoncer aux courses dans la montagne, afin d'être plus souvent avec lui. C'était merveille de voir ce vieillard, qui, cloué sur son fauteuil par de cruelles

crises, domptait sa souffrance, le rire aux lèvres, n'étant jamais si pétillant que lorsque le mal le tenaillait le plus durement.

J'ai eu l'occasion de conter ailleurs (*Figaro* du 13 nov.) ce que M. Bowes me révéla des projets de l'Angleterre, et comme quoi nous aurions sûrement la guerre à bref délai. Je n'y reviendrai pas. Du reste, ses entretiens roulèrent sur maint autre objet. C'était un vrai sac à anecdotes que ce M. Bowes. J'en vais rapporter plusieurs et peut-être intéresseront-elles, bien que, paradoxal avant tout, le vieillard se fit un malin plaisir de démolir les gens et les choses réputés d'ordinaire les plus sympathiques.

Mais puisque je parle de sympathie, autant gagner tout de suite celle des lecteurs au *petit Voltaire anglais*, comme l'appelaient ses amis.

Le 8 décembre 1870, M. Bowes se trouvait à Rouen avec le corps d'armée français qui venait de combattre sans succès à Buchy et devait se replier rapidement par la rive gauche de la Seine. A ce moment, le chef d'état-major, M. Chrétien, supplia M. Bowes de vouloir bien se rendre au Havre demander au sous-préfet des bateaux qui prendraient nos troupes à Pont-Audemer. Le télégraphe n'existait plus, la voie ferrée était rompue. Lancer des cavaliers sur le Havre c'était les exposer à se faire prendre à coup sûr. Seul un étranger porteur d'un message verbal passerait. M. Bowes accepta. Il partit et réussit. « A vrai dire, mon cher, me disait-il de sa voix goguenarde, c'était moins par amour pour votre pays, que pour assurer au *Standard* le bénéfice de la reconnaissance française. A partir de ce moment, moi et tous mes agents nous obtînmes seuls des renseignements qui firent du *Standard* la feuille anglaise la mieux informée. Plus tard cela me valut de me lier avec vos ministres et d'être même reçu par Thiers, avant le correspondant du *Times* à qui je faisais la nique dans les antichambres présidentielles. »

*
* *

— Le duc d'Aumale, si je l'ai connu?... Je crois bien, mais il ne gagnait pas à être vu de près. Vous direz peut-être que je suis mauvais juge, mais il ne me semblait pas *assez français*. Il lui manquait, au moins à l'époque où je le vis, la crânerie d'allure, la décision dans les actes, la générosité dans les pensées qui sont vos qualités nationales. On cherchait vainement le soldat qu'il avait été; on ne le retrouverait pas. L'œil était voilé, les traits mous, les manières doucereuses, la voix sans chaleur.

— Je vous assure que vous m'étonnez.

— Eh bien, je vais vous raconter dans quelles circonstances j'eus l'occasion de m'entretenir avec lui, et vous me direz ensuite si je suis injuste.

Le père Thiers venait de faire un coup de sa façon, un coup de Jarnac. Inquiet de voir les Orléans gagner du terrain, se faire nombre de partisans à l'Assemblée nationale, il avait imaginé, alors que le territoire français restait occupé par les Allemands faute de fonds suffisants pour sa rançon, de présenter une loi qui rendait aux Orléans leurs énormes biens confisqués en 1851. Dans la pensée du président, la popularité du comte de Paris ne résisterait pas à ce remboursement. C'est ce que comprirent fort bien les plus dévoués amis des princes, comme Hervé, — Hervé que j'ai beaucoup connu et qui est une des plus nobles figures du parti conservateur. Un soir, Hervé accourt chez moi et me supplie de vouloir bien, au double titre d'ami de la France et de représentant du principal journal conservateur anglais, (et puis les d'Orléans ont toujours été à moitié Anglais), l'accompagner chez le duc d'Aumale, le grand chef de la famille, et adjurer le prince de refuser les cinquante millions. Tous les fidèles avaient échoué. J'étais leur dernière cartouche.

J'acceptai sans hésiter... Journaliste avant tout, mon cher!

Ce fut à table, à la table du duc que j'essayai mon éloquence. Nous étions là trois, le prince, Hervé et moi. Au dessert après le café, Hervé prenant un ton plus grave — jusque-là on avait causé avec enjouement de mille choses, — dit à peu près ceci : « Monseigneur, vous savez quel homme est M. Bowes, de quelle autorité il jouit partout, eh bien! je lui ai demandé son avis sur ce que vous offre M. Thiers. Il me l'a donné franchement. Voulez-vous permettre qu'avec la même franchise...

— Je vous écoute, Monsieur, nasilla le duc avec cet air las qui lui était habituel.

— Monseigneur, vous êtes l'arrière-petit-fils d'un Français qui savait *y aller* gaiement et sans compter. Il a dit un jour, et Dieu sait pourtant que ce sacrifice lui coûtait : « Paris vaut bien une messe! » Aujourd'hui, ne vous semble-t-il pas que la France vaille bien cinquante millions? » Le duc faisait la moue sans répondre. Alors, moi, m'échauffant : « En ce moment, Monseigneur, la France fait un effort splendide. Tous les gens de cœur s'inscrivent à la grande souscription qui va donner à l'État l'argent qui manque afin d'obtenir le départ des troupes allemandes. N'hésitez pas. Écrivez à M. Thiers ces simples mots : « Monsieur le président, en tête de la souscription qui va libérer la France inscrivez pour cinquante millions, — tout ce qu'elle possède, — la maison de France! » Le caractère français est chevaleresque et enthousiaste. Il y aura un immense tressaillement dans le pays. Demain Paris est à vous et Paris entraînera la France, comme toujours!

De sa voix cassée, le duc d'Aumale répondit :

— Eh bien, Monsieur, laissez-moi vous dire que

votre séjour en France ne vous a guère appris ce que sont les Français. Ils valent moins que vous ne pensez. Si nous refusions notre bien, car enfin c'est notre bien, ils diraient que nous n'avons *pas osé*... Et ils nous chansonneraient!... Non, non, mille fois non!

Je m'inclinai, pris congé et, en me retirant, dis à ce pauvre Hervé qui semblait navré : « Ils peuvent faire le deuil de leur royauté! Est-il permis de rater la couronne d'aussi près! »

***

— Dites-moi donc, monsieur Bowes, ce qu'il peut bien, d'après les vôtres, y avoir de vrai dans cette singulière histoire qui a couru nos journaux à propos du naufrage de la *Bourgogne*. Je crois bien qu'elle servait à faire valoir l'admirable sang-froid anglais et à décrier, par contraste, l'indiscipline française. Voici : un navire chargé de troupes s'est heurté contre un rocher près du Cap de Bonne-Espérance. Le bâtiment fait eau de toutes parts. Comment se sauver? les canots du bord n'ont qu'une cinquantaine de places; or, on est six cents à bord. Alors le colonel anglais ordonne à ses hommes de se mettre en tenue, de s'aligner comme pour la parade et, pendant ce temps, les femmes, et les enfants s'embarqueront. L'opération s'effectue en silence avec un ordre parfait. Maintenant les canots sont loin... Sur le pont du navire, quelques centaines d'hommes en tunique rouge, se tiennent immobiles, sac au dos, fusil sur l'épaule. Ils attendent la mort imperturbables, majestueux, la tête haute, le petit doigt sur la couture du pantalon. Et jusqu'au moment de l'engloutissement dans l'abîme les sergents rectifient l'alignement... On a trouvé cela très beau, mais l'histoire m'a paru insensée. C'est trop théâtral pour ne pas être faux, archifaux.

— Vous avez raison, mon cher, telle qu'on l'a contée partout avec ces détails, l'histoire est ridicule. La vérité crue, la voici : c'est plus humain!

Un transport de guerre, le *Birkenfield*, amenait d'Angleterre un régiment destiné à tenir garnison au Cap. Il y avait à bord 350 à 400 hommes, pas plus, car les régiments coloniaux n'étaient pas très nombreux alors; mais, outre les soldats, outre l'équipage, il y avait 50 à 60 femmes et enfants, — les familles des officiers et sous-officiers mariés. Le navire eut la malechance de toucher sur les récifs qui défendent la rade du Cap. On était peut-être à mille mètres du port. . Aussitôt le choc, il y eut quelque cohue à bord. Mais déjà les officiers étaient montés sur le pont, et tranquillement, la voix brève, donnaient leurs ordres. Quand on se rendit compte qu'il était impossible de sauver tout le monde, le commandant harangua ses hommes, leur expliqua la situation, les exhortant à laisser monter dans les embarcations les femmes et les enfants qui, eux, étaient hors d'état d'essayer de se sauver à la nage. Comme il voyait une certaine hésitation parmi ses hommes, que le navire, d'autre part, s'emplissait très lentement, il commanda : « A droite et à gauche alignement! » ordre appuyé des pistolets des officiers.

Les soldats s'alignèrent tant bien que mal; je suis persuadé que c'était plutôt mal... Quant aux uniformes rouges, inutile de dire que la plupart des hommes étaient aussi peu vêtus que possible, que pas un n'avait d'armes, par l'excellente raison que les armes sont toujours déposées au magasin lors de l'embarquement. Ils restèrent ainsi tous jusqu'au moment où le colonel, certain que ses hommes n'essaieraient plus de regagner les canots à la nage, cria en se retournant : « Et maintenant, à la grâce de Dieu. » Chacun se précipita aussitôt vers les cages à poules, tables, pièces de bois qu'il put détacher. En définitive plus de cent hommes parvinrent à gagner le rivage... Vous voyez que c'est encore assez joli de sang-froid. Je ne sais si vous auriez obtenu ce flegme d'un régiment français, j'en doute; mais je réponds qu'avec un régiment espagnol, c'eût été une bousculade, une tuerie.

MASSON-FORESTIER.

(*A suivre.*)

THÉATRES

[illegible] *Struensée*, drame [illegible] de M. Paul Meurice.

Le *Struensée* de M. Paul Meurice nous a étonnés, intéressés, et un peu attendris. C'est une chose curieuse, à notre époque de réalisme, que ce retour offensif du drame romantique, le vrai, infiniment supérieur aux pâles imitations qu'on nous en donne depuis une vingtaine d'années. Et c'est une chose presque incroyable que cette résurrection du genre, cette réapparition d'un contemporain des grandes luttes, ayant gardé vibrante en soi la foi qui « agissait » à la première d'*Hernani*. Cela seul suffirait à distinguer *Struensée* de tous les ouvrages dont nous ont régalés les émules de M. Dubout.

Rien n'est plus insupportable que ces virtuoses auxquels nous sommes accoutumés, qui égrènent correctement des chapelets de « beaux vers », quels que soient le sujet qu'ils traitent et l'idée qu'ils exposent, qui écrivent avec la même aisance des contes mystiques ou des fantaisies matérialistes, et qui prêtent une âme et une langue pareillement incertaines et sonores aux anémiés du paganisme finissant et aux fanatiques du XVIe siècle. Ainsi le sur-

prenant M. Lugné-Poë donnait naguère au héros déchaîné d'*Annabella* les allures d'un fakir aspirant au Nirvâna... Il ne faut pas craindre de le répéter, le drame en vers contemporain est à proprement parler une horreur. Tel que le pratiquent nos poètes dramatiques, il réunit en soi ce qu'il y a de plus abominable dans les genres opposés. Il est aussi sot que le plus niais des mélodrames, aussi ennuyeux que la pire des tragédies d'Empis. Surtout, il nous donne cette sensation, la plus fâcheuse qui soit au théâtre, cette sensation de « désaccord » entre le sujet même et la manière dont il est traité. Imaginez les *Orphelins du Pont Notre-Dame* mis en vers et émaillés de lieux communs développés en tirade. Ajoutez une insincérité par trop manifeste, j'entends la plus complète absence d'émotion et de foi chez l'écrivain, et vous aurez une idée assez exacte de ce qu'on nous présente depuis un quart de siècle comme « la forme la plus élevée de l'art dramatique ». Mais espérons! Le public, — et son affluence était à peu près le seul argument dont usaient les fanatiques du drame en vers, — le public semble se lasser des faux mélodrames qu'on lui sert sous ce titre. Peut-être l'heure est-elle proche où il exigera d'un drame en vers autant d'observation et de vérité qu'il en demande à une comédie ?...

De tous ces défauts, le *Struensée* de M. Paul Meurice est à peu près exempt; il est exempt au moins des plus offensants.

D'abord, la sincérité de M. Paul Meurice est évidente. A défaut des preuves qu'on trouve dans le drame lui-même, on en trouverait d'autres, et non moins fortes, dans la vie de l'auteur, magnifique exemple de dévouement à un homme et aux idées de cet homme. Et ce rôle volontairement humble et effacé n'est pas sans périls pour ceux qui l'acceptent avec sincérité. Sans doute, un peu de la gloire du maître qu'ils servent rejaillit sur eux. Et il se peut que la notoriété de M. Paul Meurice doive quelque chose à l'éclat triomphal que le nom d'Hugo jetait sur son entourage. Mais qui peut dire ce que l'influence d'un tel homme a ôté d'originalité à ceux qui vivaient dans son rayonnement ? Pour Vacquerie, la réponse est trop certaine. L'auteur de *Jalousie*, au lieu du classique puissant qu'il eût pu être, n'est qu'un romantique de second ordre et un auteur dramatique de troisième classe. Pour M. Paul Meurice, il faut bien avouer que notre génération connaît trop peu son œuvre personnelle pour décider ce qu'il a gagné ou perdu au voisinage du maître. Ce qu'on peut dire au moins, d'après *Struensée*, c'est que, s'il n'a pas l'ampleur lyrique du poète des *Burgraves*, il a gardé un peu de flamme de son ardeur.

Il est manifeste que M. Paul Meurice croit au drame en vers. Pour lui, c'est vraiment « la forme la plus élevée de l'art dramatique », et il fait ce qu'il peut pour le maintenir à son rang. Écoutez *Struensée*. L'intérêt, sans doute, n'y est pas partout égal : des scènes paraissent lentes, d'autres surprennent plus qu'elles n'émeuvent. Mais nulle part vous ne trouverez une de ces « bassesses » littéraires qui nous indignent ailleurs ; pas un de ces effets de mélodrame dont la sottise et le parti pris nous offensent. La donnée admise, le drame se développe avec simplicité, ou du moins sans complications inutiles. Les faits se présentent dans leur suite naturelle ; ils sont d'ailleurs peu nombreux, et pas un n'est mis là arbitrairement, pour fournir à l'auteur le motif d'une scène ou d'une tirade à effet. Il y a là un bel exemple de conscience artistique, qui retient l'intérêt et mérite le respect.

Est-ce à dire que *Struensée* soit un chef-d'œuvre accompli, et que l'on n'ait nulle objection à faire à la conception de l'auteur? Assurément non. Mais ce que nous aurions à discuter ici, c'est vraiment une « idée », et c'est précisément la générosité ingénue de cette idée qui donne à *Struensée* ce je ne sais quoi d'« attendrissant » dont je parlais au début de cet article. Voyez.

Vous rappelez-vous ce mot d'un courtisan du XVIIIe siècle à l'ancien favori de l'impératrice Catherine ? On discutait sur la véracité d'un fait historique, et, s'adressant à Potemkin : « Vous devez savoir la vérité, Monsieur, vous qui étiez *le Pompadour* de ce pays-là... » Je ne sais rien qui donne une idée aussi exacte du rôle et de l'âme d'un « favori de la Reine ».

Il y faut une bassesse naturelle, cette nature de courtisane que Dumas fils a si justement attribuée à son *Monsieur Alphonse*. Et ce serait assez pour les rendre, *a priori*, méprisables. En outre, ces « favoris » ne donnent même pas à leurs royales maîtresses l'amour qui est leur seule raison d'être. Ces amants des reines sont les plus « mauvais amants » du monde. Trahisons, mensonges, lâchetés, ils commettent tous les crimes d'amour. Et par une revanche inattendue de la saine morale, l'infortunée maîtresse supporte tout, pour que la longueur même de sa liaison justifie la passion qui l'a fait déchoir.

Et, parmi ces favoris, il n'en est pas, à coup sûr, de plus méprisable ni de plus odieux que Struensée. Tous les crimes en quelque sorte professionnels, il les commet : il en ajoute plutôt qu'il n'en oublie ; et il termine par le plus abominable, le plus honteux de tous. De médecin sans clientèle il devient médecin du roi, amant de la reine, chef absolu du gouvernement. La malheureuse Caroline-Mathilde, déséquilibrée peut-être par les crises terribles dont son mari était victime et dont elle était le témoin, tombe presque sans résistance dans les bras de l'homme

jeune et ardent qui feint de l'aimer, et dont la science a su guérir, ou du moins interrompre, la honteuse maladie du roi. A peine est-il devenu son maître que Struensée la trompe; ses liaisons sont publiques, avouées; et, en même temps, comme pour établir et affirmer davantage son pouvoir sur la reine, il l'entraîne à des actes publics qui affichent aux yeux de tous le lien qui les unit. On a presque partout rappelé cette anecdote extraordinaire : la reine, revenant d'une escapade nocturne avec Struensée, et pénétrant, vêtue en homme, dans la chambre où sa belle-sœur vient d'expirer. Cependant, — et cela est presque incroyable en un temps où la personne même du roi conservait un caractère sacré, — Struensée fait enfermer Christian dans un appartement du palais sous la surveillance d'un gardien qui, lorsque les crises reparaissent, maîtrise à coups de fouet les tentatives du royal malade... Puis, c'est la chute. L'histoire banale : Struensée si sûr de son pouvoir, qu'il se croit tout permis, et qu'il néglige toutes précautions; un parti de mécontents qui se forme et grandit tous les jours ; un ordre qu'on arrache ou qu'on dicte au roi. Et le tout-puissant ministre est jeté en prison, pendant que les portes d'un couvent se referment sur la malheureuse Caroline-Mathilde. Si l'aventure s'arrêtait ici, Struensée ne nous apparaîtrait ni plus ni moins méprisable que la plupart de ses « confrères ». Mais le procès qu'on lui intente fait apparaître en lui une bassesse extraordinaire.

Tout ce qu'on lui reproche, c'est la reine qui en est coupable; il est devenu son amant, c'est vrai, mais sollicité par elle; tout ce qu'il a fait, c'est elle qui l'a voulu : débauches honteuses, erreurs politiques, séquestration du roi, c'est elle qui a tout fait, elle qui est responsable de tout!... Et, pendant ce temps, la reine déchue n'a qu'une pensée, défendre et sauver celui qu'elle aime; elle confirme ce qu'il dit, s'accuse de lui avoir fait violence, de s'être offerte à lui, d'avoir été l'inspiratrice directe de tout ce qui lui est imputé à crime. Enfin le dénouement. Le bourreau terminant la carrière de Struensée; la reine, déchue de ses droits, condamnée comme adultère, et renfermée dans un couvent juqu'à sa mort.

Et si Struensée, pris en soi, est un parfait modèle de « Monsieur Alphonse à la cour », il est plus méprisable encore en face de sa victime. Celle-ci est vraiment une « héroïne » d'amour. Au jour où elle a connu Struensée, rien n'a plus existé que lui. Elle a pour lui cette adoration exclusive et volontairement aveugle où l'on reconnaît les vrais dévots. Ce que son amant lui fait faire, mesures politiques ou inconvenances privées, tous ces actes perdent, si l'on peut dire, leur valeur propre : il ne sont ni le bien ni le mal : ils sont la volonté de Struensée; et cela suffit pour qu'elle les accomplisse avec joie. Pendant le procès, elle n'a qu'une pensée : le défendre. Rien ne la décourage, ni ses propres dangers, ni les infâmes accusations de Struensée. Elle les confirme, elle les aggrave; c'est elle qui a tout fait, elle qui est coupable et responsable de tout. Et, jusqu'à la fin, déchue, reniée par les siens, chassée du trône, condamnée à la prison perpétuelle, elle crie et supplie en faveur du misérable qu'elle adore toujours.

Il semble donc que le drame, dans cette aventure, soit, comme on dit, entre Struensée et la reine. Mais c'est ici qu'intervient la générosité ingénue de M. Paul Meurice. Parmi les mesures politiques prises, un peu au hasard, par Struensée, il en est qui ont quelque ressemblance avec « les principes de Quatre-vingt-neuf ». Et c'en est assez pour faire flamber une cervelle romantique. M. Meurice, aussitôt, a pour son héros des sentiments analogues à ceux de Caroline-Mathilde. Struensée est un « précurseur ». Donc il n'a pu qu'être un héros; il faut qu'il le soit, il le sera envers et contre tout. Rien de ce qu'il a fait n'existe. Ou, plutôt, chacune de ses actions devient vénérable puisqu'elle est commise par un précurseur. Instantanément, Struensée devient le modèle du « parfait Girondin »; il en a la générosité verbeuse, les vagues aspirations, le goût des morts à l'antique. Cet enthousiasme respectable a, je dois l'avouer, un peu entraîné M. Paul Meurice. Il a, si j'ose dire, ajouté de l'héroïsme à son héros. Struensée, dirait-on, cherche à résumer en lui ce que tous les héros de la Liberté ont accompli d'actions surprenantes. Vraiment, à certains moments, « il y en a trop ». Et nous demeurons stupéfaits devant de tels « tours d'héroïsme ».

L'excès fut toujours un peu le défaut de ceux de 1830. Positivement, ici, l'excès est visible. Mais, encore une fois, le sentiment qui l'inspire est si touchant! On est émerveillé par cette ardeur de foi pour le « libéralisme »; on admire une telle passion pour ces principes, nommés immortels sans doute parce que tous les partis les ont successivement glorifiés et reconnus inapplicables, selon la place que ces partis tenaient dans l'État. Et puis, il y a Voltaire! Au prologue, Struensée est béni par Voltaire. Et l'effet de ce baptême civil est, non seulement de laver les fautes passées, mais de garantir contre les erreurs futures. C'est la théorie de la Grâce appliquée au libéralisme... Mais cela est touchant, par je ne sais quel charme suranné. Nous allons si vite, aujourd'hui, que l'état d'esprit de M. Paul Meurice nous semble contemporain de l'an mil; et c'est un aimable miracle que celui qui a prolongé jusqu'à nous l'enthousiaste auteur de *Struensée*.

Et voyez comme la sincérité est toujours récompensée. Je ne me dissimule pas que, pour me plaire à ce drame, il m'a fallu chercher parfois des raisons « à côté ». Mais il y a le quatrième acte! A vrai dire,

il ne tient pas beaucoup à l'action, ce quatrième acte, et ce n'est pas une preuve de l'excellence d'un ouvrage que l'acte le meilleur soit celui qu'on peut le plus facilement en retrancher. Mais tel qu'il est, c'est un acte magnifique. M. Paul Meurice — soutenu par l'admirable et émouvante interprétation de M. Le Bargy, — a touché enfin ce à quoi il s'était efforcé d'atteindre ; il y a vraiment dans le rôle de Christian quelque grandeur shakespearienne... Et, n'y aurait-il que cela dans *Struensée*, que ce serait assez pour justifier les applaudissements unanimes qui ont accueilli la première représentation.

JACQUES DU TILLET.

A propos de « Judith Renaudin ».

UN PRÉCURSEUR DE M. PIERRE LOTI

Judith Renaudin, le drame pittoresque et touchant de M. Pierre Loti, a été l'objet d'une critique assez singulière. Il y figure, comme on sait, un prêtre catholique, tout rempli de l'esprit de l'Évangile, qui, en haine de la persécution, prodigue sa sollicitude aux protestants proscrits, recueille leurs enfants, aide à leur fuite et prépare même par ses soins l'union de Judith avec Raymond, l'officier chargé de la ruine des siens, que l'amour conduit au repentir. Cette incarnation de l'esprit de tolérance sous la robe d'un curé est un anachronisme, a-t-on dit. Dans le clergé de 1685, c'est l'âme inflexible de Bossuet qui respirait, et il ne faut voir qu'un jet d'esprit de l'auteur dans la conception d'un personnage qui porte parmi les passions de cette farouche époque la pitié philosophique de la nôtre.

M. Pierre Loti ne mérite pas le reproche d'avoir à cet égard trop complaisamment cédé à des préoccupations toutes modernes, car son curé protecteur des protestants n'est pas un nouveau venu dans la littérature dramatique. Il y a aujourd'hui plus de cent vingt ans que Sébastien Mercier a représenté dans son drame de *Jean Hennuyer* un prélat catholique animé d'une charité toute semblable.

Ce Jean Hennuyer, savant homme, en grand renom dans l'Église et dans le monde, ancien précepteur de princes, ancien confesseur de Henri II, était évêque de Lisieux lorsque, au lendemain de la Saint-Barthélemy, le lieutenant de roi de la province lui vint communiquer l'ordre qu'il avait reçu de la Cour de massacrer tous les huguenots de la ville. Il s'y opposa si résolument qu'il fit surseoir au massacre et ces malheureux lui durent leur salut.

Cette histoire rapportée par Anquetil n'a pas trouvé grâce devant la science moderne. Michelet n'en fait aucune mention et Henri Martin la déclare controuvée. Déjà, du temps de Mercier, elle était suspecte à plusieurs. Mais authentique ou non, elle n'en servait pas moins le dessein de l'auteur, en tout pareil — sa préface nous l'atteste — à celui de M. Pierre Loti. « C'est un grand et mémorable exemple, écrit en effet Mercier, que celui d'un évêque qui, tandis que Rome et toute la catholicité autorise et consacre ces meurtres au nom de Dieu, les a en horreur, s'oppose aux ordres d'un roi faible et furieux, d'une Cour lâche et vindicative, et défend avec courage ces victimes infortunées que proscrivaient le fanatisme et une politique non moins aveugle et non moins barbare. Il n'a pas été le seul homme en place qui se soit distingué par la même fermeté ; mais ce zèle, cette humanité dans un prêtre vivant à la Cour et confesseur d'un roi, frappe bien davantage et a droit encore aujourd'hui de nous étonner. »

C'est en 1772, à l'occasion du deuxième centenaire de la Saint-Barthélemy, que ces sentiments s'exprimaient. Ils ne pouvaient être agréables à la police de Louis XV. Malsonnantes par elles-mêmes, les attaques contre le fanatisme se compliquaient d'un tort plus grave encore : l'écrivain était accusé d'avoir glissé dans sa pièce quelques vives dissertations sur la résistance qu'on doit opposer aux ordres du souverain quand ils outragent la nature et l'humanité. On était aux beaux jours du ministère Maupeou. *Jean Hennuyer*, sévèrement défendu en France, fut imprimé en Suisse sans nom d'auteur, ce qui permit pendant quelque temps de l'attribuer à Voltaire et l'aida à ne point passer inaperçu. Les gazettes secrètes du temps n'en méconnurent pas la portée : « Il serait bien édifiant, lit-on dans Grimm, de voir sur le théâtre des Tuileries (où était alors la Comédie-Française) ce qu'on ne voit en aucun lieu de la France, un prélat humain, doux et en qui la lumière naturelle est encore assez pure pour lui persuader qu'il est affreux de vouloir amener les autres à notre opinion par le feu et par le sang. » Ce vœu ne se réalisa point. Bien qu'à la fin de 1789, les registres de la Comédie-Française en constatent l'admission, *Jean Hennuyer* n'y fut jamais représenté.

Si ce qui précède est propre à justifier le rapprochement que nous tentons, il n'est peut-être pas sans intérêt de dire ici quelques mots d'une œuvre aujourd'hui entièrement oubliée.

Bien entendu il ne s'agit pas d'instituer avec *Judith Renaudin* une comparaison qui serait redoutable à *Jean Hennuyer*. Mercier démêle mal le secret des cœurs, il ignore les paroles expressives qui sont pour une âme ce que la physionomie est pour un visage ; il ne connaît pas le concert intime des êtres et des lieux, l'éloquence des mœurs rendues dans leur particularité. Chez lui, le style est méchant, la rhétorique échauffée, la sensibilité emphatique ; les

caractères sommaires, mal définis en traits généraux, n'ont rien de la vérité de l'individu; ils ne nous présentent que de vagues effigies de créatures humaines; surtout *Jean Hennuyer* est fort loin de dégager ce parfum de poésie qui est pour les personnages de *Judith Renaudin* comme leur propre souffle. Le vieux drame pourtant mérite notre curiosité, et encore plus l'auteur.

Sébastien Mercier a eu une fortune pire que d'être un oublié, il est un méconnu. Une fâcheuse tradition d'ironie semble s'imposer aux critiques qui viennent parfois à parler de lui, sans d'ailleurs avoir assez pris la peine de le lire. Les derniers en date, et non des moindres, n'y ont pas échappé. Quelques sarcasmes transmis de l'un à l'autre, et du dédain en guise d'étude, ce n'est pas là l'exacte mesure de critique due à Mercier. Parce qu'il était enclin au paradoxe et montrait pour la bizarrerie un penchant immodéré, on ne lui a rien accordé de plus.

L'homme avait des idées pourtant et du savoir, de l'enthousiasme, une curiosité universelle. Il lui a manqué de gouverner avec plus d'économie une imagination naturellement fantasque. Mais on oublie trop et l'inappréciable valeur historique du *Tableau de Paris*, et tant d'invention, de hardiesse, de vues neuves apportées à la réforme du théâtre. En ce dernier point, Mercier, il est vrai, n'a pas fait pour lui-même une dépense fructueuse. Pour justifier, pour illustrer ses doctrines, le don de composer un drame immortel lui a été refusé. Sa pensée néanmoins a été féconde, le théâtre du XIXe siècle en a tiré un large parti. Il a droit de ce chef à quelque souvenir, à quelque réparation.

On l'a vu, nous n'avons pas essayé de surfaire *Jean Hennuyer*. Mais de tant de qualités qui y manquent Mercier cependant a eu l'instinct et le souci, il s'est efforcé d'y atteindre, et l'ébauche qu'il a faite vaut par ce qu'il a voulu faire. C'était le temps, en effet, où quelques-uns et lui, parmi les plus entreprenants, attentaient au privilège de la tragédie déchue par l'indignité des successeurs de Racine, et prétendaient rompre avec le costume antique, la fable légendaire, le langage abstrait, pour mettre le pathétique au théâtre sous des noms français, en habit bourgeois et dans le décor de la vie familière. *Jean Hennuyer* est précisément un exemple honorable de cette tentative.

Au lever du rideau, nous sommes chez des protestants de Lisieux, honorables et prospères, la famille Arsenne. Une jeune femme, Laure, est seule; elle range une armoire, relit des lettres, toute au souci de son mari absent. De grandes fêtes viennent d'être célébrées à Paris en l'honneur du mariage du roi de Navarre, le futur Henri IV, avec Marguerite de Valois, sœur de Charles IX. Laure a fait le voyage avec son mari pour assister à des réjouissances qui promettent désormais aux catholiques et aux réformés un avenir de paix. Mais le jeune Arsenne, retenu à Paris par quelques affaires, a fait prendre les devants à sa femme et à son beau-frère Evrard qui sont rentrés à Lisieux sans lui. Laure s'inquiète, exprime son trouble à une jeune cousine, Suzanne. L'entretien de ces jeunes femmes est plein de naturel. Suzanne dit tout ce qu'on oppose à des craintes exagérées : on ne s'en va pas de Paris comme on veut, quand on y a des parents, des affaires; le retard de l'absent a probablement les causes les plus innocentes du monde. Puis sa curiosité s'éveille, et elle soupire : « Que les fêtes ont dû être belles! et quel dommage de n'y être pas allée! » Laure, dont la pensée reste ailleurs, refroidit cet enthousiasme : « Toutes ces fêtes si vantées, si pompeuses, paraissent bien plus belles de loin et surtout dans les récits que l'on en fait. De près on voit peu de chose. Le tumulte, le bruit vous étourdissent. » Elle n'aime que la paix domestique et soumet à Suzanne un projet de mariage qu'elle caresse.

Puis survient le beau-père, le bon vieillard vénérable, le type cher à Diderot et à Sedaine. Lui aussi s'efforce de rassurer sa bru. Jadis c'étaient à son foyer de pires épreuves quand il tenait la campagne avec ceux de la religion et M. de Coligny. Maintenant tout n'est-il pas à la paix, à la joie?

Cependant des bruits sourds commencent à courir. Un voisin entre, la mine anxieuse, pour s'informer du voyageur. Évrard, qui est allé au-devant de lui ne le ramène pas encore et déguise mal son émotion. Laure toute frémissante leur tire de force des aveux! « On parle d'une trahison abominable... On dit que cette paix si sacrée sur laquelle nos frères se sont endormis vient d'être horriblement violée. On parle de surprises nocturnes, de violences, d'assassinats. Selon les uns, nos frères ont été égorgés dans leurs lits; selon les autres, on a embrasé leurs maisons. L'Amiral même, dit-on, a été massacré dans son hôtel et par l'ordre du roi. »

Fort de sa confiante loyauté, le vieil Arsenne se récrie. Comment croire à une telle monstruosité? « Un roi de vingt-deux ans n'embrasse pas ses sujets, ne les invite pas à des fêtes publiques pour les égorger à l'issue des festins! »

On va aux renseignements. La funeste nouvelle se confirme, Paris est noyé dans le sang. Plus de doute : l'être cher qu'on attendait a dû, lui aussi, tomber sous les coups des assassins.

Tandis que toute la maison se livre au désespoir, le jeune Arsenne paraît, mais dans un tel transport d'horreur que l'ivresse du retour en est glacée soudain. « A travers les flambeaux, les poignards, les meurtriers, les ruisseaux de sang, les monceaux de

corps étendus qui barraient les passages, l'horreur et la confusion de cette nuit effroyable, j'ai échappé par miracle à leurs coups... La mort était partout... Je combats les assassins. Je me trouve renversé parmi les mourants, et bientôt je n'embrasse plus que des cadavres. J'avais perdu le sentiment, ils me laissèrent pour mort, mais revenant à moi, je suis sorti, pour ainsi dire, du tombeau des miens. J'ai erré par la ville : l'arme sanglante que je portais à la main, mes cheveux hérissés, mes habits souillés de sang et de poussière m'ont fait regarder moi-même comme un assassin... Enfin, précipitant mes pas égarés, j'ai franchi l'espace qui me séparait de vous. »

Il est sauvé par miracle, mais tous les parents de Laure ont péri. Dans la terreur et la consternation générales, les sentiments les plus confus se font jour : l'un parle de fuite, l'autre de vengeance.

Cependant nous ne sommes pas encore au terme de cette gradation d'épouvante. La proscription s'étend aussi sur les provinces, l'ordre fatal vient d'arriver à Lisieux, les portes fermées ne laissent plus sortir personne, la garnison prend les armes, il n'est plus d'asile pour les protestants.

Un délire furieux s'empare alors de ces infortunés. Puisqu'il faut mourir, ils ne mourront pas du moins sans avoir frappé les premiers. Ils iront droit à ceux qui arment leurs bourreaux, ils poignarderont les prêtres, et, à leur tête, l'évêque. Celui-ci, le jeune Arsenne se charge de l'immoler, il n'en abandonnera l'honneur à personne.

Mais une voix indignée s'élève, celle du vieil Arsenne qui prend la défense de l'évêque, car celui-ci n'est pas le monstre sanguinaire qu'on croit. Interrompu par cent protestations indignées, le vieillard persiste et redouble. Il exprime son espoir dans les vertus du prélat, et c'est auprès de lui, dans son propre palais qu'il adjure les persécutés de chercher un refuge. A l'autorité de cette parole vénérée tous cèdent enfin.

Le troisième acte nous transporte au palais épiscopal. Jean Hennuyer seul exhale aux pieds du Dieu de miséricorde la douleur où le plonge une si atroce profanation de sa foi. Le lieutenant de roi vient lui signifier l'édit de mort porté contre les hérétiques de Lisieux comme contre ceux de Paris. Il compte que l'évêque le secondera et que les prêtres de la ville, stimulés par lui, exhorteront les catholiques à se montrer inexorables. Jean Hennuyer repousse avec horreur une telle mission. Les ordres du roi qu'on lui allègue sont contraires à la justice et à l'humanité. Non seulement il ne les remplira pas, mais lui et son clergé s'emploieront à prévenir l'attentat qu'on médite. Son grand vicaire, prêtre politique, l'ayant averti de prendre garde à son propre intérêt, il ne lui répond qu'en lui enjoignant d'aller reprendre dans la pénitence un plus exact sentiment des devoirs de son état. Puis les protestants entrent en foule. L'évêque entouré de ses curés les reçoit comme un père, les officiers de la garnison viennent déclarer que parmi eux il ne se trouvera pas d'assassin, et la pièce finit dans l'attendrissement général.

LÉON BECLARD.

LA PETITE SEMAINE

Que la Chambre des députés soit un monument très laid, je l'accorde, — mais un monument trop laid pour y loger nos députés, je ne l'accorde pas! Or, ces Messieurs réclament, — au lieu de nous remercier, comme ils le devraient, de toutes nos bontés pour eux. Pas bien logés! mais que leur faut-il donc? Des lambris dorés comme sous l'« ancien régime »?... N'ont-ils pas honte?... Ou bien peut-être, dans la salle des séances, un ameublement « modern style » et très *smart*, de fins pupitres en pitchpin, fauteuils en bois laqué, que sais-je? Mais, bonnes gens, vous n'y pensez pas : vous auriez bientôt fait de casser, d'émietter, de saccager tout ça la première fois que votre enthousiasme vous prendrait, le généreux enthousiasme qui parfois vous fait hurler, bondir, trépigner, ruer comme des bêtes en délire.

Nous leur avions accordé trois millions déjà pour des réparations urgentes. Trois millions, c'est une somme! Mais enfin nous nous étions volontiers imposé ce petit sacrifice pour être agréables à nos chers représentants. Ou plutôt (soyons sincères) nos chers représentants nous l'avaient imposé, sachant nos bonnes dispositions à leur égard... A présent, trois millions, ça n'est pas assez. On s'est aperçu, un peu tard, que le terrain sur lequel siège actuellement notre représentation nationale manque de solidité, de cohésion, de consistance (je m'en serais douté). Il faudra donc établir à dix mètres de profondeur les fondations des constructions nouvelles. Et puis le projet de façade qu'on avait conçu d'abord était décidément un peu pauvre; il détruisait « le style général du monument » (soignez donc un peu le style général de vos interpellations, et nous verrons alors!). Vous comprenez que, dans ces conditions, cela coûtera un peu plus cher qu'on ne l'avait pensé. Alors, nos chers (trop chers) représentants nous demandent un petit crédit supplémentaire de 500 000 francs (une bagatelle!) et comme précisément ils sont chargés de nous représenter dans toutes ces questions, ce petit crédit supplémentaire, ils se l'accordent à eux-mêmes... de notre part.

Cependant le peuple de France est, de tous les pays d'Europe, le plus imposé!

Cependant notre dette publique s'élève au chiffre raisonnable de 35 milliards !

Tristes jours. Le départ de la classe. « Mille trente-cinq demain matin ! » Grande joie chez les anciens : ça sent la fin du « congé ». Mais le « bleu » ne rit pas, ou du moins il rit jaune, il tâche de se donner l'air crâne : il n'y réussit guère. Il est dépaysé, désorienté. Son petit lit étroit monté sur trois planches et deux pieds de châlit l'inquiète. Les séances d'habillage sont longues et beaucoup moins drôles que dans les récits de nos Auteurs Gais. L'initiation première aux mystères du maniement d'armes est laborieuse. Le « paquetage » est particulièrement une opération délicate, et pendant les premiers jours « faire son paquetage » est une grave préoccupation. Voici une capote, une tunique, des chemises, des caleçons, des bonnets de coton, des bourgerons, des pantalons de treillis. Ces divers objets sont de formats divers. La difficulté est la suivante : il faut qu'en les pliant habilement vous en formiez de petits paquets semblables, de même longueur et de même largeur. Et ces petits paquets doivent avoir une suffisante platitude pour pouvoir, superposés avec précision, se tenir en équilibre. Le tout doit avoir la régularité merveilleuse d'une colonne de briques soigneusement alignées au cordeau par un maçon consciencieux. Chose inquiétante ! Le paquetage est déposé sur une planche au-dessus de votre lit. Si vous ne l'avez pas construit avec soin, il se distend, il se détraque, il oscille, il vous tombe sur le nez pendant votre sommeil. Bien ou mal fait, le paquetage est un casse-tête.

Il faut aussi s'habituer au langage un peu spécial des supérieurs hiérarchiques : il n'est pas toujours aussi doux, aussi élégant, aussi courtois qu'on aurait pu s'y attendre. C'est un ennui, les premiers jours.

Les petits Bretons sont particulièrement lamentables dans ces épreuves. Le mal du pays les terrasse. Ils bougent le moins possible, ils restent muets et résignés. Ils ne se plaignent pas, mais leurs pauvres yeux sont pleins d'une infinie détresse. Ils se sentent séparés de la terre natale par trois années d'exil. Pendant ces trois années, ils n'iront pas une fois chez eux ; ils ne recevront seulement pas de lettres : à peine sait-on écrire, et puis on n'y pense pas, on n'en a pas l'habitude. Et cependant, là-bas, pendant l'absence, les cheveux blanchiront, les vieilles échines se courberont davantage, et peut-être des places vides se feront-elles à la table de famille, dans la pauvre maison basse dont le chaume s'envole au vent de mer !...

Bon courage, les bleus !

Le philatélisme est une étrange manie, et moins innocente qu'on ne l'a longtemps pensé. Les personnes que cette passion dangereuse atteint sont capables, pour satisfaire leur désir de l'échantillon rare, de commettre au besoin des incorrections fâcheuses. Ces « amis de l'affranchissement » ont en effet une extrême facilité à s'affranchir des préjugés gênants. N'avaient-ils pas imaginé récemment de couvrir les timbres qu'ils mettaient sur des enveloppes d'une petite couche de colle ? De cette manière, le cachet à l'encre grasse qu'y apposait l'administration des Postes n'imprégnait pas le papier ; grâce à un petit lavage on pouvait aisément le faire disparaître : on avait ainsi de beaux exemplaires immaculés, parure des collections... On pouvait aussi frauduleusement, les revendre comme des timbres neufs pour un nouvel usage postal. Car un bon collectionneur est toujours un peu brocanteur.

D'autres collectionneurs ont manifesté plus nettement encore leur passion : ils ont volé les feuillets les plus remarquables de la collection officielle que l'on conservait, négligemment sans doute, au ministère de la rue de Grenelle.

Alors, pour que notre collection nationale de timbres-poste soit désormais à l'abri de tels accidents, il est question de fonder à Paris un *musée postal*... Vous comprenez, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie ont leurs *musées postaux*. La France se doit à elle-même de n'être point en retard sur ces nations voisines. Semeuse d'idées nouvelles, ne compromettra-t-elle pas sa renommée si l'histoire enregistre un jour qu'elle fut la dernière des grandes nations européennes à avoir son musée postal ?...

Certes je suis sensible à cette patriotique remarque : Berlin a son *Reichspostmuseum*... Mais enfin, tout l'argent que cela va coûter ne pourrait-on pas l'employer d'une manière encore plus utile ? Et par exemple ne pourrait-on pas, avec tout cet argent multiplier le nombre des employés dans nos bureaux de poste de telle manière que sur une douzaine de guichets il n'y en ait pas perpétuellement dix ou onze de fermés ? L'étranger serait heureux, quand il viendra dans deux ans à Paris pour la Grande Exposition, de n'avoir pas à faire la queue pendant trente-cinq minutes pour acheter une carte postale de dix centimes. Et s'il reste encore un peu d'argent, après ces améliorations, ne pourrait-on pas l'employer à faire donner quelque éducation aux jeunes personnes qui sont receveuses dans plusieurs bureaux et qui, quant à présent, n'ont pas encore ces manières charmantes, cette fleur de politesse et cette bonne tenue qui sont pourtant, m'a-t-on dit, des qualités bien françaises ?

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

M. Maurice Bouchor corrige les épreuves d'une traduction en vers de la *Chanson de Roland*, qui sera en librairie ces jours-ci.

M. Bouchor travaille également à la préparation d'un livre qui sera le commencement d'une série destinée à *fixer* l'enseignement que ses *Lectures populaires* ont, depuis plusieurs années, si utilement commencé de répandre.

On sait la méthode qu'emploie M. Bouchor : il choisit, dans l'œuvre à « présenter », les grandes pages, les traits qui en marquent le plus exactement le caractère, et en constituent l'essentielle beauté; et il relie ces citations les unes aux autres par un commentaire oral qui achève de donner de l'œuvre tout entière, à son auditoire populaire, une juste vision d'ensemble, et de la lui faire aimer.

Le succès de ces *Lectures populaires* a été considérable, et les auditeurs — hommes, femmes et enfants — sont venus en foule l'hiver dernier aux « sections » de Montrouge, de Montmartre et du Panthéon, où elles avaient lieu.

L'Association philotechnique leur ouvre, cette année, quatre sections nouvelles : à l'Observatoire, aux Ternes, à Vaugirard et aux Gobelins.

Mais M. Maurice Bouchor ne peut être partout à la fois (c'est à la section de la rue d'Alésia qu'il donne ses *Lectures*); de là l'idée de rédiger à l'usage de ses collaborateurs ces livrets-types, qui peuvent à la fois servir de « direction » aux maîtres, et circuler, comme livres de lecture, aux mains de tous.

Le premier volume de la série sera consacré à Corneille, à Racine et à Molière. La matière de trois « lectures » s'y trouvera donc réunie; et ces morceaux formeront une sorte de résumé *commenté* des trois œuvres.

L'Académie couronnait récemment un joli volume de vers, *la Cithare*, d'un jeune poète bruxellois, attaché à la Bibliothèque royale de Belgique, M. Valère Gille.

M. Gille vient de terminer un second volume de poésies, *le Collier d'opales*, qui paraîtra en janvier.

Des vers encore, annoncés pour ce mois-ci, chez Lemerre : *les Equinoxes*, de M. Eugène Plouchart.

L'important ouvrage de M. Roger-Milès, sur le *Costume et la Mode*, dont j'annonçais, il y a quelques mois, la préparation, a paru cette semaine.

L'éditeur Fasquelle réimprime en une édition spéciale, ornée d'aquarelles de Devambez, *la Fête à Coqueville*, une œuvre de jeunesse de M. Emile Zola.

L'ouvrage sera en librairie mardi prochain.

M. Alfred Capus travaille à un roman qu'il aura terminé à la fin de l'hiver. Titre : *Monsieur Piégois*.

C'est l'amusant personnage de *Mariage bourgeois* (on se rappelle la fine comédie de M. Capus) que l'auteur a transporté et qu'il « développe » dans une action différente.

Paru aujourd'hui :

La deuxième campagne d'Italie (1800), de M. André Gachot.

M. Francis Laur, ancien député boulangiste, — sorti de la Chambre en 1893, — s'était un peu laissé oublier depuis ce temps. J'ai été très surpris de trouver son nom, tout à l'heure, sur la couverture d'un livre neuf — une biographie du marquis de Morès, par Ch. Donos.

« Francis Laur, éditeur. »

Et je suis allé rendre visite à M. Francis Laur, à l'adresse indiquée, 26, rue Brunel, aux Ternes.

Je l'ai trouvé plus jeune et plus vaillant que jamais, dans le petit cabinet de travail encombré de paperasses, de revues scientifiques, d'échantillons de minerais, et que parent deux très beaux portraits de George Sand et de Béranger par Couture, une vieille estampe de l'astronome Jérôme de Lalande, grand-oncle de M. Francis Laur, et — sur le coffre-fort — un buste en plâtre du général Boulanger.

M. Francis Laur n'a pas renoncé à la politique; et s'il y revient un jour, ce sera, dit-il, « avec le même cerveau qu'autrefois ». Mais il avait besoin de quelques années de répit pour mettre au point diverses affaires que la politique l'avait forcé de négliger.

Il n'a pas perdu son temps. Ancien ingénieur des mines, rédacteur en chef de journaux techniques, — notamment de *l'Écho des mines et de la métallurgie*, — très estimé des spécialistes, M. Laur a fondé une société d'imprimeries où il surveille personnellement la confection des journaux qu'il rédige. Et de là lui est venue l'idée d'imprimer aussi des livres.

Il en a plusieurs en préparation : un volume sur la Haute-Égypte, de M. Delaporte, des *Contes du Midi* (charmants, affirme-t-il,) dont l'auteur est l'ex-député Saint-Martin, même des poésies, d'un jeune homme inconnu qui lui apporta ces jours-ci ses premiers vers à imprimer.

L'ancien député de Neuilly prépare également une réimpression des œuvres complètes de Verlaine.

« Je rêverais, nous disait-il, d'assurer aux auteurs une rémunération de leur travail plus large qu'on ne le fait ordinairement. Pour cela, voici comment je procède : j'établis minutieusement — en y apportant l'exacte méthode de calcul de l'ingénieur — le prix de revient de l'ouvrage à éditer : j'en débite l'auteur, en lui laissant, pour s'acquitter de sa dette, les délais les plus longs et toutes les facilités possibles; et, au delà de cette avance remboursée, je lui abandonne *la moitié* des bénéfices que produit son livre. »

M. Francis Laur s'est adonné avec un intérêt passionné à ce nouveau métier : et il en parle avec l'abondance et l'assurance d'un homme qui n'en aurait jamais exercé d'autre, de sa vie!

C'est un homme heureux. ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Bonnes*, 19, rue des Saints-Pères. — 37140. — *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 22. 4e SÉRIE. — TOME X 26 NOVEMBRE 1898.

SOUVENIRS INÉDITS DE BISMARCK [1]

Nikolsbourg.

Le soir du 30 juin 1866, Sa Majesté arriva à Reichenberg avec le quartier général. La ville de 28 000 habitants logeait 1 800 prisonniers autrichiens et était occupée par 500 soldats du train prussiens armés de mousquetons ancien modèle ; à quelques lieues à peine était postée la cavalerie saxonne. Elle pouvait atteindre en une nuit Reichenberg et enlever tout le quartier général avec Sa Majesté. Le télégraphe avait fait connaître que nous allions nous établir à Reichenberg. Je me permis d'appeler l'attention du roi là-dessus, et sur ma proposition les soldats du train reçurent l'ordre de se rendre isolément et sans se faire remarquer au château où le roi avait pris quartier. Les militaires furent froissés de mon intervention, et pour leur prouver que ce n'était pas de ma propre sécurité que je me préoccupais, je quittai le château où Sa Majesté m'avait ordonné de m'établir et je conservai mon logement en ville. Ce fut le germe de la mauvaise humeur des militaires contre moi. Elle était née de rivalités entre départements ministériels, et la situation personnelle que j'occupais auprès du roi fit qu'elle s'accrut encore au cours de la campagne et pendant la guerre contre la France.

Après la bataille de Königgrätz, la situation était telle que l'acceptation des premières avances faites par l'Autriche, en vue de la paix, ne parut pas seulement possible, mais commandée par suite de l'intervention de la France, il fallait même traiter. Cette intervention s'annonça par un télégramme arrivé à Horricz dans la nuit du 4 au 5 juillet et adressé à Sa Majesté. Louis-Napoléon y informait le roi que l'empereur François-Joseph lui avait cédé la Vénétie et avait invoqué sa médiation. Le brillant succès des armes de Sa Majesté forçait Napoléon à sortir de la réserve qu'il avait jusqu'alors observée. L'intervention était provoquée par notre victoire, tandis que Napoléon avait jusqu'alors compté que nous serions défaits et que nous aurions besoin de secours. De notre côté, si le général d'Etzel fût intervenu et qu'on eût tiré tout le parti possible de notre victoire en faisant poursuivre énergiquement l'ennemi par notre cavalerie intacte, l'envoi du général de Gablenz au quartier général prussien eût vraisemblablement déjà abouti, non pas seulement à la signature d'un armistice, mais encore à l'établissement des bases de la paix future. Chez nous en effet, prédominait une grande modération de vues au sujet des conditions de la paix et le roi à ce moment encore la partageait. Cette modération eût quand même exigé de l'Autriche plus qu'il n'était nécessaire et nous eût laissé comme alliés futurs tous les membres qui appartenaient jusqu'alors à la Confédération, mais tous diminués et froissés. Sur ma proposition, Sa Majesté fit à l'Empereur une réponse dilatoire, mais en refusant tout armistice, si on ne lui offrait pas de sérieuses garanties de paix.

(1) Nous avons la bonne fortune d'offrir à nos lecteurs un [illegible] *Pensées et Souvenirs écrits ou dictés par lui-même* dont la publication n'aura lieu que dans quelques jours à la librairie Le Soudier. Les *Pensées et Souvenirs* ne doivent pas être confondus avec les conversations recueillis par M. Moritz Busch dans son livre de *Bismarck some secrete pages of his history* qui vient de paraître chez l'éditeur Fasquelle.

Plus tard, à Nikolsbourg, je demandai au général de Moltke ce qu'il ferait si la France intervenait militairement. Il me répondit : attitude défensive contre l'Autriche en s'en tenant à la ligne de l'Elbe, et pendant ce temps guerre avec la France.

Cette consultation me confirma encore davantage dans ma résolution de conseiller à Sa Majesté la paix sur la base de l'intégrité territoriale de l'Autriche. Dans le cas d'une intervention française, j'étais d'avis qu'il fallait ou bien faire aussitôt la paix avec l'Autriche en lui proposant des conditions modérées et autant que possible conclure avec elle une alliance pour attaquer la France, ou bien paralyser rapidement et complètement l'Autriche par une brusque attaque, en favorisant les conflits en Hongrie et peut-être aussi en Bohême, et jusqu'à ce moment rester sur la défensive, non pas contre l'Autriche, comme le voulait Moltke, mais contre la France. La guerre que Moltke voulait, comme il disait, faire d'abord et vivement, contre la France, n'était pas, selon moi, si facile; la France n'aurait peut-être pas eu de forces pour l'offensive; mais pour la défensive elle eût trouvé, ainsi que l'attestent les expériences de l'histoire, dans le pays même, assez de ressources pour prolonger la guerre. Nous n'aurions peut-être pas pu maintenir victorieusement notre défensive sur l'Elbe contre l'Autriche, si nous avions eu à faire une guerre d'invasion en France, ayant sur nos derrières pour adversaires l'Autriche et l'Allemagne du Sud. Cette perspective me détermina à faire des efforts plus énergiques encore dans le sens de la paix.

Une participation de la France à la guerre n'eût peut-être jeté immédiatement en Allemagne que 60 000 hommes de troupes françaises, peut-être moins encore; cet appoint cependant, joint aux effectifs de l'armée fédérale de l'Allemagne du Sud, eût peut-être suffi pour donner à celle-ci une direction une et énergique, vraisemblablement sous le commandement d'un général français. L'armée bavaroise seule, à ce qu'on disait, était au moment de l'armistice forte de 100 000 hommes; jointe au reste des troupes allemandes disponibles, bons et braves soldats au fond, et aux 60 000 Français, nous aurions vu s'avancer contre nous du Sud-Ouest une armée de 200 000 hommes où la direction une et vigoureuse d'un général français aurait remplacé l'ancien commandement hésitant et divisé. Nous ne pouvions pas en avant de Berlin lui opposer des forces d'égale valeur sans nous affaiblir du côté de Vienne. Mayence était occupée par des troupes fédérales sous les ordres du général bavarois, comte Rechberg; une fois que les Français y auraient été, il eût été extrêmement difficile de les en déloger.

Sous la pression de l'intervention française et au moment où on ne pouvait pas encore prévoir si nous réussirions à la restreindre au terrain diplomatique, je me décidai à conseiller au roi de faire appel à la nationalité hongroise. Si Napoléon intervenait dans la guerre de la manière indiquée ci-dessus, si l'attitude de la Russie restait douteuse, si en particulier le choléra se propageait dans notre armée, notre situation pouvait devenir très difficile, à tel point que, pour ne pas succomber, nous devions recourir à toutes les armes, comme celle que pouvait nous offrir le mouvement national déchaîné non seulement en Allemagne, mais en Hongrie et en Bohême.

Le 12 juillet, au gîte d'étape de Czernahora, on tint conseil de guerre, ou, comme les militaires aiment à désigner la chose, on fit un rapport général, — je maintiens pour la brièveté et l'intelligence générale la première expression employée aussi par Roon, bien que le feld-maréchal Moltke ait fait remarquer dans un article remis le 9 mai 1881 au professeur de Treitschke qu'il n'a jamais été tenu de conseil de guerre, ni en 1866 ni en 1870-71. En 1866, on me convoquait quand j'étais à portée, pour ces délibérations tenues sous la présidence du roi et qui eurent lieu d'abord régulièrement, plus tard à de plus grands intervalles. Le jour dont je parle, il s'agissait de savoir dans quelle direction on continuerait la marche sur Vienne. J'étais arrivé en retard pour la discussion et le roi me mit au courant en disant qu'il s'agissait de forcer les fortifications des lignes de Floridsdorf afin d'arriver à Vienne; pour cela, en raison de la nature des ouvrages, il fallait amener de la grosse artillerie de Magdebourg et la durée du transport exigeait quinze jours. La brèche ouverte, on devait donner l'assaut aux ouvrages : la perte probable était évaluée à 2 000 hommes. Le roi me demanda mon avis sur la question. Ma première impression fut que nous ne pouvions pas perdre quinze jours sans nous exposer davantage au danger de l'intervention *française* au moins. Je fis valoir mes inquiétudes et dis : « Nous ne pouvons pas perdre quinze jours dans une attente qui donnerait encore plus de poids à l'arbitrage de la France. » Je posai la question de savoir si nous étions obligés de prendre d'assaut les fortifications de Floridsdorf ou si nous ne pourrions pas les tourner. Par un quart de conversion à gauche, on pourrait prendre la direction de Presbourg et y passer le Danube beaucoup plus facilement. Ou bien les Autrichiens accepteraient alors le combat dans une position désavantageuse front à l'Est, au sud du Danube, ou bien ils se déroberaient auparavant en se retirant en Hongrie; on prendrait alors Vienne sans coup férir. Le roi se fit donner une carte et se prononça en faveur de cette proposition; on passa à l'exécution, avec répugnance, à ce qu'il me sembla, mais enfin on y passa.

D'après l'ouvrage du grand État-major, ce n'est

qu'à la date du 19 juillet que l'ordre suivant fut donné par le grand quartier général :

« Sa Majesté le Roi a l'intention de concentrer l'armée dans une position derrière le Russbach. — Dans cette position l'armée devra d'abord être en mesure de tenir tête à une attaque que l'ennemi pourrait tenter de Floridsdorf avec environ 150 000 hommes ; ensuite, sortant de sa position, elle devra ou bien reconnaître les retranchements de Floridsdorf et les attaquer, ou bien, laissant un corps d'observation du côté de Vienne, marcher le plus vite possible sur Presbourg. — Les deux armées pousseront leurs avant-gardes et leurs reconnaissances sur le Russbach dans la direction de Wolkersdorf et de Deutsch-Wagram. Avec cette marche en avant on combinera la tentative de prendre Presbourg par surprise et d'y assurer le passage éventuel du Danube. »

Quant à moi, je tenais, en vue de nos relations ultérieures avec l'Autriche, à éviter autant que possible des souvenirs blessants, si on pouvait le faire sans nuire à notre politique allemande. L'entrée victorieuse de l'armée prussienne dans la capitale ennemie eût été naturellement un souvenir agréable pour nos militaires ; pour notre politique, ce n'était pas un besoin absolu. De même que toute cession qu'on nous eût faite du territoire dès longtemps acquis, l'entrée à Vienne eût fait à l'amour-propre autrichien une blessure qu'aucune nécessité ne nous contraignait à lui infliger et qui eût rendu bien plus difficiles les relations entre les deux pays. Déjà à ce moment-là je ne doutais pas que nous n'eussions à défendre dans d'autres guerres les conquêtes de la campagne, comme Frédéric le Grand dut défendre le résultat de ses deux premières guerres de Silésie dans les luttes bien plus vives de la guerre de Sept ans. Une guerre avec la France suivrait la guerre avec l'Autriche, c'était une conséquence historique ; elle éclaterait, même si nous avions pu accorder à Napoléon les petits dédommagements qu'il attendait de nous en échange de sa neutralité. Il fallait se demander aussi quel serait l'effet produit sur la Russie lorsqu'elle se rendrait compte de l'accroissement de puissance qui résulterait pour nous du développement national de l'Allemagne. Il n'était pas possible de prévoir la tournure que prendraient les guerres ultérieures que nous aurions à soutenir pour défendre le résultat obtenu ; il y avait dans tous les cas une importance très grande à savoir si les sentiments que nous ferions naître chez nos adversaires seraient ceux d'une haine irréconciliable, et si les blessures que nous leur infligerions à eux et à leur amour-propre seraient incurables. En raison de ces considérations, il existait pour moi un motif politique puissant d'éviter plutôt que de provoquer une entrée triomphale à Vienne, à la façon de Napoléon. Dans des situations telles qu'était alors la nôtre, la politique commande, non pas de se demander après une victoire ce que l'on pourrait bien arracher à l'adversaire, mais de poursuivre uniquement les résultats imposés par les besoins politiques. J'ai, par mon attitude, indisposé les milieux militaires ; j'ai vu dans ce ressentiment l'effet d'une politique militaire spéciale à laquelle je ne pouvais pas accorder une influence décisive sur la grande politique et ses visées futures.

Lorsqu'il s'agit de prendre position vis-à-vis de Napoléon et de répondre à son télégramme du 4 juillet, le roi esquissa les conditions de paix de la façon suivante : réforme de la Confédération sous la direction de la Prusse, acquisition du Schleswig-Holstein, de la Silésie autrichienne, d'une zone frontière en Bohême, de la Frise orientale, remplacement par leurs successeurs au trône des souverains hostiles du Hanovre, de la Hesse électorale, des duchés de Meiningen et de Nassau. Plus tard se manifestèrent d'autres désirs, qui les uns vinrent au roi lui-même, tandis que les autres étaient provoqués par des influences étrangères. Le roi voulait annexer des portions de la Saxe, du Hanovre, de la Hesse, mais il désirait surtout que Ansbach et Bayreuth fissent retour à sa maison. Des sentiments de famille puissants et légitimes lui dictaient ce désir de recouvrer les principautés franconiennes.

Dans une des premières fêtes de la cour auxquelles j'assistai, en 1834 ou 1835 (c'était pour un bal costumé chez celui qui était alors le prince Guillaume), je me souviens d'avoir vu celui-ci portant le costume du prince électeur Frédéric Ier. Le choix de ce costume, qui s'éloignait du goût des autres, était l'expression du sentiment de famille, de race : rarement ce costume fut porté de plus naturelle et plus séante façon que par le prince qui pouvait alors avoir trente-sept ans ; son image est toujours restée ainsi gravée dans ma mémoire. Le puissant sentiment dynastique de la famille était peut-être marqué plus fortement encore dans l'empereur Frédéric III, mais il est certain qu'en 1866, il en coûta plus au roi de renoncer à Ansbach et à Bayreuth que de sacrifier la Silésie autrichienne, la Bohême allemande et les districts saxons. Pour me rendre compte de l'opportunité d'annexions en Autriche et en Bavière, je me posai la question de savoir si, dans des guerres éventuelles les habitants, quand se retireraient les troupes et les autorités prussiennes, continueraient à rester fidèles au roi et à recevoir des ordres de lui ; je n'avais pas l'impression que la population de ces territoires, habituée à la vie bavaroise et autrichienne, nourrirait des sentiments bien favorables aux Hohenzollern.

Le pays qui fut le berceau des margraves de Brau-

debourg au sud et à l'est de Nuremberg, transformé peut-être en province prussienne avec Nuremberg pour chef-lieu, eût formé un territoire que la Prusse en cas de guerre n'aurait pas pu sans doute dégarnir de troupes et abandonner à lui-même en escomptant son attachement dynastique. Pendant la courte période de l'occupation prussienne de 1791 à 1807, ce sentiment n'avait pas jeté de profondes racines, malgré l'habile administration de Hardenberg, et depuis, pendant la période bavaroise, il s'était éteint, se réveillant rarement et fugitivement par suite de querelles confessionnelles. Quoique, à l'occasion, les sentiments des protestants bavarois eussent été froissés, jamais ce ressentiment ne s'était manifesté sous la forme de regrets en faveur du régime prussien. D'ailleurs la mutilation du royaume dont on aurait ainsi enlevé une province eût pénétré de rancune le peuple bavarois depuis les Alpes jusqu'au Haut Palatinat. Il eût été un élément difficile à réconcilier et, en raison de la force qu'il possède, un facteur dangereux pour l'unité future. Je ne réussis cependant pas à Nikolsbourg à faire accepter du roi mes idées sur la paix à conclure. Il me fallut donc laisser partir, sans que rien eût été fait, M. von der Pfordten qui y était venu le 24 juillet, et je dus me contenter de faire la critique de son attitude avant la guerre. Il avait peur et ne voulait pas abandonner complètement l'appui de l'Autriche, quoiqu'il se fût volontiers soustrait à l'influence de Vienne, si c'eût été possible sans danger. Mais il n'y avait pas chez lui de velléités rappelant l'époque de la Confédération du Rhin, il n'était pas hanté par le souvenir du rôle que les petits États allemands avaient joué sous la protection française de 1806 à 1814. C'était un professeur allemand, honnête et savant, mais assez maladroit en politique.

Les considérations que j'avais présentées au sujet des principautés franconiennes, je les fis valoir vis-à-vis de Sa Majesté pour la Silésie autrichienne, une des provinces les plus dévouées à l'empereur et où, en outre, la population slave prédominait. J'agis de même à l'égard des territoires de Bohême que le roi, sur les instances du prince Frédéric-Charles, voulait conserver; ce devait être un glacis en avant des montagnes de Saxe, et qui devait comprendre Reichenberg, la vallée d'Egra et Carlsbad. Il arriva en outre plus tard que Karolyi refusa catégoriquement toute cession de territoire, même celle du petit territoire de Braunau dont je lui touchai un mot et qui avait pour nous un intérêt spécial en vue de notre réseau de voies ferrées. Je préférai y renoncer, car il s'agissait d'éviter tout retard dans la signature des préliminaires si on ne voulait pas fournir à la France un prétexte d'intervention.

Le désir du roi de conserver la Saxe occidentale, Leipzig, Zwickau et Chemnitz pour assurer les communications avec Bayreuth, se heurta à la déclaration de Karolyi qui devait, disait-il, maintenir l'intégrité de la Saxe comme une *conditio sine qua non* de la paix. Cette différence dans la manière de traiter ses alliés tenait aux relations personnelles de l'empereur François-Joseph avec le roi de Saxe, et à la conduite des troupes saxonnes après la bataille de Königgratz; elles avaient formé dans la retraite le corps le plus solide et le plus intact. Les autres troupes allemandes s'étaient courageusement battues partout où elles étaient intervenues, mais elles étaient entrées en ligne tardivement et sans résultat pratique. De plus, on avait à Vienne cette impression non justifiée par les faits, de ne pas avoir été suffisamment soutenu par les alliés, en particulier par la Bavière et le Wurtemberg.

L'ouvrage du grand Etat-major dit, à la date du 21 juillet : « A Nikolsbourg avaient eu lieu depuis plusieurs jours des négociations dont le but immédiat était une trêve de cinq jours. Il s'agissait avant tout pour la diplomatie de gagner du temps. Lorsque l'armée prussienne entra dans le Marchfeld, une nouvelle catastrophe était imminente. »

Je demandai à Moltke s'il jugeait notre entreprise sur Presbourg dangereuse ou facile. Jusqu'ici nous n'avons pas de taches sur notre « gilet blanc », lui dis-je. Si l'on pouvait compter avec certitude sur une heureuse issue, il fallait que la bataille fût livrée et que la trêve commençât douze heures plus tard; la victoire nous donnerait naturellement une position plus forte encore dans les négociations. Dans le cas contraire, il vaudrait mieux renoncer à l'entreprise. Il me répondit qu'il jugeait le succès douteux et l'opération risquée, mais qu'à la guerre tout était dangereux. Ceci me détermina à recommander à Sa Majesté de signer une convention portant que le dimanche 22, à midi, les hostilités seraient suspendues et ne seraient pas reprises avant le 27 à midi. Le général de Fransecky reçut le 22, à 7 heures et demie du matin, la nouvelle de la trêve commençant le même jour, et en même temps l'ordre d'y conformer sa conduite. Le combat où il était engagé à Blumenau dut donc être interrompu à midi.

En attendant j'avais, dans les conférences avec Karolyi et Benedetti, pu discerner les conditions auxquelles on pouvait arriver à la paix. Grâce à la maladresse de notre police militaire sur les derrières de l'armée, Benedetti avait réussi dans la nuit du 11 au 12 juillet à gagner Zwittau et là il m'avait brusquement surpris au lit. Il déclara que la ligne fondamentale de la politique de Napoléon était la suivante : un agrandissement de la Prusse de quatre millions d'âmes au plus dans l'Allemagne du Nord, avec la ligne du Mein comme frontière au Sud, n'en-

traînerait aucune intervention de la France. Il espérait bien former une Confédération de l'Allemagne du Sud à titre de succursale française. L'Autriche se retirait de la Confédération allemande et était prête à reconnaître toutes les mesures que le roi prendrait dans l'Allemagne du Nord, l'intégrité de la Saxe étant réservée. Ces conditions contenaient tout ce dont nous avions besoin : la liberté de nos mouvements en Allemagne.

Après avoir mûrement pesé le pour et le contre, que j'ai exposés ci-dessus, j'étais fermement résolu à faire de l'acceptation des conditions offertes par l'Autriche une question de cabinet. La situation était difficile. Tous les généraux sans exception répugnaient à interrompre le cours de nos victoires, et le roi pendant ces jours-là était plus souvent et plus volontiers accessible aux influences militaires qu'à la mienne. J'étais le seul au quartier général qui eût comme ministre une responsabilité politique, qui dût nécessairement, en présence de la situation, se former une opinion et prendre parti, sans pouvoir invoquer pour justifier le résultat une autre autorité, qu'elle s'appelât décision arrêtée en conseil ou ordre supérieur. Je ne pouvais pas plus qu'un autre prévoir ce que serait l'avenir et le jugement du monde qui en découle, mais j'étais de tous les témoins de ces faits le seul qui fût légalement obligé d'avoir une opinion, de la manifester et de la défendre. Je me l'étais formée par un examen attentif de l'avenir de notre position en Allemagne et de nos rapports avec l'Autriche; j'étais prêt à en accepter la responsabilité et à la défendre auprès du roi. Je savais que dans le grand État-major on m'appelait le « Questenberg dans le camp », et il n'était pas flatteur pour moi d'être identifié avec le conseiller de guerre impérial dans *Wallenstein*.

Le 23 juillet, eut lieu, sous la présidence du roi, un conseil de guerre dans lequel on devait décider s'il fallait faire la paix aux conditions offertes ou continuer la guerre. Une maladie douloureuse dont je souffrais imposa à Sa Majesté l'obligation de tenir ce conseil dans ma chambre. J'étais le seul civil en uniforme. J'exposai ma conviction qu'il fallait conclure la paix sur la base des conditions offertes par l'Autriche, mais je restai seul de mon avis; le roi se rangea à celui de la majorité militaire. Mes nerfs ne résistèrent pas aux impressions qui m'agitaient nuit et jour, je me levai en silence, passai dans ma chambre à coucher voisine et y fus pris d'une violente crise de larmes. J'entendis pendant ce temps que dans la chambre à côté le conseil de guerre se séparait. Je me mis alors au travail pour coucher par écrit les raisons qui, à mon sens, plaidaient en faveur de la conclusion de la paix et je priai le roi, s'il ne voulait pas accepter ce conseil dont je prenais la responsabilité, de me relever de mes fonctions de ministre au cas où il continuerait la guerre. Avec ce document je me rendis le lendemain matin au quartier général pour conférer avec le roi. Dans l'antichambre, je trouvai deux colonels avec des rapports sur les progrès du choléra parmi leurs hommes, dont à peine la moitié était propre au service. Les chiffres effrayants qu'ils me citèrent fortifièrent ma résolution de faire une question de cabinet de l'acceptation des conditions de l'Autriche. Outre les inquiétudes politiques, je craignais que, si on transférait les opérations en Hongrie, pays dont la nature et la configuration m'étaient connues, la maladie ne causât des ravages encore plus terribles. Le climat, surtout au mois d'août, est dangereux, on manque d'eau presque tout à fait, les villages ont des territoires de plusieurs lieues carrées d'étendue, et, en outre, il y a abondance de prunes et de melons. J'avais devant les yeux, comme un exemple et comme une leçon, notre campagne de 1792 en Champagne où nous fûmes forcés à la retraite non par les Français, mais par la dysenterie.

Je développai au roi, en me guidant sur mon mémorandum, les raisons politiques et militaires qui rendaient impossible la continuation de la guerre. Voici à peu près ce que je lui dis :

« Nous devons éviter de blesser grièvement l'Autriche, d'y laisser plus qu'il n'est nécessaire une rancune durable et un besoin de revanche. Il faut, au contraire, nous réserver la possibilité de renouer avec l'adversaire actuel et considérer en tout cas l'état autrichien comme une pièce de l'échiquier européen, et la reprise de nos bons rapports avec lui comme une manœuvre qui devra toujours être possible. Si l'Autriche est gravement atteinte, elle deviendra l'alliée de la France et de tout autre adversaire; elle sacrifiera même ses intérêts anti-russes à la revanche contre la Prusse.

D'un autre côté pouvons-nous envisager de sang-froid l'avenir des pays qui forment la monarchie autrichienne, si elle doit être détruite par des insurrections hongroises ou slaves, ou bien encore tomber à une dépendance permanente? Que mettrait-on à la place qu'occupa jusqu'à présent en Europe l'État autrichien, depuis le Tyrol jusqu'à la Bukovine? De nouvelles formations dans ces parages ne peuvent avoir qu'un caractère constamment révolutionnaire. Nous ne pouvons rien faire de l'Autriche allemande, que nous l'annexions en entier ou partiellement; nous ne pouvons pas obtenir un renforcement de l'État prussien par l'acquisition de provinces comme la Silésie autrichienne et de parcelles de la Bohême; une fusion de l'Autriche allemande avec la Prusse est irréalisable, et Vienne ne se laisserait pas gouverner comme une dépendance de Berlin.

Si on continue la guerre, le théâtre probable en sera la Hongrie. Si nous passons le Danube à Presbourg, l'armée autrichienne ne pourra tenir Vienne; il n'est pas à supposer qu'elle reculera vers le Sud, parce qu'elle serait prise entre l'armée prussienne et l'armée italienne, et qu'en se rapprochant de l'Italie elle ranimerait l'ardeur belliqueuse des Italiens qui a faibli et à laquelle Louis-Napoléon a mis une sourdine. Non, elle rétrograderait vers l'Est et continuerait la défense en Hongrie, ne fût-ce que dans l'espoir de voir une intervention française se produire et de voir l'Italie se retirer de la guerre, désintéressée qu'elle serait par la France. Du reste, ma connaissance des pays hongrois me permet de croire que, même au point de vue purement militaire, la guerre y serait difficile, ingrate; les succès qu'il faudrait y remporter ne seraient de loin pas aussi brillants que les batailles gagnées jusqu'à présent et diminueraient par conséquent notre prestige; sans compter que la prolongation de la guerre aplanirait les voies à l'intervention française. Nous devons conclure la paix rapidement, avant que la France ait le temps d'exercer une plus grande action diplomatique sur l'Autriche.

A tout cela le roi ne fit aucune objection; mais il déclara insuffisantes les conditions proposées, sans toutefois formuler avec précision ses exigences. Seulement il était évident que ses prétentions s'étaient accrues depuis le 4 juillet. Le principal coupable ne peut pourtant par sortir impuni de la guerre, me dit-il; et c'est lui qu'il faut châtier, tandis que nous pourrons ne pas imposer des conditions trop dures aux États qu'il a entraînés à sa suite. Il persistait à exiger de l'Autriche les cessions de territoire déjà mentionnées. Je répliquai que nous n'avions pas à jouer le rôle de justiciers, mais à faire de la politique allemande; la lutte de rivalité de l'Autriche contre nous n'est pas plus coupable que la nôtre contre l'Autriche; notre tâche est de créer ou de préparer l'unité de la nation allemande sous la conduite du roi de Prusse.

Passant aux États allemands, il parla de différentes acquisitions à faire en s'annexant des territoires aux dépens de tous ses adversaires. Je répétai que nous n'avions pas de justice distributive à exercer, mais à faire de la politique; que je voulais éviter de voir figurer dans le futur système fédératif allemand des territoires mutilés, dans lesquels la dynastie et la population, étant donné la faiblesse humaine, reviendraient facilement au désir de reconquérir d'anciennes possessions, fût-ce avec l'aide d'un secours étranger : ce serait pour nous des alliés peu sûrs. Le cas serait le même si, pour trouver l'équivalent des districts saxons, on voulait peut-être exiger de la Bavière Würzbourg ou Nüremberg, projet qui, en outre, empêcherait la réalisation des désirs dynastiques que Sa Majesté nourrissait au sujet d'Ansbach. Il me fallut de même combattre des plans qui aboutissaient à un agrandissement du grand-duché de Bade par l'annexion du Palatinat bavarois et l'extension territoriale dans la région inférieure du Mein. Le territoire d'Aschaffenbourg, en Bavière, paraîtrait alors tout indiqué pour dédommager Hesse-Darmstadt de la perte de la Hesse supérieure imposée par la frontière du Mein.

Plus tard, à Berlin, il ne resta de ces plans, comme objet de discussion, que la cession à la Prusse du territoire bavarois situé sur la rive droite du Mein, y compris la ville de Bayreuth; à cette occasion, la question fut agitée de savoir si la frontière devait passer au nord par le Mein rouge ou au sud par le Mein blanc. Il me semble que ce qui dominait chez Sa Majesté c'était l'aversion à interrompre la marche victorieuse de l'armée, aversion qu'entretenait le monde militaire. Je dus m'opposer, suivant ma conviction, aux intentions de Sa Majesté, désireuse de tirer profit des succès militaires et de poursuivre le cours de ses victoires. Mon opposition provoqua une irritation si vive chez le roi qu'il devint impossible de prolonger l'explication, et je quittai l'appartement avec l'impression que je ne l'avais pas converti à ma manière de voir. J'avais la pensée de prier le roi qu'il me permît d'entrer dans mon régiment en ma qualité d'officier. Rentré dans ma chambre, j'étais dans un état d'esprit tel que l'idée me vint s'il ne vaudrait pas mieux me jeter par la fenêtre du haut d'un troisième étage. Je ne me retournai pas en entendant la porte s'ouvrir, quoique je devinasse que la personne qui entrait était le prince royal devant la chambre duquel je venais de passer en traversant le corridor. Je sentis sa main se poser sur mon épaule tandis qu'il me disait : « Vous savez que j'ai été contre la guerre; vous l'avez jugée nécessaire, et vous en portez la responsabilité. Si vous êtes maintenant convaincu que le but est atteint, et que la paix doit être conclue, je suis disposé à vous aider et à défendre votre opinion auprès de mon père. »

Il se rendit alors chez le roi, revint au bout d'une petite demi-heure du même air calme et aimable, en me disant : « Cela a été dur, mais mon père a consenti. » Ce consentement se trouvait écrit au crayon dans l'annotation marginale d'une de mes dernières requêtes. Il était formulé à peu près de la manière suivante : « Puisque mon président du conseil m'abandonne devant l'ennemi et que je suis ici hors d'état de le remplacer, j'ai discuté la question avec mon fils. Il s'est joint à l'opinion du président du conseil et je me vois forcé à ma grande douleur, après de si brillantes victoires remportées par l'armée d'avaler cette amère pilule et d'accepter une paix

honteuse. » Je ne crois pas me tromper dans la teneur, quoique le document ne me soit pas actuellement accessible. Le sens était en tout cas celui que j'indique et malgré la vivacité de l'expression il mettait heureusement fin à l'intolérable tension nerveuse à laquelle j'étais en proie. J'acceptai avec bonheur le consentement du roi à ce qui m'apparaissait comme une nécessité politique, sans me laisser choquer par sa forme désobligeante. Dans l'esprit du roi les impressions dominantes étaient alors les impressions militaires et le besoin de continuer la carrière victorieuse, jusqu'alors si brillante, était peut-être plus fort que les considérations politiques et diplomatiques.

De l'annotation marginale du roi que m'apporta le prince royal, il ne resta qu'une dernière trace au fond de mon esprit : le souvenir de la violente irritation dans laquelle j'avais dû jeter mon vieux souverain pour obtenir ce qui me semblait commandé par l'intérêt de la patrie, si je voulais rester responsable. Aujourd'hui encore ces événements et d'autres analogues ne m'ont laissé comme impression que le souvenir douloureux d'avoir dû mécontenter un souverain que j'aimais personnellement.

L'AGE DE L'OR

Nous vivons dans un âge d'or. Cette affirmation, qui pourra paraître, au premier abord, légèrement paradoxale, est pourtant rigoureusement exacte, si l'on s'en rapporte aux statistiques. Jamais il n'y a eu, à beaucoup près, autant d'or dans le monde ; jamais il n'en est autant sorti de terre que de nos jours. La progression continue de la production aurifère est tellement rapide, il se fait entre les trois grands centres d'extraction, Transvaal, États-Unis, Australasie, une telle course au clocher pour « détenir le record » de ce sport fructueux, les mineurs nous multiplient les millions et les milliards avec une dextérité si prestigieuse qu'on est tenté de se demander comment il peut encore subsister quelques pauvres diables assez maladroits pour s'être laissé oublier dans la distribution des pièces de vingt francs. Et le plus extraordinaire, en présence de ce Pactole aurifère, qui coule vers nous de tous les coins de la terre, du Transvaal et du Klondyke, de la Sibérie et de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de la Californie, c'est que l'avidité des consommateurs ne se ralentit pas, loin de là, c'est qu'il se trouve toujours des clients empressés pour acheter, autrement dit pour échanger contre de bons et utiles produits du sol cette marchandise si spéciale, c'est que la valeur relative de l'or ne baisse en aucune façon, comme on aurait pu s'y attendre devant cette apparence de surproduction. Il y a là tout un ensemble de faits d'une importance économique considérable, auxquels nous n'apportons généralement qu'une attention distraite, tant on est habitué à trouver naturelles et normales les conditions spéciales, au milieu desquelles on se trouve vivre, mais dont les conséquences sociales et politiques surprendront peut-être quelque jour ceux qui ne songent pas à les prévoir.

Sans prétendre au rôle de prophète, toujours périlleux en des matières si singulièrement complexes, nous voudrions essayer de répondre ici le moins mal possible à certaines questions que plus d'un lecteur n'aura pas manqué de se poser : pourquoi se produit aujourd'hui cet extraordinaire afflux d'or ; où va-t-il s'engouffrer ; la valeur de l'or va-t-elle baisser ; quel serait l'effet d'une pareille baisse ?

Quelques chiffres d'abord, pour préciser le phénomène dont il s'agit et en montrer la remarquable intensité.

Sans remonter à l'antiquité ni même au moyen-âge, de l'an 1500 à 1848, en trois siècles et demi, on avait extrait 15 milliards et demi d'or ; de 1848 à 1898, en un demi-siècle, on en a extrait environ 31, ou deux fois plus, c'est-à-dire que la production moyenne a été quatorze fois plus forte. Actuellement, chaque année qui s'écoule jette dans la circulation près d'un milliard et demi d'or : le double de tout le stock d'or qui existait dans le monde au début du XVIe siècle. Au cours des dix dernières années, la progression a été de plus en plus sensible :

[illegible]

On extrait donc aujourd'hui par an près de deux fois et demi plus d'or qu'il y a dix ans, 7 à 8 fois plus qu'en 1848, et 50 à 60 fois plus qu'en une année moyenne du XVIe siècle. Dans les conditions actuelles, il ne faudrait pas quarante ans pour doubler la quantité d'or totale sortie de terre depuis l'origine des temps historiques jusqu'à l'an de grâce où nous vivons.

Et nous semblons toujours exposés à quelque découverte nouvelle, semblable à celle de ce prodigieux petit Witwatersrand, au Transvaal, à ce coin de terre d'à peine 100 kilomètres carrés de surface, qui, il y a dix ans, était un désert et qui, en 1898, va avoir pris la tête entre tous les pays producteurs d'or avec

[illegible]

produit n'a été, en 1897, que de 3 415 francs.

un total de 400 millions de francs, ou plus de 100000 kilos.

L'imagination populaire, qui se laisse volontiers abuser par le fracas de la réclame et pour laquelle les chiffres précis sont lettre close, voit déjà l'équivalent du Transvaal dans les placers de l'Alaska, dans les filons irréguliers de l'Australie occidentale, dans les gisements imaginaires de la Rhodésie. Et alors les craintes arrivent : si de telles trouvailles se répètent ainsi coup sur coup, si non plus un Transvaal, mais dix, vingt Transvaal entrent en ligne simultanément, où allons-nous; que nous présage l'avenir; que pourra-t-on bien faire de tout cet or; quelle dépréciation subiront les anciennes fortunes; et les encaisses de nos Banques nationales? mais aussi quel retour de faveur pour le métal blanc cher aux silvermen et aux agrariens! etc.

Une telle façon de raisonner serait juste assurément, si la loi de progression actuelle devait se continuer encore longtemps pour l'extraction aurifère; mais nous croyons, tout au contraire, pour des raisons géologiques bien simples à indiquer, que la crise de la surproduction aurifère, si elle se produit jamais réellement, sera très momentanée et que l'humanité future est, dans un laps de temps assez rapproché, beaucoup plutôt exposée à une disette d'or qu'à une pléthore.

Il y a longtemps que de Humboldt l'a remarqué pour la première fois : dans les pays d'ancienne civilisation, on ne produit pas, ou pour mieux dire, on ne produit plus d'or; l'or qui pouvait s'y trouver a été, depuis longtemps, enlevé, gratté jusqu'au fond, épuisé. Les grandes masses d'or ne viennent que des pays nouvellement explorés, difficilement accessibles, déserts et sauvages, situés aux confins des zones à population dense et dont cet or même, si impatiemment poursuivi, si ardemment cherché, facilite, au début, le peuplement

Les phases du développement minier d'un pays sont presque toujours les mêmes : on commence par l'âge d'or; puis, quand les armées de pionniers, attirées par l'*auri sacra fames*, ont créé des centres de population, organisé des moyens de transport, on songe à extraire l'argent méprisé au début; enfin, les métaux précieux une fois épuisés, arrive dans l'ordre même de l'antique mythologie, l'âge du fer qui caractérise, hélas! nos vieux pays de l'ancien monde : la région est devenue assez industrielle pour offrir un débouché économique à des minerais de basse valeur.

L'histoire est là pour prouver cette stérilisation rapide des mines d'or après le passage des premières invasions d'hommes civilisés, bien plus dangereux pour ces richesses accumulées dans le sol que les hordes barbares pour les cultures superficielles; car le blé ou les bois repoussent, les maisons et les villes détruites se reconstruisent; mais l'or, arraché au sol, ne s'y reproduit pas.

Se douterait-on encore que la Gaule, au temps de César, était célèbre pour sa richesse en or; que sont devenus les laveurs d'or du Rhône, du Rhin ou de la vallée du Pô? Le Pactole n'est plus qu'un nom. Dans tout notre ancien monde, s'il reste un peu d'or à glaner dans le sol, c'est sous forme de minerais tellement pauvres ou si rebelles aux traitements métallurgiques ordinaires qu'ils ne sont pas, comme disent les Anglais, payants. Les propriétaires de l'Oural ou de la Hongrie ne songent qu'à recéder leurs gisements d'or à des sociétés aventureuses. Les pays neufs d'il y a cinquante ans, les États-Unis ou l'Australie, ne soutiennent ou n'accroissent momentanément leur production que par leur étendue, qui permet jusqu'ici la découverte constante de nouveaux champs d'or succédant aux champs épuisés. Le Transvaal, absolument vierge il y a dix ans, a peut-être pour vingt ou trente ans de vie prospère. Ce Klondyke, dont les quarante ou cinquante millions de production actuelle font un tel tapage, et où l'exploitation industrielle a si peu de chances de pouvoir s'établir, sera sans doute abandonné et oublié dans peu d'années, comme l'ont été déjà d'autres districts analogues de la même région : Cassiar, Stewart River, Forty Mile Creek, etc., comme le seront tous les placers du même genre, puis les filons qu'on ne va pas manquer de découvrir d'ici peu dans la même région et d'épuiser le plus vite possible... Aujourd'hui déjà, quand on veut trouver de grands gisements aurifères, il faut franchir les centaines de kilomètres de désert de l'Australie occidentale, s'enfoncer dans les solitudes voisines du pôle du froid en Sibérie, escalader au risque de sa vie les cols neigeux qui mènent au Yukon, aller aux pays de la fièvre de la zone équatoriale, dans les Guyanes, en Malaisie, etc. Demain, les trouvailles ne pourront plus se faire que dans les solitudes de l'Asie centrale, des Andes, de la Terre de Feu, de l'Australie, du Continent africain, sous les glaces des pôles et dans les pays dont l'aridité, l'insalubrité, le froid ou l'état de sauvagerie ont écarté l'homme et son effort.

On ne saurait s'en étonner : l'or n'est pas un de ces métaux habituellement enfermés dans une gangue complexe, dont la véritable nature ne peut être devinée que par de rares techniciens, des minéralogistes de profession; l'or, très souvent à l'état libre, d'une couleur, d'un éclat bien caractéristiques, est connu de tous. Qu'il en brille la moindre parcelle à la surface du sol, l'attention est aussitôt attirée sur elle. L'extraction en est élémentaire au début. Et le commerce en est si simple : nul besoin ici, comme

il faudrait le faire si l'on découvrait des minerais de plomb, de zinc, d'argent même, de créer péniblement une industrie métallurgique, ou d'aller chercher au loin des acheteurs exigeants; la poudre d'or et les pépites ont leur placement immédiat; c'est la monnaie même, le premier instrument d'échange, au moyen duquel on se procure aussitôt toutes les jouissances de la vie. L'or s'échange, se transporte, se dissimule au besoin sans peine : il est anonyme. Joignez à tout cela que sa découverte constitue, pour un chercheur audacieux, l'attraction par excellence. Dès lors, aucun gisement d'or, si pauvre, si insignifiant qu'il puisse être, ne reste abandonné; on le fouille, on l'exploite jusqu'au fond, avec l'espoir constant d'une fortune, en réalité aussi rare qu'un numéro gagnant à la loterie; on meurt de faim sur son *claim*, quand ce n'est pas de fièvre ou de froid, mais on y reste, parce qu'il y a quelque part certain gros lot de 500 000 francs, qu'on n'est jamais sûr de ne pas gagner, tant qu'on n'abandonne pas la partie. Le public ne se doute pas de l'énorme proportion des tentatives infructueuses et des ruines, qui rendent le jeu des mines si hasardeux, si précaire, ou, quand il en aperçoit quelqu'une, il l'attribue uniquement à l'escroquerie des intermédiaires. Rouge ou noir, pair ou impair, passe ou manque, le vrai mineur, en réalité, compte, jusqu'à son dernier jour, que le numéro sur lequel il vient de ponter sortira. Cette maladie étant particulièrement aigue pour les chercheurs d'or, il n'est pas de gisements superficiels sur lesquels ils n'aient bientôt mis la main, et un tel gisement vient à peine d'être reconnu depuis quelques mois qu'il touche à son épuisement. Alors une seconde série de joueurs vient prendre, à la table de roulette, la place de ceux qui se retirent : avec des procédés plus savants, des engins plus perfectionnés, des capitaux plus forts, on recommence, sur l'avenir du filon qui s'enfonce dans l'inconnu et dont les minerais se compliquent, une nouvelle partie où l'on apporte la même obstination, souvent la même malchance : de telle sorte que, finalement, tout est pris, enlevé, épuisé, non seulement ce qui en valait la peine, mais même ce qui ne couvrait pas les frais, et, en outre, une grande partie de ce qu'on abandonne, comme trop pauvre pour le moment, se trouve irrémédiablement gaspillée.

La conséquence d'une telle méthode et d'un tel état d'esprit pour l'avenir de l'humanité? elle est bien évidente et nous l'avons déjà laissé deviner en commençant, quand nous avons fait remarquer que l'or était toujours venu des extrêmes confins de la civilisation : le jour où la civilisation aura sérieusement conquis toute la terre. ce qui est maintenant une affaire de bien peu d'années, les gisements d'or abondants toucheront à leur terme : il faudra se rabattre sur tous les minerais pauvres, réfractaires, rebelles, aujourd'hui négligés, et ceux-là eux-mêmes s'épuiseront vite; car, plus on va, plus la métallurgie se perfectionne, plus la proportion des minerais rejetés est faible et plus l'épuisement en or de ceux que l'on traite est complet. Alors la production des mines fléchira de plus en plus.

On ne s'en douterait guère aujourd'hui, et notre affirmation va surprendre plus d'un lecteur, tout en faisant sourire quelques économistes, pour lesquels de semblables prédictions ont le grand tort d'être momentanément démenties par les faits; mais ce qu'il faut attendre, dans un délai très court, peut-être dans un demi-siècle, mettons un siècle pour notre sécurité personnelle, c'est un arrêt dans cette progression de l'extraction aurifère, puis une baisse et une baisse qui, pour être interrompue sans doute de temps à autre par quelque heureuse surprise, n'en est pas moins destinée à se précipiter de plus en plus, pendant le reste de la période dévolue à notre humanité. Nous ne serons pas noyés, comme on le craint, sous un flot d'or surabondant : au contraire, si le mouvement actuel se poursuit logiquement, naturellement, sans aucun retour offensif des partisans du métal blanc (qui offre des dangers d'un autre genre), il y aura, avant peu, insuffisance d'or dans le monde.

Il ne faut pas, en effet, s'y tromper. Nous vivons, depuis un siècle environ que l'industrie moderne s'est constituée, depuis trente ou quarante ans surtout que l'Europe a recommencé à coloniser la terre, dans une phase toute spéciale de l'histoire humaine où se produit, très vite, — à la vapeur, c'est le cas de le dire, — l'extraction, la mise à sac, le gaspillage souvent des richesses amoncelées dans le sol depuis l'origine de la constitution de notre planète. Comme nous avons eu, jusqu'ici, des étendues qui nous semblaient immenses à mettre en valeur et qu'avec le développement extraordinaire des moyens de communication, toute la terre a pu concourir à cette production, nous n'avons pas encore aperçu la conséquence de cette fièvre anormale d'activité industrielle; mais cela ne pourra durer ainsi bien des siècles. Combien d'années faudra-t-il à l'homme pour avoir épuisé la houille et le pétrole; si cela se chiffre par centaines, elles sont bien peu nombreuses; à plus forte raison, l'or et l'argent ne constituent, dans la partie de l'écorce terrestre accessible à nos investigations, qu'une réserve minime. Le jour où les principales richesses minérales nous manqueront, que deviendrons-nous? La chaleur et la force, sans doute, on pourra les demander à d'autres sources; mais les métaux rares et précieux, n'aurons-nous donc d'autre moyen pour nous en procurer que l'idée folle de précipiter les traces métal-

liques contenues dans l'eau de mer ou la réalisation de cette transmutation cherchée par les alchimistes et peut-être moins impossible qu'on ne le pense à la chimie de l'avenir.

L'humanité est, en ce moment, comme un fils prodigue qui mange son patrimoine et compte sur le hasard pour nourrir ses vieux jours.

Mais le plus surprenant, comme nous le remarquions dès le début, c'est qu'au moment même où nous faisons danser au soleil les beaux écus d'or entassés par l'économie de la nature au plus profond de ses coffres, tous ces milliards ramenés au jour ne nous suffisent pas. Les hommes reçoivent, on l'a vu, chaque année, de la main des mineurs, 7 à 8 fois plus d'or qu'il y a cinquante ans, 50 à 60 fois plus qu'il y a trois siècles et cela n'apaise pas leur soif insatiable. La famine de l'or n'est pas seulement à attendre dans l'avenir, elle existe déjà; en pleine paix, le milliard et demi d'or, qu'on extrait chaque année, est aussitôt englouti qu'apparu ; les pays qui le produisent, tels que les États-Unis ou la Russie, l'absorbent presque tout entier eux-mêmes ; le reste du monde ne l'aperçoit que de loin, comme un fallacieux mirage et, dès qu'une crise quelconque amène une demande un peu plus forte que d'habitude, les Banques d'Europe sont obligées de défendre leur encaisse en élevant le taux de l'escompte.

La cause, que chacun connaît, d'un tel état de choses est l'adoption simultanée et de plus en plus générale de la monnaie d'or en Europe et en Amérique.

Les chiffres, à cet égard, sont singulièrement instructifs : nous les emprunterons au grand géologue autrichien, M. Suess, qui vient de publier sur ce sujet un article dont nous sommes heureux de partager la plupart des idées (1). Des quatre grands centres d'extraction de l'or, États-Unis, Transvaal, Australie et Russie, le premier et le dernier, non seulement ne contribuent pas à enrichir en or le monde civilisé, mais en importent aujourd'hui plus qu'ils n'en exportent; l'Australie n'exporte que la moitié de sa production et le Transvaal que les deux tiers.

En faisant les calculs, on voit que, sur 825 millions produits en 1893, il n'en a été jeté dans la circulation générale que 420, sur les 900 millions de 1894, que 350; sur le milliard de 1895, que 725; sur les 1 051 millions de 1896, que le chiffre infime de 45.

Si l'on remarque que l'industrie de l'or dans le monde en dehors des monnaies (bijouterie, orfèvrerie, etc.) ne consomme pas moins de 125 à 150 000 kilos par an, on s'explique comment, aujourd'hui même, l'or fait défaut et comment l'argent, malgré tous les efforts tentés en sa faveur, malgré tous les arguments des bimétallistes, s'obstine malicieusement à perdre 535 p. 1000 de sa valeur nominale.

Que l'Asie vienne à adopter la monnaie d'or et l'on peut avoir, en dépit de tous les efforts des mineurs, une grave crise monétaire.

Il est vrai, c'est là un phénomène passager, puisque tous les pays se sont donné le mot pour constituer ou accroître en même temps leur réserve d'or; les stocks une fois formés, comme l'or ne s'use guère, on restera dans un état plus normal et le développement rapide des moyens de circulation fiduciaires, billets de banque, chèques, virements, etc., qui, pour les fortes transactions, sont évidemment appelés à remplacer l'usage barbare de nos petits lingots de métal brillant, atténuera, sans aucun doute, la disette d'or prévue. Mais la portion du monde, qui ne connaît pas encore l'usage de l'or comme monnaie et peut l'adopter un jour, est considérable, la population de la terre s'accroît sans cesse et, comme le stock d'or, mis à sa disposition par la nature, est extrêmement limité, il ne peut manquer d'arriver, pour ce métal précieux comme pour toutes les substances dont la reproduction ne dépend pas de nous, une disette, très rapidement menaçante dans le cas présent : donc une hausse de la valeur de l'or et non une baisse, en dépit des apparences actuelles.

Or, la hausse de l'or, c'est, il est vrai, la diminution proportionnelle du prix des substances nécessaires à la vie et l'augmentation de l'intérêt, cher aux rentiers ; mais c'est, du même coup, ce qui peut être grave, l'accroissement de pouvoir du capital, accumulé antérieurement : qu'il s'agisse du capital individuel ou de ce capital national, force des vieux pays, comme la France et l'Angleterre, créanciers du monde entier.

L'or manquant, c'est donc inévitablement la rivalité de plus en plus violente pour se le procurer, la lutte pour la vie prenant une intensité nouvelle, la crise sociale augmentant encore d'acuité, la misère pour tous les pays qui ont emprunté jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources, avec cette solution ordinaire de la misère des pays civilisés, qu'on appelle la banqueroute. C'est la tentation toute naturelle, pour ceux qui ne possèdent pas cet or nécessaire et qui se sentent les plus forts, de le ravir à ses détenteurs actuels ; c'est donc, à l'intérieur et à l'extérieur, le développement de ces guerres entre nations, ou de ces commotions politiques, révolutions et coups d'État, qui ne sont au fond, sous des formes plus ou moins diplomatiques et constitutionnelles, que des actes de piraterie déguisés, n'ayant qu'un seul but réel, celui de faire passer l'odieux capital d'une main à l'autre.

1 *Mémoirs of the Manchester literary and philosophical Society.*

Voilà donc un avenir très noir et qui, bien qu'on en dise, ne peut qu'être retardé légèrement par des initiatives légales ; il est inévitable, si la terre se peuple au delà de ses ressources et si les richesses de tous genres, accumulées dans le sol, sont bientôt gaspillées par un esprit trop pratiquement anglo-saxon, que l'appauvrissement général surexcite les concurrences et les haines. Le seul remède à un tel danger, et il est féroce, ce sont ces grandes saignées, que font les guerres.

Mais, dira-t-on, qu'importe un avenir si lointain ? nos petits-fils trouveront bien moyen de « se débrouiller », comme nous l'avons fait ; ils utiliseront des forces, des substances, dont nous ignorons la valeur ; « on inventera autre chose » ; la nécessité rendra ingénieux : autrement dit : Après nous, la fin du monde !

Bornons-nous donc à un futur tout à fait immédiat ; supposons que la production de l'or suive encore, pendant vingt ans, la loi d'accroissement actuelle ; espérons que la moitié du monde, pour laquelle l'argent est la monnaie légale, n'éprouvera pas le besoin d'en changer ; remarquons que l'Europe et l'Amérique du Nord auront bientôt leurs réserves d'or au complet, que les besoins industriels s'accroissent lentement, etc. Et, nous berçant d'un doux optimisme, envisageons seulement cette période tout à fait prochaine où peut-être l'or va surabonder.

Oh ! alors, nous pouvons faire opérer volte-face à toutes nos conclusions, changer, comme un homme politique bien avisé, notre fusil d'épaule et terminer par quelques bonnes paroles d'espérance à l'usage des inaugurations de comices agricoles et d'expositions.

Si l'or surabonde, tout devient facile, — sauf pour les mines d'or, que nous négligerons, si vous le voulez bien, puisqu'elles sont étrangères : sauf aussi pour les rentiers, qui sont une race éminemment méprisable, chacun le sait, et qui, d'ailleurs, trouveront, pour la plupart, une compensation dans l'accroissement de valeur de la terre.

L'or surabondant, l'intérêt de son loyer diminue, encore plus qu'il n'a déjà tendance à le faire pour tant d'autres causes : généralisation des placements mobiliers, cessation des grands travaux de chemins de fer, etc. ; dès lors, conversions des dettes publiques qui s'allègent d'autant ; diminution imprévue des impôts ! L'industrie, trouvant des capitaux plus aisément, peut faire de plus gros bénéfices et mieux payer ses ouvriers. La main-d'œuvre, dont tant de causes sociales accroissent déjà le prix, reçoit une augmentation (il est vrai plus apparente que réelle) par suite de la diminution de valeur de la substance qui sert d'étalon monétaire universel. Comme l'offre de capital s'accroît, tandis que celle de travail reste constante, la lutte entre ces deux associés jaloux comme tous les associés prend une forme nouvelle : le capital doit céder le pas, il tend à se dissoudre, à se vaporiser, s'il ne s'emploie pas à créer des industries nouvelles, c'est-à-dire s'il ne se légitime pas par le travail et le risque, et la question sociale se facilite : la lutte pour la vie, au lieu d'exister entre les hommes, se produit entre les capitaux, qui se disputent des emplois.

C'est donc un tableau idyllique et cela se conçoit, car l'avantage général est toujours qu'une substance utile vienne à surabonder ; ceux-là seuls qui en détenaient auparavant le monopole, peuvent s'en plaindre. Il est malheureux seulement que la nature ait eu le mauvais goût de ne pas faire repousser l'or en terre comme le blé ; mais peut-être, en revanche, a-t-elle assez bien pris ses précautions pour que le stock d'or, géologiquement disponible, soit justement celui dont aura besoin la terre, une fois rationnellement peuplée dans son ensemble, et à ce moment, si les théories de Malthus font des prosélytes, comme c'est probable, nos descendants verront encore quelques beaux jours.

[illegible]

PAUL LANGE

Drame en trois actes.

ACTE III

[illegible]

SCÈNE PREMIÈRE

[illegible]

TORA PARSBERG, *du dehors*. — Il ne faut pas qu'on voie mon manteau. Mets-le dans un coin.

CHRISTIAN OESTLIE, *dehors*. — Oui, Mademoiselle. [illegible] *garde autour d'elle, sans parler.*

[illegible] Mademoiselle trouve-t-elle qu'il fait chaud ici ?

[illegible] Trop chaud.

CHRISTIAN OESTLIE. — Il ne fait jamais assez chaud pour Son Excellence, aujourd'hui. Je vais ouvrir la porte... [illegible]

TORA PARSBERG. — Quelle mine tu as, Christian !

[illegible] — Comment [illegible] Mademoiselle ?

[illegible] Tu es pâle comme un [illegible] (*Effrayée.* Il s'est passé quelque chose ici ?

[illegible]

CHRISTIAN OESTLIE. — J'ai veillé toute la nuit, Mademoiselle...

TORA PARSBERG. — Pourquoi? Il devait être une heure quand tu es rentré de chez moi.

CHRISTIAN OESTLIE. — Environ.

TORA PARSBERG. — Paul Lange était déjà rentré?

CHRISTIAN OESTLIE. — Son Excellence était rentrée.

TORA PARSBERG. — Il n'a pas dormi, lui non plus.

CHRISTIAN OESTLIE. — Il n'a pas fermé l'œil. (*Un court silence.*) C'est ce qui m'a tenu éveillé.

TORA PARSBERG *se tait.*

CHRISTIAN OESTLIE *attend, puis il veut se retirer.*

TORA PARSBERG. — Christian?

CHRISTIAN OESTLIE, *s'arrêtant.* — Mademoiselle?

TORA PARSBERG. — Moi non plus, je n'ai pas dormi. En le voyant partir sans prendre congé, j'ai eu un mauvais pressentiment.

CHRISTIAN OESTLIE. — C'est comme la dernière fois qu'il est tombé malade. Après les intrigues... Vous savez bien?

TORA PARSBERG. — Oui, oui, je sais. J'y pense constamment. (*A part.*) C'est terrible!... Qu'a-t-il fait toute la nuit?

CHRISTIAN OESTLIE. — Il a marché en long et en large. Puis il s'est mis à écrire.

TORA PARSBERG. — Comment as-tu pu voir cela?

CHRISTIAN OESTLIE. — J'étais là. (*Il indique la porte.*) Et puis je suis venu deux fois faire du feu dans la cheminée.

TORA PARSBERG, *après un court silence.* — A-t-il dit quelque chose?

CHRISTIAN OESTLIE. — « Vous n'êtes pas encore couché, Oestlie? » C'est tout.

TORA PARSBERG. — A-t-il lu les journaux de ce matin?

CHRISTIAN OESTLIE. — Tous.

TORA PARSBERG. — Il a été impossible de l'empêcher?

CHRISTIAN OESTLIE. — Impossible.

TORA PARSBERG. — Au moins, tu ne l'as pas laissé partir seul, Christian?

CHRISTIAN OESTLIE. — Non, après le bain et le café de Son Excellence, le secrétaire est venu le chercher.

TORA PARSBERG *garde le silence, fait quelques pas, puis s'arrête, comme absorbée par une pensée.*

CHRISTIAN OESTLIE *s'approche. Elle le regarde.* — J'étais là hier. Tout en allant et venant, j'ai tout entendu. Je ne suis qu'un simple domestique, mais je me disais à part moi : Ce n'est pas facile de juger un homme comme lui.

TORA PARSBERG *reste immobile, sans répondre.*

CHRISTIAN OESTLIE. — Il a eu tant d'accès d'humeurs noires, en ces derniers temps.

TORA PARSBERG *garde le silence.*

CHRISTIAN OESTLIE. — C'est lui! (*Se rapprochant, rapidement et avec une prière dans la voix.*) Mademoiselle! Il n'y a que vous qui!...

TORA PARSBERG. — Il n'y a que moi, dis-tu, qui puisse?...

CHRISTIAN OESTLIE *se dirige vivement vers la porte qui vient de s'ouvrir.*

TORA PARSBERG *passe rapidement dans la chambre de droite, dont la porte reste ouverte.*

SCÈNE II

PAUL LANGE *entre en pardessus de voyage. Il y a quelque chose de décidé dans ses allures. Il va droit à son bureau, tire un étui de sa poche, l'enferme dans un tiroir et retire la clef.*

CHRISTIAN OESTLIE *fait un signe d'effroi à Tora Parsberg.*

PAUL LANGE *laisse Oestlie le débarrasser de son pardessus.*

TORA PARSBERG *entre. Il l'aperçoit.* — Oui, c'est moi! (*S'approchant.*) Tu n'es pas content de me voir?

PAUL LANGE. — Tu me le demandes? C'est-à-dire que je suis inquiet de te voir sortir si tôt et par ce froid. Je suis tout transi. Pourtant j'ai fait une grande promenade, en marchant vite. Il faut ajouter du bois. (*Il sonne.*)

TORA PARSBERG. — Oui, il fait froid ici.

PAUL LANGE, *à Oestlie, qui entre.* — Mettez du bois dans la cheminée, Oestlie. Il fait très froid ici.

TORA PARSBERG. — Et dans l'autre chambre aussi. Ne vaut-il pas mieux fermer la porte?

PAUL LANGE. — Oui, il faut fermer la porte. (*Il va la fermer lui-même.*)

CHRISTIAN OESTLIE *a, pendant ce temps, ajouté du bois.*

PAUL LANGE *à Oestlie.* — Voulez-vous m'apporter un verre de cognac? (*Se tournant vers Tora Parsberg.*) Si vous permettez, Mademoiselle?

TORA PARSBERG. — Comment donc! Pourquoi es-tu parti hier soir sans prendre congé?

PAUL LANGE, *après un moment de silence.* — Je ne pouvais pas.

TORA PARSBERG. — C'est pour cela que je suis venue.

PAUL LANGE. — J'en suis profondément touché. Mais je serais venu chez toi, sans aucun doute.

CHRISTIAN OESTLIE *apporte un carafon et un verre.*

PAUL LANGE. — Merci. Je vais me servir. Vous m'excusez, Mademoiselle?

CHRISTIAN OESTLIE *sort, après avoir regardé Tora Parsberg.*

PAUL LANGE *se verse un verre, le vide, puis reste un instant immobile.*

TORA PARSBERG. — Cela ne te fait pas de bien?

PAUL LANGE. — Si. Mais je n'y suis pas accoutumé.

TORA PARSBERG. — Tu ne te sens pas mal cependant? Tu as bonne mine.

PAUL LANGE. — Vraiment!

TORA PARSBERG. — Très bonne mine même. Tu es un homme fort.

PAUL LANGE. — Je le crois. Si seulement je pouvais vivre en paix!

TORA PARSBERG. — Seraient-ce ces sottes conjurations qui t'en empêcheraient?

PAUL LANGE. — « Conjuration? » Tu as dit le mot.

TORA PARSBERG. — Je n'ai aucun pouvoir sur ce méchant vieillard. Mais tu ne peux te laisser impressionner par de telles sottises!

PAUL LANGE. — As-tu lu les journaux de ce matin?

TORA PARSBERG. — Certainement.

PAUL LANGE. — Le télégramme de Stockholm?

TORA PARSBERG. — Qu'ils se sont fait envoyer! Oui, j'ai tout lu. Les pauvres gens! Cela les aura tenus debout toute la nuit.

PAUL LANGE. — Je voudrais voir les télégrammes qui s'en vont aujourd'hui vers les quatre coins du monde.

TORA PARSBERG. — Et qu'on oubliera demain. J'ai à te parler de quelque chose de plus grave.

PAUL LANGE, *intéressé*. — Vraiment? Et c'est?...

TORA PARSBERG. — Viens! asseyons-nous!

PAUL LANGE, *effaré*. — Pardonne-moi, je t'en prie, de n'avoir pas... (*Ils s'assoient. Paul Lange du côté de la table.*)

TORA PARSBERG. — Ainsi, tu n'as pas voulu que nous déclarions nos fiançailles hier soir?

PAUL LANGE, *inquiet*. — Je ne pouvais pas.

TORA PARSBERG. — Peu importe! Nous n'avons nul besoin, après tout, de les déclarer. (*Elle attend une réplique qui ne vient pas.*) Nous pouvons nous y prendre tout autrement et je viens te le proposer. Mais il faut que tu m'écoutes.

PAUL LANGE. — J'écoute!

TORA PARSBERG. — Tu ne me regardes seulement pas.

PAUL LANGE. — Il me semble entendre d'autres voix que la tienne.

TORA PARSBERG. — Tu n'as pas bien dormi cette nuit?

PAUL LANGE. — Mais si. Pas trop mal. Que voulais-tu dire?

TORA PARSBERG. — Que nous devrions faire un voyage ensemble. Partir pour l'étranger, — pas plus tard qu'aujourd'hui. Dans deux heures?

PAUL LANGE, *inquiet*. — Dans deux heures? Mais nous ne pourrions partir ensemble que si nous étions...

TORA PARSBERG, *souriant*. — Mariés? Nous pouvons nous marier à Copenhague, par exemple. Ou dans une autre ville, sur notre chemin. Je n'ai pas de préparatifs à faire. Ni toi non plus, j'imagine. Tout est prêt et en règle, chez moi.

PAUL LANGE. — Je comprends ce que tu viens m'offrir. Je t'en suis profondément reconnaissant. Et si rien ne s'était passé...

TORA PARSBERG. — Que s'est-il passé?

PAUL LANGE *la regarde, sans répondre*.

TORA PARSBERG. — Hier tu aurais accepté ma proposition.

PAUL LANGE. — Il s'est écoulé un siècle depuis hier.

TORA PARSBERG. — N'est-ce pas beaucoup dire? Mettons plutôt quelques heures, veux-tu? Et ces quelques heures nous ont instruits dans l'art de ne faire qu'un.

PAUL LANGE. — Un grand art! Peut-être le plus grand de tous. Quand j'y songe, c'est peut-être le seul que j'aie négligé. L'art de ne faire qu'un avec d'autres. De nos jours, il faut être d'un parti, et combattre pour ce parti. Autrement, on n'a pas d'amis. Je n'ai que des ennemis.

TORA PARSBERG. — Et moi, tu ne me comptes pas?

PAUL LANGE. — Ma chère! Pardonne-moi. Ma pensée s'égare. Qu'avais-tu à me dire?

TORA PARSBERG. — Il est inutile d'en parler, je crois, avant que tu m'aies dit ce qui te travaille. Il y a quelque chose?...

PAUL LANGE. — Oui, il y a quelque chose. Une question. Puis-je te poser une question? Une seule?

TORA PARSBERG, *gaiement*. — Si elle n'est pas trop profonde pour moi?

PAUL LANGE, *sans faire attention à sa réponse*. — J'ai presque honte de te la faire. Mais ne puis-je pas tout te dire, à toi?

TORA PARSBERG. — Tout.

PAUL LANGE. — Suis-je une racaille?

TORA PARSBERG. — Si tu?... (*Elle rit.*)

PAUL LANGE, *sans y faire attention*. — Pourquoi me traitent-ils toujours... en racaille?

TORA PARSBERG. — Tu le demandes?

PAUL LANGE. — N'est-il pas singulier qu'ils me choisissent, moi, à cet effet? Ils ne traitent personne ainsi.

TORA PARSBERG. — Non, tu te fais trop d'honneur. Ce n'est pourtant pas ton défaut.

PAUL LANGE. — Vrai, je croyais pourtant n'avoir rien de commun avec la racaille.

TORA PARSBERG. — Non, car, en ce cas, ils ne t'attaqueraient pas! On n'a pas de haine pour qui vous ressemble. (*Gaiement.*) D'ordinaire, du moins.

PAUL LANGE, *sans faire attention à sa réplique*. — Toujours ces histoires de jeunesse. Du temps où j'étais un désespéré. N'ai-je donc rien fait depuis?

TORA PARSBERG. — Des ritournelles, mon ami, rien que des ritournelles. Ils en ont plusieurs comme cela, qui reviennent sur commande. Tu le sais aussi bien que moi.

PAUL LANGE. — Oui, c'est vrai. Je le sais. Mais ils doivent supposer que c'est là l'idée qu'on se fait de moi, dans le peuple. C'est là ma réputation. Autrement, ils n'auraient pas recours à ce moyen.

TORA PARSBERG. — Ils font semblant de le croire! Beaucoup de monde s'y laisse prendre.

PAUL LANGE. — Tu vois bien! Beaucoup de monde s'y laisse prendre!

TORA PARSBERG. — Il ne faudrait pourtant pas s'y laisser prendre soi-même?

PAUL LANGE. — Non, non, assurément.

TORA PARSBERG, *avec une solennité comique.* — Pardonne-moi, Paul Lange : est-ce là vraiment la question que tu avais à me faire?

PAUL LANGE. — Pardonne-moi toi-même! (*Il prend sa main, qu'il baise.*)

TORA PARSBERG. — Dois-je me contenter de cela? (*Ils se lèvent tous deux d'un même mouvement et tombent dans les bras l'un de l'autre.*)

PAUL LANGE *s'arrache à son étreinte et fond en larmes. Il traverse la chambre.*

TORA PARSBERG *le rejoint et l'étreint de nouveau.* — Qu'as-tu, mon ami? Parle! Dis-moi tout!

PAUL LANGE. — Si je pouvais!

TORA PARSBERG. — Vilain cachottier! Et moi qui croyais t'avoir enfin inspiré confiance?

PAUL LANGE. — Tu ne pourrais pas me comprendre. Même toi. C'est trop, à la fin! Tant d'années de souffrances cachées... et de faiblesse... et de lâcheté! (*Éclatant.*) Il n'y a pas une place dans mon être qui ne porte sa blessure! Si toutes ces blessures se mettaient à raconter leur histoire, ce serait à se boucher les oreilles. Et que c'est laid, grand Dieu! Je ne m'en étais pas rendu compte, avant cette nuit. Mais tu vois qu'aujourd'hui je le reconnais franchement! J'en suis arrivé au point où il n'y a plus à feindre. Ce n'est donc pas pour cela que je me tais. Non, ne me demande rien! Cela me fait mal!

TORA PARSBERG. — Mon grand et noble ami, toi si fier, qui a pu t'abattre ainsi? D'où vient cette capitulation intérieure? Car, aux yeux de tous, tu n'as point capitulé! C'est un combat sauvage qu'ils te livrent! Toutes les armes leur sont bonnes. Il faut qu'ils te croient bien fort!

PAUL LANGE. — Tu as raison. Au fond, c'est vrai.

TORA PARSBERG, *avec force.* — Mais pourquoi capituler ainsi dans ton cœur? Et cela tout d'un coup?

PAUL LANGE. — Non, ce n'est pas venu d'un coup, et ce n'est pas l'effet d'une seule cause. Ce sont les épreuves de tous les jours, de tous les instants, c'est ce mal incessant qui s'est accumulé pour déborder cette nuit.

TORA PARSBERG. — Pourquoi justement cette nuit?

PAUL LANGE, *la regardant.* — Je ne te le dirai pas. (*Il s'éloigne.*)

TORA PARSBERG, *le suivant.* — Tu me le diras! Il faut que nous en parlions! Il n'y a que cela qui puisse te sauver!

PAUL LANGE. — Je ne puis pas! Je ne veux pas!... Il ne faut pas me le demander!

TORA PARSBERG. — Alors, je vais te le dire, moi!

PAUL LANGE *se retourne, les deux bras tendus, comme pour repousser un danger.* — Non, non! (*Puis il se précipite vers Tora Parsberg, l'étreint et appuie la tête sur son épaule.*)

TORA PARSBERG *cherche à vaincre son émoi.*

. . . . . .

Ne veux-tu donc pas que nous reparlions de ce qui m'amène?

PAUL LANGE. — Oui, asseyons-nous.

TORA PARSBERG. — Que dirais-tu si nous partions aujourd'hui, tout à l'heure! Nous prendrions Christian avec nous, pour ne nous occuper de rien. Loin d'ici, te dis-je! En avant vers un air pur de tous ces miasmes! Qu'en penses-tu, mon ami?

PAUL LANGE. — Je pense que c'est une illusion. Nos pensées nous suivent. Elles viennent du passé.

TORA PARSBERG. — Oserai-je te rappeler que je serais avec toi?

PAUL LANGE. — Que le ciel te protège! Mais c'est justement là... Non! ne me fais pas parler! Ce serait trop, à la fin. Je t'en préviens.

TORA PARSBERG, *insistant avec émotion.* — Ne sens-tu donc pas combien tu me blesses et m'humilies?

PAUL LANGE, *effrayé.* — Moi te blesser? Moi?

TORA PARSBERG. — Aussi longtemps qu'il s'agissait d'être à l'honneur et à la peine, tu me voulais près de toi. Mais, dès qu'il y a deuil ou danger, tu me juges incapable de t'assister. Tu vois, je n'ai pas ta confiance.

PAUL LANGE. — Non, non! ne prends pas les choses ainsi! Au nom de Dieu, ne le fais pas! Mais... « t'avoir près de moi », comme tu dis, ce n'est pas possible, puisque nous ne sommes pas mariés. Ce serait impardonnable à moi.

TORA PARSBERG. — Pas mariés? Je vois les choses autrement : les cérémonies ne sont rien, pour moi, qu'une forme prescrite par la loi. Et pour toi?

PAUL LANGE. — Pas davantage. Mais je ne puis me dissimuler que jusqu'à présent nous ne sommes point engagés.

TORA PARSBERG. — Je le suis, moi! Et s'il faut toujours être deux pour contracter un pacte, il faut, dans certains cas, être deux pour le briser. Et c'est le cas ici.

PAUL LANGE, *effrayé.* — Tu ne veux pas le rompre?

TORA PARSBERG. — Il ne le sera pas tant que je vivrai! (*Elle se lève.*)

PAUL LANGE, *assis, immobile, comme paralysé, murmure enfin, en regardant devant soi.* — Allons, s'il en est ainsi!...

TORA PARSBERG. — Me voudrais-tu donc autre que je ne suis ?

PAUL LANGE. — Non. Mais comment me voudrais-tu moi-même ?

TORA PARSBERG. — Comme moi !

PAUL LANGE. — Oui, si les conditions étaient les mêmes, ou si j'étais à ta place. (*Il se lève.*) Mais maintenant je suis à terre. Dans la fange la plus ignoble que la calomnie ait pu amasser. Je suis au ruisseau, piétiné, couvert de crachats. Et j'irais dire à une femme libre et placée, comme toi, au-dessus de ce qu'il y a de plus haut dans notre pays : « Penche-toi vers moi et couvre-moi de ton éclat. » Ou encore je te demanderais de me relever, pour que nous nous envolions ensemble par-dessus la tête de tous ces gens, vers des pays étrangers où nous n'entendrions plus jamais parler d'eux ? C'est alors que je me serais définitivement effondré. Car je ne l'ai pas encore fait. Non ! laisse-moi parler jusqu'au bout ! Admettons que je puisse me redresser par ma propre force. Et je crois pouvoir le faire, — à supposer que je le veuille. Car il arrive qu'on ne veut plus. Mais enfin je suppose que je le puisse... et le veuille. Est-ce avec toute cette meute à mes trousses que je commencerais par aller te trouver et te prier de m'accompagner... alors que tu es encore libre et maîtresse de ta destinée ? Oh ! il ne s'agit pas de savoir ce que tu en penses, toi, mais ce que j'en pense moi-même. Et, à mes yeux, c'est l'action la plus mauvaise que je puisse commettre. Tu me disais que je ne devais pas t'humilier. Dieu m'en garde ! Mais il ne faut pas non plus m'humilier, moi.

TORA PARSBERG, *à bout de forces.* — Dieu de miséricorde !...

PAUL LANGE. — Oh ! je savais bien que tu aurais de la peine à me comprendre ! Toi qui as eu le bonheur d'avoir, dès ta première jeunesse, une existence de franchise absolue. Peux-tu te figurer l'état d'une âme rendue craintive dès son début dans la vie, frissonnant jusque dans son essence la plus intime, tremblant pour son honneur et pour ses facultés ? Eh bien ! ce fut mon cas. Sais-tu qu'alors on ne travaille plus seulement pour atteindre le but de son travail. Il faut un surcroît d'effort, car on lutte avec un obstacle intérieur qui se représente à chaque instant, qu'il faut vaincre sans cesse, tous les jours de sa vie. Et comment obtenir la paix nécessaire au travail ? Elle ne vient pas tout naturellement. Il faut l'acheter, l'acheter toujours, s'épuiser en ménagements, en égards, en politesses, sans jamais se négliger. Nous sommes sous l'empire d'une crainte incessante, qui nous tient en éveil. Et nous passons notre vie sur le palier, sans oser introduire qui que ce soit dans notre réduit intime. Nous ne vivons plus notre propre vie, nous ne parlons plus notre propre langage. Par bribes, peut-être : jamais entièrement. — Ah Dieu ! Jamais entièrement. Cela n'a commencé pour moi que le jour où tu es entrée ici ! Alors un homme se dressa derrière moi, qui chassa tout ce qui me torturait et, me dominant de toute sa hauteur, prit le commandement. Et cet homme c'était moi-même. Il disait tout ce qu'il avait sur le cœur, sans ménagement aucun. Pour la première fois, il parlait comme sa nature lui ordonnait de le faire, avec l'éclat du triomphe au front et tes couleurs sur sa poitrine. Et ce fut là ce qui me perdit.

TORA PARSBERG. — Non, non !

PAUL LANGE. — Ce fut là ce qui me perdit ! Le traquenard où j'ai été attiré n'y fut pour rien. Non, cela devait arriver. Cela s'est accompli de soi-même. C'est ce que j'ai vu clairement cette nuit. On ne peut pas impunément passer quinze ans à élever une digue et puis, tout d'un coup, la supprimer ! Et ce n'est pas non plus à un malheureux comme moi de viser au plus haut sommet. La chute est si terrible !

TORA PARSBERG, *au désespoir.* — Tu te meurtris avec tes propres paroles ! Tu enfonces le fer à chaque mot davantage, jusqu'à la mort ! Je n'y tiens plus !

PAUL LANGE. — Il faut que je parle ! A qui n'a pas osé affronter la lumière, il faut, pour qu'elle l'éclaire enfin, le courage de tailler dans sa chair. L'opération a commencé cette nuit. Elle continue. Écoute-moi ! Un homme qui vit sous cette impression de peur, dont il a été frappé dans sa jeunesse...

TORA PARSBERG, *à bout de forces.* — Mais je te dis que je ne peux pas ! Et je ne veux pas !...

PAUL LANGE. — Je t'ai prévenu que c'en serait trop. Mais la lutte est engagée. Quel qu'en soit le résultat, il faut y aller loyalement. Écoute-moi, je t'en prie ! Un homme qui vit sous cette impression de peur dont il a été frappé dans sa jeunesse devient d'une sensibilité extrême pour tout ce qui est honte. Hier soir, chez toi, j'ai été pris dans une embuscade, criblé de traits, cerné, trahi. Ma défense a été huée, comme celle d'un malfaiteur. Et, parmi mes ennemis, se trouvait Arne Kraft. Oui, Arne Kraft ! Cela, ce fut le comble. J'ai aussitôt senti que j'étais à bout de forces, que je ne ferais pas un pas de plus ! De la cime ensoleillée où je m'étais trouvé tantôt, être brusquement entraîné jusqu'à cet abîme, au milieu d'un orage déchaîné !... Alors tu es venue (*étendant les bras*), tu n'as fait qu'un geste, et orage, abîme, tout a disparu, rien n'en est resté, pas le plus léger nuage rappelant la tempête.

TORA PARSBERG, *se rapprochant de lui, avec insistance.* — Ce pouvoir, je l'aurai n'importe quand, n'importe où. Tu n'es plus toi-même. Sans quoi, tu n'en douterais pas.

PAUL LANGE, *au désespoir, insistant aussi.* — Il faut que tu m'entendes jusqu'au bout ! Car je veux juste-

ment te faire comprendre jusqu'où va ton pouvoir et où il s'arrête. Tu es venue me prendre par la main et me conduire dans un monde de lumière et de mélodie. En ce moment-là, je croyais, comme toi, que nous marchions au-devant de l'avenir. Si grand est mon fonds d'illusion que, cette fois encore, je me croyais sauvé. Je m'assis près de toi et tu me donnas une fleur. La voici! (*Il presse la fleur sur ses lèvres.*) Ce même voyage que tu viens me proposer, je le faisais avec toi en pensée. Nous nous éloignerions d'ici et, de loin, je leur apparaîtrais sous mon vrai jour. Ils finiraient par m'être reconnaissants d'avoir défendu ce vieillard et de lui avoir souhaité la paix du soir, après sa longue vie. Et toutes les calomnies prendraient fin. — Oui, ce fut là mon rêve, pendant que résonnait la musique, que les lumières brillaient et que tu étais près de moi. Je te dois cet instant. Mais tu n'eus pas plutôt murmuré ces mots : « N'allons-nous pas déclarer nos fiançailles? » que tout se tut et s'éteignit! Un vent d'angoisse traversa la salle, souffla la lumière, étouffa la musique. Silence à tout! Et, dans les ténèbres, une seule flamme brilla : celle de tous ces yeux! De tous les côtés, partout des yeux fixés sur moi, yeux chargés d'envie, de raillerie et de joie insolente, yeux de fauve, yeux de chat, yeux de vipère, tous dardaient sur nous leurs regards féroces! Et dans tous je lisais l'attente de ce que tu me proposais! Oui, ils n'attendaient que ce signal pour nous égorger tous deux. Croyant que le bruit m'empêchait de t'entendre, tu renouvelas ta demande. Que tu étais adorable à ce moment! Tu me regardais, confiante. Jamais je n'ai vu, jamais je ne verrai rien de si beau. Mais l'angoisse fut la plus forte! Toutes mes pensées s'enfuirent devant elle. Un « non » s'éleva du fond de mon être avec la puissance d'un mouvement instinctif dans un danger de mort.

Tora Parsberg. — Je t'entendis à peine.

Paul Lange. — C'était en même temps une si terrible souffrance! (*Il est à bout de forces.*)

Tora Parsberg. — Ah! écoute-moi aussi! Écoute-moi!

Paul Lange, *avec désespoir.* — Je crois que tu ne me comprends pas encore! Tu ne vois pas que cette angoisse est plus forte que moi, plus forte que toi. Il n'y a pas de mot qui puisse prévaloir contre elle. Mais comprends donc, ma chérie, qu'elle défie tout ce que nous pourrions inventer. Depuis hier, elle est toute-puissante. La chute a été trop profonde. Rien ne peut plus me sauver.

Tora Parsberg. — Tu es malade! Tu es malade! Je ne te reconnais plus!

Paul Lange. — Oui, depuis hier! Tout a sa limite, même ce qu'un homme peut supporter sans mourir... Le secours que tu m'offres ne fait qu'affaiblir ma force de résistance, en admettant qu'il m'en reste encore. Oui, il l'affaiblit. Tu l'as bien vu hier. Je n'en suis plus angoissé. Je le dis franchement. Car ce n'est plus le moment de dissimuler. Il faut que tu saches à quoi t'en tenir. Ne pas en tenir compte nous conduirait à des malheurs que ni toi ni moi ne pourrions supporter. Que Dieu nous vienne à l'aide!

Tora Parsberg *fond en larmes.*

Paul Lange *se précipite vers elle, en proie à la plus vive épouvante.* — Je te le disais bien! C'en était trop pour toi. (*Il essaye de la conduire à un siège. Elle ne s'en aperçoit pas tout de suite.*) Miséricorde! pardonne-moi! Je n'ai pensé qu'à ma souffrance. Pas à la tienne! Ah! te voir souffrir, c'est plus terrible que tout le reste! Il ne me manquait plus que cette épreuve! (*Il a pu la faire asseoir et s'agenouille devant elle.*) Écoute-moi donc! Regarde-moi! Ah! j'aurais dû t'écouter quand tu me disais que c'était plus que tu ne pouvais supporter! Maintenant je te comprends! Pardonne-moi! Un être n'a pas le droit de déverser sur un autre le trop-plein de sa douleur. Sur toi surtout, qui t'offres toi-même pour me sauver. J'ai agi... Ah! écoute-moi donc.

Tora Parsberg. — Tu ne veux pas m'écouter, toi! (*Elle sanglote de nouveau.*)

Paul Lange. — Si, si, je le veux! Plutôt que de te voir pleurer! Console-moi! Je ne demande que cela. Ma douleur m'a conduit trop loin! Songe donc : être au seuil du plus grand bonheur que la vie puisse offrir et... subitement, tout perdre! Oui, cela m'a rendu fou! Toi qui comprends tout, tu me pardonnes, n'est-ce pas? La douleur, vois-tu, la douleur est une trombe qui nous emporte où elle veut.

Tora Parsberg, *qui a, peu à peu, comprimé la violence de ses sanglots.* — Ce n'est pas... ce n'est pas que tu... que tu aies refusé de m'entendre... ce n'est pas cela qui... me... me fait mal. S'il n'y avait que cela!... Non, c'est... (*Elle est forcée de s'arrêter.*)

Paul Lange, *au désespoir.* — Je te l'avais bien dit! Je t'avais dit que tu ne pourrais pas voir tant de faiblesses et de souffrances sans...

Tora Parsberg, *avec énergie.* — Non, non, non, ce n'est pas cela non plus! Je puis tout supporter quand il y va de toi! Ce qui me brise, c'est de voir l'idée que tu te fais de toi-même! Mais cela conduit droit à la mort! Je dis les choses comme elles sont! Et ne pouvoir t'aider! (*Elle est à bout de forces.*)

Paul Lange. — Mais je ne demande que cela! Dis-moi en quoi je me trompe!

Tora Parsberg. — Il y a de l'exagération dans chaque mot que tu dis, des notes fausses qui me déchirent les nerfs!

Paul Lange. — Corrige-moi! Je n'ai point d'autre désir!

TORA PARSBERG, *avec prière et insistance.* — Avant tout, tu dois prendre les choses autrement!

PAUL LANGE. — Prendre les choses autrement?

TORA PARSBERG, *continuant.* — Ou nous ne pourrons pas nous entendre! Cette injustice envers toi-même, cette cruauté... c'est là ce que je ne puis supporter! Non, je ne le supporterai pas!

PAUL LANGE. — Dis-moi tout!

TORA PARSBERG. — Cela t'abaisse! Qu'est-ce qui t'a abattu, après tout? Des forces qui ne devraient avoir prise sur personne et d'autant moins sur un homme comme toi! *Elle parle avec une énergie croissante et se lève de son siège. Il en fait autant.*) S'il fallait que les meilleurs pliassent devant les pires, où en serions-nous? Ne vois-tu donc pas ce que tu fais? Tu gardes des fauves en cage et tu leur ouvres la porte pour qu'ils se jettent sur toi d'abord, puis sur nous tous. Alors, je crie au secours! De toutes mes forces! Au secours! au secours! Je veux qu'on lutte, qu'on se défende. C'est pour cela que je suis venue. Et c'est contre toi que je dois lutter, avant tout! Tu n'as pas le droit de céder! Tu as plus de force en toi qu'ils n'en ont tous ensemble. Et ta vie a plus de valeur que celle de cent mille êtres de cette espèce.

PAUL LANGE. — Tu sais combien de temps j'ai résisté!

TORA PARSBERG. — Jamais assez! Faut-il donc laisser triompher les persécuteurs, les fanatiques et les faussaires? Céder devant l'envie et les haines populacières? Si je sais tout ce que tu as supporté? Oui. Mais je sais encore autre chose : c'est que tes blessures menacent de t'empoisonner le sang et qu'alors ces hommes auront atteint leur but. Des gens comme eux — et un être de beauté comme toi!

PAUL LANGE. — Tu oublies qu'Arne Kraft lui-même était avec eux.

TORA PARSBERG. — Tu oublies que personne, pas même moi, n'a de toi une plus haute opinion que lui! Et elle est juste. Ce qui est faux, ce sont les paroles que lui a dictées la passion politique. Il te convient de voir les choses en grand, Paul Lange. Alors, tu es maître de tes forces, tu es en pleine santé!

PAUL LANGE. — Eh bien! sais-tu une chose : c'est que, cette nuit, — car je n'ai pas dormi, j'ai veillé toute la nuit, — en faisant mon bilan, — oui, cette nuit j'ai bien senti que, si même il me reste des forces, — et je crois qu'il m'en reste, — je n'en suis pas moins un faible... Et ce n'est pas à des faibles comme moi qu'il appartient d'accomplir une grande œuvre.

TORA PARSBERG. — Et cependant tu as tout fait.

PAUL LANGE. — Je me suis comparé cette nuit à ceux qui ont vraiment accompli quelque chose. A...

TORA PARSBERG. — Permets-moi d'achever : à ceux qui ont fait des cadres à la société ou qui en ont fixé les cadres.

PAUL LANGE. — Oui! Comment as-tu pu?...

TORA PARSBERG. — Tu te fais injure, mon ami. La société moderne a d'autres problèmes à résoudre et il lui faut d'autres hommes.

PAUL LANGE. — Le fait même de douter de moi comme je le fais, ces doutes à eux seuls prouvent...

TORA PARSBERG. — Qui ne les a connus, ces doutes? Personne ne les a éprouvés si souvent et si cruellement que les hommes qui sont vraiment à la hauteur de leur mission et y travaillent avec acharnement. Ils leur viennent aux heures de fatigue.

PAUL LANGE, *dont le regard s'éclaire.* — Dirais-tu vrai?

TORA PARSBERG. — Il faut quelquefois plonger ses regards jusqu'au fond le plus ténébreux de l'être. Il faut descendre dans les profondeurs de soi-même pour s'élever ensuite aux sommets. C'est par les tourments de l'âme que commence l'ascension.

PAUL LANGE. — Aurais-tu le pouvoir de me rendre mon courage?

TORA PARSBERG. — Oui, ton courage et ton rang!

PAUL LANGE, *avec insistance.* — Me répondras-tu franchement?

TORA PARSBERG. — Oui.

PAUL LANGE. — Sans rien me cacher?

TORA PARSBERG. — Rien.

PAUL LANGE. — Peux-tu... Oui, peux-tu avoir de l'estime pour un homme aussi faible que moi? Aussi faible, dis-je?

TORA PARSBERG. — C'est justement la question à laquelle j'allais répondre avant même que tu me l'eusses posée. Viens, mets-toi là!

PAUL LANGE. — Me voici. (*Il est plein d'empressement et d'agitation.*)

TORA PARSBERG *s'agenouille devant lui.* — Non, laisse-moi faire! Tu ne sais pas devant quoi je m'agenouille. Devant ce qu'il y a de faible en toi et qui te rend si malheureux. C'est, au fond, ce que tu as de meilleur. Seulement cette partie de toi-même ne peut plus supporter le milieu où elle a germé.

PAUL LANGE, *étonné, anxieux.* — C'est vrai.

TORA PARSBERG. — Tu n'en veux plus à aucun prix de cette société. Ce qu'il y a même de plus haut en elle te répugne.

PAUL LANGE, *comme avant.* — C'est vrai.

TORA PARSBERG. — Plutôt seul. Tu t'enfermes à double tour. Tu es trop fier.

PAUL LANGE, *bas.* — Tu vois tout... (*Plus haut, avec angoisse.*) Mais n'y a-t-il pas là aussi une faiblesse?

TORA PARSBERG. — Il faut avoir la peau fine et l'âme susceptible pour reconnaître le mal dont

souffrent les autres et savoir en indiquer la source. On n'y arrive pas avant d'avoir soi-même connu l'angoisse et la débilité. Ce ne sont point des pots de fer mais des vases fragiles qui portent les remèdes aux malades. Sans le poids de l'égoïsme, on est faible souvent.

PAUL LANGE. — C'est le ciel qui parle par ta bouche.

TORA PARSBERG. — La charité va de l'un à l'autre, tâtant les mains et choisissant celles qui ont la peau la plus sensible, pour leur confier l'initiative de son œuvre. Elle prend les plus meurtris, ceux qui ont le plus souffert de l'injustice et qui ont appris ainsi le respect du malheur.

PAUL LANGE. — Tu me redresses et me raffermis.

TORA PARSBERG. — Ta faiblesse, Paul Lange ? Il est vrai que personne ne se tord comme toi après un coup reçu. Mais personne, non plus, ne sait, quand il le faut, en frapper de plus forts. L'horreur de la souffrance peut, un instant, te jeter hors de ton chemin. Mais aussitôt les bons éléments refluent dans ton cœur et tu as la force d'un lion.

PAUL LANGE, *bas*. — Oui...

TORA PARSBERG. — Si accessible que tu sois à la peur, personne ne marcherait plus tranquillement que toi à l'échafaud.

PAUL LANGE. — Tu crois ?...

TORA PARSBERG. — Et ce qui, pour d'autres, serait encore plus difficile, tu donnerais tout ce que tu as, pièce par pièce, et cela, de préférence, à l'insu de tous, si tu savais que ton devoir est là.

PAUL LANGE. — Je le ferais, c'est vrai.

TORA PARSBERG. — La force n'est pas dans la victoire. Le plus fort est celui qui fait un pacte avec l'avenir et dont l'œuvre se continue au fond des consciences.

PAUL LANGE. — Tout cela, j'aurais pu, naguère, me le dire moi-même.

TORA PARSBERG. — Et maintenant tu ne t'en souviendrais plus ? Mais nous nous en souvenons, nous autres femmes. Sur ce point, nous nous rencontrons avec toi. Non pas celles qui mangent, dorment et font parade de leurs personnes, mais celles qui incarnent le plus profondément tout l'instinct de la race. L'avenir attend dans leurs aspirations, comme la statue dans le marbre. Jusqu'à présent ces aspirations sont plutôt silencieuses et souvent mêlées de larmes. Mais parfois une femme sort des rangs. « Prends-moi avec toi, dit-elle, notre éternel idéal est le tien. En avant ! combattons ensemble ! »

PAUL LANGE. — Oh ! quelle ivresse ! (*Ils se lèvent.*)

TORA PARSBERG. — La vie n'est pas la vie tant qu'on ne lui a pas donné un sens. Voilà pourquoi je viens te trouver.

PAUL LANGE. — La vie nous impose une condition : c'est de la mériter.

TORA PARSBERG. — Eh bien ! cherche à le faire !

PAUL LANGE. — Avec toi ? En travaillant ensemble ?

TORA PARSBERG. — Est-ce trop peu ?

PAUL LANGE. — Non, c'est l'idéal !

TORA PARSBERG. — Pour toi, je suis la vie. Je le sais. Eh bien ! prends-en tant que tu voudras ! (*Ils s'étreignent.*)

CHRISTIAN OESTLIE *s'est tenu, pendant toute cette scène, derrière la porte à double battant. Dans les instants décisifs, on l'a entrevu. En ce moment, il s'oublie et se laisse voir tout à fait. Mais aussitôt il recule et ferme la porte.*

TORA PARSBERG, *après un long embrassement.* — Et maintenant nous irons chez le roi.

PAUL LANGE. — Chez le roi ?

TORA PARSBERG. — Et l'ambassade ? Il te la faut !

PAUL LANGE. — Ce serait le relèvement !... Mais...

TORA PARSBERG. — Ne te la destinait-il pas ?

PAUL LANGE. — Mais il n'est pas dans le caractère du roi d'aller contre l'opinion publique.

TORA PARSBERG. — L'opinion publique ? Cela ?

PAUL LANGE. — Oui, on prend cela pour l'opinion. En politique, cela revient au même. Il y aurait inconvénient à se faire représenter par un homme aussi universellement honni que moi.

TORA PARSBERG. — Et si l'on ajourne la nomination ?

PAUL LANGE, *joyeux*. — Si on l'ajourne, il y a bon espoir.

TORA PARSBERG. — Je prends cela sur moi.

PAUL LANGE. — Toi ?

TORA PARSBERG. — Nous partons immédiatement. Je demande une audience au roi et lui raconte tout.

PAUL LANGE, *remonté*. — Voilà qui est parlé ! Le roi est bon.

TORA PARSBERG. — Et bien disposé pour toi. Je le tiens de lui-même.

PAUL LANGE, *comme avant*. — Voilà qui est parlé ! Cela peut améliorer toute la situation.

TORA PARSBERG. — N'est-ce pas ?

PAUL LANGE, *transfiguré*. — Si tu obtiens un ajournement, tout s'arrangera peut-être. Oui, j'en suis presque sûr. Pourvu que tu n'arrives pas trop tard ! Les autres non plus ne dorment pas.

TORA PARSBERG. — Oh ! j'espère être la première. (*Regardant sa montre.*) Le train part dans une heure et demie.

PAUL LANGE. — Pas l'express de Stockholm ?

TORA PARSBERG. — Non, celui de la frontière. Nous nous arrêterons dans ma propriété. Nous y serons seuls, toi et moi. Tout est prêt. Puis, nous continuerons par le train de nuit. Tu n'as rien à objecter ?

PAUL LANGE. — A être seul avec toi ?...

TORA PARSBERG, *pressant sa main*. — Il me tarde tant !... Dans ma maison ! Chez moi ! Toi et moi !

Quelle fête!... Non, pas ici! Plus tard, plus tard!

PAUL LANGE. — Oui, plus tard!

TORA PARSBERG, *s'arrachant de ses bras.* — Mon manteau! Fais chercher mon manteau!

PAUL LANGE *sonne.*

CHRISTIAN OESTLIE *apporte le manteau.*

PAUL LANGE. — C'est le manteau de Mlle Parsberg? Oui.

CHRISTIAN OESTLIE *aide Tora Parsberg à mettre son manteau et ses bottines fourrées.*

TORA PARSBERG. — Christian, peux-tu être prêt en un quart d'heure?

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Mademoiselle.

TORA PARSBERG. — Faire la malle de Son Excellence et la tienne?

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Mademoiselle.

TORA PARSBERG. — Nous partons pour l'étranger. Peux-tu me garantir que vous serez dans une heure à la gare?

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui, Mademoiselle. Mais...

TORA PARSBERG. — Il y a un *mais*, Christian!

CHRISTIAN OESTLIE. — Non, Mademoiselle. Mais faut-il aussi emballer l'uniforme?

TORA PARSBERG, *riant.* — Tu peux l'envoyer chez moi! Là!

CHRISTIAN OESTLIE *sort vivement.*

PAUL LANGE, *se précipitant vers elle.* — Merci d'être venue!

TORA PARSBERG, *reculant.* — Plus tard, plus tard!

PAUL LANGE. — Tu as fait plus que tu ne... (*Il s'arrête.*)

TORA PARSBERG *jette un rapide coup d'œil sur le tiroir du bureau.* — Plus tard! plus tard! (*Elle gagne la porte et se retourne.*) Au revoir, Paul Lange!

PAUL LANGE. — Laisse-moi te regarder! (*Ils sortent tous deux.*)

SCÈNE III

PAUL LANGE *rentre, fait plusieurs fois le tour de la chambre, l'air radieux, et s'arrête devant le tiroir du bureau.* — Se serait-elle doutée de quelque chose? *Avec un geste des deux bras, comme pour repousser un danger.*) Arrière! (*Allant et venant, comme s'il jouissait de chaque place où il peut se mouvoir.*) Ainsi va le temps: ainsi va la vie, du jour à la nuit et de la nuit au jour. Tout à l'heure les ténèbres, et maintenant!... Je remonterai, une fois encore! Il n'y a pas de doute! Malgré tous les présages! Elle a répandu son atmosphère autour de moi. Je respire l'espoir. Je suis à mille lieues d'ici et j'ai avancé de quelques années dans l'avenir. Rien n'existe pour moi que ce qui nous attend ensemble. De quelle voix elle me disait: « Plus tard »... « Au revoir, Paul Lange! » Une aube nouvelle se lève pour moi... la vie rayonne de tout son éclat. (*Il s'arrête et change brusquement de ton.*) Quel peut être, cependant, le fond de sa pensée? Que pensera-t-elle demain? L'ivresse de la victoire une fois passée? Vrai Dieu! je ne pourrais plus supporter la plus petite ombre d'humiliation. Allons! tentons l'épreuve! Si je vois cela... je saurai ce qui me reste à faire. Il sera toujours temps. Je ne puis vivre avec ce doute et cette angoisse dans l'âme. Voilà ce qui est certain. Ah! voici que son atmosphère se dissipe. Non! je veux y rester! Que sa lumière m'éclaire jusqu'à ce que j'aie retrouvé mon chemin. Je me laisse conduire. Je m'abandonne. Dans ses bras! Je veux de la paix pour mon travail et de l'honneur pour mon nom. Sans honneur point de paix! Voici donc ce que je vais connaître: deux âmes enlacées s'élevant vers une grande œuvre. Y a-t-il rien de plus sublime dans la vie? Et ce sera mon lot. De quoi puis-je me plaindre?

PAUL LANGE, *à Oestlie, qui entre.* — Qu'y a-t-il, Oestlie?

CHRISTIAN OESTLIE. — Un télégramme pour Votre Excellence.

PAUL LANGE *prend le télégramme, le lit, le relit, le froisse dans sa main, qu'il serre contre sa poitrine et dit avec un accent de douleur.* — Non! — Non! — Assez de chutes! — Je n'en peux plus! — On n'y résiste pas. (*Il laisse tomber le télégramme et croise ses deux mains sur sa tête.*) Ceci vient du lieu inconnu où se déposent et se comptent les suffrages. Voici l'arrêt.

CHRISTIAN OESTLIE *ramasse le télégramme et le lit, tout en gagnant le bureau, sur lequel il le dépose. Il sort ensuite rapidement, en silence, l'air terrifié.*

PAUL LANGE. — Si cela s'était fait sans bruit — si j'avais été évincé sans bruit — sans qu'on sût rien de positif!... Mais à présent?... A présent on saura que j'ai été jeté au panier. Ceux qui ont fait le coup ne manqueront pas de le rendre public. Que Dieu leur pardonne! ils ont mis le sceau à ma dégradation. Ce que je pensais cette nuit était vrai. Ce qu'elle m'a fait croire depuis est faux. C'est d'après cela que je vais agir. Les autres m'ont devancé. Rien n'est agile comme la haine. Et je continuerais à vivre avec ces hommes? Je paierais de cette nouvelle ignominie le droit d'être des leurs? Et je la traînerais avec moi dans cette boue? (*Il frissonne.*) Ceci ne regarde plus que moi. Il faut qu'un homme sache lui-même l'heure où il doit s'en aller. (*Il s'approche vivement et d'un pas décidé de son bureau, ouvre le tiroir, en retire l'étui et le met dans sa poche. Le tiroir reste ouvert. D'un accent vibrant et pénétré:* J'obéis à la voix de ma conscience. Personne n'est tenu à en faire plus. Et il n'y a pas de juge qui ne tienne compte de cela.

CHRISTIAN OESTLIE *entre.*

PAUL LANGE. — Vous êtes là? Je n'ai pas besoin de vous en ce moment.

CHRISTIAN OESTLIE. — Votre Excellence me permet-elle de téléphoner à Mlle Parsberg?

PAUL LANGE, *le regardant.* — Vous avez lu cela?

CHRISTIAN OESTLIE. — Pardonnez-moi!

PAUL LANGE. — Plus tard, Oestlie, plus tard! (*A part.*) Dieu! ce mot! (*Il est ému, mais se ressaisit.*) Il faut que j'aille d'abord changer d'habits.

CHRISTIAN OESTLIE. — Votre Excellence me permet-elle de l'aider?

PAUL LANGE. — Non, je m'habillerai seul.

CHRISTIAN OESTLIE. — Mais Monsieur ne se retrouvera pas. J'avais déjà commencé à...

PAUL LANGE, *marchant vers la porte.* — Restez ici!

CHRISTIAN OESTLIE. — Que Votre Excellence me pardonne, mais j'ai déjà téléphoné. Mademoiselle sera ici dans un instant.

PAUL LANGE. — Raison de plus pour que je me dépêche. Je veux être prêt quand elle viendra. (*Arrivé à la porte, il se retourne vers Oestlie, remarquant que celui-ci veut le suivre.*) C'est un ordre. (*Il sort par la gauche. On l'entend fermer la porte à clef.*)

CHRISTIAN OESTLIE *tremble de tout son corps, mais ne peut faire un pas. Il tombe à genoux, se relève et se bouche les oreilles. On entend une détonation à gauche. Il pousse un cri, comme s'il était touché, tombe à genoux, se relève et se met à tourner dans la chambre.* — Que faire? Où aller? Je veux le voir! Le voir! (*Il se précipite dehors par la porte du fond. Au bout d'un instant, on l'entend tourner la clef de la porte de gauche. Il l'ouvre et entre. Bas.*) C'est horrible! horrible! (*Il sort par la porte du fond.*)

SCÈNE IV

TORA PARSBERG *en costume de voyage, suivie de Christian Oestlie.* — Il est là? (*Elle indique à gauche.*)

CHRISTIAN OESTLIE. — Oui!

TORA PARSBERG. — Non, je ne veux pas le voir! Pas encore! Mon pauvre... C'est plus fort que moi, Christian! Il est bien mort?

CHRISTIAN OESTLIE. — Il est mort, couché sur la...

TORA PARSBERG. — Assez! Laisse-moi le temps de...

ARNE KRAFT *entre en pardessus, le chapeau sur la tête, bouleversé. En apercevant Tora Parsberg, il croise les mains, d'un geste de consternation.*

TORA PARSBERG. — Oui, oui! Il est là! (*Elle indique à gauche.*)

ARNE KRAFT *entre.*

TORA PARSBERG. — Si je pouvais entrer aussi! Cela m'ôterait un poids! Sa bonté me ferait du bien, une fois de plus. Et j'en ai besoin. J'ai mal. Nous avons tous abusé de lui. Tous, nous voulions le gouverner!...

ARNE KRAFT *rentre, le visage dans son mouchoir. On le voit sangloter.*

TORA PARSBERG. — C'est horrible!

ARNE KRAFT. — C'est ma faute!

TORA PARSBERG. — Et la mienne!... Ou plutôt non! Ce n'est pas notre faute! La racine du mal est plus profonde. Oh! pourquoi faut-il que les bons soient si souvent martyrs? Quand arriverons-nous à les avoir pour guides?

(*Fin du troisième et dernier acte.*)

BJŒRNSTJERNE BJŒRNSON.
Traduit du norvégien par M. Prozor.

LA DUCHESSE DE BOURGOGNE

M. d'Haussonville nous donne, en un volume de 500 pages l'histoire de la duchesse de Bourgogne (femme du petit-fils de Louis XIV) depuis sa naissance jusqu'à son mariage, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de douze ans. Cela nous fait entendre qu'il doit consacrer deux volumes et peut-être trois à la biographie complète de cette princesse; et ces vastes proportions étonneront peut-être au premier regard.

Il faut s'entendre. Je crois voir et je vois très clairement par la lecture de ce premier volume que l'ouvrage dépasse et dépassera le titre et que M. d'Haussonville poursuit à la fois deux objets, qui tous les deux sont considérables. Le premier est l'histoire des rapports entre la France et la Savoie, de 1690 environ à 1715 environ; et le second est l'histoire intérieure de Versailles entre les mêmes dates.

Le premier dessein est d'un très grand intérêt; car on sait assez que, placés entre l'Italie, la France et l'Empire, les pauvres ducs de Savoie étaient, comme M. d'Haussonville les appelle spirituellement, les « portiers des Alpes » et que, malgré l'infime petitesse de leur empire, le sort, bien souvent, des plus grandes guerres dépendait de leur hostilité ou de leur alliance.

Ils le savaient bien, les très avisés, et aucune maison en Europe n'a pratiqué une diplomatie plus couverte et plus savante en détours.

La Savoie et son duc sont pleins de précipices.

Et aucune maison, aussi, n'a fait plus savamment payer ses services rendus, surtout ses services à rendre. Vous vous rappelez peut-être l'hémistiche ironique de Louis XIV dans *Madame de Montarcy:*

Le Savoyard se donne.

L'hémistiche est parfaitement historique. Le Savoyard ne se donnait jamais, mais il était toujours

offert, très souvent demandé et se négociait continuellement. C'est, fréquemment, du moins, ce qu'on appelle négociation diplomatique.

L'esprit de négociation était tellement dans cette maison qu'on sait assez que « le Savoyard » a fini pardonner sa maison même, par se donner lui-même pour ainsi dire, en échange d'un royaume de trente millions d'âmes. Voilà où mènent l'esprit de suite et l'habileté persévérante. Comme M. France a bien raison de dire par la bouche de M. Bergeret : « Si l'Italie eût perdu la bataille de Sedan, elle aurait trouvé moyen d'y gagner la Belgique et le Luxembourg. »

Or c'est un épisode de l'histoire diplomatique de la Savoie, c'est-à-dire de l'histoire diplomatique de la maison la plus diplomatique du monde, et à une époque où cette histoire est particulièrement importante, que M. d'Haussonville se propose d'écrire et qu'il a commencé de raconter dans ce premier volume. Et c'est pourquoi il y a, dans ce premier volume, un portrait de ce madré de Victor-Amédée II, qui est d'une finesse de touche et d'une précision de détails curieux auxquelles on ne souhaite rien. La Savoie me paraît être la Normandie de l'Est. Victor-Amédée II était excellemment représentatif de cette Normandie-là.

Et tel est le premier dessein de M. d'Haussonville dans l'étude très approfondie et très documentée qu'il commence.

Et son second dessein, comme j'ai dit, est d'écrire l'histoire de la cour de France de 1690 environ à 1715. Le volume, à cet égard, pourrait être intitulé : *la Vieillesse de Louis XIV*, et ce second objet est encore plus intéressant que le premier.

Remarquez que cette histoire, en son détail intime, en son détail psychologique, en son détail pittoresque aussi, n'a pas été écrite. Elle est dans les Mémoires. Elle est dans les *Mémoires* de Saint-Simon, avant tout, surtout si on les lit dans l'admirable édition de M. Arthur de Boislile ; elle est dans les *Souvenirs* de Mme de Caylus ; elle est dans les *Mémoires de la Cour de France*, de Mme de La Fayette ; elle est dans les *Mémoires* de Sourches, etc. Mais il s'agit de vivifier les *Mémoires* de Sourches, de compléter les souvenirs de Mme de La Fayette et de Mme de Caylus, et de contrôler avec sévérité les *Mémoires* de Saint-Simon qui est menteur comme un faiseur d'oraisons funèbres, encore que ce soit en sens inverse.

Et de tout cela il s'agit de tirer une histoire très vivante, mais très sûre, très précise et minutieusement exacte ; comme nous les aimons, et c'est bien précisément ce que M. d'Haussonville est bellement en train de faire.

Vous voyez d'ici le fond de tableau et les personnages. Le fond de tableau, c'est Versailles, cet éclatant Versailles, au comble de la gloire, de la grandeur et du prestige, objet des regards et des admirations de toute l'Europe, mais déjà assombri, estompé plutôt, par les premières craintes que l'on peut concevoir sur la fidélité de la bonne fortune. La Révocation de l'Édit de Nantes a eu lieu ; Colbert est mort ; Louvois vient de mourir, Turenne est mort, Condé est mort. On est encore vainqueur partout ; mais on sent cependant, ou l'on peut sentir, un commencement de fin de siècle et un commencement de coucher de soleil. Le roi a cinquante ans. Ce n'est pas l'âge où l'on est vieux ; mais c'est l'âge où l'on en est à l'adolescence de la vieillesse. Le Dauphin est un imbécile. Le sous-Dauphin, si le duc de Bourgogne me permet de l'appeler ainsi, a douze ans. L'un vieillissant, l'autre nul, le troisième trop jeune. Le moment est beau avec quelques ombres. Il n'en est que plus dramatique. Versailles est un jour d'été aux approches de l'automne. Il est étincelant et traversé de quelques sourdes rumeurs d'orage. Le fond de tableau est admirable.

Et quant aux personnages principaux, comptez-les et voyez s'ils sont intéressants, divers, caractérisés, chacun infiniment curieux à étudier et à peindre. Voici d'abord ce petit duc de Bourgogne, espoir du trône, *spes surgentis Iuli*. Le voici (portrait de Rigaud) avec sa jolie figure déjà noble, ses traits réguliers et fins, ses yeux brillants et doux, son geste aisé, gracieux et aristocratique. Le voici (portrait de Saint-Simon, qu'il faut peut-être un peu atténuer) impétueux, irascible, volontaire et têtu, infiniment intelligent, curieux et avide de connaissance, plein de jeune énergie, impatient d'apprentissage militaire et y réussissant à l'admiration de ses contemporains, tout compte fait, faisant concevoir les plus grands espoirs et parfaitement adoré de toute la France, à commencer par le roi son grand-père, enfant intéressant et inquiétant un peu, jeune homme charmant, dont la mort a été très probablement une très grande perte pour la monarchie et pour la France.

Voici son fameux gouverneur, Beauvilliers, âme de prêtre et tour d'esprit de gentilhomme, destiné aux ordres et forcé de devenir duc, dévoué à la Monarchie comme à une Église, grave, de conscience profonde, un peu ascète, enseignant, surtout par l'exemple, une manière de vertu austère, scrupuleuse et forte, quelque chose qui n'est pas si loin d'être comme Joad auprès de Joas.

Voici le précepteur, Fénelon, moins prêtre, malgré la robe, ou prêtre autrement, très gentilhomme, adroit, spirituel, insinuant, aimable, toujours aimable, la séduction faite homme, la grâce même, l'habileté sans que la dignité y perde rien et sachant faire de la dignité une habileté de plus, le talent de se faire aimer et de donner la sensation continuelle

qu'on ne peut se passer de lui, le don de substituer sa personnalité à celle de ceux qui l'aiment, le subtil suggestionneur et l'enchanteur invincible ; et sous tout cela une fermeté, une suite, une attache incroyable au dessein une fois conçu, toujours vu, toujours poursuivi.

Voici Mme de Maintenon, si peu connue, si méconnue, si calomniée, mélange étonnant de sensibilité vraie, de raison imperturbable, d'adresse dominatrice, de persévérante ambition et de profonde tristesse au milieu même du triomphe ; Mme de Maintenon, née institutrice, maîtresse de maison et gouvernante des enfants de France, de qui l'attrait pour Louis XIV consista en ce qu'il avait cinquante ans et avait été parfaitement mal élevé, et qu'à cet âge et dans ces conditions on aime à avoir auprès de soi une femme qui ait toutes les qualités de la parfaite mère de famille, avec un reste de noble beauté et un grand air ; Mme de Maintenon, qui voulut être et qui fut pour la jeune duchesse de Bourgogne ce que Beauvilliers et Fénelon étaient au duc de Bourgogne ; qui trouva dans l'arrivée de la jeune princesse une occasion d'exercer ses singulières aptitudes d'institutrice et de directrice d'âmes, pour le service, plus que jamais, de la monarchie et de la France.

Voici Louis XIV à cinquante ans, très ferme encore d'esprit, attentif et laborieux aux affaires, plus peut-être que vingt ans en deçà, l'intelligence, cette intelligence si nette, claire et directe, toujours tendue sans surmenage, et toujours patiemment active ; mais affaibli déjà de corps, souffrant de fâcheux anthrax, *averti* par les premières approches de la maladie, point assombri, mais déjà grave, dévot d'une dévotion royale encore, toujours amoureux de représentations et de fêtes, mais tournant au père de famille et au grand-père, diligent auprès du duc de Bourgogne, et proprement ravi de la jeune duchesse qui lui venait de Turin.

C'est amusant de voir Louis XIV *déguindé* et *désempesé*, pour quelques heures ou pour un jour, comme il lui est arrivé quelquefois, quoi qu'on puisse croire. On le voit tel ici, le jour, par exemple, de la naissance précisément de son premier petit-fils, le duc de Bourgogne. La scène, vive, pittoresque, bien composée, en bonne lumière et en plein relief, tout à fait dans la manière de Saint-Simon, est excellente et fait grand honneur à l'auteur.

Le roi est là, anxieux, car l'indisposition de la Dauphine est grave et se prolonge depuis trente-six heures. Il a fait convention avec Clément, l'habile accoucheur, pour être averti aussitôt que possible de ce qu'il est si impatient de savoir. Si c'est un garçon,... soyons Dangeau, si c'est un prince, Clément doit dire : « Je ne sais point encore. » Si c'est une princesse, il doit dire : « Je ne sais pas. »

« Eh bien ! Clément ? dit le roi.

— Sire, je ne sais point encore, répond Clément d'un air satisfait, et vite le roi : « Messieurs, nous « avons un duc de Bourgogne. »

Et tout aussitôt, rumeurs, clameurs, désordre, chambre envahie, consignes méprisées, valets mêlés aux princes, ducs et duchesses. On veut les chasser. « Point du tout, dit le roi ; ils n'ont pas pu contenir leur joie. » Pour cette fois le désordre ne lui déplaît pas. On allume des feux de joie dans la cour avec des paillasses, des bancs, des matériaux et des vêtements qui quittent comme d'eux-mêmes les épaules. Le roi rit. « Pourvu, seulement, qu'ils ne nous brûlent pas ! » Le roi n'est plus le même. Louis XIV a oublié l'étiquette ! « Sa Majesté n'a plus sa tête. » On aime à le voir un jour dans cet état-là.

Notez qu'à son « élargissement » comme dirait Saint-Simon, et à sa joie, à son abandonnement d'un jour, une vue juste se mêle encore, et qu'il sait bien que rien n'est confirmatif de l'étiquette et du bon ordre que de savoir les oublier un instant, en une circonstance unique, où quand même on ne se détendrait pas, il serait habile de paraître se détendre.

Et enfin voici cette charmante, cette divine duchesse de Bourgogne, qui enchanta le roi, qui enchanta Mme de Maintenon, qui enchanta la cour, qui enchanta tout le monde, ni plus ni moins, peut-être plus, qu'avait fait, vingt ans auparavant, sa propre grand'mère, Madame, Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans. Aussi bien c'étaient propos de cour vers 1700. Les jeunes disaient : « Elle est adorable. » Les vieux disaient : « Si vous aviez connu sa grand'-mère. — Oui, oui, Henriette d'Angleterre ! L'inoubliable Henriette d'Angleterre ! M. le Duc est du temps d'Henriette d'Angleterre. »

Or donc, qu'était-ce au juste, et sans un enthousiasme, dont à trois siècles de distance nous pouvons être exempts, que cette extraordinaire duchesse de Bourgogne ? Tout compte fait, elle était laide. « Régulièrement laide », dit Saint-Simon, qui l'adore, et, sans en être sûr, je pense que cela veut dire : « laide, si l'on regarde à la régularité des traits ». « Régulièrement laide, les joues pendantes, le front trop avancé, un nez qui ne disait rien, de grosses lèvres mordantes,... des yeux les plus beaux et les plus parlants du monde, peu de dents et toutes pourries, le plus beau teint et la plus belle peau, peu de gorge, mais admirable, le cou long, avec un soupçon de goître qui ne lui seyait pas mal, un port de tête galant, gracieux, majestueux, et le regard de même, le sourire le plus expressif, une taille longue, ronde, menue, aisée, parfaitement coupée, une marche de déesse sur les nuées. »

Bref, c'était une laide qui avait de beaux yeux et qui était assez bien faite. Mais d'abord, pour ce qui

est d'ensorceler les gens, la beauté n'est rien et l'air est tout ; et l'on voit aux lignes qui précèdent de quelle physionomie était douée la séduisante princesse. C'est ce que fait très sagement observer le même Saint-Simon, quand en parlant de Mme de la Vrillière il dit : « Madame de Vrillière, qui, sans beauté, était jolie comme les Amours... »

Ensuite la jeune Piémontaise eut cette fortune de n'avoir que onze ans quand elle arriva à la cour de France. Déjà elle n'était point jolie. On le voit au portrait qu'en fait Louis XIV le premier jour où il la vit : « Elle a la meilleure grâce et la plus belle taille que j'aie jamais vues; des yeux vifs et très beaux, des paupières noires et admirables; le teint fort uni, blanc et rouge, comme on peut le désirer; les plus beaux cheveux, noirs et en grande quantité. Elle est maigre, comme il convient à son âge, la bouche fort vermeille, les lèvres grosses, les dents blanches, longues et très mal rangées. » On le voit aux propos très réservés de la duchesse de Lude *l'annonçant* à la cour : « La duchesse est d'une figure aimable, bien faite dans sa taille et j'ose espérer qu'elle plaira au Roi. » On le voit à la circonspection plus grande encore de Dangeau : « La princesse m'a paru fort aimable; je ne reviens pas sur ce chapitre de peur d'en dire trop. » On le voit à ce mot de Mme de Maintenon : « On nous mande que la princesse de Savoie, quoique laide, ne déplaît pas. » Le portrait qui fut envoyé de Turin au duc de Bourgogne au moment des fiançailles, et dont on trouvera la gravure en tête du volume de M. d'Haussonville, n'est pas pour nous donner un frisson d'admiration. Il nous montre une jeune personne qui est toute en front et en yeux, avec un menton avancé et dur, le tout sec et sans grâce.

Donc, déjà elle n'était point jolie; mais elle avait onze ans : on lui accorda le bénéfice de l'âge ingrat; on admira ses yeux et son teint et l'on se dit que le reste s'arrangerait. Il ne s'arrangea point du tout et peut-être au contraire, comme on peut le supposer par Saint-Simon : mais la petite princesse avait eu le temps de s'imposer par son charme et sa physionomie et sa démarche, et l'on ne songea plus à sa figure. Bien lui a pris de venir en France à onze ans.

Quant à son caractère, tel qu'on le voit dans ce premier volume, voulez-vous que je dise? Il n'y a qu'un mot qui serve. Il est effrayant. Positivement il m'épouvante. Cette enfant a onze ans juste, et c'est une femme de vingt-cinq ans pour la maîtrise de soi et le don de savoir ce qu'elle veut. Rieuse soit, et caressante, mais dans son dessein et pour séduire et conquérir; du reste prudente, réservée, parlant peu, parlant à propos, parlant juste, calculant, sans en avoir l'air, la portée de toutes ses paroles. Nulle étourderie, nulle pétulance, nulle irréflexion. Elle a onze ans et c'est un diplomate. Elle a onze ans et c'est Mme des Ursins. Elle a onze ans et c'est Mlle Talleyrand. Je vous dis que c'est effrayant.

Tous les témoignages sont d'accord sur ce point. Madame, duchesse d'Orléans, écrit à sa tante, l'électrice de Hanovre : « Elle est très sérieuse dans tout ce qu'elle a fait pour un enfant de son âge et très politique. Elle fait peu de cas de son grand-père et nous regarde à peine, mon fils et moi; mais dès qu'elle aperçoit Mme de Maintenon elle lui sourit et va à elle les bras ouverts. Vous voyez par là combien elle est déjà politique... Il est impossible d'être plus politique que la petite princesse. [illegible] *qui l'a élevée ainsi.* »

Mais Madame est connue comme caustique et morose, Lisez Mme de Maintenon elle-même, qui est ravie de sa petite « nièce », qui est sous le charme; elle écrit à Mme la duchesse de Savoie et pour lui témoigner son ravissement : « ... Je suis surprise de la Princesse, et je n'ai rien vu de si extraordinaire que son esprit. Il ne se montre pas par de bons mots, par des reparties vives et surprenantes ; ni par des effets de mémoire qu'on voit en d'autres enfants. Elle parle si peu qu'elle ne dit jamais rien de mal à propos ; *elle écoute sans faire semblant d'écouter et paraissant n'être occupée que de son plaisir...* Elle craint de déplaire; mais elle ne cherche point à plaire avec empressement... Elle a un pouvoir incroyable sur elle... Elle garde un secret sans se couper par la moindre mine; et quand il devient public elle ne se fait pas un mérite de l'avoir su et de l'avoir tu. Encore une fois, Madame, tout en est surprenant. »

Surprenant est bien le mot, et inquiétant le serait mieux encore. Ce diplomate de onze ans était bien la fille de Victor-Amédée II. On sait que plus tard l'exquise duchesse de Bourgogne fut très soupçonnée d'avoir joué à la cour de France, dans le plus profond mystère et qui ne fut démêlé qu'après sa mort, un rôle qui appartient à la diplomatie souterraine. C'est un problème historique, qui n'a pas encore été élucidé, je crois, et qui le sera sans doute dans le second volume de M. d'Haussonville. Je l'attends avec impatience à cet égard, comme, du reste, à tous les égards. M. d'Haussonville a un mot dans sa préface sur « cette petite âme obscure ». Telle que je vois jusqu'à présent la petite duchesse de Bourgogne, je ne suis pas sans quelque défiance à l'endroit des obscurités redoutables de cette petite âme très compliquée et très couverte... Voilà ce que c'est de savoir composer. On écrit un volume qui intéresse par lui-même et qui éveille l'intérêt encore plus sur celui qui le doit suivre.

Emile [illegible]

LA CRÈTE

Jugée par la diplomatie du XVIIIe siècle.

Il semble, qu'une solution a été trouvée pour les affaires crétoises. Momentanément du moins, quatre des grandes puissances européennes ont su d'un commun accord obtenir de la Porte le retrait des troupes turques sans conflit, et promettent de faire le nécessaire pour éviter le retour des actes de barbarie qui, à plusieurs reprises, ont souillé le sol crétois. La tranquillité dans l'île durera-t-elle longtemps, et peut-on espérer que la diplomatie saura résoudre pacifiquement et définitivement un problème qui date de loin?

De loin en effet, car là comme ailleurs c'est un éternel recommencement; là comme ailleurs les jugements d'antan sont bien peu différents des jugements portés par nos contemporains. Lisez un mémoire sur la Crète du marquis de Villeneuve, écrit en 1788, et conservé aux archives du Ministère des affaires étrangères (Turquie, vol. 30, ff. 270-277), vous aurez l'impression d'une relation écrite par un voyageur moderne ou d'une lettre adressée par l'un des officiers de marine qui viennent de séjourner dans les eaux crétoises sous les ordres de l'amiral Pottier.

Il y a plus d'un siècle, la rade de la Sude était déjà la seule à utiliser pour les vaisseaux de guerre, excellente, à l'abri des vents et assez bien défendue; à Candie, la dégradation des remparts était déjà telle qu'on ne songeait plus à y remédier, et l'artillerie, bien que nombreuse, n'y était guère redoutable; à la Canée la situation, meilleure peut-être, n'était pourtant pas très brillante. Le mémoire du marquis de Villeneuve s'étend avec quelques détails sur les mœurs des Crétois, sur la misère qui les assiège, sur la lèpre qui les ronge, sur leurs vertus qu'il déclare nulles, sur leur commerce qui manque de prospérité. Ce sont cependant de bons navigateurs; mais « mutins et rebelles aux ordres de leur souverain dont l'autorité est précaire », ils se révoltent « sans être jamais punis ». La négligence règne partout dans l'île; la tactique est inconnue aux chefs militaires, et les connaissances les plus élémentaires manquent aux soldats.

Le marquis de Villeneuve raconte un petit événement qui s'est passé de son temps, sous ses yeux peut-être, et que volontiers l'on croirait à peine vieux d'une ou de deux années :

A la Canée, la Russie avait précédemment un consul qui, après avoir essuyé toutes sortes de désagrémens de la part des Turcs, prit prudemment le parti de se retirer pour éviter l'orage qu'il voyait se former sur sa tête; il avait laissé son chancelier chargé des affaires; celui-cy, après avoir vu le pavillon de sa souveraine renversé et mis en pièces par les plus mutins d'entre les Caniotes, fut trop heureux de sauver sa vie en se réfugiant avec le drogman chez le consul de France qui leur procura un embarquement pour Smyrne.

Une lettre de M. de Vergennes à M. le baron de Breteuil, de très peu d'années antérieure à la date du récit précédent, nous est tombée entre les mains; fort caractéristique elle aussi, elle mérite la publicité pour montrer ce qu'étaient les idées d'un ministre de Louis XVI sur la situation de l'Empire Ottoman et de l'île de Crète en particulier :

A Versailles, le 26 juin 1787.

Je n'avois point reçu, Monsieur, le mémoire du sieur Dandolo que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer et que je vous renvoye. Personne ne doute de l'importance de l'isle de Candie, du malheur de ses habitans et des vœux qu'ils font pour changer de maître. Il est également certain que cette possession entre les mains du Roy deviendroit la source de très grandes richesses; mais si la politique de Sa Majesté n'est pas trompée, si chaque Etat reste comme Elle le désire dans son intégrité, jamais l'isle de Candie ne sera occupée par une puissance chrétienne, et quand il y auroit possibilité d'obtenir des Turcs la cession de cette isle, Sa Majesté ne voudroit pas risquer d'élever une guerre en profitant de leur foiblesse pour les dépouiller. Ce seroit autre chose si l'Empire Ottoman étoit renversé; mais, avant de songer à prendre part à ses dépouilles, il est de la sagesse et de la grandeur du Roy d'empêcher sa chute. Je pense donc, Monsieur, que le mémoire du sieur Dandolo ne doit être regardé que comme l'expression des vœux d'un particulier, qui ne sont pas faits pour avoir de suite (1).

Les idées exprimées dans cette lettre sont encore celles qui ont cours dans notre diplomatie.

HENRI STEIN.

FIN D'UNE LÉGENDE

Le grand état-major prussien, projetant d'envahir la France à l'aide de trois armées n'ayant entre elles aucun lien, avait commis une de ces fautes qu'on expie cruellement en face d'un adversaire avisé. L'ordre de marche, la force des trois armées allemandes nous étaient connus. Nous pouvions donner le change aux deuxième et troisième armées en lançant des coureurs au-devant de leurs têtes de colonne, concentrer toutes nos forces à Metz, remonter résolument la vallée de la Moselle, mettre en déroute, grâce à notre supériorité numérique, la première

1. Archives nationales, cote O[1] 793.

armée, prendre de flanc la deuxième et lui faire subir pareil sort. Nous arrivions, après deux victoires, sur le Rhin pour y prendre définitivement notre frontière naturelle du Nord-Est. La troisième armée allemande n'aurait pu entrer utilement en ligne.

Cette faute du grand état-major prussien était si grave que la fortune eût encore, malgré le manque d'un bon plan de campagne, souri à nos armes, si l'inepte Frossard n'avait eu le sot orgueil de vaincre seul à Spickeren, si le misérable Bazaine ne s'était complu dans la criminelle satisfaction de laisser Frossard sans secours, si, d'autre part, le téméraire Mac Mahon, trop confiant dans la valeur des troupes incomparables du 1er corps, n'avait pas commis l'imprudence de livrer bataille à Frœschwiller en conservant inactifs, sur sa droite, la division Liébert, sur sa gauche, tout le corps de Failly.

Les défaites de Spickeren et de Frœschwiller laissaient la France ouverte à l'invasion allemande. Mais le grand état-major prussien n'en avait pas encore fini avec les fautes. Il nous fit de nouveau la part belle pour la victoire : non seulement le prince royal, recherchant en vain le contact avec les débris du 1er corps français, perdait de précieuses journées dans les Vosges; mais, en négligeant l'objectif de Paris sans défense, il perdait encore le fruit de sa sanglante victoire. Pendant ce temps, une nouvelle armée française se constituait à Châlons-sur-Marne. Le comte de Palikao, ministre de la Guerre, faisait adopter par l'empereur un plan de campagne hardi, d'autant plus praticable que l'ennemi se montrait plus timide, plus irrésolu. Tandis que le prince royal se concentrerait à Vitry-le-François pour combattre les forces dont on lui signalait la présence à Châlons-sur-Marne, l'armée de Châlons marcherait rapidement vers l'Est, par Vouziers et Dun, afin de faire sa jonction avec l'armée de Metz.

Le grand état-major prussien allait favoriser cette opération en détachant sur la Meuse la quatrième armée, prélevée sur la première et la deuxième, forte seulement de 66 600 hommes, destinée à être écrasée par les 130 000 hommes de l'armée de Châlons. La victoire nous était assurée; la troisième armée allemande était perdue.

Au lieu du succès éclatant, nous eûmes cependant le revers le plus terrible. Quelles en furent les causes? Le plan de campagne du comte de Palikao était-il simplement séduisant, en réalité inapplicable? Les faits le démentent. Le consciencieux historien qu'est Alfred Duquet les a relevés avec cette exactitude, cette précision auxquelles rendent hommage tous nos professeurs d'art militaire.

De Reims à Dun-sur-Meuse, il y a vingt-cinq lieues. Partant de Reims, le 23, en retard de deux jours, le maréchal de Mac Mahon devait passer la Meuse, le 26 ou le 27, après avoir fait de 20 à 25 kilomètres par jour, ce qui est une marche très ordinaire pour une armée. Le 28 ou le 29, la quatrième armée allemande devait subir le choc de l'armée de Châlons. Or, le 25 au soir, la troisième armée était à Vitry-le-François, à vingt-cinq lieues de Verdun. Elle ne pouvait arriver à temps pour faire sa jonction avec la quatrième.

Peut-on objecter que l'armée de Châlons, formée à la hâte d'éléments manquant de cohésion, n'avait pas les qualités de marche indispensables à une armée dont la mission est tout autant de manœuvrer que de combattre? Les faits le démentent encore. Le 23 août, l'armée de Châlons enlève une étape de 30 kilomètres. Le 24, elle en fait 28, occupant la ligne Vouziers-Rethel. Pourquoi ne marcha-t-elle ni le 25, ni le 26? Les bonnes raisons manquent.

En fait, le maréchal de Mac Mahon, qui avait eu beaucoup de peine à accepter de mettre à exécution le plan de campagne du ministre de la Guerre, ne le comprenait pas ou ne le croyait pas réalisable. De là ses hésitations se traduisant par des marches et des contremarches, malgré toutes les exhortations du comte de Palikao à voler droit au but. Ce fut, hélas! la cause unique du désastre de Sedan.

En France nous avons toutes les générosités, nous pardonnons toutes les fautes à la condition que l'héroïsme les couvre. Périsse la France, sauf l'honneur! Nous en sommes toujours là! Mac Mahon s'était battu comme un lion à Frœschwiller; il avait été, chance heureuse, blessé à Sedan. On lui pardonna ses fautes, tant et si bien qu'il put devenir président de la République et être encore entouré de respect tout comme un général victorieux. Il y a plus, Mac Mahon, chef de l'État, fut un instant criminel, mais au moment de violer la Constitution il s'arrêta, sa loyauté de soldat lui dessillant tout à coup les yeux. C'est ainsi qu'il se prépara des obsèques nationales. Cependant de quelque considération qu'on entoure la mémoire du vaincu de Sedan, les causes du désastre ne peuvent être modifiées. L'histoire *vraie* ne s'écrit pas sous l'empire du sentiment, des impressions, autrement ce serait ou chronique ou roman. S'en tenant aux faits contrôlés, aux documents officiels, il n'y a pas de place pour deux avis sur les causes du désastre de Sedan. Mac Mahon en porte toute la responsabilité et il la porte seul.

D'excuses présentées à sa décharge il n'en reste plus qu'une : l'indiscrétion du journal *le Temps* aurait divulgué la marche de l'armée de Châlons vers l'Est, assez tôt pour que le prince royal de Prusse pût faire sa jonction avec la quatrième armée allemande et réaliser l'écrasement de notre armée par des forces supérieures. Elle est faible, cette excuse.

On lit dans la Relation de la guerre de 1870 par le grand état-major prussien (7e fascicule) :

« 25 août. — Dans la soirée parvinrent au grand quartier général de nouvelles informations qui faisaient *conjecturer* la marche des troupes françaises sur Vouziers... En outre, il arriva un télégramme de Londres qui disait, d'après le *Temps* de Paris, du *23 août*, que Mac Mahon avait pris subitement la résolution de courir au secours de Bazaine..., *que toute l'armée de Châlons avait déjà quitté la contrée de Reims*, que d'autre part les nouvelles de Montmédy n'annonçaient pas encore l'arrivée des troupes françaises... Quoique la situation ne fût pas encore complètement éclairée par là et *qu'on ne pût donner créance entière aux nouvelles toujours incertaines de la presse*, il n'en devenait pas moins de plus en plus vraisemblable...»

Remarquons que, le 25, le maréchal aurait dû coucher à Dun. Mais l'excuse de la fameuse dépêche du *Temps*, tant citée pour des besoins de causes, n'existe même pas, par cette excellente raison que le *Temps*, sur la demande toujours écoutée de son très distingué collaborateur Jeannerod suivant l'armée, n'a pas mentionné dans ses colonnes ni le 23, ni le 24, ni même le 25 la direction prise par l'armée de Mac Mahon. Comme rédacteur militaire du *Temps*, je me suis reporté à la collection du journal et j'ai constaté que les informations du 25 se bornaient à la publication d'une correspondance de Jeannerod rédigée avec la plus extrême prudence :

« Aujourd'hui, tout le monde paraît le savoir et il n'y a plus à le cacher, comme vous le recommandait ma lettre particulière d'hier soir, Mac Mahon a commencé son mouvement. On m'a donné quelques détails que je crois justes sur la manière dont cette détermination aurait été prise. C'est l'effet d'une subite résolution de Mac Mahon. On partira donc... J'ai vu des officiers prêts à abandonner leur matériel de campement et à jeter le plus possible de leurs bagages personnels, convaincus que la force des choses les obligerait bientôt à ce sacrifice *si le grand mouvement en projet doit s'exécuter*... Les troupes quittent sans regret leurs campements autour de Reims. »

Ainsi se trouve contredite l'assertion suivante, relevée par nombre de nos écrivains militaires (Alfred Duquet excepté, il n'accepte rien qu'il n'ait contrôlé) dans la Relation du grand état-major prussien : « En outre, il arriva un télégramme de Londres qui disait, *d'après le* Temps *de Paris du 23 août*, que Mac Mahon avait pris subitement la résolution de courir au secours de Bazaine, que toute l'armée de Châlons avait déjà quitté la contrée de Reims. » Le 25, le *Temps* n'annonce pas cela, comme on vient de le voir. Sans la contrôler, on a relevé cette assertion, on en a fait la meilleure excuse des fautes de Mac Mahon, on en a fait une arme contre la presse... En revanche, on oublie toujours de rappeler que le comte de Palikao, pour couvrir les fautes déjà commises par Mac Mahon qui aurait dû se mettre en marche dès le 21 août, usait d'une ruse de guerre qui réussit toujours, faisant saisir par les coureurs ennemis, dans les bureaux du télégraphe de Châlons, cette dépêche :

« Guerre à Mac Mahon. — Repliez-vous sur Paris par Reims et Soissons. »

Le grand état-major prussien reconnaît que la surprise de cette dépêche le confirma dans son opinion que l'armée de Châlons se repliait sur Paris pour couvrir la capitale et la préserver d'un coup de main. Et nos écrivains français oublient de le mentionner !

Il est donc indéniable que si la dépêche du *Temps* du 23, à laquelle fait allusion la Relation de la guerre de 1870 par le grand état-major prussien, était une réalité, elle n'aurait influé en rien sur les décisions du maréchal de Moltke. Jusqu'au 25 au soir, on a cru, au quartier général, que Mac Mahon ne songeait nullement à secourir Bazaine. Les ordres de marche vers le Nord n'ont été donnés que le 26 au soir. Or le 27, Mac Mahon, ayant passé la Meuse le 26, devait livrer bataille aux 66 000 hommes du prince de Saxe.

Bien que la dépêche du *Temps* du 23 n'ait jamais existé, il était cependant intéressant de rechercher quelle publication avait pu donner lieu à cette erreur dans la Relation du grand état-major prussien. Jeannerod, qui n'avait jamais songé à se défendre d'une indiscrétion dont il était incapable et innocent, l'avait recherchée et trouvée. Une dépêche du *Times* (le *Temps* londonien) du 24 est ainsi libellée : « Toute l'armée du maréchal Mac Mahon a quitté Reims lundi dans la nuit. Une lettre de M. Jeannerod, correspondant du *Temps*, datée de Reims, dit que le plan actuel de Mac Mahon a été adopté soudainement. » La première phrase est une information du *Times*, la seconde une citation du *Temps*. Mais encore une fois, la dépêche ne dit toujours pas que l'armée de Châlons se dirige sur la Meuse. Et comme Mac Mahon a d'abord résolu de se replier sur Paris et que, quelques heures avant de se mettre en marche vers l'Est, il avait manifesté la ferme intention de faire tout le contraire, il eût été bien risqué, pour un journaliste sérieux, de donner une affirmation avant la mise à exécution du plan Palikao. Aussi le *Times*, tout en informant ses lecteurs, ne les met nullement au courant de la chose la plus intéressante, de la direction prise par l'armée de Châlons. Cette armée se dirige-t-elle sur Metz ou sur Paris ? *That is the question.*

Le grand état-major prussien est d'ailleurs fort excusable d'avoir confondu l'information du *Temps* avec celle du *Times* et de n'avoir pas fait la part des

deux provenances d'informations contenues dans la dépêche du 24. Du moment qu'il ne « pouvait donner *créance entière* aux nouvelles *toujours incertaines* de la presse », il n'avait pas à rechercher plus consciencieusement l'origine des renseignements recueillis dans les journaux.

Nos écrivains sont moins excusables d'avoir accepté, sans contrôle, pour exempte d'erreurs, la Relation du grand état-major prussien.

Quand j'ai lu, dans le n° 29 de *la Plume et l'Épée*, sous la signature de Mahy : « Le brusque changement de front de l'armée ennemie, provoqué par les indications imprudentes de notre presse, *nous a valu Sedan*. Tout commentaire serait superflu », j'ai pensé qu'il était grand temps de protester contre une erreur historique, et d'en finir avec une légende dont on a tiré trop d'arguments contre la liberté de la presse.

E. Taizon.

THÉATRES

Vaudeville : *Le Calice*, pièce en trois actes de M. Fernand Vandérem.

Il n'est pas nécessaire de rappeler aux lecteurs de cette Revue l'esprit ingénieux et pénétrant de M. Vandérem. Ils ont gardé le souvenir des *Notes* où il jugeait avec un équitable ironie ce qu'on appelle les « événements » contemporains. Ils ont lu la *Patronne*, la *Cendre*, *Charlie*, les *Deux Rives*... Mais, à rappeler ainsi les ouvrages anciens de M. Vandérem, j'ai l'air de chercher des motifs d'aimer celui qu'il vient de nous donner. Le *Calice* se suffit à lui-même, si je puis dire. Et, pour vous faire partager la sympathie qu'il m'inspire, je n'aurai qu'à vous en résumer le sujet.

Que doit faire une femme qui aime un homme, quand elle sait que cet homme la trompe ? — Se venger ? Mais quand on se venge, on aime passionnément peut-être, on n'aime pas complètement. Puis, la vengeance n'est qu'un mot, comme ce n'est qu'une crise ; la crise passée, la vie vous reprend, et il n'y a qu'une chance de plus d'être malheureux : rappelez-vous l'*Amoureuse*, de M. de Porto-Riche, dont le Vaudeville vient précisément de donner une brillante reprise. De plus, le moyen de se venger que « chaque femme tient sous sa patte », est impossible pour celle qui aime, et qui appartient toute à celui qu'elle aime ; la pensée même de la trahison ne saurait lui venir, car elle n'a d'autre pensée que l'aimé... Enfin, il y a des femmes honnêtes pour qui l'abandon de soi est matériellement impossible. Ce qui n'empêche pas que la littérature a longtemps vécu sur cette convention de la vengeance. Le fameux : « C'était le deux septembre », de *Paul Forestier*, a été le point de départ d'un cycle, qui paraît fermé.

Un autre lui a succédé, que Dumas fils semble avoir ouvert, et qui a trouvé ensuite un élément nouveau dans notre goût pour la « pitié russe ». On a pardonné, d'abord, parce qu'on était « un homme supérieur », comprenant et excusant toutes les faiblesses, et qu'on était placé si haut que ces faiblesses ne venaient pas jusqu'à vous. Montaiglin pardonne à sa femme parce qu'il est assez saint pour l'absoudre d'une faute dont elle n'est pas pleinement responsable ; et cela prouve peut-être qu'un saint, s'il est au-dessus des faiblesses, est également étranger aux passions humaines. On a pardonné par amour, parce qu'« on ne pouvait pas faire autrement », quitte à trouver ensuite d'excellentes raisons morales pour expliquer son pardon ; tel Bardannes pour Denise, et peut-être Camille Aubray pour Jeanine ; tel, avec plus de franchise, le pasteur Mikils de l'*Aînée*. Ensuite, le pardon est devenu une manière de sport moral ; on a pardonné par indulgence, par élégance morale ; le pardon était comme un sacrifice offert à l'âme slave. On a pardonné avec frénésie, au théâtre, depuis une dizaine d'années. Et le *Pardon*, de M. Jules Lemaître, est venu fermer le cycle, et nous montrer le chemin parcouru. Les héros de Dumas pardonnaient à force de bonté ; celui de M. Jules Lemaître ne pardonnait qu'après avoir commis le même péché que sa femme. Pour pardonner, il avait fallu jadis avoir une âme plus noble que la coupable ; il fallait maintenant être aussi coupable qu'elle.

Si j'ai insisté sur cette « évolution » de l'idée de pardon, c'est pour montrer combien elle était conventionnelle. La vérité, j'ai eu déjà l'occasion de le dire ici, c'est qu'on ne pardonne pas. Le pardon est une attitude, pas autre chose ; elle est humble ou avantageuse, selon qu'on suit M. Lemaître ou Dumas. C'est toujours une attitude volontaire. On peut, par noblesse ou par humilité d'âme, *ne jamais parler* d'une trahison. Est-ce à dire pour cela qu'on n'y pense plus ? Est-ce à dire, surtout, — car c'est l'« autre » qui est intéressant ici, — est-ce à dire que cette pensée n'apparaîtra jamais au « pardonné ? » Non, très certainement. Et alors c'est une forme de mépris, aussi voilée, aussi atténuée qu'il vous plaira, mais qui sera d'autant plus douloureuse pour une âme délicate. Ce qu'il faudrait bannir, ce n'est pas la rancune, c'est le souvenir. Je veux qu'on y arrive ; mais alors, c'est l'oubli, ce n'est pas le pardon. Le pardon, tel qu'il est par essence, acte volontaire et délibéré, le pardon n'existe pas, ou, pour parler avec plus de précision, il n'a aucun des effets qu'on lui attribue.

C'est ce qu'a voulu montrer M. Vandérem avec sa Simone. Et de là vient ce reproche de « subtilité » qu'on a fait au *Calice*. Au théâtre, la subtilité est — je n'ose dire la vérité toute simple, cela, on ne le sait jamais, — mais la forme de vérité la plus éloignée des conventions précédemment admises. Pour ma part, je sais un gré infini à M. Vandérem d'avoir montré la fausseté du « pardon ». Ce n'est pas d'un médiocre esprit d'avoir osé regarder les choses directement, en rompant avec les conventions courantes. C'est presque de l'héroïsme au théâtre. C'est de la sincérité, tout au moins, et c'est assurément la qualité la plus précieuse et la plus digne d'estime que puisse montrer un écrivain. — Le *Calice*, d'ailleurs, n'a rien d'une pièce à thèse; c'est une aventure particulière, assez générale toutefois pour que nous puissions y retrouver un peu de nous-mêmes, assez typique pour que l'exemple soit significatif.

Une famille de la haute bourgeoisie, celle de M. Lemassier, conseiller à la Cour des comptes. Deux filles : Simone, mariée à Jacques Danthoise; l'autre, Solange, a épousé un aimable garçon dont elle est adorée, et qu'elle adore, et qui ne paraîtra pas dans la pièce. Ajoutez l'excellente Mme Gallardon, tante de Jacques et amie de Lemassier, qui joue ici le rôle de sympathique confidente. Vous aurez les personnages principaux du drame.

Or, Jacques Danthoise trompe Simone depuis son mariage, ou à peu près. Des filles, d'abord; puis des amies de sa femme. Parmi celles-ci, la jolie Charlotte fut son avant-dernière maîtresse; il l'a quittée avec sérénité, quand il s'est aperçu qu'il aimait ailleurs, et convaincu qu'elle ne l'aimait plus puisqu'il était détaché d'elle. Ceci est joliment observé, et nous éclaire sur la nature de Jacques. Un des personnages dit spirituellement de lui : « Il adore les femmes; il n'aime pas la femme. » C'est l'espèce de maris la plus dangereuse; il sera amoureux jusqu'à la fin de sa vie, toujours d'une femme nouvelle. Il aime les femmes, mais il aime surtout à plaire. Il a quelque coquetterie féminine; et, comme les coquettes, il est inguérissable. Naturellement bon et affectueux, avec cela, il est soigneux et tendre pour Simone; il ne croit pas mal faire en la trompant, car ce qui est spontané nous paraît rarement coupable. La seule règle qu'il se soit imposée est de ne pas faire de peine à Simone. Et cette louable résolution l'encourage, et calmerait ses scrupules, s'il en avait.

Enfin, il a je ne sais quelle grâce ardente et câline à la fois, un peu féminine comme sa coquetterie, ce charme des hommes qui désirent ardemment, et n'ont cependant pas assez de passion pour aller jusqu'à la gaucherie. Les seules maladresses qu'il puisse commettre viennent de la « simplicité » de son caractère. Ainsi, celle qu'il a faite en quittant gentiment la jolie Charlotte. Il n'a pas songé qu'elle pouvait l'aimer encore, et il la prend pour confidente de ses amours présentes, sans s'apercevoir qu'elle le guette, hésitant entre le désir de le reprendre, et l'envie de lui donner « du désagrément ». Pour le moment, il est éperdu d'une sorte de rastaquouère, Éléna Lajiano, admirablement belle, flanquée d'un mari extraordinaire et complaisant : couple d'aventuriers impayable, dont la venue surprend un peu dans l'intérieur bourgeois de Lemassier, et le plus réjouissant du monde au demeurant. Et, naturellement, Jacques adore Éléna avec frénésie, comme il adorait Charlotte, comme peut-être il a aimé Simone, c'est-à-dire en oubliant avec ingénuité tout ce qui n'est pas l'objet momentané de sa passion. Je l'ai dit, il est inguérissable. C'est l'éternel recommenceur.

Ce qui inquiète Lemassier, Solange et Mme Gallardon, c'est moins les conséquences immédiates des passions de Jacques, que l'effet qu'elles auraient sur Simone, si elle les apprenait. Elle adore son mari; elle est ardente et concentrée; se sachant trahie, elle serait malheureuse à jamais; qui sait même à quels extrêmes elle se porterait? Mais sa nature est moins simple que celle de Jacques. Ardente et concentrée, disais-je. C'est-à-dire presque impossible à connaître, car le peu qu'elle laisse voir d'elle-même, on ne sait si c'est par entraînement ou par volonté. Nature destinée au malheur, nature qu'on ne peut que chérir et plaindre; elle ne montrera jamais ce qu'elle vaut, et traversera la vie, à moins d'une crise terrible, sans avoir connu le bonheur, le seul peut-être dont nous puissions jouir pleinement, de « communier » avec celui qu'elle aime. Farouche un peu, et d'une ombrageuse pudeur morale, il lui eût fallu le contraire du mari qu'elle a : un homme qui aime la femme, et non pas les femmes.

Lemassier, Solange et Mme Gallardon s'interrogent. Se peut-il que Simone ne soupçonne rien? Jacques, enhardi par l'impunité, ne se donne plus guère la peine de dissimuler : il affiche presque ses liaisons. Simone serait-elle aveugle au point de ne rien voir? Ou son aveuglement est-il volontaire? Mais il n'est volonté si ferme qui ne laisse échapper parfois un cri de souffrance, et la souffrance de Simone, se sachant trompée, serait atroce... Tous trois tombent d'accord qu'il n'y a rien à craindre de Simone, au moins pour le présent. Il importe seulement de mettre un frein aux folies de Jacques, et, pour parer au plus pressé, de le détacher de cette aventurière de Lajiano. Précisément, l'autre gendre de Lemassier (le mari de Solange) est à Milan, d'où Éléna se prétend originaire; il trouvera sans doute sur elle des renseignements abominables; on les montrera à Jacques, qui, naturellement, ne pourra que la

chasser... Il est admirable de voir combien les gens sages croient au pouvoir de la raison, sur ceux mêmes qui, à les en croire, en sont complètement dépourvus.

Énigme pour les siens, Simone reste pour nous aussi une énigme. Elle reçoit Charlotte le plus aimablement du monde. Les Lajiano lui font une visite : elle les accueille avec une sérénité gracieuse, et écoute sans émoi la surprenante conversation du mari. Tout à l'heure, quelqu'un lui demandait si elle n'était pas inquiète quand elle voyait Jacques empressé auprès des femmes. Elle a répondu avec calme qu'elle n'avait nulle inquiétude, que l'empressement de Jacques n'était que simple courtoisie, et qu'elle se savait aimée de lui. Le jeune Hubert Marquette lui fait une déclaration; repoussé, il tente l'infamie coutumière, et esquisse une allusion aux amours de Jacques. Simone l'arrête, sans colère, mais avec fermeté : « Ou vous savez quelque chose, et vous allez commettre une infamie en trahissant un secret qui n'est pas le vôtre ; ou vous ne savez rien, et vous allez commettre une infamie plus grande encore en calomniant un innocent... » Bien plus, Jacques vient inviter les Lajiano à passer un mois dans sa villa de Cabourg. Lemassier proteste; Jacques l'envoie gentiment promener, et comme Lemassier, avec la maladresse des âmes tendres, invoque l'appui de Simone, elle répond vivement : « Mais, mon père, je ne puis que prendre le parti de mon mari ! » Lemassier lève les yeux au ciel. Jacques, ravi, embrasse sa femme, et va fumer un cigare au cercle. Simone reste seule, regarde un instant la porte par où Jacques vient de disparaître, et tombe écrasée sur une chaise avec un grand cri de douleur...

Elle « savait » !

Tel est le premier acte. Je crois n'en avoir rien omis d'essentiel. A la scène, il paraît un peu long. Cette impression est due, j'imagine, à une succession un peu trop régulière d'entrées et de sorties : cela est de peu d'importance. Considérez d'ailleurs qu'il fallait nous renseigner, non seulement sur les termes mêmes du problème, délicat en soi, mais aussi sur un bon nombre de personnages dont quelques-uns sont assez complexes. Je crois aussi que cette impression de longueur ou de lenteur est due au procédé dramatique dont a usé l'auteur, et qui, du reste, était peut-être nécessaire, étant donné le sujet. Vous avez remarqué que, jusqu'au baisser du rideau, nous restons ignorants du véritable état d'âme de Simone. Naturellement, pour donner plus de valeur au trait final (le cri de désespoir de Simone), M. Vandérem devait nous laisser en suspens, et, pour cela, se garder de toute indication trop précise. Il l'a fait avec beaucoup d'adresse ; nous avons soupçonné la vérité sans la savoir. Mais nous « attendions » de la savoir. Et l'attente paraît facilement longue. Elle le paraît d'autant plus ici que nous pressentons que le sujet est double, en quelque sorte. Le problème n'est pas de savoir si, oui ou non, Simone connaît les trahisons de Jacques, ou du moins il n'est pas cela seulement. La question, pour nous, est de savoir ce qui se passera, la découverte faite : ou, pour mieux dire, de savoir quel retentissement aura cette découverte dans l'âme ardente de Simone. Tout ce qui retarde la solution du premier terme du problème retarde aussi la solution du second; et ce qui retarde ce que nous voulons savoir nous semble toujours trop long. — Ce dédoublement du sujet est, à vrai dire, le défaut capital de l'ouvrage. Pouvait-il être évité ? Je n'en suis pas sûr. On pouvait commencer la pièce par la dernière scène du premier acte, ou par une scène analogue, nous apprenant ce que celle-ci nous apprend. Mais le premier acte eût ainsi rendu inutiles les belles scènes du second, ou eût fait double emploi avec elles. De plus, Simone eût perdu ce quelque chose de mystérieux qui lui donne tant d'attrait, et que l'auteur tenait naturellement à lui conserver. Tout compte fait, M. Vandérem aurait donc raison ? Il est très possible, très probable même. J'ai donné de mon impression l'explication qui m'a paru la meilleure. Je ne jure pas que ce soit la seule. En tout cas, si le sujet devait être traité ainsi ou ne l'être pas, mon choix est fait. J'applaudis à la « version » de M. Vandérem, comme j'applaudis à sa pièce... — J'ai dit aujourd'hui quelques-unes de mes raisons. Je dirai les autres samedi, et je crois bien que, désormais, je n'aurai plus de réserves à faire.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

La vertu, comme chacun sait, occupe, à l'Académie française, une journée par an. C'est lui faire bonne mesure : il s'en faut qu'elle tienne partout autant de place... Sans doute, on en parle plus souvent à la Chambre, ou dans les environs. Il y a des députés qui s'en sont fait une carrière, et qui arrivent par la vertu, comme d'autres par les femmes. Il y a des candidats qui reprochent durement aux législateurs dont ils convoitent la succession de n'être pas assez vertueux. Mais, le zèle de ces personnages austères n'a pas toujours une extrême valeur; la violente amour qu'ils affectent pour la vertu leur constitue un titre, qui les dispense d'en avoir d'autres, fort à propos, car d'aucuns sont des intrigants, et la plupart, des imbéciles...

Quant à l'Académie, la vertu lui a été laissée en

héritage, sans qu'elle ait rien fait pour cela, par le célèbre M. de Montyon, que de terribles censeurs représentent, du reste, chaque année à pareille époque, comme une abjecte crapule. Un écrivain s'est singularisé ces jours-ci en publiant, sur M. de Montyon, un ouvrage où il se risque à soutenir que le fondateur des prix de vertu pourrait bien avoir été tout de même un honnête homme. Cette opinion paradoxale paraît destinée à l'insuccès le plus complet. Les philanthropes ont, décidément, une réputation détestable...

Observez aussi que, le discours de Pierre Loti ayant paru charmant, tout le monde s'est écrié : « Ce n'est pas étonnant! Loti est si peu vertueux! » Qu'est-ce à dire? La vertu, pour un officier de marine, fût-il académicien, ne saurait être exactement la même chose que pour le « Rosier de Madame Husson » (*rosier*, substantif masculin; — féminin, *rosière*, d'après Maupassant). Si l'on a objecté à Loti, le jour où il a cité tant de saint Paul, les souvenirs d'Azyiadé, de Chrysanthème et de Rarahu, ce ne peut être par l'effet d'un puritanisme qui n'est point d'ici; mais c'est que la vertu est universellement considérée, *a priori*, comme incompatible avec le talent.

Dans ce fâcheux discrédit où la vertu paraît être tombée, l'Académie a sa part de responsabilité. Car enfin, pourquoi ne récompense-t-elle que de bons vieux moines et de pauvres vieilles servantes? A force de lire le palmarès annuel des prix Montyon, le public a fini par croire que la vertu est le monopole des indigents et des illettrés. Chaque année voit se renouveler ce flagrant déni de justice à l'encontre des classes dirigeantes. Et l'on a déjà remarqué que, nul capitaliste n'ayant de mémoire d'académicien obtenu un prix Montyon, il est légitime de conclure de là que qui veut faire fortune doit avoir soin de commencer par n'être pas vertueux. Et c'est ainsi que l'Académie française, sans le vouloir assurément, pourrait bien corrompre la jeunesse.

* *

Je ne suis pas sûr que la façon dont elle distribue ses prix littéraires ne soit pas aussi quelque peu démoralisatrice. Le sujet du concours d'éloquence était cette fois l'éloge de Michelet. Or, savez-vous ce qu'on trouve dans le discours que l'Académie a couronné? On y lit des phrases comme celles-ci : « Cependant, la vue de l'historien se trouble peu à peu... La vivacité et je dirai même la violence de ses sentiments, nuit à la justesse de ses jugements. Aussi bien, il est la propre victime de sa manière de voir et de sa manière d'écrire... La liberté tombe au rang d'une étiquette de parti... Un jésuite rédige un libelle contre lui sous le nom de M. Desgarets, chanoine de Lyon; puisqu'un jésuite l'attaque, tous les jésuites sont conjurés contre *sa* liberté, partant contre *la* liberté. Le séculier Desgarets, chanoine de Lyon, ayant prêté son nom au jésuite anonyme, cela suffit pour que l'Église entière soit accusée de complicité... »

Allons! dites tout de suite qu'il avait le délire de la persécution. Plus loin, Michelet est déclaré coupable de mauvaise foi, d'erreurs grossières; les mots de « préjugés, haines, illuminé, etc. » émaillent ce morceau qui se termine ainsi : « Elles (les conceptions de Michelet) aident et soutiennent un parti et, pour sauver leurs partisans coûte que coûte, elles ne dédaignent aucun moyen. Les idées, forces abstraites de notre pensée, ainsi jetées dans la vie concrète, et animant ainsi nos propres disputes, prennent une réalité vivante qui nous passionne; mais à cette incarnation, elles perdent leur prestige et leur sens divin. Le Michelet des dernières œuvres est resté fidèle à sa vision générale de l'histoire; mais en faisant de la vision un système, puis du système une doctrine, puis de la doctrine un programme, il l'a, dans cette marche fatale, rabaissée, rapetissée, dénaturée. »

N'oublions pas que c'est un éloge! L'Académie l'a jugé très suffisant, puisqu'elle a décerné le prix à l'auteur. Il est vrai que l'éminent secrétaire perpétuel a attribué le succès de ce discours à ses qualités de composition. En tout cas, si le lauréat compose bien, il éreinte mieux... Autrefois on n'admirait Michelet qu'avec modération, a dit M. Boissier; la lecture de cet étrange panégyrique n'a pu manquer de le rajeunir. Michelet, qui ne fut pas académicien de son vivant, a été traité l'autre jour en récipiendaire. La tradition voulait qu'il fût brimé. Renan, répondant à M. Cherbuliez, n'a-t-il pas déclaré que l'erreur des romanciers est de croire qu'on a le temps de les lire? Et Jules Simon n'a-t-il pas conté qu'il n'avait vu de sa vie une opérette, le jour même qu'il recevait Meilhac?

* *

L'auteur de la *Périchole* est assuré d'avoir un successeur plus compétent que son ancien voisin de la place de la Madeleine, puisque son fauteuil n'est brigué que par des hommes de théâtre; deux auteurs qui, en mettant les choses au pis, ne seront qu'ajournés, et un critique pour qui je ne cacherais pas que sont mes vœux, s'il n'était de la maison... Il est bien question d'un quatrième candidat, dont le nom figure en ce moment même sur les colonnes Meurice (dirait Grosclaude). C'est un brave soldat du romantisme, un robuste laboureur du sillon poétique, qui pourrait prendre pour devise : *Struensée et Aratro!* (dirait Willy). Mais il craint de ne point avoir les armes qui conviennent à la lutte académique, et il n'est pas décidé à l'affronter.

Enfin, un auteur gai a lancé dans la presse le faux bruit d'une candidature qui rappelle le mot de Renan à un politicien, ministre ou ancien ministre, qui lui demandait sa voix :

— Certainement! certainement! je voterai pour vous très volontiers... A moins, toutefois, que M. le Président de la République n'exprime le désir d'entrer avant vous dans notre Compagnie...

Pour les élections académiques, au moins on est prévenu. Personne n'ignore que les raisons d'ordre littéraire ne sont pas toujours celles qui décident de l'issue d'un scrutin. Mais voici qu'il est maintenant démontré, par un exemple tout frais, que ce travers, si c'en est un, n'est pas du tout propre à l'Académie.

Divers journaux ont organisé, ces temps-ci, des plébiscites pour l'élection d'un prince des poètes et d'un prince des prosateurs. On aurait cru que les poètes et les prosateurs consultés ne se seraient préoccupés, en déposant leur bulletin, que de prose ou de poésie.

Pas du tout. Le nouveau prince des poètes a été particulièrement loué, par ses plus chauds partisans, pour sa modestie, son dédain des vanités, la parfaite dignité de sa vie.

Quant aux prosateurs, si Anatole France en est le prince de droit divin, on ne sait pas encore qui en sera l'élu, le scrutin n'étant pas clos. Mais déjà j'ai vu un écrivain, à qui la gloire purement littéraire ne manque pourtant pas, obtenir une voix pour « l'acte magnanime qui décore sa carrière d'un suprême honneur ». Que diable! il ne s'agit point ici de magnanimité, mais de littérature!

S'il suffit, pour être prince des prosateurs, d'avoir acquis une notoriété considérable dans une spécialité quelconque, il n'y a pas de motif pour ne pas élire Tod Slane, Little Tich, M. Mesureur, ou le commissaire général de l'Exposition de 1900.

C'est bien la peine que trois ou quatre générations se soient moquées de la fameuse formule :

— Il aime tant sa mère!

PAUL SOUDAY.

BULLETIN

Volney.

Le 30 octobre 1898, jour de l'inauguration de la statue de Volney à Craon, M. Michel Bréal, délégué de l'Institut, a prononcé un discours dont nous reproduisons un fragment :

Volney, avait été frappé d'un obstacle qui, dès les premiers pas, arrête ceux qui s'appliquent à l'étude des langues orientales : la différence des écritures. Nous consumons, dit-il, en frais de lecture une attention et un temps qui seraient si précieux pour le fond des choses! Et pourquoi? Puisque l'on peut peindre tous les chants des divers peuples de la terre avec un seul système d'écriture musicale, pourquoi ne peindrait-on pareillement d'une seule et même écriture les sons de leurs langues?

Il avait donc conçu le plan d'un système de transcription permettant de noter à l'aide d'un seul alphabet — l'alphabet latin — les sons de toutes les langues du globe. Rempli de son idée, il en saisit successivement la Société asiatique de Calcutta, l'Académie celtique, l'Académie française. Il voyait là, en outre, un moyen d'attirer à nous, de rapprocher de nous les Asiatiques. Les meilleurs livres de morale, les traités élémentaires de nos sciences d'Europe, pourraient être imprimés chez nous à peu de frais et répandus ensuite parmi les peuples d'Orient.

A ce premier espoir, Volney, en vrai fils du XVIIIe siècle, en joignait un autre; celui d'une langue commune. « Quel immense avantage pour l'espèce humaine si, de peuple à peuple, nous pouvions communiquer par un même langage! » Et il ajoutait : « Cela paraît un rêve, mais il y a cent ans, on riait des rêves de l'abbé de Saint-Pierre, et ils sont dépassés. Où sera et que sera l'Europe dans cent ans d'ici? » Hélas! nous y sommes. Et si l'on s'en tenait aux apparences, si l'on croyait ce qui se dit et s'imprime, on pourrait craindre d'être aussi loin, d'être plus loin de l'unité, ou simplement de l'harmonie, qu'au temps où écrivait Volney!...

Les hommes compétents ont beaucoup débattu la possibilité d'un tel système de transcription. Il faut dire que les langues sémitiques, sur lesquelles Volney l'avait d'abord essayé, sont justement celles qui s'y prêtent le moins. Mais pour d'autres groupes de langues son idée s'est trouvée juste et a été appliquée. Des littératures entières, par exemple la littérature palie, qui contient les livres de la religion bouddhique, s'impriment aujourd'hui en caractères romains.

Trois jours avant sa mort, Volney léguait par testament à l'Institut de France une somme relativement importante, destinée à hâter la réalisation de son idée. Nous avons fidèlement exécuté sa volonté. Une interprétation intelligente et large en a encore étendu la portée. Le prix Volney est devenu un prix de philologie comparée. Tous les ans, en séance solennelle, au jour anniversaire de sa fondation, l'Institut décerne le prix Volney. D'éminents savants ont ambitionné cette récompense. Le nom de Volney se trouve associé de cette façon à quelques-uns des plus célèbres travaux de linguistique publiés depuis trois quarts de siècle. Cette fondation a sans doute contribué à maintenir le souvenir de l'auteur dans la mémoire des nouvelles générations. Tandis que, par un effet inévitable de l'éloignement, le renom de quelques-uns de ses contemporains est peu à peu entré dans la pénombre, celui de Volney, ami et protecteur des études orientales, est toujours demeuré présent. Il avait donc raison d'écrire à la fin d'un de ses travaux : « Je ne mourrai pas tout entier. *Non omnis moriar.* »

Petite chronique des lettres.

Les comités de l'*Alliance française* de Hollande ont invité M. Henry Bérenger à venir faire chez eux une série de conférences sur la « Nouvelle poésie française » et sur « Michelet et la France ».

M. Bérenger a accepté l'invitation. La première de ces conférences a lieu aujourd'hui. Elles seront continuées jusqu'au 6 décembre.

Visite aux frères Paul et Victor Margueritte, tout au fond de Passy, parmi les villas blanches et les jardins dépouillés.

— Le roman?

— Il est presque entièrement écrit, et nous l'intitulerons : *Femmes nouvelles*. C'est la traduction de l'expression anglaise *New Women* qui est couramment appliquée, là-bas, aux adeptes du mouvement féministe. Vous savez que c'est un roman féministe que nous avons écrit, et que nous sommes, à cet égard, dans le courant des idées nouvelles. Nous n'approuvons pas toutes les revendications du féminisme; nous en estimons quelques-unes imprudentes ou inutiles, et quelques autres prématurées. Ce que nous pensons, en tous cas, c'est que l'éducation de la jeune fille française appelle une réforme presque radicale. Nous croyons que cette jeune fille a besoin d'être plus libre et préparée à la vie par une connaissance plus exacte des réalités qui en sont le fond. Il ne s'agit pas de la pousser à *toutes* les expériences, à la connaissance de *tout* ce qu'on s'est plu jusqu'ici à lui faire ignorer. Mais il nous semble que nos mœurs ont fait, du couvent au ménage, le passage un peu brusque, et qu'il n'y a aucune immoralité à souhaiter qu'une jeune fille, dont toute la vie dépend du choix qu'elle aura fait ou qu'on aura fait pour elle d'un mari, soit exercée à savoir choisir ce mari le plus raisonnablement possible...

C'est, entre autres choses, ce que nous avons essayé de démontrer en écrivant ce livre-ci.

Nous ne nous faisons d'ailleurs aucune illusion sur les inconvénients d'une révolution de ce genre. L'avènement du féminisme aura pour effet d'exalter les cerveaux et de détraquer les nerfs de beaucoup d'émancipées. On ne s'habitue que lentement à l'exercice de la liberté, et nous allons voir se lever une génération de petites femmes parfaitement insupportables. Mais cela, c'est le prix du progrès. Il faut en prendre son parti, et s'armer de patience.

Ce qui est certain, c'est que ce mouvement-là est commencé, et qu'on ne l'arrêtera plus.

Nous avions dû, pour écrire ce livre, nous entourer de documents spéciaux, lire beaucoup, réfléchir sur toutes les parties du problème; de ces lectures et de ces réflexions nous avons tiré, en dehors de notre roman, la matière d'une série de chroniques « féministes » que publie l'*Echo de Paris*. Eh bien! voyez ce paquet de lettres. Ce sont des réponses apportées par le courrier de ce matin à notre dernier article sur la « Recherche de la paternité ». Il est hors de doute que ces questions passionnent. Il faut donc les résoudre; — ou au moins l'essayer.

Du peintre Castellani, *les Femmes du Congo;* une suite à l'ouvrage publié par le même artiste — *Vers le Haut Nil* — sur les régions africaines naguère explorées par lui, en compagnie de la mission Marchand.

On se souvient que M. Castellani suivit cette mission comme dessinateur de l'*Illustration*, pendant les dix premiers mois — de mai 96 à mars 97 — d'un voyage que peut-être elle eût mieux fait, elle aussi, d'abréger...

Pour février :

Les *Mémoires* de Montalivet, publiés par M. Georges Picot, gendre de l'éminent homme d'Etat, et par ses petits-fils.

Les études très remarquées de M. Ernest Daudet sur *Louis XVIII et le duc Decazes* seront vers la même époque en librairie. Ensuite paraîtra le roman des *Deux Évêques*, récemment publié par le *Correspondant*.

M. Ernest Daudet ne se repose jamais longtemps. Il travaille à un nouvel ouvrage sur l'ambassade du duc Decazes à Londres, qui sera publié par la *Revue des Deux Mondes* dans les premiers mois de l'année prochaine également.

En préparation, — du même écrivain : — un roman de mœurs, *les Victimes de Paris*.

M. Jacques Landau donnera cet hiver, au « Cours d'art » dirigé par Mme Léa Caristie-Martel, une suite de conférences littéraires.

Il y étudiera les principales œuvres des grands écrivains du XIXe siècle, avec auditions de Mme Léa Caristie-Martel et de quelques artistes parisiens.

M. Eugène Montfort dédie aux adolescents et aux femmes un *Essai sur l'Amour*. « En vérité, prononce le jeune écrivain, l'amour est à peine connu. »

M. Montfort exagère. C'est une chose dont on avait déjà entendu parler, et sur laquelle même quelques-uns se sont exprimés, en prose ou en vers, assez congrûment.

« Il faudrait que cette admirable religion humaine eût son Ecriture... Si je ne suis pas allé jusqu'à mon but, regardez sa hauteur et pardonnez-moi. »

Humilité superflue. Ceux qui écrivent sur l'amour sont d'avance pardonnés par tout le monde.

EMILE BERG.

P.-S. — C'est par erreur qu'il a été annoncé qu'une édition nouvelle des œuvres complètes de Verlaine était en préparation chez M. Francis Laur. Cette réédition avait été entreprise par Léon Vanier, et Mme Léon Vanier la continue. M. Francis Laur n'y saurait intervenir s'il y intervient que comme imprimeur.

Paris. — Exp. Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Mondes*, 19, rue des Saints-Pères. — 37162. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 23. 4e SÉRIE. — TOME X 3 DÉCEMBRE 1898.

L'ARMÉE SUISSE [1]

La Chambre, on le sait, invite le gouvernement à préparer un projet qui réduirait à deux ans la durée du service dans l'armée active. Ici même (2), M. le colonel Patry a fort clairement montré que cette loi nouvelle, si elle est votée, ce qui semble probable, ne serait néanmoins que transitoire. Logiquement, selon la marche des idées, « nous arriverons, disait-il, en France comme chez toutes les nations européennes à l'organisation des milices. »

A ce moment grave de notre vie nationale, il paraîtra utile d'étudier avec quelques détails l'organisation militaire d'un pays dont le passé n'est point sans gloire, bien qu'il n'ait guère entretenu que des milices (3). Allant ensuite de la théorie à la pratique, nous essayerons de discerner les bons et les mauvais côtés d'un tel état de choses en faisant, naturellement, la part du caractère et du tempérament helvétiques. Les mêmes causes ne produiraient pas ici, les mêmes effets ; cela est incontestable et nous aurons à chaque paragraphe l'occasion de le rappeler.

Remarque singulière : tandis que nos législateurs français s'efforcent depuis de longues sessions, de diminuer, semble-t-il, la force et le prestige de l'armée, nous verrons, au contraire, les législateurs suisses poursuivre, en dépit de résistances obstinées, une tâche diamétralement opposée. En sorte que ce paradoxe pourrait être défendu, à supposer qu'aucun facteur étranger ne vienne troubler la loi d'évolution, que le jour où la France en sera réduite à de simples milices la Suisse possédera, elle, une armée permanente, judicieusement organisée. Or, à cette renaissance de l'esprit militaire, à ce besoin de centralisation, à tous les phénomènes de même indication que nous aurons à signaler, correspond, au pays des vingt-deux cantons, un développement tout à fait discernable de l'idée de patrie. De manière qu'on peut se demander si l'âme populaire n'a pas raison de tenir — selon la phrase mélodramatique qui lui est chère — l'armée pour l'incarnation vivante de la Patrie ? — Ce sera notre conclusion.

I

« Ainsi que cela a toujours existé, dit un ancien Règlement en date du 20 août 1817, chaque Suisse capable de porter les armes est soldat. » Et des lois plus récentes, entre autres celle du 8 mai 1850, spécifient qu'il doit l'être dès le début de sa vingtième année et jusqu'à la fin de sa quarante-quatrième. Cette vie militaire comprend donc vingt-cinq classes d'âge, dont les treize premières composent l'Elite et les douze suivantes la Landwehr. En outre, ceux

(1) Voir *Organisation militaire de la Confédération suisse*, [illegible] — *Instruction sur le service des troupes suisses*, 1 vol., *id.*, 1894. [illegible] *à répétition* modèle 1889, 1 broch.: Berne. Neukomm et Zimmermann, 1892, etc.

(2) Voir la *Revue Bleue* du 26 mars et du 2 avril 1898.

(3) Dans son *Histoire des troupes suisses au service de France sous le règne de Napoléon Ier* (1 vol.; Lausanne, Imer et Payot, 1[illegible] M. H. [illegible] suisses au service de la France témoignent non seulement des vertus guerrières de nos compatriotes, qui ont porté au loin l'honneur du nom suisse, mais elles sont encore un fragment de l'histoire de notre patrie. Voir l'*Introduction*, p. 9.

qui bien qu'exemptés du service pour des raisons administratives ou sanitaires seraient cependant reconnus plus ou moins aptes à endosser l'uniforme composeront le Landsturm armé. Le citoyen en fera partie de dix-sept à cinquante ans, mais il faut ajouter que c'est encore une loi purement platonique. Jusqu'à nouvel ordre, il est établi que le Landsturm ne sera mis sur pied qu'en cas de guerre.

Cette idée d'enrégimenter, dans des cadres pour ainsi dire fictifs, tous les Suisses capables de braquer un fusil n'est, au fond, qu'une conséquence de l'idée démocratique dont nous verrons, à chaque détail, s'inspirer cette organisation. Il est à craindre, cependant, qu'ils fassent assez fâcheuse figure en face de l'ennemi, ces bataillons de bureaucrates, de régents et de valétudinaires qu'aucune pratique antérieure n'aura pu familiariser avec le métier des armes. La caricature helvétique n'a pas de sujets préférés et il faut avouer que peu semblent, en effet, plus indiqués.

Une grande pensée toutefois soutenait l'effort de ceux qui eurent tant de mal à instituer ce Landsturm. Sachant que dans un petit pays comme la Suisse, en cas de guerre, chacun serait tenu de faire son devoir, ils voulurent éviter à leurs compatriotes ou présents ou futurs le sort injuste et sanglant des francs-tireurs de 70. Puisqu'ils porteront comme leurs camarades de l'Élite et de la Landwehr la capote de gros drap gris-bleu et qu'ils auront aussi le brassard rouge à croix blanche, les membres du Landsturm armé devront être tenus, par l'ennemi, pour des soldats véritables, régulièrement incorporés. On pourra, certes, — et j'imagine que cela ne sera pas difficile, — les faire prisonniers de guerre, mais le droit international empêchera de les fusiller comme de simples insurgés. Une belle leçon d'humanité se dégage de ce projet, à première vue un peu saugrenu. C'est ainsi qu'avec réflexion, les fils ont su profiter des dures expériences des pères. Le fait est à retenir.

A l'automne donc, sont inscrits, pour la levée des recrues, les jeunes gens qui prendront leurs vingt ans dans l'hiver suivant et tous ceux qui, s'étant présentés aux visites antérieures, auront été ajournés par la commission sanitaire. L'opération du recrutement consiste en un double examen médical et pédagogique. Selon les conditions budgétaires, le premier devient plus ou moins sévère. Le minimum de la taille est de 153 à 165 centimètres selon les armes ; 153 pour les bicyclistes et 165 pour les artilleurs.

Le soldat suisse ayant une réputation, d'ailleurs méritée, de tireur adroit et de marcheur infatigable, on réforme toute recrue ne jouissant pas d'une excellente acuité visuelle ou atteinte d'infirmités incompatibles avec l'aptitude parfaite de la marche.

Et puis, il y a la question du thorax qui suscita jadis tant de polémiques. Le tour du corps, pris sous les aisselles, doit mesurer exactement la moitié de la hauteur totale de l'individu. Les médecins de là-bas prétendent que c'est le plus sûr indice pour reconnaître si un homme est doué d'une constitution capable de résister aux fatigues du service. On devine qu'avec des clauses aussi sévères et malgré la vigueur proverbiale de la race, les exemptions ne doivent point être rares. Les statistiques établissent en effet que sur cent jeunes gens, 48 à 51 à peine sont reconnus aptes au service; une vingtaine est ajournée d'un ou deux ans — le reste paye la taxe. Étant proportionnelle à la fortune et au revenu, non seulement du citoyen mais encore de ses parents, cette taxe peut se monter de 6 francs à 3 000 francs. C'est le moyen le meilleur que les autorités suisses ont trouvé de frapper des jeunes gens qui vivent dans le luxe sans posséder aucune fortune personnelle. Le procédé aide sans doute à remplir les caisses fédérales, mais il est permis de ne pas le trouver équitable, puisqu'il oblige le jeune homme à payer un impôt sur un capital qu'il ne possédera peut-être jamais et dont, en tous cas, il ne peut disposer. La loi évidemment est à reviser.

Quant à l'examen pédagogique, il me paraît que son but le plus clair est de fournir des documents assez discutables sur l'état de l'instruction publique dans les vingt-deux cantons. L'homme doit montrer qu'il sait lire, écrire et compter lestement; il est en outre interrogé sur la géographie, l'histoire et la constitution du pays. Mais au cas de réponses insuffisantes, aucune école complémentaire ne l'obligera à améliorer son éducation. Les cours de recrues sont de trop brève durée et trop chargés déjà d'exercices et de corvées. Force a été de renoncer aux leçons de calcul ou d'histoire, — les soldats éreintés s'endormaient sur les bancs. On ne peut réclamer aucun travail intellectuel, de soldats surmenés par un labeur physique excessif.

D'ailleurs, par le double fait que la Suisse a trois langues nationales, l'allemand, le français et l'italien et que les autorités militaires sont, en majeure partie, allemandes, ces examens, de fort sévères qu'ils paraissent, sont, en réalité, d'une fantaisie assez imprévue. La manière dont les questions sont posées mériterait un chapitre à part. Mieux on sait le français et moins on a de chances de les comprendre. C'est ainsi qu'un jeune Suisse, qui devait plus tard se faire une place honorable dans les lettres parisiennes, s'est vu mettre une note très mauvaise à la composition. On lui reprocha de n'avoir point traité le sujet. Il paraît qu'il n'avait pas compris le

texte indiqué. Pauvre garçon! c'est qu'il parlait le français de France et non celui de Berne (1)!

Ensuite, c'est le service actif; il débute par une école de recrues à faire dans l'année qui suivra celle de la conscription, puis en des cours de répétition, de deux en deux ans, dans l'Élite, et de quatre en quatre ans dans la Landwehr. Selon les corps, ces écoles de recrues durent de trente-huit à cinquante-cinq jours et les cours de répétition de dix à seize jours dans l'Élite et de cinq à six dans la Landwehr. Il faut excepter la cavalerie, qui fait un premier stage de quatre-vingts jours et s'exerce dix jours ensuite chaque année. D'après ces règlements, M. le colonel Feiss s'est amusé à calculer dans son ouvrage sur l'*Armée suisse* (2) qu'un fantassin accomplissait cent quarante et un jours de service, un cavalier cent quatre-vingts, un artilleur cent vingt-sept et un soldat du génie cent quatorze: mais, ajoute-t-il, « ces données ne peuvent être qu'approximatives. Dans la réalité, les exemptions deviennent fréquentes, bien des soldats trouvent moyen de ne pas faire tous les jours de service auxquels, théoriquement, ils devraient être astreints. »

Une question se pose ici, celle que l'on ne cesse de répéter chaque fois qu'il s'agit de diminuer la durée du service actif. Indépendamment du résultat obtenu avec de telles écoles, de durée aussi courte, sont-elles un moindre obstacle à l'exercice des professions libérales ou manuelles que notre système français?

Pour les étudiants, on doit, sans hésiter, répondre, oui; d'autant que les autorités se plaisent à faire concorder les périodes d'exercice avec les mois de vacances.

Mais enfin, tous les jeunes gens ne peuvent pas fréquenter les Universités, et pour les autres, pour ceux qui vivent du travail de leurs mains, la réponse est au moins douteuse.

Que de fois, durant mes jours d'été aux bords des lacs d'azur, ai-je entendu de candides vignerons se plaindre, se « délamenter » — comme on dit là-bas, — d'un tel état de choses: « Ah! comme nous préférerions faire une année et même deux et puis, ensuite, avoir la paix!... Tandis qu'avec ces répétitions et ces manœuvres perpétuelles, qui tombent toujours au plus mauvais moment de l'année, on ne sait plus comment se retourner!... On prétend que nous n'avons pas d'armée permanente. Moi, je vous certifie que nous faisons autant de service que si nous en avions une!... »

Mes vignerons exagéraient, mais leur exagération montre mieux où le bât les blessait. La réalité est que cette organisation complique la vie des paysans et des employés. Grevant toujours leur budget, elle risque souvent de compromettre leur situation. On peut donc ajouter qu'elle semble anti-démocratique puisqu'elle devient lourde aux travailleurs et aux humbles. Aussi, la plupart cherchent-ils, de toutes manières, à obtenir des exemptions. Et l'une des qualités engageantes que l'on peut lire dans les annonces de journaux où s'offrent des comptables, des employés ou des valets de chambre, est-elle en Suisse, comme partout, « libéré du service militaire ».

Quant aux officiers et sous-officiers, ils sortent toujours des rangs. La Confédération n'a pas d'établissement comparable à Saint-Cyr. Sauf la section militaire de l'Ecole Polytechnique de Zurich dont les élèves ayant obtenu des notes générales excellentes et subi avec succès les examens de premier lieutenant, sont nommés de droit, sans avoir fait de service, sauf ces cas, d'ailleurs rares, l'unique moyen de gagner ses galons puis ses épaulettes dans l'armée helvétique est de débuter, comme le premier venu, par porter le sac, la gamelle et la pioche. Seulement, il s'agit de les porter avec plus de dextérité et de se faire remarquer des supérieurs par son intelligence et son application. Le soldat sera ensuite proposé pour une école de sous-officier et si le résultat répond à l'attente, le commandant de la compagnie procédera à la nomination. La recrue deviendra caporal et deux galons de laine blanche seront cousus sur les manches de sa large tunique bleu noir. De la même manière, après d'autres écoles, s'acquerront les autres grades, jusqu'à celui d'adjudant dans l'infanterie, le génie et l'artillerie et de maréchal des logis-chef dans la cavalerie.

Pour devenir officier, il est nécessaire: 1° d'avoir pris part à une école de sous-officier; 2° d'avoir suivi une seconde école de recrue en qualité de sous-officier; 3° d'avoir été proposé, lors d'une école quelconque, par la majorité des officiers réunis pour assister à une école préparatoire d'officier et enfin, 4° de passer avec succès cette école préparatoire avec les examens qu'elle comporte. A la suite de quoi le sous-officier est promu officier par les autorités compétentes: le Conseil fédéral ou les départements militaires des Conseils d'état cantonaux suivant les cas. Alors il aura le droit de porter un uniforme gris bleu et bleu noir de même couleur et de même coupe, mais de drap plus fin et de confection plus soignée. Il aura le droit de porter une casquette molle à visière de cuir, une paire de jumelles, une

(1) [illegible] gère une excellente brochure de M. Louis Wuarin, intitulée: [illegible] les solécismes, les impropriétés et les erreurs de langage commis journellement en Suisse.

(2) [illegible] colonel Feiss, édition française par le lieutenant-colonel Alf. [illegible] Zurich [illegible]

belle épée d'acier avec poignée et coquille, et son grade se discernera aux brides fixées sur ses épaules et aux galons plus ou moins larges, plus ou moins nombreux, posés au bord de son képi (1).

Telle est dans ses lignes générales, car je dois me borner à esquisser dans une étude aussi sommaire, l'organisation d'une milice qui pourrait disposer, d'après le colonel Feiss, en cas de mobilisation, d'un effectif de 117 204 hommes d'Élite, de 68 512 hommes de Landwehr et de 52 021 hommes du Landsturm armé, soit, en chiffres ronds, de 230 000 soldats (2).

II

A présent, que valent ces robustes *troubades*? Quelles espérances peut-on fonder sur leur bravoure? En face de troupes aguerries par des années d'exercice, quelle attitude conserveraient-ils? Ne seraient-ils pas dès le premier engagement, du fait de leur instruction trop sommaire, dans un état d'infériorité certaine? Il est évident que ce n'est point en quarante-cinq jours, ni même en soixante, chiffre auquel la Suisse arrivera, que l'on peut dégrossir et instruire des recrues. Personne, si ce n'est la vérité, n'obligeait le colonel Feiss à déclarer qu'à « la fin de chaque école, il y avait toujours une forte proportion d'hommes insuffisamment instruits ».

Pourtant si ces troupes suisses n'ont pas la belle ordonnance, la parfaite discipline, les mathématiques allures des régiments français ou allemands, je n'estime pas qu'elles leur soient sensiblement inférieures. Ces qualités qui leur font défaut, elles les remplacent, en effet, par d'autres, d'une acquisition plus difficile et qui, en temps de guerre, sembleraient aussi plus utiles: l'endurance peu commune, l'esprit d'initiative et le courage, un de ces courages intrépides qui ont la violence des forces aveugles et qui, fatalement, franchissent tous les obstacles pour arriver au but. C'est ainsi, par des remarques psychologiques et ethnographiques, que je voudrais expliquer la supériorité indiscutable, en dépit d'une organisation discutable, de l'armée des vingt-deux cantons.

Se rendant parfaitement compte qu'un semblable état de choses pouvait à la longue devenir fâcheux, le peuple suisse, qui est avant tout un peuple raisonnable et travailleur, s'est efforcé d'y remédier par des séries d'exercices préparatoires et complémentaires auxquels il s'astreint de son bon vouloir. La Confédération s'en remet donc aux simples particuliers du soin de compléter les insuffisances de l'instruction militaire. Et comme la grande majorité n'a garde d'y manquer, il faut reconnaître que le militarisme avec les séries d'épreuves de tir et de gymnastique qu'il comporte est devenu, en Suisse, un sport auquel s'adonne la jeunesse avec autant de passion qu'elle se livre ailleurs au cricket ou au patinage (1).

D'abord, ce sera, dans les écoles, l'instruction obligatoire de la gymnastique et non d'une gymnastique à bien plaire qui dégénérait en exercices de danse, mais d'une gymnastique normalement combinée au programme établi par les autorités bernoises et qui est, en somme, celle que l'on a coutume d'enseigner aux recrues (2). C'est-à-dire qu'il s'agit de sauts en longueur et en hauteur, de mouvements d'ensemble avec cannes de fer et de tous les exercices aux perches, aux barres ou au cheval de bois qui font le désespoir de nos gros campagnards. Cet enseignement est obligatoire jusqu'à la quinzième année, mais les innombrables sociétés de gymnastique dont s'honorent les moindres communes des vallées les plus reculées le continuent jusqu'à l'entrée au régiment. Par une belle journée d'été, traversez la place publique de n'importe quel village suisse et je parie que vous apercevrez un escadron de jeunes gens en culottes blanches et en ceintures voyantes s'exerçant aux pyramides ou aux cannes. Ce sont les recrues volontaires qui, tout en s'amusant, font leurs années de service. N'est-ce pas intéressant?

Voilà pour le développement musculaire; quant à l'habitude de la marche, les autorités n'ont rien fait parce qu'il n'y avait pas besoin de rien faire. L'alpi-

(1) Dans la [illegible] étude qu'il a consacrée à la *Réforme de l'[illegible]* M. Jules Repond, répétant la parole du duc d'Aumale: « Il faut quitter cette chimère; le général improvisé n'a jamais existé qu'en imagination » — a jugé très sévèrement ce corps d'officiers, montrant l'insuffisance des connaissances techniques, le manque de pratique militaire et la manière tout à fait arbitraire dont se préparent les promotions. Je crois ces remarques trop sévères, mais je ne saurais qu'approuver M. Repond lorsqu'il dit: « L'exercice des grands commandements est incompatible avec tout autre [illegible] *l'officier ne peut faire quelque chose de bien qu'à la condition de faire sa carrière de l'art de la guerre.* (V. *Bibliothèque Universelle*, 101e année, tome I, p. 447 et suiv.)

(2) Voir *l'Armée suisse* de la page 110 à la page 113. Ces chiffres représentent les effectifs réellement disponibles et non ceux inscrits sur les livres de contrôle. M. le colonel Feiss, tenant compte des diminutions causées par la mort, l'émigration, les exemptions sanitaires, les inscriptions en double, etc., admet un déchet qui se monterait, selon les corps et les armes, de 10 à 30 p. 100. Sans ces sages précautions, on arriverait facilement à un total théorique de 400 000 hommes.

(1) Dans le *Manuel pour les sous-officiers de l'Infanterie suisse* (1 vol., Orell, Füssli et Cie, Zürich, 1889) on peut lire: « Il n'est guère possible de prolonger les écoles et il serait peut-être difficile d'employer le temps d'une manière plus judicieuse qu'on ne le fait aujourd'hui; il ne reste donc pas d'autre ressource que celle d'encourager les sous-officiers *à travailler en dehors du service, à leur instruction militaire.* (Ce n'est pas moi qui souligne, c'est le colonel Couteau, auteur de l'édition romande.)

(2) Ordonnance du 13 septembre 1878.

nisme, cette passion qu'il faut être Suisse pour pouvoir comprendre, sévit à l'état aigu dans chacun des vingt-deux cantons. Pour leur simple plaisir, la plupart des soldats futurs s'imposent des courses bien autrement longues et périlleuses que celles qu'ils auront à fournir lorsqu'ils seront sous les drapeaux. Il y a là un mystère d'organisme qui échappe à l'analyse, s'il favorise singulièrement la tâche des instructeurs militaires. C'est aussi pourquoi un plaisant, qui devait être commis voyageur, prétendait que si un Allemand était toujours reconnaissable à ses mains tendues et à son échine souple, un Suisse le devient à ses grands pieds et à ses gros mollets : « Ce n'est pas étonnant! à force de gravir les montagnes, au détriment de tout le reste, le bas des jambes seul s'est développé! »

Pour le maniement des armes et le tir proprement dit, la loi a prévu toute une série d'exercices élémentaires qui, bien étudiés, permettraient de gagner un temps précieux. Par malheur, dans ce développement progressif qu'elles prétendent donner à l'éducation militaire du peuple, les autorités fédérales sont sans cesse arrêtées par les autorités cantonales et par l'esprit d'opposition d'un certain public retardataire.

C'est ainsi que ces cours préparatoires de tir sont loin d'être partout établis et que les écoles de cadets, qui seraient, semble-t-il, le corollaire obligé de telles préparations, ne sont pas près de pouvoir être instituées par les Chambres compétentes. De même, enfin, la loi a prévu une troisième série d'exercices qui achèveraient de former le jeune homme de sa sortie de l'école à l'entrée au régiment; mais par prudence, de peur des polémiques de presse, ce dernier article est demeuré jusqu'à ce jour lettre close. Les cantons où la chose militaire a moins d'ennemis, ont seuls tenté de l'appliquer en organisant cette troisième instruction préparatoire sur la base des inscriptions volontaires. Tous ces détails sont à relever; ils apparaissent comme des symptômes extrêmement curieux de la difficulté et du réel besoin que la Confédération helvétique éprouve à augmenter son système défensif.

Quoi qu'il en soit, assoupli par la gymnastique, fortifié par l'habitude de la marche, sachant manier le fusil et s'en servir, la recrue suisse qui entre en caserne, pour sa première école de quarante-cinq jours, n'est plus, neuf fois sur dix, le paysan ignare et stupide auquel on est réduit à remplir une poche de paille et une poche de foin pour lui apprendre à distinguer sa droite de sa gauche. De sorte qu'un mois ou deux d'instruction sont gagnés évidemment. En outre, on peut difficilement imaginer l'effort constant et excessif qu'exigent ces écoles et ces cours de répétition. Parce qu'il le faut, on accumule marches de section et exercices de compagnie, services de garde et programmes de tir [illegible] normalement plusieurs mois. Maigres, noirs, les jeunes hommes reviennent au logis dans un état de délabrement inquiétant (1). Un docteur me disait : « En Suisse, le service militaire équivaut à une maladie; les constitutions intactes peuvent seules y résister! » Et l'on m'assure qu'ils ne sont point rares, les aspirants qui ne peuvent parvenir au terme de leurs écoles spéciales, à bout de forces littéralement, contraints à renoncer sous peine de compromettre leur santé.

Une anecdote typique achèvera de préciser : une famille française établie à Genève avait deux fils. L'aîné, fort et vigoureux, présentait la robuste apparence d'un officier de cavalerie; le cadet, un peu malingre, semblait mieux qualifié pour les travaux d'Apollon que pour ceux de Mars. Or, sans être les frères ennemis de la classique Thébaïde, ces jeunes gens ne différaient pas moins au moral qu'au physique. En sorte qu'usant des libertés que leur conférait la loi, le premier opta pour la Suisse et le second pour la France. L'aîné s'en alla faire ses quarante-cinq jours en un village perdu de ce triste canton de Neuchâtel, à Colombier, tandis qu'après une année d'ajournement, l'élégiaque et le sentimental entrait tout simplement à Tours, au 32e d'infanterie. Je me souviens encore des inquiétudes de la pauvre mère. Bien entendu, elle n'avait de craintes que pour son cadet. Néanmoins, il arriva que l'aîné, ayant voulu prendre ses grades, ne put, malgré sa santé florissante, résister aux fatigues du militarisme suisse. Brusquement, il tomba malade et, pendant des semaines, la fièvre typhoïde mit ses jours en danger. Quand il revint au logis, sa constitution était délabrée; il lui fallut des années pour se remettre. Tandis que l'été suivant, ayant obtenu une permission, son frère vint exhiber sur les trottoirs de Genève ses galons tout neufs de caporal. Sans trop d'efforts, il s'était habitué à la caserne. Elle devait par la suite le fortifier sans l'épuiser. Jamais cure physique n'obtint résultat meilleur. Lorsqu'il quitta le régiment, le futur poitrinaire était devenu un solide gaillard auquel la vie ne faisait plus peur. Je maintiens l'authenticité absolue de l'anecdote et qu'elle n'est explicable par aucune raison accessoire, hormis celle posée au début, à savoir que, dans aucun pays, le service militaire n'est aussi pénible qu'en Suisse.

(1) [illegible] 5 heures du matin à la nuit, le soldat travailler sans relâche [illegible] cours se termina par une petite guerre de trois journées, pendant [illegible]

Mais si la Confédération s'en rapporte au jeune homme du soin de se préparer à la vie militaire, elle s'en rapportera bien davantage au jeune soldat du souci de s'entraîner durant les périodes qui séparent les divers cours de répétition. D'ailleurs, rien n'est plus facile; il suffit aux milices de vivre de la vie nationale. Car si, dans d'autres pays, les nations se complaisent là, aux pompes splendides des cérémonies religieuses; ici, aux boucheries impitoyables des combats de taureaux ou bien aux spectacles de musique et de poésie théâtrales, la Suisse, elle, n'a de goût que pour les concours de gymnastique et que pour les fêtes de tir. Ah! les tirs surtout, il en est de fédéraux, de cantonaux, de communaux; il en est pour les officiers, pour les sous-off., pour les jeunes gens, pour les vieux messieurs — et les dames même y sont admises. Comme la Française monte à bicyclette, comme l'Allemande devient cuisinière pour complaire à l'époux aimé, ainsi, la Suissesse qui se pique de quelque attention conjugale apprendra et deviendra experte à l'usage du revolver et du fusil. Il paraît que le geste a de la grâce. D'ailleurs, il n'en aurait pas que cela serait égal; la coquetterie n'est pas le péché mignon de ces belles dames. Elles sont d'une race qui a toujours eu la sagesse de préférer l'utile à l'agréable.

Il ne faudrait point croire que les programmes de ces fêtes soient laissés à la fantaisie des organisateurs. Le Département militaire, en instituant un officier et une commission de tir par arrondissement de division, veille au contraire à ce qu'ils soient conformes aux conditions prévues par l'ordonnance du 15 février 1893 « sur le développement des exercices de tir volontaire ». A ce propos, il faut rappeler que les soldats de l'Élite, de la Landwehr et du Landsturm armé sont tenus, dans les années où ils ne font aucun service actif, de prendre part à des exercices de tir. Le programme est fixé chaque année, par les autorités compétentes. Le moyen le plus commode, le plus agréable aussi n'est-il pas de faire partie d'une des innombrables sociétés que je viens d'énumérer? D'autant que la Confédération va jusqu'à les subventionner, accordant 1 fr. 80 de subside à tout soldat accomplissant le programme réglementaire et 1 fr. 20 à celui qui suivra, en sus, le second programme facultatif.

Or ces exercices sont d'autant plus utiles que le tireur les exécute avec son fusil de soldat, avec l'arme même dont il aurait réellement à se servir s'il était jamais appelé sur un champ de bataille. En effet, d'après une ordonnance que nos socialistes trouvent admirable, le jeune homme ayant achevé son service de recrue a le droit de conserver ses armes à son domicile privé et le devoir de les entretenir en bon état. Des prescriptions minutieuses établissent dans quelles occasions, il est permis d'utiliser ces fusils et désignent les armuriers seuls admis à les réparer en cas de détérioration. Enfin, à la sortie de la Landwehr, pour un prix inférieur à celui de la valeur marchande, les citoyens peuvent se rendre définitivement possesseurs des armes qu'ils avaient en dépôt.

Mais ce n'est pas que de ses armes que le soldat a la garde et l'entretien journaliers, c'est aussi de tout son fourniment; depuis le képi conique avec visière devant et derrière, le képi dont le pompon indique le corps et les armes; la cocarde, le canton; — depuis la capote de gros drap gris-bleu, plus courte de vingt centimètres au moins que celle de nos *pioupious*, jusqu'à la tunique bleu foncé, croisée sur la poitrine, suffisamment large et suffisamment longue pour donner au corps l'apparence d'être enfermé dans un sac — jusqu'aux deux paires de pantalons d'ordonnance, d'un robuste drap gris-bleu, lequel est résistant, peu susceptible, admirable, j'en conviens, au point de vue pratique, mais par trop dépourvu du bel éclat des pantalons garance de nos uniformes ou des culottes grises de nos voisins d'Italie.

Ces objets restent la propriété de la Confédération; le soldat ne les a qu'en dépôt. Des peines sévères lui interdisent de les céder ou de s'en revêtir en dehors des jours de service. En outre, l'homme est tenu de fournir son linge de corps et sa chaussure (1). Mais tandis que le modèle de la chaussure est fixé, une grande latitude est laissée pour le linge de corps. On devine que cette ordonnance doit produire des résultats plutôt comiques. Les autorités ferment les yeux; en toutes choses, elles trouvent que l'esprit est préférable à la lettre. Une chemise brodée en couleur n'empêchera pas un *troubade* de faire son devoir.

En cas de mobilisation, de semblables mesures suppriment de grandes pertes de temps. Mais il est nécessaire d'avoir affaire à une population d'habitudes sérieuses, pour laquelle le libre port d'armes meurtrières ne constitue pas un danger permanent. On soupçonne dans quelles proportions elles rendraient plus sanglantes les querelles d'ivresse ou de passion des Français ou des Italiens du Midi? Je n'ai jamais entendu raconter qu'elles aient occasionné aucun malheur parmi les robustes habitants des pacifiques vingt-deux cantons. En revanche, il convient de rappeler les résultats remarquables qu'elles permirent d'atteindre lors de la dernière mobilisation.

Ce fut, à Genève, l'été dernier; une grève de maçons

1. Pour cette dernière clause et vu son importance capitale, la Confédération facilite son exécution en fournissant aux soldats d'excellents souliers d'ordonnance au prix fixe de 10 francs. Arrêté du 28 mars 1893.

dégénérait en troubles publics. Trop inférieure en nombre, la police devenait impuissante. Manifestement, le droit à la propriété et le droit à la liberté du travail allaient être violés. Déjà des bandes avinées parcouraient les rues somnolentes de la cité, le drapeau rouge flottait, dit-on, et l'on entendait même *la Carmagnole*, ce qui permit au *Journal de Genève* d'écrire « qu'on se serait cru à la barrière du Trône (1) ». Bref, il était temps d'aviser lorsque les autorités cantonales se décidèrent à convoquer le bataillon n° 13. Des affiches rouges et jaunes couvrirent soudain les murs, informant les soldats, avertis dès la veille, d'avoir à s'équiper et à se rendre immédiatement à la caserne (2).

Alors on put voir, sans hyperbole, les ateliers se fermer et des ouvriers poser leur rabot ou leurs limes pour courir, en hâte, revêtir leur tunique. Ces choses se passaient un mardi, vers la fin de la matinée. Or, l'après-midi ne s'achevait pas que le bataillon encadré, pourvu de munitions, était prêt à entrer en campagne. S'il avait dû protéger un point de la frontière genevoise, quelques heures lui eussent suffi pour parvenir à destination. L'exemple est typique.

Par exemple, dans les jours qui suivirent, il y aurait plus de critiques à relever. Ainsi, les services d'intendance et ceux de ravitaillement laissèrent à désirer. C'est, d'ailleurs, le point faible de l'armée suisse, la nourriture y est de qualité et de quantité insuffisantes. En cas de guerre on compte évidemment sur le bon vouloir d'un chacun. Cela ne devrait pas être. Une armée a le devoir de nourrir ses hommes et de les rassasier. On ne peut exiger aucun effort suivi d'un soldat qui a l'estomac vide.

Point à noter enfin, un tiers des milices appelées étaient des grévistes convaincus. Eh bien, si étrange que cela paraisse, il n'y eut qu'un cas de rébellion. Un instituteur socialiste fut le seul à refuser d'obéir à la convocation. En revêtant la tunique, les autres ne voulurent plus se souvenir que d'une chose, qu'ils étaient citoyens suisses. Du moment où l'État réclamait le secours de leurs bras, ils estimèrent qu'ils n'avaient plus à discuter la consigne. Comme le dit, en substance, le *Journal de Genève* dans l'article que je citais : la nation suisse commit un grand acte de patriotisme. A présent, si les ministres du roi Humbert s'en étaient remis aux grévistes du soin de terminer les troubles de Milan, je n'ose affirmer que les résultats eussent été aussi favorables. Ce qui réussit en Suisse, ne réussirait pas ailleurs, parmi des populations trop nombreuses ou trop dociles à leurs passions.

III

Avant de conclure, il me reste à décrire quelques aspects de cette armée dont j'ai indiqué l'organisation, de ces soldats dont j'ai retracé les habitudes. Ce n'est point aussi facile qu'on pourrait le supposer. Dans le but évident de soustraire ces recrues aux curiosités indiscrètes, le Département fédéral a soin de placer la majeure partie des écoles et des cours militaires dans des villes peu fréquentées ou dans des villages ignorés. C'est pourquoi, soit dit en passant, la plupart des touristes accomplissent leur voyage en Suisse sans avoir rencontré un seul fantassin en uniforme. A aucun degré, ce pays n'a le goût du panache. Pour faire, à l'occasion, respecter sa neutralité, il lui faut une armée. Le sachant, il se résigne à instruire des soldats, mais avec discrétion et comme en s'en excusant.

Allons, par exemple, à Colombier, petit village abandonné où, sauf un mois ou deux au fort de l'hiver, les écoles se succèdent de manière à laisser toute l'année quelques milliers de soldats en garnison. Cette localité peu connue et qui ne mérite pas de l'être davantage, cache ses toits chenus sous les beaux arbres qui couvrent d'ombre l'une des collines monotones dont s'encadre le lac de Neuchâtel, le plus mélancolique de tous les lacs suisses. Un vieux château sans intérêt sert de caserne. En dehors des soldats et des auberges pour les ravitailler, il n'y a rien, littéralement rien que des chalets, des paysans et des vaches. On ne saurait imaginer endroit plus en dehors de toute civilisation. Pour passer une ou deux journées ici, il faut avoir des raisons bien sérieuses. Je n'engagerai personne à tenter l'expérience.

Ce qui frappe, d'abord, à croiser aux heures de consignation, comme dit le langage fédéral, des groupes d'officiers ou de soldats, c'est la simplicité, disons même plus franchement, la laideur des uniformes. Pour s'en convaincre, il suffirait de feuilleter les trente-cinq planches en couleur qu'un excellent artiste genevois, M. Estoppey, composa pour le bel ouvrage sur l'*Armée suisse* qu'édita la maison Eggimann (1). Malgré tous ses efforts, le peintre n'est point parvenu, — et il eut raison puisque c'eût été contraire à l'exactitude, — à donner à ces habillements, taillés sur les mêmes patrons dans un même

1 *Soldats-citoyens* dans *le Journal de Genève* du 27 juillet 1898.

[illegible] bataillon : officiers, 25 ; sous-officiers, 110 ; soldats : 622 soit en total, 757.

[illegible] et Cie, Genève, 1849.

drap de couleur neutre, rien d'héroïque ni de chevaleresque. Évidemment, on n'a point sacrifié au plaisir des yeux, ni à la vanité de l'individu. Les détails de la tenue, les moindres, furent toujours conçus dans un but d'utilité certaine. Aussi peu d'armées sont-elles habillées plus pratiquement si aucune, peut-être, ne l'est avec moins de goût.

Sans doute ces recrues ont bien plus l'apparence du métier exercé par elles durant les 320 autres jours de l'année que celle de soldats qu'elles ne sauraient acquérir en six ou sept semaines. Les officiers, dont les écoles successives commencent, en s'additionnant, à donner un total de jours de service respectable, font illusion ou presque, adoptant, en général, l'attitude raide, les paroles à l'emporte-pièce, la silhouette que nous sommes habitués à donner aux officiers allemands. Mais les simples soldats prêtent volontiers à des effets inattendus et qui ne sont pas toujours moroses. Pour des yeux habitués aux attitudes théâtrales des soldats italiens, aux démarches mesurées au compas des *gefreite* allemands, à la crânerie martiale de nos *pioupious*, ces bataillons de milices présentent un spectacle éminemment pittoresque. La discipline, la tenue, les mouvements, tous ces détails y sont à l'état relatif. Gardons-nous cependant de juger avec trop de sévérité. Nous venons de voir ce que valent ces hommes pris un à un. Les proverbes nous répètent leurs salutaires avertissements. *L'habit ne fait pas le soldat!* Notons le tableau sans en tirer de conclusion.

D'ailleurs, plus on poursuit l'étude et l'observation de cette armée, et mieux on se persuade que, sans perdre le peu de temps dont il disposait à vouloir transformer les citoyens en soldats automatiques, le Département militaire s'est préoccupé avant tout de développer l'esprit de courage et l'esprit d'initiative de l'individu. Comme dit le *Règlement de service pour l'infanterie :* « Au-dessus de la forme, il y a l'élément moral qui, à la guerre, est le facteur le plus puissant. Le courage et la résolution dans le danger sont les conditions indispensables de la victoire. Que les chefs donnent l'exemple, que les soldats les regardent, avec confiance, cherchent à les imiter et soient eux-mêmes, pour leurs camarades plus faibles, un modèle et un soutien (1). »

En toutes choses et en toutes occasions, les supérieurs laissent donc une grande latitude aux inférieurs. Depuis l'officier d'état-major qui est dans l'obligation — je ne fais que résumer des pages classiques du colonel Keller — de discuter les ordres que lui donne son commandant lorsqu'il a l'intime conviction que ces ordres ne sont pas conformes au but à atteindre, jusqu'au simple *troubade* qui, en maintes occurrences, a son mot à dire et sa détermination à indiquer, cette armée est en opposition directe avec les principes de discipline qui firent comparer souvent l'organisation militaire à un corps vivant dont les généraux seraient la pensée, et les bataillons, les membres fidèles et aveugles.

Dernièrement, on me citait le fait que l'autre hiver, à des manœuvres d'artillerie, l'intrépidité d'un soldat ayant prévalu sur les hésitations des officiers avait sans doute épargné la vie de plusieurs hommes et de plusieurs chevaux. La scène se passa dans les montagnes, au-dessus de château d'Oex, du côté du col des Mosses. Accumulées par les vents et durcies par les gels, les neiges avaient formé des ponts naturels sur lesquels les officiers hésitaient à s'engager sans qu'ils sussent toutefois comment frayer la route. Un inconnu sauva la situation. Grâce à son énergie et à son expérience, hommes, chevaux et canons traversèrent sains et saufs. La personne qui me contait l'aventure ajoutait : « Croyez-moi, en temps de guerre, si jamais la Suisse devait en arriver là, de semblables faits deviendraient journaliers. Aucune anecdote, si frappante soit-elle, ne peut donner une idée suffisante de l'irréductible individualité du soldat suisse ! »

Le dernier matin que je passais à Colombier, tandis qu'au petit jour, sous la lumière de cette fin d'automne, plus triste dans ce triste pays qu'en aucun de ceux que je connais, les soldats d'un cours de répétition partaient au pas cadencé pour une excursion de trois journées, je songeais au bel exemple de patriotisme que donnaient ces milices en acceptant si délibérément les dures corvées et les constants dérangements d'une telle organisation. Sans doute, les mouvements n'avaient pas, même au début, toute la rectitude désirable, une certaine débandade disloquait déjà le milieu des sections et la tenue des hommes assombrie et monotone manquait souvent d'impeccabilité. Pourtant ces détails, bien qu'ils ne soient pas sans importance, restent accessoires et la vigueur physique, la valeur des troupes importent davantage et sont ici, de qualité décidément supérieure.

Aussi plus tard, cette même journée, lorsque après avoir accompli sac au dos, fusil à l'épaule et gourde au côté, leurs trente-cinq ou quarante kilomètres, ces milices continueront à marcher d'un pas allègre, entonnant à pleins poumons, avec des voix plus vibrantes qu'harmonieuses, quelque chant national, cette petite troupe de jeunes gens, gravissant dans l'ombre du soir la pente obscure des collines neuchâtelaises, deviendra-t-elle sans s'en douter une grande, une noble chose, — le symbole, l'âme vivante et courageuse de la nation suisse. Et malgré soi, l'émotion vous gagnera tandis que retentiront dans

1 Paragraphe 309.

le pas des troupes, en route vers l'avenir, les belles paroles du chant patriotique que sut composer Henri-Frédéric Amiel :

[illegible]
C'est le grand cœur qui fait les braves,
[illegible]
Fit des héros, jamais d'esclaves !...

[illegible]
Astres de gloire, aux ciels des républiques,
[illegible]
Sous vos couleurs, saintes bannières,
Ont combattu tous nos héros !...

Jadis, aux temps primitifs, alors que la Confédération helvétique ne comptait que 8 cantons, il n'était pas encore question d'un drapeau fédéral. Les régiments marchaient sous les couleurs de leurs cantons — et la bannière de Zurich dépassait en général celle des autres villes. Cependant, dès l'ancienne guerre de Zurich, la croix blanche sur champ de gueules devenait un signe de ralliement. Un procès-verbal du 9 août 1840 dit : « Chacun doit servir sous le drapeau de sa ville ou de son canton, comme il a été usité de tout temps, à la condition toutefois que chacun ajoute à son drapeau une croix blanche qui jusqu'à présent a toujours porté bonheur. » Dès lors, la croix blanche figura, en effet, sur les drapeaux cantonaux à côté des armoiries locales : mais il faut attendre un arrêté du 4 juin 1815 pour voir attribuer enfin un écusson à la Confédération suisse et pour établir qu'il doit être rouge avec croix blanche. On croit rêver en ajoutant que les détails de ces armoiries ne furent définitivement fixés que le 12 décembre 1889.

Je laisse au légendaire pasteur Cérésole le soin de les expliquer dans un petit livre dédié aux soldats suisses et tel qu'il serait à désirer que beaucoup fussent écrits pour nos soldats français :

« Ce *rouge*, couleur de sang, n'est-il pas le symbole du courage et du dévouement ? Le *blanc* ne parle-t-il pas de pureté et de loyauté ? La croix enfin — signe chrétien, emblème de foi — en rappelant celui qui est mort pour nous n'éveille-t-il pas au cœur la pensée du sacrifice ? *Donne loyalement ta vie, fais-en le sacrifice, s'il le faut, au service de la patrie!* telle est la voix que fait entendre le drapeau fédéral chaque fois que paraît à nos yeux sa croix blanche flottant fière et sereine dans ses plis couleur de sang (1). »

Eh bien, cette histoire véridique du blason suisse se trouve être aussi l'histoire symbolique de l'armée suisse. Si j'avais le loisir d'analyser les diverses constitutions militaires qui ont régi ce pays, depuis *la Lettre de Sempach* de 1393 jusqu'au projet de revision du 2 mai 1895, il me serait facile de montrer comment aux premiers actes d'alliance pour une défense commune, fixant à peine certaines questions d'armement et de mobilisation, succédèrent de véritables règlements militaires établissant peu à peu jusqu'aux moindres détails de l'organisation intérieure. Autrefois, chaque canton prétendait avoir son système défensif et instruire ses milices comme il lui convenait. Les dures leçons de l'expérience montrèrent seules qu'une armée munie de vingt-deux règlements était impossible à diriger. Ce fut ainsi, quoiqu'elles rencontrassent toujours des adversaires, que les idées de centralisation fédérale gagnèrent peu à peu la faveur des générations nouvelles. Cette évolution fut extrêmement lente, car, ainsi que l'écrit le colonel Feiss : « La question de la souveraineté cantonale, avec les idées étroites et mesquines qui l'accompagnaient, se présentait à chaque occasion » et l'armée fédérale, dans le vrai sens des mots, ne date en réalité que de la constitution de 1874.

Pour s'être fait attendre, le progrès n'en était pas moins considérable. Le seul principe qui puisse permettre l'établissement rationnel d'une véritable armée suisse acquérait enfin force de loi. Mais les conséquences multiples d'une idée aussi juste ne se feront véritablement sentir que le jour où l'article 17 *bis* du projet de revision, admis temporairement, l'aura été définitivement, — que le jour où, du domaine des doctrines, sera passée dans celui des faits la théorie que « tout ce qui concerne l'armée est du ressort de la Confédération ».

Un Genevois de grand savoir et de rare expérience, mais de la génération qui eut vingt ans aux environs de 1840, me disait : « Si vous saviez comme je suis surpris d'entendre les jeunes gens d'aujourd'hui parler d'une armée suisse, d'une patrie suisse? De mon temps, on était Genevois, Vaudois ou Bernois mais on n'était pas Suisse ; nul n'aurait eu l'idée de s'exprimer ainsi! » Je crois avoir suffisamment montré comment, grâce surtout à l'armée qui apaisa les rivalités cantonales, oublia les frontières fictives, mêla les races opposées et finit par exalter les âmes des générations montantes, l'idée de patrie est devenue pour les populations allemandes, françaises et italiennes de ce petit pays « quelque chose d'autre et de plus généreux ou de plus noble qu'une solidarité d'intérêts.

* * *

(1) [illegible] à Lausanne.

M. CAMILLE PELLETAN

La nuit venue, on rencontre quelquefois, aux environs de la rue Montmartre, grouillante cité des journaux, un personnage qui marche vite, gesticule en marchant, ne s'intéresse à rien de ce qui l'environne. Les yeux hagards, un chapeau mécanique enfoncé jusqu'aux sourcils, le dos voûté, il rase les murs, s'y cogne de temps en temps, sans jamais prendre soin d'essuyer son éternel pardessus noir. Les soirs de lune, il est plaisant de regarder son ombre barbue qui zigzague devant lui sur les dalles des trottoirs.

Qui le voit passer se dit : « Voilà un poète, un vrai poète, absorbé dans son rêve ! Peut-être cherche-t-il la rime introuvable à « pampre » ? Où va-t-il? Sans doute faire visite à son ami Pierrot! Bonne lune, doux poète, rêveur falot! C'est toi, sans doute, qui as choisi ici-bas la meilleure part? »

Hélas ! il faut que je détrompe ces promeneurs abusés. Cette ombre crépusculaire, hirsute et démantibulée appartient à un homme d'État, à l'un de nos 581 députés, au représentant radical de la ville d'Aix en Provence, à M. Camille Pelletan. Il regagne hâtivement son domicile après avoir griffonné deux ou trois articles espiègles ou rageurs, et il va compulser d'une main fiévreuse des rapports et des statistiques dans l'espoir d'y découvrir quelque nouvelle friponnerie ministérielle, ou tout au moins d'y relever quelques erreurs.

Attention ! Il va passer sous un bec de gaz. Nous avons tout juste le temps de prendre un « instantané ». Quel étrange visage ! Du premier coup d'œil on n'aperçoit qu'un « emmêlement » invraisemblable de barbe et de cheveux. La barbe dévore tout le bas du visage. Les cheveux, du moins autrefois, se chargeaient de cacher tout le haut. C'est au milieu de ces broussailles qu'il s'agit de découvrir les yeux, le nez, la bouche et les oreilles. Ah ! voici le nez. Il n'est pas très gros, mais il est amusant par sa gaminerie et son impertinence. Il est difficile d'être un saint avec ce nez-là. Il est même difficile avec ce nez-là d'être un sage. Les yeux d'une extrême mobilité ont peine à se fixer. Qu'est-ce qu'ils regardent furtivement sur ce trottoir? M. Pelletan vient de bâiller. Sa bouche est large et m'a paru armée de dents aiguës et féroces. Est-il possible qu'elles ne se soient pas ébréchées sur les os de tant de ministres ?

Cette tête à la fois farouche (la barbe), goguenarde (le nez) et sensuelle (la bouche) termine un corps maigre, étriqué, dégingandé, qui se tord, s'étire, se crispe nerveusement, comme si une main espiègle lui faisait de sournois chatouillements.

Tel, sous un bec de gaz de la rue Montmartre, m'apparut le nouveau rapporteur général de la commission du budget. Tout arrive. Il n'est que de persévérer. Je me souviens de m'être apitoyé pendant bien des années sur un pauvre petit saule pleureur qui végétait tristement dans un massif du Luxembourg. Il ne pouvait compter, pour laver son feuillage, que sur la pluie du ciel. Mais il s'obstina à vivre et voilà qu'un jour un étang apparut à ses pieds. Depuis lors il s'est ragaillardi tout à fait et maintenant il mire dans l'eau des branches robustes et un feuillage frais. M. Pelletan, qui n'a jamais renoncé depuis quinze ans à entrer dans les commissions du budget pour y faire entendre ses sévères critiques, vient de recueillir le prix de sa persévérance. Il est récompensé comme le saule.

Parions que le choix de ses collègues n'a pas laissé de le surprendre. « Diable ! diable ! disait un vieux céladon très empressé auprès des dames, en voilà une qui est en train de me jouer un mauvais tour : je crois qu'elle me prend au sérieux. » La commission du budget a pris M. Camille Pelletan au sérieux. Notez, je vous prie, que je n'en manifeste aucun étonnement. Le nouveau rapporteur général est très diligent, très informé et très compétent, mais c'est à lui, j'y reviens, que ce choix doit paraître drôle.

Sans doute, M. Pelletan a le goût de la politique. Les affaires de l'État l'intéressent, mais tout de même c'est un homme d'État singulier. Il a rompu depuis longtemps avec toutes les traditions consacrées. Il est indiscipliné à miracle. Il va, d'ordinaire, où le mène son caprice. Il est intolérant et fantasque. Il ne se plaît en somme que dans l'opposition. En écoutant ses discours les plus graves (tarifs des chemins de fer ou renouvellement du privilège de la Banque de France), on se dit malgré tout que ce législateur si appliqué serait fort bien capable de « blaguer » le Parlement et de se « blaguer » lui-même en des chansons aussi irrévérencieuses que celles d'Hyspa ou de René Ponchon. M. Pelletan a l'esprit frondeur. Quand il est à la tribune, on s'attend toujours à ce que son geste de menace s'achève en pied de nez.

* * *

Quelle admirable école politique il fonda jadis avec M. Clémenceau ! Cette école, pour parler précisément, fut un journal et ce journal servit de linceul à beaucoup de ministères. Le jeu du massacre fut particulièrement en honneur parmi les professeurs de la *Justice*. Ce journal s'acquit par là un renom mérité. Il fut redoutable et redouté durant près de dix ans. M. de Freycinet s'en souvient-il ? « Ils me tuent mes ministres comme des lapins », disait

M. Grévy, qui était chasseur. *Ils*, c'était M. Clémenceau et M. Pelletan. Ces temps sont passés. Cette école politique est aujourd'hui fermée : on liquide ! on liquide ! on a liquidé. Les disciples ont eu des fortunes diverses. Quelques-uns ont mal tourné. Il en est, je crois, qui sont devenus ministres, et voilà M. Camille Pelletan chargé du rapport général du budget ! Combien sont encore sur la brèche pour défendre sans défaillance, au nom du vieil idéal républicain, la justice et la liberté ?

Ne pensez pas que je veuille insinuer que M. Pelletan, honoré sous l'Empire d'une condamnation de M. Delesvaux, auteur de ce livre de pitié et de colère, *la Semaine de Mai*, grand redresseur de torts et infatigable dénicheur de scandales, soit capable de nous donner jamais le spectacle d'ignominieuses apostasies. Si friand soit-il de sensations raffinées, il ne poussera pas le dilettantisme jusqu'à vouloir goûter le plaisir de se déshonorer. Il est rare que le dilettantisme aille allégrement jusque-là. Les apostasies — même celles de Benjamin Constant, n'en déplaise à M. Barrès — s'expliquent rarement par ce comble de perversité psychologique. C'est l'amour, le jeu, l'avarice, l'ambition qui apprennent le chemin de la trahison. « Mon honneur pour un baiser ! » proposa, un jour, un vieux ministre à une jeune intrigante. A la bonne heure ! Voilà une apostasie qui ne s'excuse pas, certes ! mais qui s'explique. Les passions, hélas ! nous mènent où il leur plaît. Nous sommes cruellement à leur merci. Mais je ne sache pas que M. Pelletan ait jamais fait avec l'amour pareil marché. Le travail, qu'il aime, monte la garde contre les passions. Même l'ambition chez M. Pelletan n'a pas, semble-t-il, un caractère frénétique. Elle a pris le chemin de l'école pour s'acheminer vers le pouvoir. Elle n'y arrivera peut-être jamais. Au fond je crois que M. Pelletan saura en prendre son parti. Il aime la politique pour elle-même, comme les Parnassiens, ses anciens camarades de l'hôtel Camoëns, se flattaient d'aimer l'Art pour l'Art. Il aime la politique pour ses émotions, ses grandes et ses petites surprises, l'occasion qu'elle lui fournit souvent d'exercer sa verve railleuse. On s'aperçoit que M. Pelletan fréquenta jadis les poètes et les artistes.

Ah ! par exemple, il ne fut jamais un artiste impassible. Voilà qui eût dû le brouiller avec ses amis les poètes qui prétendaient tous, sous le pontificat de Leconte de Lisle, à l'impassibilité. Oui, en ce temps-là, Verlaine lui-même voulait être impassible. M. Pelletan n'assuma jamais pareille prétention. Il avait, paraît-il, une façon de grimper sur les tables de café pour haranguer la jeunesse, au quartier Latin, qui lui retirait tout droit à l'impassibilité. Le balcon fameux du café Procope était trop imposant pour ce conférencier à la voix zézayante et au geste saccadé. C'est au coin des rues ou sur les bancs du Luxembourg qu'il opérait contre le régime impérial. Sans aucun doute, il mettait dans ses propos au moins autant de fantaisie que d'indignation. Il y mettait de l'érudition aussi. M. Pelletan est un ancien élève de l'École des Chartes. Et qui sait ? peut-être fut-il un temps où il rêva d'être bibliothécaire et d'achever sa vie au milieu des livres, un chat familier ronronnant sur ses genoux, loin, bien loin de la place publique où *pecus* fait entendre sa grosse voix. Mais la Providence avait ses desseins, qui lui donna ce nez malicieux et cette bouche sensuelle !

Les poches de M. Pelletan étaient jadis légendaires. Il y avait de tout dans ces vastes poches. Il eût fallu un jour entier pour dresser l'inventaire de leur contenu. Y cherchait-il un canif ? Il en retirait un encrier. Et je gage qu'il lui arriva de bourrer sa pipe avec un marron. En ce temps-là, le crâne de M. Pelletan était à l'image de sa poche. Ce chartiste excité logeait en sa cervelle un artiste, un érudit, un futur homme d'État et un gamin de Paris. Cela fait beaucoup de monde et l'on devine que la guerre devait parfois s'allumer sous ce crâne.

Qui eût pu prévoir à cette époque que c'est l'homme politique qui finirait par avoir raison de tous ses voisins ? Ah ! il est bien vrai que les Parques commencent par dévider pour nous le meilleur fil de notre écheveau. La fin nous réserve souvent de fâcheuses surprises. On a vu des prophètes finir bourgeoisement dans leur lit, un bonnet de coton sur la tête. C'est ce destin que j'ai prédit à M. Drumont. On a vu des poètes préférer l'Académie à l'hôpital. Pauvres de nous ! Je ne veux pas cependant chercher à M. Pelletan une injuste querelle. Trop souvent contrarié et subalternisé, l'artiste tout de même a survécu à côté de l'homme politique. Il fait de temps en temps des niches à celui-ci. Il lui souffle des mots amusants et le pousse à faire des grimaces irrévérencieuses. Ce n'est jamais en vain, comme dit un proverbe arabe, qu'on a erré sous les palmiers.

Une nuit de cette dernière semaine, M. Pelletan assis devant sa table de travail s'appliquait — ce qui n'était pas très malaisé — à découvrir les subterfuges financiers qui donnent à notre prochain budget une apparence d'équilibre, lorsqu'un léger bruit lui fit lever la tête. Était-ce un esprit frappeur descendu par la cheminée ? Était-ce un gros papillon de nuit qui venait brûler ses ailes à la flamme de la lampe ? Non, c'était le bruit du vent qui arrachait leurs dernières feuilles aux arbres du voisinage. Mais ayant levé la tête, le travailleur arraché à sa besogne vient

d'apercevoir dans la nuit sereine les yeux d'or de milliers et de milliers d'étoiles. Et voilà qu'il lui semble que ces yeux troublants le regardent. Il les regarde, lui aussi. Ne sont-ce pas les mêmes étoiles qui éclairèrent, au temps de sa jeunesse, ses promenades nocturnes où il s'enivrait de poésie ? Ne sont-ce pas les mêmes étoiles qu'il vit briller en Égypte au-dessus du Sphinx et des Pyramides? Les chiffres du budget ne retiennent plus son attention. Va-t-il s'abandonner à la rêverie?... A ce moment, l'occasion lui paraissant favorable, l'artiste blotti timidement dans un recoin du cerveau, saute sur la table au beau milieu des paperasses officielles, s'installe avec quelque audace à côté de l'encrier et se permet de tenir au rapporteur général le petit discours qui va suivre :

« Bonsoir, Monsieur le Député ! Comme vous êtes gentil de vouloir bien me donner audience. Il est vrai qu'avec moi on ne fait jamais marché de dupe. Voyons, soyez sincère, nous ne sommes pas ici à la Chambre, ni devant vos électeurs. N'est-ce pas à moi que vous devez les meilleurs moments de votre vie? Je vous ai fait goûter la magie des couchers de soleil dans la poudre d'or, de rubis et de topaze. Je vous ai initié aux divins mystères de la Vénus rustique. Grâce à moi, vous avez éprouvé le frisson sacré devant les chefs-d'œuvre des peintres et des sculpteurs et j'ai fait s'écrouler pour vous, à la lecture des poètes, les portes sombres de la prison terrestre. Que vous ai-je demandé en retour ? De vous affranchir des ambitions vulgaires. De ne pas vous mêler aux vaines querelles des hommes. De me garder une place inviolée dans votre esprit et dans votre cœur. Quand se taisent les voix de mensonge, quand on compte la monnaie de sa gloire et que l'on s'aperçoit qu'elle est fausse, quand on voit descendre sur soi l'ombre formidable de la main du destin... »

Ici, M. Pelletan, impatienté, coupa d'un mot bref la suite du discours. Il avait encore à travailler durant plusieurs heures. Il voulait avant le lever du jour démasquer tous les artifices de M. Peytral, ministre des Finances, et aiguiser quelques épigrammes destinées à M. Paul Doumer, gouverneur de l'Indo-Chine et ancien ministre radical. Mais, cette fois, c'est par le chant d'un coq qu'il fut interrompu dans son travail. Le jour commençait à poindre. Le coq chanta à trois reprises là-bas, du côté de Grenelle ou de Vaugirard.

MARCEL THÉLAUX

LE PARADIS DES ILLUSIONS PERDUES

Dans le monde matériel rien ne se perd, le dernier biologiste vous contera cela. Un germe naît d'une décomposition, une semence d'une poussière, et avec la mort, la nature, économe, fait de la vie.

Et il y a de bons philosophes pour assigner aux idées une carrière semblablement immortelle : elles se voilent le long des années ou le long des siècles, elles marchent sournoisement, mais elles ne se perdent pas, et toutes influenceront de quelque manière les humanités futures — ce qui promet bien l'encombrement le plus saugrenu.

Et les illusions? ces illusions dont, à toute minute, nous pensons perdre quelqu'une, que deviennent-elles? Pour de bon, sont-elles perdues? On devrait s'en consoler. Elles ne sont pas de rudes mâles, pour féconder l'avenir : et puis un bien si abondant peut être gaspillé, les gens de ce temps-là en auront toujours de quoi poudrer d'or leurs routes.

Mais je sais ce qu'il advient des illusions. Voici : Quand notre âme les expire au choc de quelque réalité brutale, d'abord elles volettent alentour, subtiles, et cherchent à rentrer au logis. Sont-elles reconnues et de nouveau classées, comme elles savent bien que les âmes ne se passent point ainsi d'illusions, elles appellent d'autres illusions, leurs sœurs, et leur confient l'âme vacante. L'âme une fois pourvue, elles s'enfuient; s'enfuit, par exemple, l'Illusion de l'éternel amour lorsque a pris sa place l'Illusion de l'éternel regret — ou d'un autre éternel amour.

Alors, où vont-elles ?

Elles s'envolent en un paradis, un paradis pour elles seules, le Paradis des Illusions perdues.

Parce que j'ai beaucoup contribué à peupler ce paradis, j'ai été admis à le visiter. Ce fut une nuit que je ne dormais pas — ou que j'avais l'illusion de ne dormir pas.

Il m'est apparu, le paradis des Illusions, comme un immense, fantastique nuage ; mais point de ces nuages décevants qui, dès qu'on les pénètre, se résolvent en brouillard. Il avait gardé la forme d'un oiseau chimérique, ses vapeurs étaient gouttes de lumière, et joyeux flottait son voile de pourpre et d'or, don royal du soleil.

Dans le champ sans limite de ce nuage se mouvaient des myriades de petites ombres... Des ombres, vraiment, si claires? Des ondes, plutôt? des parfums? des harmonies? Tout cela, et tout autre chose. J'avais l'impression fuyante, la vision point, de formes exquises, qui n'étaient pas formes de femmes; des ailes, peut-être? oui, je pense que j'ai été caressé par des ailes. Et tous ces petits rêves, couleurs,

transparences, se balançaient avec grâce, planaient doucement par groupes, se croisaient ou, je crois, se traversaient sans heurts, vibraient comme des harpes, sentaient bon. — L'adorable séjour, pensai-je, et que j'aimerais à vivre en ce paradis!

Tout un vol plongea vers le point où j'étais, me frôla en passant. Et voilà qu'une petite illusion rose se détacha du vol, et resta, je ne dirai pas piquée, flottante devant moi. Je me sentis troublé, brusquement averti que je ne la voyais pas pour la première fois. « Oui, dit-elle, répondant à ma pensée inexprimée, tu me connais à merveille. Je suis l'Illusion de la vertu de Jacqueline, et voilà deux ans que tu m'as perdue. »

Jacqueline, faut-il le dire, était ma maîtresse, et follement aimée; et j'ai perdu l'illusion de sa vertu un jour, qu'ayant changé mon heure de visite, je la trouvai sur les genoux d'un banquier.

— En effet, dis-je à l'Illusion rose de la vertu de Jacqueline, j'ai longtemps vécu avec vous et je vous ai dû mon bonheur. Et aujourd'hui encore vous me paraissez douce et souriante. Mais quelle est cette Illusion, un peu sombre, qui vous suit?

— Une ancienne à toi qui m'a remplacée : l'Illusion que c'est une chose terrible d'être trompé par sa maîtresse.

— Certes, dis-je à cette ancienne, avec vous aussi j'ai vécu, pas longtemps, car je me suis, par ma foi, assez vite consolé. Mais comme on se retrouve!

Je me plus à bien philosopher avec mes deux relations et à parler de la fragilité des femmes. Puis je leur dis qu'après leur départ je n'avais eu affaire qu'à de petites illusions fugitives, encore n'avaient-elles fait que m'effleurer; et qu'à présent je n'avais plus du tout d'illusions. Sur quoi elles rirent beaucoup — des rires frais de sources — et conclurent : « Tu nous enverras, dès que tu l'auras perdue, ton Illusion de n'avoir plus d'illusions. »

— O vous, dis-je alors en m'adressant à l'Illusion rose de la vertu de Jacqueline; ô vous, chère illusion que j'ai aimée, qui plus que Jacqueline avez été la maîtresse de mon âme, vous à qui allait l'amour que je pensais avoir pour elle, guidez-moi dans les détours de ce lieu enchanté! Soyez ma Béatrix en votre paradis!

(On remarquera que je dis « vous » à mes ex-locataires alors qu'elles me tutoient. — J'ai le respect des illusions.)

— Je veux bien, dit-elle, viens avec moi. Elle se mit à ma droite. L'Illusion « que c'est une chose terrible d'être trompé par sa maîtresse » se plaça à ma gauche et, ainsi flanqué, je glissai sur la nuée de pourpre et d'or.

— Nous allons te montrer d'abord, me dit ma Béatrix, ce que nous avons de moins bien.

Elles me conduisirent dans un coin de nuage, un immense coin, où resplendissaient des étoffes éclatantes, et à ce point illuminé de diamants que j'en crus perdre la vue.

— Peste! c'est beau, ici! murmurai-je, une main sur les yeux.

— Beau, non, et tu te fais du tort, mais c'est riche, rétablit, avec une moue, l'Illusion de la vertu de Jacqueline.

Ce coin, en effet, accusait la grande fortune. Mais la foule somptueuse qui s'y pressait n'avait pas la grâce aérienne des autres illusions. Même une vulgarité s'en dégageait, et j'eus l'impression d'un monde inférieur.

Ces personnes sont-elles vraiment des Illusions? demandai-je.

— Oui, mais grossières. Sont ici parquées les Illusions perdues qui ont eu l'argent pour objet. Telles d'entre elles ont habité des âmes médiocres qui aspiraient au bonheur par la fortune. Naturellement, quand la fortune est venue, le bonheur n'a pas suivi, et l'Illusion s'est envolée. Tiens, celles-ci, très pâles, ont été perdues par des joueurs. Dieu sait ce qu'ils en fournissent! Et celles-là, un peu crispées, viennent de gens qui ont manqué des héritages. Là-bas, sur cette langue de nuage qui semble un isthme, les Illusions du Panama. Toutes ces illusions sont en somme très matérielles et peu intéressantes.

— Est-ce que les Illusions comme il faut ne les voient pas?

— Le moins possible, dit, avec un dédain aristocratique, l'Illusion « que c'est une chose terrible, etc. », laquelle n'avait pas encore parlé. Pour une Illusion, il ne s'agit pas d'être riche, il s'agit d'être belle.

— Et quelles sont les plus belles des Illusions?

— Les Illusions d'amour. Tu les verras tout à l'heure.

En quittant cette mauvaise compagnie, j'eus plaisir à rencontrer, qui s'avançaient avec noblesse, des Illusions de haute allure et que je devinai pour être celles de l'orgueil et de l'ambition. On me montra quelques Illusions du génie qui, en s'envolant, avaient laissé des âmes démentes. Malheureusement les Illusions de la vanité faisaient à leurs camarades de l'orgueil un cortège assez misérable.

— Je m'étonne, dis-je, de trouver les Illusions de la vanité parmi les Illusions perdues. Je croyais que celles-là, on ne les perdait jamais?

— Aussi appartenaient-elles à des gens qui sont morts et qui les ont perdues en même temps que la vie.

— A la bonne heure. Mais quelles sont ces Illusions qui planent si fièrement dans des plis de drapeaux?

— Il faut les saluer, parce qu'elles sont les plus nobles d'entre nous, les Illusions patriotiques. Regarde, elles s'avancent par troupes serrées. Celles-ci nous arrivent d'Espagne et celles-là de Grèce. Et reconnais-tu cette admirable Illusion dont les voiles sont de trois couleurs? C'est l'Illusion d'un grand pays entier qui s'est longtemps cru le premier du monde. Elle est ici depuis bientôt trente ans.

Et comme mes deux amies virent que j'étais devenu grave :

— Pour t'égayer, dirent-elles, viens voir les Illusions politiques : il en est de plaisantes.

Elles me montrèrent les Illusions des hommes d'État de tous les temps qui ont cru mener les événements et ont été menés par eux. Puis — celles-ci étaient beaucoup de mon pays — les Illusions de l'électeur qui avec des oies fait des aigles, et celles des esthètes qui ont aimé pour la perfection de ses formes le régime parlementaire, et cent autres. Une Illusion me fit un signe au passage, et je rougis. Elle m'avait habité... c'était la foi au général Boulanger.

Mes amies, poliment, se détournèrent pour rire.

— Nous frayons peu avec ces Illusions politiques, dit ma Béatrix. Il en est d'à peine honorables. Mais la plupart sont d'une candeur ridicule, et vraiment plus bêtes que les autres.

Il me plut d'entendre l'Illusion de la vertu de Jacqueline qui parlait de candeur!

Mais comme j'entendais un bruit clair et discordant comme une dispute d'oiseaux :

— Quelles sont, lui dis-je...

— Des folles, répondit-elle en levant... non, je pense qu'elle n'avait pas d'épaules... Des folles, les Illusions de la fraternité des hommes, et celles de la paix universelle. C'est un coin où l'on se dispute toujours. Mais voici venir des Illusions *très bien!*

Pêle-mêle je vis passer les Illusions de la justice, celles du bonheur par la paix de l'âme, et toutes les Illusions de la science, et encore celles des penseurs qui ont cherché la vérité. Je distinguai aussi les Illusions de la reconnaissance. « Il n'y a plus que des serins, murmura, plutôt vulgaire, l'Illusion « que c'est une chose terrible, etc. », pour loger ces personnes là. — Mais ceci est le quartier des petites Illusions touchantes, tu y trouveras peut-être des connaissances. »

Mon Dieu oui, j'avais des connaissances chez les petites Illusions touchantes : celles d'acheter chez les antiquaires des bibelots antiques, de n'être point volé par la cuisinière, de manger du vrai beurre et de boire du vrai vin...

Un doux vol passa sur ma tête, répandit une délicieuse fraîcheur qui gagna mon âme... c'étaient les Illusions de l'enfance. Elles gazouillaient. Quand je serai grand... quand je serai grande...

— Quand je serai riche... grondaient les Illusions des misérables.

— Quand je serai célèbre... ténorisaient les Illusions des littérateurs, des peintres et autres artistes.

Et reprit l'interminable défilé des Illusions de toutes les tailles et de toutes les couleurs. Et toujours c'étaient des croyances détruites, des espérances ruinées, des confiances trahies. Je ne songeais plus déjà à la grâce légère des petits rêves envolés, mais à la large déception humaine qu'accusait ce prodigieux envol. Une lassitude m'accabla.

— Me reste-t-il beaucoup à voir? demandai-je.

— Nous en passerons, et des meilleures. Veux-tu arriver tout de suite aux Illusions du cœur?

— C'est cela, les Illusions du cœur!

*

Légèrement nous glissâmes dans un rayon de soleil qui sabrait le nuage; le long de la route les Illusions se balançaient, blondes et serrées comme épis de blé dans un champ. Bientôt elles s'animèrent davantage, s'inclinant les unes vers les autres; c'était comme un raout d'Illusions. J'interrogeai.

— Les Illusions mondaines, me fut-il dit. Elles ont vécu chez tels ou telles qui pensaient que le monde — j'entends la gent salonnière qu'on décore de ce nom — est chose divertissante.

— Ces Illusions-là ne demeurent guère!

— Elles vont souvent jusqu'aux rides ou aux cheveux blancs. Alors, et parce que le succès va aux plus jeunes, vous découvrez, et surtout les femmes, que le monde est insipide.

— Bon. Pour une Illusion, vous ne manquez pas d'observation. Mais vous m'aviez promis les Illusions du cœur?

— Nous y arrivons. Regarde celles-ci, qui cherchent le petit nombre et font des apartés : ce sont les Illusions de l'amitié.

— Je m'étonne qu'elles paraissent d'une grâce un peu fanée?

— Mon Dieu, beaucoup sont établies dès longtemps au paradis. Nous n'en recevons presque plus.

— L'amitié serait-elle de nos jours si solide qu'elle fût réalité et non pas illusion?

— Ce n'est pas cela. L'amitié est chose d'autrefois qui, bien autrement que l'amour, voulait des âmes naïves; c'est pourquoi l'on n'y croit plus guère. Alors, dès qu'on ne se fait pas d'illusion, on ne s'expose point à les perdre, n'est-ce pas?

— Trop juste.

— Aussi celles qui débarquent sont-elles surtout amitiés de collège ou de couvent. Nous en avons quelques autres cependant, dont eut raison le premier choc de vanité ou d'intérêt. Et voici des spécimens gracieux d'amitiés féminines.

— Elles ont généralement fini par une rosse-

rie, constata l'Illusion « que c'est une chose terrible, etc. » — L'expression détonna en cette nuée paradisiaque.

— On prétend, dis-je, que l'amitié d'homme à femme est Illusion. Possédez-vous cette variété?

— En petit nombre. Cette amitié-là, quoi qu'on en médise, est de celles qui tiennent le mieux, et il s'y perd peu de monde...

Parmi les Illusions de l'amitié mon âme était à l'aise, et je m'oubliais, lorsqu'un tourbillon m'environna. Des vols prodigieux balayaient l'espace, emportés en tous sens par un vent d'incendie. Formes de rêve, fleurs-femmes, odeurs grisantes à faire mourir, torrents de roses saignantes qui semblaient des rêves, rivières de lis qu'on eût dit bouquets de seins, caresses de chevelures blondes, frémissements d'ailes parfumées, bruits de baisers : qu'elles étaient belles entre les belles, les Illusions de l'amour!

Je songeais, les admirant, comme il était juste qu'elles eussent commandé à l'humanité, inspiré tant de choses nobles, tant de choses viles!

Il en passa de toutes blanches, dont fut le sillage embaumé d'oranger, et je reconnus les Illusions des fiancées. Il en passa de toutes rouges, et c'étaient les Illusions des sens, qu'a tuées la satiété. Il en passa de toutes dorées, Illusions de l'amour éternel. Et il en passa de toutes sombres, Illusions de ne devoir point survivre aux grandes blessures d'amour.

— J'appartiens à cette catégorie, dit l'Illusion « que c'est une chose terrible d'être trompé par sa maîtresse ».

Elle me jeta un regard ironique, et je rougis, honteux d'avoir survécu.

Plusieurs en passant me saluèrent d'un signe, des anciennes à moi, toujours : une Illusion d'amour platonique, que j'avais nourrie dans ma jeunesse et qui s'envola, un soir de printemps; l'Illusion, partagée par l'aimée, d'avoir inventé le seul véritable amour et de le détenir à nous deux; trois ou quatre Illusions d'être aimé pour moi-même, cinq ou six d'aimer pour la dernière fois, et des Illusions de la fidélité morale de mes maîtresses, en tas.

— Jamais on n'est, moralement, tout à fait fidèle, observa la rose Illusion de la vertu de Jacqueline.

— Euh!... si ce n'était que moralement!... grondai-je, — car je pensais précisément à Jacqueline. — Mais Dieu me damne si cette Illusion ne m'a point fait un pied de nez! Qui êtes-vous, petite malapprise?

— Je suis, dit l'espiègle, l'Illusion du nez grec de Jacqueline.

Il est constant que, tant que j'aimai Jacqueline, je soutins que son nez eût été rêvé par Phidias; j'ai même voulu me battre pour ce nez dont un quidam contestait la ligne. Or, quand je ne l'aimai plus, je découvris que Jacqueline avait le nez en l'air, et presque en pied de marmite.

— Est-il possible, dis-je, en me raillant moi-même, que j'aie réellement cru à ce nez grec?

Elle me répondit d'un air pincé :

— Ne t'a-t-il point donné, pendant que tu l'aimais, les mêmes jouissances que s'il eût été vraiment grec? L'amour n'est pas l'amour qui reconnaît les pieds de marmite, ou qui ne baptise pas grains de beauté les verrues de l'âme. C'est pourquoi j'affirme que nous sommes précieuses entre les Illusions.

— Mais regarde, me dirent mes ciceroni, comme celles-ci sont légères et gracieuses! Elles n'ont habité que des âmes de femmes... Admire l'Illusion d'être désirée uniquement par l'aimé auquel uniquement on se donne, et, par ici, ces Illusions des cœurs jeunes recouverts de chair flétrie, qui pensent être encore désirables. Vois ces bouches en cœur : elles ont cru chose sérieuse les compliments des hommes et les serments. Et voici des Illusions de petites mariées qui aiment le mariage et que le mariage a trahies.

— Les Illusions des époux sont-elles donc reçues aux palais d'amour? Je suppose qu'on les met dans les cuisines, pour le pot-au-feu.

— Comme tu plaisantes bêtement! Ce sont elles surtout dont la perte laisse les âmes en détresse. Et, tiens, justement défilent les Illusions de la foi conjugale.

C'étaient de pauvres belles Illusions, qui semblaient tristes d'avoir quitté les âmes. L'une d'elles m'aborda et dit : « J'ai logé, il y a deux ans, chez votre ami N... Je suis l'Illusion de la fidélité de sa femme.

— Ciel! mon ami N... vous a-t-il vraiment perdue? et il y a deux ans?

— Sans doute.

— Mais alors, s'il vous a perdue... il *sait*, mon ami N...?

— Il sait.

— Et tout le monde qui répète : Le jour où N... saura!... Ah bien, par exemple!

Mais l'Illusion me réprimanda.

— Ah çà! dit-elle sévèrement, j'espère que tu ne va pas faire de potins, une fois rentré chez toi!

Longtemps, longtemps, longtemps, tourbillonnèrent dans le vent, plus serrées que flocons de neige, et plus légères, les Illusions de l'amour aux nuances infinies.

— Et dire que tout ça, murmura l'Illusion « que c'est une chose terrible, etc. », c'est des histoires de femmes!

Je la regardai de travers, car je devenais mélancolique en songeant que toutes ces belles Illusions n'habiteraient plus les âmes.

— Ne sois pas triste, me dit l'Illusion rose de la vertu de Jacqueline, il restera toujours assez des

nôtres sur la terre pour que les hommes gardent le goût de vivre. Et ne t'avons-nous pas dit que sous notre aile déployée pour l'envol renaissent cent illusions nouvelles?

— C'est égal, dis-je, je ne me soucie guère de retourner là-bas, et j'aimerais à vivre parmi des Illusions si belles. Vous conviendrait-il que je demeure en votre paradis?

— Souhait bizarre, alors qu'il nous plairait, à nous, de descendre sur terre pour de nouveau illusionner les hommes. Non, va parmi les tiens, et, si tu nous as trouvées belles, fais-nous aimer. Dis à ceux qui raillent les Illusions de nous rendre meilleure justice puisque par nous seules ils peuvent être heureux, imaginer, espérer. Pour toi, nous te recommanderons à nos sœurs afin que tu sois bien garni d'Illusions jusqu'à la fin de tes jours. Tu as d'ailleurs une tête à ça.

— Peu importe comment j'ai la tête, répondis-je. Mais les Illusions que vous me promettez ne seront pas aussi belles que vous. Pour être vraiment divines, il faudrait qu'elles ne touchassent pas de si près à nos dures réalités...

Comme je venais de lâcher ce subjonctif, je touchai de très près à une dure réalité : le bois de mon lit contre lequel violemment je donnais du pied.

Je restai stupide, dans la nuit. Les belles Illusions d'amour s'étaient enfuies, et la nuée de pourpre et d'or, et tout l'Irréel... Et je vis une petite aile blanche, qui montait vers le paradis.

ALFRED DE FERRY.

LES IDÉES D'ENRICO FERRI

SUR LA JUSTICE PÉNALE (1)

Nous recommandons le *Résumé du cours de Sociologie criminelle* d'Enrico Ferri à ceux qui font les lois, à ceux qui les appliquent, et à tous les esprits, très nombreux aujourd'hui, devant lesquels se posent les troublants problèmes de la criminalité. Dans ce court opuscule le célèbre criminaliste offre la moelle et la substance des idées fortes et ingénieuses qu'il a défendues avec tant d'éclat. Nos juges et nos avocats, enclins à s'assoupir sur le mol oreiller de la science officielle, feront bien d'entrer en relations avec cet esprit hardi qui, parmi des erreurs et des mirages, jette parfois sur l'avenir un si perçant coup d'œil.

Nous nous hâtons de dire que nous sommes loin d'admettre toutes les idées de Ferri; que sur des points essentiels nous faisons d'expresses réserves. Mais notre but aujourd'hui n'est pas de discuter; nous voulons simplement, au moyen de larges citations, exposer les théories d'un esprit dégagé d'un grand nombre de préjugés; faire connaître sa critique impitoyable de l'ancienne philosophie pénale; montrer ainsi aux curieux des vérités futures quelques beaux horizons... malheureusement trop lointains!

* * *

L'auteur, après avoir tracé nettement les limites de la justice *civile* et de la justice *pénale*, décrit les phases d'évolution de cette dernière. D'après lui, nous sommes actuellement parvenus, après de séculaires détours, à ce qu'il appelle : la *phase sociale*.

A cette période de l'histoire judiciaire, la justice préventive ou répressive n'est plus qu'une fonction de préservation sociale; l'impossibilité de mesurer et de peser la responsabilité *morale* du criminel devient un axiome de droit, et le crime se définit : « un acte, déterminé par des motifs antisociaux, qui offense les conditions d'existence de la collectivité. »

Quant au criminel, quel est son caractère fondamental? C'est l'impossibilité où il se trouve d'arrêter sa propre impulsion et d'exercer le « self control ».

Cette définition du mal contient, selon Ferri, l'indication du remède. Quel est le seul agent capable de développer le « self control », le pouvoir d'inhibition cérébrale? C'est *le travail*, facteur fondamental de toute évolution individuelle et sociale. On sait que le criminel a « une incapacité physico-psychique au travail méthodique. Le cerveau de l'oisif est la forge du diable (Wright). » Eh bien! il s'agit de vaincre cette incapacité par la régularisation du travail humain dont les formes deviennent de plus en plus méthodiques, par une organisation sociale : 1° obligeant tout homme à travailler; 2° assurant à tout homme le travail suffisant pour que son existence ne soit pas celle d'un esclave ou d'une bête de somme.

Quand ces résultats seront acquis, la criminalité cessera d'être une épidémie chronique, pour se restreindre à des cas de pathologie aiguë.

En attendant ces beaux jours, les criminels sont et resteront en majorité dans les sociétés civilisées. Car à côté de la criminalité *connue*, il y a la criminalité *latente*, bien plus étendue et non moins antisociale que la première (1) : celle des habiles, celle des délinquants indirects qui, par l'oisiveté, par le

(1) *La justice pénale. — Son évolution. — Ses défauts. — Son avenir*, par Enrico Ferri. Résumé d'un cours de sociologie criminelle. Bruxelles, 1898.

(1) Il faut lire à ce sujet l'ingénieux article de Gabriel Tarde sur les *Transformations de l'impunité*, dans la *Grande Revue* du 1er novembre 1898. L'impunité de fait augmente chaque jour. Cela tient à des causes multiples et notamment « à l'absence des progrès judiciaires. »

goût des jeux de hasard, par le luxe, sortent des conditions d'existence normale de la collectivité.

Tout cela sent le fagot d'une lieue, mais Ferri, on le sait, est socialiste, c'est-à-dire optimiste. Il pense, à peu près comme Lombroso que la civilisation fera *disparaître* le crime, en canalisant, en rectifiant les énergies mauvaises, en orientant vers des fins sociales l'égoïsme atroce et invincible qui est au fond de chacun de nous.

Suivons Ferri maintenant dans l'examen des problèmes d'ordre pratique.

Quels sont les défauts actuels de la justice pénale?

Quatre mots les résument : La justice pénale est *impersonnelle, arbitraire, impuissante, anarchique.* Reprenons chacun de ces traits.

Notre justice est *impersonnelle :* cela signifie qu'elle commet à chaque pas l'erreur de l'ancienne médecine, laquelle avait en vue la maladie, le diagnostic, le traitement et n'oubliait... que le malade!

Nos codes et nos magistrats font de même, songeant à mille choses : au crime, au jugement, au tarif pénal, et n'omettant qu'un soin, celui d'éclairer leur lanterne, c'est-à-dire d'observer et de comprendre *le criminel.*

Le prévenu, dit Ferri, n'est qu'un mannequin vivant sur lequel le juge colle le numéro d'un article du Code, avec le seul souci d'une dosimétrie pénale, qui *devrait* [illegible] avoir pesée chez le justiciable.

Mais poursuivons : notre justice est *arbitraire,* car elle n'a pas d'autre base que la *conviction intime* du juge, c'est-à-dire une sorte d'*inspiration* fantaisiste qui se traduit par le monosyllabe du juré, ou par la sentence du magistrat. Cette méthode constitue, dans l'histoire de la preuve judiciaire, la dangereuse phase *sentimentale* que le XVIIIe siècle a inaugurée.

Nous pensons avec l'auteur que la phase *scientifique* est appelée à succéder, dans un avenir très prochain (vers le milieu du XXe siècle peut-être), à notre phase sentimentale. La phase scientifique se caractérisera, notamment, par l'emploi plus fréquent et mieux calculé des expertises, par l'étude approfondie du délinquant, sans doute aussi par la spécialisation des juges, correspondant aux infinies complexités sociales que l'avenir nous permet d'entrevoir. Ce n'est pas tout : notre justice pénale est *impuissante* soit à l'égard de la criminalité latente, soit à l'égard de la criminalité connue.

Enfin, elle est *anarchique :* car les différents rouages de la machine tournent, chacun pour son compte, dans la paisible et mutuelle ignorance du but auquel ils devraient concourir.

Et combien l'auteur a raison, cent fois raison sur ce chapitre! Puissent nos législateurs et nos juges ouvrir enfin les yeux à l'étrange spectacle d'une police, d'une justice, d'une administration pénitentiaire qui s'ignorent l'une l'autre, qui ne se rencontrent jamais dans l'utile concert d'une œuvre réfléchie! Voyez ce délinquant; il va, tel qu'un volant, de raquette en raquette : la police l'arrête, le donne au magistrat et ne s'inquiète plus des suites de l'enquête qu'elle a inaugurée; le magistrat le regarde un instant, lui applique son tarif et ne s'inquiète plus des suites de l'arrêt qu'il vient de formuler; l'administration pénitentiaire recueille à son tour ce numéro de prison ou de bagne, le garde jusqu'à l'expiration de sa peine et le rend alors à la vie sociale sans s'inquiéter des suites incertaines de cette mise en liberté. Une telle incohérence suffit à expliquer le peu de progrès de notre justice pénale : c'est en voyant les conséquences de ses actes que tout homme apprend à perfectionner son activité, et ceux qui concourent à l'œuvre de justice sont, comme tous les humains, soumis à cette règle.

Tel est, d'après Ferri, l'état actuel de la justice pénale. Et ce tableau paraît plus exact à mesure qu'on pénètre davantage dans l'examen de chacun des organes de la justice.

A ne considérer que la magistrature, « peut-on nier qu'elle appelle une grande réforme, et qu'on doive avant tout s'occuper de cette réforme? Car il est évident que les effets des lois dépendent surtout de la qualité des hommes qui les appliquent. »

Sur ce point encore, nous sommes en parfait accord avec l'auteur. Le premier office de ceux qui veulent réformer la justice est assurément de constituer des juges *impartiaux,* c'est-à-dire *indépen-* [illegible]

Et comment les juges pourraient-ils être indépendants vis-à-vis du pouvoir, lorsque la carrière, les honneurs, les traitements sont livrés à l'arbitraire du gouvernement?

[illegible] que pour influencer les magistrats il n'est pas nécessaire [illegible]

L'auteur voudrait le juge *unique* et *élu.* Il y aurait là beaucoup à dire, mais nous le répétons, nous n'entendons pas ici discuter.

Quant à la *capacité scientifique* des juges, « il faut, dit Ferri, après avoir séparé la justice civile de la justice pénale, donner au futur magistrat criminel la connaissance de l'homme, plus utile que la connaissance du droit romain. »

Le *jugement*, à l'heure actuelle, est un louable et inutile effort de dosimétrie de la culpabilité morale. D'où résulte, par exemple, l'absurde fantaisie des *responsabilités atténuées*. Le délinquant est coupable pour 1/3, 2/3, 3/4; et, comme la peine est toujours celle de l'emprisonnement, le délinquant obtient 1/3, 2/3, 3/4 de peine d'emprisonnement. Comme si, à l'hôpital, on avait une seule médecine pour tous les maux : pneumonie, 1/2 litre de la solution; maladie de cœur, 2/3 de litre de la même; migraine, 1/4 de la même, etc. De même, en thérapeutique pénale, notre étrange Codex prescrit : un an de prison pour vol; deux ans de prison pour blessures; trois ans pour attentat à la pudeur; dix ans pour meurtre; vingt ans pour assassinat.

Et la peine est fixée d'avance : de sorte que le détenu restera en prison, même s'il est amendé ou guéri avant, et il sortira de prison, même s'il n'est pas amendé.

A ce propos, l'auteur examine la question des erreurs judiciaires.

La *revision* des procès criminels et le dédommagement accordé aux victimes ne sont encore, dit-il, que des remèdes empiriques exceptionnels. « Il faut arriver à reconnaître qu'aucune sentence criminelle ne doit être irrévocable, et qu'au contraire *elle doit être périodiquement et méthodiquement* revisable. »

En résumé, nos lois pénales sont impuissantes; « on voit en France, sur 39 millions d'habitants condamner, en dix ans, 6 439 000 individus ». Comment donc enrayer la criminalité? Comment faire œuvre de préservation sociale?

* *

Il n'y a qu'un remède : *la diminution et l'élimination des causes de la criminalité*. L'hygiène sociale est un remède infiniment plus efficace que la prétendue thérapeutique ou la sanglante chirurgie de la justice pénale.

N'est-il pas vrai que l'assainissement des quartiers ouvriers, où l'air, la lumière, l'espace sont portés dans les maisons des travailleurs, élimine, là où les peines sont impuissantes, les viols, les incestes, les attentats à la pudeur?

Donc, abandonnons l'esprit de violence et de vengeance dont notre justice pénale est toujours imbue! « cherchons à détourner du crime tant d'énergies humaines, en réalisant l'influence bienfaisante du milieu social sur la criminalité et sur la vie morale ».

Dans ce but, attaquons-nous hardiment au vagabondage, à la question de l'enfance abandonnée, à celle de la mendicité et surtout à l'alcoolisme.

* *

On ne saurait trop remarquer l'importance attachée par Enrico Ferri à l'inquiétant problème social de l'alcoolisme.

Tandis que certains pays, notamment l'Angleterre et les Etats-Unis, tendent à s'affranchir du fléau, nous devenons sa proie. L'alcoolisme « prend en France des proportions effrayantes ». Est-il vrai qu'à Rouen, par exemple, un homme adulte arrive à boire en moyenne 3/4 de litre de liqueur par jour? Comment lutter? où est la Chambre introuvable, où est la Chambre héroïque qui osera affronter le marchand de vins? Cette lutte d'ailleurs ne serait-elle pas inutile?

D'après Ferri, les remèdes répressifs contre l'alcoolisme sont tous inefficaces. En France, par exemple, la loi Roussel n'est-elle pas tombée en désuétude?

Inutiles aussi, les remèdes fiscaux et de police. Les augmentations d'impôt, même le monopole de l'alcool, la limitation du nombre des débits de boissons ne produisent pas des résultats appréciables. Les remèdes psychologiques, les sociétés de tempérance, les exhortations, les prêches ont des effets très limités. Les *drunkard's asylums*, asiles pour les buveurs, ne s'appliquent qu'à quelques malades, alors que l'épidémie en affecte des millions.

Il n'y a, conclut Ferri, qu'un remède à l'alcoolisme : « c'est le *remède social*, c'est-à-dire l'élévation de la vie populaire par la diminution des heures de travail, par des salaires plus élevés, par la vie de famille rendue plus attrayante, par des amusements hygiéniques. » N'est-ce pas ainsi que l'ivrognerie chez les classes aisées, qui était si générale et dégoûtante au moyen âge, a presque disparu aujourd'hui!

* *

Passant ensuite au problème de la défense pénale contre le crime, l'auteur envisage ses divers aspects. D'abord, la police judiciaire.

L'impuissance organique de la police judiciaire est rendue évidente par ce « tueur de bergers » qui a pu commettre onze assassinats en neuf ans sans être découvert.

Pour remédier à cet état de choses, il faudra faire de la police judiciaire une partie de la magistrature, chargée du recueil des preuves, depuis le simple agent jusqu'au juge d'instruction. Il sera nécessaire que ce personnel ait en anthropologie, médecine légale, etc., les connaissances nécessaires à sa fonction.

L'instruction criminelle, confiée à des magistrats spécialistes, devra devenir une fonction scientifique, au lieu d'être, dans la plupart des cas, « le bourrement d'un squelette de recherches, empiriquement ou arbitrairement échafaudé par la police, et qui s'évanouit à la lumière des débats publics; il est vrai

qu'il reste parfois debout par suite de l'absence d'une défense consciencieuse, ou par suite de l'influence de la routine mentale des juges, qui acceptent tout ce qui leur est présenté par la procédure écrite ». En attendant que les magistrats soient devenus de véritables experts, par l'ensemble de leurs connaissances, il faudra auprès d'eux un collège d'experts « qui donneront leur avis dans tous les cas de crimes et délits ».

On va voir que les idées de Ferri sur le « jugement pénal » ne sont pas moins audacieuses.

L'auteur veut que l'accusation et la défense constituent l'une et l'autre des fonctions publiques, « car il est absurde d'envisager la défense pénale comme une affaire privée, livrée aux inégalités de la propriété individuelle. »

Après qu'il aura été constaté que l'acte commis était défendu et que le prévenu en est l'auteur matériel, il faudra reconnaître la catégorie anthropologique à laquelle le criminel appartient.

Le but final de la procédure pénale étant désormais de mesurer la puissance antisociale du délinquant, et de favoriser sa réadaptation, on voit que toute instruction aboutira à l'une des décisions suivantes :

a) Si le motif de l'acte incriminé est légitime et social, il n'y a point de délit.

b) Si l'infraction est légère et si le criminel n'est pas dangereux, le dédommagement accordé à la victime suffit pour toute sanction.

c) Si le criminel est dangereux, la seule forme de sanction est « la *ségrégation indéterminée* du milieu social ».

d) Si le criminel est un aliéné dangereux, il est traité dans un asile spécial.

Nous ne saurions suivre l'auteur dans sa critique des pénalités modernes; indiquons toutefois quelques-unes de ses remarques.

Ferri n'aime point la *cellule*, la peine-panacée de ce temps; il l'appelle une « forme larvée de la peine de mort » et lui préfère « la colonie agricole, avec ses ateliers subsidiaires, s'adaptant par des traitements divers aux enfants, aux adultes, aux criminels aliénés, aux criminels d'habitude ».

Enfin l'auteur s'explique sur la peine de mort à laquelle il se montre résolument opposé :

La peine de mort, dit-il, héritage de la vie primitive, violente et musculaire, a eu son évolution morphologique, depuis les mutilations, l'écartèlement, la guillotine, jusqu'au foudroiement électrique; et depuis l'exécution publique jusqu'à celle faite dans le secret de la prison. Mais elle a, surtout, subi une évolution morale dans la répugnance de plus en plus profonde de la con-[illegible] publique. Adoptée [illegible] pandue, de sorte qu'elle tombe dans l'oubli, tout en restant écrite dans la loi, ou que le nombre des exécutions [illegible].

Peut-être sur ce point est-on forcé de reconnaître, avec Ferri, que la peine de mort n'est pas « intimidante », surtout pour les aliénés méconnus auxquels elle est destinée; qu'elle est peu compatible avec les idées modernes sur la réparation des erreurs judiciaires; qu'enfin elle n'aurait de réelle utilité sociale que si elle était appliquée régulièrement à tous les délinquants incorrigibles, ce à quoi vraiment personne ne semble songer.

Telles sont les données sur lesquelles Ferri, envisageant l'avenir de la justice pénale, établit les conclusions de son cours :

La justice pénale, [illegible] ment qui est en raison inverse du développement de la [illegible] justice sociale s'organisera plus profondément et plus complètement, la justice pénale se rétrécira jusqu'à disparaître, pour laisser place au traitement médical des criminels isolés et rares.

C'est l'âge d'or en perspective!

Sans trop y croire, hélas! souhaitons-en la venue avec l'optimisme averti du philosophe. Notre justice criminelle ne vaut pas grand'chose, mais après tout elle vaut mieux que la justice du siècle passé, et j'engage ceux qui contesteraient ce progrès à lire notamment le beau chapitre *Des supplices* dans Muyart de Vouglans.

Efforçons-nous de croire que nos petits-neveux verront succéder à notre loi pénale, cette lourde écraseuse, la *Clinique pour guérir* que Ferri aime à décrire d'un trait ingénieux et paradoxal.

JEAN CHOLET.

VARIÉTÉS

Les entretiens d'un correspondant du « Standard »[1].

— Savez-vous bien, continua M. Hely Bowes, que c'est vous, qui, pour avoir pris à l'étourdie fait et cause pour l'Espagne, avez réconcilié John Bull et Jonathan?... Vous ne vous en doutiez pas, eh bien! c'est la vérité pure. Seulement, comme les Français

[1] Voyez la *Revue* du 1er [illegible].

n'ont aucun sens politique, ne voient pas plus loin que leur nez, se décident sur des impressions...

— Vous n'y allez pas de main morte!

— ...que, d'autre part, leur excès de sociabilité les pousse à se mêler quand même des affaires des autres... Tenez, une des choses qui étonnent le plus un Français, dans les quartiers populeux à Londres, c'est de voir deux individus se battre. Il y a cercle autour d'eux, mais la galerie observe en silence et laisse faire. Elle n'interviendra que si la vie de l'un des deux adversaires court un danger. Jusque-là nous étions retenus par le sentiment du respect de l'indépendance d'autrui. Vous autres, c'est tout le contraire. Vous vous en mêlez, non seulement si c'est deux hommes qui s'empoignent, mais même si c'est deux chiens. Un gros, *boulant* un petit, vous met hors de vous.

— Quoi de plus naturel que de protéger les faibles!

— Naturel?... Et où diable avez-vous pris le *droit du faible?* Enfin passons, Français et Anglais ne conçoivent pas de la même façon la légitimité de la force... Revenons à la guerre hispano-américaine.

Donc la lutte commence. Elle est pressentie par tous depuis un temps suffisamment long pour que les tiers aient pu méditer à loisir sur la conduite à tenir, déterminer, en connaissance de cause, à qui ils accorderont leurs sympathies. La France, — on doit le présumer, — aura tenu compte, et de ses relations anciennes avec chacun des deux peuples, et de l'estime que ses mérites lui inspirent, enfin de l'intérêt respectif qu'elle a à commercer avec l'un et avec l'autre.

D'un côté elle voit une nation misérable qui n'a jamais eu, même au temps jadis, que les faux semblants de la richesse. Elle se drape avec hauteur dans un orgueil que rien ne justifie, car, il faut bien le dire, l'Espagne ne compte, dans le monde, ni par son industrie, ni par sa littérature, ni par les arts; l'humanité ne lui doit pas un progrès, la France pas un service. Y a-t-il, par hasard, quelque ressemblance entre les deux peuples? Non, le dur Espagnol est réfractaire à vos sentiments, à vos idées, à vos goûts. Il est peu intelligent, tandis que vous êtes l'intelligence même. Féroce en religion, féroce à la guerre (rappelez-vous vos soldats qu'il brûlait vifs; rappelez-vous l'île de Cabrera et les prisonniers de Baylen y mourant de misère et de faim), féroce dans ses plaisirs (regardez cette hideuse boucherie, les combats de taureaux).

Mais au moins ce voisin, pour qui vous êtes un si précieux acheteur de ses vins et de ses fruits, favorise-t-il un peu votre commerce? Nullement.

Donc, vous ne lui devez rien, rien dans le passé, rien dans le présent, — à moins, dit en gouaillant M. Bowes, que vous ne deviez remercier l'Espagne d'inonder votre Midi de ses déserteurs et toute la France de ses escrocs, révélateurs de trésors cachés.

— Vous oubliez qu'en 1870 les Espagnols nous témoignèrent quelque sympathie.

— En paroles, peut-être; rien de plus. Je vais vous le prouver. Ému de votre vaillante lutte contre l'Allemagne, le monde entier secourut vos blessés par des dons considérables. Savez-vous qui vous envoya le plus d'argent? Les États-Unis, — bien que beaucoup moins peuplés et beaucoup moins riches qu'aujourd'hui. Ils donnèrent plus d'un demi-million. Et savez-vous quelle nation venait la dernière sur la liste? L'Espagne! La patrie de votre impératrice *se fendit* de 18 000 francs, un peu moins que la recette d'une grande corrida!... Or, ces temps-ci, votre monde chic, celui qui envoie ses fils décavés solliciter les héritières américaines, se fit une joie d'étiqueter ainsi ses offrandes : *pour les blessés espagnols seulement!*

Mais continuons.

Cette Espagne, qui va se battre, possède encore quelques colonies, débris d'un immense empire. Elle a tant fait souffrir ses peuples que tous ceux qui l'ont pu ont rejeté son joug avec horreur : Mexique, Colombie, Pérou, Chili, Argentine, Uruguay... Leur affranchissement est encore trop récent pour que vous ayez pu l'oublier, — non plus que les acclamations dont le saluait la France d'alors, la France qui a proclamé en 93 le droit pour chaque peuple de disposer de lui-même. Ce domaine colonial de l'Espagne s'est ainsi réduit peu à peu à quelques îles, en révoltes perpétuelles. Révoltes légitimes! On n'imagine pas à quelles exactions les colons sont en butte de la part des fonctionnaires espagnols. Dans ces mêmes colonies l'esclavage, abhorré partout, restera florissant. Jusque dans ces dernières années on pouvait acheter des esclaves à Porto-Rico...

* * *

L'autre peuple, c'est une ancienne colonie anglaise qui se souleva, elle aussi, contre la métropole, laquelle lésait les intérêts des colons, mais sans commettre aucune des atrocités qu'on a reprochées aux Espagnols.

Ce soulèvement eût échoué si la France n'était accourue avec l'élite de la jeunesse. Grâce à Lafayette et à Rochambeau, les États-Unis devinrent libres.

Cette libération vous avait coûté cher; mais elle vous était inspirée autant par la politique que par le sentiment, donc les Américains n'étaient point chargés, envers vous, d'une bien lourde dette de reconnaissance. Cependant, en 1813, à l'heure tragique de la lutte suprême de toute l'Europe contre Napo-

léon, votre empereur ne trouva qu'un allié, les États-Unis, qui déclarèrent hardiment la guerre à l'Angleterre. Leurs corsaires causèrent alors à notre commerce des pertes énormes.

Depuis cette époque, ce petit peuple a vu affluer chez lui les meilleurs éléments du vieux monde. Il a grandi : il est devenu une sorte de colosse qui marche en tête du mouvement économique.

On se plaît à croire chez vous que, pour les Américains, il n'y a que les affaires, que le Dollar ; qu'ils sont incapables de générosité et de désintéressement. C'est une grosse erreur. Lorsqu'il y a deux ans l'Europe entière, sauf peut-être l'Angleterre, laissait le sultan égorger les Arméniens, l'Amérique songea sérieusement à agir contre la Turquie. Mais la tâche était alors impossible et il fallut y renoncer (aujourd'hui le sultan ne recommencerait pas impunément). Tout au moins les Américains surent réveiller la conscience de l'Europe, tandis qu'ils faisaient distribuer par leurs missionnaires des sommes considérables aux survivants de ces affreux massacres.

Mais, en grandissant, le peuple américain vous aurait-il lésé ? Non. Alors, pourquoi vous déplaît-il ? Vous qui rêvez de régénérer votre jeunesse en lui inspirant de l'énergie, trouvez-vous donc que les Yankees soient pour cette jeunesse un mauvais exemple ?... Non ! Mais, dites-vous, l'Américain est rude et brutal. C'est vrai. Seulement vous oubliez que ce sont là les défauts de ses qualités. N'est point brutal qui veut. La brutalité c'est de la force qui déborde.

Restent deux griefs. Le premier est formulé par vos journaux graves, ceux qui cherchent leurs inspirations dans les soi-disant cercles diplomatiques, — drôles de cercles que moi je n'ai jamais vus ! Ces journaux vous ont dit que laisser les Américains libérer Cuba, c'était s'exposer à ce que demain ils missent la main sur vos possessions de là-bas.

Et quand cela serait ! Ah çà ! vous ignorez donc que les petites Antilles sont, toutes, dans la misère la plus noire ? Nous Anglais, qui le savons, ferions très aisément le sacrifice des nôtres. Des colonies, ce sont des domaines. Si un domaine est devenu ruineux à conserver, pourquoi craindre de le perdre ?

Le second grief, c'est que les Américains sont de méchantes gens qui font mourir les Indiens ; et pour vous, les Indiens sont les sublimes héros de Fenimore Cooper et de Gustave Aimard... Grief absurde ! Les Indiens sont d'ignobles brutes, rebelles à toute civilisation, ainsi que suffit à le prouver ce fait qu'ils ont été incapables d'en arriver même à l'âge pastoral : ils sont restés chasseurs. Les Indiens, on ne les tue pas, ils meurent au contact des Yankees, comme ceux du Canada mouraient jadis à votre contact.

En résumé, l'Américain est un beau type. L'humanité n'en possède pas de plus vigoureux, et vous Français, au lieu de le décrier, devriez être fiers de l'avoir aidé dans son émancipation.

Et cependant, c'est aux Espagnols que vous avez porté vos vœux. Bien plus, vous avez parlé un moment de secourir l'Espagne. Ces velléités ont stupéfié l'Amérique. Eh quoi ! c'est vous, disait-elle, c'est vous, France, qui prétendez nous arrêter. Mais pourquoi ne ferions-nous pas, pour les colonies espagnoles, ce que vous avez fait il y a un siècle pour les colonies anglaises d'Amérique ?

Les Français n'ont pas répondu, — ils n'avaient, certes, rien à répondre, — mais ils ont persisté à trouver que les Américains *se conduisaient très mal et que cela ne pouvait pas durer.*

Pendant que vous *gaffiez* ainsi, nous qui vous suivions très attentivement, nous avons tout de suite mis à profit l'occasion. Vos boulevardiers, ignorants comme des carpes, sympathisaient avec l'Espagne tout simplement parce que, pour eux, l'Espagne c'est Carmen, les belles Andalouses, le pays des boléros et des castagnettes et aussi l'endroit d'où les décorations pleuvent le plus abondamment, tandis que l'Amérique n'en donne pas. Leur sympathie était, toutefois, purement platonique. Nous le savions. Cependant, nous avons crié aux Américains : « Attention, la France se prépare à vous déclarer la guerre ! » Les Yankees ont sursauté. Leur flotte n'était pas de taille à se mesurer contre deux adversaires. Que faire ? Si, à ce moment, vos hommes d'État avaient rétabli la vérité des choses et nettement déclaré que la France garderait une neutralité *absolue*, l'effet eût été énorme à Washington. Mais ils ont eu peur du boulevard, comme toujours, et se sont tus. Nous, alors, feignant de prendre une grande résolution, nous déclarâmes solennellement à nos *frères* que nous nous rangions de leur côté. Ils pouvaient être tranquilles, nous avions pris notre gourdin. Avant peu, les grenouilles françaises cesseraient leurs coassements. Comme à point nommé, huit jours plus tard votre ministre déclarait — pour la première fois — que la France resterait neutre. Trop tard ! Ces bons Yankees ont été persuadés que nous les avions tirés d'un guêpier et, depuis lors, nous sommes les meilleurs amis du monde. Voilà comment, sans vous, John Bull et Jonathan se bouderaient encore. Leur réconciliation est votre œuvre... Ah ! dame, c'est très grave de prendre parti entre deux peuples, très grave de semer des inimitiés et des rancunes derrière soi, — cela se paie un jour ! — très grave surtout de se tromper de côté !

Mais, bah ! reprend M. Bowes, qui a aujourd'hui l'ironie féroce, cela ne vous fait rien, vous y êtes habitués... Ça ne rate pas ! C'est toujours *du bord*

qu'il ne faut pas, que vous allez!... Témoin, en 1862, quand vous avez pris le parti des Esclavagistes contre le Nord. Il est vrai que, dans ce temps-là, vous aviez une raison. Vous disiez : *Dans les États du Sud, il y a beaucoup de Français!...* Mais, sapristi, si l'opinion des Néo-Orléanais vous touchait tant, en 1862, pourquoi, vous en souciez-vous si peu, en 1898?... Car, de tous les Américains, les plus ardents contre l'Espagne, les plus passionnés pour la guerre furent, cette fois, les Louisianais, *vos compatriotes!*

Enfin, s'il n'y avait pas de maladroits, fait mon sarcastique interlocuteur en se frottant les mains, la vie ne serait jamais amusante... Or, en ce moment, pour nous, Anglais, elle est passablement réjouissante.

— Monsieur Bowes, vous qui avez vu tant de combats dans les contrées les plus diverses, quels sont les coups d'audace les plus admirables, et, par contraste, les fuites les plus honteuses auxquels vous ayez assisté? »

Renversé dans son rocking-chair, *le vieux monsieur qui rit*, comme l'appellent nos enfants, répond : « Ce que j'ai vu de plus brave, c'est en 1871, les combats des rues entre Versaillais et Communards... Quant à ce que j'ai observé de plus piteux, — oh! là, je n'ai pas à chercher, — un bataillon de Serbes au feu!

— La Commune?... Et les combats entre Allemands et Français, qu'en faites-vous?

— Je n'ai pas assisté aux luttes de l'armée de Bazaine... Mais vous me parlez de ce que j'ai *vu*, de ce à quoi j'ai *assisté*, eh bien! je vous déclare que, ma foi, vos combats des armées de province étaient souvent *honorables*, mais, pour de l'héroïsme, c'est autre chose! Vos sociétés patriotiques en découvrent après coup. C'est leur métier, c'est très bien... mais, moi, je ne suis pas de l'avis de Victor Hugo. Je n'estime pas qu'un homme mérite qu'on salue respectueusement sa tombe, par cela seul que le jour où il est mort, il avait sur le dos un habit rouge ou un habit vert. Je veux quelque chose de plus : je veux qu'il se soit vaillamment battu...

Or les combats dans Paris furent admirables d'entrain et d'audace. Ainsi, je me souviens des attaques et contre-attaques de la barricade de l'avenue de la Grande-Armée.

Je me doutais d'avance, la sachant formidable, qu'elle serait le siège d'une vigoureuse résistance, et, comme un vieil amateur de théâtre qui se ménage une place à un gala, je m'étais arrangé avec le concierge d'une petite maison en retrait et protégée contre les obus par une solide bâtisse à cinq étages, pour qu'il me laissât pénétrer dans un appartement vacant : tous les jours qui précédèrent l'entrée des troupes de Versailles, je venais à mon observatoire. C'était généralement l'après-midi, aux heures où les Versaillais tiraient le plus. Or, pour gagner la petite maison, il me fallait franchir à découvert un vaste terrain où déjà plus d'un obus avait creusé des trous béants. C'est là que j'ai vu combien il est inexact que la volonté soit toujours maîtresse... A de certains moments, cela allait bien, mais à d'autres, je ne pouvais plus. Un jour, je ne parvins même pas à mettre un pied en avant. J'avais cent kilos à chaque jambe.

Le jour de l'attaque, voici, exactement noté, ce à quoi j'assistai : tout d'abord, une escouade de lignards s'avance vivement vers la barricade où le canon a déjà fait brèche; ils avancent, mais tête basse, pliés en deux, le corps presque collé à terre. Derrière eux, toute une masse compacte, n'allant pas aussi vite, et les officiers parfois obligés de pousser leur monde. Maintenant des cris, un brusque assaut, un corps à corps furieux, des hurlements, et, finalement, quelques fédérés détalant éperdus jusqu'à l'Arc de Triomphe.

Puis tout se calme. Sur la barricade, rien. Les soldats sont cachés. Devant, sur la chaussée, jusqu'à l'Arc de Triomphe, pas un chat. Là, une sorte de palissade assez haute, défendue par les fédérés. Tout d'un coup, de ce côté la sonnerie de la charge éclate, et voilà un bataillon — de tout jeunes gens et des vieux — qui fondent en avant baïonnette au canon. Mon cher, il n'en est pas arrivé dix jusqu'à la barricade. Ils ont tous été fauchés avant; mais je vous jure que pas un n'avait fui, pas un n'avait suspendu sa course sinon pour tomber sous les balles. Et cela, il n'y a pas à dire, c'est très beau!

— Et, en fait de lâcheté, vous sembliez dire, monsieur Bowes, que la palme revenait aux Serbes. Vous m'étonnez joliment, car enfin ils ont lutté de longs mois contre les Turcs.

— Pas eux, mais les Russes qui se trouvaient dans leurs rangs.

— Il y avait donc beaucoup de Russes, là-bas?

— S'il y en avait!... Des milliers, mon cher. J'ai vu, dans la gare de Belgrade, débarquer des convois de trois cents, de quatre cents Russes d'un coup. Sous la blouse apparaissait l'uniforme. Aussitôt arrivés ils s'en allaient, en rangs, à la caserne. Là, on les habillait d'un costume serbe et ils rejoignaient l'armée. Alors, quand dans une compagnie il y avait sept à huit Russes, tous les Serbes marchaient. Si l'affaire devenait trop chaude, si les Russes étaient tués, la compagnie, aussitôt, faisait... comme le café du roi Louis XV.

— Avez-vous suivi de près les opérations?

— Oh! certes, de très près. J'étais du reste assez lié avec quantité d'officiers russes, qui semblaient ravis de causer, je ne dis pas français, mais parisien, avec moi. Je me vois encore, par une belle matinée, suivant à cheval mon ami Korniloff, le fils de l'amiral. Il commandait un bataillon des nouvelles levées, bataillon qui n'avait jamais vu le feu et qu'on voulait *essayer*. On l'envoyait en reconnaissance vers l'extrême gauche turque où se trouvaient quelques rédifs bosniaques, pas bien terribles, ma foi!

Ce bataillon serbe n'avait pas l'air trop martial, mais enfin il avançait, tant bien que mal, vers une colline au sommet de laquelle on pensait rencontrer une grand'garde turque. Korniloff marchait à mi-hauteur, et moi derrière la colonne. A un moment je crus découvrir avec ma lorgnette quelques silhouettes suspectes, embusquées derrière des rochers, tout en haut. Sur ce, je pique et rejoins Korniloff : « Mon cher commandant, chacun son métier, mais moi, le *Standard* me gronderait trop si je me faisais tuer; donc je m'en retourne.

— Restez donc. Il n'y a pas de danger. — Pourtant, si l'on se bat? — Mais on ne se battra pas, fait Korniloff, blagueur à froid. Pour se battre il faut être deux. — Eh bien!... — Eh! mon cher, au premier coup de fusil, mon bataillon fait volte-face et détale... Restez!... D'abord, comme correspondant anglais, vous n'aurez jamais si belle occasion de voir une déroute en règle. »

De notre conversation, naturellement, les hommes ne comprenaient mot. Ils continuaient à monter, mais leur entrain, déjà très faible, décroissait à vue d'œil. On entendait dans les rangs des plaintes de soldats qui avaient trop chaud, disaient-ils, quoiqu'il ne fît pas chaud du tout. Bientôt ils réclamèrent, un moment d'arrêt. Korniloff, lui, feignait de ne pas entendre.

Alors les hommes, prenant des airs éplorés, commencèrent à adresser des prières au commandant. Ce qu'il y avait de comique, c'était le sérieux inouï avec lequel ils lui demandaient la permission de ne pas se battre. On les entendait psalmodier, avec des voix chantantes à la Sarah Bernhardt, — ils ont de très belles voix, les Serbes : « Oh, petit père, toi qui nous es envoyé par le grand tsar... tu dois être bon, car le grand tsar est bon... D'ailleurs tu dois être marié, alors tu as des enfants, beaux comme toi... Tu connais les douceurs du foyer... Alors laisse-nous partir... De grâce, ne monte pas plus haut; nous ne voudrions pas te voir exposé à un danger... Mais je t'assure, petit père, qu'il peut très bien y avoir des Turcs là-haut... Et ils sont méchants, les Turcs! » Korniloff riait. Les Serbes, ne sentant pas tout ce qui se cachait de mépris sous ce rire, voyant seulement que le commandant ne se fâchait pas, devenaient de plus en plus pressants. Ils entouraient son cheval. Tout bas ils lui promettaient de riches cadeaux : « Tout ce que tu voudras, petit père... et aussi de jolies filles. »

Soudain, d'en haut, part un coup de feu. Qui avait tiré? on ne le sut jamais... Mais, déjà, pris d'une terreur panique, tout le bataillon dégringolait la colline. On eût dit des brebis roulant les unes sur les autres pour quitter plus vite la bergerie.

Deux minutes après, il n'y avait plus sur le terrain que Korniloff, moi, sept à huit Russes et un seul officier serbe, — un vieux à barbe blanche qui n'avait pas voulu fuir et semblait si honteux qu'il n'osait plus nous regarder.

— Sacrebleu! jurait Korniloff, pas commodes à mener au feu, ces *froussards-là!*... Allons, fit-il, en haussant les épaules, redescendons, mon cher Bowes... Nous déjeunerons, et cet après-midi nous verrons si ça ira un peu mieux.

[illegible]

(*A suivre.*)

LA MORALE DU NOUVEAU JEU

Souvent sans le vouloir, les moralistes et les auteurs dramatiques ont travaillé à une même tâche : exposer et mettre en action les travers de leur époque. Les uns ont écrit pour des lecteurs méditatifs; pour ceux qui essayent de voir clair dans leur vie; ils ont, en général, tiré de leur propre expérience leurs observations amères ou ironiques : ils ont vu l'homme. Les autres ont surtout regardé autour d'eux; ils ont vu les actions des hommes en conflit avec les préjugés du monde; ils en ont souffert, ils les ont trouvés odieux ou ridicules, ils les ont traduits avec passion ou avec esprit, ils ont représenté des individus par des personnages qui poussent à l'extrême leurs sentiments, leurs dégoûts, leur ironie d'artistes. — Le public va voir la pièce, — si elle est amusante et si elle est bien jouée. Il en garde, parfois, une rancune secrète à l'auteur, le trouve paradoxal : ne lui pardonne pas ses piqûres. S'il l'applaudit, c'est qu'il y est amené par un mot d'esprit acerbe, par un de ces retours scéniques connus des seuls grands maîtres; c'est, somme toute, un dessein périlleux que de faire œuvre sociale au théâtre : on risque de froisser, de ne produire qu'une impression passagère. Le public est, au fond, resté le même depuis l'antiquité : ce sont, éternellement, les mêmes histoires qui le font pleurer et rire; et, pour agir sur son époque, pour mettre en relief ce

qu'elle a de défectueux, il n'est encore rien de tel que d'en faire sourire son public.

Mais, dans ce genre même de la comédie, l'auteur flotte entre la pièce à thèse et l'épisode. Mettra-t-il ses morales dans la bouche d'un raisonneur? On l'accusera de faire un sermon, ou, du moins, une conférence. Parlera-t-il par symboles, ou, tout simplement, par représentation? Alors, le public sera-t-il capable de le comprendre et de dégager d'une action la leçon qu'elle comporte? Le public est fantasque : le théâtre est resté un plaisir d'après-dîner. On y va pour s'amuser, et, si l'on doit y instruire, on ne le peut que malgré soi. Nos plus puissants auteurs dramatiques se sont vus attaqués; ils se sont entendu siffler, et c'est après mûre réflexion, après s'y être habitué, que le public a peu à peu compris la nouvelle tournure qu'ils voulaient donner au théâtre.

Dans un temps comme le nôtre, rien n'est plus délicat à entreprendre qu'une comédie de mœurs. Combien de gens du monde sont disposés à lire La Bruyère, au coin du feu, après une journée de labeur ou d'oisiveté? — Ils sont rares. Combien même rares, ceux qui aiment le bon La Fontaine. C'est là, cependant, qu'est encore la méthode de l'art le plus gracieusement moral. Il sait déguiser la vérité; il sait faire un décor charmant à ses raisonneurs; il fait passer la morale « après le conte »; après avoir distrait son lecteur, il le gronde avec esprit et l'on devrait retrouver avec plaisir ces fables qui peuvent amuser l'enfant et faire sourire le vieillard.

L'auteur dramatique ne peut, tout au plus, que construire un guignol : y animer des poupées à têtes fantaisistes, bien pomponnées, dans un décor clair, un cadre gai. A ces fantoches il peut faire dire tout ce qu'il veut. Polichinelle, de sa voix nasillarde, traite son public comme il lui convient; on lui passe ce qu'on trouverait trop... « vieux jeu » dans Philinte, en redingote de conférencier, derrière sa table et son verre d'eau, — avec tout ce qu'il faut pour écrire : les spectateurs l'applaudissent, même s'il leur jette une leçon, comme on jette des confettis. — Envelopper gracieusement les vices d'une société du voile scénique; sourire avec une aimable ironie, amuser, et puis, sans en avoir l'air, insinuer à l'auditeur que c'est l'histoire de sa propre vie qu'il vient d'entendre, telle est bien une conception originale de la comédie. Serait-elle, même, très gaie, très légère, superficielle, en apparence, il en reste une impression, un souvenir qui, à la réflexion, se modifie, intéresse et se transforme en une charmante petite critique.

M. Henri Lavedan a le talent de traiter les questions les plus subtiles et les plus délicates avec une ironique amabilité qui le rend accessible à tout lecteur, à tout auditeur. — Il vous raille le plus gracieusement du monde, sans qu'on puisse jamais lui en vouloir : il s'attaquerait lui-même, qu'il se le pardonnerait.,.. Il sait créer des types : il les tire de la vie même qu'il observe; il fait parler ses personnages en homme qui a rencontré fréquemment, dans le monde, de ces êtres encombrants et vains qui sont légion. Ils s'expriment avec toute l'importance qu'ils croient avoir; ils donnent aux petits côtés de la vie un caractère grave; ils attachent aux moindres incidents de la journée une importance capitale; ils sont indispensables à l'univers. Et puis, sans qu'on s'en rende compte, on s'aperçoit, tout à coup, qu'on ressemble ou qu'on a plus ou moins ressemblé à l'un de ces personnages; qu'on a parlé comme eux et que, si l'on pouvait se voir, comme on voit un acteur sur la scène, on s'amuserait beaucoup plus, qu'à vivre inconsciemment son petit train-train quotidien.

L'existence est difficile et complexe? c'est votre faute; elle vous intéresse? observez-la; elle vous ennuie? oubliez-la, n'y pensez plus; vous croyez connaître le monde? vous êtes un naïf; vous pensez être quelqu'un? regardez-vous. Et voilà de ces raisonnements qui pourraient être décevants : pas du tout; ils vous font rire, tout simplement parce que l'idée ne vous en vient qu'après coup, que M. Henri Lavedan a l'air de vous dire : « Vous savez, ça n'est pas de vous que je parle, c'est d'un autre... d'un tel, votre meilleur ami, si vous voulez. » C'est si drôle de trouver un ami qui a toutes les qualités dont on ne veut pas pour soi et qui, pourtant, ont leur raison d'être dans votre vie... et puis, le public est toujours content quand il pense : « Moi, ça n'est pas la même chose. » C'est pourquoi M. Lavedan est un enfant gâté de la nature : elle lui a prodigué ce don précieux et rare de faire des symboles avec du bon sens; de l'ironie avec de la légèreté; de l'amertume avec un sourire. C'est grâce à ces qualités de finesse, de délicate psychologie, à cette adresse de composition, à son style facile et souple que M. Lavedan, en faisant œuvre d'écrivain, a pu aborder les sujets les plus sérieux dans la forme la plus aimable.

En voulez-vous la preuve? Lisez un de ces charmants recueils : *les Jeunes* ou *les Beaux Dimanches*, allez entendre *le Nouveau Jeu*. Tout à coup, un mot, un rien, vous croyez? Réfléchissez : un jeune homme parle avec une jeune fille de leur futur mariage; elle lui parle sport : il répond religion, — joli contraste, et bien observé; — lui, bien entendu, connaît déjà la fortune, ce qu'elle rapporte, les parentés, etc., etc. Sans cela, il n'aurait jamais pensé à « Elle »; mais, comme il s'agit, somme toute, d'un mariage, de mener, quelque temps tout au moins, une vie com-

mune, il n'est pas mauvais de se connaître un peu.

M. Paul Costard. — Avez-vous des idées religieuses?

Mlle Labosse. — Non, mais ça m'ennuie qu'on n'en ait pas.

Tel est bien, en effet, le convenu de ces idées qui devraient être, pour eux, les plus fondamentales de la vie; c'est un de ces mots de l'auteur qui semblent venus tout naturellement, qui sont spirituels, qui paraissent nés de la conversation, presque malgré les interlocuteurs : quelle ironie, quand l'on pense qu'il s'agit de la fille du « vieux marcheur » parlant à l'un des promoteurs du *Nouveau Jeu !*

C'est bien ainsi qu'il faut traiter, au théâtre, ces questions qu'on n'ose souvent pas aborder avec ses meilleurs amis; avec ceux qui ont presque la même façon de penser que vous, on a toujours peur d'un rien, d'un je ne sais quoi qui pourrait brusquement vous séparer. — On se méfie de sa vivacité : de l'extrême complexité du sujet. Il y a, cependant, un grand intérêt à discuter ce qui vous sépare... comment? M. Lavedan le sait bien, il distrait son public; l'attire; l'enveloppe; et, quand il a gagné toute sa sympathie, alors qu'on ne peut plus discuter avec un adversaire si spirituel, si bienveillant et si aimable, il vous dit, tout gentiment : « Voilà ce que je voulais vous faire comprendre, — ça n'est pas la peine de s'agiter, pour si peu de chose... » Ou mieux, il insinue, arrête la conversation au moment psychologique par un sourire, par un mot : rentré chez lui, le spectateur est tout étonné et ne veut pas croire, lui-même, qu'il a été sérieux, en ayant si peu pensé.

En somme, M. Lavedan a vu très loin dans notre société; il suit l'homme depuis le jour où, tout jeune, il fume, à la terrasse d'un café du boulevard, son premier cigare qui lui fait mal au cœur, en parlant de ses futures amours, avec l'un de ces innombrables « amis » insignifiants et qui deviennent indispensables : ils rient ou pleurent à tout ce qu'on leur dit; sont très bien habillés et vous donnent le bras — c'est tout. — Plus tard, oh! plus tard — ils sont bien autre chose encore, mais cette fois ils sont plus indispensables à Madame qu'à Monsieur... M. Lavedan suit cette jeunesse, au collège, — il ne nomme jamais la maison d'éducation, mais il donne la marque de fabrique : les résultats. Les voilà libres, « ces jeunes », à dix-huit ou vingt ans; ils se « lancent dans la vie », avec beaucoup d'argent et de nombreuses facilités pour « arriver », — les pauvres enfants! — et la même famille qui applaudissait à leurs médiocres succès de mauvais collégiens, sourit à leurs bonnes fortunes de jeunes gens. — « Il faut bien que jeunesse se passe, vous savez tous ce que c'est! » Pourvu que le fils se montre régulièrement à certaines messes, dans certains salons — ce qui est presque la même chose — à certaines heures, habillé d'une certaine façon, chez certain tailleur, la mère est satisfaite : bien plus, elle envoie du vieux vin aux amies, — non, à l'amie malade; elle sait combien il est aisé de trouver des accommodements avec le ciel et combien il est difficile de sacrifier aux préjugés mondains, au « qu'en-dira-t-on », ce petit chuchotement, ce frou-frou de robes que quelques « bonnes âmes » font autour de vous. — Un jour, il s'agit de se marier : bon parti, belle fortune, parents désireux de marier leur « charmante enfant » : tout va bien. Les jeunes gens font connaissance : entrevue de dix minutes, après quoi, mariage, musique, grand'messe, défilé du « tout Paris » ou de l' « almanach Hachette », selon les quartiers; — et voilà « la vie de famille », où l'on ne se sent bien « chez soi que dans le cabinet de toilette de l'ancienne compagne ». — Au bout de quelque temps, ce qui devait arriver, arrive : Madame s'aperçoit que Monsieur retourne chez « la Créature », et elle trouve, enfin, le consolateur déjà rêvé dans les plaisirs de son heureuse jeunesse. — Puis, on divorce; Madame garde les enfants : elle est bien sûre d'être la mère... tandis que Monsieur... enfin, il les voit une, deux fois, au plus trois fois par mois, selon les convenances, leur demande des nouvelles de « maman » et leur offre une voiture à l'heure, pour aller faire ses courses et ne pas perdre de temps. — Cependant, les familles continuent à se voir, très bourgeoisement : la duchesse de X..., née Durand, parle de son fils à la comtesse Z..., née Dupont : elles déplorent que « les enfants ne puissent pas s'entendre ». Et tout cela suit son cours : snobs ils sont nés; snobs ils sont restés; snobs ils mourront. C'est pourquoi, au lieu de s'en plaindre, M. Lavedan aime mieux en rire. — C'est comme son « vieux marcheur », M. Labosse, il ne le blâme pas de se faire passer pour un « ex-commerçant » et de se dépouiller de ses titres officiels dans le boudoir de son amie : il ne le blâme, même pas, de quitter le ruban rouge de la Légion d'honneur... il est vrai qu'il le reprendra dès qu'il sortira dans la rue.

Et, dans cet état de choses, que pouvons-nous faire? Faut-il « réformer la société »? Gardons-nous-en : nous lui donnerions une maladie nouvelle : celle des réformateurs! — Mieux vaut, sans en avoir l'air, mener tranquillement la petite existence qui convient à chacun et nous diriger, discrètement, individuellement, dans le sens que nous croyons être le bon : ne pénétrons pas, en importuns, dans le décor de cette comédie humaine : nous gâterions le coup d'œil. Réformer la société! quelle lourde parole! grosse de quels efforts, de quelles pensées, de quel léger ridicule même, par l'agitation qu'elle entraîne; il ne ne faut pas y songer : c'est l'affaire de ce collaborateur mystérieux qui s'appelle le « Temps ». Tout ce que

nous pouvons, c'est essayer de voir clair dans notre propre vie, au moment précis où nous sommes : le passé, c'est l'oubli; l'avenir sera un jour le passé...

Toutefois, nous ne devons pas oublier avec quelle justesse de vue M. Lavedan pénètre les souffrances plus dignes et plus profondes de la vraie pauvreté. — Il y a dans sa *Catherine* et dans ses Dialogues des aperçus qui vous font comprendre l'âme simple du peuple. Pourquoi M. Lavedan n'essayerait-il pas de faire un drame populaire et social? Il possède assez de souplesse d'esprit et de bonté pour deviner les passions cachées des âmes populaires, assez de naturel pour s'assimiler leur bon sens : il saurait faire parler la gamin de Paris, avec sa « blague » souvent si vraie, dans le ton qui convient à la scène; il a su dégager du petit soldat campagnard cette poésie primitive, dans son amour naïf pour sa payse; enfin, sans faire de l'homme du peuple une créature fantaisiste, sans habiller de vêtements de soie le paysan et lui faire chanter de petites mélodies d'opéras-comiques, il saurait éviter, aussi, l'écueil d'un mélodrame trop réaliste ou trop utopique pour attirer un public délicat ou sceptique. Dans les contrastes mêmes, qu'il a mis sur la scène, il y a une délicatesse de touche qui le sauve de la monotonie des situations : s'il oppose un gentilhomme ruiné à un financier parvenu, il sait donner à l'un ce je ne sais quoi qui le rendra toujours aristocrate et à l'autre un travers, un rien qui amusera le public. Le caractère de son théâtre est beaucoup dans les nuances, et les mots viennent s'y glisser avec une précieuse harmonie.

Il y a, dans cette pensée tour à tour ironique et mélancolique, du *Nouveau Jeu* à *Catherine*, en passant par le *Prince d'Aurec*, une conception du théâtre indulgente pour la société et, par cela même, si aimablement satirique. Il y a comme une illusion qui demeure dans son scepticisme et, devant ses yeux, habitués à regarder la vie, il flotte comme un mirage de rêverie...

Les passions humaines, abstraitement considérées, paraissent complexes : à analyser la vie de chaque homme, et la vie de chaque individu au milieu du tourbillon de la vie sociale, elles se simplifient singulièrement. C'est, malheureusement, trop souvent la vie qui fait l'homme : il se laisse aller volontiers à ce qu'il appelle « la fatalité », pour le besoin de sa cause : il n'y réfléchit jamais; il n'en a pas le temps. Dans l'intervalle, si court, qui le sépare de la naissance à la mort, il a le loisir d'aller au collège, à la messe, sur le boulevard, au théâtre, quelquefois, plus souvent aux « Folies-Bergère » ou au café-concert : il peut absorber bon nombre d'apéritifs et de digestifs et ne se doute pas que sa silhouette insignifiante, qui flotte au gré des vents, est bonne à quelque chose : elle sert, du moins, à fournir des observations à l'écrivain qui passe : c'est lui qui en fait une forme, un personnage. Ainsi ce qui survit d'une époque, dans la littérature, est souvent ce qu'il y a de plus fugitif dans la vie.

Pendant que les « Jeunes », accoudés à la table d'un café, appellent un garçon du pommeau de leurs cannes, d'un geste affecté, ils ne voient pas le coup d'œil malicieux d'un passant; ils ne se doutent pas qu'ils se retrouveront, un jour, collectivement, dans un seul personnage dont ils riront, au théâtre. Je n'ai jamais eu l'honneur de me promener avec M. Lavedan; je suis bien sûr qu'il regarde sans cesse autour de lui, qu'il ne perd rien de ce qu'il voit et, s'il regarde en l'air, il n'en pense pas moins.

ALBERT-ÉMILE SOREL.

LIVRES NOUVEAUX

Les chasses de Rambouillet.

OUVRAGE OFFERT PAR M. FÉLIX FAURE.

Cet ouvrage n'est pas destiné au gros public. La chasse est un plaisir de rois. Sous l'ancien régime, dont nous aimons et conservons les traditions dans la mesure où nous le permet l'ombrageux esprit démocratique, la chasse était réservée au monarque, aux princes de sa famille, aux seigneurs de son entourage.

Les cent cinquante exemplaires des *Chasses de Rambouillet* qu'a fait tirer M. Félix Faure par l'Imprimerie Nationale (qui devient donc la succursale de la Manufacture de Sèvres) sont destinés seulement à ses amis, — aux « autres souverains », comme il aime à le dire, et aux personnages de marque qui eurent le grand honneur de chasser avec lui : princes, grands-ducs, ambassadeurs. C'est un beau volume de grand format, sur papier du Japon, orné de magnifiques illustrations dont plusieurs même sont en couleur.

Les Chasses de Rambouillet à travers l'histoire. « Rambouillet! théâtre des grandes chasses du XVIe siècle et des brillants laisser-courre de tous nos rois! » Cela commence à Clovis et va jusqu'à M. Félix Faure. Peu de choses sur les premiers Mérovingiens. Mais nous trouvons ensuite, chassant dans la forêt de Rambouillet alors forêt des Yvelines, Charlemagne avec « l'Impératrice, la belle Luitgard et les princesses Bertha, Gisala, Rhodaid, Théodrada et Hiltrud ses filles, entourées d'une cour élégante et nombreuse, le front ceint d'un diadème d'or et montées sur de superbes coursiers ». — Puis viennent Carloman,

Hugues Capet, Louis VII, et toute la lignée, François Ier qui mourut là « entre les bras de sa fille, Madame, et du Dauphin Henri, auquel il fit, dans ses derniers moments les plus sages recommandations »; — Henri IV, Louis XV, et sur ces deux rois d'égrillardes histoires comme en aiment les chasseurs; — Louis XVI qui, dans la tourmente révolutionnaire, regrettait ses chasses : ne lit-on pas dans son journal à la date de 1789 : « Lundy novembre. Rien. Mes tantes sont venues dîner. Le cerf chassait au Parcq d'en Bas (Rambouillet) », et à la date de 1790 : « Jeudi 4 février. Séance à l'Assemblée nationale à midi et demie, et audience d'une députation de l'Assemblée le soir. Le cerf chassait à Gambayseuil (Rambouillet). » — Ainsi se désolait sans doute, il y a quelques semaines, M. Félix Faure qu'une crise ministérielle tenait éloigné de sa résidence privilégiée.

La Révolution saccagea tout : « un braconnage éhonté s'exerça... et bientôt il ne resta rien ou presque rien du gibier royal ».

Notre siècle, platement démocratique, fut médiocrement favorable aux chasses de la Maison de France et, malgré une période d'éclat sous le règne de Charles X, il faut vraiment arriver au temps de M. Félix Faure pour voir Rambouillet reprendre son antique splendeur.

En effet, « Napoléon n'avait aucune connaissance de la chasse : son enfance et son adolescence laborieuses... ne lui avaient pas permis de s'instruire à ce noble déduit. »

C'est tout naturel. Et combien nous devons admirer la facilité d'adaptation de M. Félix Faure : il a repris les traditions anciennes avec tant d'aisance et de naturel qu'il nous fait oublier « son enfance et son adolescence laborieuses », — il les oublie lui-même.

Que dire de la triste période qui suivit les événements de 1848 ? « Un industriel installa (dans la noble résidence) un établissement de fêtes et bals publics avec parties de canotage sur les canaux et amusements divers, mais cette spéculation ne réussit qu'à ruiner son entrepreneur ».

Il vaut mieux que l'État soit l'entrepreneur, il a les reins plus solides.

« Napoléon III n'était pas réellement chasseur ; bon tireur, il prenait plaisir néanmoins aux tirés qui lui procuraient l'occasion de développer son adresse. »

Nous entrons maintenant, pour un temps, dans une période de démocratie.

« M. Grévy était chasseur... » mais un pauvre petit chasseur bourgeois : « il aimait particulièrement la chasse du lapin qu'il tirait fort bien et il prit plaisir à venir assez souvent à Rambouillet se livrer à ce passe-temps ».

Voilà ce qu'il fit de ce « noble déduit ». Le 23 octobre 1882 il tue 14 lapins, tandis que S. A. I. le grand-duc Wladimir n'en a que 12, mais il tue ensuite 29 faisans tandis que S. A. I. en abat 67 !

« M. Carnot n'était pas chasseur... Le Président se dispensait fréquemment d'assister aux grandes chasses, quand sa présence, pour des raisons de convenances, n'était pas indispensable. » Même il était peu adroit, comme en témoigne un tableau de chasse que publie l'ouvrage « offert par M. Félix Faure » : le 16 novembre 1888 à peine tue-t-il 18 pièces, tandis que les grands-ducs en ont près de 150 ; il arrive bon dernier.

Enfin M. Félix Faure écrit :

Rambouillet a retrouvé désormais son animation d'autrefois. Son château, remis en état, a repris, après un long sommeil, la vie active et élégante des temps passés, au grand contentement des habitants de la ville et des environs. Le Président en a fait sa résidence d'été et d'automne, et les visites qu'il y reçoit des souverains et princes étrangers, comme aussi des grands fonctionnaires du pays, ont rendu à ce séjour le mouvement perdu depuis de si longues années...

Les tirés de Marly et de Rambouillet, réservés au Président de la République, [illegible] taine de chasses annuellement, dont douze officielles, auxquelles sont conviés les représentants du corps diplomatique et les hauts fonctionnaires des grands corps de l'État; deux ou trois sont réservées aux souverains et princes étrangers qui viennent visiter le chef de l'État; cinq ou six enfin aux amis particuliers du Président...

C'est, avec quelques simplifications, la mise en scène imaginée par le comte de Girardin, grand veneur de Napoléon Ier et de Charles X, qui pendant plus de vingt ans a dirigé ces chasses et dont l'intelligente personnalité plane et préside *dans la suite des règnes* à ces ébats cynégétiques...

Comme « sous M. Casimir-Perier », l'inspecteur des forêts Leddet remplit les fonctions de « capitaine des chasses », et le commandant de Lagarenne — que son nom destinait suffisamment à cette mission — celles de « premier veneur ».

M. Félix Faure est un chasseur de premier ordre. Dans toutes les chasses de Rambouillet dont l'ouvrage en question publie le tableau, nous le voyons toujours premier, à moins que des raisons de convenances ne l'aient engagé à s'effacer devant un hôte considérable. Ainsi le 18 octobre 1895 il se laisse dépasser par S. M. le roi de Portugal, le 6 novembre 1896 par S. A. I. le grand-duc Wladimir, le 13 décembre 1896 par S. A. I. le grand-duc Nicolas. Mais les chasseurs qu'un titre royal ou que l'alliance ne désigne pas à cette condescendance de M. Félix Faure sont tous vaincus par lui : tels les ambassadeurs d'Angleterre ou d'Allemagne, les membres de l'Institut, les sénateurs, les députés. Avec S. A. I. le prince de Monaco, le Président se tient à égalité : le

30 décembre 1896, chacun d'eux tue exactement 107 pièces.

Tout va bien.

***

Je parlerai maintenant des illustrations de ce beau livre.

D'abord le blason de M. Félix Faure, « à une ancre d'or chargée de deux F entrelacées de même ».

Puis quelques scènes de chasse extraites du *Livre de la Chasse* de Gaston Phœbus : elles communiquent à tout l'ouvrage un cachet archaïque et presque héraldique. Ensuite la reproduction en héliogravure d'une « pendule en bronze doré » (dans les appartements de Mlle Lucie Félix Faure) et quelques images diverses : la porte du « cabinet du Président », des vues du château, etc.

Mais les plus intéressantes de ces illustrations sont les dessins et peintures hors texte de M. André Castaigne qui représentent M. Félix Faure dans les occupations journalières de sa vie, en sa résidence de Rambouillet. — Voici un *Récit de chasse :* le Président raconte, avec une bonne figure, des exploits cynégétiques à ses familiers, et ceux-ci l'écoutent avec un intérêt évident. — Un charmant crayon s'appelle : *Il y avait une fois...;* le Président, tel jadis Henri IV, joue avec ses petits-enfants; ils l'entourent, sa petite-fille est sur ses genoux; il leur raconte l'histoire antérieure de la Maison de France. (Il était une fois un petit tanneur... il fit un rêve... et ce rêve se réalisa!... Le roi de Grèce me disait un jour...) — Voici le *Thé:* élégante, décolletée, la famille est réunie; le Président, en habit noir et gilet blanc, se tient debout devant la cheminée; il parle, on l'écoute. Cette peinture à la gouache n'est pas la meilleure : le Président a un peu l'air de dire un monologue. — Le *Tableau*, scène de chasse : tandis qu'on inscrit les pièces tuées par les chasseurs, le Président est là, fièrement, le poing sur la hanche, la tête haute, devant ses ennemis abattus, chevreuils, biches, faisans. — Le *Retour de la chasse :* les chasseurs gravissent l'escalier du château; tous sont las, ils baissent la tête, traînent la jambe; le chien tire la langue; mais le Président, ferme et droit, marche devant eux; il est tout prêt à recommencer! — *Minuit :* dans son cabinet, à la lumière studieuse de la lampe, les yeux méditatifs, la plume à la main, le Président travaille encore : la chasse ne l'a pas fatigué!

Voici maintenant quelques tableaux plus poétiques. — *Matinée d'hiver :* il a neigé; à travers les rues de la ville, à cheval, seul, le Président fait sa promenade matinale, il est salué par les habitants sur le pas de leur porte; il est coiffé d'un petit chapeau, forme Cronstadt (en souvenir de l'alliance). — *L'Ile des Rochers :* la nuit, le clair de lune romantique, la silhouette gracieuse des arbres se dessine sur le ciel limpide; un lac tranquille; à l'avant d'une nacelle qui glisse mystérieusement, la fine silhouette du Président, debout, comme Lohengrin; un cygne blanc nage vers lui. — *Brume d'automne :* le long d'une allée de la forêt, jonchée de feuilles mortes, passe, dans la mélancolie des choses, le Président; il tient l'arme basse, sa tête est penchée sous un poids de tristesse, ses mains sont gantées, mais sa démarche est lente, il rêve; son chien, qui l'accompagne, semble se conformer à sa morne pensée. Il rêve. Il pense à l'avenir, les vers de Hugo lui reviennent à l'esprit et le tracassent :

> Non l'avenir n'est à personne
> Sire ! l'avenir est à Dieu !
> A chaque fois que l'heure sonne...

A qui seront ces bois, ces châteaux, ces chasses? l'avenir de la Maison de France n'est pas assuré...

Au milieu des préoccupations de l'heure présente ce livre est ce qu'on appelle en langage diplomatique un symptôme rassurant.

UN INVITÉ.

THÉATRES

VAUDEVILLE : *Le Calvé*, pièce en trois actes de M. Fernand Vandérem (*fin*).

... Donc Simone « savait ». Pourquoi, sachant, s'est-elle obstinément tue? Elle nous le dit au second acte, dans une scène qui est la scène capitale de l'ouvrage, et qui, par les idées qu'elle exprime, par l'émotion contenue qu'elle dégage, enfin par la sincérité avec laquelle elle est traitée, me paraît tout à fait de premier ordre.

***

Vous vous rappelez l'invitation faite par Jacques aux Lajiano de venir passer un mois chez lui au bord de la mer. C'est à Cabourg que nous retrouvons les personnages. Charlotte (l'ancienne maîtresse de Jacques) y est venue de son côté, et elle continue à épier, avec un intérêt passionné, les progrès de la passion de Jacques pour Éléna. Cette passion vient d'arriver à sa conclusion. La belle Lajiano est la maîtresse de Jacques. Celui-ci confie son bonheur à Charlotte, qui l'entend frémissante. Elle veut se venger, et, naturellement, c'est sur Simone qu'elle se venge, cherchant à exciter sa jalousie, multipliant les allusions à la liaison de Jacques. Solange, indignée, réplique vivement aux insinuations de Charlotte. Mais Simone l'arrête; une fois de plus, elle

proclame son invincible confiance en son mari, et de telle manière que Charlotte doit se taire. La scène est délicieuse, d'une discrétion et d'une mesure dignes d'éloges. Mais Simone est épuisée par le violent effort qu'elle vient de faire. Restée seule avec sa sœur, et comme celle-ci parle de « vengeance » au cas où son mari la tromperait, Simone laisse crier sa souffrance... Vengeance ou pardon, les deux solutions se valent, et n'ont d'autre résultat que d'abaisser celle qui s'en sert; que signifie cette soi-disant égalité entre l'homme et la femme, ce prétendu droit, pour la femme trompée, de se venger en trompant à son tour?... « Quoi! c'est à l'heure où nous venons d'être trahies, où nous aimons notre mari comme jamais nous ne l'avons aimé, où, à nos regrets, à notre douleur nous mesurons toute la force de ce qui nous lie à lui... C'est alors qu'on nous reconnait généreusement le droit de prendre un amant!... » Ce n'est même pas l'égalité dans la honte; c'est la femme plus méprisable que l'homme, qui, lui, a peut-être l'excuse d'un entraînement violent... — Le pardon, alors?... Et Simone résume avec force les arguments que j'exposais la semaine dernière; et, à ceux-ci, elle en ajoute d'autres, plus frappants encore.

... C'est cela. Après la morale du talion qui fait de nous des bêtes sauvages, la morale du pardon qui fait de nous des bêtes avilies... Oui, je la connais aussi cette autre légende d'abaissement et de fausseté... On souffre l'enfer de la trahison, on croit celui qu'on aime perdu, on n'a plus qu'une idée, le garder quand même, le reconquérir, mais on n'ose... Alors la conscience nous souffle cet expédient : Sois grande, sois généreuse, pardonne!... Au fond, nous savons bien que notre grandeur ne sera que de la bassesse, notre générosité du désir, et que, notre pardon, nous l'accorderons en sanglotant, comme si c'était nous la coupable... Mais qu'importe la vérité pourvu qu'on sauve son plaisir!... Et nous sommes grandes à souhait, généreuses comme des saintes, et pardonneuses comme des martyres... Puis, quand nous avons joint à cette abjection de ne pouvoir nous passer de notre maître cette autre abjection de lui avouer notre servitude, sur la première illusion, c'en est une autre qui se greffe. Nous nous imposons de croire que de notre indulgence naîtra la gratitude, de notre attachement la fidélité, et, de notre faiblesse, le respect... Nous voulons qu'une faute oubliée devienne une faute sans retour, un mari menteur, un mari loyal, et le loup une brebis... Mensonges que tout cela! Une femme qui pardonne n'est qu'une femme qui désire encore. Un homme pardonné n'est qu'un homme qui ne se méfie plus... Face à face, ils se valent, l'une avec sa lâcheté, l'autre avec sa félonie. Et leur amour ne sera plus que l'union de deux mépris!...

Et plus loin, joignant à ces arguments d'ordre général des arguments plus personnels, et non moins forts :

... Etre trompée chaque jour, grossièrement, être prise pour une femme aveugle, abêtie, tout cela n'atteint que ma vanité... C'est affaire à régler entre mon orgueil et moi... Mais, mon secret découvert, c'est la dernière défense de mon amour qui tombe, c'est ma déchéance qui s'achève... J'étais déjà la femme crédule qu'on trompe, mais qu'on respecte à cause de sa tendresse... Je descends plus bas encore. Je deviens pour mon mari l'esclave tolérante et domptée, la mendiante d'amour qu'une aumône de caresses rassasie, et qu'on réduit par un baiser... Je deviens à ses yeux celle qu'hélas! je suis vraiment, celle qu'on tient, celle qui accepte tout, celle à qui on a le pouvoir de tout faire... Moi-même, aux instants d'abandon, j'ai peur de me livrer, j'ai peur de frémir aux baisers, j'ai peur de crier ma tendresse, j'ai honte de mon amour comme d'une tare, je crains même qu'il ne fasse rire... Non, non, il faut se taire, se taire devant le coupable, se taire devant les autres, se taire si l'on peut devant soi-même, ne serait-ce que pour ne pas s'entendre souffrir!...

Et voici le drame qui se précipite. Jacques, apprenant le passé infâme d'Éléna, la chasse; mais, comme il arrive dans les passions purement physiques, il est plus « tenu » par la jalousie que par la possession; il veut à tout prix garder sa maîtresse, la revoir, la ravoir, surtout l'empêcher d'être à un autre; elle est partie, il la suivra... Cette fois, c'en est trop. Simone, éperdue, laisse échapper tout son secret. Ce que, tout à l'heure elle disait « conditionnellement » à Solange, elle le crie avec toute la sincérité de sa souffrance. Pour la première fois, elle dit tout : qu'elle a su, dès le premier jour, que Jacques la trompait, les angoisses, les révoltes, les humiliations qu'elle a subies, l'affreuse détresse où elle a traîné son existence... Et cela a été vain; elle avait tout accepté pour garder Jacques, et le voici qui l'abandonne... — Un hasard (très vraisemblable) fait que Jacques entend cette confession désespérée. Il court à Simone, la prend dans ses bras, et cherche à la consoler avec la souriante et chaleureuse inconscience qu'il met à toutes choses. « Comment n'a-t-elle pas parlé plus tôt? S'il a été coupable, c'est par légèreté, par conviction surtout qu'elle ne se doutait de rien; s'il avait soupçonné son chagrin, il aurait renoncé bien vite à des plaisirs dont il ne veut plus, puisque Simone en souffre. Qu'elle ne pleure plus, puisqu'il est à ses genoux, tendre et repentant... Allons, c'est fini, n'est-ce pas? Plus de tristesse... Une petite promenade va sécher ses larmes; elles n'auront plus de quoi reparaître... » Et, tandis qu'il parle, Simone l'écoute avec effroi. Elle le retrouve tel qu'il a toujours été, gentil, insouciant et « coquet ». Elle retrouve l'éternel « recommenceur » qu'elle connait trop. Et, en même temps, elle se sent de nouveau sans défense contre son charme et sa séduction : « Tu sais bien que tu es à moi, que tu seras à moi

chaque fois que je le voudrai, c'est-à-dire toujours », lui répondait-il tout à l'heure. Hélas! il n'avait que trop raison. Elle n'aura jamais la force de le repousser, jamais le courage de refuser ses caresses. Et alors, c'est l'abîme de honte qu'elle montrait tout à l'heure à Simone, et elle sera la misérable « mendiante d'amour » dont elle prévoyait l'incurable détresse. Ce sera la souffrance déjà soufferte, et la honte en plus!... » Elle saisit un flacon de chloroforme et s'endort pour l'éternité...

* *

Deux objections (j'écarte, tout en l'admirant, celle qui consiste à dire que la mort par le chloroforme n'est pas aussi rapide que le croit M. Vandérem; il est probable, pareillement, que l'asphyxie de Desdémone est un peu trop prompte : et cela n'a pas empêché *Othello* de faire assez bonne figure dans le monde). Dans la dernière scène, l'optimisme de Jacques paraît un peu brutal en face du désespoir de Simone. Cet optimisme, d'ailleurs, est justement observé : il complète la silhouette du personnage. Mais le personnage même eût gagné à être plus développé, j'entends qu'il eût fallu insister sur sa sereine inconscience, montrer avec force le malentendu « incurable » qui le sépare de Simone ; ce qu'il dit est suffisant pour l'avertir, elle : il en fallait un peu plus pour nous convaincre, nous. — Enfin, deuxième objection, je n'aime guère la façon dont le dénouement est amené. Simone, exhalant sa douleur, s'approche par hasard d'une table : elle aperçoit un flacon, le chloroforme dont elle s'est servie tout à l'heure pour soulager une lancinante névralgie... C'est une inspiration! Dormir... ne plus souffrir... Et vous savez le reste. Il y a là une habileté un peu voyante. Le dénouement est « roide », je le sais; mais c'est une erreur de croire qu'on le rend plus acceptable en l'atténuant. Bien au contraire : plus un dénouement est « difficile », plus il faut l'amener avec hardiesse. J'aurais voulu, et cela me fait regretter plus encore la scène entre Jacques et Simone; j'aurais voulu que Simone fût clairement, forcément, acculée au suicide, que la mort nous apparût, — en cet instant précis, — comme le seule remède à sa détresse. Le drame a marché vite depuis la confession de Simone à Solange; il nous faut un petit effort pour nous la rappeler; et moins on demande d'effort au public, mieux cela vaut.

* *

J'ai résumé de mon mieux l'intéressante pièce de M. Fernand Vandérem. J'en ai donné d'assez longs extraits, car je tenais à préciser la pensée de l'auteur. Cette pensée, je le répète, me paraît juste et profonde. Ce que dit Simone sur la « vengeance » et sur le « pardon » est la vérité même, et la vérité éloquente. Pour la vengeance, peut-être se donne-t-elle un peu facilement raison en parlant de vengeance *immédiate*; les féministes ne sont pas si exigeants : ils accordent plus de vingt-quatre heures pour payer les dettes d'amour. Ce qu'ils réclament, pour la femme trompée, c'est le droit de ne plus s'obstiner à la résistance, là où un nouvel amour la tenterait. Le raisonnement de Simone, dans ce qu'il a d'essentiel, subsiste d'ailleurs pour la femme qui aime malgré tout, et pour qui la tromperie serait uniquement une vengeance; et c'est ainsi que l'entend Solange lorsqu'elle déclare qu'elle rendrait à son mari « œil pour œil et dent pour dent ». Quant au pardon, M. Vandérem, a, je crois bien, dit sur lui des choses définitives. Relisez les paroles de Simone; on ne peut montrer avec plus de clarté ce qu'il y a, dans le pardon, d'hypocrisie et souvent de bassesse, et de lâcheté. Si M. Vandérem a eu du mérite à le voir, il a eu plus de mérite encore à le dire.

Vous voyez qu'il y a quelque puérilité à reprocher à M. Vandérem d'être « subtil ». La solution qu'il propose, je le disais l'autre jour, n'a paru subtile que parce qu'elle est contraire aux plus récentes conventions littéraires. Est-elle contraire au bon sens, contraire à la vérité, ou du moins à ce que nous pouvons connaître de la vérité? En aucune façon. D'ailleurs, il n'y a pas trace de « thèse » dans *le Calice*. C'est un cas particulier qui sert de prétexte à l'énoncé de vérités générales. M. Vandérem, si j'ai compris sa pensée, n'a jamais prétendu qu'une femme aimante et trompée eût le *devoir* de « se taire sans murmurer », comme le vieux soldat de M. Scribe. Il a dit simplement ceci : Une femme qui a compris ce qu'il y avait de bassesse dans la vengeance et d'hypocrisie dans le pardon peut, avec une nature et dans des circonstances données, préférer l'humiliation apparente d'être dupe, à la honte réelle d'être impudique ou lâche.

Et, je ne saurais trop le répéter, les raisons qu'en donne Simone me paraissent sans réplique. Que ces raisons aillent, si je puis dire, plus loin que le personnage, qu'elles dépassent le cas particulier pour prendre une portée générale, il serait étrange, assurément, qu'on voulût s'en plaindre. Il serait, de même, tout à fait excessif d'étendre à tout l'ouvrage ce qu'il y a de « général » dans certaines de ses parties. Simone est assez « particulière » pour que la confusion soit impossible.

Reste le dénouement. Ici aussi il faudrait s'entendre. M. Vandérem a voulu que Simone se tuât. Se tuerait-elle, dans la vie? Je n'en jurerais pas. Hélas! la vie est une grande école de patience; et c'est la révolte qu'il faudrait encourager chez les hommes, plutôt que la résignation : la vie, par les mille rets

dent elle nous enserre, a bientôt fait de paralyser notre énergie. Ce que nous appelons résignation est, en fin de compte, moitié paresse et moitié espérance : lâcheté devant l'effort nécessaire à l'affranchissement, vague croyance qu'un hasard interviendra. Chose curieuse, — et qui prouve combien cette faiblesse nous est naturelle, — cet état d'esprit a survécu aux croyances religieuses qui l'avaient fait naître. La résignation s'expliquait tant qu'on voyait à l'origine de toutes choses une volonté invincible et mystérieuse dans ses voies : ce n'était qu'une soumission déférente à un pouvoir supérieur et sage. Mais aujourd'hui où la foi du charbonnier n'existe plus guère, et où l'intervention directe et persistante de la Providence n'est plus guère admise, que signifie la résignation, sinon ce que je viens de dire ?... Il est donc probable qu'une femme dans la situation de Simone, se serait « résignée » à l'amour repentant de Jacques, qu'elle en aurait retiré quelques parcelles de bonheur, et qu'elle eût continué ainsi, diminuée sans doute en dignité, allant d'une joie extrême à une détresse sans bornes, jusqu'à la fin de tout, que ce fût la fin de l'amour ou la fin de la vie.

Mais, faites attention que Simone est tout à fait exceptionnelle. Ce qui surprend chez elle, et ce qui rend sa mort invraisemblable pour certains, c'est l'énergie dont elle fait preuve pour renoncer aux quelques semaines d'amour qu'elle est sûre de trouver chez Jacques. Or, de cette énergie, elle a donné une preuve plus surprenante encore, par la persistance obstinée de son silence. Qu'elle ait, sans mot dire et pour les raisons qu'elle donne, souffert ce qu'elle a souffert, c'est la marque d'un héroïsme peu commun, plus grand sans doute que celui qu'il faut pour absorber le poison... Et nous touchons ici à un point assez délicat : le droit de l'auteur de mener ses prémisses jusqu'à leurs plus extrêmes conclusions. Que voulait M. Vandérem ? Protester contre l'infamie du « talion » et l'hypocrisie du « pardon » ; ou, pour mieux dire, nous montrer une femme qui ne veut s'abaisser ni à l'un ni à l'autre. Cette femme, pourvu qu'il l'ait créée réelle, il a le droit de la mener jusqu'aux dernières conséquences de ses idées ou de ses sentiments. Il a le droit de la mener au suicide, si le suicide est la seule manière de sortir d'une situation intolérable pour elle. Tout ce que nous pouvons exiger de lui, c'est que le dénouement ne soit pas en opposition avec le caractère de l'héroïne. Et vous avez vu que, loin de le contredire, elle le confirme. Peut-être avec un peu d'excès ; mais c'est précisément là ce que l'auteur a le droit de faire.

Vous voyez combien sont intéressantes les questions que soulève *le Calice*. J'en ai parlé trop longuement peut-être. Mais je tenais à vous montrer les divers aspects par où l'ouvrage de M. Vandérem attire l'attention de la critique et du public. Cette attention sympathique est désormais acquise aux ouvrages dramatiques de M. Vandérem. On peut aimer ou ne pas aimer *le Calice* : on peut en discuter la donnée, et relever dans la pièce certaines inexpériences. Il reste que le début de M. Vandérem est l'un des meilleurs que je sache, et des plus pleins de promesses.

Le rôle de Simone est extrêmement difficile à jouer ; l'interprète doit faire comprendre au public ce qu'elle doit cacher aux autres personnages : la seule scène où elle soit « franche » est celle qui termine la pièce ; les autres sont tout en nuances, en émotions aussitôt comprimées ; c'est le contraire de ce qu'on appelle un rôle brillant. Il faut donc savoir doublement gré à Mme Réjane d'avoir voulu jouer la pièce, et de l'avoir jouée avec le tact et la mesure qu'elle y a mis ; elle est spirituelle et émouvante, et dans un rôle — ô joie ! — qui n'est pas « fait pour elle ». Cela nous console de bien des choses. Mais ne récriminons pas. Au contraire : pour remercier Mme Réjane, ouvrons-lui crédit pour une nouvelle *Paméla* ou une nouvelle *Zaza*... Mais pour une seule ! Mlle Bernou a délicieusement rendu le joli rôle de Solange ; Mlle Avril a donné une silhouette pittoresque à celui d'Éléna ; Mlle Drunger est une délaissée qui a moins de peine à se guérir de son amour que de son rhume de cerveau. — M. Guitry est le naturel même dans le personnage de Jacques. Il faut louer MM. Gildès, Dauvillier et Fleury. Aucune puissance humaine ne m'empêcherait de dire que M. Nertann et Mme Jenny Rose sont exécrables.

JACQUES DU TILLET.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

L'A[illegible] cembre, à deux heures de l'après-midi, dans le grand am[illegible] [illegible] et l'esprit français ».

Au cours de sa récente visite aux Universités américaines, notre confrère a pu constater quels sont, aux yeux de l'étranger, les caractères qui font l'originalité de notre esprit et la valeur de notre littérature. Il a vu appliquer des méthodes d'enseignement différentes des nôtres, et s'est rendu compte des effets qu'elles produi-

raient si on les introduisait chez nous. Dans ce moment de crise, où notre culture traditionnelle est attaquée avec tant d'âpreté, et l'école anglo-saxonne préconisée avec tant de zèle, la conférence de M. Doumic entre dans le vif du débat.

On trouve des cartes d'invitation au siège de l'*Alliance française*, 45, rue de Grenelle.

M. Paul Meurice publie en brochure son *Struensée*. Et il explique, en une brève préface, comment lui vint l'idée de cette œuvre.

La foi ancienne, remarque M. Meurice, a fait de ces trois aspirations sublimes de l'homme : *aimer*, *savoir*, *pouvoir*, des crimes. Elle appelle l'amour péché, la science impiété, l'ambition orgueil. Et la poésie a suivi l'erreur de la foi.

C'est cette erreur que l'auteur de *Struensée* rêva de réparer, pour l'honneur de la philosophie et des lettres.

Il m'a toujours paru, certes, qu'après le XVIII siècle, après la Révolution française, il était bien l'heure que le théâtre réhabilitât les puissances de l'âme humaine qu'il avait calomniées, et donnât hautement raison à l'ambition, à la science, à l'amour. Et j'eus cette audace de porter longtemps dans mon esprit trois drames : *Struensée*, *Galilée*, *Don Juan*. L'âge est venu, et bien que le travail de *Don Juan* soit assez avancé, il est douteux que je l'achève. J'aurai donc pu seulement essayer de montrer, dans *Struensée*, que l'ambition peut être de l'héroïsme, et je sens bien que cette seule tentative a déjà dépassé mes forces ; mais l'art est le jeu magnifique où l'on peut, où l'on doit, caver au plus haut. Le but lointain, inaccessible peut-être, que l'artiste se pose à lui-même, s'il n'a pas la gloire de l'atteindre, il aura toujours l'honneur de l'avoir visé.

— Autre brochure, dédiée à la Comédie-Française : une réimpression des *Ménechmes* faite par les soins de M. Jules Truffier, à l'occasion de la reprise d'hier.

L'amusante comédie de Regnard avait été publiée pour la première fois en 1706 (quelques semaines après que la première représentation en eut été donnée). Elle était précédée d'une *Épître à Despréaux*, avec qui Regnard venait de se réconcilier.

La brochure est devenue introuvable ; et M. Truffier a eu la bonne idée de nous donner cette nouvelle édition des *Ménechmes*, en l'accompagnant d'une petite étude, substantielle et précise, sur l'histoire de la pièce et des circonstances diverses dans lesquelles elle fut mise à la scène, interprétée, — et reprise. Reprise il y a cinquante ans au Théâtre-Français, jouée *un soir*, et partout oubliée depuis ce temps, sauf à l'Odéon...

Le modeste Odéon nous a rendu plus d'un de ces services. On ne s'en souvient pas assez.

Paru aujourd'hui :

De M. Jean Revel, *Rustres ;* contes normands ;

De M. Ernest Hello, *Paroles de Dieu*. Réflexions sur quelques textes sacrés.

Un début.

Le débutant se nomme M. Jacques Blainville, et c'est avec un volume d'histoire qu'il fait son entrée dans les lettres.

M. Blainville vient d'achever une *Histoire de Louis II de Bavière*, où il a essayé de fixer, en même temps que le récit des faits, la psychologie d'une des plus singulières figures d'homme (et de prince) de ce temps.

A la Bibliothèque nationale.

Les travaux d'agrandissement et de reconstruction, dont on a si souvent parlé, vont être prochainement entrepris.

Le projet est divisé en trois parties, c'est-à-dire en trois *lots* de constructions.

Le premier lot, dont l'exécution est assurée quant à présent, comprend les locaux, situés sur les rues Colbert et Vivienne, qui seront affectés à la conservation des journaux, des imprimés et des manuscrits.

Le second lot, dit le *Mémorial de la Librairie française*, comprendra une vaste salle publique de lecture, de forme ovale, inscrite dans le rectangle occupé à l'heure actuelle par les terrains vagues. Cette salle sera aussi grande que la salle actuelle de travail ; elle renfermera 350 places.

Un large vestibule, une entrée au moins aussi importante que l'entrée actuelle de la rue Richelieu, donnera accès de la rue Vivienne dans cette nouvelle salle.

Les bâtiments du troisième lot fermeront le rectangle, du côté de la rue Vivienne et du jardin. Le rez-de-chaussée sera disposé pour recevoir les deux fameux globes de Coronelli, qui ont servi, on le sait, à l'éducation du grand dauphin et que le manque de place avait fait reléguer depuis douze ans dans une salle retirée de la bibliothèque. Tout autour sera disposé une sorte de musée épigraphique, formé des mille objets curieux aujourd'hui épars dans toutes les parties de la bibliothèque.

Le premier étage sera affecté au cabinet des médailles, dont l'emplacement actuel, près de la rotonde de la rue des Petits-Champs, sera rendu au service des imprimés, de plus en plus à l'étroit. Il ne faut pas oublier que la bibliothèque reçoit chaque année 50 000 volumes. Enfin les locaux occupés aujourd'hui par la salle publique provisoire seront affectés au service des manuscrits.

M. Adrien de Mortillet publiera, au début de l'année prochaine, une édition nouvelle d'un des ouvrages les plus remarquables de Gabriel de Mortillet, son père : *le Préhistorique*.

L'édition est entièrement refondue et mise au courant des découvertes modernes. M. Adrien de Mortillet en a trouvé, dans les papiers de l'éminent savant, le manuscrit tout prêt, et achevé.

M. Edmond Thiaudière est un courageux. Il s'est adonné à l'une des plus ingrates entreprises où puisse s'aventurer, de nos jours, un homme de lettres : il publie des livres de *Pensées*. Et les titres qu'il leur donne ne sont pas non plus pour exciter le passant... *La Soif du Juste :* c'était le volume d'hier ; *l'Obsession du Divin :* c'est celui d'aujourd'hui.

Mais peu importe à M. Thiaudière que le passant l'ignore. Il lui suffit que l'Académie soit attentive à ce qu'il écrit. Et elle l'est.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37181. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 24. 4e SÉRIE. — TOME X 10 DÉCEMBRE 1898.

L'AMÉRIQUE ET L'ESPRIT FRANÇAIS

La question de l'enseignement [1].

Mesdames, Messieurs,

Je sens tout l'honneur qu'il y a pour moi à prendre la parole devant vous, dans cette salle, sous le patronage d'une association dont vous connaissez le but hautement patriotique, sous la présidence du grand diplomate qui a su mener à bien des négociations difficiles, avec une habileté et une délicatesse de tact auxquelles les deux parties ont rendu pareillement hommage, et faire ainsi accomplir une fois de plus à la France son noble rôle de pacification. Aussi, ne craignez pas que je vous fasse perdre votre temps en vous racontant les particularités amusantes, curieuses et inédites de la vie américaine. Sous prétexte qu'on revient de New-York, ou même de Chicago, on se donnerait difficilement pour un explorateur. Et l'Amérique a été si souvent découverte, depuis le temps de Christophe Colomb, que vous me permettrez de ne pas recommencer cette entreprise où j'aurais trop de devanciers. Le sujet de cette conférence est déterminé par la nature même de l'œuvre que poursuit l'Alliance française. L'Alliance se propose de propager à l'étranger la langue et la littérature françaises. J'ai donc à vous dire quelle est pour nous la situation aux États-Unis, quels efforts on fait pour répandre le goût de notre langue et quels en sont les résultats, comment on accueille là-bas notre littérature et surtout quelles sont les causes du prestige que ne cesse d'exercer notre esprit français, quelles sont donc les traditions auxquelles nous devons rester fidèles, et quelles sont les fautes que nous devons éviter de commettre sous peine de renoncer nous-mêmes à un glorieux patrimoine et de ruiner volontairement l'influence des lettres françaises.

Vous devinez sans peine à quels obstacles se heurte l'esprit français et avec quelles résistances il est aux prises dans un pays où la population d'origine allemande ou anglaise est en immense majorité et se renouvelle par une immigration continue. Ajoutez qu'au lendemain de 1870 nous portions vis-à-vis de l'étranger la peine de nos malheurs; et vous savez que le prestige qu'exerce la littérature d'un pays est intimement lié à la fortune générale de ce pays et en suit toutes les vicissitudes. Nous nous sommes relevés; nous avons prouvé notre vitalité; on s'est remis à croire en nous. Un mouvement s'est dessiné en faveur de nos idées, de nos livres, de notre haute culture. Il s'agissait de profiter de ce mouvement, d'en augmenter la force, de le régulariser, d'en assurer la durée pour l'avenir. Ce résultat est aujourd'hui un résultat acquis. Nous le devons d'abord à l'initiative d'un de nos compatriotes, maître éminent, écrivain et orateur, homme de pensée et homme d'action, chef incontesté de notre école de critique contemporaine : j'ai nommé M. Ferdinand Brunetière.

Lorsqu'il y a deux ans on apprit que M. Brunetière songeait à aller en Amérique, peut-être vous souvenez-vous comment on accueillit son projet. Nous avons à Paris dans les journaux, dans les salons, et même ailleurs, des gens d'infiniment d'esprit

1 Conférence faite le 4 décembre dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. — Séance solennelle de l'*Alliance française*, sous la présidence de M. Jules Cambon, ambassadeur de la République française aux États-Unis.

et qu'on est sûr de trouver toujours prêts, et en verve, quand il s'agit de railler ou de rabaisser une entreprise nouvelle. Ils ne se sont pas manqué à eux-mêmes dans cette circonstance. Ils se sont empressés de s'exclamer en chœur : « Quelle folie d'aller faire des conférences françaises en Amérique, — et devant des Américains ! Ça n'intéressera personne. Les gens ne viendront pas. On n'aura pas d'auditoire. Si on a un auditoire, il ne comprendra pas... » La vérité est que le conférencier français trouve aux États-Unis un public qui, dans certaines villes, dépasse deux mille personnes, capable de saisir toutes les nuances de la parole, et prêt à récompenser par son évidente sympathie celui qui vient l'entretenir des chefs-d'œuvre de notre littérature. Il fallait grouper ces bonnes volontés ; il fallait établir un courant ; la forte éloquence de M. Brunetière y était merveilleusement propre ; et vous allez voir que son passage parmi les Universités américaines n'a pas laissé seulement un brillant souvenir, mais qu'il a été pratiquement l'origine d'une institution nouvelle dont l'importance ne saurait vous échapper.

En effet, c'est un trait de la vie universitaire en Amérique que chaque étudiant aime son Université, lui est attaché par une sorte de patriotisme local et s'efforce par tous les moyens de contribuer à sa prospérité. Un jeune homme, étudiant de l'Université Harvard, M. James Hyde, a voulu assurer à son Université le bénéfice de conférences françaises annuelles. Il a fait une fondation en ce sens. Grâce à lui, un des nôtres ira chaque année dans cette Université, la plus ancienne et la plus fameuse des Etats-Unis, parler de nos livres, de notre théâtre, faire aimer nos penseurs et nos poètes. Vous serez sans doute d'avis que le jeune homme qui a gentiment, entre un cours et une partie de foot-ball, créé cette institution en notre faveur, a bien mérité de votre sympathie. J'ai tenu à vous faire connaître le nom de James Hyde comme celui d'un des plus sincèrement zélés parmi les amis de notre pays.

Un autre trait de la vie universitaire en Amérique, c'est la rivalité qui existe entre les diverses Universités. Puisque ceux de Harvard ont un conférencier français, ceux de Yale s'empressent donc de l'inviter, mais ceux de Columbia considèrent qu'il est de leur dignité qu'il prenne aussi la parole chez eux.

Je ne vous ai encore parlé que des Universités masculines, mais vous savez que l'Amérique possède de florissantes Universités de jeunes filles. Les jeunes filles d'Amérique ne sont aucunement disposées à se laisser oublier ; elles n'ont aucune envie de céder le pas à leurs frères ; elles le leur disputeraient au besoin et avec chances de succès. Et par exemple les trois cents jeunes filles réunies dans l'Université de Bryn Mawr, au milieu d'un parc splendide, à l'ombre de grands arbres, afin d'y étudier qui le grec et qui la sociologie, forment pour le conférencier français un auditoire aussi intelligent que l'autre, et que ni la sociologie, ni le grec ne rendent moins séduisant.

Ainsi de Cambridge à New-Haven, de Boston à New-York, de Baltimore à Washington et à Philadelphie ce sont des idées françaises qui cheminent.

Mais une voix française ne peut guère se faire entendre là-bas sans que l'écho en parvienne aussitôt dans cette autre France, dans cette France d'outre-mer qui est le Canada. Ceux qui doutent de l'énergie, de la force de résistance et de la puissance de développement de notre race, je les engage à s'aller promener dans cette province de Québec, sur les rives du Saint-Laurent, à visiter ce que Voltaire appelait dédaigneusement « quelques arpents de neige ». Ce qu'ils y verront en vaut la peine. Depuis près d'un siècle et demi que le Canada nous a été arraché, il a passé sous une autre domination, connu d'autres intérêts, subi le voisinage d'autres lois, d'autres mœurs ; mais ni le changement de gouvernement, ni les intérêts nouveaux, rien n'a pu entamer cette volonté qui est celle de toute une partie de la population canadienne, la volonté de rester française. Et quand on retrouve là-bas les types qui sont ceux de notre peuple, notre allure, notre langue, jusqu'à l'accent de telle province, nos idées, nos mœurs, notre vie de famille, tout cela réuni pour former ce quelque chose de si doux qui est « l'air de chez nous », tout cela rendu plus respectable encore par je ne sais quel « air ancien », on se sent ému aux larmes par cette vision de vieille France, reconnaissant pour ce clergé catholique qui a défendu pied à pied nos intérêts nationaux et qui ne désertera pas la lutte, et enfin rempli d'admiration pour ces braves gens qui gardent plus forte que le temps, plus forte que tout, inaltérable, inviolable, la piété du souvenir.

Cette année même a été fondée à l'Université Laval, à Montréal, une nouvelle chaire de littérature française, à laquelle a été appelé un jeune professeur sorti d'hier de notre Faculté des lettres. Ajoutez que dans tous les centres de quelque importance l'Alliance française crée de nouveaux comités, donne une plus grande extension à ceux qui existaient déjà. Avais-je tort de vous parler de cette curiosité et de cette sympathie qu'inspirent notre langue et notre littérature ?

* * *

Qu'est-ce donc qu'on apprécie dans cette littérature ?

Quand nous dressons nous-mêmes la liste de nos propres qualités, nous sommes suspects et on nous accuse de complaisance envers nous ; comme si ce n'était pas un devoir pour chaque peuple d'être pré-

venu en faveur des choses de chez lui, — devoir auquel nous manquons trop souvent —, et comme si par hasard les autres peuples nous donnaient l'exemple de la modestie! Mais nous pouvons bien accepter sur ce point le témoignage des étrangers. D'ailleurs il ne s'agit pas d'exalter notre littérature aux dépens des autres, mais de rechercher quels sont les caractères qui frappent les étrangers quand ils lisent nos livres, et qui leur semblent significatifs de la manière française.

Le premier de ces caractères, c'est la qualité de notre langue, et c'en est la pureté.

Cette langue, depuis le XVIe siècle où elle a trouvé sa forme définitive, a pu acquérir des qualités différentes, plus de plénitude au XVIIe siècle, plus de vivacité au XVIIIe, plus de couleur au XIXe, mais dans son essence elle est restée la même, et la langue que nous parlons à la date d'aujourd'hui est bien celle de Rabelais, de Bossuet, de Voltaire, comme elle est celle de Hugo et de Taine. Cette langue a pu, à certaines époques, subir des altérations; mais c'est un organisme vivant et qui répare ses pertes. Gens d'école, gens de métier, gens du monde, nous nous livrons à un travail incessant sur les mots. Nous avons tous en commun ce goût pour la pureté de l'élocution. En voulez-vous un exemple frappant? Prenez une personne sans culture. Demandez-lui ce qu'elle pense d'un livre qu'elle vient de lire avec plaisir. Elle ne vous répondra ni que le récit y est palpitant, ni que la catastrophe y est émouvante. Non. Elle vous répondra uniformément : « C'est bien écrit. » Et sans doute elle serait fort embarrassée pour expliquer la différence qu'il y a entre un livre bien écrit et un livre mal écrit. Mais elle a, sans l'analyser, cette notion, qu'un écrivain doit bien écrire ou ne pas s'en mêler. Nous avons tous ce sentiment qu'une faute contre la langue est une faute, que c'est un délit de droit commun. Cela ne veut pas dire que nous n'en commettions pas : mais nous les commettons malgré nous ; nous en avons un peu de honte; et c'est le commencement de la sagesse.

Un second caractère de nos livres, c'est leur clarté.

Quand nous disons quelque chose, on sait tout de suite ce que nous voulons dire. Cela ne valait pas toujours la peine d'être dit: mais on s'en aperçoit aussitôt; c'est pour le lecteur une consolation et une vengeance. Ce n'est pas dans notre littérature qu'on trouve de ces confuses beautés qui de loin font illusion et de près n'apportent que déception, de ces théories nuageuses qui ne laissent au lecteur irrité et dupé que la fatigue d'avoir couru après du brouillard. Je me souviens d'une jeune fille de là-bas à qui je demandais si elle aimait notre littérature. « Non, me dit-elle, je ne l'aime pas. » Et comme je m'enquérais, avec un peu de chagrin, de ses raisons : « C'est, me répondit-elle, que je ne trouve pas votre littérature assez profonde. » Je ne sais pas bien quels sont les abîmes de profondeur qui seuls auraient suffi à cette jeune fille, dont au surplus le regard était très doux et le visage était empreint d'une candeur charmante. Mais un abîme se reconnaît à ce qu'on n'en aperçoit pas le fond. Nous voulons nous autres être allés autour et au fond de nos idées; ce qui est à moitié clair, c'est-à-dire à moitié obscur, n'est pas français.

Un dernier caractère de notre littérature, c'en est la généralité. Alors même qu'elle traite d'histoire, de philosophie, de jurisprudence et d'exégèse, elle évite de s'adresser aux seuls spécialistes. Elle n'a pas en vue les hommes d'une profession ou d'un pays; mais elle s'adresse pareillement à tous les « honnêtes gens », attendu que chacun de nous, en dépit des différences individuelles, « porte en soi la forme de l'humaine condition ». Ce caractère de large humanité explique sa puissance d'expansion. Notre littérature est la littérature française, mais elle est en outre, et c'est son honneur, une littérature humaine.

*

Pureté de la langue, valeur artistique de la forme, clarté des idées, humanité, — si tels sont les caractères de notre littérature, d'où pensez-vous qu'ils viennent? A coup sûr ils viennent de la nature de notre esprit. Mais ce n'est rien que la nature sans l'éducation. Ce que nous prenons pour la nature, ce n'est souvent que le produit de l'éducation. Une éducation plusieurs fois séculaire est toute-puissante et ne peut manquer d'avoir modelé, façonné, pétri l'esprit d'un peuple. Justement ce qui fait que l'esprit français est tel que nous le voyons aujourd'hui, c'est le système de formation intellectuelle qui n'a cessé de lui être appliqué, ce sont nos méthodes d'enseignement.

Ce qu'il y a d'essentiel dans cet enseignement, tel qu'il a été donné jusqu'aujourd'hui, c'est d'abord qu'il a pour base l'étude des langues mortes; c'est ensuite qu'il s'adresse à tous.

On demande parfois ce qui fait, pour la formation de l'esprit, la valeur des langues mortes. Mais précisément, c'est qu'elles sont mortes. En effet les idées qui nous arrivent à travers elles, ont subi l'épreuve du temps et nous apparaissent dépouillées de tout ce qu'il y avait en elles de relatif à une époque, de périssable et de caduc. Nous pouvons juger de ce qu'elles valent puis qu'elles ont développé leur principe à travers le temps, et que le départ s'est fait entre ce qu'elles enfermaient de vrai et de faux. Ce qu'elles pouvaient contenir de dangereux s'est émoussé; elles sont ainsi devenues des instruments d'éducation. En nous reportant vers des sociétés disparues, elles ouvrent devant nous la vaste perspective

des siècles; c'est le vrai moyen d'élargir l'intelligence. Enfin l'étude des langues mortes est la plus sûre garantie pour la conservation de notre originalité. Car dans une littérature vivante contemporaine, composée à ce même moment de l'humanité qui est le nôtre, nous retrouvons trop de nos propres façons de penser et des nuances de notre sensibilité. Elle nous pénètre, elle nous absorbe, elle nous ravale au rang de plagiaires. Mais nous pouvons nous mettre sans crainte à l'école d'écrivains qui vivaient il y a vingt-huit siècles; quand nous les copierions, nous ne leur ressemblerions encore que de fort loin. L'époque où notre littérature reflète le plus exactement notre génie national, c'est cette période du XVIIe siècle, où n'étant plus ni espagnole ni italienne, et n'étant pas encore anglaise, elle se sert de la culture gréco-latine comme d'un instrument pour dégager sa propre originalité.

En second lieu, cet enseignement s'est toujours adressé à tous. Il n'est pas réservé à une élite : c'est lui qui forme l'élite. Ce n'est pas un enseignement de privilégiés. Lettrés, savants, écrivains de chez nous, combien sont sortis de la toute petite bourgeoisie, combien étaient tout voisins du peuple! Ainsi s'est créé en France un large public, composé des éléments les plus différents, et qui a sa réelle unité. Ainsi l'atmosphère de notre littérature a été sans cesse renouvelée par l'air libre. L'écrivain en France peut écrire pour les délicats sans cesser d'écrire pour tout le monde.

C'est cet enseignement qui est aujourd'hui l'objet des plus vives attaques. Ces attaques se produisent dans les journaux, dans les livres, ici même. Depuis quelques mois il s'est établi un usage paradoxal. Dès qu'un lettré de marque ou un universitaire qualifié a réuni quelques milliers d'auditeurs à la Sorbonne, il profite de l'occasion pour dauber sur l'enseignement de l'Université et sur ceux qui le donnent. Ces professeurs, qu'on s'était accordé jusqu'ici à regarder comme formant une des classes les plus éclairées et les plus profondément honnêtes de la nation, on les accuse aujourd'hui d'être ou « inintelligents » ou « coupables », d'« abrutir » et d'« avilir » la jeunesse. — Vous pensez bien que je n'invente pas; je cite (1). — On nous les montre comme des sortes de maniaques, occupés à déformer par de sûrs moyens le cerveau des jeunes gens confiés à leurs soins. Au surplus il ne s'est pas élevé une voix autorisée pour réclamer en faveur de ces maîtres dont le seul tort est d'appliquer, dans l'Université, les programmes de l'Université, d'après les méthodes de l'Université, pour rassurer ces hommes de labeur et de devoir, et leur rendre confiance dans une œuvre à laquelle beaucoup consacrent tout leur temps, toutes les ressources de leur esprit, toute leur puissance de dévouement et dont, vous le savez bien, ils n'ont à espérer d'autre récompense que celle qu'ils trouvent dans la conscience d'avoir fait œuvre bonne et utile. Je ne me souviens pas que personne ici se soit levé pour dire ce qui pourtant est la vérité, c'est que, si brillant que soit notre enseignement supérieur, en en trouve hors de chez nous l'analogue, si largement compris que soit notre enseignement primaire, on peut lui comparer celui des autres nations, mais qu'il y a un enseignement dont on ne trouve nulle part ailleurs l'équivalent, qui est chez nous mieux organisé, plus fortement et plus complètement que dans aucun autre pays, et qui a donné sa saveur à notre esprit : c'est l'enseignement secondaire classique.

C'est contre lui qu'on mène une campagne de découragement et de désorganisation.

***

Quels sont donc les arguments qu'on invoque contre lui?

On voudrait remplacer l'étude des langues mortes par celle des langues vivantes. C'est dire qu'on voudrait nous désapprendre le français. Car je ne vous répéterai pas, ce que vous savez bien, que le français est le latin lui-même qui a continué de vivre sur notre sol, et sous notre ciel; mais les langues mortes servent comme de barrières et de cloisons étanches pour empêcher les infiltrations étrangères dans notre langue. Un professeur de l'Université

1. Edmond Demolins, *L'éducation nouvelle :*

« C'est le cas de replacer sous les yeux du lecteur cette déclaration de M. Jules Lemaître, qu'il faudrait enfoncer comme un clou dans la tête de tous les pères de famille : « Je dis qu'un bachelier ès lettres moyen, c'est-à-dire un bon jeune homme qui ne sait ni le latin, ni le grec, mais qui, en revanche, ne sait pas mieux les langues vivantes, ni la géographie ou les sciences naturelles, est un monstre, un prodige de néant. »

Les membres du corps enseignant qui défendent ce régime scolaire parce qu'ils le trouvent satisfaisant sont vraiment bien peu intelligents.

Ceux qui le défendent parce qu'ils trouvent plus commode pour eux de ne rien changer à leur vieille routine sont vraiment bien coupables. » (P. 91, 92.)

Analysant une brochure qui lui semble être le réquisitoire du sens commun, M. Demolins en détache l'extrait suivant : « Les enfants répugnant fortement aux méthodes qu'on leur impose, un certain nombre d'entre eux cherchent en même temps à éviter les punitions qu'ils risquent d'encourir par cette façon d'agir. Pour cela ils mentent, ils dissimulent, ils usent de toutes les ruses que les circonstances mettent à leur disposition. C'est ainsi que s'avilit un enfant qui avait reçu de la nature, en naissant, de la droiture, de la loyauté, de la franchise. La bassesse de l'âme est le fruit trop souvent produit par la coercition dont on use pour faire respecter les méthodes que nous attaquons aujourd'hui. Ce n'est pas leur côté le moins déplorable. » (P. 111.)

Jules Lemaître, *La réforme de l'enseignement :* « Puisqu'il est établi que les neuf dixièmes des élèves ne retirent rien de l'enseignement classique, ils en retireraient toujours bien autant du moderne, et ils y gagneraient d'être moins abrutis. »

Harvard me disait : « Savez-vous quand je reconnais qu'un professeur venu de France commence à savoir l'anglais? c'est quand il commence à mal parler le français. » Ce qui est vrai d'un homme fait l'est à plus forte raison d'un enfant. Que nos enfants apprennent donc l'anglais, qu'ils apprennent l'allemand, et surtout qu'ils le sachent! — mais à condition que le latin les mette en pleine possession du français.

On poursuit : « A quoi bon apprendre le latin et le grec, puisque les classiques anciens ont été traduits? » Et ici l'argument est de telle nature que je m'excuse un peu de le reproduire. Car vous savez ce qui reste d'un original dans une traduction. Pour les ouvrages en prose, il n'en reste presque rien; mais pour la poésie il n'en reste rien du tout. Si vous voulez vous faire quelque idée de ce que c'est qu'Homère ou Virgile en français, demandez-vous un peu ce que ce peut être que Racine traduit en allemand ou Lamartine traduit en anglais.

On nous dit : « Inutile d'aller chercher les Grecs chez les Grecs et les Latins chez les Latins. Toute la substance de l'antiquité a passé dans les œuvres de nos grands écrivains du XVIIe siècle. » — D'abord vous savez que dans les classes on lit de moins en moins nos classiques français; car depuis qu'il a fallu faire place aux écrivains contemporains et à ceux du moyen âge, force a été de réduire à la portion congrue les Boileau, les Pascal, les Bossuet, les La Bruyère, dont il est vraisemblable que le collégien une fois hors du collège ne rouvrira pas les livres. — Mais en outre et surtout qu'est-ce qui fait que nous pouvons aujourd'hui prendre un livre de Rabelais ou de Montaigne, le lire sans effort et y trouver du plaisir, qu'est-ce qui fait que nous sommes, à l'heure qu'il est, de plain-pied avec tant de beaux livres qui ont été écrits chez nous pendant quatre siècles? C'est que notre esprit se forme à peu de chose près par les mêmes méthodes qui ont été usitées pendant ces quatre siècles. Je crois bien qu'aucun de nos grands écrivains pas plus qu'aucun de nos bons écrivains, n'a été dénué de culture classique; mais ceux mêmes qui ne l'auraient pas reçue, une George Sand, un Louis Veuillot, ont vécu dans une atmosphère imprégnée de classicisme, et se sont servis d'une langue à laquelle le latin avait maintenu la pureté de son dessin. Le latin a été jusqu'ici l'armature de notre langue et de notre littérature. C'est un fait et nous n'y pouvons rien. Du jour où nous y aurons renoncé, les conséquences ne se feront pas attendre. Le lien étant rompu et les barrières étant brisées, les influences étrangères nous pénétreront. Une autre langue et une autre littérature se formeront peut-être; mais pour ce qui est de notre littérature classique, elle nous deviendra lointaine. Les idées et les expressions cesseront de nous en être familières. Nous les étudierons comme chose savante et matière d'érudition, de même que nous étudions *la Chanson de Roland* ou *le Roman de la Rose*. On encore nous les apercevrons comme peuvent le faire les étrangers. Et c'est cela même : Corneille, Molière, Voltaire, seront devenus des étrangers dans leur propre pays. Renoncer à l'enseignement du grec et du latin, c'est en fait et par voie de conséquence nécessaire rejeter quatre siècles de littérature française.

Je sais bien ce qu'on me répondra. On me répondra, avec infiniment de douceur et de la façon la plus insinuante : « Mais il ne s'agit pas de renoncer à la culture classique. Nous ne sommes pas les ennemis du latin. Nous ne sommes pas les ennemis même du grec. C'est leur plus grand bien que nous voulons. Et pour cela nous demandons qu'on en réserve l'étude aux quelques jeunes gens qui seront vraiment en mesure d'en profiter. » C'est-à-dire qu'on veut faire du latin et du grec des spécialités qu'étudieront quelques hommes de loisir, comme on étudie l'hébreu ou le sanscrit, et non plus des éléments actifs de notre formation intellectuelle générale. On veut couper la communication entre les lettrés et l'ensemble de la nation, faire de ces lettrés, qui jusqu'ici s'étaient recrutés dans toutes les catégories sociales, une classe de privilégiés et d'inutiles, et stériliser par cela même la littérature isolée dans cette retraite qu'on nous présente comme un sanctuaire et qui ressemble bien plutôt à un lazaret.

Il reste une dernière constatation. On nous affirme que les jeunes gens d'aujourd'hui ne savent pas le latin, qu'ils ne savent d'ailleurs pas autre chose, qu'ils ne savent rien. Je n'en suis pas si convaincu, et je ne me résigne pas à croire que cette jeunesse sur laquelle nous comptons pour être meilleure et plus heureuse que nous n'avons été, nous ses aînés, soit désormais et de notre fait condamnée à l'impuissance. J'ai meilleure opinion de la jeunesse française, peut-être parce que j'ai toujours vécu très près d'elle, et je trouve qu'on met bien de l'empressement à lui décerner un brevet d'imbécillité.

Mais d'ailleurs je suis prêt à reconnaître qu'on a commis dans ces dernières années une grave erreur. Elle provient de la docilité avec laquelle, au lendemain de la guerre de 1870, les chefs de notre enseignement se sont mis à l'école de l'Allemagne. Ils ont emprunté à l'Allemagne ses méthodes d'érudition; et ces méthodes, qui peuvent être excellentes dans l'enseignement supérieur, ils les ont transportées dans l'enseignement secondaire. On s'est mis à enseigner le latin aux enfants par des procédés savants et abstraits, comme si on voulait former en eux de futurs philologues. On les a courbés sur la grammaire, tenus sur la prosodie; on a fait de l'étude des langues mortes

quelque chose de rébarbatif et de hérissé; on a fait appel à la mémoire et au sens critique, tandis qu'il faudrait ne s'adresser qu'à l'imagination, à la sensibilité, et développer, avec la réflexion, le goût du beau et le sens moral. La même manie d'érudition aggravée de la manie encyclopédique a fait qu'au lieu des éléments de l'histoire, de la géographie et des sciences, on a inscrit aux programmes une histoire détaillée, compliquée, et flanquée d'annexes redoutables, une géographie ornée de géologie et agrémentée de paléontologie, et beaucoup d'autres sciences dont les noms seuls vous feraient peur. On a ainsi faussé la notion elle-même de l'enseignement. On a oublié que l'instruction du collège a pour objet de former l'esprit et non de le bourrer. Nous touchons présentement du doigt les résultats de l'introduction en France du système allemand. Ceux qui en ont été jadis les promoteurs ne s'en montrent pas aujourd'hui très fiers. Et vraiment il n'y a pas de quoi.

Nous sommes aujourd'hui désabusés de l'école allemande, alors que faisons-nous? Nous remplaçons un engouement par un autre engouement. Nous sommes en train de préconiser l'école anglaise.

La mode de l'école anglaise a été lancée par ce livre sur la *Supériorité des Anglo-Saxons* que nos ingénieux publicistes se sont hâtés de signaler à l'attention universelle, dont il a été fait, si j'en crois l'avis de l'éditeur, des éditions anglaise, allemande, espagnole, polonaise, arabe, et qui donc s'en est allé répandre dans les pays de langue anglaise, allemande, espagnole, polonaise et arabe, c'est-à-dire partout, le dogme, — désormais revêtu de notre estampille, — de notre infériorité. Ce succès de l'école anglaise n'est pas resté à l'état platonique, et de la théorie on est en train de passer à la pratique. En ouvrant le dernier volume que M. Demolins vient de publier sous le titre de *l'Éducation nouvelle*, j'y ai lu, avec quelque tristesse, je l'avoue, des lettres de pères de famille français demandant les adresses de maisons anglaises, afin d'y envoyer leurs fils.

Un négociant de Rouen me demande des renseignements sur l'École de Bedales :

« Mon fils ira à Bedales à la rentrée du 29 avril... » Il y est maintenant, je l'ai vu lors d'un récent voyage que j'ai fait en Angleterre : il me déclara qu'il était le plus heureux des élèves...

Un père de famille me demande l'adresse de l'École d'Abbotsholme pour quatre enfants qu'il voudrait envoyer en Angleterre...

Je suis sous le charme de votre chapitre sur le régime scolaire anglais et je viens vous demander s'il existe en France un établissement semblable... J'y mettrais bien volontiers mes enfants jusqu'à ce que, un peu plus âgés, ils puissent être confiés à l'une de ces institutions anglaises...

Je viens de faire exprès le voyage pour visiter l'École de Bedales dont le programme me satisfait pleinement. Je suis tout à fait décidé à envoyer mon fils en Angleterre, etc. (Pages 1-14.)

Vous le voyez, le conseil a été entendu. C'est un exode vers l'Angleterre. C'est une émigration.

Je comprends bien qu'on se propose d'installer en France des écoles où sera appliqué le système anglais. Cela ne vaut guère mieux, et je suis loin de me rassurer en songeant que cette émigration deviendra une émigration à l'intérieur. Ne croyez pas d'ailleurs que je sois un détracteur des méthodes d'enseignement étrangères, et que j'ignore quelle importance il y a pour nous à les méditer ; mais c'est à condition que pour l'essentiel nous restions fidèles aux nôtres. Un peuple ne saurait faire rien de profitable en allant contre sa tradition. L'enseignement est plus que toute autre chose affaire de tradition. Et à quoi nous servirait donc notre souplesse tant vantée, si ce n'était à plier la tradition aux exigences de la vie moderne?

« Les exigences de la vie moderne » — c'est une de ces expressions toutes faites, devant lesquelles tout le monde s'incline sans se demander si par hasard elles ne seraient pas dépourvues de signification. Les exigences de la vie moderne, ce sont celles du commerce, de l'industrie, de la colonisation, car il paraît que jadis le commerce, l'industrie et la colonisation n'avaient pas d'exigences. Des chroniqueurs, qui savent tout juste distinguer la laine du coton, se sont mis à disserter sur les conditions actuelles des échanges commerciaux. Des littérateurs qui distingueraient mal le fer de l'acier, et le blé du colza, se sont mis à argumenter sur la crise industrielle, agricole, financière. Nous avons aussi nos colonisateurs en chambre qui dans leurs expéditions n'ont pas poussé beaucoup plus loin que Levallois-Perret et qui prêchent la colonisation par la parole, par la plume et de toutes les façons enfin dont on peut prêcher, sauf de celle qui consiste à prêcher d'exemple. Et comme, même dans les choses sérieuses, la gaieté ne perd jamais ses droits, savez-vous ce qu'ils ont trouvé pour détourner les jeunes français des carrières libérales? C'est de rendre l'accès de ces carrières plus facile.

Qu'on organise en vue du commerce et de l'industrie, sur des bases larges et solides, cet enseignement professionnel, qui, me dit-on, à l'heure actuelle, est tout à fait insuffisant. Nous en sommes tous d'avis. Mais pourquoi déguiser sous le nom d'enseignement moderne ce qui n'est et ne doit être que l'enseignement primaire supérieur? Et pourquoi aurait-on inventé cette dénomination « reluisante », si ce n'était pour flatter la vanité des parents? Laissons donc ces

habiletés de langage et, à nos risques et périls, disons les choses comme elles sont. Il n'y a que deux formes de l'enseignement : d'une part l'enseignement primaire et professionnel, d'autre part l'enseignement littéraire qui est l'enseignement classique.

Mêler des questions qui n'ont entre elles pas de lien, c'est le bon moyen pour en compromettre la solution. Je ne prends qu'un exemple. Et je ne voudrais pas, à mon tour, céder à la tentation de parler de ce que je ne connais pas. Cependant j'entends dire que le problème de la colonisation est surtout le problème de l'accroissement de la population. Dans les pays où il y a surcroît de population, on colonise. En France la population reste stationnaire. On ne colonise pas. Cela est clair. Mais qu'est-ce que la question du latin vient faire là dedans ? Si nous ne colonisons pas, c'est encore que nous avons trop de goût du bien-être, de la vie facile, et que nous ne voulons pas qu'on nous dérange dans nos petites habitudes d'existence commode. Mais encore quel rapport cela a-t-il avec la question du latin ? Au XVIe, au XVIIe siècle, où donc ne sont pas allés nos marins ? Quel peuple plus que nous a dans son histoire de beaux récits d'aventures ? De quel pays et à quelle date, pour ne citer que lui, était parti Samuel Champlain ? L'époque où la France a été le plus traditionnelle et le plus classique est celle où elle a le plus colonisé. Et, ne nous lassons pas de le redire, puisqu'on l'oublie de tous côtés, c'est elle qui a montré le chemin à l'Angleterre. Pour le cas où il y aurait à l'heure actuelle diminution dans nos facultés d'activité et d'énergie, n'en accusez donc pas le latin qui n'en peut mais ; soyez plus francs, allez droit aux véritables responsabilités, et consultant l'histoire de ces dernières années, demandez-vous si on a tout fait dans notre pays pour développer cette force morale qui vient de l'union entre tous les citoyens, pour entretenir l'enthousiasme dans les imaginations, le désintéressement dans les consciences et la foi dans les cœurs.

On ne nous parle que de réformes. Et les réformateurs ont d'autant moins de raisons de chômer que, leurs réformes dussent-elles ne pas aboutir ou dussent-elles avoir des conséquences funestes, ils ne risquent rien et ils gagnent de la popularité. C'est nous qui payons. Mais, ne trouvez-vous pas que nous avons fait beaucoup d'expériences depuis quelque temps et que le moment est venu de ne plus laisser le champ libre aux faiseurs d'expériences ? Les générations qui se sont succédé depuis 1870 passent pour avoir été des générations sacrifiées : ne trouvez-vous pas que cela fait assez de sacrifices comme cela ? Ces réformateurs, je le sais bien, sont des hommes généreux. Partisans de l'anglomanie, partisans de la colonisation à outrance, réformateurs du baccalauréat, ce sont des hommes généreux, — et imprudents. Ils vont devant eux les yeux fixés sur leur chimère. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils font le jeu de politiciens qui, eux, ne sont suspects d'aucune générosité, et qui, mauvais conseillers et dangereux flatteurs du peuple, n'en veulent tant à l'enseignement classique que parce qu'il a ses racines dans le passé, poursuivent en lui une forme de l'aristocratie, et, uniquement soucieux de leurs intérêts mesquins, ne s'inquiètent pas s'ils travaillent à l'abaissement de leur pays. Le jour où nous aurons sacrifié notre enseignement classique, — car il ne s'agit de rien de moins, — je crains que nous n'ayons ni ranimé notre commerce, ni relevé notre industrie, ni envoyé un homme de plus aux colonies ; mais ce dont je suis bien sûr, c'est que nous aurons ruiné nous-mêmes et perdu vis-à-vis de l'étranger notre prestige intellectuel dont jusqu'aujourd'hui rien n'avait encore compromis le rayonnement.

RENÉ DOUMIC.

LE CHRIST EN BOIS

Nouvelle.

Saint-Riquier ! Cette merveilleuse cathédrale, vieille de tantôt cinq siècles, qui s'érige maintenant du milieu d'un hameau !

Ce bloc gigantesque de dentelle de pierre, débauche d'art sculptural : — temple de beauté barbare et ultra-raffinée, où des visages d'anges sourient à des masques de gnomes ; — voûtes qui abritèrent la religion terrible et menaçante de ce temps !...

Église et prison, autel et pilori, où des prélats farouches attachèrent des chrétiens d'une autre foi !...

Dalles sombres que foulèrent les pas de velours du sinistre cardinal de Richelieu, niches somptueuses ouvragées de sculptures profanes, où se bercèrent son ambitieuse méditation, et son rêve de volupté sacrilège !...

Cinq siècles n'ont pas effacé la marque de votre puissance, et, dans l'ambiance de l'air où s'exhale comme l'odeur cruelle de tout ce passé, des atomes séculaires s'agitent encore, luttant contre l'inéluctable oubli du temps et des choses...

Dans le prolongement de la cathédrale, se continue l'abbaye, avec ses fenêtres barrées de fer, ses portes criblées de clous énormes, le luxuriant jardin où des générations d'arbres vécurent et succombèrent auprès du colosse de pierre, presque éternel !

. . . . . .

Les étrangers qui traversent le pays, visitent Saint-Riquier, envoyés là par le maître d'hôtel qui

les héberge, mais sans curiosité pour la plupart, et simplement pour employer un après-midi de désœuvrement...

Or, à l'époque de cette histoire, une femme de condition très supérieure à celle de gardienne, et réduite à ce métier par des revers, faisait visiter la cathédrale, et trouvait là une partie de ses très faibles moyens d'existence.

Elle était veuve, et n'avait auprès d'elle qu'une fille entrant dans l'âge où l'âme se révèle un peu déjà, où les rêves ne sont plus des rêves puérils, mais des émotions furtives et des heures troublées qui accompagnent le passage de l'enfant à la femme...

Brune et blanche, cette Marthe de seize ans avec des cheveux noir bleu à reflets métalliques, séparés en bandeaux sur le front, de grands yeux purs éclairant son visage d'un pensif rayonnement... Sa démarche avait une majesté simple, développée encore sans doute dans cette église où elle passait une partie de son existence, remplaçant sa mère en conduisant les visiteurs.

Elle était bien fatiguée, cette mère, et triste surtout, de cette pauvre vie sans issue et sans espérance, et ses forces diminuaient de jour en jour! — Marthe le sentait bien et voulait l'épargner : elle avait appris par cœur l'historique du monument et des trésors qu'il contenait, — et de sa belle voix pure, lentement elle parlait, élevant son bras dans une admirable pose de statue, sa main fine et transparente, étendue, indiquant chaque chose.

Mais, quand elle arrivait en face du maître-autel qui est surmonté d'un christ en bois, chef-d'œuvre de Girardon, il semblait que sa voix changeât, soudain plus émue. Inconsciemment, elle faisait le signe du silence, comme si elle approchait de quelque chose de plus sacré; — son expression se transfigurait en une adoration mystique, ses lèvres s'agitaient en secrète oraison.

Avant de commencer à parler, elle attendait que tout le monde se tût, pour que l'attention fût entièrement captivée, que l'admiration fût intense...

Alors, tout doucement, vers la gauche de l'autel, sur la dernière marche elle montait, pour contempler de face la tête inclinée de ce christ : la lumière, filtrant au travers des vitraux azurés, mettait autour de cet admirable visage une impressionnante auréole! L'agonie revivait à mesure que le regard s'attachait à ces yeux à demi fermés sur le monde; — la divine beauté des lignes s'irradiait dans le halo lumineux qui cernait cette expression de douleur inouïe, éclairait ses lèvres d'amour!...

Et Marthe restait là, le buste un peu cambré en arrière, dans une extase de prière, d'amour de cette figure d'une indicible beauté, — et, dans son cœur de vierge, un sentiment troublant comme un amour humain grandissait, s'exaltait chaque jour davantage, la remplissant de mélancolie...

A son insu, elle avait au fond d'elle-même animé cette statue; elle en chérissait la beauté plastique, après en avoir d'abord adoré l'emblème!...

Quand elle était seule dans l'église, il lui prenait de folles envies de monter au-dessus de l'autel, pour atteindre ce visage, y appuyer sa main, et peut-être... ses lèvres!...

Sa prière à ce Christ était faite de culte mystique et d'amour profane. A ses pieds, son âme s'était ouverte! D'abord, elle s'était désaltérée dans la prière, cette prière exaltée que tant de mères apprennent à leurs enfants, la croyant plus sûrement exaucée... et du paroxysme de son ardeur religieuse, elle en était venûe à aimer d'abord l'homme, dans l'Homme-Dieu!

*
* *

Or, dans la vieille abbaye qui touchait à l'église, de jeunes hommes se préparaient à entrer au service du Seigneur.

Les jours sur semaine, ils suivaient leurs pratiques religieuses dans les chapelles du couvent, mais les dimanches, on voyait leur longue file, sombre et silencieuse, serpenter vers le porche tout en dentelle, pénétrer dans l'ombre de la cathédrale, et se répandre sur les stalles alignées à droite et à gauche, y portant un peu plus de tristesse et un peu plus de nuit!...

De ces lugubres uniformes, s'érigeaient des têtes pâles, à peine animées de regards sans vie; — d'autres avaient des expressions mauvaises, brutales, des gestes vulgaires trahissant les origines, des yeux fuyants ou des physionomies de crétins; et de ces groupes, s'exhalait plutôt un relent de servitude rabaissante que de volontaire réclusion...

Enfin, quelques très rares, et ceux-là marchaient en tête, et s'asseyaient aux premiers rangs, portaient en eux, comme en un tabernacle, la vocation!...

Ceux-là avaient des expressions d'archanges, des traits divinisés déjà par le désir de ressembler à leur Dieu!

Parmi eux, il en était un, le plus beau de tous : haute taille et visage de Christ!

Fils de famille, consacré depuis toujours à porter la robe noire, tandis qu'un frère aîné traînait un sabre; ce cloîtré-martyr avait fait le suprême effort pour croire, pour aimer, pour servir!

Il avait porté sa souffrance aux pieds de ce Christ dont il avait les traits, il avait meurtri son front sur les dalles de pierre, mais le secours ne lui était pas venu!

La fuite le hantait, dans des heures de désespoir exaspéré, à la pensée de son existence ensevelie sous ces voûtes cruelles, barrière infranchissable

qui semblait enfermer la prière, comme la fumée de l'encens!...

Il s'appelait Pierre et portait un grand nom. Un jour qu'il avait orné de fleurs les marches de l'autel et s'était prosterné dans un suprême appel de prière, il relevait lentement sa tête, les yeux à demi fermés d'une lassitude infinie qui avait émacié son visage et pâli son front... Il priait la Vierge...

Son âme semblait rejoindre son corps plus lentement que de coutume.

Soudain, il se dressa comme un ressort, les bras en arrière, les regards pris à une apparition céleste descendue là comme le symbole de sa prière :

Marthe se tenait à l'angle de la dernière marche, à cette place où la lumière irisée, tombant du vitrail, nimbait la face du Christ d'une auréole glorieuse, lui donnant une tendresse vivante, l'expression humaine de l'amour!

Les mains jointes, les lèvres entr'ouvertes, les yeux levés vers cette face admirable, dans une adoration presque païenne, elle disait sa prière d'amour!

Brusquement, leurs yeux se rencontrèrent.

Dans ce regard d'homme, elle crut voir le reflet de celui du Christ, et entre le bois et la chair, une confusion troublante se fit, amenée par l'étrange ressemblance des visages entre l'homme et le Dieu!

Tous deux, immobiles, dans des poses de fantômes, se regardèrent jusqu'à ce que la réalité descendit sur eux, comme une honte!...

Alors, leurs yeux s'abaissèrent de nouveau, sous leur première émotion humaine : le voile de la vision s'évanouit, et ils virent la réalité! Lui la reconnut, pour l'avoir aperçu les dimanches, à l'heure de la grand'messe, regardant passer, depuis le seuil de sa porte, le long ruban noir ondulant entre l'abbaye et l'église.

Elle aussi l'avait remarqué, parce qu'il était l'un des plus grands, et d'une démarche si différente des autres; — d'un recueillement tellement moins factice, moins servile...

. . . . . .

Maintenant, ils se parlaient à voix basse, comme sachant déjà qu'ils faisaient une chose défendue; — ils s'abritèrent dans l'ombre noire d'un pilier, se disant des choses timides et très vagues, tant la surprise les paralysait encore, plutôt pour le prétexte de se regarder,... et parce qu'une force inconnue les gardait ensemble!...

* * *

De ce jour, ils devaient s'appartenir, et ils choisirent, pour s'aimer, ce même lieu saint où ils s'étaient rencontrés...

Dans leurs esprits, la pensée d'un sacrilège n'entra jamais!

Ils se révoltèrent contre les rigueurs de leurs vies, contre tout ce qui les séparait, puisqu'en eux, une force plus puissante que tout grandissait, les jetant l'un vers l'autre...

Ils associèrent Dieu à leur amour, le suppliant de leur accorder des heures de solitude, d'écarter le soupçon qui viendrait troubler leurs longues extases!...

En leur sincérité enthousiaste, ils lui demandèrent ce qui eût semblé l'ultime blasphème, à ceux qui ne sont pas transformés par l'amour! Ils le prirent comme leur confident, leur guide, durant les nuits où ils se rencontraient dans l'effroi glacé de cette chambre du trésor, où luisaient des crânes de saints, sous les rayons peureux de la lune; — où des images de mort et de destruction paraient les murs de macabres scènes!...

Ils l'appelaient à leur aide, quand à tâtons, dans l'obscurité de la nef sonore, ils se cherchaient, les mains tendues, n'entendant que leurs souffles;... et s'étant trouvés, ils unissaient leurs lèvres. Leurs étreintes étaient comme une prière, plus longue chaque jour, moins satisfaite, et les exigences de leur amour s'exaspéraient...

Les heures de nuit se firent vite trop brèves entre les appels de cloche qui les séparaient.

Puis vint, pour l'homme, la lassitude du mensonge, l'impossibilité des pratiques religieuses et des aveux; — tout cela fit son œuvre rapide, et un soir qu'ils ne pouvaient plus s'arracher l'un à l'autre, ils disparurent...

. . . . . .

Comme les oiseaux se confient au vent qui les emporte vers les pays où ils pourront encore vivre, ils se confièrent au hasard!

Il semblait que dès la minute où ils furent hors du temple, le Dieu de leurs prières d'alors n'existât plus!...

Ils ne savaient plus l'appeler : Elle, n'osait pas; — lui, l'homme, avait l'orgueil de supporter seul son acte.

Et ils souffrirent d'humiliations, étant pauvres, mais en s'aimant ils n'en ressentaient pas la morsure...

Pierre travailla à des ouvrages serviles, heureux d'y meurtrir ses mains, et d'y abaisser son esprit.

La liberté de leur vie leur donna ces premiers temps de folie d'amour qui voile tout le reste!

Ils allaient comme des nomades, demandant parfois leur repos et leur nourriture à l'ombre des bois et aux fruits des vergers...

Ils vivaient en dehors de la vie, exempts de toute servitude terrestre, désaltérant, à la source vive de leur passion, les abstinences passées de leurs âmes et de leurs corps.

. . . . . .

Mais la destinée des êtres semble ne pas avoir la liberté de se continuer au delà des lois humaines, et les seules expériences réelles de la vie sont comme des indulgences brèves accordées à ceux qui montrent l'invraisemblable courage de les entreprendre.

Et les plus forts succombent, comme si le principe d'énergie les abandonnait à son heure à lui, quelle que soit leur volonté à eux...

Un jour, à l'entrée d'un village, des chants pieux les arrêtèrent, comme on s'arrête à un souvenir qui fut sacré!...

Pierre eut une impatience, et Marthe comme une frayeur... Le murmure d'une procession montait dans l'air; Marthe s'aperçut qu'elle avait marché sur la jonchée de roseaux et de fleurs, et se recula respectueusement.

Les chants grandissaient, emplissaient l'air de leur vibration rythmée, le parfum de l'encens leur arriva...

Pour la première fois, elle crut ressentir le poids de sa faute : il semblait se faire plus lourd, à mesure qu'approchaient les pas cadencés de la foule.

Elle regarda Pierre : sa céleste ressemblance d'autrefois lui parut effacée!...

Le vertige de ses extases d'amour lui sembla déjà dans le passé lointain, et dans la brise de l'automne naissant, un frisson froid vint glacer son âme...

Les enfants de chœur apparurent, dans leurs gros souliers campagnards et la blancheur de leurs surplis; puis le dais aux panaches de plumes, et le prêtre enveloppé dans la dalmatique, les yeux demi-clos, l'ostensoir serré dans ses deux mains...

Tout cela dans l'odeur meurtrie des fleurs froissées, la fumée d'encens, l'onction ambiante, et la foi du pauvre troupeau chantant à la suite d'une voix suppliante.

Marthe s'agenouilla en se tournant vers Pierre : elle rencontra son indifférence.

Devant le trouble de cette âme, il se sentait impatient et inutile; il ne pensa pas à s'agenouiller au passage du prêtre, et quand Marthe se releva, elle avait les yeux baignés de larmes. En elle, le germe n'avait pas péri; mais de cette minute d'incompréhension tombée sur eux, allait naître l'orage qui devait les séparer : il y avait une fêlure au vase précieux qui contenait leur amour...

Peu de temps après, ceux qui guettaient l'heure certaine de lassitude, reprirent Pierre.

* * *

Pierre de Noirmont rejeté à la vie, du jour où son roman de jeunesse avait pris fin, entrait dans l'âge plus triste qui clôture la litanie des illusions mortes.

Son existence avait été folle, comme le plus souvent celles qui furent trop sévères à leur début : à toutes les flammes, il brûla son cœur, à tous les mensonges il trompa son âme.

Il crut aimer parfois, avec des bribes de sincérité demeurées éparses au fond de lui-même, — il se pensa même malheureux d'amour! Mais, peu à peu, il convint que son cœur ne pouvait plus souffrir de ce mal...

Il le sentit affaibli et languide, miné par le mortel climat où il avait passé trop d'années, comme ces êtres qui périssent au loin sous des cieux meurtriers, quand ils ne peuvent venir reprendre des forces au pays natal.

Et de bras en bras, de lèvres en lèvres, Pierre avait passé; conservant de ces étreintes et de ces baisers, comme une amertume confuse, mais sans violence; l'écœurement vague que donne la pensée d'une règle commune, hors de laquelle ne se rencontrent que des fous, chercheurs d'idéal!...

Il vivait dans ce monde débraillé qui s'évertue à copier l'autre, et qui a dépassé la limite en exagérant le genre; dans ce monde de promiscuités dégradantes, de liaisons réciproquement aidées, convenues à prix d'argent, au milieu de femmes délicieusement élégantes, dont les sourires sont angéliques et les corps vendus...

Il vivait dans cette sorte de camaraderie irrespectueuse avec certains groupes d'êtres, toujours les mêmes; allant de l'un à l'autre, suivant la saison ou le semblant de distraction qu'ils offraient; — parfois attiré un instant par telle femme avec qui jouer à l'amour, s'amuser tout en riant de soi-même, à se dire des choses troublantes, avec les mêmes mots dont on s'était servi pour les dire autrefois... quand on croyait encore...

Et au milieu d'une belle phrase, on s'arrêtait court, et on éclatait de rire,... et alors on parlait d'autre chose; après un petit silence pendant lequel on pensait, chacun au fond de soi-même, qu'un jour déjà lointain, on avait tressailli sous la même parole, qu'elle vous avait pris le cœur délicieusement, comme une caresse, et qu'au lieu de rire, on avait pleuré...

Ainsi s'écoulait le temps...

Vers la fin d'un été, Pierre achevait une croisière, à bord d'un de ces « yachts » d'amateurs, jardins flottants où le luxe parfumé des boudoirs de ville remplace la simplicité sévère des bateaux vraiment « marins ».

On avait séjourné en face de beaucoup de plages bruyantes, vivant depuis deux mois de l'existence des casinos aux blafardes lumières, du brouhaha des foules cosmopolites...

Et, comme les manifestations de l'ennui n'ont pas de limites, on avait décidé d'aller se reposer dans le silence de contrées plus paisibles, que l'élégance ignore...

On irait à terre, et chaque jour, par étapes, on visiterait des villages inconnus, des ruines qui furent des villes; — se contentant de la primitivité rencontrée au hasard, acceptée d'avance par caprice de changement.

Pendant quelques jours, cette bande de blasés s'amusa des complications de ce voyage, trouvant exquis ce qu'elle eût trouvé odieux dans la vie ordinaire...

L'arrangement des logis, pour la nuit, déchaînait surtout les gaietés les plus vulgaires, au grand scandale des hôtes parfois effrayés de l'exubérance de leurs pensionnaires. On « s'encanaillait » de plus en plus, profitant de la solitude environnante.

De tout ce monde, Pierre était le seul qui n'eût pas un intérêt spécial, un lien avec telle ou telle des jolies femmes qui formaient la petite troupe : dernièrement, il s'était affranchi de toute attache, même fragile, pour tâcher d'exiler de son esprit le plus léger souci de ce genre, et goûter cette nouvelle sensation...

Il lui semblait presque qu'il avait haussé dans sa propre estime, quand il considérait ses compagnons et leurs invraisemblables maîtresses ; et pour des instants il ressentait moins l'asservissement de la vie...

Pourtant, depuis deux jours, il paraissait plus silencieux et plus sombre; il s'éloignait des autres fréquemment...

On approchait d'un endroit où s'étaient écoulés les seuls mois de sa vie qui avaient été sincères; où son âme s'était ouverte, où elle avait conçu l'amour!...

Le lendemain, peut-être, il allait revoir la sinistre église où sa volonté s'était brisée, entraînant avec elle une autre volonté, la brûlant du feu de sa jeune passion !... Puis, s'abandonnant l'une à l'autre, avec des serments d'éternité, défaillantes au pied même de l'autel, emportées par le vertige de la possession entière, elles avaient cédé...

Depuis ces deux jours, un rêve s'emparait de lui, un rêve mort depuis tant d'années, et qui ressuscitait soudain. Le souvenir de ce poignant épisode de sa vie se faisait si présent, que par instants, s'abolissaient les durées, et le frisson d'une chose actuelle le secouait.

Il était au moment de s'enfuir sans aller plus loin, et une curiosité morbide le retenait, désir amer de revoir encore une dernière fois ce cadre... et, peut-être, celle qui fut son unique amour!...

* *

Saint-Riquier! C'est la petite place antique, silencieuse et comme écrasée de la majesté du colosse de pierre!

C'est l'heure apaisée de la fin du jour, l'heure plus dorée des crépuscules d'automne, où de furtifs rayons de couchant caressent la cime des grands arbres de leurs baisers d'or!...

Le calme est infini, recueillement des choses, paix vespérale des villages oubliés...

La monotone ligne des fenêtres de l'abbaye est comme une large bande d'or rouge, sous le soleil qui s'y reflète ;... de temps en temps s'agite une cloche grêle appelant à quelque exercice, ou s'ébranle le bourdon de l'église, martelant lourdement les heures...

Soudain, l'air tressaille d'un bruit de grelots qui se rapprochent ; c'est une voiture de la ville prochaine, et les habitants sortent sur le seuil de leurs portes.

Un char à bancs s'arrête devant la place : il contient Pierre et ses compagnons : c'est bruyant et agressif, cette arrivée au milieu des rires et presque des cris!

Et tandis que tout le monde s'inquiète d'abord des possibilités de logement et de dîner à l'auberge bien modeste qui porte le titre pompeux et incohérent d' « hôtel d'Angleterre » ; Pierre, qu'une grande émotion a pris tout à fait, s'avance du côté de l'église, vers la petite maison si familière de la mère de Marthe et demande à une femme qui se tient sur la porte :

— Marthe Lainé habite-t-elle ici?...

La bonne femme étonnée lui répond :

— Je ne pourrais rien vous en dire, je suis nouvelle dans le pays ; la mère est morte depuis longtemps... dit-on...

Pierre entend cette nouvelle sans émotion presque, il l'avait prévue sans se l'avouer ; et d'abord, c'est en lui comme une simplification égoïste : revoir cette femme à qui il avait pris sa fille!

Elle ne le connaissait pas, lui, c'était vrai ; mais son remords lui aurait peut-être arraché la vérité.

Et presque en même temps, un autre sentiment lui serre le cœur : morte de chagrin, peut-être! pense-t-il...

Pour s'arracher à lui-même, il demande :

— Qui fait visiter la cathédrale, maintenant?

— Adressez-vous à l'abbaye : — on vous donnera une sœur.

Et la bonne femme rentre dans sa maison.

Pierre s'éloigne du côté de l'abbaye, revoir encore une fois son ancienne prison... C'est comme une marée de souvenirs qui l'envahit!

. . . . . .

Alors, tout était donc fini! Il ne restait de souvenir de ce passé, que ce qui était attaché à la pierre, que ce qu'il allait revoir dans ce sanctuaire où, jadis, il entrait la nuit, comme un malfaiteur; dans cette chambre lugubre du trésor, où la lune pâle éclairait

de sa lumière de mort les luisances des crânes des saints, ou les danses macabres peintes sur les murs rongés d'humidité...

Il ne restait plus que l'écho frissonnant des baisers de ses vingt ans, de ces baisers répercutés de voûte en voûte, et qui les faisaient frémir tous deux, blottis dans leur étreinte, au fond de quelque stalle armoriée!...

... L'arrivée silencieuse d'une sœur fut le signal d'entrée dans l'église.

Pierre marchait seul, loin derrière le groupe qui laissait à sa suite le parfum exagéré des femmes mêlé aux relents refroidis de l'encens et du vide...

Des rayons irisés tombaient des vitraux sur les chevelures dorées, les fleurs des chapeaux, la gamme contrariée des couleurs...

La sœur marchait devant, semblait glisser sur les dalles, s'arrêtant devant les tableaux rares, les grilles de fer ouvragé, les statues ou les rétables de pierre; disant en quelques mots, à voix basse, et sans lever les yeux, l'origine et l'âge de chaque merveille...

Un jeune prêtre passa rapidement, traversant les stalles...

Pierre se revit dans sa robe noire, sans se reconnaître.

Quelques instants après, la plainte de l'orgue s'éleva : c'était une cantilène de mélancolie, une harmonie céleste et résignée, et l'âme de Pierre se recueillit en une prière,... la première qui montait à ses lèvres depuis qu'il avait fui le cloître.

Oh! l'impression de ce passé!

Les heures d'amour, les heures de prière, les heures de foi en quelque chose d'éternel! Tout cela, mort! Remplacé par la rancœur de dix années de vie, dix années de destruction lente et sûre de tout dans l'âme, étape mortelle au bout de laquelle est le néant!...

La tremblante plainte de l'orgue s'attriste encore de la lumière de crépuscule qui bleuit doucement les grandes voûtes solennelles, éteint les ors...

La sœur glisse toujours de son humble démarche, rythmée au choc des grains du rosaire, tête baissée sous les grandes ailes de la cornette qui s'agitent comme deux ailes d'oiseau...

On est devant l'autel, Pierre s'est approché.

Le grand Christ étend ses bras douloureux, incline sa tête d'agonie et d'amour!...

La sœur, debout à l'angle des marches, lève doucement les yeux : tous les autres regardent la statue de bois...

Pierre, dans le frissonnant souvenir d'une attitude semblable, arrête ses regards sur la religieuse; et, dans ce même instant, pour ne pas se trahir, pour que son émotion n'ait pas raison de sa volonté, il saisit des deux mains la grille de fer derrière lui, et la serre à se meurtrir les doigts...

C'est Marthe! C'est elle, là, sous l'habit du cloître, c'est son visage qui a la transparence de la cire, la langueur émaciée de la muette souffrance...

Ses lèvres, qu'une mince ligne rose indique à peine, ne sont plus le fruit mûr entr'ouvert au baiser; ses yeux, encore agrandis par l'extase, ne donnent plus désormais leur caresse qu'aux emblèmes de marbre, ou aux ostensoirs d'or!...

Pierre la regarde toujours, il la fixe de toute l'intensité de son souvenir, et sous cette attirance, les regards de Marthe se détachent lentement du Christ, et rencontrent ceux de Pierre...

C'est comme le mouvement d'un automate, cette tête qui se détourne et s'arrête, puis s'abaisse plus brusquement, comme s'abaisse une main qui aurait senti soudain la morsure froide d'une lame...

Elle a reconnu Pierre dans ce temps d'éclair.

Elle l'a reconnu, comme une femme reconnaît : sans que rien ne lui échappe : sa figure vieillie, ravagée par l'écœurement de la vie, le plaisir passé et la misère présente.

Elle a reconnu l'homme seulement, sans penser que ses lèvres furent unies aux siennes, pendant de longues heures, en les nuits de cette cathédrale qui est devenue son refuge; sans penser que l'étranger qui est là, adossé à cette grille de fer dont il compta chaque barreau durant ses méditations d'adolescent, fut le commencement et la fin de sa vie, sans penser que son âme et son corps furent les siens, à elle, dans ce sanctuaire qui l'a reprise...

Tout cela est mort!

Plus rien d'humain n'existe, en cet être qui n'a d'une femme que la forme très vague sous les vêtements du cloître.

Le cilice qui déchire la chair, et celui qui détruit le cerveau ont transformé l'essence même de cette fille, qui aima un jour de toute sa jeunesse...

Elle voit marcher, devant elle, celle dont elle n'est plus que l'ombre!...

Il lui semble qu'elle est là, auprès d'elle, l'enfant d'espérance et de passion qui s'était réfugiée dans les bras de ce Christ, avant de s'abandonner à ceux de l'homme...

Et dans cette minute d'émotion inouïe, mais qui ne doit pas changer l'expression de son visage, elle s'agenouille, et incline sa tête à toucher le sol, pour prier, et surtout pour tenter de se ressaisir.

La plainte de l'orgue est plus lente et plus douloureuse, comme l'effort plus lassé qui précède l'anéantissement dernier.

Et tout cela se passe sous les yeux de ces autres, macabres chercheuses de sensations, qu'un caprice incohérent a poussées dans ce temple comme une rafale de tournoyantes feuilles, et qui assistent, ignorantes, à ce drame silencieux et terrible!

Il y a pourtant, dans l'air, l'inconscient recueillement qui pèse sur les pires êtres, comme une sorte de frayeur; le souvenir des années d'enfance, le temps où tout être prie, et aussi, ce concours des plus abstraites choses, d'une puissance infinie, mais qui ne dure qu'un instant...

La sœur s'est relevée : le groupe la suit.

Pierre éprouve cet engourdissement qui fait douter qu'on existe!

Le bruit sec des grains du rosaire rythme toujours le pas de la religieuse : il semble que ce pas est plus rapide encore, comme un pas qui se hâte, qui s'enfuit...

En proie à la suprême lutte, Pierre marche, le dernier de tous.

Quelques mètres le séparent de ce seuil qui enferma sa vie, et la rejeta pour toujours...

En face de cette femme, la seule qui ait pris son âme, il lui semble que rien d'autre du passé n'exista pour lui...

La porte s'est ouverte, laissant entrer la fin du jour, comme un adieu!...

Et en passant devant la religieuse arrêtée contre le dernier pilier, à l'ombre duquel, autrefois, il serra Marthe dans ses bras... il s'arrête presque honteusement, il lui semble un instant qu'il s'est rapproché d'elle, et d'une voix à peine émise :

— N'êtes-vous pas Marthe Lainé?

Elle baisse la tête, et d'une main glacée, lui tendant l'eau bénite, elle répond :

— Je suis la sœur Sainte-Madeleine, en Notre-Seigneur!

Ces mots tombent comme la sentence de l'irrémissible religion, comme la grille du cloître, infranchissable à la vie...

Lentement, comme on quitte un endroit qu'on ne reverra plus jamais, Pierre va sortir.

Marthe est remontée vers l'autel, et se prosterne devant le Christ!

Il la voit encore, agenouillée comme lors de sa première vision! Le dernier rayon du couchant tombe sur elle, en auréole de martyre...

L'émotion va le terrasser, il sort. La porte retombe, comme un rideau sur le drame de sa vie!...

Il est dehors!

Tout est rose sous le soleil mourant, c'est presque la nuit...

Une baraque de comédiens est là sur la place, ses amis l'entourent. Le pitre bat le tambour, les acteurs se couvrent à la hâte de leurs oripeaux : Pierre fait comme eux et, sans trêve, reprend son rôle dans la mascarade humaine... l'éternelle comédie!...

ARTHUR CHASSERIAU.

LA PARTICULE ET SA VÉRITABLE VALEUR

Quoi qu'on puisse prétendre, c'est une vanité vieille comme le monde que celle pour l'être humain de se distinguer de ses semblables. Les sauvages eux-mêmes n'en sont pas exempts et si, à la Martinique, on interroge un nègre quelconque il se trouvera parent de l'impératrice Joséphine.

Sortie d'une civilisation hiérarchisée, comme l'était celle des Romains, la nôtre ne pouvait manquer de l'être à son tour, et la féodalité, issue de la conquête, devait élever entre vainqueurs et vaincus de très hautes barrières. Ces barrières une fois élevées, ceux qu'elles enserraient s'appliquèrent nécessairement, d'abord à les franchir, puis plus tard à les renverser : l'autorité royale favorisa le premier mouvement; la révolution fit le reste et fi bien.

Mais elle a eu beau niveler, supprimer titres et particules, celles-ci et ceux-là ont subsisté en dépit qu'on en eût : et la meilleure preuve que quelque valeur y gît, c'est que nombre d'escrocs s'affublent de qualificatifs d'emprunt pour mieux appâter leurs dupes... et réussissent.

Cependant cette valeur, au moins en ce qui touche la particule, elle est surtout d'opinion, d'habitude et de préjugé : seulement le préjugé c'est la force. Aujourd'hui encore, notre peuple parisien, si gouailleur, si sceptique, connaît la particule. L'an dernier, au tirage au sort du VIIIe arrondissement, les pâles voyous qui attendaient leur tour ayant ouï sonner sous les voûtes du Palais de l'Industrie quelques noms plus ou moins nobles chuchotaient entre eux : « V'là la particule qui passe. » Récemment, à propos d'un trop célèbre procès, un des plus sérieux journaux de Paris ne manquait pas d'affirmer que l'un des individus impliqués dans ce procès se nommait vraiment Y. de Z. Il est vrai, presque en même temps dans une autre article, M. Albert Sorel, remettait les choses au point. Cet article c'était pain de lettrés, de délicats, tandis que le procès, le fait-divers c'est le pain de tout le monde. Puis tous ceux qui sont « gentilshommes » à particule, et ils sont légion, aiment le *bruit* de la syllabe, le silence sur sa portée réelle.

Pourtant, si nous ouvrons un ouvrage spécial, par exemple l'*Armorial de Rietstap* nous y lisons qu'on a négligé de toujours indiquer la particule « dite » nobiliaire (1). Dans l'ancien *Magasin pittoresque*, qui fut un excellent recueil de vulgarisation, d'assez justes idées sont exprimées à cet égard (2) et dans son

(1) Rietstap, *Armorial général*, [illegible]
(2) Année 18[illegible], p. 78.

Histoire de la civilisation (1), M. Seignobos déclare que si, d'ordinaire, les nobles portent le nom de leur domaine patrimonial, regarder la particule comme signe de noblesse c'est une erreur « grossière ».

Par contre, le Dictionnaire abrégé de Larousse, qui est dans toutes les mains, que nos enfants portent en classe, imprime ceci : « Préposition qui précède le nom d'un noble (2). » Qui a tort? Qui a raison? M. Seignobos n'a pas tort et Larousse n'a pas raison : seulement ce dernier est plus dans le vrai que le savant, parce que celui-ci fait abstraction des habitudes invétérées, consacrées par la littérature, par le théâtre et depuis fort longtemps.

Si La Bruyère parle de ceux qui ayant un nom dissyllabe l'anoblissent « par des particules » (3), dans *l'École des femmes*, notre Molière met en la bouche de Chrysalde, l'homme de bon sens par excellence, cette tirade typique répondant au reproche d'Arnolphe qui se plaint de n'être point appelé par son frère « Monsieur de la Souche » :

> Je suis un paysan qu'on appelait Gros-Pierre,
> Qui, n'ayant pour tout bien qu'un seul quartier de terre,
> Y fit tout alentour faire un fossé bourbeux
> Et de monsieur de l'Isle en prit le nom pompeux.

Au XVIIe siècle, l'usage courant est de nommer M. *de* Voiture, M. *de* Saumaise. — Au XVIIIe siècle Arouet est M. *de* Voltaire, Caron est M. *de* Beaumarchais. Bien plus, le comédien ambulant Collot qui envoie si allégrement les « ci-devant » à la guillotine ne cesse jamais d'être « d'Herbois », même dans l'*Almanach national* de 1793 (p. 50).

Et à notre époque, si l'on veut mettre en scène un « gentilhomme », il est toujours « de » quelque chose. Ouvrez Scribe, Augier, Sardou, Dumas fils et tant d'autres. La règle est absolue. Alfred de Vigny la consacre en ces vers :

> Et le vainqueur de Tyr, s'il existait encor,
> Signerait, j'en suis sûr, Nabuco de Nosor.

Sous le premier Empire, Napoléon donnait des titres, mais point de particules, ce qui distinguait les nouveaux titrés des anciens.

Puis vint la Restauration, et la Charte octroyée édicta (*art.* 71) : « La noblesse ancienne reprend ses titres ; la nouvelle conserve les siens. » Quantité de « fort honnêtes gens » reprirent alors une particule qu'ils n'avaient jamais eue.

En réalité, pour les noms *français*, comme le dit fort à propos Bescherelle, la particule c'est la noblesse, ou du moins, ajouterons-nous, la présomption. Mais combien passent notre frontière et s'anoblissent! En Espagne, tout le monde est, par exemple, *de* Perez ou *de* Gomez, c'est-à-dire « fils » de Perez ou de Gomez. En Italie, tous les enfants trouvés ou du moins beaucoup d'entre eux sont baptisés *d'Esposito* par l'Assistance publique. — En Flandre et en Hollande on a les *de Koninck*, les *de Vos*, etc. — Le premier se nomme tout bonnement M. « Le Roy », le second M. « Le Renard ». Ces étrangers viennent chez nous et grossissent la phalange des nobles ou pseudo-nobles. « Vérité en deçà, erreur au delà. »

De tout ce qui précède que résulte-t-il? Rien de bien clair jusqu'à présent; passons aux documents.

En août 1474, le roi Louis XI étant à Boutigny autorise son notaire Decaumont à signer *de* Caumont et même de Chaumont pour plus d'euphonie. Que prouve cela? Rien, car la charge de notaire dérogeait à noblesse, sauf peut-être en Dauphiné.

Si tant est qu'elle ne soit pas apocryphe, l'ordonnance de 1555 prétendit réglementer la matière ; dans tout les cas une seule cour l'aurait enregistrée et l'effet fut nul (1). En 1629, nouvelle ordonnance prescrivant à *tous* les gentilshommes de signer de leurs noms patronymiques « et point de celui de leurs seigneuries sous peine de faux ». On a vu par La Bruyère et Molière ce que valut cette prohibition demeurée purement comminatoire par suite de la résistance intéressée des Parlements (2).

Pourtant, dès 1609, Tabourot, procureur du roi au bailliage de Dijon, écrivait contre ceux qui ajoutaient ridiculement un article « gentilhommesque » à leur nom. « Ils usurpent, dit-il, une qualité de noble qui tient espèce de rang signalé en France et par conséquent ne sont pas moins punissables que ceux qui contrefont le magistrat ne l'estant pas. » Puis, tel ce personnage qui offrait de soutenir à pied, à cheval, à l'épée, au pistolet ou à toute autre arme et contre tout venant l'édit de Louis XIII contre les duels, notre Tabourot inscrivait à la première page de son livre : « Bigarrures et touches du *Seigneur des Accords*. » Et « les Accords » étaient précisément ce petit bien dont, à l'instar du Gros-Jean de Molière, ce robin de province avait profité pour travestir son Tabourot.

Déjà en 1585, Charles III de Lorraine promulguait une ordonnance ainsi conçue :

> Il a été rendu compte des usurpations diverses de titres et que, de plus, les dits anoblis pour se déguiser et faire égarer la connaissance de leur race et basse condition dont ils sont nouvellement descendus... changent les sur-

1. *Histoire de la civilisation au moyen âge et dans les temps modernes* (p. 292-293).

2. Bescherelle s'exprime de même ; il spécifie toutefois que la particule précède les noms nobles « des Français ». Cette restriction est opportune; on le verra plus loin.

3. *Les Caractères*, t. II, ch. v.

(1) Tourville, *Essai sur les noms patronymiques* ; Paris, Grupoz, 1865.

(2) Même ouvrage, p. 39.

noms de leur race par adjonction de cette vocale *la, de, le, du* ou de quelque seigneurie forgée à leur fantaisie (1)...

Et l'ordonnance répète par trois fois la défense de recourir à ces manœuvres.

Tels sont les principaux textes de notre ancien droit. Ils avaient surtout pour but d'empêcher les usurpations de toute nature, comme plus tard le décret du 6 fructidor an II et la loi toujours en vigueur du 28 mai 1858, loi au sujet de laquelle un membre de la Cour de cassation, le savant Laborie, s'exprimait ainsi : « Dans l'état de nos mœurs, on considère comme appartenant à la noblesse ceux dont le nom est assorti d'une particule. »

Cette simple parole d'un juriste exprime toute la vérité, si confuse, en apparence.

En effet, pour peu qu'on ait suivi l'exposé qui précède, on aura vu, d'une part, que l'infiltration étrangère, italienne, espagnole, flamande, a doté notre pays de noms à particule la plupart du temps dénuées de signification.

D'un autre côté, tous les nobles ou presque tous, surtout ceux de vieille souche, portaient sous l'ancien régime des noms à particule (2). Peu nombreuses étaient les exceptions, et encore disparaissaient-elles bientôt : néanmoins, si la particule « française » suppose la noblesse, si nos mœurs lui attribuent cette portée, on a pu voir, par les quelques textes cités plus haut, que l'usurpation de ce préfixe est interdite non parce qu'il conférait la noblesse, ce qui n'est spécifié nulle part, mais parce que, selon la parole de Montaigne, ajouter à son nom de famille celui d'une terre, ce qui était le cas le plus ordinaire, est un « vilain usage et propre à mesler et mécognoistre les races ». Les jurisconsultes tonnaient contre cet usage, et, comme le brave Tabourot, s'empressaient d'en profiter « pour rehausser la bonne roture et l'honnêteté bourgeoise de leur nom ».

Ainsi, quoique la particule soit l'apanage ordinaire des noms nobles, sauf à certains de ne la point signer, par pure aristocratie, elle est présomptive et non attributive de noblesse. En veut-on une preuve ? Beaucoup d'imprimeurs, surtout aux XVIe et XVIIe siècles, ont soin de couper leur appellation patronymique. Il ne semble point qu'on leur ait pour cela cherché noise ; et pourtant ils étaient incontestablement soumis à la taille comme exerçant un art « méchanique ».

Puis, pour parler franc, dût-elle déplaire à plus d'un « particulé », si toute particule datant de l'ancien régime laisse présumer la noblesse, celle-ci n'est incontestable que si le nom est, suivant les provinces, accompagné dans les actes des qualifications de noble, noble homme ou écuyer, qui sont les dernières de la hiérarchie et sont seules caractéristiques de la caste privilégiée. Lors donc que les vieux actes législatifs s'élèvent contre l'usurpation des particules ou noms de terre, c'est uniquement, on le répète, pour empêcher la déformation des appellations patronymiques.

Aussi bien, nos ancêtres n'étaient guère préoccupés de leur particule et ils signaient le plus souvent soit en un mot, soit en la supprimant. Les archives publiques et privées fourmillent d'exemples à l'appui de notre assertion.

Pour en revenir au peu de valeur probante de cette petite syllabe, au siècle dernier, un homme portant le nom illustre des Ségur s'adresse à la Chambre des comptes de Lorraine parce qu'il est sur le point, quoique gentilhomme, « d'estre confondu avec la populace ». D'un bout à l'autre, tant dans la requête que dans le jugement qui les maintient en possession de noblesse, les membres de la famille sont appelés Ségur tout sec, et ce qu'ils réclament, ce qu'on leur reconnaît en effet, c'est le droit au titre d'« écuyers tant en jugement que dehors » et le port des armoiries de leur maison : ils s'inquiètent fort peu de la particule que, si bon leur semble, ils porteront par surcroît et comme une conséquence naturelle de leur naissance et que d'ailleurs les actes authentiques des leurs renferment ainsi qu'on le verra tout à l'heure (1).

Puisque cependant la question peut paraître encore confuse et mal élucidée, fût-ce pour nous-même qui croyons la bien connaître, puisqu'elle reste de trouble apparence précisément parce que, depuis des siècles, des milliers de vanités ingénieuses et complexes se sont appliquées à l'embrouiller, nous allons donner ici la copie de quelques pièces authentiques : de brèves explications suffiront à préciser le sens des originaux. Et ces originaux nous nous donnerons bien de garde de les emprunter aux maisons historiques dont l'éclat et la notoriété assurent l'origine, mais à des familles de situation secondaire et pourtant incontestable.

Citons d'abord un acte du moyen âge.

Aux registres de la Chambre des comptes de Dauphiné, on trouve que, le 9 décembre 1364, *noble* Louis de Bardonenche, etc. prête hommage au dauphin (2). On le voit, Louis porte bien la particule, mais il ne néglige point de se faire qualifier *noble*.

Voici maintenant transcrit *in extenso* un acte de

(1) [illegible]

(2) Voyez, notamment, Joinville, Froissart, Monstrelet, Commines, Brantôme, Lestoile, Saint-Simon, etc.

(1) [illegible]

(2) [illegible]

mariage s'appliquant à ces Ségur déjà cités plus haut (1) :

Ce jourd'huy dix neuvième may 1680 fut solemnisé le mariage d'entre le sieur Jean de Ségur, natif de Thoulouze, fils de deffunct Guillaume de Ségur, vivant *seigneur* de Graniage et sieur de Gailliez, d'une part et Sébastienne Le Blanc, fille de deffunct sieur Nicolas Le Blanc, vivant *écuyer* maître d'hostel de son Altesse de Lorraine, et *damoiselle* Claude de Villaucourt, d'autre part, et ensuite de la permission de M. Sir... (*illisible*) official au district de Vic donnée et à nous représentée par le dit sieur Jean de Ségur, assisté du sieur de Fombozar et du sieur de Osseville, capitaine et lieutenant de la compagnie dans laquelle le dit sieur marié est cadet. Fait à Chicourt en présence du sieur Louis de Falaize escuyer, capitaine au régiment d'Herbouillet; du sieur Guillaume Fèvre et Jean Farens, dragons dans la compagnie dudit sieur Fombozar, pour ledit sieur marié, d'une part et les sieurs Dominique Villaucourt, *escuyer* cy-devant lieutenant et Jacques de Villaucourt, capitaine pour le service de son Altesse de Lorraine et François de Villaucourt, *escuyer*, tailleur de la saline de Châteausalins, oncles maternels et cousins de ladite damoiselle mariée, lesquels avec ladite damoiselle Claude de Villaucourt ont signé avec nous curé d'Oron. — Ainsi signé : Ségur, Bastienne Le Blanc, de Falaize, Fèvre, Farens, Villaucourt, Jacques de Villaucourt, V. de Villaucourt. (Signé au registre) F. F. Marchant.

Voilà un acte instructif et plutôt régulièrement rédigé, car, même sous Louis XIV, pareils documents laissent parfois à désirer. Qu'en résulte-t-il? Des indications précieuses et précises sur tout un groupe de l'aristocratie provinciale à la fin du XVIIe siècle. Guillaume de Ségur est qualifié seigneur de Graniage, mais il signera Ségur sans plus. — Divers personnages du nom de Villaucourt tantôt ont la particule, tantôt ne l'ont point, tantôt ne la signent pas; mais ils sont qualifiés « escuyer » et cela suffit. De plus, les femmes sont *damoiselles* et le père de la mariée, dont le nom est absolument plébéien puisqu'il se nomme Le Blanc, est bel et bien gentilhomme, car il a, lui aussi, la qualité d'écuyer.

Voyons un autre texte provenant de Béziers, c'est-à-dire d'une tout autre partie de la France :

Ce cinquième juillet 1727 a été baptisé par moi, prêtre et chanoine de cette église collégiale Jean Louis Dedon Duclaux, né le premier de ce mois, fils légitime et naturel de M. Jean-Baptiste Dedon Duclaux *ecuier*, capitaine du régiment d'artillerie et de Mme Anne Barbe Deslepinai, mariée de cette paroisse. Le parrin (*sic*) M. noble Louis Dexea, citoyen de Narbonne, la marraine noble Judith Delexpinay. Ont été témoins noble Joseph de Demahieu et noble Jacques Ducros. (Signé) Dedon Duclaux, Dexea, de Lespinay, Mahieu, Ducros, Gailhac, C [uré] R [egent] (1).

Voilà certes une pièce encore plus instructive que la précédente, car tous les intervenants y sont titrés, petitement il est vrai, mais nul d'entre eux ne songe à faire couper son nom, même lorsque, par sa structure, ce nom est « coupable ». Seule une femme signe de Lespinay : encore, dans le cours de l'acte, l'orthographe varie et, dans tous les cas, le *de* reste incorporé au « Lespinay ». Quant au Dedon de qui la naissance est enregistrée, il devint maréchal de camp, et son propre fils, autre Dedon, général de l'Empire, est inscrit sur l'Arc de triomphe. On pourrait citer beaucoup de preuves qui dégagent désormais la vérité authentique, qu'elle plaise ou non. Notre époque est documentaire et le lecteur nous saura gré de cette exhibition de pièces, car, sans passion, avec l'inflexibilité des vieux papiers jaunis, elles fixent, précisent et mettent au point une question qu'en général on ne veut pas laisser éclaircir... et pour cause.

De tout ceci que résulte-t-il? La particule a été souvent usurpée par les plébéiens, parce qu'elle leur donnait une allure seigneuriale : si elle suppose la noblesse, elle ne suffit pas à la prouver. Ceux de nos pères qui appartenaient à l'ordre dont les privilèges ont amené la juste chute se souciaient peu de veiller à ce que, dans les actes, on divisât ou l'on unît leur nom: mais ils veillaient certainement à ce que, pour modestes qu'ils fussent, leurs titres demeurassent accolés à leur patronymique. Ces titres différaient selon les provinces ; les plus usités étaient : noble, noble homme, damoiseau, écuyer, chevalier et messire. Pour les femmes on rencontre ordinairement noble, damoiselle et madame. Nous voyons aussi les qualificatifs de « haut et puissant seigneur », de « haute et puissante dame » d'abord rares se répandre à la fin du XVIIIe siècle. Il nous serait facile de citer, d'autre part, des individus très « particulés » par possession d'état d'ailleurs déjà très ancienne et dès lors fort respectable et n'ayant rien de plus que la syllabe toute nue; nous ne voulons chagriner personne individuellement, ce qui est œuvre mauvaise, et bien au contraire, nous voulons dégager le vrai objectif, ce qui est œuvre bonne, à notre sens.

Dans tous les cas, un jugement de 1878, que quelques-uns n'aiment guère à entendre citer, a pleine raison de dire, trop rudement peut-être : « La particule n'a jamais été *par elle-même* un signe nobiliaire... à vrai dire, elle n'est autre chose qu'une syllabe du nom (2). »

Seulement, si telle est la théorie, les usages et les

(1) Registre de l'état civil de la commune d'Oron, arrondissement de Château-Salins (Meurthe-et-Moselle).

(1) État civil de Béziers. Paroisse Saint-Jacques (1718 à 1730).
(2) *Gazette des Tribunaux*, 12, 17, 19, 20 juin 1878.

préjugés l'étouffent bel et bien et l'on voit se produire encore aujourd'hui, par suite d'une tradition immémoriale, ce qui s'est constamment produit sous l'ancienne monarchie : ceux qui ont la particule la gardent jalousement, les uns parce qu'elle est pour eux un signe certain d'aristocratie bien établie, les autres parce qu'elle leur en donne le relief extérieur, et ceux qui ne l'ont point ont parfois la faiblesse de s'en affubler par pure vanité, ce qui est pardonnable, ou parfois dans un but inavouable d'exploitation, ce qui ne l'est pas.

D'ailleurs cet anoblissement « apparent » a été, depuis 1815, consacré par d'innombrables collations de noms à particules. Ces collations perpétuent une sorte de superstition invétérée dont on trouve l'expression dans des manifestations archi-centenaires. Témoin le cas des bourgeois de Perpignan qui, ayant obtenu, après une lutte séculaire, d'être tous reconnus nobles, s'empressèrent de prendre tous la particule.

Inclinons-nous donc devant les noms historiques qui tirent leur valeur de ce qu'ils sont tels et non de ce qu'ils sont précédés de particules, et bornons-nous à sourire des Arnolphe « de la Souche » en pensant que, quand on ne peut s'appeler tout court Thiers, Guizot ou Gambetta, on se console en se faisant nommer « De la Bûche » ou « Du Chesne ».

Enfin, la qualification d'écuyer étant tombée en désuétude, il est naturel d'admettre que pour ceux qui tiennent à ces vieilleries surannées, la particule remplace ce bas titre devenu ridicule, sauf chez les Anglais qui nous l'ont emprunté et accolent à tous les noms de famille le mot « esquire », devenu d'ailleurs chez eux le simple équivalent de notre « monsieur ».

Résumons-nous brièvement : la particule laisse supposer la noblesse, elle ne la prouve nullement. Et pour finir par une formule de droit, nous dirons : « Celui qui n'a point la particule doit prouver qu'il est noble ; celui qui l'a, peut attendre que ses adversaires prouvent sa non-noblesse ». Alors naît une petite difficulté : la preuve négative est presque toujours impossible et, en principe, inadmissible en justice, d'autant que la noblesse n'ayant plus aucune existence légale, il n'est pas un tribunal qui souffrirait qu'on en discutât devant lui ; cela fait l'affaire de bien des gens. Car si, depuis 1789, les castes ont disparu, l'humaine nature est restée avec ses vaniteuses faiblesses, dont se rit l'homme sensé, mais dont est trop souvent dupe la masse impressionnable du public qu'il est bon de prémunir contre les surprises, les équivoques et les fictions.

ALBERT CHERCHEUX.

SOUVENIRS DU TONKIN

Deux jugements de Conseils de guerre.

I

AFFAIRE DU ZOUAVE DUPOUY

Un soir de novembre 1887, vers la tombée de la nuit, une femme annamite fut trouvée assassinée au coin d'une ruelle d'Hanoï, voisine des remparts. Au commissariat de police on releva sur le corps de la victime la trace d'un coup de pointe. Un médecin qui passait déclara reconnaître là un coup de baïonnette. Aussitôt le lieutenant commandant la gendarmerie fut chargé d'ouvrir une enquête.

Non loin du lieu du crime, au débouché du pont jeté sur la fortification, un factionnaire montait la garde.

— Ne serait-ce pas lui le coupable ? se dit l'officier enquêteur, et il se rendit au poste d'où provenait le factionnaire et, s'adressant au sergent :

— Qui donc montait la garde de cinq à six au pont de la citadelle ?

— Le zouave Dupouy, mon lieutenant.

— Montrez-moi sa baïonnette.

Dupouy, tirant la lame du fourreau, la tendit à l'officier.

« Tiens, mais elle est dégouttante d'huile », se dit à part lui le lieutenant qui demanda aussitôt à l'homme de lui présenter son mouchoir.

Dupouy sortit de sa poche un mouchoir maculé de sang.

Or le zouave avait été de faction, à l'heure du crime, non loin du lieu où il s'était commis. Son mouchoir était taché de sang, sa baïonnette *dégoûtante* d'huile. Lui seul pouvait donc être l'auteur de l'assassinat. Malgré ses dénégations, bien qu'il ne parût avoir obéi à aucun mobile plausible, on l'arrêta et le général donna l'ordre d'informer.

Aux preuves recueillies par l'officier de gendarmerie, le commissaire rapporteur voulut en ajouter d'autres pour corser son dossier et il demanda au maire indigène du quartier de se mettre à la recherche des témoins.

Notre fonctionnaire annamite n'eut pas grand'peine à en rassembler. Quelques jours après, il signalait une femme de vingt ans, un enfant de trois ans, et un vieillard de soixante-quinze ans — tous indigènes — qui déclaraient avoir vu la sentinelle porter le coup à la victime.

Le commissaire du gouvernement, et après lui le général de division, conclurent naturellement à la mise en jugement.

La veille de la réunion du Conseil de guerre je reçus l'ordre de défendre d'office le zouave Dupouy.

Comme tout le monde en ville — où l'histoire de la baïonnette et du mouchoir était connue — j'étais, à ce moment, convaincu de la culpabilité de l'accusé. Par acquit de conscience, j'allai cependant le voir à la prison.

Là je me trouvai en présence d'un gros lourdaud, qui ne répondit à mes questions que par monosyllabes, effrayé sans doute d'avoir encore devant lui un officier. Il niait cependant avec énergie et bientôt, désespérant d'en rien tirer, je pris le parti d'aller à la caserne qu'il avait habitée pour tâcher de recueillir auprès de ses chefs ou de ses camarades quelques éléments de ma défense.

J'eus bientôt fait d'apprendre que Dupouy avait toujours été un soldat irréprochable.

Son folio de punitions était blanc.

Il passait seulement pour un taciturne, ce qui n'avait d'ailleurs rien d'étonnant, car il ne s'exprimait guère qu'en patois de son pays, le département des Landes.

— Comment donc a-t-il pu se livrer à un pareil acte de sauvagerie? demandai-je.

— Mais, mon lieutenant, on a des doutes à la compagnie; on n'y comprend rien. L'homme ne passait pas pour brutal, repartit le sergent-major.

— Et le mouchoir taché de sang?

— Voilà : on affirme ici que Dupouy, quelques jours avant le crime, s'était percé une verrue qu'il avait à la main. Il aurait alors saigné assez abondamment et se serait bandé la main avec son mouchoir. Vous pourriez d'ailleurs vous en convaincre, mon lieutenant, en allant à la division. Dupouy a monté la garde chez le général avec la main bandée. On a dû le remarquer et il vous sera facile de vous en assurer.

A la division j'eus la confirmation du fait.

Mis en éveil par cette première constatation, je me décidai à examiner l'affaire de plus près.

La baïonnette *dégouttante* d'huile s'expliquait facilement, car nos hommes graissaient leurs armes au pétrole, détail qui avait sans doute échappé à un officier sans troupe comme l'était le lieutenant de gendarmerie, mais qui était cependant d'une importance capitale.

Le fond des fourreaux constituait, en effet, une véritable burette et chaque fois qu'on en retirait la lame, des gouttes de pétrole suintaient à la pointe. Il devenait donc indispensable de savoir ce que l'enquêteur entendait par une baïonnette dégoûtante d'huile.

Était-ce une arme *dégoûtante* ou une lame *dégouttante* qu'il avait trouvée entre les mains de Dupouy?

S'agissait-il, en un mot, de gouttelettes tombant du bout de la pointe ou bien de larges taches d'huile réparties sur toute la surface de l'arme?

Interrogé sur ce point à l'audience, l'officier enquêteur déclara pouvoir affirmer seulement qu'il avait vu des gouttes d'huile à la pointe de la baïonnette. La lame de Dupouy était donc dans le même état que celles de tous ses camarades.

Restait contre l'accusé le témoignage des trois indigènes. J'espérais bien qu'il ne pèserait pas beaucoup sur l'esprit des juges, mais je crus bon néanmoins de m'éclairer, même de ce côté.

Le principal de ces témoins était une femme de vingt ans, maîtresse d'un sous-officier français et baragouinant un peu notre langue. Je priai donc son « ami » de saisir le moment où ses confidences lui paraîtraient le plus sincères pour l'interroger sur ce qu'elle avait réellement vu, de ses yeux vu.

Il vint bientôt me dire que la jeune femme n'avait rien vu du tout; mais qu'appelée chez le maire de son quartier et craignant de subir quelques mauvais traitements, elle s'était bornée à répondre par l'affirmative à toutes les questions qui lui avaient été posées.

Dès lors ma conviction était faite, le vieillard et l'enfant s'étant, sans doute, bien gardés, pour les mêmes raisons que la jeune femme, de démentir les allégations du maire.

Aucune des charges réunies contre l'accusé ne résistait donc à un sérieux examen et l'acquittement paraissait s'imposer. Aussi ma stupéfaction fut grande, quand, après avoir rétabli tous les faits, j'entendis condamner mon client à cinq ans de travaux forcés et à la dégradation militaire (1).

Je ne pus dissimuler mon sentiment au président du Conseil de guerre. A la sortie de l'audience je lui déclarai que je n'arrivais pas à m'expliquer ce qui avait pu déterminer la sentence. Il se borna à me répondre que les *juges avaient appliqué le minimum de la peine!*

Plus tard, en réfléchissant à cette lamentable affaire, j'aperçus clairement la cause de la condamnation.

Le général de division avait été appelé par deux fois à se prononcer sur la question. D'abord au vu du rapport de l'officier de gendarmerie, il avait donné l'ordre d'informer, puis sur le rapport du capitaine instructeur il avait décidé la mise en jugement, faisant ainsi publiquement connaître, qu'après mûr examen des faits de la cause, il tenait l'accusé pour coupable. La défense, cependant, n'avait pas encore eu un mot à dire, alors que sa seule intervention eût sans aucun doute modifié les conclusions du rapporteur et par conséquent la décision du général.

1. Le jugement fut rendu par trois voix contre deux.

L'accusé avait-il du moins été appelé à présenter lui-même sa défense au cours de l'instruction?

Non certes. Il n'a eu pendant ce temps qu'à répondre à des interrogatoires. On ne lui a pas demandé s'il pouvait expliquer pourquoi son mouchoir était taché de sang et sa baïonnette dégouttante d'huile. On s'est borné à lui présenter le mouchoir en l'invitant à reconnaître que c'était bien le sien. Lui, naïvement, ne songea pas à faire remarquer qu'il en avait fait usage pour essuyer le sang d'une plaie qu'il s'était faite. La présence d'un avocat à l'instruction eût révélé la chose assez tôt pour ne pas laisser prendre corps à une charge aussi futile, et il n'est pas téméraire d'affirmer que la loi sur la publicité de l'instruction criminelle, actuellement soumise aux discussions du Parlement, eût été une sauvegarde tutélaire pour l'infortuné Dupouy si elle avait régi, dès 1887, les tribunaux militaires.

C'est surtout à l'accusé aux prises avec un rapporteur de Conseil de guerre qu'il importe d'assurer l'assistance d'un défenseur. Tandis qu'en effet le juge d'instruction civil ne craindra pas de manifester son indépendance en ordonnant un non-lieu malgré son *collègue* du parquet, le commissaire-rapporteur, s'il propose une semblable solution, se met au contraire en délicatesse avec son *supérieur* de qui émane l'ordre d'informer.

Grâce à la présence d'un avocat, il conciliera plus facilement ses intérêts de carrière avec la sûreté de ses conclusions, puisqu'il pourra abriter sa responsabilité derrière la valeur des arguments présentés par la défense.

J'ai fait ressortir au début de ce récit que les faits se passaient au Tonkin. Depuis le procès du lieutenant-colonel Herbinger, on avait cru devoir suspendre, pour les militaires faisant partie du corps d'occupation, la faculté de se pourvoir devant les Conseils de revision contre les décisions des Conseils de guerre.

Cette mesure, toute de circonstance, avait été prise *après* la fin de la campagne, alors que pendant la période des opérations actives, il avait paru possible de laisser la justice militaire fonctionner, comme en France, dans des conditions normales.

Je ne voyais donc plus aucun moyen de sauver mon client, quand, en feuilletant le Code militaire, — dont, par parenthèse, j'ignorais le premier mot lorsque je fus chargé de la défense de Dupouy, — je m'aperçus qu'en vertu d'un certain article il était loisible au général de division de suspendre l'exécution d'un jugement, s'il lui paraissait mal rendu, sauf à rendre compte au ministre de la décision prise.

Aussitôt je résumais les innombrables vices de forme, qui entachaient la sentence.

Dans un rapport que j'adressai immédiatement au général j'insistais particulièrement sur ce point que le Code fait une impérieuse obligation de ne lire un rapport médical à l'audience qu'après prestation de serment par le médecin. Or j'avais en vain réclamé la comparution de celui-ci et il n'avait même pas été entendu à l'instruction.

On s'était contenté du rapport sommaire fait par le docteur à sa sortie du commissariat de police après un examen très superficiel du corps de la victime.

Le général reconnut le bien fondé de mes réclamations, mais il se refusa néanmoins à donner l'ordre de sursis que je sollicitais de lui : les vices de forme dont le jugement était entaché, m'écrivait-il, n'auraient pas influé sur la décision des juges quant au fond, « *bien que leur constatation eût infailliblement entraîné la nullité du jugement rendu, si le condamné avait eu la faculté de se pourvoir en revision* ».

Au reçu de la réponse du général, je me plongeai de nouveau dans l'étude du Code et j'y trouvai encore une planche de salut.

Un arrêt de la Cour de cassation avait en effet décidé que tous les pourvois formés contre les jugements des tribunaux civils et militaires devaient lui être transmis, sauf à elle à se déclarer incompétente si la loi ne lui permettait pas de retenir l'affaire.

En désespoir de cause, je formai ce recours en cassation ; il reproduisait les termes de mon rapport au général et rappelait le refus qu'il avait opposé à ma demande en suspension du jugement.

Je n'ai jamais eu de nouvelles de ce pourvoi.

II

[illegible]

Lebigre, excellent sous-officier d'artillerie, avait obtenu en 1886 de se faire détacher au service des milices indigènes en qualité de garde civil. Il servait dans la province d'Haïphong, lorsqu'un jour il reçut du résident l'ordre de se rendre, à la tête d'un détachement de 12 miliciens annamites, au village de *** qui paraissait sur le point de se révolter.

Lebigre se mit en marche avec sa petite troupe : le soir du deuxième jour, il se trouvait dans le voisinage de la localité suspecte et prenait ses dispositions pour l'aborder quand éclata une vive fusillade dirigée contre lui par les habitants. Comme la soirée s'avançait, Lebigre jugea à propos de remettre au lendemain son opération et se retira au village le plus proche pour y passer la nuit. A peine y était-il arrivé qu'il reçut une députation des habitants qui

l'avaient accueilli à coups de fusil. Après s'être excusés de leur action qu'ils attribuaient à une méprise, ayant, disaient-ils, confondu les miliciens avec des pirates, ils demandèrent à Lebigre de venir le lendemain à leur village où ils lui promettaient une bonne réception.

Dès l'aube, le petit détachement se remit donc en marche; mais, arrivé au village, il le trouva abandonné de ses habitants. Sans doute ils avaient craint des représailles. Lebigre installa ses hommes à la pagode, fit préparer la soupe et il se disposait à se reposer quand une patrouille lui ramena un Chinois trouvé sur le marché où il était soigneusement caché dans un trou recouvert d'une natte.

C'était évidemment un espion laissé là pour épier les mouvements de la petite troupe et permettre de le surprendre pendant la sieste. Du moins telle fut la seule manière d'expliquer sa présence en pareil endroit.

Lebigre, qui ne disposait pas d'assez de monde pour garder ce prisonnier et qui avait d'ailleurs les meilleures raisons de se méfier des indigènes, ordonna de le passer par les armes. Les habitants revinrent cependant peu à peu au village, désolés sans doute d'avoir manqué le mauvais coup qu'ils méditaient; ils protestèrent de leur soumission, promirent de payer l'impôt, et Lebigre s'empressa de faire à son chef un rapport détaillé des événements.

Au reçu de ce rapport qui relatait l'exécution du Chinois, le Résident entra dans une violente colère et il adressa au général de division une plainte contre Lebigre dont il réclamait le renvoi devant un Conseil de guerre.

Le général, qui ne voulait pas se brouiller avec l'autorité civile d'où émanait la plainte, s'empressa de donner au commissaire rapporteur l'ordre d'informer contre le sous-officier. L'enquête se termina par la mise en jugement de Lebigre sous l'inculpation de meurtre.

Appelé à défendre l'accusé, je fis remarquer au Conseil de guerre qu'il n'avait pas devant lui un vulgaire assassin, mais un sous-officier investi d'une responsabilité peut-être un peu lourde pour ses jeunes épaules et qui, dans un moment difficile, avait peut-être pris les choses trop au tragique. Il avait d'ailleurs l'excuse d'avoir assisté à de nombreuses exécutions sommaires ordonnées par les commandants des différentes colonnes dont il avait fait partie.

Rien n'y fit. Le Conseil rapporta un verdict de culpabilité et Lebigre fut condamné à cinq années de réclusion et à la dégradation militaire.

A la sortie de l'audience je courus chez le général pour lui rendre compte de ce jugement dont l'iniquité me révoltait.

Plus heureux que dans la défense du malheureux Dupouy, j'obtins la grâce pleine et entière de Lebigre qui fut même nommé à un emploi civil en sortant de prison.

Mais comment expliquer une pareille sentence?

Il faut en voir la cause dans la rencontre de deux courants : celui des responsabilités descendantes et celui des responsabilités ascendantes.

Tandis qu'en effet le général, pour ne pas déplaire au Résident, avait chargé le commissaire rapporteur d'informer, celui-ci, qui ne pouvait pas soupçonner une arrière-pensée dans l'esprit de son chef, s'empressait de prendre des conclusions conformes à l'idée qu'il s'était faite de l'opinion de son supérieur.

Appelé à se prononcer sur ces conclusions, le général, de crainte de froisser le rapporteur, peut-être aussi pour ne pas se dédire, renvoyait l'affaire au Conseil de guerre qui, sans doute, acquitterait l'inculpé.

Mais, à son tour, le Conseil de guerre en présence des aveux de l'accusé, qui reconnaissait avoir donné l'ordre d'exécuter le Chinois, se dit que le général avait dû trouver cet ordre criminel puisqu'il n'avait pas jugé à propos de prononcer le non-lieu. Et adoptant cette manière de voir présumée du grand chef, il rendit alors la sentence que vous savez.

La conclusion à tirer de cette étude est que les pouvoirs concentrés entre les mains du général de division sont exorbitants et contradictoires avec les règles d'une bonne justice. Il ne faudrait pas que l'accusé se présentât devant le Conseil, déjà deux fois condamné par ce chef commun du parquet et des juges : l'indépendance de la justice militaire ne pourrait qu'y gagner.

J. NETTER,
capitaine du genie en retraite.

LES HOMMES DE 1848

L.-A. Garnier-Pagès.

On dit communément que son frère avait beaucoup de talent, et je l'accepte à la hâte pour qu'on ne m'inflige pas la lourde charge de le démontrer. D'ailleurs il mourut jeune et à peine peut-on discuter sur les grands actes qu'il eût incontestablement accomplis plus tard, s'il eût vécu davantage. En tous cas, Louis-Antoine (1803-1878) ne continua Joseph-Étienne (1801-1841) qu'en ce que celui-ci présentait d'indiscutable. C'est pourquoi, ayant longuement vécu, il n'eut aucun talent, mais il aima la démocratie autant que cet amour est compatible avec les

habitudes d'une vie bourgeoise, et il ne manqua pas, en outre, de parler chaque fois qu'il importait d'agir.

D'abord une irrésistible vocation et les nécessités de l'existence poussèrent Louis-Antoine au courtage commercial, métier vulgaire encore qu'honorable. Il y gagna beaucoup d'argent, cependant que Joseph-Étienne parlait avec indépendance et gloire. Celui-ci mourut. Pour que son nom durât, il sembla utile que son frère lui succédât à la Chambre. Louis-Antoine y entra donc pour aimer publiquement le peuple à la place de Joseph-Étienne. Il y représenta son frère toute sa vie et cela prouve assez, sans que j'intervienne, qu'il n'exista jamais par lui-même.

Aussi bien, jusqu'à cette heure il n'avait pas éprouvé le besoin de contribuer personnellement au bonheur du peuple. Projeté dans la politique, il fut convenablement écrasé par le nom qu'il portait. Il fut donc, dès 1840, un politicien médiocre ; mais, parce qu'il succédait à son frère il ne put pas éviter d'être médiocre avec éclat. D'autant que, par devoir de famille, il parla fréquemment. Ses convictions démocratiques se répandirent avec abondance dans les lois sucrières, les traités commerciaux, les chemins de fer ou les valeurs en Bourse. De la sorte, jusqu'à sa mort il eût continué son frère en parlant pour le bien du peuple, comme un courtier de commerce. Et parce qu'il se nommait Garnier-Pagès et qu'il était député il semblait être quelque chose. Enfin lorsque le hasard voulut qu'il ne fût plus député, on vit nettement qu'il n'était rien.

Incapable d'être homme d'État il devint presque chef d'État, car le hasard peut tout. Ce fut en 1848. Vraiment, pour Garnier-Pagès voici l'apogée. Tout l'homme se révéla en cette période brève. Son nom, parmi l'ahurissement général, lui attira, pour la joie des générations futures, d'importantes fonctions diverses qu'il accepta parce qu'étant courtier de commerce et voulant perpétuer la gloire de son frère, il ne doutait de rien et pas même de lui. Il s'appliqua consciencieusement à faire des actes historiques et n'y réussit pas, car ses maladresses sincères étaient dépourvues d'ampleur. Il faillit, au reste, prononcer des paroles mémorables : il y consacra vainement tout son soin; le relief leur manque irrémédiablement.

Louis-Antoine cependant, après cet âge héroïque, finit sans importance comme il avait commencé. Il demeure toutefois, pour la postérité indulgente et rieuse, l'homme de 1848. Il l'a bien voulu. En effet, il dépensa la seconde partie de sa vie, — la plus longue, — à raconter la première. Il nomma sa narration apologique : l'« histoire de la Révolution de 1848 ». Les volumes s'accumulèrent. Il exalte en eux sa personnalité : c'est une idée bien originale.

Rapportons ici l'existence de cet homme qui fut médiocre si honnêtement. Vertueux jusqu'à l'excès, il poussa dans la politique l'amour de sa famille. Il n'engendre ni colère ni haine. Il repose l'esprit, étant un personnage simple. Certes il n'accomplit rien qui puisse demeurer, mais tout son temps persiste en lui. Il est symbolique. C'est Joseph Prudhomme dans la réalité. Pour cela il vaut qu'on dessine son portrait avec exactitude, quand même il ressemble précisément à une caricature.

I

N'ayant point de grandes qualités il a toutes sortes de petites vertus. Et parce que tout est petit en lui, ses défauts eux-mêmes ne paraissent grands qu'à force de se répéter. D'ailleurs, il ignore tout de la vie politique : il est donc perpétuellement honnête. Son caractère, qui n'est pas beau, est un bon caractère. Il n'est pas d'un homme, mais d'un brave homme.

Sa vanité lui fut d'un important secours constamment. Vanité fondamentale, imperturbable vanité.

Garnier-Pagès s'enorgueillissait de son frère autant qu'il l'aimait. Il le chérissait à tel point qu'il le confondait avec lui et c'est pourquoi il aboutissait à trouver en lui-même des sujets d'orgueil. Comme son frère était mort assez tôt pour laisser l'apparence de belles aptitudes, Louis-Antoine, — tant il aimait son frère! — ne doutait pas que les aptitudes de Joseph-Étienne ne se fussent épanouies en lui. Il cherchait donc dans l'insigne passé de son frère des exemples pour le présent; il voulait que chacun avec lui profitât de ces exemples et ce lui paraissait un suffisant prétexte pour se mettre en avant. Il était glorieux par amour fraternel. Il était vaniteux à bon compte.

Les gloires familiales se multiplient en s'additionnant. Ainsi pensait Louis-Antoine Garnier-Pagès. Parce qu'il continuait son frère à la Chambre il estimait que son rôle politique devait être nécessairement un très grand rôle. Il tâchait donc à la majesté : il était d'abord solennel. Il voulait que chacun vît aussitôt qu'il était chargé de reliques.

Or cette vanité s'alimente à toutes les sources, puise même aux plus minuscules. C'est ainsi que Garnier-Pagès, fier de son aîné, était également fier de lui-même. Sa vanité était persistante parce qu'elle s'appuyait, en outre, sur des assises matérielles. Ce n'était pas en vain que Garnier-Pagès avait été courtier de commerce. Ne l'est pas qui veut. Garnier-Pagès avait voulu l'être, l'était devenu. Il avait su l'être avec fruit. Il était assez riche pour aimer le peuple en toute indépendance. Le peuple était donc flatté, croyait-il, d'être aimé par lui. Au surplus, son

apostolat s'accomplissait — il le savait bien — dans des conditions d'extrême confortable dont plus d'un pouvait être jaloux. Ce n'était pas un apostolat nouveau, incertain, sans relations ni débouchés. Non, il avait accepté la suite d'un apostolat déjà fondé, d'un bon rapport, avantageusement connu sur la place publique. Il avait par héritage un fonds d'idées courantes achalandées, un stock d'articles goûtés, une raison sociale estimée, une clientèle; Garnier-Pagès était entré dans la politique comme un bourgeois de qualité.

Excellente vanité! Tous les mérites de Garnier-Pagès en proviennent. Ce sont des mérites ordinaires.

Sûr de lui, confiant exagérément dans ses aptitudes, lesquelles?... il croyait utile à la France d'avoir, en ce qui le concernait, une importante ambition. Il était ambitieux par amour du peuple. Son ambition n'était pas méchante. Elle était satisfaite de peu, car Garnier-Pagès avait un penchant intime à être satisfait de lui. Certes, il était fier d'occuper les fonctions insignes de l'État; mais, d'autre part, il pensait que, étant né Garnier-Pagès, frère notable d'un frère notoire, il honorait les fonctions publiques plus qu'il n'en recevait d'honneur.

Il ne se souciait donc pas par avance d'être particulièrement compétent pour les fonctions spéciales qu'un hasard exceptionnel lui pouvait d'aventure assigner. Il se jugeait bon pour toutes les fonctions, étant disposé à toutes. En vérité, elles lui étaient toutes convenables, car il ne cherchait pas l'occasion de s'y enrichir. Autant il était vaniteux, autant il était désintéressé. Il lègue aux politiciens l'exemple d'un homme austère.

Malgré cela, il est, sans doute, permis de dire que Garnier-Pagès montrait quelque présomption à se tenir pour capable de tous les emplois. Mais je pense qu'en cela il décelait surtout son incapacité de préciser ses aptitudes. En outre, il imitait ainsi son frère; comme lui il n'était apte qu'à servir le peuple en général.

Pour le bien servir il est bon, n'est-ce pas! de tout espérer pour lui. La politique de Garnier-Pagès est donc essentiellement optimiste. Elle est imprégnée d'optimisme; elle en est saturée. Cet optimisme était intarissable, car sa source était au dedans de Garnier-Pagès. Parce qu'il avait en lui une confiance sans bornes, Garnier-Pagès ne désespéra jamais de la patrie.

Il lui semblait d'ailleurs que toutes les difficultés politiques cédaient fatalement à son intervention. Les unes ont coutume de naître des événements; les autres, plus nombreuses, plus formidables, naissent des politiciens. Garnier-Pagès se jugeait expert en l'art de supprimer ces dernières, car il était infatigablement conciliateur. Il considérait autour de lui les rivalités illusoires, et s'employait, serein, à les apaiser. Son autorité fut toujours lénitive. Et il ne fut pas toujours inutilement vaniteux.

Il faillit l'être jusqu'à l'héroïsme. Effectivement il trouvait en sa vanité soit le talent de ne pas voir les périls extraordinaires d'une situation critique, soit la force téméraire de les affronter. On peut surabondamment prouver qu'il fut un politique inconscient, mais il ne fut pas inconscient sans courage. A l'heure terrible où la banqueroute était à nos portes et qu'on délibérait, Garnier-Pagès, seul parmi les autres, eut l'audace d'employer son incapacité jusque dans les finances...

Sa vanité fut le balancier de sa vie : par elle ses qualités et ses défauts conservèrent un juste équilibre. Ses qualités, en somme, furent négligeables à l'État; ses défauts ne furent dangereux qu'à Garnier-Pagès. — Parce qu'il se faisait le centre de tous les événements il leur donnait une base trop étroite. Il était débordé par eux. Il ne péchait jamais par clairvoyance et il se trompait sans effort. — Puis, il s'appliquait assidûment à être majestueux; il ne parvenait qu'à être grave. Et l'imperturbable sérieux dont il ne pouvait s'abstenir prêtait fréquemment à sourire. De tels rires ne diminuaient pas son prestige à ses yeux. — Enfin on pouvait impunément l'attaquer. Il planait sur les dédains; et, surtout lorsqu'on la lui adressait, il ne comprenait pas l'ironie. « Eh! s'exclamait-il un jour parlant à Cavaignac... nous vous avons nommé général de division, gouverneur de l'Algérie, ministre de la guerre... » Cavaignac répondit soudain : « Je laisse au pays le soin d'apprécier ce que je puis devoir à Monsieur Garnier-Pagès! » Celui-ci ne fut pas blessé du trait. Sa vanité lui servait d'armure.

Bref, il était content de lui et il avait un bon caractère.

II

Il ne tint pas à lui qu'il ne fût un orateur. Sa politique, en effet, était essentiellement oratoire, je veux dire qu'elle était seulement et verbale et verbeuse. Et tout le caractère de Garnier-Pagès se précise en son éloquence. Et toute son époque revit en elle. — Garnier-Pagès pensait comme un démocrate, mais il parlait comme un courtier de commerce. L'emphase de ses sentiments se traduisait en paroles plates.

Il professait que tout politicien doit être premièrement un orateur. Il croyait en l'efficacité des paroles. Les idées n'étaient pour lui qu'un complément. Il importait d'abord qu'on parlât. C'est pourquoi il manifestait une inclination extrême à discourir, car il savait bien que les paroles déversées sur le peuple

n'ont de vertu que par celui qui les prononce. Et cette pensée n'était pas hypothétique; elle surgissait d'observations. « M. Dupont voulut parler; sa voix ne put percer le bruit. Sans avoir entendu, la foule applaudit avec un redoublement d'enthousiasme... » A plus forte raison, le second des Garnier-Pagès est tout-puissant s'il ouvre seulement la bouche. Il est tellement pénétré de cette conviction que, lorsqu'il parle, il exprime rarement une idée. Mais il parle, il parle. Écoutez cet homme qui parle, qui parle!...

Il connait son temps et il l'interprète. Parmi les péripéties révolutionnaires il distingue les occasions de parler. Mais, — est-ce donc parce que sa parole ne suffirait pas à produire l'émotion utile? — Garnier-Pagès recherche le décor, la mise en scène. A toute heure du jour et de la nuit il parait aux fenêtres pour y parler. Il harangue le peuple à jet continu. Ah! l'amusant bavard! — Lisez, si vous voulez rire, le récit où il développe les journées de Février : il parle à toutes les fenêtres, à chaque chapitre. C'est l'effet de son tempérament. Il n'est que de suivre sa nature. Il l'avoue :

Par un mouvement naturel, M. Garnier-Pagès songe à la tribune improvisée où, deux heures auparavant, ses efforts ont réussi... M. Odilon-Barrot rentre chez lui suivi par la foule; M. Garnier-Pagès la harangue du haut d'une fenêtre...

Alors la foule tumultueuse applaudit à cause de son frère et se disperse à cause de lui.

Dans les plus pénibles conjonctures il parle encore. — Un soir, soir douloureux, l'armée se heurte à la foule près des boulevards. Un coup retentit que d'autres coups suivent. Et voici soudain des morts, des morts sur le pavé. Pourquoi ces morts, hélas! on ne le sait. Les esprits s'étonnent, s'indignent les cœurs. Tous, émus de pitié, relèvent les cadavres; sur des chars ils les entassent; puis, à la clarté lugubre des torches sous la lune, ils accompagnent le convoi. Frémissants, ils passent devant les bureaux du *National*. Garnier-Pagès est là qui harangue la mort à son passage. Mais plus vite se hâte le cortège et la voix de cet homme poursuit à travers les lueurs sinistres la foule épouvantée qui s'enfuit...

... Dans les nues épaissies la lune elle-même se cache.

***

Lorsqu'il ne lui était pas donné d'avoir une mise en scène oratoire, il tâchait tout au moins à être théâtral dans le ton. Il ne dit jamais rien sans importance. Il dépensa une application continue à prononcer des paroles historiques. La persévérance de ses efforts ne fut pas récompensée. De lui aucun mot ne reste : il n'en est aucun qui soit assez pathétique pour demeurer drôle aujourd'hui.

Toutefois, à aucun d'eux la solennité ne fait défaut. Elle est partout où il faudrait qu'elle ne fût pas.

Un jour, il convoque le général Bedeau pour une communication urgente. Bedeau prend un fiacre et s'empresse.

Général, lui dit Garnier-Pagès, je vous remercie au nom du pays!...

Il dit :

La chute du ministère c'est la chute irrévocable et définitive du système auquel la France fut si longtemps asservie...

On n'est pas plus hardi dans l'emploi des métaphores incohérentes. — Mais il devient sarcastique :

Tenez, on tire sur votre ministère intérimaire!...

D'ailleurs nul sacrifice ne dépasse ses forces :

Je ne sais ce que feront les autres. Mais pour moi, je suis prêt; le peuple peut compter sur moi!

Heureux les peuples qui peuvent compter sur un homme qui se dévoue sans même savoir ce que feront les autres!...

Cependant, au 24 février, le hasard le fit maire de Paris. Il fut tout de suite à la hauteur de son rôle, comme on dit, car il rédigea sans respirer une proclamation. Qu'auriez-vous fait à sa place? Il fit assavoir au peuple qu'un gouvernement provisoire venait de se constituer pour son bonheur; il lui indiqua même où se trouvait ce gouvernement. Mais il faut tout citer :

Citoyens!

Louis-Philippe n'est plus roi!

Un gouvernement provisoire a été nommé par le vœu national. Il siège en ce moment à l'Hôtel de Ville.

La nation sera consultée!

En ce moment, ce qui importe, c'est de maintenir l'ordre sans lequel il n'y a point de liberté.

Le gouvernement provisoire compte sur la garde nationale. Tous les citoyens en font partie et doivent concourir au maintien de la sécurité et à la défense du pays.

Que tout le monde soit à son poste et la liberté sera sauvée!

Voilà, si je ne me trompe, un chef-d'œuvre qui fait clairement paraître qu'il n'est pas superflu de « consulter la nation », lorsque « le vœu national » nomme les gouvernements. C'est une belle proclamation. Les paragraphes surtout sont pleins d'éloquence. Puis les idées générales y prêtent un sérieux appui à la garde nationale pour fortifier le jeune gouvernement... Il est juste de dire que cette proclamation fut improvisée, comme le gouvernement dont elle annonce la venue. Que serait-elle si Garnier-Pagès avait eu le temps de la méditer?

En outre, et pour qu'il ne leur manquât rien, les paroles de Garnier-Pagès étaient volontiers prophétiques. Aussi bien, son éloquence n'est pas toujours claire.

Il voyait de très loin les événements et il avait dit des choses étonnantes à M. Guizot : « Malgré vos mépris anticipés, le suffrage universel aura son jour. » Même il rencontra une fois M. d'Houdetot et il rendit des oracles qui furent rapportés à Louis-Philippe. Garnier-Pagès nous assure que le roi en fut très frappé. Ajoutons qu'il ne les comprit pas.

Ainsi toujours. — Garnier-Pagès s'agite perpétuellement dans son fauteuil. L'effervescence de son âme bouillonne en grandes phrases. Il se précipite aux actes superbes. Mais il est gêné par sa robe de chambre, ses pantoufles et son bonnet grec. Ce bon bourgeois n'est qu'un garde national en mal d'héroïsme.

C'est pourquoi, encore qu'on devienne orateur, dit-on, Garnier-Pagès ne le devint pas. Il voulut l'être, tâcha à le devenir. En vain. Il ne réussit pas plus à bien parler qu'à réaliser le bonheur du peuple : ce qui était également une de ses intentions. Aucun de ses discours n'est assez bon ou assez mauvais pour qu'on le puisse distinguer des autres. Cependant tout l'homme se meut parmi les phrases grandiloquentes. Le champion du peuple s'y mêle au courtier de commerce. Celui-ci expose des questions d'affaires ; celui-là les veut parer d'ornements : pis encore. L'un embarrasse l'autre. Les phrases cependant succèdent aux phrases. C'est une prolixité sans fin dont rien ne trouble le déroulement monotone. Garnier-Pagès aspire sans succès vers les hauteurs. Le ton est vulgaire, le geste mesquin, le style poncif, la période lourde, l'emphase sans sonorité. L'éloquence infatigable se déploie, lente, flasque, terne et grise. Morne plaine !

Il parle néanmoins, il parle... O 1848 ! ô phraséologie !

III

Mais entreprendrai-je de déterminer ses idées ? Ceux qui connaissent l'homme m'accuseront de me perdre parmi des détails infiniment négligeables. Il n'est pas certain qu'il eût des idées : une certitude existe cependant et c'est qu'il ne conçut pas la nécessité d'en avoir. Mais il parla tellement que, parfois, sans doute, il exprima à son insu des idées politiques ou des idées sociales. Que leurs contradictions lui soient légères !

Sa politique, ai-je dit, était essentiellement oratoire. Elle résidait en un sentimentalisme vague où tout s'absorbait confusément. Garnier-Pagès aimait le peuple et n'allait pas au delà. L'amour du peuple était, depuis que son frère était mort, l'habitude de sa vie, son premier devoir de famille. L'aimant, il voulait réaliser son bonheur. Mais il n'avait pas eu le loisir d'étudier de quelle manière, car il n'était en dehors de cela qu'un courtier de commerce. Il n'avait pas d'éducation politique. Le souvenir de son frère l'égarait davantage. Du moins, il chérissait la démocratie et ne s'en cachait pas. C'était toute sa politique. Il espérait assurément instaurer l'harmonie sociale par la communion de tous les hommes dans la sympathie. La sensibilité larmoyante était, si je l'ose dire, son unique ressort. S'étonnera-t-on que sa politique fût d'une mollesse extrêmement indécise ! Aux moments décisifs il pleurait volontiers d'attendrissement. Et ces pleurs n'étaient qu'oratoires : il est donc permis d'en rire. Je n'avance rien que je ne prouve. Voici :

> Une autre source d'émotion naissait de la présence de M. Dupont (de l'Eure). Courbé par l'âge, le patriarche de la liberté ne manifestait plus que par la tranquille fermeté de son regard l'intarissable énergie de son âme. Le vieux et fidèle compagnon de sa vie, M. Legendre, l'accompagnait. Une femme du peuple lui donnait le bras. Triple et touchant symbole de la vertu, de l'amitié et du dévouement !

N'est-il pas vrai que ce sentimentalisme fait voir une belle âme. Il ne témoigne pas à lui seul une grande perspicacité politique. Et Garnier-Pagès eut coutume d'être surpris par tous les événements. Mais son sentimentalisme se répandait toujours en effusions. Ses convictions étaient immuables : leurs expressions seules changèrent fréquemment.

Garnier-Pagès, — pour continuer son frère qui était radical, — fut à peu près modéré. Le tempérament triompha ici des sentiments de famille. Affaire d'âge aussi. D'ailleurs, c'est simplement une preuve qu'il manquait d'idées nettes, et que son caractère était timide, si bien que, par timidité, il était capable, durant les crises, de toutes les témérités. En outre, en mémoire de son frère, Louis-Antoine se rangea dans l'opposition. Il n'y fit paraître aucune férocité.

Quel principe le contraignait de s'opposer au gouvernement ? Longtemps il l'ignora. Cependant, lorsque des gens bien intentionnés désirèrent l'accroissement du corps électoral, Garnier-Pagès le souhaita. Il eut même — mais non pas tout seul — cette grande idée que, pour accomplir la réforme, il importait de dîner ensemble et que lui parlât au dessert. Les banquets réformistes marquent une étape dans ses évolutions. Mais le suffrage universel s'imposa soudain. Garnier-Pagès en fut aussitôt partisan, car il était ami du peuple ; puis il ne se souvint plus qu'il avait désiré une extension beaucoup plus minime du droit de vote et bientôt il ne douta plus qu'il

ne fût l'auteur du suffrage universel et, par conséquent, du bonheur du peuple.

Or, la République était-elle convenable au bonheur du peuple? Il faut distinguer. — Avant 1848, Garnier-Pagès déclarait métaphoriquement que « s'il avait la République dans ses mains, il se garderait bien de les ouvrir ». Il n'était pas bon royaliste, mais il était encore plus mauvais républicain. — Le 24 février, vers midi, il devinait que l'heure de la République n'était pas sonnée : il voulait alors la régence de la duchesse d'Orléans. Mais le soir, les temps avaient marché. Garnier-Pagès les avait suivis. Il était même arrivé à l'Hôtel de Ville à l'instant où la République se proclamait inopinément. Elle manquait de tout et même d'un maire de Paris. Garnier-Pagès accepta d'être maire de Paris, car il se jugeait capable de tout. Il voulut alors ardemment la République. En vérité, il fit beaucoup pour sa naissance : car il occupa tout d'abord une de ses principales fonctions. Que dis-je? Il s'agissait de faire connaître à la France ravie que grâce à quelques bons citoyens elle possédait enfin le gouvernement qu'elle souhaitait si fort, sans qu'elle y prît garde : Garnier-Pagès collabora à traduire la chose en termes appropriés. Laissons-le narrer l'aventure :

Pour plusieurs le mot *proclame* était trop affirmatif; *désire* était une expression moins tranchante, plus convenable; MM. Garnier-Pagès et Crémieux proposèrent le mot *veut*. Toutes les opinions divergentes se concilièrent enfin dans un commun symbole. « Le gouvernement provisoire veut la République, sauf ratification par le peuple qui sera immédiatement consulté. » Le grand acte qui annonçait à la France le premier jour d'une ère nouvelle fut adopté à l'unanimité.

Admirable inspiration que d'annoncer à la France qu'une ère nouvelle commençait : elle ne s'en serait peut-être pas aperçue. Quant à Garnier-Pagès, il ne s'apercevait pas que ses opinions venaient de changer encore. D'ailleurs, comme il l'écrivait si drôlement, la divergence de ses opinions successives se conciliait dans le commun symbole...

Même aux républiques il faut des lois sociales. A cet égard, Garnier-Pagès ignorait quels principes les circonstances lui commanderaient d'avoir. Il était, par nature et par amour fraternel, un bourgeois libéral. Le jour vint où il poussa son libéralisme jusqu'au plus extrême socialisme. Il fut subitement enthousiaste du droit au travail et des ateliers nationaux et prétendit que Dieu lui-même partageait son opinion. « Une société, dit-il, ne doit pas laisser mourir de faim celui qui veut sérieusement travailler. L'intérêt général est en cela d'accord avec la loi morale, avec la volonté de Dieu. » Il affirma que le fondateur des ateliers était « un homme d'État qui se révélait ». Comme on voit bien que Garnier-Pagès se contredisait sans mesure et sans feinte!

Ses contradictions lui étaient inspirées par le plus pur amour du peuple. La force de ses principes déterminait toutes ses variations.

IV

Or, parce qu'ayant été courtier de commerce, il avait l'âme d'un héros, il déversa son héroïsme dans les finances. Louis-Antoine Garnier-Pagès fut le financier de la deuxième République.

Dans la tragi-comédie qui se déroulait, on n'était pas pourvu de financier. Goudchaux tint le rôle un instant, n'y put suffire, y renonça. Garnier-Pagès le joua au pied levé.

Certes, il n'était bon à rien, mais il était prêt à tout. Il ne crut pas que les finances fussent en dehors de son incapacité. Il en accepta le ministère, parce que c'était un ministère et parce que, dit-il, il était « confiant dans la Providence qui l'avait soutenu parmi toutes les amertumes de la vie ». Sa confiance était mal située, car la Providence, qui l'engagea à affronter les périls, ne l'aida pas à les vaincre. Garnier-Pagès ne fut qu'un ministre parfaitement honnête; mais à cette époque ce n'était pas une originalité.

En vérité, la situation était effroyable. Garnier-Pagès, comme il le dit en son langage, « l'embrassa d'un coup d'œil ». — « Les gouvernants... avaient reçu la France dans une tempête violente. » Comment l'apaiser sans argent dans les caisses, le peuple refusant l'impôt, les affaires étant paralysées? Ferait-on banqueroute? La démocratie en faillite! ô déshonneur! Garnier-Pagès, en cette occurrence, s'efforça de tromper tout le monde par honnêteté. Il n'y réussit qu'à demi. Il organisa la déconfiture : mais ne prononça pas la faillite; ce fut la seule fois qu'il eut peur des mots.

Il montre de toutes parts une inexpérience financière excellemment démocratique. Il pousse au plus haut point l'ingénuité.

Il décide que les livrets de caisses d'épargne ne seront pas remboursés, que les bons du Trésor en revanche seront réduits aux deux tiers de leur valeur... Il contemple son ouvrage. Et la rente baisse, baisse encore.

Garnier-Pagès alors étale son innocence. Il émet immédiatement au pair cent millions de rente.

La rente était à 74 francs : il offrait donc pour 100 francs ce qui en valait 74. Il s'étonna que l'emprunt ne fût pas souscrit; en bon financier, il attribua ces résistances aux ennemis de la République.

Et l'argent rebelle ne veut point venir aux caisses de l'État. Comment le contraindre? On décide aussitôt qu'on imposera la propriété immobilière qui fuit

difficilement en dehors du territoire. Ressource assurée! Mais quelle sera la quotité de cette contribution tout à fait extraordinaire? Ledru-Rollin propose *1 fr. 50*, — et, par compensation, il ajoute que les riches paieront tout seuls. Pauvres riches! D'autres amis du peuple, peu versés dans les finances, suggèrent *1 franc*. D'autres, *cinquante centimes*. — Mais heureusement veille Garnier-Pagès! Et c'est un financier! Que les contribuables se rassurent! Il ne leur demandera pas deux francs, pas vingt sous, par dix sous, mais neuf sous, simplement neuf sous, pas un sou de plus que neuf sous. Il faut neuf sous pour fonder la démocratie. A ce prix que ne ferait-on pas! L'*impôt de 45 centimes* est voté. Il est d'ailleurs immédiatement exigible. Mais le ministre a déclaré: « La République n'aura pas besoin, pour faire de grandes choses, de l'argent que la monarchie demandait pour en faire de misérables. » (4 mars.) — C'est une antithèse.

Au surplus, Garnier-Pagès s'applique consciencieusement à ranimer les affaires bien mortes. Il prend plusieurs dispositions utiles: il crée les Magasins généraux, il établit les Comptoirs d'escompte, il cesse d'être ministre... La confiance ne renaquit pas tout de suite et le crédit très malade se rétablit fort lentement.

Les blâmes seraient excessifs. Il faut, au contraire, louer Garnier-Pagès pour ce qu'il eut la présomption d'accepter le rude ministère des finances. Tous les financiers le refusaient. Garnier-Pagès n'avait pas les mêmes raisons qu'eux de s'abstenir. La candeur de son ambition vaniteuse fut profitable à la République.

Puis, la critique est aisée, mais l'art... Dans les complications de la crise, quel eût été le souverain remède, je ne le saurais dire. On peut soutenir que le naïf Garnier-Pagès ne fut pas un seul instant nuisible. J'ai même lu quelque part que les mesures financières de Louis-Antoine Garnier-Pagès avaient sauvé la France, et on le démontrait amplement. — Mais où donc l'ai-je lu? Ah! c'est, — il m'en souvient, — dans l'*Histoire de la Révolution de 1848* par Louis-Antoine Garnier-Pagès.

V

Pour avoir voulu sauver la France, il subit un dur châtiment: il ne fut pas réélu député. Dès lors, il ne trouva plus de raisons d'agir, et, douleur intolérable! les occasions de parler lui manquèrent. Comme la mémoire de son frère avait disparu, Louis-Antoine ne représentait plus rien, n'était rien.

Il était inoffensif. Il devenait de plus en plus vénérable; on le respectait de moins en moins. L'Empire négligea même de le bannir.

Au moins il trouva quelqu'un qui lui rendit justice: ce fut lui. Il écrivit pour cela des livres nombreux. Il s'y considère avec bienveillance.

Sans doute il n'y a pas lieu de lui garder une reconnaissance immortelle. Il était maladroit aux affaires publiques. Il n'en savait rien, n'en devinait rien. Mais il avait tant de sincérité!

Et il aimait profondément son frère, et, parce qu'il aimait son frère, il aimait le peuple que son frère avait aimé. Songeons que si son frère n'était pas mort, il n'aurait été, lui, qu'un courtier de commerce. Pourquoi s'étonner qu'il ait aimé le peuple avec incompétence?

Il n'en est pas moins un modèle pour les chefs de famille. Il avait une invincible dignité personnelle. Il vécut honorablement, vertueusement. Son esprit était simple, son âme innocente, son cœur virginal.

Il croyait en Dieu.

J. Ernest-Charles.

LES INTELLECTUELS A CONSTANTINOPLE EN 1453

Au cours d'une improvisation brillante, un de nos plus célèbres officiers généraux faisait récemment une allusion rapide, mais précise, à la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. Et je ne crois pas qu'il ait donné l'interprétation la plus exacte de ce grand événement historique.

Cela n'a pas une très grande importance, car le général ne prétendait pas, ce soir-là, donner une leçon d'histoire aux officiers du 4e corps réunis autour de lui pour boire en son honneur un peu de punch. Des Turcs et des Grecs de 1453 et des intellectuels d'alors, il se souciait fort peu, mais il ne parlait d'eux qu'allégoriquement pour signifier d'autres Turcs, d'autres Grecs, — d'autres intellectuels surtout dont il se soucie davantage. Il était préoccupé seulement de donner à sa pensée une forme frappante, et certes à cet égard il a parfaitement réussi. Nul doute à présent qu'il ne déteste les intellectuels et qu'il ne les regarde comme des hommes dangereux, comme des *hommes de discussion* dont l'intervention fâcheuse trouble dans leurs énergiques desseins les *hommes d'action*: les intellectuels sont ainsi responsables des calamités publiques et s'il arrive un jour qu'une autre Constantinople ait à souffrir des « Turcs de marques diverses » qui la menacent, eh bien! ce sera la faute des intellectuels. Ainsi se trouve dégagée la responsabilité des hommes d'action.

Car « l'histoire se répète souvent ».

Mais alors, si nous ne demandons plus seulement

à l'histoire un exemple frappant pour illustrer une brillante improvisation oratoire, si nous lui demandons un enseignement et une prévision de l'avenir, il convient d'examiner les choses d'un peu plus près...

« Les historiens racontent, a dit le général, qu'au moment même où l'armée turque forçait les remparts de Constantinople, les soi-disant intellectuels de la capitale du Bas-Empire y discutaient passionnément sur des arguties théologiques. »

Il est parfaitement exact que la passion religieuse et la plus détestable intolérance sévissaient à Constantinople vers le milieu du xve siècle. Le clergé grec était étroitement sectaire, violemment hostile aux autres religions, et dans le plus grand péril de la patrie il refusa d'oublier ses haines. Or, ce clergé était très puissant. La veille de l'assaut définitif que les Turcs devaient donner à la ville, tandis qu'on hâtait les derniers préparatifs, les chefs allèrent communier. Quelques-uns d'entre eux étaient tout à fait égarés par le fanatisme, tel le grand-duc Lucas Notaras qui disait : « J'aimerais mieux cent fois voir à Constantinople le turban des Turcs que la tiare du Pape.

Or, le Pape était à ce moment l'allié sur lequel l'admirable empereur Constantin comptait le plus pour le secourir dans sa lutte désespérée. Afin de gagner cet appui précieux, il avait promis de faire l'union des deux Églises. Nicolas V envoya comme légat Isidore de Russie. Une grande cérémonie eut lieu à Sainte-Sophie le 12 décembre 1452. Mais Isidore n'avait-il pas commencé le signe de la croix par la gauche, l'hostie qu'il avait consacrée n'était-elle pas une hostie azyme! Une bagarre se produisit. Excitée par les prêtres fanatiques, la foule se répandit dans les rues en poussant des cris furieux : « Mort aux Azymites! » La haine des Azymites englobait tous les Latins, — et pourtant les Latins (Vénitiens, Romains, etc.) travaillaient activement à la protection de la ville. Les prêtres grecs, indignés de l'alliance avec les hétérodoxes, regardaient comme sacrilège la résistance de Constantin et décourageaient les défenseurs de Byzance. Le fanatique Gennadius enflammait la fureur religieuse de la multitude affolée. Il fallut l'enfermer; il écrivit sur une tablette à la porte de sa cellule : « Au moment où vous renoncerez à la religion de vos pères en vous liguant avec l'impiété, vous vous soumettrez à une servitude étrangère. » La foule répondait par les cris forcenés de « Mort aux Azymites! »

Il est certain que ces « discussions passionnées sur des arguties théologiques » sont condamnables et qu'elles furent funestes à la ville menacée. Certes, nous sommes de cœur avec le général lorsqu'il condamne l'intolérance religieuse. Mais est-ce bien les intellectuels d'alors qu'il faut rendre responsables de l'effroyable poussée de fanatisme qui se manifesta? Non, n'est-ce pas? A moins de détourner le nom d'intellectuels du sens qu'il a présentement, on ne peut l'appliquer ni à ces chefs tels que le grand-duc Lucas Notaras, ni à ces moines, ni à ces prêtres à qui la haine des Azymites fit oublier l'approche des Turcs : ce n'est pas l'intolérance religieuse qu'on entend à présent par l' « intellectualisme ».

Je ne crois pas qu'il faille rendre les intellectuels responsables de la chute de Constantinople. La chute de Constantinople eut d'autres causes, et le fanatisme dont j'ai parlé peut en être une. Mais ce n'est pas tout. Et voici quelques faits qui ne sont pas sans importance.

L'organisation militaire des Grecs était très défectueuse. On avait un peu laissé aller les choses parce que l'on comptait beaucoup sur l'Occident. On disait : « L'Occident ne permettra pas qu'on nous écrase; il est de son intérêt de ne pas permettre qu'une puissance quelconque tire de notre écrasement une force inquiétante. » Or, il arriva qu'au dernier moment... l'Occident ne marcha pas. Spécialement, on espérait beaucoup des Vénitiens; on se trouvait en effet dans les meilleurs termes avec eux : ce n'était pas une *alliance* à proprement parler (il n'y avait pas d'engagements formels et très précis), mais tout au moins une *amitié*. Venise donna quelques vaisseaux avec leurs équipages, mais cela ne suffisait pas, on attendait mieux.

Réduite à ses propres forces l'armée grecque était médiocre. L'empereur Constantin n'avait pu lui trouver de bons administrateurs ni de bons organisateurs. Au moment où la guerre parut imminente, il se préoccupa de faire réparer les remparts. Mais ses deux ministres, Manuel Jagaris et Néophytos de Rhodes, détournèrent les fonds destinés à cette entreprise sans que l'empereur pût leur faire rendre gorge... Or, à cela les Intellectuels ne pouvaient rien!

Les chefs que la passion religieuse entraînait parfois, comme ce Lucas Notaras dont nous avons constaté l'aberration fâcheuse, n'étaient pas non plus exempts de mollesse. Le chroniqueur Phrantzès nous les représente à la veille du jour fatal dans une attitude piteuse : « Ils s'exhortaient mutuellement, en pleurant, à résister à l'ennemi. » En outre, ils s'entendaient assez mal entre eux. Tandis que les Turcs préparaient l'assaut final, l'empereur fut obligé d'user de toute son autorité pour empêcher le grand-duc Notaras et Justiniani d'en venir aux coups : Justi-

niani demandait quelques canons de supplément pour la défense de la porte Saint-Romain, et Notaras, qui avait la haute direction de l'artillerie, les lui refusait obstinément... Or, à cela les Intellectuels ne pouvaient rien!

L'équipement était médiocre. Sur 30 ou 35 000 hommes en état de combattre, on ne put en armer que 8 000 environ : les Grecs étaient ainsi un contre quinze. La marine laissait fort à désirer. On manquait de vaisseaux; surtout, ceux qu'on avait n'étaient pas très bons. On trouva heureusement à réquisitionner pour le service de la guerre la flotte vénitienne qui se trouvait à l'ancre dans la Corne d'Or. Autrement on aurait fait piètre figure sur mer comme sur terre. Mais surtout, et voilà, je crois, le point important, l'artillerie était défectueuse. Celle des Turcs au contraire était merveilleuse. Le sultan avait fait construire par le Hongrois Urbain un énorme canon qui lançait à la distance de plus d'un mille un boulet de pierre de 1 200 livres; il possédait en outre quelques pièces de fort calibre et plus de cent autres qui ouvrirent dans les remparts de Constantinople de larges brèches. Les Grecs avaient peu de canons et peu de poudre, et leurs artilleurs étaient moins expérimentés que ceux des Turcs. Pour comprendre l'infériorité qui résultait de ce chef pour les assiégés, il suffit de constater qu'on ne trouve dans aucun document contemporain que les vivres aient manqué à Constantinople; nous savons au contraire que, quand les Turcs entrèrent dans la ville, ils la trouvèrent riche et bien pourvue. C'est donc bien par l'artillerie que Constantinople fut prise. L'inégalité numérique des assiégeants et des assiégés rendait à ceux-ci les sorties presque impossibles ; l'artillerie seule aurait pu forcer les Turcs à la retraite. C'est l'artillerie qui fit défaut... Or, à cela encore les Intellectuels ne pouvaient rien!

Non, ce ne sont pas les Intellectuels qu'il faut rendre responsables de la ruine de Constantinople.

* * *

Mais c'est grâce aux Intellectuels que Constantinople ne périt pas tout entière et, avec elle, une admirable civilisation, des traditions vingt fois séculaires et toujours jeunes pourtant, tout un héritage de Beauté qu'ils tenaient de leurs miraculeux ancêtres et qu'ils transmirent de leur mieux à l'avenir illimité.

Ils avaient gardé pieusement le dépôt sacré dans leurs bibliothèques, dans leurs musées, et dès le début du xve siècle ce sont eux qui donnèrent l'impulsion la plus vive au grand mouvement de la Renaissance. Ils initièrent les Italiens à l'Art et aux Lettres helléniques. Ils voyagèrent, ils vinrent en Italie, et dans un grand nombre de villes ouvrirent des écoles. C'est d'abord Manuel Chrysoloras qui enseigne à Milan et à Venise, puis Jean Chrysoloras ; Théodore Gaza devint recteur de l'Académie de Ferrare. Nicolas Segundini se fixa à Venise, Georges de Trébizonde à Rome, Jean Argyropoulos à Padoue. D'autres restèrent à Constantinople et, pour devenir leurs disciples, des Italiens illustres firent le voyage.

Quand Constantinople succomba, ils sauvèrent ce qu'ils purent des vénérables restes de l'hellénisme. Ils émigrèrent, emportant, comme Énée ses dieux, les précieux objets du culte de l'intelligence. Ils se groupèrent en Italie autour de Bessarion, et partout ailleurs où les poussa le dur exil, hommes sans patrie désormais, ils conservèrent pieusement un peu de l'âme de la patrie, le meilleur même de l'âme de la patrie. Ils transportèrent dans toute l'Europe les manuscrits anciens et les œuvres d'art qui avaient échappé à la fureur barbare. Et ce n'est pas seulement une forme nouvelle de beauté qu'ils révélèrent à l'Occident, mais la religion même de la Beauté!

Aussi ne soyons pas ingrats à leur égard, même si nous voulons être extrêmement indulgents à ceux qui furent les seuls coupables.

André Beaunier.

POLITIQUE « NAVALE »

La politique coloniale de la France n'est pas heureuse. Ce n'est pas de Fashoda que nous parlons, ni de Madagascar, ni du Tonkin. Il s'agit d'une colonie, si près de nous et si naturellement rattachée à la France, qu'on a pris l'habitude de ne pas la considérer comme une colonie. C'est un prolongement de la terre française, un groupe de départements français, régis et administrés selon nos lois. L'Algérie a des députés, des sénateurs, des fonctionnaires, comme le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, et un gouverneur général, comme pourrait être un important préfet de trois départements, si nous réalisions ce projet depuis longtemps conçu d'élargir les bases de notre administration intérieure.

Alger est une de nos plus belles villes françaises, à quelques heures de Marseille, où l'on arrive en traversant un beau lac. Eh bien! cet aperçu administratif et géographique est parfaitement faux. Alger est un pays tout particulier, étranger à la France et gouverné par un pacha, nommé Max Régis, un vrai nom de roi.

Or ce roi est, selon nos définitions politiques et administratives, maire d'Alger. S'il est, d'un côté, l'élu du conseil municipal, il dépend directement aussi de son préfet local et de notre gouvernement de Paris. Ce maire a un journal municipal officiel, à peu près comme nos édiles parisiens en ont un, mais

ils ont le bon goût de ne pas rédiger d'articles, tandis que M. Max Régis publie dans sa gazette des ukases tout à fait extraordinaires. Il invite un certain nombre de ses administrés à quitter la ville au plus tôt et à prendre le paquebot pour Marseille ou pour New-York, à leur gré, s'ils ne veulent pas être mis dehors par la force. On entend que ces administrés sont les juifs d'Alger. Les juifs d'Alger ne sont-ils pas de droit chez eux, protégés par nos lois, comme les protestants d'Alger et les catholiques d'Alger? Et n'est-ce pas un singulier temps et un drôle de gouvernement quand les maires se permettent de telles fantaisies?

M. Max Régis règne sans conteste dans Alger. Il y exerce le souverain pouvoir. Il dresse des listes de proscription. Il ouvre ou il ferme, comme il le veut, les boutiques et les magasins ; il dit où l'on peut acheter et où l'on ne peut pas acheter, il supprime la liberté commerciale. Que fait donc M. Laferrière, gouverneur, ancien vice-président du Conseil d'Etat et l'un des hommes les plus versés dans le droit français et universel que nous connaissions? Mais est-il encore gouverneur d'Alger?

Les traits que l'on rapporte de M. le maire sont une illustration délicieuse de l'état des choses en Alger. Quand il a pris possession de la mairie, il a prononcé selon l'usage un discours, il s'excuse dans son journal de n'avoir pas terminé son discours en criant: « A bas les juifs! » et il dit : « C'est un oubli, j'en suis le premier surpris. » Mais l'idée géniale de M. le maire est la suivante. Il a inventé une nouvelle police, dont on n'avait vu jusqu'à présent, je pense, aucun exemplaire en Europe. Les agents de cette police sont munis d'appareils photographiques instantanés et ils se tiennent aux abords des magasins juifs « avec la mission de fixer les traits » des dames qui vont acheter chez les juifs. La première escouade se compose de huit photographes, ils ont commencé à opérer. Le Journal Officiel annonce qu'il a déjà reçu un certain nombre de clichés, qu'il les fait agrandir et qu'il les exposera prochainement dans sa salle publique de dépêches. On pourra voir là « les traits » des dames, des mères de famille ou des demoiselles qui auront été acheter un sac de dragées ou une paire de gants dans les magasins interdits par M. le maire. Remarquez qu'il ne s'agit nullement ici des juifs, mais des personnes qui se permettent d'aller acheter dans des magasins tenus par des juifs les marchandises qui peuvent leur convenir. Un petit podestat tyrannique et féroce du moyen âge aurait pu gouverner sa ville à peu près comme le fait M. Max Régis, s'il avait connu en son temps l'ingénieuse invention des « kodaks ».

Or, si tel est l'état de notre colonie la plus proche et la plus avantageuse, qui est en quelque sorte sous notre main, nous avons quelque droit de n'être pas entièrement rassurés sur le sort et l'avenir des plus éloignées. C'est dans cette Algérie que nous avions mis nos prédilections et nos principales espérances. Un livre souvent cité de Prévost-Paradol, où l'on voit des pages en quelque sorte prophétiques, datées de 1868, appelait l'attention des Français, il y a juste trente ans, sur cette terre féconde, « assez près de nous pour que le Français, qui n'aime pas à perdre de vue son clocher ne s'y regarde pas comme exilé, et puisse continuer à suivre des yeux et du cœur les affaires de la mère patrie ». C'était, disait Paradol, « la suprême chance », une France africaine, où nos concitoyens, se sentant bientôt à l'étroit, « déborderont sur le Maroc et la Tunisie, et fonderont enfin cet empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais qui sera certainement, dans l'état futur du monde, la dernière ressource de notre grandeur! »

Que dirait-il aujourd'hui s'il voyait cette « France nouvelle » livrée aux passions d'un autre âge, aux haines religieuses et à « l'antisémitisme » sous le gouvernement de Massimiliano Regis, maire, et encore incapable de prendre part à l'élection des délégations financières d'Alger, étant naturalisé Français depuis moins de douze ans!

Mais les événements ont toujours plus de diversité et ils vont plus loin que ne le pensent les esprits les plus larges et les plus perspicaces ; aussi, Paradol, qui ne croyait plus aux colonies lointaines, serait bien étonné d'autre part s'il assistait au grand mouvement colonial de ce temps. « Quant aux colonies véritables, disait-il, celles où l'on peut s'implanter pour multiplier, on n'en voit plus à fonder dans le monde ; la place est prise, et, alors même qu'il resterait au loin un poste favorable à occuper, comment décider les Français à s'y établir? » Le monde lui semblait pris, et cependant des perspectives infinies se sont ouvertes depuis lors en Afrique et en Asie, des bords du Niger au Yang-tsé-Kiang, comme si l'univers était encore libre presque tout entier, attendant la venue des hommes d'Europe, porteurs d'industrie et de lumière.

La politique coloniale ou « navale », selon l'expression de M. Mac Kinley, ne paraît être qu'à ses débuts ; elle est vraisemblablement destinée à prendre des proportions que n'a jamais eues la politique terrienne, équestre ou pédestre, et voici que, pour cette première période, elle est marquée par l'écroulement des magnifiques débris de l'empire de Charles-Quint et par cette révolution hispano-américaine qui change plus ou autrement que nous ne pouvons le savoir à cette heure les traits principaux de la situation économique du globe. Les révolutions futures de la politique navale auront leur contre-coup sur

notre continent et dans la constitution intérieure des États, et qui pourrait dire quelles nouvelles formes d'empires et de républiques vont s'élever et tomber sur l'Océan, dans le choc des torpilleurs et l'assaut des cuirassés? Les plus orgueilleux et qui parlent le plus haut aujourd'hui sur les mers, ne sont pas plus assurés que les autres des chances diverses de leur prochain avenir. L'histoire est encore ouverte à tous, dans ses champs sans limites, et, nous tournant vers ce grand vaisseau désemparé de l'Espagne, nous voudrions lui dire de ne pas se décourager, de ne point s'abandonner elle-même, que sa position sur la planète, en définitive, n'est pas plus changée que son génie, et que les vents favorables ne se sont pas retirés pour toujours dans les abîmes de l'horizon.

Il est bien remarquable, ce message de M. Mac Kinley au Congrès des États-Unis, avec son exposé familier de toutes les affaires en cours, ses chiffres précis sur les forces de terre et de mer et sur les finances de la République, ce ton pratique et tout terre à terre, qui ne respire pas encore l'emphase accoutumée des victorieux. Mais par la grandeur des résultats acquis si simplement et par le développement des vues politiques, qui se portent sur toutes les parties du monde, où les Américains ont des intérêts, le message Mac Kinley est bien certainement une page très extraordinaire dans l'histoire. La politique navale que les Américains ont inaugurée s'appuie d'une part à Porto-Rico et à la Havane, elle s'en va, par le canal de Nicaragua, prochainement percé, s'épanouir dans l'océan Pacifique, s'appuyant ici aux îles Hawaï et aux Philippines, et elle se développe jusqu'à Pékin où l'infanterie de marine américaine, garde particulière du ministre des États-Unis, arbore pour la première fois le drapeau étoilé. En même temps le Message annonce que Washington veut occuper une place digne de lui à l'Exposition universelle de Paris et tenir son rang à la conférence du Tsar. Quoi de plus? N'est-ce pas le monde ainsi envisagé et pénétré de toutes parts?

Il y aurait une comparaison bien curieuse à présenter, fût-ce au seul point de vue psychologique et littéraire, entre ce message et le discours de Guillaume II au Reichstag allemand, qui nous est arrivé presque en même temps. Autant l'un est rédigé en prose d'administrateur et de comptable et se tient au juste niveau des affaires humaines, autant l'autre plane dans les nues et monte jusqu'au ciel pour s'entretenir directement avec la divine Providence, bien plus qu'avec les délégués des électeurs de Hambourg et de Potsdam. Mais ce que nous remarquerons de préférence, c'est aussi la politique « navale », l'augmentation de la flotte, le protectorat de Kiao-Tchéou et ces chemins de fer annoncés qui doivent relier le premier poste allemand en Chine avec l'intérieur de l'empire. Ces documents d'une telle portée, et qui n'avaient pas encore eu jusqu'à nos jours leurs semblables dans la collection des protocoles historiques, n'expriment d'ailleurs que des sentiments de paix, et l'on comprend que cette politique universelle pourrait se développer par l'arbitrage et par la paix, si le règne de la raison était proche, comme quelques-uns l'espèrent. La mer et ses passages ouverts aux vaisseaux de toutes les nations, des ports libres sur tous les rivages : et pourquoi pas ? La maison des hommes n'est-elle pas assez grande avec ses jardins et ses lacs?

Mais il serait peut-être nécessaire de rappeler à la raison le Fakir fou qui règne à Alger...

HECTOR DEPASSE.

VARIÉTÉS

Struensée à Paris.

Je ne sais pas si Struensée, le ministre de Danemark que M. Paul Meurice vient de faire revivre à la Comédie-Française, s'est jamais douté qu'il deviendrait grand premier rôle de tragédie sur ce théâtre qu'il vint visiter en 1768 avec son roi, Christian VII, et que cent trente ans après avoir assisté en spectateur à une représentation des comédiens ordinaires de Louis XV, il serait lui-même mis en scène et figurerait sur les planches, personnage déjà légendaire et pourtant à peine entré dans l'histoire.

Struensée, petit médecin à Altona d'abord, puis médecin de roi avant d'être nommé ministre par son malade, eut, à une époque où les voyages étaient difficiles et peu fréquents, le rare privilège d'être amené à Paris, jeune encore (il avait trente et un ans) et d'y vivre sept semaines au milieu des réceptions, des fêtes et des plaisirs de toutes sortes, offerts à son souverain, le roi de Danemark.

Étrange physionomie que celle de ce roi, marié à dix-huit ans et père de famille à dix-neuf ans, sans avoir une vocation ni pour l'une ni pour l'autre de ces deux conditions; Christian VII, que guettait l'hypochondrie, peut-être déjà la folie, s'ennuyait dans son royaume, ainsi qu'en fait foi une poésie qui parut à Paris quand il arriva :

> Dévoré par l'ennui, cette fièvre des rois,
> Le jeune prince des Danois
> De climats en climats va, cherchant un remède
> Au triste mal qui le possède.

Il est juste d'ajouter que les finances du pays étaient dans un piteux état. Christian résolut d'aller chercher un remède à ces embarras budgétaires et à sa propre tristesse en visitant quelques-unes des ca-

pitales de l'Europe : Amsterdam, Londres et surtout Paris. Dès que son départ fut annoncé à la cour de Suède, on fut très inquiet en haut lieu, on décida de ne point laisser voyager le roi seul et on lui adjoignit cet indispensable compagnon de route, un médecin. Ce compagnon fut Struensée.

Comment Struensée fut-il désigné? Il venait de guérir la femme du premier ministre, la comtesse de Rantzau. Le comte de Rantzau, qui devait par la suite devenir le plus acharné des ennemis de Struensée, se prit d'affection pour ce jeune docteur et lui fit entrevoir, pour le récompenser de sa cure merveilleuse, l'espoir d'une grasse sinécure. Struensée rêvait de s'expatrier : la lecture des philosophes matérialistes français de la seconde moitié du siècle dernier avait apporté un grand trouble dans son âme. Il désirait aller, pour ainsi dire, digérer toutes ces théories qui le frappaient vivement. Il demanda à aller aux Indes. Le comte de Rantzau lui démontra combien ce projet était jeune et téméraire. Le roi avait besoin d'un médecin attaché à sa personne pendant le voyage qu'il allait entreprendre à travers l'Europe. Le comte de Rantzau lui recommanda son jeune protégé Struensée. Voilà comment Struensée eut la chance de venir à Paris en 1768.

Il faut parcourir les Mémoires du temps et les Correspondances pour avoir une idée des distractions qui furent offertes au souverain et à sa suite. Avant même leur arrivée à Paris, chaque théâtre fut en révolution. Geliotte, Mlle Le Maure, Mlle Dangeville et la Clairon étudiaient des pièces nouvelles aux Menus-Plaisirs. Le 19 octobre, les comédiens italiens du roi donnent la première représentation de *la Meunière de Gentilly*. « Cette production de deux gens de cour, dit Bachaumont, avait sans doute été donnée comme essai. On a voulu juger si elle méritait d'être présentée au roi de Danemark. On ne sait si elle conviendra à cette Majesté, mais le public a semblé ne pas la trouver digne de lui. »

Le roi de Danemark arrive : le duc de Duras, que Louis XV a délégué pour accompagner le souverain étranger pendant son séjour, conduit celui-ci à la Comédie-Française avant même de l'avoir présenté au roi de France. Le hasard fit étrangement les choses, car on donnait ce soir-là *Warwick*. Struensée, dont le roi ne se séparait jamais et qui brillait à côté de lui à la première place, put réfléchir sur l'histoire de l'infortuné « faiseur de rois », et songer à l'avenir. Cette toute-puissance et cette mort du grand homme anglais n'avaient-elles pas une étonnante ressemblance avec ce qui devait être plus tard l'aventure de Struensée?

L'Académie royale de musique, cette triste veuve, comme dit Grimm, donne en l'honneur du monarque quatre opéras : *Alcimadure, la Reine de Golconde, Sylvie, Énée et Lavinie*. « J'ai ouï dire, raconte Grimm, que, malgré tous ses efforts, il n'avait pas été possible au roi de se faire à la musique et au chant français. » A Fontainebleau, où se trouvait la cour par suite d'un deuil dans la famille royale, on le régala d'un spectacle composé d'un acte d'*Eglé*, d'un acte de *l'Europe galante*, puis du *Devin de village*, de Jean-Jacques Rousseau. A Ghilly, chez la duchesse de Mazarin, on joua pour lui une pastorale, *Hylas et Sylvie*, qui fut représentée la semaine suivante à la Comédie-Française; mais là, s'il faut croire Bachaumont, « ce drame fut arrêté à cause des gravelures, très agréables dans un petit comité, mais que la décence ne permet pas de laisser glisser sur un théâtre ».

Malgré cette diversité de spectacles, malgré la continuelle présence de Struensée dont les reparties essayaient de l'égayer, le roi ne se réjouissait qu'à demi de ces cérémonies qui lui semblaient monotones et fatigantes. Grimm constate ce que tout cet apparat peut avoir de fastidieux pour un roi de vingt ans : « On a accablé ce jeune monarque de spectacles, de bals et de fêtes. J'ose croire qu'un peu moins d'empressement, moins de bruit et plus de calme et un peu d'intermittence auraient rendu au roi de Danemark son séjour plus agréable. Au reste, si avec une constitution assez frêle un roi voyageur ne peut se dispenser de dîner, souper, jouer, danser, veiller tous les jours, au milieu de cinq à six cents personnes qu'il ne connaît pas, il me paraît démontré qu'il ne faut pas qu'un roi voyage, ou qu'il ne faut pas voyager en roi. »

Si les œuvres dramatiques ne parurent point satisfaire le royal spectateur, les interprètes semblèrent l'intéresser un peu plus : la Clairon surtout, dans le rôle de Didon, puis dans celui de Roxane. Après la pièce, Christian VII demanda que la tragédienne lui fût présentée. Elle arriva devant lui; il lui mit au doigt une bague superbe; « mais, dit Grimm, je sais que, malgré cette courtoisie, il n'eut pas le bonheur de réussir auprès de l'illustre Clairon. En sa qualité de Didon, elle ne l'aura pas trouvé assez tendre; en sa qualité de Roxane, elle ne l'aura pas trouvé assez humble; en sa qualité de Clairon, elle ne l'aura pas trouvé assez pénétré d'admiration. »

Il fallait être reine comme la Clairon pour ne pas capituler devant ce roi qui ne rencontra pas cependant que des résistances. Au contraire : à croire Bachaumont, certaines élégantes de Paris se montrèrent à lui dans des équipages à quatre et à six chevaux; quelques-unes obtinrent des tapissiers de placer leurs portraits dans les boudoirs du roi; une Mlle Gandi, de l'Opéra, offrit même sa figure en mi-

niature à ce prince. On croirait lire des échos de nos journaux d'hier.

Avec ce régime, Struensée, médecin du roi, eut plusieurs fois à intervenir. Le roi fut la victime du surmenage qu'il s'imposa, et les plus grandes précautions furent exigées pour son état. Plusieurs fois alors qu'il devait assister à quelque gala, son médecin faisait prévenir que le roi était souffrant : on décommandait la fête, on retirait de l'affiche du théâtre la mention habituelle qui était *par ordre*. Un soir Christian VII était annoncé aux Italiens : « Sa Majesté, dit Bachaumont, n'a pu s'y rendre; on a appris avec douleur qu'elle était incommodée d'une indigestion. »

De toutes ces fêtes Struensée, dont l'ascendant médical se doublait d'un ascendant politique de plus en plus fort sur son roi, emportait de notre patrie de grandes impressions. Tandis que le roi, venu chercher à Paris un dérivatif à sa maladie noire et au rigorisme de sa Cour, regardait d'un œil distrait Fontainebleau, Chantilly, Versailles, Marly, l'Opéra, la Comédie-Française, le faste de nos palais et la beauté de nos comédiennes; Struensée, lui, faisait durer la visite à l'Institut, il s'entretenait avec d'Alembert, Diderot, d'Holbach, Condillac, Helvétius, Grimm, et il s'instruisait. Il rapporta de France des réformes libérales qu'il mit en pratique quand il fut premier ministre. Ce qui n'empêcha pas Voltaire, apprenant la terrible mort de Struensée sur l'échafaud, de dire légèrement : « Je plains ce Danois, c'était l'Amour Médecin ! »

LOUIS SCHNEIDER.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

M. Gaston Paris nous offrira, dans quelques jours, un « renouvellement » — pour employer l'expression dont lui-même se sert — de la chanson de geste de *Huon de Bordeaux*.

Le poète qui la composa il y a sept cents ans oublia de nous laisser son nom. (Voilà longtemps que la littérature n'a plus de ces distractions-là.) La chanson de Huon avait été composée en Artois. Ce n'est pas une œuvre d'invention pure, et la matière en dut être empruntée, pour une bonne part, à des épisodes vrais de l'Histoire d'alors, agrandis, déplacés et transformés par l'imagination du conteur.

M. Gaston Paris s'est borné, comme l'indique trop modestement peut-être le titre de son livre, à « mettre en nouveau langage » ce vieux conte d'aventures et de féerie. Il le dédie à la Jeunesse française.

Nos jeunes gens, écrit M. G. Paris, trouveront dans *Huon de Bordeaux*, si je ne m'y trop défigure l'œuvre du vieux maître, les qualités les plus aimables de notre littérature de tous les temps : la bonne humeur, la vivacité, la grâce, la légèreté ; enfin, ce je ne sais quoi de si particulièrement français qui a fait, depuis l'origine, le charme inimitable de nos conteurs en prose et en vers, comme de nos auteurs de comédies et de romans. *Huon de Bordeaux* appartient à notre veine la plus franchement nationale, et aujourd'hui, où cette veine ne coule pas précisément avec abondance, il ne me déplairait pas qu'il pût la rafraîchir et contribuât à la renouveler.

Camille Saint-Saëns consacre, dans le fascicule de la *Revue de l'Art* qui paraît aujourd'hui, quelques pages de souvenirs à Louis Gallet.

Il y annonce qu'il se propose d'extraire, « quand il en sera temps », de la correspondance volumineuse que lui a laissée son collaborateur, un volume « qui ne sera dénué ni d'imprévu ni d'intérêt ».

Le grand ouvrage consacré par M. Henry Havard à l'*Histoire et philosophie des styles* est maintenant achevé. Il paraîtra en dix fascicules dont la publication est commencée ces jours-ci.

C'est le résultat, ou, pour mieux dire, la synthèse de vingt-cinq années d'assidu labeur, de réflexions, de recherches, dont M. Havard avait fixé les premiers résultats en deux livres : *Les quatre derniers siècles* (1874), *l'Art à travers les mœurs* (1888), et résumé l'esprit en un récent volume, *les Styles*, qu'il a appelé « l'*epitome* » de son ouvrage définitif.

L'éditeur Trèves, de Milan, fait annoncer la prochaine apparition en librairie de la tragédie de Gabriel d'Annunzio, *la Gioconda*.

Le *Mercure* énumère quelques-uns des volumes qu'il prépare pour l'an prochain. A noter : des contes de M. Pierre Louys; un roman de M. Hugues Rebell ; des vers de MM. Henri de Régnier, Verhaeren et Francis Vielé-Griffin, etc.

M. Jean Jaurès prépare en collaboration avec plusieurs de ses amis, pour l'an prochain, un livre qu'on discutera !

C'est tout simplement une histoire, écrite au point de vue socialiste, des événements qui se sont accomplis en France depuis cent ans.

M. Jaurès s'est chargé, dans l'œuvre générale, de deux parties importantes : la première Révolution, et la crise de 70 (Guerre et Commune). Il est intéressant de remarquer que les collaborateurs annoncés par M. Jaurès sont tous des militants du parti socialiste; « et c'est là, nous disait l'autre jour le célèbre orateur, ce qui fera la force et l'originalité de notre entreprise. Nos idées y seront exposées et défendues par ceux qui les *vivent* à l'heure qu'il est, et se battent pour elles, tous les matins, dans nos journaux. Vous ne soupçonnez pas combien grandes sont nos ressources, à ce point de vue, et ce que valent, pour l'étendue et la sûreté de l'érudition, en matière de philosophie, d'économie sociale et d'histoire, un Vaillant, un Fournière, un Sembat... »

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37216. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 25. 4e SÉRIE. — TOME X 17 DÉCEMBRE 1898.

L'ÉDUCATION MORALE

DE LA DÉMOCRATIE

I. — L'ÉCOLE

Sur quels fondements doit reposer l'enseignement moral et social dans les écoles de la démocratie contemporaine ?

Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un mouvement qui porte certains esprits à réclamer le rétablissement de l'antique base religieuse, tandis que d'autres, se plaçant à l'extrême opposé, voudraient établir un enseignement antireligieux. Ce problème a atteint en France un degré particulier d'acuité, parce qu'on y sent mieux la nécessité d'une morale vraiment civique et indépendante des confessions religieuses.

En Angleterre, la division des croyances ne porte encore que sur des détails, mais l'accord continue d'exister sur une certaine conception de la moralité telle que la Réforme l'a fait pénétrer dans les esprits : aussi peut-on y donner, du point de vue chrétien, un enseignement moral et social qui ne choque aucune grande conviction et n'empêche aucun progrès pratique. La religion même y est laïcisée en tant qu'elle est considérée comme indépendante de tout ce qui est proprement « confessionnel » ; la laïcité y est entendue en un sens positif, non pas comme une sorte de négation de toute idée religieuse. L'homme de la campagne, en Angleterre, va deux fois au temple tous les dimanches, et on lui parle deux fois non pas seulement de religion, mais de morale, et même, à l'occasion, « d'art et de littérature » à un point de vue moral. « Vous ne sauriez croire, disait une dame écossaise à un de nos inspecteurs d'Académie, combien d'idées, de connaissances et de sentiments élevés ces conférences, auxquelles il est obligatoire d'assister, répandent dans tout le peuple (1). » Mais, dans les villes d'Angleterre, l'incroyance est grande et la pratique du culte, pour beaucoup, n'est même pas possible, parce qu'il n'y a pas assez de temples pour une population ouvrière débordante : Londres en est un exemple, et les campagnes ne tarderont pas à subir la contagion des villes. L'Angleterre se trouvera alors en présence des mêmes difficultés que nous.

En Amérique, on comprend merveilleusement la toute-puissance de l'éducation et sa nécessité absolue pour les démocraties. « S'il arrive, a dit M. Horatio Seymour, ancien gouverneur de l'État de New-York, que la flèche élancée d'un temple s'écarte de la verticale, ce n'est point au sommet, mais à la base de l'édifice qu'on devra chercher la cause de cette inclinaison. » Une démocratie ne peut rester « honorée et prospère quand ses citoyens sont indifférents ou corrompus ». Mais l'enseignement religieux est déjà beaucoup moins fécond en Amérique qu'en Angleterre. Dans la *Revue internationale de morale*, publiée à Philadelphie, M. Flexner, après avoir admis l'importance du sentiment religieux conçu *philosophiquement* comme le sens de l'unité spirituelle du monde, recherche jusqu'à quelque point les écoles confessionnelles réussissent à le développer. Le résultat d'une sorte d'enquête à l'américaine est que, par l'effet des mau-

(1) [illegible]

vaises méthodes, « l'école religieuse devient la mère féconde de l'indifférence ». La « désintégration de la conscience religieuse » est aidée par les influences mêmes qui devraient la maintenir et la fortifier (1).

En Allemagne, l'enseignement religieux, soit protestant, soit catholique, soit israélite, est partout obligatoire. Mais il est loin d'être généralement efficace. Dans l'instruction primaire allemande l'enseignement confessionnel est sans doute plus sérieux que dans la secondaire, mais l'incrédulité n'en fait pas moins des progrès énormes parmi le peuple allemand, et l'absence de toute croyance philosophique laisse l'esprit sans direction morale après la perte des croyances religieuses. L'Allemagne se plaint, encore plus haut que la France, de la rapidité avec laquelle augmente la criminalité des mineurs, signe de misère morale en même temps que matérielle. Sur 347 050 hommes condamnés en 1892 pour toutes les catégories de crimes et de délits, la statistique judiciaire de l'Empire donnait les chiffres suivants : — Mineurs de douze à quinze ans, 4 p. 100; de quinze à dix-huit ans, 7 p. 100; de dix-huit à vingt et un ans, 18 p. 100. Les mineurs de douze à vingt et un ans forment donc, à eux seuls, 29 p. 100 ou près des 3 dixièmes du nombre total des condamnés (2). En France, malgré l'état déplorable de la criminalité juvénile, les mineurs n'atteignent que 18 p. 100, ou moins des 2 dixièmes de l'ensemble des infractions; et, depuis deux ans, il y a une diminution assez sensible. Cependant l'enseignement est confessionnel dans toute l'Allemagne; il ne l'est pas dans les écoles publiques de France.

Chez nous, 256 000 garçons reçoivent l'enseignement primaire chrétien dans les écoles libres. Eh bien, les catholiques sont les premiers à se demander si ces garçons diffèrent sensiblement des 2 343 420 garçons voués à l'enseignement neutre. « Ils font la prière et sont plus dociles, soit; mais seront-ils mieux armés pour la lutte le jour où les passions, les préjugés et les mensonges les assailliront à leur entrée dans l'adolescence (3) ? » Quant aux écoles laïques, tous les témoignages concordent sur l'impossibilité de placer son espérance dans un enseignement religieux confessionnel. « Des convictions religieuses très profondes écrit un des correspondants de l'*Union morale*, pourraient peut-être, en certains cas, assurer le succès. Mais que faire où la foi est morte, et où les familles se sont détachées des croyances religieuses au point de ne plus vouloir qu'on les communique à l'enfant ? » « Le prêtre, répond un autre correspondant, inspecteur d'Académie dans un de nos départements, a perdu l'oreille du peuple. On ne le tolère que s'il se tait, c'est-à-dire s'il se borne à enseigner la lettre du dogme, rigoureusement parqué dans le catéchisme (1). » Enfin un prêtre écrivait lui-même à l'*Union morale* que « toutes les croyances et traditions sont ébranlées ». « Une seule chose résiste encore dans notre race : c'est la tendresse du cœur, la pitié, et c'est un danger de plus à l'heure présente, au milieu du déchaînement des appétits brutaux et conquérants chez les autres nations. »

Au reste, du haut d'une chaire d'école, peut-on enseigner le sentiment religieux? Un sentiment ne s'enseigne pas, il se développe par contagion. Or, précisément, la société actuelle a l'indifférence religieuse, quand elle n'a pas l'hostilité religieuse. Comment le maître d'école, à lui seul, en le supposant même croyant, lutterait-il contre une contagion universelle?

L'enseignement confessionnel ne peut avoir une valeur morale sérieuse et durable que « pour ceux qui ont la foi et *qui la conserveront* (2) »; mais il ne faut pas que les autres, après la ruine possible de leurs croyances religieuses, n'aient plus aucun fondement où asseoir leurs croyances morales. Il faut que tout ce qui est enseigné aux enfants par l'État soit en harmonie avec la conviction des parents et surtout des maîtres. Qui ne sait avec quelle merveilleuse intuition l'enfant ou le jeune homme lit, dans le regard, la pensée de derrière la tête? Et si la parole ne lui paraît pas absolument conforme à la pensée, à l'action, elle n'est plus qu'un vain son qui passe sur lui sans l'émouvoir.

Dans notre démocratie française, nous n'avons plus et nous ne pouvons plus avoir une religion d'État : on a donc eu raison, conformément aux principes du droit et de la liberté des consciences, de proclamer partout la neutralité. Qu'on se rappelle l'état misérable et dépendant de l'enseignement primaire en France durant les longues années de l'Empire et de Pie IX, la surveillance étroite et jalouse exercée par le clergé sur les écoles, la situation toujours inquiète et tracassée des instituteurs; on reconnaîtra qu'il y avait bien des abus à corriger, bien des empiétements à contenir. « Le maire dans sa mairie, le curé dans son église, l'instituteur dans sa classe », chacun chez soi, voilà ce qu'ont voulu les auteurs de la loi nouvelle, d'accord avec la grande majorité des pères de famille et des instituteurs, avec l'état religieux, politique et social de notre pays. Il s'agissait de faire prévaloir, malgré les luttes politiques, les idées de tolérance, de paix so-

1. [illegible] juin 1897.
2. [illegible] mars 1895.
3. *La Réforme sociale*, mars 1895.

1. M. G. Lefèvre, *Revue [illegible]*, juillet 1896.
2. M. Payot.

ciale, dans l'enseignement donné aux enfants du peuple. On pensait, selon l'expression d'un des chefs du mouvement, que « le seuil de l'école doit être, pour ainsi dire, le seuil sacré où tous les bruits et toutes les querelles du dehors viennent s'arrêter » ; que « la Science et la Liberté ne sauraient être respectées et défendues de trop bonne heure, même au village » ; qu'enfin une démocratie libre a le devoir de donner un enseignement purement civique à de petits citoyens, fils d'électeurs qui seront électeurs à leur tour.

Ces principes étaient excellents, mais on n'en a pas toujours assuré la vraie application. La neutralité, d'abord, ne doit pas, comme cela arrive en certaines grandes villes, se changer en hostilité plus ou moins avouée à l'égard des diverses croyances; elle doit être, au contraire, le respect scrupuleux de toutes les convictions sincères, y compris les convictions catholiques, protestantes ou israélites. Un poète et penseur anglais, Robert Browning, nous donne ici, à nous Français, une leçon de généreuse sagesse; dans sa *Nuit de Noël* il montre comment, en son âme de philosophe, d'abord révoltée contre des croyances trop superstitieuses, finit par entrer la tolérance à l'égard des religions : « A l'avenir, conclut-il, j'aurai plus de raison. Quand un toit d'église couvrira n'importe quelle espèce de la grande famille, n'importe quels êtres portant au front le mot *amour* au-dessus de leurs grands yeux sérieux, je ne mettrai plus un mur entre eux et moi. *L'amour ne peut pas trop abonder* ! » La passion, parfois sectaire, avec laquelle on a poursuivi en France la laïcisation avait jadis ses motifs, au moment de la lutte, mais nous ne devons pas oublier aujourd'hui que, quand on supprime un enseignement moral sous une forme, il faut le rétablir *efficacement* sous une autre équivalente. On ne peut remplacer une foi que par une autre, et plus large et plus rationnelle. Au catéchisme positif du croyant on ne doit pas substituer un catéchisme simplement négatif, celui de l'incroyant et parfois du sceptique. Le scepticisme est, pour le peuple, le pire des états d'esprit. Pour plaire à certains politiciens de clocher on ne doit donc pas, contrairement à l'esprit et à la lettre même des programmes scolaires, interpréter la tolérance dans le sens de l'intolérance.

Il ne faut pas non plus que le régime de neutralité imposé à l'école devienne simplement, comme dans certaines communes, un système de neutralisation mutuelle et de mutuelle défiance, aboutissant à faire le silence sur toutes les grandes questions. Le résultat serait l'immobilité morale. Si des forces qui se neutralisent tirent un corps en sens contraires, il restera dans l'immobilité. Ne transportez pas la même inertie matérielle dans le monde moral. Quoi! sous prétexte de ne pas engager la conscience, vous ne l'éveilleriez pas! sous prétexte de ne pas présenter à l'œil intérieur tel aspect plutôt que tel autre, vous laisseriez cet œil fermé, s'atrophiant faute d'exercice! Un enseignement fait d'abstention et d'abstinence n'est pas une nourriture pour l'âme. Par peur de heurter les convictions, ne risquez pas de détruire toute conviction et de semer partout l'indifférence.

Pour nous, fidèle à la pensée de toute notre vie, ce n'est pas cette neutralité négative qui nous semble désirable, c'est la « conciliation » positive des doctrines. La vraie neutralité n'est que l'impartialité d'une intelligence sincère qui dépasse les doctrines adverses pour aller plus loin et plus haut, et qui, au lieu de s'abstenir, agit, au lieu de détruire, construit. Cette conciliation est-elle impossible? Nous ne le pensons pas. Nous pouvons, pour le soutenir, nous appuyer sur le témoignage des adversaires mêmes de l'enseignement laïque. Leurs passions politiques leur font oublier leurs propres dogmes, et on peut, au nom même de leurs croyances orthodoxes, montrer qu'il existe une morale vraiment laïque, propre à réconcilier tous les esprits. Pourquoi chercher toujours ce qui divise, non ce qui unit, alors que la France est déjà si divisée contre elle-même? Catholique ou protestant, le christianisme n'admet-il pas, comme le judaïsme, une « lumière naturelle qui éclaire tout homme venant en ce monde »? Ne reconnaît-il pas une distinction du juste et de l'injuste fondée sur la raison, une idée du devoir et de la loi immanente à toute conscience, *lex insita*, base de la loi civile et politique? Ne reconnaît-il pas aussi que la liberté est fondée sur la raison même : *[illegible]* Elle considère la morale naturelle et rationnelle comme pratiquement insuffisante sans un « secours » supérieur et divin, elle la déclare cependant « nécessaire » et « fondamentale » ; c'est sur la « raison » et la « conscience » qu'elle édifie la foi ; c'est au « règne de la nature » qu'elle ajoute, avec saint Thomas et Bossuet comme avec Leibnitz, le « règne de la grâce ». Dès lors, en dehors de toute confession religieuse et de l'aveu même des autorités religieuses, un enseignement moral et philosophique est possible qui obtiendra l'assentiment de tous. Si les différentes figurations théologiques de l'au-delà nous divisent, ce n'est pas une raison pour en supprimer philosophiquement l'idée et le souci, pour borner nos pensées, comme nos discours et nos actes, à l'en-deçà. Nous concevons tous cet idéal de la raison que Platon appelait le suprême intelligible et le suprême désirable : nous nous imposons tous le devoir de contribuer à sa réalisation ; par cela même, nous agissons comme s'il était possible et, en con-

séquence, déjà fondé dans la réalité. Ce principe, commun à tous ceux qui admettent une morale, doit être présenté à l'enfant sous les formes qui lui sont le plus accessibles; l'essentiel, c'est qu'il considère l'idéal du bien non comme une chimère, mais comme le ressort suprême de la réalité.

Il est des choses, dit Pascal, « que l'on prouve en obligeant tout le monde à faire réflexion sur soi-même et à trouver la vérité dont on parle ». C'est en cela que doit consister la force de l'enseignement moral laïque; seulement il faut ajouter que cet enseignement est aussi et surtout une réflexion sur *les autres*, sur *l'ensemble* tout entier dont nous faisons partie, sur cet univers qui vit un peu par nous et par lequel nous vivons nous-mêmes, enfin sur la réalité fondamentale et invisible, de quelque nom qu'on l'appelle, qui a son expression dans le monde visible.

Une fois l'idée du bien admise comme la plus haute de toutes et la mieux fondée en raison, nous devons donner aux enfants, sous une forme très simple, les raisons particulières de leurs devoirs, surtout envers autrui. A la question : Pourquoi doit-on faire ceci et éviter cela? un éminent éducateur a soutenu que le maître ne doit faire qu'une réponse, la seule en définitive que possède l'humanité : Ceci est bien, cela est mal. « On n'élève pas les enfants en leur apprenant à ergoter sur le devoir; disons-leur : Ceci ne se fait pas, il faut faire cela; la force de cette parole réside dans l'égalité de situation où se trouvent devant elle les grands et les petits (1). » Telle est, nous en convenons, la première attitude que doit prendre le maître, devant les *tout jeunes* enfants; mais nous ne pensons pas qu'elle puisse être la dernière. Les enfants, surtout ceux des classes ouvrières et des grandes cités, finiront par pénétrer dans un milieu plus ou moins sceptique, hostile à l'idée de devoir, contestant et sapant les fondements mêmes de l'ordre social. Il faut donc donner aux enfants des explications, il faut répondre d'avance à l'éternel *pourquoi* des êtres raisonnables; il faut dans leur raison même trouver une règle de conduite rationnelle. C'est là une nécessité plus grande encore dans ce pays de raisonneurs incorrigibles et de rationalistes qu'est la France.

En dépit du préjugé contraire, que s'efforcent de répandre certains apologistes hétérodoxes de l'orthodoxie, il y a dès à présent, dans les sciences morales et sociales, assez de vérités rationnellement établies pour fournir ample matière à un enseignement éducateur, qui devrait être donné, sous une forme directe et régulière, d'abord et surtout aux maîtres, puis, par eux, aux enfants qu'ils dirigent, soit dans les écoles, soit dans les collèges.

Considérée d'abord au point de vue positif (qui n'est pas le seul), la morale a des fondements essentiellement sociaux, objets de démonstration ou d'explication rationnelle. Il n'est pas un devoir, y compris ceux qu'on appelle devoirs envers soi-même, qui ne s'appuie, entre autres raisons, sur des raisons sociales. Et les devoirs religieux impliquent aussi, sous le nom même de « charité », un lien de société universelle avec tous les êtres et avec ce qu'on se représente comme le principe suprême de l'être. En d'autres termes, il y a en morale un « point de vue sociologique » qui est précisément le plus scientifique. Ce point de vue, d'ailleurs, n'exclut nullement, mais appelle au contraire le point de vue philosophique et le point de vue religieux. Toutes les vertus sont des *conditions* déterminées de la pleine vie sociale, comme de la pleine vie personnelle, par cela même d'une vie universelle et idéale. Nous ne voyons donc aucun inconvénient, nous voyons même tous les avantages à montrer aux enfans les raisons *sociales* des devoirs, ce qui est facile. Pas de société possible en dehors de telles règles : tu veux vivre avec les autres, parce que tu es un homme, non une brute; fais donc ce qui est nécessaire pour que les hommes puissent vivre d'une vie commune.

La morale peut même, en majeure partie, être présentée comme un ensemble d'obligations envers cette société plus restreinte et plus voisine qui est la patrie. Grâce à la direction imprimée aux études scolaires, grâce surtout aux excellents livres de lecture mis entre les mains des élèves, le sentiment patriotique s'est déjà développé au plus haut point en France depuis une vingtaine d'années; preuve éclatante de ce qu'on peut obtenir par l'enseignement.

Est-ce à dire qu'on doive s'en tenir, pour la morale, au mot de Michelet : « La France enseignera la France comme foi et comme religion; elle fera partir tout de là » ? — Non; quelque importance qu'on doive attribuer au sentiment patriotique, il ne peut suffire à *fonder* la moralité. C'est un auxiliaire indispensable, mais ce n'est qu'un auxiliaire. Sa valeur risque même d'être diminuée dans le peuple par les prédications des socialistes, des internationalistes, de tous ceux qui tendent à voir dans les drapeaux des illusions flottantes au vent. — « Le patriotisme, a-t-on prétendu, est le sentiment le plus fort, parce qu'il s'y mélange également l'amour et la haine. » Mais ce mélange même est une preuve que le sentiment national n'est pas le sentiment moral par excellence : il n'a point l'universalité infinie; il n'est pas encore cette fraternité sans limites qui fait le fond de la moralité vraie.

1. M. Boutroux, *Questions de morale et d'éducation*, 1895.

L'immensité, voilà le seul asile sûr,
Je [illegible] l'homme, si [illegible] l'azur.

Pour un Français, l'amour de la patrie consiste précisément à aimer l'humanité et toutes les grandes idées rationnelles qui la dirigent, car c'est la caractéritisque et, en dépit de Taine, la profonde raison d'être de notre France que de représenter, parmi les peuples, l'idée d'une société universelle : mais il n'en est pas moins nécessaire de dépasser l'idée nationale si l'on veut atteindre l'idée morale.

Il faut donc faire comprendre, d'abord aux maîtres, puis aux enfants eux-mêmes, qu'un être raisonnable, qui conçoit l'univers et en recherche le principe, ne peut pas ne pas se reconnaître lié à la société universelle, en dehors de laquelle il ne saurait ni exister ni penser. L'éducateur doit s'inspirer de ce principe que ce qui nous constitue vraiment hommes, êtres conscients et raisonnables, ce qui nous confère ainsi et notre valeur individuelle et nos obligations universelles, c'est précisément l'idée du tout où nous vivons par la pensée, c'est l'idée de l'universel et de l'infini.

Il y a, grâce à cette idée toujours présente, un sentiment de *dignité* qui est inhérent à l'être conscient et raisonnable, ne fût-il qu'un enfant. On l'appelle dignité personnelle, et on pourrait aussi bien l'appeler dignité impersonnelle. Pascal lui-même, qui voulait pourtant fonder une morale théologique et surnaturelle, élevait le roseau pensant au-dessus de l'univers qui l'écrase, et il montrait à l'homme sa « dignité » dans la « pensée ». Invoquait-il à ce moment l'incarnation, les mystères, les miracles? Non, il s'appuyait simplement sur la nature supérieure de l'homme pour lui attribuer une destinée supérieure et lui demander une conduite supérieure. La tâche de l'éducateur est d'éveiller de bonne heure ce sentiment de supériorité salutaire, de fierté morale dans l'humilité matérielle. Persuadons à l'enfant qu'un être capable de penser et d'aimer ne vient pas uniquement au monde pour y vivre et jouir un peu de temps, puis mourir; qu'il y vient pour y naître à nouveau d'une autre et meilleure vie, — immortelle peut-être de quelque manière, car la science n'a pas prouvé l'absolue instabilité de la conscience, — en tout cas et dès à présent éternelle, puisqu'elle est une vie de vérité et d'amour sans limites, qui ne veut connaître ni les bornes de l'espace ni celles du temps, et qui cherche à triompher même de la mort. Ainsi, au nom de la science même et de la conscience, nous aurons fait sentir à l'enfant que l'être pensant vaut quelque chose au-dessus même du monde où il est renfermé et qu'il dépasse par la pensée. Le voilà, le vrai et pur motif moral, qui est à la fois le plus légitimement intéressé de tous, puisqu'il est notre dignité, et le plus désintéressé de tous, puisqu'il est aussi celle des autres.

Là se trouve la source de la solidarité, non pas seulement matérielle, mais morale. On prononce sans cesse de nos jours, et avec raison, ce mot de solidarité; mais il ne faut pas se méprendre, ni voir là uniquement une sorte de nécessité matérielle pesant à la fois sur tous les êtres, comme la fatalité antique. Cette nécessité justifierait aussi bien l'égoïsme et la lutte que le désintéressement et l'amour. Notre vraie solidarité, c'est celle qui relève, elle aussi, « de la pensée » en même temps que du cœur. Elle vient de ce que pour nous, êtres conscients et raisonnables, notre vrai *moi* est là où nous ne faisons plus qu'un avec les autres.

Faisons donc sentir à l'enfant que l'homme idéal et vraiment moral est celui qui agirait toujours d'après ce principe de solidarité sans limites, fondé sur la raison même : — Je ne puis être pleinement heureux que si tous les autres sont heureux; je ne puis vraiment aimer les autres que si, à force de leur faire du bien, je me fais aimer d'eux. La flamme ne subsiste qu'en enflammant tout ce qui est autour d'elle et en se communiquant de proche en proche, à l'infini. L'idéal chrétien est le bonheur des élus; l'idéal patriotique est le bonheur de la nation; l'idéal philosophique est le bonheur de tous les êtres sans exception. Ce sentiment de notre solidarité universelle peut seul s'opposer au souci exagéré du moi, à l'étroit individualisme et à l'étroit nationalisme qui caractérisent l'époque présente.

On le voit, nous ne sommes pas de ceux qui croient que c'est « la haine » qui est « créatrice ». Nous dirions plutôt avec Spencer : « L'humanité primitive n'avait qu'une religion, celle de la haine; il y en a deux qui se combattent aujourd'hui; l'humanité du lointain avenir n'en aura qu'une, celle de l'amour. » Voilà la religion, fondement de toutes les autres, que, sous une forme surtout humaine et sociale, il faudrait rendre vivante dans les écoles.

Que peuvent les religions positives là où l'idée *morale* n'existe pas d'abord? Ne lui empruntent-elles pas toute la valeur qu'elles prétendent lui conférer? Ne sont-elles pas elles-mêmes une conséquence, une extension au principe du monde, une personnification divine de la moralité inhérente à la raison humaine? Les motifs théologiques corroborent et sanctionnent, ils ne fondent pas; eux-mêmes cherchent à se fonder sur ce que l'homme trouve dans sa propre conscience. C'est donc seulement après avoir rattaché l'homme et la société humaine à la société universelle des êtres raisonnables que le maître pourra représenter cette dernière comme la « cité divine » en voie de formation, dégager ainsi, comme les programmes mêmes de morale l'y invitent, ce

qu'il y a d'humain dans les liens religieux, montrer enfin l'humanité entière s'attribuant une destinée idéale.

Les motifs de bien faire ne suffisent pas, dira-t-on ; il y faut ajouter les *mobiles;* les idées ne sont des « forces » que si elles éveillent des sentiments appropriés. Quel mobile restera donc à la disposition de l'enseignement laïque, une fois qu'on aura mis à part et réservé le surnaturel pour les diverses confessions religieuses?

Nous répondrons d'abord que l'idée du bien est à elle-même son mobile en même temps que son motif. Quelle erreur de croire qu'un être raisonnable puisse concevoir ce qui est rationnel sans éprouver une tendance corrélative à le réaliser ! Cette tendance, si elle n'était jamais contrariée par l'égoïsme, aboutirait à la réalisation. Ne nous figurons pas que la plus haute des idées, une fois fondée sur la raison même de l'enfant, puisse rester sans influence sur sa conduite et qu'il soit incapable d'aimer le bien pour le bien.

Il est des philosophes qui ne comprennent pas assez la valeur suprême en morale de ce qu'on pourrait appeler le mobile philosophique. Ils cherchent à lui en substituer d'autres, et ils ne s'aperçoivent pas qu'à descendre plus bas ils ne gagnent aucune force pour nous attirer en haut.

Écoutons, par exemple, un de ceux qui se sont le plus préoccupés de l'enseignement laïque, M. Évellin. — Le grand mobile *naturel* de la morale, répond-il, c'est « l'émotion esthétique »; l'idéal moral devra séduire et le devoir s'imposer par la seule beauté du bien, par la seule laideur du mal. Désintéressée et libre de toute crainte, cette morale esthétique n'en sera que « plus belle ».

Certes, il ne faut pas séparer le beau du bien; il faut sans cesse dire à l'enfant: Cela est bon et beau! Mais le beau n'est pas pour cela le bien. Le désintéressement esthétique est un détachement et une attitude de contemplation; le désintéressement moral, au contraire, nous *attache* et nous impose l'action. A vouloir ériger la beauté pure en fondement d'obligation, on s'apercevrait vite que la pierre du temple manque de solidité. N'aurait-on pas, d'ailleurs, à redouter toutes les déviations du sens esthétique, qui amènent à trouver belles certaines passions, à trouver beaux certains « gestes »?

Nous ne méconnaissons pas combien il importe de développer chez les jeunes esprits le sentiment du beau et plus particulièrement du beau moral. C'est à quoi la lecture des poètes peut apporter une aide efficace. La poésie est un plus utile auxiliaire de la morale que l'histoire même, si rarement belle au fond, parfois si odieuse, et où Fustel de Coulanges disait qu'il est vain de chercher des leçons de conduite! Dans nos écoles, où les œuvres de la poésie ne tiennent point assez de place, on oublie trop le mot profond d'Aristote : — La poésie est plus vraie et plus philosophique que l'histoire, parce qu'elle s'attache à l'universel, tandis que l'histoire ne s'occupe que du particulier. La principale moralité de l'histoire consiste dans des traits plus ou moins authentiques d'héroïsme et de civisme; or nous nous persuadons trop, dans les nations de culture néolatine, que c'est l'héroïsme qui fait la vertu. Conception romantique et romanesque, qui méconnaît ce fait que les Horatius Coclès ou les Mucius Scévola ne sont point des types du devoir de chaque jour. Le courage militaire est à peu près la seule vertu que l'histoire enseigne aux enfants, et encore leur en donne-t-elle une assez fausse idée, inapplicable le plus souvent à nos méthodes modernes de combat. Toujours est-il que la triomphante traîtrise, la ruse, la mauvaise foi, la violence, la haine, l'intolérance, l'assassinat, les massacres, forment le plus saillant des récits historiques et peuvent exercer sur des esprits encore tendres une action analogue à celle des récits de crimes, je veux dire une suggestion dans le sens de la barbarie. Aussi le moraliste ne saurait-il s'associer au culte superstitieux de l'histoire qui a rempli tout notre siècle et qui l'a détourné de choses infiniment plus sérieuses. Dans les écoles, l'enseignement de l'histoire ne devient moral qu'au prix d'un art consommé et de précautions sans nombre. Il ne faut découvrir de la triste réalité que ce qui ne peut souiller l'imagination ou durcir le cœur de l'enfant. Il ne faut pas tout glorifier à tort et à travers. Sans lui cacher le réel, il faut le faire vivre de préférence, par le culte du beau, dans le domaine de l'idéal et lui dire avec le poète :

Laisse blanchir ton âme ainsi que l'Orient.

Mais, tout en comptant beaucoup sur le sens du beau, tout en le mettant bien au-dessus de la connaissance du règne de Louis XI, du règne de Charles IX ou de la Terreur, nous ne saurions admettre que ce sens puisse remplacer celui du bien, que l'idée d'obligation intérieure puisse s'évanouir en celle d'attrait, que l'espèce de détachement et de dilettantisme qui est au fond de l'art puisse remplacer la notion de liens sociaux déterminés et, pour tout dire en un mot, de *loi*, extérieure et intérieure. Dans la vie réelle et surtout populaire, pas plus que le devoir n'est fait d'une succession de traits héroïques à la Miltiade ou à la d'Assas, il n'est fait de séductions d'art, d'hymnes à la beauté, de contemplations platoniques et d'extases esthétiques. L'existence d'un homme du peuple, soit dans sa famille, souvent gênée ou misérable, soit dans le rude atelier,

n'est point un sacrifice aux grâces; elle est une règle, une discipline, un effort continu, qui n'a rien de brillant au dehors et dont la valeur est toute de solidité, de résistance, de courage modeste et silencieux. Pas plus que nous ne devons prétendre à changer tous les enfants d'un peuple en héros, nous ne devons essayer d'en faire surtout des artistes. Qu'ils soient avant tout des hommes de bien et des citoyens honnêtes, ayant le sentiment des *liens* sociaux où nous sommes tous engagés, des *responsabilités* qui nous incombent, des *solidarités* qui nous enveloppent, des *tâches* journalières qui en résultent, des *droits* et des *devoirs* où elles se résument. La vie n'est pas, par essence, héroïque, ni artistique; elle est simplement sérieuse (*ernst ist leben*) et, comme toute chose, soumise à des lois.

Quant aux *sanctions*, si l'on ne peut compter sur la crainte de l'enfer pour moraliser les enfants au XXe siècle, ce n'est pas une raison pour renoncer à tant de sanctions qui n'ont rien de mystique, pour négliger de montrer aux enfants les conséquences rationnelles et expérimentales de leurs actions : fécondité malfaisante du mal, fécondité bienfaisante du bien, justice immanente à la conscience, à la vie même, à la vie individuelle et à la vie sociale, en un mot profonde identité du bien moral avec le bonheur individuel et collectif. C'est dire que, si la morale a un aspect esthétique, elle a surtout un aspect scientifique et un fond philosophique. En parlant au nom du *vrai*, on a encore plus de chance de persuader qu'en parlant au nom du beau, et d'ailleurs l'un n'empêche pas l'autre; c'est en morale qu'il faut dire : Rien n'est beau que le vrai.

De nos jours, le culte de la science est répandu. Profitons-en. Ce que la morale *commande*, la science le *prescrit*, les obligations particulières de l'une coïncident avec les injonctions de l'autre. Les devoirs envers soi sont, en grande partie, les conditions mêmes de la vie individuelle la plus intense et la plus expansive, par cela même la plus vraiment heureuse; les devoirs envers autrui sont, en grande partie, des règles de vie collective et de progrès commun. La débauche, l'alcoolisme, la paresse, l'envie, tous les « péchés capitaux » n'ont pas seulement une essence mystique : on peut démontrer *more physico* et surtout *sociologico* la chaîne fatale de maux qu'ils entraînent, depuis la maladie et l'hôpital jusqu'à la misère, jusqu'au crime et à la prison, — sans parler des maux sociaux, qui vont, a-t-on dit, « du malaise économique à la guerre et aux révolutions ». En vérité, il y a autre chose que de l'art dans la morale, et la vertu est infiniment loin d'être un dilettantisme supérieur. La science de la vie et celle de la société ont ici plus d'importance que l'esthétique : individus et peuples récoltent tous ce qu'ils ont semé, ils vivent du mouvement qu'ils ont su imprimer à leur vie. Ne laissons pas croire qu'une fois les dogmes ôtés, — trinité, paradis et enfer, immaculée conception et infaillibilité du pape, — le moraliste soit réduit à dire avec le poète :

[illegible]

Mais les mobiles scientifiques, qui sont au fond utilitaires (soit au point de vue individuel, soit au point de vue social), doivent venir se suspendre au mobile philosophique, qui, nous l'avons vu, est l'amour du bien pour le bien même. L'éducateur doit se persuader, contrairement à l'opinion vulgaire, que ce sont les idées les plus hautes qui sont les plus pratiques, parce que ce sont celles qui excitent les sentiments grands et durables. L'utilitarisme dans l'enseignement va contre son propre but; c'est la morale la plus désintéressée qui a le plus de chance d'agir sur les jeunes âmes. A moins de tares originelles, dont il n'est alors pas plus responsable que le fou de sa folie, l'homme vient au monde avec une certaine chaleur de cœur qui le porte, comme l'air chaud, à monter.

Socrate avait donc raison de croire que toutes les connaissances qui ont pour objet le bien sont efficaces par elles-mêmes, et Kant revenait à la pensée de Socrate quand il soutenait que la « raison pure » est « pratique » par sa propre vertu; ce qui revient à dire, encore une fois, qu'elle est à elle-même son mobile comme son motif.

Ainsi, distincts ou même séparés partout ailleurs, c'est dans la morale que la science des fins et l'art des moyens, que l'instruction et l'éducation, que les motifs et les mobiles tendent à s'unir. Comme Socrate aimait encore à le rappeler, savoir l'arithmétique et savoir le bon usage à faire de l'arithmétique, ce sont deux choses; et c'est la raison pour laquelle les sciences particulières, aujourd'hui nommées positives, ne suffisent pas à l'éducation. Mais la science du bien a une situation spéciale. Si, par des interrogations comme celles que pratiquait Socrate lui-même, si, par mille exemples concrets, par des pensées empruntées aux plus grands génies, par des préceptes accompagnés de leurs raisons, par des récits, par des lectures, par nombre d'explications familières, enfin par un cours suivi, quoique très simple, vous faites comprendre à un adolescent ou à un jeune homme tout ce dont il est redevable à sa famille, à sa patrie, à la société humaine, tout ce qu'il peut encore en attendre et en recevoir dans le cours entier de son existence, tout ce que la société, en revanche, attend de lui; si de plus vous lui faites pressentir, comme nous l'avons dit tout à l'heure, qu'un être capable de concevoir l'univers entier et l'infini même ne peut vivre d'une vie toute matérielle et grossière, — cette fois, en lui faisant connaître les

vérités morales, vous lui en aurez fait aussi connaître « le bon usage », en lui montrant les raisons sociales, psychologiques et philosophiques du devoir, vous lui aurez indiqué à la fois le but et les moyens de l'atteindre. Là, par un privilège unique, art et science se touchent. Il est vrai qu'il reste encore la pratique, et le « bon Socrate » (ainsi l'appelait Aristote) se hâtait trop de confondre la pratique avec l'art même, qu'il confondait à son tour avec la science. Il ne suffit pas de formuler un principe de conduite, comme une règle de grammaire ou de calcul, pour qu'il soit retenu et appliqué. Les règles de l'arithmétique ne gênent point nos passions ou nos désirs; les règles de la morale sont faites pour les réprimer. Mais, si Socrate avait tort de croire que le vice est uniquement de l'ignorance, encore faut-il convenir qu'il y a énormément d'ignorance morale ou d'erreur dans le vice, que tout ce qui est conquis sur le faux est gagné pour le bien, et que l'homme qui agit mal commence par mal « se connaître lui-même ».

— Le temps manque dans les écoles, objecterait-on, pour une telle instruction morale et sociale. — C'est là l'effet d'une conception vicieuse de l'enseignement scolaire. A lire nos programmes, il semble que l'école soit organisée non pour faire des élèves, mais pour faire des instituteurs, comme le lycée semble l'être pour faire des professeurs. Parcourez ces programmes chargés de science, d'histoire, de géographie, de grammaire, d'érudition sous toutes les formes, et demandez-vous si vous-même, qui les lisez, vous seriez de force à y répondre, si vous pourriez, vous qui êtes peut-être un savant ou un littérateur de mérite, traiter toutes les questions du certificat d'études primaires, à plus forte raison du baccalauréat, raconter la vie et les ouvrages de tel écrivain, résumer la chanson de Roland, énumérer tous les lacs d'Amérique, démontrer tous ces théorèmes de géométrie ou résoudre simplement tous ces problèmes d'arithmétique. Non, vous ne le pourriez pas; vous seriez refusé, même pour le certificat d'études primaires, encore bien mieux pour le brevet supérieur des jeunes filles, — lesquelles vous en remontreraient (le jour de l'examen) sur les mathématiques et la chimie, sauf à oublier bien vite le lendemain tout le fatras scientifico-historico-géographico-philologique emmagasiné dans leurs cerveaux fourbus. Ingurgitation n'est pas alimentation, encore moins pour l'esprit que pour le corps. Nos programmes encyclopédiques sont le chef-d'œuvre de l'ignorance pédagogique.

Quand donc aura-t-on le courage, dans ces programmes, de donner des coups de ciseaux hardis, qui retranchent les détails des sciences pour n'en laisser, d'une part, que les principes les plus généraux, d'autre part, que les applications les plus usuelles selon qu'il s'agit d'une école de la ville ou de la campagne? Il faudrait aussi supprimer une bonne part de l'histoire, pour n'insister que sur la période la plus moderne et même contemporaine, le reste étant saisi d'une vue générale, à vol d'oiseau, comme histoire de la civilisation. Il faudrait aussi ramener la géographie à une description vivante de la vie même de notre pays et des principales contrées avec lesquelles il est surtout en relations (1).

Enfin et surtout il faudrait prolonger le temps de l'école et y garder les enfants jusqu'à seize ans, en organisant le système du « demi-temps ». Une nation qui dépenserait pour l'armement intellectuel et moral des générations la moitié de ce qu'on dépense aujourd'hui pour l'armement militaire acquerrait ainsi une avance prodigieuse sur les autres.

En attendant des transformations économiques et sociales qui permettent de réaliser cette instruction vraiment « intégrale », au bon sens du mot (2), on voit qu'il y a une intégration dès à présent possible et indispensable, — je veux dire un moyen d'introduire une unité d'esprit et de but dans l'enseignement : c'est de lui donner l'orientation sociale et morale, c'est de tout faire converger vers la formation de l'homme et du citoyen. De même que, dans l'ancien enseignement religieux, tout prenait une couleur religieuse, tout aboutissait à une confirmation de la foi et à une pratique du devoir religieux, de même la démocratie doit tout faire aboutir rationnellement à la conception et à la pratique du devoir social.

Les classes dirigeantes, dans une république, ne peuvent pas dire ce que disait Catherine de Russie en décrétant *sur le papier* la création d'écoles dans toutes les bourgades : « Du jour où nos paysans voudraient s'éclairer, ni vous ni moi ne resterions à nos places. » C'est tout le contraire aujourd'hui : si nous voulons que le peuple devenu souverain n'aboutisse pas à tout renverser et niveler, il faut l'éclairer. « Le monde n'est presque composé, dit Nicole, que de gens qui ne pensent à rien; » dans nos démocraties, ces gens qui ne pensent à rien ou qui pensent de travers à mille choses sont les plus nombreux et deviennent les plus forts; ne serait-il pas prudent de leur enseigner à penser rationnellement aux devoirs et intérêts de l'ensemble?

ALFRED FOUILLÉE,
de l'Institut.

1. Les circulaires officielles, en Allemagne, recommandent sans cesse aux maîtres de ne pas abuser de la géographie, pour laquelle on nous a fait croire que les Allemands auraient un culte ridicule.

2. Voir la *Revue Bleue* du 5 novembre 1898.

LA RÉVOLTE DE « MÈRE »

Nouvelle.

— Père !

— Qu'y a-t-il ?

— Qu'est-ce qu'ils ont donc à piocher ainsi, ces hommes dans le champ là-bas ?

La physionomie du vieux changea, il pinça les lèvres et continua à atteler la grande jument grise.

— Père !

Le bonhomme tournait autour de la jument.

— Écoute, père, je veux savoir ce qu'ils creusent là-bas dans le champ, et je vais le savoir.

— Et moi je voudrais bien vous voir rentrer à la maison, la mère, et vous occuper de ce qui vous regarde.

Les paroles du fermier s'enchevêtraient les unes dans les autres ; on aurait dit un grognement inarticulé, mais c'était la langue que la femme comprenait le mieux.

— Je ne rentrerai que quand vous me direz ce qu'ils font.

Elle attendait. C'était une femme petite, droite et mince comme une enfant dans sa robe de cotonnade brune, au front doux et bienveillant entre les bandeaux lisses de ses cheveux gris. Le même calme, la même humilité se voyaient dans les lignes de la bouche ; mais ses yeux, fixés sur son mari, montraient que cette douceur était le résultat de sa propre volonté, non de celle d'un autre.

Ils se tenaient dans l'étable, debout devant les portes grandes ouvertes. L'air du printemps leur soufflait au visage tout imprégné de la senteur de l'herbe et des rares fleurs encore cachées.

La grande cour devant eux était remplie de carrioles de toutes sortes, de piles de bois. Sur les côtés, contre le mur de la maison, l'herbe se montrait d'un vert déjà vif, étoilée de pissenlits.

Le fermier lança un regard maussade à sa femme tandis qu'il achevait de boucler les courroies du harnais. Elle lui parut aussi inébranlable que les rochers dans ses champs, fixés en terre, pour ainsi dire, par des générations de buissons de mûriers.

Il grimpa dans la charrette, saisit les guides et se mit en route.

— Père ! dit-elle.

Le vieux s'arrêta.

— Eh bien ?

— Je veux savoir ce que ces hommes font là-bas.

— Ils creusent un sous-sol, puisqu'il faut que vous le sachiez.

— Un sous-sol ! Pour servir à quoi ?

— Pour la nouvelle étable, parbleu !

— Une étable ? Vous n'allez pas bâtir une étable là où nous devions avoir une maison, père ?

Il ne répondit pas un mot, et s'en alla, secoué, ballotté par les cahots de la voiture de ferme sur le pavé inégal de la cour. Sa femme le suivit des yeux un instant, puis elle sortit de l'étable, traversa un coin de la cour et se dirigea vers la maison. Cette dernière, construite à angle droit contre la grande étable et une longue rangée de hangars, paraissait microscopique à côté d'eux.

Une jolie figure de jeune fille, rose et fine comme une fleur, se voyait à une des fenêtres. Elle regardait les trois hommes qui travaillaient dans le champ près de la route, et se retourna tranquillement quand la fermière entra.

— Qu'est-ce qu'ils font donc, à piocher là-bas sans relâche ? demanda-t-elle à son tour ; vous l'a-t-il dit, mère ?

— Des fondations... pour une nouvelle étable.

— Oh ! mère, il ne va pas se mettre à bâtir encore une autre étable ?

— C'est ce qu'il dit.

Debout devant le miroir de la cuisine un garçon se peignait, rejetant avec soin ses cheveux bruns en arrière. Il ne semblait faire aucune attention à la conversation.

— Sammy, saviez-vous que le père avait cette nouvelle étable en tête ?

Le personnage en question se peignait imperturbablement.

— Sammy !

Il se tourna vers elle, montrant, — en plus jeune, — la physionomie impassible et granitique du père.

— Eh ! oui, je le savais... je suppose.

— Depuis combien de temps ? demanda sa mère.

— Trois mois, à peu près.

— Pourquoi ne me l'avez-vous pas dit ?

— A quoi ça aurait-il servi ?

— Moi je ne vois pas pourquoi le père veut encore une autre étable, dit la jeune fille, de sa voix douce et lente. Une sorte de tristesse paisible se répandait sur sa jolie figure, sur son front aux cheveux blonds emprisonnés dans des papillotes. La fermière regarda sévèrement son fils.

— Va-t-il encore acheter des vaches ? demanda-t-elle.

Le garçon ne répondit pas ; il laçait ses gros souliers.

— Sammy, je veux que vous me disiez s'il a toujours sa toquade d'acheter des vaches ?

— Probablement.

— Combien cette fois ?

— Quatre... je crois.

La mère se tut et se mit à desservir la table du

déjeuner. Sammy décrocha sa casquette du clou derrière la porte, prit une vieille arithmétique sur l'étagère et partit pour l'école. Il était mince, mais gauche et lourd à cause d'un mouvement bizarre des hanches, qui, lorsqu'il marchait, faisait relever par derrière sa jaquette trop large, confectionnée à la maison.

La jeune fille voulut commencer à laver les assiettes empilées sur la table, mais sa mère la poussa de côté.

— Essuyez-les, dit-elle, à mesure que je les lave. Il y en a beaucoup ce matin.

Et elle plongea vivement les mains dans l'eau, tandis que sa fille essuyait les plats lentement, en rêvassant.

— Mère, recommença-t-elle après un silence, ne trouvez-vous pas que c'est bien dommage que le père s'entête à construire cette étable quand nous avons bien plus besoin d'une maison?

La fermière frottait un plat d'un air féroce.

— On dirait vraiment que vous ne vous doutez pas encore que nous ne sommes que des femmes, Nanny Penn, s'écria-t-elle. Mais un de ces jours vous l'apprendrez, allez : nous ne savons que ce que les hommes croient que nous savons — pour ce que le reste peut servir! — et il faut se soumettre à eux comme à la Providence, et ne pas plus se plaindre de ce qu'ils font que des caprices du temps.

— C'est égal, je sais que Georges n'est pas ainsi, dit Nanny. Elle devint toute rouge, et les coins de sa bouche s'abaissèrent comme si elle allait pleurer,

— Attendez un peu! Georges Lastmann, Georges Lastmann... Il n'est pas meilleur que les autres. Mais vous ne devez pas juger votre père. Ça n'est pas de sa faute s'il ne voit jamais les choses comme nous. Et après tout, n'avons-nous pas été bien ici? Est-ce que le toit, par exemple, n'est pas en bon état? Est-ce qu'il y a un déluge dans la maison chaque fois qu'il fait de l'orage, comme chez certaines personnes que je pourrais nommer? Ça, votre père s'est toujours occupé du toit!

— Si au moins nous avions un salon! soupira Nanny.

— Il me semble que cela ne le tuera pas, votre Georges Lastmann, de venir nous voir dans une belle cuisine bien propre. Combien d'autres jeunes filles n'en ont pas autant! Personne ne m'a jamais entendue me plaindre, moi!

— Je ne me plains pas non plus, mère.

— Il ne manquerait plus que ça, avec un si bon père et un si bon *home*. Et s'il vous obligeait à gagner votre vie, encore? Il y en a bien qui y sont forcées — et pas plus fortes, et pas mieux portantes que vous!

Sarah Penn lava la poêle à frire, l'essuya en dedans et en dehors; elle semblait avoir tranché la question. C'était une ménagère excellente que Sarah. Jamais on ne voyait dans l'unique petite salle où la famille se réunissait d'habitude les grains de poussière que produit le frottement de la vie contre la matière. Elle balayait, et le balai restait presque immaculé; elle nettoyait, et l'on se demandait quoi. Elle était comme un artiste si parfait, qu'en apparence il n'a pas d'art. Ce jour en question, elle commença la pâte pour ses fameuses *mince-pies*, et pas une parcelle de farine n'osa effleurer le tablier à carreaux qui recouvrait sa robe de cotonnade brune. Nanny, elle, qui devait se marier à l'automne, cousait assidûment de la broderie au bas d'une jupe de batiste blanche.

— Avant longtemps, il nous faudra faire remettre le fourneau dans le hangar, dit Mrs Penn; ç'a été une vraie bénédiction de l'avoir là pendant les chaleurs l'année dernière. Il a fait cela au moins de bien, le père.

Et pendant qu'elle roulait la pâte feuilletée de ses tartes, la figure de Sarah Penn avait cette expression d'énergie douce qu'ont dû posséder les saints de l'Évangile. Deux fois la semaine, elle confectionnait des *mince-pies;* son mari les préférait à toute autre espèce de tarte, et souvent, entre les repas, il en mangeait un morceau sur le pouce, en passant. Elle se dépêchait ce matin-là; il était tard, et il fallait une tarte pour le dîner. Jamais aucun ressentiment contre son mari ne lui aurait fait oublier ses habitudes et ses goûts. La noblesse de caractère se manifeste quelquefois par un trou d'aiguille, lorsqu'elle ne trouve pas une porte toute grande pour se montrer. Et celle de Sarah apparaissait aujourd'hui dans cette belle pâte légère et blanche qu'elle roulait si fidèlement, tandis qu'elle pouvait voir par la fenêtre, quand elle relevait la tête, ce qui la rongeait le plus, cette âme, ferme et patiente, — la cave commencée de la nouvelle étable, là où Adoniram, quarante ans auparavant, lui avait promis qu'il bâtirait leur maison neuve.

Les tartes étaient au four. Adoniram et Sammy rentrèrent à midi passé, et l'on se mit à table. Le père, au commencement du repas, fit une courte prière, et l'on mangea en silence, car la conversation n'était pas le fort de la famille Penn; ils avalèrent tous leur large part à la hâte; puis ils retournèrent au travail.

Sammy traversa la cour avec son clopinement de lapin pas pressé, mais une fois la route gagnée, il ne perdit pas de temps pour arriver à l'école. Il voulait jouer aux billes avant la rentrée et craignait que son père, en le retenant, ne changeât son quart d'heure de grâce en mauvais quart d'heure, car il y avait pas mal d'ouvrage à la ferme ce jour-là. En effet, à peine

eut-il disparu qu'Adoniram s'avança sur le seuil de la porte et l'appela de toutes ses forces.

— Pourquoi l'avez-vous laissé partir? mère, dit-il, moi qui voulais qu'il m'aidât à transporter le bois!

Il sortit dans la cour et se mit à décharger la charretée de bois tout seul. Sa femme rangeait tranquillement les plats, pendant que Nanny enlevait ses papillotes et changeait de robe. Elle se préparait à sortir pour acheter du fil et de la broderie à l'unique magasin du village, grand rendez-vous de la paresse et de l'éloquence, où l'on vendait de tout et où les potins allaient leur train!

— Père! s'écrie Mrs Penn, quand Nanny fut partie.

— Qu'est-ce qu'il y a?

— Je veux vous parler un petit instant, père.

— Je ne peux pas quitter ce bois. Il faut qu'à 2 heures il soit déchargé et que j'aille chercher le sable. Sammy aurait dû m'aider. Il ne fallait pas le laisser partir à l'école si tôt.

— Je désire vous parler un instant.

— Je vous dis que je ne peux pas laisser cela maintenant, la mère.

— Père, venez ici.

Sarah était debout sur le seuil avec un air de reine; elle tenait la tête haute comme si elle eût porté une couronne; il y avait, dans son intonation, cette patience qui donne une autorité royale à la voix. Adoniram la rejoignit. Mrs Penn le conduisit à la cuisine et lui montra une chaise.

— Asseyez-vous là, père, j'ai quelque chose à vous dire.

Il s'assit lourdement; sa figure n'avait pas une lueur d'expression; mais il regardait sa femme à la dérobée avec des yeux inquiets.

— Eh bien! qu'est-ce qu'il y a, la mère?

— Je veux savoir pourquoi vous construisez cette nouvelle étable?

— Je n'ai rien à dire là-dessus.

— Vous ne croyez pas, j'espère, que vous en avez besoin?

— Je vous répète que je n'ai rien à vous dire, mère, et je ne dirai rien.

— Vous allez encore acheter des vaches?

Adoniram pinça ses vieilles lèvres minces et ne répondit pas.

— Oh! je le sais bien, allez... Maintenant, père, écoutez-moi. — Sarah ne s'était pas assise; elle se tenait devant son mari dans l'attitude humble d'une femme de l'Ecriture sainte. — Je vais vous parler bien carrément, comme je ne l'ai jamais fait depuis notre mariage, je ne me suis pas plainte jusqu'ici, je ne me plaindrai pas à présent; mais je vais vous dire votre fait. Regardez bien cette chambre, père; vous voyez qu'il n'y a pas de tapis, que le papier des murs est sale et déchiré. Il est là depuis dix ans, et c'est moi qui l'ai collé, et il ne m'a coûté que neuf sous le rouleau. Vous la voyez cette chambre, père; depuis que je vous ai épousé, je n'en ai pas eu d'autre pour les repas, pour me tenir à l'ouvrage toute la journée. C'est tout le salon qu'a Nanny pour recevoir ses amies, et il n'y a pas une de nos voisines qui n'en ait un mieux; pourtant leurs pères et leurs maris ne sont pas riches, eux. Et c'est tout le beau salon qu'aura Nanny pour ses noces. Qu'est-ce que vous auriez pensé si notre mariage avait eu lieu dans un taudis pareil? Je me suis mariée dans le salon de ma mère, moi, et il y avait un grand tapis par terre, et de beaux meubles rembourrés de crin, et une table en acajou; vous devez vous en souvenir. Et *ma fille* se marierait... ici! Regardez, père!

Sarah traversa la chambre comme si elle eût été une tragédienne sur une scène de théâtre, et ouvrit une porte qui donnait dans une chambre à coucher toute petite, à peine assez large pour contenir un lit et une commode, avec un passage entre les deux.

— Voilà, père, dit-elle, voilà où j'ai couché pendant quarante ans. Voilà où sont nés mes enfants — les deux qui sont vivants, les deux que nous avons perdus. Et c'est ici que j'ai eu les fièvres.

Puis elle poussa la porte d'une petite pièce étroite et sombre, qui servait à la fois de laiterie et de garde-manger.

— Voici toute la place que j'ai pour faire le beurre, pour serrer la vaisselle, les vivres, le lait de dix vaches... Et vous voulez maintenant avoir une autre étable, et d'autres vaches, et me donner plus à faire encore dans cette boîte!

Par une troisième porte on apercevait un petit escalier branlant, en colimaçon.

— Tenez, dit-elle, jetons aussi un coup d'œil sur ces marches qui conduisent aux misérables galetas des enfants. Il n'y a pas une plus jolie fille au village que Nanny, et c'est là-haut qu'il lui faut dormir! Mais ça ne vaut pas les stalles des chevaux... Ils ont chaud, eux, au moins.

Sarah se recula de quelques pas et se planta, cette fois, devant Adoniram.

— Oui, je veux savoir si vous trouvez que vous faites votre devoir selon ce que vous professez à l'église. A cet endroit même, il y a quarante ans, vous m'avez promis qu'à la fin de l'été nous serions installés dans notre nouvelle maison, là-bas dans le champ; vous m'avez dit que vous aviez assez d'argent, que vous ne vouliez pas que j'habite une telle baraque. Eh bien! vous en avez gagné davantage, de l'argent, et je vous ai aidé à le mettre de côté, et il n'y a pas plus de maison que sur ma main. Oh! les étables, les [illegible] que [illegible]

exemple... et vous osez en construire d'autres ! Vous logez vos animaux mieux que votre propre chair, père... Est-ce là votre idée du devoir ?

— Je n'ai rien à dire.

— En effet, vous ne pouvez rien dire sans admettre que j'ai raison. Il y a encore autre chose... Je m'arrangerais bien quarante années de plus sans jérémiades, si... si... Vous savez qu'elle n'a guère de santé, Nanny, et après son mariage elle nous quittera, et je ne peux pas me faire à cette idée-là, père... Oh ! elle a des couleurs, mais la vraie force n'y est pas. C'est toujours moi qui ait fait le gros de l'ouvrage. Elle sera épuisée au bout d'un an. La voyez-vous, notre Nanny, — même avec l'aide d'une servante, — lavant, repassant, pétrissant le pain avec ses mains blanches — et balayant !... Je ne veux pas, moi, père.

Ses yeux étincelaient; elle avait plaidé sa cause comme un avocat; elle s'était armée de sévérité, elle s'était attendrie; mais son adversaire lui opposait ce silence obstiné qui rend toute éloquence inutile. Adoniram se leva.

— Père, vous n'avez rien à répondre ?

— Il faut que j'aille remplir la charrette de sable. Je ne peux pas rester ici à causer toute la journée.

— Père, vous repenserez à tout cela et vous ferez bâtir une maison au lieu d'une étable ?

— Je n'ai rien à dire.

Adoniram s'en alla de son pas traînant. La fermière entra dans sa chambre. Lorsqu'elle en sortit elle avait les yeux rouges, et elle tenait à la main une pièce de cotonnade écrue. Elle étala l'étoffe sur la table de la cuisine, et se mit à tailler des chemises pour son mari. Les ouvriers, au champ, avaient maintenant deux chevaux pour les aider dans leur besogne; Sarah les entendit se héler les uns les autres de temps en temps, pendant que l'ouvrage avançait. Elle n'avait qu'un patron bien insuffisant pour les chemises; elle était obligée de calculer, de deviner presque, pour ne pas gaspiller l'étoffe, et les manches mêmes furent coupées dans les morceaux qui restaient.

Nanny rentra et s'assit à sa broderie. Une auréole de cheveux frisés lui entourait le front, et son visage avait la finesse délicate de la porcelaine. Elle leva subitement la tête, et sa figure, son joli cou s'empourprèrent.

— Mère, dit-elle.

— Eh bien ?

— Je pensais... Je pensais que je ne vois pas comment nous pourrons avoir une noce dans cette chambre. Je serais honteuse devant sa famille, même s'il n'y avait personne d'autre.

— Oh ! nous pourrons peut-être mettre un nouveau papier au mur; je le collerai, moi. Votre *home* ne vous fera pas honte, soyez tranquille.

— La cérémonie pourrait tout aussi bien avoir lieu dans la nouvelle étable, dit Nanny la douce, un peu impatientée. Mais qu'avez-vous donc, mère ?

Mrs Penn s'était retournée brusquement, et la regardait avec une expression singulière. Puis elle se baissa de nouveau sur son ouvrage, et étendit le patron sur l'étoffe avec soin.

— Rien, dit-elle.

Dehors, dans la cour, elles entendirent Adoniram qui sortait. Il se tenait fièrement debout dans la vieille charrette à deux roues, comme un conducteur de char romain. Mrs Penn s'avança sur la porte; les cris des ouvriers lui parurent plus rapprochés. Du reste, il lui sembla, pendant tout le printemps, qu'elle n'entendait qu'eux et le vacarme que faisaient les marteaux et les scies.

La nouvelle étable avançait rapidement; au mois de juin, presque finie, elle était l'admiration du petit village, et l'on venait en toilette le dimanche de deux lieues à la ronde pour la regarder, l'examiner à loisir. La fermière et son mari n'en parlaient plus ensemble, mais quelquefois Adoniram, en revenant de son inspection de la merveille, prenait devant Sarah un air de dignité offensée.

— Votre mère est bien extraordinaire au sujet de l'étable, dit-il un jour en confidence à Sammy qui, pour toute réponse, grogna comme la fermière.

L'étable fut achevée la troisième semaine de juillet, et Adoniram avait l'intention d'y installer les vaches le mercredi même de cette semaine-là; le mardi il reçut une lettre qui le fit changer de projet.

— Sammy a été à la poste, dit-il et m'a rapporté une lettre d'Hiram.

Hiram, qui habitait le Vermont, était le frère de la fermière.

— Ils vont bien tous ? demanda Sarah.

— Oh ! pas mal. Il dit que si je vais là-bas tout de suite, je trouverai juste le cheval qu'il me faut. Une bonne occasion.

Et il regarda la nouvelle étable par la croisée en réfléchissant profondément.

Mrs Penn continua à faire des tartes, quoiqu'elle fût très pâle et que son cœur battît à se rompre.

— On fauche les foins, et je n'ai guère envie de partir maintenant... mais je ferais peut-être bien d'y aller tout de même, et Rufus et les autres peuvent se passer de moi trois ou quatre jours. Et ce n'est pas ici, dans ce pays, que je trouverai la bête dont j'ai besoin pour transporter tout ce bois à l'automne. J'avais donc demandé à Hiram de me prévenir s'il avait mon affaire. — J'irai.

— Je vais vous préparer votre col et votre chemise propre, dit Mrs Penn avec calme.

Et elle étendit le linge du fermier et ses habits du dimanche sur le lit dans la petite chambre; elle lui donna son rasoir, du savon et de l'eau, et lorsque Adoniram fut prêt, elle lui boutonna son col et lui noua sa cravate noire. Adoniram ne portait un col et une cravate que dans les plus grandes occasions. Quand il fut tout prêt, son chapeau et son pardessus bien brossés et son lunch de tarte et de fromage dans un sac en papier, il hésita un instant sur le seuil de la porte, en regardant sa femme, comme pour la défier et lui demander pardon à la fois.

— Si ces vaches arrivent aujourd'hui, Sammy peut les installer dans la nouvelle étable, dit-il; et qu'on y mette aussi le foin.

— C'est bien, dit Sarah.

Adoniram, un peu nerveux, se retourna avec solennité.

— Si rien n'arrive, je serai ici samedi, ajouta-t-il.

— Et surtout prenez bien soin de vous, père, répondit Sarah.

Pendant qu'elle le suivait des yeux, son attitude avait quelque chose d'étrange, d'indécis; son front, d'ordinaire si calme, se plissait. Elle rentra et se remit à rouler la pâte de ses tartes. Nanny, elle, causait comme d'habitude; le jour de ses noces approchait et l'excès d'ouvrage l'avait pâlie, maigrie. Sa mère la regardait de temps en temps.

— Je parie que vous avez encore votre point de côté, ce matin? demanda-t-elle.

— Oui.

La figure de Mrs Penn, pendant qu'elle travaillait, changea peu à peu; son air perplexe disparut, ses yeux, ses lèvres reprirent leur fermeté ordinaire. Elle pensait — si sa pensée avait pu se traduire — que les occasions qui viennent sans être sollicitées, sont les poteaux indicateurs que Dieu nous donne vers les chemins non encore frayés de la vie.

— Et si j'avais écrit à Hiram en inventant un prétexte comme ce cheval, murmurait-elle; *si* j'avais écrit!... mais le père est parti sans que je m'en mêle... c'est la Providence qui m'aide.

Elle parlait plus haut, en s'échauffant.

— Qu'est-ce que vous vous dites donc ainsi à vous-même? demanda Nanny.

— Moi? Rien.

Mrs Penn se dépêchait d'achever ses tartes; à onze heures elle eut fini. La grande charrette au foin, se balançant sur la route, s'avançait lentement vers la nouvelle étable, et s'arrêta devant. Mrs Penn traversa la cour en courant.

— Arrêtez! cria-t-elle d'une voix perçante; arrêtez donc!

Les garçons de ferme ouvrirent de grands yeux: Sammy, perché tout en haut de la voiture sur le foin, regarda sa mère d'un air ébahi.

— Arrêtez, je vous dis, leur cria-t-elle de nouveau et mettez ce foin dans la vieille étable, pas dans la nouvelle!

— Mais il nous a dit de le rentrer ici, répondit un des garçons étonné. C'était le fils d'un voisin, qu'Adoniram faisait venir chaque année pour aider à la ferme.

— Il n'y a donc pas assez de place dans l'autre?

— Pour ça oui! Il n'avait guère besoin de celle-ci. Allons, c'est qu'il a encore changé d'idée.

Et la lourde voiture s'ébranla cette fois vers l'ancienne étable. Mrs Penn rentra, suivie bientôt de Sammy, demandant si le dîner était prêt.

— Oh! le père n'est pas là, je ne vais vous donner que du pain, du lait et de la tarte; nous nous arrangerons avec cela, dit-elle. Et surtout dépêchez-vous tous deux. J'aurai besoin de vous après.

Nanny et Sammy se regardèrent. Leur mère leur semblait de plus en plus étrange. Elle ne mangea rien; mais pendant qu'ils étaient à table, elle alla chercher une pile d'assiettes, puis le panier au linge dans lequel elle les emballa soigneusemant, ainsi qu'une quantité de tasses, de soucoupes.

— Que voulez-vous donc faire, mère? demanda Nanny d'une voix timide.

Il y avait certainement dans l'air quelque chose de bizarre, de pas banal — un peu comme la présence d'un fantôme. Sammy, lui, continuait de rouler des yeux ahuris en faisant disparaître son énorme morceau de tarte.

— Vous allez bien le voir, répondit Mrs Penn. Si vous allez fini, Nanny, montez faire votre malle; et vous, Sammy, venez m'aider à démonter le lit dans ma chambre.

— Oh! mère, pourquoi donc? s'écria Nanny.

— Vous verrez.

Dans les quelques heures qui suivirent, cette simple et pieuse mère de famille accomplit un tour de force qui égalait à sa manière le siège de Sébastopol ou les victoires de l'ancienne Rome. Sarah Penn, à la tête de ses enfants, déménaga tout leur mobilier et le transporta à la nouvelle étable pendant l'absence de son mari. Nanny et Sammy lui obéissaient sans un murmure; les volontés fermes s'imposent aux autres souvent dans les entreprises les plus extraordinaires. Nanny faisait la navette entre la maison et l'étable, portant tous les paquets, tous les objets qui n'étaient pas trop lourds. Sammy travaillait avec une énergie infatigable. A cinq heures de l'après-midi, la petite maison que les Penn avaient habitée quarante ans, s'était entièrement vidée dans la nouvelle étable.

Tout architecte est un peu prophète sans le savoir: il construit dans un but plus ou moins connu. Celui de l'étable du fermier, l'ayant bâtie pour les

bêtes, ne croyait pas si bien faire pour les gens. Sarah, elle, vit du premier coup d'œil le parti qu'on en pouvait tirer. Ces grandes stalles doubles, avec des couvre-pieds suspendus devant, feraient de meilleures chambres à coucher que celle dont elle avait dû se contenter depuis si longtemps, et l'endroit destiné primièrement à être la remise était à l'abri de tout courant d'air. La chambre aux harnais, avec sa cheminée et ses placards, ferait bien la cuisine de ses rêves ; et plus tard, le grand espace libre au milieu de l'étable se transformerait en un salon digne d'un palais. En haut il y avait autant de place qu'en bas ; avec des cloisons et des fenêtres, quelle maison ils allaient avoir ! Sarah décida qu'elle mettrait la porte d'entrée du côté où Adoniram avait l'intention de loger les vaches.

A six heures la bouillotte chantait sur le fourneau, et la table toute prête pour le souper se prélassait au milieu de la chambre aux harnais. La maison abandonnée de l'autre côté de la cour n'avait jamais eu cet air de bien-être, cet air de *home* qu'avait maintenant la nouvelle étable.

Le garçon de ferme, voisin de Penn, s'en alla traire les vaches ; et la fermière, qui lui avait ordonné d'apporter le lait dans sa nouvelle cuisine, le vit revenir tellement ébahi que les grands seaux de lait chaud débordaient sans qu'il s'en aperçût, en faisant des taches écumeuses sur l'herbe.

Avant le lendemain matin, il avait répandu par tout le village l'histoire du déménagement de Sarah ; et les hommes s'assemblaient au magasin pour discuter la nouvelle ; les femmes bavardaient de porte en porte, un châle jeté sur la tête, à la hâte, pendant les courts moments de répit que leur laissait la besogne quotidienne..... Car dans ce coin tranquille de la Nouvelle-Angleterre, le plus petit changement dans la monotonie de la vie, la plus légère déviation à la routine habituelle suffisait pour que chacun s'arrêtât à critiquer celui qui avait osé s'en écarter. Mais les opinions étaient divisées au sujet de Sarah ; les uns la croyaient folle, les autres un esprit rebelle, sans foi ni loi.

Le vendredi matin, le ministre alla la voir, et la trouva écossant des pois à la porte de l'étable. Elle leva la tête en l'apercevant, lui rendit son salut avec dignité et se remit à l'ouvrage sans l'inviter à entrer. Son air calme et doux avait quelque chose de résolu, et elle avait rougi de colère. Le ministre se tenait gauchement devant elle, essayant d'entamer la conversation, et Sarah continuait d'écosser ses pois comme s'ils eussent été de petits boulets, tandis que ses yeux lançaient des éclairs — tout le feu réprimé de sa longue résignation, sa vie patiente et dure.

— Vous perdez votre temps, master Hersey, dit-elle enfin. J'ai bien réfléchi, et je suis persuadée que je fais mon devoir. J'ai même prié Dieu sur ce qui vous amène, et ça se décidera entre Lui, moi et Adoniram. Les autres n'ont pas besoin de se déranger.

— Il est évident que si vous avez consulté Dieu dans vos prières, et que vous vous sentiez convaincue d'avoir raison, mistress Penn... commença le pasteur, ne sachant que dire.

C'était un homme maladif, à la figure maigre, la barbe grise. Il avait perdu depuis longtemps ses jeunes illusions, sa belle confiance dans la vie ; souvent même il se forçait pour remplir sa tâche, se flagellant au moral comme les ascètes d'un autre temps se martyrisaient au physique... et il était toujours long à réagir contre son apathie et ses crises d'indifférence.

— Je trouve que j'ai raison, — comme je trouve que nos ancêtres les Puritains ont eu raison de quitter l'Angleterre puisqu'on ne leur donnait pas ce qui leur appartenait, la liberté dans la foi, répondit Sarah en se levant ; et sa confiance en elle-même faisait du seuil de l'étable une véritable roche de Plymouth.

— Vous avez les meilleures intentions du monde, master Hersey, continua-t-elle, mais voyez-vous, il y a des choses dont les gens ne devraient pas se mêler. Je fais partie de votre église depuis plus de quarante ans ; j'ai mon esprit à moi, mes bras, mes jambes à moi ; et je penserai la vérité en tout à ma façon, comme je suivrai le chemin du devoir — à ma façon aussi ; et Dieu seul me dictera ma conduite, à moins que je ne trouve bon de le permettre à un autre... Voulez-vous entrer vous asseoir un instant ? Comment se porte Mrs Hersey ?

— Elle va bien, merci, dit le ministre. Et il battit en retraite, très perplexe, en s'excusant à moitié. Il pouvait expliquer tous les replis du caractère des personnages de l'Écriture, il était capable de comprendre les Pères Pèlerins et les grands novateurs de l'histoire, mais le cas de Sarah Penn dépassait la limite de son intelligence. Comme beaucoup de gens il savait partager l'opinion du monde sur les faits accomplis ; mais un nouvel événement, fût-il même semblable sous plusieurs rapports à ce qui était déjà arrivé, le déroutait complètement. Après tout — quoique ceci ne fût pas de son ressort — il se demandait bien plutôt comment Adoniram agirait envers sa femme, qu'il ne songait au jugement de Dieu sur la conduite de Sarah. Et les voisins attendaient comme lui.

Lorsque les quatre nouvelles vaches arrivèrent, Sarah donna ordre qu'on en mît trois dans l'ancienne étable ; la quatrième fut logée sous le hangar. Cela fit sensation au village. Les mieux informés disaient même qu'elles étaient installées dans la maison.

Le samedi, vers le soir, a l'heure du retour d'Adoniram, un groupe d'amis le guettaient sur la route. Jamais on ne s'était tant hâté de lui souhaiter la bienvenue. — Le garçon de ferme, après avoir trait les vaches, ne pouvait se décider à retourner chez ses parents. Sarah, elle, avait préparé le souper tranquillement : du pain bis, des haricots au four, et une tarte à la crème, le souper qu'Adoniram aimait le samedi soir.

Elle avait une robe de calicot toute propre, et un air impénétrable : Nanny et Sammy ne la quittaient pas et cependant Nanny tremblait par moments, mais cette agitation avait pour eux quelque chose d'agréable presque, et ils ressentaient une confiance illimitée en leur mère.

Sammy se pencha par la fenêtre :

— Le voilà ! dit-il à mi-voix à sa sœur.

Et ils suivirent des yeux le fermier, qui laissa son cheval un instant sur la route pendant qu'il allait à la porte de la maison. Il la trouva fermée, et fit le tour par le hangar. Cette porte-là était rarement fermée à clef, même quand il n'y avait personne à la maison ; et Nanny, en songeant que son père se trouverait face à face avec la vache, ne savait plus si elle devait rire ou pleurer.

Adoniram sortit du hangar et regarda autour de lui d'un air complètement ahuri. Ses lèvres remuaient ; il disait quelque chose, Nanny et Sammy se demandèrent quoi. Le garçon de ferme, lui aussi, bien caché derrière un petit mur, ne perdait rien de ce qui se passait.

Le fermier, revenu de son premier étonnement, prit son cheval par la bride et le conduisit vers l'étable neuve. Nanny et Sammy se rapprochèrent de leur mère. — Les portes de l'étable, poussées sur leurs gonds, roulèrent en arrière, laissant voir Adoniram stupéfait, debout à l'entrée, avec la longue tête du grand cheval canadien, qui de son œil doux regardait tout le monde par-dessus l'épaule de son maître.

Nanny se cacha derrière sa mère, mais Sammy se mit bravement devant elle.

— Pourquoi, diable, êtes-vous tous ici ? demanda le vieux fermier de sa voix lente : qu'est-il arrivé à la maison ?

— Nous sommes venus ici pour y demeurer, père, répondit Sammy, en tremblant un tout petit peu.

— Qu'est-ce qui... Adoniram aspirait l'air autour de lui, — qu'est-ce qui sent donc la cuisine ?

Il alla à la porte de la chambre aux harnais ; puis il se retourna vers sa femme. Les poils gris de sa barbe se hérissaient, il était pâle et effrayé.

— Qu'y a-t-il, mère ?

— Venez, père, dit Sarah ; et elle le conduisit dans la chambre aux harnais et ferma la porte. N'ayez pas peur, je ne suis point folle. Il n'y a pas de quoi se bouleverser. Mais nous sommes venus ici pour y rester, et nous y resterons. Ne trouvez-vous pas que nous en avons autant le droit que les chevaux et les vaches ? La maison est dans un état pitoyable, et je me suis décidée à ne plus y demeurer. Ici, il nous faudra des cloisons et des fenêtres de plus ; et vous aurez à acheter des meubles.

— Comment, mère, balbutia le vieux.

— Otez votre paletot, — vous êtes fatigué, — et débarbouillez-vous ; voilà la cuvette. Puis nous irons souper.

. . . . . .

— Comment, mère.

Sammy passait près de la porte en conduisant le nouveau cheval à la vieille étable. Son père le vit et secoua la tête faiblement. Il essaya d'enlever son paletot, mais ses bras semblaient sans force. Sa femme l'aida. Ensuite elle lui versa de l'eau dans la cuvette en étain et mit du savon à côté ; et lorsqu'il eut fini, elle alla chercher la brosse et le peigne et lui peigna soigneusement les cheveux.

A table, Adoniram regardait son assiette, toujours sans comprendre, sans bouger.

— Vous ne faites donc pas la prière, père ? dit Sarah.

Et le vieux baissa la tête machinalement et marmotta quelques mots. Pendant le repas il s'arrêta de temps en temps pour jeter un coup d'œil furtif à sa femme ; mais il dîna bien. La cuisine du *home* lui semblait bonne, et les contrariétés de l'esprit ne réagissaient pas sur ce corps encore solide, sur ce vigoureux appétit.

Après le souper il sortit et alla s'asseoir sur la marche de la petite porte à droite, par laquelle il avait compté faire entrer ses jerseys en file majestueuse, mais que Sarah avait choisie pour être la porte d'entrée de la nouvelle maison.

Après avoir lavé et rangé la vaisselle et les jattes de lait, Sarah le rejoignit. Le crépuscule s'assombrissait, et les dernières lueurs du couchant disparaissaient peu à peu dans le ciel.

Les champs s'étendaient devant eux à perte de vue ; dans le lointain, on apercevait des meules de foin, semblables à des huttes de village indien, l'air était frais, calme et doux. L'apaisement du soir se dégageait des alentours. Sarah se pencha et appuya une main sur le bras de son mari.

— Père !

Les épaules du vieux se soulevèrent, s'abaissèrent légèrement : il pleurait.

— Père, qu'avez-vous donc ?

— Je... je... ferai mettre les cloisons, et tout ce que vous... voudrez, mère.

Sarah ramena son tablier sur son visage. Elle ne

s'était pas attendue à un triomphe pareil. Adoniram était comme ces forteresses dont les murs n'ont pas de résistance véritable, et qui cèdent à l'instant même qu'on leur oppose les engins de destruction nécessaires.

— Savez-vous, mère, dit-il d'une voix rauque, je n'avais aucune idée que vous y teniez autant que cela.

MARY E. WILKINS.

PSYCHOLOGIE DU SOCIALISME

Sous le titre de *Psychologie du Socialisme*, M. Gustave Le Bon, auteur de la *Psychologie des Foules*, nous présente un livre où il n'y a pas beaucoup de psychologie et où il n'est pas très souvent question de socialisme.

Il y est parlé du conflit des races ; du péril jaune ; des dégénérés ; des inadaptés ; des universitaires, qui du reste y sont considérés tantôt comme des inadaptés, tantôt comme des dégénérés ; de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire ; et même, de temps en temps, il y a quelque paragraphe sur le socialisme ou sur la psychologie du socialiste ; car il faut parler un peu sur tout et même sur l'ordre du jour.

Sérieusement, ce livre est trop touffu et trop conçu selon le procédé digressif. C'est du Montaigne. Sans doute on ne peut nier que tout ne soit dans tout ; mais, un sujet étant choisi, il y a, cependant, des éliminations nécessaires, et personne n'est plus persuadé que moi de deux choses, à savoir qu'il faut parler de tout et qu'on ne peut pas dire tout à la fois. Il y avait deux ou trois volumes différents et se faisant suite, à faire sur les matières que M. Le Bon traite en celui-ci. Je lui reproche de ne les avoir pas écrits les uns après les autres.

Je lui reprocherai aussi, malgré une documentation qui sur certains points est très étendue, d'avoir trop d'imagination. Il se laisse aller quelquefois à des visions qui n'ont dans la réalité qu'un point de départ très insaisissable et qui, en déconcertant un peu le lecteur, compromettent ce qu'il y a de solide et dans les faits et dans les raisonnements précis dont, d'ailleurs, son livre abonde. Savez-vous ce qu'en régime socialiste deviendraient les riches et les forts qu'on n'aurait pas eu le temps de déposséder ? Ils iraient en Islande, et là, par leurs capitaux et leur intelligence, fertiliseraient le pays, et, avec une armée de mercenaires, procéderaient à la conquête du monde.

Je n'en crois rien du tout. En régime socialiste les riches et les forts qu'on aurait parfaitement dépossédés, du moins partiellement, iraient dans les pays non socialisés, où ils auraient placé par avance, à les supposer prudents, leurs capitaux mobilisables, et ils y vivraient et feraient souche ; et ce serait comme la Révocation de l'Édit de Nantes ou comme l'Émigration, moins le retour ; et voilà tout. Point d'Islande.

Ces *excursus*, ces algarades promptes et vives d'une imagination alerte sont agréables, à la condition qu'elles aient de l'agrément, et il y faut prendre garde. Je ne vois guère en ce siècle que De Maistre et Renan qui aient pu se les permettre à peu près impunément.

De même, encore que j'aime bien le pamphlet, — cela réveille, — la diatribe sans cesse recommençante de M. Gustave Le Bon contre l'Université, qu'il connaît assez mal, finit bien un peu par agacer. Et, encore une fois ici, ce n est pas cinq ou six explosions, au cours d'un livre très scientifique consacré à autre chose, qu'il nous fallait ; c'est un livre sur l'Université et son esprit et son influence et son avenir qu'il aurait convenu d'écrire. Il pourrait être très intéressant. La question est à étudier froidement et avec information étendue et contrôlée. Mais on conviendra que la question universitaire et la question du péril jaune sont, tout de même, un peu éloignées l'une de l'autre et qu'on ne s'attendait guère à voir Ulysse en cette affaire.

Je n'en ai pas moins été très captivé par cet écrit très intelligent, très inspirateur, tout plein d'idées et souvent d'idées originales. Là où il s'occupe du socialisme M. Le Bon le considère comme une religion ; et ce n'est pas là ce qui est original ; et cela a été dit très souvent ; mais il l'analyse à ce titre avec une grande sûreté et une grande pénétration. Doctrine à base sentimentale, qui a pour source la charité, pour soutien l'espérance et qui est une foi ; voilà le socialisme. Il y a longtemps que j'ai dit : « Le socialisme c'est le christianisme sans Dieu », et quand je l'ai dit, je le disais probablement d'après un autre. Oui, le socialisme est une religion et ses adeptes ont tous les caractères du croyant, et ces caractères sont souvent fort bien mis en lumière par M. Le Bon.

Cela fera sursauter les socialistes d'outre-Rhin et les dévots de Karl Marx ; et ils crieront : « C'est du socialisme préhistorique que l'on nous parle ; c'est du socialisme d'avant 48 ! » Ce n'en est pas moins vrai. Je suis persuadé que dans les pays scientifiques le socialisme se transformera. Il se transforme déjà. Je suis persuadé que dans les pays « latins », comme on dit, dans les pays de sensibilité et d'imagination, dans les pays littéraires, il se transformera aussi, mais moins, et restera une foi et une religion ; et que c'est précisément pour cela qu'il y restera fort. Sur ces points, si je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Le Bon, je ne suis pas loin de l'être.

Je goûte aussi très fort, sans être tout à fait de son avis, et en regrettant surtout qu'il n'ait pas donné assez de développement à cette considération, son analyse de la démocratie en ses rapports avec le socialisme.

La démocratie, pour M. Le Bon, est le contraire même du socialisme et elle est son redoutable ennemi. Rien plus que la démocratie ne favorise l'individualisme et ne permet à l'individualité forte de trouver sa voie et de s'élever à la puissance. En d'autres termes, rien n'est plus aristocratique que la démocratie. Dans l'égalité des droits qu'elle établit, elle laisse le faible périr, et elle ne permet qu'au vigoureux de se dépêtrer dans la lutte et d'émerger. Comme dit l'Anglais Maine parlant des États-Unis d'Amérique : « On n'a jamais vu jusqu'ici de communauté où le faible ait été plus impitoyablement rejeté contre le mur; où ceux qui ont réussi aient été aussi uniformément de la race des forts; où, dans un temps aussi court, il se soit fait une aussi grande inégalité de fortunes privées et de luxe domestique. » Il y a donc opposition de nature, et fondamentale, entre la démocratie et le socialisme. Cette opposition n'est pas encore « visible pour les esprits superficiels et la plupart ne considèrent le socialisme que comme l'aboutissement nécessaire des idées démocratiques »; mais cette opposition, les socialistes modernes « ont fini par l'entrevoir au moins d'instinct », et de cet instinct est née une haine à demi consciente encore pour le régime démocratique. Ils commencent à détester la démocratie comme une merveilleuse ouvrière d'aristocratisme.

Il y a du vrai dans cette vue, beaucoup de vrai. Pour être complet il faudrait peut-être dire que le socialisme dérive de la démocratie comme de sa source, puis se retourne contre elle comme contre son obstacle.

Il dérive de la démocratie : la démocratie a pour principe l'égalité; on commence par l'égalité des droits; puis, quand on s'aperçoit que l'égalité des droits laisse tout leur jeu à l'inégalité des forces naturelles *et ne lui donne que plus de jeu*, on en arrive à vouloir l'égalité des conditions et l'on se trouve en plein socialisme. Le socialisme est donc démocratique par essence et anti-démocratique par son développement naturel. A proprement parler il est la démocratie se retournant contre elle-même à un moment donné et s'accusant de s'être trompée.

Seulement il ne faudrait pas croire que le socialisme fût plus près de l'aristocratie que de la démocratie. Oh! non! La démocratie crée des inégalités; mais l'aristocratie les consolide. L'aristocratie plutôt consolide les inégalités existantes qu'elle n'en crée de nouvelles; mais elle donne aux inégalités une permanence et une stabilité héréditaires; des inégalités elle fait des choses constitutionnelles et nationales. C'est là son grand tort aux yeux et des démocrates et des socialistes.

Et le socialiste logique déteste, selon son tempérament personnel, ou davantage l'aristocratie qui consolide les inégalités existantes en permettant peu aux inégalités nouvelles de se produire; — ou davantage la démocratie, qui crée incessamment des inégalités nouvelles en permettant peu, précisément pour cela, aux inégalités d'hier de se maintenir; — mais ce qui est certain, c'est qu'il les déteste toutes les deux.

Cela dépend des tempéraments, et cela dépend aussi des temps et des lieux. En un temps et dans un pays où l'aristocratie, très forte, maintient très ferme les inégalités existantes, c'est-à-dire ses privilèges, et, au-dessous d'elle, ne permet pas de marée montante, le socialiste, sans aimer l'aristocratie, peut très bien être conservateur. Il peut très bien accepter l'égalité de conditions que l'aristocratie maintient au-dessous d'elle, et craindre une démocratie qui serait immédiatement artisan éminent de rapides et tempétueuses inégalités sociales.

Dans un pays et dans un temps où la démocratie est très forte, très vigoureuse et très agissante, en Amérique de nos jours, le socialiste peut très bien estimer que rien n'est contraire à l'égalité des conditions comme une république de gens énergiques.

Mais dans un pays de démocratie languissante, comme le nôtre, où les énergies individuelles sont excessivement rares et où celles qui existent sont assez courtes, l'égalité des droits ne menant pas très rapidement à l'inégalité monstrueuse des conditions, le socialiste ne s'aperçoit pas que la démocratie est ouvrière d'aristocratisme; il n'a pas lieu de s'en apercevoir; et il reste démocrate, et le parti *démocrate-socialiste* peut exister; et il existe, encore que logiquement la dénomination dont il se désigne soit un contresens.

Voilà sur quoi M. Le Bon a glissé et ce que j'aurais souhaité qu'il approfondît. Je m'excuse de n'avoir pas assez d'espace ici pour l'approfondir plus moi-même.

Les conclusions de M. Le Bon sont plutôt des expressions de tendances que des conclusions. M. Le Bon, pénétré des idées de Spencer, évolutionniste, non seulement convaincu, mais fervent, est très nettement anti-socialiste. N'étant pas socialiste, moi-même, je ne songe pas à lui livrer bataille sur ce point. Mais, comme dit le prince d'Aurec, il y a la manière, et aussi il y a des degrés.

Remarquez qu'à l'extrême rigueur l'homme qui fait la charité est socialiste. Évidemment! Le socialisme c'est le droit du faible. C'est le désir que le faible, quelque faible qu'il puisse être, se tire d'affaire, ne succombe pas; c'est le désir que, la nation dût-

elle s'en affaiblir, le faible se sauve. Donc sitôt que vous aidez le faible à se sauver, vous avez le bout du pied ou de la main dans le socialisme.

La vraie théorie anti-socialiste, ah! mais, radicalement, c'est la théorie évolutionniste, qui affirme que les faibles n'ont aucun droit et doivent périr, comme il est assez évident que la nature le veut. Dans cette théorie-là secourir le faible c'est aller contre la Loi, la grande loi naturelle; c'est un crime de lèse-nature. La sainte Evolution veut que le fort survive seul.

Mon Dieu, je ne crois pas céder à une sensibilité exagérée ni funeste, et je ne crois pas mériter d'être traité de socialiste, ce qui, du reste, me serait égal, en me déclarant très partisan de la charité sous toutes ses formes, et même, et surtout, de la charité sociale.

Je suis très convaincu que l'homme fait très peu de chose contre les lois naturelles; mais c'est précisément parce qu'il ne peut faire que très peu de chose qu'il n'y a aucun danger à ce qu'il fasse tout le peu qu'il peut faire. Il ne dérangera pas l'évolution, allez. Elle continuera très bien son chemin. L'ordre naturel ne sera pas bouleversé. N'ayez pas cette crainte. Le socialisme, lui-même, le collectivisme, la parfaite égalité des conditions fussent-ils établis demain, la « bonne nature », ainsi nommée par antiphrase, reprendrait après-demain son petit train; l'Évolution agirait de nouveau comme à son ordinaire, et l'inégalité, que veut la nature, et la prépondérance du fort sur le faible seraient vite rétablies.

Par conséquent aider le faible, ce n'est pas contrarier la Loi naturelle, c'est tout au plus la taquiner; ce n'est pas lui ravir l'empire, c'est dérober quelque petite chose à sa toute-puissance. N'ayez pas peur pour elle. Oh! la crainte touchante et vaine!

Mais c'est que (pardonnez-moi si je force votre pensée en ne songeant qu'à aller jusqu'où elle va), c'est qu'au fond vous ne voulez pas seulement qu'on ne contrarie pas la Loi naturelle; vous voulez qu'on l'aide. Il faut agir conformément à la nature, comme disaient les Stoïciens, en un tout autre sens. Cette loi de la survivance des forts et de la disparition des faibles, non seulement il faut la respecter; mais il faut en être les ministres. Sous cette forme c'est plutôt du Nietzsche que du Le Bon, mais, enfin, c'est encore du Le Bon tout de même.

A quoi je réponds : Pourquoi? — Pourquoi cette vénération superstitieuse à l'égard de la loi naturelle? Pour que tout dans l'ordre universel soit bien exactement sur la même règle sans la plus petite infraction, sur la même note, sans la moindre dissonance? Mais... je m'en moque. Cette régularité ni ne m'oblige ni ne m'impose. Les Dieux s'en vont. En voici un nouveau : l'Évolution. Je veux bien y croire; mais je ne suis tenu à rien envers lui. Que la nature agisse partout de la même façon et dans l'homme d'une façon un peu différente, cette contrariété ne me paraît pas monstrueuse, ni y contribuer un sacrilège.

Pourquoi? Pour que l'humanité soit plus forte, plus saine, plus belle, idée Nietzschéenne? Notre devoir est-il de faire l'humanité si belle que cela, au mépris de la pitié? Qu'est-ce que ce rêve puéril d'artiste? Il me fait sourire, parce que je songe au mince résultat. De combien sera-t-elle plus belle, votre humanité? Allez donc! Elle sera toujours ridicule. Un peu moins? Bel avantage! Cette prétention des hommes à vouloir faire une race de Dieux me paraît tout à fait amusante, et quand je songe que c'est au prix du sacrifice de vies humaines, ça ne m'amuse plus. Interdire la pitié sur la surface du globe pour obtenir quelques centaines d'Hercule et quelques milliers d'Alcibiade. Ça vaut bien la peine! — Quelques Newton, aussi! — A la bonne heure! Et notez que je n'en suis pas sûr. Mais, ma foi, quelques grands intellectuels de moins, cela est-il un résultat qui vaille que l'on détruise tout altruisme au cœur de l'humanité? Je ne crois pas. Songez donc que l'altruisme aussi est une beauté, que « aimez-vous les uns les autres » non seulement est bon, à mon avis, mais est beau, et que le rêve esthétique dont il s'agit va à détruire une des splendeurs du genre humain, une des fleurs de la terre, et qui est peut-être la plus éclatante. Non. Entre le devoir de faire une humanité supérieure, d'un demi-degré, à celle qui existe, et le devoir de ne pas écraser celle qui est, je crois au moins qu'on peut hésiter.

Pourquoi encore? Pour faire une patrie forte, idée spartiate? Soyez sûr qu'au fond c'est l'idée de Spencer. Un Anglais est toujours Anglo-Saxon. Ceci me touche bien davantage. Aussi j'ai toujours dit : « Tout ce qui n'est pas le despotisme absolu, à la spartiate, affaiblissant la patrie, il ne faut s'éloigner du despotisme que l'œil fixé sur les pays étrangers, de manière à les devancer dans cette voie, mais à ne pas les devancer trop. Libéralisme? Oui; mais dans la mesure où le lien social ne sera pas sensiblement plus relâché qu'il ne sera ailleurs. Décentralisation? Oui; mais dans la mesure où la « synergie nationale », comme dit mon ami M. Mazel, n'en sera pas distendue, et dans les choses seulement où la décentralisation ne brisera pas le faisceau de défense ou même d'attaque, l'attaque étant quelquefois une nécessité de la défense. » Et ainsi de suite.

Et il en va tout de même de la charité sociale, de la pitié, de la protection de l'État à l'égard des faibles. Mais voilà tout. Pousser les choses jusqu'à créer une nation de malingreux et de rachitiques et aussi d'« inadaptés », et ici M. Le Bon a raison, serait une folie, parce que ce serait un danger social. Mais *lacé-*

démoniser, ce serait une cruauté, et ce serait une folie aussi, parce que cela créerait une dérivation, un exode de population de chez nous vers d'autres régions plus hospitalières. La charité sociale à un certain degré peut être antinationale; à un certain degré et pratiquée intelligemment, elle est un patriotisme bien entendu. Ne nous faisons pas trop les collaborateurs de la Loi naturelle, qui, hélas! n'a pas besoin de nous...

J'en dirais long. Le livre excentrique, je veux dire insuffisamment ramené à un centre unique et précis, de M. Gustave Le Bon invite continuellement à penser et à discuter. Je souhaite qu'il soit beaucoup lu. Il ne peut être que très utile. La pensée dernière qui s'en dégage, c'est que « les pays latins » sont les meilleurs bouillons de culture du socialisme; mais que, de tous les pays latins, la France est celui qui est destiné à être le plus tard profondément envahi par lui. Tout en confessant mon incompétence, je suis très porté à croire que M. Le Bon est dans le vrai sur ces deux points. Attendons. En attendant, suivons avec attention l'enquête que poursuivent avec tant de diligence, et de talent aussi, les savants comme M. Le Bon, sur ce qu'on doit appeler « la question du XXe siècle ».

EMILE FAGUET.

VARIÉTÉS

Les entretiens d'un correspondant du « Standard » (1).

Aujourd'hui le petit M. Bowes a le sarcasme encore plus âpre; sa goutte vient de lui valoir une assez mauvaise nuit; il est aussi agressif que le jour où il déclarait que l'hiver ne se passerait pas sans que l'Angleterre nous déclarât la guerre. Bah! cet homme souffre, il faut l'excuser. Et puis, qui sait si dans tout ce qu'il vous jette à la face — et cela pique sur le moment! — il n'y a pas quelques bonnes choses à ramasser...

Comme à son habitude, il a débuté par des généralités : « Rien d'absurde comme le chauvinisme, cette école de la fanfaronnade. Son moindre défaut est encore de désapprendre aux nations leur propre histoire. Tel peuple grossit démesurément les maigres victoires qu'il a remportées, tel autre réduit à rien ses défaites, ou dissimule les tares, même les plus visibles, de ses grands hommes. » J'opinais du bonnet, songeant aux deux héros anglais, Marlborough, dont la vénalité fut sans bornes, et Nelson, qui à Naples se souilla, en compagnie de sa chère lady Hamilton, des crimes les plus lâches. Mais M. Bowes, tournant brusquement la tête de mon côté : « Dans ce genre les Français sont incomparables! » Je proteste, je rappelle la partialité légendaire des historiens anglais, capables de tout absoudre, même le bombardement de Copenhague, même la rupture, sans déclaration, des traités de Versailles, d'Amiens, etc.; je montre l'Angleterre nous volant ainsi deux mille bâtiments de commerce. — Et pour le supplice de Jeanne d'Arc, savez-vous, monsieur Bowes, la version qui a cours dans vos maisons d'éducation *les plus distinguées*...

— Si on rejette une bonne moitié du crime sur l'Université de Paris on n'altère pas la vérité.

— Il vous en resterait encore une part! Non, il y a mieux. Vous supprimez le supplice. Il paraîtrait qu'au moment où de méchants moines mettaient le feu au bûcher, un Anglais se précipita parmi les tourbillons de fumée et enleva Jeanne. Celle-ci s'enfuit jusqu'en Souabe avec son libérateur, l'y épousa, — et ils eurent beaucoup d'enfants.

— Prouvez-moi que cette ineptie ait cours chez nous!

— Je puis vous citer deux pensionnats aristocratiques, l'un de Londres, l'autre des environs de Brighton, où le mariage de Jeanne d'Arc est enseigné. Au surplus, si vous doutez, nous allons télégraphier...

— Non, vous êtes documenté, je m'incline, me bornant à vous faire observer que, lorsqu'il s'agit de faits presque perdus dans les brumes du passé, on est un peu excusable. Mais vous, Français, vous retouchez des faits récents, des faits du dernier siècle.

[illegible]

— Fontenoy, par exemple, Fontenoy, combat indécis où votre armée ne put que réoccuper le champ de bataille, sans parvenir à rompre nos lignes... Vous imaginez, d'abord, d'en faire une victoire éclatante, — la seule d'ailleurs que vous auriez sur nous — et vous l'empanachez d'un incident théâtral : les gardes-françaises invitant galamment les Anglais à tirer les premiers.

— Vous n'allez pas nier que ce soit arrivé!

— *Arrivé*, oui, mais... c'est *de nous* le fameux salut, *de nous* la phrase... Oh! quant à ça, pas d'erreur. Tous vos historiens l'attestent, Voltaire en tête : « L'infanterie anglaise s'avançait, balayant tout. Maurice de Saxe fait alors marcher les régiments des gardes. Quand ceux-ci sont à portée de fusil, ils voient les officiers anglais les saluer du tricorne, tandis que leur chef, lord Charles Hay, s'écrie : « MESSIEURS LES FRANÇAIS, TIREZ LES PREMIERS! » A quoi naturellement vous répondez : « Nous n'en ferons rien. » Mais l'honneur de cette offre chevaleresque revient à nous seuls.

« Le très curieux c'est que tout un peuple, par

(1) [illegible]

vanité, ait pris le parti de lire *juste l'opposé* de ce qu'il voyait imprimé, afin de pouvoir se rengorger, et, le feutre sur l'oreille, la moustache au vent, poser pour la galerie : « Hein! Quel raffinement, quel chic!... Il n'y a que nous autres pour dire, devant la mort, le sourire aux lèvres : « Messieurs « les Anglais, tirez les premiers! »

« Mais, comme oubli de votre passé, vous avez mieux encore. Il est vrai que là nous nous en sommes aperçus...

Il y a trois mois, toute l'Angleterre s'est payé une pinte de belle humeur. Elle riait de vous, elle riait aussi de votre président, venu à Nice recevoir la poignée de main de notre reine et le salut de nos gros canons. La poignée de main il l'obtint. Quant à notre escadre... un seul cuirassé la représentait... Et savez-vous son nom ? »

M. Bowes, pour dire cela, a pris son air le plus goguenard.

— Vous ignorez ce que c'est que Ramillies?... Eh! parbleu, vous n'êtes pas le seul! Il paraît qu'aucun des protocolaires que la France entretient à grands frais ne le sait davantage, sans quoi vos journaux eussent poussé les hauts cris... Notez que, depuis quatre ans, la reine n'a jamais voulu être gardée sur la côte d'Azur par un autre cuirassé que le *Ramillies*. C'est toujours lui, et cependant, Dieu sait que nous n'en manquons pas, de vaisseaux!... Eh bien! mon cher, apprenez que Ramillies est le nom d'une bataille qui fut un désastre *pour la France*... Des désastres, me direz-vous, il y en a d'honorables, il y en même de glorieux comme Trafalgar et Waterloo; c'est vrai, mais Ramillies est peut-être — je cite Henri Martin — la défaite la plus honteuse de votre histoire. Villeroy perdit d'un coup toute la Belgique, la France fut envahie, Lille prise. Votre grand historien a dit qu'à Ramillies l'honneur français fut souillé d'un opprobre sans précédent.

« Et vous avez, tout de même, trouvé moyen d'être flattés que les canons du *Ramillies* aient salué votre beau président!...

* *

. . . . . .

« ... Oui, je vous le concède, étant donné que chez vous toute initiative s'éteint peu à peu, il devient indispensable d'exciter l'amour-propre, afin d'obtenir certains actes utiles au corps social que l'appât de l'argent serait impuissant à susciter. Donc je comprends la croix, tout en étant ravi qu'il nous reste, à nous Anglais, assez de sève pour que ce *quinquina* ne nous soit pas nécessaire... Quand nous serons plus vieux, on verra!... Mais alors ce qui me paraît une aberration, c'est de prodiguer la croix aux gens dont vous êtes le plus encombrés, fonctionnaires, militaires, artistes!... Est-ce que vous croyez que vous n'en auriez pas tout autant, même si vous les décoriez moins?

« A quoi sert qu'un Lemaître, qu'un Bonvalot, et, derrière eux, tant d'esprits clairvoyants, effarés par la rapidité de votre chute, réclament que la nation n'honore plus désormais que les commerçants hardis et les agriculteurs instruits — ce qui vous manque, — si ce sont précisément ceux-là que l'on *honore* le moins lors des distributions du signe de l'*honneur*? Ne guère se servir de la croix que pour donner plus de prestige à la richesse, pour grossir la cohue des Tout-Paris, franchement, c'est activer votre démoralisation... Et voyez les résultats! Un professeur de Charlemagne — mon vieux lycée — à qui je demandais quel était actuellement le rêve de ses élèves, me répondait : « Faire une pièce à succès pour être courtisé par tous et se voir à trente ans riche et... décoré. »

« Enfin, revenons à la croix. J'estime que vous pourriez, tout au moins, la relever un peu, — j'en parle à mon aise... l'ayant refusée à Napoléon III, à Thiers, au duc de Broglie et à Gambetta, — en décorant davantage cette élite de l'humanité qui se dévoue à l'infortune, — philanthropes, sauveteurs, médecins, même religieuses ou infirmières.

« Mais là-dessus, particulièrement en matière de sauvetage, vous êtes intraitables. Naguère votre presse — de province — a vainement réclamé la Légion d'honneur pour le coiffeur de Saint-Gervais, puis pour la vaillante épouse de ce consul français qui sauva du massacre plus de trois cents femmes arméniennes. Je connais un autre cas des plus admirables; en le récompensant votre gouvernement eût causé une vive satisfaction au digne représentant d'un grand empire. Mais vous n'avez pas voulu décorer un... Allemand!

— Ne s'agissait-il pas, monsieur Bowes, d'un sauvetage en plein océan?

— Parfaitement!

— Un paquebot-poste, stoppant au milieu de l'Atlantique, pour que son chirurgien se rende à bord d'un pétrolier où un jeune matelot français, qui vient d'être mutilé dans un engrenage, se trouve en péril de mort!

— ... Comment diable connaissez-vous l'histoire?

— C'est très simple, j'ai été, devant notre justice consulaire, le défenseur du matelot, quand il a réclamé de l'armateur, au service de qui il avait été blessé, une pension alimentaire. Ce qui m'étonne, c'est que vous soyez au courant d'un fait dont il n'a été parlé que dans un journal de Normandie.

— J'ai les meilleures relations avec ces messieurs de l'ambassade allemande — parfaits gentlemen, je

vous assure! — et, lorsque je les entendis raconter la chose, j'y fis d'autant plus attention que l'accident s'était produit sur un navire *anglais*. Si j'ai un peu oublié les détails du sauvetage, je me souviens parfaitement du mécontentement de ces messieurs, péniblement affectés de voir la France se refuser à rendre justice, parce qu'il est Allemand, à l'homme qui a risqué sa vie pour arracher un des vôtres à une mort imminente.

— Il faut dire que certaines circonstances défavorables s'en sont mêlées et que...

— Contez-moi donc la chose tout au long. J'ai idée que le correspondant d'un journal comme le *Standard*, élevant la voix à son tour, sera mieux écouté.

— Voici; le *Wild-Flower*, pétrolier anglais, ayant à son bord un équipage en majorité français, quittait en septembre 1892 la côte d'Angleterre pour Philadelphie. Trois jours plus tard, le matelot de la barre était jeté sur un engrenage et à demi broyé. Pendant huit longs jours il souffrit cruellement; puis la gangrène se mit aux plaies. Alors, le capitaine, sur les instances de son équipage, consentit à changer sa route et à croiser dans les parages fréquentés par les lignes régulières.

« Bientôt on aperçoit un paquebot. De quelle nationalité?... Il ne répond ni au salut ni aux signaux, et passe. Cependant le *Wild-Flower* a mis son pavillon en berne... Peine perdue! Les courriers postaux ne s'arrêtent pas... La journée va s'achever et peut-être ce sera la dernière du petit matelot... Soudain la vigie signale au fond de l'horizon une légère fumée. On met le cap dessus et bientôt l'on reconnaît un paquebot-poste allemand. Un allemand, un courrier, tant pis!... A tout hasard on lui signale : « *Matelot français, point de mort, implorons secours.* » Presque aussitôt le paquebot répond : « *Vous envoyons du monde.* » Et voici qu'il stoppe, qu'on descend une embarcation, pour amener le premier chirurgien du bord.

« L'opération dura deux heures. Quand elle fut terminée, le capitaine demanda au médecin combien il lui était dû pour ses honoraires.

« Lui, avec hauteur : « Le danger couru par moi et « mes hommes ne se paye pas en argent! » Alors le maître d'équipage, un Français, s'avance, ôte son bonnet et, en balbutiant, les larmes aux yeux, serre de ses deux mains celles du chirurgien « au nom de tous ses camarades ». Puis le canot repart. La mer avait grossi, il faisait sombre, l'espace à parcourir était considérable — le transatlantique étant obligé de se tenir à distance, parce que les pétroliers présentent de grands risques d'explosion. Enfin l'embarcation réussit à rallier son bord, et bientôt les deux bâtiments, après un dernier salut, reprirent chacun leur route.

* * *

« De ce sauvetage il n'y eut qu'un procès-verbal, celui dressé à bord du *Wild-Flower*. Mais il se trouva que les armateurs de ce navire ayant été ensuite condamnés à payer une indemnité au blessé, refusèrent, par dépit, de communiquer ce document à qui que ce fût.

« Le matelot, un Breton, nommé Clément, voulut plus tard envoyer une offrande au port d'attache du paquebot allemand. Il me chargea de lui procurer et le nom de ce paquebot et le nom du chirurgien. C'est alors que j'écrivis à l'Ambassade. Il me fut répondu que si j'avais bientôt l'occasion de venir à Paris on me donnerait volontiers audience.

« Je vois encore, dans son cabinet, un homme de grande taille, un peu voûté, qui parlait doucement, prenait beaucoup de notes. Quand j'eus fini M. de Munster, d'une voix dont l'émotion était visible : « Ah! Monsieur, vous me rendez bien heureux. J'ai voué ma vie à la tâche du rapprochement de deux peuples, — deux grands et nobles peuples qui devraient s'aimer, qui s'aimeraient s'ils se connaissaient mieux... Un fait comme celui que vous me révélez n'a pas de prix à mes yeux. La France comme l'Allemagne doivent en être informés, en savoir jusqu'aux moindres détails... » Changeant de ton, il murmura avec une certaine dureté, où je sentis un blâme à notre adresse :... « *et le récompenser comme il le mérite!* »

« Puis aussitôt : — Oh! mais nous le récompenserons!... Je vais à Berlin ces jours-ci; j'y raconterai cet acte si beau, si généreux, et je suis sûr que la décision impériale ne tardera pas. »

« Quinze jours plus tard me parvenait une lettre de l'Ambassade donnant le nom du navire, le *Rhétia*, de Brême, et celui du médecin, docteur Breuer. On me demandait, en échange, de procurer le plus rapidement possible tous les documents attestant le fait, ou, à défaut, une relation signée du matelot.

« Je retournai rue de Lille, afin d'être renseigné sur ce que ces messieurs voulaient faire. Plus affable que jamais, M. de Munster me dit entre autres choses : « *C'est le capitaine que nous décorerons.* — Le capitaine!... Monsieur l'Ambassadeur. Mais... cependant le sauvetage est l'œuvre du chirurgien. » M. de Munster secoua la tête : « Chez nous c'est toujours le chef que nous mettons à l'honneur, car c'est sur lui que pèse la responsabilité. Le chirurgien a obéi à un ordre... Réfléchissez, Monsieur, que si le canot avait sombré c'est le capitaine qui eût été puni. » Il ajouta, voyant qu'il ne m'avait pas convaincu : « Chaque peuple a ses principes de conduite... Ce sont les nôtres... »

« Revenu chez moi, je restai longtemps perplexe.

Qu'est-ce qu'un Français devait souhaiter? Que son pays — mais son pays seul — rendît justice à l'héroïsme de l'auteur du sauvetage. Ce qui se préparait à Berlin ne me disait donc rien qui vaille. Peut-être les journaux allemands allaient-ils dauber sur l'ingratitude des Français. Ne serait-il pas sage de s'abstenir?

« Je fus confirmé dans ces scrupules par des lettres que je reçus peu après d'un certain comité que des amis du docteur venaient de fonder à Hambourg. Ceux-là aussi me demandaient des attestations... Alors, je fis le mort et laissai sans réponse les lettres de rappel qui me furent adressées.

« Seulement, je pris conseil; quelques personnages m'engagèrent à remettre tout de suite un mémoire au quai d'Orsay. Ils l'appuieraient chaudement, diraient au ministre que la France devait payer ses dettes, et que, là, il y en avait une, — criante! Trois mois plus tard, je recevais une lettre officielle sur beau papier, où l'on me déclarait que je m'étais trompé de ministère (*sic*). Je devais passer à celui de la Marine, puisque... Ah! monsieur Bowes, devinez la raison!... *puisque le navire était français...* Je donnerais bien quelque chose pour avoir la photographie du « rédacteur aux affaires étrangères » qui trouve que steamer *Wild Flower*, capitaine *John Harding*, et armateur *Stewart*, sont des noms français!

— Bah! un prétexte!... Ses chefs lui avaient dit : « Répondez ce que vous voudrez, il nous embête; ce monsieur! » Seulement, les temps sont changés... On est moins germanophobe chez vous... Revenez à la charge.

— Un nouveau camouflet, non! J'en reste là...

— Eh bien! moi pas. Je trouve superbe la conduite de notre capitaine et j'entends lui donner la publicité qu'elle mérite... Il a eu pitié d'un pauvre diable... Elle est rare, en affaires, la pitié! Je vais entamer une campagne pour célébrer la fraternité de tous ces braves gens. Et alors, quand vos Parisiens, qui attachent la plus haute importance à l'opinion anglaise, verront comment nous apprécions leur refus de rendre justice à une très belle action, ils... payeront! »

Malheureusement, M. Bowes a été emporté par la maladie avant d'avoir mis à exécution son généreux projet. Pauvre capitaine du *Wild-Flower*, le pétrolier vient de sauter en mer avec tout son équipage!

Je crois bien que c'est dans la dernière soirée qu'il passa à Gimel, avant de se rendre à Finhaut dans le Valais, que M. Hély Bowes aborda, comme en se jouant et avec sa verve ordinaire, deux des questions qui, en ce moment, préoccupent le plus l'opinion, celle de Terre-Neuve et celle du rétablissement de la course en temps de guerre.

— Le *French shore?* permettez-moi de vous en parler à la façon des Orientaux, au moyen d'un apologue.

« Deux frères se partagent les terres d'une vallée. Jean est laborieux, rude, dur à l'ouvrage. Il a de très nombreux enfants, qui commencent à se trouver bien à l'étroit dans leurs limites, aussi promènent-ils souvent des regards d'envie sur le lot du voisin Jacques. Celui-là n'a qu'un fils, et ce fils est encore moins travailleur que papa. C'est un flâneur, un artiste. D'ailleurs très bon garçon, mais il répugne à tout effort prolongé. Dans presque toute son étendue la terre de Jacques reste en friche.

« Si au moins Jacques laissait ses voisins lui prendre à loyer les terres qu'il n'occupe pas! Mais non, Jacques déclare que personne ne mettra le pied sur son domaine, et menace de coups de fusil ceux qui font mine de vouloir y passer.

« Un pareil abus a excité l'animosité de tous les enfants de Jean. Un jour ou l'autre, ceux-ci en viendront aux voies de fait. Quelque matin on trouvera les deux Jacques au fond d'un fossé, les reins cassés... Ils n'auront eu, à vrai dire, que ce qu'ils méritaient. Pourquoi n'avoir pas accepté de vendre leur domaine, puisqu'ils n'en font rien?

* * *

— Quant à la course, j'estime, mon cher, que vous devriez fouetter en place publique ceux qui vous proposent de la rétablir.

« Pour pratiquer la course il faut deux choses, des corsaires d'un côté, et, de l'autre, une grande flotte marchande susceptible d'être courue.

« Les corsaires devront être très rapides. Or où sont-ils vos vapeurs rapides? Je ne vois que des avisos ou des yachts pouvant remplir cet office, et vous en êtes aussi pauvres que nous en sommes riches. Quant à une flotte à capturer, mais vous ignorez donc que tous nos bâtiments de quelque valeur ont à leur bord, dans le coffre du capitaine, un contrat ainsi libellé : « Entre Z..., armateur anglais, « et Y..., armateur américain, il est convenu que le « jour même de la déclaration de guerre entre la « France et l'Angleterre le présent steamer devient « *de plano* PROPRIÉTÉ AMÉRICAINE. » Donc vos corsaires ne trouveraient plus nulle part le pavillon anglais... mais seulement la bannière étoilée. De sorte qu'ils n'auraient plus qu'à rentrer chez eux... s'ils pouvaient! Quant à l'Angleterre, elle aurait continué à recevoir ses subsistances, comme si de rien n'était, grâce aux navires des nations neutres.

« Donc, faites la course si vous voulez, déchirez votre signature solennellement apposée au bas des traités qui ont assimilé la course à de la piraterie, nous en serons ravis, car c'est alors nous, avec notre foule de yachts agiles, armés de canons, qui prendrons, comme au filet, vos bateaux errant sur les mers. Je sais, entre autres, certains paquebots des Messageries qui auraient très bon air sous notre pavillon.... Ah non! si vous n'avez que la course pour lutter contre nous, je vous plains, mes bons amis. Elle complétera votre désastre, voilà tout! »

* * *

Au moment où nous nous séparions, M. Bowes me dit avec un accent de mélancolie qui ne laissa pas de m'étonner : « Je serais navré que la guerre éclatât... Ce n'est pas impunément qu'un étranger a passé toute sa vie au milieu de vous, a profité de tous les agréments de votre société... Les Français sont si charmants, si hospitaliers! On s'attache à eux, et alors on se désole, encore plus qu'on ne s'effraye, d'entendre la foudre gronder sur la maison dont on est l'hôte... Dieu veuille que je ne sois plus de ce monde quand ce déplorable événement se produira! »

L'homme qui parlait ainsi était-il sincère? En dépit de l'âpreté avec laquelle il nous maltraitait souvent je reste persuadé que M. Bowes fut toute sa vie — mais peut-être sans en avoir conscience — un véritable ami de la France. Si ce fut un ennemi, il faut avouer que cet ennemi se montra souvent bien clairvoyant et d'une intelligence singulièrement pénétrante.

Et si Cazotte a mérité de devenir célèbre, rien que pour avoir prévu la Révolution quelques années à l'avance, il serait juste de noter à la louange de M. Bowes qu'il avait prévu qu'un vote favorable au Plébiscite ne ferait que *pousser certaine camarilla des* [illegible]. En 1871, il [illegible] vait que Gambetta, si décrié alors, deviendrait *le maître de la France*. En 1877, au lendemain du coup d'État du 16 mai, il déclarait, ce qui faillit le faire expulser, que *les conservateurs n'aboutiraient qu'à un* [illegible].

De la part du représentant du premier journal tory d'Angleterre, il faut avouer qu'un pareil langage témoignait d'une rare indépendance.

MASSON-FORESTIER.

LE JOURNAL

DU MARÉCHAL DE CASTELLANE

1804-1862 [1]

Le maréchal de Castellane a vécu soixante-seize ans; il a servi pendant soixante. Incorporé, à seize ans, en 1804, en qualité de simple soldat dans la 4e compagnie du 1er bataillon du 5e régiment d'infanterie légère, il est mort maréchal de France. Il a vu de près Napoléon; il a été reçu à la cour sous Louis XVIII et sous Charles X; Louis-Philippe l'a fait pair de France, et Napoléon III, sénateur de l'Empire. Il a débuté en Italie, combattu en Prusse en 1807, fait la guerre d'Espagne en 1808, la guerre d'Allemagne en 1809, la guerre de Russie en 1812. Il est retourné en Espagne en 1824, lors de l'occupation; il a servi en Afrique, fait, en France, nombre de garnisons; il a commandé en chef à Lyon, où il a laissé une réputation classique d'instructeur et de chef d'armée, attentif à tout, toujours en alerte, et d'inspecteur implacable sur l'article du règlement, de la discipline et de la tenue. Il était soldat dans l'âme, soldat selon le cœur et l'esprit de l'ancienne armée française, celle qu'il avait vue à Eylau, à Wagram et qui donna son dernier coup d'éclat devant Metz, en août 1870. « Je ne me rappelle pas sans plaisir, écrit-il à la date de son incorporation, ma joie en passant sous la toise de M. Goursac, quartier-maître du corps. J'avais alors seize ans, et mon goût pour le métier des armes ne s'est jamais démenti depuis. » Cinquante-trois ans après, dans son testament, exprimant le vœu d'être inhumé dans une chapelle construite sous ses yeux, au camp de Sathonay : « La pensée que mon corps reposera dans ce lieu, l'œuvre de mes soldats, moi, soldat dans l'âme... m'est agréable et douce. » « Trois choses, dit-il ailleurs, m'ont fait un grand plaisir dans mon métier : les épaulettes de sous-lieutenant, la Légion d'honneur et le grade de colonel [illegible]. » Sérieusement indisposé, dans l'hiver de 1844, et condamné à garder la chambre, il mesure l'espace parcouru et écrit sur son carnet cette note, vraiment lapidaire, qui donne la figure de l'homme comme la donnerait un médaille [illegible].

[2] [illegible] service en qualité de soldat au 5e léger. J'avais seize ans. Ma vie a été bien remplie, toujours en activité. Je me suis promené de Cadix à Moscou, j'ai parcouru toute l'Europe, un peu l'Afrique. J'ai fait rudement la guerre.

J'avais toujours eu une santé de fer... Si j'y parviens [à me débarrasser de la bronchite], je pourrai encore rendre pendant quelques années de bons services à mon pays; dans tous les cas ma carrière militaire aura été longue.

Le maréchal Canrobert, qui a servi sous ses ordres en qualité de lieutenant, à Lyon, en 1832, et qui, depuis, a eu fréquemment l'occasion de le rencontrer, a laissé de lui un portrait vivant (1) :

Il était surtout connu comme un des généraux les plus féroces sur les questions de règlement. Il secouait son monde comme personne... Vétéran des grandes guerres, il avait brillamment chargé aux côtés de Lasalle à Medina del Rio Seco (2), puis il avait été aide de camp du général Lobau et du général de Narbonne. En 1812, il faisait avec eux toute la campagne de Russie où il avait les mains gelées. Depuis, il est devenu un instructeur hors ligne, et on a vu en Afrique, en Crimée et en Italie, ce dont étaient capables les troupes dressées par lui. Homme d'honneur s'il en fut, grand seigneur (3), quoique fort original, les épaules très hautes et carrées, le cou planté en avant, l'air dégingandé, il avait pris l'habitude d'imiter le grand Frédéric, auquel il ressemblait d'ailleurs, en s'habillant et en se coiffant comme lui et en ne se montrant jamais qu'en grande tenue, avec un chapeau en bataille légèrement retroussé... Partout où il a passé, il est demeuré légendaire.

Nul homme moins hâbleur, moins avantageux. Dans son *Journal*, il raconte ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu; il passe vite sur ce qu'il a fait, il ne s'arrête jamais à s'étonner de quelque chose, surtout d'être là, et à se vanter de rien, surtout d'avoir du courage. A peine, et en une seule rencontre, qui n'est point une rencontre de guerre, cette note qui s'échappe et donne la clef de son caractère; en décembre 1826, il revient de Portugal par mer ; « 10 décembre. — A la pointe du jour, notre gouvernail s'est démantibulé, le vaisseau ne peut plus être dirigé, la mer est horrible. Beaucoup de passagers sont démoralisés, comme si cela les avançait à quelque chose. » Quatre mois après, s'embarquant pour l'Afrique, sur un mauvais transport, l'*Ariège*, « réparé économiquement et qui fait cinq pieds d'eau par vingt-quatre heures », il écrit : « J'ai pour principe, depuis que je suis soldat, de me placer où l'on me met... ma vie ne vaut pas mieux que celle des trois cents recrues de ma brigade entassées sur ce bâtiment. Si nous sommes noyés, nous aurons la satisfaction d'être en règle. La marine en prend la responsabilité, nous nous en laverons les mains (1). »

Militaire et militaire par-dessus toutes choses, c'est ce qui fait la suite, l'unité de sa vie. Il fut, comme le dit très bien, en une préface discrète, sobre et digne, celle de ses filles à laquelle nous devons la publication du *Journal*, il fut l'homme d'une seule idée. Il n'y avait pas pour lui de détail insignifiant, de quantité négligeable dans la préparation à la guerre, qui était, en temps de paix, sa préoccupation de toutes les heures. Il n'admettait pas qu'un régiment ne fût pas, à tout moment, prêt à se mettre en route. Et comme il ne connaissait rien au-dessus du métier des armes, il ne comprenait point qu'un officier n'en portât pas toujours le costume et les insignes. Il croyait au prestige de la tenue. » Que penseriez-vous, disait-il, d'un évêque qui vous donnerait audience en veston? » En 1852, à Lyon, il écrit : « Lorsque j'ai été envoyé à Lyon en 1850, il y avait tant de choses à faire que j'ai jugé que le moment n'était pas opportun pour faire remettre les barbes à l'ordonnance. Le 27 février dernier, me sentant assez maître de mon armée, j'ai donné l'ordre d'exécuter les règlements à ce sujet. » L'ordre fut exécuté, mais il s'ensuivit, c'est l'expression officielle, « une émotion sérieuse », et le maréchal Saint-Arnaud crut nécessaire d'intervenir : « La discipline et la force d'une armée, écrivit-il à Castellane, ne sont pas dans la manière de porter la moustache et la mouche. » A quoi Castellane répondit : « Nos règlements sont très sages...; si on les enfreint dans les petites choses, on ne manquera pas de les enfreindre aussitôt dans les grandes... » Du reste, toujours discipliné, il est prêt à faire exécuter de nouveaux règlements, si le ministre en édicte, et à permettre aux barbes de repousser, si les bureaux, en forme administrative, jugent bon de le prescrire. « Si vous m'ordonniez, disait-il un jour, de mettre les soldats en pantoufles, demain ils seraient tous en pantoufles (2). »

Sauf, d'ailleurs, à protester et à montrer l'erreur de la mesure, ainsi qu'il fit, en 1827, pour une affaire infiniment plus sérieuse que celle de la barbe; il s'agissait d'un ordre du grand aumônier qui voulait que l'on prêchât à la messe militaire. Castellane en écrivit à son père, qui avait servi sous Louis XVI, et qui lui répondit : « Sous l'ancien régime, les messes

1 *Le maréchal Canrobert, souvenirs d'un siècle.* — Ces souvenirs, précieux, souvent éloquents, souvent aussi piquants et pittoresques, sont [illegible] recueillis, notés, encadrés avec le soin le plus loyal par M. Germain Bapst, t. Ier, jusqu'en 1854. Paris, Plon, 1898, p. 144, 192.

(2) « J'étais de cette charge avec le général Mouton. » Voir dans le *Journal*, t. I, p. 22, le récit détaillé de la bataille.

(3) « Grand seigneur jusqu'au bout des ongles », mais toujours [illegible] il était une [illegible] de parler à ses convives. A un général il disait : Faites-moi l'honneur de prendre. A un colonel : Voulez-vous me faire le plaisir? A un commandant : Voulez-vous? Aux officiers subalternes : En voulez-vous? — C'était de M. de Talleyrand qu'il avait pris cette [illegible]. *Souvenirs du maréchal Canrobert*, t. Ier, p. 136 et 190.

(1) *Journal*, t. II, p. 144, 168, 169.

(2) *Ibid.*, t. Ier, préface; t. IV, p. 362-364.

les plus courtes étaient les meilleures. » Castellane interdit le sermon à la messe. « Je suis loin, dit-il à l'aumônier, de m'opposer à vos sermons; choisissez une heure, je la ferai connaître par la voie de l'ordre, les officiers et soldats qui voudront y aller seront libres de le faire », et il note cette réflexion : « Obliger les soldats à entendre un sermon tous les dimanches serait loin d'être utile à la religion et produirait le résultat de les désaffectionner du service militaire (1). » On voit que ce terrible inspecteur, chrétien fort respectueux et discipliné d'ailleurs, en ce qui le concernait, savait discerner les nuances.

Il a servi sous divers régimes; il les a tous servis et considérés de même : selon la manière dont ils traitaient l'armée et jugeaient les choses de la guerre. Il s'étend peu sur les révolutions; il ne s'en indigne pas, quand elles ne désorganisent par l'armée et ne rompent ni les règles de la hiérarchie, ni celles de l'avancement. Mais toute atteinte portée à ces règles le révolte. Il la note; ce sont autant de dates néfastes en ses annales, et il proteste. Le *Journal* de 1814 et de 1815 est semé de ces protestations : « On fait une promotion ridicule d'officiers généraux, de gens auxquels on compte pour activité le temps passé chez eux, par la raison qu'ils auraient pu servir si Louis XVIII avait régné. » Et ce commentaire : « Bien des gens pensent maintenant que l'état militaire devra être moins pénible, moins dangereux; ils ont un zèle étonnant pour ce métier. » Il en cite un, portant, du reste, un très grand nom, un nom à tout obtenir : « Il vient d'être nommé sous-lieutenant à la suite des chevau-légers avec rang de lieutenant-colonel; il a vingt-six ans; il n'a jamais servi. Il est voué au rouge; il était, avant, chambellan de l'Empereur. » Il garda ses couleurs : il devint cardinal, dans la suite des temps. « Voilà une armée bien arrangée; il suffit maintenant de n'avoir rien fait pendant vingt ans pour obtenir des grades, pour la raison que, sans la Révolution, ces messieurs seraient maréchaux de camp, lieutenants généraux, etc.; mais s'ils avaient fait la guerre avec nous, ils seraient moins nombreux (2). »

Ce fut toujours sa plaie vive. Il écrit, en août 1830, voyant le gouvernement prêt à expulser les officiers royalistes qui ont appris leur métier sous la Restauration et à les remplacer par d'anciens officiers bonapartistes, qui l'ont oublié pendant le même temps : « A la Restauration, on a introduit dans l'armée des voltigeurs de Louis XVI; on ne doit pas maintenant prendre les voltigeurs de Napoléon. » Ce fut contre la République de 1848 son plus sévère grief, et le second Empire, qui répondit à tant de ses vœux, ne répondit point entièrement à celui-là : « 25 janvier 1852. — Le télégraphe électrique a apporté le décret qui fait du prince Napoléon, qui n'a jamais servi, un général de division. Cela ne s'était jamais vu. Quand on donnait à des princes, en débutant, le titre de colonel, c'était tout ce qu'on faisait de plus fort. L'Empereur lui-même, pour son frère Joseph, en fit un colonel du 4e de ligne et pas plus (1). »

L'Empereur lui-même! Castellane n'avait pas le culte de Napoléon, mais il admira toujours en lui le grand homme de guerre, le grand homme d'État, et il ne respecta rien plus que sa façon de mener l'armée et de régler l'avancement. Il est exempt, quand il parle de l'Empereur, de tout fétichisme; mais il a encore moins le fétichisme de la royauté. Ainsi, en octobre 1814, cette note significative sur le duc de Berry : « Il est fort entêté, extrêmement entier, croyant singer l'Empereur (qui était grossier seulement quand il croyait politique de l'être). Cela ne donne pas le talent de Napoléon (2). » La parfaite liberté d'esprit avec laquelle Castellane parle des hommes est une marque de son esprit et un intérêt de son *Journal*. Il le fait tout naturellement et sans appoint de réflexion. Ce n'est pas le fait d'un orgueil subtil et raisonné, où il se mêle autant d'insinuations de l'amour-propre que de déductions des *droits de l'homme*, c'est l'indépendance de race, la vieille indépendance du gentilhomme né pour servir à l'armée, dont les ancêtres ont servi et qui entre de plain-pied en tout palais, fût-ce celui du roi. Il se met à sa place, à son aise, parlant avec tout le monde. Le grade est affaire de droits acquis et de règlements; le rang social est affaire de naissance, chose naturelle. Castellane a eu des chefs, il n'a jamais considéré qu'il eût de maître. Mais parmi ces chefs hiérarchiques, dont le roi n'était que le plus auguste il n'a reconnu qu'un vrai supérieur, Napoléon. Aussi quand il en parle, — et il en parle toujours quand il s'agit de guerre et de service, il en parle à Louis XVIII, au duc d'Angoulême, à Charles X, à Louis-Philippe, à Napoléon III, — c'est toujours, dans ses propos comme dans son *Journal* : l'Empereur. Les autres, il ne leur attribue le titre qu'autant qu'ils occupent l'emploi. C'est le Roi, tant qu'il règne en France, mais on sent que c'est le roi de passage, le roi par occasion : occasion de la mort, chose respectable, avec Charles X; occasion de l'émeute, chose détestable, avec Louis-Philippe; avec Napoléon III, enfin, occasion du coup d'État, chose qui tient, aux yeux de Castellane, une sorte de moyenne entre la légitimité et la révolution.

(1) *Journal*, t. II, p. 174-17[illegible]; t. IV, p. [illegible].
(2) *Ibid.*, juillet-novembre 1814, t. I[illegible], p. [illegible].

(1) *Journal*, t. II, p. 264; t. IV, p. [illegible].
(2) *Ibid.*, t. I[illegible], p. [illegible].

Ce soldat « fervent, instruit, sérieux », ce gentilhomme au service militaire, était de plus un homme du grand monde, sinon d'une culture raffinée, au moins d'une éducation parfaite. Il aimait à recevoir et recevait bien. Il aimait la société des femmes et savait leur parler. Dans ses garnisons et ses commandements, il voyait tout ce qui pouvait et devait être vu, selon son grade et son rang. Dans ses passages à Paris, il fréquentait, et très assidûment, cette partie du monde qui avait alors un nom, des frontières, presque des institutions et qui s'appela longtemps *la société*.

Il note sur son carnet tout ce qu'il y observe. Ses notes, utiles à l'histoire militaire, sont infiniment précieuses pour l'histoire de la société en France. Ce sont les notes d'un des personnages que Balzac a peints, et celui-là a réellement vécu. C'est un type de la véritable *Comédie humaine* qui se déroule, en paix et en guerre, durant la première moitié de ce siècle. C'est un témoin d'une rare valeur, de toute une époque de la vie sociale en France.

Un témoin de la vie réelle, non un héros de roman. Castellane ne se raconte point. S'il a eu des aventures, il estime, en galant homme, que pour en faire confidence au public, moyennant commission de librairie, on n'en sera pas moins fat et discourtois. Il n'est pas un annaliste de soi-même. Il est exempt de toute recherche, même de toute curiosité sur l'article de la psychologie. Son *Journal* ne rappelle en rien celui de *Henri Brulart*, pour ne parler que des contemporains. Ce n'est pas non plus un militaire à *Mémoires* comme Ségur, ou Gouvion Saint-Cyr, pour lequel d'ailleurs il se montre moins qu'indulgent (1). Il ne refait pas les batailles, il ne prétend point les avoir dessinées, comme Thiébault, sauf à laisser à Napoléon la besogne inférieure de les gagner. Il n'est pas davantage chroniqueur; il n'a chevauché ni le roussin gascon de d'Artagnan, ni l'épique haquenée de Marbot. Il a noté ses impressions, jour par jour, sur son carnet, en phrases courtes, nettes, merveilleusement précises, comme un homme du monde, un officier, qui a appris à dessiner, à bien voir, à saisir les lignes, à maintenir la perspective, croque, au crayon, le profil des gens, le profil des paysages, exactement, mais sans couleur. Il n'est point artiste. Il n'est nullement frotté de littérature, et c'est ce qui donne à ses notes leur accent personnel et vrai, leur valeur historique. C'est aussi ce qui en fait l'agrément. Castellane écrit bien ses notes, comme un homme bien né écrit bien ses lettres et parle bien sa langue, naturellement, d'instinct: il parle la bonne langue comme il portait bien l'habit, l'uniforme, l'épée. Il a le bon langage comme il avait le bon usage du monde.

1 Voir t. II, p. 73-83.

Ces notes sont un trésor d'anecdotes; on voit, ce qui importe, qu'il n'inscrit point les anecdotes au hasard et ne reçoit point de toutes mains. Il a interrogé, il a contrôlé, il s'est repris plus d'une fois (1). Il fournit, par traits, par saynètes, par petites esquisses accumulées, des images singulièrement expressives. Ce sont des impressions de la vie politique, de la vie militaire, de la vie parisienne, de la vie de province qui se projettent sur l'écran et se déroulent sans se confondre. Elles ne découvrent pas le secret des affaires; mais elles aident l'historien à reconstituer l'élément sans lequel il n'y a pas d'histoire vivante: l'air du temps.

En politique, Castellane est un esprit éminemment simpliste. Les opérations scabreuses, les passages d'un régime à un autre, s'accomplissent chez lui avec la précision silencieuse d'une manœuvre militaire: un changement de front, rien de plus. « On se figurerait difficilement, écrit-il en mars 1811, la joie qui éclata au vingt-deuxième coup de canon (annonçant la naissance du roi de Rome). Toute la population de Paris était sur pied. Paris fut illuminé. » Dix ans après, septembre 1821, il apprend, à Moulins, la naissance du duc de Bordeaux: « Le maire l'a proclamée à la lueur des flambeaux; il y avait des groupes dans les rues. L'allégresse était générale, on s'embrassait, les femmes pleuraient de joie; le lendemain la ville a été illuminée (2). » Des six gouvernements qu'il vit succéder à Napoléon depuis 1814, on peut dire qu'il en reçut un à contre-cœur et un autre avec répugnance. Le premier est celui des Bourbons en 1814, parce qu'il arrivait avec l'invasion et supprimait les trois couleurs; le second est celui de la République de 1848, parce qu'il sortait de l'émeute et ébranlait la discipline dans l'armée.

9 avril 1814. — Je pars de Vendôme, précédant mon corps, pour porter une adhésion au gouvernement provisoire, composé du prince de Bénévent, etc. La vue des étrangers dans la capitale m'a fait mal. On m'a dit, chez le prince de Talleyrand, souverain par intérim, qu'il fallait quitter ma cocarde tricolore. Je n'en connais pas d'autre; cela m'a irrité. On m'a observé que les maréchaux en avaient de blanches; je me suis soumis en rechignant, mais vingt-quatre heures après, elle n'était plus à mon colback.

9 mai. — Formant avec deux escadrons l'avant-garde de Louis XVIII, on m'a prescrit de faire crier: Vive le Roi! Le premier peloton a répété ce cri, parce que les gardes me craignent; toute la queue de ma colonne a répondu par celui de: Vive l'Empereur (3)!

En 1848, à Rouen, il reçoit, le 26 février, une lettre du général Subervie, ministre de la Guerre du

1 Voir, par exemple, t. Ier, p. 394.
2 *Journal*, t. Ier, p. 83, 101.
3 *Ibid.*, t. Ier, p. 254-255.

gouvernement provisoire. Il répond à l'officier qui la lui apporte que l'armée est prête à marcher à la frontière, et il ajoute : « Je ne reconnais pas le général Subervie comme ministre de la Guerre ; mais comme homme, dites-lui mille amitiés de ma part. » Il ne s'estimait pas assez instruit des événements pour reconnaître la République (1). Le lendemain, l'émeute menace ; Subervie fait appel « à son patriotisme, à son dévouement, à ses devoirs militaires ». Castellane écrit :

Je juge que le moment de reconnaître la République arrive, alors je fais une espèce de consultation. Pour les partis énergiques, il faut toujours les prendre de soi-même ; pour les partis faibles, on peut consulter. Un général qui veut livrer bataille doit en décider seul ; s'il a de bonnes raisons pour ne pas la donner, il fera bien d'assembler un conseil de guerre ; il est probable que l'attaque n'aura pas lieu...

Il voit monter, il note avec joie les signes précurseurs de l'Empire (2). Il l'annonce dès le 12 décembre 1848. Le prince Louis-Napoléon fit, en 1850, un voyage dans les départements où Castellane commandait. Il faillit être étouffé, le 18 août, à Besançon, dans un bal public. Il y avait complot. A l'entrée, dans la salle, le président et son escorte sont assaillis des cris de : Vive la République ! « Il a été pressé, comme font les galériens lorsqu'ils veulent étouffer un des leurs ; j'ai un moment été inquiet pour lui. J'ai mis l'épée à la main et, à la tête de quelques chasseurs à pied du 4e bataillon, je suis parvenu à le dégager ; je crois qu'il n'y avait pas de temps à perdre (3)... » A cette époque, le cri de : Vive la République ! était considéré comme séditieux ; Castellane compte ces cris, et il compte aussi les cris de : Vive Napoléon ! — Le coup d'État, à Lyon, n'emporta point d'effusion de sang. Castellane est sobre de détails sur cette période. Tout sobre qu'il est, son *Journal* est ici pénible à lire. Il s'agit de Français, et de Français qui défendaient leur droit, le droit de la nation. Le lecteur ne s'en douterait pas. Il croit que la guerre a recommencé et que l'on est en pays étranger, conquis et occupé. Du reste, et en ce qui concerne personnellement Castellane, on ne peut attendre de lui qu'il se montre, en 1851, contre un coup d'État militaire et autoritaire, un adepte plus ému de la souveraineté du peuple qu'il ne l'avait été, en 1830, de la légitimité devant la révolution de Juillet.

Il était alors, en 1851, tout à l'autorité, et à l'autorité pure et simple, sans explication, tempérament ni commentaire. Il avait eu cependant, en sa jeunesse, son impression, comme son coup d'air de liberté. Ce fut un air qui passa sur toute l'armée, vers 1814 : un effet du vide produit par la chute de Napoléon. On lit dans le *Journal*, à la date du 25 novembre 1814, à la suite, bien entendu, d'une promotion scandaleuse de « voltigeurs de Louis XVI (1) » « On se plaint du mauvais esprit de l'armée. Je la trouve, moi, très patiente de souffrir pareille chose ; s'il y avait la liberté de la presse, on n'oserait pas faire de semblables nominations (2) ! » Il estimait alors qu'une certaine liberté, une certaine barrière au moins contre les excès du pouvoir permanent, de la cour, des favoris, étaient nécessaires. Il écrit, en novembre 1828, à propos du duc d'Angoulême : « Il est à craindre qu'on ne lui persuade, lorsqu'il sera roi, qu'il pourrait gouverner à la Bonaparte. Ceux de ses conseillers qui tiennent ces propos disent : « On ne peut rien faire avec la liberté de la presse ; la seule bonne manière de gouverner la France est celle de Napoléon. » Ils oublient que c'est le despotisme qui a perdu ce grand homme, et que son génie même n'a pu le préserver de sa chute (3). » — Castellane, qui prend *la Congrégation* très au sérieux et ne l'aime pas (4), conseille à la monarchie, — au lieu des remèdes violents et des opérations sanglantes pour lesquels manquent à la fois le chirurgien et le patient, — une bonne et brillante hygiène : Casimir Perier illustré par Chateaubriand (5).

Il ne connaissait point alors Périer. Il le connut plus tard et il le regretta, c'est le seul homme d'État qu'il ait goûté (6). Il est sévère pour les princes, le duc de Berry surtout. « Il est impossible de voir un prince plus sot ; il est fou, un peu furieux (7). » Par contraste, il donne au frère aîné un air de dignité, à défaut d'intelligence. « La bêtise, il est vrai, fait le fond de son caractère », écrit-il à propos de ce Dauphin. Le duc d'Angoulême avait cependant, par rencontres, des éclairs de bon sens. Ainsi, en décembre 1823, au retour du Trocadéro, on lui prépara à Paris une rentrée triomphale, qui tomba, comme par aventure, le jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz. Le prince était de mauvaise humeur. « En montant sur son bucéphale à la porte Maillot, il a dit au duc de Guiche, son premier écuyer : « Me « voilà à cheval pour la plus grande fanfaronnade « vue depuis don Quichotte (8). » Achevons les notes politiques par un rapprochement assez piquant. En

(1) *Journal*, t. IV, p. 29, 33.
(2) [illegible]
(3) *Ibid.*, t. IV, p. 265, 269, 270.

(1) [illegible]
(2) *Ibid.*, t. Ier, p. 267.
(3) [illegible]
(4) *Ibid.*, t. IV, p. 147-148, 202, 238, 32[illegible].
(5) [illegible]
(6) *Ibid.*, t. III, p. 6.
(7) [illegible]
(8) *Ibid.*, t. II, p. 275 ; t. Ier, p. 467.

avril 1852, Castellane siège au Sénat, et dans la première chaleur du coup d'État, sous l'impression de ses dégoûts récents du parlementarisme et sous le premier charme des modes nouvelles, il a écrit : « On a voté séance tenante une dotation de douze millions pour le Président... Le vote a été unanime ; il n'y a pas eu la moindre observation. C'est un plaisir de voter de cette manière. A la Chambre des pairs, il aurait fallu sept ou huit séances de discussion. » Mais peu après, l'homme de goût, l'homme du monde, en politique, à défaut du libéral, se réveille en ce gentilhomme, et il écrit, en novembre, à la sortie d'une autre séance : « Le Sénat n'a pas été du tout dirigé. Si feu M. de Sémonville avait été grand référendaire... si le duc Pasquier nous avait présidés, le Sénat eût été autrement dirigé (1). »

Les gouvernements n'obtiennent guère qu'une justice posthume, et par effet de contraste. Les salons leur deviennent indulgents une quinzaine d'années environ après leur chute. Les gens du monde se souviennent qu'en ce temps-là ils étaient plus jeunes, et ils en concluent qu'il y avait alors une société, des militaires, des diplomates, un gouvernement!

Le *Journal* de Castellane est inépuisable en notes piquantes sur cet article-là. Avant les notes piquantes, il y a les notes douloureuses, et dans leur brièveté, celles-ci peignent tout un monde :

10 avril 1814. — L'empereur Alexandre et le roi de Prusse ont passé une revue de 35 000 hommes ; il y a eu sur la place Louis XVI un *Te Deum* russe.

11 avril. — M. le comte d'Artois, escorté de la garde nationale, entre dans Paris aux acclamations générales du peuple... C'est un véritable délire. Il assiste à un *Te Deum*.

15 avril. — L'empereur d'Autriche fait son entrée à Paris. Monsieur va à l'Opéra.

17 avril. — M. le prince de Bénévent donne un bal.

21 avril. — Le duc de Berry entre à Paris, il est bien reçu.

23 avril. — Le maréchal Ney donne un bal (2).

On recevait beaucoup. Il faut croire que l'éclairage était la plupart du temps insuffisant, car chaque fois qu'il brille, Castellane le note avec soin. Une autre note, très fréquente, qui se trouve ailleurs que chez Csstellane, et qui ne laisse pas de dérouter un peu nos préjugés sur ces temps aristocratiques, c'est la cohue générale. Les salons étaient encombrés, et encombrés d'étrangers. On entre, on suffoque, on demande sa voiture, on se félicite que personne n'ait été étouffé. En 1825, Castellane écrit : « Je vais noter... les principales assemblées ; on verra que ce sont les étrangers qui font presque exclusivement les honneurs de Paris (1). » Autre note, assez caractéristique : en janvier 1820, il dîne chez la duchesse de Broglie : « Elle avait placé à côté d'elle M. de Lamartine, jeune poète d'une grande réputation ; il a mal à la poitrine et n'a pas desserré les dents. »

Un ancien préfet du Consulat et de l'Empire, voyageait, en 1825, en Italie. Il rencontre à Florence Lamartine, qui n'était pas mort, qui même était devenu secrétaire de légation, mais continuait, au moins pour distraire ses loisirs de chancellerie, à composer des vers. Quelques vers de circonstance conviennent à l'homme du monde ; s'il en prend l'habitude, il se nuit ; s'il en fait profession, il déroge, de quelque qualité d'ailleurs que soient les poésies. C'est ce que remarque l'ancien préfet de Napoléon : « M. de Lamartine a de la simplicité, de l'agrément dans les manières ; il paraît exempt de la fatuité poétique, ou du moins il sait la masquer. Le tort qui lui reste à mes yeux est de faire presque toujours des odes. » — Que ne se contentait-il des chansons, inédites, bien entendu, comme celles qui firent la fortune de Charles de Rémusat dans les salons doctrinaires, et celles du baron d'Haussez dans les salons royalistes?

Il était d'ailleurs de bon ton, en ce temps-là, de relever que les diplomates ignoraient tout et que les ministres ne s'informaient de rien. Castellane arrive d'Espagne et de Portugal, en 1828, et va rendre visite au baron de Damas. Ce personnage était juste de taille à diriger la diplomatie du duc d'Angoulême. « Le baron de Damas ne m'a pas paru curieux sur le Portugal, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, cela lui est indifférent. » On envoie dans les ambassades « pour une raison ou pour une autre », les gens qui « sont incommodes à garder ici » : exemple, Victor, duc de Bellune, bombardé à Vienne, le général Guilleminot à Constantinople (2).

Signalons nombre de notes curieuses sur l'intérieur de Louis XVIII et sur ses relations avec Mme du Cayla. Il y a sur la mort de ce roi une page à extraire :

Le comte de Bruges m'a raconté à quel point Louis XVIII conserva un étonnant caractère jusqu'à la fin. L'autopsie du cadavre prouva qu'il avait une jambe presque cariée, l'autre pleine de plaies ; il avait aussi quelque chose au cerveau. Jamais il ne voulut consentir à se confesser. Mme du Cayla lui fut députée pour cela deux jours avant sa mort. Il reçut fort mal la favorite qui s'excusait de lui parler de choses qui ne la regardaient pas... On lui apporta le viatique deux heures avant sa mort. En écou-

1 *Journal*, t. IV, p. 367, 394.
2 *Ibid.*, t. IV, p. 253-254.

1 *Journal*, t. II, p. 17, 24, 58, 215. Comparez dans les *Mémoires du baron d'Haussez*, Paris, 1896, t. Ier, p. 222, le salon de Mme de Staël. « Jusqu'à ce que la foule fût écoulée, ses réunions ne présentaient que l'aspect confus d'une cohue nombreuse. » Voir différents salons, dans Castellane ; celui de la marquise de Mun, celui du duc de Broglie, t. Ier, p. 386-388 ; celui du duc de Plaisance, t. II, p. 283, etc.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 5 et 146.

tant l'archevêque qui récitait la prière des agonisants, il souleva sa tête moribonde et lui dit : « Monsieur l'archevêque, vous passez un verset. » Le fait était exact (1).

Le baron d'Haussez, qui n'aimait point Louis XVIII, lui rend cet hommage : « Il a mis de la dignité jusque dans ces moments terribles qui précèdent la mort ; il a vraiment fini en roi. » Castellane ajoute, sur les moments qui suivirent, des détails qui rappellent l'horreur vulgaire des morts royales et princières, dans Saint-Simon :

M. de Bruges passa, une heure après la mort de Louis XVIII, dans la chambre du roi. Il trouva les valets qui balayaient et roulaient, pour le ranger, le lit vert dans lequel couchait Sa Majesté ; les rideaux étaient fermés, il les ouvrit et vit le roi. On remuait son corps sans façon pour balayer plus à son aise.

Parmi les scènes de la vie militaire, signalons l'incendie de Moscou et la retraite de Russie ; l'armée d'Afrique en 1838 (2). Les plus significatives nous semblent être celles qui se rapportent à l'occupation qui suivit la guerre d'Espagne en 1824. Castellane fait de l'Espagne une peinture qui, pour n'être nullement poussée au noir, n'en est pas moins sinistre. « *Novembre 1824*. Les exécutions à Madrid deviennent chaque jour plus fréquentes ; il y en a eu huit cents dans cette capitale depuis le retour du roi... » La misère est atroce. Un soldat espagnol qui monte la garde avec un uniforme en loques dit à Castellane : « Nous couchons par terre, sans rien, mais nous autres Espagnols, nous sommes faits pour souffrir. » Ferdinand gouverne de façon à rendre une révolution inévitable. Les Français qui ont rétabli le *rey netto* sont autant détestés des royalistes qu'au temps du roi Joseph. « Un chanoine disait hier (17 décembre 1824), et cela chez M. de La Roche-André, consul de France [à Barcelone], qu'il fallait tuer tous les constitutionnels et chasser les Français, qui corrompaient l'esprit des Espagnols (3). » Les femmes seules demeurent aimables ; elles l'avaient été, de gré ou de force, au temps de Napoléon : « On parle encore, écrit Castellane à Xérès, des fêtes et des bals que les Français donnaient à cette époque, et c'est comme une chose ingénieuse qu'on cite les moyens qu'ils avaient pris pour faire venir à leurs fêtes les femmes qui ne le voulaient pas, ou qui ne l'osaient pas, de peur de se compromettre dans l'opinion du pays. On les envoyait chercher par quatre dragons ou par quatre grenadiers. Cela une fois bien établi, on ne fut pas obligé de faire des exécutions et les réunions furent nombreuses. » Cette galanterie, un peu trop militaire, ne laissa pas de trop mauvais souvenirs. « La grand'mère du marquis de Tamaron, de soixante-quinze ans, m'a dit (faisant allusion à la tristesse de la vie qu'ils menaient en 1826) : « Au lieu de cela on dansait beaucoup du « temps de l'occupation française, pendant la guerre « de l'indépendance. » Cette bonne femme m'a dit que lorsque les Français ont évacué la ville, tout le monde pleurait (1). »

A Lisbonne, il n'y a point de police : « Il n'y en a eu que pendant le séjour des Français. » Le roi dom Pedro congédiait ses ministres à coups de pied, s'instruisait près d'un abbé Boiret, qui était versé dans les histoires, de la façon dont Louis XIV en usait avec ses bâtards, et l'imitait de son mieux. Il se piquait d'anatomie, disséquait des chiens vivants et faisait mettre en prison toutes les personnes, y compris les femmes, qu'il soupçonnait de conspirer. Voici le croquis d'une réception à la cour de la régente, qui a de l'esprit et qui est fort aimée :

Les princesses sont entrées, vêtues de leur grand uniforme, composé de toques, avec des plumes écarlates, de robes écarlates avec des manteaux brodés en or. Les princesses se sont assises ; quelques grands personnages ont mis le genou en terre et baisé la main de la régente. Les hommes, quand ils parlent aux infantes, doivent prendre cette position. Les femmes s'assoient par terre à la cour, comme le font les Espagnoles dans les églises : elles sont accroupies derrière les chaises des infantes ; toutes avaient des plumes en l'air qui faisaient un drôle d'effet. Un piano, quelques bougies, trois castrats étaient rangés d'un côté de la salle ; de l'autre, une longue ligne de violons, avec un second rang formé de flûtes et d'instruments à vent... Trois officiers des soldats de marine anglais sont arrivés après tout le monde et ont été saluer les princesses, les traitant en simples maîtresses de maison (2)...

Castellane ne s'arrête point à moraliser sur les causes et les rapports des événements. Ce n'est point un écrivain à métaphores, ce n'est pas un historien à considérations. En voici une, cependant, qui lui échappe en 1832 et qui résume bien l'impression que lui ont laissée les événements auxquels il a assisté depuis 1814. La dernière partie de son *Journal* ne la dément pas : « Sous l'Empereur le maximum des conséquences suivait toujours les événements ; ainsi une bataille gagnée renversait un trône. Depuis la Restauration, au contraire, les événements n'entraînent que le minimum des conséquences (3). »

ALBERT SOREL.

(*Journal des savants.*)

(1) *Journal*, t. I[illegible], p. [illegible].

(2) Le *Journal*, ici, est complété par les volumes publiés également par M[illegible] la comtesse de Beaulaincourt : I. *Campagne d'Afrique*, 1815-1848, lettres adressées au maréchal de Castellane. II. *Campagnes de Crimée et d'Italie*, 1859-1862. Paris, 1898.

(3) *Journal*, t. II, p. 51-52, 54, 76, 112, 136.

(1) *Journal*, t. II, p. [illegible].

(2) *Ibid.*, t. II, p. [illegible].

(3) *Ibid.*, t. II, p. [illegible].

NOTES ET IMPRESSIONS

C'était, dimanche dernier 11 décembre, le dernier dimanche d'Auteuil. Les auteurs dramatiques, — MM. Veyrin au Nouveau-Théâtre et Brieux, au Théâtre-Antoine, — ont attendu, pour dauber sur les courses, la fin de la saison des courses. C'est lâche. On ne doit jamais dire de mal des absents.

Les gens qui vont aux courses ne prêteront pas l'oreille à cette morale, évidemment. Elle ne fera guère d'impression que sur ceux qui n'y vont pas. S'il se trouve, parmi ces hommes austères et peu renseignés, des juges impartiaux qui veuillent contrôler les allégations de MM. Veyrin et Brieux par une enquête personnelle, ils devront attendre, maintenant, la réouverture de l'hippodrome d'Auteuil, laquelle a lieu généralement vers la mi-février. (C'est ce qu'on appelle, entre parenthèses, la réunion de *printemps!*

Or, de ces deux pièces moralisatrices, l'une a déjà disparu de l'affiche et l'autre ne semble pas en avoir pour beaucoup plus longtemps. Dans deux mois, personne ne songera plus à les discuter. Mais elles auront laissé dans nombre d'esprits cette idée confuse que les courses corrompent la démocratie. Calomniez! calomniez!...

***

Un brave ouvrier dissipant sa paye au pari mutuel, affamant sa famille et même volant son patron pour satisfaire ses goûts sportifs : tel est le thème inévitablement identique des pièces de MM. Veyrin et Brieux et de toutes celles qui pourraient être écrites dans le même dessein.

Que le brave prolétaire du Nouveau-Théâtre et du Théâtre-Antoine se rencontre dans la réalité, c'est ce dont témoignent les faits-divers. Oui, il y a des ouvriers qui perdent leur argent aux courses; et ce malheur arrive aussi à des maîtres d'études, à des avocats, à des journalistes, à des garçons coiffeurs, et, d'une façon générale, à des représentants de toutes les professions connues.

Que concluez-vous de là? — Si vous voulez montrer que les paris aux courses sont fort aléatoires et qu'il convient de n'y pas risquer son nécessaire, certes vous avez raison, cent fois raison!

Mais le peuple n'aime pas trop à être morigéné. Lui dire que, s'il se ruine au jeu, il ne devra s'en prendre qu'à lui-même, ce n'est pas le moyen de se faire applaudir. On se ménage au contraire un effet sûr en mettant tout le mal au compte du gouvernement. Nos dramaturges n'ont pas raté cet effet sûr.

Que diable voulez-vous qu'il fasse, le gouvernement? — Qu'il supprime les courses? ou les paris aux courses? Cela reviendrait au même. Tout le monde reconnaît que les courses ne peuvent vivre sans les paris.

Ah! c'est alors que le gouvernement écoperait, s'il se permettait de vouloir fermer les hippodromes! Et il écoperait à bon droit. Comment? parce que quelques nigauds ont gaspillé leur saint-frusquin, il faudrait faire expier leur sottise au monde entier et interdire à tous les amateurs un divertissement inoffensif pour le plus grand nombre!

Chose admirable! M. Brieux, partisan de ce *paternalisme* exaspéré en matière de courses, n'hésite pas à faire l'apologie du petit verre et à proclamer le droit à l'alcoolisme, au nom de la liberté! Sarpejeu! l'alcoolisme, ne vous en déplaise, est bien autrement malfaisant que le pari mutuel. L'alcoolisme détruit non seulement la santé de l'individu qui s'y adonne, mais celle des générations futures, dans l'intérêt desquelles un gouvernement moins préoccupé de flagorner les masses comprendrait qu'il a le devoir de restreindre une liberté néfaste. Le jeu ne compromet qu'un peu d'argent, et non les sources de la vie. Une famille ruinée par un père joueur a encore énormément de chances de ne pas mourir de faim; tandis que le fils d'un alcoolique en a fort peu d'échapper à la tuberculose et à l'épilepsie. L'alcoolisme exerce ses ravages sur une partie considérable et toujours croissante de la population. La passion des courses ne sévit au contraire, quoi qu'on en dise, que dans un public fort limité.

Premièrement, la province est indemne, puisqu'il n'y a de courses, d'une façon suivie, qu'à Paris et aux environs. La banlieue n'est pas atteinte. Dans son superbe ouvrage illustré, *Sur le Turf*, qui vient de paraître chez Plon, le spirituel dessinateur et chroniqueur Crafty conte que la réunion de la Croix-de-Berny — aujourd'hui abolie — est la seule qui ait jamais intéressé un peu le villageois suburbain. « Partout ailleurs, dit-il, le paysan se montre froid à l'égard du sport... Il connaît trop bien la puissance des résultats obtenus par l'économie persévérante pour succomber à l'appât du jeu et trouve qu'il a suffisamment gagné en plaçant dans sa tirelire le franc que lui aurait coûté son entrée. L'issue d'une course plate, si disputée soit-elle, ne saurait l'émouvoir, car *il faut toujours bien qu'il y en ait un qui arrive le premier*, et les péripéties les plus émouvantes d'un steeple-chase ne font que l'affermir dans son opinion, que : *faut être bien bête, quand on a un bon cheval, de l'exposer à des accidents qu'il est si facile d'éviter.* »

Qui donc nos nouveaux protectionnistes entendent-ils protéger? — Ce ne sont pas les habitués du pesage, infâmes capitalistes, ou présumés tels, donc négligeables; ni les parieurs professionnels, qui font

métier de jouer aux courses, et dont certains arrivent à y gagner leur matérielle au moyen d'un labeur soutenu, — ceux-là, s'ils sont obligés quelque jour de changer de métier pour cause de faillite, la catastrophe n'est pas autrement émouvante : ils sauront se retourner. Quant au petit amateur de la pelouse, quant au travailleur, — puisqu'il travaille, — il ne peut guère aller aux courses que le dimanche et, deci de-là, un jour de semaine dérobé d'aventure à l'atelier ou au bureau. Il n'y a chaque fois que cinq ou six épreuves. Il faut donc qu'il joue un jeu bien imprudent pour arriver, en jouant si rarement, à une complète déconfiture. On se décave en une seule séance de roulette, de baccarat ou de bonneteau, parce que les parties se succèdent continuellement avec une infernale rapidité.

Aux courses, on a le temps de la réflexion. Et, somme toute, les quelques centaines de pelousards auxquels MM. Brieux et Veyrin s'intéressent ne se mettent sur la paille que s'ils le font exprès.

Le gouvernement les a défendus dans une mesure convenable en supprimant les agences qui recueillaient dans Paris même les ordres pour le mutuel et permettaient aux petits parieurs de jouer tous les jours. Il est bon qu'ils soient obligés de faire acte de présence réelle sur les hippodromes; c'est le frein nécessaire.

Y a-t-il une autre réforme à souhaiter? J'en verrais une à la rigueur. Je ne partage pas les indignations contre le pari mutuel, qui garantit le payement aux gagnants, et dont la cagnotte subventionne de très utiles établissements philanthropiques. Je regrette pourtant les anciens petits bookmakers de la pelouse, éliminés depuis plusieurs années, mais avec lesquels je me souviens d'avoir été en fréquentes relations d'affaires, du temps que j'étais collégien.

Ils ne levaient pas le pied aussi souvent que les mauvais plaisants le prétendaient : aucun d'entre eux ne m'a jamais fait tort d'un centime. Et ils rendaient des services précieux: ils acceptaient des mises de vingt et de quarante sous. Sans être un joueur effréné, on peut trouver amusant d'avoir un intérêt dans une course. Ces enjeux insignifiants suffisaient à beaucoup de gens modestes pour contenter cette envie. L'unité du pari mutuel est fixée à 5 francs pour la pelouse; c'est exorbitant, alors surtout que cette unité n'est que de 10 francs au pesage. Dix francs, c'est au pesage la moitié du prix d'entrée; cinq francs, à la pelouse, c'est cinq fois ce prix. La disproportion est frappante. Si l'on ne veut pas ressusciter les petits bookmakers, pourquoi ne réduirait-on pas l'unité du pari mutuel?

Voilà tout ce qu'il me paraît raisonnable d'accorder à nos moralistes. Abolir le mutuel, chasser le jeu de la pelouse, ne le laisser subsister, par le moyen des donneurs au livre, qu'au pesage, ce serait un coup d'État antilibéral et anti-égalitaire, qui soulèverait probablement des émeutes; et qui, même à des esprits affranchis du préjugé de l'égalitarisme, paraîtrait inutile et injustifié.

Il est clair que les courses ne sont pas une institution indispensable au salut de l'État ni au bonheur des particuliers. Elles n'existeraient pas, que l'on pourrait se dispenser de les inventer.

Mais elles ont, au total, et même sans parler de la fameuse amélioration de la race chevaline, plus d'avantages que d'inconvénients. Si on les considère comme un jeu, au moins ne sont-elles pas un jeu de pur hasard. La valeur des chevaux et la capacité des jockeys sont pour quelque chose, veuillez n'en pas douter, dans les résultats. Étudier ces données est, après tout, un exercice de l'entendement. Le jeu des courses est le plus intellectuel des jeux. C'est, en outre, le plus salubre, puisqu'il se joue au grand air, parmi la verdure, dans des paysages merveilleux, fort agréables à contempler entre deux stations devant les guichets. De même que le théâtre assure un minimum de nourriture spirituelle aux gens frivoles qui ne lisent rien, les courses offrent aux Parisiens endurcis quelques occasions de passer une après-midi presque à la campagne.

Il y a aux courses de simples flâneurs, qui ne parient que peu ou pas du tout, qui ne comprennent rien à l'anglais ésotérique des initiés, se moquent des tuyaux, ignorent le nom des entraîneurs et les couleurs des écuries. Pour ceux-là, c'est le public qui est le spectacle. Ils demandent qu'on ne gâte pas leur plaisir en sacrifiant cet attrait du jeu sans lequel il y aurait moins d'élégances au pesage et plus du tout de grouillante fourmilière sur la pelouse.

Des badauds de ce genre, il y en aura toujours dans le peuple le plus sociable de la terre. Ce sont les mêmes qui ont horreur qu'on fasse la nuit dans la salle, au théâtre, pendant les représentations, parce que c'est la salle qu'ils sont venus voir, autant que la pièce; qui ne vont pas au cabaret seulement pour manger et pour boire — comme les particularistes d'outre-Manche, — ni sur le boulevard pour se rendre à leurs affaires. Mais ils aiment d'un amour désintéressé la compagnie de leurs semblables. Ils ont un besoin impérieux de voisiner et de sympathiser avec des êtres humains. Ce sont des badauds éminemment français.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Je signalais, il y a huit jours, l'important travail en vue duquel se sont associés quelques notoires représentants de la doctrine socialiste: il s'agit de préparer pour 1900 (que ne prépare-t-on pour 1900?) une Histoire des événements de ce siècle, écrite « au point de vue du parti ». Et je signalais la part que le plus illustre des membres de ce petit groupe d'écrivains, M. Jean Jaurès, s'était attribuée dans cette collaboration.

M. Jaurès nourrit un autre projet: celui d'écrire — en un volume — une « Introduction » à l'histoire du mouvement socialiste contemporain. Et peut-être, un de ces jours, nous donnera-t-il aussi quelques pages sur sa propre histoire. On les lui a demandées déjà de divers côtés. « Racontez-nous un peu comment, normalien, bourgeois et professeur de l'Université, vous êtes devenu collectiviste... Cela se peut donc? »

Et M. Jaurès nous expliquera qu'il n'a jamais changé, et qu'à l'heure où la République centre gauche le berçait sur ses genoux, il y avait déjà en lui un petit collectiviste qui sommeillait...

Et il lui sera facile de le prouver. Du moins, il le promet à ses amis.

M. Gustave Larroumet reprend son cours de littérature française à la Sorbonne. La réouverture en a eu lieu vendredi devant un public nombreux.

L'éminent professeur, continuant l'histoire de la tragédie, étudie cette année le théâtre de Racine, — dont précisément sera célébré ces jours-ci le deuxième centenaire.

M. Anatole France a livré cette semaine à son éditeur le dernier chapitre de son nouveau volume, *l'Anneau d'améthyste*, qui forme la troisième partie d'une « Histoire contemporaine » dont le héros, M. Bergeret, est déjà célèbre...

M. Jules Lemaître eût été bien surpris si on lui avait prédit, il y a une quinzaine d'années, qu'un jour un économiste, écrivant un livre sur la marine marchande, le lui dédierait!

C'est cependant ce que vient de faire M. Charles-Roux.

L'ancien député, qui fut un des plus distingués membres de la dernière Chambre, remercie M. Jules Lemaître, au début de son ouvrage, d'avoir apporté au monde des affaires l'appui de la littérature.

Si la littérature, écrit M. Charles-Roux, n'était venue à [illegible], si, dans vos « Opinions à répondre », dans vos conférences, vous n'aviez pas reproché à notre jeunesse d'avoir un goût trop prononcé pour le fonctionnarisme et l'administration, de ne pas faire preuve d'assez d'initiative individuelle et d'esprit d'entreprise, nous aurions eu beau répéter à satiété ces vérités, même du haut de la tribune du Parlement; nous ne serions pas arrivés à secouer l'opinion publique, à l'impressionner, comme vous l'avez fait par votre intervention.

Et M. J. Charles-Roux prie instamment l'éminent écrivain de poursuivre la campagne commencée :

Vous avez converti le pays, mon cher maître; ce sont ses représentants qu'il s'agit de conquérir à présent.

Il est urgent que nos législateurs consentent à abaisser les barrières qui se dressent devant les jeunes Français désireux de s'établir à l'étranger ou dans nos colonies. Il faut également que l'on renonce dans les Chambres à considérer indistinctement, sinon comme des coquins, tout au moins comme des suspects et des parias, les honnêtes citoyens qui, en s'occupant de commerce, contribuent à la richesse et à la grandeur de la nation.

Cette préface est suivie d'un billet de M. Jules Lemaître, — qui remercie, et promet de « continuer ».

Théâtre :

M. Abel Hermant réunit en un volume les deux pièces qu'il a tirées de ses deux jolis livres, *la Carrière* et *les Transatlantiques*. Il l'intitule « Théâtre des Deux Mondes. »

L'ouvrage est annoncé pour janvier.

Pour janvier également, le volume où M. Eugène Lintilhac nous donnera la série de ses dernières conférences dramatiques de l'Odéon.

L'histoire est d'hier, et peut servir d'avertissement à ceux de nos écrivains que hante l'ambition d'être « traduits »...

Un éditeur de Londres avait demandé au prince Karageorgevitch, dès que parurent à la *Revue de Paris* ses premières Notes, si remarquées, sur l'Inde, l'autorisation de faire de l'ouvrage une édition anglaise; et l'écrivain avait consenti.

La traduction faite et « composée », l'auteur en réclame les épreuves. Quelle n'est pas sa stupéfaction en constatant que le traducteur, en bon patriote, avait « arrangé » son texte de telle façon que ce livre d'indépendante observation devenait, en langue anglaise, une plate apologie des institutions et des gens!

Le prince Karageorgevitch avait visité l'Inde au moment de la peste, et rapporté de là-bas les impressions les plus douloureuses et les renseignements les plus navrants. Et tout cela, sous la plume du traducteur, s'était aimablement atténué, édulcoré, réduit à rien du tout. Sur l'administration anglaise notamment, il arriva que les opinions « traduites » étaient l'exact opposé de celles qu'avait exprimées l'écrivain.

Il est convenu en Angleterre que le Français est l'être du monde le plus réfractaire qui soit à l'étude des langues vivantes; aussi le traducteur ne prévoyait-il pas que sa jolie supercherie pût être jamais dévoilée. Il avait, malheureusement pour lui, affaire à forte partie; on le lui fit bien voir.

Le prince exigea de nouvelles épreuves, faites sur le texte qu'il avait rétabli, et il a, dès à présent, saisi de l'affaire un homme de loi. Il est prêt, si le volume qui doit paraître ces jours-ci porte trace du « tripatouillage » le plus vague, à le faire payer très cher à son auteur.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Mondes*, 19, rue des Saints-Pères. — 37205. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 26. 4e SÉRIE. — TOME X 24 DÉCEMBRE 1898.

LE CALICE [1]

COMÉDIE EN TROIS ACTES

Représentée pour la première fois sur le *Théâtre* [illegible] le 1[illegible] novembre 1898.

PERSONNAGES

[illegible] DANTHOISE	MM. GERMAIN
LEMASSIER	NÉRON
HENRY MAUBUISSON	DAUTRIGNE
MAURICE	GILBERT
LUCIEN	LUCIEN
GERMAIN	LAIN
[illegible]	PELLEGRIN
STEPHANE	Mme RÉJANE
SOPHIE	BERGER
Mme GALLARDON	[illegible]
[illegible]	ANDRÉ
CHRISTINE	DESCHAMPS

La [illegible] à Paris, le 2 et le 3 à Cadebourg.

ACTE PREMIER

[illegible]

SCÈNE PREMIÈRE

GERMAIN, LEMASSIER, puis MAUBUISSON

Au lever du rideau, Germain est occupé à disposer le service à thé sur un guéridon au fond de la pièce.

LEMASSIER, *rentrant par la gauche et remettant son chapeau et sa canne à Germain.* — Mme Danthoise est sortie ?

(1) Tous droits de représentation, de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège.

GERMAIN. — Oui, Monsieur, il y a une heure.

LEMASSIER. — Madame vous a bien donné tous les ordres pour l'arrivée de Mme Gallardon ?

GERMAIN. — La chambre est prête... Si Monsieur veut la voir...

LEMASSIER, *s'asseyant et ouvrant des lettres posées sur la table.* — Inutile, merci... Et il n'est venu personne pour moi ?

GERMAIN. — Si, Monsieur, j'allais le dire... Il y a là M. Maubuisson, le marchand de chevaux, qui voudrait parler à Monsieur...

LEMASSIER. — A moi ?

GERMAIN. — Oui, et en attendant Monsieur, il a été faire un tour aux écuries, visiter la nouvelle installation... Dois-je l'introduire ?...

LEMASSIER, *consultant sa montre.* — Mon Dieu ! oui, mais dépêchez-vous. (*Il se promène.*) Sapristi ! qu'est-ce qu'il peut bien avoir à me dire, celui-là ?... Je lui ai réglé sa note il y a deux mois... Enfin, nous allons voir...

MAUBUISSON, *obséquieusement.* — Pardon, monsieur Lemassier, je vous demande pardon si je vous dérange...

LEMASSIER. — Du tout, Maubuisson... De quoi s'agit-il ?

MAUBUISSON. — Voilà, Monsieur... J'ai appris par Jean, le cocher, que vous partiez dans quinze jours pour votre propriété de Cabourg, et en passant je suis venu vous dire qu'il nous était arrivé un superbe lot de chevaux pour la saison, des bêtes solides, qui ne renâclent pas à la besogne, tout à fait des bêtes d'été...

LEMASSIER. — Comment, Maubuisson, alors les chevaux que vous m'avez vendus cet hiver ne sont pas des bêtes d'été ?...

MAUBUISSON. — Monsieur m'entend mal... Au contraire, ce sont des animaux irréprochables, de toute confiance, de toute saison... Mais justement à cause de leur valeur ce sont des bêtes à ménager... Et dans votre cas beaucoup de nos clients maintenant ont adopté le système de donner des vacances à leurs équipages et de n'emmener en villégiature, pour le gros travail des excursions, que des bêtes de louage, des... des...

LEMASSIER. — Des carcans... Non, Maubuisson, je vous remercie... Mes chevaux iront prendre l'air de la mer avec moi et ma famille... Cela leur fera le plus grand bien... Vous n'avez rien d'autre à me dire ?...

MAUBUISSON, *hésitant*. — Non, monsieur Lemassier... ou plutôt si...

LEMASSIER. — Ou plutôt quoi ?... Quelqu'un vous a manqué ?... Le cocher a été impoli ?...

MAUBUISSON. — Non, monsieur Lemassier... Pas le moins du monde.

LEMASSIER. — Eh bien ! parlez ! que diable !...

MAUBUISSON. — C'est... c'est monsieur votre gendre, M. Jacques...

LEMASSIER. — Mon gendre ?... Qu'est-ce qu'il vous a fait ?...

MAUBUISSON. — Cela m'est pénible à vous dire, à vous, un vieux client de vingt ans qui a toujours payé rubis sur l'ongle et duquel... de qui...

LEMASSIER. — Allons, achevez... Finissons-en...

MAUBUISSON. — Monsieur Lemassier, votre gendre, M. Jacques Danthoise, me doit douze mille francs depuis trois ans et refuse de me les payer...

LEMASSIER. — Depuis trois ans ?... Mais nous avons renouvelé nos chevaux cette année... Nous avions les précédents depuis quatre ans... Maubuisson, il y a là quelque chose de louche, que je ne comprends pas bien.

MAUBUISSON. — J'ai là dans ma poche des factures qui font foi, avec la date des achats et même la fiche des catalogues de vente. (*Lisant un papier.*) « Monsieur Lemassier, président de chambre à la Cour des Comptes... » Ce n'est pas ça... (*Lisant un autre papier.*) « Monsieur Jacques Danthoise. Du 12 avril 92. *Le Boulot*, poney bai brun, 1m,50, très vite, se monte et s'attelle, a été conduit par une dame. Bien mis, 1 500 francs. — Du 6 mai 92. *Prunelle*, jument alezan-cerise, demi-sang, 1m,62. Hautes actions, vendue avec ses papiers. Bien mise, 5 000 francs. — Du 21 mai 92. *Flambart*, cheval hongre, alezan doré, demi-sang, 1m,60, vendu avec ses papiers, superbes actions. Bien mis... 6 000 francs. »

LEMASSIER. — Six mille !... Peste !... Il devait être mis comme un prince !...

MAUBUISSON. — J'additionne. 1 500, plus 5 000, plus 6 000... total douze mille cinq cents francs sur lesquels j'ai touché un acompte de vingt-cinq louis le jour de la vente, et depuis, plus un rotin, plus une pistole... Avouez, monsieur Lemassier, que cela n'est pas drôle...

LEMASSIER, *se levant*. — J'avoue que tout cela ne me regarde en rien... Mon gendre vous achète des chevaux... vous les lui vendez... c'était à vos risques et périls... Débrouillez-vous avec lui...

MAUBUISSON. — Mais, Monsieur...

LEMASSIER. — Ah çà ! Maubuisson, vous figurez-vous que je serai assez bête pour vous payer trois chevaux dont, si je puis dire, je n'ai pas vu la queue d'un !... Sais-je seulement s'ils ont jamais existé, ces animaux, si ce n'est pas une vente de convention, une vente fictive, que, d'accord avec mon gendre...

MAUBUISSON. — Oh ! monsieur Lemassier ! ça n'est pas gentil de penser ça... J'ai peut-être déjà fait de ces choses-là avec des petits jeunes gens que je ne connaissais pas... Mais avec M. Danthoise, un homme marié et posé, avec le gendre d'un client de vingt ans ! Non, non !... Je vous jure que les chevaux ont été livrés, et bien livrés...

LEMASSIER. — A qui ?... Eh bien ! voyons, à qui ?... Pas à moi, en tout cas !

MAUBUISSON. — Monsieur Lemassier, je ne puis pas répondre... Je suis bouclé par le secret professionnel...

LEMASSIER. — C'est bien, restez bouclé, n'en parlons plus... Je vous salue... (*Il fait mine de sortir.*)

MAUBUISSON. — Monsieur Lemassier, j'en ai gros cœur, mais je serai obligé de poursuivre monsieur votre gendre...

LEMASSIER, *redescendant*. — Poursuivez, poursuivez, mon garçon... Ah ! ça ne sera pas fort... Outre les ennuis d'un procès, vous allez perdre ma clientèle, celle de ma famille, celle de mes amis... Et tout cela pourquoi ?... Pour un secret de polichinelle que dans cinq minutes je saurai si je veux, avec cent sous bien placés dans la main du dernier de vos palefreniers... que dis-je ! un secret que je sais déjà, parce que, n'est-ce pas, vous n'allez pas me raconter que c'est pour en faire don à un cirque ou à une loterie de bienfaisance que mon gendre vous a acheté ces chevaux !...

MAUBUISSON, *ébranlé*. — Peuh ! monsieur Lemassier...

LEMASSIER. — L'affaire est simple : le nom et l'adresse de cette dame, — car c'est une dame... Et je vous signe un chèque de douze mille francs... Donnant, donnant... Je vous attends...

MAUBUISSON, *avec effort*. — Mlle Diane Lebeau, de l'Odéon...

LEMASSIER. — De l'Odéon ?

MAUBUISSON. — Elle y a été aux débuts, dans ses commencements... pendant deux mois... L'adresse était 168 rue de Longchamps... C'est moi-même qui ai conduit les chevaux...

LEMASSIER, *sonnant.* — Parfait! .. vous allez être payé... (*A Germain.*) Mon carnet de chèques, à côté, sur la table de mon bureau... (*A Maubuisson.*) Jeune, cette dame?

MAUBUISSON. — Jeune et jolie... Mais pas de chance... J'ai revu, l'année d'après, ses chevaux passer en vente... Il paraît que la dame était dans des ennuis...

LEMASSIER, *[illegible]* — C'est la vie!... (*Tendant le chèque.*) Voici, Maubuisson... et silence sur toute cette affaire, principalement auprès de mon gendre...

MAUBUISSON. — Vous pouvez compter sur ma discrétion, Monsieur. (*Il sort et, sur le pas de la porte, s'incline pour laisser passage à Mme Gallardon.*)

SCÈNE II

LEMASSIER, Mme GALLARDON, [illegible] GERMAIN

Mme GALLARDON, *[illegible]* — Bonjour... Une minute seulement pour poser mes paquets... Là!... (*Serrant la main de Lemassier.*) Bonjour, mon vieil ami...

LEMASSIER. — Vous êtes seule! Et Simone qui était allée au-devant de vous!...

Mme GALLARDON. — La pauvre petite!... Je l'aurais parié... C'est de ma faute, aussi... Je suis en avance d'une heure... Mais je ne pouvais plus y tenir... J'avais tant hâte de vous revoir tous!... Et, mes caisses bouclées, j'ai pris le premier train qui partait...

LEMASSIER. — Peuh!... il n'y a pas grand mal... Nous en serons quittes pour faire chercher Simone... (*A Germain.*) Germain, dites à la femme de chambre d'aller vite en fiacre à la gare prévenir Madame que Mme Gallardon est arrivée.

GERMAIN, *sortant.* — Bien, Monsieur.

Mme GALLARDON, *[illegible]* — Eh bien!... mon cher ami, quoi de neuf, ici?... Les enfants sont toujours heureux?...

LEMASSIER, *froidement.* — Toujours!...

Mme GALLARDON. — Oh! sur quel ton bourru vous me dites cela!... Y aurait-il du froid, de la brouille?...

LEMASSIER, *même ton.* — Nullement!... Jamais le ménage ne m'a paru plus uni... Et depuis huit ans que nous habitons ensemble, je n'ai pas eu un mot avec mon gendre...

Mme GALLARDON. — Pardieu, vous lui cédez toujours...

LEMASSIER. — Je n'aurais pas le temps de lui résister... Il ne fait rien et je travaille, la lutte serait inégale...

Mme GALLARDON. — Mon ami, vous êtes mécontent de Jacques!... Il se passe ici sûrement quelque chose d'extraordinaire...

LEMASSIER. — Mais non!... Tout va comme à l'ordinaire!...

Mme GALLARDON. — C'est-à-dire très mal!...

LEMASSIER. — Pas très bien!...

Mme GALLARDON. — Simone a eu des torts envers son mari?

LEMASSIER. — Oh! vous n'y songez pas!...

Mme GALLARDON. — Alors c'est mon neveu Jacques qui se conduit mal envers votre fille...

LEMASSIER. — Ce serait plutôt ça!...

Mme GALLARDON. — Mais comment?... où cela?... quand?... Répondez... Vous ne voyez donc pas que je bous, mon ami!... Qu'y a-t-il?...

LEMASSIER. — Je vais vous faire beaucoup de peine... mais c'est vous qui l'aurez voulu... Ce qu'il y a?... Il y a que Jacques trompe indignement sa femme et qu'il n'a cessé de la tromper depuis la seconde année de leur mariage...

Mme GALLARDON. — Mais [illegible] moi qui ne me doutais de rien!...

LEMASSIER. — Bah!... Comment vous en seriez-vous doutée?... Depuis que vous avez perdu votre mari, vous vivez dans vos terres... Vous n'avez reçu Simone et Jacques que durant un mois, tout au début de leur mariage... Vous venez à Paris une ou deux fois par an passer une quinzaine chez nous ou chez d'autres amis,.. De plus, soit dit sans reproches, vous écrivez peu de lettres et vous en recevez moins encore... Il était donc fatal que vous ne sachiez rien...

Mme GALLARDON. — Et dire que c'est chez moi que ce mariage s'est fait!...

LEMASSIER. — Si ce n'eût pas été chez vous, c'eût été ailleurs... Votre neveu était à sa manière une sorte de prince charmant, gai, élégant, joli homme... Ma fille le rencontrait souvent dans les bals, dans les dîners... Elle s'en est éprise peu à peu... Nous avons résisté d'abord, jugeant que ce n'était peut-être pas le mari rêvé pour une nature aussi élevée, aussi délicate... Elle s'est obstinée... Il ne nous restait plus qu'à céder... Au moment opportun, nous l'avons mise en garde... Ensuite, nous l'avons laissée libre... Nous avons rempli tous nos devoirs... Croyez-moi, mon amie, Simone n'a rien à nous reprocher...

Mme GALLARDON. — Ce qui ne l'empêche pas d'être affreusement malheureuse...

LEMASSIER. — Je n'en suis pas plus sûr que cela...

Mme GALLARDON. — Quoi, elle ne se confie pas à vous?...

LEMASSIER, *[illegible]* — [illegible] sa sœur Solange.

SCÈNE III

[illegible]

SOLANGE. — Ah! chère madame!... Vous voilà arrivée... Quelle joie! (*Elle l'embrasse et embrasse*

Lemassier.) Vous parliez de moi ?... J'ai entendu mon nom!...

LEMASSIER. — Nous parlions de ta sœur et des vilenies que lui fait Jacques...

Mme GALLARDON. — Comment, Solange est donc au courant?

SOLANGE, *ironiquement.* — Pourquoi pas?... Vous me voyez toujours petite fille, et vous oubliez trop que, depuis un an, je suis Mme de Verzy, femme de M. de Verzy, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, attaché à la sixième Chambre, présidée par M. Lemassier mon père, ici présent... Autrement dit, que je suis devenue une dame importante, mariée, et qui, en un an, a appris des choses... des choses que jamais, avant, elle n'aurait soupçonnées... Entre autres que certains maris trompent leurs femmes et réciproquement.

LEMASSIER. — Solange, ne plaisante pas... Il n'y a guère de quoi... Et dis plutôt à notre amie ce que tu sais des sentiments de Simone...

SOLANGE. — Ce ne sera pas long, hélas!... Je sais que je n'en sais rien... A cent reprises, j'ai essayé avec elle de mettre la conversation sur son mari, sur son ménage, car vous pensez, Madame, si cela m'exaspère de la voir ainsi trompée impunément... J'en suis malade quelquefois... Eh bien! j'ignore comment elle s'y prenait... cela finissait régulièrement de même... Je venais pour obtenir des confidences et c'était elle qui m'en arrachait... A la fin, j'ai renoncé à percer le mystère... Il faut se résigner à cette idée : là-dessus, Simone est et sera toujours impénétrable...

LEMASSIER. — Impénétrable, elle a dit le mot... C'est tout à fait cela... Jamais une plainte, jamais un mouvement d'humeur... Quand on l'interroge, elle se dérobe : une plaisanterie, un sourire, vous savez, son sourire à elle, ce sourire un peu mélancolique qu'elle tient de sa mère, et le tour est joué, l'explication terminée... Qu'est-ce qui la soutient?... Est-ce l'ignorance ou l'orgueil? L'aveuglement ou l'amour-propre?... Est-elle une folle ou est-elle une sainte? Je l'ignore. Mais ce qu'il y a de certain c'est que son mutisme m'affole, me supplicie, et qu'un jour ou l'autre il me poussera, je le pressens, à quelque sottise irréparable!...

Mme GALLARDON. — Ne vous exaltez pas ainsi, Lemassier, je vous en conjure...

LEMASSIER. — On s'exalterait à moins... Mais imaginez-vous donc, ma chère amie, la position d'un père qui voit sa fille bernée, trahie, bafouée par un impudent et qui n'a le choix qu'entre ces deux partis : ou se taire, et laisser sans conseils, sans secours, sans consolations, son enfant qui endure peut-être le martyre — ou parler et risquer de détruire d'un mot toute une vie de bonheur, toute une quiétude faite d'amour absurde et de passion confiante... Mais c'est abominable... C'est à se briser la tête contre les murs...

Mme GALLARDON. — Mon pauvre ami! (*Un temps.*) Pardonnez-moi ma question... N'avez-vous pas remarqué que Simone fût, comment dirais-je... un peu familière, un peu coquette avec les hommes?...

LEMASSIER. — Je devine votre pensée, mon amie, pour l'avoir, hélas! eue moi-même, mais j'ai épié, j'ai observé... Cette hypothèse n'est pas soutenable.

SOLANGE. — Et si vous en doutiez, il vous suffirait de voir Simone avec ses amis ou les amis de Jacques, ceux qu'elle reçoit ici ou ceux qu'elle rencontre dans le monde... Elle a avec eux tous un ton spécial de camaraderie, un ton à la fois maternel, cinglant et rieur, qui vous aurait bien vite édifiée... Non, Simone n'aime et n'a jamais aimé qu'un homme, son mari...

Mme GALLARDON. — Je ne demande qu'à vous croire... Mais il faut que ces abominations cessent; et, dès ce soir, j'aurai avec Jacques un entretien sévère.

LEMASSIER. — Il ne manquerait plus que cela. Jacques niera le passé, fera des faux serments pour le présent, se méfiera pour l'avenir, et nous ne saurons plus rien de sa vie au dehors...

Mme GALLARDON. — Vous l'avez donc fait surveiller?

LEMASSIER. — Oh! une fois seulement, l'année dernière... Il l'a bien fallu... Que voulez-vous, pour ce garçon que j'aurais souhaité aimer comme un père j'ai fini par avoir des sentiments de belle-mère... Oui, parfaitement, je suis résolu à défendre ma fille, à savoir de façon certaine et complète pour le jour où des preuves deviendraient nécessaires... C'est ainsi que, tout à l'heure, j'ai payé pour lui une note de douze mille francs, en retard de trois ans... des chevaux qu'il avait offerts, peu de temps après son mariage, à une demoiselle de l'Odéon... Et c'est ainsi que l'an dernier j'ai appris sa liaison avec Charlotte Bruay...

Mme GALLARDON. — Charlotte Bruay, l'amie d'enfance de Simone?

LEMASSIER. — Elle-même...

Mme GALLARDON. — Et Charlotte continue à venir ici?

LEMASSIER. — Sous quel prétexte l'aurais-je chassée?

Mme GALLARDON. — Et la liaison dure encore?...

LEMASSIER. — Non, elle a dû se rompre il y a quelque temps.

Mme GALLARDON. — Ah! vous m'ôtez un poids...

LEMASSIER. — Oui, mais pour vous en remettre un autre... Charlotte n'est pas qu'abandonnée... Elle a une remplaçante...

Mme GALLARDON. — Qui cela?

LEMASSIER. — Une petite nigaude, assez jolie, ma foi, avec une voix sucrée et des yeux de velours marron... Elle s'appelle Mme Lajiano... Vous ne tarderez pas à la voir... Le mari est à la Bourse... On s'est lié sous couleur d'affaires, et la fête ne chôme pas, je vous le promets... Depuis deux mois, du matin au soir, on ne se quitte plus.

Mme GALLARDON. — Mais qu'est-ce que sont ces gens?... D'où cela tombe-t-il?

LEMASSIER. — D'Italie, de Roumanie, de Barbarie... on ne sait pas au juste!... Tout ce que Jacques a pu m'en dire, c'est que le Lajiano était très connu à la Bourse...

Mme GALLARDON. — Pour son honnêteté?

LEMASSIER. — Il n'a pas spécifié... Et je n'ai pas insisté... Dans un mois... Solange, c'est bien dans un mois que Paul s'en va?...

SOLANGE. — Oui, père.

LEMASSIER. — Dans un mois le mari de Solange part en mission pour l'Italie, et, de Milan, où les Lajiano prétendent avoir séjourné, il doit nous envoyer des renseignements.

Mme GALLARDON. — Dans un mois!... Et d'ici là? Que ferez vous?

LEMASSIER. — Ce que je faisais avant, je me tairai et j'attendrai.

Mme GALLARDON. — Moi, je n'aurai pas la patience... Tout ce que vous racontez me révolte... Et puis ce silence de Simone, je ne puis pas l'admettre. Jamais, de mon temps, une femme n'aurait enduré de tels outrages...

SOLANGE. — Voilà peut-être justement ce qui vous distingue, vous n'êtes pas de la même génération.

Mme GALLARDON. — Eh! mais! dis donc tout de suite que ma génération n'est composée que de bêtes.

LEMASSIER. — Oh! c'est presque le sort de toutes les générations.

Mme GALLARDON. — [illegible] je suis femme après tout, j'ai soixante ans, je possède l'expérience qui te manque, Solange, et le sens des choses féminines que vous ne pouvez avoir autant que moi, vous mon cher Lemassier... Bien des détails qui vous échappent me frapperont... Je reste avec vous six semaines... Eh bien! je vous garantis qu'avant mon départ, sans imprudence, sans brusquerie, j'aurai appris ce que cache le mutisme de Simone et j'aurai, si possible, rendu le bonheur à cette pauvre enfant...

LEMASSIER, *lui serrant la main.* — Que Dieu vous entende, mon amie. (*Germain entre.*)

LEMASSIER. — Qu'est-ce que c'est?

GERMAIN. — C'est Mme Bruay qui a téléphoné tout à l'heure pour savoir si Mme Gallardon était arrivée et qui fait dire à Madame qu'elle va venir lui souhaiter le bonjour...

Mme GALLARDON. — Brave petite [illegible] Quel aplomb!

GERMAIN. — Et puis il y a M. Hubert Marquette que j'ai fait entrer en bas au fumoir et qui demande, lui aussi, s'il peut voir Madame...

Mme GALLARDON. — Mon Dieu, que tous ces gens sont aimables! Faites monter!... (*Germain sort.*) Hubert Marquette, c'est bien le petit danseur de Simone, celui qui autrefois était si fort aux courses et donnait des conseils sportifs à toute sa famille?...

LEMASSIER. — Qui les lui a bien rendus depuis sous forme de conseil judiciaire... A part cela, un très bon garçon...

Mme GALLARDON, *à Solange.* — Eh bien, ma petite Solange, tu vas me faire un plaisir... Tu vas les recevoir à ma place...

SOLANGE. — C'est que mon mari m'attend à cinq heures chez notre tapissier de l'autre côté de l'eau, et il est cinq heures moins le quart...

Mme GALLARDON. — Oh! je réclame dix minutes, pas davantage... Le temps de mettre un peu d'ordre dans ma coiffure et dans mes idées... Sois gentille, Solange... Je t'assure qu'en ce moment, je ne serais pas de force à voir cette peste de Charlotte, sans lui exprimer mon dégoût. [illegible] *lardon.*)

LEMASSIER, [illegible] amie, ne traînez pas... Vous allez vous faire pincer... Je passe devant pour vous guider... (*Ils sortent.*)

[illegible]

[illegible]

CHARLOTTE, *au dehors.* — Je vous trouve toujours sur ma route, cela devient compromettant à la fin... (*Elle entre avec Hubert.*)

CHARLOTTE, *à Solange, lui serrant la main.* — Nous nous sommes rencontrés en bas... N'est-ce pas, on dirait un ménage?

HUBERT, *même jeu.* — Et je connais du reste des ménages moins unis.

SOLANGE. — Eh bien, puisque vous êtes si bons amis, vous allez me rendre un petit service... Vous allez vous recevoir l'un l'autre, en attendant Mme Gallardon qui m'avait priée de vous faire patienter... Comme cela vous m'éviterez d'arriver en retard à un rendez-vous que j'ai à cinq heures précises...

HUBERT. — Mais non, nous vous avons, nous vous gardons... (*Avec ironie.*) Il attendra un peu, voilà tout...

SOLANGE. — C'est qu'il n'aime pas beaucoup attendre...

HUBERT. — Je comprends cela... Vous êtes si jolie... Il doit vous adorer...

SOLANGE. — Ah! sans me flatter, comme peu de maris, je crois, aiment leur femme...

HUBERT. — C'est donc votre mari?

SOLANGE. — Et qui pensiez-vous que ce fût?

CHARLOTTE. — Ne l'écoute pas, Solange... Il n'a que de mauvaises idées en tête... Je me charge de le mettre à la raison. Mais sauve-toi vite... Tu n'as que le temps...

SOLANGE. — Vous ne m'en voulez pas de vous quitter?

HUBERT. — Oh! moi, je n'en veux qu'à votre mari...

SOLANGE. — Oh! vous... (*Elle sort par la droite.*)

SCÈNE V

CHARLOTTE, HUBERT

CHARLOTTE, *s'asseyant sur un canapé et d'un ton de feinte cérémonie.* — Prenez donc la peine de vous asseoir, cher monsieur. (*Hubert s'assied à côté d'elle.*) Oh! c'est bien près... Enfin!... Ah çà! on ne voit plus que vous ici...

HUBERT. — Je ne suis pas venu depuis huit jours.

CHARLOTTE. — Et cela vous semble long!... Bah! je m'en doutais... Vous faites la cour à Simone...

HUBERT. — Moi, oh! je vous jure!...

CHARLOTTE. — Pas de serments, une preuve...

HUBERT. — Vous voulez une preuve... voilà... (*Il lui saisit la main.*) Je vous aime!

CHARLOTTE, *se dégageant.* — Eh bien, qu'est-ce qui vous prend?

HUBERT. — Il me prend que vous n'êtes plus prise...

CHARLOTTE. — Vous me parlez comme à un fiacre et vous êtes obscur. Tâchez donc d'être plus poli et plus clair...

HUBERT. — Plus je serai clair, moins je serai poli,

CHARLOTTE. — Alors, taisez-vous!...

HUBERT. — C'est trop ennuyeux... J'aime mieux risquer de vous fâcher et tenter de m'expliquer... Je voulais dire qu'actuellement je vous croyais plus abordable qu'il y a deux mois, par exemple.

CHARLOTTE. — Vraiment, et pourquoi cela?

HUBERT. — Parce qu'une femme sans amour est comme une forteresse sans garnison... Personne sur les remparts, l'assaut est plus facile...

CHARLOTTE. — Ce qui revient à dire que, d'après vous, j'avais jadis un défenseur et que je n'en ai plus aujourd'hui... Puis-je connaître le nom de ce héros?...

HUBERT. — Je ne pense pas vous étonner énormément en vous disant qu'il s'appelle Jacques?...

CHARLOTTE. — Qu'en savez-vous?...

HUBERT. — Je vous répondrai là-dessus ce que Royer-Collard disait de l'existence de Dieu: « Je n'en sais rien, mais j'en suis sûr... »

CHARLOTTE. — Et depuis quand lisez-vous du Royer-Collard?...

HUBERT. — Depuis hier soir...

CHARLOTTE. — Vous devenez bien pédant... Décidément il n'y a plus d'hésitation possible... Vous êtes amoureux de Simone... (*Geste de dénégation d'Hubert.*) — Si, si, prenez garde, je vous dénoncerai au mari...

HUBERT. — Vous êtes donc restée avec Jacques en bons termes?

CHARLOTTE. — Excellents!... Je suis son amie, son paravent, son chandelier, ce que vous voudrez, et il me dit tout... comme à un frère...

HUBERT. — Cela vous amuse, ces confidences?...

CHARLOTTE. — Cela m'intéresse... J'évoque des souvenirs, je compare...

HUBERT. — Il vous aimait mieux que... que la nouvelle, n'est-ce pas?...

CHARLOTTE. — Il m'aimait autrement...

HUBERT. — Bien entendu... On ne se sépare que pour changer...

CHARLOTTE. — Vous vous moquez encore de moi, il me semble?...

HUBERT. — Non, je vous plains, tout simplement...

CHARLOTTE. — Et de quoi me plaignez-vous, âme charitable?...

HUBERT. — De jouer un jeu cruel qui vous leurre vous-même et ne vous causera que des déboires... Confidences, petits services, bonne amitié, prétextes que tout cela dont vous vous abusez pour justifier à vos propres yeux votre présence ici... Votre bouche en sourit, mais votre cœur en saigne... Au fond vous aimez toujours Jacques et, sans l'espoir de le reprendre un jour, vous ne souffririez jamais tant d'humiliations... Vous êtes comme ces pêcheurs à la ligne qui ont laissé filer leur proie, et qui sous le soleil, sous l'orage, demeurent jusqu'au soir immobiles, sombres et têtus, à attendre vainement qu'elle veuille bien mordre encore... Si j'étais vous, ma chère, je m'instruirais de leur exemple et je jetterais la ligne ailleurs...

CHARLOTTE. — Est-ce à titre de pêcheur ou de proie que vous me donnez ces beaux conseils?

HUBERT. — Aux deux...

CHARLOTTE. — Eh bien, détrompez-vous... Je suis à tout jamais dégoûtée de la pêche et je n'ai donc rien à en redouter, ni avec Jacques, ni avec vous, ni avec d'autres...

HUBERT. — Nous recauserons de tout cela à Cabourg, et vous verrez que j'avais raison...

CHARLOTTE. — Ah! vous venez aussi à Cabourg cet

été... Mais c'est la grande passion!... Simone vous a tourné la tête...

HUBERT. — Il ne tient qu'à vous de me la retourner.

CHARLOTTE. — Nous finirions par vous faire mal... Non, je ne suis pas si méchante... Et tenez, je vais vous le prouver tout de suite... Voilà Simone qui arrive... Je vous laisse seuls ensemble...

HUBERT. — Mais au contraire, je vous assure...

CHARLOTTE. — Taisez-vous donc, vous êtes ravi : vous avez déjà vos petits yeux qui brillent comme des boutons de bottines... (*Elle se dirige vers la droite et se rencontre avec Simone.*)

SCÈNE VI

[illegible] SIMONE

SIMONE, [illegible] *doucement.* — Comment, tu t'en vas quand j'arrive?...

CHARLOTTE. — Je monte chez Mme Gallardon...

SIMONE. — Tu sais qu'elle va descendre... Elle achève de défaire son sac...

CHARLOTTE. — Justement, je ne veux pas qu'elle se presse et je descendrai avec elle quand elle aura fini...

SIMONE. — Vous, [illegible] tout à l'heure... (*Elle [illegible] vers Hubert et lui serre la main.*) Vous allez bien?

HUBERT. — Je vais mieux.

SIMONE. — Vous avez été souffrant?

HUBERT. — Non, mais je vous attendais et vous ne veniez pas...

SIMONE. — Vous devez être fatigué d'avoir préparé cela... Voulez-vous une tasse de thé pour vous remettre?...

HUBERT. — Volontiers... (*Un temps*). Eh bien, j'ai suivi vos ordres, vous savez...

SIMONE, *préparant le thé.* — Quels ordres?..

HUBERT. — J'ai lu les poésies de Verlaine...

SIMONE. — Vous êtes content de cette lecture?...

HUBERT. — Oui, j'ai trouvé cela très bien, très bien, tout à fait bien...

SIMONE, *riant.* — Convenez que les vers vous assomment...

HUBERT. — J'en conviens, mais ceux-là m'ont plu...

SIMONE. — Ils vous ont plu parce que vous êtes un ami docile et que vous ne voulez pas me déplaire en me contredisant...

HUBERT. — Je veux mieux que cela...

SIMONE. — Quelle ambition!...

HUBERT. — C'en est une, mais je l'ai... Je veux vous plaire...

SIMONE. — Oh! ce n'est pas bien difficile... Presque tout le monde me plaît... L'important dans la vie est de savoir s'arranger... Quand les gens ne m'amusent pas, je tâche de m'en amuser...

HUBERT. — Et suis-je des premiers ou des seconds?

SIMONE, [illegible] *main.* — Tantôt des uns, tantôt des autres : vous voyez que je suis franche...

HUBERT, *s'approchant d'elle et d'une voix hachée.* — Ma chère amie, écoutez-moi, depuis douze ans que je vous connais, je crois que jamais une de mes paroles, jamais un de mes regards ne vous a révélé...

SIMONE, *éclatant de rire.* — Oh! que vous êtes drôle, comme cela... (*Elle lui pose vivement la tasse entre les mains.*) Tenez, en ce moment vous êtes à la fois des premiers et des seconds, de ceux qui m'amusent et des autres... Comment, vous Hubert, vous alliez vous lancer dans la grande déclaration!... Quelle erreur!...

HUBERT, *décontenancé.* — Mais qui vous a dit?...

SIMONE. — Voyons, mon cher Hubert, pensez-vous que je ne me suis pas aperçue des manèges sournois et timides où vous vous dépensez auprès de moi depuis quelques semaines; pensez-vous que je n'ai pas remarqué le tour bizarre des protestations amicales que vous m'avez prodiguées à votre dernière visite? Pensez-vous, enfin, que moi, qui vous connais depuis douze ans, comme vous me le rappeliez à l'instant, pensez-vous que je ne sois pas au fait de vos mœurs de poule vagabonde?

HUBERT. — Poule vagabonde!...

SIMONE. — Mais oui... Vous savez qu'il y a deux sortes de poules, les sédentaires et les vagabondes... Celles qui pondent à poste fixe, couvent leurs œufs, ne quittent pas un moment leur progéniture prochaine. Et les autres, celles qui pondent n'importe où, partout, au hasard, s'en vont et ne couvent jamais... Eh bien, vous êtes de ces dernières... Vous pondez vos déclarations ou demi-déclarations ici, là, à droite, à gauche, chez toutes les femmes... Puis vous disparaissez... Vous attendez... Et huit jours, un mois, deux mois après, selon que le cœur vous en dit, — comme aujourd'hui par exemple, vous passez voir si d'aventure votre ponte n'aurait pas prospéré. Hélas! j'ai le regret de vous le dire... votre œuf ici n'a pas éclos... Il vous restera pour compte... Seulement, ce qui me dépasse, c'est que rien qu'une minute vous ayez pu fonder quelque vilain espoir sur moi, — moi une vieille camarade, moi qui adore mon mari.

HUBERT. — Vous l'adorez après huit ans de mariage?...

SIMONE. — Je l'adore... Il n'y a pas d'autre mot pour exprimer l'affection ardente que je lui porte... Et pourquoi ne l'adorerais-je pas?... Jacques est un homme joli, élégant, tendre, spirituel, un mari presque parfait...

HUBERT. — Presque...

SIMONE. — Oh! je disais presque par modestie... Vous trouvez des défauts à Jacques... C'est votre droit... Pour ma part, sincèrement, je ne lui en découvre aucun...

HUBERT. — Vous, une femme si intelligente!...

SIMONE. — Mettons que c'est le côté faible de mes belles facultés.

HUBERT. — Cependant en cherchant bien...

SIMONE. — Que voulez-vous dire?...

HUBERT. — Je veux dire qu'en cherchant bien, dans la conduite d'un mari on trouve généralement...

SIMONE. — Prenez garde, mon cher, vous êtes au bord d'une méchante action...

HUBERT. — Comment cela?

SIMONE. — Évidemment: ou vous ne savez rien sur Jacques et vous allez le calomnier, ou vous savez quelque chose et vous allez le dénoncer...

HUBERT. — Ah! vous avez de ces raisonnements qui vous coupent bras et jambes.

SIMONE. — Je vous coupe la parole simplement, quand vous étiez sur le point d'en faire mauvais usage... Vous ne devez pas d'affection à Jacques, qui n'est pas votre ami, à peine un camarade par alliance, mais vous vous devez à vous-même d'apprécier loyalement un homme sur qui au fond vous n'avez rien à dire... (*Un temps.*)

HUBERT, *la regardant sceptiquement.* — Hum!... C'est vrai... J'ai eu tort... Je me laissais entraîner par mes illusions... Oui, je m'étais imaginé un moment que cela pourrait, je ne dis pas vous flatter, mais vous séduire un peu, l'amour d'un homme qui jusqu'ici, si jeune qu'il soit, ne passe pas pour avoir échoué auprès des plus jolies et des plus difficiles...

SIMONE. — C'est à peu près le discours que me tenait l'autre soir, au bal, le jeune Hector Perrier...

HUBERT. — Le romancier?...

SIMONE. — Lui-même... Il me faisait de sa personne des offres aussi cordiales que vous ici de la vôtre... Et pour me convaincre il ajoutait: « Quoi, vous ne serez pas fière, d'être, vous aussi, mon amie, de figurer, vous aussi, comme héroïne dans ma vie, dans mes romans... et après, quand vous évolueriez à travers les salons, de soulever sur votre route tout un petit frémissement de curiosité et d'envie? »

HUBERT. — Il en a un toupet... Et que lui avez-vous répondu?...

SIMONE. — Que j'acceptais, à condition qu'il commençât par faire un roman où il nous peindrait tous les deux, moi, amoureuse de lui à la folie et lui, vivant à mes crochets... De façon que lui aussi, quand il traverserait les salons, il bénéficiât, à son tour, d'un petit frémissement de curiosité et d'envie...

HUBERT. — Il devait être furieux!...

SIMONE. — Il m'a regardée avec des yeux ronds, un sourire oblique et n'a plus insisté...

HUBERT. — Bah! vous y perdez peu... Ce pauvre Perrier est bien déjeté, bien fatigué...

SIMONE. — Tiens, c'est précisément ce qu'il me disait de vous...

HUBERT. — Comment, il a osé?...

SIMONE. — Oh! mon cher, les hommes d'aujourd'hui n'ont pas des manières très variées de courtiser les femmes... Ils procèdent en deux temps: vanter la rareté de leur amour, puis dénigrer la vaillance physique des rivaux... Mais au bout de ces deux mouvements, ils sont bien à court de munitions et l'on a raison d'eux avec une plaisanterie.

HUBERT. — Hé! hé! vous me paraissez joliment au courant... Vous avouez donc qu'on vous parle d'amour et que vous laissez faire?...

SIMONE. — C'est-à-dire que, par politesse, j'écoute ce que me disent les hommes de notre monde... Et comme la plupart ne savent parler que d'amour ou de ce qu'ils croient être ça, force m'a bien été d'observer leurs petites manies... Mais, je vous prie de le croire, sans y participer... On peut décrire les fourmilières et n'être pas pour cela une fourmi...

HUBERT. — Loin de moi la pensée de vous traiter de fourmi... Seulement si, dans la fourmilière mondaine, tous les hommes, selon vous, ont les mêmes mœurs, les mêmes façons, si tous ne savent parler que d'amour aux femmes, lorsque vous voyez votre mari à l'autre bout d'un salon penché sur une jolie personne et lui murmurant des propos que vous ne pouvez entendre... Suivez bien mon raisonnement...

SIMONE. — Je fais mieux, je l'achève... Quand je vois de loin Jacques dans la gracieuse posture que vous lui prêtez, je supposé qu'il tient à cette dame des propos analogues à ceux que ses semblables tiennent en pareil cas... Mais je suis sûre qu'il dit ces fadaises comme je les écoute: en riant...

HUBERT. — En riant, ou pour rire?

SIMONE, *sèchement.* — Pour rire et en riant.

HUBERT. — Bref, vous n'êtes pas jalouse? Vous avez toute confiance en votre mari?

SIMONE, *même ton.* — Une confiance illimitée!...

HUBERT, *se levant.* — Si nous parlions d'autre chose...

SIMONE. — J'allais vous le proposer... (*Se levant.*) Et voici, du reste, Mme Gallardon qui va nous y aider...

SCÈNE VII

LES MÊMES, Mme GALLARDON, CHARLOTTE, puis GERMAIN

HUBERT, *saluant et serrant la main de Mme Gallardon.* — Bonjour, chère madame... Vous avez fait un bon voyage?...

Mme Gallardon. — Excellent, monsieur Marquette... Et votre famille se porte bien?...

Hubert, *à Simone.* — Est-ce que ma famille se porte bien?... *Simone fait un signe de tête affirmatif.* Oui, très bien, je vous remercie, elle se porte très bien...

Mme Gallardon. — Oh! pardon, j'oubliais que vous aviez eu ensemble des mots...

Hubert. — Des chiffres, plutôt... Mais comme vous êtes bien informée pour une provinciale!...

Mme Gallardon. — Bah! Mme de Sévigné l'était aussi, provinciale, ce qui ne l'a pas empêchée d'être la plus grande potinière de son siècle... Je fais comme elle ou à peu près... J'écris, on me répond, et je me tiens au courant... Eh! à propos de potins, Simone, qu'est-ce que cette Mme Lajiano qui est devenue ton amie?... On la dit assez jolie, mais un peu sotte... Est-ce vrai?...

Simone. — Vrai comme tout le bien et tout le mal que l'on dit des gens... Ajoutez au bien, retranchez du mal et vous aurez la vérité...

Mme Gallardon. — Donc elle est très jolie et pas trop bête!... Mâtin, elle doit empaumer tous les hommes!...

Simone. — Je crois qu'elle a beaucoup de succès...

Mme Gallardon. — Tiens! j'aimerais à la voir, cette petite...

Germain, *annonçant.* — Madame Lajiano.

Simone, *à Mme Gallardon.* — Vous allez être satisfaite...

SCÈNE VIII

LES MÊMES, ELENA

Elena, *très gaie, distribuant des bonjours.* — Bonjour, amie... Bonjour!... Bonjour!... (*Saluant.*) Madame...

Simone. — Madame Gallardon, notre excellente amie dont je vous ai parlé souvent...

Elena, *très léger accent.* — Certes oui, Madame... Simone vous aime puissamment...

Mme Gallardon. — Et croyez que je ne l'aime pas moins...

Elena, *à Simone.* — Vous m'excusez venir si tard... C'est ce concert qui a tant duré...

(*Mme Gallardon, pendant tout le dialogue, ne cesse de fixer tour à tour Simone et Elena.*)

Simone. — Quel concert?

Elena. — Le concert au Cirque d'Été... Vous savez, ces concerts populaires... oh! c'est très élégant, malgré les bas prix, très bien fréquenté... (*Elle rit.*)

Simone. — Je vous crois sans peine... Payer un franc ce qui en coûte cinq, c'est une forme d'œuvres populaires qui ne doit pas effrayer les riches...

Elena, *riant.* — Vous êtes drôle, amie...

Charlotte. — Le programme était beau, Madame?...

Élena. — Superbe... On a donné du Glück, du Hændel, et l'*Enchantement de la Forêt*... Exécution magnifique... Du reste, moi, Italienne, je ne peux supporter que la musique allemande... C'est drôle, hé?... (*Elle rit.*)

Simone, *à Mme Gallardon.* — Il faut vous dire que Mme Lajiano, qui est une parfaite musicienne, a une voix exquise...

Elena. — Oh! pas grande!... (*Elle rit.*)

Simone. — Assurément, je n'irai pas jusqu'à déclarer que vous avez une voix de chanteuse d'Opéra... Mais telle quelle, votre voix est chaude, vibrante, prenante, tout à fait personnelle... (*A Mme Gallardon.*) Nous vous ferons entendre Madame un de ces soirs avant votre départ...

Mme Gallardon, *distraitement.* — J'y compte bien...

Elena. — Et vous partez toujours la semaine prochaine?...

Simone. — Non, pas la semaine prochaine, dans une dizaine de jours au plus tôt...

Elena. — Nous, nous sommes bien tristes... M. Lajiano est revenu ce matin de Cabourg... mais bredouille... (*Elle rit.* Tout loué déjà... Il ne restait plus qu'une villa convenable et encore qui ne sera libre que dans six semaines, le 20 août, après les courses...

Simone. — Comme c'est fâcheux!...

Elena. — Très. (*Elle rit.*) Nous chercherons peut-être à Villers ou à Trouville...

Mme Gallardon, *avec dignité.* — Ce sera bien loin de nous!...

Elena. — Vous dites juste, Madame. (*Elle rit.*)

SCÈNE IX

LES MÊMES, JACQUES LAJIANO

Jacques, *entrant suivi de Lajiano.* — Ah! ma tante!... Vous permettez... (*Il l'embrasse.* Je vous présente mon ami M. Sigebert Lajiano... Mme Gallardon, ma tante...

Lajiano, *avec un profond salut.* — Puissamment honoré, Madame... (*Saluts. Ils s'asseyent. — Charlotte et Hubert causent assis à l'écart.*)

Simone, *serrant très cordialement la main à son mari.* — Tu ne sais pas ce que Mme Lajiano nous racontait... Il paraît que tout est loué à Cabourg et que M. Lajiano n'a pu y trouver de logement.

Jacques, *souriant.* — C'est arrangé... Je lui en ai trouvé un, moi...

SIMONE. — Toi! Où cela?...

JACQUES. — Chez nous!...

SIMONE. — Chez nous!... Ah!... Très bien... c'est une bonne idée...

JACQUES. — Oui, je n'en suis pas trop mécontent... Lajiano m'a narré sa mésaventure... Et je lui ai offert l'hospitalité à la maison jusqu'à ce que la villa qu'il désirait louer soit libre... Nous serons là-bas vers le 15 juillet... (*A Elena.*) Cela vous fera un petit mois à passer sous notre toit, si vous voulez bien l'honorer de votre présence, chère madame...

ELENA. — Mais non, non... Mille grâces... Je ne veux pas... (*A Lajiano.*) Tu as eu tort d'accepter, ami, nous causerons cent embarras dans cette maison...

JACQUES. — Des embarras!... Mais aucuns... n'est-ce pas, Simone?

SIMONE. — Oh!... aucuns!...

JACQUES. — Vous habiterez au second deux pièces très gentilles, très claires, avec vue sur la plage... Plaignez-vous donc encore!...

ELENA. — Je ne me plains pas vraiment, mais sur mon cœur je n'ose... (*Elle rit.*)

JACQUES. — D'ailleurs, inutile de protester... Lajiano s'est engagé... Vous n'avez plus qu'à le suivre... Et je vous donne mon billet que nous la mènerons douce et joyeuse. Ma tante est, quand elle veut, gaie comme une jeune fille... Elle adore les excursions comme un Anglais... Elle marche comme un chasseur alpin...

Mme GALLARDON. — C'est cela, tu as raison... Rassure un peu Madame sur mon compte...

ELENA. — Il n'était pas besoin, Madame!... (*Elle rit.*)

LAJIANO. — Seulement, je vous préviens...

ELENA. — Que veux-tu dire, ami?

LAJIANO. — Laisse-moi le dire, amie, si tu veux que je le dise...

JACQUES. — Oui, voyons, laissez-lui exprimer sa petite idée.

LAJIANO. — Je vous préviens, moi, qu'en fait de parties, je ne connais que celles du Casino... Donc pour les excursions, n'ayez pas souci de ma personne...

Mme GALLARDON. — Ah! vous êtes joueur, Monsieur?...

LAJIANO. — Puissamment, Madame. Quand je ne suis pas à la Bourse, il faut que je sois au cercle, et inversement la même chose... Il faut que je joue toujours, à n'importe quoi, à l'écarté, au piquet, au poker, au bridge, au polignac, au trente-et-un ravageur...

ELENA. — Voyons, ami, tu ne vas pas dire tous les titres...

LAJIANO. — Ah! amie, je réponds à Madame...

Mme GALLARDON. — Et vous avez toujours eu cette passion?...

LAJIANO. — Toujours, Madame!... Déjà je jouais à quinze ans, quand j'étais petit employé à Constantinople...

Mme GALLARDON. — Vous êtes Turc, monsieur Lajiano?...

JACQUES. — Non, il n'est pas Turc, il est Bulgare... il est né... dites donc à ma tante où vous êtes né?...

LAJIANO. — Né à Tcharémijarevatz.

JACQUES. — Tout simplement.

LAJIANO. — Oui, j'ai joué, en Turquie, en Allemagne, en Italie, partout où j'ai passé... Et c'est même à cette manie que je dois un peu ma femme...

SIMONE, *à Elena.* — Comment, vous aussi, vous êtes joueuse!... J'ignorais...

LAJIANO. — Non pas elle, sa mère, la comtesse Granizzi... Nous avons fait connaissance à Milan, dans un bureau de loterie où nous nourrissions le même *terne*... N'est-ce pas exact, Elena?

ELENA. — Si, ami, mais nous devons partir... Il est près de sept heures...

LAJIANO. — Je t'obéis, ma chère... (*Tout le monde se lève, Charlotte et Hubert se rapprochent.*)

Mme GALLARDON, *bas à Jacques.* — Mes compliments... il est charmant, ton nouvel ami...

JACQUES, *souriant, même jeu.* — Oh! un peu raconteur d'histoires... Mais, au fond, un très brave homme!...

Mme GALLARDON, *même jeu.* — Tant mieux!... C'est l'essentiel...

SIMONE, *à Charlotte et Hubert.* — Au revoir, à bientôt, n'est-ce pas?... (*Ils sortent.*)

Mme GALLARDON, *à Elena.* — Au plaisir de vous revoir, Madame... Et en tout cas à Cabourg, alors.

ELENA. — Oh! je suis toute honteuse... (*A Simone lui prenant la main.*) Vous me pardonnez, amie?...

SIMONE, *avec un sourire contraint.* — Mais, je n'ai rien à vous pardonner... Je suis enchantée, au contraire...

JACQUES, *la retenant.* — Ne te dérange pas, je raccompagne Madame... (*Ils sortent tous par la gauche, sauf Mme Gallardon et Simone qui va s'installer au piano placé au fond de la pièce et prélude lentement. Mme Gallardon a pris en main une broderie.*)

SCÈNE X

SIMONE, Mme GALLARDON, puis LEMASSIER, puis JACQUES

Mme GALLARDON, *observant Simone.* — Elle n'a pas sourcillé!... (*Lemassier entre par la droite.*)

LEMASSIER, *s'approchant de Simone et l'embrassant sur le front.* — Tu as eu des visites?

SIMONE, *s'arrêtant de jouer et pivotant un peu sur son tabouret.* — Celles que tu sais, plus les Lajiano, nos futurs hôtes.

LEMASSIER. — Nos futurs hôtes ?...

SIMONE. — Oui, Jacques vient de les inviter à passer un mois chez nous à Cabourg, en attendant qu'ils aient trouvé à louer ailleurs.

LEMASSIER. — Et tu as consenti?...

SIMONE. — Il m'aurait été malaisé de refuser... Jacques m'a informée de l'invitation devant les Lajiano eux-mêmes...

LEMASSIER. — C'est délicat de sa part!...

SIMONE. — Oh! je n'y vois réellement aucun inconvénient... Lajiano est un peu vulgaire... Mais sa femme est gentille... Et puis un mois, cela file bien vite.

LEMASSIER. — Ouais! tu m'en diras des nouvelles au bout de quinze jours seulement... Et de toutes façons ne trouves-tu pas qu'avant, Jacques aurait pu me consulter?...

SIMONE. — C'eût été plus convenable... Mais tu le connais, quand il désire faire une chose, il ne réfléchit pas, il la fait tout de suite, sur l'heure...

LEMASSIER. — Il a cela de commun avec beaucoup de gens mal élevés... (*A Mme Gallardon.*) Excusez-moi, ma chère amie... Mais de tels procédés me mettent hors de moi...

Mme GALLARDON. — Vous n'avez pas à vous excuser... Je vous approuve sur tous les points. (*Jacques rentre en chantonnant par la droite. Simone recommence à jouer très sourdement.*)

LEMASSIER, *à Jacques.* — Qu'est-ce que me dit Simone, que vous avez invité les Lajiano à Cabourg?

JACQUES. — Parfaitement... Cela vous contrarie?

LEMASSIER. — Il est bien tard pour me le demander...

JACQUES. — Vous avez toujours fait le meilleur accueil à ces gens et je ne pouvais guère supposer...

LEMASSIER. — Entre un accueil poli et l'hospitalité complète, il y a une distance...

JACQUES. — Oh! laissez-moi vous rappeler, sans nulle acrimonie, que, de cette distance, je suis seul juge... Je serais désolé que vous ne vinssiez pas avec nous à Cabourg... Mais la maison est louée par moi, à mon nom... Et je ne puis cependant pas, au gré de vos caprices, me priver de recevoir des amis qui me plaisent...

LEMASSIER. — Simone, est-ce ton avis?...

SIMONE, *se levant.* — Je regrette beaucoup, père... Mais je ne puis donner tort à Jacques...

JACQUES, *riant et frappant sur l'épaule de Lemassier.* — Eh bien, mon brave homme, voilà qui vous cloue!...

LEMASSIER. — Je vous ai déjà dit, Jacques, que la différence d'âge ne comportait pas entre nous de telles familiarités.

JACQUES. — Mon Dieu! père, vous êtes grognon... Comment! Je rentre enchanté d'avoir invité chez moi des amis que j'aime bien... En réponse à vos reproches, je vous offre l'hommage de ma belle humeur. Je me permets une petite plaisanterie, oh! bien innocente!... Et vous me rembarrez!... C'est renversant!... Mais je me demande un peu ce que vous ont fait ces pauvres gens pour vous être antipathiques à ce point... Non, là, franchement, répondez, je ne me fâcherai pas...

LEMASSIER. — [illegible] Oh! rien du tout!...

JACQUES. — Alors!... Riez donc et prenez plus gaiement votre parti de passer quelques semaines en face d'une délicieuse petite femme et d'un gros excellent homme de mari qui chaque soir vous fera votre partie de whist ou de crapette... Voyons, est-ce que je n'ai pas raison, ma tante?

Mme GALLARDON. — [illegible] Si, si, tu as très raison!...

Il s'approche de Simone qui [illegible] parlant tout bas.)

LEMASSIER. — [illegible] *à Mme Gallardon.* — Eh bien! vous avez vu?... Vous avez entendu!... Est-ce qu'il n'y aurait pas de quoi éclater mille fois?... Qu'en dites-vous?

Mme GALLARDON. — Je dis que vous allez faire une bêtise si vous restez ici, et que je vous emmène... Simone, je monte avec ton père lui montrer des photographies que j'ai prises là-bas...

SIMONE. — Bien, Madame! (*Ils sortent par la gauche.*)

SCÈNE XI

JACQUES, SIMONE

JACQUES, *[illegible] Simone.* — Non, mais regarde-moi donc... Je t'assure que tu as quelque chose de changé...

SIMONE. — A mon avantage?...

JACQUES. — Si c'était à ton détriment, est-ce que je t'en ferais mention... Tu as modifié ta coiffure?

SIMONE. — Non, je suis coiffée comme tous les jours...

JACQUES. — Alors, c'est ton corsage... la forme de ton col?...

SIMONE. — Tu m'as vu déjà cette robe dix fois!...

JACQUES. — Enfin, je ne sais pas, mais tu as un éclat dans le regard, une certaine fébrilité qui te vont très bien... Tu me plais beaucoup ainsi!... (*Il l'embrasse.*)

SIMONE. — Je vois ce que c'est... Ta bonne humeur tourne en tendresse.

JACQUES. — Oui, je suis ravi... je l'avoue... Ah ! et puis, tu sais, j'ai réfléchi... La petite automobile à deux places que j'avais en vue, ce n'est pas ça, pas ça du tout... Ce qu'il nous faut, c'est la grande automobile à quatre places... surtout maintenant que les Lajiano viennent... c'est indispensable. Ah ! tu verras... tu me diras des nouvelles de notre été... Tu n'as pas la moindre idée de la gaieté que ces gens-là vont mettre dans la maison !... Allons, je vais m'habiller... A tout à l'heure. (*Il sort.*)

SIMONE, *seule, éclatant.* — Et maintenant cette coquine va s'installer chez moi ! Elle habitera chez moi ! Elle couchera chez moi !... Mais ils me feront mourir de chagrin !... Mais j'en deviendrai folle, à la fin !... *Elle tombe en sanglotant dans un fauteuil.*

(*Rideau.*)

L'ÉDUCATION MORALE

DE LA DÉMOCRATIE [1]

II. — L'INSTITUTEUR ET SON INDÉPENDANCE

C'est par les maîtres que doit commencer toute réforme. Vous aurez beau bâtir des maisons pour les écoles, c'est l'âme même de l'instituteur qu'il faut former; sinon, vos palais pleins d'enfants seront moralement vides.

Sur 1 000 personnes, le coefficient criminel des professions libérales est chez nous de 6,35 ; celui des instituteurs est seulement de 1,58. Fournissant ainsi, avec les professeurs de tout ordre, le contingent le plus faible à la pénalité, on peut dire que nos instituteurs joignent l'exemple à la parole. On trouve chez eux ce premier fonds de valeur personnelle nécessaire à toute action morale sur autrui. Leur mission élevée les élève eux-mêmes : il y a dans le rôle d'éducateur une vertu que l'éducateur subit tout le premier. Il parle à des enfants, il leur parle de leurs devoirs, il leur parle de leur patrie : il a le sentiment d'une mission à la fois paternelle et civique. La noblesse du but fait la dignité du caractère. Aussi, toutes les fois qu'il y a eu en France quelque belle tâche à accomplir, on s'est tourné avec confiance du côté des instituteurs, et jamais cette confiance n'a été trompée. Depuis quatre ans, on leur a demandé des efforts nouveaux, en faveur de l' « école prolongée » ; dès que l'appel a été fait, immédiatement, sur tous les points de la France, les bonnes volontés se sont affirmées. Selon le directeur actuel de l'Instruction primaire, les instituteurs, sans marchander ni hésiter, continûment, ont ajouté au labeur du jour la lourde besogne de la veillée ; en beaucoup de localités, ils ont payé de leurs deniers, tout en payant de leur temps et de leurs peines. C'est l'honneur de ceux qui ont une mission éducatrice que de donner plus qu'ils n'ont promis et plus qu'ils ne doivent, par surabondance de cœur et don gratuit d'eux-mêmes.

On peut dire que, comme les professeurs de nos lycées et de nos universités, les maîtres de nos écoles, quelque modeste que puisse sembler leur situation, font partie de l'élite qui a entre ses mains l'avenir de notre pays. Est-ce parmi nos politiciens que vous trouverez le cœur et la tête de la France? Nous sommes trop souvent dirigés par les pires éléments de notre nation, et nous subissons ainsi la loi fatale des démocraties mal organisées. Si, par malheur, nous laissions déchoir à son tour l'Université, non seulement dans la personne de ses professeurs, mais encore dans celle de ses instituteurs, nous priverions la démocratie française d'un des rares et nécessaires contrepoids qu'elle puisse opposer à l'invasion des égoïsmes.

Malgré leur supériorité réelle sous l'apparente humilité de leurs fonctions, quelque chose manque cependant aux instituteurs, non par leur faute, mais par celle du temps où ils vivent : un ensemble de convictions morales raisonnées d'où puisse venir une direction précise et sûre de leur enseignement.

Comment l'instituteur ne subirai-t-il pas le contrecoup de l'ébranlement universel? A ce sujet nous avons reçu, il y a quelques années, d'un des plus distingués directeurs d'école communale à Paris une lettre qui mérite d'être citée en partie, tant elle fait honneur, par son élévation, au corps enseignant des écoles primaires. Selon lui, les instituteurs que l'influence du milieu ou le libre examen a conduits hors des églises traditionnelles s'attachent rarement au spiritualisme, qui les recueille tout d'abord, mais qui paraît impuissant à les retenir. Ils tombent alors trop souvent dans « l'indifférence » : leur vie morale va s'appauvrissant et ils finissent par s'endormir dans le soin exclusif de leurs intérêts personnels et vulgaires. Quelques autres subissent « l'influence non moins déprimante du naturalisme anglais ou du matérialisme français ». Livré à lui-même, l'instituteur n'a ni assez de culture, ni assez de critique pour se dégager de telles étreintes.

« Les arguments qu'oppose à ces doctrines, très fortes sur leur terrain, le spiritualisme de MM. X... et Y..., et de quelques autres, paraissent absolument insuffisants, même à de tout jeunes normaliens. Notre génération a besoin de se rattacher à une conception idéale et religieuse du monde et de la

1. Voyez la *Revue* du 15 décembre.

vie. Il faut commencer par lui inspirer la crainte salutaire de se tromper et de tromper les autres sur le sens de la destinée, qui est chose mystérieuse et grave. »

Et notre correspondant ajoute :

« Je voudrais voir l'enseignement psychologique et moral de nos écoles normales primaires s'imprégner de plus en plus de cet idéalisme si nécessaire pour donner à l'éducation laïque la vie, le cœur et l'âme qui lui manquent. Pour moi, en attendant, j'essaye de me recueillir dans des pensées élevées et sereines, chaque soir, après l'accomplissement de cette multitude de *petits devoirs* dont se compose le *devoir*, mais qui finirait à la longue par nous épuiser et nous dessécher. C'est d'ailleurs un préjugé regrettable qui porte les esprits étroits à dire que la spéculation et les hautes études nuisent à la pratique des petits devoirs : la vérité est qu'elles nous rendent plus scrupuleux, plus difficiles à contenter même dans le domaine de la pratique. »

Sans le savoir, celui qui a écrit cette belle page commentait celles de Kant où le philosophe déclare que, dans l'ordre moral, ce qu'il y a de plus élevé est en même temps ce qu'il y a de plus pratique, de plus capable de mettre en mouvement la volonté. C'est ce que surent bien aussi tous les fondateurs de religions ; plus ils plaçaient haut le but, plus ils suscitaient de force pour l'atteindre. Nous l'oublions trop de nos jours (1).

L'Union morale publiée par M. P. Desjardins a fait une sorte d'enquête sur la question des instituteurs. Un prêtre a répondu que l'apôtre de moralité dont notre démocratie a besoin, « on pouvait le faire avec l'humble fils du paysan », mais à une condition : « le consacrer tout entier à l'œuvre éducatrice ». Ce prêtre reconnaissait ainsi qu'à côté du sacerdoce religieux il y a place pour un sacerdoce laïque.

Il faudrait, comme base essentielle, faire donner aux instituteurs, dans les écoles normales, par des professeurs de philosophie, la seule instruction qui soit par elle-même éducative, qui n'ait pas pour résultat une sorte de déclassement intellectuel, qui, au lieu d'inspirer aux instituteurs le dégoût de leur condition, la relève à leurs propres yeux : je veux dire l'instruction morale et sociale sur la base d'un large idéalisme, en s'inspirant des principes que nous avons dégagés dans notre précédente étude (1).

Aussi est-il regrettable que, loin de rapprocher le personnel de l'enseignement primaire et celui de l'enseignement secondaire, on se soit appliqué à les séparer par un abîme. Naguère des professeurs de lycée donnaient dans les écoles normales un enseignement auquel ils prenaient eux-mêmes un vif intérêt et dont les futurs instituteurs retiraient le plus grand profit. Tout à coup on a rompu la communication ; on a écarté les professeurs de l'enseignement secondaire. Bien plus, on a laissé se développer chez beaucoup d'instituteurs, un esprit de concurrence, parfois même d'hostilité, à l'égard des lycées et collèges. Ne vaudrait-il pas mieux rapprocher et réconcilier les deux ordres d'enseignement, mais en faisant à chacun sa part légitime ?

L'enseignement moral des écoles normales est resté insuffisant. A ce chaos de connaissances scientifiques, historiques et géographiques, qui disperse l'esprit des instituteurs, il faut substituées une organisation d'idées directrices, une synthèse théorique et pratique des principales notions de l'ordre moral et social. L'esprit philosophique et sociologique est seul capable de faire des « éducateurs ».

Le second point est d'élever la situation matérielle des instituteurs. Leur traitement est encore insuffisant et les oblige à chercher des besognes accessoires. Le dévouement avec lequel ils s'occupent et de leurs écoles et des œuvres post-scolaires, leurs conférences et cours du soir si multiples pour les adolescents et adultes, n'ont pas reçu de l'État ou des communes tout l'encouragement matériel dont ils auraient besoin. Ce n'est pas grever réellement le budget que de consacrer de fortes sommes aux traitements des maîtres de la jeunesse, puisque cette jeunesse est le fond même de la nation.

Si dévoués, si désintéressés qu'on suppose les instituteurs — et ils ont montré d'exemple combien ils l'étaient, — n'est-il pas à craindre que leur zèle se ralentisse si, à la fin de chaque année scolaire, nulle aide efficace, à peu près équivalente au travail fourni, ne vient les soutenir ? La Chambre des députés, à chaque douzième provisoire que rendent nécessaires son imprévoyance coupable et son agitation stérile, grève le budget de près d'un demi-million de francs représentant les frais d'administration, de bureau, d'écritures pour établir le douzième en question. Il lui suffirait de nous épargner quelques douzièmes provisoires pour mettre un million au service de l'éducation après l'école, et des instituteurs qui la don-

---

[illegible] ralité, l'esprit et les tendances de l'instituteur public français. Il a besoin d'idéal. Il lui faudrait une éducation morale et philosophique plus forte, une direction de conscience virile et sympathique durant les années de jeunesse pleines de péril qu'il passe à l'École normale. Aujourd'hui toutes les sources de la moralité sont taries pour celui qui ne peut plus croire et que réprouvent les anciennes églises. La sécheresse, l'atonie qui en résultent sont [illegible] nationale. »

(1) [illegible]

nent; actuellement, l'État ne fournit que cent trente mille francs, somme dérisoire, qui cependant a suffi pour encourager des efforts tout à fait hors de proportion avec elle. Ne restons pas ici en retard sur les autres nations : notre situation est encore plus grave que la leur et surtout plus dangereuse, eu égard à la forme démocratique de nos institutions.

Parallèlement, la situation sociale des instituteurs doit être élevée le plus possible. L'idéal d'une démocratie digne de ce nom serait, selon les paroles d'un de nos inspecteurs d'académie, que l'instituteur pût avoir une autorité sociale; que dans une commune de fraudeurs, par exemple (comme il en est dans tel département frontière), il pût déconseiller et flétrir la fraude ; que, dans un village d'ivrognes, par exemple en Normandie, il pût « dire son fait à l'ivrognerie et aux ivrognes »; et que « lorsque des réservistes mariés revenant de leurs vingt-huit jours (j'ai vu cela) racontent, colportent, en présence même des enfants, le récit de leurs débauches autour de la caserne, il eût le droit et qu'on lui reconnût le devoir d'intervenir, de réclamer le respect dû à l'enfance ». Il faudrait aussi que partout il pût « déplorer la corruption des mœurs électorales, servilité, vénalité et mensonge ».

Mais comment pourrait-il remplir un tel rôle, demanderons-nous, s'il est lui-même condamné à se faire l'humble outil du préfet que quelque saute de vent politique a placé à la tête de son département et emportera demain à l'autre bout de la France? Toute cette action morale et sociale qu'on rêve pour l'instituteur (et sans laquelle la démocratie est vouée à un abaissement certain), elle est devenue presque impossible aujourd'hui en France, avec nos passions politiques, religieuses, antireligieuses, avec nos mœurs, avec nos institutions. « Un homme né chrétien et Français, disait La Bruyère, se trouve contraint dans la satire : les grands sujets lui sont défendus. » Selon l'inspecteur d'académie dont nous signalons les observations si franches et si fortes, « la *liberté* de l'enseignement moral, d'un enseignement moral vivant, humain, particulier et concret, — le seul efficace, — ne rencontre pas moins d'obstacles à notre époque dans l'humble sphère du village et de la démocratie ouvrière ou rustique ; personne n'a le droit de parler au peuple, familièrement, honnêtement, rudement quand il le faut et à cœur ouvert[1] ».

Est-ce à dire qu'on ne puisse rien faire? Non. Mais le moyen préalable, pour rendre aux maîtres leur dignité d'éducateurs, c'est de les restituer tout entiers à l'Université, puisque là seulement ils peuvent être libres, tout en étant soumis à une hiérarchie vraiment digne de leur respect.

C'est là une réforme autrement importante que la plupart des mesures auxquelles s'attachent ceux de nos députés qui se disent réformateurs ; aussi devons-nous insister sur ce point.

Le régime de la nomination préfectorale, introduit à titre de mesure transitoire et exceptionnelle en 1850, fut repris en une loi spéciale par l'Empire, qui y voyait un moyen d'action en sa faveur. Le ministre de Parieu, dans un style burlesque, avait demandé « des *armes* pour *purger* l'instruction primaire des instituteurs gangrenés sous le rapport social et politique ». Et l'on vota la « petite loi » purgative. Sous la troisième République, le régime ne fut défendu que comme motivé *temporairement* par diverses circonstances dont on croyait devoir tenir compte dans l'intérêt de l'école, mais qui, peu à peu, ont disparu ou perdu de leur gravité. C'était l'agitation née des lois scolaires, la campagne contre l'enseignement obligatoire, la résistance violente aux laïcisations, bref la lutte politique et religieuse (1). Les fonctionnaires politiques, en possession provisoire, — depuis cinquante ans, — d'une attribution qui passe, à tort ou à raison, pour leur donner une certaine influence, ne demandent pas à en être déchargés; d'autre part, les agents inférieurs de la politique locale ne veulent pas renoncer à cette arme de combat.

De là une situation fâcheuse. Autant est légitime la centralisation pédagogique, universitaire, au nom des intérêts de l'éducation et de la compétence professionnelle, autant est injuste et nuisible la centralisation purement politique ou, pour mieux dire, politicienne, qui fait de l'instituteur l'instrument de tels et tels préfets et ministres absolument étrangers aux préoccupations morales et éducatives, tout absorbés dans l'égoïsme de leur point de vue de parti, luttant pour rester au pouvoir contre d'autres qui luttent pour arriver au pouvoir. Ce milieu troublé et malsain est le contraire même du milieu éducateur. La mainmise des pouvoirs politiques sur l'instruction primaire est l'arrêt de tout progrès.

« Les préfets sont vos évêques », disait-on jadis aux instituteurs. Singuliers évêques, chargés d'un singulier évangile gouvernemental! Si les préfets de l'Empire sont restés trop célèbres par la manière dont ils entendaient leur épiscopat, ceux de la République n'ont-ils avec eux aucun trait de ressemblance? Est-ce toujours par des procédés moraux qu'ils travaillent la « matière électorale »? Fonds secrets, promesses, intimidations n'y ont-ils jamais

[1] M. Pavie.

(1) Voir le *Manifeste des amis de l'école*.

part? Que l'instituteur craigne son préfet, on s'en doute; qu'il le respecte, c'est chose moins sûre. Et c'est à des instruments de la plus mobile et souvent de la moins scrupuleuse politique que vous donnez l'autorité sur ceux qui doivent former l'âme nationale! Vous accouplez deux termes qui hurlent, éducation et corruption! L'Université contient dans son sein, avec les maîtres de nos écoles, l'élite populaire, et vous voulez la rabaisser au niveau de vos politiciens, dont elle deviendrait l'humble servante!

Paul Bert, en 1877, dans un remarquable rapport, montrait la politique « installée dans la chaire du maître », l'épée préfectorale sans cesse « suspendue sur la tête de l'instituteur », celui-ci changé, envoyé d'un bout à l'autre du département, ruiné par les déplacements ou simplement révoqué par le préfet de la République, les inspecteurs d'académie « impuissants à défendre les instituteurs ». Il ajoutait : « Les choses ont pu être poussées à ce point qu'on a vu récemment certains préfets résister, en vertu de leurs pleins pouvoirs, même aux observations des ministres émus des hécatombes d'instituteurs dans lesquelles ils se plaisaient. » Et c'est ce même Paul Bert qui, devenu ministre à son tour, reniait ses doctrines en répondant à ceux qui voulaient rendre aux instituteurs leur indépendance : « Les principes ont le temps d'attendre. » Tant il est vrai que tous les intérêts de l'éducation nationale ont été, aussi bien sous la République que sous l'Empire, sacrifiés aux calculs de parti les plus condamnables (1).

Qu'on se reporte encore au tableau que faisait un peu plus tard, en 1882, la commission parlementaire chargée d'examiner les projets de loi pour l'indépendance de l'instituteur; on y verra de nouveau quelle est la situation du maître d'école au milieu des incidents multiples de sa vie compliquée. Il est exposé aux sévérités du préfet, qui ne songe qu'à satisfaire son ministre, aux plaintes et aux récriminations du maire « qui ne trouve pas en lui un secrétaire suffisamment docile », des conseillers municipaux « qui veulent lui faire prendre parti dans les querelles locales », du curé « qui veut en faire un chantre », des délégués cantonaux qui trop souvent le tourmentent « d'exigences extra-légales », des parents « qui le rendent responsable des petits méfaits ou de l'ignorance de leurs enfants, des partis politiques qui veulent l'attirer à eux, du conseiller d'arrondissement, du conseiller général, du député, « dont il n'a pas servi les intérêts électoraux », du commis d'académie « dont il ne satisfait pas assez vite les exigences paperassières », trop souvent des paysans eux-mêmes, qui opposent « leur rude labeur à l'apparente tranquillité de sa vie ». L'instituteur n'a « personne pour le défendre, pour l'avertir même des attaques secrètes ». Et que dire pour l'institutrice, partout menacée « de la concurrence des couvents et de la jalousie des femmes », et pour qui les protecteurs sont « presque autant à redouter que les ennemis »?

Les questions politiques comme aussi les questions sociales qui aujourd'hui s'y joignent, sont trop complexes, trop difficiles, trop propres à produire la division des esprits pour que les éducateurs puissent s'y mêler activement et descendre en personne dans « l'arène ». Il y a là un péril sur lequel nous ne devons pas fermer les yeux (1).

M. [illegible] s'élever avec un maire, un homme politique, un conseiller municipal ou général, un député ou sénateur, le préfet a plus de qualité qu'un chef universitaire pour apaiser l'affaire. Rien [illegible] crific presque toujours l'instituteur à l'homme politique dont il peut lui-même redouter la rancune. Au contraire, un chef universitaire, dont l'autorité est due surtout à sa valeur per- [illegible] : [illegible] n'ignore pas la considération due à un député ou à un sénateur, mais le député ou le sénateur n'ignorent pas non plus la considération qu'ils doivent à un recteur : au lieu d'un inférieur, ils reconnaissent en lui un égal, quand ils ne sentent pas un supérieur.

M. Benard disait, dans l'*Enquête ouverte* en 1885 sur la *corps enseignant* : « L'expérience ne s'est-elle pas prononcée et quelques-uns d'entre nous n'en ont-ils point reçu les dures leçons? Si le gouvernement est décidé à éloigner la politique de l'école, l'inspecteur d'académie, couvert par le recteur et le ministre, sera bien fort pour résister à d'injustes sollicitations et consultera de préférence les besoins véritables de l'enseignement, les nécessités du service et les intérêts légitimes des maîtres. » — Voir aussi le petit volume récemment publié par M. Cuissart, ancien instituteur et inspecteur, député de l'Aisne.

(1) Les Italiens en ont fait récemment l'épreuve, surtout dans le Milanais et le Piémont. Chez nous, s'il faut en croire un ancien ministre de l'Instruction publique, une partie du personnel de l'enseignement primaire s'est laissé séduire et entraîner dans la politique la plus aventureuse par les promesses des candidats à la députation. Les vastes connaissances encyclopédiques et mal digérées qu'on a fait figurer au programme des écoles normales ont eu aussi pour résultat d'obs- [illegible] certaines régions, dans une partie du Midi, notamment, « l'instituteur qui ne s'occupe pas de politique militante est l'exception ». La rapide fortune politique de quelques maîtres de nos écoles a exercé « une sorte de griserie » sur beaucoup qui trouvent aujourd'hui trop infime la place qu'ils occupent dans le monde. « Ils rêvent, eux aussi, d'habiter la grande ville, de faire des discours, de parler au peuple. Ils s'exercent à la politique en écrivant dans les journaux des nuances les plus extrêmes, en approvisionnant ces journaux de nouvelles locales en siégeant dans les comités. « Il y a dans les moindres villages des germes de mécontentement et de révolte qui se traduisent par une poussée de socialisme, comme naguère par de brusques adhésions au boulangisme. » Il importe que ceux qui sont chargés de l'éducation, c'est-à-dire d'une fonction de [illegible] ment de dissolution sociale.

Nous avons vu récemment des exemples de ce que l'avenir peut nous réserver de surprises si nous lançons les instituteurs dans la mêlée politique et sociale. L'arme forgée au profit des candidatures officielles était à deux tranchants : les dernières élections l'ont bien prouvé. Lancés dans la politique électorale, les instituteurs ont en grande partie agi contre le ministère d'alors au profit du ministère espéré pour le lendemain. S'ils dépendaient des recteurs, non des préfets et des députés, leur influence politique serait transportée dans des sphères toutes générales et bien plus indépendantes des partis. Ceux que les passants de l'hôtel de la Préfecture sont aujourd'hui impuissants à gagner, le recteur les aurait sous son autorité plus haute, plus sereine et plus constante. Les Républicains, même modérés, ont fait sur ce point de mauvaise politique : ils en recueillent aujourd'hui les fruits. De leur côté l'école et l'éducation se trouvent victimes de considérations étrangères et sont sacrifiées à un intérêt mal entendu. En réalité, la République n'a rien à craindre, elle a tout à gagner, pour sa durée et sa prospérité, à l'indépendance de ses instituteurs vis-à-vis des agents de la politique militante, qui est éphémère, à leur dépendance par rapport aux représentants universitaires des grands intérêts moraux et sociaux, qui sont permanents.

Il faut enlever l'instituteur à toute pression non seulement centrale, mais aussi locale. « Les petits tyranneaux de village interviennent auprès de nos chefs, écrit un instituteur, soit pour prôner leurs amis, soit pour desservir leurs ennemis ; le plus souvent ils s'arrangent de façon à satisfaire à la fois leurs rancunes et leurs préférences. Arracher de leurs griffes des victimes innocentes n'ayant d'autre tort que de ne pas céder à leurs caprices serait déjà un grand bien. » Ce résultat serait bien près d'être atteint si l'on décidait que *l'instituteur titulaire, nommé par le recteur, ne peut être déplacé, sans son consentement, qu'après avis du Conseil départemental.* Sollicité de commettre quelque déni de justice, l'inspecteur d'académie, couvert par le recteur et ne dépendant que de lui, se retrancherait derrière l'obligation légale à lui imposée et ne serait plus exposé à faire « ce que réprouve sa conscience ».

La commission parlementaire qui étudie en ce moment la question vient encore de « réserver » la nomination des instituteurs, et on se demande ce que la Chambre entière va décider. Quand donc le Gouvernement républicain renoncera-t-il aux pratiques de l'Empire? Morale et politique ne furent jamais considérées comme deux sœurs. Il faut pourtant qu'elles s'efforcent de le devenir. Un gouvernement républicain où l'instruction se répand de plus en plus, où l'opinion et la presse exercent une influence de plus en plus grande, — laquelle n'est pas toujours bonne, — ne saurait compter d'une façon durable sur les vieux moyens de pression administrative. Son seul salut est dans la diffusion des idées vraies et dans des réformes sincèrement inspirées par le désir de la justice. Pour entretenir le véritable esprit démocratique, ce n'est pas aux préfets qu'il faut se confier, c'est à tous les maîtres de l'Université, soit de l'enseignement primaire, soit de l'enseignement secondaire et supérieur. De l'éducation donnée à ces maîtres, de leur dignité, de leur valeur morale, de leur autorité sociale dépendra l'éducation même de la démocratie.

ALFRED FOUILLÉE.

(*A suivre.*)

LA FRANCE AVANT LE CONSULAT

1795-1800 [1]

III. — PARIS

Avec le Directoire, Paris, la ville des plaisirs, avait repris un aspect agréable.

Depuis dix ans, ce n'était plus le chef-lieu de la royauté, l'immense cité dont les rues étaient traversées d'humbles voitures qui se garaient devant les équipages des grands seigneurs. Les vieux Parisiens se trouvaient noyés en un flot d'hommes accourus de tous les pays, de la province et de l'étranger : foule de cosmopolites, attirés par les affaires et les gains faciles ; masse de provinciaux fuyant les persécutions et les jalousies locales, cherchant l'oubli et la sécurité introuvable en leurs petites villes. Jusqu'en ses quartiers les plus excentriques, un afflux de sang nouveau donnait à Paris une vie plus ardente. La vieille montagne du pays Latin s'était couverte, en quelques années, des essaims d'une jeunesse désireuse de s'instruire aux écoles fondées par la Convention. Et, parmi elle, beaucoup d'Espagnols dont le pays, en Europe, fut le premier à vivre en paix avec la France.

Paris était une ville nouvelle.

Ni les palais, ni les maisons ne possédaient leur ancien état. Les églises, comme en province, servaient de salles de danse, ou de dépôts de marchandises; et leurs clochers demeuraient silencieux, privés de leurs cloches. Les statues de pierre avaient été arrachées aux façades des édifices religieux; les couvents étaient déserts; les tableaux, qui les ornaient,

[1] Voyez la *Revue* des 5 et 12 novembre.

brûlés ou vendus à l'encan. Les demeures princières étaient surchargées d'inscriptions burlesques et farouches en même temps : « Maison ci-devant Bourbon ; ci-devant Conti... la fraternité ou la mort. » Ces mots revenaient partout, comme un refrain de litanie. Les hôtels aristocratiques montraient au-dessus de leur grande porte cochère la place vide de l'écusson où naguère triomphaient les armes de la famille tombées sous le marteau des iconoclastes. Avec une sorte de rage, les fleurs de lis, sculptées dans la pierre sur les monuments publics, avaient été remplacées par le bonnet de la Liberté. Dépenses énormes ! On n'en avait laissé aucune, nulle part ; aucune, même dans les coins les plus obscurs où depuis des siècles elles dormaient à l'abri des toiles d'araignée (1).

Paris était méconnaissable (2) à ceux qui revenaient.

Et de toutes ces demeures superbes que les propriétaires avaient abandonnées pour se réfugier à l'étranger, la plupart s'étaient transformées en maisons de commerce. Les antichambres, les grands salons du rez-de-chaussée, les salles de jeu et la bibliothèque, étaient disposés en boutiques d'épicerie ou magasins de quincaillerie. Une couche d'ocre, un badigeonnage grossier dissimulaient, tant bien que mal, les travaux de cette nouvelle destination. A ce point que Mme de Genlis, une émigrée, ne put reconnaître son ancien hôtel, dans la boutique d'un marchand de vin où elle était entrée pour solliciter une aide.

La fièvre de la démolition sévissait aussi comme en province, dans cette grande ville que la Révolution avait ravagée (1) et sillonnée de cicatrices trop visibles. Les vieilles maisons tombaient avec les églises, avec les couvents, avec les statues, sous le pic des entrepreneurs et des spéculateurs. On ne rencontrait partout que voitures chargées de gravats et de plâtras, de grilles de fer descellées aux chœurs des églises, de vieilles boiseries enlevées aux grands salons des hôtels confisqués et vendus à vil prix. On démolissait, sans rebâtir encore, car il y avait de la place dans les demeures délaissées par leurs habitants ; et les galetas et les mansardes se peuplaient de pauvres gens que Paris avait fascinés.

Parmi eux, quelle activité, quel enthousiasme, maintenant que la guillotine a disparu de la place de la Révolution ! Paris, alors, presque semblable à une grande ville de province, ne se divisait point, comme aujourd'hui, en d'immenses quartiers de maisons neuves où n'habitent que des gens de mêmes mœurs, de même fortune, de même condition. Les petites maisons, asiles des ouvriers, s'élevaient à côté des palais. Il n'existait pas cette démarcation, qui, de nos jours, fait la solitude des grands espaces aristocratiques et le grouillement des faubourgs populaires : Paris vivait dans une fusion perpétuelle des riches et des pauvres.

A l'étranger, beaucoup de gens s'imaginaient que les hécatombes de la Terreur avaient fait de Paris une ville déserte, enveloppée de deuil. Mais le nouvel arrivant, qui aurait suivi l'avenue des Champs-Élysées, eût été bien vite détrompé. Jamais encore il n'y avait eu tant de mouvement, ni tant de luxe, sur cette chaussée splendide, ombragée d'arbres, où se trouvaient réunis tous les attraits d'une vie agitée. De tous côtés partaient des bruits d'orchestre, des sons stridents d'instruments de cuivre, des ronflements de tambours ; de tous côtés se groupaient des chanteurs ambulants, entourés d'oisifs ; des baladins établis sur des tréteaux et vociférant pour retenir les curieux payants. Ici, des orateurs bénévoles, perchés sur des chaises, narraient les victoires des troupes républicaines, ou prêchaient les doctrines que les clubs fermés ne pouvaient plus faire entendre. La

1. Mercier, *le Nouveau Paris*, t. IV, p. 130 :

« [illegible] leurs niches, pour déloger toutes les Vierges, pour effacer les armes sur toutes les tombes. On suspendit de périlleux échafauds pour aller gratter, sous des voûtes, à perte de vue, des figures de papes que, depuis cent années, des araignées cachaient sous le noir tissu de leurs toiles héréditaires. Que dis-je ? les anges et les archanges furent mutilés. Sainte Thérèse en devint camuse ; l'enfant Jésus n'eut plus de tête ; saint Paul était sans bras ; les christs étaient tombés la face contre terre. Le sabre, la pique et la lance s'amusent des blessures portées à tous ces simulacres. Le rire et la folle joie président à cette guerre imprévue contre ce que la religion et les arts avaient offert de plus sacré et de plus inviolable. »

2. *Mémoires de Mme de Genlis*, t. V, p. 85 :

« Tout me paraissait nouveau. J'étais comme une étrangère que la curiosité force à chaque pas de s'arrêter. J'avais peine à me reconnaître dans les rues, dont presque tous les noms étaient changés. Je trouvais des philosophes substitués aux saints. J'avais été préparée à cette métamorphose en lisant l'Almanach national, où j'avais vu les saints remplacés par les sans-culottides, par des oignons, des choux, du fumier, des ânes, des cochons, des lièvres... Je voyais passer des fiacres que je reconnaissais pour les voitures confisquées de mes amis ; je m'arrêtais sur les quais devant de petites boutiques dont les livres reliés portaient les armes d'une quantité de personnes de ma connaissance, et dans d'autres boutiques j'apercevais leurs portraits étalés en vente publique. »

1. Ainsi, dans la séance du Conseil des Cinq-Cents du 30 messidor an VII, l'un des députés se plaignit que la maison d'Uzès, sise rue Montmartre, eût été mise en vente comme bien national et eût trouvé acquéreur pour 12000 francs, moins d'une année de son revenu. Cette vaste maison servait aux bureaux des Domaines. Elle renfermait pour 12000 francs de glaces, pour 30000 francs de plomb. Le rez-de-chaussée était suffisant pour un ambassadeur. Au-dessus, il y avait vingt-cinq appartements de maîtres, un jardin magnifique à la suite, une cour très étendue, remises, écuries et tous les accessoires des anciens hôtels les mieux montés. Le fait dénoncé était si scandaleux que, quelques jours après, cette vente fut cassée.

police les pourchassait. Ils recommençaient ailleurs. Pendant ce temps circulaient, en double rang, des phaétons, des wiskis conduits par des femmes, le fouet en main, qui, arrivées au bout de l'avenue, descendaient pour s'épanouir sous les regards des hommes assis en expectative. Comme aujourd'hui, les Champs-Élysées faisaient la plus merveilleuse promenade que l'on pût voir, dont l'étendue immense venait se perdre sur le jardin des Tuileries, plus fleuri, plus épanoui qu'il ne l'avait jamais été.

Mais où la vie se montrait tumultueuse, bruyante, désordonnée, inquiétante, où elle était le plus attachante aussi, c'était au Palais-Égalité, le Palais-Royal de nos jours. Avec tout ce que le Paris nouveau comportait de plaisirs, de curiosités, de spectacles étranges, s'étalaient également les vices que la furie de l'agiotage et de la spéculation engendrait. Les sous-sols étaient encombrés de bals et de cafés où se chantaient les romances nouvelles, où se jouaient de petites saynètes et des allégories aux événements contemporains. Chateaubriand, à son retour, eut la fantaisie de descendre en l'une de ces caves, et il aperçut, planté sur une table, un petit bossu qui déclamait un hymne à Bonaparte, tandis que, derrière le comptoir, présidait aux beuveries une femme effrontée, la poitrine à demi nue.

Le soir, toutes les galeries, toutes les allées de ce palais marchand se garnissaient de promeneurs, au milieu d'une foule de prostituées, portant, en évidence, la marque de leur infamie. Les émigrés n'y étaient pas rares, se cherchant, se reconnaissant d'un signe, et des chefs de chouans aussi (au nombre de plus de quarante, disait le *Moniteur*), qui venaient y donner des nouvelles des révoltés de l'Ouest et du Midi et propager le mot de passe envoyé par les princes : tous, personnages louches, aux mains sales, à la tenue insolente, disait Mercier. La police finit par s'apercevoir de ces rencontres suspectes, et peu de temps avant le Consulat, elle interdit et ferma le café Valois, connu sous le nom de « café des Incurables », parce qu'il était le lieu préféré de tous les ennemis de la République, d'où partaient les bruits les plus alarmants pour l'opinion (1).

Le jour, c'était une autre cohue, plus dangereuse, plus troublante, plus pernicieuse encore, sur les marches du perron, où l'on trafiquait de toutes les marchandises ; où, en quelques minutes, les pièces d'or subissaient des hausses imprévues ; où des fortunes considérables se constituaient en quelques heures et se désagrégeaient de même par un jeu immodéré. Là, se rencontraient tout ce que Paris abritait d'équivoque, tous les étrangers sans aveu, tous les aventuriers, tous les paresseux, tous les audacieux, que la fortune des favorisés tentait : commis de banque, garçons coiffeurs, domestiques, habitués des cafés et des tripots, recommençant, à un siècle de distance, les folies de la rue Quincampoix, sous le Régent ; sans foi, sans loi, usant de toutes les ruses et même de la violence, pour réaliser un gain sûr, jusqu'à dépouiller une pauvre femme venue de la banlieue pour vendre du pain.

Et cette mêlée, ce grouillement de tous les coquins et chenapans de Paris, cette foule cosmopolite de juifs, d'Allemands, de Suisses, d'Italiens, était devenue à la fois un danger public que la police était impuissante à réprimer, parce qu'il y avait, dans le nombre de ces agioteurs, des hommes que le Directoire était forcé de ménager pour avoir de l'argent ; des hommes maîtres des bureaux dans les Ministères par la corruption, achetant les subalternes, aussi bien que les ministres, pour obtenir l'impunité.

En vain, Bailleul avait demandé aux Cinq-Cents une loi, contre les agioteurs, « défendant à tout individu de vendre dans les lieux publics, autres que la Bourse, l'or, l'argent et les marchandises dont il ne sera pas propriétaire » ! La sanction de la loi était deux ans de prison et même l'exposition publique et la confiscation des biens. Rien n'y fit. Il fallut n'ouvrir la Bourse qu'une heure par jour, et de plus n'en tolérer l'entrée qu'aux vrais commerçants.

Et cette ardeur maladive pour la spéculation s'était

1. Dans les cités surtout, plutôt que dans la rue, eurent lieu, sous le Directoire, les luttes qu'engendrait la différence de caractère et d'opinions. Voici deux anecdotes tirées des mémoires du temps :

Le chancelier Pasquier, *Mémoires*, t. Ier, p. 139 :

« Il y avait au Palais-Royal un café où se réunissait habituellement une jeunesse peu favorable au Directoire et dont les sarcasmes, lorsqu'ils arrivaient à ses oreilles, troublaient parfois sa tranquillité. Barras assembla à dîner, chez lui, quelques officiers, et les plaça sous la direction du colonel Fournier, l'un des plus mauvais sujets de l'armée. Celui-ci les conduisit, dans la soirée, au café désigné ; ils y entrèrent le sabre à la main et tombèrent sur tout ce qui s'y trouvait réuni. Il y eut beaucoup de blessés, et entre autres le général Oudinot. Il prenait très innocemment une glace et les coups ne lui étaient sans doute pas destinés. Il se plaignit d'abord assez hautement, mais l'affaire fut étouffée et le crime demeura impuni. Il partait de trop haut. Le souvenir s'en est retrouvé dans les Mémoires d'Oudinot et de plusieurs de ses amis, qui ont contribué plus tard à renverser le Directoire. »

Barras, *Mémoires*, t. III, p. 141 :

« Des jeunes gens à collet noir, à cadenettes, échappés au 13 vendémiaire et au 18 fructidor, croyant qu'il est facile de recommencer les jactances et les menaces tant de fois réprimées par les républicains, ont pris pour rendez-vous le café Carchy, où ils vont tous les jours en force. Ils insultent les citoyens qu'ils soupçonnent de quelque patriotisme. Des militaires, qui se trouvent à Paris, croient devoir se charger de faire la police dans ce repaire. Sans avoir reçu cette mission, autrement que d'eux-mêmes, ils se rendent au café Carchy. Les insolents habitués s'imaginent pouvoir impunément, comme à l'ordinaire, narguer les citoyens qui restent et sont soupçonnés d'opinions républicaines, mais ce n'est plus la tolérance de la veille. On s'est rallié ; le débat s'ouvre à coups de chaises et se termine par un combat à coups de sabre. »

répandue partout (1), jusque chez ceux qui semblaient le plus éloignés de ces tripotages. Il n'y avait pas de femme qui ne fît du négoce, qui n'achetât, pour les revendre, des denrées, des épices, des cotonnades, des toiles et des soies, cherchant ainsi un supplément de ressources à son budget en déficit depuis la Révolution. Femmes élégantes et ouvrières, toutes s'efforçaient à placer, avec avantage, ce qu'elles avaient accumulé dans leurs salons ou leurs mansardes.

Aucunes, alors, ne craignaient de s'aventurer dans les rues, depuis que les clubs étaient fermés et que les magasins et les boutiques mettaient un nouveau luxe en leur étalage. Les vitrines des bijoutiers étincelaient des plus belles parures enlevées aux dépouilles des émigrés, et les affaires de ces commerçants étaient excellentes, quand ils avaient la clientèle des grandes coquettes qui avaient plu aux parvenus de la veille, à ceux qui, en une heure, par le jeu, ou par une spéculation hardie, avaient gagné une fortune. Les femmes aimaient les bijoux, les pierres précieuses, les matières d'or ou d'argent qui croissaient en valeur, à mesure que s'avilissaient les assignats (2), et que la solidité du crédit public diminuait. Et, chaque jour, ces magasins devenaient plus nombreux, agencés par d'anciens domestiques, qui, ne trouvant plus de grands seigneurs à servir, employaient leurs économies à faire du commerce. Plus nombreux, encore, les restaurants, les cafés, les retraites de plaisir, tenus par les cuisiniers inoccupés, depuis qu'il n'y avait plus de cour, ni de courtisans grassement rétribués. De même, enfin, les pâtisseries que les femmes à la mode fréquentaient et avaient mises en vogue.

Le centre de Paris, — c'est-à-dire, en ce temps-là, les rues qui avoisinaient le Palais-Égalité, — commençait à être mieux tenu et plus propre. Les beaux magasins faisaient leurs abords engageants. Le soir, ils resplendissaient de lumières, jusqu'à dix heures, ce qui n'était jamais arrivé au temps de la popularité des clubs et lorsque « le Manège » où dominaient les « montagnards » persistait à faire entendre le chant de la *Marseillaise* et le roulement du tambour, à l'entrée et à la sortie de ses membres.

Puis, à côté de ces magasins brillants, sur le mur d'une maison en ruines, sur les clôtures de planches, sur les bornes, sur les portes, des affiches multicolores, des affiches innombrables, disparaissant sous d'autres du matin au soir : affiches de théâtre, affiches de commerce, affiches pour des ventes de mobiliers et de marchandises, affiches pour un service nouveau de messageries; toutes répandues à profusion par les imprimeries qui s'étaient créées à la suite de l'abrogation des brevets d'imprimeur. Elles répondaient alors à ce besoin de renseignements et de lumière, qui harcelait cette population débridée et cupide, chaque jour aiguillonnée par de nouvelles recrues de citoyens.

Forcément ce devait être aussi le temps prospère des maisons de jeu (1) où venaient tenter la fortune

(1) Lacretelle, *Dix ans d'épreuves*, p. 279 :

[illegible]

foi que dans ces valeurs réelles, et cependant on s'en défaisait [illegible] qu'elles subissaient des altérations continuelles par un transport renouvelé dix fois par jour sans les précautions du métier. Toujours dupe et toujours fasciné par l'espérance, on [illegible] sur une monnaie d'or. Figurez-vous Paris traversé, matin et soir, par une armée de trente ou quarante mille commis voyageurs, estropiant la langue du commerce et s'exerçant de leur mieux à une loquacité menteuse et fanfaronne. Telle dame qui, au spectacle, se reconnaissait dans un rôle de grande [illegible] voisine une belle partie de mousseline, de dentelles ou de thé. Le mari grondait quelquefois. Mais pouvait-on refuser sa [illegible]

(2) Ils étaient à ce point avilis, que dans le faubourg du Temple un homme du peuple ne voulut point se baisser pour en ramasser un de 100 francs qu'il trouvait à ses pieds.

[illegible] liste assez complète; en voici quelques citations :

[illegible] associé, Cayeux, ancien traiteur qui avait fait sa fortune en vendant des étouffoirs.

« Rue Honoré, 58, maison tenue par la femme Raynal, qui était protégée par François de Neufchâteau. On l'accusait de fournir des filles aux députés. Le matin, venaient chez elle des émigrés, des fournisseurs. Le soir, on jouait. Ceux qui ne jouaient pas montaient au second, faire de la politique. On savait ce que cela voulait dire.

« Rue Honoré, maison Venua; autre maison de jeu tenue [illegible] jouait la bouillotte. Il y venait des militaires, des agents di- [illegible] fonds, par ses libéralités à un nommé Vivien, homme immoral, lié à la femme La Boucharderie, mais qui avait pour mai- [illegible]

« Rue de la Loi, aux Trois-Pigeons, la maison de jeu était tenue par une femme Vienay, qui favorisait les orléanistes.

« Rue de Clery, 66, la maison était tenue par une dame de Saint-Brice, ancienne femme de chambre, ci-devant attachée [illegible] Renaud, mais surtout une aventurière, dont le père tenait un hôtel garni au faubourg Saint-Germain. Elle avait été mariée [illegible]

« Rue Basse-du-Rempart, 337, la maison était tenue par une dame La Fare, nièce du maréchal de Biron. Le général Scherer, grand joueur, était un habitué de cette maison.

« Place des Victoires, 16. Là se tenait le club des Banquiers, où se réunissait, sous l'égide d'une dame Frémont, tout ce qui appartenait à la finance. »

Il y avait ensuite ce qu'on appelait des maisons de rassemblement.

« Rue Ville-l'Évêque, n° 987, se tenait un tripot orléaniste, sous la présidence d'une nommée Bonnecarrière.

« Rue Honoré, 90, la maison était sous la surveillance d'une dame Laurine. Là, on trouvait les hommes qui formaient la queue du club de Clichy, et l'on y rencontrait la comédienne Raucourt, l'Anglaise Eliot, la femme Demailly, dite Charpen-

et la chance ces aventuriers si nombreux. Le besoin du plaisir ne pouvait attendre. La vie s'était faite une persécutrice inlassable pour tout le monde. On voulait la fortune, tout de suite, sans délais, et puisqu'il n'y avait plus de castes privilégiées, puisque chacun était classé suivant son apparence, il fallait que cette apparence fût éblouissante. Le jeu seul rassasiait tant d'appétits, et les tripots pullulaient, répandant partout une fièvre d'émotion malsaine, favorisant les vices, excitant toutes les convoitises. On criait contre cette licence et ces mauvaises mœurs. Des placards appelaient la sévérité du législateur contre ces clubs malpropres. Sous la pression de l'opinion, ils étaient fermés, mais bientôt réouverts, parce que c'était un lieu d'espionnage où la police venait se renseigner, la plupart étant présidés par d'anciens émigrés.

De même on vit aussi se multiplier les boutiques de revendeurs (1) où se trouvaient entassés, par suite de confiscation, les meubles des grands seigneurs et les dépouilles des sacristies et des églises. Il y avait de tout, en ces boutiques ; des objets du plus grand prix à côté d'objets infimes; des chefs-d'œuvre à côté d'insignifiants ustensiles de ménage. Le plus souvent, ils avaient fait partie du butin des présidents de clubs ou de sociétés populaires. On avait vu, à leurs doigts, au début de la Révolution, des bagues magnifiques, et leurs chemises taillées dans des aubes d'enfants de chœur; tandis que, par dérision, montés sur des ânes, des chenapans, avec les ciboires des églises, allaient, de rue en rue, se les faire remplir de vin chez les marchands. Et puis, un jour, ces richesses méprisées avaient été fondues et envoyées à la frappe, ou bien changées contre de bonnes espèces sonnantes; ces choses (1) exquises, — où le talent des grands artistes s'était épanoui merveilleusement, — subissaient, à la fin, la honte d'un voisinage salissant.

Ailleurs, les berges de la Seine, les quais, les abords du Louvre, le pont au Change, la place de Grève, offraient un spectacle curieux dont l'observateur eût pu tirer un jugement certain sur la détresse qui régnait parmi les ouvriers et la petite bourgeoisie. Là, se suivaient des abris de toile grossière, montés sur de longues perches, au-dessous desquels pendaient en chapelets des harengs fumés et des merluches. Dans des terrines, sur une table à tréteaux, de grosses feuilles vertes, en guise de salade; des lentilles nageant dans une sauce claire et des pruneaux bouillis. A côté, entre deux pavés, une marmite sur un feu de charbon, laissant échapper la fumée de son bouillon. Chacun venait s'asseoir devant la table, et on servait, dit Mercier, « trois harengs grillés, saupoudrés de ciboules et arrosés de vinaigre, le tout pour un billet de quinze sols ». Et il y avait des centaines de mangeurs de toute condition, qui, pressés par la faim, se hâtaient d'avaler leur portion, sans songer aux arêtes.

Tout le petit peuple des artisans et des commis s'en allait aux Prés-Saint-Gervais, le dimanche, pour se divertir, au temps des fraises, des groseilles et des cerises, avec de jolies filles très peu farouches, toutes jolies, dit encore Mercier; et, de loin, on les voyait monter, en folâtrant, la côte de Belleville, où les chemins serpentaient à travers les arbres. Eux lançaient, à toute gorge, les chansons propagées par les journaux satiriques : *les Écus rognés*, *les Cloches*, les épigrammes contre Barras et les autres directeurs. Et

fier, qui avait été la maîtresse de Barrère, secrétaire du Comité de Salut public. De lui, elle obtenait des renseignements qu'elle vendait aux Anglais. Elle possédait une maison de campagne à Meudon, et, dans le rapport fait à Barras, il est dit que, si on perquisitionnait dans cette maison, on y trouverait sûrement des choses intéressantes. Lorsque lord Malmesbury vint à Lille pour les négociations de la paix, la femme Demailly s'y rendit aussi pour le voir. Le banquier Pargot avait fourni l'argent du voyage. Il était accusé, ce banquier, d'avoir reçu, tant de la Suisse que de l'Angleterre, 8 millions pour faire l'agiotage des mandats territoriaux, et ensuite pour les déprécier. »

On citait aussi, comme intéressée aux maisons de jeu, une femme Thiolon, qui avait pour associé d'Aoust. Sotin, en ce temps préfet de police, avait donné à cette femme la régie des jeux pour l'enrichir.

On citait enfin un nommé Dalzen comme étant à la tête de la régie en activité. Ce Dalzen était un ancien banquier de jeu de la princesse de Lamballe, et quoique ex-perruquier, il avait eu l'honneur de tailler chez la reine. Il avait pour associé un certain Varnière, ancien banquier à Spa, et le marquis de Gavelle, ancien capitaine de cavalerie. Avec ses bénéfices de jeu, le marquis de Gavelle soudoyait les partisans du prétendant.

(1) Mercier, *Tableau de Paris*, t. IV, p. 137 :

« Les menuisiers, les serruriers, les orfèvres, les courtiers, les revendeuses à la toilette, vinrent mettre à l'enchère tous les objets séquestrés, sortis des églises ou des armoires des sacristies, et l'on vit dans les boutiques des fripiers des chasubles qui pendaient à côté de pantalons. Des marchands de meubles exposèrent en vente des crucifix parmi des seringues, et des devants d'autel à côté de chaises percées... On a brisé, on a vendu les grilles resplendissantes d'or de la métropole, les belles boiseries du chœur des Chartreux; le magnifique baldaquin du maître-autel de l'église des Invalides fut renversé dans la poussière. »

(1) A côté de ces boutiques de revendeurs, il y avait encore les expositions publiques dans les grands appartements de l'ex-ministre Choiseul, rue Grange-Batelière, n° 3, ancien hôtel de la Guerre. Meubles précieux en acajou, objets de curiosité, bronzes, tableaux, estampes, pendules, candélabres, ameublement de salon, chambres à coucher, boudoirs, différentes étoffes, volumes, glaces, bijoux.

Ailleurs, à l'établissement Paillet et Laroche, relatif aux Arts, rue Vivienne, 24 et 25 : Tableaux des trois écoles, dessins, gouaches, estampes sous verre et en feuilles; figures de marbre, terres cuites, plâtres, bronzes; vases de matière précieuse; collection de médaillons en jaspe sanguin; pendules des plus riches modèles; meubles divers, dont un magnifique secrétaire à secret et richement décoré de fonte dorée; une petite table en porphyre; fusils de chasse garnis en argent, etc.

toute cette jeunesse riait, ne pensant qu'à ses amours, oubliant sa misère et sa faim.

On la découvrait, on la sentait partout, cette misère. Jamais il n'y eut pareille discordance entre le logement et les mœurs de l'humble habitant de Paris. Une visite, chez un petit bourgeois ou chez un réfugié de la province, vous laissait voir des meubles riches, restes d'une splendeur disparue, près d'un pétrin grossier, et des chenets dorés, dans une vieille cheminée de plâtre, sans plaque; tandis qu'un cordonnier ou un tailleur offrait à ses amis en visite un verre de vin choisi, marasquin ou liqueur des îles, acheté pour rien à une vente d'aristocrate: tandis qu'un marchand de salade habitait un jardin anglais, au milieu duquel se dressait un buste en cuivre de Louis XIV.

GILBERT STAN[illegible]

(*A suivre.*)

VARIÉTÉS

Le Conférencier dans l'antiquité.

Ce serait une erreur de croire que la conférence soit d'institution récente et le conférencier, un produit de la civilisation moderne. Conférence et conférencier sont à peu près aussi vieux que le monde. Dès qu'il y eut sur terre deux êtres humains, l'un a immédiatement éprouvé le désir de communiquer à l'autre tout ce qu'il savait ou, du moins, tout ce qu'il croyait savoir. Et sans remonter jusqu'au Paradis terrestre, ce qui serait peut-être prendre les choses de trop haut et, à coup sûr, de trop loin, il suffira, pour en chercher la trace, de s'arrêter à l'époque de l'empire romain.

En effet, aucun peuple de l'antiquité, excepté toutefois le peuple grec, n'a eu plus que les Romains le goût de l'éloquence et du beau langage. Entendre bien parler fut de tout temps pour eux la plus douce et la plus agréable jouissance. Sous la république, ils couraient au Forum pour applaudir les orateurs célèbres. En ce temps-là aussi quelques privilégiés se pressaient aux festins de Lucullus et des riches Romains afin d'écouter l'esclave grec, le *litterator*, qui, pour charmer les convives, expliquait les œuvres des grands écrivains d'Athènes. Mais quand Auguste eut saisi le pouvoir et *pacifié* l'éloquence, quand la tribune aux harangues fut muette, l'art oratoire, loin de s'éteindre, se transforma; de politique, il devint purement littéraire et le discours fit place à ce que nous appelons aujourd'hui la Conférence.

Ce fut sous le principat d'Auguste qu'Asinius Pollion introduisit à Rome l'usage des lectures publiques, *recitationes*. Le goût de ces joutes oratoires, de ces déclamations inoffensives ne tarda pas à se répandre dans les principales villes de l'empire. Bientôt, l'art de parler en public devint une profession admirée, une carrière lucrative et glorieuse. On s'enorgueillissait alors de prononcer un discours comme autrefois de remporter une victoire. « J'estime plus la faculté d'improviser, s'écriait Hérode Atticus, que la vaine gloire d'avoir été consul. »

Un autre rhéteur, sentant sa fin prochaine, se fait enterrer vivant et dit : « Dépêchez-vous et fermez vite le caveau pour que le soleil ne puisse se vanter d'avoir vu ma bouche muette. »

Et quand le conférencier manquait son effet ou écourtait son discours, rien n'égalait son chagrin, quelquefois même son désespoir.

Diodore le dialecticien tombe en apoplexie parce que, pris d'un trouble subit, il ne peut développer en public le sujet qu'il avait étudié.

Hérode Atticus perd le fil de son discours en parlant devant Marc-Aurèle et, de rage, il veut se noyer dans le Danube.

Tant il est vrai que la forme l'emportait sur le fond, que la renommée s'attachait à l'art de bien dire plus qu'à l'art de bien penser et qu'on estimait moins les idées justes et élevées que les périodes sonores et fleuries!

Et ce n'était pas seulement dans la capitale de l'empire que les rhéteurs romains exerçaient leur profession. De même que les troupes dramatiques de notre siècle, ils entreprenaient, à travers les provinces, quelques tournées littéraires qui n'étaient pas sans profit pour eux, sinon pour leurs auditeurs. C'était une mode qui faisait fureur, surtout depuis l'invasion des aventuriers grecs, et qui arrachait à Pline le Jeune des plaintes quelque peu amères (1).

Lors donc que le rhéteur voulait donner une conférence, il se rendait dans la ville qui avait fait appel à son talent ou qui voulait bien accepter le concours de sa parole. Il choisissait d'ordinaire un jour de fête, de foire ou de marché, comptant ainsi attirer un public plus nombreux. Il louait une salle spacieuse et favorable à l'acoustique, disposait lui-même des vases de bronze pour répercuter la voix et lui donner plus d'ampleur ou de sonorité. Il avait soin aussi de se procurer une claque, car, comme dit un ancien, toute votre éloquence ne servira de rien si vous n'avez personne pour battre le tambour. Enfin, il se rendait chez les magistrats et notables de la ville pour les inviter à venir l'entendre (2).

On conférait généralement dans l'après-midi. Dès le matin, l'orateur se préparait à affronter le public,

(1) [illegible]
(2) [illegible]

comme les chevaliers du moyen âge se préparaient à aborder l'ennemi. Il prenait un bain, mâchait force *tragacantha* pour s'éclaircir la voix, repassait sa conférence devant un miroir, modulant ses phrases, calculant ses gestes et se donnant ainsi à lui-même le spectacle dont il allait régaler ses auditeurs.

Puis, l'heure venue, le conférencier partait pour recevoir son monde, faire asseoir les gens, donner les meilleures places aux plus influents et surtout se concilier par son amabilité les bonnes grâces des plus difficiles.

Un signal indiquait que la conférence allait commencer. Alors l'orateur s'avançait sur l'estrade, relevait les plis de sa toge, élevant la main, gonflant la voix, et lançait à l'auditoire ce seul mot : *Proballete*, c'est-à-dire : Proposez-moi un sujet.

On voit tout de suite la différence des mœurs oratoires chez les anciens et chez les modernes. Le conférencier contemporain choisit lui-même son sujet, le travaille, l'étudie, souvent l'écrit en entier, quelquefois même l'apprend par cœur et le récite. S'il improvise, ce sont les phrases et non les idées, le style et non le plan.

Au contraire, le public romain n'admettait pas qu'un discours ne fût pas, immédiatement et de toutes pièces, composé par l'orateur en présence même de l'auditoire. L'improvisation, *extemporalitas*, voilà ce qu'alors et avant tout il recherchait dans un conférencier.

On conçoit de reste les difficultés presque insurmontables qui sont inhérentes à une telle manière d'improviser. Aussi, voulant se tirer d'affaire à son honneur, l'orateur avait recours à un procédé ingénieux afin de corriger l'injustice du sort ou la malignité des gens. Il se munissait d'un compère qui proposait à l'assemblée le sujet même que, dans ses veilles laborieuses, avait longuement préparé le conférencier. Comme beaucoup de propositions différentes étaient faites par d'autres auditeurs, le public habituellement ne s'apercevait pas de la fraude et bien souvent c'était le compère qui l'emportait. Vous pensez que ce personnage ne devait pas être un sot. Il fallait, au contraire, qu'il eût beaucoup d'esprit, de tact et d'éloquence pour maîtriser l'auditoire et le ranger à son avis. Et c'était encore là, pour le dire en passant, un métier très lucratif, sinon très honoré.

Donc, aussitôt que l'orateur avait prononcé le *Proballete*, c'était dans toute la salle un feu roulant de propositions tour à tour banales ou plaisantes, sérieuses ou grotesques, telles que celles-ci : « Parlez-nous du *Phédon*, à cause du discours de Lysias sur l'amour. » — « Que faut-il penser du *Banquet* de Platon, où l'on voit Alcibiade ivre? » — « Pythagore ne pouvait être initié aux mystères d'Eleusis parce qu'il était barbare, attendu que Pythagore avouait qu'avant d'être Pythagore, il avait été Euphorbe. »

Puis, venait la discussion qui se prolongeait quelquefois pendant une heure, au milieu d'un vacarme épouvantable dont nos réunions publiques, en temps d'élection, donnent à peine une idée. Et, durant cette polémique enflammée, le conférencier, debout ou assis, gardait une attitude calme et majestueuse comme le Jupiter olympien de Phidias, laissant son compère se débrouiller avec le public et attendant sans impatience l'issue de la bataille.

Alors, de deux choses l'une : ou bien le compère avait réussi ou bien il avait échoué. S'il avait réussi, rien de plus simple et tout allait à merveille. Les phrases s'échappaient limpides et gracieuses des lèvres de l'orateur et l'auditoire subjugué tombait sous le charme. Dans le cas contraire, le conférencier, sans la moindre émotion apparente, prenait la parole, arrondissait son geste, tournait ses regards vers le ciel pour se donner une physionomie saisissante et s'écriait : « Citoyens, aucun sujet ne pouvait m'être plus agréable, parce qu'aucun ne m'est plus parfaitement connu. Je suis en cela de l'avis de Socrate qui dit que le sage doit être préparé à tout. Et, puisque je viens de prononcer le nom de cet homme illustre, je crois que vous m'en voudriez de ne pas vous en parler plus longuement. »

Et aussitôt l'orateur, par une digression habile, s'échappait du sujet où on voulait l'emprisonner, pour traiter celui qu'il avait depuis longtemps préparé et qu'il savait par cœur. Si l'auditoire tombait dans le piège, à chaque période du discours, c'étaient des exclamations laudatives, des refrains enthousiastes (*cantica*, dit Pline le Jeune) comme ceux-ci : « Bien, sagement pensé, divin, céleste, incomparable. » Et l'on secouait les tuniques et les toges, et les dames agitaient leurs *oraria*, pièces de linge blanc qu'en entrant on leur avait distribuées pour applaudir l'orateur.

Quelquefois, il est vrai, l'attitude des auditeurs n'était pas aussi bienveillante. Quand le conférencier manquait d'esprit et surtout de présence d'esprit, il ne savait comment raccorder le sujet qu'on venait de lui proposer avec celui qu'il avait appris. Alors, il pataugeait misérablement, ne sachant ni ce qu'il voulait dire ni ce qu'il devait faire ; et, si la claque ne réussissait pas à le repêcher, la conférence se terminait — avant la fin — au milieu des huées et des protestations de l'auditoire.

Souvent aussi, ceux qui aimaient à rire, et il y en avait parmi les Romains de la décadence, s'égayaient aux dépens du conférencier.

C'est ce qui arriva un jour dans Athènes à Philagre le Cilicien. Son compère avait réussi à faire passer le sujet préparé. Malheureusement, Philagre n'avait, en toute sa vie, composé qu'une seule conférence

qu'il colportait de ville en ville et même il avait eu l'imprudence insigne de la publier. Aussi, ce jour-là, à peine eut-il commencé à prononcer ou plutôt à réciter son discours, qu'un auditeur facétieux, qui s'était procuré le manuscrit, se mit sans façon à le débiter à mi-voix, scandant chaque syllabe et chaque phrase avant que le conférencier les eût prononcées; ce qui excita vigoureusement la bonne humeur de l'auditoire mais fit sombrer l'orateur.

Du reste, les conférenciers romains ne se mettaient guère en frais pour choisir des sujets de conférence. Ils savaient que le public n'appréciait dans l'orateur que les dons extérieurs, c'est-à-dire l'organe, le geste, la physionomie; quelquefois le style, mais rarement le fond.

C'est ainsi qu'un rhéteur du IIe siècle raconte ses impressions de voyage; ce qui pouvait, en effet, offrir quelque intérêt et sembler agréable. Mais un autre parle tout simplement de ses affaires de ménage, *domestica facta;* ce qui, on en conviendra, est un peu étrange. Apulée va plus loin encore : il fait une conférence sur son entorse et Himérius expose la théorie de sa migraine.

Mais avec un tel public, tout cela ne tirait pas à conséquence, car ce qu'on prisait par-dessus tout c'était le grand art de la prononciation. C'est par là que le conférencier était sûr de dominer son auditoire. Les empereurs eux-mêmes n'avaient-ils pas auprès d'eux des professeurs d'euphonie? Qui de vous, a dit Apulée, a jamais fait grâce pour une syllabe mal prononcée? Et saint Augustin poussait l'hyperbole jusqu'à dire qu'il aimerait mieux tuer un homme que de rater un accent.

Après la prononciation, l'orateur soignait particulièrement son style qu'il s'efforçait de rendre élégant et pur, caressant et gracieux. Écoutez plutôt : voici l'exorde d'un conférencier du IVe siècle :

Le cygne a rompu son silence. Qu'il m'est doux de remonter sur ce théâtre et de voir s'agiter autour de moi le troupeau de mes chers auditeurs ou plutôt le chœur des Muses! Ce serait une âme insensible et barbare celle qui, accoutumée à ma voix, pourrait un jour cesser de m'entendre. Je lui dirais : Quelles leçons et quelles paroles sont plus douces que mes leçons et mes paroles? Quels gestes plus gracieux que les miens? Quel oiseau du printemps pourrait faire entendre de plus suaves et de plus tendres accords? Est-il au monde un chœur de voix, un orchestre de flûtes ou de trompettes, qui vous puissent enchanter comme les accords qui descendent de cette chaire?

En échange de cette éloquence toute en surface et, on le remarquera, très sobre de pensées modestes, que recevait le conférencier? Des applaudissements d'abord : je l'ai déjà dit. Mais, si nous en croyons Philostrate, Eunape et Lucien, il paraît qu'il ne dédaignait pas non plus quelques-uns de ces avantages qui se traduisent par des chiffres. En veut-on des preuves? Voici des exemples :

Damianus donna la valeur de cent mille francs de notre monnaie pour entendre une seule fois le philosophe Aristide.

Un roi du Bosphore offrit à Polémon soixante mille francs pour une seule conférence. Héraclide acheta au prix d'un million une propriété splendide que, par reconnaissance ou par ironie, il appela la *Villa de la rhétorique*.

Le rhéteur Adrien se rendait à son cours dans un char, avec des rênes d'argent, ornées de pierreries.

Enfin Hérode Atticus pouvait immoler cent bœufs dans un sacrifice; il construisit à ses frais un théâtre à Athènes, un stade à Delphes, un aqueduc à Olympie, un établissement de bains aux Thermopyles.

Mais le conférencier romain ne visait pas seulement à la fortune : on savait qu'il ambitionnait la gloire. Aussi manquait-on rarement, au sortir d'une conférence applaudie, — et bien payée, — de lui donner des marques plus vives encore d'une admiration passionnée. Et l'habitude ne tarda pas à se répandre de lui dresser en grande pompe, sur la place publique — une statue!

Voilà qui semblera peut-être extraordinaire. Mais chez les Romains du Bas-Empire, on se plaisait à sculpter les traits de tout homme qui avait un instant retenu l'attention publique, fût-il baladin, athlète, gladiateur ou... conférencier.

Toutefois, dans ces apothéoses un peu emphatiques, le personnage qui en était l'objet trouvait bien souvent des déceptions amères. C'est justement ce qui arriva, sous le règne de Trajan, à Dion Chrysostome, un des plus célèbres rhéteurs de l'époque.

Un jour, Dion donna une conférence à Corinthe. Il remporta un très brillant succès; les *cantica* et les *oraria* firent fureur; le soir, on le reconduisit jusqu'à sa demeure au son des flûtes et en le couronnant de fleurs. Puis, comme si ce n'était pas suffisant pour célébrer le génie d'un tel orateur, on résolut de lui élever une statue en pied, de grandeur naturelle.

Dion Chrysostome fut délicieusement flatté; il conserva fidèlement le souvenir de cette journée triomphale; et bien souvent depuis, dans ses conversations intimes ou ses entretiens publics, il en parlait avec une joie qu'il avait peine à contenir.

Dix années s'écoulèrent et les hasards de sa vie errante ramenèrent Dion Chrysostome à Corinthe. Naturellement, il n'eut rien de plus pressé que d'aller contempler sa statue. Il s'avançait, tremblant d'émotion, à travers les rues de la cité, au milieu de ce peuple inconstant qui l'avait tant acclamé naguère et qui, aujourd'hui, ne le reconnaissait plus.

Tout à coup il aperçoit le monument qu'on lui avait érigé. Il approche. O surprise! ô désillusion! c'était bien la même attitude, c'était bien le même geste; mais, hélas! ce n'était plus la même tête. Et sur le piédestal on avait outrageusement effacé son nom pour le remplacer par celui d'un obscur rival. Car Corinthe, comme presque toutes les autres villes de l'empire, ne possédait qu'une seule statue; et elle la consacrait tour à tour à chacun de ceux qui avaient un instant excité son admiration.

Mais là ne se bornaient pas encore les avantages attachés à la profession de rhéteur. Et à cette époque on pouvait dire de la conférence ce que, dans notre siècle, on a dit de la presse : elle mène à tout, pourvu qu'on l'abandonne à temps. En effet, c'était souvent parmi les conférenciers que l'empereur choisissait ses secrétaires d'État et ses gouverneurs de province. Le rhéteur Ausone, de Bordeaux, ne fut-il pas successivement comte, préfet du prétoire, consul? Il en est même qui parvinrent jusqu'au rang suprême et quelques-uns y brillèrent du plus vif éclat. En effet, parmi les empereurs, nous trouvons un professeur de philosophie, Marc-Aurèle, un professeur de grammaire, Pertinax, un professeur de rhétorique, Eugène.

Voilà pourquoi, dans le cœur de chaque Romain, germait le désir ardent de voir ses enfants suivre une carrière si brillante et si belle. « Que le citoyen qui devient père, écrit Quintilien, s'étudie sans relâche à faire de son fils un orateur. » Et quand l'enfant ne montrait aucune disposition pour la rhétorique, alors c'étaient des accès de colère qui tournaient souvent à la fureur. Un certain Lucius Imperiosus maudit son fils, le déshérita et finalement le réduisit à l'état d'esclave, parce que le monstre, disait-il, avait une parole hésitante et ne pouvait prendre le ton oratoire, *quia infacundior sit et lingua impromptus*, dit Tite-Live.

Mais en dépit de leurs succès éclatants et sauf de très rares exceptions, les conférenciers romains n'étaient au fond que des déclamateurs. Pas un aperçu nouveau, pas un trait ingénieux, pas une pensée profonde. Gardons-nous bien de les confondre avec les philosophes qui, eux du moins, avaient des idées et qui, au milieu de l'effondrement des croyances, cherchaient à jeter les bases d'une morale nouvelle. Aussi, à quelque point de vue que l'on se place, il est évident que les noms de Favorinus et de Polémon ne balanceront jamais, dans la mémoire des hommes, ceux de Sénèque, d'Épictète et de Marc-Aurèle.

ÉDOUARD LANGERON.

LA JEUNESSE DE LOUIS XIV

M. Lacour-Gayet vient de publier un livre dont la première partie au moins nous manquait : *L'éducation politique de Louis XIV*. Ce livre est composé de deux études très complètes, la seconde sur la théorie du pouvoir royal au XVIIe siècle et la première sur la manière dont Louis XIV fut élevé, et c'est celle-ci dont je dis qu'elle est nouvelle et que le besoin s'en faisait sentir.

Au fond, n'est-ce pas, nous ne savions pas trop comment Louis XIV avait été élevé. Sur la foi de quelques mémoires, surtout de Saint-Simon, et de quelques historiens répétant les mémoires, subornés par Saint-Simon et dominés par la tradition, nous disions communément que Louis XIV n'avait pas été élevé du tout; et quand on nous faisait observer que, de même qu'on est toujours le fils de quelqu'un, de même on est toujours élevé d'une façon ou d'une autre, nous disions qu'il l'avait été mal.

C'est ce procès que M. Lacour-Gayet a voulu reviser; c'est cette question, assez importante, qu'il a voulu tirer au clair. Il a fouillé, il a fouillé de tout son cœur. Je doute qu'on puisse fouiller davantage, et il a trouvé quelque chose, qui est à quoi désormais on doit se tenir.

D'après le résultat de ses recherches il faut, à mon avis, dire un peu moins qu'auparavant que Louis XIV n'a pas été élevé; mais on peut, en toute conscience, quoi que ce ne soit pas tout à fait l'opinion de M. Lacour-Gayet, le dire encore, le dire modérément, discrètement, sans exclamation, mais enfin le dire encore.

Il n'a *guère* été élevé. Sans doute on a fait pour lui, comme pendant toutes les minorités royales, une foule d'« Éducations du prince » et d'« Institutions royales ». Seulement le très probable, le si probable qu'il est presque certain, c'est qu'il ne les a jamais lues. Sans doute il a fait un peu de latin. On a de lui un recueil de thèmes. Mais ce sont des thèmes d'élève de quatrième très faible. Sans doute il a traduit les *Commentaires de César*; mais cela correspond à la même année scolaire et l'on ne voit pas qu'il ait été plus loin. Il aurait de nos jours son certificat d'études de grammaire. Cela suffit pour être pharmacien de deuxième classe. Sans doute on l'endormait en lui lisant l'histoire de France, et il semble, à son honneur, que cela ne l'endormait pas tout de suite. Mais en somme rien ne résulte des recherches de M. Lacour-Gayet, sinon ceci que Louis XIV n'a pas été *instruit*. Peu de latin, peu d'histoire, point de géographie, point de langues étrangères, ce qui est fou, quand il s'agit de l'éducation d'un homme d'État en un temps où tout homme bien élevé et toute

femme distinguée savait l'italien et l'espagnol; en somme à peu près rien de rien, voilà l'*instruction* de Louis XIV.

Il a été moins instruit que le dernier de ses gentilshommes. Il a dû être souvent cruellement humilié, quelque effort qu'on ait dû faire autour de lui pour paraître encore plus ignorant que Sa Majesté. On sait que dans sa vieillesse il s'en est plaint lui-même amèrement : « Privé des connaissances qu'un honnête homme devait avoir, c'était véritablement une espèce de honte de rentrer si tard dans cette étude; mais il valait encore mieux apprendre tard que d'ignorer ce qu'on est obligé de savoir. »

M. Lacour-Gayet ne voit dans ces paroles qu'un détour raffiné de l'orgueil et un désir de se grandir en paraissant ne devoir ses mérites qu'à soi seul. C'est chercher bien loin, surtout quand on a, comme M. Lacour-Gayet, fait le relevé des choses apprises par Louis XIV, lesquelles se réduisent, évidemment, avec la dernière évidence, à quasi rien. Louis XIV a dit la vérité, voilà tout. Pourquoi non? Cela arrive.

Et, mon Dieu, cela se voit mieux encore à ses gouverneurs qu'à compulser les programmes de son éducation et ses cahiers d'études. Il a été instruit par Villeroi, par Péréfixe et par le valet de chambre Laporte. Eh bien, entre nous, M. Lacour-Gayet, je m'en rapporte à vous, qui venez de vivre avec eux, qu'est-ce que c'était que Villeroy, Péréfixe et Laporte? C'étaient des imbéciles. Non? Allons! je vous ferai une concession, parce que je vous aime, c'étaient des sots. Vous savez bien comment Péréfixe enseignait l'histoire à Louis XIV : « Dieu vous a donné un avantage que ce grand prince (Henri IV) n'avait pas; c'est cette majesté, cet air et ce port presque divin, cette taille et cette beauté digne de l'Empire de l'univers qui attirent les yeux et les respects de tout le monde et qui, sans la force des armes, sans l'autorité des commandements, vous gagnent tous ceux à qui Votre Majesté veut se faire voir. » — Quand un précepteur parle ainsi à un jeune homme de vingt-deux ans, on peut supposer qu'il ne lui parlait pas très différemment cinq ou six ans en deçà et il est jugé : il est ce que je disais tout à l'heure.

Non, c'est acquis. Louis XIV a été très peu instruit et il l'a été par des hommes que les uns placent un peu au-dessous du médiocre et les autres un peu au-dessus; sur quoi l'on peut prendre une moyenne.

Quand je songe qu'il s'en est fallu de très peu qu'il n'ait eu pour précepteur Arnaud d'Andilly! Quel dommage! La suite tout entière du règne en eût été sans doute toute différente. Point de jésuites, point de persécution des jansénistes, peut-être point de révocation de l'Édit de Nantes (hum! ici je ne suis pas autrement sûr). Enfin, c'eût été évidemment tout autre chose. Mais ne faisons pas d'uchronie.

Mais si Louis XIV n'a pas été *instruit*, n'a pas reçu d'instruction générale et a cruellement souffert de ce manque, il faut reconnaître, et ici M. Lacour-Gayet est tout à fait dans le vrai et son livre est très utile, qu'il a reçu une *éducation* politique assez soignée. C'est très curieux. Les partisans de l'enseignement spécial, dans le véritable sens de ce mot, ont ici exemple à l'appui et argument. A Louis XIV on a appliqué un enseignement spécial. On l'a mis en apprentissage. Il devait être roi : on lui a enseigné, trop strictement et trop exclusivement, le métier de roi : mais on le lui a bien enseigné.

Le vrai gouverneur de Louis XIV enfant, et du reste il en avait le titre (« surintendant de l'institution du roi », si je ne me trompe), ce fut Mazarin. Et Mazarin, qui, d'ailleurs, était son parrain, l'instruisit à cet égard comme un véritable fils. Il causait beaucoup avec lui, il surveillait, trop peu, étant trop occupé, mais enfin il surveillait son éducation; il lui écrivait beaucoup, quand il était séparé de lui ou par les déplacements, ou par l'exil, et de longues lettres, essentielles et, ma foi, admirables et même touchantes. Il lui donnait des conseils dont la plupart étaient excellents..

Notez ce point; il le faisait assister tout jeune, tout enfant, aux audiences des ambassadeurs, et non point pour l'apparat, et pour lui apprendre à se tenir, ce qui déjà est quelque chose; mais bien pour apprendre son métier, car il lui donnait l'habitude de résumer ou de se faire résumer par écrit ces conversations et de les méditer après l'audience levée. — Enfin il le préparait de tout son pouvoir aux fonctions qu'il devait exercer.

Il semble que, peu instruit lui-même, il ait pensé qu'un homme d'État n'a pas besoin d'instruction générale, ce qui est, je crois, une erreur; mais ne saurait être trop tôt muni d'une éducation appropriée à la charge qu'il doit soutenir plus tard, ce qui est une grande vérité.

Détail curieux, et qui est tout à l'honneur de Mazarin, si grand homme, malgré ses défauts. Vous savez les principaux articles des dernières instructions de Mazarin à Louis XIV, qui résument évidemment tout son « enseignement » antérieur : maintenir l'Église dans ses droits, veiller à la moralité du clergé; honorer les magistrats, mais les tenir dans les bornes de leur office; soulager le peuple pour la taille et les autres impositions; proscrire le scandale et le libertinage de la cour; ne plus souffrir ni la secte des Jansénistes, ni seulement leur nom... Eh bien, le principal article de ce programme, c'est, dix fois répété, que Louis XIV doit gouverner lui-même et ne pas souffrir de premier ministre. « Bien prendre garde que chacun des ministres soit persuadé que le Roi est le maître... Entendre tous les avis au conseil,

chercher le meilleur, prendre sa résolution lui-même... Éloigner absolument quiconque serait assez malheureux pour rien entreprendre sans son ordre. » En un mot, être un souverain absolu qui consulte quelques-uns, et qui ne se repose sur personne.

On peut envisager cette pensée maîtresse de Mazarin de plusieurs façons. On peut y voir une coquetterie. Mazarin ne voulait pas qu'après lui il y eût de premier ministre. Il ne voulait avoir qu'un roi pour successeur. Cela fait un vers classique tout à fait dans le goût du temps.

On peut y voir un sacrifice héroïque. Mazarin, malgré les astrologues, ne connaissait pas précisément la date de sa mort; et en enseignant au Roi à se passer de premier ministre, ce pouvait être sa propre disgrâce pour 1652, ou au moins pour 1658 environ, qu'il préparait. Cela avait de la grandeur ou tout au moins de l'allure, En tout cas, il est certain qu'en inculquant à Louis XIV enfant l'idée qu'il serait chef d'un gouvernement personnel et en l'instruisant de toutes ses forces à ce rôle, Mazarin, selon le mot célèbre, dit pour un autre, travaillait diligemment à se rendre inutile.

Toujours est-il que telle fut l'éducation de Louis XIV : il fut gâté par Anne d'Autriche et élevé par Mazarin.

Et la trace de ces deux influences se retrouve, comme on sait, dans tout son règne. Son égoïsme formidable, d'abord était naturel; parce que l'égoïsme est toujours naturel; mais il avait été précieusement développé par l'adoration qu'Anne d'Autriche avait pour lui et ne manquait pas une occasion de lui témoigner. Louis XIV fut un fils de veuve. Les pères aiment leurs fils. Les mères sont amoureuses de leurs fils. Un fils de veuve est toujours gâté affreusement. Il prend à cela l'habitude de se tenir pour le centre du monde, et quand il est Roi il est assez facilement confirmé dans cette opinion.

Quant à l'influence de Mazarin, elle n'est pas moins manifeste. Toutes les répulsions de Mazarin, toutes ses haines, ont été celles de Louis XIV. Mazarin détestait les « grands », princes, ducs et autres; et puis les robins, parlementaires, magistrats, etc.; et puis les Jansénistes. Ces trois haines ont été recueillies pieusement par Louis XIV et cultivées et soutenues par lui jusqu'à sa mort. Il n'y a pas été infidèle une seule fois dans sa vie. Ce n'était pas dans ses haines qu'il mettait ses infidélités.

Le fils d'Anne d'Autriche « si bonne », trop bonne; l'élève convaincu de Mazarin : ce n'est pas Louis XIV tout entier, mais c'en est une bonne moitié, à compter juste.

M. Lacour-Gayet a été amené par son sujet, comme bien vous pensez, à tracer une esquisse du caractère de Louis XIV. Ce caractère, à le prendre depuis les premiers signes qu'il donne de lui-même, peut se résumer en deux traits essentiels. L'enfant-roi était volontaire et sérieux.

Il était volontaire, dans le sens vrai du mot, sans caprices, sans « impulsions », mais ferme, tenace; très entêté déjà de l'idée qu'il était le maître; très ambitieux, sans impatience, de l'être en toute réalité un jour; et souhaitant ce jour avec une pleine franchise qui ne songeait pas à se déguiser.

Il était sérieux, très sérieux de bonne heure, avec tout ce que cela contient et comporte. Vous avez remarqué comme le mot « sérieux » revient souvent dans le chapitre de La Bruyère intitulé « le Souverain », qui a été fait pour Louis XIV : « Le caractère des Français demande du sérieux dans le Souverain. » — « Du sérieux et de la gravité dans le public... » — « un grand éloignement pour la raillerie piquante ou assez de raison pour ne se la permettre point... » Tout cela, qui a été copié sur Louis XIV homme mûr, existait déjà dans Louis XIV enfant à un degré très remarquable. Il était solide et appliqué. D'une intelligence qui semblait un peu lente, il était méditatif et avançait pas à pas et sûrement. Il était réfléchi. Il retenait tout. Il avait très peu d'incartades et nulle disparate. C'était une petite tête bien faite et équilibrée. Le mot irrévérencieux, quoique sympathique, de je ne sais plus quel ministre de Louis-Philippe passant devant les Tuileries, me revient en mémoire : « Tout ce qu'on voudra; mais nous avons là une bonne caboche. » La petite caboche de Louis XIV enfant était solide. Il donnait déjà l'idée ou l'espérance de ce que, d'un mot excellent, intraduisible en français moderne, on appelait au XVIIe siècle « un homme essentiel ».

Ce sérieux comporte la dissimulation, non pas la dissimulation qui altère et falsifie le vrai, mais la dissimulation qui, proprement, le dissimule, le tient caché quand il faut qu'il le soit. C'est dans ce sens qu'il est parfaitement vrai que « qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner » et même que qui ne sait pas dissimuler ne sait pas vivre. Il ne faut jamais mentir, absolument jamais; mais dire tout est d'un étourdi et même d'un infidèle, et garder un secret est une vertu, qui, cependant, n'est pas autre chose que dissimulation.

Or tout enfant Louis XIV était « secret » et savait ne pas dire ce qu'il était utile de taire. Le mot dissimulation revient souvent, dans le sens que je viens de lui donner, parmi les mémoires du temps, à son sujet. On l'admire à cet égard comme on admirera un demi-siècle plus tard la jeune duchesse de Bourgogne. Ici encore revenez à La Bruyère et voyez comme il tient compte de cette vertu éminente chez un roi : « L'un des malheurs du Prince est d'être souvent trop plein de son secret par le péril qu'il y a à le répandre (phrase bien mal faite, soit dit en

passant; mais enfin on ne laisse pas de comprendre). Son bonheur est de rencontrer une personne qui l'en décharge » (allusion probable à Mme de Maintenon et une des raisons encore de l'ascendant de celle-ci sur le Roi) — «... être secret toutefois, profond et impénétrable dans ses motifs et dans ses projets. »

Ces qualités il les montra de très bonne heure, comme, par exemple, âgé de quatorze ans, à la fameuse arrestation du cardinal de Retz. L'enfant était déjà l'homme dont Saint-Simon dira : « Jamais rien ne coûta moins au Roi que de se taire profondément et de dissimuler de même. Ce dernier talent, il le poussa jusqu'à la fausseté ; *mais avec cela jamais de* [illegible]

En cela encore nous retrouvons l'influence de Mazarin. Louis XIV, d'abord par son naturel, et puis de par l'éducation mazarine, fut un Mazarin rectifié, épuré et tourné à la Royale.

On voit assez que le livre de M. Lacour-Gayet complète très heureusement un chapitre, qui ne laisse pas d'être important, de l'Histoire de France. J'ai indiqué en commençant que je ne trouve rien de suffisamment imprévu dans la seconde partie. Je crois que je l'aurais, moi, tout carrément supprimée.

— Et par quoi l'auriez-vous remplacée, Monsieur ?

— Mon Dieu, le critique dramatique et le lecteur de romans se retrouve toujours ; je crois bien que je l'aurais remplacée par quelque chose de plus détaillé sur les premières amours de Louis XIV qui ne sont en ce volume qu'indiquées.

— Oh ! oh ! ce serait sortir du sujet ! Le sujet c'est l'éducation de Louis XIV.

— Eh bien, mais dans l'éducation d'un prince les premières amours comptent, que je croie, pour quelque chose. Les yeux de Marie Mancini et ses discours ont eu, je gagerais, plus d'influence sur Louis XIV que tous les propos de Péréfixe.

Et cela n'empêche point le volume de M. Lacour-Gayet d'être non seulement très utile, mais très intéressant, malgré ce qu'on peut regretter qui y manque et ce qu'on peut regretter qui y soit.

EMILE [illegible]

THÉATRES

ODÉON : *la Reine Fiammette*, conte dramatique en vers, de M. [illegible] Mendès.

Une indisposition m'a retenu loin du théâtre depuis trois semaines. Et, cependant, les premières succédaient aux premières. M. Brieux parlait « au peuple » avec son *Résultat des courses*, et au public ordinaire avec son *Berceau* ; M. Maurice Donnay mettait un peu de sa câlinerie sensuelle et ironique dans *Georgette Lemeunier*. L'Opéra-Comique ouvrait enfin ses portes, et nous donnait une nouvelle occasion d'admirer le sens artistique de M. Albert Carré (la mise en scène de *Carmen* est une merveille d'ingéniosité et de vie), en même temps que les incroyables résultats de l'Architecture Officielle. De l'Opéra-Comique, et de ce que peut-être son rôle, je voudrais vous parler à loisir. Je n'ai pu voir encore les pièces de MM. Donnay et Brieux. Mais j'ai vu la *Reine Fiammette*, et, quoiqu'il soit bien tard pour en rendre compte, je tiens à vous dire ce qui nous a charmés dans le « conte » de M. Catulle Mendès. J'y tiens pour deux raisons : la première c'est que, avec son inquiétante souplesse et ce je ne sais quoi d'excessif qu'il porte partout, le talent de M. Mendès m'a jusqu'ici causé une sorte d'effarement ; pour l'âme timide qui vit en moi, l'auteur de *Zo'Har* manque un peu trop de préjugés. Ainsi l'éloge que je ferai de son ouvrage aura peut-être plus de valeur venant d'un « indépendant ». — La seconde raison, c'est que mon horreur tant de fois exprimée pour ce qu'on appelle le « drame en vers » trouve, il me semble, des arguments nouveaux dans le délicieux ouvrage de M. Catulle Mendès.

Au risque de me répéter une fois de plus, il faut bien redire que le drame en vers contemporain est une offense au bon sens, et, chose plus grave, à la poésie. Je ne sais rien de plus choquant que le contraste qui existe entre l'expression « poétique », et les choses vulgaires ou matérielles que cette expression prétend traduire. Quand l'excellent Camille Doucet écrivait :

[illegible]

il avait tort, non pas seulement d'écrire un vers pareil, mais d'avoir voulu mettre en vers cette pensée, judicieuse en soi, qu'Ernest avait cent façons plus intelligentes de passer son temps. Or, depuis plus d'un quart de siècle, nos drames en vers débordent d'Ernests qui brossent obstinément leurs chapeaux. Mais pourquoi les brossent-ils en vers ? C'est une souffrance en vérité, une souffrance presque physique, que d'entendre prostituer ainsi « la langue des dieux ». De cela, nos poètes ont l'obscur sentiment ; pas assez, malheureusement, pour chercher la fable vraiment poétique qu'il leur faudrait ; assez, du moins, pour apercevoir combien leurs ouvrages sont vides de poésie. Ils croient y remédier en interrompant de temps à autre leur drame par des cavatines ou des romances. Mais cette « poésie », étrangère au drame même, en est réduite à développer quelques lieux communs « poétiques », toujours les mêmes, et qui sont devenus de la plus effroyable banalité !... M. Émile Bergerat conte quelque part que Mlle Pierson, alors au Vaudeville, lui écrivait un jour : « Quand

vous présenterez une pièce à Raymond Deslandes, ne manquez pas d'y mettre des fleurs et des petits oiseaux; pour lui cela représente la poésie... » Hélas! il n'y a pas que l'auteur d'*Antoinette Rigaud* pour comprendre la poésie de cette manière. Ce qui est incroyable, c'est que des poètes la comprennent comme lui!...

Précisément le charme de la *Reine Fiammette*, c'est qu'elle n'est pas un mélodrame quelconque, mis en vers par un versificateur plus ou moins habile; — c'est un drame poétique, conçu et écrit par un poète. J'insiste sur ce point, qu'on ne semble pas avoir assez marqué, et qu'on ne pouvait guère marquer davantage, étant donné la singulière signification qu'on attribue maintenant au mot « poésie ».

A peine avons-nous entendu Fiammette, — et avant même de la voir, par ce qu'on nous en dit, — que nous sommes transportés hors de la réalité. Est-ce par le lieu de la scène, cette principauté de rêve, patrie chimérique et charmante de Carmosine et de Marianne, cette cour où Fantasio aimerait à promener ses rêveries? Est-ce par l'âme délicieusement passionnée et puérile de Fiammette?... Hélas! la sensation que je cherche à analyser ici est si délicate et si subtile que des mots n'y sauraient suffire. J'imagine qu'elle est produite, surtout, par ce que la nature de Fiammette a de résolument « irréel ». Elle a pour le Beau, le Beau-Art, le Beau-Amour, une tendresse ardente et invincible, avec je ne sais quoi de passionné et d'enfantin. Quand on veut qu'elle renonce à la couronne, tout son être s'élance, en quelque sorte, pour le refus. Et quand elle veut donner des raisons, elle ne trouve guère que celle-ci, la meilleure peut-être : « C'était si joli d'être reine!... » De plus, — et c'est bien là, je pense, ce qui la rend, par-dessus tout, une petite fée, — elle oublie, elle ignore le plus complètement du monde tout ce qui règle, guide et gêne la vie. Elle ne tient à la terre que du bout de ses pieds blancs; elle brille, brûle et s'éteint. Elle est bien nommée. Fiammette, petite flamme...

Et, maintenant, que l'ambition, la haine, la jalousie, la cupidité s'unissent contre elle, elle ne daignera pas les voir : et, pour toute vengeance, elle mariera les conspirateurs à ses « folles ». Elle est au couvent : mais c'est pour éclairer d'un sourire l'ombre des grands murs, pour apprendre la « Gaillarde » aux nonnes, pour railler la Supérieure, surtout pour aimer en paix Danielo, jeune, beau, ardent, et puéril comme elle. Mais au couvent même, elle n'est pas assez libre. Et la voici en pleine campagne, dans une maison d'amour où les heures ne se comptent que par les baisers. Le drame surgit. On a juré d'assassiner la reine, et l'instrument du crime, c'est Danielo. On a fanatisé le pauvre enfant en accusant la reine d'avoir fait périr un frère adoré, et il a juré de tuer la coupable... Fiammette s'élance vers le lit où il repose. Mais une réflexion l'arrête... Non, pas même une réflexion, un seul mot qu'il murmure en rêve : « Elena! » Car il ignore que la reine qu'il veut tuer et la femme qu'il aime ne font qu'une. Il aime toujours, et, dangereux pour le salut de la reine, du moins n'a-t-il pas commis le seul crime qu'elle ne pardonnerait pas, le « crime d'amour ». Il s'éveille, et veut partir : le serment juré l'appelle. Se défendra-t-elle? Cherchera-t-elle à se justifier? Ce serait indigne d'elle. Puisqu'il l'aime, qu'importe le reste! Dans ce drame, elle n'a vu qu'une chose, l'occasion d'une jolie scène, inventée par une femme qui est amoureuse et poète.

Elle laisse partir Danielo. Puis, elle court au palais, voile (pas trop) sa beauté sous les parures royales, et elle attend...

Danielo paraît, armé, farouche. Elle le suit, souriante, du regard. Il avance. Elle attend encore, car elle sait comment il faut que les choses soient pour être les plus jolies du monde. Il approche, il la frôle. Elle attend toujours. Il lève le bras, le couteau brille... Alors, elle l'évite, d'un mouvement souple et gracieux, rejette son voile et tend vers lui ses mains toutes pleines de baîsers... — Et cela est d'une grâce infinie.

Hélas! il faut être sincère. La fin du joli conte ne vaut pas le commencement. A part une indication tout à fait belle, mais trop sommaire (quand Danielo, reconnaissant Elena dans la reine, lui en veut plus encore d'avoir aimé son frère que de l'avoir fait périr), les scènes suivantes sont trop brutales, trop « réelles ». J'entends bien qu'il fallait que la « petite flamme » s'éteignît. Si indulgent que soit M. Catulle Mendès, il ne voudrait pas nous laisser croire que Fiammette est encore vivante. Et il fallait qu'elle mourût justifiée du crime dont son amant l'accuse. Et, pour cela, il fallait que Danielo, en moine, reçût la confession suprême de Fiammette. Et il fallait que Danielo aussi mourût, car on ne saurait concevoir Lui sans Elle. Et, pour cela, il fallait que Danielo s'affranchît en frappant Sforza... Il fallait bien des choses, comme vous voyez. Peut-être, sans les supprimer, eût-on pu les résumer davantage?... Mais ne récriminons pas. Et, pour étaler notre « sens critique », ne gâtons pas la joie que nous devons à M. Catulle Mendès. Conte, fantaisie ou drame, son ouvrage est « de la poésie ». Il ne me démentira pas si je dis que c'est ce qu'il y a de plus précieux au monde... J'ajoute : ce qu'il y a de plus rare, — surtout dans les pièces en vers.

Le succès de la *Reine Fiammette* a été éclatant. Après en avoir proclamé la valeur, il faut louer l'interprétation et la mise en scène. Décors et costumes

sont pittoresques et somptueux. Les rôles, très nombreux, sont tous bien tenus. L'ensemble est plus que satisfaisant. Peut-être Mlle Yahne, un peu trop ironique, est-elle un peu plus la reine Yoyo (rappelez-vous l'*Age difficile*) que la reine Fiammette? Peut-être Mme Segond-Weber, qui sait dire les vers, est-elle un peu trop uniformément violente?... Mais ne soyons pas trop difficiles. — Telle qu'elle nous est offerte, et en dépit de certaines longueurs vers la fin, la *Reine Fiammette* nous donne le spectacle le plus rare et le plus précieux qui soit au monde : celui d'un poète qui a presque réalisé son rêve... Presque? Oui, puisque les rêves de poètes sont irréalisables.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

En mémoire de son fils Cecil Murray qui commença d'écrire, lady Murray vient de fonder une maison de retraite pour hommes de lettres, à Cannes, sous le ciel bleu. L'idée tout de suite paraît charmante. Comme cela s'appelle *Château de l'Espérance* et qu'il s'agit d'une habitation de refuge pour des vieillards qui ont dû penser, les gens prêts à toutes les petites pitiés provisoires remercient et s'attendrissent; et ils voient dans cette maçonnerie poétique la claire compensation, la triste consolation d'une existence de labeur et de rêves qui n'a point réussi. Un refuge pour les écrivains infirmes et las, c'est adorable! Et ils songent que dans ce malheureux métier convoité par tant de jeunes gens hardis et pauvres, les débuts sont très difficiles, l'avenir très hasardeux, que l'on peut aisément périr de misère ou de lassitude et que vers la fin de sa carrière on est bien heureux encore de rencontrer des philanthropes pour vous préparer une villégiature au bord de la mer.

Ce *Château de l'Espérance*, que des gens de cœur se réjouiront d'appeler ainsi avec un apitoiement spirituel non exempt d'une malice bourgeoise, témoignera salutairement des difficultés de la carrière des lettres et sera d'un bel exemple pour la jeune génération. Beaucoup de familles glorifieront l'édifice avec insistance et croiront inutile de rien devoir ajouter. Or, franchement, je crois que cela ne prouvera pas grand'chose : et tout de même, ne fût-ce que dans l'intérêt des vrais hommes de lettres — dont la gloire devrait être garantie, et qui doivent cacher leur misère le mieux possible — la maison de Cannes ne devrait pas exister. L'intention était louable, l'intention suffisait.

De fait, ce ne sera qu'une ruche de vieux ratés sans talent et sans charme, et dont les infirmités seules pourraient justifier la venue. Je parierais bien qu'il n'y aura pas là-haut un seul homme de valeur, un grand homme de lettres, car ceux-là ne se retirent jamais. Ceux-là demeurent seuls dans des intimités ou dans de la nature. Ceux-là attendent tout de leur indépendance et de la vie. Ils voient des hommes et des femmes, des drames et des bonheurs, ils aiment les hasards et la nouveauté des sentiments et des êtres, et leur continuité. Leur champ d'expérience qui est la vie des autres et leur vie même s'accroît librement, en toute franchise. Et s'ils se sentent dispos, ils ajoutent à leur existence le petit prolongement naturel du travail, et s'ils se sentent las ou tristes, ils se découragent, s'impatientent ou gémissent, mais sans cesser de continuer leur effort d'artiste qui n'est que le développement normal de leurs étapes actives ou sentimentales; et jamais ils ne prennent la résolution de se retirer professionnellement sur une montagne ou sur une grève avec quelques autres découragés de façon supérieure, petit cercle de créateurs fatigués qui n'ont plus qu'à mourir en vedette et confraternellement.

Non, le *Château de l'Espérance* n'abritera personne de rare. Il sera le refuge des tristes hommes de lettres qui n'eurent que l'ambition puérile et touchante de souhaiter le « métier ». Il recevra ceux qui tout jeunes se réunirent avant d'écrire, eurent le besoin des collectivités encourageantes, car ils se sentaient trop faibles tout seuls. Ceux qui, pour lutter, cherchèrent des camarades, se groupèrent et ne commencèrent pas la lutte. Parce que, si nombreux, on était tout de même des gens de lettres aux yeux des passants et à ses yeux propres, parce que, dès que l'on se séparerait, on commencerait sûrement d'écrire (certains même se dévouaient, se détachaient, écrivaient déjà un peu à droite et à gauche pour légitimer les réunions); et parce que l'amitié vaut sans doute mieux que la gloire et qu'il y avait dans ces cercles de véritables tendresses mâles faites de crainte, qui se briseraient à la première gloire brutale, à la première trahison.

Voilà les hommes vieillis qui se réuniront à Cannes. Ils ne seront pas très malheureux. Ils se retrouveront de nouveau en bande, avec le titre : *gens de lettres*, et se jugeront même un peu arrivés en se retrouvant si vieux, gratuitement, dans une maison spéciale et qualifiée *littéraire* par d'autres, sans qu'ils aient eu voix au chapitre pour le titre à décerner.

Et ce sera sans nul doute un intérieur navrant et comique. Ces bonnes gens installés et nourris n'auront peut-être même plus entre eux des relations cordiales. Le confortable d'un établissement sérieux, dit « de lettres », leur donnera peut-être l'idée d'écrire; ils voudront se séparer comme de réels penseurs, conquérir à l'abri du besoin une individualité nou-

velle, et l'on verra de petits cénacles dans ce cénacle et, qui sait ?... Un beau matin, un vieil homme s'en ira clopin-clopant avec une idée de roman ou de pièce, il aura défié ses petits camarades de la Méditerranée et quittera le pain quotidien et le soleil de Cannes pour figurer un jeune écrivain d'avant-garde chez M. Lugné Poé.

Toutes les accumulations d'hommes qui vieillissent ou souffrent assemblés sont tristes, et il est légitime d'avoir la terreur des hôpitaux. Mais si les corps deviennent facilement prisonniers et facilement doux par la souffrance, il n'en est pas de même des esprits. Les fous, eux aussi, ont une individualité et exigent souvent la solitude ; la charmante et touchante lady Murray a pensé que des anciens esprits supérieurs seraient moins exigeants !...

* *

Tous les grands musiciens s'occupent d'astronomie, un journal annonce que Saint-Saëns, Massenet, Salvayre aiment les planètes et interrogent les cieux. Gounod était aussi fréquemment dans une lunette. Cela se conçoit. Les musiciens qui sont des enfants de génie ont ou bien le cœur très simplement bouffon ou très augustement harmonique. L'astronomie les satisfait à ces deux points de vue. Il y a « l'astronome de la place Vendôme » qui n'est pas seulement un refrain de chanson, mais du comique de tradition et du grotesque d'histoire ; il y a la lunette, le chapeau pointu, les apparitions de lanternes magiques ; et il y a aussi la grande voûte d'inspiration et de mystère, piquée d'étoiles comme de notes, qui renferme toute la rêverie du monde en une science exacte, semblable pour cela encore à la musique sa sœur.

L'astronomie est bien la distraction exquise et savante des artistes et des bonnes gens. C'est une étude charmante et terrifiante qui contient en elle une philosophie et une songerie à la portée de tous les hommes et à la joie de quelques-uns.

Son cadre est parfait. Il est tout de suite facilement mystérieux parce qu'il est très haut et que nous savons que c'est bien plus haut encore ; et il nous offre après quelques manières et au travers de quelques instruments les surprises les plus agréables d'êtres nouveaux qui vivent sans doute et sont peut-être nos pareils. Ils satisfont le désir que nous avons de découvrir des hommes imprévus avec des coutumes et des couleurs différentes, assez semblables à nous par l'ensemble du corps pour être désavantageusement comparés, et lointains tout de même. Nous avons adoré sans jalousie des Zoulous, des Achantis et d'autres nègres, les sauvages offerts par l'astronomie sont bien mieux placés. On ne s'en lasse jamais parce qu'on ne les distingue guère, et parce qu'ils resteront toujours une source de comique inexpliqué.

L'astronomie a bien d'autres avantages. Lorsqu'on est écœuré de la terre — et l'on sait ce que cela signifie moins prétentieusement — on regarde par un petit trou microscopique et on voit qu'il est bien inutile de s'affecter pour une petite créature d'un si petit monde lorsque tant de planètes offrent bien d'autres mystères et d'autres curiosités. Et ce raisonnement ingénu est inévitable, que ces planètes ont, elles aussi, des habitants, et des habitantes qui regardent peut-être ailleurs en ce même moment. Cela ne signifie rien et ça console de tout. Les femmes sont victorieuses sur toutes les idées générales de la terre, mais elles résistent rarement aux évocations profondes suggérées par le ciel. Et l'on sort de la lunette d'approche plus éloigné des vaines contingences, assez médiocre tout de même pour être heureux. On lève le nez et les petites choses brillent encore. La douce science qui nous a pris quelques heures se retire derrière le grand décor connu de nos bêtises et de nos invocations sentimentales et l'on oublierait toute cette science apprise et toute la provisoire philosophie qui en découle, si le ciel savant ne nous rappelait pas ses mystères, en clignant des étoiles — ironiquement.

* *

C'est le moment des grands banquets aux titres poétiques et allégoriques : dîner de la Macédoine, des Enfants de l'Auvergne, du Myosotis. Des gens bien établis, unis par le même pays, la même idée ou la même occupation professionnelle, se mettent à table et se livrent à une camaraderie facile et bienveillante qui ne les détournera d'aucun égoïsme une heure plus tard. On y voit M. Déroulède, Sully Prudhomme et Eugène Pitou manger un identique potage et M. Carolus Duran préside non sans honneur. C'est une petite joie pour tous les convives de se réunir ainsi. Il y a des gens illustres qui se rappellent volontiers leur enfance modeste et charmante, sûrs qu'ils sont de retrouver en sortant de table leur position solide et glorieuse et tout le chemin parcouru. L'attendrissement de ceux-là vers le passé n'est qu'une malice orgueilleuse pour bien constater le présent en mangeant de petites choses confortables. Et il y a les pauvres diables du même pays, restés en route, dont l'envie et la tristesse sombrent dans la cordialité provisoire et alimentaire d'un repas pris en commun. Tout le monde est à Paris, ensemble, autour d'une table, et il n'y a pas de raison, puisqu'on est du même village et bien d'accord, pour ne point ramasser de la gloire de compagnie. Les pauvres diables parlent, s'échauffent et sont les plus sincères et les plus brillants. Ils rattrapent les heures

obscures, font durer les agapes le plus tard possible pendant que leurs illustres amis dès le dessert poussent leurs chaises, se ressaisissent, s'isolent, et pensent au lendemain en écoutant la gaîté qui monte, distraitement.

Et il y a bientôt deux camps qui se forment. Les naïfs obscurs et les illustres indifférents. Ceux-ci jugeant perdu le temps qu'espèrent gagner ceux-là en demeurant ensemble.

* *

J'ai assisté au mariage de M. Le Bargy de la Comédie-Française. C'était très joli et passablement intrigant. Chacun se demandait évidemment comment il aimerait sa femme, et si elle ne douterait pas de son amour. On cherchait quels mots nouveaux, « hors du texte », il avait pu trouver pour la convaincre, et si quelquefois il se tiendrait mal — amoureusement. Or, je crois que M. Le Bargy, comédien charmant, est très capable de faire croire à de l'amour dans la vie, parce que ce n'est pas non plus bien difficile ni bien compliqué. Les femmes subissent l'homme aimé bien plus qu'elles ne l'écoutent, et l'amour n'est que la hantise de la personnalité d'un être dans le cerveau et dans le cœur. M. Le Bargy, pour un aussi doux résultat, est en grosse vedette, et l'on peut aisément penser à lui et l'évoquer. Son jeu quotidien y aide de façon notoire, et sa jeune femme passera d'agréables soirées et quelques matinées non dépourvues de charme, pourvu qu'elle veuille se déranger. Son mari ne datant que de son amour lui aura donné, — pensera-telle, — la primeur de sa jolie façon d'être, et cette façon d'être agrandie et portée à la scène ne sera que le prolongement de son bonheur. Au lieu d'entendre parler de lui et de le suivre par la pensée en souriant, elle ira le voir dans ses meilleurs rôles, et les paroles profondes du matin tinteront plus près du cœur et de ses lèvres, lorsqu'elle évoquera, lorsqu'elle reverra les gestes légers, dans la soirée. Je sais bien qu'ils s'adresseront à une autre, mais le texte en détruira toute la portée puisqu'il y aura un texte; les attitudes, personnalité du mari qu'elle s'enchante de revoir encore, resteront seules. Elle les appliquera à des mots d'elle connus, que personne ne sait — au théâtre — et qu'elle se répétera tout bas malicieusement.

Car M. Le Bargy, qui est fort intelligent, aura eu le scrupule et la précaution d'avoir un langage de ville, bien que ce fût très inutile, l'amour étant en jeu. Ce langage se conçoit aisément avec des diminutifs spéciaux, des petites allusions particulières, et lorsqu'il se sentira trop bon — c'est-à-dire trop tendre — avec de légères protestations blagueuses : que ce n'est pas comme au théâtre et qu'il pense tout ce qu'il dit. Ou bien lorsqu'une ressemblance deviendra trop flagrante avec le répertoire, à [illegible] aveu malicieux d'une honte gracieuse : que cela ressemble au troisième acte de l'*Ami des femmes* ou de *[illegible]*. Et il s'y [illegible] d'éviter l'ironie lorsqu'on est intelligent.

Ce sera un ménage charmant, une famille, et l'on viendra prendre le thé à onze heures dans la loge dont les jeunes époux feront les honneurs à ravir. Il faudra seulement installer au Théâtre-Français un nouveau dégagement pour les voitures, une « entrée des Amis des Artistes », et le maître de la maison s'absentera peut-être quelquefois. La jeune Mme Le Bargy dira alors : « Je vous demande pardon,... mon mari est un peu souffrant... une affaire imprévue », ou une excuse analogue, que les intimes accueilleront d'un bienveillant sourire en se chuchotant tout bas, à l'oreille : « Vous savez, il joue !... »

* *

Les grands-ducs s'en sont allés. C'était la joie de l'hiver, et cela faisait grand plaisir de voir leur somptueuse bienveillance se développer à l'aise dans les avant-scènes des bouibouis. Ils étaient très *Meilhac*, très *Vie Parisienne*, et il semblait vraiment, en les voyant si noblement gais et si sincères, qu'on s'amusait à Paris. Ils encourageaient les Parisiens mornes à mieux regarder leur pays, pour chercher si, vraiment, ça n'était pas plus drôle. Ils venaient en bande nous renouveler notre répertoire en l'appréciant d'un œil si candide; et nous faire honte de l'ingratitude que nous opposons à notre gaîté.

C'était une troupe. On ignorait presque combien ils étaient et si parmi eux il y avait des femmes. C'étaient les « Grands-Ducs » et ils se promenaient pieusement la nuit dans les théâtres et par la ville; ils étaient touchants. Il n'y avait entre eux ni jalousie ni querelles et ils n'osaient prendre nuls plaisirs individuels. Ils ne se séparaient et n'avaient de sentiments définis que sur leur terre de Russie, à Paris ils venaient seulement rire, nationalement. C'étaient d'augustes sans-soucis pris et liés par une gigantesque curiosité et une puissante intention d'être gais à propos de choses extérieures et sans gravité.

Et l'on aurait souhaité pour les rapprocher davantage de la France qu'ils vécussent une vie plus intense dans notre pays; qu'ils connussent séparément quelque joie profonde et inquiétante, quelque sentimentalité tyrannique; qui les séparât quelque peu l'un de l'autre et les brouillât légèrement et de façon encore bien parisienne, avant de repartir.

[illegible]

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Le bruit court que nous allons devoir à une femme russe un des meilleurs livres qui aient été depuis longtemps publiés en France, — et en français.

C'est une histoire de la vie et des œuvres de George Sand; mais une histoire qui, dit-on, débordera son titre, embrassera la description d'un « âge » littéraire tout entier.

M. Spoelberch de Lovenjoul a écrit la préface de l'œuvre, dont il se montre très enthousiaste. L'auteur y a consacré dix ans de travail. Elle se développera en trois volumes. Le premier, qui paraîtra en février, racontera la période d'enfance et de jeunesse, de 1804 à 1838; le second ira de 1838 à 1876.

Signature : Vladimir Karénine. Il n'y a, je pense, aucune indiscrétion à dire que Vladimir Karénine est Mme Komaroff, femme du général.

M. Rouanet, député, vient d'achever un livre sur *le Socialisme francais, son passé, son présent, son avenir.*

L'ouvrage suivra de quelques semaines la *Psychologie du socialisme*, de M. Gustave Le Bon, parue ces jours-ci chez le même éditeur.

Le socialisme sortira-t-il vainqueur de cette lutte? Les livres succèdent aux livres; dans le journal, à la tribune, en librairie, les deux grands partis de l'action individuelle et de l'action sociale sont aux prises; jamais le duel n'a été engagé plus serré et plus vif; et jamais, il faut bien le dire, plus de talent n'a été mis en même temps au service des deux doctrines ennemies. Un sceptique dirait : « C'est très intéressant. »

C'est surtout très grave.

Parus cette semaine :

De M. Robert de la Sizeranne, le très distingué auteur de *la Peinture anglaise* et de *la Religion de la Beauté*, une luxueuse plaquette consacrée à l'examen de cette question : *la Photographie est-elle un art?*

Une suite de très belles reproductions, exécutées d'après les maîtres de la photographie en France et à l'étranger, indique assez clairement, avant même qu'on ait parcouru la spirituelle et savante étude de M. Robert de la Sizeranne, dans quel sens il a conclu ;

De M. Louis Barron, dont l'Académie couronna naguère les livres où sont décrits les Environs de Paris, et les Fleuves de France, un *Nouveau Voyage en France*, où l'écrivain réussit à être neuf en une matière où il semblait presque impossible qu'on le redevînt.

Histoire :

Les Mémoires du comte de Moré, publiés pour la Société d'histoire contemporaine par MM. Geoffroy de Grandmaison et de Pontgibaud, ont paru cette semaine.

MM. Édouard Romberg et Albert Malet achèvent, pour la même Société, la revision des épreuves d'un ouvrage important qui sera en librairie ces jours-ci : *Louis XVIII et la cour de Gand.*

C'est un recueil de documents tirés des Archives du duc de Blacas, et des Archives d'Etat d'Angleterre, de Prusse et d'Autriche.

— En attendant la publication de son grand ouvrage sur *Joséphine, impératrice et reine*, M. Frédéric Masson nous donnera une *Joséphine de Beauharnais.* Le volume est à l'impression.

— Les *Souvenirs* de Mme de la Ferronnays sont annoncés pour février prochain.

M. Achille Luchaire corrige les épreuves d'un livre dont la publication est annoncée pour le 20 janvier prochain : *l'Université de Paris sous Philippe-Auguste.*

L'ouvrage paraîtra dans la « Bibliothèque internationale de l'Enseignement supérieur » que dirige M. F. Picavet.

La grande édition nouvelle de *Salammbô*, que prépare l'éditeur Ferroud, paraîtra dans le courant de l'année prochaine.

Elle contiendra une suite de 50 compositions de Georges Rochegrosse, gravées à l'eau-forte par Champollion.

Il paraît qu'il existait encore du Meilhac inédit : un acte...

Nous le lirons d'ici peu dans le neuvième volume du *Théâtre de campagne.*

M. Georges Ohnet termine pour un journal parisien un nouveau roman : *le Fond du gouffre.*

On y trouvera probablement moins de méchancetés que dans celui de M. Maurice Vaucaire, *le Demi-Grand monde*, dont le titre annonce l'intention...

L'ouvrage sera, disent les amis de l'auteur, une amusante et très vive satire de certains « grands salons parisiens, où la littérature est moins en honneur que l'argot, où l'argent tient plus de place que l'esprit, et qui cependant sont « le monde », — un monde qui lance des modes, impose ses snobismes à l'admiration docile des badauds, et occupe une espèce de rang dans la hiérarchie de nos élégances modernes. Hélas!

Le projet d'exécution d'une statue de Victor Hugo à Besançon vient d'être repris.

Le comité qui s'était constitué, il y a quelques années, dans ce but, avait interrompu ses travaux, découragé par les résistances et le mauvais vouloir qu'en certains milieux politiques son initiative rencontrait.

Il se remet à l'œuvre. Sans doute, parce qu'il lui semble que l'apaisement s'est fait dans les âmes, que jamais les partis n'ont été plus près de s'entendre, et que c'est le moment d'en profiter?...

Nous ne nous doutions pas de cela à Paris.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37870. *Le Directeur Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 27. 4e SÉRIE. — TOME X 31 DÉCEMBRE 1898.

MON ÉVASION DE PIERRE-EN-CIZE

EN 1775 [1]

Après ma sortie du collège de Juilly, mon oncle fut censé se charger de moi : dans la vérité, personne ne prit ce soin ; pour le monde, qui ne regarde rien, je paraissais être au sein et sous les yeux de ma famille, tandis que réellement j'étais dans l'abandon de conseils, sur ma bonne foi, et, à seize ans, livré à moi-même. Dans ce moment critique, on ne me disait pas ce qu'on désirait que je fusse, on ne me demandait pas ce que je voulais être ; je n'en savais rien moi-même, je n'y pensais pas. J'avais seize ans, et j'étais mon maître au milieu de Paris. Adolescent, fort, ardent, curieux, ne connaissant la valeur de rien ; condamné, comme tout le monde, à acquérir de l'expérience à mes dépens ; n'ayant ni guides ni amis, il aurait fallu que j'eusse *un cœur de citrouille fricassé dans de la neige* pour ne commettre aucune faute, ne fût-ce que par oisiveté et par désœuvrement ; des yeux malveillants m'épiaient, me suivaient, m'attendaient à la première légèreté, sûrs qu'elle serait accompagnée de plus d'une autre, parce que les inconséquences s'appellent toutes chez un jeune écolier de seize ans, et ma belle-tante se chargeait du soin actif et journalier d'envenimer mes actions, de grossir mes fautes, de m'en faire des crimes aux yeux de mon oncle, et par suite à ceux de mon père, qui habitait à cent lieues de la capitale.

J'étais donc, à seize ans, sous le coup de ces inconcevables préventions, et c'est dans cette aimable disposition des esprits que, d'après les sollicitations de mon père, et sur son ultimatum, le conseil de famille s'assembla, sans qu'on m'entendît : on me laissa, je le déclare, tout le plaisir de la surprise. Je fus accusé, jugé, condamné par tous mes grands-parents... Ma belle-tante, soufflant dans la coulisse, et l'autorité de l'indignation paternelle planèrent sur la délibération. Mon cousin, la marquis de Moges, jeune militaire accoutumé aux conseils de guerre, mais sachant proportionner les peines aux délits, fut le seul qui refusa de signer aussi légèrement la réclusion, peut-être pour la vie, d'un enfant de seize ans. Je dois à tous mes autres grands-parents la justice de reconnaître qu'ils en ont été bien fâchés après : ils me l'ont tous prouvé depuis, sauf ma belle-tante, qui ne m'en a jamais rien dit, et à qui je ne l'ai pas demandé. Devant Dieu soit son âme !

Il n'en est pas moins vrai que, par les soins de tous mes bons parents, dont chacun eût été au désespoir de faire tort ou injustice à qui que ce fût, voici l'ordre royal dont je fus l'objet et la victime :

« Le sieur chevalier de Pontgibaud, *d'un caractère violent et [illegible] genre d'occupation*, sera conduit à Saint-Lazare aux dépens de son père. »

Mais en marge de l'ordre royal, j'ai vu sur le registre aux archives : *Transféré à Pierre-en-Cize, le 19 février 1775 !* Il est vrai que la lettre de cachet, vu la date, dut être signée *La Vrillière ;* car son suc-

[1] Ce chapitre est extrait des *Mémoires du comte de Moges*, dont la publication est entreprise par la Société d'Histoire contemporaine. Prix : 1 [illegible] Voir aussi les *Mémoires de Bernis* du 22 [illegible] 1898.

cesseur immédiat, M. de Malesherbes, certes, eût refusé d'y apposer le sceau de son nom.

Où étiez-vous, justice des hommes! Sagesse des pères de famille! Cri de la nature! Voix du sang! Et pourtant, je l'atteste en toute vérité, mes parents, placés dans les rangs élevés de la société, étaient tous les plus honnêtes gens du monde, pleins-d'aménité, de loyauté et de bonté, — il m'est pourtant bien permis de dire, — sauf envers moi, sauf ce jour-là. Funeste effet de la prévention! Ayez donc pour juges des gens de bien : ils se trompent comme d'autres; ils ne frappent pas toujours juste; mais ils frappent toujours fort.

En attendant, vous voyez que, sur la seule accusation d'avoir, à seize ans, *un caractère violent et farouche, et de ne vouloir m'adonner à aucun genre d'occupation*, je me trouvai, le 19 février 1775, sur la route de Paris à Lyon, ou, pour parler plus nettement, sur la route de Pierre-en-Cize. L'enfant avait à ses côtés sa bonne, c'est-à-dire un exempt de maréchaussée, et la douce perspective de rester enfermé pendant toute sa vie.

Je sais que tout le monde a lu ces vers de Boileau :

> Un auteur, quelquefois trop plein de son sujet,
> Jamais sans l'épuiser n'abandonne un objet:
> S'il rencontre un palais, il m'en dépeint la face;
> Il me promène après de terrasse en terrasse:
> Ici s'offre un perron, là règne un corridor...

Il est pourtant indispensable, pour l'intelligence et dans l'intérêt de mon récit, que j'entre un peu dans le genre descriptif au sujet du château de Pierre-en-Cize, ma nouvelle demeure à bail emphythéotique, ou plutôt à terme indéfini, car je n'y étais pas de mon consentement. Il faut donc que je donne des détails sur les localités.

On lit dans Piganiol de la Force (voyez sa *Description de la France*) : « Pierre-en-Cize, ou Pierre-Scise, château de France et prison d'État, proche de la Saône, vis-à-vis de Lyon. Il y a dans ce château un capitaine entretenu, une compagnie de trente hommes d'infanterie, un lieutenant et un sergent. »

Voilà tout ce que pouvait dire de Pierre-en-Cize un historien, un voyageur ou un poète à qui il n'était pas donné de le voir de trop près. Pour en bien parler, il faut ce qui s'appelle y avoir été, y avoir été domicilié, y avoir été enfin prisonnier d'État, et, sous ce rapport, personne ne m'enviera l'avantage d'avoir été favorisé pour connaître les êtres.

Le château de Pierre-en-Cize était la maison de plaisance des archevêques de Lyon : aussi le séjour en lui-même, quant à la vue, n'offrait rien de sinistre et d'attristant. Ce n'était pas le château de Lourdes, entouré de pics nébuleux, placé comme un cyprès au milieu d'une nature bouleversée où l'on croirait que les Titans viennent de combattre; ce n'était pas le mont Saint-Michel, d'où vous voyez, la moitié de l'année, à six heures d'intervalle, les vagues de la mer battre les murs de votre prison; les tempêtes sont à vos pieds, et l'écho des naufrages retentit dans les cachots. Sans prévention, je conviendrai que, pour la vue, Pierre-en-Cize est infiniment plus agréable ; mais il n'y a pas de belle prison, et, tout considéré, l'aspect même des prairies, des moissons, des forêts, des troupeaux, des hommes qui vont et viennent librement, ce délicieux tableau, quand on est sous les verrous, n'est qu'un supplice de plus.

Voici, de ma façon et d'après mes propres yeux, la description de Pierre-en-Cize, topographique et pittoresque, à l'intérieur et à l'extérieur; on peut l'accepter de confiance. Je peux dire : *J'ai vu.*

Le château est situé sur le quai de la Saône, en entrant à Lyon par le faubourg de Vaise : il est sur un rocher élevé et escarpé; on y monte par des marches taillées dans le roc. A la porte d'entrée se trouvait un corps de garde composé alors d'une compagnie franche du régiment de Lyonnais, en partie vétérans, mais néanmoins d'un bon nombre de jeunes soldats admis par faveur. Ainsi nulle combinaison d'évasion n'était possible sur ce point : les prisonniers n'avaient d'ailleurs la permission de se promener que dans une partie de la cour : le factionnaire les eût arrêtés s'ils avaient dépassé les limites, un gros marronnier que je vois encore.

Le château est un bâtiment carré, ayant à l'angle qui se trouve vers le nord-ouest une très grosse tour au fond de la cour à droite. Toutes les murailles sont fort élevées ; la partie du château qui regarde le faubourg de Vaise est au nord-est, et n'est accessible que par une route pratiquée dans la montagne pour y faire arriver les provisions, comme bois, vin et autres denrées nécessaires, le tout à dos de mulets; aussi y avait-il de ce côté des portes d'entrée : mais, lorsqu'il s'agissait d'introduire ces sortes d'objets, la garde entière prenait les armes et se divisait moitié en dehors, moitié en dedans des portes, momentanément ouvertes. D'après ces observations, je me formai une idée de la nature du terrain sur le côté extérieur du château qui m'était inconnu, puisque j'étais arrivé par celui qui domine la Saône, jugé impraticable pour une évasion, ainsi que je l'ai dit plus haut.

Après avoir gravi le roc, on me fit traverser la cour en question : je me trouvai au pied de la grosse tour dont j'ai précisé l'emplacement. On me fit monter par son escalier tournant, sur une galerie en bois, et je fus enfermé dans la chambre n° 1, attenante à la tour même, de telle sorte que son demi-cercle en occupait une partie. Je rencontrai dans cet agréable domicile le mobilier obligé : un mauvais grabat, ac-

colé au mur demi-circulaire de la tour, une chaise, une table et la grande cruche d'eau de rigueur : le jour me venait de la cour intérieure, par une fenêtre bien grillée, et donnant sur la galerie. Telle était la disposition des lieux et tels étaient les obstacles qu'ils offraient à surmonter pour en sortir ; mais je n'eus pas plus tôt mis le pied dans la tour intérieure que je pris la résolution de tout entreprendre pour m'évader, et cela le plus tôt que je pourrais. Les combinaisons, la patience, le travail, la hardiesse de mon évasion en plein jour et à main armée, m'ont rendu ce qui s'appelle célèbre dans l'histoire de Pierre-en-Cize : le château a été détruit en 1791 révolutionnairement ; mais il est de fait que depuis 1777 jusqu'à la démolition de cette forteresse, si l'on avait demandé à un jeune prisonnier, ainsi qu'au grand Condé : « Voulez-vous l'*Imitation de Jésus-Christ* » ? il aurait répondu, non pas comme le prince : « Ouvrez-moi l'Imitation de M. de Beaufort » ; mais : « Donnez-moi l'Imitation de Pontgibaud ». Tout est relatif, et pour un prince de dix-huit ans, vous allez voir s'il n'y a pas de quoi se vanter.

Un disciple de Vauban ne fait pas plus de calculs et d'observations pour entrer dans une place forte, que je n'en fis pour sortir de la mienne. Je me dis d'abord : « Ce château est accessible sur le point où je l'habite, je dois donc percer le coin de mur attenant à la tour ; la construction n'est pas du même temps. Si le revêtement est en pierres de taille, en pierres dures, le milieu doit être en moellons, et mon angle de muraille ne se lie point à la tour, qui est ronde : il ne faut donc que du temps et de la patience ; on en aura. »

Le prisonnier qui m'avait précédé possédait le talent d'amateur, et de plus le talent de la botanique : il s'était amusé à peindre toutes sortes de fleurs sur les murs, et ce qui m'a été très favorable, il avait mis en bleu foncé tout le pourtour de notre appartement à deux pieds et demi de hauteur. Admirez d'ailleurs cette bizarrerie du hasard : mon prédécesseur, à un long intervalle, était M. Pecquet, un des plus proches parents de ma belle-tante : je ne dis pas qu'elle fût pour quelque chose dans cette incarcération-là, dont je n'ai jamais demandé ni su les motifs ; mais enfin, la position sociale des deux prisonniers donnait à mon domicile l'air d'une chambre de famille. L'achat d'une certaine quantité de papier bleu, de ce papier qui enveloppe la poudre à friser, entra donc dans mes préparatifs ; car il fallait un mantelet au sapeur. Avant tout, il me manquait de l'argent. L'argent est le nerf de la guerre, a dit Trivulce ; il est le nerf de toutes les grandes entreprises, et certes, il n'y en avait pas de plus grande à mes yeux que celle qui absorbait toutes mes pensées. Virgile a dit :

> . . . *Quid non [illegible]*
> [illegible] . . .

S'il avait été à ma place, il aurait dit avec moi : *sacra fames libertatis.*

Je recevais cinquante francs par mois pour suppléer à ma mauvaise nourriture, et pour louer des livres. Je trouvai moyen d'augmenter ce pécule : le jour je copiais de la musique. Les Amphions de Lyon ont eu des partitions de ma main, et j'ai eu de leur argent : ils sont, sans le savoir, mes libérateurs de compte à demi. Je me procurai du carton, dont je fis des volets à ma fenêtre, parce qu'à dix heures du soir le factionnaire nous ordonnait d'éteindre nos lumières ; j'achetai sous divers prétextes de petits couteaux, et comme nous avions du bois pour l'hiver, je fabriquai avec les maîtres brins de mes fagots de courts leviers destinés à démolir le mur, sans le plus petit bruit, en les plaçant entre les pierres. Je me procurai enfin, par l'intermédiaire de ma blanchisseuse, des balles, de la poudre et un pistolet à deux coups. Fiez-vous aux femmes, vous ne vous en repentirez pas. Si elles consentent à vous servir, elles ne vous trahiront jamais ; elles garderont votre secret comme elles gardent le leur. Il n'en est pas toujours de même des hommes. Si on me cite la mère de Papirius Prétextatus, je citerai Épicharis, et en fait d'hommes, ma bonne blanchisseuse fut plus discrète que Turenne.

Je n'eus donc plus qu'à mettre la main à l'œuvre. L'angle du mur et de la tour était caché par mon lit. Je travaillai en arche de pont, ayant bien soin de ne pas dépasser la hauteur de la peinture bleue ; mon papier de même couleur recouvrait et masquait mon chemin de sape : je travaillais quatre heures par nuit. J'avais le soin de bien balayer, et de reposer mon papier bleu devant ma porte de salut. Quant aux décombres, je les mettais soigneusement dans des mouchoirs, et j'allais les jeter, le plus facilement du monde, dans les lieux d'aisances à l'usage des prisonniers. Ces lieux étaient situés au bas de l'escalier intérieur de la tour. Je demeurais au n° 1, et vu la grande proximité, je pouvais y descendre vingt fois par jour sans être remarqué ; enfin, par un autre hasard, cette espèce de puits était d'une singulière profondeur.

Une circonstance facilita beaucoup mon travail ; le mur se trouva, comme je l'avais espéré, désuni de la tour d'environ 2 ou 3 pouces, et, dans toute cette démolition de 9 à 10 pieds d'épaisseur, je n'ai trouvé qu'une très grosse pierre : elle fut l'objet d'une profonde affliction et d'un long conseil avec moi-même. Cette énorme pierre me présentait un angle aigu ; je l'attaquai sans confiance par la circonvallation. Jugez de ma joie lorsque je sentis qu'elle branlait sous mes faibles leviers comme une dent ;

j'eus le bonheur de la déchausser et de la sortir enfin de mon petit chemin de taupe; je ne songeai pas à la briser ou à la diviser; je la cachai tout entière dans ma paillasse; on la retrouva plus tard : elle a figuré dans le procès-verbal de mon évasion; mais pendant mon opération, elle n'en a pas rendu mon lit meilleur. Le début avait été difficile, parce que 9 à 10 pouces de plâtre m'empêchaient de reconnaître la vraie position des pierres qu'il fallait attaquer avec ménagement pour ne pas dépasser la peinture bleue. Je creusai, je creusai de manière qu'en entrant ventre à terre je pouvais retirer mes jambes, et m'asseoir au milieu de mon trou comme un garçon tailleur. Je travaillais, éclairé tant bien que mal par des pots de pommade que j'avais convertis en lampions, en y mettant du suif et une mèche.

La solution de continuité du mur avec la tour commençait à me permettre de respirer l'air extérieur, ce qui était un grand soulagement pour moi. Je calculais que j'avais près de 4 pieds encore à démolir; j'étais à moitié de mon travail, lorsque, sur les onze heures ou minuit, j'entends une voix prononçant ces mots terribles : « Papa, regarde donc, « une lumière aux pieds de la tour du château. » C'était un enfant, le fils du jardinier. Mes sens se glacèrent, je mis la main sur ma petite lampe, j'en fus quitte pour me brûler ferme et pour la peur : le bonhomme crut que son fils s'était trompé, et cet incident, qui devait me perdre, n'eut aucune suite.

Mon travail est achevé, et il ne m'a coûté de temps que quarante-cinq nuits. Que de réflexions m'arrivent en foule! Ce mur de 10 pieds d'épaisseur n'est plus pour moi qu'une cloison de quelques pouces : d'un coup de pied, d'un coup d'épaule je vais renverser la faible barrière qui me sépare de la société, de la liberté!... Mais que deviendrai-je? Je suis dénué de tout; je n'ai pas 6 francs dans ma poche... Sortirai-je seul? N'est-il pas plus honorable de donner la liberté à tous mes compagnons d'infortune aussi bien qu'à moi! Ils doivent tous être innocents, ils le disent. Quelle obligation ils m'auront toute leur vie! et de plus, si nous sommes attaqués, nous serons en force pour nous défendre.

Je m'arrête à cette noble idée... Mais je ne veux rien dire d'avance... car si j'étais trahi!...

Je suspendis tout travail le lendemain, et au moment où l'on nous faisait rentrer pour nous renfermer dans nos chambres, je dis à cinq d'entre eux de venir au n° 1, à l'instant où l'on ouvrirait leurs portes, que je leur communiquerais un projet d'évasion certain.

Je ne pouvais pas les faire sauver la nuit : il aurait fallu percer tous les murs de communication d'une chambre à l'autre, avec toutes les chances d'être découverts ou trahis. Le régime de la prison favorisait mon autre calcul.

On nous ouvrait à 7 heures précises du matin, et l'on apportait les vivres à 10 heures; il y avait donc trois heures pendant lesquelles personne ne s'occupait de nous.

La nuit qui précéda l'évasion, il me fut impossible de fermer l'œil; j'attendais l'heure indiquée avec tant d'inquiétude, avec tant d'impatience!... Je l'avouerai même, plusieurs fois il me vint la pensée de me sauver seul; mais je sus y résister. La brèche ouverte, j'ignorais de quelle hauteur j'aurais à descendre; je coupai donc, dans la nuit, et mes draps et mon linge pour me faire une corde au besoin.

Enfin l'heure sonne : les verrous s'ouvrent; le geôlier me souhaite le bonjour comme à l'ordinaire. Mais cinq camarades entrent : l'un d'entre eux me dit d'un ton moqueur : « Eh bien! voyons ce beau projet ». Je leur dis : « Le projet, il est là dans cet angle, derrière ce mur qui est de papier; dépêchons-nous. — Est-il possible? s'écrient-ils. Il a trouvé ce trou tout fait; il n'est pas fini... la belle avance! — Il n'est pas fini... il va l'être d'un seul coup; qui m'aime me suive. » Nous attachons mes draps aux pieds de mon lit : je prends le bout de ce cordage de mon invention et j'entre dans l'étroit passage. J'étais en veste de nankin; j'avais dans une poche six cartouches, un pistolet à deux coups et un fort couteau à ressort. Je ne saurais peindre mon émotion. L'espérance, la crainte, m'agitaient d'un tremblement nerveux universel. Derrière moi on me criait : « Dépêchez-vous. » En peu d'instants je fis écrouler la muraille, devenue une mince cloison de pierres; mais la fente était si étroite que mon épaule se trouva engagée deux ou trois minutes... c'étaient deux ou trois siècles pour mon impatience, car il n'y avait pas un moment à perdre. Au bruit de l'éboulement, le jardinier, qui travaillait dans le bas, court à sa petite maison adossée au château, sonne la cloche d'alarme : la garde sort et va prendre position sur le seul point par lequel j'étais obligé de passer, car il me fallut huit à dix minutes pour descendre du pied de la tour; j'allais donc me trouver entre la garde et les portes du château.

Un seul prisonnier, M. de L., osa me suivre : les autres reculèrent à la vue du danger; mais le camarade n'était armé que d'un manche à balai pointu par les deux bouts... Le tocsin sonne...; toutes les croisées donnant sur ce côté se remplissent de monde. Le major du château arrive jambes nues et en caleçon; il crie : « Chargez les armes! » Il m'ordonne de rentrer, et me menace de faire tirer sur moi... Pour toute réponse, je lui présente mon pistolet, et lui ordonne de rentrer lui-même. M. le major se sauve en criant : « Feu sur ces scélérats! » Ici, je vois encore le vieux sergent, qui était de ma connaissance, me prier, son fusil en joue et tremblant dans ses

mains, de vouloir bien rentrer. Je n'en tins compte ; nous étions à quinze pas les uns des autres... Je m'avance avec résolution...: dix ou douze coups de fusil partent en même temps...; je réponds par un seul, et je me précipite en fureur au milieu d'eux : j'entends de toutes parts : « Bravo! bravo! » et des applaudissements aux fenêtres. Je suis assailli de coups de crosse, de bourrades, qui ont marqué longtemps sur mes côtes; ma veste, mes cheveux me sont arrachés... L..., mon pauvre camarade, est renversé blessé, après avoir crevé l'œil d'un des soldats, et coupé le doigt d'un autre avec ses dents; tous se jettent sur lui... Je suis sauvé! *Incidit in Scyllam :* je me trouve sur un chemin assez étroit, entre deux murailles; je n'osais les franchir, étant poursuivi de près par les plus jeunes de la troupe, qui criaient derrière moi : « Arrête! arrête! » Je présentais mon arme à tout ce qui voulait s'opposer à mon passage; et, ainsi, je reçus plus de révérences et de coups de chapeau que je n'en ai et n'en aurai reçu dans toute ma vie. Mais ce chemin, souvent tortueux, avait près d'un quart de lieue, à ce qu'il m'a semblé. N'entendant plus crier : « Arrête! arrête! » je prends le temps de me reposer un moment, et de recharger mon pistolet, lorsque tout à coup apparaissent, à dix pas de moi, quatre de ces soldats qui me poursuivaient pour gagner la récompense. J'étais adossé à la muraille : ils s'arrêtent tout court : « Eh bien! monsieur, me dit l'un d'eux, vous voilà repris, vous ne pouvez pas aller plus loin; vous avez fait une belle action en voulant faire sauver les autres; il ne leur a manqué que d'être aussi braves que vous; vous auriez réussi, mais ce sont des poltrons. Rentrez, monsieur, vous ne risquez rien, vos parents vous feront sortir. Au surplus, vous n'avez blessé personne, vous : les deux nôtres l'ont été par le marquis de La... » J'écoutai tranquillement jusqu'au bout, parce que j'avais besoin de reprendre haleine; je ne tardai pas à répondre : « Retirez-vous; ce n'est point à vous que j'en veux; mais apprenez qu'il n'y a pas de puissance humaine capable de m'arrêter vivant; vous êtes quatre, je réponds d'en tuer deux. » Et je leur présentai d'une main mon pistolet, et mon couteau de l'autre. Ils se regardèrent et me dirent : « Adieu, vous êtes un brave; bon voyage et bonne chance. » Et ils se retirèrent.

Je m'éloignai sans savoir où j'allais précisément. Le son du tocsin, le bruit de la fusillade, les cent voix de la renommée qui avaient articulé dans tout le faubourg de Vaise les noms de prisonnier et d'évasion, la nouvelle plus ou moins vague de cette alerte avait devancé mes pas, ma fuite, ma course; je voyais les femmes aux portes, aux fenêtres, disant, sans le savoir : « Qu'est-ce que c'est? Entrez, monsieur, entrez à la maison, nous vous sauverons. » Je n'avais garde de m'arrêter, j'étais trop près du terrible donjon, je n'en courais que mieux; mais ces voix de femme m'allaient à l'âme : sans les regarder je les trouvais toutes charmantes; elles me plaignaient, elles voulaient secourir un malheureux! Marcellines, Suzannes, ou comtesses Almaviva, je les voyais des yeux du cœur; je les aurais embrassées toutes..., mais je n'avais pas le temps.

Les habitations ne se touchaient plus du côté où j'allais, sans savoir où; et, toujours marchant, toujours courant, je me trouvai près d'un petit bois taillis très fourré; je m'y jetai comme dans un asile; son enceinte renfermait quelques toises de pré : mon premier besoin fut de m'étendre sur l'herbe et de prendre quelque repos.

Un profond silence régnait autour de moi : je jouissais délicieusement du plaisir de respirer cet air si pur, cet air libre si nouveau pour moi. Au milieu de toutes mes pensées, une idée dominante était une certaine idée d'orgueil : je me disais que cet événement ferait du bruit, appellerait l'intérêt sur moi, et serait peut-être utile à mon avenir dans la carrière des armes; mais toutes mes réflexions me ramenèrent à ma situation du moment. Que vais-je devenir?... Je ne savais pas où j'étais; je n'avais pour vêtement qu'une mauvaise veste de nankin, déchirée dans le combat, point de chapeau sur ma tête; mes jambes étaient abîmées par les ronces au milieu desquelles j'avais sauté en bas de la tour, et qui hérissaient le chemin en glacis qu'il m'avait fallu traverser avant d'arriver au champ de bataille. Tout ce désordre de ma personne, ces lambeaux ensanglantés me donnaient l'apparence d'un misérable qui vient de faire un mauvais coup. Mon bon ange me fit apercevoir une maison bourgeoise à peu de distance, et en même temps un particulier qui se promenait assez près pour me laisser supposer qu'il en était le propriétaire. Il pouvait être neuf heures du matin, et comme nous étions au mois de juillet, il commençait à faire très chaud. Je me décide sur-le-champ, et je vais à la rencontre de mon inconnu, qui se trouve, par bonheur pour moi, le plus brave homme du monde, M. Bontems, négociant, rue Mercière, à Lyon : j'ai été assez heureux pour reconnaître depuis le service qu'il m'a rendu. Il ne m'aperçut que quand je me trouvai à huit ou dix pas de lui. Il avait une belle figure, beaucoup de couleurs : à mon aspect inattendu, le pauvre homme devint d'une pâleur mortelle, tout tremblant, les yeux fixés sur la crosse de mon pistolet, qui sortait de ma poche : il demeura immobile sans pouvoir proférer une parole.

« De grâce, mon bon monsieur, lui dis-je, rassurez-vous; écoutez-moi; oubliez un instant l'horrible état dans lequel vous me voyez : je suis le plus heureux des hommes, je viens de conquérir ma liberté;

ce tocsin qui sonne là-haut, et que vous entendez distinctement, il sonne à cause de moi; je sors de Pierre-en-Cize; mon corps doit être noir comme celui d'un nègre des coups que j'ai reçus dans mon combat contre la garde du château. Cette habitation est sans doute à vous; donnez-moi asile jusqu'à la nuit; je suis exténué de fatigue et de besoin; je vous remettrais sur-le-champ l'arme qui vous effraie, si je ne craignais encore d'être surpris sans moyens de défense; et si vous avez l'humanité de me recevoir, faites-moi entrer par quelque issue où je ne sois aperçu par personne de votre maison. »

Ma confiance et mes paroles touchèrent cet excellent homme; il m'indiqua un passage par son jardin, et je pénétrai chez lui sans être vu de qui que ce fût. M. Bontems m'introduisit dans une pièce du rez-de-chaussée, où se trouvait sa bonne vieille mère. Elle ne parut pas effrayée comme son fils; mais elle se mit à pleurer au récit de mon aventure. On m'apporta des rafraîchissements : j'en avais grand besoin.

Mon hôte, pendant ce temps, avait eu la précaution très naturelle d'envoyer à Lyon et aux environs du château savoir la cause du tocsin; les rapports furent conformes : il n'y avait même qu'une voix sur l'intérêt que l'on prenait à moi, comme ayant failli être victime de ma générosité pour les autres prisonniers. Alors, M. Bontems, parfaitement rassuré, me fit toutes les offres possibles de service; il voulait me cacher chez lui : je n'acceptai pas ce dernier acte de bonté; je le priai seulement de me donner quelques vêtements et un chapeau, de me procurer un cheval et un guide, pour que je pusse partir cette nuit même par la vieille route de Lyon, qui n'était pas fréquentée, et par laquelle je n'avais que trente lieues à faire pour retrouver la maison de mon père. M. Bontems me procura ce que je demandais, ainsi que tout l'argent nécessaire, et je vous laisse à penser avec quelle effusion nous échangeâmes nos adieux, sans oublier sa bonne mère.

Je quittai ce toit hospitalier, et je m'acheminai vers Clermont.

L'avenir était devant moi; je ne retournai pas la tête; j'aurais vu ce château maudit, dont le souvenir me faisait frissonner; car un retour de la pensée sur un danger passé fait plus d'impression que la présence du danger même. Excepté quelques inquiétudes vagues, dont je ne pus me défendre, je fis paisiblement la route; mais je réfléchis que mon père, n'étant pas préparé à ma première vue, je courais, indépendamment d'autres risques, celui de lui causer un saisissement dangereux, vu son grand âge, et j'aurais été inconsolable de ce malheur. Je crus prudent de m'arrêter chez un ami de ma famille, qui demeurait à deux lieues de Pontgibaud. Le jour de mon arrivée au château d'A..., il y avait un monde fou. Mon aventure n'était connue de personne encore en Auvergne; assurément on ne m'attendait pas, et je tombais des nues; car on savait que j'étais à Pierre-en-Cize, et que mon pauvre père commençait de temps en temps à demander pourquoi.

Ce fut un vrai coup de théâtre; les domestiques, cette seconde famille chez nos parents et nos amis dans les provinces éloignées, m'entourèrent, et j'arrivai au milieu d'eux dans le salon. Il était rempli, je ne savais à qui répondre : hommes, femmes, jeunes et vieux; les uns riaient de mon accoutrement; quelques voisines pleuraient à mon récit; tout le monde y prenait intérêt : cela faisait tableau; j'offrais le pendant de Télémaque racontant ses aventures dans la grotte de Calypso, avec cette différence qu'il n'y avait rien de fabuleux dans mon histoire...

On m'approuva d'avoir eu la prévoyance de ne pas me présenter chez mon père sans qu'il fût prévenu : le maître de la maison se chargea de ce soin. La plus riante perspective s'ouvrit pour moi dans la même soirée. J'appris qu'il y avait guerre entre l'Angleterre et ses colonies continentales d'Amérique. J'appris que M. le marquis de la Fayette, qui était de notre province, faisait déjà parler de lui; on me dit que je ferais fort bien d'aller servir sous ses ordres. Je saisis cette idée avec enthousiasme, et mon plénipotentiaire partit pour aller négocier auprès de mon père.

M. d'Allagnat se présenta, conduisit son récit par gradation, et amena son vieil ami à être parfaitement au fait de mon aventure dans ses plus petits détails.

...La paix fut conclue, tous les articles furent accordés, sauf l'entrevue, à laquelle mon père se refusa; mais ce fut par un tout autre motif que celui de la colère, qui était singulièrement calmée. Mon père était un vieux militaire qui connaissait les ordonnances; il fit observer que j'avais tiré sur les troupes du roi, qu'il pourrait en résulter des poursuites, et qu'il ne voulait point avoir le désagrément de voir la maréchaussée entrer dans son château pour faire des visites à mon sujet.

Il fut décidé que je partirais pour l'Amérique du Nord, que mon père me paierait une pension de cent louis, et que deux mille écus me seraient comptés au port où je m'embarquerais.

Je partis de suite pour la Rochelle.

LE CALICE [1]

COMÉDIE EN TROIS ACTES

ACTE DEUXIÈME

A Cabourg. Un hall de villa bourgeoise. A droite, large porte-fenêtre donnant sur une terrasse au sol de laquelle se dressent de chaque côté des plantes vertes. Porte au fond. Porte à gauche au premier plan. Dans le fond, à gauche, une verandah en retrait où se dresse un billard. C'est le soir, après dîner. Des lampes. Clair de lune sur la terrasse. Au lever du rideau, les convives causent par petits groupes. Mme Gallardon est à son ouvrage.

SCÈNE PREMIÈRE

SIMONE, LAJIANO, JACQUES, CHARLOTTE, SOLANGE, ELENA, HUBERT, Mme GALLARDON, puis LEMASSIER

JACQUES, *remontant vers le fond.* — Germain, donnez-moi donc les numéros pour le billard. (*Il prend des mains du domestique la bouteille en osier et commence à distribuer les numéros aux joueurs.*)

SIMONE. — Ainsi, monsieur Lajiano, c'est demain que vous nous quittez?

LAJIANO. — Oui, chère madame Danthoise, demain matin, mercredi, par le train de sept heures et demie... Ah! je vous regretterai puissamment, car, j'ai le cœur bien aise de vous le dire (*Il baisse la voix*), vous étiez ici pour moi la meilleure, la moins froide, comment dites-vous cela?... oui, la plus indulgente de tous...

SIMONE. — Croyez-vous?... Il me semble pourtant que tout le monde a été fort courtois envers vous...

LAJIANO. — Courtois, si, mais pas de chaleur, pas de gentillezza... Je sens bien, allez... Vous me pensez gros et maladroit, parce que le français me rend la langue lourde... Mais j'ai la senteur fine comme un éléphant... Baste! n'importe cela, j'ai passé une saison charmante dans votre maison et au Casino.

SIMONE. — Alors, pourquoi partez-vous donc ayant votre femme?

LAJIANO. — Oh! si peu. Un jour seulement, le temps de préparer notre logis... Et puis, que voulez-vous? un jour plus tôt, un jour plus tard, c'est nécessaire... Le chalet que nous voulions louer ici a été enlevé par d'autres... Ma belle-mère, la comtesse Granizzi, nous invite à venir passer septembre et octobre chez elle, à sa villa de Bellagio. Il faut qu'avant notre départ j'arrange un peu mes affaires et que je donne des ordres aux commis. Vous voyez, nous ne pouvons, sur mon cœur, rester plus...

SIMONE, *distraitement.* — En effet... Je suis désolée... Vous prenez du café?...

LAJIANO. — Merci, certes, chère madame Danthoise... (*Ils remontent vers le billard où la partie a commencé.*)

JACQUES, *s'approchant de Charlotte qui feuillette sur une table un illustré et lui offrant des cigarettes.* — En voulez-vous?... Cela vient droit du Caire par Londres. (*Bruit de rires au billard.*)

JACQUES, *se retournant.* — Qu'est-ce qui se passe?

SOLANGE. — Quatre sous pour Mme Lajiano.

JACQUES. — C'est merveilleux!

CHARLOTTE, *prenant une cigarette et l'allumant.* — Eh bien! bonne journée?

JACQUES. — Exquise!...

CHARLOTTE. — Il paraît que vous avez encore trouvé le moyen de lâcher Lajiano et de perdre Hubert en route.

JACQUES. — Oh! je n'ai pas grand mérite... Ils se laissent abandonner comme de simples nouveau-nés... Nous avons posé Lajiano au Cercle du Casino de Trouville, nous avons semé Hubert au coin d'une petite rue où il s'hypnotisait devant des gravures de chasse... Après cela, il était élémentaire de ne plus les retrouver ni au Casino, ni au train, et de rentrer avec une bonne heure de retard consacrée aux recherches... censément.

CHARLOTTE. — Et en réalité?...

JACQUES. — En réalité à tout autre chose... Seulement, écoutez bien ceci : il ne faut jamais aller à l'hôtel de la Brebis d'Argent, à Trouville...

CHARLOTTE. — C'est mal?

JACQUES. — C'est extraordinaire!...

CHARLOTTE. — Sous quel rapport?

JACQUES. — Sous le rapport du faste.

CHARLOTTE. — Merci du conseil; mais tout cela me semble bien imprudent... Et si vous continuez ces audaces à Paris, je crains bien qu'elles ne finissent mal...

JACQUES. — Ah! c'est vous maintenant qui me prêchez la prudence... Comme l'amour peut changer une femme!...

CHARLOTTE. — Dites plutôt la rupture...

JACQUES. — Charlotte, Charlotte, vous manquez à notre pacte... Article premier : « Pas d'amertume! » Non. Je dis bien l'amour, car à l'époque délicieuse où nous nous aimions, délicieuse, je maintiens le mot en dépit de vos grimaces, vous m'avez amené à faire des choses qui n'avaient, avec la prudence, que les rapports les plus lointains.

CHARLOTTE. — La passion m'aveuglait alors. A présent, je vois plus clair et souvent je tremble pour vous.

JACQUES. — C'est bien gentil de votre part... Mais je vais vous rassurer d'un mot... Regardez-moi un peu, ma jeune amie. Je ne suis pas le bon mari, non, mais je ne suis pas davantage le sinistre inconscient,

1. Voir la *Revue* du 24 septembre 1898. — Tous droits de représentation, de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège.

ni le sombre bourreau... J'ai simplement une conviction qui fait toute ma force, toute ma sérénité, toute ma désinvolture... La conviction que Simone ne se doute et ne s'est jamais doutée de rien... Et, tenez, voulez-vous un exemple tout chaud?... Quand nous lui avons raconté notre histoire du train manqué, de Lajiano perdu, elle a simplement éclaté de rire... Est-ce d'une femme qui soupçonne, cela?...

CHARLOTTE. — C'est peut-être d'une femme qui dissimule...

JACQUES. — En voilà des idées... (*Il fait demi-tour et remonte vers le fond.*)

HUBERT, *s'approchant, une tasse à la main.* — Les idées de Mme Bruay... Je serais curieux de les connaître...

CHARLOTTE. — Mes idées, c'est que vous faites un singulier métier, vous!...

HUBERT. — Moi!...

CHARLOTTE. — Oui, vous trouvez cela propre, de couvrir les frasques du mari et de faire la cour à la femme...

HUBERT. — De qui parlez-vous donc?

CHARLOTTE. — La belle question... De Simone et de Jacques, pardieu... De Simone dont vous voulez être l'amant, et de Jacques dont vous acceptez d'être le complice.

HUBERT. — Vous m'amusez infiniment... D'abord, depuis un mois que nous sommes ici, je ne fais plus l'ombre de cour à Simone... Osez dire que je lui fais la cour... Bon!... Voilà déjà un point acquis... Ensuite, quant à cette histoire de Trouville...

CHARLOTTE. — Ah! vous y arrivez!

HUBERT. — En valsant... Ils vous ont dit la vérité... Ils m'ont bel et bien perdu dans une rue, sans que je puisse m'en apercevoir...

CHARLOTTE. — Vous êtes si naïf!...

HUBERT. — Je l'étais assurément moins quand je prévoyais que le rôle de confidente vous deviendrait un jour pénible. (*Les joueurs quittent le billard et redescendent au premier plan.*)

JACQUES, *à Lajiano.* — Comment donc, admirable idée!...

HUBERT. — Qu'est-ce qu'il y a?

JACQUES. — Vous avez votre mandoline ici, Hubert? Oui... parfait! Germain! donnez la mandoline de M. Lajiano et celle de M. Marquette.

LAJIANO. — Elena!

ELENA. — Que désires-tu, ami?

LAJIANO. — La mer est calme comme un lac... l'air est douce comme chez nous...

JACQUES, *imitant Lajiano.* — Et il y a la loune!

LAJIANO. — Veux-tu chanter sur la terrasse avec nos mandolines?

ELENA. — Mais, mes chers amis, c'est que je suis bien lasse... (*Lemassier entre par la gauche.*)

LAJIANO. — Pour la veille de notre départ, tu ne refuseras pas, amie...

JACQUES. — Mais elle n'y songe pas, à refuser... (*Prenant les mandolines.*) Voici vos instruments, Messieurs, et une sortie en gaieté, s'il vous plaît... Je vous donne vingt secondes pour accorder...

LEMASSIER, *à Mme Gallardon.* — Restez, j'ai à vous parler.

JACQUES. — Vous êtes prêts, seigneurs?... Vous ne venez pas, monsieur Lemassier? Vous ne venez pas, ma tante? Tant pis!... ou plutôt, je regrette... Allons, allons, attention... que le cortège se forme... les dames en tête...

LAJIANO. — S'il vous plaît, la *Marche milanaise* pour sortir.

JACQUES. — Allons!... Une, deux, trois!... C'est la grande vie! (*Ils sortent tous par la terrasse, les mandolinistes jouant en tête, Jacques ayant pris le bras de Solange.*)

SCÈNE II

LEMASSIER, Mme GALLARDON

(*Lemassier jette autour de lui des regards soupçonneux.*)

Mme GALLARDON. — Eh bien! ce grand secret? Simone se serait-elle enfin confiée à vous?

LEMASSIER. — Hélas! non... ma pauvre amie... il ne s'agit que des Lajiano. J'ai la lettre... On me l'a remise comme nous sortions de table.

Mme GALLARDON. — Quelle lettre?

LEMASSIER. — Voyons, mais vous savez bien... La lettre que mon gendre Paul devait m'envoyer de Milan pour me renseigner sur les Lajiano...

Mme GALLARDON. — Il est bien temps... La veille de leur départ... Enfin, comment sont ces renseignements?

LEMASSIER. — Les renseignements sont terribles, mais la nouvelle est excellente.

Mme GALLARDON. — Quelle nouvelle?

LEMASSIER. — Nous allons être délivrés, même à Paris, des Lajiano...

Mme GALLARDON. — Pas possible!

LEMASSIER. — Comme j'ai l'honneur de vous le dire... Mme Lajiano retourne à Milan rejoindre un de ses amants de jeunesse... Mais pour que vous me compreniez, il faut que vous connaissiez d'abord certains détails... Mme Granizzi, la mère de la petite Lajiano, est une ancienne danseuse devenue comtesse on ne sait comment ni par la grâce de qui... Elle tenait salons ouverts à Milan, donnait des bals où se réunissait toute la haute fête de la ville... A la suite d'un de ces bals, la jeune Elena eut la malechance de tomber enceinte. . Le danseur responsable était un petit lieutenant de cavalerie, le prince Buc-

chesi — grosse fortune, vieille famille piémontaise, qui naturellement refusa d'épouser... C'est alors que survint Lajiano, très épris de la jeune fille et qui ne demandait qu'à couvrir la faute... On se maria donc, on laissa l'enfant aux soins de la grand'mère et on vint s'installer à Paris avec l'idée d'y faire fortune... Mais il faut croire qu'on n'y a guère réussi, car voici la fin de la lettre : « Bref, Mme Lajiano seule, ou avec son mari, ce point n'est pas encore fixé, quitte Paris, rentre définitivement s'établir à Milan. On l'attend ici d'un jour à l'autre. Et, détail bien milanais, le prince Bucchesi ne cache pas à ses intimes que c'est lui qui, ressaisi d'un regain subit de passion, a loué et installé le coquet hôtel du boulevard Cavour où habitera la jeune femme. Il me semble, cher père, que nous ne pouvions souhaiter mieux..., etc., etc.

« Votre fils tendrement dévoué,

« PAUL. »

Musique sur la terrasse. On entend la voix d'Elena qui chante.)

LEMASSIER. — Ah ! tu chantes, ma petite. Eh bien ! tu vas danser maintenant. (*Il se dirige vers la terrasse.*)

Mme GALLARDON. — Où allez-vous, Lemassier ?

LEMASSIER. — Profiter de ce que nous sommes seuls et appeler Jacques, parbleu !

Mme GALLARDON. — Attendez donc jusqu'après-demain que ces braves gens aient déguerpi... Il sera largement temps alors de sortir nos papiers pour demander compte à Jacques des amis qu'il introduit chez nous... Et comme, par bonheur, personne ici ne sait ce que valent nos bonshommes...

LEMASSIER. — Oui, mais, moi, je le sais et je ne pourrai me taire.

Mme GALLARDON. — Vous en parlerez avec moi... Toute la soirée d'aujourd'hui, si vous voulez, et toute la journée de demain... Cela vous aidera à attendre.

LEMASSIER. — Ça ne sera pas la même chose... Ainsi tout à l'heure, quand je verrai Jacques et la personne arriver pour leur partie de dames, vous savez, cette partie où, sous prétexte de jeu, chaque soir ils combinent, j'en suis sûr, leurs rendez-vous du lendemain et tiennent à mi-voix des propos qui doivent faire rougir les blancs, eh bien ! maintenant que je sais toutes ces histoires, la patience m'échappera ; il faudra que je leur dise leur fait !...

Mme GALLARDON. — Pensez-vous que, moi, cela m'amuse de les voir opérer ? Mais vous n'avez qu'à m'imiter, à ne pas rester quand ils arriveront.

LEMASSIER. — Quoi, fuir, devant eux !...

Mme GALLARDON. — Les voilà qui rentrent... Cédez-moi pour ce soir... Remontez chez vous... Et tenez, si le silence vous pèse trop, je vous jure que demain je vous laisserai libre...

LEMASSIER. — Peuh ! vous faites de moi tout ce que vous voulez !... Mais, je ne m'engage que pour ce soir.

Mme GALLARDON. — Entendu... On viendra vous prévenir quand le thé sera servi... (*Il sort par la gauche, au premier plan. Mme Gallardon remonte vers la terrasse où elle prend un châle.*)

SCÈNE III

Mme GALLARDON, ELENA, JACQUES.

JACQUES, *entrant par la droite avec Elena qui enlève son mantelet.* — Je vous l'ai dit, c'est très imprudent... Vous alliez prendre froid... Vous avez chanté comme un ange... comme le premier soir où je vous ai entendue.

ELENA. — Vous vous rappelez donc ?

JACQUES. — Si je me rappelle... Ç'a été une surprise de volupté inoubliable... C'était, pendant que vous chantiez, comme du parfum qui me tombait sur le cœur... Un parfum inconnu et vivace... un parfum...

Mme GALLARDON, *redescendant.* — Hum ! hum !

JACQUES. — Tiens, vous étiez là, ma tante ?

Mme GALLARDON, *repliant son ouvrage.* — Oui, j'ai eu chaud sous cette lampe... Je vais prendre un peu l'air...

ELENA, *ouvrant l'échiquier et comptant les pions.* — Vous avez bien raison... C'est une nuit superbe... (*Elle rit.*) Nous, nous venons pour faire notre petite partie de dames.

Mme GALLARDON. — Vous avez bien raison... C'est un jeu superbe... (*Elle sort par la droite.*)

ELENA, *s'asseyant.* — Mio caro, votre tante se moque ?

JACQUES, *s'asseyant en face d'elle et commençant à jouer.* — Oui, elle aurait des tendances à être un peu caustique... Mais, au fond, je ne connais pas de meilleure femme...

ELENA. — Vous ne croyez pas qu'elle croit quelque chose ?...

JACQUES. — Elle !... Ah ! décidément, vous êtes bien toutes les mêmes !

ELENA. — Qui cela, toutes ?

JACQUES, *gêné, poussant les pions.* — Je veux dire toutes les femmes, en général, d'une façon générale... Oui, toutes les mêmes, à frémir sans raison devant des dangers imaginaires... Mais combien de fois faudra-t-il vous répéter que c'est ici la maison du bon Dieu... ou, si vous préférez, l'asile des aveugles — que depuis Simone jusqu'à ma tante, depuis M. Lemassier jusqu'à Hubert, — personne ne voit rien, ne soupçonne rien, et que, du premier au dernier, ils ont tous devant les yeux des verres couleur confiance.

ELENA. — Pourtant, nous sommes souvent en-

semble... Ils pensent sûrement quelque chose sur cet ensemble-là !...

JACQUES. — Ils pensent que nous flirtons... Ils pensent que c'est un flirt... Et cela laisse au calme leurs cœurs honnêtes et sans nuages... Les mots d'amour sont comme les mots de guerre... Ils n'évoquent de réalités que pour les gens qui ont vu le feu.

ELENA, *soupirant.* — Ah ! certainement, nous l'avons vu...

JACQUES. — Il n'y a pas de quoi soupirer... à moins que ce ne soit de regret... Est-ce de regret ?...

ELENA. — Oui.

JACQUES. — Alors, quitte à vous sembler rabâcheur, quelle rage avez-vous de partir un mois avant l'époque convenue ?

ELENA. — Je vous l'ai dit, ami : ma mère me veut...

JACQUES. — Et moi, croyez-vous que je ne vous veux pas ? Si je me résigne, si je vous laisse partir, ce n'est pas, je vous l'assure, lassitude de lutter... C'est parce que je vous aime comme je n'ai jamais aimé aucune femme, parce que j'ai pris l'habitude de réaliser tous vos caprices, parce que je vous désire heureuse, dussé-je souffrir de votre bonheur !

ELENA, *le contemplant longuement.* — Povero !

JACQUES. — Pourquoi *povero ?*

ELENA. — Vous êtes si gentil et si bon, que l'idée de vous quitter me fait le cœur gros comme une orange.

JACQUES. — Une orange ? Ce n'est pas énorme... Et puis d'ailleurs, restez... vous guérirez.

ELENA. — Où cela rester ?... Dehors, cette villa n'est plus libre... Et ici votre famille s'étonnerait que je demeure si longtemps.

JACQUES. — Je connais vos arguments et j'y ai répondu... Je suis dans cette maison chez moi, libre d'y inviter qui je veux, d'y garder qui me plaît... Là-dessus, personne n'a voix au chapitre... Toute la question est donc de savoir si vous m'autorisez, oui ou non, à tenter, auprès de votre mari, une dernière démarche...

ELENA. — Non, mon Jacques, Sigebert a besoin de partir pour ses affaires, grand besoin... Ne le détournez pas... Cela le contrarierait puissamment...

JACQUES, *se levant.* — Convenez plutôt qu'une fois déjà, l'autre semaine, il a été sur le point de céder et que vous tremblez qu'il n'accepte. (*Entrée de Solange qui vient chercher un manteau, et ressort aussitôt.*)

ELENA, *poussant un pion.* — Jouons, mon Jacques, pour avoir l'air...

JACQUES. — Volontiers... Mais je constate que vous ne trouvez pas à répliquer... Tenez, Elena, savez-vous ce que je me dis parfois ?

ELENA. — Quoi, mio caro ?

JACQUES. — Je me dis qu'il y a peut-être là-bas, chez vous, dans votre pays, quelque chose qui vous attire et que vous cachez...

ELENA, *gravement.* — Hors ma mère qui me veut, rien et aucune créature... Je le jure sur notre amour... (*Elle lui saisit la main en avant de la table.*) Le vilain qui doute de son amie si tendre !

JACQUES. — Non, je ne doute pas... Mais j'ai peine à comprendre votre hâte de partir, malgré toutes mes prières, tandis que moi, sur un mot de vous, je ferais l'impossible pour vous contenter. Je ferais des folies... mieux : des bêtises... Car je peux vous l'avouer, Elena, avant d'avoir la joie de vous rencontrer, j'ai eu pas mal d'aventures, j'ai connu des femmes jeunes, jolies, séduisantes...

ELENA, *retirant sa main.* — Assez, ami...

JACQUES. — Pardon ! Or, jamais auprès d'aucune femme, je n'ai éprouvé ce que j'éprouve auprès de vous... Pourquoi ? (*Un temps.*) Ainsi, tantôt, à la « Brebis d'Argent », je vous contemplais, tandis que vous sommeilliez, car pendant quelques minutes, vous avez pris un petit repos... Oh ! bien mérité, je le reconnais ! Eh bien ! je vous contemplais et je m'ingéniais à découvrir ce qui en vous me tient, me grise tellement !... Je me penchais doucement sur vous, comme sur une jeune fée endormie dont j'aurais voulu saisir les secrets... Et faut-il vous le dire ?... Je ne trouvais rien... Est-ce les chauds tremblements de votre voix ? Est-ce l'énigme de votre sourire ? Est-ce le parfum de vos cheveux ?... Est-ce...

ELENA. — Ne cherchez pas, ami... Je sais... C'est le charme de l'étrangère.

JACQUES. — D'accord. J'admets votre solution. Seulement, elle ne m'explique pas toute la domination que vous exercez sur moi... Car je me connais. En ce moment, pour vous, à cause de vous, je me sens capable des plus grandes audaces et je ne pourrais en risquer la moindre sans un ordre de vous... C'est comme si mon énergie augmentait à mesure que ma volonté fléchit...

ELENA. — Ne dites pas plus... Je sais... Vous m'aimez... De la patience un peu... Dans deux mois, vous m'aurez.

JACQUES, *s'énervant.* — Pourquoi deux mois ?... Quelle nécessité vous force de donner à votre mère ces quatre semaines de septembre que vous deviez d'abord passer ici... Oh ! je n'ai pas le plaisir de la connaître, madame votre mère, et je veux croire qu'elle est aussi gentille, aussi charmante que vous... Mais enfin, si agréable qu'une mère puisse être et si bonne fille qu'on soit, a-t-on idée de passer huit semaines chez elle, quand elle se contentait de quatre ?... C'est du zèle, petite Elena, du zèle inutile dont elle ne vous saura même pas gré, et, qui pis est, du zèle contre moi, contre notre amour, contre nous !

ELENA. — Ce n'est pas du zèle, ami... C'est de la promesse... J'ai promis, et elle m'attend.

JACQUES. — Elle attendra un peu plus... Vous vous excuserez... Vous trouverez un prétexte pour vous dégager ou je vous en trouverai un, moi! (*Il se lève et s'assied auprès d'elle.*) Et puis, je veux que tu restes... Je le veux, tu m'entends. Tu n'as pas le droit de partir... Tu ne le peux pas après aujourd'hui... Ce serait absurde et méchant... Ce serait l'acte d'une femme qui n'aime pas... Je ne veux pas, demain, être sans toi...

ELENA, *avec un effort.* — Mais Lajiano acceptera-t-il?

JACQUES. — Sûrement, si vous l'exigez...

ELENA, *se levant nonchalamment.* — Bien, je vais le lui demander.

JACQUES, *la retenant,* — Non... Pas maintenant... Pas devant tout le monde... Si je n'insistais pas, il résisterait... Et si j'insistais, cela pourrait paraître louche...

ELENA. — Alors quand?... Ce soir, dans sa chambre?...

JACQUES, *vivement.* — Non, non!... Attendez un peu... Il me vient une idée... Nous allons lui offrir de faire une promenade sur la plage... Personne à cette heure-ci, je suppose, n'aura envie de nous accompagner... Et à nous deux, ce sera bien le diable si nous ne venons pas à bout de lui...

ELENA. — Dois-je l'appeler à présent?

JACQUES. — Oui, allez...

ELENA, *le regardant tendrement.* — Ah! carissimo mio!... En tout cas j'aurai ce souvenir de vous avoir encore une fois tenu la main sur la plage, sous les étoiles!... (*Elle se dirige vers la terrasse et appelle.*) Sigebert!...

SCÈNE IV

LES MÊMES, LAJIANO, SIMONE, CHARLOTTE, SOLANGE, HUBERT, Mme GALLARDON.

LAJIANO, *entrant, suivi par les autres.* — Que te faut-il, amie?...

ELENA. — Te plairait-il de faire une promenade sur la plage, pour notre dernier soir?...

LAJIANO. — S'il te plaît, il me plaît...

ELENA. — Donc nous irons... Viendrez-vous, chère madame Gallardon?

Mme GALLARDON. — Oh! moi, je vous remercie... Je vais aller me mettre au lit... Bonsoir. (*Elle serre quelques mains et sort par la gauche.*)

ELENA. — Bonsoir, Madame... Et vous, Simone? Non... Vous, madame Bruay?... Non plus... Personne, personne, comme au téléphone. (*Elle rit.*) Soit, nous irons tous deux avec M. Danthoise... Voulez-vous?

JACQUES. — Bien volontiers.

ELENA. — Sigebert, va chercher les manteaux, je te prie...

LAJIANO. — J'y cours, amie. (*Il sort avec Jacques et rentre aussitôt avec lui, portant les manteaux. Elena procède à sa toilette.*)

CHARLOTTE, *à Hubert.* — Ils vont bien!... Ils ne peuvent plus se séparer, de vrais crabes... Ils sont d'une témérité...

HUBERT. — Et vous, d'une jalousie!

CHARLOTTE. — Moi!

HUBERT. — Oui, vous en êtes toute pâle...

CHARLOTTE. — J'ai mal à la tête, simplement...

HUBERT, *se dirigeant vers la droite.* — Oh! si ce n'est qu'à la tête...

CHARLOTTE. — Où allez-vous?

HUBERT. — Prendre pour vous un peu d'antipyrine dans la pharmacie qui est là.

CHARLOTTE. — Merci, je connais de meilleurs remèdes.

ELENA, *s'approchant.* — Au revoir, Madame... Bonsoir, monsieur Hubert... A tout à l'heure, j'espère...

CHARLOTTE. — A tout à l'heure. (*A Jacques, ironiquement.*) Pas d'imprudences, n'est-ce pas?

JACQUES, *sèchement.* — Merci du conseil, ma chère... Mais je ne suis pas un enfant... *Ils sortent par la terrasse.*)

SCÈNE V

SIMONE, SOLANGE, HUBERT, CHARLOTTE.

(*Simone, Solange et Hubert se sont assis. Charlotte, debout sur le seuil de la terrasse, semble suivre du regard les partants.*)

CHARLOTTE. — Oh! qu'ils sont amusants tous les trois... La petite Lajiano a pris le bras de Jacques... Le gigantesque Lajiano marche gravement derrière... On dirait deux fiancés que surveille leur père... Viens donc voir, Simone... Vite... Ils vont disparaître...

SIMONE. — Merci... Je m'en tiens à ta description...

CHARLOTTE, *redescendant.* — Tu es fâchée?... Tu trouves ma remarque inconvenante?

SIMONE, *souriant froidement.* — Pas du tout, je la trouve très comique...

CHARLOTTE, *s'asseyant.* — Je ne me l'étais permise que parce que je sais que tu n'es pas jalouse... (*Un temps.*) D'ailleurs la jalousie n'est pas le fort de votre famille...

SOLANGE. — Qu'est-ce que tu entends par là?...

CHARLOTTE. — Qu'à votre place souvent je serais plus inquiète et donc moins endurante... Par exemple, toi, Solange, tu laisses tranquillement ton mari partir pour l'Italie, tout seul, pendant un mois...

SOLANGE. — J'y étais bien forcée... Je n'aurais fait que le gêner là-bas.

CHARLOTTE. — Et cela ne te tourmente pas de savoir Paul si loin, sans toi, livré à toutes les tentations de la route?

SOLANGE. — Si je l'y croyais livré, peut-être... Mais moi, j'ai la conviction que mon souvenir l'en délivre...

CHARLOTTE. — Voilà la différence entre nous... Moi, cela me torturerait... Tiens, ici, chaque lundi, quand mon mari me quitte pour ne revenir que le samedi suivant, j'enrage, je lui boude d'avance par rancune de tous les soucis qu'il va me causer durant cinq jours...

HUBERT. — Les grandes passions sont ainsi.

CHARLOTTE. — Plaisantez tant qu'il vous plaira, mon système est le bon... Il faut tenir nos maris si nous ne voulons pas qu'ils s'échappent... Même principe que pour les ballons... Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de les diriger, c'est encore le ballon captif qui me paraît le plus sûr...

SIMONE. — Pourtant la corde casse quelquefois...

CHARLOTTE. — Par l'effet de la malveillance... Aussi j'évite soigneusement tout ce qui peut l'aider...

SIMONE. — Oh! la malveillance est une grande fille... Elle n'a pas besoin qu'on l'aide...

CHARLOTTE. — Au moins est-il habile de ne pas la provoquer par trop de dédain ou d'indifférence.

HUBERT. — Vous me semblez ce soir joliment sentencieuse...

CHARLOTTE. — Parce que je ne voudrais pas blesser Simone et que j'emploie exprès des formules générales. J'ai horreur de m'immiscer dans le ménage des autres.

SIMONE. — Oh! je n'en doute pas, mais je vois que ce soir, par exception, tu grilles de t'immiscer, et j'attends tes conseils, persuadée qu'ils me viendront de la meilleure amitié.

CHARLOTTE. — Soit... je serai la franchise même... Je n'irai pas par quatre chemins... Si j'étais toi, à la rentrée, j'espacerais les Lajiano...

SIMONE. — Comme tu y vas... Mais je n'ai pas de raison sérieuse pour expulser ces gens... Jacques se plaît dans leur société... Ils n'ont eu, durant leur séjour, que des politesses à mon égard... Tout ce que je pourrai faire désormais, ce sera de ne plus t'inviter avec eux, si leur compagnie t'est pénible...

CHARLOTTE. — Tu te trompes... Je ne suis pas en cause...

SIMONE, *s'animant.* — Et qui donc y est alors?... (*Un silence.*) Ah! oui, la plage, l'opinion... Mme Lajiano est jolie, coquette... Elle habite chez nous... Jacques est jeune, beau garçon et l'accompagne souvent dehors... Je devine avec ces ingrédients toutes les calomnies malpropres et nauséabondes qu'ont pu cuisiner et se repasser gloutonnement un amas de Parisiens plus ou moins tarés, snobs et imbéciles, quand l'oisiveté et le grand air les affamaient de potins... Mais je ne mords pas à ces plats-là... Régale-t'en si c'est ton goût... Moi, ils me font lever le cœur...

CHARLOTTE. — Même quand il s'agit de toi et des tiens?...

SIMONE, *se calmant.* — Qu'il s'agisse de moi ou des autres... Tous ces gens ont pour distraction de jeter du fiel sur ceux qui passent... Pourquoi voudrais-tu que je m'étonne d'avoir reçu au passage ma part de venin!... On éprouve bien d'abord une petite sensation de froid, mais ça sèche si vite!

CHARLOTTE. — Au bout du compte, c'est une façon de voir... Tu méprises l'opinion...

SIMONE. — Certaines opinions.

CHARLOTTE. — Ce sont les plus dangereuses.

SOLANGE, *éclatant.* — Une femme comme Simone n'est pas touchée par les vilenies... Tu le sais mieux que personne, Charlotte.

CHARLOTTE, *sèchement.* — Ma petite Solange, j'ignore ce que signifie cette phrase équivoque, qui du reste ne peut pas m'atteindre... Mais tu as huit ans de moins que moi et je ne te permets pas de me parler sur ce ton...

HUBERT. — Voyons, mon amie...

SOLANGE, *très animée.* — J'ai peut-être huit ans de moins que toi, mais je dirai ce que j'ai à dire... Je veux dire, je veux dire...

SIMONE, *lui mettant la main sur le bras.* — Solange, calme-toi, je t'en prie...

CHARLOTTE, *à Solange.* — Eh bien! quoi, parle, nous t'attendons...

SOLANGE, *se contenant.* — Voilà... tu m'as exaspérée en taquinant ainsi Simone, en l'inquiétant inutilement,... et malgré moi j'ai fait,... j'ai inventé une allusion méchante...

CHARLOTTE. — A quoi?

SOLANGE. — A rien... Puisque je te dis que je l'ai inventée...

CHARLOTTE. — A la bonne heure... Donne-moi la main...

HUBERT, *chantonnant.* — Allons, Solange, un peu de complaisance. (*Elles se serrent la main.*) Bravo!... Enchaînons... Enchaînons... Vous allez demain matin au tennis toutes les deux?

CHARLOTTE. — Moi j'y vais, et si Solange veut, je viendrai la prendre vers dix heures, en passant...

SOLANGE, *froidement.* — Je te remercie... demain matin, je ne suis pas libre. (*Un silence.*)

CHARLOTTE, *prenant sa mantille sur une table.* — Et maintenant, mes chéries, je vous souhaite le bonsoir...

SIMONE. — Tu ne restes pas pour le thé?

CHARLOTTE. — Merci, je tombe de fatigue... Hubert voudra bien me servir de cavalier...

HUBERT. — Mais certainement, avec plaisir.

CHARLOTTE, *s'approchant de Simone et lui prenant la main.* — Tu ne me gardes pas rancune?

SIMONE. — J'ai déjà oublié tout ce que tu m'avais dit...

CHARLOTTE. — Je croyais te le dire pour le bien... Il paraît que j'ai fait erreur.

SIMONE. — Mais tu n'as pas à te justifier...

CHARLOTTE. — J'ai à profiter de la leçon... C'est bien la dernière fois que je me mêle de vouloir faire le bonheur des autres.

SIMONE. — Oh! tu sais, sur le bonheur chacun a ses idées à soi.

HUBERT, *à Charlotte.* — Comme c'est juste, ce que Simone dit là... Ainsi moi...

CHARLOTTE, *l'interrompant.* — Oh! non, pas ici... J'ai trop sommeil... Vous me raconterez cela en route...

HUBERT. — Je ne demande pas mieux... (*A Simone et à Solange.*) Mesdames, vous m'excusez...

SIMONE, *lui tendant la main.* — Le devoir avant tout... Vous nous direz la suite demain...

CHARLOTTE. — Alors, bonne nuit, mes chéries...

SIMONE et SOLANGE, *glacialement.* — A demain!... Bonsoir!... (*Charlotte et Hubert sortent par la terrasse.*)

SCÈNE VI

SIMONE, SOLANGE

SOLANGE. — Cette Charlotte est décidément une femme méchante et grossière... Je la déteste.

SIMONE. — Je la crois plus sotte que méchante.

SOLANGE. — Pas méchante, elle?... Tu n'as donc pas vu sa manœuvre? Pour une raison ou pour une autre, elle voulait ce soir te tourmenter, te faire à tout prix de la peine... Mais elle n'osait t'attaquer de front... Alors elle a biaisé, elle s'en est prise d'abord à moi au risque de m'alarmer, de détruire stupidement toute ma confiance en mon mari. Non, ce n'est pas seulement méchant, c'est sournois et c'est lâche!...

SIMONE. — Oh! j'imagine cependant qu'elle n'a pas réussi à te troubler.

SOLANGE. — Je ne sais pas...

SIMONE. — Est-ce qu'on prend au sérieux de pareilles niaiseries?...

SOLANGE. — On ne les prend pas au sérieux, mais elles vous prennent à la gorge... J'étouffais quand Charlotte m'a dit que Paul était capable...

SIMONE. — Pure taquinerie... J'use de tes propres expressions.

SOLANGE, *énervée.* — Oui, taquinerie pour toi qui es une personne calme, maîtresse de ta pensée et de tes nerfs; mais pour moi, une violente, une sensitive, c'était de la véritable cruauté... Au reste, le jour où Paul me trahirait, il ne tarderait pas à s'en repentir... Aussitôt fait, aussitôt rendu... Je le tromperais dans les vingt-quatre heures, avec n'importe qui...

SIMONE. — Singulière solution!...

SOLANGE. — Comment, toi, une femme intelligente et sans préjugés, tu n'admets pas l'œil pour œil, dent pour dent. Tu n'admets pas qu'en amour la femme soit l'égale de l'homme?

SIMONE, *s'animant graduellement.* — Ah! oui, une belle égalité qu'on nous décerne là, et dans un beau moment! Quoi! c'est à l'heure où nous venons d'être trahies, où nous aimons notre mari comme jamais nous ne l'avons aimé, où à nos regrets, à notre douleur, nous mesurons toute la force de ce qui nous lie à lui... C'est ce moment-là qu'on choisit pour nous jeter dans les bras d'un autre! C'est alors qu'on nous reconnaît généreusement le droit de prendre un amant, au nom de je ne sais quelle égalité ravalante et ignominieuse... Ou plutôt si, je sais laquelle : l'égalité dans l'ordure et dans la honte!... Mais, ciel, je me demande quelles femmes nos partisans ont donc fréquentées pour oser nous offrir en un pareil moment d'aussi infâmes consolations... Je me demande où ils avaient l'esprit ces étranges défenseurs de notre sexe qui dans leurs plaidoyers n'ont oublié qu'un cas, celui où la femme n'est pas seulement l'égale de l'homme qui la trahit : celui où elle est sa supérieure.

SOLANGE. — Toutes les femmes ne sont pas supérieures à leur mari...

SIMONE. — N'y en aurait-il qu'une, la théorie resterait encore abominable...

SOLANGE. — Alors, selon toi, le pardon serait la vraie solution?...

SIMONE, *avec fébrilité.* — C'est cela. Après la morale du talion qui fait de nous des bêtes sauvages, la morale du pardon qui fait de nous des bêtes avilies. Oui, je la connais aussi, cette autre légende d'abaissement et de fausseté... On souffre l'enfer de la trahison, on croit celui qu'on aime perdu, on n'a plus qu'une idée : le garder quand même, le reconquérir, mais on n'ose. Alors la conscience nous souffle cet expédient : « Sois grande, sois généreuse, pardonne!... » Au fond, nous savons bien que notre grandeur ne sera que de la bassesse, notre générosité du désir, et que notre pardon nous l'accorderons en sanglotant comme si c'était nous la coupable... Mais qu'importe la vérité, pourvu qu'on sauve son plaisir!... Et nous sommes grandes à souhait, généreuses comme des saintes et pardonneuses comme des martyres!... Puis quand nous avons joint à cette abjection de ne pouvoir nous passer de notre maître cette autre abjection de lui avouer notre servitude, sur la première illusion, c'en est une autre qui se greffe... Nous nous imposons de croire que de notre

indulgence naîtra la gratitude, de notre attachement la fidélité et de notre faiblesse le respect... Nous voulons qu'une faute oubliée devienne une faute sans retour, un mari menteur un mari loyal, et le loup épargné une brebis... Mensonges, mensonges que tout cela!... Une femme qui pardonne n'est qu'une femme qui désire encore. Un homme pardonné n'est qu'un homme qui se méfie plus... Face à face, ils se valent, l'une avec sa lâcheté, l'autre avec sa félonie. Et leur amour ne sera plus que l'union de deux mépris... Ah! je t'en prie, non, ne me parle pas de ce pardon qui finit par faire descendre la victime presque aussi bas que le malfaiteur!...

SOLANGE. — Pourtant je ne vois guère d'autre solution possible. Entre la vengeance et le pardon, il n'y pas de milieu.

SIMONE. — C'est ce que dit toujours la paresse humaine devant les cas difficiles... Cela fatigue moins que de chercher.

SOLANGE. — Tu as donc trouvé mieux, que tu es si sévère!...

SIMONE. — Je n'ai pas eu à chercher.

SOLANGE. — Assurément... Mais tu as dû réfléchir là-dessus, puisque tu condamnes si nettement les règles en usage...

SIMONE. — Je constate qu'elles sont absurdes... Ce qui ne veut pas dire que j'en sache de meilleures... Et puis, en cette matière, j'estime qu'il n'est pas de règle... Chacun agit d'instinct et défend, comme il peut, la pauvre paix de son âme.

SOLANGE. — Mais enfin, sans poser de règle ni de théories, tu as, comme toute femme, tes idées personnelles sur ce sujet, à moins toutefois que tu ne juges Jacques infaillible...

SIMONE. — Moi le juger infaillible?... Mais ce serait ne pas le connaître... Et je crois, tout en l'adorant, que je sais mieux que lui-même ses qualités et ses travers... D'abord de tempérament, il est coquet, il aime à plaire... Je l'ai observé mille fois... Avec les plus laides, les plus vieilles, il faut qu'il se démontre à lui-même sa faculté de charmer... Conclus dès lors avec les plus jeunes, avec les plus jolies... C'est plus fort que lui. Il fait cela machinalement... Il attire à lui toutes les femmes par une magie mystérieuse, invisible... Je le sais bien, moi, puisqu'il m'a prise, malgré ma sagesse, malgré ma raison, malgré tout ce que j'ai pensé de lui dès le premier jour, dès la première conversation, malgré tout ce que j'en pense encore...

SOLANGE. — Et tu en penses du mal?

SIMONE. — J'en pense la vérité... Je pense que c'est un être de grâce, de luxe, un homme créé pour les plaisirs, pour le sien et celui des autres, une nature qui ne peut vivre que dans la joie, dans la fête, dans les divertissements et qui dépérirait d'une existence austère ou seulement laborieuse... Je pense qu'il a un cerveau de jolie femme et un cœur de collégien libéré... Je pense qu'il est fait pour les passions fortes comme il est fait pour les affaires sérieuses... Je pense qu'il adore les femmes, mais n'en aimera peut-être jamais une... Eh bien! est-ce de la clairvoyance cela... ou de l'aveuglement?

SOLANGE. — En tout cas ce n'est pas de la sécurité... Car enfin si un jour tous ces penchants naturels, comme tu les appelles, allaient plus loin que la coquetterie, jusqu'à la faute, jusqu'au crime, que ferais-tu?...

SIMONE, *avec méfiance.* — Cela t'intéresse?... Eh bien! si jamais cette catastrophe me frappait, si jamais je découvrais que Jacques me trompe, mon premier, mon unique souci, ce serait de lui cacher ma découverte.

SOLANGE. — Et après?

SIMONE. — Après! comme je n'aurais sans doute pas l'énergie de le quitter, je me tairais.

SOLANGE. — Quoi, c'est tout?... Pas un reproche, pas un avertissement!...

SIMONE. — Lui reprocher quoi?... De me dominer tellement que je préfère la trahison à l'abandon... L'avertir de quoi?... De ma faiblesse et de son impunité... Non, il n'est pas de mot, là-dessus, qui ne soit un pardon déguisé... Or, celles qui pardonnent, celles qui avec leurs pleurs confessent le secret de leur asservissement, tu sais ce que j'en pense et tu sais le genre de bonheur qu'elles peuvent espérer.

SOLANGE. — Soit; mais si jamais Jacques découvrait ton secret?... Si un hasard, un mot imprudent le lui révélait tout à coup?...

SIMONE. — Crois-tu que je n'y ai pas pensé, à ce désastre?... Crois-tu qu'on puisse soutenir de tels combats, sans avoir toujours présentes devant les yeux la défaite possible et la mort?... S'il découvrait mon secret?... Ah! Solange, mais ce serait la fin de tout... Je m'en irais, je le quitterais... Tout me serait égal, même la vie...

SOLANGE, *avec effroi.* — Que dis-tu là?

SIMONE, *s'animant.* — Mais oui, comprends donc, être trompée chaque jour grossièrement, être prise pour une femme aveugle, abêtie, tout cela n'est rien, tout cela n'atteint que ma vanité... C'est affaire à régler entre mon orgueil et moi... Je n'en dois compte à personne, ni à ma pudeur ni à ma conscience... Mais mon secret découvert, c'est la dernière défense de mon amour qui tombe, c'est ma déchéance qui s'achève... J'étais déjà la femme naïve et crédule qu'on trompe mais qu'on respecte, à cause de sa tendresse... Je descends plus bas encore... Je deviens pour mon mari l'esclave tolérante et domptée, la mendiante d'amour qu'une aumône de caresses rassasie et qu'on réduit par un baiser... Je

deviens à ses yeux celle qu'hélas! je suis vraiment : celle qu'on tient, celle qui accepte, celle à qui on a le pouvoir de tout faire!... Et ma passion enfin, ma pauvre passion à laquelle j'avais sacrifié tout, on n'y croit même plus... On la plaisante, on s'en égaie... On l'appelle à part soi de je ne sais quels noms dégradants... Et moi-même, aux instants d'abandon, j'ai peur de me livrer, j'ai peur de frémir aux baisers, j'ai peur de crier ma tendresse, j'ai honte de mon amour comme d'une tare inavouable, je crains même qu'il ne fasse rire... Ah! plutôt perdre toute joie, plutôt la fuite, la disparition, le néant, que de sombrer dans cette boue!... (*Elle se passe la main sur les yeux.*) Non, non, vois-tu, Solange, il faut se taire, se taire devant le coupable, se taire devant les autres, se taire si l'on peut devant soi-même, ne serait-ce que pour ne pas s'entendre souffrir... Je préfère me taire! (*se ressaisissant*) ou plutôt je préférerais, car il va de soi que tout ceci n'est qu'une hypothèse...

SOLANGE. — Bien entendu...

SIMONE, *presque souriante.* — Et même si tu veux être gentille, tu garderas pour toi cette conversation... Elle semblait te passionner et je t'ai dit, à mesure que cela me venait, tout ce qui me passait par la tête... Mais inutile de faire croire aux gens que je consacre mes jours et mes nuits à réfléchir sur ces problèmes.

SOLANGE, *très émue.* — Naturellement... Laisse-moi t'embrasser, ma chérie... Je t'aime de tout mon cœur. (*Elles s'embrassent dans une longue étreinte. Jacques et Elena apparaissent sur le seuil de la terrasse.*)

SCÈNE VII

LES MÊMES, JACQUES, ELENA, puis GERMAIN, puis LEMASSIER.

JACQUES. — Vous vous êtes disputées?

SOLANGE, *se retournant.* — Non, pourquoi?

JACQUES. — Dame! Je croyais!... Vous vous embrassiez avec tant d'entrain.

SOLANGE. — Moi, je n'ai pas besoin de remords pour embrasser Simone.

JACQUES. — Moi non plus!... (*Il embrasse Simone légèrement et s'allonge à demi sur le canapé.*) Ah! la magnifique promenade!... Vous avez été absurdes de ne pas venir... Nous le disions tout le temps, n'est-ce pas?

ELENA. — Si... si...

SOLANGE. — Et M. Lajiano, il a échoué quelque part?...

JACQUES. — Oui, au Casino, en revenant. Eh bien! et ce thé, il n'arrive pas?

SIMONE, *désignant Germain qui entre avec le thé.* — Le voici! (*A Germain.*) Vous avez prévenu M. Lemassier?

GERMAIN. — Oui, Madame, il descend... (*Il sort.*)

JACQUES. — Alors, j'attends M. Lemassier pour vous dire le résultat de ma pêche.

LEMASSIER, *entrant.* — Vous avez donc pêché?

JACQUES. — Une pêche miraculeuse : deux personnes : nos bons amis Lajiano, dont j'ai réussi à retarder le départ. (*Un silence.*) Ah! ça n'a pas été tout seul... Enfin, à force d'arguments et de prières, j'ai obtenu ceci : Lajiano, partira demain matin, comme il y était décidé, mais il reviendra ici dans huit jours. Quant à Mme Lajiano, elle nous reste, et ils ne s'en iront plus que dans un mois, vers le 25 septembre... Avouez que c'est bien travaillé.

LEMASSIER, *glacialement.* — Très bien! (*Un silence.*)

ELENA, *timidement.* — Nous allons encore vous gêner...

SOLANGE, *glacialement.* — Mais pas du tout. (*Nouveau silence.*)

JACQUES, *bas à Simone qui est restée dans le fond, près du plateau à thé, sans paraître entendre.* — Dis-lui donc quelque chose d'aimable... Vous êtes tous là muets comme des planches à pain...

SIMONE, *même ton.* — C'est juste. (*Elle s'avance vers Elena une tasse de thé à la main.*) Mais non, vous ne nous gênez pas. Une excellente idée, au contraire... Un peu de thé?...

ELENA, *se levant.* — Merci, amie... Je suis très lasse et j'aurais peur avec ce thé de ne pas bien dormir... Vous m'excuserez donc si je monte.

SIMONE. — A votre guise... Bonsoir, ma chère...

JACQUES, *qui se verse une tasse de thé.* — Bah! Restez encore un moment... Nous monterons tous ensemble...

ELENA. — Non, je vous assure... Je suis trop endormie... Il me faut reposer...

JACQUES. — Reposez, alors, reposez! (*Elle sort par la gauche.*)

SCÈNE VIII

LES MÊMES, moins ELENA.

Solange embrasse son père et sort par la porte du fond reconduite par Simone.

SIMONE, *s'approchant de Lemassier.* — Une tasse de thé, père?

LEMASSIER. — Non, merci, mon enfant... Dites-moi donc, Jacques...

JACQUES, *buvant son thé.* — Plaît-il?

LEMASSIER. — Est-ce que cette invitation aux Lajiano est une invitation sérieuse ou une invitation en l'air?

JACQUES, *redescendant.* — Mais tout ce qu'il y a au monde de plus sérieuse... Aussi sérieusement faite que sérieusement acceptée.

LEMASSIER. — Eh bien! vous m'obligerez infini-

ment en trouvant d'ici à quelques jours un prétexte pour la défaire...

JACQUES. — Vous badinez?

LEMASSIER. — Je n'en ai ni l'intention ni l'envie. Je désire que les Lajiano ne prolongent pas leur séjour ici... S'ils restent, je m'en irai avec Solange... Rien n'est plus simple.

JACQUES. — Ah! vos lubies vous reprennent!... Cela va être gai!...

LEMASSIER. — Lubie ou non, c'est ma volonté, et je l'accomplirai telle que je vous l'annonce.

JACQUES. — Mais si ce n'est pas un caprice, vous avez des raisons?

LEMASSIER. — Les meilleures...

JACQUES. — Dites-m'en une...

LEMASSIER. — Soit, je vous en dirai une. J'estime que Mme Lajiano n'est pas une société pour Solange, ni même pour Simone.

JACQUES. — Oh! oh! voici du nouveau!... Et c'est au bout d'un mois que vous nous révélez cette merveilleuse découverte?...

LEMASSIER. — J'aurais pu le faire avant, mais je n'aime à affirmer que les choses dont je suis sûr!

JACQUES, *ironiquement*. — C'est beau, les scrupules!...

LEMASSIER. — Ne raillez pas mes scrupules... Vous feriez acte d'ingrat.

JACQUES. — Bon! maintenant je vous dois de la reconnaissance, parce que vous venez calomnier auprès de moi des amis dont le seul tort a été de vous déplaire.

LEMASSIER. — Je ne calomnie pas vos amis... Et l'antipathie qu'ils m'inspirent n'a rien à voir dans tout ceci... Je vous dis la vérité... Vous refusez de la croire. Cela me dicte ma conduite : je n'ai plus qu'à m'en aller...

JACQUES. — Votre conduite a un nom. Disons, pour être poli, que c'est de l'intimidation.

LEMASSIER. — Chacun son idée... Moi, j'appelle cela mon devoir.

SIMONE. — Mais cependant, père, pour nous quitter si brusquement tu dois posséder des preuves de ce que tu avances... des renseignements certains.

LEMASSIER. — Oui, très précis, et je les communiquerai à ton mari dès qu'il daignera s'en enquérir... Un court tête-à-tête suffira.

JACQUES, *énervé*. — Merci, merci, je vous en tiens quitte.

LEMASSIER. — Parbleu!... Après nous avoir imposé cette personne douteuse, je comprends que vous préfériez d'autres sujets de conversation.

JACQUES, *même jeu*. — Je ne crains rien pour mes amis de ces racontars... Mais c'est votre attitude qui m'offense... Quelles que fussent vos convictions, vous deviez vous en ouvrir amicalement à moi... Au lieu de cela vous avez débuté par la menace... Soit, partez et cessons tous ces commentaires.

LEMASSIER. — Convenu! Je m'en vais!... Seulement devant vous et devant ma fille, je prends acte de cette énormité : que vous me laissez partir pour garder chez vous à votre foyer, sous le même toit que votre femme, une simple gourgandine, notoirement connue pour telle.

JACQUES, *violemment*. — Monsieur Lemassier!

LEMASSIER. — Oh! votre ton tragique ne m'effraie guère. Oui, je dis bien, une gourgandine, et même pire, car les filles avouent franchement leur métier de se faire entretenir, tandis que celle-ci s'en cache et joue chez nous à l'honnête femme.

JACQUES, *éclatant*. — C'est une vile imposture!

LEMASSIER. — Vous allez immédiatement retirer ces paroles.

JACQUES. — Je ne retirerai rien du tout... Quand on veut être respecté, on commence par ne pas diffamer les autres.

SIMONE. — Jacques, je t'en conjure... Vous vous êtes mal compris... Vous étiez énervés l'un et l'autre...

LEMASSIER, *la saisissant par le bras*. — Mais ne t'abaisse donc pas à supplier ce garnement.

JACQUES, *bondissant*. — Vous osez?

SIMONE, *le retenant*. — Tais-toi... (*A Lemassier.*) Père, va-t'en, je t'en prie, tu n'es plus maître de tes paroles.

JACQUES. — Non, non, débat pour débat, finissons-en tout de suite. Je vous écoute.

LEMASSIER, *se contenant*. — Je parlerai à mon heure. J'ai mes raisons pour cela. (*Il marche vers la droite.*)

JACQUES. — Simone, je te fais juge de ces odieux procédés... Après la menace, la diffamation; après la diffamation, la fuite!...

SIMONE. — Jacques, au nom du ciel!

JACQUES, *poursuivant*. — Allez toujours, ni par vos lâches attaques ni par vos lâches reculades, vous ne m'empêcherez de défendre une femme qui est mon hôte, mon amie...

LEMASSIER, *éclatant*. — Et votre maîtresse!...

SIMONE, *se jetant entre eux et dans un grand cri*. — Ce n'est pas vrai!...

JACQUES, *à Lemassier, d'une voix tremblante*. — Qu'avez-vous à répondre, Monsieur?...

LEMASSIER, *lui tendant la lettre*. — Ceci! Car si cette femme n'est pas votre maîtresse, elle n'en est pas moins une basse aventurière.

JACQUES, *ouvrant la lettre et regardant la signature*. — C'est de Paul!... Ah! ah! nous allons voir. (*Il parcourt la première page.*) Eh bien! quoi?

LEMASSIER. — Continuez!

JACQUES, *dont les traits s'altèrent pendant qu'il lit*. — Oh! oh! c'est trop fort!

SIMONE, *avec angoisse.* — Qu'y a-t-il?

JACQUES *rend la lettre à Lemassier, arpente la scène fiévreusement, puis s'arrêtant.* — Monsieur Lemassier, je vous fais du moins en ce qui concerne Mme Lajiano mes plus humbles excuses... Demain, elle aura quitté cette maison. (*Il sort d'un pas furieux par le fond.*)

Rideau.)

[illegible]

FERNAND VANDERSEM.

(*A suivre.*

VARIÉTÉS

Les cendres de Christophe Colomb.

Deux informations presque simultanées nous ont récemment appris que les cendres de Colomb venaient d'être solennellement transportées de la cathédrale de la Havane à bord du *Conde de Venitado*, pour être ramenées à Cadix, tandis qu'à peu près à la même heure, à Grenade, les femmes du peuple, considérant la découverte de l'Amérique comme la principale cause des malheurs de l'Espagne, lapidaient la statue du navigateur.

Est-il odyssée plus étrange que celle de Colomb? Il est vraiment par excellence le mort qui voyage. Il semble qu'une fatalité s'attache à sa dépouille et qu'il ne puisse trouver le lieu définitif de son repos.

Colomb meurt, en effet, en 1506, à Valladolid : premier voyage, on transporte son corps à Séville pour le déposer dans la mausolée des ducs d'Alcala. En 1536, réalisation tardive de son vœu, l'Espagne le fait conduire à Saint-Domingue, où s'était définitivement confirmée la justesse de ses rêves de voyant; en 1795, lors de l'expulsion des blancs de l'île, nouveau voyage : il est transporté à la Havane, et voici que, conséquence imprévue du conflit hispano-américain, il quitte cette demeure pour retourner non pas à Valladolid, non pas à Séville où il a déjà séjourné, mais à Cadix, tandis qu'on la lapide en effigie à Grenade.

Toutes ces pérégrinations posthumes seraient bien de nature à inspirer de mélancoliques réflexions sur le malheur s'acharnant après le génie, s'il était bien avéré que c'est authentiquement le grand mort que l'on fait ainsi voyager. Or le doute est permis, et dès la fin du siècle dernier, il germait.

On lit, en effet, dans une introuvable feuille éditée à Philadelphie, en 1796, le *Courrier de la France et des Colonies*, une information ainsi conçue (n° du 17 février 1796) :

« Vous aurez peut-être déjà entendu dire, avant que cette lettre ne vous arrive, que les restes de Christophe Colomb ont été, par ordre de la cour, transportés de l'île et de la cité de San-Domingo sur un vaisseau de 74 canons. Ils ont été déposés, le 19 de ce mois, dans la cathédrale, et il y a eu à cette occasion un convoi funèbre, le plus grand et le plus solennel que j'aie jamais vu. On a prononcé un discours qui honore vraiment la nation. Je compte m'en procurer une copie ainsi que du portrait de Colomb, d'après un original qui accompagnait ses dépouilles mortelles. »

Or un homme qui avait beaucoup pratiqué Saint-Domingue, en l'année 1783, et connaissait bien l'île pour l'avoir visitée en détail, lisait cette nouvelle à Philadelphie et immédiatement il se mettait à répondre à l'information dans les colonnes mêmes du *Courrier* et à faire part au public de ses doutes.

En 1783, il avait recherché, dans la cité de Saint-Domingue, tout ce qui pouvait avoir trait à Christophe Colomb. Il avait vu la maison bâtie en pierres de taille sur le rempart par Diego Colomb, son fils, et qui n'était plus qu'une ruine où s'abritaient les bestiaux. Il avait visité la cathédrale et cherché un monument, au sens latin du mot, sculpture ou inscription, qui indiquât de façon précise où reposait la dépouille mortelle du père. Vaines investigations. De papiers, il n'en existait plus, plus du moins qui fussent antérieurs au pillage et à l'incendie des archives de la cathédrale consommés en 1586 par les bandes anglaises de François Drake. D'ailleurs les documents postérieurs à cette date étaient eux-mêmes réduits à l'état de dentelle par les insectes, et il n'y avait nulle part trace écrite de l'inhumation.

La tradition seule assignait à la sépulture de Christophe Colomb une place désignée dans le sanctuaire du côté de l'évangile.

Mais la tradition en assignait une aussi au côté de l'épître à un membre de la famille de Christophe, c'est-à-dire, soit à son fils Diego, soit à son frère Barthélemy. Qu'il y eût confusion dans la tradition entre les deux morts, la chose était possible et même probable; c'était déjà l'idée du voyageur, dès 1783, et c'est pourquoi, voulant éclaircir son doute, il s'était enquis sur place.

Don Isidore Péralta, président de la partie espagnole de l'île, dont il avait sollicité les bons offices, mit ses lumières à sa disposition. Il lui répondit qu'à la fin de janvier 1783, comme on avait abattu un gros mur de l'église pour le réparer, le hasard avait fait mettre à découvert, « du côté de la tribune où se chante l'évangile et près de la porte où l'on monte à l'escalier de la chambre capitulaire, un coffre de

pierre creux, de forme cubique et haut d'environ une vare », c'est-à-dire de deux pieds et demi. Ce coffre renfermait une urne de plomb, elle était un peu endommagée; les chanoines qui en avaient vu le contenu disaient qu'elle renfermait en majeure partie des cendres et qu'on n'y avait pu distinguer que des os de l'avant-bras.

Mais, quelques années auparavant, une circonstance identique avait fait découvrir une autre coffre de pierre semblable du côté de l'épître, et les anciens du pays avaient affirmé que c'était là la sépulture du fils ou du frère de l'amiral, et, comme preuve, il n'y avait jamais eu que leur assertion.

Ils disaient qu'à droite étaient les os de Christophe, à gauche les os de son fils ou de son frère, mais de cela nul autre témoignage. De 1536, date où elles étaient venues d'Espagne dans l'église cathédrale de Saint-Dominique, jusqu'à la fin de janvier 1783, où un hasard avait fait mettre à découvert l'une de ces sépultures, il s'était écoulé bien des années, la tradition vieillie semblait avoir oublié le mot d'ordre. C'était, du moins, l'impression du voyageur et nous pouvons bien la partager cent quinze ans après sa visite sur les lieux mêmes.

Il serait, d'ailleurs, à souhaiter que ces malheureuses cendres pussent bénéficier du doute et que, grâce à une erreur, la dépouille trop souvent errante du navigateur trouvât, désormais ignorée, la paix définitive que ne troublent ni les guerres qui changent la nationalité des tombes, ni les revirements qui poussent les peuples égarés à s'en prendre de leur malheur à la mémoire de leurs grands hommes.

VICTOR TANTET.

LIVRES NOUVEAUX

Autels privilégiés

PAR M. ROBERT DE MONTESQUIOU

Le titre prétentieux de ce livre a le défaut peut-être d'inviter aux calembours (mais enfin, on a toujours la ressource de ne pas les faire); en tous cas, il a le grand avantage d'être par sa prétention même très expressif. Une petite préface intitulée *Ordo* vous renseignera d'ailleurs précisément sur le contenu de ces quatre cents pages. Voici le début de cet ésotérique boniment :

« Le relevé d'un procès en Cour d'art et d'amour, plaidé tendrement avec d'éloquentes pièces à l'appui de la canonisation proclamée enfin pour *Desbordes-Valmore*. — Pour le demi-dieu *Leconte de Lisle*, plus encore qu'une canonisation, un culte, peut-être institué un peu plus tôt, célébré avec plus d'ostentation que de ferveur, sur ces pelouses du Luxembourg, qu'on marchande à cette moins marmoréenne personne d'un Saint-Orphée, celui-là « bien toussottier « et boitillant », ainsi que lui-même me l'écrivait, le pauvre Lélian, *Paul Verlaine*. — L'ensoleillé *Mistral*, notre provençal Horus. Une jonchée de *Pensives roses* sur le parcours d'une *Fête-Dieu* des Muses. — L'âpre *Hello*, Saint-Jean-Bouche-de-Fer, le nouvelliste précurseur, le polémiste Mangeur-de-sauterelles... »

Etc. (Car vous n'y comprenez rien.)

Vous vous reportez aux titres : *Roses pensantes*, *Le Grand Oiseau*, *Le Spectre*, *Vernet-Triplex*, *Les noces d'argent de la Voix d'Or*, *Apollon aux Lanternes*... Et vous vous effarez.

C'est un recueil d'essais de critique.

Critique littéraire, critique d'art, critique de n'importe quoi.

*
* *

Ce n'est pas très abondant en idées personnelles, et, pour être sincère, si ce livre était de vous ou de moi (pardon pour la prétention grande !) il serait, en somme, négligeable. Mais l'auteur des *Chauves-Souris* et, principalement, l'ami de tant de noms célèbres ne saurait rien écrire d'indifférent. Le livre, en effet, n'est-il pas dédié en détail à Maurice Barrès, à Léon Daudet, à Octave Mirbeau, à Antonio de la Gandara, à Mme Stanley, à Mme Richard Wagner, à Jean-Louis Forain, à Caran d'Ache, à Giovanni Boldini, à Paul Hellen, etc. (la préface et la table des matières ne sont dédiées à personne). Un ouvrage ainsi recommandé peut être insignifiant en lui-même, il sera du moins significatif. Un romancier qui tire à des cent mille exemplaires, même si c'est le *Maître de Forges* qu'il tire à ces cent mille exemplaires, a, du fait même de son succès, droit à une place dans une intègre histoire littéraire. Et de même l'Essayist qui a su se faire parmi ses plus notoires contemporains de si flatteuses amitiés.

*
* *

Quand M. Brunetière écrivit ce premier volume de l'Évolution des genres (eh ! quoi, restera-t-il le seul ?) : *l'Évolution de la critique*, il montra que ce genre s'éleva en notre siècle de trois degrés avec Sainte-Beuve, puis avec Taine, puis avec M. Brunetière. Il ne prévoyait pas l'apparition si prochaine d'une nouvelle espèce de critique dont M. de Montesquiou est l'inventeur et qu'il faudrait appeler, je crois, la *critique par relations*.

Cette critique là n'est pas, en elle-même, très difficile, vous allez voir. Mais elle n'est pas à la portée de tout le monde, car elle suppose que vous êtes l'ami, le confident, ou tout au moins le commensal des grands écrivains et des grands artistes dont vous

parlez. Grâce aux amitiés nombreuses dont il jouit, M. de Montesquiou, avait pour réussir dans ce genre, une situation privilégiée.

Une étude sur Leconte de Lisle?... « Je me remémorais... une autre visite que je fis au maître, quelques semaines passées... Il s'écriait en m'apercevant : « Mon ami, c'est un moribond que vous venez « voir », etc.

Une étude sur Verlaine?... « Je me souviens parmi des lettres, et des lettres reçues de lui, d'une entre autres... », etc.

Sur Goncourt?... « Nous avions dû faire toute ensemble », etc.

Sur Burne-Jones?... Cette fois, la visite au Maître est un peu lointaine et le critique éprouve quelque embarras. Diable! Comment faire? Comment, dans ces conditions parler congrûment « de cette Muse de Burne-Jones qui une fois me sourit, à qui je fis de doux yeux et de tendres rimes, et qui m'apparait aujourd'hui, à travers ses cheveux argentés, vaguement lointaine et décolorée. Or c'est l'heure où l'on me demande ce que je pensai naguère de cette belle ». Voyez comme c'est ennuyeux et contrariant, ce contretemps... « Las! que n'ai-je en ces jours de la visite faite autrefois au maître pris l'empreinte vive et colorée de mes sensations d'alors! »

Carrières?... Très bien. « Je visitai Carrières dans son atelier de la rue Boissonade; puis boulevard Arago, dans un agréable décor. Je me souviens... La dernière fois que je le vis ce fut à Paris, chez un restaurateur, en janvier », etc...

Constantin Ghys?... C'est un peu moins précis, mais enfin, — essayons toujours!... C'était à une soirée chez Nadar. Il y avait la Païva qui n'était plus belle du tout et Mme Judith Gautier dans une étrange robe « taillée dans un ancien cachemire des Indes d'un fond vert »; elle était coiffée « d'une toque arrangée d'un seul lophophore » et parée en outre de boucles d'oreilles. Charmante soirée!... « Ghys faisait-il partie de ces assemblées? Nadar ne peut me l'affirmer. Mais il me plait me rappeler presque l'y avoir entrevu sous sa blanche chevelure et tel que le peignit Manet dans un portrait connu. » Ainsi se fait le parcours du rêve au souvenir, et cela facilite beaucoup la critique par relations.

La critique par relations étend ainsi considérablement son domaine. Son domaine d'ailleurs n'est pas si restreint. Ce serait une erreur de croire qu'elle est applicable seulement aux contemporains. On conçoit très bien par exemple que M. de Montesquiou puisse, un jour ou l'autre, nous donner une étude sur Alfred de Vigny, qu'il n'a pas connu personnellement, il est vrai, mais « dont, soit dit en passant, Leconte de Lisle aimait à rappeler de distingués traits dans ses brillantes causeries, auprès d'intéressants récits sur Lamartine, Baudelaire, Flaubert ».

Mais, j'y pense, c'est un peu la critique de M. Adolphe Brisson. L'auteur des *Promenades et Visites* nous donne ainsi sur nos contemporains des appréciations *de visu*. Mais lui, n'est que l'interviewer, il n'est pas l'ami des grands hommes. Et surtout il écrit d'un style de journaliste, comme M. Sarcey son beau-père, que tout le monde comprend, — abominablement clair, esotérique en un mot. Il n'est pas un précieux artiste, à l'écriture raffinée.

M. de Montesquiou nous apparaitra, si vous voulez, comme une sorte d'Adolphe Brisson qui serait le gendre d'Adoré Floupette.

* * *

Voilà pour la méthode; je voudrais indiquer à présent la doctrine littéraire que l'on trouve au fond de cette critique. Mais j'avoue ici quelque embarras. Où la chercher cette doctrine qui doit exister, qui existe probablement, mais qui se cache dans l'inquiétant mystère d'une écriture très difficile? Je ne puis faire usage de toutes les études qui composent ce récent volume : il y en a que je n'ai pas comprises du tout. Je l'avoue, — car c'est ma faute, et le subtil écrivain n'a que faire de galvauder sa pensée auprès de tels vulgaires lecteurs qui n'ont pas reçu l'initiation.

Cette critique est essentiellement ésotérique. On s'en aperçoit dès l'abord au premier effort qu'on fait pour essayer de comprendre un peu deux ou trois pages de M. de Montesquiou. Ce premier effort est pénible et parfois vain. On s'entête et l'on se dit : Cela n'a pas été écrit pour moi. Cela doit avoir un sens, probablement. Il est impossible que cet écrivain estimé ait assemblé des mots dénués de sens pour le seul plaisir de me taquiner... Mais voilà : c'est une langue convenue dont je n'ai pas la clé... Vous allez renoncer, mais une étrange curiosité vous pousse et vous harcèle. Vous vous acharnez, et cela vous intimide : vous vous faites l'effet d'un pauvre qui regarde à travers les fentes des volets clos les plaisirs des riches. Vous vous sentez indiscret...

Quand le pauvre Mallarmé mourut, on cita ce mot méchant que lui dit un jour Daudet : Dites-moi, Mallarmé, est-ce exprès que vous êtes obscur?...

C'est certainement exprès que M. de Montesquiou est obscur, — ou bien, si peut-être il n'a pas une aptitude native à la clarté, il en a pris magnifiquement son parti, non comme un pénitent, mais comme un fanfaron de la faute. A coup sûr il met quelque ostentation à intituler *le Grand Oiseau* un article sur Léonard de Vinci, *Roses pensantes* quelques notes sur des dames qui font des vers, et les *Noces d'argent de la Voix d'Or* un petit récit du jubilé Sarah Bernhardt. Ainsi sont soigneusement closes

aux regards profanes les portes des mystérieuses chapelles où sont entretenus par des mains pieuses les autels privilégiés.

Les saints qu'on y honore sont tout à fait précieux et choisis. Et quand parfois il se trouve que ces saints ne sont pas exclusivement réservés à ces étroites petites chapelles et si le public aussi les aime, on a soin de leur prodiguer une dévotion toute spéciale et qu'on différencie à dessein du culte vulgaire.

Ainsi notre Mistral, franc poète si clair que nous croyions le comprendre, se transfigure comme suit dans le religieux demi-jour de sa châsse mystique : « Le merveilleux bruissement parfumé qui s'exhale des grands poèmes de ce trouvère, comme d'un beau paysage crépitant et criblé de clartés, à l'heure de midi, vibre tel qu'un orchestre, lequel assimilerait parfois leur chantre à un Wagner sans trouble dont *Mireille* serait le Lohengrin et *Nerto* les Maîtres-Chanteurs. »

— Mistral ?

— Oui, Monsieur.

(Cela pourrait devenir un petit jeu. On demanderait à l'assistance : Quel est le Wagner sans trouble dont le merveilleux bruissement, etc.? On aurait soin seulement de ne nommer ni Nerto ni Mireille, parce qu'alors ce serait trop facile... Et les personnes qui ne répondraient pas immédiatement : Mistral! donneraient un gage.)

Les desservants fidèles de ces autels privilégiés sont des esprits très raffinés dont il faut remarquer à la fois les goûts artistes et aristocratiques.

Artistes, certes. Comme M. de Montesquiou lui-même, ils ont fait de l'art leur préoccupation constante. Ils vont en Angleterre voir les Préraphaélites, ils savent tous les musées d'Europe, ils ont dîné avec tous les écrivains notoires de Paris. Ils ont lu les œuvres d'Hello, celles aussi de Léon Bloy, Ils seraient allés en Italie voir la Duse dans la *Moglie di Claudio* ou la *Signora delle Camellie*, si la grande artiste jouait jamais dans son pays natal. Faute de quoi, ils sont allés l'entendre à Bruxelles. Ils regretteraient volontiers qu'on la puisse à présent voir à Paris : car cette circonstance leur fait perdre une occasion précieuse de manifester leurs sentiments de ferveur pour l'Art!

Aristocratiques aussi. Il ne leur déplaît pas de dire « la charmante émotion que leur cause l'entrée en religion littéraire de la comtesse Mathieu de Noailles », et de pouvoir parler en connaisseurs de ces « grands-coupés pareils à ceux de la Reine, à Windsor, sorte de carrosses aux sièges à housses passementées, et surmontées de colosses poudrés et galonnés, dont les derniers spécimens nous ont été offerts devant Saint-Philippe-du-Roule, lors du mariage Uzès-Luynes ».

* * *

En somme, l'ésotérisme est le caractère principal de l'art qu'ils aiment, et très ésotérique surtout est leur manière de l'aimer. La phrase suivante que je choisis entre tant d'autres analogues est expressive : « Aucun être épris de nobles manifestations légèrement ésotériques n'a perdu la mémoire de ces soirées de 1880 (toujours les soirées chez Nadar), un peu équivalentes à des messes de néophytes chrétiens dans les catacombes... »

Mais il faut lire surtout, à cet égard, la petite étude que consacre M. de Montesquiou au livre récent de Tolstoï : *Qu'est-ce que l'art?...* Si M. de Montesquiou s'est occupé de ce « pédant opuscule », c'est qu'on lui a demandé son avis sur les idées du maître russe. Or, vous savez (vous ne saviez pas ?) que Tolstoï dans son livre a nommé M. de Montesquiou. Il l'a nommé confusément, il est vrai, et parmi les écrivains qui lui semblent ridicules. Ainsi, la bonne femme que l'empereur avait un peu vivement priée de se retirer était flattée pourtant que l'empereur lui ait parlé. Nommé par Tolstoï, M. de Montesquiou devait bien à Tolstoï quelques pages d'appréciation.

Hélas! Tolstoï et M. de Montesquiou ne sont pas d'accord. « Nous nous insurgeons, déclare ce dernier, contre la théorie apologétique du chef-d'œuvre accessible à tous. Ne serait-ce pas faire par trop voisiner Eschyle et Shakespeare avec M. Georges Ohnet; *Prométhée enchaîné* et *le Roi Lear* avec *le Maître de Forges?* »

Il est clair, je crois, par ces quelques lignes, qui expriment assez nettement l'idée principale (si l'on peut dire) de tout son article, que M. de Montesquiou n'a pas compris la théorie de Tolstoï. Mais il n'importe. Il est évident aussi que son argument n'est pas irréfutable puisqu'on pourrait dire, en somme : la théorie de l'art ésotérique fait par trop voisiner Browning et Mallarmé avec M. de Montesquiou, — *Luria* et *l'Après-midi d'un faune* avec *le Chef des odeurs suaves*.

Mais il est naturel que M. de Montesquiou s'insurge contre la théorie de Tolstoï, puisque la théorie de Tolstoï est exactement le contraire de la sienne, et puisqu'il est lui-même le type le plus accompli de l'artiste que Tolstoï abomine.

L'œuvre d'art doit, suivant Tolstoï, être largement accessible. Le mobile de l'Art est cette espèce de malaise que ressent l'individu à rester isolé dans ses impressions et le désir de les communiquer aux autres hommes; le but de l'Art est d'établir cette communication sympathique. Mais cela ne veut pas dire que le roman qui s'est le plus « tiré » soit la

plus belle œuvre d'art contemporaine. Pas plus qu'un partisan de l'art ésotérique ne déclarerait la plus belle l'œuvre dont on n'a vendu qu'un seul exemplaire. M. de Montesquiou serait désolé d'être tout à fait le seul lecteur de ce livre.

Tolstoï considère que la véritable œuvre d'art doit exprimer l'ensemble des idées profondes qui constituent la « conscience religieuse » d'une époque. Or, la conscience religieuse d'une époque, c'est la conception, propre à cette époque, du sens de la vie; c'est elle qui détermine l'idéal de bonheur vers lequel tend la société de ce temps. Cette conscience, obscure et latente dans la foule, est au contraire intense et claire chez quelques hommes d'élite. Ceux-là sont les vrais artistes. Leur rôle consiste à éclairer et à renforcer la conscience religieuse de leurs contemporains. Telles sont les relations qui doivent unir le véritable artiste et la foule. Et telle est la différence qui sépare la théorie de Tolstoï et celle de M. de Montesquiou. Tolstoï fait de l'art une large, vivifiante et généreuse religion, — M. de Montesquiou un culte mesquin d'obscure petite chapelle superstitieuse.

S'il s'agissait seulement des « Autels privilégiés », je ne ferais pas ce parallèle entre Tolstoï et M. de Montesquiou. Mais, quelle que soit l'inégalité de leurs génies (elle est frappante), il est instructif de mettre en regard l'une de l'autre leurs Esthétiques. L'artiste tel que le réalise M. de Montesquiou est, je crois, le meilleur argument que l'on puisse donner en faveur de la doctrine de Tolstoï. Tolstoï voudrait que l'Art moderne se regénérât en se retrempant largement dans le peuple. C'est le peuple qui le vivifie comme une terre grasse et féconde vivifie l'arbre aux vastes frondaisons. L'Art n'est plus à présent qu'une pauvre petite plante de serre, chétive, malingre et que l'on ne conserve qu'avec d'infinies précautions. Mais ce n'est pas encore assez de délicatesse et d'anémie. Nos plus récents esthètes rêvent d'affiner encore la plante chétive : ils ont coupé les racines qui touchaient la terre, — il faut mettre sous verre la pauvre fleur exsangue, décolorée et sans parfum.

Sans métaphore (et je m'excuse de celle-là, un peu trop prolongée, n'est-ce pas?) Tolstoï est en droit de dire aux lecteurs de M. de Montesquiou : Voilà ce que l'Art est en train de devenir. M. de Montesquiou est seulement un peu en avance sur quelques-uns de ses contemporains. Mais son esthétisme se généralisera, — c'est là qu'on va. Si vous refusez de rétablir le contact de l'Art avec le peuple, si vous vous obstinez à faire de l'Art le jeu délicat et vain de quelques désœuvrés à la fois frivoles et pédants, quintessenciés et superficiels, — inévitablement vous en arriverez là. Le voulez-vous?

Cette perspective peut inquiéter. Car en vérité (mais, j'aimerais mieux ne pas le dire...) le petit livre de M. de Montesquiou nous donne de l'Art moderne, (chose effroyable !) une caricature ressemblante !

ANDRÉ BEAUNIER.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'Europe en 1898.

Cette année, qui est à sa fin, restera marquée par de grands événements que nous apprécions encore d'une manière inexacte, parce que nous en sommes trop près. Nous la tenons pour une année de paix; cependant la guerre a sévi dans toutes les parties du monde, dans la Méditerranée, en Afrique, en Asie, aux Indes, aux Antilles et dans l'océan Pacifique; des nations se sont élevées, d'autres ont été abaissées. Le régime parlementaire et libéral n'a pas paru en progrès, surtout si nous considérons l'évolution de deux grands peuples qui passaient pour être le plus opposés au système guerrier, césarien et féodal. Les Américains et les Anglais ont été saisis de la folie impérialiste. Ils ont tourné le dos à la politique industrielle. Les fils de Monroë sont entrés dans la voie des conquêtes extérieures, et ils y ont malheureusement fort bien réussi, de sorte qu'ils seront encouragés à continuer. Les Anglais ont été de tout temps des conquérants, mais ils se sont donnés à cette disposition de leur caractère avec un emportement singulier, et, sous le sceptre libéral d'une femme pacifique, avec un gouvernement de contrôle, ils ont réalisé le paradoxe d'un nouveau genre d'impérialisme, qui règne sur le Gange et sur l'Indus, sur le Niger et sur le Nil comme sur la Tamise.

Le représentant de la paix dans le monde est au contraire un souverain autocrate : toutes les âmes bienveillantes de l'univers se sont tournées vers le Tsar conviant les nations en un congrès de paix dans sa capitale. On dirait que les rôles classiques sont renversés : c'est le régime parlementaire et démocratique des assemblées qui menace de déchaîner sur nous les excès de la guerre universelle, et le pouvoir césarien le plus absolu qui promet la paix aux peuples de bonne volonté.

Pour le moment, deux grandes guerres sont finies, l'une entre les Crétois, les Grecs et les Turcs, l'autre entre les États-Unis et l'Espagne. L'année nouvelle va naître dans une heure de trêve. L'aventure crétoise a montré que le chef despotique d'un pouvoir

militaire peut être vainqueur sur les champs de bataille et cependant perdre la partie au fond, sous les apparences brillantes et prestigieuses des triomphes de la force.

Si on réfléchissait bien à ce phénomène, on verrait qu'une certaine autorité rationnelle peut beaucoup dans l'état présent de l'Europe, et on prendrait peut-être la résolution d'en faire l'essai plus souvent et dans de plus larges proportions.

Comme l'Italie a fait la conquête de Venise et fondé son unité après ses défaites de Lissa et de Custozza, la Grèce vaincue sur les champs de bataille de Thessalie par les guerriers de l'Islam donne cependant un de ses princes pour gouverneur à l'île de Minos, et elle paraît obtenir par ses défaites mêmes ce qu'elle n'aurait peut-être pas obtenu et conservé par la victoire.

Il est à croire que le gouvernement de Potsdam ne s'est pas prêté volontiers à cet effet curieux de la guerre de Thessalie; car l'empereur Guillaume II avait exercé une influence manifeste sur la déclaration de guerre de son ami Abdul-Hamid, auquel il avait procuré, autant qu'il dépendait de lui, tous les moyens de vaincre; il lui avait envoyé ses officiers, il lui avait fait cadeau de canons et de fusils, et, sans doute, ce n'était pas pour arriver, en définitive, à dépouiller le sultan de son île méditerranéenne. Mais il a cédé à la force des choses sans mauvaise grâce, et c'est déjà un mérite; Guillaume II s'est borné à se retirer du concert des nations, et le chef suprême de la Triplice a paru, dans un isolement extraordinaire, spectateur résigné de la déception de son grand ami, pendant que la Russie, l'Angleterre, l'Italie et la France demeuraient parfaitement d'accord pour instituer enfin sous le gouvernement d'un prince hellène cette autonomie de la Crète disputée si longtemps par le fer et le feu.

L'union entre les grands États européens varie singulièrement avec les objets variés de la politique. L'empereur allemand est sans doute le chef incontesté d'une triplice qui serait d'accord si la guerre éclatait du côté du Rhin ou des Alpes; mais s'il s'agit de la question crétoise, c'est la Russie et la France qui paraissent l'âme dirigeante d'un autre accord où l'Angleterre et l'Italie les accompagnent fidèlement. D'une autre part, l'Angleterre a inquiété tout le continent par les prétentions vraiment démesurées de sa politique coloniale et elle sent un sourd frémissement d'hostilité contre elle, qui se répand de Saint-Pétersbourg à Paris en passant par Berlin; de sorte que voici une autre figure de triplice, plus extraordinaire encore que tout le reste, qui, dans une circonstance donnée et sous le coup des événements, pourrait avoir pour objectif l'abaissement de l'orgueil britannique.

*
* *

Comme la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie, par leur action combinée, ont réellement ôté à la Turquie sa province insulaire de Crète, les États-Unis appuyés de l'Angleterre ont enlevé Cuba à l'Espagne. Cuba et la Crète ont vu changer à la même heure leur orientation politique. Il faut bien dire que l'orientation nouvelle de ces deux îles célèbres est plus conforme à la nature des choses, et qu'un peu plus tôt ou un peu plus tard Cuba devait naviguer dans le système des États-Unis, et la Crète dans le système hellénique. Mais pour l'Espagne le revers est affreux; il excède violemment les limites du domaine qui avait d'abord été marqué à cette guerre.

L'Espagne perd d'un coup à peu près tout son empire colonial dans les deux océans, raflé par les États-Unis, les Antilles et les Philippines à la fois.

La maladie de Sagasta et celle de Castelar en même temps semblent augmenter encore les voiles funèbres sur l'Espagne. Le drame de l'histoire est plein de ces rencontres tragiques qui paraissent des coups de fatalité aux contemporains, mais qui sont fréquentes et ordinaires dans les siècles.

Que l'Espagne ne désespère pas d'elle-même, mais qu'elle se dise que pour les peuples, comme pour les individus, la gloire et le mérite ne sont pas dans les biens extérieurs, passagers, mais en eux-mêmes, dans la culture de leur génie et de leurs vertus propres; et d'autres que l'Espagne, qui se croient aujourd'hui dans toute la plénitude de leur développement extérieur, pourront se livrer à d'analogues et bienfaisantes réflexions.

*
* *

L'empereur Guillaume II est allé, en grande pompe, prendre sous sa protection les chrétiens d'Asie, mais il protège mal les chrétiens du Slesvig et de la Silésie et de plusieurs autres provinces de ses États européens. Son gouvernement expulse au Nord les Danois, au Sud-Est les Slaves-Autrichiens, comme si la grande Allemagne, impériale dans sa gloire, n'était pas assez étendue pour contenir en paix ces peuples divers. L'unité géographique, politique et morale de l'Allemagne est encore loin d'être faite comme la nôtre, et il est parfaitement vrai de dire qu'un seul pays en Europe, la France, possède, jusqu'à ce temps, un droit public digne de ce nom. Aussi tout ce qui peut y porter atteinte doit nous émouvoir profondément. C'est par là que nous sommes touchés et blessés à notre nœud vital. L'Allemagne a ses « intellectuels » qui ont fait des discours et des articles de journaux contre les expulsions administratives. Le professeur Delbrück, qui fut instituteur dans la famille impériale, s'est attiré les peines disci-

plinaires par une protestation très philosophique. Mais l'aventure arrivée au comte Thun est plus remarquable encore.

Le président du Ministère viennois, interpellé à la Chambre des députés à propos des expulsions de sujets autrichiens de la Silesie, crut pouvoir répondre que les gouvernements avaient le droit d'expulsion chacun chez eux, et que l'Autriche serait parfaitement autorisée, si elle le jugeait nécessaire, à exercer la même prérogative à l'égard de sujets de l'Allemagne. A la suite de cet incident, on apprit que l'ambassadeur allemand à Vienne, comte Eulenbourg, avait remis à François-Joseph une lettre autographe de Guillaume II et que l'ambassadeur d'Autriche avait été reçu en audience particulière par l'empereur d'Allemagne. Enfin le comte Thun a dû s'expliquer dans une note officieuse communiquée aux journaux et protester de son très sincère et inaltérable attachement à la politique d'union et d'alliance des deux empires du centre. La moindre piqûre d'épingle est cruelle à un organisme qui souffre toujours de la grande plaie de Sadowa, qui n'en est point guéri et n'en pourra pas guérir. L'anarchie de l'Autriche-Hongrie est montée à son comble. Tout à la fois se tourne contre le vieil empereur couvert de ses propres deuils dans le deuil de l'empire. Non seulement les deux parties à l'Est et à l'Ouest de la Leitha ne parviennent pas à renouer ce compromis économique et politique qui leur avait assuré une longue période de prospérité, mais à Budapest la vie est devenue impossible, la Chambre ne peut plus se donner un président; ce ne sont que duels entre députés des différentes fractions; et le ministre Banffy, toujours en voyage de Budapest à Vienne pour reprendre courage auprès de son empereur, ne sait s'il doit donner sa démission ou gouverner en marge des lois et en dehors du régime parlementaire.

La Triplice est très sensiblement affaiblie, non seulement parce que les liens de l'amitié s'affaiblissent avec la longue durée d'une amitié oisive et stérile, mais parce que chacun des trois États a ses grandes difficultés particulières : l'Italie du roi Humbert à peine échappée d'un incendie intérieur qui couve aujourd'hui sous la cendre, et l'Autriche sur le penchant d'une dislocation que les meilleures chances pourront avec peine retarder jusqu'aux derniers jours de François-Joseph. L'état de l'Europe est tel que l'on comprend que l'Angleterre, dans son île fortifiée par ses flottes, se croit tout permis désormais; en quoi elle se trompe peut-être, car elle a aussi sa redoutable cause de faiblesse dans l'étendue même de ses empires. Vouloir exercer l'empire de l'Afrique orientale depuis le Cap des Tempêtes jusqu'au point où le Nil rencontre la Méditerrannée, tenir en même temps l'empire des Indes et y joindre la domination sur toute la Chine centrale et méridionale, c'est un système d'impérialisme qui dépasse toutes les chimères que les Alexandres et les Césars ont jamais conçues. On ne sait si M. Chamberlain y suffira, même soutenue par le politique lord Salisbury qui se laisse prendre à l'exaltation grandiloquente et mégalomane; l'Angleterre paraît projetée hors de sa politique naturelle sur une pente où il lui sera difficile de s'arrêter avant d'avoir rencontré elle-même sa propre catastrophe.

Quand on considère l'ensemble de ces choses, on dirait que le monde est dans une sorte de chaos. On entend le vent souffler avec furie de tous les points de l'horizon. La conférence de Rome s'est évertuée à trouver des remèdes contre l'anarchie des anarchistes; le congrès du tsar, que le monde acclame, nous aura rendu à tous un bien plus grand service, s'il trouve des remèdes à l'anarchie progressante des gouvernements et des États.

HECTOR DEPASSE.

THÉATRES

VAUDEVILLE : *Georgette Lemeunier*, pièce en quatre actes, de M. Maurice Donnay. — COMÉDIE-FRANÇAISE : *le Berceau*, pièce en trois actes, de M. Brieux. — COMÉDIE-PARISIENNE : Réouverture. — OPÉRA : *la Bragande*, opéra en quatre actes, de MM. Bergerat et de Sainte-Croix, musique de M. Paul Vidal.

Il y a eu, ce me semble, une sorte de malentendu entre M. Donnay et le public. Si *Georgette Lemeunier* a été reçue avec quelque réserve, c'est assurément de la faute de l'auteur; mais c'est un peu de notre faute à nous. Cette fois, notre effort a été moindre; et si la comédie de M. Donnay nous a paru moins bonne que ses devancières, c'est peut-être que nous avons été moins intelligents; — et peut-être aussi parce que la première des pièces de M. Donnay était son chef-d'œuvre, le chef-d'œuvre des pièces ainsi construites.

Nous n'attendons pas de M. Donnay des ouvrages solidement établis à la manière d'Augier ou de Dumas, par exemple. Sa nonchalance s'accommoderait mal d'un dessin trop arrêté; surtout, la souplesse fuyante de son esprit serait gênée par un cadre trop nettement tracé. Il se plaît à des tableaux qu'il anime de sa grâce voluptueuse et spirituelle. Nous les écoutons avec joie, et tout ce que nous demandons à la pièce finie, c'est de ne nous laisser aucun doute sur la nature et les mœurs des personnages. C'est en ceci qu'*Amants*, le chef-d'œuvre, jusqu'à ce jour, de M. Donnay, était aussi le chef-d'œuvre du genre. Voulant nous peindre une liaison dans ce monde si

paradoxal de « la galanterie de raison », M. Donnay en avait choisi avec un rare discernement les moments essentiels; c'était cinq tableaux : la prèmière entrevue, la liaison, la brouille, la séparation : et une manière d'épilogue d'une saveur singulière nous montrait les douleurs apaisées par le temps, les héros de l'aventure calmés et consolés. Je n'ai pas à rappeler la grâce pénétrante, spirituelle et attendrie de la pièce, ni le ravissement qu'elle nous causa.

En dépit de certains prophètes moroses qui prétendaient que le public ne pourrait se plaire à un ouvrage « invertébré », *Amants* fut joué plus de cent fois devant des salles combles. C'est que le public n'est pas aussi sot qu'on veut bien le dire. La seule chose qu'il demande au théâtre, c'est une impression de « plénitude »; il veut savoir et comprendre pleinement; quant à la manière dont cette impression lui est donnée, il s'en moque. Il la trouvait dans *Amants*; et il a aimé la pièce, sans se plaindre, peut-être même sans s'apercevoir qu'elle était « en tableaux ».

Il faut dire aussi que le sujet d'*Amants* était merveilleusement approprié au procédé de l'auteur. On me permettra d'insister sur ce point. Nul, j'ose le dire, n'est plus indifférent que moi aux méthodes. Les « règles » ne sont que des règles empiriques, conçues de manière à porter à son maximum d'effet le genre d'émotion que les spectateurs préfèrent. Les trois unités, par exemple (négligeons l'impossibilité, due aux habitudes contemporaines, de changer le décor), permettent de donner le maximum d'intensité à un drame psychologique, dont le public avait le loisir de suivre les nuances les plus délicates. Et, si cette règle n'a pas été inventée au XVIIe siècle, jamais elle n'a été appliquée avec plus de dévotion qu'alors. Vous vous rappelez avec quelle respectueuse ingénuité Corneille s'efforçait de démontrer qu'il l'avait suivie. Et, aujourd'hui encore, après tant de « révolutions » littéraires, c'est par elle qu'un drame intime peut donner toute sa force. Dumas fils s'y est soumis parfois, non assurément par aveugle respect pour la tradition, mais parce qu'elle lui permettait de présenter avec plus de rapidité et de vigueur les conséquences d'une situation dramatique. Il n'y a guère plus de vingt-quatre heures entre le premier et le dernier acte de *la Femme de Claude*, de *Denise* et de *Francillon*. — Y a-t-il beaucoup plus de temps entre le commencement et la fin de *Georgette Lemeunier*?...

Passons au déluge... J'entends au déluge de pièces en tableaux que le naturalisme nous a données. L'école naturaliste a été, en ce qui touche le théâtre, plus fertile en formules qu'en œuvres. De tout ce qu'elle a donné, il n'est pas resté un ouvrage. Elle finit. Ne lui gardons pas rancune des soirées qu'elle nous a values; elle a un peu augmenté la liberté des auteurs dramatiques, ce qui est un bien. — Mais, toutes ces pièces tombées peuvent peut-être donner, je n'ose dire une règle, mais au moins un ensemble de conditions sans lesquelles un ouvrage de ce genre aurait peine à réussir.

De ces conditions, la principale, l'indispensable, c'est la simplicité extrême de l'intrigue. Il faut qu'à travers les moments divers mis en scène par l'auteur, nous ne perdions pas un instant de vue la donnée proposée par lui; et nous la verrons d'autant mieux qu'elle apparaîtra plus simple, moins encombrée d'ornements parasites. Et, de cette condition, découle une seconde : la nécessité d'un nombre restreint de personnages. Dans les pièces à la mode de jadis, où une intrigue solidement charpentée soutenait facilement cinq actes, son armature massive nous apparaissait toujours, en dépit des intrigues parallèles et des allées et venues des personnages accessoires. Combien sont-ils dans *le Demi-Monde*, dans *les Effrontés* ou dans *le Fils de Giboyer?*

Dans une pièce à tableaux, au contraire, tout ce qui n'est pas le sujet même, tout ce qui nous distrait des héros, est dangereux ou nuisible. L'intérêt anecdotique est réduit à peu de chose, puisque aussi bien la forme même de l'ouvrage interdit les complications de l'intrigue. Restent l'intérêt psychologique et l'intérêt « de mœurs », si l'on peut dire, ce qui est plus que suffisant, mais ce qui exige une extrême sobriété. Les personnages de second plan ne doivent servir qu'à compléter l'impression donnée par le « milieu », ou à provoquer chez les héros une manifestation nouvelle de leur caractère. Il faut ici un choix très fin, une discrétion extrême... Et cela revient à dire qu'une pièce aussi conçue doit être, plus qu'une autre, « composée » avec infiniment de soin et de sobriété, j'oserai presque dire avec avarice. Or, M. Donnay est un prodigue. Il a, avec le charme, l'esprit le plus abondant et le plus ingénieux, fertile en idées sur les choses, excellant à les présenter sous la forme la plus frappante. Qui donc aurait le courage de se borner, s'il était doué comme M. Donnay? Pour lui, il ne saurait. Et, comme ses idées sont aussi variées qu'originales, qu'il en a à peu près sur tout, qu'il s'en réjouit tout le premier, il ne résiste pas à les produire. De là la saveur très particulière des ouvrages de M. Donnay, quand le sujet, comme dans *Amants*, limite étroitement le champ de ces « divertissements ». De là ce quelque chose d'un peu incertain et fuyant qu'ont ses autres pièces.

Sensible déjà dans *la Douloureuse*, ce défaut l'est plus encore dans *Georgette Lemeunier*. Peut-être parce que c'est la seconde fois qu'il nous frappe. Peut-être aussi l'intrigue y est-elle à la fois plus resserrée et plus touffue, et les épisodes plus nombreux. Avec beaucoup de conscience, M. Donnay ne

veut pas de « remplissage » ; si un personnage n'est pas tout à fait un figurant, il veut lui donner une silhouette, un caractère. Il y réussit à merveille. Mais cela nous distrait de l'essentiel.

De plus, il arrive que ces personnages accessoires aient une originalité évidente, quelque chose de pittoresque qui retient l'attention, comme, par exemple, l'extraordinaire « ménage entretenu » de *Georgette Lemeunier*. Ici, le croquis est si curieux, tracé avec tant de justesse et de mesure, que son souvenir s'impose alors même que la pièce a repris sa marche. Dans les scènes entre Georgette et sa rivale, c'est à celle-ci que va notre intérêt, ou du moins notre curiosité.

Ce n'est pas tout. On a reproché à M. Donnay les longueurs de son dénouement, ou, pour être plus précis, la longueur de la scène du troisième acte entre Georgette et son mari. Mais, au contraire, cette scène était parmi les scènes nécessaires. Elle nous découvre un aspect nouveau du caractère de l'héroïsme, elle complète le portrait. L'impression de longueur, je dirai presque d'inutilité, subsiste cependant. Mais elle est moins due à la scène elle-même qu'à l'état d'esprit où nous sommes quand cette scène commence.

Comme l'auteur n'a pas assez exclusivement retenu notre attention sur Georgette, il nous semble que nous n'avons plus rien à apprendre sur elle, et nous ne souhaitons plus que le « fait » qui va la jeter aux bras de son mari. Tout ce qui retarde ce fait nous paraît inutile.

Mais écoutez la pièce, et tâchez d'oublier les aimables hors-d'œuvre dont elle est encombrée. Vous trouverez, je pense — sinon l'unité d'*Amants*, sinon des scènes égales au second et au troisième acte de *la Douloureuse* — de quoi vous renseigner exactement sur Georgette et sur son « monde », c'est-à-dire de quoi faire une bonne pièce. *Georgette Lemeunier* pèche par l'excès. Ce n'est par moi qui le lui reprocherai.

* * *

Ce n'est pas par l'excès que pèche *le Berceau*, de M. Brieux. La pièce est fort bien faite, intéressante et émouvante, dessinée du trait net qui convenait au sujet. Mais, sur ce sujet même, je ne serais pas étonné qu'il y ait eu — un peu comme pour la pièce de M. Donnay, et pour des raisons toutes différentes, — un certain malentendu entre l'auteur et le public.

On a remarqué très justement que, entre le second et le troisième acte, la pièce semblait avoir changé de sujet. Jusqu'à la fin du « deux », il s'agissait de savoir ce que doit faire une femme divorcée, s'il lui reste un enfant de son premier mari. A partir du troisième acte, c'est une femme qui aime un autre homme que son second mari. — L'observation paraît juste. Mais s'il y a ici quelque incertitude, c'est que l'auteur n'a peut-être ni osé, ni pu aller jusqu'au bout de sa pensée.

Je donne, du reste, cette explication avec mille précautions. Je n'ai aucune raison précise de la croire bonne. C'est simplement mon impression que je cherche à traduire. Or, j'imagine ceci :

M. Brieux, qui est avant tout un moraliste, et qui s'approprierait volontiers le mot de Dumas sur « le théâtre utile », a été frappé par les excès du divorce. Et il s'est demandé si, tout compte fait, la loi Naquet avait, je ne dis pas seulement rendu service à quelques ménages misérables, mais, ce qui est plus important, si elle avait augmenté la valeur morale de nos contemporains.

Laissons de côté les arguments trop « élevés », et par cela même inaccessibles à la moyenne ; il est certain que la résignation et le sacrifice sont des vertus, et qu'il est bon d'être vertueux. Mais ces vertus ne sont pas à la portée de tous. — Serrant son sujet de plus près, M. Brieux a admis le divorce comme un fait accompli, et il en a considéré l'effet. Il a vu une femme ayant appartenu à deux hommes, et il s'est demandé si cela seul n'impliquait pas chez elle une « diminution de valeur ». Pour un moraliste, cela n'est pas douteux.

Physiologiquement, la possession première laisse une empreinte indélébile. Moralement, il en est de même.

Voici une femme ; prenons-la chaste et délicate pour que les impressions soient plus vives chez elle. De son plein gré, elle s'est donnée à un homme qu'elle aimait, qui l'a possédée. Quoi qu'il arrive elle lui appartient. Elle peut le quitter, s'il la trompe ou s'il la rend malheureuse. Elle peut rompre tous les liens qui l'attachaient à lui. Elle ne peut pas en renouer d'autres. Amant ou mari, l'autre ne sera jamais que le second ; jamais elle ne sera pour ce second ce qu'elle a été pour le premier ; jamais elle n'appartiendra à celui-là comme elle a appartenu à celui-ci.

Pour que la thèse eût toute sa portée, il eût fallu que l'amour même fût presque absent de la pièce, ou qu'il y jouât, du moins, un rôle très effacé. Qui peut le plus peut le moins. S'il est démontré qu'une femme appartient pour toujours à l'homme auquel elle s'est donnée d'abord, même si elle ne l'aimait que modérément, à plus forte raison cela sera vrai si elle a aimé cet homme. La pièce alors serait celle-ci : une femme a divorcé et s'est remariée ; elle n'est pas heureuse ; elle souffre d'une sorte de malaise moral ; un hasard la met en présence de son

premier mari : le malaise arrive à l'aigu; elle en démêle les causes, ce sont celles que je résumais : l'impossibilité pour elle d'appartenir à deux hommes; et le dénouement, étant donné le caractère qu'elle a, c'est le dénouement de M. Brieux, le seul possible; elle ne peut revenir au premier, elle ne peut être la femme du second. Elle restera seule.

Telle a été, si je ne me trompe, la première idée de M. Brieux. Mais la pièce ainsi conçue est à peu près impossible à faire. Les sentiments de la femme ne seraient pas compris par le public. Pour le public, si une femme est placée entre deux hommes, et si elle quitte l'un *à cause* de l'autre, ce ne peut être que parce qu'elle aime cet autre. — Mais pourquoi ne l'aimerait-elle pas? Sans doute, la thèse perd un peu de sa généralité, mais elle devient plus acceptable; les spectateurs qui se seraient révoltés contre elle consentiront à l'admettre; et ce qu'il faut avant tout au moraliste, c'est de se faire écouter. Toutefois, le moraliste n'aura dit ainsi que la moitié à peine de ce qu'il voulait dire; et la morale de sa pièce se résumerait en cette *lapalissade* : « Ne quittez pas un homme que vous aimez pour un homme que vous n'aimez pas. » Et ce n'est guère la peine.

Il faut donc introduire dans la pièce un nouvel élément, un élément qui « figure » aux yeux du public les scrupules trop subtils qu'il ne comprendrait pas ou qu'il comprendrait mal. Cet élément est tout indiqué : c'est l'enfant. L'enfant est la représentation visible et matérielle des liens naturels que le divorce ne peut dénouer. Montrez les époux divorcés réunis un instant au-dessus du « berceau »; aussitôt, pour le public, le second mari n'existe plus; les époux, c'est « le père » et « la mère ». N'est-ce pas, en somme, ce que nous voulions prouver? La thèse, un peu moins ample que dans la première version, est plus significative que dans la seconde. Même avec l'enfant la vérité reste générale. Et la pièce se dessine. Et c'est précisément celle que vient d'écrire M. Brieux.

On le voit donc, le reproche que je rappelais en commençant n'est pas tout à fait justifié. Je ne pense pas que ce soit le sort de l'enfant qui ait, cette fois, préoccupé M. Brieux. L'enfant est là comme un argument, non pas superflu, mais supplémentaire. Le vrai sujet de la pièce, c'est la femme; cela est visible dès le début : cela est évident au dénouement. Seulement, il est arrivé au *Berceau* ce qui est arrivé à *Georgette Lemeunier* : l'accessoire nous a distraits du principal. L'émotion excitée par l'enfant est si forte, si « obligée », qu'elle a relégué les autres au second plan. De là, peut-être, le léger malentendu dont je parlais tout à l'heure, mais qui, vous le savez, n'a pas empêché le succès.

* * *

La *Comédie-Parisienne*, pour sa réouverture, nous a offert un spectacle assez peu régalant, dont il ne me paraît pas indispensable d'entretenir nos lecteurs.

Enfin, pour terminer ce trop long article, il me faudrait parler de la *Burgonde*, représentée cette semaine à l'Opéra. Mais j'attends que la partition ait paru pour vous parler en détail de l'ouvrage de M. Paul Vidal, à l'égard duquel on a, ce me semble, un peu manqué d'indulgence...

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

De doux moralistes inoccupés se plaignent, dans des brochures qu'illustre fréquemment une épigraphe de M. le vicomte Melchior de Vogüé, de l'abandon des plus saintes traditions. Il y a peu de temps encore, quelques-uns d'entre eux organisaient une ligue dans le but de propager le respect des fêtes tant religieuses que civiles. Ces intentions sont sans doute excellentes et on les prêterait volontiers à une jeune fille bien élevée. On peut cependant douter du résultat de leur mise en pratique. Il est fort probable en effet que, pour des raisons plutôt humaines que divines, il y aura toujours des fêtes qui réussiront, tandis que d'autres n'obtiendront qu'un joli succès d'estime. Noël appartient certainement aux premières.

Elle est exquise, la mémoire de la naissance divine, avec son décor puéril et charmant et ses personnages variés : rois d'Asie, pauvres bergers, simples animaux; mais, ainsi que le disait volontiers M. Renan, qui s'y connaissait, il est de toute évidence « que les gens du monde n'apportent qu'un intérêt très relatif à l'histoire sainte ». Cependant nous accordons à la solennité de Noël une attention attendrie à laquelle collaborent une foule de petits souvenirs qui arrivent pour un jour du fond de notre passé et qui repartent le lendemain matin comme des voyageurs trop pressés. Et nous nous sentons meilleurs et comme rafraîchis. Et nous éprouvons une tristesse indéfinissable et une vague mélancolie qui rôdent autour des souliers aux chenets des petits enfants, et qui font trembler à nos yeux la flamme des bougies bleues, roses et vertes de l'arbre du joyeux Noël. Et cela est touchant, et cela est charmant, et cela est ridicule. Consentons à un peu de simplicité et renonçons au joli dessein de faire de Noël une fête commémorative de nos naïvetés premières. C'est

délicieux, le souvenir de la première messe de minuit, froide, musicale et parfumée d'encens. Nous ne nous étions encore jamais couchés aussi tard ! Mais malheureusement toutes ces jolies raisons-là ne sont guère spontanées et il faut nous donner bien du mal pour les trouver. Nous nous attendrissons sur notre crédulité de jadis ; franchement il n'y a pas de quoi. Etait-elle donc si puérile et si candide, l'angoisse enfantine avec laquelle, dès le réveil, nous allions donner un coup d'œil au coin de la cheminée? N'était-ce pas bien au contraire manifestation d'une cupidité qui, dans la suite, devait prendre plus d'importance ? Cela est fort probable. En sorte que si nous n'embellissions pas avec toutes les ressources d'une sentimentalité de concierge ces lointaines réminiscences, au lieu de nous rendre pour quelques heures l'âme d'un petit enfant, elles nous démontreraient avec une logique impitoyable que vers la septième année nous avions déjà l'âme mesquine d'un petit homme.

Songez, au contraire, au très froid intérêt que nous portons à la Pentecôte ou à l'Assomption qui n'ont pour elles ni motifs à sensibleries, ni prétextes à gourmandises ; et n'oubliez pas que les œufs de Pâques ne sont pas inutiles à la popularité de la plus joyeuse des éphémérides sacrées. Pour tous ceux que la foi ne touche qu'indirectement, et par le spectacle qu'ils en ont chez les autres, Noël est surtout une fête à accessoires. Et plus sincèrement que de s'émouvoir, elle est l'occasion de s'amuser. C'est un jour où l'on a le droit et presque le devoir de ne pas s'ennuyer et d'être heureux. Le réveillon n'est que la plus bruyante manifestation de cet état d'âme de circonstance. La fête de Noël devient la Fête tout court. Vous avez lu dans les journaux qu'à l'aube du jour divin, des sergents de ville trop zélés ont arrêté pour tapage nocturne sur la place de la Concorde plusieurs fils de famille. Ces bons jeunes gens, tandis que les lourdes voitures des maraîchers roulaient vers les Halles, n'avaient pas craint de s'agenouiller sur la chaussée au sortir d'un repas abondant et d'entonner à pleins poumons dans la lumière blafarde du petit jour — chemises chiffonnées, paletot entr'ouvert, chapeau sur l'oreille — un cantique sacré. Ils ne causèrent aucun mal et seuls les moineaux picorant quelques détritus furent effrayés ; mais la sécurité du quartier était, paraît-il, compromise, et l'aventure se termina au violon. Cependant ces pâles noceurs venaient de symboliser avec une singulière exactitude le Noël contemporain et à la mode, le Noël « smart », le Noël « toison d'or », le Noël « rosse », et leur troupe falote et capable de servir de modèle à la mondanité néo-chrétienne de M. Jean Béraud, était celle des derniers mystiques.

Nos voisins d'outre-Manche ont parfaitement compris tout l'avantage et tout l'agrément qu'ils pourraient tirer d'un Noël sagement réglé et administré. La pudique Albion a la veille habitude de fixer et de limiter ses débauches ; c'est là une vertu des plus rares et qui permet de se passer de toutes les autres. Ces gens pratiques ne s'embarrassent pas de vains souvenirs ; ils ne se rappellent pas plus leurs premiers souliers que leur première gigue ; et les plus belles crèches de Londres sont d'excellentes opérations financières dont les actions atteignent la plupart du temps les cours les plus rémunérateurs.

Un jour ne serait pas suffisant pour célébrer de tels avantages ; aussi le « Christmas » dure-t-il une bonne semaine, toute de réjouissances.

Voilà certes un programme que nous sommes loin d'avoir en France, d'un matérialisme sincère et qui ne s'embarrasse guère de faux prétextes. Cependant il serait injuste de ne pas accorder à notre amour-propre national une légère compensation. C'est à quoi servira le récit d'un petit fait historique, tel qu'ils n'en ont pas en Angleterre, que le lecteur voudra bien accepter en guise de conte de Noël.

Le sieur Duhalde, orfèvre en la bonne cité de Paris en Parisis, ne réalisait que de médiocres bénéfices. Les juifs du Pont au Change lui faisaient une dure concurrence, et malgré tout le désir qu'il en avait, il ne parvenait pas à arrondir sa fortune. C'était un homme ambitieux et sans méchanceté, mais par une sorte de paresse naturelle, il préférait attendre de la faveur céleste ce qu'il aurait pu demander à son seul travail. Cette inclination lui donnait des sentiments d'une piété excessive. Il crut plusieurs fois avoir des visions, et le grand prévôt de Paris commença même une instruction contre lui. Mais alors déjà les instructions criminelles ne donnaient que fort rarement des résultats. Le bon orfèvre, malgré sa ferveur mystique, restait aussi besogneux. Cependant, le soir de Noël, il pensa ouïr une voix qu'il ne douta pas être celle de l'archange Gabriel qui lui murmurait à l'oreille les promesses les plus flatteuses : « Ton négoce, pauvre homme, lui disait l'ange, ne saurait fructifier par tes seules forces, qui sont celles d'un homme très simple et sans courage. Or la plus sage prudence ne te commande-t-elle pas de te choisir un associé? et tu peux le trouver plus puissant que tous les rois du monde. » Ayant ainsi parlé l'ange s'envola, laissant le sieur Duhalde dans la plus grande perplexité. L'orfèvre pourtant déchiffra le secret de l'oracle, car nous apprenons que peu après il fit un contrat de société avec « Dieu le Père ». Voici les conditions dans lesquelles l'acte fut

rédigé. L'apport de Duhalde consistait en 15 000 livres en espèces et l'apport de Dieu en « sa protection et influence ». Peu d'années après, l'associé du Seigneur avait réalisé des profits considérables. D'après leur accord, la moitié des bénéfices devait revenir à chacun d'eux. Duhalde étant honnête homme entendit tenir sa promesse; il commença par célébrer, au milieu de tous les misérables et loqueteux de son quartier la fête de Noël, qui lui devint particulièrement chère, et il versa chaque année la portion de gain de Dieu le Père « qu'il ne savait trop où rencontrer » entre les mains de ses ayants droit : les pauvres.

Ce joli conte se termina en justice, ce qui nous force bien à croire à sa réalité. Le sieur Duhalde étant mort, les notaires trouvèrent sur les cartons qui renfermaient les pierreries cette inscription : « Ceci, par moitié, appartient à Dieu et à moi ».

Les héritiers, frustrés dans leurs intérêts, ne l'entendaient pas aussi; ils intentèrent un bel et bon procès, sans prétexte que le défunt « était non sain de corps et d'esprit ». Les administrateurs de l'Hôpital Général, défenseurs des « droits de Dieu », obtinrent un jugement qui leur donnait gain de cause; les intentions du bon joaillier furent déclarées parfaitement valables et raisonnables, et les pauvres du quartier continuèrent chaque Noël à ripailler joyeusement en louant la mémoire de l'associé de Dieu le Père.

* * *

Si le Noël de 1898 fut gris et terne, c'est que cette fin d'année est sans gaîté. L'entr'ouverture de l'Opéra-Comique et la suppression des bals de l'Hôtel de Ville prennent pour les chansonniers et pour tous les amis de l'ironie facile la proportion d'une catastrophe. Le « four national » de notre seconde scène subventionnée n'est qu'une faible consolation. Quant à M. de Selves, il a fait tout son possible pour conserver à son pays le grand festival de la bourgeoisie parisienne. Si M. Poubelle avait été là, au sein de son « cher Conseil », comme il l'appelait avec une tendresse de dompteur pour son fauve le plus dangereux, peut-être aurait-il pu apaiser des susceptibilités d'hommes du monde de nos édiles, car si ces messieurs ont pris à la presque unanimité une semblable décision, c'est qu'ils ne savent pas la valse, qu'ils ignorent le boston et qu'ils trouvent le pas de quatre trop « régence ». Napoléon Ier, qui n'avait jamais dansé, consentit, il est vrai, à essayer devant toute la cour une polka avec l'impératrice; mais M. Navarre pourrait répondre que l'empereur des Français n'est pas le chef de la municipalité parisienne, et nous serions tous forcés d'être de son avis.

Le faubourg Saint-Antoine n'est pas le seul à voir restreindre le nombre de ses distractions accoutumées. Le faubourg Saint-Germain, lui aussi, subit une privation. Mme de X... renonce en effet à recevoir non point pour des raisons sentimentales, mais tout simplement parce que les vieilles fortunes des très anciennes maisons s'épuisent en une époque où seul le capital du travail rapporte de bons intérêts. C'est un grand malheur.

Théodore de Banville divisait le monde en deux catégories d'individus : ceux qui aiment Shakespeare, et les mouchards; de même, dans la haute société, on disait volontiers de quelqu'un qu'il allait chez Mme de X... ou qu'il n'y allait pas; — cette simple constatation équivalait au jugement le plus documenté : dans le premier cas, on savait qu'on avait affaire à un homme à la mode, très dans le train, un peu gêné, désireux de se faire des relations aisées, ayant plus de besoins que d'appétits, et moins de goûts que de dégoûts, — dans le second, on était en présence d'un individu suspect, ayant des dettes criardes, sans crédit moral et capable tout au plus d'être un homme ordinaire.

Que deviendront maintenant les gens du monde, lorsqu'ils voudront avoir une opinion définitive sur un des leurs? Ils seront obligés de s'en rapporter à eux-mêmes, d'accepter la responsabilité de leur jugement, de douter et d'hésiter, et ils auront la douleur de ne pas se tromper tout de suite.

ROBERT DE FLERS.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Georges Rodenbach avait promis à ses amis deux volumes pour l'année qui vient. Il a tenu parole, et ses livres paraîtront.

L'un est un roman d'observation : *Mademoiselle Noémie*; — une de ces « histoires d'âme », comme il les aimait; d'âme triste, un peu effacée, torturée de petites émotions invisibles, en proie à ces minuscules aventures de sensibilité qui sont des catastrophes dans la vie fragile de certains êtres. Mlle Noémie est une vieille fille, qui souffre tout bas de n'avoir pu être que « mademoiselle » toute sa vie; pour qui ce titre évoque à chaque minute l'avortement de rêves très chers, et qui en meurt.

L'autre volume, dont la plus grande partie était prête depuis deux ans, est un recueil de notes critiques et de portraits, que Rodenbach avait intitulé : *l'Élite*, et où sont définies et racontées quelques-unes des « figures » et des œuvres de ce temps qu'il aima le plus profondément. C'est, en courts chapitres, l'histoire de ses prédilections d'art, et par suite — c'est par là que ce petit livre nous sera précieux — l'histoire de son propre esprit.

« M. Émile Zola est-il en Angleterre, en Hollande, au Transvaal ou à Bois-Colombes? » C'est le jeu de société

autour duquel s'exercèrent les imaginations depuis plusieurs mois.

La seule chose dont on soit sûrement informé aujourd'hui, c'est qu'il s'était réfugié en Angleterre, et qu'il est, à cette heure, installé dans un village du Middlesex; mais on ne dit pas le nom du village. Et c'est aussi que Zola travaille. Son roman *Fécondité* est assez avancé : dix chapitres sont écrits, sur trente.

Et il y a encore une chose que savent ses amis, parce qu'il l'a écrite, il y a trois jours, à l'un d'eux : c'est qu'il est navré — mais navré comme le serait un potache privé de vacances! — à la pensée qu'il ne sera pas à Paris le jour de l'An...

Un périodique nouveau à saluer : *le Pays de France*, « revue des provinces ».

Il paraîtra tous les mois. Le premier fascicule, annoncé pour le 1er janvier, contient des articles de MM. G. Dumesnil, Joachim Gasquet, Demolins, Louis Bertrand, Jean Viollis, et Marius André.

M. Maurice Barrès travaille depuis trois mois à un roman « de passion », que nous lirons cet hiver, en attendant que paraisse possible au distingué écrivain la publication de son *Appel à l'Épée*, — ajournée... *sine die*, pour les raisons que j'indiquais l'autre jour.

Annoncé pour janvier :

De M. G. Tarde, *les Transformations du pouvoir;*

De M. Fierens-Gevaert, *la Tristesse contemporaine* (étude sur quelques désespérés de marque, inventeurs ou propagateurs du pessimisme philosophique);

De M. Durkheim, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, *l'Année sociologique*. Le premier volume de cette collection a paru l'an dernier.

Pour février :

Un volume de M. Jean Lorrain, *Heures d'Afrique*.

L'Histoire du château de Versailles, que prépare M. Pierre de Nolhac, formera deux luxueux volumes qui seront publiés en seize fascicules.

Le premier est annoncé pour le 1er mars prochain.

Le prochain volume de M. Yves Guyot sera l'exposé... critique de l'*État social de l'Espagne*. Le livre est imprimé. Les généraux espagnols n'y trouveront pas précisément l'apologie du rôle joué par eux dans l'histoire politique de leur patrie!

M. Gustave Geffroy travaille à un roman dont l'action encadrera une étude sociale sur la petite fille des faubourgs de Paris; titre : *l'Apprentie*.

Le second volume des *Œuvres complètes* de Verlaine, réimprimées par Vanier, sera publié vers la fin du mois prochain.

Le prochain roman de M. Jean Richepin, *Lagibasse, aventurier parisien*, sera publié par la *Grande Revue* (ancienne *Revue du Palais*).

La première partie en sera donnée dans la livraison de mars.

Statistique.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont exporté au Canada, dans le cours de la dernière année, en livres, publications diverses et imprimés, une valeur de plus d'un million de dollars. Soixante-douze mille dollars seulement composent le total de nos exportations, en ces articles!

Du côté des importations — mais cela est heureusement moins grave — les résultats tombent à néant, ou peu s'en faut. Le Canada a expédié à l'Angleterre et aux Etats-Unis pour cent vingt mille dollars de papier imprimé, en un an; à la France et à ses colonies, pour cent trente-quatre dollars!

Quelque indifférence qu'inspire, en général, l'économie politique à nos gens de lettres, ils apprendront peut-être avec satisfaction que le dernier « accord » franco-italien a réduit de 40 p. 100 les droits de douane qui frappaient, à leur entrée en Italie, les livres français.

Un de nos plus jeunes et de nos plus intrépides explorateurs, M. Édouard Foà, rapporte de son dernier voyage en Afrique deux volumes : un récit de cette expédition : *Traversée de l'Afrique équatoriale, du Zambèze au Congo français*, et des histoires de chasses : *les Grands Fauves africains*.

A l'occasion de l'Exposition de 1867, Théophile Gautier avait été chargé par l'Administration des Beaux-Arts d'écrire un rapport sur le récent mouvement poétique français.

Ce rapport sera continué par M. Catulle Mendès; et son étude, à lui, embrassera la période suivante, qui va de 1867 à 1900.

Elle fournira la matière d'un volume qui, après 1900, — c'est-à-dire après qu'il aura été présenté au ministère de l'Instruction publique dans la forme requise d'un *rapport officiel*, — sera publié à la suite des œuvres du poète.

Mais s'en tiendra-t-on là?

En 1867, le rapport de Théophile Gautier n'avait pas été le seul commandé : Edouard Thierry avait été chargé d'en rédiger un sur le mouvement dramatique; et Paul Féval un autre, sur le Roman.

N'y a-t-il pas là pour M. Georges Leygues un exemple intéressant à suivre? Et semble-t-il que l'évolution du théâtre et du roman depuis trente ans présente moins d'intérêt pour le philosophe et l'historien que celle du vers?

[illegible]

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1898.

Abbés et abbesses dans la comédie du XVIIIe siècle, 397, 437.
Adolphe, de Benjamin Constant, 146.
Afrique du Nord (La France en), 555.
Age (L') de l'or, 679.
Alexandre Dumas père, 350.
Alpe (L') dauphinoise, 85.
Amérique (L') et l'esprit français, 737.
Anarchie littéraire (L'), 467.
Angleterre (Le droit de l'), 631.
Armée (L') suisse, 705.
Autres choses, 126, 287, 477.

Bernier (L'abbé) et le Concordat de 1801, 363.
Birouste. Nouvelle, 522.
Bismarck, 167.
Brisson (M. Henri) sous l'Empire, 267.

Calice (Le). Comédie, 801, 839.
Caricature (La) contemporaine en France, 150.
Castellane (Le journal du maréchal), 791.
Ceux qui meurent. Nouvelle, 293.
Chasses (Les) de Rambouillet, 731.
Chine (La récente révolution en), 621.
Christ en bois (Le), Nouvelle, 743.
Christophe Colomb (Les cendres de), 849.
Chronique des lettres, 31, 64, 95, 384, 448, 480, 511, 544, 575, 608, 640, 672, 704, 735, 768, 800, 832, 860.
Cœur (Le) de la princesse Osra, Roman, 65, 107, 138, 171, 204, 228, 272.
Colonie (Une) maternelle scolaire, 157.
Comédie contemporaine (La), 35.
Conférencier (Le) dans l'antiquité, 821.
Conseils de guerre (Deux jugements de), 753.
Corbeil (Le château de), 721.
Correspondance : Lettre de M. Judet, 479. — Lettre de M. Bérenger, 479.
Corse (Notes de voyage en), 601.
Coupérus (Louis), 449.
Course (La) maritime, 353.
Cuisine (La) et la gastronomie au XVIIIe siècle, 696.
Crise (La) parlementaire, 33.
Cuba (Un Russe à), 1, 40. — Ses insurrections, 193.

Dauriat (Le libraire), 187.
Découverte (La) de Tobias Pluck, 375.
Désarmement (Le), 315.
Désarmement (Le) et la paix, 541.
Dialogues (Deux) des morts, 545.
Dick Kingston. Nouvelle, 481.
Droit (Le) au bonheur pour les femmes, 28.
Du Perron à la Bérelle, Nouvelle, 99.
Duchesse (L'abbé) et la princesse Palatine, 238.
Duchesse de Bourgogne (La), 692.

Education d'une sourde-muette aveugle, 230.
Education (L') morale et la démocratie, L'écolier, 769 ; — L'instituteur, 812.
Église (L') et l'État depuis 1789, 191.
Égypte (La) et l'Angleterre à travers les siècles, 185.
Émigré (Le retour d'un) en France, en 1799, 530.
Emotion dramatique (Nature de l'), 474, 506.
Entretiens (Les) d'un correspondant du « Standard », 663, 723, 787.
Esprit (L') scientifique, 657.
Esthétique et morale, 459.
États-Unis (Les), l'Espagne et la France, 289.
Europe (L') en 1898, 853. — L' — et la paix, 347. — L' — et l'Amérique, 157.
Évasion (Mon) de Pierre-Cize, 833.
Exagération coloniale (L'), 408.
Exposition Rembrandt (L'), 497.

Fénelon, Nouvelle, 547.
Fin d'une légende, 697.
France (La), avant le Consulat, 583, 627, 816.
François-Joseph (L'Empereur), 501.

Garnier-Pagès (L.-A.) 756.
Goethe (Essai sur), 371.
Gérard (Ce que coûte un), 565.
Grève (La) générale, 539.

Homme de lettres (L') en ménage, 179.
Hommes (Les) de 1848. Ledru-Rollin, 225. — Garnier Pagès, 756.
Huruk Desirak. Les trois souhaits, Nouvelle, 385, 433.

Idée socialiste (L') de l'instruction intégrale, 577.
Imprimeurs parisiens au XVIe siècle, 123.
Individualisme (L') et les intellectuels, 7.
Intellectuels (Les) de Constantinople en 1453, 762.
Italie (L') en 1862, 796.

Japon (Une séance a la chambre du), 81.
Jeune fille (Une) étrange, récit, 591.
Jeunesse (La) et les carrières industrielles, 120.
Juif errant (Le). Nouvelle, 215.
Justice pénale (Les idées d'Enrico Ferri sur la), 720.

Khartoum, 308.

Langues vivantes (L'aptitude des français aux), 318.
Ledru Rollin, 225.
Lettres d'une femme : L'impératrice d'Autriche, 382.
Livres nouveaux, 85, 90, 116, 123, 179, 191, 344, 371, 417, 459, 474, 506, 530, 692, 720, 731, 784, 791, 850.
Lycéens (Nos), 17, 47.

Magistrature (La) dans le roman contemporain, 752.
Maîtres (Les mauvais), 257.
Marseillaise (La) en vers grecs, 63.
Mauvais désir (Le), 530.
Mauvais (Un) quart d'heure, 46.
Mélac et l'incendie du Palatinat, 133.
Mes procès de presse, 161, 262, 333.
Mil huit cent quatorze (Le 31 mars), 13.
Musique (La) et la parole, 244.
Musique (L'école de la), 571.
Mystification académique de 1867-1869 (La grande), 442.

Napoléon Ier et Chateaubriand, 236.
Nationaliste et patriote, 403.
Nietzsche, 417.
Nikolsbourg. Souvenirs du prince de Bismarck, 673.
Nil (Sur le), 414.
Notes et impressions, 93, 349, 509, 638, 701, 798, 829, 858.
Notes italiennes, 218, 252.
Notes sénégalaises, 283.
Nouveau jeu (La morale du), 727.

Ouvrier américain (L'), 90.

Paix (La), 445.
Paix ou guerre, 661.
Paul Lange, drame en trois actes, 609, 641, 683.
Paradis (Le) des illusions perdues, conte, 716
Parlementarisme (La crise du), 33.
Parlez-en a la tante, comédie, 463.
Particule (La) et sa véritable valeur, 749.
Pelletan (M. Camille), 714.
Pellissier (M. Georges), 295.
Pepys (Journal de Samuel), 321, 391.
Petite Elsa (La), Souvenirs de voyage, 327, 359.
Petite semaine (La), 542, 603, 670.
Politique extérieure, 56, 157, 315, 414, 445, 714, 853.
Politique « navale », 764.
Portugal (Notre exportation dramatique en), 605.
Princesse Palatine (La), son fils et l'abbé Dubois, 197, 298.
Psychologie du socialisme, 784.
Puvis de Chavannes, 599.

Racine (Un nouvel historien de), 344.
Rembrandt (L'Exposition) a Amsterdam, 497.
Rente française (La), 339.
Restif de la Bretonne, 492.
Révolte (La) de mère. Nouvelle, 777.
Roman (Le) au XVIIIe siècle, 492.
Romancier (Un) hollandais, M. Louis Coupérus, 449.
Russe (Un) parmi les insurgés de Cuba, 1, 40.

Sainte-Beuve a l'École normale, 412.
Santé (La) publique, 129.
Schumann (Les écrits de), 527,
Schuré (M. Édouard), 102.
Sentiment (Le) : une faculté hors crane, 153.
Sire, l'Espagne est a bout ! 250.
Socialisme (Psychologie du), 784.
Sourde-muette aveugle (L'éducation d'une), 230.
Struensée a Paris, 766.
Subordonnés et chefs, 76.
Sur la plage, 469.

Tamizey de Larroque, 52.
Théâtres : 26, 59, 474, 506, 630, 665, 699, 827.
Théâtre d'amour de M. Georges de Porto-Riche, 26, 59.
Opéra : La Burgonde, 858.
Comédie-Française : Reprise de *Louis XI*, 380. — Struensée, 665. — Le Berceau, 857.
Variétés : Sœur Marthe, 59,
Odéon : La Reine Fiammette, 827.
Vaudeville : Le Calice, 699, 732, — Georgette Lemeunier, 855.
Théâtre breton (La Renaissance du), 310.

Université (Une) de l'ancien régime, 568.

Violon (Le), Nouvelle, 378.
Volney : 513, 560, 703.
Voltaire diplomate, 116.

TABLE DES AUTEURS

Du 1er Juillet au 31 Décembre 1898.

Les titres des ouvrages analysés sont en italiques.

[illegible]
[illegible]
ANONYME. — La récente révolution chinoise, 621.
[illegible]

[illegible]
[illegible]
BEAUNIER (André). — Le baccalauréat, 93. — Notes italiennes, [illegible] — La petite semaine, 603, 670. — Les intellectuels à Constantinople [illegible]
BÉCLARD (L.). — A propos de *Judith Renaudin*, 698.
BELLET (Daniel). — Ce que coûte une grève, 565.
[illegible] maternelle scolaire, 159. — Un nationaliste et un patriote, 403.
[illegible]
[illegible] — *Le mari rêvé*, 179.
[illegible]
BISMARCK. (Souvenirs inédits de). Nikolsbourg, 673.
BONNEFON. — Mélac et l'incendie du Palatinat, 133.
BOURGET (Paul), de l'Académie française. — *La Duchesse bleue*, 633.
BOUYER (Raymond). — Les écrits de Schumann, 527.
BREAL (Michel), de l'Institut. — Volney, 703.
[illegible]
[illegible] *pendant la guerre de Sept ans*, 116.
[illegible] — Le château de Coppet, 421.

[illegible]
CARRAUD (Gaston). — La musique et la parole, 244.
CHASLE PAVIE. — La petite Elsa, souvenir, 327, 359.
CHASSÉRIAU (Arthur). — Huruk Desirak, Nouvelle, 385, 433. — Le Christ en bois, Nouvelle, 743.
[illegible]
CHERCHEUX (Albert). — La particule et sa véritable valeur, 749.
CLARETIE (Léo). — La *Marseillaise* en vers grecs, 63.
CORNUT (Samuel). — La renaissance du théâtre breton, 310.
[illegible]
[illegible] nale, 720.

DEBIDOUR. — *L'Église et l'État depuis 1789*, 191.
[illegible]
[illegible]
DEPASSE (Hector). — L'Espagne, l'Amérique et l'Europe, 56. — L'Europe et l'Amérique, 157. — L'initiative du Tsar, 315. — L'Europe et la paix, 347. — Sur le Nil, 414. — La paix, 445. — Le droit de l'Angleterre, 631. — Paix ou guerre, 661. — Politique navale, 764. — L'Europe en 1898, 853.
DEPPING (Guillaume). — La princesse palatine, son fils et l'abbé Dubois, 298.
DONNET (Gaston). — L'exagération coloniale, 408.
DOUMIC (René). — L'Amérique et l'esprit français, 737.
[illegible]
DURKHEIM (Émile). — L'individualisme et les intellectuels, 7.

EPHEYRE (Charles). La découverte de Tobias Pluck, Conte, 375. — Le désarmement et la paix, Poésie, 541.
ERNEST-CHARLES (J.). — Les hommes de 1848 : Ledru-Rollin, 225. — Garnier-Pagès, 756.
ESSARTS (Em. des). — Sainte-Beuve, 412.

FAGUET (Emile). — La comédie contemporaine, 35. — Voltaire diplomate, 116. — Le XIXe siècle littéraire, XVII, 5. — Le Ménage [illegible] essai sur Gœthe, 371. — Nietzsche, 417. — Esthétique et morale, 459. — Le mauvais désir, 530. — Sur Richard Wagner, [illegible] *moderne*, 474, 506. — Psychologie du socialisme, 784. — La [illegible]
[illegible]
FLAT (Paul). — Une monographie de Velasquez, 127. — L'exposition de Rembrandt à Amsterdam, 497. — Puvis de Chavannes, 599.
[illegible]
[illegible] 1867-1869, 442. — M. Henry Brisson sous l'Empire, 267.
FOUILLÉE (Alfred), de l'Institut. — L'idée socialiste de l'instruction intégrale, 577. — L'éducation morale de la démocratie. L'écolier, 709. — L'instituteur, 812.
[illegible]

GASCOGNE. — Notre exportation dramatique en Portugal, 605.
[illegible]
GERBAUX (F.). Les imprimeurs parisiens au XVIe siècle, 123.
GIACOMETTI. — L'Italie en 1862, 596.
[illegible]

HAUSER. — Ouvriers du temps passé, 215.
[illegible]
[illegible] 107, 138, 171, 204, 238, 272.

JACQUET. — Richelieu à Luçon, 255.
JAGOT (G.). — Les carrières industrielles et la jeunesse, 120.
JOSZ (Virgile). — Le Juif errant, Nouvelle, 21.

KAHN. — Une Université de l'ancien régime, 568.
KERST (Maurice-Léon). — l'École de la musique, 571.
KOROLENKO. — Une jeune fille étrange, Récit, 590.

[illegible]
LANGERON (Édouard). — Le conférencier dans l'antiquité, 821.
LARROUMET (Gustave), de l'Institut. — *Racine*, 344.
LAUNAY (L. de). — L'Age de l'or, 679.
LEBON (Gustave). — Psychologie du socialisme, XX, 784.
LE BRETON (André). — Restif de la Bretonne, 492.
LÉON-SÉCHÉ. — Volney, 513, 560.
LEPAGE (A.). — La question d'Égypte à travers les siècles, 183.
LICHTENBERGER (André). — Ceux qui meurent, Nouvelle, 293.
[illegible] *et penseur*, 654.

MAGENDIE. — Subordonnés et chefs, 76.
MAIRET (Jeanne). — Profils américains : Dick Kingston, 481.
[illegible]
MASSON-FORESTIER. — Un mauvais quart d'heure, 46. — Sire, l'Espagne est à bout ! 250. — Les entretiens d'un correspondant du *Standard*, 663, 725, 787.
MEUNIER (Georges). — La Magistrature dans le roman contemporain, 452.
MEVIL (André). — Khartoum, 308.
[illegible]
MISME (Mme Jane). — Le droit au bonheur pour les femmes, 28.
MONTESQUIOU (Robert DE). — *Autels privilégiés*, 850.
MORÉ (comte de). — Le retour d'un émigré en 1799, 530. — Mon évasion de Pierre-en-Cize, 833.
MOUTON (Eugène). — Une faculté hors crâne, 153.
MUHLFELD (Lucien). — *Le mauvais désir*, 536.

NETTER (Capitaine). — Deux jugements de Conseils de guerre, 753.

OLLIVIER (Emile), de l'Académie française. — Les États-Unis, l'Espagne et la France, 289.
OSWALD (M.). — Cuba ses insurrections, leurs causes, 193.

Pellissier (Georges). — Un chef-d'œuvre oublié : *Adolphe*, 146.
Pelletier (Jacques). — Les mauvais maîtres, 275.
Porto-Riche (de). — *Théâtre et Poésie*, 26.
Potez (Henri). — Racine et son nouvel historien, 344.

Recolin (Charles). — L'anarchie littéraire, 467.
Redier (Antoine). — La course maritime et le droit des gens, 353.
Renouck (A.). — De l'aptitude des Français aux langues vivantes, 318.
Renouard (Philippe). — *Imprimeurs parisiens de 1470 à 1500*, 122.
Robert (Pierre). — Sur Alexandre Dumas, 350.
Rod (Édouard). — *Le Ménage du pasteur Naudié*, 215. — *Essai sur Gœthe*, 371.
Rosny (J.-H.). — Fénelon, 347.

Sarcey (Francisque). — Mon premier procès, 161. — Mes procès de presse, 262, 333.
Schnitzler (Louis). — Strasbourg à Paris, 766.
Sée (Edmond). — Notes et Impressions, 829.
Seilhac (Léon de). — L'ouvrier américain, 90. — La grève générale, 539.
Semallé (Cte de). — Le 31 mars 1814, 13. — Souvenirs, 280.
Sevin-Desplaces. — La France en Afrique, 555.
Sorel (Albert), de l'Académie française. — Le journal du maréchal de Castellane, 791.
Sorel (Albert-Émile). — La morale du *Nouveau jeu*, 727.
Souday (Paul). — Notes et Impressions, 574, 639, 798, 701.
Spronck (Maurice). — Un romancier, M. Louis Coupérus, 449.
Stein (H.). — La Crète jugée par la diplomatie du XVIIIe siècle, 696.
Stenger (Gilbert). — La France avant le Consulat. — Les campagnes, 583. — La Province, 627. — Paris, 816.
Strauss (Paul), sénateur. — La santé publique, 129.

Taizon (E.). — Fin d'une légende, 697.
Tantet (V.). — Les cendres de Christophe Colomb, 849.
Théaux (Marcel). — M. Camille Pelletan, 714.
Tillet (J. du). — Voyez Théâtres.
Tissot (Ernest). — Une emmurée, 230.
Troubat (Jules). — Mémoires d'un commis libraire, 187.

Vandérem (Fernand). — Le calice, 699, 801, 839.

Weiss (J.-J.). — Deux dialogues, 545.
Wilkins (Mary). — La révolte de « mère », 777.
Wolff (Maurice). — A propos des réformes de l'Université, 221.

Zablet. — La rente française, 1800-1898, 339.

TABLE DU MOUVEMENT LITTÉRAIRE

A. B. — Au loin, XI.
Aderer. — Le vœu, I.
Alraux. — L'Art de décrire, XIX.
Alaux. — Toujours plus haut, XV.
Allen Upward. — God save the Queen, VIII.
Arnoulin. — Racan, III.
Austin de Croze. — La Cour d'Espagne, III.

Beaume (G.). — Les Quissera, VII.
Blot-Salvadin. — Napoléon III, XIV.
Boylesve (R.). — Le parfum des îles Borromées, I.
Bruno (Camille). — L'essai du bonheur, XIV.

Cabanis (docteur). — Le cabinet secret de l'histoire, IX. — Campagnes de Crimée, I.
Cart (W.). — Précis d'histoire de la littérature allemande, IV.
Casse (baron du). — Le 8e corps de l'armée d'Italie en 1859, VI.
Castellani. — Vers le Nil français, IV.
Claparède. — Toynbee Hall, V.
Claveau. — Sermons laïques, I.

Daniel. — L'armée politique, X.
Demolins. — L'éducation nouvelle, XXII.
Douglas Sladen. — Who's who, IV.

Eichthal (Ed.), et T. Reinach. — Poèmes de Bacchylide, VIII.

Ferrière (H. de la). — Deux romans d'aventure au XVIe siècle, IX.
Fèvre (H.). — Les liens factices, V.
Filon. — De Dumas à Rostand, XIII.
Fonssegrive. — Le catholicisme et la démocratie, VIII.
Fouillée (Alfred). — Les études classiques et la démocratie, X.
France (H. de). — Le collège de demain, XXII.

Gallet. — Guerre et commune, X.
Gauthier (Judith). — Khou-N-atonou, II.
Glaudes (André). — Résistance, III.
Grand-Carteret (J.). — La voiture de demain, IX.
Grandmaison (le). — La territoire militaire, XI.
Guillon. — Nos écrivains militaires, XIV.

Hubert (L.). — Les savons X, VII.
Hugo. — Les années funestes, IV.

Jacquinat. — Problèmes de la vie et de la mort, V.

Johannet. — Autour du monde millionnaire américain, XV.
Joly (Henri). — A travers l'Europe, VII.

Lanson. — Corneille, II.
Lauribar. — Douze ans en Abyssinie, I.
Le Braz. — La chanson de Bretagne, V.
Le Goffic. — Morgane, II.
Legras. — Terre d'Islande, X.
Leroux-Cesbron. — Souvenirs d'un maire de village, IV.
Le Roux (Hugues). — Nos fils, nos filles, XII.
L'homme. — La comédie d'autrefois, IX.
Livres d'étrennes, XXIV, XXV, XXVI, XXVII.
Lucas (Hippolyte). — Choix de poésies, X.
Lyonnet. — Le théâtre en Portugal, VII.

Masson-Forestier. — Angoisses de juge, III.
Massy. — Au pays du carillon, X.
Maulde (P.). — Les femmes de la Renaissance, XVI.
Menard (Louis). — Le cours royal, V, VI.
Meredith (George). — Essai sur la comédie, XII.
Müller. — Les origines de la Compagnie de Jésus, XI.

Nanteuil (de). — La paume et le lawn-tennis, I.
Noblemaire. — Aux Indes, VII.

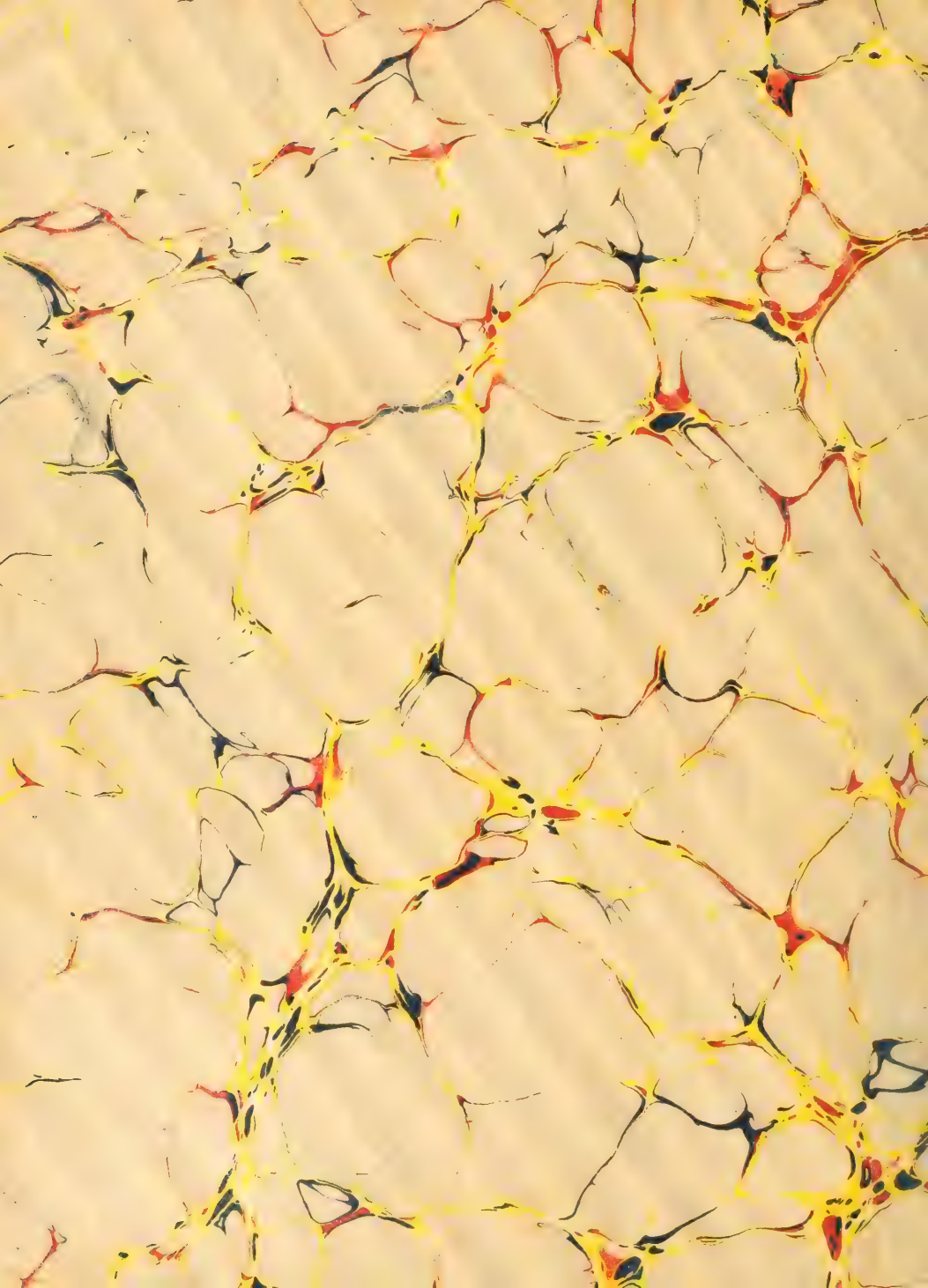
Ossip Lourié. — Pensées de Tolstoï, IV.

Pellissier. — Pages choisies des grands écrivains, XI.
Potez. — L'élégie en France avant le romantisme, IV.
Pouvillon. — Le roi de Rome, VII.

Rosny (J.-H.). Les retours du cœur, II.

Saint-Séverin (de). — La chasse au chamois, IX.
Schirmacher (M.). — Le féminisme, II.
Schlumberger. — Renaud de Châtillon, XI.
Sentis (Lucien). — Paternité, XIV.
Sénéchal. — Voie douloureuse, VI.
Séverin de la Chapelle. — La vraie représentation politique, XXIII.

Texte. — Étude de littérature européenne, VIII.
Tristan l'Hermite. — Le page disgracié, IX.

Valdagne. — L'amour par principes, III.
Vilmain. — Sous la soutane, XV.

Paris. — Chamerot et Renouard, Imp. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37311 *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.